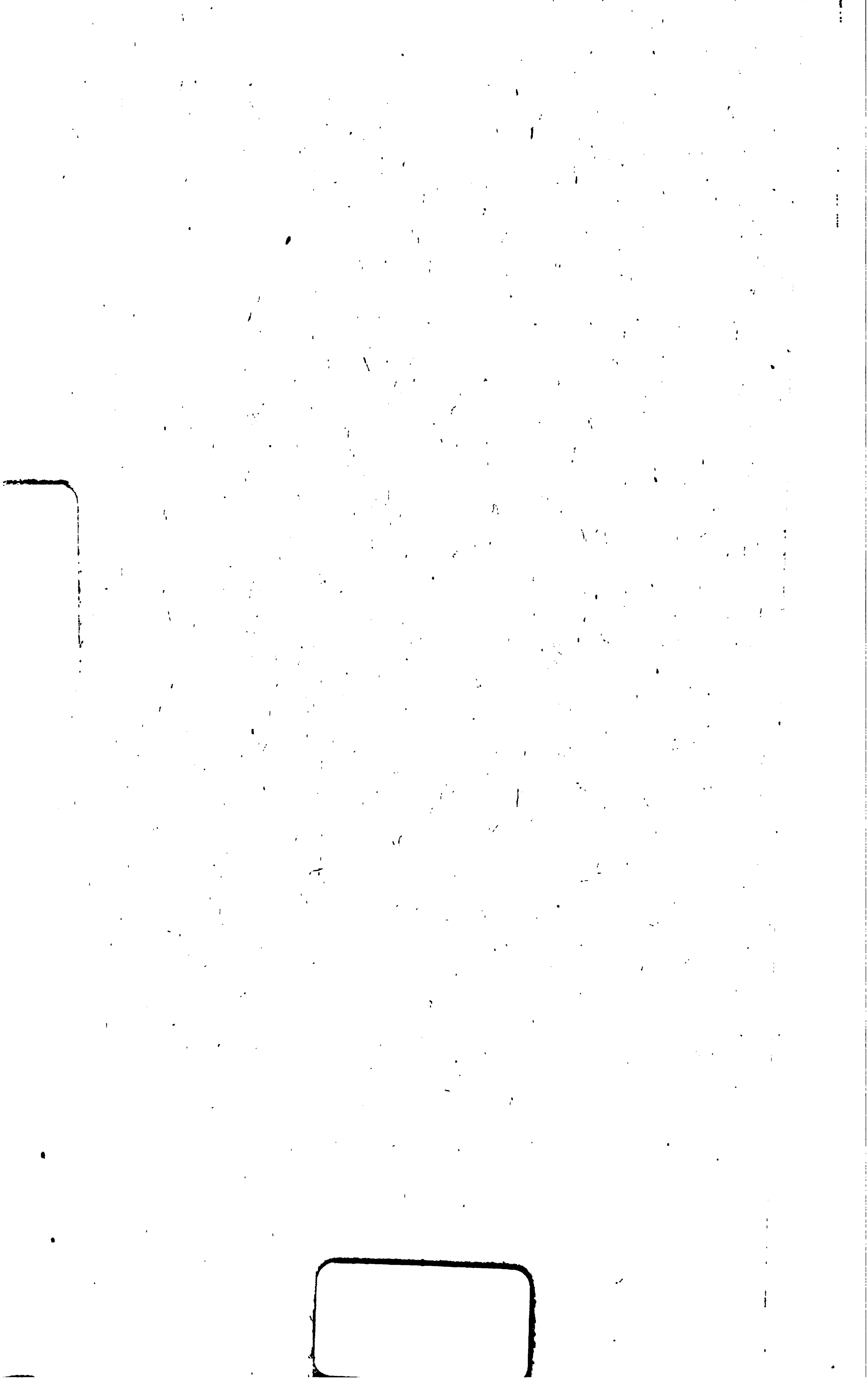

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08155800 3



Guicciardini.
[illegible]

HISTOIRE D'ITALIE

DE

FR. GUICCIARDINI.

IMPRIMÉ

PAR LES PRESSES MÉCANIQUES DE E. DUVERGER,

RUE DE VERNEUIL, N° 4.

HISTOIRE D'ITALIE

DE L'ANNÉE 1492 A L'ANNÉE 1532,

PAR

FRANCESCO GUICCIARDINI

AVEC NOTICE BIOGRAPHIQUE

PAR J. A. C. BUCHON.

PARIS

A. DESREZ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE SAINT-GEORGES, 11.

M DCCC XXXVI.

A M. MIGNET

MEMBRE DE L'INSTITUT.

ÉCRIVAIN PUR

HISTORIEN SOLIDE

HOMME D'ÉTUDE ET DE RAISON

IL A SU

DANS SON *HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION*

NE RIEN OMETTRE D'UTILE

NE RIEN DIRE DE SUPERFLU

ET LIER SI FATALEMENT

LES FAITS, LEURS CAUSES ET LEURS CONSÉQUENCES

QUE TOUTES CES CAUSES SEMBLENT UNE SEULE CAUSE

TOUS CES FAITS UN SEUL FAIT

TOUS CES DRAMES UN SEUL DRAME

QUI MARCHE, SE DÉVELOPPE, GRANDIT

ET COMME NOS ANNÉES

PREND UN NOM EN CESSANT D'ÊTRE.

HOMMAGE DE SON AMI

J. A. C. BUCHON.

HISTOIRE D'ITALIE

PAR

FRANCESCO GUICCIARDINI.

LIVRE PREMIER.

Ce livre contient l'origine des guerres qui eurent lieu en Italie depuis l'année 1794; l'arrivée de Charles VIII, roi de France, appelé par Ludovic Sforze; l'expulsion de Pierre de Médicis de Florence; la rébellion des Pisans contre les Florentins; l'arrivée de Charles VIII à Florence et à Rome; la fuite d'Alphonse et de Ferdinand d'Aragon, roi de Naples, et la manière dont le royaume de Naples tomba entre les mains des Français.

CHAPITRE PREMIER.

État pacifique de l'Italie en 1490; combien on doit de reconnaissance à Laurent de Médicis. Élévation d'Alexandre VI au pontificat. État de Florence. Premier germe de discorde entre les princes italiens. Sforze appelle les Français en Italie. Leurs prétentions sur le royaume de Naples. Ambassadeurs envoyés par Ludovic Sforze à Charles VIII, roi de France; Charles VIII s'apprête à passer en Italie.

J'entreprends d'écrire l'histoire des troubles que les Français, attirés par nos princes mêmes, ont excités de nos jours en Italie, c'est-à-dire de ces temps mémorables par la grandeur et la variété des faits, pleins d'événements tragiques, et où nos provinces, désolées par tous les fléaux de la juste colère de Dieu, éprouvèrent encore tout ce que l'injustice et la barbarie des hommes ont de plus cruel. Chacun pourra s'instruire utilement dans ces mémoires, tant par rapport au gouvernement des États que par rapport à la conduite de la vie privée, et l'on y verra par un grand nombre d'exemples quelle est la vicissitude des choses humaines. Les princes y apprendront aussi que les entreprises téméraires entraînent souvent leur propre perte et causent toujours la ruine des peuples; ils s'y convaincront qu'ils s'exposent à ce double malheur, lorsque, oubliant l'inconstance de la fortune pour ne suivre que leurs caprices ou leurs passions, ils excitent des troubles par imprudence ou par ambition, abusant ainsi d'un pouvoir dont ils sont comptables à la félicité publique. Mais il est nécessaire d'exposer d'abord l'état où l'Italie se trouvait avant ces mouvements, et d'en développer la cause.

L'Italie était heureuse et tranquille, lorsque la guerre vint troubler son repos; cette situation douce la rendit plus sensible aux malheurs qu'elle éprouva d'abord. En effet, depuis mille ans que l'empire romain, affaibli surtout par la corruption des mœurs, avait commencé à déchoir de ce haut point de grandeur où des vertus héroïques et la fortune l'avaient élevé, l'Italie n'avait jamais été si florissante ni si paisible qu'elle l'était vers l'année 1490. Une paix profonde régnait dans toutes ses provinces; les montagnes et les plaines étaient également fertiles; riche, bien peuplée, et ne reconnaissant point de domination étrangère, elle tirait encore un nouveau lustre de la magnificence de plusieurs de ses princes, de la beauté d'un grand nombre de villes célèbres, et de la majesté du siége de la religion. Les sciences et les arts fleurissaient dans son sein: elle possé-

dait de grands hommes d'état, et même d'excellents capitaines pour ce temps-là. Heureuse au dedans, elle avait au dehors l'estime et l'admiration des étrangers.

La paix dont elle jouissait alors était l'effet de différentes causes; mais surtout de l'habileté de Laurent de Médicis, qui en était regardé comme le plus ferme soutien[1]. Ce célèbre citoyen de Florence, élevé par son mérite au-dessus d'une condition privée, gouvernait sa république, dont la force consiste plutôt dans la situation du pays, dans l'industrie et la richesse de ses habitants, que dans l'étendue de son territoire; il avait eu depuis peu la politique d'unir sa famille par une alliance[2] avec le pape Innocent VIII[3]. La confiance que ce pontife témoignait à Médicis, en se gouvernant par ses avis, faisait respecter le nom de ce dernier dans toute l'Italie et donnait un grand poids à ses conseils dans les délibérations touchant la cause commune. Médicis comprit avec les Florentins qu'il fallait s'opposer à l'agrandissement des principales puissances d'Italie et conserver entre elles un juste équilibre, tant pour la sûreté de la république de Florence que pour le maintien de sa propre autorité. L'unique moyen d'entretenir cette égalité était de conserver la paix et d'éloigner tout ce qui pouvait la troubler. Ferdinand d'Aragon, roi de Naples, prince de grande réputation et d'une expérience consommée, favorisait les vues de Médicis; ce roi, loin d'avoir toujours été dans ces bonnes dispositions, avait souvent laissé paraître de l'ambition et marqué de l'éloignement pour la paix. Alphonse, duc de Calabre, son fils aîné, faisait tous ses efforts pour réveiller ces inquiétudes et lui proposait chaque jour de nouveaux projets. Ce prince ne voyait qu'avec chagrin que Jean Galeas Sforze, duc de Milan, son gendre[4], n'avait que le titre de duc, quoiqu'il eût déjà vingt ans, tandis que Ludovic Sforze, son oncle[5], était le maître véritable et le faisait oublier dans ses propres États. Ce n'est pas qu'Alphonse ignorât la faiblesse et l'incapacité de Galéas; mais cette raison ne justifiait pas dans son esprit l'ambition de l'usurpateur. L'imprudence et les dérèglements de Bonne[1], mère du jeune Sforze, avaient donné occasion depuis dix ans à cette usurpation. Ludovic, chargé de la tutelle de son neveu, s'était servi de sa nouvelle puissance pour s'assurer des forteresses, des troupes, des finances et des autres nerfs de l'autorité. Il ne gouvernait point le Milanais comme le tuteur de son pupille ou comme le régent de ses États, mais il régnait avec tout l'éclat et la dignité d'un souverain équitable et légitime. Malgré cette usurpation, Ferdinand préféra ses intérêts présents aux instances de son fils et à ses justes ressentiments. Plusieurs raisons pouvaient autoriser une pareille conduite; la noblesse et le peuple lui avaient témoigné quelque temps auparavant la haine qu'ils lui portaient, et il s'était vu exposé à un péril qu'il n'avait point oublié; le passé lui rappelait encore l'affection de ses sujets pour la domination française, et il craignait que le roi de France ne profitât des troubles qui s'élèveraient en Italie pour faire valoir ses prétentions sur le royaume de Naples. D'ailleurs, voulant mettre des bornes à la puissance des Vénitiens, devenue redoutable à l'Italie entière, il sentait la nécessité d'unir ses forces à celles du Milanais et de la république de Florence; ainsi il était bien éloigné de faire naître des troubles en Italie.

De son côté Ludovic Sforze, tout remuant et tout ambitieux qu'il était, ne pouvait penser autrement dans les conjonctures présentes. Il n'ignorait pas que les Vénitiens menaçaient autant le Milanais que les autres États d'Italie. Une autre raison non moins pressante le déterminait encore à seconder les intentions de Ferdinand; il lui était beaucoup plus facile de conserver son autorité durant la paix que pendant la guerre. Ce n'est pas qu'il n'entrevît les dispositions peu favorables du roi de Naples et de son fils à son égard; mais il était rassuré par celles de Médicis, qui voulait sincèrement la paix; il comptait encore beaucoup sur la crainte secrète que ce dernier avait de la puissance de

(1) Après avoir rétabli le repos dans la république, Laurent de Médicis embellit la ville de Florence, la fortifia du côté de Bologne par le fort Florenzuola, du côté de Sienne en commençant le Poggio-Impérial, et du côté de Gênes par l'acquisition de Pietra-Santa et Serezzana.

(2) Il avait marié Madeleine de Médicis sa fille avec Franceschetto Cibo, fils naturel du pape.

(3) Jean-Baptiste Cibo, créé pape le 9 août 1484.

(4) Il avait épousé Isabelle d'Aragon, fille d'Alphonse.

(5) Il portait le nom de duc de Bari.

(1) Bonne de Savoie, fille de Louis, duc de Savoie, et veuve de Galéas, duc de Milan, frère aîné de Ludovic. Elle gouvernait Milan avec Cecco Simonetta; mais Ludovic s'empara de l'autorité et fit couper la tête de Cecco.

Ferdinand et d'Alphonse. D'ailleurs, persuadé qu'il ne pouvait y avoir de liaisons durables entre Ferdinand et les Vénitiens, à cause de la différence des esprits et de la jalousie qui les divisait depuis long-temps, il ne voyait que cette république avec qui les princes d'Aragon[1] pussent s'unir, pour le dépouiller d'une autorité qu'ils n'étaient pas en état de lui arracher avec leurs seules forces. C'est pourquoi, Ferdinand, Ludovic et Médicis, concourant tous trois à maintenir la paix, la ligue défensive qu'ils avaient faite, le premier en son nom, le second au nom de son neveu, et le troisième pour sa république, subsistait toujours. Ce Traité, qui avait été commencé long-temps auparavant et ensuite interrompu par plusieurs incidents, fut enfin repris du consentement de presque tous les princes et de toutes les républiques d'Italie, et conclu en 1480 pour vingt-cinq ans. Le principal but de cette confédération était d'empêcher les Vénitiens de s'agrandir; ces républicains perdirent par cette réunion la supériorité de forces qu'ils avaient sur chacun des confédérés en particulier. Séparés des intérêts communs du pays et disposés à profiter des divisions et du malheur des autres pour s'accroître, ils attendaient une occasion favorable de subjuguer l'Italie. On ne pouvait pas douter qu'ils n'eussent été autrefois dans ce dessein, dont il fut aisé de juger qu'ils suivaient encore le plan par ce qui arriva à la mort de Philippe-Marie Visconti, duc de Milan[2]; et l'invasion récente qu'ils avaient faite dans le Ferrarais venait de manifester tout-à-fait leurs intentions.

Cette ligue pouvait bien rendre le sénat de Venise moins entreprenant, mais elle ne formait pas entre les alliés des liaisons bien sincères. L'envie et la jalousie se glissèrent entre eux, et chacun, se tenant sur ses gardes, observait les démarches des autres. Ils se traversaient réciproquement dans les projets qu'ils formaient pour s'agrandir ou pour augmenter leur autorité; mais ces intrigues secrètes ne donnaient point d'atteinte à la paix; au contraire, elles étaient cause qu'ils se portaient avec plus d'ardeur à étouffer toutes ces petites semences de division qui pouvaient produire de grands troubles.

Telle était alors la situation de l'Italie. La paix y paraissait si bien ménagée et si bien affermie qu'il n'y avait aucune apparence qu'elle pût être troublée; mais la mort de Laurent de Médicis, arrivée en 1492[1], porta atteinte à cette heureuse tranquillité. Médicis était dans la fleur de l'âge, n'ayant pas encore quarante-quatre ans accomplis; la patrie de ce grand homme perdit beaucoup à sa mort. Sa prudence, son autorité, et ce génie rare qui le rendait capable de tout, avaient procuré à sa république la richesse, l'abondance de toutes choses et d'autres avantages qui sont les fruits d'une longue paix. L'Italie entière sentit aussi très vivement cette grande perte; car outre le soin qu'il prenait de pourvoir à la sûreté publique, il était encore le médiateur des différends qui s'élevaient fréquemment entre le régent du Milanais et le roi de Naples. Il modérait aussi les jalousies et les défiances mutuelles de ces deux princes, dont la puissance et l'ambition étaient presque égales.

Dans cette conjoncture, la mort du pape[2] vint encore augmenter les semences de division qui naissaient tous les jours; car quoique la vie de ce pontife ne contribuât pas directement à la tranquillité publique, elle ne laissait pas de servir en quelque manière à sa conservation. Innocent, ayant abandonné la guerre qu'il avait faite sans succès, au commencement de son pontificat, contre Ferdinand, à la sollicitation de quelques barons napolitains[3], et s'étant livré aux plaisirs, ne pensait plus à troubler l'Italie, ni pour l'agrandissement de sa maison, ni pour le sien propre. A Innocent succéda Rodrigue de Borgia[4] de la ville de Valence, capitale d'un royaume des Espagnes; il y avait long-temps qu'il était cardinal et il tenait un rang considérable dans le sacré collége. Il dut

(1) C'est ainsi qu'on appelait ceux de la maison royale de Naples, depuis qu'Alphonse V, roi d'Aragon, père naturel de Ferdinand, était parvenu à la couronne de Naples en vertu de l'adoption de la reine Jeanne d'Anjou, deuxième du nom. Comme roi de Naples, il fut appelé Alphonse I, ou *le Vieux*, et mourut en 1458.

(2) Il mourut en 1447. La guerre n'eut lieu qu'en 1482, contre Hercule I, et dura deux ans.

(1) Le 9 avril; il a été surnommé *le Grand*.

(2) Arrivée le 25 juillet.

(3) Les principaux de ces barons furent les princes de Salerne et de Beregnano, qui en attirèrent à eux beaucoup d'autres.

(4) Ce n'était pas son vrai nom; il se nommait Lenzoli. Borgia était celui de sa mère, qui était sœur du pape Calixte III, et il le prit pour faire sa cour à son oncle, lequel le fit cardinal en 1455. Il était né le 11 août 1492.

en partie son élévation aux différends des cardinaux Ascanio[1] et Jules de la Rovere[2]; mais il avait lui-même contribué beaucoup plus efficacement à sa grandeur en achetant les suffrages de plusieurs cardinaux, partie en argent comptant, partie en s'engageant à leur abandonner un grand nombre de charges et de riches bénéfices qu'il possédait. Ces ames vénales, au mépris de la loi divine, vendirent sans honte à Borgia le pouvoir de profaner par un trafic indigne les trésors spirituels dans le sanctuaire de la religion et même à l'abri du nom de Jésus-Christ. Ce fut le cardinal Ascanio qui ménagea cet odieux commerce, tant par de vives sollicitations que par un exemple contagieux; il eut pour récompense la vice-chancellerie, l'un des premiers emplois de la cour de Rome. Son insatiable avidité n'en fut point rassasiée; il obtint encore plusieurs bénéfices considérables, des terres et un palais richement meublé dans Rome. Mais tous ces avantages ne le mirent point à couvert de la colère divine, de l'infamie qu'il méritait et de l'exécration des hommes, qu'une élection si contraire aux canons remplit de crainte et d'horreur.

Cette consternation générale n'était pas moins l'effet de la conduite qu'on avait tenue dans cette élection que de la connaissance qu'on avait en partie du caractère et du génie de Borgia. Entre ceux qui en furent le plus frappés, le roi de Naples sut dissimuler son chagrin en public, mais il ne put le cacher à la reine son épouse; il lui dit en versant des larmes, lui qui savait les retenir même à la mort de ses enfants, que le nouveau pape serait le fléau de l'Italie et du monde chrétien; pronostic vraiment digne de la prudence de Ferdinand. En effet, Alexandre VI (ce fut le nom que prit Borgia) avait des vices que toutes ses bonnes qualités ne pouvaient racheter. Il était à la vérité d'une habileté et d'une pénétration rares; il excellait dans le conseil, et, possédant l'art de s'insinuer dans les esprits par la persuasion, il savait manier les grandes affaires avec une adresse et une activité surprenantes; mais ces talents étaient obscurcis par des mœurs infâmes. Faux sans pudeur, fourbe, perfide, sans religion, dominé par une avarice insatiable et dévoré d'ambition, il était cruel jusqu'à la barbarie et ne respirait que l'élévation de ses bâtards[1], en faveur de qui il était résolu de tout sacrifier. Parmi ces enfants du pape, il y en avait un[2] qui avait tous les vices du père; il semblait qu'il ne fût né qu'afin que les pernicieux desseins d'Alexandre pussent trouver un homme assez scélérat pour les exécuter.

C'est ainsi que la mort d'Innocent VIII changea la face de la cour romaine; la perte de Laurent de Médicis n'avait pas moins apporté de changement dans les affaires à Florence. Pierre, l'aîné de ses trois fils[3] lui avait succédé sans aucune difficulté; mais il n'avait ni l'âge ni les qualités convenables pour remplir dignement sa place; il lui manquait, pour se conduire au dedans et au dehors, cette prudence et cette modération qui caractérisaient son prédécesseur. Cet homme habile avait su manier adroitement l'esprit de ses alliés et s'était toujours accommodé au temps; par cette conduite mesurée il avait accru sa fortune et procuré le bien de sa patrie; il emporta même dans le tombeau le glorieux éloge d'avoir été le plus ferme soutien de la paix en Italie.

Dès le premier pas que Pierre fit dans le gouvernement, il s'écarta entièrement de la route que son père lui avait tracée; au lieu de consulter les principaux citoyens, qui devaient, suivant la coutume, entrer dans les affaires importantes, il n'écouta que Virginio Orsino, son parent par sa mère et par sa femme[4]. Virginio, absolument dévoué aux intérêts de Ferdinand et d'Alphonse, engagea Médicis à se livrer tellement à ces deux princes que Ludovic Sforze en conçut de sérieuses alarmes; il craignit de voir les forces de la maison d'Aragon et celles de la république de Florence réunies contre lui par l'entremise de Pierre. Cette liaison, l'époque et la source des maux de l'Italie,

(1) Frère de Ludovic Sforze; il avait été fait cardinal par Sixte IV.

(2) Julien de la Rovere, neveu du pape Sixte IV, qui le fit cardinal en 1473, sous le titre de *Saint-Pierre-aux-Liens*. Il fut depuis pape sous le nom de Jules II.

(1) Il avait eu de Vanosia, dame romaine, quatre fils et une fille, savoir : Pierre-Louis, duc de Gandie; Jean, aussi duc de Gandie après la mort de son frère; César, Geoffroy, et Lucrèce de Borgia.

(2) César Borgia, cardinal, archevêque de Valence en Espagne, et ensuite duc de Valentinois.

(3) Les deux autres étaient Jean, cardinal de Médicis, qui fut pape sous le nom de Léon X, et Julien.

(4) La mère de Pierre de Médicis était Clarice Orsina, et sa femme Alphonsine Orsina. Il épousa en secondes noces Madeleine Cibo, fille du pape Innocent VIII.

ne put être formée avec tant de secret qu'il n'en transpirât quelque chose et qu'elle n'excitât la défiance de Ludovic, prince vigilant et plein de pénétration. Un léger incident confirma ses soupçons, comme on va le voir, et lui découvrit davantage ce qu'il avait à craindre.

C'est la coutume dans toute la chrétienté d'envoyer des ambassadeurs au pape, à son avénement à la chaire de saint Pierre, pour le reconnaître en qualité de vicaire de Jésus-Christ sur la terre et pour lui faire le compliment d'obéissance. Ludovic Sforze, qui affectait d'imaginer des choses singulières pour paraître plus habile que les autres, proposa aux alliés d'envoyer leurs ambassadeurs dans un même jour à Rome, pour y faire leur entrée ensemble et pour avoir audience en commun; il dit qu'il fallait en choisir un parmi eux pour porter la parole au nom de tous, insinuant que cela contribuerait à augmenter la réputation des confédérés; que l'Italie entière verrait par cette démarche qu'ils étaient non-seulement unis par l'amitié et par le traité fait entre eux, mais qu'ils étaient tellement liés ensemble qu'ils semblaient ne faire qu'un prince et qu'un Etat. Il ajouta que la raison et un exemple tout récent devaient faire goûter l'utilité de ce projet; que le feu pape n'avait été si prompt à faire la guerre au roi de Naples que sur un préjugé de mésintelligence entre les alliés; préjugé qu'il n'avait conçu que parce que leurs ambassadeurs s'étaient rendus séparément à Rome, lorsqu'ils vinrent le reconnaître pour souverain pontife. Ferdinand, prince facile, se rendit d'abord à l'avis de Ludovic, qui fut unanimement approuvé des Florentins, gagnés par son crédit et par celui du roi de Naples. Médicis même ne s'y opposa point en public, quelque chagrin qu'il en eût au fond; car ayant été nommé par la république pour l'ambassade, il brûlait de paraître à Rome dans un appareil pompeux et presque égal au faste des rois. Dans ces idées il ne put voir sans dépit qu'il ne pourrait briller dans cette rencontre, s'il était obligé de faire son entrée et son compliment en commun. Gentilé[1], évêque d'Arezzo, entretenait encore en lui cette vanité de jeune homme; ce prélat avait été choisi pour parler au nom de la république, tant à cause de la dignité épiscopale dont il était revêtu que parce qu'il était lettré; il supportait impatiemment que la nouvelle disposition de Ludovic lui ravît la gloire de montrer son éloquence dans cette occasion d'éclat. Ainsi le jeune Médicis, emporté par sa légèreté et devenu l'organe de la vanité d'autrui, engagea le roi de Naples à représenter que le projet de Ludovic ne pouvait s'exécuter sans beaucoup de confusion et d'embarras; il eût été bien fâché que ce dernier sût qu'il voulait faire échouer son invention; il pressa encore le roi d'engager chacun des ambassadeurs à se rendre séparément à Rome, suivant la coutume. Ferdinand, qui voulait l'obliger sans choquer néanmoins Ludovic, fit ce que Médicis désirait; mais en lui accordant sa demande, il ne crut pas devoir cacher au régent du Milanais qu'il n'abandonnait son idée que sur les instances du Florentin. Ludovic en parut plus piqué que la chose ne le méritait; il se plaignit aigrement qu'on ne rejetait le premier projet, dont il était l'auteur, que pour donner atteinte à son autorité, affront qu'il allait, disait-il, essuyer sous les yeux du pape et devant toute la cour romaine, qui n'ignorait pas les nouvelles dispositions qu'on avait faites. Mais cet incident, tout léger et de peu d'importance qu'il était, lui fut encore plus sensible parce qu'il lui fit soupçonner que Ferdinand et Médicis machinaient quelque chose en secret, comme il en fut éclairci par ce qui arriva bientôt après.

Franceschetto Cibo, Génois, fils naturel du pape Innocent VIII, possédait l'Anguillara, Cervetri et quelques autres petits châteaux dans le voisinage de Rome. Après la mort de son père il se retira à Florence, auprès de Pierre de Médicis, frère de Madeleine de Médicis, sa femme; il n'y fut pas plus tôt arrivé que, par l'entremise de Pierre, il vendit ces châteaux à Virginio Orsino, moyennant quarante mille ducats. Cette vente se fit de concert avec Ferdinand, qui prêta secrètement la plus grande partie des deniers, dans l'espérance de retirer lui-même de solides avantages des établissements que Virginio Orsino, sa créa-

(1) Gentilé Bechi, natif d'Urbin. Il avait été précepteur des enfants de Cosme de Médicis, surnommé *le Père de la patrie*, aïeul de Laurent, et il fut fait évêque d'Arezzo en 1473. Il avait été employé par la république de Florence à plusieurs ambassades, et entre autres en France, pour y faire les compliments sur la mort de Louis XI et sur l'avénement de Charles VIII. Il mourut en 1497.

ture et son parent, aurait dans le territoire de Rome.

Il considérait que la puissance des papes les mettait toujours à portée d'inquiéter le royaume de Naples, qui est un ancien fief de l'église de Rome et qui confine dans un long espace à l'Etat ecclésiastique. Il se ressouvenait des différends que son père et lui avaient eus plusieurs fois avec eux, et il savait que la disposition des choses pouvait faire naître à chaque instant de nouvelles contestations, soit pour la juridiction des lieux limitrophes, soit pour les cens, soit pour la collation des bénéfices, soit pour le recours des barons, et pour mille autres incidents qui arrivent tous les jours entre des voisins, et plus souvent entre le seigneur suzerain et son vassal.

C'est pourquoi il avait toujours cru que son intérêt et sa sûreté exigeaient qu'il s'attachât tous les barons du territoire de Rome, ou du moins les plus puissants. Il y travaillait pour lors avec d'autant plus d'ardeur qu'il prévoyait que Ludovic Sforze ne manquerait pas d'avoir beaucoup de crédit auprès du nouveau pape, par le moyen du cardinal Ascanio Sforze, son frère; on croit même qu'il avait encore un motif aussi pressant que le premier; c'était la crainte qu'Alexandre n'eût hérité de l'ambition et de la haine de Calixte III, son oncle[1]. Ce pape, désirant avec passion agrandir Pierre Borgia son neveu, était sur le point de porter la guerre dans le royaume de Naples, aussitôt après la mort d'Alphonse, père de Ferdinand, pour en dépouiller ce dernier, sous prétexte que cet Etat était dévolu à l'église par le décès d'Alphonse, lorsqu'il fut lui-même prévenu dans son dessein par la mort. C'était néanmoins Alphonse dont il était né sujet[2] et dont il avait été longtemps ministre, qui l'avait aidé à parvenir au souverain pontificat, après lui avoir procuré les autres dignités ecclésiastiques, ingratitude qui ne prouve que trop le peu de pouvoir que le souvenir des bienfaits a sur le cœur des hommes.

La prévoyance la plus sage ne saurait s'étendre à tout, et c'est une triste nécessité que l'esprit humain donne souvent des marques de faiblesse. Ferdinand, qui était regardé comme un prince d'une expérience mûre, ne réfléchit point assez aux suites de cette affaire; il en attendait, à la vérité, un léger avantage, mais elle pouvait, d'un autre côté, occasionner de très grands maux. En effet, celui dont le devoir et l'intérêt étaient d'entretenir la tranquillité publique se servit de l'occasion de cette vente pour troubler la paix de l'Italie. Le pape, croyant son autorité blessée par cette aliénation faite à son insu, prétendant même que, par le défaut de consentement de sa part, les châteaux étaient dévolus au Saint-Siége, et d'ailleurs démêlant les vues cachées de Ferdinand, déclama hautement contre ce prince, contre Pierre de Médicis et Virginio Orsino, et protesta qu'il était résolu de ne rien négliger pour soutenir la dignité et les droits de l'Eglise.

Ludovic en fut bien autrement alarmé; car, dans l'idée où il était que le pape se laisserait gouverner par ses conseils et par ceux du cardinal Ascanio, il regardait comme une atteinte à sa propre autorité tout ce qui tendait à diminuer la puissance d'Alexandre, joint à cela qu'il se défiait déjà de toutes les démarches de Ferdinand. Mais rien ne lui fut plus sensible que la certitude qu'il eut en cette occasion que les Aragonais et Médicis avaient contracté d'étroites liaisons ensemble. En effet, il ne pouvait plus en douter, et le concert avec lequel ils avaient agi dans cette affaire ne l'en assurait que trop. C'est pourquoi, voulant rompre des desseins qui lui paraissaient si préjudiciables à ses intérêts et s'attirer en même temps plus de confiance de la part du pape, il l'exhorta vivement à soutenir sa dignité.

Il lui représenta : qu'il devait moins considérer l'affaire dont il s'agissait actuellement que les suites que pourrait avoir le mépris que ses vassaux faisaient si ouvertement de son autorité, dès l'entrée de son pontificat; qu'il ne fallait pas croire que l'intérêt de Virginio Orsino, ou l'importance des châteaux en question, ou quelque autre raison semblable, eussent fait agir Ferdinand; que son dessein avait été d'éprouver la patience d'un nouveau pape par des injures d'abord assez légères, pour oser entreprendre dans la suite de plus grandes choses si l'on était insensible à ses premières démarches; que Ferdinand était aussi ambitieux que ses prédécesseurs, ennemis perpétuels

(1) Alphonse Borgia, élu le 8 avril 1455, et mort le 6 d'août 1458.

(2) Il était du royaume de Valence, qui appartenait à Alphonse, ainsi que l'Aragon et la Sicile.

de l'église romaine, et qui, ayant tant de fois fait la guerre aux souverains pontifes, s'étaient même emparé de la ville de Rome. En effet, ce même Ferdinand n'avait-il pas envoyé deux fois ses armées, sous les ordres de son fils, contre deux papes, jusqu'aux portes de cette ville, et n'avait-il pas été presque toujours ouvertement brouillé avec les prédécesseurs d'Alexandre? Il ajouta que ce prince était non-seulement animé par l'exemple des autres rois de Naples et par la passion de dominer, mais encore plus par le désir de tirer raison des offenses qu'il avait reçues de Calixte III. Que si Sa Sainteté souffrait patiemment ces premières in sultes, réduite à de frivoles honneurs de cérémonie, elle tomberait bientôt dans un mépris général; qu'elle encouragerait ses ennemis à de plus hautes entreprises, au lieu que, si elle marquait du ressentiment en cette occasion, elle maintiendrait l'ancienne majesté des pontifes romains et le respect qui leur est dû. Ludovic joignit à ces exhortations de grandes offres qu'il confirma par des effets; car il prêta d'abord au pape quarante mille ducats et soudoya trois cents hommes d'armes, conjointement avec lui et à frais communs, mais qui devaient dépendre uniquement d'Alexandre.

Néanmoins Ludovic, ne voulant pas rompre ouvertement avec le roi de Naples, exhorta ce prince à faire en sorte que Virginio Orsino prît les moyens convenables d'apaiser le pape, afin d'aller au-devant des malheurs que cet incident pouvait occasionner. Il avertit aussi Pierre de Médicis, mais avec plus de force et de liberté, de considérer avec combien de zèle Laurent son père avait contribué à maintenir la paix dans l'Italie, en faisant l'office de médiateur et d'ami entre Ferdinand et lui. « Suivez, lui dit-il, l'exemple de ce grand homme, plutôt que de vous livrer à des nouveautés dangereuses et de donner occasion aux autres, ou même de les mettre dans la nécessité de prendre un parti qui pourrait enfin devenir funeste à toute l'Italie. Souvenez-vous combien la longue amitié qui unissait nos deux maisons a procuré d'avantages et de gloire à l'une et à l'autre. Rappelez-vous les offenses et les outrages faits par la maison d'Aragon à votre père, à vos ancêtres et à votre patrie. Enfin, combien de fois Ferdinand et Alphonse son père n'ont-ils pas tenté de s'emparer de la Toscane par la force ou par la surprise? »

Mais toutes ces remontrances, au lieu de ramener les esprits à la paix, ne servaient qu'à les en aliéner davantage. Ferdinand crut qu'il serait honteux de céder à Ludovic Sforze et au cardinal Ascanio, qui lui semblait avoir excité l'indignation du pape. D'ailleurs, animé par Alphonse son fils, il encouragea secrètement Virginio Orsino à prendre sans délai possession des châteaux qu'il avait achetés, et il lui promit de le défendre envers et contre tous. D'un autre côté, employant ses artifices ordinaires, il proposait au pape différents moyens d'accommodement; mais il conseillait en secret à Virginio de n'en point accepter d'autres que ceux qui lui assureraient la propriété des châteaux, en apaisant le pape par quelque somme d'argent. Virginio, sûr de la protection de Ferdinand, rejeta dans la suite plusieurs expédients que ce prince, pour ne pas trop irriter Alexandre, le pressait d'accepter.

Durant le cours de ces intrigues Pierre de Médicis paraissait dans la résolution de demeurer uni au roi de Naples, et il était évident que tout ce qu'on ferait pour l'en détacher serait inutile. Ludovic Sforze, considérant combien il serait préjudiciable à ses intérêts que la ville de Florence, qui lui avait toujours servi de rempart, fût au pouvoir de ses ennemis, et envisageant tous les périls auxquels il était exposé, résolut de pourvoir à sa sûreté. Il n'ignorait pas que les Aragonais brûlaient de lui ôter la tutelle de son neveu. A la vérité, Ferdinand dissimulait avec un soin extrême et s'efforçait de cacher son impatience; mais Alphonse, naturellement vif et impétueux, n'avait pu s'empêcher de crier hautement contre l'oppresseur de son gendre, et, écoutant moins la prudence que son ressentiment, il laissait souvent échapper des menaces et des injures contre le régent du Milanais. D'ailleurs, Ludovic savait qu'Isabelle, femme de Jean Galéas, jeune princesse d'un courage au-dessus de son sexe, conjurait sans cesse son père et son aïeul de la mettre au moins à couvert du péril qui menaçait sa vie, la vie de son mari et celle de ses enfants, si ses larmes n'étaient pas assez puissantes pour porter ces deux princes à la tirer de l'indigne esclavage où elle était retenue. Mais il était bien plus inquiet de la haine que

les peuples du Milanais lui portaient, soit à cause de ses exactions, soit par compassion pour Jean Galéas, leur légitime souverain. Ce fut en vain qu'il s'efforça d'inspirer de la défiance sur les Aragonais et qu'il voulut faire croire que leur dessein était de se rendre les maîtres de ce duché, en vertu d'anciens droits fondés sur le testament de Philippe-Marie Visconti, qui avait institué pour son héritier Alphonse, père de Ferdinand; il eut beau insinuer que ce n'était que pour faciliter ce projet qu'ils voulaient lui ôter la régence du Milanais, il n'en fut pas moins odieux, et ces artifices ne furent pas capables d'empêcher qu'on ne pensât à son ambition et aux attentats qui accompagnent ordinairement la fureur de dominer.

Ainsi Ludovic, après avoir mûrement réfléchi sur l'état des choses et sur les périls qui le menaçaient, prit la résolution de se fortifier par de nouvelles alliances. Dans ces vues il crut devoir mettre à profit le dépit du pape contre Ferdinand et le désir qu'on croyait que les Vénitiens avaient de voir rompre une ligue si long-temps opposée à leurs desseins; il proposa donc à ces deux puissances de faire avec lui une autre ligue pour la conservation de leurs intérêts communs.

Mais la colère et tout autre sentiment cédaient sans peine, dans le cœur d'Alexandre VI, au désir effréné qu'il avait d'élever ses bâtards. Il les aimait avec tant de passion qu'il fut le premier de tous les papes qui ne rougit point de les appeler du nom de fils et de les reconnaître en cette qualité à la face du monde entier; ses prédécesseurs, pour cacher au moins une partie de leur honte, avaient fait passer leurs enfants pour leurs neveux. Alexandre, ne trouvant point alors d'autre moyen de les établir, négociait le mariage de l'un d'eux avec une fille naturelle d'Alphonse, à laquelle on donnerait une riche dot en terres dans le royaume de Naples. Tant qu'il put se flatter de cette espérance, il feignit seulement de prêter l'oreille à la proposition de Ludovic, et peut-être que si on lui eût accordé ce qu'il désirait, la paix de l'Italie n'aurait pas été si tôt troublée. Ferdinand ne s'éloignait pas trop de cette alliance; mais Alphonse, qui détestait l'orgueil et l'ambition du pape, ne voulut jamais y consentir; cependant ils ne témoignèrent en aucune manière leur répugnance; mais faisant naître chaque jour des difficultés sur la qualité de l'État qui devait servir de dot, ils continuèrent d'amuser le pape. Alexandre, piqué de cette conduite, résolut de s'abandonner aux conseils de Ludovic.

Le dépit seul ne détermina pas le pape dans cette occasion, il écouta encore la crainte; il voyait à la solde de Ferdinand, non-seulement Virginio Orsino, que la faveur du prince, la protection des Florentins et l'appui de la faction guelfe[1] rendaient fort puissant dans les états de l'Église, mais encore Prosper et Fabrice Colonna[2] chefs de leur maison. D'un autre côté le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, personnage d'un grand poids, craignant que le pape n'attentât à sa vie, s'était retiré dans le château d'Ostie, qu'il tenait en qualité d'évêque de cette ville; il avait été l'ennemi déclaré de Ferdinand, contre lequel il avait autrefois animé Sixte IV[3], son oncle, et ensuite Innocent VIII; mais il s'était réconcilié depuis avec ce prince et ils avaient ensemble d'étroites liaisons d'amitié.

Le sénat de Venise ne parut pas aussi empressé à entrer dans la ligue qu'on se l'était persuadé d'abord. A la vérité la désunion des confédérés favorisait ses vues; mais d'un autre côté il était retenu par la crainte de l'infidélité du pape déjà devenu suspect à tout le monde; il n'avait pas encore oublié les confédérations que la république avait faites avec Sixte IV et Innocent VIII, prédécesseurs d'Alexandre. La première n'avait procuré aux Vénitiens que beaucoup de peine et d'embarras sans aucun avantage; à l'égard de la seconde, au plus fort de la guerre dans laquelle Sixte les avait engagés contre le duc de Ferrare, ce pape avait changé tout d'un coup de vues, et, non content d'employer contre eux les armes spirituelles, il avait encore uni ses forces temporelles à celles du reste de l'Italie pour les attaquer.

Mais l'adresse et l'application de Ludovic ayant dissipé les défiances du sénat, dont il avait su gagner plusieurs membres en particu-

(1) Les factions des *Guelfes* et des *Gibelins* prirent naissance en Italie dans le treizième siècle, à l'occasion des guerres des papes Grégoire IX et Innocent IV contre l'empereur Frédéric II. Les *Guelfes* tenaient le parti des papes, et les *Gibelins* celui des empereurs.

(2) Ils étaient cousins-germains.

(3) François de la Rovere, natif de Savone, élu le 9 août 1471, et mort le 13 août 1484.

lier, on conclut enfin une nouvelle ligue au mois d'avril 1493, entre le pape, les Vénitiens et Jean Galéas duc de Milan, au nom duquel les affaires de cet État se faisaient toujours; ce traité avait pour but la sûreté commune des alliés et nommément le maintien du gouvernement de Ludovic. Il y fut stipulé que le sénat de Venise et le duc de Milan feraient marcher incessamment à Rome chacun deux cents hommes d'armes pour la sûreté des États et de la personne du pape, et qu'avec ces troupes, ou même avec de plus considérables, s'il en était besoin, ils l'aideraient à s'emparer des châteaux dont Virginio Orsino était en possession.

L'Italie entière fut alarmée de la séparation du duc de Milan d'avec ses premiers alliés, et de la rupture d'un traité qui avait fait pendant plus de douze ans la sûreté publique; ces craintes étaient d'autant mieux fondées que les confédérés s'étaient expressément obligés à ne point contracter d'engagements particuliers sans le consentement des autres. Ainsi finit cette ligue qui avait tenu les affaires d'Italie dans un juste équilibre, et ce fut dans des conjonctures où les défiances et l'aigreur qui animaient les princes les uns contre les autres ne pouvaient qu'être funestes à toute l'Italie.

Le duc de Calabre et Pierre de Médicis, jugeant qu'il était plus avantageux de prévenir leurs ennemis que d'en être prévenus, écoutaient volontiers Prosper et Fabrice Colonna. Ces seigneurs, excités par le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, offraient de surprendre la ville de Rome avec leurs compagnies d'hommes d'armes, secondés par la faction gibeline[1]. Ils voulaient encore être soutenus dans cette entreprise par les forces des Ursins, et qu'Alphonse s'approchât de Rome pour être à portée de les secourir, trois jours après leur entrée dans cette ville. Mais Ferdinand, qui souhaitait plutôt d'adoucir l'esprit du pape que de l'aigrir davantage, et qui voulait même réparer l'imprudence des démarches qu'on avait hasardées jusqu'alors, rejeta absolument cette proposition; bien loin de la regarder comme un moyen de sûreté, il ne l'envisagea au contraire que comme la source de mille chagrins et de mille dangers. Il résolut donc d'employer tous ses soins, mais sincèrement, pour accommoder le différend qui s'était élevé au sujet des châteaux en question, se flattant que ces semences de divisions étant une fois étouffées, la tranquillité se rétablirait sans peine et comme d'elle-même en Italie.

Mais en retranchant la cause on n'ôte pas toujours les effets qu'elle a produits; et comme la crainte ne manque jamais de grossir le péril et empêche que toutes nos précautions ne puissent calmer tout-à-fait notre inquiétude, Ludovic ne put être rassuré par celles qu'il avait prises. Les motifs qui avaient fait entrer le pape et les Vénitiens dans la ligue étaient si différents des siens qu'il doutait qu'elle pût subsister long-temps; prévoyant donc qu'il pourrait arriver plusieurs incidents qui augmenteraient encore le mauvais état de ses affaires, il voulut détruire jusqu'à la racine du mal, sans faire attention aux inconvénients que sa conduite pouvait faire naître dans la suite. Il ne fit pas réflexion que rien n'est plus dangereux qu'un remède trop violent pour le mal et au-dessus des forces du malade; et comme s'il n'y eût point eu d'autre moyen d'éviter le péril que de se jeter dans un plus grand, il prit le parti d'appeler les étrangers à son secours, se défiant de ses propres forces et de l'amitié des Italiens. C'est pourquoi il résolut de ne rien oublier pour engager Charles VIII, roi de France, à passer dans le royaume de Naples et à faire valoir les prétentions qu'il y avait, fondées sur les anciens droits de la maison d'Anjou.

Le royaume de Naples, que les bulles et les actes d'investiture donnés par les pontifes de l'église de Rome, dont il est un ancien fief, appellent mal à propos royaume de Sicile en-deçà du phare, fut donné en l'année 1274[1], avec l'île de Sicile, sous le titre de *Royaume des Deux-Siciles, l'une en-deçà et l'autre au-delà*

(1) La maison de Colonna était à la tête de cette faction, et les Orsini étaient chefs de la faction guelfe.

(1) Quelques historiens pensent qu'Urbain IV avait bien en effet appelé Charles d'Anjou contre Mainfroy, avec la promesse de lui donner l'investiture du royaume, mais que la mort de ce pape empêcha l'exécution de ses promesses, et que ce fut Clément IV, successeur d'Urbain, qui lui donna l'investiture. Ces renseignements sont tirés des archives des papes, conservées dans la bibliothèque de Saint-Pierre à Rome, de Paul Émile (Vie de saint Louis), etc.; mais d'autres historiens prétendent qu'Urbain avait expédié à Charles de France ses bulles portant investiture. Ils ajoutent toutefois que ce fut deux ans avant l'époque mentionnée ici, et que Charles arriva en mai 1264 à Rome, où il fut reçu par le pape Clément.

du phare, par le pape Urbain IV[1], à Charles, comte d'Anjou et de Provence[2], frère de saint Louis, roi de France. Mainfroy, fils naturel de l'empereur Frédéric, s'était emparé de ce royaume, sur lequel il n'avait aucun droit; mais il en fut bientôt dépossédé par son rival, qui le tua, après avoir taillé son armée en pièces. Le vainqueur conquit à la pointe de l'épée les nouveaux États qui lui avaient été conférés par le Saint-Siége. Après sa mort, Charles, son fils, que les Italiens ont appelé Charles II[3], pour le distinguer de son père, lui succéda, et il eut lui-même pour successeur son fils Robert.

Ce prince ne laissant pas d'enfants mâles, Jeanne, fille de Charles, duc de Calabre, mort à la fleur de l'âge, avant Robert, son père, monta sur le trône après son aïeul. La faiblesse du sexe de la jeune reine et ses déréglements firent bientôt mépriser son autorité; ce mépris fut la source des troubles qui s'élevèrent dans le royaume de Naples entre les différentes branches sorties de Charles II, bisaïeul de la jeune reine. Dans ces circonstances, Jeanne, ne voyant point d'autre moyen de se soutenir, adopta Louis, duc d'Anjou[4], frère de Charles V, roi de France, surnommé *le Sage* pour avoir remporté plusieurs avantages à la guerre, plus par une sage conduite qu'en livrant des batailles.

Après la mort violente de Jeanne[5], Charles de Durazzo, aussi descendu de Charles I, s'étant mis en possession du royaume, Louis, duc d'Anjou, passa en Italie avec une nombreuse armée; mais il fut emporté par la fièvre dans la Pouille, à la veille de triompher de ses ennemis. Ainsi la seconde maison d'Anjou ne recueillit d'autre fruit de l'adoption de Jeanne que le comté de Provence, qui avait toujours été possédé par les rois descendus de Charles I. Cependant cette adoption servit de prétexte à Louis, fils de Louis d'Anjou, et ensuite à son petit-fils du même nom, pour faire plusieurs tentatives infructueuses sur le royaume de Naples, à l'instigation des papes, lorsque ces derniers étaient brouillés avec les rois de cet État.

Charles de Durazzo eut pour successeur Ladislas, son fils, qui mourut sans enfant l'an 1414. Après sa mort, la couronne tomba sur la tête de Jeanne II, sa sœur, nom fatal au royaume et à deux reines qui se ressemblèrent trop malheureusement par leur mauvaise conduite et par leur impudicité. Jeanne, confiant le gouvernement de l'État à ceux qui avaient le plus de part à ses déréglements[1], se vit bientôt réduite dans une telle extrémité par Louis III, duc d'Anjou, soutenu du pape Martin V[2], qu'elle fut enfin obligée, pour dernière ressource, d'adopter Alphonse[3], roi d'Aragon et de Sicile; mais s'étant brouillée avec lui peu de temps après, elle révoqua son adoption sous prétexte d'ingratitude. Ensuite elle adopta ce même Louis d'Anjou, dont les armes l'avaient forcée de jeter les yeux sur Alphonse, qu'elle contraignit, avec le secours de Louis, à sortir de ses États, dont elle jouit paisiblement le reste de sa vie[4]. Elle institua, en mourant, pour héritier, à ce qu'on publia pour lors, René, duc d'Anjou et comte de Provence, frère de Louis son fils adoptif, mort quelque temps avant elle[5].

Mais cette disposition de la reine n'étant pas du goût de plusieurs barons du royaume, et

(1) Ce pape fut élu le 29 août 1261. Il était de Troyes en Champagne, fils, à ce que l'on prétend, d'un petit cordonnier.

(2) Il était comte de Provence par Béatrix de Provence sa femme, héritière de cette province.

(3) On lui donne le surnom de Boiteux, parce qu'il était boiteux en effet.

(4) Le comté d'Anjou avait été réuni à la couronne en 1328 par l'avénement de Philippe de Valois, auquel il appartenait du chef de Marguerite d'Anjou, sa mère, fille aînée de Charles II, roi de Naples, mariée en 1290 à Charles, comte de Valois, père de Philippe, auquel elle avait apporté ce comté en dot. Il fut ensuite donné en apanage, sous le titre de *duché*, à Louis, second fils du roi Jean.

(5) Elle fut étranglée à Averse, par ordre de Charles de Durazzo, le 22 mai 1382, dans la même chambre où, trente-sept ans auparavant, elle avait fait étrangler André, son premier mari, fils de Charobert, roi de Hongrie, qui, ainsi que Charles de Durazzo, était de la première maison d'Anjou. Elle n'avait que vingt-un ans lorsqu'elle commit cette cruauté; elle fit elle-même le cordon de soie qui servit à l'exécution. Son mari, la voyant travailler à cet ouvrage, lui demanda ce qu'elle en voulait faire : *C'est*, dit-elle en riant, *pour vous étrangler*, ce qu'il prit pour une plaisanterie. Au reste, c'était une princesse de beaucoup d'esprit.

(1) Ces personnes furent Pandolfello Alopo, Napolitain, créé comte et chambellan; Jean Caracciolo, fait par elle grand-sénéchal, et Urbain Aurigliono; d'autres ajoutent Sforze Attendolo.

(2) Élu par le concile de Constance le jour de Saint-Martin 1417. Il était de la maison de Colonne et il se nommait Eudes. Il mourut le 20 février 1431.

(3) Alphonse, cinquième du nom.

(4) Elle mourut le 22 février 1435, à soixante-quatre ans, sans que l'âge eût amorti ses passions.

(5) Le 15 novembre 1434.

d'ailleurs le bruit s'étant répandu que le testament était supposé par ceux de la ville de Naples, une partie des seigneurs et du peuple offrirent la couronne à Alphonse[1]. Telle fut l'origine des différends[2] d'Alphonse et de René, qui déchirèrent ce beau royaume pendant plusieurs années; car ces deux rivaux se disputèrent la couronne, moins avec leurs propres forces qu'avec celles du pays; de là se formèrent les deux factions des *Aragonais* et des *Angerins*, qui ne sont pas même entièrement éteintes aujourd'hui. Elles changèrent dans la suite de prétextes pour appuyer leurs droits; parce que les papes, consultant plus leurs intérêts et les conjonctures des temps que la justice, donnèrent leur investiture, tantôt à l'un, tantôt à l'autre de ces deux concurrents.

Enfin Alphonse, plus puissant et plus brave que son rival, demeura vainqueur; mais ne laissant point d'enfants légitimes, il donna par testament le royaume de Naples à Ferdinand, son fils naturel, sans faire mention de Jean, son propre frère, qui lui succédait aux royaumes d'Aragon et de Sicile. Quelque temps après la mort de son père, Ferdinand fut attaqué par Jean d'Anjou[3] fils de René, soutenu des principaux barons du royaume. Le nouveau roi se défendit avec beaucoup de courage et de bonheur; il fut même assez heureux pour mettre ses ennemis hors d'état de l'inquiéter en aucune manière pendant la vie de René, qui survécut plusieurs années à son fils.

René, mourant sans postérité masculine[4], nomma pour héritier de ses États et de ses droits Charles, fils de son frère[5], qui, étant mort aussi[1] quelque temps après sans enfant, fit son testament en faveur de Louis XI, roi de France. Ainsi, par la mort de Charles, Louis XI, non-seulement réunit à la couronne le duché d'Anjou qui ne tombait point en quenouille, mais il se mit encore en possession de la Provence, quoique le duc de Lorraine[2], fils d'une fille de René, revendiquât ce comté. Louis pouvait encore prétendre, en vertu du testament de Charles d'Anjou, aux droits de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples; mais il parut toujours éloigné de rien entreprendre en Italie.

Après la mort de Louis XI, Ferdinand, roi de Naples, rencontra dans la personne de Charles VIII[3], fils et successeur de ce roi, un puissant adversaire auprès duquel ses ennemis avaient une occasion favorable d'exercer leur malignité. En effet, la France n'avait peut-être jamais été si florissante depuis le règne de Charlemagne; elle nourrissait alors dans son sein un peuple nombreux, puissant, riche, belliqueux, plein d'ardeur pour la gloire et redouté de ses voisins, dont il avait en même temps l'estime. Les frontières du royaume venaient d'être reculées bien au-delà des limites des trois parties de l'ancienne Gaule. A peine y avait-il quarante ans que Charles VII, surnommé le Victorieux, à cause des fréquentes victoires qui avaient affermi sur sa tête une couronne chancelante, avait réuni à son domaine la Normandie et la Guyenne, dont les Anglais étaient auparavant en possession. Dans les dernières années de Louis XI, le comté de Provence et le duché de Bourgogne avaient eu le même sort; et, tout nouvellement, Charles VIII venait d'ajouter la Bretagne à ses Etats par son mariage avec l'héritière de cette province[4]. Ce prince s'était senti porté dès sa plus tendre enfance à la conquête du royaume de Naples, qu'il regardait comme lui appartenant de droit. Ses favoris avaient eu grand soin d'entretenir cette in-

(1) Ce furent Jean Antoine, prince de Tarente; Jean Antoine, prince de Sessa; Christophe Gaetano, comte de Foudi, et François, comte de Loreto.

(2) Il y avait encore entre ces deux princes un autre sujet de guerre que le différend pour le royaume de Naples; car René prétendait que celui d'Aragon lui appartenait du chef d'Yoland, sa mère, fille de Jean I, roi d'Aragon, et sa seule héritière. Après la mort de Martin, qui avait succédé à Jean I, son frère, et qui mourut sans enfant, les Etats de ce royaume appelèrent à la couronne Ferdinand, fils puîné de Jean I, roi de Castille et d'Eléonor d'Aragon, sœur de Jean I et de Martin, roi d'Aragon, préférant un fils de la sœur de leurs derniers rois à la propre fille de l'un d'eux. Alphonse était fils de Ferdinand.

(3) Il se nommait le duc de Calabre, et mourut à Barcelone le 27 de juillet 1471.

(4) Il mourut à Aix en Provence, le 10 juillet 1480.

(5) Ce frère était Charles d'Anjou, comte du Maine.

(1) Le 10 décembre 1482.

(2) René II, duc de Lorraine, fils de Ferry, comte de Vaudemont et d'Yoland d'Anjou, fille de René. Plusieurs barons du royaume de Naples, soutenus par Innocent VIII, s'étant soulevés contre Ferdinand, ils sollicitèrent ce duc de passer à Naples pour le proclamer roi; mais il ne sut pas profiter de l'occasion.

(3) Il parvint à la couronne le 30 août 1483.

(4) Anne de Bretagne, fille de François II, dernier duc de Bretagne.

clination en lui remplissant l'esprit de vaines idées et de projets flatteurs. Ils lui proposaient cette entreprise comme un moyen de surpasser la gloire de tous ses prédécesseurs, lui répétant sans cesse qu'il renverserait sans peine l'empire ottoman dès qu'il serait maître du royaume de Naples.

Ces dispositions, déjà connues de presque tout le monde, firent espérer à Ludovic Sforze qu'il ne serait pas difficile d'entraîner Charles VIII dans ses desseins, surtout ayant déjà beaucoup d'accès à la cour de France, où Galeas son frère et lui-même avaient toujours conservé avec grand soin les liaisons que François Sforze leur père y avait commencées. Louis XI, qui, comme nous l'avons déjà dit, était bien éloigné de penser à l'Italie, avait donné à François, depuis environ trente ans, la ville de Savone à foi et hommage, et lui avait cédé les droits qu'il prétendait sur l'Etat de Gênes, qui avait reconnu pour souverain Charles VII son père[1]. Aussi Sforze lui donna-t-il toujours des marques de reconnaissance, soit par ses conseils, soit par les secours qu'il lui fournit dans l'occasion. Néanmoins, Ludovic, jugeant qu'il était dangereux d'exciter tout seul un pareil orage, et voulant donner plus de poids à la négociation qu'il avait dessein d'entamèr avec la France, fit tous ses efforts pour entraîner le pape dans son projet. Il y intéressa son ambition et son dépit, et lui représenta qu'il ne devait pas espérer que les princes d'Italie l'aidassent jamais à se venger des mépris de Ferdinand, ni à obtenir de grands établissements pour sa famille. Le pape se rendit sans résistance, soit par amour pour les nouveautés, soit qu'il se flattât de contraindre les Aragonais à lui accorder ses demandes.

C'est pourquoi le pape et Ludovic, s'étant abouchés, envoyèrent secrètement en France des gens affidés pour sonder l'esprit du roi et de ceux qui avaient le plus de part à sa confiance. Les choses se trouvant disposées comme ils le désiraient, Ludovic, se livrant tout entier à son projet, envoya Charles de Barbiano, comte de Belgiojoso, en ambassade en France, colorant cette démarches de prétextes bien différents du véritable sujet[1]. Ce ministre traita d'abord en particulier avec le roi et avec ses principaux ministres séparément; il eut enfin une audience publique dans le conseil du roi où se trouvèrent tous les seigneurs et les prélats qui étaient alors à la cour. Telle fut la harangue qu'on dit qu'il y prononça:

« SIRE,

« S'il était possible de soupçonner la sincérité et la bonne foi de Ludovic Sforze, qui offre aujourd'hui son argent et ses troupes à Votre Majesté pour l'engager à la conquête du royaume de Naples, j'en donnerais pour garant l'attachement sincère que son père, son frère et lui-même ont eu dans tous les temps pour le roi Louis XI votre père et pour votre auguste personne. Mais pour effacer jusqu'aux moindres traces d'un soupçon si frivole, examinons quelle utilité Ludovic doit retirer de cette expédition qui peut lui devenir très funeste. En a-t-il d'autre à espérer que celle de tirer une juste vengeance des injures qu'il a reçues des Aragonais? Au contraire, une gloire immortelle attend Votre Majesté; la victoire livrera entre vos mains un royaume florissant et vous facilitera l'exécution de projets encore plus éclatants. Mais supposons pour un moment que l'entre prise ne réussisse pas et que mes espérances soient trompées, la grandeur de Votre Majesté peut-elle en recevoir la moindre atteinte, tandis que Ludovic, en butte à la haine d'un grand nombre et méprisé de tous, aura achevé par son union avec Votre Majesté de se fermer toute sorte d'asiles en Italie? Après cela se trouvera-t-il quelqu'un assez ombrageux pour se défier des desseins d'un prince dont la condition dans l'affaire présente sera toujours inférieure à celle de Votre Majesté, quelque chose qu'il puisse arriver?

« D'ailleurs les motifs de cette grande entreprise sont si pressants qu'ils ne permettent pas de balancer un moment; car tout ce qui détermine ordinairement dans les grandes affaires se trouve réuni dans cette occasion. La cause de Votre Majesté est juste, la victoire facile et le fruit qui vous en reviendra digne d'être acheté par de longs travaux; la maison d'Anjou, dont

(1) La ville de Gênes se donna volontairement à Charles VI en 1396. Jean le Maingre, maréchal de Boucicault, en était gouverneur pour ce prince en 1409, et son absence fut cause que la France la perdit pour lors. Elle se redonna à Charles VII en 1458.

(1) Dans ce temps-là, le droit des princes d'avoir des ministres avec titre d'*ambassadeurs* n'était pas réglé comme il l'est aujourd'hui.

vous êtes l'héritier, a des droits manifestes sur le royaume de Naples, et tout le monde est persuadé de la justice de vos prétentions à l'héritage des descendants de Charles, ce prince du sang royal de France, qui le premier se mit en possession du royaume de Naples par la force des armes et en vertu de la concession des souverains pontifes.

« La conquête en est aussi facile que permise par la justice ; les forces du roi de Naples et sa puissance sont de beaucoup inférieures à celles du premier et du plus puissant monarque de la chrétienté ; la gloire du nom français est établie dans tout le monde, les armes de la France sont la terreur de toutes les nations, et toute la terre convient de tous ces avantages. Les ducs d'Anjou, tout faibles qu'ils étaient, n'ont jamais attaqué le royaume de Naples qu'ils ne l'aient réduit à de grandes extrémités, et même Jean, fils de René, triomphait de Ferdinand qui règne aujourd'hui, si la victoire ne lui eût pas été arrachée par le pape Pie II [1] et surtout par François Sforze, qui s'opposa à ses progrès par l'ordre de votre prédécesseur. Ainsi, quelle gloire et quels succès n'attendent pas les armes d'un grand roi, qui, trouvant de plus grandes facilités, rencontre moins d'obstacles que n'en trouvèrent jamais René et Jean d'Anjou? Les mêmes puissances qui s'opposèrent à leurs progrès conspirent aujourd'hui à ses victoires ; ils y contribueront efficacement, ayant en main les moyens d'entreprendre sur le royaume de Naples, le pape du côté de terre à la faveur de la proximité de ses Etats avec ceux de Ferdinand, et le duc de Milan du côté de la mer par la commodité de Gênes. Tous les chemins seront ouverts aux armées de la France ; car les Vénitiens voudront-ils s'exposer à de grandes dépenses et à de plus grands périls, ou rompre l'alliance qu'ils entretiennent depuis si long-temps avec Votre Majesté et avec ses prédécesseurs, surtout en faveur de Ferdinand qui est leur plus grand ennemi ? D'un autre côté, peut-on se persuader que les Florentins oublient l'ancienne inclination qu'ils ont naturellement pour la France? Mais supposons pour un moment qu'ils en fussent capables, pourraient-ils retarder les victoires des Français? N'a-t-on pas souvent vu cette belliqueuse nation passer les Alpes malgré toute l'Italie? et quelles victoires, quels triomphes n'ont pas été le fruit de son courage! Jamais le royaume de France n'a été plus heureux ni plus puissant qu'aujourd'hui ; jamais il ne lui fut plus aisé d'entretenir une paix ferme et durable avec ses voisins. Sans doute le concours de tant de circonstances favorables eût déterminé Louis XI à cette entreprise. D'ailleurs les obstacles qui s'aplanissent devant vous croissent devant vos ennemis ; le parti Angevin est encore puissant aujourd'hui dans le royaume de Naples ; tant de princes et de barons injustement bannis depuis quelques années y ont des amis et des vassaux qui ne respirent que la vengeance ; Ferdinand a si fort maltraité dans tous les temps la noblesse et le peuple, et ceux même de son parti, sa perfidie, son avarice sont si marquées, les exemples de sa cruauté et de celle d'Alphonse son fils sont si odieux et si terribles que le bruit seul de votre marche causera infailliblement une révolution dans l'État. J'en ai pour garants la haine des peuples pour le nom d'Aragon et le souvenir encore récent de cette justice et de cette humanité qui leur faisaient aimer les rois que la France leur a donnés. Les troupes françaises n'auront pas plus tôt passé les monts, votre armée navale ne sera pas plus tôt assemblée dans le port de Gênes, que Ferdinand et ses enfants, vaincus par leurs remords, songeront plutôt à fuir qu'à vous opposer de la résistance.

« Le fruit d'une victoire qui vous aura si peu coûté sera, Sire, de rendre à votre maison un royaume qui, quoique inférieur à la France, est néanmoins assez considérable par ses richesses et par son étendue, et dont les Français pourront retirer de grands avantages. J'en ferais le détail à Votre Majesté si je ne savais que la générosité française se propose de plus nobles objets, qu'un roi si magnanime et si glorieux a des vues plus dignes de sa grandeur, et que, peu occupé de son intérêt particulier, il ne songe qu'au bien général de la chrétienté. Or, quelles facilités plus grandes, quelle occasion plus favorable, quelle situation plus commode pour porter la guerre chez les ennemis de notre religion que celles que fournit la possession du royaume de Naples? La mer qui le sépare d'avec la Grèce n'a pas plus de soixante et dix

(1) Enée Silvio Piccolomini. Il fut fait cardinal en 1456 par Calixte III auquel il succéda le 20 août 1458. Il s'était fait connaître par plusieurs ouvrages sous le nom d'*Æneas Silvius*.

milles de trajet en certains endroits. De cette province opprimée, déchirée par les Turcs et qui ne respire qu'après sa délivrance par le moyen des princes chrétiens, il est aisé de pénétrer jusqu'au centre des pays infidèles et de renverser Constantinople, siége et capitale de leur empire. Eh! qui peut former des projets si nobles et si dignes de notre religion, si ce n'est Votre Majesté, Sire! vous à qui Dieu a donné des forces si redoutables, vous qui portez le titre de Roi Très Chrétien, vous instruit et animé par l'exemple des grands rois [1] dont vous occupez le trône, qui ont tant de fois abandonné leurs États, tantôt pour aller délivrer l'Église de l'oppression de ses tyrans, tantôt pour faire la guerre aux infidèles et pour leur arracher le sépulcre de Jésus-Christ; actions héroïques qui ont élevé jusqu'au ciel la gloire et la majesté des rois de France? Tels furent les exploits qui donnèrent le surnom de *Grand* et l'empire de Rome à ce héros français dont Votre Majesté porte le nom. Le temps vous offre l'occasion d'acquérir et la gloire et le surnom glorieux de ce conquérant.

« Mais il est inutile de perdre un temps précieux à vous proposer des motifs de conquête, comme si celui de recouvrer votre propre bien ne vous y excitait pas assez par lui-même. En effet, quelle honte ne serait-ce pas pour la France de négliger d'heureuses conjonctures, et de souffrir plus long-temps que Ferdinand retienne à Votre Majesté un royaume florissant, possédé successivement pendant près de deux cents ans par des princes de votre sang [2] et qui vous appartient si légitimement? Votre gloire est intéressée à la conquête de ces États, et votre tendresse à délivrer de la cruelle tyrannie des [3] Catalans un peuple qui vous adore et qui soupire après la domination de son prince légitime.

« Ainsi cette entreprise est juste, facile et nécessaire; enfin, elle est aussi glorieuse que conforme à la religion, puisqu'elle vous ouvre le chemin à d'autres expéditions dignes d'un roi très chrétien. Ce ne sont pas seulement les hommes, c'est Dieu lui-même, Sire, qui vous appelle par des circonstances si singulières, et qui vous promet dès l'entrée de la carrière les plus favorables succès. En effet, qu'y a-t-il de plus heureux pour un prince que de trouver sa gloire et sa grandeur dans l'exécution d'un projet qui doit faire la sûreté publique et contribuer encore plus au bien et à l'honneur de la religion? »

Ce discours ne fut pas favorablement écouté par les seigneurs français, surtout par ceux à qui la naissance ou l'expérience dans le maniement des affaires donnaient le plus d'autorité dans l'État. Ils regardaient cette guerre comme très difficile et très dangereuse, parce qu'il fallait envoyer des armées dans un pays étranger fort éloigné de la France, et combattre des ennemis qui avaient la réputation d'être fort puissants. On ne parlait dans le monde que de l'habileté de Ferdinand et de la valeur d'Alphonse, et on ne doutait pas que le premier, pendant un règne de trente-cinq ans, n'eût beaucoup enrichi son épargne des dépouilles de tant de nobles qu'il avait fait périr.

Ils considéraient que le roi était trop faible par lui-même pour un si grand poids, et que d'ailleurs ses favoris n'avaient ni assez d'expérience, ni assez de lumières pour le gouvernement de l'État et pour la conduite de la guerre; que le désordre régnait dans les finances, tandis que cette expédition demandait de grandes sommes; qu'on devait se rappeler les souplesses et les artifices des Italiens, et surtout se persuader qu'aucun d'eux, sans en excepter Ludovic Sforze, qui était assez décrié par sa mauvaise foi en Italie, ne verrait volontiers la couronne de Naples sur la tête d'un roi de France; qu'ainsi il serait difficile de vaincre, et plus difficile encore de conserver les conquêtes qu'on pourrait faire; que Louis XI, qui examinait toujours le fond des choses, sans jamais se laisser surprendre à l'apparence, avait constamment rejeté toutes sortes d'expéditions au-delà des monts et négligé ses droits sur le royaume de Naples; qu'il avait toujours soutenu qu'envoyer des armées en Italie c'était aller chercher de grandes fatigues à grands frais et acheter de beaucoup de sang français des périls inévitables; que si l'on voulait entreprendre cette expédition, il fallait donc avant toutes choses terminer les différends qu'on avait

(1) La maison de France a commencé à posséder le royaume de Naples en 1264, avec Charles d'Anjou.

(2) Pepin, Charlemagne, Louis-le-Jeune, Philippe-Auguste, saint Louis.

(3) Les rois d'Aragon, desquels descendait Ferdinand, étaient princes de Catalogne en qualité de comtes de Barcelone. Le nom de *Catalan* était un nom odieux.

avec les puissances voisines; qu'il y avait de dangereuses semences de division entre Charles VIII et Ferdinand roi d'Espagne, et de grands sujets de se défier de ce côte-là; qu'on avait à craindre, non-seulement la jalousie de Maximilien, roi des Romains, et de Philippe, archiduc d'Autriche, son fils[1], mais encore le ressentiment des injures qu'ils avaient reçues; qu'on ne pouvait se réconcilier avec tous ces princes sans leur accorder plusieurs choses préjudiciables à l'État. Mais, ajoutaient-ils, une pareille réconciliation sera-t-elle bien sincère, quelque accommodement qu'on puisse faire? Comment s'assurer que, s'il arrivait quelque malheur à l'armée du roi en Italie, ces princes n'entreprendraient rien contre la France? Ils disaient encore qu'il ne fallait pas se flatter que la paix conclue depuis quelques mois avec Henri VII, roi d'Angleterre, eût plus de pouvoir sur son esprit que la haine naturelle des Anglais contre la France, surtout dans un temps où l'on était assuré qu'il n'avait signé ce traité, que parce que les efforts du roi des Romains n'avaient pas répondu à la promesse qu'il avait faite d'assiéger la ville de Bologne.

Tels étaient les discours que les grands seigneurs tenaient entre eux et les raisons qu'ils apportaient au roi pour le détourner de cette expédition. Jacques de Graville, amiral de France[2], qui, malgré la diminution de son crédit, conservait encore une partie de l'autorité que sa prudence lui avait acquise, fut un de ceux qui parla avec plus de force au jeune roi; mais Charles écoutait plus volontiers ceux qui lui conseillaient le contraire. Ce prince, âgé de vingt-deux ans[3] et naturellement peu propre aux affaires, n'écoutait que la passion de dominer et son ardeur pour la gloire; aussi ne suivait-il dans cette occasion que sa légèreté et son impétuosité naturelles, sans se mettre en peine de réfléchir sur son dessein. Depuis qu'il n'était plus sous la tutelle d'Anne, duchesse de Bourbon, sa sœur[1], il marquait peu de confiance aux grands du royaume, soit qu'il crût devoir en user ainsi, soit pour suivre les conseils de son père. C'est pourquoi, négligeant les avis de l'amiral et des autres qui avaient eu le plus de part au gouvernement pendant la régence, il se livrait à des hommes nouveaux, qui pour la plupart avaient été ses domestiques dès sa plus tendre enfance. Ceux d'entre eux qui étaient le plus avant dans sa faveur le pressaient vivement d'embrasser la conquête de Naples, les uns corrompus par les présents et par les promesses de l'ambassadeur de Ludovic Sforze, qui sut employer toutes sortes de moyens pour les gagner, les autres dans l'espérance d'avoir des établissements dans le royaume de Naples ou d'obtenir du pape des bénéfices et des dignités ecclésiastiques.

Etienne de Vers[2], natif de Languedoc, homme de basse extraction, valet de chambre du roi et depuis sénéchal de Beaucaire, était le premier des favoris. Après lui Guillaume Brissonnet, qui de marchand était devenu[3] d'abord trésorier général des finances, et ensuite évêque de Saint-Maló, tenait le second rang dans la faveur du roi; non-seulement il était chargé de l'administration des finances, mais malgré son peu de capacité il partageait encore avec Etienne de Vers, son ami, le maniement des plus grandes affaires.

Les sollicitations du comte de Belgiojoso étaient encore appuyées par celles d'Antonel de San-Severino[4], prince de Salerne, de Bernar-

(1) L'empereur Frédéric III, père de Maximilien, décora, en l'année 1488, le duché d'Autriche du titre d'*archiduché* jusqu'alors inconnu. (Mézeray.)

(2) Il ne se nommait pas Jacques, mais Louis Malet, seigneur de Graville et de Marcoussy; il fut fait amiral en 1487 et il résigna cette charge, en 1508, à Charles d'Amboise deuxième du nom, seigneur de Chaumont, son gendre, après la mort duquel, arrivée en 1511, il y fut rétabli. Il mourut en 1516.

(3) Il était né au château d'Amboise le 30 juin 1470.

(1) Elle était femme de Pierre II, sire de Beaujeu, et ensuite duc de Bourbon, après la mort de Jean II, son frère aîné, arrivée le 1er avril 1488; jusqu'alors elle s'était appelée *madame de Beaujeu*.

(2) Mézeray l'appelle Etienne de Vèse et dit qu'il était natif de Dauphiné. En effet, son vrai nom était *de Vèse*, ainsi qu'il paraît par sa signature dans une de ses lettres qui se trouve dans le volume coté 8456 des Mémoires de Béthune.

(3) Il avait été auparavant président de la Chambre des comptes.

(4) Il y avait deux branches de la maison de *San-Severino*; l'aînée était restée dans le royaume de Naples, sa patrie, et avait pour chef le prince de Salerne; l'autre avait été établie dans le duché de Milan par Robert de San-Severino, qui fut un des grands capitaines de son temps. Il avait fort contribué à faire donner à Ludovic Sforze la tutelle de son neveu et à l'expulsion de la duchesse Bonne; mais ils se brouillèrent depuis par l'ingratitude de Ludovic. Cela n'empêcha pas que les enfants de Robert ne parvinssent à une grande faveur auprès de ce prince. L'aîné de ses fils fut Jean-François, comte de Gajazzo, et les autres, Galéas, Gaspard, surnommé *Fracassa*

dino, prince de Bisignano[1], de la même maison, et de plusieurs autres barons exilés du royaume de Naples et réfugiés en France depuis plusieurs années. Ces mécontents n'avaient cessé d'animer Charles à cette expédition, ne l'entretenant que de la mauvaise disposition ou plutôt du désespoir des peuples de ce royaume, et de la force du parti qu'ils prétendaient y avoir.

Dans cette diversité de sentiments, il se passa plusieurs jours sans qu'on déterminât rien. Les seigneurs n'étaient pas seuls en doute du parti qu'on prendrait; le roi lui-même en était fort incertain. Poussé d'un côté par le désir de la gloire et d'étendre sa domination, et retenu de l'autre par la crainte, tantôt il demeurait en suspens, tantôt il passait au parti contraire à celui qu'il venait d'embrasser. Mais enfin son inclination et la malheureuse destinée de l'Italie l'emportèrent; il conclut donc un traité avec l'ambassadeur de Ludovic, à l'insu de tout le monde; il n'y eut que l'évêque de Saint-Malô et le sénéchal de Beaucaire qui eurent part à cette négociation. Les conditions de ce traité, qui demeurèrent secrètes pendant plusieurs mois, étaient en substance : que le roi irait en personne ou qu'il ferait passer une armée en Italie pour attaquer le royaume de Naples; que le duc de Milan lui donnerait passage par ses États; qu'il lui fournirait cinq cents hommes d'armes à ses frais et lui permettrait d'armer à Gênes autant de vaisseaux qu'il jugerait à propos; outre cela, il s'engageait à prêter deux cent mille ducats au roi avant son départ de France. D'un autre côté, le roi s'obligeait à la défense du Milanais envers et contre tous, nommément de maintenir le gouvernement de Ludovic et d'entretenir dans Asti, ville appartenant au duc d'Orléans[2], deux cents lances tant que durerait la guerre, pour être toujours à portée de secourir le Milanais. Dès ce temps-là, ou peu après, le roi promit encore, par un écrit particulier signé de sa main, de donner à Ludovic la principauté de Tarente, aussitôt après la conquête du royaume de Naples.

Frédéric, cardinal, et Antoine-Marie, outre Octavien qui était bâtard; il est souvent parlé d'eux dans cette histoire. Plusieurs de nos auteurs français donnent Galéas de San-Severino pour adjoint au comte de Belgiojoso, et parlent même de lui comme chef de l'ambassade.

(1) Il était frère puîné d'Antonel.

(2) Le comté d'Asti avait été donné en dot à Valentine Visconti, son aïeule, fille de Jean Galéas Visconti, duc de Milan, par son contrat de mariage avec Louis, duc d'Orléans, frère du roi Charles VI.

CHAPITRE II.

Discussion sur l'arrivée des Français en Italie. Intrigues de Ludovic Sforze. Capitulations entre Ferdinand, roi d'Espagne, et Charles VIII. Mort de Ferdinand, roi de Naples; Alphonse lui succède. César Borgia est créé cardinal. Négociations entre les princes italiens. Orateurs français en Italie. Préparatifs de Charles VIII. Tentatives d'Alphonse pour s'associer à Charles VIII. Alphonse envoie des ambassadeurs au grand-seigneur; marche de ses armées.

Il n'est pas inutile de faire en cet endroit quelques réflexions sur la différence des temps et sur la vicissitude des choses humaines. François Sforze, père de Ludovic, prince d'un mérite et d'une prudence rares, était ennemi des Aragonais, dont il avait reçu de cruelles injures; c'était Alphonse, père de Ferdinand, qui l'avait ainsi offensé; d'ailleurs François était ancien partisan de la maison d'Anjou. Cependant, lorsque Jean d'Anjou, fils de René, vint attaquer le royaume de Naples, en 1457[1], le duc de Milan secourut cet État si à propos que Ferdinand lui fut redevable de sa couronne; il empêcha la ruine de son ennemi parce qu'il jugea qu'il était dangereux pour le Milanais que les Français, déjà si voisins, se rendissent encore maîtres d'un État aussi puissant que l'était le royaume de Naples. Ces mêmes raisons de politique avaient procuré autrefois la liberté à Alphonse, que les Génois avaient fait prisonnier dans un combat naval auprès de Gaëte[2]. Ce prince ayant été conduit à Milan avec toute la noblesse de son royaume, Philippe-Marie Visconti, qui jusque là avait toujours favorisé les Angevins, abandonna leur parti et délivra Alphonse, quoiqu'il fût son ennemi. D'un autre côté Louis XI, père de Charles, avait été souvent sollicité par plusieurs personnes de faire valoir ses droits sur le royaume de Naples; il s'était même offert des occasions favorables de l'attaquer avec succès. Les Génois lui avaient fait d'ailleurs d'instantes prières

(1) Le chef de cette expédition était Biagio Assareto, de Gênes. Ce combat sur mer eut lieu vers l'île de Pouza, le 7 août 1435. Alphonse, deux autres rois et plusieurs princes y furent faits prisonniers.

(2) Il y a erreur à cette date; il faut que ce soit à la fin de 1458 ou en 1459; car Alphonse-le-Vieux ne mourut qu'en 1348.

d'accepter la souveraineté de leur pays, possédée autrefois par Charles VII son père ; mais il n'avait jamais voulu rien écouter là-dessus, regardant les expéditions d'Italie comme pernicieuses à la France et pleines de difficultés. Aujourd'hui, par un effet de l'inconstance de l'esprit humain, peut-être sans aucun changement dans le fond des choses, Ludovic Sforze attire les Français en Italie ; il n'appréhende pas de la part d'un puissant roi de France, qui s'empare du royaume de Naples, ce que son père, prince d'un courage héroïque, avait craint d'un faible comte de Provence. D'un autre côté Charles VIII, brûlant de faire la guerre en Italie, se livre à la témérité et à l'inexpérience d'une troupe de vils favoris, méprisant ainsi les conseils et l'exemple de son père, prince d'une habileté consommée.

Ludovic fut encore fortifié dans son étrange résolution par Hercule d'Este, duc de Ferrare, son beau-père [1], qui souhaitait avec ardeur de recouvrer la Polésine de Rovigo, pays contigu à ses États et fort important à leur sûreté. Les Vénitiens le lui avaient enlevé dix ans auparavant ; il croyait que la seule voie pour y rentrer était de mettre toute l'Italie en combustion. Bien des gens crurent aussi que ce prince, malgré toutes les démonstrations d'amitié qu'il donnait à son gendre, le haïssait mortellement au fond du cœur ; cette aversion était regardée comme l'effet du ressentiment d'Hercule contre Ludovic. L'Italie entière s'étant déclarée pour le duc de Ferrare dans la guerre que lui firent les Vénitiens, qui devinrent par-là les plus faibles, Ludovic, déjà régent du Milanais, obligea les autres princes, pour ses intérêts particuliers, de faire la paix, à condition que la Polésine demeurerait aux Vénitiens. Ce sujet de mécontentement d'Hercule faisait présumer que, ne pouvant se venger de Ludovic par la voie des armes, il ne cherchait qu'à le perdre par des conseils pernicieux.

Cependant le bruit du traité fait avec la France ayant commencé à se répandre en Italie, d'abord sur des nouvelles assez incertaines, les politiques raisonnèrent différemment sur cette affaire. Plusieurs, considérant les forces du royaume de France, connaissant d'ailleurs l'ardeur des Français pour la nouveauté et n'ignorant pas les divisions de l'Italie, étaient alarmés par cette nouvelle ; d'autres jugeaient, par l'âge et par le caractère du roi, par la négligence naturelle à la nation française et par les embarras et les obstacles qu'entraînent ordinairement les grandes entreprises, que ce projet était plutôt une saillie de jeune homme qu'une résolution bien prise, et que ce premier feu ne serait pas long-temps sans s'éteindre.

Ferdinand même, que l'orage menaçait, n'en parut pas beaucoup alarmé. Il disait que l'entreprise n'était pas si facile à exécuter ; que si les Français songeaient à l'attaquer par mer, il avait à leur opposer une flotte capable de leur tenir tête ; que les ports du royaume étaient en bon état et tous à sa disposition ; qu'il ne craignait pas qu'aucuns barons pussent recevoir les Français, comme autrefois le prince de Rossano et d'autres seigneurs avaient reçu Jean d'Anjou ; que, d'un autre côté, si les Français prenaient le parti de l'attaquer par terre, l'éloignement de leur pays rendrait cette expédition plus difficile ; que d'ailleurs elle les exposerait à la défiance des princes auxquels elle ne pouvait manquer de causer de l'ombrage ; qu'ils auraient l'Italie à traverser dans toute sa longueur ; que les autres puissances, qui se trouvaient sur leur passage, n'auraient pas moins à craindre que lui, et peut-être Ludovic Sforze tout le premier, quoiqu'il voulût faire croire que le péril commun à tous ne regardait que le royaume de Naples ; que le roi de France, invité par le voisinage du duché de Milan, aurait plus de facilité et vraisemblablement plus d'envie de s'en emparer ; du moins Ludovic devait-il craindre que ce prince, qui était proche parent du duc de Milan [1], ne pensât à le délivrer de l'oppression où il vivait, surtout ayant déclaré ouvertement quelque temps auparavant qu'il ne souffrirait point qu'on traitât son cousin avec tant d'indignité. Il ajoutait que pour lui ses affaires n'étaient pas dans un état à donner aux Français la hardiesse de l'attaquer, et la confiance de venir aisément à bout de leur dessein ; qu'il avait des troupes florissantes, une nombreuse cavalerie, des munitions en abondance, de l'artillerie, et enfin toutes les provisions nécessaires à la guerre ; que ses finances étaient en assez bon état pour mettre

(1) Ludovic avait épousé Béatrix d'Este, fille d'Hercule.

(1) Ils étaient cousins-germains. Charlotte de Savoie, mère de Charles VIII, était sœur de la duchesse Bonne.

sur pied, même sans s'incommoder, de nouvelles troupes s'il en avait besoin; qu'outre ces avantages il possédait encore celui d'avoir d'excellents capitaines, et entre autres le duc de Calabre, son fils, dont la valeur ne démentait pas la haute réputation qu'il s'était acquise dans toutes les affaires d'Italie, où il avait eu occasion de se former durant plusieurs années dans l'art de la guerre; qu'enfin les secours de sa maison se joindraient bientôt à ses forces, et qu'on ne devait pas croire que Ferdinand, roi d'Espagne[1], son cousin et frère de sa femme, lui manquât au besoin, tant par la considération du double lien qui les unissait que parce qu'il ne voudrait pas souffrir que les Français devinssent si voisins de la Sicile.

C'était ainsi que Ferdinand relevait ses forces en public, tandis qu'il abaissait de tout son pouvoir celles de ses ennemis; mais ce prince était trop habile et trop expérimenté pour ne pas penser autrement en particulier; il était intérieurement tourmenté par de cruelles inquiétudes, et il se rappelait sans cesse, malgré lui, tous les chagrins que les Français lui avaient causés au commencement de son règne. Il considérait qu'il avait à combattre des ennemis belliqueux et puissants, dont la cavalerie et l'infanterie étaient supérieurs à ses troupes; que l'artillerie française était plus nombreuse et mieux servie que la sienne; que la France avait plus de ressources en hommes et en argent que lui, et qu'enfin elle était une pépinière de soldats disposés à braver les plus grands périls pour la gloire de leur roi. D'un autre côté il était convaincu qu'il avait tout à craindre; que le nom de sa maison était en horreur dans presque tout le royaume de Naples; que les bannis et les rebelles y avaient de grandes intelligences; que ses sujets pour la plus grande partie, soupirant selon leur coutume après une nouvelle domination, étaient plus disposés à suivre la fortune du vainqueur qu'à demeurer fidèles à leur roi; que ses forces avaient plus d'apparence que de réalité; que l'argent qu'il avait amassé n'était pas capable de suffire aux dépenses qu'il faudrait faire pour se mettre sur la défensive, et que la guerre venant à remplir tous ses Etats de désordre et de révoltes, ses revenus allaient tarir tout d'un coup; qu'il n'avait pas un ami véritable en Italie, où presque tout le monde était déclaré contre lui. En effet, y avait-il quelque prince qui n'eût à se plaindre de ses armes ou de ses artifices? A l'égard de l'Espagne, l'exemple du passé et l'état où se trouvait alors ce royaume lui faisaient comprendre qu'il n'en devait attendre, après de magnifiques promesses et une vaine ostentation de grands préparatifs, que de faibles secours, qui d'ailleurs ne viendraient qu'avec une lenteur extrême. Ses craintes étaient encore augmentées par certaines prédictions qui menaçaient sa maison. Elles étaient venues à sa connaissance en divers temps; et en dernier lieu par un ancien livre[1] nouvellement découvert, et par les discours de ces gens qui, le plus souvent peu instruits du présent, prétendent connaître l'avenir; prédictions dont on se moque dans la prospérité, mais qui ne font que trop d'impression à l'approche du malheur.

Dans cette perplexité, voyant qu'il y avait infiniment plus de raisons de craindre que d'espérer, Ferdinand comprit qu'il n'avait d'autre ressource que de détourner le roi de France de cette entreprise par quelque accommodement, et de détruire les prétextes de la guerre. Il avait des ambassadeurs à la cour de France pour traiter du mariage de Charlotte, fille de Frédéric, son second fils[2], avec le roi d'Ecosse[3]; cette alliance se négociait dans cette cour, parce que la jeune princesse[4], qui était cousine-germaine

(1) Ferdinand II du nom, roi d'Aragon et de Sicile, ayant épousé en 1469 Isabelle, reine de Castille, fut appelé Ferdinand V, par rapport à ce royaume. Depuis ce mariage ils prirent conjointement le nom de *rois d'Espagne*. Ce roi était fils de Jean II, frère d'Alphonse-le-Vieux, qui était père de Ferdinand, roi de Naples. Ce dernier avait épousé en secondes noces Jeanne d'Aragon, sœur du Castillan; ainsi les deux Ferdinand étaient cousins-germains et beaux-frères. La première femme de Ferdinand, roi de Naples, était Isabelle de Clermont, de laquelle il avait eu Alphonse, duc de Calabre, Frédéric, prince de Tarente, et des filles. Du second mariage il n'eut qu'une fille nommée Jeanne.

(1) Philippe de Comines parle de ce livre et dit que la chose lui avait été assurée comme certaine par plusieurs personnes qui avaient été dans la confiance de Ferdinand. (Liv. VII, chap. XI.)

(2) On l'appelait le prince de Tarente.

(3) Jacques IV. Il épousa dans la suite Marguerite, fille de Henri VII, roi d'Angleterre, du chef de laquelle Jacques Stuart, roi d'Écosse, son arrière-petit-fils, succéda à la couronne d'Angleterre après la mort de la reine Elisabeth.

(4) Charlotte d'Aragon n'était pas cousine-germaine de Charles VIII, mais sa nièce à la mode de Bretagne, car la mère de cette princesse était Anne de Savoie, fille d'Amédée IX, frère de Charlotte, reine de France et mère du roi. Frédéric épousa en secondes noces Isabelle des Baux, dont il eut Ferdinand, duc de Calabre, et d'autres enfants.

de Charles VIII, y avait été élevée. Il leur donna donc de nouvelles instructions sur les affaires présentes, et il fit encore partir Camille Pandone, qui avait déjà été ambassadeur en France. Ce nouveau ministre eut ordre de ne rien négliger pour obtenir la paix, soit en prodiguant les présents et les promesses aux favoris, soit en offrant au roi de lui payer un tribut, ou de lui donner d'autres marques de dépendance si c'était le seul moyen de l'apaiser.

Outre cela, Ferdinand fit tous ses efforts pour accommoder le différend survenu au sujet des châteaux achetés par Virginio Orsino, dont l'opiniâtreté, disait-il, était cause de tout ce qui était arrivé ; c'est pourquoi il reprit avec le pape la négociation de mariage qui avait déjà été mise sur le tapis. Mais son principal objet fut de ramener et de rassurer l'esprit de Ludovic Sforze, auteur de tout le mal, auquel il présumait bien que la crainte seule avait inspiré un parti si pernicieux. C'est pourquoi, sacrifiant à sa sûreté les intérêts de sa petite-fille et ceux du fils qu'elle avait, il fit offrir à Ludovic de le rendre maître du sort de son neveu et du Milanais. Ce fut dans les mêmes vues qu'il ne voulut pas suivre le conseil du duc de Calabre. Alphonse, se fondant sur la timidité naturelle de Ludovic, et ne songeant pas que le désespoir peut pousser un lâche à des extrémités dont un téméraire est capable par inconsidération, croyait que les menaces et la crainte lui feraient abandonner ses nouvelles intrigues.

Après bien des difficultés, où le pape eut moins de part que Virginio Orsino, le différend des châteaux fut enfin terminé par l'entremise de don Frédéric, qui se rendit pour cet effet à Rome par l'ordre du roi son père. On convint que Virginio garderait ces acquisitions en donnant au pape une somme pareille à celle qu'il avait donnée d'abord à Franceschetto Cibo.

On conclut en même temps le mariage de Sancha, fille naturelle d'Alphonse, avec don Giuffré, le dernier des enfants du pape ; ils étaient l'un et l'autre dans un âge qui ne leur permettait pas de consommer le mariage. Les conditions furent que don Giuffré irait dans peu demeurer à Naples ; qu'il aurait pour la dot de sa femme la principauté de Squilace, de dix mille ducats de rente, et que Ferdinand lui donnerait une compagnie de cent hommes d'armes. Cet accord confirma l'opinion qu'on avait eue que le pape n'avait traité avec la France que pour forcer les Aragonais à faire ce mariage. Ferdinand tenta encore de faire une ligue défensive avec le pape, mais sans succès ; car après beaucoup de difficultés de la part d'Alexandre, il ne put en obtenir autre chose qu'un bref secret portant promesse de l'aider à défendre le royaume de Naples, à condition que Ferdinand l'aiderait aussi à défendre l'Etat ecclésiastique. Cette affaire étant terminée, le pape renvoya les troupes que les Vénitiens et le duc de Milan lui avaient fournies.

Ferdinand, en commençant à traiter avec Ludovic, conçut quelque espérance de réussir ; mais Ludovic usait d'un artifice extrême. Tantôt il paraissait fâché que le roi de France montrât tant d'ardeur pour la conquête de Naples, disant qu'il regardait cette expédition comme une chose pernicieuse à toute l'Italie ; tantôt il alléguait l'obligation où la concession de la souveraineté de Gênes et ses anciennes liaisons avec la France l'avaient mis d'écouter les instances qu'il feignait lui avoir été faites de la part de Charles VIII ; tantôt il promettait séparément à Ferdinand, au pape et à Pierre de Médicis de faire tous ses efforts pour ralentir l'ardeur du roi. Il les amusait ainsi, pour n'être point attaqué avant que la France eût pu faire ses préparatifs. On ajoutait d'autant plus de foi à ses discours, que le dessein de faire passer le roi en Italie paraissait si dangereux pour Ludovic lui-même qu'on ne doutait pas qu'il ne l'abandonnât enfin, par la considération de ses propres intérêts. Tout l'été se passa dans ces intrigues, et Ludovic se conduisit de façon que, sans donner d'ombrage au roi de France, Ferdinand, le pape et les Florentins ne désespérèrent pas de lui voir effectuer ses promesses, quoique néanmoins ils n'y comptassent pas absolument.

Cependant on se préparait sérieusement en France à l'expédition de Naples, dont le roi était de jour en jour plus entêté, malgré l'opposition de presque tous les seigneurs. Pour n'avoir rien qui troublât l'exécution de son dessein, il régla les différends qu'il avait avec l'Espagne. Ferdinand et Isabelle, qui la gouvernaient alors, s'étaient acquis une grande réputation par la sage conduite avec laquelle ils avaient rétabli la tranquillité et la soumission

dans leurs États. Ils s'étaient rendus d'ailleurs redoutables par la conquête du royaume de Grenade, qu'ils venaient, après dix ans de guerre, d'enlever aux Maures d'Afrique, qui le possédaient depuis huit siècles entiers. Charles fit avec Ferdinand un traité[1], dont l'observation fut jurée, de part et d'autre, à la face des autels. Le roi et la reine d'Espagne promirent de ne donner aucuns secours directs ou indirects à la maison d'Aragon, de ne faire aucune nouvelle alliance avec elle, et de ne s'opposer en aucune façon aux desseins des Français sur le royaume de Naples. Pour obtenir ces avantages incertains, Charles fit volontairement une perte certaine et réelle ; car sans se faire rembourser de ce qui était dû à la France, il rendit à l'Espagne la ville de Perpignan et tout le comté de Roussillon, qui avaient été engagés[2] plusieurs années auparavant à Louis XI, son père, par Jean, roi d'Aragon, père de Ferdinand. Cette restitution fut désapprouvée de toute la France, parce que le Roussillon, situé aux pieds des Pyrénées, faisait partie des Gaules suivant l'ancienne division, et fermait de ce côté-là l'entrée du royaume aux Espagnols[3].

Ce fut par la même raison que Charles fit aussi la paix avec Maximilien, roi des Romains, et avec Philippe, archiduc d'Autriche, son fils, pour terminer tous les sujets de différends qu'il pouvait y avoir entre eux. Louis XI, son père, après la mort de Charles, duc de Bourgogne et comte de Flandres[4], s'était emparé du duché de Bourgogne, du comté d'Artois et de plusieurs autres terres qui avaient appartenu à ce duc. Cette conduite du roi avait occasionné de grandes guerres entre lui et Marie, fille

(1) Conclu à Barcelone. Ce fut un cordelier nommé frère Jean de Mauléon qui le négocia de la part de Ferdinand et d'Isabelle : « Car toutes leurs œuvres, dit Commines, ils ont fait mener et conduire par telles gens, ou par hypocrisie, ou afin de moins dépendre. »

(2) Moyennant trois cent mille écus.

(3) Il y avait encore une clause dans le traité de Barcelone, par laquelle Ferdinand et Isabelle s'engagèrent de ne marier aucune de leurs filles, ni dans la maison de Naples, ni dans celle d'Autriche, ni dans celle d'Angleterre ; et ce furent eux-mêmes qui en firent la proposition. (Voyez *Commines*, liv. VIII, chap. XVI.) Ils furent bientôt dans une double contravention à cette clause en mariant leurs filles, l'une à Philippe, archiduc d'Autriche, et l'autre à Artus, prince de Galles.

(4) Il était arrière-petit-fils de Philippe, duc de Bourgogne, quatrième fils du roi Jean. Il fut tué devant Nancy le 5 de janvier 1477.

unique de Charles qui, quelque temps après la mort de son père, épousa[1] Maximilien. Philippe, fils de Marie et de Maximilien, ayant succédé à sa mère[2], on fit, pour contenter les Flamands, un accord que Maximilien n'approuva qu'à regret. Pour la sûreté de ce traité, Marguerite, sœur de Philippe, fut mariée[3] à Charles, fils de Louis XI. Comme elle était encore fort jeune, elle fut amenée à la cour de France pour y être élevée, en attendant qu'elle eût atteint l'âge nubile. Mais après qu'elle y eut demeuré plusieurs années, Charles VIII, étant parvenu à la couronne, la répudia pour épouser Anne de Bretagne, devenue héritière de ce duché par la mort de François[4], son père, qui ne laissait point d'enfants mâles. Cette alliance fut un double affront pour Maximilien : l'un dans la personne de sa fille, l'autre dans la sienne propre ; car il avait précédemment épousé par procureur cette même Anne[5] qui venait de monter sur le trône de France ; il résolut donc de venger cette injure par la voie des armes. Mais ne se sentant pas assez de forces pour soutenir la guerre, et voyant que d'un côté les Flamands qui, pendant la minorité de Philippe, se gouvernaient par leurs propres conseils, voulaient entretenir la paix avec la France, et que de l'autre les rois d'Espagne et d'Angleterre s'étaient accommodés avec cette cour, il fut contraint de suivre leur exemple. Par ce traité[6] Charles VIII rendit à Philippe Marguerite, sa sœur, qui avait été retenue en France jusqu'alors, et le comté d'Artois, qui dans le premier accord fait avec Louis XI était regardé comme la dot de Marguerite ; mais il s'en réserva les places fortes, avec promesse de les remettre dans quatre ans, temps où Philippe, devenu majeur, pourrait valablement ratifier.

Charles s'étant ainsi assuré de la paix avec

(1) Ce mariage se fit le 20 d'août 1477.

(2) Elle mourut le 25 de mars 1482, d'une chute de cheval à la chasse, âgée de vingt-cinq ans.

(3) Elle ne fut que fiancée.

(4) Second du nom.

(5) Le comte de Nassau avait épousé la princesse au nom de Maximilien ; et, pour rendre l'engagement plus indissoluble, il l'avait fait consentir à une cérémonie nouvelle, et qui donnait l'idée d'un mariage consommé. Il mit une cuisse nue dans le lit de la mariée en présence de plusieurs seigneurs et dames de Bretagne.

(6) Il fut conclu à Senlis le 23 mai 1493.

tous ses voisins, il résolut de commencer son expédition de Naples l'année suivante; cependant on s'occupa des préparatifs nécessaires que Ludovic pressait avec beaucoup de vivacité. Il lui arriva, comme à tous les autres hommes, de sentir croître insensiblement ses désirs et ses prétentions. Bientôt il ne se borna plus à se maintenir dans la régence du Milanais; mais, concevant de plus grands desseins, il forma le projet de s'approprier la souveraineté de son neveu, à la faveur de la guerre qui allait occuper les Aragonais. Pour donner quelque couleur à une si grande injustice et pour mettre davantage sa fortune à couvert des événements, il maria Blanche-Marie, sa nièce [1], sœur de Jean Galéas, à Maximilien, qui venait de parvenir à l'empire par la mort de Frédéric son père [2]. Il lui promit pour dot quatre cent mille ducats payables dans certains termes, et pour quarante mille ducats de pierreries. De son côté, Maximilien, plus sensible à l'argent qu'à ce qu'exigeait de lui sa nouvelle alliance, promit, sans aucun égard pour Jean Galéas devenu son beau-frère, de donner à Ludovic l'investiture du duché de Milan, pour lui et pour ses fils et leurs descendants, supposant que, depuis la mort de Philippe-Marie Visconti, cet État n'avait point eu de souverain légitime, et de lui en délivrer l'acte en bonne forme, aussitôt après le dernier paiement. Cette indigne conduite de l'empereur ne fut connue que d'un très petit nombre de personnes tant que vécut Jean Galéas.

Pendant les guerres sanglantes [3] dont l'Italie fut déchirée par les factions des Guelfes et des Gibelins, les Visconti, gentilshommes de Milan, en ayant chassé les Guelfes, se rendirent maîtres de cette ville; ils n'étaient auparavant que simples chefs d'un parti, et ils devinrent souverains par une révolution assez ordinaire à la fin des guerres civiles. S'étant maintenus en cet état pendant plusieurs années, ils voulurent, suivant le progrès ordinaire de la tyrannie, que ce qui n'était qu'une usurpation fût regardé comme un droit. Dans cette vue, ils travaillèrent premièrement à affermir leur fortune par les apparences d'une possession légitime, et ensuite à l'illustrer par des titres éclatants. Ils obtinrent d'abord des empereurs, dont l'Italie ne connaissait guère alors que le nom, le titre de *capitaines de Milan*, et ensuite celui de *vicaires de l'Empire;* enfin, Jean Galéas Visconti, qui portait le titre de *comte de Vertus*, à cause de cette comté qui lui avait été donnée par Jean, roi de France, son beau-père [1], obtint de Venceslas, roi des Romains, le titre de *duc de Milan,* pour lui et pour sa postérité masculine. Ses deux fils, Jean-Marie et Philippe-Marie, lui succédèrent l'un après l'autre. Philippe-Marie, le dernier mâle de cette maison, institua pour son héritier Alphonse, roi d'Aragon et de Naples; cette disposition favorable à Alphonse, fut l'effet de l'amitié qu'il avait témoignée au duc de Milan, en reconnaissance de la liberté que celui-ci lui avait rendue, comme nous l'avons dit plus haut. Philippe-Marie avait encore été déterminé par un autre motif. Il voulut mettre le duché de Milan entre les mains d'un prince puissant, pour empêcher les Vénitiens de s'en emparer. Mais François Sforze [2], aussi habile politique

(1) Elle avait épousé en premières noces Philibert I, duc de Savoie, surnommé *le Chasseur,* parce qu'il mourut à dix-sept ans pour s'être épuisé de fatigues à la chasse.

(2) Quoique Maximilien fût réellement empereur depuis la mort de son père, Guicciardini ne l'appelle que roi des Romains ou *César*, dans toute cette histoire, suivant l'usage introduit en Italie par les papes de ne donner que l'un ou l'autre de ces deux noms aux empereurs élus, jusqu'à ce qu'ils eussent été couronnés à Rome. Mais comme tous les auteurs, hors les Italiens, l'appellent *empereur,* on lui a donné ce titre dans cette traduction.

(3) Ce fut à la faveur de ces mêmes guerres et de la division des papes et des empereurs, que se formèrent la plupart des souverainetés et des républiques d'Italie.

(1) Jean Galéas Visconti avait épousé Isabelle, fille du roi Jean, moyennant six cent mille écus d'or que son père fournit pour payer la rançon du roi. Il n'y eut que cette circonstance qui fit supporter un mariage si inégal, les Visconti ne passant que pour des gens de fortune.

(2) Il était bâtard de Jacques Attendulo, connu dans le monde sous le nom de *Jacomuzzo*. Celui-ci était un paysan d'auprès de Cotignola, qui voyant un jour passer auprès de son village une compagnie de soldats eut envie d'aller à la guerre. Pour savoir s'il devait prendre ce parti, il jeta le coutre de sa charrue sur un arbre dans l'intention de s'en tenir à son premier état si cet instrument venait à tomber. Le coutre étant resté sur l'arbre, Attendulo s'enrôla aussitôt sans balancer. Après avoir passé par tous les degrés militaires il devint enfin le plus fameux capitaine d'Italie, et il eut jusqu'à sept mille hommes sous ses enseignes. Il servit long-temps Jeanne II, reine de Naples, contre Alphonse, roi d'Aragon. Il avait changé son nom d'*Attendulo* ou de *Jacomuzzo* en celui de *Sforze* qu'il laissa à sa postérité. De trois fils légitimes qui lui survécurent, aucun n'eut de talent pour la guerre, et ce fut François, son bâtard, qui lui succéda au commandement de ses troupes. François fut aussi grand capitaine que son père,

que guerrier expérimenté, profita de plusieurs conjonctures favorables à son élévation; la passion de dominer, plus forte en lui que la fidélité qu'il devait à l'héritier de son prince, ne contribua pas moins à sa propre grandeur que ses talents; il s'empara donc à force ouverte du duché de Milan, qu'il prétendait appartenir à Blanche-Marie, sa femme, fille naturelle de Philippe-Marie. On dit qu'il aurait pu en obtenir l'investiture de l'empereur Frédéric moyennant une légère somme d'argent, mais qu'il la méprisa, persuadé qu'il saurait bien se conserver cet État par les moyens qui l'en avaient mis en possession. Quoi qu'il en soit, Galéas, son fils, et ensuite Jean Galéas, son petit-fils, lui succédèrent sans investiture.

Ludovic, par un procédé aussi odieux à l'égard de son neveu, qu'injurieux à la mémoire de son propre père et de son frère, soutint qu'aucun des trois n'avait été légitime duc de Milan; c'est pourquoi il se fit donner par Maximilien l'investiture de ce duché, comme d'un fief dévolu à l'Empire, prenant par cette raison le titre de quatrième et non de septième duc de Milan. Il alléguait encore, à l'exemple du jeune Cyrus, frère d'Artaxercès, roi de Perse, qu'il avait sur Galéas, son frère aîné, l'avantage d'être le premier fils qu'avait eu leur père depuis qu'il était devenu souverain. Il appuyait même cette prétention sur l'autorité de plusieurs jurisconsultes; et cette raison, ainsi que la première, fut exprimée dans les lettres patentes de l'empereur[1]. Ce prince, pour couvrir l'usurpation de Ludovic, se servit d'un prétexte ridicule qui fut d'ajouter, dans un acte separé, que la coutume de l'Empire était de ne point accorder l'investiture d'un État à ceux qui l'auraient possédé indépendamment de son autorité; que par cette raison il n'avait pas voulu écouter les prières que Ludovic lui avait faites pour obtenir l'investiture, au nom de Jean Galéas, parce que ce prince avait reconnu tenir son duché du peuple de Milan.

Le mariage de Blanche-Marie Sforze avec l'empereur augmenta l'espérance que Ferdinand avait conçue de voir bientôt Ludovic abandonner le parti de la France. Il se flattait qu'un pareil engagement avec le rival de grandeur du roi de France, et son ennemi par tant de raisons, joint aux sommes considérables que Maximilien venait de recevoir de Ludovic, rendrait ce dernier suspect à la cour de France. Il porta même plus loin ses conjectures, et il s'imagina que la nouvelle alliance de Ludovic pourrait l'enhardir à manquer de parole au roi de France. L'adroit Italien entretenait cette opinion avec beaucoup d'art et de dextérité; et, amusant à la fois Ferdinand et les autres puissances d'Italie par de vaines promesses, il se maintenait également bien auprès de l'empereur et du roi de France. Ferdinand espérait aussi que les Vénitiens, auxquels Charles VIII avait envoyé des ambassadeurs, ne verraient pas sans jalousie qu'un prince si supérieur à eux s'établît en Italie, où ils tenaient le premier rang par la puissance et par l'autorité. Enfin, il était rassuré par les rois d'Espagne[1], qui lui promettaient un puissant secours, en cas que leurs sollicitations et leur crédit ne fussent pas capables de changer la résolution de Charles VIII.

Cependant le roi de France, après s'être débarrassé des obstacles qui pouvaient retarder l'exécution de son dessein, songea à écarter ceux qui pourraient se présenter en Italie. Pour cet effet, il y envoya Perron de Basche[2], homme assez instruit des affaires d'Italie, où il avait été employé sous Jean d'Anjou. Basche, après avoir déclaré au pape, au sénat de Venise et aux Florentins les desseins de son maître sur le royaume de Naples, pressa toutes ces puissances de se joindre à lui; mais il n'en rapporta que des réponses vagues, parce que la campagne ne devant ouvrir que l'année suivante, personne ne voulait découvrir ses intentions avant ce temps-là.

Les Milanais le firent leur capitaine général, et ensuite ils lui donnèrent le titre de *duc* en 1450, au préjudice de Charles, duc d'Orléans, qui prétendait à la succession du duché de Milan du chef de Valentine Visconti, sa mère. Louis XI, qui n'aimait point le duc d'Orléans, favorisa François Sforze, et non-seulement il lui donna en fief la seigneurie de Gênes, mais il y joignit encore la ville de Savone. François Sforze mourut en 1466, laissant Galéas qui lui succéda, Ludovic, Ascanio, cardinal, Elisabeth, mariée à Guillaume, marquis de Montferrat, et Hippolyte, femme d'Alphonse d'Aragon, duc de Calabre, et ensuite roi de Naples.

(1) Ces lettres furent données à Anvers le jour de sainte Catherine, 1495.

(1) Ferdinand et Isabelle étaient rois solidairement, et tout se faisait au nom des deux conjointement.

(2) Il était maître-d'hôtel du roi.

Le roi négocia aussi lui-même avec les ambassadeurs de Florence, qui lui avaient été envoyés du consentement de Ferdinand, pour excuser la république de l'inclination qu'on l'accusait d'avoir pour les Aragonais. Charles demanda la liberté du passage pour son armée sur les terres de la république et des vivres en payant; il exigea encore cent hommes d'armes seulement, qu'il ne demandait, disait-il, que comme une marque de l'amitié des Florentins pour lui. Ils lui représentèrent qu'ils ne pouvaient sans beaucoup de danger faire une pareille démarche avant son arrivée, l'assurant au reste qu'en toute occasion il n'y avait rien qu'il ne dût attendre du respect et de l'attachement de leur ville pour sa couronne. Mais on les pressait avec la vivacité française de donner les paroles qu'on demandait, et on les menaçait, en cas de refus, de leur interdire le grand commerce qu'ils faisaient en France. Ces vives instances, comme on l'apprit dans la suite, se faisaient par le conseil de Ludovic Sforze, l'ame de toutes les négociations que la France avait alors avec les Italiens.

Pierre de Médicis tâcha de persuader à Ferdinand que ce que demandait le roi de France était de si peu d'importance, par rapport au fond de la guerre, qu'il lui serait peut-être avantageux à lui-même que les Florentins eussent conservé par ce moyen la confiance de Charles, et que ce prince par cette considération pourrait un jour accepter leur médiation pour quelque accommodement, au lieu qu'en le refusant ils allaient s'attirer son inimitié sans qu'il en revînt aucune utilité à Ferdinand. Il lui représenta d'ailleurs toute la haine que les Florentins auraient pour lui-même si leurs marchands venaient à être chassés de France; qu'après tout il était de la bonne foi, qui est la base des traités, que chacun des alliés supportât patiemment un mal léger pour sauver aux autres de plus grands maux. Mais Ferdinand, qui considérait combien sa réputation et sa sûreté souffriraient de sa séparation avec les Florentins, ne goûta point ces raisons; au contraire, il se plaignit amèrement de ce que la constance et la fidélité de Pierre de Médicis commençaient à s'ébranler de si bonne heure. Ces plaintes déterminèrent Pierre à préférer l'amitié des Aragonais; c'est pourquoi il employa différents artifices pour faire différer la réponse que les Français demandaient avec tant de vivacité. Enfin, il fit dire que la république enverrait de nouveaux ambassadeurs au roi pour lui déclarer ses résolutions.

Vers la fin de cette année la bonne intelligence du pape et de Ferdinand commença à s'altérer, soit qu'Alexandre, en faisant naître de nouvelles difficultés, n'eût d'autre vue que d'obtenir du roi de Naples de plus grands avantages, soit qu'effectivement il voulût l'obliger à lui renvoyer le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Il désirait passionnément le retour de ce prélat dans Rome, lui offrant pour sa sûreté la parole du sacré collége, celle de Ferdinand et celle des Vénitiens. Alexandre avait de grandes inquiétudes de l'absence du cardinal; ce prélat était maître du château d'Ostie, place importante, de Ronciglione et de Grotta-Ferrata, autres places dans le voisinage de Rome. D'ailleurs il avait des créatures et du crédit à la cour; enfin le caractère de son esprit avide de nouveautés, et si opiniâtre que les plus grands périls n'étaient pas capables d'ébranler seulement ses résolutions, le rendait redoutable au pape. Ferdinand s'excusait sur ce qu'il n'était pas en son pouvoir de déterminer le cardinal à cette démarche, parce qu'il était si plein de défiance que, quelques sûretés qu'on lui proposât, elles ne suffiraient pas pour le rassurer contre le péril auquel il se croyait exposé. Au reste il se plaignait de sa mauvaise fortune, qui était cause que le pape le rendait toujours responsable des fautes d'autrui; il ajoutait que ces fâcheuses dispositions avaient fait croire à Sa Sainteté que c'était à son instigation et avec son argent que Virginio Orsino avait acheté les châteaux de Franceschetto Cibo; que néanmoins cette acquisition avait été faite sans sa participation; qu'au contraire c'était lui qui avait disposé Virginio à l'accommodement, et qui lui avait prêté l'argent nécessaire pour le terminer. Le pape ne voulut point recevoir ses excuses, et il se plaignit à son tour de Ferdinand avec beaucoup d'aigreur et même avec emportement, de sorte que leur union ne paraissait pas devoir être de longue durée.

Ce fut dans cette disposition des esprits que commença l'année 1494, en comptant suivant l'usage de Rome[1]. Cette année si funeste à l'I-

(1) En la faisant commencer au premier de janvier.

talie vît naître une foule de calamités qui désolèrent presque toute la terre. Dès les premiers jours de cette même année, Charles, plus aigri que jamais contre Ferdinand, ordonna aux ambassadeurs de ce prince de sortir promptement de ses Etats.

Presque dans le même temps Ferdinand, encore plus accablé d'inquiétudes que du poids des années, mourut subitement d'apoplexie[1]. Ce prince faisait admirer en lui une habileté consommée et une prudence rare, qualités qui, soutenues par la fortune, le maintinrent sur un trône nouvellement acquis par son père. Il sut dompter tous les obstacles qui le traversèrent au commencement de son règne, et il releva si bien l'éclat de la couronne de Naples qu'elle n'avait jamais été si brillante que sur sa tête. Il eût emporté dans le tombeau l'éloge d'un bon roi, si les vertus qui signalèrent le commencement de son règne l'eussent toujours accompagné sur le trône; mais soit que ses mœurs fussent changées, et que suivant la faiblesse ordinaire de la plupart des princes il se fût laissé vaincre aux charmes du pouvoir souverain, soit, comme tout le monde le crut, que son naturel long-temps retenu s'échappât enfin, il fit paraître de la mauvaise foi, et il s'abandonna à des excès de cruauté qui, de l'aveu même de ses favoris, allèrent jusqu'à la férocité et à la barbarie.

On ne douta pas que les affaires d'Italie ne souffrissent beaucoup de la mort de Ferdinand; car outre qu'il aurait trouvé quelque moyen d'empêcher l'entrée des Français, il était difficile d'amener Ludovic au point de se rassurer sur le compte du nouveau roi de Naples, prince d'un caractère fier et emporté. Il aurait été bien plus aisé de le disposer à se réconcilier avec Ferdinand, qui avait eu plusieurs fois de grands ménagements pour lui, afin de n'avoir rien à démêler avec le Milanais. On savait entre autres choses que Ludovic lui avait toujours su bon gré de ce qu'il avait fait en sa faveur à l'occasion du mariage d'Isabelle d'Aragon, fille d'Alphonse. Quand cette princesse vint à Milan pour épouser Jean Galéas, Ludovic, à la première entrevue, en devint éperdument amoureux, et il résolut de la demander pour lui-même à son père. Sollicité par sa passion, il usa de maléfices durant plusieurs mois pour empêcher Jean Galéas de consommer le mariage; du moins c'est ainsi qu'on le crut alors dans toute l'Italie. Ferdinand aurait volontiers favorisé la passion de Ludovic, mais Alphonse la rebuta avec hauteur. Ludovic, trompé dans ses espérances, ayant épousé une autre femme[1], dont il eut des enfants, ne pensa plus qu'à leur assurer le duché de Milan. Il y a même des écrivains qui racontent que Ferdinand, déterminé à tout souffrir pour éviter la guerre qui le menaçait, avait résolu, dès que la saison le lui permettrait, de se rendre à Gênes par mer sur ses galères, et de là par terre à Milan, pour faire toutes sortes de satisfactions au régent du Milanais; qu'outre cela il voulait ramener sa petite-fille à Naples, espérant apaiser Ludovic, non-seulement par ces démarches, mais encore par un aveu public de n'avoir dû son salut qu'à lui seul, sachant bien que ces soumissions flatteraient sa vanité et la faiblesse qu'il avait d'être regardé comme l'arbitre et presque comme l'oracle de toute l'Italie.

Alphonse, aussitôt après la mort de son père, envoya quatre ambassadeurs à Rome. Le pape paraissait avoir repris sa première inclination pour la France; il venait de promettre, dans une bulle signée de tout le sacré collége, le chapeau de cardinal à l'évêque de Saint-Malo, Prosper Colonna, qui servait dans les armées de Ferdinand, et quelques autres officiers avaient pris parti dans les troupes d'Alexandre et du duc de Milan; le pontife les avait bien reçus et les payait à frais communs avec Ludovic. Néanmoins il prêta l'oreille aux propositions d'Alphonse à cause des grands avantages que ce prince lui faisait offrir pour s'assurer de lui et l'engager à sa défense; ils convinrent donc de se donner mutuellement du secours pour défendre leurs Etats et statuèrent le nombre des troupes que chacun devait fournir. Le pape s'obligea à donner à Alphonse l'investiture du royaume de Naples, avec la même réduction du cens que Ferdinand avait obtenue des autres papes pour sa vie durant, et d'envoyer un légat apostolique pour le couronner; il fut encore arrêté qu'il donnerait le chapeau de cardinal à Louis, fils de Henri[2], frère naturel d'Alphonse, qui fut

(1) Le 25 janvier 1494; il avait environ soixante et onze ans.

(1) Béatrix d'Este.

(2) Cet Henri portait le nom de *marquis de Gierace*.

dans la suite appelé *le cardinal d'Aragon ;* que de son côté Alphonse paierait actuellement trente mille ducats au pape ; qu'il donnerait au duc de Gandie[1] des terres dans le royaume pour douze mille ducats de rente, et celle des sept grandes charges de son royaume qui viendrait à vaquer ; qu'il lui donnerait pendant la vie du pape le commandement de trois cents hommes d'armes, que le duc serait tenu d'employer également pour le service de l'un et de l'autre ; qu'outre ce qui avait été promis à don Giuffré on lui donnerait encore le protonotariat, qui était aussi une des sept charges, et qu'il demeurerait à la cour d'Alphonse comme pour y être en otage de la fidélité d'Alexandre ; qu'enfin Alphonse donnerait des bénéfices dans le royaume à César Borgia, autre fils du pape. Son père l'avait élevé depuis peu à la dignité de cardinal, après avoir produit de faux témoins qui assurèrent que César était fils légitime d'un autre père, parce que les bâtards sont exclus de la pourpre romaine.

Virginio Orsino, par le ministère duquel le traité fut conclu au nom d'Alphonse, promit encore que ce prince aiderait le pape à recouvrer le château d'Ostie en cas que le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens refusât de se rendre à Rome. Mais Alphonse soutint que cette promesse avait été faite sans son ordre et à son insu ; il sentait que dans des temps aussi épineux il serait fort préjudiciable à ses intérêts de s'attirer l'inimitié de ce prélat, fort accrédité dans la ville de Gênes, qu'il avait dessein de surprendre à la sollicitation même du cardinal. D'ailleurs, jugeant qu'il serait peut-être question, dans les conjonctures présentes, d'un concile ou d'autres choses désagréables au Saint-Siége, il ne négligea rien pour réconcilier le pape avec le cardinal ; mais Alexandre s'obstinant à vouloir qu'il revînt à Rome, tandis qu'il s'opiniâtrait de son côté à n'y point retourner, pour ne pas mettre, disait-il, sa vie à la discrétion de la foi catalane, Alphonse ne put réussir dans son projet ; car le cardinal, feignant d'agréer la médiation du roi de Naples, partit tout d'un coup d'Ostie pendant la nuit sur un brigantin, laissant une bonne garnison dans la place. Ayant resté quelques jours à Savone et ensuite à Avignon, dont il était légat, il se rendit à Lyon où Charles VIII était venu peu auparavant pour être plus à portée de faire les préparatifs de la guerre, à laquelle il publiait déjà qu'il voulait aller en personne. Il en fut reçu avec beaucoup de joie et avec de grands honneurs, et il se joignit à ceux qui travaillaient à la ruine de l'Italie.

Alphonse, à qui la crainte avait appris à plier, ne manqua pas de continuer avec Ludovic Sforze la négociation commencée par Ferdinand et de lui offrir les mêmes satisfactions. Ludovic, selon sa coutume, l'amusait par de vaines promesses ; il lui faisait entendre qu'il était obligé d'agir avec beaucoup de circonspection et d'adresse pour ne pas s'attirer sur les bras la guerre qui menaçait le royaume de Naples. D'un autre côté il ne cessait de presser le roi de se tenir prêt pour la campagne où l'on allait entrer ; mais afin de lier plus sûrement la partie, de concerter mieux son projet et d'en accélérer l'exécution, il envoya en France Galéas de San-Severino, qui avait épousé une de ses bâtardes. Galéas était l'homme de confiance de Ludovic ; celui-ci, pour mieux cacher ses intrigues, fit courir le bruit que c'était Charles qui avait mandé ce seigneur.

Par le conseil du même Ludovic, Charles envoya quatre ambassadeurs au pape, savoir : d'Aubigny[1], capitaine écossais, le général de France[2], le président du parlement de Provence[3], et le même Perron de Basche qui avait été envoyé en Italie l'année précédente ; ils eurent ordre de presser la république de Florence de déclarer ses intentions. Suivant leur instruction dressée à Milan, ils publiaient partout les droits que le roi avait sur le royaume de Naples, comme l'héritier de la maison d'An-

(1) Jean Borgia, fils aîné du pape. Guicciardini l'appelle toujours *duc de Candie,* mais c'est une erreur. Le duché de *Gandie* est dans le royaume de Valence, à sept ou huit lieues de la capitale.

(1) Robert Stuart, de la maison royale d'Ecosse, seigneur d'Aubigny, en Berry ; il fut aussi seigneur par engagement de Beaumont-le-Roger, en Normandie. Il fut fait maréchal de France en 1515 et mourut en 1543.

(2) Ce titre revient à celui de surintendant des finances. C'était Guillaume Brissonnet, évêque de Saint-Malo.

(3) Le parlement de Provence n'était pas encore érigé alors ; il ne le fut qu'en 1501, par Louis XII, qui y établit pour premier président Michel Riccio, Napolitain, dont il sera parlé dans cette histoire. Il y a bien de l'apparence que c'est lui dont Guicciardini parle ici, et qu'il l'appelle *le président de Provence* parce qu'il le vit dans la suite revêtu de cette dignité.

jou, qui était éteinte du moins par les mâles. Ils divulguaient ainsi la résolution qu'il avait prise de passer cette année même en Italie, non pas, disaient-ils, dans le dessein de s'emparer du bien d'autrui, mais pour recouvrer le sien propre. Ils ajoutaient que néanmoins la conquête du royaume de Naples n'était pas son principal objet, et qu'il ne la regardait que comme un moyen qui le mettrait à portée de tourner ses armes contre les Turcs pour la propagation et l'honneur de la religion chrétienne.

Ces ambassadeurs, étant arrivés à Florence, exposèrent aux habitants que le roi comptait beaucoup sur leur fidélité; ils les firent ressouvenir que Charlemagne avait rebâti leur ville, qui depuis avait toujours ressenti la protection des rois de France; que, tout récemment encore, Louis XI l'avait secourue dans la guerre injuste qu'elle avait essuyée de la part du pape Sixte, de Ferdinand, mort depuis peu, et d'Alphonse, son successeur. Ils leur représentèrent aussi les grands avantages que les Florentins retiraient du royaume de France par le moyen du commerce; qu'ils y étaient aussi bien reçus et aussi considérés que s'ils étaient nés en France; qu'ils pourraient établir un commerce aussi favorable dans le royaume de Naples, dès que Charles en serait le maître, au lieu qu'ils n'avaient jamais reçu que des injures et souffert des pertes de la part des Aragonais. Enfin ils les pressèrent de donner quelque marque de leur union avec la France dans cette occasion; ils ajoutèrent que, s'ils avaient quelque cause légitime pour ne point faire cette démarche, du moins ils accordassent le passage à l'armée du roi sur leurs terres et consentissent à lui fournir des vivres en payant. C'est ce qu'ils représentèrent dans le conseil public. Ensuite ils firent ressouvenir en particulier Pierre de Médicis des bienfaits et des honneurs que son père et ses ancêtres avaient reçus de Louis XI; ils lui dirent que, dans des temps difficiles, ce prince avait fait plusieurs démarches pour les maintenir dans leur fortune; que, pour marque de sa bienveillance, il avait honoré leurs armoiries de l'écusson de France[1]; qu'au contraire Ferdinand, non content de leur faire une guerre ouverte, avait encore eu part à la conjuration[1] qui avait fait périr Julien de Médicis, oncle de Pierre, et où Laurent son père avait été dangereusement blessé.

Les ambassadeurs, étant partis de Florence sans aucune réponse positive, se rendirent à Rome; ils y remontrèrent au pape les anciens services et l'attachement inviolable des rois de France pour le Saint-Siége; ils opposèrent à ce zèle, attesté par toutes les histoires anciennes et modernes, la mauvaise volonté et les désobéissances continuelles des Aragonais. Ensuite ils demandèrent à Sa Sainteté l'investiture du royaume de Naples pour leur roi, comme lui étant légitimement due, et ils lui firent de grandes offres, en cas qu'il favorisât cette expédition, qui n'avait été principalement résolue qu'à sa persuasion et que par son autorité.

Le pape répondit que l'investiture de ce royaume avait été successivement accordée par ses prédécesseurs à trois princes de la maison d'Aragon, en y comprenant Alphonse, expressément nommé dans celle de Ferdinand; qu'ainsi il ne pouvait la donner à Charles, jusqu'à ce qu'il eût été juridiquement décidé que son droit était le meilleur; et, en ce cas, l'investiture d'Alphonse ne lui aurait point porté préjudice, parce qu'on y avait inséré la clause *sans préjudice du droit d'autrui*. Il ajouta que le royaume de Naples était du domaine direct du Saint-Siége, dont il ne pouvait se persuader que le roi voulût violer les droits, que ses prédécesseurs s'étaient toujours fait gloire de défendre; que c'était pourtant ce qu'il allait faire en portant la guerre dans ce royaume, tandis qu'il était plus convenable à la dignité et à la bonté du roi de faire autoriser par les voies de la justice le droit qu'il y prétendait. Il ajouta qu'en qualité de seigneur direct du fief, et par conséquent de seul juge dans cette cause, il était prêt à lui rendre justice, et que c'était tout ce qu'un roi très chrétien pouvait exiger d'un pape, dont le devoir était d'éteindre et non de fomenter les divisions et les guerres qui s'élevaient entre les princes chrétiens. Enfin il remontra que, quand même il voudrait en user autrement, il y trouverait beaucoup de difficultés et de danger

(1) Médicis porte d'or à cinq tourteaux de gueules en orle, et un sixième d'azur en chef chargé de trois fleurs de lis d'or.

(1) Cette conjuration fut formée par les Pazzi, par les Salviati et par les Bandini, familles nobles de Florence. Julien de Médicis fut tué, et Laurent blessé, le 23 avril 1478, dans le temps qu'ils entendaient la messe dans l'église de Sancta-Reparata.

à cause du voisinage d'Alphonse et des Florentins unis ensemble, et fortifiés de l'appui de toute la Toscane; il leur allégua encore la proximité de tant de barons vassaux d'Alphonse, dont les terres s'étendaient jusqu'aux portes de Rome. Mais toutes ces raisons politiques ne tendaient qu'à laisser encore quelque espérance aux ambassadeurs français; car dans le fond il était déterminé à s'en tenir à l'alliance qu'il venait de contracter avec Alphonse.

Les Florentins penchaient beaucoup du côté de la France par plusieurs raisons; les principales étaient l'utilité du commerce qu'ils faisaient dans ce royaume; l'opinion ancienne, quoique fausse, que leur ville avait été rebâtie par Charlemagne après qu'elle eût été détruite par Totila, roi des Goths; les étroites liaisons que leurs pères avaient eues pendant très longtemps, comme Guelfes, avec Charles I, roi de Naples, et avec plusieurs de ses descendants, protecteurs de cette faction en Italie; et enfin le souvenir des guerres qu'ils avaient essuyées de la part d'Alphonse-le-Vieux, et ensuite de Ferdinand, qui avait envoyé contre eux Alphonse, son fils, en l'année 1479. Tout le peuple désirait qu'on accordât passage à l'armée du roi; les plus sages et les plus accrédités dans la république le souhaitaient aussi. Ils regardaient comme une imprudence extrême d'attirer dans leurs pays pour la querelle d'autrui une guerre aussi dangereuse, et de s'opposer à une armée puissante commandée par un roi de France, secondé des forces du Milanais, et qui, s'il n'avait pas le consentement des Vénitiens, n'avait du moins aucun obstacle à craindre de leur part. Ils appuyaient leur sentiment par l'exemple de Côme de Médicis[1], reconnu de son temps pour un des plus sages politiques d'Italie. Lorsque Jean d'Anjou et Ferdinand se disputaient la couronne, Côme avait toujours été d'avis que la république ne s'opposât point au premier, quoique le second eût le pape et le duc de Milan dans son parti. Ils rappelaient encore l'exemple de Laurent de Médicis, père de Pierre, qui, toutes les fois qu'on avait parlé du retour des Angevins, avait été du même sentiment; ils répétaient même ce qu'il avait dit plusieurs fois, depuis que Charles VIII était maître de la Bretagne : que si ce prince connaissait ses forces, l'Italie était menacée de grands maux.

Mais Pierre de Médicis, plus accoutumé à suivre son caprice que les conseils de la prudence, et d'ailleurs plein d'une fausse sécurité, la poussa jusqu'à se persuader que ces grands préparatifs n'aboutiraient qu'à faire du bruit sans effet. Confirmé dans cette opinion par un de ses ministres, gagné, comme on le sait, par les présents d'Alphonse, il s'opiniâtra à persister dans l'alliance des Aragonais. Il fallut bien à la fin que ses concitoyens, entraînés par son autorité, imitassent son exemple. Pierre, non content du pouvoir que son père avait eu dans la république, et qui pourtant était tel que l'élection des magistrats dépendait de lui et que les affaires importantes ne se réglaient que par sa volonté, aspirait encore à une puissance plus absolue et brûlait de se donner le titre de souverain. Ce ne sont point ici des conjectures hasardées, mais des faits dont j'ai de sûrs garants. Cet ambitieux, voyant bien qu'il ne pourrait exécuter un pareil projet sans un puissant appui, s'était livré sans réserve aux Aragonais, dont il était résolu de suivre la fortune. Mais en concevant ce dessein il ne réfléchit point assez sur l'état présent de la ville de Florence; riche et puissante alors, elle conservait depuis plusieurs siècles au moins l'apparence d'une république; ses principaux habitants étaient accoutumés à prendre part au gouvernement plutôt comme collègues du chef de la république que comme sujets. Il est facile de comprendre que dans une pareille situation elle n'aurait pu souffrir sans une extrême violence une révolution si peu attendue. Il arriva par hasard, quelques jours avant l'arrivée des ambassadeurs français à Florence, qu'on découvrit une conspiration de Laurent et de Jean de Médicis. Ces deux Florentins, jeunes gens fort riches[1] et proches parents de Pierre, avec qui ils s'étaient brouillés pour des causes légères, avaient lié, par l'en-

(1) Aïeul de Laurent. Il fut surnommé *le Père de la Patrie*, et mourut à Florence en 1464, âgé de soixante-quinze ans. Il fut enterré dans la magnifique église de Saint-Laurent qu'il avait fait bâtir, et on mit sur son tombeau cette épitaphe simple et courte, mais bien glorieuse pour sa mémoire : *Cosimus de Medicis hic situs est, Decreto publico Pater Patriæ. Vixit A. LXXV. M. III. D. XX.*

(1) Ils descendaient de Laurent de Médicis, frère de Côme, qui était le bisaïeul de Pierre, et ils étaient parents de ce dernier du troisième au quatrième degré.

tremise de Côme Rucellaï[1], son cousin-germain, une intrigue avec Ludovic Sforze, et par le moyen de celui-ci avec le roi de France. Le but des conjurés était de dépouiller Pierre de son autorité; mais ayant été arrêtés ils furent relégués dans leurs terres, et Pierre fut obligé de se contenter de cette peine légère, les Florentins n'ayant pas voulu soumettre des personnes de son sang à la rigueur des lois. Cet incident servit à lui faire connaître que Ludovic songeait à le perdre, découverte qui l'affermit davantage dans sa première résolution.

Dans ces dispositions il répondit aux ambassadeurs en termes honnêtes et respectueux, mais sans leur accorder ce qu'ils demandaient. Il leur représenta d'un côté l'attachement naturel des Florentins pour la France, et le désir extrême qu'ils avaient d'en donner des marques à un si grand roi, et de l'autre les obstacles qui s'opposaient à leur bonne volonté; que l'alliance[2] qu'ils avaient faite par ordre de Louis XI, son père, avec Ferdinand, subsistait encore, y étant expressément stipulé qu'après la mort de ce prince elle aurait lieu à l'égard d'Alphonse; que par ce traité ils s'étaient obligés non-seulement de défendre le royaume de Naples, mais encore d'empêcher les troupes qui voudraient l'attaquer de passer par leurs Etats; que rien n'était plus indigne des princes et des républiques que de manquer à la foi promise, ce qu'ils feraient nécessairement s'ils se rendaient à la demande du roi; qu'ils étaient bien fâchés de ne pouvoir prendre un autre parti, mais qu'ils espéraient que le roi, sage et juste comme il l'était, et connaissant leur bonne volonté, n'imputerait leur refus qu'à des empêchements si légitimes.

Le roi, indigné de cette réponse, fit aussitôt sortir de France les ambassadeurs des Florentins, et suivant le conseil de Ludovic Sforze[3] il ne chassa de Lyon, entre tous les marchands de cette nation, que ceux qui y tenaient la banque de Pierre de Médicis, voulant faire sentir par cette distinction que c'était à lui personnellement et non à la république qu'il attribuait le refus injurieux qu'il venait d'essuyer.

Les puissances d'Italie s'étant ainsi partagées, les unes en faveur du roi de France et les autres contre lui, il n'y eut que les Vénitiens qui résolurent de demeurer neutres et d'attendre avec tranquillité l'événement de cette guerre. Ils n'étaient pas fâchés de ces troubles dans le dessein d'en profiter pour s'agrandir tandis que la guerre occuperait les autres. D'ailleurs, étant assez puissants pour n'avoir rien à craindre de la part du vainqueur, ils jugeaient que ce serait une extrême imprudence d'adopter une querelle étrangère sans une nécessité absolue. Ce n'est pas que d'un côté Alphonse ne les sollicitât sans cesse, et que de l'autre le roi de France ne leur eût envoyé des ambassadeurs l'année précédente, et même celle-ci. Ces ministres avaient représenté au sénat qu'il y avait toujours eu des liaisons d'amitié et un commerce réciproque de bons offices entre la France et la république; que le roi, désirant entretenir et augmenter encore cette bonne intelligence, priait le sénat de lui donner ses conseils dans cette occasion, et même de l'aider dans son entreprise. Les Vénitiens avaient répondu adroitement en peu de mots : que le roi très chrétien était si prudent, et son conseil si sage et si éclairé, qu'ils n'étaient pas assez présomptueux pour s'ingérer de lui donner des conseils; que l'attachement du sénat pour la France lui ferait toujours prendre beaucoup de part à la prospérité des armes de Sa Majesté; que ce dévouement sincère était cause qu'ils étaient très affligés de ne pouvoir ajouter actuellement l'effet à la volonté; que la crainte où ils étaient que les Turcs ne les attaquassent les obligeait d'entretenir à grands frais des garnisons dans une infinité d'îles et de places maritimes qu'ils possédaient dans leur voisinage; que ces Barbares avaient la volonté et les moyens de les inquiéter, et qu'ainsi le sénat ne pouvait s'embarquer dans aucune guerre étrangère.

Mais les harangues des ambassadeurs et les réponses qu'ils recevaient n'étaient rien en comparaison des préparatifs que Charles faisait déjà de toutes parts, par mer et par terre. Il avait envoyé Pierre d'Urfé[1], son grand-

(1) Fils de Bernard Rucellaï et de Nannina de Médicis, sœur de Laurent.

(2) C'est celle de 1480 dont il est parlé ci-dessus.

(3) Commines, livre 7, chapitre 5, attribue ce conseil à Pierre Caponi, l'un des ambassadeurs de Florence qui était ennemi de Pierre de Médicis.

(1) Bailly du comté de Forez et chevalier de l'ordre du roi.

écuyer, à Gênes, où Ludovic Sforze était le maître par le moyen de la faction des Adorne et de Jean-Louis de Fiesque, pour y faire équiper une nombreuse flotte composée de galères et des vaisseaux de transport. On préparait encore par son ordre d'autres bâtiments dans les ports de Villefranche et de Marseille. Ces différents armements donnèrent occasion au bruit qui se répandit à la cour que son dessein était de se rendre par mer dans le royaume de Naples, à l'exemple de Jean d'Anjou, fils de René. Plusieurs personnes en France croyaient que l'incapacité du roi, l'inexpérience de ceux qui l'excitaient à cette expédition, et le défaut d'argent, rendraient inutiles tous ces préparatifs. Mais l'ardeur de Charles était si vive qu'on les pressait avec une promptitude inexprimable; il venait même de prendre, par le conseil de ses plus chers favoris, le titre de roi de Jérusalem et des Deux-Siciles, titre que les rois de Naples portaient alors. Cependant on faisait des levées d'argent et de troupes, et l'on ne consultait plus que Galéas de San-Severino, dépositaire des secrets et des desseins de Ludovic.

D'un autre côté Alphonse, qui n'avait pas discontinué de se préparer à la défense par terre et par mer, jugea qu'il n'était plus temps de se laisser amuser par Ludovic, et qu'il valait mieux l'épouvanter en l'attaquant que de perdre du temps à tâcher d'adoucir son esprit. Il ordonna donc à l'ambassadeur de Milan qui était à Naples de se retirer, et il rappela celui qui résidait de sa part à Milan; ensuite il se saisit des revenus du duché de Bari, dont Ludovic jouissait depuis plusieurs années, en vertu d'une donation qui lui en avait été faite par Ferdinand.

Non content de ces premières démarches, qui étaient plutôt des marques de colère que de véritables hostilités, il ne songea plus qu'à surprendre la ville de Gênes. Cette place était d'une importance infinie dans les conjonctures présentes; sa prise lui aurait procuré de grandes facilités pour faire soulever le Milanais contre Ludovic, et pour ôter au roi de France les moyens d'attaquer facilement le royaume de Naples par mer. Dans cette vue Alphonse traita secrètement avec le cardinal Paul Frégose[1], autrefois doge de Gênes, et Obietto de Fiesque, tous deux chefs de partis considérables dans la ville et dans les Rivières[2], et avec quelques-uns des Adorne, tous bannis de Gênes pour différentes raisons. Il forma le dessein de les y rétablir par le moyen d'une bonne armée navale, convaincu de la vérité de cette maxime qu'il avait souvent dans la bouche : que deux moyens sûrs de vaincre dans la guerre étaient de prévenir son ennemi et de l'affaiblir par des divisions.

Il résolut en même temps d'aller en personne, à la tête d'une nombreuse armée, dans la Romagne, et de passer ensuite tout d'un coup dans le Parmesan. Son dessein était d'y lever la bannière de Jean Galéas, dans l'espérance que le nom de ce prince ferait révolter les peuples du Milanais contre Ludovic. Il comptait que, quand même il trouverait des difficultés dans l'exécution de ces deux projets, il lui serait toujours fort avantageux que la guerre commençât dans un pays éloigné de ses Etats. Enfin il regardait comme un point très important d'obliger les Français à passer l'hiver en Lombardie. Sachant que les armées ne se mettaient point en campagne en Italie avant qu'il y eût de l'herbe pour la nourriture des chevaux, c'est-à-dire avant la fin d'avril, il supposait que le roi, pour éviter la rigueur de la saison, serait obligé de prendre des quartiers sur les terres de ses alliés jusqu'au printemps, et il se flattait que ce délai pourrait aisément lui fournir quelque expédient pour éloigner le péril.

Alphonse ne s'en tint pas là, et, ne voulant rien négliger, il envoya des ambassadeurs solliciter à Constantinople les secours de Bajazet[3] alors empereur des Turcs. Il lui fit représenter que le péril qui menaçait le royaume de Naples regardait aussi la Turquie; qu'on publiait que Charles VIII avait dessein de passer en Grèce après la conquête des Deux-Siciles. Il ne douta pas que cet avis ne fît beaucoup d'im-

fut fait grand-écuyer de France en 1487. Son père, qui se nommait aussi Pierre, fut pareillement bailly de Forez et grand-maître des arbalétriers de France.

(1) Créature de Sixte IV. Il était archevêque de Gênes.

(2) Le territoire ou côte de Gênes, qui est l'ancienne Ligurie, est divisé en deux parties que les gens du pays appellent *Rivières;* l'une s'étend depuis Gênes jusqu'aux Etats de Toscane, et se nomme *la Rivière de Levant;* l'autre depuis la même ville de Gênes jusqu'à Monaco et au comté de Nice, et est appelée *la Rivière de Ponant.*

(3) Second du nom, qui commença à régner en 1481 et mourut en 1512.

pression sur l'esprit du monarque ottoman. Le souvenir des expéditions faites autrefois en Asie par les Français maintenait encore chez les Turcs la terreur des armes de cette nation belliqueuse.

Pendant ce temps-là, le pape fit marcher ses troupes contre Ostie, sous le commandement de Nicolas Orsino[1], comte de Pitigliano, qu'Alphonse appuya par mer et par terre. Le comte prit la ville sans difficulté, et le canon ayant été pointé contre le château, le gouverneur se rendit au bout de quelques jours par l'entremise de Fabrice Colonna, et du consentement de Jean de la Rovere, préfet de Rome, frère du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Les conditions de la capitulation furent : que le pape n'inquiéterait désormais en aucune manière le cardinal ni le préfet, à moins qu'ils ne lui en donnassent de nouveaux sujets, et que Fabrice, que le cardinal avait laissé dans Grotta-Ferrata, garderait cette ville comme auparavant en payant néanmoins dix mille ducats au pape.

Cependant le cardinal, en passant à Savone, découvrit à Ludovic Sforze l'intrigue d'Alphonse avec les bannis de Gênes, et il lui avoua qu'elle était l'effet de ses conseils et de son crédit. Ludovic ne manqua pas de représenter à Charles VIII combien le succès de l'entreprise du roi de Naples serait préjudiciable à leurs desseins. C'est pourquoi il lui persuada d'envoyer deux mille Suisses à Gênes, et il lui conseilla encore de faire passer promptement en Italie trois cents lances, pour défendre la Lombardie et passer plus avant s'il en était besoin. D'Aubigny, qui avait eu ordre de rester à Milan à son retour de Rome, fut nommé au roi par Ludovic pour les commander. Cinq cents hommes d'armes italiens, engagés dans le même temps au service du roi, sous les ordre de Jean-François de San-Severino, comte de Gajazzo, de Galiot Pic, comte de la Mirandole, et de Rodolphe de Gonzague[2], et cinq cents autres que le duc de Milan s'était obligé de fournir, devaient se joindre à d'Aubigny. Cependant Ludovic, usant toujours de ses artifices ordinaires, ne cessait d'assurer le pape et Pierre de Médicis de ses bonnes intentions pour la paix et pour la sûreté de l'Italie, et leur faisait espérer qu'on en verrait bientôt les effets.

Il arrive presque toujours que des assurances si fermes et si positives font quelque impression sur l'esprit de ceux même qui sont le plus déterminés à n'y point ajouter foi. Ainsi, quoiqu'on ne comptât plus sur les promesses de Ludovic, elles ne laissaient pas de retarder en quelque manière l'exécution des projets de la ligue. Il est certain que le pape et Pierre de Médicis auraient souhaité que l'entreprise de Gênes eût réussi ; mais comme elle aurait beaucoup exposé le Milanais, lorsqu'Alphonse demanda au pape des galères pour cette expédition, et qu'il le pressa de joindre ses troupes aux siennes dans la Romagne, Alexandre exigea qu'après cette jonction l'armée se tînt seulement sur la défensive ; à l'égard des galères, il fit difficulté de les donner, disant qu'il ne fallait pas encore pousser Ludovic à bout. Alphonse ne réussit pas mieux auprès des Florentins ; car les ayant sollicités de recevoir son armée navale dans le port de Livourne et de lui fournir des rafraîchissements, ils répondirent, après avoir hésité, qu'ayant pris prétexte de leur ancienne alliance avec Ferdinand pour ne rien accorder au roi de France, ils ne pouvaient rien faire au-delà de ce que le traité exigeait d'eux.

Cependant les choses étant dans une situation qui ne pouvait plus souffrir de retardement, l'armée navale sortit du port de Naples, sous la conduite de l'amiral don Frédéric, et Alphonse assembla son armée de terre dans l'Abruzze, pour la faire passer dans la Romagne. Avant que de se mettre en marche, il jugea à propos de s'aboucher avec le pape, qui le désirait aussi de son côté, afin de concerter ensemble tout ce qu'ils avaient à faire pour leur sûreté commune. Ils se rendirent donc tous deux, le 13 de juillet, à Vicovaro, terre appartenant à Virginio Orsino ; et après y avoir demeuré trois jours, ils se séparèrent en fort bonne intelligence. Il fut résolu dans cette conférence, par l'avis du pape, que le roi de Naples ne passerait pas plus avant en personne, mais qu'il resterait sur les confins de l'Abruzze, pour la sûreté de l'État ecclésiastique et de ses propres États, avec une partie de son armée qu'il disait être composée d'environ cent escadrons de vingt hommes d'armes chacun, et de plus de trois mille arbalétriers et chevau-légers ; que

(1) Il était frère de Virginio Orsino.

(2) Fils de Louis III, marquis de Mantoue, surnommé *le Turc*, mort en 1478, et de Barbe de Brandebourg, et frère puiné de Frédéric I, marquis de Mantoue.

Virginio Orsino se tiendrait dans le territoire de Rome, pour faire tête aux Colonna, et que deux cents hommes d'armes du pape avec une partie des chevau-légers d'Alphonse demeureraient dans cette ville pour la même raison; que Ferdinand duc de Calabre (c'est le nom que portaient les fils aînés des rois de Naples), jeune prince de grande espérance, marcherait en Romagne à la tête de soixante-dix escadrons de gendarmerie, du reste des chevau-légers et de la plus grande partie des troupes du pape qui devaient rester sur la défensive; que ce prince serait accompagné par Jean-Jacques Trivulce, général des troupes du roi de Naples, et par le comte de Pitigliano, qui avait passé du service du pape à celui d'Alphonse, et qu'il se réglerait sur les avis de ces deux capitaines qui avaient beaucoup d'expérience et de réputation. Le pape et Alphonse jugèrent que l'armée passant en Lombardie, la présence de Ferdinand pourrait contribuer au succès de cette expédition, à cause du double lien qui l'unissait à Jean Galéas; car ce dernier était en même temps son beau-frère, en qualité de mari d'Isabelle d'Aragon sa sœur, et son cousin-germain, comme fils de Galéas, frère d'Hippolyte Sforze, mère de Ferdinand.

Un des principaux articles de la conférence du pape et d'Alphonse regardait les Colonna, dont ils avaient tout lieu de se défier. Prosper et Fabrice avaient été l'un et l'autre à la solde du roi Ferdinand, qui les avait comblés de bienfaits; mais aussitôt après sa mort, Prosper, malgré la parole qu'il avait donnée à Alphonse de rester à son service, prit de nouveaux engagements avec le pape et avec le duc de Milan en commun, par l'entremise du cardinal Ascanio; il avait depuis rejeté les offres d'Alexandre qui lui proposait de se détacher de Ludovic. A l'égard de Fabrice, il était effectivement demeuré dans les troupes d'Alphonse; mais sous prétexte de l'indignation que le pape et ce prince témoignaient contre Prosper, il faisait difficulté de suivre le duc de Calabre dans la Romagne, avant que les affaires de Prosper et de toute la maison des Colonna fussent réglées d'une manière sûre et convenable. Ce n'était qu'un prétexte pour cacher leurs desseins; car dans le fond ils avaient secrètement embrassé le parti de la France, soit à cause des liaisons étroites où ils étaient tous deux avec le cardinal Ascanio qui avait trouvé un asile dans leurs terres lorsqu'il sortit de Rome pour se garantir des artifices du pape, soit dans l'espérance de retirer de plus grands avantages de la France. Un motif plus puissant les avait encore déterminés; ils ne purent voir sans un violent chagrin Virginio Orsino, chef d'une faction qui leur était opposée[1], tenir le premier rang dans la faveur du roi de Naples. Cependant comme ils voulaient que la chose demeurât secrète jusqu'à ce qu'ils fussent en état de se déclarer impunément, ils feignaient de vouloir contenter le pape et le roi de Naples, qui pressaient Prosper de s'attacher à eux et de quitter les troupes milanaises, afin de se rassurer entièrement sur son compte. C'est ainsi que les Colonna entretenaient toujours la négociation, faisant naître successivement des difficultés sur les conditions du traité pour en éviter la conclusion.

Alexandre et Alphonse avaient dans cette affaire des intentions et des vues bien différentes. Le pape aurait voulu dépouiller les Colonna des places qu'ils possédaient dans le territoire de Rome et ne cherchait qu'une occasion de les attaquer; mais Alphonse qui ne se proposait d'autre fin que de s'assurer d'eux, n'avait aucun dessein de leur faire la guerre, à moins qu'ils ne l'obligeassent à recourir à ce dernier expédient; il n'osait cependant s'opposer à l'avidité d'Alexandre. Il fut donc résolu entre eux de les réduire par les armes et on destina des troupes à cette expédition; l'ordre même de l'entreprise fut réglé; on convint néanmoins d'attendre encore quelques jours pour voir si l'affaire pourrait s'accommoder.

Le départ de don Frédéric pour l'expédition de Gênes fut enfin le signal de la guerre d'Italie. Il y avait long-temps qu'il n'avait paru dans la mer de Toscane de flotte si belle et si bien équipée que la sienne; elle était composée de trente-cinq galères légères, de dix-huit navires et de plusieurs autres moindres vaisseaux; elle portait une nombreuse artillerie, trois mille hommes de débarquement, et outre cela les bannis de Gênes qui promettaient une victoire certaine à l'amiral. Mais le retardement du départ, causé en partie par les difficultés qui accompagnent toujours les grandes entreprises,

(1) On a déjà observé que les Orsini étaient *Guelfes* et les Colonne *Gibelins*

par l'artifice de Ludovic Sforze, et ensuite par le séjour que l'armée navale fit dans les ports des Siennois, en attendant qu'on eût levé cinq mille hommes de pied, fit naître des obstacles qu'on n'aurait pas rencontrés un mois auparavant. Cette lenteur donna aux ennemis le temps de pourvoir à leur sûreté; déjà le bailli de Dijon[1] était arrivé à Gênes avec deux mille Suisses payés par le roi de France, et plusieurs des vaisseaux et des galères qu'on armait dans le port de cette ville étaient en bon état. Une partie des bâtiments armés à Marseille s'était aussi rendue à Gênes. D'ailleurs Ludovic, qui n'épargnait aucune dépense en cette occasion, y avait envoyé Gaspard de San-Severino surnommé *Fracassa*, et Antoine-Marie, son frère, avec quelques compagnies d'infanterie. Dans le dessein de se servir des Génois mêmes autant que de ses propres forces, il gagna par des présents, par des promesses ou par des appointements, Jean-Louis de Fiesque, frère d'Obietto, les Adorne et plusieurs autres gentilshommes et habitants de Gênes, capables de bien défendre ses intérêts dans la ville; il eut même la précaution de retirer de Gênes et des Rivières plusieurs partisans des bannis et de les faire venir à Milan.

La présence du duc d'Orléans[2], qui entra dans Gênes le même jour que la flotte aragonaise parut à la hauteur de cette ville, donna une nouvelle force à ces dispositions déjà pleines de vigueur par elles-mêmes. Ce prince avait eu, avant de se rendre à Gênes, une conférence à Alexandrie avec Ludovic Sforze, touchant les affaires présentes; Ludovic l'avait reçu avec beaucoup de joie et avec de grands honneurs, mais pourtant comme son égal, l'obscurité de l'avenir ne lui permettant pas de prévoir que son État et sa vie seraient bientôt à la discrétion de ce prince.

Ces précautions de la part des ennemis changèrent la résolution des Aragonais; ils avaient d'abord projeté de faire entrer l'armée navale dans le port de Gênes, dans l'espérance que les partisans des bannis feraient quelque mouvement en leur faveur; mais ce dessein ayant échoué, il formèrent celui d'attaquer les Rivières. Les sentiments s'étant partagés sur celle des deux par laquelle on devait commencer, on se rendit enfin à l'avis d'Obietto de Fiesque; il comptait beaucoup sur les habitants de la Rivière de Levant, ce qui détermina à faire voile vers Porto-Venere; mais on y avait envoyé de Gênes quatre cents hommes d'infanterie, et Jean-Louis de Fiesque, qui s'était rendu à la Spezzia, avait rassuré le pays. Ainsi ce fut en vain que les Aragonais donnèrent à Porto-Venere un assaut qui dura long-temps. Ayant donc perdu l'espérance d'emporter cette place, ils se retirèrent dans le port de Livourne pour se rafraichir et pour augmenter leur infanterie dont ils jugèrent avoir besoin, sur ce qu'ils apprirent que les places de la rivière étaient munies de bonnes garnisons. Don Frédéric eut avis en cet endroit que l'armée navale de France, où il y avait moins de galères, mais plus de vaisseaux que dans la sienne, se disposait à sortir du port de Gênes. Comme il se sentait le plus faible si toute la flotte française venait à sa rencontre, il renvoya ses vaisseaux à Naples pour être en état d'éviter l'ennemi à la faveur de la légèreté de ses galères; mais dans le dessein d'engager un combat si leurs galères se séparaient des vaisseaux par hasard ou même à dessein.

Dans le même temps, le duc de Calabre marchait avec l'armée de terre vers la Romagne pour passer ensuite en Lombardie suivant le plan qu'on avait formé; mais afin d'avoir le passage libre, et pour ne rien laisser derrière lui qui pût l'inquiéter, il fallait s'assurer du Boulonais et des villes d'Imola et de Forli; car pour ce qui concernait Césène, ville dépendante du pape, et de Faënza, soumise à Astor de Manfrède, jeune enfant qui était à la solde et sous la protection des Florentins, elles étaient disposées à fournir à l'armée de Ferdinand tout ce dont elle aurait besoin.

Octavien, fils de Jérôme Riario, possédait Forli et Imola sous le titre de *Vicaire de l'Église*, et il était sous la tutelle de Catherine Sforze[1] sa mère. Il y avait déjà quelques mois

(1) Il se nommait Antoine de Bessey.

(2) Fils de Charles, duc d'Orléans, et de Marie de Clèves. Il parvint à la couronne après la mort de Charles VIII, sous le nom de Louis XII.

(1) Elle était fille naturelle de Galéas Sforze, duc de Milan, et Jérôme Riario, son mari, était neveu du pape Sixte IV, qui lui donna les États de Forli et d'Imola. Jérôme fut assassiné par des rebelles qui se saisirent en même temps de sa veuve et de ses enfants. La citadelle de Forli tenait encore pour elle, et il y avait une bonne garnison qui ne voulait se rendre que par son ordre. Elle fit entendre aux révoltés qu'il fallait qu'elle

que le pape et Alphonse étaient entrés en négociation avec elle pour engager Octavien à leur service en commun, à condition de défendre ses États; mais on n'avait rien conclu par deux raisons : la première, parce que Catherine avait fait naître plusieurs difficultés afin d'obtenir de meilleures conditions ; la seconde, parce que les Florentins, toujours fermes dans la résolution de ménager le roi de France en n'allant point au-delà des obligations portées par leur alliance avec Alphonse, refusaient d'entrer dans ce traité, auquel néanmoins leur consentement était nécessaire. D'un côté le pape et Alphonse auraient bien voulu partager cette dépense avec un tiers, et de l'autre Catherine ne voulait conclure ce traité qu'à condition que les Florentins s'obligeraient à sa défense conjointement avec les autres. Toutes ces difficultés furent levées dans une entrevue que Ferdinand eut avec Pierre de Médicis à Borgo-San-Sepolcro. Dès le commencement de la conférence il lui déclara de la part de son père qu'il pouvait disposer de lui et de son armée pour tous les desseins qu'il pouvait avoir sur Florence, sur Sienne et sur Faënza, offres qui ranimèrent beaucoup la première inclination de Pierre pour les Aragonais; aussi, à son retour à Florence, obligea-t-il ceux qui étaient le plus opposés au traité que Catherine proposait, à le signer, sans s'arrêter aux sages remontrances des plus sensés de la république.

L'affaire de Riario ayant été conclue, le pape, le roi de Naples et les Florentins, qui le payaient en commun, s'assurèrent aussi de Bologne par un traité semblable avec Jean Bentivoglio, qui disposait absolument de cette ville. Le pape lui promit[1], outre cela, de faire cardinal Antoine Galéas, l'un de ses fils déjà protonotaire apostolique; Alphonse et Pierre de Médicis furent les garants de cette promesse.

entrât dans la place pour parler elle-même au commandant et aux soldats, et on le lui permit. Mais quand elle se vit en sûreté, elle parla aux rebelles en souveraine, et leur commanda de mettre bas les armes sous peine des plus cruels supplices. Ils la menacèrent à leur tour d'égorger ses enfants qu'ils avaient entre leurs mains; mais cette princesse les étonna par une action hardie et singulière, dont on peut voir le détail dans l'histoire de Florence de J.-M. Brutus. Le secours qui lui survint dans ce moment de la part de Ludovic Sforze, son oncle, dissipa la rébellion. Catherine Sforze fut marraine de Catherine de Médicis, reine de France. (*Jos. Mich. Bruti, Hist. Florentina*, lib. VIII.)

(1) Le pape ne lui tint pas cette parole.

La jonction de ces deux seigneurs fit concevoir de grandes espérances de l'armée du duc de Calabre; mais elle eût été bien plus à portée de se faire redouter si elle n'eût pas tant tardé à entrer dans la Romagne. Sa lenteur à partir du royaume de Naples et la vigilance de Ludovic Sforze avaient donné le temps à d'Aubigny et au comte de Gajazzo, général des troupes du Milanais, qui passèrent sans obstacle par le Boulonais, de se rendre aux environs d'Imola avec une partie de l'armée destinée à faire tête aux Aragonais, avant que ceux-ci fussent arrivés à Césène. Ainsi Ferdinand ne pouvant plus espérer de pénétrer dans la Lombardie, il fut contraint de se borner à faire la guerre dans la Romagne. La plupart des villes de cette province étaient dans son parti. Ravenne et Cervie, places des Vénitiens, étaient neutres; à l'égard du petit pays arrosé par le Pô et soumis au duc de Ferrare, il fournissait toutes sortes de commodités aux troupes de France et du Milanais.

Le mauvais succès de l'entreprise de Gênes et les difficultés survenues dans la Romagne ne furent pas capables de corriger la témérité de Pierre de Médicis. Par un traité secret fait à l'insu de la république, il avait promis au pape et au roi de Naples de s'opposer ouvertement au roi de France. En conséquence, il avait non-seulement permis à l'armée navale d'Alphonse de se retirer et de se rafraîchir dans le port de Livourne; mais, ne gardant plus aucune mesure, il engagea Annibal Bentivoglio, fils de Jean, qui portait les armes au service des Florentins, à aller avec sa compagnie et celle d'Astor de Manfrède joindre l'armée de Ferdinand. Dès qu'elle fut entrée dans le territoire de Forli, il y fit même envoyer de Florence mille hommes de pied et de l'artillerie.

Le pape paraissait être toujours dans les mêmes dispositions. Non content d'avoir déjà exhorté Charles VIII, par un bref, à ne point passer les Alpes, et à procéder plutôt par la voie de la justice que par celle des armes, il lui en écrivit un second, par lequel il lui ordonna de lui obéir sous peine des censures ecclésiastiques[1]. D'un autre côté, l'évêque de Calahorra, son nonce à Venise, pressait vivement le sénat d'opposer ses armes à celles du roi de

(1) Le roi lui fit réponse qu'il avait fait vœu d'aller visiter monsieur Saint-Pierre de Rome, et qu'il était résolu de l'accomplir au péril de sa vie. (Brantôme.)

France, pour le salut de l'Italie, ou du moins de faire dire à Ludovic Sforze que ses intrigues déplaisaient à la république. Alphonse y avait pareillement des ambassadeurs pour le même objet; ceux des Florentins sollicitaient aussi le sénat, mais moins ouvertement que ceux de Naples. Le doge répondit, au nom de la république, qu'un prince sage ne devait pas attirer la guerre sur ses États pour la détourner de dessus ceux des autres, et il refusa de faire la moindre démarche qui pût déplaire à aucune des parties.

Le roi d'Espagne, vivement pressé par le pape et par Alphonse, promettait d'envoyer une armée nombreuse en Sicile, pour secourir le royaume de Naples lorsqu'il en serait temps; mais il s'excusait, sur le défaut d'argent, de ne pouvoir la mettre sitôt sur pied. Alphonse lui fit tenir une certaine somme pour l'aider à lever cette armée, et le pape lui permit d'employer au même usage les deniers levés en Espagne par l'autorité du Saint-Siége pour la croisade, et qui ne devaient servir qu'à réprimer les ennemis de la foi.

Tous ces princes étaient bien éloignés de faire la guerre aux infidèles. Alphonse, outre les personnes qu'il avait déjà députées vers le Grand-Seigneur, fit encore partir Camille Pandone. Georges Bucciardo, Génois, qui avait déjà été employé en Turquie par le pape Innocent, eut un ordre secret d'Alexandre pour aller de sa part à Constantinople avec Pandone. Bazajet leur fit des honneurs extraordinaires, leur donna une prompte audience, et les renvoya avec de magnifiques promesses; mais quoiqu'un ambassadeur de la Porte qui vint peu de temps après à Naples les eût confirmées, elles n'eurent aucun effet, peut-être à cause de la distance des lieux, ou parce qu'il est difficile d'établir une solide confiance entre les Turcs et les chrétiens.

Dans ce temps-là, Alphonse et Pierre de Médicis, voyant le peu de succès de leur flotte et de leur armée de terre, résolurent d'employer l'artifice contre Ludovic; mais la ruse ne leur réussit pas mieux que la force.

CHAPITRE III.

Les Français découvrent par Pierre de Médicis les vues secrètes de Louis Sforze. Charles VIII passe en Italie; son caractère. Défaite des Aragonais à Rapallo. Charles VIII tombe malade de la petite-vérole. Corruption de la milice italienne. Charles VIII à Pavie. Mort de Jean Galéas. Ludovic Sforze est fait duc de Milan. Pierre de Médicis se transporte près de Charles VIII et reconnaît Ludovic dans le camp des Français.

Plusieurs gens ont cru que Ludovic, pour son propre intérêt, aurait été bien fâché que le roi de France se fût emparé du royaume de Naples; ils pensaient que son dessein, après avoir introduit l'armée française dans la Toscane et après s'être fait déclarer duc de Milan, était de ménager quelque accord par lequel Alphonse se rendrait tributaire de la couronne de France en donnant au roi des otages de sa fidélité; qu'il pouvait encore se persuader qu'on ôterait aux Florentins les places qu'ils possédaient dans la Lunigiana, pour les unir au Milanais, après quoi le roi s'en retournerait en France; qu'il se flattait qu'après que les forces des Florentins et du roi de Naples seraient ainsi affaiblies, et que lui-même serait devenu duc de Milan, il n'aurait pas de peine à se garantir des malheurs qu'il pourrait appréhender de la part des Français, après leur victoire; qu'il espérait que Charles ne manquerait pas de rencontrer des difficultés qui retarderaient ses progrès, surtout si l'hiver venait à le surprendre; qu'enfin, vu l'impatience naturelle aux Français, le peu d'argent qu'avait le roi et la répugnance de plusieurs des siens pour cette entreprise, il serait fort aisé de parvenir à un accommodement.

Quoi qu'il en soit, il est certain que Ludovic, qui avait fait d'abord tous ses efforts pour détacher Pierre de Médicis des Aragonais, l'exhorta depuis, mais secrètement, à persévérer dans le parti qu'il avait embrassé, lui promettant qu'il ferait en sorte, ou que le roi de France ne passât point en Italie, ou que, s'il y venait, il s'en retournât même avant d'y avoir fait aucune tentative. Il ne cessait de l'entretenir dans ces espérances, par le moyen de l'ambassadeur qu'il avait à Florence; soit que ce fût effectivement son intention, soit qu'ayant résolu la ruine de Pierre il voulût l'engager à aigrir le roi contre lui, de manière à ne pouvoir jamais apaiser sa colère.

Pierre de Médicis convint avec Alphonse de découvrir cette manœuvre au roi de France. Pour cet effet, il fit dire un jour à l'ambassadeur de Milan de venir chez lui, sous prétexte qu'il était indisposé, et il fit cacher celui que le roi avait à Florence dans un lieu d'où il pouvait entendre facilement toute leur conversation. Après avoir répété au Milanais tout le détail des sollicitations et les promesses de Ludovic, il lui dit que ce n'avait été que par ses conseils qu'il s'était opiniâtré à rejeter les demandes du roi; il se plaignit de ce que Ludovic sollicitait avec tant d'instance la venue de ce prince en Italie, et il conclut que, puisque les effets répondaient si peu à ses paroles, il était résolu à se tirer d'une situation si dangereuse. Le Milanais lui répondit qu'il ne devait pas douter de la sincérité de Ludovic; et ce qui devait achever de l'en convaincre, c'est qu'il lui serait aussi pernicieux qu'aux autres que le roi de France se rendît maître de Naples. Il l'exhorta vivement à persévérer dans sa première résolution, lui remontrant que, s'il l'abandonnait, il allait se réduire à un triste esclavage et y plonger tout le reste de l'Italie. L'ambassadeur de France ne manqua pas de donner aussitôt avis de cette découverte à son maître et de l'assurer qu'il était trahi par Ludovic; mais cet avis n'eut aucun effet, contre l'espérance d'Alphonse et de Médicis; au contraire, la chose fut redite à Ludovic par les Français même, et il n'en fut que plus animé contre Pierre et plus ardent à solliciter le roi de ne pas différer davantage.

Tandis que les préparatifs qu'on faisait sur mer et sur terre menaçaient l'Italie, le ciel et les hommes lui pronostiquaient les maux dont elle allait être accablée. Ceux qui faisaient profession de connaître l'avenir par le secours de l'art, ou par inspiration divine, assuraient tous d'une commune voix que depuis plusieurs siècles on n'avait vu en aucune partie du monde des révolutions et des événements aussi terribles que ceux qui allaient effrayer l'Italie; les bruits qui se répandaient de toutes parts de divers prodiges arrivés en plusieurs endroits, n'inspiraient pas moins d'horreur. On disait que, dans la Pouille, on avait vu au milieu de la nuit trois soleils environnés de nuages obscurs qui couvraient tout le reste du ciel; que des éclairs et un tonnerre affreux avaient accompagné ce prodige; que du côté d'Arezzo une foule de fantômes armés avaient paru dans l'air durant plusieurs jours sur des chevaux d'une grosseur énorme, et qu'on avait entendu un bruit affreux de tambours, augmenté par le son de plusieurs trompettes; qu'on avait vu suer, dans plusieurs lieux, les images et les statues des saints; qu'il était né un grand nombre d'hommes et d'animaux monstrueux; et qu'enfin il était arrivé en différents endroits plusieurs choses contre l'ordre de la nature. Tous ces prodiges jetaient une terreur incroyable dans l'esprit des peuples déjà frappés par le bruit de la puissance et de la valeur française. Cette frayeur était encore augmentée par le souvenir de ce que les historiens rapportent de cette nation[1] qui, ayant autrefois couru et ravagé l'Italie, désolé la ville de Rome par le fer et par le feu, et subjugué plusieurs provinces de l'Asie, avait fait sentir l'effort de ses armes en différentes occasions à presque toutes les parties du monde.

Mais l'approche des armées donnait de jour en jour plus de poids aux prédictions et aux prodiges. Charles, persistant toujours dans son dessein, s'était avancé jusqu'à Vienne en Dauphiné. Rien ne pouvait le détourner de marcher en personne en Italie, et il n'eut aucun égard aux prières de toute la France, ni au défaut d'argent, qui était tel qu'il ne put trouver le moyen de subvenir aux plus pressants besoins qu'en empruntant une somme considérable[2] sur des pierreries qui lui furent prêtées par le duc de Savoie[3], par la marquise de Montferrat[4], et par des seigneurs de la cour. A l'égard de l'argent qu'il avait tiré de son royaume, ou qui lui avait été prêté par Ludovic Sforze, il en avait employé une partie à l'équipement de la flotte sur laquelle il avait d'abord fondé de grandes espérances, et il avait dissipé le reste en folles largesses avant son départ de Lyon. Il ne lui était pas facile d'en

(1) Guicciardini ne fait qu'une même nation des Gaulois et des Français dans plusieurs endroits de cette histoire.

(2) Cette grosse somme ne fut que de vingt-quatre mille ducats, selon Mézeray.

(3) Charles-Jean-Amédée.

(4) Marie, fille d'Étienne, despote de Servie, et veuve de Boniface Paléologue, cinquième du nom, marquis de Montferrat. Elle avait un frère nommé Constantin, dont il sera parlé dans la suite. Ils portaient le surnom de *Macédoine*, parce que leur maison avait possédé cet État, dont elle avait été dépouillée par Mahomet II.

recouvrer d'autre, car les rois n'étaient pas encore maîtres d'exiger à leur gré des impôts dans leurs États, et l'avarice et la cupidité ne leur avaient point encore appris à mépriser sur cet article les jugements de Dieu et des hommes. Telle était la faiblesse des ressorts d'une si grande entreprise, et Charles suivait plutôt son impétuosité naturelle que les conseils de la prudence.

Il arrive souvent que, lorsqu'on vient à l'exécution des choses difficiles et nouvelles, quoique bien résolues, toutes les raisons contraires se présentent en foule à l'esprit; c'est ainsi que sur le point du départ, et même les troupes marchant déjà vers les Alpes, il s'éleva tout d'un coup de grands murmures à la cour. Les uns représentaient les difficultés ordinaires en pareille occasion; les autres exagéraient le péril de l'infidélité des Italiens, surtout de Ludovic Sforze, appuyant leur crainte sur l'avis reçu de Florence, et peut-être encore sur ce qu'on ne voyait point arriver une certaine somme d'argent qu'on attendait de sa part. C'est pourquoi ceux qui avaient le plus désapprouvé cette expédition la blâmaient encore plus ouvertement, comme il arrive toujours quand l'événement semble confirmer les conseils qu'on a donnés; quelques-uns même de ceux qui en avaient été les plus zélés promoteurs, et entre autres l'évêque de Saint-Malo, commençaient à être fort ébranlés. Enfin ces rumeurs firent tant d'impression à la cour et sur l'esprit du roi que tout d'un coup il envoya des ordres à l'armée de ne pas aller plus avant. Aussitôt un grand nombre de seigneurs, qui étaient déjà en marche, s'en retournèrent à Vienne, publiant partout que l'entreprise était rompue.

Ce changement allait sans doute ramener la paix; mais le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, qui fut dans cette occasion le funeste artisan des maux de l'Italie, comme il l'avait déjà été et comme il le fut encore dans la suite, rallumant l'ardeur de Charles VIII par sa véhémence et par son autorité, lui fit reprendre ses premiers desseins et ranima tous les esprits. Pour y réussir, il lui rappela les raisons qui l'avaient déterminé à cette glorieuse expédition et il lui représenta vivement la honte dont sa légèreté et le changement d'une si belle résolution allaient le couvrir par toute la terre. Il lui demanda quelle raison l'avait obligé de restituer le comté d'Artois et d'exposer de ce côté-là les frontières de son royaume; pour quel sujet encore il avait, au grand regret de la noblesse et des peuples, ouvert une des portes de la France au roi d'Espagne, en lui donnant le Roussillon. Il ajouta que les autres rois ne faisaient de pareilles cessions que pour sauver l'État d'un péril évident ou pour en retirer de grands avantages. « Mais, continua-t-il avec chaleur, quelle occasion pressante a déterminé Votre Majesté à ces démarches? Quel autre fruit lui en reviendra-t-il qu'une honte d'autant plus accablante qu'elle vous coûtera plus cher? Mais, pour reculer si promptement, est-il arrivé des accidents, est-il survenu des difficultés, a-t-on découvert de nouveaux périls, depuis que l'entreprise a été publiée par toute la terre? Au contraire, l'espérance de vaincre devient plus sûre de jour en jour. N'ont-ils donc pas échoué, ces deux projets que les ennemis regardaient comme leur unique ressource? Si leur armée navale honteusement réfugiée dans le port de Livourne, après une vaine tentative sur Porto-Venere, est hors d'état de rien entreprendre contre Gênes, défendue par une bonne garnison et par une flotte supérieure à celle de l'ennemi; si, d'un autre côté, leur armée de terre est arrêtée dans la Romagne par une poignée de Français, quels effets ne produira pas en Italie le bruit de l'arrivée d'un roi puissant à la tête d'une armée florissante? Il me semble déjà voir régner le trouble de toutes parts et le pape consterné regarder du haut de son palais les troupes des Colonne aux portes de Rome. Quelle sera la consternation de Pierre de Médicis, lorsqu'il verra son propre sang [1] déclaré contre lui, et sa patrie, dont il est le tyran, donner des marques d'affection aux Français et soupirer après la liberté? Quels sont donc, grand roi, les obstacles qui pourraient retarder vos conquêtes jusqu'à la frontière du royaume de Naples? Allez, portez-y vos armes, un trouble universel se répandra en Italie; vous ne verrez partout que des peuples fuir devant vous ou abandonner Alphonse pour vous suivre. La crainte de manquer d'argent serait-elle capable de vous arrêter? Mais ne comptez-vous point sur la terreur de vos armes et sur l'épouvante que votre artillerie va répandre parmi les Italiens? On les verra vous apporter

(1) Laurent et Jean de Médicis, et Côme Rucellai.

de l'argent à l'envi. S'il s'en trouvait d'assez hardis pour résister à Votre Majesté, punissez leur témérité ; la dépouille du vaincu suffira à l'entretien de votre armée. D'ailleurs, quelles forces l'Italie a-t-elle à opposer à l'impétuosité de vos Français, elle qui n'a vu depuis longtemps qu'une faible image de la guerre? Quelle vaine frayeur s'est donc emparée de votre cœur, et qu'avez-vous fait de cette noble ardeur qui vous animait? Qu'est devenu ce courage qui se promettait, il y a quatre jours, de braver toutes les forces de l'Italie réunies ensemble et de la subjuguer? Non, il n'est plus en votre pouvoir de reculer; trop de démarches vous mettent dans la nécessité d'avancer. Songez à l'aliénation des domaines de la couronne, songez à ces ambassadeurs envoyés, reçus ou chassés ; rappelez-vous les frais de tant de préparatifs, et représentez-vous la terre entière instruite de votre arrivée au pied des Alpes. Mais quand il faudrait courir de périls en périls, vous seriez forcé de les affronter ; car il ne vous reste plus qu'à choisir de la gloire ou de l'infamie, et à vous faire regarder ou comme un des plus grands monarques, ou comme un roi faible et méprisable. Dans cette alternative balancerez-vous encore, Sire, et ne vous presserez-vous point de saisir une victoire certaine et des triomphes qui vous attendent? »

Ce discours prononcé brusquement par le cardinal sans beaucoup d'art, mais avec une véhémence et des gestes pleins de feu, ranima tellement le roi qu'il ne voulut plus entendre parler que de la guerre ; sa nouvelle ardeur le fit partir de Vienne le jour même [1]. Il était accompagné de tous les seigneurs et de tous les capitaines de France, à l'exception du duc de Bourbon, auquel il laissa l'administration de tout le royaume, et de l'amiral et de quelques autres, qui furent chargés du gouvernement et du soin des plus importantes provinces. Charles s'étant rendu en Italie par le Mont-Genèvre, moins difficile que le Mont-Cenis, par lequel Annibal passa autrefois avec tant de peine, il entra dans la ville d'Ast le 9 septembre.

Le passage de ce prince en Italie fut la source d'une infinité de maux et de révolutions ; les États changèrent tout-à-coup de face, les provinces furent ravagées, les villes détruites, et tout le pays fut inondé de sang ; le luxe étranger s'introduisit dans les vêtements et la corruption dans les mœurs. L'Italie apprit aussi une nouvelle, mais sanglante méthode de faire la guerre ; des maladies jusqu'alors inconnues furent encore le triste fruit de l'arrivée des Français, qui troubla tellement la paix et l'harmonie de nos provinces qu'il fut depuis impossible d'y rétablir l'ordre et la tranquillité ; troubles funestes qui exposèrent ce malheureux pays aux insultes et aux ravages des Barbares.

Mais pour comble de maux, le mérite du vainqueur ne diminuait point notre honte. Le prince qui fut la cause de tant de malheurs était à la vérité comblé des biens de la fortune ; mais la nature lui avait refusé presque tous les avantages du corps et de l'esprit. Charles avait été dès l'enfance d'une faible complexion ; il était d'une santé chancelante, fort petit, et d'une extrême laideur, à l'exception des yeux qu'il avait pleins de feu et de dignité ; du reste, il était si mal proportionné qu'on l'aurait plutôt pris presque pour un monstre que pour un homme. Sans aucune teinture des sciences [1] et des arts, à peine connaissait-il les caractères des lettres ; avide de domination, mais incapable de commander, il était, pour ainsi dire, le jouet de ses favoris, ne conservant avec eux ni la majesté ni l'autorité de son rang. Ennemi du travail et des affaires, il ne s'y appliquait jamais sans faire voir qu'il n'avait ni prudence ni jugement ; et même, ce qu'on pouvait appeler bonnes qualités en lui, à l'examiner de près, tenait plus du vice que de la vertu. Son penchant pour la gloire était moins un sentiment décidé qu'une saillie de tempérament ; libéral, mais par caprice, il plaçait ses bienfaits sans discernement et sans mesure ; la constance qu'il faisait paraître quelquefois dans ses résolutions était plutôt une opiniâtreté aveugle qu'une véritable fermeté ; enfin sa bonté était une vraie faiblesse.

Le jour même de l'arrivée de ce prince dans la ville d'Asti, la fortune commença à lui donner d'heureux présages de sa faveur ; il y reçut un courrier de Gênes, qu'il attendait avec impatience ; il lui apprit que don Frédéric, après avoir remis sa flotte en bon état dans le

(1) Le 23 août 1494. (Commines.)

(1) Louis XI avait défendu qu'on lui apprît autre chose que cette sentence : *Qui nescit dissimulare nescit regnare.*

port de Livourne, et levé de nouvelle infanterie, était retourné dans la Rivière de Levant; qu'il y avait mis à terre Obietto de Fiesque avec trois mille hommes de pied; que celui-ci, s'étant emparé sans difficulté de Rapallo, à vingt milles de Gênes, avait fait des courses dans le pays voisin; que ces commencements n'ayant pas paru devoir être négligés à cause de la ville de Gênes, où le nombre des factions qui la divisaient faisait appréhender le moindre mouvement, ceux qui y commandaient avaient jugé à propos d'arrêter les progrès de l'ennemi; qu'ainsi, laissant une partie des troupes à la garde de ville, les frères San-Severino et Jean Adorne, frère d'Augustin, gouverneur de Gênes, avaient marché par terre à Rapallo avec l'infanterie italienne; que le duc d'Orléans était monté avec mille Suisses sur la flotte, qui était composée de dix-huit galères, de six galions et de neuf gros vaisseaux; qu'ils s'étaient tous réunis auprès de Rapallo, où ils avaient chargé vivement les Aragonais[1]; que ceux-ci avaient fait tête près du pont, entre le bourg et un terrain étroit qui s'étend jusqu'à la mer, ayant pour eux l'avantage d'un lieu escarpé, comme l'est toute cette côte; que cet avantage des ennemis avait d'abord empêché l'attaque de réussir; que déjà les Suisses, étonnés de se trouver dans un lieu qui ne leur permettait pas d'étendre leurs bataillons, avaient commencé à se retirer; mais que plusieurs paysans du parti des Adorne, accoutumés à combattre dans ces rochers, étant accourus à la hâte de toutes parts, ils avaient fait reculer les Aragonais, battus d'ailleurs en flanc par l'artillerie de la flotte qu'on avait fait approcher le plus près du rivage qu'il avait été possible; qu'ils avaient déjà été chassés du pont, lorsqu'Obietto, dont les partisans n'avaient fait aucun mouvement en sa faveur, avait eu avis que Jean-Louis de Fiesque arrivait encore avec une nombreuse infanterie; que, craignant de se voir attaqués par-derrière, ils avaient pris la fuite par le chemin de la montagne, à l'exemple de leur chef, qui s'était mis à fuir tout le premier, suivant la coutume des bannis[2]; que plus de cent hommes des leurs avaient été tués dans le combat ou dans la fuite, nombre assez considérable par rapport à la manière dont on faisait alors la guerre en Italie; qu'il y en avait eu aussi plusieurs prisonniers, entre lesquels étaient Jules Orsino, officier d'Alphonse, qui avait suivi l'armée avec quarante hommes d'armes et avec quelques arbalétriers à cheval, Frégosin[1], fils du cardinal Frégose, et Orlandin, de la même famille.

Cette victoire mit absolument Gênes en sûreté, car don Frédéric, après avoir débarqué l'infanterie, s'était éloigné en mer pour n'être pas obligé de combattre la flotte française dans le golfe de Rapallo, et, désespérant de pouvoir rien faire pour lors, il avait pris le parti de se retirer une seconde fois dans le port de Livourne. Il avait cependant fait encore de nouvelles levées et formé des desseins sur quelques autres places des Rivières de Gênes; mais comme il est ordinaire que les mauvais succès qu'on essuie à l'entrée de la guerre font perdre le courage et la réputation, il n'osa plus rien entreprendre de considérable. Ainsi il donna à Ludovic Sforze une belle occasion de se vanter d'avoir fait échouer les desseins de ses ennemis par son adresse; en effet, ce ne fut que le retardement du départ de la flotte qui sauva Gênes, et ce retardement était l'ouvrage des artifices de Ludovic et des fausses espérances qu'il avait su donner aux confédérés.

Ludovic Sforze et Béatrix sa femme allèrent d'abord trouver le roi à Asti avec beaucoup d'appareil, menant avec eux plusieurs dames de qualité et des plus belles du duché de Milan. Hercule, duc de Ferrare, accompagna aussi Ludovic dans cette entrevue. On y délibéra sur les affaires présentes, et il fut arrêté que l'armée se mettrait en marche le plus tôt qu'il serait possible. Ludovic, voulant hâter le départ des troupes, dans la crainte que le mauvais temps ne les obligeât à prendre des quartiers d'hiver dans le Milanais, prêta encore de l'argent au roi qui en avait grand besoin; mais Charles, étant tombé malade de la petite-vérole, fut obligé de séjourner un mois à Asti, et ses troupes furent distribuées dans la ville et aux environs.

(1) L'action se passa le 8 septembre, sur le soir.

(2) Parce qu'ils craignent d'être pris en combattant contre leur patrie.

(1) C'est-à-dire *le petit Frégose*. On le nommait ainsi parce qu'il était le plus jeune de cinq fils qu'avait le cardinal Paul Frégose.

Outre deux cents gentilshommes de la garde du roi, et sans compter les Suisses qui étaient d'abord venus à Gênes avec le bailli de Dijon et les troupes qui faisaient la guerre dans la Romagne sous d'Aubigny, il y avait à l'armée, suivant ce que j'en ai pu juger de plus positif par plusieurs relations différentes, seize cents hommes d'armes, dont chacun, selon l'usage des Français, avait deux archers sous lui, de sorte que chaque lance (c'est ainsi qu'on nomme leurs hommes d'armes) menait six chevaux. Il y avait encore six mille autres Suisses et six mille hommes de pied français, dont la moitié était de Gascogne, province qui, selon la commune opinion, fournit la meilleure infanterie de tout le royaume. On avait transporté par mer à Gênes une nombreuse artillerie, composée de différentes pièces de batterie et de campagne, pour servir dans cette armée; ces canons étaient tels qu'on n'en avait jamais vu de semblables en Italie.

Cette pernicieuse machine, inventée en Allemagne déjà depuis long-temps, avait été introduite pour la première fois en Italie par les Vénitiens dans la guerre qu'ils eurent contre la ville de Gênes, en 1380. Ces fiers républicains, vaincus sur la mer et affaiblis par la perte de Chioggia, auraient été forcés pour lors de recevoir la loi que le vainqueur eût voulu leur imposer, s'il eût su profiter d'une si belle occasion. Les plus grandes pièces d'artillerie étaient nommées *bombardes;* on s'en servit dans les siéges en Italie depuis que cette invention y fut connue. Il y en avait de fer et de bronze, mais si prodigieusement grosses qu'on ne pouvait les conduire qu'avec beaucoup de lenteur et de difficultés, tant à cause de leur poids qu'à cause du peu d'adresse des conducteurs et de la grossièreté des machines dont ils se servaient. On n'était pas moins embarrassé lorsqu'il fallait dresser des batteries; et même, quand elles étaient placées, il y avait un si grand intervalle d'un coup à l'autre, et on était si long-temps à recharger ces bombardes, qu'elles rendaient très peu de service en comparaison de celui qu'on en retira depuis. Alors les assiégés avaient le loisir de réparer les brèches et de se fortifier en dedans; mais quoique l'invention de l'artillerie fût encore très imparfaite, déjà par ses effets surprenants, causés par la violence du salpêtre enflammé, par le fracas horrible du coup et par l'impétuosité de ces boulets volants, elle effaçait et faisait même mépriser toutes les anciennes machines de guerre qui avaient fait tant d'honneur à Archimède et aux autres inventeurs anciens et modernes.

Les Français avaient une artillerie plus légère et dont les pièces, qu'ils appelaient *canons,* étaient toutes de bronze. Au lieu de boulets de pierre dont on se servait auparavant, ils en avaient de fer, bien moins gros et moins pesants que les premiers. Ce n'étaient point des bœufs, comme en Italie, mais des chevaux qui traînaient cette artillerie. Les gens qu'on employait à la conduire étaient si agiles et se servaient d'instruments si légers qu'elle allait presque toujours aussi vite que l'armée. Ils disposaient les batteries avec une promptitude incroyable, et il y avait très peu de distance d'un coup à l'autre; les décharges étaient si fréquentes et si fortes qu'elles faisaient en très peu de temps ce qu'on ne faisait auparavant en Italie qu'en plusieurs jours; enfin, cette machine, plus infernale qu'humaine, était aussi utile aux Français dans les combats que dans les siéges. Ils se servaient dans l'occasion de ces canons dont nous avons parlé, ou d'autres pièces plus petites, que l'on conduisait avec la même dextérité et la même vitesse, à proportion de leur pesanteur.

Cette artillerie faisait craindre à toute l'Italie l'armée française, que son courage, plus que le nombre des soldats qui la composaient, rendait déjà assez formidable. Les gendarmes étaient presque tous sujets du roi et gentilshommes; il ne dépendait pas des capitaines de les recevoir dans leurs compagnies ou de les renvoyer; et ce n'étaient point eux, mais le roi, qui les payait. Ainsi, non-seulement les compagnies étaient toujours complètes, mais encore composées d'une brave milice et bien pourvues d'armes et de chevaux, chacun ayant les moyens de se mettre en pied. Tous s'efforçaient à l'envi de bien servir, autant par un sentiment d'honneur naturel à la noblesse, que par l'espoir des récompenses que leurs belles actions pouvaient leur procurer, soit en sortant du service, soit en y demeurant; car la milice française est tellement constituée, qu'ils peuvent arriver par degrés au commandement de la compagnie. Les capitaines étaient animés de la même ardeur;

presque tous d'un rang distingué dans l'État, ou du moins d'un sang plus illustre que les autres, ils étaient pour la plupart sujets du roi de France; ils ne pensaient qu'à mériter l'estime du prince, n'ayant entre eux aucun sujet de jalousie ou de concurrence pour commander des corps plus considérables que les autres, parce que le nombre de leurs hommes d'armes était fixé, et que, suivant la coutume du royaume, personne ne pouvait avoir plus de cent lances sous ses ordres. Cette égalité les empêchait de songer à changer de maître par ambition ou par avarice.

Ainsi la milice française était bien différente de la milice italienne: dans celle-ci, la plupart des hommes d'armes étaient ou paysans ou de la lie du peuple; presque toujours sujets d'un autre prince que de celui pour lequel ils faisaient la guerre, ils dépendaient absolument de leurs capitaines, tant pour la solde que pour l'entrée dans le service. Ils n'étaient animés à bien servir ni par aucun sentiment de gloire, ni par aucun autre motif étranger. Les capitaines, rarement sujets de ceux qui les avaient à leur solde, leur étant même souvent opposés d'intérêts et de vues, étaient divisés entre eux par des jalousies et des haines mutuelles. D'ailleurs, comme leur paie n'était pas fixée et qu'ils étaient absolument maîtres de leurs compagnies, ils ne les tenaient pas complètes, quoiqu'on leur donnât ce qui était nécessaire pour cela. Non contents des conditions honnêtes qu'on leur accordait, ils ne cherchaient sans cesse qu'à tirer de nouvelles sommes. Bientôt, dégoûtés par inconstance du service d'un parti, ils passaient légèrement au service d'un autre; quelquefois même l'ambition, l'avarice ou d'autres motifs leur faisaient ajouter la trahison et la perfidie à la légèreté.

La même différence se trouvait encore entre l'infanterie italienne et l'infanterie française. L'italienne ne combattait point de pied ferme et dans un ordre certain; mais elle se dispersait dans la campagne et se retirait le plus souvent derrière des retranchements ou des fossés. Les Suisses au contraire, nation très belliqueuse, qui par un long usage de la guerre et par plusieurs actions éclatantes, avaient fait revivre la gloire de leurs braves ancêtres, se présentaient au combat en bon ordre. Leurs bataillons étaient composés d'un certain nombre de soldats rangés sur des lignes; fermes dans leurs rangs, ils les opposaient à l'ennemi comme un mur impénétrable, surtout lorsqu'ils étaient dans un lieu qui leur permettait de s'étendre. L'infanterie française et gasconne combattait avec la même discipline et avec autant d'ordre, mais peut-être avec moins de force et de valeur.

Pendant que le roi était retenu à Asti par sa maladie, il s'opéra un mouvement du côté de Rome. Les Colonna, qui, aussitôt après que d'Aubigny fut entré dans la Romagne, avaient levé le masque et s'étaient déclarés pour le roi de France, quoiqu'Alphonse leur eût accordé les demandes excessives qu'ils lui avaient faites, s'emparèrent du château d'Ostie par le moyen de quelques Espagnols qui y étaient en garnison. Le pape se plaignit de cette injure qu'il recevait de la part des Français à tous les princes chrétiens, et particulièrement aux Vénitiens, auxquels il demanda vainement du secours, en vertu de la confédération qu'ils avaient faite ensemble l'année précédente.

En même temps il se prépara sérieusement à la guerre; et, après avoir cité Prosper et Fabrice et fait raser les palais qu'ils avaient dans Rome, il joignit ses troupes à une partie de celles d'Alphonse sur la rivière du Teverone auprès de Tivoli, et elles eurent ordre d'aller, sous le commandement de Virginio Orsino, sur les terres des Colonna, dont toutes les forces consistaient en deux cents hommes d'armes et mille hommes de pied. Mais depuis, le pape, craignant que l'armée navale de France, qu'on disait devoir aller de Gênes au secours d'Ostie, n'eût une retraite dans le port de Nettuno appartenant aux Colonna, il conseilla de s'emparer de cette place. Dans ces vues, Alphonse, ayant rassemblé à Terracine toutes les troupes que le pape et lui avaient dans ces quartiers, alla former le siége de Nettuno, espérant l'emporter sans peine. Les Colonna s'y défendirent avec beaucoup de vigueur. D'un autre côté, la compagnie de Camille Vitelli et de ses frères, que le roi de France venait de prendre à son service, ayant passé sans opposition de Città-di-Castello[1] sur les terres des Colonna, le pape fut obligé de rappeler une partie des troupes qu'il avait dans la Romagne à l'armée du duc de Calabre.

(1) Les Vitelli étaient seigneurs de cette ville.

Ce prince n'avait plus le même bonheur qui avait paru le favoriser d'abord. Il était arrivé à Villa-Franca, entre Forli et Faenza; et, marchant ensuite vers Imola par le grand chemin, il trouva l'armée ennemie campée auprès de Villa-Franca; mais comme elle était plus faible que la sienne, elle se retira entre la forêt de Lugo et Colombara, près de la fosse de Genivolo, lieu avantageusement situé, appartenant à Hercule d'Este, des terres duquel elle tirait ses vivres. Ainsi Ferdinand, ne pouvant attaquer les Français sans beaucoup de péril, attendu l'avantage de leur poste, partit d'Imola et alla se loger à Toscanella, près de Castel-San-Pietro, dans le territoire de Bologne. L'ardeur qu'il avait d'en venir aux mains l'engagea à faire semblant de marcher à Bologne, afin de mettre les ennemis dans la nécessité de camper en quelque lieu moins avantageux et pour les empêcher d'avancer plus loin. Les Français décampèrent en effet au bout de quelques jours, et, s'étant approchés d'Imola, ils allèrent se poster avec avantage sur la rivière du Santerno, entre Lugo et Santa-Agata, ayant le Pô derrière eux. Ferdinand se posta le lendemain à six milles[1] de leur armée sur la même rivière, près de Mordano et de Bubano; et le jour suivant il se présenta en bataille à un mille de leur camp. Mais après avoir attendu inutilement pendant quelques heures dans une plaine fort propre à un combat, et voyant le péril qu'il y aurait à les attaquer dans leurs retranchements, il alla camper à Barbiano, village auprès de Cotignola, ne marchant plus comme auparavant vers la montagne, mais côtoyant les ennemis, toujours dans le dessein de les obliger à abandonner des postes si favorables.

Jusque là le duc de Calabre avait paru avoir de son côté tout l'avantage et l'honneur de ces mouvements; car les ennemis avaient ouvertement refusé le combat, se défendant plutôt à la faveur de leurs retranchements que par la force des armes; et même, dans quelques rencontres de la cavalerie légère des deux armées, l'avantage était toujours demeuré aux Aragonais. Mais l'armée d'Aubigny s'augmentant chaque jour par l'arrivée des troupes qui étaient restées derrière, les affaires commencèrent à changer de face. Le duc, dont la vivacité était modérée par le flegme des capitaines qu'il avait auprès de lui, ne voulant point hasarder d'action sans un avantage certain, se retira à Santa-Agata, qui appartenait au duc de Ferrare. Il se retrancha dans cet endroit, parce que son infanterie était diminuée, et que, se trouvant au milieu des terres de Ferrare, son armée était encore affaiblie par le départ d'une partie des gendarmes de l'Église que le pape avait rappelés; mais il n'y resta que peu de jours; et, sur l'avis qu'il eut qu'on attendait dans le camp ennemi deux cents lances et mille Suisses que le roi avait fait partir à son arrivée à Asti, il se retira autour de Faenza, dans un terrain entre les murs de cette ville et un fossé creusé à un mille de cette place. Ce fossé, qui l'environnait de toutes parts, formait en cet endroit un poste très avantageux. Après sa retraite, les ennemis vinrent occuper le poste de Santa-Agata qu'il avait abandonné.

L'une et l'autre armée témoigna beaucoup d'ardeur tant qu'elle vit l'autre plus faible; mais quand les forces furent à peu près égales, on évita de part et d'autre d'en venir à une action décisive. Il arrive rarement que deux armées opposées aient le même plan et le même point de vue; c'est pourtant ce qui arriva dans cette occasion. Les Français croyaient avoir obtenu ce qui les avait attirés en Lombardie s'ils empêchaient les Aragonais de passer outre; Alphonse de son côté, comptant qu'il gagnerait beaucoup s'il pouvait retarder le progrès des ennemis jusqu'à l'hiver, avait expressément recommandé à son fils et donné ordre à Jean-Jacques Trivulce et au comte de Pitigliano de ne risquer aucune action, à moins que l'occasion ne les favorisât absolument, parce qu'autrement ce serait exposer le royaume de Naples dont la perte suivrait infailliblement la défaite de cette armée.

Mais toutes ces sages précautions n'étaient pas suffisantes pour mettre ce royaume en sûreté. Charles VIII n'eut pas plus tôt repris ses forces, qu'il se mit en marche[1] avec son armée, sans que ni la mauvaise saison, ni aucun autre obstacle pussent ralentir son ardeur. Jean Galéas, duc de Milan, son cousin-germain, fils comme lui d'une des filles de Louis, duc de Savoie, était très dangereusement malade dans le

(1) Trois milles font une lieue.

(1) Il partit d'Asti le 6 octobre. (Mézeray.)

château de Pavie. Le roi, passant par cette ville et logeant dans le même château, alla lui rendre visite avec beaucoup de bonté. La présence de Ludovic fit qu'il ne lui tint que des discours généraux, lui témoignant la douleur qu'il avait de le voir en cet état, et l'exhortant à avoir bonne espérance et à travailler au rétablissement de sa santé; mais, dans le fond de l'ame, le roi fut sensiblement touché de sa situation, aussi bien que tous ceux qui l'accompagnaient; car personne ne doutait que ce malheureux prince ne dût être bientôt la victime de l'ambition de son oncle. Cette compassion augmenta encore à la vue d'Isabelle sa femme. Tremblante pour la vie de son mari et pour celle d'un fils qu'elle avait, d'ailleurs affligée du péril de son père et de sa famille, elle se jeta aux pieds du roi en présence de tout le monde, le suppliant avec beaucoup de larmes d'épargner son père et sa maison. Le roi, touché de la jeunesse et de la beauté de cette princesse, laissa voir qu'elle l'avait attendri; mais comme une si grande affaire ne pouvait être arrêtée par un obstacle si léger, il lui répondit qu'il s'était trop avancé pour reculer, et qu'il était contraint de poursuivre son entreprise.

Charles se rendit ensuite à Plaisance où il séjourna. Dès que la nouvelle de la mort de Jean Galéas y fut arrivée, Ludovic, qui avait suivi le roi, retourna en grande diligence à Milan. Les principaux membres du conseil ducal, qu'il avait gagnés, remontrèrent que la grandeur du Milanais et la difficulté des conjonctures mettraient le duché dans un péril manifeste si le fils[1] de Galéas, qui n'avait que cinq ans, succédait à son père; qu'il était nécessaire d'avoir un duc d'une expérience mûre et d'une réputation établie; qu'ainsi l'on devait déroger, pour le bien public et par nécessité, à la disposition des lois, suivant l'autorisation qu'elles en donnaient elles-mêmes en pareil cas, et prier Ludovic de vouloir bien souffrir qu'on le revêtît de la dignité ducale, dont le poids était beaucoup augmenté par la difficulté des conjonctures présentes. Ce fut là le prétexte sous lequel Ludovic, sacrifiant l'honneur et la bienséance à son ambition, après avoir néanmoins affecté de la résistance, prit le lendemain matin le titre et les insignes de duc de Milan; mais il eut grand soin de faire auparavant une secrète protestation qu'il les prenait comme lui appartenant en vertu de l'investiture de l'empereur.

On fit courir le bruit que la mort de Jean Galéas venait de l'amour immodéré qu'il avait pour sa femme; mais on crut généralement dans toute l'Italie qu'elle avait eu une autre cause. Théodore de Pavie, l'un des médecins du roi, et qui avait accompagné ce prince dans la visite qu'il rendit à Galéas, assura qu'il avait remarqué dans le malade des signes certains de poison. Il n'y avait même personne qui n'accusât Ludovic de cet attentat; on disait que, non content de gouverner en maître le duché de Milan, il s'était encore laissé éblouir par la folle ambition, si naturelle aux grands, de se décorer de titres relevés; que cette passion lui ayant persuadé que la mort du prince légitime était nécessaire à l'élévation et à la sûreté de sa famille, il avait voulu faire passer en sa personne et assurer à sa postérité la dignité et la puissance ducales; qu'enfin ces injustes motifs l'avaient forcé, malgré la douceur de son caractère, qui était bien éloigné de répandre du sang, à commettre une action si noire.

Presque tout le monde crut qu'il avait formé ce dessein dès le commencement de son traité avec les Français, et qu'il s'était flatté qu'il aurait une occasion favorable pour exécuter impunément son projet quand le roi de France serait dans le duché de Milan avec une puissante armée. D'autres jugèrent qu'il ne s'y était déterminé que depuis, dans la crainte que le roi, emporté par la vivacité ordinaire aux Français qui leur fait souvent changer tout d'un coup de résolution, ne rétablît Jean Galéas dans son pouvoir. Cette crainte n'était pas sans fondement; le roi était proche parent de Galéas, et il pouvait d'ailleurs se laisser toucher de compassion pour ce jeune prince. Ludovic avait encore à appréhender que Charles n'allât se persuader qu'il lui serait plus avantageux que le duché de Milan fût entre les mains de son cousin que dans celles d'un homme que ses courtisans s'efforçaient tous les jours de lui rendre suspect. Mais l'investiture obtenue l'année dernière par Ludovic et les lettres patentes de l'empereur, expédiées à sa sollicitation peu de temps avant la mort de son neveu[1], font pré-

(1) Il se nommait François.

(1) Ces lettres ne furent expédiées qu'en 1495.

sumer que c'était plutôt un dessein prémédité, libre et volontaire, qu'une résolution subite et inspirée par la présence du danger.

Charles s'arrêta quelques jours à Plaisance, d'où il eut quelque envie de s'en retourner en France; il en était sollicité par le besoin d'argent et par l'état présent de l'Italie, où il ne voyait aucun mouvement en sa faveur. La défiance qu'il conçut du nouveau duc de Milan augmenta encore le désir qu'il avait de repasser les Alpes; car, quoiqu'en partant Ludovic eût assuré le roi d'un prompt retour, le bruit courait qu'il ne reviendrait pas. Il y a même apparence[1] que, comme l'usage du poison, déjà fréquent en plusieurs endroits de l'Italie, n'était pas encore connu au-delà des Alpes[2], Charles, ainsi que toute sa cour, prit Ludovic en horreur; il fut même très choqué qu'il eût sollicité sa venue pour commettre un crime si noir avec plus d'assurance, et cette action acheva d'ôter au roi la confiance qu'il avait encore en lui. Néanmoins, il prit enfin le parti de continuer sa marche, rassuré par les instances continuelles de Ludovic, qui promettait de venir le joindre dans peu de jours; en effet, il n'était pas de son intérêt que le roi s'arrêtât dans la Lombardie ou qu'il s'en retournât sitôt en France.

Le même jour que Charles partit de Plaisance, Laurent et Jean de Médicis, qui avaient quitté secrètement leurs terres, vinrent le trouver et le pressèrent d'aller à Florence, lui faisant beaucoup espérer de l'affection du peuple pour la France, et bien davantage de la haine qu'on y portait à Pierre de Médicis. L'indignation du roi contre lui était encore augmentée par de nouvelles offenses. Charles étant à Asti avait envoyé un ambassadeur aux Florentins, pour leur faire des offres avantageuses s'ils voulaient lui donner passage sur leurs terres et lui promettre de ne point secourir Alphonse à l'avenir; ce ministre eut ordre de les effrayer par des menaces en cas qu'ils persistassent dans leur première resolution. Pour y mieux réussir, il devait sortir sur-le-champ de Florence si on ne lui donnait pas d'abord une réponse positive. On avait répondu, afin d'avoir un prétexte pour différer, que les principaux citoyens qui avaient part au gouvernement étaient alors à la campagne, suivant la coutume des Florentins dans cette saison; qu'ainsi il n'était pas possible de donner si promptement une réponse précise; mais que la république ferait savoir incessamment ses résolutions au roi par un ambassadeur. En attendant il avait été arrêté tout d'une voix dans le conseil du roi, qu'il était plus sûr de faire prendre à l'armée le chemin qui conduit droit à Naples par la Toscane et par le territoire de Rome, que celui qui mène dans l'Abruzze par la Romagne et par la Marche, en passant la rivière du Trento. Ce n'est pas qu'on ne se crût en état de traverser ces deux provinces malgré les troupes aragonaises qui avaient déjà bien de la peine à résister à d'Aubigny; mais on jugea qu'il n'était pas de la dignité d'un si grand roi et de la gloire de ses armes, pendant que le pape et les Florentins s'étaient déclarés contre lui, de donner à penser que la crainte de ne pouvoir passer malgré les ennemis, l'avait empêché de prendre sa route par leurs États. On considéra d'ailleurs qu'il serait fort dangereux de s'engager dans le royaume de Naples en laissant derrière soi la Toscane et l'État de l'Église sans s'en être assuré auparavant.

On marcha donc du côté de la Toscane et l'on passa l'Apennin par la montagne de Parme, suivant le conseil que Ludovic, qui voulait se rendre maître de Pise, en avait donné dans la ville d'Asti, plutôt que de suivre le grand chemin de Bologne. L'avant-garde, commandée par Gilbert de Montpensier[1], de la maison de Bourbon et prince du sang de France, s'avança à Pontremoli, place du duché de Milan et située au pied de l'Apennin sur la rivière de Magra, qui sépare le pays de Gênes, anciennement nommé la Ligurie, d'avec la Toscane; le roi suivait avec le reste de l'armée. De Pontremoli Montpensier entra dans la Lunigiana, dont une partie

(1) La vérité de cette conjecture est affirmée par tous nos historiens.

(2) Il y en avait pourtant eu quelques exemples en France; et, entre autres, Charles, successivement duc de Berri, de Normandie et de Guyenne, frère de Louis XI, était mort empoisonné en 1472.

(1) Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, était fils de Louis aussi comte de Montpensier, et de Gabrielle de la Tour, fille de Bertrand VI, comte d'Auvergne et de Bologne, baron de la Tour et petit-fils de Jean I, duc de Bourbon. Il épousa Claire de Gonzague, fille de Frédéric, marquis de Mantoue, et sœur de François, aussi marquis de Mantoue, dont il est fort parlé dans cette histoire. « Monseigneur de Montpensier, dit Commines, étoit bon chevalier et hardi, mais peu sage; il ne se levoit qu'il ne fut midi. »

était sous la domination des Florentins; quelques places de ce pays dépendaient de Gênes, et le reste appartenait aux marquis de Malespina, qui tenaient leurs petits États sous la protection, l'un du duc de Milan, l'autre des Florentins et l'autre des Génois. Il fut joint dans cet endroit par les Suisses qui avaient été envoyés à la défense de Gênes, et il y reçut l'artillerie venue par mer à la Spezzia. Ensuite les Français s'étant approchés de Fivizano, place appartetant aux Florentins, où ils furent conduits par Gabriel de Malespina, marquis de Fosdinuovo, qui avait été recommandé au roi par Ludovic, ils la prirent d'assaut, la pillèrent, et massacrèrent la garnison, et même plusieurs des habitants. Cette violence qu'on n'attendait pas épouvanta toute l'Italie, accoutumée depuis long-temps plutôt à des représentations de guerres, qu'à de véritables combats.

Les Florentins fondaient leur principale défense sur Serezana, petite ville qu'ils avaient fortifiée, mais qui ne l'était pas assez pour résister à un ennemi aussi puissant que le roi de France. Il n'y avait dans la place aucun capitaine capable de la défendre; d'ailleurs la garnison, qui était très faible, avait perdu courage au seul bruit de l'approche des Français; néanmoins la conquête de cette place, de sa citadelle, et surtout de Serezanello, château bien muni, situé au-dessus de Serezana, ne paraissait pas facile. L'armée ne pouvait séjourner long-temps dans ce pays qui était stérile et resserré entre la mer et la montagne; outre ces inconvénients, il n'était pas possible d'y faire subsister tant de monde, parce qu'on ne pouvait avoir des vivres que de fort loin; encore n'arrivaient-ils pas assez à temps. Tout cela faisait croire que le roi pourrait s'y trouver fort embarrassé.

Il est vrai que, s'il eût voulu laisser derrière lui la ville de Serezana ou le fort de Serezanello, rien ne l'aurait empêché d'aller attaquer Pise, ou d'entrer dans quelque autre partie de l'État de Florence par le territoire de la ville de Lucques, que les intrigues du duc de Milan avaient disposée à recevoir les Français; mais il avait de la peine à prendre ce parti, sentant bien que s'il n'emportait pas la première place qui s'opposait à son passage, il perdait beaucoup de sa réputation, et que c'était encourager toutes les autres à se défendre contre lui. Pendant que le roi pesait ces motifs, un coup de la fortune, ou plutôt les ordres d'une puissance supérieure (si cependant l'imprudence et les fautes des hommes peuvent ainsi s'excuser), le tirèrent de cet embarras.

Pierre de Médicis, qui n'écoutait ni la modération ni la prudence dans la prospérité, fut tout d'un coup abattu par le malheur. Le mécontentement que la ville de Florence avait toujours eu de la résistance qu'il faisait au roi s'était beaucoup augmenté depuis que les marchands florentins avaient été chassés de tout le royaume de France; mais il était encore devenu bien plus grand dès qu'on eut appris que les Français, dont la puissance faisait trembler Florence, commençaient à passer l'Apennin. Cette crainte fut redoublée par la nouvelle des violences exercées à Fivizano. Chacun se déchaînait ouvertement contre la témérité de Pierre de Médicis; on disait que, ne s'en rapportant qu'à lui-même et à quelques ministres fiers et insolents dans la paix, mais consternés et sans ressources aux approches du danger, au lieu de se régler sur les sages conseils des amis de son père, il avait inconsidérément et sans nécessité attiré sur la république les armes d'un roi de France déjà si puissant par lui-même, et qui était encore secondé par le duc de Milan; que, sans aucun talent pour la guerre, il avait fait cette faute dans un temps où la ville et les autres places trop faibles pour se défendre étaient outre cela dégarnies de troupes et sans munitions; qu'on ne voyait paraître aucun secours de la part des Aragonais, pour lesquels néanmoins on exposait la république à un si grand péril; qu'à la vérité le duc de Calabre était à la tête d'une armée, mais qu'il avait beaucoup de peine à résister dans la Romagne à un simple détachement de l'armée française; qu'ainsi la patrie abandonnée de tout le monde allait être livrée au pillage et à la fureur des Français, surtout après que leur roi avait pressé la république de ne pas le forcer à devenir son ennemi.

Ces plaintes, presque générales dans toute la ville, étaient encore aigries par plusieurs nobles qui, désapprouvant le gouvernement de Médicis, voyaient avec chagrin qu'une seule famille se fût approprié toute l'autorité dans la république. Ces mécontents, par le soin qu'ils prenaient d'augmenter la peur de ceux qui étaient naturellement timides et de redou-

ller le courage de ceux qui étaient avides de nouveautés, avaient tellement animé le peuple qu'il était à craindre qu'il n'arrivât un soulèvement dans la ville. Ce qui irritait davantage les Florentins était l'orgueil et les manières dures et hautaines de Pierre, bien éloignées de la douceur de ses ancêtres; elles l'avaient rendu odieux dès son enfance à presque tous ses concitoyens. Laurent, son père, ne pouvant se dissimuler des défauts si marqués, en avait fait des confidences douloureuses à ses plus intimes amis, leur disant qu'il prévoyait que l'imprudence et la hauteur de son fils causeraient un jour la ruine de sa maison.

Médicis, effrayé par la présence du péril qu'il avait méprisé avec tant de témérité, et n'espérant plus voir arriver les secours qui lui avaient été promis par le pape et par Alphonse, auxquels la prise d'Ostie, le siége de Nettuno, et la crainte de l'armée navale de France donnaient assez d'occupation, perdit entièrement courage. Il prit tout d'un coup le parti d'aller trouver son ennemi, afin d'en obtenir sa sûreté, que ses alliés n'étaient plus en état de lui procurer. Il se fondait sur l'exemple de son père; celui-ci, se trouvant réduit à l'extrémité par la guerre que le pape Sixte IV et Ferdinand, roi de Naples, firent aux Florentins en l'année 1479, alla trouver Ferdinand, qui lui accorda la paix pour sa patrie et se réconcilia avec lui en particulier. Mais il est bien dangereux de se conduire par l'exemple, surtout si les circonstances ne sont pas les mêmes et si une prudence et un bonheur égal ne favorisent de semblables démarches. Pierre partit donc de Florence pour aller trouver le roi. A peine était-il en chemin qu'il apprit que la cavalerie de Paul Orsino et trois cents hommes de pied, que les Florentins avaient envoyés pour se jeter dans Serezana, avaient été la plupart tués ou faits prisonniers par un parti français qui avait passé la Magra. Il attendit un sauf-conduit du roi à Pietra-Santa, où l'évêque de Saint-Malo et quelques autres seigneurs de la cour vinrent le trouver; delà ils se rendirent ensemble au camp, le même jour que le reste de l'armée joignit l'avant-garde occupée au siége de Serezanello, qu'on n'espérait pas prendre si facilement.

Pierre, ayant été introduit devant le roi, en fut reçu avec bonté. Charles déguisait sa colère sous un air serein; mais quelque irrité qu'il fût dans le fond de l'ame contre Médicis, il fut bientôt apaisé par la prompte soumission de celui-ci à tout ce qu'il en exigea et par l'empressement avec lequel il accepta les conditions les plus dures. Pierre convint donc de remettre entre les mains du roi Serezana, Serezanello et Pietra-Santa, qui étaient les clefs de l'Etat de Florence de ce côté-là, et de lui livrer aussi Pise et Livourne, autres places fort importantes du même État. De son côté le roi s'obligeait, par un écrit signé de sa propre main, de les rendre incontinent après la conquête du royaume de Naples; Médicis s'engagea encore à lui faire prêter deux cent mille ducats par les Florentins, moyennant quoi Charles promit de leur rendre son amitié et sa protection. Ce projet d'accommodement ne fut que verbal et l'on remit à le rédiger par écrit à Florence, par où le roi prétendait passer; cependant Pierre livra sur-le-champ aux Français les places de Serezana, de Serezanello et de Pietra-Santa, et peu de jours après les villes de Pise et de Livourne. Les Français furent fort étonnés que Médicis eût accordé si facilement des demandes si excessives, parce que certainement le roi se serait contenté de moins.

Je ne crois pas devoir passer sous silence en cet endroit une réponse que Ludovic Sforze, qui arriva le lendemain à l'armée, fit à Pierre de Médicis. Celui-ci dit à Ludovic: « Monsieur, je suis allé au-devant de vous; mais il faut que vous vous soyez égaré, car j'ai eu le malheur de ne vous point rencontrer. » — « Il est certain, répondit Ludovic, que l'un de nous deux s'est égaré; mais n'est-ce point vous? » lui reprochant par-là que, pour n'avoir pas voulu suivre ses conseils, il s'était réduit à de fâcheuses extrémités. L'événement fit voir dans la suite que tous les deux s'étaient également trompés, mais avec plus de honte pour celui qui, comptant beaucoup sur son habileté, voulait être le guide de tous les autres.

La démarche de Pierre de Médicis, non-seulement assura au roi la Toscane, mais elle leva encore tous les obstacles qu'il pouvait rencontrer dans la Romagne, parce que les Florentins, dans le péril où se trouvait actuellement leur république, n'étaient plus en état de secourir les Aragonais en ce pays-là, où les affaires de ceux-ci allaient en décadence. Pendant que Ferdinand se tenait à couvert dans

son camp autour de Faenza, les ennemis, revenus dans le territoire d'Imola, assiégèrent le château de Bubano avec une partie de leur armée; mais ils ne réussirent pas dans leur entreprise, parce que la défense de cette place ne demandait pas beaucoup de monde et que le pays était bas et marécageux. Ils emportèrent ensuite d'assaut le château de Modano, quoique très bien fortifié et muni d'une bonne garnison, mais l'effort de l'artillerie fut si grand et l'impétuosité des Français si vive, que, malgré la perte de plusieurs d'entre eux qui se noyèrent dans le fossé, les assiégés ne purent résister à ceux qui arrivèrent jusqu'à la brèche. Les soldats massacrèrent cruellement tout ce qui se présenta, sans distinction de sexe ni d'âge. Cette sanglante expédition, qui remplit d'effroi toute la Romagne, fit que Catherine Sforze, désespérant d'être secourue, s'accommoda avec les Français et leur promit que les États de son fils fourniraient à leur armée toutes sortes de rafraîchissements.

Alors le duc de Calabre, commençant à se défier de la fidélité des Faentins et ne se croyant pas trop en sûreté entre Imola et Forli, après l'accommodement de Catherine et la démarche de Pierre de Médicis qu'il venait d'apprendre, se retira sous les murs de Césène. Sa frayeur fut si grande que, pour éviter de passer près de Forli, il conduisit son armée par les montagnes, chemin plus long et plus difficile, à côté de Castrocaro, château appartenant aux Florentins. Peu de jours après il reçut des nouvelles certaines de l'accommodement de Pierre de Médicis, et en conséquence de ce traité il se vit abandonné par les troupes florentines qui étaient avec lui; cette désertion le détermina à s'approcher de Rome.

Dans le même temps don Frédéric sortit du port de Livourne avec son armée navale et mit à la voile pour le royaume de Naples; les forces qu'Alphonse en avait fait partir avec de si grandes espérances, pour aller attaquer ses ennemis, commençaient à être nécessaires à sa propre défense. Il n'avait pas été plus heureux dans son entreprise de Nettuno, car il avait été obligé de lever le siége et de se retirer à Terracine. L'armée navale de France, commandée par le prince de Salerne et par M. de Sernon[1], avait paru à la hauteur d'Ostie; elle publiait qu'elle n'en voulait point à l'État de l'Église, et en effet elle ne mit point de troupes à terre et ne fit aucun acte d'hostilité. Cependant le roi venait de refuser audience depuis quelques jours à François Piccolomini, cardinal de Sienne[1], que le pape lui avait envoyé en qualité de légat.

Lorsqu'on apprit à Florence que Médicis avait conclu un traité qui ruinait et déshonorait en même temps la république, toute la ville fut remplie d'une extrême agitation; car, sans compter les pertes qu'elle faisait dans cette conjoncture, elle était indignée de la conduite de Médicis. Elle ne put voir sans un violent ressentiment que cet homme, par un despotisme même inconnu à ses ancêtres, eût osé livrer, sans le consentement des citoyens et sans un décret des magistrats, une si belle partie de l'État de Florence; on n'entendait de toutes parts que des reproches amers de sa lâcheté, et que les cris des citoyens qui s'excitaient les uns les autres à recouvrer leur liberté, sans que ses partisans osassent opposer la force ou la remontrance à ces mouvements. Comme on n'était pas en état de défendre Pise et Livourne, on envoya au roi plusieurs ambassadeurs, choisis entre les plus grands ennemis de Pierre; ce n'est pas qu'on se flattât de détourner Charles de se rendre maître de ces places, mais on voulait séparer les intérêts et les desseins de la république d'avec ceux de Pierre de Médicis, ou du moins ne pas laisser voir qu'un particulier avait pu disposer du bien de l'État. Pierre, qui sentit bien que cette démarche des Florentins était un commencement de révolution, quitta le roi sous le prétexte d'aller faire exécuter les conditions du traité, mais en effet pour mettre ordre à ses affaires avant que l'orage éclatât.

Charles partit en même temps de Serezana pour aller à Pise, et Ludovic retourna à Milan, après avoir obtenu, moyennant une certaine somme, que l'investiture de Gênes, accordée par le roi quelques années auparavant à Jean Galéas et à ses descendants, passât dans sa personne et à sa postérité. Quoique tout réussît de ce côté-là au gré de son ambition, il ne

(1) Il était de Provence. Commines dit qu'il était grand ami du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens et *un très hardi parleur*.

(1) Son vrai nom était *Todeschini*. Il était fils d'une sœur du pape Pie II, dont il prit le nom, et qui le fit archevêque de Sienne et cardinal. Il fut élu pape après Alexandre VI et prit le nom de Pie III.

laissa pas de se retirer mécontent du roi, qui avait refusé de lui confier la garde de Pietra-Santa et de Serezana, qu'il prétendait lui avoir été promise. Il revendiquait ces places comme usurpées depuis quelques années par les Florentins sur les Génois; mais son véritable dessein était de s'en servir pour avoir Pise, dont il brûlait de s'emparer.

CHAPITRE IV.

Les Médicis sont chassés de Florence. Les Pisans demandent la liberté à Charles VIII. Charles VIII à Florence. Hardiesse de Pierre Capponi en présence des Français. Réconciliation. Charles VIII à Rome. Soulèvement du royaume de Naples contre Alphonse. Sa fuite en Sicile. Il cède la couronne à Ferdinand, son fils. Départ de Ferdinand de Naples. Entrée de Charles VIII à Naples.

En arrivant à Florence Pierre trouva la plus grande partie des magistrats déclarés contre sa conduite, ses plus grands partisans beaucoup refroidis par l'imprudence qui lui avait fait négliger leurs avis, et le peuple entièrement déchaîné contre lui. Le lendemain, qui était le 9 novembre, il se présenta pour entrer au palais où la seigneurie (c'est ainsi qu'on appelle le conseil souverain de la république) était assemblée; mais la porte lui fut refusée par quelques magistrats qu'il y trouva en armes, et entre autres par Jacques de Nerli, jeune homme de qualité qui était fort riche. Le bruit s'en étant répandu dans la ville, le peuple prit aussitôt les armes avec d'autant plus de fureur que Paul Orsino, mandé par Pierre de Médicis, s'approchait avec sa compagnie d'hommes d'armes. Alors Pierre, qui était rentré dans son palais, perdit tout-à-fait courage, surtout quand il eut appris que la seigneurie l'avait déclaré rebelle; il s'enfuit donc précipitamment de Florence, suivi de Jean[1], cardinal, et de Julien, ses frères, aussi déclarés rebelles, et se retira à Bologne. Jean Bentivoglio, qui aurait souhaité dans les autres plus de fermeté qu'il n'en montra depuis dans l'adversité, lui fit des reproches sanglants dès le premier abord de ce que, sans être retenu par ses propres intérêts et par le dangereux exemple qu'il donnait au préjudice de ceux qui opprimaient la liberté de leur patrie, il avait si lâchement abandonné sa puissance, sans répandre une goutte de sang.

C'est ainsi que la témérité d'un jeune homme fit perdre alors à la maison de Médicis un pouvoir qu'elle avait exercé dans sa patrie pendant soixante et dix ans de suite, depuis Côme, bisaïeul de Pierre. Côme s'était rendu célèbre dans toute l'Europe par une prudence singulière et par des richesses immenses; il devait encore sa grande réputation à sa magnificence et à ses inclinations vraiment royales; il employa plus de quatre cent mille ducats à bâtir des églises, des monastères et d'autres édifices superbes, non-seulement dans l'Etat de Florence, mais encore en plusieurs autres parties du monde. Cette noble libéralité faisait bien voir qu'il était plus flatté d'immortaliser son nom que d'enrichir sa postérité. Laurent[1], son petit-fils, aussi prudent, aussi habile et non moins généreux que son aïeul, fut encore plus absolu que lui dans la république, quoiqu'il ne fût point aussi riche et qu'il n'eût point été aussi longtemps en place. Ce grand homme sut se concilier l'estime de toute l'Italie et de plusieurs princes étrangers; sa réputation reçut un nouvel éclat à sa mort; car il sembla que la paix et le bonheur de l'Italie l'eussent suivi dans le tombeau.

Le même jour qu'arriva la révolution de Florence, le roi étant à Pise, les habitants de cette ville le supplièrent de leur rendre la liberté, se plaignant des mauvais traitements qu'ils disaient recevoir de la part des Florentins. Plusieurs personnes[2] qui étaient auprès du roi l'ayant assuré que leur demande était juste, et qu'en effet les Florentins en usaient durement avec eux, il leur fit sur-le-champ une réponse favorable, sans faire attention à l'importance de la chose, et qu'il allait directement contre le traité de Serezana. Le roi n'eut pas plus tôt parlé que le peuple prend les armes, renverse les armoiries[3] des Florentins, les enlève des places pu-

(1) Il avait été fait cardinal par Innocent VIII et fut depuis pape sous le nom de Léon X.

(1) Laurent de Médicis était fils de Pierre, premier du nom, gonfalonier de Florence, mort en 1461, avant Côme, son père, et de Lucrèce Tornabuoni.

(2) Entre autres un conseiller au parlement de Dauphiné nommé *Rabot*. Il faisait ce jour-là l'office de maître des requêtes, et marchait devant le roi qui dans ce moment allait à la messe. Ce fut lui qui rendit aux Pisans la réponse du roi. (Commines, liv. VII.)

(3) Les armes de la république de Florence étaient un lion. Il y en avait un à Pise fort grand, élevé sur un pilier de marbre

bliques et se met en liberté. Néanmoins le roi, contraire à lui-même et ne connaissant pas la force de ce qu'il venait d'accorder, voulut que les officiers florentins restassent à Pise pour y exercer leur juridiction à l'ordinaire; d'un autre côté il remit la vieille citadelle entre les mains des Pisans, retenant pour lui la neuve, qui était beaucoup plus importante.

Dans ces deux événements de Pise et de Florence on vit une double preuve de cette vérité, que l'approche du malheur ôte toute prévoyance et empêche de prendre des mesures pour s'en garantir. Les Florentins, qui s'étaient toujours défié des Pisans, négligent, à la veille d'une guerre aussi dangereuse, de faire venir à Florence les principaux habitants de Pise, comme on l'avait toujours pratiqué, même dans les occasions les plus légères; et Pierre de Médicis, voyant l'orage se former sur sa tête, ne pense pas à s'assurer de la grande place et du palais de Florence avec des troupes étrangères, comme il l'avait fait dans plusieurs conjonctures moins épineuses. Cette double précaution aurait contenu le peuple à Florence et à Pise, ou du moins empêché que la révolution n'y eût été si rapide.

Il est certain que ce fut Ludovic Sforze qui excita les Pisans, naturellement ennemis des Florentins, à se révolter; qu'il avait lié précédemment des intrigues secrètes à cet effet avec quelques Pisans bannis pour des affaires particulières, et que le jour de la révolution, Galéas de San-Severino, qu'il avait laissé auprès du roi, anima le peuple à prendre les armes. Ludovic espérait qu'à la faveur de ce mouvement il serait bientôt maître de Pise, et il ne prévoyait pas que la passion d'avoir cette ville serait un jour la cause de tous ses malheurs.

Il est encore certain que la nuit d'auparavant quelques Pisans ayant communiqué leur dessein au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, ce prélat, qui peut-être n'avait jamais donné de conseils de paix, les exhorta vivement à abandonner ce projet. Il leur représenta qu'il ne fallait pas se laisser éblouir à l'apparence et aux premiers succès des entreprises, mais qu'il était plus prudent d'examiner à fond les suites qu'elles pourraient avoir; qu'à la vérité rien n'était plus précieux ni plus désirable que la liberté et qu'elle méritait qu'on s'exposât à toutes sortes de périls quand on pouvait se flatter avec quelque fondement de se la procurer, mais que Pise, ville dépeuplée et pauvre, n'était pas en état de résister à la puissance des Florentins; que c'était se tromper que de croire qu'on pourrait se soutenir avec les secours du roi de France, parce que, quand même l'argent de Florence n'aurait pas autant de pouvoir sur lui qu'il en aurait sans doute, on devait juger par l'exemple du passé que les Français ne devaient pas demeurer toujours en Italie; qu'ainsi il y aurait une imprudence extrême à s'exposer à des périls durables sur l'assurance d'un appui passager, et à s'engager dans une guerre certaine sur des espérances si peu sûres; que dans cette conjoncture ils ne pourraient demander du secours à aucune autre puissance parce qu'ils seraient dans la dépendance des Français; que quand même ils en obtiendraient cela ne servirait qu'à leur rendre les malheurs de la guerre plus insupportables, parce qu'ils seraient en même temps vexés par les troupes amies et ennemies; que leur misère serait d'autant plus déplorable qu'ils seraient obligés de combattre, non pour leur liberté, mais pour la cause d'autrui et pour changer leur servitude en un autre esclavage; car certainement aucun prince ne voudrait, sinon pour les assujétir, se charger des travaux et des frais d'une guerre pleine de difficultés, attendu les richesses et la proximité de la république de Florence qui ne cesserait jamais de les inquiéter tant qu'elle subsisterait.

Ce fut dans cette confusion que Charles partit de Pise pour aller à Florence, n'étant pas entièrement déterminé sur la forme qu'il donnerait à l'affaire des Pisans. Il s'arrêta à Signa, qui est à sept milles de Florence, en attendant que l'ardeur du peuple, qui n'avait point quitté les armes depuis le jour de la révolution, fût un peu diminuée, et pour donner le temps à d'Aubigny d'arriver. Il lui avait mandé de venir le joindre, afin d'intimider davantage le peuple de Florence en entrant dans cette ville; il lui avait aussi donné ordre de laisser son artillerie à Castrocaro, et de congédier les cinq cents hommes d'armes Italiens, qui étaient avec lui dans la Romagne, et les gendarmes du

au bout du pont d'Arno et qu'on appelait le Marzocco. A la place de ce lion, les Pisans mirent une statue de Charles VIII; mais ils l'ôtèrent depuis, quand l'empereur Maximilien vint à Pise, et ils y substituèrent celle de ce prince.

duc de Milan, à l'exception de trois cents chevau-légers commandés par le comte de Gajazzo, qui suivit d'Aubigny.

Plusieurs raisons faisaient présumer que le dessein de Charles VIII était d'obliger les Florentins, par la terreur de ses armes, à le reconnaître pour leur souverain, et il ne put même le dissimuler aux députés qui allèrent plusieurs fois à Signa pour régler avec lui la forme de son entrée et pour conclure le traité qui se négociait. Il est certain que le roi avait conçu beaucoup d'indignation et de haine contre les Florentins, à cause de la résistance qu'ils lui avaient faite. Il était évident que la république n'y avait point eu de part volontaire, la ville ayant d'ailleurs eu soin de s'en justifier auprès de lui; cependant il ne pouvait oublier cette injure. D'ailleurs il était déterminé par plusieurs de ses courtisans, qui croyaient qu'il ne devait pas manquer l'occasion de se rendre maîtres d'une ville si opulente, ou qui, pour s'enrichir, auraient souhaité de la mettre au pillage. Ainsi toute l'armée disait hautement qu'il fallait, pour l'exemple, châtier cette ville, qui avait osé s'opposer la première à la puisssance des Français.

D'un autre côté, plusieurs des principaux du conseil du roi étaient d'avis qu'on rétablît Pierre de Médicis; Charles en était pressé surtout par Philippe, seigneur de Bresse, frère[1] du duc de Savoie, intime ami de Pierre, et à qui ce dernier faisait d'ailleurs de grandes promesses. Soit que le roi déférât à leurs conseils malgré l'opposition de l'évêque de Saint-Malo, soit qu'il espérât que la peur que cette démarche donnerait aux Florentins les amènerait plus facilement à son but, il écrivit à Pierre, et lui fit aussi écrire par Philippe, pour l'exhorter à revenir à Florence, où il avait résolu de lui rendre, disait-il, sa première autorité, en considération de l'amitié qui avait été entre leurs pères, et par reconnaissance de la bonne volonté qu'il lui avait témoignée dans la consignation des places. Ces lettres ne le trouvèrent pas à Bologne, comme le roi l'avait cru; Médicis, outré des reproches de Bentivoglio et craignant d'être poursuivi par le duc de Milan, peut-être même par le roi, s'était malheureusement retiré à Venise, où elles lui furent renvoyées par son frère le cardinal, qui était resté à Bologne.

Les Florentins se défiaient beaucoup des desseins du roi; mais comme ils étaient hors d'état de lui résister, ils se déterminèrent à le recevoir dans la ville; ce parti parut le moins dangereux, et ils se flattèrent de trouver quelque moyen de l'apaiser. Néanmoins, afin de n'être pas surpris, quelque chose qui arrivât, ils avaient donné ordre à plusieurs habitants de remplir secrètement leurs maisons d'hommes armés, tirés des terres du domaine; les capitaines qui étaient à la solde de la république furent aussi mandés à Florence, et on les y fit entrer, sous différents prétextes, avec un grand nombre de soldats. Chacun, dans la ville et dans les lieux d'alentour, devait se tenir prêt à prendre les armes au son de la grosse cloche du palais.

Le roi entra dans Florence[1] suivi de son armée, avec beaucoup de pompe et d'appareil; il y parut en vainqueur, armé de toutes pièces et monté sur un cheval cuirassé. La négociation fut aussitôt remise sur le tapis, mais avec de nouvelles difficultés; car, outre l'appui que quelques-uns de la cour prêtaient à Pierre de Médicis et les sommes excessives qu'on voulait exiger des Florentins, Charles demandait ouvertement la souveraineté de Florence; et il se fondait sur ce qu'y étant entré ainsi armé, il l'avait légitimement conquise, suivant les lois militaires de France. Il est vrai qu'il abandonna enfin cette prétention; mais il voulait laisser dans Florence certains ministres de robe longue, avec une autorité telle que, selon les coutumes de France, il aurait pu y prétendre à perpétuité une juridiction fort étendue. Les Florentins, au contraire, voulaient conserver leur liberté dans son entier, à quelques périls que cette résolution pût les exposer. Dans des vues et des prétentions si éloignées, les esprits s'aliénaient chaque jour de plus en plus des deux côtés; mais ni les uns ni les autres ne se pressaient de terminer leurs différends par les armes. D'un côté, le peuple de Florence,

(1) Non pas du duc alors régnant, qui était son petit-neveu, mais du duc Amédée IX, mort en 1472. Il était aussi frère de Charlotte de Savoie, mère de Charles VIII. Il succéda au duché de Savoie en 1496.

(1) Le 17 novembre. Le même jour, le fameux Jean Pic de la Mirandole, ce prodige de science, mourut à Florence, âgé de trente-un ans.

plus adonné par une longue habitude au commerce qu'à la guerre, était consterné de voir dans l'enceinte de ses murailles un roi puissant, suivi d'une grande armée composée de nations étrangères et redoutables; de l'autre, les Français ne laissaient pas de craindre un peuple nombreux qui, le jour de la révolution, avait fait paraître plus de courage et de résolution qu'on n'en aurait attendu de lui. D'ailleurs ils avaient appris le bruit qui s'était répandu, qu'au son de la grosse cloche, une multitude prodigieuse d'hommes devait accourir de tout le pays circonvoisin. Dans ces appréhensions réciproques, il s'élevait souvent de vaines rumeurs, et alors chacun, de part et d'autre, courait en tumulte aux armes, mais on n'en venait point aux mains.

Les vues que le roi avait eues au sujet de Pierre de Médicis n'eurent point d'effet. Celui-ci, flottant entre les espérances qu'on lui donnait et la crainte d'être livré à ses ennemis, demanda conseil au sénat de Venise sur la lettre du roi. Rien n'est souvent plus nécessaire, dans les affaires épineuses, que de prendre conseil; mais aussi rien n'est souvent plus dangereux que de s'en rapporter à autrui. Les hommes sages ont sans doute moins besoin de conseil que les autres, cependant ils en tirent d'ordinaire une plus grande utilité; car quelque expérience que l'on ait, l'esprit de l'homme est trop borné pour voir tout par lui-même et pour se déterminer toujours par la meilleure de plusieurs raisons différentes. D'un autre côté, peut-on s'assurer d'être toujours fidèlement conseillé? Celui que l'on consulte, s'il n'est plein de droiture et s'il ne s'intéresse en notre faveur, peut souvent, par le motif d'un grand intérêt, quelquefois même par celui du moindre avantage ou de la satisfaction la plus légère, donner son avis conformément à ses vues; ces motifs étant le plus souvent ignorés de celui qui demande conseil, il lui faut beaucoup de pénétration pour s'apercevoir du piége qu'on lui dresse. C'est ce qui arriva à Pierre de Médicis. Il était aisé de juger que son retour à Florence faciliterait la réduction de cette ville à l'obéissance des Français; et les Vénitiens étaient bien éloignés de lui conseiller une démarche qui aurait pu avoir des suites préjudiciables à leur république. C'est pourquoi, plus attentifs à leur utilité qu'à celle de Pierre, ils lui remontrèrent qu'il ne devait pas se mettre au pouvoir d'un roi qu'il avait offensé. Afin de l'engager davantage à suivre ce conseil, ils lui offrirent d'embrasser ses intérêts et d'employer toutes leurs forces pour le rétablir à Florence, lorsqu'il en serait temps. Si même ce qu'on a publié depuis est vrai, ils chargèrent secrètement des gens de le garder à vue, pour l'empêcher de sortir de Venise.

Cependant les esprits étaient plus aigris que jamais de part et d'autre à Florence et presque disposés à une guerre ouverte; le roi persistait dans ses dernières demandes, et les Florentins ne voulaient, ni s'obliger à la somme excessive qu'il demandait, ni lui accorder la moindre juridiction dans leur État. Ces difficultés, qui semblaient ne pouvoir être terminées que par les armes, le furent heureusement par la fermeté de Pierre Capponi, l'un des quatre députés de Florence. Capponi, homme d'esprit et de courage, s'était concilié de l'autorité dans sa patrie par ces qualités brillantes; il devait encore l'estime de ses concitoyens à sa naissance et au mérite de ses aïeux qui avaient eu beaucoup de part aux affaires de la république. Ce député se trouvant un jour avec ses collègues, en présence de Charles, à une conférence où un secrétaire du roi[1] faisait la lecture des conditions que ce prince proposait comme sa dernière résolution, il arracha brusquement le papier des mains du secrétaire, le déchira aux yeux du roi, et élevant la voix : « Eh bien! dit-il, faites battre le tambour, et nous, nous sonnerons nos cloches; voilà ma réponse à de pareilles propositions. » En même temps il passa promptement derrière les autres députés et sortit de la chambre. Ce discours hardi, d'un homme déjà connu du roi et de toute la cour par l'ambassade dont sa république l'avait chargé quelques mois auparavant, surprit d'au-

(1) Le nom de *secrétaire d'état* n'était pas encore connu dans ce temps-là; ceux qui expédiaient les édits, ordonnances et lettres patentes des rois, s'appelaient *notaires et secrétaires du roi*. Ce ne fut que sous Henri II que l'on créa quatre *conseillers du roi, secrétaires de ses commandements et finances*. Ceux-ci laissèrent le titre de *secrétaires du roi* au collége des *clercs, notaires de la chancellerie*, créés par Charles VI en 1418, et dans la suite ils leur ont encore laissé le titre de *secrétaires des finances* et ont pris celui de *secrétaires d'état*. Il y a apparence que celui dont il est ici parlé était Florimont Robertet; car il suivit Charles VIII en Italie. Il en sera fait mention dans la suite.

tant plus qu'on ne pouvait s'imaginer qu'il eût eu cette audace s'il ne se fût senti en état de la soutenir. Elle lui réussit sur-le-champ; car, ayant été rappelé, il obtint des conditions plus modérées.

On convint que le passé serait oublié de part et d'autre; que la ville de Florence serait amie, confédérée, et sous la protection perpétuelle de la couronne de France; que les places de Pise, de Livourne et leurs citadelles, demeureraient entre les mains du roi, qui s'obligea de les rendre aux Florentins, sans rien exiger d'eux, aussitôt après l'expédition de Naples; que cette entreprise serait censée finie dès que Charles aurait conquis la capitale de ce royaume ou qu'il aurait conclu un traité de paix ou une trêve de deux ans au moins, et même dès le moment qu'il sortirait d'Italie pour quelque raison que ce pût être; que les gouverneurs de ces places s'engageraient actuellement par serment à les rendre dans les cas mentionnés; que, cependant, le domaine, la juridiction, l'administration et les revenus de ces villes appartiendraient aux Florentins comme auparavant; que les mêmes conditions seraient suivies à l'égard de Pietra-Santa, de Serezana et de Serezanello; qu'attendu que les Génois avaient des prétentions sur ces trois dernières places, le roi pourrait faire terminer le différend, ou par un accommodement, ou par la voie de la discussion; mais que si cela n'était pas fait dans les temps marqués, il les rendrait néanmoins aux Florentins; qu'il serait libre au roi de laisser à Florence deux ministres, sans l'intervention desquels on ne pourrait y rien résoudre qui eût rapport à l'affaire de Naples, tant qu'elle durerait; que, pendant le même temps, les Florentins ne pourraient nommer le capitaine général de leurs troupes sans la participation du roi; que toutes les autres places qu'on leur avait enlevées ou qui s'étaient révoltées contre eux, leur seraient incessamment rendues, et qu'ils pourraient y rentrer à main armée, en cas qu'on refusât de les y recevoir; qu'ils fourniraient au roi, pour son entreprise, cent vingt mille ducats, savoir : cinquante mille dans quinze jours, quarante mille dans le mois de mars suivant, et trente mille dans le mois de juin; que tout le passé serait pardonné aux Pisans; que le décret d'exil porté contre Pierre de Médicis et ses frères serait révoqué, ainsi que la confiscation de leurs biens; mais que le premier ne pourrait approcher des confins de l'État de Florence plus près que de cent milles (au moyen de quoi on lui ôtait la liberté de demeurer à Rome), et que les autres s'éloigneraient de la ville de Florence aussi de cent milles.

Tels furent les articles les plus importants du traité conclu entre le roi de France et les Florentins. Ce prince voulut qu'il fût publié avec beaucoup de solennité dans la principale église pendant le service divin; et il en jura l'observation sur le grand autel, avec les magistrats de la ville, en présence de toute sa cour et du peuple.

Deux jours après il partit de Florence, où il avait passé dix jours, et se rendit à Sienne. Cette ville, qui avait fait alliance avec le roi de Naples et avec les Florentins, s'était réglée sur l'exemple de ces derniers, jusqu'à ce que Pierre de Médicis se fût rendu à Serezana; alors elle songea à sa sûreté, indépendamment de ses alliés. Habitée par un peuple nombreux et située dans un territoire fertile, elle tenait depuis long-temps le premier rang dans la Toscane après Florence; quoiqu'elle se gouvernât elle-même, elle ne connaissait néanmoins la liberté que de nom. Divisée en plusieurs factions ou corps qu'on appelait *ordres*, il fallait qu'elle obéît à celui que les conjonctures des temps ou la faveur des puissances rendait supérieur aux autres; c'était l'ordre *del Monte dei Nove*, qui dominait alors.

Le roi, après avoir demeuré fort peu de jours à Sienne, y laissa une garnison, parce que cette ville lui était suspecte à cause de l'affection qu'elle avait toujours témoigné epour l'Empire. Il prit le chemin de Rome, devenant plus fier de jour en jour par des succès dont il n'aurait jamais osé se flatter. Comme le temps était fort beau, malgré la saison avancée, Charles était résolu à poursuivre ses avantages sans relâche; il se rendait redoutable, non-seulement à ses ennemis, mais encore à ses alliés et à ceux dont il n'avait reçu aucune offense. Les Vénitiens et le duc de Milan, effrayés par la rapidité de ses progrès, commencèrent à croire que ses desseins ne se bornaient pas à la conquête du royaume de Naples, surtout depuis qu'il fut entré dans les places des Florentins et qu'il eut mis garnison dans Sienne; ils songèrent donc à

faire une ligue entre eux pour prévenir leur ruine commune; et ils l'auraient conclue dès lors si Charles avait trouvé la moindre résistance du côté de Rome.

On avait espéré que le duc de Calabre, qui, ayant été joint auprès de cette ville par les troupes du pape et par Virginio Orsino avec le reste de l'armée aragonaise, avait projeté de se poster à Viterbe pour s'opposer au passage du roi, s'y opposerait en effet; ce poste lui avait paru propre à favoriser son dessein, parce qu'il était au milieu des États de l'Église et voisin des terres des Orsini. Mais comme tout le peuple des environs de Rome était déjà en mouvement, à cause des incursions que les Colonna faisaient au-delà du Tibre et de la difficulté d'avoir des vivres qui ne venaient plus par mer depuis la perte d'Ostie, Ferdinand, qui d'ailleurs se défiait déjà du pape, n'osa demeurer plus long-temps à Viterbe.

Quand Alexandre eut appris la démarche de Pierre de Médicis et le traité de Serezana, il commença à prêter l'oreille aux propositions des Français; et le cardinal Ascanio alla dès lors à Rome pour conférer avec lui sur ce sujet, après néanmoins que le cardinal de Valence[1] se fût rendu en otage à Marino, terre des Colonna. Mais Ascanio revint sans avoir rien conclu, parce que le pape, se défiant des desseins de Charles et ne comptant pas d'ailleurs beaucoup sur ses propres forces, était fort irrésolu. Mais lorsque le roi fut parti de Florence, le pape en revint encore à la négociation, et il fit partir les évêques de Concordia[2] et de Terni[3], et le docteur Balthasar Gracian, son confesseur, qui furent chargés de proposer un accommodement au nom d'Alexandre et du roi de Naples. Mais Charles était résolu à ne traiter qu'avec le pape seul; c'est pourquoi il lui envoya M. de la Trémoille[4] et le président de Ganay[1]. Le cardinal Ascanio retourna aussi à Rome pour le même sujet avec Prosper Colonna; mais ceux-ci ne furent pas plus tôt arrivés dans cette ville que le pape, changeant tout d'un coup d'avis sans qu'on en sût la cause, y reçut le duc de Calabre avec toute son armée; Ascanio et Prosper furent arrêtés sur-le-champ par ses ordres et conduits au môle d'Adrien, autrefois appelé le château de Crescenzio[2] et aujourd'hui le château Saint-Ange; son dessein était de les forcer à lui restituer Ostie. Dans ce tumulte, les ambassadeurs français furent aussi faits prisonniers par les troupes aragonaises, mais le pape les fit mettre sur-le-champ en liberté. Il relâcha même, peu de jours après, Ascanio et Prosper, à condition néanmoins qu'ils sortiraient de la ville sans aucun délai.

Il députa ensuite le cardinal Frédéric de San-

(1) César Borgia, archevêque de Valence, second fils du pape.

(2) François Argentino, né d'un père allemand et d'une mère vénitienne, tous deux d'humble condition. Il fut homme de mérite et savant. Alexandre VI l'avait fait évêque de Concordia cette même année 1494, et Jules II le fit cardinal en 1511. Il mourut peu de temps après.

(3) Jean de Fonsalida, Espagnol. Il avait été domestique d'Alexandre VI, qui l'avait pourvu de l'évêché de Terni le 27 août de cette année. Il mourut le 13 mars 1498.

(4) Louis, deuxième du nom, seigneur de la Trémoille, vicomte de Thouars; il fut amiral de Guyenne et de Bretagne, chevalier de l'ordre du roi et gouverneur de Bourgogne. Il naquit le 20 septembre 1460, et fut tué à la bataille de Pavie le 24 février 1525. Ce fut sans contredit un des plus grands hommes de son temps, et il mérita le surnom de *Chevalier sans reproche*. Il épousa, en 1485, Gabrielle de Bourbon, sœur de Gilbert, comte de Montpensier, dont il est parlé ci-dessus; et en 1517 il fit une seconde alliance avec Charlotte Borgia, fille de César Borgia, duc de Valentinois, et de Charlotte d'Albret, dont il n'eut point d'enfants.

(1) Jean de Ganay, natif de Chârole, fut d'abord avocat plaidant au parlement de Paris. Il fut fait ensuite conseiller de la Cour des Aides en 1481, quatrième président du parlement de Paris en 1490, premier président du même parlement en 1505, et enfin chancelier de France en 1508. Il mourut à Blois en 1512.

(2) Crescenzio qui était un sénateur de Rome fit révolter le peuple contre le pape Jean XVI, qui fut obligé de s'enfuir en Toscane. Mais Crescenzio, ayant su que l'empereur Othon III venait au secours de ce pape, se raccommoda avec lui et le fit revenir à Rome. Après la mort de Jean, Othon, qui était alors à Rome, fit élire Grégoire V, de la maison de Saxe ainsi que lui; mais après qu'il s'en fut retourné en Allemagne le peuple se souleva encore contre ce nouveau pape et fit consul le même Crescenzio. Grégoire se sauva auprès de l'empereur, et Crescenzio fit élire pape un Grec fort riche, nommé Arnolphe Arciacus, d'abord évêque de Plaisance et ensuite archevêque de Milan; il prit le nom de Jean XVII et a été mis au nombre des anti-papes. Othon III ramena Grégoire avec une grosse armée; Crescenzio, voulant soutenir le siége, fit fortifier la ville de Rome, et particulièrement le môle d'Adrien; mais le peuple, ne se sentant pas assez fort pour résister, ouvrit les portes de la ville à l'empereur. Crescenzio et l'anti-pape se retirèrent dans le môle, où ils se défendirent assez long-temps; mais en étant enfin sortis dans l'espérance d'obtenir leur pardon, Crescenzio fut assommé sur-le-champ, et on creva les yeux à l'anti-pape, après quoi il fut pendu. Ce dernier fait arriva en 995 ou 996. Depuis ce temps-là le môle d'Adrien fut appelé pendant plusieurs années *le Château de Crescenzio*.

Severino[1] vers le roi qui s'était arrêté à Nepi, et il commença à vouloir traiter en particulier pour lui seul. Il était toujours néanmoins dans de grandes incertitudes : tantôt, résolu de se défendre dans Rome, il permettait à Ferdinand et aux chefs de l'armée de faire fortifier les endroits les plus faibles de la ville; tantôt, se représentant qu'il serait difficile de soutenir un siége à cause du manque de vivres qui ne venaient plus d'Ostie par mer, il était encore alarmé par le grand nombre d'étrangers qui étaient dans Rome et dont les vues étaient différentes, et par les factions qui divisaient les Romains mêmes. Toutes ces craintes lui faisaient penser à abandonner la ville; dans cette idée il avait obligé les cardinaux à s'engager, par un écrit signé de leur main, à le suivre partout. Quelquefois même, effrayé des difficultés et des dangers de ces deux partis, il se déterminait à prendre celui de l'accommodement.

Tandis que le pape flottait dans ces incertitudes, les Français ravageaient tout le pays endeçà du Tibre, s'emparant de toutes les places sans y trouver aucune résistance. Tout le monde, et même ceux qui avaient le plus d'intérêt à s'y opposer, cédait à l'impétuosité de ce torrent; il n'y eut pas jusqu'à Virginio Orsino qui ne fit aucun effort pour l'arrêter.

Ce seigneur, général de l'armée de Naples, grand connétable du royaume, étroitement uni au roi Alphonse par le mariage de Jean Jourdain Orsino, son fils, avec une fille naturelle du feu roi Ferdinand, comblé des bienfaits du père et du fils qui lui avaient donné des terres dans le royaume; ce seigneur, dis-je, n'était point retenu par tant de liens, et, poussant l'ingratitude jusqu'à oublier que son intérêt seul était l'origine des malheurs de la maison d'Aragon, il trahit Alphonse avec la dernière perfidie. Les Français, peu accoutumés aux souplesses italiennes, furent dans la plus grande surprise que Virginio, sans quitter le service du roi de Naples, consentît néanmoins à ce que ses fils traitassent avec le roi de France; qu'ils s'obligeassent à lui fournir des vivres et à lui donner une retraite et un passage sur les terres qu'ils avaient dans les Etats de l'Eglise; qu'enfin ils remissent Campagnano et quelques autres places entre les mains du cardinal de Gurk[2], qui promit de les rendre aussitôt que l'armée française serait sortie du territoire de Rome. Le comte de Pitigliano et les autres de la famille des Orsini firent aussi leur traité avec le roi.

Aussitôt que ce traité fut conclu, Charles alla de Nepi à Bracciano, principale place de Virginio Orsino, et envoya Louis d'Alègre[1] à Ostie, avec cinq cents lances et deux mille Suisses. D'Alègre devait passer le Tibre et joindre les Colonna, qui faisaient des courses de toutes parts, et tâcher de s'introduire ensemble dans Rome; ceux-ci se flattaient de réussir dans ce projet par le moyen des intelligences qu'ils avaient dans cette ville, quoique cela fût plus difficile alors par les changements qui étaient survenus. Déjà Civita-Vecchia, Cornetto et presque tout le territoire de Rome étaient soumis aux Français; la cour et le peuple, saisis de trouble et d'épouvante, demandaient hautement la paix. Dans ces circonstances le pape, réduit à l'extrémité, n'était plus retenu que par une réflexion assez naturelle dans l'occasion présente; il se rappelait sans cesse qu'après avoir été un des premiers à conseiller au roi l'expédition de Naples, il lui avait suscité toutes sortes d'obstacles, sans que Charles lui en eût donné aucun sujet. Ce souvenir lui faisait appréhender avec quelque fondement que le roi n'en usât à son égard comme lui-même en avait usé avec ce prince; mais il était bien plus alarmé par le crédit que le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens et plusieurs autres cardinaux avaient à la cour de Charles. Le titre de roi *très chrétien* que portait ce prince, l'ancienne réputation qu'avait la nation française d'être zélée pour la religion et l'attente où l'on était à leur égard, attente qui n'est jamais plus grande que quand on ne connaît les gens que par leur nom, faisaient craindre à Alexandre que ces cardinaux ne persuadassent à Charles d'entreprendre la réforme de la cour de Rome; le bruit qui en courait déjà faisait frémir le pape, surtout lorsqu'il pensait aux moyens qui l'avaient élevé sur le Saint-Siége et à sa conduite qui, depuis,

(1) Il était de la création d'Innocent VIII.

(2) Ce cardinal était Français, natif de Surgère en Saintonge, et se nommait *Raimond Perault*. Il fut d'abord évêque de Saintes, et ensuite de Gurk, dans la Carinthie. Alexandre VI le fit cardinal en 1493.

(1) Tous nos historiens le nomment *Ives*, et Guicciardini lui-même l'appelle ainsi dans la suite. Il était fils de Bertrand d'Alègre, baron de Puysagut et seigneur de Busset. Il avait une sœur nommée Catherine, qui épousa Charles de Bourbon, seigneur de Carency.

n'avait que trop malheureusement répondu à de si honteux commencements.

Le roi tira enfin Alexandre de ses inquiétudes par de grandes promesses. Ce prince souhaitait avec ardeur de se rendre au plus tôt dans le royaume de Naples; c'est pourquoi, dans le dessein de lever toutes sortes d'obstacles de la part du pape, il fit partir de nouveaux ambassadeurs, qui furent le sénéchal de Beaucaire, le maréchal de Gié[1] et le même président de Ganay. Ils n'oublièrent rien pour persuader au pape que le roi était tout-à-fait éloigné d'entrer dans ce qui concernait l'autorité du pape et qu'il ne demandait uniquement que ce qui était nécessaire pour assurer le passage de son armée. Ensuite ils le pressèrent vivement d'agréer que Charles vînt à Rome; ils lui représentèrent qu'il souhaitait avec passion d'entrer dans cette ville; que, s'il le faisait prier d'y donner son consentement, ce n'était pas qu'il ne fût en état de se satisfaire par les voies de fait, mais qu'il serait fâché d'être forcé de manquer au respect que ses ancêtres avaient toujours eu pour les pontifes romains; qu'enfin le roi n'aurait pas plus tôt conféré avec Sa Sainteté que leurs différends se termineraient par une amitié et par une alliance sincère.

Il parut bien dur au pape d'être contraint de se priver du secours de ses alliés, de s'abandonner à la discrétion de son ennemi et de le recevoir dans Rome avant d'avoir rien réglé avec lui; mais enfin, jugeant que, de tous les dangers qui le menaçaient, celui-ci était le moindre, il consentit aux demandes du roi et se détermina enfin à faire sortir de Rome le duc de Calabre avec son armée. Il obtint du roi un sauf-conduit pour que ce prince pût traverser sûrement l'État ecclésiastique; mais Ferdinand le refusa courageusement, et il sortit de Rome par la porte de Saint-Sébastien, le dernier jour de l'année 1494[2], dans le temps que le roi y entrait avec l'armée française par celle de Sainte-Marie-du-Peuple; ce prince était armé de toutes pièces, tel qu'il avait paru dans son entrée à Florence. Cependant le pape, plein de frayeur et d'inquiétude, se retira promptement dans le château Saint-Ange, où il ne fut suivi que par Baptiste Orsino[1] et par Olivier Caraffa[2], Napolitain.

(1) Pierre de Rohan; il fut fait maréchal de France par Louis XI en 1475, et mourut en 1513.

(2) Le 28 décembre, selon Mézeray.

Les cardinaux de Saint-Pierre-aux-Liens, Ascanio, Colonna[3], Savelli et plusieurs autres ne cessaient de solliciter le roi de faire déposer un pape si vicieux, chargé d'ailleurs de la haine publique, et d'en faire élire un autre à sa place; ils lui représentaient qu'il ne lui serait pas moins glorieux d'affranchir l'église de la tyrannie d'Alexandre, qu'il l'avait été à Pepin et à Charlemagne de délivrer plusieurs saints pontifes de l'oppression de leurs persécuteurs; et que sa sûreté et sa gloire exigeaient également qu'il ne le laissât pas plus long-temps sur le Saint-Siége. « En effet, disaient-ils, pouvait-on compter sur les promesses d'Alexandre, homme d'une extrême effronterie, artificieux, plein d'ambition, ennemi juré de la France, comme on venait de l'éprouver, et que la nécessité et la crainte seules forçaient à une feinte réconciliation avec les Français? » Ces discours, joints au refus que le pape faisait de remettre au roi le château Saint-Ange pour sûreté de ses promesses, furent cause que l'on tira deux fois l'artillerie du palais de Saint-Marc, où le roi était logé, et qu'on la pointa contre ce château; mais outre que le roi était naturellement éloigné d'user de violence envers le pape, il avait dans son conseil des gens qu'Alexandre avait su gagner par ses présents et par ses promesses; c'est pourquoi le traité fut enfin conclu aux conditions suivantes.

Il fut arrêté que Civita-Vecchia, Terracine et Spolete seraient remises au roi, qui les garderait jusqu'après la conquête du royaume de Naples, et ces places lui furent effectivement livrées, à l'exception de la dernière; que le pape ne témoignerait en aucune manière son ressentiment aux cardinaux et aux barons de l'État ecclésiastique qui avaient suivi le parti du roi; qu'il donnerait à Charles l'investiture du royaume de Naples, et remettrait entre ses mains Zizim[4] Ottoman, frère de Bajazet. Ce prince, après la mort de Mahomet[5] leur père

(1) Créature de Sixte IV. — (2) De la création de Paul II.

(3) Jean Colonna, et Jean-Baptiste Savelli, tous deux créatures de Sixte IV.

(4) Guicciardini le nomme *Gemin;* mais tous les autres historiens l'appellent *Zizim*, et l'on a jugé à propos de lui donner dans cette traduction le nom sous lequel il est le plus connu.

(5) Mahomet II, celui qui prit Constantinople et qui renversa l'empire d'Orient en 1453.

commun, se voyant persécuté par Bajazet, suivant la coutume des Ottomans, qui s'assurent la possession de l'empire par la mort de leurs frères et leurs proches, s'était réfugié à Rhodes; de là on l'avait conduit en France[1], et enfin il avait été remis entre les mains du pape Innocent. Bajazet, profitant de l'avarice du vicaire de Jésus-Christ, pour maintenir la paix dans un empire ennemi de la religion chrétienne, payait au pape quarante mille ducats par an, sous le titre de pension de son frère, mais en effet à condition de le garder et de ne le donner à aucun prince qui pût s'en servir contre lui. Charles, à qui ses flatteurs promettaient des victoires faciles en Turquie, voulut avoir ce prince dont il espérait de se servir avantageusement dans la guerre qu'il avait dessein de faire aux infidèles, après la conquête de Naples. Les derniers quarante mille ducats envoyés par le Grand-Seigneur avaient été enlevés à Sinigaglia par le préfet de Rome, qui par ce traité fut garanti de la punition que le pape lui préparait et déchargé de l'obligation de rendre cet argent. On ajouta à ces articles que le cardinal de Valence suivrait le roi pendant trois mois en qualité de légat apostolique; mais ce titre n'était qu'un prétexte pour l'avoir en otage des promesses de son père.

La paix étant ainsi conclue, Alexandre retourna au Vatican, palais ordinaire des papes; ensuite il reçut Charles dans la Basilique de Saint-Pierre avec la pompe et les cérémonies accoutumées à la réception des grands rois. Charles à genoux lui baisa d'abord les pieds, selon l'ancien usage, et fut admis ensuite à le baiser au visage. Un autre jour le roi assista à la messe, placé au-dessous du premier cardinal-évêque[2] et il donna à laver au pape célébrant, suivant l'ancien rit. Alexandre, voulant conserver à la postérité la mémoire de ces cérémonies, les fit peindre dans une galerie du château Saint-Ange. Ensuite, pour contenter le roi, il donna le chapeau aux évêques de Saint-Malo et du Mans; ce dernier était de la maison de Luxembourg[1]; en un mot il n'oublia rien pour persuader au roi[2] que sa réconciliation avec lui était sincère.

Le roi demeura environ un mois à Rome[3], faisant continuellement filer ses troupes vers les frontières du royaume de Naples. Tout y était déjà dans un grand mouvement. Aquila et presque toute l'Abruzze s'étaient déclarées en sa faveur, même avant qu'il partît de Rome; Fabrice Colonna avait occupé les pays d'Albi et de Tagliacozzo, et le reste du royaume n'était pas moins agité. On n'eut pas plus tôt appris que le duc de Calabre était sorti de Rome que les peuples commencèrent à ne plus contraindre leur haine pour Alphonse, contre qui le souvenir des cruautés de Ferdinand, son père, achevait d'aigrir les esprits. On osa taxer publiquement d'injustice le gouvernement de l'un et de l'autre, et invectiver contre l'orgueil et la dureté d'Alphonse; on ne se mit pas même en peine de dissimuler le désir qu'on avait de voir les Français au cœur de l'État. Enfin la haine qui éclata de tous côtés contre Alphonse fut plus vive que la fureur de parti qui animait les restes de la faction d'Anjou et que le ressentiment du malheur d'un grand nombre de barons exilés ou mis en prison par Ferdinand, causes néanmoins suffisantes toutes seules pour occasionner une révolution.

Pour comble de maux, Alphonse apprit avec frayeur que son fils était sorti de Rome. Cette nouvelle le troubla si fort que, démentant la réputation de courage qu'il s'était acquise dans plusieurs guerres d'Italie, et désespérant de pouvoir résister à l'orage, il résolut d'abdiquer le trône et de remettre sa couronne à Ferdinand. Il se flattait que sa retraite désarmerait la haine de ses sujets, et que voyant sur le trône un jeune prince de grande espérance qui n'avait offensé personne, et dont les bonnes qualités

(1) Les chevaliers de Rhodes l'y faisaient garder dans un château en Auvergne. Innocent VIII obtint du conseil du roi qu'on lui remît ce prince entre les mains, à condition qu'il ne sortirait pas de Rome et qu'il serait toujours gardé par les mêmes chevaliers. Pierre d'Aubusson, grand-maître de cet ordre, eut le chapeau de cardinal pour cette négociation.

(2) Guicciardini se trompe ici, et il n'y a pas d'apparence que Charles, qui, après avoir fait son compliment d'obédience au pape, s'était tenu debout pour éviter de s'asseoir près du doyen des cardinaux, ait oublié sa dignité en cette occasion.

(1) Philippe de Luxembourg, fils de Thibauld de Luxembourg, seigneur de Fienes et de Martigues, qui était frère du connétable de Saint-Pol et de Philipote de Melun.

(2) Le P. Daniel raconte que le pape, pour faire honneur au roi, voulut que la justice fût rendue dans Rome au nom et par les officiers de Charles; il ajoute qu'il fit élever, pour marque de la justice royale, deux potences, l'une au champ de Flore et l'autre dans le quartier des Juifs; mais Brantôme dit que le roi fit tout cela de sa propre autorité.

(3) Il en partit le 28 janvier.

avaient gagné tous les cœurs, ils ne souhaiteraient pas les Français avec tant d'ardeur. Peut-être que cette démarche n'aurait pas été stérile quelque temps plus tôt; mais il était trop tard; les choses étaient dans un mouvement trop rapide, et elles commençaient même déjà, pour ainsi dire, à se précipiter. Dans de pareilles conjonctures, cet expédient n'était pas capable d'empêcher la ruine des Aragonais.

On dit (si pourtant de pareils bruits peuvent mériter quelque créance), que l'ombre du roi Ferdinand apparut trois différentes fois au premier chirurgien de la cour, nommé Jacques, et qu'elle lui ordonna de dire de sa part à Alphonse qu'il serait inutile de songer à s'opposer au roi de France; qu'il était arrêté dans les décrets de la Providence que la maison d'Aragon serait éteinte, après avoir essuyé des malheurs infinis et perdu le royaume de Naples, en punition des cruautés du père et du fils[1], et particulièrement du crime que Ferdinand avait commis à la persuasion d'Alphonse dans l'église de Saint-Léonard *in Chiaja,* en revenant de Pozzuolo. Comme Jacques ne disait point que l'ombre lui eût autrement exprimé les particularités de ce dernier crime, on crut qu'Alphonse avait persuadé à son père de faire mourir en cet endroit plusieurs barons, qu'il avait long-temps retenus en prison. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'Alphonse, tourmenté par ses remords, était jour et nuit dans une agitation inexprimable; continuellement effrayé en songe par les ombres de ces barons qui demandaient vengeance, il s'imaginait encore voir le peuple en furie, prêt à lui faire porter la peine de tous ses crimes. C'est pourquoi ayant communiqué secrètement à la reine sa belle-mère la résolution où il était de s'enfuir, il partit de Naples, avec quatre galères chargées de beaucoup de richesses. Les instances de cette princesse ne purent obtenir de lui qu'il s'ouvrît de son dessein à son fils ou à son frère, ni qu'il différât seulement deux ou trois jours, afin que l'année de son règne fût entièrement révolue. Il était si consterné qu'il lui semblait déjà se voir à la discrétion des Français; le moindre bruit le troublait, comme s'il eût vu le ciel et les éléments conjurés contre sa tête. Il s'enfuit à Mazari en Sicile, ville qui lui avait été donnée par Ferdinand, roi d'Espagne.

Le roi de France reçut cette nouvelle à Rome, à l'instant de son départ. Quand il fut arrivé à Velletri, le cardinal de Valence le quitta, et prit secrètement la fuite; quoique son père parût en être bien fâché et qu'il offrît au roi de lui donner telles assurances qu'il voudrait, on ne douta pas qu'il n'eût conseillé cette évasion afin d'être le maître d'exécuter ou d'enfreindre le traité. De Velletri l'avant-garde[1] s'avança à Montefortino, ville située dans la campagne de Rome et appartenant à Jacques Conti, baron romain, qui, après avoir pris parti dans les troupes de Charles, l'avait quitté pour se donner à Alphonse; ce baron avait fait cette démarche en haine des Colonna, dans le parti desquels il ne voulut pas demeurer, quoiqu'il y fût engagé par honneur. La force de la place n'empêcha pas que les Français ne la prissent en peu d'heures par le moyen de leur artillerie; on y passa tout au fil de l'épée, à l'exception de trois fils de Conti et de quelques autres assiégés, qui se sauvèrent dans la citadelle, mais qui se rendirent prisonniers de guerre, dès qu'ils virent le canon pointé contre eux.

L'armée marcha ensuite à Monte-di-San-Giovanni, terre du marquis de Pescaire, située aussi dans la campagne de Rome, sur les confins du royaume de Naples. Cette place, forte par son assiette, était encore défendue par de bonnes fortifications et par une brave garnison composée de trois cents hommes de pied étrangers et de cinq cents habitants pleins de courage; c'est pourquoi on n'espérait pas la prendre si vite. Mais les Français, après avoir battu cette place durant quelques heures, lui donnèrent un si furieux assaut sous les yeux du roi, qui y était venu de Veruli, qu'ils la forcèrent le jour même. Ils y firent un grand carnage et la brûlèrent, après y avoir exercé toutes sortes de barbaries, afin d'ôter aux autres places l'envie d'imiter sa résistance. Cette étrange méthode de faire la guerre, qu'on ne pratiquait plus en Italie depuis plusieurs siècles, répandit la terreur dans tout le royaume. Les Italiens se contentaient dans leurs guerres de dépouiller les vaincus, qu'ils renvoyaient ensuite, de piller les villes prises d'assaut, d'en

(1) Comines fait un ample récit des méchancetés et des cruautés du père et du fils (livr. 7, chap. XI.).

(1) Elle était commandée par Engilbert de Clèves, comte de Nevers.

faire les habitants prisonniers, pour en tirer des rançons; mais ils épargnaient toujours ceux qui survivaient à la défaite.

Après cette expédition Charles VIII ne trouva plus de résistance, et la conquête de ce beau royaume ne lui coûta que ce siége. En effet personne ne prit en main la défense du pays, et tout le monde parut avoir oublié la vertu, le courage, la prudence, la gloire et la fidélité.

Le duc de Calabre, après sa sortie de Rome, s'était retiré sur les frontières du royaume. Ensuite rappelé à Naples par la fuite de son père, il y prit le titre et l'autorité de roi, avec les solennités, mais non avec la pompe et la joie accoutumée. Après la cérémonie il assembla son armée, composée de cinquante escadrons de cavalerie et de six mille hommes de pied, tous gens d'élite et commandés par les plus braves capitaines d'Italie, et il se posta à San-Germano pour fermer les passages aux ennemis. Ce lieu était très propre à ce dessein, étant environné d'un côté par de hautes montagnes escarpées, et de l'autre par des marécages, et ayant en tête la rivière du Garigliano, que les anciens nommaient *Liris*. A la vérité il y a des temps où cette rivière n'est pas si profonde en cet endroit qu'elle ne soit guéable, mais elle ne laisse pas de rendre très difficile ce passage, d'ailleurs étroit et serré; ainsi San-Germano passait avec raison pour une des clefs du royaume de Naples. Ferdinand envoya aussi du monde sur la montagne voisine pour garder le pas de Cancelle.

Mais son armée, déjà épouvantée par le seul nom des Français, ne montrait plus sa vigueur ordinaire, et la fidélité même des chefs commençait à chanceler avec leur courage. Les uns ne songeaient plus qu'à se sauver avec leurs biens, persuadés qu'il n'était pas possible de défendre le royaume; les autres soupiraient après une révolution. Ainsi, quand ils eurent appris la perte de Monte-di-San-Giovanni et que le maréchal de Gié s'approchait avec trois cents lances et deux mille hommes d'infanterie, ils abandonnèrent honteusement San-Germano; ensuite ils se sauvèrent dans Capoue avec tant de précipitation et de frayeur qu'ils laissèrent huit pièces de grosse artillerie dans les chemins.

Le nouveau roi, rassuré par l'affection des habitants de Capoue et par les fortifications de la ville défendue par la rivière du Vulturno qui est fort profonde en cet endroit, espérait tenir long-temps dans cette place; il se proposait encore de se soutenir en même temps dans Naples et dans Gaëte, sans distribuer ses troupes dans les autres villes. Les Français le suivaient pas à pas, et leur marche ressemblait plutôt à un voyage qu'à la marche d'une armée; chacun s'écartait à sa volonté pour piller, et ils se répandaient dans la campagne en désordre, sans drapeaux et sans chefs; le plus souvent une partie passait la nuit dans les mêmes lieux d'où les Aragonais étaient décampés le matin.

Ferdinand comptait en vain sur Capoue; on y était, comme ailleurs, dans un découragement extrême. A peine y fut-il entré avec son armée, déjà fort diminuée depuis la retraite de San-Germano, qu'il apprit par une lettre de la reine que la perte de cette place avait si fort ému les esprits à Naples que, s'il n'y venait lui-même, il était à craindre qu'il n'arrivât une révolution. Il partit donc, accompagné de peu de monde, pour aller remédier à ce désordre par sa présence, et il promit de revenir le lendemain.

Mais Jean-Jacques Trivulce, à qui il avait confié la garde de Capoue, avait déjà fait prier secrètement le roi de France de lui envoyer un héraut; c'était pour l'amener en sûreté au camp des Français. Ce héraut étant venu, Trivulce malgré l'opposition de plusieurs gentilshommes capouans, qui voulaient demeurer fidèles à Ferdinand et qui parlèrent même avec chaleur dans cette occasion, se rendit avec quelques autres à Calvi, où Charles était arrivé le même jour. Ayant d'abord été introduit tout armé devant le roi, il parla au nom des Capouans et de l'armée; il dit que, tant qu'il était resté quelque espérance à Ferdinand, ils l'avaient servi avec beaucoup de fidélité; mais que, le voyant à présent hors d'état de se défendre, ils avaient résolu de suivre la fortune du roi, pourvu qu'on leur fît des conditions convenables. Il ajouta qu'il ne désespérait pas de lui amener Ferdinand lui-même, si le roi voulait le traiter comme un prince de son rang. Charles répondit qu'il acceptait les offres des Capouans et des soldats; qu'il verrait même Ferdinand avec plaisir, à condition qu'il ne prétendît pas retenir la moindre partie du royaume

et qu'il voulût se contenter des établissements et des honneurs qu'on lui accorderait en France.

On ignore ce qui put porter ce brave capitaine à une démarche si extraordinaire, lui qui s'était toujours montré très sensible à l'honneur; il disait qu'il était allé trouver Charles de concert avec Ferdinand, pour tâcher de parvenir à un accommodement; mais que perdant toute espérance d'y réussir, d'ailleurs persuadé que le royaume ne pouvait absolument se défendre par les armes, il avait cru que non-seulement il lui était permis, mais même qu'il ferait une chose louable de pourvoir à la sûreté des Capouans et de l'armée. Mais on en jugea d'une autre manière, et la commune opinion fut qu'il avait voulu faciliter à Charles la conquête du royaume de Naples, dans l'espérance que ce prince tournerait ensuite ses armes contre le duché de Milan. Trivulce, gentilhomme de la première noblesse du Milanais, était devenu ennemi juré de Ludovic Sforze, sous prétexte que ce prince, soit pour complaire aux San-Severini qui étaient fort avant dans sa faveur, soit pour quelque autre raison, n'avait pas eu pour lui les égards qu'il croyait dus à ses services et à sa valeur. Le désir qu'il avait d'en tirer vengeance fit croire à plusieurs que, pour mettre plus vite le roi de France en état d'attaquer le Milanais, il n'avait donné que de timides conseils à Ferdinand dans la Romagne, et qu'il l'avait fait agir avec plus de circonspection que peut-être les occasions ne l'auraient quelquefois demandé.

Trivulce n'était pas encore de retour à Capoue que les soldats avaient déjà pillé la maison où logeait Ferdinand et enlevé ses chevaux; les gendarmes avaient commencé à se disperser en différents lieux, et Virginio Orsino et le comte de Pitigliano, après avoir envoyé demander un sauf-conduit au roi de France pour eux et pour leur suite, s'étaient retirés avec leurs compagnies à Nola, ville que le comte tenait de la libéralité des Aragonais.

Cependant Ferdinand, après avoir rassuré Naples autant que la conjoncture pouvait le permettre, revenait pour défendre Capoue, n'ayant pas encore appris ce qui s'était passé depuis son départ; il n'était plus qu'à deux milles de cette ville quand tout le peuple, apprenant son retour, prit les armes pour l'empêcher d'entrer dans la place. On envoya quelques gentilshommes au-devant de lui pour lui dire qu'après son départ ses propres soldats avaient pillé ses équipages; que Trivulce, général de ses troupes, s'était rendu au camp des ennemis; que Virginio et le comte de Pitigliano s'étaient retirés, et qu'en un mot son armée était presque entièrement dissipée, que la ville voyant qu'il l'avait abandonnée, s'était vue dans la nécessité de se soumettre au vainqueur; qu'ainsi il ne se donnât pas la peine de passer plus avant. Ferdinand pressa vivement les députés et répandit même des larmes pour obtenir d'y être reçu, mais inutilement, et il fut obligé de retourner à Naples, ne doutant pas que tout le royaume ne suivît bientôt l'exemple de Capoue.

En effet, Averse, située entre cette ville et Naples, imita bientôt la première et envoya des députés à Charles pour se donner à lui. L'infortuné Ferdinand, voyant que les Napolitains se disposaient déjà ouvertement à faire la même démarche, résolut de céder enfin à sa mauvaise fortune. Ayant donc assemblé sur la place du Château-Neuf, qui était la demeure des rois, beaucoup de nobles et d'hommes du peuple, il leur tint ce discours.

« Je prends à témoins Dieu et ceux d'entre les hommes à qui mes sentiments sont connus que je n'ai jamais désiré la couronne que pour montrer à tout le monde combien j'étais éloigné de la dureté de mon père et de mon aïeul, et pour regagner votre amour par une conduite opposée. J'aurais été plus sensible à la joie de mériter votre affection qu'à la dignité royale; c'est la fortune qui fait les rois, mais c'est l'amour de la vertu qui fait les bons rois, ces rois justes qui font leur bonheur de la félicité des peuples. Le malheur de ma maison ne m'a pas permis de goûter ce plaisir si pur et d'exécuter mes intentions.

« Nos affaires sont réduites à une étrange extrémité, et, pour comble de malheur, nous avons perdu le royaume par l'infidélité et par le peu de valeur de nos capitaines et de nos troupes; car nos ennemis n'ont point à se glorifier de l'avoir conquis par leur courage. Il nous resterait encore quelque espérance si nous pouvions nous défendre durant quelque temps; le roi d'Espagne et tous les princes d'Italie se préparent à nous secourir puissamment, et ceux qui n'avaient pas fait assez d'at-

tention à l'incendie qui consume ce royaume ont enfin ouvert les yeux, ils ont compris que s'ils ne l'arrêtent au plus tôt il gagnera bientôt leurs États.

« Je me sens assez de courage pour terminer et mon règne et ma vie, avec toute la gloire d'un jeune roi descendu de tant de souverains, et pour justifier l'opinion que vous avez eue de moi jusqu'à ce jour; mais ce serait exposer la patrie à trop de calamités. Je cède donc à la fortune, et je préfère une vertu obscure à l'éclat d'une couronne que je ne puis conserver sans causer de grands malheurs; je n'ai souhaité de régner que pour faire des heureux.

« Je vous conseille de traiter avec le roi de France, et, pour que vous puissiez le faire sans honte, je vous dégage du serment de fidélité que vous m'avez prêté il y a quelques jours. Je souhaite que votre empressement à prévenir les Français puisse adoucir cette fière nation en votre faveur.

« Peut-être un jour leur dureté vous fera-t-elle haïr leur empire, peut-être souhaiterez-vous alors mon retour; je serai toujours prêt à vous secourir. Disposez alors de ma vie; je l'exposerai dès que vous en aurez besoin. Mais si, contents de leur domination, vous viviez en paix sous vos nouveaux maîtres, jamais vous ne verrez le malheureux Ferdinand troubler votre repos. Je me consolerai de ma misère par votre bonheur; j'irai même presque jusqu'à l'oublier si j'apprends qu'il vous reste encore un faible souvenir de votre roi. Il dépend de vous de me consoler pleinement d'avance; je me croirai trop heureux si vous avouez qu'avant de monter sur le trône, et depuis, je n'ai jamais fait le moindre mal à personne; que je n'ai jamais donné aucune marque d'avarice ni de cruauté; que ce ne sont pas mes fautes qui font aujourd'hui mon malheur, mais celles de mon père et de mon aïeul. Je vous conjure aussi de croire que je suis résolu de n'être jamais cause qu'il arrive rien de fâcheux à aucun de vous pour conserver ma couronne ou pour la recouvrer; qu'enfin je suis plus affligé de me voir hors d'état de réparer les fautes de mes pères que de perdre ma dignité; que, tout exilé, tout éloigné de ma patrie que je vais être, je supporterai mon malheur avec moins d'amertume, pourvu que vous soyez persuadés que, marchant sur les traces d'Alphonse-le-Vieux, mon bisaïeul, je n'aurais ressemblé ni à Ferdinand, mon aïeul, ni même à mon père. »

Un discours si touchant ne pouvait qu'exciter la compassion de tous les assistants; aussi la plupart n'y répondirent que par des larmes. Mais le nom des deux derniers rois était si odieux à tout le peuple et à presque toute la noblesse, et on souhaitait les Français avec tant d'ardeur, que le tumulte ne fut point apaisé. A peine même Ferdinand fut-il rentré dans le château que le peuple se mit à piller ses écuries, qui étaient sur la place. Outré de cette indignité, il sortit fièrement, suivi de peu de monde pour s'y opposer; et la majesté du nom royal fut encore assez puissante, dans une ville déjà révoltée, pour que chacun se retirât d'abord.

Quand il fut retourné au château, il fit brûler et couler à fond les vaisseaux qui étaient dans le port, n'ayant pas d'autre moyen d'empêcher qu'ils ne tombassent au pouvoir des ennemis. Il commença ensuite à soupçonner, d'après quelques indices, que l'infanterie allemande, qui était en garnison dans le château au nombre de cinq cents hommes, avait dessein de se saisir de sa personne; il se détermina sur-le-champ à leur donner tout ce qui y était, et, tandis qu'ils s'occupaient à en faire le partage, il sortit par la porte *del Soccorso,* après avoir fait ouvrir les prisons aux barons échappés à la cruauté de son père et de son aïeul; mais il excepta de cette grace le prince de Rossano et le comte de Popoli. Il s'embarqua sur les galères qui l'attendaient au port, suivi de don Frédéric, de la reine veuve de Ferdinand, de Jeanne, sa fille, et d'un petit nombre de domestiques, et il fit voile vers l'île d'Ischia, qui est l'ancienne *Ænaria,* située à trente milles de Naples. Tant qu'il put voir cette ville, il répéta plusieurs fois à haute voix le verset du psaume où il est dit : que *c'est en vain qu'on garde la ville si Dieu lui-même ne veille à sa défense*[1].

Comme Ferdinand n'avait plus désormais à attendre que des traverses, sa vertu fut mise à l'épreuve en arrivant dans l'île d'Ischia, et il commença à y ressentir les effets de l'ingratitude et de l'infidélité qui poursuivent toujours les malheureux. Le commandant du château ne voulut l'y recevoir que lui second; mais aussitôt qu'il y fut entré, il se jeta brusquement sur cet homme, et cette action de vigueur, jointe au

(1) Psaume CXXVI, verset 2.

souvenir de l'autorité royale, épouvanta tellement la garnison qu'il se rendit maître du château et du commandant.

Après la retraite de Ferdinand, le seul nom des vainqueurs leur soumit presque tout le reste du royaume; la consternation fut même si grande que deux cents chevaux de la compagnie de Ligny [1] étant allés à Nola, firent prisonniers sans aucun obstacle Virginio Orsino et le comte de Pitigliano, qui s'y étaient retirés avec quatre cents hommes d'armes. Ces seigneurs, rassurés par le sauf-conduit qu'on leur avait écrit avoir été accordé par le roi, ou frappés de la même terreur que les autres, se rendirent sans faire la moindre résistance. On les conduisit au château de Montdragon, et tous leurs gens d'armes furent dépouillés de ce qu'ils possédaient.

Cependant les députés de Naples s'étaient rendus à Averse pour présenter les clefs de leur ville au roi. Ce prince leur accorda avec bonté de grands priviléges, et le lendemain, qui fut le 21 de février, il fit son entrée dans cette capitale. Il y fut reçu avec de si grandes acclamations et une allégresse si générale qu'on eût dit qu'il était le père et le fondateur de la ville. Chacun y accourut sans distinction de sexe, d'âge, de condition et de parti; ceux même qui devaient leur fortune à la maison d'Aragon s'empressèrent de se trouver à cette cérémonie. Au milieu de cette pompe et des cris de joie de tout le peuple, Charles se rendit à la grande église, d'où il fut conduit au château de Capoue, ancienne demeure des rois de la maison d'Anjou, le château neuf étant encore occupé par les ennemis.

Ainsi Charles VIII, plus heureux que Jules-César, vainquit avant que d'avoir vu. Ce bonheur était sans exemple, car les conquêtes du roi furent si rapides que, dans cette expédition, il ne fut obligé ni de tendre une tente, ni de rompre une seule lance [1], et que même la plus grande partie de ses préparatifs lui fut inutile; car l'armée navale qu'il avait équipée avec tant de dépense, ayant été battue par la tempête et jetée dans l'île de Corse, n'aborda dans le royaume qu'après l'entrée du roi à Naples.

Ce fut ainsi que les divisions de nos princes, devenant funestes à cette prudence si vantée, furent cause qu'une belle et riche portion de l'Italie, à la honte de la milice du pays et au grand péril de toute la nation, fut enlevée à des princes italiens par des princes étrangers. Je donne le nom d'italiens aux princes de la maison d'Aragon, parce que le vieux Ferdinand, quoique né en Espagne, avait passé toute sa vie en Italie, comme roi ou comme fils de roi, et que ses fils et son petit-fils étaient tous nés et avaient tous été élevés à Naples, ce qui es faisait regarder, à juste titre, comme Italiens.

(1) Louis de Luxembourg, comte de Ligny, fils du second lit du connétable de Saint-Pol et de Marie de Savoie, sœur de Charlotte, mère de Charles VIII. Il fut grand-chambellan de France, et mourut en 1503. Le roi, auprès duquel il était en grande faveur, lui fit épouser à Naples une riche héritière, Eléonore de Guevarra des Baux, princesse d'Altemure et duchesse d'Andria et de Venose.

(1) Alexandre VI disait que les Français étaient venus prendre Naples avec des éperons de bois, et la craie à la main, comme des fourriers.

LIVRE DEUXIÈME.

Rébellion de Pise contre les Florentins. Négociations des Florentins avec le roi de France pour le rachat de Pise. Nouvelle réforme de la cité de Florence à la persuasion de frère Girolamo Savonarola. Préparatifs des Vénitiens et de Ludovic Sforze contre les Français. Fait d'armes du Taro. Retour de Ferdinand d'Aragon dans le royaume de Naples. Paix entre le duc de Milan et le roi de France. Retour de Charles VIII au-delà des monts.

CHAPITRE PREMIER.

Ministres florentins chassés par les Pisans. Plaintes des Pisans à Charles VIII en présence des orateurs florentins. Réponse de l'orateur Soderini. Le roi Charles favorise secrètement les Pisans. Disputes à Florence pour l'établissement d'un nouveau gouvernement. Discours de Paul-Antoine Soderini et de Guido-Antoine Vespucci. Gouvernement populaire favorisé par le frère Girolamo Savonarola. Constitution du grand-conseil.

Pendant que ces choses se passaient à Rome et dans le royaume de Naples, une autre partie de l'Italie voyait s'augmenter un feu qui devait produire un incendie fatal à beaucoup de gens, mais surtout à celui dont l'ambition en avait excité les premières étincelles et qui l'avait fomenté. Le traité de Florence portait que Pise demeurerait entre les mains du roi de France jusqu'après la conquête de Naples, et que cependant la juridiction et les revenus de cette ville appartiendraient aux Florentins. Mais le roi ne laissa pas en partant les ordres nécessaires pour l'exécution de cet article. Les Pisans, favorisés par le commissaire et par la garnison française, chassèrent de leur ville les officiers de la république et tous les autres Florentins; ils en emprisonnèrent même quelques-uns après s'être emparés de leurs effets; en un mot, ils secouèrent entièrement le joug de Florence. Voulant soutenir cette démarche, ils envoyèrent des ambassadeurs au roi après son départ de cette ville, afin de plaider leur cause; et, pour s'appuyer davantage, ils députèrent aussi à Sienne et à Lucques. Ces deux villes, ennemies des Florentins, apprirent cette nouvelle avec beaucoup de joie; elles fournirent même conjointement quelque argent aux Pisans, et les Siennois, en particulier, leur envoyèrent de la cavalerie. Les Pisans tentèrent encore d'engager les Vénitiens à leur donner du secours; mais leurs députés, quoique favorablement reçus du sénat, furent obligés de s'en retourner sans espérance.

Le duc de Milan était celui sur lequel ils faisaient le plus de fond, et ils ne doutaient pas que l'auteur de leur révolte ne fût disposé à les soutenir. Ce duc, qui faisait tous ses efforts pour faire croire aux Florentins qu'il n'avait aucune part à cette affaire, encourageait en secret les Pisans par ses exhortations et par ses promesses; il engagea même secrètement les Génois à leur fournir des armes et des munitions et à leur envoyer un commissaire avec trois cents fantassins. Les Génois haïssaient mortellement les Florentins, à cause des nouvelles acquisitions que ceux-ci avaient faites, l'une de la ville de Pise et l'autre du port de Livourne, qui, ayant appartenu aux Génois, avait été vendu pendant que Thomas Frégose était doge de Gênes. Cette haine s'était encore accrue depuis peu, lorsque les Florentins leur avaient enlevé Pietra-Santa et Serezana; c'est pourquoi ils saisirent avidement cette occasion de faire éclater leurs ressentiments. Ils s'étaient même déjà emparés de la plus grande partie des places que les Florentins avaient dans la Lunigiana, et ils prenaient actuellement connaissance des affaires de Pietra-Santa, sous prétexte de certaines lettres obtenues du roi pour la restitution de quelques biens confisqués. Les Florentins ayant porté leurs plaintes de toutes ces entreprises au duc de Milan, il leur fit réponse que, suivant les traités qu'il avait faits avec les Génois, il n'était pas en son pouvoir de s'y opposer. Il donnait néanmoins de belles paroles et de bonnes espérances aux Florentins; mais il ne cessait de faire tout le contraire de

ce qu'il leur promettait, se flattant de se rendre facilement maître de Pise, s'ils ne pouvaient venir à bout de la reprendre. Ce qui lui faisait souhaiter si ardemment d'avoir cette place c'était sa richesse et son importante situation.

Il y avait long-temps que Ludovic roulait ce projet dans sa tête; il l'avait même conçu dès le temps de son exil, lorsqu'après la mort de Jean Galéas, Bonne, mère et tutrice du jeune duc, soupçonnant Ludovic d'ambition, l'avait obligé de sortir de Milan et de se retirer pendant quelques mois à Pise. Il ne désirait avec tant d'ardeur s'emparer de Pise que parce que cette ville, avant de tomber au pouvoir des Florentins, avait été sous la domination de Jean Galéas Visconti, premier duc de Milan. Il croyait qu'il lui serait glorieux de recouvrer ce que ses prédécesseurs avaient possédé, et qu'il pouvait soutenir avec quelque apparence de droit que Jean Galéas n'avait pu, au préjudice de ses successeurs, donner la ville de Pise par testament à Gabriel-Marie, son fils naturel, de qui les Florentins la tenaient, Galéas ne l'ayant conquise qu'avec l'argent et les forces du duché de Milan.

Les Pisans, non contents d'avoir soustrait leur ville à l'obéissance des Florentins, travaillaient à se rendre maîtres des autres places du territoire de Pise; ces villes, se réglant sur l'exemple de la capitale, comme il arrive presque toujours, reçurent pour la plupart les commandants que Pise leur envoya dès les premiers jours de la rébellion. Les Florentins ne s'y opposèrent pas d'abord, devant être occupés de soins plus importants, jusqu'à ce qu'ils eussent traité avec le roi; d'ailleurs ils comptaient qu'il y mettrait ordre après son départ de Florence, comme il s'y était obligé. Mais quand ils virent que Charles négligeait cette affaire, ils envoyèrent des troupes en ces quartiers, et ils rentrèrent par force et par composition dans les places qui leur avaient éte enlevées. Il n'y eut que les villes de Cascina, Buti et Vico-Pisano, à la défense desquelles les Pisans s'étaient bornés, qui ne furent pas reprises.

Charles, dans le fond, n'était pas fâché de la conduite des Pisans, et la plupart des seigneurs français leur étaient ouvertement favorables, les uns touchés de ce qu'on leur avait dit de la dureté des Florentins à l'égard des Pisans, et les autres par opposition au cardinal de Saint-Malo, protecteur déclaré des Florentins. Parmi ces derniers, le principal était le sénéchal de Beaucaire; ce favori, déjà gagné par l'argent des Pisans, était, outre cela, chagrin de l'élévation du cardinal; et, selon le génie de la cour, le motif qui l'avait porté à s'unir avec Brissonet, pour écarter les autres, était le principe de sa jalousie. Tous ces courtisans, peu touchés de l'honneur et de la réputation d'un si grand roi, lui faisaient entendre qu'il était de son intérêt de soutenir la ville de Pise et de laisser aux Florentins cette occupation jusqu'après la conquête du royaume de Naples; le roi, entraîné par leurs persuasions, faisait espérer aux deux partis de terminer le différend à leur avantage.

Lorsqu'il se fut rendu à Rome, il voulut que les ambassadeurs des Florentins fussent témoins des plaintes que les Pisans faisaient contre eux. Burgundio Lolo, de la ville de Pise, avocat consistorial en cour de Rome, parla pour sa patrie; il dit : qu'il y avait quatre-vingt-huit ans que ses compatriotes gémissaient dans un esclavage plein d'injustice et de dureté; que Pise, qui avait autrefois étendu son empire jusque dans l'Orient[1] et qui avait été une des plus puissantes et des plus florissantes villes d'Italie, était aujourd'hui réduite à la dernière désolation, par l'avarice et la cruauté des Florentins; qu'elle était presque déserte, ayant été abandonnée de la plus grande partie de ses habitants, qui n'avaient pu supporter un joug si accablant; que ceux qui s'étaient exilés de leur patrie avaient pris le plus sage parti, vu la triste situation de ceux que l'amour du pays y avait retenus; qu'après avoir été dépouillés de presque tous leurs biens par les exactions de la république de Florence et de ses officiers, on leur ôtait encore, par une barbare injustice, les moyens de subsister, en leur défendant le commerce et l'exercice de tous les arts nobles; qu'on poussait la dureté jusqu'à leur fermer l'entrée des offices et des emplois et même de ceux qu'on accordait aux étrangers; que déjà les Florentins avaient commencé à porter l'inhumanité jusqu'à vouloir faire périr le reste de

(1) En effet la république de Pise avait été autrefois puissante pendant quelque temps. Elle avait souvent fait tête aux infidèles; elle avait conquis les îles de Corse et de Sardaigne et la ville de Carthage, et elle s'était fait craindre dans toute la Méditerranée.

malheureux Pisans, par des ordres funestes à la santé des habitants du pays; que, dans ces vues cruelles, on leur avait défendu de continuer l'entretien des chaussées et des fossés du territoire de Pise, ce qui les exposait tous les ans à de grandes maladies causées par l'humidité du terrain extrêmement bas et marécageux; que l'on voyait tomber en ruine les églises, les palais et tous les beaux édifices publics et particuliers que leurs pères avaient élevés; qu'il n'était point honteux pour les villes les plus célèbres d'obéir à des étrangers au bout de plusieurs siècles; que c'était une fatalité commune à toutes les choses fragiles de ce monde de tomber en décadence et de changer enfin; mais que le souvenir de la noblesse et de l'ancienne grandeur des vaincus devrait toucher de compassion les vainqueurs, au lieu d'augmenter leur dureté, devant considérer qu'avec le temps ils pouvaient et ils devaient même nécessairement éprouver le sort destiné à toutes les villes et à tous les empires; qu'il ne restait plus rien aux Pisans qui pût exciter la cruauté et l'avarice insatiable des Florentins; que, ne pouvant plus vivre dans cette triste situation, ils avaient résolu, d'une commune voix, de mourir ou de fuir leur patrie plutôt que de rentrer sous la domination de leurs tyrans. « Oui, grand roi, continua Lolo en s'attendrissant, les larmes dont j'arrose les pieds de Votre Majesté sont les larmes de tout un peuple prosterné devant vous; c'est par elles, c'est en son nom que j'ose vous faire ressouvenir de cette bonté et de cette justice qui rendirent aux Pisans une liberté si injustement ravie. Conservez votre ouvrage avec toute la fermeté d'un grand roi; assurez-nous vos bienfaits et daignez prendre le titre honorable de père et de libérateur des Pisans opprimés plutôt que de prêter votre nom sacré à l'avarice et à la cruauté des Florentins. »

François Soderini[1], évêque de Volterra, depuis cardinal, et qui était l'un des ambassadeurs de Florence, répondit : que rien n'était plus juste que le titre et le droit des Florentins sur la ville de Pise; qu'en l'année 1404 ils l'avaient acheté de Gabriel-Marie Visconti, auquel elle appartenait légitimement; qu'à peine s'en furent-ils mis en possession, que les Pisans les en chassèrent avec violence; que pour la recouvrer, ils eurent à soutenir une longue guerre, suivie d'un succès aussi favorable que la cause en était juste; que, dans cette occasion, la bonté des Florentins ne leur fut pas moins glorieuse que la victoire; que pouvant laisser périr les Pisans par la faim qui les avait déjà réduits à la dernière extrémité, ils portèrent dans leur ville plus de vivres que d'armes; que dans aucun temps Pise n'avait eu un État considérable sur le continent, n'ayant même jamais pu soumettre la ville de Lucques qui en est si voisine; qu'ainsi sa domination avait toujours été renfermée dans les bornes d'un territoire fort étroit; qu'à l'égard de sa puissance sur mer, elle n'avait pas été de longue durée, y ayant déjà long-temps qu'en punition des crimes et des divisions de ses habitants cette ville avait perdu le peu qu'elle avait eu de splendeur; qu'ensuite elle avait été si pauvre, si dépeuplée et dans un si triste état, qu'un certain Jacques d'Appiano, humble notaire des environs, s'en était rendu maître; qu'après plusieurs années de domination, il avait laissé la souveraineté de Pise à ses enfants; que les Florentins seraient moins jaloux de posséder Pise, si ce n'était sa situation et la commodité de la mer; que d'ailleurs les revenus qu'ils en tiraient étaient si peu considérables et les impositions qu'ils y mettaient si légères que la recette excédait à peine la dépense qu'ils étaient obligés d'y faire; que même la plus grande partie de ces revenus provenait des droits que les étrangers payaient au port de Livourne; que les Pisans n'étaient point gênés par rapport au commerce, aux arts et aux offices, par d'autres lois que celles qui leur étaient communes avec toutes les autres villes sujettes de Florence; que cependant ces villes étaient con-

(1) Il était fils de Thomas Soderini et de Diana Tornabuoni, tous deux des meilleures familles de Florence, et était né le 10 juin 1453. Il fut fait évêque de Volterra par Sixte IV, le 29 avril 1478, et Alexandre VI le fit cardinal du titre de Sainte-Susanne le 31 mai 1503. C'était un homme de beaucoup d'esprit, et qui passa presque toute sa vie dans les plus grands emplois et dans les affaires les plus importantes; mais il était fort intrigant. Il fut très attaché à la France, dont il reçut de grands bienfaits, et entre autres Louis XII lui donna l'évêché de Saintes; il résigna en 1509 celui de Volterra à Julien Soderini, son neveu. Il mourut doyen du sacré collége et évêque d'Ostie le 17 juillet 1524, à Rome, et fut enterré dans l'église de Sainte-Marie-du-Peuple, avec cette épitaphe des plus simples. *Francisci Soderini Episcopi Ostiensis et Volaterrani depositum.*

tentes de la douceur de son gouvernement et n'aspiraient point à changer de maître, parce qu'elles n'avaient ni la hauteur, ni l'opiniâtreté naturelles aux Pisans, et encore moins leur perfidie, si généralement reconnue que de tout temps elle a passé en proverbe; que si, lorsque les Florentins achetèrent la ville de Pise, quelques habitants s'étaient retirés, c'avait été volontairement et par un motif d'orgueil, qui ne leur permit pas de se mesurer sur leurs forces et de s'accommoder au temps, et non par la faute des Florentins; qu'ils avaient toujours gouverné les Pisans avec justice et avec douceur, et les avaient traités de manière que Pise était aussi riche et aussi peuplée qu'elle l'avait été au commencement de leur domination; qu'au contraire ils s'étaient efforcés de la rendre florissante et d'augmenter le nombre de ses habitants par l'acquisition qu'ils avaient faite à grands frais du port de Livourne, qui pouvait seul faire fleurir cette ville; qu'ils y avaient encore contribué par l'établissement d'une université[1] pour toutes les sciences, et par le soin qu'ils avaient eu de faire entretenir exactement les fossés; que la vérité de tous ces faits était si publique qu'en vain prétendrait-on l'obscurcir par des plaintes forcées et par des calomnies; qu'il était permis à tout le monde de désirer une meilleure fortune, mais aussi que chacun devait supporter patiemment l'état où le sort l'avait placé; que toutes les souverainetés tomberaient dans la confusion, si chaque sujet avait droit de réclamer contre son souverain; que les Florentins ne croyaient pas devoir faire de grands efforts pour inspirer au roi le parti qu'il avait à prendre dans cette occasion; bien assurés qu'un prince si sage et si juste ne se laisserait pas surprendre par des plaintes et des déclamations; qu'il n'était pas nécessaire de lui rappeler ses promesses avant qu'il fût reçu dans Pise et les serments solennels dont il s'était lié à Florence; qu'enfin il ferait attention que plus un roi a de grandeur et de puissance, plus il lui est glorieux de les faire servir au maintien de la justice et de la bonne foi.

Charles paraissait ouvertement pencher en faveur des Pisans; et ce n'était que pour leur avantage qu'il proposait aux deux partis de rester en repos pendant la guerre de Naples; c'était dans les mêmes vues qu'il s'offrait à lever le séquestre du territoire de Pise, et qu'il promettait qu'aussitôt après la conquête de Naples il exécuterait ce dont il était convenu à Florence. Mais les Florentins, à qui toutes les paroles du roi étaient devenues suspectes, rejetaient ces expédients et le pressaient vivement de remplir ses promesses. Enfin Charles, feignant de se rendre, mais n'ayant en effet d'autre intention que de se faire avancer les soixante-dix mille ducats qui ne devaient lui être payés que dans les mois de mars et de juin, envoya, en partant de Rome, le cardinal de Saint-Malo à Florence. Il fit entendre aux Florentins que le cardinal y allait pour leur donner satisfaction; mais il lui prescrivit en secret de les amuser jusqu'à ce qu'ils eussent compté l'argent et de laisser ensuite les choses dans le même état. Quoique les Florentins eussent quelque soupçon de cette supercherie, ils ne laissèrent pas de remettre au cardinal les quarante mille ducats dont le terme allait échoir. Dès qu'il eut reçu cette somme il se rendit à Pise, promettant aux Florentins de les remettre en possession de cette ville. Mais il revint sans avoir rien fait, s'excusant sur ce qu'il avait trouvé les Pisans si opiniâtres que son autorité seule n'avait pas été capable de les amener à son but, et qu'il n'avait pu les contraindre par la force, n'ayant point d'ordre à ce sujet. Il ajouta qu'étant prêtre il n'avait pas cru qu'il convînt à son caractère de prendre un parti qui aurait pu faire répandre du sang. Cependant il avait augmenté la garnison du Château-Neuf, et il aurait aussi mis du monde dans le vieux si les Pisans eurent voulu y consentir.

Leur courage et leurs forces croissaient de jour en jour. Le duc de Milan, jugeant qu'il était nécessaire de munir la ville d'une plus forte garnison et d'un chef de quelque expérience, y avait envoyé, mais sous le nom des Génois, Lucio Malvezzo avec de nouvelles troupes. D'ailleurs, comme il ne négligeait aucune occasion d'augmenter les embarras des Florentins, pour qu'ils fussent moins en état d'attaquer les Pisans, il prit à sa solde, en commun avec les Siennois, Jacques d'Appiano, seigneur de Piombino, et Jean Savelli. Son dessein était de procurer aux Siennois le moyen de soutenir

(1) L'université de Pise fut établie par Laurent de Médicis en 1472.

Montepulciano, ville qui s'était nouvellement donnée à eux, après s'être révoltée contre les Florentins, et qu'ils avaient acceptée au mépris de leur alliance avec ces derniers.

Les Florentins n'avaient pas moins d'occupation au dedans qu'au dehors. Aussitôt que le roi fut parti de Florence on voulut mettre ordre au gouvernement de la république. Pour cet effet on convoqua, suivant l'ancienne coutume, un *parlement*, qui est une assemblée générale de tous les Florentins dans la place du palais, où chacun opine à haute voix sur les affaires qui sont proposées par le magistrat. Dans cette assemblée on convint d'une espèce d'administration qui, sous le nom de gouvernement populaire, tendait plutôt à rendre un petit nombre de personnes dépositaires de l'autorité qu'à la communiquer à tout le peuple. Cette forme de gouvernement déplut à beaucoup de gens qui s'étaient flattés de jouir d'un pouvoir plus étendu, et comme ils étaient appuyés par l'ambition particulière d'un grand nombre des principaux citoyens, il fallut mettre de nouveau cette matière en délibération. Un jour que les premiers magistrats et ceux qui avaient plus d'autorité et de réputation conféraient sur ce sujet, Paul-Antoine Soderini [1], homme de grand poids et dont on estimait la prudence, parla, dit-on, en ces termes :

« Il est vrai, messieurs, que ceux qui ont écrit sur la politique ont mis le gouvernement populaire au-dessous de la monarchie ou de l'aristocratie; cependant il est facile de prouver que nous devons le choisir préférablement à tous les autres. L'amour de la liberté est un sentiment ancien et comme naturel à cette ville, et les conditions de nos citoyens y sont réglées sur l'égalité. Or, c'est cette égalité établie à Florence qui est le fondement de la démocratie; en faut-il donc davantage pour ne plus balancer? Il semblera sans doute inutile que je m'étende sur ce point, si l'on veut se rappeler que, dans les dernières délibérations, toutes les voix se sont réunies à mettre l'autorité entre les mains du peuple. Les sentiments n'y ont été divisés que sur un point; quelques-uns se sont attachés à la forme suivant laquelle la ville se gouvernait avant la tyrannie des Médicis; les autres, du nombre desquels j'avoue que je suis, jugeant que cette forme n'avait que le nom de démocratie, effrayés d'ailleurs des inconvéniens qu'on a vu souvent naître de ces sortes de gouvernements, en souhaitaient un autre plus parfait et plus propre à entretenir la concorde et à maintenir la sûreté des citoyens. Or, la raison et l'exemple du passé nous disent assez que cette harmonie des membres de la république et sa sûreté ne sauraient subsister à Florence qu'à l'abri d'une démocratie sagement corrigée; et c'est sur deux fondements que je crois devoir appuyer le bon ordre de l'État.

« Il faut en premier lieu que tous les magistrats et les officiers, tant de la ville que de l'État de Florence, soient nommés pour un certain temps par le conseil général, composé de tous ceux que nos lois appellent au maniement des affaires, et que toutes les lois qu'on pourra faire dans la suite soient munies de l'approbation de ce même conseil général. Ainsi, ni les intérêts des particuliers, ni la brigue n'influant sur le choix de ces mêmes magistrats, la passion ou le caprice n'exclura personne des dignités, qui seront le partage du mérite et de la vertu. Alors il faudra s'ouvrir le chemin des honneurs par ses talents, par des mœurs irréprochables, et par son ardeur à servir la patrie et à se rendre utile aux particuliers. On sera forcé au contraire de fuir le vice, de ne faire de mal à personne, et, en un mot, d'éviter tout ce qui peut rendre odieux dans une ville bien policée. Il ne dépendra plus d'un seul ou d'un petit nombre d'abuser de l'autorité d'un magistrat ou de faire de nouvelles lois pour changer le gouvernement, et la forme qui aura été une fois établie ne pourra recevoir aucune atteinte que par la volonté du conseil général.

« En second lieu, l'assemblée générale choisira des magistrats particuliers, et composera un conseil des plus graves citoyens pour régler les affaires générales, telles que la paix, la guerre et les lois nouvelles. Ces sortes d'affaires n'étant pas à la portée de tout le monde, elles ne doivent être traitées que par ceux que l'expérience en rend capables; d'ailleurs, elles exigent de la diligence et du secret; ainsi il ne conviendrait pas d'en délibérer avec la multitude. Cette réserve ne peut blesser la liberté, qui aura son action toutes les fois que l'élection des magistrats et l'établissement des lois dépendront du conseil universel.

[1] Il était frère de François.

« Ces deux réglements suffiront pour établir une véritable démocratie, pour assurer la liberté de la ville, et pour donner à la république une forme convenable et qui puisse durer longtemps. Je ne parlerai pas encore de plusieurs autres points propres à perfectionner ce gouvernement; il est plus à propos de les remettre à un autre temps. Je craindrais d'alarmer dans ces commencements les esprits que le souvenir de la tyrannie tient encore dans la défiance, et qui, n'ayant pas eu le temps de s'accoutumer à un gouvernement libre, ne peuvent discerner du premier coup d'œil tout ce qui est nécessaire pour la conservation de la liberté. Je renvoie d'autant plus volontiers ces choses à un autre temps qu'elles ne sont point essentielles. Nos citoyens approuveront chaque jour de plus en plus cette forme de république, et, devenus par l'expérience plus capables de sentir la vérité, ils souhaiteront de voir ce gouvernement conduit à une entière perfection; cependant il se soutiendra par le moyen des deux réglements que je viens de proposer.

« La raison et l'exemple me fourniront assez de moyens pour prouver qu'il est facile d'établir ces deux points et que la république en retirera une grande utilité. Quoique l'autorité soit attribuée aux nobles vénitiens, néanmoins la noblesse n'étant composée que de citoyens particuliers et formant d'ailleurs un corps nombreux dont les membres sont de conditions et de qualités si différentes, on ne peut pas nier que ce gouvernement ne tienne beaucoup de la démocratie et que nous ne puissions l'imiter en plusieurs choses. Or, il est surtout appuyé sur ces deux mêmes principes que je propose, et c'est par leur moyen que cette république a conservé pendant tant de siècles sa liberté et qu'elle a maintenu la concorde et l'union parmi ses citoyens; c'est à la faveur de ces sages réglements qu'elle est parvenue au comble de gloire et de grandeur où nous la voyons aujourd'hui. La base de cette union des Vénitiens n'est point, comme on le croit, la situation de leur ville, puisqu'elle ne serait pas capable d'empêcher les divisions et les troubles qui pourraient y naître et qu'on y a vus quelquefois; mais c'est la forme du gouvernement, si sagement établie et si bien concertée dans toutes ses parties qu'elle produit nécessairement cette tranquillité si précieuse et si désirable.

« Nos propres exemples, mais pris dans un sens contraire, peuvent nous instruire autant que les exemples étrangers. Quelle est la source des fréquentes révolutions arrivées à Florence, si ce n'est que la forme de l'État n'était point établie sur le modèle qu'on vient de proposer? Tantôt abattue sous le poids de la tyrannie, tantôt déchirée par les dissensions des particuliers, effets de leur ambition et de leur avarice, cette ville malheureuse s'est encore vue livrée à la discrétion d'une multitude effrénée. Ainsi, au lieu que les villes ont été bâties pour procurer le repos et le bonheur de leurs habitants, notre ville, ou plutôt la forme de notre république, n'a produit d'autres effets que la perte de nos biens, l'exil et le meurtre des citoyens.

« Le gouvernement établi par le dernier parlement ne diffère point de ceux qui ont causé tant de maux à Florence et qui ont enfanté la tyrannie; car ce fut par leur moyen que le duc d'Athènes [1] et ensuite Cosme de Médicis osèrent opprimer la liberté de nos pères. En effet, messieurs, rien n'est plus naturel que ces funestes suites, lorsque le choix des magistrats et le pouvoir de faire des lois ne dépendent pas d'un consentement universel, mais de la volonté d'un petit nombre. Alors les citoyens, ne s'intéressant plus au bien public, ne seront occupés que de leurs vues particulières; on verra naître les brigues, les factions et les révoltes, source funeste de la ruine de toutes les républiques et de tous les empires.

Balancera-t-on encore, après tant de motifs, à fuir une forme de gouvernement dont la raison et l'expérience nous font connaître le danger? Hésiterons-nous encore à prendre un parti, de la sûreté et de l'utilité duquel cette même raison et l'exemple d'autrui nous forcent de convenir? En effet, messieurs, et c'est la vérité qui parle par ma bouche, un gouvernement où le petit nombre disposera de l'autorité sera toujours le gouvernement d'un certain nombre de tyrans, plus dangereux qu'un seul parce que le mal sera multiplié. D'ailleurs, sans parler des

(1) Reinier Acciaioli, d'une noble et ancienne famille de Florence. Il se rendit maître d'Athènes au commencement du quinzième siècle et fut aussi souverain de Corinthe et d'une partie de la Béotie. Lui et ses descendants possédèrent ces États jusqu'en 1455, qu'ils en furent dépouillés par Mahomet II (*Chalcondile*, liv. IV et IX). Il voulut aussi se rendre maître de Florence, ce qui y excita de grands mouvements.

autres inconvénients, ne doit-on pas s'attendre à voir bientôt ces tyrans divisés par la diversité des sentiments, par l'ambition ou par quelque autre passion? La désunion est pernicieuse en tout temps; mais elle le sera bien davantage dans des circonstances où vous avez exilé, proscrit un citoyen puissant, et à présent que, dépouillés d'une partie si considérable de votre domaine, vous voyez l'Italie exposée à des périls pressants et pleine de soldats étrangers. C'est peut-être aujourd'hui la seule fois que Florence a pu disposer de son sort; hâtons-nous donc de profiter de l'heureuse conjoncture qui nous est offerte par le ciel, pour établir un gouvernement durable et qui soit la source du bonheur public.

« Par cet heureux établissement vous laisserez à vos enfants et à leur postérité le précieux héritage de la liberté que vous n'aurez point reçu de vos ancêtres, qui ne l'ont jamais connue. Je vous conjure donc par le souverain maître du ciel et de la terre, dont la bonté fait naître des conjonctures si précieuses, de les mettre à profit, de ne vous point nuire à vous-mêmes, et de ne point dégrader pour toujours la sagesse des Florentins en laissant échapper de si favorables circonstances. »

Tel fut le discours de Soderini; Guy-Antoine Vespucci, jurisconsulte fameux, homme d'esprit et délié, fut d'un sentiment contraire et parla ainsi :

« Messieurs, je souhaiterais avec ardeur que le gouvernement proposé par Paul-Antoine Soderini pût procurer le bonheur public aussi facilement qu'il est aisé de le décrire; il faudrait être bien aveugle pour ne pas embrasser avec empressement un plan si favorable à la patrie, et il n'y a qu'un mauvais citoyen qui soit capable de rejeter une forme de république où les honneurs et la récompense seraient le partage de la valeur, du mérite et de la vertu. Mais il ne me paraît pas qu'un gouvernement tout-à-fait populaire puisse produire ces biens qu'on nous fait espérer; au contraire, la raison, l'expérience et l'autorité des philosophes offrent une preuve invincible que l'on cherche en vain dans la multitude les lumières, la maturité et l'ordre nécessaires à la garantie que, dans le choix des magistrats, la prudence sera préférée à la témérité, la vertu au vice et l'expérience à l'incapacité. Doit-on attendre de sages décisions d'un juge ignorant? non, sans doute. Eh bien! ce juge sans lumières, c'est le peuple plein de confusion et d'ignorance, et qui ne peut choisir ou se déterminer raisonnablement que par hasard. Quoi! nous pourrions croire que d'importantes affaires, qui occupent tout entiers des hommes de tête et dont l'attention ne se partage point ailleurs, puissent être maniées avec succès par une multitude ignorante, composée de gens dont l'esprit, la condition, les mœurs sont si différentes, et qui s'adonnent uniquement à des affaires particulières? D'ailleurs, l'orgueil va porter tous nos citoyens à aspirer aux honneurs; non contents des avantages d'une honnête liberté, ils brûleront de briller aux premiers rangs et d'entrer dans les plus grandes et les plus épineuses délibérations. Vous n'ignorez pas, messieurs, qu'on sait ici moins qu'ailleurs écouter la modération et céder la place à l'expérience et au mérite. Bientôt, persuadée que tous sont naturellement égaux en tout, la multitude disposera des emplois au mépris des services et de la vertu; cette soif aveugle des honneurs qui dévore la plus grande partie du peuple mettra la puissance entre les mains des moins dignes et des moins capables, parce que ceux-ci prévaudront par le nombre et que l'on ne fera plus désormais que compter les suffrages. Enfin, qui peut nous assurer que le peuple, toujours content de la forme que vous aurez une fois établie, ne troublera pas bientôt de si sages mesures par des lois bizarres auxquelles les gens sensés s'opposeront en vain? Cet inconvénient, toujours à craindre dans un gouvernement populaire, le sera bien davantage dans les conjonctures présentes; le penchant naturel qui emporte toujours rapidement les hommes d'une extrémité à l'autre, quand la violence qui les avait retenus a cessé, ne sait point s'arrêter dans un juste milieu. Ne doutez donc pas que le peuple, qui vient d'être délivré de la tyrannie, ne se jette, si on ne le retient, dans une licence effrénée; ainsi nous n'aurons fait que changer de tyran. En effet, quelle tyrannie plus insupportable que le caprice d'un peuple qui rabaisse le mérite pour élever l'ignorance, et qui, sans égard pour les talents, dispose à son gré de la récompense qui leur était due? L'ignorance, quand elle tyrannise, impose un joug d'autant plus accablant qu'elle est aveugle

sans discernement, et mille fois plus dangereuse que toute la malice d'un tyran à qui la politique fait du moins garder quelques mesures.

« Au reste, ne vous laissez point éblouir par l'exemple des Vénitiens; la situation de leur ville contribue pour quelque chose au bon ordre de cette république, et l'ancienneté du gouvernement sert beaucoup à y maintenir l'heureuse tranquillité dont nous la voyons jouir. D'ailleurs, les grandes affaires n'y sont confiées qu'à un petit nombre de citoyens; peut-être même que ce peuple moins vif que nous est plus facile à contenir. D'ailleurs, ce ne sont point les deux lois fondamentales qu'on vient de proposer qui soutiennent seules le gouvernement de Venise, c'est la perpétuité du doge, ce sont plusieurs autres sages réglements qui le rendent parfait et durable. Or, je demande s'il serait possible d'en introduire de pareils dans notre république sans y trouver beaucoup de contradictions. Cette ville ne vient point d'être bâtie et il n'est pas question de lui donner une première forme; elle préfèrera toujours ses anciens usages à de nouveaux établissements, quoique meilleurs et plus utiles; elle craindra toujours que, sous prétexte de conserver sa liberté, on ne veuille établir une nouvelle tyrannie.

« Ces raisons et la vicissitude des choses humaines, dont la nature est de dégénérer, donnent plus lieu de craindre qu'un gouvernement d'abord imparfait ne tombe dans une entière confusion, qu'elles ne font espérer que le temps et les occasions pourront le conduire à la perfection. Mais pourquoi chercher des exemples au dehors, tandis que nous en avons parmi nous?

« Pouvons-nous ignorer que cette ville n'a jamais été gouvernée par le peuple, sans que les divisions n'aient presque causé sa ruine et changé la face de l'État? Enfin, si nous voulons nous arrêter à des exemples étrangers, que ne nous rappelons-nous les désordres qu'une pure démocratie a occasionnés dans Rome? N'est-il pas évident que l'inclination des Romains pour la guerre fut la seule cause de la durée de leur république au milieu de tant de troubles et de divisions? Jetons encore les yeux sur Athènes, cette ville si florissante et si considérable; ne perdit-elle pas et l'empire et la liberté pour obéir à des tyrans nés dans son sein, ou à des maîtres étrangers, parce que la multitude s'empara de la décision des grandes affaires?

« Au reste, je ne comprends pas comment on ose avancer que la forme arrêtée dans le dernier parlement puisse donner quelque atteinte à la liberté; les magistrats sont par elle en possession de régler toutes choses, et elle ne défère point une autorité perpétuelle à ces citoyens qui seront successivement remplacés par d'autres; enfin, leur élection ne dépend point d'un petit nombre, et le sort décidera entre plusieurs sujets proposés et approuvés suivant l'ancienne coutume de la ville. Dans ces dispositions, comment la brigue ou la cabale pourrait-elle remplir les magistratures? Selon ce plan, les affaires importantes seront examinées et conduites par des hommes sages, pleins d'expérience et de maturité; il régnera dans les conseils un ordre, un secret et une prudence qu'en vain nous chercherions dans le peuple; incapable de soutenir le poids de la république et donnant toujours dans les extrémités, on le verrait tantôt prodiguer la dépense hors de saison, tantôt s'exposer, par une économie mal entendue, à épuiser ensuite les fonds de l'Etat, et se précipiter dans les plus grands périls.

« Si l'Italie et surtout notre patrie, comme l'a remarqué Soderini, sont aujourd'hui dans une triste situation, quelle prudence y aurait-il, quand nous avons besoin des plus sages conseils, de confier notre sort à l'ignorance et à la faiblesse? Considérez que vous assurerez davantage le repos du peuple, et que vous le mettrez plus à portée d'entendre ses vrais intérêts, quand vous lui donnerez moins d'autorité et moins de part au gouvernement. Enfin faites une sérieuse attention que si sa volonté règle la république, devenu bientôt insolent, difficile et opiniâtre, il refusera d'écouter des conseils utiles et dictés par l'amour de la patrie. »

Ce dernier avis l'aurait emporté dans les conseils particuliers si Jérôme Savonarole de Ferrare, de l'ordre des Frères prêcheurs, n'avait pas fait intervenir l'autorité de Dieu dans les délibérations des hommes. Ce religieux, qui prêchait depuis plusieurs années à Florence, joignait à une doctrine singulière une grande réputation de sainteté; il s'était même acquis dans l'esprit de la plus grande partie du peuple

le nom et le crédit d'un prophète. Cette opinion vulgaire était fondée sur ce que, dans des temps plus tranquilles et où il n'y avait aucune apparence de troubles, il avait prédit dans ses sermons qu'il viendrait en Italie des armées étrangères si redoutables que ni murailles ni troupes ne pourraient leur résister; il avait même parlé obscurément du changement de l'Etat de Florence. Ce nouveau prophète assurait que ce n'était ni par les lumières de la raison, ni par la science des Ecritures qu'il prédisait ces choses et plusieurs autres qu'il débitait continuellement, mais que c'était uniquement par inspiration divine. Il se mit alors à déclamer en public contre la forme de gouvernement arrêtée dans le parlement, et à prêcher, avec un ton d'homme inspiré, que Dieu voulait que Florence fût tellement gouvernée par le peuple qu'il ne fût pas au pouvoir du petit nombre de disposer du sort de la multitude et d'opprimer sa liberté.

La vénération des peuples pour Savonarole favorisant les souhaits du plus grand nombre, ceux qui étaient d'un sentiment opposé ne purent résister à ce torrent. Après plusieurs délibérations il fut enfin arrêté qu'on établirait un conseil général de tous les Florentins, à l'exclusion néanmoins du menu peuple, comme on le publia en différents endroits de l'Italie. Cette assemblée ne fut donc composée que de ceux qui, suivant les anciennes lois de la ville, avaient droit de participer au gouvernement, et il fut réglé que ce conseil général n'aurait d'autres fonctions que d'élire tous les magistrats de la ville et du domaine, et d'approuver les lois dressées et rédigées dans les conseils particuliers. Ensuite, pour aller au-devant des divisions et rassurer l'esprit de chaque particulier, on publia un décret qui, comme autrefois à Athènes, fit défense de faire aucune recherche du passé par rapport aux affaires de l'Etat. On eût peut-être établi un gouvernement solide sur ces fondements si dans le même temps on avait fait tous les autres réglements que les gens sensés proposèrent alors; mais le consentement d'un grand nombre de citoyens, que le souvenir du passé remplissait de défiance, étant absolument nécessaire pour ces nouvelles lois, on jugea qu'il suffisait pour le présent d'établir le conseil général comme fondement de la liberté, et qu'on pouvait attendre que le temps eût rassuré les esprits et fait sentir la sagesse et l'utilité de ces réglements.

CHAPITRE II.

Le royaume de Naples au pouvoir des Français. Ferdinand s'enfuit en Sicile. Mort de Zizim. Craintes des Vénitiens et de Ludovic Sforze. Ligue des princes italiens et espagnols contre les Français. Les Florentins refusent d'y entrer. Les Français se rendent odieux aux Napolitains par leur insolence. Charles VIII songe à retourner en France. Ferdinand entre en Calabre avec les Espagnols. Charles VIII demande au pape Alexandre l'investiture du royaume de Naples.

Cependant le roi de France, maître de la ville de Naples, voulant achever sa conquête, résolut de soumettre le Château-Neuf et le château de l'Œuf, qui tenaient encore pour Ferdinand; à l'égard de la tour de San-Vincenzio, construite pour la défense du port, il s'en était facilement emparé; il fallait outre cela s'emparer du reste du royaume pour assurer sa nouvelle puissance. La fortune lui fut également favorable dans ces deux projets; après une légère résistance le Château-Neuf, palais des rois, situé sur le bord de la mer, se rendit par la lâcheté et l'avarice de la garnison allemande, composée de cinq cents hommes. Les conditions de la capitulation furent qu'ils en sortiraient avec tout ce qu'ils pourraient emporter sur eux. Il y avait dans ce château une grande quantité de vivres, que Charles, sans prévoyance pour l'avenir, donna à quelques-uns des siens. Le château de l'Œuf, bâti dans la mer sur un rocher qui tenait autrefois au continent, dont il avait été séparé par Lucullus, et qui communiquait avec le rivage par un pont étroit, essuya pendant quelques jours le feu de l'artillerie. Le canon pouvait à la vérité endommager le haut des murailles, mais il était impossible d'entamer le rocher. Malgré de si bonnes fortifications, l'épouvante se saisit de la garnison, qui promit de se rendre dans huit jours si elle n'était secourue avant ce temps-là.

Les barons et les syndics des villes venaient au-devant des troupes que le roi avait envoyées dans les provinces du royaume, s'empressant à l'envi d'être les premiers à les recevoir. L'affection qu'on avait pour les Français ou la terreur de leurs armes engageait les gouverneurs des places fortes à se rendre presque tous sans aucune résistance; le château de Gaëte

même, qui était bien fortifié et abondamment pourvu, se rendit à discrétion après une légere attaque. Cette révolution rapide entraîna en peu de jours tout le reste du royaume, et Charles soumit tout à son obéissance, excepté l'île d'Ischia, les citadelles de Brindes et de Gallipoli dans la Pouille, et celle de Reggio en Calabre, située à la pointe de l'Italie, vis-à-vis de la Sicile. La Turpia et la Mantia, dans la même province, s'étaient d'abord données à lui; mais Charles en ayant gratifié quelques-uns de ses courtisans, ces villes ne voulurent pas les reconnaître et retournèrent à leur ancien maître. La ville de Brindes suivit leur exemple quelques jours après, parce que Charles n'y envoya personne; il eut même la négligence de ne point expédier et même de n'entendre qu'à peine les députés de cette ville qui s'étaient rendus à Naples pour capituler. Ce délai donna le temps à ceux qui tenaient la citadelle pour Ferdinand de ramener la ville à son obéissance. La ville d'Otrante, qui s'était aussi déclarée pour la France, ne voyant arriver personne de la part du roi, lui échappa encore. Tous les barons du royaume allèrent rendre hommage au nouveau roi, à l'exception d'Alphonse d'Avavalos, marquis de Pescaire, et de deux ou trois autres seigneurs. Le marquis s'étant aperçu que la garnison allemande du Château-Neuf, dont Ferdinand lui avait confié la garde, se disposait à se rendre, avait suivi ce prince; les autres s'étaient retirés en Sicile, parce que Charles avait disposé de leurs terres.

Le roi aurait bien voulu s'assurer la possession du royaume de Naples par un traité solide, et dans cette vue, avant la reddition du château de l'Œuf, il avait envoyé un sauf-conduit à don Frédéric pour le venir trouver; ce prince, qui avait passé plusieurs années à la cour de Louis XI et qui d'ailleurs était parent du roi[1], était aimé de tous les seigneurs français. Charles offrit de donner à Ferdinand des établissements et de grands revenus en France s'il voulait renoncer à ce qui lui restait dans le royaume de Naples, et à Frédéric des biens plus considérables que tout ce qu'il y possédait. Don Frédéric, qui savait que son neveu était résolu de n'accepter aucun parti, à moins qu'on ne lui laissât la Calabre, répondit au roi que, puisque Dieu, la fortune et le consentement de tous les peuples avaient concouru à lui donner le royaume de Naples, Ferdinand ne voulait point s'opposer à cette fatale disposition; qu'il ne se croyait pas déshonoré de céder à un si grand prince, et qu'il était résolu de se soumettre à son obéissance comme les autres, pourvu qu'il voulût bien lui accorder quelque partie du royaume (Frédéric voulait parler de la Calabre) pour y faire sa demeure; que, content de vivre dans ce duché, non comme roi, mais comme l'un des barons de Charles, il ne souhaitait que d'admirer sa clémence et sa bonté; qu'il espérait trouver quelque jour l'occasion de montrer pour le service de ce prince le courage que sa mauvaise fortune ne lui avait pas permis d'employer pour lui-même; que ce trait de générosité couvrirait le roi d'une gloire éclatante et l'égalerait à ces anciens rois qu'une pareille conduite a rendus immortels et auxquels elle a fait décerner les honneurs divins; qu'enfin il y trouverait autant de sûreté que de gloire, parce qu'en recevant les serments et l'hommage de Ferdinand il s'assurerait pour toujours la possession du royaume et n'aurait plus à redouter les caprices de la fortune, qui, lorsque la victoire n'est point accompagnée de la modération et de la prudence, se fait un jeu de ternir l'éclat d'une gloire qui a coûté bien des travaux. Mais Charles, craignant de mettre le reste du royaume dans un péril évident s'il en cédait une partie à son rival, ne voulut point écouter cette proposition. Ainsi don Frédéric s'en retourna mécontent du roi, et Ferdinand, après la reddition des châteaux, se retira en Sicile avec quatorze galères mal armées sur lesquelles il était parti de Naples, s'y tenant prêt pour les occasions qui pourraient s'offrir. Il laissa la garde du château d'Ischia à Inigo d'Avalos[1], frère d'Alphonse, tous deux d'une valeur et d'une fidélité éprouvées.

Charles, voulant s'assurer de cette place d'où il était facile d'exciter des troubles dans le royaume, y envoya son armée navale, qui était enfin arrivée dans le port de Naples. Ayant trouvé la ville abandonnée, elle ne jugea pas à propos d'attaquer le château qui était trop bien fortifié pour qu'on se flattât de l'emporter; c'est

(1) A cause d'Anne de Savoie, sa première femme, qui était nièce de Charlotte de Savoie, mère du roi.

(1) Marquis du Guast.

quoi le roi résolut de faire venir d'autres vaisseaux de Provence et de Gênes pour s'emparer d'Ischia et pour assurer la mer contre les courses de Ferdinand.

Mais ni l'activité ni la prudence ne secondèrent la bonne fortune des Français, que tant de prospérités avaient rendus plus insolents qu'ils ne le sont naturellement. Ils n'agissaient plus qu'avec une négligence et une confusion extrêmes; on abandonnait au hasard les choses les plus importantes; on ne s'occupait que de fêtes et de plaisirs, et ceux qui étaient le plus avant dans la faveur du roi ne songeaient qu'à s'enrichir des fruits de la victoire, sans être touchés ni de la gloire ni des intérêts de leur maître.

Dans ce temps-là Zizim l'Ottoman mourut à Naples; Charles fut fort affligé de sa mort, parce qu'il comptait beaucoup sur lui pour la guerre qu'il méditait contre les Turcs. On fut persuadé que le pape avait donné un poison lent à Zizim pour empêcher le roi d'en tirer aucun avantage. On soupçonna le pontife de cet attentat pour différentes causes. On croyait qu'il n'avait pas remis de bon gré le prince turc entre les mains du roi et qu'il était fâché de perdre les quarante mille ducats que Bajazet lui payait tous les ans. Peut-être était-il jaloux de la gloire du roi? D'ailleurs, il pouvait encore appréhender que ce prince, après avoir triomphé des infidèles, ne se rendît enfin aux instances que bien des gens, qui n'avaient d'autre but que leurs intérêts, lui faisaient sans cesse de réformer les abus de la cour de Rome. En effet, l'église avait un besoin pressant de cette réforme, et elle était si éloignée de ses premières mœurs que l'autorité de la religion chrétienne diminuait de jour en jour, surtout sous un pape qui n'avait point rougi de le devenir par les moyens les plus infâmes, et dont la conduite inouïe allait bien loin au-delà de tout ce qu'on avait détesté jusqu'alors dans les mauvais pontifes. La corruption d'Alexandre rendant tout croyable fit penser à plusieurs que Bajazet lui ayant envoyé de l'argent par George Bucciardo, il avait vendu à ce prince le sang de son frère Zizim. Charles n'abandonna pas pour cela ses desseins contre les Turcs, et il envoya en Grèce l'archevêque de Durazzo[1], Albanais de nation, qui lui faisait espérer d'exciter des mouvements en ce pays par le moyen de certains bannis; mais de nouveaux événements partagèrent l'attention du roi.

On a vu plus haut que la passion d'usurper le duché de Milan et la crainte des Aragonais avaient obligé Ludovic Sforze à solliciter la venue du roi de France en Italie. Quand il eut contenté son ambition et qu'il vit les Aragonais presque hors d'état de se défendre eux-mêmes, il aperçut alors un péril plus grand et plus réel que celui qu'il avait appréhendé; il comprit qu'il était menacé avec toute l'Italie de tomber dans l'esclavage, si le roi de France venait à bout d'affermir sa puissance dans le royaume de Naples. Il aurait souhaité que Charles eût rencontré plus d'obstacles à Florence; mais lorsqu'il vit cette république contrainte d'unir ses forces à celles du roi, que le pape n'avait pas persisté plus long-temps à traverser les desseins de ce prince, et qu'enfin le royaume de Naples était ouvert de tous côtés à ses troupes, sa crainte s'accrut de jour en jour avec les progrès de l'armée française. Les Vénitiens commençaient aussi à trembler; ils étaient demeurés jusque là dans une neutralité constante, et, bien loin de se démentir par aucune action, il ne leur était pas même échappé la moindre démonstration capable de les faire soupçonner de pencher plus d'un côté que d'un autre. Ce ne fut qu'après avoir appris que le roi avait passé les monts qu'ils se déterminèrent à députer vers lui Antoine Loredano et Dominique Trevisani; ces ministres partirent même si tard que le roi était déjà à Florence lorsqu'ils y arrivèrent. Mais ensuite, frappés de la rapidité des succès de ce jeune conquérant, qui comme un foudre impétueux parcourait toute l'Italie sans aucun obstacle, ils com-

(1) Philippe de Commines qui était alors ambassadeur de France à Venise, fut parfaitement instruit de cette intrigue par l'archevêque de Durazzo et par Constantin de Macédoine, lesquels étaient venus à Venise pour faire des préparatifs et acheter des armes. Scanderbeg et plusieurs autres personnes étaient de l'entreprise, et ils auraient été appuyés par les peuples, qui désiraient passionnément l'arrivée des Français pour changer d'état. Mais outre que l'archevêque était *homme léger en paroles*, comme dit Commines, et qu'il communiqua son secret à trop de gens, les Vénitiens voulurent se faire un mérite auprès de Bajazet, et ils l'avertirent de la mort de Zizim et de toute la conjuration. Ils firent même arrêter l'archevêque lorsqu'il s'en retournait en Grèce; Constantin se sauva dans la Pouille (*Com.*, liv. VII, chap. 14). Il en coûta la vie à plus de cinquante mille chrétiens.

mencèrent à comprendre que la ruine des autres pouvait être funeste à leur république; ils furent confirmés dans cette pensée par la conduite du vainqueur. Charles venait de se rendre maître de Pise et des autres places des Florentins; il avait depuis laissé une garnison dans Sienne et s'était comporté de la même manière dans l'Etat ecclésiastique; toutes ces précautions donnaient un juste sujet de croire que ses desseins ne se bornaient pas au royaume de Naples. Ils s'empressèrent donc de prêter l'oreille aux conseils de Ludovic Sforze, qui les avait pressés, dès le temps que les Florentins avaient subi la loi des vainqueurs, de s'opposer au danger qui menaçait toute l'Italie. On croit même que si, du côté de Rome ou à l'entrée du royaume de Naples, Charles eût reçu quelque échec, ils auraient pris dès lors les armes contre lui; mais la rapidité de ses victoires déconcerta la lente politique de ses ennemis secrets.

Depuis la conquête de Naples, Charles, qui se défiait beaucoup de Ludovic, avait pris à sa solde Jean-Jacques Trivulce avec cent lances, moyennant de bons appointements et des conditions honorables, et il avait mis dans ses intérêts, par de grandes promesses, le cardinal Frégose et Obietto de Fiesque. Son but était de se servir de ceux-ci pour donner de l'occupation à Ludovic dans la ville de Gênes, et il s'attacha Trivulce parce qu'il était le chef de la faction Guelfe à Milan et l'ennemi juré du duc. Enfin il refusa à Ludovic la principauté de Tarente, sous le prétexte qu'il ne devait la lui donner qu'après l'entière conquête du royaume de Naples. Ludovic, aigri par cette conduite du roi, fit retenir à Gênes douze galères qu'on y armait pour les Français et défendit qu'on y équipât aucun bâtiment pour leur service. Charles prétendit que c'était ce contre-temps qui l'avait empêché d'assiéger une seconde fois Ischia avec de plus grandes forces. Dans cette disposition des esprits, les soupçons et les mécontentements s'augmentaient tous les jours de part et d'autre. D'ailleurs la prompte réduction de Naples grossissait le péril et le rendait plus présent aux yeux des Vénitiens et du duc de Milan; c'est pourquoi ils se crurent dans la nécessité de ne pas différer plus long-temps à faire éclater leurs projets.

Ils y furent encore excités par la puissance des alliés qui se joignirent à eux. Le pape, alarmé de la prospérité des armes françaises, ne s'y porta pas avec moins de chaleur. L'empereur Maximilien qui, par tous les sujets de haine qu'il avait contre la France et par le souvenir des offenses qu'il avait reçues de Charles, regarda toujours avec plus de jalousie qu'aucun autre l'agrandissement des Français, suivit avec empressement l'exemple d'Alexandre. Mais ceux sur lesquels les Venitiens et Ludovic faisaient le plus de fond étaient les rois d'Espagne.

Ferdinand et Isabelle n'avaient promis à Charles de ne point traverser la conquête du royaume de Naples que pour avoir le comté de Roussillon, et ils s'étaient artificieusement réservé la liberté de ne point exécuter cette promesse à la faveur d'une clause qui, si ce qu'ils en publièrent est vrai, fut insérée dans le traité; elle portait *qu'ils ne seraient tenus à rien de ce qui pourrait préjudicier à l'église;* ils en inféraient que toutes les fois que le pape leur demanderait des secours pour maintenir ses droits sur le royaume de Naples, il serait en leur pouvoir de les lui accorder sans contrevenir à leur engagement. Ils ajoutèrent même depuis, que par le même traité il ne leur était défendu de s'opposer à Charles qu'au cas qu'il fût constaté que ce royaume lui appartenait légitimement. Quoi qu'il en soit, il est certain que dès qu'ils eurent recouvré le Roussillon, non-seulement ils commencèrent à promettre des secours aux Aragonais, mais encore ils pressèrent secrètement le pape de ne point abandonner ces princes. Ils exhortèrent aussi le roi de France, d'abord avec beaucoup de modération et comme s'ils n'avaient eu d'autre motif que l'intérêt de sa gloire et le zèle de la religion, de tourner ses armes plutôt contre les infidèles que contre des chrétiens; mais ils changèrent de conduite à mesure qu'il avançait dans ses conquêtes et parlèrent de manière à causer des soupçons au roi. Ensuite, voulant donner plus de poids à leurs remontrances et soutenir les espérances du pape et des Aragonais, ils firent équiper une flotte qui devait, disaient-ils, veiller uniquement à la sûreté de la Sicile. Elle y arriva en effet après la perte de Naples; mais cette armée navale, suivant la coutume des Espagnols, parut avec beaucoup d'ostentation et ne porta que de faibles secours; car elle

n'amenait en tout que huit cents hommes[1] de cavalerie et mille fantassins espagnols. Ils dissimulèrent jusqu'à ce que la prise d'Ostie par les Colonna et les menaces du roi de France contre le pape leur fournirent un prétexte plus plausible de se déclarer. Ils saisirent d'abord cette occasion pour faire dire au roi, à Florence, par Antoine de Fonseca, leur ambassadeur, que, suivant le devoir des princes chrétiens, ils prendraient la défense du pape et du royaume de Naples qui était un fief de l'église romaine, et lorsqu'ils eurent entamé la négociation avec les Vénitiens et le duc de Milan, ils les pressèrent vivement, à la première nouvelle de la révolution de Naples, de prendre avec eux des mesures pour leur sûreté commune.

Enfin les ambassadeurs de toutes ces puissances s'étant réunis à Venise, y conclurent au mois d'avril une ligue[2] au nom du pape, de l'empereur, des rois d'Espagne, des Vénitiens et du duc de Milan. Ce traité, suivant ce qui en fut rendu public, paraissait n'avoir d'autre objet que la défense réciproque de leurs Etats. On y laissait à tout le monde la liberté d'y accéder à des conditions convenables. Mais jugeant tous qu'il était nécessaire d'ôter le royaume de Naples au roi de France, on convint secrètement que Ferdinand, roi de Naples, qui, comptant sur l'affection des peuples, négociait déjà pour rentrer dans la Calabre, se servirait des troupes arrivées sur la flotte espagnole pour se remettre en possession de ses Etats; que dans le même temps les Vénitiens, avec leur armée navale, attaqueraient les places maritimes; que le duc de Milan, pour empêcher les secours qui pourraient venir de France, tâcherait de s'emparer de la ville d'Asti, où le duc d'Orléans était resté avec peu de forces, et qu'il serait fourni à l'empereur et au roi d'Espagne par les autres confédérés une certaine somme d'argent, afin que l'un et l'autre pussent mettre sur pied des forces nombreuses pour entrer en France.

Les alliés, qui auraient voulu engager toute l'Italie dans leurs intérêts, pressèrent les Florentins et le duc de Ferrare de s'unir à eux. Le duc, sur la proposition qui lui en fut faite avant que le traité eût été rendu public, refusa de prendre parti contre le roi; mais par une politique italienne il consentit qu'Alphonse, son fils aîné, se mît à la solde du duc de Milan avec cent cinquante hommes d'armes, sous le titre de lieutenant de ses troupes.

A peine cette ligue était-elle publiée que Ludovic Sforze offrit aux Florentins toutes les forces des confédérés pour résister au roi, en cas qu'à son retour de Naples il voulût les attaquer, et pour les aider à reprendre Pise et Livourne le plus tôt qu'il serait possible; mais il exigeait d'eux qu'ils accédassent au traité de Venise. Ils avaient tous sujet d'abandonner le parti du roi. Ce prince, au mépris du traité de Florence, ne les avait point rétablis dans les villes qui leur avaient été enlevées ou qui s'étaient révoltées contre eux, et ne leur avait pas même restitué, depuis la conquête de Naples, les places qu'ils avaient remises entre ses mains. Il manquait ainsi à sa parole par les conseils de ceux qui, pour favoriser les Pisans, lui persuadaient que, dès que les Florentins seraient remis en possession de leurs places, ils s'uniraient au reste de l'Italie contre lui. Le cardinal de Saint-Malo lui-même, malgré tout l'argent qu'il avait reçu des Florentins, ne s'opposait que faiblement à cette politique, et ne voulait pas se brouiller pour leurs intérêts avec les autres grands de la cour. Enfin le roi, non-seulement dans cette occasion, mais encore en plusieurs autres, témoigna ouvertement qu'il ne s'embarrassait ni de sa parole ni de conserver l'amitié des Florentins, qui pouvait néanmoins lui être si importante dans ces conjonctures. Il poussa même si loin ce mépris qu'un jour leurs ambassadeurs, se plaignant à lui de la révolte de Montepulciano, et le pressant de contraindre les Siennois à leur rendre cette place, il leur dit brusquement : « Si vos sujets se révoltent parce qu'ils sont maltraités, que voulez-vous que j'y fasse? » Cependant les Florentins, sans écouter un juste ressentiment, résolurent de ne point prêter l'oreille aux propositions des confédérés; ils se comportèrent de cette manière, soit pour ne pas attirer sur eux une seconde fois les armes de la France au retour du roi, soit parce qu'il était plus naturel d'espérer la restitution de leurs places de la part de celui qui les avait entre ses mains que

(1) Cette cavalerie s'appelait Gennetaire, du mot *genet*, petit cheval de montagnes.

(2) Philippe de Commines vit former cette ligue, de laquelle il donna avis au roi. Il en rapporte plusieurs particularités, liv. VII, chap. XV.

de ceux qui ne les avaient pas. D'ailleurs ils comptaient peu sur les promesses qu'on leur faisait, sachant bien que les Vénitiens les haïssaient trop, à cause de l'opposition qu'ils avaient toujours apportée à leurs entreprises, et dans la certitude que Ludovic Sforze pensait pour lui-même à la souveraineté de Pise et de Livourne.

Cependant la réputation des Français commençait déjà à diminuer beaucoup dans le royaume de Naples. Uniquement occupés des plaisirs et laissant tout à la disposition du hasard, ils avaient négligé de chasser les Aragonais du petit nombre de places qu'ils tenaient encore, et qu'il aurait été fort aisé de leur enlever dans la première chaleur du succès. L'affection des Napolitains pour le roi s'était beaucoup refroidie. A la vérité ce prince avait donné des marques d'une grande libéralité et de beaucoup de bonté envers les peuples par la concession des priviléges et des exemptions qu'il avait accordés dans tout le royaume. Elles étaient si considérables qu'elles montaient à deux cent mille ducats par an; mais il gouvernait d'ailleurs avec si peu d'ordre et de prudence que tout le monde désapprouvait sa conduite. Ennemi du travail et bien éloigné de s'assujétir à écouter les demandes et les plaintes de ses sujets, il se déchargeait sur ses ministres de tout le poids des affaires. Ces favoris, conduits par l'ignorance ou par l'avarice, mirent tout en confusion. La noblesse ne trouva point l'accueil et les faveurs qui pouvaient redoubler son attachement. On essuya mille difficultés pour entrer chez le roi et les ministres; le mérite tout-à-fait oublié ne fut plus récompensé que par hasard; on négligea de ménager ceux qui étaient naturellement ennemis de la maison d'Aragon; la faction Angevine et les barons, chassés par Ferdinand-le-Vieux, ne furent rétablis dans leurs biens qu'après beaucoup de difficultés et de longueurs; les graces et les faveurs ne s'accordèrent qu'à ceux qui les achetaient par des présents ou par d'autres moyens; on ôta aux uns leurs biens sans sujet et l'on donna aux autres sans raison; les Français furent revêtus de presque toutes les charges et enrichis des dépouilles de beaucoup de gens; enfin la plus grande partie des terres du domaine fut aliénée, la plupart en faveur des Français. Cette conduite de la cour fut d'autant plus insupportable aux Napolitains qu'ils étaient accoutumés à un gouvernement plus sage et plus mesuré, et qu'ils avaient conçu d'autres espérances du nouveau roi. Leur mécontentement était encore augmenté par la fierté si naturelle aux Français. Le succès avait tellement enflé le cœur de cette nation qu'elle n'avait plus que du mépris pour tous les Italiens. Ceux-ci étaient encore aigris par la hauteur et la dureté des vainqueurs envers ceux qui les avaient logés à Naples et dans tout le royaume.

Dans ces circonstances le penchant qu'on avait marqué pour la domination française fut bientôt changé en une violente haine, et l'aversion qu'on avait témoignée pour les Aragonais fit place à la compassion en faveur de Ferdinand, à la confiance qu'on avait en sa vertu, et au souvenir de la douceur et de la fermeté avec laquelle il avait parlé au peuple avant sa retraite. Naples même et presque tout le royaume soupiraient avec autant d'ardeur après le retour des Aragonais qu'ils avaient souhaité quelques mois auparavant la ruine de ces princes. On commençait même à entendre volontiers le nom d'Alphonse, autrefois si odieux; on donnait le nom de juste sévérité à ce qu'on appelait barbarie du vivant de son père, et on regardait comme l'effet de la sincérité et de la franchise ce qui avait passé pour de l'orgueil et de la hauteur. Tel est le caractère du peuple; toujours immodéré dans ses espérances, il ne sait jamais porter la patience jusqu'où il le doit et déclame sans cesse contre le présent; cette légèreté appartient d'une manière plus marquée aux habitants du royaume de Naples, peuple le plus inconstant de toute l'Italie.

La ligue de Venise n'était pas encore conclue que le roi avait déjà résolu de repasser en France; il s'y était déterminé plutôt par légèreté, et pour satisfaire aux désirs de toute sa cour, que par aucun motif dicté par la prudence; car il restait dans le royaume une infinité de choses à régler et il y avait encore plusieurs places à soumettre. Cependant, frappé d'étonnement à la nouvelle de l'orage qui se formait contre lui, il tint conseil pour se garantir des efforts d'une ligue si redoutable et qu'on regardait comme la plus puissante que l'Europe eût vue depuis long-temps. On y résolut de hâter le départ du roi, parce que le retardement ne ferait qu'accroître les difficul-

tés et donnerait le temps aux confédérés de faire leurs préparatifs ; d'ailleurs le bruit courait déjà qu'ils devaient faire passer en Italie un grand nombre d'Allemands et que l'empereur y viendrait lui-même en personne. Il fut encore arrêté qu'on ferait venir de France de nouvelles troupes à Asti, pour conserver cette ville, afin de mettre le duc de Milan dans la nécessité de songer à sa propre défense, et de pouvoir les faire avancer dans le pays quand le roi le jugerait à propos; enfin il fut conclu qu'on emploierait toutes sortes d'efforts et les plus brillantes offres pour détacher le pape des autres alliés et pour l'engager à donner au roi l'investiture du royaume de Naples qu'il avait promise pure et simple lorsque ce prince était à Rome, mais qu'il n'avait pourtant pas encore voulu accorder, même avec la clause *sans préjudice des droits d'autrui*.

Occupé d'une affaire si sérieuse, Charles ne perdait point de vue celle de la ville de Pise qu'il voulait avoir à sa disposition par plusieurs raisons. Craignant que le peuple de cette ville, secondé par les confédérés, ne lui enlevât la citadelle, il y envoya par mer six cents fantassins français et fit partir avec eux les ambassadeurs pisans qui étaient auprès de lui. Ces soldats témoignèrent beaucoup d'affection aux habitants. Quelques jours avant leur arrivée, les Pisans avaient envoyé Luce Malvezzo pour investir Librafatta, prenant pour cette expédition le temps où les Florentins étaient occupés au siége de Montepulciano; mais ceux-ci s'étant mis en marche pour secourir Librafatta, Malvezzo avait ramené son armée à Pise la veille du jour qu'on y reçut les six cents hommes d'infanterie française. Ces troupes, engagées par l'argent qu'on leur donna et excitées d'ailleurs par l'espérance du pillage, se joignirent à Malvezzo, qui alla se présenter une seconde fois devant Librafatta. La place fut bientôt emportée après cette jonction, parce que l'armée des Florentins, qui revenait à son secours, ne put traverser la rivière du Serchio qui était fort enflée, et n'osa passer à côté de Lucques dont les habitants étaient dans les intérêts des Pisans. Les Français après la conquête de Librafatta, qu'ils gardèrent poux eux, se mirent à faire des courses dans tout le territoire de Pise comme des ennemis déclarés des Florentins. Le roi répondit aux plaintes qu'on lui en fit que, lorsqu'il serait en Toscane, il exécuterait ses promesses, et qu'il les priait d'attendre avec patience pendant le peu de temps qu'il leur demandait.

Il n'était pas aussi aisé à Charles de partir qu'il le souhaitait, et son armée n'était pas assez nombreuse pour la diviser en deux corps, dont l'un pût le conduire sûrement, malgré tous les efforts des confédérés, jusqu'à Asti, tandis que l'autre resterait dans le royaume de Naples menacé d'une révolution prochaine. Dans cette situation, ne voulant pas laisser le royaume sans défense, il fut obligé de diminuer les forces nécessaires pour la sûreté de sa personne; mais aussi pour ne pas s'exposer à un danger évident, il fut contraint de ne laisser dans le royaume qu'un nombre de troupes moins considérable que les circonstances ne l'exigeaient.

Il y fit rester la moitié des Suisses, une partie de l'infanterie française, huit cents lances, et environ cinq cents hommes d'armes italiens qu'il avait pris à sa solde, partie sous le commandement du préfet de Rome, partie sous les ordres de Prosper et de Fabrice Colonna, et le reste sous la conduite d'Antonel Savello, capitaines qui avaient eu le plus de part à la distribution qu'il avait faite de presque toutes les terres du royaume. Les Colonna s'étaient surtout ressentis de sa libéralité; il avait donné à Fabrice les pays d'Albi et de Tagliacozzo appartenant ci-devant à Virginio Orsino. Prosper eut le duché de Trajetto, la ville de Fondi et plusieurs terres de la famille des Gaëtans, avec Montefortino et ses dépendances, dont on avait dépouillé les Conti. Le roi se flattait que ces troupes seraient fortifiées en cas de besoin par les forces des barons, qui pour leur propre sûreté devaient demeurer attachés à ses intérêts et les soutenir; le prince de Salerne, qu'il avait rétabli dans la charge d'amiral, et le prince de Bifignano, étaient ceux sur lesquels il comptait davantage. Il nomma pour lieutenant général du royaume Gilbert de Montpensier, prince du sang de France, plus recommandable par l'éclat de sa naissance que par son mérite; il confia la défense de plusieurs provinces à d'autres capitaines auxquels il avait aussi donné de grands établissements et des revenus considérables dans ce royaume. D'Aubigny, qu'il avait fait connétable et au-

quel il donna le gouvernement de la Calabre, le sénéchal de Beaucaire qui eut celui de Gaëte, après avoir été pourvu de la charge de grand-chambellan[1], et Gracien des Guerres[2], capitaine d'une grande valeur, qui fut fait gouverneur de l'Abruzze, étaient les principaux de ceux qui avaient éprouvé la libéralité du roi. Il leur promit de leur envoyer de l'argent et de prompts secours; mais il ne leur laissa actuellement d'autres fonds que les impôts du royaume, dont les peuples commençaient à pencher en faveur des Aragonais, pour lesquels on marquait déjà de favorables dispositions en plusieurs endroits.

Dans le temps que le roi se préparait à quitter Naples, Ferdinand débarqua dans la Calabre avec les Espagnols, qui étaient venus en Sicile sur la flotte d'Espagne; un grand nombre de Calabrois le joignirent d'abord, et la ville de Reggio, dont la citadelle avait toujours tenu pour lui, se remit aussitôt entre ses mains. D'un autre côté l'armée navale des Vénitiens, commandée par Antoine Grimano, homme de grande autorité dans la république, parut sur les côtes de la Pouille. Ces commencements et l'apparence d'une révolution prochaine ne furent pas capables de changer la résolution que le roi avait prise de partir, tant ce prince et toute sa cour souhaitaient avec ardeur de revoir la France. Ferdinand était néanmoins alors maître de l'île d'Ischia et de celle de Lipari, qui dépend du royaume de Naples, quoiqu'elle soit plus voisine de la Sicile; Reggio, Terra-Nuova, la citadelle de cette ville, les places circonvoisines, Brindes où était don Frédéric, Gallipoli, la Mantia et la Turpia, étaient encore en son pouvoir.

Avant que le roi partît de Naples, on ne désespéra pas de voir le pape et le roi réunis. Le cardinal de Saint-Denis[3] qui était venu négocier à Naples de la part d'Alexandre, retourna à Rome, où Charles envoya aussi Franzi. Charles sollicitait vivement l'investiture du royaume de Naples, et priait le pape que s'il ne voulait pas se joindre à lui, du moins il ne demeurât pas uni à ses ennemis, et qu'il voulût bien le recevoir à Rome comme ami. Au commencement le pape parut écouter favorablement ces propositions; mais ne pouvant se fier au roi, et ne voulant en effet ni se séparer des confédérés ni donner l'investiture qu'il ne regardait pas comme un moyen suffisant pour se réconcilier solidement avec ce prince, il disait que préalablement il devait être décidé juridiquement à qui appartenait le royaume, quoique le roi eût consenti à la clause, *sans préjudice des droits d'autrui*. A l'égard des autres demandes, il faisait naître des difficultés. D'un autre côté, souhaitant d'être assez fort pour refuser hautement l'entrée de Rome au roi, il sollicita le sénat de Venise et le duc de Milan de lui donner des troupes. Ils lui envoyèrent mille chevau-légers et deux mille hommes d'infanterie, et promirent encore mille hommes d'armes. Il se flattait qu'avec ces renforts, joints à ses forces, il serait en état de résister; mais dans sa fuite les Vénitiens et Ludovic jugèrent qu'il y aurait trop de danger à s'affaiblir en éloignant ces troupes de leurs propres Etats; ils considéraient que l'armée qu'on devait mettre sur pied n'était pas encore entièrement assemblée, et que même une partie avait marché à l'expédition d'Asti; d'ailleurs ils se rappelèrent l'infidélité du pape, qui après avoir fait venir à Rome l'armée de Ferdinand, l'en avait fait sortir pour y faire entrer le roi. C'est pourquoi ils changèrent d'avis, et ils lui conseillèrent de se retirer dans quelque place forte, au lieu d'exposer sa personne en voulant défendre Rome; ils ajoutèrent que, quand le roi y viendrait, il ne ferait apparemment qu'y passer sans y laisser de troupes. Ce changement fit espérer au roi qu'il pourrait parvenir à un accommodement avec le pape.

(1) Il fut aussi fait duc de Nola. (Commines, liv. VIII, chap. I.)

(2) Il était de Gascogne. (Mézeray.)

(3) Il y a apparence que c'était Jean de la Grolaye de Villier, abbé de Saint-Denis, en France, qu'Alexandre VI avait fait cardinal du titre de Sainte-Sabine.

CHAPITRE III.

Départ du roi Charles VIII de Naples. Ingratitude de Pontanus. Retour de Charles à Rome. Le pape s'enfuit à Orviette. Ludovic Sforze est investi du Milanais par l'empereur. Le duc d'Orléans entre à Novare. Bassesse de Ludovic Sforze. Frère Girolamo Savonarole est envoyé comme ambassadeur par les Florentins à Charles VIII à Poggibonzi. Les Pisans demandent la liberté à Charles VIII. Armée de la ligue en Lombardie. Charles marche contre elle. Pontremoli est saccagé.

Charles partit de Naples le 20 mai, quelques jours après qu'il se fût fait couronner[1] dans

(1) Le 13 mai.

l'église cathédrale, avec beaucoup de pompe, et qu'il eût reçu les honneurs et les serments de fidélité qu'on a accoutumé de faire aux nouveaux rois. Jean-Jovien Pontanus[1] parla dans cette cérémonie au nom de toute la ville. Ce discours fut une tache à la réputation de cet homme qui s'était acquis beaucoup de gloire par sa rare érudition, par sa prudence dans les affaires et par des mœurs sans reproche. Longtemps premier secrétaire des rois de la maison d'Aragon, dont il mérita la faveur et les bienfaits, il avait encore eu l'honneur d'être précepteur d'Alphonse. Néanmoins il s'emporta contre eux dans cette occasion avec beaucoup de véhémence, soit pour remplir le devoir d'orateur, soit pour faire sa cour aux Français; preuve sensible qu'il est souvent très difficile d'observer la modération et les préceptes qu'on enseigne aux autres. En effet, cet orateur, dont l'esprit s'étendait à toutes les sciences, s'était concilié l'estime de tout le monde par d'excellents livres de morale. Charles prit avec lui huit cents lances françaises et les deux cents gentilshommes de sa garde; Trivulce le suivit avec cent lances et cinq mille hommes d'infanterie, savoir: trois mille Suisses, mille Français et mille Gascons; Camille Vitelli et ses frères eurent ordre de venir joindre le roi en Toscane avec deux cent cinquante hommes d'armes, et l'armée navale reçut pareillement ordre de faire voile à Livourne.

Virginio Orsino et le comte de Pitigliano suivirent le roi sans gardes et sur leur parole; comme ils prétendaient avoir été pris contre les règles de la guerre, leur affaire avait été renvoyée au conseil du roi. Ils disaient pour leur défense que, dans le temps qu'ils se rendirent, non-seulement le roi avait accordé de sa propre bouche leur sauf-conduit aux gens députés pour le demander, mais que même ce sauf-conduit avait été rédigé par écrit et que Charles l'avait signé; que, sur l'assurance qu'ils en avaient eue par leurs envoyés qui n'attendaient plus que l'expédition des secrétaires, ils avaient fait arborer les enseignes du roi à Nola aussitôt qu'il y parut un héraut; qu'ils avaient d'ailleurs remis les clefs de cette ville au premier capitaine qui s'était présenté, quoiqu'il n'eût avec lui que fort peu de cavalerie et qu'ils eussent plus de quatre cents hommes d'armes, étant en état de résister s'ils l'avaient voulu. Ils alléguaient encore l'ancien attachement de la famille des Orsini, qui en qualité de Guelfes avaient toujours eu et auraient toujours le nom français gravé dans le cœur, ajoutant qu'ils en avaient donné de bons témoignages par leur empressement à recevoir le roi dans leurs terres auprès de Rome; qu'ainsi il n'était ni convenable ni juste qu'on les retînt prisonniers, ayant pour eux la parole du roi et la franchise de leurs procédés.

Mais on répondait de la part de Ligny, dont les troupes avaient fait prisonniers ces seigneurs, qu'un sauf-conduit, quoique promis et même signé par le roi, n'était censé avoir son effet qu'après avoir été muni du sceau royal, signé des secrétaires et délivré aux personnes; que tel était l'usage de toutes les cours à l'égard des concessions et des lettres-patentes, afin que ce qui pouvait échapper inconsidérément au prince, ou par inadvertance ou même sur de mauvaises informations, pût être rectifié; que ce n'avait point été sur cette assurance que les Orsini s'étaient rendus, mais par nécessité, parce qu'il n'était plus en leur pouvoir de se défendre ni de fuir, tout le pays d'alentour étant déjà occupé par les Français; qu'au surplus, ce qu'ils disaient de leurs prétendus mérites était faux, et qu'ils devraient pour leur propre honneur se taire sur cet article; qu'il était notoire à tout le monde que ce n'avait point été par affection pour le roi qu'ils l'avaient reçu dans leurs terres, mais seulement pour se mettre à couvert du danger, motif qui les avait portés à abandonner les Aragonais dans le malheur, après en avoir reçu tant de bienfaits dans les beaux jours de leur fortune; qu'ayant été pris à Nola, portant actuellement les armes à la solde des ennemis contre la France, et n'ayant pas encore une sauvegarde, ils étaient prisonniers de bonne guerre.

Voilà les moyens qu'on opposait aux raisons des Orsini: le crédit de Ligny et l'autorité des Colonna, que l'ancienne jalousie et la diversité de faction de ces deux maisons engageait à solliciter ouvertement contre eux, avaient suspendu jusqu'alors le jugement de cette affaire;

(1) Philosophe, poète, orateur et historien. Il a fait l'histoire des guerres de Ferdinand, roi de Naples, et de Jean d'Anjou, et plusieurs autres ouvrages en prose et en vers. Il était né à Cerreto, bourg de l'Ombrie dans l'État ecclésiastique. Il mourut en 1509, âgé de soixante-dix-huit ans.

il avait été seulement arrêté que Virginio et son frère suivraient le roi, et cependant on leur faisait espérer d'être mis en liberté quand on serait arrivé à Asti.

Le pape, après le conseil que les confédérés lui avaient donné de se retirer, fut tenté de s'accommoder avec Charles; il entretint même toujours des négociations avec lui et il lui donna quelque espérance de l'attendre à Rome; mais sa défiance et ses soupçons prenant le dessus, deux jours avant l'arrivée du roi il se retira à Orviette, suivi des cardinaux, de deux-cents hommes d'armes, de mille chevau-légers et de trois mille hommes d'infanterie. Il mit une bonne garnison dans le château Saint-Ange, et il laissa le cardinal de Sainte-Anastasie [1], en qualité de légat, pour recevoir le roi. Charles entra dans Rome, et passant par le quartier de Trastevere pour éviter le château Saint-Ange, il alla loger à Borgo [2], ayant refusé le logement qui lui était offert de la part du pape dans le palais du Vatican.

Aussitôt que le pape apprit que le roi s'approchait de Viterbe, il quitta Orviette et alla à Pérouse, quoiqu'il lui eût tout nouvellement promis de l'attendre à moitié chemin de Viterbe et d'Orviette; son intention était, si le roi s'avançait de ce côté-là, d'aller à Ancône pour se retirer par mer dans un pays entièrement sûr. Le roi, fort indigné de ce procédé, ne laissa pas de rendre les citadelles de Civita-Vecchia et de Terracine, et ne garda qu'Ostie, qu'il remit depuis, lorsqu'il sortit d'Italie, au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, évêque de cette ville; il passa même dans l'État ecclésiastique comme en pays ami, si ce n'est que son avant-garde ayant été obligée d'entrer par force dans Toscanella, à cause du refus qu'on fit de la loger, cette ville fut saccagée et vit périr plusieurs de ses habitants.

Le roi demeura six jours sans nécessité à Sienne, ne faisant point attention combien il était dangereux de donner tant de temps aux ennemis pour prendre leurs mesures et pour unir leurs forces. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens et Trivulce le lui représentèrent inutilement; encore ne répara-t-il pas la perte du temps pas l'utilité des affaires qu'il y traita.

Il y fut question de la restitution des places des Florentins; il leur en avait donné, en partant de Naples, sa parole qu'il avait confirmée depuis dans sa route. Leurs députés lui offraient pour l'obtenir, non-seulement les trente mille ducats restant de la somme stipulée par le traité de Florence, mais de lui en prêter encore soixante et dix mille, et de le faire accompagner jusqu'à Asti par François Secco, leur capitaine général, avec trois cents hommes d'armes et deux mille hommes d'infanterie. Le besoin que le roi avait d'argent, l'avantage de ce renfort et la considération de sa parole royale, firent que presque tous ceux de son conseil [1] opinèrent fortement pour la restitution des places, à la réserve néanmoins de Pietra-Santa et de Serezana, qu'on était d'avis de garder encore, comme un moyen de ranger plus aisément les Génois à la volonté du roi. Malgré le départ des ennemis de l'Italie, c'était une espèce de fatalité qu'il y dût rester des semences de nouveaux troubles. Ligny, jeune homme sans expérience, mais fils d'une sœur de la mère du roi, et en grande faveur auprès de lui, emporté par sa légèreté ou par dépit contre les Florentins qui s'étaient adressés au cardinal de Saint-Malo plutôt qu'à lui, empêcha que cet avis ne fût suivi, sans apporter d'autre raison que sa compassion pour les Pisans et le mépris qu'il faisait du secours des Florentins, sans lequel l'armée française suffirait, selon lui, pour battre toutes les troupes de l'Italie jointes ensemble. Il était soutenu par M. de Piennes [2], qui espérait que le roi lui accorderait la seigneurie de Pise et de Livourne.

Il fut encore question à Sienne du gouvernement de cette ville. Plusieurs des ordres du peuple, qui voulaient une réforme pour abattre la puissance de la faction *del Monte-de'-Nove*, demandaient avec instance qu'on changeât la face du gouvernement, qu'on levât la garde que ceux de cet ordre tenaient au palais public, et

(1) Antoine Trivulce, évêque de Côme.

(2) Jove et d'autres auteurs italiens disent qu'il logea en Trastevere et non à Borgo; ce qui paraît plus vraisemblable, en supposant qu'il voulait éviter le château Saint-Ange.

(1) Entre autres Philippe de Commines, ainsi qu'il le raconte lui-même, liv. VIII, chap. I. Il pressa aussi le roi de hâter sa marche et de gagner promptement Asti. Comme il arrivait de Venise, il savait que les ennemis n'étaient pas encore assemblés, mais qu'ils le seraient bientôt. Le roi ne voulut pas le croire.

(2) Il était Flamand et fut chambellan du roi et gouverneur de Picardie.

qu'on y mît des Français sous les ordres de Ligny. Quoique cette proposition fût rejetée dans le conseil du roi comme frivole et hors de saison dans les circonstances, néanmoins Ligny, qui avait formé le chimérique projet de se faire seigneur de Sienne, fit en sorte que Charles prit cette ville sous sa protection à de certaines conditions et s'obligea à la défense de tous les États dont elle était en possession; mais il déclara qu'il ne voulait point entrer dans la querelle des Florentins et des Siennois au sujet de Montepulciano. Ensuite les habitans de Sienne, quoiqu'il n'eût point été fait mention de cet article dans le traité, élurent, du consentement du roi, Ligny pour leur capitaine général, et lui promirent vingt mille ducats par an, à la charge de tenir en garnison dans la place un lieutenant avec trois cents hommes d'infanterie, qui furent en effet détachés de l'armée française. On ne fut pas long-temps sans éprouver le peu de fond qu'il y avait à faire sur les Siennois; car, peu de jours après, le parti *del Monte-de'-Nove*, reprit à main armée sa première autorité, chassa la garnison, et congédia M. de Lisle, que le roi avait laissé à Sienne pour y résider en qualité de son ambassadeur.

Cependant, il y avait déjà de grands mouvements dans la Lombardie, de la part des Vénitiens et du duc de Milan qui venait de recevoir de l'empereur, avec beaucoup d'appareil, les lettres d'investiture de ce duché, et de prêter publiquement hommage et serment de fidélité entre les mains des ambassadeurs qui les lui avaient apportées. Ils prenaient toutes leurs mesures pour fermer à Charles le chemin de France, ou du moins pour assurer le Milanais, où il avait à faire une longue route en le traversant. Pour cet effet, outre leurs propres troupes qu'ils avaient mises en bon état, ils avaient encore soudoyé, partie en commun, partie chacun en particulier, une grande quantité d'hommes d'armes, et engagé, après bien des difficultés, Jean Bentivoglio à se mettre à leur service en commun et à se joindre à la ligue avec la ville de Bologne. Outre cela Ludovic, pour la sûreté de Gênes, y faisait armer dix galères à ses frais particuliers, et quatre gros navires aux dépens du pape, des Vénitiens et aux siens propres. D'ailleurs, il avait envoyé lever deux mille hommes d'infanterie en Allemagne, pour les employer au siége d'Asti, dont il avait été chargé par le traité de la ligue; et il destinait la conduite de cette expédition à Galéas de San-Severino, avec sept cents hommes d'armes et trois mille hommes d'infanterie.

Il comptait emporter la place, et la prospérité le rendant insolent, comme elle avait coutume, il envoya[1] par raillerie prier le duc d'Orléans de ne plus usurper à l'avenir le titre de *duc de Milan* que Charles son père avait pris depuis la mort de Philippe-Marie Visconti, de ne point permettre qu'il passât de nouvelles troupes de France en Italie, de renvoyer celles qui étaient dans Asti et de remettre cette place entre les mains de Galéas de San-Severino, dont le roi, qui l'avait honoré de l'ordre de Saint-Michel l'année précédente, devait être aussi sûr que du duc même. Au reste il lui exagéra ses forces, les préparatifs des confédérés pour s'opposer au roi en Italie, et ceux de l'empereur et du roi d'Espagne pour l'attaquer au-delà des monts. Le duc d'Orléans méprisa ces bravades.

Dès le premier avis qui lui était venu touchant cette ligue, il avait eu la précaution de faire fortifier Asti et de presser par ses lettres l'arrivée des nouvelles troupes de France, qui, ayant aussi été mandées par le roi pour sa propre défense, commençaient à passer les monts en grande diligence. C'est pourquoi le duc d'Orléans, se trouvant en état de ne rien craindre, se mit lui-même en campagne, et il prit dans le marquisat de Saluces la ville et la citadelle de Gualfinara qui appartenaient à Antoine-Marie de San-Severino. Galéas, qui d'abord s'était saisi de quelques petits châteaux, prit le parti de se retirer avec son armée à Anon, place du Milanais, voisine d'Asti; s'il ne pouvait nuire aux Français dans ce poste, il n'en avait aussi rien à craindre.

Ludovic, naturellement porté à s'engager dans des entreprises onéreuses, mais fuyant la dépense même dans les occasions les plus nécessaires, mit sa fortune dans un péril extrême par une épargne déplacée. La médiocrité de la solde qu'il donnait à ses troupes était cause qu'il ne lui était venu que peu d'infanterie d'Allemagne, et faisait diminuer de jour en jour l'armée qui était sous les ordres de Galéas. Au contraire, il arrivait continuellement de France des gens de guerre; le péril où se trouvait le

(1) Il paya cher cette insolence dans la suite.

roi les faisait accourir avec une extrême diligence; par ce moyen le duc d'Orléans avait déjà rassemblé trois cents lances, trois mille Suisses et trois mille fantassins gascons.

Le roi lui avait expressément recommandé de ne rien entreprendre[1], mais seulement de se tenir prêt à venir au-devant de lui au premier ordre. Néanmoins, comme il est difficile de ne point écouter ses propres intérêts, il voulut profiter de l'occasion qui se présentait pour s'emparer de Novare, où deux gentilshommes de cette ville, de la famille des Opizini-Caccia, l'un surnommé le Blanc, l'autre surnommé le Noir, offraient de l'introduire. Ces nobles et plusieurs autres Novarois haïssaient extrêmement le duc de Milan, qui sur de fausses accusations les avait dépouillés de leurs terres et leur avait ôté certains aqueducs pour embellir sa maison de campagne. Le duc d'Orléans s'étant abouché avec eux, passa le Pô pendant la nuit au Pont-de-Sture, ville du marquisat de Montferrat, accompagné de Ludovic, marquis de Saluces[2], et il fut reçu sans aucune difficulté avec ses troupes dans Novare par les conjurés. Ensuite il envoya un détachement de cavalerie jusqu'à Vigevène[3]; on croit que, s'il eût marché sans délai vers Milan avec toute son armée, il y aurait causé de grands mouvements. Aussitôt qu'on y eut appris la perte de Novare, les esprits parurent fort disposés à la révolte; déjà Ludovic, aussi rampant dans l'adversité qu'il était fier et insolent dans la bonne fortune, comme le sont tous les lâches, laissait voir sa faiblesse en versant inutilement des larmes. Il n'avait pour toute défense que les troupes qui étaient avec Galéas; mais les ennemis étaient entre elles et lui, et on ne les voyait paraître nulle part. Il arrive souvent qu'on laisse échapper les occasions les plus favorables dans la guerre, les capitaines ne connaissant pas toujours le mauvais état de leurs ennemis; d'ailleurs il ne paraissait pas vraisemblable qu'un prince aussi puissant que Ludovic dût craindre une révolution si subite. Le duc d'Orléans, voulant s'assurer la conquête de Novare, fit le siége de la citadelle de cette ville, et elle promit au bout de cinq jours qu'elle se rendrait dans vingt-quatre heures si elle n'était pas secourue. Ce retardement donna le temps à San-Severino de se jeter dans Vigevène avec ses troupes et à Ludovic de grossir son armée, après avoir apaisé le peuple par la révocation de plusieurs taxes qu'il lui avait imposées. Néanmoins le duc d'Orléans s'avança jusqu'aux portes de Vigevène et présenta la bataille aux ennemis; l'épouvante était si grande parmi eux qu'ils furent sur le point d'abandonner la place et de passer le Tésin sur un pont de bateaux. Le duc d'Orléans, voyant qu'ils refusaient d'en venir aux mains, se retira à Trécas, et dès ce moment les affaires de Ludovic commencèrent à se rétablir.

Il arrivait chaque jour de la cavalerie et de l'infanterie à son armée; les Vénitiens, voulant bien se charger seuls de presque tout le poids de la guerre, avaient consenti qu'il rappelât une partie des troupes qu'il avait fait passer dans le Parmesan, et ils lui envoyèrent outre cela quatre cents Stradiots. Alors le duc d'Orléans se trouva hors d'état de passer outre, ayant même envoyé de nouveau cinq cents chevaux en course jusqu'à Vigevène, la cavalerie des ennemis fit une sortie sur eux et les maltraita beaucoup. San-Severino, encouragé par la nouvelle supériorité de ses forces, alla à son tour lui présenter la bataille à Trécas; enfin, après avoir rassemblé toute son armée, à laquelle, outre les troupes italiennes, il était arrivé mille chevaux et deux mille fantassins allemands, il alla camper à un mille de Novare, où le duc d'Orléans s'était retiré avec toutes ses troupes.

La nouvelle de la prise de Novare, que Charles reçut à Sienne, l'engagea à hâter sa marche, et ne voulant pas s'arrêter, il ne jugea pas à propos de passer à Florence, quoiqu'il eût su qu'on lui préparait de grands honneurs dan

(1) Le roi avait donné cet ordre parce que Philippe de Commines l'avait assuré de la part des Vénitiens qu'ils n'agiraient point contre lui, pourvu qu'on n'entreprît rien contre le duc de Milan. (Voyez Commines, liv. VIII.)

(2) Le marquisat de Saluces était un fief anciennement mouvant du Dauphiné et qui relevait alors de la couronne de France, depuis que cette province y avait été unie. La postérité de Ludovic ayant manqué dans la suite, la réunion de ce marquisat au fief dominant était de droit, et d'ailleurs, Gabriel et Jean-Louis, son frère, les derniers de cette maison, avaient cédé à Henri III tous les droits qu'ils y avaient; mais Charles-Emmanuel, duc de Savoie, appuyé par Philippe II, roi d'Espagne, s'en empara en 1588, et comme il était *plus fort en chicane* qu'Henri IV, il fit si bien que ce prince le lui abandonna en 1600, moyennant la Bresse et le Bugey, malgré toutes les remontrances du cardinal d'Ossat. (Voyez ses Lettres.)

(3) Cette ville se nomme aussi *Vigevano* et *Vigere*.

cette ville. Il fut aussi informé que les habitants, instruits par les périls passés et pleins de défiance, parce que Pierre de Médicis était à sa suite, remplissaient la ville d'armes et de soldats; il prit donc le parti de passer par Pise et de laisser Florence à droite.

Jérôme Savonarole vint à sa rencontre à Poggibonzi; il l'exhorta très vivement à rendre les places des Florentins, et joignant, selon sa coutume, le nom et l'autorité de Dieu à ses instances, il le menaça que, s'il n'observait pas ce qu'il avait si solennellement juré sur les Evangiles, et pour ainsi dire aux yeux de Dieu même, il en serait bientôt rigoureusement puni. Le roi changeant sans cesse lui donna des réponses différentes ce jour-là et le lendemain à Castel-Fiorentino; tantôt il lui promettait de rendre les places dès qu'il serait à Pise; tantôt, opposant ses engagements à ses promesses, il lui disait qu'avant son serment de Florence il avait juré aux Pisans de leur conserver la liberté; cependant il continuait de faire espérer aux députés de Florence qu'il leur rendrait les places en question lorsqu'il serait à Pise.

Comme le bruit des préparatifs des confédérés s'augmentait de jour en jour et que leurs forces s'assemblaient auprès de Parme, on commençait à croire qu'il serait difficile de passer par la Lombardie; beaucoup de gens pensaient qu'on aurait grand besoin de l'argent et du secours offert par les Florentins. C'est pourquoi cette matière fut encore remise en discussion dans le conseil du roi à Pise. Ceux qui s'étaient déjà opposé à la restitution des places s'y opposèrent encore. Ils disaient que, supposé que le roi se trouvât pressé par les ennemis et qu'il y eût de la difficulté à passer par la Lombardie, il serait plus avantageux d'avoir la ville de Pise, où l'on pourrait se retirer, que de la remettre entre les mains des Florentins, qui certainement après cette restitution ne seraient pas de meilleure foi que les autres Italiens. Ils ajoutaient qu'il fallait avoir le port de Livourne pour mettre en sûreté le royaume de Naples, parce que le roi venant à réussir dans le dessein qu'il avait sur Gênes, comme il y avait lieu de l'espérer, il se trouverait maître par ce moyen de presque toute la côte depuis Marseille jusqu'à Naples.

Ces raisons faisaient beaucoup d'impression sur l'esprit du roi, trop faible pour choisir le bon parti; mais les prières et les larmes des Pisans le touchèrent bien davantage. Ils se jetaient en foule à ses pieds, avec leurs femmes et leurs enfants, et ils imploraient la protection de tout le monde, et même des moindres courtisans et des soldats. Ils peignaient avec les plus vives couleurs, au milieu des gémissements et des sanglots, les calamités qui les menaçaient dans l'avenir, la haine implacable des Florentins et l'entière désolation de leur patrie: « Hélas! s'écriaient-ils avec douleur, c'est la bonté du roi qui sera la source de nos misères. Il a accordé la liberté à un peuple malheureux; il nous a donné sa parole royale de nous conserver ses bienfaits; nous avons compté sur un monarque aussi puissant que le roi de France, et c'est dans cette confiance que nous avons irrité de nouveau la furie de nos tyrans en nous dérobant à leur injuste domination. »

Ces pleurs et ces cris pénétrèrent le cœur des soldats; les Suisses même en furent attendris, et ils allèrent trouver le roi en grand nombre et tumultueusement. Salazart, l'un de leurs chefs et pensionnaire de Charles, portant la parole au nom de tous, conjura le roi de ne point ôter aux Pisans la liberté qu'ils tenaient de sa bonté; il lui représenta que sa gloire, l'honneur du nom français, les vœux et la satisfaction de tant de fidèles serviteurs toujours prêts à se sacrifier pour son service, exigeaient qu'il conservât ses bienfaits à la ville de Pise. Il ajouta que Sa Majesté devait plutôt écouter des conseils désintéressés que les avis de ceux que l'argent des Florentins faisait parler; que si le besoin d'argent le portait à une démarche aussi honteuse que celle d'abandonner ces malheureux, il prît plutôt les chaînes d'or et tout l'argent des Suisses, et qu'il retînt leur solde et leurs pensions. Ce mouvement des soldats alla si loin qu'un simple archer eut la hardiesse de menacer le cardinal de Saint-Malo, et que d'autres parlèrent insolemment au maréchal de Gié et au président de Ganay, que l'on savait être favorables aux Florentins.

Le roi, flottant entre ces différents sentiments, laissa la chose indécise; ce prince était si peu capable de prendre un parti qu'il promit aux Pisans de ne les remettre jamais au pouvoir des Florentins, tandis qu'il faisait entendre aux députés de Florence, qui attendaient sa réponse à Lucques, qu'aussitôt qu'il serait arrivé à Asti

il terminerait cette affaire que de justes raisons l'empêchaient de finir actuellement. Il leur fit dire d'engager leur république à lui envoyer des ambassadeurs dans cette ville pour conclure enfin avec eux. Il partit ainsi de Pise, après avoir changé le gouvernement de la citadelle, où il laissa une bonne garnison, aussi bien que dans les autres places des Florentins.

Charles, déjà porté de lui-même à se rendre maître de Gênes, y était encore excité par les cardinaux de Saint-Pierre-aux-Liens et Frégose, par Obietto de Fiesque et par les autres bannis, qui lui faisaient espérer de grandes facilités dans cette entreprise; c'est pourquoi, malgré l'opposition de tout son conseil qui ne pouvait approuver qu'il affaiblît son armée, il fit partir de Serezana, avec ces cardinaux et de Fiesque, cent vingt lances et cinq cents fantassins nouvellement arrivés de France par mer, et il donna le commandement de ces troupes à Philippe de Savoie qui devait les conduire à Gênes. Il ordonna en même temps aux gens d'armes de Vitelli, qui étaient demeurés derrière et qui par cette raison ne pouvaient le joindre si tôt, de suivre Philippe. Quelques-uns des bannis eurent ordre d'entrer dans la Rivière de Ponant, avec des troupes fournies par le duc de Savoie; l'armée navale, qui se trouvait réduite à sept galères, deux galions et deux flûtes, commandée par M. de Miolans[1], devait appuyer les troupes de terre.

Cependant l'avant-garde de l'armée, conduite par le maréchal de Gié, était arrivée à Pontremoli; les habitants de cette ville ayant renvoyé, à la persuasion de Trivulce, trois cents fantassins étrangers qui y étaient en garnison, se rendirent d'abord, à condition que leurs personnes et leurs biens seraient en sûreté. Mais malgré cette capitulation, les Suisses, pour se venger de ce que dans le passage de l'armée par la Lunigiana environ quarante des leurs avaient été tués l'année précédente par ceux de Pontremoli, à l'occasion d'une querelle arrivée par hasard, y entrèrent en furie, saccagèrent et brûlèrent la ville, et firent un horrible massacre de tous les habitants.

Dans le même temps l'armée des confédérés s'assemblait en diligence dans le territoire de Parme, au nombre de deux mille cinq cents hommes d'armes, de huit mille hommes d'infanterie, et de plus de deux mille chevau-légers, la plupart Albanais et des provinces voisines de la Grèce, soudoyés par les Vénitiens; ces dernières troupes conservent en Italie le nom de *Stradiots*, qu'elles portent dans leur pays. La plus grande force de cette armée consistait dans les troupes des Vénitiens; car celles du duc de Milan n'en étaient pas la quatrième partie, parce qu'il avait tourné presque toutes ses forces du côté de Novare. François de Gonzague, marquis de Mantoue[1], jeune prince dont le courage et l'ardeur promettaient infiniment au-delà de son âge, était à la tête des troupes vénitiennes, où il y avait beaucoup d'officiers de grande réputation; il commandait en qualité de gouverneur général, et il avait avec lui deux provéditeurs des principaux du sénat; c'étaient Luc Pisani, et Marchione Trevisani. Le comte de Gajazzo avait sous ses ordres les troupes du Milanais; il était fort avant dans la confidence du duc; moins habile dans le métier des armes que Robert de San-Severino son père, il s'était acquis la réputation d'un capitaine plus prudent que brave. Le commissaire qu'il avait avec lui était François-Bernardin Visconti, chef de la faction gibeline à Milan, et par conséquent opposé à Jean-Jacques Trivulce.

Ces chefs et les principaux officiers de l'armée mirent en délibération s'ils se posteraient à Fornovo[2], bourg peu considérable au pied de la montagne; mais ce lieu leur paraissant trop resserré, ou peut-être aussi, comme ils le publièrent depuis, voulant laisser aux ennemis la facilité de descendre dans la plaine, ils résolurent de camper à l'abbaye de la Ghiaruola, à trois milles de Fornovo. Cette démarche donna occasion à l'avant-garde française de se loger dans ce bourg; elle avait passé la montagne long-temps avant le reste de l'armée, qui fut arrêtée par la difficulté de conduire l'artillerie au travers de l'Apennin; on n'en serait jamais venu à bout si les Suisses, pour effacer la tache qu'ils avaient faite à l'honneur du roi à Pontremoli, ne s'y fussent employés[3] de toutes

(1) Commines, liv. VIII, chap. IV, dit qu'il était gouverneur du Dauphiné.

(1) Second du nom, fils de Frédéric premier, aussi marquis de Mantoue, mort en 1484, et de Marguerite de Bavière.

(2) La plupart de nos historiens nomment ce lieu-là *Fornoue*; son vrai nom est *Fornovo*.

(3) Ils traînèrent l'artillerie à force de bras.

leurs forces. Aussitôt que l'avant-garde fut arrivée à Fornovo, le maréchal de Gié envoya un trompette au camp des Italiens; il le chargea aussi de demander passage pour l'armée du roi, qui n'avait d'autre dessein que de repasser promptement en France; il devait encore offrir de payer raisonnablement les vivres qu'on prendrait. En même temps il détacha quelques coureurs pour reconnaître les ennemis et le pays. François de Gonzague fit marcher contre eux des Stradiots, qui les mirent en fuite, et on croit que si sur-le-champ l'armée italienne fût allé droit au camp des Français, elle eût eu bon marché de l'avant-garde; cet échec aurait absolument empêché le roi de passer outre. La même occasion se présenta le lendemain, quoique le maréchal de Gié, qui s'aperçut du danger, eût fait retirer ses troupes sur la hauteur; mais les capitaines italiens n'osèrent attaquer les ennemis dans un poste si avantageux; peut-être aussi crurent-ils que l'avant-garde était plus nombreuse et que le reste de l'armée était plus proche. D'un autre côté, toutes les troupes des Vénitiens n'étaient pas encore rassemblées dans le camp de Ghiarola, de sorte que si le roi ne se fût pas inutilement arrêté à Sienne, à Pise et dans plusieurs autres lieux, il aurait passé sans aucun obstacle. Enfin il joignit l'avant-garde, et le lendemain[1] il s'arrêta à Fornovo avec toute son armée.

CHAPITRE IV.

Conseil tenu dans le camp des alliés après l'arrivée de Charles VIII à Fornovo. Dispositions militaires des armées française et italienne. Bataille de Taro ou de Fornovo. Déroute des Italiens. Conséquence. Défaite des Français à Gênes par terre et par mer.

Les confédérés n'avaient pu s'imaginer que le roi, avec une armée si inférieure à la leur, osât prendre le grand chemin de l'Apennin. D'abord ils s'étaient persuadés qu'il laisserait à Pise la plus grande partie de ses troupes, et qu'il s'embarquerait avec le reste. Ensuite, quand ils apprirent qu'il prenait son chemin par terre, ils crurent que, pour éviter leur armée, son dessein était de traverser la montagne par le bourg de Valditaro et le mont di-Cento-Croce, chemin difficile et escarpé, et qu'il se rendrait dans la Tortonèse, pour y être rejoint par le duc d'Orléans aux environs d'Alexandrie. Mais quand on fut assuré qu'il venait droit à Fornovo, l'armée italienne, à qui les exhortations et la présence de tant de chefs avaient inspiré du courage et de l'ardeur, commença à perdre de sa vigueur. Les soldats se représentaient la furie et l'impétuosité des lances françaises et la fermeté des Suisses, auxquels l'infanterie italienne n'est pas comparable. Leur imagination s'effrayait du prompt effet de l'artillerie ennemie; mais ils étaient surtout frappés de la hardiesse des Français, que leur petit nombre n'empêchait pas de venir droit à des ennemis si supérieurs. Cette surprise, quand elle succède à la confiance, fait toujours beaucoup d'impression sur les esprits. Les capitaines furent ébranlés aussi par ces considérations. Le conseil de guerre s'était assemblé pour déterminer la réponse qu'on ferait au trompette du maréchal de Gié. S'il parut fort dangereux de commettre le sort de toute l'Italie au hasard d'une bataille, on sentit aussi toute la honte qu'il y aurait à laisser passer tranquillement une poignée de Français sous les yeux de toutes les forces du pays. Après bien des contestations, on résolut de donner avis à Milan de la demande du roi, et d'exécuter ce qui y serait réglé par le duc et par les ambassadeurs des confédérés.

Le duc de Milan et l'ambassadeur de Venise, dont les Etats étaient les plus voisins du danger, furent d'avis qu'on ne devait point fermer le chemin à un ennemi qui voulait se retirer, mais qu'au contraire il fallait, suivant le proverbe, lui faire un pont d'or; qu'autrement il était à craindre que, réduit enfin au désespoir, il ne s'ouvrît un chemin à la pointe de l'épée au travers de ceux qui auraient eu l'imprudence de s'opposer à sa retraite. Mais l'ambassadeur d'Espagne, qui voulait qu'on tentât la fortune parce que ses maîtres ne couraient aucun risque, fit de grandes instances, et alla presque jusqu'à la menace, pour qu'on ne laissât point échapper les Français. Et afin d'amener les confédérés à son but, il dit: que si l'armée se sauvait, les affaires d'Italie seraient aussi exposées qu'auparavant et même davantage; que le roi de France, maître d'Asti et de Novare, ayant tout le Piémont à sa disposition, avec un royaume riche et puis-

[1] Le dimanche 5 juillet.

sant derrière lui, et pour voisins les Suisses prêts à se mettre à sa solde en tel nombre qu'il voudrait, plus redoutable d'ailleurs et plus fier par la lâcheté des troupes de la ligue à lui céder le passage, ne manquerait pas de tomber sur l'Italie avec plus d'assurance et d'impétuosité ; qu'alors les rois d'Espagne seraient dans la nécessité de prendre d'autres mesures, dans la persuasion que les Italiens ne voulaient pas ou n'osaient combattre les Français. Néanmoins l'avis le plus sûr prévalant dans le conseil de guerre, il y fut arrêté qu'on en écrirait à Venise, où cet avis aurait été sans doute approuvé.

Mais ces délibérations étaient déjà fort inutiles ; les chefs de l'armée, après avoir écrit à Milan, firent réflexion qu'il était difficile que la réponse vînt assez tôt, et considérant que la milice italienne allait se dégrader en laissant le passage libre aux Français, avaient renvoyé le trompette sans réponse. On résolut donc d'attaquer les ennemis qui étaient déjà en marche. Les provéditeurs vénitiens furent même de ce sentiment, que Trevisani appuya plus fortement que n'avait fait son collègue.

Cependant l'armée française s'avançait pleine d'audace et de fierté. N'ayant pas encore trouvé la moindre résistance en Italie, elle ne soupçonnait pas même que l'ennemi osât s'opposer à son passage, ou, si elle lui supposait cette assurance, elle se promettait une prompte victoire, tant elle méprisait les armes italiennes. Mais lorsqu'à la descente de la montagne ils virent la plaine couverte de tentes et de pavillons qui occupaient un si grand espace que l'armée pouvait se mettre en bataille dans son camp même, à la manière d'Italie, ils commencèrent à rabattre de leur fierté. Ils comprirent bien, à la vue du grand nombre des ennemis, que s'ils n'avaient pas eu dessein de combattre, ils ne seraient pas venus se camper si près d'eux. A ce moment ils auraient regardé comme un grand bonheur que les Italiens eussent bien voulu les laisser passer. Leur inquiétude était encore augmentée par l'impossibilité d'être secourus par le duc d'Orléans. Charles lui avait écrit de venir audevant de lui et de se trouver à Plaisance le 3 de juillet avec le plus de monde qu'il pourrait. Le duc avait d'abord fait réponse qu'il exécuterait l'ordre du roi, mais depuis il avait récrit que l'armée milanaise, qui était de neuf cents hommes d'armes, douze cents chevau-légers et cinq mille hommes d'infanterie, l'empêchait de se mettre en marche, et qu'il était d'ailleurs obligé de laisser une partie de ses troupes à la garde de Novare et d'Asti.

Dans ces circonstances le roi se trouva dans la nécessité de prendre d'autres mesures. M. d'Argenton[1] avait été quelque temps auparavant son ambassadeur à Venise ; lorsqu'il en était parti, il avait promis à Pisani et à Trevisani, qui étaient déjà nommés provéditeurs de l'armée, de faire tous ses efforts pour porter le roi à la paix ; il eut ordre de leur faire savoir par un trompette, qu'il souhaitait, pour le bien commun, d'avoir une conférence avec eux ; ils acceptèrent le parti et lui donnèrent rendez-vous pour le lendemain matin dans un lieu commode entre les deux camps. Mais le roi, soit qu'il manquât de vivres dans le sien, soit pour quelque autre raison, changea d'avis et ne voulut point attendre l'événement de cette entrevue.

Il n'y avait pas trois milles de distance entre les deux camps, qui s'étendaient le long de la rivière du Taro à main droite. Cette rivière, qu'on appellerait à plus juste titre un torrent, prend sa source dans l'Apennin, et, après avoir traversé une petite vallée resserrée entre deux collines, s'étend dans la vaste plaine de la Lombardie jusqu'au fleuve du Pô. L'armée confédérée s'était campée sur la rive droite plutôt que sur la gauche, qui devait être le chemin des ennemis ; son dessein était de leur couper la route de Parme. Le duc de Milan se défiait de cette ville, à cause des différentes factions qui la partageaient ; sa crainte était fondée sur ce que le roi avait engagé les Florentins à le faire accompagner jusqu'à Asti par François Secco, dont la fille était mariée dans la famille des Torelli, qui avait beaucoup de crédit dans tout le Parmesan. Le camp des confédérés était fortifié par des fossés et des retranchements et bordé d'artillerie ; il fallait nécessairement que les Français, pour gagner l'Astesan, passassent en présence des Italiens la rivière à côté de

(1) Philippe de Commines, seigneur d'Argenton. C'est lui dont nous avons de si beaux mémoires. Il raconte lui-même ce fait, liv. VIII.

Fornovo, et se missent en marche, n'ayant que le fleuve entre eux et les ennemis.

L'armée française eut toute la nuit de grandes inquiétudes; les Stradiots venaient insulter le camp; l'alarme y était fréquente, et tout le monde était sur pied au moindre bruit. D'ailleurs il survint tout d'un coup une grosse pluie accompagnée d'éclairs et de tonnerre, qui semblaient annoncer quelque malheur. Les Français en étaient bien plus frappés que les Italiens, qui avaient moins de sujet d'en être effrayés; car les Français étaient entre les ennemis et les montagnes, dans un lieu où, s'ils étaient battus, il ne leur restait aucune ressource. D'ailleurs les menaces du ciel ne présageant ordinairement que de grandes choses, il était à présumer qu'elles regardaient plutôt une armée où se trouvait la personne d'un grand roi que les troupes des confédérés.

Le lendemain, qui fut le 6 juillet, l'armée de France commença à passer la rivière dès la pointe du jour. La plus grande partie de l'artillerie précédait l'avant-garde[1], où le roi, persuadé qu'elle aurait à soutenir le premier effort des ennemis, avait mis trois cent cinquante lances françaises avec les cent lances commandées par Trivulce, et trois mille Suisses, l'élite et toute l'espérance de l'armée, conduits par Engilbert[2], frère du duc de Clèves, et par le bailli de Dijon; il les fit soutenir par trois cents archers à pied et par quelques arbalétriers à cheval de sa garde; il plaça aussi derrière eux la plus grande partie de son infanterie. Après l'avant-garde marchait le corps de bataille, au milieu duquel était le roi[3] armé de toutes pièces, et monté sur un cheval plein de feu et d'ardeur; M. de la Tremoille, capitaine fort estimé en France, était auprès du roi pour diriger par ses conseils et par son autorité les mouvements de cette partie de l'armée. L'arrière-garde suivait, sous les ordres du comte de Foix[1]; enfin le bagage fermait la marche.

Cependant Charles, dont l'esprit penchait toujours vers la paix, donna ordre à d'Argenton, dans le moment que l'armée commençait à défiler, d'aller trouver les provéditeurs afin de négocier avec eux. Mais, au premier mouvement des Français, les Italiens s'étaient mis sous les armes, et leurs chefs étaient déterminés à donner le combat; ainsi il n'était plus possible de lier une conférence, tant à cause de la proximité des deux armées que du peu de temps qu'on aurait avant que l'affaire fût engagée. Les chevaux-légers escarmouchaient déjà de part et d'autre; déjà l'artillerie faisait des décharges terribles des deux côtés, et les Italiens, sortants de leurs retranchements, se formaient sur les bords de la rivière pour en venir aux mains. Ces mouvements n'empêchèrent par les Français de continuer leur chemin, et ne pouvant s'étendre dans cet endroit resserré, ils prirent leur route le long de la rivière et par la colline.

Lorsque leur avant-garde fut arrivée en présence du camp des Italiens, le marquis de Mantoue passa la rivière au dos de l'arrière-

(1) L'avant-garde était commandée par le maréchal de Gié.

(2) Engilbert de Clèves était le troisième fils de Jean I, duc de Clèves, et d'Elisabeth de Bourgogne, héritière du comté de Nevers, et frère de Jean II, duc de Clèves. Il épousa, en 1489, Charlotte de Bourbon, fille de Jean de Bourbon, comte de Vendôme et d'Isabelle de Beauvau. Il fut comte de Nevers du chef de sa mère, et mourut en 1506. Henriette de Clèves, son arrière petite-fille et fille de François de Clèves, en faveur duquel le comté de Nevers fut érigé en duché en 1538, porta ce duché dans la maison de Gonzague par son mariage avec Louis de Gonzague en 1565. Ce fut de cette maison que le cardinal Mazarin acheta le duché de Nevers qu'il donna à Philippe Mancini, son neveu.

(3) « Je le trouvai, dit Commines, armé de toutes pièces et monté sur le plus beau cheval que j'aie vu de mon temps, appelé *Savoie*. Plusieurs disoient qu'il étoit cheval de Bresse. Le duc Charles de Savoie le lui avoit donné, et étoit noir et n'avoit qu'un œil, et estoit moyen cheval, de bonne grandeur pour celui qui étoit monté dessus; et sembloit que ce jeune homme fût tout autre que sa nature ne portoit, ne sa taille, ne sa complexion; car il étoit fort craintif à parler, et est encore aujourd'hui; aussi avoit-il été nourri en grande crainte et avec de petites personnes. Et ce cheval le montroit grand, et avoit le visage bon, et bonne couleur, et la parole audacieuse et sage. Et sembloit bien, et m'en souvint, que frère Hiéronime (*Savonarole*) m'avoit dit vrai quand il me dit que Dieu le conduisoit par la main et qu'il auroit bien à faire en chemin, mais que l'honneur lui en demeureroit. »

(1) Jean de Foix, comte de Narbonne et d'Étampes, qui était fils puîné de Gaston IV, comte de Foix et roi de Navarre, par sa femme Éléonore de Navarre. Il avait épousé Marie d'Orléans, sœur de Louis XII, et fut père du fameux Gaston de Foix, duc de Nemours, qui fut tué à la bataille de Ravenne en 1512, et de Germaine de Foix, qui épousa Ferdinand, roi d'Aragon. Ce comte de Narbonne mourut en 1500. Au reste, il n'était point *comte de Foix;* ce comté, avec le royaume de Navarre, avait passé, dès l'année 1484, dans la maison d'Albret par le mariage de Catherine de Foix, héritière de la branche aînée avec Jean II, sire d'Albret.

garde française avec un escadron de six cents hommes d'armes, l'élite de l'armée, soutenus d'un gros de Stradiots, d'autres chevau-légers, et de cinq mille hommes de pied. Il laissa sur l'autre bord Antoine de Montefeltro, fils naturel de Frédéric[1], duc d'Urbin, avec un corps de troupes considérable, et lui ordonna de passer, lorsqu'il l'en ferait avertir, afin de le remplacer dans le combat après le premier choc. Il disposa aussi tellement les choses que, lorsque l'affaire serait engagée, une autre partie de la cavalerie légère prît les ennemis en flanc, et que le reste des Stradiots passât la rivière à Fornovo pour tomber sur le bagage des Français. On l'avait laissé sans défense à la discrétion du premier qui voudrait le piller. Peut-être était-ce faute de monde ou par le conseil de Trivulce, comme on le publia dans la suite.

D'un autre côté le comte de Gajazzo passa le Taro pour attaquer l'avant-garde française, suivi de quatre cents hommes d'armes, parmi lesquels était la compagnie de don Alphonse d'Est[2], arrivée au camp sans lui, parce que son père n'avait pas voulu qu'il y vînt; il avait outre cela deux mille hommes d'infanterie. Annibal Bentivoglio[3] resta de l'autre côté de l'eau avec deux cents hommes d'armes pour venir à son secours quand il en serait averti. La garde du camp fut confiée à deux compagnies de gens d'armes et à mille hommes d'infanterie, les provéditeurs vénitiens ayant voulu se réserver cette ressource à tout événement.

Le roi voyant avancer derrière lui tant de monde pour attaquer son arrière-garde, contre l'opinion que ses généraux en avaient eu, fit d'abord retourner sur ses pas le corps de bataille pour la joindre, et il accourut lui-même à la tête d'un escadron avec tant de diligence que dès le commencement de l'action il se trouva aux premiers rangs. Quelques-uns disent que les troupes du marquis passèrent la rivière avec un peu de désordre, à cause de la hauteur des bords et de l'embarras des arbres, des racines et des arbrisseaux dont les bords des torrents sont ordinairement garnis; d'autres ajoutent que son infanterie, retardée par ces obstacles et par la profondeur de la rivière, que la pluie de la nuit avait grossie, arriva trop tard aux ennemis, que même elle ne s'y trouva pas tout entière, et qu'une grande partie resta de l'autre côté de l'eau. Quoi qu'il en soit, le marquis donna sur les ennemis avec une extrême furie. Les Français soutinrent ce choc avec une fermeté et une valeur égales à l'ardeur des confédérés. La mêlée s'engagea bientôt, et on ne suivit point dans cette occasion la méthode pratiquée dans les guerres d'Italie. C'était la coutume de faire combattre un bataillon contre un bataillon, et quand l'un était fatigué ou commençait à plier, on le remplaçait d'abord, et ce n'était qu'à la fin qu'on ne formait qu'un corps de plusieurs bataillons pour faire un dernier effort contre l'ennemi. De cette manière il arrivait le plus souvent que les combats, où d'ordinaire il y avait peu de sang répandu, duraient une journée entière, et que la nuit séparait les combattants sans qu'on pût savoir bien certainement en faveur de qui la victoire s'était déclarée. Mais dans cette occasion, après qu'on eut rompu les lances dont le choc couvrit en un instant la terre de gens d'armes et de chevaux, on se saisit de part et d'autre avec fureur de masses d'armes, d'épées et d'autres armes courtes; les chevaux eux-mêmes se firent des armes de leurs pieds et de leurs dents, et imitèrent la furie des combattants. D'abord les Italiens, encouragés par l'exemple du marquis, donnèrent des preuves d'une rare valeur. Ce général, à la tête d'un escadron de jeune noblesse et de lances détachées[1], volait rapidement partout où le danger l'appelait, remplissant avec exactitude tous les devoirs d'un capitaine intrépide. Les Français opposèrent un ferme courage à la furie de l'ennemi; mais enfin, accablés sous le nombre, leurs rangs commencèrent à s'entr'ouvrir, et la personne du roi fut exposée. La prise du bâtard de Bourbon[2], que toute l'ardeur avec laquelle il combattait ne put

(1) Frédéric de Montefeltro fut un des plus grands hommes de son temps. Il eut pour ami intime François Sforze, duc de Milan, qui lui fit épouser sa nièce Battista Sforze, fille d'Alexandre, son frère, et lui procura la souveraineté d'Urbin.

(2) Fils aîné d'Hercule, duc de Ferrare.

(3) Fils de Jean dont il est parlé ci-dessus.

(1) Ces lances détachées étaient de braves soldats qui n'étaient point dans les compagnies et dont on se servait dans le besoin.

(2) Mathieu, fils naturel de Jean II, duc de Bourbon. Il fut appelé *le grand bâtard de Bourbon* et fut grand homme de guerre; amiral de Guienne et gouverneur de cette province et de Picardie.

sauver, fit espérer au marquis de se saisir aussi du roi, qui s'était imprudemment engagé dans un lieu si dangereux, sans une garde convenable : dans cette vue il fit de grands efforts avec plusieurs des siens pour le joindre. Le roi, qui n'avait auprès de lui qu'un petit nombre de Français[1], se défendait avec intrépidité. Son cheval bondissant sous lui le servit plus en cette occasion que ceux qui l'environnaient. Dans un si grand danger il eut recours aux expédients que la crainte inspire d'ordinaire dans ces sortes d'occasions; abandonné de presque tout son monde, il implora le secours du ciel, et il fit vœu[2] à Saint-Denis et à Saint-Martin, qu'on regarde comme les patrons de la France, que, s'il pouvait arriver en Piémont sain et sauf avec son armée, il irait aussitôt après son retour dans ses Etats visiter les églises qui leur sont dédiées, l'une auprès de Paris et l'autre à Tours; qu'il y offrirait de riches présents, et ferait célébrer tous les ans des fêtes solennelles en mémoire de la grace qu'il aurait obtenue par leur intercession. Aussitôt il sentit renaître ses forces et combattit avec plus de vigueur que sa complexion ne semblait le lui permettre. Le péril du roi anima tellement les moins éloignés qu'étant accourus pour couvrir de leurs corps sa personne sacrée, ils écartèrent les Italiens; alors, le corps de bataille qui ne s'était pas encore avancé survenant, un de ses escadrons fondit sur le flanc des ennemis avec tant de violence qu'il ralentit beaucoup leur impétuosité. Le malheur qui arriva à Rodolphe de Gonzague, oncle du marquis de Mantoue, capitaine de grande expérience, fut encore une des causes de la perte des Italiens. Tandis que, soutenant les siens et rétablissant les endroits où il apercevait quelque désordre, il se portait tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, n'oubliant rien des fonctions d'un habile et brave capitaine, il leva par hasard la visière de son casque; dans le moment même il fut blessé d'un coup d'épée dans le visage par un Français; il est aussitôt renversé de son cheval, et les siens ne pouvant le secourir dans une si grande confusion, au milieu d'une foule de chevaux pleins de furie, il fut étouffé sous le poids des hommes et des chevaux qui tombèrent sur lui. Il ne méritait pas une fin si malheureuse, car il avait toujours dit, et même dans le conseil du matin, que c'était une grande imprudence de tenter la fortune, et il s'était opposé à son neveu qui voulait la bataille.

Tous ces différents événements tenaient encore la victoire incertaine, et elle ne paraissait pas favoriser un parti plus que l'autre; il était même plus douteux que jamais de quel côté elle s'arrêterait enfin. Ainsi l'espérance et la crainte étaient égales dans les deux armées; on combattait de part et d'autre avec une ardeur incroyable, chacun s'imaginant que la victoire était en sa main et ne dépendait que de son courage et de ses efforts. La présence et le péril du roi animaient les Français, nation qui de tout temps a eu pour ses rois un respect approchant de la vénération qu'inspire la majesté divine; d'ailleurs il fallait vaincre ou périr. Les Italiens s'encourageaient par l'espérance du butin, par l'exemple de leur général qui faisait des prodiges de valeur, par l'avantage qu'ils avaient eu au commencement de l'action et par leur grand nombre qui les rassurait chacun en particulier, ressource qui manquait aux Français, dont toutes les troupes étaient actuellement engagées dans le combat et s'attendaient encore à tous moments à être chargées par ceux des ennemis qui n'avaient pas encore donné. Personne n'ignore combien la fortune influe dans toutes les choses de ce monde, mais surtout dans la guerre, et particulièrement dans les batailles; son pouvoir n'y connaît point de bornes, car souvent un ordre mal compris ou mal exécuté, le moindre contre-temps, une parole proférée au hasard par un simple soldat, donnent la victoire à ceux qui paraissaient vaincus; il naît d'un instant à l'autre dans la mêlée une infinité d'accidents que le général n'a pu prévoir et auxquels toute son habileté ne peut remédier. Dans l'incertitude du succès de cette journée, la fortune joua son rôle ordinaire et fit ce que le courage des soldats

(1) Il se trouva pendant quelque temps n'avoir auprès de lui qu'un valet de chambre nommé Antoine des Ambus, *petit homme et mal armé* (dit Commines). Il s'était pourtant choisi, selon le même Commines, neuf preux pour ne le point quitter; et il venait de les armer chevaliers sur le champ de bataille un moment avant l'action. Belleforest n'en nomme que huit, savoir : le bâtard de Bourbon, le comte de Ligny, le seigneur de Pienes, le seigneur de Bonneval, le seigneur d'Archiac, le seigneur de Genouillac, le seigneur de Fraxinelles, lieutenant de la compagnie du duc d'Orléans, et Barase, brave capitaine.

(2) Philippe de Commines, qui était présent, ne parle point de cette circonstance.

ni l'effort de leurs armes n'avaient pu faire.

Les Stradiots, qui avaient été commandés pour attaquer le bagage des Français, commencèrent à le piller sans aucun obstacle et traversèrent la rivière avec les mulets, les chevaux et les autres équipages des ennemis. Leurs compagnons, les voyant retourner au camp ainsi chargés de butin, se laissèrent emporter à l'avidité du gain. Non-seulement ceux qui devaient prendre les Français en flanc tournèrent du côté des bagages, mais même ceux qui étaient déjà engagés dans la mêlée; leur exemple entraîna bientôt la cavalerie et l'infanterie. On les vit abandonner le combat et courir par pelotons au pillage; les Italiens n'étant donc pas soutenus par ces troupes, et le nombre des combattants venant à diminuer sensiblement dans cette confusion, elle augmenta encore par la mort de Rodolphe de Gonzague. Cet officier avait été chargé de faire avancer Montefeltro quand il en serait temps. Celui-ci, n'ayant pu être averti par Rodolphe, ne fit aucun mouvement; alors les Français commencèrent à gagner du terrain, et les Italiens, pliant déjà de tous côtés, n'étaient plus soutenus que par le courage de leur général. Combattant toujours avec une valeur extraordinaire, il arrêtait encore l'impétuosité des ennemis et il animait les siens par son exemple et par ses paroles à préférer la mort à la honte.

Mais ils étaient en trop petit nombre pour résister aux ennemis qui accouraient de toutes parts à l'endroit où l'on combattait encore. La plupart des Italiens ayant été tués ou blessés, surtout ceux qui accompagnaient le général, l'armée fut forcée de repasser avec beaucoup de danger la rivière, qui était extrêmement grossie par la pluie de la nuit et par l'orage mêlé de grêle et de tonnerre qui avait précédé le combat. Les Français les poursuivirent vivement jusqu'à la rivière, massacrant tous les fuyards sans s'embarrasser de faire aucuns prisonniers et sans songer au pillage. Au contraire, on entendait crier de tous côtés : *Compagnons, souvenez-vous de Guinegatte*. Guinegatte est un village de Picardie auprès de Térouanne, où l'on donna une bataille sur la fin du règne de Louis XI[1]. Dans cette occasion, Maximilien, roi des Romains, allait être vaincu par les Français, lorsque ceux-ci s'étant mis à piller, ils cédèrent la victoire à l'ennemi, qui les mit en fuite après en avoir fait un grand carnage.

(1) En 1479.

Tandis que le corps de bataille et l'arrière-garde des Français se battaient avec tant de succès, leur avant-garde chargea si furieusement le comte de Gajazzo, qui l'avait attaquée avec une partie de sa cavalerie, que les Italiens épouvantés, surtout lorsqu'ils se virent abandonnés du reste des leurs, se mirent en déroute presque d'eux-mêmes. Ce désordre s'augmentant encore par la mort de quelques-uns d'eux, et entre autres de Jean Piccinino et de Galéas de Corregio, ils prirent la fuite pour regagner le gros de leur armée. Le maréchal de Gié, voyant qu'outre ces troupes il y avait un corps de gens d'armes en bataille de l'autre côté de la rivière, défendit à ses gens de les suivre; cette conduite du maréchal, qui fut regardée par beaucoup de gens comme un trait de prudence, trouva aussi des censeurs qui la taxèrent de lâcheté, ces derniers considérant peut-être moins le principe que les suites de cette inaction. En effet, s'il eût chargé les ennemis, le comte aurait pris la fuite, ce qui aurait tellement effrayé toutes les troupes restées de l'autre côté de la rivière qu'il eût été presque impossible de les retenir.

Le marquis de Mantoue, ayant repassé la rivière avec une partie de son armée, en aussi bon ordre qu'il lui fut possible, trouva ses troupes si étonnées qu'elles ne songeaient plus qu'à se sauver avec le bagage; le grand chemin de Plaisance à Parme était même déjà plein d'hommes, de chevaux et de charrettes qui se retiraient vers cette dernière ville. Il arrêta en partie ce désordre par sa présence et par son autorité; mais l'arrivée du comte de Pitigliano[1] rassura bien davantage les soldats. Ce seigneur profita du grand mouvement où étaient les deux armées pour se sauver dans le camp des Italiens. Il ranima le courage des troupes en leur apprenant que les ennemis étaient dans un plus grand désordre et plus effrayés qu'eux; on croit que sans cet avis toute l'armée aurait décampé sur-le-champ, ou du moins la nuit suivante. Les Italiens, remis de leur effroi, rentrèrent dans leur camp, à l'exception de ceux que la confusion ordinaire dans les déroutes avait empêchés

(1) On a vu ci-dessus que Virginio Orsino, son frère, et lui, suivaient l'armée du roi sur leur parole et sans gardes.

de repasser la rivière, d'ailleurs fort grosse, et qui s'étaient sauvés en différents endroits; il y en eut un grand nombre qui, fuyant çà et là dans la campagne, furent massacrés par les ennemis.

Le roi, avec le corps de bataille et l'arrière-garde, alla joindre le maréchal de Gié, qui n'avait pas quitté son poste; il assembla aussitôt le conseil de guerre pour savoir si l'on passerait promptement la rivière, pour aller forcer les ennemis dans leur camp; Trivulce et Camille Vitelli[1] furent de cet avis. Ce dernier, ayant envoyé sa compagnie pour joindre ceux qui marchaient à Gênes, s'était rendu auprès du roi avec quelques chevaux pour se trouver à l'action. François Secco pressait aussi le roi d'aller aux ennemis, faisant remarquer que le chemin de Parme, qu'on voyait de loin, était couvert d'hommes et de chevaux qui se retiraient, d'où il conjecturait, ou que les ennemis fuyaient, ou qu'ayant commencé à fuir ils revenaient au camp. Mais il était trop difficile de passer la rivière, et les troupes, dont la plus grande partie avait combattu pendant que l'autre était demeurée toute la journée en bataille, étaient trop fatiguées; il fut donc résolu, suivant l'avis des capitaines français, qu'on camperait pour faire reposer l'armée. On alla donc au village de Medesano, sur la hauteur, environ à un mille du champ de bataille, et on s'y retrancha sans aucun ordre et avec assez d'incommodité, la plus grande partie du bagage ayant été enlevée par les ennemis.

Telle fut la célèbre bataille des Italiens et des Français sur les bords du Taro; le carnage y fut très grand, et depuis long-temps il n'y en avait point eu de si sanglante en Italie, où le nombre des morts n'était pas ordinairement fort considérable dans les combats. Quoique la perte des Français fût à peine de deux cents soldats, celle des Italiens monta à plus de trois cents hommes d'armes et à trois mille hommes d'autres troupes, du nombre desquels étaient Rinuccio de Farnèse, capitaine de cavalerie des Vénitiens, et plusieurs gentilshommes de marque. Bernardin dal Montone, aussi capitaine dans les troupes vénitiennes, demeura pour mort sur la place, étourdi d'un coup de massue qu'il avait reçu sur son casque. Il était moins connu par son mérite personnel que par la réputation de Braccio dal Montone, son aïeul, un des premiers restaurateurs de la milice italienne. Une perte si considérable fit d'autant plus d'impression sur l'esprit des Italiens que l'action n'avait pas duré plus d'une heure et que l'artillerie n'y avait eu presque aucune part, la mêlée ayant été engagée dès le commencement du combat.

Les deux partis prétendirent à l'honneur de cette journée. Les Italiens se fondaient sur ce que leur camp et leur bagage étaient demeurés dans leur entier, au lieu que celui des Français avait été enlevé pour la plus grande partie et que même le quartier du roi avait été pillé. Ils disaient qu'ils auraient défait les ennemis si une partie de leurs troupes, qui était destinée à combattre, ne s'était pas livrée à l'ardeur du pillage; les Français n'en disconvenaient pas. Les Vénitiens poussèrent même les choses jusqu'à ordonner de faire des feux de joie à Venise et dans tous les lieux de leur domination. Dans la suite les particuliers imitèrent l'exemple de la république; car, à la mort de Marchione Trevisani, on fit graver sur son tombeau, dans l'église des Cordeliers, « qu'il avait heureusement combattu contre Charles, roi de France, sur la rivière du Taro. » Toutes ces démonstrations de joie n'empêchèrent pas le public de donner la victoire aux Français, soit à cause de l'inégalité du nombre des morts, soit parce qu'ils avaient forcé les ennemis à repasser la rivière, soit enfin pour s'être ouvert les passages qui avaient occasionné le combat.

Le roi resta le jour suivant dans le même endroit, et d'Argenton conclut avec les Italiens une trève jusqu'à la nuit. Charles souhaitait de continuer sa marche en sûreté; il savait que la meilleure partie de l'armée ennemie n'avait pas combattu, et il la voyait demeurer ferme dans ses retranchements; il lui paraissait dangereux de faire une route de plusieurs journées au travers du duché de Milan, ayant toujours les ennemis à dos. D'ailleurs il était si indécis qu'il ne savait quel parti prendre, ce qui lui arrivait souvent, parce qu'il rejetait pour l'ordinaire les conseils les plus salutaires. De leur côté les Ita-

(1) Le roi, après la bataille, s'ôta une chaîne d'or qu'il avait au cou et la donna à Camille Vitelli, en reconnaissance de ce qu'il avait contribué à la victoire. Ce fait est rapporté dans une épître dédicatoire du colonel Jules Bufalini, arrière-petit-neveu de ce capitaine, adressée au roi Louis XII, et qui se trouve dans le dialogue de Mascurat et Saint-Ange.

liens étaient aussi incertains que le roi; car quoiqu'ils eussent été dès le commencement dans une grande consternation, ils s'étaient rassurés, de manière que, dès le soir même de la bataille, ils délibérèrent s'ils n'iraient point attaquer durant la nuit le camp des Français, qui était mal situé et sans aucune défense. Le comte de Pitigliano était de cet avis; mais le plus grand nombre s'y étant opposé, ce projet fut abandonné.

Le bruit se répandit alors dans toute l'Italie que Ludovic Sforze avait secrètement donné ordre à ses troupes de ne point combattre; que, jaloux de voir les Vénitiens à la tête d'une armée si puissante dans son duché, il craignait également leur succès et la victoire des Français; qu'il aurait souhaité que ceux-ci ne fussent ni vaincus ni vainqueurs, et qu'à tout événement il avait voulu pour sa sûreté conserver ses forces entières. On ajoutait que cette manœuvre avait été cause de ce que l'armée italienne n'avait pas remporté une pleine victoire. Le marquis de Mantoue et les autres officiers vénitiens, pour se donner plus de réputation, appuyaient ces bruits, que tous ceux qui étaient zélés pour la gloire de la milice italienne adoptaient sans balancer. Mais rien n'était moins fondé que cette rumeur populaire. J'ai moi-même entendu parler sur ce sujet un homme qui, par le poste qu'il occupait alors à Milan, était à portée de connaître le fond des affaires; il disait que Ludovic ayant assiégé Novare avec presque toutes ses forces, il n'avait point eu assez de troupes sur le Taro pour décider du sort de la bataille; que l'armée des confédérés aurait remporté la victoire si le désordre des soldats ne lui avait pas été plus préjudiciable que le défaut d'un plus grand nombre de troupes, puisque même la meilleure partie des Vénitiens était restée dans l'inaction; que si le comte de Gajazzo n'avait fait marcher aux ennemis qu'une partie de son monde, qui ne combattit encore que très faiblement, ce n'avait pu être que parce qu'il trouva l'avant-garde française si forte qu'il lui parut trop dangereux de tenter la fortune de ce côté-là; que d'ailleurs il était naturellement porté à préférer le parti le plus sûr aux actions de vigueur, quoique plus brillantes et plus propres à lui faire honneur; que cependant les troupes milanaises n'avaient pas été tout-à-fait inutiles, puisqu'ayant contenu l'avant-garde des Français elles avaient empêché qu'elle n'allât soutenir le roi, sur qui tout l'effort du combat était tombé dans un endroit où il n'avait avec lui que la moindre et la plus faible partie des siens. Il me paraît que ce sentiment est aussi bien appuyé par la raison que par l'autorité de cet homme en place. En effet, si Ludovic avait eu l'intention qu'on lui attribua, il est à présumer qu'il n'eût pas donné ordre à ses généraux de dissuader les autres de s'opposer au passage des Français, parce que, si le roi remportait une victoire complète, les troupes milanaises, étant si près des ennemis, auraient été enveloppées dans la défaite des confédérés, quoiqu'elles n'eussent point combattu; car pouvait-il raisonnablement compter que, la bataille venant à se donner, la fortune serait partagée de façon que le roi ne fût ni vaincu ni vainqueur? Enfin il est certain [1] qu'on n'aurait point donné le combat contre l'avis des siens, et que les Vénitiens, qui n'étaient là que pour son secours et sa sûreté, n'auraient pu les y obliger.

Charles étant décampé sans bruit le 8 juillet de grand matin pour dérober la connaissance de son départ, il ne fut point poursuivi ce jour-là par les ennemis, qui, quand ils l'auraient voulu, en auraient été empêchés par la profondeur de la rivière qu'une grosse pluie avait tellement enflée qu'il fut impossible de la passer de presque toute la journée. Il n'y eut que le comte de Gajazzo, suivi de deux cents chevau-légers, qui la traversa sur le soir avec beaucoup de danger, à cause de la rapidité du courant. S'étant mis sur les traces des Français qui marchaient du côté de Plaisance par le droit chemin, il les fatigua beaucoup et surtout le lendemain. Mais, malgré ces escarmouches, les Français quoique épuisés de lassitude continuèrent leur route en bon ordre, ayant des vivres en abondance. On les leur apportait des lieux circonvoisins, soit par la crainte du pillage, soit par les soins de Trivulce, qui, ayant pris les devants avec des chevau-légers, y engageait les habitants par la grande autorité qu'il avait dans tout le Milanais, et surtout parmi les Guelfes.

L'armée confédérée ne se mit en marche que le jour d'après le départ des Français, peu disposée à tenter une seconde fois le sort des armes.

(1) Ceci est confirmé par un fait que rapporte Commines, savoir que, dans le conseil tenu le matin avant l'action, ce fut le comte de Gajazzo qui fit résoudre la bataille, malgré le penchant des Vénitiens à la paix.

Les provéditeurs vénitiens en étaient surtout fort éloignés; d'ailleurs on ne fut jamais assez près des ennemis pour les attaquer dans leur marche, pas même dans une occasion favorable qui se présenta. Les Français campèrent le second jour sur la rivière de Trebia, un peu par-delà Plaisance, et, pour plus grande commodité, ils laissèrent entre la ville et cette rivière deux cents lances, les Suisses et presque toute l'artillerie. Il survint pendant la nuit un orage qui grossit tellement les eaux que, quelque diligence qu'ils pussent faire, l'infanterie ni la cavalerie ne purent passer que fort tard le lendemain; encore ne fût-ce qu'avec beaucoup de difficulté, quoique la rivière eût commencé à diminuer. L'éloignement de l'armée ennemie l'empêcha de profiter de cet accident; d'un autre côté ils n'avaient rien à craindre de la part du comte de Gajazzo, qui, appréhendant qu'il n'y eût quelque mouvement à Plaisance, s'était rendu dans cette ville pour la contenir.

Cette appréhension n'était pas sans fondement; car on croit que si Charles, suivant le conseil de Trivulce, eût fait proclamer duc de Milan le jeune François Sforze, fils de Jean Galéas, il se serait fait une révolution dans le Milanais. Trivulce n'en doutait en aucune manière, étant bien assuré du zèle des peuples pour leur souverain légitime, de la haine générale contre l'usurpateur et de l'affection qu'on lui portait à lui-même, soutenue d'ailleurs de beaucoup de crédit. Mais le roi, ne songeant qu'à continuer sa route, ne voulut rien écouter et marcha avec une extrême diligence. Il se trouva néanmoins quelques jours après dans une grande disette de vivres, les passages étant mieux gardés qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors. Ludovic avait mis dans Tortone, sous les ordres de Gaspard de San-Severino, surnommé *Fracassa*, et dans Alexandrie, beaucoup de cavalerie et douze cents fantassins allemands, auxquels il avait fait quitter le siége de Novare. D'ailleurs les Français, depuis qu'ils eurent passé la Trebbia, furent continuellement harcelés par le comte de Gajazzo, qui avait joint à ses chevau-légers cinq cents fantassins allemands de la garnison de Plaisance. Il avait demandé qu'on lui envoyât de l'armée le reste de la cavalerie légère et quatre cents hommes d'armes; mais les provéditeurs vénitiens, frappés du péril qu'ils avaient couru sur le Taro, ne voulurent pas laisser partir ces troupes.

Quand les Français furent près d'Alexandrie, ils prirent leur chemin vers la montagne où la rivière du Tanaro est moins profonde, et de cette manière ils arrivèrent à Asti[1] sans avoir perdu un seul homme ni souffert le moindre dommage pendant huit jours de marche. Le roi entra dans la ville et fit camper ses troupes dans la campagne, résolu de recruter son armée et de rester en Italie jusqu'à ce qu'il eût fait lever le siége de Novare. L'armée de la ligue, qui l'avait suivi jusque dans la Tortonèse, désespérant de rien faire, s'en alla joindre les troupes de Milan devant Novare. Cette place souffrait déjà beaucoup, faute de vivres; le duc d'Orléans et les siens avaient négligé de l'en pourvoir, conme ils auraient pu le faire, vu la fertilité du pays; et même, sans songer au péril que lorsqu'il ne fut plus possible d'y remédier, ils avaient consommé sans aucun ménagement le peu de munitions qui restait dans la ville.

Sur ces entrefaites, les cardinaux et les capitaines qui s'étaient chargés de l'expédition de Gênes, et qui n'y avaient pas réussi, revinrent au camp du roi. L'armée navale, ayant pris d'abord la Spezie, avait tourné vers Rapallo] dont elle s'était emparée sans obstacle; mais une escadre[2] de huit galères, d'une caraque et de deux barques de Biscaie, étant sortie du port de Gênes, mit à terre sept cents hommes d'infanterie, qui reprirent le bourg de Rapallo sans aucune difficulté et surprirent les Français qui y étaient en garnison. Ensuite, s'étant approchée de l'armée navale qui s'était retirée dans le golfe, elle lui livra un long combat, prit et brûla tous ses vaisseaux, et fit le commandant[3] prisonnier; ainsi ces mêmes lieux, que la défaite des Aragonais avait rendus célèbres l'année précédente, devinrent encore plus fameux par cette victoire remportée sur les Français.

Les troupes de terre ne furent pas plus heureuses. Elles s'étaient avancées le long de la Rivière de Levant jusqu'à Val-di-Bisagna et aux faubourgs de Gênes; mais n'y ayant eu aucun mouvement dans cette ville, contre leur espérance, et ayant appris la perte de l'armée navale, elles se sauvèrent presque en fuyant par

(1) Le 15 juillet.

(2) Cette escadre était commandée par François Spinola, surnommé le More.

(3) Le seigneur de Miolans.

les montagnes, chemin très rude et très difficile, et allèrent gagner le Val de Pozzeveri qui est de l'autre côté de la ville. Ensuite, quoiqu'elles dussent être rassurées par la jonction des troupes et des paysans que le duc de Savoie avait envoyés à leur secours, elles se rendirent avec la même promptitude dans le Piémont. Il est hors de doute que si les Génois n'eussent pas été retenus dans leur ville par la crainte de quelque mouvement de la part des Frégose, ils auraient entièrement défait les Français. Ces désavantages furent cause que la compagnie de Vitelli, qui s'était avancée à Chiaveri, se retira à Serezana en désordre et avec beaucoup de danger, dès qu'elle eut appris le mauvais succès des troupes qu'elle devait joindre. Il en arriva encore que toutes les places de la Rivière qui étaient occupées par les bannis, à l'exception de la Spezie, rappelèrent les Génois. La ville de Ventimiglia, située sur la Rivière de Ponant, dont Paul-Baptiste Frégose et quelques autres bannis s'étaient emparés quelques jours auparavant, suivit l'exemple des autres.

CHAPITRE V.

Défaite des Aragonais, sous Gonsalve, à Seminara. Ferdinand est rappelé par ses sujets; il entre à Naples. Tout le royaume secoue le joug des Français. Mort d'Alphonse d'Aragon. Ludovic Sforze et Béatrix sa femme arrivent au camp des alliés. Le pape cite Charles VIII à comparaître à Rome. Charles se moque de la citation du pontife. Les Florentins reçoivent les forteresses et les terres qui étaient dans les mains de Charles. Siége de Novare. Conditions de paix entre Charles et Ludovic Sforze. Discours tenus devant Charles VIII sur la paix. La paix est conclue. Retour de Charles en France.

Cependant la guerre se faisait dans le royaume de Naples avec différents succès de part et d'autre. Ferdinand, après avoir pris Reggio, s'occupait à soumettre les places circonvoisines; il avait avec lui environ six mille volontaires napolitains ou siciliens, outre les troupes espagnoles qui étaient commandées par Gonsalo Hernandès[1] de la maison d'Aguilar, du royaume de Cordoue, capitaine d'une valeur distinguée, et qui s'était formé dans les longues guerres de Grenade. Dès l'arrivée de Gonzalve en Italie, la vanité espagnole lui donna le surnom de *grand capitaine*, pour marquer le pouvoir absolu qu'il avait sur eux. Les victoires éclatantes qu'il remporta depuis lui confirmèrent ce titre d'un consentement général, et dans la suite on a donné le même surnom aux capitaines d'une grande bravoure et d'une habileté peu commune dans la guerre.

(1) Son nom était Gonzalve-Ferdinand de Cordoue.

D'Aubigny, suivi des gendarmes français destinés à garder la Calabre, auxquels il joignit la cavalerie et l'infanterie que lui fournirent les seigneurs du parti du roi de France, s'avança à Seminara, lieu voisin de la mer. Il y présenta la bataille à cette armée qui avait déjà fait soulever la plus grande partie du royaume. Des troupes réglées et disciplinées l'emportèrent facilement sur des soldats sans expérience, car non-seulement les Italiens et les Siciliens avaient été ramassés à la hâte par Ferdinand, mais même les Espagnols n'étaient pas encore formés au métier des armes. Néanmoins, quoique inférieurs en tout, ils combattirent assez longtemps avec beaucoup d'ardeur, soutenus par le courage et par l'autorité de leurs chefs, qui remplirent tous les devoirs de leur rang. Ferdinand se comporta dans l'action en capitaine et en soldat. Son cheval ayant été tué sous lui, il eût eu le même sort, ou du moins on l'aurait fait prisonnier, si Jean de Capoue[1], frère du duc de Termini, qui dans sa jeunesse avait été son page et qu'il aimait tendrement, ne l'eût fait passer sur le sien, au péril de sa vie, qu'il perdit sur-le-champ: exemple rare de la fidélité et du zèle d'un sujet envers son roi. Gonzalve s'enfuit à Reggio à travers les montagnes. A l'égard de Ferdinand, il se sauva à Palma, place sur le bord de la mer, près de Seminara, et s'étant embarqué sur ses vaisseaux, il se retira à Messine.

Ce mauvais succès ne fit qu'irriter le courage de Ferdinand, et l'envie qu'il avait de tenter une seconde fois la fortune. Non-seulement il connaissait l'affection que toute la ville de Naples avait pour lui, mais il était encore secrètement pressé par un grand nombre des principaux de la noblesse et du peuple. Ne voulant pas laisser refroidir le zèle de ses anciens sujets par des lenteurs et par le bruit de sa défaite, il joignit, aux quatre galères qu'il avait amenées d'Ischia et aux quatre autres sur lesquelles Alphonse son père était parti de Naples, tous les vaisseaux de l'armée navale

(1) Il portait le nom d'*Altavilla* et était de la maison de Capoue.

d'Espagne et tous ceux qu'il put tirer de la ville de Messine et des barons de Sicile. Ensuite, sans s'inquiéter de n'avoir aucune troupe pour garnir cette flotte, il ne laissa pas de mettre à la voile, jugeant qu'il fallait se comporter dans une telle entreprise comme s'il avait eu les forces nécessaires pour la faire réussir et en imposer par une bonne contenance. Il partit donc de Sicile avec soixante grands bâtiments et vingt plus petits, accompagné de Ricajensio[1], Catalan, amiral de l'armée navale espagnole, brave officier et d'une grande expérience dans la marine. Il avait si peu de troupes réglées, que sur la plupart des vaisseaux il n'y avait presque d'autres gens que les matelots. Mais le zèle et l'affection des peuples suppléant à ce qui manquait à Ferdinand, il n'eut pas plus tôt mouillé à la rade de Salerne que cette ville, la côte d'Amalfi et la Cava se donnèrent à lui. Il croisa ensuite pendant deux jours à la vue de Naples, attendant qu'on y fît quelque mouvement en sa faveur; mais ce fut inutilement, car les Français, ayant pris les armes et posé des gardes dans tous les postes importants, étouffèrent la révolte qui était sur le point d'éclater. Ils auraient même éloigné tout-à-fait le danger, si Montpensier avait eu la hardiesse d'exécuter la proposition qui lui fut faite par quelques-uns des siens. Ceux-ci, soupçonnant que les vaisseaux de Ferdinand etaient mal pourvus de gens de guerre, étaient d'avis de faire monter des soldats sur ceux qui étaient dans le port et d'aller attaquer l'ennemi. Le troisième jour, Ferdinand, qui n'espérait plus de révolution dans la ville, prit le large pour se retirer à Ischia.

Les conjurés, voyant leur intrigue presque découverte, comprirent que la cause de Ferdinand était devenue la leur; s'étant donc assemblés, ils résolurent de se déclarer ouvertement, puisque la nécessité les y forçait, et ils firent partir secrètement une barque pour le rappeler et le prier de mettre à terre tout ce qu'il avait de monde, ou du moins une partie, afin de les appuyer. Ferdinand sur cet avis reparut le jour suivant, qui fut le lendemain[2] de la bataille du Taro, et il s'approcha du rivage pour débarquer à la Maddalena, environ à un mille de Naples, à l'embouchure d'une petite rivière, ou plutôt d'un ruisseau nommé le Sebeto, qui n'est connu que par les vers des poètes napolitains. Montpensier, aussi hardi quand il fallait craindre qu'il avait été timide le jour d'auparavant qu'il aurait fallu de la résolution, sortit de la ville avec presque toutes ses troupes pour s'opposer à la descente de l'ennemi. Les Napolitains, profitant d'une occasion qu'ils n'auraient jamais osé espérer, prirent aussitôt les armes. Le soulèvement commença par le tocsin de l'église *de Carmine* près des murs de la ville, et fut suivi de proche en proche par celui de toutes les autres. Le peuple s'étant rendu maître des portes fit retentir de tous côtés le nom de Ferdinand. Les Français furent si surpris de cette prompte révolution que, ne se croyant pas en sûreté entre la ville et les troupes ennemies, et d'un autre côté ne pouvant se flatter de rentrer par où ils étaient sortis, ils prirent le parti de faire le tour de la ville. Ce fut par un chemin long, inégal et difficile, qu'ils gagnèrent la porte voisine du Château-Neuf.

Cependant Ferdinand entra dans Naples, et étant monté à cheval avec quelques-uns des siens, il parcourut toute la ville. La joie de tout le monde alla au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. Le peuple le recevait avec de grandes acclamations; les dames qui étaient aux fenêtres jetaient sur son passage des fleurs et des eaux de senteur; plusieurs même des plus nobles accouraient dans la rue pour l'embrasser et pour essuyer la sueur de son visage. L'allégresse publique n'empêchait pas de prendre les précautions nécessaires à la défense de la ville. Le marquis de Pescaire, suivi des soldats qui avaient accompagné Ferdinand et de la jeunesse de Naples, faisait barricader et fortifier les avenues des rues par lesquelles les Français qui étaient dans le Château-Neuf, auraient pu faire quelque sortie. Ceux-ci, s'étant mis en bataille sur la place du château, firent toutes sortes d'efforts pour se remettre en possession de la ville; mais ils trouvèrent les entrées des rues bien défendues, et ils furent repoussés à coups de traits et d'arquebuses.

La nuit survenant alors, ils se retirèrent dans le château, laissant sur la place leurs chevaux au nombre de près de deux mille, tant bons que mauvais, parce qu'il n'y avait dans le château

(1) Mézeray donne à ce commandant un nom tout différent; il l'appelle *Villamarino*, et le père Daniel le nomme *Villamarino*.

(2) Le 7 juillet.

ni lieu pour les loger ni fourrage pour les nourrir; Montpensier, Yves d'Alègre, capitaine renommé, Antonel, prince de Salerne, et plusieurs autres gens de qualité français et italiens, s'y renfermèrent avec eux. Ils firent pendant quelques jours des sorties sur la place et autour du port; mais, toujours repoussés par les ennemis, ils perdirent toute espérance de pouvoir reprendre la ville sans d'autres secours, à moins qu'on ne leur envoyât de nouvelles troupes.

Capoue, Averse, le château de Mont-Dragone et plusieurs autres places suivirent aussitôt l'exemple de Naples, et la plus grande partie du royaume abandonna le parti des Français. Les habitants de Gaëte furent la victime de ce zèle indiscret. Quelques galères de Ferdinand ayant paru devant le port, ils prirent les armes avec plus de courage que de forces; mais la garnison française en fit un grand carnage, et, n'ayant rien qui retînt sa fureur, elle mit toute la ville au pillage. Pendant ce temps-là, l'armée navale des Vénitiens aborda à Monopoli, ville de la Pouille, et ayant débarqué les Stradiots et beaucoup d'infanterie, ils assiégèrent cette ville par mer et par terre; Pierre Bembo, capitaine de galère, y fut tué d'un coup de canon tiré de la ville, qui fut enfin prise d'assaut. La citadelle se rendit par la lâcheté du commandant français, et la ville de Pulignano fut prise ensuite par les Vénitiens.

Cependant Ferdinand était occupé à se rendre maître des deux châteaux de Naples; il espérait les prendre bientôt par famine, parce qu'il y avait peu de vivres à proportion du monde qui y était. Dans ce dessein il n'oubliait rien pour se saisir des postes circonvoisins, afin de resserrer encore davantage ces deux forts. Les Français, voyant bien que leur flotte, qui était de cinq navires, quatre galères légères, une galiote et un galion, ne serait pas en sûreté dans le port, l'avaient fait retirer entre la tour de San-Vincenzio, le château de l'Œuf et Pizzifalcone dont ils étaient les maîtres. Ils avaient encore à leur disposition les derrières du Château-Neuf, où étaient les jardins du roi, à la faveur desquels ils s'étendaient jusqu'à Capella; ensuite, ayant fortifié le monastère della Croce, ils firent des courses jusqu'à Piedigrotta et à San-Martino.

Ferdinand, voulant les en empêcher, se saisit du mont Sant'-Ermo et ensuite de la hauteur de Pizzifalcone, où était la forteresse dont les Français étaient maîtres. En prenant ce fort qui commande le château de l'Œuf, il aurait été facile à Ferdinand d'incommoder beaucoup la flotte française. Pour couper tous les secours qu'on pourrait y envoyer, il fit attaquer par ses gens le monastère della Croce; mais quand ils s'en approchèrent ils furent fort maltraités par l'artillerie, de sorte que, désespérant de le prendre par force, ils tentèrent de l'avoir par intelligence. Ce projet fut funeste à son auteur: un Maure, qui était dans ce monastère et qui avait été au service du marquis de Pescaire, lui promit de l'y introduire, et il le fit monter pendant la nuit par une échelle appuyée contre la muraille pour lui parler et concerter l'heure et la manière d'exécuter l'entreprise la nuit même. Mais ce malheureux trahissait son ancien maître; car le marquis y fut tué d'un coup de flèche qui lui traversa la gorge.

Prosper et Fabrice Colonna rendirent un grand service à Ferdinand en prenant son parti. Ils se mirent à sa solde aussitôt qu'il fut rentré dans Naples, quoique leur engagement avec le roi de France durât encore. Ils dirent pour colorer ce changement qu'on ne leur avait pas payé leurs appointements dans le terme convenu, et, qu'au préjudice de leurs services, le roi les avait traités moins favorablement que Virginio Orsino et le comte de Pitigliano. Ces raisons ne parurent pas assez fortes pour leur faire oublier les bienfaits dont le roi les avait comblés; mais peut-être que ce qui aurait dû naturellement exciter leur reconnaissance fut au contraire la cause de leur ingratitude, et que, plus les biens dont le roi les avait comblés étaient grands, plus ils souhaitèrent de les conserver quand ils virent que les affaires des Français commençaient à aller en déclinant.

Le Château-Neuf étant ainsi pressé et la mer fermée par les vaisseaux de Ferdinand, le besoin de vivres y augmentait de jour en jour et la garnison ne se soutenait que par l'espérance de voir arriver du secours de France par mer. Le roi, en arrivant à Asti, avait envoyé Perron de Bache[1] à Villefranche auprès de Nice, pour en faire partir une flotte avec deux mille hommes, tant Gascons que Suisses, et des

(1) Perone di Baccie; il était Italien.

vivres; il en donna le commandement à M. d'Arban, homme qui entendait bien la guerre, mais sans expérience dans la marine. Cette armée navale s'avança jusqu'à Porezo[1]; mais ayant découvert autour de cette île la flotte de Ferdinand, composée de trente voiles et de deux gros vaisseaux génois, elle prit aussitôt le large et fut poursuivie jusqu'à l'île d'Elbe; après avoir perdu une frégate de Biscaie, elle se sauva dans le port de Livourne. Les soldats étaient si effrayés qu'il ne fut pas possible au commandant d'empêcher que la plupart ne quittassent la flotte et ne s'en allassent à Pise.

La retraite des Français fit que Montpensier et ses compagnons, pressés par la famine, promirent de rendre le château[2], dont le siége durait depuis trois mois, et de se retirer en Provence, vies et bagues sauves, si dans trente jours ils n'étaient pas secourus. Yves d'Alègre et trois autres officiers[3] furent donnés en otages à Ferdinand.

Mais ils ne pouvaient espérer de se voir secourus dans un terme si court, à moins que ce ne fût par les troupes qui étaient dans le royaume même. C'est pourquoi M. de Persi[4], l'un des généraux français qui avait avec lui les Suisses et une partie des lances, marcha vers Naples, accompagné du prince de Bisignano et de plusieurs autres barons. Ferdinand, qui l'avait prévu, envoya contre eux à Eboli le comte de Matalona[5] avec une armée composée pour la plupart d'amis rassemblés à la hâte. Quoiqu'ils fussent fort supérieurs en nombre aux Français, ils prirent d'abord la fuite à la première rencontre sur le lac de Pizzolo, auprès d'Eboli, sans avoir seulement tiré l'épée. Venance, fils de Jules de Varano, seigneur de Camerino, fut fait prisonnier dans cette occasion; mais les Français ayant négligé de les poursuivre, ils se retirèrent à Nola, et de là à Naples, sans beaucoup de perte. Les vainqueurs continuèrent donc leur marche pour aller délivrer les châteaux. L'avantage qu'ils venaient de remporter les rendit si redoutables que Ferdinand fut tenté d'abandonner Naples une seconde fois; mais il en fut détourné par les Napolitains, qui avaient un double motif de le retenir. Le premier était la crainte du ressentiment des Français, contre qui ils s'étaient révoltés, et l'autre leur affection pour Ferdinand. Ce prince, ayant repris courage, alla se poster à Capella; ensuite, voulant empêcher les ennemis d'approcher du Château-Neuf, il fit achever une large tranchée qu'il avait commencée depuis le mont Sant'-Ermo jusqu'au château de l'Œuf, et il mit de l'infanterie et de l'artillerie sur toutes les hauteurs jusqu'à Capella et au-dessus. Les Français, qui avaient suivi le chemin de Salerne à Nocera par la Cava et par le mont Piedigrotta, s'avancèrent jusqu'à Chiaïa auprès de Naples; mais la résistance qu'ils trouvèrent partout et l'assurance avec laquelle Ferdinand se présentait à eux les arrêta, de manière qu'ils ne purent gagner Capella; d'ailleurs ils souffrirent beaucoup de l'artillerie, surtout de la batterie qui était postée sur la hauteur de Pizzifalcone. Il leur fut impossible de camper en cet endroit parce qu'il n'y a point d'eau dans ce canton, d'ailleurs favorisé de tous les dons de la nature, et que Lucullus choisit autrefois pour y planter ses jardins si délicieux et si célèbres. Ils furent donc obligés de se retirer plus tôt qu'ils n'auraient fait sans cet inconvénient, laissant même deux ou trois pièces de canon et une partie des vivres qu'ils avaient amenés pour rafraîchir les châteaux. Ces troupes ayant pris le chemin de Nola, Ferdinand, pour s'opposer à leur marche, alla se poster dans la plaine de Palma, auprès de Sarni, laissant le château toujours assiégé.

Montpensier n'espérant désormais aucun secours, sortit du Château-Neuf, où il laissa trois cents hommes, nombre suffisant pour le garder, mais trop grand par rapport au peu de vivres qu'il y avait. Après avoir aussi pourvu à la défense du château de l'Œuf, il s'embarqua la nuit avec deux mille cinq cents hommes sur les vaisseaux de l'armée navale et s'en alla à Salerne.

Ferdinand se plaignit hautement de ce procédé, prétendant que, suivant la capitulation, il n'était pas permis à Montpensier de se retirer du Château-Neuf avec tant de troupes pendant le temps convenu, sans en même temps lui re-

(1) Ou plutôt *Ponza*. Il y a apparence que c'est une faute d'impression; car le nom de *Porezo* n'est point connu. L'île de Ponza est sur la côte de l'État ecclésiastique.

(2) Cette capitulation se fit le 6 octobre. (Commines.)

(3) Commines en nomme quatre: La Mark d'Ardenne, qui était Robert deuxième du nom, duc de Bouillon; le seigneur de la Chapelle, d'Anjou; Rocaberti, Catalan, et Genlis.

(4) Jeune chevalier d'Auvergne, selon Commines,

(5) Thomas Caraffa.

mettre ce château et le château de l'Œuf. Il eut même quelque envie de suivre à la rigueur les lois militaires et de se venger de cette injure et de la contravention de Montpensier par la mort des otages, lorsqu'il vit que les châteaux ne se rendaient pas au bout de trente jours; car ce ne fut qu'un mois après que ceux qui étaient restés dans le Château-Neuf, ne pouvant plus tenir contre la faim, se rendirent, à condition que les otages seraient délivrés. Presque dans le même temps et par la même raison, la garnison du château de l'Œuf promit de se rendre le premier jour du carême prochain, si elle n'était pas secourue.

Alphonse mourut à Messine vers ce temps-là. Ce prince, que son courage et son bonheur avaient rendu célèbre lorsqu'il n'était que duc de Calabre, vit disparaître cet éclat sur le trône, où toute sa gloire fut effacée par l'infamie jointe à l'infortune. On dit que, peu de temps avant sa mort, s'étant laissé aller au désir de retourner à Naples où la haine avait presque fait place à l'affection en sa faveur, il en avait fait parler à son fils. Ferdinand, plus sensible aux charmes du pouvoir souverain que docile à la voix du sang et au respect d'un père, selon le caractère de presque tous les hommes, répondit avec malignité qu'il fallait attendre que le royaume fût assez raffermi pour que son père ne fût pas obligé de l'abandonner une seconde fois.

Cependant Ferdinand jugea à propos de s'assurer l'appui de l'Espagne par une alliance plus étroite; dans cette vue il épousa avec dispense Jeanne, sa tante, fille de Ferdinand son aïeul, et de Jeanne, sœur du roi catholique.

Pendant que les châteaux de Naples étaient assiégés, on serrait Novare de fort près. Le duc de Milan avait une bonne armée devant cette place, et les Vénitiens lui avaient donné de si puissants secours qu'on ne se souvenait presque d'aucune autre occasion où ils eussent fait tant de dépense. Il y avait dans le camp des alliés trois mille hommes d'armes, trois mille chevau-légers, mille chevaux allemands et cinq mille hommes de pied italiens. Mais la plus grande force de leur armée consistait en dix mille *lansquenets*, nom qu'on donne vulgairement à l'infanterie allemande. La plus grande partie des lansquenets était à la solde du duc de Milan, qui les avait pris pour les opposer aux Suisses, devant lesquels l'infanterie italienne, qui depuis l'arrivée des Français avait perdu beaucoup de sa vigueur et de sa réputation, n'était plus en état de tenir. Ces lansquenets étaient commandés par plusieurs braves officiers parmi lesquels George de Pietapanta d'Autriche était le plus distingué. C'était ce même capitaine qui, peu d'années auparavant[1], étant au service de Maximilien, roi des Romains, avait pris la ville de Saint-Omer en Picardie[2]. Le sénat de Venise avait eu soin d'envoyer beaucoup de monde au siége, et, pour encourager les troupes de la république, il avait nommé capitaine général le marquis de Mantoue, ci-devant gouverneur, afin d'honorer la rare valeur dont il avait donné des preuves à la journée du Taro; enfin, par une générosité digne des éloges de la postérité, ce sénat avait augmenté les appointements de ceux qui s'y étaient distingués, et donné des pensions et des récompenses aux fils et des dots aux filles de plusieurs de ceux qui étaient restés sur le champ de bataille.

Cette armée si florissante était uniquement employée au siége. On avait arrêté dans le conseil des alliés, qui laissaient à Ludovic la disposition de toutes les opérations de la guerre, qu'on ne hasarderait point de bataille contre le roi de France si l'on n'y était forcé, et qu'on se contenterait de se retrancher autour de Novare dans les postes les plus avantageux pour empêcher qu'il n'y entrât des vivres. Ils étaient persuadés, en comparant le peu de munitions de bouche qu'il y avait dans la place avec le nombre des assiégés, qu'elle serait bientôt affamée. En effet, outre les habitants et les paysans qui s'y étaient réfugiés, le duc d'Orléans y commandait plus de sept mille hommes tant Français que Suisses, tous gens d'élite. C'est pourquoi Galéas de San-Severino, ne songeant point à forcer une place si bien défendue, avait fait camper l'armée du duc à Mugne, sur le chemin de Verceil; ce poste était favorable pour couper les vivres qui pouvaient venir de cette ville. De son côté, le marquis de Mantoue, après avoir forcé en arrivant quelques places circonvoisines, et ensuite Brione, château assez important, avait bien muni Camariano et Bolgari, entre Novare et Verceil.

(1) En l'année 1489.

(2) Saint-Omer était en Artois et non en Picardie.

Assuré de toutes ces places, il avait donné des quartiers à l'armée vénitienne aux environs de Novare et fortifié tous ces postes, afin d'empêcher le transport des vivres.

Tandis que le général ennemi prenait ces mesures, le roi de France était venu d'Asti à Trin[1] pour être plus à portée de Novare. Les voyages fréquents que l'amour[2] lui faisait faire à Quiers ne l'empêchaient pas de penser à la guerre. Il pressait avec ardeur l'arrivée des troupes qu'il faisait venir de France, se proposant de mettre d'abord deux mille lances en campagne; il n'attendait pas avec moins d'impatience les dix mille Suisses que le bailli de Dijon était allé lever par ses ordres, et il se promettait de faire tous ses efforts pour secourir Novare dès qu'il aurait reçu ces renforts, sans lesquels il n'osait rien entreprendre d'important. Le royaume de France, qui possédait alors une cavalerie leste et pleine de vigueur, était abondamment pourvu d'artillerie et d'excellents artilleurs; mais son infanterie[3] était très peu considérable, parce que le métier des armes n'étant exercé que par la noblesse, le reste de la nation avait perdu dans une longue inaction cette ardeur martiale si naturelle aux Français, et s'était uniquement adonnée aux arts et aux autres occupations de la paix; les troubles et les conspirations qui avaient éclaté avaient appris à plusieurs des prédécesseurs du roi à redouter le génie inquiet et remuant des peuples, et ils s'étaient fait une politique de les désarmer et d'éloigner tout ce qui pouvait réveiller en eux ce courage qui alarmait l'autorité royale. C'est pourquoi les Français ne comptaient plus sur l'infanterie de la nation et n'allaient au combat qu'en tremblant, lorsqu'il n'y avait point de Suisses dans leurs armées. Cette nation brave et indomptable de tout temps venait d'ajouter un nouvel éclat à sa valeur, depuis environ vingt ans, dans la guerre qu'elle avait soutenue contre Charles, duc de Bourgogne, celui-là même qui se rendit si redoutable aux Français et à tous ses voisins par sa puissance et par son intrépidité. Ce duc, ayant porté ses armes dans la Suisse à la tête d'une nombreuse armée, perdit trois batailles dans l'espace de peu de mois et fut tué dans la dernière en combattant ou en fuyant, car ce fait n'a pas été bien éclairci. La France ne prenait point alors à sa solde d'autre infanterie étrangère que chez les Suisses[1], tant par estime pour leur courage que parce qu'ils ne pouvaient lui causer de la jalousie ou de la défiance, ce qui n'était pas ainsi de la part des Allemands; on les employait dans toutes les guerres importantes, et leur secours paraissait d'autant plus nécessaire dans les conjonctures présentes qu'il y avait du danger à secourir Novare en présence d'une si grande armée, où l'on comptait dix mille Allemands dont la discipline militaire était presque la même que celle des Suisses.

La ville de Verceil, qui dépendait autrefois du duché de Milan et que Philippe-Marie Visconti, dans les longues guerres qu'il eut avec les Vénitiens et les Florentins, avait cédée à Amédée, duc de Savoie[2], pour l'obliger à les abandonner, est située à une égale distance de Trin et de Novare, entre ces deux villes. Jusque là elle avait été respectée des Italiens et des Français, parce que la duchesse[3], mère et tutrice du jeune duc de Savoie, quoique toute Française dans le cœur, ne s'était pas encore déclarée; elle attendait pour cela que le roi eût rassemblé de plus grandes forces; néanmoins elle avait donné des espérances et même des paroles au duc de Milan. Mais quand le roi, dont l'armée était déjà augmentée, fut arrivé à Trin, la duchesse consentit qu'il fît entrer des troupes dans Verceil, ce qui fortifia l'espérance qu'il avait de pouvoir jeter du se-

(1) L'original dit *Turin* en cet endroit et en toute la suite; mais c'est assurément une faute des imprimeurs; car si le roi était allé d'Asti à Turin, il se serait fort éloigné de Novare au lieu de s'en rapprocher, et en venant à Turin, il n'en était qu'à cinq lieues.

(2) Jove nomme *Anne Solera* la personne que Charles allait voir à Quiers.

(3) Ce ne fut qu'en l'année 1533, pendant la courte paix qui suivit le traité de Cambray, que François I forma des corps d'infanterie de troupes réglées qui faisaient ensemble le nombre de quarante-deux mille hommes.

(1) Les premiers Suisses qu'on vit en France dans les armées y furent amenés, au nombre de cinq cents, en 1464, par Jean d'Anjou, duc de Calabre, fils de René, roi de Naples ou de Sicile, quand il vint se joindre aux princes dans la guerre du *Bien public* contre Louis XI.

(2) Amédée VIII. Une de ses filles, Marie de Savoie, fut femme de Philippe-Marie Visconti, et se fit religieuse après la mort de son mari. La cession de Verceil fut faite le 8 décembre 1427, suivant le rapport de Corio, part. 5.

(3) Blanche Paléologue, fille de Guillaume VII, marquis de Montferrat, et veuve de Charles, duc de Savoie, surnommé *le Guerrier*.

cours de Novare. La chose n'était pas néanmoins si facile : les Italiens étaient bien retranchés dans des postes avantageux, et le chemin de Verceil à Novare était plein d'eau et entrecoupé de fossés larges et profonds qui sont fréquents dans ce pays. Outre cela, les ennemis avaient une forte garnison dans Camariano, place située entre Bolgari et leur camp; tous ces obstacles ralentissaient l'ardeur du roi et de ses généraux. Cependant si les Suisses fussent arrivés plus tôt, il aurait risqué la bataille, dont l'événement ne pouvait être que fort douteux pour les uns et pour les autres. La connaissance que les deux partis avaient du péril commun occasionnait de secrètes négociations entre le roi et le duc de Milan; ce n'est pas qu'il y eût de part et d'autre beaucoup d'espérance de parvenir à un accommodement; la défiance réciproque était trop grande pour y compter, et les deux partis, dans la crainte de perdre de leur réputation, affectaient de l'indifférence pour cet accord.

Le hasard fit naître une occasion de terminer cette grande affaire. La marquise de Montferrat[1] étant morte sur ces entrefaites, le marquis de Saluces et Constantin, frère de cette princesse, descendu des anciens souverains de la Macédoine, qui avait été conquise plusieurs années auparavant par Mahomet Ottoman[2], se disputèrent la tutelle d'un fils[3] qu'elle avait laissé en bas âge. Le roi, pour assurer le repos de cet Etat, envoya d'Argenton à Casal pour y régler[4] toutes choses de concert avec les sujets du jeune prince. Un maître[5] d'hôtel du marquis de Mantoue y étant aussi venu pour faire des compliments de condoléance sur cette mort, d'Argenton et lui firent tomber cette conversation sur les avantages que la paix procurerait aux Français et aux Italiens. La chose fut poussée si loin que d'Argenton, suivant le conseil de cet officier, en écrivit aux provéditeurs vénitiens, en reprenant les voies de la négociation qu'il avait entamée avec eux sur le Taro. Ils prêtèrent l'oreille à ces propositions, et, en ayant conféré avec les généraux du duc de Milan, ils envoyèrent conjointement prier le roi, qui était à Verceil, de députer quelques-uns des siens pour s'aboucher avec eux, dans un lieu propre à une conférence. Le roi y consentit, et les commissaires s'assemblèrent le lendemain entre Bolgari et Camariano; le marquis de Mantoue et Bernard Contarino, provéditeur des Stradiots, vinrent au rendez-vous de la part des Vénitiens. François-Bernardin Visconti s'y rendit pour le duc de Milan, et le roi y envoya le cardinal de Saint-Malo[1], le prince d'Orange[2] qui venait d'arriver en Italie, et sur qui Charles se reposait principalement du soin de son armée, le maréchal de Gié, Piennes et d'Argenton.

Après plusieurs conférences et différentes allées et venues d'une armée à l'autre, toute la difficulté se réduisit à la forme de la restitution de Novare; le roi était disposé à rendre cette place; mais, pour sauver l'honneur de ses armes, il voulait la remettre entre les mains d'un des généraux allemands qui étaient dans le camp des Italiens, souhaitant que cet officier la reçût au nom de l'empereur, seigneur direct du duché de Milan. Les alliés exigeaient, au contraire, qu'elle fût rendue immédiatement à Ludovic. Cette difficulté, et les autres qui survenaient, ne pouvant être réglées aussitôt que la triste situation des assiégés l'aurait demandé, on fut obligé de conclure une trève pour huit jours. Les maladies causées par la famine avaient déjà fait périr environ deux mille hommes des troupes du duc

(1) Elle n'avait que vingt-neuf ans.

(2) Mahomet II.

(3) C'était Guillaume Paléologue, huitième du nom. Il n'avait alors que sept ans.

(4) Il décida en faveur de Constantin, suivant les vœux de tout le pays, parce qu'il ne pouvait parvenir à la succession du Montferrat, au lieu que le marquis de Saluce pouvait y prétendre comme ayant épousé une tante du pupille, sœur de Boniface V, son père.

(5) Paul Jove et Benedetti disent qu'il s'appelait *le comte Albertin Boschetto*. Mais Philippe de Commines, qui devait connaître cet homme, parle de ce comte Albertin comme d'une personne toute différente, et dit qu'il vint au camp du roi de la part du duc de Ferrare pour tâcher de troubler la paix; et en effet on verra dans la suite que le comte Albertin Boschetto était sujet et au service du duc de Ferrare. Au reste Commines ne nomme point le maître d'hôtel du marquis de Mantoue.

(1) Le cardinal de Saint-Malo ne fut pas de cette conférence, selon Commines.

(2) Jean de Châlons, sixième du nom, qui mourut en 1502. Il épousa en premières noces Jeanne de Bourbon, sœur de Jean II et de Pierre II, duc de Bourbon, et en secondes Philiberte de Luxembourg, fille d'Antoine, comte de Brienne, lequel était le deuxième fils du connétable de Saint-Pol et de Jeanne de Bar, sa première femme. Jean de Châlons eut de ce second mariage Philibert, prince d'Orange, dont il sera parlé dans la suite.

d'Orléans ; on convint donc que, pendant la trêve, ce prince et le marquis de Saluces, accompagnés de peu de monde, pourraient aller à Verceil en donnant parole de retourner à Novare avec les mêmes personnes, si la paix ne se faisait pas. La nécessité où ils étaient de passer au milieu des ennemis fit que le marquis de Mantoue alla se remettre entre les mains du comte de Foix, dans une tour auprès de Bolgari, pour la sûreté du duc d'Orléans. La garnison de Novare n'aurait pas laissé sortir le duc s'il ne leur eût donné parole de revenir ou de faire en sorte qu'ils pourraient le suivre bientôt ; il fallut encore que le maréchal de Gié, qui était allé à Novare pour le conduire à Verceil, leur laissât son neveu[1] en otage. Ils avaient besoin que le duc leur tînt sa parole ; car, après avoir consommé tous les vivres ordinaires, ils avaient été réduits à manger les choses les plus immondes et les plus sales, dont la nécessité avait fait des aliments dans ces tristes conjonctures.

Quand le duc d'Orléans fut auprès du roi, la trêve fut prorogée pour quelques jours, et il fut résolu que pendant ce temps toutes les troupes sortiraient de Novare et laisseraient la ville à la garde des habitants ; que ceux-ci feraient serment de ne la remettre à aucun des deux partis sans le consentement de l'un et de l'autre, et qu'il resterait pour le duc d'Orléans, dans la forteresse, trente fantassins auxquels on enverrait chaque jour des vivres du camp des Italiens. Suivant ces conventions, tous les soldats sortirent de Novare, escortés par le marquis de Mantoue et par Galéas de San-Severino, jusqu'à ce qu'ils furent en lieu de sûreté. Ils étaient si faibles et si exténués, que plusieurs moururent en arrivant à Verceil, et les autres furent hors d'état de servir dans toute cette guerre.

Dans le même temps, le bailli de Dijon arriva avec le reste des Suisses. Il n'en avait demandé que dix mille ; mais, attirés par l'argent du roi, ils accoururent au nombre de vingt mille. La moitié joignit l'armée qui était auprès de Verceil, et l'autre moitié eut ordre de demeurer à dix milles du camp, parce qu'on ne jugea pas qu'il fût de la prudence de souffrir dans la même armée un si grand nombre de troupes de cette nation. S'ils étaient arrivés quelques jours plus tôt on aurait sans doute rompu la négociation ; car, outre ce renfort, il y avait dans l'armée huit mille fantassins français, deux mille Suisses de ceux qui avaient été à Naples, et dix-huit cents lances. Mais les choses étant beaucoup avancées et Novare déjà abandonnée, l'on continua les conférences, malgré l'opposition du duc d'Orléans, dont l'avis était appuyé de plusieurs autres. C'est pourquoi les commissaires du roi allaient tous les jours au camp des Italiens, où le duc de Milan venait de se rendre pour traiter en personne une affaire si importante. Les conférences se tenaient toujours en présence des ambassadeurs des alliés. Enfin les commissaires apportèrent au roi les articles suivants, comme le résultat de ce dont on pourrait convenir. Ces articles portaient qu'il y aurait une paix et une alliance perpétuelle entre le roi de France et le duc de Milan, sans néanmoins que le dernier dérogeât à ses autres engagements ; que le roi consentirait que Novare fût rendue à Ludovic par les habitants, et que les soldats qui étaient dans la citadelle l'évacuassent ; que la Spezie et toutes les autres places prises de part et d'autre seraient restituées ; que le roi pourrait armer à Gênes, qui se soumettrait à sa domination, autant de vaisseaux qu'il voudrait, et tirer de cette ville tous les avantages qu'elle pouvait lui fournir, pourvu que ce ne fût pas pour favoriser les ennemis de cet Etat ; que, pour la sûreté de cet article, les Génois lui donneraient des otages ; que le duc de Milan lui ferait rendre les vaisseaux pris à Rapallo et les douze galères retenues à Gênes[1] ; qu'il lui fournirait deux grosses caraques génoises pour joindre aux quatre autres qu'il avait fait armer dans le dessein de les envoyer à Naples ; qu'il serait tenu de lui en fournir l'année prochaine trois autres de la même manière ; qu'il donnerait passage aux troupes que le roi enverrait par terre au royaume de Naples, mais qu'on ne pourrait faire passer par son Etat plus de deux cents lances à la fois ; et, en cas que le roi y allât en personne, le duc s'obligeait de le suivre avec un certain nombre de troupes ; que les Vénitiens auraient la liberté d'accéder dans

[1] Nommé M. de Ramefort. (*Commines.*)

(1) Voyez ci-dessus, pag. 91.

deux mois au présent traité; qu'en ce cas ils retireraient leur armée du royaume de Naples et ne pourraient donner aucun secours à Ferdinand; que si, venant ensuite à manquer à leur promesse, le roi voulait leur déclarer la guerre, le duc serait tenu de l'aider dans cette expédition, moyennant quoi, tout ce qui serait pris sur les Vénitiens lui appartiendrait; que le duc de Milan paierait au duc d'Orléans, dans le mois de mars prochain, cinquante mille ducats pour le dédommager des frais qu'il avait faits dans Novare, et que par rapport à l'argent[1] que Ludovic avait prêté au roi lorsqu'il passa en Italie, on lui ferait une remise de quatre-vingt mille ducats, et qu'il serait remboursé du restant, mais dans des termes éloignés; que le ban publié contre Trivulce serait révoqué et que ce seigneur rentrerait dans ses biens; que le bâtard de Bourbon fait prisonnier à la journée du Taro, Miolans pris à Rapallo, et tous les autres prisonniers seraient mis en liberté; que le duc de Milan ferait sortir de Pise Fracasse qu'il y avait envoyé depuis peu, avec toutes ses troupes et celles des Génois, et qu'il n'empêcherait pas les Florentins de reprendre leurs places; qu'il déposerait dans un mois la citadelle de Gênes entre les mains du duc de Ferrare, qui avait été mandé pour cet effet au camp des Italiens par les deux partis; que ce duc la garderait deux ans aux frais du roi et des confédérés, et s'obligerait par serment de la remettre aux Français, même avant l'expiration de ce terme, si le duc de Milan n'observait pas les conditions du présent traité. Enfin Ludovic promettait de donner, aussitôt après la conclusion de la paix, des otages au roi pour sûreté de l'exécution de la clause qui concernait la la citadelle de Gênes.

Le roi ayant proposé ces articles dans son conseil, et les avis se trouvant partagés, M. de la Tremoille[2] parla en ces termes.

« Sire, s'il ne s'agissait dans cette occasion que d'ajouter de nouveaux exploits à la gloire de la France, peut-être aurais-je moins d'empressement à conseiller à Votre Majesté d'exposer encore sa personne sacrée à des périls où son courage et ses premières démarches l'entraînent assez. En effet, la gloire seule vous détermina l'année précédente à la conquête du royaume de Naples, malgré l'opposition et les prières de presque tout votre conseil. Cette grande entreprise a été suivie d'un succès si favorable à l'honneur de nos armes qu'il n'y a pas à balancer aujourd'hui entre les deux partis, ou de saisir encore de nouveaux triomphes, ou de perdre, aux dépens de votre réputation, le fruit de tant de périls, de dépenses, et de démentir vos propres résolutions.

« Votre Majesté aurait pu, sans intéresser sa gloire, vivre en paix dans ses Etats; on n'eût pu alors attribuer qu'à la négligence ou à l'amour des plaisirs, si naturels à votre âge, ce que tout le monde ne va regarder que comme un effet de crainte et d'inconstance. Vous pouviez encore, après votre arrivée dans la ville d'Asti, continuer votre chemin avec moins de déshonneur, sous prétexte que la conservation de Novare n'était pas votre affaire. Mais aujourd'hui, sire, il n'est plus en votre pouvoir de reculer; vous êtes resté en Italie avec votre armée, vous avez publié que votre dessein était de faire lever le siége de Novare; un grand nombre de noblesse est accourue de France à vos ordres, et vous avez soudoyé à grands frais une armée de Suisses; si vous ne marchez au secours de cette place, la gloire de Votre Majesté et l'honneur de la nation sont flétris d'une tache éternelle. Je vous apporterais encore un plus puissant motif, ou du moins plus conforme à vos intérêts, si le cœur des grands rois était susceptible d'autres impressions que de celles de la gloire. Je représenterais donc à Votre Majesté que sa retraite, précédée de la perte volontaire de Novare, sera infailliblement suivie de la perte entière du royaume de Naples, et du malheur de tant de braves capitaines et de noblesse qui n'y sont restés que sur les assurances d'un prompt se

(1) Cet argent prêté se montait à cent vingt-quatre mille ducats. (*Commines*.)

(2) M. de la Tremoille, selon Commines, était bien éloigné des sentiments que Guicciardini lui attribue ici; car il était pour la paix, et il n'y avait que le cardinal de Saint-Malo, George d'Amboise, archevêque de Rouen, partisan du duc d'Orléans, Trivulce, le comte de Ligny, et les agents du duc de Ferrare qui voulaient la bataille. Mais Guicciardini, voulant faire soutenir les deux opinions contraires par deux personnes d'une autorité égale, a cru ne pouvoir mieux faire que d'oppose M. de la Tremoille au prince d'Orange.

cours de votre part. Quelle espérance pourront-ils avoir encore, lorsqu'ils apprendront que, vous trouvant sur la frontière de l'Italie à la tête d'une puissante armée, vous avez cédé la victoire à vos ennemis? Personne n'ignore que le sort de la guerre roule presque tout entier sur la réputation ; à mesure qu'elle diminue, le courage des soldats s'affaiblit, la fidélité des peuples chancelle, et les impôts destinés à soutenir la guerre sont réduits pour ainsi dire à rien. Au contraire, l'audace des ennemis s'augmente, vos faibles alliés se déclarent en leur faveur, et les obstacles qui s'aplanissent pour eux croissent à l'infini devant vous. Je ne doute donc pas que la nouvelle de votre retraite n'abatte entièrement le courage de notre armée de Naples, ne redouble la force et la puissance de nos ennemis, et qu'enfin nous n'apprenions bientôt le soulèvement de tout le royaume et la défaite de nos troupes. Quoi! cette entreprise formée avec tant de résolution et exécutée avec tant de gloire n'aura donc été pour la France qu'une source de dépenses et d'infamie?

« Au reste, peut-on s'imaginer que la paix soit sincère? Il faudrait pour se le persuader avoir bien peu de connaissance de la situation des affaires présentes et du caractère de ceux avec qui nous avons à traiter. La moindre expérience peut nous faire sentir que nous ne serons pas plus tôt hors d'Italie qu'on n'y aura aucun égard aux traités, que les secours qu'on nous promet seront envoyés à Ferdinand, et que ces mêmes troupes, qui se donneront la gloire de nous avoir honteusement chassés d'Italie, iront à Naples s'enrichir de nos dépouilles. Je serais moins sensible à cette ignominie si je pouvais avoir quelque raison de douter de la victoire; mais peut-on n'y pas compter, si l'on veut comparer notre état présent à celui de nos troupes à la journée du Taro? Nous avons une nombreuse armée et le pays où nous sommes nous est tout-à-fait favorable. Au contraire, épuisés de fatigues par une longue et pénible marche, tourmentés de la faim, engagés au milieu d'un pays ennemi, nous avons eu l'assurance de combattre une puissante armée malgré notre petit nombre; nous avons rougi le Taro du sang de nos ennemis. Enfin nous nous sommes ouvert un passage à la pointe de l'épée, et nous avons fait une marche de huit jours en vainqueurs au travers du duché de Milan, où tout nous était absolument contraire. Aujourd'hui la cavalerie et l'infanterie françaises sont doublées, et au lieu de trois mille Suisses nous en avons vingt-deux mille. Il est vrai que l'infanterie allemande des ennemis est augmentée; mais ce renfort doit n'être compté pour rien si l'on considère le nombre des nouvelles troupes qui nous sont arrivées. D'ailleurs les ennemis n'ont aujourd'hui que cette même cavalerie et ces généraux que nous avons vaincus à Fornovo et qui ne reviendront au combat qu'en tremblant. Mais peut-être le fruit de la victoire n'est-il pas assez considérable pour être acheté au prix de notre sang? Ah! Sire, les plus grands dangers ne sont pas capables de le payer. Ce fruit, ces avantages qui doivent nous animer sont la conservation de la gloire que nous avons acquise, la conservation du royaume de Naples, le salut de nos braves capitaines et de notre noblesse, et enfin l'empire de toute l'Italie. En effet quelles forces et quelles ressources resteront à nos ennemis si nous triomphons de leur armée, composée de toutes leurs troupes et commandée par tout ce qu'ils ont pu rassembler de généraux? Nous n'avons qu'à franchir un fossé et qu'à forcer un retranchement pour disposer de l'empire et des richesses de l'Italie, et pour être à portée de venger nos injures. Que si ces deux motifs, ordinairement assez puissants pour exciter les plus lâches, ne sont pas capables de réveiller la valeur d'une nation aussi belliqueuse que la nôtre, nous pourrons dire que le courage nous a manqué plutôt que la fortune, puisqu'elle nous offre une occasion favorable de nous procurer, pour ainsi dire, en un instant les plus grands et les plus glorieux avantages que nous puissions désirer. »

Le prince d'Orange bien loin d'approuver le sentiment de M. de la Tremoille, parla ainsi pour le détruire :

« Sire, les circonstances ne nous permettant pas d'employer nos forces avec la prudence et l'habileté qui nous serviraient utilement dans un autre temps, je vois que nous serons obligés, en continuant la guerre, d'agir avec précipitation contre toutes les règles de l'art militaire. Sans cet inconvénient, rendu nécessaire par les conjonctures, je serais du parti de la guerre dont la gloire de nos armes et la situation du

royaume de Naples demandent la continuation. Mais l'état de la ville et de la citadelle de Novare, qui manquent absolument de vivres, nous met dans la nécessité d'attaquer les ennemis à l'instant si nous voulons secourir les assiégés. Nous pourrions, en laissant perdre cette place, nous en dédommager sur une autre partie du duché de Milan; mais ce parti nous serait peut-être plus préjudiciable qu'à nos ennemis. Les approches de l'hiver, fort incommode pour faire la guerre en ce pays bas et impraticable dans cette saison, ne nous permettent pas de penser à ce dessein. D'ailleurs notre armée est tellement composée, et le nombre des Suisses est si grand, qu'il faut la faire agir au plus tôt pour qu'elle ne nous soit pas plus à charge qu'à nos ennemis. Enfin l'extrême besoin d'argent où nous sommes nous empêche de demeurer longtemps ici, et nous contraint, si nous refusons la paix, de terminer promptement la guerre en marchant droit aux ennemis. Or, leur état présent et la nature du pays rendent cette démarche si dangereuse qu'elle ne peut être regardée que comme un effet de la plus aveugle et de la plus imprudente témérité. Leur camp est si bien fortifié par la nature et par l'art, les postes qu'ils occupent dans les environs les couvrent si bien, le pays est si difficile pour la cavalerie, par les fossés et les ruisseaux qui le coupent, que ce serait courir à une défaite presque certaine que d'aller attaquer de front les ennemis, au lieu de s'en approcher de poste en poste et de gagner le terrain pied à pied.

« En effet, je demande de quelle raison, de quelle règle de l'art et de quels exemples des grands capitaines on peut s'autoriser pour tenter de forcer une armée nombreuse dans un camp bien retranché et bordé partout d'artillerie? Car il faut ou se résoudre à agir au hasard et sans réflexion, ou faire en sorte que l'ennemi quitte son camp en lui abandonnant un poste qu'il croira plus avantageux, ou le forcer à décamper en lui coupant les vivres; or, je ne vois pas qu'on puisse employer l'un ou l'autre de ces expédients qu'avec lenteur; et sommes-nous en état d'attendre? D'ailleurs notre cavalerie n'est ni si nombreuse ni si leste qu'on pourrait se le persuader; attaquée par les maladies et affaiblie par la retraite et la désertion d'un grand nombre de soldats, ce qui nous en reste, la plupart épuisés par les fatigues d'une longue campagne, bien loin de vouloir la guerre, ne soupire qu'après le repos. Enfin la grande quantité de Suisses, qui fait toute la force de l'armée, nous est peut-être aussi préjudiciable qu'un petit nombre nous serait inutile si l'on considère le génie de cette nation et la difficulté de les faire obéir lorsqu'ils sont beaucoup ensemble. Peut-on répondre qu'ils ne se mutineront pas, soit pour la paie dont on sait qu'ils ne sont jamais contents, soit pour mille incidents capables de les indisposer? Nous sommes donc incertains si ces secours nous seront favorables ou contraires. Les choses étant ainsi, pouvons-nous prendre un parti sûr et nous déterminer à quelque importante entreprise? Il n'est pas douteux que la victoire ne fût plus glorieuse et ne contribuât plus que la paix à la conservation du royaume de Naples; mais la prudence nous oblige dans toutes les affaires humaines, et particulièrement dans la guerre, de prendre souvent conseil des circonstances, et il ne faut pas que le désir indiscret de réussir d'un côté, surtout si le succès est difficile et presque impossible, nous expose à tout perdre; car la prudence n'est pas moins une des qualités d'un grand capitaine que la vigueur et l'activité.

« Au reste, Sire, l'affaire de Novare ne vous regarde qu'indirectement puisque vous n'avez aucune prétention sur le duché de Milan. Vous n'êtes point parti de Naples dans le dessein de vous arrêter à faire la guerre en Piémont, mais pour retourner en France, afin de vous mettre en état, par de nouvelles levées de troupes et d'argent, de secourir plus puissamment le royaume de Naples. En attendant ce secours, il se soutiendra par le moyen de l'armée navale qui est partie de Nice, par le courage des troupes des Vitelli et des Florentins qui contribueront de leur argent à sa défense.

« Je ne prétends pas garantir l'exécution du traité de la part du duc de Milan; cependant les otages qu'il promet et ceux que les Génois donneront, joints à la possession de leur citadelle, qu'ils remettront suivant la teneur des articles, doivent rassurer un peu Votre Majesté. Après tout, il ne serait pas étonnant que le duc de Milan voulût sincèrement la paix, pour se mettre à couvert de nos armes auxquelles le Milanais est d'abord exposé, sitôt que nous entrons en Italie. D'ailleurs les ligues où il entr

un si grand nombre de puissances ne sont pas si fermes ni tellement unies qu'on ne puisse espérer d'en détacher quelqu'une; en ce cas, à la première ouverture que les confédérés nous donneront, et au moindre avantage qui s'offrira, il nous sera facile de les dissiper sans aucun péril de notre part. C'est pourquoi, Sire, je vous conseille de faire la paix, non parce qu'elle est en elle-même utile et louable, mais parce que la prudence exige d'un prince sage d'avoir égard aux circonstances et de prendre le parti le moins dangereux, dans des conjonctures épineuses. »

Le duc d'Orléans combattit les raisons du prince d'Orange avec tant d'aigreur que, venant bientôt des paroles vives aux injures, le premier donna un démenti au dernier, en présence de tout le monde. Cependant la plus grande partie du conseil, et presque toute l'armée, était pour la paix, tant on souhaitait avec ardeur de retourner en France. Cette disposition des esprits empêchait le roi de considérer le péril du royaume de Naples, et la honte qu'il y aurait à laisser prendre Novare sous ses yeux, et à quitter l'Italie avec tant de désavantage et à des conditions dont l'exécution était si incertaine. Le prince d'Orange parut si empressé à faire résoudre la retraite que beaucoup de gens le soupçonnèrent de s'être laissé gagner par l'empereur, auquel il était fort attaché, et d'avoir préféré l'avantage du duc de Milan aux intérêts de la France. Quoi qu'il en soit, son esprit et sa valeur lui avaient acquis beaucoup de crédit auprès du roi; son avis flattait l'inclination de ce prince, et les princes sont naturellement portés à accorder surtout de la prudence à ceux qui approuvent leurs sentiments.

A peine la paix fut-elle jurée[1] par le duc de Milan que Charles, uniquement occupé de son retour en France, s'en alla d'abord à Trin. Il avait encore une autre raison pour partir au plus tôt de Verceil; les Suisses, qui étaient nouvellement arrivés, avaient fait complot de se saisir de sa personne ou de celle des plus grands seigneurs de sa cour, pour sûreté du paiement de trois mois entiers de leur solde qu'ils prétendaient recevoir, sous prétexte que Louis XI en avait toujours usé de cette manière avec eux, quoiqu'il ne leur eût point donné de promesse positive à cet égard et qu'ils n'eussent pas servi tout ce temps-là. Le roi s'était tiré de ce mauvais pas par la promptitude de son départ; mais le bailli de Dijon et les autres capitaines qui les avaient amenés ne purent l'éviter, et l'on fut obligé de consentir à leur accorder cette demande et d'en donner des otages.

Le roi, voulant affermir la paix, envoya de Trin au duc de Milan le maréchal de Gié, le président de Ganay et d'Argenton, pour l'engager à une entrevue avec lui. Le duc feignait de la souhaiter avec ardeur, mais il disait qu'il appréhendait quelque surprise; et soit qu'en effet sa crainte fût véritable, soit qu'il eût l'artifice de faire naître des difficultés pour ne pas donner de l'ombrage aux alliés, ou qu'enfin il fût assez vain pour traiter dans cette occasion en égal avec le roi de France, il proposa de s'aboucher au milieu de quelque rivière sur un pont qui y serait construit exprès, ajoutant qu'il y aurait entre Charles et lui une forte barrière, comme on l'avait pratiqué autrefois à l'entrevue des rois de France et d'Angleterre[1], et d'autres grands princes de l'Europe[2]; mais le roi rejeta cette proposition, qui ne lui parut pas convenable à la majesté de son rang.

Après que le duc de Milan eut donné les otages, Charles envoya Perron de Basche à Gênes pour recevoir les deux caraques que ce duc avait promises; il devait encore en faire équiper quatre autres aux dépens du roi, qui avait résolu de faire embarquer trois mille Suisses sur ces caraques pour les joindre à sa flotte, qui s'était retirée dans le port de Livourne, et à quelques vaisseaux qu'on attendait de Provence; son dessein était de les envoyer au secours des châteaux de Naples, auxquels il savait que l'armée navale partie de Nice avait manqué. Dans ces circonstances, la garnison de ces forts avait été contrainte de capituler, pour se rendre dans trente jours, si elle n'était secourue avant ce temps. Cet escadre aurait été trop faible pour cette expédition sans les grands vaisseaux génois, parce qu'il y en avait un très gros dans le

(1) Elle fut conclue le 10 octobre.

(1) Louis XI, roi de France, et Edouard IV, roi d'Angleterre, eurent une entrevue, le 29 août 1475, à Pecquigny, sur un pont qui fut construit sur la rivière de Somme, avec une barrière au milieu. (Voy. *Commines*, liv. IV.)

(2) Entre autres Charles, dauphin de France, qui fut depuis Charles VII, et Jean, duc de Bourgogne, sur le pont de Montereau, le 10 septembre 1419.

port de Naples, et que, outre les bâtiments amenés par Ferdinand, les Vénitiens lui avaient envoyé quatre navires et vingt galères.

Le roi envoya aussi d'Argenton à Venise[1] pour engager le sénat d'accéder au traité de Verceil. Il prit ensuite le chemin de France avec beaucoup de précipitation; il avait, aussi bien que toute sa cour, tant d'impatience d'y arriver qu'il ne voulut pas même demeurer quelques jours de plus en Italie pour attendre les otages des Génois, qui lui auraient été sans doute livrés s'il y fût resté encore un peu de temps. Ainsi il repassa les monts à la fin d'octobre[2]; sa retraite ressemblait plutôt à la fuite d'un roi vaincu qu'au retour d'un conquérant qui avait remporté de grandes victoires. Trivulce fut fait gouverneur de la ville d'Asti, que Charles fit semblant d'acheter du duc d'Orléans. La garnison de cette place, qui était de cinq cents lances, suivit presque tout entière le roi sans congé, de sorte que les vaisseaux qu'on équipait à Gênes et en Provence, et l'argent que les Florentins devaient prêter, étaient l'unique ressource du royaume de Naples.

Les maux de l'Italie prenant alors, par une triste fatalité, leur source dans l'arrivée des Français, ou du moins y étant attribués communément, il ne sera pas hors de propos de remarquer ici que ce fut en ce temps-là qu'on vit naître une nouvelle maladie. Les Français l'appellent le *mal de Naples*, et elle fut nommée communément en Italie *le Bollé*[3] ou le *mal français*, parce que, l'ayant contracté dans le temps qu'ils étaient à Naples, ils le répandirent dans toute l'Italie en retournant dans leur pays. Cette maladie inconnue avant ces derniers temps à notre hémisphère, si ce n'était peut-être dans ses extrémités les plus reculées, fut pendant quelques années si terrible qu'elle mérite qu'on en fasse mention comme d'un fléau très cruel. Elle se manifestait par de malignes pustules, qui dégénéraient souvent en ulcères incurables, et par des douleurs aiguës dans les jointures et dans les nerfs par tout le corps. Les médecins, ne connaissant point encore ce mal, n'y apportaient pas les remèdes qui pouvaient le guérir; souvent même ils en ordonnaient d'absolument contraires qui l'irritaient encore Plusieurs personnes de tout âge, de l'un et l'autre sexe, en moururent, et un grand nombre qui en furent attaqués demeurèrent contrefaits ou mutilés, et souffraient des tourments presque continuels; la plupart même de ceux qui paraissaient guéris retombaient bientôt dans les mêmes accidents. Il est vrai qu'après plusieurs années ce venin perdit de sa malignité, soit que l'influence qui l'avait causé se fût adoucie, soit qu'une longue expérience eût découvert des remèdes convenables. Il s'est même partagé de lui-même en plusieurs branches, et il est aujourd'hui certain que ceux qui en sont atteints ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes; car le sentiment unanime de tous ceux qui ont étudié la nature de ce mal est qu'il ne se contracte jamais, ou du moins fort rarement, si ce n'est par la communication des deux sexes. Mais il faut justifier les Français sur ce sujet; car on s'est assuré depuis que ce mal avait été apporté d'Espagne à Naples, que les Espagnols l'avaient contracté dans les îles[1] découvertes par Christophe Colomb, comme nous le dirons ailleurs; et qu'il n'y est pas dangereux, parce qu'il est aisé d'y remédier en buvant le suc d'un arbre[2] qui croît dans ces îles et qui a encore beaucoup d'autres propriétés admirables.

(1) Commines raconte le succès de sa négociation. (Liv. VIII, chap. 12.)

(2) Il partit de Trin le 15 octobre et arriva à Lyon le 7 novembre.

(3) Ou *les boutons*.

(1) A Saint-Domingue.

(2) On prétend que c'est *le gayac*.

LIVRE TROISIÈME.

Comment les Vénitiens prirent la garde de Pise. Progrès des Florentins contre cette ville. Débats entre les Guelfes et les Gibelins dans le Pérugien. Époque à laquelle l'île de Chypre tombe au pouvoir des Vénitiens. Guerre des Français contre les Aragonais à l'occasion du royaume de Naples. Préparatifs de Charles VIII pour passer en Italie. Frédéric d'Aragon devient roi de Naples. L'empereur Maximilien passe en Italie. Guerre du pape Alexandre contre les Orsini. Découverte d'une conjuration à Florence contre les Médicis. Plusieurs des conjurés sont décapités. Mort de Charles VIII. Louis XII lui succède. Mort de frère Jérôme Savonarole.

CHAPITRE PREMIER.

Suites du retour de Charles VIII en France. Ludovic Sforze et les Génois prennent la résolution de secourir Pise. Faits d'armes contre les Florentins. Intrigues de Pierre de Médicis. Ses espérances. Tumultes dans le Pérugien.

Ce n'était ni la crainte ni le défaut de troupes qui avaient obligé le roi de France de repasser les monts ; cette démarche n'était que l'effet de sa légèreté et des mauvais conseils qu'il avait écoutés. Néanmoins sa retraite donna atteinte à sa réputation et fit espérer à l'Italie de recouvrer bientôt sa liberté ; c'est pourquoi l'on y faisait retentir de tous côtés les louanges du sénat de Venise et du duc de Milan qui, par leur sage et courageuse résolution, avaient empêché qu'un si beau pays ne fût asservi à des étrangers. En effet, s'ils n'avaient pas mêlé leurs intérêts particuliers à ce qu'ils avaient fait pour le bien public, l'Italie, rendue à sa première splendeur par leurs conseils et par leurs forces, eût été pour long-temps à couvert de l'irruption des Ultramontains ; mais l'ambition, qui ne leur permit pas de se contenir dans de justes bornes, exposa bientôt la patrie à de nouveaux malheurs, et la priva du fruit qu'elle aurait dû retirer de la défaite entière de l'armée française dans le royaume de Naples, d'où, comme nous allons voir, ils furent bientôt obligés de se retirer. La négligence du roi et les fautes de son conseil rendirent cette victoire facile aux Italiens ; les mesures qu'il avait prises avant son départ pour la défense de ce royaume devinrent inutiles ; l'armement de la flotte traîna en longueur, et les secours promis par les Florentins ne furent pas envoyés à temps.

Ludovic Sforze n'avait pas traité de bonne foi avec Charles VIII. Le souvenir de toutes les injures qu'il avait faites aux Français nourrissait ses défiances ; mais l'envie de recouvrer Novare et d'éloigner la guerre de ses États lui avait fait faire des promesses qu'il n'avait pas dessein d'exécuter. On ne douta pas même que les Vénitiens ne fussent entrés dans les vues de cette paix simulée, pour avoir un prétexte honnête de se décharger de la grande dépense du siége de Novare. Néanmoins Ludovic, pour ne pas enfreindre le traité tout d'un coup et sans ménagement, exécuta les articles dont il ne pouvait pas nier que l'exécution ne fût en son pouvoir : il donna ses otages ; il fit délivrer les prisonniers, payant même leur rançon de ses deniers ; il rendit les vaisseaux pris à Rapallo ; il retira de Pise Fracasse, qui était publiquement à son service ; enfin il remit dans le temps marqué la citadelle de Gênes entre les mains du duc de Ferrare qui alla lui-même la recevoir ; mais, d'un autre côté, il laissa dans Pise Luce Malvezzi avec un bon nombre de troupes, comme officier des Génois ; il permit que deux caraques armées à Gênes pour le service de Ferdinand, allassent à Naples, disant pour excuse que ce prince les avait louées avant la conclusion de la paix et que les Génois n'avaient pas voulu les lui refuser ; et il empêcha sous main que ceux-ci ne livrassent leurs otages.

Mais l'artifice du duc de Milan contribua plus que tout le reste à la perte des châteaux de Naples. Quand le roi eut achevé d'équiper les

quatre caraques dont on a parlé, et le duc les deux autres qu'il était obligé de fournir, celui-ci engagea les Génois à exiger des sûretés suffisantes avant que de laisser partir ces vaisseaux. Ils feignaient de craindre que le roi ne s'emparât de ces bâtiments, ou qu'il ne s'en servît pour changer le gouvernement de Gênes dès qu'il les aurait en sa puissance.

Les ministres du roi se plaignirent à Ludovic de tous ces mauvais procédés. L'artificieux Italien répondait, tantôt qu'à la vérité il s'était obligé de fournir les vaisseaux, mais qu'il n'avait pas entendu qu'ils seraient montés par des troupes du roi, tantôt que le pouvoir qu'il avait sur les Génois était limité de façon qu'il n'était pas maître de les contraindre à faire toutes ses volontés et encore moins ce qu'ils regardaient comme contraires à la sûreté de leur Etat. Pour appuyer même ces excuses, il engagea le pape de défendre aux Génois et à lui-même, sous peine des censures, de laisser sortir de Gênes aucune sorte de vaisseaux pour le service du roi de France. Ainsi les secours que les Français restés dans le royaume de Naples attendaient de ce côté-là avec tant d'impatience ne leur furent point envoyés.

Il en fut de même de l'argent et des secours promis par les Florentins. Incontinent après le traité de Trin, Guy-Antoine Vespucci, l'un des ambassadeurs de Florence qui l'avait conclu, partit avec les ordres du roi et les expéditions nécessaires. Il passait par le duché de Milan sans aucune défiance, la république de Florence n'étant alors en guerre avec personne; néanmoins il fut arrêté à Alexandrie par ordre de Ludovic; on lui enleva tous ses papiers et on le conduisit à Milan. Les Vénitiens et le duc, ayant eu par ce moyen connaissance du traité, jugèrent qu'il était à propos de soutenir les Pisans, qui, aussitôt après que le roi fut sorti de Pise, avaient envoyé des ambassadeurs à Venise et à Milan. Ils firent approuver leur pensée par le pape et par les ambassadeurs des autres confédérés, en leur faisant entendre qu'il fallait empêcher les Florentins d'envoyer dans le royaume de Naples l'argent et les secours qu'ils avaient promis au roi, ce qu'ils ne manqueraient pas de faire aussitôt que Pise et leurs autres places leur auraient été rendues; ils ajoutaient qu'étant devenus plus puissants par la restitution de cette ville et se trouvant hors de l'embarras qu'elle leur causait, ils demeureraient unis à la France et pourraient troubler l'Italie de plus d'une manière.

Mais le véritable motif des Vénitiens et du duc de Milan était le désir de s'emparer de Pise; il y avait déjà long-temps que Ludovic y pensait, et les Vénitiens commençaient à y songer. Ces politiques voyant que l'ancienne union des autres princes d'Italie ne subsistait plus et que la puissance d'une partie de ceux qui s'étaient opposés à leur ambition était abattue, ils se flattaient de se rendre enfin maîtres de tout ce pays et ils regardaient la possession de Pise comme un grand acheminement à ce dessein. En effet cette ville leur aurait procuré un établissement de grande importance dans les Etats de Florence, et par le moyen du port de Livourne, que cette dernière république ne pourrait conserver long-temps sans la ville de Pise, il leur eût été facile de s'étendre dans la mer de Toscane. Malgré ces vues ils ne se pressaient pas de secourir les Pisans, au lieu que Ludovic avait renvoyé le capitaine Fracasse à Pise, sous prétexte de ses affaires particulières et de veiller aux biens qu'il possédait dans ce territoire. Outre cela il y avait fait envoyer de nouvelle infanterie par les Génois, tandis qu'il amusait les Florentins par différents artifices. De leur côté les Vénitiens s'en étaient tenus à de simples promesses. A la vérité ils avaient envoyé un secrétaire de la république à Gênes pour lever de l'infanterie et pour exhorter les Génois à ne pas abandonner les Pisans; mais ils lui avaient ordonné de tirer les choses en longueur, ne croyant pas pouvoir réussir dans leur dessein sur la ville de Pise tant que la citadelle serait entre les mains des Français, et encore moins pendant que le roi serait en Italie.

D'un autre côté, les Florentins, ayant appris la conclusion du traité de Trin, renforcèrent leur armée pour être en état de contraindre les Pisans à ouvrir leurs portes quand les ordres du roi seraient arrivés; ces ordres tardant à venir, à cause de la détention de Vespucci, ils prirent en attendant le château de Palaïa et mirent ensuite inutilement le siége devant Vicopisano. Leurs capitaines, peu habiles, ou ne croyant pas avoir assez de troupes pour investir la place du côté qui regarde Pise, surtout à cause d'un fort qu'on avait construit en cet

endroit sur une éminence assez près des murs, firent leur attaque au-dessous, vers Bientina; il était difficile de réussir de ce côté-là; d'ailleurs, par cette disposition, ils laissaient aux assiégés la liberté des chemins de Pise et de Cascina. Enfin Paul Vitelli, moyennant trois mille ducats qu'il reçut des Pisans, se jeta dans la place avec sa compagnie et celles de ses frères, disant qu'il avait ordre du roi et du général de Languedoc[1], frère du cardinal de Saint-Malo, qui était resté malade à Pietra-Santa, de défendre Pise et son territoire jusqu'à ce qu'il sût si le roi avait changé à cet égard. Ainsi, par un contraste assez bizarre, les Pisans se trouvaient défendus en même temps par les troupes du roi de France et par celles du duc de Milan, et encouragés par les promesses des Vénitiens, dans le temps que ces républicains et le duc de Milan étaient en guerre avec le roi de France[2]. Les gendarmes des Vitelli n'eurent pas de peine à défendre Vicopisano, et les Florentins, après avoir été exposés durant plusieurs jours au feu de l'artillerie que les Pisans avaient fait conduire dans la place, furent obligés de lever honteusement le siége.

Enfin les ordres du roi arrivèrent, parce qu'on en envoya secrètement des duplicata par divers chemins. Aussitôt Livourne et les forteresses de cette ville et du port furent rendues aux Florentins par Saillant, lieutenant de M. de Beumont[3], qui en était gouverneur pour le roi. Delisle, commissaire-député pour recevoir des Florentins la ratification du traité de Trin et pour leur faire restituer leurs places, commença à concerter avec d'Entragues[4], commandant de la citadelle de Pise et des forteresses de Pietra-Santa et de Mutrone, le jour et la forme de la restitution de ces places. Mais d'Entragues faisait naître plusieurs difficultés, soit par l'affection que tous les Français portaient aux Pisans, soit par quelque ordre secret de Ligny, à la place duquel il commandait, soit enfin parce qu'il était amoureux d'une jeune Pisane, fille de Luc del Lante; car il n'est pas vraisemblable qu'il se fût laissé corrompre par l'argent des Pisans, puisqu'il pouvait en espérer bien davantage des Florentins. Tantôt il donnait aux ordres du roi un sens différent de celui qu'ils avaient en effet, tantôt il disait que, quand on lui avait confié la garde de ces places, on lui avait ordonné de ne les rendre qu'à la vue d'un certain signe dont il était convenu avec le comte de Ligny.

Plusieurs jours s'étant écoulés dans ces contestations, les Florentins furent obligés d'avoir recours au roi, qui était encore à Verceil, pour le prier de faire cesser ces mauvaises difficultés, également préjudiciables à sa dignité et à ses intérêts. Le roi parut fort irrité de la résistance de d'Entragues et il ordonna tout en colère à Ligny de le faire obéir; il voulait même envoyer par un homme d'autorité de nouveaux ordres accompagnés d'un ordre de Ligny lui-même, et une lettre expresse du duc d'Orléans, de qui d'Entragues dépendait. Mais l'opiniâtreté de Ligny et sa faveur, plus fortes que la résolution du roi, firent retarder de quelques jours l'expédition de ces ordres, et ce ne fut point un homme d'autorité qui les porta, mais un simple gentilhomme. Camille Vitelli l'accompagna, afin de porter dans le royaume de Naples une partie de l'argent que les Florentins devaient fournir, et pour y conduire ses gendarmes, qui, à l'arrivée des premiers ordres du roi, auraient passé dans le camp des assiégeants.

Le roi ne fut pas mieux obéi cette fois que la première, quoique les Florentins eussent déjà payé à d'Entragues deux mille ducats pour la subsistance de la garnison de la citadelle, en attendant la réponse du roi, et qu'ils en eussent donné trois mille à Camille Vitelli, qui sans cela ne voulait pas permettre qu'on délivrât ces nouveaux ordres. D'Entragues qui, comme on le croit, en avait reçu secrètement de contraires de la part de Ligny, après bien des difficultés qui durèrent plusieurs jours, s'avisa d'un expédient par lequel il crut réussir dans son dessein sans paraître s'opposer à la volonté du roi. Il fit entendre aux commissaires florentins qu'ils n'avaient qu'à faire avancer leur armée à une des portes de Pise qu'on appelle *la porte de Florence*, et que si les Pisans leur en refusaient l'entrée, il les forcerait aisément à l'abandonner, parce qu'elle était commandée par le canon de la citadelle. On ne pouvait appro-

(1) Il s'appelait Guillaume Brissonet, ainsi que le cardinal son cadet; il était général des finances. C'est ainsi qu'on appelait alors les surintendans.

(2) Ceci se passait avant la conclusion de la paix de Verceil.

(3) Quelques-uns de nos historiens l'appellent Beaumont.

(4) « Homme bien mal conditionné, dit Commines, serviteur du duc d'Orléans, et l'adressa au roi monseigneur de Ligny. »

cher de cette porte sans se rendre maître auparavant du faubourg de Saint-Marc, et d'Entragues comptait qu'y ayant dans Pise mille fantassins étrangers, outre les gens de la ville et du territoire, il ne serait pas possible de forcer ce faubourg, à la tête duquel il avait permis aux Pisans de construire un grand bastion.

L'armée des Florentins, qui était logée à San-Rimedio, dans le voisinage de ce faubourg, s'avança donc en bon ordre et avec beaucoup d'assurance vers le bastion dont elle connaissait la disposition par le rapport de Paul Vitelli, et elle l'attaqua par trois endroits avec tant de furie qu'elle mit d'abord en fuite ceux qui le défendaient. Les Florentins poursuivant ces fuyards entrèrent pêle-mêle avec eux dans le faubourg par un pont-levis qui le joignait au bastion, tuant beaucoup de monde et faisant plusieurs prisonniers. Sans doute qu'avec la même impétuosité et sans avoir besoin du secours de la citadelle ils auraient aussi emporté la ville, où quelques-uns de leurs hommes d'armes étaient déjà entrés par la porte, à la faveur du trouble et de la fuite des Pisans, qui ne faisaient aucune résistance. Mais d'Entragues, voyant que la chose prenait un tour contraire à ses desseins, fit tirer le canon de la citadelle sur les Florentins. Leurs commissaires et leurs chefs, étonnés d'une perfidie si peu attendue et voyant déjà plusieurs de leurs gens tués ou blessés par cette artillerie, et entre autres Paul Vitelli qui fut blessé à une jambe, et désespérant de pouvoir prendre Pise ce jour-là à cause de l'opposition de la citadelle, firent sonner la retraite, et rentrèrent dans le faubourg dont ils étaient les maîtres. Ils furent même obligés de l'abandonner peu de jours après, ne pouvant tenir contre le canon de la citadelle qui les battait continuellement, et ils se retirèrent vers Cascina pour voir quelle serait la conduite du roi par rapport à une désobéissance si formelle de la part de ses officiers.

Les confédérés suscitèrent, dans le même temps, d'autres embarras aux Florentins, pour les empêcher de prendre Pise et pour les obliger à quitter le parti de la France. Ils inspirèrent à Pierre de Médicis le dessein de se rétablir à Florence par le secours de Virginio Orsino, qui, après s'être sauvé de l'armée de France le jour de la bataille du Taro, s'était retiré à Bracciano. La chose n'était pas difficile à persuader à l'un et a l'autre; Virginio pensait que, quelque événement que pût avoir cette tentative, il lui serait toujours fort utile de pouvoir remettre ses troupes sur pied aux dépens des autres et de rétablir sa réputation; Pierre, suivant la coutume de tous les bannis, faisait grand fond sur les amis qu'il avait à Florence, où d'ailleurs il entendait dire que plusieurs nobles étaient mécontents du gouvernement populaire, et sur le grand nombre de créatures et de partisans que sa famille s'était acquis dans tout l'État de la république durant sa longue autorité. On crut que cette entreprise avait d'abord été projetée à Milan, parce que Virginio, aussitôt après son évasion, y était allé trouver Ludovic; mais c'était à Rome qu'elle avait été résolue depuis et concertée avec le pape par l'ambassadeur de Venise et le cardinal Ascanio, chargé des pouvoirs de Ludovic, son frère.

Le plan auquel on s'arrêta fut que Virginio emploierait à cette expédition tout ce qu'il pourrait rassembler de ses anciens soldats et d'autres troupes, avec dix mille ducats que Pierre de Médicis fournissait par lui-même et par le secours de ses amis; que, dans le même temps, Jean Bentivoglio, qui était à la solde des Vénitiens et du duc de Milan en commun, ferait une irruption dans l'État de Florence du côté de Bologne, et Catherine Sforze, dont les fils étaient au service de Ludovic, occuperait les Florentins du côté d'Imola et de Forli; enfin il comptait avec raison que les Siennois, animés par leur ancienne haine et par le désir de conserver Montepulciano, agiraient de leur côté.

Ceux-ci ne croyaient pas pouvoir conserver cette place par eux-mêmes, après ce qui était arrivé depuis quelques mois. Ils avaient tenté, avec leurs forces unies aux troupes du seigneur de Piombino et de Jean Savelli, qui portaient les armes pour eux et pour le duc de Milan, en commun, de se rendre maîtres du marais de la Chiana [1], qui confine à l'État de Sienne par un long espace; pour cet effet ils avaient commencé à construire un fort auprès de Ponte-Vagliano, pour battre une tour que les Florentins

(1) Guicciardini donne le nom de marais à la rivière de la Chiana, peut-être à cause de la lenteur de son cours ou parce qu'elle se répand presque dans tout le pays.

avaient à la tête de ce marais du côté de Montepulciano. Mais ceux-ci sentant combien il leur importait de conserver ce poste, dont la perte leur ôterait le moyen d'incommoder Montepulciano et donnerait aux Siennois une libre entrée dans les territoires de Cortone, d'Arezzo et des autres lieux de leur domaine en-deçà de la Chiana, y avaient envoyé un puissant secours, qui avait rasé le fort commencé par les Siennois. Enfin, voulant s'assurer de ce passage, ils avaient construit un autre grand fort près de Ponte-Vagliano, au-delà de la rivière. Ainsi, non-seulement ils faisaient des courses continuelles jusqu'aux portes de Montepulciano, mais ils incommodaient même beaucoup toutes les places que les Siennois avaient de ce côté-là. Outre cet avantage, ils avaient encore, peu après le passage du roi, défait les troupes des Siennois auprès de cette dernière ville et fait prisonnier Jean Savelli, leur général.

Virginio Orsino et Pierre de Médicis se flattaient encore d'avoir une retraite et de trouver de grandes commodités dans la ville de Pérouse, parce que les Baglione, qui en étaient presque les maîtres, étaient Guelfes aussi bien que Virginio, et qu'ils avaient toujours entretenu d'étroites liaisons avec Laurent de Médicis et ensuite avec Pierre, dans le temps de sa fortune à Florence; l'un et l'autre ayant toujours soutenu les Baglione contre leurs ennemis, Pierre comptait beaucoup sur leur reconnaissance. D'ailleurs, comme les Pérousins étaient sujets de l'église, plus à la vérité de nom que d'effet, il y avait lieu de croire que, dans une occasion qui n'intéressait pas leur gouvernement, ils défèreraient à la volonté du pape appuyée de l'autorité des Vénitiens et du duc de Milan. Virginio et Pierre partirent donc de Rome pleins d'espérance, se persuadant que les Florentins, divisés entre eux et attaqués de tous côtés par leurs voisins, auraient de la peine à leur résister. Ils séjournèrent quelque temps entre Terni et Todi et aux environs, où, à la faveur de l'extrême animosité qui régnait pour lors entre les factions guelfe et gibeline, et qui mettait toutes les villes de ces quartiers en combustion, Virginio tirait de l'argent et des troupes des Guelfes.

Quelque temps auparavant les Oddi, chefs du parti opposé aux Baglione et bannis de Pérouse, s'étaient emparés de Corciano, place forte à cinq milles de cette ville, avec trois cents chevaux et cinq cents fantassins, secondés par ceux de Foligno, d'Assisi et d'autres places voisines de la faction gibeline. Cette entreprise avait soulevé tout le pays, où Spolète, Camerino et les autres villes de la faction guelfe favorisaient les Baglione. Peu de jours après, les Oddi se glissèrent dans Pérouse à la faveur de la nuit, et y donnèrent une telle alarme que les Baglione, désespérant de pouvoir se défendre, commençaient à prendre la fuite; mais par un accident imprévu et fort léger les Oddi perdirent la victoire que leurs ennemis ne leur disputaient plus. Ils avaient déjà pénétré jusqu'à une des avenues de la grande place; l'un d'eux voulant rompre à coups de hache une chaîne qui, comme cela se pratique dans toutes les villes où il y a des factions, fermait la rue, et ne pouvant agir à cause de la foule des siens qui le pressait, il leur cria de se retirer pour lui laisser la liberté de se servir de sa hache. Ce cri, volant de bouche en bouche, fut mal expliqué par ses partisans et leur fit croire qu'il fallait fuir, de sorte qu'ils se mirent tous en fuite d'eux-mêmes, sans que personne sût ce qui les obligeait à quitter prise. Ce désordre ayant donné le temps à ceux de la ville de se reconnaître, ils se rassemblèrent, tuèrent un grand nombre des fuyards, firent prisonnier Troïlo Savelli envoyé au secours des Oddi par le cardinal Savelli qui était de la même faction, et poursuivirent les ennemis jusqu'à Corciano, qu'ils reprirent avec la même impétuosité. Non contents d'en avoir tué un grand nombre, ils en pendirent encore plusieurs autres dans Pérouse, cruauté ordinaire dans les guerres de factions.

Ces mouvements furent cause de beaucoup de meurtres dans les villes voisines, entre les différents partis, animés les uns contre les autres, chacun étant bien aise de se défaire de son ennemi ou ayant peur d'en être prévenu. Les Pérousins, irrités contre les habitants de Fuligno, mirent le siége devant Gualdo, dont ceux-ci étaient en possession; mais ne croyant pas leurs seules forces suffisantes pour prendre la place, surtout après en avoir été repoussés, ils acceptèrent le secours de Virginio Orsino, qui le leur offrit dans l'espérance que le bruit de la guerre et l'appât du pillage attireraient des soldats sous ses drapeaux. Cependant, lorsque ce

dernier proposa aux Pérousins de seconder Pierre de Médicis dans le dessein qu'il avait de se rétablir à Florence, ou du moins de lui prêter quelques pièces d'artillerie et de donner retraite à ses gens dans Castigliano-del-Lago et des vivres, ils le refusèrent ouvertement, quoique le cardinal Ascanio les en pressât de la part du duc de Milan, et que le pape le leur commandât par des brefs menaçants. La cause de leur refus était que, depuis la perte de Corciano, les Florentins avaient donné quelques secours d'argent et fait des pensions à Guy et Rodolphe, chefs de la maison de Baglione, et pris Jean-Paul, fils de Rodolphe, à leur solde, ce qui avait formé une étroite liaison entre Pérouse et Florence. D'ailleurs les Pérousins avaient beaucoup de répugnance à s'unir au pape, parce qu'ils le soupçonnaient de vouloir profiter de leurs divisions pour remettre leur ville dans une entière dépendance du Saint-Siége.

Dans ce même temps, Paul Orsino, qui avait passé plusieurs jours à Montepulciano avec soixante hommes d'armes de l'ancienne compagnie de Virginio, était allé à Castel-della-Pieve, d'où il entretenait une intelligence dans Cortone en faveur de Pierre de Médicis, et n'attendait que l'arrivée des troupes de Virginio pour agir; mais elles étaient en trop petit nombre et trop faibles pour exécuter les projets qu'il avait formés. Pendant ce délai l'intrigue, qui était conduite par un banni de basse condition, fut découverte.

Ainsi une partie des moyens sur lesquels Virginio et Pierre avaient compté commençait à leur manquer, tandis que les obstacles se multipliaient d'un autre côté; car les Florentins, attentifs à prévenir les périls qui les menaçaient, seulement laissant dans le territoire de Pise trois cents hommes d'armes et deux mille hommes d'infanterie, avaient envoyé deux cents hommes d'armes et mille fantassins, sous les ordres de Rinucio de Marciano, dans le voisinage de Cortone; ensuite, pour empêcher les troupes des Siennois de se joindre à Virginio, comme il en était convenu avec ceux-ci, Guido-Baldo de Montefeltro[1], duc d'Urbin, que les Florentins avaient pris à leur solde depuis peu, se posta à Poggio-Imperiale, qui est sur les confins des Siennois, avec trois cents hommes d'armes et quinze cents fantassins auxquels il joignit plusieurs bannis de Sienne pour tenir cette ville dans un plus grand respect.

Virginio, après avoir donné plusieurs assauts à Gualdo, dans l'un desquels son fils naturel[1] fut blessé d'un coup de feu, leva le siége, moyennant quelque argent qu'il reçut en secret de ceux de Foligno, comme on le crut alors, sans rien stipuler pour les intérêts des Pérousins, et il alla se loger à Tavernelle et ensuite à Panicale dans le territoire de Pérouse. Il renouvela ses instances pour engager les Pérousins à se déclarer contre les Florentins; non-seulement ils ne l'écoutèrent point, mais ils le contraignirent même de sortir de leur domaine, fort indignés contre lui à cause de l'affaire de Gualdo. Il se rendit ensuite avec Pierre de Médicis et quatre cents chevaux à l'Orsaïa, village voisin de Cortone, espérant que cette ville, qui n'avait pas voulu recevoir les troupes des Florentins pour n'en être pas incommodée, ferait quelque mouvement en sa faveur. Voyant que tout y était tranquille, il passa la Chiana avec trois cents hommes d'armes et trois mille hommes de pied, la plupart mal en ordre, comme de misérables troupes qui n'avaient presque rien coûté à lever, et s'arrêta dans le Siennois auprès de Montepulciano, entre Chianciano, Torrita et Asinalunga; il resta quelques jours en cet endroit sans faire autre chose que piller le pays, parce que les Florentins, ayant aussi passé cette rivière à Ponte-Vagliano, s'étaient postés à Monte-Sansovino et dans les autres lieux circonvoisins, pour l'empêcher de rien entreprendre.

Il n'y eut aucun mouvement du côté de Bologne, comme Virginio Orsino et Pierre de Médicis l'avaient espéré. Bentivoglio ne voulant point entrer en guerre pour les intérêts d'autrui avec une république puissante et voisine de Bologne, il permit seulement à Julien de Médicis, qui était venu dans cette ville, de faire ce qu'il pourrait pour armer les amis que sa famille avait toujours eus dans les montagnes du Bolonais; mais il refusa toujours de prendre les armes, malgré toutes les instances des alliés qu'il éluda par des remises et par différentes excuses.

(1) Il était fils de Frédéric, dont il est parlé ci-dessus.

(1) Il se nommait Charles.

Les confédérés eux-mêmes n'étaient pas bien d'accord entre eux et n'avaient pas les mêmes vues par rapport à l'entreprise de Florence. Le duc de Milan souhaitait à la vérité que les Florentins eussent assez d'occupation pour ne pouvoir rentrer dans Pise; mais il était bien éloigné de vouloir que Pierre de Médicis, qu'il avait si cruellement offensé, se rétablît à Florence, quoique celui-ci lui eût envoyé le cardinal son frère pour l'assurer qu'il était résolu de ne se conduire désormais que par ses conseils. A l'égard des Vénitiens, ils n'avaient nulle envie de se charger seuls de cette guerre, et d'ailleurs ils pensaient alors avec le duc à chasser les Français du royaume de Naples.

C'est pourquoi Virginio et Pierre, déchus de toutes leurs espérances et n'ayant point d'argent pour payer leurs troupes déjà fort diminuées, s'en retournèrent à Rapolano dans le territoire de Chiusi, ville dépendante des Siennois. Tandis que Virginio était en cet endroit, Camille Vitelli et M. de Gemel vinrent le trouver de la part du roi de France pour le prendre à sa solde et le mener dans le royaume de Naples, où ce prince voulait se servir de lui pour remplacer les Colonna dont il avait appris la défection. Virginio accepta le parti, malgré les remontrances de plusieurs de ses amis qui lui conseillaient, ou de se donner aux confédérés qui l'en pressaient vivement, ou de retourner au service de la maison d'Aragon. Il fit cette démarche dans l'espérance de se remettre plus facilement en possession des pays d'Albi et de Tagliacozzo; d'ailleurs il s'imagina qu'après ce qui s'était passé dans la révolution du royaume de Naples, et vu le crédit des Colonna ses ennemis auprès de Ferdinand, il ne devait pas se flatter de pouvoir jamais rentrer dans la confiance de ce prince, ni se rétablir dans sa faveur passée. Peut-être aussi fut-il déterminé, comme il disait lui-même, par le mauvais procédé des confédérés, qui avaient manqué à toutes les paroles données à Pierre de Médicis.

CHAPITRE II.

Progrès des Aragonais dans le royaume de Naples. Ferdinand d'Espagne arrive à Perpignan. Affaires de Pise. Intervention des Vénitiens qui prennent ouvertement les Pisans sous leur protection.

Virginio s'engagea donc au service du roi avec six cents hommes d'armes qui devaient être tant sous ses ordres que sous ceux des autres officiers de la maison des Orsini; mais on exigea de lui qu'il envoyât son fils[1] en France comme otage : exemple qui montre assez qu'une seule infidélité suffit pour faire naître la défiance. Aussitôt qu'il eut reçu de l'argent, il se prépara à marcher dans le royaume de Naples avec les Vitelli.

On avait toujours, avant et depuis la perte des châteaux de Naples, fait la guerre dans ce royaume avec des succès différents. Ferdinand s'était posté dans la plaine de Sarni pour faire tête aux Français; ceux-ci, se retirant de Piedigrotta, s'étaient campés à Nocera, à quatre milles des ennemis; les forces se trouvant égales de part et d'autre, les deux armées se contentaient de faire de légères escarmouches. Ainsi il ne se passa rien de considérable alors, si ce n'est qu'environ sept cents hommes, tant cavalerie qu'infanterie des troupes de Ferdinand, ajoutant foi à la promesse qu'on leur fit de les introduire dans le château de Gifone, voisin de la ville de San-Severino, y allèrent et furent presque tous tués ou faits prisonniers. Mais après que les troupes du pape eurent joint Ferdinand, les Français, se trouvant les plus faibles, s'éloignèrent de Nocera; cette ville et sa citadelle tombèrent entre les mains de Ferdinand, et ses soldats firent un grand carnage des partisans du roi de France.

Cependant Montpensier, après avoir rétabli et remonté les troupes qui étaient sorties avec lui du Château-Neuf, les mena joindre l'armée française qu'il fit marcher à Ariano, où il y avait des vivres en abondance. Alors Ferdinand, sentant la supériorité des ennemis, se retira à Montefusculo, attendant, pour tenter fortune, qu'il eût été joint par les confédérés. Montpensier prit Ariano et ensuite la forteresse de San-Severino, et il aurait sans doute poussé plus loin ses avantages si l'argent ne lui eût manqué. Comme il n'en recevait point de France et qu'il ne pouvait en tirer du royaume de Naples, il n'avait pas de quoi payer ses soldats, ce qui indisposait l'armée et particulièrement les Suisses; c'est pourquoi il ne faisait rien qui répondît à ses forces. Environ trois mois s'écoulèrent ainsi sans

(1) Charles, son fils naturel. (Commines, liv. VIII, chap. 14.)

qu'il y eût aucun exploit important de part et d'autre.

D'un autre côté, don Frédéric, secondé de don César d'Aragon[1], faisait la guerre dans la Pouille avec les secours qu'il tirait du pays, contre les barons et les peuples du parti de France. Dans l'Abruzze, Gracien des Guerres, pressé par le comte de Popoli et par les autres barons du parti de Ferdinand, se défendait avec beaucoup de valeur. Le préfet de Rome[2], à qui le roi payait deux cents hommes d'armes, était sur ses terres, d'où il incommodait beaucoup le mont Cassin et le pays d'alentour, où les affaires des Français commençaient à aller en déclinant depuis que la longue maladie d'Aubigny avait interrompu le cours de ses victoires. Quoique presque toute la Calabre et la Principauté[3] tinssent encore pour le roi de France, Gonzalve, avec les troupes espagnoles qu'il avait rassemblées et les paysans du parti d'Aragon, dont le nombre était augmenté depuis la prise de Naples, y avait pris quelques villes et y maintenait l'autorité de Ferdinand; d'ailleurs les troupes françaises qui étaient en ces quartiers manquaient d'argent aussi bien que l'armée de Montpensier; néanmoins elles reprirent la ville de Cosenza qui s'était révoltée, et la mirent au pillage.

Il ne paraissait pas que le roi se mît beaucoup en peine de pourvoir aux besoins des siens et d'éloigner le danger qui les menaçait en Italie. Il s'était arrêté à Lyon, où uniquement occupé de joûtes, de tournois et d'autres plaisirs, il ne pensait plus à la guerre. Il disait néanmoins de temps en temps qu'il aurait soin des affaires d'Italie; mais ses actions démentaient ses discours, et il semblait avoir entièrement oublié ce pays. Le retour d'Argenton[4] ne fut pas capable de le retirer de sa léthargie. Ce ministre rendit au roi la réponse du sénat de Venise; elle portait que la république n'ayant pris les armes que depuis l'entrée des Français dans Novare, et seulement pour la défense du duc de Milan son allié, elle ne croyait pas être en guerre avec le roi; qu'ainsi il était inutile de confirmer leur ancienne alliance par un nouveau traité. D'Argenton dit encore à Charles que les Vénitiens lui avaient fait offrir d'engager Ferdinand à donner actuellement au roi une certaine somme d'argent, à lui payer un tribut annuel de cinquante mille ducats, et à lui laisser entre les mains pendant un certain temps la ville de Tarente pour sa sûreté; mais le roi, comme s'il eût eu des forces toutes prêtes, rejeta cette proposition.

Il n'était pourtant pas sans embarras; car, outre ses affaires d'Italie, Ferdinand, roi d'Espagne, lui en suscitait encore en France. Ce prince était venu en personne à Perpignan, d'où il faisait faire des incursions et de grands ravages dans le Languedoc par ses troupes, se préparant à agir encore plus vivement. D'ailleurs, le dauphin de France[1], fils unique du roi, venait de mourir; ces conjonctures auraient dû disposer Charles à quelque accommodement, s'il eût été capable de prendre un parti.

A la fin de cette année l'affaire de la citadelle de Pise fut enfin terminée. Le roi, ayant appris la désobéissance du commandant, y avait envoyé en dernier lieu Gemel avec des ordres sévères et menaçants, non-seulement pour d'Entragues, mais encore pour toute la garnison; il y envoya encore peu après Bon, beau-frère de d'Entragues, afin que cette personne, à laquelle il devait se fier, lui remontrant d'un côté la facilité qu'il avait d'effacer sa faute par une prompte obéissance, et de l'autre le châtiment certain auquel il s'exposait en persistant dans son opiniâtreté, le disposât plus aisément à exécuter les ordres de son maître. D'Entragues méprisa ceux qui furent apportés par Gemel, qui ne s'arrêta pas longtemps à Pise, ayant ordre du roi d'aller trouver Virginio Orsino avec Camille Vitelli. Bon, qui tarda plusieurs jours, parce qu'il avait été

(1) Fils naturel de Ferdinand I, roi de Naples. Il portait le nom de marquis de Sainte-Agathe.

(2) Il s'appelait Jean Della Rovere.

(3) La Principauté est une province du royaume de Naples, divisée en deux parties, dont l'une est appelée *Citérieure*, et l'autre *Ultérieure*.

(4) Il arriva à Lyon le 12 décembre.

(1) Il se nommait Charles Orland et était âgé de trois ans. « Ledit dauphin, dit Commines, avoit environ trois ans, bel enfant, et audacieux en parole, et ne craignoit point les choses que les autres enfants ont accoutumé de craindre; et vous dis que, pour ces raisons, le père en passa aisément son deuil, ayant déjà doute que tost cet enfant ne fust grand, et que, continuant ses conditions, il ne lui diminuât l'autorité et puissance. »

arrêté à Serezana par ordre du duc de Milan, ne put rien gagner sur l'esprit de son beau-frère. Au contraire, celui-ci lui fit approuver sa conduite et il traita avec les Pisans par l'entremise de Luce Malvezzi, qui agissait au nom du duc de Milan, et leur livra la citadelle le premier jour de l'année 1496, moyennant vingt mille ducats, savoir : douze mille pour lui, et huit mille pour la garnison française. Les Pisans n'ayant pas tout cet argent, les Vénitiens leur fournirent quatre mille ducats, les Génois et les Lucquois quatre mille, et le duc de Milan quatre mille. Dans le même temps, ce dernier, usant de ses artifices ordinaires, dont pourtant on n'était plus guère la dupe, traitait avec les Florentins pour faire une alliance dont il avait même déjà arrêté les conditions avec leurs ambassadeurs.

Il paraissait hors de toute vraisemblance que ni Ligny, ni d'Entragues, ni aucun autre, eussent osé faire une pareille démarche sans le consentement du roi. En effet, elle blessait ouvertement ses intérêts; car, quoique d'Entragues eût stipulé que la ville de Pise demeurerait sujette du roi, il était évident qu'elle serait dans l'indépendance et à la disposition des confédérés; et n'ayant pas été rendue aux Florentins, les Français qui étaient dans le royaume de Naples étaient frustrés des secours de troupes et d'argent que cette restitution devait leur procurer suivant le traité de Trin. Néanmoins les Florentins qui suivirent exactement cette affaire, et qui dans le commencement avaient eu de grands soupçons qu'on les jouait, furent enfin persuadés que toute cette manœuvre s'était faite contre la volonté du roi; chose incroyable pour quiconque ne connaîtra pas le caractère et le génie de ce prince, et ne saura pas qu'il n'avait presque aucune autorité sur ses officiers, et jusqu'à quel point l'audace ose se porter à l'égard d'un roi qui s'est rendu méprisable.

Les Pisans ne furent pas plus tôt maîtres de la citadelle qu'ils la détruisirent jusqu'aux fondements; ensuite, ne se sentant pas assez forts pour se défendre, ils envoyèrent en même temps des ambassadeurs au pape, à l'empereur, aux Vénitiens, au duc de Milan, aux Génois, aux Siennois et aux Lucquois[1], demandant du secours à tous, mais particulièrement aux Vénitiens et au duc de Milan. Leur inclination les avait d'abord portés à offrir à ce dernier la souveraineté de leur ville; ils ne se croyaient pas en état de penser à la conservation de la liberté, mais seulement à se soustraire pour jamais à la domination florentine : ils comptaient davantage sur Ludovic que sur tout autre, soit parce que c'était lui qui les avait excités à la révolte, soit à cause de la proximité de ses États, soit enfin parce qu'ils avaient toujours reçu de lui des secours effectifs, au lieu qu'ils n'avaient eu des autres confédérés que de simples promesses.

Quoique le duc brûlât d'avoir la souveraineté de Pise, il avait hésité à l'accepter, de peur d'indisposer contre lui les confédérés, dans le conseil desquels la protection des Pisans avait été proposée et résolue comme une affaire commune. Tantôt il avait exhorté les Pisans à différer; tantôt il leur avait proposé de se donner en apparence aux San-Severino, qui, quand il en serait temps, feraient leur déclaration qu'ils n'avaient fait que lui prêter leur nom. Enfin, croyant qu'après la retraite du roi de France il pouvait se passer du secours des confédérés, Ludovic se détermina à accepter ouvertement les offres des Pisans. Mais leur inclination pour lui commençait déjà à se refroidir par l'attente des grands secours que le sénat de Venise leur faisait espérer. Ils considéraient qu'il leur serait bien plus facile de se soutenir par le secours de plusieurs que d'un seul, et ils se persuadaient même qu'ils pourraient par ce moyen se conserver en liberté, surtout depuis qu'on leur avait livré la citadelle. Dans ces vues, ils résolurent de ne se donner à personne, mais de ménager la protection de tout le monde.

Ce projet n'était pas sans fondement, vu la disposition des puissances d'Italie. Les Génois, par haine contre les Florentins, étaient prêts à secourir les Pisans; Sienne et Lucques, qui non-seulement haïssaient mais craignaient encore Florence, y étaient encore disposées. Voulant même le faire avec plus d'ordre, on négociait actuellement un traité qui devait régler le contingent que chacun aurait à fournir et les

(1) Ils envoyèrent au pape Agostino Bunili, à Venise Bernardini Aguello, en France Pierre Grifo, et à Milan Masiano Pecciolo.

obligations respectives. Il y avait lieu de croire que les Vénitiens et le duc de Milan, désirant également de se rendre maîtres de Pise, ne souffriraient jamais que cette ville retournât au pouvoir des Florentins. Enfin, le pape et les Espagnols favorisaient les Pisans dans la vue d'abaisser les Florentins trop attachés à la France.

Ces dispositions firent écouter favorablement les prières des Pisans. L'empereur leur accorda des lettres-patentes par lesquelles il les confirma dans leur liberté, et, afin de les y maintenir, les Vénitiens et le duc de Milan s'engagèrent de leur envoyer les secours qu'ils leur avaient promis d'abord pour secouer le joug des Florentins; enfin le pape, au nom et du consentement de toutes les puissances confédérées, leur envoya un bref exprès, pour les assurer qu'ils seraient puissamment secourus par les forces de la ligue. Mais les Vénitiens et le duc de Milan ne s'en tinrent pas à de stériles promesses; le duc augmenta les troupes qu'il avait déjà à Pise, et les Vénitiens y en envoyèrent en grand nombre [1].

Si la république de Venise et Ludovic s'étaient renfermés dans ces bornes, les Pisans ne se seraient pas trouvés dans la nécessité de pencher à leur égard plus d'un côté que de l'autre, et l'union se serait conservée. Mais il arriva que le duc de Milan, toujours ennemi de la dépense, et mêlant, selon sa coutume, de la finesse et de l'artifice dans cette affaire, ne se fut pas plus tôt aperçu qu'il ne lui était pas possible dans les circonstances présentes de parvenir à la souveraineté de Pise, qu'il commença à user d'épargne avec les Pisans; cette conduite les fit pencher davantage du côté des Vénitiens, qui leur fournissaient abondamment et avec promptitude tout ce dont ils avaient besoin. Ainsi, quelques mois après que d'Entragues leur eût abandonné la citadelle, ils prièrent instamment le sénat de Venise de prendre leur ville sous sa protection particulière. Les Vénitiens l'acceptèrent, et le duc de Milan, bien loin d'en témoigner du chagrin, leur conseilla de ne pas rejeter la prière des Pisans. Mais la chose se fit à l'insu des autres confédérés, quoique ce fût le sénat qui les eût d'abord exhortés à secourir la ville de Pise; ce procédé fournit dans la suite aux alliés un prétexte pour se prétendre dégagés de leurs promesses envers les Pisans, puisque sans leur consentement ils avaient fait un traité particulier avec les Vénitiens.

Il est certain que ce qui porta ces républicains à protéger Pise ne fut ni le désir de procurer aux autres la liberté qui leur est si chère à eux-mêmes, ni le zèle de la cause commune, comme ils le publièrent alors et depuis avec ostentation, mais la seule passion d'avoir la souveraineté de cette ville, à laquelle ils se flattaient de parvenir bientôt, du consentement même des Pisans. Ils se persuadèrent que ceux-ci, pour ne pas retourner sous la domination florentine, ne manqueraient pas de se jeter entre les bras du sénat. Malgré la pente presque générale, il y eut de longues contestations à ce sujet dans plusieurs assemblées, et quelques sénateurs des plus anciens et des plus accrédités combattirent avec force l'opinion favorable aux Pisans.

Ils représentaient : « que la résolution de se charger seuls de la défense de Pise entraînait de grandes difficultés, parce que cette ville était fort éloignée par terre, et encore plus par mer, des Etats de la république; qu'on ne pouvait y aborder que par les places et les ports d'autrui, et en faisant le tour de toute l'Italie pour passer d'une mer à l'autre [1]; qu'ainsi, pour défendre les Pisans contre les Florentins qui les inquiéteraient sans cesse, il faudrait faire des dépenses infinies; qu'à la vérité l'acquisition de Pise serait fort avantageuse à l'État, mais qu'il fallait considérer la difficulté de la conserver, et encore plus la nature des circonstances où l'on se trouvait et les suites que cette affaire pouvait avoir; que toute l'Italie, naturellement ennemie de la grandeur de Venise, ne verrait ce nouvel agrandissement qu'avec une extrême jalousie, ce qui ne manquerait pas d'exciter des mouvements plus grands et plus dangereux pour la république que bien des gens ne se l'imaginaient peut-être; qu'on se trompait fort si l'on croyait que les autres puissances verraient sans envie Pise au pouvoir des Vénitiens; que si, pour le présent, elles étaient

(1) Les Vénitiens envoyèrent au secours des Pisans Sev. Paolo Manfrone et Soccin Benzone, avec deux cents hommes d'armes et chevau-légers, et Jacopo Tarsia avec une compagnie de vétérans; et Sforze envoya Louis Mirandola avec une troupe de cavaliers et trois cents fantassins allemands.

(1) De la mer Adriatique dans la mer de Toscane.

hors d'état de s'y opposer par leurs propres forces, comme elles auraient pu le faire autrefois, il leur était facile d'appeler des secours étrangers, qui ne leur manqueraient pas depuis qu'on avait appris aux Ultramontains le chemin de l'Italie; qu'il ne fallait pas douter que la haine et la crainte ne leur fissent prendre ce parti, puisque c'était un caprice commun à tous les hommes d'aimer mieux obéir à des étrangers que de céder à leurs compatriotes. En effet, ajoutaient-ils, croira-t-on que le duc de Milan, accoutumé à tout oser pour satisfaire ses passions, résiste aujourd'hui au dépit et à la jalousie de voir entre les mains des Vénitiens une proie qu'il s'était ménagée avec tant d'artifice, et qu'il ne s'efforcera pas de la leur arracher en mettant une seconde fois toute l'Italie en feu? Que, quoique ce prince s'expliquât d'une manière à le mettre à couvert de ce soupçon, il était bien facile de comprendre que ses discours étaient bien loin de sa pensée et ses conseils pleins d'artifices et pernicieux; qu'à la vérité, il était fort prudent de secourir Pise conjointement avec Ludovic, quand ce ne serait que pour détourner les Pisans de se donner à lui, mais qu'il était contre toute raison de faire sa propre affaire de leur cause, de se charger d'un si grand poids, et de s'exposer à tant de jalousie; que d'ailleurs on devait considérer combien cette résolution serait opposée à la conduite que le sénat avait tenue jusqu'alors et aux motifs qui l'avaient fait agir; qu'il n'avait pris les armes et soutenu les frais et les périls de la guerre que pour se garantir, aussi bien que toute l'Italie, de l'invasion des Barbares[1]. En effet, continuaient ces graves sénateurs, après avoir commencé si glorieusement cette entreprise, quelle imprudence, quelle honte ne serait-ce point à la république, si, lorsqu'à peine le roi de France avait repassé les monts, dans le temps qu'une armée puissante occupait encore pour lui la plus grande partie du royaume de Naples, et lorsqu'il fallait songer à affermir le repos et la sûreté de l'Italie, on allait y exciter de nouveaux troubles qui pourraient y rappeler ce prince, ou y attirer l'empereur qui peut-être avait encore plus d'envie que lui d'y venir pour faire valoir ses prétentions sur les États de Venise? Que la république n'était pas réduite au point d'embrasser précipitamment des partis dangereux; qu'au contraire, il n'y avait aucune puissance en Italie qui fût plus en état d'attendre des temps favorables et de laisser mûrir les choses; que les résolutions prises à la hâte n'étaient pardonnables que dans de fâcheuses extrémités ou à ceux qui, animés du désir d'illustrer un nom encore obscur, craignaient de manquer d'occasions; mais qu'elles ne convenaient pas à une république dont la puissance, la dignité, l'autorité étaient parvenues à un si haut point, et qui, par sa prospérité excitant la crainte et les jalousies du reste de l'Italie, paraissait devoir survivre à toutes les autres puissances; que la gloire du sénat n'ayant encore reçu aucune tache, rien ne l'obligeait à précipiter ses résolutions; que la prudence voulait qu'on démêlât les dangers cachés sous de flatteuses espérances, et que considérant moins le commencement que les suites de cette affaire, on rejetât des conseils téméraires; qu'on prît grand soin de ne point réveiller la jalousie et la crainte des autres, du moins jusqu'à ce que l'Italie fût mieux affermie, et enfin qu'on évitât surtout d'y attirer une seconde fois les Ultramontains; que cette dernière considération toute seule était décisive, parce que l'expérience avait fait voir que toute l'Italie, quand elle n'était pas opprimée par les étrangers, déférait presque toujours à l'autorité du sénat, au lieu que, quand les Barbares s'y trouvaient établis, les Vénitiens, bien loin d'être respectés par les autres, étaient forcés de partager la crainte avec eux. »

Mais la force de ces raisons était éludée par l'ambition qui animait le plus grand nombre, et par les persuasions d'Augustin Barbarigo, doge de Venise; l'autorité qu'il avait acquise, s'étendant bien au-delà des bornes ordinaires, était plutôt celle d'un roi que du chef d'une république. Barbarigo, depuis plusieurs années à la tête des affaires, avait signalé sa longue administration par d'heureux succès; non-seulement il s'était concilié l'estime de ses concitoyens par de rares talents, mais il avait encore eu l'adresse de mettre dans ses intérêts un grand nombre de sénateurs qui s'opposaient volontiers à ceux auxquels donnaient davantage d'autorité une longue expérience et l'exer-

(1) Guicciardini, à l'exemple des historiens de l'ancienne Rome, appelle *barbares* toutes les nations qui n'étaient pas d'Italie.

cice des grandes charges de la république; les partisans du doge appuyaient communément ses avis, plutôt avec la chaleur et l'opiniâtreté de parti qu'avec la gravité et l'équité convenables à des magistrats. Barbarigo brûlait d'immortaliser son nom, en laissant l'empire de la république accru par ses soins. Non content de l'avoir augmenté de l'île de Chypre[1], qui avait été unie au domaine des Venitiens sous son gouvernement après l'extinction de la maison de Lusignan, il était toujours prêt à saisir toutes les occasions de l'étendre encore.

Barbarigo remontrait vivement, « combien il serait utile et avantageux aux Vénitiens d'avoir la ville de Pise, par le moyen de laquelle on serait à portée de réprimer l'audace des Florentins qui leur avaient fait manquer l'occasion de se rendre maîtres du duché de Milan à la mort de Philippe-Marie Visconti, et qui, dans la guerre de Ferrare et dans toutes leurs autres entreprises, leur avaient plus nui avec leur argent que les autres puissances avec toutes leurs forces. Il ajoutait que les occasions favorables étaient rares, qu'il y avait beaucoup de honte à les laisser échapper, et qu'on s'en repentait toujours; que les autres puissances de l'Italie n'étaient point en état de leur faire obstacle par elles-mêmes; et qu'il fallait encore moins craindre que, quelles que fussent leur indignation et leur crainte, elles eussent recours au roi de France; que le duc de Milan l'avait trop offensé pour oser jamais se fier à lui; que le pape n'y prendrait aucun intérêt, et que le roi de Naples, quoiqu'il eût recouvré son royaume, ne voudrait pas seulement entendre prononcer le nom des Français; que l'acquisition de Pise, quelque jalousie qu'elle pût exciter, n'était pas cependant un événement si frappant, et le péril qui en pouvait naître si proche, qu'il y eût apparence que les autres puissances se portassent à des extrémités auxquelles on n'a recours que quand tout est désespéré, et jamais lorsque le danger est encore éloigné, parce qu'on croit qu'il sera toujours temps d'en venir à ces moyens violents; que si le sénat négligeait de profiter de la faiblesse et des divisions du reste de l'Italie, il se flattait en vain d'un succès plus certain lorsqu'elle aurait repris son ancienne vigueur et qu'elle n'aurait plus rien à craindre de la part des Ultramontains; que, pour se rassurer contre la crainte, il n'y avait qu'à considérer que si toutes les entreprises des hommes sont sujettes à des accidents, tous ceux qui peuvent survenir n'arrivent pas toujours parce que la fortune en pare un grand nombre et que la prudence et l'adresse en détournent aussi beaucoup; que la plupart, faute de bien entendre les termes et d'examiner la nature des choses, prenaient la timidité pour la prudence, et que ceux qui regardant comme certains tous les inconvénients qui pouvaient arriver, les craignaient tous également et se réglaient sur ce pied-là, ne méritaient que le nom de timides et non celui de prudents; qu'on ne devait cet éloge qu'aux hommes courageux et hardis qui, connaissant toute la grandeur des périls, bien différents en cela des téméraires qui ne voient aucun danger, savent par expérience que la fortune ou l'intrépidité surmonte bien des difficultés, et qui, consultant également l'espérance et la crainte, ne se repaissent point d'événements incertains et ne laissent pas échapper aussi facilement que les autres des occasions où l'utilité se trouve jointe à la gloire; qu'ainsi comparant la faiblesse et la désunion des Italiens avec la puissance et le bonheur de la république, animés d'ailleurs par les grandes actions de leurs pères, ils ne devaient pas balancer à prendre hautement la protection de Pise; que cette démarche les rendant

(1) Richard I, roi d'Angleterre, en allant à l'expédition de la Terre-Sainte, conquit l'île de Chypre sur Isaac Comnène, qui l'avait enlevée aux empereurs de Constantinople, et la donna, sous le titre de *royaume*, à Guy, seigneur de Lusignan, en l'année 1192. La postérité de Guy la posséda jusqu'à Jean ou Janus III, qui mourut en 1458. Il laissa une fille unique nommée Charlotte, et un bâtard nommé Jacques, qui était ecclésiastique. Charlotte fut couronnée après la mort de son père; mais elle fut dépouillée du royaume et chassée par Jacques, qui épousa Catherine Cornaro, Vénitienne, et mourut en 1473, laissant sa femme grosse d'un fils qui ne vécut que deux ans. Seize ans après la mort de son mari, Jacques Lusignan, en 1489, la reine Catherine fut conduite à Venise, et les Vénitiens s'emparèrent de son royaume de Chypre, malgré les protestations de Charlotte. Celle-ci avait épousé Louis de Savoie, comte de Genèvre, second fils de Louis, duc de Savoie, dont elle n'eut point d'enfants; elle fit donation de ses droits à Charles, duc de Savoie, neveu de son mari. C'est sur cette donation qu'est fondé le titre de *roi de Chypre* que portent les ducs de Savoie; Victor-Amédée l'a pris le premier en 1633. L'île de Chypre n'est pas restée long-temps sous la domination vénitienne. En 1430 Selim II, empereur des Turcs, y envoya une armée, s'empara le 9 septembre de Nicosi et de tout le royaume, à l'exception de Famegouste, qui succomba le 3 avril 1571.

réellement maîtres de cette ville, ils s'en serviraient comme du moyen le plus favorable qu'ils pussent avoir pour parvenir à l'empire de toute l'Italie. »

Les Vénitiens prirent donc les Pisans sous leur protection par un décret public, portant expressément qu'ils s'obligeaient de défendre leur liberté. Le duc de Milan n'y fit pas d'abord assez d'attention ; se trouvant par-là dispensé d'entretenir des troupes à Pise, il regarda comme un avantage d'être déchargé de cette dépense ; d'ailleurs il croyait qu'il était de son intérêt que l'affaire de Pise mît également les Vénitiens et les Florentins dans la nécessité d'épuiser leurs finances ; enfin il se persuadait que les Pisans auraient toujours besoin de lui, à cause de la grandeur et de la proximité de ses États, et que la reconnaissance de tout ce qu'il avait fait pour eux les lui avait si fort attachés qu'ils le préféreraient à tous les autres quand il s'agirait de se choisir un maître. Cette trompeuse espérance était encore entretenue par la persuasion où il était d'avoir fixé en sa faveur l'inconstance de la fortune, dont il osait se vanter d'être le favori, oubliant sans doute la vicissitude des choses humaines. Enflé de ses heureux succès, il ne cessait de s'applaudir à lui-même lorsqu'il se regardait comme le mobile de tout ce qui venait d'arriver en Italie. Il se rappelait avec complaisance qu'il y avait fait passer les Français, et que c'était par ses intrigues que Pierre de Médicis avait été chassé de Florence, parce qu'il n'était pas assez soumis à ses volontés ; il attribuait encore à son habileté le malheur des Aragonais ses ennemis qui avaient perdu la couronne de Naples, et son orgueil était agréablement flatté quand il se représentait qu'après avoir changé de vue il avait su réunir un si grand nombre de puissances contre le roi de France, procurer le retour de Ferdinand à Naples, et obliger Charles de sortir d'Italie à des conditions indignes d'un si grand prince ; et qu'enfin il avait eu assez de pouvoir sur l'esprit du commandant de la citadelle de Pise pour le faire agir contre les ordres de son roi.

Ludovic, mesurant l'avenir sur le passé et croyant sa politique et sa prudence supérieures à celles des autres, il se flattait d'être toujours l'arbitre des affaires d'Italie et de manier les esprits à son gré. Comme ni lui ni les siens ne dissimulaient point cette bonne opinion qu'il avait de lui-même, et qu'au contraire il était charmé qu'on le crût et qu'on le publiât ainsi, Milan retentissait d'éloges flatteurs. Les poètes et les orateurs célébraient à l'envi en latin et en italien la prudence de Ludovic Sforze, qui faisait le sort de l'Italie, et le peuple dans ses acclamations élevait jusqu'au ciel le nom de ce prince et son surnom de *Maure*, qu'on lui avait donné dans sa jeunesse parce qu'il était extrêmement brun, surnom qu'il retint avec plaisir durant sa prospérité, comme un symbole de sa finesse et de sa pénétration.

Ludovic n'eut pas moins d'autorité dans les autres places des Florentins qu'il en avait eu à Pise, de manière qu'il semblait gouverner amis et ennemis. Le roi, vivement touché des plaintes amères qui lui furent faites par les ambassadeurs de Florence sur ce qui s'était passé à Pise, fit partir Robert de Veste, gentilhomme de sa chambre, avec de nouveaux ordres de sa part et des lettres de Ligny, pour leur faire rendre au moins les places qu'il avait encore à eux ; mais les autres, ne faisant pas plus de cas de son autorité qu'il en faisait lui-même, Ligny poussa l'audace jusqu'à donner secrètement des ordres contraires à ceux du roi, et osa même assurer à plusieurs personnes qu'il n'en usait pas ainsi de son propre mouvement. D'ailleurs ces démarches hardies étaient secondées de la mauvaise volonté des gouverneurs de ces places. Le bâtard de Brienne[1], qui commandait pour Ligny dans Serezana, au lieu de remettre cette ville aux commissaires et aux troupes que les Florentins avaient envoyés pour la recevoir, la livra aux Génois moyennant vingt-cinq mille ducats, et le commandant de Serezanello en fit autant pour une autre somme d'argent. Ce fut Ludovic qui procura ces deux marchés ; Fracasse, qu'il tenait dans la Lunigiana avec cent chevaux et quatre cents hommes de pied, mais toujours sous le nom des Génois, empêcha que les Florentins, qui avaient repris une partie de leurs places en ce pays par le moyen des troupes envoyées pour recevoir Serezana, ne pussent recouvrer le reste. Quelque temps après, d'Entragues, qui commandait dans Pietra-Santa, Mutrone et Librafatta, retenant celle-ci, qu'il livra depuis aux Pisans,

(1) Jacques de Luxembourg-Brienne, fils naturel du connétable de Saint-Pol.

vendit les deux autres aux Lucquois vingt-six mille ducats, comme Ludovic l'avait réglé. Ce prince avait d'abord souhaité qu'on les donnât aux Génois; mais, ayant changé d'avis, il aima mieux en gratifier les Lucquois, pour les engager à secourir plus promptement les Pisans, dans le dessein de s' attacher plus étroitement ces derniers par ce bienfait.

Quand on apprit toutes ces choses en France, le roi parut fort en colère contre Ligny et il bannit d'Entragues du royaume. Néanmoins Bon, qui avait partagé avec ce dernier l'argent des Pisans et qui était allé à Gênes pour négocier la vente de Serezana, étant revenu en France, trouva moyen de se justifier. Le roi reçut même favorablement un ambassadeur de Pise qui vint avec Bon pour assurer sa Majesté que cette ville voulait demeurer soumise à la couronne de France, et pour lui prêter serment de fidélité au nom de ceux qui l'envoyaient. Mais il eut ordre de se retirer quelque temps après, quand on eut découvert que le but de cette ambassade était d'amuser la cour. A l'égard de Ligny, il en fut quitte pour ne pas coucher pendant quelque temps dans la chambre du roi, comme il avait accoutumé [1]; d'Entragues demeura seul disgracié, encore ne fût-ce que pour très peu de temps.

Le roi, outre sa facilité naturelle et plusieurs autres choses qui le rendaient si indolent dans cette conjoncture, n'avait fermé les yeux sur le mépris de son autorité que parce qu'il était persuadé que la situation présente des Florentins les mettait dans la nécessité de lui demeurer attachés; il ne se trompait pas, car il est certain que cette république, connaissant avec tout le monde les vues ambitieuses des Vénitiens et du duc de Milan, n'avait garde de se joindre aux confédérés, à moins qu'on ne la rétablit dans la possession de Pise. Ceux-ci intimidaient et menaçaient même les Florentins pour les forcer à cette jonction; mais ils n' entreprirent rien pour lors contre eux, parce que les affaires du royaume de Naples occupaient assez les forces de la ligue; ils se contentèrent de soutenir les Pisans et d' empêcher qu'ils ne perdissent entièrement leur territoire.

Virginio Orsino, après avoir rassemblé un grand nombre de soldats à Bagno, à Rapolano et dans le Pérousin, où il séjourna quelque temps, se mit en marche vers l'Abruzze avec ceux de sa maison. Camille et Paul Vitelli marchèrent aussi de ce côté-là avec leurs compagnies et ils saccagèrent le château de Montelione qui leur avait refusé des vivres, ce qui épouvanta tellement les autres places de l'État de l'Église par lesquelles ils devaient passer, que, nonobstant les défenses du pape, elles leur donnèrent toutes des logements et des vivres. L'approche de ces troupes et le bruit qui courait qu'il arriverait encore bientôt d'autres secours de France obligèrent Ferdinand à prendre d'autres mesures, parce qu'il vit bien que, manquant d'argent et se trouvant au milieu d'embarras sans nombre, il ne pourrait se soutenir s'il n'était puissamment secouru.

CHAPITRE III.

Ferdinand s'allie avec les Vénitiens. L'armée française s'empare de Novi. Conseil tenu en France sur les affaires d'Italie. Artifices de Louis Sforze. Décisions des Aragonais. Le duc d'Urbin se met à la solde des alliés. Siége d'Atella. Progrès de Gonzalve en Calabre. Il bat les Français. Prise d'Atella. Mort de Montpensier. Mort de Ferdinand de Naples. Son fils Frédéric lui succède.

Les confédérés n'avaient point compris Ferdinand dans le traité, et quoique depuis qu'il fût rentré dans la ville de Naples les rois d'Espagne eussent fait tous leurs efforts pour l'y faire comprendre, les Vénitiens avaient refusé d'y consentir, comptant que le besoin qu'il aurait d'eux favoriserait le dessein où ils étaient de s'approprier une partie du royaume de Naples. Ainsi Ferdinand, n'ayant point d'autre ressource, parce qu'il n'attendait pas de nouveaux secours d'Espagne et que les autres confédérés étaient bien éloignés de se charger de tant de dépenses, conclut avec les Vénitiens un traité sous la garantie du pape et de l'Espagne. Ces républicains convinrent d'envoyer à Ferdinand sept cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et trois mille hommes d'infanterie commandés par le marquis de Mantoue, leur capitaine général, et de tenir dans les ports du royaume l'armée navale qu'ils y avaient actuellement, mais à condition qu'ils pourraient rappeler ces secours toutes les fois qu'ils leur seraient nécessaires pour leur propre défense. Il fut encore arrêté qu'ils lui prêteraient quinze

(1) A cause de sa charge de grand-chambellan de France.

mille ducats pour ses besoins présents; que, pour sûreté des frais qu'ils feraient, il leur remettrait Otrante, Brindes et Trani, et consentirait qu'ils retinssent Monopoli et Pulignano, qui étaient déjà entre leurs mains. De leur côté, ils s'obligèrent de rendre toutes ces places à Ferdinand dès qu'il leur aurait payé deux cent mille ducats. On convint que, quelques dépenses que pussent faire les Vénitiens, ce prince ne serait tenu de leur rembourser que cette somme.

Ces ports, situés sur la mer Adriatique et par conséquent très commodes pour les Vénitiens, augmentaient beaucoup leur puissance de ce côté-là; et, n'y ayant plus personne qui osât s'opposer à eux, ils commençaient à s'étendre dans les autres parties de l'Italie. Outre ce traité, qui les rendait maîtres des ports de la Pouille et celui qu'ils avaient conclu avec les Pisans, ils venaient d'en faire un autre avec Astor, seigneur de Faenza, qui s'était mis à leur service, et ils avaient pris sous leur protection son État, dont la situation pouvait donner de la jalousie aux Florentins, à la ville de Boulogne et à toute la Romagne.

Ferdinand, outre le secours particulier des Vénitiens, devait encore avoir ceux des confédérés en général; d'ailleurs le pape, les Vénitiens et le duc de Milan levaient en commun des troupes pour les lui envoyer; mais quoique Ludovic fût le premier mobile de toutes ces intrigues, et que même il se fût engagé de fournir dix mille ducats par mois, il ne voulait point être nommé dans le public pour ne pas paraître contrevenir au traité de Verceil.

L'arrivée des Orsini et des Vitelli rétablit les affaires des Français dans l'Abruzze, où elles étaient en fort mauvais état, les villes de Teramo et de Chieti s'étant déjà révoltées, et Aquila, capitale de la province, étant sur le point de les imiter. Ils y rétablirent l'autorité du roi de France, rentrèrent dans Teramo par composition, prirent et saccagèrent Julia-Nuova, de sorte que presque toute l'Abruzze fut soumise aux Français. D'un autre côté, d'Aubigny était maître de la plus grande partie de la Calabre, quoique sa maladie, qui le retenait depuis long-temps à Girace, donnât la facilité à Gonsalve de soutenir la guerre dans cette province par le moyen de ses troupes espagnoles et de celles de quelques seigneurs du pays. Gaëte et plusieurs villes des environs étaient au pouvoir des Français. Le préfet de Rome, avec sa compagnie et les gens de ses terres, avait repris Monte-Casino et incommodait fort la Terre de Labour de ce côté-là. D'un autre côté, Montpensier, quoique retenu par le besoin d'argent, obligeait Ferdinand à se tenir sur ses gardes dans des postes avantageux. Ce prince, pressé de la même nécessité que Montpensier et manquant d'ailleurs de plusieurs autres choses, attendait les secours des Vénitiens, qui ne pouvaient pas être sitôt prêts, la conclusion du traité étant encore toute récente.

Montpensier voulut surprendre Bénévent à la faveur d'une intelligence; mais Ferdinand, en ayant eu quelque soupçon, se jeta promptement dans la place avec ses troupes. Les Français ne laissèrent pas de s'en approcher, et s'étant postés à Ponte-Finocchio, ils s'emparèrent de Fenezzano, d'Apice et de plusieurs autres places des environs. Mais le temps de lever la douane sur les bestiaux de la Pouille approchant, Montpensier, qui d'ailleurs manquait de vivres, décampa et prit le chemin de cette province, afin de priver les ennemis de cette ressource et de tâcher d'en profiter lui-même. La douane des bestiaux, qui est un des principaux revenus du royaume, dure un mois ou environ tous les ans, et se monte ordinairement à quatre-vingt mille ducats. Ferdinand suivit Montpensier, non pour le combattre, car il n'était pas en état de le faire, mais pour le traverser autant qu'il lui serait possible en attendant les secours des Vénitiens.

Il aborda en ce temps-là à Gaëte une flotte française composée de quinze gros vaisseaux et de sept plus petits, sur lesquels on avait embarqué à Savone huit cents lansquenets levés dans les États du duc de Gueldre, et la même infanterie suisse et gasconne que le roi avait destinée à monter les gros bâtiments qu'on devait armer à Gênes. L'armée navale de Ferdinand, qui croisait à la hauteur de Gaëte pour empêcher qu'il n'y entrât des vivres, se trouvant dépourvue de toutes choses, faute d'argent, ne put s'opposer au passage de cette flotte et lui fermer l'entrée du port. Après que cette infanterie fut débarquée, les Français prirent Itri et d'autres places aux environs. Ils comptaient avoir la ville de Sessa par le moyen de Jean-

Baptiste Caraccioli[1], qui promettait de les y introduire; mais don Frédéric, à qui Ferdinand avait donné le gouvernement de Naples, ayant été averti de leur dessein, y vint aussitôt et fit arrêter l'évêque[2] et les autres complices de la conjuration.

Le fort de la guerre était dans la Pouille, où les succès étaient différents de part et d'autre. La rigueur de la saison obligeait les deux armées à se disperser dans plusieurs postes, parce qu'il n'y en avait point d'assez grand pour en contenir une tout entière. On ne s'occupait des deux côtés qu'à faire des courses et à enlever les bestiaux; mais la diligence et l'adresse avaient plus de part à ces expéditions que la force. Ferdinand, qui était à Foggia avec une partie de ses troupes, avait mis le reste partie à Troïa et partie à Nocera. Ayant eu avis que les Français avaient retiré une quantité prodigieuse de bestiaux entre San-Severo, où Virginio Orsino, qui était venu joindre Montpensier, était en quartier d'hiver avec trois cents hommes d'armes, et Porcina, où était Mariano Savelli avec cent lances, il se mit en marche avec six cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et quinze cents fantassins. Étant arrivé à la pointe du jour devant San-Severo, où il s'arrêta avec ses gendarmes pour faire tête à Virginio en cas qu'il fît quelque mouvement, il envoya ses chevau-légers en course; ils prirent environ soixante mille pièces de bétail et obligèrent Savelli, qui était venu à leur rencontre, de se retirer après avoir perdu trente hommes d'armes.

Montpensier, piqué du succès des ennemis et de l'affront fait aux Français, rassembla toute son armée et marcha vers Foggia pour tâcher de réparer cette perte et l'honneur des siens. Chemin faisant, il eut entre Nocera et Troïa une rencontre à laquelle il ne s'attendait pas; huit cents lansquenets, venus par mer au secours de Ferdinand, étant partis de Troïa de leur propre mouvement, sans aucun ordre de ce prince et même contre l'avis de Fabrice Colonna, qui était aussi en quartier dans la même ville, allaient joindre Ferdinand à Foggia. Ces troupes ne pouvant se sauver et ne voulant point se rendre, elles furent taillées en pièces avec quelque perte du côté des vainqueurs.

Montpensier se présenta ensuite devant Foggia; mais Ferdinand ne faisant aucun mouvement et n'ayant laissé sortir que les chevau-légers[1], l'armée française alla camper au bois de l'*Incoronata*[2], où elle resta deux jours, ne pouvant avoir des vivres qu'avec beaucoup de difficulté. On recouvra néanmoins la plus grande partie du butin fait par les ennemis, ensuite on retourna encore à Foggia; après avoir campé une nuit devant cette place, l'armée se retira à San-Severo, et se vit enlever dans sa retraite par les chevau-légers de Ferdinand une partie du bétail qu'elle avait repris. Ainsi les bestiaux étant pillés par les deux partis, ni l'un ni l'autre n'en retirèrent une grande utilité.

Quelques jours après, les Français pressés par le défaut des vivres se rendirent à Campobasso qui était à eux, d'où ils allèrent s'emparer de la Coglionessa, autrement Grigonisa, ville voisine; les Suisses y exercèrent, malgré leurs officiers, des cruautés qui remplirent tout le pays d'épouvante et qui aliénèrent beaucoup les peuples. Cependant Ferdinand ne négligeait rien pour se soutenir en attendant le marquis de Mantoue, et il augmentait le nombre de ses troupes avec seize mille ducats que le pape lui avait envoyés et avec ce qu'il avait pu ramasser d'ailleurs.

Les Suisses et le reste de l'infanterie venue par mer à Gaëte joignirent Montpensier, et le marquis de Mantoue arriva en même temps dans le royaume. Il vint à Capoue par le chemin de San-Germano, après avoir pris sur sa route par force ou par composition plusieurs places peu importantes, et il joignit Ferdinand à Nocera vers le commencement de juin; don César d'Aragon lui amena aussi les troupes qui étaient autour de Tarente. Ainsi, presque toutes les forces des Français et de Ferdinand se trouvèrent réunies à peu de distance les unes des autres; les premiers étaient supérieurs en infanterie et le dernier en cavalerie; c'est pour-

(1) C'est le prince de Melfe, dont il sera beaucoup parlé dans la suite.

(2) Pierre ou Pirrhus Ajoffa. Il avait été du conseil de Ferdinand I, roi de Naples, et Innocent VIII l'avait pourvu de l'évêché de Sessa, le 4 septembre 1486, à la recommandation de ce prince. On lui fit son procès, et il fut exécuté à mort dans le temps que Ferdinand II était à l'extrémité.

(1) Les cheveau-légers étaient Grecs; ils avaient passé de Macédoine à Foggia aux frais des Vénitiens.

(2) L'église de l'*Incoronata*, qui est au milieu de ce bois, lui a donné son nom.

quoi il paraissait fort incertain en faveur de qui la victoire se déclarerait.

Quand le roi de France eut appris la perte des châteaux de Naples, et que le secours d'argent et de troupes promis par les Florentins avait manqué, faute de leur avoir restitué leurs places, il se réveilla de son assoupissement et commença à tourner une seconde fois toutes ses pensées du côté de l'Italie. Afin de se délivrer de tout embarras et en même temps pour engager le ciel à lui accorder de nouveaux bienfaits, il se rendit en poste à Tours et à Paris, dans le dessein d'accomplir les vœux qu'il avait faits à Saint-Martin et à Saint-Denis à la journée de Fornovo; il revint à Lyon avec la même diligence pour s'occuper plus que jamais de l'expédition qu'il méditait. Il regardait comme une grande gloire d'avoir conquis le royaume de Naples et d'être le premier roi de France qui depuis plusieurs siècles eût paru en personne à la tête de ses armées en Italie, et qui y eût renouvelé le souvenir des victoires de sa nation. D'ailleurs il attribuait les difficultés qu'il avait essuyées dans son retour à la mauvaise conduite des siens et non à la force ou à la valeur des Italiens, dont les Français ne faisaient aucun cas par rapport à la guerre.

Outre ces réflexions qui l'animaient assez d'elles-mêmes, il était encore excité par les ambassadeurs de Florence, par le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens et par Jean-Jacques Trivulce, venu exprès à la cour; leurs instances étaient secondées par Vitellozzo[1], Charles Orsino et le comte de Montorio, député des barons napolitains du parti de la France. Le sénéchal de Beaucaire, qui venait de passer de Gaëte en France, remontrait au roi qu'il y avait tout à espérer si l'on envoyait promptement les secours nécessaires, et tout à craindre si l'on différait davantage; d'ailleurs la plupart des grands seigneurs, ceux même qui dans le commencement n'avaient pas approuvé l'expédition d'Italie, étaient d'avis de la soutenir pour épargner à la nation la honte de perdre lâchement un royaume après l'avoir conquis et de laisser périr la noblesse française qui y était en grand nombre. Ils ne regardaient pas comme un obstacle à cette expédition les mouvements des Espagnols du côté de Perpignan, parce qu'il y avait plus d'ostentation que de réalité dans ces préparatifs, et que l'Espagne, assez forte pour se défendre, n'était pas en état de faire des conquêtes; d'ailleurs on croyait avoir pris des précautions suffisantes en mettant de la cavalerie française et des Suisses en garnison à Narbonne et dans les autres places voisines d'Espagne.

Le roi assembla donc tous les seigneurs et toutes les personnes considérables qui se trouvèrent à la cour, et il montra ouvertement dans cette occasion avec combien de passion il souhaitait de repasser en Italie. Avant que d'entrer dans le conseil il pria instamment le duc de Bourbon d'appuyer de son mieux cette expédition, et dans le conseil même il répondit avec beaucoup d'aigreur à l'amiral, qui, sans choquer directement sa résolution, semblait vouloir en détourner les autres par les difficultés qu'il faisait entrevoir. Enfin le roi disait publiquement qu'il n'était plus en son pouvoir de ne pas retourner en Italie, parce que c'était la volonté de Dieu et qu'il en était pressé par de secrets mouvements.

Le conseil, déférant à l'ardeur et à la vivacité du roi, arrêta que Trivulce se rendrait en diligence à Asti en qualité de lieutenant général du roi, et qu'il mènerait avec lui huit cents lances, deux mille Suisses et deux mille Gascons; que peu après le duc d'Orléans passerait les monts avec d'autres troupes, et qu'enfin le roi suivrait avec le reste de ses forces. On ne doutait pas que les États du duc de Savoie et des marquis de Montferrat et de Saluces, très commodes pour faire la guerre dans le Milanais, ne fussent à la disposition du roi lorsque ces princes le verraient à la tête d'une si nombreuse armée, et que les cantons suisses n'entrassent volontiers à son service, à l'exception de celui de Berne, qui s'était engagé de ne point faire la guerre au duc de Milan. Il fut encore résolu dans le même conseil qu'on ferait passer de l'Océan dans les ports de Provence trente vaisseaux, parmi lesquels il y avait une grosse caraque appelée *la Normande*, et une autre qui appartenait aux chevaliers de Rhodes[1]; qu'on

(1) Il était frère de Camille et de Paul Vitelli dont il est parlé ci-dessus, et on le nommait *Vitellozzo*, c'est-à-dire *le petit Vitelli*, parce qu'il était le plus jeune de quatre frères. L'aîné de tous était Jean, qui fut tué au service du pape Innocent VIII. Ils étaient seigneurs de Città-di-Castello, ville de l'Ombrie, sur les frontières de la Toscane et du duché d'Urbin.

(1) L'ordre des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, ap-

armerait dans les mêmes ports trente galères légères ou galions pour transporter dans le royaume de Naples de grands secours de troupes, de vivres, de munitions et d'argent; que pendant que cet armement se ferait on y enverrait actuellement une escadre chargée de soldats et de vivres.

Le duc de Milan n'avait pas fourni les deux caraques promises par le traité de Verceil; il avait empêché qu'on armât à Gênes pour le roi, et n'ayant restitué que les vaisseaux pris à Rapallo il gardait les douze galères retenues dans le port de Gênes. Mais s'étant excusé sur la désobéissance des Génois, il avait toujours eu à la cour de France des agents qui entretenaient une espèce de correspondance, et en dernier lieu il avait envoyé Antoine-Marie Pallavicino, pour assurer le roi qu'il était prêt d'exécuter le traité et pour demander qu'on prorogeât le terme du paiement des cinquante mille ducats promis au duc d'Orléans. Quoiqu'on ne fût pas la dupe de cette manœuvre et que même on eût intercepté quelques-unes de ses lettres par lesquelles il paraissait clairement qu'il sollicitait sans cesse l'empereur et les rois d'Espagne à porter la guerre en France, on jugea à propos d'envoyer à Milan Rigault[1], maître d'hôtel du roi. Il eut ordre de n'entrer dans aucun éclaircissement sur l'inobservation du traité et de n'en point faire de reproches au duc, mais de lui dire simplement qu'il était en son pouvoir d'effacer tout le passé, et que pour cela il n'avait qu'à rendre les galères, fournir les deux caraques et permettre qu'on armât à Gênes pour le roi. Après cela Rigault devait lui déclarer la résolution que ce prince avait prise de repasser en Italie et lui faire sentir qu'il aurait lieu de se repentir de n'avoir pas repris ses anciennes liaisons avec la France dans le temps qu'on lui facilitait ce retour, liaisons qu'on voulait bien croire qu'il n'avait rompues que par de vaines défiances.

Le bruit des préparatifs qui se faisaient en France étant parvenu en Italie, avait répandu le trouble et l'épouvante parmi les confédérés. Ludovic Sforze, se trouvant exposé aux premières attaques de l'ennemi, était dans de grandes alarmes; ses inquiétudes redoublèrent encore quand il apprit que le roi avait congédié ses agents d'une manière assez dure depuis le départ de Rigault. Dans ce pressant danger, voyant que son État allait devenir le théâtre de la guerre, il aurait traité volontiers avec le roi; mais il était retenu par le souvenir des injures qu'il avait faites à ce prince. Elles avaient tellement aliéné leurs esprits qu'il était presque impossible de rétablir la confiance entre eux. Ainsi Ludovic ne pouvant se résoudre à prendre d'autre parti que celui de temporiser le plus qu'il lui serait possible, il amusa Rigault par les mêmes artifices qu'il avait employés jusqu'alors. Il lui promit avec beaucoup de sincérité apparente qu'il déterminerait les Génois à obéir, pourvu qu'on leur donnât dans la ville d'Avignon des sûretés suffisantes pour la restitution de leurs vaisseaux et qu'on livrât de part et d'autre des otages, afin de s'assurer réciproquement qu'on n'entreprendrait rien au préjudice l'un de l'autre; mais cette négociation, qui dura plusieurs jours, eut le même sort que les précédentes par les détours et les difficultés du duc de Milan.

Pendant qu'il gagnait ainsi du temps, il dépêcha promptement deux exprès, l'un vers l'empereur pour l'engager à passer en Italie, où il serait secondé par les forces du Milanais et par celles des Vénitiens, et l'autre à Venise pour solliciter le sénat à entrer dans ce projet, dont il ferait les frais conjointement avec lui puisque le péril les menaçait également, et à faire marcher vers Alexandrie assez de troupes pour s'opposer aux Français. Les Vénitiens répondirent qu'ils étaient prêts d'envoyer les forces nécessaires vers cette place; mais ils ne témoignèrent pas le même empressement pour faire venir Maximilien, qui ne pouvait que leur être fort suspect à cause des prétentions de l'Empire et de la maison d'Autriche sur leurs États du continent; d'ailleurs ils ne voulaient pas contribuer à l'entretien d'une armée qui ne dépendrait que de Ludovic. Celui-ci les pressait sans relâche, et d'autant plus vivement qu'outre plusieurs autres raisons il en avait une secrète pour souhaiter la présence de l'empereur en Italie; il eût été bien fâché de

pelé ensuite de l'ordre de Malte lorsqu'ils eurent établi leur siége principal dans cette île après avoir été dépouillés de celle de Rhodes par Soliman II, en l'année 1522.

(1) Commines l'appelle *Rigault d'Orelles*. Il le trouva auprès du duc de Milan en revenant de Venise. Ainsi Rigault fut envoyé plus tôt qu'il n'est dit ici ; car les châteaux de Naples tenaient encore lorsque Commines arriva à Lyon.

voir leurs troupes seules dans ses États, où elles lui auraient causé trop d'ombrage. Les Vénitiens, craignant que la frayeur ne l'obligeât à s'accommoder avec le roi de France, consentirent enfin à ce qu'il voulait, et ils envoyèrent des ambassadeurs à l'empereur.

Les Vénitiens et le duc de Milan avaient lieu de craindre que, quand le roi aurait passé les Alpes, les Florentins ne fissent quelques tentatives dans les Rivières de Gênes. Pour les prévenir ils sollicitèrent Jean Bentivoglio à se jeter sur leurs États par les confins du Bolonais, l'assurant qu'en même temps les Siennois et les Pisans les attaqueraient aussi de leur côté, et ils lui promirent que, s'il pouvait prendre Pistoya, ils le maintiendraient dans la possession de cette place. Bentivoglio le leur fit espérer; mais la crainte de l'arrivée des Français lui inspirait des desseins bien contraires. Il envoya secrètement une personne au roi pour s'excuser du passé sur la nécessité où l'avait mis la situation de la ville de Bologne, et lui offrir ses services et l'assurer qu'il n'inquiéterait en aucune manière les Florentins.

Il ne suffisait pas, pour exécuter les résolutions prises dans le conseil du roi, qu'il le souhaitât avec ardeur, ni que son honneur et le péril du royaume de Naples l'exigeassent également; il aurait encore fallu que le cardinal de Saint-Malo, maître de toutes les affaires et particulièrement des finances, le voulût aussi. Soit que ce prélat crût que pour se maintenir dans le ministère la paix, pendant laquelle il n'avait à fournir qu'aux dépenses ordinaires et aux plaisirs du roi, lui était plus favorable que la guerre, soit qu'il fût gagné par le pape ou par le duc de Milan et qu' il fût d'intelligence avec eux, comme on l'en soupçonna, il apportait tant de longueurs à l'expédition des ordres et au paiement des sommes nécessaires, que rien n'avançait. Quoique le roi témoignât par ses emportements contre le cardinal que cette lenteur le fâchait, ce ministre qui le connaissait, sachant qu'il s'apaisait facilement par de vaines promesses, lui laissait exhaler sa colère sans se mettre en peine de ses commandements réitérés.

Cette conduite de Brissonet éloignant le départ du roi, l'entreprise manqua presque entièrement par un accident imprévu. A la fin du mois de mai, lorsque tout le monde s'attendait à voir partir bientôt ce prince pour l'Italie, il forma tout d'un coup la résolution d'aller à Paris, sous prétexte de prendre congé de Saint-Denis et de Saint-Martin de Tours, avant de sortir du royaume, selon l'ancienne coutume des rois de France; il appuya encore cette démarche par d'autres raisons. Il disait que, pour ne pas retomber dans l'embarras où il s'était trouvé l'année précédente, il voulait passer en Italie avec beaucoup d'argent, et que pour cet effet il fallait engager toutes les villes du royaume à lui en fournir par l'exemple de la capitale, dont il n'en obtiendrait que difficilement s'il ne s'y rendait en personne; qu'outre cela sa présence hâterait la marche des gendarmes qu'il tirait des provinces de Normandie et de Picardie; qu'au reste il mettrait le duc d'Orléans en état de partir et serait de retour à Lyon dans un mois. Mais on crut que la véritable cause de son voyage était sa passion pour une des filles de la reine[1]. Cette princesse était depuis peu à Tours avec sa cour; mais ni les conseils des seigneurs français, ni les instantes prières des Italiens, ni même leurs larmes, ne purent détourner le roi de cette résolution. On lui remontra inutilement qu'il perdait un temps si favorable pour la guerre, surtout dans des circonstances où ses troupes se trouvaient réduites à de grandes extrémités dans le royaume de Naples. On eut beau lui représenter tout le tort que cette conduite allait lui faire en Italie lorsqu'on y appprendrait qu'il s'en éloignait au lieu de s'en approcher; que le moindre accident, le bruit contraire le plus léger donnait atteinte aux plus grands projets, et que lorsqu'une fois ils commençaient à perdre de leur réputation il était presque impossible de la rétablir, quand même on ferait des choses bien au-dessus de celles qu'on avait fait espérer; il négligea toutes ces remontrances, et il partit, après s'être amusé encore un mois à Lyon, sans avoir rien conclu par rapport au duc d'Orléans. Il envoya seulement Trivulce à Asti, mais avec peu de monde, moins pour préparer les opérations de la guerre que pour s'assurer de Philippe[2] qui venait de succéder au

(1) Anne de Bretagne a été la première de nos reines qui ait eu auprès d'elle des filles de qualité, qu'on appelait *filles de la reine*.

(2) Surnommé *Sans-Terre*, connu auparavant sous le nom de seigneur de Bresse. Il succéda à Charles-Jean-Amédée, mort

jeune duc de Savoie son neveu. Au reste, tous ses soins par rapport au royaume de Naples se bornèrent à faire partir pour Gaëte six vaisseaux chargés de vivres, promettant en même temps à Montpensier que cette escadre serait bientôt suivie de la flotte entière et qu'il lui remettrait incessamment quarante mille ducats par le moyen des marchands de Florence. Son dessein était de calmer par ces promesses les Suisses et les Allemands qui avaient déclaré à ce général, que s'ils n'étaient pas payés avant la fin de juin, ils passeraient du côté des ennemis. Le duc d'Orléans et le cardinal de Saint-Malo restèrent à Lyon avec tout le conseil et eurent ordre de hâter tous les préparatifs; mais après les longueurs que le cardinal avait apportées, même sous les yeux du roi, il est facile de juger qu'il n'eut aucun égard à ses ordres en son absence.

Cependant les affaires des Français dans le royaume de Naples étaient dans une situation à ne pouvoir souffrir ces retardements, et les deux partis, dont toutes les forces étaient réunies, se trouvaient dans de telles extrémités que c'était une nécessité que la guerre fût incessamment terminée. Après que Ferdinand eut été joint par les troupes vénitiennes, il prit la ville de Castel-Franco, où Jean Sforze, seigneur de Pesaro, et Jean de Gonzague, frère du marquis de Mantoue, vinrent le joindre avec deux cents hommes d'armes; après cette jonction son armée se trouva composée de douze cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie. D'un autre côté, les Français avaient formé le siége de Circelle, à dix milles de Bénévent. Ferdinand s'approcha à quatre milles de leur camp, et assiégea Frangete-di-Montforte, qu'il ne put emporter du premier assaut à cause de la vigoureuse résistance de la garnison. Les Français décampèrent de Circelle pour venir au secours de Frangete; mais il n'était plus temps; car l'infanterie allemande, qui y était en garnison, s'était rendue à discrétion dans la crainte d'un second assaut.

Les Français manquèrent alors une belle occasion qui aurait terminé la guerre, comme tout le monde en convint. Les troupes de Ferdinand, uniquement occupées du pillage de Frangete, n'écoutaient plus les ordres qu'on leur donnait. Leurs chefs, voyant qu'il n'y avait plus qu'un vallon entre l'ennemi et eux, faisaient tous leurs efforts pour rassembler leurs soldats. Rien n'était plus aisé que de tailler en pièces les troupes de Ferdinand dans ce désordre. Montpensier et Virginio sentirent tout l'avantage de l'occasion, et le dernier, faisant voir que la victoire était certaine, pressait ses soldats même avec larmes de marcher promptement contre Ferdinand. Mais Persi, l'un des premiers officiers de l'armée après Montpensier, soit par une légèreté de jeune homme, soit plutôt, comme on le crut, par jalousie contre ce général, s'y opposa, en remontrant qu'on ne pourrait passer dans ce vallon sans se trouver pour ainsi dire sous les pieds des ennemis, dont le camp était d'ailleurs dans une assiette avantageuse; il alla même jusqu'à détourner ouvertement les soldats de combattre. On croit que ce fut lui qui engagea les Suisses et les Allemands à se mutiner pour avoir leur paie. Montpensier fut donc contraint de se retirer, et il retourna devant Circelle; il donna un assaut le lendemain à cette place. Camille Vitelli y fut tué d'un coup de pierre à la tête en combattant avec beaucoup de valeur, et cet accident fit lever le siége aux Français.

Ils marchèrent vers Ariano dans le dessein de donner bataille s'ils en trouvaient l'occasion; mais Ferdinand et les provéditeurs vénitiens n'avaient garde de l'accepter. Ils savaient que les ennemis commençaient à manquer de vivres et qu'ils étaient sans argent; d'ailleurs voyant que les secours de France tiraient fort en longueur, ils se flattaient que les besoins augmentant de jour en jour dans l'armée de Montpensier, elle se détruirait d'elle-même. Enfin ils n'ignoraient pas que les affaires des Français étaient également en mauvais état dans le reste du royaume. Annibal, fils naturel[1] du seigneur de Camerino, venait de passer dans l'Abruzze au service de Ferdinand avec quatre cents chevaux et il y avait défait le marquis de Bitonto. Outre ces troupes on y attendait encore le duc d'Urbin; il s'était mis depuis peu avec trois cents hommes d'armes à la solde des

à l'âge de huit ans, son petit-neveu, et non pas son neveu; car il était fils de Charles I, fils d'Amédée IX, frère de Philippe. Il fut père de Louise de Savoie, mère du roi François I et de Philippe, chef de la maison de Nemours établie en France.

(1) Varano, fils de Jules Varano.

confédérés, qui lui faisaient de meilleures conditions que les Florentins, et il avait quitté ceux-ci quoiqu'il leur fût encore engagé pour plus d'un an, s'excusant sur les ordres du pape dont il était vassal. A la vérité, Gratien des Guerres avait remporté un avantage sur les comtes de Celano et de Popoli, qui l'avaient attaqué avec trois cents chevaux et trois mille paysans dans le temps qu'il marchait contre le duc d'Urbin, et il les avait mis en fuite ; mais depuis l'occasion manquée à Frangete, les affaires des Français allaient sensiblement en déclinant.

Ils étaient exposés à toutes sortes de maux à la fois ; sans argent et presque sans vivres, haïs des peuples et conduits par des chefs divisés entre eux, leurs troupes s'affaiblissaient chaque jour par la désertion d'un grand nombre de soldats. Ils n'avaient pu tirer que fort peu d'argent du royaume, et il ne leur en était point du tout venu de France, parce que les quarante mille ducats qu'ils devaient recevoir par la voie de Florence ne furent pas remis assez à temps. Le voisinage des ennemis et de plusieurs villes qui tenaient pour Ferdinand les empêchait de tirer des vivres d'aucun endroit ; d'ailleurs ils n'avaient pas de quoi les acheter. Ainsi le désordre régnait dans leur armée ; les soldats étaient dans l'abattement ; les Suisses et les Allemands demandaient chaque jour leur paie avec des cris séditieux, et les brouilleries continuelles de Montpensier et de Persi rendaient inutiles toutes les résolutions qu'on pouvait prendre. Le Prince de Bisignano fut contraint par nécessité de se retirer avec ses troupes pour aller défendre ses propres États contre Gonsalve, et plusieurs des soldats du pays quittaient l'armée par bandes, parce que, outre qu'ils n'avaient encore rien reçu, ils étaient maltraités par les Français et par les Suisses dans le partage du butin et dans la distribution des vivres.

Dans ce triste état, les Français étaient obligés de reculer peu à peu, ce qui les décréditait beaucoup dans l'esprit des peuples ; les ennemis s'avançaient à mesure qu'on leur cédait le terrain. Montpensier et Virginio ne souhaitaient rien tant que d'en venir à une action ; mais les confédérés avaient la précaution de se camper toujours avantageusement, de manière qu'il n'était pas sûr de les attaquer. Dans ce temps-là, les troupes du préfet de Rome défirent Philippe Rosso, qui était au service des Vénitiens et qui allait joindre Ferdinand avec sa compagnie de gendarmes.[1]

Enfin, les Français étant campés sous Montecalvi et Casalbore auprès d'Ariano, Ferdinand s'approcha d'eux à une portée de trait, mais toujours posté avantageusement, et il leur coupa si bien les vivres, leur retranchant même jusqu'à l'eau, qu'ils prirent le parti de se retirer dans la Pouille, où ils espéraient trouver de quoi subsister. La proximité des ennemis leur faisant craindre les périls auxquels les retraites sont exposées, ils décampèrent en grand silence au commencement de la nuit, et firent une marche de vingt-cinq milles sans s'arrêter. Ferdinand se mit à les poursuivre le lendemain ; mais désespérant de pouvoir les atteindre, il assiégea Gesualdo, et il l'emporta dans un jour, contre l'opinion des Français. Comme cette place avait autrefois soutenu un siége de quatorze mois, ils comptaient qu'elle arrêterait long-temps les ennemis ; dans cette confiance ils s'amusaient à piller la ville d'Atella qu'ils avaient prise, quand Ferdinand, qui avait hâté sa marche après la prise de Gesualdo, parut tout d'un coup en présence de l'armée. On avait projeté de se retirer à Venosa, place forte à huit milles de là et bien fournie de vivres, mais l'arrivée de l'ennemi les obligea de s'enfermer dans Atella, pour y attendre qu'il leur vînt du secours de quelque endroit, espérant qu'ils pourraient cependant tirer des munitions de Venosa et des autres villes voisines qui tenaient pour eux.

Aussitôt Ferdinand mit le siége devant Atella ; et ayant désormais lieu de croire qu'il pourrait vaincre sans risque et sans répandre de sang, il fit travailler en diligence à des lignes de circonvallation, et se rendit maître des postes voisins, pour fermer tous les passages. Le malheur des Français lui rendait tout facile : leur infanterie allemande, qui n'avait reçu que deux mois de paie depuis qu'elle était sortie de son pays, voyant que les différents termes auxquels on l'avait remise étaient expirés, passa dans le camp de l'ennemi ; ce renfort le mit en état de faire plus de mal aux assiégés, de s'étendre davantage, et de mieux couper les vivres du côté de Venosa et des autres places. Il y en avait si peu dans Atella que les Français ne pouvaient

tenir que quelques jours; les blés y étaient en fort petite quantité, et depuis que les ennemis eurent ruiné un moulin sur la rivière qui baigne les murs de cette ville on ne pouvait y faire de farine; enfin leurs maux présents n'étaient point adoucis par l'espérance du moindre secours, car, de quelque côté qu'ils se tournassent, il n'y avait aucune apparence qu'on leur en envoyât.

Ce qui arriva dans la Calabre acheva de ruiner leurs affaires. Gonsalve, profitant de la longue maladie d'Aubigny durant laquelle plusieurs des soldats de ce dernier avaient passé dans l'armée de Montpensier, s'était emparé de plusieurs villes dans cette province [1]; ensuite, s'étant posté à Castrovillari avec ses Espagnols et beaucoup de soldats du pays, il eut avis que le comte de Melito, Albéric de San-Severino et plusieurs autres barons du parti de la France, étaient à Laïno avec des troupes presque égales aux siennes, que leur nombre augmentait tous les jours, et qu'ils projetaient de venir l'attaquer dès qu'ils auraient de plus grandes forces. Il résolut de les prévenir, espérant de les surprendre à la faveur de la sécurité que leur causait la situation de leur poste. En effet, ils étaient dans un bourg que le château de Laïno, situé à l'opposite sur la rivière de Spari qui sépare la Principauté d'avec la Calabre, mettait à couvert des attaques qu'on pouvait faire par le grand chemin; d'ailleurs, entre Castrovillari et Laïno, ils avaient à leur disposition Murano et quelques autres places du prince de Bisignano. Gonsalve partit donc avec tout son monde un peu avant la nuit; et, quittant le grand chemin, il en prit un plus long et plus difficile par les montagnes. Quand il fut arrivé sur le bord de la rivière, il fit marcher son infanterie droit au pont qui est entre le château et le bourg de Laïno, et dont la garde était imprudemment négligée; ce général, suivi de sa cavalerie, passa la rivière à gué à deux milles au-dessus et se rendit au bourg avant le jour. Il n'y trouva ni sentinelles ni garde avancée, de sorte que dans un moment il enleva onze barons et presque toutes les troupes qui y étaient, parce que ceux qui voulurent se sauver dans le château tombèrent entre les mains de l'infanterie, qui s'était déjà saisie du pont.

Ce fut la première victoire que Gonsalve remporta dans le royaume de Naples. Il en profita pour reprendre plusieurs autres villes de la Calabre et pour augmenter ses forces; après quoi il alla avec six mille hommes joindre Ferdinand au siége d'Atella. Quelques jours auparavant il était arrivé aux assiégeants cent hommes d'armes du duc de Candie, qui était à la solde des confédérés, et qui, ayant envoyé cette partie de sa compagnie, était demeuré avec le reste dans le territoire de Rome. L'arrivée de Gonsalve fut cause qu'on resserra plus étroitement la place; enfin on forma trois quartiers, le premier des troupes de Ferdinand, l'autre de celles des Vénitiens, et le troisième des Espagnols. Ainsi les passages furent presque entièrement fermés, et les Stradiots qui faisaient des courses de tous côtés prirent un grand nombre de Français sortis de Venosa, qui conduisaient un convoi aux assiégés. Ces derniers ne pouvaient aller au fourrage que la nuit et avec de grosses escortes; mais on leur ôta bientôt cette dernière ressource, et on les empêcha même de mener leurs chevaux à la rivière, quoique bien soutenus. Enfin ils étaient réduits eux-mêmes à manquer d'eau. Paul Vitelli ayant fait une sortie en plein jour avec cent hommes d'armes, il fut attiré par le marquis de Mantoue dans une embuscade où il perdit une partie de son monde.

Les Français, vaincus par tant de maux et privés de toute espérance, furent enfin obligés de capituler après trente-deux jours de siége; et ayant obtenu un sauf-conduit de Ferdinand, ils lui envoyèrent Persi, Barthélemy d'Alviano et un capitaine suisse. On convint de suspendre tout acte d'hostilité pour trente jours, durant lesquels Ferdinand fournirait des vivres aux assiégés jour par jour, sans qu'aucun d'eux pût sortir d'Atella; que Montpensier pourrait faire savoir cette capitulation [1] au roi son maître, et s'il n'était pas secouru dans trente jours, il rendrait cette place et les au-

(1) Squillace, Simari, Cortone, Seminara, Nicastro, Terra-Nuova et Cosenza.

(1) Elle fut faite un peu après la mi-juillet. Commines l'appelle *un vilain appointement* et la compare à celle que les Romains furent forcés de faire avec les Samnites aux *Fourches Caudines*, qui étaient aussi dans le royaume de Naples.

tres qu'il tenait dans le royaume, avec toute l'artillerie qui y était, vies et bagues sauves pour les soldats, qui auraient la liberté de se retirer en France par terre ou par mer avec tous leurs bagages ; que les Orsini et les autres Italiens à la solde du roi de France pourraient aussi se retirer où ils voudraient, hors du royaume, avec leurs troupes ; qu'à l'égard des barons et autres seigneurs du royaume qui avaient suivi le parti de la France, pourvu que dans quinze jours ils se rendissent auprès de Ferdinand, ce prince oublierait le passé et les rétablirait dans les biens qu'ils possédaient avant la guerre.

Les trente jours étant expirés, Montpensier avec tous les Français, plusieurs Suisses et les Orsini furent conduits à Castel-a-mare-di-Stabbia. Ferdinand prétendait que Montpensier, en qualité de lieutenant général du roi de France, devait faire rendre toutes les places qui tenaient pour son maître ; Montpensier soutenait[1] qu'il n'était obligé de lui remettre que celles dont il pouvait disposer, parce que son autorité ne s'étendait pas sur les gouverneurs et les commandants qui étaient dans la Calabre, dans l'Abruzze, à Gaëte et dans plusieurs autres places dont la garde leur avait été confiée immédiatement par le roi lui-même. Après de longues contestations sur ce sujet Ferdinand feignit de se rendre et de vouloir les laisser partir ; suivant cette résolution apparente, on les mena à Bayes : mais sous prétexte que les vaisseaux sur lesquels on devait les embarquer n'étaient pas encore prêts, on les retint si long-temps dispersés entre Bayes et Pozzuolo que le mauvais air et mille autres incommodités les firent tomber presque tous malades. Montpensier lui-même y mourut, et de plus de cinq mille hommes à quoi se montaient ses troupes, à peine en repassa-t-il cinq cents en France.

Virginio et Paul Orsino furent enfermés dans le château de l'OEuf à la sollicitation du pape, qui avait résolu de s'emparer des biens de cette famille. Il fit aussi piller le bagage de leurs troupes dans l'Abruzze par le duc d'Urbin, lorsqu'elles se retiraient sous la conduite de Barthélemi d'Alviano et de Jean Jourdain, fils de Virginio ; ceux-ci, qui avaient déjà été obligés de les quitter en chemin et d'aller à Naples par ordre de Ferdinand, y furent mis en prison ; mais d'Alviano trouva moyen de se sauver, soit par adresse, soit par un ordre secret de Ferdinand, dont il avait eu les bonnes graces autrefois.

Après la reddition d'Atella, Ferdinand divisa ses troupes en plusieurs corps pour se remettre en possession du reste du royaume. Il donna ordre à don Frédéric et à Prosper Colonna d'aller assiéger Gaëte ; Fabrice Colonna se rendit dans l'Abruzze, où la ville d'Aquila était déjà rentrée sous l'obéissance des Aragonais. Ce capitaine, après avoir pris d'assaut la forteresse de San-Severino et fait trancher la tête au commandant et à son fils pour intimider les autres, alla mettre le siége devant Salerne. Le prince de Bisignano vint l'y trouver et traita pour lui-même, pour le prince de Salerne son frère, pour le comte de Capaccio et pour quelques autres barons ; il stipula qu'ils seraient conservés dans la possession de leurs biens, mais à condition que Ferdinand tiendrait garnison dans leurs places pendant un certain temps pour sa sûreté ; ensuite tous ces seigneurs se rendirent à Naples. L'Abruzze fit peu de résistance, et Gratien des Guerres, qui y était avec huit cents chevaux, ne pouvant plus tenir la campagne, se retira dans Gaëte. Gonsalve retourna dans la Calabre, dont la plus grande partie était au pouvoir des Français ; d'Aubigny s'opposa d'abord à ses efforts ; mais enfin, après avoir perdu Manfredonia[1] et Cosenza, se trouvant d'ailleurs assiégé dans Groppoli sans espérance de secours, il prit le parti d'abandonner cette province, et il lui fut permis de se retirer en France par terre.

Il est certain qu'une partie des pertes des Français ne vint que de leur négligence et de leur peu de précaution. Manfredonia était une

(1) On voit dans la bibliothèque de M. le président de Lamoignon l'original d'une lettre de Jérôme Caliot qui commandait dans Aquila ; elle est écrite au roi Charles VIII au sujet de la capitulation d'Atella. Il paraît par cette lettre que le comte de Montpensier n'avait pas voulu engager sa parole pour la restitution de Tarente, de Gaëte et de Venose, et qu'à l'égard des autres places il ne s'était obligé qu'à envoyer ses ordres aux commandants sans qu'on pût s'en prendre aux otages de la capitulation si ces commandants refusaient d'obéir.

(1) Manfroy, roi des Deux-Siciles, fils naturel de l'empereur Frédéric II, bâtit cette ville en 1256.

fort bonne place, située dans un pays fertile; il était aisé de la pourvoir abondamment de toutes sortes de vivres. Le roi y avait mis pour gouverneur Gabriel de Montfaucon, qu'il regardait comme un homme de tête et de courage. Néanmoins il fut si peu attentif en cette occasion qu'il fut contraient par la famine de se rendre au bout de quelques jours de siége. D'autres qui pouvaient tenir long-temps ouvrirent leurs portes, ou par lâcheté, ou par crainte des fatigues et des incommodités d'un siége. Quelques-uns qui avaient trouvé leurs places bien pourvues en avaient vendu les vivres; aussi furent-ils obligés de capituler à la première vue des ennemis. Ces gouverneurs étaient tous bien différents de ce brave commandant qui défendit durant plusieurs années, depuis la victoire du vieux Ferdinand, le château de l'Œuf que Jean d'Anjou lui avait confié, et qui attendit les dernières extrémités pour se rendre.

Il ne restait plus aux Français, dans tout le royaume, que Tarente, Gaëte et quelques autres places où Charles de Sanguin tenait encore, et Monte-di-San-Agnolo, d'où Julien Lorrain[1] infestait tout le pays aux environs. Ferdinand, comblé de gloire et se promettant d'égaler la puissance de ses ancêtres, alla trouver la reine sa femme à Somma, ville située au pied du mont Vésuve, et il y tomba si dangereusement malade[2] qu'on désespérait presque déjà de sa vie, lorsqu'on le transporta à Naples, où il mourut quelques jours après. Il n'y avait pas encore un an qu'Alphonse, son père, était mort. L'éclat des victoires de ce jeune roi, la noblesse de ses sentiments et les grandes qualités qui brillaient dans sa personne, lui firent emporter dans le tombeau, non-seulement l'estime de ses sujets, mais encore celle de toute l'Italie. Ferdinand ne laissant point d'enfants, Frédéric son oncle lui succéda[3]; ainsi, dans l'espace de trois ans, le royaume de Naples eut cinq rois[1]. Frédéric quitta aussitôt le siége de Gaëte pour se rendre à Naples. Dès qu'il y fut arrivé, sa belle-mère, veuve de Ferdinand I, lui remit le Château-Neuf, contre l'opinion de bien des gens qui la soupçonnaient de vouloir le garder pour Ferdinand, roi d'Espagne, son frère. Le peuple de Naples montra beaucoup d'affection pour Frédéric; mais les princes de Salerne et de Bisignano et le comte de Capaccio se signalèrent surtout; ils furent les premiers qui le proclamèrent roi, et qui allèrent au-devant de lui et le saluèrent comme leur souverain à la descente du vaisseau. Ils lui étaient plus affectionnés qu'à son prédécesseur. La douceur naturelle de Frédéric et l'opinion qui commençait à se répandre que Ferdinand avait dessein, quand ses affaires seraient bien affermies, de se venger de tous ceux qui avaient favorisé les Français, furent cause qu'on ne regretta pas beaucoup ce dernier; Frédéric, pour achever de se concilier ces seigneurs, leur rendit généreusement leurs places; cette noble confiance lui attira beaucoup d'éloges.

CHAPITRE IV.

Le cardinal de Saint-Malo empêche Charles VIII de passer en Italie. L'empereur Maximilien y arrive par les conseils de Ludovic Sforze. Frère Jérôme Savonarole soutient les Florentins du parti français. Les Florentins sont battus par les Pisans. Divers faits d'armes dans le Pisantin. Mort de Pierre Capponi. L'empereur envoie des ambassadeurs à Florence. Naufrage de la flotte impériale.

La honte et les pertes des Français ne furent pas capables de réveiller le courage de leur roi ni de faire accélérer ses préparatifs. Il fut quatre mois sans revenir à Lyon, ne pouvant se résoudre à s'arracher aux plaisirs. A la vérité il pressait souvent ses ministres, qui étaient restés dans cette ville, de hâter tout ce qui était nécessaire par mer et par terre, et le duc d'Orléans s'était même déjà mis en état de partir; mais le cardinal de Saint-Malo différait tant de payer les troupes, qu'elles ne marchaient que pas à pas vers l'Italie; et l'armée navale qui devait s'assembler à Marseille s'équipait avec tant de lenteur que les confédérés eurent le

(1) Commines l'appelle *don Julian Lorrain;* ainsi il était de Lorraine, mais non de la maison de Lorraine.

(2) Trop d'ardeur auprès de sa jeune épouse Jeanne, fille du roi Ferdinand, son oncle, lui occasionna une inflammation d'entrailles dont il mourut le 8 octobre 1496, à l'âge de 29 ans, après un règne d'un an et un mois. Il fut enseveli à l'église de Saint-Dominique à Naples.

(3) Plus de vingt ans auparavant Angelo Catto, italien, médecin et aumônier du roi Louis XI, qui le fit depuis archevêque de Vienne, avait prédit à Frédéric, qui était alors en France, qu'il deviendrait roi; Frédéric promit à Philippe de Commines que quand le cas serait arrivé il lui donnerait quatre mille livres de rente dans le royaume de Naples. C'est à cet archevêque de Vienne que Commines adresse ses mémoires.

(1) Ferdinand I, Alphonse II, Ferdinand II, Charles VIII et Frédéric.

temps d'armer une flotte à Gênes, et de l'envoyer à Villefranche auprès de Nice, et ensuite même jusqu'à l'île de Martègue auprès de Marseille, pour s'opposer au passage des vaisseaux français.

Outre tous ces retardements qui venaient du cardinal-ministre, les gens sensés soupçonnaient qu'il y avait encore quelque motif secret qui agissait sur l'esprit du roi. Il était naturellement jaloux du duc d'Orléans, auquel la réussite de l'expédition aurait donné le duché de Milan[1]; cette jalousie était adroitement entretenue par ceux qui avaient intérêt de détourner le roi du voyage d'Italie. Ils lui répétaient sans cesse qu'il n'était pas sûr de quitter la France, sans avoir fait auparavant quelque accommodement avec les rois d'Espagne, qui paraissaient le souhaiter et qui lui avaient envoyé des ambassadeurs pour proposer une trève; ils ajoutaient que, la reine étant prête d'accoucher, la prudence et l'amour du roi pour ses peuples exigeaient de lui qu'il n'exposât pas sa personne jusqu'à ce qu'il vît sa succession assurée par la naissance d'un fils. Cette dernière raison fit encore plus d'impression dans son esprit, quand, peu de jours après les couches de la reine, il vit mourir le prince[2] qu'elle avait mis au monde. Ainsi, partie par la négligence et le peu de résolution du roi, partie par les difficultés que l'artifice des courtisans fit naître, les préparatifs de la guerre d'Italie furent si fort différés que ce prince perdit tout le royaume de Naples et les troupes qu'il y avait; ces pertes auraient entraîné la ruine de ses alliés d'Italie s'ils n'avaient pas su se soutenir par eux-mêmes.

La crainte des préparatifs de la France avait fait entamer, comme nous l'avons dit plus haut, une négociation avec l'empereur, uniquement pour contenter Ludovic. Le but des confédérés avait été de faire passer Maximilien en Italie. La même frayeur subsistant encore, il y eut un traité par lequel les Vénitiens et Ludovic s'obligèrent de fournir à l'empereur vingt mille ducats par mois pendant trois mois, moyennant quoi il s'engagea d'amener un certain nombre de cavalerie et d'infanterie. Quand ce traité eut été conclu, Ludovic, accompagné des ambassadeurs des confédérés, alla s'aboucher avec l'empereur à un lieu nommé Manzo, au-delà des Alpes sur les confins de l'Allemagne. Après une longue conférence ils se retirèrent le jour même en-deçà des monts, à Bonio, ville du duché de Milan, où l'empereur vint les trouver le lendemain, sous prétexte d'une partie de chasse; et ayant pris toutes les mesures nécessaires dans ces deux entrevues, il s'en retourna en Allemagne pour exécuter ses promesses.

Cependant le bruit des préparatifs de la France venant à tomber, la venue de l'empereur en Italie parut inutile; mais Ludovic se mit en tête de faire servir à son ambition ce qu'il n'avait d'abord recherché que pour sa sûreté. C'est pourquoi il ne cessa de presser Maximilien de venir, et les Vénitiens refusant de fournir leur quote-part de trente mille ducats que ce prince demandait outre les soixante mille qui lui avaient été promis, il s'en chargea seul; ainsi l'empereur passa en Italie peu de temps avant que Ferdinand mourût. Maximilien reçut la nouvelle de cette mort, en approchant de Milan, et il eut quelque envie de mettre la couronne de Naples sur la tête de Jean, son gendre[1], fils unique du roi d'Espagne; mais Ludovic lui ayant représenté que cette entreprise alarmerait toute l'Italie, qu'elle désunirait les confédérés et faciliterait par conséquent l'exécution des desseins du roi de France, il abandonna ce projet, et il écrivit même des lettres en faveur de Frédéric.

L'empereur amena peu de troupes avec lui, faisant espérer que le reste suivrait incessamment jusqu'au nombre qu'il avait promis par le traité. Il s'arrêta à Vigevano, et il convint avec le cardinal de Sainte-Croix[2], que le pape

(1) Les droits du duc d'Orléans sur le duché de Milan sont expliqués au commencement du quatrième livre.

(2) Il fut nommé François.

(1) Jean, prince d'Espagne, avait épousé Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, la même qui avait été fiancée avec le roi Charles VIII, et qu'il renvoya après le traité de Senlis. Comme elle passait en Espagne par mer pour aller trouver ce second mari, elle fut surprise d'une furieuse tempête; se voyant sur le point de périr elle fit son épitaphe avec cet enjouement qui lui était si naturel :

Cy gist Margot, la gente damoiselle,
Qu'eut deux maris et si mourut pucelle.

Elle n'avait alors que seize ans. Jean mourut peu de temps après la consommation de ce mariage, et le royaume d'Espagne, dont il était l'héritier présomptif, passa dans la suite dans la maison d'Autriche par le mariage de Jeanne, sa sœur, avec Philippe, frère de Marguerite.

(2) Bernardin Caravajal, Espagnol, évêque de Carthagène. Il

lui avait envoyé en qualité de légat, avec Ludovic et les ambassadeurs des confédérés, qu'il passerait en Piémont pour prendre Asti et pour détacher du parti de la France le duc de Savoie et le marquis de Montferrat. Ces deux princes étant feudataires de l'empire, il leur manda de venir conférer avec lui dans quelque endroit du Piémont; mais comme ses forces étaient méprisables et ne répondaient nullement à la majesté du nom impérial, ni l'un ni l'autre n'obéit à ses ordres, et il n'y avait pas même d'apparence qu'il vînt à bout de s'emparer de la ville d'Asti. Il pressa aussi le duc de Ferrare de venir le trouver, comme vassal de l'empire, à cause des villes de Modène et de Reggio qu'il possédait, et il lui offrit pour sûreté la parole de Ludovic, son gendre; mais le duc s'en excusa sous prétexte qu'il était encore dépositaire de la citadelle de Gênes.

Ludovic désirait toujours ajouter la ville de Pise à ses États. Cette place, qui était depuis long-temps l'objet de ses intrigues, pouvait enfin reconnaître les Vénitiens, au préjudice de toute l'Italie; il le craignait, et pour parer ce coup, il pressa l'empereur de se rendre en personne dans cette ville. Il lui représenta avec beaucoup d'artifice que les Florentins étant trop faibles pour résister en même temps à ses forces et à celles des confédérés, cette démarche les mettrait dans la nécessité de se séparer du roi de France, de prendre Sa Majesté Impériale pour arbitre de leur différend avec les Pisans, et de consentir que la ville de Pise et son territoire fussent déposés entre ses mains durant cet intervalle; qu'il se flattait d'obtenir le consentement des habitants de cette ville; qu'enfin les Vénitiens ne pourraient s'y opposer quand ils verraient tous les confédérés approuver cet expédient qui favorisait le bien commun, et d'ailleurs très convenable en lui-même, puisque Pise étant une ancienne ville de l'empire, il était naturel que l'empereur fût juge des droits de ceux qui y prétendaient. Ludovic se flattait que si une fois cette ville était remise entre les mains de l'empereur, il ne serait pas difficile de l'en retirer avec de l'argent et par le crédit qu'il avait sur son esprit. Cette idée fut approuvée de Maximilien; il aurait été bien fâché que sa venue en Italie n'eût produit aucun effet; mais le motif le plus pressant pour lui dans cette occasion était que, dans le besoin continuel d'argent où le mettaient ses vastes projets, le défaut de conduite et ses profusions, il espérait que par le moyen de Pise il pourrait en tirer beaucoup, ou des Florentins, ou des autres.

La chose fut proposée dans le conseil des confédérés, sous prétexte que, la crainte des Français étant cessée, il fallait profiter de la présence de l'empereur pour forcer les Florentins à se joindre à eux contre le roi de France; elle y fut approuvée comme nécessaire à la sûreté de l'Italie, et l'ambassadeur de Venise ne s'y opposa pas. Quoique le sénat entrevît les desseins de Ludovic, il jugea à propos de suivre l'exemple des autres, parce qu'il lui serait toujours facile de les faire échouer; il se persuada même que la venue de l'empereur pourrait faciliter aux Pisans la conquête du port de Livourne, avantage qui mettrait pour jamais les Florentins hors d'état de reprendre la ville de Pise.

Les confédérés avaient déjà fait plusieurs tentatives auprès des Florentins pour les engager à s'unir à eux, et même, dans la première alarme des préparatifs de la France, ils leur avaient proposé de leur faire rendre la ville de Pise. Mais les Florentins, connaissant les vues ambitieuses des Vénitiens et de Ludovic, et n'ayant garde de se séparer légèrement du roi de France, avaient négligé ces offres; d'ailleurs ils comptaient que la venue du roi leur donnerait le moyen de rentrer dans Pietra-Santa et Serezana, ce qu'ils ne pouvaient espérer des confédérés; c'est pourquoi réglant leurs espérances plutôt sur leur attachement pour ce prince et sur les périls où ils s'exposaient pour lui que sur le caractère de son esprit et de sa conduite ordinaire, ils se flattaient que non-seulement il les rétablirait dans Pise, mais qu'il leur donnerait encore presque tout le reste de la Toscane. Ils étaient entretenus dans ces idées par Jérôme Savonarole, qui ne cessait de parler dans ses prédications des prospérités et de l'agrandissement qui devaient être le fruit des travaux de la république, tandis qu'il ne présageait que des malheurs au pape et aux autres puissances d'Italie. Bien des gens ne donnaient pas dans ces prédications; mais la plus grande

fut ambassadeur du roi d'Espagne auprès d'Alexandre VI, qui le fit cardinal du titre de *Sainte-Croix de Jérusalem*. Il sera fort parlé de lui dans la suite.

partie du peuple y ajoutait foi, et plusieurs des principaux de la ville laissaient parler Savonarole, les uns par facilité, les autres par ambition, et d'autres par crainte.

C'est pourquoi les Florentins étant plus disposés que jamais à demeurer unis au roi de France, les confédérés avaient quelque raison de tenter de les réduire par la force à accepter ce qu'ils ne pouvaient obtenir d'eux par la douceur. L'entreprise ne parut pas difficile; les Florentins étaient haïs de tous leurs voisins, ils ne pouvaient obtenir de secours de la part du roi de France, qui, selon toutes les apparences, ne se mettait pas beaucoup en peine de secourir ses alliés, après avoir laissé périr ses propres sujets dans le royaume de Naples; d'ailleurs les grandes dépenses qu'ils avaient faites depuis trois ans, jointes à la diminution de leurs revenus, les avaient si fort épuisés qu'on ne croyait pas qu'ils pussent désormais soutenir les frais de la guerre, surtout ayant eu durant toute cette année les armes à la main contre les Pisans.

Les opérations de cette campagne avaient été plus considérables par la capacité des chefs de part et d'autre et par l'opiniâtreté des deux partis, que par la force des armes ou la qualité des places qu'on se disputait, car ce n'était que de petits châteaux de peu d'importance par eux-mêmes. Peu après que la citadelle de Pise eût été livrée aux habitants de cette ville, et avant que les troupes des Vénitiens y fussent arrivées, les Florentins prirent le château de Buti et mirent le siége devant Calci. Sans attendre que cette ville fût prise, ils commencèrent à construire un fort sur le mont de la Dolorosa pour assurer leurs convois; mais l'infanterie qui soutenait leurs tirailleurs fut défaite par les Pisans, faute de se tenir sur ses gardes. Quelque temps après, François Secco s'étant posté dans le bourg de Buti avec un gros de cavalerie, pour faciliter le passage des vivres à Hercule Bentivoglio[1] qui assiégeait avec l'infanterie des Florentins la petite forteresse du mont de la Verrucola, un corps d'infanterie sorti de Pise vint l'y attaquer, et comme il était dans un lieu incommode pour la cavalerie il perdit beaucoup de monde.

Jusque là l'avantage paraissait être du côté des Pisans, et il y avait toute apparence que leurs affaires prendraient encore un train plus favorable, les secours des Vénitiens commençant déjà à leur arriver. Hercule Bentivoglio qui était dans le château de Bientina, ayant appris que Jean-Paul Manfroné, capitaine des Vénitiens, avait paru à Vicopisano, à deux milles de son poste, avec une partie de leurs troupes, fit semblant d'en être effrayé; il sortait quelquefois de Bientina, mais dès qu'il apercevait les Vénitiens il se retirait promptement. Enfin, voyant que cet officier donnait dans le piége, il l'attira un jour adroitement dans une embuscade, lui tua la plus grande partie de sa cavalerie et de son infanterie et le poursuivit jusqu'aux murs de Vicopisano. Mais la joie de cette victoire fut troublée par la mort de François Secco; il avait joint Bentivoglio le matin même, et il fut tué d'un coup de feu comme ils se retiraient.

Le reste des troupes vénitiennes, parmi lesquelles il y avait huit cents Stradiots, arriva ensuite. Justinien Morosini en était provéditeur. Les Pisans étant devenus fort supérieurs par l'arrivée de ce renfort, Hercule Bentivoglio n'osa plus se risquer, mais il ne voulut pas aussi abandonner totalement la campagne; dans cette résolution, connaissant parfaitement le pays, il se posta dans un lieu situé très avantageusement entre le château de Pontadera et la rivière d'Era, et par-là il tint les ennemis en bride. Cette sage conduite les empêcha de faire de grands progrès, et tout leur effort se termina à prendre à discrétion le château de Buti et à piller le pays par le moyen de leurs Stradiots, dont même trois cents, qui étaient allés faire une course dans le val d'Era, furent défaits par un détachement envoyé par Hercule.

Les Siennois, à la sollicitation des confédérés, profitèrent de l'occupation que les Florentins avaient du côté de Pise pour les attaquer, et ils envoyèrent le seigneur de Piombino et Jean Savelli mettre le siége devant le fort de Ponte-Vagliano. Mais dès qu'ils virent que Rinuce de Marciano s'avançait pour le secourir, ils se retirèrent en désordre et abandonnèrent même une partie de leurs canons.

Les Florentins, rassurés de ce côté-là, envoyèrent Rinuce vers Pise avec ses troupes, ce qui rendit les forces de part et d'autre à peu près égales; alors les châteaux des collines de-

(1) L'un des fils de Jean Bentivoglio.

vinrent le principal objet de la guerre. Ces collines étaient d'une grande importance, parce que c'était de là que Pise tirait sa subsistance, et qu'elles pouvaient servir à couper aux Florentins la communication du port de Livourne : c'est pourquoi les Pisans fortifièrent la plupart des châteaux dont ils étaient maîtres ; et comme le pays leur était favorable, la guerre s'y faisait avec des avantages pour les Florentins. Les Pisans, étant entrés par le moyen d'une intelligence dans le château de Ponte-di-Saceo, pillèrent le bagage d'une compagnie d'hommes d'armes qui y était et firent prisonnier Ludovic de Marciano ; mais ils abandonnèrent aussitôt ce poste, qu'ils ne pouvaient garder à cause que les Florentins étaient trop près de là. Un autre château nommé Sojano devint célèbre par le malheur de Pierre Capponi, commissaire des Florentins. Ils y avaient mis le siége comptant l'emporter le jour même ; et pour empêcher les Pisans de le secourir, ils avaient rompu tous les passages de la rivière de Cascina et avaient mis leurs gendarmes en bataille sur le bord ; mais dans le temps que Capponi faisait des batteries, il reçut dans la tête un coup de feu dont il mourut sur-le-champ : fin peu digne d'un homme tel que ce commissaire, qui n'aurait pas dû périr dans une si petite place et dans une occasion si peu importante. Cet accident fut cause qu'on abandonna d'abord l'entreprise ; on n'eut pas de peine à s'y déterminer, la république se trouvant dans l'obligation d'envoyer des troupes dans la Lunigiana au secours du château de la Verrucola, assiégé par les marquis de Malespini, secondés des Génois ; il ne fut pas difficile de leur faire lever le siége.

Les forces des Pisans furent fort considérables pendant quelques mois ; car, outre les gens de la ville et du territoire qu'un long usage de la guerre avait rendus belliqueux, les Vénitiens et le duc de Milan y avaient beaucoup de cavalerie et d'infanterie. Les troupes du duc commencèrent bientôt à diminuer faute de paiement, ce qui fit que les Vénitiens y envoyèrent encore cent hommes d'armes et six galères légères chargées de vivres, ne voulant rien épargner pour la conservation de Pise et pour se concilier l'affection des habitants. Ceux-ci s'aliénaient chaque jour de plus en plus le duc de Milan, que son avarice et son inconstance leur faisaient oublier. Ils ne pouvaient souffrir qu'il passât en un moment d'une extrême chaleur pour leurs intérêts à une extrême indifférence ; ils allaient même presque jusqu'à se défier de lui, et ils croyaient qu'il avait été cause que Jean Bentivoglio n'avait pas attaqué les Florentins, comme les confédérés l'en avaient chargé. En effet, Ludovic avait souvent manqué à lui fournir les sommes dont on était convenu, soit par un esprit d'épargne, soit que son dessein ne fût que de donner de l'occupation aux Florentins et non de les pousser à bout. Cette conduite de Ludovic fit naître les dispositions toutes contraires à ce qu'il s'était proposé, en faisant résoudre dans le conseil des confédérés le voyage de l'empereur à Pise.

En conséquence de cette résolution, l'empereur avait d'abord envoyé deux ambassadeurs à Florence pour y représenter, qu'avant d'exécuter le dessein qu'il avait formé de porter la guerre chez les infidèles, il avait jugé à propos de passer en Italie pour y rétablir la paix et la sûreté ; que dans cette vue il priait les Florentins de se joindre aux autres confédérés pour la défense de leur pays, et, supposé qu'ils fussent dans d'autres sentiments, de le lui déclarer ; que, par la même raison et pour remplir le devoir de sa dignité impériale, il voulait connaître de leurs différends avec les Pisans, et qu'il souhaitait que jusqu'à ce qu'il eût entendu les deux parties il y eût cessation de tous actes d'hostilité ; à quoi les Pisans ne manqueraient pas de se conformer, suivant les ordres qu'il leur en avait donnés ; qu'au reste il était disposé à faire bonne justice, sans favoriser les uns au préjudice des autres. On répondit à ce discours par des éloges magnifiques de ce dessein de l'empereur, et l'on ajouta que l'on comptait entièrement sur son équité et qu'on lui enverrait incessamment des ambassadeurs pour lui faire savoir plus particulièrement les intentions de la république.

Cependant les Vénitiens, pour ne pas laisser à l'empereur ni au duc de Milan la liberté de s'emparer de Pise, y envoyèrent encore, du consentement des Pisans, Annibal Bentivoglio avec cent cinquante hommes d'armes, et quelque temps après des Stradiots et mille fantassins. En même temps ils déclarèrent au duc que leur république, protectrice des villes li

bres, voulait aider les Pisans à se remettre en possession de tout leur territoire ; en effet, ce renfort mit les Pisans en état de reprendre presque tous les châteaux des collines. Tant de bienfaits de la part des Vénitiens, la promptitude de leur secours de troupes, d'argent, de vivres et de munitions de guerre, gagnèrent si bien les cœurs des Pisans qu'ils eurent pour cette république l'attachement et l'affection qu'ils avaient eus pour le duc de Milan. Ils ne laissèrent pas néanmoins de solliciter la venue de l'empereur, dans l'espérance que les troupes qu'il amènerait, jointes à celles qu'ils avaient déjà, leur faciliteraient la conquête de Livourne.

D'un autre côté, les Florentins, qui, outre leurs autres embarras, se trouvaient dans une extrême disette de vivres, étaient consternés d'avoir à soutenir seuls les forces de tant de puissances. Il n'y avait personne en Italie qui les secourût, et les lettres de leurs ambassadeurs en France les assuraient qu'il n'y avait rien à espérer de la part du roi, auquel ils avaient fait inutilement de vives instances de vouloir bien au moins leur fournir quelque argent dans un besoin si pressant. Toute leur consolation était de se voir délivrés de l'inquiétude que Pierre de Médicis leur avait donnée. Les confédérés s'étaient enfin déterminés à ne se servir ni de lui ni de son nom dans les conjonctures présentes, l'expérience leur avait appris que la crainte que les Florentins avaient qu'on n'attentât à leur liberté ne servait qu'à les éloigner encore davantage de ce qu'on exigeait d'eux.

Ludovic Sforze, jaloux de la grandeur des Vénitiens et sous prétexte de s'intéresser à la conservation des Florentins, les pressait vivement de remettre leur différend à la décision de l'empereur. Il leur représentait qu'ils avaient tout à craindre en ne prenant pas ce parti ; que cet expédient était le seul moyen de faire sortir les Vénitiens de Pise et de s'y rétablir, ce qui, disait-il, était fort désiré des rois d'Espagne et de tous les autres confédérés, comme une chose nécessaire au repos de l'Italie. Mais les Florentins, bien loin de se livrer à ces trompeuses espérances et sans se laisser abattre par les difficultés qui les environnaient, résolurent de ne prendre aucun engagement avec l'empereur et de ne point remettre leur droit à son arbitrage, à moins que préalablement ils ne fussent rétablis dans la possession de Pise. Ils se défiaient également et de ses intentions et de son pouvoir. Il était évident, que n'ayant ni force ni argent par lui-même, il ne ferait que ce qui conviendrait au duc de Milan ; d'ailleurs les Vénitiens n'étaient ni dans la disposition ni dans la nécessité de se dessaisir de la ville de Pise. Ainsi ils donnèrent tous leurs soins à fortifier Livourne, à bien pourvoir cette place autant qu'il leur était possible, et à rassembler toutes leurs troupes dans le territoire de Pise.

Cependant, pour ne pas paraître s'éloigner de tout accommodement et pour tâcher en même temps d'adoucir l'empereur, ils lui envoyèrent des ambassadeurs à Gênes, où il était déjà arrivé. Ils les chargèrent de lui dire, qu'il leur paraissait inutile de faire une déclaration en forme, parce qu'attendu le respect et l'attachement des Florentins pour Sa Majesté Impériale elle devait en attendre tout ce qu'elle pouvait désirer ; que rien ne convenait davantage au louable dessein que ce prince avait de pacifier l'Italie que de leur rendre Pise, puisque, s'ils avaient fait quelque chose contre les intentions de Sa Majesté Impériale et des confédérés, cette ville en avait été la seule cause, et qu'elle servait encore de prétexte à ceux qui, n'aspirant qu'à se rendre maîtres de l'Italie, y entretenaient la division, désignant par-là les Vénitiens sans les nommer ; que Sa Majesté était trop équitable pour vouloir que ceux qui avaient été dépouillés par la force fussent obligés, contre la disposition des lois impériales, de mettre leurs droits en compromis avant que d'avoir été rétablis dans leurs biens, et qu'enfin aussitôt après cette restitution, la république, n'ayant plus rien à désirer que de vivre en paix avec tout le monde, elle ferait les déclarations qu'elle jugerait convenables, et que, se reposant entièrement sur l'équité de Sa Majesté Impériale, elle la prendrait volontiers pour arbitre dans l'affaire de Pise.

L'empereur ne fut pas content de cette réponse ; il voulait qu'avant toutes choses les Florentins entrassent dans la ligue, sur la parole qu'il leur donnerait de les remettre en possession de Pise dans un certain temps. Après plusieurs contestations sur ce sujet, les ambassadeurs n'eurent pas d'autre réponse de lui ; et comme il était sur le môle et prêt à s'embarquer, il leur dit qu'il leur ferait savait

ses intentions par le légat du pape, qui était à Gênes. Le légat les ayant renvoyés à Ludovic, qui de Tortone, jusqu'où il avait accompagné l'empereur, était retourné à Milan, ils allèrent l'y trouver, l'audience était déjà demandée lorsqu'ils reçurent un courrier de Florence. Cette république, ayant appris tout le détail de leur négociation, leur ordonnait de revenir sans attendre d'autre réponse.

Ainsi, quand ils se furent rendus à l'audience dans le temps marqué, au lieu de demander une réponse ils dirent au duc que, s'en retournant à Florence, ils n'avaient pas voulu sortir de ses États sans prendre congé de lui, comme l'alliance qui était entre lui et leur république l'exigeait. Le duc, croyant qu'ils venaient demander une réponse, avait assemblé tous les ambassadeurs des confédérés et tout son conseil, pour faire montre, selon sa coutume, de son éloquence et de sa politique et pour jouir du chagrin des envoyés de Florence. Sa surprise fut extrême à ce compliment et il ne put cacher son dépit. Il leur demanda quelle réponse ils avaient eue de l'empereur; à quoi ils répondirent que, suivant les ordres de leur république, ils ne devaient parler des choses dont ils étaient chargés qu'aux princes vers lesquels ils étaient députés. « De sorte, répliqua-t-il, que si je voulais vous rendre la réponse pour laquelle je sais que l'empereur vous a renvoyés à moi, vous ne voudriez pas la recevoir? — Nous ne pouvons, dirent-ils, empêcher les autres de parler ni nous dispenser de les entendre. — Je veux bien, ajouta-t-il, vous la donner, mais il faut auparavant que vous me disiez ce que vous lui avez proposé. » Ils s'en défendirent par la même raison qu'ils avaient déjà alléguée, ajoutant que ce serait inutilement, l'empereur devant l'avoir informé de ce qu'ils lui avaient proposé, s'il l'avait chargé de sa réponse. Alors, ne pouvant s'empêcher de faire paraître sa colère par ses discours et par ses gestes, il congédia les ambassadeurs de Florence et tous ceux qu'il avait assemblés, devenant lui-même le sujet de la dérision à laquelle il avait voulu exposer les autres.

Cependant l'empereur partit de Gênes avec les six galères vénitiennes qui étaient dans la mer de Pise, et plusieurs bâtiments génois bien fournis d'artillerie, mais montés d'un petit nombre de soldats, car il n'y avait sur ces vaisseaux que mille lansquenets. Il se rendit au port de la Spezie et de là à Pise, où il fut joint par mille autres fantassins de la même nation et par cinq cents chevaux qu'il avait fait venir par terre. Avec ce peu de troupes, celles du duc de Milan et une partie de celles des Vénitiens, il entreprit d'aller mettre le siége devant Livourne et de l'attaquer par mer et par terre; il envoya le reste des Vénitiens à Ponte-di-Sacco, pour empêcher que l'armée florentine, qui était peu considérable, n'insultât les Pisans ou ne secourût Livourne.

Jamais entreprise n'avait moins inquiété les Florentins. Livourne était bien pourvue de troupes et d'artillerie, et l'on y attendait encore de jour en jour un nouveau renfort de Provence. Il n'y avait pas long-temps que, pour donner plus de réputation à leurs forces en y joignant des troupes françaises, ils avaient pris à leur solde, du consentement du roi, M. d'Aubijoux[1] avec cent lances et mille fantassins suisses et gascons; ce renfort devait passer à Livourne par mer sur certains vaisseaux chargés de grains que la république faisait venir pour ses Etats, qui en manquaient presque entièrement. Cette précaution, prise dans un temps où il n'était pas question de se défendre contre l'empereur, leur fut d'une utilité infinie; et quoiqu'il ne vînt qu'une partie de ce secours, parce que d'Aubijoux, après s'être avancé jusqu'à la mer avec sa compagnie ne voulut pas s'embarquer, et que des mille fantassins il n'en monta sur les vaisseaux que six cents, ce renfort ne pouvait néanmoins arriver plus à propos. Le même jour qu'un commissaire de Pise que l'empereur avait envoyé devant lui avec un gros détachement d'infanterie et de cavalerie pour faire des ponts et nettoyer les chemins pour l'armée parut devant Livourne, on y vit arriver la flotte de Provence, composée de cinq vaisseaux et de quelques galions, et accompagnée de *la Normande*, gros bâtiment

(1) Guicciardini le nomme *monsignore di Albigion*. Il y a toute apparence que c'était Hugues d'Amboise, seigneur d'Aubijoux, le plus jeune des huit frères du cardinal George d'Amboise, d'autant plus qu'il avait déjà servi en Italie, et que Commines, liv. VIII, chap. 4, nomme le seigneur d'Aubijoux, de la maison d'Amboise, parmi ceux que Charles VIII envoya à la folle entreprise de Gênes, la veille de la bataille de Fornovo. Aubijoux fut tué à celle de Pavie en 1525.

chargé de vivres, que le roi envoyait pour rafraîchir Gaëte. Le vent lui fut si favorable que les vaisseaux de l'empereur ne purent l'empêcher de passer, parce que le même vent les obligea de prendre le large vers l'écueil de la Meloria, fameux par le combat naval que les Pisans y perdirent autrefois contre les Génois et qui abattit pour toujours la puissance des premiers. Ainsi elle entra dans le port sans autre perte que celle d'un galion chargé de grains, qui s'était séparé des autres et qui fut pris par les ennemis. Ce secours, venu si à propos, inspira beaucoup de courage à la garnison de Livourne, et rassura les Florentins qui regardaient cet événement comme une marque visible de la protection du ciel, au défaut des secours humains; ce qui vérifiait les assurances que Savonarole leur en avait données plusieurs fois dans le temps que Florence était plus alarmée.

Cependant l'empereur ne laissa pas d'assiéger Livourne. Il y envoya par terre cinq cents hommes d'armes, mille chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie, et il alla par eau jusqu'à l'embouchure du lac qui est entre Pise et Livourne. Le premier jour il eut beaucoup de peine à établir ses quartiers, à cause de l'artillerie de la place, qui faisait un feu continuel. Ensuite, s'étant disposé à attaquer la ville par deux endroits, il se réserva le commandement d'un côté et donna la conduite de la seconde attaque au comte de Gajazzo, qui avait suivi ce prince par ordre du duc de Milan. Son dessein étant de se rendre maître du port, il fit foudroyer le Magnano avec une nombreuse artillerie. Les assiégés l'avaient fortifié; mais dès qu'ils se furent aperçus de son dessein ils ruinèrent le Palazzoto et la tour voisine de la mer, parce qu'il n'était pas possible de les garder et que ces postes pouvaient leur faire perdre la tour neuve.

L'empereur fit en même temps avancer son armée navale à la vue du port, pour battre la place de ce côté-là; elle s'en approcha sans résistance, parce que les vaisseaux de Provence, après avoir débarqué les troupes et les grains dont ils étaient chargés, avaient remis à la voile pour la France, quelques instances qu'on eût faites pour les retenir, et *la Normande* avait continué sa route vers Gaëte. Les batteries dressées contre le Magnano ne firent pas beaucoup d'effet, à cause de la bonté de ses fortifications et des fréquentes sorties des assiégés; enfin, par une heureuse fatalité, les vents, dont la faveur avait commencé à ranimer les espérances des Florentins, achevèrent de sauver Livourne. Il s'éleva une tempête qui maltraita beaucoup la flotte de l'empereur, et *le Grimaldi,* vaisseau génois sur lequel il était venu, après avoir été long-temps battu des vents, vint périr devant le château neuf de Livourne avec tout l'équipage et l'artillerie. Deux galères vénitiennes eurent le même sort à la pointe vers San-Jacopo; les autres vaisseaux, dispersés en différents endroits, furent mis hors d'état de servir au siége, et dans ce désordre les assiégés recouvrèrent le galion qu'ils avaient perdu.

L'empereur reprit le chemin de Pise, où tout le monde convenant qu'il n'était plus possible de prendre Livourne, il fut résolu d'en lever le siége et de faire la guerre d'un autre côté. Maximilien alla donc à Vicopisano, et il fit construire un pont sur l'Arno entre Cascina et Vico, et un autre sur le Cilecchio; on croyait qu'il allait passer ces ponts, mais il partit tout d'un coup et s'en retourna par terre vers Milan, après avoir, pour tout exploit dans la Toscane, fait saccager par quatre cents chevaux un petit bourg nommé Bolgheri, sur la côte de Pise. Pour excuser ce prompt départ l'empereur dit qu'on lui rendait tout difficile, qu'on ne lui accordait pas les secours d'argent qu'il demandait fréquemment, et que les provéditeurs vénitiens ne lui avaient permis de tirer de Pise qu'une fort petite partie de leurs troupes; ce qui était en effet comme il le disait, parce qu'ils se défiaient de lui. Il ajoutait qu'ils n'avaient pas achevé de lui payer leur contingent des soixante mille ducats stipulés dans le traité; enfin il se plaignait d'eux autant qu'il louait la conduite du duc de Milan à son égard.

Il se rendit à Pavie, où il fit de nouvelles propositions. Quoiqu'il eût publié qu'il voulait s'en retourner en Allemagne, il proposa néanmoins de rester en Italie tout l'hiver avec mille chevaux et deux mille hommes d'infanterie, moyennant vingt-deux mille florins du Rhin par mois. Tandis qu'on attendait une réponse de Venise sur cette proposition, il se rendit

dans la Lomellina, au lieu d'aller à Milan, où il était attendu ; c'était une espèce de fatalité qu'il ne dût jamais entrer dans cette ville, comme la suite le fit voir. Ensuite, ayant changé d'avis, il quitta la Lomellina et vint à Cusago, à six milles de Milan ; mais il en partit inopinément, à l'insu du duc et des ambassadeurs des confédérés, et s'en alla à Côme. Là ayant appris, pendant qu'il dînait, que le légat du pape auquel il avait envoyé dire de ne le point suivre était arrivé, il se leva brusquement de table et s'embarqua avec tant de précipitation qu'à peine le légat eut le temps de lui dire deux mots de dessus le rivage ; l'empereur lui répondit qu'il était obligé de retourner en Allemagne, mais qu'il reviendrait bientôt. Néanmoins quand il apprit à Bellasio[1], où il était arrivé par le lac de Côme, que les Vénitiens acceptaient la proposition qu'il avait faite à Pavie, il donna encore lieu d'espérer qu'il se rendrait à Milan ; mais continuant toujours dans ses irrésolutions, il se retira peu de jours après en Allemagne, laissant une partie de ses troupes en Italie. Son voyage en ce pays, où depuis long-temps on n'avait vu d'empereur à la tête d'une armée, ne servit qu'à y montrer sa faiblesse et à y faire mépriser la dignité impériale.

CHAPITRE V.

Armée des Vénitiens à Pise. Le pape Alexandre fait la guerre avec les Orsini. Défaite des troupes ecclésiastiques à Soriano. Gonzalve et Prosper Colonna à la solde du pape. Prise d'Ostie par Gonzalve. Guerre de Gênes.

Le départ de l'empereur ôtant à Ludovic Sforze toute espérance de s'emparer de Pise et de retirer cette ville des mains des Vénitiens, à moins qu'il n'arrivât de nouveaux incidents, il rappela toutes les troupes qu'il avait dans cette ville, et il se consola par la pensée que les Vénitiens seraient seuls chargés de la guerre contre les Florentins, et que la lassitude des uns et des autres pourrait, avec le temps, faire naître quelque occasion favorable à ses desseins. La retraite des troupes milanaises rendit les Florentins supérieurs dans le territoire de Pise et leur donna le moyen de reprendre tous les châteaux des collines ; les Vénitiens, pour arrêter leurs progrès, furent obligés d'y envoyer encore du monde, de sorte qu'ils y avaient quatre cents hommes d'armes, sept cents chevau-légers, et plus de deux mille hommes d'infanterie.

Pendant ce temps-là le royaume de Naples fut presque entièrement délivré de ce qui y restait encore de troupes françaises. La ville de Tarente se rendit par famine, avec ses forteresses, à l'armée navale des Vénitiens qui l'avait assiégée. Ils la gardèrent pendant plusieurs jours, et l'on commençait à croire qu'ils voulaient se l'approprier ; mais ils la remirent enfin à Frédéric, à la sollicitation du pape et du roi d'Espagne. *La Normande*, qui portait du secours à Gaëte, après avoir combattu à la hauteur de Porto-Hercole contre des vaisseaux génois qu'elle y rencontra, venait de périr par une tempête dont elle avait été surprise en continuant sa route. Ainsi les Français qui étaient assiégés dans Gaëte par Frédéric, jugeant après cet accident qu'ils n'avaient plus rien à espérer, et que leur roi ne penserait pas plus à eux qu'à tant de brave noblesse et de villes qu'il avait abandonnées, capitulèrent par le moyen de d'Aubigni, qui n'était pas encore parti de Naples à cause de quelques difficultés survenues à l'occasion de la remise des places de Calabre ; ils rendirent la ville et la citadelle de Gaëte à condition qu'ils pourraient retourner en France avec leurs effets, quoiqu'ils pussent, disait-on, se défendre encore quelques mois.

Le roi de France, déchargé par toutes ces pertes du soin de secourir le royaume de Naples, mais piqué de la honte dont elles le couvraient, résolut d'attaquer Gênes. Il comptait beaucoup sur le parti que Baptistin Frégose avait dans cette ville, dont il avait été doge, et sur celui du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens dans Savone sa patrie et dans les Rivières. D'ailleurs deux autres circonstances semblaient favoriser son dessein ; d'un côté Jean-Louis de Fiesque et les Adorne étaient brouillés ; de l'autre, les Génois étaient généralement mécontents du duc de Milan, parce qu'il avait fait préférer les Lucquois dans la vente de Pietra-Santa. La crainte qu'eut Ludovic Sforze du dessein du

(1) Bell' Agio est un fort beau promontoire sur le lac de Côme. Il existait autrefois sur les eaux une forteresse d'où on dominait trois lacs. Jean Galéas Visconti l'avait fait démolir en 1375 parce qu'elle était un repaire d'assassins. Ce superbe palais l'a remplacé. La terre de Bell' Agio s'étend le long du lac.

roi fit qu'il se réconcilia avec les Vénitiens, avec qui il s'était presque entièrement brouillé à cause de l'affaire de Pise, et qu'il envoya à Gênes les troupes laissées en Italie par l'empereur, et qui, sans cette occasion n'auraient su de quel côté tourner.

Cependant le pape, jugeant qu'il ne pouvait trouver un temps plus favorable pour s'emparer des terres des Orsini que celui où les chefs de cette maison étaient prisonniers à Naples, déclara rebelles en plein consistoire Virginio et les autres, pour s'être mis à la solde des Français contre ses défenses, et confisqua tous leurs biens. En conséquence de ce décret, il se jeta sur leurs terres au commencement de l'année 1497, et les Colonna, par son ordre, en firent autant du côté qu'elles confinaient aux leurs. Cette expédition fut vivement poursuivie et appuyée par le cardinal Ascanio, animé par son ancienne haine contre les Orsini et par ses liaisons avec les Colonna; le duc de Milan y consentit aussi volontiers; mais elle déplut aux Vénitiens qui auraient bien voulu se concilier cette famille. Néanmoins, comme ils ne pouvaient empêcher le pape de suivre son projet, et qu'il ne leur convenait pas de se brouiller avec lui dans les circonstances présentes, ils consentirent que le duc d'Urbin, qui était à leur solde commune, allât joindre les troupes de l'Église commandées par le duc de Candie[1], et dont le cardinal de Luna[2], créature d'Ascanio, était légat; le roi Frédéric y envoya aussi Fabrice Colonna. Cette armée, après avoir pris plusieurs châteaux, mit le siége devant Trivignano; la place s'étant défendue vigoureusement pendant quelques jours, se rendit enfin à discrétion. Mais pendant ce siége Barthélemi d'Alviano[3], étant sorti de Bracciano, défit à huit milles de Rome quatre cents chevaux qui conduisaient de l'artillerie à l'armée du pape; ensuite ayant fait une course jusqu'à la Croce-di-Montemari, il aurait enlevé le cardinal de Valence à la chasse, s'il ne s'était sauvé promptement à Rome. Après la prise de Trivignano l'armée assiégea Lisola, qui se rendit à composition; enfin tout le poids de la guerre alla tomber sur Bracciano, dernière ressource des Orsini. La ville était forte et bien munie; on avait fortifié le faubourg, à la tête duquel on avait construit un bastion, et il y avait dans la place un nombre suffisant de troupes commandées par d'Alviano, jeune encore, mais dont le courage, l'activité et le talent pour la guerre donnaient déjà de lui les grandes espérances qu'il remplit dans la suite. Le pape, de son côté, ne négligeait rien pour faire réussir ce siége; il y envoya encore huit cents lansquenets, de ceux qui avaient fait la guerre dans le royaume de Naples.

On combattit pendant plusieurs jours avec beaucoup d'ardeur de part et d'autre; les assiégeants faisaient agir plusieurs batteries, et les assiégés réparaient leurs brèches avec une extrême diligence; ils furent pourtant obligés d'abandonner le faubourg. Les assiégeants donnèrent ensuite un violent assaut à la ville; mais quoiqu'ils eussent déjà arboré leurs drapeaux sur les murs, ils furent obligés de se retirer avec beaucoup de perte, et Antonel Savelli fut blessé dans cette action. Les assiégés montrèrent la même vigueur dans une autre attaque, où ils repoussèrent les ennemis avec encore plus de perte, le nombre des morts et des blessés montant à plus de deux cents hommes. Une si belle défense donnait une grande réputation à d'Alviano, auquel on en attribuait tout l'honneur; en effet il pourvoyait à tout au dedans avec beaucoup de vigilance, et au dehors il donnait nuit et jour l'alarme à l'ennemi par de fréquentes attaques. Un jour, ayant donné ordre à quelques chevau-légers de Cervetri qui tenaient pour les Orsini de venir insulter les assiégeants, il sortit de sa place pendant le désordre que leur causa l'attaque imprévue de cette cavalerie et mit en fuite l'infanterie qui gardait le canon, dont il prit quelques pièces qu'il emmena dans la ville. Malgré ces heureux succès, les assiégés étaient cependant fort affaiblis et commençaient à ne se plus soutenir que par l'espérance d'être secourus.

Charles des Orsini et Vitellozzo, qui tenaient à cette maison par le lien de la faction guelfe, avaient reçu de l'argent du roi de France pour remettre sur pied leurs compagnies qui avaient été dissipées dans le royaume de Naples, et ils étaient passés en Italie sur les vaisseaux de Provence qui avaient apporté

(1) François Borgia, fils du pape.

(2) Bernardin *Lunato* ou *da Luna*, natif de Pavie; il fut fait cardinal par Alexandre VI.

(3) Il était de la maison des Orsini.

des blés à Livourne. Ils entreprirent de secourir Bracciano. Charles alla à Soriano, où il rassembla ses anciens soldats, les amis et les partisans de sa maison; Vitellozzo en fit autant à Città-di-Castello et quand il eut ramassé ses troupes il vint joindre Charles à Soriano avec deux cents hommes d'armes, dix-huit cents fantassins, et de l'artillerie montée sur des trains, à la manière de France. Alors les généraux du pape jugèrent que, s'ils continuaient le siége, ils seraient en danger d'être enfermés entre cette armée et la place, et qu'il ne fallait pas laisser tout le pays à la discrétion des ennemis qui avaient déjà saccagé quelques places.

Ils levèrent donc le siége de Bracciano, retirèrent leur grosse artillerie à l'Anguillara et marchèrent aux ennemis. Les deux armées se rencontrèrent entre Soriano et Bassano, et combattirent avec opiniâtreté pendant plusieurs heures. Dans le commencement de l'action, les Colonna prirent Franciot Orsino, mais enfin l'armée du pape fut mise en déroute ; elle perdit tout son bagage et son artillerie, et eut plus de cinq cents hommes tués ou faits prisonniers. De ces derniers furent le duc d'Urbin, Jean-Pierre de Gonzague, comte de Nugolara, et plusieurs autres gens de qualité. Le duc de Candie fut blessé légèrement au visage, et il se sauva à Ronciglione avec le légat et Fabrice Colonna.

L'honneur de cette journée fut particulièrement attribué à Vitellozzo. Cet officier et ses frères avaient formé depuis long-temps leur infanterie de Città-di-Castello sur la discipline des Ultramontains, et il avait imaginé d'augmenter ses forces en l'armant de piques plus longues d'une brasse[1] qu'à l'ordinaire. Cette nouvelle arme lui donna tant d'avantage sur l'infanterie des ennemis quand elles vinrent à se rencontrer, qu'elle l'enfonça aisément, ce qui étonna d'autant plus que parmi les troupes du pape il y avait huit cents Allemands, et que cette nation avait toujours paru formidable à l'infanterie italienne depuis le passage des Français en Italie.

Après cette victoire, l'armée des Orsini se mit à ravager toute la campagne en-deçà du Tibre sans aucun obstacle, et une partie étant passée de l'autre côté de la rivière vers Monte-ritondo, où le pays était demeuré jusque là dans une profonde sécurité, elle s'y répandit de toutes parts. Le pape, pour repousser le danger, leva beaucoup de gens de guerre et appela à son secours, du royaume de Naples, Gonsalve et Prosper Colonna.

Mais peu de jours après, les ambassadeurs de Venise et l'ambassadeur d'Espagne, ceux-là pour servir les Orsini et celui-ci par la crainte que ce commencement de guerre ne produisît des désordres capables de rompre la ligue, s'employèrent pour faire la paix ; ils y travaillèrent si efficacement qu'elle fut conclue à la satisfaction du pape et de la maison des Orsini. Alexandre était ennemi de la dépense, et les Orsini, se trouvant sans argent et sans appui, sentaient bien qu'ils seraient enfin obligés de succomber sous la puissance du pape.

Les conditions du traité furent : que les Orsini pourraient demeurer au service du roi de France, d'autant plus que dans la convention qu'ils avaient faite avec lui, il était dit qu'ils ne seraient point obligés de porter les armes contre l'Eglise; qu'on leur rendrait toutes les places qu'ils avaient perdues dans cette guerre, à condition néanmoins qu'ils paieraient cinquante mille ducats au pape, savoir : trente mille aussitôt que Frédéric, roi de Naples, aurait mis en liberté Jean-Jourdain et Paul Orsini (car à l'égard de Virginio, il était mort dans le château de l'Œuf, ou de la fièvre, ou de poison, comme quelques-uns le crurent), et les vingt mille restants dans huit mois; que, pour sûreté de cette somme, ils mettraient l'Anguillara et Cervetri entre les mains des cardinaux Ascanio et San-Severino; et qu'enfin les prisonniers faits à la journée de Soriano seraient mis en liberté, à l'exception du duc d'Urbin. Les ambassadeurs des confédérés firent tous leurs efforts pour obtenir aussi la liberté de ce duc; mais le pape ne s'en mit pas en peine, parce que les Orsini qui n'avaient point d'argent, n'auraient pu payer les cinquante mille ducats sans la rançon de ce prince; elle fut depuis réglée à quarante mille ducats, à condition qu'il ne serait remis en liberté qu'après que Paul Vitelli, qui était demeuré prisonnier du marquis de Mantoue à la prise d'Atella, aurait obtenu la sienne sans rançon.

Le pape, n'ayant plus à faire la guerre aux

(1) La brasse de Florence est de vingt-deux pouces.

Orsini, donna de l'argent aux troupes que Gonsalve avait amenées, et y joignant les siennes il envoya ce général contre la ville d'Ostie, qui obéissait encore au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens; à peine les batteries eurent-elles été pointées que le gouverneur se rendit à discrétion. Après cette conquête, Gonsalve entra dans Rome comme en triomphe, accompagné de cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et quinze cents hommes de pied, tous Espagnols, faisant marcher devant lui le gouverneur d'Ostie, auquel il rendit la liberté quelque temps après. Plusieurs prélats et les officiers du pape et de tous les cardinaux allèrent au-devant de lui; le peuple et la cour accoururent sur son passage, pour voir un capitaine dont le nom faisait déjà beaucoup de bruit dans toute l'Italie. Ayant été conduit à l'audience du pape au consistoire, Alexandre lui fit de grands honneurs, et lui donna, comme pour reconnaître sa valeur, la rose[1] que les papes ont coutume de donner tous les ans.

Gonsalve alla ensuite joindre le roi Frédéric. Ce prince avait attaqué les terres du préfet de Rome; il avait déjà pris toutes les places que le roi de France avait enlevées au marquis de Pescara pour les donner au préfet; il s'était même emparé des villes de Sora et d'Arci, dont les citadelles tenaient encore pour ce seigneur, et il faisait alors le siége de Rocca-Guglielma. A l'égard du comté d'Oliveto, Frédéric l'avait eu par composition avant que le duc de Sora eût vendu son duché au préfet.

Frédéric, au milieu de ses prospérités, ne laissait pas d'éprouver des chagrins de la part de ses amis et de ses ennemis réconciliés. Gonzalve retenait au nom des rois d'Espagne une partie de la Calabre, et le prince de Salerne s'était retiré mécontent de la cour. Le prince de Bisignano son frère, sortant un soir du Château-Neuf, fut blessé dangereusement par un certain Grec; ils crurent que cela s'était fait par ordre du roi en haine du passé, et le prince de Salerne en conçut tant de frayeur qu'il partit tout d'un coup de Naples et s'en alla à Salerne, sans dissimuler la cause de sa retraite. Le roi lui fit remettre entre les mains le Grec, que la justice ordinaire avait mis en prison pour lui faire son procès, et qui, dans la vérité, n'avait commis cet attentat que pour se venger d'une injure qu'il avait reçue autrefois de la part du prince de Bisignano dans la personne de sa femme[1]. Mais comme on voit rarement une réconciliation bien sincère succéder à une haine invétérée, et qu'il reste toujours quelques défiances et des désirs de vengeance, le prince de Salerne ne put jamais se fier au roi. Cet incident fit espérer aux Français, qui tenaient encore Monte-San-Angelo et quelques autres forts, qu'il pourrait arriver un nouveau soulèvement dans le royaume, et cette idée les rendit plus opiniâtres dans leur défense.

(1) La Rose d'or.

Les mouvements des Français donnaient alors beaucoup d'inquiétude et de crainte à la Lombardie. La guerre d'Espagne, dans laquelle il ne s'était rien passé de considérable, sinon que les Français avaient pris en peu de jours et brûlé la ville de Salces[2], était prête d'être terminée; dans le dessein de faciliter la négociation de la paix, on était convenu d'une suspension d'armes pour deux mois. Ainsi Charles, étant plus à portée de donner ses soins aux affaires d'Italie, envoya à Asti mille lances, trois mille Suisses et autant de Gascons, et donna ordre à Trivulce, son lieutenant général en Italie, de seconder Baptistin Frégose et le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens dans le projet formé contre Gênes et Savone; il se proposait de faire partir le duc d'Orléans avec une nombreuse armée pour faire en son propre nom la conquête du duché de Milan. Afin de faciliter l'entreprise de Gênes, il chargea Octavien Frégose[3] d'aller à Florence, pour engager la république d'attaquer la Lunigiana et la Rivière de Levant; il ordonna en même temps à Paul-Baptiste Frégose d'aller avec six galères faire une descente dans celle de Ponant.

Cette expédition donna tant de frayeur au duc de Milan dont les forces n'étaient pas assemblées, et qui n'avait pas encore reçu les secours que les Vénitiens lui avaient promis, que si le projet avait été vivement poursuivi on y aurait sûrement réussi, au moins à l'égard du

(1) Le Bembe dit que c'était la sœur de cet homme et non sa femme.

(2) Ce fut Charles d'Albon, seigneur de Saint-André, lequel était sur la frontière pour le duc de Bourbon, gouverneur de Languedoc, qui fit cette expédition. La place fut prise d'assaut le 18 octobre 1496.

(3) Il était fils d'Augustin Frégose et de Gentile de Montefeltro.

duché de Milan, car il n'eût pas été si facile de s'emparer de Gênes. Jean-Louis de Fiesque et les Adorne s'étaient réconciliés par les soins de Ludovic et ils avaient levé beaucoup d'infanterie et armé une flotte aux dépens des Vénitiens et du duc, à laquelle le roi Frédéric avait joint six galères. A l'égard du pape, il n'avait que le titre de confédéré, et, sans entrer dans les dépenses communes, il se contentait de donner ses conseils et de prêter son nom, car il ne voulut contribuer à quoi que ce fût, ni sur mer ni sur terre, dans un danger si pressant.

Baptistin et Trivulce se présentèrent devant Novi, dont la citadelle tenait pour le premier, à qui le duc de Milan avait enlevé cette ville; à leur arrivée le comte de Gajazzo, qui était gouverneur de cette place, ne croyant pas pouvoir la défendre, l'abandonna et se retira à Seravalle. La prise de Novi ne donna pas peu de réputation aux bannis, parce que la place est grande, qu'elle coupe la communication de Gênes et de Milan, et que sa situation met à portée d'incommoder facilement les places circonvoisines; en effet, Baptistin s'empara de plusieurs villes aux environs. En même temps le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, avec deux cents lances et trois mille hommes d'infanterie, prit Ventimiglia et s'approcha de Savone; mais voyant qu'il ne s'y faisait aucun mouvement en sa faveur, et ayant appris que Jean Adorne s'avançait avec une nombreuse infanterie, il se retira à l'Altare, ville appartenant au marquis de Montferrat, à huit milles de Savone.

Quoique les ordres du roi ne regardassent que Gênes et Savone, l'envie que Trivulce eut de porter la guerre dans le duché de Milan fit qu'il s'empara de Bosco, château-fort important dans le territoire d'Alexandrie, sous prétexte qu'il était nécessaire de s'assurer de ce poste afin d'empêcher que les troupes du duc de Milan ne pussent aller de cette ville au secours des Rivières de Gênes. Mais ne voulant pas contrevenir trop ouvertement à l'ordre du roi, il se borna à cette conquête, ce qui lui fit perdre une belle occasion. La prise de Bosco avait causé des mouvements dans tous les esprits. Les uns s'étaient soulevés par crainte et les autres par le désir de la nouveauté; le duc n'avait pas plus de cinq cents hommes d'armes et six mille hommes d'infanterie. Galéas de San-Severino, qui était dans Alexandrie, commençait à se croire trop faible pour défendre cette place s'il n'avait davantage de monde, et déjà Ludovic, aussi consterné dans cette occasion que dans les précédentes, avait envoyé prier le duc de Ferrare de s'entremettre pour négocier quelque accommodement avec le roi de France. Mais le séjour que fit Trivulce entre Bosco et Novi donna le temps au duc de Milan de se reconnaître; d'un autre côté les Vénitiens, qui se faisaient une affaire capitale de le défendre et qui venaient d'envoyer quinze cents hommes de pied à Gênes, firent passer à Alexandrie beaucoup d'hommes d'armes et de chevau-légers. Ils donnèrent ordre en même temps au comte de Pitigliano, qui était devenu leur capitaine général depuis la retraite du marquis de Mantoue, de marcher avec la plus grande partie de leurs troupes au secours du Milanais.

Baptistin Frégose et le cardinal de Saint-Pierre vinrent rejoindre Trivulce, fort peu satisfaits l'un et l'autre de leurs expéditions. Le premier n'avait rien fait à Gênes, parce que le bon ordre qui régnait dans cette ville avait contenu tout le monde dans le devoir. Il rejeta ce mauvais succès sur ce que les Florentins n'avaient point paru dans la Rivière du Levant; en effet, ils n'avaient pas cru que la prudence leur permît de se mêler de cette guerre jusqu'à ce qu'ils vissent les affaires des Français en meilleur état. Les exploits du second s'étaient bornés à prendre quelques places du marquis de Final qui s'était déclaré pour la ville de Savone. Quand toutes les troupes françaises furent réunies, elles firent quelques courses vers Castellaccio, ville voisine de Bosco, que les officiers du duc de Milan avaient fortifiée; mais l'armée des confédérés, dont le quartier-général était à Alexandrie, grossissant tous les jours, et les Français commençant au contraire à manquer d'argent et de vivres, joint à cela que les autres officiers généraux n'obéissaient pas volontiers à Trivulce, on fut obligé de faire retirer l'armée auprès d'Asti, en laissant garnison à Novi et dans Bosco.

On croit que ce qui fit manquer l'entreprise fut d'avoir partagé les troupes françaises en plusieurs corps, et que si dans le commencement elles eussent marché toutes ensemble à Gênes, elles auraient pu réussir, tant parce que les Allemands que Ludovic y avait envoyé l'avaient abandonnée pour retourner en Alle

magne, que parce qu'elles avaient été favorisées par les factieux et le mécontentement causé par l'affaire de Pietra-Santa. Peut-être aussi que les mêmes personnes, qui l'année dernière avaient empêché que le roi ne passât en Italie, mirent en œuvre les mêmes artifices pour faire échouer cette entreprise en ne fournissant pas les choses nécessaires. En effet, le bruit courait que le duc de Milan, qui faisait de grandes exactions sur les peuples, donnait beaucoup d'argent au duc de Bourbon et aux autres seigneurs qui avaient du pouvoir sur l'esprit du roi, et l'on soupçonnait aussi le cardinal de Saint-Malo d'avoir part à ces pensions de Ludovic. Quoi qu'il en soit, il est certain que le duc d'Orléans, qui devait passer à Asti et qui même en était fortement sollicité par le roi, ne se pressa point de partir, quoiqu'il eût fait tous les préparatifs nécessaires pour son voyage. Peut-être ne comptait-il pas sur les secours qu'on promettait de lui envoyer, ou qu'il crut qu'étant héritier présomptif de la couronne[1], il ne lui convenait pas de quitter la France dans un temps où la santé du roi était faible et chancelante.

Quand Charles vit l'entreprise de Gênes et de Savone manquée, il se hâta de conclure avec les rois d'Espagne. Une seule difficulté avait fait traîner la négociation; le roi de France, pour avoir la liberté d'agir au-delà des monts, refusait de comprendre l'Italie dans la trève qui se négociait alors; les rois d'Espagne ne voulaient pas se rendre aux désirs de Charles par rapport à cet article, alléguant que leur honneur y était intéressé, et que d'ailleurs la trève ne se faisant que pour parvenir à la paix, elle pourrait leur fournir un prétexte plus honnête de se séparer des confédérés, si l'Italie y était comprise. Enfin après plusieurs allées et venues des ambassadeurs des deux couronnes, l'artifice des Espagnols l'emporta à l'ordinaire; la trève fut donc conclue entre la France et l'Espagne, pour les sujets des deux rois leurs vassaux et pour ceux qu'ils nommeraient respectivement; elle devait commencer au 5 mars à l'égard des deux royaumes, et cinquante jours après à l'égard de ceux qui seraient nommés, pour ne finir qu'à la fin du mois d'octobre suivant. Ils nommèrent ensuite de part et d'autre leurs alliés d'Italie et ceux qui étaient sous leur protection; les rois d'Espagne y comprirent de plus le roi Frédéric et les Pisans. On convint en même temps d'envoyer des plénipotentiaires à Montpellier pour traiter de la paix, et que les confédérés pourraient aussi y faire trouver les leurs. Dès ce temps-là les rois d'Espagne faisaient espérer au roi de France que, pendant cette négociation, il pourrait se présenter quelque prétexte honnête de se joindre à la France contre les Italiens, et peut-être même de partager le royaume de Naples avec lui. Quoique cette trève eût été faite sans la participation des confédérés, elle ne laissa pas de leur être agréable à tous et particulièrement au duc de Milan, qui souhaitait sur toutes choses d'éloigner la guerre de son duché.

(1) Après la mort du dauphin il avait repris le titre de *monseigneur*, tout court, qu'il avait eu avant la naissance de ce prince.

CHAPITRE VI.

Ludovic Sforze obtient que Pise se soumette aux Florentins. Confusion dans le gouvernement de Florence. Pierre de Médicis essaie d'entrer furtivement à Florence. Mort de ses partisans. Orateurs florentins envoyés au pape. Mort de Charles VIII. Louis XII lui succède. Savonarole est excommunié par le pape. Il est jeté en prison, et après une brève procédure il est pendu et brûlé avec deux de ses partisans.

Comme les actes d'hostilité étaient encore permis en Italie jusqu'au 25 avril, Trivulce et Baptistin retournèrent dans la rivière de Ponant, accompagnés de Sernon. Ils avaient emporté d'emblée la plus grande partie de la ville d'Albinga; mais y étant entrés en désordre, ils en furent bientôt chassés par un petit nombre des ennemis. Ils entrèrent ensuite dans les États du marquis de Final, espérant que, les ennemis venant à son secours, on pourrait les attirer au combat; mais ce projet n'ayant pas réussi, ils ne firent presque rien, à cause de la division qui croissait entre eux, et parce que la trève faisait beaucoup négliger la paie des troupes. Cependant les confédérés avaient repris toutes les villes qu'on leur avait enlevées, à l'exception de Novi; et même cette place, d'où le comte de Gajazzo qui en faisait le siége avait d'abord été repoussé, s'était enfin rendue à composition; ainsi, de toutes les conquêtes des Français, il ne leur resta que quelques petites places dans le marquisat de Final.

Pendant cette guerre, le duc de Savoie, malgré les grandes offres qu'on lui fit des deux côtés, et le marquis de Montferrat dont la tutelle avait été confirmée à Constantin de Macédoine par l'empereur, ne voulurent se déclarer ni pour le roi de France, ni pour les confédérés.

A la réserve d'une seule rencontre, il ne s'était rien passé de considérable cette année entre les Florentins et les Pisans, quoiqu'ils n'eussent pas quitté les armes. Ceux-ci étaient allés, sous les ordres de Jean-Paul Manfrone, avec quatre cents chevau-légers et quinze cents hommes d'infanterie, pour reprendre le fort qu'ils avaient construit à Ponte-Stagno, et dont les Florentins s'étaient emparés lorsque l'empereur leva le siége de Livourne; le comte Rinucio marcha au secours avec beaucoup de cavalerie par le chemin de Livourne, et surprit les Pisans dans le temps qu'ils battaient le fort. Ceux-ci, ne s'attendant pas à être attaqués par un autre chemin que celui de Pont-a-d'Era, furent aisément mis en déroute, et on en fit plusieurs prisonniers. La trève interrompit la guerre de part et d'autre. Les Florentins ne virent qu'avec chagrin qu'elle donnait aux Pisans le temps de respirer, tandis qu'elle ne leur était à eux d'aucune utilité, l'inquiétude que leur donnait Pierre de Médicis par ses intrigues continuelles et la crainte des troupes vénitiennes qui étaient à Pise les obligeant toujours à la même dépense.

La guerre étant suspendue de toutes parts ou sur le point de l'être, le duc de Milan songea à enlever Pise aux Vénitiens; quoiqu'il eût marqué une grande reconnaissance des secours prompts et efficaces que ces républicains venaient de lui fournir, qu'il leur eût donné publiquement de grands éloges et qu'il eût même approuvé la conduite de Jean Galéas I, duc de Milan, qui les avait nommés exécuteurs de son testament, néanmoins il ne les voyait qu'avec des yeux jaloux en possession de la ville de Pise, qui selon toutes les apparences demeurerait entre leurs mains; c'est pourquoi, ne pouvant se résoudre à leur abandonner l'objet de tant d'intrigues, il résolut de les renouveler pour obtenir par l'artifice ce qu'il n'avait pu avoir par la force.

Dans cette vue il engagea le pape et les ambassadeurs d'Espagne, dont l'agrandissement des Vénitiens excitait la jalousie, de proposer dans le conseil des confédérés que, pour ôter aux Français tout prétexte de troubler l'Italie et pour y rétablir la paix dans toutes ses parties, il fallait engager les Florentins à se joindre à la ligue, en les remettant en possession de la ville de Pise, puisqu'il n'était pas possible de les gagner autrement; ajoutant que, tant qu'ils seraient séparés des autres confédérés, ils ne cesseraient d'attirer le roi de France en Italie, et qu'ainsi se trouvant au centre de ce pays avec un si grand appui, de l'argent et des troupes, ils seraient toujours en état d'exécuter de grandes entreprises.

Sur cette proposition, l'ambassadeur de Venise remontra que l'attachement des Florentins pour la France était si fort que, quand même on leur rendrait Pise, on ne devait se fier à eux qu'après qu'ils auraient donné de grandes sûretés de l'exécution de leurs promesses, et que la seule qui pût faire compter sur leur sincérité était de déposer Livourne entre les mains des confédérés. Il ouvrit artificieusement cet avis, dans la persuasion que les Florentins ne consentiraient jamais à se dessaisir d'une place aussi importante, et il se flattait que leur refus lui fournirait de bons moyens pour combattre la nouvelle proposition. En effet, la chose arrivant comme il l'avait prévu, il fit échouer cet expédient, le pape ni même le duc de Milan n'osant insister, de peur d'aliéner les Vénitiens. Ainsi on prit le parti de faire une nouvelle tentative pour forcer les Florentins à se détacher de la France.

L'état présent de Florence offrait une belle occasion à quiconque voulait attaquer cette république; la forme du gouvernement mettait le trouble et la division entre les habitants de cette ville. Lorsqu'on y avait établi l'autorité populaire, on n'y avait pas apporté les tempéraments nécessaires pour conserver la liberté et pour prévenir en même temps le désordre et les inconvénients que la licence et l'aveuglement de la multitude ont coutume de faire naître. La naissance et le mérite étaient négligés, parce que le peuple craignait l'ambition des grands. La république était mal administrée, tant à cause de l'incapacité de plusieurs membres des conseils, où l'on délibérait des plus grandes affaires, que parce qu'on changeait le souverain magistrat tous les deux mois. D'ail-

leurs la réputation du moine Savonarole avait formé de ses auditeurs un parti puissant où il entrait plusieurs personnes de mérite. Leur union et leur nombre surpassant de beaucoup le nombre du parti opposé, la magistrature et les dignités n'étaient presque que pour ceux de cette espèce de faction. On ne cessait de se contrarier dans les assemblées générales, et chaque parti ne songeait qu'à l'emporter sur la faction opposée, sans s'embarrasser si cette conduite était contraire au bien public. Ce désordre était d'autant plus dangereux alors, qu'outre les fatigues d'une longue guerre et l'épuisement des finances la ville se trouvait dans une grande disette de vivres ; ce qui pouvait donner lieu de craindre un soulèvement de la part du peuple.

Pierre de Médicis crut trouver dans les conjonctures présentes une occasion favorable pour se rétablir à Florence, surtout depuis qu'il eut appris que Bernard del Nero, homme de grande autorité et ancien ami de son père, avait été créé gonfalonier de justice, et qu'on avait donné des magistratures à quelques autres personnes qu'il croyait dans ses intérêts à cause de l'attachement qu'ils avaient eu autrefois pour la maison de Médicis. Après avoir pris le conseil du cardinal de San-Severino, son ami, et d'Alviano, il entreprit de s'introduire de nuit dans Florence comme il en était pressé par quelques Florentins. Les Vénitiens l'encouragèrent secrètement à cette entreprise, parce que tout ce qui occupait Florence serait utile aux Pisans. Le pape entra aussi dans ce projet par ressentiment contre les Florentins ; il voulait les forcer par des injures à quitter le parti de la France dont il n'avait pu les détacher par de grandes offres. Enfin le duc de Milan ne s'y opposait pas parce qu'il n'aurait pas été fâché qu'il arrivât une révolution à Florence, où la forme du gouvernement présent ne lui permettait pas de lier aucune intrigue ; néanmoins il ne souhaitait pas le rétablissement de Pierre de Médicis, dans la crainte qu'il ne se ressentît de tout le mal qu'il lui avait fait et qu'il ne se livrât trop aux Vénitiens.

Médicis se rendit donc à Sienne avec tout l'argent qu'il avait pu trouver par lui-même et par le moyen de ses amis ; on crut que les Vénitiens lui avaient donné un léger secours. D'Alviano le suivait avec de la cavalerie et de l'infanterie, mais n'allant que la nuit et par des chemins détournés, afin de cacher sa marche aux Florentins. A Sienne Pierre eut encore des soldats qui lui furent secrètement fournis par le moyen de Jean-Jacques et de Pandolphe Petrucci, qui étaient à la tête du gouvernement de cette ville. Ainsi il partit accompagné de six cents chevaux et de quatre cents hommes de pied, tous gens d'élite. Ce fut deux jours après que la trève où les Siennois étaient compris eut commencé ; il s'avança vers Florence, dans l'espérance qu'arrivant inopinément à la pointe du jour il lui serait facile d'entrer dans la ville à la faveur du désordre que sa présence y causerait et du mouvement que ses amis y exciteraient. Ces mesures lui auraient peut-être réussi si la fortune n'avait réparé la négligence de ses ennemis. Il était venu camper dès l'entrée de la nuit à Tavernellé, lieu composé de quelques maisons sur le grand chemin, et il comptait marcher la plus grande partie de la nuit même ; mais il survint une grosse pluie qui retarda si malheureusement sa marche qu'il ne put se présenter à la porte de la ville que quelques heures après le lever du soleil. Ce contre-temps donna le moyen à ses ennemis déclarés de lui fermer l'entrée de la ville ; car, à l'égard du peuple et du reste des habitants, ils attendaient tranquillement l'événement de cette affaire. Les ennemis de Pierre prirent donc les armes et les firent prendre à leurs amis et à leurs partisans ; ils engagèrent les magistrats à mander au palais et à y retenir les gens suspects ; ils se saisirent de la porte du côté de Sienne, et Paul Vitelli, qui par hasard était arrivé de Mantoue la veille, s'y rendit aussi à leur prière. C'est pourquoi Pierre de Médicis, après avoir attendu durant quatre heures à une portée de trait de la porte, voyant qu'il n'était pas possible de la forcer et qu'il ne se faisait aucun mouvement favorable dans la ville, craignant d'ailleurs d'être chargé par les gendarmes des Florentins qu'on pouvait avoir fait revenir du territoire de Pise, comme cela était en effet, s'en retourna à Sienne.

D'Alviano l'ayant quitté fut introduit par les Guelfes dans Todi, où il pilla presque toutes les maisons des Gibelins et massacra cinquante-trois des principaux de cette faction. Ce mau-

vais exemple fit qu'Antonel Savelli et les Gatteschi étant entrés par le moyen des Colonna, celui-là dans Terni et ceux-ci dans Viterbe, usèrent de représailles contre les Guelfes dans ces deux villes et aux environs. Le pape, craignant qu'il ne lui en coûtât pour réprimer ces désordres qui se commettaient dans l'état ecclésiastique et sous ses yeux, ne se mettait point en peine de les arrêter; naturellement insensible aux calamités des autres, il l'était encore à tout ce qui ne blessait que son honneur, pourvu que ses intérêts ou ses plaisirs n'en souffrissent en aucune manière.

Il ne fut cependant pas à couvert de toutes disgraces, et sa propre famille donna dans des excès d'incontinence et de cruauté que les nations les plus barbares auraient en horreur. Il s'était proposé, dès le commencement de son pontificat, de mettre toute la grandeur temporelle de sa maison sur la tête du duc de Gandie, son fils aîné; mais le cardinal de Valence, bien éloigné de l'esprit de son état et ne respirant que la guerre, ne voyait qu'avec chagrin les honneurs de son frère, dont il brûlait d'occuper la place. D'ailleurs il était transporté de rage contre le duc à cause de la préférence que donnait à celui-ci Lucrèce à Borgia leur sœur, dont ces deux frères étaient amoureux. Ce furieux n'écoutant que sa jalousie et son ambition, motifs qui ne sont que trop puissants pour déterminer aux plus grands crimes, fit assassiner pendant la nuit son frère, qui se promenait alors seul à cheval dans Rome, et fit jeter son corps dans le Tibre[1]. Le bruit courait, si pourtant ce comble d'abomination peut trouver quelque créance, que les deux frères avaient encore dans leur propre père un rival auprès de leur sœur. Alexandre, devenu pape, avait ôté Lucrèce à un premier mari, comme trop inférieur au nouveau rang de sa femme, et il l'avait mariée à Jean Sforze, seigneur de Pesaro; mais ne s'accommodant point encore de la rivalité de ce second mari, il avait cassé le mariage, quoique consommé, sous prétexte d'impuissance, qu'il fit prouver par de faux témoins devant des commissaires qu'il avait choisis pour cette affaire.

(1) Ce fut non pas pendant qu'il se promenait à cheval dans Rome, mais après avoir galment soupé avec son frère, que César Borgia le fit assassiner et jeter dans le Tibre. Ce fait est de 1498.

Jamais père n'avait aimé ses enfants avec tant de passion; aussi Alexandre fut-il pénétré de la plus vive douleur en apprenant la mort de son fils; il y fut d'autant plus sensible que, toujours comblé des faveurs de la fortune dès ses plus tendres années, il n'était point accoutumé à ressentir ses coups. Dans le premier mouvement de sa douleur il assembla le consistoire; après y avoir déploré son malheur avec un torrent de larmes, il s'accusa de plusieurs actions indignes et de l'irrégularité de la conduite qu'il avait tenue jusqu'alors; après quoi il déclara dans les termes les plus forts qu'il voulait vivre désormais d'une manière toute opposée, et il établit une congrégation de cardinaux pour travailler de concert avec lui à réformer les désordres de sa cour. Il fut pendant quelques jours dans cette disposition; mais quand il commença à connaître l'auteur de la mort de son fils dont on avait d'abord soupçonné le cardinal Ascanio, ou les Orsini, ses larmes furent bientôt essuyées et ses bonnes résolutions disparurent avec elles. On le vit se replonger avec plus de licence que jamais dans les désordres de sa vie passée.

La tentative de Pierre de Médicis fut cause d'une catastrophe qui arriva quelque temps après dans Florence. La conjuration qui y avait été formée en sa faveur fut découverte, et plusieurs personnes de qualité qui en étaient complices furent arrêtées; les autres prirent la fuite. Nicolas Ridolphi[1], Laurent Tornabuoni, Jean Pucci et Jean Cambi, furent convaincus d'avoir sollicité sa venue; on trouva même que Tornabuoni lui avait fourni de l'argent. Tous ces conjurés furent condamnés à mort. Bernard del Nero eut le même sort, quoiqu'il ne fût convaincu que d'avoir su le complot et de ne l'avoir pas révélé; ce crime, punissable par lui-même du dernier supplice, suivant les lois de Florence et la décision de la plupart des jurisconsultes, parut encore plus grave dans la personne du gonfalonier, plus obligé que les simples particuliers de veiller au salut de la république.

Les parents des confédérés appelèrent de ce jugement au grand conseil du peuple, en vertu d'une loi qui avait été faite quand on avait établi le gouvernement populaire; mais les

(1) Il était mari de Contessina de Médicis, sœur de Pierre.

juges, craignant que la compassion pour l'âge et la noblesse des conjurés et le grand nombre de leurs parents ne fissent adoucir la sévérité de la peine, firent en sorte que dans un conseil moins nombreux on mit en délibération si l'on aurait égard ou non à cet appel. La négative l'emporta par l'autorité et le nombre de ceux qui soutenaient que cette condescendance pourrait exciter une sédition, et que les lois mêmes dispensaient de la règle dans de pareils cas. Après cette décision, l'on obligea presque par force et avec menaces ceux qui composaient le souverain magistrat de consentir que, nonobstant l'appel, l'exécution se fît la nuit même. Les partisans de Savonarole parurent dans cette occasion beaucoup plus échauffés que les autres, ce qui ne lui fit pas d'honneur; et l'on fut fort scandalisé de ce qu'il souffrait qu'on violât une loi que lui-même avait proposée trois ans auparavant, comme nécessaire à la conservation de la liberté.

D'un autre côté, Frédéric avait obtenu du pape cette année l'investiture du royaume de Naples; et après la cérémonie de son couronnement il avait repris par composition Monte-San-Angelo, que don Julien Lorrain avait courageusement défendu, et Civita avec quelques autres places où commandait Charles de Sanguin. Aussitôt que la trêve fut finie, il chassa tout-à-fait du royaume le préfet de Rome, et il tourna enfin ses armes contre le prince de Salerne qui, se voyant assiégé dans la forteresse de Diano et abandonné de tout le monde, fut obligé de capituler. Il lui fut permis de se retirer avec tous ses effets, et il laissa entre les mains du prince de Bisignano ce qui lui restait encore de ses Etats; Bisignano ne devait les remettre à Frédéric que quand il aurait appris que le prince de Salerne serait arrivé à Sinigaglia.

Pendant ce temps-là les conférences pour la paix, qui avaient été transférées de Montpellier à Narbonne et interrompues par les prétentions exorbitantes des rois d'Espagne, furent renouées à la fin de cette année; mais la même difficulté subsistait toujours. Le roi de France était déterminé à rejeter une paix où l'Italie serait comprise, et les rois d'Espagne étaient bien éloignés de lui laisser le champ libre en ces quartiers, ou de rester dans la nécessité de soutenir la guerre contre lui au-delà des monts, guerre qui ne pouvait leur être que fort onéreuse, sans espérance d'aucune utilité. Enfin ils convinrent d'une trêve qui devait durer jusqu'à ce que l'un des deux voulût la rompre et deux mois après qu'il l'aurait déclaré; on n'y comprit aucune des puissances d'Italie, auxquelles même les rois d'Espagne ne firent part du traité qu'après la conclusion. Ils dirent, pour s'en excuser, qu'il leur avait été permis de faire ce traité sans la participation des confédérés, de même qu'il l'avait été au duc de Milan de conclure la paix à Verceil sans les consulter; ils ajoutèrent que, pour exécuter de leur part les conventions de la ligue, ils avaient porté la guerre en France, où ils l'avaient faite pendant plusieurs mois, mais que les confédérés ne leur avaient point payé les sommes auxquelles ils s'étaient obligés par le traité; que, quoique cette négligence les eût suffisamment autorisé à les abandonner, ils leur avaient néanmoins fait demander à différentes reprises s'ils voulaient leur payer cent cinquante mille ducats qui leur étaient dus pour le passé, au moyen de quoi ils se chargeraient d'avancer les frais de la guerre à l'avenir et d'entrer en France avec une nombreuse armée; que les confédérés n'avaient fait aucune réponse à une proposition si raisonnable, ni tenu compte de remplir leurs engagements; qu'au lieu que la ligue avait été formée pour la liberté de l'Italie, on en employait les forces à y faire des usurpations et à l'opprimer, les Vénitiens s'étant non-seulement rendus maîtres de plusieurs ports dans le royaume de Naples, mais encore de Pise, sur laquelle ils n'avaient pas le moindre droit; que dans ces circonstances ils avaient cru que quand les autres confédérés perdaient de vue l'objet de la ligue contre l'intérêt commun, ils pouvaient avec bienséance pourvoir de leur côté à leurs intérêts particuliers; qu'au reste la trêve était plutôt un avertissement qu'ils donnaient aux confédérés qu'une déclaration expresse d'une volonté formée de les abandonner, puisqu'ils s'étaient réservé le pouvoir de la rompre quand ils voudraient, ce qu'ils ne manqueraient pas de faire lorsqu'ils verraient les puissances d'Italie prendre une autre conduite à leur égard.

La perte que les rois d'Espagne firent dans ce temps-là de Jean, prince d'Espagne, leur fils unique, les empêcha de goûter la douceur du repos qu'ils s'étaient procuré par la trêve. Phi-

lippe, duc de Savoie, mourut aussi dans le même temps, laissant pour successeur un fils[1] encore jeune. Après de longues incertitudes, Philippe avait semblé pencher du côté des confédérés, qui lui offraient vingt mille ducats par an; mais il leur avait été suspect, et ils ne croyaient pas pouvoir compter sur lui, dès que le roi de France paraîtrait en Italie à la tête d'une nombreuse armée.

Les deux années marquées par le traité de Verceil, pour le temps que la citadelle de Gênes devait rester en dépôt, expiraient vers la fin de cette année. Le duc de Ferrare avait fait demander au roi de France le remboursement de la moitié des frais de garde de ce fort, et le roi avait offert de les lui payer en entier s'il voulait le lui remettre, prétendant que rien n'était plus juste, le duc de Milan n'ayant pas observé le traité. Le duc de Ferrare avait répondu que la chose n'avait pas été constatée, et que pour mettre Ludovic dans son tort il aurait fallu le sommer d'exécuter ses promesses. Sur cette réponse le roi proposa au duc de garder encore la citadelle jusqu'à ce qu'il eût été décidé si ces prétentions étaient bien fondées. Mais Hercule, après avoir pris la précaution de rappeler Ferdinand son fils[2] de la cour de France, rendit ce fort au duc de Milan qui, pour l'y engager, donna l'archevêché de Milan au cardinal Hippolyte son autre fils[3] et le remboursa de tous les frais de garde, et même de ceux dont le roi était tenu. Les Vénitiens sollicitèrent aussi avec beaucoup de vivacité le duc de Ferrare de faire cette démarche, et il n'osa se brouiller avec des voisins si puissants, surtout dans un temps où il y avait moins d'apparence que jamais que les Français repassassent en Italie; pour lui en témoigner leur reconnaissance les Vénitiens prirent à leur solde son fils Ferdinand avec cent hommes d'armes.

Ce procédé du duc de Ferrare, quoique irrégulier et d'ailleurs fort préjudiciable à la réputation du roi de France en Italie, ne trouva pas ce prince aussi sensible qu'il aurait dû l'être. Le duc lui envoya un ambassadeur pour s'excuser sur la nécessité où il était d'en agir ainsi, son État étant exposé aux insultes des Vénitiens et du duc de Milan, qui lui avaient en quelque façon déclaré la guerre; Charles écouta cet ambassadeur avec autant d'indifférence que si la chose n'eût été d'aucune importance. Outre qu'il se comportait en tout presque sans vues et sans réflexion, il était encore, par rapport aux affaires d'Italie, dans ses anciennes irrésolutions. A la vérité il souhaitait toujours avec beaucoup d'ardeur y retourner, et plusieurs circonstances auraient favorisé cette entreprise, la trève avec les rois d'Espagne, l'alliance renouvelée avec les Suisses, la désunion des confédérés, tout cela l'y invitait; mais la plupart de ceux dont il était environné l'en détournaient par toutes sortes d'artifices. Les uns l'amusaient chaque jour par de nouveaux plaisirs, les autres lui faisaient envisager des difficultés sans nombre; il y en avait même qui le pressaient en effet de passer en Italie, mais ils lui faisaient entendre qu'il fallait y mener tant de forces par mer et par terre, et se munir de sommes d'argent si considérables, que tout cela ne pouvait être prêt de long-temps. D'ailleurs le cardinal de Saint-Malo apportait toujours les mêmes longueurs à fournir de l'argent, de sorte que non-seulement le temps du voyage était moins certain que jamais, mais on faisait échouer, sur le point de leur exécution, les mesures qu'on avait prises.

Les Florentins, qui sollicitaient continuellement la venue du roi, étaient convenus avec lui qu'aussitôt qu'il aurait commencé la guerre ils feraient de leur côté une irruption dans le Milanais, et que pour cet effet d'Aubigni avec cent cinquante lances françaises, dont cent seraient payées par le roi et cinquante par leur république, se rendraient par mer en Toscane pour y commander leur armée en chef. Le marquis de Mantoue, que les Vénitiens, à son retour du royaume de Naples, où il venait de se couvrir de gloire par ses exploits, avaient congédié d'une manière honteuse, sur le frivole soupçon qu'il songeait à se mettre au service du roi de France, traitait alors sérieusement avec

(1) Philibert II. Il avait dix-sept ans, étant né en 1480.

(2) Hercule d'Este, duc de Ferrare, avait quatre fils d'Éléonore d'Aragon, sa femme, fille de Ferdinand I, roi de Naples, savoir: Alphonse, qui lui succéda; Ferdinand; Hippolyte, cardinal, auquel l'Arioste dédia son poème; et un bâtard nommé Sigismond.

(3) Il fut fait cardinal par Alexandre VI, en 1493. Il avait été archevêque de Strigonie dès l'âge de huit ans, sur la démission de Jean, cardinal d'Aragon, son oncle, et il eut ensuite successivement les archevêchés de Capoue, de Milan et de Narbonne. Il était savant, écrivait avec politesse et aimait les gens de lettres. Il mourut au mois de septembre 1520.

Charles de cette affaire. Le nouveau duc de Savoie venait de se lier à la France. Bentivoglio promettait de se joindre au roi dès qu'il serait entré en Italie; enfin le pape, quoique toujours incertain s'il se déclarerait ouvertement en faveur de la France, était déterminé au moins à ne pas s'opposer à ses desseins. Mais la lenteur et l'indolence de Charles refroidissaient tout le monde: on ne voyait arriver aucunes troupes à Asti; d'Aubigni ne venait point; on n'envoyait pas même d'argent pour payer les Orsini et les Vitelli, ce qu'il était néanmoins de la dernière conséquence de ne pas négliger. En effet, les Vitelli se seraient mis à la solde des Vénitiens, si les Florentins, n'ayant pas le temps d'en donner avis au roi, ne se fussent chargés de les soudoyer pour un an, tant pour lui que pour eux en commun. Il approuva cette démarche, mais il ne ratifia rien et ne donna aucun ordre pour le paiement de sa part de cette solde; au contraire, il leur envoya Gemel pour les prier de lui prêter cent cinquante mille ducats pour cette expédition. Comme il se trouvait souvent qu'en croyant faire sa volonté, il faisait celle des autres, il partit un jour inopinément de Lyon et s'en alla à Tours, et de-là à Amboise, promettant à son ordinaire qu'il reviendrait bientôt.

Cette conduite fit perdre toute espérance aux partisans de France en Italie, et elle détermina Baptistin Frégose à se raccommoder avec le duc de Milan. Quand ce duc se vit délivré de ses frayeurs, il découvrit chaque jour de plus en plus sa mauvaise volonté à l'égard des Vénitiens, et il sollicita de nouveau le pape et les rois d'Espagne de remettre sur le tapis, mais d'une manière plus efficace que la première fois, la proposition de rétablir les Florentins dans Pise. Ceux-ci, croyant ne devoir pas négliger cette ouverture, envoyèrent un ambassadeur à Rome au commencement de l'année 1498, avec ordre de se conduire avec beaucoup de circonspection, de sorte que le pape et les autres pussent espérer qu'en cas que Pise fût rendue aux Florentins, la république entrerait dans la ligue contre les Français pour la défense de l'Italie; mais que, d'un autre côté, si l'affaire venait à manquer, le roi de France n'eût pas sujet d'en prendre de l'ombrage.

Cette négociation dura plusieurs jours. Le pape et les ambassadeurs des rois d'Espagne, du roi de Naples et du duc de Milan, s'unirent pour représenter à l'ambassadeur de Venise qu'il était nécessaire pour la sûreté commune de gagner les Florentins; que les Vénitiens devaient y concourir avec les autres, afin qu'en étouffant toute semence de division personne en Italie n'eût désormais de prétexte pour y attirer les Ultramontains; et que l'affaire de Pise y entretenant la division, il y aurait peut-être des gens qui prendraient des mesures dont l'effet serait funeste à la patrie.

Mais les Vénitiens étaient bien éloignés de se rendre à ces représentations; ils démêlaient aisément d'où partait le coup qu'on voulait leur porter et les motifs de celui qui était l'auteur de cette intrigue. De leur côté ils couvraient leurs intérêts de plusieurs prétextes plausibles. Leur ambassadeur répondit donc par de grandes plaintes: « Qu'il était facile de voir que ce n'était pas la considération du bien public qui faisait proposer cet expédient, mais la mauvaise volonté et la jalousie de l'un des confédérés contre la république de Venise; que les Florentins étaient si fort attachés à la France qu'on ne devait pas se flatter de les en détacher par la restitution de Pise, d'autant plus qu'ils étaient persuadés que les Français leur aideraient à s'emparer de la plus grande partie de la Toscane; qu'il y aurait au contraire beaucoup de danger à leur rendre cette ville, parce que l'augmentation de leur puissance les mettrait plus en état de troubler l'Italie; que la proposition qu'on faisait intéressait l'honneur de tous les confédérés, mais plus particulièrement encore la réputation des Vénitiens; que c'avait été par un concert unanime de tous les alliés qu'on avait promis aux Pisans de défendre leur liberté, mais que répugnant toujours à faire la moindre dépense pour les affaires communes, ils avaient laissé tomber sur les Vénitiens seuls tout le poids de cette défense, qui pourtant était l'affaire de la ligue, puisqu'elle avait été entreprise par une délibération de tous les confédérés; que la république, après avoir employé ses finances et ses forces pour soutenir les Pisans, ne pouvait les abandonner aujourd'hui sans se déshonorer; et qu'en un mot, si les autres négligeaient la foi donnée, le sénat, accoutumé à tenir sa parole, était résolu de n'y pas manquer dans

cette occasion ; qu'il était bien triste pour eux qu'on leur fît un crime d'une chose qu'ils n'avaient faite que du consentement de toute la ligue et pour l'intérêt commun ; que c'était donc là le prix des grandes dépenses qu'ils avaient faites pour cette entreprise et pour tant d'autres, et de tant de fatigues et de dangers qu'ils avaient essuyés depuis le commencement de la confédération ; qu'ils pouvaient dire hardiment que l'Italie leur devait son salut. En effet, ajoutait l'ambassadeur, quelles autres forces que les leurs avaient combattu sur le Taro? quelles autres troupes avaient reconquis le royaume de Naples? par quelle autre puissance Novare avait-elle été forcée de se rendre et le roi de France de repasser les monts? quelle autre armée que la leur avait fermé les passages du Piémont, toutes les fois qu'il y avait eu apparence d'irruption de la part des Français? qu'il n'était pas possible d'attribuer tant de travaux à d'autres motifs qu'au désir de sauver l'Italie ; car, continuait-il, la république de Venise n'était pas exposée aux premiers dangers ; elle n'avait point excité de troubles ni causé des maux qu'elle fût obligée de réparer ; ce n'était point elle qui avait appelé le roi de France en Italie, qui l'avait accompagné dans son expédition, et qui par une sordide épargne avait laissé tomber en décadence les affaires communes ; au contraire, il avait souvent fallu qu'elle remédiât aux désordres causés par la faute des autres ; qu'enfin si l'on avait l'ingratitude de ne pas reconnaître, d'oublier même tant de services, elle ne voulait pas suivre le mauvais exemple qu'on lui donnait ni se déshonorer en manquant de foi aux habitans de Pise, étant d'ailleurs persuadée que la sûreté de l'Italie entière dépendait de la liberté de cette ville. »

Dans le temps que ce projet divisait ouvertement les confédérés, un nouvel accident changea la face des affaires. Le roi Charles fut attaqué d'apoplexie à Amboise, en regardant jouer à la paume[1], et il mourut quelques heures après, la nuit du 7 au 8 avril. Il avait troublé le repos du monde plutôt par une saillie de légèreté que par aucunes vues politiques ou par aucun motif de grandeur[1], et il y avait lieu de croire qu'il aurait continué à le troubler si la mort ne l'eût surpris. On ne doutait pas que, vu l'ardeur avec laquelle il souhaitait de retourner en Italie, il ne démêlât enfin par lui-même ou par le moyen des ennemis du cardinal de Saint-Malo l'artifice dont on se servait pour faire naître des difficultés, et qu'il ne s'en débarrassât ; quoique ses irrésolutions fissent douter en Italie de sa venue, on en était pourtant dans des alarmes continuelles. Cette crainte avait fait entamer au pape, plus passionné que jamais pour l'élévation de ses enfants, une négociation secrète avec ce prince, et l'on a dit depuis que le duc de Milan avait fait la même chose.

Charles, mourant sans enfants mâles, eut pour successeur Louis, duc d'Orléans, son plus proche parent en ligne masculine. Ce prince était alors à Blois, où, dès que le roi fut mort, la garde royale et toute la cour se rendit avec empressement ; ensuite tous les seigneurs du royaume reconnurent Louis pour leur roi et le saluèrent en cette qualité[2]. On disait cependant en secret que, suivant les anciennes constitutions de la France, il avait perdu le droit de succéder à la couronne, parce qu'il avait porté les armes contre elle dans la guerre de Bretagne.

Le jour des Rameaux, qui fut le lendemain de la mort de Charles, fut la fin du pouvoir et de l'autorité de Savonarole à Florence. Il y avait fort long-temps qu'on l'avait accusé auprès du pape de prêcher scandaleusement

(1) Ce fut en revenant avec la reine de voir jouer une partie de longue paume dans les fossés du château, et comme il traversait une petite galerie contre la porte de laquelle il s'était rudement heurté la tête quelques heures auparavant. L'apoplexie le prit le 7 avril, veille de Pâques fleuries, à deux heures après-midi, et il mourut à onze heures du soir, âgé de vingt-sept ans, neuf mois et huit jours.

(1) « Ledit roi, dit Commines, liv. VIII, chap. 13, ne fut jamais que petit homme de corps et peu entendu ; mais étoit si bon, qu'il n'est point possible de voir meilleure créature... Davantage, ajoute-t-il, chap. 20, la plus humaine et douce parole d'homme que jamais fut, étoit la sienne ; car je croi que jamais à homme ne dit chose qui lui dût déplaire... Et croi que j'ai été l'homme du monde à qui il a fait plus de rudesse ; mais connoissant que ce fût en sa jeunesse et qu'il ne venoit point de lui, ne lui en sçus jamais mauvais gré. » La reine porta le deuil de ce prince en noir, contre l'usage ordinaire qui est de le porter en blanc, ce qui, selon quelques-uns, leur faisait donner le nom de *reines blanches*. (*Le Feron, cité par le père Daniel.*) Anne de Bretagne fut aussi la première veuve qui mit une cordelière autour de son écusson. (Brantôme, dans sa Vie.)

(2) Il fut sacré à Reims le 27 mai.

contre les mœurs du clergé et de la cour de Rome, d'entretenir la division dans la ville et de s'écarter de la doctrine catholique. Sur ces accusations, il avait été cité à Rome par plusieurs brefs, mais il s'était excusé plusieurs fois d'y aller; enfin le pape l'avait excommunié l'année précédente. Cette excommunication interrompit ses prédications durant quelques mois, et s'il avait tenu plus long-temps la même conduite il aurait facilement obtenu son absolution. En effet le pape ne s'arrêtait pas beaucoup à ce dont on accusait Savonarole, et s'il en avait usé si sévèrement envers lui ce n'avait été que par les importunités des ennemis de ce prédicateur. Mais Savonarole se figurant que son silence diminuait sa réputation et son crédit, qu'augmentait en effet la véhémence de ses sermons, il remonta en chaire comme auparavant, soutenant que son excommunication était contraire à la volonté de Dieu, nuisible au bien public et par conséquent injuste et nulle; il poussa même l'imprudence jusqu'à attaquer les mœurs du pape et de la cour romaine. Cette hardiesse souleva beaucoup de gens contre lui dans la ville. Ses ennemis, dont le nombre augmentait tous les jours parmi le peuple, condamnaient hautement sa désobéissance et sa témérité, qui étaient capables d'indisposer Alexandre contre les Florentins, dans un temps où ce pape s'employait pour leur faire rendre Pise et où ils avaient intérêt à le ménager. D'autres, prenant sa défense, soutenaient qu'il ne fallait pas que des considérations humaines s'opposassent à l'exécution des ordres de Dieu, ni souffrir que sous de pareils prétextes les papes s'accoutumassent à prendre connaissance des affaires de la république. Plusieurs jours se passèrent dans ces contestations; cependant le pape, outré contre Savonarole, menaçait par ses brefs d'excommunier toute la ville, de sorte que les magistrats jugèrent à propos d'interdire la chaire à ce hardi prédicateur.

Il obéit; mais plusieurs moines de son ordre se mirent à prêcher en sa place avec autant d'indiscrétion; et la division régnant également parmi les religieux et les séculiers, les autres ordres ne cessaient de leur côté de déclamer dans leurs sermons contre lui avec une extrême véhémence. La fureur de ces moines alla si loin qu'un dominicain, partisan de Savonarole, et un cordelier son adversaire, convinrent de se jeter tous deux dans le feu en présence de tout le peuple, afin de constater par cette épreuve si Savonarole était un prophète ou un imposteur. L'occasion de ce duel si étrange et si singulier fut que Savonarole avait souvent dit dans ses sermons qu'il se mettrait dans le feu, s'il était nécessaire, pour prouver la vérité de ses prédictions, et que Dieu lui ferait la grace d'en sortir sain et sauf. Savonarole ne laissa pas d'être troublé quand il sut que cette dangereuse épreuve avait été proposée sans lui en parler, et il employa toute sorte d'adresse pour empêcher qu'elle ne se fît; mais la chose étant déjà fort avancée, plusieurs Florentins, qui auraient souhaité que la ville fût délivrée pour une bonne fois des troubles qu'y excitait le prétendu prophète, pressaient les deux adversaires de faire leur épreuve, à laquelle il fallut enfin en venir.

C'est pourquoi, le jour ayant été pris, les deux moines, accompagnés de tous leurs confrères, se rendirent dans la place du palais, où non-seulement tout le peuple de Florence, mais encore les habitants des villes voisines étaient accourus en foule. Alors les cordeliers furent avertis que Savonarole avait concerté avec son champion, que celui-ci tiendrait le Saint-Sacrement en sa main quand il entrerait dans le feu; ils se récrièrent et remontrèrent que ce serait mettre en compromis l'honneur de la religion, qui perdrait beaucoup de sa créance dans les esprits faibles si l'hostie venait à brûler. Savonarole qui était présent persista malgré la remontrance, et cela fit naître entre eux une contestation qui empêcha que l'épreuve ne se fît.

Cette aventure fut si funeste au crédit de Savonarole, que le lendemain, à l'occasion de certaine rumeur qui s'éleva par hasard, ses ennemis, appuyés de l'autorité du souverain magistrat, forcèrent le couvent de Saint-Marc, d'où ils l'enlevèrent avec deux de ses moines[1], et les menèrent dans les prisons publiques. Dans ce tumulte, les parents de ceux qui avaient été décapités l'année précédente massacrèrent François Valori, citoyen fort accrédité, qui était à la tête de la faction de Savonarole et qui avait surtout empêché qu'on n'eût égard à leur appel.

(1) Ils s'appelaient frère Dominique de Pescia et frère Dilvictus de Florence.

Savonarole fut appliqué à la question, qui ne fut pas bien rigoureuse, et son interrogatoire fut rendu public. Après avoir réfuté les accusations d'avarice, de mauvaises mœurs, d'intelligence avec des puissances étrangères, il y avouait qu'il n'avait point été inspiré d'en-haut dans ses prédictions, mais qu'il les avait faites en conséquence d'opinions particulières fondées sur une grande méditation de l'Écriture-Sainte; qu'il n'avait eu en cela aucun mauvais motif ni aucun désir de parvenir aux honneurs ecclésiastiques, et que son unique but avait été de procurer la convocation d'un concile universel dans lequel on pût réformer les mœurs du clergé et rétablir l'Église, si défigurée alors, dans l'état où elle était aux temps voisins des apôtres; qu'il aurait été plus flatté d'avoir opéré une œuvre si sainte et si salutaire que d'être pape, parce qu'elle ne pouvait être accomplie que par le moyen d'une bonne doctrine, d'une vertu singulière et d'une grande vénération de la part de tous les hommes, au lieu que le pontificat s'obtenait souvent par de mauvaises voies et par la faveur de la fortune. Il réitéra les mêmes déclarations en présence de plusieurs religieux, même de son ordre; mais si l'on en croit ce que ses partisans publièrent depuis, il se servit de termes qui pouvaient recevoir différentes interprétations.

Par sentence du général des dominicains et de l'évêque Romolino[1], qui fut depuis cardinal de Sorrento, commissaires délégués par le pape, Savonarole et les deux autres moines furent dégradés des ordres sacrés et livrés aux juges séculiers qui les condamnèrent à être pendus et brûlés. On vit à leur dégradation et à leur supplice une aussi grande affluence qu'il y en avait eu au même endroit pour voir l'épreuve du feu. Il mourut avec constance, mais sans rien dire qui pût faire juger s'il était innocent ou coupable. Ainsi sa mort ne fixa point les jugements[1], ou plutôt les différentes passions des hommes; car les uns demeurèrent persuadés que c'était un imposteur, et les autres crurent toujours, ou que l'interrogatoire qu'on avait rendu public était une pièce fabriquée, ou que la force des tourments, plutôt que celle de la vérité, avait vaincu sa complexion faible et délicate. Ils excusaient même cette faiblesse par l'exemple du prince des apôtres qui, sans être en prison, sans être appliqué à la torture, avait, sur de simples discours de servantes et de valets, renié plusieurs fois son maître, dont il avait entendu les divines instructions et vu des miracles sans nombre.

(1) François Romolino, natif de Valence en Espagne. Il était apparemment alors évêque *in partibus*. Alexandre VI le fit depuis archevêque de Sorrento, le 3 mars 1501, et ensuite cardinal. Il fut aussi archevêque de Palerme, et il mourut à Rome, le 4 février 1518, évêque d'Albano, et fut enterré à Sainte-Marie-Majeure. Plusieurs années après, son tombeau fut ouvert par hasard et l'on trouva un de ses bras sur sa tête, ce qui fit croire qu'il n'était pas mort quand on l'avait mis en terre.

(1) Philippe de Commines avait vu et entretenu Savonarole à Florence, en allant trouver le roi qui revenait de Naples, et il paraît persuadé que c'était un saint inspiré de Dieu. Savonarole lui dit que Dieu avait choisi Charles VIII pour punir les crimes de la maison d'Aragon et pour réformer l'Église, et que, comme il l'avait conduit par la main en Italie, il le reconduirait de même en France; mais qu'attendu qu'il n'avait exécuté qu'une partie des ordres de Dieu et qu'il avait mal usé de sa victoire, il perdrait ses conquêtes, et qu'il recevrait bientôt *un coup de fouet*. Commines pensa dès lors que cela pourrait bien être la mort du dauphin, qui effectivement arriva peu après, et lorsqu'il vit le roi sortir si heureusement du péril de Fornoue, il se rappela la prédiction de Savonarole. Il raconte dans la suite que depuis le retour du roi en France, Savonarole avait plusieurs fois prêché que Dieu voulait que ce prince retournât en Italie, et, en dernier lieu, que sa sentence était prononcée s'il n'exécutait pas cet ordre: il regarde la mort subite de Charles VIII comme l'accomplissement de cette prédiction.

LIVRE QUATRIÈME.

Prétentions des rois de France sur le duché de Milan. Défaite des Florentins à Saint-Régulus. Ligue des Florentins avec François Sforze. Origine de la guerre entre les Colonna et les Orsini. Projets du pape Alexandre pour s'emparer du royaume de Naples. Défaites des Pisans à Cascina. Trève entre les Siennois et les Florentins. César Borgia se démet du cardinalat. Divorce du roi Louis. Ligue des Vénitiens avec le roi de France. Le duché de Ferrare sert de compromis entre les Vénitiens et les Florentins pour l'arrangement des affaires de Pise. Fuite de Ludovic Sforze en Allemagne. Mort de Paul Vitelli, décapité par les Florentins à l'occasion de la guerre de Pise. Guerres des Valentinois. Retour de Sforze à Milan. Il perd de nouveau son royaume et la liberté. Mort de Ludovic Sforze.

CHAPITRE PREMIER.

Prétentions des Français sur le duché de Milan. Orateurs vénitiens et florentins envoyés au roi de France. Défaite des Florentins à Saint-Régulus. Ludovic Sforze se ligue avec les Florentins. Guerre déclarée entre les Colonna et les Orsini. Projets du pape Alexandre. Paul Vitelli se met à la solde des Florentins.

La mort de Charles VIII délivra l'Italie de la crainte des périls qui la menaçaient actuellement; car on ne croyait pas que Louis XII, son successeur, voulût s'embarquer, à son avénement à la couronne, dans une guerre au-delà des monts. Mais ceux qui jugeaient plus sainement des choses craignaient que le retardement ne servît qu'à rendre le mal plus considérable dans la suite. Ils voyaient monter sur le trône d'un puissant empire un prince d'un âge mûr[1], formé dans l'art militaire par plusieurs campagnes, réglé dans sa dépense, beaucoup plus maître de ses mouvements que Charles ne l'avait été des siens, et qui, outre les mêmes droits au royaume de Naples qu'il avait reçus avec la couronne, en avait encore de particuliers sur le duché de Milan, qu'il prétendait lui appartenir du chef de Valentine son aïeule. Jean Galéas Visconti, père de Valentine, dans le temps qu'il n'était que vicaire impérial de Milan, n'ayant pas encore obtenu le titre de duc, l'avait mariée[2] à Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI, roi de France. Outre sa dot consistant en la ville d'Asti, son territoire et une grosse somme d'argent, il fut stipulé que la ligne masculine de Jean Galéas venant à manquer, Valentine ou ses descendants les plus proches, à son défaut, succéderaient à l'État de Milan. Si l'on en croit les Français, cette convention, non valable par elle-même, fut confirmée par le pape[1], pendant la vacance du trône impérial durant laquelle le Saint-Siége prétend avoir le droit de gouverner l'empire.

(1) Il avait trente-six ans, étant né au mois de mars 1462.
(2) Le contrat de mariage est du mois de janvier 1386.

Quoi qu'il en soit, après la mort de Philippe-Marie Visconti[2], dernier mâle de la maison de Jean Galéas, Charles, duc d'Orléans, fils de Valentine, prétendit que la succession du duché de Milan le regardait. Il avait deux concurrents : le premier était l'empereur Frédéric[3], qui, saisissant comme tous les autres princes les plus légers prétextes favorables à son ambition, disait qu'au défaut de la ligne mentionnée dans l'investiture du Milanais, accordée par Venceslas, son prédécesseur, à Jean Galéas, cet Etat devait retourner à l'empire; le second était Alphonse[4], roi d'Aragon et de Naples, que Philippe-Marie avait institué son héritier par son testament. Mais les armes, l'habileté et la fortune de François Sforze avaient

(1) Il ne paraît par aucun acte que les Français aient allégué cette prétendue confirmation du pape.
(2) Il était le second fils de Jean Galéas et frère de Valentine. Il mourut en 1447.
(3) Frédéric III, de la maison d'Autriche, père de Maximilien.
(4) Alphonse-le-Vieux.

triomphé de ces trois prétendants, quoiqu'il n'eût d'autre titre que d'être le mari de Blanche, fille unique, mais bâtarde de Philippe-Marie. Charles, qui avait été pris à la bataille d'Azincourt[1], et détenu vingt-cinq ans prisonnier en Angleterre, ne put rien tenter par lui-même, à cause de son indigence; Louis XI, roi de France, quoique son proche parent[2], ne voulut jamais l'aider à s'emparer du Milanais. Depuis la guerre que ce prince avait eue à soutenir au commencement de son règne contre les principaux de son royaume, qui avaient conspiré contre lui sous prétexte du *bien public,* quoique réellement il ne fût question que de leurs intérêts particuliers, il ne pensait qu'à tenir les grands dans l'abaissement, persuadé que sa puissance ne serait solidement établie que sur la ruine de leur autorité.

Louis, duc d'Orléans, fils de Charles, quoique gendre de Louis XI[3], ne put aussi par la même raison obtenir aucun secours de son beau-père. Après la mort de Louis, il ne vit qu'avec chagrin la régence du royaume entre les mains d'Anne, duchesse de Bourbon[4], sœur du nouveau roi Charles VIII, et il excita inutilement quelques troubles en France pour s'emparer du gouvernement. Il fut encore plus malheureux en Bretagne, où il était allé se joindre à ceux qui voulaient empêcher le mariage du roi avec Anne, héritière des Etats du duc François son père, mort sans enfants mâles, et qu'il avait secrètement dessein d'épouser lui-même. Il fut pris à la bataille de Saint-Aubin[5], et conduit en France, où il demeura deux ans en prison[6], pendant lesquels il fut hors d'état de poursuivre ses droits. Après qu'il en fut sorti, il ne reçut aucun secours de Charles VIII, de sorte qu'il ne put rien tenter sur le duché de Milan, que lorsqu'étant resté à Asti par ordre du roi il profita de l'occasion pour s'emparer de Novare, entreprise dont on a vu le malheureux succès.

(1) Le 20 octobre 1415.

(2) Neveu à la mode de Bretagne du duc d'Orléans.

(3) Il avait épousé Jeanne, fille de Louis XI.

(4) Elle s'appelait dans ce temps-là *madame de Beaujeu;* Pierre de Bourbon, sire de Beaujeu son mari, ne fut *duc de Bourbon* qu'après la mort de Jean II, son frère aîné, qui mourut le 1 avril 1488.

(5) Cette bataille se donna le 28 juillet 1488.

(6) D'abord dans le château de Lusignan et ensuite dans celui de Bourges.

Mais aussitôt qu'il fut roi de France, il n'eut rien tant à cœur que de recouvrer le duché de Milan, qu'il regardait comme son patrimoine; cette ardeur, qu'on avait excitée dans lui dès son enfance, était encore animée par la haine qu'il avait conçue contre Ludovic Sforze depuis l'affaire de Novare, et par l'insolence avec laquelle ce duc l'avait traité lorsqu'il était à Asti. Ainsi, de l'avis de son conseil, il prit non-seulement les titres de *roi de France, de Jérusalem et des Deux-Siciles,* par rapport au royaume de Naples, mais encore celui de *duc de Milan;* et pour que personne ne doutât de ses intentions, il écrivit d'abord au pape, aux Vénitiens et aux Florentins, pour leur faire part de son avénement à la couronne, et il leur envoya des exprès afin de négocier avec eux sur les nouvelles expéditions qu'il méditait et particulièrement sur la conquête du duché de Milan.

Tout paraissait favorable à ses desseins en Italie, où l'on pensait, depuis la mort de Charles, bien autrement que du vivant de ce prince. Le pape, se persuadant qu'il ne pouvait satisfaire ses intérêts particuliers tant que l'Italie serait tranquille, souhaitait avec ardeur d'y voir recommencer la guerre. Les Vénitiens ne craignant plus le ressentiment de Charles, qu'ils avaient excité par des injures, n'étaient pas éloignés de se liguer avec le nouveau roi; disposition que fortifiait la conduite de Ludovic. Ce politique, quoiqu'il vît bien qu'il aurait en Louis XII un ennemi plus dangereux et plus irréconciliable que ne l'avait été son prédécesseur, se repaissait, aussi bien que Frédéric, roi de Naples, de l'espérance que ce prince ne pourrait pas si tôt porter la guerre en Italie; d'ailleurs la passion dont il était actuellement agité par rapport à l'affaire de Pise, lui fermant les yeux sur un danger qu'il croyait éloigné, il ne pouvait se refuser la satisfaction de traverser les Vénitiens dans la défense de cette ville.

Les Florentins seuls commençaient à se refroidir à l'égard de la France. Malgré les bons traitements qu'ils avaient autrefois reçus du nouveau roi, ils considéraient qu'il n'y avait aucune alliance entre ce prince et eux, et que leur république ne lui avait rendu aucun service, ce qui n'était pas ainsi de son prédécesseur, qui leur avait été lié par les traités de Florence et de Trin, et par tout ce qu'ils avaient

souffert pour lui demeurer attachés. D'ailleurs la division, qui croissait tous les jours entre les Vénitiens et le duc de Milan, leur rendait les forces des confédérés moins redoutables, et leur faisait croire qu'ils trouveraient plus de ressources chez leurs voisins et dans la Lombardie que dans les secours éloignés et incertains de la France.

Ces différentes dispositions des uns et des autres leur firent prendre des mesures différentes. Les Vénitiens dépêchèrent sur-le-champ en France un secrétaire de la république qu'ils avaient auprès du duc de Savoie; cet agent fut chargé d'entamer un traité qui pût leur être utile dans l'occasion; ensuite ils nommèrent trois ambassadeurs pour aller complimenter le roi sur son avénement, et lui faire des excuses de la conduite qu'ils avaient tenue à l'égard du feu roi, sur ce qu'il leur avait donné lieu de croire que, non content du royaume de Naples, il aspirait encore à s'emparer de toute l'Italie.

Le pape envoya aussi d'abord des ambassadeurs en France. Son dessein était de faire quitter le chapeau à son fils César et de lui procurer de grands établissements dans le monde; il se proposait déjà de trafiquer avec le roi des graces spirituelles dont il savait que ce prince avait besoin, et d'en obtenir des biens temporels en échange. Ce prince brûlait de répudier Jeanne, sa femme, qui était stérile et très difforme, et que Louis XI l'avait presque forcé d'épouser. Son but était de se marier ensuite à la veuve du feu roi, moins en vue du penchant qu'ils avaient eu l'un pour l'autre avant la journée de Saint-Aubin, que pour s'assurer le duché de Bretagne, grande province fort à la bienséance de son royaume; et il ne pouvait faire ni l'un ni l'autre sans l'autorité du pape.

Les Florentins envoyèrent aussi des ambassadeurs à Louis XII, selon l'ancien usage de leur république à l'égard des rois de France, et pour lui rappeler la mémoire des services qu'ils avaient rendus à son prédécesseur et des traités qu'ils avaient faits avec lui. Ils furent vivement sollicités à cette démarche par le duc de Milan, qui voulait susciter des difficultés aux Vénitiens dans l'affaire de Pise, dont il serait nécessairement question entre ces deux républiques à la cour de France; il se flattait encore que si les Florentins trouvaient quelque crédit auprès du roi, ils pourraient s'en servir pour faire son accommodement avec ce prince, ce qu'il désirait sur toutes choses.

Tous ces ambassadeurs furent reçus du roi avec beaucoup de joie, et l'on commença aussitôt à entrer en négociation, quoique Louis fût déterminé à ne point entamer la guerre en Italie qu'il n'eût bien affermi l'intérieur de son royaume par de nouvelles alliances avec les princes voisins.

Pendant ce temps-là Ludovic, dont la ruine devait être causée par les troubles qu'il avait excités et qu'il entretenait encore à Pise, travaillait lui-même à sa perte. Sa jalousie contre les Vénitiens et le péril auquel il se croyait exposé par leur trop grande élévation, aussi bien que les autres puissances de l'Italie, ne lui permettaient pas de les voir tranquillement recueillir le fruit de ses intrigues. Prenant donc occasion de l'acharnement des Florentins contre les Pisans, et croyant qu'après la mort de Savonarole et de Valori, qui lui avaient été opposés, il pouvait compter davantage sur cette république, il résolut de l'aider de ses troupes à recouvrer la ville de Pise, dont tous ses artifices, soutenus des instances du reste des alliés, n'avaient pu lui procurer la restitution. Il fut même assez imprudent pour croire, ou que cette ville rentrerait sous l'obéissance des Florentins par force ou par composition avant que le roi de France pût agir, ou que les Vénitiens, par une prudence qu'il n'avait pas lui-même écoutée, n'exposeraient jamais par humeur et pour un sujet peu important toute l'Italie à une seconde irruption de la part des Français, après avoir eu tant de peine à les en chasser.

Un accident qui arriva aux Florentins dans le territoire de Pise hâta l'exécution d'un projet si mal conçu. Les troupes qu'ils avaient à Pontadera, ayant eu avis qu'environ sept cents chevaux et mille fantassins sortis de Pise y retournaient avec un gros butin qu'ils avaient fait dans la Maremma-di-Volterra, s'avancèrent toutes sous la conduite du comte Rinuccio et de Guillaume Pazzi, commissaire florentin, pour les traverser dans leur retour; elles les joignirent dans la vallée de San-Regolo. Déjà elles les avaient mis en désordre et repris la plus grande partie du butin, quand survinrent cent cinquante hommes d'armes qui étaient

sortis de Pise, à la nouvelle de la marche des Florentins. Cette cavalerie toute fraîche fondit sur ces troupes fatiguées du combat et en désordre. Toute l'autorité du comte ne put obliger les gendarmes de tenir ferme; c'est pourquoi, après une légère résistance de l'infanterie, les Florentins furent mis en fuite; ils eurent beaucoup de gens de pied tués; plusieurs officiers furent faits prisonniers avec la plus grande partie de la cavalerie; le commissaire et le comte se sauvèrent à peine à San-Regolo, rejetant l'un sur l'autre la faute de leur défaite, comme il arrive toujours dans les affaires malheureuses.

Cette perte affligea beaucoup les Florentins; ils ne pouvaient avoir sitôt d'autres troupes, et le comte Rinuccio, leur capitaine général, dont la compagnie avait été ruinée dans cette rencontre, venait de perdre beaucoup de sa réputation. Ils prirent donc le parti d'envoyer dans le territoire de Pise les Vitelli, qui étaient pour lors aux environs d'Arezzo; mais il fallut, pour les y envoyer, qu'ils accordassent à Paul, l'un d'eux, le titre de capitaine général de leur armée, dont Rinuccio fut privé.

Après la déroute de San-Regolo, les Florentins firent supplier le roi de France de les secourir de ses forces et de son crédit, d'envoyer trois cents lances en Toscane, de ratifier le traité qu'ils avaient fait avec les Vitelli, du vivant du feu roi, de payer sa part de leur solde, et d'engager les Vénitiens à ne les point attaquer. Mais le roi, bien éloigné de se rendre ou odieux ou suspect aux Vénitiens, et ne voulant faire aucun mouvement en Italie avant d'aller porter la guerre dans le Milanais, ne répondit que par des honnêtetés sans effet. Cette conduite de Louis mit les Florentins dans la nécessité de solliciter vivement les secours du duc de Milan; il les leur accorda avec d'autant plus d'empressement qu'il craignait que les Vénitiens, profitant de leur victoire, ne gagnassent tant de terrain qu'il ne fût plus possible de s'opposer à eux. C'est pourquoi il commença à prendre des mesures avec les Florentins, non-seulement pour leur défense, mais encore pour réduire la ville de Pise. Toute l'Italie avait les yeux ouverts sur cette affaire, comme la plus importante qui pût l'occuper alors; car n'ayant pas à craindre que les Français tentassent rien toute cette année, elle était dans une profonde tranquillité d'ailleurs, depuis que les Colonna et les Orsini, qui avaient pris les armes les uns contre les autres, avaient été assez sages pour sacrifier leurs ressentiments particuliers à leur intérêt commun.

L'origine de cette guerre fut la prise de la tour Mathia, dont Jacques Conti s'empara. Les Colonna et les Savelli, par représailles, se jetèrent sur les terres des Conti, et les Orsini prirent la défense de ceux-ci qui étaient Guelfes comme eux. Plusieurs châteaux furent pris de part et d'autre, et ils en vinrent enfin à un combat avec toutes leurs forces auprès de Monticelli, dans le territoire de Tivoli. Ce combat fut long et opiniâtre, étant tous animés par la fureur des factions autant que par la gloire et l'intérêt. Enfin les Orsini, qui avaient deux mille hommes de pied et huit cents chevaux, furent mis en fuite; ils perdirent leurs drapeaux, et Charles Orsino fut fait prisonnier. Du côté des Colonna, Antonel Savelli, capitaine de grande réputation, fut blessé et mourut peu de jours après. Le pape, feignant d'être fâché de ces troubles dans un pays si voisin de Rome, offrit de les pacifier. Tandis qu'il négociait cette affaire avec sa mauvaise foi et sa duplicité ordinaires, les Orsini, ayant assemblé de nouvelles forces, allèrent assiéger Palombara, principale place des Savelli; les Colonna, qui depuis leur victoire avaient pris plusieurs châteaux aux Conti, se préparaient à marcher au secours de la place. Mais les uns et les autres commencèrent à s'apercevoir que le pape les jouait également, et qu'au lieu de les accommoder il les animait les uns contre les autres et fomentait le feu de la division entre eux, dans le dessein de les opprimer tous lorsqu'ils se seraient mutuellement affaiblis. Cette découverte les détermina à se réconcilier sans la médiation de personne; pour cet effet, ils s'assemblèrent à Tivoli, où ils conclurent le jour même un accord par lequel Charles Orsino fut mis en liberté, les places prises de part et d'autre rendues, et le différend des Colonna avec les Orsini au sujet des pays d'Alby et de Tagliacozzo [1], remis à l'arbitrage de Frédéric, roi de Naples.

Ainsi cette petite guerre ayant été bientôt

(1) Charles VIII avait dépouillé Virginio Orsino des pays d'Albi et de Tagliacozzo, et les avait donnés à Fabrice Colonna.

terminée, il n'y en avait d'autre dans toute l'Italie que celle de Pise. Le duc de Milan avait d'abord résolu de ne secourir les Florentins qu'en secret, en leur fournissant de l'argent; mais, emporté par son dépit contre les Vénitiens et se laissant même aller à des hauteurs et à des menaces, il leva le masque sans se contraindre davantage. Il commença par refuser le passage aux troupes que les Vénitiens envoyaient à Pise par le chemin de Parme et de Pontremoli, de sorte qu'elles furent obligées d'en prendre un plus long et plus difficile par le Ferrarais. L'empereur, à sa sollicitation, fit retirer tous les ambassadeurs qui étaient à sa cour, excepté celui des rois d'Espagne, et peu de jours après il les rappela tous, hors celui de Venise. Ludovic envoya aux Florentins trois cents archers; il soudoya conjointement avec eux trois cents hommes d'armes, partie commandée par le seigneur de Piombino et partie par Jean-Paul Baglione; outre cela il leur prêta en différents temps plus de trois cent mille ducats, leur promettant encore de plus grands secours quand ils en auraient besoin.

Il sollicita aussi le pape de seconder les Florentins. Alexandre, qui paraissait persuadé que l'établissement des Vénitiens à Pise était dangereux pour les Etats du Saint-Siége, promit d'envoyer aux Florentins cent hommes d'armes et trois galères commandées par le capitaine Villamarina, pour empêcher qu'il n'entrât des vivres dans Pise du côté de la mer. Mais après avoir différé long-temps sous divers prétextes, il les refusa enfin ouvertement, parce qu'il tourna toutes ses vues du côté de la France, par le moyen de laquelle il espérait s'emparer du royaume de Naples. Ce n'est pas qu'il ne sentît la difficulté de ce projet, mais il se la dissimulait à lui-même, comme il arrive toujours dans les choses qu'on désire avec ardeur.

C'était une espèce de fatalité que les refus que les Aragonais faisaient de s'unir au pape par les liens du sang inspirassent de nouveaux desseins à ce pontife. En effet, Alexandre, avant d'avoir pris le parti de s'unir à la France, avait demandé la fille de Frédéric, roi de Naples, en mariage pour le cardinal de Valence, prêt à quitter l'état ecclésiastique à la première occasion, et pour dot la principauté de Tarente. Il se persuadait que si son fils, qui avait beaucoup d'esprit et de courage, était une fois maître d'une partie aussi considérable du royaume de Naples, il pourrait aisément trouver l'occasion de dépouiller son beau-père, que sa faiblesse, l'épuisement de ses finances et ses brouilleries avec plusieurs barons mettaient hors d'état de se défendre. Le duc de Milan exhortait vivement Frédéric à faire ce mariage. Il lui fit représenter d'abord avec les plus vives instances et ensuite avec dureté par Marquesin Stampa, qu'il avait envoyé pour cet effet en ambassade à Rome et de là à Naples, qu'il était à craindre que ses refus n'obligeassent le pape à se livrer à la France; ajoutant qu'il y aurait de l'imprudence et de la faiblesse si, lorsqu'il s'agissait du salut de toute l'Italie, il se laissait vaincre à une fausse délicatesse par rapport à un mariage, à la vérité inégal, et s'il ne savait pas sacrifier sa répugnance à la conservation de ses Etats. Malgré tous ces efforts Frédéric rejeta constamment cette alliance Il avouait que l'inimitié du pape pouvait mettre son royaume en danger; mais il disait que donner sa fille avec la principauté de Tarente au cardinal de Valence, ce serait s'y mettre lui-même; et qu'après tout, forcé d'opter entre ces deux périls, il aimait mieux s'exposer à celui qui ne le déshonorait pas et où il n'aurait rien à se reprocher. Le refus de Frédéric détermina le pape à s'unir au roi de France; et dans cette résolution Alexandre, pour ne pas déplaire aux Vénitiens qu'il voulait attirer dans le même parti, refusa de secourir les Florentins.

Ceux-ci, encouragés par les puissants secours du duc de Milan et par la réputation de valeur et d'habileté de Paul Vitelli, n'oubliaient rien pour venir à bout de leur entreprise. Elle paraissait pourtant difficile, car outre le nombre, l'expérience et le courage de la noblesse et du peuple de Pise, les Vénitiens avaient dans cette ville quatre cents hommes d'armes, huit cents Stradiots et plus de deux mille hommes d'infanterie, et ils se disposaient à y envoyer encore de plus grandes forces; ceux même qui au commencement n'avaient pas été d'avis dans le sénat de se charger de la protection des Pisans étaient aussi ardents que les autres à les soutenir pour l'honneur de la république.

Le plan de Ludovic et des Florentins fut d'avoir une armée assez forte pour emporter toutes les places du territoire de Pise, et de mettre tout en usage pour engager les puis-

sances voisines d'abandonner les Pisans ou de ne point inquiéter les Florentins en faveur des Vénitiens. Ludovic avant de se déclarer avait soudoyé en commun avec les Vénitiens deux cents hommes d'armes sous la conduite de Jean Bentivoglio; il sut si bien gagner ce capitaine qu'il l'engagea à se donner à lui seul, et pour se l'assurer encore davantage les Florentins prirent son fils Alexandre[1] à leur service. Leur dessein était d'avoir quelqu'un à opposer aux Vénitiens en cas que ceux-ci voulussent tenter quelque diversion du côté de la Romagne par le moyen du seigneur de Faenza qui s'était mis sous leur protection. Ils prirent encore à leur solde Octavian Riario, seigneur d'Imola et de Forli, avec cent cinquante hommes d'armes. Catherine Sforze, sa mère, qui le gouvernait absolument, était dévouée à Ludovic et aux Florentins par plus d'une raison, mais particulièrement parce qu'elle s'était mariée en secret avec Jean de Médicis, et que le duc de Milan, qui n'était pas content du gouvernement populaire de Florence, avait dessein d'y rétablir les Médicis. Ludovic obtint aussi des Lucquois, qui lui étaient fort attachés, qu'ils ne favoriseraient plus les Pisans; quoiqu'ils n'observassent pas avec la dernière exactitude leur promesse à cet égard, ils ne laissèrent pas de se contenir beaucoup, à sa considération. Les Génois et les Siennois étaient ennemis des Florentins depuis long-temps; d'ailleurs ils avaient des intérêts à démêler avec eux, ceux-ci pour Montepulciano, ceux-là pour la Lunigiana. Il était à craindre que les Siennois, aveuglés par leur haine, ne consentissent même contre leur propre intérêt, comme cela était arrivé plusieurs fois, à donner passage par leur Etat aux ennemis des Florentins pour attaquer ceux-ci de ce côté-là. A l'égard des Génois, quoiqu'ils vissent avec peine les Vénitiens s'affermir dans Pise, ils souffraient néanmoins que ceux-ci et les Pisans commerçassent dans les Rivières ou côtes de Gênes, à cause du grand profit qui en revenait à plusieurs particuliers de cette ville, où la considération du bien public n'a pas beaucoup de pouvoir; ce commerce était aussi d'une grande utilité aux Pisans. Ludovic conseilla aux Florentins d'envoyer des ambassadeurs à Gênes et à Sienne pour proposer de le prendre pour arbitre de leurs différends. Mais on ne put rien conclure avec les Génois, qui demandaient la cession des droits des Florentins sur Serezana, sans aucun autre avantage pour ceux-ci que d'interdire tout commerce aux Pisans dans les Etats de Gênes. Les Florentins trouvèrent si peu de proportion entre ce qu'il y avait à gagner et à perdre pour eux dans ce marché qu'ils ne voulurent point acheter l'amitié des Génois à ce prix.

(1) Jean Bentivoglio avait cinq fils, savoir : Annibal, Hercule, Alexandre, Hermès et Antoine Galéas, protonotaire apostolique.

CHAPITRE II.

Victoire des Vitelli à Cascina. Autres victoires des Vitelli. Les ambassadeurs florentins à Venise. Difficulté des arrangements entre les Florentins et les Pisans. Alviano et Orsino à la solde des Vénitiens. Trève entre les Florentins et les Siennois. Pierre et Julien de Médicis à Massadi avec les Vénitiens. Nouvelles intrigues de Paul Vitelli. Alviano à Poppi. Paul Vitelli marche sur Casentimo contre les Vénitiens.

Pendant ces négociations l'armée des Florentins, plus forte en cavalerie qu'en infanterie, se mit en campagne avec son nouveau général; alors les Pisans, qui depuis la victoire d San-Regolo avaient infesté tout le pays san obstacle par le moyen de leurs Stradiots, levè vent le siége de Ponte-di-Sacco qu'ils venaien de former tout récemment; Vitelli qui s'étai emparé de Calcinaia attendait qu'il lui vînt davantage d'infanterie; pendant ce temps-là il s mit en embuscade auprès de Cascina où s'étaient retirées quelques troupes vénitienne commandées par Marc Martinengo et mal dis ciplinées; il leur tua beaucoup de Stradiot avec Jean Gradanigo, capitaine de gendarme et fit prisonniers Franco, chef des Stradiots, e cent cavaliers. Après cet échec les Vénitiens, n se trouvant pas en sûreté à Cascina, se retirè rent dans le faubourg de Saint-Marc, à Pise en attendant de nouvelles troupes de Venise Vitelli ayant reçu l'infanterie qu'il attendait f semblant de vouloir assiéger Cascina, et quan il vit que les Pisans donnaient dans ce piége passa à l'improviste la rivière d'Arno et mit siége devant le château de Buti, ayant aupa ravant envoyé trois mille fantassins pour occu per les hauteurs voisines, et fait conduire so artillerie par la montagne avec beaucoup d peine à cause de la difficulté du chemin;

emporta la place deux jours après qu'il eut posé ses batteries. Vitelli jugea à propos de faire ce siége parce qu'il voyait bien qu'il n'était pas possible de prendre Pise par force; l'opiniâtreté incroyable du peuple et même des paysans qui s'y étaient réfugiés et qu'un long usage des armes avait fort aguerris, le nombre des troupes auxiliaires des Vénitiens et les fortifications de la ville, lui en ôtaient toute espérance. Il jugea donc que le parti le plus sage était d'affamer peu à peu cette ville, de porter pour cet effet la guerre dans cette partie du pays qui est à la droite de la rivière d'Arno et de tâcher de s'emparer de tous les postes par où l'on pourrait empêcher qu'il n'y vînt du secours par terre. Dans cette vue, après la prise de Buti, il fit construire un fort dans le lieu le plus élevé des montagnes qui sont au-dessus de San-Giovani-della-Vena, et il alla assiéger celui que les Pisans avaient bâti auprès de Vico-Pisano, après y avoir fait conduire son canon avec la même difficulté qu'à Buti. En même temps il se saisit de tout le Val-di-Calci, et il fit construire un autre fort à la Pietra-Dolorosa, au-dessus de Vico-Pisano, pour empêcher qu'il n'entrât du secours dans cette place; il assiégea aussi le château de la Verrucola, tandis que le comte Rinuccio avec d'autres troupes se posta dans le Val-di-Nievole afin d'obliger les ennemis à ne point s'éloigner de Pise et de les tenir en alarme par rapport à Librafatta et Val-di-Serchio. Mais cela n'empêcha pas que quatre cents hommes d'infanterie sortis de Pise ne taillassent en pièces quelques fantassins du siége de la Verrucola qui étaient logés avec beaucoup de négligence dans l'église de Saint-Michel.

Paul Vitelli, après avoir pris le fort qu'il assiégeait, et dont la garnison se rendit à condition de pouvoir emmener son artillerie à Vico-Pisano, mit le siége devant cette place; il ne l'attaqua pas du côté par où les Florentins l'avaient fait lorsqu'il la défendait, mais par celui de San-Giovani-della-Vena où il était à portée d'empêcher qu'il n'y vînt du secours de Pise. Aussitôt que son canon eut fait brèche, les assiégés, n'espérant pas d'être secourus, se rendirent vies et bagues sauves, ne voulant pas résister jusqu'à l'extrémité dans la crainte d'être traités comme ceux de Buti, où Paul, pour intimider les autres, avait exercé beaucoup de cruautés et fait couper les mains à trois canonniers allemands.

Ce succès fut aussitôt suivi d'un autre. Les Pisans, croyant qu'il leur serait aisé de surprendre le fort de Pietra-Dolorosa, y envoyèrent deux cents chevau-légers et beaucoup d'infanterie qui y arrivèrent avant le jour; mais ils y trouvèrent plus de résistance qu'ils ne s'étaient imaginé. Pendant qu'ils donnaient l'assaut ils aperçurent une partie de l'armée qui accourait au secours de la place. Ils prirent le parti de se retirer vers Pise, mais ils rencontrèrent dans la plaine de Calci Vitellozzo qui s'était avancé de ce côté-là avec un autre détachement pour les couper. Tandis qu'ils combattaient contre lui, Paul Vitelli, qui survint encore, les obligea de prendre la fuite; ils perdirent dans cette occasion beaucoup de chevaux et presque toute leur infanterie.

Cependant les Florentins furent avertis par le duc de Ferrare et d'ailleurs que les Vénitiens pourraient en venir à un accommodement; mais que pour les y disposer davantage il ne faudrait pas traiter avec eux d'égal à égal, mais comme avec une puissance supérieure, ce qui semblait convenir à la dignité d'une puissante république. Sur cet avis, qu'ils ne voulurent pas négliger, ils envoyèrent en ambassade à Venise Guy-Antoine Vespucci et Bernard Ruccellaï, deux des plus considérables de la noblesse de Florence, pour pressentir le sénat. Ils n'y en avaient point envoyé jusqu'alors, pour ne pas offenser Charles VIII, et parce que, ne se sentant pas en état de réduire les Pisans, ils jugeaient que leurs prières, n'étant point appuyées par la réputation et les forces, ne feraient pas un grand effet; mais étant alors maîtres de la campagne et le duc de Milan s'étant déclaré ouvertement pour eux, ils ne désespéraient pas d'engager les Vénitiens à faire un traité convenable.

Ces ambassadeurs furent reçus avec honneur par le doge et le sénat. Après avoir excusé les Florentins de ce qu'ils n'avaient pas encore fait cette démarche par plusieurs raisons fondées sur les circonstances des temps, ils demandèrent ouvertement que le sénat voulût bien abandonner la protection de Pise, ajoutant qu'ils avaient d'autant plus de confiance de n'être pas refusés que leur république n'avait jamais offensé les Vénitiens, et que la grande réputation d'é-

quité dans laquelle était le sénat de Venise leur faisait croire qu'il ne voudrait pas dans cette occasion s'éloigner d'une vertu qui était la base de toutes les autres et qui devait l'emporter sur toutes sortes de considérations. Le doge répondit qu'il était vrai que les Vénitiens n'avaient reçu aucune injure de la part des Florentins ; qu'aussi ce n'avait point été dans la vue de leur nuire qu'ils avaient pris la défense de Pise; mais que les Florentins se trouvant les seuls dans toute l'Italie qui fussent attachés à la France, toutes les puissances de la ligue avaient jugé qu'il était de l'intérêt commun de promettre aux Pisans des secours pour défendre leur liberté; que si les autres confédérés manquaient sans scrupule à la foi donnée, pour eux, qui de tous temps s'étaient fait une loi d'observer fidèlement leurs promesses, ils ne voulaient pas suivre un si mauvais exemple; que néanmoins, si l'on pouvait trouver quelque expédient qui mît à couvert la liberté des Pisans, ils feraient voir à tout le monde que ce n'était pas par des vues d'intérêt particulier qu'ils continuaient de les soutenir.

On examina ensuite durant plusieurs jours par quel moyen on pourrait contenter les deux partis; et comme ni les Vénitiens ni les ambassadeurs de Florence ne voulaient en proposer aucun, ils convinrent de s'en remettre à la médiation de l'ambassadeur d'Espagne qui paraissait fort empressé à les accommoder. Son avis fut que les Pisans, à l'exemple de ceux de Pistoya, reconnussent les Florentins, non pour leurs souverains, mais pour leurs protecteurs, ce qui était un milieu entre la servitude et la liberté. Mais les Vénitiens répondirent qu'ils ne reconnaissaient nulle liberté dans une ville où les forteresses et l'administration de la justice seraient entre les mains d'une puissance étrangère. Ainsi les ambassadeurs de Florence, n'espérant plus rien obtenir, s'en retournèrent, bien persuadés que les Vénitiens ne se désisteraient de leur entreprise que lorsqu'ils y seraient contraints par la nécessité.

Les Vénitiens n'avaient pas été d'abord fort alarmés de l'union des Florentins et du duc de Milan. Ils jugeaient que ceux-ci n'ayant pas ouvert la campagne dès le commencement du printemps, ils ne pourraient la tenir assez longtemps pour venir à bout de leur dessein, à cause du territoire de Pise, qui est bas et ordinairement inondé dans l'arrière-saison. D'ailleurs ils avaient nouvellement soudoyé cinq cents hommes d'armes sous la conduite du duc d'Urbin, auquel ils avaient donné le titre de gouverneur, et commandés par quelques autres capitaines. Comme ils entretenaient beaucoup d'intelligences, ils se proposaient, pour faire diversion, d'attaquer les Florentins par plusieurs endroits; et même de faire agir Pierre de Médicis, en faveur duquel ils avaient pris à leur solde Charles Orsino et Barthélemi d'Alviano avec deux cents hommes d'armes.

Ils espéraient engager Jean Bentivoglio, actuellement brouillé avec le duc de Milan, de leur permettre de faire la guerre aux Florentins par le Bolonais. Ce duc, piqué de ce que Bentivoglio avait mieux aimé que son fils Annibal se mît au service des Vénitiens qu'au sien, et joignant à cette injure le souvenir de celles qu'il prétendait avoir déjà reçues de lui lorsque Ferdinand, duc de Calabre, faisait la guerre dans la Romagne, s'était emparé de certains châteaux dans le duché de Milan, appartenant à Alexandre, autre fils de Bentivoglio; mais les Florentins obtinrent enfin de Ludovic qu'il rendît ces châteaux, ce qui détruisit l'espérance des Vénitiens.

Ils firent la même tentative auprès des Siennois, dont la haine naturelle contre les Florentins, jointe à la division qui régnait alors dans cette ville, leur donnait lieu d'espérer qu'on les écouterait favorablement. Pandolphe Petrucci s'y était concilié une grande autorité par son esprit et par son adresse; Nicolas Borghèse, son beau-père, et la famille des Belanti ne voyaient sa puissance qu'avec beaucoup de chagrin. Ceux-ci étaient d'avis d'accorder le passage au duc d'Urbin et aux Orsini que les Vénitiens avaient envoyés se poster à la Fratta, dans le Pérousin, avec un corps de quatre cents hommes d'armes, deux mille hommes d'infanterie et quatre cents Stradiots. Il disait qu'une trêve avec les Florentins, suivant la demande du duc de Milan, leur faciliterait la réduction de Pise, après laquelle ils ne manqueraient pas d'attaquer Sienne; qu'il fallait au contraire profiter de l'occasion et ne faire avec Florence d'autre traité qu'une bonne paix par laquelle Montepulciano leur demeurerait; et que puisqu'on était certain que les

Florentins ne voudraient jamais céder cette place, il n'y avait point d'autre parti à prendre que de s'unir aux Vénitiens. Comme ils se sentaient appuyés par le sénat de Venise, ils espéraient abaisser par son moyen le pouvoir de Pandolphe; celui-ci, à la sollicitation du duc de Milan, soutenant l'avis contraire, avait beaucoup de peine à les faire passer, car la haine contre les Florentins, et la grande apparence qu'il y avait qu'on les obligerait par la force de céder Montepulciano, faisaient plus d'effet sur l'esprit du peuple que toutes ses raisons. Il représentait tous les maux que la guerre causerait aux Siennois s'ils l'attiraient dans leur pays, et à quels dangers ils seraient exposés si les Vénitiens s'établissaient en Toscane; que, pour s'en convaincre, ils n'avaient qu'à se rappeler qu'ils avaient été sur le point de perdre leur liberté, en 1478, pour s'être unis à Ferdinand, roi de Naples, contre les Florentins, et qu'ils les auraient réduits en servitude si la prise d'Otrante par Mahomet II ne l'avait pas obligé de rappeler de Sienne ses troupes, et Alphonse son fils; que leur histoire pouvait encore leur apprendre que leur haine contre les Florentins, à cause de cette même ville de Montepulciano, les avait autrefois aveuglés jusqu'à se soumettre volontairement au comte de Vertus [1], afin de pouvoir leur faire la guerre par son moyen.

Ces raisons, quoique solides, ne touchaient point les Siennois, et Pandolphe courait risque de voir ses ennemis soulever le peuple contre lui, s'il ne les avait prévenus en faisant venir de la campagne un grand nombre de ses amis, et en obligeant les Florentins de faire avancer en même temps à Poggio-Imperiale trois cents hommes d'armes et mille fantassins. S'étant mis par ce moyen en état de contenir la faction opposée, il fit conclure une trève de cinq ans avec les Florentins, qui, sacrifiant leur gloire au péril présent, consentirent à démolir une partie de Ponte-Vagliano et à raser le fort qui causait tant d'ombrage aux Siennois; outre cela, ils permirent de construire autant de forts qu'ils voudraient entre la Chiané et Montepulciano. Ce traité rendit Pandolphe encore plus puissant qu'il ne l'avait été, de sorte que peu de temps après il fit assassiner son beau-père, qui traversait ouvertement tous ses projets. Cette violence ayant jeté la terreur parmi ses autres ennemis, il s'affermit de plus en plus dans sa tyrannie.

Les Vénitiens, n'espérant donc plus faire diversion du côté de Sienne et n'ayant pas mieux réussi auprès des Pérousins, se réduisirent à attaquer les Florentins par la Romagne; ils se flattaient de prendre facilement, à la faveur des intelligences que Pierre de Médicis y avait depuis long-temps, les places que ceux-ci possédaient dans l'Apennin. Pour cet effet, ils engagèrent le jeune seigneur Faënza à donner passage par la vallée de Lamone aux troupes qu'ils avaient en ce pays; Pierre et Julien de Médicis se joignirent à ces forces et prirent le bourg de Marradi, situé sur l'Apennin, du côté qui regarde la Romagne. On ne leur y fit aucune résistance, parce que Denis de Naldo, qui était de la vallée de Lamone, et que les Florentins payaient pour défendre ce bourg avec trois cents hommes d'infanterie, y amena si peu de monde qu'il ne parut pas sûr de s'y renfermer.

Les Vénitiens mirent ensuite le siége devant le château de Castiglione, bâti sur une éminence au-dessus du même bourg, comptant l'emporter bientôt, parce qu'ils savaient qu'on y manquait de tout et particulièrement d'eau, et qu'après cela rien ne les empêcherait de passer dans le Mugello, pays voisin de Florence. Mais le commandant de ce fort suppléa par son courage au défaut de munitions, et le ciel pourvut au besoin d'eau, car il plut pendant toute une nuit avec tant d'abondance qu'on remplit tous les vaisseaux et toutes les citernes.

Cependant le comte Rinuccio, accompagné du seigneur de Piombino et de quelques autres capitaines, s'étant avancé par le Mugello, obligea les Vénitiens à se retirer presque en désordre; car ceux-ci, n'ayant compté de réussir dans leur expédition que par une extrême diligence, n'avaient pas amené beaucoup de forces avec eux; d'ailleurs ils craignaient que le comte de Gajazzo et Fracasse que le duc de Milan avait envoyés, le premier à Cotignuola avec trois cents hommes d'armes et mille fantassins, et l'autre à Forli avec cent hommes d'armes, et qui étaient déjà en marche, ne vinssent fondre sur eux. Ils prirent donc le parti d'aller joindre

[1] Jean Galéas Visconti, nommé *comte de Vertus* avant qu'il eût pris le titre de *duc de Milan*.

les autres troupes vénitiennes et le duc d'Urbin qui était revenu du Pérousin. Elles se trouvèrent toutes rassemblées entre Ravenne et Forli; mais leurs chefs ne méditaient aucune entreprise considérable, attendu qu'outre les forces des Florentins le duc de Milan avait encore dans la Romagne cinq cents hommes d'armes, cinq cents archers et mille hommes d'infanterie, et que d'ailleurs Imola et Forli formaient un grand obstacle à leurs desseins. Cependant Paul Vitelli, après la prise de Vico-Pisano, entreprit d'assiéger Librafatta; afin de pouvoir l'attaquer par l'endroit le plus faible et éviter en même temps les insultes de l'ennemi pendant sa marche, où son artillerie et ses bagages devaient lui causer de l'embarras, il ne voulut prendre ni le chemin qui conduit dans la plaine de Pise, ni celui qui tourne par la plaine de Lucques autour des montagnes dans la vallée; mais il en fit faire un tout nouveau au travers des montagnes par un grand nombre de pionniers. Il s'empara, chemin faisant, du fort de Montemaggiore, que les Pisans avaient construit sur le sommet de la montagne, et il descendit sans danger dans la plaine de Librafatta. Il en fit les approches dès le lendemain, et prit sans difficulté deux tours peu distantes de la place, nommées Potito et Castel-Vecchio, qui étaient défendues par quelques fantassins; ensuite il plaça ses batteries sur la dernière et dans quelques autres endroits. Il y avait deux cents hommes d'infanterie vénitienne dans cette place, d'ailleurs bien fortifiée; cependant l'artillerie battant le haut et le bas des murs, il espérait d'y faire bientôt brèche et de pouvoir donner l'assaut le jour suivant. Mais il arriva par hasard qu'un pan de la muraille abattu la nuit se renversa de manière que les démolitions haussaient de sept pieds un rempart déjà commencé derrière. Après avoir tenté vainement pendant trois jours l'escalade de ce retranchement, il commençait presque à désespérer du succès de son entreprise, surtout depuis qu'une pièce d'artillerie des assiégés qui tirait par une canonnière basse incommodait beaucoup ses gens, lorsqu'un hasard vint au secours de sa valeur et de son industrie; tant il est vrai que sans la fortune toute l'habileté des généraux est souvent inutile. Un boulet d'une de ses batteries fracassa cette pièce qui faisait tant de peine aux assiégeants, tua un des meilleurs canonniers de la place, et la traversa d'un bout à l'autre. Cet accident effraya tellement les assiégés, qui d'ailleurs ne pouvaient se présenter sur la brèche sans un péril extrême, à cause de la batterie posée sur la tour, qu'ils se rendirent le quatrième jour du siége; la citadelle capitula aussi après avoir essuyé quelques coups de canon.

Vitelli fit ensuite élever plusieurs forts sur les montagnes voisines, et entre autres celui della Ventura, capable de contenir beaucoup de monde, et qui commandait tout le pays aux environs. Il le fit bâtir au-dessus de Santa-Maria, dans le même lieu où l'on dit qu'autrefois il en fut construit un par Castruccio, Lucquois, célèbre capitaine de son temps. Il comptait que par le moyen de Librafatta et de ce fort il empêcherait les Pisans de tirer aucuns convois de Lucques ni de Serezana.

Les Vénitiens de leur côté n'oubliaient rien pour soulager Pise par des secours effectifs ou par des diversions; la brouillerie qui survint alors entre le duc de Milan et le marquis de Mantoue ne releva pas peu leurs espérances. Le marquis, qui ne voulait pas perdre le titre de capitaine général qu'il avait eu au service des Vénitiens, ne s'était mis à la solde de Ludovic que sur la parole que celui-ci lui donna de le nommer dans trois mois capitaine général de ses troupes, de celles de l'empereur, ou de quelque autre des confédérés; mais au bout des trois mois le duc n'exécuta point sa promesse, pour ne point chagriner Galéas de San-Severino, qui, n'ayant d'autre mérite que d'avoir su gagner ses bonnes graces, ne voulait pas quitter le titre de capitaine général dont il était en possession. Le marquis de Mantoue, piqué de cette conduite et se plaignant d'ailleurs de n'être pas payé, résolut de rentrer au service des Vénitiens, qui lui proposaient de l'envoyer au secours de Pise avec trois cents hommes d'armes. Ludovic, ayant été informé de cette résolution, le déclara alors capitaine général de l'empereur et de ses propres troupes. Mais il n'était plus temps; le marquis s'était déjà rendu à Venise, où il avait promis aux Vénitiens de se jeter dans Pise malgré les Florentins; et après avoir reçu d'eux une partie de sa solde il était retourné à Mantoue pour se préparer à cette expédition.

Il se serait mis d'abord en marche si les Vénitiens lui avaient fourni les choses néces-

saires à son départ avec autant d'empressement qu'ils en avaient eu à le prendre à leur service. Mais ils commencèrent à se refroidir par rapport à l'entreprise dont il s'était chargé, dans l'espérance qu'on leur donna de surprendre Bibiena, place du Casentin, par le moyen d'une intelligence avec d'anciens partisans des Médicis; ils jugèrent qu'attendu la difficulté de pénétrer jusqu'à Pise, il convenait davantage à leurs intérêts de faire cette diversion. Le marquis de Mantoue regarda le changement des Vénitiens comme un affront, et il reprit le service du duc de Milan avec trois cents hommes d'armes et cent chevau-légers, sous le titre de capitaine général de l'empereur et du duc, gardant l'argent qu'il avait reçu des Vénitiens en déduction de ce qu'ils lui devaient du passé.

Les Florentins avaient quelque soupçon de l'intrigue de Bibiena, et ils en avaient même reçu des avis certains de Bologne; mais les ordres les mieux concertés sont inutiles si on ne les exécute avec promptitude et dans leur entier. A la vérité le commissaire qu'ils y envoyèrent sur-le-champ pour prévenir les ennemis fit arrêter les plus suspects des habitants, qui en effet avaient part à la conjuration, mais il eut l'imprudence de se laisser surprendre par leurs discours et de les relâcher. Il se conduisit dans tout le reste avec tant de négligence qu'il facilita à d'Alviano, chargé de l'entreprise, l'exécution de son dessein. Cet officier envoya devant lui quelques cavaliers en habit de voyageurs; ces soldats arrivèrent à la porte de la ville à la pointe du jour et s'en emparèrent sans résistance, le commissaire n'ayant eu ni la précaution d'y poser un corps-de-garde, ni même celle de la faire tenir fermée plus tard qu'à l'ordinaire. Il parut aussitôt plusieurs autres cavaliers qui suivaient les premiers, et qui avaient répandu le bruit sur leur chemin qu'ils étaient des gens de Vitelli. Les conjurés prirent en même temps les armes, de sorte que dans un moment ils furent maîtres de la place où d'Alviano se rendit le jour même. Ce capitaine, à qui son caractère vif et impétueux faisait pousser ordinairement sa pointe avec beaucoup de chaleur, marcha tout de suite à Poppi, qui est la principale ville de cette vallée, quoiqu'il n'eût qu'une poignée de soldats avec lui; il comptait l'emporter d'emblée; mais y ayant trouvé de la résistance, il fallut qu'il se contentât de se saisir des postes voisins de Bibiena, qui ne sont pas fort importants.

Le Casentin, qu'arrose la rivière d'Arno, est un pays étroit, stérile et montueux, entre les Alpes et l'Apennin qui était alors couvert de neige, parce qu'on était au commencement de l'hiver; malgré ces obstacles il eût été facile de pénétrer par-là jusqu'à Florence, si d'Alviano eût pu s'emparer de Poppi, et c'était un chemin commode pour entrer dans le territoire d'Arrezzo et dans le Valdarno, pays pleins de grandes villes et de châteaux, et par conséquent d'une extrême importance pour les Florentins.

C'est pourquoi ils ne négligèrent rien pour détourner le péril qui les menaçait de ce côté-là; ils fortifièrent toutes les places qui en avaient besoin; ensuite ils arrêtèrent une intelligence que les ennemis avaient dans Arrezzo. Enfin leur principal objet étant d'empêcher que les Vénitiens n'envoyassent de nouvelles troupes dans le Casentin, ils rappelèrent le comte Rinuccio du territoire de Pise, et l'envoyèrent en diligence se saisir des pas de l'Apennin entre Valdibagno et la Pieve de San-Stephano. Le duc d'Urbin, Charles Orsino et d'autres capitaines ne laissèrent pourtant pas de pénétrer dans le Casentin, et les Vénitiens y eurent par ce moyen une armée de sept cents hommes d'armes et de six mille hommes d'infanterie, parmi lesquels il y avait quelques Allemands. Avec ces forces ils se rendirent maîtres de presque toute cette vallée, mais ils firent inutilement une seconde tentative contre Poppi.

Les Florentins furent donc dans la nécessité, comme les Vénitiens l'avaient prévu, d'y envoyer Paul Vitelli avec son armée, en laissant de bonnes garnisons dans les places les plus importantes du Pisan et dans le fort della Ventura. A son arrivée, les ennemis, qui le jour même s'étaient mis en marche pour assiéger Prato-Vecchio, se retirèrent, et les affaires changèrent de face, surtout après que Fracasse, envoyé par le duc de Milan, se fût joint à Vitelli avec cinq cents hommes d'armes et cinq cents fantassins. Alors les Vénitiens, qui étaient fort à l'étroit dans leurs différents postes, furent exposés à de grands embarras; d'ailleurs, ayant été obligés de détacher des troupes pour garder les pas de la Vernia, de Chiusi et de Montalone, afin de s'assurer l'entrée et la sortie du Casentin, le gros de l'ar-

mée en était d'autant affaibli. Outre cela ils étaient enfermés dans cette vallée, peu propre aux mouvements de la cavalerie; et la saison étant fort rude, on ne pouvait se flatter de rien faire ni dans ces quartiers ni ailleurs. Le comte Rinuccio était dans Arrezzo avec deux cents hommes d'armes; ainsi ils ne pouvaient réussir dans le Casentin après avoir manqué d'abord Poppi. Enfin le nom de Médicis n'y était en aucune considération; les habitants du pays se déclaraient tous contre eux, et ils avaient même eu beaucoup à souffrir de la part des paysans avant l'arrivée de Vitelli. Ils prirent donc le parti de renvoyer au-delà des Alpes une partie de leur bagage et de leur artillerie, et de se rapprocher les uns des autres autant que la situation du pays pouvait le permettre.

Vitelli avait coutume de n'épargner ni fatigues ni dépense pour s'assurer une victoire certaine, préférant une sage lenteur à des exploits plus prompts et plus brillants, mais souvent dangereux. Suivant ce système, il résolut de ne point attaquer les plus fortes places, et il se contenta d'obliger peu à peu les ennemis d'abandonner les plus faibles; son dessein était encore de leur fermer les passages du pays, de manière qu'ils ne pussent recevoir de nouvelles troupes ni se secourir mutuellement d'un lieu à un autre. Il comptait que cette conduite en ferait périr beaucoup, et que le plus grand nombre qui était dans Bibiena se consumerait de lui-même, tant par la disette des vivres que par le défaut de fourrages. Il reprit donc plusieurs postes voisins de Bibiena, peu importants par eux-mêmes, mais qui servaient beaucoup à son dessein, et gagnant chaque jour du terrain, il enleva plusieurs hommes d'armes qui étaient dispersés aux environs de cette place. D'un autre côté, pour fermer le chemin aux troupes vénitiennes qui s'assemblaient au-delà des Alpes afin de venir au secours des leurs, il se saisit de toutes les places qui sont autour du mont de la Vernia, et fit creuser des fossés dans tous les passages des environs. Les ennemis voyant augmenter chaque jour leurs incommodités et diminuer leurs vivres, plusieurs désertaient de jour en jour et tombaient presque tous entre les mains des paysans ou des soldats de Vitelli.

Les deux armées étaient dans cet état, lorsque le duc de Ferrare remit sur le tapis la négociation d'un accommodement sollicité par les Vénitiens. Quoiqu'on n'eût donné à Venise aucune espérance aux ambassadeurs de Florence, néanmoins plusieurs des plus considérables du sénat, lassés de cette guerre onéreuse, auraient bien voulu qu'on trouvât quelque expédient convenable pour se décharger de la défense de Pise, surtout quand ils virent que rien ne réussissait dans le Casentin.

CHAPITRE III.

César Borgia renonce au cardinalat. Divorce de Louis XII et de sa première femme. Louis XII cherche à faire renvoyer à sa décision les affaires de Pise. Discours de Grimani et de Trevisano dans le conseil de Pregadi pour et contre une alliance avec la France. L'alliance est conclue. Capitaines vénitiens à Bibiena. Dissensions à Florence sur le droit du général. Premiers soupçons conçus contre Vitelli. Orateurs florentins à Venise. Compromis entre les Vénitiens et les Florentins, dans le duché de Ferrare, pour l'arrangement des affaires de Pise. Conditions offertes par le duc.

Tandis que la ville de Pise causait tous ces mouvements en Italie, le nouveau roi de France se préparait à venir attaquer le duché de Milan l'année suivante; il avait lieu d'espérer qu'il serait secondé par les Vénitiens, que leur haine mortelle contre Ludovic portait à s'unir étroitement avec la France. Le pape prenait encore avec le roi de plus grandes liaisons; rebuté par Frédéric et persistant toujours dans les mêmes vues sur le royaume de Naples, il fondait toutes ses espérances sur Louis XII. Son dessein était d'obtenir pour son fils, Charlotte, fille du même Frédéric, qui était toujours à la cour de France; cette princesse, n'étant point encore mariée, semblait ne devoir prendre un époux que de la main de Louis.

Sur l'espérance que ce prince en donna au pape, le cardinal de Valence se rendit un jour au consistoire, où il exposa à son père et aux cardinaux qu'il n'avait jamais eu d'inclination pour l'état ecclésiastique, et il les supplia de lui permettre de quitter le chapeau pour suivre la profession à laquelle il était appelé; il prit aussitôt l'habit séculier et il se prépara à passer incessamment en France.

Le pape avait déjà promis au roi d'autoriser son divorce avec la reine, et le roi de son côté s'était engagé de l'aider, après la conquête du duché de Milan, à réduire sous l'obéissance du

Saint-Siége les villes de la Romagne possédées par les vicaires de l'Eglise, et de lui payer actuellement trente mille ducats dont Alexandre disait avoir besoin pour augmenter ses forces et pour se défendre contre les ennemis que son alliance avec le roi ne manquerait pas de lui faire en Italie.

Pour exécuter ce traité le roi commença par payer l'argent, et le pape donna commission à l'évêque de Ceuta, son nonce[1], et aux archevêques de Paris et de Rouen[2], de procéder à la dissolution du mariage de Louis. La reine se défendit d'abord par le ministère de ses procureurs; mais ses juges ne lui étant pas moins suspects que l'autorité de sa partie lui était formidable, elle consentit de perdre son procès, moyennant le duché de Berri avec trente mille livres de revenu, qu'on lui donna pour sa subsistance. Ainsi le divorce[3] ayant été confirmé par sentence des commissaires, le roi n'attendait plus, pour célébrer son second mariage, que l'arrivée de César Borgia qui apportait la dispense du pape[4].

De cardinal et d'archevêque, César était devenu homme d'épée et duc; le roi lui avait donné une compagnie de cent lances avec vingt mille francs de pension, et la ville de Valence en Dauphiné avec titre de duché et vingt mille livres de revenu. S'étant embarqué à Ostie sur les vaisseaux que le roi lui avait envoyés, il arriva à la cour[5] dans une pompe et un appareil magnifiques, et fut reçu du roi avec de grands honneurs. Il apporta avec lui le chapeau de cardinal pour Georges d'Amboise, archevêque de Rouen[1], qui, après avoir toujours eu part à la mauvaise fortune du roi, était alors dans la plus grande faveur auprès de lui.

On ne fut pas d'abord content à la cour de France du procédé de César Borgia; lorsque le roi lui demanda la dispense, il répondit qu'il ne l'avait pas apportée; le pape lui avait conseillé d'en user ainsi pour rendre Louis plus facile à leurs desseins. Mais l'évêque de Ceuta ayant découvert la vérité au roi en grand secret, ce prince se crut suffisamment dispensé devant Dieu par l'expédition de la bulle, et, sans la demander davantage, il célébra publiquement son mariage et le consomma[2]; alors le duc de Valentinois, ne pouvant plus garder la dispense, se résolut enfin à la donner au roi. L'évêque de Ceuta paya bien cher son indiscrétion, car le duc, ayant su dans la suite que c'était par lui que la chose avait été découverte, l'empoisonna.

Cependant le roi songeait à s'assurer des princes ses voisins. Il avait déjà confirmé la paix que son prédécesseur avait faite avec le roi d'Angleterre; il la conclut aussi avec les rois d'Espagne, qui, ne voulant plus désormais se mêler des affaires d'Italie, rappelèrent non-seulement tous les ambassadeurs qu'ils y avaient, excepté celui qui résidait auprès du pape, mais encore Gonsalve avec toutes leurs troupes. Cette retraite mit Frédéric en possession des places de la Calabre, qui jusque là avaient toujours été tenues en leur nom.

Il n'était pas si facile de faire la paix avec l'empereur. Ce prince était entré dans la Bourgogne à l'occasion de quelques mouvements qui y étaient survenus; le duc de Milan lui avait fourni une somme considérable pour cette expédition, dans l'espérance, ou que Louis pour défendre ses propres États abandonnerait ses desseins sur l'Italie, ou que ces deux princes faisant la paix, le Milanais y serait compris,

(1) Nos historiens nomment deux autres commissaires avec l'évêque de Ceuta, Portugais, nommé par les uns Pierre et par les autres Ferdinand, savoir : le cardinal Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, et Louis d'Amboise, évêque d'Albi; et ils ne parlent ni de l'archevêque de Rouen ni de l'évêque de Paris.

(2) Paris, dans ce temps-là, n'était qu'un évêché suffragant de Sens. Guicciardini ne l'ignorait pas, ainsi qu'il paraît par la suite; ce qui doit faire croire que c'est par la faute des imprimeurs que le titre d'archevêque est ici donné à l'évêque de Paris.

(3) Le peuple de Paris murmura fort de ce divorce, et il y eut des prédicateurs qui blâmèrent hautement le roi. Jeanne supporta sa disgrace avec beaucoup de constance; elle se retira à Bourges, et y mourut le 4 février 1505, après avoir fondé le monastère des Annonciades, où elle prit le voile.

(4) Anne de Bretagne était petite-fille de Marguerite d'Orléans, sœur du père de Louis XII; ainsi elle était nièce de ce prince à la mode de Bretagne.

(5) La cour était alors à Chinon. Brantôme donne la description de l'entrée de César Borgia, qui se fit le mercredi 18 décembre 1498, et qui fut d'une magnificence surprenante.

(1) Il était le huitième de neuf fils que Pierre d'Amboise, seigneur de Chaumont, etc., eut d'Anne de Bueil, sa femme. Pierre fut conseiller et chambellan des rois Charles VII et Louis XI, et mourut en 1473, laissant neuf fils et huit filles. Georges fut d'abord évêque de Montauban en 1484, puis archevêque de Narbonne et enfin archevêque de Rouen.

(2) Ce fut le 18 janvier 1499.

gés en une haine implacable, est une preuve encore toute récente de ce que je viens de dire.

« Le péril que nous pourrions craindre de la conquête du roi de France n'est donc ni si certain, ni si grand que, pour l'éviter, nous soyons obligés de demeurer exposés à un danger réel, présent et bien au-dessus du premier; et que, par la crainte de l'avenir, nous refusions une si belle portion du Milanais et si fort à notre bienséance. Une pareille conduite ne pourrait être attribuée qu'à une lâcheté et à une bassesse qui déshonoreraient même de simples particuliers, et à plus forte raison la plus florissante république après la république romaine. D'aussi belles occasions sont rares; et si la sagesse et le courage de ceux qui savent en profiter méritent des éloges, on ne peut trop blâmer une faiblesse qui ne sait que les laisser échapper. Une prudence timide, et qui s'inquiète trop de l'avenir, n'attire que du mépris; car les choses de ce monde sont sujettes à tant de bizarres vicissitudes que rarement la plus sage prévoyance n'est pas trompée; enfin abandonner un bien présent dans la crainte d'un mal à venir, si ce mal n'est ni certain ni fort prochain, c'est se préparer souvent le regret et la honte d'avoir perdu des occasions utiles et glorieuses par de vaines terreurs.

« Je suis donc d'avis, messieurs, que la république s'unisse au roi de France contre le duc de Milan. Cette alliance procurera notre sûreté présente, fera respecter le nom vénitien auprès de toutes les puissances, et va nous donner de nouveaux États que nous eussions achetés autrefois par des fatigues et des dépenses infinies. Mais ce qui doit nous rendre cet agrandissement plus agréable, c'est que, outre l'utilité présente qui l'accompagne, il nous servira à accroître la gloire et les États de la république. »

Ce discours fut écouté avec beaucoup d'attention, et le courage de Grimani et son zèle pour la patrie méritèrent des applaudissements. Mais Trevisano soutint l'avis contraire en ces termes :

« Messieurs, j'avoue que la république a reçu de grandes injures de la part de Ludovic Sforze et que la dignité du sénat en a beaucoup souffert. Mais c'est précisément la grandeur de ces outrages et de notre sensibilité qui doit nous engager à les oublier en faveur du bien public. L'effort de la prudence est de savoir réprimer une juste indignation; se vaincre soi-même et commander à sa colère est une vertu qui mérite d'autant plus d'éloges qu'elle est rare, surtout lorsque le ressentiment est légitime. Il est donc de la gloire de ce sénat, dont la sagesse fait l'admiration du monde entier, de se représenter toute l'infamie dont il va se couvrir en rappelant aujourd'hui en Italie les Français, dont il l'a si courageusement délivrée. Outre cela, considérez le danger auquel nous serons continuellement exposés, si le duché de Milan tombe entre les mains du roi de France.

« Pour se convaincre de la grandeur de ce péril, il ne faut que se ressouvenir des alarmes où nous jeta la conquête du royaume de Naples par le roi Charles; la république ne se rassura qu'après s'être liguée contre lui avec presque tous les princes de la chrétienté. Cependant quelle comparaison de ces temps à nos jours? Ce prince, manquant de presque tous les talents qui font les rois, n'était, pour ainsi dire, qu'un fantôme de roi. Une conquête aussi éloignée de la France que l'était le royaume de Naples, bien loin d'augmenter sa puissance, ne servait qu'à l'affaiblir en divisant ses forces. D'ailleurs il eut toujours pour ennemis le pape et le roi d'Espagne, qui craignaient pour les États qu'ils possédaient dans le voisinage du royaume de Naples; mais aujourd'hui, le premier par différents motifs, et les autres par dégoût, n'entreront pour rien dans les affaires d'Italie s'ils n'y sont forcés par la nécessité. Au contraire, le nouveau roi de France, loin d'être méprisable, est à craindre par ses qualités personnelles; le Milanais est si près de la France, et tellement à portée d'être secouru, qu'il ne faut pas espérer de le lui arracher, à moins qu'on ne soulève le monde entier contre elle; et nous cependant, voisins d'une puissance si formidable, nous serons agités, même au sein de la paix, par de continuelles inquiétudes qui nous obligeront à des dépenses sans bornes. Enfin, si elle nous fait la guerre, comment pourrons-nous résister à ses forces?

« J'avouerai que je n'ai pu voir sans étonnement qu'on ne craignît rien d'un roi de France maître du duché de Milan, et qu'on parût si fort appréhender Ludovic Sforze qui nous est beaucoup inférieur en forces, et qui

la timidité et l'avarice ont toujours mis sur le point d'échouer dans ses entreprises. On tremble qu'il ne réunisse les autres puissances contre nous, comme s'il n'était pas d'une extrême difficulté, vu la différence des esprits et des intérêts, de former une pareille ligue. D'ailleurs un prince puissant par lui-même, et qui n'a pas besoin de secours étrangers pour agir, n'est-il pas plus redoutable qu'une puissance composée de plusieurs membres qui, conduits par des vues opposées, se croisent toujours dans leurs opérations?

« On ose espérer que ceux qui souhaitent aujourd'hui notre abaissement étoufferont leurs ressentiments et leur ambition pour écouter les conseils de la prudence, et seront plus sages que nous, qui n'aurons pu réprimer le désir de nous agrandir. Mais je demande sur quel fondement on peut s'assurer que l'empereur et les Allemands seront plus excités par leur ancienne animosité contre les Français et par la jalousie de voir le Milanais entre leurs mains, qu'ils ne le seront contre nous par le dépit que leur cause depuis si long-temps la possession où nous sommes de tant d'États qu'ils prétendent appartenir à la maison d'Autriche ou à l'empire? Qui nous répondra que l'empereur se joindra plus volontiers à nous contre le roi de France qu'au roi de France contre nous? N'y a-t-il pas même plus d'apparence qu'il sera notre ennemi? L'union sera plus naturelle entre des Barbares, ennemis éternels de l'Italie, et l'empereur, en se liguant avec le roi, sera à portée de faire plus de conquêtes sur nous que notre alliance ne pourrait lui en procurer sur la France. Après tout, la manière dont il s'est conduit dans la dernière ligue, lorsqu'il vint en Italie, ne me persuade pas qu'on doive tant désirer de l'avoir pour allié.

« Il est vrai que Ludovic nous a fait des outrages sensibles, mais il y aurait une imprudence marquée à exposer nos propres États à de si grands périls pour nous en venger. Il n'est point honteux de dissimuler ses ressentiments jusqu'à ce que l'occasion de les faire éclater se présente, et une république peut l'attendre. Au contraire, il y a de la honte à se livrer à la vengeance avant le temps, et dans les affaires d'État l'imprudence déshonore toujours quand elle est suivie d'un mauvais succès. On ne croira pas que le désir de punir le duc de Milan nous a portés à une démarche si téméraire; mais on dira que nous n'avons écouté que l'envie d'avoir Crémone; l'Europe entière demandera ce qu'est devenue la sagesse de ce sénat; tout le monde s'étonnera qu'après avoir si souvent blâmé l'imprudence de Ludovic nous ayons, comme lui, attiré les Français en Italie. Je ne saurais nier que l'acquisition de Crémone et de la Chiaradadda ne soit belle et favorable à nos desseins; mais considérez si elle peut balancer l'atteinte que la conquête du Milanais par le roi de France portera sûrement au crédit de la république. En effet, ne sommes-nous pas plus respectés maintenant que Venise tient le premier rang entre les puissances d'Italie, que nous ne le serons lorsqu'un prince qui nous est si supérieur aura des États dans notre voisinage?

« Nous avons été autrefois tantôt brouillés, tantôt unis avec Ludovic Sforze; la même chose peut encore arriver tous les jours sans beaucoup de danger, et l'affaire de Pise n'est pas si désespérée qu'on ne puisse y apporter du remède ni assez importante pour nous obliger de prendre un parti si dangereux. Nous ne pourrons éviter d'être toujours en guerre avec les Français quand ils seront nos voisins; les occasions s'en présenteront à chaque instant. La différente manière de penser des Barbares et des Italiens, l'orgueil des Français, la haine naturelle des rois contre les républiques, et enfin l'ambition qui porte toujours le plus fort à opprimer le plus faible, seront des sources inépuisables de division.

« Je ne suis donc pas tenté de l'acquisition de Crémone; au contraire, elle ne sert qu'à m'alarmer; ce ne sera qu'une occasion de plus qu'on aura de nous faire la guerre. Les Milanais ne pourront jamais souffrir ce démembrement de leur État, et l'empereur et les Allemands n'en seront pas moins irrités, Crémone et la Chiaradadda étant des dépendances de l'empire. Cet appât qu'on nous jette ne servira qu'à réveiller notre ambition et à nous inspirer le goût des conquêtes qui nous attireront chaque jour de nouveaux ennemis. Il arrivera enfin de là qu'il nous faudra vaincre tout le monde ou en être vaincus, et je laisse à juger auquel des deux on doit plutôt s'attendre. Je suis persuadé, messieurs, que vous ne démentirez pas votre prudence ordinaire dans cette occasion, et que vous prendrez encore le parti le plus sage. »

Cet avis, quoique soutenu par de si puissantes raisons, et appuyé de l'autorité de plusieurs des principaux et des plus sages du sénat, fut moins goûté que le premier, qui était dicté par l'ambition et la colère, passions qui portent toujours à des résolutions dangereuses. La haine contre Ludovic Sforze était extrême et générale; et le plus grand nombre se laissa éblouir par l'acquisition d'un pays aussi considérable que la ville de Crémone, son territoire et la Chiaradadda, dont on retirerait au moins cent mille ducats tous les ans, et par le moyen duquel la république, embrassant presque toute la rivière de l'Oglio, allait étendre ses limites jusqu'au fleuve du Pô et fort au loin sur l'Adda; d'ailleurs les Vénitiens s'approchaient par ce moyen des villes de Milan, de Parme et de Plaisance, dont ils ne seraient plus éloignés que d'environ quinze ou seize milles. Ils regardaient cet agrandissement comme un moyen de s'emparer de tout le duché de Milan, si le roi de France venait à être embarrassé dans des affaires qui l'empêchassent de veiller à la conservation de cet Etat. On se persuadait même déjà que ce temps n'était pas si fort éloigné; le caractère des Français, plus propres à faire des conquêtes qu'à les conserver, et le parallèle qu'on faisait de la forme durable de la république avec les variations du gouvernement de France occasionnées par le changement de rois, appuyaient de si flatteuses espérances; enfin on considérait que la différence des mœurs françaises et italiennes altérerait bientôt la bonne intelligence des conquérants et des peuples conquis. C'est pourquoi l'avis de Grimani passa à la pluralité des voix, et les ambassadeurs de Venise en France furent chargés de conclure la ligue aux conditions offertes, pourvu néanmoins qu'on n'y fît point mention de l'affaire de Pise.

Cette restriction déplut fort au roi de France. Il avait compté qu'après qu'on aurait remis la ville de Pise entre ses mains, Venise et Florence ne balanceraient pas à se joindre à lui. Il croyait qu'attendu la disposition où les Vénitiens étaient d'abandonner la défense de Pise, il aurait été plus convenable de le faire d'une manière qui facilitât la conquête du Milanais à laquelle ils avaient intérêt, que par un accommodement qui leur procurerait à la vérité quelque condition un peu meilleure, mais qui serait cause d'un autre côté que les Florentins demeureraient unis à Ludovic Sforze. Comme c'était celui-ci qui dirigeait la négociation de Ferrare, le roi avait tout lieu de craindre de n'avoir par l'événement ni les Vénitiens ni les Florentins dans son parti. Ne jugeant donc pas qu'il fût de la prudence de se mettre dans le cas de ne pouvoir compter ni sur l'une ni sur l'autre des deux républiques, et choqué d'ailleurs du peu de confiance qu'on lui marquait, il préférait la paix avec l'empereur, par laquelle il leur serait libre à tous deux de faire la guerre à Ludovic Sforze et aux Vénitiens chacun de leur côté. Il fit donc dire par ses ministres aux ambassadeurs de Venise qu'il ne voulait point de traité, à moins qu'on ne terminât en même temps l'affaire du dépôt de Pise, et il déclara lui-même à ceux de Florence qu'ils pouvaient en être assurés.

Mais le duc de Valentinois, les agents du pape, le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, Trivulce et tous les autres Italiens qui animaient le roi à la guerre pour leurs intérêts particuliers, ne le laissèrent pas long-temps dans cette résolution. Ils lui représentèrent que rien ne pouvait lui être plus préjudiciable que de se priver du secours des Vénitiens par la crainte de n'avoir pas celui des Florentins; que les premiers, par leur puissance et leur proximité, étaient en état et à portée de le servir efficacement dans la conquête du duché de Milan, au lieu que ceux-ci, épuisés par la guerre, et d'ailleurs fort éloignés du Milanais, ne lui seraient pas d'une grande utilité; qu'il arriverait de là que Ludovic abandonnerait les Florentins pour se réconcilier avec les Vénitiens; et en ce cas quelles difficultés ne trouverait-on pas dans l'expédition de Milan? que l'expérience avait fait voir ce que pouvaient les forces des Vénitiens jointes à celles de Ludovic; que, quoique plusieurs grands princes fussent entrés dans la ligue faite contre Charles VIII, il n'y avait eu néanmoins que ces deux puissances réunies qui avaient pris Novare et défendu le Milanais; que de compter sur l'empereur et de s'unir à lui, c'était se tromper et s'exposer beaucoup, les vastes projets de ce prince n'étant soutenus ni par les forces ni par la prudence; que, supposé même qu'il pût être dans la suite plus heureux qu'il ne l'avait été jusqu'alors, il n'était pas de l'intérêt de la France de contri-

buer à l'agrandissement de son ancien ennemi.

Le roi fut tellement ébranlé par ces raisons qu'il changea d'avis, et il consentit à conclure la ligue avec les Vénitiens sans faire mention de l'affaire de Pise. On convint par le traité [1] que dans le même temps que le roi entrerait dans le Milanais, les Vénitiens s'y jetteraient aussi de leur côté; qu'après la conquête de ce duché, le roi, en gardant pour lui tout le reste, abandonnerait en propriété aux Vénitiens Crémone, avec toute la Chiaradadda, à l'exception néanmoins d'environ 70 pieds de terrain le long de la rivière d'Adda; qu'ils seraient respectivement obligés de défendre avec un certain nombre de troupes, le roi Crémone et tout ce que les Vénitiens possédaient dans la Lombardie jusqu'aux lagunes de Venise, et les Vénitiens le duché de Milan.

Ce traité fut tenu si secret que Ludovic Sforze, pendant plusieurs mois, ne put savoir certainement si la ligue n'était que défensive, comme on le publiait à la cour de France et à Venise, ou si elle était offensive contre lui; le pape même, qui était en si bonne intelligence avec le roi, n'en fut informé que fort tard.

Après la conclusion de ce traité, le roi ne parla plus de Pise aux Florentins, et il leur fit des offres bien différentes de celles qu'on avait proposées d'abord. Cette conduite, jointe aux maux que leur faisaient les Vénitiens, les mit dans la nécessité de s'unir plus étroitement que jamais au duc de Milan, par le secours duquel leurs affaires continuaient à prendre un tour favorable dans le Casentin.

Cependant les Vénitiens, harcelés sans cesse par les soldats de Vitelli et par les paysans, manquant d'ailleurs de vivres et de fourrages, s'étaient enfermés dans Bibiena et dans quelques autres petites places; ils avaient grand soin de conserver les défilés de l'Apennin, afin de recevoir des secours ou de se retirer s'ils y étaient obligés. Charles Orsino gardait le pas de Montalone avec ses gendarmes et cent fantassins, et d'Alviano était posté plus bas à la Vernia. Paul Vitelli, qui allait toujours pied à pied, selon sa coutume, après avoir acculé les ennemis dans un si petit terrain, voulut les contraindre encore, à force d'incommodités, d'abandonner ces deux passages, après quoi il comptait d'en obtenir une victoire facile ou de les faire périr de misère, quand ils seraient réduits à la seule ville de Bibiena et enfermés de tous côtés entre les Florentins et les montagnes. Ses espérances étaient d'autant mieux fondées que le nombre de leurs soldats était déjà beaucoup diminué; car outre ceux qui avaient été enlevés dans leurs quartiers, plus de quinze cents chevaux et une fort grande quantité d'infanterie avaient déserté les uns après les autres, faute de vivres et de postes sûrs; et la plupart avaient beaucoup souffert de la part des paysans au passage des Alpes.

Charles Orsino, en se retirant du pas de Montalone qu'il fut contraint d'abandonner, se vit sur le point d'être taillé en pièces; car il fut attaqué dans sa marche par plusieurs soldats des Florentins et par les gens du pays, qui, sachant qu'il ne pouvait pas demeurer dans ce poste, se tenaient tout prêts à profiter de l'occasion. Mais s'étant saisi d'un terrain avantageux, il se mit en défense et il ne perdit qu'une partie de son bagage, ayant même assez maltraité ceux qui le poursuivaient en désordre. Les troupes qui gardaient les défilés de la Vernia et de Chiusi furent aussi contraintes de se retirer à Bibiena, où le duc d'Urbin, d'Alviano, Astor, Baglione, Pierre Marcello, provéditeur vénitien, et Julien de Médicis, se renfermèrent avec sept cents hommes d'infanterie et soixante chevaux, bien résolus de tenir dans cette place, la seule qui leur restât dans le Casentin, jusqu'à ce qu'il leur fût arrivé des secours.

Les Vénitiens, pour leur honneur et encore plus pour obtenir de meilleures conditions, n'avaient garde d'abandonner entièrement ce pays. C'est pourquoi le comte de Pitigliano apportait toute la diligence possible à rassembler à Ravenne les troupes destinées pour le secours; il y était encore excité par les instances et les plaintes continuelles du duc d'Urbin et des autres, qui lui mandaient que l'extrême nécessité allait les contraindre de composer avec les ennemis. Le duc de Milan et les généraux florentins auraient bien voulu emporter Bibiena avant qu'elle fût secourue; pour cet effet ils demandaient à Florence un renfort de quatre mille hommes d'infanterie; mais outre que la rigueur de la saison ne permettait pas

(1) Ce traité fut conclu à Etampes et signé à Blois le 15 avril 1499.

d'agir facilement dans ce pays, où l'hiver est plus rude qu'ailleurs, les Florentins, lassés de tant de dépenses, n'étaient pas fort disposés à en faire encore dans cette occasion. De nouvelles divisions, jointes aux anciennes, rendaient cette affaire encore plus difficile; une partie des habitants favorisait Paul Vitelli et une autre voulait rétablir le comte Rinuccio. Celui-ci avait des parents d'un grand crédit, et il ne voyait qu'avec beaucoup de jalousie son rival dans une place qu'il avait occupée longtemps, où il avait fidèlement servi la république, et qu'il n'avait perdue que par le malheur qui lui était arrivé à San-Regolo. Comme il était dans le Casentin avec sa compagnie, il ne se prêtait pas volontiers aux occasions qui pouvaient augmenter la réputation de Vitelli, dont il souhaitait l'abaissement. Ce général, de son côté, ne se mettait pas fort en peine de gagner l'affection des troupes ; il se faisait payer à toute rigueur et avait de la hauteur avec les commissaires florentins ; souvent, dans les délibérations et dans l'exécution, il s'arrogeait plus d'autorité qu'il ne paraissait convenable ; il avait même accordé depuis quelques jours, sans consulter les commissaires, un sauf-conduit au duc d'Urbin qui était malade, et Julien de Médicis, profitant de l'occasion, avait accompagné le duc dans sa retraite. Les Florentins étaient persuadés que si Vitelli n'avait pas donné ce sauf-conduit, le duc d'Urbin, dans l'impatience d'aller rétablir sa santé dans ses Etats, serait venu à composition et aurait retiré ses troupes de Bibiena; ils se plaignaient hautement que sans leur participation on eût facilité la retraite de Julien de Médicis, déclaré rebelle, et qui venait de paraître les armes à la main contre sa patrie. Cette conduite de Vitelli décréditait ses conseils et faisait rejeter ses demandes à Florence, où la manière dont il avait fait la guerre dans le Casentin ne lui donnait pas beaucoup de réputation auprès du peuple. On disait que tout ce qu'il y avait eu d'important avait été fait par les paysans ; on ne trouvait pas que la longueur de cette guerre répondît à l'opinion qu'on s'était formée de la valeur de ce capitaine, et l'on attribuait même à mauvaise volonté, comme le peuple fait toujours, ce qui ne provenait que des obstacles causés par la rigueur de la saison et du manque des choses nécessaires.

Le renfort de quatre mille hommes n'ayant donc point été envoyé, le comte de Pitigliano eut le temps de se rendre à Elci, château du duché d'Urbin près des confins de l'Etat de Florence, où Charles Orsino et Pierre de Médicis l'attendaient au rendez-vous de l'armée qui devait passer l'Apennin. La nature du pays où l'on allait et le défaut de fourrages avaient obligé ce général à prendre beaucoup d'infanterie et peu d'hommes d'armes, qui n'étaient même armés qu'à la légère. Ce fut là le dernier effort que firent les Vénitiens pour le Casentin. Paul Vitelli, laissant Bibiena bloquée et de bonnes gardes à tous les passages, s'avança avec le reste de son armée à la Pieve de San-Stefano, place des Florentins située au pied des Alpes, pour s'opposer à la descente des ennemis. Mais quand le comte de Pitigliano vit devant lui les Alpes couvertes de neige, une armée nombreuse qui l'attendait dans la plaine, et les défilés étroits qu'il avait à forcer, défilés qu'il n'est pas facile de passer même dans la belle saison et lorsqu'il n'y a aucun obstacle, il n'osa en risquer le passage, malgré les plaintes et les reproches du sénat de Venise, plus prompt, disait-il, à le blâmer qu'à lui fournir les choses nécessaires, et quoiqu'on lui promît de lui faciliter cette entreprise par une diversion dans le Val-di-Bagno, où les Vénitiens avaient déjà fait quelques hostilités.

Si la guerre se faisait lentement, la paix se négociait avec chaleur. Elle était également désirée par les deux républiques, et le duc de Milan ne la souhaitait pas avec moins d'empressement. Dans la frayeur que lui causait la ligue conclue entre le roi de France et les Vénitiens[1], il se flattait que cette paix disposerait ceux-ci à ne pas tant souhaiter les Français en Italie, et que, lui tenant compte de ses soins pour la procurer, leur ressentiment contre lui s'éteindrait en partie. Ainsi, se rendant médiateur entre eux et les Florentins auprès d'Hercule d'Este son beau-père, il voulait obliger ceux-ci de condescendre un peu au désir des premiers ; il ne se servait pas tant en cette occasion de son crédit, qui commençait à diminuer, que d'un autre moyen plus efficace ; les Florentins qui s'étaient

(1) Elle n'était pas encore conclue alors et elle ne fut signée que le 15 avril, comme il a été observé ci-dessus, page 171. Mais Ludovic Sforze pouvait y voir déjà assez de disposition pour fonder sa crainte.

aperçus de son dessein commençaient à se défier beaucoup de lui; il leur fit entendre qu'il serait obligé, pour se défendre contre le roi de France, de retirer les troupes qu'il entretenait pour leur service, ou du moins la plus grande partie. Après plusieurs mois de négociations à Ferrare, où il survint plusieurs difficultés, les Vénitiens prièrent Hercule de se rendre en personne à Venise pour terminer l'affaire plus facilement. Il en faisait quelque difficulté, et encore plus les Florentins, qui, sachant que les Vénitiens auraient bien voulu que l'on s'en remît à l'arbitrage du duc de Ferrare, étaient fort éloignés de l'accepter. Mais à la fin, vaincus par les instances de Ludovic, ils consentirent au voyage d'Hercule, et ils envoyèrent avec lui Jean-Baptiste Ridolfi et Paul-Antoine Soderini, deux des meilleures têtes de Florence.

La première question qui fut agitée à Venise fut de savoir si Hercule serait regardé comme arbitre ou s'il serait simplement médiateur, comme ami commun. Les Florentins voulaient qu'il n'eût que cette dernière qualité, ainsi qu'il l'avait eue à Ferrare, où l'on était déjà presque convenu sur les principaux articles. Ils savaient que dans les choses qui dépendraient de lui il favoriserait les Vénitiens, surtout s'il en décidait à Venise, et que quand il n'y serait pas porté par lui-même, le duc de Milan, par l'envie qu'il avait de se rendre agréable aux Vénitiens, l'y engagerait. Ils craignaient même qu'il n'abusât du pouvoir que lui donnerait le compromis pour faire quelque changement aux articles de Ferrare, sans compter que peut-être il n'y aurait aucun égard. D'un autre côté les Vénitiens étaient résolus, si le compromis n'était pas accepté, de rompre la négociation, moins encore pour ne pas manquer ce qu'ils espéraient de la faveur de l'arbitre que parce qu'ils n'étaient pas d'accord entre eux sur cette affaire.

Quoique tous les sénateurs désirassent la paix et qu'ils fussent également lassés des grandes dépenses de cette guerre dont on n'espérait qu'un léger avantage, néanmoins plusieurs, et particulièrement les plus jeunes et les plus fiers, ne voulaient point d'accommodement, à moins que les Pisans ne demeurassent libres, ou que du moins on ne leur laissât ce qu'ils possédaient dans le territoire de Pise lorsqu'ils s'étaient mis sous la protection des Vénitiens. Ils se fondaient sur plusieurs raisons, et principalement sur ce que la république ayant promis aux Pisans par un décret public de conserver leur liberté, elle ne pouvait les abandonner sans déshonneur. Quelques autres, moins délicats sur ce point, étaient extrêmement difficiles par rapport au remboursement des frais de la guerre, pour lesquels ils prétendaient que Florence leur abandonnât la ville de Pise. Mais presque tous les sénateurs les plus sages et qui avaient davantage d'autorité voulaient la paix à quelque prix que ce fût. Ils désespéraient absolument de pouvoir défendre Bibiena et de soutenir Pise, vu les difficultés qu'on avait trouvées à y faire entrer du secours et le peu d'effet des diversions qu'ils avaient tentées. Ils considéraient d'ailleurs que, quoique l'expédition du Milanais parût facile, il pourrait arriver que le roi de France, n'ayant pas fait la paix avec l'empereur ou retenu par d'autres affaires qui pouvaient lui survenir au-delà des monts, ne serait pas en état d'attaquer ce duché, et que lorsqu'il exécuterait ce projet il serait peut-être traversé par des contre-temps imprévus, comme il en arrive tous les jours à la guerre. Mais surtout ils étaient effrayés des grands préparatifs qu'on disait que Bajazet faisait par mer et par terre pour les attaquer dans la Grèce. Toutes ces considérations leur faisaient juger qu'il était nécessaire de sacrifier, du moins en partie, l'honnête à l'utile, pour ne pas demeurer exposés à tant de périls à la fois par une exactitude trop scrupuleuse à observer leur promesse.

Mais n'ignorant pas que cet avis, auquel on serait obligé d'en venir enfin, ne passerait pas facilement dans leurs grands conseils, ils avaient habilement engagé le conseil des *Pregati*, dès le commencement de la négociation de Ferrare, de donner tout pouvoir au conseil des Dix dans l'affaire de Pise et de conclure la paix avec les Florentins. Ce conseil moins nombreux n'était composé que des plus sages de la république, dont la plus grande partie était de ce sentiment. Mais la négociation ayant été transférée à Venise, ils n'étaient plus si assurés de faire réussir leur projet; il y avait toute apparence que le conseil des Pregati ne se rangerait pas à leur avis, et pourrait bien même rejeter tout-à-fait les articles

arrêtés à Ferrare; d'ailleurs n'ignorant pas combien le conseil des Dix allait se rendre odieux s'il approuvait seulement ces articles, ils insistèrent fortement pour le compromis, comptant que la haine du jugement qui interviendrait, supposé qu'on n'en fût pas content, tomberait plutôt sur l'arbitre que sur eux, et qu'après tout ils auraient moins de peine à obtenir la ratification de ce qui serait décidé qu'à faire approuver un accommodement négocié avec la partie opposée.

Après bien de la résistance, les Florentins, effrayés des menaces que le duc de Milan leur faisait de retirer toutes ses troupes de la Toscane, consentirent enfin au compromis qui donnait un plein pouvoir à Hercule, duc de Ferrare, de décider dans l'espace de huit jours. Il termina cette affaire le 6 avril, et sa décision fut : Que dans huit jours tous actes d'hostilité cesseraient entre les Vénitiens et les Florentins; que le jour de Saint-Marc prochain toutes les troupes de part et d'autre se retireraient, et surtout celles que les Vénitiens avaient dans Bibiena et dans les autres lieux appartenant aux Florentins; que ceux-ci oublieraient le passé en faveur des habitants de Bibiena; que pour indemniser les Vénitiens des frais de la guerre, qu'ils faisaient monter à huit cent mille ducats, les Florentins leur paieraient cent quatre-vingt mille ducats, savoir quinze mille tous les ans jusqu'à concurrence; qu'on accorderait aux Pisans une pleine amnistie de tout le passé et la liberté d'exercer toutes sortes d'arts et de commercer par mer et par terre; qu'ils auraient la garde des citadelles de Pise et de tous les autres lieux dont ils étaient en possession au jour de la décision, mais qu'ils ne pourraient mettre en aucun endroit que des personnes non suspectes aux Florentins, lesquelles seraient payées sur les revenus que ceux-ci tireraient de Pise; que les Pisans ne pourraient augmenter ni les garnisons qu'on tenait dans ces places, ni la dépense qu'on y faisait avant la révolution; que tous les châteaux du territoire de Pise qui avaient été repris par les Florentins depuis que les Pisans étaient sous la protection des Vénitiens seraient rasés si les Pisans l'exigeaient; que la ville de Pise aurait le premier degré de juridiction en matière civile seulement, et que la justice y serait rendue en cette partie par un podestat étranger qui serait choisi par les Pisans dans des lieux agréés des Florentins; que le gouverneur qui serait établi par ceux-ci ne connaîtrait que des causes d'appel, et ne pourrait juger les affaires criminelles où il s'agirait de peine afflictive sans le conseil d'un assesseur qui serait choisi par le duc de Ferrare et ses successeurs entre cinq docteurs en droit de ses Etats qui lui seraient proposés par les Pisans; que tous les biens meubles et immeubles enlevés de part et d'autre seraient rendus aux propriétaires sans restitution de fruits; qu'au reste les droits des Florentins sur la ville de Pise et sur son territoire demeureraient en leur entier, et que les Pisans ne pourraient rien entreprendre au préjudice de la république de Florence, tant par rapport aux forteresses qu'à toute autre chose.

CHAPITRE IV.

Plaintes des Pisans sur cet arrangement. Les Vénitiens rappellent leurs troupes de la Toscane. Les Florentins ratifient l'arrangement. Les Pisans chassent les garnisons vénitiennes des forteresses. Les Florentins continuent le siége de Pise. Menées de Ludovic Sforze. Il cherche à s'allier avec les Florentins. Il est abandonné de tous les principaux d'Italie. Armée française en Italie. Prise d'Arrezzo par les Français. Allocution de Ludovic au peuple de Milan. Prise d'Alexandrie par les Français. Ludovic Sforze fait partir ses enfants. Il charge Bernardino da Corte de la défense de la citadelle de Milan et s'enfuit en Allemagne. Crémone se rend aux Vénitiens. Bernardino da Corte vend à prix d'argent le château de Milan. Blâmé et méprisé de tous il meurt de chagrin. Paul Vitelli s'empare de Cascina. Il fait l'assaut de Pise. Il prend la forteresse de Stampace, mais ne peut s'emparer de Pise. Il est forcé de lever le siége de Pise. Accusé de trahison il est arrêté et décapité à Florence. Toute l'Italie envoie des ambassadeurs à Louis XII, à Milan.

Cette décision ayant été rendue publique à Venise, il s'éleva par toute la ville de grands murmures contre Hercule et contre ceux qui avaient conduit cette intrigue; on se plaignait de ce qu'à la honte de la république on avait manqué de foi aux Pisans, et de ce qu'on n'avait presque point eu d'égard au remboursement des frais de la guerre. Ces plaintes étaient encore aigries par les députés de Pise, qu'on avait toujours flattés jusqu'alors d'une pleine liberté, et de les mettre en possession de tout leur territoire, peut-être même de Livourne; ils reprochaient aux Vénitiens l'indignité avec laquelle on les abandonnait, sans pourvoir réellement à leur sûreté après tant de promesses, sur la foi desquelles ils avaient

négligé l'amitié de toutes les autres puissances et refusé plusieurs fois des conditions beaucoup meilleures de la part des Florentins mêmes. Comment pouvaient-ils s'assurer que ceux-ci n'auraient pas l'adresse de s'emparer de l'autorité absolue à Pise, lorsqu'ils y auraient rétabli leurs magistrats et leurs marchands, et que d'un autre côté les gens de la campagne, qui avaient fait la principale défense de la ville, seraient retournés dans leurs maisons pour travailler à la culture des terres? que rien ne serait plus facile aux Florentins, surtout étant maîtres des portes de la ville et des forts, puisque les garnisons seraient payées par eux et qu'il ne serait pas permis aux Pisans, dans un temps si suspect, d'y mettre plus de monde qu'il n'y en avait quand tout était tranquille; qu'enfin l'amnistie qui devait leur être accordée serait illusoire, puisqu'on laissait aux Florentins la liberté de les opprimer par les voies de la justice pour la restitution des marchandises et des autres effets qui avaient été pillés dans les troubles, et que tous leurs biens ne pouvant pas suffire à cette restitution, on ne manquerait pas de les traîner dans les prisons.

Pour faire cesser ces plaintes, le lendemain, quoique le temps du compromis fût expiré, les principaux sénateurs engagèrent Hercule, qui dans ce mécontentement de presque toute la ville ne se croyait pas trop en sûreté à Venise, d'ajouter à sa décision, à l'insu des ambassadeurs de Florence, une déclaration qui portait: Que sous le nom de forteresses étaient comprises les portes de la ville de Pise et de toutes les autres places où il y avait des citadelles; que, pour le paiement des garnisons et des gages du podestat et de l'assesseur, il serait assigné aux Pisans une certaine somme sur les revenus de Pise; que les lieux non suspects d'où le podestat serait pris seraient les Etats de l'Eglise, de Mantoue, de Ferrare et de Bologne, et que les sujets qui seraient actuellement engagés au service de quelqu'un seraient exclus de cette place; qu'il n'y aurait point de restitution des biens meubles, et qu'à cet égard tout serait enseveli dans un profond oubli; que les Pisans auraient la liberté de nommer l'assesseur, pourvu qu'il fût pris en lieu non suspect; et que, sans l'assistance de cet assesseur, le gouverneur florentin ne pourrait juger aucune affaire criminelle, quelque légère qu'elle pût être; qu'enfin les Pisans seraient favorablement traités par les Florentins, et de la même manière que toutes les autres villes nobles d'Italie; qu'on ne leur imposerait aucune nouvelle charge.

Quand ces sénateurs sollicitèrent cette déclaration, leur unique but était d'adoucir les députés de Pise et d'avoir de quoi se disculper dans le conseil des Pregati, en y faisant entendre que si l'on n'avait pas obtenu une liberté entière pour les Pisans, on avait du moins si bien pourvu à leur sûreté qu'on ne pouvait pas dire qu'on les eût entièrement abandonnés à la discrétion des Florentins.

Il y eut de grandes contestations dans ce conseil; mais enfin la considération des conjonctures présentes, la difficulté de soutenir les Pisans, et plus que tout le reste la crainte du Turc, l'emportèrent. Il fut donc arrêté que, sans ratifier la décision par un décret, on s'y conformerait actuellement; que dans les temps marqués on cesserait toute hostilité et l'on retirerait les troupes de la Toscane, sans se mêler davantage de l'affaire de Pise. Il y avait même beaucoup de gens dans le sénat qui commençaient déjà à souhaiter que cette ville fût absolument soumise aux Florentins, de peur qu'elle ne tombât entre les mains du duc de Milan.

La décision d'Hercule n'excita pas de moindres mouvements à Florence, lorsqu'elle y fut publique. On fut extrêmement choqué qu'il fallût rembourser les frais d'une guerre injuste, d'autant plus qu'il ne revenait à la république d'autre avantage de cette paix qu'un vain nom de seigneurie, puisque les forts seraient au pouvoir des Pisans, et que la justice criminelle, qui est ce qu'il y a de plus important pour s'assurer d'un Etat, ne dépendrait pas entièrement des magistrats qu'on enverrait à Pise. Néanmoins les menaces du duc de Milan, qui les avaient obligés d'accepter le compromis, les forcèrent encore à ratifier cette décision, mais non la déclaration survenue qu'ils ne connaissaient point encore; ils se consolèrent par l'espérance de remettre avec le temps les choses en un meilleur état par leur industrie et par la douceur avec laquelle ils traiteraient les Pisans.

Mais l'indignation et l'embarras de ceux-ci

furent extrêmes. Outrés contre les Vénitiens et craignant encore quelque nouvelle supercherie de leur part, ils firent sortir les troupes vénitiennes des forts de Pise, leur ôtèrent la garde des portes, et ne voulurent plus permettre qu'elles logeassent dans la ville. Ils ne savaient s'ils devaient accepter la décision ou la rejeter; d'un côté se voyant abandonnés de tout le monde, ils penchaient vers le premier parti; mais de l'autre ils étaient retenus par la connaissance qu'ils avaient de la haine des Florentins, et par le désespoir d'obtenir d'eux un pardon sincère après des offenses si cruelles et après avoir mis plusieurs fois Florence à deux doigts de sa perte. Quoique le duc de Milan les pressât de céder, et que même pour les y engager il leur offrît sa médiation auprès des Florentins afin d'obtenir quelque adoucissement aux conditions de la décision, ils voulurent essayer s'ils ne réveilleraient point ses anciens désirs, et ils lui envoyèrent offrir la souveraineté de leur ville. Enfin, après bien des incertitudes, ils se déterminèrent à s'exposer aux dernières extrémités plutôt que de retomber sous la domination des Florentins. Ils y furent encouragés par les Génois, par les Lucquois et par Pandolphe Petrucci; le duc de Milan fut aussi soupçonné à Florence d'y avoir contribué, quoiqu'il n'y eût réellement aucune part, tant il est naturel d'avoir de la défiance sur le compte de ceux qui ont fait paraître de la mauvaise foi. Les Florentins, n'espérant donc plus d'avoir Pise par la douceur, crurent au moins qu'il leur serait facile de la réduire par la force; ils firent donc rentrer Paul Vitelli dans le Pisan, et ils s'appliquèrent à faire préparer en grande diligence toutes les choses dont on avait besoin pour cette expédition.

Cependant le péril de Ludovic Sforze croissait de jour en jour. Tous ses efforts dans la négociation de la paix pour s'en faire un mérite auprès des Vénitiens ne lui avaient pas réussi, et ils n'en étaient pas moins animés à sa perte, et par leur ressentiment et par l'espérance des avantages qui devaient leur en revenir. D'un autre côté, Maximilien se pressait moins de faire la guerre au roi de France que de demander de l'argent à Ludovic; au contraire, il avait prolongé la trève jusqu'à la fin du mois d'août, contre la parole qu'il avait plusieurs fois donnée au duc de Milan, et il s'était ligué avec le cercle de Souabe pour faire la guerre aux Suisses, qu'il avait déclarés rebelles à l'Empire pour raison de certains différends qui étaient entre eux. Ainsi Ludovic ne pouvait obtenir de secours de ce côté-là, ni par la vóie de la diversion ni autrement, qu'après la fin de cette guerre, qui coûta beaucoup de sang aux deux partis. Cependant, comme Maximilien lui promettait de ne faire aucun traité avec le roi de France ou avec les Suisses sans l'y comprendre, il était obligé de lui fournir beaucoup d'argent, de peur d'en faire un ennemi. Le roi de France, qui n'ignorait pas ces choses et qui sentait combien il lui était important d'agir tandis qu'il avait pour lui le pape et les Vénitiens, se préparait à entrer dans le Milanais. Néanmoins beaucoup de gens lui conseillaient de différer à l'année suivante, croyant qu'il ne lui convenait pas de s'embarquer dans cette expédition à l'entrée de son règne et sans s'être auparavant muni de beaucoup d'argent; mais, croyant pouvoir achever sa conquête en peu de temps, il se flattait de n'avoir pas besoin de sommes considérables, et il en fournissait même secrètement de petites aux Suisses, pour occuper Maximilien dans cette guerre.

Le duc de Milan voyant approcher l'orage, et n'espérant plus de pouvoir se raccommoder avec les Vénitiens ni d'être secouru par les rois d'Espagne, auprès de qui ses vives sollicitations avaient été inutiles, appliqua tous ses soins et toute son industrie à se procurer quelque secours d'ailleurs. Il envoya Galéas Visconti vers Maximilien et les Suisses pour négocier un accommodement entre eux, et il crut avoir trouvé une occasion favorable de détacher le pape de la France. César Borgia n'avait pu obtenir la main de Charlotte d'Aragon[1] cette princesse, soit par attachement pour son père, soit qu'elle en fût secrètement dissuadée par le roi de France qui pourtant faisait en apparence tous ses efforts pour la porter à ce mariage, l'avait constamment refusé, à moins

(1) Elle épousa l'année suivante, à Lyon, Nicolas, dit Guy seizième du nom, comte de Laval, gouverneur et amiral de Bretagne. De ce mariage vint Anne de Laval, qui épousa, en 1521, François, sire de la Tremoille, et du chef de laquelle tous les biens de la maison de Laval passèrent, dans la suite dans celle de la Tremoille, avec les droits sur la principauté de Tarente et autres du chef de Charlotte d'Aragon.

qu'en même temps on n'assurât la couronne de Naples à son père, qui offrait au roi de France un tribut annuel et plusieurs autres conditions avantageuses. Dans cette circonstance, Ludovic proposa au pape de faire une ligue avec lui, dans laquelle il se promettait de faire entrer le roi Frédéric et les Florentins, d'engager tous les confédérés à le servir contre les vicaires de l'Eglise, et de lui procurer par leur moyen une grande somme d'argent pour acheter quelque État considérable pour son fils. Le pape fit semblant d'abord de prêter l'oreille à cette proposition, mais on ne fut pas longtemps à s'apercevoir que ce n'était qu'une feinte; il trouvait de plus grands avantages dans l'alliance de la France et dans le retour des Ultramontains en Italie. C'est pourquoi il consentit que son fils, qui ne pouvait plus prétendre à Charlotte d'Aragon, épousât une fille du sire d'Albret [1]; ce seigneur, par sa naissance (car il était du sang royal) et par ses grands biens, n'était inférieur à aucun des seigneurs du royaume de France.

Ludovic envoya aussi secrètement des agents à Constantinople, de concert avec le roi Frédéric, pour exciter Bajazet à faire la guerre aux Vénitiens, à laquelle ce prince avait déjà assez d'inclination; il se flattait que les Vénitiens, ayant à se défendre de ce côté-là, ne seraient pas en état d'attaquer le duché de Milan.

Le duc, connaissant l'envie que les Florentins avaient de prendre Pise, leur offrit de les aider de tout ce qu'ils pourraient souhaiter pour cette expédition, pourvu qu'ils s'engageassent à lui fournir trois cents hommes d'armes et deux mille hommes d'infanterie, après la réduction de cette ville. D'un autre côté, le roi de France leur demandait cinq cents hommes d'armes pour un an, et promettait qu'après la conquête du Milanais, il leur fournirait mille lances pendant un pareil temps pour les expéditions qu'ils voudraient faire; qu'il ne ferait aucun accord avec Ludovic qu'ils ne fussent rétablis dans Pise; et que le pape et les Vénitiens s'obligeraient de prendre leur défense en cas qu'ils fussent inquiétés par quelqu'un avant la conquête de Milan.

Les Florentins flottaient entre ces deux partis. La chose souffrait par elle-même des difficultés que la division qui régnait à Florence augmentait encore. Ludovic ne demandant du secours qu'après qu'ils auraient soumis la ville de Pise et leur offrant le sien actuellement, sa proposition paraissait plus avantageuse que celle du roi de France, dont le secours ne viendrait que quand ils n'en auraient plus besoin, attendu la résolution où ils étaient de profiter du temps que Pise était abandonnée de tout le monde, et de ne rien négliger pour l'emporter dans cette campagne. Ils considéraient encore que c'était le secours que leur avait donné Ludovic qui l'avait rendu odieux aux Vénitiens. Mais surtout ils craignaient que s'ils refusaient ses offres, le dépit ne le portât à les empêcher de prendre Pise, ce qui ne lui serait pas fort difficile. D'un autre côté, quand ils faisaient réflexion que le duc de Milan ne pouvait manquer d'être abattu par le roi de France et par les Vénitiens, il leur paraissait bien dangereux de s'attirer la colère d'un roi dont on verrait bientôt les armées en Italie. Enfin le souvenir que Ludovic était l'auteur de la révolte des Pisans, qu'il les avait soutenus tant par lui-même que par le secours d'autrui qu'il leur avait procuré, et qu'il avait causé pendant long-temps à cette occasion des maux infinis à la république, leur faisait oublier ses services. Ainsi ses injures égalaient au moins ses bienfaits, dont même on ne devait pas lui tenir tant de compte n'étant que l'effet de son dépit contre les Vénitiens qui lui enlevaient une proie qu'il regardait déjà comme son bien. D'ailleurs il pouvait bien arriver, si les Florentins se déclaraient pour ce duc, que le roi de France les empêchât, par le moyen du pape et des Vénitiens, de se remettre en possession de la ville de Pise.

Dans ces incertitudes les Florentins prirent le parti de demeurer neutres entre le roi de France et le duc de Milan, et cependant de pousser leur entreprise, à laquelle ils croyaient

(1) Charlotte, fille d'Alain, sire d'Albret, et de Françoise de Bretagne. Ce fut une personne d'un rare mérite, qui prit part aux malheurs de son mari sans en prendre à ses désordres ni à ses vices. Elle mourut en 1514. Sa fille unique, Louise Borgia, épousa en premières noces, en 1517, Louis de la Tremoille, après la mort de Gabrielle de Bourbon, sa première femme, et en secondes noces Philippe de Bourbon, baron de Buffet. Alain, sire d'Albret, n'était *du sang royal* que par les femmes; mais Jean, son fils, fut roi de Navarre, du chef de Catherine de Foix, sa femme, héritière de ce royaume, et, par ce mariage, la maison d'Albret devint *maison royale*.

que leurs seules forces suffiraient. Néanmoins, pour ne pas donner occasion à Ludovic de les traverser, ils résolurent d'employer avec lui les mêmes artifices dont il avait accoutumé d'user avec les autres. Ainsi, après avoir différé plusieurs jours de lui faire réponse, ils lui envoyèrent un secrétaire de la république pour lui dire que leurs sentiments et les siens étaient au fond les mêmes et qu'ils ne différaient que dans la forme; qu'ils avaient résolu de lui donner, après qu'ils auraient recouvré Pise, les secours qu'il leur avait demandés; mais qu'il paraissait dangereux d'en faire une convention par écrit, parce que les traités ne pouvant se faire dans les villes libres sans la participation de beaucoup de gens, ils n'étaient jamais secrets, et il était à craindre que si la promesse qu'ils lui faisaient venait à la connaissance du roi de France, ce prince n'engageât le pape et les Vénitiens à secourir les Pisans; que, dans ce cas, cette promesse leur ferait beaucoup de tort, et lui serait inutile, puisque, ne prenant pas Pise, ils ne seraient pas obligés de lui donner du secours ni même en état de le faire; qu'il devait donc se contenter de la parole qui lui était donnée du consentement des principaux de Florence, dont l'autorité réglait toutes les résolutions publiques; qu'au reste, pour lui donner une plus grande assurance de leurs bonnes intentions, et que ce n'était que ces considérations qui les empêchaient de faire avec lui un traité par écrit, ils étaient prêts d'accepter tout expédient qui favoriserait ses vues sans exposer la république.

Cette réponse, toute artificieuse qu'elle était, ne put tromper le duc de Milan; il vit bien qu'il n'avait rien à espérer de leur part, puisqu'ils n'acceptaient pas ses offres. Tout lui manquait à la fois; les secours dont l'empereur l'avait toujours flatté étaient fort incertains, attendu sa légèreté et la guerre dont il était actuellement occupé; le roi Frédéric promettait bien de lui envoyer quatre cents hommes d'armes et quinze cents fantassins sous le commandement de Prosper Colonna, et Ludovic ne doutait pas de sa sincérité, Frédéric étant lui-même intéressé à la conservation du duché de Milan; mais ne le croyant pas trop en état de tenir sa parole, il se défiait encore de son activité. Enfin, Hercule d'Est, son beau-père, à qui il avait demandé du secours, avait répondu qu'il était bien fâché de ne pouvoir lui en donner, et que les Vénitiens étant aux portes de Ferrare par le moyen du Polésine de Rovigo, dont Ludovic était cause qu'ils l'avaient dépouillé, il était obligé de se tenir sur ses gardes.

Ainsi Ludovic ne pouvant compter que sur lui-même, il fit fortifier en grande diligence Anon, Novare et Alexandrie de la Paille, qui auraient à soutenir les premiers efforts du roi de France; il résolut de lui opposer Galéas de San-Severino avec la plus grande partie de ses forces, et d'envoyer le marquis de Mantoue contre les Vénitiens avec le reste de ses troupes. Mais il changea bientôt cette disposition, par imprudence ou par avarice, ou parce qu'on ne peut éviter sa destinée. Il se flatta que les Vénitiens, contre lesquels Bajazet avait commencé la guerre avec un appareil formidable par mer et par terre, assez occupés de leur propre défense, ne seraient pas en état d'attaquer le Milanais; dans cette fausse confiance il se brouilla encore une fois avec le marquis de Mantoue, pour plaire à Galéas de San-Severino qui était jaloux de voir ce seigneur revêtu d'un titre au-dessus du sien. Il lui fit de mauvaises difficultés sur le paiement d'un reste d'anciens appointements, et il voulut exiger de lui des serments extraordinaires et des cautions pour assurance de sa fidélité. Dans la suite, quand il vit que les Vénitiens faisaient filer continuellement des troupes dans le Bressan pour être prêtes à attaquer le duché de Milan en même temps que les Français, il voulut se raccommoder avec le marquis, et il employa la médiation du duc de Ferrare, leur beau-père commun [1]; mais cela ne put se faire assez tôt.

Cependant le péril croissait de jour en jour. Il passait continuellement des troupes françaises [2] par le Piémont, à la faveur de la nouvelle alliance du duc de Savoie avec le roi, et elles venaient se camper aux environs d'Asti; néanmoins Frédéric n'envoyait point le secours promis, soit faute de le pouvoir, soit par négligence. Le duc de Milan avait conçu quelque espérance que les Florentins, après la réduction de Pise, lui enverraient au moins Paul Vi-

(1) Le marquis de Mantoue avait épousé Isabelle d'Est, fille d'Hercule, duc de Ferrare, et sœur de Béatrix, femme de Ludovic Sforze.

(2) Elles passèrent les monts à la fin de juillet et au commencement d'août.

telli, capitaine fort estimé en Italie; mais le roi de France, ayant parlé durement et presque avec menaces aux ambassadeurs de Florence, obligea la république de lui promettre par un écrit secret qu'elle ne donnerait aucun secours à Ludovic, sans que Louis s'engageât à rien de son côté en faveur de cette démarche.

Le duc de Milan ne laissant qu'un petit nombre de troupes sous les ordres du comte de Gajazzo dans la partie du Milanais qui confine avec les Etats de Venise, envoya Galéas de San-Severino au-delà du Pô avec seize cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers, dix mille hommes d'infanterie italienne et cinq cents fantassins allemands. Il lui ordonna de ne s'attacher qu'à défendre les places, sans tenir la campagne, jugeant par plusieurs raisons qu'il lui serait avantageux de tirer la guerre en longueur. La principale était qu'il attendait de jour en jour la conclusion de la paix que Visconti négociait entre l'empereur et les Suisses. Maximilien lui promettait de le secourir puissamment dès que cette affaire serait finie; en effet, Ludovic n'en devait espérer aucunes troupes auparavant; il ne pouvait pas même lever de l'infanterie en Allemagne, où tout le monde allait à la guerre de Suisse.

Il n'y eut d'autres actes d'hostilité de part et d'autre que quelques légères courses, jusqu'à l'arrivée de toutes les troupes destinées à l'expédition de Milan; elles étaient commandées par Louis, comte de Ligny, d'Aubigny et Jean-Jacques Trivulce, auxquels le roi avait confié la conduite de cette guerre. Pour lui il s'était seulement avancé jusqu'à Lyon, afin de passer en Italie en cas que sa présence y fût nécessaire. L'armée française, dans laquelle il y avait seize cents lances, cinq mille Suisses, quatre mille Gascons et quatre mille hommes des autres provinces de France, ne fut pas plus tôt assemblée qu'elle assiégea et prit en fort peu de temps le château d'Arazzo, situé sur le bord du Tanaro. Il était néanmoins défendu par cinq cents fantassins; mais la lâcheté de cette garnison contribua, autant que l'effort du canon, à une victoire si prompte. Ils assiégèrent aussitôt après Anon, situé sur le grand chemin d'Asti à Alexandrie, et sur le Tanaro à l'opposite d'Arazzo. Cette place, dont l'assiette était avantageuse, avait encore été très bien fortifiée quelques mois auparavant. San-Severino, ayant appris dans son camp auprès d'Alexandrie la perte d'Arazzo, voulut envoyer à Anon de meilleure infanterie que les sept cents hommes qui y étaient en garnison, milices nouvelles et sans aucune expérience; mais il ne put exécuter son dessein, parce que les Français avaient mis du monde dans Filizzano, entre Alexandrie et Anon, du consentement du marquis de Montferrat à qui appartenait cette première place. Ainsi ils prirent le faubourg et la ville en deux jours, et ensuite la citadelle, où ils passèrent au fil de l'épée toute la garnison qui s'y était retirée.

San-Severino, épouvanté de ces succès plus prompts qu'il n'avait cru, se retira avec toute son armée dans Alexandrie; il s'excusa de sa frayeur sur ce que son infanterie ne lui était d'aucun usage et qu'il se défiait de la fidélité des peuples. Les Français s'avancèrent à quatre milles d'Alexandrie, et ils prirent en même temps Valence, où il y avait beaucoup de monde et d'artillerie; ce fut par la trahison de Donato Raffagnino qui en était gouverneur, et qui, s'étant laissé corrompre par Trivulce, les introduisit dans la place par la citadelle. Ils tuèrent ou firent prisonniers tous les soldats; Octavian, frère naturel de San-Severino, fut du nombre de ces derniers. Il n'est pas inutile de remarquer ici que ce même Donato, vingt ans auparavant et à pareil jour, avait trahi de la même manière Bonne de Savoie et le jeune duc Jean Galéas son fils, en livrant une porte de Tortone à Ludovic Sforze. Les Français, s'étant ensuite répandus dans tout le pays avec impétuosité, se saisirent sans aucun obstacle de Bassignano, Voghiera, Castelnuovo et Ponte-Corona; quelques jours après, Antoine-Marie Pallavicino leur abandonna la ville et le château de Tortone sans attendre l'assaut, et se retira au-delà du Pô.

Quand ces nouvelles furent portées à Milan, Ludovic Sforze, voyant l'extrémité où il était réduit et la rapidité avec laquelle on lui enlevait ses Etats, perdit la tête et le courage; alors il eut recours à des moyens que l'on n'emploie que quand tout est désespéré, et qui, loin d'être de quelque utilité, ne servent qu'à découvrir la grandeur du péril. Il fit faire dans la ville de Milan un dénombrement de tous les hommes propres à porter les armes, et ayant assemblé tout le peuple dont il était extrêmement haï, à

cause des taxes dont il l'avait surchargé, il révoqua une partie des impôts.

« Ensuite il protesta que s'il avait paru quelquefois trop exiger de ses sujets, ce n'avait été ni par inclination ni par avarice ; mais que la conjoncture des temps et les périls auxquels l'Italie avait été exposée, d'abord par la trop grande puissance des Vénitiens et ensuite par l'invasion du roi Charles, l'y avaient forcé, dans la vue de mettre son duché à couvert et d'y maintenir la paix ; qu'il avait cru ne pouvoir rien faire de plus avantageux pour sa patrie et pour ses peuples que d'éloigner d'eux les horreurs de la guerre, et que la sagesse de sa conduite était assez prouvée par les avantages qu'ils en avaient retirés ; qu'ils avaient joui sous son gouvernement d'une paix profonde qui avait augmenté la splendeur, la magnificence et les richesses de leur ville ; que les édifices, les embellissements, les arts établis, les habitants multipliés, étaient des preuves de cette grandeur, qui mettait Milan en état de le disputer à toutes les autres villes d'Italie, et même de l'emporter sur elles ; qu'ils se souvinssent qu'il n'avait jamais maltraité aucuns de ses sujets, qu'il avait toujours écouté tout le monde avec bonté, et qu'il avait été le seul de tous les princes de son temps qui, sans être arrêté par le travail ou le dégoût attaché à cette occupation, avait, aux jours marqués pour les audiences publiques, réglé les différends des particuliers avec promptitude et sans partialité ; qu'ils se rappelassent les bienfaits et la bonté de son père, qui les avait gouvernés plutôt comme ses enfants que comme ses sujets ; qu'ils se représentassent combien la domination des Français serait dure, superbe, insolente ; qu'attendu la proximité du royaume de France avec le Milanais, cette nation en userait, par rapport à cet Etat, si elle s'en emparait, comme autrefois à l'égard de toute la Lombardie[1], d'où elle avait chassé les anciens habitants pour s'y établir ; qu'il les conjurait donc de s'unir à lui pour défendre la patrie, et d'avoir en horreur les mœurs barbares et inhumaines des ennemis ; que s'ils avaient le courage de soutenir leurs premiers efforts pendant quelque temps, ils viendraient aisément à bout de les repousser tout-à-fait, parce que l'ardeur et l'impétuosité françaises se ralentissent d'abord après les premières attaques ; qu'il attendait incessamment de puissants secours de l'empereur, qui avait fait la paix avec les Suisses et se disposait à venir en personne ; que Prosper Colonna était en chemin avec les troupes que le roi de Naples lui envoyait, et qu'il croyait que le marquis de Mantoue, avec qui tout était réglé, paraissait déjà dans le Crémonois avec trois cents hommes d'armes ; que dans ces circonstances, si l'affection de son peuple ne lui manquait pas, il était sûr de vaincre les ennemis, quand, avec leur armée, ils auraient toutes les forces de la France. »

Ce discours fut écouté avec beaucoup d'attention, mais il ne produisit aucun effet et ne servit pas mieux Ludovic que l'armée qu'il avait opposée aux Français. La peur qu'il avait de cette fière nation lui rendait les Vénitiens moins redoutables ; quoique ceux-ci fussent entrés dans la Chiaradadda, et qu'ils eussent déjà pris Caravagio et les autres villes voisines de l'Adda, il en rappela le comte de Gajazzo avec la plus grande partie des troupes qui y étaient, et il les envoya joindre Galéas pour défendre Alexandrie.

Cette démarche ne fit que hâter sa perte. Le comte avait déjà composé avec le roi de France, par jalousie de ce que Galéas, son frère cadet, et fort inférieur à lui dans l'art militaire, lui était préféré dans le commandement de l'armée et dans la faveur, oubliant ainsi les bienfaits dont lui et ses frères avaient été comblés par Ludovic. On dit que, quelques mois auparavant, le duc de Milan avait été averti de l'infidélité du comte, et qu'après avoir paru quelque temps pensif et rêveur, il répondit en soupirant à celui qui lui donnait cet avis, qu'il ne pouvait croire ce seigneur capable d'une si noire ingratitude ; qu'après tout, il ne savait quel remède y apporter ni à qui se fier désormais, puisque ses amis les plus intimes, et qui lui devaient davantage, le trahissaient ; et qu'enfin se priver sur de simples soupçons des services de gens fidèles lui paraissait un aussi grand malheur que de prendre une confiance trop aveugle en ceux qui méritaient d'être suspects.

(1) Guicciardini veut apparemment parler des anciens Gaulois, qui donnèrent le nom de *Gaule cisalpine* à cette partie de l'Italie qu'on nomme aujourd'hui *Lombardie*. Car ceci ne peut pas s'appliquer à la conquête de la Lombardie par Charlemagne, qui n'en chassa pas les anciens habitants et n'y établit point les Français.

Tandis que le comte de Gajazzo faisait construire avec le plus de lenteur qu'il lui était possible un pont sur le Pô pour joindre son frère, et qu'ensuite il différait encore de le passer, les Français investirent Alexandrie, que leur canon battait déjà depuis deux jours. La nuit du troisième, Galéas, qui y était avec douze cents hommes d'armes, douze cents chevau-légers et trois mille hommes d'infanterie, s'enfuit secrètement de la ville avec une partie de ses chevau-légers, n'ayant communiqué ce dessein qu'à Luce Malvezzi. Par cette action il fit voir, à sa honte et à celle de Ludovic dont l'imprudence n'était pas pardonnable, qu'il y a bien de la différence entre savoir commander une armée et briller dans un tournoi, rompre une lance et manier un cheval avec adresse, exercices où Galéas n'avait point d'égal dans toute l'Italie. Sa retraite fut encore une preuve sensible du tort que se font les princes lorsqu'ils ont plus d'égard à la faveur qu'au mérite dans la distribution des grands emplois. Aussitôt que la fuite de Galéas fut répandue dans Alexandrie, tout le reste des troupes s'enfuit ou se cacha, et les Français, profitant de l'occasion, y entrèrent à la pointe du jour, firent prisonniers tous les soldats qui y étaient restés et saccagèrent la ville.

On dit que Galéas avait reçu une lettre signée de Ludovic, par laquelle il lui ordonnait de se rendre en diligence à Milan avec son armée, à cause de quelque mouvement qui y était arrivé; on soupçonna depuis le comte de Gajazzo d'avoir fabriqué cette lettre pour faciliter par cet artifice la prise d'Alexandrie aux Français. Quoi qu'il en soit, Galéas l'a toujours montrée depuis, mais inutilement, pour sa justification; car quand il eût été vrai que Ludovic la lui eût écrite, elle ne l'aurait pas disculpé; elle aurait bien pu l'autoriser à conduire l'armée à Milan, supposé qu'il eût pu le faire sans risque, mais non pas à s'enfuir d'Alexandrie avec tant de lâcheté.

Ce qu'il y a de certain, c'est que si Galéas n'avait pas entièrement ignoré la guerre, il aurait pu aisément, avec le monde qu'il avait, défendre Alexandrie et la plus grande partie des places d'au-delà du Pô; peut-être même aurait-il battu les ennemis; car quelques jours auparavant ceux-ci ayant fait passer la Bornia à une partie de leur armée, il survint une grosse pluie qui enfla tellement les eaux qu'ils se trouvèrent enfermés entre cette rivière et le Tanaro; mais Galéas n'osa jamais attaquer les Français malgré cet avantage, quoiqu'on l'eût averti que quelques chevau-légers sortis d'Alexandrie, et qui avaient passé le Tanaro sur le pont qui joint le faubourg à la ville, avaient presque renversé leur avant-garde.

La perte d'Alexandrie jeta l'épouvante dans tout le Milanais, qui se trouva attaqué de toutes parts à la fois : d'un côté les Français, ayant passé le Pô, assiégèrent Mortara, ce qui disposa Pavie à capituler; de l'autre les Vénitiens, après avoir pris Caravagio et passé l'Adda sur un pont de bateaux, faisaient des courses jusqu'à Lodi; déjà toutes les villes du duché étaient en mouvement. Il n'y avait pas moins de désordre ni de terreur dans Milan; toute la ville avait pris les armes, et l'on y avait si peu d'égard pour Ludovic qu'Antoine de Landriano, son trésorier général, sortant du château où il l'avait laissé, fut tué en plein jour et au milieu de la rue, ou par ses ennemis particuliers, ou par des gens qui voulaient exciter une sédition.

Cet accident alarma si fort Ludovic qu'il résolut de se retirer en Allemagne afin de mettre sa vie à couvert, en laissant néanmoins une bonne garnison dans le château de Milan. Il publia qu'il allait solliciter l'empereur de venir à son secours, et qu'il espérait l'y engager facilement puisque la paix avec la Suisse était conclue, ou du moins sur le point de l'être. Ensuite il envoya devant lui ses enfants et le cardinal Ascanio son frère, qui était venu de Rome depuis quelques jours pour l'aider de tout son pouvoir. Le cardinal de San-Severino accompagna leur retraite. Ludovic leur confia ses trésors, qui étaient bien diminués alors. Il avait eu la vanité, huit ans auparavant, de les montrer aux ambassadeurs qui étaient à Milan et à plusieurs autres personnes, pour faire parade de sa puissance; ces richesses se montaient alors, tant en espèces qu'en vases d'or et d'argent, sans compter les pierreries qui étaient en grande quantité, à quinze cent mille ducats, au lieu qu'on croyait communément qu'il ne lui en restait pas actuellement deux cent mille.

Malgré les remontrances de ses amis, Ludovic confia la garde du château de Milan à Bernardino-da-Corte de Pavie, qui était alors gouverneur de ce château, et qui avait été élevé

auprès de lui, le préférant à Ascanio son propre frère, qui offrait de s'en charger. Il y laissa trois mille hommes de pied avec des capitaines dont il était assuré, et les fournit d'assez de vivres, de munitions et d'argent pour soutenir un siége de plusieurs mois. A l'égard de Gênes, il se reposa entièrement de sa défense sur Augustin Adorne qui y commandait alors, et sur Jean, frère d'Augustin et beau-frère de San-Severino, et leur envoya des contremarques pour se faire remettre la citadelle de cette ville. Il rendit aux Borromée de Milan, Anghiera, Arona et d'autres places sur le lac Majeur, qu'il avait usurpées; ensuite il donna à Isabelle d'Aragon, veuve du feu duc Jean Galéas, le duché de Bary et la principauté de Rossano, tenant lieu de trente mille ducats sur sa dot, quoiqu'il ne fût pas content d'elle, car elle avait refusé de lui confier son fils qu'il voulait envoyer en Allemagne avec les siens.

Après que Ludovic eut ainsi réglé les affaires et qu'il eut encore demeuré à Milan autant qu'il crut pouvoir le faire avec sûreté, voyant que la ville ne reconnaissait plus son autorité et qu'elle commençait à se gouverner par elle-même, il partit le 2 septembre, en répandant beaucoup de larmes, accompagné du cardinal d'Est[1], de Galéas de San-Severino et d'une escorte assez nombreuse de gendarmes et d'infanterie, commandée par Luce Malvezzi, pour assurer sa retraite. A peine était-il sorti du château que le comte de Gajazzo, pour colorer sa perfidie, vint à sa rencontre et lui dit que, puisqu'il abandonnait ses Etats, de son côté il se croyait libre de ses engagements et de prendre le parti qui lui conviendrait. Il se déclara aussitôt pour le roi de France dont il arbora les enseignes, et il passa à son service avec la même compagnie qu'il avait levée et entretenue aux frais du duc de Milan.

Ludovic, dans son passage à Côme, remit la citadelle entre les mains des habitants et il se rendit par le lac à Bellagio; il passa ensuite par Bornio et par les autres places où dans le temps de sa fortune il avait reçu Maximilien, lorsque ce prince vint en Italie, plutôt comme un officier du duc de Milan et des Vénitiens qu'avec la dignité d'un empereur. Il fut poursuivi entre Côme et Bornio par des troupes françaises et par la compagnie du comte de Gajazzo, qui ne purent le joindre; enfin ayant laissé garnison à Tirano, dont les Grisons s'emparèrent quelques jours après, il prit le chemin d'Inspruck, où l'on disait que l'empereur était alors[1].

Aussitôt après le départ de Ludovic, les Milanais envoyèrent des députés aux généraux français qui s'étaient avancés avec l'armée à six milles de la ville; on leur offrit de les y recevoir en attendant le roi, avec qui les habitants se réservèrent de faire leur capitulation, dans l'espérance d'en obtenir des priviléges et des immunités sans bornes. Toutes les autres villes du duché suivirent l'exemple de la capitale. Crémone, qui était investie par les Vénitiens dont elle haïssait la domination, voulut aussi se donner à la France; mais le roi la refusa pour ne pas contrevenir au traité, et elle fut obligée de se rendre à eux. Gênes se fit aussi un mérite de se soumettre au vainqueur, le peuple, les Adorne et Jean-Louis de Fiesque se disputant à l'envi l'honneur de se donner les premiers au roi; enfin la disgrace de Ludovic fut entière. Après avoir perdu en vingt jours un Etat florissant, il eut encore à essuyer toute la noirceur de l'ingratitude; le commandant du château de Milan, qu'il avait préféré à tous ses autres serviteurs, douze jours après son départ et sans attendre un seul coup de canon, livra au roi de France ce château, qui passait pour imprenable. Sa perfidie fut récompensée d'une grande somme d'argent[2], d'une compagnie de cent lances, d'une pension et de plusieurs autres graces. Mais sa perfidie parut si infâme et si odieuse aux Français mêmes qu'on le fuyait comme un pestiféré, et que partout où il osait se montrer il était méprisé de tout le monde. C'est pourquoi, tourmenté par la honte et par les remords de sa conscience, supplice certain des mauvaises actions, il mourut bientôt de chagrin. Les autres capitaines qui avaient eu part à sa trahison en eurent aussi à son infamie, et particulièrement Philippin de Fiesque, que Ludovic avait élevé et en qui il avait beaucoup de confiance. Au lieu d'empê-

(1) Hippolyte d'Est, fils d'Hercule, duc de Ferrare, et beau-frère de Ludovic.

(1) Quatre jours après son départ les Milanais appelèrent les Français dans leurs murs.

(2) Il reçut deux cent cinquante livres d'or.

cher da-Corte de trahir leur bienfaiteur commun, il l'avait pressé de se rendre, et ils avaient conclu ensemble le marché avec Antoine-Marie Pallavicino, qui traitait pour le roi.

Louis XII ayant reçu à Lyon la nouvelle de ces heureux succès, dont la promptitude avait passé ses espérances, se rendit en diligence à Milan [1], où il fut reçu avec beaucoup de joie. Il abolit d'abord plusieurs impôts; mais le peuple, extrême dans ses désirs, et qui s'était flatté d'une entière exemption, ne fut guère content de ces marques de bonté. Le roi accorda aussi des graces à plusieurs gentilshommes du Milanais; et voulant surtout reconnaître les services de Jean-Jacques Trivulce, il lui donna Vigevano et plusieurs autres places.

Pendant ce temps-là Paul Vitelli ayant rassemblé ses troupes et tout ce qui était nécessaire à l'expédition dè Pise, mit le siége devant Cascina; quoique cette place fût suffisamment pourvue de monde et de munitions et défendue par des fossés et de bons remparts, il la prit vingt-six heures après avoir mis son canon en batterie. La prompte ruine des murs, qui étaient de peu de résistance, avait déjà tellement effrayé les habitants qu'ils étaient disposés à se rendre; mais ils furent prévenus par les troupes étrangères qui y étaient en garnison, et qui se rendirent sans autre condition que vie et bagues sauves, abandonnant les habitants, les commissaires et soldats pisans à la discrétion des vainqueurs; la tour qui défendait l'embouchure de l'Arno et le fort de Stagno se rendirent ensuite à la simple sommation d'un trompette. A l'égard du fort de la Verrucola et de la petite tour d'Ascano, qui étaient désormais tout ce qui restait aux Pisans dans le territoire, Vitelli ne daigna pas les attaquer, parce qu'il aurait fallu passer l'Arno, et qu'étant fort voisins de Pise ils pouvaient aisément en être secourus; d'ailleurs il ne les crut pas d'une assez grande importance pour perdre du temps à les assiéger.

Vitelli n'avait donc plus que la ville de Pise à emporter, ce qui paraissait fort difficile à tous ceux qui jugeaient sainement des choses, attendu la force de la place, le nombre, le courage et l'opiniâtreté de ses défenseurs. A la vérité, il n'y avait point de soldats étrangers, excepté Gurlino de Ravenne et quelques autres en petit nombre, qui avaient été à la solde des Vénitiens et qui étaient restés de bonne volonté lorsque les troupes de la république se retirèrent; mais elle était défendue par un grand nombre de Pisans, de gens de la campagne, qui s'étaient presque tous aguerris par un exercice continuel des armes pendant cinq ans, et qui étaient déterminés à souffrir les plus cruelles extrémités plutôt que de retourner sous la domination des Florentins. La ville n'était point environnée de fossés, mais ses murs étaient d'une ancienne maçonnerie extrêmement épaisse et solide, et les pierres en étaient si bien liées par la chaux, qui est excellente en ce pays, qu'ils pouvaient résister au canon beaucoup mieux que les murailles des autres villes et donner le temps aux assiégés de se retrancher en dedans, avant que la brèche fût faite. Néanmoins les Florentins résolurent d'en former le siége, suivant le conseil de Paul Vitelli et de Rinuccio de Marciano, qui leur faisaient espérer de l'emporter dans quinze jours. Pour cet effet ils assemblèrent dix mille hommes d'infanterie et beaucoup de cavalerie; ensuite ils fournirent à leur capitaine général toutes les munitions qu'il leur demanda.

Paul Vitelli commença le siége le dernier de juillet, contre l'avis de plusieurs capitaines et même contre l'intention des Florentins; il ne voulut pas faire son attaque du côté de la rivière d'Arno, par lequel il aurait pu couper les secours qui pouvaient venir de Lucques; mais il l'établit de l'autre côté de cette rivière, contre la forteresse de Stampace; il crut peut-être que la prise de ce fort lui faciliterait beaucoup celle de la ville. Il pouvait encore avoir en vue la commodité de tirer ses vivres des places situées sur les collines; enfin on peut conjecturer qu'il ne prit ce parti que parce qu'il savait que les Pisans, ne croyant pas qu'il dût les attaquer par cet endroit, ne l'avaient pas fortifié comme les autres. On commença donc à foudroyer avec une batterie de vingt grosses pièces la forteresse et le mur à droite et à gauche, depuis Saint-Antoine jusqu'à Stampace, et de là jusqu'à la porte de la mer qui est sur le bord de la rivière. Les assiégés, de leur côté, se mirent à travailler jour et nuit; les femmes n'étaient pas moins animées que les hommes, et en fort peu de jours on éleva derrière les murailles un large rempart que l'on environna d'un fossé très

(1) Il y fit son entrée en habit ducal, le 6 octobre.

profond. La mort d'un grand nombre des leurs, qui furent tués en travaillant, ne fut pas capable de retarder l'ouvrage. Les assiégeants n'étaient pas moins incommodés par l'artillerie de la place, et surtout par un passe-volant braqué sur la tour de Saint-Marc, de sorte qu'ils étaient obligés de faire de petits retranchements de terre dans tout le camp pour se mettre à couvert.

Le siége continua plusieurs jours de cette manière. Un grand pan de la muraille entre Saint-Antoine et Stampace était déjà renversé, et ce fort était tellement ruiné, que Vitelli comptait s'en rendre bientôt maître; mais pour faciliter davantage l'assaut, il continuait de battre le mur depuis Stampace jusqu'à la porte de la mer. Cependant les assiégés faisaient souvent des sorties entre le mur abattu et le rempart, qui était tellement éloigné du mur que le fort de Stampace se trouvait tout entier hors de ce rempart; le comte Rinuccio fut blessé d'un coup d'arquebuse dans une de ces sorties. Le dessein de Vitelli était, quand il serait maître de ce poste, d'y placer une batterie pour prendre en flanc toute cette partie de la ville que les Pisans défendaient; il voulait aussi abîmer en même temps un pan de muraille entre le rempart et Stampace, qu'il avait fait saper en l'étayant par le bas, et le faire écrouler du côté du rempart, afin que les ruines remplissant le fossé, ses soldats eussent moins de peine à monter à l'assaut. Les Pisans, par le conseil de Gurlino qui les conduisait dans ce siége, avaient fait quelques casemates dans le fossé du côté de Saint-Antoine pour empêcher les ennemis d'y descendre et de le combler, et ils avaient disposé plusieurs pièces d'artillerie du même côté sur le rempart, au pied duquel on avait logé de l'infanterie.

Enfin, le dixième jour du siége à la pointe du jour, Paul Vitelli donna l'assaut au fort de Stampace, qu'il emporta en moins de temps et avec plus de facilité qu'il ne l'avait espéré, malgré le grand feu de la vieille citadelle qui lui tua beaucoup de monde. Les Pisans en conçurent une telle frayeur qu'ils abandonnèrent le rempart et prirent la fuite; plusieurs même, et entre autres Pierre Gambacorta, noble Pisan, avec quarante archers à cheval qu'il commandait, se sauvèrent de la ville; ils auraient été suivis d'un plus grand nombre si les magistrats, qui les arrêtèrent aux portes, ne les en eussent empêchés.

Il est certain que si Vitelli eût poussé sa pointe, Pise n'aurait pu lui résister, et ce jour, qui fut l'origine de ses malheurs, aurait été le plus heureux de sa vie; il s'excusa depuis sur ce que, ne s'étant proposé que de donner l'assaut au fort de Stampace, il n'avait commandé qu'une partie de ses troupes et ne s'était point aperçu du grand désordre des ennemis. Quoi qu'il en soit, non-seulement il ne fit point avancer ses soldats vers le rempart, où ils n'auraient trouvé aucune résistance, mais même il fit retirer une partie de son infanterie qui se précipitait en désordre dans la ville pour piller. Cependant le bruit s'y étant répandu que les ennemis se retiraient, les Pisans, ranimés par les larmes et les cris des femmes qui les exhortaient à mourir plutôt que de retomber dans l'esclavage des Florentins, retournèrent à la défense du rempart.

Il y avait un chemin qui conduisait du ravelin de Stampace qui regarde la ville, à la porte de la mer; les Pisans avaient comblé de terre et de fascines la partie de ce chemin qui était vers le camp des ennemis, et l'avaient fortifié; mais ils avaient négligé d'en faire autant de l'autre côté. Gurlino la fit combler alors en grande diligence et y éleva un cavalier sur lequel il posa une batterie qui, tirant en flanc, empêchait qu'on ne pût entrer dans la place par cet endroit.

Vitelli fit guinder sur la tour de Stampace quelques fauconneaux et passe-volants qui tiraient sur toute la ville sans pouvoir entamer le rempart; à la vérité les batteries qui étaient en bas le foudroyaient, mais les Pisans ne l'abandonnaient pas pour cela. Elles donnaient en même temps sur la casemate vers Saint-Antoine, la porte de la mer et les défenses de ce côté-là; tandis que les assiégeants s'efforçaient de remplir le fossé avec des fascines pour faciliter l'assaut du rempart, les assiégés, auxquels il était arrivé de Lucques un renfort de trois cents hommes qui avait ranimé leur courage, y jetaient beaucoup de feux d'artifice. Ils employaient aussi toute leur industrie à se mettre à couvert des batteries de la tour de Stampace; pour cet effet, ils pointèrent contre cette tour une pièce extrêmement grosse, nommée *le Buffle*, qui eut bientôt rendu inutile la batterie d'en-haut. Vitelli, de son côté, fit pointer quelques passe-volants contre cette pièce; mais elle ne

put être démontée, et au bout de quelques jours elle ruina la tour de manière que Vitelli fut obligé d'en retirer l'artillerie et de l'abandonner. L'effet qu'il avait attendu du mur sapé n'eut pas un meilleur succès, car les assiégés l'avaient aussi sapé et étayé en dedans pour qu'il s'écroulât du côté des assiégeants; c'est pourquoi, lorsqu'il voulut faire tomber ce mur, il demeura immobile.

Tout cela ne faisait pourtant pas désespérer à Vitelli d'emporter enfin la place; mais, suivant le plan qu'il suivait ordinairement, il voulait toujours vaincre avec le moins de risque qu'il était possible. Quoiqu'il y eût en différents endroits de la ville plus de deux cent cinquante toises de muraille abattues, il continuait à renforcer ses batteries, à combler les fossés et à réparer la tour de Stampace, dans le dessein d'y rétablir une batterie pour prendre en flanc les retranchements que les Pisans avaient élevés; et il employait tout son art et toute son expérience à s'assurer un succès facile et certain dans l'assaut général. En effet, les choses étaient disposées de manière qu'on ne pouvait douter de la victoire. Néanmoins il différait toujours, afin de s'assurer davantage, quelque chose que pussent lui représenter les commissaires florentins, continuellement pressés par les lettres et par les courriers de Florence, où cette lenteur était insupportable et où l'on aurait voulu qu'il prévînt par la diligence les difficultés et les inconvénients qui pouvaient survenir d'un jour à l'autre.

La fortune ne répondit pas à la conduite de Vitelli, quoique peut-être plus prudente et plus conforme aux règles de la guerre que la vivacité des Florentins. Le territoire de Pise, rempli d'étangs et de marais entre la ville et la mer, est sujet dans cette saison de l'année à des vents contagieux, et particulièrement le canton où l'armée de Vitelli était campée; ce mauvais air fit tant de progrès en deux jours dans son camp que, lorsqu'il voulut donner l'assaut général, le 24 août, ce grand nombre de troupes qu'il avait devint inutile, et il ne resta pas assez de monde en état d'agir; il tomba lui-même malade. Les Florentins voulurent réparer cet accident en levant de nouvelle infanterie; mais la contagion était si terrible que le nombre de ceux qui périssaient surpassait toujours de beaucoup celui des milices que l'on envoyait pour les remplacer. Vitelli, désespérant donc enfin de prendre Pise et craignant encore de plus grands maux, résolut de lever le siége malgré l'opposition des Florentins. Ils voulaient qu'au moins il mît une bonne garnison dans le fort de Stampace et qu'il fît camper son armée aux environs de Pise; mais il n'eut point d'égard à ces vives instances, ce fort lui paraissant hors d'état de défense. En effet, il avait été trop endommagé par son artillerie et ensuite par celle des Pisans, pour pouvoir y tenir. Il l'abandonna donc, et, le 4 septembre, il se retira par le chemin della Marina. Comme il ne croyait pas pouvoir conduire son artillerie à Cascina, à cause de l'inondation des chemins, il la fit embarquer à l'embouchure de l'Arno pour la conduire à Livourne; mais tout lui devenant contraire, une partie périt dans la rivière, d'où elle fut retirée quelque temps après par les Pisans, qui reprirent aussi la tour qui défendait l'embouchure de la rivière.

Ce mauvais succès aigrit tellement le peuple de Florence, déjà indisposé contre Vitelli, que peu de jours après, les commissaires l'ayant fait venir à Cascina sous prétexte de concerter avec lui la distribution des troupes dans les quartiers, ils l'arrêtèrent prisonnier par ordre du souverain magistrat. On l'envoya sur-le-champ à Florence, où la nuit même de son arrivée il fut sévèrement interrogé et appliqué à la question; enfin il eut la tête tranchée le lendemain[1]. Vitellozzo son frère fut sur le point de périr de la même manière; les commissaires envoyèrent pour le prendre, tout accablé qu'il était de la maladie qu'il avait contractée au siége; il fit semblant de se disposer à obéir, et il se leva; mais pendant le temps qu'on lui donna pour s'habiller quelques-uns de ses gens lui amenèrent un cheval sur lequel il se sauva dans Pise, où il fut reçu avec beaucoup de joie.

Les chefs d'accusation sur lesquels on condamna Paul Vitelli furent : qu'il n'avait pas voulu prendre Pise et que c'était pour cette raison qu'il n'avait pas profité de l'occasion favorable qu'il en avait eue le jour qu'il se rendit maître de Stampace, et qu'il avait tant différé à donner l'assaut général; qu'il avait eu plusieurs conférences avec des Pisans sans en rien communiquer aux commissaires floren-

(1) Il fut décapité le 1er octobre 1497.

tins; qu'il avait levé le siége et abandonné Stampace, contre l'ordre de la république; qu'il avait proposé à quelques capitaines de se rendre maîtres avec lui de Cascina, de Vicopisano et de l'artillerie pour forcer les Florentins à leur faire de meilleures conditions; que dans le Casentin il avait entretenu des intelligences secrètes avec les Médicis; que dans le même temps il avait traité et presque conclu avec les Vénitiens, pour se mettre à leur solde aussitôt que le temps de son engagement avec les Florentins, qui devait bientôt expirer, serait fini; ce qui n'avait pu se faire, parce que la paix étant survenue les Vénitiens n'avaient pas voulu le prendre à leur service; enfin que le sauf-conduit qu'il avait donné au duc d'Urbin et à Julien de Médicis était une suite de ces intelligences qu'on lui reprochait. Dans son interrogatoire et à la question il n'avoua rien qui dût le faire condamner; mais sans autre examen, on se hâta de le faire mourir, de peur que le roi de France, qui était déjà arrivé à Milan, ne demandât sa liberté. Après sa mort on interrogea avec plus de loisir ceux qui avaient eu part à sa confiance; ils ne dirent autre chose sinon que Vitelli était fort mécontent des Florentins, à cause de la faveur qu'ils témoignaient au comte Rinuccio qui voulait lui ôter le commandement de l'armée, des difficultés qu'il trouvait à obtenir d'eux les choses qu'il demandait pour leur service et pour lui-même, et des discours injurieux qu'on tenait sur son compte à Florence. Quelques-uns ont cru que sa conduite n'était pas irréprochable, qu'il avait aspiré à la souveraineté de Pise, et que son dessein était de s'emparer de quelques places du domaine de la république, où il entretenait des intelligences; mais le plus grand nombre a été persuadé du contraire, et que Vitelli ne souhaitait rien tant que de soumettre la ville de Pise pour l'intérêt de sa gloire, qui est toujours le premier motif d'un homme de guerre.

Dès que le roi fut arrivé à Milan, tous les princes d'Italie, à l'exception du roi Fréderic, vinrent le trouver en personne ou lui envoyèrent des ambassadeurs, les uns pour le féliciter de sa victoire, les autres pour s'excuser d'avoir paru plus attachés à Ludovic qu'à la France, et une partie dans le dessein de prendre des mesures auprès de lui pour la sûreté de leurs Etats. Le roi les reçut tous avec bonté, et traita différemment avec chacun d'eux selon l'utilité qu'il espérait d'en tirer. Il prit sous sa protection le marquis de Mantoue et lui donna une compagnie de cent lances, l'ordre de Saint-Michel et une pension considérable. Le duc de Ferrare, qui, comme le marquis, s'était rendu en personne à Milan, obtint aussi la protection du roi, mais ce ne fut pas sans peine ni sans qu'il lui en coûtât quelque chose; depuis qu'il avait rendu la citadelle de Gênes au duc de Milan, la France l'avait toujours regardé comme son ennemi. Enfin le roi accorda sa protection, moyennant quelque argent, à Jean Bentivoglio qui lui avait envoyé son fils Annibal.

Les Florentins trouvèrent plus de difficulté que tous les autres à traiter avec ce prince[1]. Presque toute la cour leur était contraire; on avait oublié leurs services envers le feu roi et tout ce qu'ils avaient souffert à son occasion; on ne pouvait leur pardonner d'avoir pris le parti de la neutralité, et l'on ne regardait pas comme une excuse valable la crainte de s'attirer Ludovic dans l'affaire de Pise; l'affection que les Français avaient conçue pour les Pisans lorsque le roi Charles leur accorda la liberté, durait encore, et elle était même beaucoup augmentée dans les gens de guerre depuis que ce peuple avait signalé son courage par une vigoureuse résistance. D'ailleurs Jean-Jacques Trivulce traversait ouvertement les Florentins; il avait formé le dessein de se rendre seigneur de Pise, et dans cette vue il favorisait hautement les Pisans qui étaient disposés à se donner à lui et à tout autre qui les aurait défendus contre les Florentins. Enfin la mort de Paul Vitelli achevait d'indisposer les esprits contre eux, et toute la cour leur reprochait d'avoir fait mourir sans raison légitime un si grand capitaine qui avait bien mérité de la France. En effet, son frère[2] avait été tué, et lui-même fait prisonnier au service du dernier roi dans le royaume de Naples.

Mais l'intérêt du roi l'emporta sur toutes ces choses, et il conclut avec les Florentins un traité par lequel il les prit sous sa protection, s'obligeant de leur donner six cents lances et quatre mille hommes d'infanterie pour les défendre envers et contre tous; de leur côté ils s'engagè-

(1) Ils lui envoyèrent comme ambassadeurs à Milan, Francesco Gualterotti, Lorenzo Lenzi et Alamanno Salviati.

(2) Camille Vitelli.

rent à lui fournir quatre cents hommes d'armes et trois mille fantassins qui seraient employés à la défense de ses États d'Italie. Le traité portait encore qu'à la première réquisition il leur enverrait le nombre de lances et l'artillerie dont ils auraient besoin pour se remettre en possession de Pise et des autres places qui leur étaient détenues par les Siennois et les Lucquois, mais non de celles que les Génois occupaient ; que s'il faisait passer une armée dans le royaume de Naples, elle serait employée tout entière, ou du moins en partie, à recouvrer ces places, chemin faisant, quand bien même les Florentins ne l'auraient pas demandé ; qu'après avoir soumis les Pisans ils lui fourniraient pour l'expédition de Naples cinq cents hommes d'armes et cinquante mille ducats, pour payer cinq mille Suisses pendant trois mois ; qu'ils rembourseraient au roi trente-six mille ducats qui leur avaient été prêtés par Ludovic Sforze, sur lesquels néanmoins on leur tiendrait compte des paiements ou des dépenses qu'ils avaient faites pour lui, ce qui serait reglé par Trivulce, et qu'ils prendraient pour leur capitaine général le préfet de Rome[1] frère du cardinal de Saint Pierre-aux-Liens, à la sollicitation duquel cette dernière clause fut insérée dans le traité.

CHAPITRE V.

Guerres du duc de Valentinois en Romagne. Des secours sont envoyés par le roi de France. Digression sur les vicaires en Romagne. Valentinois prend Imola. Le Frioul est ravagé par les Turcs. Catherine Sforze est faite prisonnière par Valentinois. Trivulce est fait gouverneur de Milan. Retour de Ludovic Sforze dans ses Etats. Il s'empare de Côme. Trivulce se retire à Novare et Ludovic entre à Milan. Ludovic s'empare de Novare. Les Français marchent contre Ludovic. Ludovic est fait prisonnier avec ses capitaines. Le cardinal Ascanio, trahi par Lando, est livré aux mains des Vénitiens, qui, par peur, le remettent aux Français. Ludovic Sforze est emprisonné dans la tour de Loches, où il meurt au bout de dix ans, et le cardinal Ascanio dans la tour de Bourges.

Cependant le pape, songeant à profiter d'une conjoncture si favorable à son ambition, pressait le roi d'accomplir sa promesse ; Louis donna donc à Valentinois, qui était venu avec lui en Italie, trois cents lances payées par la France sous les ordres d'Yves d'Alègre, et quatre mille Suisses commandés par le bailli de Dijon, à la solde du pape. Toutes ces troupes étaient destinées à faire la guerre aux vicaires de l'Eglise.

(1) Jean de la Rovère.

Pour éclaircir le sujet de cette guerre et l'origine de plusieurs autres événements qui l'ont suivie, il me paraît nécessaire d'exposer ici quels sont les droits de l'Eglise sur les villes de la Romagne, et sur plusieurs autres qu'elle a possédées en différents temps ou qu'elle possède aujourd'hui, et de quelle manière, n'ayant d'abord été établie que pour l'administration des choses spirituelles, elle est parvenue à posséder des Etats et à exercer une autorité temporelle. Je rapporterai aussi les différends que les papes ont eus avec les empereurs, tant à cette occasion que pour d'autres raisons.

Les évêques de Rome, dont le premier fut saint Pierre, n'eurent au commencement d'autre pouvoir que l'autorité spirituelle confiée par Jésus-Christ à cet apôtre ; la charité, l'humilité, la patience, le zèle qui les animaient et la sainteté de leur vie attestée par des miracles faisaient toute la grandeur de ces premiers pontifes, qui, bien loin d'exercer aucun empire temporel sur la terre, étaient persécutés par les puissances du siècle. Ils ne furent même long-temps connus que par les supplices que l'idolâtrie faisait endurer à tous les chrétiens, et il y a eu des temps où la multitude d'hommes de toutes nations et le grand nombre des différentes sectes qui se trouvaient à Rome empêchèrent qu'on ne fît attention aux progrès de la religion. Quelques-uns des empereurs ne la persécutèrent que quand ils crurent ne pouvoir dissimuler, et lorsqu'il y avait quelque action d'éclat de la part des chrétiens. Mais plusieurs de ces princes, ou par cruauté ou par zèle pour le paganisme, les tourmentèrent comme des novateurs superstitieux qui voulaient détruire l'ancienne religion.

Les papes vécurent jusqu'au temps du pape Silvestre dans cet état, où leur pauvreté volontaire, l'innocence de leurs mœurs et la persécution les rendaient respectables. L'empereur Constantin ayant alors embrassé la religion chrétienne, ils ne furent plus exposés aux dangers qui les avaient sanctifiés durant près de trois cents ans, et ils purent exercer en liberté le culte divin. La vénération que des mœurs sans tache et la pureté de la morale

évangélique leur concilièrent, jointe à l'empressement avec lequel on suit ordinairement l'exemple du prince par ambition ou par crainte, commença à étendre la religion chrétienne dans tout l'empire et à diminuer la pauvreté du clergé.

Constantin fit bâtir dans Rome les églises de Saint-Jean-de-Latran, de Saint-Pierre-du-Vatican, de Saint-Paul et plusieurs autres; il les enrichit de vases précieux et de magnifiques ornements, et leur donna en propre des terres et des revenus destinés à leur entretien et à la subsistance du clergé. Dans la suite des temps, plusieurs chrétiens, persuadés que les aumônes et les dons faits aux églises facilitaient l'entrée du royaume des cieux, en bâtirent de nouvelles ou donnèrent une partie de leurs biens aux anciennes. Chacun même, suivant le précepte de l'Ancien-Testament, donnait tous les ans aux prêtres la dixième partie de son revenu. Ces pieuses libéralités devinrent d'autant plus fréquentes que ces ministres, ne retenant d'abord que ce qui était absolument nécessaire pour vivre dans la simplicité chrétienne, employaient le reste à la décoration des églises et au soulagement des pauvres, l'orgueil et l'ambition n'ayant point encore altéré le zèle désintéressé des ministres de l'Eglise.

L'évêque de Rome était universellement reconnu de tous les chrétiens pour chef de toutes les autres églises et du gouvernement spirituel, tant comme successeur de l'apôtre saint Pierre que comme évêque d'une ville qui, par son ancienne dignité et par sa grandeur, conservait le nom et la majesté de l'empire. C'était d'ailleurs du sein de cette capitale que le christianisme s'était répandu dans la plus grande partie de l'Europe. Enfin, l'empereur Constantin, régénéré dans les eaux du baptême par Silvestre, avait reconnu sans difficulté la prééminence de l'Eglise romaine dans ce pontife et dans ses successeurs.

On dit que lorsque Constantin, pour être plus près des provinces d'Orient, transféra le siége de l'empire à Byzance, depuis appelée Constantinople du nom de cet empereur, il donna aux papes la souveraineté de Rome et de plusieurs autres villes d'Italie. Cette tradition a été soigneusement appuyée et entretenue par les papes, et ils ont eu assez d'autorité pour engager beaucoup de gens à y ajouter foi. Mais elle a été rejetée par les écrivains les plus graves; d'ailleurs elle est démentie par des faits constants, car il est certain que sous le règne de Constantin, et long-temps après, Rome et l'Italie ont été soumises à l'empire et gouvernées par des ministres du choix des empereurs. Il y en a même (tant les temps reculés sont obscurs) qui traitent de fable tout ce qu'on dit de Constantin et de Silvestre, et qui prétendent qu'ils n'ont pas été contemporains.

Mais tout le monde convient que la translation du siége de l'empire à Constantinople fut la première origine de la grandeur temporelle des papes; l'autorité des empereurs venant à s'affaiblir insensiblement en Italie, tant par une absence continuelle que par des affaires épineuses qui détournaient tous leurs soins à l'Orient, le peuple romain commença à révérer davantage les papes, et s'il ne leur obéit pas d'abord comme à des souverains, il eut du moins pour eux une certaine déférence volontaire. Leur puissance ne s'établit néanmoins que long-temps après; car, pendant l'inondation des Goths, des Vandales et des autres nations barbares qui se répandirent en Italie et qui saccagèrent plusieurs fois la ville de Rome, les papes n'y eurent qu'une autorité aussi faible et aussi méprisée que l'était alors celle des empereurs en ce pays.

De toutes ces nations, il n'y eut que les Goths, originaires de la Dacie et de la Tartarie, et chrétiens de religion, qui s'établirent en Italie; car les autres n'y passèrent que comme des torrents, au lieu que les Goths s'y maintinrent pendant soixante-dix ans. Théodoric leur roi et ses successeurs fixèrent leur séjour à Ravenne, ville très ancienne, riche et peuplée pour lors, et qui s'était fort accrue dès le temps de l'empereur Auguste, à l'occasion de la puissante armée navale qu'il tenait dans un port qui y était presque contigu et dont il ne reste pas le moindre vestige; ils la préférèrent à Rome, parce que le voisinage de la mer les mettait plus à portée de s'opposer aux tentatives des empereurs de Constantinople. Les Goths furent enfin chassés d'Italie, et les empereurs y rétablirent leur autorité; le chef des officiers qu'ils y envoyèrent s'appelait *exarque*, et faisait aussi sa résidence à Ravenne, afin de communiquer plus facilement avec Constantinople. Les exarques confiaient

le gouvernement de Rome et des autres villes d'Italie à des officiers qui avaient le titre de *ducs*; le pays qui obéissait immédiatement aux exarques composait ce qu'on appela depuis *l'exarchat de Ravenne*.

Les papes ne jouissaient alors d'aucun pouvoir temporel; ils étaient sujets des empereurs, et quoique élus par le clergé et le peuple de Rome, ils n'acceptaient le pontificat et n'en faisaient les fonctions que du consentement de ces princes ou de leurs exarques. Ayant déjà même dégénéré de la sainteté de leurs prédécesseurs, ils commençaient aussi à être moins respectés, et les évêques de Constantinople et de Ravenne leur contestaient souvent le premier rang, prétendant que la supériorité ecclésiastique était attachée au siége où réside la puissance de l'empire et des armes.

Mais quelque temps après les choses changèrent de face. Les Lombards, nation belliqueuse, étant entrés en Italie, s'emparèrent de la Gaule Cisalpine qui prit le nom de *Lombardie*; Ravenne, tout l'exarchat et plusieurs autres pays reconnurent la domination des vainqueurs. Ils s'étendirent même jusque dans la Marche d'Ancône, et ils établirent des ducs à Spolète et à Bénévent, sans que les empereurs, ou par négligence, ou trop occupés en Asie, fissent le moindre effort pour s'opposer à cette invasion. Alors, n'y ayant plus d'exarques, la ville de Rome abandonnée à elle-même commença à se gouverner par le conseil et par l'autorité des papes.

Dans la suite le pape[1] et les Romains, opprimés par les Lombards, réclamèrent le secours de Pepin, roi de France; ce prince passa en Italie avec une puissante armée, et chassa les Lombards[2] d'une partie de leurs conquêtes, plus de deux cents ans après leur établissement en ce pays. Il donna au pape et à l'Eglise de Rome, non-seulement Urbin, Fano, Agobbio et plusieurs autres villes dans le voisinage de Rome, mais encore Ravenne avec son exarchat, dont il disposa par droit de conquête. On dit que l'exarchat contenait tout le pays renfermé entre le fleuve du Pô et l'Apennin, depuis les limites du Plaisantin du côté qu'il confine avec le territoire de Pavie, jusqu'à Rimini; les lagunes de Venise et toute la mer Adriatique, et depuis Rimini jusqu'à la rivière de la Foglia, qui s'appelait anciennement *Isaurus*.

Après la mort de Pepin, les papes et les Etats qu'il leur avait donnés furent encore inquiétés par les Lombards; ils eurent donc recours à Charles son fils, à qui des actions héroïques ont mérité le surnom de *Grand*. Ce prince, qui détruisit entièrement les Lombards, confirma la libéralité de son père en faveur de l'Eglise de Rome, et il approuva la soumission volontaire des peuples de la Marche d'Ancône et du duché de Spolète, qui s'étaient donnés au Saint-Siége. Ces deux provinces renfermaient alors la ville d'Aquila et une partie de l'Abruzze.

Voilà ce qu'on assure aujourd'hui comme certain, et même quelques auteurs ecclésiastiques ajoutent que Charlemagne donna encore à l'Eglise la Ligurie jusqu'à la rivière du Varo, où finit l'Italie, la ville de Mantoue et tout ce que les Lombards avaient possédé dans le Frioul et dans l'Istrie; il y en a même un autre qui écrit que l'île de Corse et tout le territoire qui est entre Luni et Parme firent partie de cette concession. Tant de bienfaits reçus des rois de France engagèrent les papes à leur donner de grands éloges, et c'est de là que ces princes portent le nom de *rois très chrétiens*.

En l'année 800, le peuple romain et le pape Léon[1], qui n'avait alors d'autre autorité que d'être à la tête du peuple, élurent Charlemagne empereur des Romains, au préjudice des empereurs de Constantinople, supposant que Rome et les provinces occidentales de l'empire, abandonnées de leurs premiers maîtres, avaient besoin d'un souverain particulier pour les défendre; mais cette élection ne fit pas perdre aux empereurs grecs la Sicile ni la partie de l'Italie qui, s'étendant depuis Naples jusqu'à Manfredonia, finit à la mer, parce qu'ils avaient toujours été et étaient encore actuellement en possession de ces provinces. Elle ne changea rien aussi à l'usage où les empereurs des Romains, qui continuèrent toujours d'exercer leur souveraineté dans Rome, étaient de confirmer l'élection des papes; ceux-ci marquaient même la date de l'expédition de leurs bulles et de leurs

(1) Ce fut Etienne troisième, élu le 30 mars 752.

(2) Les Lombards s'étaient établis en Italie en 568. Ce fut en 755 que Pepin marcha contre eux, et Charlemagne acheva de ruiner leur empire en 774.

(1) Léon III, élu le 26 décembre 795.

autres actes par cette formule : « Sous le règne de l'empereur N....., notre seigneur. » Ils vécurent dans cette légère dépendance jusqu'à ce que les conjonctures leur fournirent le moyen d'en sortir tout-à-fait.

Ensuite la puissance des empereurs, déjà beaucoup diminuée par les divisions de la postérité de Charlemagne, s'affaiblit encore davantage lorsque l'empire, passant à des princes allemands, eut perdu l'appui du royaume de France. Alors le peuple romain se gouverna lui-même, quoique avec assez de confusion, et il nomma ses magistrats ; enfin il s'appliqua, conjointement avec les papes, à soustraire entièrement Rome à la domination des empereurs ; il fit même un décret qui dispensa ces pontifes de la confirmation impériale. La vigueur de cette loi dépendit, durant plusieurs années, de la faiblesse ou de la puissance des empereurs.

Leur autorité se releva sous les Othon[1] de la maison de Saxe ; Othon III se trouvant à Rome fit élire pape Grégoire[2], qui était Allemand. Ce pape, pour favoriser sa nation et en même temps pour venger les outrages qu'il avait reçus des Romains, donna aux Allemands le droit exclusif d'élire les empereurs dans la forme qui s'observe encore aujourd'hui ; et voulant aussi relever l'éclat de la tiare, il ajouta dans le même décret que ceux qui seraient élus empereurs ne pourraient porter ce titre ni celui d'*auguste* qu'après avoir été couronnés à Rome[3] ; d'où est venu l'usage de n'appeler que *rois des Romains* ou *Césars* ceux qui n'ont pas reçu la couronne impériale des mains du pape.

Mais après les trois Othon, l'empire n'étant plus héréditaire dans une famille puissante, l'autorité impériale s'affaiblit insensiblement. Alors la ville de Rome secoua ouvertement le joug de l'obéissance, et plusieurs autres villes d'Italie imitèrent cet exemple sous le règne de Conrad de Souabe[4]. Les papes, attentifs à leur agrandissement, se rendirent presque les maîtres de Rome. Ce ne fut pourtant pas sans y trouver de grandes difficultés par l'insolence et les divisions du peuple romain. Pour contenir ces factieux, ils obtinrent de l'empereur Henri II[1], qui était alors à Rome, un diplôme par lequel le droit d'élire les papes fut attribué aux seuls cardinaux[2].

(1) Le père, le fils et le petit-fils, tous trois nommés Othon, furent successivement empereurs, depuis l'an 936 jusqu'en 1002.

(2) C'était Grégoire V, élu le 16 juin 995.

(3) Charles V est le dernier des empereurs qui ait été couronné à Rome.

(4) Conrad II fut élu en 1024.

Rien ne contribua davantage à augmenter la puissance des papes que le passage des princes normands en Italie. Le premier, nommé Guillaume *Bras-de-Fer*, enleva la Pouille et la Calabre aux empereurs de Constantinople. Robert *Guiscard*, l'un de ces princes, soit pour se donner un titre coloré, soit dans le dessein de se procurer un appui contre les Grecs, soit enfin pour d'autres raisons, rendit la ville de Bénévent à l'Église romaine comme étant de ses dépendances, et reconnut tenir d'elle en fief le duché de la Pouille et de Calabre. Roger, l'un des successeurs de Robert, après avoir chassé de la Pouille et de la Calabre Guillaume son parent, et s'être ensuite emparé de la Sicile, fit la foi et hommage de tous ses États à l'Église de Rome, environ l'an 1130, sous le titre de *royaume des Deux-Siciles*, l'une endeçà et l'autre au-delà du phare. Les papes favorisèrent sans scrupule l'usurpation et la violence de ces princes pour satisfaire leur propre ambition. A la faveur de l'espèce de droit que leur donnait l'hommage des princes normands, ils s'arrogèrent celui de les priver de la cou-

(1) Henri fut élu en 1002, après Othon III.

(2) Autrefois tous les curés des paroisses étaient appelés *presbiteri cardinales*, c'est-à-dire prêtres principaux. Ceux de la ville de Rome portaient le même nom, et l'on y donna aussi celui de *diaconi cardinales* aux diacres titulaires des églises érigées en diaconies. Dans la suite les papes réservèrent à ces seuls curés et diacres de la ville de Rome, le nom de *cardinaux* ; et ils le donnèrent encore depuis à sept évêques des environs de Rome, savoir : à ceux d'Ostie, de Porto, de Silva-candida ou Santa-Rufina, d'Albano, de Sabine, de Frescati et de Palestrine ; mais l'évêché de Santa-Rufina ayant été réuni depuis à celui de Porto, le nombre des cardinaux-évêques n'est plus que de six. Ce n'a été qu'avec le temps et par degrés que les cardinaux sont parvenus à cette élévation où nous les voyons aujourd'hui. Innocent IV leur donna le chapeau rouge au concile de Lyon en 1245, Paul II, la pourpre, en 1464, et Urbain VIII, le titre d'*éminence*, en 1630. Dès l'année 769, il fut ordonné dans le concile de Rome tenu sous Étienne IV, qu'on ne pourrait être élu pape si l'on n'était prêtre ou diacre-cardinal. A l'égard du droit exclusif d'élire les papes, les cardinaux ne l'ont eu que long-temps après l'empereur Henri II. Ils commencèrent à se l'arroger en 1130, à l'élection d'Innocent II, et il leur fut attribué en 1160, par Alexandre III.

ronne lorsqu'ils ne les trouvaient pas assez soumis à leurs volontés, et de la transporter à d'autres. Ce fut par ce moyen que les Deux-Siciles tombèrent entre les mains de Henri fils de Frédéric *Barberousse*, et ensuite de Frédéric II, fils de Henri, tous trois successivement empereurs des Romains. Frédéric étant devenu le persécuteur de l'Église, et ayant suscité en Italie les deux factions des *Guelfes* et des *Gibelins*, dont les premiers tenaient pour le Saint-Siége et les autres pour l'empereur, le pape, après la mort de ce prince, donna l'investiture des Deux-Siciles à Charles, comte d'Anjou et de Provence, dont nous avons parlé plus haut. Il en exigea un cens annuel de six mille onces d'or, et voulut qu'aucun roi des Deux-Siciles ne pût accepter l'empire romain, clause qui a toujours été insérée depuis dans les investitures. Ce fut à cause de cette exclusion que les rois d'Aragon, s'étant emparés de la Sicile, en firent un royaume séparé et ne reconnurent plus la souveraineté de l'Église.

On dit encore, mais avec moins de certitude, que la comtesse Mathilde[1], princesse fort puissante en Italie, donna à l'Église de Rome cette partie de la Toscane qu'on appelle aujourd'hui *le Patrimoine de Saint-Pierre*, comprise entre le torrent de Peschia et le château de San-Quirico dans le Siennois, la mer Méditerranée et le Tibre. D'autres ajoutent que ce fut la même comtesse qui donna la ville de Ferrare à l'Église. Enfin il y en a qui ont écrit un fait encore plus douteux, savoir : qu'Authpert, roi des Lombards, lui donna les Alpes-Cottiennes, dans lesquelles ils comprennent la ville de Gênes et tout ce qui est entre cette ville et les frontières de la Provence, et que Luithprand, autre roi de la même nation, y ajouta la Sabine, pays dans le voisinage de Rome, Narni, Ancône et d'autres villes.

[1] Comtesse de Toscane, fille de Boniface, comte de Toscane. Elle mourut en 1115, âgée de soixante-seize ans. Elle avait été fiancée à Godefroy-le-Bossu, duc de la Basse-Lorraine, fils de Godefroi-le-Barbu ; mais le mariage ne fut pas consommé. Elle épousa, en 1089, Guelfe, duc de Bavière, et l'on dit que ce ne fut qu'à condition qu'il lui laisserait accomplir le vœu de chasteté qu'elle avait fait ; elle exigea cette condition par le conseil du pape Urbain II. Cette princesse avait alors cinquante ans. Elle fut fort attachée aux intérêts des papes, surtout de Grégoire VII, en faveur duquel elle leva une armée qu'elle conduisit en personne contre l'empereur Henri IV. On lui a imputé d'avoir eu des liaisons trop intimes avec ce pape.

Ainsi la puissance et la conduite des papes varièrent, selon les temps, par rapport aux empereurs. D'abord ils essuyèrent de leur part des persécutions dont ils furent délivrés à la conversion de Constantin. Ils vécurent ensuite pendant plusieurs années dans une espèce d'obscurité sous la protection et dans une entière dépendance de ces princes, se bornant alors aux seules fonctions ecclésiastiques. Enfin leurs liaisons avec les empereurs ayant été entièrement interrompues par l'irruption des Lombards en Italie, ils eurent recours aux rois de France, qui jetèrent les premiers fondements de la grandeur temporelle de l'Église. La reconnaissance d'un si grand bienfait attacha étroitement les papes aux empereurs de la race de Charlemagne, auxquels ils firent gloire d'être toujours soumis. Mais quand l'empire fut sorti de cette maison et qu'ils virent la puissance impériale affaiblie, ils secouèrent tout-à-fait le joug des empereurs, et ils commencèrent à prétendre qu'en qualité de chefs de l'Église ils avaient droit de commander à ces princes, bien loin d'être obligés de leur obéir.

C'est pourquoi ils ne craignirent rien tant que de rentrer sous l'obéissance des empereurs, et que ces princes ne rétablissent les droits de l'empire à Rome et dans le reste de l'Italie. En effet, quelques empereurs d'un génie et d'une puissance supérieure aux autres n'oublièrent rien pour y réussir, mais ils trouvèrent toujours les papes opposés à leurs desseins. Ces pontifes leur firent la guerre, secondés par tous les tyrans qui s'étaient établis en Italie sous le nom de princes, et par les villes qui, s'étant dérobées à la domination impériale, avaient formé des républiques. Depuis ce temps-là ils étendirent de jour en jour leur autorité ; ils en vinrent même jusqu'à faire servir les armes spirituelles au succès de leurs entreprises temporelles, et donnant une nouvelle interprétation à l'Ecriture, ils soutinrent que la qualité de vicaires de Jésus-Christ sur la terre les élevait au-dessus des empereurs et des rois, et qu'ils avaient droit en plusieurs cas de disposer des couronnes. En conséquence de ces ambitieuses prétentions, ils déposèrent quelquefois des empereurs et obligèrent les électeurs d'en substituer d'autres à ces premiers ; de leur côté, les empereurs, quand ils furent les plus forts, nommèrent ou firent nommer d'autres papes.

Ces guerres, et encore plus[1] la translation du Saint-Siége à Avignon[2], où les papes demeurèrent pendant soixante-dix ans, affaiblirent beaucoup leur puissance en Italie. Le schisme[3] qui s'éleva après leur retour à Rome y donna encore une nouvelle atteinte. C'est pourquoi les puissans citoyens de la plupart des villes qui obéissaient à l'Église, et surtout de la Romagne, en usurpèrent la souveraineté. Les papes firent la guerre à quelques-uns de ces usurpateurs, et furent obligés de céder ces mêmes villes, sous le titre de fief du Saint-Siége, à ceux qu'ils ne purent soumettre, ou de susciter contre eux des ennemis auxquels ils donnaient l'investiture de ces places. Ainsi les villes de la Romagne commencèrent à reconnaître des seigneurs, la plupart sous le titre de *Vicaires de l'Église*. Azon d'Est, qui n'était d'abord que gouverneur de Ferrare pour le pape, obtint la souveraineté de cette ville sous le titre de *Vicariat*, et sa maison est montée depuis à de plus grands honneurs. Bologne, occupée par Jean Visconti, archevêque de Milan[1], lui fut aussi donnée sous le même titre. Il s'établit encore plusieurs autres pareilles seigneuries dans la Marche d'Ancône, dans le patrimoine de Saint-Pierre et dans l'Ombrie, qui s'appelle aujourd'hui le duché de Spolète, partie sans le consentement des papes et partie de leur consentement forcé. Les mêmes révolutions arrivèrent aussi à Milan, à Mantoue et dans plusieurs autres villes de la Lombardie qui étaient de la domination des empereurs, et il s'y éleva des souverains sous le titre de *Vicaires impériaux*. Quelquefois ceux de la Romagne et des autres villes ecclésiastiques, se révoltant contre les papes, se déclaraient vassaux de l'empereur, et souvent ceux des villes impériales, mécontents des empereurs, portaient leur hommage aux papes.

La ville de Rome même, quoiqu'elle reconnût en apparence la souveraineté des papes pendant leur absence, se gouvernait en effet par elle-même. Il est vrai qu'après leur retour d'Avignon à Rome le peuple de cette ville parut d'abord plus soumis; mais bientôt après il créa de son autorité un magistrat, des chefs de bannières, et secoua une seconde fois le joug. Les papes, n'y jouissant presque plus d'aucun pouvoir, prirent le parti de n'y plus faire leur résidence. Enfin quand les Romains, appauvris par l'absence de la cour et par leurs divisions continuelles, virent approcher l'année 1400, où

(1) Bertrand Golt, archevêque de Bordeaux, que d'autres nomment Raimond, fils de Bertrand, ayant été élu pape le 6 juillet 1305, sous le nom de Clément V, transféra le siége de Rome à Avignon, où Jean XXII, Benoît XII, Clément VI, Innocent VI, Urbain V et Grégoire XI, tous Français, lui succédèrent l'un après l'autre. Ce dernier qui était, ainsi que Clement VI, de la maison des Beaufort, vicomtes de Turenne, rétablit le siége à Rome en 1376.

(2) Avignon, ni le Comtat, n'appartenaient pas encore pour lors au pape. Ce ne fut que quarante-trois ans après que Clément VI, profitant de l'extrême nécessité de Jeanne d'Anjou, première du nom, reine de Naples et comtesse de Provence, engagea cette princesse à lui vendre cette ville par contrat du 19 juin 1348, moyennant quatre-vingt mille florins d'or de Florence, qui valaient environ quarante-huit mille livres de France.

(3) Après la mort de Grégoire XI, qui arriva le 27 mars 1378, les cardinaux italiens élurent, le 8 avril de la même année, Bathélemi Prignano, archevêque de Bari, qui prit le nom d'Urbain VI. Mais les cardinaux français étant sortis de Rome, élurent le cardinal de Genève, qui prit le nom de Clément VII et établit son siége à Avignon. Cela forma le *schisme d'Avignon*, qui dura trente-neuf ans, jusqu'en 1417. De trois papes qui régnaient alors et qui avaient fait naître un double schisme, Jean XXII, nommé Balthazar Coscia, reconnu pour pape légitime, fut déposé dans le concile de Constance, pour ses mauvaises mœurs et ses crimes; Benoît XIII, nommé Pierre de Lune, antipape et successeur de Clément VII, fut forcé de donner sa démission; et Grégoire XII, nommé Angelo Corrato, qui s'était maintenu dans la papauté quoiqu'il eût été déposé par le concile de Pise, donna aussi la sienne. Eudes Colonna fut élu pape par le concile et prit le nom de Martin V. On dit que de ce temps-là il fut résolu qu'on n'élirait plus à l'avenir de papes français, et en effet il n'y en a point eu depuis.

(1) Il était fils de Mathieu Visconti, chef de la faction gibeline à Milan. Ce fut un homme extrêmement ambitieux. Lorsque l'empereur Louis de Bavière, s'étant brouillé avec Jean XXII, fit élire pape Pierre Corbara, qui prit le nom de Nicolas V, Jean Visconti prit hautement le parti de cet antipape, et il en reçut même le chapeau de cardinal. Mais dégoûté par les mauvais succès de Corbara, il abandonna son parti, quitta le chapeau et se réconcilia avec Jean XXII, qui le fit évêque de Novare. Benoît XII, pour se délivrer des entreprises continuelles de cet évêque, fut obligé de lui confirmer et à Luchino son frère, en 1341, la seigneurie de Milan, où les Visconti s'étaient déjà érigés en souverains. Cela n'empêcha pas Jean Visconti de poursuivre ses projets ambitieux; et il ne s'en fallut rien qu'il ne se rendît maître, non-seulement de tout ce que les papes possédaient en Italie, mais même de presque toute l'Italie. Ainsi Clément VI fut contraint de traiter aussi avec lui. Outre l'archevêché de Milan dont il le pourvut et plusieurs villes qu'il lui abandonna, il lui laissa la seigneurie de Bologne, dont il s'était emparé quelques années auparavant. Mais le traité portait que ce ne serait que pour douze ans, et que Visconti en paierait douze mille ducats de cens annuel à la chambre apostolique. Il mourut le 5 octobre 1354, d'un anthrax qui lui vint au front, et où l'on fit une incision mal à propos.

ils comptaient que si le pape était à Rome il y aurait dans cette ville un grand concours de toute la chrétienté à l'occasion du jubilé, ils supplièrent le pape Boniface d'y revenir [1], offrant de supprimer la nouvelle magistrature et de reconnaître comme auparavant l'autorité du Saint-Siége. Boniface se rendit à leurs prières, et, tandis que le peuple s'occupait des avantages que le jubilé lui procurait, il fit fortifier le château Saint-Ange, où il mit garnison, et il s'empara de toute l'autorité dans la ville. Ses successeurs jusqu'à Eugène IV [2] ne s'y maintinrent néanmoins qu'avec beaucoup de difficultés; mais les papes qui ont régné depuis Eugène ont exercé à Rome une souveraineté paisible et absolue.

Les papes ayant ainsi établi leur puissance temporelle oublièrent peu à peu le salut des ames et les préceptes de Jésus-Christ. Uniquement livrés aux grandeurs de la terre, ils ne se servirent dans la suite de l'autorité spirituelle que comme d'un moyen pour étendre leurs Etats, et la chaire de Pierre parut plutôt remplie par des rois que par des pontifes. La sainteté des mœurs, la propagation de la religion, le zèle et la charité pour leurs ouailles n'occupèrent plus ces premiers pasteurs; mais, ne respirant que la guerre et le trouble, ils osèrent offrir le sacrifice de paix avec des mains dégoûtantes de sang, et tourner leurs armes contre leurs propres enfants. Tout leur soin fut de fabriquer d'artificieuses inventions pour accumuler des trésors. Ils n'eurent point de honte de faire servir les graces et les armes spirituelles à contenter leur insatiable avarice, et de trafiquer des choses sacrées aussi hardiment que des profanes. Les richesses introduites à leur cour y introduisirent avec elles le faste, le luxe, la corruption des mœurs et des débauches abominables. On ne pensa plus à ses successeurs, ni à perpétuer la majesté et la dignité du pontificat; chaque pape en particulier ne songea qu'à procurer à ses enfants, ses neveux, ses parents, non-seulement une fortune opulente, mais des souverainetés et des royaumes. Le mérite et la vertu devinrent inutiles pour parvenir aux honneurs; les dignités ou les places avantageuses furent presque toujours vendues au plus offrant ou prostituées aux ministres de l'ambition, de l'avarice et de l'intempérance des papes. Une pareille conduite a presque entièrement étouffé le respect de leurs personnes; mais leur puissance s'est néanmoins soutenue en partie par l'autorité de la religion, dont le pouvoir est si grand sur les esprits, mais surtout par la facilité que ces chefs de l'Eglise ont de gratifier les grands princes et leurs créatures par le moyen des dignités ecclésiastiques et des bénéfices. Certains du respect que leur concilie la dignité dont ils sont revêtus, ils savent encore qu'on ne peut les attaquer sans se couvrir de honte et qu'on s'expose par-là à soulever tous les autres princes contre soi. Enfin, ils n'ignorent pas que, même après leur défaite, ils sont toujours maîtres des conditions de la paix, bien résolus d'ailleurs de profiter de tout leur avantage si la victoire est pour eux. C'est pourquoi ils n'ont pas craint, depuis plusieurs années, de faire naître des troubles en Italie et d'y attirer la guerre toutes les fois que l'ambition le leur a conseillé. Mais il est temps de reprendre le fil de notre histoire, que la juste douleur dont je suis pénétré à la vue des maux de l'Italie m'a fait interrompre, pour parler peut-être avec plus de chaleur qu'il ne convient à un historien.

Après plusieurs révolutions, les villes de la Romagne et les autres places qui relevaient de l'Eglise n'en reconnaissaient déjà presque plus la souveraineté depuis long-temps. Plusieurs vicaires ne payaient point le cens qu'ils devaient en signe de leur dépendance; d'autres ne le payaient qu'avec peine, et tous, sans distinction, se mettaient sans la permission du pape à la solde des autres princes, non-seulement sans stipuler dans leurs engagements de n'être point tenus de servir contre l'Eglise, mais même souvent avec l'obligation formelle du contraire. Cette conduite les faisait fort rechercher, parce qu'on retirait un grand avantage de leurs forces et de la commodité de leurs Etats, et que par ce moyen on affaiblissait toujours la puissance des papes. Dans la Romagne, les Vénitiens possédaient Ravenne et Cervie, dont ils avaient dépouillé plusieurs années auparavant la famille de Polenta, qui, de simples habitants de Ravenne, s'étaient rendus les tyrans de ces deux villes, et depuis en étaient devenus vi-

(1) Boniface IX, nommé Pierre Tornacello, créé le 2 novembre 1389 et mort en 1404.

(2) Eugène IV, élu le 3 mars 1431 et mort en 1447; il était Vénitien et se nommait Gabriel Condulmiero.

caires. Faënza [1], Formi, Imola et Rimini obéissaient aussi à des vicaires particuliers; Césène, après avoir été long-temps soumise à la famille de Malatesta, qui la possédait aussi sous ce titre, était retournée à l'obéissance de l'Eglise, après la mort de Dominique, dernier vicaire qui ne laissa point d'enfants.

Le pape prétendait que ces villes étaient dévolues au siége apostolique auquel il voulait, disait-il, les réunir; mais son véritable dessein était de les donner à son fils César; et c'était dans cette vue qu'il avait exigé du roi de France de le seconder dans cette expédition, après la conquête du Milanais. Il n'avait parlé dans le traité que des villes possédées par des vicaires, auxquelles il avait ajouté Pesaro, que Jean Sforze, ci-devant son gendre, tenait aussi à titre de vicariat, car il n'osait inquiéter les Vénitiens, et ses desseins ne s'étendaient pas même aux petites places que le duc de Ferrare possédait dans la Romagne, près du Pô.

Dans ces vues, le duc de Valentinois ayant uni aux troupes de l'Eglise celles que le roi lui avait prêtées, il entra dans la Romagne, où il obligea d'abord la ville d'Imola à capituler dans les derniers jours de l'année 1499.

Cette même année l'Italie fut encore exposée aux ravages des Turcs. Pendant que Bajazet attaquait avec une puissante armée navale les places que les Vénitiens possédaient dans la Grèce, il envoya par terre six mille chevaux dans le Frioul, qu'ils trouvèrent sans défense, parce qu'on ne s'attendait point à cette incursion; ainsi, personne ne s'opposant à eux, ils mirent tout à feu et à sang jusqu'à la rivière de Livenza, et ils emmenèrent un grand nombre de prisonniers. Lorsqu'ils furent arrivés sur le bord du Tagliamento, ils ne réservèrent que les plus robustes et massacrèrent inhumainement tout le reste.

Le malheur des Vénitiens dans la Grèce fut imputé à Antoine Grimani, amiral de la flotte. On l'accusa d'avoir manqué deux fois l'occasion de défaire les Turcs; la première, lorsqu'ils sortaient du port della Sapientia, et la seconde à l'entrée du golfe de Lépante. Le sénat lui envoya un successeur, avec un ordre pour se rendre à Venise, où le conseil des *Pregati* fut chargé de lui faire son procès. Ce conseil y travailla pendant plusieurs mois, partagé entre l'autorité, l'élévation, la nombreuse parenté de Grimani et les raisons de ses accusateurs, qui apportaient de fortes preuves contre lui. Toute la ville attendait avec impatience la décision de cette affaire. Enfin le magistrat des *Avogadori del commune* [1], craignant que ce conseil composé de gens sages qui ne s'arrêtaient en aucune manière aux discours du peuple et ne condamnaient pas un homme sur de simples calomnies et sans des preuves bien claires, ne traitât trop favorablement l'accusé, fit renvoyer le procès devant le conseil majeur, véritablement moins accessible à la faveur, mais où la foule de la multitude prévaut quelquefois à la sage lenteur du sénat; ce fut là que [2] Grimani se vit condamner à un exil perpétuel dans l'île d'Ossaro.

L'année 1500, aussi fertile en événements intéressants que la précédente, fut encore remarquable par le jubilé. Les papes ordonnèrent autrefois qu'on en célébrerait un tous les cent ans, à l'exemple du jubilé de l'Ancien Testament. Leur intention n'avait point été de consacrer ce temps à des fêtes et à des réjouissances profanes, comme l'étaient autrefois les jeux séculaires des Romains; au contraire, ils n'avaient en vue que le salut des ames; car, selon la pieuse croyance des chrétiens, tous ceux qui dans ce temps-là visitent les Eglises dédiées dans Rome aux princes des apôtres, avec un sincère repentir de leurs péchés, en obtiennent le pardon général. Dans la suite, les papes réglèrent qu'il y en aurait un tous les cinquante ans, et enfin ils l'ont établi pour tous les vingt-cinq ans; mais le jubilé séculaire est ordinairement célébré avec plus de concours à Rome que les autres, en mémoire de l'ancienne institution.

Au commencement de cette année le duc de Valentinois prit sans peine la ville de Forli, que Catherine Sforze, qui ne se sentait pas en état d'y soutenir un siége, avait abandonnée. Cette dame, d'un courage au-dessus de son sexe, ayant envoyé à Florence ses enfants et tout ce qu'elle avait de plus précieux, se réduisit à la défense de la citadelle et du fort, qu'elle avait abondamment pourvu d'hommes et d'ar-

(1) Faënza était possédée par la famille des Manfredi; Forli et Imola par celle des Riario, et Rimini par celle des Malatesta.

(1) C'est un tribunal préposé pour faire observer les lois.

(2) Il fut rappelé de cet exil; car on verra dans la suite qu'il fut envoyé en ambassade vers François I, en 1515.

tillerie. S'étant donc retirée dans cette place, elle la défendit avec beaucoup de valeur et de gloire. Valentinois, ayant essayé inutilement de l'engager à se rendre, battit les murailles avec une nombreuse artillerie. Enfin il en ruina une bonne partie qui s'écroula dans le fossé, et le combla de manière qu'il était facile de monter à l'assaut. Catherine fit tous ses efforts pour obliger la garnison à combattre avec elle; mais les soldats voulurent absolument abandonner la place et se retirer dans le fort. Ils le firent avec tant de désordre et de confusion, par la peur dont ils étaient saisis, que les ennemis arrivèrent avant qu'ils ne fussent entrés, les taillèrent presque en pièces, entrèrent pêle-mêle avec les autres dans le fort, dont ils se rendirent maîtres, et tuèrent le reste de la garnison, à l'exception d'un petit nombre qui avait suivi Catherine dans une tour, et qui furent faits prisonniers avec elle. Valentinois craignant la valeur de cette princesse, l'envoya prisonnière à Rome, sans aucun égard pour son sexe. Elle y fut gardée quelque temps dans le château Saint-Ange, et ensuite mise en liberté à la prière d'Yves d'Alègre. Après la prise d'Imola et de Forli, le duc de Valentinois se disposait à attaquer les autres villes; mais il fut arrêté par les événements imprévus qui survinrent.

Le roi prorogea la trêve avec l'empereur jusqu'au mois de mai prochain, et il y comprit le duché de Milan et tout ce que la France possédait en Italie; ensuite, après avoir donné dans le Milanais les ordres qu'il jugea nécessaires et y avoir mis de bonnes garnisons, il retourna en France, emmenant avec lui le fils de Jean Galéas qu'il destinait à la vie monastique; Isabelle, mère de ce jeune prince, avait eu l'imprudence de le lui remettre entre les mains. Avant de partir, Louis confia le gouvernement du Milanais à Jean-Jacques Trivulce, sur lequel il comptait beaucoup, tant à cause de son mérite et de sa valeur que de la haine qu'il portait à Ludovic; mais il ne laissa pas dans le pays de grandes dispositions à lui demeurer fidèle.

Les manières des Français avaient révolté bien des gens; le peuple de Milan n'était pas content du roi, qui n'avait pas exempté la ville de tous impôts, comme l'on s'en était aveuglément flatté; enfin la faction gibeline, fort puissante dans Milan et dans les autres places du duché, ne voyait qu'avec chagrin le gouvernement entre les mains de Trivulce, chef de la faction contraire. Les esprits étaient encore aigris par Trivulce même qui, naturellement animé de l'esprit de parti et d'ailleurs fier et remuant, favorisait trop ouvertement ceux de sa faction par le moyen du magistrat. Mais ce qui acheva de soulever la populace contre lui fut qu'un jour il tua de sa propre main dans le marché quelques bouchers qui, avec l'insolence ordinaire aux gens de cette sorte, s'opposaient à la levée des droits dont ils n'avaient pas été exemptés. Ainsi la plus grande partie de la noblesse et toute la population, toujours avides de nouveautés, souhaitait le retour de Ludovic et on ne se mettait pas même en peine de dissimuler ces dispositions.

Quand Ludovic et le cardinal son frère s'étaient présentés à l'empereur, ils en avaient été reçus avec bonté; ce prince avait paru très sensible à leur infortune et fort disposé à leur donner des troupes. La paix s'étant conclue avec les Suisses, il leur promettait chaque jour de marcher en personne à la tête d'une armée puissante, pour rétablir Ludovic dans ses États; mais ces belles espérances s'évanouirent par sa légèreté naturelle, et parce que ses projets mal conçus se détruisaient successivement les uns les autres; enfin, bien loin d'être en état de ramener Ludovic dans le Milanais, il lui demanda plusieurs fois de l'argent à emprunter. Ludovic et Ascanio, n'espérant donc rien de lui et sans cesse sollicités de la part de plusieurs seigneurs du Milanais, résolurent de tenter seuls l'entreprise avec huit mille Suisses et cinq cents hommes d'armes bourguignons[1] qu'ils avaient levés.

Trivulce, ayant été informé de leur marche, pria les Vénitiens de faire avancer leurs troupes sur la rivière d'Adda; il écrivit aussi à Yves d'Alègre de quitter le duc de Valentinois et de venir en toute diligence avec ses gendarmes et Suisses; ensuite, pour arrêter les premiers efforts de l'ennemi, il fit marcher une partie des troupes à Côme, où il n'osa porter toutes ses forces, craignant quelque mouvement de la part du peuple de Milan. Mais la diligence des deux frères le prévint; sans attendre que toutes

(1) C'étaient des Francs-Comtois.

leurs troupes soient assemblées, mais donnant seulement des ordres pour les faire suivre à mesure qu'elles arriveront, ils se mettent en chemin, passent les monts avec une promptitude extrême, s'embarquent sur le lac, et sont reçus dans Côme, d'où les Français sont obligés de se retirer à cause de la mauvaise disposition des habitants.

Cette nouvelle échauffa tellement le peuple de Milan et les principaux de la faction gibeline que Trivulce, ne se croyant pas en état de contenir la ville, se retira aussitôt dans le château[1]. Dès la nuit suivante il en sortit accompagné des gendarmes qui s'étaient retirés dans le parc attenant au château; il prit aussitôt le chemin de Novare, et fut poursuivi dans sa retraite par le peuple jusqu'au Tésin. Il laissa à Novare quatre cents lances, et se retira dans Mortara avec le reste, comptant apparemment, avec les autres chefs, qu'il leur serait plus aisé de reprendre le duché de Milan quand il leur serait arrivé de nouvelles troupes de France, que de le défendre actuellement.

Aussitôt après le départ des Français, le cardinal Ascanio et ensuite Ludovic furent reçus à Milan, où le peuple ne fit pas moins éclater de joie qu'il en avait montré à leur départ. Ainsi le duc se remit en possession de sa capitale aussi facilement qu'il l'avait perdue, à l'exception du château[2]. Comme les autres villes étaient dans les mêmes dispositions, Pavie et Parme rentrèrent d'abord sous l'obéissance de Ludovic; Lodi et Plaisance auraient suivi cet exemple si les troupes vénitiennes, qui s'étaient avancées sur l'Adda, ne s'y fussent pas jetées. A l'égard d'Alexandrie et des autres villes d'au-delà du Pô, comme elles étaient plus éloignées de Milan et plus voisines d'Asti, elles demeurèrent tranquilles et résolurent de se régler par les événements.

Ludovic, plein d'activité, ramassa aussitôt une grande quantité d'infanterie italienne et tout ce qu'il put avoir d'hommes d'armes; il sollicita tous ceux dont il pouvait espérer quelque secours dans un besoin si pressant, n'oubliant ni prières ni promesses. Il envoya le cardinal de San-Severino à l'empereur, pour lui rendre compte de l'heureux commencement de son entreprise et le supplier de lui envoyer des troupes et de l'artillerie. Enfin, souhaitant avec ardeur d'apaiser les Vénitiens, il engagea le cardinal Ascanio à envoyer l'évêque de Crémone[1] à Venise, pour les assurer qu'il accepterait toutes les conditions qu'ils voudraient imposer; mais ce fut en vain, le sénat ne voulut pas se détacher de l'alliance du roi. Malgré toutes les prières de Ludovic, les Génois refusèrent de rentrer sous sa domination, et les Florentins ne voulurent pas lui rendre l'argent qu'il leur avait prêté. Il n'y eut que le marquis de Mantoue qui lui envoya son frère[2] avec un certain nombre de gendarmes; les seigneurs de la Mirandole, de Carpi[3] et de Corregio lui donnèrent aussi quelques troupes, et les Siennois lui firent tenir une légère somme d'argent. Mais tous ces secours étaient bien peu de chose dans une pareille conjoncture, aussi bien que ceux de Philippe Rosso et des del Verme, dont il avait dépouillé les pères de leurs biens; celui de Rosso s'était vu enlever San-Secondo, Turchiara et plusieurs autres châteaux dans le Parmesan; et celui des del Verme, la ville de Bobio et d'autres places circonvoisines dans la montagne de Plaisance. Ils allèrent trouver Ludovic, qui leur rendit leurs places, moyennant quoi ils se mirent à son service; Rosso quitta même sans congé celui des Vénitiens.

Ludovic, ayant rassemblé quinze cents hommes d'armes, outre les Bourguignons, et joint à ses Suisses un gros corps d'infanterie italienne, laissa le cardinal Ascanio devant le château de Milan, passa le Tésin, prit à composition la ville et le château de Vigevano, et forma ensuite le siége de Novare. Il préféra cette ville à Mortara par plusieurs raisons; les Français s'étaient trop bien fortifiés dans cette dernière place. D'ailleurs il croyait que la prise de Novare, ville plus célèbre et située dans un pays plus abondant, donnerait plus d'éclat à

(1) Le jour de la Chandeleur.

(2) Le roi y avait mis pour gouverneur le baron d'Espi.

(1) Ce n'était pas un évêque titulaire, car le cardinal Ascanio l'était lui-même depuis l'année 1486 et le fut jusqu'à sa mort; mais comme il fut presque toujours absent de son diocèse, il eut successivement plusieurs coadjuteurs. Il n'y en a qu'un dont le nom soit connu, qui était Alexandre Oldoini, homme de qualité et de mérite. C'est apparemment de ce dernier dont Guicciardini veut parler.

(2) Jean de Gonzague.

(3) Albert Pio, comte de Carpi. Il mourut à Paris en 1536, et fut enterré aux Cordeliers où était sa statue en bronze, auprès du grand autel à gauche.

ses armes et mettrait les ennemis dans la nécessité d'abandonner Mortara, faute de vivres, outre qu'elle serait d'une grande importance au fond de la guerre. Enfin il voulait empêcher Yves d'Alègre de s'y jeter.

Ce général, ayant reçu la lettre de Trivulce dans le temps qu'il marchait avec le duc de Valentinois contre Pesaro, partit sur-le-champ avec toute sa cavalerie et les Suisses; il apprit auprès de Parme la révolution arrivée à Milan. Mais cette nouvelle ne l'empêcha pas de continuer sa marche, après avoir promis aux Parmesans et aux Plaisantins de ne faire aucun acte d'hostilité dans leur territoire, pourvu qu'ils ne s'opposassent point à son passage; ensuite il se rendit à Tortone, à la prière des habitants guelfes. Ceux-ci voulaient par son moyen se venger des Gibelins, qui, après s'être remis sous la domination de Ludovic, les avaient chassés; mais quand il y fut entré, ses troupes y mirent tout au pillage. Cette violence consterna les Guelfes, qui se plaignirent amèrement de ce qu'on maltraitait de fidèles serviteurs du roi aussi cruellement que les ennemis et les traîtres. Ensuite il se retira dans Alexandrie, parce que ses Suisses l'abandonnèrent pour passer dans l'armée de Ludovic, soit faute de paiement, soit parce que celui-ci les avait gagnés. Ce duc, devenu par ce moyen supérieur aux Français, pressait le siége de Novare avec toute l'ardeur dont il était capable, afin de l'emporter avant que les ennemis, qui attendaient de nouvelles troupes, fussent en état de tenir la campagne. Son activité lui réussit, et les assiégés désespérant de pouvoir se défendre, ouvrirent leurs portes, à condition qu'ils auraient la liberté de se retirer en sûreté avec leurs effets. Il observa fidèlement sa promesse et les fit escorter jusqu'à Verceil, quoiqu'on lui représentât qu'il était de son intérêt de s'en défaire, et que l'exemple de plusieurs grands hommes autorisant à violer sa parole pour gagner des États, on pouvait à plus forte raison y manquer pour conserver les siens. Il s'attacha ensuite au siége de la citadelle de Novare; mais si au lieu de s'y arrêter il eût marché droit à Mortara, on croit que l'armée française, où la division régnait entre Trivulce et Ligny, se serait retirée au-delà du Pô.

Cependant le roi, plein de dépit et de honte à la nouvelle de la révolte de Milan, fit partir sur-le-champ la Tremoille avec six cents lances et lever une grande quantité de Suisses; enfin il envoya à Asti le cardinal de Rouen avec la qualité de son lieutenant général. Tous ces préparatifs furent si prompts qu'au commencement d'avril il se trouva quinze cents lances, dix mille Suisses et six mille hommes d'infanterie française assemblés à Mortara, sous la conduite de la Tremoille, de Trivulce et de Ligny.

Les Français marchèrent incontinent vers Novare, dans le dessein d'employer également la ruse et la force contre l'ennemi. Les capitaines suisses que Ludovic avait à son service, quoiqu'ils eussent montré beaucoup de valeur et de fidélité durant le siége, avaient traité secrètement avec les Français par le moyen des officiers de leur nation qui étaient dans l'armée du roi. Ludovic eut quelque soupçon de cette intrigue; c'est pourquoi il pressait de tout son pouvoir l'arrivée de quatre cents chevaux et de huit mille hommes d'infanterie qu'on lui préparait à Milan; mais il était trop tard. Les Suisses, excités par leurs capitaines, commencèrent à se mutiner, sous prétexte que le jour destiné pour leur montre, se passait sans qu'on leur comptât de l'argent. Ludovic accourut au bruit, et il leur parla avec tant de douceur et leur fit des prières si touchantes, en leur donnant tout ce qu'il avait d'argenterie, qu'il les engageât d'attendre qu'il lui fût venu de l'argent de Milan. Mais leurs capitaines, craignant de ne pouvoir exécuter leur complot si le renfort dont nous avons parlé arrivait, firent avancer l'armée française, qui investit presque tout-à-fait Novare; ensuite on en détacha un corps de cavalerie qui fut posté entre la ville et la rivière du Tésin, pour empêcher Ludovic de se sauver à Milan.

Le duc, ayant un pressentiment de son malheur, voulut sortir de la place avec toute son armée pour combattre les ennemis, et il envoya même devant lui ses chevau-légers et ses Bourguignons. Mais les Suisses refusèrent ouvertement de marcher, disant qu'il ne leur était pas permis, sans un ordre exprès des cantons, de se battre contre leurs frères, leurs parents et leurs compatriotes. Ils se mêlèrent ensuite avec ceux de l'armée française, comme s'ils eussent été d'un même parti, et ils déclarèrent qu'ils voulaient s'en retourner sur-le-champ dans leur

pays. Ludovic, ne pouvant les retenir ni par ses prières, ni par ses larmes, ni par les plus grandes promesses, les conjura de vouloir bien au moins le conduire en lieu de sûreté. Ils refusèrent de l'escorter pour ne pas contrevenir à leur traité avec la France; mais ils consentirent qu'il se mît dans leurs rangs en habit de simple soldat, au hasard d'être pris s'il était reconnu. La nécessité le réduisit à prendre un parti si dangereux, et qui en effet ne lui réussit pas; car les Suisses, marchant en bataille au travers de l'armée française, il fut reconnu, soit par la vigilance de ceux qu'on avait apostés pour le découvrir, soit par les signes des Suisses mêmes, quoiqu'il fût au milieu d'un bataillon et qu'il marchât à pied, habillé et armé comme les autres. Il fut aussitôt arrêté prisonnier[1], et son malheur arracha des larmes même à plusieurs des ennemis; Galéas de San-Severino, et ses frères Fracasse et Antoine-Marie, mêlés comme Ludovic parmi les Suisses, et déguisés, furent aussi faits prisonniers. Lés soldats italiens furent pris, les uns dans Novare, les autres en fuyant vers le Tésin; à l'égard de la cavalerie bourguignonne et de l'infanterie allemande, on ne les attaqua point dans leur retraite, pour ne pas irriter ces deux nations. La prise du duc, et l'entière dispersion de son armée, ne laissèrent plus aucun obstacle aux Français.

Le cardinal Ascanio, ayant appris ce malheur, partit aussitôt de Milan, suivi d'un grand nombre de gentilshommes gibelins qui n'avaient pas lieu d'espérer que les Français voulussent leur pardonner d'avoir pris le parti de Ludovic; mais les deux frères devaient également être trahis. La première nuit, Ascanio, extrêmement fatigué de la longueur et de la diligence de sa marche, s'arrêta à Rivolta, château dans le Plaisantin, qui appartenait à un gentilhomme nommé Conrad Lando, son parent et son ami depuis long-temps. Lando, changeant tout d'un coup avec la mauvaise fortune de son hôte, fit avertir à Plaisance Charles Orsino et Sonzino Benzone, officiers des Vénitiens, et leur livra le cardinal, Hermès Sforze, frère du feu duc Jean Galéas[2], et une partie des gentilshommes qui l'avaient suivi; les autres, plus sages, n'avaient pas voulu s'arrêter dans ce château.

(1) Ce fut le 10 avril, vendredi d'avant Pâques fleuries.
(2) Frère naturel.

Ascanio fut aussitôt conduit à Venise; mais le roi, qui sentait combien il lui était important de l'avoir entre ses mains pour la sûreté du duché de Milan, le fit aussitôt redemander aux Vénitiens, prétendant qu'il lui appartenait, parce qu'il avait été pris dans ses Etats. Le sénat hésitait, trouvant cette demande dure et injurieuse à la république; mais enfin, ébranlé par les menaces du roi, et ne voulant pas s'exposer à son ressentiment, il lui livra, non-seulement le cardinal et tous ceux qui avaient été pris avec lui, mais encore Baptiste Visconti et quelques autres gentilshommes milanais qui s'étaient sauvés dans la Ghiaradadda, où on leur avait accordé une sauvegarde même expresse contre les Français, la crainte faisant oublier au sénat, dans cette occasion, l'honneur de la république.

La ville de Milan, privée de toute espérance, envoya des députés au cardinal de Rouen pour implorer la clémence du roi[1]. Ce prélat leur pardonna au nom de son maître; mais il les condamna à lui payer trois cent mille ducats, dont Louis leur remit ensuite la plus grande partie. Il en usa avec la même modération envers les autres villes, qu'il se contenta de taxer selon leur qualité et leur pouvoir.

Cette expédition étant ainsi heureusement terminée, on congédia les troupes. Une partie des Suisses, qui était des cantons les plus voisins de Belinzone, ville située dans la montagne, s'emparèrent de cette place en retournant dans leur pays. Le roi aurait pu la retirer alors de leurs mains pour peu de chose; mais, négligeant souvent de grands objets pour épargner de petites sommes, il ne voulut point le faire. Il survint dans la suite des occasions où, quelque chose qu'il lui en eût coûté, il aurait voulu racheter un poste si commode, pour empêcher les Suisses d'entrer dans le Milanais.

Ludovic Sforze fut conduit à Lyon, où était le roi; il y arriva sur le midi. Le peuple accourut en foule pour voir ce malheureux prince, dont la grandeur et la puissance avaient excité tout récemment l'envie. Deux jours après, on le fit partir pour Loches[2], sans qu'il eût pu

(1) Ce fut le Vendredi-Saint.
(2) En Touraine.

obtenir la grace de voir le roi. Il y mourut enfin, après une prison de dix années; cet homme, dont les vues ambitieuses s'étendaient peut-être au-delà de l'Italie, vit enfin ses projets resserrés dans les bornes d'une étroite prison. Ludovic unissait une éloquence touchante à beaucoup de pénétration; il avait l'esprit fort orné, et la nature l'avait favorisé de ses dons les plus rares. Il eût même mérité des éloges par sa douceur et sa clémence [1], si la mort de son neveu ne l'eût déshonoré. Au reste, il était vain, inquiet, ambitieux et infidèle à sa parole; plein de bonne opinion pour son mérite, il n'écoutait qu'avec chagrin les louanges qu'on donnait à la prudence et à l'habileté d'autrui. Enfin il se flattait de posséder l'art de manier les esprits, et de les tourner à son gré.

Le cardinal son frère ne tarda pas à le suivre en France; mais il fut traité avec plus de douceur. Le cardinal de Rouen alla le voir pour le consoler, et on lui donna une prison plus honnête qu'à son frère. Ce fut le château de Bourges, où le roi, qui l'y faisait enfermer, avait lui-même été prisonnier pendant deux ans, exemple mémorable qui montre assez quelle est l'incertitude de la condition humaine.

LIVRE CINQUIÈME.

Continuation de la guerre des Florentins contre les Pisans. Siége de Faënza par Valentinois. Guerres au royaume de Naples entre les rois d'Espagne et les rois de France, qui commencent par se mettre d'accord, puis finissent par se brouiller. Borgia s'empare de l'État de Piombino. Exploits de Gonzalve dans le royaume de Naples. Origine des débats entre l'Espagne et la France. Rébellion d'Arezzo contre les Florentins. Conjuration de plusieurs seigneurs contre Valentinois. Ils sont mis à mort. Déroute des Français à Terra-Nuova. Combat entre treize Français et treize Italiens. Gonzalve refuse de reconnaître la paix entre l'Espagne et la France. Fait d'armes de Seminara. Journée de Cérisoles.

CHAPITRE PREMIER.

Les Français marchent contre Pise dans l'intérêt des Florentins. Siége de Pise. Les Pisans offrent de se donner au roi de France. Intrigues de Valentinois en Romagne. Il assiége Faenza. Le pape Alexandre crée douze cardinaux à prix d'argent et étend le jubilé hors de Rome.

La conquête du duché de Milan augmenta si fort l'ardeur et l'ambition du roi de France qu'il serait entré cette campagne même dans le royaume de Naples, s'il n'avait été retenu par les mouvements qui se faisaient en Allemagne. A la vérité, le Milanais avait été expressément compris dans la prorogation de la trève; mais l'empereur Maximilien, considérant de plus près toute l'atteinte que la perte d'un si beau fief donnait à la dignité de l'empire, et sentant la honte dont cette invasion le couvrait lui-même, ne voulut plus écouter les ambassadeurs du roi de France ni des Vénitiens, qu'il traitait d'usurpateurs du domaine de l'empire. En effet, Maximilien, à qui Ludovic avait donné des sommes considérables, l'avait laissé dépouiller de ses États, presque sous la foi de sa protection et après mille assurances de secours. Mais son ressentiment fut encore plus vif lorsqu'il apprit l'état déplorable de Ludovic et du cardinal Ascanio. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller son ancienne jalousie et le souvenir de toutes les injures que l'empire avait reçues de la part des rois de France et de la république de Venise.

Il assembla donc plusieurs diètes pour exciter les électeurs et les autres princes d'Allemagne à prendre les armes pour venger une injure qui regardait, disait-il, autant le corps germanique que son chef, puisque la dignité impériale appartenait en propre à cette nation.

(1) On en rapporte néanmoins un trait de la dernière cruauté, savoir, que depuis son retour à Milan il donna ordre dans les hôtelleries de ses Etats qu'on égorgeât les pèlerins français qui y logeraient en allant à Rome pour le jubilé; on ajoute qu'il donnait un ducat d'or pour chaque tête de ces malheureux.

Il leur représentait que Louis, enhardi par la longue patience des princes de l'empire et par tant de prospérités, songerait peut-être à remettre la couronne impériale sur la tête des rois de France; projet que le pape ne pourrait s'empêcher de favoriser, soit dans l'impuissance de résister aux Français, soit pour procurer la grandeur de son fils. Dans ces circonstances, le roi, incertain de l'issue qu'aurait la nouvelle chaleur de Maximilien, jugea à propos de différer l'entreprise du royaume de Naples à un autre temps.

Ainsi les troupes françaises n'étant point occupées, Louis voulut bien en donner une partie aux Florentins pour reprendre Pise et Pietra-Santa. Ce ne fut pourtant pas sans beaucoup de peine; car les Pisans, de concert avec les Génois, Sienne et Lucques, ne négligeaient rien pour priver les Florentins de ces secours. Ils offraient de compter actuellement au roi cent mille ducats s'il voulait permettre que Pise, Pietra-Santa et Montepulciano ne retournassent point sous la domination florentine; ils s'obligeaient, outre cela, de lui payer cinquante mille ducats tous les ans à l'avenir s'il voulait procurer aux Pisans la propriété du port de Livourne et de tout le territoire de Pise. Le roi était tenté d'accepter ces offres qui flattaient si fort sa passion pour l'argent; mais s'étant fait une habitude d'abandonner les affaires importantes au cardinal de Rouen, il lui renvoya celle-ci pour en décider. Ce ministre était vivement sollicité en faveur des Pisans par Trivulce et par Jean-Louis de Fiesque, qui aspiraient l'un et l'autre à la souveraineté de Pise; ils offraient même de grandes sommes au roi s'il voulait consentir à leurs desseins, appuyant leur ambition sur l'intérêt de la France, qui était, disaient-ils, d'abaisser les Florentins et les autres puissances d'Italie, tandis qu'on en avait une si favorable occasion. Mais le cardinal eut plus d'égard à la promesse du roi portée par le dernier traité et au service que les Florentins venaient de rendre à ce prince dans le recouvrement du Milanais; ils avaient bien voulu lui donner de l'argent à la place des troupes que ce même traité les obligeait de fournir.

Il fut donc arrêté qu'on leur fournirait six cents lances payées par le roi, cinq mille Suisses commandés par le bailli de Dijon, un certain nombre d'infanterie gasconne; qu'ils paieraient, aussi bien que les Suisses, toute l'artillerie et les munitions nécessaires pour prendre Pise. Le cardinal leur permit encore de s'en servir, chemin faisant, pour se mettre en possession de Pietra-Santa et de Mutrone. A ces cinq mille Suisses il s'en joignit encore deux mille autres, malgré le roi et les Florentins. Louis mit à la tête de cette armée Beaumont, qui lui fut demandé par les Florentins. Ils avaient pris beaucoup de confiance en ce capitaine qui leur avait rendu Livourne sans aucune difficulté; mais ils ne considéraient point assez que la bonne foi, toute nécessaire qu'elle est dans un général, ne suffit pas pour commander une armée, et que, sans l'autorité et l'expérience militaires, on n'est capitaine que de nom. Le roi, mieux instruit qu'eux, avait destiné ce poste à M. d'Alègre, qui était plus habile que Beaumont dans la guerre, et à qui une grande naissance et une réputation mieux établie auraient concilié davantage d'autorité parmi les troupes.

Les Florentins ne furent pas long-temps sans éprouver les difficultés qui accompagnent ordinairement les secours français. La paie de l'infanterie commençait à rouler sur le compte de la république le premier jour de mai. Néanmoins ces troupes furent employées durant ce mois tout entier en Lombardie pour le service particulier du roi; ce prince jugea à propos de profiter de la marche de cette armée pour mettre à contribution le marquis de Mantoue et les seigneurs de Carpi, de Corregio et de la Mirandole qui avaient donné du secours à Ludovic Sforze. Les Florentins commençant à se défier de ce retardement, qui d'ailleurs donnait aux Pisans le temps de se préparer à la défense, furent tentés d'abandonner l'entreprise; mais ils dissimulèrent leur mécontentement, et après avoir payé le second mois, ils sollicitèrent Beaumont de faire avancer l'armée.

Les seigneurs de Carpi, de la Mirandole et de Corregio, pour qui le duc de Ferrare s'intéressa, payèrent seulement vingt mille ducats. A l'égard du marquis de Mantoue, il aurait fallu trop de temps pour le réduire, parce qu'il se mettait en état de défense; d'ailleurs il avait envoyé des ambassadeurs au roi pour lui demander pardon et pour représenter l'impuissance où il était de payer. Ainsi l'armée alla mettre le siége devant Montechiarucoli,

château du Parmesan; cette place appartenait à la famille Torelli, qui s'était aussi déclarée en faveur de Ludovic; mais ce fut moins dans le dessein d'en punir ces seigneurs que pour intimider Jean Bentivoglio, en s'approchant si près de Bologne. Bentivoglio, afin d'éviter le péril dont il était menacé, paya quarante mille ducats au roi, qui le prit une seconde fois sous sa protection avec Bologne, sans préjudice des droits de l'Eglise sur cette ville.

Après que cette affaire fut terminée et Montechiarucoli pris d'assaut, l'armée revint sur ses pas pour traverser l'Apennin par le chemin de Pontremoli, et, étant entrée dans la Lunigiana, elle se saisit du château de Massa et des autres places d'Albéric de Malespina, qui était sous la protection des Florentins. Ce fut à la sollicitation des Frégose, dont on préféra en cette conjoncture l'ambition et l'utilité aux égards qu'on devait à un ami des alliés de la France. Les Lucquois, malgré leur propre répugnance et les oppositions de la populace, remirent Pietra-Santa entre les mains de Beaumont, qui, l'ayant reçue au nom du roi, mit garnison dans la citadelle et permit aux magistrats de rester dans la ville suivant l'ordre qu'il en avait de la cour. Le cardinal de Rouen, oubliant en ce point les promesses faites aux Florentins, avait pris les Lucquois sous la protection du roi, moyennant une certaine somme, et était convenu avec eux de garder Pietra-Santa jusqu'à ce qu'on eût constaté les droits de l'une des deux parties sur cette ville.

Cependant les Pisans, déterminés à se bien défendre, avaient eu des ingénieurs pour conduire les travaux des fortifications; c'était Vitellozzo, avec qui leur haine commune contre les Florentins les unissait étroitement, qui les leur avait procurés; tout le monde sans distinction de sexe s'empressait avec ardeur à partager cet ouvrage. Ces dispositions ne les empêchaient pas d'entretenir correspondance avec les Français; ils avaient même résolu dans une assemblée générale de se donner au roi, et ils en envoyèrent l'acte, non-seulement à Beaumont, mais encore à Philippe Ravenstein [1], gouverneur de Gênes pour le roi; Philippe eut l'indiscrétion d'accepter leurs offres au nom du roi son maître.

Beaumont ayant envoyé un héraut à Pise pour demander qu'on lui livrât la ville, les habitants répondirent qu'ils ne souhaitaient rien tant que de vivre sous la domination du roi, et qu'ils étaient prêts de se donner à lui, pourvu qu'il leur promît de ne point rendre la ville aux Florentins; ils n'oublièrent rien en même temps pour convaincre le héraut de leur zèle pour la France, dont ils tenaient leur liberté. Après cette réponse, Beaumont, sans vouloir entendre ceux qu'on lui avait députés pour lui réitérer les mêmes offres, forma le siége de Pise le 29 juin. Il fit son attaque entre les portes de Piaggie et Calcesana, vis-à-vis du quartier qu'on appelle Barbagiani; l'effort de son artillerie fut si grand pendant la nuit et le lendemain qu'elle ouvrit une brèche d'environ seize ou dix-sept toises. Aussitôt la cavalerie et l'infanterie coururent pêle-mêle à l'assaut sans ordre et sans discipline; mais ces soldats, surpris de trouver un fossé extrêmement large et profond entre la brèche et le rempart, que les Pisans avaient construit derrière leurs murailles, passèrent le reste du jour à considérer ce fossé sans oser le franchir. Dès lors on n'espéra plus prendre la ville; l'armée, étonnée de la force des remparts et de l'opiniâtreté des assiégés, se découragea d'abord. D'ailleurs l'artifice des Pisans sut réveiller l'ancienne inclination des Français pour eux. Ils commencèrent donc à se familiariser les uns avec les autres et à avoir de fréquents entretiens ensemble; un grand nombre de Français entraient sans difficulté dans la ville et en sortaient librement; on ne leur parlait que du désir qu'on avait de se donner au roi, pourvu qu'on assurât la ville de ne la point remettre sous le joug des Florentins. Ces soldats, de retour au camp, s'efforçaient de rendre leurs officiers favorables aux Pisans, dont ils embrassaient la cause avec chaleur; il y en avait même qui exhortaient les assiégés à se bien défendre. Outre cela, François Trivulce, lieutenant de Jean-Jacques, dont la compagnie était à ce siége, et Galéas Pallavicino, qui y était aussi avec la sienne, se joignirent aux Français pour encourager les Pisans. Ces désordres donnèrent à Tarlatino la facilité de se jeter dans Pise par le côté de la

(1) Il était de la maison de Clèves, fils d'Adolphe, seigneur de Ravenstein, fils puîné d'Adolphe IV, comte de Clèves. Ce dernier avait été fait duc par l'empereur Sigismond, vers l'an 1417. Philippe mourut sans postérité. Il était cousin-germain d'Engilbert de Clèves, comte de Nevers.

mer, avec un petit nombre de soldats intrépides et aguerris. Vitellozzo l'avait envoyé de Città-di-Castello au secours des assiégés. Tarlatino était peu connu alors; mais ayant obtenu le commandement dans Pise, il signala son nom par l'extrême valeur qu'il fit paraître jusqu'à la fin dans la défense de cette ville. Ce renfort acheva de ruiner le siége, dont les troupes ne respiraient plus que la levée. Les soldats se mirent donc à piller les convois qui venaient au camp, et le désordre alla si loin par le peu d'autorité du général, que l'infanterie gasconne abandonna l'armée. Les Suisses et le reste de l'infanterie imitèrent cette désertion; et même quelques lansquenets que le roi avait fait venir de Rome se saisirent de Luc Albizzi, commissaire florentin, sous prétexte qu'ayant été autrefois au service de cette république ils n'en avaient pas été payés. Toute l'infanterie s'étant ainsi dissipée, les gendarmes demeurèrent encore quelques jours devant la place et reprirent enfin le chemin de Lombardie sans attendre les ordres du roi.

Les Florentins se trouvèrent alors dans une étrange situation; ils avaient congédié toute leur infanterie pour être en état de payer les Suisses et les Gascons. Les Pisans, profitant de leur embarras, assiégèrent Librafatta, et ils l'emportèrent sans peine par la faute de la garnison, qui, accourant tout entière du côté où se donnait l'assaut, laissa le reste de la place sans défense; quelques-uns des assiégeants s'en étant aperçus escaladèrent aussitôt les murs; cette action effraya tellement la garnison qu'elle se rendit aussitôt. Ils assiégèrent ensuite le fort de la Ventura, qui fit encore moins de résistance, soit par la lâcheté de la garnison, soit par la perfidie de San-Brandano, Lucquois, connétable des Florentins, qui y commandait. La prise de ces deux places fut d'une grande utilité pour les Pisans et leur donna la communication libre avec la ville de Lucques.

On ne saurait exprimer combien Louis XII fut sensible à la désertion de ses troupes[1]. Sentant toute l'atteinte que cet accident donnait à leur réputation, il ne voyait qu'avec un extrême dépit qu'une seule ville, sans autre défense que celle de ses habitants qui d'ailleurs n'étaient commandés par aucun officier de marque, eût osé résister aux armes françaises dont la terreur s'était autrefois répandue dans toute l'Italie. C'est pourquoi se trompant lui-même, comme on fait presque toujours pour éloigner de fâcheuses idées, il se persuada que ce désordre n'avait eu d'autre cause que la négligence des Florentins à fournir les vivres et les munitions nécessaires; du moins ce fut ainsi que les siens s'efforcèrent de le lui persuader, afin de se disculper eux-mêmes, ajoutant que tout avait manqué à l'armée, hors le courage; le roi en rejeta encore la faute sur la condescendance qu'il avait eue pour les Florentins de préférer Beaumont à Alègre dans le commandement de l'armée.

Cependant il envoya à Florence Corcou[1], gentilhomme de sa chambre, moins pour s'informer de la vérité du rapport de ses officiers que pour exhorter les Florentins à ne se point décourager et à se rassurer par l'espérance d'un plus favorable succès dans la suite. Il fut aussi chargé de leur dire que le roi était prêt à renvoyer ses gendarmes dans le territoire de Pise, afin de tenir cette ville en respect durant l'hiver, jusqu'à ce que la saison permît d'y faire passer des troupes mieux disciplinées et conduites par des capitaines d'une plus grande autorité et d'en former le siége. Mais les Florentins ne jugèrent pas à propos d'accepter ces offres, persuadés qu'ils ne viendraient jamais à bout de leur dessein par le moyen des Français; le bruit courut à cette occasion qu'ils étaient brouillés avec le roi, ce qui fit beaucoup de tort à leurs affaires. Les Génois, Sienne et Lucques donnèrent alors ouvertement des secours de troupes et d'argent aux Pisans, et tous les ennemis des Florentins crurent pouvoir exercer impunément leur haine contre eux. D'ailleurs la division qui augmentait tous les jours à Florence les empêchait non-seulement de réparer leurs pertes, mais encore de remédier aux désordres de leur propre domaine. Pistoie était déchirée par les factions des Panciatici et des Cancellieri, qui, ayant pris les armes, se faisaient une guerre cruelle à la ville et à la campagne, mettant réciproquement tout à

(1) On lui envoya, pour porter leurs plaintes, François della Casa et Nicolas Macchiavelli.

(1) Il était maître d'hôtel du roi et non gentilhomme de la chambre.

feu et à sang. Les deux partis avaient même appelé les étrangers à leur secours; les Florentins, à la honte et au préjudice de leur république, ne se mettaient point en peine de réprimer de si grands désordres.

Le roi n'avait vu qu'avec chagrin que le pape ne lui eût donné aucun secours dans l'expédition du Milanais; c'est pourquoi il ne s'était pas pressé de lui envoyer des troupes pour continuer la guerre contre les vicaires de la Romagne. Mais il se détermina enfin à les faire partir, ne jugeant pas qu'il fût de la prudence de se brouiller avec Alexandre dans un temps où la France avait beaucoup à craindre du côté de l'Allemagne. D'ailleurs il en fut sollicité par le cardinal de Rouen, qui par ce service voulait engager le pape à lui donner la légation de France. Alexandre s'obligea d'envoyer des troupes, et même son fils en personne, pour seconder le roi lorsqu'il voudrait attaquer le royaume de Naples, et promit de faire le cardinal de Rouen légat du Saint-Siége en France pour dix-huit mois; cette promesse fut regardée comme une grande faveur; car, outre que la chose était nouvelle, la présence d'un légat dans le royaume ôtait à la cour de Rome la connaissance d'une infinité d'affaires qui ne laissaient pas d'être d'un grand revenu, quoique la Bretagne ne fût pas comprise dans la légation. Le roi envoya donc au pape trois cents lances et deux mille hommes d'infanterie sous les ordres d'Alègre, et il déclara publiquement qu'il regarderait comme une injure personnelle la moindre démarche tendante à traverser l'expédition du pape.

Le duc de Valentinois, avec ce secours et ses propres forces qui consistaient en sept cents hommes d'armes et six mille hommes d'infanterie, entra dans la Romagne et s'empara sans aucun obstacle des villes de Pesaro et de Rimini, dont les seigneurs prirent la fuite[1], après quoi il tourna ses armes contre Faënza, qui n'avait d'autre défense que celle de ses habitants. Jean Bentivoglio, aïeul maternel d'Astor[2], jeune enfant qui en était seigneur, n'osa le secourir par la crainte qu'il avait du pape et de son fils, et par déférence pour les ordres du roi; les Florentins et le duc de Ferrare, par les mêmes raisons, ne s'opposèrent en aucune manière au duc de Valentinois. Les Vénitiens même, qui étaient plus obligés que les autres à la défense d'Astor dont ils avaient pris l'Etat sous leur protection, lui déclarèrent qu'ils l'abandonnaient. Ils en avaient déjà ainsi usé à l'égard de Pandolphe Malatesta, seigneur de Rimini, qui était aussi sous leur protection; et même pour marquer plus d'attachement au pape, ils donnèrent le titre de *noble Vénitien* au duc de Valentinois[1].

(1) Jean Sforze et Pandolphe Malatesta.

(2) Astor Manfredi.

Ce duc avait pris à sa solde Denis de Naldo, de la ville de Brisighella, homme fort accrédité dans le Val-di-Lamone. S'étant rendu maître par ce moyen de ce capitaine, de la ville de Brisighella et de presque tout le Val, il prit de force la vieille citadelle de cette ville et obligea le Château Neuf à capituler. Il comptait de s'introduire dans la citadelle de Faënza à la faveur d'une intelligence que le même Naldo entretenait avec le commandant de la place, qui était aussi de cette vallée et qui avait long-temps gouverné l'Etat d'Astor. Mais l'intrigue ayant été découverte, les Faëntins se saisirent du traître, et sans s'effrayer de l'abandon général où ils étaient ni de la perte de cette vallée qui leur était fort importante, ils prirent la résolution de s'exposer aux dernières extrémités, pour se conserver à la famille de Manfredi qui les gouvernait depuis long-temps.

Le duc de Valentinois, n'ayant pu ébranler leur fidélité ni par promesses ni par menaces, mit le siége devant Faënza qu'ils avaient eu grand soin de bien fortifier, et établit ses batteries entre les rivières de Liamone et de Marzano, contre la partie qui regarde Forli et appelée le *Borgo*[2], quoiqu'elle soit environnée de murailles. Les Faëntins y avaient élevé un bastion propre à faire beaucoup de résistance. Dès que la brèche fut ouverte, on donna l'assaut le cinquième jour du siége; mais les Faëntins le soutinrent si courageusement qu'on fut obligé de se retirer avec beaucoup de perte; Honorio Savelli y fut tué, entre autres. Le duc ne réussit pas mieux les jours suivants, où l'artillerie des assiégés fit de grands ravages dans son armée. Les Faëntins n'avaient avec eux qu'un petit nombre de soldats étrangers; néanmoins

(1) Ce fut à ce moment qu'il enleva une des femmes d'Elisabeth, duchesse d'Urbino.

(2) Faubourg.

ils faisaient de fréquentes et vigoureuses sorties. Mais quelles que fussent leur bravoure et leur opiniâtreté, elles n'étaient pas le plus grand obstacle qui ralentît l'ardeur des assiégeants. Quoique le mois de novembre [1] durât encore, la terre était déjà couverte de neige et le froid commençait à être fort piquant. La rigueur de la saison ne permettait pas aux soldats d'agir, et pour comble de maux, il fallait camper en plein champ, les Faëntins ayant eu la précaution de brûler toutes les maisons et de couper tous les arbres des environs.

Le duc de Valentinois fut donc contraint de lever le siége au bout de dix jours et de mettre ses troupes en quartiers d'hiver dans les villes voisines. Il était outré de la résistance des Faëntins, et il ne voyait qu'avec un extrême chagrin que la gloire qu'il avait acquise au commencement de cette guerre eût été obscurcie par un peuple depuis long-temps en paix et qui n'avait qu'un enfant pour chef. Enfin la pensée que ce même peuple, tout faible qu'il était, avait arrêté les progrès d'une armée florissante, augmentait encore son dépit. En effet, outre les troupes françaises, il avait avec lui l'élite de la milice italienne, commandée par des capitaines renommés, et entre autres par Paul et Jules Orsini, Vitellozzo et Baglione. Il s'était flatté de ne rencontrer aucun obstacle à ses desseins; mais voyant ses espérances si honteusement trompées et soupirant de rage, il fit des serments terribles que, dès que la saison serait moins rude, il reviendrait à Faënza, déterminé à forcer cette place ou à périr devant ses murailles.

Le pape son père créa cette année douze cardinaux; sans aucun égard au mérite dans cette promotion, il vendit la pourpre au plus offrant, et afin qu'il n'y eût rien dans l'Eglise dont l'avarice d'Alexandre ne sût tirer parti, il rançonna les peuples à l'occasion du jubilé qui jusque là avait été célébré à Rome avec un grand concours, surtout des nations ultramontaines. Pour cet effet, il fit vendre dans toute l'Italie et dans les pays étrangers des indulgences par le moyen desquelles on pouvait gagner le jubilé sans aller à Rome [2]. Il donnait à son fils tout l'argent qui lui revenait de ces exactions spirituelles ou du domaine temporel de l'Eglise. Le duc s'arrêta à Forli, où il faisait ses préparatifs pour assiéger Faënza au printemps, et les Faëntins de leur côté se préparaient à une vigoureuse défense.

CHAPITRE II.

Trève entre Maximilien et le roi de France. Arrangement entre les rois de France et d'Espagne pour assaillir le royaume de Naples. Valentinois prend Faënza. Il est déclaré duc de Romagne. Il marche vers Florence. Pierre de Médicis à Loiano. Conventions entre les Florentins et Valentinois. Mouvement de l'armée française pour l'acquisition du royaume de Naples. Gonzalve en Sicile. Capoue saccagé par les Français. Frédéric d'Aragon part de Naples et se retire en France. Le duc de Calabre est retenu prisonnier par Gonzalve, au mépris de son serment.

Tous ces événements se passèrent en 1500, mais des événements plus importants encore se préparaient pour l'année 1501. Le roi avait toujours négocié avec l'empereur pour conclure un traité de paix où il pût engager Maximilien à lui donner l'investiture du duché de Milan et à lui laisser la liberté d'attaquer le royaume de Naples. Il y employait la médiation de l'archiduc d'Autriche, qui y était assez porté parce que ses sujets des Pays-Bas, qui auraient été fâchés d'interrompre leur commerce de France, ne voulaient point de guerre avec cette couronne. Louis, pour amener Maximilien à son but, proposait de marier Claude, sa fille, avec le fils de l'archiduc et de lui donner pour dot le duché de Milan, lorsqu'ils auraient atteint l'âge nubile, car l'un et l'autre n'avaient pas encore trois ans [1]. Comme il n'était pas possible de régler si tôt les difficultés d'un traité de paix, on fit au commencement de l'année 1501 une trève de plusieurs mois, pour laquelle le roi donna une certaine somme à l'empereur. Il n'y fut fait aucune mention du roi de Naples; il avait néanmoins donné quarante mille ducats à Maximilien, qui s'était engagé de ne conclure aucun traité sans l'y com-

(1) Le temps est encore fort beau en Italie au mois de novembre.

(2) A l'aide d'un jubilé le pape tira des Vénitiens sept cent quatre-vingt-dix-neuf livres d'or, qu'il prétendit vouloir dépenser à armer vingt galères en leur faveur, ainsi qu'il l'avait promis.

(1) La princesse Claude était née le 13 octobre 1499. Elle épousa depuis le duc d'Angoulême, son cousin issu de germain, qui fut François I, roi de France. Charles d'Autriche, qu'on appelait alors *duc de Luxembourg*, et qui depuis fut l'empereur Charles V, était né le 24 février 1500. Ainsi il n'avait pas encore un an et la princesse n'avait qu'environ quinze mois.

prendre, et même de faire diversion dans le duché de Milan si cela était nécessaire. Le roi de Naples, de son côté, devait lui fournir quinze mille ducats par mois dans ce dernier cas.

Le roi s'étant ainsi rassuré pour le présent du côté de l'Allemagne, et se flattant même d'obtenir au premier jour la paix avec l'investiture du duché de Milan, par le moyen de l'archiduc, ne songea plus qu'à la conquête du royaume de Naples. Dans la crainte d'y être traversé par les rois d'Espagne, à qui les Vénitiens et peut-être le pape, jaloux de l'agrandissement de la France, pourraient se joindre, il remit sur le tapis le projet de partage proposé du vivant de son prédécesseur.

Ferdinand, roi d'Espagne, avait sur le royaume de Naples des prétentions dont voici l'origine. C'était Alphonse-le-Vieux qui avait acquis ce royaume, auquel la couronne d'Aragon n'avait aucun droit; ainsi, regardant ces nouveaux États comme un bien qui lui était particulier, il en avait disposé en faveur de Ferdinand, son fils naturel, au préjudice de Jean, son frère, légitime héritier de ses États, qui lui succéda au royaume d'Aragon. Mais Jean, roi d'Espagne, et Ferdinand, son fils, avaient toujours désapprouvé cette disposition, parce que la conquête du royaume de Naples s'étant faite avec les forces et l'argent du royaume d'Aragon, ils regardaient ce premier État comme dépendant du second. Néanmoins Ferdinand avait dissimulé cette prétention jusqu'alors avec toute l'adresse et le flegme d'un Espagnol. Non-seulement il s'était acquitté envers Ferdinand, roi de Naples, et ses successeurs, de tous les devoirs du sang, mais il avait encore resserré ce nœud par de nouveaux liens, en mariant Jeanne, sa sœur, au même Ferdinand, et en consentant que Jeanne, fille de cette sœur, épousât Ferdinand-le-Jeune; ces dehors n'avaient pourtant pas empêché que les rois de Naples n'eussent pénétré depuis longtemps l'intention du roi d'Espagne. Ainsi Louis et Ferdinand concourant tous deux dans le dessein de partager le royaume de Naples, le premier pour empêcher l'autre de le traverser, et le second pour obtenir au moins une partie de cet État qu'il ne lui était pas facile d'avoir tout entier, ils convinrent sans peine des conditions de leur traité.

Il fut arrêté que le roi de France aurait la ville de Naples avec toute la Terre de Labour et la province de l'Abruzze; que la Pouille et la Calabre appartiendraient au roi d'Espagne; que chacun de son côté ferait la conquête de son partage sans autre obligation que de ne point se traverser réciproquement; qu'avant tout le traité demeurerait fort secret jusqu'à ce que l'armée que le roi de France destinait à cette expédition fût arrivée à Rome; qu'alors les ambassadeurs des deux rois déclareraient au pape qu'ils avaient partagé le royaume de Naples pour le bien de la chrétienté et pour se mettre en état de faire conjointement la guerre aux Infidèles; qu'en même temps ils lui demanderaient l'investiture des duchés de la Pouille et de la Calabre au nom de Ferdinand, et celle de Naples pour Louis, qui n'y serait point qualifié de roi de Sicile, mais seulement de Jérusalem de Naples. Depuis l'empereur Frédéric II, qui était aussi roi de Naples et à qui la fille [1] de Jean, roi titulaire de Jérusalem, avait apporté pour dot ses droits sur ce royaume, les rois de Naples avaient toujours porté le titre de *roi de Jérusalem* [2], quoique les Lusignans qui régnaient en Chypre s'en fussent aussi parés avec le même empressement; ce qui montre combien les princes sont habiles à saisir de vains prétextes pour colorer d'injustes entreprises sur les Etats d'autrui. Aussitôt que ce traité fut conclu entre les deux rois, Louis se prépara secrètement à cette expédition.

Cependant le duc de Valentinois s'approcha de Faënza, où il croyait avoir une intelligence; son dessein était d'escalader le *Borgo*, mais il n'y réussit pas. Il s'empara quelques jours après de Russy et des autres places de ce territoire, et enfin il vint remettre le siége devant Faënza à l'entrée du printemps. Il fit battre la place du côté du château, et la brèche étant ouverte il donna l'assaut avec les troupes françaises et espagnoles qu'il avait à sa solde, et qui étaient mêlées les unes avec les autres; mais s'y étant présentées en désordre, elles n'eurent aucun avantage. Trois jours après il commanda toute l'armée pour un second assaut; Vitellozzo et les Orsini donnèrent les premiers à la tête de leurs plus braves soldats

(1) Yolande de Brienne, fille de Jean de Brienne, roi titulaire de Jérusalem.

(2) Les Sarrazins étaient alors maîtres de Jérusalem.

avec tant de valeur et d'ordre qu'ils pénétrèrent fort avant. Ils se flattèrent pendant quelque temps d'emporter la place; mais trouvant une résistance égale à leur courage et se voyant d'ailleurs arrêtés par un large fossé, ils furent obligés de se retirer pour éviter d'être mis en pièces par le canon de la ville qui leur tuait beaucoup de monde. Ferdinand Farnèse et plusieurs personnes de marque restèrent sur la place, et il y eut un grand nombre de blessés. Malgré cet avantage, les assiégés, qui avaient perdu beaucoup des leurs à cette attaque, commencèrent à envisager le péril de plus près. Ils considérèrent qu'étant seuls contre une armée puissante ils ne pourraient éviter de tomber enfin entre les mains du duc de Valentinois, qui les traiterait avec beaucoup de dureté s'ils attendaient à l'extrémité; ainsi la crainte glaçant leur première ardeur, ils se rendirent quelques jours après, à condition qu'on ne leur ferait aucun mal, qu'on leur laisserait la jouissance de leurs biens, et qu'Astor aurait la liberté de se retirer ou bon lui semblerait et de jouir de ses biens particuliers.

Le duc de Valentinois exécuta fidèlement la capitulation à l'égard des habitants, mais il n'en usa pas de même envers leur prince. Astor, qui n'avait pas encore dix-huit ans, était d'une grande beauté; Borgia, abusant de sa jeunesse et de son innocence, le reçut en apparence avec bonté et le retint auprès de lui, sous prétexte de l'avoir à sa cour; mais au bout de quelques jours ce malheureux prince fut conduit à Rome, où on le fit mourir secrètement après avoir rassasié d'infâmes désirs, comme le bruit en courut alors. On fit ausi périr avec lui un frère naturel qu'il avait.

Après la conquête de Faënza, le duc de Valentinois tourna ses vues du côté de Bologne; il se proposait, non-seulement de s'emparer de cette ville, mais encore d'attaquer ensuite la république de Florence dont la triste situation favorisait ce dessein. Les Florentins, épuisés par les grandes dépenses qu'ils avaient faites et qu'ils étaient obligés de continuer pour la guerre de Pise, ne payaient point au roi, malgré toutes ses instances, le reste de l'argent qu'ils avaient emprunté du duc de Milan. Il y avait encore une autre raison qui les empêchait de se rendre à ses sollicitations : c'était l'inquiétude que leur causait le voisinage des troupes du pape. Outre cet argent, le roi leur demandait encore d'autres sommes qu'il avait avancées pour eux aux Suisses. La république avait promis au cardinal de Rouen de payer à ces troupes une montre au-delà de ce qui leur serait dû de leur service. Les Suisses s'étant retirés avant que le temps dont on leur avait avancé la solde fût expiré, cette retraite prématurée avait servi de prétexte aux Florentins pour manquer à leur promesse; mais le roi, qui ne voulait pas aliéner les Suisses, avait payé pour les Florentins. C'était cet argent qu'il leur redemandait avec beaucoup d'aigreur, sans avoir égard à ce qu'ils lui alléguaient du fâcheux état de leurs affaires. La division qui régnait dans la ville n'avait pas peu contribué à empêcher qu'on ne contentât le roi et à laisser écouler sans effet tous les délais qu'il avait accordés; ces désordres étaient causés par la démocratie. En effet, personne, dans la confusion de ce gouvernement, ne s'intéressait véritablement au salut de la république, et le peuple se défiait de la plupart des principaux citoyens. Il les regardait, ou comme fauteurs des Médicis, ou comme des ambitieux qui voulaient changer la forme de la république; enfin tout se faisait à Florence avec une extrême confusion. La négligence et les refus des Florentins achevèrent d'irriter le roi contre eux; il les somma de préparer les troupes et l'argent qu'ils devaient fournir suivant le traité de Milan pour l'expédition de Naples, et il leur déclara qu'inutilement prétendraient-ils s'en dispenser, sous prétexte qu'il était stipulé qu'ils n'y seraient obligés qu'après le recouvrement de Pise, cette ville devant être censée réduite par rapport à lui, attendu que c'était leur faute s'ils en étaient encore à la soumettre. Le désir d'avoir de l'argent dont ce prince était naturellement avide, et la persuasion où il était qu'il ne devait plus guère compter sur les secours de cette république, à cause du désordre de son gouvernement, l'excitaient autant que la colère à ne rien relâcher de ses demandes. Quoi qu'il en soit, il traitait publiquement l'ambassadeur de Florence avec beaucoup de dureté, disant que puisque la république en usait ainsi avec lui et qu'elle négligeait de remplir les conditions du traité de Milan, il oubliait les engagements qu'il avait contractés avec elle et lui retirait sa protection. Julien de

Médicis s'était rendu sur ces entrefaites à la cour de France par le conseil du pape, pour supplier Louis de vouloir bien rétablir sa famille à Florence. Médicis ayant offert une somme considérable à ce prince, il en fut favorablement écouté, et les conditions de son retour dans sa patrie se traitaient actuellement.

Le duc de Valentinois, encouragé par toutes ces occurrences et d'ailleurs animé par Vitellozzo et par les Orsini, ennemis jurés des Florentins celui-là, à cause de la mort de son frère et ceux-ci par leurs étroites liaisons avec les Médicis, avait déjà envoyé Liverot de Fermo au secours des Pisans avec cent chevau-légers; enfin, après la prise de Faënza, il résolut d'attaquer ouvertement les Florentins. Ils n'avaient pourtant offensé ni le fils ni le père; au contraire, ils les avaient toujours favorisés de tout leur pouvoir. En effet, ils avaient abandonné Riario à leur discrétion et permis au duc de Valentinois de tirer des Etats de Florence tous les vivres nécessaires à la subsistance de son armée.

Après que César Borgia eut été déclaré duc de Romagne par son père en plein consistoire et qu'il en eut reçu l'investiture, il conduisit ses troupes dans le Bolonnais et il les fit camper à Castel-San-Piero. Ce fut là qu'il reçut le même jour un courrier de la part du roi; Louis lui défendait d'inquiéter en aucune manière la ville de Bologne et Jean Bentivoglio, qu'il avait pris sous sa protection par un acte public, ajoutant que la restriction *sans préjudice des droits de l'Eglise*, insérée dans l'acte, ne devait s'entendre que des droits dont l'Eglise était en possession alors, et que si on lui donnait un sens plus étendu, suivant l'explication du pape, ce serait rendre l'acte nul et illusoire. Le duc de Valentinois fut donc obligé de renoncer pour le présent à l'espérance dont il s'était flatté. Alexandre et lui se plaignirent beaucoup du roi en cette occasion, mais il fallut dévorer ce chagrin; enfin Valentinois se réduisit à faire un traité avec Bentivoglio par l'entremise de Paul Orsino. Bentivoglio s'engagea de lui donner passage et des vivres dans le Bolonnais, de lui payer neuf mille ducats tous les ans, de lui fournir un certain nombre d'hommes d'armes et d'infanterie pour l'expédition de la Toscane, et de lui abandonner Castel-Bolognese, place qui, quoique située entre Imola et Faënza, reconnaissait néanmoins la juridiction de Bologne. Valentinois donna Castel-Bolognese à Paul Orsino.

Aussitôt après la conclusion de ce traité, soit que Bentivoglio se défiât des Marescotti à cause de leur crédit, leur puissance et leur fierté, soit, comme on le dit alors, que le duc de Valentinois, pour l'engager à se rendre odieux par des violences, lui eût insinué qu'il n'avait marché contre Bologne qu'à la sollicitation des Marescotti, il fit massacrer presque tous ceux de cette famille qui se trouvèrent dans la ville; il se servit pour cette cruelle exécution d'Hermès, son fils, et de plusieurs jeunes gens de qualité. Son dessein était de les rendre par ce moyen irréconciliables avec les Marescotti, et de les mettre dans l'obligation de maintenir son autorité.

Les troupes françaises ayant alors abandonné le duc de Valentinois, elles se rendirent à l'armée du roi, destinée à entrer dans le royaume de Naples sous les ordres d'Aubigny [1]. Le duc ne laissa pas de s'avancer par le Bolonnais vers l'Etat de Florence avec le reste de ses troupes, consistant en sept cents hommes d'armes et cinq mille hommes d'infanterie, tous gens d'élite, auxquels Bentivoglio joignit cent hommes d'armes et deux mille fantassins commandés par son fils le protonotaire. Il envoya demander aux Florentins le passage par leur domaine et des vivres, et marcha toujours en avant sans attendre leur réponse. Cependant il amusa l'ambassadeur qu'ils lui avaient envoyé jusqu'à ce que ses troupes eussent passé l'Apennin; mais quand il fut arrivé à Barberino, il changea de langage, et il les somma de faire alliance avec lui, exigeant qu'ils le prissent à leur solde avec le nombre de gendarmes et les conditions qui convenaient à son rang, et qu'ils établissent à Florence une forme de gouvernement sur laquelle il pût compter pour l'exécution de ce traité. Il ne parlait avec tant de hauteur que par la connaissance qu'il avait du désordre de la république; car d'ailleurs son armée n'était pas fort nombreuse et il n'avait point d'artillerie pour faire un siége. En effet il

(1) Le comte de Ligny avait demandé ce commandement, mais il n'était pas auprès de Louis XII dans la même faveur où il l'avait été sous Charles VIII. Ainsi « le roi le refusa tout à trac, dont il conçut un si grand déplaisir qu'il en mourut de regret, » dit Brantôme.

n'y avait dans Florence que fort peu de gendarmes, et l'infanterie de cette république n'était composée que de paysans; enfin la division y était plus grande que jamais. On y était consterné d'ailleurs de voir Vitellozzo et les Orsini dans l'armée de Valentinois, et le voisinage de Pierre de Médicis, qui était à Loyano dans le Bolonnais, n'y causait pas moins d'inquiétudes; le peuple soupçonnait la noblesse d'avoir attiré le duc pour changer la forme du gouvernement.

Valentinois était néanmoins bien éloigné de rétablir Pierre de Médicis. Il ne doutait pas que Pierre, dès qu'il serait rentré à Florence, ne se liât étroitement avec Vitellozzo et les Orsini, ce qu'il voulait empêcher, ne croyant pas qu'il convînt à ses intérêts de laisser augmenter la puissance de ces seigneurs. D'ailleurs je sais de gens dignes de foi qu'il haïssait depuis long-temps Pierre de Médicis, dont il prétendait avoir reçu une injure. Le duc, n'étant encore qu'archevêque de Pampelune avant l'exaltation de son père, et étudiant en droit canon dans l'université de Pise, s'était rendu à Florence à cause d'une affaire criminelle arrivée à un de ses domestiques. Médicis, occupé d'affaires ou de son plaisir, fit attendre Borgia si long-temps que celui-ci fut obligé de s'en retourner à Pise sans avoir pu obtenir audience. Il avait regardé cette inattention comme un mépris qu'il n'oublia jamais. Cependant il feignait de favoriser le rétablissement des Médicis; c'était dans la vue d'amuser Vitellozzo et les Orsini, et encore plus pour augmenter le trouble et la division à Florence. Il espérait d'en obtenir par ce moyen de meilleures conditions, ou de se mettre plus à portée de s'emparer de quelque ville importante de la république.

Mais commençant à craindre que le roi de France ne se ressentît de l'injure faite à ses alliés, il conclut avec eux un traité à Campi, qui n'est qu'à six milles de Florence. Les conditions furent : qu'il y aurait alliance défensive entre la république et Valentinois; que Florence ne pourrait donner du secours à ceux qui se révolteraient contre le duc, qui de son côté s'obligeait à ne point soutenir les rebelles à la république et nommément les Pisans; que les Florentins oublieraient tout ce qui avait été fait contre leur intérêt à l'occasion de sa venue; qu'ils ne prendraient point contre lui la défense du seigneur de Piombino, quoiqu'il fût sous leur protection; qu'ils soudoieraient le duc de Valentinois pour trois ans avec trois cents hommes d'armes, et lui donneraient trente-six mille ducats d'appointements par an; que le duc serait tenu d'envoyer ces troupes à leur secours toutes les fois qu'ils en auraient besoin, soit pour leur défense, soit pour faire quelque expédition.

Après ce traité le duc de Valentinois alla à Signa, marchant avec beaucoup de lenteur et séjournant partout où il campait; il brûlait et pillait le pays comme s'il eût été ennemi déclaré de la république. Il voulut que les Florentins lui avançassent un quartier de sa solde, selon l'usage, et qu'on lui prêtât de l'artillerie pour assiéger Piombino; ils refusèrent sans balancer de lui accorder ce dernier article, attendu que le traité ne les y obligeait en aucune manière, et ils différèrent de satisfaire à l'autre, parce qu'en effet ils n'étaient pas dans le dessein d'exécuter ce traité qu'ils n'avaient fait que par force; d'ailleurs les avis qu'ils avaient reçus de leur ambassadeur auprès du roi de France leur faisaient espérer que ce prince les délivrerait bientôt des exactions de Valentinois.

Leur espérance ne fut pas trompée. Le roi n'était pas fâché que le duc de Valentinois eût intimidé les Florentins, mais il désapprouvait la conduite qu'il avait tenue à leur égard; il ne souhaitait pas que la forme du gouvernement changeât à Florence, ou, s'il le désirait, il ne voulait pas qu'un autre que lui entreprît cette réforme. Ainsi, dès qu'il eut appris que le duc de Valentinois était entré dans l'Etat de Florence, il lui commanda d'en sortir promptement, et en même temps il envoya ordre à d'Aubigny, qui était déjà en marche avec l'armée, de le contraindre à la retraite s'il refusait d'obéir à ses ordres. Le duc fut donc obligé de se retirer sans avoir reçu ni le quartier d'appointements ni l'artillerie qu'il demandait, et il tourna vers Piombino. Il ordonna aux Pisans de lever le siége de Ripomarancie, fort appartenant aux Florentins; ils avaient assiégé cette place, à la persuasion de Vitellozzo qui était allé à Pise de la part de Valentinois pour avoir de l'artillerie. Il prit dans l'Etat de Piombino Sughereto, Scarlino et les îles d'Elbe et de Pianosa; et ayant laissé dans tous ces postes de

bonnes garnisons pour les défendre et dans la vue d'incommoder continuellement Piombino, il s'avança avec le reste de ses troupes dans le territoire de Rome, pour suivre l'armée française à l'expédition de Naples.

Cette armée, dont le nombre montait en tout à mille lances, quatre mille Suisses et six mille autres fantassins, partie Français, partie Gascons, et qui était pourvue d'une grande quantité d'artillerie, fut partagée en deux corps. D'Aubigny, à la tête du premier, entra dans la Toscane par le chemin de Castrocaro, et l'autre s'y rendit par la Lunigiana. On remarqua qu'au passage de ce dernier corps à Pise les Français et les habitants de cette ville se donnèrent mutuellement de grands témoignages d'affection. En même temps une flotte composée de trois caraques génoises, de seize navires[1] et de plusieurs autres moindres vaisseaux qui portaient beaucoup d'infanterie, et commandée par Ravenstein, gouverneur de Gênes, mit à la voile en Provence pour le royaume de Naples.

A la nouvelle de ces mouvements, Frédéric, qui ignorait que l'armée navale espagnole venue en apparence à son secours était destinée contre lui, pressa Gonzalve qui la commandait de quitter la Sicile, où il avait mouillé, et de s'avancer jusqu'à Gaëte; l'amiral espagnol ayant exigé qu'il lui livrât quelques villes de la Calabre, sous prétexte de pourvoir à la sûreté de ses troupes, mais en effet pour se faciliter la conquête de cette province, Frédéric ne fit aucune difficulté de lui donner ces places. Il comptait que lorsque les Espagnols auraient joint son armée, qui devait être composée des troupes qu'il avait déjà levées et de celles que les Colonna assemblaient à Marino, toutes ses forces monteraient à sept cents hommes d'armes, six cents chevau-légers et six mille hommes d'infanterie, et qu'elles seraient suffisantes pour tenir la campagne. Dans cette idée il croyait qu'il pourrait se passer des secours qu'il avait sollicités à la Porte avec beaucoup d'instance, en représentant que la conquête de Louis XII exposerait la Turquie à un plus grand péril que celui où l'avaient mise les victoires de Charles VIII. Pour s'assurer contre les complots de ses sujets, il fit arrêter le prince de Bisignano et le comte de Melito, dont il découvrit les intelligences avec le comte de Gajazzo qui servait dans l'armée de France. Enfin il envoya à Tarente Ferdinand son fils aîné, qui était encore enfant, non pour défendre cette ville, mais pour mettre ce prince en sûreté s'il arrivait quelque malheur. Après avoir pris ces précautions, il alla se poster à San-Germano, où il attendit Gonzalve et les Colonna, se flattant d'être plus heureux à défendre l'entrée du royaume que ne l'avait été Ferdinand son neveu.

Toute l'Italie avait les yeux sur ces deux armées. Celle de France ne paraissait pas assez forte pour vaincre Frédéric et Gonzalve réunis; c'est pourquoi l'on présumait qu'il ne se ferait rien de décisif de part et d'autre et que ces mouvements ne serviraient qu'à aigrir davantage deux puissants monarques qui ne manqueraient pas de vouloir continuer la guerre avec de plus grandes forces, ce qui, joint aux vues et aux différents intérêts des autres puissances d'Italie, pouvait y causer de grands maux.

Mais toutes ces conjectures tombèrent dès que l'armée française fut arrivée sur le territoire de Rome. Les ambassadeurs de France et d'Espagne entrèrent ensemble dans le consistoire, et notifiant au pape et au sacré collége la ligue et le partage que leurs maîtres n'avaient fait, disaient-ils, que pour être plus en état de faire la guerre aux ennemis de la foi, ils demandèrent l'investiture conformément au traité. Le pape ne balança pas un moment, et il leur accorda leur demande. Alors on ne douta plus de l'événement qu'aurait cette guerre, et l'étonnement succéda d'abord à la crainte. On se demandait comment Louis XII avait pu se résoudre à partager le royaume de Naples avec le roi d'Espagne, et à introduire en Italie, où il était le seul arbitre de toutes choses, un prince son rival entre les bras de qui tous les mécontents ne manqueraient pas de se jeter, et qui d'ailleurs avait d'étroites liaisons avec l'empereur; on ne comprenait pas pourquoi il avait préféré ce parti à celui de laisser cette couronne à Frédéric, qui aurait été son tributaire, comme il le lui avait offert tant de fois. Mais on n'était pas moins surpris que Ferdinand eût démenti par un pareil trait de perfidie la répu-

(1) Elle se composait de douze navires de Bretagne, quatre de Gênes, quatre flûtes et un brigantin, suivant Buonaccorsi; et elle portait six mille cinq cents hommes, avec des approvisionnements pour six mois.

tation de bonne foi et d'équité dont il jouissait; que le désir d'avoir une portion du royaume de Naples eût pu l'engager non-seulement à conjurer contre un prince de son sang, mais encore à le tromper par de fausses promesses de secours, afin de pouvoir l'accabler plus facilement, et qu'il eût par une si lâche trahison dégradé le titre de *roi catholique*, dont le pape l'avait nouvellement décoré aussi bien que la reine Isabelle son épouse, et flétri la gloire qu'ils s'étaient acquise dans toute la chrétienté par la conquête du royaume de Grenade.

Les Français répondaient aux reproches qu'on leur faisait de manquer de prudence, qu'ils étaient assez puissants pour réparer avec le temps ce qui pouvait blesser leurs intérêts dans l'affaire du partage. A l'égard des Espagnols, ils disaient que, quoique Ferdinand eût pu sans injustice rompre avec le roi de Naples pour le punir de ses intrigues avec la France au préjudice de l'Espagne, il n'avait pas écouté ce motif dans la conjoncture présente; mais que voyant Louis XII déterminé à s'emparer du royaume de Naples, il s'était trouvé dans la nécessité ou de défendre ou d'abandonner cette couronne; que comparant ces deux partis, il avait considéré que s'il prenait la défense de Frédéric il allait allumer un incendie funeste à la chrétienté, surtout dans un temps où les Turcs se préparaient à faire la guerre aux Vénitiens par mer et par terre avec des forces redoutables; que s'il l'abandonnait il exposerait la Sicile à un grand péril, et se ferait d'ailleurs un grand tort à lui-même en laissant tomber entre les mains des Français un royaume auquel il avait de légitimes droits, et qui pouvait d'ailleurs lui revenir en cas que Frédéric mourût sans postérité; que toutes ces raisons lui avaient fait préférer l'expédient du partage, dans l'espérance que la mauvaise conduite des Français lui fournirait bientôt l'occasion de se saisir de leurs conquêtes; qu'après cela il verrait s'il conviendrait davantage au bien public, le seul objet de ses démarches, ou de garder le royaume ou de le rendre aux enfants de Frédéric; car pour ce prince, il l'avait, disait-il, pris en horreur depuis qu'on savait ses liaisons avec les Turcs.

L'union des deux rois consterna si fort le roi de Naples que, malgré les assurances de Gonzalve qui, feignant de ne vouloir pas croire ce qui s'était passé à Rome, lui offrait avec beaucoup de sincérité apparente de le venir joindre, il changea son premier plan et se retira de San-Germano vers Capoue, pour y attendre les troupes que les Colonna avaient levées par son ordre. Ceux-ci se trouvaient de leur côté dans un grand embarras; le pape, du consentement du roi de France, avait fait entrer des troupes dans leurs terres pour s'en emparer, et les avait obligés d'abandonner toutes les places qu'ils avaient dans le territoire de Rome, à l'exception d'Amelia et de Rocca-di-Papa, où ils avaient mis de bonnes garnisons. Gonzalve n'eut pas plus tôt appris que l'armée française avait passé Rome qu'il déclara publiquement les ordres dont il était chargé; ensuite il envoya six galères à Naples pour y prendre les deux reines, l'une sœur et l'autre nièce de son maître. Prosper Colonna conseillait à Frédéric de s'emparer de ces six galères, et de ne faire qu'un corps de toutes ses forces, pour tenir la campagne et risquer une bataille qu'il pouvait gagner, rien n'étant plus incertain que le sort des combats. Il lui représentait qu'en suivant un autre plan il ne pouvait éviter de perdre ses Etats attaqués en différents endroits par deux ennemis fort puissants. Mais Frédéric, n'espérant rien d'un parti si hasardeux, résolut de défendre ses places; et comme San-Germano et les villes voisines s'étaient révoltées, même avant que d'Aubigny fût sorti de Rome, il mit Fabrice Colonna dans Capoue avec trois cents hommes d'armes, quelques chevau-légers et trois mille fantassins; Rinuccio de Marciano, qu'il avait pris depuis peu à sa solde, eut ordre de s'y rendre aussi pour seconder Colonna. A l'égard de Naples, il en confia la garde à Prosper Colonna, et il s'enferma dans Averse avec le reste de ses troupes.

D'Aubigny, étant parti de Rome, fit brûler sur sa route Marino, Cavi et quelques autres places des Colonna, pour venger la mort des députés que quelques barons du royaume de Naples, partisans de la France, avaient chargés de traiter avec lui, et que Fabrice avait fait assassiner à Rome. Il se rendit ensuite à Montefortino, où il croyait que Jules Colonna ferait quelque résistance; mais celui-ci abandonna lâchement cette place. D'Aubigny, continuant sa route, se saisit de toutes les villes situées aux environs du chemin de Capoue, jusqu'au Vul-

turno; cette rivière n'étant pas guéable auprès de cette ville, l'armée alla la passer plus haut, du côté de la montagne. A cette nouvelle, Frédéric s'en retourna à Naples et abandonna Averse, qui ouvrit d'abord ses portes aux Français; Nole et les autres villes voisines suivirent son exemple. Après cela les Français tournèrent tous leurs efforts contre Capoue, dont ils formèrent le siége. Quand ils eurent fait brèche, ils donnèrent un violent assaut, où ils furent repoussés avec perte; mais la garnison, y ayant beaucoup souffert de son côté, résolut de capituler, surtout à cause du soulèvement des habitants de la ville et des gens de la campagne qui s'y étaient retirés en grand nombre; Fabrice Colonna et le comte de Gajazzo s'abouchèrent pour convenir des conditions.

Enfin, le huitième jour du siége, la négligence des gardes de la ville, négligence assez ordinaire à la veille d'une capitulation, donna le moyen aux Français de s'introduire dans la place. Les soldats, animés par le désir du pillage et par le ressentiment de la perte qu'ils avaient faite dans l'assaut, firent un grand carnage des assiégés. Ceux qui échappèrent au massacre furent faits prisonniers. Mais rien ne peut égaler la brutalité avec laquelle on en usa à l'égard des femmes de toutes conditions et même des religieuses, qui furent abandonnées à la débauche et à l'avarice du soldat. Il y en eut même depuis un assez grand nombre qui furent vendues à Rome à vil prix. Quelques-unes, pour sauver leur honneur, se précipitèrent dans des puits et dans la rivière. Enfin, un assez grand nombre, qui s'étaient d'abord réfugiées dans une tour, ne purent échapper au malheur dont elles croyaient s'être mises à couvert. Le duc de Valentinois qui, en qualité de lieutenant du roi, était dans cette armée avec ses gentilhommes et ses gardes seulement, en choisit quarante des plus belles qu'il se réserva. Fabrice Colonna, don Hugues de Cardonne, et tout ce qu'il y avait de chefs et de gens de qualité, furent faits prisonniers. Rinuccio de Marciano, qui avait reçu une blessure le jour de l'assaut, tomba entre les mains des gens du duc de Valentinois; l'on soupçonna celui-ci d'avoir hâté sa mort, qui arriva deux jours après.

La perte de Capoue entraîna celle de tout le reste du royaume; Gaëte se rendit d'abord, et d'Aubigny s'approcha de la ville d'Averse. Alors Frédéric se retira dans le Château-Neuf de Naples, et abandonna la ville qui capitula aussitôt et donna soixante mille ducats au roi de France. Peu de jours après, Frédéric traita aussi avec d'Aubigny; il promit de lui remettre dans six jours tout ce qui lui restait du partage de Louis XII, excepté l'île d'Ischia qu'il retint pour six mois, pendant lesquels il lui serait permis de se retirer où bon lui semblerait, pourvu que ce ne fût pas dans le royaume de Naples, et de faire entrer cent hommes d'armes dans Tarente. On convint encore qu'il pourrait emporter tout ce qui était dans le Château-Neuf et dans celui de l'Œuf, à l'exception de l'artillerie du roi Charles qui y était demeurée; que le roi de France oublierait tout ce qui s'était fait dans le royaume depuis la conquête de son prédécesseur, et que les cardinaux Colonna et d'Aragon [1] jouiraient paisiblement des bénéfices qu'ils y avaient.

On vit alors un spectacle bien triste dans le château de l'île d'Ischia; la fortune y avait rassemblé presque tous les malheureux restes de la postérité de Ferdinand-le-Vieux. Frédéric, qui venait de perdre le royaume de Naples, était le plus digne de compassion. Ce prince, oubliant ses propres maux, ne s'inquiétait que du sort de Ferdinand, son fils aîné, qui était alors assiégé dans Tarente, et de celui de ses autres enfants encore jeunes. Il avait avec lui Béatrix, sa sœur, veuve du célèbre Mathias [2], roi de Hongrie; cette princesse, ayant épousé Ladislas, roi de Bohème, qui avait eu besoin de son crédit pour se faire élire roi de Hongrie, avait été indignement répudiée par ce prince, après qu'elle lui eut fait obtenir cette couronne. Ladislas avait pris une autre femme avec dispense du pape Alexandre; enfin Isabelle, au-

(1) Jean Colonna, créature de Sixte IV, et Louis d'Aragon, fils de Henri, fils naturel de Ferdinand I, roi de Naples; il avait été fait cardinal par Alexandre VI.

(2) Mathias Corvin, fils du fameux Jean Corvin surnommé *Huniade*. Il mourut en 1490. Après sa mort, Béatrix d'Aragon, sa veuve, sut par ses intrigues faire élire roi de Hongrie Uladislas, ou Ladislas *Jagellon*, roi de Bohème, fils de Casimir *Jagellon*, roi de Pologne, et il se trouva par ce moyen possesseur de ces deux royaumes. Il épousa donc Béatrix, mais il la répudia bientôt, sous prétexte de stérilité. Il épousa ensuite Anne, fille de Gaston, comte de Candale, de la maison de Foix, dont il eut Louis, le dernier des *Jagellon*, qui lui succéda aux deux royaumes de Bohème et de Hongrie, et Anne, qui épousa l'empereur Ferdinand I, frère de Charles-Quint.

paravant duchesse de Milan, qui avait perdu presque en même temps son mari, son fils unique et ses Etats, se trouvait aussi dans cette triste retraite.

Je ne crois pas devoir passer sous silence un fait d'autant plus digne de tenir ici sa place que la piété filiale est plus rare de nos jours. Un fils de Gilbert de Montpensier [1], étant allé visiter à Pozzuolo le tombeau de son père, y expira de douleur.

La haine mortelle que Frédéric avait conçue contre le roi d'Espagne lui fit prendre le parti de se jeter entre les bras du roi de France. Dans cette résolution, il lui envoya demander un sauf-conduit, qui lui fut d'abord accordé; ensuite il donna ordre à une partie de ses troupes de se rendre à Tarente, pour aider Ferdinand à défendre cette place. Enfin, après avoir recommandé au marquis du Guast et à la comtesse de Francavilla de bien défendre le château d'Ischia dont ils étaient gouverneurs, il passa en France avec six galères, laissant tous les siens à Ischia avec Prosper et Fabrice Colonna. Ce dernier venait de recouvrer sa liberté, moyennant une rançon qu'il avait payée aux Français. Frédéric prit certainement un mauvais parti; car, dans les brouilleries qui survinrent depuis entre les deux rois, il aurait pu trouver les moyens de remonter sur le trône, s'il eût choisi une retraite où il eût été en liberté. Mais préférant une vie tranquille, après laquelle il soupirait peut-être, il accepta le duché d'Anjou avec une pension de trente mille ducats que Louis lui donna, à condition de demeurer en France. Enfin il écrivit à ceux qui commandaient dans Ischia de remettre cette place aux Français; ils la gardèrent néanmoins encore long-temps sous son nom.

Dans le même temps que les Français parurent dans le royaume de Naples, Gonzalve entra de son côté dans la Calabre et dans la Pouille; les peuples auraient sans doute préféré les Français aux Espagnols, mais les villes n'ayant personne pour les défendre, toutes, à l'exception de Tarente et de Manfredonia, ouvrirent leurs portes à Gonzalve. Il emporta la première avec sa citadelle et il assiégea ensuite l'autre, dont la conquête paraissait plus difficile, mais elle capitula bientôt. Le comte de Potenza, gouverneur du jeune duc de Calabre, et Léonard de Naples, chevalier de Rhodes [1], gouverneur de Tarente, n'espérant plus pouvoir se défendre, convinrent de se rendre aux Espagnols en cas qu'ils ne fussent pas secourus dans l'espace de quatre mois. Gonzalve jura sur le Saint-Sacrement de laisser une entière liberté au duc de Calabre, qui avait un ordre secret de son père de venir le trouver en France lorsqu'il se verrait contraint de céder à la fortune. Mais la crainte des jugements de Dieu et des hommes ne put l'emporter sur les raisons d'Etat; Gonzalve, prévoyant qu'il pourrait survenir des conjonctures où il serait dangereux que ce jeune prince ne fût pas au pouvoir de son maître, le retint malgré ses serments, et l'envoya en Espagne avec une bonne escorte; le roi le reçut avec beaucoup de bonté et lui fit rendre les vains honneurs de son rang.

CHAPITRE III.

Piombino se rend à Valentinois. Mariage de Lucrèce Borgia avec Alphonse d'Est. Congrès de Trente entre le roi des Romains et le cardinal de Rouen. Mort d'Augustin Barbarigo, doge de Venise; Lorédan lui succède. Nouvelle ligue entre les Forentins et le roi de France, qui commencent les hostilités contre les Pisans. Origine de la guerre des Espagnols et des Français en Italie. Arezzo se révolte contre les Florentins. Valentinois s'empare du duché d'Urbin. Les Français marchent sur Arezzo. Vitellozzo livre Arezzo aux Français qui la rendent aux Florentins. Pierre Soderini est nommé gonfalonier à vie à Florence.

Pendant ce temps-là, le pape poussait ses succès avec un bonheur constant. S'étant emparé sans peine de tous les Etats des Colonna et des Savelli dans le territoire de Rome, il en donna une partie aux Orsini. Le duc de Valentinois envoya Vitellozzo et Jean-Paul Baglione avec une nouvelle armée, pour faire la conquête de Piombino; la marche de ces troupes effraya si fort Jacques d'Appiano, seigneur

(1) Ce fut Louis, comte de Montpensier, deuxième du nom, fils aîné de Gilbert et frère de Charles, duc de Bourbon, connétable de France. D'autres disent que, priant sur le tombeau de son père, il fut saisi d'une douleur si violente qu'il lui prit une fièvre dont il mourut deux jours après : il n'avait que dix-huit ans. Les corps du père et du fils furent mis dans un même cercueil de plomb, qui fut apporté en France et posé dans la chapelle de Saint-Louis d'Aigueperse.

(1) Evêque de Rhodes, dit Mézeray. Il se trompe, et l'on verra dans la suite le même Léonard commander les chevau-légers des Vénitiens. Il était de la famille des Alessi.

de cette ville, que, laissant une bonne garnison dans la place, il s'embarqua pour la France dans le dessein de conjurer le roi, qui l'avait pris depuis long-temps sous sa protection, d'empêcher sa ruine qui serait une tache à la gloire de ce prince. Mais Louis, ne se mettant pas en peine de cacher sa honte, lui répondit sans détour qu'il avait promis au pape de ne faire aucun obstacle à ses desseins, et que d'ailleurs il ne pourrait s'y opposer sans se faire tort à lui-même. Dans cet intervalle, la ville de Piombino se rendit au duc de Valentinois par le moyen de Pandolphe Petrucci, et peu de jours après la citadelle ouvrit aussi ses portes.

Dans ce temps-là le pape maria Lucrèce, sa fille, à Alphonse[1] d'Est, fils aîné d'Hercule, duc de Ferrare, et lui donna pour dot cent mille ducats comptant avec plusieurs riches présents. Elle avait déjà eu deux maris dont elle avait été séparée, et elle était alors veuve d'un troisième qui avait été assassiné par le duc de Valentinois; c'était Sigismond, prince de Biselli, fils naturel d'Alphonse, roi de Naples. Deux motifs portèrent Hercule et Alphonse son fils à consentir à ce mariage indigne de la maison d'Est, qui jusque là n'avait fait que d'illustres alliances; ce fut la considération du roi de France, qui, voulant complaire en tout au pape, les en sollicita, et le désir de se garantir des armes et des attentats du duc de Valentinois, si cependant il pouvait y avoir quelque sûreté avec ce monstre de perfidie. Riche en argent comptant, d'ailleurs soutenu de l'autorité du Saint-Siége et de la faveur du roi, il s'était déjà rendu formidable à une grande partie de l'Italie, où l'on n'ignorait pas que rien n'était capable de remplir son ambition effrénée.

Cependant le roi de France traitait toujours de la paix avec l'empereur Maximilien. Il brûlait de la conclure, non-seulement pour s'épargner des inquiétudes et de la dépense et dans la vue d'obtenir l'investiture du duché de Milan, mais encore pour être en état de faire la guerre aux Vénitiens. Il savait qu'ils ne voyaient qu'à regret la prospérité de ses armes et qu'ils traversaient secrètement la paix; mais il était plus vivement aiguillonné contre eux par le désir qu'animaient encore les Milanais, d'ôter à cette république Crémone et la Ghiaradadda qu'il lui avait cédées, et de rentrer dans Bresse, Bergame et Crême, anciennes dépendances du Milanais, desquelles ils s'étaient saisis à la faveur des guerres qu'ils firent à Philippe-Marie Visconti. Il avait envoyé depuis plusieurs mois à Milan le cardinal de Rouen, dépositaire de toute son autorité, pour presser plus vivement cette négociation et les préparatifs de la guerre de Naples; mais les variations continuelles de l'empereur avaient empêché jusqu'alors de rien conclure.

Pendant le séjour du cardinal dans cette ville, les Florentins firent tous leurs efforts pour regagner par son moyen les bonnes graces du roi; mais les conditions trop dures proposées par ce ministre, qui prétendait que le roi n'était plus lié par le traité de Milan, rendirent cette tentative inutile. Bien loin même de leur être favorable, il fit remettre Pietra-Santa et Mutrone entre les mains des Lucquois, comme leur appartenant de droit; à la vérité ceux-ci remboursèrent au roi, comme au seigneur de Gênes, la somme de vingt-quatre mille ducats, pour laquelle ils avaient autrefois engagé Pietra-Santa aux Génois, à qui Florence l'avait enlevée depuis. Le cardinal voulut aussi réunir les Siennois, les Lucquois et les Pisans pour rétablir les Médicis à Florence, comptant que le roi retirerait beaucoup d'argent de ces derniers et de chacune de ces villes en particulier. Cette intrigue fut conduite jusqu'au point de la conclusion; mais les choses en demeurèrent là, parce qu'il ne vit pas qu'on se pressât beaucoup de payer les sommes qu'il demandait.

Enfin l'empereur ayant donné des espérances plus certaines de la paix, le cardinal se rendit à Trente pour s'aboucher avec lui[1]. Il fut question dans cette entrevue du mariage de Madame Claude, fille du roi de France, avec Charles, fils aîné de l'archiduc, de l'investiture du duché de Milan en faveur des deux époux, de la guerre contre les Vénitiens pour leur enlever les usurpations dont l'empereur et le roi se plaignaient également, et enfin de la convocation d'un concile général, dans la vue de réformer l'Eglise dans ses membres et dans son chef. L'empereur feignait d'y consentir, pour donner de flatteuses espérances au cardi-

(1) Il était veuf d'Anne Sforze, sœur de Jean Galéas, duc de Milan, et de l'impératrice Blanche-Marie.

(1) A la fin de septembre.

nal de Rouen qui brûlait de parvenir au souverain pontificat. Le roi son maître le souhaitait autant que lui, mais moins par rapport à ce ministre que pour ses propres intérêts. Louis consentait qu'en comprenant dans le traité ses alliés ou ceux qu'il avait nommés, on ajoutât cette clause : *sans préjudice des droits de l'empire*, restriction qui laissait l'empereur en liberté de faire valoir ses prétentions contre qui bon lui semblerait; la plus grande difficulté était occasionnée par la forme de l'investiture. L'empereur n'y voulait pas comprendre les enfants mâles que le roi pourrait avoir. Il y en avait encore d'autres touchant le rétablissement des bannis de Milan, que l'empereur demandait avec de grandes instances; de son côté le roi refusait de consentir à leur retour, à cause de leur nombre et du grand crédit qu'ils avaient dans le pays. Néanmoins il voulait bien rendre la liberté au cardinal Ascanio pour faire plaisir à l'empereur, et il laissait même entrevoir qu'il pourrait traiter aussi favorablement Ludovic Sforze et lui donner une pension de vingt mille ducats pour qu'il pût vivre avec honneur en France.

On ne put régler entièrement ces difficultés; mais comme il y avait lieu d'espérer qu'on trouverait bientôt des expédients pour les terminer, on prorogea la trêve, et le cardinal de Rouen repassa en France, où l'on regarda la paix comme assurée depuis l'entrevue du roi et de l'archiduc.

Ce prince et Jeanne sa femme, fille aînée de Ferdinand et d'Isabelle, devant se rendre en Espagne pour recevoir le serment de fidélité des peuples en qualité d'héritiers présomptifs de cette couronne, prirent leur chemin par terre et passèrent par Blois, où le roi était alors. Ils y furent reçus par ce prince[1] avec de grands honneurs, et ce fut dans cette ville qu'ils arrêtèrent tout-à-fait le mariage de leurs enfants.

Sur ces entrefaites Augustin Barbarigo, doge de Venise, mourut, après avoir rempli la première place de sa république avec beaucoup de gloire et plus d'autorité qu'aucun de ses prédécesseurs; la grande puissance de ce prince fut cause qu'on limita celle de ses successeurs.

(1) Au mois de novembre. Ils avaient été reçus magnifiquement à Paris, et l'archiduc y avait pris séance au parlement, en qualité de pair de France, à cause du comté de Flandres.

Le premier fut Léonard Loredano. Le gouvernement de Venise est si bien constitué que ni la mort d'un doge depuis long-temps en place, ni l'élection d'un nouveau prince ne causent aucune altération dans la république.

La guerre, qui avait été fort vive les années précédentes entre les Florentins et les Pisans, se fit cette année avec beaucoup de lenteur et négligence. Florence, privée de la protection du roi et agitée de craintes continuelles de la part du pape et du duc de Valentinois, était assez occupée à veiller à sa propre conservation; de leur côté les Pisans étaient trop faibles par eux-mêmes pour attaquer les Florentins, et personne n'était disposé à les seconder s'il n'était question de les empêcher de périr.

Au commencement de l'année 1502, les Florentins conclurent enfin un nouveau traité avec le roi de France. Ce prince ne s'y serait peut-être pas si facilement déterminé sans des circonstances qui levèrent bien des difficultés. A peine l'empereur eut-il perdu de vue le cardinal de Rouen qu'il forma d'autres projets; il refusa ouvertement l'investiture du duché de Milan, même pour les filles du roi, et il envoya deux ambassadeurs en Italie, savoir Hermès Sforze[1] qui avait été mis en liberté par le roi de France, à la prière de l'impératrice[2] sœur, d'Hermès, et le prévôt de Brillina[3]; c'était pour traiter avec le pape et les autres princes d'Italie, au sujet du voyage que Maximilien avait dessein de faire à Rome, afin d'y recevoir la couronne impériale. Ces ministres demeurèrent quelques jours à Florence et obtinrent de la république une promesse de fournir cent hommes d'armes et trente mille ducats à l'empereur, lorsqu'il serait en Italie. Cette démarche fit craindre au roi que les Florentins, perdant toute espérance de regagner son amitié, ne se jetassent dans le parti de l'empereur; cette raison l'engagea à modérer ses demandes, et à proposer des conditions plus convenables. Il fut dont arrêté que le roi serait tenu de défendre envers et contre tous durant trois ans, à ses frais, les États dont la république de Florence était alors en possession; que de son côté elle fournirait au roi quarante mille ducats tous

(1) Il avait été fait prisonnier avec le cardinal Ascanio.

(2) C'était Blanche-Marie Sforze.

(3) Le père Daniel le nomme *Jean de Graismer*, prévôt de *Brissina*.

les ans pendant ces trois années; que tous les autres traités précédents entre le roi et la république seraient annulés, aussi bien que les obligations respectives qui en résultaient; et qu'enfin il serait libre aux Florentins de faire la guerre aux Pisans et à tous les autres qui leur retenaient des places.

Après la conclusion de ce traité, les Florentins, devenus plus hardis, résolurent de faire le dégât des blés et des autres fruits du territoire de Pise; leur dessein était de réduire avec le temps et par la famine cette ville, contre qui la force avait été inutile. Un des plus sages citoyens de Florence avait proposé cet expédient dès le commencement de la révolte des Pisans. Il représenta qu'en consumant les rebelles par ce moyen, qui demandait à la vérité plus de temps, mais aussi moins de dépense, on ménagerait à la république des sommes dont elle pouvait avoir très grand besoin dans les troubles présents de l'Italie; que si on s'obstinait à les réduire par les armes, l'entreprise serait difficile, périlleuse et entraînerait infailliblement après elle de grandes dépenses et beaucoup d'inquiétudes, attendu la force de cette ville, l'opiniâtreté de ses habitants et la disposition de tant de puissances qui ne manqueraient pas de la soutenir dès qu'ils la verraient sur le point de tomber. On méprisa d'abord ce conseil; mais on y revint enfin, après avoir fait des dépenses infinies sans fruit et laissé écouler plusieurs années.

Dès que les Florentins eurent ravagé les campagnes des Pisans, ils mirent le siége devant Vicopisano. Les Pisans leur avaient enlevé cette ville quelques jours auparavant, par la trahison de quelques soldats de la garnison; le commandant de la citadelle, sans vouloir attendre le secours qui n'aurait pas manqué d'arriver presque à l'heure même, avait eu la lâcheté de se rendre d'abord. Les Florentins se flattaient d'emporter facilement cette place; car outre qu'ils ne croyaient personne assez hardi pour les attaquer depuis qu'ils étaient sous la protection du roi, ils savaient que Vicopisano n'avait de vivres tout au plus que pour quinze jours, et on s'était assuré de tous les passages par où les assiégés pouvaient en faire venir. Ils eurent avis dans ce temps-là que Fracasse, qui s'était retiré dans le Mantouan où il vivait fort pauvre et sans emploi, avait mendié une commission de l'empereur, en vertu de laquelle il allait se jeter dans Pise avec quelques cavaliers; ils détachèrent un parti pour l'enlever en chemin; et en effet il fut arrêté dans les États du duc de Ferrare, quoiqu'il se fût sauvé dans une église. On ne prévoyait pas alors les suites que devaient avoir ces troubles si légers en apparence.

Il s'en éleva de plus considérables dans le royaume de Naples, au sujet des contestations qui avaient commencé dès l'année précédente entre les Français et les Espagnols. Suivant le traité de partage, la Terre de Labour et l'Abruzze devaient appartenir aux premiers, la Pouille et la Calabre aux Espagnols; mais on n'avait pas eu le soin de marquer exactement les limites de ces provinces; cette inattention donna lieu à l'une et à l'autre nation de prétendre que le pays appelé la *Principauté* faisait partie de la portion qui lui était échue. La cause de cette contestation venait de ce qu'Alphonse I, roi de Naples, pour faciliter la levée des impôts dans son royaume, avait changé le nom des provinces qui le composaient; il l'avait divisé en six principales, savoir: la Terre de Labour, la Principauté, la Basilicate, la Calabre, la Pouille et l'Abruzze; et il avait subdivisé la Pouille en trois parties, savoir: la terre d'Otrante, le duché de Bari, et la Capitanate. Comme ce dernier département est contigu à l'Abruzze et séparé du reste de la Pouille par la rivière d'Ofanto qui est l'ancien *Aufidus*, les Français, n'ayant considéré dans le partage que l'ancienne division du royaume, prétendaient que ce pays devait être censé compris dans l'Abruzze plutôt que dans Pouille, ou du moins n'appartenir à aucune des quatre provinces partagées. Ils insistaient sur ce point, parce que c'est dans la Capitanate que se lève la douane des bestiaux, l'un des plus considérables revenus du royaume, et parce que si la Terre de Labour et l'Abruzze venaient à être privées des grains que produit la Capitanate, ces deux provinces seraient toujours exposées à la famine dans les temps de stérilité, surtout lorsque les Espagnols ne voudraient pas leur permettre de tirer des blés de la Pouille et de la Sicile. Les Espagnols, au contraire, soutenaient que l'Abruzze finissait aux montagnes et ne s'étendait point dans la plaine, et qu'au reste on consultait toujours l'état présent des

choses dans les contestations qui avaient pour objet le nom et les limites des provinces.

Enfin ils étaient convenus des deux côtés, l'année précédente, de partager également entre eux les revenus de la douane; mais ils n'avaient pas voulu s'en tenir à cette convention, et chacun s'était efforcé de tirer tout ce qu'il avait pu de cet impôt. Cependant il était survenu d'autres sujets de dissension dont l'antipathie de Gonzalve et de Louis d'Armagnac[1], duc de Nemours, vice-roi de Naples, était la seule cause, s'il est vrai, comme on le dit, que les deux rois n'avaient donné à leurs généraux aucun ordre de faire naître la division. Les Espagnols prétendirent que la Principauté et la Basilicate étaient des dépendances de la Calabre, qui se divise en citérieure et ultérieure, autrement haute et basse Calabre, et que le Val-di-Benevento dont les Français étaient en possession faisait partie de la Pouille; en conséquence ils envoyèrent des officiers de justice à *Atripalda*, qui est à deux milles d'Avellino, où il y avait une juridiction française. Les principaux barons du royaume, qui ne voyaient qu'avec douleur ces commencements de rupture, offrirent d'accommoder le différend, et engagèrent le duc de Nemours à se rendre à Melfi, et Gonzalve à Atella. Plusieurs mois s'écoulèrent inutilement dans la négociation; on convint seulement d'attendre la résolution des deux rois, et de se tenir en repos de part et d'autre pendant ce temps-là.

Mais le duc de Nemours, sentant la supériorité de ses forces, ne jugea pas à propos d'y demeurer long-temps. C'est pourquoi il fit sommer Gonzalve d'abandonner sur-le-champ la Capitanate, lui déclarant la guerre en cas de refus. Aussitôt après il envoya un parti jusqu'aux portes d'Atripalda. Cette hostilité, faite le 19 juin, fut le commencement de la guerre; les Français entrèrent dans la Capitanate et dans les autres pays du partage des Espagnols, et ils se saisirent de toutes les places qui n'étaient pas en état de résister. Non-seulement le roi de France ne donna aucun ordre pour faire cesser ces hostilités, mais ayant été informé que le roi d'Espagne refusait absolument de céder la Capitanate, il se prépara sérieusement à la guerre. Dans ce dessein il fit embarquer deux mille Suisses pour le royaume de Naples, et il prit à sa solde les princes de Salerne et de Bisignano et quelques autres barons de la première noblesse. Il se rendit même à Lyon pour être plus à portée de donner ses ordres et de passer les monts en personne si cela était nécessaire, ne bornant plus ses prétentions aux seules terres litigieuses, mais aspirant déjà ouvertement à la conquête de tout le royaume.

Les troubles excités en Toscane par Vitellozzo de concert avec Jean-Paul Baglione, les Orsini, et surtout Pandolphe Petrucci, qui souhaitaient ardemment de rétablir Pierre de Médicis à Florence, obligèrent encore le roi de hâter ses préparatifs. Guillaume Pazzi, commissaire des Florentins à Arezzo, ayant été averti que quelques habitants de cette ville étaient convenus avec Vitellozzo de la faire révolter, crut qu'il dissiperait aisément la conspiration par un coup d'autorité, présumant que le nombre des complices n'était pas considérable. Ainsi, sans attendre qu'on lui eût envoyé des forces suffisantes pour réprimer les séditieux, il se hâta de faire mettre en prison deux des conjurés. Aussitôt le peuple, animé par les autres, et déjà indisposé par lui-même contre les Florentins, accourt en foule, délivre les prisonniers, met le commissaire et les autres officiers en prison, et criant *Liberté* par toute la ville, se soulève enfin ouvertement. Néanmoins la citadelle, où l'évêque[1] de la ville, qui était fils du commissaire, s'était réfugié au commencement du tumulte, demeura au pouvoir des Florentins.

Les Arétins donnèrent d'abord avis de leur révolte à Vitellozzo; celui-ci fut très fâché qu'elle eût éclaté avant le temps marqué; en effet, il n'avait pas encore pris ses mesures pour résister aux troupes de Florence qui pouvaient entrer dans la ville par la citadelle. Il ne laissa pas néanmoins de se rendre sur-le-champ à Arezzo avec sa compagnie de gendar-

(1) Il était fils de Jacques, comte d'Armagnac et duc de Nemours, à qui Louis XI fit trancher la tête en 1477, et de Louise d'Anjou, fille de Charles I, comte du Maine; le connétable d'Armagnac, qui fit tant de bruit sous le règne de Charles VI, était son bisaïeul.

(1) Côme Pazzi. C'était un homme d'un grand mérite. Il fut fait évêque d'Arezzo le 17 d'avril 1497, après Gentile Becchi. L'année suivante il fut envoyé en ambassade vers Louis XII, à son avénement à la couronne. Il fut fait dans la suite archevêque de Florence, le 5 de juillet 1508, et il mourut en 1513.

mes et beaucoup de fantassins qu'il tira de Città-di-Castello. Jean-Paul Baglione lui en envoya de Pérouse un nombre assez considérable, et Pandolphe Petrucci lui fit tenir en secret un léger secours d'argent. Mais la crainte[1] empêcha Vitellozzo de rester long-temps à Arezzo; il se contenta d'y laisser ses troupes et de leur recommander de bien fermer toutes les avenues par où ceux de la citadelle pouvaient pénétrer dans la ville; ensuite il retourna à Città-di-Castello, sous prétexte d'y rassembler de plus grandes forces.

Les magistrats de Florence ne firent pas d'abord assez d'attention aux conséquences de la révolte d'Arezzo. Ceux qu'on avait coutume de consulter dans les affaires importantes de la république voulaient qu'on levât le siége de Vicopisano, pour marcher contre les rebelles. Les troupes qu'on avait devant cette ville auraient été suffisantes pour réduire Arezzo, si on les avait fait partir à temps; mais plusieurs personnes, dont l'incapacité déshonorait alors les premières dignités, s'écrièrent tout d'une voix qu'il n'y avait rien à craindre, qu'il était facile de remédier à ce mal par le moyen des places voisines d'Arezzo, et que ceux qui exagéraient tant le péril étaient des ennemis du gouvernement, qui ne voulaient pas qu'on prît Vicopisano, afin qu'on fût hors d'état de rentrer dans Pise cette campagne. Enfin ils tirèrent si fort les choses en longueur que Vitellozzo, encouragé par cette lentéur, et voyant ses forces beaucoup accrues, retourna à Arezzo, où Jean-Paul Baglione, Fabio, fils de Paul Orsini, Pierre de Médicis et le cardinal, frère de ce dernier, lui amenèrent encore d'autres troupes.

Après que les Siennois leur eurent envoyé des poudres et des boulets, on commença à foudroyer la citadelle qu'on avait laissé manquer de vivres et de toutes les choses nécessaires à une défense, selon la mauvaise coutume de ceux qui songent plutôt à construire de nouveaux forts qu'à réparer et à bien pourvoir ceux qui sont déjà bâtis. Les Arétins creusèrent en même temps des lignes de circonvallation autour de la place, pour empêcher qu'il n'y entrât du secours; les assiégés, voyant que les troupes des Florentins, qui étaient enfin arrivées sous les ordres d'Hercule Bentivoglio, jusqu'à Quarata, château voisin d'Arezzo, n'osaient avancer plus loin, se rendirent quatorze jours après la révolte de la ville. L'évêque et huit autres, au choix des Arétins, demeurèrent en otage, pour être échangés contre quelques-uns des leurs qui avaient été arrêtés à Florence; le reste eut la permission de se retirer. Les Arétins rasèrent aussitôt la citadelle, et Bentivoglio, craignant que Vitellozzo et Jean-Paul Baglione, dont les forces étaient supérieures aux siennes, ne vinssent l'attaquer à Quarata, se retira à Montevarchi; sa retraite facilita aux ennemis la prise de toutes les places voisines.

On croit que le pape et le duc de Valentinois n'avaient d'abord eu aucune part à la révolte d'Arezzo, car ils auraient été bien fâchés que Pierre de Médicis fût rentré à Florence. Ses liaisons avec Vitellozzo et les Orsini, qu'ils avaient dessein de perdre, étaient cause de cette mauvaise volonté du père et du fils; mais, ayant des raisons pour dissimuler leur haine contre ces seigneurs, ils consentirent ensuite que Vitellozzo, Jean-Paul et Fabio, qu'ils avaient pris à leur solde, achevassent cette expédition; ils furent même très contents qu'elle eût réussi, se flattant de profiter de l'abaissement des Florentins. Néanmoins on fut persuadé à Florence que le pape et son fils étaient les véritables auteurs de la révolte. Cette opinion redoubla la crainte des magistrats; comme ils ne pouvaient guère compter sur leurs propres forces, à cause de la confusion du gouvernement qui leur avait fait négliger de mettre sur pied un nombre suffisant d'hommes d'armes, et n'étant pas d'ailleurs facile d'en avoir aussi promptement que le danger l'aurait exigé, ils résolurent d'avoir recours au roi de France, comme à leur unique ressource.

Ils lui firent donc représenter que non-seulement sa gloire était intéressée à secourir dans cette occasion une république qu'il avait prise tout récemment sous sa protection, mais encore que le duché de Milan serait exposé à un péril évident si le pape et son fils, qui sans doute étaient les auteurs de la révolte d'Arezzo, prenaient le dessus dans la Toscane; qu'ils avaient sur pied une armée formidable; qu'il était évident que leur ambition ne se bornerait pas à la Romagne ni à la Toscane, et qu'ils portaient

(1) Il avait à craindre, s'il venait à être pris, que les Florentins ne le fissent mourir comme Paul Vitelli son frère.

leurs vues bien au-delà de ces deux provinces; qu'après avoir insulté le roi, en attaquant ses nouveaux alliés, ils ne manqueraient pas, pour se mettre à couvert de son ressentiment, de chercher à lui ôter les moyens de le faire éclater.

Le roi, à qui l'orgueil et l'ambition du pape et de son fils commençaient à devenir insupportables, écouta volontiers les plaintes des Florentins. Voyant la guerre entamée dans le royaume de Naples et la négociation de la paix avec l'empereur interrompue, ayant d'ailleurs plusieurs raisons de se défier des Vénitiens, il craignit que l'affaire d'Arezzo ne fût préméditée et le signal de plus grandes entreprises contre ses intérêts. Il fut encore confirmé dans cette opinion par les lettres de Charles d'Amboise[1], seigneur de Chaumont, neveu du cardinal de Rouen, son lieutenant général dans le duché de Milan, à qui l'affaire d'Arezzo avait causé de grandes inquiétudes. Ce seigneur avertissait le roi de prendre ses mesures de bonne heure. Louis résolut donc de hâter son voyage d'Italie et d'envoyer sur-le-champ des secours aux Florentins. C'est pourquoi il écrivit à Chaumont de faire partir quatre cents lances; et il envoya en diligence le héraut nommé *Normandie,* pour aller commander de sa part, non-seulement à Vitellozzo, à Jean-Paul, à Pandolphe et aux Orsini, mais encore au duc de Valentinois, de laisser les Florentins en repos. Il parla lui-même avec beaucoup de vivacité au nonce du pape, et fit de grandes menaces à Julien de Médicis et aux agents de Pandolphe et de Vitellozzo qui étaient à la cour.

Après la révolte d'Arezzo, le duc de Valentinois s'était mis en campagne, feignant d'en vouloir à Camerino; en effet, il avait déjà fait investir cette place par une partie de l'armée sous les ordres du duc de Gravina[2] et de Liverot de Fermo; mais son véritable dessein était de surprendre le duché d'Urbin. Quand il eut assemblé le reste de ses troupes sur les frontières du Pérousin, il fit prier Guy Balde, duc d'Urbin, de lui prêter de l'artillerie et quelques troupes; le duc, qui était sans défiance, ne fit aucune difficulté de lui accorder sa demande. Il est vrai qu'il n'y avait pas de sûreté à refuser Valentinois, qui était à la tête d'une puissante armée dans le voisinage des Etats d'Urbin; d'ailleurs il n'avait aucune raison de craindre, ayant terminé depuis quelque temps un différend qu'il avait eu avec le pape au sujet du cens. Valentinois n'a pas plus tôt ôté au duc d'Urbin les moyens de se défendre qu'il part brusquement de Nocera, marche si précipitamment qu'il ne donne pas à ses troupes le temps de manger, et arrive le jour même à Cagli, ville du duché d'Urbin. Guy Balde et François-Marie de la Rovère[1], préfet de Rome, son neveu, qui était avec lui, furent si frappés de cette invasion imprévue, dans un temps où ils étaient hors d'état de résister, qu'à peine ils purent se sauver par la fuite. Ainsi le duc de Valentinois, ne rencontrant aucun obstacle, se saisit d'abord de tout ce duché, à l'exception des châteaux de San-Leo et de Mayolo. Pandolphe Petrucci, Vitellozzo et les Orsini, furent pénétrés de douleur par ce trait de perfidie, qui leur ouvrit les yeux sur ce qu'ils avaient à craindre pour eux-mêmes.

Après l'invasion du duché d'Urbin, le duc de Valentinois délibéra s'il devait poursuivre le siége de Camerino ou s'il attaquerait ouvertement les Florentins. Il n'y a point de doute qu'il n'eût pris ce dernier parti sans la crainte d'irriter le roi de France, dont les ordres lui avaient déjà été notifiés; il avait appris que malgré toutes les instances que le pape avait faites à ce prince de ne point prendre part aux affaires de Toscane, Louis envoyait des secours aux Florentins; mais il était surtout retenu par la résolution où il savait le roi de passer lui-même au premier jour en Italie. Pendant qu'il était à Urbin, où il attendait à se déterminer par les événements, le pape et lui négociaient toujours avec les Florentins pour tâcher de les amener du moins en partie à leur but; néanmoins il permettait à plusieurs soldats de son armée de passer sous les enseignes de Vitellozzo. Ce général avait rassemblé jusqu'à huit cents chevaux et trois mille hommes d'infanterie; et pour donner plus de réputation à

(1) Il était fils de Charles d'Amboise, seigneur de Chaumont, gouverneur de l'Ile de France, de Champagne et de Bourgogne, frère aîné du cardinal Georges d'Amboise, mort en 1481, et de Catherine de Chauvigny.

(2) Il était de la maison des Orsini.

(1) Il était fils de Jean de la Rovère, aussi préfet de Rome, frère du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, et de Jeanne de Montefeltro, sœur de Guy Balde, duc d'Urbin.

cette armée il lui avait donné le nom d'*armée ecclésiastique*.

Depuis la prise de la citadelle d'Arezzo, Vitellozzo s'était emparé sans aucun obstacle de Monte-San-Sovino, de Castiglione-Aretino, de Cortone et de toutes les autres places et châteaux du Val-di-Chiana, dans le temps de la récolte, circonstance qui servit d'excuse aux habitants de ces villes. Ils dirent que c'avait été pour conserver les blés, et non par esprit de révolte, qu'ils s'étaient rendus à la première sommation de Vitellozzo; que d'ailleurs Pierre de Médicis était dans l'armée et qu'il ne s'agissait dans cette guerre que de son rétablissement. Il n'est pas douteux que si de Cortone Vitellozzo eût pénétré d'abord dans le Casentin, il ne lui eût été facile de marcher ensuite jusqu'aux portes de Florence, car les secours de France n'étaient pas encore arrivés et la plus grande partie de l'infanterie des Florentins s'était dissipée; ces troupes, qui étaient presque toutes du pays dont les ennemis venaient de s'emparer, avaient repris le chemin de leur patrie. Mais l'envie de se rendre maître de San-Sepolcro, place voisine et à la bienséance de Città-di-Castello, lui fit manquer cette occasion. C'est pourquoi, couvrant son véritable dessein du prétexte spécieux qu'il n'était pas prudent de laisser derrière lui aucune place ennemie, il fit marcher ses troupes à Anghiari. Cette ville fut la seule qui eut le courage d'attendre le canon; mais n'étant pas assez bien préparée à la défense, elle fut obligée de se rendre à discrétion. Vitellozzo prit ensuite le bourg de San-Sepolcro par composition, après quoi il tourna vers le Casentin; et s'étant avancé jusqu'au village de Rassina, il envoya un trompette sommer Poppi de se rendre. Cette ville, malgré la force de sa situation, n'aurait pu vraisemblablement faire une longue résistance, n'ayant qu'une faible garnison; mais la seule réputation des armes françaises empêcha sa prise.

Il était déjà arrivé auprès de Florence deux cents lances sous les ordres du capitaine Imbault[1]; ces troupes, se voyant hors d'état de marcher droit aux ennemis faute d'infanterie, allèrent se loger à San-Germano dans le Val d'Arno, où était le rendez-vous général. Vitellozzo ayant appris que les Français étaient dans ces quartiers, et craignant que son absence n'exposât trop la ville d'Arezzo, il partit promptement de la Vernia et alla se poster sur la colline de Ciciliano, à deux milles de Quarata. Il s'avança ensuite trois milles plus près des ennemis pour faire bonne contenance et pour couvrir Rondine et les autres places voisines; enfin laissant quelque infanterie à la garde de Gargonsa et de Civitella, par où les Florentins pouvaient pénétrer dans le pays, il choisit un poste avantageux à côté de Rondine. Cependant il arriva encore deux cents lances françaises conduites par le capitaine Lannière; après quoi les Florentins assemblèrent leur armée entre Montevarchi et Laterina, dans le dessein d'aller camper sur quelque hauteur auprès des ennemis dès qu'on aurait fait un corps de trois mille hommes d'infanterie. Vitellozzo ne jugea pas à propos de les attendre, voyant bien qu'il ne pourrait conserver son poste ou l'abandonner sans s'exposer à de grands périls, lorsqu'ils seraient si proches de lui. Il prit donc le parti de se retirer sous le canon d'Arezzo, et quand il vit que l'armée française, dont le front était à Quarata, tenait la campagne, il se renferma dans Arezzo.

Il n'avait cessé de dire hautement qu'il voulait s'y défendre jusqu'à l'extrémité, mais de nouveaux incidents l'obligèrent à changer de résolution. Jean-Paul Baglione, effrayé par le malheur du duc d'Urbin, s'était déjà retiré à Pérouse avec ses troupes, et ce qui arriva depuis à Camerino remplit d'effroi Pandolphe Petrucci, les Orsini et Vitellozzo lui-même. Pendant que le duc de Valentinois feignait de négocier un accommodement avec Jules Varano, seigneur de Camerino, il s'introduisit dans la ville à la faveur d'une intelligence, se saisit de Varano et de deux de ses fils, et les fit étrangler tous trois. Vitellozzo fut bien autrement consterné par la vigilance du roi de France. Ce prince, déjà arrivé à Asti[1], envoyait encore deux cents lances et de l'artillerie en Toscane sous les ordres de Louis de la Tremoille, qui était actuellement à Parme, où il attendait trois mille Suisses que le roi prêtait aux Florentins pour reprendre Arezzo.

Le roi, extrêmement irrité contre le pape,

(1) Imbault de Romanieu.

(1) Il y arriva le 7 juin.

avait dessein d'enlever au duc de Valentinois la Romagne et les autres Etats dont il s'était emparé. Dans cette vue, il avait fait venir auprès de lui tous ceux que Valentinois avait opprimés ou qui craignaient de l'être; il disait même publiquement qu'il voulait marcher en personne à cette expédition, où il rendrait un aussi grand service à la religion que s'il faisait la guerre aux Turcs. Il avait aussi dessein de chasser de Sienne Pandolphe Petrucci, dont le crime était d'avoir fourni de l'argent à Ludovic Sforze dans la dernière révolution et d'être attaché à l'empereur. Le pape et le duc de Valentinois employèrent toute leur adresse pour conjurer cet orage; ils protestaient qu'ils n'avaient eu aucune part à l'affaire d'Arezzo, entreprise à leur insu, et qu'il ne leur avait pas été possible de s'y opposer ni d'empêcher les Orsini et Jean-Paul Baglione d'entrer, pour leurs intérêts particuliers, dans les vues de Vitellozzo. Le duc de Valentinois, pour tâcher d'apaiser le roi, menaça celui-ci de marcher contre lui s'il n'abandonnait Arezzo et les autres places qu'il avait enlevées aux Florentins.

Ainsi Vitellozzo craignant d'attirer sur lui seul la colère du roi et d'être la victime des plus forts après leur réconciliation, comme il arrive presque toujours au plus faible, il prit le parti de faire venir le capitaine Imbault à Arezzo et de traiter avec lui. On convint que Vitellozzo se retirerait incessamment avec ses troupes et qu'il remettrait Arezzo et toutes les autres villes entre les mains des Français, qui les garderaient au nom du roi, jusqu'à ce que le cardinal Orsino, déjà parti pour aller trouver ce prince, eût arrêté quelque chose avec lui; que cependant il n'entrerait dans Arezzo qu'un seul capitaine français avec quarante chevaux, et que, pour leur sûreté et celle de l'exécution du traité, Vitellozzo donnerait deux de ses neveux en otages. Les Florentins s'opposèrent au premier article, prétendant que les places devaient leur être restituées immédiatement. Mais Imbault, tournant leurs plaintes en ridicule, dit qu'il ne comprenait pas que les Florentins, dont on vantait si fort la prudence, pussent faire une pareille difficulté; que l'expédient stipulé dans le traité était tout ce qu'ils pouvaient souhaiter de plus avantageux; que ce moyen leur donnait une prompte victoire sans inquiétude, sans dépense et sans les exposer aux risques de la guerre; qu'après tout, le roi ne serait obligé qu'autant qu'il lui plairait de confirmer ou d'annuler ce traité. Aussitôt après Vitellozzo retira d'Arezzo toutes les troupes et l'artillerie, et il remit aux Français cette ville et les autres places que le roi rendit d'abord aux Florentins.

Toute la ville de Florence, sans en excepter le commun peuple, persuadée que le péril imprévu dont la république venait d'être si heureusement délivrée n'avait d'autre cause que l'irrégularité du gouvernement, souhaita qu'on en établît un autre; mais l'horreur générale qu'on y avait pour la tyrannie rendait la noblesse suspecte à la multitude. Ces défiances empêchaient qu'on ne pût introduire tout d'un coup une forme d'administration convenable, parce que la raison ne suffit pas pour convaincre des gens sans expérience et sans lumières; c'est pourquoi on se contenta de régler que le gonfalonier de justice ou chef de la seigneurie, dont la magistrature ne durait que deux mois comme celle de tous les autres membres de ce conseil, conserverait désormais sa dignité pendant toute sa vie. Par ce moyen le chef de la république était bien plus à portée de suivre les affaires sans interruption et d'empêcher qu'on ne retombât dans les périls passés. On espéra que le gonfalonier, s'étant concilié de l'autorité par ses qualités personnelles et par la perpétuité de cette magistrature, pourrait réformer peu à peu ce qu'il y avait de défectueux au reste dans le gouvernement; d'ailleurs, en donnant les emplois au mérite, il mettrait entre ses successeurs et la multitude un contrepoids qui, balançant l'incapacité et la licence populaire, retiendrait d'un autre côté l'ambition de ces premiers magistrats. Cette résolution étant prise, tous les suffrages se réunirent en faveur de Pierre Soderini[1], homme d'un âge mûr, et qui, jouissant d'un bien suffisant pour soutenir sa noblesse, s'était concilié l'estime de ses concitoyens par son intégrité et par sa modération. D'ailleurs il avait eu beaucoup de part aux affaires publiques et

(1) Il était frère de François, cardinal de Volterre, et de Paul-Antoine dont il est parlé ci-dessus. On disait de leur temps que si les deux frères, Pierre et le cardinal, eussent été à la place l'un de l'autre, le premier serait devenu pape et le second se serait rendu souverain de Florence. (*Ughelli.*)

il s'y était appliqué avec ardeur. Enfin il n'avait point d'enfants, ce qui devait être compté pour beaucoup et diminuer la crainte qu'on aurait pu avoir de son ambition.

CHAPITRE IV.

Le cardinal de Rouen aspire à la tiare. Valentinois lie amitié avec la France. Ligue des Condottieri italiens contre lui. Ses manœuvres pour rompre cette ligue. Les Condottieri s'accordent avec lui. A quelles conditions. Trahison de Valentinois. Vitellozzo et Liverotto de Fermo sont étranglés.

Cependant le roi de France, s'étant rendu à Asti, y reçut les ambassadeurs de tous les princes et de toutes les villes libres d'Italie. Il y eut même quelques-uns de ces princes qui y vinrent en personne, et entre autres le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue; ce dernier n'était pourtant pas agréable à la cour. Le cardinal Orsino s'y rendit aussi pour justifier ceux de sa maison et Vitellozzo sur l'affaire d'Arezzo et pour animer le roi contre le pape et le duc de Valentinois. Les dispositions où ce prince avait paru à leur égard faisaient espérer qu'il tournerait contre eux ses armes, au grand contentement de toute l'Italie; mais l'expérience prouve tous les jours que l'événement des choses ne répond presque jamais à l'attente publique, et rien n'est plus naturel. Le petit nombre, qui règle ordinairement les grandes affaires, a presque toujours des vues opposées à celles de la multitude. Ainsi il n'est pas étonnant que les choses arrivent au gré de leurs premiers moteurs. C'est ce qu'on vit dans cette occasion, où l'intérêt du roi décida, contre les vœux de tout le monde, en faveur d'Alexandre et de son fils. Ce furent moins les sollicitations continuelles du pape qui apaisèrent le roi que les conseils du cardinal de Rouen; ce prélat avait toujours souhaité d'entretenir la bonne intelligence entre Alexandre et Louis, non-seulement pour les intérêts du roi, mais encore pour les siens particuliers. Il désirait d'être continué dans la légation de France, et en effet le pape lui accorda cette dignité pour dix-huit mois; d'ailleurs, aspirant au pontificat, il voulait faire donner le chapeau à plusieurs de ses parents et de ses amis qui pussent faciliter son élection par leurs suffrages; enfin c'était dans ces vues qu'il voulait acquérir la réputation de protecteur zélé des Etats de l'Eglise.

Les conjonctures présentes servirent encore à déterminer le roi. L'empereur, qui ne pouvait se tenir en repos, avait nouvellement envoyé beaucoup de cavalerie et d'infanterie à Trente, et il faisait de grandes offres au pape afin de l'engager à favoriser le voyage qu'il avait dessein de faire en Italie pour y recevoir la couronne impériale. Les démarches de ce prince étaient d'autant plus suspectes au roi qu'il savait que les Vénitiens ne voyaient qu'à regret la France en possession du Milanais et du royaume de Naples. D'ailleurs il était en différend avec trois cantons suisses qui lui demandaient la cession de ses droits sur Bellinzone, exigeant encore qu'il leur donnât la Valteline, Scafusa[1], et leur accordât d'autres prétentions exorbitantes, sinon ils le menaçaient de traiter avec l'empereur. Enfin il n'y avait pas d'apparence qu'on pût faire un accommodement entre la France et l'Espagne; Louis avait proposé de rendre le royaume de Naples à Frédéric qu'il mena pour cette raison en Italie, et il avait été question d'une trève durant laquelle chacun garderait ce dont il était en possession; mais ni l'une ni l'autre de ces deux propositions n'avait eu d'effet à cause des difficultés qu'on avait fait naître. Le roi de France, indigné de cette manœuvre, avait renvoyé les ambassadeurs d'Espagne qui étaient à sa cour.

Dans ces circonstances le roi ayant reçu par Troccies, camérier du pape, des assurances de la résolution où le père et le fils étaient de l'appuyer de tout leur pouvoir dans la guerre de Naples, il prit le parti de demeurer uni avec eux. Dès que l'agent d'Alexandre fut de retour à Rome, le duc de Valentinois prit secrètement la poste et vint trouver Louis, qui s'était rendu à Milan; ce prince le reçut avec beaucoup de joie et lui fit rendre des honneurs extraordinaires. Un accueil si favorable surprit et chagrina tout le monde.

Les troupes que le roi avait envoyées en Toscane n'étant plus nécessaires en ces quartiers, il les fit revenir en Lombardie après avoir pris sous sa protection la ville de Sienne et Pandolphe Petrucci, moyennant quarante mille ducats payables partie comptant et partie dans

(1) Ce ne peut pas être la ville de Schaffhouse, mais apparemment quelque château du Milanais, voisin de la Valteline.

de certains termes. Cependant l'ardeur des préparatifs de Maximilien s'étant tout d'un coup ralentie, il ne resta au roi presque d'autre affaire que celle du royaume de Naples.

Ses armes y avaient été heureuses jusques alors, et il y avait toute apparence qu'elles le seraient encore davantage à l'avenir. A son arrivée en Italie il fit embarquer deux mille Suisses et plus de deux mille Gascons pour aller seconder le vice-roi. Celui-ci s'était rendu maître de toute la Capitanate, à l'exception de Manfredonia et de San-Angelo; dès qu'il eut reçu ce renfort il mit le siége devant Canosa, où il y avait six cents fantassins espagnols sous les ordres de Pierre Navarre[1]. Ce brave officier se défendit pendant plusieurs jours avec beaucoup de valeur; mais Gonzalve, qui ne voulait pas perdre cette infanterie, lui ayant recommandé de ne pas attendre à l'extrémité, il rendit la place vies et bagues sauves.

Après cette perte il ne restait aux Espagnols dans la Pouille, dans la Calabre et dans la Capitanate que Manfredonia, San-Angelo, Barlette, Andria, Gallipoli, Otrante, Tarente, Cosenza, Gierace, Seminara et un petit nombre de places voisines de la mer. Gonzalve, trop faible pour tenir la campagne, se retira dans Barlette sans argent, avec peu de vivres et presque sans munitions de guerre; mais il trouva moyen d'en acheter à Venise du consentement tacite du sénat; le roi de France en ayant fait de grandes plaintes, les Vénitiens répondirent que le commerce étant libre à Venise, la chose s'était faite à leur insu par des marchands de cette ville.

Après la prise de Canosa, les généraux français jugèrent qu'il n'était pas possible que toute l'armée, qu'on faisait monter à douze cents lances et dix mille hommes d'infanterie, partie Italiens, partie Ultramontains, demeurât au siége de Barlette pour plusieurs raisons, dont la principale était qu'on y manquait d'eau; ils résolurent donc, contre l'avis et malgré les protestations d'Aubigny, comme le bruit en courut alors, de n'y laisser qu'un détachement pour tenir la place bloquée, et d'employer le reste des troupes à soumettre entièrement le royaume; démarche qui, comme on l'a cru, fut fort préjudiciable à leurs affaires.

(1) C'était un soldat de fortune dont il sera beaucoup parlé dans la suite.

Le vice-roi se rendit maître de toute la Pouille, à l'exception de Tarente, d'Otrante et de Gallipoli, après quoi il ramena ses troupes au siége de Barlette. D'Aubigny de son côté étant entré dans la Calabre, prit la ville de Cosenza qu'il mit au pillage, mais il ne put s'emparer de la citadelle; ensuite tous les Espagnols qui étaient dans cette province s'étant joints avec d'autres troupes venues de Sicile, il les combattit et les tailla en pièces.

Tous ces succès ne servirent qu'à ralentir l'ardeur du roi par rapport à la conquête du royaume de Naples, où il se flatta que ses troupes ne trouveraient désormais que peu de résistance; c'est pourquoi il n'hésita plus à retourner en France. Cette résolution fut encore confirmée par l'espérance d'une longue trève avec l'empereur, qui la conclut en effet quelque temps après. Mais rien n'était plus contraire aux intérêts de Louis que d'abandonner ainsi l'Italie; il n'avait plus qu'un pas à faire pour en chasser tout-à-fait les Espagnols; c'était d'y rester et de faire pousser la guerre aussi vivement qu'elle avait commencé.

Il reprit donc le chemin de ses Etats sans faire ces réflexions. Ce fut alors que l'Italie entière apprit avec étonnement le contenu du traité qu'il avait fait avec Valentinois; non seulement il avait fermé les yeux sur l'affaire d'Arezzo et rendu ses bonnes grâces à ce duc qui pour reconnaître cette faveur s'était engagé avec le pape à fournir des troupes pour la guerre de Naples, mais il lui avait encore promis trois cents lances pour faire la conquête de Bologne au nom de l'Eglise et pour dépouiller Jean-Paul Baglione et Vitellozzo de leurs biens. On ne peut attribuer cette conduite du roi à l'égard d'Alexandre qu'à l'espérance de gagner entièrement ce pontife ou à la crainte des embarras qu'il craignait que ce dangereux ennemi ne lui suscitât s'il ne les prévenait par une alliance. D'ailleurs il pouvait se flatter que, tant que cette union subsisterait, personne ne serait assez hardi en Italie pour y rien entreprendre contre lui. Enfin ce prince était irrité contre Baglione, les Orsini et Vitellozzo; ils l'avaient tous également offensé en attaquant contre ses ordres la république de Florence; outre cela Vitellozzo avait refusé de rendre l'artillerie d'Arezzo dont il s'était emparé, et après avoir demandé et obtenu un sauf-conduit pour ven

trouver le roi, il n'en avait tenu aucun compte. Enfin Louis crut que la ruine des capitaines italiens n'était pas indifférente à ses intérêts. Le pape et son fils avaient eu l'adresse de lui insinuer que ces officiers pourraient un jour prendre le parti du roi d'Espagne et se mettre à sa solde.

Le duc de Valentinois, après avoir accompagné le roi jusqu'à Asti, revint dans la Romagne; le roi, pour rassurer ceux qui craignaient l'ambition de ce duc, avait fait espérer qu'il l'emmènerait avec lui en France. Le retour de Borgia remplit d'effroi non-seulement ceux qui étaient nommés dans le traité et que l'orage menaçait directement, mais plusieurs autres encore. Pandolphe Petrucci et les Orsini, attendu leurs liaisons avec Jean-Paul Baglione et Vitellozzo, n'espéraient pas un traitement plus favorable que ces derniers. Le duc de Ferrare craignait bien plus la perfidie et l'ambition de Valentinois et du pape qu'il ne comptait sur l'alliance qu'il venait de contracter avec eux; les Florentins même, quoiqu'ils fussent sous la protection du roi et qu'il leur eût fait rendre Arezzo, n'étaient pas sans frayeur. Ils se trouvaient dépourvus de gendarmerie, et le roi, qui ne se fiait point au marquis de Mantoue, que la crainte des armes françaises avait obligé d'avoir recours à l'empereur, n'avait pas voulu qu'ils prissent ce seigneur pour leur capitaine général, quoiqu'il lui eût accordé ses bonnes graces dans la ville de Milan. D'ailleurs ils jugeaient par plusieurs circonstances des mauvaises dispositions du pape et de son fils à leur égard, mais surtout parce qu'ils donnaient retraite à tous les bannis d'Arezzo et des autres villes des environs.

La crainte générale était fondée sur la puissance, les forces, le crédit et les richesses du pape et de Valentinois, que d'ailleurs la fortune favorisait dans toutes leurs entreprises; mais on était bien plus alarmé quand on considérait que l'ambition du père et du fils, loin de se borner à la conquête du grand nombre d'Etats qu'ils avaient soumis, n'en était que plus effrénée; que l'un et l'autre, comptant désormais sur les égards que la France allait avoir pour eux, oseraient tout entreprendre, même contre la volonté du roi. En effet, Alexandre et le duc commençaient à témoigner ouvertement qu'ils se repentaient d'avoir gardé trop de ménagemens dans l'affaire d'Arezzo, parce qu'ils étaient bien assurés que la faveur dont le roi les honorait lui ferait toujours dissimuler toutes leurs entreprises après l'exécution; enfin, après l'exemple du seigneur de Piombino et du duc d'Urbin, personne n'était rassuré par la protection du roi, qui avait laissé périr l'un et l'autre.

Mais le péril de Jean Bentivoglio, qui était plus présent, faisait aussi une plus grande impression. L'année dernière le roi avait empêché le duc de Valentinois d'attaquer Bologne et Bentivoglio qui étaient sous sa protection, soutenant que la clause *sans préjudice des droits de l'Eglise*, insérée dans son traité avec ce seigneur, ne devait s'entendre que des droits que l'Eglise possédait réellement alors. Mais aujourd'hui que Bentivoglio, en conséquence de ce même traité, réclame la protection du roi pour se garantir du danger dont les préparatifs de Valentinois le menacent aussi bien que la ville de Bologne, ce prince, changeant de discours après avoir changé de vues et interprétant le traité plutôt en jurisconsulte qu'en roi, répond que sa protection ne peut s'étendre qu'à la personne et aux biens de Bentivoglio et non à la ville de Bologne, parce que le traité contenait une exception expresse en faveur des droits de l'Eglise, à laquelle Bologne appartenait incontestablement. Il ajoutait que par son traité avec le pape, antérieur à tous ses autres engagements, il s'était obligé de n'en contracter aucun qu'il n'y exceptât les droits de l'Eglise. Il soutint même la chose avec si peu de ménagement que, par l'avis du cardinal de Rouen qui fut désapprouvé de tout le reste de son conseil, il envoya un exprès à Bologne pour y déclarer de sa part que cette ville étant du domaine de l'Eglise, il ne pouvait se dispenser de favoriser l'entreprise du pape, mais qu'en vertu de sa protection les Bentivoglio pourraient y demeurer comme particuliers et y jouir de leurs biens.

La prospérité du duc de Valentinois donna de l'inquiétude aux Vénitiens mêmes, qui d'ailleurs étaient fort irrités contre lui de ce que, sans aucun égard pour la république, il avait fait enlever dans la Romagne la femme [1] de

(1) Eléonore de San-Severino. Elle était fille du prince de Salerne.

Jean-Baptiste Caraccioli[1], capitaine général de leur infanterie; elle allait alors trouver son mari à Venise. Ils firent représenter au roi par leurs ambassadeurs, sans lui apporter d'autres motifs que leur affection pour sa personne et l'intérêt qu'ils prenaient à sa gloire, combien il faisait tort à sa réputation par son excessive complaisance pour Valentinois; qu'il ne convenait pas à la dignité de la France et au surnom glorieux de *roi très chrétien* qu'il portait, de favoriser si ouvertement un tyran tel que Borgia; un furieux qui, portant le fer et le feu dans les provinces, détruisait tout ce qui s'offrait sur son passage; un barbare altéré de sang, dont la cruauté et la perfidie surpassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'alors; enfin un brigand public qui, contre la foi donnée, avait assassiné tant de seigneurs et de noblesse, et fait périr par le fer et le poison non-seulement ses propres frères et ses plus proches parents, mais encore des personnes dont l'âge aurait même attendri la férocité des Turcs. Ces remontrances ne servirent qu'à rendre le roi plus ferme dans sa résolution : il répondit qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher le pape de disposer des Etats qui appartenaient à l'Eglise et que même il ne le devait pas.

Ceux que l'ambition de Valentinois menaçait, voyant que personne n'osait, par respect pour la France, prendre les armes contre ce tyran, songèrent à se défendre par eux-mêmes. Le duc, pour tromper Vitellozzo, Jean-Paul Baglione et Liverot de Fermo qui étaient actuellement à sa solde, feignait de n'avoir en vue que la conquête de Bologne; il leur avait même fait donner de l'argent depuis peu, afin de les endormir dans une fausse sécurité. Mais bien loin de donner dans le piége, ils avaient mis dans des places fortes les troupes qu'ils avaient à son service, résolus de s'unir ensemble pour se garantir du péril commun. La révolution qui arriva dans le duché d'Urbin les détermina surtout à prendre ce parti. Elle commença par le fort de San-Leo, qui retourna à l'obéissance de Guy Balde, par le moyen d'un homme auquel on avait confié la garde d'une partie de cette place. Aussitôt tout le duché se souleva et rappela son prince qui s'était réfugié à Venise; il se rendit par mer à Sinigaglia, et se remit bientôt en possession de ses Etats, à l'exception de quelques places fortes.

Le cardinal Orsino qui, après avoir quitté le roi, n'avait osé retourner à Rome et s'était arrêté à Monteritondo, Paul Orsino, Vitellozzo, Jean-Paul Baglione, Liverot de Fermo, Hermès Bentivoglio et Antoine de Venafro, confident de Pandolphe Petrucci, s'assemblèrent à la Magione dans le Pérousin, Hermès représentant son père et Venafro stipulant pour les Siennois. Là, après avoir examiné le péril commun et considéré l'occasion favorable que la révolution du duché d'Urbin leur offrait dans un temps où Valentinois n'allait plus avoir qu'un petit nombre de troupes dès qu'ils l'auraient abandonné, ils s'unirent ensemble contre lui. Ils s'engagèrent aussi à la défense du duc d'Urbin, et on convint de mettre sur pied une armée de sept cents hommes d'armes et de neuf mille hommes d'infanterie; on arrêta encore que Bentivoglio entrerait dans le territoire d'Imola tandis que les autres feraient la guerre avec de plus grandes forces du côté de Rimini et de Pesaro. Mais voulant ménager le roi de France et se flattant même qu'au fond ce prince ne serait peut-être pas fâché de voir qu'on suscitât des affaires à Valentinois, ils stipulèrent dans le traité que tous les confédérés seraient obligés de servir la France de leurs personnes et de leurs troupes envers et contre tous, dès qu'elle l'exigerait. Ce fut par la même raison qu'ils ne voulurent point laisser entrer les Colonna dans la ligue, quoique ceux-ci fussent ennemis du pape, qui leur avait fait souffrir toutes sortes de maux.

Ils sollicitèrent les Vénitiens et les Florentins de les favoriser; et, pour y engager les derniers, ils offrirent de leur faire rendre Pise par le moyen de Pandolphe Petrucci, qui avait beaucoup de pouvoir sur l'esprit des Pisans. Les Vénitiens, avant de se déclarer, voulurent voir de quelle manière le roi de France se comporterait à l'égard des confédérés, et les Florentins, outre ce motif, avaient encore une raison particulière de ne rien répondre aux sollicitations de la ligue; c'est que les deux partis étant également ennemis de Florence, cette république avait également à craindre de part et d'autre.

Valentinois apprit que cet orage se formait contre lui dans un temps où, ne songeant qu'à

(1) Prince de Melfi.

envahir les Etats des autres, il était bien éloigné de se figurer qu'il serait dans la nécessité de défendre les siens. Il ne perdit point courage, et, sans se livrer trop à la confiance qu'il avait en sa bonne fortune, il s'appliqua avec beaucoup d'ardeur et de prudence à prévenir ses ennemis. Se voyant presque sans troupes, il donna ses ordres pour en lever promptement de nouvelles, et dépêcha vers le roi pour solliciter ses secours; il chargea son envoyé de représenter à ce prince que le pape et lui seraient toujours plus en état de le servir dans ses expéditions que leurs ennemis; qu'il ne devait pas se fier à Vitellozzo et encore moins à Pandolphe, le chef et l'oracle des confédérés, après ce qu'il avait fait contre les intérêts de la France en faveur du duc de Milan, et surtout à cause des liaisons qu'il avait toujours entretenues avec l'empereur. Cependant Alexandre et Valentinois n'oubliaient rien pour diminuer le péril, épuisant l'artifice et la fraude pour y réussir : le premier, excusant ce qui était trop public pour être nié et n'avouant pas ce qui n'était pas si avéré, s'efforçait de regagner le cardinal Orsino par le moyen de Jules, son frère; de son côté, Valentinois flattait en particulier chacun des confédérés, et leur faisait séparément de grandes promesses, afin de dissiper leur crainte et de semer la division parmi eux.

Cependant il jugea à propos de se renfermer dans Imola et de se borner à la défense de cette ville et des autres places de la Romagne, jusqu'à ce qu'il eût levé une puissante armée; il ne se mit pas aussi en peine de sauver ce qui lui restait dans le duché d'Urbin. C'est pourquoi il manda à don Hugues de Cardonne et à don Michel, qui étaient dans ces quartiers avec cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et cinq cents hommes de pied, de se jeter dans Rimini. Mais ils n'exécutèrent pas cet ordre, parce qu'ils voulurent profiter de l'occasion qui s'offrait à eux de prendre et de piller la Pergola[1] et Fossombrone, où ils furent introduits par les commandants de ces deux places. L'événement fit voir qu'ils avaient commis une grande faute; car, marchant vers Cagli après cette expédition, ils rencontrèrent auprès de Fossombrone, Paul Orsino et le duc de Gravina, de la même famille, suivis de six cents hommes d'infanterie des troupes de Vitellozzo, qui leur tuèrent beaucoup de monde, et entre autres Barthélemy de Capranica, capitaine d'une compagnie de soixante-dix hommes d'armes; les vainqueurs firent aussi plusieurs prisonniers, du nombre desquels fut don Hugues de Cardonne. Don Michel se réfugia à Fano, dont le duc de Valentinois lui ordonna de laisser la garde aux habitants sur la fidélité desquels il comptait, et de se retirer à Pesaro, parce qu'il n'avait pas assez de monde pour défendre ces deux places. Dans le même temps, les troupes des Bolonais, qui étaient à Castel-San-Piero, vinrent ravager Doccia dans le voisinage d'Imola.

Le duc de Valentinois se serait trouvé dans une étrange extrémité si les alliés étaient venus fondre sur lui sans différer; mais tandis qu'ils restaient dans l'inaction, peut-être parce que toutes les troupes n'étaient pas encore prêtes ou que l'espérance d'un accommodement avait ralenti leur ardeur, ils laissèrent échapper l'occasion favorable d'attaquer le duc avec succès. Dès que le roi de France eut appris le péril où il était, il donna ordre à Chaumont d'envoyer quatre cents lances à son secours, et de ne rien négliger pour rétablir ses affaires; la nouvelle de cette démarche de la cour de France en faveur de Valentinois détermina les confédérés à traiter avec lui chacun en particulier; le cardinal Orsino continua de négocier avec le pape; Venafro alla trouver Valentinois à Imola de la part de Pandolphe Petrucci, et Jean Bentivoglio envoya Charles Ingrati à Rome, pour faire un accommodement avec le pape, ayant commencé par rendre tout ce que ses troupes avaient pris à Doccia.

Le duc de Valentinois maniait ces négociations avec beaucoup de dextérité; jugeant que Paul Orsino pourrait regagner facilement les autres confédérés, il l'engagea par des dehors de confiance à venir le trouver à Imola; pour sa sûreté, le cardinal Borgia[1] alla se mettre en otage dans une terre des Orsini. Il lui tint les discours les plus flatteurs, disant qu'il ne savait pas mauvais gré aux confédé-

(1) Dans le duché d'Urbin.

(1) Jean Borgia, neveu du pape et sa créature, cardinal du titre de Sainte-Marie *in vià latà*.

rés de ce qu'après l'avoir servi avec beaucoup de fidélité ils avaient conçu si légèrement de la défiance contre lui ; que cela n'était arrivé que par sa propre faute, parce qu'il n'avait pas su se conduire avec eux d'une manière qui leur ôtât tout soupçon ; qu'il espérait que cette brouillerie, produite par de vains ombrages, serait suivie d'une union constante et d'une parfaite intelligence entre eux et lui ; qu'elle leur avait fait connaître d'un côté qu'il n'était pas facile de l'opprimer vu les dispositions de la cour de France en sa faveur, et de l'autre elle lui avait ouvert les yeux à lui-même sur leur mérite, l'ayant convaincu que toute sa grandeur et sa réputation étaient l'ouvrage de leur prudence et de leur courage ; que ne souhaitant rien avec plus de passion que de regagner leur confiance, il était prêt de leur donner toutes les sûretés qu'ils pouvaient désirer et même d'abandonner à leur décision ses différends avec les Bolonais, pourvu que cela pût se faire sans mettre son honneur en compromis. A ces discours, qui regardaient tous les confédérés en général, il ajouta en particulier les marques de la confiance la plus intime pour s'insinuer dans l'esprit de Paul Orsino. Il lui fit de grandes promesses, et sut parler avec tant d'artifice qu'il vint à bout de lui faire croire tout ce qu'il voulut ; aussi possédait-il au souverain degré le talent de la parole, soutenu de beaucoup d'esprit et de feu.

Cependant le peuple de Camerino rappela Jean-Marie de Varano, fils du dernier seigneur de cette ville ; Varano était alors à Aquilée. Dans le même temps Vitellozzo reprit Fossombrone ; le duc de Valentinois et Paul Orsino en firent de grandes plaintes ; le duc d'Urbin se remit aussi en possession d'Urbin, de Cagli et d'Agobbio [1], de sorte que Valentinois, qui venait de perdre tout le territoire de Fano, n'avait plus dans ce duché que la ville de Santa-Agata.

Toutes ces disgraces de Valentinois n'apportèrent aucun obstacle à la conclusion du traité que Paul Orsino faisait avec lui, et ce dernier le signa enfin après plusieurs allées et venues d'Imola à Bologne pour accommoder l'affaire des Bentivoglio, dont la famille était unie à la sienne par le mariage de sa fille avec Hermès, fils de Jean. Ce traité, qui ne devait avoir lieu qu'après que le cardinal Orsino, entre les mains de qui tous les confédérés avaient remis leurs intérêts, l'aurait ratifié, portait : que la mémoire de tout le passé serait abolie ; que les confédérés rentreraient au service du duc de Valentinois sur le même pied qu'auparavant ; qu'ils l'aideraient à se remettre en possession du duché d'Urbin et des autres Etats qui s'étaient révoltés ; que pour leur sûreté il ne pourrait obliger les confédérés à se trouver tous en personne dans son armée, mais qu'il n'y en aurait qu'un à la fois ; que le cardinal Orsino ne serait pas non plus tenu de demeurer à Rome, et que l'affaire de Bologne serait réglée par Valentinois, le cardinal Orsino et Pandolphe Petrucci. Après la conclusion de ce traité, Paul Orsino, plus persuadé que jamais de la sincérité du duc de Valentinois, alla trouver ses alliés pour les engager à le ratifier. Le cardinal, vaincu par les assurances de Paul, appuyées des instances de Pandolphe Petrucci, approuva le traité ; Vitellozzo et Jean-Paul Baglione le signèrent enfin, après une longue incertitude causée par la défiance où ils étaient du duc de Valentinois ; le pape le ratifia aussi.

Bentivoglio, considérant qu'il n'était ni sûr ni convenable pour lui que l'affaire de Bologne fût remise à la décision d'autrui, voulut la négocier lui-même. Pour cet effet, il fit partir le protonotaire son fils pour Imola, après que Valentinois lui eût envoyé quelques personnes en otage, et il fit son traité avec le pape et le duc. La chose ne souffrit presque point de difficulté de leur part ; ils ne pouvaient se dissimuler que le roi de France comprendrait enfin qu'il était contre son honneur et ses intérêts de leur abandonner Bologne. Les conditions du traité furent : qu'il y aurait ligue perpétuelle entre le duc de Valentinois, les Bentivoglio et la ville de Bologne ; que les Bolonais prendraient le duc à leur solde avec cent hommes d'armes, pendant huit ans ; qu'en conséquence ils lui paieraient douze mille ducats par an ; qu'ils seraient tenus de lui fournir cent hommes d'armes et cent arbalétriers à cheval, mais pour un an seulement ; que le roi de France et les Florentins s'obligeraient à la garantie du traité ; et que, pour sceller la paix, la sœur de

(1) Cette ville, qui a un évêque suffragant d'Urbin, est aussi nommée *Gobio*.)

l'évêque d'Enna, nièce du pape, épouserait le fils d'Annibal Bentivoglio.

Ces différents traités n'empêchaient pas le duc de Valentinois de presser l'arrivée des troupes françaises et de trois mille Suisses qu'il avait pris à son service, sous prétexte de les employer à reprendre le duché d'Urbin et Camerino. Guy Balde fut effrayé du péril qui le menaçait ; et ne se rendant point aux vives instances de ses sujets qui lui offraient de sacrifier leurs biens et leur vie pour sa défense, il retourna à Venise, ayant fait ruiner auparavant toutes les places fortes de son duché, à l'exception de San-Leo et de Mayolo. Après sa retraite les peuples rentrèrent volontairement sous l'obéissance de Valentinois, dès qu'Antoine de San-Sovino[1], qui fut depuis cardinal, et qui avait été envoyé dans le duché en qualité de commissaire, y eût fait publier une amnistie générale. La ville de Camerino, se voyant abandonnée de Varano, ouvrit aussi ses portes ; celui-ci, effrayé de la marche de Vitellozzo et des autres capitaines de Valentinois, qui après avoir retiré leurs troupes du territoire de Fano s'avançaient vers Camerino, avait pris le parti de s'enfuir dans le royaume de Naples. En même temps le pape fit mettre le siége devant Palombara, que les Savelli avaient reprise aussi bien que Senzano et leurs autres places, à la faveur des mouvemens de la ligue.

Le duc de Valentinois, voulant exécuter les desseins secrets qu'il avait formés, sortit d'Imola pour aller à Césène. Il n'y fut pas plus tôt arrivé que les lances françaises qui l'avaient joint peu de jours auparavant le quittèrent brusquement ; Chaumont, sans aucun ordre de la cour, les avait rappelées, soit à cause d'un démêlé qu'il avait eu avec Valentinois comme le bruit en courut alors, soit que Valentinois lui-même eût concerté la retraite de ces troupes pour ôter toute défiance à ceux qu'il voulait surprendre. Dans cette même vue, il n'était pas fâché qu'on crût que son armée était moins nombreuse qu'elle ne l'était en effet ; afin de le mieux persuader, il avait eu l'adresse de ne pas lever beaucoup de monde à la fois, mais de soudoyer séparément un grand nombre de lanspessades[1] et de gentilshommes.

Tandis qu'il assemblait ses troupes à Césène, Vitellozzo et les Orsini, qui avaient assiégé Sinigaglia par ses ordres, prirent la ville et le château, d'où la femme du préfet de Rome[2], sœur du duc d'Urbin, fut obligée de s'enfuir. Son fils, encore mineur, était sous la protection du roi de France ; mais Louis avait refusé de le secourir, sous prétexte que la mère de ce jeune prince avait adhéré à la ligue de la Magione.

Après la prise de Sinigaglia, le duc de Valentinois s'avança à Fano, et au bout de quelques jours qu'il y demeura pour rassembler toute son armée, il manda à Vitellozzo et aux Orsini que, comme il voulait entrer le lendemain dans Sinigaglia, il était à propos qu'ils fissent sortir leurs troupes de cette ville. Ils exécutèrent cet ordre sur-le-champ, mettant leur infanterie dans les faubourgs et distribuant leurs gendarmes dans le territoire. Le lendemain Paul Orsino, le duc de Gravina, Vitellozzo et Liverot de Fermo, apprenant que Valentinois approchait, allèrent au-devant de lui ; en ayant été reçus avec beaucoup de caresses, ils l'accompagnèrent jusqu'à la porte de la ville, où toute son armée était rangée en bataille. Là ils voulurent prendre congé de lui pour se retirer dans leurs quartiers qui étaient hors de la place, commençant à entrer en défiance à la vue du grand nombre de troupes qui le suivaient ; cette circonstance les surprit d'autant plus qu'ils ne s'y étaient pas attendus. Mais il les pria d'entrer dans la ville, où il avait, disait-il, à conférer avec eux ; ils ne purent le refuser, quoiqu'ils eussent un pressentiment de leur malheur. Ils le suivent donc et entrent dans la maison qu'on lui avait préparée. Après quelques momens d'entretien, il les quitte brusquement sous prétexte d'aller changer d'habit, et fait entrer des soldats qui se saisissent de Vitellozzo et de ses compagnons, dont on désarme en même temps les

(1) Il était né à Monte-San-Sovino, dans le territoire d'Arezzo. Le nom de sa famille était *Ciocco*. Il fut archevêque de Siponte, et Jules II le fit cardinal. Il était oncle de Jean-Marie de Monte-San-Sovino, qui, ayant été fait cardinal par Paul III, présida au concile de Trente, et qui fut élu pape le 17 février 1550 sous le nom de Jules III.

(1) C'étaient autrefois des gendarmes démontés qui servaient dans l'infanterie, et de là sont venus depuis les *Anspesades*.

(2) Sinigaglia dépend du duché d'Urbin ; il y a apparence que cette ville avait été donnée en dot à Jeanne de Montefeltro, femme de Jean de la Rovère, préfet de Rome.

troupes. Le jour suivant, qui fut le dernier de décembre, Valentinois fit étrangler Vitellozzo et Liverot, et retint les deux autres en prison. L'année 1502 fut terminée par cette barbare perfidie.

Vitellozzo ne put échapper au malheureux sort de sa famille[1]. Ses trois frères, qui aussi bien que lui s'étaient distingués à la guerre, avaient fini par une mort violente l'un après l'autre, selon l'ordre de leur naissance. Jean Vitelli l'aîné, qui était au service du pape Innocent VIII, avait été tué d'un coup de canon au siége d'Osimo; Camille, le second, d'un coup de pierre au siége de Ciscelle pour le service des Français; Paul, le troisième, avait eu la tête tranchée à Florence; et Vitellozzo périt comme on vient de le rapporter. A l'égard de Liverot, tout le monde applaudit à sa mort, qu'il avait bien méritée par ses crimes. Ce scélérat, voulant se rendre plus puissant dans Fermo, avait depuis peu assassiné Jean Frangiani, son oncle, et plusieurs autres des principaux habitants de cette ville, dans un repas qu'il leur donnait dans sa maison; ainsi, il était bien juste qu'il pérît par la trahison.

Il n'y eut cette année aucun autre événement qui mérite de tenir ici sa place, si ce n'est que Ludovic et Frédéric Pic, de la famille des comtes de la Mirandole, qui avaient été chassés par Jean-François, leur frère aîné, parce qu'ils prétendaient avoir autant de droit que lui à cet Etat, l'en chassèrent à leur tour par le secours du duc de Ferrare, leur oncle maternel[2], et par celui de Jean-Jacques Trivulce, beau-père de Ludovic[3]. Cette affaire n'aurait pas été fort considérable par elle-même, si la division de ces frères n'eût eu des suites plus dignes de remarque[4].

(1) Les Vitelli étaient fils de Nicolas Vitelli, homme courageux et savant, chef de la faction guelfe dans la ville de Città-di-Castello. Il chassa et tua ensuite Giustino, chef de la faction gibeline, son ennemi, et s'empara par ce moyen de la souveraineté de cette ville. (*Paul Jove, lib.* 4.)

(2) Blanche-Marie d'Est, leur mère, était sœur du duc de Ferrare.

(3) Ludovic avait épousé Françoise, fille naturelle de Trivulce.

(4) Galiot Pic, fils de Ludovic, assassina Jean-François, son oncle, et Albert, fils de Jean; ensuite il se rendit maître de l'Etat de la Mirandole, et le laissa à sa postérité. Jean-François était homme de mérite et fort savant.

CHAPITRE V.

Les Orsini prisonniers du pape. Mort du cardinal Orsino. Paul et le duc de Gravina étranglés. Les Siennois exilent Pandolfe Petrucci. Le roi de France se méfie de Valentinois. Guerre du pape Alexandre contre les Orsini. Pandolfe est rappelé à Sienne. Mort du comte de Gajazzo. Barlette assiégée par les Français. On les repousse et Palissa est fait prisonnier. Combat entre treize Italiens et treize Français. Victoire des Italiens. Paix entre le roi de France et le roi d'Espagne. Gonzalve refuse les conditions de la paix. Déroute des Français à Seminara et à Cerignola. Mort du duc de Nemours. Gonzalve entre à Naples.

L'année 1503, qui fut marquée par un plus grand nombre d'événements considérables et de malheurs que les précédentes, commença par un trait de perfidie et de cruauté de la part du chef de la religion, ignorant alors ce qui devait lui arriver cette année même. Le duc de Valentinois dépêcha promptement vers le pape pour lui faire savoir, comme ils en étaient convenus, l'heureux succès qu'avait eu sa trahison à Sinigaglia. Alexandre, tenant cette nouvelle fort secrète et ayant pris ses mesures pour qu'elle ne pénétrât point dans Rome, manda aussitôt le cardinal Orsino au Vatican, sous prétexte d'affaires. Ce cardinal, rassuré par le traité et comptant sur la foi du plus infidèle de tous les hommes, entraîné d'ailleurs par sa destinée, s'était rendu à cette ville quelques jours auparavant. Dès qu'il fut arrivé au palais on se saisit de sa personne; dans le même temps on arrêta dans leurs maisons Renaud Orsino[1], archevêque de Florence, le protonotaire Orsino[2], l'abbé d'Alviano, frère de Barthélemy, et Jacques de Santa-Croce, gentilhomme romain, qui furent conduits au château Saint-Ange. Le pape envoya ensuite le prince de Squillacci, son fils, prendre possession des places de Paul Orsino et des autres de cette maison. Il le fit accompagner par le protonotaire et par Jacques de Santa-Croce, pour les lui faire remettre; après quoi ceux-ci furent remis en prison.

Le pape mit en œuvre une finesse espagnole pour colorer la conduite de Valentinois à l'égard de Paul Orsino et de ses compagnons; il dit qu'ils avaient manqué les premiers à leur parole, parce qu'au préjudice du traité, qui

(1) Il avait été pourvu de cet archevêché par Sixte IV, en 1474, et le posséda jusqu'en 1508.

(2) Il y a toute apparence que c'était Robert Orsino, fils de Paul, dont il sera parlé dans la suite.

portait qu'il n'y aurait qu'un d'eux à la fois dans son armée, ils y étaient venus tous ensemble, infraction qui l'avait autorisé à les faire arrêter. Il excusait par d'aussi mauvaises raisons l'emprisonnement d'un cardinal blanchi dans la pourpre et respectable par son âge et son grand crédit. Ce cardinal mourut au bout de vingt jours de prison, après qu'on eut fait courir le bruit qu'il était malade; tout le monde fut persuadé qu'il avait été empoisonné. Pour tâcher de détruire cette opinion, le pape, quoique d'ordinaire peu sensible aux bruits qui se répandaient à sa honte, voulut qu'il fût porté en terre pendant le jour, le visage découvert, et que tous les cardinaux et les domestiques du mort accompagnassent la pompe funèbre; ensuite on rendit la liberté aux autres prisonniers qui donnèrent caution de se représenter toutes les fois qu'on l'exigerait.

Le duc de Valentinois, ne voulant pas perdre le fruit de son crime, partit en diligence de Sinigaglia, et se rendit à Città-di-Castello qu'il trouva abandonnée par le reste de la famille des Vitelli qui avait pris la fuite à la nouvelle du malheur de Vitellozzo. Ensuite il marcha vers Pérouse pour y surprendre Jean-Paul Baglione, reservé à un plus grand supplice[1]; mais celui-ci, que la défiance avait empêché de suivre les autres à Sinigaglia, se mit à couvert par la fuite. Valentinois remit ces deux villes sous la domination du Saint-Siége, et il rétablit dans Pérouse Charles Baglione, les Oddi et les autres ennemis de Jean-Paul.

Il aurait bien voulu s'emparer de Sienne à la faveur d'une si belle occasion; c'est pourquoi il s'avança, suivi de quelques bannis de cette ville, à Castel-della-Pieve avec son armée, qui était grossie des troupes de Bentivoglio; ayant appris en cet endroit que le cardinal Orsino était arrêté, il fit étrangler Paul Orsino et le duc de Gravina. Ensuite il envoya des ambassadeurs aux Siennois pour les engager à chasser Pandolphe Petrucci, parce qu'il était son ennemi et l'auteur des troubles de la Toscane; après quoi il promettait de se retirer avec son armée dans le territoire de Rome, sans faire le moindre ravage dans leur État. D'un autre côté le pape et lui, brûlant d'envelopper Pandolphe dans le malheur de ses alliés, n'oubliaient rien pour le rassurer, afin de le surprendre comme les autres; dans cette vue ils lui écrivaient dans les termes les plus obligeants, et le faisaient assurer chaque jour d'une entière affection et de leur bonne volonté à son égard. Mais la méfiance des Siennois était un grand obstacle au dessein de Valentinois; ils craignaient que cette conduite du père et du fils ne tendît qu'à s'emparer de Sienne, après l'exil de Pandolphe. Les ennemis même de celui-ci préféraient la tyrannie d'un de leurs citoyens à une domination étrangère; ainsi l'on ne donna d'abord à Borgia aucune espérance contraire à Pandolphe.

Valentinois, qui feignait toujours de n'avoir d'autre dessein que de faire bannir son ennemi, pénétra dans le territoire de Sienne. Déjà Chiusi et les places circonvoisines avaient composé avec lui; Pienza lui ouvrit encore ses portes. Ces progrès excitèrent de grands mouvements à Sienne; le peuple et même quelques-uns des premiers citoyens commençaient à murmurer, n'approuvant pas que toute la ville fût exposée à un si grand péril pour les intérêts d'un seul homme. Alors Pandolphe prit le parti de s'exiler lui-même et voulut se faire un mérite de ce qu'il prévoyait qu'il serait à la fin forcé de faire avec plus de péril pour sa patrie et pour lui-même; c'est pourquoi les Siennois envoyèrent des députés à Valentinois pour lui déclarer qu'ils étaient prêts de lui accorder sa demande, pourvu que de son côté il exécutât ses promesses.

Quoique le pape et son fils eussent formé de plus grands desseins, voyant cependant qu'il leur serait difficile de se rendre maîtres d'une ville si considérable et si bien située, ils acceptèrent ces offres; d'ailleurs Jean-Paul Baglione et plusieurs autres capitaines s'étaient renfermés dans Sienne, et le tyran devait craindre que ses habitants ne se réunissent pour lui résister lorsqu'ils verraient qu'il ne se bornait pas à l'exil de Pandolphe.

D'un autre côté le pape, alarmé des mouvements qui s'élevaient du côté de Rome, jugea qu'il importait à sa sûreté que Valentinois s'y rendît avec ses troupes. Jules Orsino et quelques autres seigneurs de la même maison s'étaient jetés dans Pitigliano; Fabio et Organtin Orsini défendaient Cervetri avec une nombreuse cavalerie; enfin Mutio Colonna avait

[1] Léon X le fit décapiter dans la suite.

quitté le royaume de Naples pour se rendre à Palombara, afin de seconder les Savelli qui avaient formé une nouvelle ligue avec la maison des Orsini. Mais le pape et son fils, retenus par des considérations encore plus fortes, jugèrent à propos de remettre à un autre temps leurs desseins sur la ville de Sienne; ils comprirent que le roi de France, qui n'aurait pas été fâché de voir humilier Vitellozzo et les autres confédérés, n'approuverait pas qu'on les eût fait périr, et que, jaloux de la conquête de tant d'États, il s'opposerait sans doute à de si vastes projets; d'ailleurs la ville de Sienne, qui relevait de l'empire et non du Saint-Siége, était sous la protection de Louis. Ils se flattèrent néanmoins qu'après la retraite de Pandolphe il pourrait se présenter des occasions de soumettre cette ville à la faveur de la confusion et du trouble qui allaient se glisser dans la ville et dans le gouvernement.

Pandolphe sortit enfin de Sienne, dont il ne changea point la garnison. Il y laissa même son autorité à ses amis et à ses partisans, en sorte qu'on ne s'aperçut pas qu'il fût exilé. De son côté le duc de Valentinois marcha vers Rome pour faire la guerre aux Orsini; ils s'étaient emparés du pont Lamentane, et, soutenus par les Savelli, leurs partis occupaient tout ce pays; mais l'arrivée du duc arrêta leurs progrès. Il attaqua d'abord les places de Jean Jourdain[1], dont il n'avait néanmoins aucun sujet de se plaindre. Non-seulement Jourdain était sous la protection du roi de France qui l'avait honoré du collier de l'ordre de Saint-Michel, mais il était encore à la solde de ce prince, au service duquel il faisait la guerre dans le royaume de Naples. Le pape crut justifier une démarche si hardie en faisant entendre au roi qu'elle n'avait pas pour motif la cupidité ni l'envie de s'approprier les biens de ce seigneur, mais que la maison des Orsini ayant porté les choses à la dernière extrémité, c'eût été mettre Rome en danger que de laisser entre leurs mains un État si voisin de cette ville; enfin il offrit de donner en échange la principauté de Squillacci et d'autres terres équivalentes.

Mais ces excuses artificieuses ne satisfirent pas le roi, et il ressentit vivement cette insulte. Ce n'est pas qu'il voulût dans cette occasion soutenir avec plus de vigueur qu'il ne l'avait fait auparavant les droits de sa protection; mais ses affaires n'étant plus si florissantes dans le royaume de Naples, il craignit que l'audace et l'insolence de ces deux ambitieux ne se portât à de plus grands excès. Cette entreprise lui rappela les précédentes, celle de l'année dernière en Toscane, et la tentative encore plus récente sur la ville de Sienne; il remarqua que sa bonté ne pourrait jamais satisfaire leur insatiable cupidité, que ses bienfaits avaient augmenté leur avidité, et que ce qu'il leur accorderait dans la suite ne servirait qu'à l'accroître de nouveau. Il ordonna donc en maître au duc de Valentinois de sortir des États de Jean Jourdain, qui de son côté pénétra dans Bracciano par des chemins détournés à travers mille dangers.

Le roi donna ensuite les ordres nécessaires pour maintenir son autorité dans la Toscane; et ayant été averti que la haine des factions pourrait y exciter une guerre intestine, il jugea à propos, suivant le conseil des Florentins, d'y rétablir Pandolphe Petrucci qui s'était retiré à Pise. Il forma aussi le projet d'engager les Florentins, les Siennois et les Bolonais dans une ligue défensive, pour empêcher le pape et le duc de Valentinois de s'agrandir en Toscane; son dessein était encore de faire rendre Montepulciano aux Florentins, afin de les réconcilier sincèrement avec les Siennois.

Cependant le duc de Valentinois s'était emparé de Vicovaro, où Jean Jourdain avait mis une garnison de six cents hommes d'infanterie, et il se préparait à faire le siége de Bracciano. Les ordres du roi étant alors arrivés, il fut obligé d'abandonner ce dessein. Valentinois et son père en conçurent un violent dépit, dont Ceré, ville appartenant à Jean Orsino, qui y était avec Renzo son fils[1], Jules et Franciot Orsini, ressentit l'effet. En même temps le pape faisait faire le procès à tous les seigneurs de cette maison, mais sans oser y comprendre Jean Jourdain qui était sous la protection du roi de France, ni le comte de Pitigliano qui était sous celle des Vénitiens.

Ceré, ville fort ancienne et que sa situation a rendue célèbre, est bâtie sur un rocher. Les

(1) Il était fils aîné de Virginio Orsino.

(1) Ce nom est un abrégé de *Lorenso*, c'est-à-dire Laurent.

Romains, défaits par les Gaulois sur la rivière d'Allia, aujourd'hui nommée Caminate[1], et désespérant de pouvoir défendre Rome, envoyèrent dans Ceré, comme dans une retraite sûre, les Vestales, certaines images des dieux et tout ce qu'ils avaient de plus saint et de plus sacré. La situation de cette ville lui fit encore braver la fureur des nations barbares qui inondèrent l'Italie dans la décadence de l'empire romain. Ainsi le siége d'une place si bien fortifiée, et défendue d'ailleurs par un grand nombre de braves soldats, ne pouvait être que fort difficile. Aussi Valentinois ne négligea-t-il rien pour ne pas échouer dans cette grande entreprise, et il mit en usage tout ce que l'industrie et le génie peuvent fournir de machines dans l'attaque des places.

Pendant ce siége, François de Narni se rendit à Sienne de la part du roi, pour y déclarer que ce prince voulait le rétablissement de Pandolphe. Mais avant de faire cette démarche en sa faveur, on s'était assuré de son attachement, et on lui avait fait promettre d'envoyer son fils aîné en France, pour y servir d'otage de sa fidélité; il s'était encore engagé de payer le restant des quarante mille ducats stipulés par le précédent traité, et de faire rendre Montepulciano aux Florentins. Le retour de Pandolphe à Sienne souffrit peu de difficultés; outre l'impression que les ordres et l'autorité du roi firent sur les esprits, les Florentins appuyèrent secrètement la proposition de son retour, et les dispositions favorables de plusieurs Siennois dévoués à ses intérêts levèrent tous les obstacles; ces derniers se mirent sous les armes pendant la nuit qui précéda le jour destiné à son entrée dans la ville, pour arrêter les entreprises du parti contraire.

Cette nouvelle donna beaucoup de chagrin au pape, à qui d'ailleurs le sort des armes était très favorable. Il était maître de Palombara et avait pris toutes les autres places des Savelli. Ceré, pressée nuit et jour avec une extrême activité, avait enfin succombé sous les efforts du duc de Valentinois, après plusieurs assauts; elle s'était rendue à condition qu'on paierait une certaine somme à Jean Orsino qui en était seigneur, et qu'il pourrait se retirer à Pitigliano avec les capitaines qui l'accompagnaient. Le pape, contre sa coutume et l'opinion de tout le monde, avait observé fidèlement cette capitulation.

Dès le commencement de cette année on avait pu remarquer que la prospérité des Français commençait à diminuer dans le royaume de Naples. Pendant que le comte de Melito assiégeait Terra-Nuova avec les troupes des princes de Salerne et de Bisignano, Hugues de Cardonne passa de Messine en Calabre avec huit cents hommes d'infanterie espagnole qui avaient servi sous le duc de Valentinois, et qu'il avait ramenés de Rome; Cardonne ayant joint à ce premier corps cent chevaux et huit cents autres fantassins, partie Siciliens et partie Calabrois, s'avança pour secourir Terra-Nuova. Le comte de Melito en ayant eu avis leva le siége pour aller au-devant de lui. Les Espagnols venaient par un chemin étroit entre la montagne et un ruisseau presque à sec, mais bordé d'une chaussée élevée le long du chemin. Melito, dont les troupes étaient plus nombreuses, tâcha de les attirer de l'autre côté du ruisseau où le terrain est plus étendu, mais il ne put y réussir; voyant donc que les ennemis marchaient en bon ordre et serrés, et craignant qu'ils ne gagnassent Terra-Nuova, il prit le parti de passer le ruisseau pour les charger. La valeur de ces troupes espagnoles, plus aguerries que celles de Melito, et l'avantage que la chaussée leur donnait, firent déclarer la victoire pour elles et le comte fut défait.

Peu de temps après il débarqua à Messine deux cents hommes d'armes, deux mille autres chevaux et deux mille hommes d'infanterie sous les ordres de Manuel de Benavidez; le fameux Antoine de Leve, qui de simple soldat parvint dans la suite au commandement par tous les degrés militaires, et qui remporta tant de victoires en Italie, servait dans ces troupes. Elles passèrent de Messine à Reggio, que les Espagnols avaient pris depuis peu dans le temps que d'Aubigny attaquait d'un autre côté la Calabre, dont il s'était déjà presque entièrement emparé. Elles allèrent ensuite camper à Losarno, à cinq milles de la ville de Calimera, où d'Ambricourt avec trente lances, et le comte de Melito suivi de mille hommes de pied, étaient entrés deux jours auparavant. Le lendemain, à la pointe du jour, les Espagnols se présentèrent devant cette place qui était sans portes,

(1) Elle est aussi nommée l'*Aja;* ce n'est qu'un torrent.

et dont une simple barricade défendait l'entrée; ils l'emportèrent au second assaut, malgré toute la résistance de ses défenseurs. Le capitaine Esprit y fut tué et d'Ambricourt fait prisonnier; mais le comte de Melito, qui s'était retiré dans la citadelle, se sauva à la faveur de la retraite des Espagnols. Ceux-ci, ayant appris que d'Aubigny s'avançait avec trois cents lances, trois mille hommes d'infanterie étrangère et deux mille hommes de la milice du pays, marchèrent promptement vers Terra-Nuova. Le général français se posta au château de Pollistrine, assez près des Espagnols qui manquaient déjà de vivres, et qui, redoutant la proximité d'un ennemi supérieur en forces, décampèrent pendant la nuit pour se retirer à Gierace. D'Aubigny les poursuivit jusqu'au pied d'une montagne fort rude et leur tua soixante hommes d'armes et beaucoup d'infanterie. Du côté des Français, Grugny [1], officier fort estimé des siens, s'étant trop avancé, périt par sa témérité; il commandait la compagnie du comte de Gajazzo, mort[2] peu de temps après la prise de Capoue.

Une autre escadre amena encore d'Espagne en Sicile deux cents hommes d'armes, deux cents chevau-légers et deux mille hommes de pied sous la conduite de Portocarrero; ce seigneur[3] étant mort sur ces entrefaites à Reggio, où il était passé, le commandement de ces troupes roula sur don Fernand d'Andrada, son lieutenant. Les Espagnols qui s'étaient retirés à Gierace, encouragés par ce nouveau renfort, retournèrent à Terra-Nuova, et ils se retranchèrent dans la partie de la ville contiguë à la forteresse, dont ils étaient les maîtres. D'Aubigny partit aussitôt de Pollistrine, et vint occuper le reste de la place; les uns et les autres firent des barricades et se retranchèrent; mais d'Aubigny, ayant appris que les Espagnols nouvellement débarqués à Reggio venaient joindre ceux qu'il avait en tête, fit retraite à Losarno, et les Espagnols, s'étant réunis, allèrent ensemble se poster à Seminara, où il leur était plus facile d'avoir des vivres.

Cependant le vice-roi, s'étant rendu une seconde fois devant les murs de Barlette, choisit son camp à Matera, et distribua ses troupes aux environs de la place, pour empêcher qu'il n'y entrât des vivres; il comptait que la peste et la famine forceraient les Espagnols d'en sortir, et qu'ils ne pourraient se retirer à Trani où la disette et la contagion se faisaient également sentir; mais, animés par Gonzalve, ils eurent le courage et la constance de supporter de si cruelles extrémités. Tantôt ce brave officier leur faisait espérer un prompt secours de deux mille Allemands qu'il avait envoyé soudoyer par Octavian Colonna; il les flattait tantôt d'un autre secours, ou leur insinuait que dans un besoin pressant, et si l'on ne pouvait mieux faire, il se retirerait à Tarente par mer; mais ce qui frappa davantage les soldats, fut l'exemple du commandant, exposé comme eux à la faim et réduit à manquer des choses les plus nécessaires.

Telle était la situation des affaires, lorsque la négligence des Français et leur licence commencèrent à faire passer du côté de Gonzalve la supériorité qu'ils avaient eue jusqu'alors. Les habitants de Castellaneta ne pouvant plus souffrir les violences de cinquante lances françaises qui y étaient en quartier, coururent tumultuairement aux armes et leur enlevèrent leurs bagages. Peu de jours après, Gonzalve ayant eu avis que la Palice[1] qui était dans Rubos, ville située à douze milles de Barlette, avec cent lances et trois cents fantassins, ne se tenait pas sur ses gardes, part une nuit de Barlette, arrive à la vue de Rubos, fait braquer à la hâte une batterie de quelques pièces de campagne qu'il avait amenées facilement par un chemin uni, et foudroie la place avec tant d'impétuosité que les Français épouvantés d'un assaut si peu attendu se rendent à discrétion. La Palice fut fait prisonnier avec toutes les troupes qu'il commandait, et le vainqueur retourna à Barlette sans aucun obstacle, ni de la part de Nemours qui était à Canosa depuis quelques jours, ni de celle de ses troupes; elles étaient dispersées en plu-

(1) Le père Daniel le nomme Claude de Grigny.

(2) A Naples le 7 septembre 1502.

(3) Il se nommait Louis.

(1) Jacques de Chabane, deuxième du nom, seigneur de la Palice, fils de Geoffroy de Chabane et de Charlotte de Pric. Il fut un des plus grands capitaines de son temps; sa bonne mine était relevée par beaucoup d'esprit et de politesse. Louis XII le fit grand-maître de France en 1511; mais François I, voulant donner cette place à Artus de Gouffiér qui avait été son gouverneur, la Palice en donna sa démission en 1515, et il fut fait maréchal de France. Il fut pris à la bataille de Pavie par un capitaine espagnol, et brutalement tué de sang-froid par un autre en 1525.

sieurs endroits, soit pour serrer Barlette par plus d'endroits, soit peut-être pour avoir plus facilement des vivres ; ainsi, éloignées les unes des autres, elles ne purent se rassembler assez tôt pour attaquer Gonzalve. D'un autre côté cinquante lances françaises détachées pour surprendre un convoi d'argent qu'on conduisait de Trani à Barlette, furent taillées en pièces par l'escorte.

Ces mauvais succès furent suivis d'un autre désavantage qui humilia l'audace des Français, et d'autant plus accablant qu'ils ne purent l'attribuer à la malignité de la fortune, et que la valeur seule de leurs ennemis y eut part. Un trompette[1] ayant été envoyé à Barlette pour traiter de la rançon de quelques-uns des prisonniers de Rubos, des gendarmes italiens parlèrent des Français avec mépris en sa présence ; ces discours ayant été rapportés par le trompette, les Français rabaissèrent à leur tour la valeur italienne, et les esprits s'échauffèrent de part et d'autre à un point que, pour décider cette querelle, on convint d'un combat entre treize hommes d'armes français et un pareil nombre d'Italiens.

Le champ de bataille fut choisi dans une campagne entre Barlette, Andria et Quadrato ; les combattants devaient s'y rendre accompagnés d'un certain nombre des leurs ; mais pour éviter toute surprise, les deux généraux voulurent les conduire jusqu'à la moitié du chemin avec la plus grande partie de leurs troupes. Ils les exhortèrent, en marchant, à répondre par leur courage à l'honneur du choix qu'on avait fait de leurs personnes, et à justifier l'opinion qu'on avait de leur bravoure, puisqu'on avait comme déposé unanimement entre leurs mains la gloire de deux nations si nobles et si illustres.

Le vice-roi rappelait aux siens la lâcheté de leurs ennemis que le seul nom français avait toujours glacé de crainte, et à la vue desquels les rois de France avaient toujours pénétré jusqu'au fond de l'Italie sans trouver la moindre résistance ; que la solde des Espagnols n'avait pas inspiré à ces Italiens le courage qui leur manquait auparavant ; qu'ils pouvaient tout au plus s'être dressés aux ruses de la guerre, et n'avaient sans doute appris de leurs nouveaux maîtres qu'à demeurer tranquilles spectateurs des dangers où les autres s'exposaient pour eux ; que les armes leur tomberaient des mains quand ils se verraient sur le point de combattre un ennemi toujours vainqueur ; ou que si la crainte du déshonneur les forçait à ne pas fuir, ils n'opposeraient qu'une faible résistance à la valeur française et connaîtraient enfin que les bravades espagnoles sont un faible rempart contre le véritable courage.

Gonzalve, de son côté, faisait ressouvenir les Italiens des vertus de leur nation qui avait autrefois subjugué le monde entier : « Qu'il était en leur pouvoir d'en rétablir la gloire et de convaincre la terre entière que si depuis quelques années des armées étrangères avaient ravagé impunément l'Italie, elles ne devaient leurs succès qu'à l'imprudence des princes de ce malheureux pays, que l'ambition avait désunis et qui, conspirant à leur ruine mutuelle, avaient appelé les Ultramontains à leur secours ; que les seuls conseils et les armes des Italiens ou l'effort de l'artillerie, dont la nouveauté avait frappé l'Italie, avaient, plutôt que la valeur, donné tant de victoires aux Français ; que l'occasion s'offrait aujourd'hui de montrer ce qu'ils étaient en présence des plus célèbres nations de la chrétienté et sous les yeux de tant de noblesse espagnole et italienne qui conspiraient l'une et l'autre à faire des vœux pour leur victoire ; qu'ils songeassent que, formés par les plus grands capitaines d'Italie, nourris dès l'enfance dans l'exercice des armes, ils avaient chacun en particulier signalé leur courage en différentes rencontres ; qu'enfin le ciel leur offrait une occasion favorable de s'immortaliser, en devenant les restaurateurs de l'honneur de l'Italie ; mais surtout qu'ils ne perdissent point de vue que leur défaite allait condamner la patrie à une honte et à un esclavage éternel. »

[1] Brantôme rapporte ce combat tout différemment dans la vie de Jacques de Savoie, duc de Nemours. Il dit qu'il se donna entre treize Français, dont étaient le chevalier Bayard et M. d'Orose, de la maison d'Urfé, et treize Espagnols dont il ne nomme que Diego de Bissaigne. Il accuse ceux-ci de supercherie, en ce qu'ils ne s'attachèrent qu'à tuer les chevaux, ce qui fit que tous les Français furent démontés, à l'exception de Bayard et d'Orose, qui, malgré l'inégalité, ne laissèrent pas de maltraiter les Espagnols ; et il prétend que, la nuit étant survenue, le combat demeura indécis, suivant la condition dont on était convenu auparavant. Il ajoute qu'il a appris ce *conte* (c'est ainsi qu'il en parle) du vieux roman de M. de Bayard.

Les officiers et les soldats de l'une et de l'autre armée joignaient aussi leurs voix à celles de leurs généraux, et ils exhortaient chacun des combattants en particulier à soutenir dans une occasion si éclatante leur propre gloire et celle de leur nation.

Pleins de courage et d'ardeur, ces fiers rivaux entrent dans le champ destiné au combat. Dès que le signal est donné, ils partent avec impétuosité et brisent leurs lances sans aucun avantage de part et d'autre. Irrités de leur résistance mutuelle, ils fondent l'épée à la main les uns sur les autres : valeur, force, adresse, tout est mis en usage ; les spectateurs approuvent le choix qu'on a fait de ces braves, dignes de la cause qu'ils soutiennent. Le combat durait depuis long-temps sans que la victoire parût se déclarer ; la terre était jonchée d'éclats de lances et d'épées et couverte du sang des blessés ; ce grand spectacle était regardé en silence par les assistants avec une attention mêlée de crainte et d'espérance, lorsque Guillaume Albimonte, Italien, fut renversé de son cheval par un Français. Le vainqueur vole à son ennemi pour achever sa victoire, et il est lui-même surpris et tué par François Salomone. Aussitôt Albimonte se joint à son libérateur et à Miale qui, ayant été blessé et porté par terre, s'était aussi relevé ; ils s'arment d'épieux qu'ils avaient apportés à dessein et se jettent sur les chevaux des Français, dont ils tuent la plus grande partie. Ces derniers ainsi démontés, se trouvant inférieurs aux Italiens restés à cheval, sont forcés de se rendre prisonniers.

Les vainqueurs furent reçus avec une joie extraordinaire des leurs, et ensuite par Gonzalve qui les attendait à moitié chemin et qui leur fit des caresses et des honneurs infinis. Chacun les remerciait comme les restaurateurs de la gloire de l'Italie, et ils entrèrent en triomphe à Barlette, précédés de leurs prisonniers, au bruit des trompettes, des tambours, de l'artillerie et des acclamations de toute l'armée. Ces braves combattants, qui méritent qu'on fasse passer leurs noms à la postérité, étaient Hector Fieramosca, de Capoue ; Jean Capoccio, Jean Bracalone et Hector Giovedale, de Rome ; Marc Carellario, de Naples ; Mariano, de Sarni ; Romanello, de Forli ; Ludovic Aminale, de Terni ; François Salomone et Guillaume Albimonte, Siciliens ; Miale, de Troya, Riccio et Fanfulla, de Parme.

On ne saurait imaginer l'effet que produisit cet événement, combien il abattit le courage des Français, et combien au contraire il releva celui des Espagnols, les uns et les autres augurant du succès de la guerre par celui de ce combat particulier.

Pendant ce temps-là les Suisses donnaient de l'occupation au roi de France dans le duché de Milan. Toute la nation n'entra pas d'abord dans cette guerre entreprise seulement par les cantons qui s'étaient emparés de Belinzone. Pour obliger le roi à leur céder la propriété de cette ville, ils attaquèrent Lucherna et la Murata qui en est voisine ; la Murata est une longue muraille bâtie le long du lac Majeur, pour empêcher qu'on ne descende des montagnes dans la plaine, et qui n'a qu'une seule porte. Les Suisses ne vinrent pas d'abord à bout de forcer ce passage que les Français défendirent avec beaucoup de valeur. Chaumont, qui s'était posté à Varèse et à Galera, comptait avoir assez de troupes pour repousser les ennemis. Mais enfin, après plusieurs tentatives inutiles, les Suisses, ayant reçu un renfort de Grisons, trouvèrent le moyen de grimper sur une montagne fort escarpée qui commande à la muraille, et de là ils obligèrent ceux qui la gardaient à se retirer ; ensuite ils s'emparèrent du bourg de Lucherna, dont ils ne purent néanmoins prendre le fort. Leur nombre s'augmentait tous les jours, et les autres cantons[1], malgré la parole qu'ils avaient donnée au roi de lui envoyer des troupes en conséquence d'un traité fait avec lui, vinrent au secours des trois premiers, sous prétexte qu'ils ne pouvaient se dispenser d'aider leurs compatriotes et qu'ils y étaient obligés par leurs anciennes confédérations, antérieures à tous les engagements qu'ils avaient pu contracter depuis avec les étrangers.

Ils étaient déjà au nombre de quinze mille devant la forteresse de Lucherna, que le général français ne pouvait secourir à cause de la difficulté des passages, trop étroits et trop bien gardés ; cependant ils pillaient le pays aux environs, et sur le refus que le gouverneur de Musocco, place appartenant à Jean-Jacques Trivulce, fit de leur prêter de l'artillerie pour

(1) Il n'y avait alors que douze cantons : celui d'Appenzel ne se forma et ne s'unit aux autres qu'en 1513.

battre Lucherna, ils saccagèrent Musocco, mais ils ne purent prendre le château parce qu'il était trop bien fortifié.

Les Français, sentant la conséquence de cette entreprise, rassemblèrent toutes les forces qu'ils avaient dans la Lombardie et ils y joignirent les secours de Bologne, de Ferrare et de Mantoue. Ils sommèrent en même temps les Vénitiens d'envoyer les troupes qu'ils étaient tenus de fournir pour la défense du duché de Milan ; le sénat y consentit, mais ces secours furent si tardifs qu'on ne put s'en servir. Chaumont, après avoir bien pourvu les forts situés dans les montagnes, campait dans la plaine, se flattant que les Suisses qui n'avaient ni cavalerie ni canon n'oseraient y descendre, et qu'enfin lassés de rester dans ces montagnes sans vivres, sans argent et sans espérance de pouvoir réussir dans aucune entreprise importante, ils prendraient le parti de la retraite. Il ne fut pas trompé dans son attente ; les Suisses se trouvèrent réduits à une extrême disette de vivres ; les Français coulèrent à fond les barques qui leur en portaient et fermèrent absolument le passage. D'ailleurs la division se glissa parmi eux, parce qu'au fond cette entreprise ne regardait que les cantons qui s'étaient emparés de Belinzone ; enfin plusieurs de leurs capitaines se laissèrent gagner par l'argent de France. Ils prirent donc le parti de se retirer et de rendre tout ce qu'ils avaient pris, à l'exception de Musocco qui n'appartenait pas au roi, moyennant quoi ce prince leur promit de ne point attaquer Belinzone, du moins jusqu'à un certain temps.

Les Français étaient bien éloignés de se brouiller avec cette belliqueuse nation, mais surtout dans les conjonctures présentes où ils étaient en guerre avec le roi d'Espagne, à la veille d'avoir l'empereur pour ennemi et dans une grande défiance des Vénitiens. Ils ne rougissaient pas même d'acheter l'amitié des Suisses en faisant non-seulement des pensions à tout le corps helvétique, mais encore à plusieurs de ses principaux membres, et de signer des traités déshonorants. Ils n'étaient si faciles que par la connaissance qu'ils avaient du peu de courage de leur infanterie, et qu'ils n'ignoraient pas d'ailleurs combien il est désavantageux de faire la guerre à des gens qui n'ont rien à perdre.

Le roi de France, n'ayant plus rien à craindre de la part des Suisses, avait tout lieu de se flatter que la guerre de Naples ne durerait pas long-temps. Il y avait eu, mais inutilement, diverses négociations pour la paix entre les deux rois. Enfin l'archiduc voulut retourner par terre en Flandre, malgré les prières de Ferdinand et d'Isabelle, et il en obtint les pouvoirs nécessaires pour faire la paix, qu'il désirait avec ardeur et à laquelle il s'était efforcé de les disposer ; mais il avait avec lui deux ambassadeurs espagnols sans lesquels il ne voulait rien conclure.

On ne peut exprimer la magnificence et les honneurs avec lesquels il fut reçu par toute la France ; on prodigua les présents à ceux qui avaient quelque part dans sa faveur, parce que le roi ne souhaitait rien tant que de se le rendre favorable dans le traité de paix et de se concilier pour toujours l'amitié d'un jeune prince à qui les couronnes de l'empire et d'Espagne étaient destinées. Philippe répondit à cet accueil par un procédé noble et digne d'un roi ; outre que Louis lui avait donné pour sûreté sa parole royale, on avait envoyé en Flandre quelques seigneurs pour y demeurer en otages jusqu'à ce qu'il y fût arrivé ; mais à peine fut-il entré en France que, pour marquer une entière confiance au roi, il ordonna de les renvoyer.

Ces témoignages réciproques de franchise et d'amitié furent suivis d'une heureuse négociation ; car, peu de jours après, ces deux princes conclurent la paix à Blois[1]. Les conditions furent : que par rapport au royaume de Naples on s'en tiendrait au traité de partage, mais que les pays qui avaient occasionné la guerre seraient déposés entre les mains de l'archiduc ; que Charles son fils, et Claude, fille du roi, dont le mariage déjà proposé demeurait arrêté, prendraient actuellement les titres de *roi et reine de Naples*, et de *duc et duchesse de la Pouille et de Calabre ;* que la portion du roi d'Espagne serait gouvernée par l'archiduc et celle du roi de France par qui bon lui semblerait ; mais l'une et l'autre au nom des deux futurs époux, à qui Louis abandonnerait pour la dot de la princesse ce qu'il possédait dans le royaume de Naples.

Ce traité fut solennellement juré dans l'église

(1) Tous nos auteurs placent l'entrevue et le traité à Lyon. Il fut conclu le 5 avril.

cathédrale de Blois, par le roi et l'archiduc qui représentait les rois d'Espagne. Si cette paix avait eu lieu, elle ne pouvait manquer d'avoir de grandes suites; car outre qu'elle eût mis fin à la guerre dans le royaume de Naples, elle aurait sans doute été suivie de la réconciliation de l'empereur avec la France; en ce cas on n'aurait pas manqué d'inquiéter les Vénitiens, et le pape, suspect à tout le monde et généralement décrié, aurait eu à craindre qu'on n'assemblât un concile ou qu'on n'employât toutes sortes de moyens pour abaisser sa puissance.

Le roi et Philippe dépêchèrent aussitôt des courriers dans le royaume de Naples pour y porter la nouvelle de la paix, et pour ordonner aux deux généraux de cesser tous actes d'hostilité en attendant la ratification des rois d'Espagne. Le vice-roi français était prêt à obéir aux ordres de son maître; mais Gonzalve, soit qu'il se flattât d'une victoire certaine, soit qu'il ne crût pas devoir s'en rapporter aux seuls ordres de l'archiduc, répondit qu'il continuerait la guerre jusqu'à ce qu'il eût reçu de semblables ordres de la part de ses maîtres.

Ce refus de Gonzalve était fondé sur ce que le roi de France, se flattant d'une paix prochaine, avait interrompu ses préparatifs et même contremandé trois mille hommes d'infanterie qui avaient ordre de s'embarquer à Gênes pour le royaume de Naples; il avait aussi suspendu la marche de trois cents lances que Percy devait y conduire; au contraire les deux mille lansquenets que l'empereur avait permis à Gonzalve de lever en Allemagne s'étant embarqués à Trieste, étaient arrivés à Barlette après avoir traversé sans obstacle le golfe de Venise; le roi de France se plaignit beaucoup des Vénitiens dans cette occasion.

Le duc de Nemours, n'espérant donc plus de suspension et se voyant très affaibli par les pertes qu'il avait faites, résolut de se mettre en état de faire tête aux ennemis. Pour cet effet il donna ordre de rassembler toutes les troupes françaises dispersées en différents lieux, à l'exception de celles qui servaient sous d'Aubigny dans la Calabre; il écrivit aussi aux seigneurs du pays de lui amener des secours. Aussitôt Louis d'Ars, capitaine français, et le duc d'Atri, qui étaient en quartier à Otrante, convinrent d'unir leurs troupes pour aller joindre le vice-roi; c'était afin de n'être pas accablés en chemin par Pierre Navarre, qui était en ces cantons avec un gros détachement d'infanterie espagnole. Mais d'Ars, ayant trouvé l'occasion de passer sans danger, partit seul sans se mettre en peine du péril où le duc d'Atri serait exposé. Celui-ci, ayant eu avis que Pierre Navarre marchait vers Matera pour joindre Gonzalve, se mit aussi en chemin avec ses troupes; mais Navarre, que les habitants de Rutiliano, ville du duché de Bari, avaient appelé à leur secours contre les Français dont ils venaient de secouer le joug, s'étant détourné de son chemin pour y aller, rencontra le duc d'Atri. Le duc frappé d'étonnement ne savait quel parti prendre; enfin considérant que la retraite n'était pas sûre, que si l'infanterie des ennemis était plus nombreuse que la sienne il leur était supérieur en cavalerie, et que leurs soldats ayant marché toute la nuit devaient être fort fatigués, il se détermina au combat. On se battit de part et d'autre avec beaucoup de courage, mais Navarre tailla en pièces le duc d'Atri et le fit prisonnier; Jean-Antoine, oncle de ce seigneur, demeura sur le champ de bataille. C'est une espèce de fatalité qu'un malheur en amène presque toujours d'autres. Quatre galères françaises commandées par Prégent[1], chevalier de Rhodes, s'étaient retirées dans le port d'Otrante avec l'agrément du commandant vénitien; cet officier s'était engagé d'empêcher qu'elles ne fussent insultées par la flotte espagnole qui croisait sur ces côtes sous les ordres de Villamarina. Mais les Espagnols étant entrés peu après dans le même port, Prégent, trop faible pour leur résister, prit le parti de couler ses galères à fond après avoir mis ses forçats en liberté, et se sauva par terre avec ses soldats.

Le roi de France avait mandé à ses généraux de se tenir seulement sur la défensive jusqu'à ce qu'ils eussent reçu la ratification de la paix ou de grands secours qu'il leur préparait. Mais il était difficile de retenir l'ardeur et l'impétuosité des Français, surtout les deux armées étant aussi nombreuses et aussi près l'une de l'autre qu'elles l'étaient; enfin le terme fatal où la guerre devait se décider était arrivé. Ce fut dans la Calabre que le sort commença à se déclarer; tous les Espagnols qui étaient dans

(1) Prégent de Bidoux; il était Provençal.

cette province se réunirent à Seminara ; d'Aubigny, ayant aussi rassemblé toutes ses troupes et celles des seigneurs de son parti, mit son infanterie dans Gioïa à trois milles de Seminara et sa cavalerie à Lofarno, place qui est aussi à trois milles de Gioïa ; ensuite il se retrancha sur le bord de la rivière [1], où il plaça quatre pièces de canon pour s'opposer aux ennemis en cas qu'ils voulussent tenter le passage. Les Espagnols, voyant qu'il était dangereux de le risquer en présence des Français [2], firent marcher leur avant-garde sous les ordres de Benavidez jusqu'au bord de la rivière, à l'opposite d'Aubigny qui l'attendait avec toute son armée en bataille ; tandis que Benavidez amuse d'Aubigny, l'arrière-garde et le corps de bataille vont passer la rivière à un mille et demi au-dessus de Gioïa, où elles s'étaient rendues par un autre chemin. D'Aubigny s'en étant aperçu marche avec une extrême diligence de ce côté-là pour tâcher d'y arriver avant que tous les ennemis soient passés ; mais il les trouve tous rangés en bataille. Ils le chargent brusquement et le taillent en pièces, même avant que Benavidez ait passé la rivière. Le désordre de ses troupes qui avaient rompu leurs rangs pour marcher plus vite, et la supériorité de l'infanterie ennemie, donnèrent la victoire aux Espagnols. D'Ambricourt avec quelques autres officiers français, le duc de Somma et plusieurs barons du pays furent faits prisonniers dans ce combat; d'Aubigny même qui s'était sauvé à Antigola, y ayant aussitôt été investi, ne put éviter de tomber entre les mains des vainqueurs. Ce capitaine perdit la bataille et la liberté dans les mêmes lieux où il s'était couvert de gloire quelques années auparavant [3] par la défaite du roi Ferdinand et de Gonzalve réunis, éprouvant ainsi que rien n'est plus fragile que la faveur de la fortune. D'Aubigny avait néanmoins beaucoup d'expérience à la guerre et c'était un des plus habiles officiers que Charles VIII eût amenés en Italie; mais se livrant trop à l'ardeur qui lui promettait la victoire, il vit malheureusement ses espérances trahies.

La même précipitation fut cause de la perte du vice-roi de la Pouille. Ayant appris la défaite d'Aubigny, il assembla le conseil de guerre pour délibérer si l'on irait chercher les ennemis ou si l'on éviterait le combat. La plupart des officiers représentèrent que le nombre des Espagnols était fort accru, tandis que l'armée, qui était diminuée, avait beaucoup perdu de sa vigueur et de son courage depuis l'affaire de Rubos, la révolte de Castellaneta, le malheur du duc d'Atri et tout récemment par la défaite d'Aubigny ; que dans ces circonstances il était contre la prudence de s'en remettre au sort des armes ; qu'il serait plus sûr de s'enfermer dans Melfi ou dans quelque autre grande ville bien fournie de vivres, pour y attendre des secours de France ou la ratification de la paix; qu'enfin les ordres précis du roi ne leur laissaient pas la liberté de prendre un autre parti.

Mais plusieurs autres furent d'un sentiment contraire ; ils peignaient vivement le péril où l'on serait exposé lorsque l'armée victorieuse de Calabre aurait joint les troupes de Gonzalve, ajoutant qu'elle pourrait former quelque entreprise importante à laquelle on ne serait pas à portée de s'opposer ; ils rappelaient ce qu'il en avait coûté à Montpensier pour avoir préféré le parti qu'ils combattaient à celui de tenir la campagne, et ils prouvaient par l'exemple du passé qu'on ne devait pas compter sur des secours incertains et tardifs ; que si dans le temps que la fortune ne s'était pas encore déclarée en faveur de l'une des deux nations, Gonzalve avait rejeté la suspension d'armes et les rois d'Espagne refusé de ratifier la paix, on ne pouvait se flatter qu'ils se montrassent plus faciles aujourd'hui que la victoire semblait avoir pris parti sous leurs drapeaux ; que l'armée française n'était inférieure à celle des ennemis ni en forces ni en courage ; qu'il ne fallait pas que des accidents qui n'avaient d'autre cause qu'une pure négligence fissent mal augurer d'une action qui se passerait en rase campagne, et où les armes et la seule valeur décideraient sans le secours de la ruse ni de l'artifice; qu'il était plus glorieux et plus sûr de tenter la fortune avec des espérances du moins égales que de se laisser consumer peu à peu et d'abandonner ainsi aux ennemis la victoire qui ne leur coûterait ni sang ni périls; que les ordres du roi donnés de si loin ne devaient être considérés que comme des conseils; qu'enfin d'Aubigny aurait agi prudemment de les suivre, mais que

(1) Cette rivière s'appelle le Marro ; elle passe à Gioïa.
(2) Cette action se passa le vendredi 21 avril.
(3) A la bataille de Seminara en 1475.

sa défaite ayant changé la face de la guerre, on était aussi obligé de changer de plan et de mesures. Ce dernier avis l'emporta dans le conseil.

Cependant Gonzalve, qui ignorait encore la victoire que les siens avaient remportée en Calabre, ne pouvant plus tenir dans Barlette contre la famine et la peste, prit le parti de sortir de cette place et marcha vers Cérignole, qui est à dix milles de Barlette et qui fait un triangle avec cette ville et Canosa, où était Nemours. Ce duc, en ayant eu avis par ses coureurs, s'avança aussi du côté de Cérignole ; cette marche fut très pénible pour l'une et l'autre armée ; la chaleur était plus grande qu'elle ne l'est d'ordinaire à l'entrée du mois de mai[1], et l'on était dans un pays sec et aride qui manque absolument d'eau. On rapporte que plusieurs personnes de part et d'autre périrent par la soif dans cette occasion. Les Français n'étaient pas informés si toute l'armée espagnole était en marche ou s'il n'y en avait qu'une partie ; car d'un côté Fabrice Colonna, précédant l'armée avec ses chevau-légers, écartait les coureurs qui auraient pu s'en assurer, et d'un autre côté les lances des gendarmes ennemis, qu'ils portaient toutes droites, et les pieds de fenouil, qui sont fort hauts dans cette contrée, cachaient presque tout-à-fait leur infanterie aux Français.

Les Espagnols arrivèrent les premiers auprès de Cérignole, où il y avait garnison française ; ils campèrent dans des vignes voisines, et par le conseil de Prosper Colonna ils élargirent un fossé qui bordait ce terrain. Pendant qu'ils travaillaient à cet ouvrage les ennemis arrivent, et comme la nuit s'approchait, ils balancent s'ils attaqueront à l'instant ou s'ils attendront au lendemain. Yves d'Alègre et le prince de Melfi[2] étaient d'avis de différer à cause du désavantage qu'il y aurait à vouloir forcer un camp dont on ignorait la disposition, surtout aux approches de la nuit, et d'où le manque de vivres obligerait les ennemis de se retirer ; mais ce sage conseil fut rejeté avec hauteur par Nemours. C'est pourquoi les Français marchèrent contre les retranchements de l'ennemi avec impétuosité, et les Suisses ne montrèrent pas moins d'ardeur à cette attaque. Alors le feu prit aux poudres des Espagnols par hasard ou autrement ; cet accident, tout capable qu'il était de consterner Gonzalve, ne put troubler cette présence d'esprit si nécessaire à la guerre ; au contraire, il sut en tirer avantage pour animer ses soldats. *La victoire est à nous, compagnons*, s'écria-t-il ; *Dieu nous l'annonce par cet événement, puisque nous n'aurons plus besoin de notre artillerie.*

On raconte différemment le détail de cette bataille. Les Français publièrent qu'ils avaient d'abord enfoncé l'infanterie espagnole ; qu'ayant pénétré jusqu'à l'artillerie, ils avaient mis le feu aux poudres et s'étaient emparés du canon ; mais que, la nuit survenant, leurs gendarmes avaient chargé leur propre infanterie qu'ils méconnaissaient dans l'obscurité, ce qui avait donné le temps aux Espagnols de se rallier. D'autres disent au contraire que les Français ne purent garder leurs rangs à l'approche du fossé qui était de difficile accès, et que ce désordre ne contribua pas moins à leur déroute que la valeur des ennemis et la mort du duc de Nemours, qui fut tué d'un coup d'arquebuse en combattant à la tête des siens qu'il animait à franchir le fossé. D'autres ajoutent que Nemours, désespérant de le passer, fit un mouvement pour aller prendre le camp des Espagnols en flanc et essayer d'y pénétrer de ce côté-là ; que pour cet effet il ordonna de faire reculer les troupes ; que cet ordre mal expliqué par ceux qui n'en savaient pas la raison, joint à la mort de ce général qui arriva dans le même instant, fit prendre la fuite à toute l'armée. Enfin, il y a des gens qui rejettent sur d'Alègre[1] la précipitation de cette journée. Celui-ci voyant que Nemours voulait différer la bataille, lui reprocha sa timidité, ce qui l'obligea de prendre un parti si dangereux.

Le combat dura fort peu : les Espagnols, sortis de leurs retranchements, poursuivirent les Français, mais la nuit empêcha qu'il n'y eût beaucoup de morts ni de blessés, surtout de la cavalerie ; Chandeu[2] entre autres fut tué. Le reste, officiers et soldats, abandonnant le bagage et l'artillerie, se sauvèrent par la fuite en

(1) Tous nos auteurs français placent la journée de Cérignole au vendredi 28 avril.

(2) Jean-Baptiste Caraccioli.

(1) Le père Daniel rapporte le fait conformément à ce dernier sentiment.

(2) Plusieurs de nos historiens l'appellent *Chandenier*.

différents lieux. Cette déroute arriva huit jours après la défaite d'Aubigny et à pareil jour; c'était un vendredi, que les Espagnols regardent comme un jour heureux pour leur nation.

On dit qu'après l'action, Gonzalve, ne voyant point Prosper Colonna, en demanda des nouvelles avec empressement, dans la crainte qu'il ne lui fût arrivé quelque malheur. Fabrice lui dit en riant de se rassurer et que Prosper n'était pas homme à s'exposer.

Les Français s'étant rassemblés délibérèrent sur les différents partis qu'ils avaient à prendre; tantôt ils voulaient choisir un poste favorable pour empêcher les ennemis de pénétrer jusqu'à Naples; tantôt ils prenaient la résolution de se renfermer dans cette ville et de la défendre. Mais les difficultés qui naissent pour ainsi dire à chaque pas après une déroute empêchèrent qu'on n'exécutât aucun de ces projets. En effet, il n'était pas facile à des troupes encore effrayées de leur défaite de s'opposer au passage d'une armée victorieuse, et encore moins de soutenir un siége dans Naples, où il n'y avait point de vivres. Quelque temps auparavant, les Français, pour remédier à cet inconvénient, avaient fait acheter à Rome une grande quantité de blé; mais le peuple s'opposa au transport de ces grains, soit qu'il craignît que la ville n'en fût affamée, soit qu'il y fût secrètement excité par le pape, comme on le crut assez généralement alors. D'Alègre, le prince de Salerne et plusieurs autres barons se retirèrent entre Gaëte et Trajetto, où la plus grande partie des débris de l'armée vint les joindre.

Gonzalve, voulant profiter de sa victoire, marcha droit à Naples avec ses troupes. En passant à Melfi, il offrit au prince de cette ville de le laisser jouir de ses biens s'il voulait se donner au roi d'Espagne; le prince n'ayant pas accepté ce parti, il eut la permission de se retirer avec sa femme et ses enfants, et il alla joindre Louis d'Ars à Venosa. De Melfi, Gonzalve continua son chemin vers Naples, d'où la garnison française se retira dans le Château-Neuf. Les Napolitains ainsi abandonnés reçurent Gonzalve le 14 mai, et les villes d'Averse et de Capoue suivirent aussitôt leur exemple.

LIVRE SIXIÈME.

Préparatifs du roi de France pour la guerre d'Italie. Progrès des Espagnols dans le royaume de Naples. Mort du pape Alexandre. Election de Jules II. Desseins de celui-ci pour la guerre contre les Vénitiens. Progrès de ces derniers en Romagne. Bataille du Garigliano entre les Français et les Espagnols. Mort de Pierre de Médicis. Digression sur la nouvelle navigation aux Indes. Captivité du duc de Valentinois. Trève entre l'Espagne et la France. Succès des Florentins contre les Pisans. Mort de Frédéric d'Aragon. Déroute des Français à Osole; leur victoire à la tour de Saint-Vincent. Cruauté qu'exerça le cardinal Hippolyte d'Est contre son frère.

CHAPITRE PREMIER.

Motifs qui détournent les rois d'Espagne de ratifier la paix avec la France. Préparatifs de guerre du roi de France. Le château de l'OEuf pris par les Espagnols. Gaëte est investie par Gonzalve. Les Florentins battent les Pisans. Le pape et Valentinois penchent pour les Espagnols. Empoisonnement du pape et de Valentinois. Mort du pape Alexandre. Valentinois se réconcilie avec les Colonna. Le cardinal de Rouen à Rome. Le cardinal Piccolomini est élu pontife et prend le nom de Pie III.

La nouvelle de tant de disgraces frappa d'autant plus Louis XII que, se reposant sur un traité de paix, il ne croyait pas devoir craindre ces funestes événements. La perte d'un si beau royaume, le péril de ses autres États d'Italie, la défaite de ses armées, dans laquelle une infinité de noblesse avait été enveloppée, la honte de se voir vaincu par les rois d'Espagne, moins puissants que lui, le dépit enfin de s'être laissé éblouir par la fausse lueur de la paix, l'animèrent à la vengeance; il n'écouta donc plus que son ressentiment, résolu d'employer toutes ses forces pour rétablir sa gloire et reconquérir le royaume de Naples.

Mais avant de rien entreprendre il se plai-

gnit amèrement de la mauvaise foi des Espagnols à l'archiduc, qui n'était pas encore parti de Blois. Il lui représenta qu'il allait se déshonorer s'il ne s'opposait à une si noire perfidie. L'archiduc, qui n'y avait aucune part[1], se plaignit très-vivement de son côté à la cour d'Espagne de l'affront qu'elle venait de lui faire essuyer aux yeux de l'univers, et la pressa avec les dernières instances d'abandonner d'injustes conquêtes.

Le traité n'avait pas été plus tôt conclu que Ferdinand et Isabelle en avaient été mécontents, soit que l'archiduc eût excédé leurs pouvoirs, soit que depuis son départ d'Espagne ils se fussent flattés que la guerre leur serait plus favorable, soit enfin qu'ils eussent trouvé mauvais que Philippe, en s'appropriant ce qui leur appartenait dans le royaume de Naples, se fût attribué par avance des droits dont il ne devait jouir qu'après un mariage que la grande jeunesse des partis rendait encore fort incertain. Ainsi ils avaient différé sous différents prétextes d'envoyer leurs ratifications. Tantôt ils alléguaient qu'ils n'avaient pu se réunir dans un même lieu pour signer conjointement le traité, et tantôt des affaires pressantes les avaient trop occupés. Ils ne refusaient cependant pas absolument d'envoyer leurs ratifications, on pouvait même espérer qu'ils les donneraient bientôt; mais au fond leur but était de tirer les choses en longueur et de ne se régler que par les événements.

Ils n'eurent pas été plus tôt informés des victoires de Gonzalve qu'ils ne balancèrent plus sur le parti qu'ils avaient à prendre; néanmoins ils cachèrent leurs desseins à l'archiduc, prévoyant que le roi de France ne ferait pas de grands efforts pour secourir Gaëte et les autres places qui lui restaient encore, tant qu'il serait incertain de leurs intentions; enfin, pressés par l'archiduc qui était déterminé à rester à Blois jusqu'à ce que cette affaire fût finie, ils y envoyèrent de nouveaux ambassadeurs.

Après quelques jours de négociation, ces nouveaux ministres déclarèrent ouvertement que l'intention de leurs maîtres n'était pas de ratifier un traité aussi préjudiciable à leur gloire qu'à leur sûreté. Dans une contestation qu'ils eurent avec l'archiduc, ils lui dirent que les rois d'Espagne avaient été fort surpris de ce qu'il n'avait pas suivi leurs intentions; que, quoique pour lui faire honneur ses pouvoirs fussent sans bornes, il aurait dû cependant se conformer aux instructions qu'il avait reçues de vive voix et dont il ne lui avait pas été permis de s'écarter. L'archiduc répondit que, comme il avait été libre de se charger de la négociation, il n'avait reçu aucun ordre qui restreignît ses pouvoirs; que Ferdinand et Isabelle lui avaient même dit positivement à son départ qu'ils désiraient avec ardeur, qu'ils voulaient même qu'il conclût la paix; qu'enfin ils lui avaient juré sur les Evangiles et sur un crucifix de ratifier tout ce qu'il arrêterait; qu'il avait cependant ménagé l'étendue de ses pouvoirs et qu'il n'avait rien fait qu'avec la participation et l'approbation des deux ministres qui l'avaient accompagné.

Les ambassadeurs proposèrent artificieusement de nouvelles conditions de paix, et voulurent faire croire que leurs maîtres pourraient restituer le royaume de Naples à Frédéric; mais le roi reconnut bientôt que ces propositions n'étaient qu'un piége, et que le but des Espagnols était de le brouiller avec l'archiduc, qui voulait assurer à son fils la couronne de Naples. Ainsi il leur répondit lui-même dans une audience publique qu'il n'écouterait aucune proposition tant que Ferdinand et Isabelle ne ratifieraient pas le traité et ne rétabliraient pas les choses dans l'état où elles étaient avant la révolution; qu'au reste, des rois qui se glorifiaient tant du titre de *catholique* devaient avoir plus de ménagement pour leur propre gloire et respecter davantage la religion de leurs serments; qu'il était étonnant et même indigne qu'ils marquassent si peu de considération pour l'archiduc, prince d'un mérite distingué, respectable par ses qualités personnelles, et dont le fils était leur héritier.

Après cette réponse, le roi leur ordonna de partir le jour même, et, ne songeant plus qu'à la guerre, il résolut de mettre sur pied par terre et par mer de plus grandes forces qu'aucun de ses prédécesseurs. Son plan était d'attaquer le royaume de Naples avec une nombreuse armée et une flotte aussi formidable; ensuite,

(1) Le roi fut persuadé de sa bonne foi et le rassura. « Si votre beau-père, dit-il, a fait une perfidie, je ne veux pas lui ressembler, et j'aime mieux avoir perdu un royaume, que je saurai bien reconquérir, que l'honneur qui ne se peut jamais recouvrer. »

craignant que, pendant qu'on ferait ces préparatifs, Gaëte et les châteaux de Naples ne fussent contraints de se rendre, il donna des ordres pour y transporter promptement des troupes et des munitions par mer. Enfin, comprenant que les renforts que l'Espagne avait fait passer en Italie étaient la véritable cause des pertes qu'il y avait faites; il se proposa, pour occuper les Espagnols dans leur pays, d'envoyer une armée dans le Roussillon qui confine à la Méditerranée, et une autre du côté de Fontarabie et des places voisines de l'Océan, tandis que ses vaisseaux infesteraient les côtes de la Catalogne et de Valence.

Tandis que le roi pressait vivement ces préparatifs, Gonzalve songeait à se rendre maître des châteaux de Naples. C'est pourquoi il établit une batterie au pied du mont de Saint-Martin, d'où il foudroyait la partie du Château-Neuf qui est à l'opposite de cette montagne, et qui n'était fermée que de vieux murs dont les fondements étaient presque tout-à-fait hors de terre; et en même temps Pierre Navarre faisait creuser une mine pour les faire sauter. Gonzalve battait encore ce fort avec du canon braqué sur la tour nouvelle de Saint-Vincent, qu'il avait prise depuis quelques jours. Le Château-Neuf n'était pas alors tel qu'on le voit aujourd'hui; on a rasé la vieille citadelle, et l'on a construit une enceinte qui commence à l' endroit où ce fort était bâti, et qui passant au travers de la place du château ne finit qu'à la mer. Le roi Frédéric, qui avait commencé ce mur, l'avait fait élever jusqu'à la hauteur du cordon des bastions; la maçonnerie et les fondements en sont très solides; d'ailleurs il est presque à l'épreuve de la mine, parce qu'il est contre-miné partout et que la mer est presque au niveau de ce terrain. Gonzalve avait dessein, après la prise de la vieille citadelle, de s'approcher des murs du château et de le ruiner par de nouvelles mines, mais la témérité ou la mauvaise fortune des Français lui épargna ce travail.

Pierre Navarre fit jouer sa mine [1], dont l'effort renversa une partie du mur de la citadelle; aussitôt l'infanterie espagnole, rangée en bataille dans cet endroit, entra dans la place, partie par la brèche, partie par escalade. Les Français, ne voulant pas donner aux Espagnols le temps de s'y établir, sortirent du château et fondirent sur eux avec impétuosité; mais, se trouvant les plus faibles, ils furent poussés jusqu'au ravelin, où les Espagnols entrèrent pêle-mêle avec eux. Ensuite les vainqueurs pénétrèrent avec la même ardeur jusqu'à la porte du château, où Gonzalve fit bâtir depuis une nouvelle grosse tour. Les Français, déjà pleins de frayeur, furent si frappés de cette hardiesse de l'ennemi qu'ils rendirent presque dans l'instant le château à discrétion avec le grand nombre d'effets qu'on y avait sauvés. Le comte de Montorio et plusieurs autres seigneurs y furent faits prisonniers.

Cette victoire fut d'autant plus heureuse pour les Espagnols qu'on vit paraître le lendemain une escadre de six gros vaisseaux et de plusieurs autres bâtiments chargés de vivres, d'armes et de munitions, et qui portaient deux mille fantassins qu'on envoyait de Gênes au secours des assiégés. A l'approche de cette escadre, les vaisseaux espagnols qui étaient dans le port de Naples se retirèrent à Ischia, où ils furent poursuivis par les Français, dès que ceux-ci eurent appris la perte du Château-Neuf; mais les Espagnols, voulant éviter le combat, coulèrent à fond devant eux des barques qui empêchèrent les Français de les aborder. Ainsi, après quelques volées de canon tirées de part et d'autres, l'escadre française fit voile vers Gaëte, et l'espagnole retourna au môle de Naples.

Après la prise du Château-Neuf, Gonzalve résolut d'achever promptement la conquête du royaume. C'est pourquoi sans attendre l'armée de Calabre, qui, pour n'avoir aucun obstacle dans sa marche, s'occupait à soumetre la vallée d'Ariano, il envoya Prosper Colonna dans l'Abruzze, et laissant Pierre Navarre au siége du château de l'Œuf, il alla former celui de Gaëte avec le reste de son armée. Cette place, très forte par elle-même, et dont le vaste port était une sûre retraite pour les vaisseaux qu'on envoyait de Gênes et de Provence, faisait toute l'espérance des Français. Ce n'est pas néanmoins qu'ils ne fussent maîtres de plusieurs autres villes; car, outre celles qui étaient voisines de Gaëte, ils avaient encore dans l'Abruzze Aquila, la Rocca d'Evandro et plusieurs autres places. Louis d'Ars, renfermé dans Venose avec le prince de Melfi, y commandait à une cavalerie et à une infanterie nombreuse

(1) Au commencement du mois de juin.

qui désolait tous le pays aux environs. Enfin Rossano, Matalone et plusieurs autres places fortes qui appartenaient aux barons de la faction d'Anjou, conservaient leur attachement pour la France.

Cependant Pierre Navarre fit construire de certaines barques couvertes, à la faveur desquelles s'étant approché sans beaucoup de péril des murs du château de l'Œuf, il y creusa une mine du côté qui regarde Pizzofalcone, sans que les assiégés s'en aperçussent. Cette mine fit sauter en l'air une partie du rocher avec les soldats qui le défendaient; le reste de la garnison en fut si effrayé qu'elle abandonna la défense de la place où les ennemis entrèrent d'abord. L'heureux succès de cette entreprise acquit beaucoup de gloire à Navarre; cette nouvelle manière d'attaquer parut d'autant plus terrible qu'on n'avait pas encore trouvé le moyen de s'en garantir. C'est pourquoi l'opinion commune était que rien ne pourrait désormais résister à l'effort des mines; et en effet, il paraissait surprenant alors que la poudre à canon renfermée dans un souterrain bouleversât ainsi les plus fortes murailles. Ce furent les Génois qui les premiers firent usage de la mine en Italie, l'an 1487, au siége de Serezanella qu'ils voulaient enlever aux Florentins. On dit que Pierre Navarre servait alors dans leurs troupes en qualité de simple soldat [1]. Ils renversèrent un mur par l'effort de la mine, mais ils ne prirent pas la place, par la faute du mineur qui n'avait pas poussé son travail assez loin; le mauvais succès de cette première tentative fit négliger alors cette invention.

A l'approche de Gonzalve, les troupes françaises, dispersées à Fondi, Itri, Trajetto et Rocca-Guiglielma, se rendirent à Gaëte par les ordres d'Yves d'Alègre. Elles consistaient en quatre cents lances et quatre mille hommes d'infanterie échappés à la défaite de Cerignola; les princes de Salerne et de Bisignano et plusieurs autres barons du royaume se renfermèrent aussi dans cette place. La retraite de ces troupes facilita aux Espagnols la prise de toutes les places dont elles étaient sorties et du fort de San-Germano. Le général espagnol se logea ensuite dans le faubourg de Gaëte, et il fit dresser deux batteries, l'une contre le port, et l'autre contre la montagne d'Orlando, attenant la ville et qui la commande. Cette montagne, qu'il environna depuis d'une muraille, n'était alors défendue que par quelques forts de terre que les Français y avaient élevés. Y ayant donné inutilement deux assauts, il résolut de l'attaquer une troisième fois avec plus d'ordre; mais il abandonna presque aussitôt ce projet, par la considération du nombre et de la valeur des troupes qui la défendaient. D'ailleurs ce poste, s'il s'y était établi, l'aurait exposé au feu du monastère et des autres forts bâtis sur le sommet de cette montagne. Il continua néanmoins à battre la ville qu'il avait fait investir du côté de la mer par dix-huit galères espagnoles qui fermaient l'entrée du port, sous les ordres de don Raimond de Cardone. Mais peu de jours après, on vit paraître une flotte française composée de six grosses caraques génoises, six autres vaisseaux et sept galères chargées de vivres et d'un grand nombre d'infanterie; le marquis de Saluces [1], qui venait remplir la place du duc de Nemours, était sur cette flotte. Le roi, voulant absolument sauver Gaëte, y envoya en peu de temps, partie sur cette flotte, partie sur d'autres vaisseaux qui arrivèrent peu après, mille hommes de pied corses et trois mille Gascons. La supériorité des Français obligea l'escadre ennemie de se retirer à Naples; c'est pourquoi Gonzalve, désespérant de réussir dans son dessein, mit ses troupes dans Mola-di-Gaëta et Castellone, tenant par ce moyen Gaëte bloquée. Ce général perdit beaucoup de monde en différentes escarmouches et dans la retraite. Don Hugues de Cardone entre autres fut tué d'un coup de canon tiré de la ville.

Les desseins de Gonzalve avaient eu un plus favorable succès dans les autres parties du royaume. Prosper Colonna s'était emparé de Rocca d'Evandro et d'Aquila, et il avait pris toutes les autres villes de l'Abruzze; d'ailleurs le traité que le comte de Capaccio venait de faire avec les Espagnols leur avait soumis presque toute la Calabre; ainsi les Français n'avaient plus dans cette province que Rossano et San-Severina, où même le comte de Rossano était assiégé.

Avant la décadence des affaires de France

(1) On a dit qu'il avait été valet-de-pied du cardinal d'Aragon.

(1) Ludovic.

dans le royaume de Naples, les Florentins, pour se garantir des armes et des artifices du pape et du duc de Valentinois, avaient levé de nouvelles troupes et choisi pour commander leur armée en chef, sans néanmoins lui donner le titre de capitaine général, le bailli de Caen[1], capitaine de cinquante lances françaises, qui avait de la réputation à la guerre. Ils se persuadaient que lorsqu'on verrait ce bailli, qui était officier du roi, servir la république avec cinquante lances et surtout de l'agrément de son maître, on n'oserait les attaquer si ouvertement. Enfin ils se flattaient que le roi en serait plus disposé à leur donner ses secours.

Ce général étant arrivé et toutes les troupes assemblées, on fit une seconde fois le dégât des blés dans le territoire de Pise ; mais on ne put détruire tout, parce qu'on n'osa pénétrer dans le Val-di-Serchio qui est environné de marais et de montagnes, et situé à une égale distance de Lucques et de Pise, entre ces deux villes. Après cette expédition, le bailli alla mettre le siége devant Vicopisano, dont il se rendit maître sans difficulté, après en avoir fait sortir cent hommes de pied français qui y étaient au service des Pisans. Il les avait menacés de les punir comme ennemis du roi s'ils n'abandonnaient la place, leur promettant au contraire la paie d'un mois s'ils obéissaient. Il fit aussitôt investir la Verrucola pour empêcher qu'il n'y entrât des troupes, dont elle était assez mal pourvue, et ayant ensuite fait amener de l'artillerie par les montagnes avec beaucoup de peine, il tira quelques coups de canon, après quoi les assiégés se rendirent vies et bagues sauves.

La Verrucola, petite forteresse bâtie pendant les longues guerres du Pisan et située sur une haute montagne, était de grande importance par son assiette. En effet, ce poste met à portée de désoler tout le pays aux environs jusqu'aux portes de Pise, dont il n'est éloigné que de cinq milles ; d'ailleurs il commande tellement cette ville qu'il découvre tout ce qui en sort. Ç'avait été par cette raison que Paul Vitelli et plusieurs autres capitaines avaient souvent tenté, mais inutilement, de s'en emparer. Les Pisans, pleins d'une fausse sécurité par rapport à Vicopisano dont il faut nécessairement être maître pour attaquer la Verrucola, avaient négligé de bien pourvoir ce dernier fort.

La perte de la Verrucola jeta la consternation dans Pise ; néanmoins les habitants qui n'avaient qu'un petit nombre de soldats étrangers, manquant d'argent et de vivres, ne pouvaient se résoudre à retourner sous la domination des Florentins. Le désespoir d'obtenir leur pardon était le plus grand obstacle à leur soumission ; ils se rappelaient sans cesse tous les outrages qu'ils avaient faits à cette république, et ce souvenir achevait de leur ôter toute espérance. Les magistrats employaient toute leur industrie pour les entretenir dans cette disposition ; car les paysans, dont le secours était indispensablement nécessaire à la défense de Pise, ne voyaient qu'avec chagrin leurs champs ravagés et détruits, et le commun peuple avait enfin compris qu'il lui était plus facile de subsister en travaillant qu'en faisant la guerre. On avait donc grand soin de les amuser de mille espérances flatteuses ; tantôt c'étaient des lettres supposées, tantôt des bruits favorables qu'on répandait, mais toujours mêlés de quelque circonstance vraie, pour rendre le reste croyable ; tantôt on tirait conséquence de tout ce qui arrivait en Italie pour les flatter du secours de différentes puissances. Les Pisans ne laissaient pas d'ailleurs d'être soulagés dans leurs extrêmes besoins par les Génois et la ville de Lucques, anciens ennemis de Florence ; Pandolphe Petrucci, malgré tous les bienfaits qu'il devait aux Florentins, leur était aussi favorable. Mais ce qui était bien plus important, le duc de Valentinois leur fournissait secrètement des secours, à la vérité peu considérables mais réels, et il leur donnait de grandes espérances pour l'avenir.

Il y avait long-temps que ce duc avait formé le dessein de se faire souverain de Pise, et que les Pisans eux-mêmes l'en avaient sollicité. La crainte d'offenser le roi de France l'avait toujours retenu ; mais devenu plus hardi par les pertes de ce prince dans le royaume de Naples, il traitait actuellement avec les députés que les Pisans avaient envoyés à Rome ; cet ambitieux, ne bornant pas ses vues à la souveraineté de Pise, songeait encore à s'emparer de toute la Toscane.

Quoique les Florentins et les Siennois fussent

(1) Jacques de Silly.

également alarmés des desseins de Valentinois, l'intérêt particulier l'emportait sur le bien public, et l'on ne pensait pas à conclure la ligue que le roi de France avait proposée entre les Bolonnais, les Florentins et les Siennois. Les Florentins ne voulaient pas y entrer à moins qu'on ne leur restituât Montepulciano, suivant ce qui avait été proposé et même promis d'abord. Mais Pandolphe Petrucci était bien éloigné de les contenter, quoiqu'il en eût donné sa parole; ses raisons étaient que, s'il restituait cette place, il se rendrait si odieux aux Siennois qu'il serait obligé de quitter Sienne une seconde fois; qu'il était donc plus avantageux au bien commun d'attendre une occasion favorable pour faire cette restitution que d'irriter actuellement les Siennois et de faciliter ainsi au duc de Valentinois les moyens de s'emparer de Sienne. Ainsi sa politique allait à faire prendre aux Florentins l'espérance pour la chose même; et ses raisons, qui leur paraissaient frivoles, étaient bien reçues à la cour de France par le moyen de François de Narni, résidant à Sienne pour le roi.

Cependant le pape et le duc de Valentinois voulaient, avant de faire éclater leurs desseins sur la ville de Pise, voir quel serait le succès des préparatifs du roi de France et déterminer une bonne fois le parti qu'il convenait à leurs intérêts de prendre entre les deux rois. Ils dissimulaient et différaient autant qu'il leur était possible à se déclarer. Dans le fond ils s'étaient aliénés de la France depuis la démarche du roi en faveur de Bologne et de la Toscane, ce qui leur avait fait juger qu'ils ne devaient pas compter sur lui pour leur agrandissement, et il y avait tout lieu de croire qu'ils n'embrasseraient son parti qu'autant qu'ils y seraient forcés par la crainte. Ils avaient déjà commencé à l'abandonner avant toutes ses pertes dans le royaume de Naples, et gardant encore moins de mesures par la suite, son autorité ne les retenait presque plus. Néanmoins, incontinent après l'affaire de Cerignola, ils avaient affecté de paraître attachés à la France et de vouloir lever des troupes pour les envoyer dans le royaume de Naples. Malgré ces spécieux dehors, ils n'étaient occupés que de leurs vues sur la Toscane, et quand le roi pressait l'un et l'autre de se déclarer ouvertement pour lui, il en recevait des réponses si équivoques que sa défiance augmentait de jour en jour sur leur compte. La fausseté de l'un et la dissimulation de l'autre étaient même si connues à Rome, qu'il y était passé en proverbe « que le pape ne faisait jamais ce qu'il disait, et que le duc de Valentinois ne disait jamais ce qu'il faisait. »

Leurs démêlés avec Jean-Jourdain Orsino n'étaient pas encore terminés; à la vérité, la crainte de la colère du roi avait obligé Valentinois de déférer à ses ordres et de cesser les voies de fait; mais le pape qui en témoignait un extrême dépit n'avait point cessé de presser le roi, ou de lui permettre de s'emparer des places de Jean-Jourdain, ou d'obliger ce seigneur à s'en accommoder avec lui. Il disait toujours qu'il n'en agissait pas ainsi par ambition, mais par la juste crainte d'un voisin si dangereux; Alexandre, pour appuyer ce prétexte, ajoutait qu'il avait trouvé dans les papiers du cardinal Orsino un blanc signé de Jourdain, indice assez convaincant qu'il était entré dans la ligue de la Magione.

Le roi, plus sensible à ses intérêts qu'à l'honneur, s'était toujours réglé par les circonstances dans cette affaire; quelquefois il avait paru protéger Jean-Jourdain avec toute la chaleur qu'il avait montrée d'abord pour sa défense; mais aussi il avait souvent laissé paraître du penchant à donner quelque satisfaction au pape. On avait proposé d'abord que Jean-Jourdain déposât Bracciano entre les mains de l'ambassadeur de France résidant à Rome; mais Jourdain n'y ayant pas voulu consentir, le roi avait demandé à être juge de ce différend. En conséquence, il exigeait que Jean-Jourdain se transportât en France dans deux mois, et que jusqu'à la décision toutes choses demeurassent en état. Jean-Jourdain s'était rendu à cet expédient par pure nécessité, se flattant d'ailleurs qu'en considération des services de son père et des siens propres le roi ferait finir cette vexation; le pape avait aussi approuvé ce tempérament plus par crainte qu'autrement, la proposition s'en étant faite dans le temps que l'archiduc venait de conclure la paix au nom des rois d'Espagne.

Mais quand les choses eurent changé de face par les victoires des Espagnols et que le pape sentit que la France allait avoir besoin de lui, il proposa de donner en échange des places de Jean-Jourdain un équivalent qui serait fixé par

le roi. Par la même raison, Louis engagea ou plutôt força Jean-Jourdain à conclure ce marché, et l'obligea même de lui donner son fils en otage de son exactitude à exécuter ce qui serait réglé; mais il voulait que le pape se déclarât ouvertement pour lui dans la guerre de Naples, avant de le mettre en possession de ces places. Le fils de Jean-Jourdain était alors à Pitigliano, et Trans, ambassadeur de France à Rome, se transporta à Porto-Hercole pour le recevoir; mais les habitants de Pitigliano refusèrent de lui livrer ce jeune seigneur. A cette nouvelle Jean-Jourdain, qui était de retour en Italie, se rendit aussitôt à Porto-Hercole, s'offrit à Trans à la place de son fils, et Trans eut l'imprudence de l'accepter et de le faire embarquer pour l'envoyer en France; mais dès que le roi en eut avis il donna ordre qu'on le mît en liberté.

Cependant le roi de France pressait ses préparatifs pour la guerre qu'il voulait faire à l'Espagne. Le sire d'Albret et le maréchal de Gié marchèrent en Guyenne pour commencer la guerre du côté de Fontarabie avec quatre cents lances et cinq mille hommes d'infanterie, partie Suisses et partie Gascons. Le maréchal de Rieux [1] se rendit en Languedoc pour attaquer le Roussillon avec huit cents lances et huit mille hommes de pied suisses et français; et la flotte destinée à infester les côtes de Catalogne et de Valence se mit en mer. A l'égard de l'Italie, le roi nomma pour général de ses troupes M. de la Tremoille, à qui personne ne disputait la gloire d'être le plus grand capitaine que la France possédât alors. Le bailli de Dijon eut ordre d'aller lever huit mille Suisses; les gendarmes aussi bien que le reste de l'infanterie destinés à cette expédition étaient prêts à marcher. Cette armée ne fut pas si nombreuse que le roi l'avait projeté d'abord; ce n'est pas qu'il ne lui eût été facile de la grossir davantage ou qu'il voulût épargner; mais il avait en vue de la rendre plus légère, afin qu'elle passât plus promptement dans le royaume de Naples, où les affaires étaient en grand danger; il crut qu'elle suffirait à les rétablir, trompé en cela par la relation d'Alègre qui avait beaucoup exagéré le nombre des restes de l'armée, et qui avait trop compté sur la fidélité des places et des barons napolitains encore attachés à la France. D'ailleurs le roi faisait fond sur les troupes auxiliaires qu'il avait demandées à tous ses alliés d'Italie.

Les Florentins lui donnèrent le bailli de Caen avec ses cinquante lances et cent cinquante autres hommes d'armes; le duc de Ferrare, la ville de Bologne et le marquis de Mantoue fournirent chacun cent hommes d'armes, et le dernier marcha en personne pour faire plaisir au roi qui l'en pria. Les Siennois fournirent aussi cent hommes d'armes; toutes ces troupes, jointes à huit cents lances et à cinq mille Gascons qui étaient sous les ordres de la Tremoille, aux huit mille Suisses que l'on attendait et a la garnison de Gaëte, devaient composer le nombre de dix-huit cents lances françaises ou italiennes, et de plus de dix-huit mille hommes d'infanterie. Enfin on avait mis en mer une flotte très nombreuse et en bon état. Ces grands armements firent dire à tout le monde que jamais roi de France n'avait eu à la fois tant de forces sur pied.

Il n'était pas sûr pour l'armée française de laisser Rome derrière elle sans avoir fait expliquer le pape et le duc de Valentinois; ils étaient fort suspects l'un et l'autre au roi, surtout depuis qu'on avait intercepté des lettres de ce dernier à Gonzalve. Il y était sujet d'un traité suivant lequel Gonzalve, après avoir pris Gaëte et affermi la conquête du royaume de Naples, devait, pour attaquer conjointement la Toscane, joindre ses troupes à celles de Valentinois, qui se serait auparavant rendu maître de la ville de Pise. Cette découverte engagea le roi, qui était déjà en Lombardie, à presser vivement Alexandre et son fils de prendre enfin un parti. Ces deux politiques, feignant de se rendre à ses instances, traitaient en même temps avec Gonzalve; mais quelque assurance qu'ils donnassent à Louis, ils étaient plus portés à s'unir avec l'Espagne, parce qu'en se déclarant en faveur de cette couronne ils croyaient avoir une occasion favorable de se servir de ses troupes pour exécuter leurs projets. Néanmoins ils n'osaient en faire la démarche, dans la crainte qu'elle ne les exposât aux premières attaques de l'armée française et ne causât leur ruine, au lieu de leur procurer les avantages qu'ils en

(1) Jean, sire de Rieux, cinquième du nom. Il fut maréchal de Bretagne sous François II, dernier duc, qui le nomma tuteur d'Anne sa fille. Il fut fait maréchal de France en 1494, et mourut d'éthisie en 1518.

espéraient. Dans cette incertitude ils permettaient aux deux nations de lever de l'infanterie dans Rome. Enfin ne pouvant plus résister aux instances du roi, le duc de Valentinois promit de joindre l'armée avec cinq cents hommes d'armes et deux mille fantassins, exigeant que non-seulement Louis abandonnât au Saint-Siége les places de Jean-Jourdain, mais qu'il lui permît encore de se saisir de Sienne.

Malgré cette démarche, ils changèrent de résolution et firent naître de nouvelles difficultés, prenant le parti de se régler par les événements. C'est pourquoi le pape proposa de demeurer neutre, en qualité de père commun, de donner néanmoins passage à l'armée française par les États de l'Eglise, et de s'engager à n'attaquer ni les Florentins, ni les Siennois, ni Bologne, tant que durerait la guerre de Naples; le roi, brûlant de voir son armée dans le royaume de Naples, aurait enfin accepté ce parti, tout honteux qu'il était pour lui, et quoiqu'il n'ignorât pas le péril où cette neutralité jetait ses troupes et ses alliés d'Italie. En effet, comment pouvait-il s'assurer que, si ses armes étaient malheureuses dans le royaume de Naples, le pape et le duc de Valentinois ne se déclareraient pas contre lui? que même aussitôt que l'armée s'y serait rendue, ils n'attaqueraient pas la Toscane, affaiblie par ses divisions et dépourvue des troupes qu'elle lui aurait fournies? Enfin il y avait beaucoup d'apparence que, s'étant proposé de tirer tout l'avantage qu'ils pourraient de cette conjoncture, il n'y avait rien qu'ils ne fussent capables d'entreprendre.

Mais dans le temps que le pape et son fils se repaissaient des espérances les plus flatteuses, ils apprirent l'un et l'autre que rien n'est plus fragile que les desseins des hommes. Le pape, étant allé prendre le frais et souper dans une vigne voisine du Vatican, en fut aussitôt rapporté demi-mort dans son palais, et son fils eut bientôt le même sort; Alexandre étant mort le lendemain, qui fut le 18 août, son corps fut porté selon l'usage dans la basilique de Saint-Pierre; il était livide, enflé et difforme, signes manifestes de poison. Valentinois en vainquit la malignité par la vigueur de l'âge, aidée d'un contre-poison pris sur-le-champ, mais il lui en resta une longue et cruelle maladie. Personne ne douta de la cause de cet accident. On dit que le père et le fils s'étaient fait une habitude d'empoisonner non-seulement leurs ennemis et ceux qui leur étaient suspects, mais encore les riches cardinaux et les autres courtisans, uniquement pour s'approprier leurs biens. C'était par cette détestable voie qu'ils s'étaient défait du cardinal de Saint-Ange qui ne les avait jamais offensés, et dont les richesses faisaient tout le crime; ils avaient même fait périr de la même manière les cardinaux de Capoue et de Modène leurs plus grands amis, et dont ils avaient éprouvé la fidélité dans l'administration de leurs affaires. Le duc de Valentinois avait résolu d'empoisonner Adrien[1], cardinal de Corneto, à la vigne duquel il devait souper avec Alexandre; pour cet effet il y avait envoyé des bouteilles de vin empoisonné, et on les avait remises à un officier qui n'était pas du secret, avec ordre de n'en donner à personne. Le pape arriva par hasard avant l'heure du souper, et se trouvant fort altéré par la grande chaleur, il demanda à boire. L'officier n'ayant point alors d'autre vin que celui qu'on venait d'apporter, et le croyant excellent, en donna au pape, et Valentinois arrivant sur ces entrefaites en but aussi.

Toute la ville accourut en foule à Saint-Pierre pour y repaître ses yeux d'un spectacle qui causait la joie publique; on ne s'arrachait qu'avec peine d'un lieu où l'on voyait enfin hors d'état de nuire un monstre dont la barbarie, l'ambition, la perfidie, les débauches inouïes avaient effrayé l'univers, et dont l'avarice avait vendu sans distinction le sacré comme le profane; monstre néanmoins dont toute la vie n'avait presque été qu'un tissu de prospérités, et qui, se livrant sans cesse à des projets effrénés, les avait toujours vus réussir au-delà de ses espérances; exemple propre à confondre la présomption de ces hommes dont la faible raison, osant pénétrer dans la profondeur des secrets de la Providence, décide que nos biens et nos maux ont leur source dans nos bonnes actions et dans nos crimes, comme si la vertu n'était pas tous les jours la victime de l'injustice et de la vexation, tandis que le vice heureux brille aux premiers rangs, et comme si la prospérité des méchants et le malheur des bons donnaient atteinte à la justice et à la puis-

(1) Adrien *Castellezi*. Il prit le nom de *Corneto*, parce qu'il était de cette ville. Alexandre VI l'avait fait cardinal.

sance de Dieu, dont la grandeur, affranchie des limites du temps, sait récompenser le juste et punir le criminel dans l'éternité.

Le duc de Valentinois, dont le poison avait entièrement abattu les forces, rassembla toutes ses troupes auprès de lui. Il s'était proposé depuis long-temps de faire élire un pape à son gré, après la mort d'Alexandre, et de se servir pour cet effet de la force, appuyé des suffrages de onze cardinaux espagnols qui lui étaient dévoués. Mais sa maladie rendait ce dessein et tous ses autres projets plus difficiles qu'il ne se l'était imaginé ; il se plaignait avec une espèce de fureur qu'ayant préparé tous les moyens nécessaires pour remédier aux accidents qu'il avait prévus qui pouvaient arriver à la mort de son père, il n'avait jamais pensé qu'il pourrait être lui-même dans cette conjoncture hors d'état de rien exécuter. Il fut donc contraint de régler ses démarches, non sur le plan qu'il s'était fait, mais sur sa situation présente. Comprenant qu'il ne lui serait pas possible de résister en même temps aux Colonna et aux Orsini, et qu'il avait lieu de craindre que ces deux maisons ne se réunissent contre lui, il crut devoir se réconcilier plutôt avec les familles dont il avait seulement enlevé les biens qu'avec celles dont, non content d'avoir usurpé les États, il avait encore versé le sang. Ainsi il se hâta de traiter avec les Colonna et les della Valle unis par le lien de faction ; il leur rendit leurs places, qu'Alexandre avait fort agrandies et fortifiées avec beaucoup de dépense depuis qu'il s'en était emparé, et il les pressa même d'aller s'en remettre en possession.

Mais ces mesures ne suffisaient pas pour sa sûreté ni pour la tranquillité de Rome, où tout était en combustion. Prosper Colonna s'y était rendu, et tous les amis de sa maison avaient pris les armes. D'un autre côté Fabio Orsino s'était rendu à Montegiordano; et ayant rassemblé un grand nombre de ses partisans, il avait brûlé les magasins et les maisons de quelques marchands espagnols et des courtisans de la même nation devenus l'objet de la haine publique par l'orgueil insupportable qu'ils avaient fait paraître sous le règne d'Alexandre. Brûlant de sacrifier Valentinois à ses ressentiments, Fabio[1] levait beaucoup de soldats étrangers, et il pressait Barthélemy d'Alviano, qui était au service des Vénitiens, de venir le joindre pour venger ensemble leurs injures communes. Le Borgo et les Prés de Saint-Pierre étaient occupés par les troupes de Valentinois, en sorte que les cardinaux, ne se croyant pas en sûreté dans le palais pontifical, s'assemblaient au couvent de la Minerve, et ce fut là que, contre l'ancienne coutume, ils commencèrent plus tard qu'à l'ordinaire les obsèques du pape. On craignait que Gonzalve ne vînt à Rome, surtout depuis que Prosper avait laissé quelques troupes espagnoles à Marino. D'ailleurs la réconciliation de Valentinois avec les Colonna faisait croire que ce duc s'était enfin déterminé à prendre le parti des Espagnols; mais on était encore dans de plus grandes alarmes que l'armée française ne voulût aussi se rendre à Rome.

Elle n'avait marché qu'à petites journées jusqu'alors parce qu'elle n'avait point encore été jointe par les Suisses. Cette nation, rebutée par la perte des siens dans le royaume de Naples, avait hésité long-temps si l'on permettrait aux officiers du roi de faire des levées dans les cantons, et presque tous les capitaines et soldats que la France y avait enrôlés ne marchaient qu'à regret et avec beaucoup de lenteur. Mais après la mort du pape l'armée eut ordre de se rendre à Sienne sans attendre les Suisses, et de là à Rome; et comme la Tremoille était tombé malade à Parme, le marquis de Mantoue prit la conduite des troupes avec le titre de lieutenant du roi; le bailli de Caen et Sandricourt[1] lui furent adjoints dans le commandement, mais sans aucun titre. Le roi donna ordre en même temps à sa flotte de passer de Gaëte à Ostie, dans la vue, disait-on, de tenir Gonzalve en respect, en cas qu'il voulût aller à Rome avec son armée pour forcer les suffrages des cardinaux. L'armée de terre séjourna néanmoins quelque temps entre Buonconvento et Viterbe, parce que les Suisses qui étaient venus jusqu'à Sienne refusèrent de passer outre à moins qu'on ne leur payât la solde, et que les marchands, à cause des troubles de Rome, faisaient difficulté d'accepter les lettres de change tirées sur eux par les banquiers français.

Le territoire de Rome et plusieurs places des

(1) Fabio était fils de Paul Orsino, que le duc de Valentinois avait fait étrangler.

(1) Le père Daniel le nomme Vaudricourt.

Etats de l'Eglise et du duc de Valentinois n'étaient pas plus tranquilles que la ville de Rome. Les Orsini et tous les autres seigneurs rentraient dans leurs biens; les Vitelli étaient retournés à Città-di-Castello, et Jean-Paul Baglione avait attaqué la ville de Pérouse à la faveur d'une intelligence qu'il croyait y avoir. A la vérité il avait été repoussé, mais il y était revenu depuis avec de nombreuses troupes dont les Florentins lui avaient fourni ouvertement une partie, et il avait enfin forcé la place avec quelque perte des deux côtés. La ville de Piombino avait pris les armes, et son ancien seigneur s'y était rétabli, à l'aide des Florentins, malgré tous les efforts des Siennois pour s'en emparer. Le duc d'Urbin et les seigneurs de Pesaro, de Camerino et de Sinigaglia s'étaient aussi remis en possession de ces places.

La Romagne seule, quoiqu'elle ne fût pas sans inquiétude de la part des Vénitiens qui avaient mis beaucoup de troupes dans Ravenne, était sans troubles et toujours fidèle au duc de Valentinois. Elle avait reconnu par expérience qu'elle était plus heureuse sous la domination d'un seul maître puissant qu'elle ne l'avait été lorsque les villes de son territoire obéissaient chacune à un seigneur particulier, qui, trop faible pour défendre son Etat et n'étant pas assez riche pour faire du bien à personne et pour subsister, était souvent obligé de vexer ses propres sujets. Le duc de Valentinois par son autorité, par sa puissance et par l'exacte justice qu'il faisait rendre, avait mis fin aux troubles continuels qui désolaient le pays et réprimé la fureur des factieux qui se massacraient réciproquement auparavant; il s'était concilié l'affection des peuples par cette conduite et par les bienfaits qu'il avait répandus sur plusieurs particuliers, en prenant à sa solde les gens qui faisaient profession des armes, en procurant des emplois dans ses Etats et dans ceux du pape aux personnes de robe, et en protégeant les ecclésiastiques auprès de son père; ainsi, ni l'exemple de la révolte générale de ses autres Etats, ni le souvenir de leurs premiers maîtres ne purent ébranler la fidélité des peuples de la Romagne.

Malgré la triste situation de ce duc, les Français et les Espagnols lui faisaient de grandes offres, dans la vue de se servir de ses troupes, de gagner par son moyen les cardinaux de sa faction dans le prochain conclave. Sa réconciliation avec les Colonna avait fait croire qu'il se livrerait aux Espagnols; mais il n'avait fait cette démarche que pour prévenir la réunion de cette famille avec les Orsini contre lui. Aussi prit-il le parti du roi de France, dont il jugea que l'armée si voisine de Rome était plus en état que les Espagnols de lui nuire ou de l'appuyer à Rome et dans ses propres Etats. Il fit donc son traité le 1er septembre avec le cardinal de San-Severino et avec M. de Trans, ambassadeur de France. Il promit de prêter ses troupes au roi pour la guerre de Naples et pour toute autre expédition, pourvu que ce ne fût pas contre l'Eglise; d'un autre côté le cardinal et l'ambassadeur prirent sous la protection du roi Valentinois et les Etats dont ce duc était actuellement en possession, et s'obligèrent de l'aider à rentrer dans ceux qu'il avait perdus.

Valentinois fit encore espérer aux Français qu'il engagerait la plus grande partie des cardinaux espagnols à donner leurs suffrages au cardinal de Rouen. A la première nouvelle de la mort d'Alexandre, ce cardinal, plein de l'espérance d'obtenir le pontificat à la faveur de l'autorité, de l'argent et des armes du roi son maître, était parti de France pour se rendre à Rome avec les cardinaux d'Aragon et Ascanio. Il y avait deux ans qu'il avait rendu la liberté à ce dernier et qu'il lui fournissait de quoi paraître avec honneur à la cour, ne négligeant rien pour le gagner entièrement, dans la vue de se servir utilement un jour du crédit et de la considération où il était à la cour de Rome. Mais ces flatteuses espérances n'étaient pas fort solides. Il s'en fallait bien que le duc de Valentinois pût disposer des cardinaux espagnols, qui sans doute seraient plus sensibles à leurs propres intérêts que fidèles à la reconnaissance des bienfaits du père et du fils, et qui d'ailleurs ne voudraient pas offenser leurs souverains en donnant leurs suffrages à un Français. D'ailleurs le cardinal Ascanio, supposé qu'il eût quelque pouvoir dans le conclave, se serait bien gardé de l'employer à mettre la tiare sur la tête d'un homme dont l'exaltation s'opposait au rétablissement des Sforze à Milan.

Le conclave n'était pas encore assemblé, les obsèques qui doivent le précéder, et qui durent neuf jours, ayant commencé plus tard qu'à

l'ordinaire; d'ailleurs les cardinaux qui se trouvaient à Rome, craignant que la division qui régnait entre les princes chrétiens ne fît naître un schisme, avaient résolu d'attendre les cardinaux absents; et même après que tout le sacré collége fut réuni dans Rome, ils balancèrent encore s'ils procéderaient à l'élection. La présence des troupes du duc de Valentinois et la proximité de l'armée française, qui, campée entre Nepi et l'Isola, étendait ses quartiers jusqu'à Rome, leur fit appréhender que les suffrages ne fussent pas libres. Les Français étaient déterminés à ne passer le Tibre qu'après l'élection, soit que le roi craignît que quand ses troupes seraient dans le royaume de Naples ses ennemis ne se rendissent maîtres de l'élection, soit que le cardinal de Rouen voulût profiter de cette conjoncture pour s'assurer le pontificat. Enfin l'on trouva un expédient pour engager les cardinaux à entrer dans le conclave; le cardinal de Rouen donna sa parole que l'armée française ne s'avancerait que jusqu'à Nepi et l'Isola, et le duc de Valentinois consentit à se retirer dans cette première place et de là à Civita-Castellana, ayant même déjà fait joindre l'armée française par deux cents hommes d'armes et trois cents chevau-légers de ses troupes, que Ludovic de la Mirandole et Alexandre Trivulce commandaient. Ensuite les cardinaux levèrent beaucoup d'infanterie pour assurer Rome, et ordonnèrent à trois prélats proposés pour la garde du conclave de l'ouvrir au moindre mouvement dont ils s'apercevraient, afin que les cardinaux étant ainsi en liberté de se retirer où ils voudraient, personne ne pût espérer de forcer leurs suffrages.

Ils entrèrent donc au conclave au nombre de trente-huit, et la division, qui dans d'autres temps ne sert qu'à tirer les choses en longueur, fut cause qu'on se hâta d'élire un pape. C'est pourquoi ils ne furent pas long-temps[1] sans terminer cette grande affaire. Comme il n'était pas possible, attendu l'animosité des factions de France et d'Espagne, que le choix tombât sur un sujet de l'une ni de l'autre, et que cependant il y avait tout à craindre des inconvénients que la vacance du siége pouvait occasionner dans la conjoncture présente, on n'eut pas de peine à se réunir en faveur de Francois Picolomini, cardinal de Sienne. Le cardinal de Rouen, plus certain de jour en jour qu'il n'avait rien à espérer, consentit à l'exaltation de Picolomini. Un des plus grands motifs des cardinaux fut l'âge avancé et la maladie actuelle de ce cardinal, qui, selon toutes les apparences, ne devait pas vivre long-temps. Au reste, Picolomini jouissait d'une réputation entière, et n'était pas inférieur à cette grande dignité par ses qualités personnelles. Il prit le nom de Pie III, en mémoire de Pie II, son oncle, qui lui avait donné le chapeau.

[1] Le 22 septembre.

CHAPITRE II.

Troubles dans Rome. Les Orsini se mettent à la solde des Espagnols. Fuite de Valentinois au château Saint-Ange. Mort du pape. Vincola, son successeur, prend le nom de Jules II. Par quels moyens il parvint au pontificat. État des villes de la Romagne. Différends entre les Vénitiens et le pape sur ces villes. Progrès des Vénitiens. Le pape fait emprisonner Valentinois. Gonzalve au Garigliano. Fait d'armes entre les Français et les Espagnols. Difficultés éprouvées par les Espagnols au Garigliano. Alviano va à leur secours. Les Français se retirent. Ils sont battus à Mola. Pierre de Médicis se noie dans le Garigliano. Déroute des Français. Gaëte est prise par Gonzalve.

Aussitôt après l'élection du pape l'armée française passa le Tibre et continua sa marche; mais Rome, malgré l'élection du pape et le départ de l'armée, n'en fut pas plus tranquille. On y attendait incessamment d'Alviano et Jean-Paul Baglione qui s'étaient joints dans le Pérousin, où ils levaient des troupes; et le duc de Valentinois, toujours dangereusement malade, était revenu dans cette ville avec cent cinquante hommes d'armes, pareil nombre de chevau-légers et huit cents fantassins; le nouveau pape lui avait donné un sauf-conduit pour s'y rendre, dans l'espérance de pouvoir trouver plus facilement quelque moyen de pacifier les troubles. Les Orsini, justement irrités contre Valentinois, le voyant à Rome où ils étaient aussi, faisaient chaque jour de nouvelles recrues; et quoiqu'ils eussent demandé justice au pape et au sacré-collége, il était facile de voir qu'ils étaient résolus de se la faire eux-mêmes, quand ils auraient été joints par Jean-Paul Baglione et par d'Alviano. Ainsi Rome et le Borgo, où Valentinois était logé, étaient dans une agitation presque continuelle; et l'on croit que cette querelle qui divisait le peuple et la cour de

Rome fut aussi très préjudiciable aux affaires des Français.

Les Orsini comptaient se mettre à la solde ou du roi de France ou de l'Espagne dès qu'ils auraient fait périr le duc de Valentinois; et comme leur secours devait être d'un grand poids pour le succès de la guerre, on leur faisait de grandes offres des deux côtés. Mais ces seigneurs penchant davantage pour la France, le cardinal de Rouen prit au service du roi Jules Orsino qui traita pour toute sa maison, à l'exception d'Alviano, que le cardinal voulait flatter par des marques de distinction; mais son arrivée dérangea tout-à-fait ce projet. Ayant déjà presque conclu avec le cardinal, il changea tout-à-coup, et il se tourna du côté de l'Espagne, dont l'ambassadeur le prit à la solde de ses maîtres avec toute la maison des Orsini, moyennant la solde de cinq cents hommes d'armes et soixante mille ducats de pension; il n'y eut que Jean-Jourdain qui demeura fidèle à la France. D'Alviano a toujours dit depuis que le seul dépit de voir que le cardinal de Rouen, brûlant plus que jamais d'obtenir le pontificat, favorisait le duc de Valentinois, par le moyen duquel il se flattait d'avoir les suffrages de la plus grande partie des cardinaux espagnols, l'avait déterminé à ce changement. Le cardinal, pour se justifier auprès de son maître, en rejetait la faute sur les Vénitiens qui, dans la crainte que le roi ne se rendît maître du royaume de Naples, avaient, disait-il, non-seulement donné un congé à d'Alviano avec promesse de lui conserver son emploi, mais encore prêté quinze mille ducats à l'ambassadeur d'Espagne, pour les avancer à ce seigneur. Si cela n'était pas entièrement vrai, l'on ne pouvait pas nier au moins que l'ambassadeur de Venise ne se fût mêlé de cette affaire. D'autres assurent que d'Alviano ne se détermina à prendre le parti des Espagnols, que parce qu'ils lui firent de meilleures conditions, et qu'ils s'engagèrent de lui donner, aussi bien qu'aux autres seigneurs de sa maison, des Etats dans le royaume de Naples et des bénéfices à son frère, et, ce qui le touchait bien davantage, de lui fournir, après que la guerre serait terminée, deux mille hommes de pied espagnols pour l'expédition qu'il méditait contre les Florentins en faveur de Pierre de Médicis.

On croyait que Jean-Paul Baglione, qui était venu à Rome avec d'Alviano, ayant traité comme lui avec les Français et les Espagnols dans le même temps, embrasserait le parti que celui-ci avait pris. Mais le cardinal de Rouen, fâché d'avoir manqué les secours des Orsini, dont la perte rendait le succès de l'expédition de Naples fort incertain, se hâta de conclure avec Baglione, et le prit au service du roi de France avec cent cinquante hommes d'armes, et lui accorda toutes les conditions qu'il voulut. Ce seigneur exigea qu'il serait exprimé dans le traité qu'il était à la solde des Florentins, pour s'assurer d'être exactement payé de ses appointements, que ceux-ci retiendraient sur les sommes qu'ils devaient fournir au roi, suivant leurs traités. Après qu'il eut reçu quatorze mille ducats du cardinal, il s'en retourna à Pérouse, sous prétexte de mettre ses troupes en état de marcher; mais, plus sensible à ses intérêts que fidèle à ses engagements et à l'honneur, il ne se régla que par les événements, alléguant sans cesse de nouvelles raisons pour ne pas joindre l'armée française. Enfin il ne sortit point de Pérouse, et le cardinal de Rouen crut que Jean-Paul, suivant l'infidélité ordinaire des capitaines italiens de ce temps-là, avait promis à d'Alviano et aux Espagnols d'en user ainsi, dans le temps même qu'il traitait avec lui.

Dès que les Orsini se furent déclarés pour l'Espagne, les Colonna se réconcilièrent avec eux. Ce fut l'ambassadeur d'Espagne qui engagea les uns et les autres à cette démarche. Les deux maisons convinrent de remettre leurs différends à la décision de ce ministre et de l'ambassadeur de Venise. Le duc de Valentinois, effrayé de cette réunion, se disposait à sortir de Rome pour se rendre à Bracciano, où il devait être conduit en sûreté par Jean-Jourdain, qui en avait donné parole au cardinal de Rouen; mais les Orsini et Jean-Paul résolurent de le prévenir. N'ayant pu pénétrer dans le Borgo par le pont du château Saint-Ange, ils sortirent de Rome, gagnèrent par un grand circuit la porte du château, et, la trouvant fermée, ils y mirent le feu; étant ainsi entrés dans le Borgo, ils tombèrent sur quelques cavaliers du duc de Valentinois. Plusieurs Français, qui n'étaient pas encore partis de Rome, accoururent à son secours; mais comme ses ennemis étaient les plus forts, et que même ses troupes, dont le

nombre était déjà fort diminué, paraissaient vouloir l'abandonner, il fut contraint de se réfugier au Vatican, accompagné du prince de Squillaci et de quelques cardinaux espagnols. De là il se retira dans le château Saint-Ange, après avoir obtenu la liberté d'en sortir quand il voudrait; ensuite toutes ses troupes se dissipèrent. Le bailli de Caen fut blessé dans cette occasion, mais légèrement, et le cardinal de Rouen ne fut pas ce jour-là sans frayeur pour lui-même.

Cet événement rendit le calme à la ville de Rome; ainsi le sacré-collége fut à portée de procéder paisiblement à l'élection du successeur de Pie III. Ce pape, n'ayant régné que vingt-six jours, vérifia l'opinion des cardinaux qui avaient prévu qu'il ne vivrait pas long-temps. Ils différèrent à entrer au conclave jusqu'à ce que les Orsini fussent sortis de Rome, où ces seigneurs étaient demeurés pour rendre complet le nombre des troupes qu'ils devaient commander au service d'Espagne. Mais long-temps avant la tenue du conclave, l'élection était déjà consommée. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, que le grand nombre de ses amis, son crédit et ses richesses rendaient considérable, s'était assuré de tant de suffrages que les cardinaux qui lui étaient contraires n'osèrent s'opposer à son exaltation. Ainsi, par un exemple nouveau, la nuit même qu'on entra au conclave (c'était le dernier d'octobre), et avant qu'il fût fermé, ce cardinal fut élu pape. Il se fit appeler Jules, soit à cause de la conformité de ce nom avec celui de Julien qu'il portait, soit pour faire pressentir qu'il avait de grands desseins, peut-être même dans la vue d'égaler la noblesse du nom d'Alexandre VI. Il fut le second pape qui porta ce nom.

La grande division qui partageait alors les esprits fit qu'on ne put voir qu'avec une extrême surprise que tous les suffrages se fussent réunis en faveur d'un cardinal dont on connaissait le caractère difficile, l'esprit brouillon, et qui était redouté de tout le monde; en effet, Jules, toujours réduit à de fâcheuses extrémités, s'était vu contraint d'offenser beaucoup de gens, et il avait eu de fréquents démêlés avec les grands, à qui par conséquent il était très odieux. Mais on cessa de s'étonner de son élection dès qu'on réfléchit aux moyens qui l'avaient procurée. Ses grandes richesses, sa magnificence et sa fermeté lui avaient concilié un grand nombre d'amis; d'ailleurs, ayant toujours eu beaucoup d'autorité parmi les cardinaux, il était encore en réputation de zélé défenseur de la dignité et de la liberté de l'Eglise. Mais ce qui contribua davantage à son exaltation, ce furent les grandes promesses qu'il fit aux cardinaux, aux princes, aux barons et généralement à tous ceux qui pouvaient le servir dans cette occasion, et la facilité qu'il avait de prodiguer, non-seulement ses richesses, ses dignités et ses bénéfices, mais encore ceux d'autrui; car plusieurs, sur la seule réputation de sa libéralité, le pressaient à l'envi de disposer de leur argent, de leur crédit, de leurs emplois et même de leurs bénéfices; et personne ne fit réflexion qu'il promettait beaucoup au-delà de ce qu'il pourrait ou devrait même tenir, lorsqu'il aurait obtenu la place qu'il briguait. Cette confiance venait de la réputation de franchise et de sincérité qu'il avait depuis long-temps. Alexandre, ennemi juré de ce cardinal et qui le peignait toujours avec les plus odieuses couleurs, n'avait pu néanmoins lui refuser l'éloge d'homme vrai et sans détour. Ce fut de cette opinion favorable que Jules se servit pour obtenir la tiare, d'autant plus sûr de parvenir à son but par ce moyen qu'il n'ignorait pas que les hommes ne donnent jamais plus facilement dans le piége que lorsque celui qui le dresse a toujours eu de la probité ou la réputation d'en avoir.

Le cardinal de Rouen, voyant toutes ses espérances trompées, consentit enfin à l'exaltation du nouveau pape, dans l'espérance que Jules, se ressouvenant de ses anciennes liaisons avec la France, favoriserait toujours les intérêts du roi. Le cardinal Ascanio imita le cardinal français; Ascanio et Saint-Pierre-aux-Liens déjà réconciliés s'étaient mutuellement promis d'oublier le passé et les différends qui les avaient brouillés autrefois à la cour de Rome avant le pontificat d'Alexandre VI. D'ailleurs, comme Ascanio avait pénétré plus avant dans le caractère de Jules que le cardinal de Rouen, il se flattait que ce pape, portant sur le trône l'esprit inquiet et entreprenant qui l'avait toujours agité, pourrait songer un jour à rétablir la maison de Sforze dans le duché de Milan. Enfin les cardinaux espagnols approuvèrent aussi cette élection, malgré l'éloignement qu'ils en avaient eu d'abord. Ils y furent déterminés par le

grand nombre de partisans du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, qui aurait prévalu à toutes leurs oppositions ; d'ailleurs ils crurent qu'il était beaucoup plus sûr de se faire un mérite de leur suffrage auprès de ce cardinal que de l'irriter par un refus. Enfin, comptant en quelque façon sur ses magnifiques promesses, ils furent tout-à-fait déterminés par Valentinois. Ce duc, forcé par sa situation présente d'en user ainsi, quelque péril qu'il y eût pour lui, était d'ailleurs lui-même ébloui de l'espérance flatteuse que le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens lui donnait de marier François-Marie de la Rovère, préfet de Rome, son neveu, avec sa fille, de lui conserver l'emploi de capitaine général des troupes de l'Eglise, et de l'aider à rentrer dans ses États de Romagne, où il n'y avait plus que les places fortes qui tinssent encore pour lui.

Cette province donnait beaucoup d'inquiétude au nouveau pape ; trop faible alors pour y donner la loi, il ne souffrait qu'avec impatience que les Vénitiens y étendissent leur domination. Quand on y eut appris que Valentinois avait été forcé de se sauver dans le château Saint-Ange et que ses troupes étaient dissipées, les villes qui jusque là lui étaient demeurées fidèles prirent différents partis. Césène rentra sous la domination de l'Église. Quelques-uns des principaux habitants d'Imola s'étant défaits du commandant de la citadelle, toute la ville était incertaine si elle se soumettrait aussi à l'Église ou si elle rappellerait la famille des Riario, ses premiers seigneurs. Forli, qui avait été long-temps possédée par les Ordolaffi avant que Sixte IV la donnât aux Riario, rappela Antoine qui était de cette première famille ; il avait d'abord voulu s'y introduire par le moyen des Vénitiens ; mais les habitants ayant soupçonné que ces républicains ne se servaient de lui que pour s'emparer eux-mêmes de cette ville, Antoine s'adressa aux Florentins qui l'aidèrent à se rétablir. Jean Sforze retourna à Pesaro et Pandolphe Malatesta à Rimini, l'un et l'autre rappelés par le peuple de ces deux villes ; mais Denis de Naldo, ancien capitaine de Valentinois, marcha au secours du gouverneur de Rimini, chassa Pandolphe et remit cette ville au pouvoir du duc. Faënza était dans la résolution de lui demeurer fidèle ; mais enfin ayant perdu toute espérance de son retour, elle se remit sous l'obéissance des Manfredi, ses anciens maîtres, et fit revenir Astor. Ce jeune homme qui était bâtard s'en mit en possession au défaut des seigneurs légitimes.

Les Vénitiens, qui aspiraient à la souveraineté de la Romagne entière, avaient envoyé beaucoup de troupes à Ravenne, aussitôt après la mort d'Alexandre. Ils attaquèrent pendant la nuit Césène qui ne s'y attendait pas ; néanmoins ils furent vivement repoussés par le peuple ; et comme ils n'avaient point amené d'artillerie, comptant plus sur la surprise que sur la force, ils furent obligés de se retirer dans le territoire de Ravenne, où ils attendaient l'occasion de s'étendre dans la province. Elle se présenta bientôt par la division qui se mit entre Denis de Naldo et les Faëntins ; piqué de ce qu'ils avaient rappelé les Manfredi, contre qui il s'était autrefois révolté quand le duc de Valentinois assiégeait Faënza, il fit venir les Vénitiens et leur livra les forts du Val-di-Lamone dont il avait la garde. Peu de temps après ces républicains trouvèrent le moyen de corrompre à force d'argent le commandant de la citadelle de Faënza et d'y mettre trois cents fantassins. Ils s'emparèrent en même temps du château de Forlimpopolo et de plusieurs autres de la Romagne, et ils envoyèrent une partie de leurs troupes contre la ville de Fano ; mais le peuple s'étant défendu avec beaucoup de courage, demeura sous la domination de l'Église. Ils se mirent encore en possession de Rimini, du consentement des habitants, et moyennant un traité par lequel ils donnèrent en échange à Pandolphe Malatesta la ville de Citadella dans le territoire de Padoue, avec une pension ; outre cela ils le prirent pour toujours à leur solde avec un certain nombre de gendarmes, après quoi ils ne pensèrent plus qu'à réussir au siége de Faënza.

Les Faëntins, attachés aux Manfredi et d'ailleurs indignés de ce que les habitants du Val-di-Lamone[1] s'ingéraient de disposer de leur ville, faisaient une vigoureuse défense, sans que la perte de la citadelle pût les ébranler ; à la vérité la prise de ce fort ne leur était pas fort préjudiciable, parce qu'il est construit dans un terrain bas, et qu'on l'avait séparé de la ville par un fossé profond. Mais comme leurs forces

(1) Denis de Naldo était de cette vallée.

n'étaient pas suffisantes pour résister à l'armée que les Vénitiens avaient envoyée contre eux sous les ordres du provéditeur Christophe Moro, avec de l'artillerie, et qui s'était déjà saisie des postes les plus importants du territoire, ils implorèrent le secours du nouveau pape. Jules était extrêmement irrité de l'audace des Vénitiens; mais à peine élevé sur le Saint-Siége, n'ayant ni troupes, ni argent, ne pouvant d'ailleurs en espérer du roi de France ni du roi d'Espagne occupés d'affaires plus importantes, et enfin dans la résolution de demeurer neutre entre ces deux princes, il n'avait d'autres secours à offrir aux Faëntins que l'autorité du nom pontifical.

Pour essayer de quel poids elle serait auprès des Vénitiens, et si le souvenir de ses anciennes liaisons avec le sénat aurait quelques pouvoirs sur les esprits à Venise, il y envoya l'évêque de Tivoli. Ce nonce se plaignit de l'entreprise de la république contre Faënza, ville qui relevait du Saint-Siége. Il représenta que c'était s'attaquer à un souverain pontife qui leur avait toujours été uni avant son exaltation et dont ils pouvaient tout attendre aujourd'hui. Il est à présumer que les sénateurs qui n'avaient pas été d'avis que la république se chargeât de la défense de Pise, qu'elle reçût les ports du royaume de Naples pour caution des frais de la guerre, et qu'elle partageât le duché de Milan avec le roi de France, étaient à cette audience. Ils représentèrent que les entreprises du sénat le rendant de jour en jour plus odieux et plus suspect, il devait considérer à quels périls il allait exposer la république si, dans un temps où il avait irrité toutes les autres puissances, il s'attirait encore la haine du pape; mais le plus grand nombre, sourd à ces sages remontrances, n'envisageait que les succès qui avaient jusqu'alors favorisé leur ambition, et, n'y mettant aucunes bornes, se livrait tout entier aux plus flatteuses espérances.

Dans ces dispositions on répondit au nonce que la longue amitié qui avait été entre Saint-Pierre-aux-Liens et la république, amitié scellée de tant de services mutuels, avait toujours fait désirer aux Vénitiens de le voir arriver au pontificat; qu'ayant toujours eu beaucoup d'égards pour Jules dans le temps qu'il n'était que cardinal, ils en auraient bien davantage aujourd'hui qu'il était revêtu de la première dignité de l'Église; mais qu'ils ne comprenaient pas comment leur entreprise contre Faënza dans des conjonctures si favorables pour s'emparer de cette ville, pouvait blesser l'autorité du pape; que non-seulement l'Église ne possédait pas actuellement cette ville, mais qu'elle avait encore cédé solennellement à Valentinois tous les droits qu'elle prétendait y avoir; qu'on ne se ressouvenait pas même qu'elle eût jamais joui de Faënza, que les papes avaient toujours laissée entre les mains de différents vicaires qui ne reconnaissaient leur souveraineté que par la promesse de payer un certain cens quand on le leur demanderait; que d'ailleurs les Faëntins, bien éloignés de vouloir se soumettre au Saint-Siége, étaient demeurés fidèles jusqu'à la dernière extrémité au duc de Valentinois; qu'enfin, ne pouvant plus compter sur lui, ils avaient préféré les bâtards de la famille des Manfredi à l'Église; qu'au reste ils suppliaient Sa Sainteté de conserver pour eux les mêmes sentiments qu'elle avait bien voulu leur marquer avant de de parvenir au pontificat.

Jules s'étant assuré par ce moyen des dispositions du sénat, voulut faire passer en Romagne Valentinois qu'il faisait loger avec lui au Vatican et pour lequel il avait de grands égards; mais faisant réflexion que cette démarche, qui eût été d'abord applaudie des peuples, ne servirait qu'à les aliéner davantage depuis qu'ils s'étaient révoltés contre ce duc, il changea de résolution.

Ainsi Faënza n'avait d'autre ressource que dans les secours des Florentins. Ceux-ci ne voyaient qu'avec chagrin le sénat de Venise sur le point de s'emparer d'une ville si voisine de Florence. Ils envoyèrent donc deux cents hommes de pied aux assiégés, leur faisant espérer de plus grands secours, afin de les encourager à se défendre jusqu'à ce que le pape pût agir en leur faveur. Mais Jules ne paraissant pas dans la disposition de faire la guerre, et les sollicitations du roi de France auprès des Vénitiens pour les détourner d'attaquer les Etats du duc de Valentinois ayant été inutiles, les Florentins ne voulurent pas s'embarquer seuls dans une guerre difficile contre de si puissants ennemis, et ils n'envoyèrent plus de troupes à Faënza. Alors les Faëntins, privés de toute espérance, voyant que l'ennemi qui s'é-

tait déjà avancé jusqu'à l'église de l'Observance commençait à foudroyer leurs murs, et ayant découvert dans le même temps une conjuration dans la ville pour y introduire les Vénitiens, prirent le parti de capituler. Le sénat promit de donner une modique pension au jeune Astor pour sa subsistance.

Il aurait été facile aux Vénitiens de s'emparer aussi d'Imola et de Forli; mais ne voulant pas irriter davantage le pape, ils distribuèrent leurs troupes dans les places et résolurent de ne pas pousser alors plus loin leurs conquêtes dans la Romagne. Outre Faënza et Rimini et les territoires de ces deux villes, ils possédaient dans cette province Monte-Fiore, San-Arcangelo, Verrucchio, Gattera, Savignano, Meldola, Porto-Cesenatico; et dans le territoire d'Imola, Tossignano, Solaruolo et Monte-Battaglia.

Il ne restait plus au duc de Valentinois, dans la Romagne, que les citadelles de Forli, de Césène, de Forlimpopolo et de Bertinoro. Quoiqu'il eût une extrême envie d'y aller, il les eût volontiers déposées entre les mains du pape, à condition que Jules les lui rendrait lorsqu'il n'y aurait plus rien à craindre pour elles de la part des Vénitiens; mais le pape, dans qui l'ambition si naturelle aux souverains n'avait pas encore étouffé les restes de la probité, refusa de recevoir ces places, de peur de s'exposer à les retenir contre sa promesse. Enfin Jules forma la résolution de s'opposer du moins en quelque façon aux Vénitiens, dont les succès l'alarmaient pour l'Etat ecclésiastique; souhaitant d'ailleurs de voir le duc de Valentinois hors de Rome, il convint avec lui, de concert avec les cardinaux, de le faire passer par mer à la Spezie, d'où il devait se rendre par terre à Ferrare et ensuite à Imola, pour se mettre à la tête de cent hommes d'armes et de cent cinquante chevau-légers qui lui restaient encore de toutes ses troupes, et qui avaient ordre de le joindre dans cette dernière place.

C'est pourquoi le duc se transporta à Ostie pour s'embarquer. Mais le pape, qui se repentait déjà de n'avoir pas accepté sa proposition, dépêcha vers lui en diligence les cardinaux de Volterre et de Sorrento[1]. Il avait résolu de se rendre maître à quelque prix que ce fût de ce qui restait encore à Valentinois dans la Romagne. Volterre et Sorrento exposèrent leur commission au duc, l'assurant que le pape ne lui demandait ces places que pour empêcher les Vénitiens de s'en emparer, et qu'il les lui rendrait dans la suite. Mais Valentinois, pénétrant l'intention de Jules, refusa de faire ce qu'on exigeait de lui. Le pape, piqué de ce refus, fit arrêter le duc sur les galères où il s'était déjà embarqué, ce qui causa beaucoup de joie à Rome. On le conduisit ensuite à la Magliana et de là au Vatican, où il fut étroitement gardé; au reste, il y fut traité avec de grands égards. Le pape même lui fit beaucoup de caresses, afin de l'engager à lui donner les ordres nécessaires pour se faire remettre ses places par les commandants, car il craignait que ces officiers, croyant Valentinois perdu sans ressource, ne les livrassent aux Vénitiens pour de l'argent.

Ce fut ainsi que la rapide fortune de Valentinois périt en un instant; il la devait autant à sa cruauté et à ses perfidies qu'aux armes et à l'appui du pape son père; et par un juste retour on fut traître et cruel à son égard, comme Alexandre et lui l'avaient si souvent été envers tant de malheureux. Son armée n'eut pas un meilleur sort que lui; elle se retira d'abord dans le Pérousin, espérant que Florence et les autres villes lui donneraient des sauf-conduits; mais elle fut bientôt poursuivie par les troupes de Baglione, des Vitelli et des Siennois. Dans ces extrémités elle se réfugia dans les Etats des Florentins, réduite à quatre cents chevaux et à un petit nombre d'infanterie; s'étant arrêtée entre Castiglione et Cortone, elle perdit ses bagages qui lui furent enlevés par ordre des Florentins. Don Michel qui la commandait fut fait prisonnier; cet officier fut livré depuis au pape, qui pressa vivement les Florentins de le lui envoyer. Le pape le haïssait, non-seulement comme ayant eu part au gouvernement sous le pontificat d'Alexandre, mais encore comme le ministre et l'instrument de tous les crimes de Valentinois; néanmoins, facile à pardonner à ceux qu'il était en son pouvoir de perdre, il lui rendit la liberté peu de temps après.

Sur ces entrefaites le cardinal de Rouen partit de Rome pour revenir en France, sans emmener avec lui le cardinal Ascanio, qui avait néanmoins promis et juré au roi de retourner à sa cour. Il s'était fait absoudre en secret de

(1) François Soderin et François Romolin.

ce serment par le pape. L'infidélité d'Ascanio ne rendit pas le cardinal de Rouen plus défiant à l'égard de Pandolphe Petrucci. Pandolphe le reçut à Sienne avec de grands honneurs, et il sut si bien gagner son esprit par ses discours insinuants et par la promesse qu'il lui donna de faire rendre Montepulciano aux Florentins, que le cardinal, de retour en France, disait qu'il n'avait point trouvé en Italie d'homme plus prudent que Pandolphe; il engagea même le roi de permettre à Borghèse[1], fils de ce rusé politique, d'aller retrouver son père qui l'avait donné pour otage de sa fidélité à exécuter ses promesses.

Cependant le roi de France ne réussissait pas dans ses entreprises contre l'Espagne au-delà des monts. L'armée qui avait été envoyée sur les frontières de Gascogne se dissipa bientôt faute d'argent et par le peu de conduite des chefs; la flotte, après avoir couru les mers d'Espagne sans beaucoup de succès, se retira dans le port de Marseille. Les troupes destinées à attaquer le Roussillon, et sur lesquelles le roi avait compté davantage parce que rien ne leur manquait, formèrent le siége de Salces, château voisin de Narbonne et situé au pied des Pyrénées; on employa inutilement l'effort du canon et des mines et les assiégés se défendirent avec beaucoup de courage. D'ailleurs le roi d'Espagne, qui s'était rendu en personne à Perpignan, avait rassemblé de tous ses États une puissante armée pour marcher au secours de la place; enfin les troupes dont il avait garni la frontière Fontarabie, n'ayant plus d'ennemi à combattre, étaient venues le joindre. Ainsi les Français ayant avis que l'ennemi s'avançait dans la résolution de combattre, et ne se sentant pas assez de forces pour résister, furent obligés de lever le siége qui durait depuis environ quarante jours, et de faire retraite vers Narbonne. Les Espagnols les poursuivirent jusqu'en France, et après y avoir resté peu de jours et pris quelques places peu considérables, ils reprirent la route d'Espagne par ordre de leur roi. Il était venu à bout du dessein qu'ont ceux qui se tiennent sur la défensive, et il n'était pas tenté de faire la guerre hors de ses Etats, n'ignorant pas que son royaume, qui se défendait sans peine contre les Français, ne pouvait lui fournir les moyens d'attaquer la France.

Quelque temps après les deux rois conclurent, par la médiation du roi Frédéric, une trève de cinq mois pour leurs Etats situés au-delà les monts seulement. Ferdinand lui avait fait entrevoir de la disposition à le rétablir dans le royaume de Naples; ce malheureux prince se flattait que Louis ne s'en éloignerait pas aussi et ne pourrait se refuser aux vives instances de la reine de France, que la compassion intéressait à ses malheurs. Dans cette vue, il avait entamé une négociation de paix entre ces deux princes; et dans le temps que leurs généraux se faisaient plus vivement la guerre en Italie, on vit arriver des ambassadeurs en France de la part du roi d'Espagne pour ce sujet. Ces ministres mirent si habilement l'artifice espagnol en œuvre que Frédéric fut persuadé que le roi de France était le principal obstacle à son rétablissement, auquel les barons de la faction d'Anjou s'opposaient aussi de tout leur pouvoir.

Ainsi, les deux rois ne se faisant plus la guerre que dans le royaume de Naples, l'attention publique se réunit tout entière sur cet Etat. Les Français, en partant de Rome, prirent leur route par le Val-di-Montone et par les places des Colonna dans l'État ecclésiastique, dont les habitants lui fournirent volontiers des vivres; et ils marchèrent vers San-Germano, où Gonzalve, après avoir laissé des troupes à Rocca-Secca et à Monte-Cassino, s'était posté sans autre dessein que d'empêcher les Français de pénétrer plus avant, ce qu'il ne croyait pas fort difficile vu la force et la situation de cette place. Quand l'armée française fut arrivée à Pontecorvo et à Cepperano, elle fut jointe par le marquis de Saluces. Il amena avec lui les troupes de Gaëte, après qu'à la faveur de la retraite de Gonzalve il eut reprit le duché de Trajetto et le territoire de Fondi jusqu'à la rivière de Garigliano.

Les Français mirent d'abord le siége devant Rocca-Secca; mais y ayant donné inutilement un assaut, ils prirent le parti de se retirer. La résistance de cette place fut si fatale à la réputation de leurs armes, que les Espagnols disaient hautement qu'il n'y avait plus rien à

(1) Borghèse était le nom de son aïeul maternel. Peut-être le portait-il par une condition du contrat de mariage de son père ou en vertu d'une adoption.

craindre pour le royaume de Naples. Le courage des Français en fut tellement abattu qu'ils ne crurent pas possible de forcer Gonzalve dans son poste ; c'est pourquoi ils résolurent de reprendre le chemin de la côte. Ainsi, après avoir resté deux jours à Aquino, dont ils s'étaient emparé, et avoir laissé sept cents hommes d'infanterie dans Rocca-Guiglielma, ils retournèrent sur leurs pas à Pontecorvo, d'où ils se rendirent par le chemin de Fondi à la tour qui est sur la rivière du Garigliano, au même endroit où l'on dit qu'était autrefois la ville de Minturne. Ce poste était fort commode, non-seulement pour jeter un pont sur la rivière, comme c'était leur dessein, mais encore pour prendre des quartiers en cas qu'ils y fussent obligés. En effet, Gaëte et la flotte assuraient leurs derrières ; d'ailleurs Trajetto, Itri, Fondi et tout le pays jusqu'au Garigliano tenaient pour eux.

On crut que c'était fait des Espagnols si les Français passaient le Garigliano ; en effet, Gonzalve était trop faible pour tenir la campagne devant leur armée. Ainsi ils n'auraient trouvé aucun obstacle jusqu'à Naples, et leur flotte, qui était maîtresse de la mer, aurait pu s'en approcher avec la même facilité. Gonzalve abandonna donc San-Germano et alla se camper de l'autre côté du Garigliano, résolu de faire tous ses efforts pour en empêcher le passage ; il se flattait d'en venir à bout à la faveur du désavantage et de la difficulté qu'il y a toujours à passer en présence de l'ennemi une rivière qui n'est pas guéable ; mais, comme il arrive souvent, ce qu'on avait cru impraticable ne le fut point, et ce qui avait paru facile se trouva plein de difficultés.

Les Français, malgré tous les efforts des Espagnols, jetèrent un pont sur la rivière et se rendirent maîtres du passage à la faveur de leur artillerie, qu'ils disposèrent à l'opposite sur le rivage qui était un peu plus élevé que l'autre, et sur quelques barques de la flotte auxquelles on avait fait remonter la rivière. Le lendemain, une partie des Français étant passée, ils furent vivement attaqués par les Espagnols qui les poussèrent jusqu'au milieu du pont ; ils les auraient fait reculer plus loin si le feu de l'artillerie ne les avait pas forcés eux-mêmes à la retraite. Les Français perdirent dans cette occasion le lieutenant du bailli de Dijon, et les Espagnols Fabio, fils de Paul Orsino, dont le courage avait fait concevoir de grandes espérances.

On prétend que les Français, après avoir commencé à passer le pont, n'avaient qu'à pousser leur pointe avec ardeur pour gagner beaucoup de supériorité sur l'ennemi ; mais n'agissant au contraire qu'avec lenteur et timidité, ils perdirent non-seulement l'avantage de cette journée, mais encore l'espérance de mieux faire à l'avenir. En effet, depuis cette action, leurs affaires allèrent toujours en déclinant. Leurs chefs étaient désunis, et le peu de cas que les soldats faisaient des capitaines italiens était cause qu'ils n'obéissaient qu'avec répugnance au marquis de Mantoue. Soit que ce général se fût aperçu de cette disposition des troupes à son égard, soit qu'il fût en effet malade, comme il le disait, soit qu'enfin il jugeât peu favorable du succès de cette guerre par la manière dont les Français s'étaient comportés à Rocca-Secca et au passage du Garigliano, il prit le parti d'abandonner l'armée, laissant le roi plus persuadé de sa fidélité que de sa valeur ou de sa capacité.

Après son départ, les principaux officiers de l'armée, qui étaient le marquis de Saluces, le bailli de Caen et Sandricourt, retranchèrent d'abord la tête du pont avec des chariots du côté des ennemis, et y firent construire ensuite un fort propre à contenir beaucoup de monde, afin d'empêcher les ennemis de les troubler dans le passage. Mais de nouveaux obstacles qui survinrent, tant par la faute même des Français que par le courage et la constance des ennemis et par le malheur qui poursuivait ces premiers, les retinrent long-temps dans l'inaction.

Gonzalve, dont le dessein était d'arrêter les Français plutôt à la faveur de l'hiver et de l'incommodité du pays que par la force des armes, prit son poste à Cintura, village situé sur une éminence à un peu plus d'un mille de la rivière, et il fit camper son infanterie et ses autres troupes autour de lui dans un pays fort incommode ; il n'y avait en cet endroit que quelques chaumières et cabanes dispersées çà et là. D'ailleurs le terrain était fort bas comme toute cette plaine ; ainsi on y était dans la fange et dans l'eau, d'où l'on ne pouvait se tirer qu'en amassant beaucoup de fascines; cette triste si-

tuation était d'autant plus insupportable aux soldats qu'on ne les payait pas fort exactement. Quelques capitaines conseillaient à Gonzalve de se retirer à Capoue, afin de sauver de si dures fatigues à son armée et pour la mettre à couvert du danger où elle était d'être attaquée à tout moment par des ennemis supérieurs en nombre et qui étaient les maîtres de passer la rivière; mais il leur fit une réponse bien digne d'un grand homme : « J'aime mieux, dit-il, qu'il m'en coûte la vie en gagnant seulement un demi-pied de terrain que de reculer de quelques pas pour la prolonger de cent ans. » Et, surmontant toutes ces difficultés par son grand courage, il fit creuser un fossé profond devant ses retranchements qu'il assura par deux bastions.

Le fort que les Français avaient bâti à la tête du pont les rendait maîtres de passer sans obstacle; mais ils en furent empêchés d'un autre côté par les pluies et le débordement de la rivière. Tite-Live appelle cet endroit *Aquæ Sinuessanæ*, à cause du voisinage de la ville de Sessa, et c'est peut-être là que sont aussi les marais de Minturne, où Marius, fuyant la proscription de Sylla, vint se cacher autrefois. Les Français n'auraient eu pour se mettre en marche qu'un chemin étroit, couvert de boue et entièrement rompu, et ils auraient couru risque d'être chargés en flanc par l'infanterie espagnole campée dans le voisinage. D'ailleurs l'hiver était extrêmement rude cette année, et il tombait des pluies et des neiges presque continuelles, ce qui arrive assez rarement dans ces quartiers, de sorte que le ciel et la fortune semblaient avoir juré la ruine des Français.

Ces obstacles leur faisaient perdre non-seulement beaucoup de temps, mais ils leur devinrent encore funestes par les maladies qu'ils causèrent. A la vérité l'armée campait dans un endroit moins rude que le poste des Espagnols; une partie des soldats était à l'abri des injures de l'air à la faveur des restes d'un ancien Colysée où l'on avait élevé des barraques, et logeait dans les maisons et les hôtelleries voisines. D'ailleurs le terrain où ils étaient, étant un peu plus haut que la plaine de Sessa, souffrait aussi moins de l'inondation; enfin presque toute la cavalerie avait ses quartiers à Trajetto et dans les autres places des environs. Mais comme les Français et les Suisses ne sont pas si propres à soutenir de longues fatigues que les Espagnols, le courage et la vigueur de ces premiers s'énervait chaque jour. L'avarice des munitionnaires et des trésoriers des troupes qui, faisant mille friponneries pour s'enrichir, laissaient manquer le camp de toutes choses, augmentait encore les maux de l'armée. Une si cruelle situation fit naître beaucoup de maladies parmi les soldats, dont plusieurs furent emportés sans que les trésoriers en diminuassent le nombre sur leurs rôles, et fut cause qu'une partie des troupes se dissipa d'elle-même. Enfin la division des chefs, qui avait banni du camp toute discipline et toute subordination, achevait de ruiner l'armée.

Ainsi les Français, arrêtés par la rigueur de l'hiver, campaient sur le bord du Garigliano dans une entière inaction; il y eut pourtant quelques légères escarmouches qui ne décidaient rien pour le fond de la guerre, mais dont l'avantage demeurait presque toujours aux Espagnols. Cependant la garnison de Rocca-Guiglielma, continuellement harcelée par les troupes de Rocca-Secca et des autres places voisines, ne pouvant plus se soutenir, se vit obligée d'abandonner son poste, et, pour comble de maux, fut taillée en pièces en allant joindre le gros de l'armée.

Plusieurs jours s'étant écoulés, Barthélemi d'Alviano et les autres officiers de la maison des Orsini se joignirent à Gonzalve avec leurs troupes. Après cette jonction, il compta dans son armée neuf cents hommes d'armes, mille chevau-légers et neuf mille hommes d'infanterie espagnole. Alors il résolut d'aller attaquer les ennemis. Il s'y détermina surtout lorsqu'il sut que les Français, qui lui étaient fort supérieurs en cavalerie, mais aussi dont l'infanterie était moins nombreuse que la sienne, s'étaient dispersés dans les villes voisines de manière que leurs quartiers s'étendaient à près de dix milles, et qu'il n'était resté à la tour du Garigliano auprès du marquis de Saluces et des autres officiers généraux que la moindre partie de l'armée; que même ce peu de troupes dépérissait chaque jour par les maladies, devenues plus malignes malgré l'abondance des rafraîchissements qu'on avait enfin transportés au camp, et qu'entre autres le bailli de Caen en était mort.

Gonzalve, ayant formé le dessein de tenter le passage du Garigliano et d'en dérober la con-

naissance à l'ennemi, chargea d'Alviano, qu'on dit lui avoir suggéré cette idée, de faire construire des bateaux pour jeter un pont sur la rivière. D'Alviano en fit aussitôt fabriquer en grand secret auprès de Sessa; les ayant fait ensuite transporter sur le bord du Garigliano la nuit du 27 décembre, à quatre milles au-dessus du pont des ennemis, Gonzalve traversa la rivière et se retrancha la nuit même à Suïo, dont ceux qui avaient passé les premiers s'étaient saisis d'abord.

Les Français n'apprirent qu'avec une extrême surprise que les ennemis passaient la rivière. Ils s'étaient proposé de ne rien tenter avant le retour du printemps, et ils croyaient les Espagnols dans les mêmes dispositions; ainsi ne s'attendant pas à une démarche si hardie, ils en furent tout-à-fait consternés. Le vice-roi[1] donna aussitôt des ordres pour rappeler ses troupes de Trajetto et des autres villes voisines; ensuite il chargea d'Alègre d'aller à Suïo avec quelques troupes pour s'opposer au passage, mais il n'était plus temps. Les Français, ne consultant plus alors que la frayeur, décampèrent tumultueusement vers le milieu de la nuit pour se retirer à Gaëte, abandonnant la plus grande partie de leurs munitions, neuf grosses pièces d'artillerie, leurs blessés et un grand nombre de malades.

Le lendemain matin, qui était un vendredi, jour heureux pour les Espagnols, Gonzalve se mit à poursuivre les Français avec son avant-garde commandée par d'Alviano et avec son corps de bataille; à l'égard de l'arrière-garde qui était campée entre le château de Montdragone et Carinola, à quatre milles au-dessous du pont des ennemis, il lui avait ordonné d'attaquer ce pont dans le temps qu'il tomberait sur leur camp. Prosper Colonna, suivi des chevau-légers, eut ordre de prendre les devants pour harceler l'ennemi et retarder sa marche. Cet officier ayant atteint les Français près de Scandi, on commença à escarmoucher de part et d'autre; ils continuaient néanmoins toujours leur route, s'arrêtant de temps en temps pour que le désordre ne se mît pas dans leurs rangs au passage des ponts et des défilés. Leur canon précédait les gens de pied, et la marche était fermée par la cavalerie, continuellement aux prises avec les Espagnols qui remportaient toujours l'avantage.

Ils arrivèrent ainsi au pont qui est devant Mola-di-Gaëta. Là ils furent obligés de faire faire halte à une partie de leurs hommes d'armes, afin de donner le temps de défiler à leur canon qui, ne pouvant aller aussi vite que l'infanterie, commençait à en être devancé. Sur ces entrefaites arriva l'arrière-garde de Gonzalve, qui avait passé la rivière sur les bateaux du pont des Français que ceux-ci avaient rompu en décampant. Elle marchait vers Gaëte par le droit chemin, tandis que Gonzalve côtoyait la hauteur avec le reste de son armée. Alors le combat devint plus général et plus terrible; les Français se soutinrent quelque temps à la faveur du terrain, malgré leur frayeur, et les Espagnols, qui se tenaient déjà assurés de la victoire, se jetant sur eux avec impétuosité, on combattit avec furie de part et d'autre. Enfin les Français ne pouvant plus résister à l'ennemi et craignant d'être coupés par un détachement que Gonzalve faisait avancer dans ce dessein, ils commencèrent à plier; et après avoir gardé encore une espèce d'ordre jusqu'à la tête de deux chemins dont l'un mène à Itri et l'autre à Gaëte, ils prirent enfin la fuite, abandonnant leur artillerie et tous les chevaux qui la traînaient. Il y eut beaucoup de monde de tué, et Bernardin Adorne, lieutenant de cinquante lances, fut de ce nombre. On fit une grande quantité de prisonniers, et le reste de l'armée, s'enfuyant à Gaëte, fut vivement poursuivi jusqu'aux portes de la ville.

D'un autre côté Fabrice Colonna, que Gonzalve, aussitôt après le passage de la rivière, avait envoyé vers Pontecorvo et à Frace avec cinq cents chevaux et mille fantassins, enleva le bagage des compagnies de Ludovic de la Mirandole et d'Alexandre Trivulce; les troupes françaises qui avaient leurs quartiers à Itri et dans les places circonvoisines, et qui, à la nouvelle du passage de Gonzalve, au lieu d'aller joindre l'armée prirent la fuite par différents chemins, furent aussi arrêtées et pillées par les paysans.

Pierre de Médicis et quelques autres gentilshommes qui étaient dans cette armée eurent un sort bien plus déplorable. Lorsque l'armée abandonna les bords du Garigliano, ils se mirent dans une barque avec quatre pièces de ca-

(1) C'était le marquis de Saluces.

non pour se rendre à Gaëte, mais la barque trop chargée et ayant le vent contraire fut submergée à l'embouchure du fleuve, où ils périrent tous malheureusement.

Gonzalve passa la nuit suivante avec son armée à Castellone et à Mola; il se présenta le lendemain devant Gaëte et se saisit d'abord du faubourg et du mont Orlando, que les Français avaient abandonnés. Il y avait dans la place plus de monde qu'il ne fallait pour la défendre; les vivres y étaient en abondance et la mer était libre pour y faire passer des secours. Néanmoins les généraux français et les princes de Salerne et de Bisignano qui s'y étaient enfermés, ayant perdu courage et ne voulant pas s'exposer à languir dans l'attente de secours incertains, ne songèrent qu'à se rendre. Ils envoyèrent pour cet effet le bailli de Dijon, Sainte-Colombe et Théodore Trivulce [1] à Gonzalve; et le premier jour de l'année 1504 on convint de lui remettre Gaëte et la citadelle, à condition que les Français pourraient sortir du royaume de Naples par mer et par terre et emporter leurs effets; d'Aubigny et tous les autres prisonniers de part et d'autre devaient aussi être mis en liberté. Mais ce dernier article n'étant pas assez clairement exprimé dans la capitulation, Gonzalve prétendit que les barons napolitains n'y étaient pas compris.

Telle fut la déroute des Français sur le Garigliano, où leur armée avait demeuré environ cinquante jours. Cette mémorable défaite fit perdre au roi de France un riche royaume, dont elle assura pour toujours la possession aux Espagnols; mais elle fut encore plus remarquable par la qualité des deux armées opposées. La française, beaucoup plus nombreuse que l'espagnole et abondamment pourvue de toutes choses, périt sans coûter ni sang ni dangers au vainqueur. Elle fut tellement ruinée que bien que le nombre des morts n'eût pas été considérable dans l'action, il ne revint néanmoins en France que très peu de soldats. Ceux qui prirent la fuite ou qui, après la capitulation, se retirèrent par terre, périrent la plupart en chemin par le froid et les maladies; les autres qui gagnèrent Rome n'avaient pas de quoi se couvrir et moururent partie de froid et de faim dans les rues et les places pendant la nuit, partie dans les hôpitaux. Les officiers n'eurent pas un meilleur sort que les soldats, car, soit qu'ils fussent affaiblis par les incommodités souffertes au bord du Garigliano, soit que le malheur poursuivît les Français, la plupart de ceux qui s'embarquèrent, après avoir laissé presque tous leurs chevaux à Gaëte, moururent dans le trajet et en arrivant en France; le marquis de Saluces, le bailli de la Montagne, Sandricourt et plusieurs autres gens de qualité furent de ce nombre.

La mauvaise conduite, la division des chefs et la rigueur de l'hiver contribuèrent beaucoup à la ruine de l'armée. D'ailleurs, les Français et les Suisses n'étaient pas si propres que les Espagnols à supporter de dures fatigues et l'ennui d'une longue inaction; mais outre cela il y eut deux causes principales du malheureux succès de cette campagne. La première fut le séjour des Français dans le territoire de Rome après la mort d'Alexandre VI, car on ne doutait pas que s'ils se fussent rendus dans le royaume de Naples à l'entrée du printemps et avant que les Espagnols eussent pu traiter avec les Orsini, Gonzalve, trop faible pour tenir la campagne, n'eût été obligé de s'enfermer dans quelque place forte; la seconde fut l'avarice et les malversations des trésoriers [1] et munitionnaires de l'armée, qui volaient le roi dans le paiement des troupes et laissaient manquer l'armée de vivres. A la vérité, les officiers et les soldats crièrent enfin contre ce brigandage, et le camp fut mieux fourni qu'auparavant. Mais l'extrême disette qui s'y était fait sentir jusque là, jointe aux autres incommodités, fut la source d'une infinité de maladies qui désolèrent l'armée, causa de grandes désertions et obligea les troupes de se disperser en différents lieux, afin de pouvoir subsister. Le roi avait néanmoins pris de si justes mesures que, lorsque l'armée fut mise en déroute, il y avait à Rome des sommes considérables toutes prêtes et des vivres en abondance destinées pour ses troupes. Mais il ne suffit pas que le prince donne des ordres à propos, si ses ministres ne les exécutent promptement et avec fidélité.

(1) Il était neveu de Jean-Jacques. Il fut fait maréchal de France en 1527, et mourut à Lyon en 1551, sans postérité.

(1) On fit pour ce sujet le procès à Jean Heroet, trésorier de l'armée, qui fut condamné au bannissement. (*Mézeray*.)

CHAPITRE III.

Paix entre les Vénitiens et les Turcs. Digression sur la navigation des Portugais et des Espagnols. Christophe Colomb. Affaires de France après la défaite du Garigliano. Valentinois remet la forteresse au pape et part. Il reçoit un sauf-conduit de Gonzalve, mais il est retenu contre la foi. Il est envoyé en Espagne. Trève entre les Français et les Espagnols, et ses conditions.

La même année où ces grands événemens occupèrent l'Italie, la paix fut conclue entre Bajazet et les Vénitiens avec beaucoup de satisfaction de part et d'autre; Bajazet, prince d'une grande douceur et bien éloigné de la fierté de son père, n'aimant que les lettres et l'étude de sa religion, était né sans inclination pour les armes; ainsi, quoiqu'il eût entamé cette guerre avec des forces redoutables par terre et par mer, et que dans les deux premières campagnes il eût conquis dans la Morée Naupacte, qui se nomme aujourd'hui Lepanto, Modone, Corone et Giungo, il ne l'avait pas continuée depuis avec la même activité. Entraîné par son amour pour la paix, il craignait peut-être d'ailleurs que les princes chrétiens, alarmés de sa puissance et de ses conquêtes, ne se réunissent contre lui par zèle pour leur religion. Ces craintes n'étaient pas sans fondement; Alexandre VI, ayant envoyé quelques galères au secours des Vénitiens, avait engagé, conjointement avec eux, Uladislas, roi de Bohême et de Hongrie, auquel on fournit de l'argent pour cet effet, à porter la guerre en Turquie; d'ailleurs les rois de France et d'Espagne avaient successivement équipé des flottes pour secourir les Vénitiens.

Mais le sénat souhaitait la paix encore plus ardemment que le Grand-Seigneur; cette guerre interrompant le commerce des Vénitiens dans le Levant, était fort préjudiciable à la république et aux particuliers, et privait Venise des blés qu'on tirait tous les ans en grande abondance des pays soumis au Turc; mais ce qui leur rendait cette paix plus agréable, c'est qu'il en coûtait des sommes immenses à la république pour soutenir une guerre où l'expérience leur avait appris qu'il n'y avait que beaucoup à perdre. Ils avaient profité de toutes les autres pour s'agrandir, mais dans leurs démêlés avec le Turc ils avaient toujours vu diminuer leurs États. Amurat [1], aïeul de Bajazet, leur avait enlevé la Salonique, qui est l'ancienne Thessalonique; et Mahomet [1], fils d'Amurat, contre qui ils eurent les armes à la main durant seize ans sans interruption, conquit sur eux l'île de Négrepont, qui fait une grande partie du Péloponèse, nommé aujourd'hui la Morée, Scutari et plusieurs autres villes dans la Macédoine et dans l'Albanie. D'ailleurs ils avaient lieu de craindre que les princes chrétiens ne les attaquassent pendant que les forces de la république seraient occupées contre les Mahométans. Par le traité de paix, non-seulement Bajazet garda ses conquêtes, mais les Vénitiens furent encore obligés de lui céder l'île de Nerito, nommée aujourd'hui Sainte-Maure, et ils eurent bien de la peine à conserver celle de Céphalonie, qui s'appelait anciennement Leucade.

(1) Amurat II. Il commença à régner en 1421.

(1) Mahomet II. Il parvint à l'empire en 1451.

Mais la perte des places que leur ôtait Bajazet leur fut moins sensible que la conduite du roi de Portugal à leur égard. Ce prince venait de leur enlever le commerce des épiceries. Comme cet événement, l'un des plus considérables qu'on eût vu arriver depuis plusieurs siècles, est lié d'une certaine façon avec les affaires d'Italie, parce qu'il fut très préjudiciable aux Vénitiens, il n'est pas inutile de le rapporter dans cette histoire.

Les anciens astronomes ont imaginé une ligne partout également distante des deux pôles, et qui, passant d'Orient en Occident, divise le ciel en deux parties égales; cette ligne est appelée *équinoxiale*, parce que la durée des jours et des nuits est réciproque lorsque le soleil est sous cette ligne. On la divise en trois cent soixante parties qu'on appelle degrés, et l'on a divisé en autant de degrés un cercle que l'on fait passer dans les deux pôles. Suivant ces principes, les cosmographes, pour mesurer et diviser la terre, ont aussi imaginé sur sa face une ligne qui répond perpendiculairement à la ligne équinoxiale et l'ont pareillement divisée en trois cent soixante degrés; en conséquence ils ont donné une même étendue de trois cent soixante degrés à un cercle qui passe par les pôles de la terre, en sorte qu'ils comptent cent quatre-vingts degrés d'un pôle à l'atre, et quatre-vingt-dix depuis la ligne équinoxiale jusqu'à chacun des pôles.

Telle est la division que les anciens cosmogra-

phes nous ont laissée de la terre en général; à l'égard des différentes régions en particulier, ils n'ont donné la description que de celles que contient notre hémisphère, parce qu'ils n'en connaissaient point d'autres. Ils croyaient que les brûlantes chaleurs de la zone torride, au milieu de laquelle passe la ligne équinoxiale, causées par la proximité du soleil, ne permettaient pas de pénétrer sous cette zône; Ptolémée même, le plus habile de tous, a donné à la vaste étendue qui est au-delà le nom de *terres* et *mers inconnues*. Ainsi ce géographe et les autres avaient toujours cru qu'on ne pouvait passer d'Europe au golfe d'Arabie et dans celui de Perse, ou pénétrer dans cette partie des Indes dont les conquêtes d'Alexandre-le-Grand donnèrent la première connaissance aux Européens, qu' on ne pouvait, dis-je, y pénétrer que par terre ou par la mer Méditerranée, que l'on aurait quittée à ses dernières extrémités, pour faire le reste du chemin par terre.

Les marchands d'Alexandrie d'Égypte avaient coutume d'aller prendre dans les golfes d'Arabie et de Perse les épiceries dont une partie croit dans le pays même, mais qui pour la plupart y viennent des îles Moluques et d'autres pays des Indes; ils les transportaient ensuite à grands frais par terre à Alexandrie, où les Vénitiens allaient les acheter pour les répandre ensuite en Europe. Comme ils faisaient seuls ce commerce, ils en retiraient des sommes immenses, vendant ces choses au prix qu'ils voulaient; d'ailleurs ils envoyaient en Égypte des marchandises qui leur rapportaient beaucoup; leurs vaisseaux qui portaient les épiceries en France, en Flandre, en Angleterre et dans le reste de l'Europe, revenaient chargés d'autres marchandises, dont ils tiraient encore de grands profits; ce commerce augmentait aussi très considérablement le revenu de la république par les droits d'entrées et de péages.

Mais les Portugais se sont ouverts de nos jours une nouvelle route, qui a fait voir l'erreur des anciens. Il y a déjà plusieurs années que l'avidité du gain leur inspira l'idée de parcourir les côtes de l'Afrique; ce fut dans cette course qu'ils arrivèrent aux îles du Cap-Vert[1], qu'on dit être les anciennes îles des Hespérides, et qui ne sont qu'à quatorze degrés en-deçà de la ligne équinoxiale. Encouragés par cette première découverte, ils ont passé la ligne et pénétré jusqu'au cap de Bonne-Espérance, qui est la partie la plus méridionale de l'Afrique, à trente-huit degrés au-delà de la ligne. Ensuite naviguant à l'est, ils entrèrent non-seulement dans les golfes d'Arabie et de Perse, mais encore dans la mer des Indes; ils y traitèrent avec le roi de Calicut et les autres princes des pays voisins; enfin ils ont successivement pénétré jusqu'aux deux extrémités des Indes, où ils ont fait des alliances, conquis des places, bâti des forts et établi des comptoirs dans les ports les plus propres au commerce; c'est ainsi qu'ils ont entièrement ôté le commerce[1] des épiceries aux Vénitiens. Ils les prennent d'abord dans le pays où elles croissent, les transportent à Lisbonne, d'où ils les débitent dans tous les lieux où les Vénitiens en trafiquaient auparavant.

Les Portugais, pour parvenir à cette découverte, firent un trajet immense; ils parcoururent des mers inconnues, sous un autre ciel, où il fallut se servir de nouveaux instruments, la boussole et la pierre d'aimant devenant tout-à-fait inutiles quand on a passé la ligne; ils ne pouvaient mouiller qu'à des terres également inconnues et habitées par des peuples barbares, ennemis des étrangers, et dont la langue, la religion et les coutumes étaient toutes différentes. Néanmoins, malgré tant d'obstacles, ils se sont enfin tellement accoutumés à ces mers qu'ils font aujourd'hui en six mois ce voyage qui leur en coûta d'abord dix.

Mais les découvertes qui ont été faites depuis par les Espagnols sont bien autrement dignes d'admiration. L'an 1490, Christophe Colomb, Génois, qui avait souvent parcouru l'Océan, et à qui certains vents faisaient conjecturer qu'il devait y avoir des terres à l'ouest, obtint quelques vaisseaux de Ferdinand et d'Isabelle, rois d'Espagne, pour vérifier ses observations. Après trente-trois jours de navigation, il découvrit à l'extrémité de notre hémisphère des îles inconnues jusqu'alors; ces îles, placées sous un ciel pur et serein, abondent en toutes sortes de fruits, et leurs habitants, si l'on en excepte quelques anthropophages, vivent dans une

(1) En 1460.

(1) Les Portugais ont été à leur tour dépouillés de ce commerce par les Hollandais, qui leur ont enlevé presque tous leurs établissements.

grande simplicité de mœurs; contents de ce que la nature leur fournit libéralement, ils ne sont point tyrannisés par l'avarice et l'ambition; mais d'un autre côté ces peuples, plongés dans mille superstitions, sans aucune teinture des lettres et des arts, ne connaissaient l'usage ni des armes ni des autres choses dont on se sert en Europe, et ne différant presqu'en rien de nos animaux privés, ils sont exposés à l'invasion de ceux qui voudront les attaquer. Plusieurs Espagnols, attirés par la facilité de cette conquête et les grands avantages qu'on pouvait retirer des riches mines d'or du pays, s'y établirent.

Christophe Colomb, et après lui Améric Vespucci, Florentin, et plusieurs autres ensuite, ont pénétré plus avant et ont découvert d'autres îles et même de vastes continents. Quelques-uns de ces pays étaient policés; on y voyait des édifices publics et des maisons; les peuples y portaient des habits, et, formant une société, conversaient les uns avec les autres, comme dans le reste du monde; mais ils ignoraient si parfaitement l'art de se défendre que rien n'était plus facile que de les subjuguer. Ainsi les Espagnols, y ayant abordé avec plus de vaisseaux que la première fois et de nouvelles troupes, ont établi au loin leur domination dans ces pays, infiniment plus étendus que tous ceux qui avaient d'abord été découverts. Depuis ce temps ils ont transporté en Espagne [1] une quantité prodigieuse d'or et d'argent qu'ils tiraient des mines et du sable des rivières de l'Amérique, ou qu'ils achetaient des naturels du pays, auxquels ils donnaient en échange de viles quincailleries; souvent même ils s'en emparaient de force, sans dédommager ces peuples. Les particuliers n'allaient en Amérique qu'avec la permission du roi d'Espagne, et ils étaient obligés de lui donner le cinquième de tout ce qu'ils en rapportaient.

Les Espagnols ont poussé leurs découvertes encore plus loin, car quelques-uns de leurs vaisseaux ont pénétré dans le sud jusqu'au cinquante-troisième degré de latitude, en côtoyant toujours la terre ferme, et ils sont entrés dans un détroit [1] par lequel ils ont pénétré dans le vaste Océan des Indes-Orientales, d'où ils sont revenus par le chemin qui avait été découvert par les Portugais, ayant ainsi fait le tour de la terre.

Les Portugais et les Espagnols, mais surtout Colomb, méritent de grands éloges par ces merveilleuses découvertes, qui ne sont dues qu'à leur industrie, leur courage et leurs travaux. Mais la gloire en serait bien plus éclatante, si la soif de l'or n'avait pas été l'ame de cette entreprise, et si ces navigateurs, cherchant à trouver de nouvelles terres et à les faire connaître aux Européens, avaient eu pour objet la propagation du christianisme. Il faut pourtant avouer que leur voyage a eu d'heureuses suites de ce côté-là; car plusieurs de ces peuples ont embrassé notre religion.

Ces grandes découvertes ont fait voir combien les connaissances des anciens étaient bornées; elles nous ont convaincu qu'il est facile de passer la ligne et que la zone torride est habitée; on s'est même encore assuré depuis, qu'il y a des hommes sous les zones glacées, que les anciens croyaient inhabitables à cause du froid excessif qui devait y régner, vu l'éloignement du soleil, et qu'enfin, selon l'opinion d'un très petit nombre d'anciens, contredits par leurs contemporains, nous avons des antipodes. Mais il est temps de retourner à notre histoire, pour rapporter ce qui se passa en 1504.

A la nouvelle de la déroute du Garigliano, de la perte de Gaëte et des malheurs qui la suivirent, une profonde tristesse s'empara de toute la France. La cour prit le deuil et donna toutes les marques de la plus vive douleur; on n'entendait de toutes parts que les cris perçants des hommes et des femmes qui maudissaient le jour où leurs rois, non contents de leurs États, s'étaient laissé séduire à la malheureuse ambition de faire des conquêtes en Italie.

Le roi surtout était au désespoir de perdre en même temps et sa réputation et l'espérance de rentrer jamais dans le royaume de Naples; il ne se rappelait qu'avec un dépit mêlé de honte les menaces indiscrètes qui lui étaient échappées contre le roi d'Espagne, et tant de préparatifs formidables rendus inutiles. Mais surtout il

(1) Dans peu d'années ces découvertes multiplièrent tellement l'or et l'argent en France que les terres, qui auparavant n'étaient affermées que mille livres par an, furent portées à dix et douze mille livres. (*Mézeray.*)

(1) Le détroit de Magellan, qui fut découvert en 1520 par Ferdinand Magellan, Portugais.

n'était plus maître de sa douleur quand il se représentait que, n'ayant rien épargné pour cette expédition, il était pourtant vaincu par des ennemis qui manquaient presque de tout, et que ce malheur était l'effet de l'avarice et des malversations de ses officiers. Dans l'excès de son indignation, il protestait de ne se reposer désormais que sur lui-même de l'exécution de ses desseins.

Mais ce qui redoublait son désespoir, c'est qu'il sentait bien qu'après la perte d'une si belle armée, de tant de capitaines et de noblesse, il était hors d'état de défendre le Milanais contre l'empereur ou l'Espagne, si l'un ou l'autre voulait l'attaquer, mais surtout si le cardinal Ascanio, pour le retour duquel les peuples formaient des vœux ardents, se joignait à Maximilien ou à Gonzalve.

Personne ne fut surpris que Maximilien, dont on connaissait la légèreté et la faiblesse, laissât échapper une si belle occasion; mais on pensait bien différemment sur le compte de Gonzalve, et tous les alliés de la France en Italie étaient dans de grandes frayeurs qu'il ne voulût pénétrer dans le duché de Milan, et que, chemin faisant, il ne fît changer la face des affaires dans la Toscane. Rien ne paraissait plus facile pour Gonzalve après sa victoire, qui lui procurerait les moyens nécessaires et l'occasion favorable d'exécuter cette entreprise. D'ailleurs le roi de France, dont les finances étaient épuisées et que ses défaites avaient abattu, serait hors d'état de s'opposer à l'ennemi, et même toutes ses troupes étaient si éloignées de passer en Italie que celles qui étaient sorties de Gaëte avaient osé repasser les monts, malgré les ordres exprès qu'il avait envoyés à Gênes. Enfin personne n'ignorait que le roi n'aspirait qu'à faire la paix avec l'empereur et le roi d'Espagne; la négociation en avait toujours été continuée, même au plus fort de la guerre, et les ambassadeurs de Ferdinand étaient encore actuellement à la cour de France.

Cependant Gonzalve, que désormais nous appellerons presque toujours *le grand capitaine*, parce que ses victoires lui confirmèrent ce titre qu'il ne tint d'abord que de la vanité espagnole, ne jugea pas à propos de pousser plus loin ses avantages. Il était hors d'état de rien donner à ses troupes, à qui néanmoins il était dû plusieurs montres; d'ailleurs elles demandaient avec instance des quartiers d'hiver. Peut-être même avait-il des ordres précis de borner ses conquêtes; enfin il ne croyait pas devoir faire sortir son armée du royaume de Naples avant d'en avoir entièrement chassé les Français. Louis d'Ars, qui s'était retiré à Venose après la journée de Cerignola avec des restes de l'armée française encore assez à craindre, s'était emparé de Troïa et de San-Severo, pendant que les deux armées se disputaient le passage du Garigliano, et il menaçait toute la Pouille; outre cela plusieurs barons de la faction d'Anjou tenaient hautement pour le roi de France et s'étaient fortifiés dans leurs places; mais ce qui sans doute contribua beaucoup à retenir les Espagnols, fut la dangereuse maladie qui surprit Gonzalve. Ce général, se trouvant ainsi hors d'état d'agir lui-même, envoya d'Alviano contre Louis d'Ars.

Dans ces circonstances, les autres parties de l'Italie ne craignant plus que le vainqueur poussât alors ses conquêtes au-delà du royaume de Naples, furent assez tranquilles. Les Vénitiens ne prenaient aucun parti, attendant, selon leur coutume ordinaire, à se régler par les événements. A Florence on regardait comme un grand bonheur de n'avoir point été attaqués par Gonzalve dans un temps où l'on n'avait aucun secours à espérer du roi de France, et Jules, renvoyant à d'autres temps l'exécution de ses vastes projets, ne songeait qu'à engager Valentinois à lui céder les citadelles de Forli, de Césène et de Bertinoro, les seules qui fussent demeurées fidèles à ce duc dans la Romagne, depuis que le commandant de celle de Forlimpopolo l'avait vendue à Antoine Ordelaffi. Valentinois consentit à donner au pape les contremarques pour se faire remettre celles de Césène, et elles furent confiées à Pierre d'Oviedo, Espagnol, qui s'y rendit pour en prendre possession au nom du Saint-Siége; mais le commandant répondit qu'il serait déshonoré s'il obéissait aux ordres d'un maître qu'on retenait en prison, et que celui qui s'était chargé d'une commission si indiscrète méritait d'être puni; et en effet il fit pendre d'Oviedo. Le pape, voyant donc qu'il ne pourrait avoir ces places tant qu'il retiendrait le duc de Valentinois, fut obligé de traiter avec lui, et pour donner plus de poids à cet acte il le fit dans le consistoire en forme de bulle. On convint que Valentinois

serait mis dans le château d'Ostie entre les mains de Bernardin Caravagal, Espagnol, cardinal de Sainte-Croix, qui pourrait le remettre en liberté dès que les citadelles de Césène et de Bertinoro auraient été remises au pape; que de son côté le duc donnerait les contremarques pour celle de Forli, et engagerait les banquiers de Rome à payer pour lui la somme de quinze mille ducats, que le commandant de cette citadelle prétendait y avoir dépensés, et moyennant laquelle il promettait de la remettre.

Ce n'était pas l'intention du pape que Valentinois fût mis en liberté, et quoiqu'il ne voulût pas violer ouvertement sa parole, il avait dessein de faire naître des prétextes pour le retenir; il craignait peut-être que le duc, lorsqu'il serait libre, n'engageât le commandant de la citadelle de Forli à ne la point rendre; peut-être aussi voulait-il venger sur Valentinois toutes les injures qu'il avait reçues de la part d'Alexandre VI et du duc même; enfin il pouvait avoir en vue de sacrifier ce scélérat à la juste haine que tout le monde avait contre lui. Celui-ci entrevoyant les desseins du pape sollicita en secret le grand capitaine de lui faire tenir un sauf-conduit, afin qu'il pût se rendre sans péril à Naples, et d'envoyer deux galères pour l'enlever d'Ostie; Gonzalve y consentit. Mais Valentinois n'en eut pas besoin, car le cardinal de Sainte-Croix, qui avait aussi pénétré l'intention du pape, eut à peine reçu la nouvelle que les commandants des citadelles de Césène et de Bertinoro avaient remis leurs places et que les quinze mille ducats avaient été assurés, qu'il rendit la liberté à son prisonnier, sans consulter le pape. Aussitôt Valentinois, sans attendre les galères de Gonzalve, passa secrètement à Nettuno, où il se mit sur une petite barque qui le conduisit à Montdragone, et de là il se rendit par terre à Naples, où Gonzalve le reçut avec beaucoup de joie et de grands honneurs.

Dans les différents entretiens qu'ils eurent ensemble, Valentinois lui demanda des troupes pour aller se jeter dans Pise, s'efforçant de lui persuader que cette démarche serait fort utile aux rois d'Espagne. Gonzalve feignit d'approuver ce projet; il lui offrit même des galères pour l'y conduire, et lui permit de lever dans le royaume l'infanterie dont il croirait avoir besoin. Il lui parlait chaque jour des Pisans et de la Toscane; d'Alviano proposait d'attaquer en même temps les Florentins pour favoriser le rétablissement des Médicis. Gonzalve amusa de cette manière le duc de Valentinois jusqu'à ce qu'il eût reçu des réponses d'Espagne; elles se trouvèrent conformes à ce qu'il avait lui-même résolu de faire.

Les galères et l'infanterie étaient toutes prêtes pour le départ de Valentinois fixé au lendemain; mais on en usa à son égard de la même manière que Ferdinand-le-Vieux en avait agi envers Jacques Piccinino; Gonzalve, après une longue conférence avec le duc, l'ayant embrassé, le renvoya avec toutes les démonstrations d'une sincère amitié. Mais Valentinois fut bien surpris de se voir arrêter en sortant de chez le général; sur-le-champ on envoie à la maison où il logeait pour se saisir du sauf-conduit qu'il avait reçu avant son départ d'Ostie. Gonzalve, pour justifier cette démarche, disait que cette sauvegarde, donnée de son autorité privée, devait céder à la volonté de ses maîtres qui lui avaient donné ordre d'arrêter le duc; qu'au reste cet emprisonnement était nécessaire; que Valentinois, après tous ses crimes, se préparait encore à exciter de nouveaux troubles et un nouvel embrasement en Italie. Quelques jours après Borgia fut envoyé en Espagne sur une galère avec un seul page pour le servir, et il fut enfermé dans le château de Medina-del-Campo.

Cependant les rois de France et d'Espagne conclurent une trêve [1] pour tous leurs Etats. Le premier la désirait avec ardeur, et les rois catholiques la ratifièrent volontiers. Ils jugeaient la guerre, qui est toujours onéreuse et dont les événements sont incertains, moins propre à affermir leur nouvelle conquête que la tranquillité qui serait le fruit de la trêve. On convint de garder de part et d'autre ce dont on était en possession, et l'on assura la liberté du commerce entre les sujets des deux Etats, le royaume de Naples excepté. A la faveur de cette dernière clause, Gonzalve vint à bout par des moyens indirects d'un dessein auquel la trêve aurait été un grand obstacle; car sous prétexte d'empêcher que les garnisons et les habitants des places qui tenaient encore pour la France, savoir de Rossano dans la Calabre, d'Oïra dans la terre d'Otrante, de Venose, de Conversano

(1) Le traité fut ratifié par les rois d'Espagne le 31 mars.

et de Castel-del-Monte dans la Pouille, ne commerçassent avec les autres villes du royaume, il fit intervenir toutes ces places. Ces blocus les réduisirent bientôt à une extrême disette; Louis d'Ars et les barons, voyant que les habitants, forcés par la nécessité, songeaient à se rendre aux Espagnols, furent obligés de les abandonner.

Malgré cette retraite des Français, Gonzalve ne jouissait pas des fruits de la paix. Comme il était dû aux troupes espagnoles plus d'un an de leur paie, il avait été contraint pour les contenter en quelque façon de les distribuer en différents endroits où elles vivaient à discrétion. Les soldats, peu satisfaits de cette liberté et se livrant à la dernière licence, se jetèrent dans Capoue et dans Castel-à-Mare, déclarant qu'ils étaient résolus d'y rester jusqu'à ce qu'on les eût entièrement payés. Gonzalve fut très fâché de cette démarche des troupes; il savait qu'il était impossible de les satisfaire à moins d'accabler par de nouveaux subsides le royaume déjà épuisé par de longues guerres; c'est pourquoi le remède était aussi dangereux que le mal même, et la chose paraissait d'autant plus dure aux peuples qu'elle était nouvelle et sans exemple.

Dans tous les temps et même dans ceux où la discipline militaire s'observait avec plus d'exactitude, la licence a toujours régné parmi les soldats et ils n'ont jamais cessé d'être à charge aux peuples; mais cette licence avait ses bornes et pouvait se supporter; les soldats, pour la plupart, subsistaient en partie de leur paie et le désordre n'avait jamais été porté jusqu'à un certain excès. Les Espagnols ont commencé les premiers en Italie à vivre de la substance des peuples. L'impuissance où l'Espagne se trouvait de payer ses troupes en fit naître l'occasion et leur en fit peut-être une nécessité; et comme on renchérit toujours sur les mauvais exemples tandis qu'on n'imite que faiblement les bons, depuis ce temps les troupes espagnoles et italiennes, soit qu'on les paie, soit qu'on ne les paie pas, ont conservé ce pernicieux usage. Ainsi, à la honte de notre milice, les pays alliés et amis ne sont pas moins exposés à l'insolence et à l'avarice du soldat que ceux des ennemis.

CHAPITRE IV.

Jean-Paul Baglione est nommé général des Florentins. Il marche sur Pise. Les Pisans reçoivent des secours de différents côtés. Naufrage des galères florentines à Rapallo. Vaine négociation entre les Français et les Espagnols. Envoyés de Maximilien en France. Mort de Frédéric d'Aragon. Mort d'Isabelle, reine d'Espagne. Envoyés des Vénitiens à la cour de Rome. Les Florentins sont battus à Osole. Jean-Paul Baglione quitte les Florentins. Conjuration d'Alviano, de Pandolphe Petrucci, et de Baglione contre les Florentins. Fait d'armes entre les Florentins et les Pisans à la tour de Saint-Vincent. Déroute des Pisans conduits par d'Alviano. Rassemblement des Florentins pour l'assaut de Pise. Leur armée aux murs de Pise. Lâcheté de l'infanterie italienne. Conditions de paix entre la France et l'Espagne. Cruauté du cardinal d'Est contre Jules son frère.

La trêve qu'on croyait devoir être bientôt suivie de la paix rétablit la tranquillité dans la Romagne; la prison du duc de Valentinois contribua beaucoup aussi au repos de cette province. Imola se soumit à la domination du pape par le moyen de ses principaux habitants; le cardinal de Saint-Georges[1] y consentit sur la vaine espérance que Jules lui donna d'y rétablir ses neveux. Antoine Ordelaffi étant mort, Ludovic, son frère naturel, s'introduisit dans Forli; et ne se sentant pas assez fort pour s'y maintenir, il offrit cette place aux Vénitiens; mais ils n'osèrent l'accepter pour ne pas achever d'aigrir le pape contre eux. C'est pourquoi Jules se rendit maître de cette ville, d'où Ludovic s'enfuit; et le commandant de la citadelle la lui remit aussi, moyennant les quinze mille ducats stipulés dans le traité fait avec Valentinois et après s'être assuré par un exprès qu'il envoya à Naples que ce duc était en effet prisonnier.

Ainsi il ne restait plus dans toute l'Italie d'autre guerre que celle de Pise. Les Florentins, ayant pris à leur solde Jean-Paul Baglione et plusieurs autres capitaines de la gendarmerie des Colonna et des Savelli, firent encore cette année le dégât des blés dans les campagnes de Pise; et à la faveur de ces nouvelles troupes ils entrèrent dans les territoires de San-Rossore, Barbericina, et ensuite dans le Val-di-Serchio et le Val-d'Osole, où ils n'avaient osé pénétrer avant ce temps-là, et y firent les mêmes ravages.

Florence n'insultait les malheureux Pisans avec tant de hardiesse que parce qu'elle n'avait

(1) Raphaël Riario, cardinal du titre de Saint-Georges, créature de Sixte IV.

rien à craindre des Espagnols. Les rois d'Espagne n'avaient pas compris la ville de Pise dans la trêve, et quoique le grand capitaine, depuis sa victoire, eût donné quelques espérances aux Pisans, il avait néanmoins de grands ménagements pour les Florentins, qu'il voulait détacher de l'alliance de Louis XII par ce moyen. Depuis même qu'il eut perdu toute espérance d'y réussir, il avait eu beaucoup d'égards pour eux, afin de ne pas les pousser à se livrer tout-à-fait à ce prince; il avait même fait avec eux, par l'entremise de Prosper Colonna, une espèce de convention verbale qui les obligeait à ne point donner de secours au roi de France, en cas que ce prince voulût attaquer de nouveau le royaume de Naples; Gonzalve de son côté leur avait promis de ne rien faire en faveur de Pise, à moins qu'ils n'assiégeassent cette ville dans toutes les formes. Son dessein était de les empêcher de s'en rendre maîtres tant qu'ils seraient unis à la France.

Ensuite les Florentins se présentèrent devant Librafatta, dont la garnison trop faible pour se défendre se rendit d'abord; il n'est pas douteux qu'ils n'eussent enfin réduit les Pisans cette année par la famine, si ceux-ci n'avaient trouvé des secours dans l'amitié de leurs voisins, et particulièrement des Génois et des Lucquois; à l'égard de Pandolphe Petrucci, il ne leur en fournit aucun. Personne n'était plus prompt à encourager les autres et ne promettait plus volontiers que lui, mais cette ardeur ne durait que jusqu'au moment qu'il fallait en venir à l'exécution. Les secours d'argent de Gênes et de Lucques servirent aux Pisans à prendre à leur solde Renier della Sassetta, officier des troupes de Gonzalve, qui voulut bien y consentir, et quelques autres capitaines; ces officiers débarquèrent à l'embouchure de l'Arno avec deux cents chevaux. Les Génois envoyèrent mille fantassins au secours de Pise; Bardella, fameux pirate de la mer de Toscane, qui portait le titre de capitaine des Pisans quoiqu'il fût à la solde des Génois, faisait continuellement passer des vivres dans cette ville sur un galion et quelques brigantins. Les Florentins, voyant qu'il était inutile de presser ces rebelles par terre tant qu'ils auraient la liberté de la mer, louèrent trois galères légères du roi Frédéric qui étaient en Provence; don Dimas de Ricajensio en eut le commandement. Quand ces galères parurent à Livourne, Bardella prit le parti de se retirer; il ne laissait pas néanmoins de conduire de temps en temps à l'embouchure de l'Arno quelques barques chargées de vivres qu'il était facile de faire remonter jusqu'à Pise.

Après la prise de Librafatta, les Florentins distribuèrent leur armée dans tout le territoire de Pise, afin d'empêcher les habitants de cette ville de semer pour l'année suivante; vers la fin de l'été ils firent aussi le dégât du millet et des autres menus grains qui croissent en abondance dans ce pays, et ils coupèrent enfin la communication de Pise avec la ville de Lucques.

Outre cela ils formèrent encore un autre projet, qui fut de détourner la rivière d'Arno qui passe à Pise et de la porter dans l'étang qui est entre cette ville et Livourne, en creusant un nouveau canal auprès de la tour de la Fagiana, à cinq milles au-dessus de Pise. En coupant ainsi tous les secours qu'on pouvait faire remonter par la rivière, on aurait encore exposé les Pisans à de grandes incommodités; car après l'exécution de ce projet la ville de Pise, située dans un terrain bas, se serait trouvée au milieu d'une espèce de marais, l'eau des pluies ne pouvant plus s'écouler. D'ailleurs les Pisans, arrêtés par la difficulté de passer l'Arno, n'auraient pu faire de courses dans les collines ni empêcher par ce moyen la communication de Florence avec Livourne; enfin ils se seraient trouvés dans la nécessité de fortifier les endroits par où la rivière entrait dans la ville et en sortait. Mais cette entreprise, commencée avec de grandes espérances et qui coûta des sommes excessives, ne réussit pas; et il en fut de ce projet comme de presque tous ceux de cette nature qui paraissent faciles dans la spéculation, mais dont l'expérience découvre les difficultés, ce qui prouve combien il y a de différence entre le plan et l'exécution même; car outre plusieurs obstacles causés par le courant de la rivière qui, devenue plus rapide lorsqu'on vint à resserrer son lit, le creusa davantage, le lit de l'étang où l'on devait la faire entrer se trouva plus élevé que celui de l'Arno, contre ce qu'en avaient assuré plusieurs ingénieurs habiles.

Les Florentins eurent encore un autre contretemps à essuyer. Quelques-unes de leurs galères s'étant avancées vers Villa-Franca pour enlever un bâtiment qui portait des blés à Pise,

elles furent surprises à leur retour d'une tempête si violente qu'elles échouèrent sur la côte de Rapallo, et le commandant eut bien de la peine à se sauver avec ses équipages.

Dans le temps que les Florentins n'oubliaient rien pour réduire les Pisans par la force, ils essayèrent de les regagner par la douceur ; pour cet effet ils promirent une amnistie générale du passé et la restitution de leurs biens à tous ceux qui dans un certain temps se retireraient dans leurs bourgs ou dans leurs terres. Plusieurs acceptèrent ces conditions, mais peu renoncèrent sincèrement à la révolte ; presque toutes les bouches inutiles se retirèrent, du consentement des assiegés. Par ce moyen ils soulagèrent la ville pressée d'une extrême disette, et ils furent à portée d'employer leurs revenus, dont ils jouissaient paisiblement, à secourir ceux qui étaient demeurés dans Pise.

Malgré la diminution des bouches, la misère des Pisans était extrême et même ébranlait de temps en temps le courage des gens de la campagne ; mais ayant surtout en horreur la domination florentine, on prit la résolution de se donner aux Génois, contre qui Pise avait si souvent disputé de l'empire et qui avaient enfin abattu ses forces et sa puissance. C'étaient les Lucquois et Pandolphe Petrucci qui avaient proposé ce parti, dans la vue de se décharger de la défense de Pise qui roulerait désormais sur les Génois. Pour les engager davantage à ne pas refuser les Pisans, ils offrirent de contribuer en partie durant trois ans aux frais de la guerre. Les Génois résolurent d'accepter l'offre de Pise, malgré l'opposition de plusieurs d'entre eux et entre autres de Jean-Louis de Fiesque ; mais ne pouvant faire une pareille démarche sans le consentement du roi de France, ils le pressèrent vivement de le leur accorder. Pour cet effet ils lui représentèrent que si cette dernière ressource manquait à cette ville, elle serait forcée de se jeter entre les bras du roi d'Espagne ; qu'après cela non-seulement Gênes serait toujours exposée, mais que même la plus grande partie de la Toscane ne pourrait éviter d'embrasser le parti des Espagnols. Le roi, frappé de ces raisons, fut sur le point de se rendre ; mais son conseil lui ayant représenté que si les Génois commençaient une fois à faire de leur autorité privée la guerre et des traités avec les autres puissances, et travaillaient à s'agrandir, ils aspireraient bientôt à une entière indépendance, le roi leur défendit expressément d'accepter la seigneurie de Pise, mais il ne les empêcha pas de secourir cette ville, quoique les Florentins l'en pressassent vivement.

Cependant on travaillait avec ardeur à conclure la paix entre la France et les rois d'Espagne. Ceux-ci proposaient artificieusement de rendre le royaume de Naples au roi Frédéric ou au duc de Calabre son fils, auxquels le roi de France céderait ses droits, et de faire le mariage de ce duc avec la reine veuve de Ferdinand II et nièce du roi d'Espagne. Louis était si peu disposé à faire de nouvelles tentatives sur le royaume de Naples qu'il aurait accepté la paix à quelques conditions que ce pût être ; mais il était retenu par deux considérations. La moins pressante était la honte d'abandonner la noblesse napolitaine, qui s'était sacrifiée à ses intérêts et que les Espagnols traitaient avec dureté : mais il craignait surtout que la proposition des rois d'Espagne ne fût une de leurs souplesses ordinaires, et qu'ils ne rendissent pas à Frédéric le royaume de Naples dont la prétendue restitution l'aurait cependant brouillé avec l'archiduc, qui avait toujours en vue d'assurer ce royaume à son fils et qui demandait avec instance qu'on s'en tînt au traité de Blois. Dans ces irrésolutions, il répondait en termes vagues qu'il désirait la paix avec ardeur, mais qu'il lui serait honteux de céder ses droits à un prince de la maison d'Aragon ; et cependant il continuait toujours à traiter avec l'empereur et l'archiduc.

Quand on fut sur le point de conclure, ne voulant pas que la négociation incertaine qui se traitait avec les Espagnols préjudiciât à celle-ci, il donna audience aux ambassadeurs d'Espagne, assis sur son trône au milieu de toute sa cour et dans un appareil où les rois ne se montrent que rarement ; il reprocha à ces ministres que leurs maîtres feignaient de désirer la paix lorsqu'ils en étaient bien éloignés, et parut surtout s'arrêter aux intérêts de la noblesse du royaume de Naples pour se faire honneur. Il ajouta qu'il ne lui convenait pas de se laisser amuser par de vaines négociations, et il donna ordre à ces ambassadeurs de sortir de France[1].

(1) Ils rapportèrent au roi d'Espagne, à leur retour, que

Après leur départ, les ambassadeurs de Maximilien et de l'archiduc se rendirent à la cour pour mettre la dernière main au traité. L'évêque de Sisteron[1], nonce ordinaire du pape en France, et le marquis de Final[2], à qui Jules avait donné ses pouvoirs pour cette affaire, le signèrent au nom de Sa Sainteté[3]. On y arrêta tout-à-fait le mariage de Claude, fille du roi, avec Charles, fils aîné de l'archiduc, et on convint que pour plus grande sûreté de l'exécution de cet article, non-seulement le roi, mais encore François d'Angoulême[4], qui devait hériter de la couronne si le roi mourait sans enfants mâles, jureraient de l'observer et signeraient le traité. Il fut encore stipulé que l'empereur, annulant pour de justes raisons toutes les investitures du duché de Milan précédemment accordées, en donnerait une nouvelle en faveur du roi de France et des enfants mâles qu'il pourrait avoir; que si Louis mourait sans postérité masculine, cet acte regarderait madame Claude et le prince Charles, ou le second fils de l'archiduc, en cas que Charles mourût avant la consommation du mariage et si son cadet épousait sa veuve; que le roi donnerait à l'empereur soixante mille florins du Rhin dès que l'investiture serait expédiée, et soixante mille autres six mois après; qu'outre cela il lui enverrait tous les ans une paire d'éperons d'or le jour de Noël; qu'il y aurait entre le pape, l'empereur, le roi de France et l'archiduc ligue défensive envers et contre tous, et offensive contre les Vénitiens, pour leur enlever les usurpations dont chacune des parties contractantes se plaignait; que l'empereur passerait en Italie pour y faire la guerre à ces républicains, et qu'à cette occasion il pourrait aller prendre la couronne impériale à Rome; que les rois d'Espagne auraient la liberté d'accéder au traité dans l'espace de quatre mois, sans exprimer si, supposé qu'ils ne le fissent pas, il serait permis au roi de France d'attaquer le royaume de Naples; que le roi ne soutiendrait plus le comte Palatin[1], qui, à son instigation et sur l'espérance des secours qu'il lui avait promis, faisait vivement la guerre à l'empereur.

Telles furent les conditions de ce traité, outre lesquelles il fut arrêté par des articles secrets que l'empereur et le roi de France s'aboucheraient dans un lieu dont on conviendrait, et qu'alors le roi rendrait la liberté à Ludovic Sforze et lui assignerait assez de revenus pour subsister avec honneur en France. L'empereur avait honte de ne rien faire pour un homme dont la perte venait de trop de confiance en ses promesses; c'est pourquoi, dans son entrevue à Trente avec le cardinal de Rouen, il avait fait en sorte qu'on adoucît la prison de Ludovic, et dans cette occasion il redoubla ses instances pour lui obtenir la liberté de vivre à la cour de France ou dans un autre endroit du royaume, au choix du roi. Louis accorda encore à sa prière le rétablissement des bannis du duché de Milan, ce qui avait causé de grandes difficultés à la conférence de Trente.

Ce fut ainsi que les Vénitiens, qui étaient tranquilles alors, virent se former contre leur république un orage qu'il leur eût été assez difficile de prévoir, car le roi avait toujours traité favorablement leurs ambassadeurs, et le cardinal de Rouen, pour leur ôter toute méfiance, les assurait chaque jour et même avec serment que le roi ne donnerait jamais atteinte à son alliance avec eux.

On ne doutait pas que ce traité ne fût bientôt exécuté. L'empereur y trouvait tant d'avantage pour lui et pour sa maison qu'il y avait toute apparence que sa légèreté naturelle en serait fixée, surtout le pape étant entré dans cette ligue. Le roi de France en était aussi fort satisfait; ce n'est pas qu'il songeât à de nouvelles entreprises, mais il pouvait compter sur l'investiture du Milanais par ce moyen, qui le rassurait d'ailleurs entièrement du côté de l'empereur et de l'archiduc.

Louis XII s'était plaint à eux qu'il l'avait trompé deux fois. « Deux fois! dit Ferdinand. Par Dieu! il a bien menti, l'ivrogne, je l'ai trompé plus de dix. »

(1) Pierre Filhol, originaire de Ganat en Bourbonnais. Il fut ensuite archevêque d'Aix et président en la chambre des comptes de Paris. Il mourut le 22 janvier 1540, âgé de cent deux ans.

(2) Alphonse de Carreto, premier du nom, fils de Galéas, aussi marquis de Final. Cette maison fut dépouillée du marquisat de Final par les Espagnols en 1602.

(3) Il fut conclu à Blois le 22 septembre.

(4) Il était fils de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et de Louise de Savoie. Charles était fils de Jean, comte d'Angoulême, fils puîné de Louis, duc d'Orléans, frère du roi Charles VI. François était neveu, à la mode de Bretagne, de Louis XII, et lui succéda à la couronne sous le nom de François I.

(1) Philippe surnommé l'*Ingénu*, mort en 1508.

Frédéric, roi de Naples, mourut alors[1], après avoir perdu toute espérance de recouvrer jamais le royaume de Naples par des traités. Long-temps trompé par ses désirs, comme il arrive à tous les hommes, il avait cru d'abord que le roi de France était moins porté que les rois d'Espagne à lui rendre sa couronne. Il ne considérait pas sans doute que la corruption de notre siècle n'est guère susceptible d'une action aussi héroïque que celle de restituer un grand royaume, et dont les exemples sont même si rares dans les temps les plus austères de l'antiquité. Cette erreur venait encore de ce qu'il ne réfléchissait pas aux moyens dont les rois d'Espagne s'étaient servis pour lui enlever ses Etats. En effet, était-il vraisemblable que des princes qui n'avaient pas rougi d'avoir recours à d'indignes artifices pour s'assurer de la moitié du royaume de Naples voulussent s'en dépouiller lorsqu'ils le possédaient tout entier? Mais il n'avait que trop aperçu dans la suite que l'Espagne et la France lui étaient également contraires, et que même il avait dû moins compter sur les Espagnols actuellement en possession de ses Etats que sur un prince à qui il n'en aurait coûté qu'un simple consentement.

Isabelle, reine d'Espagne, mourut aussi vers la fin de cette année[2]; cette vertueuse princesse s'était concilié l'estime de ses sujets par sa grandeur d'ame et sa prudence. Le royaume de Castille, la plus grande et la plus riche portion de l'Espagne, lui appartenait de son chef, et elle y avait succédé à Henri[3], son frère; on avait toujours cru ce prince impuissant, et qu'il n'était pas le père de Bertramige[4], que sa femme avait eue durant leur mariage, et qu'il avait élevée fort long-temps comme sa fille. Par cette raison Isabelle avait porté, du vivant de Henri, le nom de *princesse de Castille*, titre affecté aux héritières présomptives du royaume. Néanmoins, après la mort de ce roi, plusieurs seigneurs castillans formèrent un puissant parti en faveur de Bertramige, qui eut encore pour elle l'appui du roi de Portugal[1], son parent. Enfin l'on en vint à une bataille[2], et la victoire donna la couronne à Isabelle, dont l'armée était commandée par Ferdinand d'Aragon, son mari, qui était aussi de la maison de Castille et son parent au troisième degré[3]. Ferdinand devint ensuite roi d'Aragon par la mort de Jean, son père, et alors ils prirent le titre de *roi et reine d'Espagne*, parce que réunissant la Castille, l'Aragon, le royaume de Valence et la Catalogne, ils étaient en possession de toute l'Espagne contenue entre les monts Pyrénées, l'Océan et la Méditerranée, excepté le royaume de Grenade qu'ils enlevèrent depuis aux Maures, et les royaumes de Portugal et de Navarre qui avaient des rois particuliers. Le royaume d'Aragon, la Sicile, la Sardaigne et les autres îles[4] qui appartenaient à Ferdinand en propre, étaient gouvernés en son nom seul; mais la Castille l'était au nom des deux conjointement, et rien ne s'y faisait que sur des ordres signés de l'un et de l'autre. A l'égard du titre de *rois d'Espagne*, ils le portaient solidairement; la guerre, la paix et les traités se faisaient au nom de ces deux rois, et les ambassadeurs étaient envoyés et reçus en commun, sans que l'un s'arrogeât plus d'autorité que l'autre.

Suivant les lois du pays qui n'excluent point les femmes de la couronne de Castille, ce royaume appartenait à Jeanne, femme de l'archiduc et fille d'Isabelle et de Ferdinand, leur aînée[5], qui avait été mariée à Emmanuel, roi de Portugal, étant morte, aussi bien qu'un fils qu'elle avait eu de ce roi. Ferdinand n'avait donc plus de titre pour gouverner la Castille, et il se trouvait réduit au royaume d'Aragon, peu considérable en comparaison du premier. En effet,

(1) A Tours, le 9 novembre, de la fièvre quarte.

(2) Le 26 novembre. Elle était née le 23 avril 1451.

(3) Henri IV surnommé l'*Impuissant*, mort en 1474.

(4) Son vrai nom était Jeanne, et on ne l'appelait *Bertramige* que parce que tout le monde la croyait fille de Bertrand, ou Bertrando de la Cueva, favori de Henri; l'opinion commune était que Henri avait lui-même choisi Bertrand pour donner des enfants à la reine. C'était Jeanne, fille d'Édouard, roi de Portugal.

(1) Alphonse V, fils d'Édouard. Il était oncle maternel de Bertramige et il l'épousa en 1475.

(2) La bataille *del-Toro* en 1476.

(3) Ils étaient cousins issus de germain, ayant pour bisaïeul commun Jean I, roi de Castille.

(4) Majorque et Minorque.

(5) Nommée Isabelle; elle avait épousé en premières noces Alphonse, fils unique de Jean II, roi de Portugal, qui mourut d'une chute de cheval. Elle épousa ensuite Emmanuel, qui avait succédé à Jean II, son cousin-germain, et elle mourut en couche en 1498, ne laissant qu'un fils nommé Michel, qui mourut en 1500, âgé de deux ans. Après la mort d'Isabelle, Emmanuel épousa avec dispense Marie, sa belle-sœur, quatrième fille de Ferdinand et d'Isabelle, rois d'Espagne.

l'Aragon n'est pas fort étendu ; le revenu des rois y est très borné, et leur autorité limitée par les priviléges du pays. Mais le testament d'Isabelle portait que la Castille serait gouvernée par Ferdinand tant qu'il vivrait, soit que rien n'ayant jamais troublé leur union elle voulût conserver à ce prince sa grandeur entière, soit qu'elle considérât, comme elle le disait elle-même, qu'il était avantageux à ses sujets de vivre plus long-temps sous la sage administration de Ferdinand ; elle ajoutait que l'archiduc et sa femme devant succéder un jour au roi d'Aragon, Philippe, né et nourri en Flandres, où le gouvernement est tout différent, aurait le temps de se former et de s'instruire des usages d'Espagne, tandis que la Castille et l'Aragon, gouvernés par un seul prince comme ne faisant qu'un seul Etat, jouiraient d'une paix profonde qu'il y trouverait établie.

L'Italie jouit en 1505 de la même tranquillité que l'année précédente, et il n'y eut d'autre guerre que celle des Florentins et des Pisans, la plus grande partie des puissances ne désirant que la paix et les autres étant retenues par diverses considérations. Le roi d'Espagne, occupé d'affaires causées par la mort de la reine, regardait comme un grand bonheur que la trève lui assurât la possession du royaume de Naples. Le roi de France était fort incertain de ce qu'il devait faire, parce que l'empereur, toujours livré à son indétermination naturelle, n'avait pas ratifié la paix. Le pape aurait bien voulu remuer ; mais trop faible pour oser rien entreprendre, il était forcé de se tenir en repos. Enfin les Vénitiens se croyaient trop heureux de n'être point attaqués après une ligue aussi redoutable, formée pour leur perte et dans un temps où le pape était fort indisposé contre eux.

La crainte des armes de la France et les instances que l'empereur leur avait fait faire par son ambassadeur, afin de les engager à restituer les places usurpées sur l'Église, avaient déterminé le sénat à ne rien négliger pour apaiser le pape ; c'est pourquoi ils lui avaient proposé quelques mois auparavant de lui abandonner Rimini et toutes les places dont ils s'étaient emparés dans la Romagne, depuis la mort d'Alexandre, pourvu qu'il leur laissât de son côté la ville et le territoire de Faënza. Le pape avait répondu, avec sa fermeté et sa liberté ordinaires, qu'il ne leur laisserait pas seulement une tour, et qu'il ne désespérait pas même de les forcer à rendre avant sa mort Ravenne et Cervie qu'ils retenaient aussi injustement que Faënza ; dans ces dispositions de part et d'autre, les choses n'avaient pas été poussées plus loin.

Mais la frayeur des Vénitiens s'augmentant au commencement de cette année, ils offrirent, par l'entremise du duc d'Urbin, de restituer toutes les places, excepté les territoires de Faënza et de Rimini, à condition que le pape recevrait les ambassadeurs de la république qui devaient lui porter le compliment d'obédience. Jules rejeta quelque temps cette proposition qui, après l'éclat de sa conduite dans cette occasion, lui paraissait dégrader sa dignité ; mais enfin attendri par les maux des habitants de Forli, d'Imola et de Césène qui souffraient beaucoup de la perte d'une grande partie de leurs territoires, et ne voyant point d'autre remède plus prochain, attendu la lenteur de Maximilien et du roi de France à exécuter leur traité, il prit le parti de se rendre. D'ailleurs il y trouvait un avantage certain sans rien hasarder, ne contractant aucun engagement verbal ou par écrit. Ainsi les places furent restituées, et huit ambassadeurs, choisis dès le temps de son élection parmi les plus accrédités du sénat, se rendirent à Rome au nom de la république ; on n'en avait jamais envoyé en si grand nombre à aucun pape, à moins qu'il ne fût Vénitien. Ils reconnurent Jules pour souverain pontife avec les cérémonies usitées en pareille occasion. Néanmoins le pape ne relâcha rien de ses prétentions et ne leur témoigna pas même qu'il fût mieux disposé qu'auparavant à leur égard.

Dans le même temps le roi de France, qui voulait mettre la dernière main au traité de Blois, envoya le cardinal de Rouen à Haguenau, ville de la Basse-Allemagne, que l'empereur venait d'enlever au comte Palatin et où Maximilien et l'archiduc attendaient le cardinal. Il n'y fut pas plus tôt arrivé qu'on rendit le traité public ; l'empereur en jura solennellement l'exécution, et il reçut la moitié de la somme stipulée pour l'investiture. Le reste ne devait lui être payé que lorsqu'il serait en Italie ; mais il donna à entendre dès lors, et il déclara ouvertement dans la suite, qu'il ne pourrait y aller cette année à cause des affaires

qu'il avait en Allemagne, ce qui confirma l'opinion où l'on était qu'il n'y aurait point de guerre, le roi de France étant dans la résolution de ne rien faire sans l'empereur.

Ainsi les Florentins et les Pisans étaient les seuls dans toute l'Italie qui fussent encore armés; mais ne faisant la guerre qu'avec lenteur et sans former aucune entreprise certaine, tout se réduisait à quelques rencontres qui arrivaient par hasard.

Luc Savelli et quelques autres capitaines des Florentins sortirent un jour de Cascina qui était leur place d'armes, suivis de quatre cents chevaux et de beaucoup d'infanterie; c'était pour escorter un convoi de vivres jusqu'à Librafatta, et dans le dessein d'enlever aux Pisans quelques bestiaux qui étaient au-delà de la rivière du Serchio du côté de Lucques. Ils n'avaient pas tant en vue de faire du butin que d'attirer au combat les Pisans qu'ils comptaient de tailler en pièces, à la faveur de la supériorité qu'ils avaient sur eux; c'est pourquoi, après avoir fait entrer leur convoi dans Librafatta et enlevé les bestiaux, ils marchaient lentement par où ils étaient venus, afin de donner aux Pisans le temps de venir les attaquer. Tarlatino sortit aussitôt de Pise, suivi seulement de quinze hommes d'armes, de quarante chevau-légers et de soixante hommes de pied, n'ayant pu rassembler sur-le-champ que ce nombre de troupes, et ayant donné ordre que d'autres suivissent; cet officier tourna du côté de quelques chevaux des Florentins qui s'étaient avancés jusqu'à Saint-Jacques presque sous les murs de Pise, et qui allaient rejoindre le gros de leurs troupes. Elles avaient fait halte au pont Capellese, sur la rivière de l'Osole, à trois milles de Pise, pour y attendre les bestiaux dont nous avons parlé et les mulets du convoi; on était déjà au-delà du pont, dont l'infanterie, qui était arrivée la première, s'était emparée. Tarlatino donna la chasse à cette cavalerie jusqu'à ce pont; il ignorait que les Florentins fussent en cet endroit, et il ne s'en aperçut qu'après s'être trop avancé pour pouvoir faire retraite sans un péril extrême.

Dans cette conjoncture il résolut d'attaquer le pont, et il fit observer aux siens que cette résolution, suggérée par la nécessité, pouvait le tirer de ce mauvais pas et même lui donner la victoire; que les ennemis étaient dans un terrain fort étroit, entre la rivière et la montagne, et où leur nombre, bien loin de les servir, leur serait désavantageux, attendu qu'ils ne pourraient ni combattre ni fuir, surtout à cause de l'embarras des bestiaux et des mulets qu'ils avaient avec eux; qu'ainsi, s'il venait à bout de forcer le pont, il les renverserait sans doute; et qu'en tout cas, s'il ne pouvait le passer, il donnerait du moins aux habitants de Pise, où il avait dépêché un courrier, le temps de venir à son secours.

La chose arriva comme il l'avait prévu; il pousse son cheval vers le pont qu'il attaque le premier; mais contraint de reculer, il est bientôt remplacé par un autre qui trouve la même résistance; enfin un troisième qui les suit a son cheval blessé, Tarlatino vole à son secours, franchit le pont à la faveur de la vigueur de son cheval, et, frappant à droite et à gauche, il écarte l'infanterie qui défend ce passage; bientôt il est suivi de quatre autres braves. Tandis que ces cinq hommes se battent contre l'infanterie ennemie dans un pré étroit, quelques soldats pisans entrent dans la rivière et la passent. En même temps le reste de la cavalerie traverse le pont déjà abandonné, sur le point d'être encore secondés par les troupes qui accourent de Pise par pelotons. Les Florentins, renfermés dans un lieu étroit, se mettent d'eux-mêmes en désordre; l'épouvante se saisit des hommes d'armes et de l'infanterie, mais surtout de ces premiers; et, n'ayant aucun officier d'autorité capable de les retenir ou de les rallier, ils prennent lâchement la fuite. Ainsi un corps de troupes marchant en bon ordre et infiniment supérieur à une poignée de gens accourus sans ordre, plutôt pour faire une vaine parade de courage que pour combattre, fut vaincu par de si faibles ennemis. Il resta dans cette occasion beaucoup de morts sur la place. Le nombre des blessés et des prisonniers fut considérable; les Florentins y perdirent entre autres plusieurs capitaines d'infanterie et plusieurs personnes de marque; la plus grande partie de ceux qui se sauvèrent par la fuite furent pillés par les paysans du territoire de Lucques.

Cette rencontre fut très préjudiciable aux affaires des Florentins. Comme il ne leur était resté que fort peu de cavalerie à Cascina, ils furent plusieurs jours sans pouvoir empêcher

les Pisans que ce succès avait rendus plus fiers, de courir et de piller tout le pays. Mais cet échec eut encore une suite plus fâcheuse pour le fond de la guerre. Il y avait toute apparence que les Florentins seraient hors d'état de faire cette année le dégât des blés dans le territoire de Pise, ce qui était en quelque façon décisif pour cette ville où la disette était extrême, et qui ne subsistait que par les faibles secours des Génois et des Lucquois; car les Siennois se contentaient de leur donner des conseils.

Pandolphe Petrucci fit pourtant une démarche favorable aux Pisans; ce fut de persuader à Jean-Paul Baglione de quitter le service des Florentins avant l'expiration du terme de son engagement. Baglione même, afin qu'ils n'eussent pas le temps de le remplacer, différa jusqu'au dernier moment à se déclarer. Les Florentins ne devaient pas craindre un procédé si odieux de la part de Baglione, dont ils avaient surtout procuré le rétablissement à Pérouse. Son prétexte fut de dire que Marc-Antoine[1] et Mutio Colonna, Luc et Jacques Savelli, étant aussi à leur solde, et que les troupes réunies de ces officiers étant plus nombreuses que les siennes, il n'était pas en sûreté avec ces gens d'une faction opposée[2]. Afin de colorer davantage sa conduite, il promit aux Florentins de ne point porter les armes contre eux, et il consentit que Malatesta, son fils, encore enfant, demeurât à leur service avec quinze hommes d'armes, comme en otage de sa parole. Cependant, ne voulant pas être absolument sans solde, il se mit à celle des Siennois, avec soixante-dix hommes d'armes; et ceux-ci, n'étant pas en état de faire une si grande dépense, cédèrent aux Lucquois, qui étaient aussi entrés dans cette intrigue, Troïle Savelli, avec un pareil nombre de gendarmes.

Par la retraite imprévue de Baglione, après la défaite du pont Capellese, les Florentins furent réduits à un si petit nombre de troupes que non-seulement ils ne purent ravager le territoire de Pise cette année, mais qu'ils eurent bien de la peine à se précautionner contre les coups qu'on voulait leur porter. Pandolphe et Jean-Paul, reprenant leurs anciennes intrigues, concertaient avec le cardinal de Médicis une tentative sur Florence; ils appuyaient surtout leurs espérances sur Barthélemi d'Alviano qui, mécontent de Gonzalve, s'était retiré dans le territoire de Rome où il rassemblait toutes les troupes qu'il pouvait.

(1) Il était neveu de Prosper Colonna.

(2) Il était Guelfe et les autres Gibelins.

On soupçonnait le cardinal Ascanio de participer à ce complot, dans l'espérance que les Médicis, après leur rétablissement, engageraient Florence à se joindre à lui et aux autres pour attaquer le duché de Milan. En effet, il ne paraissait pas difficile d'y causer une révolution; les Français n'y avaient qu'un fort petit nombre de troupes, une grande partie de la noblesse en avait été bannie, les peuples soupiraient après le retour des Sforze, et le roi de France, quoique revenu d'une crise où il avait été cru mort durant quelques heures, était encore si fort en danger qu'on désespérait presque de sa vie. Les politiques conjecturaient, de plusieurs conférences d'Ascanio avec l'ambassadeur de Venise à Rome, que le cardinal non-seulement avait des intelligences avec Gonzalve, mais encore avec les Vénitiens qu'on croyait plus disposés à attaquer actuellement la France qu'ils ne l'étaient auparavant; on ne leur supposait cette hardiesse qu'à cause de la division de leurs ennemis. En effet, Louis ayant conçu de nouvelles défiances sur le compte de l'empereur et de l'archiduc, et considérant depuis la mort de la reine d'Espagne combien ce dernier allait devenir puissant, s'aliénait entièrement de l'un et de l'autre, donnait des secours au duc de Gueldres[1], ennemi juré de l'archiduc, et paraissait disposé à s'unir étroitement avec le roi d'Espagne.

Mais que les espérances des hommes et leurs projets sont vains! Le roi de France, de la vie duquel on désespérait, reprit ses forces, et le cardinal Ascanio fut subitement emporté à Rome[2] par la peste. Sa mort éloigna le danger du Milanais, mais elle ne fit pas oublier le projet formé contre les Florentins. Pandolphe Petrucci, Jean-Paul Baglione et Barthélemi d'Alviano s'assemblèrent à Piegaï, château situé sur les confins de Pérouse et de Sienne; il n'y fut pas question du rétablissement des Médicis

(1) Charles d'Egmont, duc de Gueldres, fils d'Adolphe, aussi duc de Gueldres, mort en 1477, et de Catherine de Bourbon. Il mourut en 1538 sans enfants, et Charles V s'empara de ses États au préjudice de ses héritiers collatéraux.

(2) Le 20 mai.

à Florence, les forces des confédérés étaient trop au-dessous de cette entreprise; mais on y résolut que d'Alviano se jetterait dans Pise et que de là il ravagerait les frontières des Florentins, en attendant les occasions favorables de former quelques entreprises.

Les Florentins craignaient beaucoup que le grand capitaine ne fût entré dans les vues des confédérés. Ils croyaient que d'Alviano était toujours au service du roi d'Espagne et que son engagement durait jusqu'au mois de novembre. D'ailleurs il ne paraissait pas vraisemblable que Pandolphe eût formé un pareil projet sans le consentement des Espagnols, car depuis qu'il s'était brouillé avec la France en refusant de payer ce qu'il devait à cette couronne, qui d'ailleurs avait à se plaindre de ses artifices, il dépendait absolument de l'Espagne. Enfin leurs défiances furent encore augmentées par une démarche des Espagnols. Le seigneur de Piombino, qui était sous la protection du roi d'Espagne, paraissant craindre d'être attaqué par les Génois, Gonzalve lui envoya mille hommes de pied espagnols sous les ordres de Nugnez-del-Campo et fit passer trois navires, deux galères et quelques autres vaisseaux dans le canal; les Florentins, voyant ces forces si près d'eux, craignirent qu'elles n'eussent ordre de joindre d'Alviano, qui le disait même hautement. Ces craintes étaient néanmoins sans fondement.

Le roi d'Espagne, après la trève, voulant diminuer sa dépense, avait réformé une partie de ses troupes et réduit entre autres la solde d'Alviano à cent lances; cet officier, piqué de cette conduite, non-seulement avait refusé de prendre de nouveaux engagements avec l'Espagne, mais prétendait encore être libre des premiers, n'ayant pas été payé de ce qui était échu de ses appointements, et Gonzalve n'ayant pas tenu parole au sujet des deux mille hommes d'infanterie qu'il devait lui fournir pour le rétablissement des Médicis. D'ailleurs d'Alviano, naturellement avide de nouveautés, était trop vif pour demeurer en repos.

Dans ces circonstances, les Florentins, à qui le roi de France devait fournir quatre cents lances, comme il était stipulé dans leur traité avec ce prince, le pressèrent de leur en envoyer deux cents; mais le roi, n'écoutant que sa passion pour l'argent et sans égard pour son ancienne alliance avec eux, refusa de leur donner aucun secours qu'ils n'eussent payé auparavant trente mille ducats qu'ils s'étaient obligés de lui fournir; ils lui représentèrent en vain l'épuisement de la république, Louis fut inflexible et ne voulut pas même leur accorder le moindre délai. Mais leurs frayeurs furent bientôt dissipées, et celui qui leur était suspect contribua davantage à les rassurer que n'avait fait un prince sur lequel leurs services les autorisaient à compter. Le grand capitaine était bien éloigné de souhaiter qu'il y eût des mouvements en Italie, soit pour ne pas troubler la négociation de paix tout récemment entamée entre les deux rois, soit qu'à l'occasion de la mort d'Isabelle et sur les apparences d'une prochaine rupture entre le beau-père et le gendre il eût déjà pensé à s'assurer de la couronne de Naples. Dans cette vue, non-seulement il fit tous ses efforts pour regagner d'Alviano qui, ayant reçu de la part du pape un ordre de licencier ses troupes ou de sortir des terres de l'Eglise, s'était rendu à Pitigliano; mais il lui défendit encore, comme à un vassal et pensionnaire du roi son maître, de passer outre à peine de confiscation des fiefs, valant sept mille ducats de rente, qu'il possédait dans le royaume de Naples. Il fit en même temps défense aux Pisans, qui peu auparavant avaient été secrètement reçus sous la protection du roi d'Espagne, et au seigneur de Piombino, de donner retraite à d'Alviano; il permit aux Florentins de se servir de l'infanterie qu'il avait envoyée à Piombino et d'en donner le commandement à Marc-Antoine Colonna, l'un de leurs capitaines. Enfin il sollicita Pandolphe Petrucci de ne fournir aucun secours à d'Alviano, et il empêcha Ludovic, fils du comte de Pitigliano, François Orsino et Jean, seigneur de Céré, qui étaient au service d'Espagne, de se joindre à lui.

Malgré ces contre-temps, d'Alviano ne laissa pas de poursuivre son entreprise, et il se mit en marche, suivi de Jean-Louis Vitelli[1] et de Jean-Conrad Orsino, avec trois cents hommes d'armes et cinq cents volontaires à pied. Il s'avança peu à peu par la côte de Sienne jusqu'à la plaine de Scarlino qui dépend de Piom-

(1) Il était fils de Jean, l'aîné des quatre frères Vitelli.

bino, à une petite journée des frontières des Florentins, tirant ses vivres de Sienne. Là il reçut un courrier du grand capitaine qui lui réitéra la défense d'aller à Pise et d'inquiéter Florence; il répondit qu'il ne prenait l'ordre de personne depuis qu'on lui avait manqué de parole, et il alla camper dans le voisinage de Campiglia, ville de l'Etat de Florence, où il y eut une légère escarmouche entre ses troupes et les Florentins qui s'assemblaient à Bibbonna.

Il se rendit ensuite près de la Cornia, entre les confins de Florence et de Sughereto, mais fort incertain du parti qu'il devait prendre et ayant perdu presque toutes ses espérances; il ne pouvait plus avoir de vivres de Piombino; Jean-Paul Baglione et les Vitelli, dont la politique se réglait par les evénements, ne lui fournirent pas l'infanterie qu'ils devaient lui envoyer; Pandolphe Petrucci était fort refroidi à son égard; enfin il n'était pas sûr que les Pisans voulussent le recevoir après les défenses du grand capitaine. Ces considérations facilitèrent son raccommodement avec les Espagnols; il se contenta donc de la solde des cent lances et il se retira à Vignale, place appartenant au seigneur de Piombino, sous prétexte d'y attendre la dernière réponse de Gonzalve.

Après avoir demeuré dix jours en cet endroit, il apprit que Pise était disposée à le recevoir. Il partit aussitôt, et il parut le 7 août avec ses troupes en bataille à Caldane, dans le dessein d'y combattre les Florentins qui étaient venus y camper la veille; mais ceux-ci, ayant été informés de sa marche par leurs coureurs, s'étaient retirés la nuit même sous le canon de Campiglia. Ainsi d'Alviano, voyant qu'il ne pouvait les attaquer sans beaucoup de risque, tourna vers Pise par le chemin de la tour de Saint-Vincent, qui est à cinq milles de Campiglia.

Hercule Bentivoglio, qui commandait les troupes des Florentins, connaissant parfaitement le pays, ne souhaitait rien tant que d'attirer d'Alviano au combat dans ces quartiers où il saurait profiter de l'avantage du terrain. C'est pourquoi il partagea ses chevau-légers en deux escadrons, dont l'un eut ordre de prendre les ennemis en queue dans leur marche et l'autre de se rendre à la tour de Saint-Vincent par le chemin droit de Campiglia. Ces dernières troupes étant arrivées avant les ennemis, contre qui elles escarmouchèrent presque aussitôt, revinrent joindre Hercule qui s'était avancé par le même chemin avec le reste de son armée jusqu'à un demi-mille de cet endroit. Elles lui apprirent que la plus grande partie des ennemis avait déjà passé la tour de Saint-Vincent. Hercule, marchant au petit pas, arriva enfin aux ruines de cette tour, où les gendarmes et l'infanterie d'Alviano avait fait tête. Ensuite il chargea vivement les ennemis en flanc avec la moitié de son armée; et, après un combat assez opiniâtre, il les fit plier, de manière qu'il fut impossible à leur infanterie, poussée jusqu'à la mer dans ce premier choc, de revenir à la charge. Mais leur cavalerie, qui s'était éloignée à une portée du trait du côté de Bibbonna, s'étant ralliée, fondit sur les Florentins avec tant de furie qu'elle les fit reculer jusqu'au fossé de Saint-Vincent. Alors Hercule fit avancer le reste de ses troupes et la mêlée fut longue et sanglante sans que la victoire décidât en faveur de l'une ou de l'autre armée. Capitaine et soldat à la fois, d'Alviano, tout blessé qu'il était en deux endroits au visage, faisait des prodiges de valeur pour chasser les ennemis de leur poste; on ne doute pas, s'il fût venu à bout de ce dessein, qu'il n'eût vaincu de tous côtés. Mais Hercule, qui avait assuré quelques jours auparavant qu'il vaincrait sans danger dans cet endroit, fit planter sur le bord du fossé six fauconneaux à l'opposite des ennemis; lorsqu'il vit que leurs rangs commençaient à s'éclaircir et leurs troupes en désordre, il saisit l'occasion et tomba sur eux de toutes parts. Les chevau-légers chargèrent du côté de la mer, les gendarmes par le grand chemin, et l'infanterie de l'autre côté par le bois; d'Alviano, trop faible pour résister à toutes ces attaques, fut d'abord mis en déroute et les siens prirent la fuite. Il ne se sauva qu'à peine avec quelques chevaux à Monteritondo, dans le Siennois; ses troupes furent presque toutes prises et leurs équipages furent pillés entre Saint-Vincent et la rivière de Cecina; il perdit tous ses drapeaux et ne sauva qu'un petit nombre de chevaux.

Telle fut l'issue des projets de Barthélemi d'Alviano. Ses longues intrigues, sa fierté et les menaces qui lui échappaient tous les jours avaient donné une grande idée de cette entre-

prise, qui n'était néanmoins que faiblement appuyée.

Hercule Bentivogio et Antoine Giacomini (ce dernier était commissaire de l'armée des Florentins), encouragés par cet avantage, sollicitèrent vivement la république de permettre qu'on formât le siége de Pise et d'en faire les préparatifs en toute diligence. Ils se flattaient de l'emporter facilement à la faveur de la réputation et de la supériorité que donne toujours la victoire; d'ailleurs les Pisans ne pouvaient plus compter sur d'Alviano; enfin on avait lié des intelligences dans la ville.

Mais le magistrat des Dix qui est chargé des affaires de la guerre, en ayant fait la proposition aux citoyens qu'on consulte ordinairement dans les délibérations importantes, on s'éleva tout d'une voix contre ce projet, sous prétexte que les Pisans persistaient toujours dans leur ancienne opiniâtreté: « Qu'on ne devait pas espérer de réduire des gens endurcis à la guerre, résolus de périr, et défendus par d'aussi fortes murailles qu'il y en eût dans toute l'Italie; qu'on se flattait vainement d'y réussir par la seule réputation d'une victoire remportée contre des troupes étrangères aux Pisans, dont le courage et les forces n'avaient reçu aucune atteinte de cette défaite; qu'on ne viendrait jamais à bout de les faire rentrer dans le devoir qu'avec beaucoup de supériorité; que, supposé même qu'on eût des troupes aussi braves que ces opiniâtres, il n'y aurait pas lieu d'espérer un prompt succès; qu'on ne réussirait qu'avec le temps, en gagnant le terrain pied à pied, et plutôt en fatiguant les Pisans qu'en les poussant avec la dernière vivacité; que la saison présente s'opposait à une pareille entreprise; que, vu le peu de temps qu'on avait, il serait impossible de trouver d'autre infanterie que des gens ramassés à la hâte, ni de camper devant les murs de Pise sans y être bientôt attaqué par un air contagieux que les vents de la mer et les vapeurs des étangs et des marais causent dans cette saison, comme on l'avait vu arriver à Paul Vitelli; que d'ailleurs ce pays, étant inondé dès le mois de septembre par les pluies qui ne pouvaient s'écouler, devenait entièrement impraticable; qu'il ne fallait pas faire grand fond sur des intelligences particulières dans une ville aussi généralement animée contre les Florentins; que ces intelligences seraient, ou des piéges, ou inutiles par l'impossibilité où les particuliers avec qui on les entretenait se trouveraient d'exécuter leurs promesses; que d'ailleurs il fallait considérer que, quoiqu'on ne se fût pas engagé par un acte public à ne point faire le siége de Pise cette année, néanmoins Prosper Colonna en avait en quelque façon donné parole à Gonzalve du consentement de la république; qu'on ne devait point douter que ce général, piqué de cette infidélité, ne s'opposât à l'entreprise à cause de la protection qu'il avait promise aux Pisans, cette conquête blessant surtout ses intérêts; qu'il ne lui serait pas difficile de la traverser, pouvant faire passer en peu de temps à Pise l'infanterie qu'il avait à Piombino, comme il s'en était déjà expliqué.

« Ils ajoutèrent qu'on pouvait retirer de la victoire des avantages moins considérables à la vérité que la conquête de Pise, mais d'un autre côté plus faciles et même assez importants; que le plus grand obstacle à leurs desseins dans tous les temps avait été Pandolphe Petrucci, et surtout par rapport au recouvrement de cette ville et à la tranquillité de l'intérieur de Florence. En effet, Pandolphe avait engagé le duc de Valentinois à entrer en armes dans l'Etat de la république; ce politique avait été l'ame de l'entreprise de Vitellozzo et de la révolte d'Arezzo; c'avait été par ses conseils que les Siennois, les Génois et les Lucquois s'étaient ligués en faveur des Pisans; Gonzalve n'avait pris la protection de Piombino et n'était entré dans les affaires de Pise et de la Toscane que par les instances de Pandolphe; enfin, quel autre que lui avait excité d'Alviano à sa dernière tentative? Qu'il fallait faire marcher l'armée contre Sienne, courir et piller tout le territoire de cette ville, où l'on ne trouverait aucune résistance; que cette hostilité, dont on n'ignorerait pas que Pandolphe serait le seul objet, pourrait indisposer contre lui les Siennois, parmi lesquels il avait beaucoup d'ennemis; du moins il serait facile d'occuper à cette occasion quelque place importante, que l'on garderait pour l'échanger contre Montepulciano; qu'enfin, quelque chose qui pût arriver, ces marques de ressentiment rendraient Pandolphe plus circonspect à offenser désormais les Florentins dont les bienfaits n'avaient rien obtenu sur cet ingrat; qu'il fallait ensuite

envoyer des partis dans les terres des Lucquois, pour lesquels on avait eu des ménagements qui n'avaient pas réussi; qu'ainsi l'on retirerait de grands avantages de la victoire avec beaucoup d'honneur, au lieu qu'en assiégeant Pise il fallait se résoudre à faire des dépenses excessives qui ne procureraient que de la honte. »

Ces raisons, quoique généralement applaudies par les meilleures têtes de la république, ne purent retenir l'ardeur du peuple, souvent plus entêté de ses caprices que docile à la raison. Il désirait avec passion le siége de Pise, et il se confirmait dans cette résolution par la persuasion où il était depuis long-temps que plusieurs des principaux citoyens n'éloignaient le recouvrement de cette place que par des vues d'ambition. Comme Pierre Soderin, gonfalonnier, n'avait pas moins d'ardeur que le peuple pour ce siége, il convoqua le grand conseil de toute la ville, où ces grandes affaires n'étaient jamais portées; la chose y fut résolue par la multitude, dont la témérité l'emporta sur la prudence du petit nombre.

Les préparatifs se firent donc avec beaucoup d'activité, parce qu'on voulait prévenir les secours du grand capitaine et l'inconvénient des pluies; c'est pourquoi, le 6 septembre, l'armée parut à la vue de Pise; elle était composée de six cents hommes d'armes et de sept mille hommes d'infanterie; elle avait seize canons et plusieurs autres pièces. On disposa l'attaque entre Sainte-Croix et Saint-Michel, au même lieu[1] où les Français avaient fait autrefois la leur; la batterie fut dressée la nuit suivante contre le mur, depuis la porte de Calci jusqu'au tourrion de Saint-François où la muraille forme un angle rentrant, et le lendemain, le canon fit un feu terrible depuis la pointe du jour jusqu'à neuf heures du soir et ouvrit une brèche d'environ huit toises. On se battit vivement en cet endroit, mais avec peu de succès, parce que la brèche ne se trouva pas assez large pour qu'on pût forcer une place défendue par d'aussi braves gens. C'est pourquoi le lenmain on partagea la batterie et l'on en mit une à droite et l'autre à gauche, laissant entre deux cette partie du mur qui avait été canonnée autrefois par les Français. Cependant hommes et femmes, dans Pise, travaillaient avec leur ardeur ordinaire à élever un rempart en dedans et à l'environner d'un fossé.

Quand le canon eut assez ruiné les murs Hercule voulut faire insulter toutes les brèches à la fois par son infanterie qu'il avait mise en bataille; mais il ne trouva pas dans cette milice italienne, ramassée à la hâte, le courage et la valeur nécessaires à un assaut. Les bataillons à qui le sort avait donné l'honneur de la première attaque refusèrent ouvertement d'aller à la brèche. L'autorité ni les prières du général et du commissaire ne purent leur rendre le courage, et ils demeurèrent insensibles à leur propre gloire et à l'honneur de la milice italienne; ce lâche exemple fut imité de tous les autres qui devaient les suivre. Ainsi les troupes se retirèrent dans le camp sans avoir fait autre chose que déshonorer l'infanterie italienne aux yeux de l'Europe entière, ternir l'éclat de la victoire obtenue sur d'Alviano et détruire la réputation du général et du commissaire, à qui il ne manqua, pour jouir de leur gloire, que d'avoir su connaître la modération dans la prospérité.

On ne balança plus à lever le siége, surtout depuis que six cents hommes de l'infanterie espagnole qui était à Piombino furent entrés dans Pise par ordre du grand capitaine; l'armée des Florentins se retira donc le lendemain à Cascina. Peu de jours après, quinze cents autres fantassins espagnols se rendirent encore à Pise; mais après avoir donné un assaut à Bientina, sur les instances des Pisans à qui leur secours n'était plus nécessaire, ils se rembarquèrent pour l'Espagne où Gonzalve les renvoyait, la paix étant faite entre les deux couronnes.

La mort de la reine d'Espagne avait levé le principal obstacle du côté du roi de France, savoir, la crainte de se déshonorer et d'aliéner l'archiduc. Louis, alarmé de la nouvelle puissance de ce prince, songeait à se mettre en état de n'en avoir rien à craindre. D'un autre côté le roi d'Espagne, sachant que l'archiduc, au mépris du testament de sa belle-mère, voulait lui enlever la Castille, cherchait à faire des alliances pour lui résister.

Ainsi la paix fut conclue[1]. Ferdinand épousa Germaine de Foix, nièce du roi de France, qui

(1) Lorsque Louis XII prêta des troupes aux Florentins pour assiéger Pise.

(1) Le traité fut signé à Blois le 12 octobre.

lui donna pour dot la portion du royaume de Naples qui lui appartenait. De son côté le roi d'Espagne s'obligea de payer à la France sept cent mille ducats en dix ans, pour l'indemniser des frais de la guerre, et de constituer à sa nouvelle épouse un douaire de trois cent mille ducats. Il fut stipulé que les barons de la faction d'Anjou et tous ceux qui avaient suivi le parti de France seraient rétablis dans leur patrie, leurs emplois et leurs biens, enfin dans l'état où ils étaient au commencement de la guerre, dont l'époque fut fixée au jour où les Français allèrent à la Tripalda ; que toutes les confiscations faites par le roi d'Espagne et par le roi Frédéric seraient annulées ; que le prince de Rossano, les marquis de Bitonto et de Gesvaldo, Alphonse et Honorat de San-Severino, et tous les autres barons que les Espagnols tenaient prisonniers dans le royaume de Naples, seraient mis en liberté ; que le roi de France ne prendrait plus le titre de roi de Jérusalem et de Naples ; que la foi et hommage des vassaux se rendraient à l'avenir suivant le présent traité, et que l'investiture de ce dernier royaume serait demandée au pape ; qu'au cas que la reine Germaine vînt à mourir sans enfants durant le mariage, sa dot appartiendrait à Ferdinand ; mais que si elle mourait après lui sans postérité, cette dot retournerait à la couronne de France ; que le roi d'Espagne serait obligé d'aider Gaston, comte de Foix, frère de Germaine, à faire valoir les droits[1] qu'il prétendait avoir à la couronne de Navarre, dont Catherine de Foix[2] et Jean d'Albret, son mari, étaient alors en possession ; que le roi de France engagerait la veuve [3] du roi Frédéric et les deux fils qu'elle avait de se retirer en Espagne, où il leur serait assigné une honnête pension pour leur entretien ; que si elle le refusait, il l'obligerait à sortir de France et ne lui ferait aucune pension à l'avenir, aussi bien qu'à ses enfants. On convint encore de ne point inquiéter de part et d'autre ceux qui seraient nommés respectivement par les deux partis. Louis et Ferdinand nommèrent le pape, et le premier nomma en particulier les Florentins ; qu'enfin, pour affermir la paix, il y aurait pour toujours entre les deux rois une ligue défensive pour laquelle le roi de France fournirait mille lances et six mille hommes d'infanterie, et le roi d'Espagne trois cents hommes d'armes, deux mille génétaires et six mille hommes de pied.

Après la conclusion de cette paix, dont le roi d'Angleterre[1] se rendit garant, les barons de la faction d'Anjou, qui étaient en France, prirent congé du roi, qui toujours dominé par l'avarice ne leur marqua que faiblement sa reconnaissance ; ils suivirent presque tous la reine Germaine en Espagne. Isabelle, veuve de Frédéric, ayant été renvoyée par le roi de France, ne voulut pas remettre ses enfants entre les mains du roi catholique, et elle se retira à Ferrare, où Alphonse d'Est avait succédé à Hercule, son père, mort peu de temps auparavant.

Vers la fin de cette année, Ferrare fut témoin d'un événement tragique qui rappelle le souvenir des horreurs de Thèbes, mais dont la cause était plus légère que le sujet des divisions d'Etéocle et de Polinice, si pourtant l'amour a moins de fureur que l'ambition. Le cardinal Hippolyte d'Est conçut une violente passion pour une de ses parentes dont le cœur était prévenu en faveur de don Jules, frère naturel du cardinal. Hippolyte, n'ignorant pas cet amour, en demanda la cause à cette jeune personne, qui lui dit ingénument qu'elle n'aimait Jules avec tant d'ardeur qu'à cause de la beauté de ses yeux. Le cardinal, transporté de fureur après cet aveu, surprit son frère à la chasse, et les lui fit crever, comme pour les punir d'avoir partagé avec lui l'amour de sa maîtresse. Ce barbare poussa même la cruauté jusqu'à jouir d'un si horrible spectacle. Telle fut la source de la haine de ces deux frères, et la fin de l'an 1505.

(1) Ses prétentions étaient fondées sur ce qu'il était mâle ; il avait avec Catherine, sa cousine-germaine, pour aïeule commune Éléonore de Navarre ; mais Catherine était fille de l'aîné des fils de cette princesse ; Gaston n'était fils que du cadet, et le royaume de Navarre se déférait alors aux filles en ligne directe à l'exclusion des mâles collatéraux.

(2) Fille de Gaston de Foix, sixième du nom, prince de Viane, et de Madeleine de France, fille du roi Charles VII. Le prince de Viane était fils aîné de Gaston IV, comte de Foix, et d'Éléonore, reine de Navarre, et mourut avant son père et sa mère en 1470. Catherine succéda au royaume de Navarre et au comté de Foix à François Phœbus de Foix, roi de Navarre, son frère, mort en 1483 sans avoir été marié.

(3) Isabelle des Baux.

(1) Henri VII.

LIVRE SEPTIÈME.

Préparatifs de guerre de plusieurs princes chrétiens contre les Vénitiens. Naufrage de l'armée du roi Philippe. Arrivée du roi de Castille à Naples. Ligue entre le pape et le roi de France. Fuite de Jean Bentivoglio de Bologne. Descente du roi catholique en Italie. Guerre de Gênes. Passage du roi de France en Italie pour les affaires de cette ville, et sa victoire contre elle. Entrevue à Savone du roi d'Aragon avec le roi de France. Diète de Constance. Arrivée en Italie de l'empereur Maximilien qui se dirigea contre les Vénitiens; ses progrès dans le Frioul. Trève entre ceux-ci et l'empereur.

CHAPITRE PREMIER.

Mauvaise disposition du pape Jules contre le roi de France. Le roi Philippe de Castille est jeté par la tempête sur les côtes de l'Angleterre. Le roi de France fâché contre les Vénitiens. Envoyés de César à Venise. Guerre du pape Jules contre Bologne. Le pape se met en marche avec son armée. Fuite des Bentivoglio de Bologne. Les Bolonais se rendent au pape. Ferdinand, roi d'Aragon, passe en Italie. Mort de Philippe, roi de Castille.

La fin des troubles dont le royaume de Naples avait été l'occasion semblait assurer à l'Italie une paix ferme et durable; mais on voyait croître d'un autre côté de grandes semences de guerre. Philippe, qui avait déjà pris le titre de *roi de Castille*, ne souffrait qu'à regret ce royaume entre les mains de son beau-père; dans ces dispositions, prétendant avec justice qu'Isabelle n'avait pu prescrire des lois qui durassent même après sa mort, il se disposait à passer, malgré Ferdinand, en Espagne, où il était appelé par un grand nombre de seigneurs. D'un autre côté l'empereur, fier de la nouvelle grandeur de son fils, ne se préparait qu'avec lenteur à son expédition d'Italie. Enfin le roi de France, que le pape avait indisposé contre lui l'année précédente, s'était radouci et négociait une ligue avec Jules. Cette brouillerie était venue de ce que celui-ci avait conféré, sans la participation du roi, les bénéfices vacants dans le duché de Milan par la mort du cardinal Ascanio et d'autres encore, et de ce que l'évêque d'Auch[1], neveu du cardinal de Rouen, et l'évêque de Bayeux, neveu de la Tremoille, qui avaient été recommandés avec les plus vives instances, n'avaient pas été compris dans la dernière promotion de cardinaux qui s'était faite. Pour marquer son ressentiment, le roi avait fait saisir les revenus des bénéfices possédés dans le Milanais par le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens[1] et par d'autres prélats qui avaient la faveur du pape. Mais craignant les entreprises de l'empereur et de son fils, et jugeant l'amitié de Jules nécessaire à ses desseins, il avait oublié sa colère et remis les choses dans leur premier état; il avait même envoyé à Rome l'évêque de Sisteron, nonce apostolique en France; ce ministre devait proposer au pape de la part du roi différents projets, et entre autres une ligue contre les Vénitiens. La cour de France savait que Jules haïssait ces républicains, et que l'envie de recouvrer les places de la Romagne dont ils s'étaient emparés lui ferait accepter ces propositions.

Tout le monde était surpris de la modération de Jules depuis son exaltation. En effet, n'étant encore que cardinal il avait fait éclater une ambition démesurée. Ses projets avaient paru aussi vastes que hardis, sous les pontificats de

(1) Il y a deux erreurs dans ce passage: 1° Auch était archevêché; 2° le parent du cardinal d'Amboise est appelé évêque d'Auch, et celui du seigneur de la Tremoille évêque de Bayeux, au contraire. L'archevêque d'Auch était Jean de la Tremoille, frère et non neveu du seigneur de la Tremoille. Il eut l'archevêché d'Auch en 1490; il fut fait cardinal par Jules II en 1507, et il mourut dans la même année. L'évêque de Bayeux était René de Prie, fils d'Antoine de Prie, seigneur de Busançois, et de Madeleine d'Amboise, et il était cousin-germain et non neveu du cardinal d'Amboise. Il fut d'abord évêque de Lectoure, ensuite de Limoges et enfin de Bayeux. Il fut fait cardinal en 1507 et mourut le 9 septembre 1516.

(1) Galiot Franciotto, surnommé *de la Rovère*, fils d'une sœur de Jules II, qui l'avait fait cardinal du titre de *Saint-Pierre-aux-Liens*.

Sixte, d'Innocent et d'Alexandre, et il avait même souvent troublé la paix de l'Italie. On s'étonnait donc avec raison que, parvenu au souverain pontificat dont la puissance et l'éclat servent souvent l'ambition la plus effrénée, il conservât une tranquillité si opposée à son caractère, et que par un changement qui le rendait si différent de lui-même il parût avoir perdu ce courage dont il faisait gloire autrefois, et qu'enfin il ne marquât pas le moindre ressentiment des injures qu'il avait reçues.

Mais on se trompait; Jules s'était toujours proposé de surpasser de beaucoup l'attente qu'on avait conçue de lui à son exaltation. Persuadé que l'argent était nécessaire pour soutenir les guerres qu'il méditait, il s'était appliqué durant cette inaction politique et il s'appliquait encore actuellement à remplir ses coffres, sacrifiant ainsi son ancienne générosité à l'ambition. Enfin, lorsqu'il eut accumulé des sommes considérables, il commença à laisser entrevoir ses vastes desseins.

Il reçut donc avec empressement et avec joie l'évêque de Sisteron; il se prêta à tout ce que ce ministre lui proposa; ensuite il le fit partir en diligence pour conclure le traité avec le roi, et pour s'assurer davantage de ce prince et du cardinal de Rouen, il promit dans un bref exprès de donner incessamment le chapeau aux évêques d'Auch et de Bayeux. Il n'était pourtant pas encore entièrement déterminé à cette alliance, quoiqu'il semblât la désirer. Dans le temps que la France lui servait d'asile contre la colère d'Alexandre, il avait conçu une haine secrète contre le roi, alors duc d'Orléans; d'ailleurs il était au désespoir d'être en quelque façon forcé par le pouvoir et par les instances de ce prince à laisser la légation de France au cardinal de Rouen; enfin ce ministre, dont toutes les démarches tendaient manifestement à la papauté, lui était suspect, il craignit même que fatigué d'une trop longue attente, il n'employât des moyens violents pour devenir plus tôt son successeur. Ce motif secret éloignait Jules de l'alliance proposée par le roi; il avait même envoyé à Pise quelque temps auparavant Balthazar Biascia, Génois, capitaine de ses galères, pour en armer deux qu'Alexandre VI avait fait construire; son dessein était de s'en servir à rendre la liberté aux Génois, en cas que le roi, dont la santé n'était pas encore entièrement rétablie, vînt à mourir. Mais enfin, comprenant qu'il ne pouvait rien faire de considérable sans Louis XII, il prit le parti de s'unir avec lui.

Telle était la disposition des esprits lorsqu'au commencement de 1516 le roi Philippe[1] partit pour l'Espagne avec une puissante armée navale; dans la crainte que Ferdinand, aidé par les Français, ne le traversât, Philippe lui avait fait proposer un accommodement pour l'amuser. Il lui fit entendre qu'il laisserait la plus grande partie des affaires à sa disposition; on convint[2] aussi que le titre de *rois d'Espagne* serait commun entre eux, comme il l'avait été ci-devant, et qu'ils partageraient les revenus. Quoique Ferdinand ne fût pas certain de l'exécution de ce traité, il avait consenti que son gendre passât en Espagne, et lui avait même envoyé en Flandres plusieurs vaisseaux pour cela. Philippe s'embarqua avec sa femme et avec Ferdinand son second fils, et il eut d'abord le vent assez favorable; mais après deux jours de navigation il fut surpris d'une violente tempête qui dispersa sa flotte sur les côtes d'Angleterre et de Bretagne; le vaisseau qu'il montait fut poussé avec deux ou trois autres dans le port de Southampton en Angleterre, avec beaucoup de danger. Aussitôt qu'Henri VII en fut informé, il envoya plusieurs seigneurs pour le recevoir avec les honneurs dus à son rang, et pour le prier de se rendre à Londres; Philippe qui se trouvait presque seul et sans vaisseaux, ne put refuser Henri. Il resta dans cette cour jusqu'à ce que sa flotte[3] se fût réunie et qu'on eût radoubé ses vaisseaux, et pendant ce séjour ils conclurent ensemble un nouveau traité.

Quoique Philippe fût traité en roi à la cour d'Angleterre, il s'aperçut cependant qu'il y était en quelque façon prisonnier, et il fut forcé de livrer le duc de Suffolk[4] qu'il tenait enfermé dans la citadelle de Namur; Henri brûlait d'avoir entre ses mains ce seigneur qui avait quelques prétentions sur la couronne d'Angleterre. A la vérité on promit à Philippe de ne rien attenter sur la vie du duc, et en effet Henri VII

(1) Il fit voile de Middelbourg au commencement de janvier, sur une flotte de plus de quatre-vingts vaisseaux.

(2) Par un traité conclu à Salamanque.

(3) Il ne remit à la voile que le 23 avril.

(4) Edmond Polus, comte et non duc de Suffolk. Il était fils de Marguerite d'York, sœur du roi Édouard IV, et prétendait faire valoir les droits de cette maison à la couronne.

se contenta de le tenir en prison; mais après sa mort son fils lui fit trancher la tête[1].

Philippe, s'étant remis en mer, arriva heureusement en Castille; presque tous les seigneurs se rendirent auprès de lui. Ferdinand abandonné par les Espagnols, comptant peu sur le secours des Français, n'ayant pu voir son gendre et lui parler qu'avec difficulté, enfin hors d'état de lui résister, prit le parti d'accepter les conditions qu'on lui proposa, car le premier traité fut sans exécution. Cependant Philippe, naturellement modéré, empêcha qu'on ne portât les choses à l'extrémité. Les ennemis les plus déclarés de Ferdinand lui ménagèrent des conditions raisonnables et pressèrent vivement son départ, dans la crainte que ce prince ne s'emparât peu à peu de l'esprit de son gendre.

On convint donc que Ferdinand renoncerait à l'administration qui lui avait été laissée par le testament de la feue reine et à toutes les autres prétentions auxquelles cette disposition avait pu donner lieu; qu'il sortirait incessamment de Castille après avoir juré de n'y rentrer jamais, mais qu'il jouirait du royaume de Naples comme lui appartenant en propre. Ce dernier article fut discuté et quelques particuliers osèrent dire qu'on pouvait tourner contre Ferdinand les raisons dont il s'était servi contre le roi Frédéric. Ferdinand avait prétendu que ce royaume lui appartenait parce qu'il avait été conquis avec les forces de l'Aragon; Philippe pouvait aussi prétendre alors, et même avec plus de fondement, qu'il devait appartenir à la Castille, ayant été conquis en dernier lieu par les Castillans. Ferdinand fut aussi maintenu dans la possession des Indes, et on laissa les trois grandes maîtrises de Saint-Jacques, d'Alcantara et de Calatrava à sa disposition; il eut encore vingt-cinq mille ducats de rente sur les revenus du royaume de Castille.

Après ce traité, Ferdinand, que nous appellerons désormais *le roi d'Aragon* ou *le roi catholique*, se retira en Aragon, dans l'intention de passer par mer, le plus tôt qu'il lui serait possible, dans le royaume de Naples, afin d'en régler l'intérieur, mais surtout pour en tirer Gonzalve. Depuis la mort de la reine il l'avait toujours soupçonné[2] d'aspirer au trône de Naples, ou du moins il avait craint qu'il n'y fît monter Philippe; en effet Gonzalve avait toujours éludé les ordres qu'il avait reçus pour se rendre en Espagne; ainsi Ferdinand ne crut pas pouvoir le faire sortir de ces provinces s'il ne s'y rendait en personne. Philippe n'avait aucune part à cette conduite de Gonzalve, car après la conclusion du traité il avait notifié à ce général que le royaume de Naples appartenait au roi d'Aragon.

Cependant Louis XII ayant repris ses forces flottait entre mille projets opposés. Tantôt animé du désir de se venger des injures qu'il avait reçues des Vénitiens durant la guerre de Naples, tantôt brûlant de se remettre en possession des anciennes dépendances du duché de Milan, et faisant réflexion que s'il souffrait que ces républicains s'étendissent trop leur puissance lui serait funeste un jour, il paraissait déterminé à leur faire la guerre; ces motifs l'avaient engagé à s'unir à l'empereur et à Philippe son fils. D'un autre côté le voyage d'Italie, pour lequel Maximilien faisait de grands préparatifs, donnait à Louis de terribles inquiétudes, et il le craignait d'autant plus qu'il lui voyait un fils dont la puissance s'accroissait de jour en jour. D'ailleurs l'alliance qu'il croyait que Philippe avait contractée avec le roi d'Angleterre dans le séjour qu'il avait fait à cette cour, lui faisait ombrage. Enfin le traité qui laissait au roi d'Aragon la couronne de Naples faisait cesser le principal motif qui avait engagé l'empereur et l'archiduc à se liguer avec la France.

Il était dans ces incertitudes lorsque des ambassadeurs de Maximilien vinrent lui apprendre la résolution que leur maître avait prise de passer en Italie; ils le pressèrent de fournir les cinq cents lances qu'il avait promises et de permettre le retour des bannis du Milanais; ils le prièrent enfin de payer d'avance le reste des cent vingt mille ducats promis par le traité de Blois. Quoique le roi fût déterminé à ne rien accorder, il parut néanmoins disposé à exécuter le traité, et il assura ces ministres qu'il remplirait les clauses du traité qui le concernaient; mais il s'excusa d'anticiper sur le temps convenu.

L'empereur de son côté avait autant de méfiance du roi que le roi comptait peu sur lui, et comme le principal objet de son voyage était

(1) En l'année 1513.

(2) Ses soupçons à l'égard de Gonzalve étaient fomentés par Prosper Colonna, qui était son ennemi. (*Brantôme*.)

de prendre la couronne impériale à Rome pour faire ensuite élire son fils roi des Romains, il mit tout en œuvre pour arriver à son but sans les secours de France. Il sollicita donc les Suisses de se joindre à lui; mais après de grandes contestations dans leurs diètes à ce sujet ils résolurent d'exécuter le traité qu'ils avaient avec la France et qui devait durer encore deux ans. Maximilien se tourna du côté des Vénitiens et leur demanda passage sur leurs terres; mais comme rien ne pouvait leur être moins agréable et plus suspect que de le voir en Italie à la tête d'une nombreuse armée, et que d'ailleurs le roi les avait fait solliciter de s'unir à lui pour s'opposer à l'empereur, ils ne lui répondirent qu'en termes vagues.

Louis avait déjà marqué la disposition où il était de rompre ses liaisons avec Maximilien et Philippe, car il avait fiancé[1] Claude de France, sa fille, à François d'Angoulême, qui devait régner après lui en cas qu'il mourût sans enfants mâles. A la vérité Louis avait paru forcé à cette démarche par les vives instances de ses sujets; mais ces prières étaient conformes à sa véritable inclination, et il avait engagé sous main les parlements et les principales villes du royaume à lui envoyer des députés pour le supplier de faire ce mariage comme une chose très utile à l'Etat, n'y ayant pas beaucoup d'apparence qu'il eût des enfants mâles. Dès que cette affaire fut résolue, il en fit part au roi Philippe par des ambassadeurs qu'il lui envoya exprès, et il s'excusa sur ce qu'il n'avait pu résister aux vœux pressants de ses peuples. En même temps il fournit au duc de Gueldres des troupes contre Philippe, pour empêcher ou pour retarder le voyage de l'empereur.

Mais ce prince s'était lui-même déterminé à différer l'exécution de son dessein, car sur l'avis qu'il avait eu qu'Uladislas, roi de Hongrie, était dangereusement malade, il s'était approché des frontières de ce royaume pour faire valoir ses droits et ceux de son père sur cette couronne. Après la mort de Ladislas[1], roi de Hongrie et de Bohême, fils d'Albert, frère de l'empereur Frédéric, les Hongrois prétendirent que ce roi étant mort sans enfants, le sang et la proximité ne devaient pas fixer la succession au trône et qu'ils étaient en droit d'élire un nouveau prince. En effet ils couronnèrent Mathias, récompensant les vertus du père dans le fils; ce fut lui qui porta la gloire de la Hongrie au point le plus éclatant, et qui, avec les seules forces de ce royaume, rabaissa tant de fois la puissance ottomane. Ce prince, voulant éviter au commencement de son règne la guerre avec Frédéric, lui promit de ne se point marier; par ce moyen Frédéric ou ses enfants auraient succédé à Mathias dans le royaume de Hongrie. Celui-ci s'étant marié[2] contre sa parole, mourut néanmoins sans postérité; cependant Frédéric ne parvint pas au trône, et les peuples y placèrent à son préjudice Uladislas[3], roi de Pologne. Frédéric et après lui Maximilien son fils firent la guerre à la Hongrie pour ce sujet, et il fut enfin convenu qu'Uladislas mourant sans enfants, la couronne appartiendrait à Maximilien, et les seigneurs s'obligèrent par un serment solennel de l'en mettre en possession. Tel fut le motif qui suspendit le voyage de l'empereur en Italie, et qui, sur les premières nouvelles qu'il reçut de la maladie d'Uladislas, l'engagea de s'approcher des frontières de Hongrie.

Sur ces entrefaites, Jules regrettant les moments de son pontificat passés dans un repos obscur, mais ne se sentant pas assez de forces pour attaquer les Vénitiens sans le secours du roi de France, tourna ses vues d'un autre côté et pria Louis de vouloir du moins lui donner quelques troupes pour reconquérir les villes de Bologne et de Pérouse.

Ces deux places avaient fait partie de l'ancien domaine de l'Etat ecclésiastique; mais Bentivoglio était maître de l'une et Jean-Paul Baglione de l'autre. Leurs ancêtres, de simples

(1) Le 28 mai, en présence des grands seigneurs et gens notables de France assemblés à Tours de leur propre mouvement, à ce qu'ils disaient, pour supplier le roi de faire ce mariage.

Louis XII ajouta alors le duché de Valois à l'apanage de François, qui fut appelé depuis *le duc de Valois*. La princesse n'avait que sept ans, et le mariage ne fut célébré et consommé que le 14 mai 1514, à Saint-Germain-en-Laye.

(1) Ladislas d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, était fils posthume de l'empereur Albert II, qui n'était point frère de l'empereur Frédéric III, père de Maximilien, mais son cousin issu de germain. Ils avaient pour bisaïeul commun Albert, duc d'Autriche, deuxième du nom.

(2) Il épousa Béatrix d'Aragon.

(3) Il n'était pas roi de Pologne, mais de Bohême, et il était fils de Casimir Jagellon, roi de Pologne.

citoyens qu'ils étaient originairement, devenus chefs de parti à la faveur des guerres civiles, avaient usurpé ces deux places qu'ils s'étaient assurées par l'exil ou la mort de ceux qui s'opposaient à leur tyrannie. La crainte seule de la puissance des papes les avait empêchés de prendre le titre de souverains, et ils n'avaient laissé à leurs anciens maîtres qu'un vain titre de seigneurie et une légère portion des revenus; à la vérité les papes y avaient des gouverneurs, mais ces officiers sans autorité n'avaient aucune part au gouvernement.

Pérouse, moins éloignée de Rome, s'était soustraite avec plus de difficulté à l'obéissance de ses princes légitimes, mais Bologne avait plusieurs fois changé de maîtres; tantôt la puissance pontificale s'y était rétablie; tantôt, lorsque les affaires de la cour romaine s'étaient trouvées dans une situation fâcheuse, cette ville s'était mise en liberté; on l'avait vue quelquefois tyrannisée par ses citoyens ou soumise à des princes étrangers. Enfin elle était retournée à l'obéissance de l'Eglise sous le pontificat de Nicolas[1] V, en conservant néanmoins une partie de l'autorité pour elle-même. Mais après toutes ces révolutions il n'y restait plus aux papes que le nom de souverains, tandis que la puissance était tout entière entre les mains des Bentivoglio. Jean, qui gouvernait alors, s'était peu à peu emparé de toute l'autorité en opprimant les familles puissantes qui avaient traversé les desseins de ses ancêtres et les siens propres. Sa tyrannie était soutenue par quatre[2] fils qui en augmentaient le poids, et dont l'insolence et les folles dépenses commençaient à révolter tous les esprits; devenu odieux à tout le monde, son pouvoir n'avait presque plus d'autre appui que la violence et la cruauté.

L'amour de la gloire et l'envie d'effacer ses prédécesseurs, en rendant au Saint-Siége ce qu'ils n'avaient pu lui conserver, étaient les motifs de l'entreprise de Jules; mais son ambition se cachait sous le voile de la piété et du zèle de la religion. Il avait encore un autre motif secret et plus particulier à l'égard de Bologne; c'était la haine qu'il avait conçue contre Bentivoglio; en effet, dans le temps que Jules n'étant encore que cardinal et évêque de Bologne fut obligé de demeurer à Cento, ville dépendante de cet évêché, il reçut un avis vrai ou faux que Bentivoglio, à la prière d'Alexandre VI, avait donné des ordres pour le faire arrêter, ce qui l'obligea de se sauver précipitamment pendant la nuit.

Le roi reçut la proposition du pape avec beaucoup de joie, ravi d'avoir cette occasion de se lier avec lui. Ce prince commençait à craindre que son alliance avec les Vénitiens n'indisposât entièrement l'esprit de Jules et ne lui fît prendre un parti contraire aux intérêts de la France. Il l'avait même soupçonné d'avoir eu part à une conjuration qu'Octavien Frégose avait formée pour remettre Gênes en liberté. Il est vrai que Bentivoglio s'était mis sous sa protection, mais Louis ne comptait pas beaucoup sur lui, le croyant plus attaché aux intérêts de l'empire qu'à ceux de la France. D'un autre côté il était animé contre Jean-Paul Baglione, qui, après avoir reçu de lui quatorze mille ducats, avait refusé de joindre l'armée française sur le Garigliano; enfin il comptait qu'en envoyant des troupes en Toscane il pourrait faire éclater son ressentiment contre Pandolphe Petrucci, qui ne lui avait pas fourni les sommes promises et qui au contraire s'était donné aux Espagnols. Le roi n'hésita donc pas à promettre des secours au pape, et Jules de son côté fit expédier des brefs pour assurer le cardinalat aux évêques d'Auch et de Bayeux, et accorda au roi la liberté de disposer des bénéfices du duché de Milan, comme François Sforze l'avait eue. Toute cette négociation fut conduite par l'évêque de Sisteron, nommé depuis à l'archevêché d'Aix, et qui avait fait plusieurs voyages pour la conclusion du traité.

Mais l'exécution n'en fut pas aussi prompte qu'on l'avait cru; le pape différa son entreprise de quelques mois, et pendant ces délais l'empereur, après avoir commencé la guerre contre le roi de Hongrie, fit avec lui un second traité par lequel le premier fut confirmé, et revint en Autriche uniquement occupé de son voyage d'Italie dont il reprit les préparatifs. Il désirait surtout que les Vénitiens n'y formassent point d'obstacles, et il envoya dans cette vue quatre ambassadeurs à Venise pour leur faire savoir la résolution qu'il avait prise d'aller recevoir à

(1) Thomas surnommé *de Serzane*, parce qu'il était né en cette ville; il fut élu pape le 6 mars 1447.

(2) Il en avait cinq. Peut-être Guicciardini ne comprend-il pas ici le protonotaire qui pouvait être moins à charge aux Bolonais que les quatre autres.

Rome la couronne impériale, et pour leur demander passage sur leurs terres, promettant que ses troupes n'y feraient aucun dégât et offrant de leur en donner toutes les sûretés possibles. Ces ambassadeurs furent même chargés de proposer au sénat une ligue et de représenter que la conclusion n'en serait pas difficile; que ce traité assurerait également la tranquillité de la république et de l'empire, et qu'il procurerait aux deux partis des avantages considérables, insinuant par-là que l'objet de cette union était de faire la guerre au roi de France.

Les Vénitiens, après une mûre délibération, répondirent avec beaucoup de prudence que l'empereur les trouverait toujours disposés à le servir, pourvu que leur dévouement ne fût point préjudiciable à la république, mais que dans les circonstances présentes rien ne pouvait leur être plus nuisible que de consentir à ce qu'il exigeait d'eux; que l'Italie, encore ébranlée par un reste des violentes secousses qu'elle avait éprouvées, s'était alarmée au seul bruit qu'il y passait avec des troupes; que tous ses princes avaient résolu de prendre même les armes pour en écarter de nouveaux périls, et que sans doute le roi de France en ferait autant pour la sûreté du duché de Milan; qu'ainsi le dessein de venir à Rome avec une armée était impraticable; que Maximilien trouverait des obstacles insurmontables, et que s'ils osaient faciliter son voyage en lui accordant ce passage, on les regarderait comme des traîtres à la nation qui se croirait sacrifiée à des intérêts particuliers, et qu'ils armeraient contre eux l'Italie et la France; que ce prince ne venant en Italie que pour un sujet pacifique et agréable aux peuples, il serait beaucoup plus sûr pour eux et plus glorieux pour lui d'y paraître dans un appareil de paix; que faisant aimer et respecter par ce moyen la majesté de l'empire, il gagnerait tous les cœurs et se ferait nommer le conservateur du repos de ces provinces; qu'il imiterait par-là son père et plusieurs de ses prédécesseurs, et qu'en ce cas Venise lui rendrait tous les honneurs et tous les services qu'il pourrait désirer.

Dans ces circonstances le pape, voulant marcher contre Bologne, pressa le roi de France de lui fournir les troupes qu'il lui avait promises. Louis, croyant qu'il était contre la prudence d'exciter des troubles dans la conjoncture présente et que c'était mettre toute l'Italie en feu, craignant d'ailleurs de choquer les Vénitiens qui lui avaient déclaré qu'ils prendraient les armes pour la défense de Bologne, à moins que le pape ne leur cédât ses droits sur Faënza, ce prince exhorta Jules de différer un peu; mais l'impétuosité du pape lui fit mépriser ces sages avis et toutes ces difficultés. Il assemble donc les cardinaux, leur expose les raisons de son expédition contre les tyrans de Bologne et de Pérouse, ces anciennes et belles dépendances du domaine de l'Eglise, leur déclare la résolution où il est de marcher en personne à cette guerre, après avoir réuni à ses propres forces les secours de la France, des Florentins et de plusieurs princes d'Italie, ajoutant que, quelque chose qu'il puisse arriver, Dieu n'abandonnera pas son Eglise. Cette nouvelle étant venue à la cour de France, le roi trouva si ridicule que le pape, auquel il n'avait fait aucune promesse positive de secours, en parlât comme d'une chose assurée, qu'il en fit des railleries à table, disant « qu'apparemment le Saint-Père avait trop bu d'un coup la veille du consistoire; » le pape aimait en effet à boire jusqu'à l'ivresse, comme personne ne l'ignorait. Mais le roi badinait ainsi sans faire attention que la précipitation de Jules le mettrait lui-même dans la fâcheuse nécessité de lui donner ses troupes ou de se brouiller avec lui.

Le pape, sans tarder davantage, sortit[1] de Rome à la tête de cinq cents hommes d'armes, et envoya Antoine del-Monte[2] aux Bolonais pour leur notifier sa venue; il devait aussi leur commander de se préparer à le recevoir et de marquer des logements dans le territoire pour cinq cents lances françaises. Il s'avança ensuite, mais fort lentement, malgré un si grand éclat, et dans la résolution secrète de ne pas passer Pérouse qu'il n'eût des nouvelles certaines de la marche des troupes françaises. Baglione, épouvanté de son approche, alla le trouver à Orviette par le conseil et sur la parole du duc d'Urbin et de quelques autres de ses amis, et il se remit à sa discrétion et fit sa paix, à condition de suivre l'armée en personne avec cent cinquante hommes d'armes et de lui livrer les forteresses de Pérouse et du Pérousin; il laissa

(1) Le 27 août, selon Buonaccorsi.
(2) Antoine del-Monte-San-Sovino.

outre cela ses deux fils en otage entre les mains du duc d'Urbin. Après cet accord, le pape entra dans Pérouse sans escorte; il eût été facile à Baglione de l'arrêter avec toute sa suite; il aurait, par ce coup hardi, fait parler avec éclat dans le monde de cette perfidie qui avait si souvent déshonoré son nom pour des sujets bien moins importants.

Le pape reçut à Pérouse le cardinal de Narbonne[1], que le roi de France lui envoyait pour l'exhorter à différer son expédition et pour lui représenter que la prudence exigeant qu'on ne laissât pas le duché de Milan sans défense dans la conjoncture présente où l'empereur remuait, il n'avait pu lui envoyer des troupes. Le pape ne contraignit point son dépit et n'en poursuivit pas moins son entreprise; il leva au contraire beaucoup d'infanterie et fit de plus grands préparatifs. On crut cependant que les obstacles qu'il avait à surmonter l'auraient arrêté, et que, cédant à son caractère facile à s'apaiser en faveur de ceux qui pliaient devant lui, il n'aurait pas continué sa marche si Bentivoglio qui lui avait offert de lui envoyer ses quatre fils fût venu lui-même se remettre entre ses mains, à l'exemple de Baglione. Mais tandis qu'arrêté par ses irrésolutions ou par les frayeurs de sa femme[2] qui, dit-on, s'opposa à cette démarche, il apprit que Chaumont avait reçu ordre de joindre en personne l'armée du pape avec cinq cents lances.

Le cardinal de Rouen était absent de la cour lorsque le roi avait pris la résolution de refuser des troupes au pape; mais à son retour ce prélat le fit changer à cet égard, en lui représentant que ce refus renfermait la plus cruelle injure; que non-seulement ce secours avait été promis à Jules, mais qu'on l'avait pressé de s'en servir. Le roi se rendit d'autant plus volontiers à l'avis de son ministre que l'empereur, toujours inconstant, n'avait plus cette ardeur qu'il avait fait paraître pour le voyage d'Italie, et que le pape, à la considération du roi, promettait de ne pas inquiéter les Vénitiens par rapport aux villes de la Romagne. Néanmoins Jules ne voulut pas paraître abandonner ses prétentions sur ces places; ainsi son désistement ne fut que verbal, et pour aller de Pérouse à Césène il prit le chemin des montagnes, parce que celui de la plaine l'aurait obligé de passer par Rimini, ville occupée par les Vénitiens.

Armé des foudres spirituelles et temporelles, dès qu'il fut à Césène il fit sommer Bentivoglio de sortir de Bologne, et étendit l'anathème et la proscription sur ses adhérents et tous ceux qui auraient la moindre communication avec lui. Ayant eu avis que Chaumont était en marche avec six cents lances soutenues par trois mille hommes d'infanterie, il continua sa marche, fondant de grandes espérances sur l'arrivée de ce secours. Il évita de passer à Faënza par la même raison qui lui avait fait éviter Rimini, et prenant encore par les montagnes, quoique cette route fût difficile et incommode, il se rendit[1] à Imola par les terres de la domination de Florence situées au-delà de l'Apennin. Il y assembla toute son armée, qui, sans compter l'infanterie consistait en sept cent cinquante hommes d'armes, savoir quatre cents hommes entretenus par lui-même, cent cinquante que Baglione lui avait amenés, cent autres que les Florentins lui prêtaient, et cent qui lui étaient fournis par le duc de Ferrare; il avait encore un grand nombre de Stradiots levés dans le royaume de Naples. Enfin le marquis de Mantoue, qui avait le titre de lieutenant de toutes ces troupes, lui avait amené deux cents chevau-légers.

Les Bentivoglio n'avaient rien oublié pour se mettre en état de faire une longue résistance dans Bologne. Ils avaient demandé du secours au roi de France en conséquence de leur traité avec lui; Louis avait répondu qu'il ne pouvait s'opposer ouvertement à l'entreprise du pape, mais il les avait assurés qu'il ne lui donnerait ni troupes ni d'autres secours contre eux. Ainsi ils comptaient que si la France ne prenait pas leur défense, ils ne l'auraient pas du moins pour ennemie. Ainsi ils se croyaient assez forts pour résister à l'armée du pape; mais l'approche de Chaumont les déconcerta. Il arriva à Castel-Franco dans le Bolonais le même jour que le

(1) François-Guillaume de Clermont-de-Lodève, fils de Pierre Tristan, seigneur de Clermont, et de Catherine d'Amboise, sœur du cardinal de Rouen, autrement d'Amboise. Il fut d'abord évêque d'Adge, puis de Valence, ensuite archevêque de Narbonne et enfin d'Auch. Il fut fait cardinal par Jules II en 1503 et mourut en 1540 doyen des cardinaux, après avoir été légat d'Avignon. (*Mém. de Castelnau.*)

(2) C'était Genèvre Sforze.

(1) Le 20 octobre.

marquis de Mantoue se saisit de Castel-San-Piero avec les troupes de Jules, et il envoya déclarer à Jean Bentivoglio que le roi, ne voulant pas manquer à la protection qu'il lui avait promise, l'assurait qu'on lui laisserait tous ses biens et qu'il pourrait demeurer en sûreté à Bologne avec ses enfants, pourvu que dans trois jours il se soumît aux ordres du pape et qu'il lui abandonnât toute l'autorité dans la ville.

Bentivoglio ne se souvint plus alors d'avoir reproché à Pierre de Médicis la faiblesse qui lui avait fait abandonner Florence sans tirer l'épée, et il ne soutint pas la fierté menaçante avec laquelle lui et ses enfants avaient assuré plusieurs fois qu'ils se défendraient dans Bologne jusqu'à la dernière extrémité. Ayant donc perdu courage et se trouvant sans espérance, ils firent réponse à Chaumont qu'ils lui confiaient leurs intérêts et qu'ils le suppliaient seulement de leur obtenir au moins des conditions supportables. Ainsi ce général, qui s'était avancé jusqu'à Ponte-à-Reno, à trois milles de Bologne, se rendit médiateur; on convint que Bentivoglio, Genèvre Sforze, sa femme, et leurs enfants pourraient sortir de Bologne et se retirer où ils voudraient dans le duché de Milan; qu'ils auraient la liberté de vendre leurs meubles et d'en disposer à leur gré, et qu'ils resteraient en possession des biens immeubles dont ils jouissaient à juste titre. Ils partirent aussitôt après avoir obtenu de Chaumont, à qui ils donnèrent douze mille ducats, un ample sauf-conduit avec une promesse par écrit de les conserver sous la protection du roi tant que leur sûreté le requerrait; il leur permit aussi de s'établir dans le duché de Milan.

Aussitôt après le départ des Bentivoglio les habitants de Bologne envoyèrent des députés au pape pour lui rendre la place et pour obtenir l'absolution des censures; ils demandèrent aussi qu'on ne laissât pas entrer les Français dans la ville. Malgré cette condition ceux-ci se mirent en devoir d'y pénétrer par la force; mais les habitants s'y opposèrent et les obligèrent de rester hors des murs entre la porte de Saint-Félix et celle de Saragosse, sur le canal qui, venant de la rivière du Reno, passe par Bologne et va du côté de Ferrare. Lorsque les Français prirent ce poste ils ne savaient pas qu'il était facile aux Bolonais de les en chasser en fermant une écluse qui est à l'entrée du canal dans la ville et en inondant tout ce terrain; en effet les habitants se servirent de ce moyen; ainsi les Français furent contraints de se retirer en désordre à Ponte-à-Reno et de laisser leur artillerie et la plus grande partie de leur bagage dans les boues.

Le pape fit son entrée dans Bologne le jour de Saint-Martin avec toute la pompe et les cérémonies convenables à la dignité pontificale. C'est ainsi que cette ville, l'une des plus considérables de toute l'Italie par le grand nombre de ses habitants, par la fertilité de son territoire et par l'avantage de sa situation, rentra heureusement sous le pouvoir de ses premiers maîtres. Jules y établit des magistrats tels qu'il y en avait eu anciennement, et en y laissant une ombre extérieure de liberté il la soumit en effet à la puissance absolue du Saint-Siége. Néanmoins il signala sa libéralité par de grandes exemptions, et s'appliqua à y faire aimer la domination pontificale aussi bien que dans toutes les autres villes.

Chaumont retourna d'abord dans le duché de Milan. Le pape lui fit présent de huit mille ducats, en donna dix mille à ses troupes, et il lui confirma par une bulle la promesse qu'il avait déjà faite de donner le chapeau à l'évêque[1] d'Albi, son frère; mais son dessein étant de faire la guerre aux Vénitiens, il voulut ménager ses faveurs et différa encore de nommer cardinaux les évêques d'Auch et de Bayeux, malgré les instances qu'on lui en fit et quoiqu'il s'y fût engagé par plusieurs brefs. Cette politique tendait à s'assurer davantage du roi de France et de son ministre, et d'obtenir plus promptement les secours qu'il demanderait.

Cependant le roi d'Aragon se rendit par mer en Italie. Avant son départ de Barcelonne il avait reçu un envoyé de Gonzalve qui l'assura d'une entière soumission à ses ordres. Le roi, satisfait de cette démarche, lui avait confirmé non-seulement le duché de San-Angelo que le roi Frédéric lui avait donné, mais encore toutes les autres terres qu'il possédait dans le royaume de Naples, valant plus de vingt mille ducats de revenu; outre cela il le maintint dans la charge

(1) Louis d'Amboise. Il avait succédé dans l'évêché d'Albi à un autre Louis d'Amboise, son oncle, mort en 1505, et celui-ci mourut à Ancône en 1510.

de connétable de ce royaume, et lui promit par un écrit signé de sa main la grande-maîtrise de Saint-Jacques ; ainsi délivré de ses craintes par rapport à ce général, il s'embarqua avec sa nouvelle épouse. Le roi de France lui fit rendre de grands honneurs dans les ports de Provence, et il fut reçu à Gênes avec beaucoup de distinction. Il y trouva Gonzalve qui y était venu au-devant de lui ; on s'étonna de cette démarche, et le pape même en fut surpris. En effet Gonzalve n'ignorait pas qu'il était suspect au roi d'Aragon ; d'ailleurs ces soupçons n'étaient peut-être pas sans fondement, et il aurait eu beaucoup de peine à justifier sa conduite ; c'est pourquoi l'opinion commune était qu'il éviterait la présence de son prince et qu'il prendrait le parti de se retirer en Castille.

Ferdinand ne fit que peu de séjour à Gênes ; comme il n'avait que des galères légères il ne voulut pas s'éloigner des côtes, et il fut même retenu quelques jours à Porto-Fino par les vents contraires. Il apprit en cet endroit la nouvelle de la mort du roi Philippe, son gendre. Ce prince fut emporté à Burgos[1] par une fièvre de peu de jours, malgré la force de son tempérament, à la fleur de son âge[2] et dans une brillante situation ; triste et remarquable exemple de l'inconstance de la fortune[3]. On crut que cet accident ferait reprendre à Ferdinand la route de Barcelonne pour se remettre en possession du gouvernement de Castille ; mais continuant son chemin il arriva à Gaëte le jour même[4] que le pape entra dans Imola en allant à Bologne. Il se rendit ensuite à Naples. Cette ville, accoutumée à voir des rois de la maison d'Aragon, le reçut avec une extrême magnificence et plus d'empressement de joie qu'elle n'en avait marqué à ses prédécesseurs. Un prince que tant de victoires remportées sur les princes chrétiens et sur les infidèles couvraient d'une gloire immortelle, et qui par sa prudence s'était acquis la réputation d'être aussi sage que belliqueux, donnait aux Napolitains les plus grandes espérances ; ils ne doutaient pas qu'il n'apportât de prompts remèdes aux calamités de l'Etat ; qu'il ne fît le bonheur des peuples et qu'il n'enlevât aux Vénitiens les ports que tout le royaume ne voyait qu'à regret entre leurs mains.

Presque tous les princes d'Italie envoyèrent des ambassadeurs à Naples, non-seulement pour faire honneur à ce grand roi et le féliciter sur son arrivée, mais encore pour traiter avec lui, persuadés que Ferdinand, aussi puissant que sage, déterminerait la balance à son gré et donnerait aux affaires la forme qu'il voudrait. Le pape, quoique mécontent de ce qu'il ne lui avait point encore envoyé d'ambassadeurs pour le reconnaître en qualité de souverain pontife, suivant l'usage, cherchait néanmoins à l'animer contre les Vénitiens ; il se flattait d'autant plus d'y réussir qu'il était persuadé que Ferdinand ne serait pas fâché de les abaisser pour retirer d'entre leurs mains les ports de la Pouille. Ces républicains au contraire faisaient leurs efforts pour se conserver son amitié. Enfin les Florentins et les autres villes de la Toscane s'empressaient à lui faire leur cour par différentes vues à cause de l'affaire de Pise.

Cette ville eut moins à souffrir cette année que les précédentes de la part des Florentins. Ceux-ci ne firent point le dégât des blés de son territoire, soit qu'il leur en coutât trop pour cela, soit qu'ils jugeassent par l'expérience des années précédentes que ces ravages seraient inutiles. Ils savaient en effet que les Génois et les Lucquois avaient toujours secouru les Pisans et qu'ils venaient même de faire un nouveau traité par lequel ils s'obligeaient de leur fournir des vivres pendant une année à frais communs. C'était Pandolphe Petrucci qui les y avait engagés, en leur promettant que les Siennois entreraient aussi dans ce traité ; mais d'un autre côté Pandolphe, mettant en usage sa duplicité ordinaire, instruisit les Florentins de ce traité, et empêcha les Siennois d'y prendre part. Le but de cette manœuvre était d'obtenir de ces derniers une prolongation de la trêve qui allait expirer. Il l'obtint en effet et promit que ni lui ni les Siennois ne donneraient aucun secours aux Pisans. Par ce moyen Pandolphe eut encore un prétexte pour ne pas contribuer à la dépense que Gênes et Lucques s'étaient eng

(1) Le 24 septembre, pour avoir bu de l'eau fraîche en jouant à la paume, où il s'était trop échauffé.

(2) Il n'avait que vingt-huit ans.

(3) Il laissa Charles, son fils aîné, sous la protection de Louis XII, qu'il pria d'en prendre la tutelle. Louis l'accepta généreusement, et donna pour gouverneur à ce jeune prince Philippe de Crouy, seigneur de Chièvres, un des plus sages hommes de ce temps-là.

(4) Le 20 octobre.

gées de faire; il donna cependant des conseils salutaires aux Pisans et les servit avec ardeur tant qu'il ne lui en coûta rien.

Sur ces entrefaites, Jules et Ferdinand, tous deux frères d'Alphonse, duc de Ferrare, formèrent une conspiration contre sa vie. Jules, que le cardinal d'Est avait traité si cruellement comme nous l'avons vu plus haut, et dont les médecins avaient remis les yeux dans leurs orbites avec tant d'adresse et de promptitude qu'il ne perdit point la vue[1], ne conspira que par ressentiment contre Alphonse. Celui-ci avait négligé de punir le cardinal, dont Jules ne pouvait tirer vengeance qu'en faisant périr le duc. A l'égard de Ferdinand, qui était le cadet d'Alphonse, il ne songea à s'en défaire que pour régner à sa place. Le comte Albertin Boschetto, gentilhomme modenais, entra dans ce complot. Les conjurés avaient gagné quelques gens de basse condition avec qui le duc se divertissait ordinairement; ils eurent plusieurs fois l'occasion de s'en défaire facilement, mais toujours retenus par la crainte, ils n'osèrent exécuter leur criminel dessein. Enfin ce complot eut le sort de toutes les intrigues de cette nature lorsqu'elles sont différées; Ferdinand et ses complices furent arrêtés. Jules fut averti assez à temps pour se sauver à Mantoue auprès de sa sœur[2]; mais le marquis de Mantoue le renvoya à Ferrare après avoir obtenu d'Alphonse qu'on ne le ferait point mourir. Le comte Albertin et les autres conspirateurs furent tirés à quatre chevaux; à l'égard des deux frères, on les condamna à une prison perpétuelle dans le château neuf de Ferrare.

Dans le même temps, César Borgia se sauva avec autant de hardiesse que d'industrie du château de Medina-del-Campo. Il se réfugia ensuite dans la Navarre auprès du roi Jean, frère de sa femme. Pour n'avoir plus à parler de lui, nous rapporterons ici en peu de mots ce qui lui arriva depuis son évasion. Il demeura pendant quelques années à la cour de son beau-frère dans une triste situation; Louis XII, qui avait déjà confisqué le duché de Valentinois et retranché sa pension de vingt mille livres, ne voulut pas souffrir qu'il vînt en France, de crainte de déplaire au roi d'Aragon. Enfin Borgia se trouvant[1] avec les troupes du roi de Navarre au siége de Viane, château peu considérable, il tomba dans une embuscade où il fut tué d'un coup de pique[2].

(1) Thomas Porcacchi, qui a donné une edition de notre historien avec des notes, rapporte que bien des gens qui avaient vu Jules d'Est assuraient que ce ne fut pas par l'assistance des médecins qu'il recouvra la vue et qu'il avait remis lui-même ses yeux dans leur place, en se recommandant à Dieu, dont il obtint sa guérison. Quoi qu'il en soit, il est certain que Jules ne perdit pas la vue.

(2) Isabelle d'Est, femme de François de Gonzague, deuxième du nom, marquis de Mantoue.

(1) En 1516.

(2) Il avait pris pour devise, *aut Cesar, aut nihil*. Cette devise orgueilleuse et sa chute donnèrent occasion à ces trois distiques :

Aut nihil, aut Cesar vult dici Borgia; quidni?
Cùm simul et Cesar possit, et esse nihil.

Borgia Cesar erat factis, et nomine Cesar.
Aut nihil, aut Cesar, dixit, utrumque fuit.

Omnia vincebas, sperabas omnia, Cesar;
Omnia deficiunt, incipis esse nihil.

CHAPITRE II.

Les Génois se révoltent contre le roi de France. Le pape Jules retourne à Rome. Les Génois nomment un doge plébéien. Le roi de France descend en Italie contre les Génois. Envoyés de Gênes au roi de France qui se rendent à discrétion. Le roi de France fait son entrée à Gênes. Harangue des Génois au roi. Conditions qu'on leur impose. Supplice du doge et d'autres.

Vers la fin de cette année la révolte de Gênes contre la France fut la source d'une nouvelle guerre; les Génois firent naître ces troubles sans que personne du dehors les y excitât; d'abord ils ne pensaient en aucune manière à secouer le joug, mais leurs dissensions et des querelles domestiques, qui pour l'ordinaire ont des suites auxquelles on ne pense pas d'abord, disposèrent insensiblement les esprits à une entière révolte.

La situation de Gênes semble lui donner l'empire de la mer, et cette ville en serait en effet la maîtresse si ses citoyens, mieux unis, savaient profiter de leurs avantages. Les autres villes d'Italie ne sont ordinairement partagées qu'en deux factions, mais à Gênes le nombre des partis est infini. Outre les restes des Guelfes et des Gibelins qui y subsistent encore, les deux factions de *la noblesse* et *du peuple*, si funestes à plusieurs villes d'Italie et surtout à celles de la Toscane, s'y font une guerre continuelle. Le peuple, ne pouvant souffrir l'or-

gueil des nobles, mit des bornes à leur puissance par de sévères lois et en fit une entre autres qui, ne leur laissant qu'une certaine part aux magistratures et aux charges, les excluait absolument de la première place de la république. La dignité de doge ne doit finir qu'avec la vie de celui qui en est revêtu, mais il est rare qu'on s'y maintienne jusqu'à la mort à cause de l'inconstance du peuple. Il y a dans Gênes deux autres factions qui la divisent encore; celle des Adorne et des Frégose. Depuis que ces deux familles plébéiennes sont parvenues à l'état des *capellacci* (c'est ainsi qu'on appelle à Gênes ceux qui se distinguent par leurs richesses et par leur autorité), elles ont été long-temps en concurrence pour la première dignité, qui a presque toujours été dans l'une ou dans l'autre. Les gentilshommes guelfes ou gibelins ne pouvant, à cause de l'exclusion que leur donne la loi, devenir chefs de la république, faisaient tous leurs efforts pour procurer cette place éminente à des sujets dévoués au parti qu'ils suivaient. Ainsi les Gibelins favorisèrent les Adorne et les Frégose furent soutenus par les Guelfes; c'est dans cette continuelle alternative d'honneurs que ces deux familles ont effacé, dans la suite du temps, l'éclat de celles dont elles empruntaient auparavant le crédit. Ces différentes factions se subdivisent à l'infini, car ceux d'un même parti forment plusieurs classes particulières opposées les unes aux autres, et il arrive souvent que quelques-uns d'entre eux se joignent à une autre faction contraire.

Il s'éleva cette année une grande contestation entre les nobles et le peuple. L'insolence de quelques gentilshommes y donna occasion; et comme il y avait depuis long-temps des semences d'animosité, une querelle particulière devint bientôt une espèce de guerre civile, comme il arrive assez ordinairement dans les villes riches telles que Gênes. Les choses en vinrent au point que la populace courut en tumulte aux armes, tua un gentilhomme de la maison de Doria et en blessa plusieurs autres. Le lendemain le conseil public fut assemblé, mais il ne s'y trouva qu'un petit nombre de gentilshommes, et le peuple obtint plutôt par force que d'un consentement unanime et libre que les nobles qui avaient la moitié des dignités n'en auraient désormais que le tiers, et que les deux autres tiers ne regarderaient que les plébéiens. Roquebertin [1], commandant pour le roi dans l'absence de Philippe de Ravenstein, gouverneur, qui était alors en France, ratifia cette loi pour éviter un plus grand mal; mais sa complaisance n'apaisa pas le peuple, car quelques jours après on mit au pillage les maisons des nobles qui, ne se trouvant pas en sûreté dans la ville, en sortirent presque tous.

Le gouverneur, informé de ce désordre, revint promptement à Gênes avec cent cinquante chevaux et sept cents hommes d'infanterie; mais ni ses prières, ni son autorité, ni la force ne purent y rétablir le calme. Il fut au contraire obligé de céder aux instances du peuple, qui le pressa de contremander des troupes qui venaient le joindre. L'insolence de cette multitude effrénée croissant de jour en jour, la plus vile populace s'empara du gouvernement malgré les efforts de ceux qui tenaient le milieu entre le bas peuple et la noblesse. Ces furieux créèrent un nouveau conseil composé de huit plébéiens pour servir leur rage. On leur conféra une autorité presque sans bornes. Ces indignes chefs, qu'on appela tribuns du peuple pour les animer par un nom autrefois si fameux, s'emparèrent de vive force de la Spezie et de quelques autres places de la Rivière ou côte du Levant, où Jean-Louis de Fiesque commandait pour le roi.

Fiesque se plaignit au roi de ces violences au nom de toute la noblesse. Il lui représenta aussi que dans les circonstances présentes il pouvait perdre la seigneurie de Gênes, puisque le peuple, après tant d'autres excès, avait eu l'audace d'attaquer et d'occuper les places de la côte; qu'il était facile de réprimer cette populace si l'on y remédiait promptement et tandis qu'elle n'était encore ni soutenue ni animée par personne, mais que si l'on usait de lenteur le mal deviendrait plus fort que les remèdes; que l'importance d'une ville si avantageusement située engagerait bientôt quelque puissance à y entretenir la division; que la populace, s'apercevant que ce qui n'était d'abord qu'un simple soulèvement était devenu une révolte formelle, se jetterait entre les bras de quiconque lui ferait espérer l'impunité.

(1) Jean Rocaberti, Catalan, dont Commines parle en plusieurs endroits, et qui avait été employé par Louis XI et Charles VIII.

D'un autre côté le peuple de Gênes envoya des députés au roi pour justifier ses démarches. Ils lui représentèrent que l'orgueil des nobles avait causé ces troubles; que, non contents des honneurs qui conviennent à la noblesse, ils voulaient qu'on les regardât comme les maîtres de la ville; que le peuple avait supporté long-temps leur insolence, mais qu'enfin les biens des plébéiens étant pillés impunément et leurs personnes même exposées aux plus sensibles outrages, ils n'avaient pu résister à tant de maux; que les démarches du peuple avaient néanmoins été mesurées et qu'il s'était contenté d'assurer sa liberté sans rien entreprendre au-delà; que les nobles ayant la moitié des charges, le peuple ne trouvait dans les tribunaux qu'un faible asile contre la tyrannie; qu'on ne s'était emparé des places de la côte que parce que Jean-Louis de Fiesque troublait le commerce et tenait Gênes comme assiégée; que le peuple ne s'était jamais éloigné de la fidélité et de l'attachement qu'il devait au roi, et que dans tous les temps les mouvements de leur ville n'avaient été causés que par les nobles; qu'il suppliait donc le roi de vouloir bien pardonner des fautes commises par quelques particuliers dans la première chaleur du tumulte et sans la participation de tout le peuple, de confirmer la nouvelle loi faite par rapport aux charges et de lui laisser la garde des places de la côte; que dans cette forme de gouvernement les nobles jouiraient de tous les avantages de leur naissance; que le peuple, heureux sans que la noblesse en souffrît, ne craindrait plus pour son salut et sa liberté, et qu'enfin la ville, pacifiée par l'autorité du roi, ne cesserait de bénir sa clémence et sa justice.

Ces remontrances ne firent aucune impression sur l'esprit de Louis, et soit que la licence du peuple lui fût suspecte, soit qu'il écoutât l'inclination naturelle à tous les Français pour la noblesse, il parut mécontent de la conduite des Génois. S'il eût suivi son premier mouvement, il aurait fait punir sévèrement les auteurs de la sédition et rétabli par ce moyen les choses dans leur premier état; mais il appréhenda que la crainte du châtiment n'obligeât les rebelles à se jeter entre les bras de l'empereur, qu'il redoutait alors parce que Philippe son fils vivait encore. Prenant donc un parti plus modéré, il promit d'oublier le passé et de confirmer la nouvelle loi, mais il voulut que les villes de la côte, dont le peuple s'était saisi, fussent remises aux gouverneurs. Ensuite Michel Riccio[1], Napolitain, qui était exilé de sa patrie, eut ordre de se rendre à Gênes pour proposer ces conditions au peuple et l'exhorter à profiter des bontés du roi plutôt que de l'irriter de nouveau par une opiniâtreté séditieuse.

Mais cette populace, éblouie par de fausses espérances, refusa, conjointement avec ses tribuns, contre l'avis des magistrats légitimes, d'accepter l'amnistie que le roi offrait et de restituer les places; ces furieux formèrent même le dessein de s'emparer de Monaco, qui appartenait à Lucien Grimaldi[2]. Outre la haine générale qui les animait alors contre tous les nobles génois, Grimaldi leur était odieux en particulier parce que la situation de Monaco est si favorable à la piraterie qu'il arrivait rarement que ceux qui étaient maîtres de cette place résistassent à la tentation; d'ailleurs Monaco, qui domine sur la mer, était un poste de grande importance par rapport à Gênes; enfin ils prétendaient que cette place appartenait légitimement à leur république. Ils la firent donc assiéger par mer et par terre, et il ne fut pas au pouvoir du gouverneur de Gênes de les en empêcher. Ravenstein voyant que sa présence était inutile et qu'il y avait même du danger à rester dans la ville, prit le parti de se retirer et laissa Roquebertin pour commander à sa place. Le roi, n'espérant plus que la révolte s'apaisât et jugeant que son intérêt et sa gloire ne lui permettaient pas de laisser impunis de pareils attentats, se prépara ouvertement à réduire les Génois par la force.

Cette affaire suspendit les projets du pape et du roi de France contre les Vénitiens, quoique Louis, rassuré par la mort de Philippe contre la crainte des préparatifs de l'empereur, brulât de poursuivre ses desseins et que Jules en désirât l'exécution avec encore plus d'ardeur. Les Vé-

(1) Il paraît, par les éloges historiques des premiers présidents du parlement de Provence, imprimés à Avignon en 1727, que Michel Riccio, Napolitain, fut le premier pourvu de cette charge en 1501.

(2) Il était fils de Lambert Grimaldi, devenu prince de Monaco par son mariage avec Claude Grimaldi, sa cousine, héritière de la branche aînée de sa maison. Il épousa Anne de Pontevès, et il fut assassiné en 1523 par Barthélemi Doria.

nitiens refusèrent de rendre les villes de la Romagne dont ils s'étaient emparés, et irritaient encore le pape en conférant, sans aucun égard aux droits du Saint-Siége, les évêchés vacants dans leurs États, et par plusieurs autres entreprises sur la juridiction ecclésiastique. Dans cette disposition, Jules, ayant enfin donné le chapeau aux évêques de Bayeux et d'Auch, avait sollicité le roi de passer en Italie, et lui avait indiqué Bologne[1] pour y avoir une conférence, à laquelle ce prince avait consenti. Le pape n'apprit donc qu'avec chagrin la résolution où était le roi de réduire Gênes et d'y rétablir les nobles; l'inclination qu'il avait pour le peuple au préjudice de la noblesse acheva de lui rendre ce dessein désagréable. Il fit tous ses efforts pour en détourner le roi et lui persuader qu'il devait être content de conserver la seigneurie de Gênes. Il voulut lui faire croire qu'il n'était pas de son intérêt de changer la forme de gouvernement que le peuple venait d'introduire, et que la dernière révolution ne lui fournissait aucun motif légitime de prendre les armes contre cette ville; il apporta plusieurs raisons pour appuyer son avis, et insista particulièrement sur ce que les mouvements que la France allait faire pourraient allumer en Italie une guerre qui s'opposerait à l'exécution de leurs desseins communs; mais voyant le roi inflexible, il ne put dissimuler son dépit et sa colère. Peut-être même que ses anciens soupçons contre le cardinal de Rouen se reveillèrent; en effet, soit qu'il s'alarmât de lui-même, soit que sa crainte fût causée par des insinuations étrangères, il s'imagina que, s'il se trouvait à une conférence avec le roi, ce prince le ferait arrêter. Quoi qu'il en soit, au commencement de 1507, il déclara tout-à-coup qu'il voulait retourner à Rome, sous prétexte que l'air de Bologne était contraire à sa santé et que l'éloignement où il était de la capitale causait une grande altération dans ses revenus.

Une résolution si précipitée surprit tout le monde, et particulièrement le roi, qui ne put jamais deviner par quel motif le pape abandonnait ainsi des projets pour lesquels il avait marqué tant d'ardeur et rompait une conférence qu'il avait lui-même proposée. Il s'efforça de le faire rester à Bologne; mais cet empressement ne servit qu'à fortifier les soupçons de Jules et à le confirmer dans sa résolution. En effet il partit de Bologne à la fin de février, ne pouvant dissimuler sa colère contre le roi. Avant son départ il posa la première pierre d'un fort qu'il faisait élever près de la porte de Galiera qui regarde Ferrare, mais la construction de cette place commença sous d'aussi malheureux auspices que celle d'une citadelle bâtie autrefois dans le même endroit par ordre de Philippe-Marie Visconti, duc de Milan. Le dépit récent du pape contre le roi de France ralentissant l'ancienne haine qu'il portait aux Vénitiens, il prit à son retour le chemin ordinaire et passa par Faënza.

Ce commencement de rupture fut suivi chaque jour de quelque nouveau sujet de brouillerie entre le pape et le roi de France. Jules exigea qu'on fît sortir les Bentivoglio du duché de Milan, quoiqu'ils ne s'y fussent établis que de son consentement, et il refusa de remettre le protonotaire en possession de ses bénéfices, malgré la promesse qu'il en avait faite dans le traité de Bologne, écoutant rarement la raison dans ces moments de caprices et de dépit. Le roi se lassa bientôt des peines qu'il prenait inutilement pour renouer la conférence. Ainsi, choqué de l'inconstance de Jules et soupçonnant même avec fondement qu'il animait sous main le peuple de Gênes, il ne cacha plus son ressentiment; il se laissa même emporter à la menace, et dans sa colère il ne ménagea pas le pape sur la bassesse de son origine, car personne n'ignorait que Jules était d'une naissance fort obscure, et qu'il avait passé plusieurs années dans une situation conforme à son extraction

Le roi, plus déterminé que jamais à poursuivre son entreprise de Gênes, donna tous ses soins aux préparatifs de cette expédition et résolut d'y aller lui-même, instruit par le malheur de ses troupes dans le royaume de Naples de la différence qu'il y avait entre conduire ses armées en personne et les confier à des généraux. Tous ces préparatifs n'alarmaient point encore les Génois. Uniquement occupés du siége de Monaco, ils y avaient envoyé plusieurs vaisseaux et six mille hommes tirés de la lie du peuple de Gênes et des environs de cette ville; Tarlatino, capitaine des Pisans, qui le leur avaient envoyé avec Pierre Gambacorta et quelques

(1) Le pape était toujours resté à Bologne depuis qu'il avait réduit cette ville.

soldats, commandait ces troupes. Les désordres augmentaient de jour en jour et un nouvel incident les porta à l'extrémité. Le commandant de la citadelle, qu'on n'avait point jusqu'alors attaqué et qui n'avait reçu aucune insulte de la part des séditieux, prit tout-à-coup le parti, soit par ordre du roi, soit par l'envie de piller, d'enlever quelques artisans et de faire tirer le canon sur le port et sur la ville. Le soulèvement fut bientôt général et si furieux que Roquebertin effrayé se retira d'abord ; l'infanterie française qui gardait le palais se sauva de son côté dans la citadelle.

Peu de temps après, les Génois abandonnèrent le siége de Monaco ; ayant eu avis qu'Yves d'Alègre[1] et plusieurs autres gentilshommes Français s'avançaient avec trois mille hommes d'infanterie nouvellement levés et quelques troupes que le duc de Savoie avait fournies, les assiégeants ne jugèrent pas à propos de les attendre.

Sur ces entrefaites on apprit à Gênes que l'armée du roi défilait vers la Lombardie ; mais cette nouvelle, loin d'intimider le peuple, ne fit qu'augmenter sa fureur. Jusqu'alors il avait eu quelques ménagements pour le roi, et la révolte, quoique réelle, n'était pas déclarée ; le nom de ce prince était encore employé dans les actes publics, et ses armes étaient encore sur les places de Gênes. Mais bientôt l'insolence du peuple n'eut plus de bornes ; il créa doge un teinturier nommé Paul de Nove. Cette démarche séditieuse renfermait une déclaration formelle que la ville ne reconnaissait plus la souveraineté de ce prince ; les armes de France furent abattues et l'on éleva à leur place celles de l'empereur. Les nobles informèrent le roi de ces attentats à son autorité, et il en fut d'autant plus irrité que l'empereur, sur les instances du peuple de Gênes et peut-être même à l'instigation secrète du pape, l'avait fait prier de suspendre sa vengeance, en considération de ce que Gênes relevait de l'empire, et lui avait offert d'engager les rebelles à rentrer dans le devoir ; mais une démarche si suspecte ne servit qu'à faire prendre à Louis de plus grandes précautions et le détermina à augmenter le nombre de ses troupes.

Quelques légers avantages que le nouveau doge et les tribuns remportèrent augmentèrent leur audace. Jérôme de Fiesque, fils de Jean-Louis de Fiesque, s'étant mis à la tête de deux mille fantassins et de quelque cavalerie, s'était remis en possession de Rapallo. Après ce premier succès, il crut pouvoir, à la faveur de la nuit, s'emparer de Recco ; mais il rencontra dans sa marche un corps de troupes génoises qui venaient au secours de la place et qui du premier choc mirent les siennes en fuite. Orlandino, neveu du même Jean-Louis qui s'était rendu devant Recco avec un autre détachement, ayant eu nouvelle du malheur de son parent, prit aussi la fuite. Le doge et les tribuns, encouragés par ce succès, assiégèrent le Castellaccio, vieux fort situé sur les montagnes qui dominent Gênes, et que les ducs de Milan, dans le temps qu'ils étaient maîtres de cette ville, avaient fait bâtir pour favoriser le passage des troupes qu'ils y envoyaient de Lombardie, et afin de pouvoir secourir plus facilement la citadelle. Les rebelles s'en emparèrent sans peine. La garnison française, qui n'était pas nombreuse, se rendit à condition qu'on la laisserait aller vies et bagues sauves ; mais la capitulation fut violée dans l'instant même de la reddition. Les auteurs de cette perfidie en firent gloire, et rentrant dans Gênes avec de grands cris de joie, ils montraient leurs mains encore dégouttantes du sang de ces malheureux. Ils dressèrent ensuite une batterie contre la citadelle et contre l'église de Saint-François qui y est contiguë.

Le roi était déjà en Italie[1] et assemblait en diligence son armée pour venir fondre sur Gênes. Les habitants ne pouvaient se flatter d'aucun secours ; le roi catholique avait assez de penchant à les soutenir, mais leurs intérêts ne lui étaient pas assez chers pour l'engager à une rupture avec la France, et il avait même prêté quatre galères légères au roi ; le pape ne pouvait que les animer secrètement, mais sans oser rien tenter à découvert en leur faveur ; d'ailleurs ils n'avaient que trois cents hommes d'infanterie étrangère ; enfin ils manquaient de chefs expérimentés et de munitions. Ils persistaient néanmoins dans leur opiniâtreté, se flattant de pouvoir arrêter l'armée française aux défilés de leurs montagnes, et que le terrain

(1) Il était gouverneur de Savone.

(1) Il était parti de Grenoble le 3 avril, et arrivé à Suse le 11.

leur donnerait assez d'avantages pour lui résister. Cette présomption leur fit mépriser des conseils salutaires qu'ils reçurent de différents endroits, et entre autres de la part du cardinal de Final[1], qui était à la suite du roi, et qui les exhorta par plusieurs lettres d'avoir recours à la clémence de leur prince, certains d'en obtenir facilement une amnistie et des conditions raisonnables. Dès que l'armée du roi fut sur le chemin de Fornari et de Seravalle, et que cette confiance d'une vile populace fut évanouie, l'approche du péril ralentit l'audace du peuple. Six cents fantassins qui gardaient les premiers passages prirent lâchement la fuite à la vue des Français. La même crainte s'étant communiquée à ceux qui gardaient les autres défilés, ils se retirèrent à Gênes et laissèrent le chemin libre à l'armée ennemie.

Après avoir traversé les montagnes, elle parut dans la vallée de Pozzevera, à sept milles de Gênes; une marche si hardie étonna le peuple de cette ville, qui s'était follement persuadé que l'armée n'oserait jamais se risquer dans une vallée environnée de montagnes extrêmement rudes et au milieu du pays ennemi. En même temps la flotte de France, composée de huit galères, d'autant de galions, de plusieurs flûtes et brigantins, après s'être présentée devant Gênes, poursuivit celle des Génois qui n'était que de sept galères et six barques, et qui, ne se trouvant pas en sûreté dans le port de Gênes, s'était retirée à Porto-Venere et à la Spezie.

De la vallée de Pozzevera les Français vinrent se poster au bourg de Rivarolo, à deux milles de Gênes, près de l'église de Saint-Pierre d'Arena, sur le bord de la mer; ils rencontrèrent dans leur marche quelques troupes d'infanterie génoise qui occupaient des défilés, mais qui ne firent pas paraître plus de courage que les autres. Le même jour le roi arriva au camp et prit son quartier à l'abbaye del Boschetto, à l'opposite de Rivarolo. Il était accompagné de la plus grande partie de la noblesse de France, d'un grand nombre de gentilshommes du Milanais et du marquis de Mantoue, à qui il avait conféré, quelques jours auparavant, l'ordre de Saint-Michel; il lui avait aussi confié la bannière de France, dont personne n'avait été chargé depuis la mort de Louis XI. L'armée était composée de huit cents lances seulement, le roi ayant laissé le reste en Lombardie, à cause de la difficulté des chemins; il avait outre cela dix-huit cents chevau-légers, six mille Suisses et six mille hommes de pied de différentes nations.

Les Génois avaient bâti un fort sur le promontoire pour fermer le passage qui va des montagnes au Castellaccio et de ce poste à Gênes; cette route est beaucoup plus courte que celle de Saint-Pierre d'Arena qui règne le long de la côte. Le même jour que les Français arrivèrent à Rivarolo, ils attaquèrent le fort dont on vient de parler; mais d'un autre côté huit cents hommes de pied sortirent de Gênes sous la conduite de Jacques Corso, lieutenant de Tarlatino, pour secourir la place. Tarlatino et les soldats Pisans qui avaient servi sous lui au siége de Monaco n'étaient pas encore de retour. Ils avaient été obligés de rester à Ventimiglia, quoique les Génois leur eussent donné ordre de revenir, et qu'on leur eût même envoyé le vaisseau de Demetrio Giustiniano pour les ramener; d'un côté les vents contraires les avaient empêchés de le mettre en mer, et de l'autre l'armée ennemie leur était un aussi grand obstacle par terre. Les Français commençaient à défiler vers le fort, lorsqu'ils découvrirent l'infanterie génoise qui avait gagné le sommet de la montagne par le côté opposé; la plus grande partie était ensuite descendue du côté de l'attaque et s'était postée sur une petite éminence qui se trouve au milieu de la même montagne, où elle se présenta de front aux assaillants. Chaumont détacha contre ces troupes un corps de gentilshommes soutenus par des gens de pied; mais les Génois, supérieurs en nombre et avec l'avantage du terrain, résistèrent avec vigueur. Les Français qui, sans considérer la situation du fort et méprisant une multitude composée d'artisans et de paysans, n'avaient pas pris toutes les précautions nécessaires, firent une perte considérable; La Palice même fut blessé légèrement à la gorge. Cette résistance ne fut pas capable d'arrêter Chaumont; voulant absolument chasser les ennemis de ce poste, il fit

(1) Charles-Dominique de Carreto, frère du marquis de Final, dont il est parlé ci-dessus. Son mérite le fit connaître à la cour de France; il fut évêque de Cahors, puis archevêque de Reims et ensuite de Tours. Jules II le fit cardinal en 1505, à la recommandation de Louis XII. Il mourut à Rome au mois d'août 1514.

pointer contre eux deux pièces de canon, qui, leur donnant en flanc, les obligèrent de se retirer sur la montagne où était le reste de leur troupe ; les Français les y suivirent en bon ordre. La garnison du fort aurait pu attendre le canon, mais craignant qu'un corps de Français ne se jetât entre le fort et ceux qui étaient sur la montagne, elle abandonna honteusement cette place ; alors ceux qui avaient combattu contre les Français et qui se retiraient vers le fort, se voyant enlever cet asile, furent obligés de regagner Gênes par des chemins impraticables et au travers des précipices, où il périt environ trois cents hommes.

Cet échec répandit la consternation et la terreur dans toute la ville, abandonnée aux caprices de la populace et entièrement dépourvue de capitaines expérimentés et de sages magistrats. Malgré cette confusion, les habitants envoyèrent deux députés au camp pour proposer de se rendre à des conditions convenables ; mais le roi ne voulut pas les entendre, et ils ne purent parler qu'au cardinal de Rouen qui leur déclara que le prince avait résolu de n'écouter aucune proposition de leur part, à moins qu'ils ne se rendissent à discrétion. Tandis qu'ils parlaient au cardinal, une troupe de furieux, qui ne voulaient point d'accommodement, sortit tumultueusement de la ville, se fit voir sur les hauteurs et sur la colline qui regarde le Castellaccio, s'approcha à un quart de mille du fort comme pour le reprendre, et, après avoir escarmouché pendant trois heures avec les Français qui allèrent à leur rencontre, sans qu'il y eût aucun avantage de part ni d'autre, se retira au Castellaccio. Pendant ce combat le roi, craignant qu'il ne sortît encore d'autres troupes de Gênes, resta toujours armé et à cheval avec un gros corps de troupes dans la petite plaine qui était entre le camp et la rivière de Pozzevera.

Sur ces entrefaites le bruit se répandit dans la ville que les principaux citoyens avaient traité secrètement avec le roi à son arrivée dans la ville d'Asti. La populace se croyant trahie se mit à pousser des cris affreux. Le désespoir et la confusion régnaient dans Gênes, et comme il n'y avait aucune apparence de secours, Paul de Nove, accompagné de ceux qui ne pouvaient espérer de pardon après ce qui s'était passé, et tous les Pisans qui étaient à Gênes, en sortirent à la faveur de la nuit pour se retirer à Pise. Le lendemain, dès la pointe du jour, les mêmes députés retournèrent au camp pour déclarer au roi que la ville n'espérait plus que dans sa clémence et s'y abandonnait sans réserve. Ainsi les Génois ne purent soutenir la guerre que pendant huit jours ; issue ordinaire de ces entreprises formées dans le tumulte et la confusion par une multitude insensée qui adopte les plus folles espérances, et qui, pleine d'audace quand rien ne s'oppose à ses fureurs, lâche et rampante à l'approche du péril, est incapable d'écouter jamais la modération et de s'arrêter dans de justes bornes.

Le roi s'approcha ensuite de Gênes avec ses troupes ; l'infanterie fut logée dans les faubourgs, et ce ne fut qu'avec peine qu'on l'empêcha de pénétrer dans la ville, où les Suisses entre autres cherchèrent à s'introduire par toutes sortes de moyens pour la mettre au pillage. Chaumont y entra avec la plus grande partie des autres troupes, après avoir mis garnison dans le Castellaccio ; les Génois lui remirent toutes leurs armes, même celles des particuliers, et il les fit transporter dans la citadelle avec trois pièces de canon que les Pisans avaient amenées avec eux et qu'on envoya depuis à Milan. Le lendemain, 29 avril, le roi fit son entrée à Gênes, à pied, sous un dais ; ce prince, couvert d'armes blanches, ayant l'épée nue à la main, était suivi de ses gendarmes et des archers de sa garde. Les *Anziani* [1] vinrent au-devant de lui avec les principaux citoyens ; ils se jetèrent à ses pieds, les larmes aux yeux, paraissant pénétrés de tristesse et de repentir, et après quelques instants de silence l'un d'eux prit la parole, et lui parla en ces termes au nom de tous :

« Nous osons, Sire, assurer Votre Majesté que, quoique la plus grande partie du peuple soit entrée dans la querelle contre les nobles, il n'y a cependant que la plus vile populace qui ait eu part aux excès qui ont suivi cette funeste division, et que le corps du peuple a toujours respecté votre autorité. N'imputez donc qu'à ces misérables, dont les fureurs n'ont pu être réprimées ni par les magistrats, ni par les négociants, ni par les plus honnêtes artisans, la révolte qui nous attire votre colère.

(1) Ce sont les chefs du sénat.

Nous sommes à vos pieds dans l'attente de votre arrêt; mais quel châtiment prononcerez-vous qui ne retombe sur des innocents, tandis que les véritables criminels se soustrairont à votre juste vengeance? Ce ne sont que des vagabonds, dont cette ville infortunée n'est point la patrie, et qui, loin d'être regardés comme citoyens, doivent à peine être considérés comme des hommes. Mais, Sire, sans chercher à nous justifier, nous n'avons recours qu'à votre clémence; nous implorons votre bonté, et la connaissance que nous en avons fait seule toute notre confiance. Les Milanais, plus coupables que nous, ont su vous fléchir. Traiterez-vous avec plus de rigueur un peuple qui sous votre empire jouissait, il n'y a pas long-temps, d'une heureuse tranquillité et que vous voyez aujourd'hui accablé sous le poids de ses infortunes? Que la gloire, dont votre clémence vous a couvert alors, vous touche encore aujourd'hui; et songez qu'il est plus digne de vous d'en augmenter l'éclat par un nouveau pardon que de la ternir par la punition des malheureux Génois. Vous portez, Sire, le nom de *roi très chrétien*, titre qui tire son origine du nom même du Rédempteur des hommes et qui vous enseigne à imiter la bonté d'un Dieu plein de douceur et de miséricorde. Qu'on exagère nos fautes; qu'on les peigne avec les couleurs les plus odieuses; qu'elles aient été en effet extrêmes, elles seront toujours au-dessous de votre bonté. Vous êtes notre roi, Sire, aussi puissant que respectable; vous êtes parmi nous l'image de la Divinité. Les rois en effet ne sont-ils pas comme des dieux à l'égard de leurs sujets? Si vous êtes semblable à l'Etre suprême par l'éclat de votre rang, que vos décrets soient aussi semblables aux siens, et que la clémence, qui est le plus glorieux et le plus admirable de ses attributs, dicte l'arrêt que vous allez prononcer sur nous. »

Dès que le député eut cessé de parler, tous les autres implorèrent à grands cris la miséricorde du roi. Mais Louis passa outre sans leur répondre; il leur ordonna cependant de se relever, et quitta l'épée nue qu'il avait à la main[1], laissant entrevoir qu'il penchait du côté de la clémence. Il alla ensuite à la cathédrale, où il trouva un nombre infini de dames et d'enfants des deux sexes, tous vêtus de blanc, qui se prosternèrent à ses pieds en poussant des cris perçants, et il ne put s'empêcher de paraître sensible à un spectacle si touchant.

Le roi avait d'abord résolu d'ôter aux Génois la liberté de se gouverner par leurs propres lois et l'administration de leur ville, de confisquer le fonds de la banque de Saint-Georges, qui est un bien de l'État dont le revenu appartient à des particuliers; de réduire Gênes à la condition des villes du Milanais, et d'y effacer jusqu'à la moindre trace de la liberté; mais, faisant réflexion qu'un si dur traitement tomberait sur un grand nombre d'innocents et pourrait même indisposer la noblesse, et que la modération ferait sur les esprits plus d'impression que la sévérité, qui d'ailleurs jetterait dans le désespoir ces peuples jaloux de leurs droits, il rétablit l'ancienne forme de gouvernement telle qu'elle était avant les derniers troubles. Jugeant cependant qu'il était nécessaire de punir en quelque façon la révolte, il condamna la ville à payer cent mille ducats; il porta ensuite cette amende jusqu'à deux cent mille, payables à certains termes, pour le remboursement des frais de la guerre et pour servir à la construction d'une forteresse dans l'endroit où est la tour de Codifa, à quelque distance de Gênes, sur le bord de la mer, au-dessus du faubourg qui conduit à la vallée de Pozzevera et à Saint-Pierre-d'Arena. On l'a appelée avec raison *la Briglia*[1], parce qu'elle commande tout le port et une partie de la ville. Outre cela, le roi obligea les Génois à recevoir et à payer une garnison plus nombreuse qu'auparavant, et ordonna que la ville entretiendrait trois galères armées à son service, et ferait fortifier la citadelle et le Castellaccio. Il annula tous les traités qu'il avait ci-devant faits avec les Génois, et ne leur rendit que par une espèce de privilége, dont la durée et l'exécution dépendraient de sa volonté, les droits dont ils jouissaient auparavant en vertu de ces traités. Il fit rompre les coins de la monnaie de Gênes, et, pour marque d'une entière souveraineté, il voulut qu'elle portât désormais les

(1) Il avait ce jour-là pour devise sur sa cotte d'armes un roi des abeilles environné de son essaim, avec ces belles paroles: *Non utitur aculeo rex cui paremus.* (*Mézeray.*)

(1) La Bride.

armes de France. Enfin on trancha la tête à Demetrio Giustiniano, qui découvrit dans son interrogatoire toutes les intrigues du pape[1] pour animer et pour fomenter la rébellion. Paul de Nove, dernier doge, eut le même sort quelques mois après ; en passant par mer de Pise à Rome, il fut trahi et vendu aux Français par un Corse qui avait servi sous lui. Après que le roi eut fait ce qu'il crut nécessaire pour rétablir l'ordre dans cette ville, il s'assura des Génois en leur faisant prêter de nouveau le serment de fidélité, accorda une amnistie dont soixante particuliers qu'on abandonna à la rigueur des lois furent seulement exceptés, et prit ensuite la route de Milan.

Dès que Gênes fut soumise et tranquille, Louis congédia son armée. S'il eût voulu profiter des conjonctures présentes, il lui eût été facile, avec des troupes aguerries et déjà victorieuses, de porter plus loin ses conquêtes et de donner la loi à toute l'Italie; mais ce prince tint sa parole, et, pour rassurer le pape, l'empereur et les Vénitiens qui craignaient que la réduction de Gênes ne fût pas le seul objet de son expédition, il quitta tout dès qu'il n'eut plus rien à désirer de ce côté-là.

CHAPITRE III.

Plaintes du pape contre le roi de France pour les affaires de Gênes. Diète des princes d'Allemagne à Constance. Discours de l'empereur pour les déterminer à la guerre contre la France. Ferdinand d'Aragon part de Naples pour retourner en Espagne. Gonzalve l'accompagne. Entrevue des rois d'Aragon et de France à Savone. Derniers honneurs rendus au mérite du grand capitaine. Entretiens des deux rois. Soupçons et mécontentement du pape. Résolutions de la diète de Constance. Marche prochaine de l'empereur en Italie. Les Vénitiens hésitent sur l'alliance avec l'empereur ou avec le roi de France. Discours de Foscareno et d'André Gritti au sénat vénitien.

Cette démarche devait tranquilliser le pape; mais rien n'était capable de calmer cet esprit inquiet et soupçonneux qui interprétait toujours en mauvaise part les actions les moins équivoques. Annibal Bentivoglio ayant fait une tentative sur Bologne avec six cents hommes d'infanterie ramassés dans le Milanais, le pape regarda le roi comme le moteur secret de cette entreprise, et crut que si elle eût réussi, Louis eût attaqué l'État ecclésiastique. Il se plaignit hautement de ce prince à ce sujet; et n'ayant auparavant accordé le chapeau de cardinal aux évêques d'Auch et de Bayeux qu'avec beaucoup de difficulté, il le refusa absolument alors à l'évêque d'Albi, parce que Chaumont, son frère, avait permis aux Bentivoglio de s'établir dans le duché de Milan.

Jules avait déjà fait une démarche d'une plus dangereuse conséquence; car aussitôt que le roi eut déclaré qu'il avait dessein de réduire Gênes par la force, ce pape avait envoyé des nonces en Allemagne et même adressé un bref à l'empereur et aux électeurs pour leur persuader que la révolte des Génois n'était qu'un prétexte dont Louis se servait pour couvrir ses desseins; qu'il lui était facile en effet de calmer ces prétendus rebelles, et que son nom seul leur en imposerait; mais que ce prince ambitieux voulait s'emparer de l'État ecclésiastique et usurper la dignité impériale. Les Vénitiens de leur côté, effrayés de la marche du roi, avaient appuyé cette idée auprès de l'empereur.

Maximilien donnait sans peine dans tout ce qui était nouveau; et à son retour de Flandre, où il avait inutilement tenté de se faire donner la tutelle de son petit-fils, il convoqua à Constance une diète de tous les princes de l'empire et des villes impériales. C'est ainsi qu'on appelle les villes qui, reconnaissant l'autorité de l'empire en lui payant de certaines contributions fixes, se gouvernent du reste par leurs propres lois, et qui, sans songer à étendre leur territoire, se contentent de conserver leur liberté. Il y avait long-temps qu'on n'avait vu une diète si nombreuse : les électeurs et presque tous les princes ecclésiastiques et séculiers s'y trouvèrent en personne; ceux qui étaient retenus par quelque empêchement légitime y envoyèrent pour eux, ou leurs fils, ou leurs frères, ou leurs plus proches parents, et il n'y eut aucune ville impériale qui manquât d'y mander ses députés. L'empereur fit lire le bref du pape et plusieurs lettres qui lui donnaient les mêmes avis. Quelques-unes de ces lettres marquaient positivement que le dessein du roi de France était d'élever le cardinal de Rouen, son ministre, au souverain pontificat, et de se faire ensuite couronner empereur. Dès

(1) Outre qu'il n'aimait pas Louis XII, il était de Savone, ville dépendante de Gênes, d'une famille populaire et ennemie de la noblesse.

qu'il s'aperçut que ces nouvelles étonnaient l'assemblée, il parla en ces termes :

« Vous voyez, très-nobles électeurs, princes et illustres ambassadeurs, quelles sont les funestes suites de notre longue patience et du mépris de ces plaintes que j'ai si souvent réitérées dans nos précédentes assemblées. Le roi de France, qui jusqu'à présent a eu recours à l'artifice et aux prétextes les plus spécieux lorsqu'il a voulu attenter aux droits du Saint-Empire romain, se croit aujourd'hui en état d'agir contre nous avec moins de circonspection et plus ouvertement. Ses desseins sont aussi plus vastes ; il ne les borne pas comme autrefois à soutenir quelques rebelles ou à dépouiller l'Empire de quelqu'un de ses droits, il veut arracher à l'Allemagne la couronne impériale que la valeur de vos ancêtres a fixée sur la tête des souverains de votre nation, et qu'ils leur ont conservée par tant de travaux.

« Ne croyez pas que l'audace de cet ennemi du nom germanique vienne de l'augmentation de ses forces ou de la diminution des nôtres ; il n'ignore pas la supériorité de l'Allemagne sur la France, mais il se flatte que nous serons toujours les mêmes et que nous ne sortirons jamais du lâche repos où nous sommes ensevelis ; que nos dissensions feront en sa faveur une puissante diversion et que la gloire et le soin même de notre propre conservation ne seront pas assez puissants pour nous rendre le courage, surtout depuis que nous avons souffert qu'il s'emparât du Milanais, qu'il entretînt nos divisions, et qu'il se déclarâ tle protecteur des rebelles à l'Empire. Il espère que nous verrons avec la même indifférence qu'il nous enlève la couronne impériale et qu'il transporte à la France une dignité qui fait toute la splendeur de cette nation.

« Si les forces de la France étaient supérieures à celles de l'Allemagne, les avantages des Français seraient moins honteux pour notre nation et me causeraient moins de douleur en particulier ; on les attribuerait en ce cas à de fatales circonstances et à notre mauvaise fortune, sans qu'on pût nous accuser de lâcheté ou d'imprudence. Si nous faisions quelques pertes, notre gloire du moins serait entière et sans tache. Dans quel funeste état et à quel point d'infortune n'est-on pas réduit lorsqu'on est forcé de souhaiter sa propre faiblesse pour éviter l'infamie, et d'être dans l'impuissance de résister afin d'être vaincu sans honte !

« Mais non, messieurs, la vigueur que chacun de vous a montrée tant de fois dans des affaires particulières, cette valeur et cette noble fierté qui font le caractère propre de la nation, et le souvenir des triomphes et des vertus des héros que vous comptez parmi vos ancêtres, héros qui furent la terreur de toutes les autres nations, me font tout espérer ; et j'ose me flatter par avance que le péril qui menace l'Empire va réveiller cet invincible courage qui vous est si naturel. Il ne s'agit plus de conserver le duché de Milan et de dompter les Suisses ; ces deux affaires me regardaient personnellement ; dans l'une mes engagements avec Ludovic Sforze, et dans l'autre l'intérêt de ma maison[1] m'ont touché sensiblement. Vous y avez pris peu de part, et j'ai senti que je n'avais pas beaucoup d'autorité parmi vous. J'avoue cependant que votre indifférence pouvait avoir quelque prétexte ; mais aujourd'hui quelles excuses pourrez-vous alléguer, et comment cacher votre honte, si vous aviez la même faiblesse ? L'Empire dont vous êtes possesseurs est en danger ; les Allemands entre les mains de qui la vertu, indépendante des caprices de la fortune, a fixé le sacré dépôt de cette éclatante dignité, ces peuples si célèbres qui ont autrefois porté leurs armes victorieuses dans toutes les parties du monde et qui paraissent encore si formidables à tous les princes chrétiens, se laisseront-ils ravir un droit qui fait toute leur gloire ? Couverts d'infamie, cesseront-ils d'être la plus puissante et la première nation de l'univers, pour devenir l'objet des mépris du monde entier ? Tel est l'intérêt que vous avez dans la conjoncture présente. Quels motifs plus pressants pourront vous exciter et ranimer cette valeur qui vous a été transmise avec le sang, si des raisons si fortes ne peuvent vous toucher ? Vos enfants rougiront de vous avoir eu pour pères, si vous ne ressemblez à leurs aïeux, et ils n'entendront qu'avec douleur prononcer vos noms, si vous ne conservez cette réputation que vous n'avez reçue de vos ancêtres que pour la transmettre à leur postérité.

(1) La maison d'Autriche prétendait à la souveraineté de la Suisse.

« Un plus long discours serait inutile, et un empereur ne doit qu'agir et vous montrer l'exemple. J'ai donc résolu de passer en Italie, sous prétexte d'aller recevoir la couronne impériale; quoique l'autorité et le caractère d'un empereur ne dépendent que de la réunion de vos suffrages, et que son couronnement ne soit qu'une formalité pure, cette démarche pourra cependant cacher un dessein plus important. Le véritable objet de mon voyage est de rompre les desseins des Français et de les chasser du duché de Milan, puisque c'est le seul moyen qui nous reste pour mettre fin à leurs attentats. Je croirais vous offenser si je doutais de votre promptitude à me fournir les subsides accordés aux empereurs pour aller prendre la couronne impériale à Rome; ces secours, joints à mes propres forces, suffiront pour l'heureux succès de mon entreprise. La plus grande partie des princes et des députés des villes d'Italie se rendront près de moi, ou pour obtenir la confirmation de leurs priviléges, ou pour implorer ma justice contre leurs tyrans, ou pour m'apaiser par leurs soumissions. Au reste, le seul bruit de mon nom et de nos armes suffira pour vaincre les Français; ils se souviendront encore de la journée de Guinegate, où, jeune encore et presque enfant, je défis avec tant de valeur l'armée de Louis XI. Depuis cette victoire les rois de France n'ont osé risquer de bataille contre moi et n'ont trouvé de ressources que dans l'artifice et la fraude.

« Pénétrés des sentiments de cette magnanimité si naturelle à notre nation, considérez si l'honneur nous permet d'agir faiblement quand nous sommes menacés d'un si grand peril, et si dans une occasion si pressante vous ne devez pas faire des efforts extraordinaires. Nous sommes les défenseurs des souverains pontifes, et ce zèle que nos pères ont toujours fait paraître pour la défense des droits du Saint-Siége exige de nous aujourd'hui que toute la nation germanique se réunisse pour les garantir de l'ambition et des attentats du roi de France; en convoquant cette diète, en vous représentant le péril qui vous menace, en vous animant par mon propre exemple, j'ai fait ce que j'ai dû, c'est à vous d'agir à présent. Je ne manque ni de courage pour m'exposer aux plus grands dangers, ni de santé ni de force pour supporter toutes les fatigues de la guerre, et l'expérience que l'âge m'a donnée vous assure d'un chef qui ne sera pas indigne de vous. Mais songez que le succès d'une entreprise formée pour la défense de l'Eglise romaine, notre mère commune, et pour soutenir l'honneur du corps germanique, dépend des mesures que vous prendrez. En effet, plus vous me donnerez de troupes et d'autorité dans cette guerre, plus la victoire sera certaine et plus il me sera facile d'augmenter la splendeur de la dignité impériale, qui est l'héritage de cette puissante et belliqueuse nation. »

Ce discours produisit les effets que Maximilien en avait attendus. Tous ceux qui l'entendirent se reprochèrent de ce que dans les diètes précédentes on n'avait point eu d'égard à ses plaintes contre les Français. Tous concourant à ne pas souffrir qu'on leur ravît la couronne impériale, commencèrent à délibérer sur les moyens de prévenir l'ennemi. Ils convinrent que les anciens droits de l'Empire en Italie ayant été usurpés par la faute et à la faveur de la faiblesse des empereurs, le corps germanique devait lever une armée assez puissante pour les enlever au roi de France, même uni à toute l'Italie; que la gloire du nom germanique et la réputation d'une assemblée composée de tant de princes et d'illustres députés exigeaient ce généreux effort; qu'il était nécessaire de montrer à toute la terre que, quoique la nation germanique eût paru divisée depuis plusieurs années, elle avait cependant encore ces forces et cette puissance qui, l'ayant autrefois rendue formidable à tout l'univers, lui avaient assuré la dignité impériale, et qu'elle possédait encore ce courage qui avait procuré tant de souverainetés et de gloire à la noblesse. En effet, combien d'illustres maisons avaient régné long-temps sur différents Etats d'Italie, qui étaient le fruit de leur courage! Depuis plusieurs années on n'avait vu de diète d'abord aussi vive et dont le résultat dût avoir plus de suites; on croyait même que les électeurs et les autres princes agiraient avec d'autant plus d'ardeur que les fils du roi Philippe étant encore en bas âge, il y avait lieu d'espérer que la couronne impériale, possédée successivement par Albert, Frédéric et Maximilien, tous trois de la maison d'Autriche, pourrait enfin passer dans une autre maison allemande.

Ces mouvements déterminèrent le roi de

France à congédier son armée après la réduction de Gênes, pour faire cesser la défiance; le même motif l'aurait encore engagé à repasser en France, s'il n'eût pas été arrêté par l'entrevue qu'il devait avoir avec le roi d'Aragon, qui de son côté s'en retournait en Espagne.

Ce prince avait dessein d'aller reprendre les rênes du gouvernement de Castille, que Jeanne, sa fille, et Charles, son petit-fils, n'étaient pas en état de tenir. Jeanne avait l'esprit aliéné par certaines vapeurs qui s'étaient déclarées à la mort de Philippe, son mari [1], et Charles, l'aîné de ses fils, n'avait pas encore dix ans [2]. La plupart des seigneurs se rappelant l'équité du roi d'Aragon et les grands avantages qu'il avait procurés à la Castille pendant une longue paix, le souhaitaient avec empressement. D'ailleurs les dissensions qui commençaient à s'élever entre les grands menaçaient d'une guerre civile qu'il fallait prévenir. Jeanne elle-même, à qui son mal ôtait toute autre réflexion, persista constamment dans la résolution d'attendre le retour de son père, et refusa toujours, malgré les plus vives instances, de signer aucun ordre sans sa participation; ce qui suspendait toutes les affaires, parce que, suivant les lois du royaume, tous les actes concernant le gouvernement doivent être munis de la signature du souverain.

Ainsi le roi d'Aragon partit de Naples après un séjour de sept mois. Il n'y remplit pas l'attente qu'on avait conçue de lui à son arrivée; le peu de temps qu'il resta dans cette ville et la difficulté de répondre à des espérances inconsidérées en furent cause; d'ailleurs il rencontra plusieurs obstacles qui l'empêchèrent d'agir pour l'utilité générale de l'Italie et pour le bien du royaume de Naples en particulier. Il lui était important de retourner au plus tôt en Espagne pour y reprendre les rênes du gouvernement, et cet objet, qui était pour lui d'une conséquence extrême, lui fit négliger ses autres affaires; le même motif l'engageait à avoir de grands ménagements pour l'empereur et pour le roi de France; il craignait Maximilien, parce qu'il était aïeul paternel du prince d'Espagne, et Louis lui paraissait également redoutable par sa puissance et par la proximité de ses États avec l'Espagne. En effet la France était à portée d'appuyer ceux qui voudraient traverser les desseins de Ferdinand. Ainsi, comme par le traité de paix qu'il avait fait avec la France il s'était engagé à rétablir les seigneurs de la faction d'Anjou dans leurs terres, quoiqu'elles eussent été données aux partisans d'Espagne, et ne pouvant en dépouiller ceux-ci sans les aliéner et sans se faire taxer d'ingratitude, il fut obligé de les dédommager en argent ou de leur donner d'autres terres équivalentes qu'il fallut acheter. Ses finances ne purent suffire à ces dépenses; c'est pourquoi se trouvant hors d'état de faire à ses sujets la moindre libéralité, il ne put pas même accorder les exemptions dont les rois avaient coutume de les gratifier à leur avénement; la situation de ses affaires le força même de les charger de nouveaux subsides, ce qui indisposa d'autant plus le peuple qu'il s'était flatté d'une diminution considérable. Il mécontenta encore les seigneurs de l'un et de l'autre parti; ceux qui avaient la jouissance des terres qu'il fallait rendre, outre qu'ils ne les abandonnaient pas volontiers, ne furent pas contents des équivalents qu'on leur donna; ceux qui furent rétablis essuyèrent des difficultés qui tendaient à diminuer la restitution; le moindre différend entre les parties intéressées tournait toujours au profit du prince, parce que moins on rendait aux Angevins, moins il fallait de dédommagement aux autres.

Gonzalve partit avec Ferdinand, mais l'amour que les peuples avaient pour ce célèbre capitaine et sa réputation subsistèrent encore long-temps après son départ. Il joignit à la gloire que ses victoires lui avaient acquise celle que donne la libéralité, car avant que de quitter Naples, quoiqu'il ne jouît pas d'une grande fortune et que sa générosité fût déjà assez connue, il vendit une partie de ses terres pour faire de magnifiques présents à ses amis.

Le pape et le roi d'Aragon n'étaient pas fort satisfaits l'un de l'autre; le premier ne voulait accorder l'investiture du royaume de Naples qu'à la charge du cens qui avait été payé par les anciens rois, et le second demandait qu'on le diminuât en sa faveur, comme on l'avait fait pour Ferdinand son cousin et ses successeurs. D'ailleurs il voulait rendre foi et hommage

(1) Il y avait déjà long-temps que sa folie était déclarée. La jalousie que lui donnèrent en Flandre certaines galanteries de son mari, qu'elle aimait avec fureur, en furent la première cause.

(2) Il n'avait que sept à huit ans.

pour le royaume entier en son propre nom, comme successeur d'Alphonse-le-Vieux; et c'était en effet à ce titre qu'il avait reçu le serment de fidélité des Napolitains, quoique par un article du traité avec la France il dût porter la foi pour la terre de Labour et pour l'Abruzze, tant en son nom qu'au nom de la reine conjointement. On crut que, sur les difficultés que le pape lui fit à ce sujet, il ne voulut pas conférer avec lui à Ostie; Jules y resta en effet dans ce temps-là pendant plusieurs jours, et le bruit courait que c'était pour attendre le prince à son passage.

Quoi qu'il en soit, le roi d'Aragon fit voile vers Savone, où il avait rendez-vous avec le roi de France; Louis, qui n'était resté en Italie que pour cette entrevue, s'y rendit de Milan aussitôt qu'il eut appris le départ de Ferdinand. On ne se souvenait point d'avoir vu de conférence pareille à celle-ci, et où la confiance réciproque de deux princes autrefois rivaux eût parue avec tant d'éclat. Les rois, animés par la haine, pleins de méfiance et de jalousie, ne se voient pour l'ordinaire qu'en tremblant, après avoir pris les plus grandes précautions pour la sûreté de leurs personnes et sans compter beaucoup sur la bonne foi. Mais le procédé de Louis et de Ferdinand fut bien différent dans cette occasion[1]. Dès que le roi de France fut averti que la flotte aragonaise approchait du port, il s'avança sur le môle, et suivi seulement de quelques gentilshommes, sans gardes, sans escorte, il se rendit à bord de la galère de Ferdinand par un pont de bois construit exprès. Ferdinand et la reine le reçurent avec de grandes démonstrations d'une joie sincère, et après quelques moments d'une conversation fort enjouée, ils sortirent ensemble de la galère par le même pont et entrèrent dans la ville à pied, perçant avec peine la foule accourue à ce spectacle de toutes les villes voisines. La reine marchait au milieu des deux princes, richement parée et couverte de pierreries; Ferdinand, son mari, était à sa droite, et Louis, son oncle, à sa gauche[2]; le cardinal de Rouen et le grand capitaine étaient auprès de leurs maîtres; les filles d'honneur de la reine magnifiquement habillées et les jeunes gentilshommes de sa suite, venaient après eux; des seigneurs français et espagnols dans une égale magnificence ouvraient et fermaient la marche. Dans cet ordre le roi et la reine d'Aragon furent conduits par le roi de France au château destiné à les loger; leur cour occupa la moitié de la ville qui est contiguë à ce château, et Louis se logea à l'évêché qui est vis-à-vis.

Ce fut sans doute un spectacle surprenant de voir les deux plus puissants rois de la chrétienté, après une guerre sanglante, rassemblés par la paix et les liens du sang, oublier non-seulement tant de motifs de ressentiments et de haine, mais encore s'abandonner à la discrétion l'un de l'autre avec toute la franchise de deux frères étroitement unis. On mit alors en parallèle la confiance que Louis et Ferdinand avaient fait paraître chacun de leur côté. Les uns disaient que la démarche du roi de France était plus noble, parce qu'il s'était mis le premier entre les mains de Ferdinand, qui avait quelque intérêt à s'en assurer pour s'affermir dans la possession du royaume de Naples; que de l'autre côté le roi d'Aragon, après un abord où il en avait usé si noblement avec Louis, n'avait plus rien à craindre de sa part, parce que celui-ci se serait déshonoré en se montrant moins généreux que son rival. D'autres donnaient l'avantage au roi d'Aragon, parce qu'il s'était livré durant plusieurs jours à la discrétion de Louis, qui ne s'était mis au pouvoir de Ferdinand que pour quelques instants; qu'après lui avoir enlevé la couronne de Naples, défait ses armées et donné atteinte à sa gloire, il devait naturellement craindre de trouver dans ce prince un ennemi toujours animé à la vengeance; qu'enfin la perfidie était plus à présumer du côté où elle devait être plus utile; que Ferdinand, en faisant Louis prisonnier, n'y aurait pas beaucoup gagné, parce que la forme du gouvernement de France est si bien constituée que l'État n'aurait pas beaucoup souffert de l'absence de son prince; qu'au contraire le roi de France, en retenant Ferdinand, dont les héritiers étaient presque encore au berceau et dont l'autorité n'était pas encore bien affermie à Naples, aurait facilement porté la confusion et le désordre dans la Castille et dans les royaumes de son ennemi, et n'aurait eu de longtemps rien à craindre de la part de l'Espagne.

(1) Ce fut la veille de la fête de saint Pierre.

(2) Savone appartenait au roi de France, comme dépendante de Gênes.

La présence du grand capitaine donna aussi occasion de parler de lui avec éloge. Le souvenir de ses victoires et sa réputation lui attiraient tous les regards, et les Français, tant de fois vaincus par ses armes et dont il avait été la terreur, le voyaient avec admiration. Ceux qui avaient servi dans le royaume de Naples racontaient aux autres les exploits de ce héros. On se faisait un plaisir de célébrer l'activité et l'adresse avec lesquelles il avait surpris les barons campés à Laïno en Calabre; le courage et la constance qu'il avait fait paraître dans Barlette, autant pressé par la peste et par la famine que par l'armée qui l'assiégeait; cette mâle éloquence avec laquelle il enchaînait les esprits et soutenait des troupes sans argent; sa bravoure à la journée de Cerignola et sa fermeté sur les bords du Garigliano, en présence d'un ennemi supérieur et dans un temps où il ne pouvait payer ses soldats et où d'ailleurs il se trouvait environné de mille obstacles. On vantait aussi l'habileté et les stratagèmes qui lui procurèrent la victoire, et enfin sa vigilance et son attention à profiter des moindres fautes de l'ennemi; on admirait surtout son air de grandeur et de majesté, la noblesse de ses expressions, et ce maintien grave et sérieux dont la douceur et la politesse tempéraient l'austérité. Le roi de France voulut qu'il mangeât à sa table, et lui fit ordonner par le roi d'Aragon d'accepter cet honneur; on remarqua que pendant le repas ce prince le regardait et lui parlait avec une espèce d'admiration[1]. Ainsi cette journée ne fut pas moins glorieuse à Gonzalve que celle de son entrée à Naples; mais elle fut, pour ainsi dire, le terme de sa gloire, car il demeura le reste de sa vie en Espagne, et ses talents furent entièrement négligés en paix comme en guerre.

Louis et Ferdinand demeurèrent trois jours à Savone. Ils y eurent ensemble de longues conférences dont le secret ne transpira pas au dehors. Le cardinal de Sainte-Praxède[2], légat du pape, n'y fut point admis, et il ne reçut même dans cette occasion que des honneurs de cérémonie. Sur ce qu'on put découvrir alors, et particulièrement sur les événements qui suivirent cette entrevue, on a jugé que les deux rois se jurèrent une amitié constante; que Ferdinand promit de ménager la paix entre l'empereur et et le roi de France pour attaquer ensuite conjointement les Vénitiens, et que, pour faire voir que l'intérêt général de la chrétienté les touchait autant que leur avantage particulier, ils se proposèrent la réforme de l'Eglise et la convocation d'un concile. Ferdinand n'agissait pas sur cet article avec beaucoup de sincérité; son unique dessein était de flatter l'ambition du cardinal de Rouen qui aspirait toujours au souverain pontificat; en effet cet artifice lui donna tant d'empire sur l'esprit de ce ministre, et il le flatta si bien, que le cardinal ne s'aperçut que fort tard, et après un grand nombre d'événements contraires à ses vues, qu'il avait été trompé par le roi d'Aragon. Sa crédulité nuisit beaucoup aux affaires de son maître.

L'affaire de Pise, que les Florentins avaient négociée durant toute cette année avec les deux rois, fut aussi mise sur le tapis. Dès le temps que Louis faisait ses préparatifs contre les Génois, il avait trouvé mauvais que les Pisans leur fournissent des secours, et cette démarche avait fait perdre à ces derniers tout le crédit qu'ils pouvaient avoir à la cour de France; le roi même, croyant que la réduction de Pise était conforme à ses intérêts, avait fait espérer aux Florentins qu'après l'expédition de Gênes il enverrait son armée contre cette première ville. Mais ayant licencié ses troupes, comme nous l'avons dit, il craignait encore d'offenser le roi d'Aragon qui lui avait fait entendre qu'il trouverait le moyen d'engager les Pisans à rentrer volontairement sous la domination des Florentins. Si la chose réussissait, le roi de France espérait que ces derniers lui donneraient des sommes considérables d'argent. Le roi d'Aragon de son côté avait ses vues. Il aurait voulu empêcher que les Florentins ne recouvrassent Pise; mais voyant qu'on ne pouvait conserver cette ville sans beaucoup de dépense et de peine, et craignant que ses anciens maîtres n'y rentrassent avec le secours du roi de France, il s'était proposé de faire accepter un traité par les Pisans, et de leur persuader qu'ils devaient se soumettre aux Florentins, qui en ce cas lui avaient promis de faire une ligue avec lui et de lui payer en différents termes cent vingt mille

(1) Ferdinand, pour payer en quelque façon à Louis XII l'honneur qu'il faisait à Gonzalve, rendit visite à d'Aubigny, malade de la goutte, et combla d'honnêtetés Louis d'Ars et le chevalier Bayard.

(2) Gabriel Gabrielli, évêque d'Urbin, cardinal du titre de Sainte-Praxède, créature de Jules II.

ducats. Il s'était d'abord flatté de réussir aisément dans son projet; mais n'ayant pas trouvé les Pisans aussi dociles qu'ils le lui avaient fait espérer, et voulant absolument empêcher que le roi de France ne profitât seul de cette affaire, il avait déclaré ouvertement aux ambassadeurs de Florence que s'ils entreprenaient de recouvrer Pise, de quelque manière que ce pût être, sans sa participation, il s'y opposerait. En même temps, pour empêcher le roi d'employer des moyens plus décisifs que celui de la négociation, il lui avait fait dire tantôt qu'il était assuré de parvenir à un accommodement, tantôt que les Pisans étaient sous sa protection. Ce dernier prétexte était faux; à la vérité, ceux-ci l'avaient prié de la leur accorder, ils lui avaient même offert la seigneurie de leur ville; mais quoiqu'il leur eût fait espérer qu'il accepterait ces offres, et que le grand capitaine les en eût assurés de sa part, cependant le traité proposé n'avait pas été conclu. Dans la conférence de Savone cette matière fut plus particulièrement discutée, et les deux rois convinrent que Pise serait rendue aux Florentins, qui leur donneraient pour cela de l'argent à l'un et à l'autre.

Tous ces mouvements et la crainte d'offenser le roi d'Aragon avaient empêché les Florentins de faire cette année leurs ravages ordinaires dans le territoire de Pise, qui en eût cependant souffert un préjudice considérable. En effet cette ville était sans vivres et si épuisée que les partis Florentins s'avançaient impunément jusqu'à ses portes; les paysans, dont le nombre était plus considérable que celui des bourgeois, étaient au désespoir de perdre si souvent le fruit de leurs travaux, et ce courage obstiné qu'ils avaient fait paraître commençait à se ralentir. D'ailleurs les Pisans ne tiraient plus les mêmes secours de leurs voisins. Gênes, accablée sous le poids de ses propres malheurs, avait assez de peine à se soutenir elle-même; Pandolphe Petrucci était bien éloigné de leur donner des secours, et les Lucquois, quoiqu'ils fournissent secrètement quelques vivres, n'étaient pas en état de supporter seuls une si grande dépense.

Après trois jours de conférence les deux rois se séparèrent en se donnant des assurances réciproques d'une amitié durable; Ferdinand fit voile vers Barcelonne, et Louis se rendit en France par terre, laissant tous deux les affaires d'Italie dans l'état où elles étaient avant leur voyage et leur entrevue. Tout le changement qu'on y remarqua fut celui des dispositions du pape, dont l'esprit altier s'enflammait de jour en jour. L'entreprise qu'Annibal Bentivoglio avait formée sur Bologne lui avait fourni un prétexte pour faire demander au roi, par le cardinal de Sainte-Praxède, lors de la conférence de Savone, de lui remettre Jean Bentivoglio et Alexandre, son fils, qui étaient actuellement dans le duché de Milan; Jules alléguait qu'ils avaient violé le traité de Bologne fait par l'entremise de Chaumont, et que cette infraction dégageait le roi de la parole qu'il leur avait donnée. Pour prix de cette espèce de perfidie le pape promit de donner le chapeau à l'évêque d'Alby. Le roi avait répondu que le crime imputé aux Bentivoglio n'était pas avéré, qu'il aurait été le premier à le punir, et que dans cette intention il avait fait arrêter Jean dans le château de Milan, et qu'il y était resté plusieurs jours; mais que ne s'étant trouvé aucun indice contre eux, il ne voulait pas manquer à la parole qu'il leur avait donnée; que néanmoins, par complaisance pour le pape, il ne s'opposerait pas aux procédures ecclésiastiques qu'il ferait contre eux, comme il ne s'était pas plaint de ce qu'à l'occasion des mouvements d'Annibal Bentivoglio, on avait renversé de fond en comble leur palais de Bologne.

Cependant la diète de Constance, qui continuait toujours, faisait de plus en plus attendre de grands événements. L'empereur avait l'art d'entretenir cette opinion par ses discours, et disait hautement qu'il irait à Rome avec une armée si formidable que la France et toute l'Italie réunies ensemble ne seraient pas capables de lui résister. Pour donner plus de faveur à son entreprise, et pour faire croire que l'intérêt du Saint-Siége en était le principal motif, il écrivit au pape et au collége des cardinaux qu'il avait déclaré le roi de France ennemi du Saint-Empire parce qu'il avait passé les monts pour usurper la couronne impériale, placer le cardinal de Rouen sur la chaire pontificale, et réduire l'Italie dans une dure servitude; qu'il se préparait à venir en Italie pour se faire couronner, lui rendre sa liberté, et assurer la tranquillité publique; que comme premier protecteur du siége apostolique, et plein de zèle pour la défense de ses droits sacrés, il n'avait pas voulu attendre que l'Eglise implorât sa protec-

tion; qu'il prévenait donc ses sollicitations, sachant que la crainte avait déjà obligé le souverain pontife de s'enfuir de Bologne, et l'empêchait encore, ainsi que le sacré collége, de l'avertir du péril où ils se trouvaient et de lui demander du secours.

Ces bruits ayant pénétré en Italie, où la renommée les augmenta encore, on y ajouta d'autant plus de foi que le roi de France faisait de son côté des préparatifs qui semblaient annoncer ses craintes. L'amour de la nouveauté, l'espérance et l'incertitude des événements qu'on attendait firent alors différentes impressions dans les esprits. Ainsi le pape envoya le cardinal de Sainte-Croix, légat en Allemagne; les Vénitiens, les Florentins et tous les princes d'Italie, à l'exception du marquis de Mantoue, y envoyèrent aussi leurs ministres sous le nom d'ambassadeurs ou sous d'autres titres. Ces mouvements inquiétèrent en effet le roi de France qui comptait peu sur les Vénitiens et encore moins sur le pape, que le choix qu'il venait de faire pour la légation d'Allemagne du cardinal de Sainte-Croix, ancien partisan de l'empereur, lui rendit encore plus suspect.

Mais loin qu'on pût pénétrer les véritables sentiments de Jules II, il ne les connaissait pas lui-même. Tantôt sa haine et ses soupçons contre le roi de France lui faisaient souhaiter que Maximilien passât en Italie, et tantôt le souvenir des anciennes querelles des papes et des empereurs l'effrayait, avec d'autant plus de raison que les causes de ces démêlés subsistaient encore. Agité par ces mouvements opposés il différait à se déterminer jusqu'après la conclusion de la diète, et il avait chargé son légat de ne s'expliquer qu'en termes généraux, et d'exhorter seulement Maximilien de sa part à venir en Italie sans troupes, avec promesse de lui faire plus d'honneurs qu'aucun empereur n'en avait jamais reçu à son couronnement.

Mais on s'aperçut bientôt que les suites de la diète ne seraient pas telles qu'on se l'était imaginé. Quand on eut appris en Allemagne que le roi de France avait licencié ses troupes après la réduction de Gênes, et qu'il avait repassé les monts dès qu'il avait pu le faire, l'ardeur des princes et des peuples se refroidit à mesure que leurs soupçons diminuèrent, et fit place à un intérêt particulier qui leur faisait craindre que l'empereur ne devînt trop puissant. D'ailleurs le roi de France de son côté, mettant en usage les moyens que lui suggéra la politique, avait envoyé à Constance des ministres qui, ne se découvrant qu'à ceux qui étaient dans ses intérêts, avaient calmé les esprits en remontrant que la conduite du roi après la guerre de Gênes prouvait la supposition et la fausseté des projets ambitieux qu'on lui imputait, et qu'il avait si peu songé à attenter aux droits de l'Empire que, dans tous les traités dans lesquels il était entré, il avait déclaré qu'il ne voulait contracter aucune obligation dont les suites l'engageassent dans des entreprises contraires aux intérêts du corps germanique. Ces émissaires n'avaient pas seulement employé ces raisons pour gagner les membres de la diète; ils avaient encore répandu de grandes sommes d'argent, dont on est fort avide en Allemagne.

Enfin la diète se sépara le 20 août. Il y fut arrêté, après de grandes contestations, qu'on fournirait à l'empereur, pour son voyage d'Italie, huit mille chevaux et vingt-deux mille hommes de pied, payés pour six mois, outre cent vingt mille florins du Rhin pour l'entretien de l'artillerie et pour les autres dépenses extraordinaires, et que toutes ces troupes se trouveraient assemblées près de Constance le jour de Saint-Gal, vers le milieu du mois d'octobre. Le bruit courut alors que si Maximilien avait voulu consentir que cette expédition se fît au nom du corps germanique, et que la diète nommât les officiers, levât des soldats et pût disposer des conquêtes qu'on ferait, on lui aurait accordé de plus grandes forces; mais que ne pouvant souffrir de supérieur ni d'égal, et voulant encore moins permettre que le fruit de la victoire dépendît d'autres que de lui, il avait mieux aimé se contenter d'un secours médiocre que d'en avoir de plus grands à des conditions si dures.

Quoique ce résultat ne répondît pas à l'attente publique, la crainte de la venue de Maximilien répandit cependant la terreur en Italie. On pensait qu'en joignant aux forces que la diète lui fournissait les troupes qu'il pouvait tirer des pays héréditaires et celles qu'il lèverait lui-même, il aurait une puissante armée composée d'une milice brave et aguerrie; que d'ailleurs son artillerie serait fort nombreuse, et qu'enfin des troupes, déjà si formidables par elles-mêmes, le seraient encore bien davantage

sous un chef habile, expérimenté, endurci à la fatigue et supérieur aux plus fortes inquiétudes; qualités qui faisaient dire que Maximilien était le plus grand prince qui eût occupé le trône impérial depuis cent ans. On savait encore qu'il traitait actuellement avec les Suisses pour en avoir douze mille hommes. A la vérité le bailli de Dijon et les autres ministres français formaient de grands obstacles à la conclusion de ce traité; ils faisaient valoir d'un côté l'ancienne alliance des cantons et de la France, et cette ligue qui, subsistant depuis tant d'années, avait été renouvelée avec Louis même et leur procurerait des avantages si considérables. Ils représentaient de l'autre côté la haine invétérée des princes de la maison d'Autriche contre les cantons, la guerre cruelle que Maximilien lui-même leur avait faite, et l'intérêt qu'ils avaient de s'opposer aux trop grands progrès des Allemands. Mais malgré les efforts des Français les Suisses paraissaient disposés à traiter avec l'empereur, ou du moins à ne point s'engager contre lui, prévenus que le péril regardait tout le corps germanique. Ainsi l'on jugeait que si le roi de France était privé du secours des Suisses, ou que si les Vénitiens ne s'unissaient pas à lui, il ne pourrait tenir la campagne en présence de l'infanterie allemande, et que, renfermé dans ses places, il serait obligé de rester sur la défensive jusqu'à ce que le défaut d'argent dissipât les troupes de son ennemi; en effet il faisait fortifier en diligence les faubourgs de Milan et les plus importantes villes de ce duché.

Les Vénitiens n'étaient pas de leur côté sans inquiétude, et comme le parti auquel ils s'attacheraient devait en tirer un avantage considérable dans les circonstances présentes, l'empereur et le roi de France n'oubliaient rien pour les gagner. Maximilien envoya à Venise trois personnes de grand poids, non-seulement pour demander passage par les Etats de la république, mais encore pour inviter le sénat à s'unir étroitement avec lui; il leur offrit de partager avec eux les conquêtes, et leur fit dire qu'il était le maître de se joindre au roi de France, et que ce prince lui avait souvent proposé une ligue contre eux. Louis de son côté, faisant agir vivement les ambassadeurs qu'il avait à Venise, s'efforçait de se rendre favorable le ministre vénitien qui était à la cour de France et mettait tout en œuvre pour engager ces républicains à opposer une armée au passage de l'empereur, comme aussi dangereux pour eux que pour le Milanais; il leur offrit même de joindre toutes ses forces à celles de la république et de faire avec elle une alliance perpétuelle.

Mais les Vénitiens n'étaient pas alors fort disposés à faire la guerre ni à s'agrandir; ils craignaient de troubler la paix de l'Italie, et ils avaient reconnu par expérience que l'acquisition de Crémone ne pouvait balancer les dangers et les inquiétudes où la proximité du roi de France les avait exposés; ils auraient volontiers embrassé la neutralité, mais l'empereur les pressait avec tant de vivacité qu'il fallait nécessairement accorder ou refuser le passage. S'ils prenaient ce dernier parti, ils craignaient d'être exposés aux premières attaques des Allemands; si au contraire ils les laissaient passer, le roi de France ne pouvait manquer de ressentir vivement l'infraction du traité dans lequel il était expressément stipulé que l'une des parties ne pourrait donner passage aux ennemis de l'autre. D'ailleurs ils sentaient bien que, dès que l'empereur aurait pénétré en Italie, il y aurait de l'imprudence à rester dans l'inaction en attendant tranquillement la décision des différends de deux princes dont l'un serait devenu leur ennemi mortel, et dont l'autre ne serait que médiocrement leur ami. Ces considérations faisaient qu'on était généralement persuadé dans le sénat qu'il fallait absolument se déclarer pour l'un ou pour l'autre, mais l'embarras était de déterminer celui des princes dont on suivrait le parti. Enfin, après de longs délais, le conseil des Pregati s'assembla pour prendre une dernière résolution, et Nicolas Foscarini parla en ces termes :

« Si nous pouvions, messieurs, trouver des moyens assez puissants pour conserver la paix au milieu des troubles qui sont sur le point d'éclater, je suis persuadé que tous les sentiments seraient bientôt réunis, et que, quelques avantages qu'on nous fît espérer, aucun de nous ne serait d'avis de prendre part à une guerre dont les frais égaleront le danger. Mais un sérieux examen nous ayant convaincu dans nos précédentes assemblées que les circonstances présentes ne nous permettent pas de rester dans une imprudente tranquillité, il s'agit de choisir le parti le plus utile à la république, et la jus-

tesse de ce choix dépend de la résolution que nous prendrons sur l'alternative que je vais proposer. Devons-nous croire que l'empereur, quand nous aurons rejeté ses demandes, veuille s'unir avec le roi de France contre nous? Pouvons-nous au contraire nous flatter que la haine qui règne entre ces deux princes sera assez forte pour les empêcher de se liguer ensemble?

« Si cette haine pouvait subsister, je serais d'avis, sans balancer, que nous devons respecter nos engagements avec la France. En effet, tant que ses forces et les nôtres seraient unies de bonne foi pour la défense commune, nous pourrions facilement résister à l'empereur. Il nous serait d'ailleurs plus honorable d'observer les traités avec notre allié que de rompre avec lui sans aucuns motifs légitimes, et ne prenant part à la guerre que pour conserver la paix de l'Italie, cette démarche serait plus favorablement reçue qu'une nouvelle liaison avec un prince dont l'intention est d'y porter le trouble et la confusion. Si au contraire nous devons craindre que l'empereur et le roi de France ne joignent leurs armes pour nous accabler, il est absolument nécessaire de prévenir ce funeste traité, et personne ne doute qu'il ne nous soit plus avantageux de nous lier avec l'empereur contre le roi de France que d'attendre que ces deux puissances s'unissent contre nous.

« Il est difficile, messieurs, de pénétrer dans cet avenir et de se déterminer sur l'un ou sur l'autre de ces événements, qui dépendent non-seulement de la volonté d'autrui, mais encore de plusieurs circonstances également incertaines. Malgré ces obscurités, on peut, à la faveur des conjectures et en jugeant de l'avenir par le passé, découvrir ce que nous avons à craindre ou à espérer. Pour moi, je crois que nous devons plus appréhender une ligue entre l'Empire et la France que nous flatter du contraire.

« Il n'y aura pas, selon les apparences, de grandes difficultés de la part de l'empereur pour la conclusion de ce traité; il a un extrême désir de passer en Italie, et il ne saurait le faire qu'avec beaucoup de danger, s'il n'a l'appui de la France ou de notre république. A la vérité il préfèrerait notre alliance à celle du roi; mais peut-on douter qu'après un refus de notre part, n'ayant plus qu'une voie pour parvenir à son but, il ne se jette de l'autre côté? Il paraît que la France n'a pas tant de pente à ce même traité; mais les obstacles, quels qu'ils soient, ne seront pas invincibles, et, loin de nous endormir dans cette fausse sécurité, nous devons considérer que la crainte ou l'ambition, puissants motifs dont un seul suffit pour déterminer les princes, peuvent aplanir bien des difficultés.

« Le roi de France est informé que son rival recherche avec empressement notre alliance, et jugeant faussement de nos sentiments par les siens, informé d'ailleurs que nous n'ignorons pas les projets si souvent concertés contre nous entre l'empereur et lui, il s'imaginera que, dans la crainte qu'il ne traite le premier avec Maximilien, nous mettrons tout en usage pour prévenir cette alliance. Il peut encore craindre que les offres de l'empereur ne nous éblouissent; et comme la jalousie d'Etat entraîne mille soupçons après elle, qui pourra dissiper les ombrages qu'elle aura fait naître dans l'esprit du roi?

« Mais si la crainte ne lui fait pas prendre des mesures contraires à nos intérêts, ce prince sera-t-il insensible à l'ambition? Crémone, ancienne dépendance du duché de Milan et possédée autrefois par les Visconti, dont il se prétend héritier, ne sera-t-elle pas pour lui un objet assez considérable, surtout étant continuellement excité par les Milanais au recouvrement de cette place? Il sait que tant que nous n'aurons que lui pour ennemi nous pouvons le repousser avec les secours de l'empereur; et il en est si persuadé que, toutes les fois qu'il a voulu nous attaquer, il a en même temps sollicité Maximilien de joindre ses forces aux siennes: devons-nous douter qu'il ne prenne aujourd'hui le même parti?

« On dira peut-être qu'il n'y a pas d'apparence que, pour conquérir deux ou trois villes, il risque d'introduire en Italie son ancien rival dont l'amitié peu sincère ne lui procurerait pas de grands avantages, et qui ferait naître tôt ou tard quelques sujets de rupture, ni qu'il prodigue inutilement des sommes immenses pour acheter une alliance si incertaine. Mais ces dernières considérations nous doivent peu toucher; dès que le roi de France nous soupçonnera de vouloir traiter avec l'empereur, il croira sa sûreté intéressée à nous prévenir et ne verra pas le danger où il s'expose par cette démarche. Je

vais plus loin, et en supposant même que la crainte de notre alliance avec l'empereur ne soit pas le motif qui engage Louis de traiter avec lui, il y sera déterminé par une autre raison, et l'appréhension qu'il aura de se voir attaquer par Maximilien, soutenu des forces de tout l'Empire et de ses autres alliés, sera suffisante pour réunir contre nous ces deux princes. Il est vrai que Louis XII devrait considérer l'avenir et les suites funestes d'un établissement formé par l'empereur en Italie ; mais les hommes, toujours vivement frappés par des dangers présents, craignent trop peu ceux qui leur paraissent encore éloignés, se flattant que le temps et les circonstances leur fourniront des moyens pour y remédier. D'ailleurs, supposé que le roi de France ne trouvât aucune utilité dans cette ligue, devrions-nous pour cela cesser de la craindre? Non, messieurs, vous n'ignorez pas le pouvoir de la crainte et de l'ambition sur les hommes. Et quel est le caractère des Français? toujours prêts à entreprendre et à agir, l'espérance suit toujours leurs plus vastes désirs? Vous savez encore que les Milanais, le pape, les Florentins, le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue animent continuellement le roi de France contre nous et lui font des offres capables d'ébranler le prince le moins ambitieux.

« Tous les hommes n'écoutent pas la prudence, qui n'est au contraire consultée que du petit nombre. Ainsi nous ne devons pas mesurer les démarches du roi de France sur la conduite que tiendrait vraisemblablement un homme sensé ; c'est au caractère de celui dont on craint les desseins qu'il faut s'attacher, si l'on veut pénétrer dans son cœur. Ainsi, pour juger de ce que feront les Français, n'examinons pas les règles de la prudence qu'ils devraient suivre ; il ne faut faire attention qu'à leur vivacité, qu'à cette téméraire impétuosité qui leur fait haïr le repos et dont les mouvements sont toujours irréguliers. D'ailleurs, les rois pensent-ils comme les autres hommes? résistent-ils à leurs désirs comme des particuliers? Adorés dans leurs cours, obéis au moindre signe, ils sont remplis d'orgueil et de fierté; la moindre résistance les irrite, et leur préoccupation est pour eux l'équité même ; ils se persuadent que d'un seul mot toutes les difficultés s'aplaniront et que la nature doit fléchir sous leurs impérieuses volontés. Céder aux obstacles est pour eux faiblesse et honte. Leurs désirs servant de règles à leurs entreprises, ils négligent les règles trop communes de la raison et décident les plus grandes affaires aussi précipitamment que les moindres. Tel est le caractère ordinaire des rois. Celui de France est-il exempt de ces défauts communs à tous les princes? Non, messieurs, et l'on ne peut douter de son imprudence après la preuve récente qu'il en a donnée dans l'affaire de Naples. Aveuglé par son ambition, il a eu assez peu de politique et de connaissance de ses véritables intérêts pour céder au roi d'Espagne la moitié de ce royaume, afin d'en avoir pour lui l'autre portion; il était le prince le plus puissant de l'Italie, mais après cette fausse démarche, et en partageant avec un prince aussi puissant que lui, quelles pertes n'a-t-il pas faites!

« Ne nous arrêtons plus à des conjectures; nous avons, messieurs, des moyens de pénétrer plus sûrement l'avenir. A Trente, le cardinal de Rouen n'offrit-il pas à l'empereur le partage de nos Etats? ces offres n'ont-elles pas été acceptées dans la conférence de Blois? Le cardinal n'alla-t-il pas ensuite en Allemagne, d'où il rapporta la ratification de l'empereur? Je conviens que les difficultés qui survinrent ont empêché l'exécution de ce traité; mais qui nous assurera que ces obstacles ne seront pas levés et que ce qui n'a pu se faire dans ce temps-là ne se fera pas aujourd'hui?

« Reconnaissez donc, messieurs, le pressant danger qui nous menace. Quelle idée aura-t-on de la prudence de ce sénat si nous souffrons que le roi de France se serve contre nous des mêmes armes qui nous sont offertes pour notre défense et que nous pouvons même employer à nous agrandir? Quelle différence de porter la guerre dans le pays ennemi ou de la craindre dans sa patrie; de nous mettre en état de partager des conquêtes ou d'attendre qu'on partage nos dépouilles; de nous voir soutenus par un puissant allié contre un seul prince ou de nous trouver seuls contre plusieurs ennemis redoutables! Si Maximilien et Louis s'unissent ensemble, ne doutez pas que le pape, à cause des places de la Romagne, et le roi d'Aragon pour rentrer dans les ports de la Pouille, n'entrent dans cette ligue. En un mot, tous les princes d'Italie, les uns pour recouvrer ce qu'ils ont perdu, les autres pour s'assurer de ce

qu'ils possèdent, s'élèveront contre nous. Personne n'ignore quels efforts le roi de France a faits depuis plusieurs années pour animer Maximilien contre cette république ; ainsi, lorsqu'on nous verra prendre les armes contre un prince qui a voulu nous tromper, on n'en sera point surpris, et loin de nous accuser de manquer à la foi des traités tout l'univers applaudira à une résolution qui fera retomber sur le roi de France les maux qu'il nous préparait. »

André Gritti, homme d'un mérite distingué, parla ensuite dans ces termes :

« Si les circonstances, messieurs, qui accompagnent cette affaire nous permettaient quelque délai, je serais d'avis de suspendre nos résolutions ; j'avoue que la question est si problématique que, presque également frappé par les motifs contraires, j'hésite et je me trouve dans une extrême irrésolution. Mais l'intérêt de la république et la prudence nous empêchent de flotter long-temps dans ces incertitudes. Nous sommes forcés de prendre un parti, et n'ayant point de faits certains pour nous déterminer, il faut, après avoir examiné tant de raisons opposées, nous régler par la vraisemblance et les conjectures les plus raisonnables.

« Or, messieurs, après un sérieux examen, je ne puis croire que le roi de France, ni par la crainte que nous ne le prévenions, ni par le désir de recouvrer les anciennes dépendances du duché de Milan, fasse contre nous une ligue avec l'empereur et l'introduise en Italie ; les dangers auxquels il s'exposerait par ce traité seraient peut-être d'une plus grande conséquence que les suites qu'il pourrait craindre de notre union avec l'empereur et l'emporteraient sur les avantages qu'il pourrait tirer de cette ligue ; car outre la haine personnelle et cette animosité qui, causée par les injures les plus cruelles, règne depuis si long-temps entre ces deux princes, ils sont encore divisés par une concurrence de dignité et par des jalousies d'Etat, qui seules sont capables de rompre les plus étroites liaisons. Quelle apparence que le roi de France attire en Italie et dans le voisinage de ses Etats un prince offensé et inquiet dont il aura toujours à craindre la jalousie et la vengeance, et qu'il préfère l'alliance de ce dangereux voisin à celle d'une république tranquille qui a toujours été en paix avec lui et avec laquelle il n'a rien à démêler ?

« Qu'on ne dise pas que la faiblesse de l'empereur empêche qu'il ne soit redoutable au roi de France. Tant que Maximilien aura quelque place en Italie, sa puissance y sera toujours formidable, et les anciennes factions qui subsistent encore dans plusieurs villes, et particulièrement dans le duché de Milan, lui fourniront d'assez grands secours. Il est même plus à craindre qu'aucun de ses prédécesseurs ; ses Etats héréditaires sont contigus à l'Italie ; il a la réputation d'avoir autant de valeur que d'habileté et d'expérience à la guerre. Il peut se servir des enfants de Ludovic Sforze pour soulever les peuples ; selon toutes les apparences, il peut compter sur les secours du roi catholique, quand ce ne serait que parce qu'ils ont tous deux le même héritier. Le roi de France connaît les forces du corps germanique, et il craindra que lorsqu'une fois les passages seront ouverts en Italie et que l'espérance du butin animera les Allemands, tous les princes de l'Empire, ou du moins une grande partie, ne se joignent à l'empereur. Combien les mouvements de ce puissant corps et ceux de Maximilien, tout indigent qu'il est, ont-ils donné de frayeur au roi de France ? Que serait-ce donc, s'il le voyait établi en Italie, où sa proximité lui ferait craindre une guerre dangereuse sans pouvoir compter sur la foi des traités, et conserver la paix qu'avec autant de dépense que pourrait entraîner une rupture ouverte ?

« Il est vrai que le roi peut songer à rentrer dans Crémone et dans les autres dépendances du Milanais ; mais y a-t-il quelque vraisemblance que pour un objet si peu important il s'expose à de si grands dangers ? L'on doit croire que dans cette affaire il suivra plutôt les règles d'une prudente politique que les mouvements d'une aveugle témérité. La prudence en effet a toujours réglé ses démarches ; car si l'on examine de près ses actions, qu'on regarde comme imprudentes, loin de les blâmer, on conviendra sans peine qu'elles n'ont eu pour principe qu'un excès de précaution. C'est pour venir plus sûrement à bout de son dessein sur le royaume de Naples qu'il l'a partagé avec Ferdinand et qu'il nous a cédé Crémone. Il prendra donc aujourd'hui les mêmes mesures, et, loin d'embrasser un parti trop hasardeux, il attendra des occasions favorables qu'il peut espérer avec raison. En effet, on se flatte aisément d'un plus heureux avenir parce qu'on est

moins trompé en comptant sur la vicissitude des choses humaines qu'en les supposant durables et constantes; à l'égard de ce qu'on dit des projets concertés entre l'empereur et le roi de France, je n'en suis point effrayé. Les princes sont dans l'usage de se tromper et de s'amuser réciproquement par de semblables traités; et en effet, une preuve certaine que cette prétendue ligue n'a jamais été qu'une feinte et un jeu, c'est que depuis tant d'années elle est restée sans exécution, ce qui prouve encore qu'il s'y est trouvé des difficultés insurmontables; il y a même toute apparence que ces deux princes ne peuvent établir entre eux une véritable confiance sans laquelle néanmoins il leur est impossible de s'unir contre nous. Je ne crains donc en aucune manière que le désir de s'emparer de nos places précipite le roi de France dans une entreprise si téméraire.

« Je crains encore moins qu'il s'y engage sur les soupçons d'une liaison entre la république et l'empereur. Il connaît par expérience nos maximes et il sait que nous n'avons jamais voulu rompre avec lui, quoique nous en ayons trouvé des occasions favorables et qu'on nous en ait souvent pressés; les mêmes motifs qui doivent nous persuader qu'il ne fera rien à notre désavantage doivent aussi le tranquilliser sur nos démarches. Rien en effet n'est plus à craindre pour nous que de voir l'empereur se fortifier dans quelque place voisine de nos États, soit à cause de sa puissance et parce que ses progrès nous doivent être suspects, soit à cause des prétentions de la maison d'Autriche sur quelques-unes de nos provinces, soit enfin par la trop grande proximité des Allemands, dont les irruptions ne pourraient être que préjudiciables à la république. Enfin nous avons la réputation de laisser mûrir nos délibérations et de pécher plutôt par un excès de lenteur que par trop de précipitation; ce qui doit encore rassurer le roi à notre égard.

« L'événement, je l'avoue, peut détruire mes conjectures, et je voudrais qu'on pût vous assurer d'un parti plus certain; mais cela n'étant pas possible dans l'affaire présente sans nous exposer aux plus grands dangers, il faut d'ailleurs considérer qu'une prudence trop circonspecte n'est pas moins dangereuse que trop de confiance.

« Si nous traitons avec l'empereur, il faudra non-seulement commencer et continuer la guerre à nos dépens, mais encore fournir à ses profusions; autrement il ferait avec la France une paix particulière où, nous laissant seuls exposés au danger, il se retirerait en Allemagne. Alors nous aurions à soutenir la guerre contre un roi de France, duc de Milan et seigneur de Gênes, servi par une brave gendarmerie, maître de la plus belle et de la plus nombreuse artillerie que possède aucun prince, et à la solde de qui les plus belliqueuses nations se mettent avec empressement. Enfin nous devons craindre que tous les princes d'Italie ne s'unissent contre nous, les uns pour recouvrer ce qu'ils croient que nous leur avons enlevé, les autres par la crainte de notre trop grande élévation et pour balancer notre puissance. Le pape surtout n'hésiterait pas à entrer dans cette ligue parce qu'il nous hait en particulier et que l'inimitié presque naturelle qui divise l'Eglise et l'Empire, et qui est si vive que le souverain de Rome y craint autant l'empereur que le vicaire de Jésus-Christ y craint le sultan, ne lui permettra pas de souffrir que Maximilien s'agrandisse en Italie; nous pardonnerait-il d'y avoir contribué?

« Je vais plus loin; oui, messieurs, une ligue entre l'empereur et le roi de France contre nous serait moins dangereuse et aurait des suites moins funestes que notre alliance avec Maximilien, parce qu'entre princes qui se prétendent égaux il naît pour l'ordinaire tant d'ombrages et de sujets de divisions, qu'il est assez ordinaire de leur voir abandonner tout d'un coup des entreprises commencées avec les plus grandes espérances.

« Nous devons encore considérer que, quoique le roi de France soit entré dans des négociations contraires à ses engagements avec nous, nous ne pouvons cependant pas dire qu'il y ait manqué, puisque ces démarches n'ont eu aucunes suites; ainsi nous ne pouvons rompre avec lui sans faire tort à la réputation de bonne foi dont nous jouissons, et sans exciter la méfiance des princes avec qui nous avons à traiter tous les jours.

« Enfin rien ne nous peut être plus préjudiciable que de fortifier les bruits déjà assez accrédités que nous avons dessein d'opprimer tous nos voisins et que nous aspirons à la monarchie de l'Italie. Pourquoi nos pères ont-ils donné lieu à cette funeste opinion, et plût à Dieu qu'ils eussent gardé plus de mesure!

Nous ne sommes aujourd'hui en butte à tant de soupçons que parce que dans les derniers temps nous avons agi avec trop de hauteur et sans ménagements. On ne croira point que la crainte aura été le motif de notre rupture avec la France; on sera au contraire persuadé que, comme notre alliance avec elle contre Ludovic Sforze nous a procuré une partie du duché de Milan, la passion d'avoir le reste nous aura unis contre elle avec l'empereur. Si dans ces temps nous eussions eu plus de modération, si nous eussions été moins frappés par de vaines terreurs, l'Italie ne serait pas dans l'agitation où nous la voyons; nous aurions conservé la réputation de prudence que nous avions alors, et nous ne nous trouverions pas aujourd'hui dans la fâcheuse nécessité de rompre avec Maximilien ou avec Louis, tous deux plus puissants que nous. Mais puisque la guerre est absolument nécessaire, je crois qu'il nous est plus avantageux d'observer nos traités avec la France que de nous laisser aveugler par des craintes frivoles ou par l'espérance d'un avantage incertain et dangereux, et de nous engager dans une guerre que nous ne sommes pas en état de soutenir seuls, et dans laquelle notre allié nous serait plus à charge qu'utile. »

CHAPITRE IV.

Réponse des Vénitiens à Maximilien. Le pape s'oppose à son passage en Italie. Efforts du roi de France pour l'en détourner. Conjuration de Bologne en faveur des Bentivoglio. Descente de l'empereur dans le Frioul. Fait d'armes entre les Vénitiens et les Impériaux à Cadore. Trève conclue entre eux. Plaintes du roi de France contre les Florentins. Leur réponse. Négociation pour leur rendre Pise.

La diversité de ces sentiments jeta le sénat dans une plus grande perplexité qu'auparavant; mais enfin la crainte que l'empereur ne profitât d'une occasion si favorable pour faire valoir ses prétentions sur quelques places de l'Etat de Venise, comme usurpées sur l'empire ou sur la maison d'Autriche, détermina la résolution du sénat, et il fut arrêté qu'on lui refuserait le passage s'il venait avec des troupes. En rendant cette réponse aux ambassadeurs de l'empereur, les Vénitiens s'efforcèrent de leur persuader que leurs traités avec la France et la situation de leurs affaires les obligeaient à prendre ce parti, et qu'ils n'avaient aucun dessein de lui déplaire ni de l'offenser. Ils ajoutèrent que, suivant les mêmes traités, ils devaient fournir un certain nombre de troupes pour la défense du Milanais, mais qu'ils agiraient avec beaucoup de ménagement et se renfermeraient exactement dans les termes de leurs engagements; qu'au reste ils ne formeraient aucun obstacle aux entreprises de l'empereur, et qu'en tout ce qui dépendrait d'eux ils ne manqueraient jamais à ce qu'ils devaient à un prince si respectable, qui d'ailleurs avait toujours été leur allié. Ils se conformèrent en effet à cette réponse et ne contractèrent point d'autres engagements avec le roi de France, résolus de ne se mêler de cette guerre que le moins qu'ils pourraient, et espérant que l'empereur, rebuté par les difficultés qu'il trouverait à forcer les passages et à pénétrer dans leur territoire, tournerait ses armes contre le duché de Milan ou contre la Bourgogne.

Après le refus des Vénitiens, l'empereur rencontra encore d'autres difficultés qui retardèrent l'exécution de son dessein, quoiqu'il s'efforçât de se les cacher à lui-même, et malgré sa présomption qui, diminuant toujours les obstacles, augmentait au contraire ses espérances. Il n'avait pas l'argent nécessaire pour payer les Suisses et pour les autres dépenses inévitables en pareille occasion; d'ailleurs les contributions qui lui avaient été promises par la diète pour les frais de la guerre seraient bientôt épuisées dans de si grands besoins. Il s'était flatté que la terreur de son nom obligerait les villes et les princes d'Italie de traiter avec lui et de lui donner de l'argent, mais ces espérances s'évanouissaient. Il est vrai que dans un premier mouvement de crainte plusieurs souverains avaient été assez disposés à le faire; mais quand on vit que les effets ne répondaient pas à l'attente générale, qu'on sentit par le résultat de la diète de Constance que cette guerre était plutôt une affaire personnelle à l'empereur qu'au corps germanique, que Louis XII faisait de grands préparatifs et que les Vénitiens s'étaient déclarés en sa faveur, on demeura en suspens, et dans la crainte d'offenser le roi de France, on n'osa fournir à Maximilien les secours dont il avait plus de besoin. D'ailleurs comme ses demandes avaient été excessives, parce qu'il sentait qu'on le craignait alors, on ne s'était pas empressé de les remplir; il avait entre autres prétendu qu'Al-

phonse, duc de Ferrare, lui devait des sommes immenses pour la restitution de la dot d'Anne Sforze, sa première femme, sœur de l'impératrice Blanche, et le cardinal de Brixen [1], qui était chargé de ses affaires à Rome, avait demandé cinq cent mille ducats aux Florentins, sans alléguer le moindre prétexte de cette prétention.

Cette étrange proposition fit prendre aux Florentins le parti de temporiser jusqu'à ce que l'événement leur eût appris quelle serait la conduite de Maximilien. Ils résolurent en même temps, pour ne pas rompre absolument avec lui, de ne point donner au roi de France les troupes qu'il leur demandait, et ils s'en excusèrent sur ce qu'elles étaient occupées à faire le dégât dans le territoire de Pise, et sur ce que les Génois et les autres peuples voisins fournissant de nouveaux secours à cette ville, il fallait qu'ils fussent continuellement sur leurs gardes.

L'empereur n'ayant donc pu tirer d'Italie qu'une somme modique de six mille ducats que les Siennois lui fournirent, au lieu de ces grandes sommes qu'il s'était promises, il pria le pape de lui permettre de se servir des cent mille ducats qui avaient été levés en Allemagne pour faire la guerre aux Turcs et qu'on ne pouvait employer à un autre usage sans sa permission. Il lui fit dire en même temps que s'il entrait en Italie avec des troupes, il lui donnait sa parole que dès qu'il aurait rétabli dans le duché de Milan les enfants de Ludovic Sforze, dont il affectait de dire qu'il avait pris la protection pour gagner les peuples et pour prévenir les esprits en sa faveur, il laisserait son armée dans le Milanais et qu'il irait seul à Rome pour y recevoir la couronne impériale. Mais Jules, qui voulait paraître impartial, lui refusa la permission qu'il demandait, sous prétexte que dans l'état où étaient les choses il ne pouvait irriter le roi de France sans beaucoup de danger.

L'empereur paraissait tranquille au milieu de tant d'obstacles; il avait toujours la même confiance; actif, infatigable, et voulant tout exécuter par lui-même, il mettait tout en œuvre pour donner du poids à son expédition. Il faisait conduire de l'artillerie sur les frontières d'Italie; il se pressait de conclure avec les Suisses qui demandaient beaucoup sans lui donner de réponse positive; il sollicitait la levée des troupes que la diète de Constance lui avait promises; il se transportait chaque jour dans les lieux où il croyait sa présence nécessaire. Son activité tenait l'Italie dans la crainte et dans l'incertitude, et l'on n'y avait jamais été si fort partagé que sur cette expédition; les uns s'en faisaient chaque jour une plus grande idée; les autres au contraire n'en concevaient plus de si grandes alarmes. Cette incertitude était encore augmentée par les soins qu'il prenait pour empêcher qu'on ne fût informé de ses démarches; il ne communiquait ses desseins à personne, et afin qu'il n'en pût rien transpirer en Italie, il ne souffrait pas que le légat et les autres Italiens le suivissent, et il leur faisait donner des logements séparés de ceux qu'il prenait avec sa cour.

Quoique la fête de Saint-Gall fût passée il n'y avait encore que peu de troupes au rendez-vous de Constance, et jusqu'alors tous les préparatifs de l'empereur paraissaient réduits au transport de son artillerie et aux moyens qu'il mettait en usage pour trouver de l'argent. On ne savait néanmoins ni avec quelles forces, ni dans quel temps, ni de quel côté il commencerait la guerre; s'il entrerait dans le Véronèse par le Frioul ou par Trente; s'il attaquerait le Milanais, ce qui paraissait plus vraisemblable, parce qu'il était suivi par un grand nombre de bannis de ce duché; s'il viendrait par la Savoie ou par Côme; enfin s'il tournerait du côté de la Bourgogne. Cette incertitude obligeait tous ceux qui avaient quelques sujets de crainte à se tenir sur leurs gardes. Ainsi le roi de France avait envoyé dans le duché de Milan des corps considérables de cavalerie et d'infanterie; il avait pris à sa solde dans le royaume de Naples deux mille cinq cents fantassins espagnols avec l'agrément du roi catholique, à qui l'empereur en sut mauvais gré; et Chaumont, sur quelque méfiance de la fidélité des Borromée, se saisit à l'improviste d'Arona, place qui leur appartenait sur le lac Majeur. Le roi avait aussi envoyé en Bourgogne cinq cents lances sous la conduite de La Tremoille, gouverneur de cette province; en même temps, pour faire diversion, il fournissait des secours continuels au duc de Gueldres, qui faisait la guerre à Charles, petit-fils

(1) Melchior Cupis, Allemand, évêque de Brixen. Il fut fait cardinal par Alexandre VI, du titre de Saint-Etienne *in Monte Celio*.

de l'empereur. Enfin il fit passer à Vérone Jean-Jacques Trivulce avec quatre cents lances françaises et quatre mille hommes de pied, pour la défense des Vénitiens. Ceux-ci postèrent à Rovere, du côté de Trente, quatre cents hommes d'armes et beaucoup d'infanterie sous la conduite du comte de Pitigliano, et envoyèrent dans le Frioul huit cents gendarmes commandés par Barthélemi d'Alviano, qui était rentré depuis long-temps à leur service.

Mais le premier effort se fit du côté où on l'attendait moins. Paul-Baptiste Giustiniano et Fregosino, bannis de Gênes, conduisirent à Gazzuolo, ville appartenant à Ludovic de Gonzague, feudataire de l'empire, mille fantassins allemands qui traversèrent brusquement des montagnes extrêmement rudes de l'État de Venise. Leur dessein était de passer le Pô et de se rendre vers Gênes par la montagne de Parme; mais Chaumont en ayant eu avis envoya en diligence à Parme un gros de cavalerie et d'infanterie pour les couper; par ce moyen les Allemands manquèrent leur coup et se retirèrent par où ils étaient venus, mais avec moins de diligence et de péril, car les Vénitiens jugèrent à propos de les laisser passer sans paraître être informés de leur marche.

Comme il y avait alors à Bologne un grand nombre de bannis de Gênes, le roi de France eut de violents soupçons que cette entreprise ne s'était pas faite sans la participation du pape, dont plusieurs circonstances l'obligeaient de se défier. Le cardinal de Sainte-Croix sollicitait sans cesse l'empereur de passer en Italie, peut-être plus par zèle pour ce prince et parce qu'il désirait cette expédition, que par d'autres motifs; d'ailleurs le pape affectait souvent de parler du roi avec aigreur et de se plaindre de lui. D'un autre côté quelques bannis de Forli sortirent de Faënza où ils s'étaient réfugiés, et tentèrent une nuit de s'introduire dans cette première ville; le pape s'en était plaint comme d'un dessein concerté entre le roi de France et les Vénitiens. Il était encore arrivé qu'un moine, qui était en prison à Mantoue, avait déclaré qu'il avait traité avec les Bentivoglio pour empoisonner le pape, et que Chaumont l'avait fait exhorter d'exécuter sa promesse. Jules, ayant fait lever une expédition en forme de l'interrogatoire de ce malheureux, l'avait envoyée au roi par Achille de Grassi, Bolonais, évêque de Pesaro[1], qui fut depuis cardinal, et l'avait prié de faire punir les coupables, et comme les plus grands soupçons tombaient sur Alexandre Bentivoglio, le roi l'avait fait citer en France.

Dans les premiers jours de l'année 1508 la légèreté et l'inquiétude des Bolonais donnèrent lieu à un nouvel incident. Annibal et Hermès Bentivoglio, ayant lié une intelligence avec des jeunes gens de la famille des Peppoli et d'autres maisons nobles de Bologne, se présentèrent à l'improviste devant cette ville; il s'en fallut peu qu'ils n'y entrassent. Les conjurés s'étaient déjà rendus maîtres de la porte de Saint-Mammol; mais le peuple ayant pris les armes en faveur du pape, cette noblesse fut obligée d'abandonner la porte et les Bentivoglio se retirèrent. Le roi de France parut désapprouver cette entreprise et donna ordre à Chaumont de secourir Bologne avec tout ce qu'il avait de troupes, lorsqu'elle serait attaquée, et de chasser du Milanais les Bentivoglio. Ce procédé diminua beaucoup les préventions de Jules contre le roi.

Sur ces entrefaites Jean Bentivoglio mourut de chagrin. Long-temps le plus fortuné de tous les tyrans d'Italie, il ne put soutenir le revers qui venait de le chasser de Bologne. Maître de cette ville pendant quarante ans sans avoir eu seulement à pleurer la mort d'un seul de ses parents, il avait toujours été recherché et honoré par toutes les puissances voisines qui faisaient des pensions considérables tant à lui qu'à ses enfants, et il s'était toujours tiré avec un bonheur surprenant des plus grands périls. On n'attribua qu'à sa destinée et à la situation de Bologne une prospérité si constante, car il ne se distingua jamais par un mérite éclatant dans la politique ni dans les armes.

Au commencement de la même année l'empereur, impatient d'exécuter ses desseins, envoya un héraut à Vérone pour y notifier qu'il venait en Italie afin d'aller prendre la couronne impériale à Rome; ce héraut eut aussi ordre de demander des quartiers pour quatre mille

(1) Achille de Grassi ne fut jamais évêque de Pesaro; mais il eut un frère nommé Paris, qui le fut depuis l'année 1515 jusqu'au 10 juin 1528 qu'il mourut. Achille fut fait évêque de Città-di-Castello le 16 février 1506, et il posséda cet évêché jusqu'en 1516, qu'il le résigna au cardinal Jules de Médicis; celui-ci le céda un mois après à Balthasar de Grassi, fils bâtard d'Achille. Jules II fit Achille cardinal du titre de Saint-Sixte, en 1511. Il mourut le 29 novembre 1523. (*Ughelli.*)

chevaux. Les magistrats de Vérone, après en avoir informé le sénat de Venise, firent réponse que si l'empereur ne venait effectivement que pour se faire couronner, ils étaient prêts à lui rendre toutes sortes d'honneurs, mais que les grands préparatifs d'armes et d'artillerie qui paraissaient sur les frontières semblaient annoncer le contraire et qu'il avait d'autres desseins.

Maximilien s'avança à Trente, et le 3 février il y fit faire une procession solennelle, où il marcha précédé des hérauts de l'empire et tenant nue l'épée impériale. Après cette procession Mathieu Lango, son secrétaire, qui fut depuis évêque de Gurk, monta sur une tribune d'où il déclara la résolution que l'empereur avait prise d'entrer en Italie les armes à la main, et au lieu de le nommer roi des Romains, comme on avait fait jusqu'alors, il l'appela empereur élu, titre que les rois des Romains prennent ordinairement quand ils viennent se faire couronner. Le même jour Maximilien défendit de laisser sortir personne de Trente, et fit préparer une grande quantité de pain et de gabions; ayant fait embarquer sur l'Adige des provisions en abondance, il partit le lendemain avant le jour avec quinze cents chevaux et quatre mille hommes d'infanterie; ces troupes n'étaient point celles que la diète lui avait promises, mais elles avaient été levées dans ses Etats héréditaires. Il prit sa route par les montagnes qui conduisent à Vicence. Le marquis de Brandebourg[1] partit aussi en même temps de Trente et marcha vers Rovere à la tête de cinq cents chevaux et de deux mille hommes de pied tirés des mêmes pays.

Le marquis de Brandebourg retourna à Trente le jour suivant, après s'être présenté devant Rovere qui lui refusa des logements. A l'égard de l'empereur, étant entré dans la montagne de Siaga, dont le Val est à douze milles de Vicence, il attaqua les habitants du sommet de ces montagnes appelées les Sept-Communes, qui, quoique soumis aux Vénitiens, conservent cependant des priviléges extraordinaires. Il se rendit maître de leurs places après avoir forcé les lignes qu'ils avaient faites pour lui couper le chemin, et il y fit conduire quelques pièces d'artillerie.

Ce premier succès semblait en annoncer de plus considérables; mais, au grand étonnement de tous les pays circonvoisins, quatre jours après que l'empereur fut parti de Trente, il retourna tout d'un coup à Bolzano, place beaucoup plus éloignée des frontières d'Italie que cette première ville. Une démarche dans laquelle il paraissait tant de faiblesse rassura les Vénitiens qui avaient déjà levé une nombreuse infanterie; ils firent venir à Rovere les troupes françaises qui étaient à Vérone sous la conduite de Trivulce, et non contents de faire tous les préparatifs possibles, ils pressèrent le roi de France d'agir de son côté. Ce prince[1] était en chemin pour se rendre en Italie, et il fit partir devant lui cinq mille Suisses qui étaient à sa solde, et trois mille autres que les Vénitiens devaient payer. Comme Maximilien n'avait pu fournir à la paie des Suisses, ils s'étaient donnés à la France; ils refusèrent cependant, quoique bien payés, de servir les Vénitiens, sous prétexte qu'ils ne pouvaient porter les armes contre l'empereur que pour la défense du Milanais.

Il y eut dans le Frioul un autre mouvement qui fut plus important et dont les suites furent plus fâcheuses. Quatre cents chevaux et cinq mille hommes de pied, que l'empereur avait levés dans le Tirol, y passèrent par les montagnes, pénétrèrent dans la vallée de Cadore, prirent le château et la citadelle de ce nom où il n'y avait qu'une faible garnison, et enlevèrent l'officier vénitien qui y commandait. A cette nouvelle le sénat ordonna à d'Alviano et au provéditeur Georges Cornaro, qui étaient dans le Vicentin, de se rendre promptement en ces quartiers, et envoya quatre galères et quelques autres bâtiments vers Trieste. Cependant Maximilien, après être allé de Bolzano à Brune, entra en personne dans le Frioul à la tête de six mille fantassins, parcourut les vallées dans l'espace de plus de quarante milles du pays soumis aux Vénitiens, se rendit maître de toute la vallée de Cadore qui mène vers Trévise, et laissant derrière lui le château de Bostauro qui était autrefois du patriarcat d'Aquile, il prit les forts de Saint-Martin et de la Pieve, et se saisit

(1) Joachim, premier du nom, fils de Jean surnommé *le Grand* à cause de sa grande taille, mort en 1499, et de Marguerite de Saxe. Il fut savant et fonda l'Université de Francfort-sur-l'Oder. Il mourut en 1535.

(1) Il ne paraît pas dans la suite qu'il ait fait ce voyage.

de la vallée qui était gardée par les comtes Savorgniano et d'autres places voisines. Après ces exploits, plus dignes d'un aventurier que d'un grand prince, il donna ordre à ses troupes de marcher dans le Trévisan, et à la fin de février il partit pour retourner à Inspruck, dans le dessein de mettre ses pierreries en gage et de faire de l'argent dont il était toujours fort pressé à cause de ses profusions.

Il apprit en chemin que les Suisses avaient traité avec la France, ce qui le toucha si sensiblement que, plein d'indignation et prenant la résolution de marcher contre eux, il se rendit à Ulm pour engager le cercle de Souabe à lui donner des secours pareils à ceux qu'il avait fournis à ce cercle contre cette nation dans la guerre précédente; il sollicita en même temps les électeurs de proroger encore pour six mois les subsides que la diète de Constance lui avait accordés.

Cependant les troupes de ses Etats héréditaires, qu'il avait laissées à Trente, au nombre de neuf mille hommes tant cavalerie qu'infanterie, prirent, après trois jours de siége, le château de Bayocco, à la droite du grand chemin qui mène de Trente en Italie, vis-à-vis de Rovere, qui en est séparé par l'Adige.

D'Alviano marcha au secours du Frioul avec une diligence extrême; et, ayant traversé les montagnes, quoique couvertes de neige, il se rendit au bout de deux jours aux environs de Cadore. Il fut obligé d'attendre son infanterie qui n'avait pu le suivre, et dès qu'elle l'eut joint, il se saisit d'un des défilés de la vallée que les Allemands avaient négligé de garder. Sa présence anima le courage des habitants, qui d'ailleurs étaient attachés à leurs anciens maîtres, et ils s'emparèrent des autres défilés par où les ennemis auraient pu faire retraite. Ainsi les Allemands, se voyant enfermés et jugeant que les troupes d'Alviano grossiraient tous les jours, prirent la résolution d'en venir à un combat qu'ils regardaient comme leur unique ressource; d'Alviano l'accepta sans balancer. Il fut sanglant: les Allemands, après avoir formé un épais bataillon au milieu duquel ils avaient mis leurs femmes, se battirent en furieux, plutôt pour mourir avec honneur que dans l'espérance de vaincre. Ils se soutinrent pendant plusieurs heures; mais enfin, ne pouvant résister au grand nombre et à la valeur de l'ennemi, ils furent entièrement défaits; il en resta plus de mille sur la place, et tous les autres furent faits prisonniers.

Après cette victoire, d'Alviano attaqua le château de Cadore de deux côtés, et l'emporta. Charles Malatesta, l'un des anciens seigneurs de Rimini, fut tué d'un coup de pierre à cette attaque. Le général vénitien, profitant de sa victoire, se rendit maître de Portonavone et de Cremonsa[1]; ensuite il alla mettre le siége devant Goritia, ville avantageusement située au pied des Alpes Juliennes et dont la citadelle est d'un difficile accès. Il prit d'abord le pont, et à la vue du canon, la ville, qui manquait d'armes, de vivres et d'eau, se rendit le quatrième jour du siége. Le gouverneur de la citadelle la rendit aussi moyennant quatre mille ducats. Les Vénitiens firent aussitôt fortifier cette place qu'ils regardèrent comme un boulevard pour arrêter les courses des Turcs et leur fermer le passage du Lisonzo, la garnison de cette ville pouvant empêcher leur retraite. D'Alviano se présenta ensuite devant Trieste, déjà investie du côté de la mer par l'escadre vénitienne, et il la prit sans peine avec la citadelle.

Le roi de France n'approuva pas l'attaque de Trieste et conseilla aux Vénitiens d'avoir quelques ménagements pour l'empereur; mais cette place était trop importante à leur commerce sur la mer Adriatique pour manquer une occasion si favorable. Ils allèrent même plus loin, et suivant avec ardeur le cours de leurs victoires, ils s'emparèrent encore de Portdenone et de Fiume, ville d'Esclavonie, située vis-à-vis d'Ancône; ils mirent le feu à cette dernière place, parce qu'elle servait de retraite aux vaisseaux qui traversaient la mer Adriatique sans payer les droits qu'ils y lèvent. Enfin, ayant passé les Alpes, ils prirent la ville de Possonia, qui est sur les frontières de Hongrie.

Pendant cette expédition, l'armée allemande, qui était du côté de Trente, s'étant postée au village de Calliano, déjà fameux par les pertes que la république y avait faites, et où Robert de San-Severino[2], général des Vénitiens, avait été défait et tué plus de vingt ans auparavant,

(1) Toutes ces places appartenaient à l'empereur.

(2) C'était le père du comte de Gajazzo, de Galéas, de Fracasse, etc.

attaqua trois mille hommes de pied, commandés par Jacques Corse, Denis de Naldo et Vitelli de Città-di-Castello, qui gardaient Montebretonico. Ils prirent aussitôt la fuite et gagnèrent une montagne voisine; les Allemands se moquèrent de la lâcheté de l'infanterie italienne, et après avoir mis le feu à plusieurs maisons et renversé les retranchements qu'on avait faits pour défense de ce poste, ils retournèrent à Calliano.

Ce léger avantage inspira à l'évêque de Trente [1] l'envie de former une entreprise; il leva deux mille fantassins, et y joignant une partie des troupes qui étaient à Calliano, il assiégea Riva-di-Trento, château situé sur le lac de Garde, où Trivulce avait mis une bonne garnison. Il y resta deux jours, fit tirer quelques boulets de canon à l'église de Saint-François, et ravager des villages voisins de Lodrone; mais la défection de deux mille Grisons, qui étaient dans le camp des Allemands, l'empêcha de poursuivre son entreprise. Un différend peu important qui survint dans le temps qu'on leur payait la solde fut pour eux un prétexte de révolte; ils pillèrent les vivres et désertèrent presque tous. Alors l'évêque, à qui il ne restait plus que sept mille hommes, fut obligé de lever le siége; presque toute l'infanterie se dissipa, et douze mille chevaux qui étaient restés à Calliano se retirèrent à Trente.

Après leur retraite, les troupes vénitiennes firent des courses dans tous les villages des environs; mais trois mille hommes de pied, qui voulaient mettre le feu dans quelques bourgs dépendant du comte d'Agreste, furent repoussés par les paysans qui en tuèrent environ trois cents. Le jour de Pâques, les Vénitiens ayant attaqué la Pietra, qui est à six milles de Trente, furent contraints de se retirer à l'approche du secours qui venait à cette place. Ils parurent ensuite devant le fort de Cresta qui est un passage fort important, et cette place se rendit avant l'arrivée des troupes qu'on envoyait de Trente pour la secourir. Pendant ces différents mouvements les Allemands rassemblèrent leur infanterie et revinrent se poster à Calliano, à une portée de trait de la Pietra; ils étaient au nombre de mille chevaux et de six mille hommes de pied; deux cents chevaux, qui appartenaient au duc de Virtemberg, ayant quitté l'armée allemande en cet endroit, les Vénitiens formèrent alors le siége de la Pietra avec quatre mille chevaux et seize mille hommes d'infanterie, et ils mirent seize pièces de canon en batterie. La Pietra est un château situé au pied d'une montagne à la droite du chemin qui va de Rovere à Trente; il y a depuis ce fort jusqu'à l'Adige une muraille très forte d'une portée de fusil de longueur; cette muraille est percée par une porte, et il est fort difficile de prendre la place si l'on n'est maître de ce passage. Les deux armées n'étaient qu'à un mille l'une de l'autre; elles avaient toutes deux le château et la muraille en tête; la rivière les couvrait d'un côté et les montagnes de l'autre; elles avaient enfin chacune derrière elles une retraite assurée. Comme les Allemands étaient maîtres du fort et de la muraille, il n'était pas possible de les attaquer, et ils pouvaient forcer leurs adversaires au combat; mais la grande supériorité de l'ennemi ne leur permettait pas de risquer la bataille, et tous leurs efforts se réduisirent à la défense de la place qui était vivement battue par l'artillerie. Ayant cependant remarqué que l'artillerie des Vénitiens était mal gardée, ils en attaquèrent le parc à l'improviste, défirent l'infanterie qui le défendait et emmenèrent deux pièces de canon dans leur camp. Cet accident fit perdre courage aux Vénitiens; c'est pourquoi, craignant de ne pas réussir, et voyant qu'ils avaient déjà perdu beaucoup de monde, ils se retirèrent à Rovere; les Allemands de leur côté reprirent la route de Trente.

Peu de jours après, la plus grande partie des Allemands se dispersa. Les troupes que la diète avait fournies n'étaient venues que successivement, en sorte qu'elles n'avaient jamais formé un corps de quatre mille hommes ensemble; et le plus grand nombre de celles qui avaient agi dans le Frioul et à Trente étant des pays circonvoisins, elles se retirèrent après six mois de service. Cet exemple fut suivi par la plupart de l'infanterie de l'empereur. Cependant ce prince n'avait paru dans aucune de ces dernières expéditions; formant sans cesse de nouveaux projets, il s'occupait durant ces mouvements à faire des préparatifs dans les diffé-

(1) Georges Heydeck, né d'une famille noble d'Autriche. Il fut élu évêque et prince de Trente le 24 septembre 1505, et mourut à Vérone en 1512.

rents endroits où il allait. Il jugea aussi à propos de remettre la diète d'Ulm à un temps plus favorable. Enfin, irrésolu et confus de voir tant de projets manqués, il était allé du côté de Cologne, et l'on ne sut pendant plusieurs jours ce qu'il était devenu. Ainsi, bien loin d'être en état d'attaquer, il était lui-même fort embarrassé de se défendre. Tout ce qu'il possédait dans le Frioul et aux environs de cette province était au pouvoir de ses ennemis, et Trente même était en danger. En effet, les Vénitiens auraient poussé plus loin leurs conquêtes si les Français avaient voulu les seconder; mais Louis, bien éloigné d'aigrir davantage Maximilien, ne songeait qu'à l'apaiser. Trivulce, qui savait ses intentions, ne voulut jamais agir en faveur des Vénitiens que pour la défensive.

Après la défaite de Cadore, l'empereur, voyant que tous les secours qu'il avait espérés lui manquaient, chercha les moyens de sortir de ce mauvais pas et envoya Preluc[1] à Venise pour proposer une suspension d'armes pour trois mois; mais le sénat déclara qu'il ne voulait point de trêve, à moins qu'on ne la fît pour un an et que le roi de France n'y fût compris. La négociation resta donc en suspens; mais quand Maximilien vit croître le danger, Trieste au pouvoir des Vénitiens, et que ses affaires tombaient de jour en jour dans une plus grande confusion, il fit reprendre ses premières propositions par l'évêque de Trente, qui, sans paraître agir pour l'empereur, exhorta les Vénitiens à consentir à une trêve qui ferait naître l'espérance de la paix. Ils répondirent qu'ils ne refuseraient pas de traiter si le roi de France entrait dans la négociation. Après ces premières ouvertures, l'évêque de Trente et Serentano, secrétaire de Maximilien, pour ce prince, Trivulce et Charles Geoffroy, président du sénat de Milan, ministres choisis par Chaumont pour le roi de France, et Zacharie Contarini pour les Vénitiens, eurent ensemble une conférence. Ils convinrent à la vérité d'une trêve pour trois ans, et il fut arrêté que chaque puissance retiendrait ce dont elle était en possession, et qu'il serait permis à chacune d'elles de fortifier ses places et d'en faire bâtir de nouvelles; mais d'un côté les Français exigèrent que la trêve fût générale, en sorte que les alliés de toutes les puissances qui traitaient, et spécialement le duc de Gueldre, y fussent compris; de l'autre côté, comme la cour de Vienne avait juré la perte de ce duc, les ministres impériaux contestèrent cet article et refusèrent absolument de le passer; ils alléguaient pour raison que la guerre finissant en Italie, il n'était pas nécessaire d'étendre la trêve plus loin. Enfin les Vénitiens firent tout pour obtenir la clause générale que le roi demandait; mais les Allemands s'étant montrés inflexibles, ces républicains ne s'opiniâtrèrent pas au point de faire rompre la négociation. En effet, le traité, tel qu'il était proposé sans cette clause, leur était très avantageux, tant parce qu'il éloignait de leurs États une guerre qui, quelque heureux qu'en eût été le succès, leur eût toujours été fort onéreuse, que parce qu'il leur procurait le moyen de s'affermir dans de nouvelles conquêtes. Leurs excuses envers le roi de France étaient plausibles; ils dirent que leurs intérêts n'étaient liés avec les siens que par rapport à leurs États d'Italie, et que la république n'étant pas obligée d'entrer dans les guerres que les Français pouvaient avoir au-delà des monts, il n'y avait rien qui dût l'engager à les faire finir par un traité.

Sur ces difficultés, Trivulce écrivit en France et Contarini à Venise. Le sénat fit réponse que si les Allemands persistaient dans leur résolution il fallait conclure la trêve pour l'Italie seulement, en réservant au roi de France la faculté d'y accéder dans un certain temps. Trivulce et le président firent tous les efforts possibles pour parer ce coup; mais, quoiqu'ils se plaignissent de ce qu'on divisait des intérêts qui devaient toujours être unis et de ce qu'au mépris de l'alliance faite avec leur maître on passait outre sans même attendre sa réponse, la trêve fut néanmoins arrêtée entre l'empereur et les Vénitiens. Maximilien y comprit le pape, les rois d'Espagne, d'Angleterre et de Hongrie, tous les princes et sujets de l'Empire, ses propres alliés et tous ceux que ces puissances nommeraient dans le terme de trois mois. Les Vénitiens y comprirent de leur côté la France, l'Espagne, les alliés de la république et les alliés que ces deux couronnes avaient en Italie, aussi à condition de les déclarer dans le même espace de temps. Ce traité conclu le 20 avril, ayant été bientôt ratifié de part et d'autre,

(1) Bembo le nomme *Luc de Rinaldi*.

l'empereur et les Vénitiens désarmèrent à l'instant, ce qui fit espérer que l'Italie serait du moins quelque temps en repos.

Après la conclusion de la trêve, le roi de France, persuadé que les Florentins étaient indisposés contre lui et qu'ils n'auraient pas manqué de se déclarer pour l'empereur si la fortune avait favorisé ce prince au commencement de la guerre, sachant d'ailleurs que leur mécontentement ne venait que du désir qu'ils avaient de rentrer dans Pise et de la conduite qu'il avait tenue à leur égard par rapport à cette ville, il résolut de chercher des expédients convenables pour faire cesser leur chagrin qui, au reste, n'était pas sans fondement. En effet, Louis, sans aucun égard à leur ancien attachement pour la France et aux services qu'ils avaient rendus à sa couronne, non-seulement ne les avait aidés ni de son crédit ni de ses forces dans l'affaire de Pise, mais il avait encore souffert que les Génois ses sujets secourussent les Pisans. Dans la résolution de regagner les Florentins, il ne perdit pas de vue son intérêt propre qu'il s'était proposé d'abord, et persuadé qu'il leur ferait payer ses bons offices plus cher en les intimidant qu'en leur donnant de l'espérance, il chargea Michel Riccio, son envoyé, de se plaindre hautement de leur conduite envers la France. Ce ministre, suivant l'ordre qu'il en avait reçu, leur reprocha avec beaucoup de vivacité qu'ils avaient voulu traiter avec l'empereur; que, sous prétexte de ravager le territoire de Pise, ils avaient levé une armée nombreuse, sans aucun égard pour les conjonctures et sans se mettre en peine de ce qu'une pareille conduite pourrait faire penser; que, lorsque l'orage se formait contre la France, non-seulement ils avaient refusé de se déclarer ouvertement et qu'ils avaient jeté par-là le roi dans de grands soupçons sur l'objet de leurs préparatifs, mais qu'ils lui avaient encore refusé, contre son attente, les secours qu'il leur avait fait demander. Riccio ajouta qu'en faveur de l'amitié que le roi avait toujours eue pour la république, et par reconnaissance des services qu'elle avait rendus à la France, ce prince était disposé à oublier ces sujets de plainte, pourvu néanmoins que, pour éloigner tout ce qui pourrait troubler le repos de l'Italie, ils promissent de ne rien entreprendre sans son aveu contre la ville de Pise.

Les Florentins répondirent que la nécessité les avait forcés de députer contre l'empereur, mais sans intention de traiter avec lui au préjudice de la France; qu'ils n'avaient eu d'autre dessein que de mettre la république à couvert des ravages que sans cette précaution elle aurait eu à essuyer de la part des Allemands en cas que Maximilien passât en Italie; que le roi devait trouver ce motif d'autant plus juste que, par le traité qu'il avait fait avec eux, il n'avait pas voulu s'obliger de les défendre contre l'empereur, et qu'il y avait au contraire inséré la clause, *sauf les droits de l'Empire;* qu'enfin ils n'avaient pris aucun engagement avec Maximilien; que les plaintes du roi, par rapport aux troupes qu'ils avaient fait passer dans le territoire de Pise, étaient sans aucun fondement; que cette armée peu considérable n'était destinée, comme celles des années précédentes, qu'à ruiner la campagne, et qu'ainsi cet armement n'avait pas dû être suspect à la France; que la nécessité de cette expédition, et les secours que les Génois et les autres Etats voisins donnaient à la ville de Pise, n'avaient pas permis aux Florentins d'envoyer des troupes au roi; que sans ces obstacles, et quoique la république n'eût contracté aucune obligation à cet égard avec lui, elle n'aurait pas manqué de prévénir ses demandes et de signaler par de prompts secours l'attachement qu'elle avait pour sa personne; qu'au reste ils étaient fort surpris que le roi parût souhaiter qu'on ménageât les Pisans qu'il n'avait aucune raison d'aimer ni d'estimer, s'il se souvenait de leur conduite à son égard pendant la révolte de Gênes, et qu'il les préférât aux Florentins, ses anciens alliés; qu'enfin il ne pouvait avec justice s'opposer aux efforts de la république, puisque la liberté d'agir contre la ville de Pise était expressément stipulée par le dernier traité conclu avec la France.

Après ces éclaircissements on entama une négociation pour trouver les moyens de remettre la ville de Pise sous la domination de la république; il suffisait pour cela d'empêcher les Génois et les Lucquois de secourir les Pisans; ces rebelles, réduits à une extrême disette de vivres et manquant de troupes, n'osaient plus sortir de leurs murs. D'ailleurs les gens de la campagne, qui y étaient en plus grand nombre que les habitants de la ville même, fâchés d'a-

voir encore perdu la récolte de l'année, ne voulaient plus entendre parler de la guerre. Pise, comme on le crut alors, aurait donc été obligée de se soumettre, si les Génois et les Lucquois n'y avaient pas fait couler de légères sommes, dont les chefs du gouvernement se servirent pour payer des troupes étrangères et pour s'attacher la jeunesse, tant de la ville que du territoire. Par ce moyen ils tenaient en respect ceux qui voulaient qu'on traitât avec les Florentins.

Le roi d'Espagne, ne voulant pas que cette affaire se terminât sans sa participation, envoya un ambassadeur à Florence, dès qu'il sut que Michel Riccio y était allé de la part du roi. Le ministre espagnol se rendit d'abord à Pise, dont il encouragea les habitants à une vigoureuse résistance, ne cherchant à les rendre plus opiniâtres dans leur révolte qu'afin de vendre cette ville plus cher aux Florentins. La négociation fut transférée quelque temps après à la cour de France, du consentement des deux rois. Ferdinand, sans aucun égard aux promesses reitérées qu'il avait faites aux Pisans, pressait vivement la conclusion de cette affaire, sentant bien qu'ils seraient forcés de succomber s'ils n'étaient pas secourus; et il était bien éloigné de les appuyer davantage, ne voulant pas se mettre dans de nouveaux embarras, et surtout dans cette occasion où une pareille demarche de sa part aurait indisposé le roi de France contre lui; il se trouvait dans des conjonctures qui l'obligeaient de ménager ce prince. A la vérité il avait repris le gouvernement de Castille sans obstacle à son retour en Espagne, mais il n'était pas encore bien assuré de s'y maintenir; les grands du royaume ne lui étaient pas tous également favorables, et l'empereur n'avait pas consenti pour son petit-fils à la nouvelle autorité de Ferdinand.

Cependant quelque ardeur qu'il marquât, conjointement avec le roi de France, pour finir l'affaire de Pise, la négociation traîna en longueur par les difficultés que l'avarice de l'un et de l'autre fit naître. Chacun d'eux voulait s'approprier tout l'argent qu'ils exigeaient des Florentins pour leur abandonner cette ville. Enfin, n'ayant pu trouver moyen de se concilier, on se sépara sans rien déterminer par rapport aux Pisans.

LIVRE HUITIÈME.

Diète de Cambrai. Guerre de presque tous les princes de la chrétienté contre les Vénitiens. Déroute de Ghiaradadda. Perte qu'ils firent dans cette guerre de toutes les possessions de Terre-Ferme. Ils s'humilient vis-à-vis de l'empereur pour ne pas perdre le reste. Reprise de Padoue par André Gritti. Dernière guerre des Florentins contre les Pisans. Conquête de Pise. Marche du roi de France sur l'Italie. Guerre du Frioul. Guerre de Padoue faite par l'empereur Maximilien. Progrès de cette guerre. Mort du comte de Pitigliano. Guerre des Vénitiens contre les Ferrarais. Défaite des premiers à la Palisella. Absolution de leur interdiction.

CHAPITRE PREMIER.

Causes de la colère du pape Jules contre les Vénitiens. Congrès de Cambrai pour leur faire la guerre. Ligue de l'empereur et du pape. Ambassadeurs du congrès près de l'empereur. Hésitation du pape à entrer dans la confédération. Etat malheureux de Pise. Les rois de France et d'Espagne vendent aux Florentins la faculté d'en faire la conquête. Les Vénitiens se préparent à la défense.

On se flattait que la trève conclue entre l'empereur et les Vénitiens serait la fin de la guerre en Italie; mais il n'était pas si facile d'y rétablir le calme et d'éloigner les maux qui la désolaient. Cette trève même, qu'on regardait comme un gage assuré de la paix, fut la source d'une infinité de malheurs et de guerres plus sanglantes et plus cruelles que les précédentes. En effet, quoique l'Italie eût éprouvé des révolutions et des troubles continuels depuis quatorze ans, il n'y avait eu de sang répandu que du côté des étrangers qui s'y disputaient leurs conquêtes, et les peuples en avaient moins souffert que les princes. Mais dans la suite ce

malheureux pays fut inondé du sang de ses enfants; les villes furent saccagées et détruites; la licence du soldat devint aussi funeste à ses alliés qu'à ses ennemis; enfin la religion violée vit profaner les choses sacrées avec la dernière indignité.

L'ambition des princes, source ordinaire du malheur des peuples, fut en général la cause de tous ces maux; mais il y en eut encore une autre plus particulière : ce fut la témérité et l'insolence des Vénitiens; ces républicains levèrent eux-mêmes les obstacles qui avaient empêché jusqu'alors l'empereur et le roi de France de s'unir contre eux. Ils mirent l'un au désespoir, et ils irritèrent tellement l'autre qu'ils lui fournirent un prétexte plausible de faire ce qu'il désirait peut-être depuis long-temps.

L'empereur, outré de rage et honteux d'avoir perdu une partie de ses Etats héréditaires, lorsqu'il comptait conquérir ceux des autres, ne songeait qu'à la vengeance. Les Vénitiens eurent l'imprudence de l'aigrir encore par l'ostentation avec laquelle ils reçurent d'Alviano après la trêve. Ce général entra dans Venise comme en triomphe, et avec une pompe toute extraordinaire. A l'égard du roi de France, quoique d'abord il eût fait espérer qu'il ratifierait la trêve, il témoigna depuis une extrême indignation de ce que les Vénitiens avaient osé le comprendre et le nommer dans le traité comme un de leurs alliés, et de ce qu'en assurant leur tranquillité particulière ils lui avaient laissé une guerre fâcheuse à démêler.

Les ressentiments de ces deux princes ne tardèrent pas à éclater. L'empereur, se défiant de ses propres forces et n'espérant plus que les Allemands voulussent venger ses injures, ne pensa désormais qu'à se liguer avec le roi de France contre les Vénitiens, regardant cette alliance comme l'unique moyen de réparer son honneur et ses pertes. Il trouva le roi aussi disposé que lui-même à faire la guerre à ces républicains; Louis venait d'en recevoir une nouvelle injure qui lui rappelait toutes celles qu'ils lui avaient faites pendant la guerre de Naples. D'ailleurs il y était encore excité par l'envie qu'il avait depuis long-temps de s'emparer de Crémone et d'autres anciennes dépendances du duché de Milan. Ainsi, pour lever les difficultés que des affaires moins importantes pourraient faire naître, et afin d'être ensuite en état de traiter plus aisément de la principale, on commença par chercher les moyens de terminer les différends[1] de l'archiduc et du duc de Gueldre, parce que le roi de France avait fort à cœur les intérêts de ce dernier, a cause de son ancienne alliance avec lui et des services qu'il en avait reçus.

Le pape ne contribuait pas peu à animer le roi contre les Vénitiens, qui venaient d'ajouter de nouveaux sujets de plainte à ceux qu'ils avaient déjà donnés à ce pontife. Il était persuadé que c'était par leur moyen que les bannis de Forli, qui demeuraient à Faënza, avaient fait une tentative sur cette première ville; d'ailleurs ils avaient donné retraite dans leurs Etats aux Bentivoglio que le roi de France avait chassés du duché de Milan, et ils affectaient plus de mépris que jamais pour l'autorité de la cour de Rome. Le pape avait tout récemment conféré l'évêché de Vicence et les autres bénéfices vacants par la mort du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, son neveu, à Sixte[2], son autre neveu, qu'il avait aussi fait cardinal; non-seulement les Vénitiens n'avaient eu aucun égard à cette collation, mais ils avaient même nommé à cet évêché un noble vénitien qui, sur le refus que le pape fit de confirmer son élection, prit sans balancer le titre d'évêque de Vicence, élu par le très excellent conseil des Pregati.

Jules, outré de colère contre les Vénitiens, envoya d'abord au roi Maxime, secrétaire du cardinal de Narbonne, et ensuite ce cardinal lui-même qui s'appelait alors le cardinal d'Auch, parce qu'il avait succédé dans l'évêché d'Auch au cardinal[3] de ce nom; l'un et l'autre furent reçus avec joie; et étant retournés à Rome, ils exposèrent au pape plusieurs moyens proposés par le roi pour se venger des Vénitiens, conjointement avec l'empereur ou sans lui.

Jules ne fut pas si prompt à prendre sa résolution qu'il l'avait été à se plaindre; d'un côté il souhaitait avec ardeur de voir porter la guerre dans le sein de la république; mais de

(1) C'était Charles d'Autriche, nommé auparavant le duc de Luxembourg. Il avait pris le titre d'archiduc depuis l'avénement de Philippe, son père, à la couronne de Castille.

(2) Sixte Gara de la Rovere, cardinal du même titre de Saint-Pierre-aux-Liens.

(3) C'était Jean de la Tremoille.

l'autre il était retenu par la crainte de se mettre dans une trop grande dépendance de Louis XII, et encore plus par ses anciens soupçons contre le cardinal de Rouen[1]. La seule idée d'une nombreuse armée de Français en Italie l'effrayait ; d'ailleurs il arriva deux incidents qui troublèrent la bonne intelligence où il était avec le roi. Il conféra les évêchés d'Asti et de Plaisance sans la participation de Louis, qui de son côté empêcha le nouveau cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens de se mettre en possession de l'abbaye de Chiaravalle, auprès de Milan, que le pape lui avait donnée après la mort du cardinal de ce nom.

Mais pendant que Jules ne prenait aucune résolution, l'empereur et le roi de France conclurent secrètement une ligue contre les Vénitiens. Maximilien, pour mettre la dernière main au traité, envoya à Cambrai madame Marguerite[2], sa fille, qui traitait encore, en qualité de gouvernante de l'archiduc, des Pays-Bas et des autres Etats échus au roi Philippe, du chef de sa mère.

Mathieu Lang, secrétaire de l'empereur, dont il avait toute la confiance, secondait la princesse dans cette négociation, où le cardinal de Rouen se trouva pour le roi. Le prétexte de cette assemblée fut l'accommodement de l'archiduc et du duc de Gueldre, entre lesquels on avait déjà trouvé moyen de faire une trève de quarante jours. On eut grand soin d'en cacher le véritable sujet à l'ambassadeur de Venise, auquel le cardinal de Rouen faisait de grandes protestations que le roi voulait persévérer dans l'alliance de la république. Ce prélat aurait bien voulu que l'ambassadeur d'Aragon ne le suivît pas à Cambrai ; mais il n'osa l'en empêcher. Quoique Ferdinand eût été le premier moteur de la négociation entre l'empereur et le roi de France, ils l'avaient continuée sans lui, parce qu'outre qu'ils se défiaient tous deux de la droiture de ses intentions, ils savaient qu'il ne voyait qu'avec chagrin la prospérité de la France, et que l'agrandissement de l'empereur lui était suspect à cause de l'administration du royaume de Castille. On convint en peu de jours des articles du traité, sans en rien communiquer à l'ambassadeur d'Aragon, qui ne sut la chose qu'après la conclusion. Le lendemain, qui était le 10 décembre, madame Marguerite, le cardinal de Rouen et cet ambassadeur en jurèrent solennellement l'observation dans la grande église de Cambrai.

On ne publia qu'une paix et une alliance perpétuelles entre le pape et tous les princes confédérés, mais il y eut des articles secrets qui contenaient des choses bien plus importantes. Après un préambule fort chrétien dans lequel on exposait le grand désir qu'avaient ces puissances de faire conjointement la guerre aux infidèles et l'obstacle que les Vénitiens avaient apporté à l'exécution de ce dessein en s'emparant des terres de l'Eglise, il était arrêté qu'on prendrait les armes contre ces républicains pour les obliger à rendre les villes et les terres qu'ils détenaient à chacun des confédérés, savoir : Faënza, Rimini, Ravenne et Cervie au pape ; Padoue, Vicence et Vérone à l'Empire ; le Frioul et Trévise à la maison d'Autriche ; Crémone, la Ghiaradadda, Bresse, Bergame et Crême au roi de France ; et au roi d'Aragon les ports et les places du royaume de Naples engagés par Ferdinand II ; que le roi de France commencerait la guerre en personne le premier avril prochain, et que le pape et le roi catholique la feraient aussi le même jour ; que, pour fournir à l'empereur un prétexte honnête de rompre la trève, le pape lui demanderait du secours comme au protecteur de l'Eglise ; que sur cette demande Maximilien lui enverrait au moins une compagnie de gens d'armes, et que, quarante jours après que le roi de France aurait ouvert la campagne, l'empereur attaquerait aussi en personne les Etats des Vénitiens ; qu'aussitôt que l'un des alliés aurait recouvré ce qui lui appartenait, il seconderait les autres jusqu'à ce qu'ils fussent aussi rentrés dans leurs biens ; qu'ils seraient réciproquement tenus de se défendre les uns et les autres s'ils étaient troublés par les Vénitiens dans la possession des places reconquises, et qu'aucun des confédérés ne pourrait traiter avec l'ennemi sans le consentement des autres ; que le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue et tout autre qui prétendrait avoir été dépouillé par les Vénitiens pourraient accéder à la ligue dans trois mois, et qu'en ce cas ils jouiraient de tous les avantages du traité ; que le pape

(1) Autrement le cardinal d'Amboise.

(2) Elle s'appelait alors la duchesse de Savoie, ayant épousé en 1501 Philibert II, duc de Savoie, dont elle devint veuve en 1504 sans en avoir d'enfants.

presserait les Vénitiens, sous peine des censures ecclésiastiques, de rendre les places usurpées sur le Saint-Siége ; qu'il serait juge du différend qui était entre Blanche-Marie, femme de l'empereur, et le duc de Ferrare pour raison de la succession d'Anne, sœur de l'impératrice et première femme du duc ; que l'empereur donnerait l'investiture du duché de Milan au roi de France pour lui, pour François duc d'Angoulême et pour leurs descendans mâles, moyennant quoi le roi lui paierait cent mille ducats ; que, pendant que la guerre durerait et six mois après, l'empereur ni l'archiduc n'inquiéteraient en aucune manière le roi catholique pour raison de la Castille ; que le pape exhorterait le roi de Hongrie à entrer dans la ligue ; que chacun des confédérés pourrait nommer dans quatre mois ses alliés et ses partisans, parmi lesquels ne pourraient être compris ni les Vénitiens ni les sujets ou vassaux des autres confédérés, et qu'enfin les ratifications seraient respectivement fournies dans soixante jours.

En concluant la ligue on fit la paix entre l'archiduc et le duc de Gueldre ; il fut stipulé que le dernier rendrait toutes les places qu'il avait prises ; mais la restitution ne fut pas réciproque, car l'archiduc garda ses conquêtes. Le cardinal de Rouen partit de Cambrai le lendemain de la publication, après avoir chargé[1] l'évêque de Paris et Albert Pio, comte de Carpi, d'aller chercher la ratification de l'empereur, qui la donna sur-le-champ et qui la confirma par un serment solennel.

Il est certain que, quoiqu'on eût exprimé dans le traité qu'il se faisait en vertu des pleins pouvoirs du pape et du roi d'Aragon, ils n'en avaient pourtant donné aucun ; mais l'empereur et le roi de France ne doutèrent pas qu'ils ne le ratifiassent, soit en considération de l'utilité qui leur en reviendrait, soit parce que dans la situation présente de leurs affaires ni l'un ni l'autre n'oserait le refuser. En effet, quoique le roi catholique fût bien loin d'approuver cette ligue, parce que l'agrandissement de la France lui était fort suspect et qu'il aurait préféré la sûreté du royaume de Naples au recouvrement de la portion de cet Etat qui était entre les mains des Vénitiens, il se hâta de confirmer ce traité pour ne pas découvrir ce qu'il en pensait.

Le pape était bien éloigné de prendre son parti si vite ; il flottait toujours entre l'envie de rentrer dans les places de la Romagne en se vengeant des Vénitiens et la crainte que lui donnait le roi de France ; ses défiances s'augmentaient encore par la considération du péril où le Saint-Siége et sa personne même allaient être exposés si l'empereur s'agrandissait en Italie. Dans cet embarras, jugeant qu'il serait plus avantageux d'obtenir par le moyen de la paix une partie de ce qu'il désirait que le tout par la voie des armes, il sollicita les Vénitiens à lui rendre au moins Rimini et Faënza ; il leur fit représenter que le danger qui les menaçait par l'union de tant de puissances serait encore bien plus grand s'il se joignait à elles, parce qu'il ne pourrait alors se dispenser d'employer contre eux les armes spirituelles et temporelles, au lieu qu'en lui rendant seulement les places qu'ils avaient enlevées à l'Eglise depuis son pontificat et en rétablissant ainsi son honneur, ils lui donneraient une raison plausible de ne pas ratifier la ligue, qui se dissiperait facilement dès qu'elle ne serait pas appuyée de l'autorité pontificale. Il les assurait qu'en ce cas il travaillerait de son pouvoir à la faire échouer, quand ce ne serait que pour empêcher en Italie l'agrandissement des Barbares, qui n'était pas moins à craindre pour le Saint-Siége que pour les autres puissances.

On délibéra dans le sénat sur cette proposition. Quelques-uns furent d'avis qu'il importait beaucoup de séparer le pape d'avec les confédérés ; mais les autres soutenaient que la restitution qu'il exigeait serait une tache à la gloire de la république, et que d'ailleurs elle n'éloignerait pas la guerre qui les menaçait. On aurait pris le bon parti sans Dominique Trevisani, sénateur de grande autorité et l'un des procurateurs de Saint-Marc, dignité qui est immédiatement après celle du doge.

Il représenta avec beaucoup d'éloquence :

[1] Étienne Poncher, prélat d'une rare prudence et fort savant. Il était fils d'un grénetier du grenier à sel de Tours. Il fut d'abord chanoine de Saint-Gratien de cette ville, et ensuite conseiller-clerc au parlement de Paris en 1485, président aux enquêtes en 1496, évêque de Paris en 1503 et archevêque de Sens en 1519. Louis XII le fit garde-des-sceaux en 1512, après la mort du chancelier de Ganay. Poncher les remit le 2 janvier 1515 à François I, qui fit Antoine du Prat chancelier. Il mourut le 24 février 1524, âgé de soixante-dix-huit ans.

« Que l'union du pape avec les confédérés ou la séparation d'avec eux était la chose du monde la plus indifférente ; qu'on ne l'avait nommé dans le traité de Cambrai que pour donner à la ligue des couleurs plus favorables et la rendre moins odieuse, mais qu'en effet elle avait été conclue sans lui, et que, quand même il n'y contribuerait pour rien, les confédérés n'en exécuteraient pas leur projet avec moins de chaleur ; que les troupes de l'Eglise, rebut de la milice, n'étaient pas assez redoutables pour qu'on achetât si cher l'avantage de ne les point avoir pour ennemies ; que d'ailleurs les places de la Romagne se défendraient d'elles-mêmes avec de faibles garnisons, supposé que le pape voulût les attaquer dans le même temps que les autres confédérés agiraient contre la république ; qu'il ne fallait pas croire que les armes spirituelles pussent se faire entendre parmi le bruit et la confusion de la guerre ; qu'elles ne seraient pas plus dangereuses dans cette occasion qu'elles l'avaient été dans l'expédition de Ferrare, où, malgré les foudres du Vatican, ils avaient su obtenir une paix honorable pour eux et honteuse au reste de l'Italie, alors riche, puissante et réunie tout entière contre leur république. En effet, quelle apparence que Dieu voulût exercer sa sévérité ou sa miséricorde, sa colère ou sa bonté, au gré d'un homme ambitieux et superbe, adonné au vin et à tant d'autres excès, et qu'il se réglât plutôt sur les caprices de Jules que sur la justice et sur le bien de la chrétienté? Peut-on, ajouta-t-il, s'assurer que le pape, après la restitution de Faënza et de Rimini, ne se joindra pas aux confédérés pour avoir encore Ravenne et Cervie? Sera-t-il de meilleure foi que ses prédécesseurs, qui, pour autoriser leurs injustices, ont établi par des lois expresses cette maxime, que nonobstant tous contrats, toutes promesses et toute prescription, l'Eglise peut toujours poursuivre ses prétentions et contrevenir directement aux engagements les plus solennels? Qu'à la vérité l'empereur et le roi de France avaient formé la ligue de Cambrai avec beaucoup d'ardeur, mais qu'il n'en était pas ainsi des autres confédérés ; que le roi catholique n'y était entré que malgré lui et qu'on voyait assez que le pape était toujours incertain et livré à ses défiances ordinaires ; qu'ainsi cette ligue n'était pas plus à craindre que les projets concertés à Trente et ensuite à Blois entre les mêmes Maximilien et Louis, qui trouveraient toujours dans l'exécution des difficultés aussi insurmontables que celles qui les avaient déjà arrêtés ; que le point le plus important que le sénat devait se proposer était de détacher l'empereur de cette ligue ; qu'il était facile d'y réussir attendu le caractère de ce prince, ses besoins continuels et son ancienne haine contre les Français ; qu'après cela on devait cesser de craindre la guerre, parce que le roi de France n'oserait attaquer seul les Vénitiens comme il ne l'avait pas fait jusqu'alors ; que dans les affaires d'Etat ce n'était que dans le commencement qu'il fallait délibérer, mais que quand une fois on les avait entamées et suivies jusqu'à un certain point on ne pouvait plus reculer sans déshonneur et sans danger ; que l'esprit de la république avait été, dans tous les temps, d'accroître son empire, et qu'elle en avait saisi toutes les occasions sans craindre les effets de la haine et de la jalousie ; que rendre aujourd'hui une partie de ce qu'elle possédait après avoir été constamment dans un usage contraire n'était pas un moyen sûr d'éloigner le péril, parce qu'on n'attribuerait cette conduite qu'à une extrême crainte, ce qui ne ferait qu'augmenter l'audace de ses ennemis ; que si une fois les Vénitiens cédaient dans la plus petite chose, ils perdraient beaucoup de leur réputation, et qu'ensuite ils auraient sans comparaison plus de peine à sauver le reste qu'ils n'en auraient aujourd'hui à conserver le tout, en s'opposant avec courage au premier qui les attaquerait ; que la république avait plusieurs fois soutenu de grandes guerres contre les princes chrétiens et qu'elle les avait glorieusement terminées par sa valeur et sa fermeté ; qu'il y avait lieu d'espérer que dans un temps où elle était plus florissante que jamais on viendrait à bout d'éloigner le péril, quoique plus grand que les précédents ; que dans les guerres entreprises en commun par plusieurs puissances contre une seule il y avait toujours plus d'apparence que de réalité, et que leur première ardeur était bientôt refroidie par la division et la défiance qui se mettaient ordinairement entre des alliés ; qu'enfin les Vénitiens devaient s'assurer que, quand ils feraient de leur côté tout ce qui dépendrait d'eux pour se bien défendre, Dieu, qui est un juge

équitable, n'abandonnerait pas une république née et nourrie dans la liberté, l'ornement et l'honneur de toute l'Europe, et ne permettrait pas que des princes ambitieux, sous le vain prétexte de porter ensuite la guerre chez les infidèles, vinssent à bout de se rendre maîtres et de disposer du sort d'une ville qui s'était toujours signalée par son zèle pour la religion, et qui depuis tant de siècles servait de boulevard à toute la chrétienté. »

La plus grande partie du sénat fut entraînée par ce discours, et la même fatalité qui avait engagé plusieurs fois les Vénitiens depuis quelques années à prendre le plus mauvais parti les détermina encore dans cette occasion contre l'avis des meilleures têtes du sénat; c'est pourquoi le pape, après avoir différé jusqu'au dernier jour, ratifia le traité de Cambrai; mais il déclara en même temps qu'il ne ferait aucun acte d'hostilité qu'après que le roi de France aurait commencé la guerre.

Cependant les Pisans étaient réduits à la dernière extrémité. Outre que les Florentins leur avaient enlevé la récolte de l'année précédente et qu'ils faisaient continuellement des courses jusqu'aux portes de leur ville, ils avaient pris à leur solde le fils de Bardella de Porto-Venere, avec quelques vaisseaux, pour empêcher qu'il n'entrât des vivres dans Pise par la rivière: c'est pourquoi cette place assiégée par terre et par mer, manquant de moyens pour louer des vaisseaux et des soldats étrangers, et ne recevant plus de ses voisins que des secours tardifs, désespérait presque entièrement de pouvoir se soutenir.

Les Génois et les Lucquois voulurent faire un effort pour envoyer à Pise un grand convoi de grains qu'on mit dans plusieurs barques qui furent escortées par deux vaisseaux génois et deux galions. Cette petite flotte s'avança à la Spezie et ensuite à Viareggio, afin que de là les Pisans fissent transporter ces blés dans leur ville sur quatorze brigantins et quelques barques. Les Florentins, jugeant que Pise était sauvée pour cette année si elle recevait ces rafraîchissements, firent tous leurs efforts pour en empêcher le transport. Dans cette appréhension ils joignirent aux vaisseaux qu'ils avaient déjà un bâtiment anglais qui se trouva par hasard dans le port de Livourne, avec quelques flûtes et quelques brigantins; ensuite, pour appuyer cette escadre du côté de la terre, ils envoyèrent un grand nombre de gens de pied levés à la hâte dans leurs Etats, et toute leur cavalerie, dans les lieux par où les vaisseaux des ennemis pouvaient remonter à Pise, soit par l'embouchure de l'Arno, soit par celle de la rivière morte qui se décharge dans ce fleuve. Les ennemis vinrent jusqu'à l'embouchure de l'Arno, mais ils trouvèrent les vaisseaux des Florentins entre cet endroit et la rivière morte, leurs troupes de terre dans tous les postes avantageux, et les deux rivages de l'Arno bordés d'artillerie. Voyant donc l'impossibilité qu'il y avait de passer outre, ils se retirèrent dans la rivière de Gênes, après avoir perdu trois brigantins chargés de blé.

Cette tentative ayant été inutile, on ne pouvait douter que les Pisans ne fussent contraints par la famine de se rendre. Enfin, pour leur couper absolument les vivres du côté de la rivière et les secours de leurs voisins, les Florentins jetèrent sur l'Arno un pont de bois, fortifié de deux bastions aux deux bouts, et forcèrent en même temps les Lucquois de s'accommoder avec la république. Ils envoyèrent de Cascina un détachement de troupes dans le port de Vioreggio, avec ordre de piller des magasins d'étoffes de soie qui appartenaient aux marchands de Lucques. Cette résolution fit tant de peur aux Lucquois qu'ils envoyèrent des députés à Florence. On conclut un traité par lequel il fut arrêté qu'il y aurait une alliance défensive entre les deux républiques pour trois ans, pendant lesquels les Lucquois ne pourraient secourir en aucune manière les Pisans; qu'en cas que les Florentins reprissent la ville de Pise dans un an, cette alliance serait censée conclue pour douze autres années, et que pendant qu'elle durerait ils ne pourraient troubler les Lucquois dans la possession de Pietra-Santa et de Mutrone, sans préjudice néanmoins de leurs droits sur ces places.

Mais le traité que les Florentins conclurent avec le roi de France et avec le roi catholique fut encore plus important pour la réduction de Pise. Il s'y était trouvé beaucoup de difficultés. Les Florentins, sur l'expérience du passé, craignaient que toute cette négociation ne tendît qu'à tirer d'eux beaucoup d'argent, et qu'après cela l'affaire de Pise ne demeurât dans le même état. D'un autre côté le roi de France, persuadé

que les Florentins ne différaient de conclure que parce qu'ils se flattaient que Pise, dans l'extrémité où elle se trouvait, ne tiendrait pas encore long-temps, voulait absolument retirer quelque avantage de la réduction de cette ville. Dans cette vue il ordonna à Bardella, qui était son sujet, de se retirer du service des Florentins, et à Chaumont d'envoyer six cents lances au secours des Pisans. Cette démarche fit enfin conclure le traité. Il fut stipulé que ni le roi de France ni celui d'Aragon ne pourraient donner du secours aux Pisans ; qu'ils empêcheraient efficacement leurs sujets ou leurs alliés de fournir aux assiégés des vivres, de l'argent, des troupes ou des munitions de guerre ; que les Florentins paieraient cinquante mille ducats dans de certains termes à chacun des deux rois, en cas que Pise fût réduite dans un an ; qu'il y aurait ligue entre eux pour trois ans, à commencer du jour de cette réduction, et qu'en vertu de cette alliance les Florentins seraient obligés de défendre les Etats des deux rois en Italie avec trois cents hommes d'armes ; obligation qui devait être réciproque de la part de Louis et de Ferdinand à l'égard de la république de Florence.

Outre ce traité, qui était commun aux deux rois, il y eut encore une convention faite à l'insu de celui d'Aragon, par laquelle les Florentins promirent de payer cinquante mille autres ducats au roi de France. Outre ces sommes déjà considérables, ils s'obligèrent encore de donner vingt-cinq mille ducats aux ministres des deux rois. Le cardinal de Rouen devait distribuer cet argent pour la plus grande partie.

Si ces obligations furent onéreuses aux Florentins, elles couvrirent d'infamie ces deux princes. L'un abandonnait pour de l'argent une ville qu'il avait plusieurs fois hautement assurée de sa protection, et dont même, comme on le découvrit depuis, Gonzalve avait accepté la souveraineté pour son maître. L'autre, malgré toutes les promesses qu'il avait faites, tantôt aux Florentins et tantôt aux Pisans, vendait à vil prix la liberté de ceux-ci dans laquelle il les avait autorisés, et forçait leurs ennemis à lui payer bien cher la permission de recouvrir leur propre bien ; preuve funeste, mais trop ordinaire aujourd'hui, que l'intérêt est plus fort que l'honneur même.

L'affaire de Pise, qui avait long-temps tenu toute l'Italie en suspens, était alors un objet peu important en comparaison des grandes choses dont on était occupé. Après que la ligue de Cambrai eut été ratifiée par tous les confédérés, le roi de France commença à faire de grands préparatifs. Il n'y avait encore de sa part ni menaces, ni déclaration de guerre ; mais comme ses desseins ne pouvaient se cacher plus long-temps, le cardinal de Rouen prit prétexte de quereller avec beaucoup de vivacité l'ambassadeur de Venise dans le conseil, sur ce que le sénat, au mépris de l'alliance du roi, faisait fortifier l'abbaye de Cerreto dans le territoire de Crême. Il y avait eu autrefois une forteresse en cet endroit, mais elle avait été rasée en conséquence d'un des articles de la paix conclue en 1454 entre les Vénitiens et François Sforze, duc de Milan. Cet article portait que les Vénitiens ne pourraient dans aucun temps y élever des fortifications ; le traité conclu entre le roi et eux était relatif à cette paix, et particulièrement à l'article concernant l'abbaye de Cervetto.

Peu de jours après le roi se rendit à Lyon ; ses troupes se mirent en marche pour passer les monts, et six mille Suisses qu'il avait à sa solde se tinrent prêts à partir. Les Génois lui fournissaient quatre caraques ; les Florentins lui donnaient par avance cinquante mille ducats sur ce qu'ils devaient lui payer après le recouvrement de Pise ; le duché de Milan, où l'on désirait avec chaleur la réunion des anciennes dépendances de cet Etat, avait fourni au roi cent mille ducats ; enfin un grand nombre de gentilshommes et de vassaux de ce duché se préparaient à suivre ce prince avec des troupes en bon état.

Pendant ce temps-là les Vénitiens se disposaient avec beaucoup de courage à bien soutenir la guerre. La république n'oublia rien pour mettre sur pied des forces dignes d'elle et capables de la défendre, et enfin elle mit en usage tout ce qu'elle avait de ressources avec d'autant plus de diligence qu'elle avait tout lieu de présumer que si elle pouvait résister aux premiers efforts de l'ennemi, la ligue de Cambrai, dont les membres n'étaient pas trop bien unis entre eux, perdrait facilement sa première chaleur ou se dissiperait même tout-à-fait. Il n'y eut pas jusqu'à ceux qui s'étaient opposés le

plus fortement à la résolution qu'on avait prise qui ne firent paraître autant d'ardeur que ceux qui en étaient les auteurs. Plus touchés de la sûreté publique que de leur propre intérêt, ils ne cherchèrent point à se rendre plus considérables en reprochant aux autres leur témérité ou en empêchant de prendre les moyens de prévenir le danger auquel on exposait la république. Cette unanimité fit beaucoup d'honneur au sénat.

Lorsqu'ils virent presque toute la chrétienté se déclarer contre eux, ils eurent grand soin de désunir les confédérés. Ils se repentaient déjà d'avoir rejeté la proposition du pape, d'autant plus qu'ils avaient lieu de croire qu'il se serait contenté de la restitution de Faënza; ainsi ils renouèrent la négociation avec lui, et ils en entamèrent une autre avec l'empereur et avec le roi catholique. A l'égard du roi de France ils ne lui firent aucune proposition, soit à cause de la haine réciproque qui était entre eux, soit parce qu'ils désespéraient de l'amener à leur but. Mais le pape n'était plus en état d'accepter ce qu'il avait demandé d'abord. Le roi catholique aurait bien voulu s'accommoder, mais il ne pouvait le faire sans les autres, et l'empereur était animé d'une si furieuse colère contre les Vénitiens qu'il ne voulut ni entendre ni voir Jean-Pierre Stella, secrétaire de la république, muni d'amples pouvoirs pour faire des offres avantageuses à l'un et à l'autre de ces princes.

Dans ces circonstances ils ne pensèrent plus qu'à se défendre par les armes; ils levèrent de toutes parts une cavalerie et une infanterie nombreuse, et ils armèrent beaucoup de vaisseaux et de barques pour garder les côtes de la Romagne, les places de la Pouille, et pour garnir le lac de Garde, le Pô et les autres rivières par où le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue pouvaient les insulter.

La république eut encore sujet d'être alarmée par plusieurs accidents qui arrivèrent alors. Le tonnerre tomba sur la citadelle de Bresse; une barque qu'on envoyait porter de l'argent à Ravenne périt avec dix mille ducats, et les archives de la république s'écroulèrent tout d'un coup. Mais ce qui les effraya plus que tout le reste fut que, pendant que le conseil des Dix était assemblé, le feu prit à l'arsenal, soit par hasard, soit que quelqu'un eût été assez méchant pour l'y mettre. C'était dans le lieu où l'on gardait la poudre. On y accourut en foule pour l'éteindre, mais on ne put empêcher que la flamme, excitée par un grand vent et trouvant des matières combustibles, ne consumât les carcasses de douze galères et une grande quantité de poudre à canon.

Il leur arriva encore un autre accident; ils avaient pris à leur solde Jules[1] et Renzo Orsini et Troïle Savello avec cinq cents hommes d'armes et trois mille hommes d'infanterie; mais le pape fit de sévères défenses à ces capitaines, qui étaient sujets et vassaux de l'Eglise, de sortir du territoire de Rome, et les engagea même à retenir quinze mille ducats qu'ils avaient reçus des Vénitiens, sous la promesse qu'il fit d'en tenir compte à la république sur ce qu'elle devait au Saint-Siége à cause de la Romagne.

Les Vénitiens destinèrent leurs meilleures troupes à faire tête au roi de France, parce que vraisemblablement c'était par ce prince qu'ils devaient être plus vivement et plus tôt attaqués. Quoique le roi d'Aragon eût fait de grandes promesses aux autres confédérés, on ne voyait pas qu'il fît beaucoup de préparatifs, et il y avait grande apparence que l'empereur, qui était alors en Flandre où il tâchait d'engager les sujets de son petit-fils à lui fournir de l'argent, ne pourrait se mettre en campagne dans le temps promis, et que le pape, qui comptait plus sur les victoires des autres que sur ses forces, se réglerait par les événements,

CHAPITRE II.

L'armée vénitienne sur l'Oglio. L'armée française passe l'Adda. Admonition du pape aux Vénitiens. Leur réponse. Bataille de l'Adda. Défaite des Vénitiens. D'Alviano prisonnier. Bergame se rend au roi de France. Les Français s'emparent de Peschiera. Le pape Jules marche sur la Romagne. Le duc de Ferrare se déclare contre les Vénitiens. Les Vénitiens abandonnent Vérone et Padoue, et envoient Antoine Giustiniano comme ambassadeur à Maximilien. Consternation générale à Venise. Harangue de Giustiniano à l'empereur.

On ne doutait pas que les Français n'ouvrissent la campagne dans la Ghiaradadda et qu'ils ne passassent la rivière d'Adda vers Casciano; c'est pourquoi l'on choisit Pontevico, sur la rivière de l'Oglio, pour y assembler l'armée vénitienne; le comte de Pitigliano en était capitaine général, Barthélemi d'Alviano gouver-

(1) Il a été plus connu sous le nom de *Renzo de Cere*.

neur, Georges Cornaro et André Gritti provéditeurs. Ils avaient tous un mérite supérieur qui répondait à leur grande réputation. Deux d'entre eux s'étaient couverts de gloire l'année dernière, l'un par ses victoires dans le Frioul, l'autre en chassant les Allemands de Rovere.

Dans le conseil qui se tint sur la manière dont on ferait la guerre, les avis furent partagés. D'Alviano, vif et bouillant, prompt à saisir l'occasion attendue, plein de feu dans le conseil et dans l'exécution, et fier des succès de l'année précédente, voulait qu'on établît le siége de la guerre dans le pays ennemi, au lieu d'attendre les Français sur les terres de la république, et qu'on attaquât le duché de Milan avant l'arrivée du roi de France. Mais le comte de Pitigliano, soit que l'âge eût émoussé son courage, comme le disait d'Alviano, soit qu'une longue expérience le rendît puls prudent et plus retenu, était d'avis que, sans s'amuser à défendre la Ghiaradadda dont la perte n'était d'aucune importance pour le fond de la guerre, il fallait camper à Orci, comme avait fait autrefois François Carmignole et ensuite Jacques Piccinino, les plus fameux capitaines de leur temps, dans les guerres des Vénitiens et des ducs de Milan. Il disait, pour appuyer son sentiment, que ce poste était extrêmement avantageux par sa situation et à portée de donner du secours à toutes les places de l'Etat de Venise, se trouvant justement au milieu des rivières de l'Oglio et du Serio; que si les Français venaient attaquer l'armée dans cet endroit, ils seraient contraints de se retirer avec perte, attendu la force du lieu; que s'ils voulaient assiéger Crémone, Crême, Bergame ou Bresse, on pourrait aisément s'approcher d'eux et se saisir des postes avantageux, d'où la cavalerie légère et les Stradiots les harcelleraient facilement; qu'on leur couperait les vivres, et qu'ainsi, sans rien hasarder, on les empêcherait de prendre aucune ville importante et de porter la guerre dans les terres de la république.

Le sénat rejeta ces deux avis; le premier lui parut trop hardi, le second trop timide et peu convenable aux circonstances; on aurait bien voulu suivre dans cette occasion l'ancien esprit de la république, qui était de ne rien risquer et de se mesurer toujours sur ses forces. Le parti d'opposer toutes les troupes au roi de France était bien en lui-même le plus sage et le plus sûr; mais les conjonctures le rendaient incertain et dangereux; car si dans le temps qu'on ferait tête aux Français l'empereur venait à fondre sur les Etats de la république par un autre côté, quelle armée, quels capitaines pourrait-on lui opposer? C'est pourquoi le sénat prit le milieu entre ces deux avis contraires, comme il arrive souvent, et il fut arrêté que l'on se porterait sur la rivière d'Adda pour ne pas laisser la Ghiaradadda à la discrétion des ennemis; mais les généraux eurent un ordre précis de n'en point venir aux mains avec eux, à moins qu'il n'y eût beaucoup d'apparence de remporter l'avantage, ou sans une nécessité absolue.

Aussitôt que le roi eut[1] passé les Alpes avec le duc de Lorraine[2] et toute la noblesse de France, il envoya déclarer la guerre aux Vénitiens par le héraut *Monjoye*, qui eut ordre de la déclarer aussi, chemin faisant, aux magistrats qu'ils avaient à Crémone. L'armée n'étant pas encore entièrement assemblée, le roi résolut de n'ouvrir la campagne que lorsqu'il serait en personne à Casciano. Mais soit pour satisfaire à l'impatience du pape, qui se plaignait déjà que le terme marqué par le traité était expiré, soit pour faire écouler plus tôt les quarante jours après lesquels l'empereur était obligé d'agir de son côté, il donna ordre à Chaumont de commencer la guerre avant que l'armée des Vénitiens, qui n'était pas aussi tout-à-fait assemblée, fut partie de Pontevico.

Suivant cet ordre[3], Chaumont fit passer la rivière d'Adda à gué auprès de Casciano à trois mille chevaux, et six mille hommes d'infanterie la traversèrent sur des bateaux avec l'artillerie; après quoi il marcha à Trevi, qui est à trois milles de Casciano. Justinien Marosini, provéditeur des Stradiots, Vitelli de Città-di-Castello, et Vincent de Naldo, étaient dans cette ville, où ils s'occupaient à lever l'infanterie qu'on devait distribuer dans les villes voisines. Ils crurent que les Français, qui s'étaient dispersés par pelotons, n'étaient venus que pour piller la campagne et non pour assiéger Trevi; ils se contentèrent donc d'envoyer contre eux deux cents hommes de pied et quelques Stra-

(1) Il les passa au commencement d'avril.

(2) Antoine, qui avait succédé à René II, son père, mort en 1508. Il mourut en 1544.

(3) Le 15 avril.

diots. Une partie des Français les ayant attaqués s'avança jusqu'au ravelin de la porte de cette place, et le reste de leurs troupes y étant arrivé presque aussitôt, ils mirent du canon en batterie et commencèrent à faire tirer des fauconneaux contre les murailles. La lâcheté des commandants, qui furent effrayés de cette attaque imprévue, ou le soulèvement des habitants fit rendre la place à discrétion. Le provéditeur, Vitelli, Vincent et plusieurs autres furent faits prisonniers, et avec eux cent chevau-legers et environ mille hommes de pied, qui étaient tous du Val-di-Lamone, et il n'y eut que deux cents Stradiots qui se sauvèrent par la fuite. Après la prise de cette ville et de quelques autres places voisines, Chaumont repassa l'Adda avec toutes ses troupes.

Le même jour, le marquis de Mantoue, qui avait une compagnie de cent lances au service du roi, s'avança jusqu'à Casal-Maggiore. Cette place lui fut d'abord livrée avec Louis Bono, officier vénitien, par les habitants. Dans le même temps, Roquebertin, étant sorti de Plaisance avec cent cinquante lances et trois mille hommes d'infanterie, passa l'Adda sur un pont de bateaux à l'endroit où cette rivière se jette dans le Pô et ravagea le territoire de Crémone. La garnison de Lodi y entra aussi par un autre côté, après avoir jeté un pont sur l'Adda pour s'en ouvrir le chemin. Enfin tous les paysans de la montagne de Brianza coururent tout le pays jusqu'à Bergame. Ces cinq différentes attaques faites dans un même jour firent plus de bruit que d'effet, car Chaumont s'en retourna aussitôt à Milan pour y recevoir le roi, qui s'approchait de cette ville. Le marquis de Mantoue, qui avait manqué son coup sur Asola, ayant appris que d'Alviano avait passé l'Oglio à Ponte-Molaro avec beaucoup de troupes, abandonna Casal-Maggiore.

La guerre étant ainsi commencée, le pape publia une bulle foudroyante sous le titre de *Monitoire*, dans laquelle il parlait de toutes les villes usurpées par les Vénitiens sur le Saint-Siége, des droits qu'ils s'étaient arrogés au préjudice des libertés de l'Eglise et de la juridiction des papes, en conférant des évêchés et d'autres bénéfices, et en attribuant aux tribunaux séculiers les causes spirituelles et d'autres matières du ressort de la puissance ecclésiastique; en un mot il y rappelait toutes les injures faites par ces républicains aux souverains pontifes et leur mépris pour l'autorité apostolique. Il ajoutait que tout récemment, pour le troubler dans la possession de Bologne, ils avaient fait venir à Faënza les Bentivoglio, rebelles à l'Eglise et excommuniés aussi bien que ceux qui leur donnaient retraite. Enfin il les sommait de lui restituer dans vingt-quatre jours toutes leurs usurpations avec les revenus qu'ils en avaient tirés, sous peine d'encourir les censures; en cas de désobéissance il les déclarait criminels de lèse-majesté divine, mettait en interdit non-seulement la ville de Venise, mais encore tous les lieux de leur domination et les villes mêmes des autres Etats qui donneraient retraite à quelque Vénitien; il permettait aussi à tous les chrétiens de les traiter comme ennemis publics, de s'emparer de leurs biens et de les réduire en servitude. Quelques jours après la publication de cette bulle on répandit dans Rome, sous le nom de la seigneurie et des magistrats de Venise, un écrit où le pape et le roi de France étaient fort maltraités.

Ce libelle contenait un appel du monitoire au futur concile, et, en cas que la justice humaine prévariquât, à Jésus-Christ même, juge intègre et souverain maître des uns et des autres.

Dans le même temps, Monjoye arriva à Venise, et déclara la guerre à la république de la part du roi de France. Ce héraut, ayant été introduit devant le doge et le sénat[1], soutint la validité des motifs de son maître avec plus de véhémence que de vérité ou de justice. Après une délibération d'un moment, le doge fit réponse que la république ne se serait jamais attendue à la guerre de la part du roi, surtout après avoir exécuté fidèlement le dernier traité et s'être même attiré l'inimitié de l'empereur pour n'avoir pas voulu abandonner le parti de la France; mais que, puisqu'il les attaquait, ils tâcheraient de se défendre, espérant d'y réussir avec leurs forces, soutenues de la justice de leur cause. Cette réponse parut plus convenable à la dignité de la république que des justifications et des plaintes inutiles contre un prince qui était déjà en armes sur leurs terres.

Quand l'armée vénitienne se fut assemblée à Pontevico, elle se trouva composée de deux

(1) Cet acte de déclaration de guerre est du 17 avril.

mille hommes d'armes, de trois mille hommes tant de cavalerie légère que Stradiots, de quinze cents hommes d'infanterie que le courage des soldats et l'expérience des chefs pouvaient faire regarder comme la fleur et l'élite de toutes les troupes italiennes; on y comptait encore quinze cents hommes de pied tirés des milices de la république, et elle était fournie d'une nombreuse artillerie. Cette armée s'était postée à Fontanella, à six milles de Lodi, d'où l'on était à portée de secourir facilement Crémone, Crême, Caravagio et Bergame. La retraite de Chaumont au-delà de l'Adda parut favorable aux Vénitiens pour reprendre Trevi, d'autant plus que l'armée du roi n'était pas encore entièrement assemblée. On y alla donc par ordre du sénat, mais contre l'avis d'Alviano, comme il l'a assuré depuis; il disait que défendre de combattre les ennemis et ordonner en même temps de s'en approcher de si près, c'était se contredire; qu'il ne serait peut-être pas au pouvoir des Vénitiens de se retirer; qu'en tout cas ils ne pourraient le faire sans perdre beaucoup de leur réputation, ce qui était d'une conséquence infinie pour le fond de la guerre; que pour lui, ne voulant commettre ni son honneur, ni la gloire de la milice italienne, il aimerait mieux mourir que de s'exposer à recevoir un pareil affront.

Cependant les Vénitiens reprirent d'abord Rivolta où les Français n'avaient laissé aucune garnison, et ils y mirent cinquante chevaux et trois cents hommes d'infanterie; ensuite ils s'approchèrent de Trevi, qui est sur une petite éminence, assez près de la rivière d'Adda. Chaumont y avait mis cinquante lances et mille hommes de pied sous les ordres du capitaine Imbault de Fontrailles, Gascon, et du chevalier Blanc. Les Vénitiens établirent leur batterie du côté de Casciano où la muraille était plus faible, et en pressèrent si vivement l'effet que les assiégés se rendirent le lendemain. Les capitaines demeurèrent prisonniers et les soldats eurent la liberté de se retirer sans armes. La ville, livrée à la discrétion des vainqueurs, fut mise au pillage; mais il leur en coûta plus cher qu'aux vaincus.

Le roi de France ayant appris que l'armée ennemie assiégeait Trevi, et jugeant que la prise de cette place, presque sous ses yeux, ferait tort à sa réputation, partit aussitôt de Milan pour la secourir; il arriva sur l'Adda, auprès de Casciano, le lendemain de la reddition, qui fut le neuvième jour de mai. On avait déjà jeté sur cette rivière trois ponts de bateaux sur lesquels il la passa avec toute son armée, sans que les ennemis fissent le moindre mouvement pour s'y opposer. On fut étonné de ce qu'ils ne chargeaient pas l'avant-garde avant que le reste de l'armée l'eût jointe; Trivulce, voyant passer les troupes sans aucun obstacle, cria au roi: « Sire, la victoire est à vous! » Ce n'est pas que les généraux vénitiens ne sentissent tout l'avantage qui s'offrait à eux, et n'eussent bien voulu en profiter; mais ils ne purent, ni par autorité, ni par prières, ni même par menaces, faire obéir les soldats, acharnés au pillage de Trevi. D'Alviano fit enfin mettre le feu à la ville, jugeant que c'était le seul moyen de les en chasser; mais il était trop tard, car les Français étaient déjà passés, se moquant de la lâcheté et de la mauvaise conduite des ennemis.

Le roi alla camper à un peu plus d'un mille du camp ennemi, qui était sur une éminence, poste si fort par son assiette et par les ouvrages qu'on y avait élevés qu'il était très dangereux de l'attaquer. Plusieurs du conseil du roi, persuadés que l'empereur ne tarderait pas à paraître, étaient d'avis de différer; et ils disaient que dans la guerre ceux qui se tiennent sur la défensive ont toujours de l'avantage sur ceux qui attaquent, et que si l'on attendait que l'armée de l'empereur agît de son côté, les Vénitiens, ne pouvant garantir leur État contre lui et contre le roi sans partager leurs forces, se trouveraient dans la nécessité de chercher à en venir à une action décisive. Mais le roi était d'un autre sentiment, supposé néanmoins que l'on pût combattre dans un terrain dont l'avantage ne prévalût pas à la valeur de ses troupes. Il ne croyait pas que l'empereur dût se mettre en campagne aussi promptement qu'on le disait; d'ailleurs, comme il se trouvait en personne à la tête de toutes les forces de son royaume, non-seulement il se flattait de vaincre, mais il était encore persuadé qu'il y allait de son honneur de terminer cette guerre sans aucun secours étranger. Il se repaissait par avance de la gloire qu'il y aurait à ne laisser à ses alliés que le soin de recueillir le fruit d'une victoire qu'ils ne devraient qu'à sa valeur et à sa puissance

D'un autre côté, le plan du sénat et des généraux vénitiens, que la crainte de l'empereur tenait en respect, était de temporiser, de prendre des postes avantageux, d'éviter ainsi le combat, et en même temps d'empêcher les Français de faire aucun progrès considérable. C'est pourquoi les deux armées passèrent toute la journée en présence l'une de l'autre, et il n'y eut que quelques escarmouches entre les chevau-légers; les Français firent avancer, mais inutilement, leur artillerie pour tâcher d'engager le combat.

Le lendemain[1], le roi tourna vers Rivolta, pour voir si l'envie de conserver cette place ne ferait point sortir les Vénitiens de leurs retranchements; mais voyant que tout était inutile, il voulut tirer d'eux au moins un aveu tacite qu'ils n'osaient accepter le combat. Dans ce dessein il se tint en bataille pendant quatre heures en leur présence; ils se contentèrent de paraître en bataille à la tête du camp, sans en sortir. Cependant un détachement de l'armée conduisit du canon devant Rivolta qui fut emportée d'assaut. Le roi y entra le soir même avec l'armée, fort inquiet de la manœuvre des ennemis, qu'il louait d'autant plus qu'elle lui déplaisait davantage. Après qu'il y eût passé un jour, il voulut les mettre dans la nécessité de décamper. A cet effet[2], ayant mis le feu à Rivolta, il en partit dans le dessein d'aller la nuit suivante à Vaïla ou à Pandino, comptant que de l'un ou de l'autre de ces deux postes il intercepterait les vivres qu'ils tiraient de Crémone et de Crême. Les généraux vénitiens ayant pénétré son dessein, convinrent tous qu'il fallait décamper et prendre ailleurs un poste avantageux proche des Français, afin de les tenir toujours en échec. Le comte de Pitigliano était d'avis qu'on différât au lendemain; mais d'Alviano remontra si vivement qu'il était nécessaire de prévenir l'ennemi qu'on résolut enfin d'exécuter son avis sur-le-champ.

Il y avait deux chemins pour aller à Vaïla et à Pandino, l'un plus bas près de la rivière, et qui était le plus long parce qu'il était oblique; l'autre plus éloigné de l'Adda, mais plus droit et plus court; ces deux chemins formaient un arc. Le roi fit prendre le premier à son armée que l'on disait être de plus de deux mille lances, de six mille Suisses et de douze cents hommes d'autre infanterie, partie Gascons, partie Italiens; elle était d'ailleurs bien pourvue d'artillerie et d'un grand nombre de pionniers. Celle des Vénitiens prit l'autre chemin à la droite des ennemis; elle était composée de deux mille hommes d'armes, de plus de vingt mille hommes d'infanterie et d'un grand nombre de chevau-légers, partie Italiens, partie tirée de la Grèce; ils étaient à la tête de l'armée et marchaient plus serrés qu'à l'ordinaire, ne pouvant s'étendre, suivant leur coutume, à cause des haies et des buissons dont le terrain qui séparait les deux armées et qui les cachait l'une à l'autre était rempli. Ainsi les Vénitiens, ayant pris le chemin le plus court, devancèrent l'armée française, dont le front se trouva par ce moyen tout proche de l'arrière-garde des ennemis; d'Alviano y était avec huit cents hommes d'armes, et presque toute l'élite de l'infanterie. Ce général, ne s'attendant pas à combattre dans sa marche, laissait aller ses soldats assez mal en ordre. L'avant-garde française, où étaient cinq cents lances et les Suisses, était commandée par Charles d'Amboise et par Jean-Jacques Trivulce.

Soit que d'Alviano fût emporté par son impétuosité naturelle ou qu'il jugeât que la bataille était inévitable, il dépêcha sur-le-champ vers le comte de Pitigliano qui marchait devant avec le reste de l'armée, pour l'avertir du danger où il se trouvait et pour le prier de venir à son secours. Le comte lui fit dire de continuer son chemin et d'éviter le combat, tant parce que la prudence l'exigeait que par déférence aux ordres du sénat. Cependant d'Alviano avait placé son infanterie, avec six pièces de canon, sur une petite chaussée faite pour retenir un torrent qui séparait les deux armées et qui était alors presque à sec; il chargea les ennemis avec tant de fureur qu'il les fit plier, à la faveur des vignes qui embarrassaient leur cavalerie. Cet avantage lui donna de grandes espérances de la victoire. Mais le corps de l'armée du roi, où ce prince était en personne, s'étant avancé, les deux premiers escadrons prirent les Vénitiens par-derrière et rétablirent le combat.

On combattit de part et d'autre pendant trois heures avec une égale furie. D'un côté les Français, ranimés à la vue du secours qui leur

(1) Ce fut un samedi 12 mai.
(2) Le lundi 14.

arrivait, et combattant dans un lieu plus découvert où leur cavalerie, supérieure à celle des Vénitiens, pouvait agir aisément, étaient encore excités par la présence du roi. Ce monarque[1] s'exposait au feu comme le moindre soldat, et il se portait partout où il fallait donner des ordres, employant à propos les exhortations et les menaces. D'un autre côté l'infanterie vénitienne, encouragée par le premier succès, fit des efforts incroyables, et d'Alviano remplit tous les devoirs d'un grand capitaine et d'un soldat intrépide. Mais ses troupes, déjà beaucoup affaiblies par la cavalerie française, eurent encore un autre désavantage à essuyer. Il vint à tomber pendant le combat une pluie qui rendit le terrain si glissant que leur infanterie se soutenait à peine. D'ailleurs, n'étant point secourues par le reste de l'armée, elles commencèrent à être fort embarrassées. Néanmoins, combattant encore avec une extrême valeur, non plus dans l'espérance de vaincre qu'elles venaient de perdre, mais seulement pour mourir avec gloire, elles tinrent long-temps la victoire en balance et vendirent chèrement leur vie. Enfin, ayant perdu les forces plutôt que le courage, ces braves soldats ne voulurent point tourner le dos, et ils se firent presque tous tuer sur la place. Un de ceux qui moururent le plus glorieusement dans cette occasion fut Pierre, marquis del-Monte, à Santa-Maria en Toscane; il avait long-temps servi les Florentins dans la guerre de Pise, et il était alors colonel d'infanterie dans l'armée vénitienne.

La vigueur de cette partie de l'armée fit croire à beaucoup de gens que si l'armée entière s'était trouvée à l'action elle aurait certainement remporté la victoire. Mais le comte de Pitigliano, qui en avait avec lui la plus grande partie, ne voulut pas donner, soit qu'il craignît, comme il le disait, qu'en s'avançant il ne fût renversé par la cavalerie de l'arrière-garde qui avait pris la fuite, soit, comme le bruit en courut, que piqué de ce que d'Alviano avait entrepris de combattre contre ses ordres, et d'ailleurs n'espérant pas vaincre, il jugeât plus à propos de sauver cette partie de l'armée que de hasarder de la perdre tout entière pour appuyer la témérité de l'autre.

La perte des gens d'armes ne fut pas considérable dans cette action, mais l'infanterie vénitienne y fut très maltraitée; quelques-uns assurent qu'il en périt huit mille hommes, d'autres disent que de part et d'autre il n'y eût que six mille hommes de tués en tout. D'Alviano, ayant été fait prisonnier, fut mené dans la tente du roi. Il avait un œil et tout le visage meurtri et couvert de sang. On prit vingt grosses pièces d'artillerie; le reste de l'armée se sauva parce qu'il ne fut pas poursuivi.

Telle fut la fameuse bataille *de la Ghiaradadda*, que d'autres appellent *de Vaïla*[1], donnée le 14 mai, et en mémoire de laquelle le roi fit bâtir une chapelle dans le lieu même du combat, sous le titre de *Sainte-Marie-de-la-Victoire*. Le vainqueur, voulant profiter de l'avantage qu'il venait de remporter, s'avança le lendemain à Caravagio. La ville se rendit d'abord à composition, et la citadelle en fit autant le lendemain, après avoir essuyé le feu du canon; le jour suivant Bergame ouvrit ses portes sans attendre l'approche de l'armée. Le roi y laissa cinquante lances et mille hommes d'infanterie pour assiéger la citadelle et marcha à Bresse. Avant qu'il y fût arrivé la citadelle de Bergame se soumit, et Marin Giorgio et les autres officiers de la garnison furent faits prisonniers, parce que le roi s'était fait une règle de ne recevoir aucune place à composition sans retenir tous les nobles Vénitiens qui s'y trouvaient : ce n'était point par haine, mais seulement dans l'espérance d'en tirer de grosses rançons, qu'il en usait ainsi avec eux. Les Bressans étaient bien éloignés de la fidélité de leurs ancêtres, qui soutinrent un siége opiniâtre contre Philippe-Marie Visconti pour se conserver à la république de Venise. Disposés par la frayeur des armes françaises et par les conseils du comte Jean-François de Gambara, chef de la faction gibeline, à se donner au vainqueur, ils se saisirent des portes de Bresse dès le lendemain de la bataille, et s'opposèrent ouvertement à Georges Cornaro qui était accouru pour y jeter des troupes. L'armée vénitienne, extrêmement affaiblie par la perte de la bataille, e

(1) Plusieurs gens qui se trouvaient fort pressés dans cet endroit, où le feu était terrible, voulurent représenter au roi le grand péril où il s'exposait. « Ceux qui ont peur, dit-il, n'ont qu'à se mettre à couvert derrière moi. »

(1) Nos historiens lui donnent un troisième nom et l'appellent la bataille d'*Agnadel*.

surtout par les désertions qui suivent toujours de pareils malheurs, s'approcha ensuite de cette place. Gritti s'y étant rendu pour engager les habitants à le recevoir avec des troupes, ils ne voulurent jamais y consentir; ainsi l'armée, ne se trouvant pas en sûreté dans ses quartiers, marcha vers Peschiera. La ville de Bresse se soumit aussitôt au roi, et deux jours après la citadelle capitula. Les conditions furent que tous ceux qui y étaient auraient la liberté de se retirer, excepté les nobles vénitiens.

Il n'est pas possible de décrire, ni même de concevoir la douleur et l'épouvante des Vénitiens à ces tristes nouvelles. Ils en furent d'autant plus vivement frappés que, nourris dans une longue prospérité, ils n'envisagèrent alors qu'un avenir funeste. A l'espérance de l'empire de toute l'Italie, dont ils se flattaient quelques mois auparavant, succédait la crainte de la ruine entière de la république et de la patrie. Une foule de citoyens poussant des cris pitoyables accourait de tous côtés au palais de Saint-Marc, où les sénateurs étaient assemblés pour prendre des mesures dans ces tristes conjonctures. Après une longue délibération, ils se trouvèrent réduits au désespoir, sentant qu'il ne leur restait que de faibles ressources sur lesquelles ils ne pouvaient compter. Ils n'avaient pour se défendre que les débris d'une armée battue, sans force et sans courage, et des sujets ou portés à la révolte, ou très éloignés de vouloir s'exposer en leur faveur au moindre danger. D'un autre côté ils voyaient un roi puissant et victorieux dans la disposition de poursuivre ses succès et devant qui tout pliait d'abord. Ils concevaient facilement que s'ils n'avaient pu résister au roi de France seul, ils seraient encore dans une situation plus fâcheuse lorsqu'ils auraient à se défendre contre l'empereur, que l'on disait être en marche, et qui ne manquerait pas de se hâter au bruit de la victoire des Français. Outre cela ils avaient à craindre que le peuple, qui était très nombreux à Venise, ne se révoltât contre le sénat, soit par l'envie de piller ou en haine de la noblesse. Enfin, ce qui prouve jusqu'où la frayeur pouvait aller, ils regardaient déjà comme certains tous les malheurs qu'ils craignaient.

Cependant, s'étant rassurés autant qu'il leur fut possible dans les conjonctures présentes, ils résolurent de tout tenter pour se raccommoder avec le pape, l'empereur et le roi catholique, sans songer à apaiser le roi de France dont ils croyaient la haine sans retour. Ils pensèrent aussi à lever de nouvelles troupes et à augmenter de cinquante galères leur armée navale, commandée par Ange Trevisani, pour s'opposer à celle qu'ils avaient appris qu'on équipait à Gênes.

Mais l'activité du roi de France rompait toutes leurs mesures. La ville de Crémone se rendit après Bresse, et la citadelle, quoique très forte, se serait aussi rendue, à l'exemple de celle de Pizzighitone qui reçut les Français dans le même temps, si le roi avait voulu accorder la liberté de se retirer à plusieurs nobles vénitiens qui y étaient, et entre autres à Zacharie Contarini, homme fort riche. Le roi laissa des troupes pour la tenir assiégée. L'armée vénitienne, qui diminuait sensiblement, s'était retirée du côté de Vérone, où l'on refusa de la recevoir. Elle prit son poste au Champ-de-Mars, près de cette ville. Ensuite Louis s'avança pour prendre la citadelle de Peschiera, car la ville s'était déjà rendue. Aussitôt que le canon y eut fait brèche, les Suisses et les Gascons s'y jetèrent avec impétuosité, et ils égorgèrent la garnison composée d'environ quatre cents fantassins. Le gouverneur de la citadelle[1], qui l'était aussi de la ville, fut fait prisonnier; et le roi le fit pendre aux créneaux avec son fils, voulant par cet exemple de cruauté intimider la garnison de la citadelle de Crémone. Ainsi, dans l'espace de quinze jours écoulés depuis sa victoire, le roi de France se rendit maître de ce qui devait lui revenir suivant le traité de Cambrai, à l'exception de la citadelle de Crémone; conquête très utile par rapport au duché de Milan, et qui augmentait les revenus de Louis de plus de deux cent mille ducats par an.

L'empereur n'avait pas encore commencé la guerre; mais le pape avait envoyé dans la Romagne une armée de quatre cents hommes d'armes, de quatre cents chevau-légers et de huit cents hommes d'infanterie, avec l'artillerie du duc de Ferrare qu'il avait fait gonfalonier de l'Eglise, titre honorable aujourd'hui, mais sans autorité. Cette armée était commandée par François de Castel-del-Rio[2], cardinal de Pavie, légat

(1) Il se nommait André de Riva, selon les historiens de Venise.

(2) François Alidosio, natif d'Imola, de la famille des seigneurs

apostolique, et par François-Marie de la Rovere, fils de Jean, frère du pape; celui-ci était devenu duc d'Urbin l'année précédente par le décès de Guy Balde, son oncle maternel, mort sans enfants, et auquel il succéda en vertu d'une adoption confirmée par le pape dans le consistoire.

L'armée du pape courut le pays depuis Césène jusque vers Cervie, et elle parut ensuite entre Imola et Faënza; elle prit la ville de Solarolo, et après avoir demeuré quelques jours à la Bastia, qui est à trois milles de Faënza, elle se rendit à Brisighella, capitale du Val-di-Lamone. Jean-Paul Manfrone s'y était jeté avec huit cents fantassins et quelques chevaux; cet officier étant allé au-devant des ennemis donna dans une embuscade, où Jean-Paul Baglione et Ludovic de la Mirandole, qui étaient au service du pape, le chargèrent vivement. Il voulut se sauver dans la place, mais les ennemis y entrèrent pêle-mêle avec ses gens. Dans cette confusion il tomba de cheval, et il eut bien de la peine à gagner la citadelle, où le premier coup de canon que tirèrent les ennemis mit le feu aux poudres, ce qui effraya tellement les assiégés qu'ils se rendirent à discrétion. L'armée s'étant emparée de toute la vallée passa dans la plaine, où elle prit Granarolo et toutes les autres places du territoire de Faënza; après quoi elle alla assiéger Russi, située entre cette ville et Ravenne. Il n'était pas facile de prendre ce château, car outre qu'il était bien fortifié et environné d'un fossé large et profond, il y avait une bonne garnison de six cents fantassins étrangers; d'ailleurs l'armée du pape, quoique nombreuse et tout nouvellement augmentée de trois mille Suisses, n'était pas fort à craindre, tant par l'inexpérience des chefs que par leur désunion; ce qui était cause qu'elle n'avait pas fait de grands progrès jusque-là dans la Romagne, malgré la faiblesse des Vénitiens. Néanmoins Russi se rendit à composition après dix jours de siége, et il arriva encore que Jean Greco, capitaine de Stradiots, étant sorti de Ravenne avec sa compagnie, fut battu et fait prisonnier par Jean Vitelli, officier de l'armée du pape.

de *Castel-del-Rio*. Jules II, dès qu'il fut pape, le fit trésorier général de la chambre apostolique, ensuite évêque de Milcto le 7 mars 1504, puis évêque de Pavie le 30 mai 1505, et enfin cardinal. Mézeray dit qu'il était son *mignon*. Il l'avait aussi été de Sixte IV, oncle de Jules; ainsi il ne devait pas être jeune.

Les conquêtes du roi de France firent que la ville de Faënza, qui dépendait d'elle-même parce qu'il y avait peu de troupes vénitiennes, promit de se soumettre à la domination du pape si elle n'était secourue dans quinze jours. Après cette convention, cinq cents fantassins vénitiens en sortirent sur la parole du légat; mais le duc d'Urbin fit piller tous leurs bagages. La ville de Ravenne se rendit aussi aux approches de l'armée. Ce fut ainsi que le pape, plus à la faveur de la victoire des Français que par la force de ses armes, conquit enfin les places de la Romagne, où il ne restait aux Vénitiens que la citadelle de Ravenne.

Ces républicains découvraient chaque jour de nouveaux ennemis depuis la défaite de leur armée. Le duc de Ferrare, qui jusque-là ne s'était point déclaré, chassa de Ferrare le *Bis domino*[1], magistrat que les Vénitiens y tenaient suivant d'anciens traités pour rendre la justice à leurs sujets. Le duc, ayant pris en même temps les armes, rentra sans aucun obstacle dans le Polésine de Rovigo et foudroya à coups de canon les vaisseaux des Vénitiens qui étaient sur l'Adige. Le marquis de Mantoue reprit Asola et Lunato, places que les Vénitiens avaient enlevées à Jean-François de Gonzague[2] son bisaïeul, durant leurs guerres contre Philippe-Marie Visconti. En Istrie, Christophe Frangipani s'empara de Pisinio et de Divinio, et le duc de Brunswick[3], étant entré dans le Frioul avec deux mille hommes par ordre de l'empereur, prit Feltro et Bellona. A la nouvelle de la victoire des Français, Trieste et les autres places dont la conquête avait attiré tant de maux aux Vénitiens, retournèrent sous la domination de l'empereur. Les comtes de Lodrone s'emparèrent de quelques places dans leur voisinage. Enfin l'évêque de Trente se saisit de Riva-di-Trento et d'Agreste. Mais aucune de ces pertes n'effraya tant les Vénitiens que la prise de Peschiera, parce qu'ils avaient compté que cette forte place arrêterait l'impétuosité des Français.

Accablés de tant de disgraces, ils oublièrent

(1) D'autres auteurs italiens nomment ce magistrat le *Vis-domino*; celui qui l'était alors s'appelait Louis de *Mula*.

(2) Ce fut le premier marquis de Mantoue créé par l'empereur Sigismond en 1433. Il mourut en 1444.

(3) Henri, surnommé *le Jeune*, fils d'Othon de Brunswick et d'Anne de Nassau. Il mourut à Paris en 1533.

la gloire et la splendeur de leur république, et ils prirent avec plus de précipitation que de prudence l'étrange parti d'abandonner leurs Etats de Terre-Ferme et de se réduire à l'empire de la mer. Leur principal motif fut d'ôter au roi de France l'occasion de songer à Venise, où ils craignaient que ses approches ne causassent quelque désordre. Cette crainte n'était pas sans fondement ; la ville était remplie d'étrangers qui auraient saisi cette occasion de la piller. D'ailleurs le peuple souffrait impatiemment qu'étant aussi anciens habitants de Venise que les nobles, et qu'ayant la plupart une même origine qu'eux, il fût néanmoins exclus des honneurs et des dignités et traité presque en tout comme l'esclave de cette fière noblesse. Le sénat saisit encore avec empressement une autre raison, à laquelle l'abattement où l'on était donna un poids qu'elle n'avait pas : ce fut de se persuader que si jamais la fortune leur redevenait favorable, ils rentreraient facilement dans leur domaine qu'ils auraient abandonné d'eux-mêmes, supposant que dans ce cas les peuples, n'ayant rien à craindre de leur ressentiment, reviendraient à eux plus volontiers. Cette résolution étant prise, les Vénitiens retirèrent à Mestre leur armée, qui était réduite à fort peu de monde et où il ne régnait plus aucune discipline. Ils donnèrent ordre aux officiers qu'ils avaient à Padoue, à Vérone et dans les autres villes destinées à l'empereur par le traité de la ligue, de les laisser au pouvoir des habitants et de se retirer.

Ils envoyèrent en même temps à ce prince Antoine Giustiniano pour tâcher d'obtenir la paix à quelque condition que ce fût. Cet ambassadeur s'efforça de le fléchir par un discours bas et rampant, mais ce fut inutilement ; car l'empereur ne voulut entrer dans aucun traité sans le roi de France. Il ne me paraît pas hors de propos, pour mieux faire connaître l'extrême humiliation où descendit alors cette république qui depuis plus de deux cents ans n'avait point éprouvé de malheurs, d'insérer ici cette harangue[1] sans y rien changer[2].

« Les anciens philosophes et les plus grands hommes du paganisme ont dit avec raison que la véritable gloire, la plus sûre et la seule qui donne l'immortalité, consiste à se vaincre soi-même ; ils ont mis à juste titre cette victoire au-dessus des conquêtes, des trophées et des triomphes ; c'est elle qui a rendu le nom du grand Scipion plus célèbre que ne l'ont jamais fait ses exploits et la prise de Carthage ; et c'est par elle qu'Alexandre-le-Grand s'est immortalisé. En effet, jamais la gloire de ce conquérant ne fut plus brillante que lorsque Darius, vaincu par ce rival dans une grande bataille[1], s'écria : « Dieux immortels, daignez rétablir mon « empire, ou, si vous en avez ordonné autre« ment, ne me donnez point d'autre successeur « que cet ennemi si débonnaire et ce vainqueur si « rempli de modération ! » César, dont vous portez le nom et la couronne ; César, dont vous possédez la libéralité, la magnificence et les autres vertus ; César ne mérita-t-il pas d'être mis au nombre des dieux par ses bienfaits, par sa douceur et par sa clémence ? Enfin le sénat et le peuple romain, ces vainqueurs du monde, dont la puissance réside aujourd'hui en vous seul et dont vous représentez la majesté, ne soumirent-ils pas plus de nations par cette même clémence, cette même douceur et leur équité, que par l'effort de leurs armes victorieuses ?

« Votre Majesté va se couvrir d'une gloire immortelle, si, lorsqu'elle tient dans sa main le sort des Vénitiens, retenue par la considération de l'instabilité des choses humaines, elle sait en user avec modération et préfère la paix aux événements incertains de la guerre. Il n'est pas nécessaire de chercher des exemples chez les étrangers ni dans l'antiquité pour prouver l'inconstance de la fortune ; nos malheurs en sont une preuve trop certaine. La république de Venise, qui était si florissante il y a quelques mois et dont on parlait avec admiration, non-seulement dans toute l'Europe, mais encore dans l'Asie, dans l'Afrique et jusqu'aux extrémités du monde ; cette république, dis-je, ébranlée par la perte d'une bataille ou plutôt par le désavantage d'une légère action, se voit aujour-

(1) Giustiniano l'avait composée en latin.

(2) Les Vénitiens prétendent que cette harangue est supposée, et que, bien loin qu'Antoine Giustiniano l'ait prononcée devant l'empereur Maximilien, il ne lui fut pas même permis d'entrer dans les États. Ce fait peut bien prouver que la harangue ne fut pas prononcée, mais il ne prouve point qu'elle n'ait pas été composée et préparée par Giustiniano.

(1) Ou plutôt lorsqu'il apprit que sa femme avait trouvé toutes sortes d'égards à la cour d'Alexandre.

d'hui privée de toute sa splendeur, dépouillée de ses richesses, déchirée, foulée aux pieds, dans le besoin de toutes choses, et surtout dépourvue de sages conseils; enfin tellement abattue qu'on n'y trouve plus aucune trace de son ancienne vigueur et de son courage.

« Mais que les Français ne s'attribuent pas la gloire de cette triste situation. On a vu plusieurs fois les Vénitiens en butte à de plus grands maux sans en être accablés, et surtout dans les guerres qu'ils ont soutenues contre les Turcs. On les a vus souvent devenir vainqueurs de vaincus qu'ils étaient; sans doute qu'ils se seraient relevés avec la même force dans cette occasion s'ils n'avaient pas été arrêtés par le nom redoutable de Votre Majesté et par la réputation de l'invincible valeur de ses troupes. Nous en avons été tellement frappés que nous avons perdu toute espérance, non-seulement de vaincre, mais même de pouvoir résister; c'est pourquoi, mettant bas les armes, nous n'avons recours qu'à la clémence infinie ou plutôt divine de Votre Majesté, que nous espérons qui nous sera favorable dans la misère où nous sommes réduits. Ainsi prosternés à vos pieds, nous vous prions, nous vous supplions, nous vous conjurons de la part du doge, du sénat et du peuple de Venise, d'avoir pitié de notre triste situation et de soulager nos maux.

« Nous nous soumettrons à toutes les conditions de paix qu'il plaira à Votre Majesté de nous imposer, et nous les recevrons comme dictées par la raison et l'équité. Si vous nous permettez de nous les prescrire à nous-mêmes, nous consentons que tout ce que nos ancêtres ont enlevé à l'Empire ou au duché d'Autriche retourne à Votre Majesté comme à son maître légitime. Pour vous rendre cette restitution plus agréable, nous y joignons tout ce que nous possédons en Terre-Ferme; et pour cet effet nous renonçons à tous les droits que nous pouvons y avoir, quels qu'ils puissent être. Outre cela, nous paierons à Votre Majesté et aux empereurs ses successeurs cinquante mille ducats tous les ans à perpétuité; nous obéirons à tous vos ordres, à vos décrets et à vos lois.

« Délivrez-nous donc de l'insolence de ceux auxquels nous avions joint, il n'y a pas longtemps, nos armes, et qui, devenus aujourd'hui nos plus cruels ennemis, ne désirent que l'entière extinction du nom vénitien. Si Venise est sauvée par votre bonté, nous vous regarderons comme le père de la patrie et le fondateur de notre ville; nous célèbrerons vos vertus dans nos annales et nous les ferons admirer à nos enfants d'âge en âge. En effet, quelle gloire pour Votre Majesté d'être le premier prince qui ait vu la république de Venise à ses pieds implorer sa miséricorde, et qu'elle ait honoré, respecté et révéré comme un Dieu! Si nos ancêtres avaient été assez prudents pour ne point entrer dans les affaires d'autrui, Venise effacerait par sa splendeur l'éclat de toutes les autres villes de l'Europe, au lieu qu'aujourd'hui, couverte d'opprobres, d'ignominie, et devenue un objet de dérision, elle a perdu en un moment l'honneur de toutes ses victoires. Mais, pour finir par où j'ai commencé, il est en votre pouvoir d'égaler la gloire des plus célèbres conquérants en pardonnant aux Vénitiens; gloire que rien ne pourra jamais effacer. C'est à ces traits que tous les siècles reconnaîtront dans Votre Majesté le plus grand prince et le plus débonnaire qui ait jamais été. C'est par ce bienfait signalé que vos fidèles Vénitiens ne tiendront que de vous l'avantage de vivre et de jouir du commerce des hommes. »

CHAPITRE III.

Les Vénitiens font remettre les ports du royaume de Naples au roi d'Aragon et les villes de la Romagne au pape. Ravenne se rend aux armées pontificales. Ambassadeurs vénitiens à Rome. Les députés de Vérone présentent les clefs de la ville aux ambassadeurs de Maximilien. Troubles de Trévise qui sauvent les Vénitiens. Pise est assiégée par les Florentins. Les Pisans se rendent aux Florentins sous des conditions équitables. Les Vénitiens essaient de reprendre Padoue. Quels généraux et quels gens ils y envoient. Padoue est occupée sans difficulté. Bruit de cette victoire. Nouvelle ligue entre le pape et le roi de France qui part d'Italie. Les Vénitiens attaquent à l'improviste le marquis de Mantoue et le font prisonnier après avoir dispersé ses gens. Maximilien dans le Vicentin.

En conséquence de la résolution que le sénat avait prise d'abandonner le continent, les Vénitiens envoyèrent un officier dans la Pouille pour faire remettre les ports de cette province au roi d'Aragon qui, s'attendant bien à les recouvrer sans dépense ni danger par le moyen des alliés, s'était contenté d'envoyer d'Espagne une fort petite escadre qui s'était emparée de quelques places de peu d'importance dans les territoires de ces villes maritimes. Ils envoyè-

rent aussi en Romagne un secrétaire[1] de la république pour rendre au pape ce qu'ils y possédaient encore, à condition que Jean-Paul Manfrone et les autres prisonniers seraient délivrés; qu'ils pourraient retirer leur artillerie des places, et que la garnison de la citadelle de Ravenne aurait la liberté d'en sortir. Pendant que le pape faisait difficulté d'accepter ces conditions pour ne pas déplaire aux confédérés, cette place lui fut livrée par la garnison, malgré le secrétaire. Jules se plaignit fort de ce que les Vénitiens lui avaient fait plus de résistance qu'à l'empereur et au roi d'Aragon, et quand les cardinaux Griman et Cornaro[2], Vénitiens, lui demandèrent l'absolution du monitoire qu'ils disaient être due à la république puisqu'elle avait offert la restitution dans les vingt-quatre jours, il la leur refusa sous prétexte que les offres du sénat ayant été conditionnelles, on n'avait pas satisfait au monitoire, qui d'ailleurs portait qu'outre les places on en restituerait les revenus et tout ce qui avait été pris aux églises et au clergé.

Ainsi les affaires de la république de Venise se ruinaient par des pertes fréquentes qui se suivaient de près; toutes les ressources sur lesquelles elle avait fondé quelque espérance lui manquaient, et il n'y avait presque plus d'apparence qu'elle pût sauver sa liberté après la perte de tant d'Etats. Une révolution si surprenante produisit différents effets dans l'esprit des Italiens. La plupart s'en réjouissaient par le souvenir de l'extrême ambition et de l'orgueil des Vénitiens qui, leur faisant mépriser toutes les règles de la justice et de la bonne foi, les avaient portés à s'emparer de tout ce qu'ils avaient eu occasion de prendre et à laisser paraître un dessein formé de subjuguer toute l'Italie, ce qui les avait rendus généralement odieux. Mais d'autres, dont les réflexions allaient plus loin et qui sentaient tout le malheur de la patrie si elle venait à être entièrement réduite sous une domination étrangère, voyaient avec douleur la ruine d'une république si noble, l'ancien asile, le siége de la liberté, l'honneur de l'Italie et la seule puissance capable d'arrêter les Ultramontains.

Le pape surtout, jaloux de la puissance de l'empereur et du roi de France, commença à être touché de l'humiliation des Vénitiens, et il résolut de les soutenir secrètement pour empêcher leur ruine entière, et de susciter à ces deux princes des occupations qui leur ôtassent les moyens de l'opprimer lui-même. Ainsi il reçut favorablement une lettre que lui écrivit le doge de Venise; ce magistrat le suppliait en des termes fort soumis de vouloir bien admettre six ambassadeurs des principaux du sénat que la république avait choisis pour aller lui demander très humblement pardon et recevoir l'absolution. Après avoir lu cette lettre dans le consistoire et allégué l'ancien esprit de l'Eglise qui n'était pas d'user de rigueur envers ceux qui, se repentant de leurs fautes, en demandaient pardon, il consentit à recevoir les ambassadeurs. Ceux de l'empereur et du roi de France s'y opposèrent fortement et lui représentèrent que suivant le traité de Cambrai il était obligé de poursuivre les Vénitiens par les armes spirituelles et temporelles, jusqu'à ce que les alliés se fussent remis en possession de ce qui leur avait été enlevé. Il leur répondit que, quoiqu'il reçût les ambassadeurs du sénat, son intention était de ne donner l'absolution qu'après que l'empereur, qui était le seul qui n'eût pas entièrement recouvré tout ce qu'il prétendait lui appartenir, n'aurait plus rien à désirer.

Cette démarche du pape donna un commencement d'espérance aux Vénitiens ; mais ce qui les rassura bien davantage fut la résolution que prit le roi de France de s'en tenir de bonne foi aux termes du traité de Cambrai et de se contenter de ce qui lui appartenait, sans permettre que son armée passât plus avant. Il était en son pouvoir de s'emparer sans nul obstacle de Vérone, de Padoue et de toutes les autres villes que les Vénitiens avaient abandonnées. Les Véronais lui envoyèrent même des députés pour se donner à lui, mais il voulut qu'ils portassent les clefs de leur ville à l'ambassadeur de Maximilien qui était dans son camp, et il termina ses conquêtes par la prise de Peschiera. Cette place appartenait au marquis de Mantoue, sur les ancêtres duquel les Vénitiens l'avaient usurpée en même temps qu'Asola et Lonato; néanmoins Louis la retint pour lui, parce qu'elle était à la bienséance de ses Etats de Milan, mais il en réserva les revenus à ce

(1) Il se nommait Jacques Caroldo.

(2) Dominique Grimani et Marc Cornaro, tous deux créatures d'Alexandre VI.

prince, qui n'avait osé la lui refuser, et promit de lui donner un équivalent en échange. La citadelle de Crémone s'était aussi rendue dans le même temps; il avait accordé la vie et les biens à toute la garnison; mais ceux qui étaient nés ses sujets et les nobles vénitiens demeurèrent prisonniers de guerre avec assurance de la vie.

L'exemple de Vérone fut suivi par Vicence, Padoue et les autres villes, à l'exception de Trévise. Abandonnée par les magistrats et par la garnison vénitienne, elle se serait donnée à l'empereur s'il y eût envoyé les moindres troupes ou même une seule personne d'autorité; mais il n'y vint que Léonard de Dressino, banni de Vicence, qui avait déjà pris possession de Padoue au nom de Maximilien. Cet homme, quoique venu sans troupes, sans suite et sans aucun caractère, avait néanmoins été reçu dans la ville, lorsque quelques bannis nouvellement rétablis par les Vénitiens, et que ce bienfait leur avait attachés, commencèrent à se soulever. Ils furent appuyés par la populace, ayant à sa tête un certain cordonnier nommé *Marc*, qui alla planter l'étendard de Venise dans la grande place, accompagné d'une grande multitude qui criait : « Vive Saint-Marc! nous ne voulons pas d'autres maîtres que les Vénitiens! » Cette chaleur fut fomentée par l'ambassadeur de Hongrie, qui se trouva là par hasard en allant à Venise. Ainsi Dressino fut chassé de Trévise, où l'on fit entrer sept cents hommes de pied vénitiens. Quelques jours après, l'armée, qui venait d'être renforcée par de l'infanterie tirée d'Esclavonie et par celle qui était revenue de la Romagne, entra dans la ville au lieu de se poster, comme elle l'avait projeté, en quelque lieu avantageux entre Maghera et Mestre. Les Vénitiens se mirent aussitôt à faire fortifier Trévise en grande diligence, et ils envoyèrent leur cavalerie faire des courses dans tout le pays circonvoisin pour ramasser le plus de vivres qu'il leur serait possible, non-seulement pour cette place, mais encore pour Venise, où ils en mirent une prodigieuse quantité.

La principale cause de cet événement, qui commença à faire espérer aux Vénitiens qu'ils pourraient conserver quelque partie de leur Etat, et l'origine des changements qui arrivèrent ensuite dans les affaires furent la négligence et la mauvaise conduite de l'empereur. On n'avait pas entendu parler de lui pendant le cours de toutes les victoires des Français, quoiqu'elles lui eussent procuré la restitution de plusieurs villes qu'il lui aurait été facile de conserver. Après le traité de Cambrai il avait passé quelque temps en Flandre pour y faire de l'argent; mais il ne l'eut pas plus tôt reçu qu'il le dissipa en folles dépenses, selon sa coutume. Il partit néanmoins de Malines avec une armée et tout l'appareil de l'Empire, et il s'approcha de l'Italie publiant qu'il voulait commencer la guerre avant le terme marqué dans le traité; mais toujours arrêté par les mêmes difficultés et par son indigence ordinaire, il n'avança pas plus loin. Néanmoins le pape, à qui la crainte des armes françaises faisait souhaiter alors la présence de l'empereur en Italie, lui avait envoyé Constantin de Macédoine avec cinquante mille ducats, pour l'engager à s'y rendre au plus tôt; outre cela, il lui avait permis de se servir de cent mille autres ducats qu'on gardait depuis quelque temps en Allemagne pour faire la guerre aux infidèles. Le roi de France lui en avait encore payé cent mille pour l'investiture du duché de Milan; mais ces sommes n'avaient pu suffire à ses profusions; de sorte que lorsqu'il apprit à Inspruck la défaite des Vénitiens à Vaïla, il ne put en partir faute d'argent, et il envoya seulement le duc de Brunswick pour reprendre le Frioul. Enfin il se rendit à Trente, d'où il écrivit au roi de France pour le remercier de ce que par son moyen il avait recouvré ses places; il lui mandait que, pour lui donner une preuve de sa reconnaissance et pour effacer entièrement la mémoire du passé, il avait fait brûler un livre que l'on conservait à Spire et qui contenait toutes les injures faites par les rois de France aux empereurs, à l'Empire et à la nation germanique.

Le cardinal de Rouen alla le trouver à Trente le 13 juin et lui promit de la part du roi cinq cents lances. Ce ministre fut reçu de l'empereur avec de grands honneurs, et après avoir réglé toutes choses à l'amiable ils convinrent d'un jour pour une conférence entre ce prince et le roi en pleine campagne, auprès de la ville de Garde, sur les confins de leurs Etats. Le roi se mit en chemin pour s'y trouver au jour marqué, et l'empereur vint jus-

qu'à Riva-di-Trento; mais après y avoir resté deux heures il s'en retourna brusquement à Trente et manda au roi que certains accidents nouvellement arrivés dans le Frioul l'obligeaient de partir, le priant de l'attendre à Crémone, parce qu'il reviendrait incessamment pour l'entrevue projetée.

Cette démarche, s'il est possible de pénétrer les véritables motifs d'un prince aussi léger, fut attribuée par quelques-uns à des soupçons qu'il n'avait pas été difficile d'inspirer à un homme naturellement fort crédule; d'autres crurent que, comme il avait une petite cour et peu de troupes, il eut honte de paraître à l'entrevue dans un état si différent de la pompe et de la grandeur du roi de France. Quoi qu'il en soit, Louis, qui avait envie de licencier promptement son armée pour se décharger d'une si grande dépense, et souhaitant encore plus de repasser les monts, retourna à Milan sans vouloir attendre davantage, quoique Mathieu Lango, devenu évêque de Gurck, que l'empereur lui avait envoyé et qui le suivit jusqu'à Crémone, l'en pressât fort, l'assurant que son maître ne manquerait pas au rendez-vous.

La retraite du roi et de son armée fit perdre à Maximilien beaucoup de sa réputation. Il avait néanmoins assez de troupes pour mettre de bonnes garnisons dans Padoue et dans les autres villes; mais il ne prit aucune de ces mesures, soit par sa négligence naturelle, soit qu'il eût en tête de faire auparavant d'autres entreprises, soit enfin qu'il lui parût plus honorable d'avoir avec lui toutes ses forces à son entrée en Italie. Supposant même que l'objet de la ligue était entièrement rempli, il proposa aux confédérés de joindre leurs troupes aux siennes pour attaquer la ville de Venise. Le roi de France prêta l'oreille à cette proposition, mais le pape en était bien éloigné, et le roi d'Aragon s'y opposa ouvertement.

Dans ce temps-là les Florentins terminèrent enfin la guerre de Pise. Depuis qu'ils avaient tout mis en usage pour empêcher qu'il n'entrât des vivres dans la ville ni par mer ni par terre, la disette y croissait de jour en jour; les paysans et le menu peuple ne voulant plus la supporter, les principaux citoyens, qui avaient le gouvernement en main et qui étaient appuyés par la plus grande partie de la jeunesse, feignirent, pour les amuser, de lier une négociation avec les Florentins par la médiation du seigneur de Piombino. En effet Nicolas Machiavel, secrétaire de la république de Florence, et quelques députés de Pise choisis par les deux ordres des habitants de la ville et du territoire, se rendirent à Piombino, où les Pisans eurent l'artifice de consumer beaucoup de temps sans rien conclure.

Cependant il n'était pas aisé de leur couper tout-à-fait les vivres, surtout pendant la nuit, à cause de l'étendue du pays plein de fossés et de marais; d'ailleurs l'inclination des Lucquois les portait toujours à leur en fournir autant qu'ils le pouvaient en secret, nonobstant leur nouveau traité avec les Florentins; enfin le courage déterminé des Pisans les poussait à s'exposer hardiment à toutes sortes de dangers pour en avoir. Ainsi les capitaines florentins prirent la résolution de diviser leurs troupes en trois corps, afin de pouvoir faire une garde plus exacte. Ils postèrent l'un à Mezzana hors la Porte des Plages; le second à Saint-Pier-à-Reno et à Saint-Jacques du côté de la porte de Lucques, et le troisième auprès de l'ancienne Eglise de Saint-Pier-in-Grado, qui est entre Pise et l'embouchure de l'Arno. Ils mirent dans chacun de ces postes, qu'ils firent bien fortifier, mille fantassins avec un bon nombre de cavalerie, et pour mieux garder le côté des montagnes et le chemin du Val-d'Osole qui va au mont Saint-Julien, ils firent construire, vers le grand hôpital, un fort capable de contenir deux cent cinquante hommes de pied.

Les Pisans se trouvèrent par là extrêmement serrés, et ne pouvant se dégager à force ouverte ils eurent recours à la ruse. Un jeune Pisan, de basse extraction, nommé Alphonse *del Mutolo,* ayant été pris quelque temps auparavant par des soldats florentins, avait été fort bien traité par Canaccio de Pratovecchio dont il était prisonnier. Ce jeune homme offrit aux Florentins de leur faire livrer la porte de Lucques; les troupes qui étaient postées à Saint-Jacques devaient s'avancer vers cette porte durant la nuit pour s'en emparer, et l'armée se serait ensuite approchée plus près de la ville. Le dessein des Pisans était d'introduire dans la ville une partie de ces troupes, de faire main-basse sur elles, et en même temps d'attaquer un autre quartier des Florentins;

mais ceux-ci se conduisirent avec tant de précaution que les ennemis ne tirèrent d'autre fruit de leur stratagème que la mort d'un petit nombre de soldats qui s'étaient avancés au signal dont on était convenu. Canaccio, sur la foi duquel on avait accepté la proposition, et Paul de Parrana, capitaine d'une compagnie de chevau-légers, y périrent aussi.

Le mauvais succès de cette tentative ôta toute espérance à la ville de Pise. Il n'y entrait rien, à l'exception de quelques grains qu'on y transportait secrètement et avec un péril extrême. D'ailleurs les Florentins forçaient les bouches inutiles à y rester en faisant souffrir différents supplices à ceux qui sortaient de la ville. Tout ce qui était nécessaire à la vie s'achetait à un prix excessif, et il s'en fallait bien qu'il y en eût suffisamment pour tout le monde, de sorte que beaucoup de gens moururent de faim. Cependant, malgré cette affreuse nécessité, ceux qui commandaient dans la place persistaient toujours dans leur opiniâtre résolution; ils aimaient mieux laisser périr entièrement la patrie que de se rendre; ils imaginaient chaque jour quelque nouveau stratagème pour tromper le peuple; surtout ils lui faisaient espérer les secours de l'empereur qui obligerait les Florentins à lever le siége. Mais enfin un grand nombre de gens de la campagne, et particulièrement ceux qui avaient été de la conférence de Piombino, où ils avaient vu quelles étaient les intentions des Florentins, se soulevèrent et forcèrent les chefs à renouer la négociation.

Elle fut d'abord reprise avec Alamano Salviati[1], commissaire du corps d'armée, qui était posté à Saint-Pier-in-Grado, et ensuite transférée à Florence, où les députés de Pise se rendirent. Après bien des contestations et que les mêmes chefs des Pisans eurent fait tous leurs efforts pour la rompre, le traité[2] fut enfin conclu. Il n'y avait point de doute que l'extrémité où les Pisans se trouvaient ne les eût bientôt forcés à se rendre; cependant ils obtinrent des conditions très favorables; car non-seulement on leur pardonna tout ce qu'ils avaient fait contre la république et contre les particuliers, mais on leur accorda encore plusieurs priviléges, et on les déchargea de la restitution des effets qu'ils avaient pillés lorsqu'ils se révoltèrent; ce qui marque combien les Florentins souhaitaient de recouvrer cette ville, et combien ils craignaient qu'il n'arrivât quelque contre-temps imprévu, surtout de la part de Maximilien, qui pourrait alléguer qu'il avait nommé les Pisans dans la ligue de Cambrai comme ses alliés, quoique le roi de France n'eût pas accepté cette nomination. Mais ils aimèrent mieux terminer cette affaire avec quelque désavantage pour eux, que de commettre au risque des événements ce dont ils étaient actuellement assurés. La bonne foi avec laquelle ils en usèrent dans cette occasion est une chose bien digne de remarque; car, malgré toutes les injures qu'ils avaient reçues des Pisans et le ressentiment dont ils devaient être animés contre eux, ils furent aussi exacts à leur tenir parole qu'ils avaient été faciles à la leur donner.

L'empereur fut très fâché de la soumission de Pise, car il s'était flatté, ou de se rendre maître de cette ville qui lui aurait été d'une grande utilité pour ses desseins, ou de vendre bien cher aux Florentins la liberté d'y rentrer. Son indigence et sa légèreté lui faisaient perdre toutes les occasions favorables qui s'offraient à lui d'elles-mêmes; d'ailleurs il prenait si peu de précaution qu'il n'avait presque pas un soldat dans Vicence ni dans Padoue. Tandis que, se livrant à sa légèreté, il allait et venait mal accompagné, suivant les différents projets qui lui passaient dans l'esprit, et qu'il laissait refroidir par sa lenteur l'affection que les peuples pouvaient avoir pour lui, les Vénitiens saisirent l'occasion offerte de se remettre en possession de Padoue.

L'événement de Trévise leur avait fait connaître qu'ils avaient commis une grande faute d'abandonner si légèrement leurs Etats de Terre-Ferme, et que cette résolution, inspirée par le désespoir, avait été non-seulement trop précipitée, mais même inutile. D'ailleurs, la conduite méprisable de Maximilien le leur rendait chaque jour moins redoutable. Il arriva encore dans ce temps-là que plusieurs particuliers de Venise ayant voulu y faire transporter les fruits des biens qu'ils possédaient dans le territoire de Padoue, les habitants de cette ville ne voulurent pas le permettre. Le ressentiment de ces particuliers, joint à l'intérêt public,

(1) Il était beau-père de Guicciardini, auteur de cette histoire.

(2) Ce fut au commencement de juin.

anima beaucoup les Vénitiens. Enfin ils savaient qu'il n'y avait point de garnison à Padoue, que la fierté des nobles faisait regretter au peuple la domination modérée de la république, et que tous les gens de la campagne étaient dans les intérêts de Venise.

Le plan de cette entreprise fut qu'André Gritti, l'un des provéditeurs, quitterait l'armée, alors composée de quatre cents hommes d'armes, de plus de deux mille Stradiots ou chevau-légers et de cinq mille hommes d'infanterie, et se rendrait à Novale dans le Padouan; qu'il serait joint en chemin par un détachement d'infanterie qu'on enverrait au village de Mirano, et par un grand nombre de paysans; que de là il marcherait à Padoue dont il attaquerait la porte de Codalunga; qu'en même temps, pour y causer plus de confusion, deux mille paysans, soutenus de trois cents soldats et de quelques cavaliers, donneraient l'alarme du côté de la porte appelée le *Portello,* qui est à l'autre extrémité de la ville, et que pour mieux couvrir ce dessein Christophe Moro, l'autre provéditeur, ferait semblant d'aller assiéger la ville de Citadella.

Ce dessein fut exécuté aussi heureusement qu'il avait été concerté avec sagesse. Quelques fantassins, arrivés long-temps après la pointe du jour, trouvèrent la porte de Codalunga à demi ouverte, parce que les paysans venaient par hasard d'y faire entrer des charrettes chargées de foin; ils se saisirent facilement de cette porte et ils attendirent en silence l'arrivée du reste de leurs gens qui n'étaient pas loin. Le chevalier *Della Volpe* avec les chevau-légers, Zitolo de Pérouse et Lanctance de Bergame avec une partie de l'infanterie entrèrent dans la ville. Ils étaient presque arrivés à la grande place sans qu'il y eût la moindre alarme dans Padoue, qui est d'un grand circuit, mais fort mal peuplée. Enfin le bruit étant venu jusqu'à la citadelle, Dressino, gouverneur de Padoue pour Maximilien, sortit avec trois cents fantassins allemands, qui étaient tout ce qu'il avait de troupes, et se rendit sur la place. Brunoro de Serego y vint aussi suivi de cinquante chevaux, et là ils firent halte pour voir si, pendant qu'ils soutiendraient le premier effort des ennemis, les habitants affectionnés à l'empereur ne prendraient point les armes; mais leur attente fut vaine, car chacun était si surpris de cet événement imprévu que personne n'osa remuer, de sorte qu'ils furent bientôt contraints, après avoir perdu beaucoup de monde, de se retirer dans la forteresse et dans la citadelle, qui se rendirent l'une et l'autre quelques heures après, parce qu'elles étaient hors d'état de se défendre.

Quand les Vénitiens se virent maîtres de Padoue, ils songèrent à empêcher le désordre et à sauver la ville dont la plus grande partie leur était attachée; c'est pourquoi l'on se contenta de piller les maisons des juifs et celles de quelques Padouans qui s'étaient déclarés pour l'empereur. Cette action se passa le jour de sainte Marine, et tous les ans Venise en célèbre la mémoire comme d'un jour heureux et l'époque du rétablissement de la république.

Au bruit de cet événement tout le pays se souleva, et Vicence aurait ouvert ses portes aux Vénitiens si Constantin de Macédoine, qui se trouva par hasard près de cette ville, ne s'y fût jeté avec quelques troupes. Les Vénitiens recouvrèrent d'abord tout le territoire de Padoue, ayant pour eux le commun peuple des villes et les paysans; ils reprirent aussi avec la même promptitude la ville et la citadelle de Legnago, d'où ils pouvaient aisément incommoder tout le plat pays aux environs de Vérone et de Vicence. Ils firent une tentative sur la tour Marchesana, à huit milles de Padoue, passage commode pour entrer dans le Polésine de Rovigo et dans le Mantouan; mais ils la manquèrent parce que le cardinal d'Est la secourut à propos.

La prise de Padoue n'empêcha pas le roi de France de repasser les monts, contre l'opinion de bien des gens. A son départ il fit un nouveau traité dans la ville de Biagrassa avec le cardinal de Pavie, légat du pape, par lequel Jules et le roi se promirent une assistance mutuelle. Ils se réservèrent de pouvoir traiter avec tel autre prince qu'ils voudraient pourvu que ce fût sans préjudice de la présente alliance. Le roi s'obligea de ne recevoir sous sa protection aucun sujet ou vassal du Saint-Siége, ni personne qui en dépendît de quelque manière que ce pût être, annulant expressément tout ce qu'il avait pu faire jusqu'alors contre cet article. Cette dernière clause parut peu convenable à la gloire d'un si grand roi; car il n'y avait pas long-temps qu'il avait rendu ses

bonnes graces au duc de Ferrare qui ne les avait perdues que pour avoir accepté, sans le consulter, la dignité de gonfalonier de l'Eglise; il en avait même reçu trente mille ducats, et il l'avait pris sous sa protection. On convint encore que le pape disposerait des évêchés qui étaient alors vacants dans tous les Etats du roi; mais que ceux qui vaqueraient pendant un certain temps seraient conférés sur la nomination du prince. De son côté, pour lui faire plaisir, le pape envoya par le même légat un bref qui assurait le cardinalat à l'évêque d'Alby, avec promesse de lui donner les marques de cette dignité dès qu'il viendrait à Rome.

Le roi revint en France[1] tout couvert de la gloire d'une conquête si rapide et si entière; mais comme nous ne goûtons presque jamais, après l'accomplissement de nos plus ardents désirs, la satisfaction que nous en espérions, ce prince n'en avait pas moins d'inquiétude et ses affaires n'en étaient pas plus assurées; car si celles de l'empereur venaient à prospérer, il s'imaginait avoir plus à craindre de sa part qu'il ne l'avait eu de la part des Vénitiens, et si les Vénitiens se rétablissaient, il se voyait dans la nécessité de se tenir continuellement sur ses gardes pour conserver ce qu'il leur avait enlevé. Il était actuellement obligé de secourir l'empereur de troupes et d'argent; autrement, il était à craindre qu'il ne se joignît aux Vénitiens contre lui, et que le roi catholique, peut-être même le pape, ne suivissent son exemple. Des secours médiocres n'étaient pas suffisants, et il fallait qu'ils fussent tels que Maximilien pût remporter l'avantage sur les Vénitiens; si d'un autre côté ces secours étaient considérables, outre qu'ils lui coûteraient beaucoup, l'empereur deviendrait trop puissant et trop redoutable.

Ainsi le roi ne savait dans le commencement s'il devait se réjouir ou s'affliger de l'affaire de Padoue; mais enfin, en balançant la sûreté qu'il trouvait à voir les Vénitiens dépouillés de leurs Etats de Terre-Ferme avec la crainte de la puissance de l'empereur et avec l'espérance de pouvoir retirer d'entre ses mains pour de l'argent la ville de Vérone qu'il désirait passionnément avoir pour en faire un boulevard contre les entreprises de l'Allemagne, il jugea que ce qui convenait le mieux à ses intérêts était que l'empereur et les Vénitiens eussent à soutenir l'un contre l'autre une longue guerre qui les affaiblirait également; il se confirma encore plus dans cette idée après son traité avec le pape.

Il laissa sur les confins du Véronèse la Palice avec sept cents lances pour être employées suivant les ordres de l'empereur à la conservation des conquêtes déjà faites et à enlever aux Vénitiens ce qu'ils possédaient encore. L'empereur fit marcher ces troupes à Vicence et s'assura par ce moyen de Vérone, dont il était fort en peine à cause de la faiblesse de la garnison; l'armée des Vénitiens, qui était allée mettre le siége à Citadella, fut obligée de se retirer.

Il arriva avant le départ du roi une chose qui ranima encore davantage l'espérance des Vénitiens. La cavalerie qu'ils avaient à Legnago faisait des courses continuelles dans tout le pays et jusqu'aux portes de Vérone. La garnison de cette ville, qui n'était que de deux cents chevaux et de sept cents fantassins, ne pouvait s'y opposer. L'évêque de Trente, gouverneur de cette place pour Maximilien, voulant empêcher ces ravages, résolut d'assiéger Legnago. Pour cet effet il pria le marquis de Mantoue de venir le joindre. Le marquis, en attendant que tout fût prêt, s'avança avec sa compagnie, entretenue aux dépens du roi, et se posta dans un village du Véronèse nommé l'Isola-della-Scala, lieu sans défense et sans fortifications. Il s'y tenait dans une grande sécurité, ne comptant pas y être attaqué, attendu l'éloignement et la faiblesse des ennemis; mais il servit d'exemple à tous les capitaines qu'en tout temps et en tous lieux ils doivent se tenir sur leurs gardes. Il voulut engager quelques Stradiots de l'armée vénitienne à passer dans ses troupes; ils lui donnèrent parole, mais ils en donnèrent d'abord avis à leurs chefs, qui résolurent de profiter de cette intrigue pour surprendre le marquis. Luce Malvezzi, avec deux cents chevaux, et Zitolo de Pérouse, suivi de huit cents hommes d'infanterie, se rendirent secrètement de Padoue à Legnago, et ayant été joints par les troupes qui y étaient et par quinze cents paysans, ils arrivèrent à la pointe du jour à l'Isola-della-Scala, faisant marcher devant eux quel-

(1) Il y arriva au commencement d'août.

ques cavaliers qui criaient : *le Turc*[1]*!* surnom qu'avait pris le marquis ; ils voulaient lui faire croire que c'étaient les Stradiots qu'il attendait. Ils entrent sans résistance, n'ayant trouvé aucune garde avancée, surprennent ses gens encore endormis et les enlèvent tous. Boisy[2], entre autres, lieutenant du marquis et neveu du cardinal de Rouen, est fait prisonnier. Le marquis, éveillé par le bruit, saute par une fenêtre presque tout nu et se cache dans une pièce de seigle, sur la promesse qu'un paysan du lieu lui fait de l'aider à se sauver ; mais ce paysan préférant l'intérêt des Vénitiens aux grandes offres du marquis, le trahit, de sorte qu'il est pris et mené à Padoue et de là à Venise, où on l'enferme dans la petite tour du palais, au grand contentement de toute la ville.

Jusque-là l'empereur n'avait encore rien fait pour arrêter les progrès des Vénitiens. Il n'avait point assez de forces pour tenir la campagne, et les paysans, affectionnés à la république, s'étaient ouvertement déclarés contre lui. Ils l'occupèrent pendant plusieurs jours dans la montagne de Vicence, à la faveur du lieu, qui est fort escarpé. Ensuite, lorsqu'il descendit dans la plaine, il fut attaqué par un nombre infini de ces mêmes paysans qui l'attendaient à un défilé dangereux où il courut grand risque de la vie ; enfin après les avoir chassés de cet endroit, il se rendit à la Scala, dans le Vicentin, dont l'armée vénitienne avait déjà recouvré une partie. Serravalle, passage important, avait même été forcé, et on y avait exercé de grandes cruautés contre les Allemands. L'empereur reprit cette place et fit le même traitement à la garnison italienne et aux habitants. Comme ses troupes n'étaient pas encore considérables, il ne formait que des entreprises proportionnées à sa faiblesse, et il attaquait successivement de petites places avec peu de dignité et de gloire ; néanmoins, comme il imaginait toujours des projets au-dessus de ses forces et peu praticables dans les conjonctures où il se trouvait, il proposait dans le même temps aux autres alliés, d'assiéger Venise, en réunissant toutes leurs troupes de terre, et par le moyen des armées navales de France et d'Aragon unies aux galères du pape.

Le roi de France ne s'éloignait pas de cette proposition, quoiqu'il n'en eût pas été question dans le traité de Cambrai, pourvu que la conquête tournât à l'avantage commun. Le pape n'approuvait pas cette entreprise, et le roi catholique s'y opposa toujours alors, et depuis quand la chose fut traitée plus sérieusement. Ce prince représentait qu'il y aurait de l'injustice à pousser les Vénitiens jusque-là ; mais ce n'était qu'un prétexte ; son véritable motif était la crainte qu'il avait que le roi de France ne profitât tout seul de cette conquête.

Pendant que le Vicentin, le Padouan et le Véronèse étaient ainsi ravagés par les troupes allemandes et vénitiennes, le Frioul et l'Istrie étaient encore plus maltraités. Le prince d'Anhalt entra dans le Frioul par ordre de l'empereur avec dix mille hommes de milices. Après avoir vainement tenté de s'emparer de Montefalcone il prit d'assaut la ville et la citadelle de Cadore, et fit un grand carnage de la garnison. D'un autre côté quelques chevau-légers et fantassins vénitiens, accompagnés d'un grand nombre de paysans, forcèrent la ville de Valdifera, et ils entrèrent dans Bellona par composition. Le duc de Brunswick, aussi envoyé par l'empereur, n'ayant pu se rendre maître d'Udine, capitale du Frioul, mit le siége devant Cividal-d'Autriche, sur la rivière de Natisone. Frédéric Contarini était dans cette place avec une faible garnison ; mais il était rassuré par le courage des habitants, résolus à se bien défendre. Jean-Paul Gradenigo, provéditeur du Frioul, se mit en marche pour le secourir, avec huit cents chevaux et cinq cents fantassins, qui furent mis en fuite par les Allemands ; cependant, malgré cet avantage, ceux-ci ne purent emporter la place, quoiqu'ils lui eussent donné un terrible assaut.

En Istrie, Christophe Frangipani défit à Verme quelques officiers vénitiens qui n'avaient d'autres troupes que les gens du pays ; ensuite il mit toute la province à feu et à sang, et il s'empara de Castelnuovo et de la ville de Raspruchio. Les Vénitiens y envoyèrent Ange Trevisani, amiral de la flotte, avec seize galères ; il prit d'abord la ville de Fiume, et il essaya de soumettre aussi celle de Trieste ; mais

(1) Son aïeul Louis III, marquis de Mantoue, avait porté le même surnom.

(2) Pierre Gouffier, seigneur de Boisy, fils de Guillaume Gouffier, seigneur de Boisy, sénéchal de Xaintonge, etc., et de Louise d'Amboise, sœur du cardinal de Rouen. Il fut tué à la bataille de Marignan en 1515.

il n'y réussit pas et il se contenta de forcer Raspruchio; ensuite il mit à la voile pour Venise avec toute son escadre. Ainsi le Frioul et l'Istrie se trouvèrent dans un état déplorable; comme les Vénitiens et les Allemands avaient tour à tour l'avantage, les villes, souvent prises et reprises, étaient toujours pillées par les uns ou par les autres; la vie et les biens des habitants étaient continuellement exposés, et la campagne se ruinait entièrement de jour en jour.

CHAPITRE IV.

Les ambassadeurs de Venise entrent à Rome pendant la nuit. Dispositions du sénat vénitien pour la défense de Padoue. Discours du doge Loredan. Les nobles de Venise envoient leurs fils à la défense de Padoue. Combats. Padoue est assiégée par l'empereur. La ville fait serment de fidélité aux Vénitiens. Les impériaux donnent l'assaut à Padoue. Maximilien est obligé à se retirer. Les Vénitiens refusent la trêve qu'il leur propose.

Avant que les Vénitiens fussent rentrés dans Padoue, les six ambassadeurs de Venise étaient arrivés à Rome en habits de deuil et dans une extrême humiliation. Les ambassadeurs de cette république avaient coutume de faire leur entrée avec beaucoup de faste et de magnificence; la cour de Rome allait au-devant d'eux; mais ceux-ci entrèrent dans cette ville pendant la nuit, sans qu'on leur fît le moindre honneur et sans aucun cortége; ils ne furent pas même admis à l'audience du pape, et il fallut qu'ils allassent traiter chez le cardinal de Naples avec lui et avec d'autres cardinaux et prélats chargés de cette négociation. Les ambassadeurs de l'empereur, du roi très chrétien et du roi catholique faisaient tous leurs efforts pour empêcher qu'ils n'obtinssent l'absolution; mais l'archevêque d'York[1], que Henri VIII, nouvellement parvenu à la couronne d'Angleterre par la mort d'Henri VII[2], son père, avait envoyé exprès à Rome, sollicitait hautement en faveur de la république.

Une affaire plus importante attirait alors l'attention du public. L'empereur ayant assemblé toutes ses forces et celles qu'on lui avait prêtées, se disposait à assiéger Padoue avec une puissante armée. Les Vénitiens, persuadés que leur salut dépendait de la conservation de cette place, se préparaient de leur côté à une vigoureuse défense. Ils y avaient envoyé toute leur armée, à l'exception des troupes nécessaires à la garde de Trévise; la ville était fournie d'une quantité prodigieuse de différentes pièces d'artillerie et de vivres pour plusieurs mois. On y avait fait entrer un nombre infini de paysans et de pionniers qu'on employait à faire des travaux, pour s'assurer des eaux qui viennent d'auprès de Limini à Padoue par un canal, et pour réparer et fortifier les murs et les autres défenses de la place. Quoiqu'on ne pût rien ajouter à ces sages dispositions, les sénateurs ne pouvaient calmer leur inquiétude dans une occasion si importante, et ils pensaient continuellement à trouver et à proposer de nouveaux moyens de défense. Comme ils délibéraient sur cette matière, Léonard Loredano, qui était depuis long-temps doge de Venise, parla ainsi :

« Il n'y a personne parmi vous, messieurs, qui ne voie clairement que la perte de Padoue sera la ruine de la patrie, et que l'espérance de recouvrer nos Etats et la conservation de la liberté sont inséparablement unies à la sûreté de cette ville; aussi n'avez-vous presque rien négligé pour empêcher l'ennemi de s'en emparer. Mais ces préparatifs peuvent-ils vous inspirer une sécurite entière et répondre à la dignité de la république? Car il ne suffit pas, dans la conjoncture présente, de pouvoir compter même avec quelque assurance sur les mesures prises pour la défense de Padoue, il faut encore la mettre autant qu'il est possible à l'abri des caprices de la fortune, dont le pouvoir est si grand dans toutes les affaires, mais surtout à la guerre. Après cela, messieurs, pouvons-nous avec honneur abandonner à des mercenaires et à des étrangers la défense de la république, le soin de notre gloire, notre propre salut et celui de nos femmes et de nos enfants? Ah! messieurs, que ne courons-nous plutôt en foule à Padoue pour servir nous-mêmes de rempart à cette ville; car si nous craignons de sacrifier notre sang et nos biens pour sauver la patrie, nous allons perdre pour toujours une si précieuse occasion. Hâtez-vous donc, tandis que vous le pouvez encore, hâtez-vous de faire un effort généreux, et n'attendez pas que vous

(1) Il se nommait Christophe Brambridge.

(2) Henri VII mourut le 21 avril à Richmond, après vingt-trois ans et sept mois de règne. Ce prince n'avait que cinquante-deux ans et son fils dix-neuf à vingt.

soyez la proie d'un ennemi altéré de votre sang; le salut ou la ruine de la patrie sont le bonheur ou l'infortune de tous ses enfants. En effet, l'esclavage de la république n'expose-t-il pas tous les citoyens à l'avarice, à la licence et à la cruauté du vainqueur? Mais je veux que nous n'ayons rien à craindre pour nous-mêmes, et que la patrie seule soit en péril. Ce dernier motif n'est-il donc pas assez puissant pour animer de bons citoyens? Leur faut-il d'autre récompense que l'estime des hommes et l'avantage de faire une action agréable à Dieu? car, messieurs, tous les peuples, et même les païens, ont cru que les défenseurs de la patrie et les héros dont les conquêtes l'agrandissent trouvaient dans le ciel des places destinées à récompenser leur amour pour le pays. Or, messieurs, quelle patrie fut jamais plus digne de devoir son salut à ses enfants que la nôtre, elle qui leur procure tant de biens et d'honneurs? Quelle ville a plus de droits à ces secours que Venise, qui tient depuis tant de siècles le premier rang entre les plus grandes villes du monde, et qui se fait admirer par sa situation, par une prospérité presque continuelle, par les vertus et par la noblesse de ses citoyens? Unique par sa situation dans la mer, et jouissant en même temps de la commodité des eaux et des agréments de la terre, elle est également à couvert et des attaques du côté de la terre, et des insultes de la mer. Quelle magnificence dans les édifices publics et particuliers! Quelle quantité de marbres et de pierres rares apportés dans cette ville de toutes les parties du monde, de colonnes superbes, de tableaux des plus grands maîtres, de statues et de mosaïques! Quelle autre ville peut se glorifier comme Venise d'être l'abord des nations étrangères, que le commerce ou les douceurs de la liberté attirent dans cet heureux pays? Voilà la source de l'opulence de nos citoyens et des revenus immenses de la république; en effet, les seuls droits d'entrée de la ville de Venise surpassent de beaucoup les revenus de plusieurs rois. Je ne parle point de ce grand nombre de gens habiles en tout genre de sciences, de l'esprit ni du courage des Vénitiens, dont les exploits ont effacé la gloire des autres nations depuis les Romains. Je passe sous silence la prodigieuse abondance qui règne continuellement dans une ville habitée par un peuple très nombreux, et où cependant il ne croît rien de ce qui est nécessaire à la vie.

« Cette république, d'abord renfermée dans les bornes étroites de ces stériles rochers, commença à s'étendre dans les mers voisines et dans les terres des environs par le courage et par la prudence de nos ancêtres. Elle poussa ensuite ses conquêtes dans des mers et des pays plus éloignés; enfin, après avoir pénétré jusqu'aux extrémités de l'Orient, elle s'est formé un si vaste et si puissant empire sur mer et dans le continent, et elle s'y maintient depuis si longtemps, qu'elle s'est rendue formidable à toute l'Italie. Il a fallu, pour tenter de l'abattre, que tous les princes de la chrétienté, ligués ensemble, aient uni la force à l'artifice.

« Ces heureux succès, qui ont fait la grandeur de la république, nous ne les devons qu'à une protection spéciale du ciel, qui a récompensé notre exactitude à rendre la justice. C'est cette réputation d'équité à qui nous devons la soumission volontaire de plusieurs villes. En effet, y a-t-il une ville ou un empire qui égale la religion et la piété des Vénitiens? Combien de monastères! combien de temples décorés de superbes ornements et enrichis de vases précieux! combien d'hôpitaux et d'asiles bâtis par la charité, qui s'applique sans relâche à soulager la misère du pauvre!

« Voilà ce qui distingue notre ville d'avec les autres; mais elle est encore bien au-dessus d'elles par un avantage propre et particulier: elle a pris son origine dans le sein de la liberté[1]; elle a toujours vu naître et mourir ses citoyens libres; jamais cette heureuse liberté n'a été troublée ni interrompue. La première source d'un bien si précieux est cette rare union qui nous fait déposer nos haines et nos querelles particulières en entrant au sénat et dans les conseils. La seconde est la forme de notre gouvernement, où règne une harmonie si admirable dans toutes ses parties que depuis tant de siècles on n'a vu ni séditions, ni guerres civiles, ni sang répandu parmi nos citoyens; éloge uniquement propre à notre république, et que ni Rome, ni Carthage, ni Athènes, ni Lacédémone,

(1) Le livre intitulé *Squitinio della liberta veneta*, communément attribué au marquis de Bedmard (Alphonse de la Cueva), ambassadeur d'Espagne à Venise, a si bien etabli le contraire que Fra-Paolo, prié de réfuter cet ouvrage, répondit que ce serait rendre la cause de la république plus mauvaise.

ni aucune autre des plus célèbres républiques de l'antiquité n'ont mérité. En un mot, les plus grands politiques n'ont jamais pu imaginer un gouvernement plus sage que le nôtre.

« Quoi donc, messieurs! Venise, notre patrie, le boulevard de la foi et l'honneur de la chrétienté, ne trouverait pas des défenseurs dans ses citoyens? Il pourrait y avoir parmi nous un homme assez lâche pour ne pas exposer sa vie, celle de ses enfants, et refuser de voler à la défense de Padoue, lorsque le salut de la république dépend de la conservation de cette ville? Quand même nous serions bien assurés que les forces que nous y avons sont suffisantes, n'est-il pas de la gloire du nom vénitien que l'univers apprenne que nous avons brigué l'honneur de nous rendre sur les remparts de cette place?

« Le malheur de la république vient de nous faire perdre une partie de nos Etats; mais ne nous plaignons pas de la fortune, toutes les républiques et les empires sont sujets à de pareils malheurs. Plaignons-nous plutôt de nous-mêmes; notre courage, jusqu'alors inébranlable, nous a manqué tout-à-coup dans cette occasion; nous avons perdu de vue la noble fermeté de nos ancêtres en cédant si lâchement à l'adversité. Plaignons-nous d'avoir trop écouté un malheureux désespoir et de n'avoir pas inspiré à nos enfants cette mâle intrépidité dont nos pères nous ont fait tant de leçons par leur exemple, ou plutôt saisissons avec empressement l'heureuse occasion qui s'offre de rétablir notre gloire. Soyons aujourd'hui des hommes, et faisons tête au malheur; c'est par là que nous effacerons notre honte; c'est par ce moyen que nous ferons regarder notre faiblesse passée comme une de ces fatalités que tous les conseils et la fermeté humaine ne sauraient parer.

« Oui, messieurs, j'irais tout à l'heure à Padoue, sans attendre votre résolution, si je pouvais abandonner Venise pour quelques jours dans les circonstances présentes, et si nous pouvions tous en sortir pour la défense d'une ville dont le salut de la république dépend. En effet, rien ne me paraît plus glorieux que de participer à la victoire dans mes derniers jours, au moins par ma présence, ou, s'il faut que la patrie périsse (ce que je ne puis dire sans horreur), d'aller m'ensevelir sous ses ruines et périr avec ses défenseurs. Mais Venise ne peut être abandonnée par le sénat, dont les conseils et les ordres, secondés par le courage de la garnison de Padoue, feront la sûreté de cette ville; d'ailleurs une foule de vieillards sans force ne pourrait qu'y être fort à charge; il n'est pas même convenable que Venise soit privée de toute la jeunesse nécessaire dans mille cas imprévus.

« Je crois donc qu'il faut choisir deux cents hommes des plus distingués de la jeunesse; que chacun d'eux se fasse accompagner d'autant d'amis et de gens dévoués à ses intérêts en état de porter les armes que ses facultés pourront lui permettre d'entretenir; qu'ils aillent à Padoue pour y demeurer tant qu'ils seront nécessaires à sa défense. Mes deux fils bien accompagnés montreront l'exemple à cette brave noblesse; comme leur père, votre prince a été le premier à proposer cet avis; je sacrifie avec joie mon sang à la patrie dans un si pressant danger. Après cela Padoue aura moins à craindre; les troupes étrangères que nous avons dans cette ville seront puissamment aiguillonnées par l'ardeur de cette jeune noblesse, à qui elles verront faire avec empressement toutes les fonctions militaires; renfermées dans les mêmes murs que nos enfants, pourront-elles craindre que nous puissions oublier leurs besoins? Enfin la jeunesse qui restera dans Venise sera prête à bien faire dans toutes les occasions, à l'exemple des autres.

« Vous, sénateurs, vous les premiers citoyens sur qui toute la ville tient les yeux ouverts, et dont les paroles et les actions font la règle du reste des Vénitiens, pressez-vous d'envoyer à l'envi vos enfants à la défense de Padoue; qu'ils en partagent la gloire, et que toutes les nations puissent dire que nous avons exposé notre propre sang pour la défense de la patrie. »

A peine le doge avait-il fini que son avis fut approuvé tout d'une voix; toute la fleur de la jeune noblesse de Venise se rendit à Padoue avec ce que chacun put rassembler de ses amis et de ses domestiques capables de porter les armes. Ils furent suivis jusque sur le rivage par le reste de la noblesse et par une foule innombrable de peuple qui donnait mille éloges à leur courageuse résolution. Ils n'en reçurent pas moins à leur arrivée dans Padoue; les capitaines et les soldats élevaient à l'envi jus-

qu'au ciel la valeur de ces jeunes citoyens, qui, n'ayant jamais essuyé les fatigues ni les périls de la guerre, venaient exposer leur vie pour le salut de la patrie. Les troupes s'animant ainsi réciproquement, on attendit sans crainte que l'empereur vînt former le siége de la ville.

Maximilien, ayant rassemblé les troupes qui lui venaient de divers endroits, s'avança au pont de la Brenta, à trois milles de Padoue. Il força Limini, et par ce moyen il coupa le canal qui portait de l'eau à Padoue, et il attendit en cet endroit une artillerie formidable, et par le nombre et par la bonté des pièces, qui lui venait d'Allemagne. On en voiturait à Vicence une partie, escortée de deux cents chevau-légers commandés par Philippe Rosso et par Frédéric de Gonzague, seigneur de Bozzolo; mais ces troupes furent taillées en pièces à cinq milles de Vicence par cinq cents chevau-légers sortis de Padoue et guidés par les paysans, qui dans toute cette guerre furent d'une utilité infinie aux Vénitiens. Philippe fut fait prisonnier, et Frédéric se sauva avec peine, à pied et en chemise, à la faveur de la nuit.

Du pont de la Brenta Maximilien s'étendit à douze milles vers le Polésine de Rovigo, afin d'avoir plus facilement des vivres. Il prit d'assaut et saccagea le château d'Est[1]; il assiégea ensuite Monselice, et la ville qui est dans la plaine ayant été abandonnée, il emporta au bout de deux jours la citadelle, située sur la pointe d'un rocher fort élevé. Il prit encore Montagnana par composition, après quoi il retourna vers Padoue; enfin il se posta au pont de Bassanello, dans le voisinage de cette ville, et il tenta vainement de détourner le cours de la Brenta qui passe à Padoue. Il reçut alors son artillerie et les munitions qu'il attendait, et ayant assemblé ses troupes qui étaient dispersées en différents lieux, il investit la place avec toute son armée.

Son dessein était de l'attaquer par le faubourg de Sainte-Croix, où il avait mis quatre mille fantassins; mais ayant reconnu que c'était le côté le mieux fortifié, et d'ailleurs se trouvant fort incommodé dans cet endroit par le canon de la place, il résolut de faire son attaque à la porte de Portello, qui regarde Venise; on lui avait rapporté que c'était le côté le plus faible de la ville, et il devait y être plus à portée d'empêcher les secours qui pourraient venir de Venise par terre ou par la Brenta; mais comme il ne pouvait se rendre devant cette porte que par un long circuit à cause des marais et des eaux qui inondaient le pays, il s'éloigna de Padoue et il s'avança jusqu'au pont de Bovolenta, qui en est à sept milles. Il y avait sur les bords de la rivière du Bacchiglione, entre Padoue et Venise, des prairies où trois mille paysans s'étaient retirés avec une grande quantité de bétail, comme dans le lieu le plus sûr du Padouan, parce qu'il est environné d'eau. Ils y furent forcés par l'avant-garde de l'empereur et tout fut pris ou tué. Les Allemands s'occupèrent pendant les deux jours suivants à courir tout le pays qui était rempli d'un nombre infini de troupeaux, et à se saisir de plusieurs barques qui portaient des vivres à Padoue. Enfin, le 15 de septembre, l'empereur, après avoir consumé tant de temps inutilement et donné aux ennemis le loisir de fortifier Padoue et de la bien fournir de vivres, s'approcha des murs de cette place, du côté de la porte de Portello. Jamais siége en Italie plus important n'avait attiré l'attention de tout le monde. Padoue, ville située sur les rivières de la Brenta et du Bacchiglione, célèbre par son antiquité et par sa fameuse université[1], est défendue par une triple enceinte de murailles, et son circuit égale celui des plus grandes villes d'Italie; elle est bâtie dans un pays fort abondant, sous un ciel pur et serein. Quoiqu'il y eût alors plus de cent ans que les Vénitiens l'avaient asservie après en avoir dépouillé la famille des Carrara, l'on y voyait encore de superbes et magnifiques édifices, monuments de son antiquité et de sa première splendeur. Mais ce qui rendait ce siége plus considérable, c'est que de la prise ou de la résistance de cette place dépendaient, non-seulement l'établissement ou la ruine de l'empire des Allemands en Italie, mais encore le sort de la république de Venise. Si les Vénitiens sauvaient Padoue, ils avaient lieu d'espérer que leur république, soutenue par ses richesses et par cette heureuse harmonie qui régnait dans toutes ses parties, n'ayant d'ailleurs à craindre en aucune manière ces révolutions

(1) C'est de ce château que la maison d'Est a pris son nom.

(1) Fondée par l'empereur Frédéric en 1222.

funestes qui bouleversent ordinairement les Etats des princes, rentrerait bientôt dans son domaine ou du moins dans une grande partie. Les circonstances étaient propres à fonder ces flatteuses espérances. Les sujets de la république qui avaient souhaité un changement, n'y ayant pas trouvé les avantages qu'ils en avaient espéré et comparant la douceur du gouvernement vénitien avec la domination allemande, si contraire aux mœurs d'Italie et que les désordres de la guerre rendaient encore plus insupportable, commençaient à tourner les yeux vers leurs anciens maîtres. Au contraire, les Vénitiens perdaient avec Padoue toute espérance de rendre jamais son premier éclat à la république ; il était même fort à craindre que la ville de Venise, dépouillée de ses Etats de Terre-Ferme et privée des revenus qu'en retiraient la république et les particuliers qui possédaient des biens considérables dans ces provinces, ne pût soutenir l'effort des confédérés ou qu'elle ne tombât enfin dans la suite entre les mains des Turcs.

L'événement paraissait fort incertain à tout le monde, car on voyait tant de préparatifs des deux côtés qu'il était bien difficile de prévoir quelle serait l'issue de cette grande expédition. L'empereur, outre les sept cents lances que le roi de France lui avait prêtées sous les ordres de la Palice, avait reçu du pape deux cents hommes d'armes, et le cardinal d'Est lui en avait amené deux cents autres de la part du duc de Ferrare, son frère, quoique les différends de l'empereur et de ce duc ne fussent pas encore réglés ; enfin il en avait pris à sa solde six cents en Italie, commandés par différents capitaines. Son infanterie n'était pas moins nombreuse que sa cavalerie, car il avait dix-huit mille Allemands, six mille Espagnols, six mille volontaires de différentes nations, et deux mille Italiens entretenus aux dépens du duc de Ferrare, qui les lui avait envoyés sous les ordres du même cardinal. Enfin son artillerie était formidable et il avait beaucoup de munitions, dont le roi de France avait fourni une partie. Ses propres troupes, quoique la plupart du temps mal payées, se contenaient par respect pour leur chef et par l'espérance du pillage de Padoue et des autres places qui restaient encore aux Vénitiens ; elles grossissaient même chaque jour à cause de l'opinion qu'on avait de la libéralité de Maximilien et de son humanité pour les soldats ; s'il ne les payait pas, on ne l'accusait pas pour cela d'avarice ou de mauvaise volonté ; l'impuissance où il était de le faire lui servait d'excuse auprès de tout le monde.

Telle était l'armée de l'empereur ; mais les forces que les Vénitiens avaient à Padoue n'étaient pas moins considérables à proportion. Il y avait six cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quinze cents Albanais ; cette cavalerie était commandée par le comte de Pitigliano en chef, et en particulier par des capitaines célèbres et pleins d'expérience, tels que Bernardin de Montone, Antoine Pio, Luce Malvezzi, Jean Greco, et par plusieurs autres officiers aussi connus. L'infanterie consistait en douze mille hommes, l'élite des troupes italiennes, sous les ordres de Denis de Naldo, de Zitolo de Pérouse, de Lactance de Bergame, de Saccoccio de Spolette, et d'autres capitaines. Elle était encore composée de dix mille Esclavons, Grecs et Albanais tirés de la marine. Quoiqu'il y eût parmi ces troupes beaucoup de gens inutiles, il ne laissait pas de s'en trouver un grand nombre en état de bien servir. Enfin la jeune noblesse de Venise n'était pas un des moindres remparts de la place, car quoique l'éclat de sa naissance et son zèle pour la patrie l'emportassent de beaucoup sur son expérience, elle s'exposait avec tant de bravoure que son exemple était un puissant aiguillon pour les autres ; d'ailleurs elle était venue bien accompagnée. La place était outre cela bien pourvue de toutes choses nécessaires ; elle était munie d'une grande quantité d'artillerie et d'une prodigieuse abondance de toutes sortes de vivres que les officiers vénitiens y avaient fait porter, ou que les paysans y avaient mis à couvert du pillage. Enfin on travaillait sans relâche à la fortifier par le moyen d'un nombre infini de paysans que la république payait. Le fossé qui règne autour des murailles fut rempli d'eau, et l'on construisit des bastions à toutes les portes et à tous les autres dehors qu'on pouvait défendre. Tous ces forts avaient une communication avec les murs et une issue dans la ville ; ils étaient bordés d'artillerie pointée contre le bas du fossé, et minés, afin de pouvoir les faire sauter à la dernière extrémité. Quoiqu'on eût examiné, reparé la muraille avec grand soin, et qu'on en eût coupé tous les créneaux, néan-

moins comme elle était vieille, on fit en dedans une palissade de gros arbres et d'autres pièces de bois, et on laissa entre le mur et ce nouveau retranchement un espace égal à l'épaisseur de la muraille; ensuite on remplit de terre cet entre-deux dans toute la hauteur du mur. Outre cette terrasse qui l'appuyait et qui en doublait l'épaisseur, on creusa encore au-delà un fossé profond, large d'environ quarante pieds par le haut et qui se rétrécissait par le bas, et l'on y fit partout des casemates et des défenses qui furent garnies d'artillerie. Derrière ce fossé on éleva un rempart de la même largeur ou même plus large, qui régnait tout autour de la ville, à l'exception de quelques endroits où l'on avait jugé qu'il n'était pas possible de placer du canon; il était revêtu d'un parapet de douze pieds pour couvrir ceux qui le défendaient; on eut la précaution de miner tous ces ouvrages comme les bastions.

Le comte de Pitigliano, pour engager les troupes et les habitants à une vigoureuse défense, les assembla dans la place de Saint-Antoine. Après un discours pathétique il jura hautement en leur présence de soutenir le siége jusqu'à la mort; tous les officiers, les soldats et les habitants en firent autant, à sa sollicitation.

L'empereur étant arrivé devant Padoue étendit ses troupes depuis la porte de Porello jusqu'à celle de Tous-les-Saints qui mène à Trévise, et de là à celle de Codalunga, qui conduit à Citadella, ce qui faisait un espace de trois milles; ensuite il prit lui-même son quartier dans le monastère de Sainte-Hélène, à un demi-mille de la ville, presque au centre de l'infanterie allemande. Après avoir distribué ses troupes dans leurs postes, il commença à faire établir ses batteries; mais on n'en vint à bout qu'avec beaucoup de travail et de temps, soit à cause de la grande quantité d'artillerie et de la grosseur énorme de quelques pièces, soit à cause du feu de la place qui incommodait tout le camp, et surtout les endroits choisis pour placer les batteries; la présence de l'empereur, qui était plein d'activité et infatigable, ne fit pas avancer davantage les préparatifs, quoiqu'il courût jour et nuit pour animer les travailleurs.

Le même jour que les batteries furent presque dressées, l'infanterie française et allemande du quartier où commandait la Palice donna un assaut à un ravelin, plutôt pour s'essayer que dans l'espérance de l'emporter; on y trouva une résistance si ferme qu'on fut obligé de se retirer promptement. Le lendemain l'artillerie fit un grand feu, et les grosses pièces, dont la charge était terrible, renversèrent en peu de temps un grand pan de muraille et rasèrent le bastion de la porte de Tous-les-Saints. Quelques boulets ayant passé par-dessus les remparts, allèrent ruiner les maisons les plus voisines.

Cependant les assiégés ne témoignaient aucune frayeur; ils désolaient tout le camp avec leur canon. Les Albanais, qui avaient eu l'assurance de se loger dans les faubourgs, faisaient continuellement des sorties, aussi bien que les chevau-légers. Tantôt ils tombaient sur les quartiers ennemis, tantôt ils attaquaient les fourrageurs et les convois, et tantôt ils allaient gâter tous les chemins, à l'exception de celui qui va de Padoue au mont d'Abano. Il y avait néanmoins des vivres en abondance dans le camp, parce que toutes les maisons de la campagne en étaient pleines, et que ni la frayeur des paysans, ni les précautions des Vénitiens, ni le dégât que faisaient les soldats de part et d'autre, n'avaient pu épuiser ce riche et fertile pays. Lucio Malvezzo sortit dans ce temps-là de la place avec un gros de cavalerie pour aller au-devant d'un commissaire qui apportait dix mille ducats de Venise. Sa troupe fut prise en queue à son retour, mais sans succès. Il rentra avec cet argent dans Padoue, et ne perdit qu'un petit nombre des siens.

Le neuvième jour du siége, les murs se trouvèrent si fort ruinés par l'artillerie allemande qu'elle semblait désormais inutile; c'est pourquoi le lendemain l'empereur mit toute son armée en bataille pour donner un assaut général; mais s'étant aperçu que pendant la nuit les assiégés avaient haussé l'eau du fossé, qui auparavant était devenue fort basse, il ne voulut pas exposer ses troupes à un péril si certain et il fit sonner la retraite. L'eau s'abaissa de nouveau et le jour d'après on attaqua le bastion qui était à la porte de Codalunga, mais avec peu de succès. L'empereur fit donc pointer contre ce bastion, qu'il avait résolu d'emporter, la batterie qui était dans le quartier des Français, entre la porte de Tous-les-Saints et celle de Codalunga. Le canon ayant ruiné ce fort en partie, il y fit donner deux jours après un second assaut par un corps d'infanterie alle-

mande et espagnole, soutenue de quelques hommes d'armes à pied. Cet assaut fut très opiniâtre; les assiégeants arrivèrent sur le bastion où ils plantèrent deux enseignes; mais la valeur des ennemis les contraignit à se retirer bien vite. Zitolo de Pérouse, qui fut blessé dangereusement, se signala surtout dans cette occasion. Les assiégés repoussèrent les assaillants, non-seulement à la faveur de l'artillerie, mais encore des pierres et des feux d'artifice qu'ils firent pleuvoir sur eux. Les impériaux firent une perte assez considérable à cet assaut où il y eut aussi beaucoup de blessés. L'armée, qui était en bataille pour donner un assaut général aussitôt que le bastion aurait été emporté, se retira sans rien faire.

Cet échec fit perdre à l'empereur toute espérance de réduire Padoue et lui fit prendre la résolution de lever le siége. Ayant donc fait conduire son artillerie en lieu de sûreté, il se retira avec toute son armée à Limini, sur le chemin de Trévise, seize jours après avoir investi la place. Il campa ensuite en différents endroits, et se rendit enfin à Vicence, d'où, après s'être fait prêter serment de fidélité par les habitants, il alla à Vérone avec ses troupes qui s'étaient presque toutes dissipées; il y reçut aussi le serment des Véronais.

Ce prince était tombé dans un grand mépris, moins pour n'avoir pas réussi que parce que les mesures qu'il avait prises, et encore plus leur exécution, étaient généralement blâmées dans toute l'Italie et même parmi ses troupes. En effet, s'il avait manqué Trévise et perdu Padoue, il ne pouvait l'imputer qu'à lui-même. C'était par sa lenteur, qui avait donné le temps aux Vénitiens d'y jeter des troupes et des vivres et d'y élever de si belles fortifications, qu'il n'avait pas pris cette dernière place. Il convenait lui-même que plus d'activité lui aurait donné la victoire; mais il imputait aux autres ce qui n'était que l'effet de ses irrésolutions et de sa mauvaise conduite. Il se plaignait hautement du pape et du roi de France. Selon lui, le premier, en consentant à recevoir les ambassadeurs à Venise, et le second, en envoyant trop tard ses secours, avaient fait croire dans le monde qu'il y avait de la mésintelligence entre eux et lui, ce qui avait encouragé les paysans à le traverser. Il disait que ceux des montagnes de Vicence l'avaient arrêté long-temps dans son passage et qu'il avait trouvé les mêmes obstacles dans la plaine; que pour assurer ses convois et ses derrières il avait fallu prendre toutes villes du pays; il ajoutait que si les troupes de France étaient venues plus tôt, les Vénitiens ne seraient pas rentrés dans Padoue, et que si Louis et le roi d'Aragon n'avaient pas retiré leurs armées navales, ces républicains, occupés sur la mer, n'auraient pu donner tous leurs soins à la défense de cette place. Il disait encore que Ferdinand ne souhaitait rien tant que de le voir dans l'embarras, afin de le forcer à lui laisser la régence du royaume de Castille. Mais toutes ces plaintes ne rétablissaient ni ses affaires ni sa réputation, que sa négligence dans une si belle et si rare occasion lui avait fait perdre entièrement. Le roi de France n'était pas même fâché que l'opinion qu'on avait de l'empereur subsistât, et le pape pensait de même. Ce pontife, naturellement soupçonneux, considérant l'indigence continuelle de Maximilien et son importunité à demander, ne le voyait qu'à regret en Italie.

Les Florentins envoyèrent, par le conseil du roi de France, des ambassadeurs à l'empereur qui était alors à Vérone. Pierre Guicciardini mon père était un de ceux qui composaient cette ambassade. Ces ministres convinrent, au nom de la république, de payer à Maximilien dans peu de temps quarante mille ducats, moyennant quoi ils obtinrent de lui d'amples priviléges, portant confirmation de leur liberté, de juridiction dans les Etats qu'ils possédaient, et enfin une décharge de tout ce qu'ils pouvaient lui devoir du passé.

L'empereur, ayant résolu de retourner en Allemagne pour se préparer, disait-il, à faire la guerre le printemps prochain, fit venir Chaumont au village d'Arse dans le Véronèse, afin de conférer avec lui sur les affaires présentes. Il lui remontra que les Vénitiens, enorgueillis par la défense de Padoue, se disposaient à assiéger Citadella et Bassano, et qu'il était à craindre qu'ils ne reprissent non-seulement ces deux villes importantes, mais encore Monselice, Montagnana et Esti; qu'il fallait songer à conserver toutes ces places et même à reprendre Legnago; que comme il n'était pas en état de s'opposer à leurs efforts, il était nécessaire que le roi de France le secourût puissamment; que l'intérêt de ce prince, qui ne

pouvait se soutenir qu'en le soutenant lui-même, exigeait qu'il lui accordât ces secours. Chaumont répondit qu'il en écrirait au roi, et qu'il ne doutait pas que sa réponse ne fût conforme aux désirs de sa majesté impériale.

Maximilien se rendit ensuite à Chiusa, laissant la garde de Vérone au margrave de Brandebourg. Peu de temps après La Palice, qui était resté avec cinq cents lances dans le Véronèse, où il ne pouvait, disait-il, demeurer qu'avec beaucoup d'incommodité, obtint de l'empereur, presque par importunité, la permission de se retirer sur les frontières du Milanais. L'intention du roi était que ses troupes fussent en quartier dans ses Etats tant qu'elles n'auraient rien à faire, mais qu'elles obéissent aux ordres de l'empereur toutes les fois qu'il en aurait besoin pour quelque entreprise, et en particulier pour celle de Legnago. Maximilien l'avait souhaité avec ardeur ; mais sa négligence ordinaire le fit tant différer que, le temps des grandes pluies arrivant; il ne fut plus possible de camper dans ce pays, qui est bas et inondé dans cette saison. Il eut alors envie de faire une trêve de quelques mois avec les Vénitiens ; mais encouragés par sa lenteur et par la froideur qu'ils voyaient dans ses alliés, ils ne crurent pas qu'une suspension convînt à leurs intérêts ; enfin il s'en retourna à Trente, laissant ses affaires en fort mauvais état et le sort de l'Italie dans une entière incertitude.

CHAPITRE V.

Dissidences entre le roi de France et le pape. Conditions qu'il propose pour faire absoudre les Vénitiens. Les Vénitiens reprennent Vicence. Ils marchent contre le duc de Ferrare. Déroute des Français à la Pulisella. Hercule Cantelmo est tué. Chatiglione vient au secours de Ferrare. Colère du pape qui y envoie une armée auxiliaire. Les Vénitiens sont battus sur le Pô. Le roi des Romains et le roi catholique sont d'accord. Les impériaux sont battus à Vérone. L'empereur s'irrite contre le pape. Mort du comte de Pitigliano. L'évêque de Sion est envoyé en Suisse. Les Vénitiens sont absous de leur interdiction. A quelles conditions.

Il était survenu entre le pape et le roi de France un nouveau différend, dont le sujet paraissait très léger ; mais on soupçonnait qu'il pouvait avoir une cause secrète très sérieuse. Un évêque de Provence étant mort à Rome, le pape disposa de son évêché sans attendre la nomination du roi. Louis prétendait que c'était enfreindre le dernier traité[1] conclu avec le cardinal de Pavie, et que, quoique le cas de mort à Rome n'y fût pas nommément exprimé, le cardinal lui avait donné parole qu'il pourrait nommer à tous les évêchés sans distinction, même dans le cas présent. Le cardinal niait le fait, plus peut-être dans la crainte de déplaire au pape que parce que la chose était ainsi. Le pape disait qu'il n'avait point connaissance de ce qui pouvait s'être passé entre le roi et le cardinal ; mais que pour lui il n'avait ratifié que ce qui était porté par le traité, dont tous les articles avaient été insérés dans cette ratification, et qu'il n'était pas obligé à davantage. Le roi, indigné de ce procédé, refusa d'écouter dans cette occasion le cardinal de Rouen qui avait toujours maintenu le pape et le roi en bonne intelligence, et fit saisir les revenus des bénéfices possédés dans le duché de Milan par les ecclésiastiques résidant à la cour de Rome. Le pape de son côté refusa de donner le chapeau à l'évêque d'Albi, qui s'était rendu à Rome pour le recevoir, suivant la parole donnée au roi. Il est vrai que ce différend ne dura pas long-temps. Le pape, à la prière de plusieurs personnes, nomma à l'évêché de Provence au gré du roi, et fit avec lui une nouvelle convention par rapport aux bénéfices dont les titulaires viendraient à mourir dans Rome. Le roi se désista de la saisie et l'évêque d'Albi reçut le chapeau, mais le pape n'en fut pas moins indisposé contre ce prince. Ce n'avait été que malgré lui qu'il avait donné au commencement de son pontificat la légation de France au cardinal de Rouen ; il la regardait comme ruineuse pour la cour de Rome et déshonorante pour lui, et il était au désespoir de se voir comme forcé par l'autorité du roi à la continuer à ce ministre ; d'ailleurs, persuadé que tous les desseins du cardinal ne tendaient qu'à la papauté, il se défiait de toutes les démarches et des succès de la France.

Telles étaient les causes apparentes de la mauvaise disposition du pape à l'égard de la France ; mais l'événement fit voir qu'il avait dans l'esprit de plus grandes vues. L'objet de tous ses désirs était d'enlever au roi ce qu'il possédait en Italie, soit pour s'acquérir de la gloire par ce moyen, soit par l'aversion se-

(1) C'est le traité de Biagrassa.

mande et espagnole, soutenue de quelques hommes d'armes à pied. Cet assaut fut très opiniâtre; les assiégeants arrivèrent sur le bastion où ils plantèrent deux enseignes; mais la valeur des ennemis les contraignit à se retirer bien vite. Zitolo de Pérouse, qui fut blessé dangereusement, se signala surtout dans cette occasion. Les assiégés repoussèrent les assaillants, non-seulement à la faveur de l'artillerie, mais encore des pierres et des feux d'artifice qu'ils firent pleuvoir sur eux. Les impériaux firent une perte assez considérable à cet assaut où il y eut aussi beaucoup de blessés. L'armée, qui était en bataille pour donner un assaut général aussitôt que le bastion aurait été emporté, se retira sans rien faire.

Cet échec fit perdre à l'empereur toute espérance de réduire Padoue et lui fit prendre la résolution de lever le siége. Ayant donc fait conduire son artillerie en lieu de sûreté, il se retira avec toute son armée à Limini, sur le chemin de Trévise, seize jours après avoir investi la place. Il campa ensuite en différents endroits, et se rendit enfin à Vicence, d'où, après s'être fait prêter serment de fidélité par les habitants, il alla à Vérone avec ses troupes qui s'étaient presque toutes dissipées; il y reçut aussi le serment des Véronais.

Ce prince était tombé dans un grand mépris, moins pour n'avoir pas réussi que parce que les mesures qu'il avait prises, et encore plus leur exécution, étaient généralement blâmées dans toute l'Italie et même parmi ses troupes. En effet, s'il avait manqué Trévise et perdu Padoue, il ne pouvait l'imputer qu'à lui-même. C'était par sa lenteur, qui avait donné le temps aux Vénitiens d'y jeter des troupes et des vivres et d'y élever de si belles fortifications, qu'il n'avait pas pris cette dernière place. Il convenait lui-même que plus d'activité lui aurait donné la victoire; mais il imputait aux autres ce qui n'était que l'effet de ses irrésolutions et de sa mauvaise conduite. Il se plaignait hautement du pape et du roi de France. Selon lui, le premier, en consentant à recevoir les ambassadeurs à Venise, et le second, en envoyant trop tard ses secours, avaient fait croire dans le monde qu'il y avait de la mésintelligence entre eux et lui, ce qui avait encouragé les paysans à le traverser. Il disait que ceux des montagnes de Vicence l'avaient arrêté long-temps dans son passage et qu'il avait trouvé les mêmes obstacles dans la plaine; que pour assurer ses convois et ses derrières il avait fallu prendre toutes villes du pays; il ajoutait que si les troupes de France étaient venues plus tôt, les Vénitiens ne seraient pas rentrés dans Padoue, et que si Louis et le roi d'Aragon n'avaient pas retiré leurs armées navales, ces républicains, occupés sur la mer, n'auraient pu donner tous leurs soins à la défense de cette place. Il disait encore que Ferdinand ne souhaitait rien tant que de le voir dans l'embarras, afin de le forcer à lui laisser la régence du royaume de Castille. Mais toutes ces plaintes ne rétablissaient ni ses affaires ni sa réputation, que sa négligence dans une si belle et si rare occasion lui avait fait perdre entièrement. Le roi de France n'était pas même fâché que l'opinion qu'on avait de l'empereur subsistât, et le pape pensait de même. Ce pontife, naturellement soupçonneux, considérant l'indigence continuelle de Maximilien et son importunité à demander, ne le voyait qu'à regret en Italie.

Les Florentins envoyèrent, par le conseil du roi de France, des ambassadeurs à l'empereur qui était alors à Vérone. Pierre Guicciardini mon père était un de ceux qui composaient cette ambassade. Ces ministres convinrent, au nom de la république, de payer à Maximilien dans peu de temps quarante mille ducats, moyennant quoi ils obtinrent de lui d'amples priviléges, portant confirmation de leur liberté, de juridiction dans les Etats qu'ils possédaient, et enfin une décharge de tout ce qu'ils pouvaient lui devoir du passé.

L'empereur, ayant résolu de retourner en Allemagne pour se préparer, disait-il, à faire la guerre le printemps prochain, fit venir Chaumont au village d'Arse dans le Véronèse afin de conférer avec lui sur les affaires présentes. Il lui remontra que les Vénitiens, enorgueillis par la défense de Padoue, se disposaient à assiéger Citadella et Bassano, et qu'il était à craindre qu'ils ne reprissent non-seulement ces deux villes importantes, mais encore Monselice, Montagnana et Esti; qu'il fallait songer à conserver toutes ces places et même reprendre Legnago; que comme il n'était pas en état de s'opposer à leurs efforts, il était nécessaire que le roi de France le secourût puissamment; que l'intérêt de ce prince, qui r

pouvait se soutenir qu'en le soutenant lui-même, exigeait qu'il lui accordât ces secours. Chaumont répondit qu'il en écrirait au roi, et qu'il ne doutait pas que sa réponse ne fût conforme aux désirs de sa majesté impériale.

Maximilien se rendit ensuite à Chiusa, laissant la garde de Vérone au margrave de Brandebourg. Peu de temps après La Palice, qui était resté avec cinq cents lances dans le Véronèse, où il ne pouvait, disait-il, demeurer qu'avec beaucoup d'incommodité, obtint de l'empereur, presque par importunité, la permission de se retirer sur les frontières du Milanais. L'intention du roi était que ses troupes fussent en quartier dans ses Etats tant qu'elles n'auraient rien à faire, mais qu'elles obéissent aux ordres de l'empereur toutes les fois qu'il en aurait besoin pour quelque entreprise, et en particulier pour celle de Legnago. Maximilien l'avait souhaité avec ardeur ; mais sa négligence ordinaire le fit tant différer que, le temps des grandes pluies arrivant; il ne fut plus possible de camper dans ce pays, qui est bas et inondé dans cette saison. Il eut alors envie de faire une trêve de quelques mois avec les Vénitiens ; mais encouragés par sa lenteur et par la froideur qu'ils voyaient dans ses alliés, ils ne crurent pas qu'une suspension convînt à leurs intérêts ; enfin il s'en retourna à Trente, laissant ses affaires en fort mauvais état et le sort de l'Italie dans une entière incertitude.

CHAPITRE V.

Dissidences entre le roi de France et le pape. Conditions qu'il propose pour faire absoudre les Vénitiens. Les Vénitiens reprennent Vicence. Ils marchent contre le duc de Ferrare. Déroute des Français à la Pulisella. Hercule Cantelmo est tué. Chaumont vient au secours de Ferrare. Colère du pape qui y envoie une armée auxiliaire. Les Vénitiens sont battus sur le Pô. Le roi des Romains et le roi catholique sont d'accord. Les impériaux sont battus à Vérone. L'empereur s'irrite contre le pape. Mort du comte de Pitigliano. L'évêque de Sion est envoyé en Suisse. Les Vénitiens sont absous de leur interdiction. A quelles conditions.

Il était survenu entre le pape et le roi de France un nouveau différend, dont le sujet paraissait très léger ; mais on soupçonnait qu'il pouvait avoir une cause secrète très sérieuse. Un évêque de Provence étant mort à Rome, le pape disposa de son évêché sans attendre la nomination du roi. Louis prétendait que c'était enfreindre le dernier traité[1] conclu avec le cardinal de Pavie, et que, quoique le cas de mort à Rome n'y fût pas nommément exprimé, le cardinal lui avait donné parole qu'il pourrait nommer à tous les évêchés sans distinction, même dans le cas présent. Le cardinal niait le fait, plus peut-être dans la crainte de déplaire au pape que parce que la chose était ainsi. Le pape disait qu'il n'avait point connaissance de ce qui pouvait s'être passé entre le roi et le cardinal ; mais que pour lui il n'avait ratifié que ce qui était porté par le traité, dont tous les articles avaient été insérés dans cette ratification, et qu'il n'était pas obligé à davantage. Le roi, indigné de ce procédé, refusa d'écouter dans cette occasion le cardinal de Rouen qui avait toujours maintenu le pape et le roi en bonne intelligence, et fit saisir les revenus des bénéfices possédés dans le duché de Milan par les ecclésiastiques résidant à la cour de Rome. Le pape de son côté refusa de donner le chapeau à l'évêque d'Albi, qui s'était rendu à Rome pour le recevoir, suivant la parole donnée au roi. Il est vrai que ce différend ne dura pas long-temps. Le pape, à la prière de plusieurs personnes, nomma à l'évêché de Provence au gré du roi, et fit avec lui une nouvelle convention par rapport aux bénéfices dont les titulaires viendraient à mourir dans Rome. Le roi se désista de la saisie et l'évêque d'Albi reçut le chapeau, mais le pape n'en fut pas moins indisposé contre ce prince. Ce n'avait été que malgré lui qu'il avait donné au commencement de son pontificat la légation de France au cardinal de Rouen ; il la regardait comme ruineuse pour la cour de Rome et déshonorante pour lui, et il était au désespoir de se voir comme forcé par l'autorité du roi à la continuer à ce ministre ; d'ailleurs, persuadé que tous les desseins du cardinal ne tendaient qu'à la papauté, il se défiait de toutes les démarches et des succès de la France.

Telles étaient les causes apparentes de la mauvaise disposition du pape à l'égard de la France ; mais l'événement fit voir qu'il avait dans l'esprit de plus grandes vues. L'objet de tous ses désirs était d'enlever au roi ce qu'il possédait en Italie, soit pour s'acquérir de la gloire par ce moyen, soit par l'aversion se-

(1) C'est le traité de Biagrassa.

par ressentiment contre le duc de Ferrare; ils excusaient ce qu'il avait fait pour secouer le joug humiliant du *Vis-domino* et pour recouvrer le Polésine, mais ils ne pouvaient lui pardonner que, non content de ce qu'il prétendait lui appartenir, il se fût fait donner par l'empereur, après la levée du siége de Padoue, l'investiture du château d'Est, dont l'ancienne maison d'Est a pris son nom, et qu'il eût reçu du même prince la citadelle de Montagnana pour sûreté de l'argent qu'il lui avait prêté, n'ayant aucun droit sur ces deux places. Outre cette raison qui les animait contre Alphonse, ils voulaient encore se venger de tous les excès commis par ses troupes dans le Polésine, où elles avaient fait éclater leur haine contre les nobles vénitiens par l'incendie et le ravage de leurs châteaux et de leurs terres.

L'armée navale de la république, composée de dix-huit galères et de plusieurs autres petits bâtiments, fournie d'un grand nombre de bons soldats et commandée par Ange Trevisani, entra dans le Pô par l'embouchure des *Fornaci*, mit le feu à Corbola et à plusieurs autres villages voisins de la rivière, et s'avança jusqu'au lac Scuro, pillant et ravageant tout le pays. De là les chevau-légers qui la côtoyaient firent des courses jusqu'à Ficheruolo, fort, ou plutôt palais fameux par le long siége qu'il soutint contre Robert de San-Severino, général des Vénitiens, dans la guerre qu'ils firent au duc Hercule, père d'Alphonse. L'arrivée de la flotte et le bruit qui courait que l'armée de terre devait bientôt la suivre consternèrent le duc de Ferrare. Il avait fort peu de troupes et ne pouvait pas faire grand fond sur le peuple de Ferrare, attendu son petit nombre et son inhabileté à la guerre. Ainsi son unique ressource fut de faire mettre en batterie beaucoup de canons sur le bord du Pô, pour empêcher les ennemis d'avancer, en attendant les secours qu'il espérait du pape et du roi de France.

L'amiral voulut passer outre, mais voyant que cela était impossible sans le secours de l'armée de terre, il prit le parti de l'attendre; et il se mit à l'ancre au milieu du Pô, derrière une petite île qui est vis-à-vis d'un lieu nommé *la Pulisella*, distant de onze milles de Ferrare, et d'où il lui était facile d'incommoder cette ville. Pour y être plus en sûreté il fit construire deux forts sur les deux bords du Pô et un pont de bateaux, afin de pouvoir secourir aisément le fort qui était du côté de Ferrare.

Le duc, voulant empêcher la construction de ce dernier fort, prit une résolution plus hardie que sage, et ayant ramassé tout ce qu'il put de soldats et de jeunes gens de Ferrare, il leur ordonna d'aller l'attaquer à l'improviste. Ceux qui le défendaient, soutenus par l'armée navale, sortirent à leur rencontre; il les mettaient déjà en fuite lorsque le duc survint avec quelques chevaux et ramena au combat cette troupe mal aguerrie pour la plupart et sans discipline. Les ennemis, favorisés par l'avantage du lieu et par beaucoup de petites pièces d'artillerie, le chargèrent si vivement qu'il fut enfin obligé de se retirer laissant plusieurs morts et beaucoup de prisonniers de ses meilleurs soldats et de la noblesse de Ferrare. Hercule Cantelmo, entre autres, jeune homme de grande espérance, dont les ancêtres avaient possédé le duché de Sora dans le royaume de Naples, fut fait prisonnier par quelques soldats esclavons qui le menèrent à bord d'une galère. Tandis qu'ils se disputaient leur prisonnier, un d'eux, par une brutalité inouïe, lui abattit la tête.

Cependant l'armée de terre des Vénitiens reprit Montagnana par composition. Les officiers ferrarais et les capitaines de la garnison furent faits prisonniers de guerre. Elle conquit ensuite tout le Polésine sans aucun obstacle.

Ferrare étant alors dans un danger évident, Chaumont y envoya Châtillon[1] avec cent cinquante lances françaises; et le pape, piqué de ce que les Vénitiens avaient attaqué le Ferrarais sans respect pour la souveraineté de l'Église, donna ordre aux deux cents hommes d'armes qu'il avait au service de l'empereur de marcher au secours de Ferrare. Mais ces secours seraient peut-être venus trop tard si

(1) Jacques de Coligny, deuxième du nom, seigneur de Châtillon-sur-Loing et prévôt de Paris, fils aîné de Jean, troisième du nom. Il mourut sans postérité à Ferrare le 19 avril 1512 d'une blessure qu'il reçut au siége de Ravenne. Il avait été fort avant dans la faveur de Charles VIII, qu'il suivit à Naples, et l'on y disait communément, si l'on en croit Brantôme :

Châtillon, Bourdillon, Bonneval
Gouvernent le sang royal.

Il eut pour frère puîné le maréchal de Châtillon Gaspard premier du nom, qui fut père du fameux amiral Gaspard II.

les Vénitiens ne se fussent pas trouvés dans la nécessité de songer à leur propre défense.

On a vu plus haut que le roi de France n'était pas fâché que l'empereur eût de l'occupation, parce qu'outre la crainte que lui donnait en général l'agrandissement de Maximilien, il se flattait que ce prince serait obligé de lui vendre ou du moins de lui engager Vérone. Mais d'un autre côté il ne voulait pas aussi laisser croître la puissance des Vénitiens, parce qu'il se serait trouvé lui-même obligé de leur faire tête. C'est pourquoi, voyant que l'empereur ne pouvait défendre Vérone faute d'argent, il se crut dans la nécessité de soutenir cette ville contre les Vénitiens. Chaumont, qui s'était avancé sur les confins du Véronèse après la perte de Vicence, ayant appris que deux mille hommes de pied espagnols qui étaient dans Vérone commençaient à se soulever faute de paiement, les engagea à y rester en les prenant à la solde du roi et y envoya encore d'autre infanterie pour plus grande sûreté. Il avait hésité à prendre à sa solde ces Espagnols, ne sachant si le roi approuverait cette démarche; mais Trivulce lui représenta qu'il fâcherait bien davantage le roi s'il exposait ses Etats à quelque péril. Outre cela il prêta à l'empereur huit mille ducats pour payer les troupes qu'il avait dans Vérone; mais il reçut pour sûreté de cette somme, et de toutes celles qu'il emploierait pour lui à l'avenir, la ville de Valeggio qui était fort utile au roi pour la conservation de Bresse dont elle n'est qu'à six milles[1], et parce qu'on est maître de la rivière de Menzo quand on a Valeggio et Peschiera.

L'arrivée de Chaumont, suivie de la plus grande partie des lances qui étaient en quartier dans le Milanais, l'augmentation de la garnison de Vérone et le bruit qui courait que ce général se disposait à assiéger Vicence, obligèrent les Vénitiens de retirer leur armée du Ferrarais et de la distribuer à Legnago, à Soave et à Vicence, ne laissant à la défense du Polésine et pour appuyer l'armée navale que quatre cents chevau-légers et quatre cents hommes de pied. Ensuite, voulant mettre à couvert le territoire de Vicence des courses de la garnison de Vérone, ils firent creuser avec un travail prodigieux un large fossé plein d'eau qui commençait au pied de la montagne au-dessus de Soave et qui s'étendait l'espace de cinq milles au travers de la plaine qui va de Lonigo à Monforte, jusqu'à certains marais contigus à l'Adige, et ils le flanquèrent d'un retranchement muni de plusieurs redoutes de distance en distance. Ils avaient fortifié Soave et Lonigo; à l'égard de tout le pays circonvoisin, il était en sûreté par sa situation, surtout pendant l'hiver.

La retraite de l'armée de terre des Vénitiens laissa respirer la ville de Ferrare, mais elle ne la rassura pas tout-à-fait; car quoiqu'il n'y eût pas d'apparence qu'elle pût être forcée, il était à craindre que les grandes incommodités qu'elle souffrait ne la ruinassent insensiblement et ne réduisissent le peuple au désespoir. Les troupes de la flotte et celles qui la côtoyaient faisaient tous les jours des courses jusqu'aux portes de la ville; d'autres bâtiments vénitiens, ayant attaqué les Etats du duc de Ferrare d'un autre côté, avaient pris Comacchio. Ce fut dans ce temps-là que les troupes du pape et du roi de France arrivèrent. Alors le duc, qui depuis la perte qu'il avait faite à l'attaque du fort avait tenu ses troupes dans un poste sûr auprès de Ferrare, commença à faire de fréquentes courses pour attirer les ennemis au combat; mais comme ils espéraient que leur armée de terre reviendrait, ils l'évitèrent toujours. Dans une de ces courses où le cardinal d'Est s'était avancé jusqu'auprès du fort, le comte Ludovic de la Mirandole, l'un des chefs des troupes de l'Eglise, eut en s'en retournant la tête emportée d'un coup de canon tiré d'un vaisseau ennemi, accident d'autant plus triste que ce seigneur fut le seul que le boulet atteignit dans un si grand nombre.

Le duc et le cardinal se flattaient que, s'ils pouvaient conduire leur artillerie à portée de l'armée navale, ils la ruineraient à coups de canon. La chose paraissait difficile et dangereuse; mais la connaissance qu'ils avaient du pays et de la rivière firent qu'ils en vinrent à bout. Le cardinal donna une nouvelle attaque au fort avec une partie des troupes; les Vénitiens vinrent à sa rencontre, mais il les repoussa dans le fort et leur tua quelques soldats; après quoi il s'empara d'une partie de la chaussée et la fortifia sans que les ennemis

(1) Guicciardini se trompe ici, car on compte huit lieues de Bresse à Valeggio, ce qui fait vingt-quatre milles.

s'en aperçussent. Au commencement de la nuit il conduisit l'artillerie sur la rive opposée à l'armée navale et la mit en batterie de distance en distance sans faire de bruit. Lorsqu'il eut disposé toutes choses[1], il commença à foudroyer les vaisseaux avec beaucoup de furie. Aux premiers coups ils se séparèrent tous pour prendre la fuite, mais ils rencontraient partout le même péril; car outre que les batteries étaient établies par intervalles, il y avait plusieurs grosses pièces qui portaient fort loin; d'ailleurs elles étaient servies par d'excellents canonniers, et le duc, qui entendait lui-même fort bien la fonte des canons et qui était bon artilleur, animait le feu par sa présence. Les Vénitiens répondaient très vivement aux coups des ennemis, mais sans effet, parce que les Ferrarais étaient garantis par la chaussée; cependant les vaisseaux de Trevisani périssaient de différentes manières, mais toutes affreuses. Quelques-uns ne pouvant résister à l'effort du canon se rendirent, d'autres furent brûlés avec tous leurs équipages, une partie se coulèrent d'eux-mêmes à fond pour ne pas tomber entre les mains des ennemis. L'amiral, s'étant jeté dans un esquif dès le commencement, se sauva à force de rames; sa galère, après avoir fui l'espace de trois milles, ramant toujours et réparant ses ouvertures, coula enfin à fond criblée de coups; la rivière était couverte de feu, de sang et de morts.

Quinze galères, quelques gros navires et un nombre infini de flûtes, de barques et d'autres petits bâtiments, furent pris par le duc de Ferrare; environ deux mille hommes périrent par le canon, par le feu ou dans l'eau; on prit soixante enseignes, mais le grand étendard fut sauvé par le général. Plusieurs soldats gagnèrent la terre et quelques-uns s'enfuirent vers les chevau-légers vénitiens; les autres ou furent faits prisonniers par les ennemis qui les poursuivirent, ou furent maltraités dans leur fuite par les paysans. Les vaisseaux furent conduits à Ferrare, où, pour conserver la mémoire de cette action, on les garda plusieurs années jusqu'à ce qu'Alphonse les rendît enfin à la république. Après cette expédition il envoya trois cents chevaux et cinq cents hommes d'infanterie contre l'autre escadre, qui avait pris Comacchio. Ces huit cents hommes reprirent Loreto, que les Vénitiens avaient fortifié; on croit qu'ils auraient dissipé cette escadre si elle ne se fût pas retirée à Bebe.

Telle fut l'issue de cette guerre, qui dura un mois. L'événement, qui décide souvent avec justesse, fit voir que les Vénitiens, suivant le conseil de quelques sénateurs qui étaient d'avis de ne rien entreprendre et de conserver l'argent de la république pour de plus importantes occasions, auraient mieux fait de se borner à la défense de Padoue, de Trévise et des autres places où ils étaient rentrés, que d'écouter le plus grand nombre qui eut l'imprudence de suivre les mouvements de la haine et du ressentiment. Cette entreprise, qui coûta cher à la république, lui causa beaucoup de honte et de dommage.

Les Vénitiens avaient été plus heureux du côté de Padoue. Une partie peu considérable de leurs troupes, soutenue par les paysans, se saisit du Pas-de-la-Scala, et près de là de Cocolo et de Basciano, postes fort importants pour fermer les passages d'Italie du côté de l'Allemagne; cette expédition se fit presque sous les yeux de l'empereur, qui se trouvait encore dans le Vicentin[1] avec quatre mille hommes de pied.

Il se rendit ensuite à Bolzano[2] pour se trouver à la diète qu'il avait indiquée à Inspruck, se plaignant beaucoup de la retraite de la Palice, qui, disait-il, avait été fort préjudiciable à ses affaires. Quand Chaumont sut qu'il était parti, il suivit son exemple et il retourna à Milan, abandonnant le dessein qu'il avait eu d'assiéger Vicence et Legnago, ces places étant en bon état et la saison devenant contraire. Il laissa de bonnes garnisons dans Bresse, dans Peschiera et dans Valeggio, et mit six cents lances et quatre mille hommes d'infanterie dans Vérone. Ces troupes avaient des logements différents de celles de l'empereur, au faubourg de San-Zeno, et elles occupaient la citadelle pour plus grande sûreté.

Vérone, ville très célèbre et très ancienne, est arrosée par l'Adige, fleuve très gros et fort profond qui passe au milieu. Cette rivière qui prend sa source aux Alpes d'Allemagne, après avoir gagné la plaine, tourne à gauche et coule

(1) Cette action se passa le 21 décembre.

(1) Ou plutôt le Trentin, où il était alors.
(2) Entre Trente et Inspruck.

au pied des montagnes jusqu'à Vérone, d'où elle s'étend dans une belle et fertile plaine. La moitié de Vérone, qui est située partie à mi-côte et partie dans la plaine au-delà de l'Adige, regarde l'Allemagne. Le reste, qui est entièrement dans la plaine en-deçà de la même rivière, est du côté de Mantoue. On voit sur la hauteur, à la porte de Saint-Georges, le fort de Saint-Pierre, et à deux portées de trait plus haut celui de Saint-Félix; ils sont l'un et l'autre plus considérables par leur assiette que par leurs fortifications; cependant leur prise rendrait la défense de Vérone plus difficile, parce qu'ils commandent absolument cette place. Les Allemands avaient la garde de ces deux forts. Dans l'autre partie de Vérone, qui est en-deçà de l'Adige, est le château vieux, situé presque au milieu de la ville du côté de Peschiera et communiquant par un pont à l'un et à l'autre bord de la rivière. La citadelle en est à trois portées de mousquet vers Vicence. La muraille extérieure de la ville va de l'un à l'autre de ces deux postes, bâtie en demi-cercle; ils sont joints par un autre mur en dedans, élevé entre deux grands fossés; l'espace qui est entre ces deux murailles s'appelle le faubourg de San-Zeno, qui, avec la citadelle, était occupé par les Français.

Pendant cette espèce de suspension d'armes, le pape voulut négocier une trêve entre l'empereur et les Vénitiens par le ministère d'Achille de Grassi, évêque de Pesaro, son nonce auprès de ce prince. Il y eut même une conférence pour cet effet à Spedaletto, au-dessus de la Scala, entre les ambassadeurs de Maximilien, et Jean Cornaro et Louis Mocenigo, ambassadeurs de la république; mais les demandes excessives des impériaux firent échouer la négociation. Le pape en fut fort fâché. Il souhaitait avec passion de délivrer les Vénitiens de cette guerre, et, afin de n'avoir plus rien à démêler avec eux, il les avait engagés à rendre Comacchio au duc de Ferrare, ce qu'ils ne firent pourtant qu'après l'avoir brûlé. Il leur avait aussi fait promettre de ne plus attaquer les États de ce prince, qu'il se flattait de mettre dans ses intérêts par ce bienfait, au préjudice de la France. Pour appuyer les grands desseins qu'il méditait contre le roi, il envoya secrètement un exprès en Angleterre; il entama aussi une négociation avec les Suisses qui commençaient alors à se brouiller avec Louis XII, et reçut très bien l'évêque de Sion[1], ennemi déclaré du roi, qui était venu à Rome dans l'espérance d'obtenir le chapeau à la faveur de ces intrigues.

Vers la fin de cette année, le différend qui divisait l'empereur et le roi catholique au sujet de la régence des royaumes de Castille[2] fut enfin terminé. Cette affaire avait été long-temps négociée à la cour de France où elle avait souffert de grandes difficultés; mais enfin elle finit par les soins du cardinal de Rouen. Il fut assez aveugle pour ne pas voir combien cette réconciliation blessait les intérêts de son maître; peut-être se flatta-t-il que le service qu'il rendait à ces deux souverains pourrait lui servir de degré pour monter sur le trône de l'Église. Quoi qu'il en soit, il sut engager Maximilien à consentir que la régence demeurât à Ferdinand tant que ce dernier n'aurait point d'enfants mâles, et jusqu'à ce que Charles, leur petit-fils commun, eût atteint l'âge de vingt-cinq ans. Il fut encore arrêté que Charles ne prendrait point le titre de *roi* du vivant de sa mère, dans la personne de qui résidait la royauté, la couronne de Castille tombant en quenouille, quoiqu'il y ait des mâles du sang royal; que le roi catholique paierait à l'empereur cinquante mille ducats; que, conformément au traité de Cambrai, il fournirait des secours jusqu'à l'entière conquête de ce qui devait lui revenir suivant ce traité, et qu'il paierait à Charles quarante mille ducats par an. Le roi d'Aragon, affermi par ce moyen dans la régence de Castille et à portée de se concilier la confiance de l'empereur, tous leurs différends étant assoupis et leurs intérêts devenus communs par rapport à leur petit-fils, eut alors le champ libre pour s'opposer à l'agrandissement du roi de France qui devait toujours lui donner de l'ombrage à cause du royaume de Naples.

Dans ce même temps le pape soupçonna le protonotaire Bentivoglio, qui était alors à Crémone, de songer à surprendre Bologne. Dans cette pensée il fit retenir pendant quelques jours Julien de Médicis dans le palais de cette

(1) Mathieu Scheiner. Il était homme d'esprit et savant. On verra bientôt les effets de sa haine contre la France, ses intrigues dans les diètes des cantons et son crédit parmi les Suisses avant l'affaire de Marignan.

(2) La monarchie de Castille comprenait plusieurs autres royaumes, Grenade, Léon, Cordoue, les Asturies, etc.

ville. Comme il attribuait tout à la mauvaise volonté qu'il disait que le roi de France avait contre lui, il renouvela à cette occasion les discours qu'il avait tenus tant de fois, savoir: que ce prince avait dessein de subjuguer l'Italie et de forcer le sacré collége à placer le cardinal de Rouen sur le Saint-Siége. Il se déchaînait en même temps contre Maximilien, l'accusant d'avilir la dignité impériale dont il était, disait-il, incapable de soutenir le poids.

Sur la fin de cette année mourut le comte de Pitigliano, capitaine général des Vénitiens, homme dont l'expérience militaire égalait le grand âge. Ils avaient beaucoup de confiance en lui, trop sûrs de sa prudence pour craindre qu'il exposât jamais la république[1] à aucun danger.

La guerre se fit avec assez de lenteur au commencement de l'année 1510, eu égard à la saison, et il n'y eut aucune affaire considérable. L'armée vénitienne, postée à San-Bonifacio dans le Véronèse, tenait Vérone bloquée. Les Albanais défirent Charles Baglione, Sacromore Visconti et Frédéric de Bozzole, qui en étaient sortis pour escorter un convoi. Les deux premiers furent faits prisonniers, et le troisième se sauva par le moyen des Français qui vinrent à son secours. Peu de temps après, cette même cavalerie défit une autre compagnie de cavalerie française, et prit entre autres M. de Clesi. D'un autre côté un corps de deux cents lances françaises et de trois mille hommes d'infanterie, sorti de Vérone, emporta d'assaut un fort vers Soave, dans lequel il y avait une garnison de six cents hommes de pied, et à son retour il tailla en pièces une grande multitude de paysans.

Cependant l'empereur, ne sachant pas comment il pourrait soutenir la guerre, avait transféré la diète à Augsbourg; mais il trouva que les électeurs, à l'instigation du pape, voulaient commencer par traiter de la paix avec les Vénitiens, bien loin d'être disposés à fournir de nouveaux subsides pour continuer la guerre contre cette république. Il en conçut un si grand dépit contre le pape qu'il fit sortir d'Augsbourg l'évêque de Pesaro, son nonce, et il comprit qu'il ne devait attendre des diètes que beaucoup d'incertitudes, de difficultés et de longueurs. Il voyait, d'un autre côté, le roi de France fort indifférent pour toutes les entreprises qu'il lui proposait. En effet, Louis avait toujours quelque prétexte pour s'excuser. Tantôt c'était la rigueur de la saison, tantôt il voulait que l'empereur lui donnât un gage certain pour sûreté des frais de la guerre; une autre fois il alléguait que le traité de Cambrai ne l'obligeait pas lui seul à lui fournir des secours, mais que le pape et le roi catholique en étaient aussi tenus, et qu'ainsi il fallait que ces princes concourussent avec la France et fissent cette dépense en commun. L'empereur jugea donc qu'il n'avait point d'autre ressource que d'engager le roi à se charger de la prise de Padoue, de Vicence et de Trévise, en l'intéressant par des offres proportionnées à ce service.

Plusieurs personnes du conseil du roi goûtaient ces propositions; et croyant que ses États d'Italie ne seraient jamais en sûreté tant qu'il resterait aux Vénitiens quelque chose en terre-ferme, ils étaient d'avis de faire un dernier effort pour leur enlever ces places. Le roi lui-même n'en était pas éloigné, et il paraissait quelquefois disposé à repasser les monts à la tête d'une puissante armée qui, disait-il, le serait toujours assez, pourvu qu'il eût plus de seize cents lances avec ses pensionnaires et ses gentilshommes; mais d'autres raisons l'en détournant, il demeurait dans l'irrésolution. Le cardinal de Rouen, ministre actif, à qui le roi laissait ordinairement la décision des grandes affaires, était hors d'état d'agir par une longue et cruelle maladie. Le roi était encore retenu par l'éloignement naturel qu'il avait pour la dépense et par le désir d'avoir Vérone dont il espérait se mettre facilement en possession, en laissant l'empereur dans l'embarras. En effet, moyennant dix-huit mille ducats qu'il venait de lui prêter pour payer la garnison allemande qui était dans Vérone, et la promesse de lui en fournir encore jusqu'à la concurrence de cinquante mille, il l'avait engagé à lui donner pour sûreté de ces deux sommes la citadelle de cette ville avec le château vieux et une porte voisine de ces deux forts, afin d'avoir l'entrée et la sortie libres. Ils étaient convenus que, supposé que ces sommes ne fussent pas rendues dans un an, Valeggio appartiendrait à la

(1) Les Vénitiens firent graver sur son tombeau ce vers d'Ennius, fait à la louange de Fabius Maximus:

Unus homo nobis cunctando restituit rem.

France, qui pourrait faire fortifier cette place et la citadelle aux dépens de l'empereur.

Outre ces deux motifs, il y en avait encore un autre qui retenait le roi ; il craignait d'aigrir tout-à-fait le pape en faisant passer une nouvelle armée en Italie. Jules, continuant toujours dans ses mauvaises intentions et ne pouvant souffrir que le roi vînt à s'emparer de Vérone, était non-seulement résolu de donner l'absolution des censures aux Vénitiens, mais encore il ne négligeait rien pour s'attacher les Suisses. Dans ces vues il avait renvoyé l'évêque de Sion avec de l'argent pour le répandre dans les cantons, et lui avait promis le chapeau, afin de l'engager à faire tous ses efforts pour réussir. D'un autre côté il mettait tout en usage pour animer Henri VIII, roi d'Angleterre, contre la France. Henri VII, son père, s'était bien trouvé de ses liaisons avec cette cour, et quoiqu'il fût monté dans un temps de troubles sur un trône nouvellement acquis, il avait régné dans une heureuse tranquillité sur des sujets dont il avait su se faire obéir à la faveur de cette alliance. Aussi, en mourant, avait-il recommandé à son fils, comme un moyen de régner paisiblement, de maintenir la paix avec la France dont il tirait cinquante mille ducats tous les ans. Mais ce jeune prince, emporté par le feu de l'âge et fier des trésors qu'il avait trouvés dans ses coffres, négligea les avis et l'exemple de son prédécesseur pour se livrer aux impressions de ceux que l'amour des nouveautés et la haine naturelle des Anglais pour la France poussaient à lui conseiller la guerre.

Sur ces entrefaites, le roi de France se rendit à Lyon pour être plus près de l'Italie ; mais il ne put se déterminer à passer les monts, de peur d'être la cause d'une guerre funeste en irritant si ouvertement le pape. D'ailleurs le roi catholique l'en détournait, l'assurant au reste qu'il ne lui donnait ces conseils que comme un ami et uniquement par amour pour la tranquillité publique ; c'est pourquoi Louis crut n'avoir d'autre parti à prendre que de chercher les moyens d'apaiser le pape, de manière qu'au moins il pût s'assurer de ne l'avoir pas pour ennemi déclaré. L'extrémité où était le cardinal de Rouen, de la vie duquel on n'espérait pas beaucoup, semblait favoriser le dessein du roi, parce qu'on espérait que sa mort dissiperait les craintes du pape, craintes qu'on supposait être la principale cause de sa mauvaise volonté. D'ailleurs, le roi informé que le cardinal d'Auch[1], neveu du cardinal de Rouen, et les autres personnes qui étaient chargées des affaires de France à la cour de Rome, avaient eu l'indiscrétion d'aigrir le pape par leurs discours et leur conduite, au lieu de l'adoucir comme il aurait été nécessaire, avait résolu de les rappeler.

Il envoya donc à Rome, en poste, Albert Pio, comte de Carpi, homme qui joignait beaucoup d'esprit à une grande dextérité. Il lui donna ordre d'offrir au pape ses forces et son crédit pour toutes les occasions où il voudrait les employer, et de lui rendre en son nom tous les respects qu'il jugerait les plus capables de flatter un homme du caractère de Jules. Il devait outre cela s'ouvrir avec franchise à ce pontife touchant l'état des affaires, lui découvrir les propositions de l'empereur et enfin le prier de décider si le roi devait passer en Italie, quels secours ce prince donnerait à l'empereur, et si ces secours seraient prompts ou tardifs.

Le comte de Carpi était encore chargé de faire changer le pape par rapport aux Vénitiens; mais leur affaire était finie avant qu'il arrivât à Rome. Après que les commissaires du pape et les ambassadeurs de Venise eurent conféré pendant plusieurs mois, les Vénitiens consentirent enfin aux articles qui faisaient difficulté, ne voyant que ce seul moyen d'éviter leur perte. Ainsi, le 24 février, les conditions auxquelles l'absolution devait leur être accordée furent lues dans le consistoire en présence des ambassadeurs, qui représentèrent la procuration de la république en bonne forme. Ces conditions furent que les Vénitiens ne disposeraient à l'avenir d'aucuns bénéfices ni dignités ecclésiastiques, et qu'ils n'apporteraient aucun obstacle à l'exécution des bulles qui en seraient expédiées en cour de Rome ; qu'ils n'empêcheraient pas que les causes bénéficiales ou appartenant à la juridiction ecclésiastique fussent portées en cette cour ; qu'ils n'imposeraient ni décimes ni aucuns autres subsides sur le clergé ou sur des lieux privilégiés ; qu'ils se désisteraient de l'appel qu'ils avaient interjeté du monitoire; qu'ils renonceraient à tous les droits qu'ils pou-

(1) François-Guillaume de Clermont, dont il est parlé plus haut sous le nom de *cardinal de Narbonne*.

vaient prétendre dans les Etats de l'Eglise, et particulièrement à celui de tenir le *Vis-domino* dans Ferrare; que les sujets de l'Église pourraient naviguer dans le golfe sans payer aucun péage, non-seulement pour leurs propres marchandises, mais encore pour celles des étrangers qui seraient chargées sur leurs vaisseaux, et sans être obligés d'en faire aucune déclaration; que les Vénitiens ne se mêleraient en aucune manière des affaires de Ferrare, ni des autres places de cet Etat qui relevaient de l'Eglise; que toutes les conventions qu'ils pourraient avoir faites avec quelques sujets ou vassaux du Saint-Siége à son préjudice seraient anéanties; qu'ils ne pourraient donner retraite à aucuns ducs, barons, autres sujets ou vassaux de l'Eglise qui seraient rebelles au Saint-Siége ou ses ennemis; enfin, qu'ils restitueraient tous les impôts levés sur le clergé et s'obligeaient d'indemniser les églises de tous les dommages qu'elles avaient soufferts.

Quand les ambassadeurs eurent juré ce traité dans le consistoire, suivant la forme prescrite, ils se rendirent le jour marqué au portique de Saint-Pierre; là, selon l'ancien usage, ils se prosternèrent aux pieds du pape, assis sur le siége pontifical, près des portes de bronze, au milieu de tous les cardinaux et d'un grand nombre de prélats; ils lui demandèrent humblement pardon, confessant les fautes commises par la république, et, après les cérémonies accoutumées, le pape les reçut en grace et leur donna l'absolution, leur imposant pour pénitence d'aller visiter les sept églises. Ils furent ensuite introduits dans la basilique de Saint-Pierre par le grand-pénitencier, et ils entendirent la messe, qui leur avait été interdite jusqu'à ce jour; ils furent reconduits avec honneur à leurs hôtels par plusieurs prélats et par d'autres courtisans, non plus comme des excommuniés, mais comme de vrais chrétiens et des enfants dociles et soumis au siége apostolique. Enfin ils reprirent le chemin de Venise, laissant à Rome Jérôme Donato, l'un d'eux, homme fort savant, qui par son mérite et son esprit facile et liant sut se concilier la faveur du pape et servit utilement sa patrie dans les négociations où elle l'employa auprès de Jules.

LIVRE NEUVIÈME.

Mésintelligence des Suisses avec la France. Ligue des Grisons avec les Français. Guerre du pape Jules contre Alphonse, duc de Ferrare. Progrès de l'empereur dans la guerre contre les Vénitiens. Guerre du même pontife contre Gênes et ses dispositions en faveur des Français. Occupation de Mirandole par le pape. Défaite de l'armée vénitienne sur le Pô. Ses progrès contre les Français. Déroute de l'armée papale à la Bastia et au fleuve Santerno. Négociations pour la paix générale. Révolte de Bologne contre le pape. Concile réuni à Pise pour réformer l'Église et mettre le pape en état de se réconcilier avec la France.

CHAPITRE PREMIER.

Les Vénitiens prennent à leur solde plusieurs généraux. Ils nomment Jean-Paul Baglione capitaine général. Colère du roi de France contre les Suisses. Alliance des Grisons avec les Français. Cause de la guerre du pape contre le duc de Ferrare. Conjuration des Véronais en faveur des Vénitiens. Armée française dans le Polésine. Vicence implore la pitié des Français. Réponse du général français aux Vicentins qui s'abandonnent à sa merci. Cruautés des soldats allemands.

L'empereur n'apprit qu'avec beaucoup de chagrin la démarche du pape, qui venait de donner l'absolution aux Vénitiens avec tant d'éclat et de fermeté. Quoique Maximilien fût le plus intéressé dans cette affaire, le roi de France, qui ne voulait pas le rétablissement de ces républicains, n'en fut guère moins consterné. Louis XII ne soupçonnait pourtant pas encore les véritables desseins de Jules, et, se flattant par rapport aux intrigues de ce pontife, il se persuadait qu'il n'avait écouté dans cette occasion que la jalousie que pouvait lui causer l'union de la France avec l'empereur. Dans

cette idée, il comptait encore qu'en l'amusant, et en ne lui donnant point d'autres sujets de défiance, il s'en tiendrait à l'absolution sans passer outre; mais le roi se trompait. Jules, confirmé chaque jour de plus en plus dans le projet qu'il avait formé, permit, malgré les ambassadeurs des confédérés, aux sujets et aux vassaux de l'Eglise de se mettre au service des Vénitiens. Cette république, profitant des favorables dispositions du pape, prit à sa solde Jean-Paul Baglione, auquel on donna le titre de *gouverneur* des troupes qui n'avaient plus de chef depuis la mort du comte de Pitigliano. Jean-Louis et Jean Vitelli, fils de Jean et de Camillo, et Renzo de Ceri, qui fut fait capitaine général de l'infanterie, suivirent l'exemple de Baglione. Après s'être déclaré ainsi pour les Vénitiens, le pape entreprit encore de les réconcilier avec l'empereur; son dessein était non-seulement de le détacher du roi de France, mais encore de s'unir avec lui et la république de Venise pour faire la guerre aux Français. Il n'était pas facile d'amener l'empereur à cette réconciliation; c'est pourquoi le pape, afin de l'y forcer par le besoin d'argent, détourna la diète d'Augsbourg de lui accorder aucuns subsides. Mais cette affaire devenait plus épineuse à mesure qu'on la négociait, parce que l'empereur ne voulait la paix qu'à condition de garder Vérone que les Venitiens s'opiniâtraient à redemander, offrant pour cette place une somme d'argent considérable. Ces politiques, que le pape avait cru trouver plus faciles, ne se montraient si fermes que parce qu'ils sentaient bien que si jamais Padoue venait à être attaquée, ils ne pouvaient espérer de conserver cette place qu'autant qu'ils seraient maîtres de Vérone; d'ailleurs ils se mettaient par là en état d'attendre du temps de favorables occasions pour réparer leurs pertes.

Le pape pour arriver à son but ne cessait de presser secrètement le roi d'Angleterre de déclarer la guerre aux Français; il tâchait de réveiller en lui la haine nationale des Anglais pour la France; il lui représentait qu'il ne pouvait s'offrir une plus heureuse occasion, et que dès qu'il aurait pris les armes contre le roi, plusieurs autres puissances, à qui sa grandeur était suspecte ou même odieuse, se déclareraient en même temps; enfin il lui rappelait l'attachement particulier des rois d'Angleterre pour le Saint-Siége, et il l'exhortait à prendre en main la protection et la défense de l'Eglise que l'ambition du roi de France menaçait ouvertement. Le roi d'Aragon sollicitait aussi très vivement Henri VIII, mais avec encore plus de secret. Outre cela il y avait sur le tapis une intrigue bien autrement importante. Le pape avait toujours continué ses intrigues avec les Suisses par le moyen de l'évêque de Sion dont le crédit était fort grand en ce pays, et qui ne cessait de déclamer vivement contre Louis XII dans les diètes et en chaire. Ce prélat engagea enfin ses compatriotes à recevoir de Jules une pension annuelle de mille florins du Rhin par chaque canton; en conséquence ils s'obligèrent de veiller à la sûreté du pape et des Etats de l'Eglise, et lui permirent de lever chez eux un certain nombre d'infanterie pour s'en servir contre quiconque l'inquiéterait.

La mésintelligence qui commençait à se former entre le roi de France et les Suisses rendit cette négociation plus facile. Les Suisses, enflés de l'estime qu'on faisait d'eux partout et présumant que toutes les victoires que Louis XII et son prédécesseur avaient remportées en Italie étaient principalement dues au courage de leur nation, s'imaginèrent que la France ne pouvait trop payer leurs services; c'est pourquoi, lorsque le roi leur fit proposer de renouveler l'alliance qu'il avait avec eux et dont le terme allait expirer, ils demandèrent qu'on augmentât leurs pensions, réglées à soixante mille francs par Louis XI et payées depuis sur le même pied, outre celles qu'on donnait en secret à plusieurs particuliers. Louis, blessé de la hauteur avec laquelle on fit cette demande, la rejeta sur-le-champ, disant qu'il était surpris que de *misérables montagnards* voulussent le rendre leur tributaire d'une manière si impérieuse, et il lui échappa des discours que l'injure qu'il recevait et la fierté de son rang pouvaient faire excuser, mais que la prudence condamnait dans la conjoncture présente.

Le roi de France ne traitait les Suisses avec si peu de ménagement que parce qu'il venait de faire alliance avec les habitants des vallées, dépendants de la ville de Sion, qui sont partagés en sept communautés qu'ils appellent *les Droitures;* il les avait gagnés par des présents et des promesses de pensions publiques et particu-

lières que Georges Soprasasso leur avait faits de sa part; ils s'étaient obligés à donner passage à ses troupes, à le fermer à ses ennemis, et à lui fournir autant de soldats que leurs forces pourraient le leur permettre; d'ailleurs les trois Ligues-Grises avaient fait un pareil traité avec ce prince. Il n'était encore assuré que d'une partie des Vallesans, mais il se flattait de mettre l'autre dans ses intérêts par les moyens qui lui avaient déjà réussi. Ces deux traités, et surtout la résolution où il était de prendre des troupes allemandes à son service, lui faisaient négliger l'alliance des Suisses. Enfin, il ne craignait pas beaucoup les entreprises que cette nation voudrait faire contre lui, persuadé qu'ils ne pourraient attaquer le duché de Milan que par Bellinzone ou par des défilés difficiles; il comptait d'ailleurs que s'ils venaient avec de grandes forces il serait aisé de les affamer, et qu'on viendrait à bout de les chasser avec peu de monde s'ils étaient en petit nombre. Sur le refus de Louis XII, les Suisses ne voulurent pas signer un nouveau traité avec lui, malgré les vives instances de plusieurs particuliers qui ne voulaient pas perdre les pensions de la cour de France, et prêtèrent plus volontiers l'oreille aux propositions du pape.

Jules, regardant l'alliance des Suisses comme la base de ses projets et d'ailleurs naturellement porté à maîtriser les autres, cherchait à se brouiller avec le duc de Ferrare; il ne pouvait avoir d'autre motif d'en user ainsi que le ressentiment de la conduite de ce prince qui, malgré les bienfaits et les honneurs dont il l'avait comblé, lui était cependant moins attaché qu'au roi de France. Quoi qu'il en soit, il commanda avec hauteur à Alphonse de fermer les salines de Comacchio. La raison de ces ordres impérieux était que le duc n'ayant pas eu le privilége de faire du sel pendant que les Vénitiens possédaient Cervia, il n'en devait pas jouir aujourd'hui que cette ville appartenait au Saint-Siége, de qui Ferrare et Comacchio dépendaient immédiatement. Cet objet était important parce que, lorsque le sel ne se faisait point à Comacchio, les salines de Cervia en fournissaient à plusieurs villes des environs. Alphonse, à qui la protection du roi de France donnait plus de confiance que les menaces du pape ne lui inspiraient de crainte, se plaignit qu'on voulût le priver d'un avantage qu'il trouvait dans ses Etats à peu de frais, et contraindre ses sujets à acheter des autres pour leur usage ce qu'ils avaient dans leur pays assez abondamment pour en fournir aux étrangers, ajoutant qu'on ne devait pas s'autoriser d'une chose que les Vénitiens avaient exigée par la seule force; ses refus obligèrent le pape de le sommer d'obéir sous peine des censures.

Pendant que le pape songeait à rétablir les Vénitiens, l'empereur et le roi de France, piqués de sa conduite, s'unirent encore plus étroitement. Ils résolurent d'attaquer les Vénitiens la campagne suivante avec de plus grandes forces. Le roi devait envoyer Chaumont à la tête d'une nombreuse armée à laquelle les troupes allemandes qui étaient dans Vérone se joindraient, tandis que d'un autre côté l'empereur entrerait dans le Frioul avec les troupes qu'il se flattait d'obtenir de la diète d'Augsbourg. Après la conquête de cette province les deux monarques devaient former d'autres entreprises selon les occasions. Avant de rien entamer ils pressèrent conjointement le pape d'unir ses forces aux leurs, suivant le traité de Cambrai; mais Jules, fort éloigné de les contenter, déclara ouvertement que les obligations de cette ligue étaient finies, puisqu'il n'avait tenu qu'à l'empereur de le rendre d'abord maître de Trévise, et ensuite d'en recevoir l'équivalent en argent. L'empereur en son particulier demanda aussi des secours au roi catholique, tant en vertu du même traité que de celui qu'il avait fait avec ce prince au sujet de la régence de Castille, le priant de lui donner de l'argent au lieu de troupes; mais Ferdinand, bien loin de se rendre à ses instances, lui fit réponse qu'il lui fournirait quatre cents lances; secours inutile pour Maximilien, sa cavalerie et celle des Français formant un corps très nombreux.

Sur ces entrefaites les Vénitiens tentèrent de surprendre la ville de Vérone, à la sollicitation des habitants, que les vexations du soldat qu'on ne les traitait si mal que faute de paiement avaient irrités. Il y eut des officiers qui entrèrent secrètement dans cette conjuration. Les Vénitiens partirent, pendant la nuit, de San Bonifazio et s'approchèrent de la ville pour escalader le château de Saint-Pierre; ils avaient déjà passé la porte de Saint-Georges, et leurs échelles ne se trouvant pas assez longues ils les liaient ensemble pour achever leur entreprise

mais soit qu'ils eussent été entendus par la garnison de San-Felice, soit qu'ils s'imaginassent mal à propos entendre quelque bruit, la peur les saisit, et laissant leurs échelles ils reprirent le chemin de San-Bonifazio. Cette intrigue étant ainsi découverte on fit périr plusieurs conjurés.

Quelle que fût l'indisposition du pape à l'égard du roi de France, ce pontife parut avoir quelque envie de se réconcilier avec ce prince. Maximilien lui demandait avec hauteur deux cent mille ducats à emprunter, le menaçant, en cas de refus, de se joindre au roi contre lui; d'ailleurs le bruit courait que la diète d'Augsbourg se déterminait à accorder de grands subsides à l'empereur, et la paix qui venait d'être renouvelée entre les rois de France et d'Angleterre avait été solennellement publiée. Ces raisons firent que le pape commença à traiter sérieusement avec le comte de Carpi, qui jusque là n'avait pu tirer de lui que des paroles vagues; mais il ne fut pas long-temps dans ces sentiments. La diète d'Augsbourg, dont les secours donnaient seuls du poids aux menaces de l'empereur, ne répondit pas à ses espérances et ne lui accorda d'autres subsides que trois cent mille florins du Rhin, dont il avait déjà dissipé une partie; d'un autre côté le roi d'Angleterre fit dire au pape qu'il avait inséré un article dans le traité de paix, portant qu'elle ne subsisterait plus dès que le roi de France attaquerait l'Etat de l'Eglise.

Toutes ces circonstances ayant rassuré le pape, il reprit ses premiers desseins et recommença à inquiéter le duc de Ferrare. Depuis que le Golfe avait été rendu libre, ce duc avait mis de nouveaux droits sur les marchandises qui descendaient le Pô pour aller à Venise. Le pape prétendit que, selon les lois, un vassal ne pouvait établir de pareils impôts sans la permission de son seigneur, et que d'ailleurs ces péages faisaient beaucoup de tort aux Bolonais, ses sujets; c'est pourquoi il menaça le duc de lui déclarer la guerre s'il refusait d'ôter cette imposition. Pour l'intimider même davantage il fit avancer sa gendarmerie dans le territoire de Bologne et dans la Romagne.

Cette nouvelle démarche donnait beaucoup d'inquiétude au roi de France; d'un côté, il ne voulait pas se brouiller avec le pape, et de l'autre il sentait toute la honte dont il allait se couvrir s'il abandonnait le duc de Ferrare, dont il avait reçu trente mille ducats à condition de prendre sa défense envers et contre tous; d'ailleurs il était intéressé à maintenir le duc, qui lui était absolument dévoué et dont l'attachement pour la France était augmenté depuis la persécution du pape; enfin, les Etats d'Alphonse étaient de la dernière importance pour les affaires de la Lombardie. Le roi fit donc tous ses efforts auprès du pape pour le porter à quelque accommodement; mais Jules voulait au contraire engager le roi à lui abandonner le duc de Ferrare, sous prétexte qu'il lui avait accordé sa protection au préjudice du traité de Cambrai, qui portait qu'aucun des confédérés ne pourrait protéger personne que du consentement des alliés. Le pape ajoutait qu'il avait exclus nommément le duc de Ferrare, et que d'ailleurs il était stipulé par le même traité que les confédérés ne se mêleraient en aucune manière des affaires temporelles de l'Eglise; il disait encore que le roi était convenu par le traité particulier de Biagrassa qu'il ne prendrait point sous sa protection les Etats dépendants du Saint-Siége, et qu'il la retirerait même à ceux auxquels il l'aurait précédemment accordée. Les Français répondirent que le pape avait le premier donné atteinte à ce dernier traité, puisqu'au préjudice de ce qu'il y était stipulé que le roi nommerait aux évêchés de France, Jules avait usurpé ce droit à la première occasion qui s'était présentée; qu'il avait violé de même le traité de Cambrai pour favoriser les Vénitiens, et que ces infractions autorisaient la France à ne pas être scrupuleusement esclave de ces traités. Cependant Louis ne voulait pas faire la guerre au pape pour les intérêts du duc de Ferrare; et dans la vue d'en éloigner la nécessité, il faisait des propositions qui, mettant en quelque façon son honneur à couvert, pouvaient contenter le pape sur la plupart de ses prétentions et des droits du Saint-Siége dans cette affaire. Il offrait même, conformément à la demande que Jules lui avait faite, de ne point laisser passer le Pô aux troupes françaises, sinon pour donner aux Florentins les secours qu'il leur devait; mais ce secours n'était qu'un prétexte pour avoir la liberté de se venger de Pandolphe Petrucci et de Jean-Paul Baglione. Le premier ne lui avait pas fourni la somme dont il était

convenu, et le second gardait l'argent qu'il lui avait enlevé.

Pendant ces négociations Chaumont se mit en campagne à la tête de quinze cents lances et dix mille hommes d'infanterie de différentes nations, parmi lesquels il y avait quelques Suisses qui servaient sans l'agrément des cantons. L'armée était pourvue d'une nombreuse artillerie et de tout ce qui était nécessaire pour faire jeter des ponts sur les rivières. Il y avait aussi trois mille pionniers. Le général français fut joint par le duc de Ferrare, suivi de deux cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et deux mille hommes de pied. Alphonse reprit d'abord sans aucune difficulté le Polésine de Rovigo, que les Vénitiens avaient abandonné. Il se saisit aussi de la Torre-Marchesana, sur l'Adige, du côté de Padoue, et s'étant avancé à Castelbaldo, les villes de Montagnana et d'Esti se rendirent à la simple sommation d'un trompette. L'empereur avait fait une donation de cette dernière place au duc de Ferrare et lui avait remis la première pour sûreté de l'argent que ce prince lui avait prêté. Quand le duc eut été rétabli dans toutes ces villes, il rappela la plus grande partie de ses troupes, sous prétexte que quelques galères vénitiennes remontaient le Pô. Après sa retraite, le prince d'Anhalt, lieutenant général de l'empereur, étant sorti de Vérone avec trois cents lances françaises, deux cents hommes d'armes et trois mille hommes d'infanterie allemande, vint joindre Chaumont. Ils laissèrent derrière eux Monselice, où il y avait garnison vénitienne, et entrèrent dans le Vicentin, où Lonigo et tout le pays abandonné par l'armée de la république se rendirent à eux sans résistance. Les troupes de Venise étaient commandées par Jean-Paul Baglione, gouverneur, et par André Gritti, provéditeur; on disait qu'elles montaient à six cents hommes d'armes, quatre mille chevau-légers et albanais, et huit mille hommes d'infanterie. Elle avait d'abord quitté Soave, se retirant de poste en poste à mesure que les ennemis avançaient; et après avoir laissé une bonne garnison à Trévise et mille hommes de pied dans Mestri, elle s'était arrêtée à Brentella, à trois milles de Padoue, poste environné des rivières de la Brenta, de la Brentella et du Bacchiglione; cet endroit était encore assuré par les chaussées dont le pays est rempli.

Les Vicentins ainsi abandonnés, n'espérant plus que dans la clémence des vainqueurs et comptant trouver le maréchal de Chaumont plus sensible que le général allemand [1], ils demandèrent un sauf-conduit pour envoyer des députés au camp et ils l'obtinrent. Ces députés s'étant rendus à Ponte-Barberano, à dix milles de Vicence, ils se présentèrent aux généraux en habits de deuil, ayant l'air triste et abattu. Le chef de la députation leur parla à peu près en ces termes, devant tous le capitaines et les principaux officiers des deux armées :

« Messieurs, notre ville, qui causait autrefois de la jalousie à ses voisins par son bonheur et ses richesses, a souffert des maux si cruels depuis qu'elle a été assez aveugle ou plutôt assez malheureuse pour retourner sous la domination vénitienne, que son sort, s'il vous était connu, exciterait toute votre compassion, et que vous lui pardonneriez plus facilement sa révolte, si cependant on peut donner ce nom à la surprise et à l'épouvante de cette nuit fatale qui nous vit changer de maître.

« Le faubourg de la Posterla était déjà forcé lorsque nos habitants, consternés aux approches de l'ennemi et troublés par la présence des périls de la guerre, auxquels ils ne sont point accoutumés, députèrent avec précipitation vers les Vénitiens pour traiter avec eux. Ce ne fut point dans le dessein de se soustraire à la douceur du gouvernement impérial, mais uniquement pour mettre la ville à couvert du pillage et des derniers malheurs. Dans le trouble où nous étions nous déférâmes encore à l'autorité de Fracasse. Ce capitaine si expérimenté qui servait l'empereur nous conseilla de traiter avec les ennemis, si nous voulions sauver nos femmes, nos enfants et notre malheureuse patrie; il ne nous appartient pas d'examiner si ce conseil fut dicté par la perfidie ou par la frayeur. Quoi qu'il en soit, il persuada facilement un peuple tremblant et qui n'avait jamais connu la guerre. Telles furent les circonstances de notre changement; car les Vénitiens n'étaient alors ni assez heureux ni assez puissants pour nous attirer dans leur parti. Personne ne peut ignorer combien on doit mettre de différence

(1) On a vu plus haut qu'ils avaient rappelé les Vénitiens et que le prince d'Anhalt avait été obligé d'abandonner la citadelle.

entre une faute dont la crainte ou l'égarement sont la cause, et celle qui a sa source dans la malice et la mauvaise volonté.

« Mais je veux que nous nous soyons révoltés de dessein formé et que notre conduite soit inexcusable ; quelque grande que pût être notre perfidie, nous l'aurions assez expiée par les maux que nous avons pleurés depuis ce funeste événement, et la punition eût surpassé le crime. Nous avons vu notre ville en proie à la rapacité du soldat, et vous voyez le triste état de nos campagnes ; nos maisons brûlées, les arbres coupés, nos troupeaux enlevés, les moissons arrachées lorsqu'elles n'étaient encore qu'en herbe, depuis deux ans, nous font désespérer de revoir jamais ce malheureux pays dans l'état où il était auparavant. Nous avons consumé tout ce que nous avons pu dérober à l'avidité du soldat, et il ne nous reste pas même de quoi pourvoir à notre subsistance et à celle de nos femmes et de nos enfants.

« Si nous avons des ennemis dont la jalousie et la haine aient été aigries par l'ancienne splendeur de Vicence, qu'ils viennent maintenant et qu'ils jettent les yeux sur cette ville infortunée; ils ne seront pas assez barbares pour refuser des larmes à ses malheurs. Autrefois habitée par un peuple nombreux, malgré l'étroite enceinte de ses murs, brillante par le luxe, ornée de riches bâtiments et célèbre par le concours des étrangers qui y abordaient de toutes parts, on n'y entendait parler que de festins, de fêtes et de plaisir. Aujourd'hui déserte, triste, ses maisons sont fermées, ses habitants couverts de haillons ; les moins malheureux ont même à peine de quoi subsister un mois ; au lieu de concerts et de cris de joie, les rues ne retentissent que de gémissements, et on n'y voit qu'un peuple livré au désespoir, que nous regarderions comme notre dernière ressource si notre sort n'était pas entre les mains du généreux prince d'Anhalt. Oui, prince, nous espérons de votre humanité et de votre clémence, que nous pourrons, à l'ombre de la domination impériale, je ne dis pas nous relever après tant de malheurs, nous ne devons plus y prétendre, mais ne pas périr tout-à-fait et traîner du moins les restes d'une vie languissante. Nous sommes persuadés que vous imiterez l'empereur, dont l'Europe entière admire la douceur et la bonté. Tous nos biens sont pillés, nos espérances détruites ; il ne nous reste plus qu'un souffle de vie et l'ombre de nos corps ; quand vous achèverez de les dissiper, l'empereur en sera-t-il plus puissant et votre gloire plus éclatante ?

« Nous embrassons donc vos genoux et nous apportons à vos pieds les prières et les larmes de tous nos habitants de tout sexe, de tout âge et de toute condition, vous suppliant de donner à toute la terre, dans la triste Vicence, un exemple de la douceur de la domination impériale, comme cette malheureuse ville est un monument d'infamie pour les Vénitiens qui nous ont lâchement abandonnés dans les plus grands dangers, nous dont ils ont reçu des secours dans leurs moindres périls. Imitez la générosité de vos ancêtres qui conservèrent autrefois en Italie les villes qu'ils y avaient conquises, et dont plusieurs s'y établirent, et nous ont laissé tant d'illustres maisons du sang germanique, les Gonzague, les Carrara, les La Scala, nos anciens maîtres. »

« Qu'il nous soit permis d'implorer votre appui, ajoutèrent ces malheureux, en s'adressant au maréchal de Chaumont; pardonnez-nous à l'exemple du roi votre maître, qui oublia si généreusement la révolte de Milan et de Gênes, bien plus coupables que notre ville. » Ensuite se retournant vers le prince d'Anhalt : « Vicence conservée sera, dirent-ils, grand prince, un monument éternel de la clémence de Sa Majesté Impériale, au lieu que sa destruction, qui ne peut lui procurer aucun avantage, affligera toute l'Italie. Ce trait de bonté rendra plus aimable la domination de l'empereur et le fera ressembler à ce conquérant débonnaire de l'ancienne Rome qu'il représente déjà par ses talents militaires. C'est la clémence plus que les victoires de César qui lui ont mérité les honneurs divins et le suffrage de la postérité. Vicence est dans votre main, elle attend de vous son salut ; laissez-vous attendrir par les larmes de tant de malheureux et d'enfants qui n'ont point trempé dans le crime de cette nuit fatale où le trouble nous égara, et qui au moment que je parle remplissent l'air de leurs cris dans l'attente de votre décision. Soyez-nous favorable, grand prince, et, n'écoutant que la compassion, faites revivre notre malheureuse patrie qui vous regardera toujours comme son père. »

Quelque touchant que fût ce discours, il ne

fit aucune impression sur le cœur du prince d'Anhalt. Au contraire, n'écoutant qu'un ressentiment barbare et se livrant à la dureté naturelle aux Allemands, il ne put même adoucir la réponse qu'il leur fit faire par un jurisconsulte dont il prenait conseil dans ses affaires.

« Ne croyez pas, dit-il aux députés, que vos discours soumis et insinuants puissent faire oublier votre rébellion. Vous avez appelé les Vénitiens après une délibération publique, au mépris de l'empereur et de la bonté avec laquelle il vous avait accordé sa protection. Les Vénitiens avaient eu beaucoup de peine à forcer le faubourg, et ils se disposaient à la retraite, désespérant d'emporter la ville, lorsque vous les rappelâtes malgré le prince qui tenait à Vicence la place de l'empereur. Vous le forçâtes à se retirer dans la citadelle, et vous fûtes assez hardis pour vous saisir de l'artillerie et des munitions de nos troupes. Votre furie alla même jusqu'à mettre en pièces ces pavillons déployés en tant d'occasions et tant de fois marqués du sceau de la victoire. Ce ne furent point les soldats vénitiens qui donnèrent dans cet excès d'emportement, ce fut le peuple de Vicence. Ne dites pas que vous suivîtes alors les conseils du capitaine Fracasse, il s'est pleinement justifié de cette calomnie; vous ne consultâtes que votre mauvaise volonté et l'injuste haine que vous portez aux Allemands.

« Vos crimes ne sont pas de ceux qu'on puisse pardonner, et il y aurait de la faiblesse et même du danger à les oublier si facilement, parce qu'on ne doit pas douter que vous ne vous portiez encore à de plus grandes extrémités à la première occasion. Les maux que vous avez soufferts, loin d'expier votre faute, ne sont qu'un juste châtiment de votre opiniâtreté à persister dans la révolte. Si vous implorez aujourd'hui la miséricorde de l'empereur que vous avez trahi, c'est qu'abandonnés des Vénitiens il ne vous reste que la ressource d'une soumission forcée. Le prince avait résolu de ne vous point entendre, et tel était l'ordre de l'empereur, mais il n'a pu résister aux instances de M. de Chaumont; cependant n'espérez pas que cette déférence change rien à la peine que l'empereur prononça contre vous lorsqu'il apprit votre rébellion. Le prince ne vous accorde d'autres conditions que de vous remettre à sa discrétion avec vos biens, votre vie et votre honneur; ne vous flattez pas que son intention soit d'exercer ensuite un plus grand acte de clémence à votre égard; non, ce n'est que pour vous faire servir à toute la terre d'un exemple terrible du châtiment mérité par des ingrats, qui ont si lâchement trahi la fidélité qu'ils devaient à leur souverain. »

Accablés d'une réponse si cruelle, les Vicentins demeurèrent quelque temps immobiles, comme des gens privés de tout sentiment; ensuite ils tentèrent encore par des pleurs et par des gémissements de fléchir la colère du vainqueur, mais ils furent rebutés par le même jurisconsulte, qui leur tint des discours plus durs et plus barbares que le premier, de sorte qu'ils ne savaient quel parti prendre. Alors Chaumont leur conseilla de céder à la nécessité et de se remettre entièrement à la discrétion du prince d'Anhalt, que cette soumission pourrait apaiser. Il ajouta que la clémence de l'empereur était grande et qu'on ne devait pas présumer qu'un homme de la qualité et du mérite du prince pût faire une chose indigne de sa naissance et de sa vertu; qu'il ne fallait pas s'effrayer de la sévérité de sa réponse; que souvent les hommes généreux, exhalant leur colère en paroles, en usaient ensuite avec moins de rigueur; enfin il s'offrit à intercéder pour eux.

Suivant ce conseil et se pliant à la nécessité, ils se jetèrent aux pieds du prince d'Anhalt et se remirent sans réserve à sa discrétion. Chaumont, prenant la parole, exhorta le prince d'avoir plus égard, en les punissant, à la puissance et à la majesté de l'empereur qu'à la grandeur de leur faute, et de prendre garde de donner dans eux un exemple qui, ôtant tout espoir de pardon à ceux qui pourraient les imiter dans leur révolte, les y fît persister avec la dernière opiniâtreté; que la clémence avait toujours été la source de l'affection des peuples et d'une grande renommée, au lieu que la sévérité, si elle n'était absolument nécessaire, produisait toujours la haine et le mépris; et qu'enfin la terreur, loin de faciliter les succès comme beaucoup de gens le pensaient mal, faisait naître et multipliait toujours les difficultés.

L'autorité de Chaumont et les prières de plusieurs autres, jointes aux gémissements des Vicentins, engagèrent enfin le prince d'Anhalt à

leur accorder la vie et à se contenter de leurs biens, qui étaient plus considérables en idée qu'en effet, parce qu'il n'y avait que très peu de monde à Vicence et qu'on en avait presque tout emporté. Les Allemands ayant appris que plusieurs personnes de la ville et du territoire s'étaient retirées avec leurs effets dans deux cavernes qu'on appelle la grotte de Masano, où ils se croyaient en sûreté par la situation du lieu et la difficulté d'y pénétrer, ils y coururent sur-le-champ, mais ils ne purent forcer la plus grande de ces deux cavernes; ils y perdirent même quelques-uns des leurs, et ils n'auraient pas forcé la seconde s'ils n'avaient allumé du feu à l'entrée. La fumée, qui étouffait ces malheureux, les obligea de se rendre après qu'il en eut, dit-on, péri plus de mille.

CHAPITRE II.

Les Français occupent Legnago. Mort du cardinal de Rouen. Les Allemands s'emparent de Monselice. Projets secrets du pape. Il refuse la ligne des frontières du duché de Ferrare. Il donne l'investiture de Naples au roi d'Espagne. Son dessein de diminuer la puissance française en Italie. Les Vénitiens contre Gênes. Ils se retirent avec peu de réputation. Modène est occupée par le pape. Mouvement des Suisses en faveur du souverain pontife. Le duc de Savoie leur refuse le passage. Ordre de leur marche sous les yeux de Trivulce. Leur retraite. L'armée vénitienne à Vérone. Le marquis de Mantoue est délivré de sa prison. Causes de cet événement.

Ensuite il fut plus difficile d'avancer qu'on ne l'avait cru. Non-seulement Maximilien, peu soigneux à tenir sa promesse, ne se mettait pas en campagne, mais les troupes qu'il avait en Italie diminuaient tous les jours faute de paiement; aussi Chaumont était-il assez occupé à la garde de Vicence. Néanmoins il résolut d'assiéger Legnago, parce que si cette place demeurait aux ennemis tout ce qu'on avait fait jusqu'alors serait inutile.

L'Adige coupe la ville de Legnago en deux parties, dont la moindre, qu'on appelle *Porto*, est au-delà de cette rivière du côté de Montagnana, et la plus grande partie, nommée *Legnago*, est en-deçà de la même rivière. Les Vénitiens, ne comptant pas beaucoup sur les fortifications de la place et sur le courage de la garnison, avaient pris le parti d'inonder le pays pour empêcher l'ennemi de s'en approcher; c'est pourquoi ils avaient fait une saignée à l'Adige du côté de Porto et deux autres à l'opposite, par le moyen desquelles la rivière s'étant répandue par différents endroits dans les lieux les plus bas, tout le pays était comme un marais, parce que les eaux y avaient séjourné plusieurs mois. La témérité et l'imprudence de la garnison lui firent perdre en partie cet avantage. Chaumont s'avançant avec son armée dans le dessein de camper à Minerbio, qui est à trois milles de Legnago, se fit précéder par un détachement peu nombreux de cavalerie et d'infanterie. Ils rencontrèrent sur le bord du dernier bras qu'avait formé la rivière, à un demi-mille de la ville, la garnison de Porto qui en était sortie pour s'opposer à leur passage. L'infanterie gasconne et espagnole s'étant jetées dans l'eau chargèrent l'ennemi et le poursuivirent si vivement qu'ils entrèrent dans Porto pêle-mêle avec les fuyards, dont il ne se sauva qu'un très petit nombre, quelques-uns ayant été tués dans le combat et la plupart s'étant noyés dans l'Adige en voulant regagner Legnago. Ce léger avantage fit que Chaumont, au lieu de camper à Minerbio comme il l'avait projeté, alla se poster le soir même dans Porto; la nuit suivante ses pionniers refermèrent l'ouverture faite à l'Adige. Ce général comprit qu'il n'était pas possible de prendre la ville par le côté de Porto, à cause de la largeur de la rivière qui est pourtant moindre en cet endroit, où elle est resserrée par deux quais, qu'au-dessous de la place; c'est pourquoi il jugea à propos d'y jeter un pont pour faire passer son artillerie de l'autre côté avec la plus grande partie de son armée. Mais les bateaux qu'il avait n'étant pas suffisants, il prit le parti de poster le gros de son armée le long de la rivière, à l'opposite de Legnago, et de faire seulement passer le capitaine Molard avec quatre mille hommes de pied gascons et six pièces de canon. Quand Molard fut de l'autre côté, l'on battit des deux bords de la rivière un bastion construit dans la partie supérieure et à la pointe de la ville. Pendant que les assiégés travaillaient en grande diligence à réparer la brèche, le provéditeur qui était dans Legnago craignant d'être maltraité par les Français, se retira la nuit suivante dans le château avec quelques nobles vénitiens. L'officier qui commandait dans le bastion, ayant appris la retraite du provéditeur, se rendit à Molard vies et bagues sauves; mais malgré la capitulation

les vainqueurs pillèrent tous ses effets et ceux de la garnison. La ville fut mise ensuite au pillage, et les soldats qui gardaient un autre bastion à la pointe opposée et dans la partie inférieure de la place s'enfuirent par ces marais dont nous avons parlé, après avoir jeté leurs armes pour se sauver plus facilement. C'est ainsi que la lâcheté de ceux qui défendaient Legnago fut cause de la prise de cette place, dont on n'avait pas espéré de s'emparer si promptement et avec tant de facilité. Le château ne fit pas plus de résistance; car dès le lendemain les dehors ayant été rasés à coups de canon et les travailleurs commençant à miner, on capitula sur-le-champ. Les nobles vénitiens demeurèrent prisonniers de guerre et les soldats eurent permission de se retirer sans armes.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de la mort du cardinal de Rouen[1], oncle de Chaumont, vint troubler la joie du vainqueur. Chaumont, élevé à de grands honneurs et devenu fort riche par la faveur de ce ministre auprès du roi, avait tout lieu de prétendre[2] à une fortune encore plus brillante sans ce triste événement. Ce général laissa dans Legnago cent lances et mille hommes de pied, parce que les Allemands n'étaient pas en état d'y mettre garnison; ensuite il congédia son infanterie grisone et vallesane et se disposa à retourner dans le Milanais avec le reste de ses troupes. Le roi, lassé de faire des dépenses si considérables que l'inaction de l'empereur rendait inutiles, avait donné ses ordres à Chaumont pour cette retraite; mais ayant changé de sentiment, il lui récrivit de tenir la campagne jusqu'à la fin de juin. L'empereur, qui était enfin arrivé à Inspruck l'esprit et le cœur pleins de projets et d'espérances, malgré ses irrésolutions et son indigence ordinaires, avait demandé cette grace au roi, l'ayant assuré qu'il passerait au premier jour en Italie.

(1) Il mourut à Lyon le 25 mai. « Sage pilote de la France, ministre sans avarice et sans orgueil, cardinal avec un seul bénéfice, qui, n'ayant en vue d'autre richesse que celle du public, s'est amassé un trésor de bénédictions dans toute la postérité. » (*Mézeray*.)

(2) Il lui eût été difficile d'augmenter sa fortune; car il était marechal de France, gouverneur de Paris et de Normandie, et il avait été pourvu en 1508 de la charge d'amiral de France, après la démission du sieur de Graville, son beau-père.

Les impériaux souhaitant de rentrer dans Marostico, Citadella, Basciano et les autres villes voisines pour faciliter la marche de l'empereur par cet endroit, Chaumont se posta avec son armée à Lungara, sur la rivière du Bacchiglione, afin d'empêcher les Vénitiens de les traverser et de reprendre Vicence, où il n'y avait qu'une faible garnison. Mais ayant eu avis que les ennemis s'étaient retirés à Padoue, il rejoignit les Allemands, avec qui il se rendit à Torricelle, sur le grand chemin qui va de Vicence à Padoue. Ensuite, laissant cette dernière ville à droite, il se présenta devant Citadella, ayant eu beaucoup de peine à recouvrer des vivres qui leur étaient coupés par les chevau-légers de Padoue, et surtout par ceux de Monselice; Citadella se rendit d'abord; Marostico, Basciano et les autres villes des environs, abandonnées par les Vénitiens, ouvrirent leurs portes avec la même facilité.

Après cette expédition on reprit le chemin de Torricelle, laissant encore Padoue à droite et tournant à gauche vers la montagne. Les généraux s'arrêtèrent sur la Brenta, à dix milles de Vicence; ils prirent cette route parce que les impériaux voulaient se saisir de la Scala passage fort commode pour les troupes qu'on attendait d'Allemagne et la seule place qui restât aux Vénitiens entre Trévise et Vicence. Le prince d'Anhalt partit avec ses lansquenets et cent lances françaises, et marcha vers la Scala, qui est à vingt-cinq milles de l'endroit où l'armée campait; mais il ne put y pénétrer parce que tous les défilés étaient gardés par les paysans, si affectionnés aux Vénitiens qu'ils aimaient mieux mourir que de proférer la moindre injure contre eux lorsqu'on voulait les y obliger quand on les avait pris. Il s'empara néanmoins par composition de Castelnuovo, autre passage de la montagne, après quoi il revint au camp de la Brenta, s'étant contenté d'envoyer beaucoup d'infanterie du côté de la Scala par un autre chemin. Ce détachement quitta la route de Basciano pour éviter Covolo, autre défilé très fort dans ces montagnes, et prit plus bas par le chemin de Feltro. Comme il y avait peu de troupes dans cette dernière ville, les Allemands en furent bientôt maîtres; ils la brûlèrent après l'avoir pillée et se rendirent ensuite à la Scala, qu'ils trouvèrent abandonnée aussi bien que Covolo.

Cependant le Frioul était toujours dans une triste situation. Désolé tour à tour par les Vénitiens et par les impériaux qui reculaient et avançaient tour à tour, il était tantôt défendu, tantôt pillé par la noblesse du pays. On ne voyait partout que meurtres, que pillages, qu'incendies. Il arrivait souvent qu'une même ville éprouvait tous ces malheurs de la part des deux partis, et à l'exception d'un fort petit nombre de places fortes, tout le pays était ravagé et détruit. Il n'y eut pendant tout ce temps-là aucune action mémorable et qui importât au fond de la guerre, ainsi le détail n'en serait pas intéressant.

Le temps où les Français devaient se retirer approchant, l'empereur et le roi de France convinrent que l'armée française tiendrait la campagne tout le mois de juillet suivant, à condition que tous les frais de la guerre, excepté la solde et l'entretien des gens d'armes que le roi avait toujours payés jusqu'alors, rouleraient sur l'empereur, et qu'il serait même chargé de la paie de l'infanterie pendant ce délai; mais que comme l'empereur manquait d'argent le roi lui prêterait cinquante mille ducats, la dépense nécessaire ayant été évaluée à cette somme. En cas que Maximilien ne rendît pas cette somme dans un an avec les autres cinquante mille ducats que le roi lui avait déjà prêtés, Louis devait garder Vérone et son territoire jusqu'à ce qu'il fût entièrement remboursé.

Chaumont ayant eu ordre de se conformer à ce nouveau traité fit le projet d'assiéger Monselice. C'est pourquoi, dès que les Allemands eurent été joints par quatre cents lances espagnoles commandées par le duc de Termini que le roi catholique envoyait au secours de l'empereur, et qui, selon la coutume de cette nation, étaient venues fort lentement, les deux armées passèrent la Brenta et ensuite le Bacchiglione au village de la Purla, à cinq milles de Padoue, et parurent à la vue de Monselice. Elles souffrirent beaucoup en chemin par la difficulté d'avoir des vivres et des fourrages, à cause des courses de la cavalerie qui était dans ces deux places; Sonzino Benzone de Crême, officier du roi de France, qui, suivi d'un détachement de quelques cavaliers, était allé reconnaître les escortes des convois, fut même pris par ces coureurs. André Gritti le fit pendre sur-le-champ, moins pour le punir de servir dans l'armée ennemie que d'avoir fait révolter la ville de Crême contre les Vénitiens.

Monselice, ville située dans une plaine, a pris son nom d'un rocher[1] fort élevé qui est au milieu de ses murs. La citadelle est bâtie sur la cime de cette roche, qui est environnée d'une triple enceinte de murs. La plus basse a besoin de deux mille hommes au moins pour se défendre contre une armée un peu forte. Les ennemis abandonnèrent d'abord la place, et les Français y étant entrés dressèrent leurs batteries contre la première enceinte, qui était gardée par sept cents hommes. On y fit plusieurs brèches[2], et l'infanterie gasconne et espagnole courut aussitôt en désordre pour s'y jeter par différents endroits; les assiégés, s'imaginant que c'était un assaut en forme et ne se croyant pas assez forts pour résister, prirent le parti de se retirer; mais ils le firent avec si peu d'ordre et de précaution que quelques-uns des assiégeants qui étaient déjà entrés les poursuivant le long de la côte, pénétrèrent pêle-mêle dans les deux dernières enceintes et jusque dans la citadelle, dont ils tuèrent une partie de la garnison; le reste se jeta dans une tour et offrit de se rendre, la vie sauve; mais les Allemands refusèrent de les écouter et mirent le feu à la tour. Ainsi de sept cents hommes et de cinq commandants, dont le principal était Martino de San-Sepolcro en Toscane, il ne s'en sauva qu'un fort petit nombre; la lâcheté avec laquelle ils s'étaient comportés étouffa la compassion qu'on aurait eue pour de braves gens. Les bâtiments et les murailles éprouvèrent la furie des Allemands, car non-seulement ils rasèrent la citadelle, mais la ville même fut brûlée parce qu'on n'avait pas assez de troupes pour y laisser garnison. Ce fut la dernière expédition un peu importante des deux armées, à l'exception d'une course que quatre cents lances françaises firent jusqu'aux portes de Padoue.

Dans ces circonstances, Chaumont donna deux cent cinquante lances à Châtillon pour se jeter avec le duc de Ferrare dans la capitale de ce duché, que la proximité du pape inquiétait. D'un autre côté, les Impériaux pressaient fort Chaumont de faire le siége de Trévise, suivant le projet qu'ils en avaient formé, lui représen-

(1) *Selce* signifie caillou ou rocher.

(2) Cette action se passa le 21 juin, selon Buonaccorsi.

tant que tout ce qu'on avait fait jusqu'alors était inutile si l'on ne s'emparait de cette place, n'y ayant aucune apparence de réussir à soumettre la ville de Padoue. Mais Chaumont leur répondit que l'empereur n'avait point exécuté ses promesses réitérées d'attaquer les Vénitiens; que les troupes françaises qu'il avait dans l'armée étaient fort affaiblies; que Trévise était pourvue d'une nombreuse garnison et d'ailleurs bien fortifiée; que le pays était épuisé de vivres et que les courses continuelles des chevau-légers et des Albanais y rendaient les longues marches dangereuses; que les ennemis étant avertis à temps par les paysans des moindres mouvements de l'armée, ils ne manquaient jamais de tomber sur elle lorsqu'ils avaient l'avantage, ce qui leur était facile vu leur grand nombre. Cette contestation fut terminée par un ordre que Chaumont reçut de reprendre le chemin du Milanais, où le pape commençait à exciter des mouvements. Ce général laissa aux Allemands quatre cents lances et quinze cents fantassins espagnols payés par le roi, outre les troupes qui étaient en garnison à Legnago. Chaumont exécuta l'ordre de son maître, laissant à Percy le commandement des troupes qui restaient. Les impériaux, persuadés qu'ils ne pourraient rien entreprendre d'important à l'avenir, se retirèrent à Lonigo.

Le pape avait formé la résolution de remettre l'Eglise en possession de plusieurs Etats qu'il prétendait lui appartenir et d'enlever à la France tout ce qu'elle possédait en Italie. Jules écoutait peut-être en cette occasion son ancienne aversion pour le roi, peut-être aussi que la défiance qu'il avait toujours eue de ce prince s'était enfin tournée en une violente haine, et qu'il voulait, comme il l'a dit depuis, avoir la gloire de délivrer l'Italie des *Barbares*. C'était dans ces vues qu'il avait donné l'absolution aux Vénitiens et qu'il s'était lié avec les Suisses, feignant néanmoins de n'avoir pris ces deux partis que pour sa sûreté et nullement dans le dessein d'inquiéter les autres; c'avait encore été dans les mêmes idées que, n'ayant pu détacher le duc de Ferrare du parti de la France, il avait entrepris de le dépouiller de son duché, sous prétexte du péage et des salines dont nous avons parlé. Néanmoins, pour ne pas se déclarer avant d'avoir pris ses mesures, il négociait toujours avec le comte de Carpi.

Louis XII, croyant n'avoir rien à démêler avec Jules que par rapport au duc de Ferrare, et ne voulant pas se brouiller avec ce pontife, consentait de faire un nouveau traité relatif à celui de Cambrai où il était porté qu'il ne serait permis à aucun des confédérés de se mêler des affaires temporelles de l'Eglise, et d'y stipuler que le pape pourrait agir contre le duc au sujet du péage et des salines, dans la fausse idée où il était que les prétentions de la cour de Rome se bornaient à ces deux objets. Il donnait donc au traité fait avec le duc de Ferrare une interprétation à la faveur de laquelle il se croyait permis d'y déroger par rapport à ces deux articles.

Mais plus le roi s'efforçait de concilier les choses, plus le pape se rendait difficile; et lorsque les partisans de la paix représentaient à ce pontife que ses défiances avaient dû mourir avec le cardinal de Rouen, il leur répondait que le même roi vivait encore, et qu'ainsi il avait toujours les mêmes sujets de crainte, surtout n'ignorant pas que c'était Louis qui de son propre mouvement et contre l'avis du cardinal avait violé le traité[1] fait avec le cardinal de Pavie. Ceux même qui observèrent le pape de plus près jugèrent que la mort du cardinal n'avait fait qu'augmenter sa hardiesse et ses espérances. Ces dispositions de Jules étaient fondées sur le caractère du roi; ce prince, bien loin d'être en état de tenir le gouvernail, avait lui-même besoin d'être gouverné; preuve certaine que la perte du cardinal avait beaucoup affaibli sa puissance. Ce sage ministre, outre une longue expérience, avait beaucoup de fermeté et de vigueur; d'ailleurs il avait tellement captivé l'esprit de son maître qu'il lui faisait presque toujours approuver ses conseils, et l'assurance qu'il avait de son crédit et de son autorité lui faisait souvent former des résolutions qu'il exécutait sans la participation du roi. Ses successeurs dans le ministère étaient bien éloignés d'un pouvoir si absolu. Louis ne prenait pas la même confiance en eux, et leur nombre étant une source de défiance mutuelle, loin d'agir de leur chef, ils n'osaient rien proposer qui pût déplaire au roi; aussi les affaires dépérissaient-elles par le flegme et la lenteur de ces nouveaux ministres, qui auraient dû opposer plus

(1) Le traité de Biagrasso.

de vivacité et de vigueur à l'ardeur infatigable avec laquelle Jules poursuivait ses desseins.

Ce politique ayant rejeté tous les expédients proposés par la France, il exigea hautement qu'on abandonnât sans réserve le duc de Ferrare; le roi alléguant qu'une pareille démarche serait une tache à sa réputation, Jules déclara que ce refus l'obligeait à se retirer de son alliance, ajoutant que, sans contracter d'engagement avec les uns ni les autres, il songerait uniquement à maintenir la tranquillité dans l'Etat de l'Eglise. Les amis du duc de Ferrare, contre lequel le pontife était plus aigri que jamais, lui conseillaient d'interrompre le travail des salines; mais il répondit qu'il ne pouvait faire cette démarche sans préjudicier aux droits de l'empire, dont Comacchio dépendait.

On soupçonna dès lors, et cette idée se confirma davantage dans la suite, qu'Albert Pio, ambassadeur du roi de France, n'avait pas servi son maître avec beaucoup de droiture dans cette occasion, et que ne consultant que son intérêt propre il avait animé le pape contre le duc de Ferrare. Hercule, père d'Alphonse, avait acheté de Gilbert Pio la moitié du domaine de Carpi, et lui avait donné en échange le château de Sassuolo avec quelques autres places; Albert, craignant qu'Alphonse ne le contraignît à lui céder l'autre moitié, comme en use ordinairement un voisin puissant qui opprime toujours ceux qui ne peuvent lui résister, il eut toute sa vie une extrême passion de voir Alphonse dépouillé de son duché. Quoi qu'il en soit, le pape résolut de faire la guerre au duc de Ferrare. D'abord il n'agit contre lui que par la voie des censures, et voulant justifier sa conduite, il disait qu'on avait trouvé dans les archives de l'Eglise l'investiture de Comacchio donnée par les papes à la maison d'Est.

Cette entreprise n'était rien en comparaison des vastes projets que le pape formait en secret et qu'il croyait assez bien appuyés par les mesures qu'il avait prises. En effet, il pouvait compter sur les Suisses avec qui il venait de faire alliance. Les Vénitiens dont il avait raffermi la puissance lui étaient entièrement dévoués; d'ailleurs le roi d'Aragon lui paraissait disposé à s'unir avee lui ou du moins n'avoir que des dehors d'amitié avec la France. A l'égard de l'empereur, il était si faible et si discrédité qu'il ne lui causait aucun ombrage; enfin il ne désespérait pas de réveiller la jalousie du roi d'Angleterre. Mais ce qui fortifiait son audace et ce qui au contraire aurait dû le rendre plus favorable à la France, était la connaissance qu'il avait de la répugnance du roi à faire la guerre à l'Eglise et de l'ardeur qu'il témoignait pour la paix avec le Saint-Siége. Ces dispositions faisaient croire à Jules que Louis le laisserait toujours le maître des conditions de leur réconciliation, même après les plus mortels outrages. C'est pourquoi sa fierté augmentant de jour en jour, il ne cessait de se plaindre hautement de ce prince et du duc de Ferrare et de joindre de violentes menaces à l'aigreur de ses plaintes. Il poussa les choses si loin que le jour de saint Pierre, où selon l'ancien usage on présente les cens qui sont dus au Saint-Siége, il refusa de recevoir celui de ce duc, sous prétexte que la réduction qu'Alexandre VI en avait faite de quatre mille ducats à cent par le contrat de mariage de sa fille[1] était nulle, ce pontife n'ayant pu préjudicier aux droits de l'Eglise. Il avait refusé au cardinal d'Auch et aux autres cardinaux français la permission de retourner en France, et le même jour de saint Pierre, ayant appris que le premier était sorti de la ville pour aller à la chasse, il donna ordre de l'arrêter, sous prétexte qu'il voulait s'enfuir, et le fit enfermer au château Saint-Ange.

Cette violence étant le signal d'une rupture ouverte avec Louis XII, le pape chercha à se procurer de nouveaux appuis; dans cette vue, il donna au roi catholique l'investiture du royaume de Naples, n'y exigeant le cens que sur le pied de la diminution accordée aux rois de la maison d'Aragon, quoiqu'il eût assuré plusieurs fois qu'il ne la donnerait jamais, à moins que Ferdinand ne payât cette espèce de tribut dans son entier comme les princes de la maison d'Anjou l'avaient payé. Par le même traité le roi catholique s'obligea, suivant les anciennes investitures, d'entretenir trois cents hommes d'armes pour la défense des Etats de l'Eglise; mais ce ne fut pas tant la considération de ce secours qui rendit le pape si facile que l'envie de gagner Ferdinand et l'espérance que ses liaisons avec lui pourraient devenir un

(1) On a vu ci-dessus que Lucrèce Borgia, fille d'Alexandre IV, avait épousé Alphonse, depuis duc de Ferrare.

sujet de division entre la France et l'Espagne, qui commençaient déjà à se brouiller.

Ferdinand, jaloux de la grandeur de Louis XII et de ce que, non content du partage que lui assignait la ligue de Cambrai, il aspirait encore à se rendre maître de Vérone, souhaitait avec ardeur de le voir embarrassé dans de nouvelles affaires; il y était aussi porté par le souvenir de leurs anciens différends. Dans cette vue, il n'oubliait rien pour réconcilier l'empereur avec les Vénitiens, au grand contentement du pape qui désirait cette paix avec ardeur. Quoiqu'il conduisît cette intrigue avec un profond secret, il était difficile qu'on n'entrevît pas une partie de ses desseins; c'est pourquoi, lorsqu'on vit en Sicile l'armée navale qu'il destinait à attaquer l'île des Gerbes, appelée anciennement par les Romains *Meninge*[1], le roi de France en eut beaucoup d'inquiétude, et cette flotte exerça la politique de ceux qui connaissaient l'artificieuse souplesse de Ferdinand.

Le roi de France se vit donc attaqué par l'endroit dont il avait eu moins de soupçon et dans un temps où il ne paraissait aucun préparatif contre lui. Les mesures du pape, qu'il voila d'un secret impénétrable, furent que Gênes serait attaquée par mer et par terre; que douze mille Suisses passeraient dans le duché de Milan; que les Vénitiens, réunissant toutes leurs forces, assiégeraient leurs villes occupées par l'empereur; que l'armée de l'Eglise entrerait dans le territoire de Ferrare pour se rendre ensuite dans le Milanais, en cas que les Suisses y eussent fait quelque progrès; et qu'enfin tous ces mouvements se feraient à la fois. Il comptait que Gênes, attaquée sans s'y attendre, se révolterait contre la France, à cause du grand nombre de Génois indisposés contre cette couronne, et que la faction des Frégose appuierait fortement cette révolution pour faire nommer doge Octavian, dont le père et l'oncle[2] avaient été revêtus de cette dignité; que les Français, étonnés du soulèvement de Gênes et de l'irruption des Suisses, rappelleraient dans le duché de Milan toutes les troupes qu'ils avaient prêtées à l'empereur et au duc de Ferrare, ce qui faciliterait aux Vénitiens la prise de Vérone, après laquelle ils tomberaient sur le Milanais; que son armée y entrerait aussi en même temps, se flattant qu'elle aurait déjà soumis Ferrare abandonnée des Français; et qu'enfin le duché de Milan ne pourrait résister à tant d'attaques différentes et imprévues.

Suivant ces dispositions, le duché de Ferrare et Gênes furent attaqués dans le même temps. Le duc, pour arrêter l'effet des censures, offrit au pape de lui livrer les sels de Comacchio et de s'engager à fermer les salines à l'avenir; mais Jules renvoya les ambassadeurs que ce duc avait à Rome et fit partir ses troupes, auxquelles Cento et la Pieve, qu'Alphonse ne défendit pas, ouvrirent leur porte sur la simple sommation d'un trompette. Ces deux places avaient appartenu à l'évêché de Bologne; mais Alexandre VI les avait unies au duché de Ferrare par le contrat de mariage de sa fille, en dédommageant d'ailleurs l'évêché. En même temps onze galères légères des Vénitiens, commandées par Grillo Contarini, et une de celles du pape, eurent ordre de faire voile à Gênes. Octavian Frégose, Jérôme Doria et plusieurs autres bannis étaient sur cette escadre. Marc-Antoine Colonna y marcha par terre avec cent hommes d'armes et six cents fantassins. Cet officier, s'étant mis au service du pape après avoir quitté les troupes de Florence, était resté dans le territoire de Lucques sous prétexte de rétablir sa compagnie, après quoi, disait-il, son dessein était d'aller à Bologne. Son séjour en ces quartiers avait fait soupçonner à Chaumont quelque chose par rapport à Gênes; mais ne sachant pas qu'on armait sur mer, et le pape ayant adroitement répandu le bruit que les Suisses qui lui arrivaient étaient destinés à attaquer Ferrare avec Colonna, il s'était contenté d'envoyer de l'infanterie à Gênes.

Colonna s'avança avec ses troupes dans le Val-di-Bisagna, à un mille des murs de Gênes, sans pouvoir être reçu à Serezana ni à la Spezie, comme le pape s'en était flatté. L'escadre, après avoir pris Sestri et Chiavari et mouillé à Rapallo, parut à l'embouchure de la rivière d'Entello qui est auprès du port de Gênes. A la première nouvelle de l'approche des ennemis, le fils de Jean-Louis de Fiesque se jeta dans Gênes avec huit cents hommes du pays, et le neveu du cardinal de Final y en fit entrer un pareil nombre. L'activité de ces deux seigneurs empêcha les mécontents de remuer et diminua

(1) Ou plutôt Meninx.

(2) Augustin Frégose et le cardinal Paul Frégose.

beaucoup les espérances des bannis et du pape. Enfin, de nouvelles troupes arrivant de Lombardie et de la côte de Ponant, et Prégent étant entré dans le port avec six grosses galères, les ennemis virent bien que leur coup était manqué et qu'il y aurait du danger à attendre davantage ; c'est pourquoi ils regagnèrent Rapallo où Colonna se retira par terre. Ils tentèrent sans succès, en s'en retournant, de prendre Portofino. François Bolano, capitaine d'une galère des Vénitiens, y fut tué. Ensuite l'escadre fit voile à Civita-Vecchia ; et Colonna, ne croyant pas pouvoir continuer sa marche, parce que tout le pays était en alarme et qu'ordinairement les paysans font un mauvais parti aux gens de guerre qui se retirent sans avoir réussi, s'embarqua sur les galères avec soixante de ses meilleurs chevaux. Il renvoya à la Spezie par terre le reste de ses troupes, dont la plupart perdirent leur bagage dans le territoire de Gênes, dans celui de Lucques ou sur les confins de l'État de Florence.

Grillo et Octavian acquirent peu d'honneur dans cette expédition, et n'eurent pas le courage d'attaquer les galères de Prégent avant qu'elles entrassent dans le port de Gênes, ce que leur supériorité les mettait en état de faire avec avantage. Prégent se mit à poursuivre les ennemis avec sept galères et quatre navires. Les deux escadres mouillèrent à l'île d'Elbe, la Vénitienne à Porto-Lungone, et celle de Prégent à Porto-Ferrajo, la première ayant plus de galères et l'autre de navires ; mais après que Prégent eût suivi les ennemis jusqu'à Monte-Argentaro, il retourna à Gênes.

Cependant l'armée du pape commandée par le duc d'Urbin, s'étant avancée dans la Romagne contre le duc de Ferrare, prit les villes de Lugo, Bagnacavallo et tout ce qu'il possédait en-deçà du Pô ; elle faisait le siége du château de Lugo avec assez de négligence, lorsque le duc de Ferrare se mit en marche à la tête de quelques troupes françaises, de cent cinquante hommes d'armes et d'un grand nombre de chevau-légers pour secourir cette place. Le duc d'Urbin en ayant eu avis leva le siége et se retira à Imola avec tant de précipitation qu'il abandonna trois pièces de canon. Sa retraite fut cause qu'Alphonse se remit en possession de tout ce qu'on lui avait enlevé dans la Romagne ; mais l'armée du pape, s'étant rassurée et ayant reçu de nouvelles troupes, reprit sans peine les mêmes places, força même le château de Lugo après un siége de plusieurs jours, et fit une conquête bien plus considérable.

Alphonse, occupé à défendre les places dont le danger était plus pressant, n'avait pu mettre garnison dans Modène, ni obtenir de Chaumont qu'il y envoyât deux cents lances. Le cardinal de Pavie instruit de ces circonstances, ayant fait marcher l'armée du pape à Castel-Franco, se présenta tout d'un coup devant Modène, qui capitula d'abord. Il ne songea à cette expédition que sur les instances de Gérard et François-Marie Rangoni, gentilshommes modenais ; l'un et l'autre, mais surtout le premier, avaient beaucoup de crédit dans cette ville. On croit qu'ils n'eurent d'autres motifs dans cette occasion que l'ambition et l'amour de la nouveauté. Le duc de Ferrare, après la perte de Modène, mit promptement garnison dans Reggio, et Chaumont y envoya deux cents lances, quoique les Suisses commençassent à lui donner de l'occupation.

Il y avait déjà plusieurs mois que l'alliance du roi de France avec les Suisses était expirée. Le roi ne voulut jamais consentir à augmenter leurs pensions, contre l'avis de son conseil, qui lui représentait de quelle conséquence il était de ne pas irriter une nation dont la valeur l'avait rendue redoutable à toutes les puissances. Les Suisses, animés par l'autorité et les promesses du pape, par les sollicitations de l'évêque de Sion, et surtout par le dépit d'avoir essuyé un refus de la part du roi, résolurent, dans la diète de Lucerne, de déclarer la guerre à la France, et le peuple y consentit avec beaucoup de joie.

Chaumont, qui avait pressenti leur dessein, faisait garder tous les passages du côté de Côme ; et ayant donné ordre de retirer toutes les barques du lac, il fit transporter les vivres dans les places fortes et mit les moulins hors d'état de servir. Dans l'incertitude où l'on était si les Suisses tomberaient d'abord sur le Milanais, ou si, traversant le mont Saint-Bernard, ils se rendraient dans le Piémont par le Val-d'Aoste pour passer ensuite à Savone, afin de faire une tentative sur la ville de Gênes, ou d'attaquer le duché de Ferrare après avoir passé l'Apennin, ce général avait engagé le duc de Savoie à leur refuser le passage. Assuré du

consentement du duc, il avait envoyé cinq cents lances à Ivrée, tandis que d'un autre côté il ne négligeait rien pour gagner par présents et par promesses les principaux des Suisses, afin de dissiper cet orage; mais ils persistèrent dans leur dessein, tant cette nation, et surtout le peuple, était animée contre le roi. Cette haine était si vive que chaque particulier regardait cette guerre comme sa propre affaire; et quoique le pape ne leur eût point encore donné d'argent, parce que les Fugger, banquiers allemands[1], qu'il en avait chargés, refusaient de satisfaire à leurs engagements dans la crainte de déplaire à l'empereur, ils partirent au commencement de septembre au nombre de six mille. Il y en avait quatre cents à cheval, dont la moitié seulement était armée de mousquetons, les autres étaient à pied; deux mille cinq cents avaient aussi des mousquetons, cinquante des arquebuses; le reste n'avait point d'armes, et toute cette troupe manquait absolument d'artillerie. de munitions, de bateaux et de pontons. Ils prirent le chemin de Bellinzone, et s'étant saisis du pont de la Tresa qui fut abandonné par six cents hommes de pied français qu'on y avait postés, ils s'arrêtèrent à Varèse pour attendre, disaient-ils, l'évêque de Sion qui devait arriver avec d'autres troupes.

La marche de cette armée donna beaucoup d'inquiétude aux Français, car, outre qu'ils craignaient naturellement les Suisses, ils n'avaient alors à Milan que fort peu de troupes, parce qu'on en avait envoyé beaucoup à Bresse, à Legnago, à Valleggio et à Peschiera; d'ailleurs trois cents lances étaient allées au secours du duc de Ferrare et cinq cents servaient dans l'armée impériale. Néanmoins Chaumont, ayant rassemblé toutes ses forces, s'avança à la tête de cinq cents lances et de quatre mille hommes d'infanterie dans la plaine de Castiglione, à deux milles de Varèse, et il envoya Jean-Jacques Trivulce dans la montagne de Brianza, avec un petit nombre de troupes, pour s'opposer, conjointement avec les gens du pays, au passage des Suisses. A leur arrivée à Varèse, ils avaient envoyé demander passage à Chaumont pour aller, disaient-ils, au service de l'Église; cette démarche fit juger que leur dessein était de traverser le duché de Milan pour se rendre à Ferrare; et, dans ce cas, outre qu'ils auraient eu en tête les troupes françaises, il leur aurait fallu passer le Pô et l'Oglio, ce qui était assez difficile. On pouvait aussi penser qu'ils se proposaient de prendre à main gauche en tournant par les collines qui sont au-dessous de Côme et de Lecco, pour traverser l'Adda dans ces quartiers où cette rivière est plus étroite et moins rapide qu'ailleurs; de passer ensuite l'Oglio, afin d'entrer dans le Bressan ou dans la Ghiaradadda par les collines du Bressan ou du Bergamasque, et de là se rendre dans le Mantouan, pays plat, où l'on n'avait ni troupes ni places à leur opposer. Quel que fût leur dessein, Chaumont ne voulait point les attaquer, pas même en rase campagne, tant le courage et la discipline militaire de cette nation le rendaient circonspect; mais il avait résolu de les côtoyer continuellement avec toutes ses troupes et beaucoup de pièces de campagne, de leur couper les vivres et de disputer le passage des rivières autant qu'il le pourrait, sans être obligé de livrer bataille; cependant il avait bien garni de troupes tous les postes voisins de Varèse, et toutes les nuits il donnait l'alarme aux ennemis et les fatiguait par différents mouvements.

Les Suisses commençaient à manquer de vivres dans leur camp de Varèse, lorsqu'il leur arriva un renfort de quatre mille hommes. Quatre jours après ils prirent le chemin de Castiglione; ensuite ils tournèrent à gauche par les collines, marchant toujours fort serrés, lentement et dans un grand ordre. Les premières lignes présentaient un front de quatre-vingts ou cent soldats, et les derniers rangs étaient garnis de mousquetaires, d'arquebusiers, par le moyen desquels ils repoussaient avec vigueur les insultes de l'ennemi qui les harcelait de tous côtés. Il sortait quelquefois de leur bataillon cent ou cent cinquante hommes pour escarmoucher; ces braves avançaient, faisaient ferme, et se retiraient avec tant d'ordre que la marche n'en était ni retardée, ni dérangée. Le premier jour ils arrivèrent de cette manière au passage de Ponte-di-Vedan, qui était gardé par le capitaine Molard avec de l'infanterie gasconne. Après qu'ils l'en eurent délogé à coups d'arquebuse, ils campèrent à Appiano, à huit milles de Varèse, et Chaumont s'arrêta à Assaron, gros village vers la montagne de Brianza, à six milles d'Appiano.

(1) Élevés en 1530 à la dignité de comtes de l'Empire, et en 1777 à celle de princes de l'Empire.

Le lendemain les Suisses prirent le chemin de Cantù par les collines, Chaumont les côtoyant toujours avec deux cents lances seulement, parce que la difficulté des chemins l'avait obligé de laisser son infanterie derrière lui, pour garder l'artillerie; mais quand ils furent à moitié chemin, soit qu'ils ne pussent résister à l'extrême fatigue qu'on leur donnait, comme Chaumont le disait hautement, soit qu'ils eussent formé ce dessein, ils tournèrent tout d'un coup à main gauche, et, gagnant le haut des montagnes, ils se retirèrent vers Côme et passèrent la nuit dans un faubourg et dans les villages voisins. De là ils allèrent camper à Chiasso, à trois milles de Côme. Cette marche embarrassa beaucoup les Français et leur fit douter si l'ennemi voulait s'en retourner à Bellinzone par la vallée de Lugara ou se rendre sur la rivière d'Adda; car quoique les Suisses manquassent de pontons, beaucoup de gens croyaient qu'ils feraient en sorte de la passer tous ensemble en même temps sur des radeaux. On ne douta plus le lendemain de ce qu'ils avaient dessein de faire, lorsqu'on les vit camper au pont de Tresa et se séparer pour retourner dans leur pays. Les causes d'une résolution si subite furent le besoin d'argent, la difficulté de passer les rivières, mais surtout la disette de vivres, qui était si grande qu'ils commençaient à manquer de pain. Cette retraite délivra les Français d'un danger qui leur avait causé beaucoup d'inquiétude, quoi qu'en pût dire le roi de France qui doutait s'il ne lui eût pas été plus avantageux de laisser passer les Suisses, et si les secours onéreux d'une nation que les pensions de la France n'avaient pu contenir dans de justes bornes n'auraient pas rendu le pape plus faible que s'il n'avait eu aucunes troupes.

La France se serait trouvée dans un extrême embarras si tous les ressorts que le pape avait disposés contre elle, agissant en même temps, eussent secondé la haine de ce redoutable ennemi. Mais d'un côté les Suisses ne parurent qu'après l'entreprise de Gênes manquée, et de l'autre les Vénitiens laissèrent échapper la plus favorable occasion.

Les impériaux qui faisaient la guerre dans le Vicentin furent très affaiblis par le départ de Chaumont, quoiqu'ils eussent conservé cinq cents lances françaises avec de l'infanterie espagnole; c'est pourquoi les Vénitiens sortirent de Padoue et reprirent sans peine Esti, Monselice, Montagnana, Marostica et Basciano, et avançant toujours à mesure que l'ennemi reculait du côté de Vérone, ils entrèrent dans Vicence qui avait été abandonnée. Dans cette prompte révolution ils recouvrèrent tout ce que les Français avaient enlevé à la république pendant cette campagne avec tant de peine et de dépense; il n'y eut que Legnago que ceux-ci conservèrent. Les Allemands se retirèrent alors à Vérone. Un peu plus de résolution et de vigueur dans Lucio Malvezzo, qui avait pris le commandement des troupes de la république depuis que Jean-Paul Baglione avait quitté leur service, eût rendu cette retraite périlleuse, si l'on veut s'en rapporter aux Vénitiens. Malvezzo s'étant avancé au village de la Torre, les ennemis décampèrent si brusquement pour gagner Vérone qu'ils laissèrent beaucoup de munitions dans leur camp. Ce général commanda les chevau-légers pour prendre les ennemis en queue sans leur donner le moindre relâche; mais l'arrière-garde où étaient les Français soutint leurs attaques avec beaucoup de valeur, favorisée par le feu de l'artillerie; ainsi les Allemands, ayant passé la rivière d'Arpano, arrivèrent sans aucune perte à Villa-Nuova. Les Vénitiens campèrent à un demi-mille des ennemis, mais ils ne les poursuivirent pas le lendemain avec la même vivacité, sous prétexte que l'infanterie ne pouvait aller aussi vite que la cavalerie, ce qui fit que les ennemis gagnèrent Vérone sans danger.

L'armée vénitienne s'étant postée à San-Martino, qui est à cinq milles de Vérone, elle y demeura pendant quelques jours dans l'inaction. Enfin, s'approchant de cette place, elle dressa une batterie sur la montagne opposée au château de San-Felice, et la fit tirer contre ce fort et contre la muraille voisine, choisissant peut-être ce lieu-là parce qu'il n'était pas aisé à défendre et que la cavalerie n'y pouvait agir que difficilement. Cette armée était composée de huit cents hommes d'armes, de trois mille chevau-légers, dont la plus grande partie étaient albanais, et de dix mille hommes de pied; il y avait outre cela beaucoup de paysans. Vérone était défendue par trois cents lances espagnoles, cent autres, partie allemandes, partie italiennes, plus de quatre cents françaises, cinq cents

hommes de pied à la solde du roi, et quatre mille Allemands, qui n'étaient plus commandés par le prince d'Anhalt, mort quelque temps auparavant. Mais, d'un autre côté, les habitants de cette ville étaient armés, et les dispositions où ils étaient à l'égard des impériaux donnaient de grandes espérances aux Vénitiens, dont la cavalerie légère, ayant passé l'Adige à gué au-dessous de Vérone, battait tout le pays; cependant l'artillerie ruinait la muraille, tandis que d'un autre côté le canon français incommodait beaucoup les assiégeants, qui étaient à découvert. Lactance de Bergame, l'un des plus braves colonels de l'infanterie vénitienne, en ayant été blessé, mourut quelques jours après.

Les assiégeants avaient renversé une grande partie de la muraille, et tellement endommagé toutes les canonnières des assiégés que leur artillerie était hors d'état de nuire ; ce qui faisait craindre aux impériaux qu'on ne leur enlevât le fort de San-Felice. Dans cette crainte ils avaient pris les mesures nécessaires pour empêcher que cette perte n'entraînât celle de la ville. Pour cet effet, ils avaient construit un rempart près de ce fort et y avaient placé de l'artillerie pour le ruiner, de manière que les ennemis n'y pussent tenir. Cependant on pressait le siége avec ardeur ; mais, quelle que fût la vigueur des assiégeants, il s'en fallait bien qu'ils égalassent le courage des assiégés. Toute l'infanterie des premiers n'était composée que de soldats italiens, qu'on payait ordinairement tous les quarante jours et qui ne servaient que faute d'une meilleure condition. L'infanterie italienne était alors inférieure aux troupes étrangères, plus braves et mieux disciplinées ; aussi ne l'employait-on qu'à leur défaut et surtout lorsqu'on ne pouvait avoir des Suisses, des Allemands ou des Espagnols. Ainsi Vérone fut mieux défendue qu'attaquée.

Les assiégés ayant fait une sortie pendant la nuit, au nombre de dix-huit cents hommes de pied, soutenus de quelques cavaliers français, ils tombèrent sur l'artillerie des ennemis, dissipèrent l'infanterie qui la gardait et enclouèrent deux pièces de canon ; ils les traînaient déjà dans la ville, lorsque le bruit s'en étant répandu par tout le camp, Zitolo de Pérouse accourut à la tête d'une nombreuse troupe et se fit tuer en brave homme. Denis de Naldo parut ensuite, suivi de presque toute l'armée; alors les ennemis furent obligés de se retirer et d'abandonner les canons dont ils s'étaient saisis. Cette action ne laissa pas de leur procurer beaucoup de gloire ; car, après avoir battu ceux qui gardaient l'artillerie, ils avaient encore défait une partie du secours qui était d'abord accouru, et s'étaient enfin retirés en bon ordre, presque sans aucune perte.

Les Vénitiens, découragés par cet échec et voyant que les habitants ne se déclaraient pas en leur faveur, jugèrent qu'il était inutile et même dangereux de s'opiniâtrer plus longtemps devant cette place. En effet, leur camp n'était pas fort sûr à cause de l'éloignement des quartiers de leur infanterie, campée dans la montagne, et de leur cavalerie qui était dans la vallée ; c'est pourquoi les chefs résolurent de lever le siége et de se retirer à leur premier poste de San-Martino ; ils y furent encore déterminés par le bruit qui commençait à se répandre que Chaumont, débarrassé des Suisses qui s'étaient déjà retirés, marchait au secours de Vérone.

Pendant que l'armée décampait, on apprit que les fourrageurs de Vérone, soutenus par une grosse escorte, étaient dans la vallée de Polliente; aussitôt un grand nombre de chevau-légers commandés pour marcher contre eux, s'étant postés à côté de la vallée, tuèrent ou firent prisonniers tous ces soldats. De San-Martino les Vénitiens se rendirent à San-Bonifazio, à la nouvelle de la venue de Chaumont. Sur ces entrefaites la garnison de Trévise s'empara par composition de la ville et de la citadelle d'Asolo, près de la rivière de Musone, où il y avait huit cents Allemands en garnison.

Durant ces différentes expéditions, le Frioul, vexé et ravagé par les deux partis, était toujours en proie à l'avarice et à la cruauté des soldats. Ce n'était plus une guerre, c'était plutôt un acharnement opiniâtre à détruire de fond en comble les villes et à ruiner tout le pays par le fer et par le feu; l'Istrie était exposée aux mêmes malheurs et à une égale désolation.

Le marquis de Mantoue recouvra dans le même temps la liberté par un moyen fort singulier; on crut en Italie que c'était le pape qui la lui avait procurée en faveur de leur ancienne amitié et dans la vue de se servir de la personne

de ce prince et de ses Etats pour faire la guerre au roi de France; mais j'ai su d'une personne digne de foi, qui avait alors l'administration des affaires à Mantoue, la véritable cause de la liberté du marquis. Le conseil de ce prince comprit, après plusieurs tentatives inutiles, que la haine et la défiance des Vénitiens étaient si grandes qu'ils ne songeaient à rien moins qu'à le laisser en prison tout le reste de ses jours. Cette découverte leur fit tourner les yeux du côté du sultan Bajazet, auquel le marquis avait souvent envoyé de riches présents. Le monarque Ottoman, touché de la situation du marquis, manda le bayle des marchands vénitiens qui trafiquait à Péra[1], et le pressa de lui promettre la liberté de Gonzague. Le bayle répondit qu'il n'était pas en son pouvoir de contenter Sa Hautesse sur une chose qui ne dépendait pas de lui; qu'au reste il en écrirait à Venise, et qu'il ne doutait pas que le sénat ne déférât à ses volontés. Mais Bajazet ayant répliqué fièrement qu'il le voulait absolument, le bayle fut contraint de lui en donner sa parole. Celui-ci en rendit compte au sénat, qui ne crut pas devoir irriter alors un prince si puissant. Mais les Vénitiens, voulant cacher leur honte dans cette occasion et en même temps se faire honneur auprès du pape, feignirent de se rendre à ses instances. Il fut donc arrêté par sa médiation, mais secrètement, que, pour assurer les Vénitiens que le marquis de Mantoue ne leur ferait point la guerre, son fils aîné demeurerait en otage entre les mains du pape. Le marquis fut conduit à Bologne, et après qu'il y eût remis son fils entre les mains des commissaires du pape, il se rendit à Mantoue. Ensuite il pria l'empereur et le roi de France de l'excuser s'il ne servait pas dans leurs armées, comme il y était obligé, en qualité de vassal de l'empire et de pensionnaire de la France, car le roi lui avait toujours continué ses appointements et ses pensions. Le prétexte qu'il allégua pour s'en dispenser fut la nécessité de mettre ordre à ses affaires; mais, au fond, le dessein du marquis était de se tenir en repos.

(1) Faubourg de Constantinople, séparé de cette ville par un bras de mer fort étroit.

CHAPITRE III.

Le pape se décide à donner l'assaut à Gênes. Naufrage des Vénitiens dans le phare de Messine. Le roi de France projette la guerre contre le pape. Le pape à Bologne. Déroute des Français à Montagnana. Le pape excommunie Alphonse, duc de Ferrare, et Chaumont. Concile annoncé à Lyon par l'église gallicane. Désobéissance de quelques cardinaux aux ordres du pape. Armée française vers Bologne. Discours du pape aux Bolonais. Conditions offertes au pape par les Français. Chaumont se retire. Le marquis de Mantoue est soupçonné par les Vénitiens. Le duc d'Urbin chargé de veiller sur Modène. La Mirandole est assiégée par le pape Jules. Nouvelle confédération entre l'empereur et le roi de France. Le pape Jules se retire à Concordia. Il s'empare de la Mirandole.

Le peu de succès des intrigues de Jules n'avait pas diminué ses espérances. Se persuadant plus que jamais qu'il viendrait à bout de changer la face de l'Etat de Gênes, il résolut de risquer une seconde tentative contre cette ville. Dans ces vues il engagea les Vénitiens, qui se prêtaient à son impétuosité plus par nécessité qu'autrement, d'ajouter quatre gros vaisseaux à leur flotte qui était restée à Civita-Vecchia. Ensuite, se flattant que son autorité serait capable de porter Gênes à un plus prompt soulèvement, il joignit à cette armée une galéasse et quelques autres bâtiments qui lui appartenaient, et bénit publiquement son pavillon avec de grandes cérémonies. Cette nouvelle tentative du pape causa beaucoup de surprise à tout le monde. La garnison de Gênes avait été augmentée depuis la dernière affaire, et le port était défendu par une forte escadre; on avait donc sujet de s'étonner que Jules pût se flatter de réussir dans une entreprise qui avait échoué lorsqu'il n'y avait qu'une poignée de soldats dans la ville, que le port était sans défense et qu'on ne se défiait de rien.

Outre la flotte sur laquelle étaient l'évêque de Gênes[1], fils d'Objetto de Fiesque, et les bannis qui s'étaient trouvés à la première tentative, le pape devait envoyer des troupes de terre[2]. Frédéric, archevêque de Salerne, frère

(1) Gênes a été érigée en archevêché, dès l'an 1132, par le pape Innocent II. D'ailleurs, dans le catalogue des archevêques de Gênes on ne trouve point de Fiesque dans ce temps-ci, et il paraît que Jean-Marie Sforze, fils naturel de François, duc de Milan, le fut depuis 1498 jusqu'en 1513; ce qui fait croire qu'il y a faute d'impression dans Guicciardini, et qu'au lieu du nom de l'évêché qu'avait de Fiesque, dont il parle ici, on a mis *Gênes*.

(2) Il fut pourvu de cet archevêché le 5 mai 1507, par Jules II; mais il n'en fut paisible possesseur qu'en 1533, les

hommes de pied à la solde du roi, et quatre mille Allemands, qui n'étaient plus commandés par le prince d'Anhalt, mort quelque temps auparavant. Mais, d'un autre côté, les habitants de cette ville étaient armés, et les dispositions où ils étaient à l'égard des impériaux donnaient de grandes espérances aux Vénitiens, dont la cavalerie légère, ayant passé l'Adige à gué au-dessous de Vérone, battait tout le pays; cependant l'artillerie ruinait la muraille, tandis que d'un autre côté le canon français incommodait beaucoup les assiégeants, qui étaient à découvert. Lactance de Bergame, l'un des plus braves colonels de l'infanterie vénitienne, en ayant été blessé, mourut quelques jours après.

Les assiégeants avaient renversé une grande partie de la muraille, et tellement endommagé toutes les canonnières des assiégés que leur artillerie était hors d'état de nuire ; ce qui faisait craindre aux impériaux qu'on ne leur enlevât le fort de San-Felice. Dans cette crainte ils avaient pris les mesures nécessaires pour empêcher que cette perte n'entraînât celle de la ville. Pour cet effet, ils avaient construit un rempart près de ce fort et y avaient placé de l'artillerie pour le ruiner, de manière que les ennemis n'y pussent tenir. Cependant on pressait le siége avec ardeur ; mais, quelle que fût la vigueur des assiégeants, il s'en fallait bien qu'ils égalassent le courage des assiégés. Toute l'infanterie des premiers n'était composée que de soldats italiens, qu'on payait ordinairement tous les quarante jours et qui ne servaient que faute d'une meilleure condition. L'infanterie italienne était alors inférieure aux troupes étrangères, plus braves et mieux disciplinées ; aussi ne l'employait-on qu'à leur défaut et surtout lorsqu'on ne pouvait avoir des Suisses, des Allemands ou des Espagnols. Ainsi Vérone fut mieux défendue qu'attaquée.

Les assiégés ayant fait une sortie pendant la nuit, au nombre de dix-huit cents hommes de pied, soutenus de quelques cavaliers français, ils tombèrent sur l'artillerie des ennemis, dissipèrent l'infanterie qui la gardait et enclouèrent deux pièces de canon ; ils les traînaient déjà dans la ville, lorsque le bruit s'en étant répandu par tout le camp, Zitolo de Pérouse accourut à la tête d'une nombreuse troupe et se fit tuer en brave homme. Denis de Naldo parut ensuite, suivi de presque toute l'armée; alors les ennemis furent obligés de se retirer et d'abandonner les canons dont ils s'étaient saisis. Cette action ne laissa pas de leur procurer beaucoup de gloire ; car, après avoir battu ceux qui gardaient l'artillerie, ils avaient encore défait une partie du secours qui était d'abord accouru, et s'étaient enfin retirés en bon ordre, presque sans aucune perte.

Les Vénitiens, découragés par cet échec et voyant que les habitants ne se déclaraient pas en leur faveur, jugèrent qu'il était inutile et même dangereux de s'opiniâtrer plus longtemps devant cette place. En effet, leur camp n'était pas fort sûr à cause de l'éloignement des quartiers de leur infanterie, campée dans la montagne, et de leur cavalerie qui était dans la vallée ; c'est pourquoi les chefs résolurent de lever le siége et de se retirer à leur premier poste de San-Martino ; ils y furent encore déterminés par le bruit qui commençait à se répandre que Chaumont, débarrassé des Suisses qui s'étaient déjà retirés, marchait au secours de Vérone.

Pendant que l'armée décampait, on apprit que les fourrageurs de Vérone, soutenus par une grosse escorte, étaient dans la vallée de Polliente; aussitôt un grand nombre de chevau-légers commandés pour marcher contre eux, s'étant postés à côté de la vallée, tuèrent ou firent prisonniers tous ces soldats. De San-Martino les Vénitiens se rendirent à San-Bonifazio, à la nouvelle de la venue de Chaumont. Sur ces entrefaites la garnison de Trévise s'empara par composition de la ville et de la citadelle d'Asolo, près de la rivière de Musone, où il y avait huit cents Allemands en garnison.

Durant ces différentes expéditions, le Frioul, vexé et ravagé par les deux partis, était toujours en proie à l'avarice et à la cruauté des soldats. Ce n'était plus une guerre, c'était plutôt un acharnement opiniâtre à détruire de fond en comble les villes et à ruiner tout le pays par le fer et par le feu ; l'Istrie était exposée aux mêmes malheurs et à une égale désolation.

Le marquis de Mantoue recouvra dans le même temps la liberté par un moyen fort singulier ; on crut en Italie que c'était le pape qui la lui avait procurée en faveur de leur ancienne amitié et dans la vue de se servir de la personne

de ce prince et de ses Etats pour faire la guerre au roi de France; mais j'ai su d'une personne digne de foi, qui avait alors l'administration des affaires à Mantoue, la véritable cause de la liberté du marquis. Le conseil de ce prince comprit, après plusieurs tentatives inutiles, que la haine et la défiance des Vénitiens étaient si grandes qu'ils ne songeaient à rien moins qu'à le laisser en prison tout le reste de ses jours. Cette découverte leur fit tourner les yeux du côté du sultan Bajazet, auquel le marquis avait souvent envoyé de riches présents. Le monarque Ottoman, touché de la situation du marquis, manda le bayle des marchands vénitiens qui trafiquait à Péra [1], et le pressa de lui promettre la liberté de Gonzague. Le bayle répondit qu'il n'était pas en son pouvoir de contenter Sa Hautesse sur une chose qui ne dépendait pas de lui; qu'au reste il en écrirait à Venise, et qu'il ne doutait pas que le sénat ne déférât à ses volontés. Mais Bajazet ayant répliqué fièrement qu'il le voulait absolument, le bayle fut contraint de lui en donner sa parole. Celui-ci en rendit compte au sénat, qui ne crut pas devoir irriter alors un prince si puissant. Mais les Vénitiens, voulant cacher leur honte dans cette occasion et en même temps se faire honneur auprès du pape, feignirent de se rendre à ses instances. Il fut donc arrêté par sa médiation, mais secrètement, que, pour assurer les Vénitiens que le marquis de Mantoue ne leur ferait point la guerre, son fils aîné demeurerait en otage entre les mains du pape. Le marquis fut conduit à Bologne, et après qu'il y eût remis son fils entre les mains des commissaires du pape, il se rendit à Mantoue. Ensuite il pria l'empereur et le roi de France de l'excuser s'il ne servait pas dans leurs armées, comme il y était obligé, en qualité de vassal de l'empire et de pensionnaire de la France, car le roi lui avait toujours continué ses appointements et ses pensions. Le prétexte qu'il allégua pour s'en dispenser fut la nécessité de mettre ordre à ses affaires; mais, au fond, le dessein du marquis était de se tenir en repos.

(1) Faubourg de Constantinople, séparé de cette ville par un bras de mer fort étroit.

CHAPITRE III.

Le pape se décide à donner l'assaut à Gênes. Naufrage des Vénitiens dans le phare de Messine. Le roi de France projette la guerre contre le pape. Le pape à Bologne. Déroute des Français à Montagnana. Le pape excommunie Alphonse, duc de Ferrare, et Chaumont. Concile annoncé à Lyon par l'église gallicane. Désobéissance de quelques cardinaux aux ordres du pape. Armée française vers Bologne. Discours du pape aux Bolonais. Conditions offertes au pape par les Français. Chaumont se retire. Le marquis de Mantoue est soupçonné par les Vénitiens. Le duc d'Urbin chargé de veiller sur Modène. La Mirandole est assiégée par le pape Jules. Nouvelle confédération entre l'empereur et le roi de France. Le pape Jules se retire à Concordia. Il s'empare de la Mirandole.

Le peu de succès des intrigues de Jules n'avait pas diminué ses espérances. Se persuadant plus que jamais qu'il viendrait à bout de changer la face de l'Etat de Gênes, il résolut de risquer une seconde tentative contre cette ville. Dans ces vues il engagea les Vénitiens, qui se prêtaient à son impétuosité plus par nécessité qu'autrement, d'ajouter quatre gros vaisseaux à leur flotte qui était restée à Civita-Vecchia. Ensuite, se flattant que son autorité serait capable de porter Gênes à un plus prompt soulèvement, il joignit à cette armée une galéasse et quelques autres bâtiments qui lui appartenaient, et bénit publiquement son pavillon avec de grandes cérémonies. Cette nouvelle tentative du pape causa beaucoup de surprise à tout le monde. La garnison de Gênes avait été augmentée depuis la dernière affaire, et le port était défendu par une forte escadre; on avait donc sujet de s'étonner que Jules pût se flatter de réussir dans une entreprise qui avait échoué lorsqu'il n'y avait qu'une poignée de soldats dans la ville, que le port était sans défense et qu'on ne se défiait de rien.

Outre la flotte sur laquelle étaient l'évêque de Gênes [1], fils d'Objetto de Fiesque, et les bannis qui s'étaient trouvés à la première tentative, le pape devait envoyer des troupes de terre [2]. Frédéric, archevêque de Salerne, frère

(1) Gênes a été érigée en archevêché, dès l'an 1132, par le pape Innocent II. D'ailleurs, dans le catalogue des archevêques de Gênes on ne trouve point de Fiesque dans ce temps-ci, et il paraît que Jean-Marie Sforze, fils naturel de François, duc de Milan, le fut depuis 1498 jusqu'en 1513; ce qui fait croire qu'il y a faute d'impression dans Guicciardini, et qu'au lieu du nom de l'évêché qu'avait de Fiesque, dont il parle ici, on a mis *Gênes*.

(2) Il fut pourvu de cet archevêché le 5 mai 1507, par Jules II; mais il n'en fut paisible possesseur qu'en 1533, les

d'Octavian Frégose, levait de la cavalerie et de l'infanterie dans la Lunigiana, au nom de Jules; et Jean de Sassatello et Regnier de la Sassetta, qui étaient à la solde de l'Eglise, avaient ordre de se tenir avec leurs compagnies à la Porretta pour être à portée de s'approcher de Gênes quand il en serait temps; mais cette ville, et par mer et par terre, était en état de repousser cette nouvelle attaque. Dès qu'on eut appris que l'armée navale des ennemis, composée de quinze galères légères et de trois grosses, d'une galéasse et de trois navires de Biscaye, s'approchait, la flotte de France, qui était de vingt-deux galères légères, sortit du port. Elle était inférieure à toute la flotte de l'ennemi réunie, mais elle était supérieure, ou du moins égale aux galères par sa légèreté. S'étant approchées l'une et l'autre à la hauteur de Porto-Venere, elles se canonnèrent quelque temps. Enfin celle du pape s'avança vers Sestri-di-Levante, et parut ensuite à la vue du port de Gênes, dans lequel Jean Frégose entra même avec un brigantin; mais la ville était trop bien gardée pour que les partisans des bannis pussent y exciter le moindre trouble, et le canon de la tour de Codifa tirant contre cette flotte, elle fut obligée de s'éloigner. Elle se rendit ensuite devant Porto-Venere, qui fut canonné pendant quelques heures sans effet. Enfin n'y ayant plus aucune espérance de réussir, on tourna du côté de Civita-Vecchia, d'où les galères vénitiennes mirent à la voile du consentement du pape pour retourner dans le golfe. Elles furent battues d'une si furieuse tempête au phare de Messine que cinq y périrent; les autres, après avoir été emportées vers les côtes de Barbarie, revinrent enfin dans leurs ports en fort mauvais état. Les troupes de terre ne secondèrent pas les efforts de l'armée navale. Celles qu'on avait levées dans la Lunigiana, jugeant qu'elles ne pourraient se présenter dans la côte de Levant sans danger, attendu le bon ordre que les Français avaient mis partout, ne firent aucun mouvement, et celles qui étaient à la Poretta ne se mirent pas en devoir d'avancer, sous prétexte que les Florentins leur avaient refusé le passage; mais étant entrées dans la montagne de Modène qui tenait encore pour le duc de Ferrare, elles attaquèrent Farono. Cette ville résista d'abord; mais à la fin toute la montagne se soumit, faute d'être secourue par le duc.

Espagnols et ensuite les Impériaux l'ayant toujours inquiété jusqu'à ce temps, à cause de son attachement pour la France. Il jouit dans cet intervalle de l'évêché de Gobbio. Il fut fait cardinal malgré lui par Paul III, en 1539, et il mourut en 1541.

C'est ainsi que les projets du pape échouèrent contre toutes les espérances dont il s'était flatté. Gênes était toujours au pouvoir de la France. Les Vénitiens, ayant manqué leur coup sur Vérone, n'espéraient plus aucun succès de ce côté-là; les Suisses s'étaient plutôt montrés qu'ils n'avaient fait la guerre. Ferrare, promptement secourue par les Français, n'avait rien à craindre, surtout aux approches de l'hiver où l'on allait entrer, et tout le fruit de tant de préparatifs se réduisait à la surprise de Modène.

On vit alors dans Jules un exemple de ce que la fable raconte d'Anthée, qui reprenait de nouvelles forces toutes les fois qu'abattu par Hercule il venait à toucher à terre. Ce pontife toujours plein des mêmes espérances, loin de céder à ces contre-temps, n'en était que plus fier et plus entreprenant. Il n'avait pourtant d'autre appui que lui-même, et comme il le disait souvent, que la confiance où il était que Dieu favoriserait des desseins qui ne tendaient qu'à procurer la liberté de l'Italie. Sans troupes sur le courage desquelles il pût compter, il n'avait pour alliés que les Vénitiens qui ne lui étaient attachés que par la nécessité, et dont il ne pouvait espérer de grands secours, attendu leur épuisement et leur propre embarras. Le roi catholique se bornait à lui donner secrètement des conseils. Ce prince, suivant sa politique ordinaire, l'amusait par des promesses, toujours suspendues par des conditions difficiles et par des remises sans fin; et cependant il entretenait toujours une négociation avec l'empereur et le roi de France. Tous les efforts du pape pour semer la division entre Maximilien et Louis XII, et pour engager le premier à faire la paix avec les Vénitiens, avaient été inutiles, et même l'empereur avait refusé de donner audience à Constantin de Macédoine, que Jules avait chargé de cette négociation. Lorsque les troupes de l'Eglise avaient marché contre le duc de Ferrare, l'empereur avait donné ordre à un héraut d'aller défendre au pape de l'attaquer; il paraissait même résolu à s'unir encore plus étroitement avec le roi de France, et il se disposait à envoyer l'evêque de Gurck à

ce prince, pour concerter avec lui les opérations de la guerre. D'ailleurs, quoique les électeurs eussent beaucoup de respect pour le pape et pour le Saint-Siége, Jules ne pouvait pourtant rien attendre de leur part ; car, outre qu'ils étaient bien éloignés de faire des dépenses, ils n'étaient occupés que des affaires d'Allemagne. Enfin il paraissait qu'il devait encore moins compter sur le roi d'Angleterre. Ce prince, qui faisait profession d'un grand attachement à l'Église, avait reçu les propositions du pape avec quelque empressement, et il était jeune et bouillant ; mais étant séparé de l'Italie par tant de terres et de mers, il n'y avait aucune apparence qu'il pût y porter ses forces ; outre cela il venait de signer la paix avec la France, et de faire partir une magnifique ambassade pour recevoir la ratification de Louis XII.

Dans ces conjonctures, tout autre que Jules aurait abandonné des projets si peu appuyés, surtout étant le maître de faire la paix avec le roi de France à des conditions telles qu'un vainqueur pourrait à peine en exiger du vaincu. Le roi offrait de retirer sa protection au duc de Ferrare, non pas à la vérité ouvertement, ce qui aurait blessé sa gloire, mais d'une manière indirecte, en remettant cette affaire à la décision de gens dont les suffrages ne pouvaient manquer d'être favorables au pape. Lorsque Jules eut obtenu cet article, il déclara qu'il voulait encore que le roi remît Gênes en liberté ; il paraissait si opiniâtre sur ce point que personne, pas même ceux qui l'approchaient de plus près, n'osait lui en parler. L'ambassadeur de Florence s'étant risqué à entamer cette affaire par ordre du roi, le pape s'emporta comme un furieux, et un ministre que le duc de Savoie lui avait envoyé pour d'autres affaires lui offrant un jour la médiation de son maître, il se mit dans une violente colère, criant que c'était un espion, et non pas un envoyé. Sa fureur alla jusqu'à le faire mettre en prison et appliquer à la question.

Enfin les difficultés ne faisant qu'accroître son audace, et ne connaissant ni obstacles ni dangers, il résolut de s'emparer de Ferrare à quelque prix que ce fût et tourna toutes ses pensées de ce côté-là. Pour mieux réussir dans son projet, lui donner plus d'éclat, et inspirer son courage et sa vivacité aux officiers de ses troupes, il se rendit en personne à Bologne ; il disait que pour prendre Ferrare il n'avait besoin que de ses forces et de celles des Vénitiens. Ces politiques, dans la crainte de le voir bientôt réconciliés avec le roi de France, l'excitaient encore à cette expédition. Louis XII, ne pouvant plus douter de l'animosité du pape, jugea qu'il était nécessaire de le prévenir. C'est pourquoi il résolut de défendre le duc de Ferrare, de se lier plus étroitement avec l'empereur et de poursuivre conjointement le pape par les voies canoniques ; ensuite, faisant ses préparatifs pendant l'hiver, il se proposa de passer lui-même en Italie au printemps prochain avec une nombreuse armée, pour faire la guerre au pape ou aux Vénitiens, selon les occurrences. Il offrit à Maximilien, non-seulement d'attaquer ces républicains plus vivement qu'il n'avait fait jusqu'alors, mais encore de l'aider à se rendre maître de Rome et de l'État de l'Église, comme appartenant de droit à l'empire, et même de toute l'Italie, à l'exception du duché de Milan et des États de Gênes, de Florence et Ferrare. C'était lui proposer ce qu'il souhaitait avec plus d'ardeur; aussi le roi n'eut-il pas de peine à le faire dans ses vues, et il obtint sans difficulté son consentement pour la convocation d'un concile des évêques d'Allemagne et de France. Ils se flattaient tous deux que le roi d'Aragon et les Espagnols voudraient bien y concourir aussi, parce que Ferdinand n'oserait se séparer d'eux ; ce projet était encore appuyé par les offres de plusieurs cardinaux italiens et étrangers qui, n'écoutant que leur ambition et le désir de la nouveauté, promettaient de demander eux-mêmes le concile. Le roi attendait avec beaucoup d'impatience l'évêque de Gurck, que l'empereur devait lui envoyer pour prendre des mesures sur toutes ces choses ; cependant voulant commencer en quelque façon le concile et soustraire par avance son royaume à l'obéissance du pape, il donna ordre à tous les évêques de France de s'assembler dans la ville d'Orléans à la mi-septembre.

Ces mesures du roi ne furent pas généralement applaudies dans son conseil et à la cour. On lui représentait qu'il était dangereux de laisser respirer son ennemi et qu'il ne devait pas attendre le printemps pour l'attaquer. Il est certain que si le roi eût écouté cet avis, le pape se serait trouvé dans un si grand embarras qu'il n'aurait pas été à portée de lui susci-

ter le grand nombre d'ennemis qu'il arma depuis contre la France. Mais Louis persista dans sa résolution, soit par un esprit d'épargne, soit qu'il eût peur que, s'il entreprenait seul de faire la guerre au pape, les autres princes n'en fussent offensés et n'en témoignassent du ressentiment. Peut-être enfin qu'il écouta trop la répugnance qu'il avait pour une guerre si contraire au surnom de roi *très chrétien* et au zèle constant de ses prédécesseurs qui s'étaient toujours montrés défenseurs de l'Eglise.

Cependant Jules se rendit à Bologne vers la fin de septembre, résolu d'attaquer Ferrare par terre et le fleuve avec toutes ses forces et celles des Vénitiens. Il les engagea d'envoyer deux escadres qui entrèrent dans le Pô, l'une par Fornaci, l'autre par le port de Primaro, et qui causèrent de grands maux dans les Etats de Ferrare. En même temps son armée courut et ravagea tout le pays, mais sans s'approcher de Ferrare qui était défendue par deux cent cinquante lances françaises et par d'autres troupes. Quoique cette armée fût payée sur le pied de huit cents hommes d'armes, six cents chevau-légers et six mille hommes d'infanterie, elle était au-dessous de ce nombre et composée de soldats ramassés à la hâte, les papes n'étant pas ordinairement bien servis à la guerre. D'ailleurs on avait été obligé d'en détacher deux cents hommes d'armes et trois cents fantassins, sous les ordres de Marc-Antoine Colonna et de Jean Vitelli, pour se jeter dans Modène, parce que Chaumont, depuis la perte de cette ville, avait posté deux cent cinquante lances et deux mille hommes d'infanterie entre Reggio et Rubiera.

Jules pressait les Vénitiens de faire passer dans le Ferrarais une partie de leur armée qui, profitant de la faiblesse des troupes que l'empereur avait dans Vérone et dans d'autres places, avait repris presque tout le Frioul et le Polésine de Rovigo, abandonné par le duc de Ferrare tout occupé de la défense de sa capitale. Le pape attendait encore trois cents lances espagnoles qu'il avait demandées au roi d'Aragon en vertu de l'obligation portée par l'investiture; il comptait que quand elles auraient joint son armée pour laquelle il pressait de toutes parts des recrues d'infanterie, elle attaquerait Ferrare d'un côté, tandis que les troupes vénitiennes agiraient de l'autre; il se flattait que la ville ne serait pas plus tôt investie que les habitants prendraient les armes contre le duc. Ses généraux lui représentaient néanmoins que la garnison de Ferrare était assez forte pour défendre la place contre lui et pour contenir le peuple, supposé qu'il eût envie de remuer. Les troupes des Vénitiens, ne secondant pas l'impatience du pape, arrivèrent plus tard qu'il ne l'avait pensé. Le duc de Ferrare leur avait enlevé les bateaux qu'ils avaient fait venir pour jeter un pont sur le Pô; il s'était aussi rendu maître de plusieurs barques et d'autres bâtiments qu'ils avaient dans les canaux du Polésine, et avait fait prisonnier le provéditeur qui les commandait. Dans le même temps les Vénitiens échouèrent dans le projet qu'ils avaient formé pour faire révolter Bresse contre le roi de France. L'intelligence fut découverte, et le comte Jean-Marie de Martinengo eut la tête tranchée.

Les lances espagnoles vinrent encore avec plus de lenteur que les Vénitiens, et s'étant avancées jusqu'à la frontière du royaume de Naples, elles déclarèrent qu'elles avaient ordre de ne point passer le Tronto que la bulle d'investiture n'eût été remise à l'ambassadeur de leur maître. Le pape, par une défiance réciproque, ne voulait délivrer cet acte qu'après l'arrivée de ces troupes à Bologne.

Malgré toutes ces difficultés et les remontrances de ses généraux, Jules comptait de prendre Ferrare avec ses seules forces; il réglait même les opérations de la guerre avec une application surprenante, sans qu'une grande maladie, dont il fut alors attaqué, pût ralentir son ardeur. Il se comporta dans cette occasion comme dans tout le reste, et, méprisant les avis des médecins, il se promettait de sortir aussi heureusement de sa maladie que de ses entreprises; car il disait hautement que Dieu l'avait choisi pour être le libérateur de l'Italie. Ensuite il fit venir à Bologne le marquis de Mantoue, et, l'ayant honoré du titre de gonfalonier de l'Eglise, il l'engagea à accepter le commandement des troupes vénitiennes, avec le titre de capitaine général, promettant de son côté de fournir la solde de cent gendarmes et de douze cents hommes d'infanterie. Le marquis exigea que la chose fût tenue secrète, sous prétexte de mettre ordre à ses affaires et de garantir son pays des insultes de la France;

mais la vérité était que, ne s'étant lié que malgré lui, il ne songeait qu'à gagner du temps en attendant l'occasion de se dégager. Cependant le pape, qui attaquait les Etats des autres, fut bientôt dans la nécessité de penser à sa propre défense; il s'y serait trouvé plus tôt et avec plus de danger si des contre-temps n'avaient obligé Chaumont de différer l'exécution de ses desseins. Ce général s'était avancé à Peschiera pour secourir Vérone, et, après que les Vénitiens eurent levé le siége de cette place, il avait résolu de s'approcher promptement de Modène pour reprendre cette ville. On croit qu'il en serait venu facilement à bout, vu la faiblesse de la garnison et des fortifications de la place. D'ailleurs il aurait encore été favorisé par la plupart des habitants qui n'aimaient pas la domination de l'Eglise. Enfin les troupes qu'il avait envoyées à Rubiera pour cet effet avaient déjà pris d'assaut la ville de Formigine; mais il arriva que, sur le point de se mettre en marche, l'infanterie allemande qui était dans Vérone se mutina, faute de paiement de la part de l'empereur. Chaumont fut donc obligé de suspendre l'exécution de son dessein jusqu'à ce qu'il eût apaisé ces troupes, ce qu'il fit en donnant aux Allemands neuf mille ducats et en s'engageant de leur payer la solde du mois prochain.

Chaumont n'eut pas plus tôt remédié à cet inconvénient qu'il en survint un autre. Après que l'armée vénitienne se fut retirée à Padoue [1], la Crotte, gouverneur de Legnago, croyant avoir une occasion favorable de piller Montagnana, y fit marcher toutes ses lances et quatre cents hommes de pied. Pendant que les habitants de cette ville se défendaient vigoureusement, il arriva un gros de cavalerie légère des Vénitiens qui, trouvant les Français en désordre, en fit un grand carnage, ayant eu la précaution de rompre un pont par où ceux-ci auraient pu se sauver. Si les Vénitiens eussent marché sur-le-champ à Legnago, ils l'auraient trouvé sans défense et y seraient entrés sans aucun obstacle; mais leur négligence donna le temps à Chaumont d'y jeter promptement d'autres troupes.

(1) François Daillon était seigneur de la Crotte, fils puîné de Jean Daillon, deuxième du nom, seigneur du Lude, et de Marie de Laval. Il fut un des plus braves hommes de son temps, et fut tué à la bataille de Ravenne en 1512.

Ces deux contre-temps avaient fait perdre à ce général l'occasion de rentrer dans Modène, parce que dans cet intervalle le pape y avait envoyé une nombreuse garnison et l'avait mise en état de se défendre. Néanmoins Chaumont s'étant avancé à Rubiera, le pape fut obligé d'envoyer à Modène l'armée qu'il avait destinée pour le siége de Ferrare. Jules, voyant toutes ses forces réunies en ces quartiers sous les ordres du duc d'Urbin, son capitaine général, du cardinal de Pavie, son légat, de Jean-Paul Baglione, de Marc-Antoine Colonna et de Jean Vitelli, officiers de réputation, il les pressait vivement de donner bataille. Mais ils étaient bien éloignés de le contenter, parce que les Français leur étaient beaucoup supérieurs, que toute l'infanterie du pape n'était qu'un ramas de milices levées à la hâte, et qu'il n'y avait dans ces troupes ni ordre ni discipline; d'ailleurs le duc d'Urbin et le cardinal de Pavie étaient ouvertement brouillés. Cette mésintelligence alla même si loin que le duc accusant le cardinal d'infidélité, il le mena à Bologne comme prisonnier, soit par sa propre autorité, soit par l'ordre du pape; mais le cardinal se justifia si bien que son crédit et sa faveur n'en devinrent que plus grands. Cependant les deux armées étaient en présence; d'un côté Chaumont avait sa cavalerie à Rubiera et son infanterie à Marzaglia; de l'autre les troupes du pape occupaient le faubourg de Modène qui regarde Rubiera, et les escarmouches étaient continuelles. Pendant ce temps-là le duc de Ferrare, après avoir encore recouvré le Polésine de Rovigo par le secours de Châtillon et des lances françaises, reprit Final [1] et ensuite la ville de Cento, où il entra par la citadelle qui tenait pour lui, et mit le feu à cette place après l'avoir livrée au pillage. L'armée du pape, ayant eu avis qu'il se disposait à aller joindre Chaumont, se retira dans la ville de Modène, et une partie de l'infanterie se posta dans le faubourg du côté de la montagne.

Mais à peine le duc de Ferrare était-il en chemin pour joindre Chaumont qu'il se vit obligé de retourner sur ses pas. Les Vénitiens, dans le dessein de se faire un passage sur le Pô, afin de pouvoir joindre l'armée du pape,

(1) Final, dans le duché de Modène. Il ne faut pas le confondre avec le marquisat de Final, qui est situé sur la côte de Gênes.

lui proposèrent d'abandonner Bologne avec toute sa cour, sans tarder davantage, ajoutant que, s'il n'était pas sensible à ses propres périls, il considérât du moins que l'honneur du Saint-Siége et de la religion était intéressé à ce qu'il n'arrivât aucun malheur à sa personne sacrée. Ses favoris, ses ministres et ceux de ses domestiques en qui il avait plus de confiance, lui firent les mêmes instances. Jules, inébranlable au milieu de toutes ces craintes, malgré l'incertitude où il était de la fidélité des Bolonais et le chagrin que lui causait la lenteur des Vénitiens, n'ayant même, pour toute défense, que Marc-Antoine Colonna, qu'il avait fait venir d'abord avec une partie de la garnison de Modène, fait seul tête à l'orage, et la maladie qui l'accable n'est pas capable de lui faire oublier son courage. Au contraire, ayant fait venir Jérôme Donato, ambassadeur de Venise, il lui fit de vifs reproches de la conduite que la république tenait à son égard. « Quoi donc! lui dit-il, n'est-ce pas pour votre liberté qu'entreprenant une guerre onéreuse et pleine de dangers j'ai rompu avec l'empire et la France, et que Maximilien et Louis sont devenus mes ennemis irréconciliables? Et lorsque j'attends des secours que vos promesses et la reconnaissance devraient hâter, vos délais éternels exposent ma fortune et ma vie. Ingrats! encore si cette conduite odieuse n'était funeste qu'à moi! Mais répondez, aveugles politiques, quand mes ennemis m'auront terrassé, quel appui, quelle ressource aurez-vous? Je n'ai plus qu'un mot à vous dire; si votre armée n'est pas demain dans cette ville, je traite avec les Français. » Cette armée, qui était alors à la Stellata, avait passé le Pô sur un grand nombre de barques, ayant trouvé trop de difficulté à construire un pont.

Le pape assembla en même temps la régence et les magistrats de Bologne, et leur fit un discours fort pathétique. « Rappelez-vous, leur dit-il, les maux que vous avez soufferts sous la tyrannie des Bentivoglio; ce sont ces mêmes tyrans, dont l'exil augmente la fureur, qui reviennent aujourd'hui plus à craindre que jamais. Prenez donc courageusement la résolution de vous maintenir sous la domination du Saint-Siége, qui vous a paru si légère et si douce. » En même temps Jules, pour gagner tout-à-fait l'assemblée, ajouta aux exemptions qu'il leur avait déjà accordées une remise de la moitié des droits d'entrée qu'on levait sur les denrées, et leur donna de plus grandes espérances pour la suite. Il fit même publier cette exemption pour engager le peuple à prendre les armes en sa faveur, mais ce fut inutilement. Enfin, ouvrant les yeux sur le danger qui le menaçait, il se rendit aux larmes et aux importunités de tant de personnes dont il était comme assiégé; vivement pressé par les ambassadeurs de l'empereur et des rois d'Angleterre et d'Aragon, il consentit enfin qu'on demandât à Chaumont un sauf-conduit pour Jean-François Pic, comte de la Mirandole. Quelques heures après il le fit prier lui-même par un de ses camériers de lui envoyer Albert, comte de Carpi, ne sachant pas qu'il n'était point alors à l'armée. Il songea en même temps à mettre en sûreté ce que les papes ont de plus précieux, c'est-à-dire la tiare, qu'on appelle *le Royaume*, ornée de riches pierreries, et il l'envoya à Florence par Laurent Pucci[1], son dataire, pour être gardée dans le fameux monastère *Delle-Murate*.

Ces démarches persuadèrent Chaumont que le pape voulait sincèrement la paix, qu'il souhaitait lui-même, n'ignorant pas quelles étaient les intentions de son maître. C'est pourquoi, de crainte d'altérer ces bonnes dispositions, il retint le lendemain son armée dans son camp de Crespelano. Il permit seulement aux Bentivoglio de s'approcher des murs de Bologne avec un grand nombre de cavaliers de leurs amis et de leurs partisans, et de se faire suivre d'un peu loin par cent cinquante lances françaises. Leur approche ne causa aucun mouvement dans la ville, quoique Hermès, le plus jeune mais le plus fier de ses frères, se présentât à la porte de la ville.

Chaumont reçut avec beaucoup de politesse Jean-François de la Mirandole et le renvoya le même jour à Bologne avec les conditions de la paix, qui furent : Que le duc de Ferrare et tous

(1) Il était d'une noble famille de Florence. Jules II lui avait donné la coadjutorerie de l'évêché de Pistoia, dont Nicolas Pandolphino était alors titulaire; après la mort de Pandolphino, il en fit pourvoir Antoine Pucci, son neveu, le 5 novembre 1518. Il posséda plusieurs autres évêchés. Léon X le fit cardinal du titre de *Santi Quattro*, dans la première année de son pontificat. Il mourut à Rome, évêque de Palestrine, le 1er octobre 1530, âgé de soixante-treize ans, et fut enterré à Sainte-Marie de la Minerve, aux pieds de ce pape.

ceux qui l'avaient secouru, ou qui à son occasion avaient fait la guerre au pape, seraient absous des censures; que les Bentivoglio en seraient aussi relevés; qu'on leur rendrait les biens qui leur appartenaient incontestablement; qu'à l'égard des autres qu'ils possédaient avant leur exil il en serait décidé par la voie de la justice; qu'il leur serait permis de faire leur séjour où ils voudraient, pourvu que ce fût à quatre-vingts milles de Bologne; que pour ce qui regardait les Vénitiens, on s'en tiendrait aux dispositions du traité de Cambrai; qu'il y aurait suspension d'armes entre le pape et le duc de Ferrare pour six mois au moins, pendant lesquels chacun conserverait ce dont il était actuellement en possession, et que durant cette trève leurs différends seraient remis à la décision d'arbitres dont ils conviendraient; que par rapport à Modène, l'empereur, entre les mains de qui l'on déposerait cette ville, serait prié de décider à qui elle devait appartenir; que Cotignuola serait rendu à la France; que le cardinal d'Auch serait mis en liberté; que le pape pardonnerait aux cardinaux qui s'étaient retirés; et qu'enfin les bénéfices de tous les Etats du roi seraient conférés sur la nomination de ce prince. La Mirandole s'en retourna avec cette réponse, non sans quelque espérance que Chaumont n'insisterait pas à la rigueur sur tous les articles.

Le pape, contre son ordinaire, se contint assez pour écouter ces articles et les cardinaux qui le suppliaient d'accepter la paix même aux conditions proposées. Mais Jules, se récriant aussitôt sur la dureté de Chaumont et mêlant toujours dans ses discours des plaintes amères contre les Vénitiens, demeurait cependant incertain et laissait écouler la journée sans rien déterminer. Ses espérances se ranimèrent sur le soir à l'arrivée de Chiappino Vitelli, qui lui amena six cents chevau-légers et un escadron de Turcs que les Vénitiens avaient à leur solde. Ils étaient partis de la Stellata la nuit précédente, et suivant l'ordre que le général des troupes vénitiennes leur avait donné de marcher le plus promptement qu'ils pourraient, ils étaient accourus en toute diligence.

Le maréchal de Chaumont, ne recevant point de réponse, vint camper le lendemain avec toute son armée à Ponte-à-Reno, à trois milles de Bologne. Les ambassadeurs de l'empereur, des rois d'Aragon et d'Angleterre, lui dépêchèrent aussitôt leurs secrétaires, qu'ils suivirent bientôt eux-mêmes. Pendant toute la journée, ces ministres et Albert Pio, qui était venu de Carpi, firent plusieurs allées et venues pour conclure la paix.

Mais les choses avaient bien changé de face de part et d'autre. Chaumont ayant reconnu par ce qui était arrivé la veille que les Bolonais n'étaient pas fort disposés à se soulever en faveur des Bentivoglio, et commençant à manquer de vivres dont il y avait toute apparence que le besoin augmenterait encore, ne faisait pas grand fond sur le succès de son entreprise. Au contraire, le pape, encouragé par le mouvement du peuple qui venait de se déclarer pour lui et de prendre les armes en sa faveur, se rassurait encore par l'espérance de voir arriver avant la nuit deux cents Albanais et Fabrice Colonna avec deux cents chevau-légers et une partie des lances espagnoles. Non-seulement il se croyait hors de danger, mais reprenant son caractère, il menaçait déjà d'attaquer les Français dès que le reste des troupes espagnoles qui n'étaient pas loin serait arrivé. Dans cette confiance, il rejeta fièrement toutes conditions de paix, à moins que le roi de France ne s'obligeât d'abandonner entièrement le duc de Ferrare. Il y eut le jour suivant d'autres propositions; les mêmes ambassadeurs se rendirent une seconde fois au camp, mais sans succès, à cause des difficultés qu'on fit naître. Dans ces circonstances le général français, désespérant de réussir par les armes ou par la négociation, résolut de se retirer. Outre qu'il manquait de vivres, l'approche de l'hiver qui rendait déjà la saison incommode le détermina à la retraite. C'est pourquoi il retourna le jour même à Castel-Franco, et le lendemain à Rubiera, publiant qu'il n'en usait ainsi à la prière des ambassadeurs que pour donner au pape le temps de réfléchir sur ses propositions, et pour attendre de son côté les ordres du roi.

Les politiques accusèrent Chaumont de s'être embarqué légèrement dans ce projet et d'avoir ensuite agi avec négligence. Ils disaient que n'ayant pas assez de troupes pour forcer Bologne, son infanterie ne consistant qu'en trois mille hommes, il n'avait pas dû se livrer à des bannis dont les espérances, toujours fon-

dées sur leurs désirs plutôt que sur la raison, ne réussissent presque jamais; qu'ayant une fois entrepris la chose, il devait au moins suppléer à sa faiblesse par l'activité, mais qu'au contraire il avait laissé échapper par sa lenteur les occasions favorables; qu'après avoir resté long-temps à Peschiera, il avait encore perdu trois ou quatre jours à délibérer s'il tenterait cette entreprise avec ses seules forces, ou s'il attendrait les troupes du duc de Ferrare et les lances françaises commandées par Châtillon. Cette première faute, ajoutaient-ils, pouvait se pallier; mais comment l'excuser de ne s'être pas présenté aux portes de Bologne d'abord après la prise de Castel-Franco, et d'avoir donné le temps de respirer à une ville où il n'y avait aucunes troupes, où le peuple était irrésolu, et enfin où régnaient le trouble et l'épouvante, comme il arrive toujours dans les événements imprévus. C'était là l'unique moyen, si la chose était possible, ou d'emporter Bologne, ou de faire un traité avantageux; mais ceux qui censurent les démarches des gens en place, lorsqu'elles n'ont pas réussi, ne seraient pas si généralement applaudis si l'on pouvait savoir ce qui serait arrivé dans le cas où l'on aurait pris le parti qu'ils approuvent.

Après le départ de Chaumont, le pape, outré de colère contre le roi de France, fit retentir ses plaintes dans toutes les cours de la chrétienté. Ce prince, si l'on en croyait la fureur de Jules, s'honorait injustement du titre de *roi très chrétien* qu'il démentait par ses actions; il ne songeait qu'à envahir l'Italie, et c'était pour se désaltérer dans le sang du père des fidèles que Louis, au mépris de la foi du traité de Cambrai, avait fait assiéger Bologne, où toute la cour romaine était alors. Dans le temps que le pape se déchaînait ainsi contre le roi de France, il se préparait à la guerre avec plus d'ardeur que jamais. Le redoublement même de sa maladie, causé par ses inquiétudes et par ses fatigues, ne le rendait pas plus traitable; enfin il déclara aux ambassadeurs qu'il fallait lui livrer Ferrare avant d'entamer aucune négociation. Il se mit à faire de nouvelles levées et pressa les Vénitiens, qui avaient enfin jeté un pont entre Ficheruolo et la Stellata, d'envoyer une partie de leurs troupes sous les ordres du marquis de Mantoue pour joindre les siennes à Modène, et de faire entrer le reste dans le duché de Ferrare pour le ravager. Après tous ces arrangements, il ne doutait pas qu'il ne fût bientôt maître de Reggio, de Rubiera et de Ferrare même.

Toutes les troupes vénitiennes n'avaient pas encore passé le Pô, dans la crainte que la mort du pape, de la santé duquel on n'espérait pas beaucoup, ne les jetât dans l'embarras; mais il fallut enfin céder à son impatience. Leur général envoya donc à Modène cinq cents hommes d'armes, seize cents chevaux-légers, et cinq mille hommes d'infanterie, retenant le reste de l'armée au-delà du Pô. Le marquis de Mantoue s'arrêta à Sermidi, sous prétexte de lever du monde, et quoiqu'il promît de joindre au plus tôt l'armée, ce retardement commença à devenir suspect aux Vénitiens. Il se rendit ensuite à San-Felice dans le Modenais, où il reçut avis que la garnison française de Vérone était entrée dans le Mantouan. A cette nouvelle il retourna à Mantoue, s'excusant sur la nécessité de défendre ses États. Le pape lui en donna la permission; mais les Vénitiens se plaignirent hautement du marquis, et la promesse qu'il avait faite de revenir au plus tôt ne put dissiper leurs soupçons. Ils crurent avec toute l'Italie qu'il était d'intelligence avec Chaumont, et qu'ils étaient convenus ensemble que les Français feraient une course dans le Mantouan pour lui fournir un prétexte de ne pas aller à l'armée. Le marquis confirma lui-même ces défiances par la lettre qu'il écrivit de Mantoue au pape. Il lui mandait qu'il lui était survenu une maladie qui s'opposait à son départ. Lorsqu'on vit les troupes du pape, celles des Vénitiens et les lances espagnoles réunies à Modène, on ne douta pas que Chaumont, qui depuis sa retraite de Bologne s'était encore affaibli en congédiant son infanterie italienne afin d'éviter la dépense, ne fût obligé d'abandonner la ville de Reggio pour se borner à la défense de la citadelle. Mais la lenteur de cette armée lui donna le temps de lever d'autre infanterie dans le dessein de ne défendre que Saffuolo, Rubiera, Reggio et Parme. Pendant que cette armée, campée autour de Modène, ne savait si elle devait avancer ou si elle marcherait contre Ferrare, quelques escadrons des troupes du pape, ayant poussé vers Reggio, furent défaits par les Français qui leur tuèrent cent chevaux et firent le comte de Matelica prison-

nier. Le duc de Ferrare, accompagné de Châtillon et des lances françaises, était alors posté sur le Pô, entre Spedalletto et Bondeno, vis-à-vis de l'armée des Vénitiens qui était de l'autre côté de la rivière. La flotte vénitienne prit ce temps-là pour se retirer à cause de la rigueur de la saison et parce qu'elle était mal pourvue ; elle fut attaquée par un grand nombre de barques de Ferrare, qui coulèrent à fond huit bâtiments à coups de canon, et ayant eu bien de la peine à se rendre à Castelnuovo par le canal qui joint le Tanaro et l'Adige, elle se dissipa depuis. Sur ces entrefaites le pape dépêcha un courrier à l'armée dont Fabrice Colonna avait le commandement en l'absence du marquis de Mantoue, pour ordonner à ce général de laisser le duc d'Urbin à la garde de Modène et de marcher droit à Ferrare. Tous les officiers étaient ouvertement opposés à cette expédition, malgré les assurances que Jules leur donnait que le peuple se soulèverait à leur arrivée. Ils se mirent néanmoins en marche ; mais le jour même ils eurent un ordre de revenir sur leurs pas, ne pouvant pénétrer la cause d'un changement si prompt.

Après cette retraite, ils allèrent mettre le siége devant Saffuolo, où Chaumont avait envoyé cinq cents fantassins gascons. La place fut battue pendant deux jours, et le pape était charmé d'entendre de sa chambre le bruit de ses canons, au lieu que peu de jours auparavant il y entendait tonner l'artillerie française contre les murs de Spilimberto. Enfin la place fut emportée d'assaut par la lâcheté de la garnison qui se retira dans la citadelle. Elle se rendit d'abord presque sans conditions. Jean de Casal, commandant de la place, fut exposé une seconde fois à la honte qu'il s'était attirée autrefois à la prise du château de Forli par le duc de Valentinois. Casal était de très basse naissance, et il ne devait l'espèce de fortune qu'il avait faite qu'à la faveur de Ludovic Sforze, à qui il avait plu dans sa jeunesse.

Ensuite l'armée s'empara de Formigine. Le pape voulait qu'elle allât assiéger Montecchio, place forte et importante située entre le grand chemin et la montagne, sur les confins de Parme et de Reggio, et qui appartenait au duc de Ferrare, quoiqu'une partie du territoire de cette ville fût de la juridiction de Parme ; mais Fabrice Colonna refusa d'y marcher, alléguant que le roi catholique lui avait défendu d'attaquer les dépendances de l'empire.

Cependant Chaumont ne faisait aucune démarche pour arrêter les progrès du pape. Suivant les ordres qu'il avait reçus de ménager la dépense, il s'était contenté de laisser dans Reggio d'Aubigny, avec cinq cents lances et deux mille hommes d'infanterie gasconne sous les ordres du capitaine Molard, et il s'était retiré à Parme. Le roi, toujours résolu de temporiser jusqu'au printemps, semblait avoir oublié les affaires d'Italie, et cette négligence, diminuant sa réputation, augmentait le courage de ses ennemis. Jules, ne pouvant souffrir que ses troupes restassent dans l'inaction et rejetant toutes les raisons de ses capitaines fondées sur la saison et sur d'autres obstacles, leur ordonna de se rendre à Bologne et leur proposa de faire le siége de Ferrare. Le projet ne fut goûté que par les ambassadeurs de Venise, soit qu'ils ne voulussent pas irriter Jules par leur opposition, soit qu'ils vissent avec plaisir que cette expédition allait rapprocher leurs troupes de leurs frontières ; tous les autres s'y opposèrent, mais inutilement. Le pape les avait mandés pour leur déclarer ses intentions et non pour les consulter. Il fut donc arrêté qu'on marcherait contre Ferrare, mais que, pour empêcher les Français de secourir cette place, on tenterait auparavant de prendre la Mirandole, supposé que la chose ne parût pas fort difficile. Cette ville, aussi bien que Concordia, appartenait alors aux enfants du comte Ludovic Pic, qui étaient sous la tutelle de Françoise, leur mère. Cette princesse était dans les intérêts de Louis, à cause de Jean-Jacques Trivulce, dont elle était fille naturelle, et qui avait procuré à ses petits-fils l'investiture de l'empereur. Il y avait longtemps que le pape les avait pris sous sa protection ; mais il s'excusait sur les conjonctures présentes de ce qu'il les attaquait aujourd'hui, ne pouvant, disait-il, souffrir que ces villes demeurassent entre les mains de personnes suspectes ; et en cas qu'on les lui remît volontairement, il offrait de les rendre d'abord après la prise de Ferrare.

On soupçonna alors le cardinal de Pavie d'intelligence avec le roi de France, et ce soupçon s'accrut encore depuis. On croyait qu'il avait adroitement conseillé l'entreprise de la Mirandole au pape pour rompre celle de Fer-

rare; cette dernière aurait pu réussir à cause du mauvais état de la place et de la faiblesse de la garnison; d'ailleurs les troupes françaises étaient épuisées de fatigues et de maladies; enfin le duc de Ferrare se trouvait hors d'état de se défendre par lui-même, et le roi était bien éloigné de faire les dépenses considerables qu'il aurait fallu pour le secourir.

Pendant que le pape faisait la guerre avec tant d'ardeur, le roi de France, uniquement occupé de la négociation, continuait à traiter avec l'évêque de Gurck; mais ce qui n'avait souffert aucune difficulté dès le commencement tira en longueur par la lenteur de Maximilien à donner sa réponse. Ce prince et Louis XII étaient dans une égale défiance du roi d'Aragon qui, outre les sujets de plaintes qu'il leur avait déjà donnés, venait tout récemment de retirer ses troupes de Vérone, sous prétexte qu'on avait vu paraître des vaisseaux turcs du côté d'Otrante. Ils jugèrent donc à propos de le faire expliquer, tant par rapport à l'exécution du traité de Cambrai que sur le parti qu'il prendrait en cas que le pape demeurât uni aux Vénitiens et s'opiniâtrât à vouloir réunir Ferrare au Saint-Siége.

Ferdinand, après avoir réfléchi quelque temps sur la réponse qu'il devait faire, prit de là occasion de répondre aux plaintes de l'empereur et du roi de France qu'il n'avait accordé trois cents lances au pape que parce qu'il y était obligé par l'investiture de Naples, seulement pour défendre les Etats de l'Eglise et l'aider à rentrer dans ses anciens fiefs; qu'il avait retiré sa gendarmerie de Vérone parce que le temps pour lequel il avait prêté ces troupes à l'empereur était expiré; que néanmoins il l'y aurait laissée sans l'alarme que les Turcs venaient de lui donner; que quand son ambassadeur à Bologne s'était joint à ceux de l'empereur et du roi d'Angleterre pour engager Chaumont à faire la paix, ce n'avait pas été dans le dessein de procurer au pape le temps de recevoir du secours; qu'il n'avait eu en vue que de garantir l'Italie d'un funeste embrasement; qu'il s'y était porté avec d'autant plus d'ardeur qu'il n'ignorait pas la répugnance que le roi de France avait à faire la guerre au pape; que pour lui il avait toujours été dans la résolution d'exécuter le traité de Cambrai, et qu'il prétendait le prouver par sa conduite en donnant à l'empereur un secours de cinq cents lances et de deux mille hommes d'infanterie contre les Vénitiens; qu'il ne songeait pas à prendre de nouveaux engagements, parce qu'il ne voyait rien qui le pressât d'en contracter, et qu'il ne voulait entrer dans aucune nouvelle affaire pour être à portée d'attaquer les infidèles d'Afrique, au lieu d'accroître les maux de la chrétienté qui avait besoin de repos; qu'il était d'avis qu'on assemblât un concile et qu'on travaillât à la réforme de l'Eglise, pourvu que cette réforme fût générale et se fit dans des temps convenables; qu'il ne voulait point d'autre témoin de la droiture de ses intentions sur ce sujet que le roi de France lui-même, qui pouvait se rappeler ce qu'il lui avait dit à Savone. Il ajoutait que les conjonctures présentes n'étaient pas favorables à ce dessein, parce que la paix et l'union entre les princes chrétiens étant un préalable nécessaire à la convocation d'un concile, il ne conviendrait pas de le tenir dans un temps qui pouvait faire croire que l'animosité et la vengeance étaient plutôt les promoteurs de cette assemblée que le zèle de la gloire de Dieu et le bien de la chrétienté. Il dit encore en particulier aux ambassadeurs de l'empereur qu'il ne l'aidait qu'à regret à conserver des places pour les lui voir vendre ensuite au roi de France, ce qui était un reproche marqué de l'affaire de Vérone.

Après cette réponse l'évêque de Gurck et le roi de France conclurent un nouveau traité, et ils laissèrent au pape la liberté d'y accéder dans deux mois, et aux rois d'Aragon et de Hongrie dans quatre. Il fut stipulé que le roi paierait à l'empereur cent mille ducats, partie comptant, partie dans certains termes, car on ne pouvait traiter avec lui sans argent; que l'empereur passerait au printemps en Italie avec trois mille chevaux et dix mille hommes d'infanterie, pour faire la guerre aux Vénitiens; que le roi l'y ferait joindre par douze cents lances et huit mille hommes de pied, pourvus de l'artillerie nécessaire, et qu'il ferait partir une escadre de deux galères légères et quatre bâtardes [1]; qu'ils exécuteraient l'un et l'autre le traité de Cambrai, et sommeraient conjointement le pape et le roi d'Aragon d'en remplir aussi les conditions; que si le pape n'opposait à cette sommation que l'affaire de Ferrare, le roi se prêterait,

(1) Grands vaisseaux fort longs.

par rapport à cet article, à un accommodement raisonnable; mais que s'il s'y refusait absolument, on poursuivrait la tenue d'un concile; et, pour y parvenir, l'empereur devait assembler les prélats d'Allemagne, comme le roi avait assemblé ceux de France, afin de se conformer ensuite aux mesures qu'on aurait prises. Le roi était assuré des cinq cardinaux qui demandaient le concile; ils venaient de lui promettre de ne traiter jamais avec le pape sans sa participation, et Louis s'était obligé à ne faire aussi aucun traité avec Jules, à moins qu'ils n'y fussent compris.

Après la conclusion du nouveau traité, l'évêque de Gurck retourna à la cour de l'empereur comblé d'honneurs et de présents, et le roi déclara qu'il était résolu d'aller en personne en Italie à la tête d'une nombreuse armée, afin d'y mettre une bonne fois ses affaires en sûreté. Mais ne voulant pas les laisser dépérir en attendant, il donna ordre à Chaumont de soutenir le duc de Ferrare, et aussitôt ce général joignit huit cents lansquenets aux deux cents lances françaises qui étaient déjà au service de ce duc sous la conduite de Châtillon.

Cependant l'armée du pape, après les préparatifs nécessaires, qui se firent avec assez de lenteur, alla se présenter devant Concordia, laissant Marc-Antoine Colonna à la garde de Modène avec cent hommes d'armes, quatre cents chevau-légers et deux mille cinq cents hommes de pied. Les batteries ne furent pas plus tôt établies que la place fut forcée; ensuite la citadelle ayant capitulé l'armée marcha droit à la Mirandole. On était alors vers la fin de décembre, et la saison était fort rude cette année; ce contre-temps, joint au bon état des fortifications et au peu d'apparence qu'il y avait que les Français laissassent perdre une place de cette importance, faisait désespérer aux officiers de s'en rendre maîtres. Mais le pape doutait si peu et de la prise de la Mirandole et même de celle de Ferrare, que lorsque, pour prévenir les inconvénients que pouvait causer la mésintelligence du duc d'Urbin et du cardinal de Pavie, il fit partir le cardinal de Sinigaglia[1] pour prendre la place de ce dernier, il recommanda sur toutes choses à ce nouveau légat, en présence de plusieurs personnes, d'empêcher, autant que cela se pourrait, qu'il ne se fît aucun désordre à la prise de Ferrare.

L'artillerie commença à tirer contre la Mirandole le quatrième jour du siége; mais l'armée eut beaucoup à souffrir de la rigueur de l'hiver et de la disette des vivres; elle en tirait fort peu du Modenais, le seul endroit néanmoins d'où elle en pouvait avoir, parce que cent lances françaises, postées moitié à Guastalla, moitié à Correggio, et deux cent cinquante à Carpi, avaient rompu tous les ponts et occupé tous les passages du Mantouan. A la vérité cette dernière incommodité diminua au bout de quelques jours, parce que les gens d'armes qui étaient à Carpi, n'ayant point de canon, prirent l'épouvante sur le bruit que l'armée ennemie venait les attaquer et abandonnèrent cette place.

Vers la fin de cette année le cardinal de Médicis engagea Marc-Antoine Colonna et quelques jeunes Florentins dans une conjuration pour assassiner Pierre Soderini, gonfalonier de Florence. On croyait que ce magistrat retenait la république dans les intérêts de la France. Cette affaire ne fit pas d'honneur au pape, que l'on crut y avoir trempé. Il avait tenté inutilement toutes sortes de voies pour attirer les Florentins dans son parti. Ceux-ci au contraire, pour faire plaisir au roi, venaient de rompre la trêve avec les Siennois. Cette démarche avait extrêmement irrité le pape malgré le tempérament qu'ils avaient pris dans ces conjonctures, car ils ne s'étaient engagés à faire la guerre contre Sienne que dans six mois. Ils avaient aussi envoyé deux cents hommes d'armes pour la défense du duché de Milan. Le roi ne les leur avait demandés en vertu du traité que pour les brouiller avec le pape, et non pour l'avantage qu'il pourrait retirer d'un secours si peu considérable.

(1) Marc Vigerio, natif de Savone, fils d'Urbin Vigerio et de Nicolle Grosso, petite-nièce de Sixte IV, et neveu d'un autre Marc Vigerio, évêque de Noli, qui avait été précepteur du même pape. Il fut d'abord cordelier. Sixte IV le pourvut de l'évêché de Sinigaglia le 5 octobre 1477, et Jules II le fit cardinal du titre de Sainte-Marie *in Transtevere* en 1505. Il fut président du concile de Latran, et il mourut à Rome évêque de Palestrine, le 18 juillet 1516, âgé de soixante-dix ans. Nous avons de lui une savante apologie contre le conciliabule de Pise et un traité *De lanceâ et veste Christi.*

CHAPITRE IV.

Chaumont offre de nouvelles conditions au pape. Alexandre Trivulce défend la Mirandole. Le pape Jules la prend d'assaut, et ensuite il se retire à Bologne. Harangue de Trivulce pour détourner l'attaque contre les pontificaux dans leurs retranchements. Adresse du marquis de Mantoue pour garder la neutralité. Modène est rendue à César. Mort de Chaumont.

Le commencement de l'année 1511 fut marqué par un événement dont les siècles précédents ne fournissent aucun exemple. Le pape, impatient de la lenteur du siége de la Mirandole et attribuant à l'ignorance et à la perfidie des généraux, et particulièrement de son neveu, ce qui ne provenait que de la difficulté naturelle de l'entreprise, résolut d'aller presser ce siége en personne. La fougue et l'impétuosité de son tempérament l'emportèrent sur toutes sortes de raisons; il ne considéra point qu'il était indigne du chef de l'Eglise de paraître dans une armée contre des chrétiens, et s'embarrassant encore moins du jugement que l'Europe pourrait porter d'une pareille démarche, il ne fut point arrêté par le danger auquel elle pouvait l'exposer, car un éclat de cette nature était un prétexte spécieux et même un motif presque légitime pour ceux qui, blâmant son administration et l'accusant de persévérer avec opiniâtreté dans une conduite scandaleuse, demandaient la convocation d'un concile et faisaient tous leurs efforts pour animer les puissances contre lui; c'est ce qu'on disait hautement dans sa cour. Chacun était dans le dernier étonnement, et on y blâmait généralement sa résolution. Les ambassadeurs de Venise ne purent s'empêcher de la condamner; enfin les cardinaux le supplièrent instamment d'abandonner ce dessein; mais les prières et les remontrances furent inutiles. Il part de Bologne le 2 janvier, accompagné de trois cardinaux, arrive au camp et se loge dans une chaumière exposée au feu de la place, dont elle n'était qu'à deux portées de trait.

Jules, continuellement à cheval, parcourait sans cesse tout le camp pour faire placer avantageusement les batteries. On n'avait pu jusqu'alors employer que la moindre partie du canon, parce que le grand froid et la neige continue empêchaient toutes les opérations de la guerre, et que la plupart des travailleurs et des pionniers, ne pouvant résister à l'âpreté du froid et au feu des assiégés auquel ils étaient exposés, avaient déserté, quelque chose qu'on fît pour les retenir. Il fallut donc en faire venir d'autres et couvrir les batteries pour garantir ceux qui les servaient; pendant ce temps-là, le pape se retira à Concordia. Albert Pio vint l'y trouver de la part de Chaumont et lui fit plusieurs propositions; mais après un grand nombre d'allées et de venues, la négociation n'eut aucun succès, soit par l'opiniâtreté naturelle du pape, soit qu'Albert, sur le compte duquel les soupçons se fortifiaient de jour en jour, n'agît pas avec toute la bonne foi qu'il devait.

Le pape ne resta que peu de jours à Concordia; son impétuosité le ramena bientôt au camp, et il ne fut arrêté ni par la neige qu'il essuya dans tout le chemin, ni par le froid si excessif alors qu'à peine les soldats pouvaient le supporter[1]. Il se logea dans une petite église attenant ses batteries, et plus voisine encore de la place que sa première demeure. Il ne fut content ni de ce qu'on avait fait ni de ce qu'on faisait alors, et se répandant en invectives contre tous les chefs, à l'exception de Marc-Antoine Colonna qu'il avait fait venir nouvellement de Modène, il remplissait lui-même les fonctions de général, exhortant les uns et menaçant les autres. Il alla même jusqu'à promettre aux soldats que, s'ils pressaient le siége avec ardeur, il ne ferait aucun quartier à la ville et leur en abandonnerait le pillage. C'était un spectacle bien capable d'attirer les yeux par sa singularité que le contraste du roi de France et du pape dans cette occasion. Louis, dans un âge encore plein de vigueur, nourri dès l'enfance dans le tumulte des armes, s'endormait pour ainsi dire au sein de ses Etats, se reposant sur ses capitaines du soin d'une guerre très intéressante pour lui, tandis que le vicaire de Jésus-Christ, le père commun des chrétiens, accablé d'infirmités et vieilli dans la mollesse et les plaisirs, paraissait tout de feu au milieu d'une armée destinée contre des chrétiens, et assiégeait en personne une ville peu connue, s'exposant comme un simple officier aux fatigues et aux dangers, et enfin ne retenant que l'habit et le nom de sa dignité.

L'ardeur infatigable de Jules, ses cris éternels, ses promesses et ses menaces pressaient à

(1) Jules fut sur le point d'être pris en chemin par le chevalier Bayard.

la vérité le siége bien autrement que s'il eût été tranquille; mais tout cela ne pouvait lever les obstacles qui le faisaient tirer en longueur. Les pionniers avançaient peu parce qu'ils étaient trop exposés; d'ailleurs, outre que l'artillerie n'était pas nombreuse, il n'y avait point de grosses pièces dans celle des Vénitiens, et la neige énervait la force de la poudre.

La garnison, qui était de quatre cents fantassins étrangers commandés par Alexandre Trivulce, se défendait avec d'autant plus de courage qu'elle espérait être bientôt secourue. Chaumont, ayant reçu ordre du roi de ne pas laisser prendre la Mirandole, avait mandé à l'infanterie espagnole qui était à Vérone de venir le joindre; il rassemblait ses troupes de toutes parts et il levait tous les jours de l'infanterie, aussi bien que le duc de Ferrare. Il avait promis aux assiégés d'attaquer l'armée du pape avant le 20 janvier, mais plusieurs obstacles s'opposaient à l'exécution de ce dessein. On n'avait pas assez de temps pour faire les préparatifs nécessaires, et les ennemis avaient eu tout le loisir de fortifier leur camp; d'ailleurs il n'était pas facile de transporter l'artillerie et les munitions, à cause de l'extrême rigueur du froid, de la difficulté des chemins et de la hauteur de la neige, qui était telle qu'on n'avait rien vu de pareil depuis long-temps. Chaumont même, au lieu de réparer par son activité le temps perdu, prit la poste pour Milan sous prétexte d'y faire de l'argent et d'autres préparatifs, mais en effet pour y voir une belle Milanaise dont il était amoureux. Quoiqu'il revînt presque aussitôt, ce voyage ne laissa pas de ralentir l'ardeur des soldats et découragea la garnison de la Mirandole. On disait encore ouvertement que la haine de Chaumont contre Jean-Jacques Trivulce n'était pas moins préjudiciable à cette ville que sa négligence ou sa lâcheté, et que sa passion particulière lui faisant négliger les intérêts du roi, il n'était pas fâché de voir les petits-fils de Trivulce dépouillés de leurs Etats.

La fureur du pape contre les assiégés redoubla encore par le malheur de deux hommes qui furent tués dans sa cuisine d'un coup de canon tiré de la ville. Cet accident lui fit quitter le quartier qu'il occupait, mais son impatience l'y ramena le lendemain. Enfin, s'y voyant lui-même en péril, il l'abandonna pour la seconde fois et se retira dans la tente du cardinal de Reggio. Il n'y fut pas plus en sûreté; car les assiégés, ayant su qu'il y était, pointèrent un gros canon contre ce pavillon, où il fut en danger de sa vie. Malgré la vigueur de cette défense, les assiégés n'espérant plus de secours et ne se croyant pas en état de soutenir l'assaut qui devait se donner dans deux jours, songèrent à se rendre. En effet, la brèche était fort large et la glace était si épaisse dans les fossés que les soldats pouvaient passer dessus. Ils envoyèrent des députés au pape pour offrir de se rendre vies et bagues sauves. Cette députation se fit le jour même que Chaumont avait promis de venir à leur secours. Le pape ne voulut pas d'abord donner la vie aux soldats; mais enfin, vaincu par les prières de tous les siens, il accepta les conditions proposées, mais il en excepta Alexandre Trivulce et quelques capitaines qu'il fit prisonniers de guerre. Il voulut encore que la ville payât une certaine somme pour se racheter du pillage qu'il avait promis à ses troupes. La promesse qu'il leur en avait donnée leur faisait regarder les biens des habitants comme une chose due à leurs travaux, et il eut beaucoup de peine à contenir les soldats qui murmuraient contre la capitulation. Les portes de la Mirandole se trouvant bouchées avec de la terre, Jules, trop impatient pour attendre, entra par la brèche dans la ville. La citadelle se rendit aussi, et la comtesse eut la liberté d'en sortir avec tous ses effets. Le pape donna la Mirandole au comte Jean-François, et lui céda les droits des jeunes Pics, comme lui appartenant à titre de conquête; il exigea vingt mille ducats que le comte s'obligea à lui payer dans un certain temps pour le dédommager des frais de la guerre; Jean-François lui donna son fils en otage pour sûreté de cette obligation.

Jules laissa à la Mirandole cinq cents fantassins espagnols et trois cents Italiens, de crainte que les Français ne lui ravissent cette conquête; et marchant à Sermide, place située sur le bord du Pô, dans le Mantouan, il se flattait d'entrer bientôt dans Ferrare. Il en était si persuadé que, le jour que la Mirandole se rendit, il déclara ouvertement au comte de Carpi qu'il ne voulait plus entendre parler de paix si on ne lui livrait Ferrare avant d'entamer la négociation; mais la marche de Chaumont dérangea ses projets. Le roi, considérant quelle atteinte

la perte de la Mirandole donnait à sa réputation, et désespérant de réduire le pape à se tenir en repos par d'autres moyens que par la force, ordonna à Chaumont non-seulement de défendre Ferrare, mais même d'attaquer l'Etat de l'Eglise s'il en trouvait l'occasion favorable. Chaumont s'étant mis en devoir d'exécuter ces ordres, Jules se retira à Bologne par le conseil de ses capitaines. Il en sortit même au bout de quelques jours, soit qu'il ne s'y crût pas en sûreté, soit qu'il voulût, comme il le disait, veiller de plus près au siége de Bastia de Genivolo, auquel il destinait quelques troupes qu'il avait en Romagne. Il vint à Lugo et enfin il se rendit à Ravenne, peut-être ne jugeant pas que l'expédition de Bastia fût assez importante pour y aller en personne. Le voisinage des Français ne permettant pas d'assiéger Ferrare, les troupes vénitiennes se postèrent à Bondeno et celles du pape campèrent entre Cento et Final avec les Espagnols, qui restèrent à la prière de Jules, quoique la terme des trois mois pendant lesquels ils devaient servir fût expiré. Sur ces entrefaites, Chaumont assembla son armée. L'infanterie française était supérieure en nombre à celle des Italiens, dont la cavalerie était à la vérité plus nombreuse, mais moins brave que celle de ce général. Après avoir délibéré sur le parti qu'on devait prendre, le conseil de guerre fut d'avis de se joindre au duc de Ferrare et de marcher droit aux ennemis. Les officiers disaient que, quoique les Italiens fussent dans un poste avantageux, il y avait tout lieu d'espérer que le courage des troupes françaises et le feu de leur artillerie obligeraient facilement l'ennemi à se retirer; que leur retraite délivrerait Ferrare de toute crainte et rendrait aux armes du roi la réputation qu'elles avaient perdue; qu'en faisant passer l'armée dans le Mantouan, on ôterait toute excuse au marquis de Mantoue, et qu'on lèverait tous les obstacles qu'il prétendait l'avoir empêché de prendre les armes en qualité de vassal de l'empereur et comme pensionnaire du roi; que sa déclaration serait de la dernière importance pour la sûreté de Ferrare et fort préjudiciable aux ennemis; que par ce moyen les Vénitiens n'auraient plus l'avantage de tirer des vivres du Mantouan, ni la liberté du passage des rivières; qu'enfin le marquis serait obligé de rappeler les troupes qu'il avait dans l'armée du pape.

Trivulce, qui était revenu de France le jour que la Mirandole capitula, ne fut pas de cet avis. Il représenta qu'il était dangereux d'aller attaquer des ennemis bien retranchés et de se mettre dans la nécessité de régler chaque jour ses démarches sur les leurs; qu'il était plus avantageux et plus sûr d'assiéger ou Modène ou Bologne, parce que si les ennemis venaient au secours de ces places, on serait arrivé au but pour lequel on se proposait de les attaquer, puisque Ferrare serait à couvert par ce moyen; que s'ils restaient dans leurs postes on prendrait facilement l'une ou l'autre de ces deux villes, ce qui les mettrait dans la nécessité de décamper pour empêcher l'armée de faire d'autres conquêtes; qu'en ce cas on aurait peut-être occasion de leur donner bataille et de remporter une grande victoire. Tel fut le sentiment de Trivulce; mais la jalousie que Chaumont et les officiers français avaient de son crédit, qu'ils voulaient détruire, fit préférer l'avis opposé. Le duc de Ferrare y contribua beaucoup, parce qu'il espérait qu'en attaquant les ennemis on les forcerait à s'éloigner de ses Etats, qui étaient, disait-il, tellement ruinés et épuisés qu'ils ne pouvaient plus supporter le poids de la guerre. D'ailleurs il craignait encore que si les Français venaient à s'éloigner, les ennemis ne se jetassent dans le Polésine de Ferrare[1], ce qui réduirait la capitale aux dernières extrémités.

L'armée se mit donc en marche par Lucera et Gonzaga, et alla camper à Razzuolo et à la Moia, où elle demeura trois jours, à cause de la rigueur du froid. On rejeta la proposition qu'on fit d'assiéger la Mirandole, sous prétexte que tous les villages et les maisons circonvoisines ayant été brûlés, il n'était pas possible de camper en plein champ. On ne voulut pas non plus attaquer Concordia qui n'était qu'à cinq milles, car ce n'était, disait-on, qu'une bicoque qui ne valait pas la peine qu'on s'y arrêtât. L'armée s'avança ensuite à Quistelli, et ayant passé la Secchia sur un pont de bateaux, elle s'arrêta à Rovere sur le Pô. Alors André Gritti fut obligé de se retirer à Montagnana, après avoir pillé la ville de Guastalla. Il avait encore repris le Polésine de Rovigo, et ayant laissé à Montagnana une

(1) C'est un petit pays aux environs de Ferrare, différent du Polésine de Rovigo.

partie de ses troupes sous le commandement de Bernardin de Montone, pour défendre cette place contre la garnison de Vérone, il s'était approché du Pô dans la vue d'aller joindre l'armée du pape avec trois cents hommes d'armes, mille chevau-légers et mille fantassins.

De Rovere, les Français allèrent à Sermide et se dispersèrent en bon ordre dans les villages voisins. Après qu'ils eurent pris leurs quartiers, Chaumont, accompagné de quelques capitaines de son armée, se rendit à la Stellata, où le duc de Ferrare l'attendait pour délibérer ensemble de quelle manière ils agiraient contre les ennemis qui s'étaient tous postés à Final; ce général, toujours jaloux de l'autorité de Trivulce, ne le mena point avec lui à cette conférence. Il y fut arrêté que les troupes d'Alphonse joindraient l'armée française autour de Bondeno; qu'après cette jonction on occuperait certains villages à trois milles de Final, et qu'on agirait ensuite selon l'assiette des lieux et les mouvements des ennemis. Mais lorsque Chaumont fut de retour à Sermide, on lui dit qu'il était fort difficile de pénétrer jusqu'à ces villages, à cause des eaux qui couvraient les environs de Final et qui ne laissaient à découvert que les chaussées des canaux creusés par les ennemis en différents endroits; qu'ils y avaient posé des corps-de-garde pour empêcher le passage; ce qui, joint à la rigueur de la saison, rendait l'abord de ces villages absolument impossible. Alphonse, qui avait avec lui des ingénieurs et des gens qui se flattaient de bien connaître le pays, n'oubliait rien pour persuader le contraire; il assurait qu'il serait facile de chasser à coups de canon ceux qui gardaient les passages, et qu'on jetterait aisément des ponts où l'on pourrait en avoir besoin; mais toutes ces belles espérances que donnait le duc ne diminuaient point l'embarras de Chaumont. Sur le rapport qu'il en fit au conseil de guerre, les avis furent partagés, et Trivulce ne parut ni approuver ni condamner celui d'Alphonse. Son silence fit peut-être plus d'effet qu'une opposition ouverte de sa part. Quand on vint à examiner les choses de plus près, et qu'on fit réflexion que ce vieux capitaine si expérimenté[1] avait toujours désapprouvé cette entreprise, on jugea que s'il arrivait quelque malheur le roi ne manquerait pas de l'imputer à ceux qui l'auraient exécutée contre l'avis de Trivulce; c'est pourquoi Chaumont, ayant rassemblé le conseil le lendemain, pria instamment Trivulce de vouloir bien dire son sentiment. Le maréchal, pressé par cette prière, mais beaucoup plus par l'importance de la chose, et voyant que toute l'assemblée était extrêmement attentive à ce qu'il avait à dire, parla en ces termes :

« Messieurs, je pris hier le parti du silence, parce que l'expérience m'a fait connaître en plusieurs occasions qu'on fait peu de cas de mes conseils. Cependant s'ils avaient été suivis nous ne nous trouverions pas actuellement ici, et on n'aurait pas perdu un temps que nous pouvions mieux employer ailleurs. Je me tairais encore aujourd'hui si l'importance du sujet ne me forçait de parler; mais puis-je garder le silence quand je vois qu'on est sur le point de risquer dans un seul jour cette armée, le duché de Ferrare et le Milanais, et de s'exposer à n'avoir plus de ressource? Je parle même d'autant plus volontiers que je sens bien que M. de Chaumont souhaite que j'ouvre un avis qui commence à être le sien. Ce n'est pas la première fois que je me suis aperçu que mes conseils sont moins négligés lorsqu'après une résolution trop précipitée on veut revenir à un parti plus sûr que celui qu'on avait pris d'abord. Vous voulez aller combattre les ennemis; mais quelle raison vous y oblige? J'ai toujours observé que les plus grands capitaines ont eu pour maxime de ne jamais tenter le sort des armes sans avoir une occasion bien favorable de remporter l'avantage ou sans une nécessité pressante. D'ailleurs, suivant les règles de la guerre, c'est aux ennemis, qui sont les agresseurs puisqu'ils veulent s'emparer de Ferrare, à nous attaquer, et ce n'est point à nous, dont le but est de couvrir cette place, à les aller chercher. Examinons maintenant quels sont nos avantages, et quelle nécessité nous oblige de donner bataille.

« Il me paraît (et la chose semble parler d'elle-même), il me paraît, dis-je, que nous ne pouvons suivre l'avis du duc de Ferrare sans nous exposer à un péril certain. Nous n'avons, pour nous rendre au poste où l'on veut nous conduire, qu'une chaussée et un chemin fort étroit

(1) Outre sa grande expérience, il avait encore l'avantage sur Chaumont d'être plus ancien maréchal de France que lui. Il l'était dès l'année 1500, et Chaumont n'avait eu le bâton qu'en 1504.

et presque impraticable, où, comme il n'est pas possible de s'étendre, une poignée de monde suffit pour arrêter une armée nombreuse. Il est même certain qu'on ne peut faire passer qu'un cheval de front sur cette chaussée; c'est pourtant par ce sentier difficile qu'il faudra conduire notre artillerie, nos munitions, nos bagages, nos ponts, et qui ne sait que le moindre accident arrivé à un chariot dans un aussi mauvais chemin retardera la marche de l'armée tout au moins d'une heure, et que dans de pareilles circonstances le moindre embarras peut être cause d'une défaite? Au contraire, nos ennemis sont bien retranchés et abondamment pourvus de vivres et de fourrages, tandis que nous serons presque tous campés en plein champ, que nous ne pourrons nourrir nos chevaux si nous n'emportons des fourrages avec nous, et que même avec beaucoup de peine il ne sera pas possible de transporter plus de la moitié des choses nécessaires. On ne doit pas s'en rapporter à ce que disent les ingénieurs ni les paysans, quelque connaissance qu'ils aient du pays. Dans la guerre, les capitaines doivent être l'ame et la tête des opérations, et les soldats ne sauraient en être que l'instrument et le bras; c'est en combattant avec ordre sur les lieux, et non en suivant des plans tracés sur le papier par des gens sans expérience, qu'on réussit dans l'art militaire. Croyez-vous les ennemis assez aveugles pour n'avoir pas su profiter des avantages que leur offrent l'assiette et l'inondation du pays, par rapport au choix et aux défenses de leurs quartiers? C'est pourquoi je doute fort que, quand même nous percerions jusqu'au poste dont il s'agit, nous fussions en état de les attaquer d'abord. Il nous faudra au moins deux ou trois jours pour nous y préparer; et si, sans parler des autres accidents qui peuvent arriver, la neige, la pluie et les autres incommodités de la saison nous obligent de rester là, à quelle disette de vivres et de fourrages ne nous trouverons-nous pas exposés? Mais je veux que nous soyons en état de tomber sur les ennemis aussitôt que nous paraîtrons; peut-on se flatter pour cela d'une victoire facile? Ignore-t-on combien il est dangereux d'attaquer des gens avantageusement retranchés? Si nous ne les forçons pas d'abord d'abandonner leur camp, nous serons forcés nous-mêmes de revenir sur nos pas; alors combien d'obstacles et de difficultés dans un pays où tout nous sera contraire et où la moindre disgrace sera d'une conséquence infinie contre nous!

« Je vois encore moins quel motif peut nous obliger de mettre les affaires du roi dans un si grand péril; si la sûreté de Ferrare est l'unique objet de tous nos mouvements, il ne faut que renforcer la garnison de cette place pour la garantir des insultes de l'ennemi. Après ces précautions, je ne crois pas qu'on ait rien à craindre pour elle, quand même on prendrait le parti de licencier l'armée. Mais Ferrare, dira-t-on, est tellement affaiblie que si les ennemis restent dans son voisinage il est impossible qu'elle ne se ruine pas d'elle-même. Eh! ne pouvons-nous pas les obliger par la diversion, expédient si efficace à la guerre, ne pouvons-nous pas, dis-je, sans rien hasarder, les obliger de s'éloigner de cette ville?

« J'ai toujours été, et je suis encore d'avis de marcher droit à Modène ou à Bologne, en laissant Ferrare bien pourvue pour quelques jours; car bientôt elle n'aura plus rien à craindre. Je crois encore qu'il faut préférer Modène, sur l'assurance que nous donne le cardinal d'Est de ses intelligences dans cette ville, ce qui doit en faciliter la conquête. Si nous prenons cette place, les ennemis seront dans la nécessité de s'approcher de Bologne, ce qu'ils feront même, quand Modène nous résisterait, pour couvrir ces deux places. Je ne doute pas même qu'ils n'eussent déjà pris ce parti, si l'on avait d'abord écouté mes conseils. »

Tout le monde se rendit à la force des raisons de ce sage capitaine, et Chaumont ramena l'armée par où il était venu, vers Capi, laissant au duc de Ferrare plus de troupes qu'il n'en avait auparavant; une des plus fortes raisons qui avaient d'abord empêché de suivre l'avis de Trivulce était d'obliger le marquis de Mantoue à se déclarer; mais on n'y avait pas réussi. Le marquis voulait demeurer neutre dans tous ces troubles; et comme il sentait approcher le temps où il avait fait espérer aux deux partis de se déterminer en leur faveur, il faisait d'instantes prières pour obtenir encore quelque délai; il représentait au pape ce qu'il avait à craindre de l'armée française, et à Chaumont qu'il espérait que le pape lui rendrait bientôt son fils.

L'entreprise de Modène n'eut aucun succès, plutôt par l'adroite politique et les intrigues se-

crètes du roi d'Aragon que par l'obstacle des troupes du pape. Maximilien n'avait vu qu'avec beaucoup de chagrin l'entreprise de Jules sur cette ville, depuis si long-temps mouvante de l'Empire, dont la maison d'Est l'avait tenue durant un grand nombre d'années; il ne s'en tint pas à de vaines plaintes, il fit encore de grandes instances pour qu'on lui remît cette place. Le pape, qui pensait autrement par rapport aux droits de l'Empire sur Modène, et qui prétendait au contraire que cette ville dépendait du Saint-Siége, avait toujours rejeté la demande de l'empereur, surtout dans le temps qu'il se flattait de prendre Ferrare; mais quand il vit les Français soutenir si puissamment Alphonse et qu'il serait difficile de garder Modène sans beaucoup de dépenses, il commença à écouter le roi d'Aragon qui lui conseillait d'accepter la proposition de l'empereur, et qui lui faisait entendre que par là il se délivrerait d'un grand embarras; qu'il adoucirait l'esprit de Maximilien; qu'il pourrait même faire naître de la mésintelligence entre ce prince et le roi de France, et qu'au reste il n'aurait qu'à donner quelque argent à l'empereur pour retirer Modène lorsqu'il voudrait la ravoir. Cette négociation avait traîné pendant quelque temps parce que le pape changeait d'avis à mesure que ses espérances croissaient ou diminuaient; mais il restait toujours une difficulté : l'empereur voulait qu'en lui remettant Modène il fût déclaré dans l'acte de restitution qu'elle appartenait à l'Empire, et le pape avait beaucoup de peine à y consentir. Enfin, lorsqu'il vit Chaumont maître de la campagne, il n'insista plus sur les termes, et il fut dit dans l'acte qu'on restituait Modène à l'empire dont cette ville relevait. Witfrust, ambassadeur de Maximilien à la cour de Rome, en prit possession, et comptant que le nom seul de son maître suffirait pour la conserver, il congédia Marc-Antoine Colonna et les troupes que Jules y avait mises en garnison, et il fit savoir à Chaumont que cette ville n'appartenait plus au pape, mais qu'elle était retournée sous la domination de son légitime souverain.

Chaumont ne put croire cette nouvelle, et il pressa le cardinal d'Est de faire agir les amis qu'il disait avoir dans cette ville. Pour cet effet les troupes de la garnison de Rubiera s'approchèrent pendant la nuit à un mille de Modène dans un grand silence; mais soit qu'il fût survenu quelque difficulté dans la ville, soit que les Français fussent arrivés trop tôt, il ne s'y fit aucun mouvement, de sorte qu'ils retournèrent à Rubiera la même nuit sans avoir rien fait. Ils voulurent tenter la même chose une seconde fois, mais ils furent arrêtés par la Secchia qui était fort grosse. Ces démarches ayant excité la méfiance de Witfrust, il fit arrêter quelques Modénais accusés d'intelligence avec le cardinal d'Est, et il obtint du pape que Marc-Antoine Colonna revînt à Modène avec la même garnison qui en était sortie. Cela n'aurait pas empêché Chaumont, qui s'était déjà avancé à Carpi, de former le siége s'il avait pu transporter son artillerie par le chemin qui est entre cette place et Ruolo; cette route, qui n'a que dix milles de longueur, est la moins praticable de tous les chemins de la Lombardie qui sont fort mauvais en hiver. D'ailleurs il eut des assurances que Modène était véritablement à l'empereur; en conséquence il convint avec Witfrust qu'il n'attaquerait point cette ville ni son territoire, et ce ministre lui promit de son côté qu'il demeurerait tranquille spectateur des différends du pape et du roi très chrétien.

Quelques jours après Chaumont fut attaqué d'une maladie dangereuse; il se fit transporter à Corregio, où il mourut au bout de quinze jours. Il marqua beaucoup de repentir d'avoir fait la guerre à l'Eglise, et il supplia le pape par un écrit public de lui donner l'absolution; elle lui fut accordée lorsqu'il vivait encore, mais il mourut avant d'en être informé. Ce capitaine eut une grande autorité en Italie par le crédit du cardinal de Rouen, et parce qu'il disposait en maître du Milanais et de toutes les armées du roi; mais ses talents étaient fort au-dessous de la place qu'il occupait. Sans connaissance dans l'art militaire, il ne voulut jamais réparer son ignorance par sa docilité à suivre les conseils d'une sage expérience. Aussi depuis la mort du cardinal, n'étant plus regardé comme le neveu d'un premier ministre, il parut tel qu'il était, sans talents pour la guerre, et il tomba presque dans le mépris des soldats sur la fin de sa vie. Instruit de ces dispositions des troupes, il les laissait vivre dans une grande licence, craignant, s'il en usait avec sévérité, qu'elles ne le décriassent à la cour. Trivulce, nourri dans l'ancienne discipline et ne pou-

vant supporter la conduite de Chaumont, avait juré de ne plus servir dans les armées, à moins que le roi n'y fût en personne ou qu'il ne lui en donnât le commandement en chef. Louis XII avait déjà destiné la place du maréchal de Chaumont à M. de Longueville[1], prince du sang royal, et plus recommandable par sa naissance et ses grands biens que par un mérite personnel. En attendant les ordres du roi le commandement de l'armée fut déféré, suivant l'usage des Français, à Jean-Jacques Trivulce, l'un des quatre maréchaux de France[2]; mais n'étant pas assuré de l'agrément de la cour, il n'osait rien entreprendre d'important. Il fit néanmoins retourner l'armée à Sermide pour secourir Bastia de Genivolo. Le pape faisait assiéger cette ville par ses troupes de Romagne, et il avait même engagé les Vénitiens à en faire approcher leur armée navale, qui était de treize galères légères et de plusieurs autres petits bâtiments; mais il ne fut pas nécessaire que Trivulce avançât plus loin. A la nouvelle du mouvement des ennemis, le duc de Ferrare et Châtillon sortirent de Ferrare avec des troupes françaises plus nombreuses que celles du pape; l'infanterie s'embarqua sur le Pô, et la cavalerie avec les chefs côtoya cette rivière; ils arrivèrent ainsi sur les bords du Santerno qu'ils passèrent sur des pontons qu'ils avaient apportés avec eux, et fondirent à l'instant sur les ennemis qu'ils trouvèrent en désordre[3]. Ceux-ci ne firent aucune résistance, excepté trois cents fantassins espagnols qui gardaient l'artillerie, et ils prirent la fuite; Guy Vaïna, Brunoro de Forli, et Méléagre, son frère, capitaines de cavalerie, eurent beaucoup de peine à se sauver. Les troupes du pape perdirent leurs drapeaux et leurs canons; après cette défaite la flotte des Vénitiens, ne se trouvant pas en sûreté, se retira dans le Pô.

(1) François d'Orléans, deuxième du nom, duc de Longueville, fils de François, premier du nom, mort en 1491, et d'Agnès, fille de Louis, duc de Savoie. Il était petit-fils du fameux comte de Dunois.

(2) Il n'y en avait plus que trois depuis la mort du seigneur de Chaumont, savoir : Pierre de Rohan, seigneur de Gié; Jean-Jacques Trivulce, et Jean, sire de Rieux. La place de Chaumont ne fut remplie qu'en 1515 par le seigneur de la Palice.

(3) Le chevalier Bayard eut la principale part à cette action, décrite dans sa Chronique contenue dans un des volumes de notre Collection.

CHAPITRE V.

Négociations pour la paix entre les princes chrétiens. Gaston de Foix en Italie. L'évêque de Gurck à Bologne avec le pape. Sa fierté envers le pontife. Difficulté de s'entendre. L'évêque de Gurck part de Bologne. Concordia est occupée par Trivulce. L'armée française vers Bologne. Discours du pape Jules aux Bolonais et leur réponse. Hésitation des Bolonais. Le cardinal de Pavie, légat du pape, se sauve de Bologne. Le duc d'Urbin le suit dans sa fuite. L'évêque Vitello donne au peuple la citadelle de Bologne. Le duc d'Urbin tue le cardinal de Pavie. Chagrin du pape. Il quitte Ravenne. Il est sommé par des brefs de comparaître devant le concile qui est transféré à Pise.

Tels étaient les divers événements de la guerre qui ne permettaient guère de bien juger quelle en serait l'issue. Les puissances, et surtout l'empereur, étaient fort incertaines du parti qu'elles avaient à prendre; mais ce dernier résolut, dans le temps qu'on ne s'y attendait en aucune manière, d'envoyer l'évêque de Gurck à Mantoue pour y négocier la paix. Nous avons dit qu'il avait été arrêté entre Maximilien et Louis XII par le ministère de ce prélat qu'ils feraient vivement la guerre aux Vénitiens le printemps prochain, et qu'en cas que le pape refusât d'exécuter le traité de Cambrai on tâcherait d'assembler un concile. En conséquence de ce traité, l'empereur, incontinent après le retour de l'évêque de Gurck, avait assemblé les prélats de ses Etats héréditaires pour délibérer sur le lieu où se tiendrait le concile dont il avait la convocation fort à cœur; mais sa légèreté naturelle et la haine secrète qu'il portait à la France lui firent prêter l'oreille aux conseils du roi d'Aragon.

Ferdinand, considérant que l'union de l'empereur et du roi de France, l'affaiblissement des Vénitiens par les armes de l'un et la ruine du pape par le moyen d'un concile, rendraient la puissance de Louis formidable, entreprit de rompre les desseins de ce prince. Dans ces vues il s'efforça de persuader à Maximilien que la paix générale, pourvu qu'elle lui procurât la restitution de tout ou de la plus grande partie de ce que les Vénitiens lui retenaient, lui serait beaucoup plus avantageuse que la guerre; qu'il serait aisé de la conclure s'il voulait envoyer à Mantoue une personne de marque et de confiance, avec d'amples pouvoirs, et engager le roi de France à suivre son exemple; qu'il y enverrait aussi de son côté, et qu'alors le pape ne pourrait pas se refuser à la négociation ni s'éloigner de ce que trois puissantes couronnes

jugeraient convenable; que la résolution du pape déterminerait les Vénitiens parce qu'il était impossible qu'ils se séparassent de lui à moins qu'ils ne voulussent demeurer seuls à soutenir la guerre; qu'ainsi Maximilien délivré de tout embarras rentrerait en possession de ce qui lui appartenait sans travailler à augmenter la gloire et la puissance des Français; qu'il aurait le double avantage d'acquérir par là beaucoup de gloire et de procurer la paix au monde; que, supposé que la chose ne réussît pas, il serait toujours en état de faire la guerre dans le temps marqué avec les mêmes avantages; qu'il aurait l'honneur de s'être comporté d'une manière digne du chef des princes chrétiens et du défenseur de l'Eglise; qu'outre cela le public serait convaincu qu'il souhaitait sincèrement la paix et l'union de la chrétienté, et qu'après ces démarches, s'il se trouvait dans la nécessité de continuer la guerre, on verrait bien qu'il y aurait été forcé par l'imprudence et l'opiniâtreté d'autrui.

L'empereur se rendit aux raisons du roi catholique et il écrivit en même temps au pape et au roi de France. Il manda au premier que, comme prince religieux, à qui la dignité impériale donnait le titre de *Défenseur de l'Église* et de chef des princes chrétiens, il avait résolu de procurer de tout son pouvoir le repos du Saint-Siége et la paix du monde chrétien; que pour cet effet, il ferait partir l'évêque de Gurck; qu'il exhortait Sa Sainteté de concourir avec lui dans le même esprit, comme il convenait au vicaire de Jesus-Christ; qu'il le conjurait de ne pas s'écarter des devoirs de père commun des chrétiens, qu'autrement il serait forcé de recourir à d'autres remèdes; qu'il n'approuvait pas le dessein qu'il avait de priver de leur dignité les cardinaux absents, dont la retraite, qui n'avait pour principe ni mauvaise volonté ni haine pour sa personne, ne méritait pas cette dégradation; que d'ailleurs le pape seul n'était pas le maître d'en user ainsi avec les membres du sacré-collége; qu'il serait peu convenable et même inutile de créer de nouveaux cardinaux dans de si grands troubles; que cette démarche était contraire aux conventions arrêtées dans le conclave lorsqu'il avait été élu souverain pontife; qu'il l'exhortait de remettre cette promotion à un temps plus tranquille, afin que la nécessité ou d'autres motifs ne l'engageassent pas à revêtir de la pourpre des personnes qui n'en seraient dignes ni par la prudence, ni par le savoir, ni par des mœurs pures et sans tache. D'un autre côté il écrivit au roi de France que, connaissant l'inclination qu'il avait toujours eue pour une paix solide et durable, il avait résolu d'envoyer l'évêque de Gurck à Mantoue pour la négocier; qu'il croyait avec quelque raison que le pape, dont l'autorité entraînerait sans doute les Vénitiens, y avait du penchant; que les ambassadeurs du roi d'Aragon l'assuraient des bonnes intentions de leur maître sur ce sujet; et qu'ainsi il le priait d'envoyer aussi ses ministres dans cette ville avec d'amples pouvoirs; que quand le congrès serait assemblé, l'évêque presserait le pape d'y concourir par ses légats, et que s'il refusait de le faire on lui dénoncerait alors le concile. Il ajoutait que, pour y procéder avec ordre et pour terminer tous les différends, l'évêque de Gurck examinerait les prétentions de chacune des parties; mais qu'il le priait de s'assurer que, quelque chose qui pût arriver, il ne ferait jamais la paix avec les Vénitiens à moins qu'en même temps on ne terminât les différends de la France avec le pape. Cette résolution de l'empereur fit beaucoup de plaisir à Jules. Ce n'est pas qu'il voulût sincèrement la paix, mais il se flatta de pouvoir disposer ce prince et les Vénitiens à un accommodement particulier au moyen duquel Maximilien n'étant plus dans la nécessité de demeurer uni avec le roi de France, il n'aurait pas de peine à s'en séparer bientôt. Le pape espérait qu'alors il lui serait aisé de former une puissante ligue contre le roi.

Cette démarche inattendue de Maximilien donna beaucoup d'inquiétude à Louis XII. Persuadé que cette négociation n'aboutirait jamais à une paix générale, il comprit que le retardement de l'exécution des desseins concertés avec l'empereur était le moindre mal qui pouvait en arriver. Il craignait encore que le pape ne fît changer Maximilien à son égard, en lui offrant des troupes pour la conquête du Milanais, et le chapeau avec d'autres graces à l'évêque de Gurck, ou que du moins, se rendant médiateur de la paix avec les Vénitiens, il ne fût trop favorable à l'empereur et ne mît la France dans la nécessité de l'accepter à des conditions honteuses. L'alliance que Maximilien venait de faire avec les Suisses, quoiqu'elle ne fût que défen-

sive, était encore un sujet d'inquiétude pour le roi, persuadé d'ailleurs que Ferdinand, dont il avait tout lieu de se défier, avait procuré ce nouveau traité. Il savait que l'ambassadeur de ce prince auprès de l'empereur n'avait rien négligé et n'oubliait rien encore pour faire un accommodement entre l'empereur et la république de Venise. Il croyait même que Ferdinand animait le pape en secret ; et en effet ses troupes étaient demeurées dans l'armée ecclésiastique beaucoup plus long-temps que ne l'exigeait l'investiture du royaume de Naples. Il n'ignorait pas que ce prince, pour le traverser dans ses desseins, s'opposait de tout son pouvoir à la tenue d'un concile, sous prétexte qu'il ne convenait pas, pendant que l'Italie était en feu, de se servir pour ainsi dire de la force pour convoquer une assemblée qui ne pouvait avoir que de funestes suites si tous les princes n'y concouraient unanimement. Enfin il était informé que ce prince équipait une nombreuse flotte ; et quoique Ferdinand publiât que son dessein était de passer lui-même en Afrique, Louis ne pouvait s'assurer qu'il n'eût point d'autre dessein.

Mais rien ne rendait le roi d'Aragon plus suspect à Louis XII que l'espèce de cordialité fraternelle avec laquelle il lui faisait parler par son ambassadeur et parlait lui-même au sien. Il le conjurait instamment de faire la paix avec le pape, de relâcher même un peu de ses droits pour ne pas s'attirer la réputation de persécuteur de l'Église, si opposée à la pieté des rois de France, et de ne point mettre obstacle à la guerre que l'Espagne allait porter en Afrique pour l'honneur du nom chrétien. Il lui représentait que ç'avait toujours été l'usage de demander des secours aux princes chrétiens pour de semblables expéditions, mais qu'il ne lui demandait que de ne pas troubler de si beaux desseins et de rendre la paix à l'Italie. Il n'était pas difficile de voir que ces instances du roi d'Aragon, si affectueuses en apparence, renfermaient une menace tacite de prendre les armes en faveur du pape, ce qu'apparemment il n'oserait risquer s'il n'était pas sûr de l'empereur. Toutes ces réflexions jetaient le roi dans un grand embarras et lui faisaient croire qu'une négociation par le ministère de l'évêque de Gurck, ou n'aurait aucun effet, ou même serait très préjudiciable à la France, Néanmoins pour ne pas révolter l'empereur, il résolut d'envoyer à Mantoue l'évêque de Paris[1], prélat respectable et grand jurisconsulte.

Il fit en même temps savoir à Trivulce, qui était resté à Sermide et qui avait distribué l'armée dans les villages circonvoisins pour la commodité des quartiers et des vivres, qu'il se reposait sur lui de la conduite de la guerre. Il lui ordonna de ne point attaquer l'Etat ecclésiastique parce qu'on attendait l'évêque de Gurck ; mais la rigueur de la saison, qui ne permettait pas encore de tenir la campagne quoiqu'on fût au mois de mars, s'y opposait assez. Lorsque Trivulce reçut cet ordre il était fort près des ennemis, qui, depuis que Chaumont était revenu de Sermide, avaient posté presque toute leur infanterie à Bondeno et leur cavalerie à Final et dans les villes voisines. Ce général ne pouvant donc faire autre chose alors, résolut de chercher à entamer les Italiens. Dans ces vues, le jour d'après qu'il eut reçu les ordres du roi, il s'avança à la Stellata et le surlendemain encore un peu plus loin. Il mit son armée à couvert dans les villages aux environs, fit jeter un pont de bateaux sur le Pô entre la Stellata et Fichervolo, et manda au duc de Ferrare d'en établir un autre à un mille au-dessous dans un lieu appelé la Punta, sur le bras du Pô qui passe à Ferrare, et de se rendre avec son artillerie à Spedaletto, situé dans le Polésine de Ferrare vis-à-vis de Bondeno.

Cependant, ayant été averti par ses coureurs qu'un gros de cavalerie légère de cette partie de l'armée vénitienne qui était au-delà du Pô devait aller la nuit suivante s'embusquer près de la Mirandole, il envoya secrètement beaucoup de cavalerie de ce côté-là. Les Français s'étant avancés jusqu'à Bellacre, maison de plaisance dans le territoire de la Mirandole, y trouvèrent frère Leonardo[2], Napolitain, capitaine des chevau-légers des Vénitiens et fort distingué dans leur armée. Il avait avec lui cent cinquante chevaux ; il en attendait encore plusieurs autres qui devaient le suivre, et il n'avait aucun soupçon que les ennemis dussent venir en cet endroit. Ils le chargèrent brusquement et le tuèrent avec la plus grande partie de sa troupe.

Le duc de Ferrare se rendit à Spedaletto

(1) C'était Étienne Poucher, dont il est parlé ci-dessus.

(2) Il était chevalier de Saint-Jean de Jérusalem. Il s'appelait Léonard Prato d'Alessi.

comme on l'avait projeté, et la nuit suivante il commença à battre Bondeno avec son artillerie. En même temps Trivulce donna à Gaston de Foix, neveu du roi, qui était venu l'année précédente à l'armée encore fort jeune, cent hommes d'armes, quatre cents chevau-légers et cinq cents fantassins pour aller attaquer les retranchements des ennemis. Gaston mit en fuite cinq cents hommes de pied qui étaient de garde à la tête du camp; alors les ennemis, laissant garnison dans Bondeno, se retirèrent dans un poste avantageux au-delà du fleuve.

Ce fut là tout le fruit que Trivulce retira de son expédition. L'artillerie pointée contre Bondeno fit peu d'effet à cause de la largeur du Pô qui était entre deux, et les ennemis ayant coupé une chaussée, la rivière qui était alors fort grosse inonda le pays de façon qu'on avait besoin de bateaux pour aller des quartiers de l'armée française à Bondeno. C'est pourquoi Trivulce n'espérant plus pouvoir joindre les ennemis par cet endroit, fit venir de Vérone deux mille lansquenets, et donna ordre qu'on levât trois mille Grisons pour tâcher de s'approcher de leurs postes par le chemin de San-Felice, en cas que la négociation de l'évêque de Gurck fût infructueuse.

L'arrivée de ce prélat avait été un peu retardée par un assez long séjour qu'il fit à Salo, sur le lac de Garde, pour attendre la réponse du pape auquel il avait écrit d'envoyer ses plénipotentiaires à Mantoue; mais l'ayant attendu inutilement, il se rendit enfin dans cette ville, accompagné de dom Pedro d'Urrea, ambassadeur ordinaire du roi d'Aragon auprès de l'empereur; peu de jours après l'évêque de Paris y arriva aussi. Le roi, qui était venu à Lyon pour être plus près de la négociation ou des opérations de la guerre, ne doutait pas que le pape ne députât aussi au congrès; mais Jules avait des desseins bien différents. Il voulait que l'évêque de Gurck vînt le trouver; c'était moins pour soutenir l'éclat de la dignité pontificale que dans l'espérance de gagner ce ministre par de grands honneurs, de belles paroles et par d'autres artifices; car il était plus opposé que jamais à la conclusion de la paix. Il chargea Jérôme Vic de Valence, ambassadeur du roi catholique auprès de lui, d'engager ce prélat de se rendre à sa cour. L'évêque de Gurck ne refusait pas d'aller trouver le pape, mais il prétendait que cette démarche ne serait convenable qu'après que les choses auraient été discutées et presque conclues à Mantoue, afin de prévenir toutes les difficultés; que d'ailleurs il y était indispensablement obligé. En effet, pouvait-il laisser seul à Mantoue l'évêque de Paris, que le roi de France n'y avait envoyé que sur les instances de l'empereur? convenait-il de traiter sans lui des affaires du roi son maître? et comment lui proposer de l'accompagner? Outre que l'évêque de Paris n'avait point d'ordre de faire cette démarche, la dignité du roi permettait-elle que son plénipotentiaire allât chez son ennemi avant que leurs différends fussent terminés ou du moins sur le point de l'être?

Les deux ambassadeurs d'Aragon lui représentaient au contraire que tout dépendait de l'affaire de Ferrare; que quand elle serait une fois réglée, le pape n'ayant plus de motif pour soutenir les Vénitiens, il faudrait bien qu'ils se réglassent sur la volonté de l'empereur; que le Saint-Siége avait de grands droits sur Ferrare et que le pape prétendait avoir reçu un cruel outrage de la part d'Alphonse d'Est; qu'il était convenable que le vassal implorât la clémence de son seigneur direct plutôt que de se mesurer avec lui; et que pour cet effet non-seulement la bienséance, mais même une espèce de nécessité, exigeait que l'évêque de Gurck se rendît à Rome; qu'ils étaient persuadés que cette démarche adoucirait beaucoup le pape et qu'il serait plus avantageux de l'amener à ce point qui était décisif pour la paix, que de perdre du temps et des soins à vouloir l'engager à faire partir ses légats pour l'assemblée de Mantoue; qu'au reste on ne pouvait discuter ni terminer les différends qu'en présence de toutes les parties, et qu'actuellement il n'y en avait qu'une dans cette ville, puisque l'empereur, le roi très chrétien et le roi catholique étaient tellement unis par l'obligation des traités et par les liens du sang et de l'amitié, qu'on devait les regarder comme trois frères qui n'avaient qu'un même intérêt. Enfin l'évêque de Gurck se rendit aux instances du pape, et il pria l'évêque de Paris d'attendre à Parme quel serait le fruit de son voyage.

Tandis qu'on s'efforçait de faciliter la paix, Jules n'avait pas cessé de faire la guerre. Il avait assiégé pour la seconde fois la Bastia de

Genivolo, et il avait chargé Jean Vitelli de cette expédition ; mais ce siége allait fort lentement, parce que l'infanterie du pape était fort diminuée faute de paiement et que les grandes pluies et les saignées que les assiégés avaient faites à la rivière avaient inondé tout le pays. En même temps l'armée navale des Vénitiens, qui était auprès de San-Alberto pour favoriser ce siége, fut attaquée par le duc de Ferrare avec une escadre de galères et de brigantins. Les Vénitiens, en ayant aperçu pendant le combat encore une autre qui venait de Commacchio, prirent la fuite et se réfugièrent dans le port de Ravenne, après avoir perdu deux flûtes, trois barbottes et plus de quarante autres bâtiments plus petits. Ainsi le pape, n'espérant plus prendre Bastia, donna ordre aux troupes qui faisaient ce siége de joindre le corps d'armée campé à Final, dont l'infanterie était aussi fort diminuée par les désertions continuelles.

Dans ce temps-là le pape, autant pour se concilier la faveur des puissances que pour opposer au concile dont on le menaçait des prélats savants, pleins de maturité, considérés à la cour de Rome, et sur lesquels il pût compter, créa huit cardinaux, du nombre desquels furent l'archevêque d'York [1], ambassadeur du roi d'Angleterre, et l'évêque de Sion. Ce dernier obtint le chapeau parce que Jules avait besoin de son crédit en Suisse, et l'autre l'eut à la recommandation du roi son maître, que le pape avait d'autant plus d'intérêt à ménager qu'il espérait l'engager dans une guerre contre la France. Par un trait d'habile politique, Jules, après cette promotion, voulant faire espérer à l'évêque de Gurck qu'il serait aussi revêtu de la pourpre romaine et se le rendre plus favorable par ce moyen, se réserva un chapeau du consentement des cardinaux.

Dans la résolution où il était de rendre à ce prélat des honneurs extraordinaires, il n'eut pas plus tôt appris qu'il avait consenti à le venir trouver qu'il crut ne pouvoir lui en faire un plus grand que d'aller en personne au-devant de lui ; il se rendit donc de Ravenne à Bologne, afin de le recevoir plus commodément et avec plus de magnificence. L'évêque de Gurck y arriva trois jours après le pape, et il fut reçu comme l'aurait été le plus grand roi. La suite du prélat était très magnifique ; car, en qualité de *lieutenant de l'empereur d'Italie*, il avait un nombreux cortége de seigneurs et de gentilshommes superbement vêtus et dont les livrées étaient fort brillantes. L'ambassadeur de Venise vint au-devant de lui à la porte de la ville avec les marques d'une grande soumission, mais l'évêque témoigna par des discours et des gestes pleins de hauteur que la présence d'un homme qui représentait les ennemis de l'empereur le blessait. Il fut conduit dans cette pompe au consistoire, où le pape l'attendait avec tous les cardinaux ; là il dit en peu de mots, mais fièrement, que l'empereur l'avait envoyé en Italie pour se faire restituer par le moyen de la paix ce qu'on avait usurpé sur lui ; qu'il la désirait plus que la guerre, mais qu'elle ne pouvait se faire à moins que les Vénitiens ne lui rendissent leurs usurpations. Après l'audience publique il en eut une particulière du pape, où il lui répéta les mêmes choses avec la même fierté. Il ne fit pas moins paraître de hauteur le lendemain. Le pape, ayant nommé avec sa participation les cardinaux de Saint-Georges, de Reggio et de Médicis pour traiter avec lui, ils l'attendirent inutilement le lendemain à l'heure marquée. L'évêque de Gurck, croyant qu'il était au-dessous de lui de traiter avec d'autres qu'avec le pape même, y envoya trois de ses gentilshommes avec l'ordre de l'excuser sur ce qu'il était retenu par d'autres affaires. La haine du pape contre les Français, balançant sa fierté naturelle, lui fit dévorer toutes ces indignités.

La paix entre l'empereur et les Vénitiens, par laquelle on entama la négociation, souffrait de grandes difficultés. A la vérité l'évêque de Gurck, qui d'abord avait demandé toutes les villes usurpées, venait enfin de consentir que Padoue et Trévise, leurs territoires et dépendances, demeurassent aux Vénitiens, mais il voulait qu'ils payassent à l'empereur une somme considérable en faveur de cette cession ; qu'ils reconnussent tenir ces places de l'empire et qu'ils lui cédassent leurs droits sur toutes les autres villes. Ces conditions furent rejetées dans le sénat, où l'on était unanimement d'avis que, puisqu'on avait fortifié Padoue et Trévise de manière qu'il n'y avait rien à craindre pour elles, il était plus à propos de garder l'argent que l'empereur demandait, parce que si l'orage venait à cesser il pourrait se présenter des oc-

(1) Christophe Chambridge.

casions de recouvrer le reste du domaine de la république. Le pape, qui brûlait d'accommoder les Vénitiens avec l'empereur dans l'espérance de le détacher ensuite du roi de France, les pressait vivement, et par prières et par menaces, d'accepter ces conditions; mais ils déféraient peu à son autorité, non-seulement parce qu'ils n'ignoraient pas la cause de cette chaleur, mais encore parce qu'ils étaient persuadés que ne pouvant se passer de leurs secours tant qu'il serait brouillé avec la France, il n'oserait les abandonner. Néanmoins, après bien des contestations qui durèrent plusieurs jours, l'évêque de Gurck relâchait un peu de ses prétentions, et les Vénitiens de leur côté cédaient plus qu'ils n'avaient résolu d'abord; ils s'étaient enfin rendus aux sollicitations de Jules et à celles des ambassadeurs d'Aragon, qui se trouvaient à toutes les conférences; les choses en vinrent même au point que l'évêque de Gurck, continuant dans la volonté de laisser aux Vénitiens Padoue et Trévise, consentit qu'ils ne payassent que dans des termes fort éloignés la somme qu'il exigeait d'eux.

Il ne restait plus qu'à réconcilier le pape avec le roi de France, qui semblait n'avoir d'autre sujet de division que l'affaire de Ferrare. L'évêque de Gurck se flattait d'en venir aisément à bout, parce que le cardinal de Pavie et les ambassadeurs d'Aragon lui avaient insinué que le pape y avait assez de penchant, et qu'il savait d'ailleurs que le roi sacrifierait volontiers quelque chose de sa dignité et des intérêts du duc de Ferrare en faveur de la paix. L'ordre exprès que l'empereur lui avait donné de ne rien conclure à moins que cette affaire ne fût terminée l'obligea d'aller trouver le pape pour expliquer les intentions de son maître; mais à peine eut-il entamé cette matière que Jules l'interrompit, s'efforçant de lui persuader de conclure avec les Vénitiens et de laisser l'affaire de Ferrare indécise. Il lui représenta que l'empereur n'entendait guère ses véritables intérêts s'il ne profitait pas de l'occasion qui s'offrait pour venger, par le moyen des forces et de l'argent des Vénitiens, toutes les injures qu'il avait reçues de la part des Français, et s'il attendait qu'on le sollicitât d'une chose dont il devait prier les autres[1]. L'évêque de Gurck fit tous ses efforts pour l'amener à son but, et voyant qu'il n'y réussissait pas, il lui déclara qu'il allait se retirer sans conclure avec les Vénitiens; en effet, après avoir baisé les pieds de Sa Sainteté, selon la coutume, il partit de Bologne sur-le-champ, quinze jours après son arrivée dans cette ville. Le pape envoya aussitôt après lui pour le faire revenir à Bologne, mais ce fut inutilement. Gurck se rendit à Modène, et ensuite à Milan, se plaignant beaucoup de la conduite du pape, mais surtout des hostilités qu'il avait faites dans le temps où la négociation de la paix aurait dû les suspendre. En effet, ce fut dans ce temps-là que le pape envoya secrètement l'évêque de Ventimiglia[1], fils du cardinal Paul Frégose, pour exciter une révolte dans l'Etat de Gênes. Les Français en ayant été instruits firent arrêter ce prélat dans le Mont-Ferrat; il était déguisé lorsqu'on se saisit de sa personne, et ayant été conduit à Milan il y révéla toute l'intrigue.

Les ambassadeurs du roi d'Aragon s'étant fort empressés, du moins en apparence, pour procurer la paix et ayant témoigné à l'évêque de Gurck, à son départ de Bologne, qu'ils étaient indignés de l'opiniâtreté du pape, il les pria de faire retirer dans le royaume de Naples les trois cents lances espagnoles qui étaient dans les troupes de l'Eglise, ce qu'ils lui promirent sans hésiter. Cette circonstance redoubla l'étonnement du public sur la conduite du pape. Dans le temps qu'il était question d'un concile, et que, selon toutes les apparences, les armes de l'empereur et du roi de France allaient devenir plus formidables en Italie par la présence de ces deux princes, non-seulement Jules, ayant déjà Louis pour ennemi, s'attirait l'inimitié de Maximilien, mais il s'exposait encore à se priver des secours du roi catholique. Quelques-uns s'imaginaient que les desseins secrets de Ferdinand étaient, dans cette occasion comme dans

(1) Le pape ajouta à ce discours de grandes offres pour l'évêque de Gurck, et il lui promit de le faire patriarche d'Aquilée, de lui donner le chapeau de cardinal et d'augmenter ses revenus jusqu'à 100,000 ducats de rente, s'il voulait entrer dans ses vues. L'évêque méprisa ces offres, et dit que rien n'était capable de l'engager à trahir son devoir. « Ni moi, repartit le pape, à m'accommoder avec le roi de France, dût-il m'en coûter la tiare et la vie. »

(1) Alexandre Frégose. Il fut pourvu de l'évêché de Ventimiglia en 1488, et, quoiqu'il s'en fût démis dès l'année 1502 pour se donner tout entier aux affaires politiques, on continua à l'appeler toujours l'évêque de Ventimiglia.

beaucoup d'autres, bien différents de ce qu'ils paraissaient au dehors, et que ses ambassadeurs traitaient en secret avec le pape autrement qu'ils ne parlaient en public; qu'ayant aigri le roi de France par de nouvelles injures, il avait lieu de craindre que la paix générale ne mît ce prince en liberté de se venger; qu'alors il serait exposé à un péril d'autant plus certain que les Vénitiens étaient fort affaiblis, et que l'empereur, qui n'avait qu'une médiocre puissance en Italie, était toujours aussi inconstant et plus prodigue que jamais. D'autres, poussant plus loin la politique, disaient que le pape, quoique le roi catholique le menaçât de l'abandonner et que même il retirât effectivement ses troupes, pouvait se persuader néanmoins que ce prince, par le grand intérêt qu'il avait d'empêcher sa ruine, le soutiendrait toujours quand il le verrait en danger de succomber.

Le départ de l'évêque de Gurck avait fait perdre toute espérance de paix, quoique le pape, au bout de quatre jours, l'eût fait suivre par l'évêque de Murray, ambassadeur du roi d'Écosse[1], pour renouer la négociation. Alors Trivulce, n'étant plus retenu par les raisons qui l'avaient arrêté, brûlait de se signaler par quelque exploit digne de son courage et qui répondît à la gloire qu'il avait acquise autrefois. Son dessein était encore de convaincre le roi du tort que les princes se font à eux-mêmes quand, au lieu de confier à des capitaines vieillis dans les armes la conduite de la guerre, emploi extrêmement difficile et qui demande beaucoup de prudence et de capacité, ils jettent les yeux sur des[2] jeunes gens sans expérience et qui n'ont d'autre mérite que la faveur. L'infanterie grisonne qu'il attendait n'était pas encore arrivée, parce que le général de Normandie[3], dans l'espérance de la paix et pour faire sa cour au roi en lui épargnant de la dépense, avait différé d'envoyer de l'argent pour la lever; cependant il ne laissa pas d'assiéger Concordia au commencement de mai avec onze cents lances et sept mille hommes de pied. Il la prit le même jour. Les assiégés, tremblants aux premiers coups de canon, députèrent vers lui pour capituler, mais ils négligèrent cependant de faire la garde; l'infanterie de l'armée s'étant aperçue de cette négligence, se jeta dans la ville et la mit au pillage.

Après la prise de Concordia, Trivulce ne voulant pas que l'envie pût l'accuser de préférer ses intérêts particuliers[1] à ceux du roi, passa outre la Mirandole et marcha vers Buon-Porto, village situé sur le Panaro, pour s'approcher si près des ennemis qu'il pût, en leur coupant les vivres, les chasser de leurs postes ou les obliger d'en venir à une bataille. Étant entré dans le territoire de Modène, il eut avis au village de Cavezzo où il était campé, que Jean-Paul Manfrone était à Massa, auprès de Final, avec trois cents chevau-légers de Vénitiens; il y envoya trois cents fantassins et cinq cents chevaux sous le commandement de Gaston de Foix. Manfrone se mit en bataille sur un pont; mais le courage de ses gens ne répondant pas à son intrépidité, ils l'abandonnèrent et il fut fait prisonnier avec quelques autres officiers.

Dès que l'armée fut à Buon-Porto, Trivulce voulut jeter un pont à l'endroit où le canal du Panaro, creusé au-dessus de Modène, rentre dans cette rivière; mais les ennemis, voulant s'opposer aux Français, avaient pris un poste si voisin qu'on était de part et d'autre à la portée du canon, dont un coup tiré par ces derniers tua le capitaine Peralte, Espagnol au service du pape. Les bords du Panaro, qui sont extrêmement élevés dans cet endroit, favorisaient beaucoup les ennemis dans leur dessein; c'est pourquoi Trivulce fit jeter un pont sur le canal à un mille au-dessus, et le passa; ensuite il marcha vers Modène, le long du Panaro, cherchant un lieu commode pour le traverser; mais les ennemis qui étaient campés près de Castel-

(1) Jacques IV.

(2) L'auteur semble désigner Chaumont, mort à l'âge de trente-huit ans.

(3) Thomas Bohier, baron de Saint-Ciergue, natif d'Issoire en Auvergne, fils d'Astremoine Bohier et de Berault du Prat, tante paternelle du cardinal et chancelier Antoine du Prat. Il avait épousé Catherine Brissonet, fille de Guillaume, cardinal de Saint-Malo, et de Roulette de Beaune, dont ce cardinal était veuf quand il se fit homme d'église. Il fut général ou intendant des finances et lieutenant pour le roi en Italie, et il mourut en 1523. Thomas eut un frère, Antoine Bohier, archevêque de Bourges, qui fut fait cardinal par Léon X, le 1er avril 1517, par la faveur du chancelier du Prat, qui était doublement son cousin-germain, étant fils de Jacqueline Bohier, sœur d'Astremoine.

(1) C'est-à-dire ceux des enfants de Ludovic Pic de la Mirandole, son gendre.

Franco dans un endroit environné de marais et de chaussées, ayant toujours fait côtoyer par la cavalerie et l'infanterie la rive opposée à celle que suivait Trivulce, il fut obligé d'aller passer sur le pont de Fossalta, à deux milles de Modène; ensuite, tournant à droite du côté de la montagne, il trouva un endroit où le Panaro était fort large mais presque au niveau du terrain, il le passa facilement à gué, et il campa dans un lieu appelé la Ghiara-di-Panaro, à trois milles de l'armée du pape. Le lendemain il marcha vers Piumaccio, tirant des vivres de Modène avec l'agrément de Witfrust.

Le même jour l'armée du pape, n'osant tenir la campagne devant les Français et jugeant qu'il était à propos de marcher vers Bologne pour empêcher que l'approche des Bentivoglio, qui étaient dans l'armée de Trivulce, n'excitât des mouvements dans cette ville, elle alla se poster à Casalecchio, à trois milles au-dessus de Bologne. C'est en ce même endroit qu'autrefois Jean Galéas Visconti, duc de Milan, remporta une grande victoire sur les Florentins, les Bolonais et leurs alliés. Ce poste avantageux, situé entre le Reno et le canal de cette rivière qui passe à Bologne, est appuyé contre la montagne et assure à cette ville la commodité de ce canal.

Castel-Franco se rendit le lendemain. Trivulce, après avoir demeuré trois jours à Piumaccio, à cause des pluies et pour se munir de vivres dont il n'était pas abondamment pourvu, vint camper sur le grand chemin, entre la Samoggia et Castel-Franco. Il fut alors fort embarrassé sur ce qu'il avait à faire, envisageant les obstacles dont il était comme assiégé de toutes parts. Il sentait bien qu'il était inutile d'attaquer Bologne, à moins d'être assuré du peuple. En effet, irait-il se présenter devant les murs de cette ville sur une simple espérance, pour être obligé, comme Chaumont, de se retirer sans autre fruit que la perte d'une partie de sa réputation? D'ailleurs, comment songer à attaquer les ennemis dans un poste bien fortifié sans s'exposer encore avec plus d'imprudence à un péril certain? S'il s'avançait au-dessous de Bologne, que pouvait-il en espérer, sinon que les ennemis, dans la crainte qu'il n'attaquât la Romagne, décamperaient peut-être, ce qui pourrait lui procurer une occasion de les combattre. Les Bolonais pouvaient encore se soulever en ce cas. Ce fut à ce dernier parti qu'il s'arrêta pour essayer si la disposition générale de la ville ou les intelligences particulières des Bentivoglio produiraient quelque effet. Il donna donc des ordres pour se mettre en marche. L'avant-garde était conduite par Théodore Trivulce, le corps de bataille par le général même, et l'arrière-garde par Gaston de Foix; il fit camper l'armée à Laïno, sur le grand chemin, à cinq milles de Bologne. C'est là, si l'on en croit les historiens, que Lepidus, Marc-Antoine et Auguste eurent cette grande entrevue qui réunit ces trois tyrans de Rome sous le nom de *triumvirs*, et qui vit signer ces proscriptions sanglantes dont la mémoire ne saurait être trop en horreur. Le pape n'était plus alors à Bologne. Après le départ de l'évêque de Gurck et sur la nouvelle que Trivulce était en marche, Jules, agité tour à tour par l'audace et la crainte, sortit de cette ville quoique les lances espagnoles eussent pris congé de lui. Son dessein était d'aller engager l'armée par sa présence à donner bataille aux ennemis, ce qu'il n'avait pas pu obtenir des capitaines, ni par lettres, ni par l'ordre qu'il leur en avait fait donner plusieurs fois. En partant de Bologne il voulait aller coucher à Cento, mais il fut obligé de s'arrêter à la Pieve, parce que mille fantassins qu'il avait dans cette première place voulaient être payés avant de se mettre en marche; et soit qu'il fût piqué de cette résistance ou qu'il envisageât le danger, il retourna le lendemain à Bologne.

L'approche de Trivulce l'effraya et lui fit prendre le parti de se retirer à Ravenne. Mais avant de quitter Bologne, il fit venir le magistrat des Quarante, et il lui représenta : « Qu'ayant délivré les Bolonais d'un triste esclavage, il avait encore accordé des grandes immunités à leur ville et comblé plusieurs particuliers de ses bienfaits; qu'auparavant opprimés, méprisés par des tyrans et sans aucune considération en Italie, ils vivaient aujourd'hui dans la splendeur et l'opulence; que leur ville voyait depuis cet heureux temps les arts et le commerce fleurir dans son sein; que plusieurs d'entre eux, élevés aux plus hautes dignités, jouissaient de l'estime de leurs concitoyens et de celle des étrangers; qu'ils étaient entièrement maîtres de Bologne et de son territoire, puisqu'ils nommaient aux magistratures, qu'ils recevaient tous les

revenus publics, et que le Saint-Siége se contentait, pour toute marque de souveraineté, de faire résider dans leur ville un légat ou gouverneur, qui même, ne pouvant rien régler d'important sans leur approbation, laissait à leur disposition les choses qui dépendaient de lui; que si pour se maintenir dans un état si heureux ils voulaient bien se défendre eux-mêmes, il ferait pour leur ville ce qu'il tenterait pour Rome en pareil cas; que la situation des affaires présentes l'obligeait de se rendre à Ravenne, mais qu'il n'en serait pas moins attentif à la conservation de Bologne; que même, pour la mettre davantage en sûreté, il avait donné ordre que les troupes vénitiennes qui étaient au-delà du Pô sous les ordres d'André Gritti joignissent son armée, et que pour cet effet elles construisaient un pont à Sermide; qu'il ne s'était pas contenté de mettre Bologne en état de défense; mais que pour lui épargner même jusqu'au moindre embarras de la guerre, et afin d'obliger les Français à s'éloigner promptement de son territoire pour aller défendre leurs propres Etats, il avait disposé dix mille Suisses à faire une descente dans le Milanais, moyennant quarante mille ducats dont les Vénitiens lui avaient fourni la moitié; que si néanmoins ils préféraient le joug des Bentivoglio à la douceur de la domination pontificale, il les priait de lui déclarer sans détour leur intention parce qu'il s'y conformerait; mais qu'ils songeassent qu'en prenant une ferme résolution de se défendre ils allaient donner une preuve de leur courage, et mériter pour toujours la reconnaissance et la protection de ses successeurs dans le pontificat. »

A ce discours, dans lequel le pape mit, selon sa coutume, plus de feu que d'éloquence, le président des Quarante, après une délibération en particulier des membres de ce conseil, exagérant fort au long leur fidélité, leur reconnaissance et leur attachement pour la personne du pape, répondit avec toute l'emphase bolonaise : « Qu'ils sentaient tout leur bonheur et combien la fuite des tyrans avait augmenté les richesses et l'éclat de leur ville; que leurs vies et leurs biens n'étaient plus le jouet du caprice d'autrui; qu'ils jouissaient tranquillement de leur patrie; qu'ils avaient également part au gouvernement et aux revenus publics; qu'il n'y avait aucun d'eux qui, en son particulier, n'eût reçu de Sa Sainteté des graces et des honneurs, et qu'on voyait leurs citoyens revêtus de la pourpre et dans les premiers emplois de la cour de Rome; que, pénétrés de reconnaissance pour tant de graces et de bienfaits, ils étaient résolus à exposer leurs biens, leur honneur et la vie de leurs femmes et de leurs enfants, et à mourir eux-mêmes plutôt que de manquer de fidélité au Saint-Siége; que Sa Sainteté pouvait se reposer sur eux de la défense de leur ville et aller à Ravenne sans inquiétude; et qu'enfin le canal de Bologne regorgerait du sang des Bolonais, avant qu'ils reconnussent un autre souverain que le pape Jules. »

Le pape compta beaucoup au-delà de ce qu'il devait sur l'affection des Bolonais, après cette réponse, et laissant le cardinal de Pavie dans leur ville, il partit pour Ravenne; mais la crainte qu'il avait du duc de Ferrare lui fit quitter le grand chemin, quoiqu'il eût été joint par les lances espagnoles qui, en retournant dans le royaume de Naples, voulurent bien l'escorter, et il en prit un plus long par Forli.

Quand on sut à Bologne que Trivulce était à Laïno, il y eut de grands mouvements dans la ville. Les uns, accoutumés à la licence de la tyrannie et à vivre aux dépens d'autrui, souhaitaient passionnément le retour des Bentivoglio; les autres, voyant deux armées dans leurs terres un peu avant la récolte, étaient au désespoir et ne demandaient qu'à les éloigner, à quelque prix que ce fût. Il y en avait même plusieurs qui, craignant que le peuple ne mît la ville au pillage ou que les Français ne la forçassent, s'embarrassaient peu de changer de maître. On se souvenait encore de l'impétuosité que cette nation avait fait paraître, lorsque Chaumont parut devant cette ville. Un petit nombre d'ennemis déclarés des Bentivoglio favorisait le pape; mais ils n'avaient que de la bonne volonté pour ses intérêts, n'étant pas en état de le servir par des effets. Dans cette diversité de sentiments, chacun prit les armes par amour pour la nouveauté ou pour se garantir de l'insulte.

Le cardinal légat n'était ni assez habile ni assez ferme pour se tirer d'un pas si délicat; il n'avait, dans une ville si grande et si peuplée, que deux cents chevau-légers et mille hommes de pied; et sa mésintelligence plus grande que jamais avec le duc d'Urbin, qui commandait

l'armée à Casalecchio, l'empêchant d'avoir recours à ce général, il eut l'imprudence de soudoyer parmi les citoyens mêmes quinze capitaines qui formèrent des compagnies tirées du peuple, et de leur confier la garde de la ville et des portes. La plus grande partie de ces officiers étaient partisans des Bentivoglio, et entre autres Lorenzo Ariosti qui, ayant été soupçonné autrefois d'intelligence avec eux, avait été arrêté à Rome, appliqué à la question, et ensuite long-temps enfermé dans le château Saint-Ange. Quand ces sortes de gens se virent armés, ils se mirent à cabaler dans la ville et à semer parmi le peuple des bruits propres à le faire soulever. Le cardinal s'aperçut, mais trop tard, de sa faute ; il voulut envoyer ces capitaines et leurs compagnies à l'armée, feignant que le duc d'Urbin l'en avait prié ; ceux-ci ayant répondu qu'ils ne voulaient pas abandonner la garde de la ville, il tenta d'y faire entrer Ramazzotto[1] avec mille hommes de pied ; mais le peuple s'y opposa. Le légat se voyant tombé dans un mépris général et n'ignorant pas d'ailleurs qu'il s'était fait beaucoup d'ennemis parmi la noblesse, par la cruauté qu'il avait exercée quelque temps auparavant sur trois nobles bolonais auxquels il avait fait trancher la tête sans aucune formalité, sous prétexte qu'il en avait l'ordre du pape, il prit le parti de se retirer. Dès que la nuit fut venue, il sortit déguisé du palais par une porte secrète et passa dans la citadelle avec tant de précipitation, qu'il oublia de prendre son argent et ses pierreries. Il les envoya chercher promptement, et quand on les lui eut apportées, il sortit par la porte del Soccorso, et prit le chemin d'Imola avec cent cavaliers et accompagné de Guy Vaïna, son beau-frère, capitaine de ses gardes. Un moment après, Octavian Frégose se sauva aussi de la citadelle, suivi d'un seul homme pour lui servir de guide.

A la première nouvelle de la fuite du légat, on commença à crier par toute la ville *vive le peuple !* Lorenzo Ariosti et François Rinucci, qui était aussi l'un des quinze capitaines et partisan des Bentivoglio, suivis d'un grand nombre de gens de la même faction, coururent aux portes de San-Felice et Delle-Lame qui étaient le plus à portée du camp des Français, les rompirent à coups de haches, et s'en étant rendus maîtres, dépêchèrent en diligence vers les Bentivoglio. A cette nouvelle ceux-ci accourent, suivis d'un gros de cavalerie française que Trivulce leur donne, et laissant le grand chemin pour éviter Ponte-a-Reno qui était gardé par Raphaël Pazzi, l'un des capitaines du pape, ils vont passer la rivière plus bas, se présentent à la porte Delle-Lame, et sont introduits dans la ville.

La déroute de l'armée du pape suivit de près la défection de Bologne. Le duc d'Urbin, dont les quartiers s'étendaient depuis Casalecchio jusqu'à la porte de Siragoza, ayant appris la retraite du légat et la révolte du peuple, décampa précipitamment et sans ordre, laissant ses tentes toutes tendues ; il n'avertit pas même la partie de l'armée qui gardait le camp du côté de la rivière où étaient les quartiers des Français. Les Bentivoglio informèrent à l'instant Trivulce de ce désordre et firent sortir de la ville une partie du peuple pour charger les ennemis. Ces troupes et les paysans, qui accouraient déjà de toutes parts à grands cris, se jetèrent sur le camp et enlevèrent l'artillerie, les munitions et une grande quantité de bagages ; mais les Français, qui survinrent, leur en ôtèrent la plus grande partie. Théodore Trivulce étant arrivé à Ponte-a-Reno suivi de l'avant-garde, Raphaël Pazzi tint ferme pendant quelque temps avec beaucoup de courage ; mais enfin, accablé par le nombre, il fut obligé de se rendre. Cependant il arrêta les Français assez de temps pour donner à l'armée du pape le moyen de se sauver. Les troupes vénitiennes commandées par Ramazzotto et qui étaient campées plus loin sur le mont de San-Luc, n'ayant pu être averties que fort tard de la fuite du duc d'Urbin, se retirèrent en Romagne par les montagnes, malgré un échec considérable qu'elles reçurent en chemin.

Cette victoire, obtenue sans combat, valut aux Français quinze pièces de gros canon et plusieurs autres plus petites qui appartenaient, partie au pape, partie aux Vénitiens ; ils prirent aussi l'étendard du duc d'Urbin, plusieurs autres drapeaux, une grande partie du bagage des troupes du pape et presque tout celui des Vénitiens. Quelques hommes d'armes de l'armée du pape, et plus de cent cinquante de ceux des Vénitiens, perdirent leurs équipages. Pres-

(1) Il commandait les troupes vénitiennes.

que toute l'infanterie de l'une et de l'autre armée fut dissipée, et l'on fit prisonniers Orsino de Mugnano, Jules Manfrone et plusieurs autres officiers.

On n'exerça aucune violence à Bologne dans cette révolution ; il n'y eut que l'évêque de Chiusi[1] qui fut arrêté avec plusieurs autres prélats, secrétaires et officiers de la légation, auxquels le cardinal de Pavie avait caché sa retraite et qui étaient restés dans le palais. Le peuple, dès la nuit même et le lendemain, fit beaucoup d'insultes et d'outrages à une statue du pape qu'il traîna dans la place publique. On ne sait si cette insolence vint des satellites des Bentivoglio, ou du peuple ennuyé des malheurs de la guerre, et qui, naturellement ingrat et toujours ami des nouveautés, se laissa tout d'un coup transporter de fureur contre son libérateur et son père.

Le lendemain, qui fut le 22 mai, Trivulce resta dans son camp de Laïno, et le jour suivant il se mit en marche vers la rivière de Lidice, laissant Bologne derrière lui. Il s'arrêta à Castel-San-Piero, à l'extrémité du Bolognese, afin d'y attendre les ordres du roi pour attaquer les États de l'Église, ou pour savoir si ce prince, content d'avoir mis Ferrare en sûreté et enlevé à son ennemi Bologne que Jules avait conquise avec les secours de France, voudrait borner sa victoire à ces deux exploits. Jean de Saffatello, l'un des capitaines du pape, offrit même inutilement à Trivulce de lui livrer Imola, où cet officier s'était presque rendu maître absolu comme chef de la faction guelfe, après en avoir chassé les Gibelins.

La citadelle de Bologne, où commandait l'évêque Vitelli[2], tenait encore ; mais cette place assez grande et bien fortifiée n'était pas mieux pourvue que toutes celles de l'Église, c'est-à-dire qu'il n'y avait qu'une faible garnison, très peu de vivres et presque point de munitions. Pendant qu'elle était assiégée, Vitfrust y vint lui-même de Modène durant la nuit pour engager l'évêque par de grandes promesses à remettre cette place à l'empereur ; mais l'évêque préféra la rendre aux Bolonais, et il en sortit cinq jours après, ayant obtenu, tant pour lui que pour la garnison, la liberté de se retirer où ils voudraient et d'emporter leurs effets ; outre cela on s'engagea de lui payer trois mille ducats dans un certain temps. Les Bolonais ne furent pas plutôt maîtres de la citadelle qu'ils la rasèrent, à la persuasion des Bentivoglio; ceux-ci n'avaient pas tant en vue de faire plaisir au peuple par cette démarche que de se délivrer de la crainte qu'ils avaient que le roi de France ne voulût avoir ce fort à sa disposition. En effet, un des capitaines de l'armée de Trivulce avait déjà proposé de le demander, mais Trivulce ne jugea pas qu'il convînt aux intérêts du roi de faire croire qu'il voulait s'emparer de Bologne. A la faveur de cette révolution et de la déroute des ennemis, le duc de Ferrare reprit Cento, la Pieve, Cotignuola, Lugo et ses autres places de la Romagne, et il chassa Albert Pio de la ville de Carpi, qu'ils possédaient en commun.

Le pape fut très sensible à la perte de Bologne ; ce n'était pas sans raison, car non-seulement il se voyait enlever la plus belle ville de ses États après Rome, et dont la conquête lui avait fait un honneur infini qu'il s'exagérait encore à lui-même, mais il avait outre cela tout lieu de craindre que les Français ne voulussent profiter de leur victoire. Se sentant trop faible pour leur résister, il songea à leur ôter toutes les occasions de rien entreprendre contre lui ; pour cet effet il pressa le reste des troupes vénitiennes, qu'aussi bien le sénat avait déjà rappelées, de s'embarquer au port de Césène, et il donna ordre qu'on lui envoyât de Venise les vingt mille ducats qu'il y avait fait compter pour payer les Suisses. Il chargea encore le cardinal de Nantes[1], Breton de nation, d'engager Trivulce, comme de son propre mouvement, à faire la paix, et de lui insinuer que la conjoncture présente y était très favorable. Trivulce répondit qu'il n'était pas convenable de parler en termes si généraux, qu'il fallait s'expliquer ; que le roi, quand il avait désiré la paix, en avait articulé les conditions, et que le pape devait aujourd'hui suivre son exemple, puisque selon l'état des choses c'était à lui de la souhaiter. Jules ne se pliait à cette démarche que

(1) Nicolas Bonafede. Il fut pourvu de cet évêché par Jules II, le 12 juillet 1504. Il était homme d'esprit et exerça de grands emplois.

(2) Jove l'appelle Jules, mais il ne nomme point son évêché.

(1) Robert Guibe. Il fut d'abord évêque de Tréguier et ensuite de Rennes. Louis XII l'envoya en ambassade auprès de Jules II, qui le fit cardinal du titre de *Sainte-Anastasie*. Il fut ensuite pourvu de l'évêché de Nantes, et il mourut à Rome le 9 septembre 1513.

pour éloigner le danger qui le menaçait, car dans le fond il n'était nullement déterminé à la paix, et la crainte, la haine et la colère l'agitaient alors également.

Il arriva dans ce temps-là un accident qui redoubla les chagrins du pape. Beaucoup de gens avaient accusé le cardinal de Pavie auprès de lui, les uns de trahison, les autres de lâcheté, quelques-uns d'imprudence; le cardinal, voulant se justifier lui-même, se rendit à Ravenne. Dès qu'il fut arrivé il en fit avertir le pape, et lui demanda à quelle heure il pourrait avoir audience de Sa Sainteté. Jules qui l'aimait beaucoup fut charmé de son arrivée et l'invita à dîner. Le cardinal sortit de chez lui pour y aller avec Guy Vaïna et sa garde. Le duc d'Urbin, animé par la haine qu'il avait depuis longtemps pour le cardinal, et que la perte de Bologne et par conséquent la déroute honteuse de son armée qu'il lui imputait excitaient encore, vint à lui, suivi de peu de monde, et traversant les gardes qui s'ouvrirent par respect, il le poignarda de sa propre main. Ainsi périt le cardinal de Pavie, que sa dignité devait garantir de cet attentat, mais qui d'ailleurs méritait les plus grands supplices par ses crimes. Le bruit de cet assassinat vint sur-le-champ aux oreilles du pape qui se mit à jeter des cris perçants. Il fut pénétré de la plus vive douleur pour la perte d'un homme qui lui était si cher, et encore plus par la hardiesse du coup qui venait de violer la dignité de la pourpre romaine jusque sous ses yeux, lui qui avait porté si haut l'autorité ecclésiastique; mais considérant que son neveu était l'auteur de cette sanglante catastrophe, il ne put soutenir sa douleur et sa rage, et partit le jour même de Ravenne pour retourner à Rome. Enfin, pour qu'il ne manquât rien à sa triste situation, à peine fut-il arrivé à Rimini qu'il apprit qu'on avait affiché à Modène, à Bologne et dans plusieurs autres villes[1] la convocation du concile, auquel il était sommé de se trouver en personne.

L'évêque de Gurck, en sortant de Modène, avait marché lentement pendant quelques jours pour attendre la réponse de l'ambassadeur d'Écosse qu'il avait envoyé à Bologne au sujet des propositions dont le pape lui-même avait chargé ce prélat; mais n'en ayant reçu que des réponses vagues, il envoya aussitôt à Milan trois commissaires de l'empereur qui, conjointement avec ceux du roi de France et les cinq cardinaux, fixèrent la tenue du concile au premier septembre prochain, dans la ville de Pise.

(1) Cette convocation était datée du 16 mai.

Les cardinaux choisirent cette ville comme un lieu que le voisinage de la mer rendait commode pour la plupart de ceux qui voudraient venir au concile; ils y furent encore déterminés par la sûreté où l'on serait dans cette ville, à la faveur de l'attachement et du zèle des Florentins pour Louis XII. On avait proposé plusieurs autres villes qui auraient pu être propres à tenir une pareille assemblée, mais on les avait jugées incommodes ou suspectes; enfin elles avaient été rejetées, parce qu'elles auraient pu fournir au pape quelque prétexte de les refuser. Il ne paraissait pas convenable de tenir le concile en France ni dans aucun autre lieu de la domination du roi. Constance, l'une des villes franches d'Allemagne que l'empereur proposait, quoique célèbre par le fameux concile qui déposa trois concurrents qui se prétendaient souverains pontifes et qui étouffa le schisme dont l'Église avait été déchirée durant près de quarante ans, parut peu commode et suspecte à quelques-unes des parties. Turin fut aussi rejetée à cause du voisinage des Suisses et des États du roi de France. Bologne avant la révolution n'aurait pas été sûre pour les cardinaux, et depuis elle pouvait être suspecte au pape. D'ailleurs on crut que le choix de Pise était d'un bon augure, par la mémoire de deux conciles qui y avaient été tenus avec succès; l'un[1] quand tous les cardinaux, ayant abandonné Grégoire XII et Benoît XIII qui se disputaient le pontificat, élurent Alexandre V, et l'autre plus ancien, tenu vers l'an 1126[2] par Innocent II. L'antipape Pierre de Leone, Romain, qui sous le nom d'Anaclet II avait long-temps inquiété, non-seulement Innocent, mais même la chrétienté, y avait été condamné.

Le roi de France s'était auparavant assuré du consentement des Florentins, auxquels il avait fait entendre que le concile s'assemblerait sous l'autorité de l'Empire, de la France et du roi d'Aragon. Le secret fut bien gardé dans cette occasion, mais ils manquèrent de pru-

(1) Il fut ouvert le 25 mai 1409.

(2) En 1134. Innocent II ne fut pape qu'en 1130.

dence et de fermeté, car ils ne considérèrent pas assez le danger qu'il y a d'assembler un concile malgré le pape, et ils n'osèrent refuser au roi une chose qui dans le fond ne leur était pas agréable. Ils cachèrent si bien cette résolution prise dans un conseil de plus de cent cinquante personnes, que les cardinaux auxquels le roi faisait espérer le consentement de cette république, mais sans les en assurer entièrement, ne surent point qu'ils l'avaient donné et que le pape n'en eut aucune connaissance.

Les cardinaux prétendaient avoir droit de convoquer un concile, indépendamment de l'autorité du pape, dans le besoin où, selon eux, l'Église était d'une prompte réforme, non-seulement dans les membres, mais encore dans le chef, c'est-à-dire dans la personne du pape même. Ils disaient que Jules, accoutumé dès long-temps à la simonie, continuait de vendre les choses sacrées, et, endurci dans le crime, se livrait toujours à des passions infâmes; que ce pontife, incapable de gouverner l'Église et l'auteur de tant de troubles, persévérait, à la face du monde chrétien, à scandaliser l'Europe entière par son opiniâtreté dans sa mauvaise conduite; que pour sauver la religion du péril qui la menaçait, il n'y avait point d'autre expédient que la tenue d'un concile, et que puisqu'il négligeait de l'assembler, le pouvoir de le convoquer était légitimement dévolu aux cardinaux, surtout quand il se trouvait appuyé de l'autorité de l'empereur, du roi très chrétien et des Églises d'Allemagne et de France. Ils ajoutaient que l'usage fréquent de ce remède était non-seulement utile, mais même nécessaire pour guérir les maux de l'Église, extirper les vieilles erreurs, prévenir les nouvelles, éclaircir les doutes qui naissent tous les jours, et enfin pour rectifier des réglements faits dans de bonnes intentions, mais dont l'expérience a découvert les inconvénients; que, dans cette vue, les Pères du concile de Constance avaient sagement ordonné qu'il serait tenu un concile tous les dix ans. Et en effet, quel autre frein était capable de retenir les papes dans les bornes du devoir? Comment s'assurer autrement que, sollicité sans cesse par la fragilité humaine et par la pente naturelle vers le mal, un homme revêtu d'une puissance absolue ne se croira pas tout permis quand il sera sûr de n'avoir jamais à rendre compte de sa conduite?

Plusieurs combattaient ces raisons, et, plus attachés à la doctrine des théologiens qu'à celle des canonistes, ils soutenaient que le pouvoir d'assembler un concile résidait dans la seule personne du pape, quoique dominé par toutes sortes de vices, pourvu qu'il ne fût pas suspect d'hérésie; qu'autrement un petit nombre de particuliers, excités par leur ambition ou leurs haines personnelles qu'ils sauraient colorer de mille prétextes, pourraient troubler tous les jours le repos de l'Eglise, ce qu'on ne devait jamais tolérer; que les remèdes les plus salutaires se tournaient en poisons s'ils n'étaient donnés avec mesure et à propos. Ces opposants qualifièrent l'assemblée dont il s'agissait, non de concile légitime, mais de conciliabule diabolique, qui serait la cause d'un schisme funeste à la chrétienté.

LIVRE DIXIÈME.

Négociation pour la paix entre le pape et le roi de France. Concile de Saint-Jean-de-Latran convoqué à Rome par le pape Jules. Restitution de Montepulciano aux Florentins. Progrès des Allemands contre les Vénitiens. Un accident arrivé au pape Jules fait croire à sa mort. Interdit jeté sur Pise et Florence pour avoir consenti au schisme. Ligue du pape, du roi catholique et des Vénitiens contre les Français. Discours sur la guerre, que le pape voulait adresser aux Florentins. Dissolution du concile de Pise transféré à Milan. Inutilité des Suisses en Italie. Guerre de l'armée de la ligue contre Ferrare et Bologne. Progrès des Vénitiens et de Gaston de Foix en Lombardie. Défaite de Ravenne. Affaiblissement de la domination française en Italie.

CHAPITRE PREMIER.

Conditions de paix offertes par le pape au roi de France. Projets de Maximilien. Le pape convoque un concile à Rome. Montepulciano est rendu aux Florentins. Faits d'armes dans le Frioul. Le pape est cru mort. Colonna et Savello soulèvent le peuple romain. Le pape revient de son accident, et absout son neveu du meurtre du cardinal de Pavie. Pierre Navarre en Italie.

L'Italie entière et presque toute l'Europe avaient les yeux tournés sur le roi de France, pour voir comment il userait de sa victoire. Il était le maître de s'emparer de Rome et de tout l'Etat ecclésiastique ; car les troupes de Jules ayant été mises en fuite et dissipées, et celles des Vénitiens encore plus maltraitées, il n'y avait plus en Italie aucunes forces capables d'arrêter l'impétuosité du vainqueur, et le pape n'avait pour toute défense que la dignité du rang qu'il occupait. Néanmoins, soit que Louis fût retenu par le respect de la religion, ou qu'il craignît de s'attirer l'inimitié de toutes les puissances s'il poussait plus loin sa victoire, il résolut de la borner lui-même ; modération peut-être plus religieuse que prudente ; il ordonna donc à Trivulce de laisser Bologne aux Bentivoglio, de rendre à l'Eglise toutes les conquêtes faites sur elle et de ramener l'armée dans le Milanais. Il défendit qu'on fît en France aucunes réjouissances publiques ; joignant même à cette modération des discours pleins de bonté et de douceur, il dit plusieurs fois en public que, quoiqu'il n'eût offensé ni l'Eglise ni le pape et qu'il n'eût rien fait qu'après y avoir été forcé, il voulait néanmoins, par respect pour le Saint-Siége, demander humblement pardon à Sa Sainteté, et qu'il espérait que Jules, convaincu par l'expérience que ses projets n'étaient pas si faciles à exécuter qu'il se l'était imaginé, et reconnaissant le peu de fondement de sa méfiance, voudrait bien faire la paix. La négociation n'en avait pas été tout-à-fait interrompue ; car quelque temps avant que le pape partît de Bologne il avait envoyé au roi[1] l'ambassadeur d'Ecosse, pour remettre sur le tapis le traité entamé par l'évêque de Gurck. D'un autre côté, les Bentivoglio, pour obéir à la volonté du roi, avaient déclaré au pape qu'ils voulaient vivre en bonne intelligence avec le Saint-Siége, et qu'ils demeureraient dans la même dépendance où leur père avait vécu tant d'années ; en effet, ils avaient remis en liberté l'évêque de Chiusi et l'avaient rétabli dans le palais, en qualité de légat de Sa Sainteté.

Trivulce partit donc avec l'armée et s'approcha de la Mirandole pour la reprendre. Witfrust y était déjà venu à la prière de Jean-François Pic, et il avait fait dire à Trivulce de ne point attaquer cette place qui relevait de l'Empire ; mais voyant bien que son autorité seule ne suffisait pas pour l'arrêter, il se retira après certaines promesses que lui fit ce général, seulement pour sauver l'honneur de l'empereur. Jean-François se retira aussi à la faveur d'un sauf-conduit qu'il obtint ; ensuite Trivulce,

(1) L'évêque de Murray, dont il est parlé dans le livre précédent.

n'ayant plus rien à faire, envoya cinq cents lances et treize cents lansquenets sous la conduite du capitaine Jacob en garnison à Vérone, et congédia toute son infanterie, excepté deux mille cinq cents Gascons commandés par Molard et Maugiron [1], qu'il distribua aussi bien que sa gendarmerie dans les villes du Milanais.

Le pape était bien éloigné des bonnnes dispositions du roi; car au lieu de s'adoucir après que l'armée eut été licenciée, il n'en devint que plus intraitable; et quoiqu'il fût tourmenté de la goutte à Rimini et réduit à de grandes extrémités, il parlait plutôt en vainqueur qu'en vaincu. Il fit dire au roi, par l'ambassadeur d'Ecosse, qu'il voulait que le cens du duché de Ferrare fût payé sur l'ancien pied et comme avant la diminution accordée par Alexandre VI; que l'Eglise eût à Ferrare un *Vis-domino*, et qu'Alphonse lui cédât Lugo et les autres villes qu'il avait dans la Romagne. Quoique le roi trouvât ces propositions extrêmement dures, il souhaitait si ardemment de se réconcilier avec le pape qu'il répondit qu'il les accepterait presque toutes pourvu que l'empereur y consentît; mais Jules avait déjà changé d'avis. Il était retourné à Rome, et, outre qu'il était naturellement fier, le roi d'Aragon venait encore d'encourager son audace. Ce prince, dont la victoire du roi avait augmenté la jalousie, interrompit d'abord les grands préparatifs qu'il faisait pour passer en Afrique, où il était toujours en guerre avec les Maures; il en rappela Pierre Navarre, avec trois mille hommes d'infanterie espagnole, et l'envoya dans le royaume de Naples; par ce moyen, il rassura son propre Etat et empêcha le pape de prêter l'oreille à la négociation.

Jules déclara donc qu'il ne voulait point entendre parler de paix, à moins qu'on ne la fît entre l'empereur et les Vénitiens; que le duc de Ferrare, outre ce qui avait déjà été demandé, ne le remboursât des frais de la guerre, et que le roi ne s'obligeât à le laisser agir contre Bologne. Il avait déjà mis cette ville en interdit, comme rebelle à l'Eglise, et il envoya Marc-Antoine Colonna et Ramazzotto pour faire le dégât dans le Bolognèse; mais à peine y furent-ils entrés que les habitants les forcèrent à la retraite.

(1) Il se nommait *Perraut de Maugiron* et était d'une ancienne maison du Dauphiné. (*Brantôme*.)

Le pape, à son retour à Rome, ne put refuser aux instantes prières des cardinaux la liberté du cardinal d'Auch, qui avait été prisonnier jusqu'alors dans le château Saint-Ange; mais ce ne fut qu'à condition qu'il ne sortirait point du palais du Vatican jusqu'à ce que tous les prélats et officiers qui avaient été arrêtés à Bologne eussent été mis en liberté, et qu'ensuite il ne pourrait sortir de Rome, sous peine de payer quarante mille ducats dont il donnerait caution. A la vérité, le pape lui permit depuis de retourner en France; mais il exigea, sous la même peine, qu'il ne pourrait se trouver au conccile de Pise.

Le roi fut d'autant plus surpris de la déclaration du pape, qu'il s'était imaginé que ce pontife signerait sans balancer des propositions dont il était l'auteur. Cette conduite lui fit prendre la résolution d'empêcher qu'il ne reprît Bologne. Il y envoya donc quatre cents lances, et il prit cette ville et les Bentivoglio sous sa protection, sans obligation de leur part de l'aider de troupes ni d'argent. Ensuite comprenant que l'alliance de l'empereur lui devenait plus nécessaire que jamais, il lui envoya du duché de Milan les troupes qu'il lui avait promises par le traité fait avec l'évêque de Gurck, quoiqu'il eût résolu de ne les fournir qu'en cas que Maximilien passât en Italie en personne, conformément au même traité. Ce fut la Palice qui en eut le commandement, au refus de Trivulce, que l'empereur avait néanmoins demandé.

Maximilien s'était rendu à Inspruck, roulant différents projets dans sa tête. Tantôt il brûlait d'attaquer les Vénitiens; tantôt, considérant qu'il ne pourrait rien faire d'important sans avoir auparavant réduit Padoue dont il ne pouvait se rendre maître avec le peu de forces qu'il avait, il penchait vers la paix, à laquelle le roi catholique le pressait de consentir; tantôt se livrant à ses vastes projets et à ses anciens désirs, il voulait marcher à Rome pour se rendre maître de tout l'Etat de l'Eglise, et il se proposait d'y mener une nombreuse armée d'Allemands, outre les troupes françaises; mais sa faiblesse et le désordre de ses affaires étaient un grand obstacle à l'exécution de ses desseins. Enfin il promettait de venir de jour en jour; ensuite il mandait qu'il enverrait des troupes, et il laissait ainsi passer le temps sans rien faire.

Louis XII ne se voyait qu'avec peine obligé de porter seul tout le poids de la guerre, et cette réflexion, qui s'accordait avec son penchant pour l'économie, faisait souvent plus d'impression sur lui que ce qu'on lui représentait que l'empereur, s'il n'était puissamment secouru, se joindrait enfin à ses ennemis, et que dans ce cas la France serait obligée de faire des dépenses bien plus considérables et verrait ses Etats d'Italie exposés à un extrême péril.

Tandis que Louis flottait dans ces incertitudes et qu'on laissait les armes temporelles dans l'inaction, les cardinaux, auteurs du concile, et le pape, qui ne négligeait rien pour étouffer ce mal dans sa naissance, employaient réciproquement les armes spirituelles pour se détruire. Nous avons dit que le concile avait été indiqué sous l'autorité de l'empereur et du roi de France. Les cardinaux de Sainte-Croix, de Saint-Malo, de Bayeux, de Cosenza avaient signé l'acte de convocation; San-Severino y accédait ouvertement; et les commissaires des deux princes assistaient à toutes les délibérations concernant cette affaire. Ces cinq cardinaux en avaient nommé d'autres dans le même acte, pour lui donner plus d'autorité [1]. Le cardinal d'Albret, François, qui n'obéit au roi qu'à regret, était de ce nombre; mais les cardinaux Adrien [2] et de Final déclarèrent hautement qu'ils n'avaient aucune part à l'acte en question. Ainsi, comme il ne paraissait que six cardinaux pour tenir ce concile, le pape, se flattant de les engager à se désister volontairement de cette entreprise, négociait sans cesse avec eux. Il leur offrait une amnistie entière du passé, et toutes les sûretés qu'ils pouvaient désirer; ils feignaient de prêter l'oreille à ces propositions. Jules ne s'en tint pas là, et pour faire tomber le reproche de négligence qu'on lui faisait, il indiqua lui-même un concile universel pour le premier mai prochain dans l'Eglise de Saint-Jean-de-Latran à Rome; ce qu'il fit, dit-on, par le conseil d'Antoine de Monte-a-Sansovino, l'un des cardinaux de la dernière promotion. Il prétendait que cette convocation anéantissait celle de ses adversaires, et que toute autorité était transférée de plein droit au concile qu'il avait indiqué; au contraire, les cardinaux soutenaient que cela eût été ainsi, supposé qu'il eût commencé le premier; mais que, puisqu'ils l'avaient prévenu, leur concile devait être préféré.

La démarche que Jules venait de faire l'ayant rassuré sur ses droits, et désespérant d'ailleurs de ramener le cardinal de Sainte-Croix que le désir d'obtenir la tiare avait mis à la tête de cette conspiration, ni Saint-Malo, ni Cosenza, il publia un monitoire contre eux seulement, n'ayant pas encore perdu l'espérance de regagner les deux autres [1]; il leur enjoignait de se rendre auprès de lui dans le terme de soixante-cinq jours, sous peine d'être privés du chapeau et de tous leurs bénéfices. Pour donner plus de poids à ce monitoire, il fit en sorte que le sacré-collége leur envoyât un auditeur de Rote pour les presser d'oublier leurs querelles particulières, de se réunir à l'Eglise, et pour leur promettre toutes les sûretés qu'ils pouvaient souhaiter.

Cependant le pape, soit par irrésolution, soit pour d'autres raisons, ne cessait de négocier la paix avec le roi de France; elle se traitait à Rome par les ambassadeurs de ce prince, et en France par l'ambassadeur d'Ecosse et par l'évêque de Tivoli [2], nonce apostolique. Jules négociait dans le même temps une ligue avec le roi d'Aragon et les Vénitiens contre les Français. Ce fut alors qu'il engagea les Siennois à restituer Montepulciano aux Florentins, non par amitié pour ceux-ci, mais parce que leur trève étant sur le point d'expirer, il craignait qu'ils ne fissent venir des troupes françaises en Toscane pour reprendre cette place. Il avait eu même si peu d'envie que les Florentins eussent Montepulciano que, pour les en empêcher, il avait envoyé à Sienne cent hommes d'armes commandés par Jean Vitelli qu'il avait pris à son service en commun avec les Siennois, et Guy Vaïna avec cent chevau-légers. Mais ayant fait réflexion que plus la place ferait de résistance aux Florentins, plus ils seraient disposés à demander les secours de la France, il voulut

(1) Amanieu d'Albret, fils d'Alain, sire d'Albret, et de Françoise de Bretagne, et frère de Jean, roi de Navarre. Il fut évêque de Pamiers et ensuite de Pampelune. Alexandre VI le fit cardinal, et ce fut une des conditions du mariage de Charlotte d'Albret, sa sœur, avec le duc de Valentinois. Il mourut à Castel-Jaloux le 2 septembre 1520.

(2) C'est celui qu'Alexandre VI voulait empoisonner quand il s'empoisonna lui-même.

(1) San-Severino et Bayeux.

(2) Camille Leonini. Il avait succédé à son oncle dans cet évêché le 3 août 1509. Il mourut à Rome fort estimé, en 1527

ôter au roi cette occasion d'envoyer des troupes dans un pays si voisin de Rome. Pandolphe Petrucci, plein de la même crainte, dans laquelle il était adroitement entretenu par les Florentins, hâta lui-même cette restitution.

Comme les moindres affaires sont la plupart du temps aussi épineuses que les plus importantes, la restitution de Montepulciano occasionna une négociation de plusieurs jours. Pandolphe, pour ne pas s'attirer la haine des Siennois, voulait que les choses fussent préparées de manière que le peuple fût persuadé qu'il n'y avait que ce moyen d'éviter la guerre et de se conserver en bonne intelligence avec le pape. Ils voulaient tous deux que cette restitution engageât les Florentins à faire une ligue offensive avec les Siennois. Mais ils craignaient que s'il transpirait la moindre chose de cette intrigue à Montepulciano, cette ville n'ouvrît d'elle-même ses portes aux Florentins pour gagner leur bienveillance, et que ceux-ci n'ayant plus rien à désirer ne voulussent plus entendre parler de la ligue. C'est pourquoi Jean Vitelli entra dans cette place, et le pape y envoya Jacques Simonétta[1], auditeur de Rote, qui fut cardinal quelques années après. Ce dernier fut chargé de ménager l'affaire, et il y réussit si bien que la ligue fut conclue pour vingt-cinq ans, dans le même temps que Montepulciano fut rendu aux Florentins; ceux-ci accordèrent un pardon général aux habitants et confirmèrent les anciens priviléges de la ville par la médiation de Simonetta.

Quelques mois s'étaient écoulés presque dans l'inaction de la part des troupes de l'empereur et de l'armée vénitienne; les Allemands, réduits à un petit nombre et sans argent, se contentaient de conserver Vérone, et les Vénitiens, trop faibles pour assiéger cette place, se tenaient postés entre Soavé et Lonigo, d'où ils allèrent brûler pendant la nuit une grande partie des blés du Véronèse, en-deçà et au-delà de l'Adige; mais ayant été chargés à leur retour, ils perdirent trois cents hommes de pied. Les choses changèrent de face quand on apprit que la Palice s'avançait vers Vérone à la tête de douze cents lances et de huit mille hommes d'infanterie. Alors les Vénitiens se retirèrent vers Vicence et Legnago dans un poste avantageux. Les eaux qui l'environnaient et les fossés que les troupes creusèrent autour en firent une espèce d'île; mais ils ne s'y crurent pas longtemps en sûreté, car la Palice s'étant mis en campagne avec les Allemands dès qu'il fut arrivé à Vérone avec une partie de ses troupes, l'armée vénitienne reprit le chemin de Lonigo presque en déroute. La même frayeur leur faisant ensuite abandonner Vicence, toutes les autres places et le Polésine de Rovigo, qui était successivement pillé par les Vénitiens et le duc de Ferrare, ils se jetèrent partie dans Padoue et partie dans Trévise; la jeune noblesse vénitienne accourut pour défendre ces deux villes. Lonigo fut mis au pillage, et Vicence, toujours désolée par les plus forts, ouvrit ses portes.

Mais toutes ces conquêtes n'étaient rien tant que Padoue et Trévise restaient au pouvoir des Vénitiens, parce qu'aussitôt que les troupes de France s'étaient retirées ils reprenaient sans peine, à la faveur de ces deux places, tout ce que les Allemands avaient conquis sur eux. C'est pourquoi la Palice s'arrêta plusieurs jours à Ponte-Barberano, attendant ou que l'empereur se rendît à l'armée, ou qu'il fît savoir ses desseins. Il était entre Trente et Rovere, où il passait le temps à la chasse, selon sa coutume; il envoyait de là quelques troupes à l'armée, promettant de venir à Montagnana, et proposant tantôt le siége de Padoue, tantôt celui de Trévise, et tantôt l'attaque de Rome. Sa légèreté le promenait sans cesse de projets en projets, que son extrême indigence rendait tous impossibles; mais le dernier souffrait encore de plus grandes difficultés que les deux autres. Il lui paraissait peu convenable et peu sûr d'aller à cette expédition avec tant de troupes françaises; d'ailleurs il était à craindre qu'en éloignant l'armée les Vénitiens n'attaquassent Vérone, et par cette raison il fallait y laisser une nombreuse garnison; enfin le roi de France faisait difficulté de laisser aller ses troupes si loin du Milanais, parce qu'il n'espérait presque plus regagner les Suisses, qui, outre leur affection pour le pape, avaient ouvertement déclaré à l'ambassadeur de France qu'ils s'opposeraient à la ruine des Vénitiens en faveur des liaisons de cette république avec les Cantons.

Enfin les grands desseins de l'empereur aboutirent, selon sa coutume, à quelques expéditions peu dignes de la majesté de l'empire.

(1) Il fut fait cardinal par Paul III.

Après avoir envoyé à l'armée un renfort de trois cents hommes d'armes allemands, sans néanmoins discontinuer de négocier avec les ambassadeurs de Venise, il fit venir la Palice à Longara, près de Vicence, ensuite à Santa-Croce, et il le pria d'aller se saisir du Pas de Castelnuovo au-dessous de la Scala, vers le Frioul, à vingt milles de Feltro, pour lui faciliter le passage par cet endroit. La Palice s'étant avancé à Montebellona, qui est à dix milles de Trévise, envoya cinq cents chevaux et deux mille hommes d'infanterie pour ouvrir ce défilé, dont ils s'emparèrent en effet, après quoi ils allèrent à la Scala.

Cependant les chevau-légers des Vénitiens, qui couraient tout le pays sans obstacle, défirent auprès de Marostica environ sept cents hommes de pied et quelques chevaux, Français et Italiens. Ces troupes, pour se rendre sans péril à l'armée, allaient de Vérone à Soave où elles devaient joindre trois cents lances françaises, qui, ayant suivi la Palice, attendaient là ses ordres. Au commencement de l'action les Français eurent l'avantage, et ils firent même prisonnier le comte Guy Rangoni ; mais les paysans étant accourus en grand nombre au secours des Vénitiens, la victoire se déclara pour ces derniers. Environ quatre cents hommes de pied français furent tués, et Maugiron et Richemar, deux de leurs capitaines, demeurèrent prisonniers.

Le roi de France, voyant que les effets ne répondaient pas aux promesses de l'empereur, quitta le Dauphiné, où il avait séjourné quelque temps, et retourna à Blois. Maximilien, ayant résolu de ne pas aller à l'armée, reprit le chemin de Trente, bien loin de soumettre tout ce que les Vénitiens possédaient dans le continent, Rome et l'Etat ecclésiastique. Il se contenta d'envoyer les Allemands dans le Frioul et dans le Trévisan, uniquement pour tirer des contributions de ces deux pays. Il proposa à la Palice de s'en approcher pour appuyer l'armée et de mettre deux cents lances dans Vérone, où la peste faisait de grands ravages. Il lui représenta qu'ayant besoin de ses troupes dans le Frioul, il ne pouvait laisser dans cette ville que les garnisons des forteresses. La Palice consentit à sa demande, et après que d'Aubigny qui commandait les trois cents lances qui étaient à Soave l'eût joint, il alla se poster sur la rivière de la Piave. Les impériaux laissèrent deux cents chevaux à Soave pour assurer davantage Vérone ; mais ils y furent si peu sur leurs gardes qu'une nuit ils furent tous tués ou pris par un parti vénitien de quatre cents chevau-légers et d'autant de fantassins.

Pendant toute cette année, le Frioul, l'Istrie, Trieste et Fiume furent continuellement désolés par terre, et même du côté de la mer par de petits bâtiments, ces malheureuses provinces étant ravagées tour à tour par les deux partis. Dès que l'armée allemande se présenta devant Udine, capitale du Frioul, les officiers vénitiens qui y faisaient leur séjour prirent honteusement la fuite ; la ville ainsi abandonnée ouvrit ses portes sur-le-champ. Toute la province se rendit avec la même rapidité, chaque place donnant de l'argent selon son pouvoir pour se racheter du pillage ; il ne restait plus aux Vénitiens que Gradisca, située sur la rivière de Lisonzo ; Louis Moncenigo, provéditeur du Frioul, la défendait avec trois cents chevaux et beaucoup d'infanterie. Elle soutint l'effort du canon et résista même à un premier assaut ; mais la garnison voulut absolument se rendre, et le provéditeur demeura prisonnier.

Après l'expédition du Frioul, les impériaux vinrent rejoindre la Palice qui était campé à dix milles de Trévise, et ils s'approchèrent ensemble de cette ville, parce que l'empereur demandait instamment qu'on tentât de l'emporter ; mais ils la trouvèrent si bien fortifiée de tous côtés, et ils avaient si peu de pionniers et de munitions, que perdant toute espérance de réussir ils se retirèrent. Peu de jours après, la Palice retourna dans le Milanais par ordre du roi qui craignait plus que jamais le ressentiment des Suisses. Les Albanais des troupes vénitiennes furent sans cesse à sa poursuite, espérant l'entamer au passage de la Brenta et de l'Adige ; mais il fit sa route sans aucune perte, et enleva même les bagages de deux cents chevaux vénitiens qu'il trouva logés hors de Padoue, et fit prisonnier Pierre de Longhera qui les commandait.

Son départ inquiéta beaucoup les Allemands ; n'ayant pu obtenir de lui qu'il laissât encore trois cents lances à Vérone, ils furent obligés de s'y retirer pour garder cette ville, abandonnant tout ce qu'ils avaient conquis durant cette campagne. Aussitôt les troupes vénitiennes,

dont Jean-Paul Baglione était général depuis la mort de Lucio Malvezzo, reprirent Vicence ; ensuite, étant entrées dans le Frioul, elles recouvrèrent tout le pays, excepté Gradisca, qu'elles attaquèrent inutilement. D'un autre côté, quelques milices du Tyrol prirent Cadore et pillèrent Bellune presque dans le même temps.

Ainsi toutes les opérations de cette campagne se réduisirent à quelques légers succès et de peu de durée, sans aucun avantage solide. La réputation de l'empereur en souffrit beaucoup, tandis que celle des Vénitiens en fut considérablement augmentée. En effet, après avoir eu sur les bras pendant deux ans les armées de l'empereur et du roi de France, cette république tenait encore sur pied le même nombre de troupes et n'avait presque rien perdu de ses Etats; mais quelque honte et quelque désavantage qu'il eût pour Maximilien, les affaires du roi de France en souffraient bien davantage ; car tandis qu'aveuglé par la fausse crainte de l'agrandissement de l'empereur ou par son imprudence qui lui cachait le péril auquel il s'exposait, peut-être même par son avarice plus forte chez lui que toutes sortes de considérations, il ne donnait point à Maximilien les secours nécessaires pour accabler ses ennemis, il le mit dans une espèce de nécessité de prêter l'oreille à ceux qui le pressaient sans cesse de rompre avec lui. Par ce moyen il laissa assez de forces aux Vénitiens pour pouvoir accroître celles de ses ennemis en se joignant à eux.

L'empereur commençait déjà à donner quelques marques de son changement, et particulièrement à l'égard du concile. Il avait témoigné moins d'ardeur depuis la convocation de celui de Latran, et il n'avait envoyé à Pise ni prélats allemands ni commissaires de sa part, quoique le roi de France eût déjà nommé vingt-quatre évêques pour y assister au nom de l'Eglise gallicane, et eût donné ordre à tous les autres prélats du royaume de s'y rendre aussi en personne ou d'y envoyer leurs procureurs. Soit que l'empereur voulût excuser son retardement, soit qu'en effet il désirât que le concile ne se tînt pas à Pise, il demanda qu'il fût transféré à Mantoue, ou à Vérone, ou à Trente, pour la plus grande commodité des évêques d'Allemagne et parce qu'il voulait, disait-il, s'y trouver en personne. Cette proposition, qui déplut à tous les membres du concile par plusieurs raisons, ne fut approuvée que du cardinal Sainte-Croix qui, brûlant du désir d'être pape, n'avait excité toute cette brouillerie que dans ces vues d'ambition qu'il espérait faire réussir par la protection de l'empereur sur lequel il comptait beaucoup. Néanmoins, tous les prélats étant également persuadés que le concile ne pouvait se soutenir qu'à l'abri de l'autorité de Maximilien, ils lui dépêchèrent en commun le cardinal de San-Severino pour le supplier de faire partir ses évêques et ses commissaires, suivant ses promesses réitérées, et pour lui donner parole que, dès que le concile aurait été ouvert, on le transférerait partout où il voudrait. San-Severino devait lui représenter que cette démarche faite avant l'ouverture de l'assemblée pourrait nuire à l'intérêt commun, surtout parce qu'il importait infiniment de prévenir le pape. Galéas de San-Severino qui, plus heureux que Ludovic Sforze, son premier maître, avait été honoré par le roi de France de la charge de grand-écuyer[1], accompagna le cardinal son frère pour faire au nom de ce prince les mêmes instances à l'empereur ; mais le principal but de son voyage était de rassurer par des offres avantageuses l'esprit de Maximilien, dont l'inconstance donnait de terribles inquiétudes au roi.

Louis n'avait pourtant pas perdu toute espérance de faire la paix avec le pape. Elle avait été négociée à Rome par les cardinaux de Nantes et de Strigonie, et en France par l'évêque de Murray et par celui de Tivoli ; le pape avait même envoyé à son nonce les pouvoirs nécessaires pour conclure ; mais il y avait inséré des modifications qui faisaient soupçonner que ses intentions n'étaient pas aussi sincères qu'elles le paraissaient, surtout le roi n'ignorant pas que dans le même temps il avait des négociations opposées avec plusieurs autres puissances.

Il arriva alors au pape un accident qui aurait mis fin à toutes ses intrigues et qui eût étouffé la semence des maux qu'elles allaient produire, s'il eût eu de plus grandes suites. Il tomba malade le 17 août, et quatre jours après il fut tellement abattu par son mal qu'on le crut mort pendant quelques heures. Le bruit de sa mort se répandant de toutes parts, plusieurs cardinaux se mirent en chemin pour venir à Rome,

(1) Il fut fait grand-écuyer en 1506, à la place du seigneur d'Urfé.

et entre autres ceux qui avaient convoqué le concile. On vit alors dans cette capitale les troubles qui suivent ordinairement la mort des papes, et même de beaucoup plus grands; car Pompée Colonna [1], évêque de Rieti, et Antime Savello, jeunes gens de la première noblesse de la ville, assemblèrent le peuple au Capitole et tâchèrent de le soulever et de l'exciter par des discours séditieux à se mettre en liberté. Ils disaient : « que le peuple Romain, autrefois maître du monde entier, avait gémi assez long-temps dans l'oppression et dans la servitude; que sa soumission avait pu s'excuser en quelque façon dans les siècles passés, où Rome, uniquement par déférence pour la religion, avait subi volontairement l'aimable joug de la piété chrétienne et obéi à des prêtres respectables par des mœurs pures et des miracles sans nombre. Mais aujourd'hui, quelles vertus dans leurs successeurs pouvaient excuser la honte de leur être asservi? Etait-ce l'intégrité de leurs mœurs, la sainteté de leurs exemples, ou enfin les prodiges qu'ils opéraient? Il n'y avait point au monde d'hommes plus corrompus et plus vicieux, et le seul miracle qui se fît encore en leur faveur était que la justice de Dieu tolérât si long-temps toutes leurs abominations. Est-ce donc, ajoutaient-ils, la force des armes qui soutient ce pouvoir? Sont-ce les talents et l'habileté de ces tyrans, ou leur application à maintenir la majesté du pontificat? Mais y a-t-il des hommes plus ennemis du travail, de l'étude et des fatigues de la guerre, plus esclaves de la mollesse et du repos, et qui soient moins touchés de la dignité et de l'intérêt de leurs successeurs? Ils dirent encore qu'il n'y avait que deux puissances dans le monde, savoir : celle des papes et celle des soudans du Caire, qui se ressemblassent, en ce que la dignité du prince et le rang des Mameluks n'étant point héréditaires, ils passent toujours à des familles étrangères; mais que l'esclavage des Romains était beaucoup plus honteux que celui de l'Egypte et de la Syrie; car au moins ces provinces obéissaient à des hommes belliqueux, endurcis à la fatigue et qui ne connaissaient point la mollesse, au lieu que les Romains rampaient devant des maîtres efféminés et perdus de débauche, étrangers, et dont souvent la bassesse de mœurs égalait l'obscurité de la naissance; qu'il était temps de sortir d'un si lâche engourdissement et de songer que le nom Romain, qui relève l'éclat de la vertu dans ceux qui le portent, ne sert qu'à augmenter leur opprobre et leur infamie lorsqu'ils oublient la gloire de leurs ancêtres! et qu'enfin la mort du pape, la discorde qui régnait alors entre les cardinaux, la division des puissances, le trouble et la confusion de l'Italie, la haine de tous les princes pour la tyrannie des prêtres, offraient aux Romains une occasion favorable de briser un joug si honteux et de rétablir la liberté dans Rome. »

Cependant le pape revint de sa faiblesse et se trouva un peu soulagé le lendemain. Quoiqu'il y eût encore plus à craindre qu'à espérer pour sa vie, il assembla les cardinaux en forme de consistoire. Il avait résolu, avant sa maladie, d'observer les formalités juridiques dans l'absolution de l'assassinat commis par son neveu; mais n'ayant pas assez de temps pour cela, il la lui donna dans cette assemblée comme à un pénitent à l'égard duquel il usait d'indulgence. Il recommanda aussi au sacré-collége de procéder canoniquement à l'élection de son successeur, et voulant empêcher qu'on employât à l'avenir les moyens qui avaient procuré son exaltation, il fit publier une bulle qui soumettait à des peines terribles ceux qui se feraient élire par argent ou par d'autres voies illicites. Ce même décret annulait toute élection où il y aurait simonie, Jules donnant ainsi lui-même au premier cardinal qui voudrait l'attaquer des armes sûres pour le faire avec succès. Il avait fait cette constitution dès le temps qu'il était à Bologne, indigné contre certains cardinaux qui se ménageaient déjà ouvertement les suffrages des autres pour régner après sa mort. Depuis, sa santé se rétablit de jour en jour, soit par la force de son tempérament, soit que, dans sa colère, Dieu voulût attirer par son moyen sur

(1) Il avait succédé dans l'évêché de Rieti au cardinal Jean Colonna, son oncle, le 6 octobre 1508. Jules, pour toute punition, se contenta de ne lui point donner le chapeau qu'il lui destinait avec la légation de Bologne. Mais Pompée étant entré depuis dans une conjuration contre Jules, ce pape le dépouilla de son évêché dans un consistoire public, le 29 octobre 1512, et nomma le cardinal de Nantes pour administrateur de cette église. Dans la suite Léon X l'y rétablit et le fit cardinal. Il résigna l'évêché de Rieti à Scipion Colonna, son neveu, en 1520; mais il en posséda plusieurs autres, savoir : ceux de Catane, d'Acerra, d'Aquila, d'Averse et de Mont-Real. Il mourut vice-roi de Naples le 28 juin 1532.

l'Italie de plus grands maux que ceux qu'elle avait déjà soufferts. Quoi qu'il en soit, ce ne fut point aux médecins qu'il dut sa guérison; car il ne suivait en rien leurs avis, et il mangeait, dans le plus fort de sa maladie, des fruits crus et tout ce qu'ils lui défendaient comme contraire à son mal.

Jules ne fut pas plus tôt hors de danger qu'il reprit ses premières intrigues. Il continua à négocier en même temps la paix avec Louis XII et une ligue offensive avec le roi d'Aragon et les Vénitiens contre la France. La raison de cette conduite opposée était que son humeur martiale était quelquefois combattue par la réflexion.

Jules haïssait depuis long-temps le roi de France; d'ailleurs il sentait bien que la paix ne lui procurerait pas tous les avantages qu'il voulait obtenir. Enfin les instances du roi d'Aragon le faisaient pencher vers la guerre. Ce prince craignait surtout alors que Louis XII, après s'être réconcilié avec Jules, n'attaquât le royaume de Naples à la première occasion. Cette appréhension l'excitait à dissuader de tout son pouvoir le pape de faire la paix. Afin même de donner plus de poids à ses conseils, outre la première flotte qu'il avait fait passer d'Afrique en Italie avec Pierre Navarre, il en avait encore envoyé une autre d'Espagne, sur laquelle on disait qu'il y avait cinq cents hommes d'armes, six cents génétaires[1] et trois mille hommes d'infanterie. Ces nouvelles forces, jointes aux autres, formaient une armée redoutable par le nombre et par la valeur.

Cependant le roi d'Aragon, toujours plein d'artifice, disait qu'il aurait préféré de faire la guerre aux Maures; que, sans considérer son intérêt particulier, il n'avait eu en cette occasion d'autre motif que son attachement pour le Saint-Siége; qu'au reste, ne pouvant pas lui seul entretenir ses armées, il fallait que le pape et les Vénitiens y contribuassent, et, pour les y obliger par la crainte, ses troupes, qui étaient toutes débarquées dans l'île de Capri, voisine de Naples, feignaient de mettre à la voile pour l'Afrique; mais le pape ne pouvait se résoudre à lui accorder ses demandes excessives ni souffrir ses artifices, qui lui étaient d'autant plus suspects qu'il n'ignorait pas que ce prince entretenait toujours des liaisons avec Louis XII et lui donnait de grandes espérances. Il savait bien que les Vénitiens lui obéiraient aveuglément, mais il n'ignorait pas aussi qu'ils étaient extrêmement affaiblis, et que si la chose dépendait d'eux, ils se borneraient pour le présent à la défense de leurs places, sans entreprendre une guerre onéreuse qu'ils n'étaient pas en état de soutenir. Il se flattait que les Suisses, dont la plus grande partie était contraire à Louis XII, pourraient se déclarer contre lui; mais il hésitait à s'exposer à tant de périls sur cette espérance incertaine, n'ignorant pas surtout que leurs négociations avec ce prince n'avaient pas été entièrement rompues, et qu'un grand nombre des principaux de la nation auxquels l'alliance de France était fort utile travaillaient de tout leur pouvoir à la faire renouveler dans la prochaine diète. D'ailleurs il avait plus à craindre qu'à espérer de la part de l'empereur; à la vérité, le roi catholique pressait vivement ce prince, naturellement ennemi des Français, de rompre avec la France; mais aussi Jules n'ignorait-il pas que Louis XII venait de lui faire tout récemment des offres considérables pour l'engager à faire la guerre aux Vénitiens et à l'Église. Ces offres étaient beaucoup plus avantageuses que tout ce qu'on aurait pu lui proposer d'ailleurs, et rien n'était plus facile au roi que de les effectuer. Enfin, si Maximilien et Louis venaient à s'unir de bonne foi, leur intelligence rendrait le concile bien plus à craindre pour Jules, et s'ils joignaient à l'argent de l'un et aux forces de tous les deux tous les avantages qu'ils pouvaient retirer de la situation de leurs États, comment pouvait-il se flatter de leur résister, lui qui avait bien de la peine à se défendre contre les seules forces de la France?

Mais ce qui le rassurait contre ces craintes était l'espérance d'engager le roi d'Angleterre à porter la guerre en France. L'autorité du Saint-Siége était fort grande alors dans cette île, et il employait ce nom respectable pour exciter Henri VIII à le secourir contre le roi de France, qu'il traitait d'oppresseur de l'Église et d'usurpateur de ses biens. D'ailleurs ce prince en était sollicité par le roi catholique[1], son

(1) Cavalerie légère de ce temps-là.

(1) Henri VIII, roi d'Angleterre, avait épousé Catherine d'Aragon, veuve d'Artus, son frère aîné, et fille de Ferdinand et d'Isabelle, roi d'Espagne.

beau-père. Ces deux motifs étaient encore moins puissants sur l'esprit de l'Anglais que la haine nationale contre les Français et le désir de faire revivre la gloire que ses prédécesseurs avaient acquise en France. En effet, ils avaient porté le titre de *rois de France*, et l'on avait vu long-temps sous leur obéissance la Guyenne et la Normandie, deux grandes et riches provinces de ce royaume, qu'ils avaient abattues par de longues guerres et où la victoire les avait toujours suivis. A la bataille de Poitiers [1], ils avaient fait prisonnier le roi Jean avec deux de ses fils [2] et plusieurs grands seigneurs. Enfin ils avaient été maîtres de Paris et de la plus grande partie de la France. Henri V en aurait achevé la conquête si la mort ne l'avait pas surpris dans la fleur de l'âge et au milieu de ses victoires. Le souvenir de tant de triomphes était un puissant aiguillon à un jeune roi fier des trésors immenses que son prédécesseur lui avait laissés, et qui n'avait encore vu que des prospérités dans sa maison. Il se laissait donc entraîner à cette ardeur malgré les conseils de son père, qui, en mourant, lui avait recommandé surtout de vivre en paix avec la France, l'assurant que c'était le seul moyen d'affermir le trône et le repos des rois d'Angleterre.

Si Henri VIII déclarait la guerre à la France, Louis devait se trouver dans un extrême embarras; car il aurait eu à défendre ses propres Etats contre les Anglais, que le souvenir du passé rendait redoutables aux Français. Néanmoins le pape ne pouvait compter bien sûrement sur cette espérance, attendu le peu de fond qu'il y avait à faire sur les promesses des Barbares et vu l'éloignement des lieux.

D'un autre côté, le roi de France ne se préparait qu'avec une extrême répugnance à faire la guerre à l'Eglise, et il souhaitait la paix avec ardeur, tant pour éviter l'inimitié du pape que pour se délivrer des importunités de l'empereur et de la nécessité d'y satisfaire. Comme il n'avait imaginé le concile de Pise que pour intimider Jules et l'amener à la paix, il n'aurait pas eu de peine à s'en désister, pourvu qu'on pardonnât aux cardinaux et à ceux qui y avaient adhéré. Mais la restitution de Bologne, que le pape exigeait, souffrait beaucoup plus de difficultés. Cette place, par sa situation, était fort commode pour contenir Jules, ce que Louis jugeait nécessaire, y ayant toute apparence que le pape n'accepterait la paix que pour éloigner le double péril auquel l'exposaient le concile et la guerre, et qu'il la romprait à la première occasion. Le roi se flattait de rassurer l'empereur par ses offres, voyant surtout que ce prince continuait à traiter avec lui de leurs affaires communes et lui conseillait même de ne pas consentir à la restitution d'une place aussi importante que Bologne. A l'égard des rois d'Aragon et d'Angleterre, il ne s'en défiait pas absolument, quoiqu'il n'ignorât pas les démarches de l'un et les bruits qui couraient des desseins de l'autre. A la vérité leurs ambassadeurs, après avoir parlé comme amis et comme médiateurs, l'avaient ensuite pressé avec une sorte de hauteur d'envoyer les cardinaux et les prélats français au concile de Latran, et de permettre que Bologne fût restituée à l'Eglise; mais rassuré par ses propres ministres sur le compte de Henri VIII qui feignait de vouloir entretenir son alliance, il ne croyait pas que l'Angleterre dût se déclarer contre lui. Enfin l'artifice de l'Espagnol était si séduisant que Louis donnait plus de créance à de vaines promesses qu'à des faits palpables et sensibles, et qu'il se flattait que Ferdinand ne se joindrait pas ouvertement à ses ennemis.

Le roi de France, se trompant ainsi lui-même par ces frivoles espérances, rejeta une seconde fois l'occasion de se réconcilier avec les Suisses. Ceux de cette nation qui étaient attachés à ses intérêts lui mandaient que la chose était facile, pourvu qu'il augmentât les pensions; mais il le refusa avec hauteur, disant qu'il ne voulait pas être mis à contribution; et employant la rigueur et la dureté où la douceur aurait été nécessaire, il défendit de laisser sortir des vivres du Milanais pour la Suisse, dans l'espérance que la disette où ce pays, stérile par lui-même, allait être exposé forcerait cette nation à renouveler alliance sur l'ancien pied.

(1) Donnée le 19 septembre 1356.

(2) Il n'y eut que Philippe, duc de Bourgogne, qui fut pris.

CHAPITRE II.

Florence et Pise mises en interdit. Divisions dans Florence. Dissimulation du cardinal de Médicis avec les Florentins. Ligue entre le pape, le roi catholique et les Vénitiens. Destitution des cardinaux intervenus au concile de Pise. Harangue du gonfalonier Soderini. Lucques excommuniée pour avoir reçu les cardinaux français. Le concile est transféré à Milan. Les Milanais insultent les cardinaux du concile.

Cependant le premier septembre, marqué pour l'assemblée du concile de Pise, arriva; les procureurs que les cardinaux y avaient envoyés firent en leur nom les cérémonies de l'ouverture. Le pape fut dans une colère extrême contre les Florentins, parce qu'ils avaient permis qu'on tînt dans leurs États le *conciliabule* (c'est ainsi qu'il l'appelait toujours), et il mit en interdit les villes de Florence et de Pise en vertu de la bulle de publication du concile de Latran, par laquelle il déclarait excommuniés et soumis à toutes les peines portées par les canons contre les hérétiques et les schismatiques tous ceux qui favorisaient le conciliabule de Pise. Il les menaça de leur faire la guerre, et il donna au cardinal de Médicis la légation de Pérouse et ensuite celle de Bologne, vacante par la mort du cardinal de Reggio qui arriva dans ce temps-là, afin qu'un de leurs bannis, placé avec tant d'autorité si près de leurs frontières, fît naître des troubles parmi eux.

La ville de Florence y était alors très disposée, car outre que quelques personnes souhaitaient le retour des Médicis, il régnait entre les principaux citoyens des divisions et des haines causées par la grandeur et l'autorité du gonfalonier, que l'ambition et la jalousie rendaient odieux à plusieurs; d'autres, qui étaient mécontents de ce magistrat, disaient que, s'attribuant plus de pouvoir qu'il ne convenait peut-être à sa dignité, il ne laissait presque aucune part dans les affaires à ceux qui méritaient d'y entrer, et que le gouvernement ne dépendant que du gonfalonier et de l'assemblée du peuple, il manquait entre ces deux extrémités un milieu nécessaire dans toute sage république. Ils voulaient donc qu'il y eût un sénat qui tempérât ces deux autorités, et qui, étant composé des premiers de la ville, leur donnât le moyen de jouir d'un rang distingué dans leur patrie; ils ajoutaient que le gonfalonier, qui avait été élu principalement pour faire ce choix, s'en éloignait entièrement par l'envie de dominer ou sur des soupçons mal fondés. Ces plaintes, quoique raisonnables dans le fond, n'avaient point un objet assez important pour se diviser, puisque ces Florentins, sans être sénateurs, tenaient un rang honnête, et qu'après tout rien ne se concluait sans leur participation; cependant elles furent l'origine et la source principale des maux que cette ville essuya dans la suite. Les ennemis du gonfalonier, sachant que ce magistrat, aussi bien que le cardinal de Volterre, son frère, étaient attachés au roi de France et qu'ils comptaient sur sa protection, s'opposaient de tout leur pouvoir à toutes les délibérations favorables à ce prince et appuyaient au contraire les intérêts du pape. Cette division affaiblissait aussi la haine qu'on portait aux Médicis, parce que les plus considérables de Florence, quoique toujours éloignés de consentir à leur retour, n'étaient plus si attentifs à les détruire et à rompre les liaisons des autres avec cette maison; ils paraissaient même disposés à les favoriser, par jalousie contre Soderini. Ainsi, non-seulement les véritables amis des Médicis qui n'étaient pas fort considérables par eux-mêmes commençaient à concevoir des espérances pour le retour de cette maison, mais encore plusieurs jeunes gens de la noblesse souhaitaient qu'il y eût une révolution par ce moyen, soit à cause du fâcheux état de leurs affaires, soit par des mécontentements particuliers, soit enfin par le désir de s'élever.

Il y avait déjà quelques années que le cardinal de Médicis fomentait ces dispositions dans Florence. Depuis la mort de Pierre, son frère, dont le nom y était également redouté et odieux, il avait affecté de ne se point mêler des affaires de cette république et de n'aspirer en aucune manière à la grandeur passée de sa maison. Il avait toujours fait beaucoup d'accueil et de caresses à tous les Florentins qu'il voyait à Rome et les avait servis avec chaleur; il ne témoignait pas moins de bonne volonté à ceux qui s'étaient déclarés ouvertement contre Pierre et rejetait adroitement toute la haine de ce qui s'était passé sur ce frère, comme si toutes ces injures étaient ensevelies avec lui. Cette conduite, jointe à la réputation qu'il avait à la cour de Rome d'être naturellement libéral, doux et poli envers tout le monde, lui

avaient gagné plusieurs Florentins. Ainsi ce ne fut pas sans raison que le pape, dans la vue d'exciter des troubles à Florence, le chargea de la légation de Bologne.

Les Florentins appelèrent de l'interdit au saint concile de l'Eglise universelle, sans néanmoins parler de Pise, pour ne pas aigrir le pape; et supposant que cet appel suspendait l'effet de l'interdit, le souverain magistrat donna une ordonnance qui enjoignait au clergé des quatre principales églises d'y célébrer publiquement le service divin; ce qui, laissant à chacun la liberté de déférer à l'interdit ou de le mépriser, était un effet bien sensible des divisions de la république.

Cependant les ambassadeurs d'Aragon et d'Angleterre renouvelèrent leurs instances auprès du roi de France, l'assurant que le pape ferait la paix pourvu qu'on lui rendît Bologne, et que les cardinaux à qui, disaient-ils, Jules était dans l'intention de pardonner, se rendissent au concile de Latran. Le roi, que la seule restitution de Bologne arrêtait, répondit que ce n'était point une ville rebelle dont il prenait la défense, puisque Bologne reconnaissait actuellement la souveraineté de l'Eglise comme elle l'avait reconnue durant plusieurs années avant le pontificat de Jules, qui devait se contenter d'y jouir d'une autorité semblable à celle que ses prédécesseurs y avaient exercée; qu'il avait été forcé, par l'inquiétude du pape et par son humeur martiale et turbulente, d'accorder sa protection aux Bolonais, et qu'ainsi il y allait de son honneur de la défendre avec autant d'ardeur que la ville de Paris même; que le concile de Pise avait été proposé et convoqué comme un moyen honnête et salutaire pour réformer les désordres introduits dans l'Eglise, et qu'on lui rendrait facilement son ancienne splendeur si le pape, sans faire de schisme, assistait à ce concile comme il convenait.

Cette réponse acheva de déterminer le pape à la guerre; c'est pourquoi, n'écoutant plus que son ancienne animosité, la passion de recouvrer Bologne, sa colère et la frayeur que lui causait le concile, il résolut de signer une ligue avec le roi catholique et les Vénitiens[1]; il en pressa la conclusion avec d'autant plus de vivacité qu'il craignit d'être abandonné s'il différait, les troupes espagnoles commençant déjà à se rembarquer à Capri pour faire voile, disaient-elles, en Afrique.

La ligue fut publiée le 5 octobre, en présence du pape et de tous les cardinaux qui étaient à la cour de Rome, dans l'église de Santa-Maria-del-Popolo. Le traité portait que cette confédération tendait principalement à conserver l'unité de l'Eglise, à la garantir du schisme dont elle était menacée par le conciliabule de Pise, et à lui rendre la ville de Bologne et toutes les autres places qui appartenaient médiatement ou immédiatement au Saint-Siége, ce qui regardait Ferrare; que les alliés déclareraient la guerre à tous ceux qui s'opposeraient à quelqu'un de ces trois articles ou qui tenteraient d'en empêcher l'exécution, ce qui désignait le roi de France; et que pour cet effet on mettrait sur pied une grosse armée pour les chasser entièrement d'Italie; que le pape fournirait quatre cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille fantassins; les Vénitiens, huit cents hommes d'armes, mille chevau-légers et huit mille hommes de pied, et le roi d'Aragon, douze cents hommes d'armes, mille chevau-légers et dix mille hommes d'infanterie espagnole, pour l'entretien desquels le pape et les Vénitiens donneraient tous les mois chacun vingt mille ducats; qu'il en serait actuellement avancé quatre-vingt mille, moyennant quoi ces troupes se rendraient dans deux mois en Romagne ou dans tout autre endroit dont les alliés conviendraient; que le roi d'Aragon armerait douze galères et les Vénitiens quatorze; que dom Raimond de Cardona, Catalan de nation et alors vice-roi de Naples, serait capitaine général de l'armée; qu'en cas qu'on prît dans la Lombardie quelques places qui eussent appartenu aux Vénitiens, on observerait à l'égard de ces villes la déclaration du pape, et cette déclaration contenue dans un écrit particulier portait qu'elles leur seraient rendues. On laissa à l'empereur et au roi d'Angleterre la liberté d'accéder à la ligue; les confédérés se flattaient d'engager enfin le premier à rompre avec la France; à l'égard de Henri, son ministre le cardinal d'York, qui s'était trouvé à toutes les conférences, avait consenti qu'on insérât cet article dans le traité.

(1) Les confédérés donnèrent à cette ligue le nom de *Sainte*.

La conclusion de la ligue fut suivie de la mort de Jérôme Donato, ambassadeur de Venise, qui avait gagné les bonnes graces du pape par sa prudence et par son habileté, et qui par cette raison avait été fort utile à sa patrie auprès de Sa Sainteté. Cette ligue, formée sous le spécieux prétexte de délivrer l'Italie du joug des étrangers, fut regardée différemment des uns et des autres, selon la diversité des intérêts et des passions. Les uns, éblouis par ce titre imposant, donnaient des éloges magnifiques au pape pour avoir conçu un si noble dessein et si digne de la majesté du chef de l'Eglise. En effet, disaient-ils, de quelle adresse n'a-t-il pas fallu se servir pour armer les Barbares contre les Barbares[1], pour les engager à se détruire mutuellement, tandis que le sang italien sera ménagé? Ils ajoutaient qu'après que l'une des deux nations aurait épuisé toutes ses forces à chasser l'autre d'Italie, il serait facile de la forcer à son tour d'abandonner ces provinces.

D'autres, qui raisonnaient peut-être plus solidement, et qui sans se laisser surprendre à l'apparence considéraient la chose en elle-même, craignaient fort que cette guerre ne fût plus funeste à l'Italie que celles qui avaient attaqué sa liberté. Quelle folie, disaient-ils, de se flatter que les armes italiennes sans vigueur, sans discipline, sans réputation, sans chefs d'autorité, et surtout les puissances d'Italie étant divisées entre elles, pourront chasser de ce pays un prince victorieux qui, quand il manquerait de toutes autres ressources, aura toujours celle de se réunir avec quelqu'un des confédérés pour la ruine commune de tous les autres! Ils ajoutaient que, bien loin que ces nouveaux troubles dussent faire espérer que le pape et les Vénitiens réunis pussent un jour chasser d'Italie les Français et les Espagnols, au contraire il y avait lieu de craindre que cette guerre n'y attirât encore d'autres nations pour la piller; qu'il serait à désirer pour ce malheureux pays que la division et l'imprudence de ses princes n'eussent pas appelé les étrangers à la ruine de leur patrie; mais qu'enfin, puisque deux de ses plus belles parties se trouvaient occupées par la France et l'Espagne, il était de son avantage que ces deux puissances en demeurassent en possession jusqu'à ce qu'il plût à la bonté divine d'en ordonner autrement; qu'elles se serviraient de contre-poids l'une à l'autre, et qu'à la faveur de cet équilibre les provinces qui n'étaient pas encore asservies conserveraient leur liberté, au lieu que ces deux princes venant à se disputer leurs conquêtes, le reste de l'Italie serait exposé pendant ce temps-là au pillage et à tous les malheurs de la guerre; et qu'enfin celui des deux qui demeurerait vainqueur la réduirait dans une servitude encore plus dure.

Le pape, devenu plus fier et plus entreprenant par la conclusion de la ligue, ne manqua pas, aussitôt après le terme marqué par le monitoire contre les cardinaux auteurs du concile, d'assembler un consistoire avec beaucoup de cérémonie dans la salle des Rois, et s'y étant rendu en habits pontificaux, il déclara les cardinaux de Sainte-Croix, de Saint-Malo, de Cosenza et de Bayeux[1] déchus de la dignité de cardinal et soumis à toutes les peines portées contre les hérétiques et les schismatiques. En même temps il publia un monitoire dans la même forme que le premier contre le cardinal de San-Severino, qu'il n'avait pas encore attaqué.

Il agissait avec la même ardeur pour la guerre et il sollicitait vivement la venue des Espagnols. Son dessein était de se venger avant tout des Florentins, afin d'amener cette république au but des confédérés par le rétablissement des Médicis, et encore plus pour satisfaire sa haine contre Pierre Soderini, gonfalonier, qu'il supposait avoir été la seule cause de l'inviolable attachement des Florentins pour le roi de France et du consentement qu'ils avaient donné pour la tenue du concile à Pise.

Ce dessein du pape ayant transpiré à Florence, on y songea à se mettre en état de défense, et entre différents moyens qui furent proposés on dit que, pour soutenir une guerre injuste de la part de l'Eglise, il était permis de se servir des revenus ecclésiastiques; qu'ainsi il fallait obliger le clergé à fournir de grands subsides, mais à condition que ces fonds seraient déposés dans un lieu sûr; qu'on n'y toucherait en aucune manière qu'après que la

(1) Les Espagnols contre les Français.

(1) Il avait apparemment publié un monitoire particulier contre le cardinal de Bayeux; car il n'y avait que les trois autres qui fussent compris dans celui dont il est parlé plus haut.

guerre serait entamée, et qu'aussitôt que le danger serait éloigné on les rendrait à ceux à qui ils appartiendraient. Plusieurs Florentins rejetèrent cette proposition, quelques-uns par la crainte des censures et des peines portées par les canons contre ceux qui violent la liberté ecclésiastique, mais la plupart uniquement pour contrarier Soderini que l'on savait être l'auteur de l'avis. Il pressa néanmoins si vivement cette affaire, et il fut secondé par tant de personnes qui pensaient comme lui, que la loi passa dans les conseils particuliers; ainsi, ne lui manquant plus que l'approbation du peuple, il en convoqua l'assemblée et il parla en ces termes :

« Messieurs, on ne peut révoquer en doute la mauvaise volonté que le pape a toujours eue contre la république; l'interdit qu'il vient de jeter sur nous avec tant de précipitation, sans vouloir nous entendre ni avoir égard aux assurances qu'on lui donnait d'obliger bientôt les cardinaux à sortir de Pise, n'est pas la première preuve que nous en avons. Il suffit de nous en rappeler seulement quelques traits; car je serais trop long si je voulais les rapporter tous en détail.

« Personne de vous n'ignore qu'après la levée du siége de Pise il n'oublia rien, auprès du roi de France et de son ministre, pour détourner ce prince de nous accorder sa protection et pour l'engager à la donner aux Pisans. Il n'était alors que cardinal. Depuis son exaltation a-t-il accordé à notre république une seule des graces dont le Saint-Siége est ordinairement si libéral? Avons-nous jamais pu obtenir de lui dans nos plus grands besoins la permission de nous aider des revenus de l'Eglise, grace qu'Alexandre VI nous a plusieurs fois accordée malgré son aversion pour nous? Pendant la guerre de Pise nos prières ont-elles arraché de lui la moindre faveur, quoique la justice de notre cause dût nous le rendre favorable et que la sûreté de l'Eglise exigeât, aussi bien que le repos de l'Italie, que le père commun des chrétiens fît tous ses efforts pour étouffer ces divisions? Au contraire, n'avons-nous pas éprouvé que, toutes les fois que les Pisans avaient recours à lui, il les écoutait avec empressement et les fortifiait dans leur opiniâtreté en leur donnant des espérances?

« Il a montré les mêmes dispositions à notre égard dans toutes les occasions; car il nous a refusé de prendre sur le clergé de quoi fournir à l'entretien de l'Université[1], quoiqu'il ne fût question que d'une somme modique, toujours accordée par ses prédécesseurs pour un usage si utile. Le projet de Barthélemi d'Alviano, concerté à Rome avec le cardinal Ascanio, ne se trama point sans la participation du pape; trop d'indices nous en assurèrent pour en douter, et nous en eussions été les victimes si la mort imprévue de ce cardinal n'eût rompu la partie. Quoique les motifs qui avaient fait naître cette entreprise cessassent alors, non-seulement le pape ne voulut jamais empêcher d'Alviano de lever des soldats dans le territoire de Rome, quelques instances que nous lui en fîmes; mais il défendit encore aux Colonna et aux Savelli, par le moyen desquels nous aurions pu facilement conjurer cet orage, de se jeter sur les terres de ceux qui se préparaient à nous attaquer. N'est-ce pas encore Jules qui dans l'affaire de Sienne a toujours soutenu Pandolphe Petrucci contre nous? C'est lui qui nous força par ses menaces à prolonger la trève, et si depuis il nous a procuré la restitution de la ville de Montepulciano pour la défense de laquelle il avait envoyé des troupes aux Siennois, ne croyez pas que ce soit un effet de sa bonne volonté pour vous; il n'avait d'autre motif que la crainte de voir l'armée du roi de France en Toscane.

« Mais qui peut l'avoir indisposé contre cette république? Florence a toujours eu pour sa personne le respect et l'attachement qui sont dus à un souverain pontife; nous lui avons rendu à lui-même tous les services qu'il a exigés et qui dépendaient de nous. En effet, ne lui avez-vous pas fourni des gens d'armes pour l'entreprise de Bologne sans aucune obligation, même contre vos propres intérêts? mais sa haine a été plus forte que vos respects et vos services.

« Je passe légèrement sur un fait qui me regarde, de peur qu'on ne croie que le ressentiment me fait parler et parce que je sais que vous ne l'avez pas oublié; je veux dire qu'il a prêté l'oreille à ceux qui lui offraient de me

(1) C'était l'Université de Pise qui avait été transférée à Florence depuis la révolte des Pisans; celle de Florence ne fut établie que plus de soixante ans après cette révolte, par le grand-duc Côme I.

tuer; vous voyez que je le ménage jusque dans mes expressions. Était-ce personnellement à moi que s'adressait sa haine? Mais quel sujet de plainte pouvait-il avoir contre un homme qu'il avait toujours traité comme son ami avant d'être pape? Ce ne pouvait donc être qu'à votre liberté, messieurs, qu'il avait dessein de porter ces coups, c'est elle qu'il voulait faire périr.

« Il a toujours souhaité avec passion que cette république se prêtât à ses injustices et à son ambition, et qu'elle partageât la dépense et les périls de toutes ses entreprises. Voyant bien qu'il n'y avait pas lieu d'espérer que la sagesse et la maturité de vos conseils pussent produire de téméraires résolutions, il s'était proposé d'installer ici des tyrans qui dépendissent de lui, et qui, ne se réglant ni par vos conseils ni par votre intérêt, se laissassent emporter à l'impétuosité de ses volontés.

« Qui peut douter qu'aujourd'hui qu'il se voit appuyé de si redoutables forces, que la Romagne lui obéit, que Sienne d'où il peut pénétrer jusqu'au sein de la république lui est dévouée, qui peut douter, dis-je, que son dessein ne soit d'attaquer la république et qu'il ne veuille ravir par la force ce que l'artifice n'a pu lui faire obtenir, surtout dans un temps où il nous voit presque sans défense? La chose parle d'elle-même, et la légation de Bologne et de l'armée qu'il vient de donner au cardinal de Médicis, en faveur duquel il n'avait rien fait jusqu'alors, n'est-elle pas une preuve assez forte de ses pernicieux desseins? En effet, placer ainsi sur vos frontières ce cardinal qui aspire à être votre tyran, l'honorer d'une si grande dignité, le rendre si puissant et lui mettre les armes à la main, n'est-ce pas vouloir soulever les sujets de la république et encourager les mauvais citoyens qui préfèrent la tyrannie à la liberté, si pourtant la dépravation va jusqu'à désirer la servitude?

« Dans ces circonstances, ces magistrats que vous m'avez associés dans le gouvernement et plusieurs autres bons citoyens ont jugé que pour défendre votre liberté menacée, nous devons faire des préparatifs comme si la guerre était certaine, et que, quoiqu'il y ait lieu de croire que le roi de France nous fournira de puissants secours, du moins pour son propre intérêt, cette espérance ne doit pas nous faire négliger ce qui est en notre pouvoir, parce que mille conjonctures peuvent nous priver de l'assistance de ce prince. Il n'y a aucune apparence que personne puisse désapprouver cette résolution et qu'on n'en sente pas toute la nécessité; si néanmoins il se trouvait quelqu'un capable de la blâmer, il pourrait bien avoir d'autres motifs que le zèle du bien public.

« Nous n'ignorons pas que quelques personnes allèguent, contre l'avis que je vous propose, que, n'étant pas certains que le pape ait dessein de nous faire la guerre, il est inutile d'aller blesser son autorité en taxant le clergé, et de lui donner par là un juste sujet d'indignation qui le mette en droit et même dans une espèce de nécessité de nous attaquer. Mais peut-on douter de ses intentions après tant de signes évidents, et convient-il à la prudence de ceux qui sont à la tête de la république d'attendre à se mettre en défense qu'on les ait attaqués, et de s'exposer à périr avant de s'être mis en état de repousser l'ennemi?

« On ajoute que, pour ne pas attirer la colère de Dieu et du pape tout ensemble, nous devons pourvoir à notre sûreté par d'autres moyens, n'étant pas dans cette nécessité hors de laquelle il est sévèrement défendu par les canons d'imposer aucunes charges sur les biens ou sur les personnes des ecclésiastiques. On a pesé cette raison avec beaucoup de soin, et nous avons considéré que les revenus publics ne peuvent fournir aux frais qu'il faudra faire; que les impôts ont épuisé les particuliers et les épuiseront encore davantage, pour peu que la guerre dure; qu'ainsi il est convenable et nécessaire que les revenus de l'Église nous aident à soutenir une guerre faite par les ecclésiastiques; que cet expédient a été pratiqué plusieurs fois dans cette ville, et que les autres princes et républiques l'ont employé plus souvent que Florence. Au reste, nous avons résolu de ne nous en servir qu'avec une modération inconnue ici même et ailleurs lorsqu'on y a eu recours. Ces deniers fournis par le clergé ne seront employés qu'à la guerre. On les gardera dans un lieu sûr, pour être restitués à leurs premiers maîtres en cas que la crainte de la guerre cesse. Si le pape ne nous inquiète pas, cet argent se retrouvera dans son entier, de sorte qu'on ne pourra pas dire que le clergé ait souffert de cette taxe. Si le pape nous attaque, qui pourra nous faire un crime d'avoir eu re-

cours à tous les moyens possibles pour repousser une guerre injuste? Mais examinons de plus près le motif de cette guerre. C'est, dit-on, la tenue du concile à Pise; mais le pape doit-il nous savoir si mauvais gré d'un consentement donné par nécessité, comme il ne l'ignore pas lui-même? On craint que notre conduite ne l'aigrisse et ne lui donne un prétexte de nous faire la guerre. Mais est-ce donc provoquer un ennemi qui nous attaque que de ne pas lui tendre la gorge ou de ne pas s'offrir sans résistance à ses coups? Est-ce vouloir irriter le pape que de nous mettre en état de repousser son injuste violence? Ce serait bien l'exciter en effet davantage à nous attaquer que de ne pas songer à nous défendre; car l'espérance d'une victoire facile l'animerait encore plus vivement à la poursuite de son projet. Au reste, messieurs, ne craignez pas que votre démarche puisse offenser le ciel; la grandeur et la certitude du péril, jointes au besoin pressant, permettent de nous servir de cette partie des revenus ecclésiastiques qui n'est point employée à de pieux usages, mais même des choses saintes; et la preuve en est bien facile. La nature nous a ordonné de veiller à la conservation de notre être et de nous défendre. Cette loi, dictée par Dieu même, confirmée par le suffrage de toutes les nations, née avec le monde et aussi durable que lui, ne peut recevoir aucune atteinte de la part des lois civiles ni canoniques. Celles-ci écrites sur le papier ne sont que l'ouvrage des hommes, mais l'autre vit et respire dans tous les cœurs, où elle est gravée par la nature.

« Je ne doute point qu'on ne m'oppose que la république n'est pas dans une extrême nécessité; mais faut-il attendre que nous y soyons réduits pour commencer à nous défendre? Quand le mal nous aura gagnés, sera-t-il temps de recourir aux remèdes? D'ailleurs, qui peut soutenir que, quand la plupart de nos citoyens sont réduits à manquer des commodités de la vie et à ne pouvoir soutenir la dépense nécessaire à leur état, ils ne sont pas dans la nécessité? C'est là ce qu'on doit appeler de ce nom, et les lois de la prudence n'exigent pas que nous attendions que le peuple soit actuellement exposé à périr par la faim et dans l'impuissance de faire subsister ses femmes et ses enfants. D'ailleurs, messieurs, cette imposition n'incommodera point les ecclésiastiques; au contraire, elle les déchargera de cette partie de leurs revenus qu'ils accumuleraient dans leurs coffres ou qu'ils emploieraient à des dépenses superflues, que plusieurs même, si j'ose parler avec liberté, feraient peut-être servir à des plaisirs qui blessent leur état.

« Tous les gens sensés conviennent que Dieu voit avec plaisir la liberté établie dans les villes, parce qu'on a plus d'égard au bien public dans ce genre de gouvernement que dans les autres. La justice s'y rend avec plus d'équité, les citoyens se portent plus volontiers à la vertu et cherchent davantage la véritable gloire; enfin la religion et ses devoirs y trouvent de plus fidèles observateurs. Croyez-vous offenser Dieu quand, pour vous assurer un bien si précieux pour la conservation duquel on est trop heureux de répandre son propre sang, vous vous servirez d'une petite partie des fruits d'un bien purement temporel? Quoique ces revenus soient attachés et consacrés aux églises, elles ne les tiennent que de la pieuse libéralité de nos ancêtres. Pourquoi serait-il donc injuste que les églises contribuassent à la défense et au salut de la patrie, puisqu'exposées comme tout le reste à la cruauté et à l'avarice du soldat, elles ont besoin d'être défendues, et que l'armée du pape ne les respectera pas davantage que ne le feraient les Turcs?

« Mettez donc à couvert votre patrie et votre liberté, tandis que vous le pouvez; vous ne sauriez rien faire qui soit plus agréable à Dieu que d'éloigner la guerre de vos maisons, de vos héritages, de vos églises, de vos monastères; et le plus sûr moyen d'en venir à bout est de montrer à ceux qui songent à vous attaquer que vous êtes résolus de tout employer pour votre défense. »

Après ce discours la taxe passa tout d'une voix sans opposition, ce qui augmenta encore la colère du pape et l'anima davantage à presser les confédérés de faire la guerre aux Florentins; mais il en fut détourné, aussi bien que les ministres du roi d'Aragon en Italie, par Pandolphe Petrucci, qui, n'approuvant pas qu'on portât la guerre en Toscane, conseillait au contraire de faire le siége de Bologne. Il apportait pour raison que cette ville, qui ne pouvait se soutenir par elle-même, ne serait défendue que par la France, au lieu que les

Florentins étaient en état de se défendre par leurs propres forces, outre lesquelles ils auraient encore les secours de Louis XII qui avait intérêt de soutenir cette république; que ces politiques, malgré leur attachement pour ce prince, n'avaient, par imprudence et par le désir de conserver leur Etat, fait la guerre à personne en sa faveur, et qu'après tout il n'avait tiré d'eux d'autres secours que deux cents hommes d'armes pour la défense de la Lombardie, à laquelle ils étaient obligés par le traité fait avec Louis et le roi catholique en commun; qu'on ne pouvait rien faire qui fût plus agréable et plus utile au roi de France que de forcer les Florentins à sortir de la neutralité et de confondre ainsi leur cause avec la sienne; qu'il y aurait de l'imprudence à leurs ennemis de les obliger à faire ce que toute l'autorité et les prières du roi de France n'avaient pu obtenir d'eux; que tout le monde présumait assez, et que pour lui il était certain, que les Florentins ne souffraient qu'à regret le concile à Pise, et qu'ils n'y avaient consenti que pour n'avoir osé refuser le roi dans les circonstances de la révolution de Bologne, ne voyant aucunes troupes en Italie pour lui résister, et étant certains que l'empereur et lui étaient les promoteurs de cette assemblée, à la tenue de laquelle on croyait que le roi catholique concourait avec eux; qu'il savait encore que les Florentins étaient tout-à-fait éloignés de recevoir des troupes françaises dans leurs Etats; qu'ainsi il était dangereux de les menacer et de les aigrir; qu'au contraire il serait fort utile de les traiter avec douceur et de recevoir leurs excuses; que de cette manière, ou l'on obtiendrait d'eux avec le temps ce qu'on ne pouvait les forcer de faire aujourd'hui, ou que du moins, en n'usant point de violence pour les engager à prendre un parti, ils se tiendraient si bien en repos qu'ils ne nuiraient point aux alliés dans des temps malheureux; et qu'enfin, si la victoire favorisait ces derniers, ils seraient les maîtres alors d'établir à Florence un gouvernement à leur gré.

Quoique ces raisons perdissent un peu de leur poids dans la bouche de Pandolphe, qui ne dissuadait la guerre de Toscane que parce qu'elle aurait désolé Sienne aussi bien que Florence, elles parurent néanmoins si solides qu'on résolut de ne point attaquer les Florentins; les brouilleries qui survinrent peu de jours après entre eux et les cardinaux du concile de Pise firent voir qu'on avait pris le bon parti.

On a vu plus haut que les cardinaux ne s'étaient pas trouvés à l'ouverture du concile; ils s'étaient arrêtés au bourg de San-Donino, ou pour attendre les évêques de France et ceux que l'empereur devait envoyer, ou par d'autres raisons. Ils prirent différents chemins pour se rendre à Pise, et comme les deux Espagnols[1] qui devaient passer par Bologne avaient toujours entretenu commerce avec l'ambassadeur du roi d'Aragon à Rome, et qu'ils avaient demandé aux Florentins et obtenu un sauf-conduit pour demeurer à Florence, le bruit se répandit qu'ils allaient se réconcilier avec le pape; mais quand ils furent arrivés dans le Mugello, ils tournèrent tout d'un coup vers Lucques pour aller joindre les autres, soit que cela eût été ainsi concerté entre eux, soit que l'ambition du cardinal de Sainte-Croix l'emportât enfin sur ses craintes, ou qu'ayant reçu avis de leur déposition ils eussent perdu toute espérance de réconciliation avec le pape.

D'un autre côté, les cardinaux de Saint-Malo, d'Albret et de Bayeux, accompagnés des évêques de France, avaient pris la route de Pontremoli pour passer l'Apennin, et à leur prière trois cents lances du Milanais venaient pour les escorter, sous les ordres d'Odet de Foix[2], seigneur de Lautrec, que les cardinaux avaient nommé pour veiller à leur sûreté, sous prétexte qu'il y aurait du danger pour eux à demeurer à Pise sans cette garde, et que d'ailleurs le concile, soutenu par les armes du roi de France, en aurait plus d'autorité et serait plus à portée de faire respecter ses décrets ou de contenir ceux qui oseraient le troubler.

Les Florentins, avertis de ce dessein qu'on leur avait caché jusqu'au départ des lances, résolurent de ne les point recevoir dans Pise. Ils considéraient la situation présente de cette ville dont les habitants ne leur étaient pas fort attachés; que la dernière révolte commencée sous les yeux et du consentement du roi Charles s'était soutenue par l'affection des soldats fran-

(1) Sainte-Croix et Cosenza.

(2) Odet de Foix, seigneur de Lautrec, était fils de Jean de Foix, seigneur de Lautrec, et de Jeanne d'Aidie de Comminges. Lautrec fut maréchal de France en 1516, chevalier de Saint-Michel, gouverneur de Guyenne et lieutenant général pour le roi en Italie.

çais pour les Pisans, et que d'ailleurs la licence des troupes pouvait causer mille fâcheux accidents; mais ce qui les effrayait plus que tout le reste était la crainte que l'entrée des troupes françaises à Pise ne fît de la Toscane le théâtre de la guerre, ce qui peut-être était en effet le dessein secret du roi. C'est pourquoi ils firent dire à ce prince qu'il était difficile de loger tant de monde dans un pays si étroit et si stérile; qu'on aurait même bien de la peine à y fournir à la subsistance de ceux qui viendraient au concile; qu'au reste ces troupes n'étaient pas nécessaires, parce qu'ils faisaient si bien garder Pise et qu'il s'y observait un si grand ordre, que les cardinaux pouvaient s'assurer d'y être en toute sûreté. En même temps ils déclarèrent au cardinal de Saint-Malo qui avait toute la direction des affaires du concile, qu'ils ne voulaient point recevoir de troupes dans cette ville.

Le cardinal feignit de se rendre, mais il donna ordre que les lances avançassent toujours par pelotons et sans bruit, comptant que, quand elles seraient dans le voisinage de Pise, elles y entreraient par force ou par adresse, et que les Florentins n'oseraient s'y opposer par respect pour le roi; mais Louis XII ayant répondu qu'il trouvait bon que ses troupes n'allassent point à Pise, les Florentins envoyèrent François Vettori au cardinal de Saint-Malo avec tout l'appareil d'une ambassade conforme au faste de ce cardinal, pour lui notifier que si les cardinaux entraient avec des troupes dans leur Etat, non-seulement ils ne les recevraient point à Pise, mais qu'ils les traiteraient comme ennemis, aussi bien que les troupes si elles passaient l'Apennin, parce que cette démarche donnerait lieu de croire qu'elles voulaient s'introduire par surprise dans cette ville. Le cardinal, étonné d'une déclaration si positive, fit repasser l'Apennin aux troupes, à l'exception de cent cinquante archers que les Florentins voulurent bien lui permettre de retenir auprès de lui, avec Lautrec et Châtillon.

Tous les cardinaux se rendirent à Lucques, ce qui fit que le pape mit aussi cette ville en interdit. Le cardinal de Cosenza y tomba malade et mourut peu de jours après, et les quatre autres allèrent à Pise[1]. Ils y furent reçus avec froideur par les magistrats et par les habitants, parce que les Florentins étaient fort fâchés qu'ils y fussent venus, et qu'en général les peuples avaient peu de respect pour ce concile. Quoique le prétexte de réformer l'Eglise fût spécieux, et que cette réforme eût été non-seulement utile, mais encore nécessaire et même agréable à toute la chrétienté, il était évident que l'ambition et d'autres passions étaient l'unique motif de cette assemblée; que, sous couleur de procurer le bien public, les cardinaux ne songeaient qu'à leurs intérêts particuliers et aspiraient au pontificat, ayant eux-mêmes plus grand besoin de réforme que ceux qu'ils voulaient réformer. D'ailleurs on n'ignorait pas que de pures raisons de politique avaient engagé le roi de France à proposer le concile, l'empereur à y consentir, et le roi d'Aragon à feindre de le désirer; les peuples ne voyaient qu'avec horreur que ces princes voulussent couvrir leurs entreprises du voile de la religion et faire servir les choses saintes à des vues purement temporelles.

La haine et le mépris des peuples n'éclatèrent pas seulement à l'entrée des cardinaux dans Pise; le clergé de la ville ayant eu ordre de s'assembler dans l'église cathédrale pour assister à la première session, il n'y eut pas un seul religieux qui voulût s'y trouver; les prêtres même de cette église refusèrent de prêter des ornements pour célébrer la messe du Saint-Esprit, et ils poussèrent la hardiesse jusqu'à fermer les portes de l'église aux prélats qui composaient le concile. Les cardinaux en portèrent leurs plaintes à Florence, et il fut ordonné qu'on ne leur refuserait ni l'entrée des églises ni les ornements nécessaires pour le service divin, mais on n'obligea pas le clergé à y assister. Ces démarches opposées des Florentins, qui permettaient que le concile se tînt dans leurs Etats et qui le laissaient en même temps exposé au mépris, partaient de la division de la république et choquaient également le pape et le roi de France.

Les cardinaux, jugeant qu'ils n'étaient pas en sûreté dans Pise sans troupes, et que le concile était sans autorité dans une ville où l'on n'obéissait pas à ses décrets, pensaient sérieusement à se retirer dès qu'ils lui auraient donné la première forme; mais ils furent obligés de précipiter leur départ à cause d'un incident qui, quoique produit par un pur hasard, avait

(1) Ils arrivèrent le 30 octobre.

néanmoins sa source dans l'indisposition du peuple. Un soldat français insultant une femme de mauvaise vie dans un lieu public, tous ceux qui se trouvent en cet endroit prennent parti contre cet homme; un grand nombre de Français ou soldats, ou domestiques des cardinaux et prélats, accourent au bruit en armes, et d'un autre côté une foule de Pisans et de soldats florentins s'y rendent aussi, les uns criant *France*, et les autres *Marzocco*, qui est le lion de la république de Florence, et ils se battent avec fureur. A la vérité, le désordre fut enfin apaisé par l'arrivée des officiers français et florentins; mais il y eut beaucoup de monde blessé des deux côtés; entre autres Châtillon et Lautrec le furent légèrement.

Cet accident consterna les cardinaux et les prélats qui étaient alors assemblés dans l'église de Saint-Michel, tout près du lieu où la scène se passait. C'est pourquoi, dans la session du lendemain, ils arrêtèrent que le concile serait transféré à Milan, et ils partirent en grande diligence. Il n'y avait pas encore quinze jours qu'ils étaient arrivés à Pise. Ce changement fut très agréable aux Pisans, aux Florentins et même aux prélats. Ils ne restaient qu'avec peine dans une ville où les mauvais logements et les autres incommodités, suites de la longue guerre de Pise, ne convenaient en aucune façon à la vie molle et délicieuse de prêtres et de Français; d'ailleurs, n'étant venus que pour obéir aux ordres du roi et contre leur gré, ils ne souhaitaient rien tant que de voir arriver des accidents qui pussent traverser, éloigner ou rompre le concile.

Mais le mépris et la haine des peuples accompagnant partout les cardinaux, ils trouvèrent à Milan les mêmes désagréments et de plus grands encore qu'à Pise. Le clergé ne les regardant point comme des princes de l'Eglise romaine qu'on avait accoutumé d'honorer et d'adorer presque partout où ils allaient, mais comme des hommes profanes et excommuniés, discontinua d'abord de lui-même le service divin. Le peuple les chargeait de malédictions, et les outrageant de paroles y ajoutait encore d'injurieuses démonstrations, mais il en voulait surtout au cardinal de Sainte-Croix qui passait pour l'auteur de cette entreprise et qui attirait davantage les regards depuis qu'il avait été élu président du concile dans la dernière session, à Pise. On n'entendait dans les rues que ces discours du commun peuple : « Qu'ordinairement, la bénédiction, la paix, la concorde étaient le fruit des conciles, mais que celui-ci n'attirait que malédictions, que guerres, que dissensions ; que les autres avaient été assemblés pour réunir l'Eglise divisée, mais que celui-ci ne l'avait été que pour la déchirer; que la présence de ces rebelles au Saint-Siége ne devait procurer qu'effusion de sang, que la famine, la peste, et la perdition entière des corps et des ames; que la malédiction que méritait cette assemblée retomberait sur ceux qui lui obéiraient, qui la favoriseraient, qui en logeraient les membres ou qui auraient le moindre commerce avec eux. » Gaston de Foix, qui quelques mois avant le départ de Longueville avait été fait gouverneur du Milanais et général de l'armée, empêcha que ces discours n'eussent des suites plus fâcheuses. Il obligea le clergé, par des ordres sévères, à reprendre la célébration du service divin, et le peuple à parler avec plus de modération.

Tels furent les tristes commencements de ce concile; mais les longueurs de Maximilien déconcertaient bien davantage les cardinaux. Ce prince n'envoyait ni prélats ni commissaires; cependant il venait encore d'assurer expressément le cardinal de San-Severino, et il assurait sans cesse le roi de France, qu'il les ferait partir incessamment. Dans ces circonstances, soit qu'il voulût se préparer une excuse, soit qu'il crût qu'il n'était pas de sa dignité d'envoyer au concile les évêques de ses Etats héréditaires, à moins que tous ceux du corps germanique n'y allassent aussi, il convoqua à Augsbourg tous les prélats d'Allemagne pour délibérer de quelle manière la nation se comporterait dans l'affaire du concile, s'efforçant de persuader au public que par ce moyen il les engagerait à s'y rendre tous. La légèreté de ce prince causait beaucoup de chagrin au roi de France. Outre l'indifférence qu'il marquait par rapport au concile, il était de notoriété publique qu'il écoutait les propositions de paix que le pape et le roi d'Aragon lui faisaient pour les Vénitiens, en lui offrant de grands avantages. Cependant il se plaignait hautement de la conduite du roi d'Aragon, qui avait, disait-il, contrevenu si ouvertement à la ligue de Cambrai

et l'avait compris sans sa participation dans le traité[1] ou plutôt dans l'acte de trahison qu'il venait de signer à Rome. Il proposa même à Galéas de San-Severino de déclarer la guerre au pape et d'aller en personne à Rome, pourvu que le roi lui donnât une partie de son armée et de grandes sommes d'argent; mais il parlait avec tant de froideur qu'il n'était pas difficile de voir que, quand toutes ses demandes lui auraient été accordées, il serait encore incertain du parti qu'il aurait à prendre. Louis ne savait à quoi se déterminer. S'il abandonnait l'empereur, ce prince allait se joindre à ses ennemis, et s'il voulait entretenir son alliance, il fallait l'acheter à un prix excessif. D'ailleurs il ne savait pas trop quelle utilité il pourrait en retirer, connaissant par expérience que tous les secours que l'on donnait à Maximilien ne lui servaient presque point et que sa mauvaise conduite lui nuisait beaucoup. Enfin il ne pouvait juger sûrement si la prospérité de Maximilien ne serait pas aussi préjudiciable à la France que le mauvais état des affaires de ce prince.

Le roi d'Aragon ne négligeait rien pour entretenir le roi dans ses incertitudes, afin de l'empêcher de se préparer à la guerre; il lui faisait entendre que la ligue se tiendrait seulement sur la défensive. Le roi d'Angleterre, dans la même vue, avait assuré l'ambassadeur de France à Londres qu'il n'avait aucune part au traité de Rome, et que son intention était de se maintenir en bonne intelligence avec le roi; en même temps l'évêque de Tivoli proposait de nouveau la paix à Louis XII, pourvu qu'il ne favorisât plus le concile et qu'il abandonnât Bologne, lui promettant que moyennant ces deux conditions, le pape n'entreprendrait rien contre lui et lui en donnerait toutes les sûretés imaginables.

Louis aimait mieux faire la paix, même à des conditions désavantageuses, que de s'exposer aux risques de la guerre, et à des dépenses qui seraient excessives s'il avait en même temps à résister aux confédérés et à fournir aux besoins de l'empereur; mais il était retenu par le dépit de se voir comme forcé par le roi d'Aragon à cette démarche. D'ailleurs, quelle assurance avait-il que le pape, après avoir recouvré Bologne et quand il n'aurait plus rien à craindre de la part du concile, observerait fidèlement le traité, ou que même, lorsqu'on serait sur le point de lui accorder toutes ses demandes, il ne retirerait pas sa parole comme il avait déjà fait plusieurs fois, ce qui serait une tache à la majesté du nom royal et donnerait atteinte à sa propre réputation? Enfin, il considérait que l'empereur aurait lieu d'être fort offensé de ce qu'il aurait voulu faire sa paix particulière et lui laisser sur les bras tout le poids de la guerre contre les Vénitiens.

Il répondit donc à l'évêque de Tivoli qu'il ne consentirait jamais que Bologne fût plus dépendante du pape qu'elle l'avait été autrefois. En même temps il dépêcha vers l'empereur André de Burgo, Crémonais, ambassadeur de ce prince à la cour de France, pour l'engager enfin par de grandes offres à prendre un parti certain. Maximilien était alors à Brunech, auprès de Trente. Pendant le séjour qu'il y fit, quelques-uns de ses sujets du Tyrol s'emparèrent de Batisten, château très fort à l'entrée du Val-di-Cadore.

(1) La ligue de Rome.

CHAPITRE III.

Les Suisses se préparent à passer en Italie en faveur du pape. Ils défient Foix au combat. Ils rentrent tout à coup dans leurs foyers. Le roi de France demande le secours des Florentins contre le pape. Armée de la ligue à Bologne. Conseil de Navarre pour l'abattre. Effet d'une mine. L'armée décampe de cette ville.

Toute négociation de paix étant donc rompue, le roi se proposa de lever d'autre infanterie pour remplacer les troupes que la Palice avait ramenées dans le duché de Milan, après avoir néanmoins laissé à Vérone trois mille hommes de pied pour apaiser l'empereur qui était fort irrité de son départ; il arrêta encore qu'après avoir assemblé toute l'armée on attaquerait la Romagne, qu'il espérait soumettre entièrement ou du moins en partie avant que les Espagnols pussent s'y rendre; qu'ensuite l'on s'avancerait suivant les occurrences et que l'on ferait la guerre en ce pays-là jusqu'au printemps; qu'alors il passerait lui-même en Italie avec toutes les forces de la France, devant se trouver ainsi partout supérieur aux ennemis; mais agissant dans cette affaire avec moins de vivacité que la conjoncture présente ne le demandait, et son éloignement pour la dépense

retardant les préparatifs nécessaires et surtout les levées d'infanterie, il apprit que les Suisses commençaient à remuer.

Comme nous avons souvent parlé de cette nation et que nous en parlerons encore, il n'est pas hors de propos et c'est même ici le lieu d'en dire deux mots en particulier. Les Suisses sont les peuples appelés *Helvetii* par les Latins; ils habitent le mont Saint-Claude, qui est une des plus hautes parties du mont Jura, et les montagnes du Simplon et du Saint-Gothard. Ils sont naturellement belliqueux, rustiques et plus adonnés à la garde des troupeaux qu'à l'agriculture, à cause de la stérilité de leurs montagnes. Ce pays obéissait autrefois aux ducs d'Autriche; mais s'étant révolté depuis long-temps contre eux, il est gouverné par ses habitants et ne reconnaît ni l'empereur ni aucun autre souverain. Cette république est divisée en treize parties, qu'ils appellent Cantons, dont chacun a ses magistrats, ses lois et ses coutumes particulières. Tous les ans, ou plus souvent si les affaires de la république l'exigent, les députés des Cantons s'assemblent, tantôt dans un lieu tantôt dans un autre, pour délibérer de la paix, de la guerre, des alliances et des propositions des puissances qui demandent que la nation permette par un décret public de lever des soldats dans la Suisse, ou souffre que les particuliers s'enrôlent volontairement. Ces assemblées sont appelées diètes comme en Allemagne. Quand ces peuples ont accordé des soldats par un décret, les Cantons eux-mêmes leur choisissent un capitaine général, auquel on donne une commission et des drapeaux au nom de la république.

Ce peuple sauvage et grossier s'est rendu redoutable par une grande union de tous ses membres et par la gloire des armes. Un courage indomptable, joint à une discipline admirable, a non-seulement garanti leur pays de l'invasion des princes, mais leur a encore acquis beaucoup de réputation au dehors dans l'art militaire. Cette intrépidité aurait fait plus d'honneur à ces peuples s'ils l'avaient employée à s'agrandir au lieu de la vendre à l'ambition des princes, et s'ils s'étaient proposé un objet plus noble que l'argent; mais ils se sont tellement laissé corrompre par l'avarice qu'ils ont manqué l'occasion de se rendre formidables à toute l'Italie; et ne sortant de leur pays que pour trafiquer de leur sang, leur république n'a jamais retiré aucun fruit de leurs victoires.

L'avidité du gain les a accoutumés à rançonner tyranniquement ceux qu'ils servent et à se rendre insupportables par leurs demandes excessives et par des mutineries continuelles lorsqu'ils ne sont pas contents. Ce désordre règne également dans la Suisse, où les principaux de la nation mettent les princes à contribution pour les favoriser dans les diètes. Ainsi les particuliers profitant seuls des concessions que la république fait aux étrangers, la division et la jalousie se sont mises parmi ces peuples mercenaires. Il arrive souvent de là que quelques-uns refusent d'obéir aux décrets des diètes, et même il n'y a pas long-temps que ces dissensions excitèrent parmi eux une guerre civile qui a donné atteinte à la grande réputation dont ils jouissaient.

Il y a au-dessous de la Suisse certaines villes et bourgades habitées par des peuples appelés Vallesans parce qu'ils sont dans les vallées. Cette nation est fort inférieure aux Suisses en nombre, en force et en courage. Un peu plus bas est un autre peuple appelé les Grisons[1], qui se divisent en trois cantons et qui, pour cette raison, prennent le titre de seigneurs *des trois ligues*. La principale ville du pays est Coire. Ils sont la plupart du temps ligués avec les Suisses; ils vont à la guerre avec eux et ont à peu près les mêmes lois et les mêmes usages; mais, moins braves qu'eux, ils le sont beaucoup plus que les Vallesans.

Les Suisses, qui n'avaient pas encore dégénéré comme ils l'ont fait depuis, se disposaient à entrer dans le Milanais, à la sollicitation du pape. Il ne paraissait pas que cette résolution vînt de tout le corps helvétique, et ils faisaient courir le bruit qu'il n'y avait que les cantons de Schwitz et de Fribourg qui y eussent part, le premier parce qu'un de ses courriers avait été tué par des soldats français en passant par le duché de Milan, et l'autre pour des injures particulières qu'il prétendait avoir reçues. Le

(1) Ils formèrent leur république en 1471 et s'allièrent avec les Suisses en 1491. Leurs trois ligues étaient : la ligue *Grise*, la ligue *Caddée* ou *de la Maison-Dieu* et la ligue *des Dix-Droitures*. Ils ont pris leur nom de la première, et ce nom provient des écharpes grises que ceux de cette première ligue avaient coutume de porter.

roi avait eu connaissance du dessein de ces deux cantons et n'ignorait pas même la mauvaise volonté de toute la nation ; mais s'opiniâtrant à ne pas ajouter aux pensions vingt mille francs, qui ne font qu'environ dix mille ducats, il ne put prévenir le mal et s'accommoder avec eux comme il en était vivement pressé par tous ses ministres et par les amis qu'il avait en Suisse, qui l'assuraient que la chose était facile. Ce fut ainsi qu'il négligea d'avoir à peu de frais l'amitié des Suisses, que depuis il aurait voulu acheter à quelque prix que ce fût. Il se persuadait, ou qu'ils ne sortiraient point de leurs montagnes, ou que s'ils exécutaient ce dessein il n'avait pas beaucoup à craindre d'eux, parce qu'ils n'avaient ni cavalerie ni artillerie. A la vérité les rivières étaient fort grosses dans cette saison (on était alors au commencement de novembre) et les Suisses manquaient de bateaux et de pontons ; d'ailleurs les vivres du duché de Milan avaient été transportées dans des places fortes par ordre de Gaston de Foix ; enfin toute la frontière était en bon état et bien gardée. Si leurs troupes descendaient dans la plaine on devait leur opposer les gens d'armes ; ainsi trouvant leur route semée d'obstacles, ils seraient bientôt forcés de retourner sur leurs pas.

Cependant les Suisses, sans s'effrayer de toutes ces difficultés, commençaient déjà à descendre à Varèse ; leur nombre grossissait tous les jours ; ils avaient avec eux quelques munitions de bouche et sept pièces de campagne, avec d'autres plus petites portées sur des chevaux. Cette irruption était d'autant plus à craindre que les peuples du Milanais commençaient à se lasser de la licence des soldats français, qui était beaucoup augmentée ; d'ailleurs l'avarice du roi avait empêché qu'on ne levât de l'infanterie et de la cavalerie. Il n'avait alors dans toute l'Italie que treize cents lances et deux cents gentilshommes qui ne pouvaient être tous employés contre les Suisses, une partie étant en garnison à Vérone et à Brescia, et Gaston ayant tout nouvellement envoyé deux cents lances à Bologne, où il jugeait ces troupes nécessaires. En effet le cardinal de Médicis et Marc-Antoine Colonna étaient à Faenza dans le voisinage de cette première ville, et la citadelle de Sassiglione, dans la montagne de Bologne, venait de leur être livrée par le commandant. Enfin Bologne était remplie de divisions.

Les Suisses envoyèrent de Varèse un trompette au lieutenant général du roi pour lui déclarer la guerre. Il n'avait alors auprès de lui qu'un petit nombre de gens d'armes, n'ayant pas eu le temps de rassembler le reste. A l'égard de l'infanterie il n'avait tout au plus que deux mille hommes, n'en ayant point levé dans la crainte de déplaire au roi. Néanmoins il s'était avancé à Assaron, qui est à treize milles de Milan, ne songeant uniquement qu'à côtoyer les ennemis et à leur couper les vivres. C'était le seul moyen qui lui restât pour les arrêter, car il n'y avait entre Varèse et Milan ni rivières difficiles à passer ni places capables de se défendre. De Varèse ils s'avancèrent à Galera au nombre de dix mille. Gaston de Foix, accompagné de Jean-Jacques Trivulce, se posta à Lignago[1], qui est à quatre milles de Galera. Cependant les habitants de Milan levaient de l'infanterie à leurs propres dépens pour garder la ville, et Théodore Trivulce faisait fortifier les bastions et aplanir le terrain intérieur le long des remparts qui environnent les faubourgs, afin que la cavalerie pût y agir comme si toute l'armée eût dû se retirer dans Milan.

Gaston, à la tête de cinq cents lances et de deux cents gentilshommes, et avec beaucoup d'artillerie, se présenta devant Galera. Les Suisses ne l'eurent pas plus tôt aperçu qu'ils sortirent en bataille ; mais ne voulant pas combattre en rase campagne jusqu'à ce qu'ils fussent en plus grand nombre, ils rentrèrent aussitôt. Cependant il leur arrivait continuellement des troupes. Se trouvant donc assez forts pour ne pas refuser la bataille, ils s'avancèrent à Busti, d'où cent lances ne se sauvèrent qu'avec peine après avoir perdu leurs bagages et une partie de leurs chevaux. Enfin les Français, reculant toujours à mesure que les Suisses avançaient, se retirèrent dans les faubourgs de Milan. Ils paraissaient résolus à s'y défendre, mais on en doutait parce qu'ils faisaient porter une grande quantité de vivres dans le château. Les Suisses s'approchèrent à deux milles des faubourgs. La crainte était déjà fort diminuée

(1) Ce n'est pas *Legnago*, dont il a été parlé ci-dessus, situé sur l'Adige, à plus de 35 lieues de Milan.

dans la ville; les gens d'armes que l'on avait rappelés et l'infanterie qu'on levait arrivaient de moment à autre, et l'on attendait incessamment Molard et Jacob avec leur infanterie gasconne et allemande, l'un rappelé de Vérone et l'autre de Carpi. On intercepta dans ce temps-là des lettres des Suisses à leurs magistrats par lesquelles ils leur mandaient que les Français se défendaient faiblement; que pour eux ils étaient fort surpris de n'avoir pas encore entendu parler du pape et de ne savoir ce que faisait l'armée des Vénitiens; que cependant ils continueraient de suivre le plan que l'on avait formé. Leur nombre étant monté jusqu'à seize mille ils tournèrent vers Monza, qu'ils n'attaquèrent pas, et ils s'approchèrent de l'Adda, ce qui fit craindre aux Français qu'ils ne voulussent passer cette rivière; pour les en empêcher on jeta du monde dans Cascianó.

Dans ces circonstances, les Suisses envoyèrent demander un sauf-conduit pour un de leurs capitaines qui se rendit à Milan; il proposa aux généraux français de donner la paie d'un mois à l'armée, moyennant quoi ils reprendraient le chemin de la Suisse. Mais ce capitaine s'en retourna sans rien conclure, parce qu'on lui offrit beaucoup au-dessous de ce qu'il exigeait. Il revint le lendemain et demanda plus que la veille; mais il se retira sans convenir de rien, quoiqu'on lui eût fait de plus grandes offres que le jour précédent. Il envoya sur ses pas un trompette pour déclarer qu'il ne voulait plus de paix. Dès le jour suivant, les Suisses prirent le chemin de Côme, au grand étonnement de tout le monde, et s'en retournèrent dans leur pays.

Cette retraite précipitée donna occasion à la politique de s'exercer. On ne savait si leurs desseins se bornaient à l'attaque du Milanais, ou s'ils songeaient à passer outre. Quel que fût leur projet, pourquoi se retirer si brusquement, surtout n'ayant encore rencontré aucun obstacle considérable, et par quelle raison ne pas accepter l'argent qu'on leur offrait puisqu'ils l'avaient demandé? Quoi qu'il en soit, il est certain qu'après leur départ il arriva deux courriers, l'un du pape et l'autre des Vénitiens. On crut que si ces deux hommes fussent venus plus tôt, les Suisses ne se seraient pas retirés, et que si dans le même temps que ceux-ci entrèrent dans le duché de Milan les Espagnols se fussent approchés de Bologne, les Français n'auraient pas été en état de résister à tant d'ennemis.

Le roi, à qui l'expérience faisait sentir la faute qu'il avait faite, écrivit à Gaston de Foix, avant de savoir la retraite des Suisses, de ne pas épargner l'argent pour s'accommoder avec eux. Ensuite voyant bien que, supposé que cela pût se faire, il aurait toujours néanmoins la guerre à soutenir, il donna ordre à tous les gens d'armes qui étaient en France de passer les monts, ne réservant que deux cents lances pour la sûreté de la Picardie, et il envoya à Gaston un nombreux renfort d'infanterie gasconne et lui commanda de faire des recrues en Allemagne et en Italie.

Le secours des Florentins était d'un grand poids dans cette conjoncture, parce que le théâtre de la guerre devait être voisin de leurs Etats, d'où l'on pouvait commodément insulter l'Etat ecclésiastique et couper les vivres aux confédérés s'ils s'approchaient de Bologne. C'est pourquoi le roi pria instamment cette république de se joindre à lui avec toutes ses forces. Il représenta aux Florentins que, dans une pareille occasion, des secours médiocres et limités aux termes des traités ne suffiraient pas; qu'ils ne pouvaient jamais avoir une occasion plus favorable de lui rendre service et de s'acquérir pour toujours son amitié et celle de ses successeurs; qu'au reste, s'ils y faisaient réflexion, ils sentiraient que c'était se défendre eux-mêmes, car ils ne devaient pas douter de la haine du pape et de l'envie qu'avait le roi catholique de les réduire sous sa domination.

Les sentiments étaient partagés à Florence. Beaucoup de gens, aveuglés par l'avantage présent de l'économie, ne portaient pas leurs vues plus loin dans l'avenir. D'autres se rappelaient le peu de reconnaissance que les services des Florentins avaient trouvé dans le roi et dans son prédécesseur, et qu'ils n'avaient obtenu qu'à prix d'argent que Louis ne les empêchât pas de reprendre Pise. Après cet exemple, pouvaient-ils compter sur ses promesses ou se flatter qu'il serait plus sensible à de nouvelles marques de leur affection qu'il ne l'avait été par le passé? C'eût donc été, à les entendre, la plus haute imprudence de s'embarquer pour ses intérêts dans une guerre dont ils porteraient presque tout le poids si elle était mal-

heureuse, sans pouvoir en espérer la moindre utilité si elle réussissait.

Le parti le plus nombreux était celui des ennemis du gonfalonier. Ils appuyaient fortement les raisons des premiers et y ajoutaient encore que, tant qu'ils resteraient neutres, ils ne s'attireraient la haine d'aucun des partis et ne donneraient aux deux rois aucun sujet légitime de se plaindre d'eux; que par leur traité avec la France, ils n'étaient obligés que de lui fournir trois cents hommes d'armes pour la défense de ses Etats d'Italie, et que, satisfaisant à cette obligation, Louis ne pouvait rien exiger au-delà; que le roi d'Aragon, bien loin de s'en offenser, se croirait trop heureux qu'ils n'entrassent pas pour davantage dans cette guerre; d'ailleurs, outre que ceux qui observent religieusement leurs traités méritent toujours des éloges et de l'estime, Ferdinand s'assurerait, par cet exemple, qu'il trouverait au besoin dans l'exactitude de la république les secours qu'elle devait lui fournir suivant le même traité commun à ce prince avec le roi de France; que si ces rivaux faisaient la paix, la république, après une conduite si mesurée, ne pouvait manquer d'y être comprise et d'être protégée par tous les deux; que si l'un venait à succomber, ils n'auraient rien à craindre du vainqueur parce qu'il n'aurait pas lieu de se plaindre d'eux, et qu'en tout cas il ne leur serait pas difficile d'acheter son amitié avec des sommes bien moins considérables que ce qu'il leur en coûterait pour les frais de la guerre; que par ce moyen, bien mieux que par les armes, leurs pères avaient plusieurs fois assuré leur liberté, et que si on suivait une autre route aujourd'hui, on aurait à soutenir des dépenses excessives tant que la guerre durerait; enfin, supposé que le parti contraire à la France eût l'avantage, la patrie et la liberté seraient dans un péril manifeste.

Le gonfalonier était d'un sentiment opposé; il croyait que le bien de la république demandait qu'elle se déclarât ouvertement pour le roi de France, et c'était dans cette vue qu'il avait favorisé le concile et irrité le pape, afin que les Florentins, menacés par Jules et obligés de s'en défier, fussent dans une espèce de nécessité de prendre ce parti. Il soutenait que rien n'était plus dangereux que d'attendre dans l'inaction l'événement d'une guerre qui se ferait à leurs portes entre des princes si supérieurs à la république; que la neutralité n'était bonne que pour ceux que leurs forces mettaient en état de ne rien craindre de la victoire de l'un ou de l'autre parti, et que souvent même l'épuisement des deux combattants offrait à ceux qui étaient demeurés neutres l'occasion de s'agrandir; que le témoignage qu'on se rendait à soi-même de n'avoir offensé personne ni donné aucun sujet légitime de plainte n'était pas un sûr rempart contre les événements, parce qu'il n'arrivait que rarement, et peut-être jamais, que le vainqueur écoutât la justice et la modération; que ces excuses n'empêchaient pas que les grands princes ne se crussent outragés toutes les fois que, ne se pliant pas aveuglément à leurs volontés, on négligeait de s'attacher à leur fortune; qu'il y avait de la folie à croire que le roi de France n'aurait point de ressentiment contre les Florentins qui l'auraient abandonné dans un si grand péril, eux sur qui il avait si fort compté et qui lui avaient tant de fois promis le contraire; qu'il y avait encore plus d'imprudence à se flatter que le pape et le roi d'Aragon, s'ils avaient le dessus dans cette guerre, traiteraient la république avec modération; qu'au contraire, l'un voudrait satisfaire sa haine et tous deux établir à Florence un gouvernement qui convînt à leurs vues, persuadés que tant qu'elle serait libre elle favoriserait toujours plutôt les intérêts de la France que les leurs. En fallait-il d'autre preuve que le choix qu'avait fait le pape, de concert avec le roi catholique, du cardinal de Médicis pour être légat de l'armée? Qu'ainsi vouloir demeurer neutres, c'était s'exposer au ressentiment du vainqueur, quel qu'il fût, au lieu qu'en se joignant à l'un des deux partis, les Florentins auraient au moins l'espérance de conserver leur liberté par son moyen, ce qui n'était pas à négliger dans les conjonctures présentes, et si la paix se faisait ensuite, ils pourraient obtenir par son moyen de meilleures conditions; que par toutes ces raisons il était inutile de délibérer pour qui l'on devait se déclarer, et qu'il n'était pas douteux qu'il ne fût préférable de s'en tenir à l'ancienne alliance d'une couronne qui, si elle n'avait pas reconnu les services de la république par des récompenses proportionnées, l'avait du moins secourue plusieurs fois contre

ses ennemis; qu'enfin de nouveaux engagements sont toujours peu sûrs et suspects. Ces raisons du gonfalonier étaient assez fortes pour déterminer les esprits; mais l'opposition de ceux qui auraient été fâchés qu'il eût auprès du roi de France le mérite signalé d'avoir fait déclarer Florence en sa faveur empêchait qu'elles n'eussent leur effet.

Pendant ces contestations où les uns ne songeaient qu'à contrarier les autres, on ne prenait aucune résolution, ce qui produisait des délibérations bizarres qui se détruisaient réciproquement et blessaient également les deux partis. Les Florentins firent même alors une démarche qui déplut fort au roi de France. Ils envoyèrent en ambassade à la cour d'Aragon François Guicciardini, auteur de cette histoire, docteur en droit, et si jeune alors[1] qu'il n'avait pas l'âge requis par les statuts de la république pour entrer dans la magistrature; ils ne chargèrent cet ambassadeur d'aucunes instructions pour adoucir les confédérés.

Peu de temps après la retraite des Suisses, les troupes espagnoles et celles du pape commencèrent à défiler dans la Romagne. Dès qu'elles parurent, toutes les villes que le duc de Ferrare possédait en-deçà du Pô se rendirent à la simple sommation d'un trompette, à l'exception du fort de Genivolo. Comme toutes les forces et l'artillerie que le vice-roi attendait n'étaient pas encore arrivées, il s'arrêta à Imola, et pour ne pas rester dans l'inaction pendant ce temps-là, il donna ordre à Pierre Navarro, capitaine général de l'infanterie espagnole, d'assiéger Genivolo. Navarro commença à battre cette place avec trois pièces de canon, mais il trouva l'entreprise plus difficile qu'il ne se l'était imaginé, parce que la ville était bien munie et courageusement défendue par cinq cents hommes de pied; c'est pourquoi il fit faire deux ponts de bois pour faciliter à ses soldats le passage des fossés, qui étaient pleins d'eau. Le troisième jour du siége, qui fut le dernier de cette année, il donna un violent assaut; le choc fut long et soutenu avec beaucoup de valeur de part et d'autre; mais enfin son infanterie ayant escaladé la muraille, il emporta la place, et presque toute la garnison fut passée au fil de l'épée avec Vestitello qui la commandait.

(1) Il n'avait alors que vingt-neuf ans.

Navarro laissa dans cette place deux cents fantassins, contre l'avis de Jean Vitelli qui lui représenta qu'elle était si ruinée par le canon qu'elle ne pouvait se défendre, à moins qu'on ne la réparât. En effet, à peine eut-il rejoint le vice-roi, que le duc de Ferrare y vint avec neuf grosses pièces d'artillerie, et ayant bientôt achevé de renverser les murs de cette petite place, il donna l'assaut avec tant de furie qu'il l'emporta le jour même. Celui qui y commandait et toute la garnison furent massacrés par représailles. Le duc y reçut à la tête un coup de pierre dont la bonté de son casque para l'effet.

Pendant ce temps-là les troupes ecclésiastiques et espagnoles s'étaient toutes assemblées à Imola; elles étaient nombreuses, pleines de bravoure et conduites par des capitaines expérimentés, ayant d'ailleurs beaucoup d'artillerie qu'on avait fait venir presque toute du royaume de Naples. L'armée du roi catholique était composée de mille hommes d'armes, huit cents génetaires et huit mille hommes de pied espagnols. Il y avait dans ces troupes plusieurs barons du royaume de Naples, dont le principal était Fabrice Colonna qui avait le titre de *gouverneur général*, Prosper Colonna ayant refusé de marcher parce qu'il ne voulait pas obéir au vice-roi. Les troupes du pape consistaient en huit cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et huit mille hommes d'infanterie italienne, sous les ordres de Marc-Antoine Colonna, Jean Vitelli, Malatesta Baglione, fils de Jean-Paul, Raphaël Pazzi et d'autres capitaines, tous subordonnés au cardinal de Médicis, légat de l'armée. Elles n'avaient point de capitaine général, parce que le duc de Termini, que le pape avait choisi pour cet emploi comme un homme qui avait les bonnes graces du roi d'Aragon, venait de mourir à Civita-Castellana. Le duc d'Urbin, qui avait coutume de remplir cette place, n'était pas venu, soit que le pape ne l'eût pas jugé à propos, soit que le duc ne voulût pas servir sous le vice-roi qui était *généralissime* de l'armée des confédérés.

Il fut résolu qu'on ferait le siége de Bologne. Ce n'est pas qu'on ne connût bien toute la difficulté de l'entreprise; on n'ignorait pas que les Français étaient à portée de secourir cette ville; mais outre qu'on ne pouvait rien entreprendre qui ne fût encore plus difficile, c'eût été marquer trop de faiblesse que de demeurer dans

l'inaction avec des forces si considérables; d'ailleurs il fallait satisfaire l'impatience du pape, à qui le moindre délai aurait donné occasion d'accuser les Espagnols d'artifice et d'infidélité. Le vice-roi alla donc se poster[1] entre la rivière de Lidice et Bologne, où il commença par détourner les canaux qui allaient des rivières du Reno et de Savana à cette ville. Il s'approcha ensuite des murailles, disposant la plus grande partie de l'armée entre la montagne et le chemin qui conduit de Bologne en Romagne, parce que les convois venaient de ce côté-là. Fabrice Colonna, avec l'avant-garde qui était composée de sept cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille hommes d'infanterie, prit son quartier sur le grand chemin qui va en Lombardie, entre Ponte-à-Reno et la porte de San-Felice, dans le dessein d'empêcher les Français de venir au secours de Bologne; enfin, pour se rendre maîtres des hauteurs, on mit des troupes dans le monastère de Saint-Michel-in-Bosco bâti sur une éminence voisine de la ville et qui la commande, et on se saisit aussi de l'église de Santa-Maria-del-Monte.

Outre les habitants dont ces troubles continuels avaient fait autant de soldats, quoique peut-être ils ne fussent pas naturellement braves, et quelques chevaux et fantassins que les Bentivoglio y entretenaient, Gaston de Foix avait encore envoyé à Bologne deux mille lansquenets et deux cents lances, sous les ordres d'Odet de Foix et d'Yves d'Alègre, capitaines de réputation. D'Alègre s'était rendu recommandable par sa longue expérience dans les armes, et de Foix relevait l'éclat de sa naissance par d'heureuses dispositions au métier de la guerre. Il y avait encore dans cette ville deux braves capitaines, la Fayette[2] et Vincent, surnommé *le grand diable;* mais les assiégés étaient bien plus rassurés par les promesses que Gaston leur faisait de les secourir, que par les forces qu'ils avaient actuellement. L'enceinte de la ville est très vaste, et la partie située du côté des montagnes fort difficile à défendre. Il n'y avait de ce côté-là d'autres fortifications que celles qu'on avait pu faire à la hâte dans le péril présent; d'ailleurs beaucoup de gens parmi la noblesse et le peuple étaient suspects aux Bentivoglio, et la réputation qu'avait l'infanterie espagnole de prendre facilement les places, à cause de son agilité dont elle venait de donner une nouvelle preuve à Genivolo, faisait beaucoup d'impression sur les esprits; mais la lenteur des assiégeants rassura beaucoup la ville. Neuf jours se passèrent à faire agir par intervalles une batterie de quatre pièces, placée au couvent de Saint-Michel, sans autre dessein que de ruiner quelques maisons et de tuer du monde aux assiégés. On cessa même de tirer dès qu'on s'aperçut que c'était consumer des munitions sans fruit. La cause de ce retardement fut que les assiégés avaient appris, dès le premier jour du siége, que Gaston s'était avancé à Final et rassemblait ses troupes de toutes parts, et qu'il y avait bien de l'apparence qu'il ne négligerait rien pour conserver Bologne, place si importante au roi de France. Sur cet avis, on délibéra comment on se conduirait à ce siége pour réussir promptement, et de quelle manière on empêcherait les Français de se jeter dans la place. Il fut résolu que Fabrice Colonna, après s'être muni de vivres, passerait de l'autre côté de la ville et se posterait sur la hauteur qui est au-dessous de Santa-Maria-del-Monte, d'où il pourrait aisément fermer les passages, et où il ne serait pas si fort éloigné du reste de l'armée que, s'il lui arrivait quelque accident, il ne pût être promptement secouru; on arrêta aussi qu'en même temps on établirait les batteries du côté que l'armée occupait ou dans quelque autre lieu peu éloigné. Les auteurs de cet avis disaient qu'il n'était pas croyable que la conservation de tout ce que les Français possédaient en Italie dépendant de celle de leur armée, Gaston osât rien tenter qui le mît dans la nécessité d'en venir à une action décisive; qu'il n'y avait pas même apparence qu'il fît marcher toute l'armée au secours de Bologne ni qu'il dégarnît entièrement le Milanais, n'étant pas encore bien assuré du côté de la Suisse, et ayant beaucoup à craindre de la part de l'armée vénitienne, qui était actuellement sur les confins du Veronais et menaçait Brescia.

Mais le lendemain cet avis fut condamné, même par la plupart de ceux qui l'avaient appuyé; ils firent réflexion qu'on ne pouvait pas assurer que l'armée française ne vînt pas au secours de Bologne; si elle y venait, l'avant-

(1) Au mois de janvier.

(2) Antoine, petit-fils de Gilbert Motier, seigneur de la Fayette, maréchal de France sous Charles VI et Charles VII. Gilbert avait fort contribué à chasser les Anglais du royaume.

garde seule ne serait pas en état de lui résister. Ainsi le vice-roi s'en tint à l'avis que Pierre Navarro lui avait donné sans le communiquer aux autres, qui était de prendre des vivres pour cinq jours, de laisser seulement du monde pour garder Saint-Michel, et de faire passer toute l'armée de l'autre côté de la ville. Il comptait que de cette manière il empêcherait les Français d'entrer dans Bologne, et que, comme cette place n'était pas fortifiée de ce côté-là parce qu'on n'avait jamais craint qu'elle fût attaquée par cet endroit, elle serait infailliblement prise avant cinq jours. Mais quand on sut cette résolution dans le camp, il n'y eut pas un officier qui ne condamnât un parti si hasardeux. En effet, c'était faire camper l'armée dans un lieu où elle serait privée des vivres qui venaient de la Romagne, ce qui ne manquerait pas de la dissoudre si Bologne tenait plus de cinq jours. « Y a-t-il quelqu'un assez hardi, disait Fabrice Colonna, pour nous promettre la prise de cette place dans un terme si court, et peut-on s'exposer à un danger aussi certain sur une espérance aussi frivole. Si nous ne réussissons pas dans le temps que nous nous serons prescrit, n'est-il pas évident qu'ayant en tête une ville défendue par un peuple nombreux et par une forte garnison, tandis que l'armée française nous prendra en queue, nous ne pourrons, sans être taillés en pièces, retirer des troupes affaiblies par la faim et pleines de consternation et d'épouvante? »

Quelques autres proposaient de mettre plus de troupes à l'avant-garde, de la poster au-delà de Bologne presque au pied de la montagne, entre les portes de Saragoza et de San-Felice, de fortifier ce quartier par des retranchements et d'autres défenses, et de battre la ville par ce même endroit où les murailles et les remparts étaient si faibles qu'on s'en saisirait aisément, surtout en braquant du canon sur la montagne pour prendre en flanc ceux qui défendraient la brèche durant l'assaut; mais cet avis fut encore rejeté, parce que ces mesures ne suffisaient pas pour empêcher les Français de secourir la place. On pensait d'ailleurs que si l'avant-garde venait à être attaquée, il se passerait au moins trois heures avant que l'armée pût la joindre, quoiqu'elle fût maîtresse des hauteurs.

Dans cette diversité d'avis, où il est bien plus aisé de critiquer avec justesse les sentiments d'autrui que de proposer des moyens sûrs, on prit enfin le parti d'attaquer Bologne du côté où l'armée était campée. Une des raisons qui fit prendre cette résolution fut que l'on commença à se persuader que les Français ne viendraient pas au secours de Bologne, puisqu'ils avaient tant différé de paraître. On se mit donc à préparer les batteries, et on fit revenir l'avant-garde dans le camp; mais on eut bientôt plusieurs avis que le nombre des ennemis grossissait sans cesse à Final; c'est pourquoi la crainte s'emparant une seconde fois des esprits, les mêmes difficultés revinrent encore. On convenait unanimement que si Gaston s'approchait, il fallait l'attaquer avant qu'il pût entrer dans Bologne; mais les uns représentaient que, dans ce cas, il faudrait retirer le canon des batteries pour s'en servir contre lui, ce qui ne se pourrait faire qu'avec beaucoup de peine et de danger, et qu'ainsi il serait à propos d'en différer l'établissement; les autres disaient qu'il était également honteux et préjudiciable de demeurer si long-temps dans l'inaction devant cette place, et de donner aux assiégés le moyen de se rassurer et aux Français celui de les secourir; qu'ainsi il fallait disposer les batteries sans délai, de manière cependant qu'il fût facile d'en retirer le canon en cas de besoin; ils ajoutaient qu'on devait aplanir le terrain de manière à ce que l'armée et l'artillerie pussent en même temps et sans difficulté aller aux ennemis.

Le légat soutenait ce dernier avis avec beaucoup de chaleur. Lassé de tant de longueurs, il commençait à les regarder comme l'effet de l'artifice des Espagnols et des ordres secrets de leur roi. Il disait que si l'on avait d'abord attaqué la place, elle serait peut-être prise au moment où il parlait; qu'il fallait enfin réparer cette faute et ne pas demeurer plus long-temps devant Bologne, comme si c'était une place alliée ou comme si l'on n'avait pas le courage de l'attaquer; que tous les jours il recevait des courriers de Sa Sainteté, et qu'il ne savait plus quelle réponse faire ni comment excuser la lenteur de l'armée. Le vice-roi, piqué des discours du légat, répondit vivement qu'il était étonné que le cardinal, qui n'avait aucune expérience de la guerre, voulût par son impatience faire prendre des partis dangereux; qu'il s'agissait ici de l'intérêt commun et qu'on ne pouvait le ménager avec trop de maturité;

qu'ordinairement les papes et les républiques entreprenaient volontiers des guerres; mais que bientôt, rebutés par la dépense et les difficultés, ils se pressaient trop de les finir; qu'il laissât donc délibérer les officiers, qui dans le fond avaient les mêmes intentions que lui, avec l'expérience militaire qu'il n'avait pas.

Enfin Pierre Navarro, dont le vice-roi suivait les avis, remontra que dans une affaire aussi importante on ne devait pas regretter deux ou trois jours, pendant lesquels on ferait les préparatifs, soit pour attaquer la ville, soit pour donner bataille, afin de mesurer ses opérations sur les mouvements des Français. Cet avis fut suivi.

Au bout de deux jours, les assiégeants ne furent pas plus instruits qu'auparavant, parce que Gaston de Foix demeurait toujours à Final. Cento, la Pieve et plusieurs autres places du Bolonais s'étaient rendues à lui, et il attendait que toutes ses troupes fussent rassemblées, ce qui ne pouvait se faire que lentement parce qu'elles étaient dispersées en différents postes éloignés les uns des autres. Ainsi le vice-roi n'ayant plus de prétexte pour différer, les batteries furent enfin établies vis-à-vis de la partie du mur qui est environ à cinquante pas de la porte de San-Stephano qui regarde Florence, et où il forme un angle en tirant vers la porte de Castiglione qui regarde la montagne. Pierre de Navarro fit creuser une mine plus près de cette porte, à l'endroit où la petite chapelle appelée Baracane est prise dans l'épaisseur du mur même, en dedans; ce fut pour affaiblir les forces des assiégés, qui par ce moyen auraient à soutenir deux attaques en même temps. Cependant, songeant toujours à faire tête aux Français en cas qu'ils vinssent, le vice-roi renvoya l'avant-garde dans le poste où elle était auparavant.

Le canon abattit dans un jour près de trente toises de la muraille, et le bastion de la porte fut tellement ruiné que les assiégés l'abandonnèrent. Il eût été facile de donner l'assaut, mais on voulut attendre que la mine fût achevée; cependant il ne s'en fallut guère que la témérité des soldats n'obligeât à donner l'assaut ce jour-là même avec beaucoup de désordre. Quelques fantassins espagnols ayant appliqué des échelles au bastion, y entrèrent par un trou qui s'y était fait, et descendirent par-là dans une petite maison attenant la muraille et où il n'y avait point de garde. Les soldats, ayant aperçu l'action de leurs compagnons, les suivaient déjà en foule, si leurs capitaines, accourus au bruit, ne les eussent arrêtés. Les assiégés pointèrent un canon contre cette petite maison et tuèrent une partie de ceux qui y étaient; le reste se sauva promptement. Pendant qu'on achevait la mine, l'armée s'occupa à faire des pontons et à combler les fossés avec des fascines, afin que l'infanterie pût aller de plein-pied à l'assaut, et on disposa quelques pièces de canon pour tirer au-delà de la brèche, afin que les assiégés ne pussent s'en approcher pour la défendre.

Pendant ce temps-là les Français qui étaient dans la place, voyant que le peuple commençait à s'effrayer, envoyèrent en diligence demander du secours à Gaston, qui le jour même fit partir mille fantassins et le lendemain cent quatre-vingts lances. Cette démarche fit croire aux confédérés qu'il ne marcherait pas lui-même, n'y ayant pas d'apparence que, s'il avait compté venir, il se fût affaibli par ce détachement; et en effet son dessein était de ne pas avancer, croyant ce secours suffisant pour défendre Bologne, et d'ailleurs ne voulant pas hasarder une bataille sans nécessité.

Enfin toute l'armée fut mise en bataille pour donner l'assaut, dès que la mine aurait joué. Elle fit sauter en l'air, avec beaucoup de fracas le mur où était la chapelle, et l'enleva si haut que les assiégeants virent à découvert le dedans de la ville et les soldats en bon ordre derrière la brèche; mais le mur retomba tout entier dans la même place d'où l'effort de la mine l'avait arraché, et il se rejoignit si bien avec le reste qu'il ne paraissait pas qu'il en eût été séparé. Ainsi l'assaut ne pouvant se donner par cet endroit, les généraux jugèrent à propos de n'y point penser du tout, parce qu'il n'y avait qu'une brèche. Les Bolonais regardèrent cet événement comme un miracle, persuadés qu'une chose aussi extraordinaire ne pouvait être arrivée que par une faveur spéciale d'en-haut. Depuis ce temps-là, on a augmenté et embelli cette chapelle, où la dévotion du peuple est fort grande.

Gaston, croyant qu'il n'y avait plus rien à craindre pour Bologne après cet incident, eut envie de marcher à Brescia. Le péril de Bologne lui avait fait dégarnir cette place, qui était alors

menacée par les Vénitiens; il soupçonnait même qu'ils y avaient de secrètes intelligences; mais les prières des officiers qui étaient dans Bologne le firent changer de résolution. Ils lui remontrèrent que la place serait plus exposée que jamais après sa retraite, au lieu que s'il y venait, il pourrait défaire les ennemis dans leur camp. C'est pourquoi, contre l'avis de presque tous les officiers de son armée, il part de Final, et marchant toute la nuit en bataille malgré la neige et le vent, il entre dans Bologne le lendemain, deux heures après le lever du soleil, par la porte de San-Felice avec treize cents lances, six mille lansquenets qu'il avait mis tous à l'avant-garde, et huit mille autres fantassins français et italiens.

Gaston ne fut pas plus tôt arrivé qu'il proposa d'attaquer le camp des ennemis le jour même, et à cet effet de faire sortir les troupes par trois portes et le peuple par le chemin de la montagne. Il les aurait trouvés dans une entière sécurité sur son arrivée, car il est certain qu'ils l'ignorèrent tout ce jour-là, et même le lendemain jusqu'à une certaine heure; mais d'Alègre conseilla de donner le reste de la journée aux troupes pour se reposer, ni lui ni personne n'imaginant qu'une armée si nombreuse pût être venue par le grand chemin et être entrée de jour dans une ville assiégée, à l'insu des assiégeants.

Ils auraient encore été long-temps sans le savoir, si par hasard ils n'avaient fait prisonnier un soldat albanais dans une sortie que firent quelques cavaliers. Interrogé sur ce qui se passait dans la place, il répondit qu'il ne pouvait leur donner beaucoup d'éclaircissements, n'y étant arrivé que la veille avec l'armée. Surpris de ce qu'il leur disait, ils le questionnèrent avec plus de soin, et voyant qu'il persistait toujours à dire la même chose, ils le crurent à la fin. Ensuite ils n'hésitèrent pas à prendre la résolution de lever le siége, ne se croyant pas en sûreté si près d'une grande armée, surtout avec des troupes qui avaient beaucoup souffert par la rigueur de la saison et par le voisinage de la ville. Cette résolution prise ils retirèrent sans bruit leur artillerie, décampèrent bien avant dans la nuit, le dix-neuvième jour du siége, et prirent le chemin d'Imola, repassant dans la route qu'ils avaient aplanie en venant, et ayant par ce moyen au milieu d'eux le grand chemin par où marchait leur artillerie. L'arrière-garde fut composée de l'élite de l'armée et on s'éloigna sans péril, car il ne sortit de la ville que quelques cavaliers francais qui se débandèrent d'abord pour piller les munitions de guerre et les vivres; Malatesta Baglione qui fermait la marche vint même à bout de les repousser.

CHAPITRE IV.

Brescia et Bergame prises par les Vénitiens. Leur défaite à Maghanino. Foix s'empare de Brescia et l'abandonne au pillage. Ses exploits glorieux. Maximilien se plaint du roi de France. Le cardinal San-Severino près de l'armée française. Foix se dirige avec l'armée sur Ravenne et lui donne l'assaut. Position de l'armée française. Harangue de Foix à l'armée avant la bataille. Position de l'armée de la ligue. Bataille de Ravenne. Fautes et mort de Foix. Le cardinal de Médicis est fait prisonnier. Belle retraite des Espagnols. Marc-Antoine Colonna livre la citadelle de Ravenne aux Français.

Gaston laissa dans Bologne trois cents lances et quatre mille hommes d'infanterie, et partit aussitôt pour voler au secours du château de Brescia, car les Vénitiens s'étaient déjà rendus maîtres de cette ville la veille du jour qu'il était entré dans Bologne. Le sénat, à la sollicitation du comte Louis Avogaro, gentilhomme bressan, et de presque tous les habitants du pays qui faisaient espérer que la ville se soulèverait, avait ordonné à André Gritti de marcher de ce côté-là. Il se mit donc en chemin avec trois cents hommes d'armes, treize cents chevau-légers et trois mille hommes d'infanterie, traversa l'Adige à Alberè auprès de Lignago, ensuite le Mincio au moulin de la Volta, entre Goïto et Valeggio; et prenant par Montechiaro il passa la nuit à Castagnetolo, village à cinq milles de Brescia, d'où il envoya aussitôt ses chevau-légers jusqu'aux portes de cette ville. En même temps, tout le pays favorisant les Vénitiens, le comte Louis s'approcha d'une des portes de Brescia à la tête de huit cents hommes des vallées d'Eutropia et de Sabia, qu'il avait fait soulever, et chargea son fils d'aller de l'autre côté de la ville avec d'autres troupes; mais Gritti ne recevant aucune nouvelle, et ne voyant pas même paraître le signal dont on était convenu, apprenant d'ailleurs que la ville était sur ses gardes, ne jugea pas à propos d'aller plus avant. Sur ces entrefaites, le jeune

d'Avogaro, ayant été attaqué par une partie de la garnison, fut fait prisonnier.

Gritti se retira donc vers Montagnana, d'où il était parti d'abord, laissant pourtant une garde au pont qu'il avait fait jeter sur l'Adige; mais il fut rappelé de nouveau peu de jours après, et repassant cette rivière avec deux canons et quatre fauconneaux, il vint encore se poster à Castagnetolo. En même temps, le comte Louis s'approcha à un mille de Brescia, suivi d'un très grand nombre d'habitants des vallées; et quoiqu'il n'y eût aucun mouvement favorable dans la ville, néanmoins Gritti, se trouvant plus fort que la première fois, résolut d'employer la force. Il joignit donc tous les paysans à ses troupes, et il fit donner l'assaut par trois endroits. L'attaque de la porte de la Torre ne réussit pas, mais celles de la porte de Pise où était Avagoro, et de la porte de Garzula où commandait Balthazar Scipione, eurent un heureux succès; et on assura dans le temps que les soldats de Scipione se glissèrent par-dessous la grille de fer par laquelle la rivière dont la porte prend son nom entre dans la ville. Les Français résistèrent inutilement, et voyant les ennemis dans la place, dont les habitants qu'on avait contenus jusqu'alors en les empêchant de prendre les armes se déclarèrent pour les Vénitiens, ils se retirèrent dans la citadelle avec M. du Lude [1], gouverneur de Brescia, après avoir perdu leurs chevaux et leurs bagages. Dans ce tumulte, le quartier nommé *la Citadella*, séparé du reste de la ville et qui était presque entièrement habité par des Gibelins, fut mis au pillage, et l'on n'y épargna que les maisons des Guelfes.

Incontinent après la prise de cette ville Bergame ouvrit ses portes aux Vénitiens par le moyen de quelques-uns des habitants. Il n'y eut que deux forts, l'un situé au milieu de la ville et l'autre à un demi-mille, qui se conservèrent aux Français. Orci-Vecchi, Orci-Nuovi, Ponte-Vico et plusieurs autres villes voisines suivirent l'exemple de Bergame. Gritti aurait poussé plus loin ses succès, ou du moins aurait mieux affermi ses conquêtes, si Venise, où la joie fut extrême, eût été aussi empressée à envoyer les troupes et l'artillerie nécessaires pour le siége du château de Brescia, qui n'était pas en état de faire beaucoup de résistance, qu'elle le fut à créer et à dépêcher des magistrats pour gouverner les villes reconquises. Cette négligence fit d'autant plus de tort aux Vénitiens que la diligence de Gaston de Foix fut extraordinaire. Ayant passé le Pô à la Stellata, il envoya de là cent cinquante lances et cinq cents fantassins français à Ferrare. Il passa ensuite le Mincio à Ponte-Mulino, n'en ayant fait demander la permission au marquis de Mantoue que dans l'instant du passage, afin qu'il n'eût pas le temps de délibérer, et que la nouvelle de sa marche ne fût pas si tôt sue des Vénitiens. Le lendemain il logea à Nogara dans le Véronais, et le jour d'après à Ponte-Pesere et à Treville, à trois milles de La Scala.

Il apprit en cet endroit que Jean-Paul Baglione, après avoir escorté quelques troupes et de l'artillerie que les Vénitiens envoyaient à Brescia, s'était rendu de Castel-Franco à l'Isola-della-Scala avec trois cents hommes d'armes, quatre cents chevau-légers et douze cents fantassins. Il y courut sur-le-champ à la tête de trois cents lances et de sept cents archers, suivis du reste de l'armée qui ne pouvait pas marcher aussi vite que lui; et ayant su que les ennemis n'en étaient partis qu'une heure auparavant, il se mit sur leurs traces avec la même promptitude.

Sur ces entrefaites, Jean-Paul apprit que Bernardin de Montone, auquel on avait confié la garde du pont d'Alberè, l'avait rompu sur l'avis qu'il avait eu de l'approche des Français, pour éviter d'être enfermé entre eux et les Allemands; car l'empereur, libre du soin de garder le Frioul où il n'avait plus que la ville de Gradisca, tout le reste lui ayant été enlevé par les Vénitiens, en avait fait venir trois mille hommes d'infanterie qui étaient actuellement dans Vérone. Cette nouvelle aurait déterminé Jean-Paul à retourner à Brescia si on ne lui avait découvert un gué au-dessous de Vérone. Comme il allait chercher ce passage, il aperçut de loin Gaston, qui par sa diligence incroyable avait devancé le bruit de sa marche, et il crut que ce ne pouvait être qu'un parti de la garnison de Vérone. C'est pourquoi, ayant rangé ses troupes en bataille à la tour de Magnanino près de La Scala, et non loin de l'Adige, il attendit les en-

(1) Jacques Daillon, seigneur du Lude, frère aîné du seigneur de la Crotte, dont il est parlé ci-dessus. Il fut chambellan des rois Louis XII et François I, sénéchal d'Anjou et gouverneur de Fontarabie, et ce fut lui qui défendit si bien cette place contre les Espagnols en 1522. Il mourut en 1532.

nemis avec intrépidité. Le choc des lances fut terrible de part et d'autre, et l'on combattit ensuite de près avec d'autres armes plus d'une heure; mais les Vénitiens s'affaiblissaient insensiblement, tandis que les troupes françaises arrivaient de moment à autre. Ils rétablirent néanmoins plusieurs fois le combat; mais à la fin, accablés sous le nombre, ils prirent la fuite à l'entrée de la nuit et furent poursuivis par les ennemis jusqu'à la rivière. Jean-Paul la passa sans danger, mais plusieurs des siens s'y noyèrent. Les Vénitiens eurent environ quatre-vingt-dix hommes d'armes tués ou faits prisonniers; Guy Rangoni et Balthazar Signorello de Pérouse furent du nombre des derniers. Toute leur infanterie se dissipa, et ils perdirent deux fauconneaux en quoi consistait toute leur artillerie. Cette victoire ne coûta presque point de sang aux vainqueurs.

Le jour suivant Gaston rencontra Méléagre de Forli, accompagné de quelques chevau-légers vénitiens; il les mit d'abord en fuite, fit Méléagre prisonnier, et sans perdre un moment, le neuvième jour après son départ de Bologne, il entra avec son avant-garde dans un des faubourgs de Brescia, à deux portées de traits de la porte de Torre-Lunga; le reste de l'armée campa derrière lui le long du chemin qui conduit à Peschiera. Aussitôt qu'il eut pris son quartier, et sans se donner même le temps de respirer, il envoya une partie de son infanterie attaquer le monastère de San-Fridiano, situé à mi-côte au-dessus du faubourg qu'il occupait. Ce poste était gardé par plusieurs paysans du Val-di-Tropia; ses troupes ayant grimpé par plusieurs endroits, à la faveur d'une grande pluie qui empêchait le feu de l'artillerie placée dans ce monastère, elles attaquèrent ces paysans et en tuèrent une partie.

Le lendemain Gaston envoya un trompette à Brescia pour sommer les habitants de se rendre et offrir la vie, la liberté et les biens à tout le monde, excepté aux Vénitiens. On fit une réponse pleine de fierté en présence d'André Gritti, et aussitôt Gaston fit passer l'armée de l'autre côté de la ville et se logea dans le faubourg de la porte de Saint-Jean, afin d'être plus près du château[1]. A la pointe du jour suivant, il choisit dans toutes les troupes plus de quatre cents hommes d'armes couverts d'armes blanches, et six mille hommes d'infanterie, partie Gascons, partie Allemands; et se mettant à la tête de cette troupe qui était à pied, il monta par le côté qui regarde la porte de Pise et entra sans nul obstacle dans la première enceinte du château. Après un moment de repos, il exhorta ses soldats en peu de mots à descendre hardiment dans cette ville opulente où, n'ayant que de légères fatigues à essuyer, ils allaient acquérir beaucoup de gloire et s'enrichir par le pillage; il ajouta qu'ils n'avaient à combattre que des troupes vénitiennes qui leur étaient certainement inférieures par le nombre et la valeur; qu'à l'égard d'une populace sans aucune expérience de la guerre et qui songeait déjà plutôt à fuir qu'à résister, ils devaient la mépriser; que bien loin de seconder les ennemis, ce peuple ne servirait qu'à mettre par sa lâcheté le désordre parmi les troupes réglées; que les ayant amenés comme l'élite d'une armée florissante, il les conjurait de faire honneur à son choix et d'assurer leur propre gloire. En effet, quelle serait leur honte si, depuis longtemps accoutumés à forcer des villes pourvues d'intrépides défenseurs, bordées d'une nombreuse artillerie et fermées par de fortes murailles, ils ne prenaient pas celle-ci qui était toute ouverte et où ils n'avaient à combattre que des hommes!

Après ce discours, Gaston sortit du château, faisant marcher son infanterie à la tête des hommes d'armes. Il trouva quelques corps d'infanterie avec du canon disposés à l'arrêter, mais il les dissipa sans peine, et descendant fièrement la côte, il se rendit à la place du palais du Capitaine, qu'on appelle *le Burletto*, où toutes les troupes vénitiennes rassemblées l'attendaient de pied ferme. Le choc fut opiniâtre et terrible en cet endroit, les uns combattant pour leur salut et les autres pour la gloire et le pillage d'une ville fort riche. Les officiers s'y distinguèrent tous avec éclat, mais la valeur de Gaston se faisait surtout remarquer. Enfin, les Vénitiens furent contraints d'abandonner le champ de bataille malgré tous leurs efforts. Les Français se partagèrent aussitôt en deux corps dont l'un entra dans la ville et l'autre dans le quartier de la citadelle. Ils trouvent partout beaucoup de résistance de la part des soldats et du peuple; mais enfin ils

(1) Ce fut le jeudi gras 19 février.

renversent de tous côtés ce qui s'oppose à eux, voulant se rendre entièrement maîtres de la ville avant de s'abandonner au pillage. Gaston avait donné là-dessus des ordres sévères, et si quelqu'un s'écartait il était tué sur-le-champ par ses compagnons.

Les Français perdirent dans cette action beaucoup d'infanterie et un assez grand nombre de gens d'armes[1]. Il périt environ huit mille hommes du côté des Vénitiens, partie du peuple et partie des troupes, qui consistaient en cinq cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et huit mille hommes d'infanterie. De ce nombre fut Frédéric Contarini, provéditeur des Albanais; il fut tué d'un coup de feu dans le combat sur la grande place. Tous les autres y furent faits prisonniers, à la réserve de deux cents Albanais qui s'enfuirent par une poterne voisine de la porte de San-Nazaro, mais ce ne fut que pour tomber entre les mains des Français qui étaient restés hors de la ville, et ils furent tous tués ou pris. Cette partie des Français étant entrée par cette poterne profita de la victoire des autres et se mit à piller avec eux. André Gritti, Antoine Giustiniano, que le sénat avait envoyé en qualité de podestat, à Brescia, Jean-Paul Manfrone, et son fils le chevalier della Volpe, Balthazar de Scipione, un fils d'Antoine Pio, le comte Louis Avogaro avec un autre de ses fils[2], et Dominique Busecco, capitaine de cavalerie albanaise, furent faits prisonniers. Le comte Louis eut la tête tranchée dans la place publique en présence de Gaston; le supplice de ses deux fils ne fut différé que de quelques jours.

Les Bressans qui se faisaient gloire de tirer leur origine des Français en furent fort maltraités. Cette ville, qui ne le cédait à aucune de la Lombardie et qui les surpassait toutes par ses richesses, si l'on en excepte Milan, fut abandonnée au pillage. Les choses sacrées et profanes, les biens, l'honneur et la vie des habitants furent livrés sept jours de suite à l'avarice, à l'incontinence et à la cruauté du soldat. Gaston mit pourtant à couvert l'honneur des religieuses et des femmes qui s'étaient réfugiées dans les couvents. C'est ainsi qu'en moins de quinze jours Gaston de Foix obligea l'armée du pape et des Espagnols à lever le siége de Bologne, tailla en pièces Jean-Paul Baglione, avec une partie de l'armée vénitienne, et, rentrant à Brescia, remporta sur le reste de cette armée une victoire si funeste aux Vénitiens et aux habitants de cette ville. La gloire de ce jeune vainqueur se répandit dans toute l'Europe; et l'Italie ne balança point à avouer qu'elle n'avait vu depuis long-temps aucun exploit militaire digne d'entrer en parallèle avec cette activité partout victorieuse.

L'expédition de Brescia avait été précédée de celle de Bergame, dont les habitants, qui ne s'étaient révoltés que par l'inquiétude de quelques particuliers, rappelèrent les Français dès qu'ils parurent dans le pays; toutes les autres villes qu'ils avaient perdues, rentrèrent aussi sous leur puissance. Gaston n'eut pas plus tôt donné une forme au gouvernement de la ville de Brescia, fait reposer ses soldats et rétabli parmi eux le bon ordre que le butin fait à Brescia avait un peu troublé, qu'il songea à de nouvelles expéditions et à exécuter les ordres du roi, en marchant contre l'armée des alliés qui depuis la levée du siége de Bologne demeurait toujours dans le Bolonais.

Il était survenu des incidents qui avaient obligé la cour de France à prendre de nouvelles mesures. La guerre avec les Anglais était déjà presque certaine, et quoique Henri VIII eût d'abord nié positivement qu'il eût conçu ce dessein et que depuis il l'eût caché sous des discours équivoques, on reçut enfin de Rome la nouvelle qu'il avait signé la ligue. On savait encore qu'on faisait en Angleterre des préparatifs de troupes et de vaisseaux, et qu'on en équipait en Espagne pour les faire passer dans cette île, dont les peuples avaient beaucoup de penchant à faire la guerre à la France. Il arriva tout à propos dans ce temps-là à Londres une galéasse du pape, chargée de vins grecs, de fromages et d'autres présents, qui furent distribués de sa part au roi et à plusieurs seigneurs et prélats qui les reçurent avec plaisir. La populace, qui souvent est aussi frappée des plus petites choses que des grandes, accourut avec beaucoup d'empressement pour voir ce vaisseau, le premier qui eût jamais abordé en Angleterre avec le pavillon du Saint-Siége.

(1) Le chevalier Bayard y fut dangereusement blessé à la cuisse. Ce fut dans cette ville qu'il se conduisit si généreusement, pour l'époque, avec une dame chez laquelle il fut porté après sa blessure.

(2) L'aîné avait été fait prisonnier auparavant.

D'ailleurs l'évêque de Murray, le même qui avait négocié la paix entre le pape et le roi de France, ayant rendu dans le parlement des témoignages très favorables à la cause du premier, soit qu'il pensât comme il parlait, soit que le chapeau l'eût tenté, on y arrêta que les prélats anglais iraient au concile de Latran. Henri, à la prière des ministres du pape, congédia l'ambassadeur de France, lui déclarant qu'il n'était pas convenable que le ministre d'un prince qui persécutait si ouvertement le Saint-Siége parût dans une cour aussi dévouée à l'Eglise que l'était celle d'Angleterre. Déjà même on pénétrait le plan formé par les alliés, quoiqu'ils le tinssent fort secret. Le roi d'Angleterre devait infester avec sa flotte les côtes de Normandie et de Bretagne, et envoyer huit mille hommes d'infanterie en Espagne pour joindre les troupes du roi d'Aragon, afin de faire une irruption en Guienne.

Ces desseins donnaient beaucoup d'inquiétude à Louis XII. Le seul nom d'anglais était redoutable à la France, et elle avait encore plus de raison de le craindre quand les Espagnols se seraient joints à cette nation. Louis avait fait passer tous les gens d'armes en Italie, et il ne lui restait que deux cents lances. S'il rappelait ces troupes, ou même une partie, il exposait à un péril certain le Milanais qui lui était si cher; et si pour les remplacer il levait de nouvelles compagnies d'ordonnance, que pouvait-il attendre d'une milice sans expérience? D'ailleurs sa méfiance s'augmentait de jour en jour sur le compte de l'empereur; André de Burgos, qu'il avait envoyé vers ce prince, était revenu, et quoiqu'il rapportât que Maximilien paraissait disposé à entretenir son alliance, ce dernier faisait toujours des propositions fort dures et mêlées de beaucoup de plaintes.

Il demandait qu'on lui donnât des assurances qu'il serait mis en possession de tout ce qui devait lui revenir suivant le traité de Cambrai. Il ajoutait qu'il ne voulait plus s'en tenir à de simples promesses, persuadé depuis long-temps que le roi était très éloigné de consentir qu'il s'emparât de Padoue; que dans la vue de le consumer par une guerre sans fin, Louis avait dépensé, sans beaucoup de nécessité, deux cent mille ducats par an pour lui en faire coûter cinquante mille, n'ignorant pas que cette dernière somme, quoique bien moins considérable que la première, l'était bien davantage par rapport à lui que deux cent mille ne l'étaient pour un roi de France; que c'était dans cette même vue que le roi lui avait refusé Trivulce, qui aurait terminé promptement la guerre. Il exigeait encore que la seconde fille du roi[1], qui n'avait encore que deux ans, épousât son petit-fils; qu'on lui donnât la Bourgogne en dot, et que cette princesse fût envoyée dès à présent à sa cour. Il voulait aussi qu'on remît à sa décision l'affaire de Ferrare, celle de Bologne et celle du concile. Enfin il s'opposait à la marche de l'armée française du côté de Rome, et il protestait qu'il ne souffrirait jamais que le roi s'agrandît en Italie.

Ces propositions dures et insupportables en elles-mêmes causaient d'autant plus de chagrin au roi qu'il ne pouvait pas s'assurer que, quand il aurait tout accordé à l'empereur, ce prince léger ne changerait pas encore de parti à la première occasion; la dureté même de ses demandes le persuadait presque que Maximilien, qui ne se mettait pas trop en peine de dissimuler sa mauvaise volonté, était déjà déterminé à rompre avec lui, et qu'il ne cherchait qu'un prétexte pour cela. Il n'avait pas envoyé avec Burgos de commissaires pour le concile de Pise, malgré ses promesses réitérées; au contraire, les prélats de l'assemblée d'Augsbourg avaient déclaré ce concile schismatique, « disposés néanmoins, disaient-ils, à changer de sentiment si on leur faisait voir qu'ils s'étaient trompés. » Malgré sa méfiance à l'égard de l'empereur, le roi était obligé de tenir pour son service deux cents lances et trois mille hommes d'infanterie dans Vérone et mille dans Lignago, dans le temps où il avait le plus de besoin de réunir toutes ses forces.

Louis était encore fort inquiet de la disposition des Suisses à son égard. A la vérité, il les avait fait consentir à donner l'entrée de leurs diètes au bailli d'Amiens[2], qu'il avait chargé d'amples pouvoirs, ayant enfin pris le sage parti (si pourtant ceux qu'on prend après avoir laissé échapper l'occasion favorable méritent ce nom) de ne rien épargner pour regagner cette nation. Mais la haine du menu peuple

(1) Renée de France, qui épousa depuis Hercule d'Est de Ferrare. Elle mourut au château de Montargis le 12 juin 1775, âgée de soixante-six ans.

(2) Il se nommait Raoul de Lannoy.

contre lui et les efforts du cardinal de Sion l'emportaient sur le crédit de ceux qui étaient dans les intérêts de la France, et les Suisses paraissaient disposés à donner six mille hommes aux alliés, qui les leur demandaient pour les opposer à l'infanterie allemande que le roi avait à son service.

D'un autre côté, Louis n'espérait plus la paix avec le pape, quoique la négociation eût été continuée même au plus fort de la guerre par le cardinal de Nantes et le cardinal de Strigonie, prélat fort accrédité dans le royaume de Hongrie. Jules leur avait tout nouvellement déclaré qu'il n'écouterait plus rien si le conciliabule de Pise n'était annulé avant tout, et si les villes de Bologne et de Ferrare n'étaient rendues à l'Eglise; ensuite, passant aux voies de fait, il avait excommunié quelques-uns des prélats français qui étaient venus au concile, et Philippe de Decio[1], grand jurisconsulte de ce temps-là, qui avait écrit en faveur de ce concile et qui en dirigeait la forme.

Enfin le roi n'avait dans ces conjonctures aucun appui en Italie sur lequel il pût compter. Ferrare et Bologne lui étaient à charge. Les Florentins, auxquels il avait fait de nouvelles instances de se joindre à lui pour attaquer la Romagne, ne lui donnaient que des réponses vagues; il les soupçonnait même d'inconstance à son égard. Le vice-roi de Naples avait un agent à Florence, et cette république ayant envoyé un ambassadeur à la cour d'Aragon[2], elle ne communiquait plus ses affaires à Louis XII comme auparavant. Ce prince ayant fait proposer aux Florentins de renouveler l'alliance qui devait expirer dans peu de mois, sans exiger de l'argent ni rien qui pût leur être onéreux, ils différaient de le faire pour se conserver la liberté de prendre le parti qui leur paraîtrait le plus sûr. Le pape avait grand soin d'entretenir cette disposition. Pour empêcher que la rigueur dont il avait usé envers eux ne les portât à joindre leurs armes à celles du roi de France, il leur avait donné l'absolution des censures ecclésiastiques sans qu'ils la lui eussent demandée, et voulant les rassurer entièrement sur son compte, il leur avait envoyé Jean Gozzadini, Bolonais, l'un de ses camériers, en qualité de nonce, avec des instructions favorables.

Ainsi le roi, se voyant seul contre tant d'ennemis déclarés ou sur le point de se déclarer, et ne se croyant pas en état de leur résister s'il leur donnait le temps d'agir tous à la fois, donna ordre à Gaston de combattre l'armée des alliés le plus tôt qu'il serait possible, et s'il était vainqueur, comme il n'en doutait pas, attendu sa supériorité, d'attaquer sans scrupule Rome et le pape; il comptait se délivrer par ce moyen de tant d'inquiétudes; et pour diminuer la haine de cette expédition, il voulut qu'elle se fît au nom du concile de Pise, et que ce concile envoyât un légat à l'armée pour recevoir au nom de cette assemblée toutes les conquêtes qu'on ferait.

Suivant ces ordres, Gaston partit de Brescia et se rendit à Final, où il fut obligé de rester quelques jours, tant à cause des grandes pluies que pour se munir de vivres qu'il tirait de Lombardie et rassembler toutes les troupes que le roi avait en Italie, excepté celles qu'il fallait nécessairement laisser à la garde des places. De là il s'avança à San-Giorgio dans le Bolonais, où il reçut trois mille hommes de pied gascons, mille aventuriers et mille Picards, infanterie d'élite et fort estimée en France. Ainsi son armée se trouva composée de cinq mille lansquenets, cinq mille hommes de pied gascons, et huit mille en partie italiens et en partie français, et de mille six cents lances, en comptant les deux cents gentilshommes dont nous avons parlé. Cette armée devait être jointe par le duc de Ferrare avec cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et une grande quantité d'excellente artillerie; Gaston avait été obligé de laisser la sienne à Final à cause des mauvais chemins. Le cardinal de San-Severino se rendit à l'armée de la part du concile, en qualité de légat de Bologne. C'était un homme plein de fierté et dont les inclinations martiales ne s'accordaient guère avec son état.

Gaston marcha aux ennemis, brûlant d'envie de les combattre, tant pour obéir aux ordres du roi qui l'en pressait sans cesse, que pour exercer son courage et contenter son amour

(1) Il était fils naturel de Tristan de Decio, dont la famille avait pris son nom du village de Dexiò auprès de Milan, où elle était établie depuis trois cents ans. Philippe naquit en 1454. Il remplit avec éloge des chaires de droit à Pavie et à Valence, fut conseiller au parlement de Grenoble, et mourut à Sienne le 15 octobre 1535, laissant une fille naturelle qui ne justifia que trop sa naissance par ses désordres.

(2) Cet ambassadeur était Francesco Guicciardini lui-même.

pour la gloire; passion qui s'était beaucoup accrue par ses heureux succès; mais cette ardeur si vive ne le rendit pas téméraire, et il ne s'approcha du camp des confédérés qu'avec beaucoup de précaution; son dessein était ou de les attirer dans un terrain où il pût combattre sans désavantage, ou de les forcer à en venir aux mains en leur coupant les vivres.

Mais les ennemis étaient bien éloignés d'engager une action décisive. Leur armée, depuis que les troupes du duc d'Urbin s'étaient retirées à l'occasion de certaine brouillerie, ne consistait qu'en mille quatre cents gendarmes, mille chevau-légers, sept mille hommes d'infanterie espagnole, et trois mille Italiens de nouvelle milice; c'est pourquoi, voyant les Français si supérieurs par leur nombre et par la bonté de leur cavalerie, ils n'avaient garde de hasarder une bataille dans un terrain où l'avantage fût égal. Ils voulaient au moins attendre l'arrivée des six mille Suisses que les Cantons leur avaient accordés, et dont la solde, à laquelle le pape et les Vénitiens devaient contribuer, se négociait en ce moment à Venise, où le cardinal de Sion et douze députés des Cantons s'étaient rendus. D'ailleurs le roi catholique avait donné des ordres exprès d'éviter le combat autant qu'il serait possible, se fondant principalement sur ce qui faisait la crainte du roi de France; il voulait qu'on temporisât jusqu'à ce que le roi d'Angleterre et lui eussent porté la guerre en France, conjoncture qui mettrait Louis XII dans la nécessité de rappeler ses troupes d'Italie ou du moins la plus grande partie; ainsi la guerre se terminerait dans ce pays sans qu'il en coutât une goutte de sang. Par cette raison, Ferdinand se serait opposé au siége de Bologne, s'il n'en eût été empêché par les plaintes et l'impatience du pape.

Dans ces vues, le vice-roi et les autres généraux s'étaient proposé de se tenir toujours à portée des ennemis, pour ne pas abandonner à leur discrétion les villes de la Romagne et pour se conserver la liberté du chemin de Rome, en prenant toujours des postes bien situés ou appuyés de quelque bonne place, afin de ne pouvoir être attaqués sans beaucoup de désavantage de la part des ennemis. Ainsi ils étaient résolus de reculer toujours, sans s'inquiéter en rien des discours du public, et de s'attacher uniquement en capitaines habiles, à se ménager la victoire que la solide renommée et la gloire accompagnent toujours. C'est pourquoi, le jour où l'armée française vint camper à Castel-Guelfo et à Medicina, les alliés, qui en étaient campés fort près, se retirèrent sous les murs d'Imola. Le lendemain les Français s'avancèrent à un mille et demi de cette ville, où ils trouvèrent les ennemis en bataille dans leur camp, mais ils n'osèrent les attaquer si bien retranchés. Passant ensuite bien au-delà, ils postèrent leur avant-garde à Bubano, place à quatre milles d'Imola, et le reste de l'armée à Mordano et à Bagnara, villes distantes l'une de l'autre d'environ un mille, occupant toujours le grand chemin pour la commodité des vivres qui leur venaient sans obstacle par le fleuve du Pô et par Lugo, Bagna-Cavallo et les places voisines, que les Espagnols avaient abandonnées à l'arrivée de Gaston dans le Bolonais, et qui étaient retournées au pouvoir du duc de Ferrare. Le jour suivant les alliés se retirèrent à Castel-Bolognèse, laissant une bonne garnison dans la citadelle d'Imola et soixante hommes d'armes dans la ville, sous le commandement de Jean de Sassatello; ils campèrent sur le grand chemin en s'étendant vers la montagne. Le même jour les Français prirent d'assaut le château de Solarolo, et Cotignola se rendit à eux aussi bien que Granarolo. Ils séjournèrent dans leur camp le lendemain, et les alliés allèrent se poster au lieu qu'on appelle *il campo alle Mosche*[1]. Dans ces différentes marches les deux armées étaient toujours en bataille, ayant l'artillerie à leur front et l'avant-garde opposée aux ennemis, comme si l'on eût été sur le point d'en venir aux mains, mais avec une extrême circonspection de part et d'autre, l'une pour ne pas être forcée au combat à moins que l'avantage du lieu ne la dédommageât de la supériorité des ennemis, et l'autre pour engager l'action dans un lieu à peu près égal.

Gaston reçut alors de nouveaux ordres de donner bataille, fondés sur ce qui venait d'arriver. Les Vénitiens, quoique affaiblis par l'affaire de Brescia, avaient d'abord résisté aux prières et aux menaces du pape et du roi d'Aragon qui voulaient leur persuader de faire la paix avec l'empereur, et refusé d'y entendre à moins qu'on ne leur laissât Vicence. Mais enfin le pape leur avait fait conclure sous ses yeux

(1) *Le Champ aux Mouches.*

une trêve de huit mois[1], pendant laquelle chacun devait conserver ce dont il était alors en possession. Les Vénitiens s'obligèrent à donner à l'empereur cinquante mille florins du Rhin; ce traité rendit le roi certain du changement de Maximilien. D'un autre côté, Jérôme Cabanillas, ambassadeur d'Aragon, l'ayant prié de lui donner audience, lui déclara qu'il avait ordre de se retirer, et l'exhorta, au nom de Ferdinand, à abandonner les tyrans de Bologne qu'il soutenait contre l'Eglise, et à ne plus troubler pour une cause si injuste une paix si importante et si utile à la chrétienté; il ajouta que si le roi appréhendait que la restitution de Bologne n'exposât ses propres Etats, le roi d'Aragon lui offrait toutes les sûretés qu'il pouvait exiger, mais qu'enfin il ne lui convenait pas de manquer à la protection que tout prince chrétien doit au Saint-Siége.

Sur ces entrefaites Gaston, convaincu qu'il ne réussirait pas à suivre le plan qu'il s'était proposé, attendu qu'il n'était pas possible d'empêcher les ennemis d'avoir des vivres puisqu'ils étaient maîtres de toutes les villes de la Romagne et qu'il ne pouvait les combattre qu'avec beaucoup de désavantage, et que d'ailleurs son armée n'avait pas suffisamment de vivres, il résolut, de l'avis du conseil de guerre, de former le siége de Ravenne. Il comptait que les ennemis ne voudraient pas laisser prendre sous leurs yeux une ville si importante dont la perte entraînerait celle de leur réputation, et qu'ainsi il pourrait les attirer dans un lieu égal. Comme il ne voulait pas qu'ils découvrissent son dessein, de peur qu'ils ne s'approchassent les premiers de Ravenne, il alla se poster entre Cotignola et Granarolo, à sept milles de leur camp, et il y demeura quatre jours en attendant de Ferrare douze canons et douze autres pièces plus petites. Les ennemis ne laissèrent pas de pénétrer ce qu'il avait envie de faire, et ils envoyèrent à Ravenne Marc-Antoine Colonna avec soixante hommes d'armes de sa compagnie. Pierre de Castro, suivi de cent chevau-légers, Salazar et Parades à la tête de six cents fantassins espagnols, eurent ordre de s'y rendre aussi; mais pour y engager Colonna, il fallut que le légat, le vice-roi, Fabrice Colonna, Pierre Navarro et tous les autres capitaines lui promissent, chacun en particulier, que toute l'armée irait à son secours si les Français l'assiégeaient.

Le reste de l'armée se mit sous le canon de Faënza du côté qui regarde Ravenne. Pendant que les Espagnols étaient en cet endroit il y eut une rencontre assez sanglante entre les deux partis. Dans le même temps Gaston envoya cent lances et quinze cents hommes d'infanterie pour prendre Russi, gardé par ses seuls habitants, qui montrèrent d'abord beaucoup d'assurance, selon la coutume du peuple; mais bientôt la peur les saisit et le jour même ils demandèrent à capituler. Les Français, s'étant aperçus que les assiégés négligeaient leurs gardes, entrèrent brusquement dans la ville, la mirent au pillage, tuèrent plus de deux cents hommes et firent le reste prisonnier.

Ensuite Gaston s'approcha de Ravenne, et le lendemain il campa auprès des murs, entre les deux rivières au milieu desquelles cette ville est située. Ces deux rivières, dont l'une est le Ronco que les anciens appelaient *Vitis*[1], et l'autre le Montone, ont toutes deux leur source dans l'Apennin, à l'endroit où il sépare la Romagne de la Toscane. Ce dernier, qui après le Pô est le plus considérable des fleuves qui prennent leur source sur le côté gauche de l'Apennin, passe à Forli et baigne presque ses murs; l'autre passe de l'autre côté, à la droite de cette ville, mais à deux milles de distance. Ces fleuves se rapprochent ensuite de manière qu'ils coulent le long des murs de Ravenne des deux côtés. Au-dessous de cette ville le Ronco entre dans le Montone, et ils se jettent ensemble dans la mer, qui aujourd'hui est à trois milles de Ravenne, mais dont on dit qu'elle battait autrefois les murailles. L'armée française était entre ces deux rivières, ayant en tête la porte Adriana, qui est presque contiguë au rivage du Montone.

Gaston fit aussitôt dresser deux batteries, l'une contre la tour Roncona, qui est entre la porte Adriana et le Ronco, et l'autre au-delà du Montone, sur lequel il fit jeter un pont pour faire passer une partie de son armée; il pressa les canonniers avec beaucoup de vivacité, dans la résolution de donner l'assaut avant l'arrivée des ennemis qu'il savait être en mar-

(1) De dix mois, suivant les historiens vénitiens.

(1) C'est le Montone qui s'appelait *Vitis*. Le Ronco s'appelait *Bedesis*.

che. Il avait encore une autre raison de se hâter, c'est qu'il ne pouvait avoir de vivres qu'avec beaucoup de peine, parce que les Vénitiens, s'étant postés à Ficheruolo avec des barques armées, arrêtaient tout ce qui venait de la Lombardie par le Pô et avaient coulé à fond des batêaux à l'embouchure du canal qui va du Pô à deux milles de Ravenne, ce qui fermait le passage aux barques qui venaient de Ferrare; d'ailleurs on ne pouvait rien transporter par terre sans beaucoup de fatigue et de péril; enfin il était impossible d'aller au fourrage plus loin qu'à sept ou huit milles du camp. Tout cela détermina Gaston à donner l'assaut le jour même, quoique la brèche ne fût que d'environ dix toises et qu'on ne pût même y monter sans échelles, parce que le mur avait encore six pieds de hauteur; mais il espéra vaincre ces difficultés par la valeur et le bon ordre de ses troupes. Voulant les piquer d'émulation, il forma trois bataillons séparés d'Allemands, d'Italiens et de Français, et il choisit dans chaque compagnie de gendarmerie dix hommes d'élite auxquels il fit prendre les armes dont ils se servent à cheval et il les mit à pied à la tête de l'infanterie. Si l'attaque fut terrible, les assiégés se défendirent avec beaucoup de courage et Marc-Antoine Colonna fit des prodiges de valeur; enfin les Français désespérant de forcer la ville et ayant eu beaucoup de monde tué par une couleuvrine braquée sur un bastion, ils prirent le parti de se retirer après trois heures de combat. Il y eut environ trois cents fantassins et quelques hommes d'armes tués et autant de blessés. Châtillon entre autres et Spinosa[1], qui commandait l'artillerie, reçurent des coups de feu dont ils moururent peu de jours après. Frédéric de Bozzole ne reçut qu'une légère blessure.

Les habitants de Ravenne effrayés envoyèrent le jour suivant, sans en rien communiquer à Marc-Antoine Colonna, un député au camp pour capituler; mais tandis qu'on négociait on aperçut l'armée des confédérés. Les généraux, ne voulant pas manquer à la parole donnée à Marc-Antoine, s'étaient avancés à Forli, d'où marchant entre le Montone et le Ronco ils avaient passé cette dernière rivière au bout de quelques milles et venaient à Ravenne le long de ses bords. A cette vue les Français se mirent promptement en bataille avec grand bruit, retirèrent le canon des batteries, et Gaston délibéra avec ses capitaines s'ils passeraient la rivière[1] à l'heure même pour empêcher les ennemis d'entrer dans Ravenne. Il n'aurait jamais osé s'y déterminer parce qu'il lui eût été impossible d'exécuter ce dessein avec assez d'ordre et de diligence. Si au contraire les ennemis se fussent avancés, il leur eût été facile de se jeter ce jour-là dans la place par le bois de la Pineta qui est entre la ville et la mer, et par ce moyen les Français auraient été obligés d'abandonner honteusement la Romagne faute de vivres.

Mais les alliés ne sentirent pas leur avantage; ils craignaient d'être forcés à combattre en rase campagne dans leur marche, et jugeant que l'approche seule de l'armée mettrait Ravenne en sûreté, parce que Gaston n'oserait y donner l'assaut en leur présence, ils s'arrêtèrent à Mulinaccio, à trois milles de Ravenne, et ils employèrent le reste du jour et la nuit suivante à creuser à la tête de leur camp un fossé aussi large et aussi profond que le temps put le leur permettre.

Les Français de leur côté délibérèrent sur ce qu'ils feraient, et les sentiments furent partagés dans le conseil. Il leur paraissait trop dangereux de donner un nouvel assaut, la brèche n'étant pas fort grande et l'armée ayant d'ailleurs les ennemis à dos. Il était d'un autre côté non-seulement inutile, mais même impossible, attendu la disette des vivres, de rester plus long-temps devant Ravenne. Mais aussi leur retraite allait donner à l'ennemi plus de réputation qu'ils n'en avaient acquis eux-mêmes par tous leurs exploits. Enfin c'était beaucoup risquer et aller contre tout ce qu'on s'était proposé jusqu'alors que d'attaquer le camp des alliés, que l'on croyait bien retranché. De tous les dangers il fallait surtout éviter celui qui pouvait avoir de plus funestes suites, et il n'y en avait point qui fût plus à craindre que la défaite de l'armée. Dans ces incertitudes, Gaston préféra attaquer les ennemis dès la pointe du jour comme le parti le plus glorieux et le plus sûr.

(1) Ce nom est corrompu par Guicciardini; c'était le baron d'Espy.

(1) Le Ronco.

Suivant cette résolution on travailla à aplanir les bords du Ronco pendant la nuit; à la pointe du jour[1] les lansquenets traversèrent cette rivière sur un pont qu'on y avait jeté, mais presque tout le reste de l'infanterie de l'avant-garde et du corps de bataille la passa à gué. Quatre cents lances de l'arrière-garde restèrent sur le bord de la rivière du côté de Ravenne, avec d'Alègre qui les commandait. Il avait ordre de joindre l'armée en cas de besoin et devait s'opposer aux sorties des assiégés. Pâris l'Escot fut chargé de garder avec mille fantassins l'autre pont que l'on avait fait sur le Montone.

Après le passage de la rivière, Gaston rangea son avant-garde sur le bord du Ronco qu'elle avait à sa droite. Ce premier corps où commandait le duc de Ferrare était composé de sept cent lances et de l'infanterie allemande, placée à la gauche de cette cavalerie. A côté de l'avant-garde, qui avait l'artillerie devant elle, le général posta l'infanterie de la bataille, consistant en huit mille hommes, partie Gascons, partie Picards. Ensuite, en s'éloignant toujours de la rivière, il forma son arrière-garde[2] de cinq mille hommes de pied italiens, conduits par Frédéric de Bozzole; car quoiqu'en passant à Bologne on en eût retiré toute la garnison, cette infanterie ne s'élevait qu'à ce nombre, beaucoup de soldats ayant déserté faute de paiement. Il mit à la gauche des Italiens tous les archers et les chevau-légers, dont le nombre montait à plus de trois mille. Après cette ligne, qui s'arrondissait en croissant, il disposa plus près du bord de la rivière six cents lances derrière le corps de bataille, sous les ordres de la Palice et du cardinal de San-Severino, légat du concile; ce légat, qui était d'une taille avantageuse et qui avait l'air martial, était armé de pied en cap, faisant plutôt l'office d'un capitaine que d'un cardinal et d'un légat. Gaston ne se réserva aucun poste particulier; mais ayant choisi dans toute l'armée trente des plus braves gentilshommes pour l'accompagner, il se réserva la liberté de se porter et de donner ses ordres partout. Il était facile de le reconnaître à ses armes éclatantes. Après avoir rangé son armée en bataille il monta sur la chaussée de la rivière, d'où il anima ses soldats avec une éloquence peu ordinaire aux guerriers; son visage riant, ses yeux pleins de feu et sa contenance noble et assurée ajoutaient encore à ses paroles.

« Compagnons, dit-il, la fortune qui jusqu'ici nous a favorisés comme une tendre mère, nous offre aujourd'hui l'occasion si fort désirée de combattre en rase campagne, et en même temps de saisir la plus belle de toutes les victoires. Ravenne et toutes les villes de la Romagne seront ensuite à votre discrétion; c'est le moindre prix de votre valeur, et l'Italie n'ayant plus rien à vous opposer, nous marcherons à Rome sans aucun obstacle. Là, d'immenses trésors, fruit de plusieurs siècles de rapines exercées à l'ombre de la religion, des monceaux d'or et d'argent, des pierres précieuses et des prisonniers opulents, seront la récompense de vos travaux et feront envier votre sort à toute la terre. De Rome nous passerons aussi facilement à Naples, où nous rendrons à l'Espagnol toutes les injures qu'il a faites à la France.

« Votre courage, notre bonheur, le rapide succès des derniers jours, tout est pour moi d'un heureux présage. Cette ardeur qui brille dans tous les yeux, et le souvenir des actions de valeur que je vous ai vu faire à presque tous, ne me permettent pas d'imaginer seulement qu'on puisse interrompre nos conquêtes. Nous n'avons à combattre aujourd'hui que ces mêmes Espagnols qui à notre arrivée levèrent honteusement le siége de Bologne à la faveur de la nuit, et qui n'ont échappé tout récemment à notre victoire qu'en fuyant sous les murs d'Imola et de Faënza ou dans les montagnes. C'est cette nation qui n'a jamais osé paraître devant nos armées dans le royaume de Naples, en plaine et dans un terrain où l'avantage fût égal. Elle s'est toujours défendue par la situation des lieux, ou derrière des remparts, des rivières et des retranchements. Jamais elle n'a compté que sur la ruse et les stratagèmes. Au reste ces troupes que nous allons vaincre ne sont pas ces Espagnols vieillis dans les guerres de Naples; vous n'aurez à dissiper que des milices sans expérience, qui n'ont encore eu à soutenir que les arcs, les flèches et les lances

(1) Le 11 du mois d'avril; c'était le jour de Pâques.

(2) Il y a dans l'Italien *l'Ultimo squadrone*. Daniel, qui cite Guicciardini, semble joindre ces cinq mille hommes au corps de bataille.

émoussées des Maures, et qui furent même assez lâches l'année précédente pour se laisser battre dans l'île de Gerbes par cette nation faible, timide, mal armée et sans nulle connaissance de l'art militaire. Ce même Pierre Navarro, qu'ils regardent comme un héros, suivit alors les autres dans leur fuite et montra qu'il y a bien de la différence entre renverser des murailles par l'effort du canon et des mines, et combattre de près avec un vrai courage et une intrépidité que rien ne peut ébranler. Les voilà, ces fiers Espagnols, renfermés derrière un fossé que la peur leur a fait creuser pendant la nuit. L'infanterie rassurée par ce misérable retranchement et par des chariots armés, comme si l'on combattait avec ces instruments puériles et que le courage et la force fussent inutiles dans les batailles, nous attend dans son poste; mais il faudra bien qu'elle l'abandonne. L'artillerie la forcera d'en sortir; nous verrons alors si l'artifice espagnol soutiendra l'impétuosité française, la fierté allemande et la générosité italienne.

« Une seule chose peut diminuer la gloire dont nous allons nous couvrir ; nous sommes le double des ennemis. Mais nous ferait-on un crime de profiter d'un avantage qui nous est donné par la fortune ? On ne blâmera que leur imprudence et leur témérité ; personne n'ignore que ce n'est pas le courage qui les amène au combat, mais l'autorité de Fabrice Colonna, qui n'a osé manquer à l'indiscrète promesse donnée à Marc-Antoine, ou plutôt c'est la justice divine qui veut abaisser l'orgueil et punir les désordres du faux pape Jules, et toutes les perfidies du traître Ferdinand envers notre roi. Mais que sert d'exciter vos courages ? c'est perdre en paroles le temps de combattre et de vaincre. Allons donc, chers compagnons, volez au combat, obéissez à l'ordre, et je promets à mon roi l'empire de l'Italie ; je vous promets toutes les richesses de cette conquête. Vous me verrez dans tous les rangs, à vos côtés, exposer ma vie comme dans toutes les occasions où nous avons combattu ensemble ; heureux, et le plus heureux de tous les capitaines, de trouver dans cette victoire le moyen de combler mes soldats de plus de gloire et de richesses qu'aucune armée n'en a acquis depuis trois cents ans ! »

L'armée ne répondit à ce discours que par des cris de joie mêlés au son des trompettes et au bruit des tambours. On marcha d'abord au camp des ennemis qui n'était pas à deux milles de l'endroit où l'on avait passé la rivière. Ils s'étaient étendus le long du rivage à leur main gauche, ayant devant eux le fossé dont nous avons parlé, qui tournant à droite environnait tout leur camp, à l'exception d'un espace de quarante pieds qu'ils avaient laissé ouvert à la tête des retranchements afin de donner une libre sortie à la cavalerie.

A la première nouvelle que les Français commençaient à passer la rivière, les confédérés s'étaient mis en bataille dans l'ordre suivant : Fabrice Colonna, à la tête de l'avant-garde, composée de huit cents gens d'armes et de six mille hommes d'infanterie, s'étendait le long de la rivière, sa cavalerie ayant les lances françaises à l'opposite. Derrière l'avant-garde, toujours en côtoyant la rivière, venait le corps de bataille de six cents hommes d'armes, sous les ordres du vice-roi, secondé par le marquis della Palude. Ce fut là que le cardinal de Médicis, presque aveugle de naissance et recommandable par sa douceur, jugea à propos de se placer en habit de paix, bien différent en cela, comme en toute autre chose, du cardinal San-Severino ; cette cavalerie avait à sa droite un bataillon de quatre mille fantassins. Enfin suivait l'arrière-garde, composée de quatre cents hommes d'armes et de quatre mille hommes d'infanterie, sous les ordres de Carvajal, officier espagnol. Les chevau-légers conduits par Ferdinand d'Avalos[1], marquis de Pescaire, encore jeune mais de grande espérance, furent mis à l'aile droite pour voler où leur secours serait nécessaire. L'artillerie marchait devant les gens d'armes, et Pierre Navarro, qui, ayant pris avec lui cinq cents hommes de pied seulement, ne s'était choisi aucun poste particulier, avait placé à la tête de l'infanterie trente chariots, semblables aux chars armés de faux en usage chez les anciens, et qu'il avait chargés de petites pièces de campagne et armés d'un long épieu pour mieux soutenir le choc des Français.

Les Espagnols ainsi rangés attendirent derrière le fossé qu'on vînt les attaquer, prenant

(1) Il était fils d'Alphonse, dont il est parlé dans le second livre.

en cela un fort mauvais parti. Fabrice Colonna avait voulu charger les Français lorsqu'ils commençaient à passer la rivière, parce que les alliés auraient eu, à n'avoir affaire qu'à une partie des ennemis, beaucoup plus d'avantage qu'ils ne pouvaient en retirer du petit fossé qui les séparait quand il faudrait soutenir l'attaque de toute l'armée; mais l'avis de Pierre Navarro, l'oracle du vice-roi, prévalut, et rien ne s'opposa au passage des Français.

Leur armée s'étant approchée environ à deux cents pas du fossé, et voyant les ennemis obstinés à demeurer dans leurs retranchements, elle fit halte pour ne pas donner aux alliés l'avantage qu'elle voulait avoir; ainsi les deux armées restèrent en présence pendant plus de deux heures sans faire autre chose que de se canonner de part et d'autre. L'infanterie française fut fort maltraitée à cause de la disposition avantageuse que Navarro avait faite de l'artillerie. Pendant ce temps-là le duc de Ferrare, ayant fait conduire une partie du canon des Français avec beaucoup de diligence par-derrière l'armée, le plaça à la pointe de leur aile gauche, à l'endroit où étaient les archers; cette pointe, attendu que l'armée était disposée en croissant, débordait de beaucoup sur le flanc des ennemis. De là il se mit à faire un feu si terrible qu'il écrasait des rangs entiers d'Espagnols, et surtout de leur cavalerie. Navarro fit retirer l'infanterie plus bas, à côté de la levée, et lui fit mettre ventre à terre. Fabrice criait de toute sa force et envoyait courriers sur courriers dire au vice-roi qu'il fallait sortir et marcher aux ennemis, plutôt que d'être mis en pièces par le canon; mais Navarro, opiniâtre dans son sentiment, s'y opposa toujours, par une pernicieuse ambition. Il supposait que l'infanterie espagnole seule remporterait la victoire quand même tout le reste périrait, et sur ce principe il comptait que, plus l'armée serait maltraitée, plus il aurait de gloire à vaincre. Cependant le canon avait fait un si grand ravage parmi les gens d'armes et les chevau-légers qu'ils ne pouvaient plus tenir dans leur poste; on voyait à tout moment tomber par terre hommes et chevaux, et voler des têtes et des bras; l'horreur de ce spectacle était redoublée par des cris affreux.

Alors Fabrice s'écria : « Périrons-nous sans tirer l'épée par l'opiniâtreté et la malice d'un Maranne[1]? L'armée se verra-t-elle mettre en pièces sans pouvoir venger sa perte sur un seul des ennemis? Où est donc le souvenir de nos victoires contre les Français? Et l'honneur de l'Espagne et de l'Italie sera-t-il sacrifié à un Navarro? » A ces mots, sans attendre l'ordre du vice-roi, il sort du camp avec ses gens d'armes, et toute la cavalerie le suit. Navarro fut donc contraint de donner le signal à l'infanterie, qui, se relevant fièrement, engagea le combat avec l'infanterie allemande qui s'était avancée de son côté.

La mêlée étant devenue générale, il s'engagea l'une des plus cruelles batailles qu'on eût vue en Italie depuis long-temps; car la journée du Taro n'avait été, à proprement parler, qu'un rude choc de lances; les combats du royaume de Naples furent plutôt des coups de main que des batailles, et à la Ghiara-d'Adda il n'y eut que la moindre partie de l'armée vénitienne qui combattit. Mais ici l'action fut générale; elle se passa en rase campagne, sans nul embarras d'eaux ni de retranchements, et les deux armées s'acharnèrent opiniâtrément l'une contre l'autre pour vaincre ou pour mourir, animées par la gloire et par la haine nationale. Il y eut même un combat particulier entre deux capitaines, l'un allemand, nommé Jacques Empser, et l'autre espagnol, nommé Zamudio. Ces deux braves s'étant fait un défi à la tête de leurs escadrons, la victoire favorisa l'Espagnol, qui tua son ennemi.

La cavalerie de la ligue, inférieure par elle-même à celle des Français, avait d'ailleurs été fort maltraitée par le canon. Ainsi, après avoir fait des prodiges de valeur et se voyant prise en flanc par Yves d'Alègre à la tête des lances de réserve et des mille fantassins laissés au pont du Montone que la Palice avait fait avancer, elle se mit en fuite, dans l'impossibilité de résister plus long-temps, Fabrice Colonna ayant été pris. Les chefs furent les premiers à lui donner l'exemple; car le vice-roi et Carvajal, sans tenter de rétablir le combat avec leurs gens d'armes, s'enfuirent et furent suivis de presque toute l'arrière-garde. Antoine de Lève s'enfuit avec eux. Cet homme, alors confondu dans la foule, passant dans la suite par tous les grades militaires, devint un grand capitaine.

(1) *Maranne* ou de race *Morisque*.

Les chevau-légers avaient déjà été taillés en pièces et le marquis de Pescaire [1], leur chef, fait prisonnier, tout couvert de blessures et de sang. Le marquis della Palude, qui avait mené le corps de bataille au combat par un terrain plein de fossés et de ronces, ce qui l'avait mis en grand désordre, avait aussi été pris, et la terre était couverte d'hommes et de chevaux morts ou mourants.

L'infanterie espagnole, quoique abandonnée par la cavalerie, ne laissait pas de soutenir le combat avec beaucoup de valeur. Elle avait été mise en désordre par le premier choc des piques allemandes ; mais s'étant avancée sur eux à la longueur de l'épée, et plusieurs Espagnols, le poignard à la main, s'étant glissés à la faveur de leurs écus entre les jambes des Allemands, en firent un horrible carnage et pénétrèrent jusqu'au centre de leur bataillon.

D'un autre côté les fantassins gascons, s'étant saisis du chemin qui est entre la rivière et la levée, avaient attaqué l'infanterie italienne qui, quoique maltraitée d'abord par l'artillerie, commençait à se rétablir lorsque Yves d'Alègre fondit sur elle à la tête de son escadron. La fortune trahit en cette occasion la valeur de ce capitaine. Il vit tuer son fils [2], et ne pouvant survivre à sa douleur, il s'élança dans le fort de la mêlée, où, après avoir combattu en désespéré et jonché la terre d'ennemis, il périt lui-même. L'infanterie italienne, ne pouvant résister à tant de troupes, pliait lorsqu'une partie de l'infanterie espagnole accourut à son secours et la rétablit. Cependant les lansquenets, extrêmement pressés par les Espagnols, ne se défendaient qu'avec peine ; mais Gaston, ayant mis en fuite toute la cavalerie, vint les soutenir avec un nombreux escadron. Alors les Espagnols se retirèrent, mais sans fuir et en bon ordre, par le chemin qui est entre la rivière et la levée, et marchant au petit pas et fort serrés, ils repoussaient les Français qui voulaient les entamer dans leur retraite, et s'éloignèrent ainsi peu à peu. A l'égard de Pierre Navarro, qui était au désespoir et qui aimait mieux mourir que de se sauver, il ne voulut point quitter le champ de bataille, où il fut fait prisonnier.

(1) Le marquis de Pescaire et della Palude furent défaits et pris par le chevalier Bayard et par Louis d'Ars.

(2) Le père Daniel le nomme *Viverois*.

Gaston, ne pouvant souffrir que ces Espagnols se retirassent en aussi bon ordre que s'ils eussent été vainqueurs, et croyant sa victoire imparfaite s'il ne les taillait en pièces, fondit avec impétuosité sur eux à la tête d'un escadron de cavalerie et chargea avec furie les derniers rangs ; mais ayant été enveloppé et renversé de son cheval, ou, comme d'autres le disent, son cheval ayant été tué sous lui [1], il fut abattu à coups de piques.

Ainsi périt Gaston de Foix, et si l'on doit souhaiter de mourir, comme on le croit, lorsqu'on est au comble de la gloire, sa mort est une des plus heureuses après une si belle victoire. Il était fort jeune [2], mais il s'était déjà couvert d'une gloire immortelle par tant de succès poussés avec un courage et une rapidité incroyable [3] dans l'espace d'environ trois mois ; on peut dire qu'il fut grand capitaine presque avant que d'avoir été soldat. Lautrec [4] fut trouvé demi-mort auprès de lui et blessé en vingt endroits ; mais ayant été transporté à Ferrare, il guérit de ses blessures.

La mort de Gaston fut cause du salut de l'infanterie espagnole. Tout le reste de l'armée des alliés fut dissipé et mis en déroute ; leurs bagages, leurs drapeaux et leur artillerie demeurèrent aux Français. Le légat du pape fut fait prisonnier, et Frédéric de Bozzole, l'ayant tiré des mains des Albanais, le présenta au légat du concile. Fabrice Colonna, Pierre Navarro, les marquis della Pallude, de Bitonto et de Pescaire, et plusieurs autres seigneurs, barons et gentilshommes de marque, Espagnols ou du royaume de Naples, furent aussi faits prisonniers.

Il n'y a rien pour l'ordinaire de plus incertain que le nombre des morts dans les batailles, mais l'opinion la plus commune est qu'il y en eut au moins dix mille dans celle-ci, savoir, un tiers du côté des Français et le reste du côté des confédérés ; d'autres en comptent beaucoup au-delà de ce nombre. Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que presque tout ce qu'il y avait de braves gens et de troupes d'élite dans l'armée de la ligue n'ait péri, et

(1) Il reçut vingt-deux coups de pique ou d'épée, suivant Mézeray. Le père Daniel dit quatorze.

(2) Il n'avait que vingt-trois ans.

(3) Il fut surnommé le *Foudre de l'Italie*.

(4) Il était cousin issu de germain de Gaston.

entre autres, Raphaël Pazzi, capitaine distingué au service du pape. Il y eut, outre cela, un très grand nombre de blessés; mais la perte des Français à cet égard fut sans comparaison plus grande, par la mort de Gaston de Foix et d'Yves d'Alègre, et par celle d'un grand nombre de seigneurs de la première noblesse de France, du capitaine Jacob, de plusieurs autres officiers de l'infanterie allemande, de Molard et d'autres capitaines gascons et picards. Les Allemands eurent beaucoup de part à la victoire, mais elle leur coûta bien du sang. A l'égard des Gascons et des Picards, ils perdirent ce jour-là toute la gloire qu'ils avaient eue jusqu'alors en France. La perte seule de Gaston fut plus préjudiciable aux Français que tout le reste, et avec lui périt toute la vigueur de l'armée.

Ceux des vaincus qui se sauvèrent de la bataille s'enfuirent du côté de Césène, d'où ils se retirèrent dans les places les plus éloignées. Le vice-roi[1] ne s'arrêta point qu'il ne fût à Ancône[2], où il arriva suivi d'un fort petit nombre de cavaliers. Il y en eut plusieurs tués et dépouillés dans leur fuite par les paysans qui s'étaient répandus de tous côtés. Le duc d'Urbin, que l'on croyait avoir conspiré contre son oncle, et qui, ayant en effet envoyé peu de jours auparavant Balthazar de Castiglione au roi de France, entretenait des agents auprès de Gaston de Foix, fit prendre les armes aux gens du pays contre les fuyards et fit même passer des soldats sur le territoire de Pesaro, afin de les poursuivre. Ceux qui s'enfuirent par les Etats de Florence furent les seuls qu'on ne maltraita point, d'abord par l'attention des officiers qui en usèrent ainsi de leur autorité privée, et ensuite par les ordres exprès de la république.

L'armée française ne fut pas plus tôt de retour dans son camp que Ravenne demanda à capituler. Mais pendant la négociation et dans le temps que les assiégés, négligeant la garde des murs, se préparaient à envoyer des vivres au camp, les fantassins allemands et gascons entrèrent dans la ville par la brèche et la mirent au pillage. Outre leur haine naturelle contre les Italiens, la perte qu'ils avaient faite dans la bataille excitait encore leur furie. Quatre jours après, Marc-Antoine Colonna qui s'était réfugié dans la citadelle la rendit, vies et bagages sauves, ce qu'il n'obtint qu'en donnant sa parole, avec les autres capitaines, de ne point porter les armes contre le roi ni contre le concile de Pise jusqu'au 22 juillet suivant. L'évêque Vitello, qui était dans un autre fort avec cent cinquante fantassins, le rendit aussi au bout de quelque temps aux mêmes conditions. Les villes d'Imola, de Forli, de Césène et de Rimini, et toutes les places de la Romagne, à l'exception des citadelles des deux premières, se soumirent aux vainqueurs et furent reçues par le légat au nom du concile de Pise.

(1) Raymond de Cardona était bien fait et de bonne mine, mais lâche et sans talent pour la guerre, ce qui faisait que Jules II l'appelait souvent *Madame de Cardona*.

(2) Ancône est à trente lieues du champ de bataille.

CHAPITRE V.

Rome apprend la nouvelle de la défaite de Ravenne. Les cardinaux engagent le pape à faire la paix. Les ambassadeurs aragonais et vénitien lui persuadent de continuer la guerre. Négociations pour la paix. Ouverture du concile de Saint-Jean-de-Latran. Le cardinal de Médicis prisonnier à Milan. Les Suisses en Italie à la solde du pape. Pavie soumise par la ligue. Bologne rentre sous la domination de l'Église.

Cependant l'armée victorieuse, frappée de la mort de Gaston, se tenait à quatre milles de Ravenne dans l'inaction. Le légat et la Palice, auxquels la retraite du duc de Ferrare qui avait repris le chemin de ses Etats donnait le commandement de l'armée, incertains des intentions du roi, étaient d'avis d'attendre ses ordres; d'ailleurs ils n'avaient pas encore assez d'autorité pour se faire obéir des troupes, qui n'étaient occupées qu'à partager le butin et à l'envoyer dans des lieux sûrs; enfin l'armée se trouvait tellement affaiblie et découragée par une si sanglante victoire qu'on eût dit qu'elle avait été vaincue. Les soldats, consternés et les yeux baignés de larmes, appelaient tristement Gaston de Foix, protestant qu'ils l'auraient suivi partout sans que rien eût été capable de les arrêter. En effet, on ne doutait pas, si ce jeune héros eût survécu à sa victoire, que, entraîné par l'ardeur de son grand courage et animé par la promesse que le roi lui avait donnée, comme le bruit en courait, de le couronner roi de Naples s'il faisait la conquête de ce royaume, il n'eût aussitôt volé à Rome avec sa

vivacité ordinaire, ce qui n'aurait laissé au pape et aux confédérés d'autre parti que celui de la fuite.

Cependant Octavien Frégose prit la poste à Fossombrone et apporta à Rome le 13 avril la nouvelle de la bataille. L'épouvante se répandit à la cour; les cardinaux se rendirent aussitôt auprès du pape et le conjurèrent instamment d'accepter la paix, qu'ils ne désespéraient pas d'obtenir du roi de France à des conditions raisonnables, et de vouloir enfin mettre le Saint-Siége et sa propre personne à couvert de tant de périls. Ils lui représentaient qu'il avait assez travaillé pour l'agrandissement de l'Eglise et pour la liberté de l'Italie; que ses bonnes intentions lui avaient acquis beaucoup de gloire, mais qu'il paraissait clairement que la volonté de Dieu était contraire à cette entreprise, et que vouloir s'opiniâtrer à la poursuivre serait exposer l'Eglise à une ruine certaine; que c'était Dieu plus que lui que regardait le soin de son épouse; qu'ainsi il devait s'en reposer sur sa suprême volonté, et, prenant le parti de la paix suivant le précepte de l'Evangile, rendre le repos à sa vieillesse, à l'Etat ecclésiastique et à toute sa cour, qui ne demandait et ne désirait que la fin de la guerre; qu'apparemment les vainqueurs étaient déjà en marche pour venir à Rome; qu'ils seraient bientôt joints par le duc d'Urbin, son neveu, et par Robert Orsino[1], Pompée Colonna, Anthime Savello, Pierre Margano et Renzo Mancini, que l'on savait avoir tous conspiré contre lui et recevoir des pensions du roi de France, et qui, même long-temps avant la bataille, se préparaient à inquiéter la ville de Rome. Quel autre remède que la paix contre un péril si pressant?

Mais les ambassadeurs du roi d'Aragon et des Vénitiens tenaient au pape des discours bien différents. Ils lui représentaient que les choses n'étaient pas si désespérées, ni l'armée de la ligue dissipée de manière qu'on ne pût la remettre sur pied en fort peu de temps et sans beaucoup de frais; qu'on savait que le vice-roi s'était sauvé avec la plus grande partie de la cavalerie; que l'infanterie espagnole s'était retirée en bon ordre; que si elle s'était sauvée, comme il y avait grande apparence, toute autre perte devait être comptée pour rien; qu'il ne fallait pas croire que les Français fussent si tôt en état de venir à Rome; que la mort de Gaston causerait nécessairement beaucoup de confusion dans leur armée, outre qu'ils seraient retenus par la crainte des Suisses, qui sans doute se déclareraient pour la ligue et se jetteraient dans le Milanais; qu'en vain l'on se flattait d'obtenir la paix du roi de France, si ce n'était à des conditions injustes et honteuses; qu'il faudrait recevoir la loi et essuyer l'orgueil et l'insolence de Bernardin Carvajal et de Frédéric de San-Severino; qu'il n'y avait rien que le pape ne dût préférer à l'indignité de se soumettre à une dure servitude cachée sous l'apparence d'une paix qui ne pouvait être sûre, ces schismatiques aspirant toujours à lui ravir sa dignité avec la vie; qu'il serait moins dur pour lui, supposé qu'il y fût forcé, d'abandonner Rome et de se retirer avec toute sa cour dans le royaume de Naples ou à Venise; qu'il pourrait demeurer avec la même sûreté et les mêmes honneurs qu'à Rome dans le lieu qu'il choisirait pour sa retraite; que la perte de cette capitale n'emportait pas celle de son autorité, qui résidait toujours dans la personne du pape, en quelque lieu qu'il se trouvât; qu'il montrât donc encore cette fermeté et ce courage qui lui avaient déjà tant fait d'honneur, persuadé que Dieu ne manquerait pas de seconder ses justes entreprises, et n'abandonnerait jamais la barque de saint Pierre souvent battue des flots mais jamais submergée, et qu'enfin les princes chrétiens, par zèle pour la religion et par jalousie de l'agrandissement du roi de France, emploieraient à la défense de l'Église toutes leurs forces et voleraient à son secours en personne.

Au milieu de ces différents avis, le pape était fort irrésolu. Il était facile de voir qu'il écoutait d'un côté sa haine, son dépit et son opiniâtreté trop souvent inflexible, et que de l'autre il était ébranlé par la crainte. Ses réponses aux ambassadeurs montraient assez qu'il ne craignait pas tant d'abandonner Rome que de se retirer dans un lieu où il dépendrait d'autrui. Il disait aux cardinaux qu'il voulait la paix, et il consentait même qu'on priât les Florentins d'en être les médiateurs; mais il parlait avec tant de froideur qu'on ne pouvait croire que ses discours

(1) Il était fils de Paul Orsino et protonotaire apostolique.

fussent sincères. Ayant fait venir de Civita-Vecchia Biascia, Génois, capitaine de ses galères, on crut qu'il voulait sortir de Rome; mais peu après il le renvoya. Il songeait à prendre à sa solde les barons romains qui n'étaient pas de la conjuration formée contre lui; enfin il écoutait avec plaisir les deux ambassadeurs qui s'efforçaient de le rassurer, et il laissait souvent échapper des discours pleins d'outrage et d'emportement contre les Français.

Dans ces circonstances, Jules de Médicis[1], chevalier de Rhodes, qui depuis fut pape, arriva à Rome. Le cardinal de Médicis, en ayant obtenu la permission du cardinal de San-Severino, fit partir Jules sous prétexte de représenter à ses ennemis la triste situation où il se trouvait; mais son but était d'instruire le pape du véritable état des choses. Le pape apprit de sa bouche combien cette victoire avait affaibli les Français, le grand nombre d'officiers et de braves troupes qu'ils avaient perdus et aussi de ceux que leurs blessures mettaient hors d'état de pouvoir servir de long-temps. Il ajouta qu'une infinité de chevaux avaient péri dans l'action; qu'une partie de l'armée s'était dispersée en différents lieux pour mettre en sûreté le pillage de Ravenne; que les généraux attendaient les ordres du roi; qu'ils n'étaient pas même en bonne intelligence ensemble, la Palice ne pouvant souffrir la hauteur de San-Severino qui voulait être général et légat en même temps; qu'il courait un bruit sourd sur la venue des Suisses, et qu'enfin il n'y avait aucune apparence que l'armée française fût si tôt en état de marcher sur Rome.

Le pape, rassuré par cette relation, manda Jules au consistoire pour faire le même rapport aux cardinaux, et dans le même temps le duc d'Urbin ayant changé de résolution, sans qu'on en sût la cause, fit offrir à son oncle deux cents hommes d'armes et quatre mille hommes d'infanterie. Les cardinaux n'en eurent pas moins d'empressement pour la paix; le pape ne faisait paraître aucun éloignement à cet égard dans ses discours; mais bien résolu de ne la faire qu'à la dernière extrémité, quoiqu'il ne vît aucun moyen d'éviter le danger présent, il aurait préféré quitter Rome, pourvu qu'il eût d'ailleurs quelque lieu d'espérer que les autres puissances, et surtout les Suisses, lui fourniraient des secours. Ceux-ci paraissaient bien disposés en sa faveur, et ils avaient même interdit aux ambassadeurs de France l'entrée de la diète générale qui devait délibérer sur les demandes du pape.

Néanmoins il y eut dans ce temps-là quelque espérance que la paix pourrait se conclure. Le roi de France avant la bataille de Ravenne, effrayé des dangers qui l'environnaient, rebuté d'ailleurs de la légèreté de l'empereur et de la dureté des conditions qu'il lui imposait, et résolu enfin de se relâcher à l'égard du pape sur plusieurs points, plutôt que de rester dans cette situation, avait fait partir secrètement Fabrice Caretto[1], frère du cardinal de Final, pour aller trouver les cardinaux de Nantes et de Strigonie qui avaient toujours continué la négociation. Il consentait que Bologne fût rendue au pape et que les Bentivoglio en fussent exilés; que le duc de Ferrare cédât au Saint-Siége Lugo et les autres villes qu'il possédait dans la Romagne; qu'il s'obligeât de payer le cens sur l'ancien pied, et d'empêcher qu'on ne fît du sel à l'avenir dans ses États; qu'enfin le concile fût aboli; et, pour prix de sa condescendance, il ne demandait au pape que de faire la paix, de donner l'absolution des censures à Alphonse d'Est et de le rétablir dans tous ses droits. Il exigeait aussi que les Bentivoglio fussent maintenus dans la possession de leurs biens particuliers, et que les cardinaux et prélats qui avaient adhéré au concile fussent rétablis dans leurs dignités. Quoique les cardinaux de Nantes et de Strigonie eussent lieu de douter que le roi, après la victoire de Ravenne, voulût s'en tenir à ces propositions, ils n'y firent néanmoins aucun changement, et le pape, ne voulant pas découvrir la résolution qu'il avait prise de ne point faire la paix, ne crut pas pouvoir rejeter

(1) Il était fils naturel de Julien de Médicis, frère de Laurent; ainsi il était cousin-germain du cardinal de Médicis. Il naquit le 26 mai 1478, un mois après la mort de son père, qui fut assassiné le 21 avril dans la conjuration des Pazzi. Le cardinal de Médicis ayant été élu pape en 1513, sous le nom de *Léon X*, fit aussitôt Jules cardinal. Il fut dans la suite élu pape le 19 novembre 1523, et prit le nom de *Clément VII*.

(1) Frère du marquis et du cardinal de Final. Il était alors chef de la langue d'Italie et amiral de l'ordre de Rhodes, et il fut depuis le quarante-deuxième grand-maître du même ordre en 1513, après Gui de Blanchefort. Il mourut au mois de janvier 1521, et eut pour successeur Philippe de Villiers de l'Isle-Adam.

des conditions si honorables et si avantageuses. Il jugea même que cet artifice lui serait peut-être utile pour suspendre le progrès des armes françaises, et lui donnerait le moyen de voir quelles seraient les démarches de ceux sur qui il fondait toutes ses espérances. Il signa donc ces articles neuf jours après la bataille, à la sollicitation de tout le sacré-collége, promettant de les exécuter si le roi les ratifiait. En même temps il manda au cardinal de Final qui était en France, mais non à la cour, pour ne pas irriter le pape, et à l'évêque de Tivoli qui faisait les fonctions de légat à Avignon, d'aller trouver le roi pour négocier cette affaire; mais il ne leur fit expédier aucuns pouvoirs pour conclure.

Jules avait été jusqu'alors très maltraité de la fortune, qui depuis lui devint si favorable qu'elle travailla sans relâche à augmenter sa grandeur. La première cause de ce changement fut la retraite de la Palice. Celui-ci, ayant été rappelé par le général de Normandie[1], sur le bruit de la venue des Suisses qui augmentait de jour en jour, partit aussitôt de la Romagne et ramena l'armée dans le duché de Milan, ne laissant avec le légat du concile que trois cents lances, autant de chevau-légers, six mille hommes d'infanterie et huit grosses pièces de canon. La conduite du général de Normandie augmentait encore la crainte qu'on avait des Suisses; car voulant faire sa cour au roi, même contre le bien de son service, il avait eu l'imprudence de congédier, aussitôt après la victoire de Ravenne, l'infanterie italienne et une partie de l'infanterie française qui était dans le Milanais.

Le départ de la Palice dissipa la frayeur du pape, et, confirmant son obstination, lui donna le moyen de mettre Rome en sûreté. C'était dans cette vue qu'il avait pris à sa solde quelques barons de Rome avec trois cents hommes d'armes, et qu'il traitait actuellement avec Prosper Colonna pour le mettre à la tête de ses troupes. Les conjurés, dont le courage était abattu par la retraite des Français, ne songèrent plus qu'à faire leur paix particulière. Pompée Colonna, qui faisait des préparatifs à Monte-Fortino, consentit par l'entremise de Prosper à déposer cette place, pour la sûreté du pape, entre les mains de Marc-Antoine Colonna, et il ne rougit pas de garder néanmoins l'argent du roi de France. Robert Orsino, qui s'était déjà jeté les armes à la main sur les terres des Colonna, traita aussi par le moyen de Jules Orsino, retenant de même l'argent du roi, et il reçut du pape, pour prix de sa perfidie, l'archevêché de Reggio en Calabre. Le seul Pierre Margano eut honte de garder un argent qui ne lui appartenait pas; et en cela il prit un parti plus convenable et en même temps plus sûr; car dans la suite il fut fait prisonnier durant les guerres que fit le successeur de Louis XII en Italie, et il n'aurait pas manqué de subir la peine due à une si lâche conduite, s'il en eût usé comme les autres.

Le pape, n'ayant plus rien à craindre au dehors ni au dedans, fit l'ouverture du concile le 3 mai, dans l'Eglise de Saint-Jean-de-Latran, avec beaucoup de pompe. Déjà certain d'y avoir non-seulement la plus grande partie des prélats d'Italie, mais encore d'Espagne, d'Angleterre et de Hongrie, il s'y rendit en habits pontificaux, accompagné de tout le sacré-collége et d'une foule d'évêques. Après la célébration de la messe du Saint-Esprit, selon l'ancien usage, et qu'on eut exhorté par un discours les Pères du concile à procurer de tout leur pouvoir le bien de la chrétienté et à soutenir la dignité de la religion, il fut déclaré, pour servir de base à tout ce qui serait décidé dans la suite, que cette assemblée était un légitime concile dans qui résidait toute l'autorité et la puissance de l'Eglise universelle; cérémonies saintes et bien propres à imprimer du respect, si l'on eût pu se persuader que les intentions et le but des chefs de cette assemblée répondissent à leurs discours.

Cependant le roi de France apprit avec beaucoup de joie le succès de ses armes à Ravenne; mais la mort de Gaston de Foix, qu'il aimait beaucoup, y mêla quelque amertume. Quoiqu'il eût mandé au légat et à la Palice de conduire l'armée en toute diligence à Rome, ce premier feu se ralentit bientôt, et Louis en revint à désirer la paix avec ardeur. L'empereur avait beau protester qu'il voulait lui demeurer inviolablement attaché; que la trêve avec les Vénitiens s'était conclue sans son consentement, et qu'il ne la ratifierait jamais; le roi ne se défiait pas

(1) On appelait ainsi l'intendant des finances de cette province.

moins pour cela de sa légèreté, et il commença même à le soupçonner de dissimulation. D'ailleurs c'était un allié trop à charge dans la guerre, et qui lui nuisait beaucoup dans l'affaire de la paix; car il craignait d'être obligé de conclure à de fâcheuses conditions, si Maximilien intervenait dans le traité. Enfin il ne doutait plus que les Suisses ne se fussent joints à ses ennemis et que l'Angleterre ne lui déclarât bientôt la guerre. Henri VIII lui avait envoyé dire par un héraut que tous leurs traités étaient rompus, attendu qu'il y était clairement exprimé qu'on ne ferait point la guerre à l'Église ni au roi catholique, beau-père du roi anglais. Louis XII apprit donc avec beaucoup de plaisir que les Florentins avaient été priés de la part du pape de procurer la paix; il envoya d'abord à Florence[1] le président de Grenoble, avec des pouvoirs très étendus, et lui donna ordre d'aller à Rome, s'il en était besoin. Lorsqu'il apprit ensuite que le pape avait signé les articles, démarche qui lui faisait croire qu'il était enfin porté à la paix, il ne songea plus qu'à la conclure tout-à-fait. Néanmoins, appréhendant que la retraite de son armée ne ramenât le pape à son opiniâtreté naturelle, il donna ordre à la Palice, qui était déjà arrivé à Parme, de retourner promptement en Romagne avec une partie des troupes, et de répandre le bruit qu'il devait aller en avant.

Le roi avait une extrême répugnance à rendre Bologne; mais ce n'était pas tant par complaisance pour l'empereur, qui l'en détournait fortement, que parce qu'il craignait que le pape, même après la conclusion de la paix, ne conservât toujours la même animosité contre lui, auquel cas il lui serait fort préjudiciable de s'être dépouillé de cette place qui servait de rempart au Milanais. D'ailleurs, quand il vit que le cardinal de Final et l'évêque de Tivoli n'avaient aucuns pouvoirs, il ne crut pas le procédé du pape bien sincère et se persuada que Jules n'avait signé les articles que forcé par l'extrême embarras où il se trouvait alors. Néanmoins il résolut de les ratifier, en y faisant seulement quelques modifications qui ne changeaient rien au fond. Le secrétaire de l'évêque de Tivoli fut dépêché à Rome pour en donner avis au pape, avec ordre de prier Sa Sainteté, au nom du roi, d'envoyer ses pouvoirs à ce prélat et au cardinal de Final pour achever le traité, ou de faire venir de Florence à Rome le président de Grenoble qui était chargé des siens.

Mais les espérances du pape s'augmentaient de jour en jour, et son penchant pour la paix, si jamais il en avait eu, diminuait aussi tous les jours. Les pouvoirs du roi d'Angleterre, pour accéder à la ligue, venaient d'arriver au cardinal d'York à Rome. Expédiés dès le mois de novembre, ils n'avaient tant tardé que parce que celui qui en était porteur était allé en Espagne avant de se rendre auprès du cardinal. D'un autre côté l'empereur, après bien des irrésolutions, venait de ratifier la trève avec les Vénitiens; il ne s'était déterminé à cette démarche que par les espérances que le roi catholique et le roi d'Angleterre lui donnaient de le mettre en possession du Milanais et de la Bourgogne. Ferdinand était celui qui contribuait plus que tous les autres à nourrir l'opiniâtreté du pape. Ce prince avait eu la première nouvelle de la défaite de Ravenne, par une lettre que le roi de France avait écrite à la reine d'Aragon pour lui apprendre que Gaston de Foix, son frère, était mort plein de gloire dans une bataille qu'il avait gagnée contre ses ennemis; d'ailleurs il en avait été informé depuis plus particulièrement par ses ministres d'Italie. Sentant bien que cette victoire exposait le royaume de Naples à un grand péril, il avait résolu d'envoyer en Italie le grand capitaine avec de nouvelles troupes. Il n'employa Gonzalve que parce qu'il n'avait d'ailleurs personne à qui il pût confier son armée; car, quoiqu'en apparence il le traitât avec distinction, il ne l'aimait pas à cause de ce qui s'était passé dans le royaume de Naples, et il se défiait de son crédit et de son autorité.

Toutes ses démarches rassuraient le pape, lorsque le secrétaire de l'évêque de Tivoli apporta la ratification du roi, insinuant que ce prince ferait ce que Jules voudrait à l'égard des modifications qu'il n'avait ajoutées que pour sauver son honneur par rapport à la protection de Bologne. Jules était tout-à-fait déterminé à ne point accepter les articles; mais sa signature et la parole qu'il avait donnée au sacré-collége l'engagèrent à feindre le contraire, comme il en usait quelquefois contre la réputation de sincérité dont il jouissait. Il fit donc lire les articles

(1) On croit que c'est Jean Calvimont.

dans le consistoire, et demanda l'avis des cardinaux. Alors le cardinal d'Oristan[1], Espagnol, et celui d'York, qui s'étaient concertés en secret avec lui, prenant la parole, l'un au nom du roi d'Aragon et l'autre pour le roi d'Angleterre, exhortèrent fortement Jules à ne pas abandonner l'Eglise, dont il avait embrassé la défense avec tant de gloire. Ils lui représentèrent que la nécessité qui l'avait forcé à prêter l'oreille à la paix ne subsistait plus, et qu'il paraissait clairement que Dieu, qui par des desseins impénétrables à nos faibles lumières avait permis que sa barque fût agitée par la tempête, ne voulait pas qu'elle fît naufrage; qu'il n'était ni juste ni convenable que Sa Sainteté signât une paix particulière sans la participation des autres alliés; qu'enfin il songeât qu'il allait aliéner de fidèles et sincères amis, pour s'unir à des ennemis réconciliés.

Le pape, paraissant fort ébranlé par ces raisons, rejeta ouvertement la paix; et, peu de jours après, se livrant à son impétuosité naturelle, il donna contre le roi de France un monitoire par lequel il le sommait de remettre en liberté le cardinal de Médicis, sous peine des censures. Il consentit néanmoins qu'on en suspendît la publication, parce que le sacré-collége le supplia de différer autant qu'il serait possible les voies de rigueur, et s'offrit d'écrire au roi pour le prier que, comme prince très chrétien, il voulût bien rendre la liberté à ce cardinal, ce qui ferait le même effet.

Médicis avait été conduit à Milan, où il était favorablement traité. L'autorité du Saint-Siége se faisait sentir en sa personne, tout prisonnier qu'il était, et sa présence rendait encore plus insignifiant le concile de Pise que personne ne respectait, pas même ceux qui avaient porté les armes en sa faveur. Le pape lui ayant envoyé le pouvoir de donner l'absolution aux soldats qui promettraient de ne plus servir contre l'Eglise, et d'accorder la sépulture ecclésiastique à tous ceux pour qui on la lui demanderait, on ne saurait croire quel fut le concours et la dévotion de ceux qui demandaient l'une ou l'autre sans que les ministres du roi s'y opposassent. Les cardinaux du concile de Pise étaient dans une colère extrême de voir que, dans le lieu même où ils étaient assemblés et jusque sous leurs yeux, les sujets et les soldats du roi, contre son honneur et son service, méprisant ouvertement leur autorité et se tenant attachés à l'Eglise romaine, marquaient tant de respect pour ce cardinal, que tout le monde regardait comme le seul légat apostolique.

La trève conclue entre l'empereur et les Vénitiens, quoique ses ministres assurassent toujours le contraire, fut cause que le roi de France rappela une partie des troupes qu'il avait à Vérone, sous prétexte qu'elles n'y étaient plus nécessaires. Les menaces du roi d'Angleterre l'ayant obligé à faire repasser les Alpes à ses deux cents gentilshommes, aux archers de sa garde et à deux cents lances, il avait cru que s'il ne faisait pas venir ses troupes de Vérone dans le duché de Milan, il n'y en aurait pas assez pour faire tête aux Suisses. Par la même raison, il avait obligé les Florentins à envoyer en Lombardie les trois cents hommes d'armes qu'ils étaient tenus de fournir pour la défense de ses Etats d'Italie. Il avait profité de la conjoncture toute récente de la victoire de Ravenne pour les contraindre à renouveler pour cinq ans ce traité, qui devait finir dans deux mois. Il s'était obligé par ce nouvel acte à défendre leur Etat avec six cents lances, et ils lui avaient promis de leur côté quatre cents hommes d'armes pour la défense de tout ce qu'il possédait en Italie; mais afin d'éviter toute occasion de se mêler de la guerre avec le pape, ils avaient excepté la ville de Cotilogna, supposant que l'Eglise pouvait y prétendre quelques droits.

Les Suisses avaient enfin résolu d'accorder six mille hommes au pape, qui les leur avait demandés pour s'en servir contre Ferrare, et tous les efforts des partisans du roi de France n'avaient abouti qu'à faire retarder cette résolution jusqu'alors. Le peuple criait avec fureur contre eux dans les diètes, et l'on ne peut dire jusqu'où il porta la haine contre le roi. Ils disaient que, non content d'avoir refusé d'augmenter peu considérablement les pensions de gens dont la valeur et le sang lui avaient donné tant de réputation et d'Etats, il avait parlé d'eux d'une manière injurieuse et pleine

(1) L'original dit : *Il cardinale arborense*, et Onuphre Panvini nomme ce cardinal *Vescovo arborense*. Oristan ou Orestanni, en Sardaigne, est compris dans le Judicat d'*Arborée;* elle est capitale d'un marquisat autrefois souverain, qui s'appelle *Arborensis marchionatus*. Ce cardinal se nommait Jacques Serra; il était de Valence en Espagne et créature d'Alexandre VI.

de mépris : qu'il leur avait reproché leur bassesse, comme si l'origine de tous les hommes n'était pas la même, et comme si la noblesse et les grands n'avaient pas des ancêtres pauvres, obscurs et misérables ; qu'il avait pris des lansquenets à son service pour faire voir qu'il pouvait se passer des Suisses, croyant que quand ils n'auraient plus sa solde ils se laisseraient mourir de faim dans leurs montagnes sans rien faire ; mais qu'il se trompait, et que son ingratitude ne serait préjudiciable qu'à lui-même ; que rien ne pouvait empêcher des gens de guerre d'exercer leur courage, et qu'après tout, l'or et l'argent étaient faits pour ceux qui avaient les armes à la main ; et qu'enfin il fallait convaincre l'Europe du mauvais choix d'un prince qui préférait les lansquenets à l'infanterie helvétique.

Ils étaient tellement animés que, regardant cette affaire comme la leur propre, ils sortirent de leur pays sans avoir reçu autre chose qu'un florin du Rhin par tête, au lieu qu'auparavant ils ne marchaient pour le service des princes qu'après avoir touché des sommes considérables pour leur solde et qu'après que les capitaines avaient été comblés de présents. Ils s'assemblèrent à Coire, capitale des Grisons ; ceux-ci, qui étaient alliés du roi de France et recevaient ses pensions, dépêchèrent vers lui pour l'informer que leurs anciens traités avec les Suisses les obligeaient à joindre aux troupes de cette nation un certain nombre d'infanterie.

Cette nouvelle répandit le trouble à Milan parmi les Français, dont les forces étaient extrêmement affaiblies. Depuis la réforme de l'infanterie italienne, il ne restait guère plus de dix mille hommes de pied, et le départ des gens d'armes que le roi avait fait venir en France réduisait les lances au nombre de treize cents, dont trois cents étaient à Parme. Malgré cette diminution, le général de Normandie, raisonnant plutôt en homme chargé des deniers du roi qu'en militaire, ne voulut jamais permettre qu'on levât d'autre infanterie sans ordre du roi ; mais il fit revenir à Milan les troupes que la Palice conduisait en Romagne et qui étaient déjà arrivées à Final, et donna ordre au cardinal de San-Severino de ramener celles qu'il avait avec lui dans la même province. Après cette retraite, Rimini, Césène, leurs citadelles et même la ville de Ravenne retournèrent sans obstacle au pouvoir du pape, et Bologne, pour laquelle on s'était donné tant de mouvements, demeura comme à l'abandon.

Les Suisses s'étant assemblés en corps d'armée se rendirent de Coire à Trente. L'empereur leur avait accordé le passage par ses Etats ; et pour tâcher de cacher au roi de France ses véritables desseins, il disait que l'alliance qu'il avait avec les Cantons l'avait forcé à cette condescendance. De Trente ils pénétrèrent dans le Véronais, où ils étaient attendus par l'armée vénitienne. Le sénat contribuait à leur solde avec le pape. On n'avait pas assez d'argent pour les payer tous, car ils étaient plus de six mille au-delà du nombre qu'on avait demandé ; mais leur haine contre le roi était si violente qu'ils supportèrent patiemment pour la première fois toutes sortes de contre-temps.

D'un autre côté, la Palice s'était d'abord avancé avec l'armée à Pontoglio pour disputer le passage de l'Oglio, dans la persuasion où il était qu'ils avaient dessein d'entrer en Italie par ce côté-là ; mais s'étant aperçu depuis qu'il se trompait, il s'était posté à Castiglione-dello-Striviere, place à six milles de Peschiera ne sachant si leur dessein était d'aller droit à Ferrare comme le bruit en courait, ou s'ils voulaient attaquer le duché de Milan. Cette incertitude fut peut-être cause de tous les malheurs qui arrivèrent aux Français ; car on ne doute pas que les Suisses n'eussent pris le chemin de Ferrare, sans une lettre qui fut malheureusement interceptée par la cavalerie albanaise des Vénitiens. La Palice y disait au général de Normandie qu'il était resté à Milan, et que si les ennemis venait à marcher contre le Milanais, il serait très difficile de leur résister. Sur cette lettre, le cardinal de Sion, qui s'était rendu de Venise à l'armée des Suisses, résolut, de concert avec leurs capitaines, d'attaquer ce duché, jugeant avec raison que cette conquête serait plus préjudiciable à la France que celle de Ferrare. Ils allèrent donc à Villa-Franca, où ils joignirent l'armée des Vénitiens, qui était placée sous le commandement de Jean-Paul Baglione ; elle était composée de quatre cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et six mille hommes d'infanterie, et fournie d'un grand nombre de pièces d'artillerie de siége et de campagne.

Cette marche fut cause que la Palice, aban-

donnant Valeggio qui était trop faible, se retira à Gambara dans le dessein d'aller à Pontevico. Il n'avait dans son armée que six ou sept mille hommes d'infanterie, ayant été obligé de mettre le reste dans Brescia, Peschiera et Lignago, et tout ou plus mille lances. Il avait songé à rappeler les trois cents qui étaient à Parme ; mais le péril de Bologne et les instances des Bentivoglio l'avaient obligé à envoyer ces trois cents lances dans cette dernière ville, où il n'y avait presque personne pour sa défense. Alors les Français sentirent, mais trop tard, le danger où ils étaient et la fausseté des espérances dont on les avait leurrés ; et maudissant l'avarice et les mauvais conseils du général de Normandie, ils le forcèrent à consentir enfin que Frédéric de Bozzole et d'autres capitaines italiens levassent six mille hommes d'infanterie ; mais ces troupes ne pouvaient être prêtes que dans dix jours au plus tôt. Outre ces inconvénients, la division régnait encore dans l'armée. Tous les officiers n'obéissaient qu'à regret à la Palice[1], et les gens d'armes, harassés de tant de fatigues, aimaient mieux voir perdre le duché de Milan, afin de pouvoir retourner en France, que de le défendre avec tant de peine et de danger.

La Palice n'eut pas plus tôt abandonné Valleggio que les Vénitiens et les Suisses y entrèrent ; après quoi, traversant le Mincio, ils prirent des quartiers dans le Mantouan où le marquis donnait passage indifféremment à toutes les troupes, s'excusant sur l'impuissance où il était de s'y opposer. Alors les Français prirent la résolution de se renfermer dans les places fortes, espérant qu'avec le temps ce grand nombre de Suisses viendrait à se dissiper. Cette conjecture n'était pas sans fondement ; car le pape, qui était aussi éloigné de faire de la dépense qu'il avait d'ardeur pour la guerre, et ne croyant jamais pouvoir suffire à payer tant de monde, n'envoyait de l'argent qu'avec beaucoup de lenteur. La Palice mit donc deux cents fantassins, cent cinquante lances et cent hommes d'armes des Florentins dans Brescia ; cinquante lances et mille hommes de pied à Crême, et mille fantassins et cent hommes d'armes des Florentins à Bergame. Le reste, qui consistait en sept cents lances, deux mille hommes d'infanterie française et quatre mille Allemands, se posta à Pontevico, lieu bien situé et propre à couvrir Milan, Crémone, Brescia et Bergame. On se flattait d'y tenir, mais l'infanterie allemande reçut le lendemain un ordre de quitter le service du roi de France ; et comme ils étaient tous du Tyrol, et qu'ils ne voulaient pas désobéir à leur souverain, ils partirent le jour même.

Cette retraite fit désespérer aux Français de pouvoir défendre le duché de Milan ; c'est pourquoi, abandonnant Pontevico, ils se retirèrent en désordre à Pizzighitone. Crémone se rendit à l'armée des alliés qui s'en approchait, et s'obligea à payer quatre mille ducats aux Suisses ; mais la citadelle demeura au pouvoir des Français. Il s'éleva aussitôt une contestation au sujet de Crémone. Les Vénitiens voulaient que cette ville fût reçue au nom de leur république ; mais, enfin elle le fut au nom de la ligue et de Maximilien Sforze, fils de Ludovic, pour qui le pape et les Suisses prétendaient qu'on devait faire la conquête du Milanais. Le même jour Bergame capitula aussi. La Palice avait été obligé d'en retirer la garnison pour la joindre à son armée ; aussitôt qu'elle en fut sortie, certains bannis y étant rentrés la firent révolter.

De Pizzighitone, la Palice alla passer l'Adda, et il fut joint par les trois cents lances destinées à la défense de Bologne, qu'il avait rappelées dans le danger pressant où il se trouvait ; il croyait pouvoir empêcher les ennemis de passer cette rivière, pourvu que l'infanterie qu'on avait donné ordre de lever arrivât bientôt. Mais cette ressource lui manqua comme tout le reste, parce qu'il ne se trouva point d'argent pour enrôler les Albanais. La caisse du général de Normandie se trouvant épuisée, et le crédit étant tout-à-fait ruiné dans une pareille conjoncture, on ne pouvait faire des emprunts sur les revenus du roi comme on en faisait ordinairement dans le besoin. C'est pourquoi la Palice, après avoir demeuré quatre jours dans son poste, n'eut pas plus tôt appris que les ennemis s'approchaient de la rivière à trois milles de Pizzighitone, qu'il se retira à San-Angelo pour gagner Pavie le lendemain, n'y ayant plus aucune espérance de sauver le Milanais. Tout le pays s'étant déjà soulevé, Jean-Jacques Trivulce, le général de Normandie, Antoine-Ma-

(1) Il n'était pas encore maréchal de France et ne le fut qu'en 1515 ; mais il était grand-maître de France depuis la mort du maréchal de Chaumont. Cette grande charge, jointe à sa naissance, le rendait très digne de commander.

rie Palavicino, Galéas Visconti, plusieurs autres gens de qualité et tous les ministres et officiers du roi sortirent de Milan pour se retirer en Piémont. Quelques jours auparavant, les cardinaux du concile ayant autant à craindre de la part du peuple de Milan que de celle des ennemis, avaient aussi pris la fuite [1]. Plus fiers dans leurs décrets que fermes dans l'occasion, ils venaient tout nouvellement de suspendre le pape de toutes fonctions spirituelles et temporelles, comme pour préluder à sa déposition.

Cependant le cardinal de Médicis, que le ciel réservait aux plus grands honneurs, profita du trouble des Français pour se sauver. Dans le temps qu'on le conduisait en France, et qu'il était sur le point de passer le Pô auprès de Bassignana, qui est l'*Augusta Bactienorum* des anciens, quelques paysans d'un village nommé la Pieve-del-Cairo où il avait passé la nuit, ayant à leur tête Renaud Zallo avec qui ses domestiques avaient concerté de l'enlever, vinrent à grand bruit et mirent en fuite ses gardes qui étaient disposés à s'effrayer du moindre accident.

Au milieu de ces troubles, le dessein de la Palice était de s'enfermer dans Pavie, et il pria Trivulce et le général de Normandie de s'y rendre. Trivulce alla lui représenter l'impossibilité de tenir cette place. Il ajouta que, manquant d'infanterie, ils n'avaient pas assez de temps pour en lever, et qu'outre cela on n'avait point d'argent pour la payer; qu'enfin la réputation de leurs armes était ruinée de tous côtés; que leurs amis étaient dans l'épouvante, et les peuples aigris dès long-temps par l'extrême licence des soldats.

Après cette remontrance Trivulce alla jeter un pont sur le Pô pour faire passer les troupes à l'endroit où ce fleuve, en s'éloignant de Valence vers Asti, coule dans un lit plus étroit. Mais déjà les ennemis, après avoir pris Lodi avec sa citadelle et San-Angelo, étaient devant Pavie. Les Vénitiens commencèrent par foudroyer le château avec leur artillerie, et une partie des Suisses passa sur des barques le Tésin qui baigne les murs de la ville. Les Français, craignant qu'ils ne s'emparassent du pont de pierre qui était le seul passage par où ils pouvaient se sauver, marchèrent vers ce pont pour sortir de la place; mais avant que l'arrière-garde fût dehors, le reste des Suisses, entrant par le château qui avait été abandonné, les chassa devant eux tout le long de la ville et du pont. On se défendit avec beaucoup de vigueur, et surtout quelques lansquenets qui étaient restés à l'armée après la retraite des autres et qui avaient été placés aux derniers rangs de l'arrière-garde; mais quand ils vinrent à passer sur le pont de bois du Gravalone, la charpente rompit sous le poids de la cavalerie; ceux des Français et des Allemands qui n'étaient pas encore passés furent tous tués ou faits prisonniers.

Pavie s'obligea à payer des sommes considérables. Milan avait déjà composé à des conditions beaucoup plus dures, et toutes les autres villes, à l'exception de Brescia et de Crême, suivirent leur exemple. On criait de tous côtés dans le pays : *Vive l'empire!* Néanmoins le duché était reçu et gouverné au nom de la *sainte ligue,* c'est ainsi qu'on l'appelait, et le cardinal de Sion, nommé par le pape légat de l'armée, disposait de toutes choses. L'argent et toutes les contributions étaient pour les Suisses, qui gagnèrent ainsi beaucoup, ce qui attira toute la nation, et ils vinrent en foule se joindre à leurs compatriotes dès que la diète de Zurich fut finie.

Dans cette révolution, les villes de Parme et de Plaisance se donnèrent volontairement au pape, qui prétendait qu'elles lui appartenaient comme membres de l'exarcat de Ravenne. Les Suisses s'emparèrent de Locarno, et les Grisons de la Valteline et de Chiavenna qui étaient à leur bienséance. Janus Frégose qui était au service des Vénitiens, étant allé à Gênes avec des troupes qu'il obtint du sénat, fit soulever cette ville; le gouverneur français prit le parti de s'enfuir, et Janus se fit élire doge, dignité que son père avait possédée [1].

Toutes les villes et les places fortes de la Romagne retournèrent à l'obéissance du pape avec la même rapidité, et le duc d'Urbin s'étant approché de Bologne à la tête de l'armée ecclésiastique, les Bentivoglio n'espérant pas être secourus abandonnèrent cette place; mais le pape ne cessa pas pour cela de les persécuter, car il menaça d'interdire toutes les villes qui leur

(1) Ils se retirèrent à Lyon.

(1) Le cardinal Paul Frégose.

donneraient retraite. Il n'était pas moins irrité contre Bologne; il ne pouvait pardonner aux habitants leur révolte après tant de bienfaits, ni l'indignité avec laquelle ils avaient traîné sa statue et méprisé son nom. C'est pourquoi il priva cette ville de ses magistrats et du privilége qu'elle avait auparavant de se gouverner elle-même, exigeant outre cela de grandes sommes de plusieurs habitants, qu'il regardait comme partisans des Bentivoglio; il courut même un bruit, peut-être sans fondement, que si la mort ne l'eût pas prévenu il aurait ruiné Bologne et transféré ses habitants à Cento.

LIVRE ONZIÈME.

Fausse réconciliation du duc de Ferrare avec le pape. Désunion dans la ligue du roi d'Aragon, des Vénitiens et du pape Jules. Diète de Mantoue et ses résolutions. Guerre déclarée par le vice-roi d'Aragon aux Florentins, pour la rentrée des Médicis à Florence. Pillage de Prato. Exil de Pierre Soderini. Retour des Médicis à Florence. Maximilien Sforze nommé duc de Milan. Défaite des Français à Novare, par les Suisses. Mort de Jules II. Élection de Léon X. Marche des Français sur l'Italie pour la conquête de Milan. Guerre entre l'empereur et les Vénitiens. Progrès de cette guerre. Déroute des Vénitiens dans le Vicentin.

CHAPITRE PREMIER.

Le marquis de Mantoue intercède auprès du pape pour le duc de Ferrare. Alphonse court à Rome le danger d'être arrêté par le pape. Il se sauve à l'aide de Colonna. Henri VIII, roi d'Angleterre, déclare la guerre à la France. Jules II favorise la famille des Médicis. La ligue commence à se dissoudre. Diète de Mantoue. Guerre contre les Florentins.

Jules II, ayant heureusement triomphé d'un ennemi prêt à l'accabler et reconquis les places enlevées à l'Eglise, dont même cette victoire agrandit les Etats, reprit ses desseins sur Ferrare, qui avait été la cause des derniers troubles. Il brûlait d'en faire la conquête par les armes; néanmoins, croyant peut-être que la négociation et l'artifice le serviraient mieux que la force ouverte, il se rendit aux vives instances du marquis de Mantoue[1], qui le priait de permettre au duc de Ferrare de venir à Rome pour y demander pardon à Sa Sainteté et rentrer dans ses bonnes graces. L'ambassadeur d'Espagne se joignit au marquis en faveur d'Alphonse, qui était parent de Ferdinand d'Aragon, car la mère d'Alphonse[2] était fille du vieux Ferdinand, roi de Naples; d'ailleurs le roi d'Aragon avait plus d'intérêt de s'attacher le duc de Ferrare par ce service que de le laisser dépouiller de ses Etats par le Saint-Siége, qui n'était déjà que trop puissant. Enfin les Colonna prenaient en main ses intérêts avec chaleur; ils avaient contracté d'étroites liaisons d'amitié avec Alphonse depuis qu'il avait généreusement accordé la liberté à Fabrice Colonna, fait prisonnier à la bataille de Ravenne. Une circonstance ajoutait beaucoup de prix à ce bienfait. Le roi de France avait demandé Fabrice au duc de Ferrare, mais ce prince avait adroitement différé de délivrer son prisonnier en attendant que les affaires prissent une nouvelle face.

Alphonse ayant obtenu un sauf-conduit du pape se rendit à Rome, et pour plus grande sûreté l'ambassadeur d'Aragon lui donna parole au nom de son maître, de l'aveu même de Jules, qu'il serait libre de se retirer quand il voudrait. Le pape commença par suspendre l'effet des censures lancées contre Alphonse et le reçut dans le consistoire, où ce duc lui demanda très humblement pardon et le supplia avec une entière soumission de le rétablir dans ses bonnes graces, promettant de se comporter à l'avenir en bon et fidèle vassal de l'Eglise.

(1) Il était beau-frère du duc de Ferrare.

(2) Éléonore d'Aragon. Ainsi le duc de Ferrare était petit-neveu, à la mode de Bretagne, du roi d'Aragon.

Jules l'écouta avec bonté et nomma six cardinaux pour traiter avec lui. Mais plusieurs jours s'étant écoulés en contestations, ces commissaires déclarèrent à Alphonse que le pape était résolu de réunir au domaine de l'Eglise la ville de Ferrare, qui lui était légitimement dévolue; qu'au reste on lui donnerait celle d'Asti en échange. Cette dernière ville avait été reçue au nom de la ligue après la retraite des Français; le pape prétendait qu'elle lui appartenait aussi bien que tout ce qui est en-deçà du Pô, et il avait même envoyé, mais inutilement, l'évêque de Girgento pour en prendre possession. Alphonse rejeta constamment cette proposition, si opposée à ce qu'on lui avait fait espérer, et il commença à croire que le pape avait dessein de l'amuser à Rome pour attaquer pendant ce temps-là Ferrare. Il n'en douta plus lorsqu'il eut appris ce qui s'était passé à Reggio.

Jules, ayant fait faire aux habitants de cette ville que les troubles présents avaient beaucoup effrayés la proposition de se donner à l'Eglise comme Parme et Plaisance, avait ordonné au duc d'Urbin de conduire ses troupes dans le Modenais. Witfrust, qui avait les mêmes vues pour l'empereur, se rendit en personne à Reggio. Le cardinal d'Est que son frère avait chargé de l'administration pendant son absence, voyant qu'il était impossible de conserver cette place et jugeant qu'il serait plus facile de la retirer des mains de Maximilien que de celles du pape, conseillait aux habitants de préférer l'empereur; mais ils répondirent qu'ils voulaient suivre l'exemple de leur duc, qui s'était rendu auprès du pape. Ils reçurent donc les troupes de l'Eglise, qui s'emparèrent encore de la citadelle par surprise, malgré les précautions de Witfrust qui y avait déjà fait entrer quelques lansquenets. La Garfagnana se rendit aussi au duc d'Urbin. Mais ce général, bientôt après son retour à Bologne, fut obligé de licencier son infanterie, parce que les alliés n'avaient pas approuvé que le pape se fût emparé de Parme et de Plaisance; d'ailleurs le cardinal de Sion lui déclara, qu'après la victoire obtenue sur l'ennemi commun, il n'était pas nécessaire d'aller plus avant ni de se tenir en armes.

La dureté du pape et la perte de Reggio ayant fait naître de grands soupçons dans l'esprit d'Alphonse, ce prince fit demander à Jules la permission de se retirer. Ce fut l'ambassadeur d'Espagne et Fabrice Colonna, qui n'avaient pas abandonné le duc depuis son arrivée, qui se chargèrent de cette commission; le pape ne leur parut pas fort disposé à l'accorder. Il leur répondit qu'à la vérité il ne révoquerait pas le sauf-conduit par rapport au différend d'Alphonse avec l'Eglise, mais que plusieurs créanciers de ce duc le sollicitaient de leur rendre justice. Ils lui repartirent hardiment qu'il ne fallait pas se persuader qu'on dût manquer de parole au duc de Ferrare non plus qu'à eux; et pour prévenir le pape, Fabrice monta à cheval le jour suivant et se rendit à la petite porte de Saint-Jean-de-Latran. Il en trouva la garde plus nombreuse qu'à l'ordinaire; on fit même quelque difficulté de le laisser passer; mais comme il était le plus fort il s'en saisit, et attendant en cet endroit le duc de Ferrare qui le suivait de près accompagné de Marc-Antoine Colonna, il le conduisit en sûreté à Marino, d'où ce prince retourna par mer à Ferrare, ne trouvant pas de sûreté à s'y rendre par terre. On ne douta pas que sans les Colonna le pape n'eût fait arrêter Alphonse. Ce service important acquitta Fabrice envers le duc, à qui il devait la liberté.

Sur ces entrefaites le pape, voulant marquer sa haine aux Florentins, engagea le cardinal de Sion à faire piller le bagage des troupes qu'ils avaient fournies au roi de France. Elles n'avaient servi dans l'armée qu'au nombre de cent vingt lances et de soixante chevau-légers, commandés par Luc Savello; le reste était demeuré à la garde de Brescia sous les ordres de François Torelli, long-temps avant que les Français eussent passé le Pô. Cette cavalerie avait obtenu un sauf-conduit du cardinal de Sion; d'ailleurs Jean-Paul Baglione et presque tous les officiers généraux des troupes vénitiennes leur avaient donné parole de ne point les inquiéter dans leur retraite en Toscane. Mais s'étant arrêtée auprès de Crémone en suivant le chemin qui lui était marqué, elle fut pillée par les soldats vénitiens, du consentement du cardinal, qui même, à ce qu'on dit, commanda deux mille fantassins, afin de courir moins de risque, les compagnies de Trivulce et du grand-écuyer[1], qui avaient aussi un sauf-

(1) C'était Galéas de San-Severino.

conduit, étant dans le même quartier. Le cardinal de Sion envoya aussitôt demander les dépouilles de ces cavaliers à Christophe Moro et à Paul Capello, provéditeurs des Vénitiens, prétendant qu'elles appartenaient aux Suisses; mais il fut refusé ouvertement. Quelques jours après, ces deux provéditeurs étant allés au quartier des Suisses pour parler au cardinal, ils y furent arrêtés, et Jacques Stafflier, l'un des capitaines de cette nation, les conduisit comme prisonniers chez le cardinal, où ils furent contraints de promettre six mille ducats en équivalent de ce butin. En effet il ne lui parut pas convenable de laisser à d'autres le fruit de sa perfidie. Il lui en échappa encore un autre trait à l'égard de Nicolas Capponi, ambassadeur de Florence. Celui-ci s'étant retiré à Casal-Cervagio sur la foi d'un sauf-conduit obtenu du même cardinal, ce prélat fit en sorte que le marquis de Montferrat lui livrât Capponi.

Cependant le sénat de Venise, qui était impatient de reconquérir les villes de Brescia et de Crême, voulait faire passer les troupes de la république en ces quartiers; mais le cardinal de Sion les retenait toujours, sous prétexte qu'il était nécessaire qu'elles l'accompagnassent en Piémont pour faire la guerre au duc de Savoie[1] et au marquis de Saluces[2], qui avaient embrassé le parti de la France. Quoique ce prétexte cessât par le grand nombre de Suisses qui étaient arrivés et par la certitude où l'on était que les Français repassaient les monts, le cardinal ne laissait pas d'hésiter à leur permettre de se retirer; on croyait qu'il n'en usait ainsi que pour complaire à l'empereur, qui aurait bien voulu que les Vénitiens ne reprissent pas ces deux places. Enfin les Suisses étant à Alexandrie, les Vénitiens partirent tout d'un coup de Bosco et passèrent le Pô sans nul obstacle à la Cava, dans le Crémonais; le cardinal, qui pouvait les en empêcher, feignit de l'ignorer pour faire plaisir au pape, comme on le crut alors. Ils se partagèrent ensuite en deux corps afin d'attaquer en même temps Brescia et Crême, qui étaient encore au pouvoir des Français; la garnison de la première alla au-devant des Vénitiens et les attaqua au village de Paterna, mais elle fut obligée de se retirer après une perte de trois cents hommes. Cependant les Suisses, restés seuls dans le Milanais et dans le Piémont, et n'ayant rien à craindre de la part des Français, mirent tout le pays à contribution.

(1) Charles III, qui avait succédé en 1504 à Philibert II, son frère.

(2) Michel-Antoine, fils de Ludovic, dont il est parlé plus haut.

Le roi de France eut bien de la peine à se résoudre à abandonner entièrement l'Italie, mais la nécessité le contraignit de se rendre aux instances de ceux qui lui conseillaient d'attendre un temps plus favorable et de songer à la défense de ses propres Etats. Le roi d'Angleterre, en conséquence de son traité avec le roi d'Aragon, avait envoyé six mille hommes d'infanterie anglaise à Fontarabie pour attaquer la Guienne conjointement avec les troupes espagnoles. Sa flotte commençait même déjà à infester les côtes de Normandie et de Bretagne, où tout était dans une extrême consternation. D'ailleurs le roi n'espérait plus regagner l'empereur; l'évêque de Marseille[1], son ambassadeur auprès de ce prince, lui avait rapporté que Maximilien était absolument contre lui; que toutes les espérances qu'il lui avait données et toutes ses négociations n'étaient que pure dissimulation, et qu'il n'avait cherché qu'à l'accabler en le surprenant, ou du moins à lui porter un coup mortel, comme il se vantait de l'avoir fait en rappelant l'infanterie allemande du Milanais.

L'Italie n'avait donc rien à craindre de la part des Français tout le reste de cette année. Il ne leur restait plus que Brescia, Crême, Lignago, le Casteletto et la Lanterne-de-Gênes; le château de Milan, celui de Crémone et quelques autres places dans le Milanais; il est vrai qu'il paraissait y avoir des semences de division entre les alliés, dont les vues étaient bien différentes. Les Vénitiens souhaitaient recouvrer Brescia et Crême qui devaient leur revenir suivant le traité[2], et qu'ils avaient assez achetées par toutes les fatigues de la guerre; le pape le désirait aussi. D'un autre côté l'em-

(1) Claude de Seyssel, originaire d'Aix en Savoie, ou, selon d'autres, de la petite ville de Seyssel dans le Bugey. Il était aussi maître des requêtes. Il fut dans la suite archevêque de Turin et mourut en 1520. Nous avons plusieurs ouvrages de lui, et, entre autres, une histoire du règne de Louis XII.

(2) La ligue de Rome.

pereur, dont le roi d'Aragon ne pouvait se séparer, voulait non-seulement avoir ces deux places, mais encore ôter aux Vénitiens tout ce qui lui était assigné par la ligue de Cambrai. Ces deux princes prenaient en secret des mesures pour faire tomber le duché de Milan à l'un de leurs petits-fils; au contraire le pape et les Suisses demandaient hautement que ce duché, comme on l'avait toujours dit depuis le commencement de la guerre, fût restitué à Maximilien Sforze, fils de Ludovic, qui depuis le malheur de son père s'était retiré en Allemagne. Le pape songeait à empêcher par là que l'Italie ne fût tout-à-fait sous le joug des Allemands et des Espagnols. Pour les Suisses, il était de leur intérêt que le Milanais ne fût pas entre les mains d'un prince trop puissant et qui pût se passer de leurs secours. La chose dépendait presque entièrement d'eux; car outre qu'ils étaient redoutables par leurs armes, ils avaient actuellement entre leurs mains la plupart des places de cet État. C'est pourquoi le pape s'efforçait de les confirmer dans leur bonne volonté pour Maximilien Sforze et de se les attacher afin d'opposer leurs troupes dans le besoin à l'ambition de l'empereur et du roi catholique. Dans ces vues, non-seulement il affecta de parler avec éloge de la valeur des Suisses et de relever avec éclat tout ce qu'ils avaient fait pour le Saint-Siége; mais il leur donna encore les bannières de l'Eglise et il les honora du titre glorieux de *défenseurs de la liberté du Saint-Siége*.

Il y avait encore d'autres semences de division parmi les alliés. Raimond de Cardona ayant rétabli ses troupes qui après la défaite de Ravenne s'étaient retirées dans le royaume de Naples, songeait à les ramener en Lombardie; mais le pape et les Vénitiens ne voulaient plus payer les quarante mille ducats qu'ils devaient tous les mois, disant que cette obligation ne subsistait plus, suivant même les termes du traité, depuis que l'armée française avait été forcée de repasser les monts. Le roi d'Aragon répondait qu'on ne pouvait pas dire que le roi de France fût hors de l'Italie où il possédait encore Brescia, Crême et tant d'autres places fortes. D'ailleurs l'empereur et lui se plaignaient du pape qui s'était, disaient-ils, approprié tout le fruit d'une victoire commune; ils ajoutaient qu'il avait encore usurpé ce qui ne pouvait être contesté aux autres alliés, et que, sur des prétentions frivoles et prescrites, il s'était saisi de Parme et de Plaisance, qui depuis si long-temps étaient tenues en fief de l'empire par les ducs de Milan.

L'affaire de Ferrare ne faisait pas moins de difficultés. Le pape brûlait de s'emparer de cet État, et le roi d'Aragon voulait sauver Alphonse d'Est. Il était choqué de ce que le pape, contre la foi donnée, avait tenté de faire arrêter ce duc à Rome. Cette raison seule était cause que Jules différait d'attaquer Ferrare, attendant peut-être que les plus importantes affaires fussent réglées auparavant. L'empereur qui voulait en être le principal arbitre, envoyait l'évêque de Gurck en Italie. Maximilien avait destiné cet évêque à y passer dès qu'il avait été question de la paix entre le pape et le roi de France après la bataille de Ravenne, parce qu'il appréhendait qu'ils ne fissent entre eux un traité où ses intérêts ne fussent pas ménagés; les affaires ayant changé depuis, il persista toujours dans le dessein de le faire partir.

On était encore arrêté par rapport aux Florentins qui commençaient à ressentir l'effet de l'imprudente neutralité qu'ils avaient embrassée; ils comprenaient enfin qu'il ne suffit pas d'avoir une juste cause, si elle n'est soutenue par la prudence. Pendant la guerre présente, ils n'avaient fourni au roi de France d'autres secours que celui dont ils étaient tenus pour la défense du Milanais, par un traité commun avec le roi d'Aragon. Après la bataille de Ravenne, les troupes espagnoles qui se sauvèrent par leurs États ne souffrirent pas la moindre insulte. Le roi catholique y avait été si sensible qu'il en avait remercié lui même leur ambassadeur[1]. Quand le concile fut sorti de Pise, les ministres de ce prince en Italie proposèrent aux Florentins, et lui-même promit au même ambassadeur, de défendre leur république envers et contre tous, à condition qu'ils ne prendraient pas la défense de Bologne, et cesseraient de favoriser ce conciliabule; ils avaient pleinement exécuté ces trois articles. Mais tout cela ne leur était d'aucune utilité, parce que leurs divisions les avaient empêchés de prendre un parti certain et décidé. Ils ne s'étaient unis ni au roi de France, ni aux confédérés; et continuant de

(1) C'était Guicciardini, auteur de cette histoire, comme on l'a vu ci-dessus.

jour en jour dans cette espèce de neutralité, non sans faire des démarches équivoques et souvent opposées, ne se déclarant pas d'ailleurs hautement neutres, ils offensèrent mortellement le roi de France qui avait d'abord beaucoup compté sur eux, et n'adoucirent pas la haine du pape. Le roi d'Aragon, qui aurait payé bien cher leur neutralité, en recueillit tout le fruit sans qu'ils en retirassent aucun profit. Dans ces conjonctures, Jules excité par sa haine contre le gonfalonier et par le désir commun à tous les papes d'entrer dans le gouvernement de la république de Florence, pressait les alliés de faire une tentative en faveur des Médicis. Le roi d'Aragon le souhaitait aussi, quoiqu'il témoignât le contraire à l'ambassadeur de Florence; mais il n'avait pas le même empressement que le pape dans cette affaire, parce qu'il craignait que la démarche qu'on ferait pour le rétablissement de cette famille ne donnât occasion au gonfalonier de faire déclarer les Florentins en faveur de la France, et qu'ils ne prissent encore ce parti même après la destitution de ce chef de la république. On différait la décision de cette affaire, aussi bien que des autres, jusqu'à l'arrivée de l'évêque de Gurck, avec qui le vice-roi et les ministres des autres alliés devaient conférer à Mantoue.

Cependant le pape envoya à Florence Laurent Pucci, Florentin, son dataire, connu depuis sous le nom du cardinal de *Santi-Quattro*, pour proposer à la république, conjointement avec l'envoyé que le vice-roi y tenait, d'accéder à la ligue et de contribuer aux frais de la guerre contre les Français; c'était là le sujet apparent de son voyage, mais au fond il avait ordre de sonder les esprits. Cette négociation dura plusieurs jours sans qu'il pût rien conclure. Les Florentins offraient bien de donner aux alliés une certaine somme; mais ils ne s'expliquaient qu'en termes vagues sur la proposition d'entrer dans la ligue et de se déclarer contre le roi de France. La cause de cette irrésolution venait en partie de ce qu'ils croyaient, comme cela était en effet, que cette négociation n'était qu'un piége. Ils étaient surtout retenus par la réponse que l'évêque de Gurck avait faite à l'ambassadeur qu'ils avaient envoyé au-devant de lui à Trente. Quand ce ministre lui dit que, suivant le traité conclu à Vienne par l'empereur en personne, ce prince était obligé de les défendre, le prélat parut n'y faire aucune attention; il lui dit seulement que le pape avait dessein de les attaquer, mais que s'ils voulaient donner quarante mille ducats à l'empereur, il empêcherait Jules de les inquiéter; que l'alliance de Sa Majesté impériale avec le roi de France durait encore, et qu'il les exhortait à ne prendre aucun engagement jusqu'à ce que l'empereur se fût déclaré.

Les Florentins n'auraient pas été éloignés d'acheter la paix, mais l'autorité seule de l'empereur, quoique l'évêque de Gurck les assurât que les Espagnols y défèreraient, ne leur paraissant pas suffisante pour se rassurer, ils résolurent de songer plus mûrement à qui ils devaient avoir recours dans cette occasion pour se mettre en sûreté. Ce parti était bon en soi; mais ce fut une grande imprudence et un second effet de leurs divisions, de compter trop sur les milices du domaine de la république et de ne pas lever de bonnes troupes pour empêcher une invasion subite, ou du moins pour obtenir de meilleures conditions des alliés, par la difficulté que ceux-ci trouveraient à les réduire.

Pendant ce temps-là Cardona arriva dans le Bolonais avec l'infanterie espagnole; les soldats, qu'il n'était pas en état de payer, coururent en fureur à sa tente, menaçant même de le tuer; il fut donc obligé de s'enfuir secrètement vers Modène, et il eut bien de la peine à se sauver; une partie de ces troupes tourna du côté de l'État de Florence; le reste demeura dans l'endroit où elles étaient d'abord campées, sans observer aucune discipline; enfin, au bout de trois ou quatre jours ce tumulte s'étant apaisé par le paiement d'une partie de ce qui était dû, le vice-roi et les soldats dispersés se réunirent, et l'armée lui promit d'attendre dans ce camp qu'il fût revenu de Mantoue où il se rendit. L'évêque de Gurck y était déjà arrivé. A son passage par le Véronèse, les Français qui étaient en garnison à Lignago et qui ne pouvaient plus défendre cette place la remirent entre ses mains, sans avoir égard aux offres avantageuses des Vénitiens. On croit que la Palice leur avait donné cet ordre, aussi bien qu'à toutes les garnisons des autres places, afin de semer la division entre l'empereur et les Vénitiens; mais la garnison de Lignago n'en fut pas traitée plus favorablement; car en sortant de cette ville,

elle fut pillée par l'armée vénitienne, nonobstant le sauf-conduit de l'évêque de Gurck. Après leur départ de Bosco, les Vénitiens avaient repris Bergame sans peine; ils étaient actuellement devant Brescia, qu'ils n'attaquaient pas à cause du cardinal de Sion qui le leur avait défendu.

Sur ces entrefaites, il fut résolu à Mantoue de faire venir Maximilien Sforze dans le duché de Milan, où l'on faisait des vœux ardents pour son retour. Il fallut que l'empereur et le roi d'Aragon se rendissent sur cet article à la volonté du pape et des Suisses. Il fut encore arrêté que l'évêque de Gurck conviendrait avec Jules du temps et de la forme d'une entrevue, pour traiter d'une alliance entre lui et l'empereur, de la paix avec les Vénitiens, et des moyens de mettre l'Italie à couvert des entreprises de la France.

Les affaires de Florence occupèrent aussi l'assemblée. Julien de Médicis, qui s'y était rendu pour le cardinal son frère et en son propre nom, fit de grandes instances pour obtenir qu'on les rétablît dans cette ville. Il représentait que la division des habitants rendait la chose facile; que plusieurs y souhaitaient leur retour, et qu'enfin il avait des liaisons avec quelques nobles fort puissants dans cette ville; que la plupart des gens d'armes de Florence s'étaient dissipés en Lombardie; que le reste était enfermé dans Brescia, et qu'ainsi les Florentins n'étaient pas en état de résister à une si prompte attaque. Il faisait voir le fruit que les alliés pouvaient espérer du rétablissement de sa maison; qu'outre l'argent qu'il leur offrait, Florence, passant du pouvoir d'un homme absolument dévoué à la France dans les mains d'une famille offensée et outragée par cette couronne, cette ville dépendrait uniquement des confédérés. Bernard de Bibiena[1], depuis cardinal, et qui dès son enfance avait été élevé, ainsi que ses frères, dans la maison des Médicis, les appuyait fortement au nom du pape, qui l'avait député exprès. L'ambassadeur de Florence auprès de l'évêque de Gurck était Jean-Victor Soderino, jurisconsulte, frère du gonfalonier. Il ne lui fut fait aucune proposition de la part du vice-roi ni de celle de la ligue; mais l'évêque de Gurck, lui découvrant l'intrigue des Médicis, l'exhortait à traiter avec l'empereur aux conditions proposées, et l'assurait qu'ensuite ce prince et le roi d'Aragon prendraient Florence sous leur protection. Jean-Victor, qui n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour conclure, rendait seulement compte à la république de l'état des choses et attendait ses ordres; cependant personne ne faisait de démarches auprès du vice-roi pour traverser les Médicis.

Leur rétablissement ne laissait pas de souffrir de grandes difficultés par lui-même; le vice-roi n'avait point assez de troupes pour employer la force, à moins qu'il n'y fût contraint par la nécessité, et l'évêque de Gurck voulait que les Espagnols se rendissent incessamment en Lombardie pour empêcher les Vénitiens de reprendre Brescia. Ainsi il y a bien de l'apparence que si les Florentins avaient voulu accorder à l'empereur la somme qu'il demandait et donner quelque argent au vice-roi dans le besoin pressant où il se trouvait, ils auraient conjuré la tempête qui les menaçait. En effet, l'évêque de Gurck et le vice-roi auraient peut-être mieux aimé traiter avec une république sur les promesses de laquelle ils pouvaient compter qu'avec les Médicis qui ne devaient exécuter les leurs qu'après leur rétablissement; mais personne ne prenant en main la cause de cette république, il fut résolu que l'armée espagnole marcherait à Florence avec le cardinal et Julien de Médicis, et que ce cardinal, à qui le pape donnait la dignité de légat en Toscane pour cette expédition, pourrait se servir des troupes de l'Eglise et tirer des villes voisines celles qu'il jugerait à propos.

Après qu'on eût pris ces résolutions, le vice-roi retourna dans le Bolonais, d'où il fit aussitôt décamper son armée pour marcher à Florence, qui, faute d'avoir su d'abord ce qu'on avait concerté à Mantoue, n'eut pas le temps de faire les moindres préparatifs. Le cardinal de Médicis joignit le vice-roi sur la frontière, avec deux canons qu'il avait fait venir de Bologne, parce que les Espagnols n'avaient point de pièces de batterie. Franciotto Orsino et les Vitelli, qui étaient à la solde de l'Eglise, vinrent trouver le cardinal, mais sans leurs compagnies, ayant eu ordre du duc d'Urbin de

(1) Il se nommait *Bernard Tardato*. Il était de Bibiena dans le Casentin. Il fut fait, par Léon X, cardinal du titre de *Sancta-Maria in Portico*.

ne mener aucunes troupes avec eux. Il fit la même défense aux officiers des troupes de l'Eglise, malgré les brefs que le pape lui avait écrits, aussi bien qu'à toutes les villes sujettes du Saint-Siége dans le voisinage des Etats de Florence. Néanmoins ce duc avait paru jusque-là favorable aux Médicis, et même Julien avait passé plusieurs années à sa cour. Quel que fût le motif de cette conduite, qu'on n'a jamais pénétré, le duc refusa constamment de les aider dans cette occasion.

CHAPITRE II.

Le vice-roi prescrit aux Florentins la réintégration de la famille de Médicis. Les citoyens ne sont pas d'accord. Discours du gonfalonier Soderino. Prato pris et saccagé. Florence alarmée. Le gonfalonier est chassé de vive force du palais et se sauve à Raguse. Les Florentins se liguent avec le roi d'Aragon. Julien de Médicis entre à Florence et opprime la liberté.

Le vice-roi ne fut pas plus tôt sur les terres de Florence que la république dépêcha vers lui un ambassadeur. Cet envoyé lui représenta l'attachement qu'elle avait toujours eu pour le roi d'Aragon, la conduite qu'elle avait tenue dans la dernière guerre, tout ce que ce prince pouvait attendre d'elle s'il voulait bien la prendre sous sa protection, et il le pria de lui déclarer, avant que de passer outre, ce qu'il désirait des Florentins qui étaient disposés à faire volontairement tout ce qu'il pourrait demander de convenable, pourvu que cela fût en leur pouvoir. Le vice-roi répondit qu'il ne venait pas de l'ordre du roi d'Aragon seul, mais de celui de tous les confédérés; qu'ils avaient jugé que, tant que le gonfalonier serait en place, l'Italie ne pouvait être en sûreté, parce que les Florentins seraient toujours attachés à la France; qu'il demandait donc au nom de la ligue que ce magistrat fût destitué et qu'on établît à Florence un gouvernement qui ne fût pas suspect aux confédérés, ce qui n'était possible qu'en rétablissant le cardinal et Julien de Médicis dans leur patrie; qu'ensuite on serait bientôt d'accord sur le reste; que l'ambassadeur pouvait rendre compte de ses intentions à la république, mais qu'il ne laisserait pas de continuer sa marche en attendant la réponse. L'approche des Espagnols répandit la consternation dans toute la ville, et l'alarme y fut d'autant plus vive que, s'attendant à être attaqués d'un autre côté par les forces du pape, on craignait la division des habitants et l'audace d'une infinité de personnes qui ne soupiraient qu'après une révolution. On n'avait qu'un petit nombre de gens d'armes et que très peu d'infanterie, qui d'ailleurs, ramassée à la hâte, était sans nulle expérience; enfin il n'y avait aucun capitaine de mérite ni d'autorité sur qui l'on pût compter, et tous les officiers subalternes étaient si peu propres à la guerre qu'on n'en avait jamais vu de pareils à la solde de la république. Malgré tous ces désavantages, les Florentins se préparèrent à la défense avec toute l'activité que le temps pouvait leur permettre. Ils rassemblèrent leur gendarmerie qui était dispersée en différents lieux, levèrent des gens de pied tels qu'ils en purent trouver, et choisissant ce qu'il y avait de meilleur dans les anciennes compagnies, ils rassemblèrent toutes leurs forces à Florence pour la sûreté de cette ville et pour envoyer de là du secours aux places qui en auraient besoin.

On tenta aussi, mais trop tard, les voies de la négociation. Le cardinal de Volterra[1], qui était à Gradoli dans le territoire de Rome, fut chargé d'aller trouver le pape et de faire tous ses efforts pour le fléchir par toutes sortes de moyens. Mais Jules, ajoutant la dissimulation à la dureté, répondit qu'il n'entrait pour rien dans cette expédition et que ses troupes n'y avaient aucune part; que pour ne pas s'attirer toute la ligue sur les bras, il avait été obligé de permettre au cardinal de Médicis de prendre de l'artillerie à Bologne, et qu'enfin il lui était impossible de faire rompre un projet résolu malgré lui.

Cependant le vice-roi, ayant traversé les montagnes et étant arrivé à Barberino, ville à quinze milles de Florence, envoya un exprès déclarer aux Florentins que la ligue n'en voulait ni à leurs Etats ni à leur liberté, pourvu qu'on déposât le gonfalonier, et qu'elle ne demandait pas que les Médicis fussent rétablis dans le gouvernement, mais qu'on leur permît de vivre dans leur patrie en simples particuliers, soumis à l'autorité des lois et des magistrats comme le reste des Florentins.

Quand cette proposition fut publique dans la

(1) François Soderino, frère du gonfalonier.

ville, les avis se trouvèrent partagés suivant la différente disposition des esprits. Les uns trouvaient étrange « que l'intérêt d'un seul homme mît en péril toute la république, surtout la destitution du gonfalonier ne donnant aucune atteinte au gouvernement populaire ni à la liberté. On ajoutait qu'on n'aurait pas de peine à contenir les Médicis, qui seraient sans crédit et sans biens ; qu'au contraire on n'avait point de forces à opposer à l'autorité et aux armes d'une si puissante ligue ; que la république était trop faible pour entreprendre de résister seule à tant de forces réunies ; que l'Italie entière était contre Florence, qui avait d'ailleurs perdu toute espérance de secours de la part des Français ; que ceux-ci, après avoir lâchement abandonné leurs conquêtes d'Italie, étaient assez occupés de la défense de leur propre pays, et que le sentiment de leur faiblesse les avait obligés de répondre à la république, lorsqu'elle leur avait demandé du secours, qu'ils trouvaient bon qu'elle traitât avec la ligue. »

Les autres disaient « qu'il était ridicule de croire que les confédérés ne faisaient cette démarche qu'en haine du gonfalonier et pour faire recevoir les Médicis à Florence comme de simples particuliers ; qu'ils avaient des vues bien différentes ; que ce n'était que pour disposer de la république à leur gré et pour en tirer de grandes sommes d'argent qu'ils voulaient rétablir ces tyrans ; qu'ils cachaient leur dessein sous des propositions favorables en apparence, mais dans le fond très pernicieuses. En effet, disaient-ils, demander aujourd'hui les armes à la main que le gonfalonier se retire, n'est-ce pas vouloir ôter le pasteur au troupeau? Le rétablissement des Médicis dans une pareille conjoncture n'est-il pas un signal pour tous ceux qui ne songent qu'à abolir le grand conseil, dont la destruction anéantira la liberté? Par quels moyens empêcher les Médicis, soutenus au dehors par l'armée espagnole et appuyés au dedans par tous les factieux et les brouillons, d'asservir la ville le jour même qu'ils y entreront? Ils ajoutaient qu'il était nécessaire de considérer, avant que de rien déterminer, quelle suite pouvait avoir cette démarche, surtout si l'on commençait par céder à des demandes injustes et tyranniques ; que la crainte du danger ne devait pas aveugler les Florentins jusqu'à leur faire perdre de vue le salut de la république, et combien la servitude est affreuse à des gens nés et nourris dans le sein de la liberté ; qu'on se ressouvînt avec quel courage les Florentins, pour conserver un bien si précieux, avaient osé se raidir contre Charles, roi de France, quoiqu'il fût au milieu de Florence à la tête d'une puissante armée ; qu'il était bien plus facile aujourd'hui de résister à une petite troupe qui n'avait que très peu d'artillerie, point d'argent ni de vivres, et trop faible pour soutenir la guerre pourvu qu'on repoussât ses premiers efforts ; que les ennemis, qui ne pouvaient pas rester long-temps en Toscane, se prêteraient facilement à la négociation lorsqu'ils se verraient frustrés de l'espérance que les bannis leur avaient donnée d'emporter Florence d'emblée. »

Tels étaient les discours que les Florentins tenaient dans le particulier et en public ; mais le gonfalonier, voulant que le peuple lui-même déterminât la réponse qu'on devait rendre à l'envoyé du vice-roi, assembla le conseil majeur et parla en ces termes :

« Si je croyais, messieurs, que la proposition du vice-roi ne regardât que moi, j'aurais déjà pris un parti conforme à mes sentiments ; je me serais sacrifié pour vous, et j'aurais renoncé avec d'autant moins de peine à la dignité dont vous m'avez honoré que les soins et les fatigues m'ont beaucoup affaibli depuis tant d'années que j'occupe cette place importante ; mais s'agissant peut-être dans la conjoncture présente de plus grands intérêts que le mien, vos magistrats, mes collègues, ont cru avec moi qu'une affaire aussi sérieuse et qui importe si fort à tous les citoyens ne devait pas être renfermée dans les conseils ordinaires, mais qu'il fallait la proposer à ce conseil suprême, où réside le pouvoir universel et la souveraineté de la république. Je ne veux rien suggérer à l'assemblée qui puisse la faire pencher d'un côté plutôt que de l'autre ; c'est donc maintenant votre affaire, c'est à vous d'en décider ; je me soumettrai aveuglément à votre dernière résolution, et je vous offre non-seulement ma dignité, qui est à vous, mais encore ma personne et ma propre vie, trop heureux si l'exécution de mes offres pouvait sauver la république. Examinez en quoi la demande du vice-roi peut intéresser votre liberté ; il ne me reste plus qu'à presser le ciel de vous éclairer sur le bon parti.

« Si les Médicis étaient disposés à vivre ici en simples particuliers, soumis aux magistrats et aux lois, leur retour ne pourrait qu'être approuvé ; ce serait rapprocher et réunir tous les membres de la république ; mais s'ils ont d'autres desseins, soyez en garde contre eux et n'épargnez ni fatigue ni dépenses pour conserver votre liberté dont vous connaîtrez vainement le prix quand vous l'aurez perdue ; malheur dont la seule idée me fait frémir.

« On pourrait peut-être se flatter que le gouvernement des Médicis sera le même qu'avant leur exil ; ne vous y trompez pas, les choses ont bien changé depuis ce temps-là. Nourris alors parmi nous presque en simples citoyens, possédant de grandes richesses selon leur état, et n'ayant reçu aucune offense de personne, ils regardaient l'affection publique comme la base de leur fortune ; ils communiquaient les affaires importantes aux principaux de la ville, et ils avaient grand soin de cacher leur grandeur sous des dehors polis, bien loin de la faire sentir avec orgueil ; mais aujourd'hui qu'ils ont pris des manières étrangères, depuis tant d'années qu'ils vivent hors de Florence et qu'ignorant presque entièrement nos coutumes et nos lois, ils joignent le ressentiment de leur exil, des rigueurs exercées contre eux et des injures reçues de la part de tant de familles, au souvenir du décret qui les dépouilla de leurs biens, et qu'ils savent trop que la plus grande partie des Florentins ou même presque toute la ville abhorre la tyrannie, tout le monde leur sera suspect ; la méfiance et la pauvreté les forceront à s'emparer de tout ; ils ne chercheront plus à se maintenir par l'affection du peuple, mais par la force et par les armes ; ainsi vous verrez bientôt la ville de Florence dans le triste état où était Bologne du temps des Bentivoglio, et où sont actuellement Sienne et Pérouse.

« On parle avec éloge de l'administration de Laurent de Médicis et de la sagesse de son gouvernement. A la vérité la tyrannie était alors plus supportable à Florence qu'en beaucoup d'autres villes, mais dans le fond c'était toujours une tyrannie, et notre condition ne laissait pas d'être dure. C'était néanmoins un heureux temps en comparaison de celui où vous vivrez si les Médicis se rétablissent à Florence. Vous devez, messieurs, délibérer avec votre sagesse ordinaire, et mon devoir sera ou de renoncer à ma dignité, ou, si vous en ordonnez autrement, de songer à la défense de votre liberté. »

La résolution de ce conseil n'était pas douteuse, vu l'inclination de tout le peuple à maintenir le gouvernement populaire. On consentit à la vérité à recevoir les Médicis comme particuliers, mais on résolut de ne point destituer le gonfalonier, et si les ennemis s'opiniâtraient à le vouloir, on était déterminé à tout risquer pour se défendre. On ne songea donc plus qu'à la guerre ; on fit un fond d'argent, et l'on envoya des troupes à Prato, ville à dix milles de Florence, que l'on croyait devoir être attaquée la première par le vice-roi.

Après que ce général eut assemblé son armée à Barberino, et qu'on lui eût amené l'artillerie dont le transport au travers de l'Apennin avait coûté beaucoup de peine, le défaut d'argent faisant manquer les pionniers et les instruments nécessaires, il marcha, comme on l'avait prévu, vers Prato, où il arriva à la pointe du jour. Il battit aussitôt pendant quelques heures la porte de Mercatale avec des fauconneaux, mais sans aucun effet, parce qu'elle était bien fortifiée en dedans. Les Florentins avaient envoyé dans cette place environ deux mille hommes de pied, la plupart tirés des compagnies d'ordonnance ; le reste était de vils artisans ramassés à la hâte, et de tous ces soldats il y en avait peu qui connussent la guerre. Ils y avaient aussi envoyé cent hommes sous les ordres de Luc Savello, vieux capitaine, que ni l'âge ni un long usage de la guerre n'avaient pu instruire de l'art militaire; cette gendarmerie était celle qui avait été pillée depuis peu en Lombardie. Au reste, tant par le peu de temps qu'on avait eu que par l'incapacité de ceux qui avaient été chargés de pourvoir cette place, il y avait fort peu d'artillerie, de munitions et d'autres choses nécessaires à soutenir un siége.

Le vice-roi n'avait que deux cents gens d'armes, cinq mille hommes de pied espagnols et deux canons. Cette armée peu redoutable par le nombre l'était beaucoup par une valeur éprouvée. L'infanterie était celle-là même qui avait fait une si belle retraite après la bataille de Ravenne, et ces soldats aguerris n'avaient que du mépris pour les troupes des Florentins. Mais comme ils étaient venus sans provisions et qu'ils ne trouvaient que fort peu de vivres dans le

pays, quoique la récolte fût à peine finie, ils souffrirent bientôt de la disette, parce qu'on avait retiré les grains dans les places. Le vice-roi, ébranlé par cette considération, penchait vers la paix, à condition que les Médicis fussent reçus à Florence sur le pied des autres citoyens. Il consentait qu'on ne parlât plus de la déposition du gonfalonier et que les Florentins lui donnassent une certaine somme d'argent qu'on ne croyait pas devoir excéder trente mille ducats. Il donna même un sauf-conduit pour les députés qui devaient conclure le traité, et il les aurait attendus sans continuer à battre Prato, si cette place lui avait fourni quelques vivres. Rien n'échappe plus vite que l'occasion, rien n'est plus dangereux que de juger du métier qu'on ignore, et la défiance poussée trop loin est toujours pernicieuse. Les principaux de Florence, instruits par l'exemple de leurs ancêtres à faire un pont d'or à l'ennemi, pressaient le départ des négociateurs qui avaient un ordre précis de faire porter des vivres de Prato au camp des Espagnols, afin que le vice-roi attendît patiemment la conclusion du traité. Mais le gonfalonier, soit qu'il se flattât malgré sa timidité naturelle que la nécessité forcerait l'ennemi à se retirer de lui-même, soit qu'il craignît le retour des Médicis quel qu'il pût être, ou qu'enfin il fût entraîné par sa destinée qui le réservait à causer sa propre ruine et les malheurs de sa patrie, prolongea artificieusement le départ des députés; ils ne se rendirent donc pas au camp du vice-roi le jour dont on était convenu. Celui-ci, contraint par le besoin de vivres et dans l'incertitude de la venue de ces ministres, changea sa batterie la nuit suivante et la fit pointer contre la porte de Serraglio qui regarde la montagne. Il choisit cet endroit parce qu'il y avait près du mur une éminence qui devait faciliter l'assaut quand la brèche serait faite.

Des deux canons qui composaient cette batterie, l'un creva d'abord et l'autre s'affaiblit tellement à force de tirer qu'au bout de plusieurs heures il ne fit qu'une ouverture d'environ quatre toises. Quelques fantassins espagnols montèrent aussitôt sur la brèche, où ils tuèrent deux des assiégés, ce qui commença à mettre les autres en désordre; alors le reste de l'infanterie accourut avec des échelles. Les assiégés avaient disposé auprès du mur un bataillon d'arquebusiers et de piquiers, tant pour déloger les ennemis qui paraîtraient sur la muraille que pour repousser ceux qui auraient la hardiesse de descendre dans la ville; mais ce bataillon prit honteusement la fuite à la première vue des ennemis. Ainsi les Espagnols, surpris de voir tant de lâcheté et si peu de discipline dans ces troupes, entrèrent de toutes parts et se répandirent dans la ville, où ils ne trouvèrent aucune résistance, la garnison jetant ses armes et se rendant sans combattre. On vit alors dans Prato toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut, et rien ne serait échappé à l'avarice, à la brutalité et à la furie du soldat, si le cardinal de Médicis n'avait sauvé l'honneur des femmes en mettant une garde à la grande église où elles s'étaient presque toutes réfugiées. Il fut tué plus de deux mille hommes, non les armes à la main car personne ne se défendit, mais en fuyant et en demandant quartier; tous les autres furent faits prisonniers, avec le commissaire des Florentins. Après la prise de Prato, les habitants de Pistoia, sans se soustraire à la domination de Florence, convinrent avec le vice-roi de lui fournir des vivres, et il promit de ne les point inquiéter.

On n'apprit ce malheur à Florence qu'avec une extrême douleur, et cette nouvelle obligea les députés de revenir sur leurs pas. Le gonfalonier ouvrit les yeux sur sa fausse démarche. Plein de trouble et n'ayant plus d'autorité, cette faute la lui ayant fait perdre, il s'abandonnait à tous les conseils qu'on lui donnait, sans pourvoir cependant à sa sûreté ni au salut de la république. Les gens avides de nouveautés, encouragés par son abattement, se mirent à déclamer contre sa conduite; mais, pour comble de maux, la plus grande partie de ceux même qui favorisaient davantage le gouvernement populaire étaient si effrayés du bruit des armes, auquel ils n'étaient point accoutumés, et par le malheur de Prato, que rien n'était plus facile que de les accabler.

Dans ces conjonctures, Paul Vettori et Antoine-François Albizzi, jeunes gentilshommes factieux qui soupiraient après un changement, animés par le découragement des bons, osèrent entreprendre de forcer le palais pour en tirer le gonfalonier. Il y avait déjà plusieurs mois qu'ils avaient formé une conjuration avec quel-

ques autres en faveur des Médicis, et ils s'étaient même abouchés pour cet effet avec Julien dans un village voisin du territoire de Sienne. Ils communiquèrent leur dessein à Barthélemi Valori, autre jeune séditieux, accablé de dettes, aussi bien que Vettori; deux jours après la perte de Prato[1], ils entrèrent presque sans suite dans le palais, où le gonfalonier, qui avait tout abandonné à la disposition de la fortune, s'était retiré sans pourvoir à sa sûreté. Ils pénétrèrent jusqu'à sa chambre et le menacèrent de le tuer s'il ne sortait du palais, lui promettant de ne lui rien faire s'il obéissait. Il céda sans résistance, et toute la ville s'étant soulevée au bruit, sans que personne ne parût s'intéresser en sa faveur, au lieu que plusieurs se déclaraient contre lui, les conjurés assemblèrent ceux des magistrats à qui les lois donnent de l'autorité sur le gonfalonier, et les pressèrent de le déposer dans les formes, jurant de le tuer en cas de refus. Dans cette cruelle alternative, les magistrats le déposèrent malgré eux, après quoi il fut conduit à la maison de Vettori. La nuit suivante on le fit passer avec une nombreuse escorte dans le territoire de Sienne. De là il feignit d'aller à Rome, sur un sauf-conduit que le pape lui avait accordé; mais il prit secrètement le chemin d'Ancône, d'où il passa par mer à Raguse. Le cardinal son frère l'avait fait avertir que le pape ne songeait qu'à se saisir de son argent, qu'on faisait monter à des sommes considérables.

Après la déposition de Soderino, les Florentins envoyèrent des députés au vice-roi, avec qui le traité fut bientôt conclu par le moyen du cardinal de Médicis. Ce cardinal exigea seulement que sa famille et ceux qui avaient suivi sa fortune fussent rétablis dans leur patrie comme de simples particuliers, et qu'il leur fût permis de retirer dans un certain temps ceux de leurs biens qui avaient été aliénés par le fisc, en remboursant aux acquéreurs le principal et les dépenses qu'ils pourraient avoir faites. Au reste, les Florentins accédèrent à la ligue; ils s'obligèrent aussi de payer à l'empereur les quarante mille ducats que l'évêque de Gurck avait demandés, somme que les Médicis avaient promise à la conférence de Mantoue pour le prix de leur rétablissement, et quatre-vingt mille ducats au vice-roi pour son armée; ces deux sommes payables, moitié comptant, et le reste dans deux mois. Ils promirent encore vingt mille ducats au vice-roi en particulier, moyennant quoi il s'engagea à sortir des Etats de Florence après le premier paiement et à abandonner les places dont il s'était emparé.

(1) Le 31 août.

Outre ce traité, les Florentins en firent avec le roi d'Aragon un autre, où l'on s'engagea de part et d'autre à fournir un certain nombre de lances pour la défense mutuelle. Ils s'obligèrent en particulier à prendre à leur solde deux cents hommes d'armes des sujets de ce prince. Celui qui devait les commander n'était pas nommé dans le traité; mais ce poste était destiné au marquis della Palude, à qui le cardinal de Médicis avait promis, ou du moins fait espérer la place de capitaine général des troupes de Florence.

Les Florentins, délivrés de la guerre et n'ayant plus de gonfalonier perpétuel, songèrent à réformer ce qui avait paru défectueux dans le gouvernement, et ils résolurent unanimement de maintenir la liberté et le conseil de tout le peuple; il n'y eut qu'un petit nombre de jeunes gens ou de personnes sans crédit qui ne furent pas de cet avis. Il fut donc réglé par de nouvelles lois qu'à l'avenir le gonfalonier serait élu tous les ans; que tous ceux qui auraient été revêtus des premières dignités au dedans ou au dehors, savoir : ceux qui auraient été gonfalonier de justice ou des dix *de la Balia*[1], magistrature considérable dans la république, et ceux qui auraient eu des ambassades ou des commissions générales de la guerre, seraient adjoints pour toujours au conseil des quatre-vingts, qui changeait tous les six mois et où se réglaient les plus importantes affaires, et cela pour qu'elles ne fussent pas décidées sans la participation des principaux citoyens; qu'au reste la forme du gouvernement subsisterait en son entier telle qu'elle était alors. Jean-Baptiste Ridolfi fut élu gonfalonier pour cette première année; Ridolfi était regardé comme un homme d'une prudence éprouvée. Le peuple, dans cette occasion, comme c'est l'ordinaire dans des temps difficiles, ne jeta point les yeux sur ceux qu'un air de popularité lui rend plus agréables; mais il

(1) *Balia*, autorité. Nom d'un corps de magistrature.

choisit un homme qui, par sa grande autorité dans la ville, surtout auprès de la noblesse, et par ses talents, pût raffermir la république.

Mais la liberté des Florentins avait de trop puissants ennemis pour qu'elle subsistât longtemps sans être attaquée. Il y avait sur les terres de la république une armée suspecte, et dans la ville une jeunesse factieuse qui n'aspirait qu'à l'asservir. Le cardinal de Médicis même, malgré ses discours modestes, songeait à rendre à sa maison le pouvoir dont elle avait joui autrefois. En effet, il n'y avait pas d'apparence qu'il se fût donné tant de peine pour rétablir sa famille sur le pied de simples particuliers. Il considérait de plus que ce rétablissement, tout borné qu'il était, ne pouvait être durable, parce que le nom de Médicis serait toujours odieux, qu'il exciterait sans cesse la défiance des Florentins, et qu'on ne lui pardonnerait jamais d'avoir conduit une armée espagnole dans le sein de la patrie, le pillage de Prato dont il était la cause, et d'avoir forcé la ville, par la terreur des armes, à subir des conditions si indignes et si dures. D'ailleurs son ambition était sollicitée par les anciens partisans de sa maison et par plusieurs de ceux qui ne tenaient pas dans la république un rang qui répondît à la bonne opinion qu'ils avaient de leur mérite. Mais il ne pouvait agir sans l'aveu du vice-roi qui était toujours à Prato, où il attendait le premier paiement, qu'il n'était pas facile de faire, vu l'état présent des affaires à Florence.

Cardona, quel que fût le motif qui le fît penser ainsi, n'avait aucune envie de changer la forme du gouvernement de Florence; mais le cardinal de Médicis lui représenta et lui fit représenter par le marquis della Pallude et par André Caraffa, comte de Santa-Severina, qui servaient dans l'armée, que cette ville, après l'offense qu'elle avait reçue, n'aurait jamais que de la haine pour les Espagnols et qu'elle se joindrait toujours aux ennemis du roi catholique; qu'il était même à craindre qu'aussitôt après le départ de l'armée on ne rappelât le gonfalonier que les Florentins n'avaient chassé que malgré eux. Ces raisons, jointes à la lenteur de l'exécution du traité, que le vice-roi attribuait au gouvernement populaire, le déterminèrent à se rendre aux désirs du cardinal.

Après avoir pris les mesures nécessaires avec ce général, Médicis se rendit à Florence, et plusieurs capitaines et soldats italiens y vinrent aussi, les uns avec lui et les autres séparément, sans que les magistrats osassent s'y opposer, à cause du voisinage des Espagnols. Le lendemain, pendant qu'un conseil de plusieurs Florentins, où assistait Julien de Médicis, se tenait au palais pour délibérer sur les affaires présentes, quelques soldats, ayant forcé la porte, se rendirent maîtres de tout le palais et pillèrent la vaisselle d'argent qui servait dans les repas publics. Le gonfalonier et les autres magistrats, dont l'autorité ne pouvait se faire respecter par des gens armés, furent contraints de convoquer l'assemblée du peuple dans la place du palais, au son de la grosse cloche, suivant la proposition qu'en fit Julien de Médicis. Le peuple se trouvant environné de soldats et de jeunes Florentins qui avaient pris les armes en faveur des Médicis, on fut obligé de donner à cinquante citoyens nommés au gré du cardinal un pouvoir aussi étendu que celui de tout le peuple assemblé; ce conseil, qui fut aussi appelé *la Balia*, usant de son autorité sans bornes, porta un décret qui rétablit le gouvernement comme il était avant l'année 1494. On mit donc une garde perpétuelle au palais, et les Médicis, ayant repris leur ancien rang, gouvernèrent avec plus d'empire et d'autorité que n'avait jamais fait leur père.

Ce fut ainsi que la liberté de Florence fut opprimée par les Médicis. La division de ses habitants fut la principale cause de ce malheur. Cette révolution ne serait pas arrivée si, même après l'imprudente neutralité de la république et la faute que fit le gonfalonier de ménager trop les ennemis du gouvernement populaire, on n'avait pas tant négligé dans les derniers troubles les intérêts de la république; car d'abord le roi d'Aragon ne songea pas tant à changer le gouvernement de Florence qu'à rompre l'alliance des Florentins avec Louis XII et à tirer d'eux quelque argent pour payer son armée. Dans ce dessein, il ne vit pas plus tôt les Français hors du Milanais qu'il manda au vice-roi que si le rétablissement des Médicis souffrait trop de difficultés, ou si d'autres circonstances l'appelaient ailleurs, il laissait à sa disposition de traiter ou de ne pas traiter avec les Florentins, selon les occurrences. Voilà quels avaient été ses premiers ordres; mais depuis, piqué du dessein

que Jules avait eu de faire arrêter le duc de Ferrare à Rome, et ayant pris ombrage des menaces que ce pontife violent faisait sans cesse contre *les Barbares*[1], il déclara positivement à l'ambassadeur de Florence qu'il ne voulait donner aucune atteinte au gouvernement de cette république, et il envoya même à Cardona un ordre précis de ne point inquiéter les Florentins, croyant peut-être qu'il était de son intérêt que le gonfalonier brouillé avec le pape demeurât en place ; il pouvait craindre d'ailleurs que le cardinal de Médicis, après son rétablissement, ne favorisât davantage les intérêts de Jules que les siens. Le vice-roi ne reçut cet ordre que le lendemain de la révolution ; on voit par ces dispositions de Ferdinand que, si après la retraite des Français hors du Milanais Florence eût traité avec les Espagnols, ou si cette république se fût pourvue de bonnes troupes, le vice-roi ne l'aurait point attaquée, ou du moins que, se trouvant arrêté dans son entreprise, il se serait retiré sans peine moyennant quelque argent ; mais une espèce de fatalité empêcha les Florentins d'avoir recours à ces expédients. Cependant, outre ce que la prudence humaine aurait dû leur suggérer, le ciel leur avait donné des présages du malheur qui les menaçait. Quelque temps auparavant, la foudre tomba sur la porte de Florence qui regarde Prato et enleva les fleurs-de-lis d'or d'un ancien écusson de marbre aux armes de France. Le tonnerre tomba aussi sur le palais, pénétra dans la chambre du gonfalonier, dans laquelle il ne toucha qu'une grande boîte d'argent où l'on recueillait les suffrages du souverain magistrat, et se précipitant ensuite au bas de l'escalier, il en arracha une grosse pierre qui en était la base et l'appui, mais sans la briser ; elle resta même si entière qu'on eût dit que la plus adroite mécanique avait été employée à la déplacer. Dans le même temps, ou peu de jours auparavant, les Génois ayant foudroyé le Casteletto avec du canon que le pape leur avait prêté, le commandant, qui n'espérait pas être secouru, rendit ce fort moyennant dix mille ducats ; en effet, l'escadre que le roi avait fait partir de Provence, avant d'avoir reçu la nouvelle de la défection de Gênes, avait repris le chemin de France. Ainsi il ne restait plus à Louis XII que la lanterne de cette ville, où quelques vaisseaux français avaient jeté des vivres et des munitions.

(1) Le roi d'Aragon n'étant pas Italien était compris dans ce que les Italiens appelaient alors *les Barbares*.

CHAPITRE III.

Le vice-roi quitte la Toscane. Le cardinal Gurck va à Rome. Alliance entre le pape et l'empereur. Maximilien Sforze est reconnu duc de Milan. Guerre entre les Anglais et les Français. Retraite des Anglais irrités contre le roi d'Aragon. Combats entre les Français et les Espagnols.

Le vice-roi, après avoir terminé l'affaire de Florence, fit marcher son armée à Brescia. Les Vénitiens assiégeaient cette place dans les formes, en ayant enfin obtenu la permission des Suisses ; ils avaient dressé deux batteries, l'une contre la porte de Saint-Jean et l'autre contre la citadelle, comptant d'ailleurs se rendre maîtres de la porte de Pile, à la faveur d'une intelligence dont la découverte empêcha l'effet. Dès que l'armée espagnole fut arrivée à Goïdro, place voisine de Brescia, d'Aubigny, qui commandait dans cette dernière ville, la rendit au vice-roi avec la citadelle et l'artillerie, à condition que ses troupes se retireraient avec leurs bagages, mais sans les honneurs de la guerre. On croit que d'Aubigny préféra le vice-roi aux Vénitiens par ordre du roi, qui aimait mieux que les places fussent rendues à l'empereur ou aux Espagnols qu'à ces républicains. Ce n'est pas que Louis fût plus aigri contre ces derniers que contre le reste des confédérés ; mais son but était de semer la division parmi eux. Ce fut dans la même vue que la garnison de Lignago livra cette ville à l'évêque de Gurck avant l'arrivée des Espagnols en Lombardie, sans égard pour les offres des Vénitiens, et que dans le même temps que le vice-roi entrait dans Brescia la garnison de Peschiera en ouvrit aussi les portes à ce prélat. Il demandait encore qu'on lui remît Brescia ; mais le vice-roi voulut la garder pour la ligue, au nom de laquelle il l'avait reçue. Il n'en fut pas de même de la ville de Crême. Pendant que Renzo de Ceri en faisait le siége avec une partie des troupes vénitiennes, Octavien Sforze[1], évêque de Lodi, gouverneur de Milan, y envoya quatre mille Suisses pour s'en saisir au nom de Maximilien Sforze ; mais

(1) Il était fils naturel de Galéas Sforze, duc de Milan. Il fut fait évêque de Lodi le 27 octobre 1497, et il mourut en 1540.

Benoît Crivelli, gagné par la promesse qu'on lui fit de le créer noble vénitien, livra cette ville aux Vénitiens. M. de Duras[1], qui commandait dans la citadelle, y consentit, parce qu'il ne crut pas pouvoir compter sur la parole des Suisses.

L'évêque de Gurck alla ensuite à Rome. Le pape souhaitait avec ardeur le mettre dans ses intérêts. Pour y réussir, il abaissa sa fierté naturelle jusqu'à faire recevoir ce prélat dans toutes les villes de l'Etat ecclésiastique avec des honneurs extraordinaires; il le défraya même avec toute sa suite dans sa route. Les chemins étaient pleins de gens qui allaient au-devant de lui, et il trouva en différents endroits des prélats et d'autres personnes de considération que le pape envoyait pour le complimenter. Jules voulait que le sacré-collége le reçût en corps, à son entrée dans Rome; mais les cardinaux rejetèrent cette proposition comme une nouveauté qui eût avili la pourpre. Il n'y eut que les cardinaux d'Agen[2] et de Strigonie qui allèrent au-devant de lui à un demi-mille hors des portes. Ce prélat, en qualité de lieutenant général de l'empereur, eut ces cardinaux, l'un à sa droite et l'autre à sa gauche, dans tout le chemin, jusqu'à l'église de Santa-Maria-del-Popolo, où ils le quittèrent. De là, suivi d'une grande foule, il se rendit au consistoire, où le pape l'attendait en habits de cérémonie. Jules avait reçu quelques jours auparavant avec beaucoup de distinction, dans ce même lieu, douze ambassadeurs des Cantons; ils étaient venus pour lui rendre solennellement l'obédience, et l'assurer en même temps que le corps helvétique prendrait toujours la défense des Etats du Saint-Siége; ils le remercièrent outre cela de leur avoir donné le chapeau, le casque, l'épée, la bannière et le titre de *défenseurs de la liberté de l'Eglise*.

Dès que l'évêque de Gurck fut arrivé, on commença à traiter des affaires communes; et comme l'accommodement des contestations particulières était un préalable nécessaire à la parfaite réunion de l'Italie afin de la mettre en état d'opposer toutes ses forces au roi de France, ce fut par là qu'on entama la négociation. De ces différends, le plus épineux était celui de l'empereur avec les Vénitiens. L'évêque de Gurck consentait que Padoue, Trévise, Brescia, Bergame et Crême demeurassent aux Vénitiens; mais il exigeait qu'ils rendissent Vicence à l'empereur; qu'ils renonçassent à tous leurs droits sur cette ville et sur toutes les autres que l'empereur voulait garder; qu'ils lui donnassent actuellement deux cent mille florins du Rhin, et qu'ils s'obligeassent à lui en payer trente mille à perpétuité tous les ans pour reconnaître la souveraineté de l'empire par rapport aux villes de leur domination qui en dépendaient. Il paraissait bien dur aux Vénitiens de se rendre tributaires pour des places qu'ils avaient si long-temps possédées en toute souveraineté, et d'être obligés de fournir des sommes si considérables, quoique le pape offrît de leur prêter une partie de cet argent; mais surtout ils ne pouvaient se résoudre à céder Vicence. Ils disaient que l'empereur diviserait leur Etat en gardant cette place, située entre des villes de leur dépendance, et les empêcherait par là de compter sur la possession de Brescia, de Bergame et de Crême; ils ajoutaient encore, pour se dispenser d'accorder cet article, que la dernière fois que Vicence s'était soumise à eux ils avaient promis à ses habitants de ne jamais séparer leur ville du domaine de la république.

De son côté, Jules faisait des propositions aux ambassadeurs d'Espagne, plutôt pour balancer leurs plaintes que dans l'espérance d'obtenir ce qu'il proposait. Ces demandes étaient : que, suivant les obligations du traité de la ligue, Ferdinand l'aidât à conquérir Ferrare; qu'il abandonnât Fabrice et Marc-Antoine Colonna, déjà excommuniés pour avoir forcé la porte de Latran et donné retraite dans leurs places à Alphonse d'Est, rebelle à l'Eglise, dans la mouvance de laquelle étaient ces mêmes places; et qu'enfin il retirât aux Florentins, aux Siennois, aux Lucquois et à la ville de Piombino, la protection qu'il leur avait accordée, parce qu'elle tendait à diminuer les droits de l'Empire, et que d'ailleurs elle était suspecte à l'Italie en général et à l'Eglise en particulier. Le pape ajoutait qu'il ne convenait pas aux autres puissances

(1) Jean de Durfort, seigneur de Duras, fils de Gaillard de Durfort, quatrième du nom, et de Jeanne de Suffolk. Il avait vendu ses pierreries et sa vaisselle d'argent pour faire subsister la garnison. Il mourut en 1520.

(2) Léonard de la Rovere, évêque d'Agen, neveu de Jules II. Il fut fait cardinal par ce pape en 1505, et mourut le 27 septembre [illegible].

d'Italie que ce prince eût un si grand nombre de villes à sa dévotion, et que tant qu'il serait maître de la Toscane, si voisine des places de l'Eglise, ce dernier Etat serait toujours en danger.

Les Espagnols répondaient qu'ils ne refusaient pas de seconder le pape dans la conquête de Ferrare, pourvu que, conformément au même traité, il payât ce qui était dû à l'armée et qu'il lui donnât la solde à l'avenir; qu'on ne pouvait que blâmer son procédé envers Fabrice et Marc-Antoine Colonna; qu'il y avait de l'imprudence à irriter des officiers d'une si grande considération, et qui étaient si bien appuyés; qu'une pareille conduite était capable de produire une nouvelle guerre; que le roi ne pouvait les abandonner sans se déshonorer, et que ce serait mal récompenser les services qu'ils avaient rendus à Sa Sainteté même et à Sa Majesté catholique contre le roi de France; que les plaintes du pape, par rapport à la protection accordée à la Toscane, ne partaient pas de son zèle pour l'Eglise, mais de l'ardeur qui le portait à se rendre maître de Sienne, de Lucques et de Piombino; qu'au reste le roi d'Aragon remettait toute cette affaire à la décision de l'empereur.

Tous les confédérés concouraient à remettre Maximilien Sforze en possession du duché de Milan; mais l'empereur était bien éloigné au fond de lui accorder le titre de duc et l'investiture. L'évêque de Gurck et les Espagnols redoublaient leurs plaintes par rapport à l'invasion de Parme et de Plaisance. Ils disaient qu'elle donnait atteinte aux droits de l'empire, et que, rendant l'Eglise trop puissante, elle affaiblissait le duché de Milan qu'on devait chercher à fortifier comme étant exposé aux premiers efforts des Français; que le pape, dans le traité de la ligue, n'avait parlé que de Bologne et de Ferrare; mais qu'aujourd'hui, à l'ombre de frivoles prétentions, il usurpait deux autres villes qui n'avaient jamais été au pouvoir de l'Eglise, pas même dans les temps les plus reculés; qu'on ne rapportait, pour toute preuve des prétendues donations des empereurs, qu'une simple charte facile à fabriquer, et que cependant le pape, comme si son droit eût été notoire et incontestable, s'était emparé de ces places litigieuses à la faveur des troubles de Lombardie.

Ces différents intérêts n'étaient pas faciles à concilier, mais tout le reste n'était rien en comparaison de l'accommodement de l'empereur avec les Vénitiens, quelques efforts que le pape, les ambassadeurs d'Espagne et ceux des Cantons fissent pour les mettre d'accord. Jules était favorable aux Vénitiens parce qu'il croyait leur conservation nécessaire à la sûreté de l'Italie, et qu'il se flattait de s'emparer de Ferrare avec leurs secours sans avoir besoin des Espagnols; dans cette vue, il employait auprès des Vénitiens les exhortations, les prières, les menaces même pour les disposer à finir avec l'empereur. Le roi d'Aragon craignait que, la division de ces deux puissances subsistant, ces républicains ne fussent dans la nécessité de se réunir à la France. Les ambassadeurs d'Espagne étaient obligés de se conduire dans cette affaire avec beaucoup de circonspection, de ne pas trop presser l'empereur de peur qu'il ne reprît ses liaisons avec la France, dont Ferdinand avait eu tant de peine à le détacher. D'ailleurs ce prince avait d'autres raisons pour éviter de se brouiller avec Maximilien. De leur côté les ministres des Cantons, qui s'étaient obligés à défendre les Vénitiens moyennant une pension annuelle de vingt-cinq mille ducats, pressaient aussi cet accommodement, parce que, supposé qu'on ne pût concilier les esprits, ils se trouveraient dans la nécessité ou de manquer à cet engagement, ou de faire la guerre à l'empereur s'il attaquait les Vénitiens, et ils étaient bien éloignés de prendre ce dernier parti.

Cependant l'évêque de Gurck, ne voulant pas abandonner ses prétentions sur Vicence, que les Vénitiens s'obstinaient de leur côté à garder; et d'ailleurs n'ayant pas été possible de convenir de part et d'autre de la somme que ceux-ci paieraient, le pape, qui souhaitait surtout que l'empereur reconnût le concile de Latran pour anéantir celui de Pise, déclara aux ambassadeurs de Venise qu'il serait obligé de tourner les armes spirituelles et temporelles contre leur république; ces menaces n'ayant eu aucun effet, il fit un traité particulier avec l'empereur. Les ambassadeurs d'Espagne n'y eurent point de part, soit faute de pouvoirs, soit que leur maître, quoique résolu de seconder l'empereur, ne voulût pas ôter aux Vénitiens toute espérance de secours.

Ce traité, qui fut publié solennellement dans l'église de Santa-Maria-del-Popolo, portait que les Vénitiens ayant refusé la paix, leur opiniâtreté avait obligé le pape à leur déclarer qu'il

les abandonnait à cause de l'intérêt commun des alliés. On disait ensuite que l'empereur accédait à la ligue faite l'année précédente entre le pape, le roi d'Aragon et les Vénitiens, en vertu de la liberté qui lui en avait été laissée ; qu'il adhérait au concile de Latran, révoquant et annulant tous ordres et pouvoirs qu'il avait pu donner en faveur du conciliabule de Pise ; qu'il promettait de ne secourir aucun sujet ou ennemi de l'Eglise, et nommément le duc de Ferrare et les Bentivoglio, usurpateurs de Ferrare et de Bologne, et de rappeler l'infanterie allemande qui était à la solde du premier, ainsi que Frédéric de Bozzole, vassal de l'empire. De son côté, le pape s'obligeait d'aider l'empereur contre les Vénitiens avec les armes temporelles et spirituelles jusqu'à ce que ce prince eût recouvré tout ce qui lui appartenait suivant les termes du traité de Cambrai. Les Vénitiens étaient exclus de la ligue de Rome par le nouveau traité, et la trêve faite avec eux y était rompue, sous prétexte de leur contravention à l'une et à l'autre ; enfin ils y étaient déclarés ennemis du pape, de l'empereur et du roi d'Aragon. On laissait à ce dernier la liberté d'accéder dans un certain temps et sous de certaines conditions à ce traité, dans lequel il était encore stipulé que le pape ne pourrait faire aucun accord avec les Vénitiens sans la participation de l'empereur, ou du moins qu'après que ce prince serait en possession de ce qui lui appartenait, comme il est dit ci-dessus ; que ni l'un ni l'autre ne pourrait traiter avec aucun prince chrétien que d'un consentement mutuel ; que pendant la guerre contre les Vénitiens, le pape n'inquiéterait ni Fabrice ni Marc-Antoine Colonna, sauf à lui de procéder contre l'évêque Pompée [1], Jules et quelques autres qu'il avait déclarés rebelles ; qu'enfin si, par le présent traité, on ne disputait point au pape la possession de Parme, de Plaisance et de Reggio, c'était sans préjudice des droits de l'empire.

L'évêque de Gurck assista à la première séance du concile de Latran tenue après la publication du traité. Il déclara qu'il adhérait à ce concile au nom de l'empereur, comme son lieutenant général en Italie, annulant tous actes et procurations concernant celui de Pise ; et il protesta, en présence de toute l'assemblée, que l'empereur n'avait jamais approuvé ce conciliabule et qu'il désavouait tous ceux qui s'étaient servis de son nom.

Ensuite ce prélat partit de Rome, afin de se trouver à Milan quand Maximilien Sforze, que l'empereur avait fait venir à Vérone, prendrait possession de son duché. Le cardinal de Sion et les ambassadeurs des Cantons, qui étaient à Milan, refusaient d'attendre l'évêque de Gurck pour la cérémonie et voulaient que les actes qui seraient dressés dans cette occasion témoignassent que leur nation seule avait reconquis le Milanais sur la France, et que Sforze ne devait ses Etats qu'à leur courage. Néanmoins l'évêque de Gurck obtint d'eux, plutôt par adresse que par autorité, qu'on ne ferait rien avant son arrivée. En passant à Florence, il ratifia au nom de l'empereur le traité de Prato, et il reçut les Lucquois sous la protection de son maître, moyennant quelque argent. Il se rendit ensuite à Crémone, où Maximilien Sforze et le vice-roi l'attendaient, et ils allèrent ensemble à Milan, afin que Maximilien y fît son entrée au jour marqué avec tout l'appareil d'usage en ces sortes d'occasions. Cette entrée s'étant faite dans les derniers jours du mois de décembre[1], il s'éleva une grande contestation entre le cardinal de Sion et le vice-roi ; l'un et l'autre prétendaient avoir droit de présenter et de remettre les clefs à Maximilien, pour marquer qu'il prenait possession de Milan ; mais le vice-roi, cédant enfin, le cardinal présenta les clefs au nom des Cantons et fit tout ce qu'il fallait pour montrer que Maximilien recevait le duché des mains de cette nation. Le désir d'avoir un souverain qui n'eût point d'autres Etats que le Milanais fit que les peuples de ce duché reçurent Maximilien avec une joie inexprimable. D'ailleurs on se flattait qu'il ressemblerait à son père et à son aïeul. La mémoire de ce dernier était précieuse à ces peuples, et ils se souvenaient encore de ses grandes qualités. A l'égard du premier, le dégoût d'une domination étrangère avait adouci la haine qu'on lui portait et lui avait même rendu l'affection de ses sujets. La citadelle de Novare ouvrit ses portes avant la fin des réjouissances faites à l'occasion du couronnement de Maximilien.

(1) Pompée Colonna, évêque de Rieti, dont il est parlé ci-dessus.

(1) Ce fut le 29 décembre, selon Gradenigo, auteur vénitien.

la Navarre, dont les habitants encouragés par le voisinage de l'armée française remuaient en faveur de leur roi, et s'emparer du pas de Roncevaux par où les ennemis tiraient leurs vivres, n'en trouvant point dans l'endroit où ils campaient à cause de la stérilité du pays.

Le roi de Navarre et la Palice se saisirent d'abord d'un passage qui est au sommet des Pyrénées, forcèrent ensuite le Borguét, ville située au pied de ces montagnes et défendue par Baldes [1], capitaine de la garde du roi d'Aragon, avec une nombreuse garnison. S'ils avaient marché à Roncevaux avec la même diligence, la disette aurait seule détruit l'armée espagnole, au milieu d'un pays difficile et bloqué par une armée ennemie; mais l'activité du duc d'Albe les prévint. Il partit promptement, laissant à Saint-Jean-Pied-de-Port mille hommes d'infanterie et toute son artillerie, et il se rendit à Pampelune par le pas de Roncevaux avant l'arrivée du roi et de la Palice. Malgré ce contretemps l'un et l'autre ne laissèrent pas de faire le siége de Pampelune, après avoir reçu un renfort de quatre cents lances et de sept mille lansquenets que le dauphin leur avait envoyés. Ils mirent donc en batterie quatre pièces de canon qu'ils avaient conduites avec beaucoup de peine au travers des montagnes et donnèrent un assaut à la place. Cette attaque ne leur réussit pas, et la rigueur de la saison (on était alors au mois de décembre), jointe à la disette de vivres, les força de repasser les Pyrénées, où ils furent obligés de laisser leur artillerie à cause de la difficulté des chemins et des attaques continuelles des montagnards. Dans le même temps Lautrec se jeta dans la Biscaye avec trois cents lances et trois mille hommes de pied, pillant et brûlant tout le pays. Il attaqua la ville de Saint-Sébastien, mais sans succès, et, repassant les monts, il vint rejoindre le gros de l'armée, qui se sépara bientôt, n'espérant plus de rien faire en Navarre. Le résultat de cette guerre fut que le roi d'Aragon demeura paisible possesseur du royaume de Navarre.

Dans le même temps, le roi catholique qui s'était avancé à Logrogno, ayant découvert que Ferdinand, fils de Frédéric, roi de Naples, avait traité secrètement avec le roi de France pour passer dans son armée, le fit enfermer dans la forteresse de Chiativa, château où l'on mettait les prisonniers d'État. Philippe Coppola, Napolitain, qui avait négocié ce traité, fut tiré à quatre chevaux, devenant par son malheur un grand exemple de la vicissitude humaine; car il souffrit un si rude supplice pour avoir servi Ferdinand [1], dont l'aïeul paternel avait fait trancher la tête au comte de Sarni, père de Coppola. La découverte de cette intrigue, dont l'auteur était un moine envoyé à Ferdinand par le duc de Ferrare [2], apporta quelque changement aux affaires d'Italie; car le roi d'Aragon, irrité de ce complot, donna ordre au vice-roi de Naples et à son ambassadeur à Rome de faire marcher son armée contre Ferrare dès que Jules le voudrait, sans rien exiger que ce qui serait nécessaire pour la subsistance des troupes.

(1) D'autres le nomment *Ferdinand Valdez*.

CHAPITRE IV.

Conditions de la ligue entre l'empereur et la France. Trivulce à la diète suisse. Mort du pape Jules. Ses mœurs. Parme et Plaisance retournent sous la domination de Milan. Le cardinal de Médicis est élu pape et prend le nom de Léon X. Trève entre le roi catholique et le roi de France. Premiers exploits militaires d'André Doria. Les Français vont à la conquête du Milanais. Alviano est libéré de prison. Plans du pape Léon. Les Suisses accourent à la défense du duché de Milan. Jérôme Morone, ambassadeur de Sforze près le pape.

L'année 1513 ne fut pas moins remplie de grands événements que la précédente. A la vérité les Vénitiens et leurs ennemis se tinrent d'abord en repos, et il n'y eut en Italie d'autre expédition militaire que la prise de la forteresse de Trezzo, qui se rendit à composition au vice-roi; mais on y était fort inquiet sur l'avenir. On savait que le roi de France, n'ayant plus rien à craindre pour ses Etats et voyant ses troupes augmentées d'un grand nombre d'infanterie, de lansquenets et de plusieurs nouvelles compagnies de lances, brûlait de rentrer dans le Milanais. Il aurait bien souhaité exécuter ce dessein pendant que les châteaux de Milan et de Crémone tenaient encore pour lui, mais il craignait l'opposition d'une ligue puissante, et il n'était pas bien assuré que le roi d'Angleterre ne l'inquiéterait pas encore au printemps; il prit donc le parti d'attendre qu'il

(1) Ferdinand I, roi de Naples.

(2) Le duc de Ferrare était cousin-germain du duc de Calabre.

eût détaché de la ligue quelqu'un des confédérés ou que les Vénitiens se fussent joints à lui.

Il avait lieu de compter sur l'alternative. Dès l'année précédente l'évêque de Gurck, dans son voyage de Rome à Milan, avait favorablement écouté un homme de confiance du cardinal de San-Severino que la reine de France lui avait envoyé; d'ailleurs ce prélat avait fait partir depuis en secret un des siens pour engager le roi à seconder l'empereur contre les Vénitiens et lui proposer le mariage de Charles, petit-fils de ce prince, avec la seconde fille de France, à qui l'on donnerait en dot le duché de Milan avec les droits que Louis prétendait avoir au royaume de Naples. Pour sûreté de ces conventions la princesse devait être remise aussitôt après le traité entre les mains de Maximilien, qui garderait Crémone et la Ghiara-d'Adda après que le roi aurait reconquis le Milanais. D'un autre côté Louis espérait attirer les Vénitiens dans son parti. La prise de Brescia par le vice-roi et le dernier traité de Rome entre le pape et l'empereur les avaient irrités. C'était pour cela qu'il avait fait venir à la cour André Gritti, fait prisonnier à Brescia et qui était encore en France, et qu'il avait engagé Jean-Jacques Trivulce, en qui les Vénitiens avaient beaucoup de confiance, à envoyer son secrétaire à Venise sous prétexte d'autres affaires. Enfin il paraissait qu'on pourrait s'accommoder avec le roi d'Aragon. Comme ce prince avait coutume d'employer des religieux dans ses négociations, il avait envoyé secrètement en France deux moines pour traiter avec la reine de certains préliminaires à la paix générale ou à un traité particulier entre les deux couronnes; mais Louis XII ne comptait pas beaucoup sur cette négociation, prévoyant que le roi d'Aragon ne voudrait pas se dessaisir de la Navarre que de son côté il était bien éloigné de lui abandonner, le roi Jean n'ayant perdu ses Etats que pour avoir embrassé son parti et trop compté sur sa protection.

Mais le désir de regagner les Suisses occupait bien davantage le roi de France. Il était persuadé que le succès de son entreprise sur le Milanais dépendait de sa réunion avec les Cantons. Cette nation s'était acquis tout récemment une grande réputation non-seulement par la terreur de ses armes, mais encore par sa conduite dans l'affaire de Milan. Ils s'y étaient comportés non en soldats qui trafiquent de leur sang, mais avec toute la prudence des plus sages républicains et la politique la mieux soutenue, conduite qui les avait rendus arbitres de toutes choses; aussi voyait-on à leurs diètes un grand nombre d'ambassadeurs de tous les princes de la chrétienté. Le pape et presque toutes les puissances d'Italie achetaient leur alliance et la permission de lever chez eux des troupes pour la défense de leurs Etats. Cette nation, fière de ces avantages et se flattant d'avoir procuré seule à Charles VIII le moyen de troubler la paix de l'Italie et à Louis XII la conquête du duché de Milan, la réduction de Gênes et ses victoires sur les Vénitiens, traitait tout le monde avec une hauteur insupportable. Louis, outre les espérances que lui donnaient plusieurs particuliers d'entre les Suisses, se persuadait qu'il n'avait qu'à leur offrir des sommes considérables pour les ramener dans ses armées. Il s'en flattait avec d'autant plus de fondement que les Cantons n'avaient pas voulu ratifier le traité fait entre leurs ambassadeurs et les ministres qui gouvernaient le duché de Milan au nom de Maximilien Sforze. Ces derniers avaient offert de leur donner cent cinquante mille ducats aussitôt qu'il serait en possession de toutes les places du Milanais, et quarante mille ducats pendant vingt-cinq ans, à condition que les Suisses le prendraient sous leur protection et lui permettraient de faire des levées dans leur pays.

Comme ils avaient refusé jusqu'alors de recevoir les ambassadeurs que le roi avait voulu leur envoyer, il résolut au commencement de cette année de leur céder de bonne grace les forteresses du Val-di-Lugano et de Locarno pour obtenir d'eux une seule audience, ce qui fait bien voir avec quelle indignité les plus grands princes mendiaient la faveur de cette nation. M. de la Tremoille se rendit donc par ordre du roi à Lucerne, où la diète devait le recevoir. Quelques honneurs qu'on lui rendît, il s'aperçut bientôt qu'il ne gagnerait rien par rapport au duché de Milan. Peu de jours auparavant six des Cantons avaient ratifié le traité fait avec Maximilien Sforze; trois avaient résolu de le signer et le reste délibérait s'ils devaient imiter les autres. Ainsi, sans parler de Milan, il se réduisit à demander les secours de

la nation pour recouvrer Gênes et Asti, dont il n'était point parlé dans le traité de Maximilien. Dans la vue d'appuyer cette demande, Trivulce fit prier la diète de lui permettre de s'y rendre, sous prétexte de ses affaires particulières ; on lui accorda sa demande, mais à condition qu'il ne parlerait d'aucune chose qui concernât le roi de France ; et même aussitôt qu'il fut arrivé à Lucerne on lui fit défense de parler en aucune façon à la Tremoille. Enfin la diète ratifia unanimement le traité fait avec le duc de Milan, et rejetant toutes les propositions de Louis XII, fit perdre à ce prince toute espérance de lever des troupes en Suisse.

Le roi ayant ainsi échoué de ce côté-là n'eut d'autre ressource que de se tourner du côté de l'empereur ou des Vénitiens. Les confédérés craignant que ces républicains ne prissent ce parti, l'évêque de Gurck s'était enfin déterminé à leur abandonner Vicence ; mais ces derniers, encouragés par la crainte des alliés, déclarèrent qu'ils ne voulaient point de paix si Vérone ne leur était aussi rendue, offrant en ce cas une somme plus considérable à l'empereur ; enfin cette proposition faisant naître des difficultés, ils se déterminèrent en faveur de la France ; ils convinrent avec le secrétaire de Trivulce qu'ils se ligueraient avec le roi, à condition qu'on leur donnerait Crémone et la Ghiara-d'Adda.

Cet agent ayant stipulé expressément que ce traité n'aurait lieu qu'en cas que le roi le ratifiât dans un certain temps, il fut agité dans le conseil de Louis XII s'il était plus avantageux de se réconcilier avec l'empereur ou de se liguer avec les Vénitiens. Robertet[1], secrétaire du roi, qui avait beaucoup d'autorité, Trivulce et les principaux du conseil étaient pour le dernier parti. Ils alléguaient que l'expérience avait fait connaître combien l'alliance de l'empereur était ruineuse tant à cause de sa légèreté que de sa haine contre le roi. Ils ajoutaient que des gens sûrs rapportaient qu'on lui avait entendu dire qu'ayant reçu de la part des Français dix-sept injures qui étaient profondément gravées dans son esprit, il ne voulait pas perdre l'occasion offerte de les venger toutes à la fois, et qu'il ne prêtait l'oreille aux propositions du roi que pour avoir plus de moyens de lui nuire à la faveur d'une feinte réconciliation, ou du moins pour empêcher ses liaisons avec les Vénitiens et retarder ses préparatifs. Enfin ils finissaient en disant qu'on était inexcusable de se fier inconsidérément à un homme qui nous avait déjà trompés.

Le cardinal de San-Severino soutenait l'avis contraire, uniquement, disaient les premiers, pour contrarier Trivulce qui n'était pas agréable à ce cardinal, dont toute la famille était gibeline. Il représentait que rien ne pouvait être plus utile au roi que de diviser ses ennemis en se liguant avec l'empereur, surtout par un traité solide et durable ; que la politique des princes leur faisant toujours sacrifier l'amitié, la haine et les autres passions à leur intérêt, on s'assurerait de Maximilien en lui fournissant actuellement les moyens de poursuivre ses droits contre les Vénitiens et par l'espérance de procurer le duché de Milan à son petit-fils, l'exécution de ces deux projets étant ce qu'il y avait de plus utile pour l'empereur. Il ajoutait que ce prince étant ainsi détaché des alliés, le roi catholique ne pourrait se dispenser de suivre son exemple, quand ce ne serait que pour l'intérêt de ce même petit-fils, qui était aussi le sien ; qu'il n'y avait aucun autre expédient plus propre à déconcerter le pape ; qu'au contraire une ligue avec les Vénitiens serait une tache à la gloire du roi, puisqu'il faudrait en ce cas leur céder Crémone et la Ghiara-d'Adda, membres du duché de Milan, pour le recouvrement desquels le roi avait troublé toute l'Europe ; qu'enfin cette alliance lui serait inutile tant que les confédérés demeureraient unis.

Cet avis l'aurait emporté par le crédit de la reine, flattée du grand établissement qu'on proposait pour sa fille, si on avait pu obtenir que la jeune princesse restât à la cour de France jusqu'à la consommation du mariage ; cela supposé, la reine se serait engagée de ne la garder qu'au nom de l'empereur, de l'élever comme l'épouse de Charles et de la remettre à son mari dès qu'elle aurait atteint l'âge nubile ; mais le roi sachant certainement que Maximilien ne consentirait jamais à cette proposition, et que

(1) Florimond Robertet. Il était de Montbrison et avait été conseiller en la chambre des comptes de Forez. Pierre II, duc de Bourbon, le donna à Charles VIII, qui le mit à la tête des finances et le fit son secrétaire, charge équivalente à celle de secrétaire d'Etat sous l'ancienne monarchie. Il suivit ce prince en Italie ; il lui fut très utile et successivement à Louis XII et à François I. Après la mort du cardinal d'Amboise, il eut plus de part à la confiance de Louis.

toutes ses démarches n'étaient qu'un artifice pour l'amuser, il abandonna cette négociation et rappela l'Esparre, frère de Lautrec, qu'il avait fait partir pour aller trouver l'évêque de Gurck.

Cependant le roi d'Aragon, qui craignait davantage de jour en jour que le roi de France ne se liguât avec les Vénitiens, conseillait à l'empereur de leur rendre Vérone et lui proposait d'employer l'argent qu'il aurait de cette cession à porter la guerre en Bourgogne, où il promettait de le seconder avec une armée espagnole. L'évêque de Gurck était du même sentiment qu'il résolut d'appuyer par sa présence; il retourna donc en Allemagne accompagné de don Pedro d'Urrea qui était venu avec lui, et de Jean-Baptiste Spinelli, comte de Carriati, ambassadeur du roi catholique auprès des Vénitiens[1]. Il avait fait consentir ceux-ci à une trève qui devait durer jusqu'à la fin du mois de mars, afin que rien ne troublât cette négociation; et pour les y engager il leur avait donné parole, conjointement avec ces deux ministres, que l'empereur leur rendrait Vérone, pourvu qu'ils s'obligeassent de lui payer deux cent cinquante mille ducats dans de certains termes et cinquante mille tous les ans.

Pendant ce temps-là Jules, dont les succès ne faisaient qu'irriter l'ambition, bien loin de la modérer, formait chaque jour de plus grands projets. Il avait résolu de tenter à l'entrée du printemps la conquête de Ferrare, après laquelle il soupirait depuis si long-temps. Il y avait toute apparence que cette ville, entièrement privée de secours et attaquée par l'armée espagnole conjointement avec les troupes du pape, serait hors d'état de résister. Outre cela Jules acheta secrètement de l'empereur, moyennant trente mille ducats, la ville de Sienne, en faveur du duc d'Urbin qui ne possédait dans tout l'Etat ecclésiastique que la ville de Pesaro, le pape voulant faire voir par cette modération que ce n'avait pas été dans le dessein d'élever sa famille qu'il avait travaillé à étendre la domination du Saint-Siége. Il était convenu de prêter quarante mille ducats à l'empereur, qui devait lui remettre Modène pour sûreté de cette somme. D'un autre côté il menaçait les Lucquois de les attaquer, s'ils ne lui donnaient la Garfagnana, qu'ils avaient usurpée sur le duc de Ferrare pendant la guerre du Ferrarais. Piqué contre le cardinal de Médicis qui lui paraissait avoir plus d'attachement pour le roi d'Aragon que pour lui, et qui d'ailleurs ne lui donnait pas à Florence le pouvoir dont Jules s'était flatté, ce pontife avait lié de nouvelles intrigues pour changer une seconde fois le gouvernement de cette ville. Il avait cité à Rome le cardinal de Sion, qui s'était emparé des biens de plusieurs particuliers dans le Milanais et lui avait ôté la dignité de légat. Enfin, voulant mettre le duc d'Urbin en état de faire valoir ses nouveaux droits sur la ville de Sienne par d'étroites liaisons avec les voisins de cette ville, il prit à sa solde Charles Baglione pour chasser de Pérouse Jean-Paul du même nom, qui était uni par les liens du sang avec les enfants de Pandolphe Petrucci, successeurs à l'autorité de leur père dans Sienne. Il voulait aussi dépouiller Janus Frégose de la dignité de doge de Gênes, et la donner à Octavian; tout le reste de la famille Frégose y consentait, croyant que cette place était plutôt due à Octavian qu'à Janus, parce que les ancêtres d'Octavian l'avaient possédée. Il pensait aussi continuellement aux moyens de chasser l'armée espagnole d'Italie ou à l'opprimer par le secours des Suisses, qu'il regardait comme ses uniques amis; son but était de s'emparer du royaume de Naples et de délivrer l'Italie de la servitude des Barbares, expression qui lui était familière pour désigner tous les peuples qui n'étaient pas italiens. Dans cette vue il avait empêché les Cantons de faire alliance avec le roi catholique; enfin, comme s'il eût été le maître d'ébranler le monde entier, en même temps toujours furieux contre Louis XII, quoiqu'il eût donné audience à un envoyé de la reine, il excitait le roi d'Angleterre à faire la guerre à la France. Pour l'y engager plus fortement, il avait fait rendre par le concile de Latran un décret qui transférait le titre de *roi très chrétien* à Henri VIII, et il avait déjà fait expédier une bulle par laquelle il privait Louis de la dignité et du titre de *roi de France*, donnant ce royaume à qui voudrait s'en emparer.

Ce fut au milieu de ces grands projets, et peut-être de plus vastes encore, n'y ayant rien de si outré qu'on ne puisse présumer d'un homme si fier et si entreprenant; ce fut, dis-

(1) Elle s'était négociée à Milan.

je, au milieu de ces desseins que le pape fut surpris de la maladie dont il mourut plusieurs jours après en avoir été attaqué. Lorsqu'il sentit les approches de la mort, il assembla le consistoire, où il n'eut pas la force d'assister. Il y fit confirmer la bulle qu'il avait déjà publiée contre ceux qui achèteraient le souverain pontificat, et déclarer que l'élection de son successeur regardait le sacré-collége et non le concile, et que les cardinaux schismatiques n'y seraient point admis; il leur pardonna néanmoins ses injures personnelles, et il ajouta qu'il priait Dieu d'oublier celles qu'ils avaient faites à son Eglise. Ensuite il supplia le sacré-collége de céder la ville de Pesaro, sous le titre de *vicariat,* au duc d'Urbin, rappelant aux cardinaux que ç'avait été principalement par le moyen de son neveu que cette ville était retournée au pouvoir de l'Eglise après la mort de Jean Sforze. Au reste, il ne montra aucun attachement particulier à ce qui le touchait personnellement, et même Madonna Felice, sa fille, et plusieurs personnes l'ayant pressé de donner le chapeau à Guy de Montefalco, frère utérin de Felice, il répondit qu'il n'en était pas digne. Sa fermeté et sa sévérité ne l'abandonnèrent point, et il eut jusqu'au dernier soupir la même force d'esprit qu'avant sa maladie. Enfin il reçut avec beaucoup de dévotion les sacrements de l'Eglise et mourut le 21 février vers la fin de la nuit.

Ce pape avait un courage et une fermeté inébranlables; mais son impétuosité et une ambition démesurée l'auraient sans doute précipité dans les derniers malheurs si la majesté de son rang et les dissensions des princes n'eussent éloigné le péril; car il ne sut jamais écouter ni la modération ni la prudence. Jules se serait rendu digne d'une gloire immortelle s'il eût porté toute autre couronne que la tiare ou s'il se fût appliqué à faire respecter l'autorité spirituelle de l'Eglise par des moyens de paix avec toute l'ardeur qu'il montra pour étendre sa puissance temporelle par les armes. Cependant aucun de ses prédécesseurs ne reçut tant d'éloges, surtout de la part de ceux qui, depuis que les choses ont perdu leur vrai nom et qu'on n'en juge plus sur l'équité, croient que les papes sont plutôt obligés d'accroître les Etats de l'Eglise par les armes et par l'effusion du sang chrétien que de procurer le salut des ames par une vie exemplaire et par la réforme du vice et des abus, ce qui est l'unique objet pour lequel ces pontifes se glorifient d'avoir été établis vicaires de Jésus-Christ sur la terre.

Après la mort du pape, le vice-roi de Naples fit prendre à son armée la route de Plaisance. Cette ville fut obligée de rentrer sous la domination du duc de Milan, et celle de Parme suivit son exemple. D'un autre côté, le duc de Ferrare reprit ses places de Romagne, après quoi il s'approcha de Reggio; mais voyant que les habitants ne faisaient aucun mouvement en sa faveur, il n'osa l'assiéger, parce que l'armée espagnole était campée entre cette place et Plaisance.

L'Etat de l'Eglise, la ville de Rome et le sacré-collége ne furent point troublés par la mort du pape Jules II comme ils l'avaient été après le décès des deux papes qui l'avaient précédé. Dès que les obsèques furent finies, les cardinaux entrèrent paisiblement dans le conclave au nombre de vingt-quatre, après avoir mis en liberté le fils du marquis de Mantoue. Le premier soin du sacré-collége fut de resserrer dans des bornes fort étroites l'autorité du pape qui devait être élu et d'empêcher qu'il ne la portât aussi loin que son prédécesseur; mais comme il y a peu d'hommes assez hardis pour s'opposer aux volontés du prince, la plupart s'empressant au contraire à briguer sa faveur, les cardinaux ne furent pas long-temps, après l'élection, sans abolir presque tout ce nouveau réglement. Au bout de sept jours, Jean, cardinal de Médicis, fut créé pape[1] d'une commune voix, et il prit le nom de Léon X. Il n'avait que trente-sept ans. L'usage où l'on était de ne jeter les yeux que sur de vieux cardinaux fit paraître son élection extraordinaire. Il dut la tiare principalement à l'intrigue des jeunes cardinaux, qui étaient convenus en secret de choisir un pape de leur âge.

La nouvelle de cette élection causa beaucoup de joie à la chrétienté; tout le monde espérait que Léon remplirait dignement la première place de l'Eglise. Le souvenir des vertus de son père, la réputation qu'il avait lui-même d'être libéral, poli et de mœurs irréprochables, l'opinion où l'on était qu'à l'exemple de Laurent de Médicis il protégerait le mérite et les lettres,

(1) Le 11 mars.

enfin la pureté de son élection entièrement canonique étaient autant de raisons d'en augurer favorablement. Quatre jours après, les cardinaux de Sainte-Croix et de San-Severino vinrent se remettre au pouvoir du nouveau pape, ce qui fit juger que Dieu approuvait son exaltation. Ayant appris la mort de Jules, ils s'étaient embarqués avec l'ambassadeur de France pour aller à Rome. Ensuite, étant arrivés à Livourne et ayant appris l'élection du cardinal de Médicis, ils comptèrent si fort sur sa bonté, et particulièrement le cardinal de San-Severino qui avait d'anciennes et d'étroites liaisons avec Médicis et son frère, qu'ils prirent la résolution de continuer leur chemin par terre. Ainsi, sur un simple sauf-conduit du gouverneur de Livourne qui ne pouvait leur servir que dans l'étendue du territoire de cette ville, et sans aucune autre sûreté, ils se rendirent à Pise. On les y reçut avec honneur, et de là ils furent conduits à Florence, où on leur fit un bon traitement; mais on les y retint par ordre du pape. Il leur fit conseiller par l'évêque d'Orviette [1] de rester à Florence pour leur propre sûreté et pour la paix de l'Eglise jusqu'à ce qu'on eût réglé la manière dont ils seraient reçus à Rome. Il devait aussi leur dire que leur déposition juridique en elle-même ayant été d'ailleurs confirmée par le concile de Latran, ils feraient bien de ne point porter les marques de la dignité de cardinal, parce que cette humble conduite favoriserait les bonnes intentions du pape à leur égard.

Cependant la cérémonie du couronnement de Léon se fit, selon la coutume, dans l'église de Saint-Jean-de-Latran. Les domestiques et les courtisans du pape, un nombre infini de prélats et de seigneurs qui s'étaient rendus à Rome, et même le peuple romain, parurent avec tant d'éclat et de magnificence dans cette occasion que tout le monde avouait hautement que Rome n'avait point vu de jour si brillant depuis que le repos de l'Italie avait été troublé par l'irruption des Barbares. Alphonse d'Est, qui, après avoir obtenu la suspension des censures, était allé à Rome dans l'espérance de terminer bientôt ses différends avec le pape dont la douceur le rassurait, porta le gonfalon de l'Eglise dans cette cérémonie; l'étendard de la religion de Rhodes fut porté par Jules de Médicis, armé de toutes pièces et monté sur un fort beau cheval. Jules était né avec l'inclination martiale; mais les conjonctures lui firent embrasser l'état ecclésiastique, où il fut un grand exemple des vicissitudes de la fortune. Ce jour fut d'autant plus remarquable que Léon X, qui se trouvait alors assis sur le Saint-Siége, avait été fait prisonnier à pareil jour l'année précédente. Toute cette pompe, dont les frais montèrent à cent mille ducats, confirma le peuple dans la bonne opinion qu'il avait du nouveau pape, jugeant qu'un prince si libéral et si magnifique ne pouvait manquer de faire le bonheur de Rome; mais les gens qui ne se laissent pas éblouir par l'extérieur auraient désiré plus de gravité et de modération dans le nouveau pontife, ne croyant pas que ce faste convînt à un pape et qu'il dût, dans la circonstance des temps, prodiguer une partie si considérable de l'argent que son prédécesseur avait amassé.

La mort de Jules et l'exaltation de Léon ne rendaient pas la paix à l'Italie; au contraire, les choses paraissaient plus disposées à la guerre. L'empereur était fort éloigné de consentir à la restitution de Vérone qu'il regardait comme la porte de l'Italie, ni d'accepter l'accord projeté à Milan, quoique la trève eût été prorogée jusqu'à la fin d'avril. Fatigué même des instances que les ambassadeurs du roi catholique lui faisaient sur ce sujet, il dit au comte de Carriati qu'il méritait mieux le nom d'ambassadeur des Vénitiens que celui de ministre du roi d'Aragon.

Cette disposition de l'empereur fut encore fortifiée par la trève d'un an que Louis XII et le roi catholique conclurent pour leurs Etats situés au-delà des Alpes. Ce traité mettait le premier en état de recommencer la guerre dans le Milanais. Ferdinand avait toujours été fort éloigné de la faire avec les Français près des frontières d'Espagne, parce que, ses finances n'étant pas fort considérables, il était obligé d'employer les forces des seigneurs et des peuples de ce royaume, ce qui le mettait dans une espèce de dépendance à leur égard en temps de guerre; d'ailleurs ces secours étaient toujours tardifs. Mais il avait alors d'autres raisons pour souhaiter la paix; elle lui était né-

(1) Hercule Baglione. Il prit possession de cet évêché le 25 avril 1512, et il mourut en 1520.

cessaire pour affermir la conquête de la Navarre ; il se voyait, d'un autre côté, réduit par la mort de sa première femme à la simple régence de Castille. Son autorité était chancelante dans ce royaume, surtout pendant la guerre, comme il venait de l'expérimenter tout récemment lorsqu'il s'était agi de défendre la Navarre ; car, quoiqu'il y eût réussi, il n'avait pas laissé de courir de grands risques par la lenteur des secours castillans. Toutes ces raisons l'engagèrent à consentir à la trève ; il ne savait pas encore la mort de Jules II quand il la conclut ; mais il n'ignorait pas l'élection de Léon X lorsqu'on fit publier cette trève.

Les raisons du roi catholique pour justifier une démarche si peu attendue, furent que le pape et les Vénitiens n'avaient pas rempli à son égard les conditions de la ligue par le refus qu'ils avaient fait, depuis la bataille de Ravenne, de fournir les quarante mille ducats qu'ils étaient tenus de lui payer tous les mois tant que le roi de France aurait encore des places en Italie ; que lui seul avait travaillé pour l'intérêt commun des alliés sans penser au sien, puisqu'il n'avait retiré aucun avantage de la victoire et que ses Etats d'Italie n'étaient pas augmentés depuis la guerre ; que le pape n'en avait pas usé de même ; qu'il s'était emparé de Parme, de Plaisance et de Reggio, et que sa passion pour la conquête de Ferrare avait empêché la réduction des places du Milanais et de la Lanterne-de-Gênes ; qu'il avait fait tous ses efforts pour accorder l'empereur avec les Vénitiens, mais que le pape, aveuglé par son intérêt particulier, avait inconsidérément exclus les Vénitiens de la ligue ; que ses ambassadeurs avaient fait une faute à la conclusion de la nouvelle ligue de Rome, en le laissant nommer contre son intention dans l'article qui contenait cette exclusion des Vénitiens, lui dont il n'était fait aucune mention dans tout le reste du même traité ; que les Vénitiens n'avaient pas répondu à l'opinion qu'on avait de leur prudence, ayant manqué de faire la paix par leur obstination à garder Vicence ; qu'il ne pouvait pas entretenir une armée en Italie sans les subsides promis, et qu'il était au-dessus de ses forces de porter seul tout le poids de la guerre au-delà des monts, comme les autres alliés le voudraient, dans la vue de le consumer ; que le pape n'avait pas dissimulé l'envie qu'il avait de lui enlever le royaume de Naples ; que néanmoins tous ces sujets de mécontentement ne lui feraient pas abandonner l'Eglise ni ses autres alliés d'Italie lorsqu'ils en useraient à son égard comme il en usait au leur, et qu'il comptait que les réflexions que leur ferait naître la trève qu'il venait de signer les détermineraient à prendre avec lui des mesures justes et convenables pour la défense commune.

Le roi d'Aragon comprit l'empereur et le roi d'Angleterre dans la trève, quoiqu'il n'eût aucun pouvoir ni de l'un ni de l'autre et qu'il ne leur en eût même rien communiqué ; mais ce qui fut ridicule, c'est que dans le même temps qu'on publiait ce traité dans toute l'Espagne il arriva un courrier pour notifier à Ferdinand, de la part d'Henri VIII, les grands préparatifs qui se faisaient en Angleterre contre la France, et pour le sommer d'agir en même temps du côté de l'Espagne comme ils en étaient convenus l'un et l'autre.

Cette trève répandit la consternation en Italie parmi ceux qui n'aimaient pas les Français ; on ne douta pas que le roi n'y envoyât incessamment une armée, et que les Vénitiens ne se joignissent à lui, l'empereur s'obstinant toujours à ne point faire la paix avec eux. Il paraissait difficile de résister à Louis XII. L'armée espagnole, quoiqu'elle eût tiré de temps en temps quelque argent du Milanais déjà fort épuisé, ne pouvait plus subsister. On ignorait les intentions du nouveau pape ; à la vérité il y avait tout lieu de croire qu'il souhaitait que les Alpes bornassent la domination française ; mais nouvellement placé sur le Saint-Siége, et aussi surpris que les autres de cette trève faite dans un temps où l'on croyait le roi d'Aragon plus occupé de la guerre que jamais, il flottait dans l'incertitude. D'ailleurs il souffrait impatiemment qu'on différât si long-temps de lui rendre Parme et Plaisance qu'il avait demandées avec beaucoup de vivacité. On l'avait flatté de cette restitution, quoique les alliés fussent dans le dessein de conserver ces places au duc de Milan ; ils croyaient qu'en donnant au pape de vaines espérances ils pourraient l'engager à défendre ce prince contre les Français. Le secours des Suisses paraissait le plus puissant et le plus certain ; mais Maximilien Sforze ni les autres alliés n'étant pas en état de leur fournir les sommes promises par le traité, on craignait

que ces secours ne manquassent dans le temps qu'on en aurait besoin.

Aussitôt que le roi de France eut fait la trève il résolut d'envoyer promptement une armée en Italie. Outre les motifs que nous avons rapportés, il y était encore excité par la connaissance qu'il avait que les peuples du Milanais, accablés d'impôts, fatigués des exactions des Suisses, ruinés par le séjour des Espagnols à qui il avait fallu donner beaucoup d'argent, et poussés à bout par la dureté de ces deux nations dont ils avaient reçu un plus cruel traitement que de la part des Français, brûlaient de rentrer sous sa domination. Plusieurs gentilshommes particuliers avaient même député, les uns vers le roi, les autres vers Trivulce qui avait eu ordre de se rendre à Lyon pour être plus à portée de l'Italie. Ces députés le pressaient de faire avancer son armée, l'assurant que dès qu'elle aurait passé les Alpes, on prendrait les armes en sa faveur. A ces promesses se joignaient les sollicitations continuelles de Trivulce et de tous les bannis qui, suivant la coutume de ceux qui sont hors de leur patrie, ne cessaient de peindre au roi cette expédition comme très facile, surtout si les Vénitiens s'unissaient à lui. Louis avait encore d'autres raisons pour hâter l'exécution de son dessein. Il se flattait d'achever la conquête du Milanais avant qu'Henri VIII fût en état d'attaquer la France; en effet ce prince ne pouvait pas le faire si tôt. L'Angleterre, qui jouissait depuis long-temps d'une paix profonde, manquait d'armes, d'artillerie et de presque toutes les choses nécessaires à la guerre; d'ailleurs Henri VIII n'avait point de cavalerie parce que les Anglais ne s'en servent jamais, et même son infanterie n'étant point disciplinée il était obligé de lever beaucoup de lansquenets dans le dessein où il était de passer en France avec une puissante armée; tous ces préparatifs demandaient un temps considérable. Enfin Louis craignait que les places qui tenaient encore pour lui ne capitulassent faute de vivres, surtout la Lanterne-de-Gênes qu'on avait tenté inutilement de rafraîchir peu de jours auparavant. Le vaisseau chargé de cette commission fut escorté jusqu'à Arbinga par trois autres vaisseaux et par un galion; ayant passé à la faveur du vent malgré une escadre génoise et pénétré jusqu'au château, il s'était mis à l'ancre, et s'étant approché de la Lanterne il commençait à décharger ses munitions lorsqu'André Doria, qui fut dans la suite un si grand capitaine de mer, s'étant glissé avec un gros vaisseau entre la Lanterne et le bâtiment français, en coupa les câbles, et vint à bout de s'en rendre maître après un combat fort opiniâtre où il fût blessé au visage.

Cependant Louis XII avait envoyé un grand nombre de lances en Bourgogne et en Dauphiné, et ayant résolu de commencer promptement la guerre, il se hâta de faire un traité avec les Vénitiens. La négociation avait traîné pendant plusieurs mois parce que l'espérance d'une ligue avec l'empereur avait retardé la conclusion de cette première alliance, et que les Vénitiens avaient demandé Crémone et la Ghiara-d'Adda; d'ailleurs le sénat avait été fort partagé sur cette affaire. Les plus accrédités proposaient la paix avec l'empereur. Il était, disaient-ils, plus utile à la république, surtout dans l'épuisement où elle se trouvait, d'éviter actuellement de grandes dépenses et les périls de la guerre pour être en état de profiter dans la suite des occasions favorables, que de s'engager dans de nouveaux embarras et de s'unir au roi de France dont ils savaient par leur propre expérience que l'amitié n'était ni sûre ni fidèle; mais le plus grand nombre pensait que les occasions de rendre à la république sa première splendeur seraient rares, et que la paix avec l'empereur, tant qu'il garderait Vérone, n'éloignerait ni le péril ni la crainte du péril. Il fut donc résolu de traiter avec le roi de France sans demander davantage ni Crémone ni la Ghiara-d'Adda, et le traité fut conclu[1] à la cour de France par le ministère d'André Gritti qui n'y était plus regardé comme un prisonnier de guerre, mais qu'on y traitait comme un ministre de sa république. Gritti[2] et Barthélemi d'Alviano furent mis en liberté à la faveur du nouveau traité. Il fut stipulé que les Vénitiens fourniraient au roi huit cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et dix mille hommes de pied pour le servir contre tous ceux qui s'opposeraient au recouvrement d'Asti, de Gênes et du Milanais. Le roi de son côté s'obligea d'aider les Vénitiens à reprendre toutes les

(1) A Blois le 14 mars.

(1) Il avait été fait prisonnier à la bataille de la Ghiara-d'Adda.

places qu'on leur avait enlevées en Lombardie et dans la Marche trévisane, en conséquence de la ligue de Cambrai. Après la signature du traité, Jean-Jacques Trivulce et Barthélemi d'Alviano se rendirent à Suze, celui-ci pour aller à Venise par le chemin le plus sûr, et l'autre pour assembler l'armée française, composée de quinze cents lances, huit cents chevau-légers et quinze mille hommes d'infanterie, savoir : huit mille Allemands et sept mille Français. M. de la Tremoille devait la commander ; le roi l'avait nommé son lieutenant général pour donner plus d'éclat à cette expédition.

Cependant le roi sollicitait vivement le pape de ne le point traverser dans le recouvrement du Milanais ; il lui protestait non-seulement de borner ses conquêtes à ce duché, mais encore de laisser toujours Sa Sainteté l'arbitre de la paix. Léon paraissait écouter favorablement les prières du roi, et même pour lui ôter toute méfiance il traitait avec lui par l'entremise de Julien de Médicis, son frère ; néanmoins il était suspect au roi pour plusieurs raisons, mais surtout par la conduite qu'il avait tenue avant son pontificat. A la vérité, il n'avait pas été plus tôt élu qu'il lui avait envoyé par Cintio, l'un de ses domestiques, une lettre polie, mais conçue en termes si vagues qu'il ne paraissait pas fort porté en sa faveur. D'ailleurs il avait consenti que Prosper Colonna fût nommé capitaine général du Milanais, ce que Jules n'avait jamais voulu permettre à cause de sa haine pour les Colonna ; mais Louis XII avait encore de plus justes raisons de s'alarmer. Léon avait déclaré à Henri VIII qu'il était dans le dessein de maintenir la ligue faite par Jules II avec l'empire, l'Espagne et l'Angleterre. Il avait écrit aux Suisses un bref où il les exhortait à défendre l'Italie, et il paraissait dans la résolution d'entretenir l'alliance que son prédécesseur avait faite avec eux. Par ce traité ils étaient obligés à la défense de l'Etat ecclésiastique, moyennant vingt mille ducats de pension annuelle. Outre cela, il n'avait pas levé l'excommunication du duc de Ferrare, et il différait de lui rendre Reggio sous divers prétextes. Il alléguait surtout pour temporiser qu'il voulait attendre que le cardinal d'Este fût de retour à Rome. Ce prélat, pour se dérober à la persécution de Jules et aux instances que lui faisait le roi de France de se trouver au concile de Pise, s'était retiré dans son évêché d'Agria en Hongrie. Enfin le pape venait de solliciter les Vénitiens, en grand secret, de se réconcilier avec l'empereur. Cette démarche était directement contraire aux intentions du roi, qui d'ailleurs avait interprété en mauvaise part un bref où Léon, paraissant n'avoir d'autre motif que les devoirs de sa dignité, le pressait de ne point prendre les armes et de faire la paix à des conditions raisonnables. Louis n'aurait pu qu'approuver ce conseil si le pape avait également pressé le roi d'Angleterre de laisser la France en repos.

Les soupçons du roi étaient bien fondés ; car le pape ne souhaitait rien tant que d'empêcher les Français de réussir en Italie, soit qu'il crût leur établissement contraire à la sûreté du pays et à la grandeur du Saint-Siége, soit qu'il écoutât ses ressentiments contre la France. Il n'avait pas oublié l'attachement de son père et de ses ancêtres pour cette couronne ni les biens et les honneurs qu'ils en avaient reçus ; mais le souvenir de son exil et celui de ses frères dont Charles VIII avait été la cause était plus présent à son esprit. Outre cela, le successeur de ce prince, constant à favoriser le gouvernement populaire à Florence, ou n'avait eu que du mépris pour les Médicis, ou, s'il avait quelquefois paru leur accorder sa protection, ce n'avait été que pour intimider la république de Florence afin de l'amener à son but, après quoi il les avait aussitôt abandonnés. Peut-être même avait-il du ressentiment de sa prise à la bataille de Ravenne, de sa détention à Milan et du dessein que le roi avait eu de le faire passer en France ; mais, malgré ces désirs de vengeance, ne se voyant pas assez fortement appuyé pour faire tête à la France, il usait dans ces conjonctures de beaucoup d'artifice et de dissimulation.

A l'égard des Suisses, ils paraissaient toujours également bien disposés à défendre le Milanais, et ils offraient de s'y rendre en plus grand nombre qu'auparavant, n'exigeant pour cela qu'une somme assez modique. Il n'y avait que le pape en état de leur donner cet argent. Le vice-roi, incertain du parti qu'il devait prendre, ne donnait que des réponses obscures et équivoques ; tantôt il offrait au pape de s'opposer aux Français pourvu que Sa Sainteté se déclarât ouvertement contre eux, joignît ses

forces aux siennes et payât pour trois mois la solde d'une nombreuse infanterie. Pour faire croire que ces offres étaient sincères, il avait tiré ses troupes du Parmesan et du territoire de Reggio, et les tenait sur la Trebia, laissant toujours à Tortone et à Alexandrie quelques soldats qui y étaient en garnison; tantôt il disait que le roi d'Espagne, en l'informant de la trève, lui avait ordonné de ramener son armée dans le royaume de Naples, tandis que Jérôme de Vic, ambassadeur de ce prince auprès du pape, tenaît un autre langage. Ce ministre, en cas que le pape voulût armer pour la défense du Milanais, promettait que son maître attaquerait la France de son côté, nonobstant la trève, ce qu'il prétendait pouvoir faire sans violer sa parole. C'est pourquoi plusieurs crurent que Ferdinand, dans la crainte que personne n'osât se déclarer contre le roi de France en Italie après la conclusion de la trève, avait ordonné au vice-roi de reconduire son armée dans le royaume de Naples, sans irriter la France par de nouvelles injures, à moins que les puissances d'Italie n'embrassassent avec chaleur la défense du Milanais. Par le même motif, il marquait au roi de France beaucoup d'impatience pour la paix; il s'offrait même d'engager l'empereur et le roi d'Angleterre à la faire, et il l'assurait que son armée ne le traverserait en aucune manière dans le Milanais.

Le vice-roi, déterminé à partir, rappela les garnisons d'Alexandrie et de Tortone qui étaient sous les ordres du marquis de Pescaire, et en même temps il fit part de sa résolution à Trivulce, pour s'en faire un mérite auprès du roi de France, comme le bruit en courait alors; mais ils n'exécuta pas ce dessein pour lors, parce que les Suisses se portant avec ardeur à la défense du Milanais, avaient déjà envoyé cinq mille hommes de pied et en faisaient encore espérer un grand nombre. Il parut même qu'il avait pris un parti tout opposé, car il députa Prosper Colonna vers l'armée des Suisses, pour convenir du lieu où il pourrait s'unir à eux, afin d'agir conjointement contre les Français; peut-être n'en usait-il ainsi que pour ne pas achever d'aigrir l'empereur, qu'il savait être fort fâché de la trève; peut-être aussi avait-il reçu de nouveaux ordres de se conformer aux volontés du pape, qui était néanmoins encore aussi irrésolu qu'auparavant. Malgré cette démarche, lorsque les Suisses se furent avancés dans le Tortonèse, où Prosper était convenu qu'on irait les joindre, Cardona leur fit proposer de venir le trouver sur le Trebbia. Les Suisses, choqués de ce changement, répondirent fièrement qu'ils voyaient bien que ce n'était pas pour combattre qu'il les invitait à le joindre, mais pour fuir avec moins de risque; qu'au reste sa frayeur les inquiétait peu, et que la jonction de ses troupes ou sa fuite leur était indifférente, l'appui de leur nation suffisant aux Milanais contre toute la terre.

Cependant tout le duché était déjà en mouvement. Le comte de Musocco, fils de Jean-Jacques Trivulce, s'était rendu maître d'Asti et ensuite d'Alexandrie, sans aucune résistance; et les Français, partis de Suze, marchaient à grandes journées vers Milan. Maximilien Sforze, qui était arrivé trop tard pour se jeter dans Alexandrie, joignit les Suisses à Tortone, d'où ils allèrent à Novare. Le vice-roi leur fit dire qu'il allait se retirer. Les habitants de Milan, à la nouvelle de sa retraite, députèrent vers leur duc pour lui dire que, se voyant abandonnés et sans aucune défense, ils étaient forcés de traiter avec les Français afin d'éviter les derniers malheurs. Il reçut leurs excuses avec beaucoup de bonté et leur recommanda de pourvoir au salut de la patrie en bons citoyens. Après cela, Sacromoro Visconti, qui faisait le siége du château de Milan, se déclara pour les Français et fit entrer des vivres dans la place.

Le vice-roi se retira de son camp de la Trebbia avec son armée, qui consistait en douze cents hommes d'armes et huit mille d'infanterie, ne pensant qu'à sauver ses troupes; mais il reçut le jour même entre Plaisance et Firenzuola une lettre qui le ramena sur cette rivière. Le pape, à qui Parme et Plaisance venaient d'être rendues, ayant pris la résolution de tenter la défense du Milanais par le moyen des Suisses, en avait informé ce général; pour cet effet, il donna secrètement quarante-deux mille ducats à Jérôme Morone, ambassadeur du duc de Milan à Rome, pour les envoyer aux Suisses, exigeant, supposé que la chose vînt à être sue, qu'on fît passer cette somme pour le paiement de la pension de vingt mille ducats qu'il avait promise à leur république, et de vingt-deux mille autres que trois Cantons prétendaient leur être dus par

vendu son père à Louis XII, ce qui fit que la Tremoille eut l'assurance d'écrire au roi qu'il comptait lui livrer Maximilien dans le même endroit où il avait pris Ludovic.

Les assiégeants foudroyèrent la ville avec beaucoup de furie; mais ils choisirent un poste peu propre à une attaque. Les Suisses en parurent si peu alarmés qu'ils ne voulurent jamais souffrir qu'on fermât la porte de la ville qui regardait le camp. A peine la brèche fut-elle ouverte que les Français donnèrent fièrement l'assaut, mais on le soutint avec tant de valeur qu'ils furent obligés de se retirer. Les généraux ayant eu avis que le même jour il était entré un renfort de Suisses dans Novare et qu'on y attendait encore Jourdan Underwald[1], capitaine de grande réputation, avec un plus grand nombre de troupes, ne crurent pas pouvoir l'emporter; c'est pourquoi ils s'en éloignèrent de deux milles le lendemain, comptant moins désormais sur l'effort de leurs armes que sur les désordres qu'ils espéraient que le défaut d'argent ferait naître parmi les ennemis.

Mais le courage et l'ardeur de Mottin, l'un des capitaines suisses, fit perdre cette espérance aux Français. Il assembla les soldats dans la grande place de Novare et les exhorta par un discours vif et pressant à marcher au camp des ennemis sans attendre Underwald qui devait arriver le lendemain, et à ne pas laisser partager à ces troupes l'honneur d'une victoire qu'ils pouvaient s'assurer tout entier. Il leur représenta, pour les animer davantage, que les actions récentes faisant toujours oublier ce qui les précédait, on n'attribuerait la victoire qu'aux nouveau-venus: « C'est, disait-il, la difficulté même et le péril de l'entreprise qui la feront réussir; car rien n'épouvante et ne déconcerte plus les hommes que la surprise. Les ennemis sont actuellement dans la sécurité; ils ne soupçonnent pas seulement que nous puissions avoir dessein de marcher contre eux; leur armée est encore en désordre et sans défense dans son nouveau camp. Vous savez tous que leurs troupes n'osaient combattre autrefois, si elles n'étaient appuyées de notre infanterie; j'avoue que depuis quelques années elles ont eu cette assurance; mais ce n'a jamais été contre nous. Quelle sera donc leur épouvante quand ils verront fondre sur eux avec furie ces mêmes hommes qui faisaient autrefois toute la force et la sûreté de leurs armées! Vous ne devez craindre ni leur cavalerie ni leurs canons. Vous savez par expérience qu'ils ne comptent pas beaucoup eux-mêmes sur ces avantages, lorsqu'il s'agit de nous les opposer; Gaston de Foix, ce capitaine si intrépide, ne nous laissa-t-il pas toujours les maîtres de la plaine, il y a deux ans, lorsque nous vînmes jusqu'aux portes de Milan? nous n'avions pourtant alors que nos piques pour toutes armes, et ce général avait un grand nombre de lances et beaucoup d'artillerie.

« Je n'ignore pas qu'il y a des lansquenets dans l'armée ennemie, et c'est ce qui redouble encore mon ardeur; cette circonstance n'est pour nous qu'un avantage de plus. Elle nous offre l'occasion de montrer à ce roi, qui par avarice et par ingratitude a méprisé nos services et notre sang, qu'il n'a jamais commis de faute plus préjudiciable à ses intérêts; elle nous met encore à portée d'apprendre aux Allemands qui se sont flattés que pour nous ôter les moyens de subsister ils n'avaient qu'à offrir leurs services, de leur apprendre, dis-je, qu'ils ne sont pas comparables aux Suisses; que s'ils parlent la même langue et observent la même discipline, ils ne sont ni si intrépides ni si fermes dans l'action. Il faut nous rendre maîtres de l'artillerie française, et j'avoue qu'il y a quelque péril; mais il n'est pas si considérable puisqu'elle est encore sans défense. L'impétuosité de notre attaque et les ténèbres de la nuit favoriseront la réussite de ce dessein. Jetons-nous donc brusquement d'abord sur l'endroit où elle est gardée. Elle ne pourra nous arrêter que quelques instants, et ce temps si court ne sera pas même employé tout entier contre nous; la surprise, le trouble et le désordre des ennemis leur en feront perdre une partie. C'est le seul obstacle que nous ayons à surmonter; tout le reste est facile. La cavalerie française n'osera se jeter dans nos piques, et cette lâche infanterie française et gasconne n'aura jamais l'assurance de se mêler dans nos bataillons.

« Voilà, chers compagnons, une belle occasion de montrer du courage et de la prudence. La gloire de notre nation est venue au point que nous ne pouvons en augmenter l'éclat que par des actions extraordinaires. Enfin souve-

(1) Il est appelé *Altosasso* dans l'italien.

nez-vous que nous sommes à Novare, que c'est là que nous nous sommes déshonorés par une indigne perfidie envers le malheureux Ludovic, et qu'il faut effacer cette infamie; marchons donc avec le secours de Dieu qui ne peut nous manquer contre des impies et des ennemis de son nom. Volons à la victoire! elle est sûre et facile, s'il nous reste encore le moindre courage. La gloire en égalera le péril, et la supériorité des ennemis ne servira qu'à nous procurer un plus riche butin. »

A ce discours de Mottin toute l'armée jeta de grands cris, et chacun témoigna, en levant les mains au ciel, qu'il était de son avis. Il ordonna aux soldats d'aller manger et prendre du repos, pour être prêts à se mettre en bataille au premier bruit du tambour. Jamais la nation helvétique ne forma d'entreprise plus fière ni plus hardie. Une poignée de soldats sans cavalerie et sans canon, allait choquer une armée nombreuse, abondamment pourvue de l'une et de l'autre; le courage seul et non la nécessité les animait à cette action de vigueur, car la ville de Novare n'avait plus rien à craindre, et il devait leur arriver le lendemain un renfort considérable; ainsi ils aimèrent mieux combattre avec plus de péril et de gloire que d'attendre des secours qui auraient diminué l'un et l'autre.

Ils sortirent donc de Novare après minuit, le 6 juin, au nombre de dix mille hommes; sept mille furent destinés à attaquer l'artillerie qui était gardée par l'infanterie allemande; le reste eut ordre d'arrêter la gendarmerie avec leurs piques. Le peu de temps qu'avaient eu les Français ne leur avait pas permis de fortifier leur camp; d'ailleurs ils ne soupçonnaient pas seulement qu'on dût songer à les attaquer; ainsi, au premier avis qu'ils eurent par les sentinelles de la marche des ennemis, une attaque si prompte et si peu attendue dans l'obscurité de la nuit jeta le trouble et la terreur dans le camp. Néanmoins les gendarmes formèrent promptement leurs escadrons; l'infanterie allemande ne fut pas long-temps à se mettre en bataille aussi bien que le reste des gens de pied. Déjà l'artillerie, foudroyant les Suisses qui l'attaquaient, en faisait un carnage affreux, ce qu'on jugeait plutôt par les cris des blessés qu'autrement, à cause des ténèbres où l'on était. Mais ces braves soldats, sans s'effrayer de la mort de leurs compagnons et sans rompre les rangs, allaient toujours en avant avec intrépidité. Enfin, lorsqu'ils se furent approchés de l'artillerie, le choc devint terrible entre eux et l'infanterie allemande, le désir de la gloire et encore plus la haine les rendant furieux de part et d'autre. Alors on vit, à la faveur du jour naissant, toutes les vicissitudes et les horreurs d'un combat égal et opiniâtre; les uns pliaient et bientôt rétablis enfonçaient les rangs qui les avaient vu reculer. On s'avançait de part et d'autre, on cédait, on gagnait du terrain, et les deux partis faisaient les derniers efforts pour résister à la furie de l'ennemi; on ne voyait dans tous les rangs que des morts et du sang. Les capitaines devenus soldats combattaient, et reprenant le commandement, s'empressaient de pourvoir à tout, ranimant les soldats, donnant des ordres, soutenant les rangs trop pressés et rétablissant ceux que la force obligeait de plier. Cependant la cavalerie demeurait dans l'inaction; et toute l'autorité, les prières, les menaces de la Tremoille et de Trivulce, ne purent engager les gendarmes épouvantés à fondre sur les Suisses qu'ils avaient en tête et qui se contentaient de les empêcher d'aller au secours de l'infanterie. Enfin, les Suisses l'emportèrent; maîtres de l'artillerie, ils la tournent contre les Français et achèvent de les mettre en déroute. La fuite de l'infanterie entraîna celle des gendarmes, qui ne donnèrent dans cette occasion aucun signe de courage. Robert de la Marck[1] fut le seul à qui la tendresse paternelle fit faire une action de valeur; voyant Fleuranges[2] et Jamets[3], ses fils, capitaines dans l'infanterie allemande, blessés et portés par terre, il entreprit de les sauver, quelque chose qu'il lui en coutât; et pénétrant à la tête d'un escadron parmi les Suisses que son courage surprit, il fut assez heureux pour dégager ses deux fils[4].

(1) Robert, deuxième du nom, duc de Bouillon. Il était fils de Robert I, aussi duc de Bouillon, tué au siége d'Yvoy en 1489, et de Jeanne de Marlay. Il épousa Catherine de Croy, fille de Philippe, comte de Chimay, chevalier de la Toison-d'Or, et mourut en 1535.

(2) Robert de la Marck, troisième du nom, seigneur de Fleuranges et duc de Bouillon après son père. Il épousa Guillemette de Saarbruk, comtesse de Braine, et fut maréchal de France.

(3) Guillaume de la Marck, seigneur de Jamets, mort en 1529 sans postérité.

(4) L'aîné avait quarante-six blessures.

Le combat dura près de deux heures et fut très sanglant de part et d'autre. Il y périt environ quinze cents Suisses, et entre autres le brave Mottin fut tué d'un coup de pique dans la gorge. Du côté des Français, le nombre des morts fut beaucoup plus grand; quelques-uns font monter leur perte à dix mille hommes. La plus grande partie des Allemands mourut les armes à la main, au lieu que presque toute l'infanterie française et gasconne fut massacrée en fuyant La cavalerie échappa à la furie des Suisses, qui ne purent la poursuivre; il n'y a point de doute qu'ils ne l'eussent facilement dissipée s'ils avaient eu des chevaux, car elle fit sa retraite dans un extrême désordre. Tout le bagage, vingt-deux grosses pièces d'artillerie et tous les chevaux destinés à la servir, furent le prix de la victoire. Les Suisses rentrèrent le jour même comme en triomphe à Novare. Cette action fit grand bruit dans l'Europe, et on alla jusqu'à soutenir que la hardiesse de l'entreprise, le mépris marqué de la mort, l'extrême valeur des Suisses dans la mêlée, et le bonheur de leurs armes étaient bien au-dessus des plus grands efforts de la valeur grecque et romaine.

Les vaincus se réfugièrent en Piémont, d'où ils repassèrent aussitôt les Alpes, malgré tous les efforts de Trivulce; après leur défaite, toutes les villes du Milanais, qui s'étaient données à eux, obtinrent leur pardon moyennant de grosses sommes d'argent. Milan paya deux cent mille ducats et les autres villes furent taxées suivant leurs facultés. Il était bien juste que les Suisses, qui avaient acheté la victoire au prix de leur sang, en retirassent le fruit aussi bien que la gloire. Ils eurent donc tout l'argent qui fut donné par les peuples. Ensuite, voulant profiter de tous les avantages que pouvait leur procurer la victoire, ils entrèrent dans le marquisat de Montferrat et en Piémont, où l'on avait donné retraite à l'armée française; ils y firent un butin immense, pillant ou faisant contribuer les peuples, sans attenter à la vie ni à l'honneur de personne.

Les Espagnols ne laissèrent pas de mettre à profit cette victoire, quoiqu'ils n'y eussent contribué en aucune manière. Janus et Octavian Frégose allèrent trouver Cardona; le premier voulait être rétabli dans la dignité de doge, et l'autre la demandait pour lui-même. Le vice-roi préféra Octavian, pour qui le pape s'intéressait beaucoup à cause de leur ancienne amitié et de la promesse qu'il en tira de lui payer cinquante mille ducats quand il serait établi à Gênes. On lui donna donc trois mille hommes de pied sous les ordres du marquis de Pescaire, et le vice-roi s'avança avec le reste de l'armée à Chiesteggio, pour le soutenir, faisant courir le bruit qu'il passerait outre si la chose était nécessaire; mais il n'en fut pas besoin, car aussitôt que le marquis et Octavian se présentèrent devant Gênes, les Adorne, n'étant pas assez forts pour résister, se retirèrent, et Octavian fut élu doge. Ainsi dans l'espace d'un an, cette ville obéit successivement aux Français, à Janus, aux Adorne et à Octavian.

D'Alviano, ayant appris la défaite de l'armée française et craignant que les Espagnols ne vinssent fondre sur lui, se retira à Pontevico. Delà, laissant Renzo de Ceri dans Crême et abandonnant Brescia, parce qu'en y laissant des troupes il aurait trop affaibli son armée qui n'était plus que de six cents hommes d'armes, mille chevau-légers et cinq mille hommes de pied, il se rendit à la Tomba, près de l'Adige. Il marcha avec tant de précipitation et d'épouvante, ne s'arrêtant que quand la nécessité l'obligeait de faire rafraîchir ses troupes, qu'il laissa en chemin quelques pièces d'artillerie qui ne pouvaient le suivre. Ainsi la moindre troupe qui l'eût attaqué n'aurait pas manqué à le défaire. Sa crainte cessa quand il vit qu'il n'était pas poursuivi, et il s'arrêta à la Tomba.

Il eut soin de faire porter à Padoue et à Trévise le plus de vivres qu'on pût trouver dans le Véronais, et en même temps il envoya Jean-Paul Baglione à Lignago avec soixante hommes d'armes et douze cents hommes d'infanterie. Baglione fut reçu d'abord par les habitants de la ville, où il n'y avait point de garnison. Il fit dresser ensuite une batterie dans la grande place contre le château, qui était gardé par cent cinquante hommes d'infanterie, en partie Espagnols, en partie Allemands, après quoi il donna l'assaut; on ne sait si l'on en doit attribuer le succès à la fortune ou à la valeur. Pendant l'action, quelques feux d'artifices jetés par les assiégeants tombèrent sur la poudre à canon qui fit sauter une partie du château. Dans le désordre de l'incendie, les assiégeants se jetèrent dans la place, les uns par la brèche, les autres par escalade; le commandant espagnol

fut pris, et ceux de la garnison qui n'avaient pas péri dans la première chaleur du combat furent faits prisonniers.

Après la prise de Lignago, le général vénitien jeta un pont sur l'Adige, et il s'avança ensuite au village de San-Giovanni, à quatre milles de Vérone, comptant sur quelques habitants de cette ville qui lui avaient promis de se révolter contre les Impériaux. Il s'approcha le lendemain matin de la porte de San-Massimo, et pointa du canon contre le bastion de cette porte et contre la muraille qui y est contiguë, en attendant qu'on prit les armes en sa faveur dans la ville. La batterie ayant abattu environ dix ou douze toises du mur et fait écrouler le bastion de manière que ses ruines formaient un bon retranchement devant la porte, on donna un terrible assaut. Mais la place fut vigoureusement défendue par trois cents chevaux et trois mille lansquenets, commandés par Roccandolf, officier de réputation. Il y avait beaucoup à descendre de dessus la brèche dans la place; d'ailleurs les habitants ne faisaient aucun mouvement en faveur des Vénitiens; c'est pourquoi d'Alviano, désespérant d'emporter Vérone, fit sonner la retraite. Il avait même commencé à retirer son canon lorsque tout d'un coup il changea de dessein, sur un avis qui lui vint, dit-on, de la part des habitants, et il recommença l'assaut avec plus de furie qu'auparavant. Mais trouvant toujours une égale résistance de la part des ennemis et la même froideur dans ceux qui l'avaient rappelé, il retira son artillerie avec une extrême diligence et revint au poste qu'il avait quitté le matin. Cette attaque lui coûta plus de deux cents hommes, et entre autres Thomas Fabbro de Ravenne, officier d'infanterie. Si d'Alviano ne réussit pas, du moins il fit parler avantageusement de son activité dans toute l'Italie, et l'on était surpris qu'il eût fait en un jour ce qui en coûte ordinairement trois ou quatre aux autres capitaines. Ensuite il ravagea le territoire de Vérone, dans la vue de forcer les habitants à traiter avec lui. Cependant l'armée espagnole s'approchait; le vice-roi, ayant appris la perte de Lignago et n'étant plus arrêté par l'affaire de Gênes, résolut de voler au secours de l'empereur. Il passa le Pô à la Stradella; les villes de Bergame et de Brescia se rendirent d'abord, et Peschiera suivit leur exemple. Il forma le siége de la citadelle de cette place, défendue par une garnison de deux cent cinquante hommes. On croyait communément qu'elle pouvait se défendre quelques jours; mais il la força d'abord, et le provéditeur fut fait prisonnier avec tous les soldats qui n'avaient pas été tués à l'assaut.

A l'approche des Espagnols, d'Alviano se retira à Albere, au-delà de l'Adige, et pour augmenter son armée, il y fit venir de l'infanterie du Polésine de Rovigo, et rappela la garnison de Lignago. Quelque temps après, les Vénitiens ayant appris la jonction du vice-roi avec les Allemands et la perte de Lignago, et instruits que l'ennemi marchait à Montagnana, ils résolurent de se réduire à la défense de Padoue et de Trévise, les seules places qui leur restaient en ces quartiers, et donnèrent ordre à leur armée de s'y retirer; ainsi deux cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers et deux mille hommes de pied se rendirent à Trévise, sous le commandement de Jean-Paul Baglione, qui avait avec lui Malatesta de Sogliano et le chevalier Della Volpe. D'Alviano partit avec le reste pour se jeter dans Padoue. Il mit d'abord tous ses soins à faire fortifier cette place, à réparer les bastions et à perfectionner les ouvrages qui n'étaient pas achevés. Ensuite, afin d'empêcher les ennemis de s'en approcher, il fit ruiner toutes les maisons et couper tous les arbres à trois milles aux environs; ainsi tout étant découvert, ils se seraient exposés à beaucoup de danger, outre qu'ils auraient eu besoin d'un nombre infini de pionniers pour tenter les approches de la place.

CHAPITRE VI.

Les cardinaux destitués à cause du concile de Pise recouvrent leur dignité. Subsides donnés par le pape à l'empereur. Siege de Pavie. Padoue délivrée du siege. Combats dans le pays Vénitien. Défaite des Vénitiens à Vicence. Compromis fait avec le pape par l'empereur et les Vénitiens.

Cependant le pape travaillait avec ardeur à étouffer la division que le concile de Pise avait fait naître dans l'Eglise. Cette affaire dépendait absolument du roi de France; c'est pourquoi Léon employa toute son adresse pour tâcher de l'apaiser. Il le fit assurer que le bruit qui s'était répandu qu'il avait envoyé de l'argent aux Suisses était faux; qu'il ne soupirait qu'après

une paix générale et n'avait d'autre dessein que de se montrer le père commun de tous les princes chrétiens; que, sans les dissensions de la France avec l'Eglise, il suivrait avec joie l'inclination qu'il avait à rechercher l'amitié du roi, et que la violence qu'il était obligé de se faire dans cette occasion lui était très douloureuse; mais que, pour l'honneur du Saint-Siége et de sa propre dignité, il ne pouvait communiquer avec lui qu'après sa réconciliation et lorsque cette démarche lui permettrait de le traiter en *roi très chrétien* et en *fils aîné de l'Eglise*.

Louis ne souhaitait rien tant pour ses propres intérêts que la réunion de la France à l'Eglise. Les peuples, toute la cour la demandaient avec instance, et la reine l'en sollicitait sans cesse; d'ailleurs il sentait bien qu'il ne pouvait traiter avec le pape qu'après avoir obtenu l'absolution des censures. Ainsi il le crut sur sa parole ou fit semblant de le croire, et il lui envoya l'évêque de Marseille pour cette négociation. Dès que cet ambassadeur fut arrivé à Rome, le pape fit rendre par le concile un décret qui permit aux évêques de France et aux autres prélats que Jules II avait traités comme schismatiques de faire purger dans tout le mois de novembre prochain le décret de contumace porté contre eux.

Dans la même session il fut fait lecture d'un écrit signé de la main de Bernardin Carvajal et de Frédéric de San-Severino, où, sans prendre la qualité de cardinaux, ils approuvaient tout ce qui avait été fait dans le concile de Latran, promettant d'y adhérer et d'obéir au pape. Ainsi ils reconnurent par cet acte que leur déposition était légitime, puisqu'elle avait été confirmée par ce concile du vivant de Jules qui l'avait prononcée. On avait déjà parlé de leur rendre la pourpre; mais les ambassadeurs de l'empereur, du roi d'Aragon et les cardinaux de Sion et d'York s'y étaient fortement opposés. Ils disaient que pardonner aux auteurs d'un si grand scandale, c'était blesser la majesté du Saint-Siége et donner un dangereux exemple. Outre cela, ils s'appuyaient encore de la fermeté de Jules, qui par la seule considération du bien public les avait poursuivis jusqu'à la mort. Le pape penchait vers la douceur, jugeant qu'il lui serait plus facile d'effacer la mémoire du concile de Pise par la clémence que par la rigueur. D'ailleurs il était bien aise d'adoucir par ce moyen le roi de France, qui sollicitait vivement en faveur de ces deux cardinaux; enfin il n'était retenu par aucune haine particulière contre eux, et l'injure ne le regardait pas personnellement. Au contraire, Frédéric de San-Severino avait toujours été lié d'amitié avec les frères de Léon et avec lui-même; c'est pourquoi, ne voulant prendre conseil de personne, il fit lire dans le concile l'acte de soumission de Bernardin et de Frédéric, et il marqua ensuite le jour de leur réhabilitation, qui se fit ainsi.

Ils entrèrent pendant la nuit secrètement dans Rome sans aucune marque de la dignité de cardinal. Le lendemain matin, avant de se présenter devant le pape qui tenait le consistoire où les cardinaux de Sion et d'York n'avaient pas voulu se trouver pour ne pas assister à cette cérémonie, ils parurent dans le palais du Vatican, vêtus en simples prêtres avec la barette noire. Le peuple était accouru en foule pour les voir, et tout le monde était persuadé qu'une humiliation si publique devait être bien sensible à Carvajal et à San-Severino, dont l'orgueil était égal. Etant entrés au consistoire, ils se mirent à genoux et demandèrent pardon au pape et aux cardinaux avec beaucoup de soumission. Ensuite ils déclarèrent qu'ils approuvaient tout ce qui avait été fait par le pape Jules et nommément leur déposition, après quoi ils ratifièrent l'élection de Léon X, condamnant à haute voix le conciliabule de Pise comme schismatique et détestable. Dès qu'on eut dressé un acte authentique de leur déclaration et qu'ils l'eurent signé, ils se levèrent, firent la révérence et allèrent embrasser tous les cardinaux, qui ne quittèrent pas leurs siéges; s'étant ensuite revêtus de la pourpre, ils reprirent la place qu'ils occupaient avant leur déposition. Cet acte les remit bien en possession de la dignité de cardinal, mais il ne leur rendit pas leurs bénéfices qu'on avait conférés à d'autres.

Cette condescendance du pape ne contenta qu'en partie le roi, d'ailleurs mécontent de ce que Léon s'efforçait de faire la paix entre l'empereur et les Vénitiens; la chose ne paraissait pas difficile après ce qui était arrivé. L'empereur devait la désirer, selon toutes les apparences, pour se mettre en état de recouvrer la

Bourgogne en faveur de son petit-fils; les Vénitiens semblaient avoir encore plus de raisons de la souhaiter. La déroute des Français devait les effrayer, et ils savaient que Louis XII, menacé de toutes parts, était hors d'état de rien entreprendre en Italie de toute cette année; ils apprenaient d'ailleurs que l'armée espagnole s'approchait de leurs frontières et que les troupes de Vérone devaient la joindre; enfin leurs troupes et surtout leur infanterie étaient peu nombreuses, leurs finances épuisées, et ils avaient à soutenir seuls tout le poids de la guerre sans pouvoir compter sur le moindre secours prochain. Néanmoins, toujours fermes et bravant le péril, ils persistaient à vouloir que la restitution de Vicence et de Vérone fût un des préliminaires de la paix.

Dans ces circonstances, l'empereur pria le pape de lui prêter deux cents hommes d'armes contre les Vénitiens. Léon était peu disposé à les lui accorder, afin de ne pas aigrir le roi de France; d'ailleurs il ne croyait pas qu'il fût de l'intérêt de l'empereur ni du sien propre de se rendre suspect aux Vénitiens pour si peu de chose. Mais Maximilien insistant avec vivacité, il ne voulut pas d'un autre côté lui donner lieu de croire qu'il n'avait pas dessein d'entretenir l'alliance contractée avec le dernier pape. D'ailleurs il ne devait aucun ménagement aux Vénitiens, dont l'armée avait insulté le Parmesan et le Plaisantin lorsque d'Alviano était dans le voisinage de Crémone, et qui même n'avaient songé qu'après la retraite des Français au-delà des monts à nommer des ambassadeurs pour lui porter le compliment d'obédience suivant l'ancien usage. Il envoya donc enfin ces deux cents hommes d'armes sous les ordres de Troïle Savello, d'Achille Torello et de Muzio Colonna.

Ce secours, tout léger qu'il était, causa beaucoup de frayeur à Venise. Il fut pour le sénat comme le signal de ce que Léon ferait dans la suite pour l'empereur et comme une preuve certaine qu'il serait inséparable de leurs ennemis. Ils n'abandonnèrent cependant pas leur première résolution; au contraire, voulant braver la fortune, ils ordonnèrent au provéditeur de la mer, qui était à Corfou, de rassembler le plus de bâtiments qu'il pourrait et d'aller insulter les côtes de la Pouille. Mais réfléchissant ensuite au danger qu'il y avait à irriter le roi d'Aragon, ils révoquèrent un ordre si imprudent. Les forces de ce prince n'étaient pas méprisables; d'ailleurs il avait toujours paru porter l'empereur à la paix.

Cependant le vice-roi se tenait dans son poste de Montagnana, toujours indécis sur ce qu'il avait à faire. Les Allemands lui proposaient d'assiéger Padoue ou Trévise; mais il n'était pas en état de faire ces deux siéges, n'ayant dans son armée que mille hommes d'armes, peu de chevau-légers et environ dix mille hommes d'infanterie, en partie Espagnols, en partie Allemands. Enfin on résolut de s'en tenir là-dessus à la décision de l'évêque de Gurck qui devait bientôt se rendre à l'armée, et on attendit son arrivée.

Dans le même temps, Renzo de Ceri, gouverneur de Crême, ayant eu avis qu'un commissaire espagnol était à Bergame pour recevoir vingt-cinq mille ducats que le vice-roi avait exigés dans la capitulation de cette ville, il y envoya une partie de sa garnison. Ces soldats, s'y étant glissés pendant la nuit par le moyen des habitants, enlevèrent le commissaire avec l'argent qu'il avait reçu et le conduisirent à Crême.

Il y eut aussi des troubles à Gênes pour changer encore le gouvernement de cette ville. Antoniotto et Jérôme Adorne s'adressèrent dans ces vues au duc de Milan et aux Suisses. Ils représentèrent au premier l'attachement de leur père pour le sien, ajoutant qu'autrefois les Adorne avaient aidé Ludovic à recouvrer la seigneurie de Gênes dont les intrigues des Frégose l'avaient dépouillé, et qu'il en avait joui en paix durant plusieurs années; qu'ils avaient partagé la mauvaise fortune des Sforze, puisque, dans le même temps que Ludovic avait perdu le Milanais, ils avaient été chassés de Gênes, et qu'ainsi il était juste qu'ils participassent aujourd'hui à leur prospérité; que leur affection et leur fidélité étaient toujours les mêmes, et qu'on ne devait pas leur faire un crime de la nécessité où ils s'étaient trouvés d'avoir recours à ce même roi de France qui les avait exilés de leur patrie; que ç'avait été dans un temps où tout appui leur manquait. D'ailleurs ils le conjurèrent de se ressouvenir de l'ancienne haine des Frégose contre sa maison, de toutes les injures et de toutes les trahisons que Baptiste et le cardinal, successivement doges

de Gênes, avaient faites à son père, et de considérer qu'il ne pouvait jamais compter sur Octavian qui, ayant hérité de cette haine, ne voulait pas d'ailleurs reconnaître de souverain à Gênes.

Ensuite ils tentèrent d'engager les Suisses à prendre en main leurs intérêts, en promettant de payer leur appui aussi cher qu'Octavian Frégose avait acheté celui des Espagnols. Ils ajoutèrent que la défense du Milanais reconquis par les armes des Suisses regardant cette nation, ils jugeassent si ce duché serait en sûreté tandis que Gênes qui en était si voisine obéirait à un doge vendu à l'Espagne; que c'était une tache à leur gloire d'avoir souffert que cette ville, qui devait être le prix de la bataille de Novare, devînt la proie des Espagnols qui, tandis que les Suisses bravaient la mort avec tant d'intrépidité, étaient demeurés dans une lâche inaction sur la Trebbia; qu'ils y avaient attendu en sûreté quel serait le sort du combat pour fuir si la valeur des Suisses était malheureuse, et pour enlever le fruit de la victoire si elle favorisait leur courage. Le duc de Milan et les Suisses, animés par les Adorne, faisaient déjà marcher du côté de Gênes, l'un toutes ses troupes et les autres quatre mille hommes; mais les menaces du vice-roi et l'autorité du pape, qui était dans les intérêts d'Octavian, rompirent cette entreprise. Ensuite le vice-roi alla se poster à la Battaglia, à sept milles de Padoue, et Bernardin Carvajal étant allé reconnaître inconsidérément le pays avec peu de cavalerie, fut pris par Mercurio, capitaine des chevau-légers vénitiens.

Sur ces entrefaites l'évêque de Gurck s'étant rendu à l'armée, on délibéra sur ce qu'on avait à faire. Ce prélat proposa le siége de Padoue, dont il promettait la réussite dans la confiance qu il avait, disait-il, que la valeur des Allemands et des Espagnols, unis ensemble contre des Italiens, vaincrait sûrement les plus grandes difficultés. Il avouait que le siége de Trévise serait plus facile; mais il représentait d'ailleurs que la prise de cette ville n'importait pas beaucoup au fond de la guerre, au lieu que la conquête de Padoue couvrirait absolument toutes les places dont l'empereur était en possession, et ferait perdre aux Vénitiens toute espérance de rentrer jamais dans les villes qu'on leur avait enlevées. Le vice-roi et la plupart des officiers n'étaient pas de cet avis. Vouloir forcer Padoue était, selon eux, s'embarquer dans une entreprise pleine d'obstacles insurmontables, la ville étant bien fortifiée, abondamment pourvue de troupes, d'artillerie, de munitions, et défendue par la jeune noblesse de Venise qui s'y était déjà rendue comme autrefois. Ils ajoutaient que cette place était d'un grand circuit, et que, vu d'ailleurs sa nombreuse garnison, sans compter les autres difficultés, il faudrait deux armées pour l'investir, tandis qu'on pouvait à peine se flatter d'en avoir une; que le nombre des soldats était peu considérable; d'ailleurs, les lansquenets attendraient-ils long-temps sans se mutiner qu'on leur payât leurs montres? qu'enfin ils n'avaient presque ni munitions ni pionniers, dont on ne pouvait néanmoins se passer au siége d'une grande place. Cependant le vice-roi et les autres officiers généraux furent obligés de suivre la volonté de l'évêque de Gurck. L'armée alla donc camper à Bassanello, sur la rive droite du canal, à un mille et demi de Padoue; mais se trouvant fort exposée en cet endroit au feu d'un bastion des assiégés, elle passa le canal et campa un peu plus loin. Les généraux envoyèrent de l'infanterie se saisir de l'église de Saint-Antoine, qui est à un demi-mille de la ville, et pour en faire les approches avec moins de péril ils ouvrirent la tranchée auprès de la porte du nom de cette église; mais comme cela demandait un travail infini et qu'il était difficile de trouver des pionniers dans un pays abandonné, les ouvrages n'avançaient pas beaucoup et les travailleurs étaient fort exposés. La garnison faisait de fréquentes sorties jour et nuit, et d'ailleurs on manquait de vivres; enfin n'y ayant que la moindre partie de la ville qui fût investie, les Albanais sortaient sans obstacle par les autres portes, empêchant les convois d'aborder au camp où d'ailleurs on ne recevait rien par l'Adige, que les Vénitiens tenaient avec des barques armées.

Tant de difficultés obligèrent Cardona à assembler une seconde fois le conseil de guerre; on y fut généralement d'avis qu'il y aurait moins de honte à lever le siége qu'à s'exposer davantage par opiniâtreté. Quand le vice-roi, suivi de plusieurs officiers, vint faire part de cette résolution à l'évêque de Gurck qui n'avait pas voulu se trouver au conseil, il répondit que, n'étant pas homme de guerre, il avouait

sans honte qu'il avait pu se tromper; qu'au reste, s'il avait conseillé le siége de Padoue, ce n'avait pas été par ses propres lumières, mais sur l'autorité du vice-roi qui avait plusieurs fois pressé l'empereur d'y consentir, lui faisant espérer emporter cette place. Enfin ces aigreurs ne levant pas les obstacles, on décampa le dix-huitième jour du siége. L'armée fut continuellement harcelée dans sa retraite par les chevau-légers, et elle se retira à Vicence, alors déserte, et qui était toujours à la discrétion du parti qui tenait la campagne.

Pendant que les Espagnols étaient devant Padoue, les troupes du duc de Milan, que le vice-roi avait renforcées de mille hommes de pied commandés par Antoine de Lève, prirent Pontevico, où il y avait deux cents hommes de garnison. Ces braves soldats, ne craignant ni le canon ni l'effort des mines, soutinrent vigoureusement l'assaut; mais ils furent contraints de se rendre faute de vivres au bout d'un mois. Vers ce même temps, Renzo de Ceri défit Silvio Savello, qui allait à Bergame par ordre du duc de Milan avec sa compagnie et quatre cents hommes d'infanterie espagnole. Peu de jours après, un commissaire espagnol s'étant rendu à cette même ville pour y recevoir de l'argent, le même Renzo y envoya de Crême trois cents chevaux et cinq cents hommes de pied qui prirent la citadelle où il n'y avait qu'une faible garnison, et enlevèrent l'espagnol qui s'y était réfugié avec l'argent qu'il était venu chercher. A cette nouvelle, le duc de Milan envoya Silvio Savello et César Fieramosca avec soixante hommes d'armes, trois cents chevau-légers, et deux mille hommes de la montagne de Brianza pour reprendre Bergame. Ils rencontrèrent en chemin cinq cents chevau-légers et trois cents hommes de pied que Renzo y envoyait aussi, et ils les mirent en fuite, ce qui fit que les Vénitiens abandonnèrent cette place, laissant seulement garnison dans la citadelle qu'on appelle *la Capella,* située sur la montagne hors de la ville.

L'évêque de Gurck et le vice-roi séjournèrent quelque temps à Vicence, d'où ils donnèrent ordre à Prosper Colonna d'aller ravager Bassano et Marostica; ces villes ne leur avaient donné aucun sujet d'en user ainsi; mais ils voulaient que leur armée, qui n'était pas payée, subsistât aux dépens des peuples. L'empereur manquait toujours également d'argent, et le roi d'Aragon n'était pas en état de soutenir seul le poids de la guerre; d'ailleurs le Milanais, surchargé par les Suisses, était bien éloigné de pouvoir fournir la moindre chose. L'armée souffrait beaucoup à Vicence; les chevau-légers dissipaient tous les convois qui n'étaient pas fortement escortés; et comme l'on n'avait qu'un petit nombre de cavalerie légère, il fallait y employer des gendarmes. Pour se tirer de ce mauvais pas, l'évêque de Gurck prit le chemin de Vérone avec l'infanterie allemande, fort mécontent du vice-roi; celui-ci, le suivant à petites journées, se posta à Alberè sur l'Adige, où il resta quelque temps pour donner aux habitants du Véronais le temps de faire leurs vendanges et de semer en sûreté; mais il ne lui fut pas possible d'arrêter les courses des chevau-légers, qui enlevèrent même les bœufs de l'artillerie allemande à la porte de Vérone.

Le vice-roi avait eu dessein de mettre ses troupes en quartier dans les territoires de Brescia et de Bergame, d'où il serait à portée d'inquiéter Crême, la seule ville que les Vénitiens possédassent au-delà du Mincio. Cette résolution, s'étant répandue, rassura les pays voisins de Padoue. On y accourut donc en foule de toutes parts, et on y transporta beaucoup de vivres, ce qui changea le dessein du vice-roi; car ne pouvant faire subsister son armée autrement que par le pillage, il profita de l'occasion; et ayant fait venir l'infanterie allemande, il marcha à Montagnana et à Est, d'où il se rendit au village de Bovolenta; ses soldats prirent un grand nombre de bestiaux, après quoi ils brûlèrent ce village et plusieurs belles maisons bâties aux environs. L'avidité du pillage et le peu de résistance qu'on lui opposait, parce que toutes les troupes vénitiennes étaient renfermées dans Padoue et Trévise, firent naître au vice-roi l'envie d'approcher de Venise. Prosper Colonna n'approuvait pas cette démarche qui lui paraissait téméraire et dangereuse; néanmoins l'armée traversa le Bacchiglione, saccagea Pieve-di-Sacco, place fort peuplée, et s'avança ensuite à Mestri et de là à Marghera sur les lagunes. Pour rendre cette expédition plus mémorable, on fit conduire du côté de Venise dix grosses pièces de canon dont les boulets portèrent jusqu'au monastère de San-Secondo. Ensuite les soldats se répandirent dans tout le pays que les habitants

avaient abandonné, et non contents d'avoir fait un butin considérable, ils brûlèrent Mestri, Marghera, Lizza-Fusina, toutes les villes et villages du pays et les maisons qui avaient quelque apparence. Les soldats italiens, ceux même du pape, moins excusables que les étrangers, s'acharnèrent avec autant de férocité que ces derniers à désoler leur propre patrie et à la dépouiller de ce qui contribuait à sa magnificence.

Les habitants de Venise, voyant leurs maisons de campagne et leurs villages en feu, et entendant le canon des ennemis qui n'avaient d'autre but que de faire affront à la ville de Venise, furent outrés de rage et de douleur. Un si terrible revers de fortune qui, après tant de victoires sur mer et sur terre, en Italie et ailleurs, les exposait aujourd'hui aux insultes d'une faible armée en comparaison de celles qu'ils avaient mises sur pied tant de fois, l'insolence et le mépris outrageant que cette poignée de soldats témoignaient à la république, révoltèrent tous les esprits. Le sénat même, abandonnant la résolution qu'il avait prise de fuir les risques d'une bataille, quelque avantage qu'on en pût espérer, se rendit aux vives sollicitations du général d'Alviano, qui proposait de rassembler toutes les troupes, d'y joindre tous les paysans de la plaine et des montagnes et de charger les ennemis dans leur retraite. Il assurait que l'exécution de ce projet était facile; que les ennemis ayant eu la témérité de s'engager si avant et de se mettre entre Venise, Trévise et Padoue, ils ne pourraient se retirer qu'avec beaucoup de difficulté, chargés de butin comme ils l'étaient, et qu'ensuite ils seraient arrêtés par la disette des vivres, par les rivières ou par l'embarras des défilés.

Les Espagnols ayant eu avis de cette résolution pressèrent leur marche et ils arrivèrent à Citadella; mais il s'y était déjà jeté un grand nombre de soldats ennemis. L'armée alla donc camper plus bas, sur le bord de la Brenta, dans le dessein de passer cette rivière au village de Conticella où elle était guéable. Cependant ils n'osèrent le tenter, parce que d'Alviano était de l'autre côté avec ses troupes rangées en bataille et soutenues par l'artillerie qui bordait le rivage. Ce général, ne se contentant pas de garder ce poste, avait encore mis des troupes à tous les autres passages. Les Espagnols, feignant d'être toujours dans la résolution de passer la rivière au-dessous de Citadella, d'Alviano porta toutes ses forces de ce côté-là, mais la nuit suivante le vice-roi la passa sans obstacle à Nuova-Croce, qui est à trois milles au-dessus de Citadella; ensuite il marcha avec une extrême diligence vers Vicence. D'Alviano, voulant les arrêter au passage du Bacchiglione, les devança, et il reçut près de cette ville deux cent cinquante hommes d'armes et deux mille hommes de pied que Jean-Paul Baglione et André Gritti lui amenèrent de Trévise.

Le général vénitien n'était pas dans le dessein de risquer un combat; il ne songeait qu'à fermer tous les passages et les défilés, et à s'opposer à la marche des ennemis de quelque côté qu'ils voulussent tourner. Pour cet effet il avait envoyé Jean-Paul Manfrone avec quatre mille hommes de pied à Montecchio, et cinq cents chevaux et un grand nombre de paysans à Barberano, pour couper aux ennemis le chemin des montagnes; outre cela il avait fait occuper par d'autres paysans tous les passages qui conduisaient en Allemagne, et les avait fait fortifier; enfin on avait entrecoupé les chemins de fossés, et on y avait roulé de grosses pierres et jeté de grands abatis d'arbres D'Alviano, laissant une bonne garnison à Vicence sous les ordres de Théodore Trivulce, se posta avec le reste de l'armée à Olmo, qui est à deux milles de cette place sur le chemin qui conduit à Vérone, et il fortifia si bien ce passage et un autre défilé voisin où il mit de l'artillerie qu'il était impossible de les attaquer sans beaucoup de perte. Le chemin de Vérone étant ainsi fermé, les ennemis, qui côtoyaient les montagnes, ne pouvaient s'étendre que très difficilement dans ce terrain marécageux; d'ailleurs le chemin de la montagne, qui était encore plus étroit et bien gardé, n'était pas moins impraticable. Ainsi les Espagnols, investis presque de toutes parts et continuellement harcelés par la cavalerie légère, étaient fort embarrassés. La nuit étant survenue, ils campèrent à un demi-mille des Vénitiens, après un léger combat de quelques heures; ensuite ils se mirent à délibérer sur ce qu'ils feraient dans cette exrtémité, et ils se déterminèrent à prendre le chemin d'Allemagne pour se rendre à Vérone par Trente, quoiqu'ils fussent presque certains que les Vénitiens seraient maîtres de cette première ville avant qu'ils pussent y ar-

river, car ils en étaient assez éloignés et ils n'avaient laissé dans cette place qu'une faible garnison.

Suivant cette résolution l'armée partit à la pointe du jour et tourna vers Bassano, ayant les ennemis à dos, conjoncture la plus triste et la plus périlleuse à la guerre. Quoiqu'ils marchassent en bon ordre, ils comptaient si peu de se sauver qu'ils se seraient crus trop heureux de ne perdre que leur bagage et quelques chevaux. Comme ils décampèrent sans bruit, d'Alviano ne s'aperçut pas si tôt de leur retraite à cause d'un brouillard épais qui s'était élevé ce jour-là; mais il ne l'eut pas plus tôt apprise qu'il se mit à les poursuivre avec toute son armée, composée de mille homme d'armes, mille Albanais et six mille hommes d'infanterie. Ces derniers tombaient à tous moments sur les ennemis, et une infinité de paysans descendant des montagnes faisaient feu continuellement sur eux. Ces attaques jointes à l'embarras des chariots chargés de bagages et de butin, et la difficulté des chemins étroits et entrecoupés de fossés qu'on n'avait pas le temps de combler, rendaient la marche excessivement pénible. La vigilance des chefs et le courage des soldats ne laissaient pas de maintenir le bon ordre, quoiqu'on fût obligé de marcher avec précipitation; mais lorsqu'on eut fait environ deux milles de cette manière, toute l'armée sentit bien qu'il n'était pas possible de continuer la retraite.

L'impatience des Vénitiens ne leur permit pas de laisser mûrir une si belle occasion; d'Alviano, toujours impétueux et peu maître de son courage, fondit en bon ordre avec toute l'armée sur l'arrière-garde des ennemis commandée par Prosper Colonna. Sa fougue naturelle fut encore enflammée par des paroles piquantes de Loredano, l'un des provéditeurs, qui lui reprocha de ne pas tomber sur des gens qui fuyaient déjà. On raconte encore la chose d'une autre manière. Ce fut, dit-on, Prosper Colonna qui détermina le vice-roi à courir les risques d'un combat plutôt que de s'abandonner à la faible espérance qu'il avait de se sauver; on ajoute que les Espagnols ayant tout d'un coup rebroussé chemin, comme pour retourner vers Vicence, d'Alviano envoya Jean-Paul Baglione et les troupes venues de Trévise occuper les faubourgs de cette première ville, et que ce général, avec le reste de l'armée, se posta à Creazia, qui est à deux milles de cette ville; qu'il y avait en cet endroit une petite hauteur d'où l'artillerie pouvait faire beaucoup de mal aux ennemis, et au pied de cette éminence un vallon capable de contenir l'armée en bataille et qui n'avait qu'une seule issue étroite et presque environnée de marais, et qu'enfin Prosper, jugeant que ce lieu-là ne serait pas avantageux aux Vénitiens, conseilla d'en faire le champ de bataille. Quoi qu'il en soit, Prosper reçut d'Alviano avec beaucoup de valeur et fit dire au vice-roi, qui commandait le corps de bataille, de venir à son secours; en même temps l'infanterie espagnole s'avançant d'un côté sous les ordres du marquis de Pescaire et les lansquenets de l'autre, la charge fut si vive que les Vénitiens commencèrent à plier. Les soldats de Romagne, qui avaient à leur tête Barbone de Naldo de Bersighella[1], furent les premiers à jeter leurs armes et à prendre la fuite; ce lâche exemple fut suivi du reste de l'armée et personne ne fit tête à l'ennemi. D'Alviano lui-même, frappé d'une déroute si prompte, démentit son courage et céda la victoire sans la disputer. L'artillerie et tout le bagage en furent le prix; l'infanterie vénitienne se sauva de différents côtés, tandis qu'une partie des lances s'enfuirent dans les montagnes; le reste se sauva à Padoue et à Trévise, où d'Alviano et Gritti se réfugièrent aussi. François Calzone, Antoine Pio, vieux capitaine, et Constance son fils, Méléagre de Forli et Louis de Parme furent tués dans cette déroute. Paul de Sant'-Angelo se sauva demi-mort et couvert de blessures. Jean-Paul Baglione, Jules fils de Jean-Paul Manfrone, Malatesta de Sogliano et plusieurs autres officiers de marque furent faits prisonniers. Le provéditeur Loredano eut encore un plus triste sort; car, étant tombé entre les mains de deux soldats qui se le disputaient, l'un d'eux le tua brutalement. Il y eut en tout environ quatre cents hommes d'armes et quatre mille hommes de pied tués ou faits prisonniers, parce que le marais en empêcha beaucoup de se sauver, et qu'il en périt encore un plus grand nombre dans la fuite, Théodore Trivulce ayant fait fermer les portes de Vicence, de peur que les vainqueurs n'y entrassent pêle-mêle avec les vaincus, ce qui fut cause que plusieurs se noyè-

(1) Il est nommé dans la suite *Babbone*.

rent dans la rivière voisine qu'ils tentèrent de passer à la nage; Hermès Bentivoglio et Sacromoro Visconti furent du nombre de ces derniers.

Ce fut ainsi que les Vénitiens perdirent leur armée auprès de Vicence, le 7 octobre; déroute qui doit instruire les capitaines à ne compter sur l'infanterie italienne dans un combat qu'après qu'elle s'est formée dans plusieurs batailles. Cette occasion est d'ailleurs mémorable, parce qu'un instant y donna la victoire à des troupes qui désespéraient presque entièrement de leur salut. Trévise et Padoue auraient été fort exposées après cette défaite, malgré la présence du général dans la première et de Gritti dans l'autre, si la saison avancée avait permis d'assiéger des places si bien fortifiées, ou si les chefs de l'armée ennemie avaient pu disposer de troupes mal payées. D'ailleurs les Vénitiens faisant tête au malheur, malgré la crainte que leur inspirait un événement si contraire à leurs espérances, pourvurent avec soin à la sûreté de ces deux places, et ils y envoyèrent beaucoup de jeune noblesse, comme c'était là la coutume dans les grands périls.

L'empereur parut plus disposé depuis cette victoire à faire la paix avec les Vénitiens. Elle se négociait toujours à Rome. L'évêque de Gurck s'était rendu à cette ville, principalement pour faire le compliment d'obédience à Sa Sainteté, au nom de l'empereur et de l'archiduc. François Sforze, duc de Barri, l'avait accompagné pour en faire autant au nom de Maximilien, duc de Milan, son frère. Quoique l'évêque eût toujours la qualité de lieutenant général de l'empereur en Italie, il entra dans Rome avec moins de faste que la première fois; il ne voulut pas même prendre en chemin les marques du cardinalat que le pape lui avait envoyées jusqu'à Pongibonzi. A l'arrivée du nouveau cardinal les ambassadeurs de Venise remirent de concert avec lui tous les différends de leur république avec l'empereur à la décision du pape. Mais cette démarche n'était pas sincère, car ni le cardinal, ni les ambassadeurs qui craignaient également de remettre une affaire si importante à un arbitrage suspect, ne voulurent signer le compromis qu'après que le pape eût donné secrètement parole à chacun d'eux séparément de ne rien décider que de leur consentement. En conséquence de cet acte, le pape suspendit par un bref tous actes d'hostilité entre les parties, et elles posèrent les armes avec joie. Mais cette suspension fut mal observée par le vice-roi. Après sa victoire, il s'était posté entre Montagnana et Est, d'où il avait envoyé une partie de ses troupes dans le Polésine de Rovigo. Elles faisaient partout des ravages inouis. Le vice-roi alléguait pour s'en excuser, tantôt que ces pays dépendaient de l'empire, tantôt qu'il attendait des nouvelles du cardinal de Gurck.

L'arbitrage du pape, entamé et continué sans dessein d'y déférer de part et d'autre, finit comme il avait commencé. Il survint trop de difficultés dans la négociation, et les parties étaient trop attachées à leurs intérêts pour se concilier. L'empereur voulait garder une partie des places conquises et faire payer bien cher la restitution des autres. Les Vénitiens au contraire les redemandaient toutes et n'offraient qu'une modique somme. On soupçonnait alors le roi catholique de traverser en secret la négociation, quoiqu'il feignît toujours de la désirer. Les Vénitiens lui reprochaient d'avoir remis tout récemment à l'empereur la ville de Brescia, que le vice-roi avait gardée jusqu'à ce temps sous prétexte d'engager plus fortement l'empereur à faire la paix. On conjecturait que Ferdinand n'en usait ainsi que parce qu'il n'espérait pas se réconcilier sincèrement avec les Vénitiens après les outrages qu'il leur avait faits; d'ailleurs, sentant bien que sa réputation et sa grandeur en Italie dépendaient de son armée, et ne pouvant payer ses troupes faute d'argent, il voulait les faire subsister des contributions de ses alliés et du pillage des ennemis; toutes ces raisons obligèrent le pape à se désister de l'arbitrage dont il s'était chargé.

Quelque temps après les Allemands surprirent, par le moyen d'un petit nombre de bannis, Marano, ville maritime du Frioul, et prirent ensuite Montefalcone. Les Vénitiens voulurent reprendre Marano qui n'est qu'à soixante milles de Venise, et ils l'attaquèrent par mer et par terre; mais, toujours malheureux, ils furent battus partout. Renzo de Ceri fut le seul entre les mains de qui les armes vénitiennes ne perdirent pas toute leur réputation; quoiqu'il fût attaqué dans Crême par la peste et sur le point de l'être par la famine, se trouvant d'ailleurs

comme assiégé par les troupes espagnoles et milanaises, qui avaient leurs quartiers dans toutes les villes voisines, il ne laissa pas de surprendre Calcinaia, ville du territoire de Bergame, où il enleva le bagage de César Fieramosca, de quarante hommes d'armes et de deux cents chevau-légers de la compagnie de Prosper Colonna. Peu de jours après il s'introduisit la nuit dans Quinzano, où il surprit le lieutenant du comte de Santa-Severina, et il pilla le bagage de cinquante hommes d'armes de la compagnie de Prosper à Trevi.

Pendant ces hostilités le reste de l'Italie fut assez tranquille, si ce n'est que les Fiesque et les Adorne, à la tête de trois mille hommes du pays, et peut-être favorisés sous main par le duc de Milan, prirent la Spezie avec d'autres places de la côte du Levant et se présentèrent devant les murs de Gênes; mais ils furent obligés de se retirer en désordre, après avoir perdu une partie de leur monde et quelques pièces d'artillerie.

Il y eut aussi un commencement de guerre en Toscane. Les Florentins se mirent à inquiéter les Lucquois, dans l'espérance que la crainte des forces du pape les obligerait d'acheter la paix par la restitution de Pietra-Santa et de Mutrone. Ils disaient qu'il n'était pas juste que la ville de Lucques jouît des avantages d'un traité qu'elle avait violé en donnant des secours secrets aux Pisans. Les Lucquois firent de grandes plaintes au pape et au roi catholique, dont ils avaient la protection; mais n'ayant reçu aucune réponse favorable des deux côtés, ils prirent enfin le parti de remettre cette affaire à la décision du premier, dont les Florentins acceptèrent la médiation. Léon décida que les Lucquois, qui avaient restitué quelque temps auparavant la Garfagnana au duc de Ferrare, rendraient Pietra-Santa et Mutrone aux Florentins, à condition qu'il y aurait entre eux une paix ferme et durable.

Vers la fin de cette année les châteaux de Milan et de Crémone qui, commençant à manquer de vivres, avaient déjà promis de se rendre dans un certain temps s'ils n'étaient pas secourus, ouvrirent leurs portes à Maximilien Sforze; ainsi il ne restait plus au roi de France en Italie que la Lanterne-de-Gênes. Les habitants de cette ville tentèrent de faire sauter ce fort par le moyen des mines. Pour s'en approcher, ils construisirent une espèce de bac couvert, de cinquante pieds de long sur trente de largeur, et capable de contenir trois cents hommes, et ils le revêtirent de laine pour amortir les boulets de canon. Cette nouvelle machine, qui coûta beaucoup de soins à l'ingénieur, eut néanmoins le sort de la plupart de ces sortes d'inventions, dont l'épreuve fait voir l'inutilité.

LIVRE DOUZIÈME.

Guerre des Anglais en France. Siége et reddition de Térouanne et Tournai. Trève entre la France et l'Espagne. Incendie du Rialto à Venise. Guerres du Frioul. Paix entre la France et l'Angleterre et ses conditions. Progrès d'Alviano en Lombardie. Mort de Louis XII, roi de France. François I lui succède. Ligue entre les Vénitiens et le roi François I, qui marche en Italie et s'empare de Milan. Victoire des Français à Marignan. Voyage du duc de Milan en France. Conférence du pape Léon et du roi François I à Bologne. Progrès de l'empereur en Lombardie. Guerre du pape contre le duc d'Urbin. Siége de Vérone. Moyens par lesquels les Vénitiens s'en emparent.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre de l'Angleterre contre la France. Les Anglais passent la mer. Ils mettent le siége à Térouanne et à Tournai, et s'en emparent. Invasion des Suisses en Bourgogne. La Tremoille s'entend avec les Suisses et sauve la France. Retraite de l'armée anglaise. Les Français renoncent au concile de Pise.

Cette même année, le roi d'Angleterre ayant formé la résolution d'attaquer la France par terre et par mer avec de puissantes forces, offrit cent vingt mille ducats à l'empereur pour entrer dans le même temps en Bourgogne avec trois mille chevaux et huit mille hommes de pied, partie Suisses, partie Allemands. Quoique cette guerre soit étrangère à l'Italie, il est à propos d'en dire ici deux mots, comme on a déjà fait plus haut dans une autre occasion, à cause de la liaison que ces troubles ont avec les affaires de ce pays. Henri VIII, non content d'armer Maximilien contre Louis XII, engagea encore les Suisses, moyennant quelque argent, à faire une diversion de leur côté en France. Pour lever même toutes sortes de difficultés à leur égard, Maximilien consentit qu'ils gardassent une partie de la Bourgogne jusqu'à l'entier paiement de leur solde. Le roi anglais avait toujours compté que le roi d'Aragon, son beau-père, se joindrait à lui dans cette occasion, comme celui-ci l'avait fait espérer ; aussi n'apprit-il qu'avec beaucoup de surprise et d'indignation la nouvelle de la trève conclue entre Louis XII et Ferdinand. Toute l'Angleterre en fut extrêmement irritée, et si le roi n'avait interposé son autorité, la populace de Londres aurait assommé l'ambassadeur d'Aragon. Cette conduite de l'Espagnol ne fut pas capable de ralentir l'ardeur de Henri. Si ses espérances étaient trompées de ce côté-là, il était assuré des secours de l'empereur, et il pouvait entrer en France par les Etats de l'archiduc, qui, non content de permettre à ses sujets de servir le roi d'Angleterre, promit encore de fournir des vivres à son armée. Louis, de son côté, n'oubliait rien pour conjurer l'orage qui le menaçait. Il faisait équiper une flotte pour l'opposer aux Anglais, et levait des troupes de toutes parts, et surtout des lansquenets, pour former une armée de terre. Il avait même député vers les Cantons, afin d'en obtenir quelque secours dans l'occasion présente, où il ne s'agissait nullement des affaires d'Italie. Mais les Suisses, ne songeant qu'à la sûreté du Milanais, voulaient, avant de rien accorder, que le roi se réconciliât avec le Saint-Siége et fît sortir ses troupes du château de Milan. Ils exigeaient encore qu'il renonçât à ses prétentions sur ce duché et promît de n'attaquer jamais ni Milan ni Gênes.

Louis, n'ayant pas réussi de ce côté-là, résolut de susciter des affaires à Henri. Dans cette vue, il fit venir à la cour le duc de Suffolk, qui avait des droits à la couronne d'Angleterre. Henri, dans le premier feu de sa colère, fit décapiter le frère de ce seigneur qu'il avait toujours retenu en prison depuis que Philippe, roi de Castille, le lui avait livré, lorsqu'il fut jeté sur les côtes d'Angleterre. Le roi de France pouvait encore espérer de faire une paix solide avec l'Espagne. En effet, le roi d'Aragon ne croyant pas que le duché de Milan pût se défendre aisément contre la France et les Vénitiens réunis, avait envoyé un de ses secrétaires

à ce prince pour lui proposer un traité plus durable que la trève; d'ailleurs, n'ignorant pas que l'agrandissement de l'empereur et de l'archiduc les mettrait en état de lui disputer la régence de Castille, il avait intérêt d'empêcher la ruine de la France, qui balançait seule leur grandeur. Enfin Louis XII avait armé l'Ecosse contre l'Angleterre. Jacques, qui régnait alors en ce pays, s'était engagé à faire une diversion en faveur d'un ancien allié dont il craignait que le malheur n'entrainât sa ruine. Il ne demanda même que cinquante mille livres pour acheter des munitions, et il se prépara avec une extrême diligence à passer en Angleterre.

Mais soit que le roi de France eût tourné ses vues du côté du Milanais, soit qu'entraîné par sa négligence ordinaire il comptât trop d'ailleurs sur la trève faite avec l'Espagne, il n'avait songé que fort tard à ces expédients. Henri VIII ne fut pas plus actif que son ennemi, et il laissa couler plusieurs mois sans achever ses préparatifs. Comme l'Angleterre jouissait depuis long-temps d'une profonde paix et que la méthode de la guerre était absolument changée, on y manquait des armes qui étaient alors en usage; il fallut donc en acheter de nouvelles, de l'artillerie et des munitions, et lever de l'infanterie et même de la cavalerie en Allemagne, les Anglais ne combattant jamais qu'à pied. Ainsi les troupes anglaises ne passèrent la mer qu'au mois de juillet. Après avoir pris quelques jours de repos dans le voisinage de Bologne, elles formèrent le siége de Térouanne, ville de Picardie, située dans le pays appelé *Morini* par les Latins. Henri ne tarda pas à se rendre à l'armée. Il avait cinq mille chevaux et plus de quarante mille hommes d'infanterie. Les Anglais arrivés devant Térouanne fortifièrent d'abord leur camp, suivant leur ancienne coutume, par des fossés profonds, des palissades et des chariots, et bordèrent ces retranchements d'un grand nombre de pièces de canon, ce qui faisait une espèce de place forte. Ensuite ils commencèrent à faire agir l'artillerie contre la ville et à creuser les mines; mais leur courage ne répondit pas à un si terrible appareil ni à leur réputation, car ils n'osèrent se présenter à l'assaut. A la vérité la place était bien pourvue d'artillerie, mais elle n'avait qu'une faible garnison de deux cent cinquante lances et deux mille hommes de pied, animés cependant par l'espérance d'un prompt secours. En effet, Louis était déjà à Amiens, où il avait assigné le rendez-vous à son armée; elle devait être de deux mille cinq cents lances, de dix mille lansquenets commandés par le duc de Gueldres, et d'un pareil nombre d'infanterie française; les assiégés, encouragés par la proximité de leur roi, faisaient un feu continuel avec leur artillerie. Ce n'est pas qu'ils fussent sans crainte au dedans, car, excepté le blé dont ils étaient assez bien pourvus, ils manquaient d'ailleurs de vivres. Sur ces entrefaites le grand-chambellan d'Angleterre fut tué d'un coup de canon, et Talbot, gouverneur de Calais, eut la jambe emportée.

Quoique la vigoureuse défense de Térouanne dût rassurer le roi de France, il était néanmoins fort inquiet sur l'événement du siége; car n'ayant commencé ses préparatifs que très tard, avec la négligence naturelle aux Français, et l'infanterie allemande étant d'ailleurs difficile à trouver, il n'avait pas encore formé son armée. Il était résolu de ne point hasarder de bataille pour ne pas exposer ses Etats à un péril évident en cas de malheur; d'un autre côté, il espérait que l'hiver, qui se fait sentir de bonne heure en Picardie, combattrait pour lui. Il prit donc le parti de demeurer à Amiens, et ses troupes s'étant enfin assemblées il leur assigna des quartiers dans le voisinage de Térouanne; il donna le commandement de ses troupes au duc de Longueville, qu'on appelait aussi le marquis de Rothelin, prince du sang royal et capitaine des cent gentilshommes de la garde, et au maréchal de la Palice. Enfin il enjoignit à ces deux généraux de ne rien hasarder, de se contenter de mettre des vivres et des troupes dans les places voisines qu'on n'avait pas mieux pourvues que Térouanne; ils avaient aussi ordre d'en faire entrer dans cette ville, ce qui n'était pas facile, vu leur mésintelligence. Longueville, fier de sa haute noblesse, et la Palice de son expérience à la guerre, cherchaient à s'emparer de toute l'autorité; cependant les vives instances de la garnison de Térouanne les déterminèrent à faire partir de concert quinze cents lances qui devaient se couler dans la place par l'endroit le plus éloigné du camp ennemi. Cette cavalerie s'étant approchée des murs, le canon de la ville fit un feu si terrible que trois mille Anglais qui regar-

daient les passages furent obligés de les abandonner. Le reste de l'armée ne put même faire assez de diligence pour fermer une seconde fois ce chemin, ayant été arrêtée par des tranchées que la garnison avait fait creuser près de cet endroit. Ainsi Fontraille, qui était à la tête du secours, pénétra jusqu'à la porte de la ville et y fit entrer quatre-vingts gens d'armes qui avaient quitté leurs chevaux, comme les assiégés le souhaitaient, et se retira sans aucune perte. Il lui eût été facile de rejeter en même temps des vivres dans la place, s'il en eût apporté avec lui.

Longueville et la Palice, animés par ce succès, entreprirent de faire entrer un grand convoi à Térouanne; mais les ennemis, ayant pressenti ce dessein, fermèrent le passage par de nouveaux retranchements et commandèrent leur cavalerie et quinze mille lansquenets pour combattre les Français dans leur retraite. Ceux-ci, trouvant les chemins fermés, se retiraient en désordre sans la moindre défiance; ils étaient même déjà montés sur des bidets pour marcher plus commodément, lorsqu'ils se virent brusquement attaqués. Dans la première surprise ils prennent la fuite sans résistance; il y en eut plus de trois cents tués ou pris dans cette déroute. Le duc de Longueville, Bayard, la Fayette et plusieurs autres officiers de marque furent du nombre des derniers. La Palice qui avait eu le même sort, s'échappa heureusement des mains de l'ennemi.

On crut généralement que cette victoire eût été suivie de la conquête de la France si les Anglais eussent su en profiter; car, pour tailler toute l'armée en pièces, ils n'avaient qu'à tomber sur un gros de lansquenets qui était resté derrière la gendarmerie. Aussi, à la première nouvelle de cette défaite, le roi de France croyant ses lansquenets perdus comme la cavalerie, il s'abandonna au désespoir et parut déterminé à se retirer en Bretagne. Cependant les Anglais, qui n'avaient d'autre objet que la prise de Térouanne, exposèrent à la vue des assiégés les prisonniers et les drapeaux qu'ils venaient d'enlever; alors la garnison française n'espérant plus de secours et les lansquenets ne voulant pas s'exposer à périr de la famine jugèrent à propos de se rendre. On convint donc que si dans deux jours la place n'était pas secourue, la garnison aurait la liberté de se retirer où elle voudrait avec ses chevaux. Ce fut un grand bonheur pour la France que Térouanne eût résisté pendant cinquante jours, car si elle eût capitulé plus tôt ce royaume se serait trouvé dans un extrême péril. Quelques jours avant la capitulation, l'empereur se rendit au camp des Anglais et revit avec plaisir ces mêmes lieux, où jeune encore et avec bien moins de puissance qu'alors il avait défait si glorieusement l'armée de Louis XI. Tant qu'il demeura dans l'armée il y donna l'ordre. La France avait des ennemis plus redoutables que les Anglais. Les Suisses, qui l'attaquèrent dans le même temps, mirent ce royaume encore dans un plus grand danger; ils voulaient absolument que Louis abandonnât ses prétentions sur le Milanais; ses refus aigrirent si fort le peuple que, se déclarant avec fureur contre lui, il brûla les maisons de plusieurs particuliers de Lucerne qu'on croyait dans les intérêts de la France, et força les principaux de la nation à jurer qu'ils rapporteraient leurs pensions pour être distribuées en commun. Une diète ayant ensuite ordonné qu'on prendrait les armes, vingt mille Suisses se jetèrent en Bourgogne avec mille chevaux et plusieurs pièces d'artillerie que l'empereur leur fournit. Ce prince leur avait promis, aussi bien qu'au roi d'Angleterre, de marcher en personne à cette expédition; mais soit légèreté de sa part, soit méfiance sur le compte des Suisses, il ne voulut pas accomplir sa promesse.

Leur armée parut bientôt à la vue de Dijon, capitale de la province. Les soldats, se défiant de leurs officiers qui en effet étaient entrés en négociation avec les Français, se saisirent de l'artillerie qu'ils tournèrent contre la ville; la Tremoille[1] y commandait une garnison de mille lances et de six mille hommes d'infanterie. Ce seigneur, voyant qu'il ne lui était pas possible de défendre la place, crut devoir recourir d'abord aux derniers remèdes; ainsi, sans attendre les ordres du roi, il convint avec les assiégeans que ce prince céderait ses prétentions sur le Milanais; qu'il paierait aux Suisses six cent mille ducats en différents termes, et pour la sûreté du traité il leur donna en otage quatre personnes de la première

(1) Il était gouverneur de Bourgogne.

qualité. Les Suisses de leur côté ne s'engagèrent qu'à se retirer dans leur pays sans que le roi pût compter à l'avenir sur leur amitié. Enfin il leur était libre de rentrer en France quand ils voudraient. Dès qu'on leur eut livré les otages ils reprirent la route de la Suisse. Ensuite ils firent dire au roi d'Angleterre qu'ils n'avaient traité sans sa participation que parce qu'il avait manqué à sa parole en ne leur payant pas au jour marqué les sommes promises; on crut assez généralement que la prudence de la Tremoille avait sauvé la France. En effet, après la prise de Dijon les Suisses auraient pu pénétrer sans obstacle jusqu'aux portes de Paris. D'un autre côté le roi d'Angleterre aurait passé la Somme et se serait joint à eux sans que le roi de France, qui n'avait encore que six mille lansquenets, eût été en état de s'opposer à cette jonction. Le duc de Gueldres n'était pas encore arrivé et Louis n'aurait pu que se renfermer dans ses places. Ce traité lui parut néanmoins désavantageux et il se plaignit de la Tremoille à cause de la somme qu'il avait promise, et particulièrement parce qu'il crut que la renonciation à ses droits sur le duché de Milan était une tache à sa propre réputation et à la gloire du nom français. Dans cette idée, quoiqu'il eût tout lieu de craindre que les Suisses ne revinssent sur leurs pas, il refusa de ratifier le traité, et il aima mieux s'exposer aux dernières extrémités que de renoncer à de si chères prétentions. A la vérité il était rassuré par la proximité de l'hiver et par l'espérance que les Suisses ne pourraient se rassembler si tôt. Il leur fit proposer de nouvelles conditions, mais ils les rejetèrent avec hauteur et menacèrent de faire trancher la tête aux otages si le roi ne leur envoyait la ratification dans un certain temps.

Après la prise de Térouanne l'archiduc prétendit que cette place lui appartenait en vertu de quelques anciens droits. Le roi d'Angleterre au contraire voulait la garder comme sa conquête. Mais pour aller au-devant de toute division, Henri convint avec l'empereur de la démanteler, quoique le contraire eût été stipulé par la capitulation. Ensuite Maximilien quitta le camp, persuadé par la manœuvre des troupes anglaises que cette nation ignorait l'art de la guerre et qu'elle était fort téméraire.

Henri mit ensuite le siége devant Tournai, place fort riche et depuis long-temps attachée à la France; mais cette ville étant enclavée dans les Etats de l'archiduc, les Français, qui n'osaient paraître en campagne, ne pouvaient la secourir. Le roi de France regarda comme un grand bonheur que les Anglais eussent pris ce parti, car il craignait qu'ils ne pénétrassent dans le royaume, ce qui l'aurait jeté dans un étrange embarras. A la vérité il avait alors deux cents lances, huit cents chevau-légers albanais et dix-neuf mille hommes d'infanterie, savoir : dix mille Allemands[1], mille Suisses et huit mille Français, outre cinq cents lances qu'il avait envoyées à Saint-Quentin; mais l'armée anglaise était supérieure en nombre et elle avait reçu des renforts si considérables qu'on la faisait monter à quatre-vingt mille combattants. Il espérait même si peu conserver Boulogne et le reste du pays qui est au-delà de la Somme, qu'il s'était borné à la défense d'Amiens, d'Abbeville et des autres places situées sur cette rivière, dont il était résolu de disputer le passage à l'ennemi. Son dessein était de temporiser jusqu'à l'hiver ou du moins jusqu'à ce que la diversion que le roi d'Ecosse devait faire, et sur laquelle il comptait beaucoup, eût mis l'Anglais dans la nécessité de défendre ses propres Etats. Le bruit commun fut que les Anglais ne se déterminèrent au siége de Tournai que par les conseils de l'empereur, qui espérait que cette place serait rendue sur-le-champ ou dans la suite à son petit-fils, auquel on prétendait qu'elle appartenait. Cette entreprise était peu digne d'une armée aussi belle que la leur. On crut encore qu'ils craignirent de manquer de vivres s'ils entraient en France et qu'il ne fût trop facile de secourir les autres villes qu'ils pourraient assiéger. Tournai n'avait point de troupes étrangères pour sa défense; elle n'espérait d'ailleurs aucun secours et l'artillerie des assiégeants la foudroyait de tout côté; ainsi elle ne fit que peu de résistance et les bourgeois se rendirent vies et bagues sauves, en payant néanmoins cent mille ducats pour se racheter du pillage.

La fortune ne fut pas d'ailleurs plus favorable à la France. Le roi d'Ecosse fut vaincu dans une sanglante bataille sur la Tweed[2]. Catherine

(1) C'étaient apparemment de simples particuliers qui s'étaient mis à son service sans l'aveu de la nation.

(2) Cette rivière se jette dans la mer Britannique, au-dessous de la ville de Berwick. La bataille se donna au mois de septembre.

d'Aragon, reine d'Angleterre, se trouva en personne à l'armée anglaise dans cette occasion. Jacques y périt avec son fils naturel, l'archevêque de Saint-André et plusieurs autres prélats et seigneurs du royaume ; il resta sur le champ de bataille plus de douze mille Écossais.

Vers la fin d'octobre Henri, ayant laissé dans Tournai une nombreuse garnison, congédia sa cavalerie et son infanterie allemande et repassa dans ses États ; cette dernière place fut tout le fruit d'une guerre où il avait fait une dépense prodigieuse et dont les préparatifs avaient annoncé de si grands événements ; car les fortifications de Térouanne étant ruinées, le roi de France pouvait y rentrer lorsqu'il voudrait. A l'égard des motifs qui firent repasser la mer à l'Anglais, ce fut l'inutilité de son séjour dans un pays froid où, ne pouvant rien entreprendre, il était néanmoins obligé à de grosses dépenses pour l'entretien de son armée. D'ailleurs il voulait mettre ordre aux affaires du nouveau roi d''Ecosse[1], qui était fils de sa sœur[2], et dont elle était tutrice[3]. Le duc d'Albanie, prince du sang royal d'Ecosse, s'était déjà rendu dans ce royaume pour le même sujet.

Après le départ de Henri, le roi de France licencia aussi son infanterie et il ne conserva que ses Allemands. Mais quoique le danger fût encore éloigné, Louis n'était pas sans inquiétude pour l'année suivante. En effet le roi d'Angleterre avait juré de revenir au printemps, et il commença dès lors à s'y préparer pour être plus tôt en campagne que la première fois. D'ailleurs Louis savait que l'empereur était toujours fort animé contre lui, et il craignait que le roi catholique ne s'unît aux ennemis de la France. En effet, son empressement à s'excuser auprès de Maximilien et de Henri par rapport à la trêve indiquait déjà assez sa mauvaise volonté; mais une lettre qu'il écrivait à son ambassadeur en Allemagne et qui fut interceptée leva tous les doutes qui pouvaient encore arrêter le roi de France. Ferdinand ne disait plus dans cette lettre comme auparavant qu'il voulait faire la guerre aux infidèles et marcher en personne à la conquête de Jérusalem; il proposait au contraire à l'empereur de se réunir et de travailler de concert à faire tomber le Milanais entre les mains de Ferdinand, leur petit-fils commun, frère puîné de l'archiduc. Il lui représentait qu'ensuite tout le reste de l'Italie serait obligé de recevoir la loi qu'ils voudraient lui imposer ; qu'à la faveur de cette union il serait facile à l'empereur de se faire élire pape, comme il l'avait toujours souhaité depuis la mort de sa femme[1], et qu'il pourrait mettre alors la couronne impériale sur la tête de l'archiduc ; il finissait en remarquant que des projets si importants ne pouvaient réussir qu'à la faveur du temps et des occasions. Enfin le roi de France devait craindre les Suisses ; il n'avait rien négligé pour les apaiser, mais quelques avantages qu'il leur eût proposés ils les avaient rejetés avec hauteur ; ils étaient même plus irrités que jamais depuis que les otages que la Tremoille leur avaient donnés, craignant avec raison d'être les victimes de l'inobservation du traité de Dijon, avaient pris la fuite et s'étaient sauvés en Allemagne ; outre cela il avait tout sujet d'appréhender qu'au premier jour, ou du moins l'année suivante, lorsqu'il serait occupé à repousser les autres ennemis, ils n'entrassent une seconde fois en Bourgogne ou dans le Dauphiné.

Dans des circonstances si difficiles Louis crut devoir se réconcilier avec le pape pour ce qui concernait le spirituel, et surtout renoncer au concile de Pise et en détruire jusqu'aux moindres vestiges. Ce dernier article fut agité à Rome pendant plusieurs mois, et l'on y trouva des difficultés extrêmes par rapport à ce qui avait été fait, ou par l'autorité de ce concile ou contre les droits de ce souverain pontife. L'approbation de ces actes aurait blessé la dignité du Saint-Siége, et l'on ne pouvait les anéantir sans causer beaucoup de confusion ; ainsi pour trouver les moyens de terminer une affaire si épineuse le pape nomma trois cardinaux. Il ne paraissait pas convenable de donner au roi

(1) Jacques V, fils de Jacques IV. Il fut père de la reine Marie Stuart. Il n'avait alors qu'un an et demi.

(2) Marguerite d'Angleterre.

(3) Il se nommait Jean Stuart et était fils d'Alexandre, frère de Jacques III, roi d'Écosse, et d'Anne de la Tour, qui était fille de Bertrand de la Tour, septième du nom, comte d'Auvergne et de Boulogne, et de Louise de la Tremoille. Il épousa une autre Anne de la Tour, sa cousine germaine, fille de Jean III, comte d'Auvergne, et de Jeanne de Bourbon. C'était Louis XII qui l'avait envoyé en Ecosse pour agir contre Henri VIII.

(1) Blanche-Marie Sforze, sa seconde femme.

l'absolution des censures s'il ne la demandait, et cet objet formait encore une autre difficulté. Louis refusait de faire une démarche qui portait avec elle l'aveu d'un schisme honteux à la France. Mais enfin, las des chagrins que lui donnait cette affaire et cédant au désir de ses peuples qui brûlaient de se réunir à l'Eglise romaine; ne pouvant d'ailleurs résister plus long-temps à la reine qui ne voyait qu'avec peine cette division, il se détermina à contenter le pape; il s'y porta d'autant plus volontiers qu'il s'était flatté que, dès que cet obstacle serait levé, Léon, qui lui avait fait tout espérer, serait dans ses intérêts, quoiqu'il vînt d'adresser tout récemment au roi d'Ecosse un bref par lequel il lui faisait défense de prendre les armes contre le roi d'Angleterre. Ainsi, dans la huitième session du concile de Latran, tenue sur la fin de cette année, les ministres du roi de France, en vertu de ses pouvoirs qu'ils produisirent, adhérèrent en son nom à ce concile, renoncèrent à l'assemblée de Pise et promirent que six des évêques français qui s'y étaient trouvés viendraient à Rome faire la même déclaration au nom de l'Eglise gallicane, et que le roi nommerait quelques autres prélats pour traiter l'affaire de *la pragmatique* [1], qu'il abandonnait à la décision du concile. Dans la même session ils obtinrent une entière absolution de tout ce qui avait été fait contre l'Eglise romaine. Tels furent les événements de l'année 1513 en Italie, en Angleterre et en France.

CHAPITRE II.

Continuation de la trève entre la France et l'Espagne. Léon inspire de la méfiance aux princes. Compromis entre l'empereur et les Vénitiens. Le pape devient médiateur. La paix qu'il avait annoncé ne se vérifie pas. Incendie du Rialto à Venise. Combats dans le Frioul. Paix entre la France et l'Angleterre et à quelles conditions. Léon engage le roi de France à reconquérir Milan.

Sur ces entrefaites Anne de Bretagne, qui avait souhaité avec tant d'ardeur la réunion de ce royaume à l'Eglise romaine, mourut au commencement de 1514 [2]. Cette grande reine, si recommandable par sa piété, emporta dans le tombeau les regrets de la France et de la Bretagne [1]. Dès que Louis fut réconcilié avec le Saint-Siége, et que le concile de Pise se trouva sans appui, ceux mêmes à qui la grandeur de ce prince avait d'abord fait ombrage commencèrent à appréhender que ses ennemis ne l'opprimassent. Cette considération frappa surtout Léon X. Quoique ce pontife fût toujours dans la résolution d'empêcher le retour des Français à Milan, il craignit cependant que le roi, pressé par de trop puissants ennemis et effrayé des dangers qu'il avait courus l'année précédente, ne traîtât avec l'empereur, et que, comme le roi catholique l'en sollicitait de l'aveu de Maximilien, il ne donnât sa fille en mariage à l'un de leurs petits-fils avec le duché de Milan pour dot. Il fit donc représenter aux Suisses que leur acharnement contre la France pouvait avoir des suites préjudiciables à leurs propres intérêts, et que ce prince serait peut-être dans la nécessité de prendre un parti qui leur serait aussi funeste qu'au Saint-Siége; qu'ils n'ignoraient pas quelle était la haine de Maximilien et de Ferdinand contre eux; que par cette raison, si ces princes devenaient maîtres du Milanais, les Cantons auraient autant à craindre pour leur propre liberté que pour celle de l'Eglise et de toute l'Italie; qu'ils devaient à la vérité s'opposer aux efforts que le roi de France pourrait faire contre Milan, mais aussi qu'ils devaient craindre, en voulant éviter une extrémité, de tomber dans une autre beaucoup plus dangereuse; que ce serait agir contre toutes les règles de la prudence que d'abandonner le Milanais à l'empereur et au roi d'Aragon dont la puissance serait d'autant plus redoutable qu'ils trouveraient en Italie moins de résistance que les Français; que leur république, après s'être illustrée par des exploits sans nombre et d'éclatantes victoires, devait encore se distinguer par sa sagesse et sa conduite durant la paix; qu'ils jugeassent donc de l'avenir par la situation présente des affaires, et qu'une prudente politique les empêchât d'écouter de trop vifs ressentiments; que s'ils agissaient avec hauteur et précipitation il faudrait employer des moyens violents dont les suites sont toujours fort incertaines, l'expérience faisant voir tous les jours que la force et le courage étaient souvent le jouet des caprices

(1) La *pragmatique sanction* est un réglement donné par Charles VII à Bourges, touchant la discipline ecclésiastique.

(2) Le 9 janvier, âgée de trente-six ans.

(1) Louis XII en porta le deuil en noir et fut trois jours sans vouloir parler à personne.

de la fortune; qu'ils feraient donc beaucoup mieux de se relâcher de leurs droits et de souffrir que le traité de Dijon reçût quelques modifications; qu'ils devaient se prêter à un accommodement avec d'autant plus de facilité que le roi offrait d'augmenter leur solde et de faire une trève de trois ans pour le Milanais, pourvu qu'on ne le contraignît pas à renoncer à ses prétentions sur ce duché; qu'après tout la renonciation qu'il ferait serait inutile, et qu'il n'observerait le traité que tant qu'il ne trouverait pas d'occasion favorable de rentrer dans ses droits; qu'ainsi exiger avec opiniâtreté cette renonciation, c'était vouloir pousser sans fruit les choses à la dernière extrémité. Enfin le pape pressa le roi de France de ratifier le traité de Dijon pour ne pas attirer une seconde fois dans ses Etats un ennemi formidable. Il lui représenta qu'il était de la prudence de choisir entre deux partis le moins dangereux, et que la crainte d'un léger péril ne devait pas le précipiter dans un plus grand danger; il ajouta que le roi craignait peut-être que la ratification du traité de Dijon ne ternît sa gloire; mais qu'il devait considérer qu'il serait bien plus honteux pour lui de céder lâchement le Milanais à des princes nés ses ennemis et de la part desquels il avait essuyé tant d'outrages et de perfidies. D'ailleurs, quelle sûreté pouvait-il espérer après une démarche qui, donnant atteinte à sa réputation, fortifierait deux puissances qui ne tendaient qu'à opprimer la France et sur la foi desquelles ses pertes lui avaient appris à ne pas compter? Qu'à la vérité la renonciation exigée par les Suisses devait lui paraître bien dure, mais que d'un autre côté elle était moins honteuse que l'autre parti, un simple écrit ne pouvant jamais rendre ses ennemis plus puissants; que d'ailleurs, étant public que c'était un de ses ministres qui sans son aveu avait stipulé cette renonciation, on ne pouvait pas dire qu'elle vînt de lui; qu'au reste la nécessité de tenir une parole donnée en son nom serait plus que suffisante pour mettre son honneur à couvert dans cette occasion; que d'ailleurs il devait se ressouvenir que ce traité, dont la ratification le révoltait si fort, avait sauvé la France comme personne ne l'ignorait. Léon dit encore qu'il ne pouvait qu'approuver les mouvements que Louis se donnait pour faire un autre traité avec les Cantons; que de son côté il n'oublierait rien pour les y porter, mais qu'enfin, s'ils persistaient dans leurs premières résolutions, il lui conseillait en bon père de céder au temps et à la nécessité, tant pour les raisons alléguées que pour fournir au Saint-Siége un prétexte de se séparer des ennemis de la France.

Le roi sentit toute la force de ces raisons, mais il fut piqué des menaces tacites dont elles étaient mêlées. Il demeura persuadé que pour diminuer le nombre de ses ennemis, il serait obligé d'abandonner quelques-uns de ses droits, mais il était dans la ferme résolution de s'exposer à tout plutôt que de renoncer absolument au Milanais. Son conseil et tous les grands du royaume étaient de même avis malgré leur répugnance naturelle pour les guerres d'Italie; ils étaient trop jaloux de la gloire du nom français pour voir sans indignation qu'on voulût forcer leur prince à une renonciation si honteuse.

Les Suisses montraient encore bien plus d'opiniâtreté dans leurs diètes. Le roi leur offrait quatre cent mille ducats comptant, et promettait de leur en payer huit cent mille dans de certains termes. Le cardinal de Sion et les principaux de la nation, qui voyaient le péril où ils seraient exposés si le roi traitait avec l'empereur et le roi catholique, étaient d'avis d'accepter ces propositions; mais le peuple, auprès de qui le cardinal de Sion n'avait plus le même crédit qu'auparavant et qui se défiait des pensionnaires de la France, était toujours plein d'animosité contre cette couronne; d'ailleurs les succès de la dernière campagne inspiraient tant de fierté à cette multitude qu'elle se crut en état de défendre le Milanais contre toute l'Europe, et qu'elle ne voulut rien écouter de la part du roi qu'il n'eût ratifié purement et simplement le traité de Dijon. Enfin sa fureur alla si loin qu'elle proposa d'entrer une seconde fois en Bourgogne; mais le cardinal et les principaux de la république firent remettre adroitement de diète en diète la résolution de cet armement. Dans cette incertitude le roi de France négociait toujours avec le roi catholique le mariage qui avait été proposé. La principale difficulté subsistait toujours, et il n'était pas décidé si la jeune princesse resterait à la cour de France jusqu'à ce qu'elle eût atteint l'âge nubile ou si elle serait remise entre les mains de l'empereur, qui sans cette condition croyait ne pouvoir

compter sur la foi du traité. Louis de son côté faisait adroitement durer toutes ces difficultés dans l'espérance que le bruit de cette négociation, qu'il avait soin de divulguer, ferait quelque impression sur les Suisses qui avaient intérêt d'en empêcher la conclusion.

Quintana, secrétaire du roi catholique, que la négociation de ce mariage avait fait venir en France l'année précédente, s'y rendit encore celle-ci ; il passa ensuite en Allemagne du consentement de Louis, revint en France, et à son retour la trève ci-devant conclue entre les rois de France et d'Aragon, fut prorogée pour un an aux mêmes conditions dans le dessein de faciliter la paix. On y ajouta une clause secrète portant que Louis XII ne ferait aucune tentative sur Milan durant cette année ; mais on n'y comprit ni Gênes ni Asti. La France se donna bien de garde de divulguer cette obligation que Ferdinand fit publier solennellement dans toute l'Espagne ; ces démarches si différentes firent douter de cet article secret. Ce traité laissait à Maximilien et au roi d'Angleterre la liberté d'y accéder dans trois mois, et Quintana assura qu'ils le feraient l'un et l'autre. Il n'en avait cependant aucune promesse de la part de Henri ; mais l'empereur y avait été déterminé par le roi d'Aragon qui, toujours résolu d'éloigner la guerre des frontières d'Espagne, lui insinuait que c'était l'unique moyen d'achever le mariage proposé.

Le pape, alarmé par la prorogation de la trève, craignit que ces trois princes n'eussent déjà signé ou ne fussent sur le point de signer une ligue funeste à l'Italie. Dans cette crainte, et toujours persuadé qu'il était également dangereux que le Milanais fût soumis ou à l'empereur et au roi catholique ou à la France, il ne savait comment parer à ces deux inconvénients ; car ce qui éloignait l'un rapprochait l'autre de trop près, et l'abaissement de la France avait des suites aussi dangereuses que sa supériorité. Ainsi, pour empêcher que la nécessité n'obligeât Louis XII de s'unir avec Maximilien et Ferdinand, il redoubla ses efforts auprès des Suisses, à qui la trève inspirait déjà de la méfiance, et ne négligea rien pour les engager à la paix ; d'un autre côté, pour rendre à ce prince l'entrée de l'Italie plus difficile, Léon s'empressa avec la même ardeur à réconcilier l'empereur et les Vénitiens. Mais comme une simple trève aurait maintenu ce prince dans la possession des places où il avait des garnisons, le sénat ne voulait pas en entendre parler, bien résolu de faire une solide paix ou de continuer la guerre. Ces républicains, malgré leurs pertes et la certitude où ils étaient que le roi de France ne ferait passer aucunes troupes en Italie la campagne prochaine, montrèrent toujours une égale fermeté. Elle ne fut pas même ébranlée par l'incendie d'une partie de leur ville. Le feu ayant pris, soit par un effet de la colère du ciel, soit par un hasard, près du pont de Rialto pendant la nuit, il consuma le quartier le plus riche et le plus fréquenté, et, quelque diligence qu'on fît pour l'éteindre, on ne put jamais en venir à bout à cause d'un vent du nord qui soufflait avec fureur.

Cependant le pape vint à bout d'engager l'empereur et les Vénitiens à remettre entre ses mains un compromis sans bornes en apparence ; mais il avait donné aux deux parties une promesse écrite de ne prononcer que de leur aveu réciproque. Dès qu'il eut été choisi pour arbitre, il voulut faire cesser par un bref tous actes d'hostilité de part et d'autre. Les Allemands et les Espagnols n'y déférèrent pas. Ceux-ci, qui étaient en quartier dans le Polésine et à Est, ravagèrent les pays circonvoisins, et le vice-roi mit des troupes à Vicence pour faire valoir la possession de cette ville lorsque la sentence arbitrale serait rendue. Outre cela, Frangipani fit de grands ravages dans le Frioul, et les Allemands, à l'aide de quelques bannis, surprirent Marano, port de mer dans la même province, auprès d'Aquilée. A cette nouvelle, les Vénitiens firent partir de cette ville Balthazar Scipione à la tête de quelques troupes et Jérôme de Savorgniano avec un grand nombre de paysans pour reprendre Marano. Ces deux capitaines assiégèrent cette place par terre, tandis que l'armée navale la pressait du côté de la mer ; mais cinq cents chevaux et deux mille lansquenets étant venus au secours, et les assiégés ayant fait en même temps une sortie, les Vénitiens furent défaits et perdirent leur artillerie, une galère et quelques autres bâtiments. Après cette victoire les Allemands forcèrent Montefalcone.

Peu de jours après, quatre cents chevaux et douze cents lansquenets de Vicence, avec d'autres troupes nouvellement arrivées dans le

Frioul, se joignirent à la garnison de Marano et ravagèrent tout le pays. Dans des circonstances si fâcheuses, Malatesta de Sogliano, gouverneur de la province, et Jérôme de Savorgniano, qui s'étaient postés à Udine, le premier à la tête de six cents chevaux et de deux mille hommes d'infanterie, et le second avec deux mille paysans, ne se croyant pas en état de repousser l'ennemi, se retirèrent au-delà de la Livenza, d'où ils se proposèrent de se porter partout où leur secours serait nécessaire. Les impériaux se divisèrent en deux corps; le premier alla s'emparer de Feltre et fit pendant quelque temps des courses aux environs de cette place; mais les Vénitiens, ayant fermé tous les passages, en attaquèrent une partie qui était à Bassano dans la plus grande sécurité, et malgré l'inégalité du nombre, ils tuèrent trois cents hommes de pied aux ennemis qui étaient cinq cents en tout, et en firent plusieurs prisonniers avec deux de leurs capitaines. L'autre corps alla former le siége d'Osope, ville située sur le sommet d'une montagne fort escarpée. Dès que la brèche fut ouverte, les assiégeants y donnèrent plusieurs assauts; mais leurs efforts étant inutiles, ils prirent le parti de bloquer la place où ils savaient qu'on manquait d'eau; mais le ciel ayant pourvu à ce besoin par des pluies abondantes, les impériaux levèrent le siége après avoir tenté un dernier assaut qui ne fut pas plus heureux que les précédents.

Toutes ces hostilités touchaient sensiblement le pape, et il aurait voulu trouver un expédient capable de satisfaire les deux parties, dont la volonté et les prétentions n'avaient d'autre règle que des événements journaliers qui variaient d'un moment à l'autre. L'empereur ayant consenti que les Vénitiens rentrassent dans Vicence à condition qu'il garderait Vérone, ils avaient exigé qu'on leur rendît ces deux places; mais lorsque le mauvais état de leurs affaires les avait forcés d'abandonner la dernière, Maximilien avait prétendu les conserver l'une et l'autre. Léon, fatigué de toutes ces longueurs, prévoyant même que sa décision ne serait pas reçue, mais voulant remplir le devoir de médiateur, il rendit une sentence arbitrale par laquelle il ordonna qu'il y aurait une paix durable entre l'empereur et les Vénitiens, et qu'on quitterait les armes de part et d'autre; mais, au lieu de régler par le même jugement les conditions de cette paix, il se réserva de les déclarer dans un an. Il s'expliqua seulement par rapport au roi catholique qu'il comprit dans cette paix et dans la suspension d'armes. Il ajouta que l'empereur déposerait entre ses mains Vicence et toutes les places que ce prince et les Espagnols occupaient dans les territoires de Padoue et de Trévise; que les Vénitiens lui remettraient pareillement Crême, et qu'au reste chacun garderait de son côté ce dont il était actuellement en possession jusqu'à la déclaration des conditions de la paix; que les parties ratifieraient cette décision dans un mois, et qu'ensuite les Vénitiens paieraient à l'empereur vingt-cinq mille ducats et vingt-cinq mille autres trois mois après; qu'enfin, si cette sentence n'était pas ratifiée par toutes les parties dans le terme prescrit, elle serait réputée nulle.

Léon ne décida d'une manière si extraordinaire que pour ménager toutes les parties, et il ne fixa un si long terme pour les ratifications qu'afin que le roi catholique eût le temps d'envoyer ses pouvoirs. Son ambassadeur assurait cependant qu'il n'en avait pas absolument besoin et que son maître ne ferait aucune difficulté de ratifier. Les Vénitiens résolurent de rejeter cette paix, dont les conditions étaient incertaines; ainsi l'arbitrage de Léon demeura sans effet. Pendant ce temps-là ils défendaient Crême avec succès, quoique cette ville eût beaucoup à souffrir de la peste et de la famine, tandis qu'elle était investie par l'ennemi; car Prosper Colonna, à la tête de deux cents gens d'armes, de deux cent cinquante chevau-légers et de deux mille hommes d'infanterie, était à Effenengo, et Silvio Savello, avec sa compagnie de cavalerie et deux mille hommes de pied, avait pris son quartier à Umbriano, l'un et l'autre à deux milles de Crême. Les assiégés faisaient de fréquentes sorties, et entre autres Renzo de Ceri ayant surpris, à la faveur d'une nuit noire, le poste d'Umbriano, il tailla en pièces une partie de l'infanterie de Silvio et dissipa le reste. Après cet échec Prosper fut obligé de se retirer. Peu de jours après, Renzo trouva un guet dans la rivière d'Adda qui était alors fort basse, pénétra jusqu'à Castiglione de Lodigiana et enleva cinquante lances qui y étaient en garnison. De si heureux exploits, fruits

d'une habileté rare, le firent regarder comme l'un des meilleurs capitaines d'Italie. Les Vénitiens résolurent ensuite de ne rien négliger pour rentrer dans le Frioul ; c'est pourquoi ils y envoyèrent d'Alviano à la tête de deux cents lances, de quatre cents chevau-légers et de sept cents hommes de pied. En marchant vers Portonon, où il y avait une partie des troupes allemandes, sa cavalerie, qui le devançait, attaqua Rizzan, capitaine allemand, qui avait avec lui deux cents hommes d'armes et trois cents chevau-légers. Elle commençait à plier lorsque d'Alviano, qui survint avec le reste de l'armée, rétablit le combat. La victoire, également disputée, demeura long-temps indécise ; mais Rizzan ayant été blessé au visage et pris par Malatesta de Sogliano, ses troupes prirent la fuite et se retirèrent en désordre à Portonon. Craignant ensuite de ne pouvoir s'y défendre, elles abandonnèrent cette ville, qui fut mise au pillage avec un grand carnage des habitants. Après cette conquête, le général vénitien marcha du côté d'Osope, que Frangipani assiégeait avec un autre corps de troupes allemandes. A son approche elles levèrent le siége ; sa cavalerie légère les ayant poursuivis se saisit de leur bagage et de leur artillerie. Ces avantages remirent presque toute la province au pouvoir des Vénitiens. Ensuite d'Alviano, ayant tenté inutilement de forcer Gorizia, il prit le chemin de Padoue avec ses troupes ; il écrivit à Rome que dans cette expédition les Allemands avaient eu deux cents lances, autant de chevau-légers et deux mille hommes de pied tués ou faits prisonniers ; mais à peine se fut-il retiré que les impériaux, ayant reçu de nouvelles troupes, s'emparèrent de Crémone et de Montefalcone, et secoururent Marano que les Vénitiens assiégeaient. Quelques jours auparavant ces derniers y avaient pris Frangipani dans une embuscade et l'avaient fait conduire à Venise. A la nouvelle de l'arrivée du secours, les assiégeants se retirèrent en désordre ; peu après, leur cavalerie albanaise fut battue et le provéditeur Jean Vitturio pris avec cent chevaux. La proximité de l'Allemagne et la facilité d'entrer dans le Frioul et d'en sortir y occasionnaient ces fréquentes révolutions. Les impériaux n'envoyaient à cette guerre que des compagnies de milice qui, dès qu'elles avaient fait quelque butin, se retiraient à l'approche des troupes vénitiennes, dont les paysans augmentaient ordinairement le nombre. Elles revenaient ensuite à la première occasion favorable. Après cet échec, le sénat fit partir des troupes réglées pour le Frioul, ce qui engagea le vice-roi d'y envoyer de son côté deux cents gens d'armes, cent chevau-légers et cinq cents fantassins sous la conduite d'Alarcon, l'un des capitaines espagnols qui commandaient dans le quartier pris entre Est, Montagnana et Cologna. Cet officier se mit aussitôt en marche ; mais ayant appris en chemin qu'on était convenu d'une trève dans le Frioul pour faire les vendanges, il revint sur ses pas.

Tandis que la guerre ne se faisait que faiblement en Italie, on pressait avec ardeur la négociation de la paix. Louis XII, ne désespérant pas de vaincre l'opiniâtreté des Suisses et de leur faire accepter de l'argent, faisait tous ses efforts pour les engager à s'en contenter, sans exiger une renonciation au Milanais ; mais le peuple était si fort aigri contre la France que, lorsque les otages prirent la fuite, les Suisses obligèrent par les plus fières menaces le gouverneur de Genève de leur livrer le président de Grenoble[1] que le roi y avait envoyé pour une négociation particulière, et sans que l'humanité ni tout ce que ce magistrat put dire pour sa justification fût capable d'arrêter leur fureur, ils le mirent à la torture pour lui faire déclarer si quelques-uns de leurs chefs étaient encore pensionnaires du roi ou en relation avec lui. D'un autre côté, la conduite mystérieuse du pape le rendait suspect au roi ; car Léon était obligé d'user auprès de tout le monde d'une extrême circonspection pour faire réussir ses différentes vues. Louis crut donc qu'il agissait secrètement auprès des Suisses pour traverser sa réconciliation avec eux ; il ne le soupçonna pas à la vérité de les exciter à la guerre, dont au contraire il les détournait sans cesse ; mais il se persuada que Léon, dans la crainte qu'un traité avec la France ne rompît leur liaison avec le Saint-Siége, les avait exhortés à exiger l'exécution du traité de Dijon. Dans cette idée le roi menaça le pape de se réconcilier avec l'empereur et le roi d'Aragon, tant pour tromper la rage de ses autres ennemis que pour faire cesser, comme il l'exposa lui-

(1) Jean de Calvimont, comme on l'a dit plus haut.

même au pape, des dépenses qui épuisaient son royaume, et pour s'épargner le chagrin et les embarras que l'insolence de ses soldats lui causait. Il avait en effet à sa solde vingt mille lansquenets qu'il n'avait pu même rassembler que durant le siége de Tournai ; et afin de les avoir tout prêts au besoin, il leur avait donné des quartiers en France où ils faisaient de terribles ravages. Enfin il reprocha au pape son injuste haine, qui, disait-il, ne voulait pas le souffrir en Italie, tandis que les autres puissances ne cherchaient qu'à l'inquiéter dans ses propres États.

Dans ces extrémités où se trouvait le roi de France, Henri VIII conçut un violent dépit contre Ferdinand qui venait de proroger sans sa participation la trêve avec cette couronne. Il se plaignit amèrement de cette injure et dit que c'était la troisième fois que le roi d'Aragon le trompait ; il parut dès lors s'éloigner tous les jours de l'expédition de France. Le pape, informé de ces premières dispositions à la paix, résolut de les faire servir à ses desseins. Il engagea donc le cardinal d'York d'employer son crédit sur l'esprit de son maître pour lui persuader que, content de la gloire qu'il avait acquise et qu'ayant trouvé peu de retour et de bonne foi dans l'empereur, le roi catholique et les Suisses, il devait consentir enfin à un traité avec la France. Léon craignait toujours que Louis ne fît la paix avec l'empereur et le roi catholique, et ne donnât, comme il l'en menaçait sans cesse, une de ses filles au prince d'Espagne, si l'Anglais rentrait encore en France. D'ailleurs, il prévoyait que cette couronne et l'Angleterre feraient la paix tôt ou tard ; il jugea donc à propos de s'en faire un mérite auprès de Louis XII, en paraissant contribuer à un traité qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher. On représenta au pape que, dès que le roi de France n'aurait plus rien à craindre du côté de l'Angleterre, il attaquerait le Milanais. Ce pontife répondit qu'il ne l'ignorait pas, mais qu'il était nécessaire de faire attention aux suites qu'une longue division entre ces deux rois devait faire craindre ; que, dans une affaire si délicate, il n'était pas possible d'obvier à tous les inconvénients ; qu'en tout cas le Milanais aurait toujours l'appui des Cantons, et qu'enfin, dans la conjecture présente, il fallait donner quelque chose au hasard. Soit que l'autorité du pape eût fait impression sur les esprits, soit que les parties intéressées eussent par elles-mêmes une véritable inclination à la paix, la négociation fut aussitôt entamée à Rome entre le pape et le cardinal d'York, et ensuite transférée à Londres, où Louis XII envoya le général de Normandie[1], sous prétexte de traiter de la rançon du duc de Longueville. On ne convint d'abord que d'une suspension d'armes sur terre seulement, pour tout le temps que ce ministre serait en Angleterre. Sur ces entrefaites, une nouvelle injure que l'empereur fit à Henri le disposa encore davantage à la paix ; Maximilien, contre la parole qu'il lui avait donnée de ne consentir jamais sans lui à la trêve conclue entre la France et l'Aragon, ratifia néanmoins ce traité par un acte qu'il envoya en Espagne. Ferdinand se contenta de notifier, dans une lettre à Louis XII, cette ratification dont il garda l'original pour le faire servir à son artificieuse politique. Cependant la France et l'Angleterre commençaient à s'accorder sur les articles de la paix. Le pape, dans la vue de gagner les deux rois, fit partir en poste l'évêque de Tricarico[2] pour la cour de France. Ce prélat offrit au roi les services de Léon et passa ensuite en Angleterre du consentement de Louis, pour faire le même compliment à Henri.

La négociation souffrit d'abord de grandes difficultés. Le roi d'Angleterre demandait Boulogne en Picardie et des sommes considérables ; mais il restreignit enfin ses prétentions à la ville de Tournai dont il exigea la cession. Les ministres français se révoltèrent d'abord contre cette proposition. Dans ces circonstances, Henri fit partir l'évêque de Tricarico pour presser le roi de terminer au plus tôt et pour l'exhorter comme de lui-même à faire quelque effort en faveur de la paix ; mais il ne jugea pas à propos d'expliquer à ce prélat quel était le point de la difficulté. L'évêque s'étant acquitté de sa commission, Louis, qui ne voulait pas que ses peuples lui imputassent d'avoir aliéné une ville considérable et très affectionnée à la France, proposa cette affaire dans un conseil où tous

(1) Daniel l'appelle intendant des finances de Normandie.

(2) Louis de Canosa était d'une noble et ancienne famille de Vérone ; il avait beaucoup de mérite. François I lui donna l'évêché de Bayeux et le fit entrer dans son conseil. Il fut ambassadeur de France à Venise, d'où il se rendit dans sa patrie ; il y mourut en 1532.

les principaux seigneurs se trouvèrent; les sentiments n'y furent pas partagés, et l'on convint unanimement qu'on ne devait pas balancer à céder Tournai, sans s'arrêter aux offres du roi catholique qui, pour empêcher le traité, promettait même de contribuer à la conquête du Milanais.

Dès que la réponse du roi et ses pouvoirs pour la cession de Tournai furent arrivés en Angleterre, la paix fut conclue pour tout le temps de la vie des deux monarques et pour une année après la mort de l'un ou de l'autre. Ce traité[1] portait que le roi d'Angleterre garderait Tournai et que la France lui paierait cent mille livres par an, jusqu'à la concurrence de six cent mille écus; que, pour la défense de leurs États, les deux rois se fourniraient réciproquement dix mille hommes d'infanterie s'ils étaient attaqués par terre, et six mille hommes seulement si on leur faisait la guerre sur la mer; que, dans toutes sortes de cas, la France prêterait douze cents lances au roi d'Angleterre, qui de son côté s'obligeait d'envoyer dix mille hommes de pied au roi de France; que ces dernières troupes seraient payées par celui des deux qui les emprunterait. Le roi d'Écosse, l'archiduc et l'empire furent compris dans ce traité; mais il n'y fut fait aucune mention de l'empereur ni du roi catholique; les Suisses y furent aussi nommés. Mais il fut stipulé que quiconque défendrait le Milanais, Gênes et la ville d'Asti contre la France, cesserait de jouir des avantages de cette paix.

Quelque temps après, Louis épousa la sœur du roi d'Angleterre[2], et reconnut avoir reçu quatre cent mille écus pour sa dot. Henri, toujours plein de ressentiment contre le roi catholique, ne voulut pas que son ambassadeur assistât à la cérémonie des fiançailles qui se firent en Angleterre. Presque dans le même temps Louis reçut la ratification de la trève que l'empereur avait envoyée au roi catholique. Les pouvoirs de ces deux princes pour conclure le mariage de Ferdinand d'Autriche, leur petit-fils, avec la seconde fille de France qui n'avait encore que quatre ans[1], arrivèrent aussi à leurs ministres; mais la paix avec l'Angleterre rompit cette alliance, et pour satisfaire davantage Henri VIII, le roi de France fit sortir de ses États le duc de Suffolk[2], qu'il avait fait commandant de ses lansquenets. Louis sut si bien adoucir ce traitement par des honneurs et des bienfaits, que ce seigneur ne put être mécontent[3].

Pendant que les deux rois traitaient ensemble, le pape entretenait de son côté une négociation particulière; toujours résolu d'empêcher Louis de rentrer dans le Milanais, l'artificieux Italien ne songeait qu'à l'amuser aussi bien que les autres puissances; c'est pourquoi il lui avait fait faire des propositions par le cardinal de San-Severino, ministre des affaires de France à Rome. San-Severino écrivit donc au roi que la situation de l'Europe ne permettant pas au pape de faire un traité durable avec la France, il fallait du moins convenir de certaines conditions qui pussent avec le temps former une union plus étroite et plus solide entre le Saint-Siége et cette couronne. Quoique le roi eût paru d'abord approuver le projet qui lui en avait été envoyé, il fut quinze jours sans répondre, soit qu'il eût alors d'autres affaires, soit qu'il attendît des réponses d'ailleurs pour se déterminer. Pendant ce délai, le pape conclut avec l'empereur et le roi catholique une alliance défensive pour un an seulement. Le roi catholique avait pressé la conclusion de ce traité, par la crainte où il était que le pape ne voulût mettre la couronne de Naples sur la tête de Julien, son frère; cette méfiance n'était pas sans fondement, car il était certain que Léon avait déjà lié quelques intrigues avec les Vénitiens à ce sujet. Presque aussitôt après la signature du traité, la réponse du roi de France arriva. Louis, approuvant tous les articles proposés, y ajoutait seulement que, puisqu'il devait prendre sous sa protection les États de Florence, Julien de Médicis, frère de Léon, et Laurent[4], son neveu, qui gouvernaient cette république,

(1) Il fut signé au commencement du mois d'août.

(2) Le traité fut conclu le 7 août et le mariage se fit à Abbeville le 9 octobre. François, duc de Valois, alla recevoir la nouvelle reine à Boulogne. Après la mort de Louis XII, Marie épousa Charles Brandon, duc de Suffolk, et mourut en 1533, à l'âge de trente-sept ans.

(1) Elle était née à Blois le 25 octobre 1509.

(2) Richard de la Poole, qui porta toujours le nom de comte de Suffolk, quoique Henri eût donné ce comté à Brandon.

(3) Il se retira à Metz avec six mille livres de pension; dans la suite il servit François I dans toutes ses expéditions, et fut tué à côté de ce prince à la bataille de Pavie.

(4) Laurent de Médicis était fils de Pierre, frère aîné de Léon X.

il était juste que de leur côté ils s'engageassent à donner des secours à la France dans l'occasion. Après une explication si précise, le pape répliqua qu'il avait traité avec l'empereur et l'Espagne, et que le roi ayant différé à lui faire réponse, il avait eu lieu d'entrer en défiance; qu'au reste cette alliance n'était que pour un temps fort court; qu'elle ne contenait rien de préjudiciable à la France, et qu'elle n'apporterait aucun obstacle au traité proposé. Le roi se rendit à ses raisons, et pour qu'il ne transpirât rien de cette alliance, elle ne fut exprimée que dans un écrit particulier signé des deux parties.

Les rois de France et d'Angleterre s'étaient réconciliés avec plus de facilité qu'on ne s'y était attendu; on n'avait pas cru qu'une sincère amitié pût succéder si promptement à la plus vive animosité. Cet événement surprit le pape et lui donna peut-être quelque inquiétude; il avait été persuadé comme les autres que la négociation n'aurait d'autres suites qu'une trêve, ou que, si la paix se faisait, ce serait à des conditions dures pour le roi de France, et que du moins le traité mettrait pour un temps le Milanais à couvert des armes françaises. A l'égard de l'empereur et du roi catholique, ils ne virent cette alliance qu'avec chagrin; mais comme il n'y a point de si grand mal qui ne soit ordinairement accompagné de quelque bien, Ferdinand trouva que ce même traité lui procurerait deux grands avantages; en effet, l'archiduc, son petit-fils, ne pouvant plus espérer de faire le mariage de sa sœur[1] avec le roi de France, et devant prendre dorénavant quelques précautions contre l'Angleterre, allait être obligé de recourir à ses conseils et d'avoir plus d'égards pour lui. D'un autre côté, Marie d'Angleterre pouvait donner à Louis XII un fils qui éloignerait du trône le duc de Valois, que Ferdinand haïssait parce que ce prince brûlait de voir le roi de Navarre rétabli dans ses Etats. Les Suisses seuls, quoique toujours animés contre la France, paraissaient approuver cette paix; ils se réjouissaient de ce que, selon toutes les apparences, Louis XII devant attaquer le Milanais, ils allaient avoir une nouvelle occasion de signaler leur courage et leur zèle pour la défense de cet Etat.

(1) Guicciardini n'a pas encore parlé du mariage d'Eléonore d'Autriche avec Louis XII. Cette princesse n'avait alors que seize ans; elle était née le 24 novembre 1498.

On ne doutait pas en effet que le roi, n'ayant plus rien à craindre pour la France, ne tentât de rentrer dans ce duché; mais on ne savait s'il remettrait cette expédition à l'année suivante, ou si, tenté par la facilité actuelle de la chose, il prendrait les armes sans différer, surtout ne paraissant faire alors aucuns préparatifs.

Tandis que l'on était dans cette incertitude, le pape, toujours éloigné de voir le Milanais entre les mains du roi, poussa néanmoins l'artifice jusqu'à l'exhorter à saisir l'occasion favorable pour s'emparer de cet Etat, lui représentant que l'armée espagnole était fort affaiblie et mal payée; que le peuple était épuisé et réduit au désespoir par la licence et la cruauté des troupes; que personne n'était en état de fournir de l'argent aux Suisses pour les attirer dans ce duché, et qu'ainsi il ne trouverait que très peu de résistance. Ces raisons firent d'autant plus d'impression sur l'esprit de Louis que, peu de temps avant sa réconciliation avec l'Anglais, le pape avait paru souhaiter de voir retourner Gênes au pouvoir de la France, et qu'il lui avait fait espérer qu'il engagerait Octavian Frégose à traiter avec lui.

Il est certain que Léon n'agissait pas avec sincérité dans cette affaire, et l'on croit que deux motifs lui faisaient mettre en usage une si profonde dissimulation; le premier fut le désir de s'assurer de l'amitié du roi, qu'il crut devoir prévenir, dans la crainte que Louis, qui avait une nombreuse gendarmerie sur pied avec beaucoup de lansquenets, ne soumît facilement le Milanais qui était alors sans défense. L'autre motif partait d'une politique encore plus raffinée. Il savait, dit-on, que le roi s'était obligé par un article secret de ne point attaquer le Milanais pendant la trêve, comme l'empereur et le roi catholique le publiaient hautement, quoique Louis assurât le contraire. Ainsi Léon, persuadé que ce prince ne contreviendrait pas à cet article secret, crut que, sans courir le risque de voir suivre ses conseils, il pouvait lui offrir toutes sortes de secours pour l'entreprise de Milan, afin d'être autorisé par le refus que le roi en ferait alors à les lui refuser dans la suite. En effet, les choses tournèrent comme le pape l'avait prévu; car, soit que le roi fût retenu par la trêve, soit qu'il manquât d'argent, soit enfin à cause des approches de l'hiver, il prit le parti

de différer jusqu'au printemps; et dans sa réponse au pape, qu'il crût inviolablement attaché à ses intérêts, il allégua plusieurs raisons pour lui faire goûter la remise de cette expédition, sans parler de l'article secret qui peut-être y était le seul obstacle réel. Il avait néanmoins dès lors quelque envie de tenter la réduction de Gênes ou du moins de secourir la Lanterne. Ce fort avait reçu plusieurs fois cette année des rafraîchissements, que de petits bâtiments qui feignaient de vouloir entrer dans le port de Gênes y jetaient en passant; mais depuis il avait été réduit à de si grandes extrémités que, ne pouvant attendre le secours, il avait été obligé de se rendre aux Génois qui l'avaient rasé sur-le-champ jusqu'aux fondements. La perte de la Lanterne causa un déplaisir extrême au roi et lui fit oublier l'expédition de Gênes; il ne songea donc plus qu'à se préparer à la conquête du Milanais. Il était persuadé que le pape favoriserait son entreprise; en effet, les protestations d'amitié que Léon lui faisait, la conduite qu'il avait tenue dans les négociations avec le roi d'Angleterre et les Suisses, ses sollicitations encore récentes pour l'expédition du Milanais, mais surtout les offres que Louis avait faites à ce pontife de l'aider à faire la conquête du royaume de Naples pour l'Eglise ou pour Julien de Médicis, autorisaient en quelque façon la confiance de ce prince; mais ce qui arriva bientôt après lui fit soupçonner la sincérité du pape.

CHAPITRE III.

Projet de Léon sur Ferrare. Il achète Modène de l'empereur. Batailles dans le pays Vénitien. Prosper Colonna à Bergame. Alviano s'empare de Rovigo. Négociations des princes avec Léon. Offres faites par les Suisses au pape. Mort de Louis XII, roi de France. François I lui succède. Paix entre la France, l'Angleterre et l'archiduc, publiée à Paris. Ligue entre les Vénitiens et le roi de France. Alliance entre l'empereur, le roi d'Aragon et les Suisses. Pierre Navarro à la solde du roi de France. Marche du roi de France sur l'Italie.

Léon n'avait jamais voulu terminer les différends du Saint-Siége avec le duc de Ferrare; et quoique dans les premiers jours de son exaltation il eût donné de grandes espérances à ce prince et qu'il l'eût assuré que Reggio lui serait rendu dès que le cardinal, son frère, serait de retour de Hongrie, il s'était servi de différents prétextes pour éloigner cette restitution. A la vérité, il avait confirmé ses promesses par un bref exprès, et avait laissé au duc la jouissance des revenus de cette ville, comme devant bientôt retourner sous son obéissance; mais l'intention de Léon était entièrement contraire à ces démarches extérieures, et il avait même dessein de s'emparer de Ferrare. Il y était non-seulement excité par son ambition, mais encore par Albert Pio [1], comte de Carpi, ambassadeur de l'empereur et l'ennemi déclaré du duc, et par plusieurs autres. Ils lui représentaient d'un côté, l'exemple de Jules II, qui s'était couvert de gloire par l'agrandissement des Etats de l'Eglise, et de l'autre, la facilité qu'il y avait à fixer la fortune de son frère. Le pape écoutait d'autant plus volontiers ces sollicitations que Julien, dont l'ambition aspirait aux plus grands honneurs, ayant abandonné à son neveu le gouvernement de la république de Florence, le pressait sans cesse d'établir sa fortune. Ainsi Léon, conformément à ces conseils, donna à l'empereur, toujours indigent, quarante mille ducats, à condition que pour sûreté de cette somme on lui laisserait la ville de Modène, suivant ce qui avait déjà été proposé quelque temps avant la mort de Jules II. Son dessein était d'unir cette place aux villes de Reggio, de Parme et de Plaisance, et d'en former un Etat pour Julien de Médicis, qui le gouvernait sous le nom de *vicaire perpétuel*, et d'y joindre Ferrare, s'il était possible de la subjuguer.

Cette affaire réveilla les soupçons du roi de France; et, en effet, ce traité supposait une étroite intelligence entre le pape et l'empereur; d'ailleurs le roi trouva mauvais qu'on fournît de l'argent à Maximilien, quoique Léon, pour s'excuser, assurât qu'il y avait long-temps que l'empereur avait reçu ces quarante mille ducats. La méfiance du roi augmenta encore lorsque le pape, à l'occasion d'une grande victoire gagnée par le sultan [2] contre le sophi de Perse [3], adressa un bref à tous les princes chrétiens pour les exhorter à tourner contre l'ennemi commun les armes dont ils se déchiraient, supposant que ce succès de Sélim était dangereux pour toute la chrétienté. Enfin le roi découvrit tout-à-fait les desseins du pape quand Léon prit ce même prétexte pour envoyer à Venise

(1) On a vu plus haut qu'il était ennemi du duc de Ferrare.

(2) Sélim I, qui avait succédé à Bajazet II, son père, en 1512. Cette bataille fut donnée le 26 août.

(3) Ismaël I.

Pierre Bembo[1], son secrétaire, qui fut depuis cardinal. Ce ministre était chargé de porter le sénat à se réconcilier avec l'empereur; mais comme les obstacles qui avaient déjà empêché ce traité subsistaient toujours, non-seulement les Vénitiens n'eurent aucun égard aux remontrances du nonce, mais encore ils informèrent le roi du motif de sa mission. Ce prince, piqué de ces obscures intrigues et de la perfidie du pape, qui cherchait à le priver du secours de ses alliés, à la veille de la guerre, reprit la négociation avec le roi catholique, dans l'espérance que la crainte d'un traité avec l'Espagne obligerait Léon à changer de conduite; et si ce moyen ne lui réussissait pas, il résolut de conclure avec cette couronne; ce qui prouve avec combien d'ardeur il souhaitait de se remettre en possession du Milanais.

Cependant la guerre ne se faisait que faiblement en Italie et toutes ses opérations se réduisirent à quelques tentatives contre les Vénitiens. Si l'on ajoute foi à leurs historiens, les ennemis mirent en usage les plus noirs artifices et les moyens les plus odieux. Ils assurent que quelques soldats espagnols, de concert avec leurs capitaines, s'introduisirent à Padoue comme transfuges, pour assassiner d'Alviano, dans l'espérance que l'armée venant à paraître aux portes de la ville, il serait facile de s'en emparer dans le trouble que la mort de ce général devait y causer; lâcheté bien différente de la générosité romaine, qui, loin de suborner des assassins, avertissait l'ennemi des perfidies qu'on tramait contre lui, ne voulant devoir la victoire qu'à la valeur et à la vertu. Ils ajoutent que ce complot ayant été découvert, ces scélérats furent punis du dernier supplice.

Quoi qu'il en soit, l'armée espagnole, qui était beaucoup diminuée, se posta entre Montagnana, Cologna et Est. Les Vénitiens, voulant la forcer à rentrer dans le royaume de Naples, donnèrent des ordres pour équiper une escadre qu'André Gritti devait commander et qui était destinée contre la Pouille; mais il survint tant de difficultés qu'on fut obligé d'abandonner ce projet. Les Espagnols se rendirent ensuite à la Torre près de Vicence, afin de faire le dégât des blés dans le Padouan, avec les Allemands qui étaient dans Vérone. Ils les attendirent dans ce poste pendant plusieurs jours, mais la faiblesse et le petit nombre des impériaux ne leur permit pas de sortir de Vérone; c'est pourquoi ces derniers abandonnèrent ce dessein. Néanmoins les Allemands leur ayant envoyé quinze cents fantassins, et l'armée, outre ces troupes auxiliaires, se trouvant composée de sept cents lances, sept cents chevau-légers et trois mille cinq cents hommes d'infanterie, ils mirent le siége devant Citadella, où il y avait une garnison de trois cents chevau-légers. Etant arrivés deux heures après le lever du soleil à la vue de cette ville (car ils avaient forcé leur marche pendant toute la nuit), ils dressèrent aussitôt leurs batteries; le jour même ils emportèrent la place au second assaut et enlevèrent toute la cavalerie qui y était; après cette expédition ils rentrèrent dans leurs quartiers, qui étaient à trois milles de Vicence. D'Alviano, qui avait sous ses ordres sept cents hommes d'armes, mille chevau-légers et sept mille hommes d'infanterie, ne fit aucun exploit considérable contre les Espagnols. Comme le sénat lui avait fait d'expresses défenses de combattre, il s'était posté dans un endroit avantageux par sa situation sur la rivière de la Brenta, et rien ne fut capable de l'en faire sortir; il se contentait de harceler les ennemis avec sa cavalerie légère. Dans la suite même il se retira à Barziglione, presque aux portes de Padoue, dans un poste encore plus sûr. Il eût donc été facile aux Espagnols de faire quelques tentatives, mais le pays étant ruiné par les ravages des deux armées, le défaut de vivres les obligea de retourner dans leurs premiers quartiers et d'abandonner Vicence et le fort de Brendola, qui en est à sept milles. Ils n'étaient pas payés et ne pouvaient subsister que des contributions qu'ils tiraient de Vérone, de Brescia, de Bergame et des autres villes voisines.

Après la retraite des Espagnols, d'Alviano occupa un poste avantageux entret la Battaglia et Padoue, et ayant appris qu'il y avait peu de troupes à Est dont la garnison faisait négligemment la garde, il y envoya pendant la nuit un parti de quatre cents chevaux et de mille hommes de pied; ils entrèrent dans la ville avant même qu'on se fût aperçu de leur mar-

(1) Il naquit en 1470 et mourut en 1547. Léon X, qui aimait les gens de lettres, le fit son secrétaire dès qu'il fut pape, et Paul III lui donna le chapeau en 1539. Nous avons plusieurs ouvrages de lui en vers et en prose, et entre autres une histoire de Venise.

che et enlevèrent quatre-vingts chevau-légers du capitaine Corvera, qui ne se sauva qu'avec peine dans le château. Le général vénitien, ayant ensuite reçu de nouvelles troupes, s'approcha de Montagnana et offrit la bataille au vice-roi, qui, n'ayant osé l'accepter à cause de la supériorité de l'armée ennemie, prit le parti de se retirer dans le Polésine de Rovigo. Après cette retraite, d'Alviano, ne trouvant plus de résistance au-delà de l'Adige, fit insulter chaque jour les portes de Vérone par ses partis. Le vice-roi, craignant pour cette place, s'y jeta avec toute son armée, à l'exception de trois cents gens d'armes et de mille hommes d'infanterie qu'il laissa dans le Polésine. Cependant Crême était dans le plus grand danger; presque entièrement bloquée par les troupes du duc de Milan qui occupaient tous les environs, elle souffrait tout ce que la famine et la peste ont de plus cruel; et manquant d'ailleurs de munitions et de plusieurs autres choses qu'on avait demandées plusieurs fois en vain, elle n'était défendue que par une faible garnison qui pour comble de maux n'était pas payée. Enfin cette place était réduite à de telles extrémités que le gouverneur déclara aux Vénitiens qu'il serait forcé de capituler au premier jour. Dans cette triste situation la fortune de Renzo ne l'abandonna pas; ce capitaine attaqua à l'improviste Silvio Savello qui avait deux cents lances, mille chevau-légers et quinze cents hommes de pied sous ses ordres. La victoire fut si complète qu'il n'échappa que cinquante gens d'armes de Savello, avec lesquels il s'enfuit à Lodi. Il fut ensuite facile aux Vénitiens de jeter des secours dans Crême, et le comte Nicolas Scoto y fit entrer quinze cents hommes d'infanterie. Quelques jours après, Renzo, se voyant à la tête d'une troupe plus nombreuse, surprit la ville de Bergame à la faveur d'une intelligence qu'il avait avec les habitants, et la garnison espagnole s'enfuit à la Capella[1]. Dans ce même temps, Mercurio et Malatesta Baglione enlevèrent trois cents chevaux qui étaient en quartier près de cette ville; mais peu de jours après, Nicolas Scoto ayant rencontré sur le chemin de Bergame à Crême un parti de deux cents Suisses, il fut entièrement défait, quoiqu'il eût avec lui cinq cents hommes de pied. Il resta même prisonnier, et les vainqueurs le remirent entre les mains du duc de Milan qui le fit décapiter.

A la nouvelle de la prise de Bergame par les Vénitiens le vice-roi et Prosper Colonna sortirent de leur inaction pour assiéger cette place avec cinq mille hommes d'infanterie, soutenus d'ailleurs par les troupes espagnoles et milanaises. Leur artillerie foudroya d'abord la porte de Sainte-Catherine et fit en peu de temps une brèche si considérable que Renzo, qui était dans la place, n'osant plus la défendre, fut obligé de capituler; il abandonna la ville à la discrétion du vainqueur, n'exigeant que la liberté de se retirer avec ses troupes et leurs bagages, mais sans les honneurs de la guerre. Le vice-roi imposa sur les habitants une taxe de quatre-vingt mille ducats.

Pendant ces différents mouvements aux environs de Crême et de Bergame, d'Alviano signala son industrie et son activité par une action d'éclat. Deux cents gens d'armes renfermés dans la ville de Rovigo s'y croyaient dans une entière sûreté et regardaient l'Adige comme un obstacle que l'armée vénitienne, campée à l'autre rive, ne pouvait franchir; mais le général vénitien, dans le temps qu'on le craignait moins, jette en diligence un pont sur la rivière auprès de l'Anguillara, passe à l'autre bord, et arrive à Rovigo avec un détachement d'élite et sans bagage. Cent soldats qui avaient pris les devants, et qui, déguisés en paysans, s'étaient introduits dans la place, comme pour se trouver au marché qui s'y tenait ce jour-là, étaient déjà maîtres d'une porte; il entre donc sans résistance, et les Espagnols surpris sont obligés de se rendre. Les autres troupes de la même nation, qui avaient leurs quartiers dans le Polésine, prirent l'épouvante et se réfugièrent d'abord à la Badia, la plus forte place de tout ce pays; mais ne s'y croyant pas encore en sûreté, elles se retirèrent enfin vers Ferrare et abandonnèrent tout le Polésine et même Lignago.

D'Alviano marcha ensuite contre Oppiano, dans le voisinage de cette ville, où il fit aussi venir des barques armées par la rivière. De là il se rendit à Villacerea, près de Vérone, dans le dessein d'inquiéter cette place tout l'hiver, s'il ne pouvait la prendre auparavant. Elle était défendue par deux mille hommes d'infanterie

(1) On a vu ci-dessus que c'était le nom de la citadelle de cette ville.

espagnole et mille lansquenets. Mais ayant eu avis que trois cents lances, cinq cents chevau-légers et six mille hommes de pied des ennemis marchaient du côté de Lignago, et craignant qu'ils ne lui coupassent les vivres ou ne l'obligeassent à combattre, il décampa et les suivit jusqu'à l'Adige, qu'ils passèrent à Albereto. Les chevau-légers et les barques vénitiennes, qui les empêchaient de s'étendre pour chercher des vivres, les réduisirent à de fâcheuses extrémités. D'Alviano apprit dans le même endroit que les ennemis, après avoir repris Bergame, retournaient à Vérone; comme il n'était pas dans la résolution de les attendre, il envoya ses gens d'armes à Padoue par terre, et pour éviter l'incommodité des pluies et des chemins qui étaient rompus, il se mit sur les barques avec l'infanterie, les bagages et l'artillerie; il descendit la rivière pendant la nuit, craignant toujours d'être attaqué par les ennemis, que l'inondation en empêcha. Dès qu'il eut pris terre, il marcha sans se reposer et avec sa diligence ordinaire vers Padoue, où il trouva ses gens d'armes qui étaient arrivés deux jours avant lui. Il donna des quartiers à ses troupes entre cette ville et Trévise. Le vice-roi et Prosper Colonna mirent leurs troupes dans le Polésine de Rovigo, et se rendirent ensuite à Inspruck pour conférer avec l'empereur sur la situation présente des affaires.

La détention de Frangipani, qui de tous les capitaines attachés à l'empereur était celui dont l'activité causait de plus grands troubles dans le Frioul, procura cette année à cette province une tranquillité dont elle n'avait pas coutume de jouir. Les Vénitiens, connaissant combien il leur importait de retenir un tel prisonnier, refusèrent de le mettre en liberté[1], quoiqu'on offrît de leur rendre Jean-Paul Baglione. Quelque temps auparavant on avait proposé l'échange de ce dernier contre Carvajal, et les Espagnols lui avaient même permis d'aller à Rome, sur la parole qu'il donna de se remettre en prison en cas que la chose ne réussît pas. Mais Carvajal étant mort sur ces entrefaites, Baglione se prétendit libre et refusa de tenir sa parole.

Les Fiesque et les Adorne, secrètement appuyés, comme on le crut alors, par le duc de Milan, s'introduisirent pendant la nuit dans la ville de Gênes, vers la fin de cette année, et pénétrèrent jusqu'à la place du palais. Mais Octavian Frégose, les ayant attaqués avec sa garde, les repoussa avec beaucoup de valeur; Sinibaldo de Fiesque, Jérôme Adorne et Jean-Camille de Naples furent faits prisonniers; Octavian reçut une légère blessure à la main.

Cette même année, Emmanuel, roi de Portugal, fit présenter deux éléphants au pape par l'ambassadeur qu'il avait chargé de faire le compliment d'obédience à Sa Sainteté. Nous parlons ici de ces animaux comme d'une chose rare en Italie, où l'on n'en a peut-être point vu d'autres depuis que les triomphes et les jeux publics de l'ancienne Rome ont cessé. A leur entrée dans Rome il y eut un grand concours des peuples voisins que la nouveauté du spectacle attira.

Cependant le roi de France, ne songeant qu'à rentrer dans le Milanais, sollicitait Léon de se déclarer en sa faveur, quoiqu'au fond il fût résolu de partir quelles que fussent les dispositions du pontife à son égard. Il réitéra les offres qu'il lui avait déjà faites, ajoutant que si Sa Sainteté ne voulait pas traiter avec lui il accepterait enfin les conditions proposées par l'empereur et le roi catholique. Il lui représenta d'un côté les forces de la France, soutenues par les Vénitiens ses alliés qui promettaient de puissants secours, et de l'autre la faiblesse présente de l'empereur et du roi d'Aragon en Italie qui, bien loin d'être en état de fournir aux Suisses l'argent nécessaire pour les arracher à leurs montagnes, ne pouvaient pas même payer leurs propres troupes, tant les finances de l'un et de l'autre étaient épuisées. Louis dit encore que les peuples du Milanais, ayant éprouvé la dureté du joug espagnol et impérial, brûlaient de rentrer sous la domination française; que le pape n'avait rien à craindre de cette couronne; qu'en effet la puissance des rois de France en Italie, et surtout la sienne, avait toujours été avantageuse au Saint-Siége, et que, contents de ce qui leur appartenait véritablement, ils avaient toujours été bien éloignés d'aspirer à la conquête de l'Italie entière, comme l'expérience le prouvait assez; qu'au contraire toutes les démarches de l'empereur et du roi catholique ne tendaient qu'à imposer le joug à tous les princes de ce pays et même aux souverains pontifes; et qu'enfin personne n'ignorait que Maximilien ne res-

(1) Il avait été pris à la déroute de Vicence.

pirait que l'accomplissement de ce projet; qu'ainsi il devait songer à pourvoir en même temps à la sûreté de l'Eglise, à la liberté de l'Italie et à l'intérêt des Médicis, et qu'une alliance avec la France lui en procurerait des moyens favorables qu'il ne retrouverait peut-être jamais.

D'un autre côté, l'empereur et le roi d'Aragon sollicitaient le pape avec les mêmes instances de les seconder dans la défense de l'Italie; ils lui représentèrent que si leur union les avait rendus assez puissants pour enlever le Milanais à la France, ils n'auraient pas à plus forte raison beaucoup de peine à le défendre contre cette couronne tant que la confédération subsisterait; que Léon ne devait pas se flatter que Louis XII voulût jamais lui pardonner d'avoir fourni l'année précédente de l'argent aux Suisses pour les faire marcher contre l'armée française; qu'il devait craindre au contraire que ce prince, après la conquête du Milanais, ne songeât à venger cette injure et à prévenir tout ce qu'on pourrait faire à l'avenir contre ses intérêts.

Mais les offres des Suisses faisaient bien plus d'impression sur l'esprit du pape. Ces peuples, toujours animés contre la France, promettaient de garder les défilés du mont Cenis, du mont Genèvre et de Final avec six mille hommes, moyennant six mille florins du Rhin tous les mois; ils allèrent même jusqu'à promettre d'entrer dans la Bourgogne au nombre de vingt mille hommes, pourvu qu'on leur donnât le double de cette somme par mois. Ces sollicitations opposées causèrent au pape une grande perplexité; et en effet, si son inclination le faisait pencher d'un côté, ses soupçons et ses craintes le ramenaient à son incertitude. Il resta pendant quelque temps dans cette irrésolution, et ne donnant d'abord que des réponses vagues, il ne chercha qu'à trouver les moyens de ne se point déclarer; mais enfin, vivement pressé par Louis XII, il répondit que ce prince savait mieux que personne combien les intérêts de la France lui étaient chers; qu'il n'ignorait pas qu'il l'avait exhorté à passer en Italie dans un temps où la conquête de Milan était facile; que ces sollicitations qui avaient dû être secrètes, et qu'il l'avait prié de cacher, étaient néanmoins devenues publiques, ce qui avait été également préjudiciable au Saint-Siége et à la France. Léon ajoutait qu'après ces démarches, il s'était vu lui-même sur le point d'être attaqué, tandis que cette indiscrétion avait rendu l'expédition du Milanais plus difficile et plus périlleuse en réveillant les ennemis de la France; qu'enfin la grande puissance des Turcs l'alarmait, et qu'ainsi il ne convenait ni à son caractère ni à sa dignité de conseiller aux princes chrétiens d'armer les uns contre les autres dans de pareilles circonstances; qu'il ne pouvait donc faire autre chose en faveur du roi que de l'exhorter à attendre une occasion plus favorable, et qu'alors il contribuerait avec toute l'ardeur possible à faire réussir ses desseins sur le Milanais. Si cette réponse fût parvenue jusqu'au roi de France, quoiqu'elle ne découvrît pas les intentions du pape, elle aurait néanmoins suffi pour faire comprendre à Louis qu'il n'avait rien à espérer de Léon et que même ce pontife n'aurait d'autres intérêts que ceux des ennemis de la France. C'est ainsi que finit l'année 1514.

La guerre allait recommencer avec plus de vivacité que jamais, quand la mort, qui se plaît souvent à renverser les projets des hommes au milieu des plus douces espérances, vint suspendre les armes de la France. Louis XII, enivré des charmes de sa nouvelle épouse qui n'avait que dix-huit ans, oublia son âge [1] et sa faiblesse pour contenter sa passion; mais bientôt surpris d'une violente fièvre accompagnée de dyssenterie, il mourut presque subitement le premier janvier 1515, jour que sa mort a rendu remarquable. Louis mérita l'affection des Français par son amour pour la justice et par sa tendresse pour eux. La fortune fut toujours à son égard également inconstante dans ses faveurs et dans ses revers. En effet, de simple duc d'Orléans il se vit roi de France par la mort inopinée de Charles VIII, qui était plus jeune que lui, et de deux fils de ce prince. Il conquit avec une rapidité surprenante le duché de Milan et le royaume de Naples, et il fut long-temps l'arbitre de l'Italie entière; ensuite, ayant forcé Gênes à rentrer dans le devoir, il sut abaisser l'orgueil de Venise. Ces deux expéditions, où il se trouva en personne, lui acquirent beaucoup de gloire; mais, d'un autre côté, il fut contraint d'épouser la fille de Louis XI, princesse contrefaite et stérile, sans qu'un sacrifice

(1) Il avait près de cinquante-trois ans.

de cette nature lui valût les bonnes grâces et la protection de son beau-père; d'ailleurs, après la mort de Louis XI, la duchesse de Bourbon lui enleva la régence du royaume pendant la minorité du roi et le força en quelque façon à se réfugier en Bretagne. Ayant eu le malheur d'être pris à la journée de Saint-Aubin, il fut privé de la liberté pendant deux ans. Enfin, après avoir été exposé à toutes les misères d'un long siége dans Novare, il perdit encore dans la suite le royaume de Naples, le Milanais, Gênes et toutes les places conquises sur les Vénitiens, et il eut à soutenir, presque au sein de ses Etats, une guerre qui mit la France à deux doigts de sa perte. Après tant de malheurs il avait éloigné l'ennemi de ses frontières; son nouveau mariage était le gage d'une paix assurée avec Henri VIII, et tout semblait lui promettre un heureux succès contre le duc de Milan.

Louis eut pour successeur François d'Angoulême, son plus proche parent par les mâles, qui était aussi de la maison d'Orléans. François monta sur le trône à l'exclusion des filles de son prédécesseur, en vertu de la loi salique, qui ne permet pas aux filles de France de succéder à la couronne tant qu'il y a des mâles du sang royal. Le nouveau roi commença son règne avec les applaudissements de toute la France; son courage, sa grandeur d'ame et sa générosité faisaient l'admiration des peuples à qui de si nobles qualités donnaient les plus grandes espérances. Sa bonne mine rehaussée par l'éclat de la jeunesse [1], sa libéralité, sa douceur, son affabilité envers tout le monde, le soin qu'il avait eu d'orner son esprit d'une infinité de rares connaissances lui gagnaient tous les cœurs; il était surtout adoré de la noblesse, dont il embrassait les intérêts avec chaleur. Il prit en même temps les titres de roi de France et de duc de Milan, tant à cause des anciens droits de la maison d'Orléans sur le Milanais que parce que ce duché lui appartenait en vertu de l'investiture que l'empereur en avait donnée à Louis XII en conséquence du traité de Cambrai. Il ne souhaitait pas avec moins de passion que son prédécesseur de rentrer dans cet Etat; d'ailleurs la gloire que Gaston de Foix avait acquise, et le souvenir de tant de victoires qui avaient signalé les armes des deux derniers rois en Italie, excitaient puissamment l'ardeur de ce prince et de la jeune noblesse française. Mais pour ne pas réveiller la jalousie de ses voisins qu'une déclaration prématurée aurait mis sur leurs gardes, il parut, suivant le conseil de ses ministres, n'avoir d'autres vues que de conserver l'amitié des puissances et d'affermir sa naissante autorité. Les ambassadeurs de plusieurs princes étant venus pour le complimenter, il les reçut tous avec beaucoup de politesse, mais surtout ceux d'Angleterre qui vinrent les premiers. Henri, encore pénétré du ressentiment de l'injure qu'il avait reçue du roi catholique, voulait renouveler avec le nouveau roi les liaisons qu'il avait formées avec Louis XII. L'archiduc envoya aussi dans le même temps à la cour de France une ambassade dont le comte de Nassau [1] était le chef. Il était chargé de faire hommage du comté de Flandre que Charles tenait en fief de la couronne de France. Les ambassadeurs de ces deux princes terminèrent promptement et avec succès les négociations dont ils étaient chargés. L'alliance d'Angleterre fut confirmée pour la vie des deux rois et sans qu'on fît le moindre changement aux clauses du dernier traité. L'on réserva seulement au roi d'Ecosse la faculté d'y accéder dans l'espace de trois années; à l'égard de l'archiduc, on négligea de part et d'autre plusieurs difficultés qui paraissaient opposées à la conclusion du traité [2]. D'un côté, l'archiduc, qui devenu majeur venait de prendre en main le gouvernement de ses Etats, avait été pressé par les Flamands de prévenir une guerre qu'ils étaient bien aises d'éloigner; il craignait d'ailleurs que la France ne lui suscitât quelques obstacles, lorsqu'à la mort de Ferdinand son aïeul il voudrait se mettre en possession de la couronne d'Espagne. Enfin il ne croyait pas pouvoir demeurer sans péril entre deux nations unies ensemble, sans avoir l'un ou l'autre des deux rois pour ami. D'un autre côté, le roi de

(1) Il était né à Cognac le 12 septembre 1494; ainsi il n'avait que vingt ans et quelques mois.

(1) Henri, comte de Nassau, fils de Jean III, dit *le Jeune*, comte de Nassau, et d'Élisabeth, fille de Henri, landgrave de Hesse. Il naquit en 1483 et mourut en 1538. De trois femmes qu'il épousa, il n'y eut que Claude de Châlons, la seconde, sœur unique de Philibert, prince d'Orange, qui lui donna des enfants. Philibert étant mort sans postérité en 1530, la principauté d'Orange et les autres biens de la maison de Châlons passèrent dans celle de Nassau.

(2) Ces deux traités furent conclus à Paris.

France était bien aise de traiter immédiatement avec l'archiduc, et d'éloigner toutes les occasions qui pouvaient engager ce jeune prince à avoir recours aux conseils et à l'appui de Maximilien ou de Ferdinand ; il se fit donc entre eux à Paris un traité de paix et d'alliance perpétuelle, auquel l'empereur et le roi catholique, sans lesquels l'archiduc agissait, pourraient accéder dans le terme de trois mois. Il était stipulé dans ce traité que le mariage de l'archiduc avec Renée de France, fille de Louis XII, s'accomplirait enfin ; que cette princesse aurait en dot six cent mille écus et le duché de Berry ; que ce duché lui appartiendrait à perpétuité aussi bien qu'à ses enfants, pourvu qu'elle renonçât à tous les droits qu'elle pouvait prétendre sur les duchés de Milan et de Bergame ; que, dès que la princesse aurait atteint l'âge de neuf ans, elle serait remise entre les mains de l'archiduc, et que le roi fournirait à ce prince des troupes et des vaisseaux pour passer en Espagne après la mort du roi catholique. Le duc de Gueldres fut compris dans le traité, à la prière du roi ; on ajoute qu'il fut encore arrêté que dans trois mois on enverrait une ambassade à Ferdinand, au nom du roi et de l'archiduc, pour le prier de faire reconnaître ce dernier en qualité de *prince d'Espagne* (titre qu'on donne à l'héritier présomptif de la couronne) ; de restituer la Navarre, et d'abandonner la défense du Milanais.

Il est certain que ces deux princes songèrent plus aux avantages présents que ce traité leur procurait qu'à son exécution future. En effet, quelle certitude pouvait-on avoir du mariage d'un enfant qui n'avait pas encore quatre ans ? Y avait-il même lieu de croire que le roi eût intention de faire une alliance qui eût donné à l'archiduc des prétentions assez bien fondées sur le duché de Bretagne ? car lorsque la duchesse Anne épousa Louis XII, les Bretons, qui souhaitaient d'avoir un prince particulier, avaient stipulé que si l'aîné des enfants de cette princesse devenait roi de France son puîné aurait le duché de Bretagne ; et le cas était arrivé, puisque l'aînée était reine de France.

Dans le même temps François I traitait avec le roi catholique pour la prorogation de la trêve, mais il voulait que l'Espagnol lui laissât la liberté d'attaquer le Milanais. Il se flattait qu'ayant gagné Ferdinand il ne lui serait pas difficile d'amener l'empereur à son but, et afin de pouvoir traiter avec ce prince contre les Vénitiens mêmes, il différa pendant quelque temps à leur donner une réponse positive sur leurs offres de renouveler la ligue faite avec Louis XII. Le roi catholique était toujours bien éloigné de faire la guerre sur la frontière d'Espagne ; mais considérant qu'il allait se rendre suspect aux Suisses s'il abandonnait le Milanais à la discrétion du roi de France et perdre son crédit dans tous les esprits, et que le pape même, qui jusqu'alors était resté dans l'irrésolution, pourrait se déclarer en faveur de la France, il exigea que le traité subsistât tel qu'il avait été conclu avec Louis XII. Ainsi François, n'espérant plus réussir de ce côté-là et jugeant que l'empereur ne voudrait pas traiter avec lui sans le roi d'Aragon, confirma l'alliance faite par son prédécesseur avec les Vénitiens.

Le roi pouvait encore agir auprès du pape et des Suisses qui ne s'étaient pas déclarés ; il fit donc presser ces derniers de recevoir ses ambassadeurs ; mais ces peuples, aussi peu traitables qu'ils l'étaient sous Louis XII et toujours également opiniâtres, n'y voulurent jamais consentir. A l'égard du pape, qui disposait absolument des Florentins, François le pria seulement d'attendre les événements pour se déterminer, afin de ne rien risquer. Il lui représenta néanmoins qu'il ne trouverait point ailleurs pour lui-même et pour sa maison de plus grands et de plus solides avantages que dans l'alliance de la couronne de France.

Après ces négociations, il mit tous ses soins à remplir ses coffres et fit monter ses compagnies d'ordonnance jusqu'au nombre de quatre mille lances. Pour cacher ses vues, il publia qu'il ne ferait aucune expédition cette année et qu'il n'avait d'autre dessein que de mettre la Bourgogne et le Dauphiné à couvert de l'irruption des Suisses, qui demandaient hautement l'exécution du traité de Dijon. L'exemple des derniers rois, qui avaient évité de faire la guerre dans l'année de leur avénement à la couronne, fit réussir cette feinte auprès de plusieurs personnes ; mais l'empereur et le roi d'Aragon ne donnèrent pas dans le piége. Ils connaissaient l'activité du jeune roi, et n'ignorant pas d'ailleurs l'amour et l'estime des peuples pour François, ils ne doutèrent pas qu'il ne lui fût plus facile qu'à ses prédécesseurs de dis-

poser de toutes les forces de la France; enfin, ils savaient que le feu roi avait déjà fait de grands préparatifs, de sorte que son successeur n'aurait, pour ainsi dire, qu'à continuer une guerre déjà commencée, ce qu'il ferait avec d'autant plus de confiance qu'il n'avait rien à craindre de l'Angleterre. Ainsi, pour se mettre à couvert des surprises de l'ennemi, ils pressèrent le pape et les Suisses de se liguer avec eux; mais Léon, sans se déclarer, ménageait également l'un et l'autre parti. A l'égard des Suisses, ils étaient plus animés que dans les premiers temps de leur rupture avec la France; tout le corps de la nation s'était cru offensé du refus que Louis XII avait fait d'augmenter leurs pensions, du mépris qu'il leur avait marqué en prenant des lansquenets à sa solde et des discours injurieux qui lui étaient échappés contre eux; mais cette injure, qui d'abord ne regardait la nation qu'en général, avait brouillé plusieurs particuliers. La jalousie de quelques-uns d'entre eux contre ceux qui recevaient des pensions de la France avait augmenté leur haine contre cette couronne. D'ailleurs les plus hardis qui s'étaient distingués par leur animosité contre ses partisans, qu'on appelait *Gallisans*, ayant été élevés par la faveur de la populace aux premières charges et s'étant acquis beaucoup d'autorité, craignirent de perdre ces avantages si la république traitait avec la France. Ces intérêts personnels exclurent des assemblées le zèle du bien public; l'ambition, la haine des particuliers et la partialité y triomphèrent seules; et malgré les partisans de la France, on rejeta opiniâtrément les offres du roi, quoique très avantageuses à la république.

Dans ces circonstances, les ambassadeurs de l'empereur, du roi catholique et du duc de Milan s'étant rendus en Suisse, y conclurent une ligue pour la défense de l'Italie; on laissa au pape la liberté d'accéder à ce traité, depuis l'instant de la conclusion jusqu'au quatrième dimanche du carême suivant. Il fut stipulé que pour contraindre le roi de France à se désister de ses droits sur le Milanais, les Suisses entreraient en Bourgogne ou en Dauphiné, à condition que les autres confédérés leur paieraient trente mille ducats par mois et que le roi d'Aragon attaquerait la France avec une nombreuse armée du côté de Perpignan et de Fontarabie; ainsi François I, obligé de défendre ses propres Etats, ne pourrait inquiéter le Milanais.

Ce prince ne fit éclater son dessein qu'au mois de juin. Il avait amassé des sommes immenses et levé en Allemagne une nombreuse infanterie. Il faisait conduire à Lyon beaucoup d'artillerie, et il avait tout récemment envoyé Pierre Navarro en Guienne pour lever encore dix mille hommes de pied sur les frontières de la Navarre. Cet officier était passé depuis peu au service de la France. Le roi d'Aragon, qui lui attribuait la perte de la bataille de Ravenne, n'avait pas voulu donner vingt mille ducats pour sa rançon. Louis XII avait remis ce prisonnier au comte de Longueville pour l'indemniser en partie des cent mille livres[1] qu'il avait payées pour la sienne en Angleterre; mais François I étant parvenu au trône paya la rançon de Navarro et lui donna de l'emploi dans ses troupes. Navarro, pour n'avoir rien à se reprocher, fit faire des excuses au roi d'Aragon de ce que, ne recevant de lui aucun secours, il avait été obligé de céder à la nécessité, et il rendit même les terres que ce prince lui avait données dans le royaume de Naples.

Dès que le bruit se fut répandu que François I allait porter la guerre dans le Milanais et qu'il se disposait à marcher en personne à cette expédition, ses instances auprès du pape ne furent plus secrètes et il le sollicita ouvertement de joindre ses armes aux siennes. Outre les autres moyens dont il pouvait se servir pour gagner Léon, il employa la médiation de Julien de Médicis, qu'il croyait dans les intérêts de la France. En effet Julien venait d'épouser Philiberte[2], sœur de Charles, duc de Savoie, et tante maternelle du roi, et il avait constitué un douaire de cent mille ducats que le pape lui avait donnés. Comme les deux frères avaient préféré ce mariage à une autre alliance que le roi catholique leur avait proposée avec une de ses parentes de la maison de Cardona, François avait cru que c'avait été à sa considération et par l'envie de s'unir plus étroitement avec lui. Il se persuada encore que l'in-

(1) Il avait gagné une grande partie de cette somme au roi d'Angleterre, à la paume.

(2) Philiberte était sœur de Louise, mère de François I, mais d'un second lit. Louise était du premier et avait pour mère Marguerite de Bourbon; Philiberte était fille de Claudine de Brosse.

térêt de Julien était de s'attacher à la France, tant pour se mettre en état de soutenir la dépense convenable à sa nouvelle alliance que pour s'affermir dans le vicariat perpétuel des villes de Modène, Reggio, Parme et Plaisance que le pape lui avait donné depuis peu et dans lequel il ne pourrait se maintenir qu'avec peine après la mort de son frère sans une puissante protection; mais ces conjectures furent bientôt détruites par les démarches du pape. Léon accorda au roi d'Aragon une croisade sur l'Espagne pour deux ans; on assurait qu'elle procurerait plus d'un million de ducats à ce prince. D'ailleurs on sut que ce pontife avait de fréquentes conférences avec Albert de Carpi et Jérôme de Vic, ambassadeurs de l'empereur et du roi catholique; que ces ministres ne le quittaient presque pas et qu'ils paraissaient avoir part à toutes ses résolutions. En effet, quoique Léon reçût bien en apparence ceux qui le sollicitaient de la part du roi et qu'il les assurât qu'il avait les intentions les plus favorables, cependant il différait à se déclarer ouvertement, son dessein étant d'empêcher que le duché de Milan ne tombât entre les mains d'un prince étranger; mais le roi, qui voulait quelque chose de plus précis et connaître les véritables sentiments du pape, lui envoya de nouveaux ambassadeurs entre lesquels était Guillaume Budée[1], Parisien, le premier homme de son siècle dans la littérature grecque et latine. Antoine-Marie Palavicino, qui avait les bonnes graces du pape, suivit aussi cette ambassade; mais toutes ces tentatives furent inutiles, car dès le mois de juillet Léon était entré dans la ligue conclue pour la défense du Milanais. A la vérité il avait exigé qu'on ne publiât pas cette démarche, qu'il ne voulait divulguer que quand il aurait un prétexte pour la colorer et lorsque les circonstances l'y forceraient. Tantôt il demandait que le roi consentît à lui abandonner Parme et Plaisance; tantôt il faisait d'autres propositions, afin que les refus du roi l'autorisassent à soutenir qu'il ne s'était joint aux ennemis de la France que malgré lui et contre son inclination; tantôt enfin craignant que le roi ne lui accordât toutes ses demandes (car il n'osait rien proposer qui ne parût au moins convenable), il ne donnait que des réponses équivoques.

Si Léon employait l'artifice, on se servit contre lui des mêmes armes et il fut aussi trompé. Octavian Frégose, doge de Gênes, effrayé par les préparatifs de la France et ayant d'ailleurs autant à craindre de la part des confédérés et du penchant que le duc de Milan et les Suisses avaient pour ses ennemis, fit un traité secret avec le roi par l'entremise du duc de Bourbon[1]. Mais pendant la négociation et depuis le traité il ne cessa d'assurer la cour de Rome qu'il avait des vues entièrement opposées. Ses anciennes liaisons avec Julien, frère de Léon, dont le crédit l'avait élevé à la première dignité de Gênes, trompèrent si bien ce pontife qu'il empêcha le duc de Milan d'attaquer Gênes. Ce prince ayant eu vent de la négociation du doge avec la France avait déjà fait avancer à Novare quatre mille Suisses avec les Fiesque et les Adorne. Le traité portait que la ville et seigneurie de Gênes seraient rendues au roi avec le Castelletto; que Frégose, quittant le titre de doge, prendrait le nom de gouverneur perpétuel pour le roi et pourrait disposer des charges; que François lui donnerait cent lances, l'ordre de Saint-Michel et une pension durant sa vie; qu'on ne rebâtirait point la tour de Codifa, dont la proximité avait toujours causé de l'ombrage aux Génois; qu'on leur rendrait tous les priviléges abolis par Louis XII; que le roi donnerait un certain nombre de bénéfices à Frédéric, archevêque de Salerne, frère d'Octavian, et à Octavian même des places en Provence en cas qu'il fût forcé d'abandonner Gênes. Il ne fut pas difficile à Octavian de justifier sa démarche lorsqu'elle devint publique. En effet on n'ignorait pas ce qu'il avait à craindre de la part du duc de Milan et des Suisses; mais sa dissimulation à l'égard du pape, qui l'avait comblé de biens et à qui il avait promis de ne faire aucun traité sans son aveu, ne fut pas généralement approuvée. Il lui écrivit une longue lettre où il exposa toutes ses raisons; il l'assura qu'il avait été bien éloigné de vouloir blesser le res-

(1) Il était fils de Jean Budée, seigneur d'Yères, de Villers-sur-Marne et de Marly, grand-audiencier de France, et de Catherine le Picart. François I le fit maître des requêtes en 1522, et ce fut lui qui engagea ce prince à fonder le Collége royal. Il naquit en 1467 et mourut en 1540.

(1) Ce prince avait été fait, le 12 janvier 1515, connétable de France, charge vacante depuis la mort de Jean II, duc de Bourbon, arrivée le premier avril 1488.

pect qu'il lui devait comme au souverain pontife et manquer à la reconnaissance de tant de bienfaits; il finissait en disant qu'il lui serait difficile de se justifier auprès d'un simple particulier ou d'un prince peu instruit des maximes d'une prudente politique, mais qu'écrivant au souverain le plus habile de son siècle et qui savait ce qu'un prince pouvait et devait faire lorsque ses Etats étaient en danger ou qu'il se présentait un avantage considérable, il lui persuaderait sans peine qu'il n'avait pu agir autrement. Enfin, après tant de négociations et d'intrigues, on était sur le point d'en venir à l'exécution. Déjà le roi de France, qui s'était rendu à Lyon avec toute sa noblesse et les ducs de Lorraine[1] et de Gueldres, faisait marcher vers l'Italie la plus nombreuse et la plus belle armée qui depuis très long-temps eût passé les monts. Il n'avait rien à craindre pour ses frontières du côté de l'Espagne, car le roi d'Aragon qui, dans la crainte que l'orage n'allât fondre sur ses Etats, avait d'abord pourvu à la sûreté de ses frontières et uni à perpétuité le royaume de Navarre à la Castille pour engager ses sujets à le défendre avec plus d'ardeur, avait licencié toutes ses troupes dès qu'il avait été certain que le roi de France ne songeait qu'à l'Italie; ainsi ce prince, qui avait promis aux alliés de porter la guerre en France, ne se mit pas plus en peine de tenir sa parole que celles qu'il leur avait données les années précédentes.

CHAPITRE IV.

Descente des Suisses en Italie et leurs positions près de Suze. Le roi d'Angleterre dissuade le roi de France de passer en Italie. Passage de l'artillerie française à travers les Alpes, loin des Suisses. Marche des Français sur l'Italie. Prosper Colonna est fait prisonnier. Laurent de Médicis est nommé général des Florentins. Jules de Médicis nommé cardinal. Pavie se rend au roi de France. Il fait la paix avec les Suisses. Ses conditions et sa durée. Le roi François avec son armée à Marignan.

Le vice-roi de Naples, après avoir observé durant plusieurs mois une espèce de trève tacite avec les Vénitiens, s'était rendu dans le Vicentin pour s'approcher de leur armée qui occupait un poste avantageux à Olmi, près de Vicence; mais au bruit de la marche des Français il revint à Vérone pour aller, disait-il, au secours du Milanais. Le pape fit aussi défiler ses troupes et celles des Florentins vers la Lombardie, sous les ordres de son frère qu'il avait fait capitaine général de l'Église; elles étaient destinées à la défense du Milanais, comme Léon en était convenu avec les confédérés quelques jours auparavant. Néanmoins, usant encore de dissimulation, il insinuait aux ambassadeurs de France qu'il n'avait en vue que la sûreté de Plaisance, de Parme et de Reggio; il sut même les tromper avec tant de dextérité que le roi, comptant sur son alliance, leur envoya de Lyon les pouvoirs nécessaires pour conclure, à condition que Parme et Plaisance resteraient à l'Église jusqu'à ce que, retirant ces places, il en donnât un équivalent qui serait agréé du pape; mais l'événement fit voir que les démarches de Léon et du vice-roi en faveur du Milanais étaient inutiles, et que c'était une espèce de fatalité que le salut ou la perte de ce duché dépendît du bonheur ou du malheur des armes helvétiques. En effet les Suisses, malgré les lenteurs des alliés et le défaut d'argent, s'étaient assemblés en diligence et il en était déjà arrivé plus de vingt mille, dont la moitié s'avança vers les Alpes pour empêcher les Français de descendre dans les plaines de Lombardie. Leur marche donna beaucoup d'inquiétude au roi, qui sans cet obstacle se promettait une victoire presque certaine, attendu le nombre de ses troupes; il avait en effet deux mille cinq cents lances et quarante mille hommes d'infanterie, savoir : vingt-deux mille lansquenets commandés par le duc de Gueldres, dix mille Basques levés par Pierre Navarro, et huit mille Français, outre trois mille pionniers qu'on payait sur le pied de l'infanterie. On considéra dans le conseil de guerre qu'on ne pouvait se flatter de forcer des passages défendus par des soldats pleins de valeur, à moins de les accabler sous le nombre, mais que ce moyen n'était pas praticable, la situation du terrain ne permettant pas de s'étendre; que d'un côté la résistance serait opiniâtre et longue, et qu'on ne pourrait rien faire de considérable en peu de temps; que de l'autre il n'était pas possible de séjourner avec des troupes si nombreuses dans un pays stérile où tous les convois qui venaient de France, quelque abondants qu'ils fussent, ne suffisaient pas à la subsistance des troupes.

(1) Antoine, dont il est parlé ci-dessus.

Dans ces conjonctures on proposa différents avis; les uns voulaient qu'on évitât les ennemis et qu'on fît passer huit cents lances à Savone par la Provence, et qu'enfin Navarro s'y rendît par mer avec ses dix mille Basques; d'autres soutenaient au contraire que ce serait perdre un temps précieux, que d'ailleurs on affaiblirait par ce moyen l'armée et que c'était donner de la réputation aux armes des Suisses. Il fut enfin résolu que, sans s'éloigner beaucoup du chemin qu'on avait pris, on chercherait quelque passage négligé par les ennemis ou moins bien gardé que les autres, et que cependant Aimard de Prie[1], avec quatre cents lances et cinq mille hommes d'infanterie, prendrait la route de Gênes plutôt pour inquiéter Alexandrie et les autres villes situées au-delà du Pô que dans l'espérance d'une diversion.

On peut entrer en Italie, du côté de Lyon, par deux endroits, savoir : par le mont Cenis qui dépend de la Savoie, et par le mont Genèvre dans le Dauphiné, en allant de cette ville à Grenoble; le premier chemin est le plus court et le plus fréquenté. Néanmoins les armées françaises passaient ordinairement par le dernier, plus propre au transport de l'artillerie. Ces deux routes aboutissent à Suze, qui est à l'entrée de la plaine; les Suisses occupaient non-seulement ces défilés, mais encore les autres passages voisins, car pour ceux qui sont au-dessous vers la mer ils étaient si étroits et si escarpés qu'il paraissait impossible d'y faire passer le canon et la cavalerie. D'un autre côté Trivulce, chargé par le roi de trouver un passage et suivi par un grand nombre de pionniers et d'ingénieurs expérimentés, alla chercher un endroit qui ne fût point occupé par les Suisses. Pendant ce temps et en attendant qu'on choisît une route, l'armée resta en différents quartiers. La plus grande partie campa entre Grenoble et Briançon pour y attendre les convois, qui n'étaient pas encore arrivés.

A peine le roi était-il sorti de Lyon pour se mettre en marche qu'il arriva un exprès de la part du roi d'Angleterre. Il était chargé de presser vivement le roi de ne point passer en Italie pour ne pas troubler la paix de la chrétienté. Henri, alarmé de l'alliance de l'archiduc et de la France, qui depuis ne trouvait plus d'obstacles à ses desseins, avait changé tout d'un coup de sentiments à l'égard du nouveau roi. Il commençait même à prêter l'oreille aux ambassadeurs d'Espagne. Ces ministres lui représentaient sans cesse qu'il devait se défier de l'agrandissement de la France, et que François I, élevé dans la haine qui divisait les deux nations, ayant fait ses premières armes contre lui, ne pouvait qu'être l'ennemi des Anglais. Mais les plus pressants motifs du changement de Henri étaient la rivalité de gloire et la jalousie d'État. Il ne voyait qu'avec chagrin et se disait à lui-même que quoiqu'à son avénement au trône la paix régnât depuis long-temps en Angleterre et que son père eût laissé d'immenses trésors[1], il n'avait cependant osé faire la guerre à la France, alors sans appui, environnée de puissants ennemis et épuisée par des pertes continuelles, qu'après avoir fait des préparatifs extraordinaires, tandis que François I[2], plus jeune que lui, et qui venait à peine de monter sur un trône ébranlé par tant de revers, avait l'assurance de marcher, dès l'entrée de son règne, à une expédition où il aurait à combattre plusieurs puissances réunies; qu'avec le plus formidable appareil, après de grandes dépenses et dans l'occasion la plus favorable, il n'avait pu conquérir que la seule ville de Tournai, au lieu que si François réussissait comme il y avait assez d'apparence, le duché de Milan et une gloire immortelle seraient le fruit de cette victoire; que ce prince s'ouvrirait par ce succès un chemin à d'autres conquêtes, et que peut-être avant de sortir de l'Italie il soumettrait le royaume de Naples. Ainsi tourmenté par sa jalousie, il reçut facilement toutes les impressions que le roi catholique voulut lui donner au préjudice de la France contre qui sa haine se réveilla plus vive que jamais; mais comme il n'était pas en état d'empêcher à force ouverte l'entreprise de François, et qu'il voulait peut-être trouver quelque prétexte plausible de rupture, il se contenta d'envoyer à ce roi l'exprès dont nous avons parlé. Ce ministre tenta inutilement de persuader François I qui, continuant sa marche, se ren-

(1) Frère de René de Prie, cardinal, dont il est parlé ci-dessus. Il fut chambellan du roi et grand-maître des arbalétriers de France.

(1) Cela montait à dix-huit cent mille livres sterlings, ce qui fait quarante-cinq millions de francs, en comptant la livre sterling à vingt-cinq francs.

(2) François I avait quatre ans de moins qu'Henri VIII.

dit en Dauphiné, où il fut joint par les lansquenets appelés les *bandes noires;* elles étaient commandées par Robert de la Mark. Ces troupes, sorties de la Basse-Allemagne, se sont acquis en France une grande réputation de courage et de fidélité. Dans le même temps Trivulce fit dire au roi qu'il était possible de transporter l'artillerie par les Alpes Maritimes et Cottiennes qui conduisent dans le marquisat de Saluces; qu'à la vérité le chemin était fort rude, mais qu'avec des pionniers et des machines on viendrait à bout d'y passer; que comme il n'y avait aucune garde de ce côté-là, ni sur les montagnes, ni à la tête des vallées, il était plus à propos de prendre cette route, où l'on n'aurait à surmonter que les difficultés du terrain et la fatigue, que d'aller heurter de front des troupes qu'une valeur opiniâtre rendait redoutables et qui étaient déterminées à vaincre ou à périr; qu'enfin ce dernier parti était d'autant plus dangereux que si l'on ne réussissait pas d'abord il ne serait pas possible de faire subsister les troupes dans un pays stérile et désert, où l'on ne pouvait faire venir assez de vivres pour une si nombreuse armée; cet avis passa en effet sans aucune opposition. Dès que cette résolution fut prise, on commença à voiturer l'artillerie qu'on avait fait arrêter dans un lieu d'où il était facile de la conduire du côté qu'on jugerait le plus convenable. Trivulce, comme on vient de le dire, avait mandé au roi que le transport du canon ne serait pas aisé, mais la chose fut encore plus difficile à exécuter qu'il ne l'avait prévu. Il fallut d'abord grimper sur des montagnes où il n'y avait aucun sentier ouvert, et l'on fut obligé de faire un chemin pour l'artillerie, d'élargir souvent le terrain et de l'aplanir lorsqu'on se trouvait arrêté. Du sommet de ces montagnes on apercevait avec horreur des précipices profonds dans ces vallées que l'Argentière arrose. Le chemin était si rude que souvent les chevaux, quoique en grand nombre, ne pouvait traîner le canon, et que les artilleurs tentaient inutilement de le soutenir à force d'épaules. On fut donc obligé plusieurs fois de lier les pièces avec des câbles pour les descendre à la main; ce fut l'infanterie qui se chargea de ce pénible travail. Après avoir vaincu toutes ces difficutés, les mêmes obstacles se présentèrent, et l'on trouva encore d'autres montagnes aussi raides et aussi escarpées. Enfin, après cinq jours de marche, l'artillerie descendit dans la plaine du marquisat de Saluces, en-deçà des monts. Ce passage fut d'autant plus heureux que les Français auraient échoué dans leur entreprise pour peu qu'ils eussent trouvé de résistance de la part des ennemis, mais surtout si les neiges dont ces montagnes sont couvertes presque toute l'année n'eussent pas été fondues par les chaleurs du mois d'août. Mais comme on n'avait jamais imaginé qu'on pût seulement penser à transporter de l'artillerie par ces montagnes, les Suisses postés à Suze ne songèrent qu'à garder les passages du mont Cenis, du mont Genèvre et des autres montagnes voisines. Les gens d'armes et l'infanterie passèrent en même temps, les uns par le même chemin, les autres par le pas de *la Dragonière* ou par les hauteurs de Roque-Sparvière et de Coni, passage plus bas du côté de la Provence. La Palice[1], qui avait pris cette dernière route, y trouva l'occasion d'acquérir beaucoup de gloire. Ayant appris que Prosper Colonna, avec la compagnie qu'il commandait, était à Villefranche, place à sept milles de Saluces, et moins connue par elle-même que par la proximité de la source du Pô, il partit de Singlare avec quatre escadrons de cavalerie, et ayant fait une longue marche sous la conduite de quelques paysans, il parut tout d'un coup à Villefranche. Prosper y était dans une entière sécurité, s'imaginant que les Français étaient encore éloignés et ne les croyant pas capables d'une activité si contraire à sa lenteur naturelle. On dit que son dessein était d'aller joindre les Suisses ce jour-là même; mais quoi qu'il en soit, il est certain qu'il était à table lorsque les Français arrivèrent et qu'ils avaient investi la maison où il était avant qu'il s'en fût aperçu, car la Palice, pour ne pas le manquer, avait eu la précaution de faire avertir en secret les habitants qui de leur côté avaient enlevé les sentinelles. Ainsi Prosper Colonna, ce capitaine si célèbre, et qui devait être d'un grand poids dans la guerre présente à cause de son crédit dans le Milanais, fut fait prisonnier le 15 août, d'une manière peu digne de sa réputation. Pierre Margano, Romain, fut pris avec lui; une partie de sa com-

(1) Le roi venait de lui donner le bâton de maréchal de France, pour le dédommager de la charge de grand-maître dont il s'était démis.

pagnie eut le même sort, et le reste ayant pris la fuite au premier bruit se dispersa de différents côtés.

Le passage des Français et la prison de Prosper Colonna changèrent la face des affaires et les dispositions des différentes puissances. Léon s'était flatté que les Suisses empêcheraient le roi de France de passer les monts, et il comptait beaucoup sur l'expérience de Prosper; mais déconcerté par deux événements si contraires à ses vues, il écrivit à Laurent de Médicis son neveu, capitaine général des Florentins, qui commandait l'armée de l'Église en Lombardie, en l'absence de Julien que la fièvre retenait à Florence, de ne rien entreprendre et de temporiser. Laurent suivit ces ordres et profita de ce temps pour reprendre le château de Rubiera, dont Guy Rangoni s'était emparé. Cette place lui fut rendue à composition et moyennant deux mille ducats que reçut Rangoni; cette expédition lui fit passer plusieurs jours dans le territoire de Modène et de Reggio. Outre cette première précaution, Léon mit encore en usage ses artifices ordinaires, et fit partir secrètement Cintio, l'un de ses officiers, pour justifier sa conduite auprès du roi et pour entamer par la médiation du duc de Savoie une négociation qui pût lui servir dans la suite, s'il n'était pas possible de défendre le Milanais.

Mais il s'en fallut peu que le cardinal de Bibbiena et quelques autres qui préféraient leurs vues particulières aux intérêts du pape ne le précipitassent dans une fausse démarche. Ils lui représentèrent qu'il était à craindre que les heureux succès du roi de France ne rendissent le courage au duc de Ferrare et aux Bentivoglio, et ne les engageassent à attaquer d'un côté Modène et Reggio, et de l'autre la ville de Bologne; que peut-être même ils auraient l'appui de la France dans cette entreprise; que dans ce cas, il serait impossible de résister à tant d'ennemis, et qu'ainsi il devait les prévenir par ses bienfaits et s'assurer de leurs secours et de leur fidélité par le rétablissement des uns à Bologne et par la restitution de Modène et Reggio en faveur de l'autre. Ces conseils eussent été bientôt suivis de l'exécution, si le cardinal Jules de Médicis, que Léon avait envoyé à Bologne en qualité de légat pour y maintenir son autorité dans les troubles présents et pour aider de ses conseils Laurent qui était encore jeune, n'eût été d'un avis contraire. Médicis comprit d'abord que cette démarche serait aussi préjudiciable à la gloire du pape que la réunion de ces places avait été glorieuse à son prédécesseur; que lui-même enfin rendrait odieuse la mémoire de sa légation s'il la commençait par remettre Bologne, l'une des plus célèbres villes de l'État ecclésiastique, au pouvoir de ses anciens tyrans, et qui s'était si hautement déclarée pour le Saint-Siége. Il vint à bout de faire prendre au pape un parti plus sage et plus digne de lui.

Léon X, dès les premiers mois de son pontificat, avait élevé Jules au cardinalat, quoiqu'il fût bâtard; ce pape suivit en cela l'exemple d'Alexandre VI, mais il ne l'imita pas en tout. Alexandre, en donnant le chapeau à César Borgia, son fils, fit déposer par des témoins qu'au temps de la naissance de César, sa mère avait un mari, et le fait était véritable; il en avait conclu que suivant les lois César devait être regardé comme légitime et non comme adultérin. A l'égard de Jules, les témoins assurèrent que sa mère, jeune encore et n'étant liée par aucun engagement, avait été séduite par la promesse secrète que Julien de Médicis lui fit de l'épouser, ce qui était absolument faux. Le succès des armes de la France fut aussi cause que le vice-roi tint une conduite si différente de celle qu'il s'était proposée. Il n'avait pu, à la vérité, jusqu'alors sortir de Vérone, tant parce qu'il n'était pas possible de faire marcher ses troupes sans les payer que parce qu'il attendait des recrues que l'empereur qui était à Inspruck devait lui envoyer pour la défense de Vérone et de Brescia; mais ces difficultés levées, il avait été arrêté qu'il se mettrait en campagne, au lieu que sur la nouvelle de l'irruption des Français il prit le parti de temporiser, et de voir avant d'agir quel serait le sort du Milanais.

Les Suisses même furent frappés de ce que le roi avait passé les monts. Ils se retirèrent d'abord à Pignerol; ayant eu ensuite avis que l'armée française s'assemblait à Turin, ils allèrent à Civas. Cette ville ayant refusé de leur fournir des vivres, ils la prirent et la pillèrent aussi bien que Verceil, presque sous les yeux du roi de France qui était à Turin. Enfin s'étant arrêtés à Novare, ceux d'entre eux à qui il restait encore quelque inclination pour la

France prirent occasion du mauvais état de leurs affaires pour faire paraître ces sentiments, et la négociation fût entamée.

Cependant les troupes françaises, qui avaient pris le chemin de Gênes, et que quarante mille hommes de pied qu'Octavian Frégose faisait payer par les Génois avaient jointes, se saisirent d'abord de Castellaccio, entrèrent ensuite dans Alexandrie et dans Tortone où il n'y avait point de garnison, et soumirent enfin tout le pays qui est en-deçà du Pô. Le roi de son côté s'avança à Verceil, où il apprit que le pape s'était déclaré contre lui, et ce fut le duc de Savoie qui le lui fit savoir de la part de Léon même. François en conçut un violent chagrin contre ce pontife; maître néanmoins de son ressentiment et pour ne pas aigrir davantage le pape, il fit publier dans son camp et dans Alexandrie d'expresses défenses de commettre la plus légère hostilité dans les Etats de l'Eglise.

Il s'arrêta plusieurs jours à Verceil pour voir quelle serait l'issue de la négociation avec les Suisses. Quoiqu'ils l'eussent toujours continuée, ils ne laissaient pas de faire des démarches tout-à-fait opposées; car s'étant mutinés à Novare sous prétexte que l'argent promis par le roi d'Aragon n'arrivait pas, et ayant enlevé par force les sommes que le pape avait envoyées, ils sortirent de cette ville comme des furieux pour repasser en Suisse, ce que plusieurs d'entre eux souhaitaient pour mettre en sûreté le butin qu'ils avaient fait depuis trois mois de séjour en Italie. Mais à peine furent-ils hors des portes de cette ville que l'argent du roi d'Aragon arriva; après s'en être saisis, ils sentirent toute la honte dont cette violence allait les couvrir; et revenant à eux-mêmes, ils remirent ces deux sommes entre les mains des commissaires pour être payés à l'ordinaire. Ils allèrent ensuite à Galera pour y attendre vingt mille autres Suisses que l'on disait être en marche, et le cardinal de Sion en mena trois mille à Pavie pour la défense de cette place.

Le roi de France s'était flatté de regagner les Suisses et de traiter avec eux; mais leur conduite ayant diminué ces espérances, il partit de Verceil pour marcher contre Milan, après avoir laissé dans la première de ces deux villes le duc de Savoie, le bâtard[1], frère de ce duc, Lautrec, et le général de Milan[1], pour suivre la négociation avec les Suisses. Après que ces derniers furent sortis de Novare, cette ville ayant capitulé, les Français firent le siége de la citadelle; Pavie ouvrit aussi ses portes, et le roi passa ensuite le Tésin.

Trivulce s'avança le même jour avec un détachement jusqu'à San-Cristofano, près de Milan, et de là au faubourg de cette ville du côté de la porte Ticinese, espérant que la ville, où il n'y avait point de garnison, lui ouvrirait ses portes. D'ailleurs il avait reçu des avis que les habitants, lassés des exactions des Suisses et des Espagnols, soupiraient après la domination française; mais la crainte de la férocité des premiers et la mémoire encore récente du traitement qu'ils en avaient reçu l'année dernière après la journée de Novare, lorsque Milan se déclara pour le roi de France, leur firent prendre la résolution d'attendre des événements plus décisifs. Ainsi ils firent prier Trivulce de ne pas passer plus avant; et le lendemain ils envoyèrent des députés à Bufaloro, où le roi était, pour le supplier de se contenter de leur bonne volonté. Ces députés lui représentèrent qu'ils étaient entièrement dévoués à ses intérêts et prêts à lui fournir des vivres, mais qu'ils ne pouvaient actuellement se déclarer plus ouvertement; qu'en effet une démarche plus positive lui serait inutile, et qu'il n'en tirerait pas plus de fruit que de celle qu'ils avaient faite l'année précédente en faveur de Louis XII, démarche qui avait été pour eux la source de mille maux; que dès qu'il aurait triomphé de ses ennemis Milan s'empresserait à le recevoir. François avait d'abord témoigné quelque ressentiment de ce qu'ils n'avaient pas reçu d'abord Trivulce; mais, touché de ces motifs, il traita les députés avec bonté et leur accorda ce qu'ils demandaient.

Ce prince fit ensuite marcher l'armée à Biagrassa. Pendant qu'il y était, le duc de Savoie, après avoir conféré avec vingt députés des

(1) René de Savoie, comte de Villars et de Tende, fils naturel du duc Philippe. Il eut de grands établissements en France, par le moyen de Louise de Savoie, sa sœur, mère de François I. Il fut chevalier de l'ordre de Saint-Michel, grand-maître de France, sénéchal et gouverneur de Provence. Il mourut en 1525 des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Pavie où il fut fait prisonnier.

(1) On croit que c'était Thomas Bohier, dont il est parlé ci-dessus et dans la suite sous le nom de *général de Normandie*.

Suisses à Verceil, se rendit à Galera, suivi du bâtard et des autres ministres français, et il y conclut au nom du roi un traité avec les Cantons. Ce traité portait : qu'il y aurait alliance entre eux et le roi durant la vie de ce prince et dix ans après sa mort ; que les Suisses et les Grisons rendraient les vallées dépendantes du Milanais dont ils s'étaient emparés ; qu'ils n'exigeraient plus à l'avenir de ce duché la pension annuelle de quarante mille ducats qu'ils en avaient reçue ; que le roi donnerait à Maximilien Sforze le duché de Nemours, une pension de douze mille francs, cinquante lances à commander, et lui ferait épouser une princesse du sang royal ; qu'il paierait désormais aux Suisses la pension de quarante mille livres qu'ils recevaient autrefois de la couronne de France, et qu'il donnerait la solde de trois mois à toutes les troupes de cette nation qui étaient actuellement en Lombardie ou en chemin pour s'y rendre ; qu'il paierait aux Cantons, dans certains termes, les six cent mille écus promis par le traité de Dijon, et trois cent mille autres pour l'équivalent des vallées qu'ils devaient rendre ; et qu'enfin il aurait toujours quatre mille Suisses à sa solde. Le pape fut compris de part et d'autre dans le traité, à condition qu'il rendrait Parme et Plaisance. L'empereur, le duc de Savoie et le marquis de Montferrat y furent aussi nommés ; mais il n'y fut fait aucune mention du roi catholique, des Vénitiens et des autres princes d'Italie.

Mais à peine le traité eut-il été signé par les Suisses qu'ils le rompirent par l'opiniâtreté de leurs compatriotes qui arrivèrent sur ces entrefaites. Ces derniers, fiers de leurs victoires précédentes et prétendant faire autant de butin qu'ils en voyaient à leurs compagnons, témoignèrent beaucoup d'éloignement pour la paix. Voulant donc empêcher l'effet du traité, ils s'opposèrent à la restitution des vallées, sans que ceux-ci pussent les détourner de cette résolution. Ils s'avancèrent même au nombre de trente-cinq mille jusqu'à Monza pour se jeter dans les faubourgs de Milan. Albert Petra[1], fameux capitaine de cette nation, indigné de leur procédé, se retira en Suisse avec plusieurs compagnies par le chemin de Côme, que le roi avait laissé libre exprès. Cette rupture inopinée fit renaître la confusion en Italie et augmenta l'incertitude des événements. De nouvelles armées s'approchèrent du Milanais ; le vice-roi de Naples ayant laissé Marc-Antoine Colonna avec cent gens d'armes, soixante chevau-légers et deux mille lansquenets à Vérone, et douze cents à Bresse, se mit enfin en marche et se rendit sur les bords du Pô dans le voisinage de Plaisance, prêt à passer ce fleuve. Ce général était à la tête de sept cents lances, de six cents chevau-légers et de six mille hommes d'infanterie. D'un autre côté, dès que Laurent de Médicis, qui avait trouvé avec adresse un prétexte de séjourner plusieurs jours à Parme, vit les Espagnols en mouvement, il s'avança vers Plaisance avec son armée, qui consistait en sept cents gens d'armes, huit cents chevau-légers et quatre mille hommes de pied ; il avait fourni aux Suisses, durant la négociation, quatre cents chevau-légers commandés par Muzio Colonna et par Ludovic[1], comte de Pitigliano. Colonna était au service du pape et Ludovic à la solde des Florentins. Médicis ne leur avait envoyé cette cavalerie dont ils avaient besoin pour recouvrer des vivres, qu'après en avoir été prié. En faisant cette démarche il avait moins eu en vue de concourir à l'avantage de la ligue que de ne pas irriter les Suisses, qui, s'il les eût refusés, n'auraient pas compris le pape dans le traité qu'ils négociaient avec la France.

Barthélemi d'Alviano, qui avait promis au roi d'arrêter les Espagnols par une puissante diversion, n'eut pas plus tôt appris que le vice-roi avait quitté Vérone qu'il partit du Polésine de Rovigo à la tête de neuf cents gens d'armes, quatorze cents chevau-légers, neuf mille hommes d'infanterie et une assez nombreuse artillerie, traversa l'Adige, et, côtoyant le Pô, parut à la vue de Crémone. Il faisait gloire de son activité, talent militaire que les capitaines de notre siècle semblent négliger, et il se comparait par cet endroit à Claudius Néron, qui s'est rendu si fameux par la marche qu'il fit avec une partie de l'armée romaine pour aller combattre Asdrubal sur le fleuve Metauro.

Ces différents mouvements rendaient le sort de cette guerre plus incertain que jamais ; d'un

(1) Probablement Stein qu'on aura traduit. Le second chef était J. d'Erbach, appelé par Botta et les écrivains italiens Despachio.

(1) Ludovic Orsino ; il était fils de Nicolas Orsino, comte de Pitigliano, dont on a vu la mort ci-dessus.

autre côté le roi de France, qui était aux environs de Milan avec une armée nombreuse et fournie de toutes les munitions nécessaires, s'avançait vers Marignan pour faciliter sa jonction avec le général vénitien et empêcher en même temps les troupes du pape et les Espagnols de joindre l'armée des Suisses. De l'autre on voyait aussi dans le voisinage de cette ville trente-cinq mille Suisses, nation redoutable et jusqu'alors invincible aux Français; le vice-roi, campé tout près de Plaisance sur le chemin de Lodi, pouvait passer le Pô quand il voudrait; il était disposé à joindre les Suisses tandis que Laurent de Médicis, qui était dans cette première ville avec les troupes du pape et des Florentins, se préparait à grossir l'armée des Espagnols; enfin d'Alviano, que sa valeur et son activité rendaient redoutable, était dans le territoire de Crémone presque sur les rives du Pô, avec l'armée vénitienne, dans le dessein de secourir les Français soit par une jonction, soit par une diversion. Cependant la ville de Lodi, située entre Milan et Plaisance à une égale distance de ces deux places, était sans défense. Renzo de Ceri, qui l'avait prise et pillée pour les Vénitiens, ayant eu quelques démêlés avec d'Alviano, avait quitté leur service et s'était mis à la solde du pape avec deux cents lances et autant de chevau-légers, après avoir obtenu son congé du sénat plutôt par menaces qu'autrement. Comme les soldats qu'il avait à Padoue ne pouvaient le venir joindre si tôt parce qu'ils étaient retenus par les Vénitiens, il sortit de Lodi pour aller faire des recrues et rendre ses compagnies complètes. Cependant le cardinal de Sion, craignant d'être la victime du traité des Suisses avec le roi de France et effrayé de voir que Milan penchait en faveur des Français, s'était d'abord réfugié à Plaisance avec mille Suisses et une partie des troupes du duc de Milan. Il s'était rendu ensuite à Vérone[1] afin de presser la marche du vice-roi, et prenant le chemin de Milan avant que l'armée française l'eût fermé, il laissa quelques soldats à Lodi; mais ils l'abandonnèrent dès qu'ils surent le roi à Marignan.

(1) Il y a *Crémone* dans l'original, même dans l'édition de Botta, mais c'est une erreur.

CHAPITRE V.

L'armée espagnole et les troupes de l'Église passent le Pô. Le cardinal de Sion exhorte les Suisses à combattre contre les Français à Marignan. Bataille de Marignan. Belle résistance des Français. Les Suisses sont battus et se retirent en bon ordre. Milan se livre au roi de France. Maximilien Sforze se retire dans la citadelle. Alliance entre Léon X et le roi François. Navarro mine la citadelle de Milan qui se rend aux Français. Maximilien va en France. Ambassadeurs de Venise envoyés à François. Mort d'Alviano. Trivulce lui succède dans le commandement de l'armée vénitienne.

Pendant que le vice-roi s'arrêtait sur les bords du Pô, et avant que Laurent de Médicis se fût rendu à Plaisance, les Suisses enlevèrent Cintio, que le pape envoyait au roi de France, et surprirent les brefs et les lettres de créance dont il était porteur. Le vice-roi, par respect pour le pape, rendit aussitôt la liberté au prisonnier, mais la connaissance de cette intrigue lui fit craindre que les troupes de l'Eglise ne voulussent pas se joindre à lui quand il aurait passé le Pô. Ces défiances avaient d'autant plus de fondement qu'il apprit dans le même temps que Laurent de Médicis avait aussi député en secret vers le roi. En effet Laurent, soit de son propre mouvement, soit par ordre de son oncle, avait fait faire des excuses à ce prince de ce que, forcé d'obéir au pape, il se trouvait à la tête d'une armée qui devait combattre contre les Français, et il l'avait fait assurer en même temps qu'il ne négligerait rien de ce qui pourrait le convaincre qu'il avait cherché et qu'il chercherait encore à gagner ses bonnes graces et à le servir, pourvu qu'il pût le faire sans s'attirer la colère de Léon et sans se déshonorer lui-même.

Laurent de Médicis se rendit le même jour à Plaisance et tint avec le vice-roi un conseil de guerre où ils délibérèrent s'ils passeraient ensemble le Pô pour se joindre aux Suisses. D'un autre côté on représenta qu'il était facile de s'emparer de Lodi; qu'à la faveur de cette place on empêcherait que d'Alviano ne joignît l'armée française, tandis qu'on se mettrait à portée d'aller joindre les Suisses vers Milan ou d'en être joint à Lodi; que si les Français étaient, comme on le disait, dans le dessein de se poster entre ces deux villes ou qu'ils y fussent déjà, ils seraient contenus par la crainte des armées qu'ils auraient derrière eux, et que peut-être on trouverait un moyen facile de joindre les Suisses; que toute la difficulté ne

consistait alors qu'à prendre un chemin à la vérité un peu plus long; que cette jonction était non-seulement utile, mais encore nécessaire, soit pour empêcher ces derniers de renouer avec les Français, soit pour les soutenir dans un temps où ils n'avaient point de cavalerie à opposer à une armée si considérable; que l'honneur du pape et du roi catholique exigeait cette démarche, le traité de la ligue les obligeant l'un et l'autre à secourir le Milanais, et d'ailleurs étant liés par tant de paroles données aux Suisses, qui, si on leur manquait, allaient devenir des ennemis irréconciliables; qu'enfin la sûreté des États du pape et du roi d'Aragon le demandait aussi, parce qu'en effet la défaite des Suisses ou leur réconciliation avec la France ôterait à l'Italie toute espérance de secours, et qu'alors les Français pourraient s'avancer sans obstacle jusqu'aux portes de Rome.

Ceux qui n'étaient pas d'avis qu'on passât le Pô apportèrent plusieurs raisons pour appuyer leur opposition. Ils disaient surtout qu'il ne fallait pas se flatter que le roi eût négligé d'envoyer des troupes à Lodi, qu'ainsi ils seraient obligés à une retraite honteuse et qui peut-être ne serait pas sans danger, les Français et les Vénitiens pouvant les attaquer en même temps; qu'il serait impossible de repasser le fleuve sans désordre et avec assez de promptitude pour éviter l'ennemi; que le passage du Pô pourrait peut-être se tenter si l'on avait lieu d'en attendre un avantage égal au danger qui devait le suivre, mais que quand on serait dans Lodi on ne trouverait pas plus de facilité pour la jonction qu'auparavant; qu'en effet une armée puissante étant postée entre Milan et cette place, il leur serait aussi difficile de joindre les Suisses qu'il le serait aux Suisses de les joindre eux-mêmes; qu'enfin une pareille démarche mettrait toutes les forces de l'Eglise et de l'Espagne, et par conséquent la sûreté des Etats de ces puissances, à la discrétion d'une troupe de furieux qui en venaient souvent aux plus grandes extrémités et dont une partie avait traité avec la France, tandis que l'autre, qui désapprouvait la paix, n'était pas bien d'accord avec elle-même. Malgré de si pressantes raisons, le conseil de guerre fixa le passage du Pô au lendemain. On résolut de ne se charger d'aucun bagage et on pourvut à la sûreté de Parme et de Plaisance par de fortes garnisons; mais le vice-roi et Médicis étaient bien éloignés de penser sérieusement à passer ce fleuve. L'un et l'autre ne songeaient qu'à sauver les apparences en feignant de le vouloir, à justifier sa conduite aux dépens de son allié et à se dérober au péril. Le vice-roi, plein de méfiance depuis qu'il avait intercepté les dépêches de Cintio, et connaissant les artifices du pape, était persuadé que Laurent avait ordre de ne pas avancer plus loin; et Laurent de son côté, voyant que le vice-roi ne se hasardait qu'avec peine, jugeait aussi qu'il n'avait pas intention de passer le fleuve. Il était plus de midi lorsque les Espagnols commencèrent à défiler sur le pont. Médicis devait les suivre avec ses troupes, mais le passage des premiers ayant duré jusqu'à la nuit, le général italien prit ce prétexte pour remettre la chose au lendemain; il se tint néanmoins dans son poste, et le vice-roi même ayant été informé par un détachement de quatre cents chevau-légers de l'une et de l'autre armée qu'on avait envoyés à la découverte que cent lances françaises étaient entrées la veille à Lodi, il repassa la rivière; ensuite les deux armées rentrèrent dans leurs premiers quartiers; ainsi d'Alviano s'avança sans obstacle jusqu'à Lodi.

Dans le même temps le roi de France quitta Marignan pour aller à San-Donato, et les Suisses se retirèrent à Milan; les uns voulant la paix, les autres la guerre, ils tinrent conseil plusieurs fois; mais enfin le cardinal de Sion les ayant assemblés les exhorta avec beaucoup de véhémence à marcher à l'instant contre le roi de France sans craindre sa cavalerie ni ses canons. « Quoi ! leur dit-il, un ennemi cent fois vaincu nous ravira dans un seul jour le fruit de plusieurs années de travaux et de péril, et nous verrons lâchement flétrir une gloire que nous avons achetée de tout notre sang? Mais encore quel est cet ennemi si redoutable? Ne sont-ce pas ces mêmes Français qui ont toujours triomphé quand nous combattions dans leurs rangs, qui ont été vaincus par tout le monde depuis que nous les avons abandonnés? N'est-ce pas cette même nation dont une poignée de Suisses tailla l'armée en pièces l'année précédente à Novare? Effrayée de notre courage et confuse de sa propre lâcheté, elle a été forcée de nous combler d'éloges. En effet la gloire que vous avez acquise sous les

drapeaux des Français est beaucoup augmentée depuis que vous combattez contre eux. Le petit nombre de Suisses qui vainquit les Français n'avait ni cavalerie ni canon. Ces braves soldats étaient à la veille de recevoir un secours considérable; mais dédaignant de l'attendre et animés par l'intrépide Mottin, qui sera toujours l'honneur du nom helvétique, ils marchèrent contre le camp des ennemis, ils bravèrent le feu de leur artillerie, dont ils se saisirent; ils les renversèrent, et le carnage des lansquenets fut si grand que les vainqueurs s'en lassèrent. Ces mêmes ennemis oseront-ils seulement attendre aujourd'hui une armée de quarante mille Suisses, capable d'affronter toutes les autres nations réunies? Non, vous les verrez fuir au seul bruit de votre approche, car c'est moins leur courage que vos divisions qui leur inspire la hardiesse de venir si près de Milan. Ne croyez pas que la présence de leur roi puisse les rassurer; au contraire, il leur donnera lui-même l'exemple de la fuite pour conserver sa couronne et sa vie.

« Mais si vous n'osez attaquer les Français avec une armée si nombreuse, c'est-à-dire avec toutes les forces de la Suisse, comment pourrez-vous donc vous défendre vous-mêmes? Pourquoi sommes-nous en Lombardie et si près de Milan, si nous craignons le combat? Une lâche crainte sera donc le fruit de ces fières menaces qui faisaient craindre à la Bourgogne une irruption de votre part? Souvenez-vous de la joie que vous causèrent et le traité de la France avec l'Angleterre et les favorables dispositions du pape pour Louis XII; vous ne vîtes alors dans le plus grand nombre d'ennemis qui menaçaient le Milanais qu'une matière plus abondante à votre gloire. Ah! si nous devions montrer aujourd'hui si peu de courage, c'est un malheur pour nous d'avoir remporté depuis peu tant de victoires et d'avoir affranchi l'Italie du joug des Français. Il valait mieux nous contenter de notre ancienne gloire que d'en acquérir une nouvelle pour tromper aujourd'hui l'attente du monde entier. Ce jour va décider si c'est la fortune ou la valeur qui nous donna la victoire à Novare. Marchez donc à l'ennemi pour apprendre à l'univers ce qu'il en doit penser; si notre courage est aussi heureux qu'à Novare, comme je n'en doute pas, nous enlèverons les suffrages de nos contemporains et même de la postérité, à qui nous ferons oublier les Romains. En effet, on ne voit pas dans leur histoire que ces vainqueurs du monde aient jamais osé combattre un ennemi aussi supérieur à eux que le fut l'armée française aux Suisses devant Novare. On lira avec étonnement qu'avec peu de troupes, sans cavalerie et sans canon, nous avons taillé en pièces près de cette ville une nombreuse armée pourvue de toutes les munitions nécessaires et commandée par les deux plus illustres généraux[1] que la France et l'Italie pussent nous opposer. La postérité ne sera pas moins frappée du récit de la victoire que vous allez remporter à San-Donato sur des ennemis qui ont à notre égard autant d'avantages que les vaincus en eurent à Novare sur les vainqueurs, et d'ailleurs commandés par le roi de France en personne. On ne pourra qu'admirer notre mépris pour ce grand nombre de lansquenets, qui n'aura été pour nous qu'une occasion favorable d'exterminer cette milice ennemie et de les mettre hors d'état de disputer la gloire des armes à la nation helvétique.

« Je n'ai aucune assurance de la jonction des troupes du pape et de l'Espagne; je la crois même impossible par plusieurs raisons. Ainsi quel est donc notre but de les attendre? serait-ce parce que nous croyons leur appui nécessaire? Félicitons-nous plutôt des obstacles qui nous empêchent de partager avec autrui l'honneur et le fruit de la victoire. Mottin craignit d'en faire part à des troupes de sa nation; et nous, compagnons, nous pourrions aujourd'hui compter assez peu sur notre courage pour vouloir associer des étrangers à notre triomphe. Enfin, si l'honneur de la nation et l'état de nos affaires ne veulent point de délai, marchons à l'instant contre les Français. La délibération est le partage de la timidité, mais la vue de l'ennemi doit être le signal du combat pour des hommes tels que vous. Armez-vous donc, et allez combattre sous les auspices du ciel, qui poursuit l'orgueil des Français; allez assouvir votre juste haine dans le sang de ces faibles ennemis, dont l'ambition menace le monde entier, mais que leur lâcheté livre à ceux qui leur opposent la moindre résistance. »

A peine le cardinal eut-il cessé de parler que les Suisses, prenant aussitôt leurs armes avec

(1) La Tremoille et Jean-Jacques Trivulce.

furie, sortent par la porte Romaine, se mettent en bataille, et quoique le jour fût déjà avancé, marchent au camp de l'ennemi avec de si grands cris de joie qu'on les eût crus déjà vainqueurs. Les officiers excitent les soldats à se hâter; l'armée entière s'écrie que l'on n'a qu'à donner le signal dès qu'elle sera à la vue des retranchements français; qu'elle veut couvrir la terre de morts ce jour-là même, et exterminer pour toujours l'infanterie allemande, mais surtout ces compagnies à qui leurs enseignes noires présageaient en quelque façon leur propre désastre. Cependant ils arrivent à la vue du camp français deux heures avant la nuit, et marchant avec furie contre les retranchements et l'artillerie, ils enfoncent les premiers bataillons et s'emparent d'une partie du canon [1]. Mais la cavalerie étant accourue dans cet endroit avec une grande partie de l'armée, et le roi même s'y étant rendu à la tête d'un escadron de gentilshommes, il arrêta ce premier effort. Le combat, devenu furieux, dura bien avant dans la nuit avec une vicissitude égale de part et d'autre. La gendarmerie française souffrit beaucoup dans ce choc; plusieurs officiers y périrent, et le roi même reçut plusieurs coups dans ses armes. Mais enfin les combattants, laissant tomber leurs armes de lassitude, se séparèrent d'eux-mêmes sans attendre l'ordre des généraux. Les Suisses, à qui le cardinal de Sion fit apporter des vivres de Milan, restèrent sur le champ de bataille en attendant le jour, et il ne se fit pendant la nuit aucun mouvement, comme si l'on fût convenu d'une trève. L'heureux succès de la première attaque des Suisses fut cause que l'on répandit dans toute l'Italie le bruit de la déroute des Français; cependant le roi, connaissant la grandeur du péril, ne laissa pas passer inutilement le reste de la nuit; il l'employa à placer son artillerie dans des lieux convenables, à rallier sa cavalerie, et à mettre en bataille ses lansquenets et ses Gascons; le jour parut, et les Suisses qui, loin de redouter l'armée française, auraient méprisé toutes les forces de l'Italie jointes ensemble, recommencèrent le combat avec la même furie que la veille, mais avec quelque désordre. Ils furent reçus avec beaucoup d'intrépidité et d'ordre. Cependant l'artillerie française et les traits des troupes gasconnes éclaircissaient les bataillons suisses, et la cavalerie venant à les charger en même temps, ils se virent attaqués de front et en flanc.

Sur ces entrefaites, d'Alviano arriva dans la plus grande chaleur du combat; averti durant la nuit par ordre du roi, il s'était mis en marche sur-le-champ avec ses chevau-légers et avec tout ce qu'il avait de troupes en état de forcer une marche; le reste de l'armée suivait par pelotons. En arrivant il tomba brusquement sur les Suisses qu'il prit en queue; malgré ce surcroît d'ennemis, ils se soutinrent encore long-temps avec le même courage. Enfin, pressés de tous côtés, voyant d'ailleurs que toute l'armée vénitienne allait arriver, et n'espérant plus vaincre, ils battirent la retraite, emportant leur artillerie sur leurs épaules; ils quittèrent le champ de bataille sans désordre et sans confusion, et marchèrent du côté de Milan à pas lents, et avec tant de fermeté et d'audace que les Français étonnés n'osèrent les poursuivre; cependant, deux compagnies de Suisses qui s'étaient réfugiées dans un village où les chevau-légers des Vénitiens mirent le feu périrent dans l'incendie; mais tout le reste de leur armée rentra dans Milan en bon ordre, avec autant de fierté sur le visage et de feu dans les yeux qu'ils en avaient en allant au combat; on dit qu'ils avaient pris quinze pièces de gros canon à la première action, et que, ne pouvant les conduire jusqu'à Milan, ils les laissèrent dans des fossés.

Telle fut cette célèbre bataille de Marignan, la plus cruelle et la plus sanglante qu'on eût vue depuis long-temps en Italie. En effet, l'impétuosité des Suisses au commencement de leur attaque, l'obscurité de la nuit qui survint, le désordre qu'elle causa, l'acharnement des combattants qui se mêlèrent plusieurs fois sans règle et sans que les chefs fussent à portée de donner des ordres ou d'être entendus; le hasard enfin, qui disposa presque de tout dans cette action, la rendirent plus furieuse et plus meurtrière. Le roi même, dont la personne fut souvent exposée, ne dut son salut qu'à son propre courage et à sa bonne fortune. Il s'était vu fort souvent tout seul et séparé de ses gentilshommes par la confusion de la mêlée. Aussi Trivulce, ce capitaine qui s'était trouvé à tant

(1) Cette bataille, qui se donna à *San-Donato* le 13 septembre, est appelée communément la bataille de Marignan.

de batailles, assurait que l'affaire de Marignan n'était pas un combat entre des hommes, mais entre de féroces géants, et que dix-huit actions où il avait combattu ne lui paraissaient que des jeux d'enfants depuis la dernière journée. On crut que le seul effort de l'artillerie ravit la victoire aux Suisses; car dans le premier feu de leur attaque ils avaient forcé les retranchements, pris une partie du canon et gagné beaucoup de terrain. L'arrivée du général vénitien dans le temps que la victoire balançait encore contribua beaucoup à la déterminer en faveur des Français, qui se ranimèrent à la vue de leurs alliés, tandis que les Suisses en furent effrayés. Le nombre des morts est presque toujours incertain dans les batailles, mais il le fut surtout dans celle-ci; car, soit erreur, soit passion, il en parut des listes tout-à-fait différentes. Les uns disaient qu'il avait été tué plus de quatorze mille Suisses, d'autres dix mille; quelques-uns enfin plus modérés n'en portèrent le nombre qu'à huit mille; il y eut même des gens qui voulurent le réduire à trois mille hommes, tous simples soldats et sans nom. Les Français perdirent à la première action François, frère du duc de Bourbon[1], d'Imbercourt, Sancerre, le prince de Talmont, fils de monsieur de la Tremoille[2], Boisy, neveu du cardinal de Rouen[3], le comte de Salazar, Chatelart, Bussy[4] et la Mote, enseigne des gentilshommes du roi, tous officiers distingués par leur naissance, par leur rang ou par les emplois qu'ils avaient dans l'armée. On parla aussi fort différemment du nombre de leurs morts; les uns le firent monter à six mille hommes, et d'autres à trois mille au plus, en y comprenant même quelques capitaines de lansquenets.

Les Suisses, étant de retour à Milan, eurent entre eux de vives contestations sur ce qu'ils avaient à faire; les uns voulaient la paix, et les autres étaient d'avis de rester à la défense de Milan. Ceux qui avaient eu part à la première négociation, cherchant un prétexte pour se retirer, demandèrent de l'argent à Maximilien Sforze qui n'en avait point, comme ils ne l'ignoraient pas; s'étant donc assemblés le lendemain, ils partirent, à la persuasion de Roste, leur capitaine général, et prirent le chemin de Côme pour gagner leur pays, faisant cependant espérer au duc de revenir bientôt au secours du château de Milan, où ils laissèrent quinze cents Suisses et cinq cents hommes de pied italiens. Dans cette espérance, Maximilien s'enferma dans ce fort avec Jean de Gonzague[1], Jérôme Morone et quelques autres gentilshommes milanais, n'ayant permis qu'avec peine à François, duc de Bari, son frère, de se retirer en Allemagne. Le cardinal de Sion se rendit en même temps auprès de l'empereur pour lui demander du secours, mais il promit en partant qu'il ne tarderait pas à revenir. Milan se voyant sans défense ouvrit ses portes aux Français et s'obligea de leur payer des sommes considérables; mais le roi ne voulut pas y entrer tant que les ennemis seraient dans le château, ne croyant pas qu'il convînt à la dignité royale de demeurer dans une place dont il ne serait pas entièrement le maître. Ensuite il fit célébrer trois jours de suite la messe sur le champ de bataille; d'abord pour rendre graces à Dieu de sa victoire, ensuite pour ceux qui avaient péri dans le combat, et enfin pour demander la paix. Il fit bâtir une chapelle dans le même endroit, comme un monument de sa victoire. Toutes les villes et les places fortes du Milanais ouvrirent leurs portes au vainqueur; il n'y eut que les châteaux de Milan et de Crémone qui se conservèrent à Maximilien. Pierre Navarro, qui fut chargé d'assiéger la première de ces places, promit de l'emporter en moins d'un mois; sa promesse surprit tout le monde, car ce château était abondamment pourvu de toutes les munitions nécessaires et défendu par une garnison de plus de deux mille hommes.

Après la victoire des Français, le vice-roi resta encore quelques jours dans son poste, parce que la nécessité l'y contraignait et qu'il n'avait point d'argent; mais ayant enfin reçu quelques sommes peu considérables, et Laurent de Médicis lui ayant prêté six mille ducats, il se retira à Pontenuro, dans le dessein de gagner le royaume de Naples. A la nouvelle de l'affaire

(1) Il se nommait *le duc de Chatelleràult.*

(2) Charles de la Tremoille. Il n'avait que vingt-neuf ans; il avait épousé Louise de Coëtivy, héritière du comté de Taillebourg, de la baronnie de Royan.

(3) Pierre Gouffier, seigneur de Boisy, dont il est parlé ci-dessus.

(4) Jacques d'Amboise, seigneur de Bussy, fils aîné de Jean d'Amboise, aussi seigneur de Bussy, l'un des frères du cardinal Georges d'Amboise et de Catherine de Saint-Belin.

(1) Frère du marquis de Mantoue.

de Marignan, le pape avait d'abord affecté de paraître aussi ferme que son prédécesseur; il exhorta même les ministres des alliés à se raidir contre la fortune et à ne rien négliger pour empêcher les Suisses de traiter avec la France, ou s'ils ne le pouvaient, à leur substituer de l'infanterie allemande; mais il sentit combien ces préparatifs seraient longs, et que le péril préviendrait ces faibles ressources; qu'il serait le premier exposé aux armes des Français, et que si, par respect pour l'Eglise, ils n'attaquaient pas l'Etat ecclésiastique, ils n'en useraient certainement pas de même à l'égard de Parme et de Plaisance, qui dépendaient du duché de Milan, ni par rapport à Florence, dont la conservation lui était aussi chère que celle des Etats du Saint-Siége. Ses craintes n'étaient pas en effet mal fondées, car le roi avait fait jeter un pont sur le Pô, dans le voisinage de Pavie, pour marcher contre Parme et Plaisance; et après la prise de ces places il devait envoyer des troupes à Florence par Pontremoli, contre les Médicis, en cas que le pape refusât de s'accommoder avec lui.

Léon, n'ignorant pas ces dispositions, chargea le duc de Savoie et l'évêque de Tricarico, son nonce, de traiter avec le roi; comme ce prince désirait sincèrement la paix, tant pour prévenir les nouvelles ligues qu'on pouvait former contre lui et par respect pour le Saint-Siége, que par la crainte de ces terribles foudres lancés par Jules contre Louis XII et dont la France était encore épouvantée, la négociation ne souffrit point de difficultés. Par ce traité, le roi prit sous sa protection le pape et l'Etat ecclésiastique, Julien et Laurent de Médicis et l'Etat de Florence; il s'obligea à procurer à Julien un établissement en France et à lui donner une pension; il en promit aussi une autre à Laurent avec le commandement de cinquante lances; enfin il consentit que le vice-roi passât sur les terres de l'Eglise pour ramener son armée dans le royaume de Naples. De son côté Léon s'engagea à retirer ses troupes de Vérone, et à n'en plus fournir à l'empereur contre les Vénitiens. Il fut encore stipulé qu'il rendrait au roi les villes de Parme et de Plaisance, et que par une espèce de dédommagement les peuples du Milanais se fourniraient de sel à Cervia. On comptait que ce droit serait d'un revenu considérable, et c'était la raison pour laquelle le pape avait exigé la même chose dans le traité fait avec le duc de Milan. Enfin on convint que le duc de Savoie déciderait si les Florentins avaient manqué au traité qui était entre eux et le prédécesseur du roi, et il devait régler la peine de l'infraction. Le roi assura qu'il n'exigeait cela que par honneur, sans prétendre en retirer aucun autre avantage.

Dès que ce traité fut rédigé, l'évêque de Tricarico se rendit en poste à Rome pour le faire ratifier au pape. Laurent de Médicis, afin de presser le départ du vice-roi, retira ses troupes de Plaisance et les mit à Parme et à Reggio. Il vint ensuite trouver le roi pour lui faire sa cour et l'assurer que, quel que fût l'événement de la guerre, il serait inviolablement attaché à ses intérêts. On eut quelque peine à obtenir la ratification du pape, qui, ne pouvant se déterminer à abandonner Parme et Plaisance, aurait voulu savoir auparavant le résultat de la diète des Suisses assemblés à Zurich, le premier de leurs Cantons et le plus animé contre la France. Il était question dans cette diète de secourir le château de Milan, quoiqu'ils eussent évacué les vallées et les villes de Bellinzona et de Locarno; mais ils avaient gardé les citadelles de ces deux places, dans la dernière desquelles le roi de France rentra sur ces entrefaites moyennant six mille écus qu'il donna au gouverneur; d'ailleurs les Grisons n'avaient pas voulu abandonner Chiavenna. Ces circonstances retenaient le pape; mais l'évêque de Tricarico lui représenta si vivement que le roi pourrait attaquer Parme et Plaisance sans différer et envoyer des troupes en Toscane, et il exagéra si fort la perte que les Suisses avaient faite à la bataille, qu'enfin Léon ratifia, en ajoutant néanmoins que Parme et Plaisance seraient simplement évacuées par ses troupes sans autre formalité et qu'ensuite le roi s'en mettrait en possession. Il ne voulut pas aussi rappeler tout à coup les troupes qu'il avait à Vérone au service de l'empereur; mais il donna sa parole de les en faire sortir dans peu, sous quelque prétexte. Il obtint que les Florentins ne seraient point inquiétés au sujet de leur prétendue contravention au traité. Il exigea outre cela que le roi ne pût donner sa protection à aucun vassal ou sujet de l'Eglise; et que, non-seulement il ne l'empêchât pas de procéder contre eux comme leur seigneur, et de les punir, mais encore qu'il lui fournît dans

ces occasions tous les secours nécessaires lorsqu'il en serait requis. Enfin, on convint que le pape et le roi auraient ensemble une conférence dans un endroit propre à une entrevue. Ce fut le dernier qui en fit la proposition, et tous les deux la souhaitaient également. L'intention du roi était de serrer plus étroitement les nœuds de sa nouvelle alliance avec Léon, et de le rendre favorable aux partisans que la France avait en Italie ; il espérait encore que sa présence et les offres avantageuses qu'il lui ferait en faveur de son frère et de son neveu l'engageraient à lui permettre d'attaquer le royaume de Naples, dont il brûlait de s'emparer. Léon, de son côté, se promettait de faire usage du talent qu'il avait de s'insinuer dans les esprits pour amuser François I. On représenta au pape que cette démarche blessait la majesté du souverain pontificat et qu'il était plus convenable que ce prince vînt le trouver à Rome ; il répondit qu'il n'oubliait sa grandeur que pour empêcher François d'attaquer le royaume de Naples pendant la vie du roi catholique, dont la santé toujours faible depuis plus d'un an annonçait une mort prochaine.

Cependant Pierre Navarro continuait le siége du château de Milan, et s'étant rendu maître d'une casemate du fossé à main droite en entrant dans la place et vers la porte de Côme, il s'approcha de la muraille et y attacha les mineurs ; il les fit aussi creuser dans plusieurs autres endroits dont il avait ruiné les défenses ; il se servit encore de la sape pour renverser un grand pan de muraille qui couvrait le flanc du château ; et afin de rendre la chute plus terrible et de le faire tomber dans le même temps que les mines joueraient, il y fit mettre des étaies. Malgré son activité, comme on savait que les Suisses préparaient du secours à cette place, suivant le résultat de la diète de Zurich, on était persuadé qu'il ne pourrait forcer la place qu'après un long siége et de plus grands efforts ; mais un traité lui en ouvrit bientôt les portes. Jean de Gonzague, qui commandait dans ce fort pour le duc de Milan, ayant eu des conférences secrètes avec le duc de Bourbon[1], son parent, qui s'aboucha d'ailleurs avec Jérôme Morone et deux capitaines suisses de la garnison, la capitulation fut conclue le 4 d'octobre. Ce traité causa dans toutes les cours une égale surprise, et on blâma la lâcheté ou la perfidie de Morone, qui abusa dans cette occasion de la confiance de son prince ; mais il tâcha de s'excuser sur la division qui s'était mise, disait-il, entre les Suisses et les Italiens de la garnison. Le traité portait que Maximilien Sforze remettrait sans délai au roi de France les châteaux de Milan et de Crémone et lui céderait tous ses droits sur le Milanais ; que le roi lui donnerait de quoi payer ses dettes ; que le duc demeurerait en France, où il aurait une pension annuelle de trente mille ducats, jusqu'à ce que François I lui eût procuré le chapeau et un pareil revenu ; que le roi pardonnerait à Galéas Visconti et à quelques autres gentilshommes milanais qui avaient signalé leur zèle pour Maximilien : qu'il donnerait six mille écus aux Suisses de la garnison ; qu'il assurerait à Jean de Gonzague la possession des terres que le duc lui avait assignées dans le Milanais, et lui donnerait outre cela une pension ; qu'il maintiendrait aussi Morone dans ses biens et lui conserverait les bienfaits de Maximilien avec les emplois dont il était revêtu, et qu'enfin il lui donnerait une charge de maître des requêtes en France.

Peu de temps après la conclusion du traité, Maximilien Sforze, surnommé *le More*, comme son père, sortit du château de Milan et prit la route de France, charmé, disait-il, d'être délivré de l'insolence des Suisses, des exactions de l'empereur et de l'artifice des Espagnols. La fortune, en le précipitant d'un si haut rang, parut moins aveugle que lorsqu'elle y avait élevé cet homme, que son incapacité et la bassesse de ses sentiments et de ses mœurs rendaient indigne du moindre honneur. Quelque temps avant la conclusion de ce traité, les Vénitiens avaient envoyé en ambassade au roi Antoine Grimano, Dominique Trevisano, Georges Cornaro et André Gritti, sénateurs de la première distinction, pour le féliciter de sa victoire et le prier de leur fournir les secours dont ils avaient besoin pour rentrer dans les places qu'on leur avait enlevées. Ils n'avaient d'obstacle à craindre que de la part de l'empereur et des troupes que le pape avait à Vérone, sous la conduite de Marc-Antoine Colonna ; car le vice-roi, après avoir demeuré quelques jours dans le Modénais en sortant du Plaisantin, pour voir si le pape ratifierait la paix avec le roi de

(1) Le connétable de Bourbon était fils de Claire de Gonzague, sœur de Jean.

France, était retourné à Naples par la Romagne, à la première nouvelle de la ratification. Dans ces circonstances, le roi donna ordre au bâtard de Savoie et à Théodore Trivulce de conduire sept cents lances et sept mille lansquenets au secours des Vénitiens. Ces troupes différèrent leur départ, soit pour attendre l'événement de l'attaque du château de Milan, soit que le roi eût dessein de s'en servir à faire en même temps le siége du château de Crémone; mais ce délai n'empêcha pas d'Alviano de faire quelques entreprises assez heureuses. Les Vénitiens qui venaient de rentrer dans Bergame, et qui auraient voulu, s'il eût été possible, recouvrer Brescia et Vérone avec la même facilité et sans aucun secours étranger, lui avaient défendu de poursuivre le vice-roi. Ainsi il marcha vers Brescia avec son armée dans le dessein d'assiéger cette place; mais ayant appris qu'il venait d'y entrer mille lansquenets, il résolut d'attaquer d'abord Vérone, tant parce que cette ville n'était pas si bien fortifiée que l'autre et qu'il trouverait là des vivres avec plus de facilité qu'ailleurs, que parce qu'après la prise de cette place, la conquête de Brescia, où il ne pourrait plus venir de secours du côté de l'Allemagne, serait plus aisée; mais craignant que le vice-roi et les troupes du pape qui étaient encore aux environs de Reggio et de Modène ne passassent le Pô à Ostie pour secourir Vérone, il différa cette entreprise. Le départ du vice-roi fit cesser cet obstacle; mais ce fut inutilement, car le général vénitien étant tombé malade à Ghedi, dans le Bressan, il mourut au commencement du mois d'octobre, n'ayant pas encore soixante ans; sa perte fut très sensible aux Vénitiens et ses troupes le regrettèrent encore plus. Accablées de douleur, elles gardèrent son corps dans leur camp pendant vingt-cinq jours et le portèrent avec une pompe lugubre dans leurs marches. Lorsqu'on voulut le transporter à Venise, Théodore Trivulce ne permit pas qu'on demandât un sauf-conduit à Marc-Antoine Colonna pour traverser le Véronais; il répondit à ceux qui lui conseillaient de prendre cette précaution, qu'un général qui pendant sa vie n'avait jamais eu peur des ennemis ne devait donner aucun signe de crainte après sa mort. Ses funérailles se firent aux dépens de la république avec beaucoup de magnificence. Il fut inhumé dans l'Eglise de Saint-Etienne, où l'on voit encore aujourd'hui son tombeau. André Navagero, jeune gentilhomme vénitien fort éloquent, prononça son oraison funèbre. D'Alviano, aussi actif que brave, sut exécuter avec une incroyable diligence les ordres de sa république; mais, soit qu'il fût malheureux, soit, comme on le disait communément, qu'il agît avec trop de précipitation, il perdit plusieurs batailles; peut-être même n'en gagna-t-il jamais, lorsqu'il y commanda en chef.

CHAPITRE VI.

Trivulce est nommé général des Vénitiens. Combats dans le Bressan. Conférence entre le pape Léon et le roi François à Bologne. Nouvelle ligue entre la France et les Suisses. Mort du roi d'Aragon et du grand capitaine. Prosper Colonna est délivré. Siége de Brescia. Progrès de l'empereur en Lombardie. Lautrec en Italie. Les Gibelins chassés de Lombardie. L'empereur se retire sur Trente. Le pape se rend suspect à François. Le duc d'Urbin excommunié par le pape et privé de ses Etats, se sauve à Mantoue. La forteresse de San-Leo prise de vive force. Laurent de Médicis est nommé duc d'Urbin. Mort de Prosper Colonna. Négociation entre la France et l'Espagne à Noyon. Lautrec met inutilement le siége à Vérone. Paix entre l'empereur, le roi de France et les Vénitiens auxquels on rend Vérone.

Après la mort de d'Alviano, les Vénitiens prièrent le roi de leur envoyer Jean-Jacques Trivulce pour commander leurs armées; son habileté et son expérience à la guerre le firent autant désirer que l'affection pour le parti guelfe dont il était, et à la faveur duquel il avait toujours eu des liaisons avec la république. Tandis qu'il était en chemin pour se mettre à la tête des troupes, l'armée s'empara de Peschiera, après avoir défait quelques escadrons de cavalerie et trois cents hommes de pied espagnols qui marchaient au secours de cette place; elle se saisit aussi d'Asola et de Lonato, abandonnés par le marquis de Mantoue. Dès que Trivulce l'eut jointe, le sénat donna des ordres précis pour le siége de Brescia; c'était beaucoup hasarder, et il paraissait difficile de prendre cette place sans le secours de la France. En effet, Brescia, avantageusement située, était d'ailleurs défendue par deux mille hommes, en partie Allemands et en partie Espagnols; enfin, un grand nombre de Guelfes qui auraient pu favoriser les Vénitiens avaient été chassés, et l'hiver approchant, la saison allait être fort pluvieuse; l'événement justifia les sages conjectures de Trivulce touchant cette entreprise. Les Vénitiens ayant dressé des batteries sur le bord du fossé, à l'endroit où la rivière de Garzella sort de la ville,

ces occasions tous les secours nécessaires lorsqu'il en serait requis. Enfin, on convint que le pape et le roi auraient ensemble une conférence dans un endroit propre à une entrevue. Ce fut le dernier qui en fit la proposition, et tous les deux la souhaitaient également. L'intention du roi était de serrer plus étroitement les nœuds de sa nouvelle alliance avec Léon, et de le rendre favorable aux partisans que la France avait en Italie ; il espérait encore que sa présence et les offres avantageuses qu'il lui ferait en faveur de son frère et de son neveu l'engageraient à lui permettre d'attaquer le royaume de Naples, dont il brûlait de s'emparer. Léon, de son côté, se promettait de faire usage du talent qu'il avait de s'insinuer dans les esprits pour amuser François I. On représenta au pape que cette démarche blessait la majesté du souverain pontificat et qu'il était plus convenable que ce prince vînt le trouver à Rome ; il répondit qu'il n'oubliait sa grandeur que pour empêcher François d'attaquer le royaume de Naples pendant la vie du roi catholique, dont la santé toujours faible depuis plus d'un an annonçait une mort prochaine.

Cependant Pierre Navarro continuait le siége du château de Milan, et s'étant rendu maître d'une casemate du fossé à main droite en entrant dans la place et vers la porte de Côme, il s'approcha de la muraille et y attacha les mineurs ; il les fit aussi creuser dans plusieurs autres endroits dont il avait ruiné les défenses ; il se servit encore de la sape pour renverser un grand pan de muraille qui couvrait le flanc du château ; et afin de rendre la chute plus terrible et de le faire tomber dans le même temps que les mines joueraient, il y fit mettre des étaies. Malgré son activité, comme on savait que les Suisses préparaient du secours à cette place, suivant le résultat de la diète de Zurich, on était persuadé qu'il ne pourrait forcer la place qu'après un long siége et de plus grands efforts ; mais un traité lui en ouvrit bientôt les portes. Jean de Gonzague, qui commandait dans ce fort pour le duc de Milan, ayant eu des conférences secrètes avec le duc de Bourbon[1], son parent, qui s'aboucha d'ailleurs avec Jérôme Morone et deux capitaines suisses de la garnison, la capitulation fut conclue le 4 d'octobre. Ce traité causa dans toutes les cours une égale surprise, et on blâma la lâcheté ou la perfidie de Morone, qui abusa dans cette occasion de la confiance de son prince ; mais il tâcha de s'excuser sur la division qui s'était mise, disait-il, entre les Suisses et les Italiens de la garnison. Le traité portait que Maximilien Sforze remettrait sans délai au roi de France les châteaux de Milan et de Crémone et lui céderait tous ses droits sur le Milanais ; que le roi lui donnerait de quoi payer ses dettes ; que le duc demeurerait en France, où il aurait une pension annuelle de trente mille ducats, jusqu'à ce que François I lui eût procuré le chapeau et un pareil revenu ; que le roi pardonnerait à Galéas Visconti et à quelques autres gentilshommes milanais qui avaient signalé leur zèle pour Maximilien ; qu'il donnerait six mille écus aux Suisses de la garnison ; qu'il assurerait à Jean de Gonzague la possession des terres que le duc lui avait assignées dans le Milanais, et lui donnerait outre cela une pension ; qu'il maintiendrait aussi Morone dans ses biens et lui conserverait les bienfaits de Maximilien avec les emplois dont il était revêtu, et qu'enfin il lui donnerait une charge de maître des requêtes en France.

Peu de temps après la conclusion du traité, Maximilien Sforze, surnommé *le More*, comme son père, sortit du château de Milan et prit la route de France, charmé, disait-il, d'être délivré de l'insolence des Suisses, des exactions de l'empereur et de l'artifice des Espagnols. La fortune, en le précipitant d'un si haut rang, parut moins aveugle que lorsqu'elle y avait élevé cet homme, que son incapacité et la bassesse de ses sentiments et de ses mœurs rendaient indigne du moindre honneur. Quelque temps avant la conclusion de ce traité, les Vénitiens avaient envoyé en ambassade au roi Antoine Grimano, Dominique Trevisano, Georges Cornaro et André Gritti, sénateurs de la première distinction, pour le féliciter de sa victoire et le prier de leur fournir les secours dont ils avaient besoin pour rentrer dans les places qu'on leur avait enlevées. Ils n'avaient d'obstacle à craindre que de la part de l'empereur et des troupes que le pape avait à Vérone, sous la conduite de Marc-Antoine Colonna ; car le vice-roi, après avoir demeuré quelques jours dans le Modénais en sortant du Plaisantin, pour voir si le pape ratifierait la paix avec le roi de

(1) Le connétable de Bourbon était fils de Claire de Gonzague, sœur de Jean.

France, était retourné à Naples par la Romagne, à la première nouvelle de la ratification. Dans ces circonstances, le roi donna ordre au bâtard de Savoie et à Théodore Trivulce de conduire sept cents lances et sept mille lansquenets au secours des Vénitiens. Ces troupes différèrent leur départ, soit pour attendre l'événement de l'attaque du château de Milan, soit que le roi eût dessein de s'en servir à faire en même temps le siége du château de Crémone; mais ce délai n'empêcha pas d'Alviano de faire quelques entreprises assez heureuses. Les Vénitiens qui venaient de rentrer dans Bergame, et qui auraient voulu, s'il eût été possible, recouvrer Brescia et Vérone avec la même facilité et sans aucun secours étranger, lui avaient défendu de poursuivre le vice-roi. Ainsi il marcha vers Brescia avec son armée dans le dessein d'assiéger cette place; mais ayant appris qu'il venait d'y entrer mille lansquenets, il résolut d'attaquer d'abord Vérone, tant parce que cette ville n'était pas si bien fortifiée que l'autre et qu'il trouverait là des vivres avec plus de facilité qu'ailleurs, que parce qu'après la prise de cette place, la conquête de Brescia, où il ne pourrait plus venir de secours du côté de l'Allemagne, serait plus aisée; mais craignant que le vice-roi et les troupes du pape qui étaient encore aux environs de Reggio et de Modène ne passassent le Pô à Ostie pour secourir Vérone, il différa cette entreprise. Le départ du vice-roi fit cesser cet obstacle; mais ce fut inutilement, car le général vénitien étant tombé malade à Ghedi, dans le Bressan, il mourut au commencement du mois d'octobre, n'ayant pas encore soixante ans; sa perte fut très sensible aux Vénitiens et ses troupes le regrettèrent encore plus. Accablées de douleur, elles gardèrent son corps dans leur camp pendant vingt-cinq jours et le portèrent avec une pompe lugubre dans leurs marches. Lorsqu'on voulut le transporter à Venise, Théodore Trivulce ne permit pas qu'on demandât un sauf-conduit à Marc-Antoine Colonna pour traverser le Véronais; il répondit à ceux qui lui conseillaient de prendre cette précaution, qu'un général qui pendant sa vie n'avait jamais eu peur des ennemis ne devait donner aucun signe de crainte après sa mort. Ses funérailles se firent aux dépens de la république avec beaucoup de magnificence. Il fut inhumé dans l'Eglise de Saint-Étienne, où l'on voit encore aujourd'hui son tombeau. André Navagero, jeune gentilhomme vénitien fort éloquent, prononça son oraison funèbre. D'Alviano, aussi actif que brave, sut exécuter avec une incroyable diligence les ordres de sa république; mais, soit qu'il fût malheureux, soit, comme on le disait communément, qu'il agît avec trop de précipitation, il perdit plusieurs batailles; peut-être même n'en gagna-t-il jamais, lorsqu'il y commanda en chef.

CHAPITRE VI.

Trivulce est nommé général des Vénitiens. Combats dans le Bressan. Conférence entre le pape Léon et le roi François à Bologne. Nouvelle ligue entre la France et les Suisses. Mort du roi d'Aragon et du grand capitaine. Prosper Colonna est délivré. Siége de Brescia. Progrès de l'empereur en Lombardie. Lautrec en Italie. Les Gibelins chassés de Lombardie. L'empereur se retire sur Trente. Le pape se rend suspect à François. Le duc d'Urbin excommunié par le pape et privé de ses Etats, se sauve à Mantoue. La forteresse de San-Leo prise de vive force. Laurent de Médicis est nommé duc d'Urbin. Mort de Prosper Colonna. Négociation entre la France et l'Espagne à Noyon. Lautrec met inutilement le siége à Vérone. Paix entre l'empereur, le roi de France et les Vénitiens auxquels on rend Vérone.

Après la mort de d'Alviano, les Vénitiens prièrent le roi de leur envoyer Jean-Jacques Trivulce pour commander leurs armées; son habileté et son expérience à la guerre le firent autant désirer que l'affection pour le parti guelfe dont il était, et à la faveur duquel il avait toujours eu des liaisons avec la république. Tandis qu'il était en chemin pour se mettre à la tête des troupes, l'armée s'empara de Peschiera, après avoir défait quelques escadrons de cavalerie et trois cents hommes de pied espagnols qui marchaient au secours de cette place; elle se saisit aussi d'Asola et de Lonato, abandonnés par le marquis de Mantoue. Dès que Trivulce l'eut jointe, le sénat donna des ordres précis pour le siége de Brescia; c'était beaucoup hasarder, et il paraissait difficile de prendre cette place sans le secours de la France. En effet, Brescia, avantageusement située, était d'ailleurs défendue par deux mille hommes, en partie Allemands et en partie Espagnols; enfin, un grand nombre de Guelfes qui auraient pu favoriser les Vénitiens avaient été chassés, et l'hiver approchant, la saison allait être fort pluvieuse; l'événement justifia les sages conjectures de Trivulce touchant cette entreprise. Les Vénitiens ayant dressé des batteries sur le bord du fossé, à l'endroit où la rivière de Garzella sort de la ville,

les assiégés, qui avaient déjà fait de fréquentes sorties, parurent au nombre de quinze cents hommes, Allemands et Espagnols, et chargèrent avec furie cent gens d'armes et six mille hommes de pied qui gardaient l'artillerie. Le reste de la garnison faisant en même temps un feu terrible de mousqueterie sur ces troupes, elles prirent la fuite, quoique Jean-Paul Manfrone eût soutenu quelque temps l'effort des ennemis à la tête de trente gens d'armes. Ils tuèrent environ deux cents hommes de pied, brûlèrent la poudre et emmenèrent dans la ville dix pièces de canon. Après cet échec, Trivulce jugeant à propos de s'éloigner pour attendre l'arrivée des Français, se retira à Cuccaï, à douze milles de Brescia ; dans cet intervalle, les Vénitiens eurent soin d'avoir d'autre artillerie et des munitions.

Les troupes françaises ne furent pas plus tôt arrivées qu'on reprit le siége; on dressa deux batteries, l'une contre la porte de Pise vers le château, et l'autre contre la porte Saint-Jean. On avait été obligé de renvoyer les lansquenets de l'armée française, parce qu'ils avaient refusé de servir au siége d'une place possédée par l'empereur; Pierre Navarro vint les remplacer avec cinq mille Gascons et Français. Trivulce fit faire deux attaques, l'une par les Français et l'autre par les Vénitiens; la conduite de ce siége ne roula que sur lui, parce qu'une maladie obligea le bâtard de Savoie à se retirer. La brèche ne tarda pas long-temps à s'ouvrir; mais comme les assiégés avaient des retranchements intérieurs et qu'ils avaient fait tous les préparatifs possibles pour une vigoureuse résistance, on ne jugea pas à propos de donner un assaut et l'on eut recours aux mines et à la sape. Cependant Marc-Antoine Colonna, étant sorti de Vérone à la tête de six cents chevaux et de cinq cents hommes de pied, tomba sur Jean-Paul Manfrone et Marc-Antoine[1] Bua, qui étaient sortis de Valleggio avec quatre cents gendarmes et quatre cents chevau-légers et les tailla en pièces. Jules Manfrone, fils de Jean-Paul, ayant eu son cheval tué sous lui dans cette action, resta prisonnier, et son père s'enfuit à Goito. Colonna s'empara ensuite de Lignago, où il surprit quelques nobles Vénitiens.

(1) Ou plu tôt Mercure.

Cependant le siége de Brescia tirait en longueur; Pierre Navarro ne réussissait pas avec la mine et la sape, comme il s'en était flatté, et le bruit courait que l'empereur avait fait partir huit mille lansquenets, à qui les assiégeants n'espéraient pas pouvoir fermer les passages. Ainsi la retraite étant devenue presque nécessaire, le sénat consentit à une espèce de capitulation pour ménager la gloire des armes de la république. Les assiégés promirent de rendre la place si elle n'était pas secourue dans trente jours. D'un autre côté, on leur permit de sortir enseignes déployées, avec toute leur artillerie et leur bagage, si le secours n'arrivait pas. La certitude dans laquelle on était de la prochaine arrivée des troupes impériales fit regarder cette dernière condition comme inutile; mais il ne l'était pas aux assiégés de se délivrer d'un siége incommode en les attendant. Trivulce mit ensuite huit mille hommes de pied dans le château de Bré qui appartenait aux comtes de Lodrone; mais à la première nouvelle de l'approche des lansquenets impériaux, à qui le château d'Anfo se rendit, cette infanterie abandonna lâchement son poste et revint à l'armée. Les chefs mêmes ne firent pas paraître plus de courage; car, dans la crainte d'être attaqués en même temps par les Allemands, par la garnison de Brescia et par celle de Vérone qui était sous les ordres de Marc-Antoine Colonna, ils se retirèrent à Ghedi où ils avaient déjà envoyé leur gros canon et presque tout leur bagage, prévoyant sans doute qu'ils seraient contraints de s'y réfugier. Après leur retraite, les Allemands entrèrent dans Vérone[1] sans aucun obstacle, la fournirent de vivres et de munitions, renforcèrent la garnison, et reprirent ensuite la route de leur pays.

Cependant le pape et le roi de France étant convenus de s'aboucher fixèrent le lieu de l'entrevue à Bologne. Le roi avait préféré cette ville à celle de Florence pour plusieurs raisons; il ne voulait pas s'éloigner de Milan dans un temps où la paix se négociait avec les Suisses par la médiation du duc de Savoie; d'ailleurs, comme il le disait lui-même, il aurait été obligé de mener avec lui des troupes pour ne pas entrer dans Florence avec moins de pompe que

(1) Mocenigo, auteur vénitien, dit Brescia au lieu de Vérone; en effet, les Allemands venaient au secours de Brescia.

Charles VIII, et il aurait fallu employer plusieurs jours à préparer cette entrée ; ce retard lui convenait d'autant moins qu'il avait résolu de ne congédier son armée qu'après son retour en France, quelque chose qu'il lui en coûtât. Le pape se rendit donc à Bologne le 8 décembre, et le roi, que les cardinaux de Fiesque[1] et de Médicis[2] allèrent recevoir sur les confins du territoire de Reggio en qualité de légats apostoliques, y arriva deux jours après. Il fit son entrée sans aucune escorte de gens d'armes et avec une cour peu nombreuse. Après avoir été introduit, suivant l'usage, dans le consistoire où était le pape, il lui rendit, par le moyen du chancelier[3], l'obédience dont il ne s'était pas encore acquitté. Le pape et le roi demeurèrent trois jours ensemble dans le même palais et se donnèrent des marques d'une parfaite confiance. Après des promesses mutuelles de fidélité à exécuter leur traité, ils eurent de longues conférences sur les affaires de Naples. Comme le roi n'était pas encore en état de l'attaquer, il se contenta de l'espérance que le pape lui donna de favoriser cette entreprise après la mort du roi d'Aragon qui lui semblait prochaine, ou du moins après l'expiration de la ligue qui le liait avec lui pour seize mois seulement. Le roi sollicita le pape de rendre Molène et Reggio au duc de Ferrare ; Léon le lui promit, exigeant que le duc lui remboursât les quarante mille ducats prêtés à l'empereur pour Modène, et une certaine somme pour les dépenses qu'il avait faites dans ces deux places. François le sollicita encore en faveur de François-Marie, duc d'Urbin, contre qui le pape était fort irrité. En effet, ce duc étant alors au service de l'Église avec une compagnie de deux cents gens d'armes, avait promis de se rendre a l'armée du pape que Julien de Médicis commandait ; mais dans la suite la maladie de Julien de Médicis ayant engagé le pape à donner le commandement de ses troupes à Laurent de Médicis, le duc avait refusé de marcher, sous prétexte que s'il avait bien voulu servir sous les ordres de Julien avec qui il avait d'anciennes liaisons d'amitié, il ne voulait pas en user de même avec le nouveau général, ni paraître comme un simple officier dans une armée qu'il avait commandée tant de fois en chef. Il avait même porté les choses plus loin ; et quoiqu'il eût promis de joindre ses troupes à celles du pape et qu'elles fussent déjà en marche, il les avait rappelées, sur le point de traiter avec la France, ou même après avoir secrètement conclu avec cette couronne. Enfin, depuis la bataille de Marignan, il avait envoyé plusieurs personnes à la cour de France pour animer le roi contre Léon. Ainsi le pape, plein de ressentiment, et pensant d'ailleurs à mettre le duché d'Urbin dans sa maison, ne se rendit pas aux instances du roi ; il lui remontra au contraire avec tant d'art et de ménagement qu'un exemple qui pouvait autoriser les vassaux du Saint-Siége à la révolte était trop dangereux pour être toléré, que le roi ne put résister à ses raisons. A la vérité, sa gloire le sollicitait de pourvoir à la sûreté d'un prince dont l'attachement pour la France faisait tout le crime ; presque tout le conseil du roi et ses courtisans voulaient qu'il n'abandonnât pas le duc d'Urbin ; ils lui rappelaient la faute que le feu roi avait faite de souffrir que Valentinois opprimât plusieurs seigneurs italiens, et lui représentaient que leur ruine avait si fort augmenté la puissance de Borgia qu'il aurait causé de grands embarras à Louis XII si la mort n'eût enlevé Alexandre VI.

Léon promit au roi[1] de lui accorder des décimes sur le clergé pour un an. Outre cela, il fut convenu entre eux que le roi nommerait désormais aux bénéfices, dont la collation regardait les communautés et les chapitres avant ce traité. Cet article était fort avantageux à

(1) Nicolas de Fiesque, de la création d'Alexandre VI. Il fut archevêque d'Embrun.

(2) Jules, dont il est parlé ci-dessus.

(3) Antoine Duprat, natif d'Issoire en Auvergne. D'avocat plaidant médiocrement bien, il devint successivement lieutenant général au siége de Montferrant, avocat du roi au parlement de Toulouse, maître des requêtes, président à mortier au parlement de Paris en 1506, premier président en 1507, et enfin François I le fit chancelier à son avénement à la couronne. Dans la suite et après la mort de Françoise Veiny d'Arbouse, sa femme, il prit l'état ecclésiastique et il fut successivement évêque de Gap, de Valence, de Meaux, d'Albi, archevêque de Sens, cardinal de la création de Clément VII et légat du Saint-Siége. Le *concordat* et la vénalité des offices, dont il fut le premier auteur, ont fait grand tort à sa mémoire. Il mourut en 1535, âgé de soixante-douze ans.

(1) C'est ce qu'on appelle le *concordat*, par lequel la *pragmatique sanction* fut abolie. Ce traité ne fut conclu que le 16 août 1516 entre les cardinaux d'Ancône et de Santi-Quattro, commissaires du pape, et le chancelier du Prat, et il fut inséré dans les actes du concile de Latran.

de batailles, assurait que l'affaire de Marignan n'était pas un combat entre des hommes, mais entre de féroces géants, et que dix-huit actions où il avait combattu ne lui paraissaient que des jeux d'enfants depuis la dernière journée. On crut que le seul effort de l'artillerie ravit la victoire aux Suisses; car dans le premier feu de leur attaque ils avaient forcé les retranchements, pris une partie du canon et gagné beaucoup de terrain. L'arrivée du général vénitien dans le temps que la victoire balançait encore contribua beaucoup à la déterminer en faveur des Français, qui se ranimèrent à la vue de leurs alliés, tandis que les Suisses en furent effrayés. Le nombre des morts est presque toujours incertain dans les batailles, mais il le fut surtout dans celle-ci; car, soit erreur, soit passion, il en parut des listes tout-à-fait différentes. Les uns disaient qu'il avait été tué plus de quatorze mille Suisses, d'autres dix mille; quelques-uns enfin plus modérés n'en portèrent le nombre qu'à huit mille; il y eut même des gens qui voulurent le réduire à trois mille hommes, tous simples soldats et sans nom. Les Français perdirent à la première action François, frère du duc de Bourbon [1], d'Imbercourt, Sancerre, le prince de Talmont, fils de monsieur de la Tremoille [2], Boisy, neveu du cardinal de Rouen [3], le comte de Salazar, Chatelart, Bussy [4] et la Mote, enseigne des gentilshommes du roi, tous officiers distingués par leur naissance, par leur rang ou par les emplois qu'ils avaient dans l'armée. On parla aussi fort différemment du nombre de leurs morts; les uns le firent monter à six mille hommes, et d'autres à trois mille au plus, en y comprenant même quelques capitaines de lansquenets.

Les Suisses, étant de retour à Milan, eurent entre eux de vives contestations sur ce qu'ils avaient à faire; les uns voulaient la paix, et les autres étaient d'avis de rester à la défense de Milan. Ceux qui avaient eu part à la première négociation, cherchant un prétexte pour se retirer, demandèrent de l'argent à Maximilien Sforze qui n'en avait point, comme ils ne l'ignoraient pas; s'étant donc assemblés le lendemain, ils partirent, à la persuasion de Roste, leur capitaine général, et prirent le chemin de Côme pour gagner leur pays, faisant cependant espérer au duc de revenir bientôt au secours du château de Milan, où ils laissèrent quinze cents Suisses et cinq cents hommes de pied italiens. Dans cette espérance, Maximilien s'enferma dans ce fort avec Jean de Gonzague [1], Jérôme Morone et quelques autres gentilshommes milanais, n'ayant permis qu'avec peine à François, duc de Bari, son frère, de se retirer en Allemagne. Le cardinal de Sion se rendit en même temps auprès de l'empereur pour lui demander du secours, mais il promit en partant qu'il ne tarderait pas à revenir. Milan se voyant sans défense ouvrit ses portes aux Français et s'obligea de leur payer des sommes considérables; mais le roi ne voulut pas y entrer tant que les ennemis seraient dans le château, ne croyant pas qu'il convînt à la dignité royale de demeurer dans une place dont il ne serait pas entièrement le maître. Ensuite il fit célébrer trois jours de suite la messe sur le champ de bataille; d'abord pour rendre graces à Dieu de sa victoire, ensuite pour ceux qui avaient péri dans le combat, et enfin pour demander la paix. Il fit bâtir une chapelle dans le même endroit, comme un monument de sa victoire. Toutes les villes et les places fortes du Milanais ouvrirent leurs portes au vainqueur; il n'y eut que les châteaux de Milan et de Crémone qui se conservèrent à Maximilien. Pierre Navarro, qui fut chargé d'assiéger la première de ces places, promit de l'emporter en moins d'un mois; sa promesse surprit tout le monde, car ce château était abondamment pourvu de toutes les munitions nécessaires et défendu par une garnison de plus de deux mille hommes.

Après la victoire des Français, le vice-roi resta encore quelques jours dans son poste, parce que la nécessité l'y contraignait et qu'il n'avait point d'argent; mais ayant enfin reçu quelques sommes peu considérables, et Laurent de Médicis lui ayant prêté six mille ducats, il se retira à Pontenuro, dans le dessein de gagner le royaume de Naples. A la nouvelle de l'affaire

(1) Il se nommait *le duc de Chatelleràult*.

(2) Charles de la Tremoille. Il n'avait que vingt-neuf ans; il avait épousé Louise de Coëtivy, héritière du comté de Taillebourg, de la baronnie de Royan.

(3) Pierre Gouffier, seigneur de Boisy, dont il est parlé ci-dessus.

(4) Jacques d'Amboise, seigneur de Bussy, fils aîné de Jean d'Amboise, aussi seigneur de Bussy, l'un des frères du cardinal Georges d'Amboise et de Catherine de Saint-Belin.

(1) Frère du marquis de Mantoue.

de Marignan, le pape avait d'abord affecté de paraître aussi ferme que son prédécesseur; il exhorta même les ministres des alliés à se raidir contre la fortune et à ne rien négliger pour empêcher les Suisses de traiter avec la France, ou s'ils ne le pouvaient, à leur substituer de l'infanterie allemande; mais il sentit combien ces préparatifs seraient longs, et que le péril préviendrait ces faibles ressources; qu'il serait le premier exposé aux armes des Français, et que si, par respect pour l'Eglise, ils n'attaquaient pas l'Etat ecclésiastique, ils n'en useraient certainement pas de même à l'égard de Parme et de Plaisance, qui dépendaient du duché de Milan, ni par rapport à Florence, dont la conservation lui était aussi chère que celle des Etats du Saint-Siége. Ses craintes n'étaient pas en effet mal fondées, car le roi avait fait jeter un pont sur le Pô, dans le voisinage de Pavie, pour marcher contre Parme et Plaisance; et après la prise de ces places il devait envoyer des troupes à Florence par Pontremoli, contre les Médicis, en cas que le pape refusât de s'accommoder avec lui.

Léon, n'ignorant pas ces dispositions, chargea le duc de Savoie et l'évêque de Tricarico, son nonce, de traiter avec le roi; comme ce prince désirait sincèrement la paix, tant pour prévenir les nouvelles ligues qu'on pouvait former contre lui et par respect pour le Saint-Siége, que par la crainte de ces terribles foudres lancés par Jules contre Louis XII et dont la France était encore épouvantée, la négociation ne souffrit point de difficultés. Par ce traité, le roi prit sous sa protection le pape et l'Etat ecclésiastique, Julien et Laurent de Médicis et l'Etat de Florence; il s'obligea à procurer à Julien un établissement en France et à lui donner une pension; il en promit aussi une autre à Laurent avec le commandement de cinquante lances; enfin il consentit que le vice-roi passât sur les terres de l'Eglise pour ramener son armée dans le royaume de Naples. De son côté Léon s'engagea à retirer ses troupes de Vérone, et à n'en plus fournir à l'empereur contre les Vénitiens. Il fut encore stipulé qu'il rendrait au roi les villes de Parme et de Plaisance, et que par une espèce de dédommagement les peuples du Milanais se fourniraient de sel à Cervia. On comptait que ce droit serait d'un revenu considérable, et c'était la raison pour laquelle le pape avait exigé la même chose dans le traité fait avec le duc de Milan. Enfin on convint que le duc de Savoie déciderait si les Florentins avaient manqué au traité qui était entre eux et le prédécesseur du roi, et il devait régler la peine de l'infraction. Le roi assura qu'il n'exigeait cela que par honneur, sans prétendre en retirer aucun autre avantage.

Dès que ce traité fut rédigé, l'évêque de Tricarico se rendit en poste à Rome pour le faire ratifier au pape. Laurent de Médicis, afin de presser le départ du vice-roi, retira ses troupes de Plaisance et les mit à Parme et à Reggio. Il vint ensuite trouver le roi pour lui faire sa cour et l'assurer que, quel que fût l'événement de la guerre, il serait inviolablement attaché à ses intérêts. On eut quelque peine à obtenir la ratification du pape, qui, ne pouvant se déterminer à abandonner Parme et Plaisance, aurait voulu savoir auparavant le résultat de la diète des Suisses assemblés à Zurich, le premier de leurs Cantons et le plus animé contre la France. Il était question dans cette diète de secourir le château de Milan, quoiqu'ils eussent évacué les vallées et les villes de Bellinzona et de Locarno; mais ils avaient gardé les citadelles de ces deux places, dans la dernière desquelles le roi de France rentra sur ces entrefaites moyennant six mille écus qu'il donna au gouverneur; d'ailleurs les Grisons n'avaient pas voulu abandonner Chiavenna. Ces circonstances retenaient le pape; mais l'évêque de Tricarico lui représenta si vivement que le roi pourrait attaquer Parme et Plaisance sans différer et envoyer des troupes en Toscane, et il exagéra si fort la perte que les Suisses avaient faite à la bataille, qu'enfin Léon ratifia, en ajoutant néanmoins que Parme et Plaisance seraient simplement évacuées par ses troupes sans autre formalité et qu'ensuite le roi s'en mettrait en possession. Il ne voulut pas aussi rappeler tout à coup les troupes qu'il avait à Vérone au service de l'empereur; mais il donna sa parole de les en faire sortir dans peu, sous quelque prétexte. Il obtint que les Florentins ne seraient point inquiétés au sujet de leur prétendue contravention au traité. Il exigea outre cela que le roi ne pût donner sa protection à aucun vassal ou sujet de l'Eglise; et que, non-seulement il ne l'empêchât pas de procéder contre eux comme leur seigneur, et de les punir, mais encore qu'il lui fournît dans

ces occasions tous les secours nécessaires lorsqu'il en serait requis. Enfin, on convint que le pape et le roi auraient ensemble une conférence dans un endroit propre à une entrevue. Ce fut le dernier qui en fit la proposition, et tous les deux la souhaitaient également. L'intention du roi était de serrer plus étroitement les nœuds de sa nouvelle alliance avec Léon, et de le rendre favorable aux partisans que la France avait en Italie ; il espérait encore que sa présence et les offres avantageuses qu'il lui ferait en faveur de son frère et de son neveu l'engageraient à lui permettre d'attaquer le royaume de Naples, dont il brûlait de s'emparer. Léon, de son côté, se promettait de faire usage du talent qu'il avait de s'insinuer dans les esprits pour amuser François I. On représenta au pape que cette démarche blessait la majesté du souverain pontificat et qu'il était plus convenable que ce prince vînt le trouver à Rome ; il répondit qu'il n'oubliait sa grandeur que pour empêcher François d'attaquer le royaume de Naples pendant la vie du roi catholique, dont la santé toujours faible depuis plus d'un an annonçait une mort prochaine.

Cependant Pierre Navarro continuait le siége du château de Milan, et s'étant rendu maître d'une casemate du fossé à main droite en entrant dans la place et vers la porte de Côme, il s'approcha de la muraille et y attacha les mineurs ; il les fit aussi creuser dans plusieurs autres endroits dont il avait ruiné les défenses ; il se servit encore de la sape pour renverser un grand pan de muraille qui couvrait le flanc du château ; et afin de rendre la chute plus terrible et de le faire tomber dans le même temps que les mines joueraient, il y fit mettre des étaies. Malgré son activité, comme on savait que les Suisses préparaient du secours à cette place, suivant le résultat de la diète de Zurich, on était persuadé qu'il ne pourrait forcer la place qu'après un long siége et de plus grands efforts ; mais un traité lui en ouvrit bientôt les portes. Jean de Gonzague, qui commandait dans ce fort pour le duc de Milan, ayant eu des conférences secrètes avec le duc de Bourbon[1], son parent, qui s'aboucha d'ailleurs avec Jérôme Morone et deux capitaines suisses de la garnison, la capitulation fut conclue le 4 d'octobre. Ce traité causa dans toutes les cours une égale surprise, et on blâma la lâcheté ou la perfidie de Morone, qui abusa dans cette occasion de la confiance de son prince ; mais il tâcha de s'excuser sur la division qui s'était mise, disait-il, entre les Suisses et les Italiens de la garnison. Le traité portait que Maximilien Sforze remettrait sans délai au roi de France les châteaux de Milan et de Crémone et lui céderait tous ses droits sur le Milanais ; que le roi lui donnerait de quoi payer ses dettes ; que le duc demeurerait en France, où il aurait une pension annuelle de trente mille ducats, jusqu'à ce que François I lui eût procuré le chapeau et un pareil revenu ; que le roi pardonnerait à Galéas Visconti et à quelques autres gentilshommes milanais qui avaient signalé leur zèle pour Maximilien ; qu'il donnerait six mille écus aux Suisses de la garnison ; qu'il assurerait à Jean de Gonzague la possession des terres que le duc lui avait assignées dans le Milanais, et lui donnerait outre cela une pension ; qu'il maintiendrait aussi Morone dans ses biens et lui conserverait les bienfaits de Maximilien avec les emplois dont il était revêtu, et qu'enfin il lui donnerait une charge de maître des requêtes en France.

Peu de temps après la conclusion du traité, Maximilien Sforze, surnommé *le More*, comme son père, sortit du château de Milan et prit la route de France, charmé, disait-il, d'être délivré de l'insolence des Suisses, des exactions de l'empereur et de l'artifice des Espagnols. La fortune, en le précipitant d'un si haut rang, parut moins aveugle que lorsqu'elle y avait élevé cet homme, que son incapacité et la bassesse de ses sentiments et de ses mœurs rendaient indigne du moindre honneur. Quelque temps avant la conclusion de ce traité, les Vénitiens avaient envoyé en ambassade au roi Antoine Grimano, Dominique Trevisano, Georges Cornaro et André Gritti, sénateurs de la première distinction, pour le féliciter de sa victoire et le prier de leur fournir les secours dont ils avaient besoin pour rentrer dans les places qu'on leur avait enlevées. Ils n'avaient d'obstacle à craindre que de la part de l'empereur et des troupes que le pape avait à Vérone, sous la conduite de Marc-Antoine Colonna ; car le vice-roi, après avoir demeuré quelques jours dans le Modénais en sortant du Plaisantin, pour voir si le pape ratifierait la paix avec le roi de

(1) Le connétable de Bourbon était fils de Claire de Gonzague, sœur de Jean.

France, était retourné à Naples par la Romagne, à la première nouvelle de la ratification. Dans ces circonstances, le roi donna ordre au bâtard de Savoie et à Théodore Trivulce de conduire sept cents lances et sept mille lansquenets au secours des Vénitiens. Ces troupes différèrent leur départ, soit pour attendre l'événement de l'attaque du château de Milan, soit que le roi eût dessein de s'en servir à faire en même temps le siége du château de Crémone; mais ce délai n'empêcha pas d'Alviano de faire quelques entreprises assez heureuses. Les Vénitiens qui venaient de rentrer dans Bergame, et qui auraient voulu, s'il eût été possible, recouvrer Brescia et Vérone avec la même facilité et sans aucun secours étranger, lui avaient défendu de poursuivre le vice-roi. Ainsi il marcha vers Brescia avec son armée dans le dessein d'assiéger cette place; mais ayant appris qu'il venait d'y entrer mille lansquenets, il résolut d'attaquer d'abord Vérone, tant parce que cette ville n'était pas si bien fortifiée que l'autre et qu'il trouverait là des vivres avec plus de facilité qu'ailleurs, que parce qu'après la prise de cette place, la conquête de Brescia, où il ne pourrait plus venir de secours du côté de l'Allemagne, serait plus aisée; mais craignant que le vice-roi et les troupes du pape qui étaient encore aux environs de Reggio et de Modène ne passassent le Pô à Ostie pour secourir Vérone, il différa cette entreprise. Le départ du vice-roi fit cesser cet obstacle; mais ce fut inutilement, car le général vénitien étant tombé malade à Ghedi, dans le Bressan, il mourut au commencement du mois d'octobre, n'ayant pas encore soixante ans; sa perte fut très sensible aux Vénitiens et ses troupes le regrettèrent encore plus. Accablées de douleur, elles gardèrent son corps dans leur camp pendant vingt-cinq jours et le portèrent avec une pompe lugubre dans leurs marches. Lorsqu'on voulut le transporter à Venise, Théodore Trivulce ne permit pas qu'on demandât un sauf-conduit à Marc-Antoine Colonna pour traverser le Véronais; il répondit à ceux qui lui conseillaient de prendre cette précaution, qu'un général qui pendant sa vie n'avait jamais eu peur des ennemis ne devait donner aucun signe de crainte après sa mort. Ses funérailles se firent aux dépens de la république avec beaucoup de magnificence. Il fut inhumé dans l'Eglise de Saint-Etienne, où l'on voit encore aujourd'hui son tombeau. André Navagero, jeune gentilhomme vénitien fort éloquent, prononça son oraison funèbre. D'Alviano, aussi actif que brave, sut exécuter avec une incroyable diligence les ordres de sa république; mais, soit qu'il fût malheureux, soit, comme on le disait communément, qu'il agît avec trop de précipitation, il perdit plusieurs batailles; peut-être même n'en gagna-t-il jamais, lorsqu'il y commanda en chef.

CHAPITRE VI.

Trivulce est nommé général des Vénitiens. Combats dans le Bressan. Conférence entre le pape Léon et le roi François à Bologne. Nouvelle ligue entre la France et les Suisses. Mort du roi d'Aragon et du grand capitaine. Prosper Colonna est délivré. Siége de Brescia. Progrès de l'empereur en Lombardie. Lautrec en Italie. Les Gibelins chassés de Lombardie. L'empereur se retire sur Trente. Le pape se rend suspect à François. Le duc d'Urbin excommunié par le pape et privé de ses Etats, se sauve à Mantoue. La forteresse de San-Leo prise de vive force. Laurent de Médicis est nommé duc d'Urbin. Mort de Prosper Colonna. Négociation entre la France et l'Espagne à Noyon. Lautrec met inutilement le siége à Vérone. Paix entre l'empereur, le roi de France et les Vénitiens auxquels on rend Vérone.

Après la mort de d'Alviano, les Vénitiens prièrent le roi de leur envoyer Jean-Jacques Trivulce pour commander leurs armées; son habileté et son expérience à la guerre le firent autant désirer que l'affection pour le parti guelfe dont il était, et à la faveur duquel il avait toujours eu des liaisons avec la république. Tandis qu'il était en chemin pour se mettre à la tête des troupes, l'armée s'empara de Peschiera, après avoir défait quelques escadrons de cavalerie et trois cents hommes de pied espagnols qui marchaient au secours de cette place; elle se saisit aussi d'Asola et de Lonato, abandonnés par le marquis de Mantoue. Dès que Trivulce l'eut jointe, le sénat donna des ordres précis pour le siége de Brescia; c'était beaucoup hasarder, et il paraissait difficile de prendre cette place sans le secours de la France. En effet, Brescia, avantageusement située, était d'ailleurs défendue par deux mille hommes, en partie Allemands et en partie Espagnols; enfin, un grand nombre de Guelfes qui auraient pu favoriser les Vénitiens avaient été chassés, et l'hiver approchant, la saison allait être fort pluvieuse; l'événement justifia les sages conjectures de Trivulce touchant cette entreprise. Les Vénitiens ayant dressé des batteries sur le bord du fossé, à l'endroit où la rivière de Garzella sort de la ville,

les assiégés, qui avaient déjà fait de fréquentes sorties, parurent au nombre de quinze cents hommes, Allemands et Espagnols, et chargèrent avec furie cent gens d'armes et six mille hommes de pied qui gardaient l'artillerie. Le reste de la garnison faisant en même temps un feu terrible de mousqueterie sur ces troupes, elles prirent la fuite, quoique Jean-Paul Manfrone eût soutenu quelque temps l'effort des ennemis à la tête de trente gens d'armes. Ils tuèrent environ deux cents hommes de pied, brûlèrent la poudre et emmenèrent dans la ville dix pièces de canon. Après cet échec, Trivulce jugeant à propos de s'éloigner pour attendre l'arrivée des Français, se retira à Cuccaï, à douze milles de Brescia ; dans cet intervalle, les Vénitiens eurent soin d'avoir d'autre artillerie et des munitions.

Les troupes françaises ne furent pas plus tôt arrivées qu'on reprit le siége; on dressa deux batteries, l'une contre la porte de Pise vers le château, et l'autre contre la porte Saint-Jean. On avait été obligé de renvoyer les lansquenets de l'armée française, parce qu'ils avaient refusé de servir au siége d'une place possédée par l'empereur; Pierre Navarro vint les remplacer avec cinq mille Gascons et Français. Trivulce fit faire deux attaques, l'une par les Français et l'autre par les Vénitiens; la conduite de ce siége ne roula que sur lui, parce qu'une maladie obligea le bâtard de Savoie à se retirer. La brèche ne tarda pas long-temps à s'ouvrir; mais comme les assiégés avaient des retranchements intérieurs et qu'ils avaient fait tous les préparatifs possibles pour une vigoureuse résistance, on ne jugea pas à propos de donner un assaut et l'on eut recours aux mines et à la sape. Cependant Marc-Antoine Colonna, étant sorti de Vérone à la tête de six cents chevaux et de cinq cents hommes de pied, tomba sur Jean-Paul Manfrone et Marc-Antoine[1] Bua, qui étaient sortis de Valleggio avec quatre cents gendarmes et quatre cents chevau-légers et les tailla en pièces. Jules Manfrone, fils de Jean-Paul, ayant eu son cheval tué sous lui dans cette action, resta prisonnier, et son père s'enfuit à Goito. Colonna s'empara ensuite de Lignago, où il surprit quelques nobles Vénitiens.

(1) Ou plu tôt Mercure.

Cependant le siége de Brescia tirait en longueur; Pierre Navarro ne réussissait pas avec la mine et la sape, comme il s'en était flatté, et le bruit courait que l'empereur avait fait partir huit mille lansquenets, à qui les assiégeants n'espéraient pas pouvoir fermer les passages. Ainsi la retraite étant devenue presque nécessaire, le sénat consentit à une espèce de capitulation pour ménager la gloire des armes de la république. Les assiégés promirent de rendre la place si elle n'était pas secourue dans trente jours. D'un autre côté, on leur permit de sortir enseignes déployées, avec toute leur artillerie et leur bagage, si le secours n'arrivait pas. La certitude dans laquelle on était de la prochaine arrivée des troupes impériales fit regarder cette dernière condition comme inutile; mais il ne l'était pas aux assiégés de se délivrer d'un siége incommode en les attendant. Trivulce mit ensuite huit mille hommes de pied dans le château de Bré qui appartenait aux comtes de Lodrone; mais à la première nouvelle de l'approche des lansquenets impériaux, à qui le château d'Anfo se rendit, cette infanterie abandonna lâchement son poste et revint à l'armée. Les chefs mêmes ne firent pas paraître plus de courage; car, dans la crainte d'être attaqués en même temps par les Allemands, par la garnison de Brescia et par celle de Vérone qui était sous les ordres de Marc-Antoine Colonna, ils se retirèrent à Ghedi où ils avaient déjà envoyé leur gros canon et presque tout leur bagage, prévoyant sans doute qu'ils seraient contraints de s'y réfugier. Après leur retraite, les Allemands entrèrent dans Vérone[1] sans aucun obstacle, la fournirent de vivres et de munitions, renforcèrent la garnison, et reprirent ensuite la route de leur pays.

Cependant le pape et le roi de France étant convenus de s'aboucher fixèrent le lieu de l'entrevue à Bologne. Le roi avait préféré cette ville à celle de Florence pour plusieurs raisons; il ne voulait pas s'éloigner de Milan dans un temps où la paix se négociait avec les Suisses par la médiation du duc de Savoie; d'ailleurs, comme il le disait lui-même, il aurait été obligé de mener avec lui des troupes pour ne pas entrer dans Florence avec moins de pompe que

(1) Moccnigo, auteur vénitien, dit Brescia au lieu de Vérone; en effet, les Allemands venaient au secours de Brescia.

Charles VIII, et il aurait fallu employer plusieurs jours à préparer cette entrée; ce retard lui convenait d'autant moins qu'il avait résolu de ne congédier son armée qu'après son retour en France, quelque chose qu'il lui en coûtât. Le pape se rendit donc à Bologne le 8 décembre, et le roi, que les cardinaux de Fiesque[1] et de Médicis[2] allèrent recevoir sur les confins du territoire de Reggio en qualité de légats apostoliques, y arriva deux jours après. Il fit son entrée sans aucune escorte de gens d'armes et avec une cour peu nombreuse. Après avoir été introduit, suivant l'usage, dans le consistoire où était le pape, il lui rendit, par le moyen du chancelier[3], l'obédience dont il ne s'était pas encore acquitté. Le pape et le roi demeurèrent trois jours ensemble dans le même palais et se donnèrent des marques d'une parfaite confiance. Après des promesses mutuelles de fidélité à exécuter leur traité, ils eurent de longues conférences sur les affaires de Naples. Comme le roi n'était pas encore en état de l'attaquer, il se contenta de l'espérance que le pape lui donna de favoriser cette entreprise après la mort du roi d'Aragon qui lui semblait prochaine, ou du moins après l'expiration de la ligue qui le liait avec lui pour seize mois seulement. Le roi sollicita le pape de rendre Modène et Reggio au duc de Ferrare; Léon le lui promit, exigeant que le duc lui remboursât les quarante mille ducats prêtés à l'empereur pour Modène, et une certaine somme pour les dépenses qu'il avait faites dans ces deux places. François le sollicita encore en faveur de François-Marie, duc d'Urbin, contre qui le pape était fort irrité. En effet, ce duc étant alors au service de l'Église avec une compagnie de deux cents gens d'armes, avait promis de se rendre a l'armée du pape que Julien de Médicis commandait; mais dans la suite la maladie de Julien de Médicis ayant engagé le pape à donner le commandement de ses troupes à Laurent de Médicis, le duc avait refusé de marcher, sous prétexte que s'il avait bien voulu servir sous les ordres de Julien avec qui il avait d'anciennes liaisons d'amitié, il ne voulait pas en user de même avec le nouveau général, ni paraître comme un simple officier dans une armée qu'il avait commandée tant de fois en chef. Il avait même porté les choses plus loin; et quoiqu'il eût promis de joindre ses troupes à celles du pape et qu'elles fussent déjà en marche, il les avait rappelées, sur le point de traiter avec la France, ou même après avoir secrètement conclu avec cette couronne. Enfin, depuis la bataille de Marignan, il avait envoyé plusieurs personnes à la cour de France pour animer le roi contre Léon. Ainsi le pape, plein de ressentiment, et pensant d'ailleurs à mettre le duché d'Urbin dans sa maison, ne se rendit pas aux instances du roi; il lui remontra au contraire avec tant d'art et de ménagement qu'un exemple qui pouvait autoriser les vassaux du Saint-Siége à la révolte était trop dangereux pour être toléré, que le roi ne put résister à ses raisons. A la vérité, sa gloire le sollicitait de pourvoir à la sûreté d'un prince dont l'attachement pour la France faisait tout le crime; presque tout le conseil du roi et ses courtisans voulaient qu'il n'abandonnât pas le duc d'Urbin; ils lui rappelaient la faute que le feu roi avait faite de souffrir que Valentinois opprimât plusieurs seigneurs italiens, et lui représentaient que leur ruine avait si fort augmenté la puissance de Borgia qu'il aurait causé de grands embarras à Louis XII si la mort n'eût enlevé Alexandre VI.

Léon promit au roi[1] de lui accorder des décimes sur le clergé pour un an. Outre cela, il fut convenu entre eux que le roi nommerait désormais aux bénéfices, dont la collation regardait les communautés et les chapitres avant ce traité. Cet article était fort avantageux à

(1) Nicolas de Fiesque, de la création d'Alexandre VI. Il fut archevêque d'Embrun.

(2) Jules, dont il est parlé ci-dessus.

(3) Antoine Duprat, natif d'Issoire en Auvergne. D'avocat plaidant médiocrement bien, il devint successivement lieutenant général au siége de Montferrant, avocat du roi au parlement de Toulouse, maître des requêtes, président à mortier au parlement de Paris en 1506, premier président en 1507, et enfin François I le fit chancelier à son avénement à la couronne. Dans la suite et après la mort de Françoise Veiny d'Arbouse, sa femme, il prit l'état ecclésiastique et il fut successivement évêque de Gap, de Valence, de Meaux, d'Albi, archevêque de Sens, cardinal de la création de Clément VII et légat du Saint-Siége. Le *concordat* et la vénalité des offices, dont il fut le premier auteur, ont fait grand tort à sa mémoire. Il mourut en 1535, âgé de soixante-douze ans.

(1) C'est ce qu'on appelle le *concordat*, par lequel la *pragmatique sanction* fut abolie. Ce traité ne fut conclu que le 16 août 1516 entre les cardinaux d'Ancône et de Santi-Quattro, commissaires du pape, et le chancelier du Prat, et il fut inséré dans les actes du concile de Latran.

viron un mois auparavant. Gonzalve avait vécu éloigné de la cour dont il était mécontent. Cependant le roi, par estime pour les vertus de ce grand homme, voulut qu'à la cour et dans tout le royaume on rendît à sa mémoire des honneurs qui ne sont dus qu'aux souverains. L'Espagne entière, qui révérait le nom de ce héros, applaudit à la reconnaissance du roi. L'habileté de Gonzalve à la guerre et sa prudence le faisaient regarder comme le premier capitaine de son siècle, et sa libéralité lui avait gagné tous les cœurs.

François I, ayant appris la mort de Ferdinand, conçut une nouvelle ardeur pour la conquête de Naples. Il voulut d'abord y envoyer le duc de Bourbon à la tête de huit cents lances et de dix mille hommes d'infanterie, comptant sur une victoire facile dans le premier trouble où serait cet État, presque sans défense, l'archiduc ne pouvant le secourir assez promptement. Il ne doutait pas d'ailleurs que le pape, après des promesses aussi positives que les siennes, ne lui fût favorable, et il s'en flattait avec d'autant plus de fondement que Léon semblait avoir le même intérêt que lui ; en effet il devait craindre l'énorme puissance de Charles, déjà maître de tant de royaumes dont il héritait du roi catholique et qui devait encore succéder à l'empereur. François se persuadait même que ce jeune prince n'oserait lui résister dans la crainte où il devait être que la France ne le troublât dans la possession encore récente des royaumes d'Espagne, et surtout de celui d'Aragon, que quelque prince du sang royal pouvait lui contester s'il trouvait un appui pour soutenir ses droits. A la vérité Ferdinand et Isabelle avaient fait décider de leur vivant par les États de ce royaume que l'exclusion des femmes, portée par les anciennes constitutions, ne tombait pas sur les mâles sortis de la ligne féminine, quand il n'y avait ni frères, ni oncles, ni neveux du feu roi ou d'autres mâles plus proches que celui qui tenait ses droits d'une femme, ou qui fussent du moins à un degré égal; en conséquence la même assemblée avait ordonné qu'après la mort de Ferdinand, sa succession appartiendrait à l'archiduc Charles, et cette décision était fondée sur ce qui s'était passé après la mort de Martin, roi d'Aragon, qui ne laissa point d'enfants mâles. Les commissairés alors délégués par les États du royaume pour décider la question déférèrent la couronne à Ferdinand, aïeul du dernier mort, quoiqu'il ne descendît des rois d'Aragon que par les femmes, le comte d'Urgel et les autres parents du feu roi en ligne masculine se trouvant plus éloignés de Martin que ce prince. Cependant les peuples avaient murmuré en secret contre le dernier réglement et s'étaient toujours plaint que l'autorité des princes régnants avait prévalu sur l'équité dans l'assemblée des États. En effet il paraissait ridicule que les femmes, qui étaient exclues de la couronne, pussent transmettre à leur postérité un droit qu'elles n'avaient pas elles-mêmes. Pour détruire la sentence prononcée en faveur du vieux Ferdinand, on répondait que la terreur de ses armes y avait eu plus de part que la justice. Le roi de France était informé de ces dispositions des peuples ; il savait encore que les provinces aragonaises, celles du royaume de Valence et du comté de Catalogne qui, réunies ensemble, forment le corps du royaume d'Aragon, brûlaient d'avoir un souverain pour elles seules ; c'était par ces raisons qu'il espérait que Charles traiterait volontiers avec lui par rapport au royaume de Naples. Dans la résolution d'attaquer cet État, il s'efforça de gagner par ses bienfaits des seigneurs qui pussent favoriser ses desseins; ce fut dans cette vue qu'il ordonna que Prosper Colonna, dont la rançon était fixée à trente-cinq mille ducats, serait mis en liberté pour la moitié de cette somme. Cela fit croire que Prosper lui avait donné secrètement parole de ne point porter les armes contre lui, et peut-être même de le servir dans la guerre de Naples, mais avec quelque réserve pour sauver les apparences et ménager sa réputation.

François, ainsi déterminé à l'expédition de Naples, délibérait déjà de se mettre en campagne, lorsque de nouvelles conjonctures l'obligèrent à songer à sa propre défense. Il apprit que l'empereur, qui dès le commencement de la négociation entamée par le roi d'Aragon avait reçu cent vingt mille ducats, se préparait, comme il l'avait promis, à faire une irruption dans le Milanais après qu'il aurait secouru Vérone et Brescia; car l'armée des Vénitiens, commandée par Théodore Trivulce depuis que Jean-Jacques Trivulce était retourné à Milan, s'était postée à six milles de

Brescia et désolait tout le pays par le moyen de ses Albanais. Ces coureurs ayant un jour été attaqués par un détachement de la garnison, les Vénitiens et les Bressans accoururent chacun de leur côté au secours de leurs troupes et il y eut un combat assez opiniâtre; mais la garnison fut contrainte de regagner la place, après avoir fait une perte considérable; le frère même du gouverneur resta prisonnier. Quelques jours après, Lautrec, général de l'armée française, et Théodore Trivulce, ayant eu avis qu'on envoyait à Brescia de l'argent destiné au paiement des troupes, firent partir Janus Frégose et Jean Conrad Orsino avec un détachement choisi dans les deux armées pour fermer les passages. Ces deux officiers se postèrent au château d'Anfo, suivant l'ordre qu'ils en avaient, et ayant attaqué les trois mille lansquenets qui escortaient le convoi, ils en tuèrent huit cents; le reste se sauva à Lodrone avec l'argent. Les Vénitiens envoyèrent ensuite deux mille cinq cents hommes de pied dans le Val-di-Sabia, pour renforcer la garnison du château d'Anfo; cette infanterie brûla Lodrone et Asterio.

Le danger qui menaçait Brescia et la crainte que la garnison si vivement pressée ne se rendît obligèrent l'empereur de hâter sa marche; il vint donc à Vérone par le chemin de Trente avec une armée de cinq mille chevaux, de quinze mille Suisses, que cinq cantons lui avaient fournis [1], et de dix mille hommes d'infanterie, partie Allemands, partie Espagnols. A son arrivée les Français et les Vénitiens, après avoir mis de fortes garnisons dans Vicence et dans Padoue, se retirèrent à Peschiera. Ils avaient assuré qu'ils empêcheraient l'empereur de passer le Mincio, mais l'exécution, comme il arrive assez souvent, ne répondit pas à leurs promesses et l'approche de Maximilien éteignit cette ardeur qu'ils avaient fait éclater dans le conseil de guerre. Ils passèrent donc l'Oglio et se retirèrent à Crémone; cette retraite, qui diminua beaucoup leur réputation, accrut celle des ennemis.

L'empereur, trompé par un mauvais conseil ou entraîné par sa destinée, mit le siége devant Asola, qu'une garnison de cent gens d'armes et quatre cents hommes de pied vénitiens défendait; il y perdit inutilement plusieurs jours, et l'on croit que ce retardement, à la faveur duquel les Vénitiens et les Français se préparèrent à la défense, lui ravit la victoire. Il passa ensuite la rivière de l'Oglio à Orcinovi; les ennemis prirent le parti de laisser dans Crémone trois cents lances et trois mille hommes d'infanterie, et de se retirer au-delà de l'Adda dans le dessein de lui en disputer le passage. Leur retraite le rendit maître de tout le pays qui est entre l'Oglio, le Pô et l'Adda; il n'y eut que Crémone et Crême, dont l'une était gardée par les Français et l'autre par les Vénitiens qui n'ouvrirent point leurs portes. Il avait dans son armée le cardinal de Sion et plusieurs bannis du Milanais; Marc-Antoine Colonna, officier du pape, l'accompagnait aussi avec deux cents gens d'armes, ce qui augmentait la crainte des Français, dont l'unique ressource était l'espérance d'être bientôt joints par dix mille Suisses qui avaient reçu d'avance trois mois de leur paie. Après que l'empereur eut passé l'Oglio, il s'approcha de l'Adda pour le traverser à Pizzighitone; mais y ayant trouvé quelques obstacles, il se rendit à Rivolta. Les Français se postèrent à Casciano, de l'autre côté de la rivière, mais dès le lendemain, voyant que l'Adda était guéable en plusieurs endroits, et ne se sentant pas en état de résister, les Suisses n'étant pas encore arrivés, ils se retirèrent à Milan; cette espèce de fuite fut une tache à la réputation de Lautrec, qui s'était vanté et qui avait même écrit au roi qu'il arrêterait les Allemands sur les bords de l'Adda. L'empereur l'ayant passé sans obstacle entra aussitôt dans Lodi qui lui ouvrit ses portes; ensuite s'étant approché de Milan, il y envoya un héraut pour sommer ses habitants de se rendre; il le chargea de leur dire que si l'armée française était encore dans trois jours à Milan, il les traiterait avec plus de rigueur que Frédéric Barberousse qui, pour éterniser la mémoire de sa vengeance et de leur révolte, avait fait semer du sel dans leur ville après l'avoir réduite en cendres.

L'épouvante se saisit des Français, qui ne savaient à quoi se résoudre. Il y en eut qui proposèrent d'abandonner Milan, puisqu'on n'était pas en état de résister à l'ennemi, et qu'il n'y avait aucune apparence que les Suis-

(1) C'étaient les cinq cantons qui n'avaient pas voulu ratifier le traité conclu avec François I, comme on l'a vu ci-dessus.

ses pussent arriver à temps. A la vérité, on savait qu'ils étaient en marche; mais on avait appris d'un autre côté que les Cantons avaient donné, ou qu'ils étaient sur le point de donner des ordres pour rappeler les troupes de la nation qui étaient au service de l'empereur ou du roi de France; on avait même tout lieu de croire que cet ordre serait plutôt suivi par ceux qui n'étaient encore qu'en chemin que par ceux qui servaient actuellement dans l'armée impériale. La proposition de quitter Milan parut trop lâche à la plupart des officiers français; on se flatta de voir bientôt arriver les Suisses et de pouvoir défendre Milan; ceux qui étaient d'avis de rester dans cette ville disaient qu'il fallait se borner à sa défense; qu'il suffisait de retenir huit cents lances et toute l'infanterie; qu'on distribuerait le reste des gendarmes avec les lances vénitiennes et leurs chevau-légers dans les places voisines, et que, par ce moyen, on pourrait harceler l'ennemi et lui couper les vivres. Quelque honteux que fût le premier avis, il l'aurait cependant emporté, si Gritti et André Trevisano, provéditeurs de l'armée vénitienne, ne s'y fussent opposés; ils obtinrent que du moins on différerait la retraite de quelques jours. On était sur le point de partir, lorsqu'on apprit que dix mille hommes, tant Suisses que Grisons, devaient arriver le lendemain, sous la conduite d'Albert Petra [1].

Cette nouvelle rendit le courage aux Français, et la défense de Milan fut résolue; mais ne croyant pas pouvoir conserver les faubourgs, ils y mirent le feu, par le conseil des provéditeurs, qui crurent cette extrémité nécessaire, ou qui saisirent cette occasion de satisfaire l'ancienne haine qui divise les Vénitiens et les Milanais. Ils eurent aussi la précaution de chasser de la ville les principaux Gibelins ou de s'en assurer; ces factieux, qui étaient d'autant plus suspects d'attachement au parti impérial qu'il y en avait un grand nombre dans l'armée ennemie.

Cependant Maximilien s'avança jusqu'à Lambra, à deux milles de Milan, et il n'eut pas plus tôt occupé ce poste que les Suisses arrivèrent pleins d'ardeur, et paraissant résolus de défendre Milan, sans vouloir néanmoins combattre contre les troupes de leur nation. Leur arrivée inspira une nouvelle ardeur aux Français et causa beaucoup d'inquiétude à l'empereur. Il se rappela la haine irréconciliable de cette nation contre la maison d'Autriche, et se rappelant l'infortune de Ludovic Sforze et la perfidie que les Suisses avaient tramée contre ce malheureux prince avec leurs compatriotes qui étaient dans l'armée française, il commença à craindre la même trahison de leur part. Sa frayeur était d'autant plus grande qu'il n'avait point d'argent et que les Français n'en manqueraient pas pour les corrompre. Son inquiétude devint encore plus vive après que Jacques Staffier, général des Suisses qui étaient dans son armée, lui eût demandé leur solde avec hauteur; il était hors d'état de les satisfaire, tant parce que son indigence était toujours la même que parce que la garnison de Brescia avait retenu pour elle-même une somme d'argent qui venait d'Allemagne. Enfin Maximilien fut si frappé de la crainte de ce péril qu'il décampa tout-à-coup et regagna la rivière de l'Adda. S'il se fût approché de Milan trois jours plus tôt, au lieu de perdre un temps précieux devant Asola, les Français épouvantés, et comptant peu sur l'arrivée des Suisses, auraient sans doute repassé les monts; peut-être même que, s'il n'eût pas fait une retraite si précipitée, la défiance que les Français devaient avoir des Suisses, après les égards que ceux-ci avaient marqués à leurs compatriotes de l'armée impériale, les aurait enfin déterminés à se retirer, ou que les Suisses, prétextant l'ordre de leurs magistrats, auraient repris la route de leur pays.

L'empereur ayant repassé l'Adda fit quelque séjour dans le territoire de Bergame, après avoir laissé ses Suisses à Lodi; ils l'avaient menacé de se retirer si dans quatre jours ils n'étaient pas payés. Il les retenait cependant par la promesse de les satisfaire au premier jour avec l'argent qu'il attendait d'Angleterre; il paraissait en même temps être dans le dessein de retourner à Milan. Tout cela causait d'autant plus d'inquiétude aux Français que les Suisses leur étaient suspects, tant à cause de la lenteur affectée de leur marche que du refus qu'ils avaient fait de combattre contre ceux de leur nation qui servaient l'empereur. D'ailleurs, en conséquence de l'ordre que les Cantons leur avaient envoyé de quitter le service de la France, deux mille s'étaient déjà retirés, et il était à craindre que

(1) Ou Stein.

le reste ne suivit cet exemple, quoiqu'on assurât le roi qu'il y avait un contre-ordre secret. L'empereur, après avoir tiré seize mille ducats de la ville de Bergame et fait une marche inutile du côté de Crême, dont il espérait s'emparer par le moyen d'une intelligence qu'il y avait pratiquée, revint dans le Bergamasque et résolut enfin de retourner à Trente. En communiquant ce dessein aux officiers de son armée, il leur dit qu'il allait chercher de l'argent, qu'il les rejoindrait dès qu'il en aurait et que les sommes qui venaient d'Angleterre seraient arrivées, les priant d'attendre son retour. Cependant les Suisses, restés à Lodi, mirent cette ville au pillage, en forcèrent la citadelle, quoiqu'ils fussent sans canon, firent le même traitement à la ville de Saint-Angelo, et se retirèrent dans la Ghiara-d'Adda, faute de vivres.

Après le départ de Maximilien il y eut lieu de croire que les Suisses repasseraient l'Adda avec l'armée impériale qui était allée les joindre à Romano. En effet, le marquis de Brandebourg s'était rendu au camp, et le cardinal de Sion était arrivé à Bergame avec trente mille ducats, fournis par le roi d'Angleterre. Le duc de Bourbon, à qui cette démarche des Suisses était d'autant plus à craindre que la plupart des troupes de cette nation et une partie des vénitiennes l'avaient abandonné, vint camper de l'autre côté de la rivière; mais les desseins des Impériaux tombèrent par leur propre faiblesse. En effet, l'argent emporté par le cardinal n'étant pas suffisant pour payer les montres dues aux Suisses, ils reprirent le chemin de leurs montagnes par la Valteline. La même raison fit passer dans le camp des Français trois mille hommes de pied, partie Allemands, partie Espagnols. Dans des circonstances si favorables, les Français et les Vénitiens traversèrent l'Adda et tinrent les Impériaux en alarme durant quelques jours par des courses et des attaques fréquentes, dont néanmoins l'avantage fut assez égal de part et d'autre. Dans l'une de ces actions, les Français perdirent auprès de Bergame environ deux cents gendarmes. Ils battirent à leur tour les Allemands, et César Fieramosca fut fait prisonnier; le reste des troupes impériales, ayant reçu un ducat par tête, s'approcha ensuite de Brescia; mais ne pouvant résister à la cavalerie légère des ennemis, Marc-Antoine Colonna conduisit à Vérone les lansquenets et quelques gens de pied Espagnols, et les autres se dissipèrent. Telle fut la fin de l'expédition de l'empereur.

La conduite que le pape tint dans cette occasion le rendit suspect au roi. Ce prince l'avait fait prier d'envoyer, conformément à leur traité, cinq cents lances au secours du Milanais, ou du moins de les faire marcher vers la frontière de ce duché et de payer trois mille Suisses, comme Léon l'avait, disait-il, offert lui-même à Antoine-Marie Palavisino; mais le pape n'avait répondu qu'avec froideur par rapport à ce dernier article; à l'égard de l'autre, il dit que le mauvais état de ses troupes ne lui permettant pas de les faire agir, il les ferait remplacer par celles des Florentins. Elles se mirent effectivement en marche avec quelques soldats de l'Etat ecclésiastique, et s'avancèrent du côté de Bologne et de Reggio, mais avec la lenteur la plus marquée. Outre ces premières causes de méfiance, deux autres circonstances firent croire au roi que le pape avait contribué à l'expédition de l'empereur et qu'elle n'avait pas été résolue sans sa participation. En effet, à la première nouvelle de l'arrivée de Maximilien en Italie, Léon se prépara à lui envoyer en qualité de légat Bernard de Bibbiena, cardinal de Santa-Maria-in-Portico, qui s'était toujours déclaré contre la France. Il permit d'ailleurs à Marc-Antoine Colonna de suivre avec ses troupes l'armée impériale. Cependant il est constant que Léon, pour son propre intérêt, fut fâché de voir l'empereur si près de Rome avec de si grandes forces, et qu'il craignit que, si ce prince réussissait, il ne tentât d'opprimer l'Italie entière, suivant ses anciennes vues; cette crainte et son caractère, qui le portaient à ménager également les deux partis, lui firent dissimuler ses véritables sentiments; ainsi, d'un côté il n'osa pas rappeler Marc-Antoine Colonna ni envoyer au roi les troupes qu'il était obligé de lui fournir, et il fit partir Bibbiena pour la cour de l'empereur. D'un autre côté, ayant su que Maximilien avait quitté les environs de Milan, il donna ordre à ce légat de prétexter une maladie et de s'arrêter à Rubiera, pour voir, avant de s'engager plus loin, quelle serait la suite de cette retraite. Ensuite voulant apaiser le roi, il chargea Laurent de Médicis, son neveu, d'engager les Florentins à payer un mois de solde à trois mille Suisses de

l'armée du roi. Celui-ci parut agir de lui-même dans cette occasion, et seulement donner en cela des marques du feint attachement qu'il avait promis à ce prince, lorsqu'il alla le trouver à Milan. François accepta ses offres ; mais voulant faire sentir à Laurent qu'il n'était pas la dupe des artifices de son oncle, il dit en badinant que puisque le pape était toujours contre lui dans la guerre, et que l'entrevue de Bologne n'avait pu engager Sa Sainteté à lui donner du secours dans le péril, il était d'avis de faire avec elle un autre traité, qui n'aurait lieu qu'en temps de paix et quand il n'y aurait rien à craindre.

L'armée de l'empereur s'étant dissipée, les Vénitiens sans attendre les Francais, et se flattant que la garnison de Brescia qui n'était composée que de six cents Espagnols et de quatre cents chevaux serait trop faible pour leur résister, arrivèrent devant cette place pendant la nuit pour l'escalader ; mais leurs échelles s'étant trouvées trop courtes et la garnison paraissant disposée à se bien défendre, ils manquèrent l'entreprise; ensuite l'armée française vint les joindre, sous les ordres d'Odet de Foix, que le roi venait de faire gouverneur du Milanais [1] à la place du duc de Bourbon qui le lui avait remis de son propre mouvement. Les deux armées firent alors le siége de Brescia dans les formes ; et pour diviser les forces des assiégés, on dressa des batteries en quatre endroits différents. La garnison se soutint tant qu'elle espéra que sept mille hommes d'infanterie du Tyrol que l'empereur avait fait avancer jusqu'à la montagne viendraient au secours de la place; mais les Vénitiens ayant fermé les passages à la faveur du château d'Anfo et d'autres forts, les assiégés effrayés de la largeur de la brèche capitulèrent la veille de l'assaut; ils obtinrent que la garnison sortirait de la ville et de la citadelle avec ses bagages seulement, si elle n'était pas secourue dans vingt-quatre heures.

Dans le même temps le pape, qui songeait à porter ses armes dans le duché d'Urbin, commença par publier un monitoire contre François-Marie de la Rovere, à qui ce duché appartenait. Léon y exposait que ce prince, quoique actuellement au service de l'Eglise, avait non-seulement refusé de faire marcher les troupes dont il avait reçu la paie, mais qu'il avait encore traité secrètement avec les ennemis; qu'il avait précédemment fait assassiner le cardinal de Pavie ; qu'il n'avait été absous de ce crime que par grace et sans aucune des formalités d'usage en pareille occasion, et qu'il était coupable de plusieurs autres meurtres différents ; que, quoiqu'il fût neveu et vassal du pape dont il commandait même alors les troupes, il avait député Balthasar de Castiglione vers le roi de France pour lui faire offres de ses services et cela, dans le plus grand feu de la guerre entre Jules et les Français ; que dans le même temps il avait refusé le passage à des troupes qui allaient joindre l'armée du pape, et que, dans un duché qu'il tenait en fief du Saint-Siége, il avait fait souffrir toutes sortes de mauvais traitements aux troupes de l'Eglise, qui s'étaient sauvées de la bataille de Ravenne. Mais de tous les griefs du pape contre le duc d'Urbin, celui qui aigrissait davantage ce pontife était le refus que François-Marie avait fait d'aider Léon et son frère à se rétablir à Florence.

Ce dessein aurait éclaté beaucoup plus tôt si le pape n'eût craint de se rendre odieux par la ruine du neveu d'un pape qui avait porté si haut la puissance du Saint-Siége. D'ailleurs les prières de son frère contribuèrent encore à suspendre sa haine. Julien, durant l'exil des Médicis, avait demeuré plusieurs années à la cour d'Urbin du vivant du duc Guy [1], et ensuite avec le duc régnant, après la mort de Guy. La reconnaissance l'engageait à faire tous ses efforts pour empêcher son oncle de ravir à François-Marie une principauté où il avait trouvé un asile si favorable ; mais une longue maladie ayant enfin enlevé Julien et l'expédition de l'empereur n'ayant eu aucune suite, le pape, sollicité par Laurent son neveu et par Alphonsine mère de Laurent [2], qui l'un et l'autre brûlaient de s'emparer de ce duché, se détermina à agir sans délai. Ensuite pour excuser l'ingratitude de cette démarche, dont il reçut des reproches de plusieurs personnes, il allégua les injures que le duc d'Urbin lui avait faites, et les peines dont les lois punissaient un vassal rebelle à son seigneur, et un capitaine qui, au

(1) Il fut fait aussi maréchal de France cette année.

(1) Guy Balde de Montefeltro, dont il est parlé ci-dessus.
(2) Alphonsine Orsino, veuve de Pierre de Médicis.

préjudice de son engagement, refusait de fournir les troupes dont il avait reçu la paie; il ajouta qu'outre ces considérations il était encore déterminé par le danger qu'il y avait de souffrir, dans le sein des Etats de l'Eglise, un homme qui, méprisant le soin de sa réputation et ses serments, l'avait déjà si sensiblement outragé, et de la part duquel on devait craindre de plus grands attentats dans l'occasion.

Cette guerre fut bientôt terminée. Dès que l'armée du pape, commandée par Laurent de Médicis, parut sur la frontière du duché d'Urbin, la capitale et les autres villes se rendirent sans aucune résistance. Le duc[1] qui s'était retiré à Pesaro, consentit qu'elles pourvussent à leur sûreté par une soumission volontaire, parce qu'il ne pouvait les défendre. Pesaro ouvrit aussi ses portes dès que l'armée s'en fut approchée; ce n'est pas que la place ne fût bien fortifiée et suffisamment pourvue de troupes, puisqu'il y avait trois mille hommes de garnison, et que la mer était libre d'ailleurs ; mais la Rovere[1] qui avait déjà envoyé sa femme et son fils[2] à Mantoue, jugea à propos de s'y réfugier aussi. C'est pourquoi après avoir laissé dans le château de Pesaro son favori Tranquillo de Mondolfo, il abandonna la ville. On raisonna beaucoup sur le motif de sa retraite. Les uns disaient qu'il avait lieu de se défier de la garnison, dont la plus grande partie n'était pas payée; d'autres croyaient que sa tendresse pour sa femme, dont il ne pouvait pas demeurer éloigné, avait servi de prétexte à couvrir sa lâcheté.

Ainsi en quatre jours l'armée du pape soumit les villes de Pesaro, de Sinigaglia et tout le duché d'Urbin, à l'exception des châteaux de ces deux villes, de San-Leo et de Mainolo. Celui de Sinigaglia se rendit même presque aussitôt; à l'égard de la citadelle de Pesaro, elle ne tint que deux jours, et promit de se rendre si elle n'était pas secourue dans vingt, ce qui fut accordé à condition que les assiégés ne répareraient pas les brèches et ne feraient aucune nouvelle fortification; mais le traité fut mal observé de la part du commandant; car ayant relevé les murs, il eut l'audace, non-seulement de violer sa parole au bout des vingt jours convenus, mais encore de faire une sortie sur les assiégeants; cette infidélité lui coûta cher. En effet, les officiers chargés de la conduite du siége pendant l'absence de Laurent, qui était retourné à Florence après la capitulation, ayant eu la précaution de faire creuser des tranchées autour du château durant le délai et de mettre en mer quelques bâtiments pour empêcher qu'il n'y entrât du secours, ils recommencèrent à battre la place si vivement que la garnison se souleva contre le gouverneur, et le livra aux généraux du pape qui le firent pendre quelques jours après. Mainolo se rendit aussi. La prise de cette place facilita le siége de San-Leo, qui, situé à l'opposite, n'en est éloigné que d'un mille. Comme San-Leo était dans une assiette extrêmement avantageuse et qu'il n'y avait pas d'apparence de l'emporter de vive force, on résolut d'affamer la garnison; c'est pourquoi deux mille hommes d'infanterie en formèrent le blocus. Cependant, trois mois après, un charpentier trouva le moyen d'y faire entrer l'armée du pape. Cet homme choisit une nuit fort noire pour monter avec une longue échelle sur un rocher, qui paraissait être l'endroit le plus escarpé et le plus difficile de la montagne où San-Leo est bâti. Ayant ensuite fait ôter son échelle, il resta dans ce poste pendant toute la nuit, l'obscurité l'empêchant d'aller plus haut. A la pointe du jour il grimpa avec des crampons de fer jusqu'au sommet de la montagne; ensuite étant revenu à l'aide des mêmes crampons au rocher d'où il était parti, il s'y tint le reste du jour, et revint au camp la nuit suivante par le moyen de son échelle qu'on lui tint prête. Il assura les généraux qu'on pouvait monter par cet endroit; on lui donna donc un détachement de cent cinquante hommes qui, étant montés avec la même échelle, restèrent jusqu'au jour sur le rocher dont on a parlé, et grimpèrent ensuite l'un après l'autre dans ces passages étroits. Trente d'entre eux avaient déjà gagné le sommet de la montagne avec un tambour et six drapeaux, et ils avaient mis ventre à terre pour attendre leurs compagnons qui n'étaient pas encore montés, lorsqu'une sentinelle qui venait d'être relevée, passant dans un endroit plus élevé que celui où ils étaient, les aperçut dans cette situation et donna l'alarme. Se voyant découverts, ils donnèrent, sans atten-

(1) Eléonore de Gonzague, fille de François, marquis de Mantoue.

(2) Guy Balde de la Rovere. Il fut duc d'Urbin après son père.

dre le reste des leurs, le signal dont ils étaient convenus avec les généraux, qui dans l'instant même firent escalader la montagne par différents endroits pour diviser les forces des assiégés. Ils coururent en effet vers tous les postes qui étaient attaqués ; mais dès qu'ils virent que plusieurs des ennemis étaient déjà sur le sommet de la montagne avec six drapeaux, et qu'ils avaient tué quelques-uns des leurs, l'épouvante les saisit et ils se retirèrent dans la citadelle. Cependant les assaillants gagnaient du terrain ; ceux qui s'étaient le plus avancés ayant forcé la porte du mur qui ferme les passages de la montagne, ils y montèrent tous et s'en rendirent maîtres ; c'est pourquoi les assiégés capitulèrent deux jours après, quoique la place fût bien pourvue de toutes sortes de munitions.

Le duché d'Urbin, qui ne valait pas plus de vingt-cinq mille ducats de revenu en y joignant même Pesaro et Sinigaglia qui n'en faisaient pas partie, étant ainsi en la disposition du pape, il fit continuer la procédure commencée contre François-Marie. Enfin ce fief fut réuni au domaine de l'Eglise. Le pape en donna ensuite l'investiture en plein consistoire à Laurent, son neveu ; et pour donner plus de force et d'authenticité à cet acte il voulut que tous les cardinaux le signassent ; il n'y eut que Dominique Grimano, évêque d'Urbin, qui, ayant des liaisons particulières avec la Rovere, refusa de consentir à sa ruine ; mais craignant la colère du pape, il sortit quelques jours après de Rome, où il ne rentra qu'après la mort de Léon.

Le roi ne put voir sans un vif ressentiment le malheur du duc d'Urbin, qui n'était dépouillé de ses Etats qu'à cause de son attachement pour la France ; mais d'autres démarches de Léon lui furent plus sensibles. En effet Prosper Colonna, à son retour de France, s'était arrêté à Basseto, ville appartenant aux Palavicini, et se défiant encore en cet endroit des Français, il s'était retiré à Modène, où Jérôme Morone[1] s'était réfugié malgré la parole qu'il avait donnée de se rendre en France. Tant qu'ils furent ensemble dans cette ville et depuis à Bologne, ils ne cessèrent de lier des intrigues avec les bannis pour surprendre quelque place importante du Milanais ; ils avaient encore pour complice et pour appui Muzio Colonna, dont la compagnie avait ses quartiers dans le Modenais, avec l'agrément du pape, qui participait à toutes ces intrigues. D'ailleurs Léon avait exhorté le roi catholique (c'est le nom que l'archiduc portait depuis la mort de son aïeul maternel) à ne faire aucun nouveau traité avec la France. Enfin Ennio, évêque de Veroli, nonce en Suisse, et qui dans un âge fort avancé parvint au cardinalat, avait fortement sollicité les cinq Cantons dissidents de traiter avec l'empereur. Ce prince était alors entre Inspruck et Trente, où il ne faisait d'autre mal aux Français que de leur causer de l'inquiétude. Mais il se négociait une ligue entre Maximilien, le roi d'Angleterre et les Suisses, pour attaquer le duché de Milan ; le roi soupçonnait avec raison le pape d'entrer dans cette intrigue, car il laissait assez paraître sa mauvaise volonté par les prétextes qu'il apportait de jour en jour pour se dispenser de lui accorder la permission de lever des décimes en France, quoiqu'il la lui eût promise dans la conférence de Bologne.

Malgré tant de sujets d'aigreur le roi cherchait à gagner Léon X par toutes sortes de moyens, tant est grand le respect qu'inspire toujours la majesté pontificale ! Après la retraite de l'empereur il avait été arrêté qu'on mettrait à contribution les villes de la Mirandole, de Carpi et de Corregio, comme dépendantes de l'empire ; mais le pape, qui avait pris les seigneurs de ces trois villes sous sa protection, en ayant fait des plaintes, François révoqua cet ordre. Outre cela le roi offrit au pape de nettoyer la mer de Toscane, infestée par les corsaires de Barbarie, et d'y envoyer pour cet effet l'escadre que Pierre Navarro équipait à Marseille, et sur laquelle cet officier se proposait d'embarquer six mille hommes d'infanterie pour faire une descente sur les côtes d'Afrique. Mais toutes ces offres de service ne changèrent pas les dispositions du pape à son égard ; il nia une partie des faits dont le roi se plaignait, tâcha d'excuser les autres, refusa même de rappeler de Suisse l'évêque de Veroli, quelques instantes prières que lui en fit ce prince, et enfin il ne voulut pas faire sortir du Modenais Muzio Colonna, qui feignait d'y avoir pris ses quartiers de sa propre autorité. Muzio

(1) Il chercha toujours depuis à nuire à la France, par dépit de ce qu'on ne lui avait pas donné une charge de maître des requêtes qu'on lui avait promise.

ne se retira même qu'après que Prosper Colonna fût sorti de Bologne et que toutes leurs intrigues eurent échoué, ce qui rendait son séjour désormais inutile en ce pays. Mais sa retraite lui fut fatale, car peu de temps après, ayant surpris Fermo à la faveur de la nuit avec les troupes des Colonna et quelques gens de pied espagnols, il reçut, dans l'ardeur du pillage de cette ville, une blessure qui le mit bientôt au tombeau.

Telle était la situation des affaires lorsque Lautrec, sollicité par les Vénitiens, se posta sur l'Adige, qu'il devait passer à Usolingo dans le dessein de joindre leur armée et de faire de concert le siége de Vérone; il avait six mille lansquenets que la république devait payer durant cette expédition. Mais le bruit de la marche des Suisses et l'inquiétude que le séjour de Prosper Colonna à Modène donnait à ce général rompirent cette entreprise. Ayant appris que le cardinal de Sainte-Marie-in-Portico s'était rendu dans la même ville, Lautrec reprit le chemin de Peschiera, et malgré les plaintes des Vénitiens posta ses troupes sur les deux rives du Mincio. Il y demeura même plus d'un mois, quoiqu'il n'eût plus rien à craindre de Prosper ni du cardinal, et qu'il s'offrît une favorable occasion de prendre Vérone. Il en était sorti plus de deux mille hommes de pied allemands ou espagnols qui s'étaient mis à la solde des Vénitiens, et tous les jours il en passait un grand nombre dans leur camp. Pour excuser son inaction il dit qu'il attendait de l'argent de France; que les Vénitiens eux-mêmes en manquaient et qu'ils n'étaient pas assez bien pourvus d'artillerie et de munitions pour ce siége. Mais la véritable raison de cette conduite était l'ordre qu'il avait d'attendre l'événement d'une négociation entamée entre la France et l'Espagne.

François I, persuadé que Charles avait besoin de son appui pour passer dans ce royaume et y affermir son autorité, voulait en obtenir des conditions plus favorables que celles du traité de Paris, et par la médiation de ce prince faire avec l'empereur un traité dans lequel il avait dessein de stipuler la restitution de Vérone en faveur des Vénitiens. Charles, de son côté, suivant le conseil de M. de Chièvres[1], son gouverneur (car ce prince n'était encore que dans sa quinzième année), n'avait pas refusé un accommodement que les circonstances présentes rendaient nécessaire. C'était à Noyon que se tenaient les conférences où l'évêque de Paris[1], le grand-maître de la maison du roi[2] et le premier président du parlement de Paris[3] traitaient pour la France avec M. de Chièvres et le grand-chancelier de l'empereur, ministres du roi catholique.

Quoique Lautrec attendît l'événement de cette négociation, il ravagea cependant la campagne, et suivant l'usage déplorable de notre siècle il faisait la guerre aux malheureux paysans. En effet, ayant jeté un pont près du village de Monzarbanio, il fit couper les blés du territoire de Vérone et ses chevau-légers se répandirent de tous côtés; il envoya aussi un détachement aux environs de Mantoue, où le dégât fut si terrible que le marquis offrit douze mille écus pour le faire cesser. D'un autre côté la garnison de Vérone, qui faisait aussi des courses dans le Vicentin et dans le Padouan, mit au pillage l'infortunée ville de Vicence. Enfin Lautrec, déterminé par les plaintes réitérées des Vénitiens, passa l'Adige à Usolingo sur un pont qu'il fit jeter en cet endroit; et après avoir fait un grand butin dans ce pays où il n'était pas attendu, il s'approcha de Vérone pour en faire le siége; il s'empara d'abord de la Chiusa, place qui rendait le passage plus difficile aux secours qui pouvaient venir d'Allemagne. Mais le jour de son arrivée devant les murs de Vérone les lansquenets, soit de leur propre mouvement, soit à l'instigation secrète du général même, déclarèrent qu'ils n'attaqueraient point une ville qui appartenait à l'empereur, et dont la conquête n'intéressait pas directement le roi de France; ce refus imprévu fit d'autant plus de peine aux Vénitiens qu'ils avaient payé cette infanterie pour trois mois. Lautrec ayant donc repassé l'Adige alla se poster à un mille de Vérone; l'armée vénitienne, qui n'était composée que de cinq cents gens d'armes, d'autant de chevau-légers et de quatre mille hommes de pied, ne se trouvant

(1) Philippe de Croüy.

(1) Étienne Poncher.

(2) Artus Gouffier.

(3) Pierre Mondot de la Marthonie. Il fut mis à la tête du parlement de Paris lorsqu'Antoine du Prat, qui occupait cette place, fut fait chancelier. Il mourut en 1517.

pas en sûreté de l'autre côté de la rivière, prit le parti de le rejoindre.

Sur ces entrefaites les ministres des rois de France et d'Espagne conclurent un traité de paix, le 15 août, à Noyon, portant qu'il y aurait pour toujours entre les deux couronnes une alliance défensive envers et contre tous; que le roi catholique épouserait la fille du roi de France[1] qui n'était encore âgée que d'un an; que la princesse aurait pour dot tous les droits que François I prétendait avoir sur le royaume de Naples, suivant le partage fait entre Louis XII et Ferdinand; que le roi catholique paierait à la France une pension annuelle de cent mille écus pour l'entretien de la jeune princesse jusqu'à ce qu'elle eût atteint l'âge nubile; que si elle venait à mourir avant le mariage et qu'il y eût alors une autre fille de France, le roi catholique l'épouserait aux mêmes conditions; mais que s'il n'y en avait point, Charles prendrait pour épouse la princesse Renée, qui lui avait déjà été promise par le traité de Paris; qu'en tout cas la princesse qu'il épouserait venant à mourir sans enfants, la portion du royaume de Naples qui lui aurait été donnée en dot retournerait à la France; que le roi d'Espagne rendrait la Navarre à son roi légitime dans un certain temps, sinon que François pourrait aider ce prince à rentrer dans ses États. Cet article portait que le roi de Navarre[2] prouverait auparavant son droit à cette couronne. Il fut encore convenu par le même traité que l'empereur aurait deux mois pour y accéder; mais que son accession n'empêcherait pas le roi de France d'aider les Vénitiens à reprendre Vérone; que si Maximilien voulait déposer cette ville entre les mains du roi d'Espagne et consentir qu'il la remît dans six semaines au roi de France pour en disposer à sa volonté, ce prince lui paierait cent mille écus et les Vénitiens cent mille autres en deux termes, savoir : la moitié dans le temps que se ferait le dépôt de Vérone, et le reste six mois après; que François le tiendrait quitte d'environ trois cent mille écus que Louis XII lui avait prêtés durant leur alliance; qu'en ce cas il y aurait une trève de dix-huit mois entre l'empereur et les Vénitiens, pendant laquelle Maximilien garderait Riva-di-Trento, Rovere et tout ce qu'il possédait alors dans le Frioul, et les Vénitiens de leur côté les places qu'ils lui avaient enlevées, jusqu'à ce que les deux rois eussent réglé les limites des États de l'empereur et de la république; enfin le pape fut nommé de part et d'autre comme allié.

Cependant les Vénitiens pressaient Lautrec de faire le siége de Vérone, dans l'incertitude de ce que ferait l'empereur par rapport au traité de Noyon. En s'emparant de cette place par la force, leur but était de ne pas payer la somme stipulée dans le traité. D'un autre côté le roi, qui désirait la paix avec ce prince, préférait l'exécution du traité à la voie des armes; mais Lautrec n'ayant plus de prétextes d'inaction, tant parce que les Vénitiens avaient levé beaucoup d'infanterie et exécuté tout ce qu'il avait exigé que parce que les lansquenets ne refusaient plus de faire le siége, il fut obligé de céder à leurs instances. Ainsi les deux armées passèrent l'Adige sur deux ponts, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de Vérone. Le général français prit ses quartiers à la Tomba et tourna son artillerie contre la porte de Sainte-Lucie; la seconde attaque fut confiée aux lansquenets, qui dressèrent une batterie contre la porte de Saint-Maxime. Ensuite on devait réunir toute l'artillerie contre l'endroit où le mur qui est entre la citadelle et la ville se joint à la muraille de cette dernière place, afin d'attaquer en même temps l'une et l'autre et d'obliger la garnison à se diviser pour défendre ce mur de communication. Les Vénitiens se postèrent à Saint-Michel au-dessous de Vérone, entre la rivière et le canal, et s'attachèrent à battre la porte de Vescovo, qui est l'endroit le plus faible de la ville. En deux jours le canon des Français rasa les dehors de la place, quoique très forts; mais les Vénitiens trouvèrent plus de difficultés à détruire trois bastions qui leur étaient opposés. Dès qu'ils furent ruinés, les deux armées, chacune de son côté, foudroyèrent les murs avec dix-huit grosses pièces d'artillerie et quinze moyennes, et firent en trois jours deux brèches d'environ trente-cinq pieds de large, qu'ils continuèrent d'agrandir. Comme les Vénitiens attaquaient l'endroit le plus faible ils

(1) Louise, qui mourut enfant.

(2) Le traité portait qu'il enverrait des ambassadeurs en Espagne, non pour prouver ce droit qui était incontestable, mais seulement pour le représenter, afin d'engager Charles à restituer sous des conditions moins onéreuses. Voyez le Recueil des traités de Léonard, tome II.

avaient presque réduit en poudre tous les bastions et les remparts. Néanmoins il leur avait été impossible d'empêcher que le feu de la place ne les prît en flanc, parce que les forts d'où ils partaient étaient si bien enfoncés dans le fossé que les boulets qu'on tirait contre eux passaient par-dessus, ou, s'amortissant à terre, perdaient toute leur force avant d'y arriver. On avait en même temps sapé le mur, qui, malgré les étaies qu'on y avait mises, s'écroula plus tôt que les généraux ne le voulaient.

La garnison de Vérone consistait en huit cents chevaux, cinq mille lansquenets et quinze cents Espagnols; elle était commandée par Marc-Antoine Colonna, qui avait quitté le service du pape pour passer à celui de l'empereur. Elle se défendit avec courage et les brèches étaient réparées avec autant d'activité que de prévoyance. Le commandant se distinguait aussi avec éclat, et, quoique blessé à l'épaule d'un coup de feu, il se trouvait nuit et jour à toutes les attaques au milieu des plus grands périls. Déjà les batteries françaises avaient ouvert le mur en quatre endroits, entre la porte de la citadelle et celle de Sainte-Lucie, et chacune de ces brèches était assez large pour recevoir des compagnies entières en bon ordre; les Vénitiens, de leur côté, avaient fait un égal progrès. Cependant Lautrec demanda encore un plus grand nombre de pièces de canon pour augmenter les batteries; et malgré l'instance des Vénitiens qui le pressaient de donner l'assaut, il n'y avait sortes de prétextes qu'il ne saisît pour le différer; un accident qui survint alors lui en fournit de plausibles. Il venait au camp, par la plaine de Vérone, huit cents barils de poudre avec d'autres munitions sur des chariots tirés par des bœufs; mais les conducteurs, s'empressant à l'envi d'y arriver, marchèrent si vite que les roues s'enflammèrent et mirent le feu aux poudres et à tous les équipages. De leur côté, les assiégés avaient beaucoup à souffrir, et la place, dont les ennemis n'avaient pas quitté depuis plusieurs mois les environs, commençait à manquer de vivres; car il n'y en entrait que fort peu et secrètement par les montagnes.

Telle était la situation de la ville et des assiégeants, lorsque neuf mille lansquenets arrivèrent de la part de l'empereur au secours de Vérone. Ils prirent la Chiusa par composition et se saisirent du château de la Corvara, passage sur la montagne voisine de l'Adige du côté de Trente, et qui pendant les guerres de l'empereur et des Vénitiens avait été plusieurs fois pris et repris par les différents partis. A leur approche, Lautrec, craignant ces troupes ou feignant de les craindre, leva le siége malgré les Vénitiens et se retira à Villa-Franca, où il fut suivi d'une partie de leur armée. Le reste, sous la conduite de Jean-Paul Manfrone, se retira à Boseto au-delà de l'Adige. Après cette retraite, les Vénitiens, désespérant de prendre Vérone, envoyèrent toute leur grosse artillerie à Brescia. Ainsi les impériaux ne trouvant aucun obstacle vinrent camper à la Tomba, où les Français avaient eu leurs quartiers. Il en entra une partie dans Vérone, le reste demeura aux environs jusqu'à ce que la place fût pourvue des rafraîchissements dont elle avait besoin. Avant de partir, ils y laissèrent une garnison de sept à huit mille lansquenets; car les Espagnols, ne pouvant sympathiser avec les Allemands, avaient passé presque tous au service des Vénitiens avec Maldonat leur colonel. Ce secours ne fut pas d'une grande utilité à Vérone; les Allemands, n'ayant apporté que vingt mille florins du Rhin fournis par le roi d'Angleterre, consumèrent pendant leur séjour dans cette ville presque tout ce qu'ils avaient amené de vivres. Les Français qui s'étaient retirés à Villa-Franca achevèrent d'épuiser en peu de temps le Véronais et le Mantouan; et comme, malgré les ordres du roi, ils voulaient retourner dans leurs quartiers, les Vénitiens, qui avaient intérêt qu'ils demeurassent en ce pays, furent obligés de leur envoyer de Brescia tout ce qu'ils demandaient, dépense qui montait à plus de mille écus par jour. Quelque envie que l'armée eût de se retirer, il aurait bien fallu se rendre enfin aux instances des Vénitiens, lorsque tout sembla se disposer à la paix. L'empereur, qui avait fait tous ses efforts pour empêcher son petit-fils de traiter avec la France, se laissa entraîner à son avidité pour l'argent, en faveur duquel il parut oublier sa haine contre la France et ses projets sur l'Italie; ainsi, non-seulement il ratifia la paix, mais il résolut encore de restituer Vérone dans la forme portée par le traité.

Cette démarche de l'empereur procura un nouvel avantage au roi de France, car tous les

Suisses, voyant la paix conclue entre ces deux puissances[1], se déterminèrent à la faire avec le roi, à l'exemple des Grisons. Visconti[2] qui, ayant perdu les bonnes graces du roi, était alors exilé, contribua beaucoup à la conclusion de cette affaire; et par les soins qu'il prit, non-seulement il obtint la permission de rentrer dans sa patrie et dans ses biens, mais il mérita que le roi le comblât de bienfaits dans la suite. On convint par le traité que le roi paierait trente-cinq mille ducats aux Cantons dans trois mois et leur ferait une pension annuelle à l'avenir; qu'ils lui permettraient de lever dans leur pays un certain nombre d'infanterie toutes les fois qu'il le demanderait. Il y eut sur cet article quelque différence, eu égard aux différents cantons; car cinq d'entre eux ne s'engagèrent à cette clause que pour la défensive seulement, au lieu que les huit autres s'y obligèrent pour la défensive et l'offensive; que les Suisses pourraient retenir ou restituer au roi, comme bon leur semblerait, les châteaux de Lugano et de Locarno, passages fort avantageux et très importants à la sûreté du Milanais; qu'enfin, au cas qu'ils les rendissent, le roi leur paierait trois cent mille ducats; mais à peine le traité fut-il signé qu'ils rasèrent ces deux places. Ainsi finit l'année 1516.

Dès les premiers jours de la suivante, l'évêque de Trente[3] se rendit à Vérone, et dans une entrevue qu'il eut avec Lautrec entre cette ville et Villa-Franca, il lui déclara que Vérone était déposée entre les mains du roi d'Espagne, et qu'il offrait de la remettre au roi de France dans le terme de six mois marqué dans le traité de Noyon[1]. Il y eut quelques difficultés pour savoir si ce terme courait du jour de la ratification de ce traité par l'empereur ou du jour de la consignation de cette ville entre les mains du roi catholique, ce qui fit naître une longue contestation; mais les murmures de la garnison qui demandait de l'argent obligèrent l'évêque de Trente à terminer la dispute. Il compta donc depuis l'ordre que l'empereur lui avait donné, et promit de remettre la place le 15 janvier, ce qui fut exécuté. Les Vénitiens donnèrent à l'évêque cinquante mille ducats et quinze mille à la garnison de Vérone, comme on en était convenu, et Lautrec s'engagea à faire conduire à Trente l'artillerie qui était dans la place; l'évêque remit de son côté Vérone entre les mains de ce général, qui la reçut au nom du roi de France, et dans l'instant la rendit aux Vénitiens représentés par André Gritti, leur provéditeur.

Cette heureuse fin d'une guerre si longue et si onéreuse causa dans Venise la plus vive allégresse, et l'on y oublia bientôt tous les périls et les fatigues passés. Si l'on en croit quelques historiens de cette république, la dépense qu'elle fit dans cette guerre, à compter depuis la ligue de Cambrai, monte à cinq millions de ducats, dont cinq cent mille furent le fruit de la vente des offices. La joie ne fut pas moindre à Vérone et dans les autres places soumises aux Vénitiens, et l'on se flatta partout de jouir des avantages d'une douce tranquillité, à l'abri des ravages et des maux qui désolaient depuis si long-temps ce malheureux pays.

(1) Ce n'est pas la paix avec l'empereur qui détermina les Suisses, mais les dispositions où ils savaient que l'empereur était, puisqu'ils firent leur traité avec le roi deux mois avant celui de l'empereur.

(2) Il avait suivi le parti de Maximilien Sforze contre la France.

(3) C'était Bernard Clesi, élu évêque et prince de Trente le 12 juin 1514. Il fut fait cardinal par Clément VII en 1529 et mourut le 28 juin 1539.

(1) Le traité de Noyon disait six semaines et non six mois, comme on l'a vu ci-dessus; cette faute d'impression se trouve dans plusieurs éditions.

LIVRE TREIZIÈME.

Guerre de François-Marie, duc d'Urbin, pour rentrer dans ses États. Progrès de cette guerre du côté de François-Marie et de Laurent de Médicis. Conjuration découverte pour empoisonner le pape Léon. Punition des conjurés. Victoires du Grand-Turc Sélim. Mort de Trivulce et de Maximilien. Charles d'Autriche et François I se disputent l'Empire. Charles V est élu empereur. Cause de la guerre entre l'empereur et le roi de France. Origine de l'hérésie luthérienne. Mort de Jean-Paul Baglione. Troubles d'Espagne causés par le mauvais gouvernement des ministres de l'empereur.

CHAPITRE PREMIER.

Préparatifs de François-Marie, duc d'Urbin, pour reconquérir ses États. Il prend à sa solde Maldonat et autres capitaines. Gonzague se joint à lui. Plaintes de Léon X. Le duc d'Urbin reprend ses États. Le pape s'en plaint aux princes chrétiens. Les rois d'Espagne et de France lui envoient des secours. Cartel envoyé par François-Marie à Laurent de Médicis.

La fin de la guerre entre l'empereur et les Vénitiens, jointe à la paix que la France venait de conclure avec l'Espagne et l'Empire, semblait promettre quelques années de repos à l'Italie après tant de malheurs. En effet, les Suisses, dont on pouvait se servir pour exciter de nouveaux troubles, venaient de traiter avec la France, sans que cette démarche les rendît ennemis d'aucune autre puissance; d'ailleurs les esprits s'étaient si bien conciliés à Noyon qu'on parlait déjà d'une entrevue que les rois de France et d'Espagne devaient avoir à Cambrai pour affermir la paix. Monsieur de Chièvres, le grand-maître de France, et Robertet s'étaient même déjà rendus dans cette ville pour préparer toutes choses. Les démarches de l'empereur semblaient répondre de son inclination à la paix. En effet, il avait rendu Vérone à la république de Venise et fait partir deux ambassadeurs pour la France, afin de ratifier la paix en son nom. Ainsi ce n'était pas sans raison que l'Italie espérait voir finir ses maux par la réunion de tant de puissances ennemies; cependant il était comme impossible qu'elle pût demeurer tranquille, soit par un triste effet de son malheur, soit à cause des différents intérêts du grand nombre de princes qui la partageaient entre eux. L'empereur et les Vénitiens avaient à peine quitté les armes, et même l'affaire de la restitution de Vérone n'était pas encore entièrement finie lorsque François-Marie de la Rovere excita de nouveaux troubles. Ce prince trouva le moyen de s'attacher quelques troupes espagnoles qui avaient servi ou dans Vérone pour l'empereur, ou dans les armées de France et de Venise. Il leur proposa de l'aider à rentrer dans le duché d'Urbin dont le pape venait de le dépouiller; il n'eut pas de peine à persuader des soldats étrangers qui, jusqu'alors accoutumés à vivre de pillage et de rapine, ne voyaient qu'à regret la paix renaître en Italie. Ces troupes étaient au nombre d'environ cinq mille hommes de pied commandés par Maldonat, capitaine espagnol qui avait acquis beaucoup d'expérience à la guerre. Frédéric de Bozzole se joignit à cette infanterie avec huit cents chevau-légers, dont il partageait le commandement avec Gayoso, Espagnol, Zucher, Bourguignon[1], André Bua et Constantin Boccali, Albanais. Tous ces officiers avaient de l'expérience et de la réputation; mais Frédéric de Gonzague, seigneur de Bozzole, était bien au-dessus des autres par sa naissance et par les emplois militaires qu'il avait exercés dès sa plus tendre jeunesse. Plein d'ardeur pour la gloire, il offrit son secours au duc d'Urbin, en considération des liaisons d'amitié qui étaient entre eux, et par haine contre Laurent de Médicis qui, lorsque le pape le mit à la tête des troupes de l'Eglise et de Florence à la place de Julien de Médicis, avait refusé de lui conti-

(1) C'est-à-dire Francomtois.

nuer le commandement de l'infanterie qu'il tenait de ce général.

François-Marie marcha contre le duché d'Urbin le jour de la restitution de Vérone. Son armée était plus redoutable par le courage des soldats que par leur nombre ou les préparatifs du général ; en effet, si l'on excepte les armes et les chevaux, elle manquait de toutes le choses nécessaires. La marche de ces troupes causa beaucoup de crainte au pape ; en effet, il n'ignorait pas que les généraux qui la conduisaient étaient animés contre sa maison et quelle était la valeur de l'infanterie espagnole : il craignit surtout l'affection qu'avaient les peuples du duché d'Urbin pour François-Marie. Le souvenir de la douceur et de l'équité de la maison de Montefeltro qui avait long-temps gouverné ce pays y était encore récent, et l'on y avait pour la Rovere, qui avait été élevé à la cour d'Urbin et qui d'ailleurs était fils d'une sœur du duc Guy, tout l'attachement qu'on avait eu pour ce prince. Léon était au désespoir d'être obligé de faire la guerre à des gens qui n'avaient rien à perdre et qui ne combattaient qu'en vue du pillage ; il craignait encore que ce dernier motif ne rassemblât sous les drapeaux de son ennemi une foule de soldats que la paix tenait dans l'inaction ; mais le pape était bien autrement alarmé par la crainte où il était que la France ne trempât dans cette expédition. Il savait que François I n'avait supporté qu'avec chagrin le malheur de François-Marie. D'ailleurs, il ne pouvait se dissimuler à lui-même qu'il avait donné à ce prince bien des sujets de plaintes ; que lorsque les impériaux avaient attaqué le Milanais, il avait manqué à exécuter son traité avec la France ; que la bulle qu'il avait envoyée au roi pour la collation des bénéfices de France et du Milanais était tout-à-fait différente du projet concerté à Bologne, et cela sous prétexte qu'on n'avait pas signé l'acte dressé dans cette ville, conduite qui avait tellement déplu au roi que la bulle avait été renvoyée ; qu'il avait eu de secrètes intrigues avec les autres puissances, et en particulier avec les Suisses, au préjudice de la France ; que pour empêcher qu'on ne reprît Vérone, il avait accordé à l'infanterie espagnole qui marchait au secours de cette place le passage sur les terres de l'Eglise ; enfin il n'avait pas oublié les conditions difficiles et fâcheuses auxquelles il avait permis au roi de lever des décimes sur le clergé. Tant de sujets de plaintes donnés à ce prince ne permettaient pas de douter qu'il ne fût très indisposé contre lui. Il s'en assurait encore davantage lorsqu'il considérait que l'expédition de François-Marie s'était concertée aux environs de Vérone ; il ne pouvait s'imaginer que Lautrec l'eût absolument ignorée et qu'il n'y entrât pour quelque chose, puisqu'il ne lui en avait donné aucun avis. Enfin Bozzole avait toujours été jusqu'alors au service du roi, et il n'était pas tout-à-fait certain qu'il l'eût quitté, ce que Lautrec assurait néanmoins pour dissiper les soupçons du pape. Léon n'était pas plus assuré des dispositions du sénat de Venise ; il courait un bruit que les provéditeurs de l'armée de la république avaient favorisé François-Marie, et l'on n'ignorait pas d'ailleurs les sujets de mécontentement que les Vénitiens avaient contre le pape, dont la puissance particulière, jointe à la grande autorité qu'il avait à Florence, les alarmait beaucoup. Le pape avait donc de justes raisons de s'effrayer, mais surtout dans un temps où rien ne le rassurait d'ailleurs ; toutes les puissances venaient de se réconcilier ensemble ou de traiter avec la France ; d'ailleurs son artificieuse et obscure politique avait indisposé tout le monde contre lui, et même ceux auxquels il était favorable. Ces dispositions venaient de sa lenteur à se déclarer et à exécuter ses promesses ; il n'ignorait pas qu'on était en général peu content de lui, et cette connaissance lui faisait craindre tous les princes. Ç'avait été par cette raison qu'il avait envoyé Frère Nicolas[1], Allemand, secrétaire du cardinal de Médicis, vers le roi catholique. Ce ministre était chargé de le détourner de l'entrevue projetée avec le roi de France, dont le pape craignait les suites. Tandis qu'il cherchait à dissiper ses craintes par la négociation, il ne cessait de prendre des mesures contre le duc d'Urbin ; Laurent, son neveu, faisait passer des milices en Romagne et une partie des anciennes compagnies florentines pour joindre Renzo de Ceri et Vitelli[2], qui étaient à Ravenne avec leurs troupes ; ces officiers avaient ordre de couper les passages aux ennemis. Mais ceux-

(1) Il fut depuis *archevêque de Capoue*.
(2) Il est appelé dans la suite *Vitello Vitelli*.

ci les prévinrent par leur diligence; et ayant passé le Pô à Ostie, ils traversèrent le Bolonais par Cento et Butrio et furent reçus dans les places dépendantes du duc de Ferrare. Ensuite, après avoir mis au pillage le château de Granarolo, dans le territoire de Faënza, ils s'approchèrent de cette ville pour tâcher d'y exciter quelque mouvement en faveur d'un jeune homme de la famille de Manfredi qui était dans l'armée. N'ayant pas réussi, ils continuèrent leur route sans inquiéter les autres villes de la Romagne qui étaient pourvues de fortes garnisons; d'ailleurs Renzo et Vitello s'étaient rendus par mer à Rimini pour assurer davantage cette place. Dans ces circonstances, Médicis arriva à Césène, où il avait donné rendez-vous à son armée, et voyant que l'ennemi était déjà passé, il leva encore de nouvelles troupes; mais il en eut bientôt plus qu'il n'aurait voulu. Jean de Poppi, son secrétaire, qu'il avait auprès de Lautrec, voyant deux mille cinq cents lansquenets et plus de quatre mille Gascons renvoyés par ce général, sur le point de retourner dans leur pays, s'imagina que ces troupes, n'ayant rien à faire, pourraient peut-être servir François-Marie. Dans cette idée, il crut devoir les prendre à la solde de Médicis, pensant qu'il viendrait aisément à bout de vaincre par leur moyen. C'est pourquoi se servant du crédit de Lautrec auprès des capitaines, il engagea ces troupes à marcher tout d'un coup vers Bologne. Cette démarche de Poppi jeta le pape et son neveu dans un grand embarras; ils dissimulèrent néanmoins la défiance qu'ils avaient de ces troupes, dans la crainte qu'elles n'augmentassent les forces de l'ennemi s'ils refusaient de les recevoir.

Cependant François-Marie fut reçu avec une extrême allégresse par tous les peuples du duché d'Urbin. Il n'y avait aucune garnison dans les villes, si ce n'était dans la capitale. Laurent n'avait pu mettre en état de défense que cette place, où il avait envoyé deux mille hommes de pied de Città-di-Castello, par le conseil de Vitello; ces troupes avaient à leur tête Jacques Rossetto, Vitello n'ayant pas voulu les commander lui-même. Rossetto avait été averti par plusieurs personnes de se défier des habitants et de chasser de la ville tous ceux qui étaient en état de porter les armes; mais il négligea cet avis. François-Marie, sans s'arrêter aux autres villes, marcha droit à Urbin, qui ne se rendit pas d'abord; mais s'étant présenté une seconde fois, l'infidélité du commandant, comme on le crut assez généralement, ou la crainte qu'il eut d'une émeute populaire, fit ouvrir les portes de la ville à François-Marie. Rossetto exigea pour toutes conditions que la garnison pût emporter son bagage et se retirer où elle voudrait. L'évêque Vitello[1], gouverneur du duché pour Laurent, fut fait prisonnier, et tout le duché suivit l'exemple de la capitale, excepté San-Leo qu'une faible garnison pouvait défendre à la faveur de la situation du lieu. La ville d'Agobio[2], qui d'abord s'était déclarée pour François-Marie mais qui avait bientôt repris le parti de Laurent, voyant les heureux succès du premier, se remit une seconde fois entre ses mains. Après cette prompte révolution, il ne resta plus à Médicis que Pesaro, Sinigaglia, Gradara et Mondaïno, villes qui n'étaient pas du duché d'Urbin. François-Marie avait envie de se rendre maître de quelque place maritime, mais Sinigaglia et Pesaro étant trop bien fournies de troupes pour qu'il risquât de les attaquer, il feignit d'en vouloir à la dernière de ces places, et tout d'un coup il tourna vers Fano qui était moins difficile à prendre et où il n'était pas attendu, parce que cette place n'avait jamais été en son pouvoir. Renzo de Ceri qui était à Pesaro, ayant pénétré son dessein, avait envoyé promptement Troïle Savello à Fano avec cent gens d'armes et six cents hommes de pied. François-Marie fit tirer contre les murs cinq pièces de canon de médiocre calibre qu'il avait trouvées à Urbin; mais manquant de poudre il eut bien de la peine à faire une brèche d'environ quarante pieds de large. Il donna néanmoins un assaut, où il perdit près de cent cinquante hommes. Cette perte ne l'empêcha pas de tenter une seconde attaque le lendemain; ses soldats s'y portèrent avec tant de furie que la brèche fut abandonnée par les assiégés. La place aurait même été emportée si Fabiano de Galese, lieutenant de Troïle, secondé d'un petit nombre de gens d'armes, n'eût tenu ferme avec un courage héroïque. François-Marie avait dessein de risquer encore un assaut, mais ayant appris qu'il était entré dans la place

(1) Il se nommait Jules.

(2) Ou Gobio.

durant la nuit cinq cents hommes de pied venus de Pesaro par mer, il leva le siége et se rendit à Monte-Baroccio, place bâtie sur une montagne fort escarpée, dont la descente est douce du côté de Fossombrone et d'Urbin et très rude du côté de Pesaro; enfin voyant qu'il ne pouvait former alors aucune entreprise, il se tint dans ce poste pour veiller à la défense du duché d'Urbin qui était derrière lui.

Pendant ce temps-là Médicis fut joint à Rimini par l'infanterie allemande et gasconne que Jean de Poppi avait amenée. Il avait encore pris à sa solde quinze cents autres lansquenets qui avaient été en garnison à Vérone, et beaucoup d'Italiens; enfin il avait rassemblé presque toute la cavalerie du pape et des Florentins. Suivant le conseil des officiers de l'armée, qui réglaient ses démarches à cause de son peu d'expérience à la guerre, il se rendit à Pesaro avec ses gens d'armes, et donna ordre à son infanterie d'aller occuper les montagnes opposées à l'ennemi.

Pesaro est situé à l'entrée d'une vallée qui regarde Urbin, et d'où sort la rivière appelée *le Porto*[1] par les gens du pays, à cause de sa profondeur en cet endroit; en effet, les bâtiments peuvent y entrer en toute sûreté; la rivière baigne les murs de la ville du côté de Rimini, et la citadelle regarde la mer. Il y avait plusieurs magasins entre Pesaro et la rivière, mais Renzo avait jugé à propos de les ruiner pour la sûreté de la ville. Cette place est presque toute environnée de hauteurs, entre lesquelles et la mer il y a une petite plaine d'environ deux milles de largeur, du côté de Fano; on voit sur ces collines deux éminences à l'opposite qui dominent toutes les autres; celle qui regarde la mer se nomme Candelara; l'autre, du côté d'Urbin, s'appelle Nugolara; elles ont l'une et l'autre à leur sommet un château de même nom qu'elle. L'infanterie italienne de Médicis prit son poste à Candelara, et à l'égard des lansquenets et des Gascons ils occupèrent l'autre fort, qui était plus voisin de l'ennemi. Leur dessein n'était que de le fatiguer par de légères attaques et de l'empêcher de courir le pays et de rien entreprendre. Le pape avait défendu d'en venir à une action décisive, à moins qu'on ne fût presque assuré d'en sortir avec honneur, sentant bien tout le danger qu'il y avait à se risquer contre de si braves troupes, animées d'ailleurs par le prix de la victoire, qui n'était pas égal des deux côtés. En effet, si l'armée du pape eût été vaincue, les Etats de l'Eglise et de Florence auraient été exposés au dernier péril; il jugea donc plus à propos de temporiser et de prendre le parti de la défensive. Il se flattait avec assez de raison que le défaut d'argent et la difficulté d'avoir des vivres dans un pays aussi stérile et aussi épuisé dissiperaient les ennemis; d'ailleurs les troupes qui auraient par ce moyen le temps de se discipliner augmentaient chaque jour par la jonction de soldats pleins d'expérience. Enfin il avait sollicité les secours de tous les princes chrétiens, tant auprès des ambassadeurs qu'ils avaient à Rome que par les brefs qu'il leur avait écrit à eux-mêmes avec assez d'artifice, car il se plaignit à l'empereur et au roi d'Espagne d'une conspiration formée par François-Marie de la Rovere et par les troupes espagnoles dans le camp du roi de France et sous les yeux de son lieutenant général, et leur fit entendre assez clairement que ce prince ne l'avait pas ignorée; mais dans son bref à François I il se contenta de paraître soupçonner légèrement Lautrec.

Ces plaintes de Léon firent différentes impressions sur ces princes. L'empereur et son petit-fils ne furent pas fâchés que ce pontife se crût offensé par la France. Maximilien, écoutant toujours sa haine contre cette couronne, et d'ailleurs entraîné par sa légèreté, s'était déjà brouillé avec François I et venait de conclure un nouveau traité avec le roi d'Angleterre; enfin, dans une entrevue où il s'était trouvé avec son petit-fils dans le voisinage d'Anvers, il l'avait dissuadé de se rendre à la conférence de Cambrai, qui fut rompue d'un commun accord de la part des deux rois. Le traité de Noyon n'avait pas guéri le roi catholique de sa jalousie et de ses défiances contre le roi de France. L'aïeul et le petit-fils offrirent donc leurs services au pape, et ils ordonnèrent à leurs sujets de quitter l'armée du duc d'Urbin. Charles envoya le comte de Potenza dans le royaume de Naples, pour remettre la gendarmerie sur pied et conduire quatre cents lances à l'armée du pape; enfin, dans la vue de marquer à Léon les favorables dispositions où

(1) C'est la Foglia.

il était à son égard, il confisqua le duché de Sora, que le père de François-Marie avait acheté dans la terre de Labour. Le roi de France, au contraire, vit avec plaisir le pape dans l'embarras, et son premier dessein fut de l'amuser, comme il l'avait été lui-même par ce pontife; il lui fit donc réponse qu'il était bien fâché de ce qui était arrivé et qu'il ordonnerait à Lautrec de le secourir; qu'au reste c'était par sa faute qu'il s'était attiré cette guerre, et que les Espagnols n'auraient pas été en état de lui nuire s'il n'avait pas lui-même grossi leur nombre en donnant passage aux troupes de cette nation qui marchaient au secours de Vérone. Mais faisant réflexion que le pape, privé du soutien de la France, pourrait se livrer à l'Espagne, il résolut de l'aider et de retirer cependant quelque utilité du besoin que Léon avait de son appui.

Dans cette résolution, il fit partir de Milan trois cents lances pour aller au secours du pape, et il lui fit proposer en même temps un nouveau traité, celui de Bologne devant être regardé comme anéanti par toutes les infractions qu'il avait souffertes de la part de Sa Sainteté; outre cela, il se plaignit vivement de la conduite du pape à son égard, mais surtout de ce qu'il avait écrit aux autres puissances que la France avait trempé dans l'entreprise de François-Marie, et de sa rigueur envers Georges Soprasasso qu'il avait excommunié pour complaire au cardinal de Sion, sans être arrêté par l'attachement de Georges pour la France dont cet officier favorisait les intérêts en Suisse. D'un autre côté, la régente, mère du roi[1], qui avait beaucoup d'empire sur son esprit, déclamait hautement contre l'inhumanité du pape, qui, non content d'avoir dépouillé François-Marie d'un Etat qui lui appartenait si légitimement, l'avait encore excommunié, et refusait de payer les pensions de la duchesse douairière d'Urbin qui n'avait pas de quoi vivre, aussi bien que la femme de ce malheureux prince. La méfiance du pape s'accrut lorsqu'il apprit ces plaintes de la régente; néanmoins sa situation l'obligea à accepter les trois cents lances, moins pour s'en servir que pour augmenter la réputation de ses forces. C'est pourquoi, lorsqu'elles furent parties de Milan, il les fit rester plusieurs jours dans le territoire de Modène et de Bologne; ensuite Laurent leur donna des quartiers à Rimini, où elles n'étaient pas à portée de lui nuire, vu l'éloignement des ennemis. Le traité qui se conclut alors à Rome entre le pape et le roi ne rassura pas entièrement Léon, parce que François ne se détermina à le ratifier qu'après beaucoup de difficultés qui suspendirent longtemps la conclusion de cette affaire; encore fallut-il que le pape cédât en plusieurs points avant que le roi signât. Ce traité obligeait les deux parties à se fournir mutuellement un certain nombre de troupes, et douze mille ducats par mois pour la défense de leurs Etats. Le roi s'engagea aussi à donner des troupes, mais en plus petit nombre, et six mille ducats par mois aux Florentins pour la défense de leur république, et à Laurent de Médicis pour celle du duché d'Urbin. Cette obligation était réciproque de la part de Florence et de Médicis, en cas que le roi eût besoin de leurs secours; outre cela il fut convenu que la France aiderait le pape à soumettre les vassaux de l'Eglise; que le roi nommerait aux bénéfices et pourrait lever des décimes sur le clergé, conformément aux promesses qui lui avaient été faites à la conférence de Bologne, mais avec cette clause que ce subside ne servirait qu'à faire la guerre contre les Turcs, raison spécieuse pour colorer cette concession, car le pape promit secrètement d'anéantir cette condition par un bref quand cet argent serait déposé pour ce prétendu dessein, et de permettre au roi de s'en servir comme bon lui semblerait. Léon s'engagea encore en particulier à ne point exiger du roi que ce prince lui fournît des troupes contre le duc de Ferrare; il consentit même que la France lui continuât sa protection. Dans la conférence de Bologne, le pape avait promis de rendre Reggio, Modène et Rubiera; François le pressa de tenir sa parole. Léon ne refusait pas absolument de le faire; mais il voulait remettre cette restitution à un autre temps, sous prétexte qu'elle serait honteuse pour lui dans des conjonctures où il avait une fâcheuse guerre à soutenir, et qu'elle marquerait trop une extrême nécessité; mais le roi ne voulait point entendre parler de délais. Enfin cette affaire

(1) Louise de Savoie, fille de Philippe, duc de Savoie, et de Marguerite de Bourbon, sa première femme. François I, en partant pour son expédition de Milan en 1515, lui laissa la régence du royaume, et depuis ce temps-là le nom de régente lui resta toujours. Elle était née en 1477.

fut terminée par cet expédient ; le pape s'engagea de donner au roi un bref où il s'obligerait de rendre dans sept mois ces trois places au duc de Ferrare, comptant bien, si le péril venait à cesser, ne pas avoir plus d'égard à ce bref qu'aux promesses qu'il avait faites à Bologne. Le roi n'ignorait pas les dispositions du pape, mais craignant de s'en faire un ennemi s'il le pressait davantage, il accepta l'expédient; en effet, il ne pouvait aliéner tout-à-fait Léon sans beaucoup de péril L'Angleterre, alors ennemie déclarée de la France, l'empereur, le roi d'Espagne et les Suisses lui causaient beaucoup d'inquiétude ; il crut donc que dans l'impossibilité d'obtenir quelque chose de plus réel, il fallait se contenter d'une promesse par écrit.

Cependant Laurent de Médicis avait beaucoup augmenté le nombre de ses troupes durant cette négociation ; non-seulement il avait fait des recrues considérables d'Italiens, mais le pape avait encore pris à sa solde mille hommes d'infanterie espagnole et autant de lansquenets ; il y avait toute apparence qu'ils termineraient heureusement cette guerre avec des forces si considérables. Les ennemis avaient choisi des postes fort avantageux ; ainsi, le seul moyen de les obliger à la retraite était de les affamer. C'est pourquoi Camille Orsino eut ordre de se rendre avec sept cents chevau-légers dans le pays qu'on appelle le Vicariat, d'où l'ennemi tirait la plus grande partie de ses vivres.

Sur ces entrefaites, un trompette se rendit à Pesaro pour demander un sauf-conduit de la part du capitaine Suarez, Espagnol, qui devait venir trouver Médicis avec une autre personne. Laurent l'accorda sans difficulté, croyant que cet officier était un capitaine qui portait aussi ce nom, et avec qui il avait de secrètes liaisons; mais il fut bien surpris d'en voir arriver un autre, accompagné d'Horace de Fermo, secrétaire de François-Marie. Ces deux hommes demandèrent une audience publique et l'obtinrent. Suarez y dit à Médicis, de la part de François-Marie, que leur différend pouvant se décider l'épée à la main dans un combat singulier, ou entre plusieurs braves dont ils se feraient accompagner chacun de leur côté, il lui laissait le choix de ces deux partis ; qu'il était plus convenable de vider ainsi leur querelle que par une guerre funeste aux peuples et d'ailleurs également ruineuse pour celui des deux qui demeurerait vainqueur. Ensuite il voulut lire un cartel qu'il avait à la main, mais on l'en empêcha. Laurent, ayant consulté les officiers de son armée, répondit qu'il acceptait le défi, pourvu que François-Marie commençât par abandonner les places qu'il venait d'usurper sur lui. Ensuite il fit mettre en prison les deux envoyés, par le conseil de Renzo de Ceri qui blâmait leur hardiesse, digne, selon lui, d'être punie; mais les autres officiers lui ayant représenté que c'était violer le droit des gens, il relâcha Suarez, ne retenant que son compagnon. Il colora cette perfidie d'un prétexte ridicule ; il dit qu'on avait dû faire exprimer dans le sauf-conduit le nom d'Horace, tant parce que cet homme était né sujet de l'Eglise qu'à cause de l'emploi qu'il avait auprès de François-Marie. Le dessein de Laurent était d'apprendre par son moyen les secrets de François-Marie et de découvrir quel était le ressort secret de cette expédition. En effet, il le fit bientôt appliquer à la torture, et le bruit courut que dans les tourments il avait donné à entendre que la France avait beaucoup de part à cette guerre.

CHAPITRE II.

Combats dans le duché d'Urbin. Premiers exploits de Jean de Médicis. Laurent de Médicis perd l'occasion de la victoire. Il est blessé à Mondelfo. Désordre dans l'armée du pape. Maldonat, Suarez et autres officiers traîtres sont condamnés à passer par les piques.

Cependant la cavalerie légère qu'on avait envoyée dans le Vicariat n'avait pas empêché les ennemis d'en tirer des vivres ; il fallait donc y faire passer de plus grandes forces pour leur ôter tout-à-fait cette ressource. L'armée de Médicis était alors assez nombreuse pour paraître en présence de l'ennemi ; elle consistait en mille hommes d'armes, autant de chevau-légers et quinze mille hommes de pied de différents pays, parmi lesquels il y avait plus de deux mille Espagnols que le pape avait pris à son service dans Rome. La guerre d'Urbin étant la seule qu'il y eut alors en Italie et les officiers ayant eu le temps de substituer des soldats aguerris aux milices levées à la hâte, cette armée avait la fleur et l'élite de l'infanterie qui était alors en ces provinces. Il fut donc résolu qu'on irait se poster à Sorbolungo, place dans

le territoire de Fano, à cinq milles de Fossombrone, d'où il serait facile d'enlever les vivres du Vicariat aux ennemis.

La ville de Fossombrone est bâtie sur le fleuve Metauro, si célèbre par la défaite d'Asdrubal. Cette rivière, après avoir coulé à travers des montagnes, entre, au-dessous de Fossombrone, dans une plaine qui va toujours en s'élargissant jusqu'à la mer où elle se jette à quinze milles de cette ville, dans le voisinage de Fano, du côté de Sinigaglia. On voit à la droite de ce fleuve le Vicariat, pays plein de fertiles coteaux et de places, et qui confine à la côte par un long espace; la gauche du Metauro est bordée de collines, mais pour peu qu'on s'en éloigne, on rencontre de hautes montagnes fort escarpées. La plaine a plus de trois milles de large du côté de Fano.

Médicis, craignant d'être prévenu par l'ennemi, fit partir avant la pointe du jour Jean de Médicis [1], Jean-Baptiste de Stabbia et Brunoro de Forli avec quatre cents chevau-légers pour se saisir de Sorbolungo; il donna ordre en même temps à l'infanterie qui était à Candelara et à Nugolara d'aller joindre cette cavalerie vers le Metauro en traversant les montagnes; et laissant Guy Rangone avec cent cinquante hommes d'armes à Pesaro, il partit lui-même après le soleil levé avec le reste de l'armée, et prit le chemin de Fano en côtoyant la mer. Tournant ensuite du côté de Fossombrone à l'entrée de la vallée, il arriva vers le midi à un lieu nommé Mulino-di-Madonna [2], sur la rivière. Toute sa cavalerie et l'infanterie italienne la traversèrent à gué; mais les Gascons et les Allemands furent si long-temps à passer un pont qu'on avait fait pour eux, que l'armée ne put gagner Sorbolungo ce jour-là, comme on l'avait résolu, et fut obligée de camper à San-Giorgio, Orciano Mondaïno, places éloignées d'un mille l'une de l'autre. La cavalerie légère, quoique partie la première, ne réussit pas mieux. Jean de Médicis, qui faisant ses premières armes dans cette campagne donnait déjà de grandes espérances de ses talents militaires, s'aperçut qu'on avait pris le chemin le plus long; mais voyant ses avis négligés, il se rendit seul à Sorbolungo quelques heures avant la nuit. Les deux autres officiers, après une longue route, revinrent au camp, se plaignant d'avoir été trompés par leurs guides. Il fut impossible au jeune Médicis de rester à Sorbolungo, parce que la Rovere, qui sur l'avis qu'on lui avait donné de la marche des ennemis et pénétrant leur dessein, était parti de son camp le même jour en diligence, se rendit dans cette place aussi avant la nuit, après avoir passé la rivière sans aucun obstacle sur le pont de Fossombrone. Médicis qui n'avait avec lui que sa compagnie, se voyant hors d'état de résister, prit le parti de se retirer à Orciano; il eut plusieurs de ses gens faits prisonniers par un gros de cavalerie qui le poursuivit. Dès qu'il put voir Laurent de Médicis, il se rendit chez lui, et y ayant rencontré Brunoro et Jean-Baptiste de Stabbia, il dit avec indignation qu'on n'avait manqué de terminer heureusement cette campagne que par la négligence ou la lâcheté de ces deux hommes. Depuis cette faute qui ne fut pas la dernière, Médicis, livré à de mauvais conseils, vit toujours aller ses affaires en décadence. Orciano et Sorbolungo, places bâties sur des éminences, sont à un peu plus de deux milles l'une de l'autre; l'espace qui est entre deux est plein de coteaux et de monticules, au milieu desquels on voit le château de Barti. François-Marie y avait posté une partie de ses troupes; la proximité des deux armées fut cause qu'on ne cessa de se harceler de part et d'autre le lendemain. Dans ces conjonctures, Médicis ayant assemblé le conseil de guerre, les avis y furent partagés. Quelques-uns, surtout ceux de qui le suffrage n'était d'aucun poids, proposaient de marcher droit aux ennemis, voulant se faire passer pour braves par des conseils hardis qui, devant être sans exécution, n'exposeraient personne au péril. Renzo et Vitello, qui réglaient toutes les démarches de Médicis, rejetèrent cette proposition. Ils représentèrent que les ennemis avaient l'avantage d'un bon poste, qu'ils étaient appuyés à dos par une place, qu'on ne pouvait arriver à leur camp que par un chemin fort difficile, et qu'enfin Sorbolungo étant en leur pouvoir, il fallait décamper, n'étant presque plus possible de les empêcher de tirer des vivres du Vicariat, le seul objet pour lequel on avait fait sortir l'armée de Pesaro; mais afin que cette retraite ne ressemblât point à une fuite, ils ne proposè-

(1) Il était fils de Jean de Médicis, dont il est parlé ci-dessus, et de Catherine Sforze. Il épousa Marie Salviati, fille de Jacques, et fut père de Côme de Médicis, qui fut le premier grand-duc de Toscane en 1569.

(2) Le moulin de Notre-Dame.

rent pas de ramener l'armée dans cette ville; mais ils conseillèrent de marcher contre Monte-Barroccio et les autres places que les ennemis avaient abandonnées, d'où l'on pourrait ensuite aller faire le siége de la ville d'Urbin.

Le lendemain l'armée se mit donc en marche à la pointe du jour, mais les soldats furent si persuadés qu'on fuyait, que deux gens d'armes passèrent dans le camp de François-Marie et lui donnèrent avis de la prétendue fuite des ennemis. Ce général, ne doutant plus de la victoire, fit marcher sur-le-champ son armée à travers les montagnes pour tomber sur Médicis lorsqu'il serait dans la plaine, supposant qu'il avait pris le chemin le plus court et le plus aisé. En effet, si la chose fût arrivée ainsi, la bataille eût été inévitable; mais le hasard voulut que Médicis, pour sauver une pièce de canon qu'il avait été obligé de laisser en chemin deux jours auparavant, fit repasser le Metauro à ses troupes à Mulino-di-Madonna, ce qui l'éloignait de plus de quatre milles du lieu où le droit chemin l'aurait conduit, preuve sensible que le moindre accident décide souvent des plus grands événements à la guerre. La cavalerie et l'infanterie passèrent à gué, mais avec lenteur Elles se mettaient en bon ordre en sortant de la rivière, et marchaient en bataille vers Fossombrone par la plaine. L'infanterie était presque entièrement passée, et il ne restait plus sur l'autre bord que les gens d'armes et les chevau-légers qui composaient l'arrière-garde, lorsque la cavalerie légère des ennemis, qui était fort nombreuse et fort leste, vint tomber sur eux. Constantin Baglione perdit la liberté dans cette occasion; il était le fruit de l'amour incestueux dont Jean-Paul avait brûlé pour sa propre sœur. Celui-ci, qui n'était que depuis quelques jours dans l'armée et sur qui roulait le commandement de l'avant-garde, ayant appris le malheur de son fils, n'oublia rien pour l'arracher aux ennemis. Pendant qu'il faisait tous ses efforts, le corps de bataille commandé par Médicis ayant devancé Baglione, devint l'avant-garde; ensuite l'arrière-garde ayant suivi ce premier corps en prit la place, de sorte que Jean-Paul se trouva fermer la marche de l'armée. A l'égard de Renzo et de Vitello, ils avaient pris les devants avec un corps d'infanterie.

François-Marie et les officiers de son armée s'apercevant que les ennemis marchaient vers Fossombrone, à mesure qu'ils passaient la rivière, virent bien qu'ils ne fuyaient pas et que leur dessein était de se saisir de Monte-Barroccio. Ne songeant donc plus à les combattre, ils n'eurent d'autre objet que de marcher promptement vers un passage important sur la rivière de Tavernelle. La nature a creusé dans cet endroit un fossé escarpé qui coupe la plaine jusqu'à la montagne et qu'on ne peut traverser que dans un lieu où l'on a continué le grand chemin; si l'ennemi s'en était saisi le premier, il les aurait mis dans un grand embarras. Les troupes de François-Marie, ayant abandonné leurs bagages, se mirent à courir vers ce défilé sans aucun ordre. Ludovic, fils de Liverotto de Fermo, qui venait de joindre l'armée de Médicis avec mille hommes de pied et un sergent Espagnol qui connaissait le pays, fit remarquer au général et à ses officiers l'avantage de cette occasion. L'infanterie allemande et gasconne témoignait même déjà beaucoup d'ardeur pour le combat; l'armée entière le demandait à grands cris, et Médicis paraissait aussi le souhaiter; mais Renzo de Ceri et Vitello, n'approuvant pas cette résolution, dirent qu'il valait mieux se retirer sur une hauteur voisine d'où il serait facile de tomber sans aucun risque avec la cavalerie légère sur les ennemis au passage de la rivière; Renzo, négligeant donc de se rendre maître du fossé en question, tourna vers la hauteur. Les soldats espagnols de l'armée de François-Marie s'étant aussitôt emparés de ce même poste, firent un feu terrible de mousqueterie sur les lansquenets de Médicis qui se trouvèrent à la portée de leurs armes, et poussèrent de grands cris pour marquer la joie qu'ils avaient de se voir hors d'un péril certain. C'est ainsi que Médicis, par l'ignorance ou la lâcheté de ses officiers généraux, si même la perfidie n'eut point de part à cette démarche, laissa échapper une si belle occasion d'écraser son ennemi. Ce général campa cette nuit à Saltara, et François-Marie continuant sa route avec diligence, et marchant jusque bien avant dans la nuit, se rendit à son premier poste de Monte-Barroccio, et prévint deux mille hommes d'infanterie ennemie qui avaient ordre de s'en saisir. Médicis s'avança le lendemain à deux milles au-dessus de Saltara vers la montagne, près de Monte-Barroccio, mais au-dessous de cette place du côté de la mer. Les deux armées

demeurent ainsi campées environ à un mille l'une de l'autre. Médicis n'était pas si avantageusement posté que les ennemis ; car tirant ses vivres de Pesaro, d'où on les conduisait à Fano par mer, il fallait les transporter par terre lorsque le vent était contraire ; c'est pourquoi la disette se faisait souvent sentir à son armée, parce que les convois étaient la plupart du temps interceptés par la cavalerie légère de François-Marie que les paysans avertissaient exactement des moindres démarches de l'ennemi.

Sur ces entrefaites François-Marie envoya un trompette à l'infanterie gasconne de l'armée ennemie, pour lui montrer des lettres qu'on avait trouvées dans les papiers des secrétaires de Médicis dont le bagage avait été enlevé en partie le jour qu'il abandonna le poste de Saltara. Le pape, fâché que les Gascons eussent obligé ce général à augmenter leur paie, lui recommandait dans ces lettres de faire en sorte qu'ils repassassent les monts. Cette lecture fit tant d'impression sur l'esprit de ces troupes qu'elles se seraient mutinées si Carbon, leur capitaine, et Laurent ne les eussent apaisées en les assurant que ces lettres étaient supposées.

Médicis, craignant que cette affaire n'eût des suites et considérant d'ailleurs qu'outre la disette de vivres qui le pressait il ne pouvait pas espérer de rien faire de considérable dans ce poste où il risquait beaucoup, il prit la résolution de le quitter sans être arrêté par la honte qu'il y avait à faire de si fréquentes retraites devant l'ennemi ; il proposa donc de se jeter dans la partie du Vicariat qui est plus proche de la mer et de s'y étendre jusqu'à Fossombrone. L'armée entière approuva ce dessein et blâma hautement la conduite de Renzo et de Vitello ; tous, jusqu'au simple soldat, disaient ouvertement que si l'on avait d'abord pris ce parti les ennemis seraient déjà vaincus par la famine. Médicis parla plus vivement que les autres ; il se plaignit même avec aigreur de ces deux officiers, leur faisant de grands reproches de ce qu'ils avaient exposé à un extrême péril une armée plus nombreuse et plus forte que celle de l'ennemi, soit afin de tirer la guerre en longueur pour leur intérêt, soit pour lui ravir à lui-même la gloire de signaler ses armes, peut-être enfin par la crainte de voir augmenter sa puissance et devenir aussi funeste à leur maison que l'avait été la grandeur de Valentinois.

On alla donc faire le siége de San-Constanzo, place du Vicariat, qui voulait se rendre aux premiers coups de canon ; mais comme il était facile de l'emporter, Médicis, dans le dessein de regagner tout-à-fait les Gascons, fit retirer le reste des troupes afin qu'ils eussent seuls l'avantage de prendre et de piller cette ville. L'armée marcha ensuite contre Mondolfo, place mieux fortifiée que la première et la plus forte du Vicariat. En effet, elle est bâtie sur le sommet d'une colline et environnée d'un fossé et de bonnes murailles gardées par deux cents hommes de pied espagnols ; d'ailleurs la situation du lieu forme un second rempart à ce fort. Renzo eut ordre d'établir une batterie pendant la nuit du côté du midi ; mais il le fit avec tant de négligence et la mit si peu à couvert que les assiégés tuèrent huit canonniers et plusieurs pionniers en moins d'une heure après le lever du soleil. Antoine Santa-Croce, capitaine d'artillerie, fut aussi blessé dans cet endroit. Médicis, fort irrité de cette négligence, s'y rendit malgré l'opposition de tous les officiers qui lui représentaient qu'il ne devait pas aller chercher un péril certain, tandis qu'il pouvait confier à autrui le soin qui l'y attirait ; il demeura jusqu'à midi dans cet endroit et ne se retira qu'après que les batteries furent en sûreté ; il alla se rafraîchir à l'ombre de quelques arbres, où il se croyait garanti du feu de la place par la hauteur de la colline ; mais en marchant toujours il parut à peine devant la citadelle qu'il vit mettre le feu à une arquebuse. Voulant éviter le coup, il se jeta promptement à terre. La balle, qui aurait donné dans la capacité du buste s'il eût été debout, vint frapper le haut de la tête, offensa l'os et glissa jusqu'à la nuque. Cet accident n'empêcha pas de continuer le siége ; la brèche était déjà ouverte. Néanmoins les officiers, sentant toute la difficulté de monter à l'assaut parce que le terre-plain n'était pas encore assez éboulé, firent creuser une mine sous une grande tour qui tenait à la muraille attaquée. Au bout de cinq jours elle la fit sauter avec beaucoup de fracas et entraîna un grand pan du mur contigu. On donna sur-le-champ l'assaut avec beaucoup de désordre et sans succès. Cependant la garnison, n'espérant pas être secourue et voyant que François-Marie, soit pour

ne pas perdre un poste tel que Monte-Barroccio, soit pour quelque autre raison, était résolu d'y rester, elle se rendit sur le soir, vies et bagues sauves, abandonnant lâchement la ville au pillage.

Léon, ayant été informé du malheur arrivé à Médicis, qui fut en danger de perdre la vie, fit partir pour l'armée le cardinal de Sainte-Marie-in-Portico en qualité de légat. La mauvaise conduite des officiers, jointe à une espèce de fatalité, ayant déjà commencé à ruiner les affaires du pape, le cardinal prit le commandement de l'armée sous de malheureux auspices. Le lendemain de son arrivée il s'éleva par hasard une querelle entre deux soldats dont l'un était Italien et l'autre Allemand. Ceux de ces deux nations qui se trouvèrent le plus près de cet endroit accoururent au bruit, appelant réciproquement leurs compatriotes à leur secours. Tout le camp fut bientôt en mouvement. Les troupes de part et d'autre, sans s'informer de la cause de ce tumulte, allèrent s'armer dans leurs quartiers et massacrèrent tous ceux qu'ils rencontrèrent; mais le désordre s'accrut encore par l'avidité des Gascons qui pillèrent le quartier des Italiens pendant que ceux-ci marchaient en bataille vers le lieu de la querelle. Les principaux officiers de l'armée qui tenaient alors le conseil de guerre accoururent aussitôt; mais ils trouvèrent les esprits si échauffés et le péril si grand que tous, préférant leur intérêt propre au bien public, se retirèrent dans leurs quartiers, rassemblèrent leurs gens d'armes, et ne songeant qu'à les sauver s'éloignèrent avec eux à un mille du camp. Il n'y eut que le légat qui, remplissant le devoir de sa place avec fermeté, s'exposa courageusement à périr au milieu d'une foule de furieux pour servir son maître. Enfin, après bien des dangers, il apaisa le tumulte à l'aide de quelques capitaines d'infanterie; mais cela ne put se faire si tôt qu'il n'eût déjà péri plusieurs soldats. Les Allemands perdirent plus de cent hommes, et il y eut vingt Italiens et quelques Espagnols tués.

Les officiers, craignant que cette querelle n'eût de fâcheuses suites, prirent le parti de ne rien entreprendre pour lors et de séparer les troupes. Les gens d'armes de l'Eglise et ceux des Florentins furent envoyés à Pesaro avec l'infanterie italienne. A l'égard des lances françaises, elles étaient toujours à Rimini, le pape et le roi n'ayant pas encore réglé leurs différends. L'infanterie gasconne eut ordre de camper dans la plaine à un demi-mille de la place, et les autres gens de pied furent dispersés dans la montagne de l'Imperiale, qui est au-dessus de Pesaro, du côté de Rimini, et où l'on voit un palais bâti par l'ancienne famille de Malatesta; les Espagnols furent mis sur le sommet, les Allemands au-dessous et les Corses dans la plaine. Il n'y eut durant vingt-trois jours que quelques petits combats entre la cavalerie légère des deux armées. François-Marie, n'espérant pas vaincre en rase campagne une armée si nombreuse et n'osant aussi faire aucun siége si près d'elle, ne songeait qu'à conserver ses conquêtes et demeurait tranquille dans son poste; mais le vingt-quatrième jour ce prince, sortant la nuit de Monte-Barroccio, parut à la pointe du jour sur le haut de la montagne de l'Imperiale dans le camp des Espagnols de Médicis; ce qui arriva fit croire que ces troupes ou du moins une partie étaient d'intelligence avec François-Marie. Les soldats espagnols de son armée, qui avaient mis de petites branches d'arbre à leurs chapeaux, ayant crié à leurs compatriotes de les suivre s'ils voulaient se sauver, la plus grande partie de ceux-ci prenant aussi des branches vertes se joignirent à eux. Les officiers, avec environ huit cents hommes, n'eurent point de part à cette défection et se retirèrent à Pesaro. François-Marie passa ensuite au quartier des Allemands, où il n'y avait point de garde de ce côté-là, parce qu'ils se croyaient en sûreté à cause du voisinage des Espagnols, et les surprenant il en tua ou blessa plus de six cents; les autres s'enfuirent au quartier des Corses et s'approchèrent ensemble de Pesaro. Les Gascons, informés des progrès de l'ennemi, se mirent en bataille, mais ils ne voulurent jamais sortir de leurs retranchements.

Ensuite François-Marie fit avancer son armée entre Urbin et Pesaro, dans l'espérance d'attirer à son parti les Gascons et ceux des lansquenets qui avaient été pris conjointement avec ces premiers à la solde du pape dans les troupes de Lautrec et qui ne s'étaient pas séparés depuis. D'Ambre, jeune homme fort considéré parmi les Gascons et qui tenait à Lautrec par les liens du sang, était jaloux de l'autorité du capitaine Carbon dont la naissance

avait moins d'éclat. Il s'était secrètement engagé de passer dans l'armée de François-Marie avec ces troupes, dont la conduite lui donna occasion de former ce projet; car, non contentes d'avoir obtenu qu'on augmentât leur paie, elles demandaient encore avec menaces qu'on leur fît de meilleures conditions. Les ministres du pape refusaient de leur côté de satisfaire l'avidité de ces étrangers. Dans ces circonstances, Carbon et le capitaine des lances françaises qui s'était rendu de Rimini à Pesaro pour cette affaire faisaient tous leurs efforts pour l'accommoder; mais cinq ou six jours après la surprise du mont Imperiale, François-Marie s'avança fort près du camp des Gascons. D'Ambre, en ayant mis sur-le-champ une partie en bataille, alla se joindre aux ennemis avec les lansquenets et six pièces d'artillerie, malgré les prières de Carbon qui ne put conserver que sept officiers et treize cents hommes; mais comme un désordre en entraîne toujours un autre à la guerre, l'infanterie italienne, sentant tout le besoin qu'on avait d'elle après tant de défections, se mutina le lendemain matin, et pour la faire rentrer dans son devoir on fut forcé de lui accorder toutes ses demandes, les soldats et les officiers ne connaissant ni retenue ni modération et n'écoutant que leur avarice. Le bon ordre et l'union qui régnaient dans l'armée de François-Marie avaient quelque chose de surprenant; car ses troupes n'étaient pas payées de leur solde, et c'était moins l'autorité du chef et ses talents militaires qui contenaient les soldats, comme l'histoire le raconte d'Annibal, que leur propre ardeur et leur opiniâtreté. Au contraire, les troupes de l'Eglise, dont la paie ne manquait jamais et qui même en avaient une très forte, étaient dans la confusion et le trouble et brûlaient d'abandonner leur général pour suivre le parti opposé, exemple qui prouve bien que l'argent contribue bien moins que d'autres causes à maintenir la discipline.

Le légat et les officiers généraux, consternés par ces fréquentes défections, furent long-temps incertains du parti qu'ils avaient à prendre; mais leur intérêt particulier, qui seul réglait leurs démarches, les empêcha de remédier à un désordre qu'ils n'avaient pas su prévenir. Après de longues délibérations ils conseillèrent au pape de rétablir les Bentivoglio dans Bologne avant qu'ils entreprissent d'y rentrer les armes à la main, ce que le mauvais état des affaires de Sa Sainteté et peut-être la sollicitation d'une puissance étrangère leur ferait sans doute tenter; ils ajoutaient qu'il serait impossible de soutenir la guerre contre eux, puisqu'on avait tant de peine à résister aux attaques de François-Marie. Pour donner plus de force à un conseil de cette nature et pour se mettre à couvert des ressentiments du pape, quelque chose qui arrivât, on mit ce résultat par écrit et on le fit signer par le légat, l'archevêque Orsino[1] et tous les officiers de marque. Le légat avait d'anciennes liaisons d'amitié avec les Bentivoglio, et Orsino[2] leur était attaché par les liens du sang. Celui qu'on chargea de porter ce conseil au pape fut le comte Robert Boschetto, gentilhomme modenais. Léon X ne put lire cette lettre sans colère; il se plaignit avec beaucoup d'aigreur de l'infidélité de ses ministres qui, de concert avec des gens qu'il avait comblés de bienfaits et qui pouvaient en espérer à tout moment de sa libéralité, osaient lui donner de si lâches conseils dont l'exécution lui serait plus funeste que tout le mal qu'il pouvait craindre de la part de ses plus cruels ennemis. Orsino, qui était peut-être l'auteur de cette manœuvre, en porta toute la peine, et Léon ne lui donna pas le chapeau qu'on croyait qu'il devait avoir à la première promotion.

Les forces de François-Marie étant ainsi augmentées par la défection des troupes de l'ennemi, il conçut de plus grands projets qu'auparavant; il y fut même contraint par la situation de ses affaires. Son infanterie n'avait presque rien reçu depuis trois mois, et il était hors d'état de la payer, aussi bien que les nouvelles troupes qui venaient d'embrasser son parti; d'ailleurs le duché d'Urbin était si fort épuisé que, bien loin d'y trouver de quoi fournir à la paie de l'armée, il était impossible d'y recouvrer des vivres. C'est pourquoi François-Marie fut obligé d'avoir moins d'égard à ses propres intérêts qu'à l'avidité du soldat. Il aurait souhaité affermir sa nouvelle conquête par la prise de Fano, ou de quelque autre place maritime; mais

(1) Robert, archevêque de Reggio, dont il est parlé ci-dessus.

(2) Hermes Bentivoglio avait épousé une fille de Paul Orsino.

les dispositions de l'armée l'obligèrent de tourner vers la Toscane. Les soldats espéraient faire un grand butin dans ce fertile et riche pays, que la sécurité où l'on y était leur livrerait sans résistance. De son côté, François-Marie comptait changer la face des affaires à Pérouse et à Sienne par le moyen de Charles Baglione[1] et de Borghèse Petrucci; d'ailleurs, outre que cette révolution lui eût été fort utile, elle ne pouvait que causer beaucoup de chagrin au pape et à son neveu. C'est pourquoi, dès que les Gascons eurent joint son armée, il la fit marcher vers Pérouse.

Il ne fut pas plus tôt descendu dans la plaine de Gobio qu'il jugea à propos de faire éclater sa méfiance, ou plutôt la certitude qu'il avait d'une conspiration formée contre sa personne par Maldonat et quelques autres officiers. Dans le temps que l'armée de François-Marie passa dans la Romagne, Suarez, l'un des capitaines espagnols qui était resté en chemin, feignant une maladie, se fit prendre prisonnier par les troupes du pape et conduire à Laurent de Médicis qui était à Césène, et il lui dit de la part de Maldonat et des autres capitaines espagnols que n'ayant pu s'opposer à la désertion de leurs compatriotes, ils ne les avaient suivi que pour être à portée de le servir plus efficacement aussi bien que Sa Sainteté, ce qu'ils ne manqueraient pas de faire dès qu'ils le pourraient. Cette intrigue fut d'abord assez secrète; mais Renzo de Ceri excita la défiance de François-Marie. Renzo, ayant rencontré un tambour espagnol, lui dit comme par raillerie : « Quand vos camarades veulent-ils nous livrer leur général? »

Ce discours, qui fut rapporté à François-Marie, fit impression sur son esprit et le rendit attentif à toutes les démarches de ses officiers. Enfin il vit clairement dans les lettres surprises avec le bagage de Médicis qu'il se tramait une conjuration contre sa propre personne et que Maldonat en était le chef; mais il avait dissimulé jusqu'à ce jour.

Dans la résolution de punir les traîtres, il assembla toute l'infanterie espagnole, et étant monté sur une éminence qu'ils environnaient, il marqua une extrême reconnaissance de leur affection pour lui, et leur dit : que jamais ni prince ni capitaine n'avait trouvé tant de zele dans ses troupes que celui dont il voyait avec joie qu'ils brûlaient pour lui; qu'ils avaient bien voulu le suivre sans intérêt et sans espoir de récompense, puisqu'il était hors d'état de reconnaître actuellement leurs services, et qu'il serait encore dans l'impuissance de le faire même après avoir reconquis ses Etats qui ne pourraient lui fournir de quoi payer l'attachement de tant de braves gens; que ce qui augmentait sa reconnaissance était qu'ils avaient embrassé son parti sans qu'il les eût jamais prévenus d'aucun bienfait, sans que le lien de la patrie les sollicitât en sa faveur, et enfin sans aucun autre motif que leur affection, puisqu'il n'avait même jamais fait la guerre avec eux; qu'ils l'avaient préféré à un puissant prince, quoiqu'ils sussent bien qu'on les conduirait dans un pays pauvre et stérile où il leur serait impossible de s'enrichir; que malheureusement hors d'état de leur montrer toute l'étendue de sa reconnaissance autrement que par un vif et sincère ressentiment de leur zèle, il avait du moins la satisfaction d'apprendre que leur désintéressement, leur fidélité et leur courage faisaient l'admiration de l'Italie et de l'Europe entière; que tout le monde ne voyait qu'avec surprise que des troupes si peu nombreuses, sans argent, sans artillerie, sans munitions, eussent tant de fois forcé à de honteuses retraites une armée où rien ne manquait, et composée de tant de peuples belliqueux; qu'on admirait surtout leur fermeté à faire tête aux forces d'un puissant pontife et de la république de Florence, qui avaient pour eux l'appui des rois de France et d'Espagne, et que plutôt que de manquer à la bonne foi dont de braves soldats doivent se piquer, ils eussent eu le courage de ne point écouter les ordres de leurs souverains qui voulaient la leur faire violer; mais que plus il était charmé de leur gloire, plus il était sensible à tout ce qui pouvait la ternir; que ce n'était qu'à regret et avec la plus vive douleur qu'il en venait à révéler la honte de quelques-uns d'entre eux et à les exposer à l'indignation de leurs compatriotes; qu'il était au désespoir d'être forcé d'en user ainsi avec des gens auxquels il avait voué un éternel attachement, mais que son silence lui faisant craindre que le

(1) Le duc de Valentinois l'avait rétabli à Pérouse, d'où Jean-Paul Baglione le chassa une seconde fois après la mort d'Alexandre VI.

(2) Il avait été chassé de Sienne par Raphaël Petrucci, son cousin, avec le secours de Léon X.

mal ne gagnât et que la perfidie d'un très petit nombre ne flétrît la gloire de tout le corps, il se déterminait enfin malgré lui à leur déclarer qu'il y avait quatre traîtres parmi eux. « S'ils n'en voulaient qu'à ma vie, continua-t-il en soupirant, je me garderais bien d'exciter votre ressentiment contre ces malheureux ; de cruels revers que je ne n'ai point mérités m'ont trop appris à souhaiter la mort. Ce n'est donc aujourd'hui que ma tendre reconnaissance pour vous qui m'oblige à rompre le silence et à découvrir la trahison du colonel Maldonat, à qui votre honneur et votre sûreté auraient dû être plus chers qu'à personne. Suarez son complice s'est fait prendre par les ennemis pour tramer cette perfidie, et de concert avec deux autres officiers, il a promis à Médicis de me livrer entre ses mains. Je sais depuis long-temps toute l'intrigue dont je vous rends compte; je m'étais contenté d'abord de pourvoir à ma sûreté ; mais considérant que je ne pouvais vous laisser plus long-temps exposés aux attentats des traîtres, j'ai enfin résolu de vous instruire de leurs complots. Les lettres qu'on a trouvées dans les bagages de Médicis en sont une trop certaine et trop funeste preuve. Vous allez en être assurés par vos yeux; après cela, interrogez vous-mêmes les accusés, voyez ce qu'ils ont à dire pour leur défense ; je me repose du reste sur votre équité et sur le soin de votre gloire ». A peine eut-il cessé de parler qu'on produisit les lettres interceptées et les indices. Toute l'assemblée en écouta la lecture en grand silence. Enfin Maldonat, Suarez et les deux autres officiers furent condamnés tout d'une voix à la mort, sans qu'on voulût les entendre. La sentence fut exécutée sur-le-champ, et ils furent passés par les piques ; l'armée ayant été pour ainsi dire purgée du levain qui pouvait la corrompre, comme le disaient les Espagnols, continua son chemin vers Pérouse.

Jean-Paul Baglione averti du dessein des ennemis, était parti en diligence de Pesaro pour se jeter dans Pérouse ; il fit prendre les armes à ses amis, à un grand nombre d'habitants du territoire et des lieux circonvoisins, et les mit dans la ville. Camille Orsino son gendre, qui était à la solde des Florentins, ayant eu ordre du Légat de marcher au secours de Pérouse avec sa compagnie de gendarmes et deux cents chevau-légers, s'y rendit en diligence. Selon toutes les apparences, Jean-Paul devait être en état de soutenir l'effort des ennemis avec des forces si considérables, surtout depuis qu'on avait pris des mesures d'ailleurs pour arrêter leurs progrès. Vitello s'était rendu à Città-di-Castello suivi de ses gendarmes, et le capitaine de Sise l'y avait accompagné avec les lances françaises qui ne causaient plus d'ombrage depuis la conclusion d'un traité entre le pape et la France. Médicis, qui venait de quitter la ville d'Ancône afin de se rendre à Pesaro, était allé en poste à Florence pour veiller à la sûreté de cette ville et des places de son territoire. Enfin le légat, pour obliger François-Marie à abandonner la Toscane, devait mener le reste de l'armée dans le duché d'Urbin, qui n'était défendu que par ses habitants.

François-Marie, en se présentant devant Pérouse, comptait sur quelques intelligences. En effet, Jean-Paul Baglione, marchant un jour à cheval dans la ville, fut attaqué au milieu de la rue par un homme qui ne put le blesser et qui fut assommé sur-le-champ par les gens de ce seigneur. Il saisit cette occasion pour faire main-basse sur quelques personnes suspectes. Heureusement sorti de ce péril, il semblait n'avoir plus rien à craindre, l'ennemi qui était depuis plusieurs jours devant Pérouse n'étant pas en état de la forcer. Néanmoins il crut devoir traiter avec François-Marie dans le temps que le pape s'y attendait le moins. Le prétexte dont il couvrit cette démarche fut que le peuple de Pérouse, qu'il n'était pas en état de contenir, ne voulait pas souffrir les ravages que l'ennemi faisait à la campagne. Il s'obligea par ce traité à payer dix mille ducats à François-Marie, à fournir des vivres pour quatre jours à son armée, et à ne point porter les armes contre lui dans cette guerre.

Ce traité chagrina fort le pape et le confirma dans l'opinion où il était que Jean-Paul, jaloux de la puissance de Laurent de Médicis, souhaitait que François-Marie rentrât dans le duché d'Urbin. La lenteur de Baglione à joindre l'armée de Médicis et les plaintes qu'il avait faites d'être moins considéré que Renzo et Vitello, avaient fait naître de la méfiance dans l'esprit de Léon. Cette démarche fut peut-être la source du malheur de Baglione.

François-Marie ayant ainsi traité avec Pé-

rouse marcha vers Città-di-Castello, où son armée fit quelques ravages. Son dessein était de pénétrer dans l'État de Florence par Borgo San-Sepolcro; mais il fut obligé de voler à la défense de ses propres États. Le légat qui avait sous ses ordres une partie de l'armée de Médicis, ayant reçu de grands renforts de milices italiennes et forcé la ville de Fossombrone au bout de trois jours, l'avait livrée au pillage; la Pergola ne fut pas mieux traitée. Le comte de Potenza, à la tête de quatre cents lances que le roi d'Espagne envoyait au secours du pape, joignit le légat sous les murs de cette ville, où il n'y avait pour toute défense qu'un capitaine espagnol et beaucoup de paysans à qui la frayeur inspira d'abord de se rendre; pendant qu'on négociait, le capitaine espagnol qui était sur le rempart ayant été blessé au visage, les soldats montèrent sur-le-champ à l'assaut et forcèrent la place. Le légat voulait aller ensuite assiéger Cagli, mais ayant eu avis de la marche de François-Marie, il résolut de se retirer; ses troupes sortirent donc de la Pergola la nuit même et se rendirent à Montelione. L'armée commençait à s'y cantonner pour y passer la nuit, lorsqu'on apprit que l'ennemi marchait avec plus de diligence qu'on ne l'avait cru et qu'il avait fait prendre les devants à mille cavaliers dont chacun menait un fantassin en croupe. Cette nouvelle fut cause qu'on fit encore sept milles, et l'armée s'arrêta dans un endroit appelé le Bosco; l'inquiétude où l'on était fit partir le légat avant le jour. Enfin il se rendit à Fano, au moment où il allait être attaqué par la cavalerie ennemie qui avait fait tant de diligence que, si l'on fût parti quatre heures plus tard, il aurait été impossible d'éviter le combat.

CHAPITRE III.

Conspiration du cardinal Petrucci contre le pape. Arrestation de plusieurs cardinaux. Nomination de trente-un cardinaux. Le duc d'Urbin dans la Marche. Il est battu par l'armée du pape. Malatesta en Toscane. Il s'accorde avec le pape et retourne à Mantoue.

Sur ces entrefaites, le cardinal Alphonse de Sienne[1] conspira contre la vie du pape. Léon, oubliant les services que Pandolphe Petrucci, père d'Alphonse, avait rendus aux Médicis pour les rétablir à Florence, et même les démarches de ce cardinal pour lui procurer la tiare, l'avait fait chasser de Sienne aussi bien que Borghèse son frère. Cet exil le privant de son patrimoine le mettait hors d'état de soutenir l'honneur de la pourpre avec le même éclat qu'auparavant. Désespéré de la conduite de Léon à son égard et se laissant emporter à la fougue de la jeunesse, il résolut d'abord de le poignarder; mais le péril et la difficulté de cet attentat continrent seuls sa fureur; car il ne fut arrêté ni par la grandeur du crime, ni par la considération du scandale que causerait le meurtre d'un pape assassiné de la propre main d'un cardinal. S'étant donc forcé à dissimuler sa rage, il forma le dessein d'empoisonner Léon par le moyen de Baptiste de Verceil, fameux chirurgien avec qui il était lié d'une étroite amitié; c'est pourquoi il vanta beaucoup son habileté au pape qui avait depuis long-temps une fistule fort incommode; mais l'impatience d'Alphonse fit avorter cet horrible complot. Ce jeune cardinal, trop aigri pour bien cacher sa haine, se plaignait sans cesse de l'ingratitude du pape; il parla si haut qu'à la fin il excita la méfiance de Léon; c'est pourquoi il prit le parti de sortir de Rome, de peur d'être arrêté; mais il y laissa Antoine Nino, son secrétaire, avec qui il entretint toujours un commerce de lettres. Léon en ayant fait intercepter quelques-unes, apprit par ce moyen que sa vie était en danger. Le pontife, dissimulant cette découverte, ne négligea rien pour attirer Alphonse à Rome; il lui fit insinuer qu'il était prêt à lui rendre justice sur les affaires de sa famille et il lui envoya même un sauf-conduit. Enfin, pour le rassurer davantage, il promit à l'ambassadeur d'Espagne de ne faire aucune violence à ce cardinal. L'imprudent Alphonse se rendit donc à Rome, quoiqu'il se sentît coupable d'un si grand crime; il n'y fut pas plus tôt arrivé qu'il se vit arrêter dans la chambre même du pape, avec le cardinal Bandinello de Sauli[1], Génois, qui avait aussi beaucoup contribué à l'exaltation du pape, mais que ses liaisons avec Alphonse firent soupçonner d'avoir part à la conjuration. On les enferma l'un et l'autre dans le château Saint-

(1) Alphonse Petrucci; il fut fait cardinal par Jules II. Il est appelé ici le *cardinal de Sienne*, apparemment parce qu'il était né dans cette ville dont il n'a jamais été archevêque.

(1) Il était aussi de la création de Jules II.

Ange, tandis qu'on se saisit de Baptiste de Verceil à Florence, où il exerçait alors la chirurgie. L'ambassadeur d'Espagne se plaignit hautement de l'emprisonnement d'Alphonse et dit que la parole que le pape lui avait donnée devait être aussi sacrée pour ce pontife que si le roi d'Espagne lui-même l'eût reçue; mais Léon répondit qu'un sauf-conduit, quel qu'il pût être, était nul dès qu'il s'agissait d'une conspiration contre la vie d'un pape, à moins que le cas n'y fût expressément énoncé, et que d'ailleurs le crime de poison, anathématisé par les lois divines et humaines, était compris dans la même exception.

Le pape chargea Mario-Perusco, Romain, procureur fiscal, de leur faire leur procès. Mario les ayant interrogés avec soin, Alphonse avoua qu'il était l'auteur de la conspiration et que Bandinello ne l'avait pas ignorée. Cette déposition fut confirmée par Baptiste de Verceil et par Poco-in-Testa de Bagna-Cavallo qui avait été long-temps capitaine de la garde publique de la grande place de la ville de Sienne, sous le gouvernement de Pandolphe Petrucci et de Borghèse, père et frère d'Alphonse. Verceil et Bagna-Cavallo furent tirés à quatre chevaux. Ensuite le pape fit arrêter dans le premier consistoire qui se tint et conduire au château Saint-Ange Raphaël Riario[1], cardinal de Saint-Georges, camerlingue du Saint-Siége. Riario tenait le premier rang dans le sacré-collége par ses richesses, sa magnificence et le respect que lui conciliait son ancienneté dans le cardinalat. Il dit qu'on ne lui avait jamais parlé de la conspiration, mais que les plaintes et les menaces d'Alphonse lui avaient fait soupçonner que ce cardinal en voulait à la vie de Sa Sainteté. Dans un second consistoire où les cardinaux, peu accoutumés à voir sévir contre leurs pareils, parurent consternés et pleins d'effroi, Léon se plaignit que les princes mêmes de l'Église eussent poussé la noirceur et la cruauté jusqu'à vouloir ôter la vie à leur chef, eux que leur état obligeait plus étroitement à veiller à sa conservation. Ensuite, déplorant son malheur, il ajouta qu'il avait donc perdu le fruit de tant de bienfaits dont il les avait tous comblés, jusque-là qu'on l'avait accusé de prodigalité. Il dit encore qu'il y avait dans le consistoire des gens qui avaient eu part à ce crime; que s'ils confessaient d'eux-mêmes leur faute avant qu'on se séparât, il était disposé à leur en accorder le pardon; mais que s'ils ne prenaient pas ce parti, il les abandonnerait à toute la sévérité de la justice. Adrien[1], cardinal de Corneto, et François Soderini, cardinal de Volterra, s'étant jetés à ses pieds, lui avouèrent qu'ils avaient aussi entendu faire au cardinal de Sienne des plaintes et des menaces contre sa personne sacrée. Enfin le procès ayant été examiné en plein consistoire, Alphonse et Bandinello y furent dépouillés du cardinalat, dégradés et livrés au bras séculier. Alphonse fut étranglé la nuit suivante en prison; à l'égard de Bandinello, le pape commua la peine de mort en une prison perpétuelle; enfin, peu de temps après, il lui rendit la liberté et la pourpre, moyennant une certaine somme. Ce cardinal méritait néanmoins bien plus la colère du pape que le malheureux Alphonse. Léon l'avait accablé de bienfaits et lui donnait même beaucoup de part dans la faveur; enfin il n'avait eu pour s'associer à ce parricide d'autre motif que ses liaisons avec Alphonse et le dépit de s'être vu préférer le cardinal de Médicis dans la collation de quelques bénéfices. On dit, peut-être avec plus de malignité que de fondement, qu'avant de le mettre en liberté on lui avait fait prendre un poison lent. Ensuite il fut question du cardinal de Saint-Georges; comme il n'était pas si coupable que les autres, Léon ne le traita pas avec la même sévérité, quoique les lois portées par les princes pour la sûreté de leurs États prononcent la peine de mort, non-seulement contre les criminels de lèse-majesté, mais encore contre ceux qui n'ont pas déclaré jusqu'au moindre signe qui leur a fait conjecturer la conspiration, surtout lorsqu'on en veut à la vie des princes. Léon eut égard à la vieillesse, au crédit de ce cardinal et à l'amitié qui les avait long-temps unis, et moyennant une somme considérable il le rétablit presque aussitôt dans sa dignité, dont il avait été privé avec les deux autres; mais il ne lui rendit le droit de suffrage dans le consistoire qu'environ un an après cette affaire. A l'égard des cardinaux de Corneto et de Volterra, ils payèrent secrètement une grande somme pour adoucir Léon;

(1) Neveu et créature de Sixte IV.

(1) Le même qu'Alexandre VI avait voulu empoisonner.

mais n'y ayant plus de sûreté pour eux à Rome, Volterra obtint du pape la permission de se retirer à Fondi, où il demeura jusqu'à la mort de ce pontife, sous la protection de Prosper Colonna; Adrien se sauva si secrètement, qu'on n'a jamais su ce qu'il était devenu.

Léon, encore effrayé de la conjuration et n'ignorant pas que le supplice des conjurés ou même d'autres raisons avaient indisposé presque tous les cardinaux contre lui, songea à se faire de nouvelles créatures. Il fit donc une promotion de cardinaux avec si peu de retenue que dans un consistoire tenu le matin[1] il en créa trente et un. Le sacré-collége n'approuva cette démarche que par crainte. Ce grand nombre le mit à portée de remplir ses différentes vues par rapport aux choix des sujets. Parmi ces cardinaux[2], il y eut deux de ses neveux, et plusieurs personnes qui étaient ses domestiques avant et depuis son exaltation, et enfin des gens qui avaient mérité par différents moyens ses bonnes graces ou celles du cardinal de Médicis; c'était là tout leur mérite. Quelques-uns de ces chapeaux furent donnés à la sollicitation des différentes couronnes, et d'autres vendus pour subvenir aux pressants besoins du pape. Cependant tous ces cardinaux n'étaient pas indignes de la pourpre[3]; il y en avait même plusieurs distingués par leur savoir; les généraux des trois ordres de Saint-Augustin, de Saint-Dominique et de Saint-François furent de ce nombre. Ce qu'il y eut de plus singulier dans cette promotion fut que le pape donna la pourpre à deux personnes de la même famille[4] (c'était celle des Trivulce), parce que l'un était son camérier et qu'il voulait d'ailleurs obliger le maréchal de Trivulce, et parce que l'autre, qui avait quelque réputation de savoir, l'avait déterminé par une somme assez médiocre à récompenser son mérite; mais on fut bien plus surpris de la nomination de Franciotto Orsino, de Pompée Colonna et de cinq autres personnes des premières maisons de Rome, de différentes factions; conduite toute opposée à celle de Jules II. Ce pontife, convaincu que la puissance des barons romains avait toujours abaissé l'autorité des papes et causé des troubles funestes au Saint-Siége, n'avait jamais voulu donner la pourpre à aucun de ces seigneurs, après la mort des plus illustres cardinaux que la cruauté et l'avarice d'Alexandre VI avaient poursuivis. Dans cette occurrence, Léon prit légèrement un parti tout-à-fait opposé et qui fut fatal à sa maison. Ces cardinaux ne durent pas cet honneur à leur mérite; car Orsino quitta l'épée pour la pourpre, et Colonna était ce même Pompée qui avait voulu soulever le peuple de Rome contre la domination des prêtres, ce qui l'avait fait priver de son évêché.

Pendant que le pape veillait à sa sûreté dans Rome, François-Marie de la Rovère, que la retraite ou plutôt la fuite de l'ennemi avait privé de la gloire d'en venir à une action décisive, se jeta dans la Marche d'Ancône pour ne pas laisser dans l'inaction une armée aussi nombreuse que la sienne et qui grossissait tous les jours par l'espérance du pillage, depuis qu'on savait qu'il était maître de la campagne. Fabriano et plusieurs autres villes lui donnèrent une somme considérable pour empêcher le ravage de leurs territoires. Il en pilla quelques autres, et particulièrement celle de Jesi, qui fut forcée dans le temps qu'elle capitulait; ensuite il parut devant Ancône, où le légat avait envoyé des troupes. La négociation fut longue avec les habitants de cette ville, qui lui donnèrent enfin huit mille ducats; il s'engagea de ne point faire le dégât de leurs blés qui étaient dans leur maturité; cette place se conserva par ce moyen dans l'obéissance du Saint-Siége. Ces longueurs furent très préjudiciables à François-Marie qui, voulant réparer le temps perdu, se présenta devant Osimo; mais ne pouvant la réduire, il alla former le siége de Corinaldo, où il y avait une garnison de deux cents hommes d'infanterie étrangère. Il ne fut pas plus heureux dans cette entreprise que dans la première, et il se vit obligé de l'abandonner au bout de vingt-deux jours; le peu de succès de ses armes à l'attaque de toutes ces places diminua la réputation de ses troupes. Ce n'est pas qu'elles

(1) Ce fut le 2 juillet.

(2) Léon X donna le chapeau pendant son pontificat à trois de ses neveux, savoir: à Jean Salviati, fils de Jacques Salviati et de Lucrèce de Médicis; à Innocent Cibo, fils de Franceschetto Cibo et de Madeleine de Médicis, et à Nicolas Ridolfi, fils de Nicolas Ridolfi et de Contesina de Médicis.

(3) Gilles de Viterbe; Thomas de Vio de Gaëte, surnommé *Cajetan*, et Christophe Romano de Forli.

(4) Scaramuccia et Augustin Trivulce. Le premier était évêque de Côme depuis 1508. Louis XII lui avait donné une charge de conseiller au parlement de Paris, en considération de Jean-Jacques Trivulce.

ne fussent très braves et conduites par d'excellents officiers; mais elles manquaient presque entièrement d'artillerie, n'ayant que de très petites pièces et fort peu de munitions. Les villes qui résistèrent à François-Marie ne se défendirent que par le courage de leurs habitants; car elles ne reçurent aucun secours. A la vérité, le comte de Potenza, général de l'armée du pape, avait envoyé des partis jusque sous les murs d'Urbin; et Sise, à son retour de Città-di-Castello, s'était jeté dans le Montefeltro, et avait forcé Secchiano et quelques autres places peu considérables; mais ils s'étaient retirés l'un et l'autre à cinq milles de Pesaro, bien résolus à rester dans ce poste tant qu'ils ne seraient pas contraints d'en sortir. Ils ne demeuraient ainsi dans l'inaction que parce qu'ils n'osaient, à cause de la faiblesse de leur infanterie, approcher d'un ennemi qui les avait fort maltraités dans le temps qu'ils étaient plus forts que lui. Ils se confirmèrent encore dans ce dessein, qui d'ailleurs était conforme aux intentions du pape, par l'espérance de voir bientôt arriver six mille hommes que le roi de France avait conseillé à Léon de lever en Suisse.

François I, sans cesser de se défier du pape, souhaitait néanmoins qu'il triomphât de ses ennemis; sa méfiance s'était accrue par les rapports de Galéas Visconti et de Marc-Antoine Colonna. Galéas, rétabli dans sa patrie après un long exil, et Colonna mécontent de l'empereur, qui n'avait pas, disait-il, payé ses services comme il le devait, avaient pris parti dans les troupes du roi à des conditions avantageuses, et ils avaient informé ce prince de toutes les intrigues que le pape avait employées contre la France auprès de l'empereur et des Cantons. D'ailleurs François n'ignorait pas que Léon venait de contracter une alliance secrète avec Maximilien et les rois d'Espagne et d'Angleterre; quoiqu'elle ne fût que défensive, et qu'ainsi elle ne dût pas alarmer beaucoup le roi de France, il ne laissait pas de s'en inquiéter. Malgré ces soupçons, il aurait voulu que le pape fût sorti de la guerre d'Urbin avec honneur, et il était dans le dessein de lui fournir de puissants secours pour l'empêcher par ce service de former de plus étroites liaisons avec ces trois couronnes. Il avait encore un autre motif d'en user ainsi; il commençait à redouter l'infanterie espagnole et allemande, qui faisait la principale force des troupes de François-Marie. Ces ombrages l'avaient non-seulement engagé à conseiller au pape de lever des troupes en Suisse, mais encore à lui offrir trois cents lances commandées par Thomas de Foix, seigneur de Lescun, frère de Lautrec; outre qu'il lui assura que cet officier le servirait très utilement, il lui fit espérer qu'il pourrait ramener à leur devoir les troupes gasconnes qui avaient passé dans l'armée de François-Marie, ces deux frères ayant beaucoup de crédit sur l'esprit de leurs compatriotes par l'éclat de leur naissance. Léon avait enfin accepté ces offres après avoir beaucoup hésité; car si le roi de France se défiait de lui, il se défiait de son côté de ce prince, et il s'était toujours figuré que Lautrec avait excité les Gascons à la défection. En effet, la conduite des princes de ce temps-là montre assez, quand on l'examine de près, que leurs défiances mutuelles étaient bien fondées, et que ni traités, ni alliances, ni services ne pouvaient les en guérir. Tandis que le pape et le roi de France étaient en garde l'un contre l'autre, le roi d'Espagne les craignait tous les deux; il n'eut pas plus tôt appris l'arrivée des Suisses et de Lescun qu'il crut que Léon et François s'étaient réunis pour lui enlever le royaume de Naples. Ces craintes des différentes puissances étaient favorables au pape, et tous les princes s'empressaient de rechercher son amitié afin de ne l'avoir pas pour ennemi.

Cependant François-Marie ayant levé le siége de Corinaldo rentra dans le duché d'Urbin pour assurer la récolte; toujours dans le dessein de conquérir Pesaro, il se présenta bientôt devant cette ville où le comte de Potenza était enfermé avec ses troupes, et il mit en mer quelques bâtiments pour empêcher qu'il n'entrât des vivres dans la place; mais le pape en ayant fait armer seize à Rimini pour escorter quelques barques chargées de rafraîchissements, cette petite flotte rencontra l'escadre de François-Marie, coula à fond l'amiral et prit le reste; ce malheur l'obligea à se retirer.

Lescun s'avançait toujours avec ses trois cents lances; mais les Suisses n'arrivaient point, les Cantons n'ayant pas voulu accorder de troupes que le pape ne leur eût auparavant payé d'anciens arrérages de leurs pensions. Léon, que les grandes dépenses qu'il avait faites met-

taient hors d'état de satisfaire à leurs demandes, donna ordre à ses ministres de lever deux mille hommes de pied sans l'autorité de la république et quatre mille autres Allemands et Grisons. Ces troupes arrivèrent enfin et furent distribuées dans les faubourgs de Rimini que la rivière sépare de la ville[1], et qui sont environnés de murs. Alors François-Marie, s'étant rendu pendant la nuit sous les arches du pont de marbre qui joint le faubourg à la ville, ne put passer la rivière que la marée avait grossie. Il y eut un combat furieux entre ses troupes et l'infanterie qui venait d'arriver. Guasparri, capitaine des gardes du pape, qui avait levé ces troupes, y fut tué ; mais la perte fut plus considérable du côté de François-Marie, qui reçut lui-même un coup de feu dans ses armes. Balastiquin et Vinea, capitaines espagnols, furent du nombre des morts, et Frédéric de Bozzole des blessés. Le duc conduisit ensuite son armée en Toscane, uniquement pour la faire subsister, le duché d'Urbin étant trop épuisé pour qu'elle pût y trouver des vivres. Il campa durant quelques jours entre la Pieve, Borgo, San-Sepolcro et Anghiari, villes du pays Florentin; ensuite s'étant emparé de Montedoglio, place faible et peu importante, il donna un long assaut à Anghiari, dont la force consistait plutôt dans la fidélité et le courage des habitants que dans la bonté des fortifications ; aussi lui fut-il impossible de la réduire. Il alla donc camper au pied de l'Apennin, entre San-Sepolcro et Città-di-Castello, et ensuite ayant fait venir quatre pièces de canon de Mercatello il s'avança à un demi-mille de San-Sepolcro par le chemin qui conduit à Urbin, ne sachant à quoi se déterminer. Cependant l'armée ennemie l'avait suivi en Toscane ; une partie des Italiens s'était jetée dans San-Sepolcro et Vitello était entré avec le reste Città-di-Castello ; l'infanterie allemande, corse, grisonne et suisse occupait Anghiari, la Pieve-di-San-Stefano et les autres villes aux environs, et Laurent de Médicis s'était enfin rendu de Florence à San-Sepolcro. François-Marie fut plusieurs jours en cet endroit sans rien faire, commençant à manquer de vivres et ne voyant nulle apparence de réussir dans son expédition. Son armée ne pouvant subsister que par le pillage n'était pas moins redoutable à ses partisans qu'à ses ennemis. D'ailleurs ces troupes n'étant pas payées, et ne pouvant presque compter sur aucun butin puisqu'elles n'avaient ni artillerie ni munitions pour forcer les places, et voyant que de grandes puissances s'étaient déclarées en faveur de l'ennemi ; enfin n'espérant plus qu'une action décisive ou le temps vînt adoucir leur situation, elles commencèrent à se dégoûter de la guerre, et François-Marie lui-même perdit presque toute espérance.

Léon de son côté aurait bien voulu sortir de cet embarras ; ses finances étaient absolument épuisées, et il ne pouvait soutenir son armée par lui-même. D'ailleurs il ne comptait pas trop sur les rois de France et d'Espagne, mais particulièrement sur le premier, qui tardait à lui envoyer le secours d'argent qu'il lui avait promis par le traité. La conduite de Lescun fortifiait encore la méfiance du pape ; ce général qui était resté en Romagne comme Léon l'avait souhaité, ayant été prié d'envoyer une partie de ses troupes en Toscane, l'avait refusé sous prétexte qu'il ne voulait pas les diviser. Dans cette situation des deux partis, il y avait eu diverses négociations entre le légat et François-Marie ; Lescun et don Hugue de Moncada, vice-roi de Sicile que le roi catholique avait envoyé pour cet effet, en avaient été médiateurs ; mais avec quelque chaleur qu'on eût agi pour les faire réussir, on n'avait pu rien conclure jusqu'alors, parce que François-Marie proposait des conditions trop dures. Enfin ce prince fut forcé de souscrire à la paix par la démarche de son infanterie espagnole ; ces troupes, rebutées par les obstacles qu'elles envisageaient dans la continuation de la guerre, et d'ailleurs ébranlées par les prières et les menaces de Moncada qui leur déclara que le roi d'Espagne voulait absolument qu'elles se retirassent, résolurent d'abandonner François-Marie. Celui-ci fut donc obligé de traiter avec l'évêque d'Avellino[1], envoyé par le légat ; les troupes gasconnes y consentirent à la sollicitation de Lescun ; il fut arrêté que le pape paierait quarante mille ducats à l'infanterie espagnole, qui prétendait que cette somme lui était due pour quatre mois de solde ; qu'il donnerait outre cela soixante mille ducats aux Gascons et aux Allemands qui

(1) C'est la Marecchia.

(1) Archange Madriganni, Milanais. Il fut pourvu de l'évêché d'Avellino le 18 août 1516 et le posséda jusqu'en 1520.

s'étaient réunis; que toutes ces troupes sortiraient des États de l'Église, de Florence et d'Urbin dans l'intervalle de huit jours; que François-Marie évacuerait dans le même terme les places qu'il occupait; qu'il aurait la liberté de se retirer en sûreté à Mantoue avec son artillerie et tous ses effets, mais surtout d'emporter cette fameuse bibliothèque, fruit de la magnificence et des soins de Frédéric[1], son aïeul maternel, le plus grand capitaine de son temps, et qui joignait à plusieurs belles qualités un grand amour des savants et des lettres; qu'enfin le pape lui donnerait l'absolution des censures et pardonnerait aux habitants du duché d'Urbin et à tous ceux qui s'étaient déclarés pour François-Marie dans cette occasion.

Lorsqu'on mit ces articles par écrit, François-Marie voulut insérer dans le traité certains termes qui donnaient à entendre que c'étaient les Espagnols qui livraient le duché d'Urbin au pape. Ceux-ci se récriant contre lui, se plaignirent qu'il voulût les déshonorer. Ce prince, craignant que ces troupes ne le livrassent au pape, prit tout d'un coup le parti de se retirer à Rivieri-di-Sestina; il fut suivi par une partie des chevau-légers et par l'infanterie italienne, allemande et gasconne; il emporta quatre pièces de canon. Après sa retraite les Espagnols signèrent le traité, reçurent la somme stipulée et repassèrent dans le royaume de Naples au nombre d'environ six cents chevaux et quatre mille hommes de pied; les Gascons et les Allemands abandonnèrent aussi François-Marie et furent payés de leur perfidie; il n'y eut que les troupes italiennes, à qui l'on ne fit aucunes offres, qui lui demeurèrent fidèles. Après cette défection, François, dont Lescun parut avoir la sûreté fort à cœur, se retira à Mantoue par la Romagne et le Bolonais, escorté par Frédéric de Bozzole et par cent chevaux et six cents hommes de pied, et il ratifia le traité par nécessité.

Ce fut ainsi que la guerre d'Urbin, qui coûta beaucoup aux vainqueurs et qui les couvrit de honte, finit au bout de huit mois. Le pape y dépensa huit cent mille ducats dont il engagea les Florentins à fournir la plus grande partie.

(1) Frédéric de Montefeltro, duc d'Urbin, dont il est parlé ci-dessus. Cette bibliothèque fort nombreuse était fournie d'excellents livres dont les reliures étaient garnies d'or et d'argent massif, au rapport d'un écrivain italien.

Tout le monde taxa de lâcheté, d'imprudence, d'incapacité et même de trahison les principaux officiers du pape. Médicis fut d'abord supérieur en force à François-Marie, mais l'ignorance ou le défaut de courage empêcha les généraux de profiter de cet avantage. Une si lâche conduite leur ôta d'abord toute réputation et fut la source de tous les désordres qui régnèrent dans l'armée; ils en vinrent même jusqu'à manquer de vivres; enfin la fortune se faisant, pour ainsi dire, un plaisir de seconder leur imprudence, suscita mille embarras à Léon. Une conjuration formée contre sa vie et le péril des États de l'Eglise et de Florence l'obligèrent à avoir recours à la supplication et à contracter de nouveaux engagements pour obtenir des secours; enfin il se vit forcé pour sortir d'embarras de donner de l'argent aux troupes qui avaient commencé à lui faire la guerre, ou à celles qui, enrôlées à ses propres frais, l'avaient abandonné après en avoir extorqué beaucoup d'argent.

Vers la fin de cette année le roi catholique aborda heureusement aux côtes d'Espagne. Le but de son voyage était de prendre possession de ses royaumes. François I voulut bien lui accorder un délai de six mois pour le paiement de cent mille ducats stipulés dans leur traité. Ces deux princes, dissimulant leurs véritables sentiments, se donnaient mutuellement toutes les marques d'une sincère amitié. Dans le même temps les Vénitiens prorogèrent pour deux ans la ligue défensive qu'ils avaient faite avec le roi de France. L'alliance de cette couronne leur enflait tellement le cœur qu'ils se mettaient fort peu en peine de ménager les autres puissances. En effet, ils n'avaient pas encore daigné rendre l'obédience au pape, quoiqu'il leur eût envoyé Altobello[1], évêque de Pola, en qualité de légat; on blâma beaucoup cette démarche, qui paraissait dégrader la dignité du Saint-Siége.

(1) Il fut fait évêque de Pola en 1497 et mourut en 1532.

CHAPITRE IV.

Digression sur les princes ottomans et sur les soudans d'Egypte. Léon engage les princes chrétiens à faire la guerre aux Turcs. Mort de Sélim. Soliman lui succède. Ligue entre la France et l'Angleterre. Mort de Trivulce. Mort de l'empereur Maximilien. Les rois de France et d'Espagne aspirent à l'Empire. Dispositions des princes de l'Empire en faveur de la maison d'Autriche. Mort de Laurent de Médicis. San-Leo est donné aux Florentins. Charles, roi d'Espagne, est élu empereur. Causes des nouvelles guerres entre Charles et le roi de France.

L'Italie après une longue guerre jouit enfin d'une profonde tranquillité durant l'année 1518. Tous les princes de la chrétienté paraissaient disposés à la paix entre eux, et le pape les exhortait à prendre les armes contre les Turcs. Il y eut diverses négociations à ce sujet; mais au fond on était bien éloigné de penser sérieusement à cette expédition. Sélim venait de rendre son nom si redoutable par les conquêtes qu'il avait faites en 1517 qu'il y avait tout lieu de craindre que ce conquérant, dont la puissance et l'ambition étaient secondées par un courage indomptable, ne tournât ses armes victorieuses contre les chrétiens, s'ils ne le prévenaient dans ce dessein [1]. Ce prince, ayant su que Bajazet son père, qui était fort vieux, songeait à assurer la succession de l'empire à Achomat son fils aîné [2], s'était révolté contre lui, et après avoir corrompu les janissaires, l'avait contraint à lui remettre le gouvernement. On crut même généralement que ce fils barbare, pour s'assurer le fruit de son crime, avait empoisonné ce malheureux père. Ayant ensuite taillé en pièces l'armée d'Achomat, il le fit mourir ouvertement. Corcut son cadet eut le même sort; sa férocité, encore avide de sang après la mort de tous ses parents massacrés impitoyablement, selon la coutume des Turcs, le fit balancer s'il ne ferait pas aussi périr le prince Soliman, le seul fils qu'il eût alors. Après avoir affermi son trône par tant de barbaries, il soumit les Adulites, peuple sauvage qui demeurait dans les montagnes. Ensuite il marcha contre le Sophi [3], et l'ayant vaincu il prit la ville de Tauris, capitale de la Perse, et conquit la meilleure partie de ce royaume. Mais la disette des vivres et la stérilité de cette année le forcèrent à abandonner ses conquêtes. Ce fut le seul obstacle qui l'arrêta; car les Perses, fuyant devant lui, s'étaient retirés dans les montagnes. Sélim, de retour à Constantinople, punit les séditieux de ses troupes, et ayant accordé quelques mois de repos à son armée il donna ses ordres comme pour marcher une seconde fois contre la Perse; mais il fondit tout-à-coup sur les Etats du soudan de Syrie et d'Egypte. Les Mahométans avaient depuis long-temps beaucoup de respect pour les soudans, que leurs vastes Etats, leurs grands revenus et la constitution de leur milice rendaient fort puissants. Cet empire, qui subsistait depuis trois cents ans avec beaucoup de gloire, n'était pas héréditaire. Les Mamelucks choisissaient parmi eux un homme d'un mérite supérieur qui, ayant passé par tous les degrés de la milice, était enfin parvenu à gouverner les provinces et au commandement des armées. Ce corps militaire était composé de l'élite des jeunes gens que l'on enlevait de bonne heure dans les provinces voisines de cet empire, et qui étaient formés dès l'âge le plus tendre à la frugalité, au travail et à l'exercice des armes et du cheval. Les enfants des Mamelucks ne succédaient point à leurs pères; toute cette milice ne montait qu'à seize ou dix-huit mille hommes; mais suppléant au nombre par une extrême valeur, ils tenaient l'Egypte et la Syrie dans une dure servitude. Il était défendu aux peuples de ces deux royaumes d'avoir des armes et de monter à cheval; par ce moyen, maîtres des honneurs et des richesses de ce grand empire, ils faisaient la guerre avec leurs seules forces; et ayant soumis plusieurs nations voisines et dompté les Arabes, ils avaient aussi remporté plusieurs victoires contre les Turcs, qui n'avaient presque jamais eu l'avantage sur eux.

Tels étaient les ennemis que Sélim résolut d'abattre. Il les vainquit plusieurs fois en bataille rangée, dans l'une desquelles périt le soudan qui régnait alors; son successeur ayant été pris, Sélim le fit mourir honteusement en public, et ce prince extermina presque tous les Mamelucks. Le Caire, ville fort peuplée, la demeure des soudans, subit le joug avec la Syrie et l'Egypte entière. Tant de conquêtes, qui doublaient les revenus de Sélim, et la ruine d'un empire qui avait jusqu'alors arrêté les Turcs, rendaient avec raison leur puissance redouta-

(1) Sélim monta sur le trône en 1512.
(2) Ou plutôt Achmet.
(3) Ismaël, premier du nom.

ble à la chrétienté. L'ambition de ce prince guerrier, son ardeur pour la gloire, et le chagrin qu'il avait, disait-on, marqué en lisant l'histoire d'Alexandre et de César, de n'avoir encore rien fait qui l'approchât de ces conquérants, augmentaient la crainte de l'Europe. Comme il travaillait avec ardeur à grossir le nombre de ses troupes, à les endurcir à la guerre, à faire construire des vaisseaux, et donnait tous ses soins à de grands préparatifs, on craignait pour l'île de Rhodes, le boulevard de chrétienté du côté de l'Orient, ou pour la Hongrie que le courage de ses habitants avait rendue formidable aux Turcs, mais qui par la faiblesse d'un roi mineur [1], sous la tutelle des prélats et des grands seigneurs divisés entre eux, n'inspirait alors à ces Barbares que la confiance de s'en emparer facilement; on craignait encore qu'ils n'en voulussent à l'Italie. Sélim avait une belle occasion de l'attaquer; c'était la division des princes chrétiens, et le fâcheux état où de longues guerres avaient réduit ce malheureux pays. Il y était d'ailleurs encouragé par l'exemple de Mahomet son aïeul qui, bien moins puissant que lui, avait fait faire une descente dans le royaume de Naples où il avait surpris et forcé la ville d'Otrante, à la faveur de laquelle, si la mort n'eût interrompu ses desseins, il lui eût été facile d'inquiéter toute l'Italie.

Léon X, effrayé de tant de succès, ordonna des prières publiques et des processions où il assista nu-pieds, pour montrer qu'il voulait d'abord avoir recours à Dieu contre le péril; ensuite il exhorta par ses brefs tous les princes chrétiens à oublier leurs différends pour sauver la religion menacée, et à prévenir l'ennemi commun en portant la guerre au sein de ses Etats.

Pour prendre de justes mesures, on eut recours à des gens expérimentés dans la guerre et à des personnes qui connaissaient le pays, l'état des provinces, les forces et les armes de cet empire. Leur avis fut qu'il était nécessaire d'amasser de grandes sommes qui seraient fournies par les princes et par tous les chrétiens, sur lesquels on mettrait une imposition. Suivant leur projet, l'empereur, à la tête d'une armée d'Allemands, dont le nombre et la valeur répondissent à cette grande expédition, et suivi de la cavalerie de Pologne et de Hongrie, nations belliqueuses et accoutumées depuis longtemps à faire la guerre contre les Turcs, devait se rendre par le Danube dans la Bosnie, qui est l'ancienne *Mœsie*, pour passer ensuite dans la Thrace et s'approcher de Constantinople, capitale de l'empire ottoman. A l'égard du roi de France, il était chargé d'embarquer à Brindes toutes ses forces, celles des Vénitiens et des autres puissances d'Italie et l'infanterie suisse, et de pénétrer par l'Albanie dans la Grèce, où il trouverait tout disposés à la révolte la plupart des habitants étant chrétiens, et brûlant de s'affranchir de la servitude; enfin, les rois d'Espagne, de Portugal et d'Angleterre, réunissant leurs flottes à Carthagène et dans les ports voisins, feraient voile vers le détroit de Gallipoli avec deux cents vaisseaux chargés d'infanterie espagnole et d'autres troupes, et, après s'être saisi des Dardanelles, devaient s'avancer à la vue de Constantinople, où cent galères de l'Eglise, parties du port d'Ancône, se joindraient à leurs vaisseaux; il y avait toute apparence que les Turcs ainsi attaqués de toutes parts, ne pourraient échapper à la victoire des chrétiens secondés de l'assistance du ciel.

Léon, pour hâter l'exécution de ce projet ou du moins pour qu'on ne pût l'accuser d'avoir manqué au devoir de père commun, après avoir sondé les dispositions des princes, publia dans le consistoire une trêve pour cinq ans entre toutes les puissances de la chrétienté; il soumit aux plus rigoureuses censures les infracteurs de cette suspension. Enfin, pour faire approuver aux princes les négociations qu'il avait avec leurs ambassadeurs à Rome, il résolut d'envoyer les cardinaux de Saint-Sixte et de Sainte-Marie-in-Portico, l'un en Allemagne et l'autre en France; le cardinal Egidio devait se rendre à la cour d'Espagne, et Laurent Campeggio en Angleterre. Ces cardinaux consommés dans les affaires étaient d'ailleurs en réputation de savoir, et considérés du pape, qui leur donnait beaucoup de part dans sa faveur.

Les puissances parurent embrasser cette affaire avec chaleur et la trêve fut unanimement ratifiée. A les entendre, on eût dit que chacun en particulier n'attendait que la déclaration des autres pour marcher à cette expédition, mais ce premier feu ne dura pas long-temps. L'incertitude du péril, son éloignement, la diffi-

(1) Louis Jagellon.

culté d'amener tant de personnes différentes à se réunir dans un même point de vue, ce qui demande beaucoup de temps, et enfin la réflexion que le danger ne regardait véritablement que certains Etats, firent oublier la cause commune pour ne se régler que par des intérêts particuliers, et l'on ne parla plus de cette affaire que pour sauver les apparences. Cette conduite des princes n'a rien qui doive étonner ; il est naturel à l'homme de se familiariser insensiblement avec ce qui l'a d'abord effrayé, et de se rassurer même tout-à-fait à moins que quelque nouvel accident ne réveille ses craintes ; la longue maladie et la mort de Sélim[1] interrompant les préparatifs rendirent enfin le calme à tous les esprits. Il eut pour successeur Soliman, son fils, fort jeune encore, dont le caractère, qui semblait porté à la douceur et bien éloigné de la guerre, démentit dans la suite ces premières impressions.

Le pape et le roi de France se donnaient alors des marques d'une tendre amitié ; François fit épouser à Laurent de Médicis[2] Madeleine, de l'illustre maison de Boulogne[3], qui lui apporta dix mille écus de rente, partie provenant de son chef, partie de la libéralité du roi, et il pria Léon d'envoyer une personne pour tenir en son nom sur les fonts de baptême un fils de France[4] qui venait de naître. Laurent, qui se préparait à passer en France pour son mariage, hâta son départ à cette occasion et se rendit en poste à cette cour qui le reçut avec de grands honneurs. Médicis assura le roi d'un attachement sincère et lui promit de suivre sa fortune quelque chose qui pût arriver. Le pape l'avait chargé d'un bref qui permettait à ce prince de faire usage de l'argent des décimes et de la croisade, à condition de remplacer ces sommes en cas qu'on fît la guerre au Turc et d'en donner cinquante mille écus à Laurent. François, pénétré de reconnaissance, lui rendit le bref qui obligeait le pape à restituer Modène et Reggio ; car n'ignorant pas que rien ne pouvait être plus désagréable à Léon que de se voir presser sur cet article, il avait laissé passer le terme de sept mois marqué dans le bref, préférant, comme il arrive souvent, les intérêts du plus puissant à ceux du plus faible.

Le sénat de Venise prorogea dans le même temps pour cinq ans la trêve conclue avec l'empereur, à qui cette république s'engagea de payer vingt mille écus par an pendant que durerait cette suspension, et de donner aux bannis de leurs places qui l'avaient servi dans cette guerre la quatrième partie de leurs revenus confisqués, ce qui fut fixé à cinq mille ducats par an. Ce traité se fit par la médiation de la France. Maximilien se serait peut-être déterminé à faire la paix s'ils avaient voulu lui donner plus d'argent ; mais le roi de France préféra la trêve afin de s'attacher davantage les Vénitiens dans cette incertitude de la paix ou de la guerre ; d'ailleurs il craignait qu'en procurant de grandes sommes à l'empereur ce prince ne formât des desseins préjudiciables à la France.

Les conjonctures présentes inclinant toutes les puissances à la paix, les couronnes de France et d'Angleterre réglèrent aussi leurs différends, et pour affermir davantage cette réconciliation ils arrêtèrent le mariage du dauphin François[1] avec la princesse d'Angleterre[2], alors présomptive héritière de cette île. Henri promit de donner quatre cent mille ducats pour la dot de sa fille, mais le dauphin et la princesse étaient dans un âge si tendre que les choses pouvaient changer mille fois avant l'accomplissement de ce mariage. Les deux rois

(1) Il mourut en 1520.

(2) Madeleine de la Tour ; elle était fille de Jean de la Tour, comte d'Auvergne et de Boulogne, et de Jeanne de Bourbon, fille de Jean de Bourbon, comte de Vendôme, trisaïeul de Henri IV, roi de France. Madeleine avait une sœur aînée nommée Anne, qui épousa en 1505 Jean Stuart, duc d'Albanie, dont il est parlé ci-dessus. Anne étant morte sans enfants, Madeleine hérita du comté d'Auvergne et des autres biens de la branche aînée de la maison de la Tour, qui passèrent à la reine Catherine de Médicis, sa fille.

(3) Le comté de Boulogne entra dans la maison d'Auvergne en 1220 par le mariage d'Alix de Brabant avec Guillaume VIII, comte d'Auvergne ; elle était fille de Henri I, comte de Brabant, et de Mahaud de Boulogne, et unique héritière de sa mère. Leurs descendants furent comtes d'Auvergne et de Boulogne. Marie d'Auvergne, unique héritière de cette maison, porta ces deux comtés dans la maison de la Tour par son mariage avec Bertrand, troisième du nom, seigneur de la Tour, en 1488. Leur postérité porta indifféremment le nom de la *Tour* et de *Boulogne*, et fort souvent tous les deux ensemble.

(4) Né le 31 mars ; il régna dans la suite sous le nom de Henri II.

(1) François, dauphin de France, duc de Bretagne, né le 28 février 1517 ; il mourut le 12 août 1536.

(2) Marie, qui fut reine d'Angleterre après Édouard VI, son frère cadet. Elle était née le 18 février 1515.

firent une ligue défensive à laquelle l'empereur et le roi d'Espagne pouvaient accéder dans un certain terme. Le roi anglais s'obligea à rendre Tournai dont la garde lui était onéreuse; François, en faveur de cette restitution, promit de payer à Henri deux cent soixante mille ducats à quoi furent évalués les frais que la place lui coûtait, de donner quittance de trois cent mille ducats de la dot de la princesse, et de lui fournir pareille somme dans douze ans. Henri s'engagea même à restituer cette ville, quoique la paix et le mariage n'eussent pas lieu. Les ambassadeurs des deux couronnes allèrent chercher la ratification du traité. Cette cérémonie se fit avec beaucoup de pompe dans les deux cours, et l'on convint d'une entrevue des deux rois entre Calais et Boulogne[1]. Quelque temps après Tournai fut rendu à la France.

Sur ces entrefaites, Madame, fille aînée du roi de France, qui était destinée au roi d'Espagne, étant morte, il y eut entre les deux couronnes un nouveau traité où le premier fut confirmé et la seconde fille de France[2] promise à la place de sa sœur; François et Charles, qui avaient fait payer à Lyon les cent mille ducats portés par le précédent traité, se donnèrent mutuellement de grandes marques d'amitié. Charles porta le collier de l'ordre de Saint-Michel le jour de la fête de ce saint, et François celui de la Toison le jour de Saint-André.

Tandis que l'Italie et le reste de la chrétienté commençaient à respirer après de si grands troubles, Jean-Jacques Trivulce était tourmenté de mille chagrins. Son extrême vieillesse, sa valeur, ni sa fidélité tant de fois éprouvée depuis qu'il servait la France, ne purent le garantir des traits de l'envie. Lautrec[3] était son plus mortel ennemi. Peut-être l'ambition et l'inquiétude de Trivulce, favorisant les artifices de ses ennemis, contribuèrent-elles à le rendre suspect à la cour. On fit entendre au roi que cet Italien était d'une maison fort attachée aux Vénitiens tant par le lien de la faction guelfe que par d'anciennes liaisons, et qu'actuellement Théodore Trivulce était gouverneur des troupes de cette république, qui venait encore de prendre à sa solde René, parent de ce premier. Toute cette intrigue contre Trivulce avait engagé le roi à donner l'ordre de Saint-Michel avec une pension à Galéas Visconti, devenu chef des Gibelins par la mort de François-Bernardin Visconti. Le roi, par ces bienfaits et en le faisant valoir de concert avec Lautrec qui en parlait avec éloge de son côté à toute occasion, n'avait en vue que d'opposer un ennemi plus considérable à Trivulce. Ce capitaine, ne pouvant dissimuler le chagrin de cette préférence, augmenta les soupçons du roi par l'aigreur de ses plaintes. Ses ennemis trouvèrent bientôt un prétexte encore plus favorable de le perdre tout-à-fait dans l'esprit de son maître. Trivulce se fit naturaliser Suisse, comme s'il eût voulu se faire un appui de cette nation contre son prince ou qu'il eût formé quelque dessein ambitieux. Malgré son grand âge il se rendit à la cour afin de se justifier. Lautrec, par ordre du roi, fit retenir et garder à Vigevano la femme et le fils du feu comte de Musocco, son fils unique. François I le reçut avec beaucoup de froideur et ne lui fit rendre aucun honneur; il lui reprocha qu'il s'était fait Suisse, ajoutant que s'il ne l'en punissait pas ce n'était qu'en faveur de la réputation où il était d'avoir rendu à la France des services qui n'étaient pas au fond si considérables qu'on le disait dans le monde. Trivulce fut donc obligé de désavouer ce qu'il avait fait; peu de jours après il tomba malade et mourut à Chartres, où il avait suivi la cour[1]. Personne ne refuse à Trivulce l'éloge de grand capitaine. En effet il avait donné dans mille occasions des preuves de son courage et de son habileté. Il fut un grand exemple de la vicissitude des choses humaines, et sa vie ne fut qu'un mélange de prospérités et de malheurs; aussi l'épitaphe qu'il ordonna de graver sur son tombeau exprimait-elle parfaitement cette constante alternative de biens et des maux. La voici : « Jean-Jacques Trivulce, qui ne s'est jamais reposé, repose ici[2]. »

Cependant Maximilien, voulant faire passer la couronne impériale après sa mort sur la tête d'un de ses petits-fils, fit tous ses efforts cette

(1) Cette entrevue ne se fit qu'au mois de juin 1520 en pleine campagne, à une égale distance d'Ardres et de Guines.

(2) Charlotte, qui mourut enfant comme sa sœur.

(3) Madame de Châteaubriant, alors maîtresse du roi, servait avec ardeur la jalousie de son frère Lautrec.

(1) Il mourut du chagrin que lui causa le mépris du roi.

(2) *Hic quiescit qui numquàm quievit.*

année pour engager les électeurs à choisir l'un de ces jeunes princes pour roi des Romains, titre qui assure l'empire à celui qui le porte sans qu'il soit besoin d'une seconde élection. Mais les empereurs ne pouvant faire un roi des Romains qu'après avoir pris la couronne impériale des mains du pape, Maximilien sollicita Léon d'envoyer des légats en Allemagne pour le couronner au nom de Sa Sainteté, ce qui était sans exemple; il avait d'abord eu dessein de donner l'empire à Ferdinand, le plus jeune de ses petits-fils. En effet, considérant que l'aîné possédait déjà de grands Etats, il souhaitait d'assurer l'empire au cadet, persuadé que la grandeur de la maison d'Autriche serait plus durable quand deux princes la soutiendraient que si toute la puissance se réunissait sur la tête d'un seul; mais ses ministres, le cardinal de Sion et ceux à qui la grandeur de la France était odieuse ou redoutable lui représentèrent que l'intérêt de sa maison s'opposait à un partage qui diviserait sa puissance; qu'en ajoutant la couronne impériale à celle d'Espagne, Charles aurait assez de force pour subjuguer l'Italie entière et soumettre à sa couronne une grande partie de la chrétienté; que l'exécution de ce projet ferait non-seulement la grandeur de sa postérité, mais encore la sûreté et le bonheur de tous les chrétiens qui n'auraient plus tant à craindre de la part des infidèles; que la dignité impériale possédée depuis si long-temps par la maison d'Autriche n'ayant presque été jusqu'alors qu'un magnifique titre sans puissance réelle, tant par la propre impuissance de Maximilien même que par celle de ses prédécesseurs, il devait ne rien négliger pour lui rendre son ancienne splendeur, ce qu'il ne pouvait faire qu'en se donnant le roi d'Espagne pour successeur; que l'ordre de la naissance et la fortune lui en offrant une si belle occasion, il ne fallait pas manquer d'en profiter, que l'empereur Auguste et plusieurs de ses successeurs, pour ne pas laisser périr leur dignité ou donner atteinte à leur grandeur, lorsqu'ils n'avaient point de fils ou de proches parens, s'étaient choisi par le moyen de l'adoption des successeurs qui ne leur tenaient que de fort loin par les liens du sang et qui souvent même leur étaient absolument étrangers; que tout récemment, quoique le feu roi catholique eût beaucoup de tendresse pour Ferdinand, son petit-fils, qui avait été élevé sous ses yeux, qu'il n'eût jamais vu l'aîné, et que même, dans les dernières années de sa vie[1] il l'eût trouvé peu docile à ses avis, il n'avait pas néanmoins partagé ses Etats entre les deux frères, et que, sans être touché pour ainsi dire de l'indigence où il laissait Ferdinand qu'il aimait, il ne lui avait pas même fait part de ses conquêtes, et cela en faveur d'un homme qu'il regardait comme un étranger; que ce roi lui avait toujours conseillé de laisser l'empire à l'aîné, et que s'il voulait établir le cadet il fît en sorte d'acquérir de nouveaux Etats pour les lui donner; que Ferdinand n'avait pu avoir d'autres motifs que la grandeur de la maison d'Autriche lorsque, lui assurant le royaume d'Aragon, il avait laissé sa propre maison dans l'oubli sans avoir égard aux vœux des peuples de l'Aragon, à l'improbation d'une infinité de gens et à l'injustice qu'il y avait peut-être dans cette conduite.

La cour de France, sentant combien le roi d'Espagne allait devenir redoutable s'il succédait à l'empire, traversait de tout son pouvoir les desseins de l'empereur. Elle faisait détourner secrètement les électeurs de cette élection et pressait vivement le pape de ne pas consentir à la demande de Maximilien. François I envoya aussi des ambassadeurs à Venise pour engager le sénat à se joindre à lui dans cette occasion, afin de parer un coup si préjudiciable à toutes les puissances; mais l'or d'Espagne prévalut aux intrigues de la France. La plupart des électeurs étaient déjà convenus du prix de leur suffrage en faveur de Charles d'Autriche, qui, ayant envoyé deux cent mille ducats en Allemagne, promettait d'y faire passer encore de plus grandes sommes; d'ailleurs ils ne pouvaient avec bienséance, ni sans exciter des troubles, s'éloigner de la volonté de l'empereur, vu ce qui s'était fait par le passé. Il n'y avait pas aussi d'apparence que le pape refusât d'envoyer des légats en Allemagne pour y couronner Maximilien. A la vérité il était plus glorieux au Saint-Siége que l'empereur vînt en personne à Rome; mais d'un autre côté on n'ignorait pas que ce n'était qu'une simple cérémonie sans réalité.

Cependant Maximilien mourut au commencement de l'année 1519[2] à Lintz, sur la fron-

(1) Charles avait traité à Paris avec François I, sans la participation du roi catholique.

(2) Le 12 janvier.

tière d'Autriche, où il passait le temps à la chasse, selon sa coutume. Il était alors dans l'état où il avait toujours été; la fortune lui avait offert toute sa vie les plus favorables occasions, mais je ne sais si elle ne s'attacha pas davantage à le traverser dans l'exécution de ses desseins, ou plutôt s'il ne détruisit pas lui-même son bonheur par une légèreté sans exemple, par la bizarrerie de ses projets et enfin par une profusion sans mesure. Ce prince était d'ailleurs grand homme de guerre, plein d'activité, infatigable et maître de son secret; la clémence, la douceur, une aimable affabilité ornaient de si belles qualités et ses autres vertus.

Dès que Maximilien fut mort, les rois de France et d'Espagne briguèrent ouvertement le trône de l'Empire. Quelque intérêt que ces deux grands princes eussent à se supplanter réciproquement, ils agirent en cette occurrence avec beaucoup de modération; on n'entendit des deux côtés ni menaces de guerre ni paroles injurieuses; l'un et l'autre ne songèrent qu'à gagner les électeurs. François I s'expliqua même d'une manière digne d'éloge avec les ambassadeurs d'Espagne; il leur dit qu'il était naturel de rechercher une couronne que les aïeux de Charles et les siens propres avaient portée en différents temps, mais que la concurrence ne devait pas altérer leur union et qu'il fallait suivre l'exemple de deux jeunes rivaux qui ne se disputent que par des soins le cœur d'une maîtresse aimable. Charles d'Autriche fondait ses droits sur une longue suite d'empereurs de sa maison, prétendant que les électeurs n'avaient pas coutume de refuser leurs suffrages à la postérité des empereurs, à moins que le prétendant ne fût indigne de régner; il disait encore qu'il n'y avait personne en Allemagne qui fût aussi accrédité et aussi puissant que lui, ajoutant qu'il regardait comme une chose injuste, et même hors de vraisemblance, que le collége de l'Empire voulût revêtir un prince étranger d'une dignité qui faisait depuis tant de siècles la gloire et l'ornement de la nation germanique; qu'enfin si quelqu'un des électeurs s'était laissé gagner par argent ou par d'autres moyens, il saurait bien l'intimider et que les autres s'opposeraient à lui; qu'en tout cas les villes franches d'Allemagne ne souffriraient jamais qu'on choisît un étranger à la honte des Allemands, et surtout le roi de France, ennemi de la nation germanique, qui par ce moyen en serait privée pour toujours. Charles comptait qu'il serait facile de finir avantageusement la négociation entamée par son aïeul avec les électeurs, surtout les présents qu'on devait faire à chacun d'eux étant déjà réglés.

De son côté le roi de France se flattait d'éblouir les électeurs par les sommes considérables qu'il se proposait de répandre parmi eux. D'ailleurs il avait d'anciennes liaisons avec quelques-uns de ces princes qui le flattaient d'une réussite facile; c'était donc à leur sollicitation qu'il briguait l'Empire, et comme rien n'est plus séducteur que nos désirs, il se fondait encore sur d'autres moyens qui lui paraissaient solides sans l'être. Il savait que les princes allemands craignaient d'avoir un chef trop puissant qui pourrait revendiquer les usurpations que plusieurs d'entre eux avaient faites sur l'Empire, et c'était par cette raison qu'il se flattait de l'exclusion de son rival; en effet Charles eût été plus puissant que tous ses prédécesseurs dans l'Empire, si l'on en excepte les premiers Césars. D'un autre côté il s'imaginait que pour lui, n'ayant point en Allemagne d'Etats ni d'anciennes liaisons, il ne devait pas causer les mêmes ombrages aux princes de l'empire; il croyait que cette raison balancerait dans les villes impériales non-seulement la considération de l'honneur du corps germanique, mais l'emporterait encore sur elle, l'intérêt particulier ayant ordinairement plus de force que l'amour du bien public. Il savait d'ailleurs que plusieurs grandes maisons d'Allemagne qui prétendaient à l'Empire ne voyaient qu'avec chagrin qu'une seule famille s'appropriât comme son patrimoine une dignité qui de sa nature était élective, et qu'on n'osât refuser ses suffrages au plus proche parent des derniers empereurs. C'était ainsi qu'elle avait passé des mains d'Albert d'Autriche entre celles de Frédéric, son frère, qui l'avait laissée à Maximilien, son fils, et il s'agissait aujourd'hui de la mettre sur la tête du roi d'Espagne, petit-fils de ce même Maximilien.

C'était sur ces dispositions des princes de l'empire que François I fondait en partie ses espérances; il se flattait que leurs jalousies et

leurs divisions seraient favorables à ses desseins. En effet, il arrive souvent dans ces sortes d'occasions, lorsqu'un prétendant voit ses espérances ruinées, qu'il embrasse aveuglément le parti d'un tiers, quel qu'il soit, plutôt que de céder à ceux dont l'opposition le fait exclure. François comptait encore beaucoup sur les bons offices du pape, dont il croyait l'amitié sincère; d'ailleurs il ne pouvait se figurer que Léon voulût jamais souffrir que l'on mît la couronne impériale sur la tête d'un prince puissant, à qui la proximité du royaume de Naples avec les Etats de l'Eglise et les secours de la faction gibeline, qui lui était dévouée, ouvraient un chemin jusqu'à Rome. Mais il ne faisait pas réflexion que cette raison politique lui était également contraire, et que le pape et tous les autres princes avait autant à craindre de la réunion des couronnes de l'empire et de France sur une même tête que de la puissance du roi d'Espagne devenu empereur. En effet, le roi de France n'avait pas moins de forces que son rival; à la vérité Charles avait un plus grand nombre d'Etats, mais ils étaient séparés, tandis que la France ne faisant qu'un seul corps était pleine de zèle et d'obéissance pour ses rois et d'ailleurs très riche. Mais François, s'aveuglant sur ce qui traversait ses desseins, pressa le pape de les favoriser, l'assurant qu'il pourrait disposer de sa personne et de ses Etats avec un pouvoir aussi entier que si Léon était son propre père. Le pape se trouvait dans un extrême embarras; il ne craignait pas moins l'élection du roi de France que celle du roi d'Espagne. Ces deux rivaux l'effrayaient également, tant par rapport à la sûreté des Etats de l'Eglise que du reste de l'Italie; et ne pouvant compter sur le faible crédit qu'il avait auprès des électeurs, il jugea à propos de se conduire avec beaucoup de politique et d'art dans la conjoncture présente. Il ne doutait pas que le roi de France, malgré les espérances que lui donnaient quelques-uns des électeurs, ne prétendît vainement à l'Empire, ne pouvant se persuader que, tout avides d'argent que fussent ces princes, ils voulussent se déshonorer en ôtant la couronne impériale à la nation germanique pour la mettre sur la tête d'un Français. Il craignait bien autrement que le roi d'Espagne n'emportât les suffrages. Ce prince n'était pas étranger pour les Allemands comme le roi de France; d'ailleurs Maximilien, son aïeul, avait lié avant sa mort plusieurs intrigues en sa faveur; enfin il y avait beaucoup d'autres raisons d'appréhender qu'il ne vînt à bout de son projet, s'il n'était traversé par quelque puissante opposition. Léon ne voyait que le roi de France qui pût former obstacle aux desseins de son rival, en faisant agir en faveur de l'un des électeurs le crédit et l'argent qu'il employait pour lui-même; mais il désespérait de faire entrer François I dans ses vues. En effet, ce prince était alors trop plein de flatteuses espérances pour écouter le pape; c'est pourquoi Léon résolut de l'animer encore à la poursuite de ses desseins, sentant bien que plus François aurait fait de pas, plus il serait facile de l'engager à procurer l'élection d'un tiers avec autant d'ardeur qu'il en aurait eu pour la sienne propre, surtout dans la chaleur du dépit que devait lui causer la fausseté des espérances qui lui étaient inspirées par les électeurs. Il se promettait de le trouver alors plus accessible à ses conseils, parce qu'il aurait gagné sa confiance en paraissant seconder ses projets et ses désirs; il se flatta même qu'il pourrait arriver que le roi d'Espagne, le voyant embrasser avec chaleur les intérêts de son rival, se déterminerait à faire élire un tiers dans la crainte que la France ne l'emportât. Dans ces vues politiques, Léon s'empressa de marquer à François I un vif désir de le voir monter sur le trône de l'Empire; il alla même jusqu'à le presser de ne rien négliger pour y parvenir, lui promettant d'employer en sa faveur tout le crédit que lui donnait la tiare; et pour l'empêcher de douter de la sincérité de ces assurances, il fit partir pour l'Allemagne Robert Orsino, archevêque de Reggio, en qualité de nonce. Le roi avait beaucoup de confiance en ce prélat, qui fut chargé de faire de son côté, et conjointement avec les ministres de France, toutes sortes d'efforts pour faire tomber la couronne au roi; mais le pape lui ordonna secrètement de régler ses démarches sur les dispositions où il trouverait les électeurs et sur l'état des affaires. Cette sage et fine politique de Léon n'aurait pas manqué d'avoir son effet si les ministres de France en Allemagne eussent eu davantage de prudence, l'archevêque de Reggio moins d'indiscrétion et plus de fidélité aux ordres de son maître.

Pendant le cours de ces intrigues, François I

mit en mer une flotte de vingt galères et de quelques bâtiments sous les ordres de Pierre Navarro; il y avait quatre mille hommes sur ces vaisseaux. Le prétexte de cet armement fut de donner la chasse à des corsaires d'Afrique, qui, infestant la Méditerranée depuis long-temps sans obstacle, avaient surtout fait de grandes prises cette année. Cette flotte devait même aborder aux côtes de Barbarie si Léon le jugeait à propos; mais le véritable dessein du roi était de mettre à couvert de toute insulte ce pontife, qui venait de se déclarer en sa faveur. La flotte que le roi d'Espagne faisait équiper lui causait de l'ombrage; cependant Charles songeait moins à attaquer les Etats d'autrui qu'à la sûreté du royaume de Naples. Quoique ces armements excitassent la défiance de part et d'autre, néanmoins les deux rois conservaient toujours les dehors d'amitié dont ils s'étaient réciproquement amusés jusqu'alors. Il y eût même à Montpellier une entrevue du grand-maître de France avec M. de Chièvres; l'un et l'autre de ces seigneurs étaient l'ame et le conseil des deux rois. Ils devaient y concerter le temps où s'accomplirait le mariage du roi d'Espagne avec la seconde fille de France, mais surtout finir l'affaire de la Navarre. Charles s'était engagé par le traité de Noyon à rendre ce royaume à son prince légitime; mais il avait différé jusqu'alors sous mille prétextes, quelques instances que le roi de France lui eût faites à ce sujet. La mort du grand-maître, qui survint avant que la conférence fût entamée, fit évanouir toutes les espérances que cette négociation avait fait naître.

Sur ces entrefaites, Laurent de Médicis, qui avait toujours été malade depuis son mariage et son retour en Italie, mourut quelques jours après sa femme, qu'une couche venait d'emporter. On ne put empêcher Léon X d'unir les Etats de Florence au Saint-Siége. Il voulut qu'ils en dépendissent tant qu'il vivrait; on eut beau lui représenter qu'il était le seul héritier légitime de la postérité masculine de Côme de Médicis qui avait commencé la grandeur de sa maison, et qu'ainsi il devait rendre la liberté à sa patrie, il ne voulut rien écouter, et il donna le gouvernement de Florence au cardinal de Médicis, soit pour y conserver le nom de sa famille, soit que son exil lui eût inspiré de la haine pour le gouvernement républicain. Laurent ne laissait qu'une fille unique[1], à qui l'investiture du duché d'Urbin donnait cet Etat; mais le pape ne croyant pas pouvoir y maintenir sa petite-nièce à cause de l'affection des peuples pour leur ancien duc, réunit ce duché au Saint-Siége, avec Pesaro et Sinigaglia. Enfin, appréhendant que cette réunion ne contînt pas assez les peuples, il fit abattre les murs d'Urbin et des autres places fortes de ce duché, mais il ne toucha pas à la ville d'Aggobio qu'il eut au contraire grand soin de s'attacher par des faveurs, et qu'il regarda comme la capitale de ce duché, parce que, jalouse de la ville d'Urbin, elle était par cette raison moins zélée pour les intérêts de François-Marie de la Rovere. Dans le dessein d'affaiblir encore davantage ce duché, il mit les Florentins en possession du fort de San-Leo, de tout le Montefeltro, et y joignit Pivieri-di-Sestina, qui dépendait de Césène; il s'acquitta par ce moyen avec eux des sommes qu'il en avait empruntées pour la guerre d'Urbin et dont il avait chargé la chambre apostolique. On ne fut pas fort satisfait de cette sorte de paiement à Florence; mais on fut obligé de recevoir ce que le pape voulut donner.

Cependant l'Europe entière attendait en silence le choix des électeurs de l'empire; les rois de France et d'Espagne recherchaient leurs suffrages avec plus d'ardeur que jamais. Le premier était trompé chaque jour par le marquis de Brandebourg[2], l'un des électeurs qui, ayant reçu les offres de grandes sommes que le prince lui avait faites, en avait même déjà touché une partie. Ce marquis s'était obligé, dans un traité secret, de donner au roi sa voix et celle de l'archevêque de Mayence[3], son frère, l'un des trois électeurs ecclésiastiques. François I comptait d'ailleurs beaucoup sur les électeurs séculiers, et en particulier sur le suffrage du roi de Bohême[4] qui fait pencher la balance en cas de partage dans le collége électoral. Plein de cette confiance, il fit tenir à l'amiral[5], qui était

(1) Catherine de Médicis, qui fut reine de France.

(2) Joachim.

(3) Albert de Brandebourg, cardinal de la création de Léon X.

(4) Louis Jagellon, qui était aussi roi de Hongrie.

(5) Guillaume Gouffier, seigneur de Bonivet, frère puîné d'Artus, grand-maître de France. Il avait eu la charge d'amiral en 1517.

en Allemagne, des sommes considérables, avec ordre de les distribuer aux électeurs; ensuite ayant été informé que plusieurs villes impériales et le duc de Wurtemberg formaient un corps de troupes pour intimider ceux qui voudraient déférer l'Empire à un prince étranger, il se disposa à réprimer ces ennemis.

La nation germanique était fort opposée à l'élection d'un prince étranger. Les Suisses même, se regardant comme membres de ce grand peuple et pleins de zèle pour la gloire de la patrie, supplièrent Sa Sainteté de n'employer ses bons offices que pour des princes allemands dans cette occasion. Ces remontrances n'empêchèrent pas Léon d'appuyer la cause du roi de France, comptant l'engager enfin par ce grand zèle apparent à faire tomber sur la tête d'un prince d'Allemagne une couronne à laquelle il verrait enfin qu'il avait inutilement prétendu. Le pape s'en ouvrit donc au roi, mais sans succès. François I se repaissait toujours des vaines espérances que lui donnaient l'amiral et Robert Orsino. L'un et l'autre se laissaient amuser par des promesses qu'on faisait payer bien cher à la France. D'ailleurs le premier, comme Français et ministre du roi, emporté par le désir de voir la couronne impériale sur la tête de son maître, ne douta pas seulement que cette affaire pût manquer; à l'égard du second, c'était un homme léger qui voulait faire sa cour au monarque; telle était la situation des choses lorsque les électeurs se rendirent à Francfort, ville de la Basse-Allemagne. Ces princes nomment à l'Empire, non par un droit fondé sur la raison ou sur une ancienne coutume, mais par une concession du pape Grégoire V qui était d'Allemagne. Tandis que les électeurs s'occupaient à discuter les intérêts des prétendants pour laisser écouler le temps jusqu'aux termes marqués dans les statuts de l'Empire pour l'élection, on vit paraître dans le voisinage de Francfort une armée d'Espagnols, le roi catholique ayant jugé plus à propos de lever des troupes que de donner aux électeurs l'argent qu'elles lui coûtèrent. Son prétexte fut d'assurer la liberté des suffrages et d'empêcher la violence. La proximité de l'armée enfla le courage des partisans de Charles et détermina en sa faveur ceux qui n'avaient point embrassé jusqu'alors de parti. Le marquis de Brandebourg en conçut une telle frayeur que, dans la crainte de se rendre d'ailleurs odieux à toute la nation, il n'osa se déclarer pour le roi de France.

Dans cette consternation des partisans du roi de France, Charles d'Autriche, roi d'Espagne, fut nommé empereur le 28 juin par les archevêques de Mayence et de Cologne, par le comte Palatin et le duc de Saxe. Le marquis de Brandebourg, ayant eu pour lui le suffrage de l'archevêque de Trève, le confirma par le sien propre, ce qui ne faisait que deux voix en sa faveur; mais quand les six électeurs auraient été partagés, on ne doute pas que le roi d'Espagne ne l'eût emporté par le suffrage de Louis, roi de Bohême et de Hongrie, dont il était assuré. L'élection de l'Espagnol abattit fort le courage du roi de France et de ses partisans d'Italie et releva les espérances de Charles V. En effet, ils voyaient deux puissantes couronnes sur la tête d'un jeune prince à qui des prophéties présageaient une grandeur sans bornes et un bonheur prodigieux. Ils considéraient que si ses finances n'étaient pas si abondantes que celles du roi de France, Charles remplacerait cette supériorité par la facilité d'avoir beaucoup d'infanterie allemande et espagnole dans ses armées, troupes fort estimées et pleines de bravoure; que le roi de France, n'ayant point de gens de pied capables de résister à cette double infanterie, serait hors d'état de soutenir de grandes guerres à moins qu'il ne levât des troupes étrangères, ressource d'ailleurs très onéreuse, parce qu'il faudrait la payer bien cher et qu'elle souffrirait la plupart du temps des difficultés presque insurmontables; qu'enfin il serait contraint de prodiguer l'argent aux Suisses, de les ménager et d'essuyer bien des duretés de leur part sans pouvoir être entièrement assuré de leur constance et de leur fidélité. Il y avait toute apparence que ces deux jeunes rivaux se feraient bientôt une sanglante guerre. François I, brûlant de faire valoir les prétentions qu'il avait sur le royaume de Naples, ne souhaitait pas avec moins d'ardeur de faire rendre la Navarre à Jean d'Albret[1]. Charles avait long-temps fait espérer qu'il rendrait cette couronne à son légitime maître; de son côté, le nouvel empereur savait très mauvais

(1) Jean d'Albret était mort; c'était Henri, son fils, que regardait cette restitution.

gré au roi de l'avoir obligé à faire le traité de Noyon au mépris du traité de Paris, et de ce que pour y parvenir il s'était prévalu de la nécessité où il se trouvait alors de passer en Espagne. D'ailleurs l'affaire du duc de Gueldres était seule capable d'armer ces deux princes. La Flandre regardait comme un ennemi ce duc à qui François avait accordé sa protection. Charles songeait encore à rentrer dans le duché de Bourgogne, dont Louis XI s'était saisi à la mort de Charles, duc de Bourgogne, bisaïeul maternel du jeune empereur. Enfin le duché de Milan pouvait encore allumer la guerre entre l'Empire et la France, car François n'avait ni demandé ni obtenu l'investiture de ce duché depuis la mort de Louis XII, et l'on prétend même qu'il y avait des nullités dans l'acte qui en avait été donné à ce prince par Maximilien. Malgré tant de raisons de se brouiller, ils étaient obligés de dissimuler à cause des circonstances où ils se trouvaient l'un et l'autre. Charles, avant de rien entreprendre, devait, suivant la coutume, aller prendre la couronne impériale dans la ville d'Aix-la-Chapelle, et ils craignaient réciproquement de faire éclater leurs jalousies avant de s'être assurés des autres puissances et surtout du pape, supposé que l'Italie fût le théâtre de la guerre. Léon dissimulait si adroitement qu'il était impénétrable; peut-être ne s'était-il encore décidé en aucune manière. A la vérité, pour que Charles pût accepter l'Empire malgré l'exclusion exprimée dans l'investiture du royaume de Naples en conformité des anciens actes qui en avaient été donnés par les souverains pontifes, il l'avait dispensé de cette obligation; mais cette condescendance était moins un effet de sa bonne volonté pour l'empereur que de la crainte d'en faire un mortel ennemi par un refus.

CHAPITRE V.

Tentative du pape contre Ferrare. Conjuration contre Alphonse découverte. Commencement de l'hérésie de Luther. Il est excommunié par le pape. Progrès de ses doctrines. Jean-Paul Baglione exécuté à Rome. Couronnement de Charles V. Troubles d'Espagne. Soulèvement des Espagnols en Sicile.

Pendant tout ce temps-là on jouit en Italie d'une paix qui ne fut troublée que par une intrigue de Léon contre la ville de Ferrare. On avait cru ce duché à couvert de l'ambition du pape après la mort de Laurent son neveu, et en effet il y avait dans la maison de Médicis plus d'Etats que de princes pour les posséder depuis la mort de son frère et de son neveu. Cependant il souhaitait toujours avec la même ardeur soumettre Ferrare, soit par son animosité contre le duc, soit pour égaler ou du moins pour suivre de près Jules II, preuve sensible que l'ambition des prêtres n'a pas besoin d'un intérêt de famille pour être aussi vive qu'elle peut l'être.

La situation des affaires, jointe au bon état des fortifications de Ferrare, ne permettait pas au pape d'employer la force ouverte. Alphonse n'avait rien négligé pour mettre cette capitale en sûreté; il y avait fait venir une excellente et nombreuse artillerie avec beaucoup de munitions. D'ailleurs l'opinion commune était que ce prince avait amassé de grandes sommes tant par une dépense mesurée que par de nouvelles impositions et par une extrême industrie, faisant plutôt le rôle de marchand que de prince. C'est pourquoi Léon ne pouvait tout au plus qu'employer l'artifice et la ruse contre lui tant qu'il n'y aurait point de changement dans les affaires. Ce pontife avait autrefois tenté de former des liaisons avec différentes personnes et surtout avec Nicolas d'Est; mais toutes ces intrigues ayant échoué, Alphonse, qui d'ailleurs ne lui en voyait point pratiquer de nouvelles, était comme rassuré contre elles, quoiqu'il ne doutât pas de sa mauvaise volonté. Mais le duc se trouvant tellement abattu par une longue maladie que l'on désespérait presque de sa vie, et le cardinal d'Est, son frère, que le peu de crédit où il était à Rome avait éloigné de cette ville, s'obstinant à demeurer en Hongrie, Léon crut avoir une occasion favorable d'entreprendre sur Ferrare par le moyen de quelques bannis de cette ville qui s'étaient liés avec Alexandre Frégose, évêque de Vintimiglia, qui demeurait à Bologne. Ce prélat avait été contraint de s'exiler de Gênes pour éviter le ressentiment d'Octavien, qui le soupçonnait d'aspirer à la dignité de doge que le cardinal[1] son père avait occupée. Alexandre, voyant tous ses efforts inutiles pour rentrer dans sa patrie, se flatta de travailler plus heureusement à rétablir les autres dans la leur. C'est pourquoi, ayant concerté toutes choses avec le pape et

(1) Paul Frégose.

ces bannis, il leva deux mille hommes d'infanterie dans le territoire de Rome et dans la Luniglana, sous prétexte de les conduire à Gênes pour y rentrer les armes à la main. Léon fournit en secret dix mille ducats pour faire ces levées. Octavien n'en eut pas plus tôt été instruit qu'il arma par mer et par terre. Alexandre, feignant d'être bien fâché de voir Gênes à couvert de ses armes, permit à Frédéric de Bozzole qui soutenait la ville de Concordia contre Jean-François de la Mirandole, de se servir de ses troupes durant l'espace d'un mois pour lequel elles avaient reçu la paie. Frédéric ayant accepté ces offres, l'évêque passa l'Apennin et marcha lentement du côté de Concordia. Toute cette manœuvre n'était que pour avoir un prétexte de passer le Pô. Pour cet effet, Albert, comte de Carpi, qui entrait dans l'intrigue, avait fait louer sous le nom de quelques marchands de blé certaines barques qui étaient à l'embouchure de la Secchia; c'est ainsi qu'on appelle l'endroit où cette rivière se jette dans le Pô. L'évêque de Ventimiglia devait s'en servir pour passer ce fleuve et ensuite marcher promptement à Ferrare. Il avait remarqué, lorsqu'il était dans cette ville, qu'il y avait environ douze ou quatorze toises de la muraille ruinées du côté du Pô, ce qui facilitait l'entrée de la ville par cet endroit. Comme ce mur s'était écroulé tout récemment, Alphonse, quoique très vigilant pour l'ordinaire, n'y avait pas fait beaucoup d'attention, croyant ce poste assez défendu par la rivière et n'ayant d'ailleurs aucune défiance sur le compte du pape et des autres puissances.

Le marquis de Mantoue ne fut pas plus tôt instruit par le bruit public que Frégose avait passé l'Apennin, que sans autre motif que l'usage où il était de fermer le passage des rivières aux troupes étrangères, il fit venir à Mantoue toutes les barques qui étaient à l'embouchure de la Secchia. L'évêque de Ventimiglia ne pouvant en avoir d'autres assez à temps, parce que les gouverneurs des villes de l'Etat ecclésiastique n'étaient pas du secret et n'avaient aucun ordre de lui en fournir, il fut obligé de s'arrêter aux environs de Corregio, pour prendre de nouvelles mesures avec les ministres du comte de Carpi. Il fut assez peu circonspect pour laisser pénétrer son secret à plusieurs et pour en faire confidence à quelques personnes. Le marquis de Mantoue, qui ne tarda pas à l'apprendre, en avertit d'abord le duc de Ferrare. Alphonse était si éloigné de soupçonner un pareil dessein qu'il n'aurait pas ajouté foi à cet avis sans la circonstance du mur écroulé. Il donna aussitôt des ordres pour faire échouer le projet de Frégose, à qui seul il l'attribua dans la lettre qu'il écrivit au pape pour l'en informer, feignant d'ignorer que Léon fût l'auteur de cette entreprise; il le pria d'envoyer ses ordres aux gouverneurs des villes ecclésiastiques afin qu'ils lui donnassent des secours. Léon leur écrivit aussitôt en faveur d'Alphonse, mais il leur donna secrètement des ordres tout contraires. Frégose, apprenant que le duc de Ferrare se mettait en état de ne rien craindre et ne pouvant d'ailleurs passer le Pô que très difficilement, perdit toute espérance et s'approcha de la ville de Concordia, où l'on se défiait de lui. Ces soupçons n'étaient pas sans fondement, car tandis qu'il proposait à la garnison de cette place le siége de la Mirandole, il s'approcha durant la nuit des murs de Concordia et tenta de l'emporter de vive force; son dessein était de faire croire que cette ville, et non celle de Ferrare, avait été le but de son expédition. Après cet assaut, où il fut repoussé, il licencia ses troupes qui se dissipèrent. On crut généralement, et le duc de Ferrare fut persuadé que si le marquis de Mantoue n'avait pas empêché Frégose de passer le Pô, cet évêque serait entré dans Ferrare par la brèche dont nous avons parlé. En effet, il n'aurait rencontré aucun obstacle dans une ville où il n'y avait point de troupes et où l'on était dans une entière sécurité. D'ailleurs le duc était accablé par la maladie, et le peuple si mécontent du gouvernement que presque personne n'aurait pris les armes en faveur du prince dans cette occasion.

Cette tentative n'ayant pas réussi, l'Italie jouit encore de la paix durant l'année 1520, mais le repos de l'Eglise fut troublé par de nouvelles opinions qui commencèrent à se répandre. Les novateurs n'attaquèrent d'abord que l'Eglise romaine; mais bientôt ils ne respectèrent pas même la religion chrétienne. L'électorat de Saxe en Allemagne fut le berceau de ces dangereuses nouveautés. Martin Luther, prêtre de l'ordre de Saint-Augustin, renouvela d'abord en chaire la plupart des erreurs des

Bohémiens, anathématisées par l'Eglise assemblée à Constance; Jean Huss et Jérôme de Prague, chefs de ces fanatiques, avaient poussé l'opiniâtreté jusqu'à se faire brûler pour la défense de ces erreurs qui furent long-temps bornées au seul royaume de Bohême. La cause des déclamations de Luther fut l'indigne abus que Léon X fit de l'autorité pontificale. Le pape, suivant aveuglément les conseils de Laurent Pucci, cardinal de Santi-Quattro, par rapport à la dispensation des bénéfices et des graces spirituelles, avait répandu dans la chrétienté, sans distinction de temps ni de lieux, de grandes indulgences, non-seulement en faveur des vivants, mais encore des ames du purgatoire dont elles devaient abréger la pénitence. On sut généralement que le motif de ces profusions spirituelles était l'envie de tirer de l'argent des peuples. Ceux qui étaient préposés à la distribution des indulgences, gens qui pour la plupart avaient acheté du pape le pouvoir de les vendre, en usèrent avec si peu de modération qu'ils excitèrent le scandale et l'indignation en beaucoup d'endroits, et surtout en Allemagne, où plusieurs de ces négociants spirituels en vinrent jusqu'à donner à vil prix et à jouer dans les cabarets le pouvoir de délivrer les ames du purgatoire.

La libéralité de Léon en faveur de Madeleine de Médicis[1], sa sœur, accrut encore ce scandale. Ce pape, dont la facilité dans l'exercice de son autorité donnait souvent atteinte à la majesté du pontificat, eut la faiblesse de donner à Madeleine une partie des exactions qui devaient se faire à l'ombre des indulgences. Cette femme avare chargea l'évêque Aremboldo d'aller piller pour elle plusieurs provinces d'Allemagne. Cet homme digne d'un pareil emploi s'en acquitta avec beaucoup de dureté et une extrême avarice. Les peuples n'ignoraient pas que tout cet argent ne devait point entrer dans les coffres du pape ni de la chambre apostolique, qui peut-être aurait pu en employer une petite partie à quelque bon usage; sachant au contraire qu'il était destiné à contenter l'avarice d'une femme, ils détestèrent non-seulement ses ministres et leurs exactions, mais encore l'auteur de ce présent indiscret, et méprisèrent son autorité. Luther, profitant de l'indisposition des esprits, commença par se moquer des indulgences et par attaquer dans les papes le pouvoir de faire de pareilles concessions. Des discours si hardis flattant le peuple, Luther eut bientôt des auditeurs en foule. Se voyant applaudi, il donna chaque jour de nouvelles atteintes à l'autorité des papes, et après avoir déclamé peut-être avec raison contre ces abus, ou du moins d'une manière en quelque façon excusable à cause du juste sujet que Léon avait donné de blâmer sa conduite, ce moine, aveuglé par l'ambition et séduit par les applaudissements du peuple et la faveur du duc de Saxe[1], attaqua non-seulement avec fureur la puissance des papes et l'autorité de l'Eglise romaine, mais adoptant encore les erreurs des Bohémiens, il en vint successivement jusqu'à se déclarer contre les saintes images, à dépouiller les églises de leurs biens et à permettre le mariage aux religieuses et aux moines; liberté qu'il s'efforça non-seulement de prouver dans la chaire, mais qu'il autorisa encore par son exemple. Il borna la puissance du pape au seul diocèse de Rome et soutint que chaque évêque avait un pouvoir égal dans l'étendue de son diocèse; il proscrivit les décisions des conciles, les écrits des Pères, les décrétales et le droit canon, et il n'adopta que l'Ancien et le Nouveau Testament, qu'il interpréta d'une manière suspecte et inouïe. Luther et ses sectateurs se livrèrent chaque jour à de plus détestables erreurs; ils osèrent décrier les sacrements de l'Eglise et mépriser les jeûnes, la pénitence et la confession. Presque toute l'Allemagne fut infectée de cette contagion; il y eut même quelques-uns de ces furieux qui, ajoutant encore aux erreurs de Luther, dogmatisèrent sur l'eucharistie avec une audace pernicieuse et digne de l'enfer. Le mépris des conciles et des saints pères étant la base de ces étranges nouveautés, chacun eut la liberté de se faire un système de religion et d'expliquer l'Ecriture à son gré. Cette doctrine fit des progrès extraordinaires, même hors de l'Allemagne, parce qu'elle abolissait des obligations établies par l'Eglise pour le salut des fidèles et qu'elle laissait aux particuliers la liberté de vivre à leur volonté. La nouvelle de la révolte de Luther n'eut pas plus

(1) Veuve de Franceschetto Cibo.

(1) Frédéric, surnommé *le Sage*, né en 1463 et mort le 5 mai 1525.

tôt pénétré à Rome que Léon s'efforça d'étouffer ce mal dans sa naissance, mais il ne sut pas employer les moyens propres à y réussir. Il cita d'abord Luther à Rome et lui interdit la chaire; mais celui-ci méprisant ces ordres, Léon l'excommunia sans réformer lui-même sa conduite, qui donnait prise à Luther et était d'ailleurs blâmée de toute la chrétienté. Les censures, bien loin de diminuer le crédit de Luther, ne servirent qu'à l'étendre davantage et elles ne furent regardées que comme une persécution que l'innocence de ses mœurs et la pureté de sa doctrine lui attiraient. Léon fit partir une foule de religieux pour aller s'opposer à l'erreur en Allemagne, et il écrivit de tous côtés aux princes et aux prélats; mais l'inclination des peuples et la faveur du duc de Saxe rendirent toutes ces démarches inutiles. La cour de Rome ouvrit alors les yeux, et commençant à sentir toute l'importance de ces troubles, elle craignit que la grandeur des papes, leurs intérêts temporels et l'unité de la religion chrétienne n'en reçussent une dangereuse atteinte.

Le pape tint plusieurs consistoires, et il y eut de fréquentes assemblées de cardinaux et de théologiens choisis pour trouver les moyens d'arrêter un mal qui croissait tous les jours. Il y en eut plusieurs qui furent assez prudents pour représenter à Léon que la rigueur dont il avait usé envers Luther, sans remédier aux abus qui avaient causé sa révolte, n'ayant servi qu'à le rendre plus respectable et plus cher aux peuples, il était plus sage de dissimuler ce désordre qui peut-être finirait de lui-même, que d'aigrir les esprits par des coups d'autorité. Mais la hauteur naturelle à tous les hommes suggérant des moyens violents au pape, il poursuivit non-seulement Luther et ses partisans, mais il résolut de donner encore un monitoire terrible contre le duc de Saxe que cette démarche lia plus fortement aux erreurs de Luther. Ces nouvelles opinions firent de si grands progrès durant quelques années que tout le monde chrétien fut sur le point d'en être infecté; mais les puissances, ayant compris qu'elles n'étaient pas moins préjudiciables à leur autorité temporelle qu'au pouvoir spirituel des papes, employèrent même jusqu'à la sévérité pour empêcher que ces nouveautés ne pénétrassent dans leurs Etats. D'un autre côté, rien n'a tant contribué à affermir ces erreurs, souvent prêtes à se confondre et à se détruire par la licence et la contrariété des principaux sectaires, rien, dis-je, ne les a tant affermies que la liberté qu'elles donnent de vivre comme on veut, et que l'avarice des grands qui s'obstinent à garder les biens usurpés sur les Eglises.

On ne vit cette année rien de mémorable en Italie, si ce n'est que Jean-Paul et Gentile Baglione, qui partageaient le gouvernement de Pérouse, se brouillèrent ensemble, et que le premier chassa l'autre de cette ville, soit pour jouir seul de toute l'autorité dont il avait déjà la meilleure part, soit qu'il y eût entre eux quelque autre sujet de dissension. Gentile en ayant porté ses plaintes au pape, Léon, irrité contre Jean-Paul, lui ordonna de comparaître en personne à Rome. Ce dernier, craignant pour lui-même, chargea son fils de s'y rendre à sa place et d'assurer le pape d'une parfaite soumission à ses volontés. Mais Léon s'opiniâtrant à vouloir que Jean-Paul vînt se justifier en personne, il s'y détermina enfin après bien des irrésolutions. Rassuré par l'attachement qu'il avait toujours eu pour la maison de Médicis, il céda aux sollicitations de Camille Orsino son gendre et de ses autres amis; ceux-ci avaient employé tout leur crédit auprès du pape pour le rendre favorable à Jean-Paul. Ils se laissèrent si bien leurrer par des discours artificieux et par l'assurance verbale qu'il leur donna que Baglione n'avait rien à craindre, qu'ils vinrent à bout de persuader ce dernier. Le pape était alors depuis quelques jours dans le château Saint-Ange sous prétexte de se divertir, comme cela arrivait assez souvent. Baglione étant allé le lendemain de son arrivée lui rendre ses devoirs, il fut arrêté par le commandant de ce fort avant qu'il eût pu voir le pape. Il subit ensuite un rigoureux interrogatoire, et ayant avoué plusieurs crimes que des passions brutales, l'ambition et des intérêts particuliers lui avaient fait commettre, il fut laissé plus de deux mois en prison, après lesquels il eut la tête tranchée.

On croit que Léon ne le fit périr que parce qu'il avait remarqué pendant la guerre d'Urbin qu'il n'était pas dans ses intérêts, qu'il avait des intrigues avec la Rovere, et que ne croyant pas pouvoir compter sur lui ni par conséquent sur Pérouse, en cas de troubles, il avait cru devoir prévenir ses mauvaises intentions. Aussi,

pour s'assurer de cet Etat, il donna la légation de Pérouse à Silvio, cardinal de Cortone[1], qui lui était attaché depuis long-temps et qu'il avait élevé dans sa maison. Outre cela il rétablit Gentile dans cette ville, le gratifia des biens de son rival, et confia toute l'autorité à cet homme qui n'avait aucun mérite. Après avoir terminé cette affaire, il résolut de faire une seconde tentative contre la ville de Ferrare, par le moyen de Hubert de Gambara[2], protonotaire apostolique, et de Ridolfel, officier de quelques lansquenets que le duc y avait en garnison. Ce dernier s'était engagé à livrer, quand on voudrait, la porte de Castello-Tialto, où des troupes envoyées de Bologne et de Modène pourraient se rendre en passant le Pô sur le pont de bois qui est vis-à-vis de cette porte. En conséquence, Guy Rangone et le gouverneur de Modène[3] eurent ordre de faire des levées sous différents prétextes, de marcher tout d'un coup vers cette porte et d'y attendre le reste des garnisons de Bologne et de Modène qui avaient ordre de s'y rendre; mais Ridolfel, à qui le protonotaire compta deux mille ducats de la part du pape, ayant découvert dès le commencement toute l'intrigue au duc de Ferrare, ce prince, content de s'être assuré des dispositions du pape à son égard, publia qu'il savait tout par le moyen de cet officier.

Sur ces entrefaites, le nouvel empereur se rendit d'Espagne en Flandre par mer; dans ce trajet il descendit en Angleterre de son bon gré, et non par nécessité, comme son père. Il y eut une entrevue avec Henri, après laquelle ils se séparèrent en bonne intelligence. Ensuite, s'étant rendu à Aix-la-Chapelle, ville fameuse par le séjour qu'y fit autrefois Charlemagne et par son tombeau, il y reçut[4], selon l'ancien usage, en vertu du suffrage des princes allemands, la première couronne du monde qu'on dit être celle que porta ce fondateur de l'empire germanique.

Pendant que Charles se faisait couronner, l'Espagne se révolta contre lui. Les peuples de ce royaume n'y avaient appris qu'avec chagrin son élection à l'empire, prévoyant que leur roi serait obligé d'être le plus souvent hors de ses Etats héréditaires, ce qui ne pouvait leur être que très préjudiciable; mais la principale cause de leur révolte était l'avarice des ministres, et surtout de Chièvres, dont l'insatiable cupidité avait mis en usage toutes sortes de moyens pour se satisfaire. Les autres ministres, qui étaient aussi Flamands, l'avaient imité en vendant à des étrangers les charges qui se donnaient pour l'ordinaire aux Espagnols et en faisant acheter bien cher les faveurs et les expéditions de la cour; toutes ces exactions rendirent le nom flamand odieux à l'Espagne entière. Les habitants de Valladolid avaient déjà remué au départ de l'empereur; mais à peine eut-il quitté la frontière d'Espagne que la révolte devint générale. Les rebelles protestèrent que ce n'était pas contre leur prince, mais contre ses ministres, qu'ils prenaient les armes. Ensuite, ayant secoué le joug de l'autorité du roi, ils formèrent un conseil sous le nom de la sainte junte. Les ministres et les officiers du roi, ayant pris les armes pour les réprimer, on se fit ouvertement la guerre. Enfin le désordre fut si grand que l'empereur n'avait presque plus d'autorité dans ce pays; ces troubles ranimèrent en Italie et ailleurs les espérances des princes à qui une puissance si formidable causait de l'ombrage. Malgré cette révolte, l'empereur fit une descente dans l'île des Gerbes, d'où il chassa les Maures; il fut encore assez heureux pour que la réputation du roi de France reçût quelque atteinte en Allemagne. François, pour entretenir la discorde dans l'empire, favorisait le duc de Wurtemberg[1], qui était en guerre avec le cercle de Souabe; mais ces peuples chassèrent ce duc de ses Etats et vendirent son duché à l'empereur qui, dans l'ardeur d'abaisser les partisans du roi de France, s'engagea à défendre ce cercle envers et contre tous; Wurtemberg, ayant compté inutilement sur les secours de France, n'eut d'autre parti à prendre que d'avoir recours à la clémence de l'empereur et d'en recevoir la loi, sans rentrer pour cela dans ses Etats.

Vers la fin de cette année, environ trois mille hommes d'infanterie espagnole qui, après un

(1) Silvio Passevini, natif de Cortone, créature de Léon X; il n'eut le chapeau qu'en 1521.

(2) Il était Bressan et sujet des Vénitiens, fils de Jean-François, comte de Pratalbuino. Il fut fait cardinal par Paul III en 1539.

(3) C'était François Guicciardini, auteur de cette histoire.

(4) Le 23 octobre.

(1) Il se nommait Ulrich.

séjour de plusieurs mois en Sicile, refusèrent de retourner en Espagne, passèrent à Reggio, dans la Calabre, malgré leurs officiers; ensuite, marchant vers Rome, ils firent partout de grands ravages. Le pape conçut alors de sérieuses alarmes; le souvenir de la guerre d'Urbin lui fit craindre que ces troupes, excitées par quelques princes ou se joignant à François-Marie, aux fils de Jean-Paul Baglione et aux autres ennemis du Saint-Siége, ne lui suscitassent de fâcheuses affaires. C'est pourquoi Léon et le vice-roi de Naples offrirent aux officiers de prendre une partie de ces troupes à leur solde et de donner de l'argent au reste; mais ces offres ne servirent qu'à les rendre plus hardis. Ils s'avancèrent donc vers le Tronto, non par les chemins étroits de la Capitanate, mais par les plaines de la Pouille; et leur petite armée grossissant à chaque instant par la jonction d'autres gens de pied et même de quelque cavalerie, ils devinrent de jour en jour plus formidables; ils se dissipèrent néanmoins plus facilement et plus tôt qu'on ne se l'était imaginé. Après avoir passé le Tronto, ils entrèrent dans la Marche d'Ancône, où le pape avait envoyé beaucoup de troupes, et ils assiégèrent Ripa-Transona; mais ayant fait une perte considérable dans un assaut, ils prirent le parti de la retraite. Ce malheur, ayant abattu leur courage et diminué la terreur de leurs armes, ils se hâtèrent d'accepter des ministres de l'empereur des conditions bien moins avantageuses que celles qu'ils avaient rejetées d'abord avec tant de hauteur.

LIVRE QUATORZIÈME.

Indécision du pape entre la France et l'Espagne. Guerre et conquête de la Navarre par les Français. Ligue secrète entre Léon X et Charles V contre la France. Marche des Français par l'Italie pour la défense du Milanais. Guerre de l'empereur et du pape dans le duché de Milan. Progrès de cette guerre du côté des impériaux et des Français, commandés par Lautrec. Ce duché passe aux mains de l'empereur et de François Sforze. Parme et Plaisance au pouvoir de l'Église. Mort du pape Léon. Élection d'Adrien. Bataille de la Bicocca et autres faits d'armes en Ombrie, Toscane et Lombardie.

CHAPITRE PREMIER.

Les Suisses en Italie à la solde de l'Église. Négociations secrètes de Léon avec la France. Le roi François fait la conquête de la Navarre. Ligue entre Léon X et Charles V contre la France. Ban contre Luther à la diète de Worms. Droits de Charles V sur le Milanais. L'armée française à Reggio est forcée à la retraite.

Ce fut ainsi que ces troupes rentrèrent dans le devoir au commencement de l'année 1521. La crainte qu'elles avaient inspirée à Léon X venait moins de la réalité du péril que de l'impression qui lui était restée de la bravoure que l'infanterie espagnole avait montrée dans la dernière guerre d'Urbin; car il n'y avait aucune raison, même apparente, de s'alarmer. Quelque temps après, l'Italie vit commencer une guerre plus funeste et plus longue que les précédentes, et fut le théâtre que l'empereur et le roi de France choisirent pour faire éclater leurs dissensions. Il semblait que le ciel et la fortune enviassent à ce malheureux pays la paix chancelante dont il ne jouissait qu'avec crainte depuis trois ans, et craignissent qu'un plus long repos ne lui rendît son ancienne splendeur. Ces nouveaux troubles furent l'ouvrage d'une puissance qui, plus étroitement obligée que toute autre à maintenir la tranquillité, est néanmoins souvent la première à semer artificieusement la division et à fomenter un feu qu'elle devrait éteindre avec son propre sang, si c'était le seul moyen de l'étouffer; car, quoique les sujets de rupture se multipliassent de jour en jour entre Charles V et François I, ils n'avaient cependant aucune raison pressante d'éclater l'un contre l'autre, et leur puissance était assez balancée en Italie pour ne pouvoir se faire mutuellement la guerre sans former des alliances et des confédérations dans ces provinces. Les Vénitiens

étaient obligés de défendre le Milanais, et les Suisses, dégoûtés de faire la guerre en leur propre nom, ne pensaient plus qu'à suivre le parti de ceux qui voudraient payer leur courage. Ainsi la France n'avait rien à craindre pour ce duché de la part de l'empereur. D'un autre côté, François I était hors d'état d'attaquer le royaume de Naples, à moins qu'il n'engageât le pape dans ses intérêts. Ces deux princes n'oubliaient rien pour l'attirer chacun dans son parti. On ne doutait pas que Léon ne vînt à bout de conserver la paix, si, gardant une exacte neutralité, il employait le crédit qu'elle lui donnerait et l'autorité pontificale à contenir la haine et l'inquiétude des deux rivaux. Ce pontife n'avait aucune raison de souhaiter ni d'exciter la guerre qui ne lui avait jamais réussi, et même il était de son intérêt de maintenir l'équilibre entre ces deux puissances, dont chacune, si elle venait à prendre le dessus, serait en état de subjuguer l'Italie entière sans aucun obstacle. En effet, il aurait eu à craindre pour les Etats de l'Eglise qu'il gouvernait absolument, et pour la république de Florence dont il pouvait disposer en maître. D'ailleurs, naturellement ami du repos et voluptueux comme il l'était, sa prospérité et la licence où il vivait lui faisaient haïr les affaires, et il n'y avait pas d'apparence que, consacrant les jours entiers à la musique, à de ridicules spectacles de farceurs et de baladins et même à des plaisirs encore moins convenables au chef de l'Eglise, il songeât à faire la guerre. Outre cela, son faste et sa magnificence étaient si grands qu'on en aurait encore été frappé quand bien même ce pape fût descendu d'une longue suite de rois; il avait dissipé en fort peu de temps, par d'excessives dépenses et de folles libéralités, les trésors que son prédécesseur avait accumulés avec tant de soin et les sommes prodigieuses que les expéditions en cour de Rome et la création intéressée de mille nouveaux offices avaient produites. Il était obligé de chercher sans cesse des moyens pour fournir à ses profusions, qui, loin de diminuer, augmentaient tous les jours. Enfin il n'avait point de parents dont l'élévation pût réveiller son ambition; et quoiqu'il désirât toujours avec ardeur réunir Parme, Plaisance et Ferrare au Saint-Siége, ce motif ne paraissait pas capable de le déterminer à troubler le repos du monde; au contraire, il semblait qu'il dût lui persuader de temporiser et d'attendre de favorables conjonctures; mais rien n'est plus vrai que nous n'avons point de plus cruel ennemi que la prospérité; cette dangereuse ivresse, nous livrant à nos caprices, nous rend hardis au mal et nous excite à troubler notre propre bonheur. Le pape, au milieu de la joie et des plaisirs, forme le dessein de s'unir avec l'empire ou la France pour armer ces deux puissances l'une contre l'autre. On ne sait pas au juste le motif de cette résolution. Léon se crut peut-être déshonoré par la perte de Parme et de Plaisance, dont la conquête avait immortalisé Jules II. Il put encore s'abandonner au désir de s'emparer de Ferrare. Peut-être s'imaginait-il que, s'il mourait sans se signaler, ce serait une tache à la mémoire de son pontificat. Il pouvait craindre aussi que le roi de France et l'empereur, désespérant de l'attirer dans leur parti, ne se déterminassent un jour à s'unir ensemble pour opprimer la liberté de l'Eglise. Enfin j'ai ouï dire au cardinal de Médicis, son favori, qu'il se flattait qu'après avoir conquis d'abord Gênes et le Milanais sur la France, il viendrait ensuite aisément à bout d'enlever le royaume de Naples à l'empereur, et d'acquérir par ces exploits le titre glorieux de libérateur de l'Italie, objet déclaré de toutes les démarches de son prédécesseur; mais que comme il ne pouvait exécuter ce dernier projet avec ses seules forces, il avait formé le dessein d'apaiser le roi de France, en donnant le chapeau à quelques-unes de ses créatures et par tous les autres bienfaits qu'il pourrait souhaiter, afin d'en obtenir des troupes, comme si François I eût dû se croire dédommagé de ses pertes en Italie par celles qu'il y verrait faire à l'empereur. Mais soit qu'il se fût déterminé par l'un de ces motifs ou par tous ensemble, il tourna toutes ses pensées du côté de la guerre, et ne songea, comme nous l'avons dit, qu'à s'unir avec l'empire ou la France; mais afin de n'être pas opprimé par l'une ou l'autre de ces deux puissances pendant qu'il négocierait avec elles, et pour être en même temps plus à portée de faire la guerre, il donna ordre à l'évêque de Pistoia[1], qui depuis fut cardinal, de se rendre en Suisse pour y lever six mille hommes. Les Cantons accordèrent ces milices sans difficulté en faveur de l'alliance que Léon avait renouvelée avec eux

(1) Antoine Pucci. Il était neveu du cardinal Laurent Pucci.

après la guerre d'Urbin. Ces troupes passèrent par le Milanais et restèrent plusieurs mois par ordre du pape dans la Romagne et la Marche d'Ancône. La paix où l'Italie était alors fit raisonner les politiques sur cette démarche de Léon, qui paraissait se charger de la solde de ces troupes sans nécessité ; pour empêcher qu'on ne pénétrât son dessein, il fit courir le bruit qu'il n'avait eu d'autre vue que de se garantir des intrigues et des entreprises que méditaient sans cesse les rebelles à l'Eglise. Mais personne ne fut la dupe d'une si frivole raison ; les uns disaient que Léon craignait la France, d'autres qu'il songeait à s'emparer de Ferrare ; quelques-uns enfin qu'il en voulait au royaume de Naples. Cette dernière conjecture était assez bien fondée. Le pape et le roi de France traitaient en secret contre l'empereur et méditaient d'attaquer conjointement le royaume de Naples. Gaëte, avec tout ce qui est entre le Garigliano et l'Etat ecclésiastique, eût été pour le pape. Le second fils du roi aurait eu tout le reste ; mais comme ce prince était encore fort jeune, le roi devait le remettre entre les mains d'un légat apostolique qui, résidant à Naples, gouvernerait le royaume jusqu'à ce que le prince fût majeur. Par le même traité, le roi s'obligeait à aider le pape à réprimer les sujets de l'Eglise et ses rebelles vassaux, condition qui non-seulement assurait à Léon ses usurpations sur la maison d'Est, mais qui tendait encore à contenter son ambition par la conquête du duché de Ferrare.

Pendant le cours de ces intrigues, François I, à la faveur des troubles d'Espagne, donna ordre à Lespare, frère de Lautrec, d'entrer en Navarre à la tête d'une armée pour y rétablir le légitime roi. Dans le même temps Robert de la Mark[1] et le duc de Gueldres commencèrent à troubler la Flandre. Le général français soumit aisément la Navarre qu'il trouva sans défense, et qui d'ailleurs chérissait encore le nom d'Albret. Il prit Pampelune à la faveur de l'artillerie, et marchant ensuite contre la frontière du royaume de Castille[1], il s'empara de Fontarabie et pénétra jusqu'à Logrono ; mais comme il arrive assez souvent, ce qu'on avait regardé comme préjudiciable à l'empereur lui fut au contraire très favorable. Nous avons vu plus haut que toute l'Espagne était en combustion ; d'un côté, le peuple révolté contre son prince avait tiré de prison le duc de Calabre qui refusa de se mettre à la tête des rebelles contre l'empereur ; de l'autre, un grand nombre de seigneurs avaient pris les armes en faveur de Charles pour mettre leurs biens à couvert de la licence populaire ; mais les Espagnols, que la perte de la Navarre n'avait point intéressés, voyant les frontières de Castille attaquées par l'armée française et d'ailleurs ayant eu du désavantage contre les partisans de leur souverain, posèrent les armes pour se réunir contre l'ennemi commun.

Après l'heureuse expédition de la Navarre, la France aurait encore réussi dans une autre entreprise plus importante si cette couronne avait su profiter de son bonheur ; après bien des intrigues en Suisse, les ministres de l'empereur eurent le chagrin de voir préférer la France à leur maître. Les Cantons rejetèrent l'alliance de Charles contre l'opinion de bien des gens et même contre les espérances données à ce prince. Le traité portait que François pourrait lever en Suisse autant d'infanterie qu'il voudrait pour quelque expédition que ce pût être, et que de leur côté ils n'accorderaient aucunes troupes contre lui ; mais lorsqu'il fallut ratifier cette alliance qui s'était négociée à Rome de concert avec le pape, on jeta des soupçons dans l'esprit du roi ; on lui représenta que la duplicité de Léon et la haine qu'il avait marquée contre la France depuis son exaltation devaient faire craindre quelque manœuvre secrète de sa part dans cette occasion ; qu'il était hors de toute vraisemblance que le pape voulût sincèrement que le roi ou l'un des fils de France régnât à Naples ; qu'il n'ignorait pas combien

(1) C'était Robert II, duc de Bouillon, surnommé *le Sanglier des Ardennes*. La cour souveraine et les pairs du duché de Bouillon ayant décidé un procès en faveur du seigneur de Chimai contre le seigneur d'Eimeries, ce dernier eut recours à l'empereur, qui reçut son appel. Robert, piqué de cette atteinte à sa souveraineté, s'unit avec le roi de France et fit la guerre à l'empereur, qui le dépouilla de son duché, la France ne lui ayant fourni que de faibles secours. Robert IV, petit-fils de celui-ci, se remit en possession de ses États en 1552 par le moyen de Henri II. Ce fut par cette guerre que commencèrent les longs démêlés de Charles V et de François I.

(1) Il y a dans l'original, même dans l'édition de Botta, le royaume de Catalogne ; mais c'est une faute d'impression trop grossière pour l'attribuer à l'auteur. Fontarabie est dans le Guipuscoa, province éloignée de la Catalogne et qui confine à la Vieille-Castille, dans laquelle se trouve Logrono.

la France, si elle unissait ce royaume avec le Milanais, serait redoutable au Saint-Siége; qu'une amitié si vive et si prompte, après tant de haine, ne pouvait manquer de cacher quelque mystère; qu'ainsi le roi prît bien garde de se laisser tromper et de perdre le Milanais en croyant s'emparer du royaume de Naples; qu'il faudrait envoyer une armée en Italie pour cette conquête; que le pape, d'intelligence avec l'empereur, et par le moyen de ses six mille Suisses, pourrait la tailler en pièces dans sa route par les Etats de l'Eglise; qu'ensuite le Milanais serait sans défense; qu'au reste, quelque noirceur qu'il y eût dans cette politique, ce pouvait être le dessein du pape qui, n'ayant pu enlever le Milanais à la France par la force, aurait enfin résolu de mettre la fourbe et l'artifice en œuvre pour y réussir. Le roi, frappé de ces réflexions, différa de ratifier le traité. Peut-être attendait-il d'ailleurs la fin de quelque autre négociation; quoi qu'il en soit, il ne fit aucune réponse sur ce sujet. Le pape, soit qu'en effet il usât d'artifice avec la France dans cette conjoncture, selon sa coutume, soit que le silence de cette cour lui fît entrevoir la méfiance où elle était, soit enfin qu'il craignît que François n'informât l'empereur de cette négociation, ce qui pourrait réunir ces deux princes contre lui, prit la résolution de se liguer avec Charles-Quint contre le premier. Il y fut d'ailleurs engagé par le désir de recouvrer Parme et Plaisance, de s'immortaliser par quelque entreprise éclatante et par le dépit que lui causait la fierté de Lautrec et de l'évêque de Tarbes, chargés l'un et l'autre des affaires dans le Milanais. Ce général et ce prélat aigrirent Léon par le mépris qu'ils faisaient de ses bulles auxquelles ils refusaient de déférer. De son côté Charles V, irrité par l'expédition de la Navarre, n'eut pas de peine à traiter avec le pape. Il en était d'ailleurs sollicité par les bannis de Milan et par quelques personnes de son conseil, jalouses du crédit de M. de Chièvres qui était d'avis de ne pas rompre avec la France; mais ce qui hâta la conclusion de cette affaire fut, comme on le crut alors, l'espérance que conçut l'empereur de regagner les Suisses par le crédit du pape et par le sien propre, avant que le roi de France pût s'assurer d'eux par ses bienfaits.

La conduite de Charles V à l'égard de Luther acheva de mettre le pape dans les intérêts de l'empire. Charles, ayant donné un sauf-conduit à cet hérésiarque, l'avait fait venir à la diète de Worms. Les théologiens nommés par ce prince pour examiner sa doctrine ayant rapporté qu'elle était erronée et pernicieuse à la religion, l'empereur le mit au ban de l'empire. Luther en fut si frappé que si le cardinal de Saint-Sixte, légat apostolique [1], ne l'eût réduit au désespoir par ses menaces, on croit qu'il aurait abjuré ses erreurs, pourvu qu'on lui eût donné quelque dignité dans l'Église ou de quoi subsister avec honneur.

Quoi qu'il en soit, le pape et l'empereur signèrent un traité à l'insu de M. de Chièvres. Ce seigneur, qui avait eu jusqu'alors beaucoup de crédit sur l'esprit de l'empereur, mourut fort à propos sur ces entrefaites pour n'avoir pas le chagrin de voir ses conseils méprisés. Par ce traité l'un et l'autre s'obligèrent à une défense réciproque, et Charles s'engagea à protéger la maison de Médicis et la république de Florence; outre cela il fut stipulé qu'on attaquerait le Milanais dans le temps et de la manière dont on conviendrait de part et d'autre; qu'après la conquête de ce duché l'Église aurait Parme et Plaisance, dont elle jouirait comme elle avait fait ci-devant; que François Sforze [2], qui était alors à Trente, serait mis en possession du Milanais et maintenu dans ce duché par les confédérés, tant à cause de l'investiture donnée à Ludovic son père qu'en vertu de la renonciation de Maximilien son frère; que cet État ne pourrait prendre du sel pour son usage que dans les salines de Cervia; que le pape aurait non-seulement la liberté de faire la guerre à ses sujets et vassaux rebelles, mais que l'empereur serait obligé de le seconder contre eux et surtout contre le duc de Ferrare après l'expédition du Milanais. Outre cela Charles voulut bien augmenter le cens qu'il devait au pape pour le royaume de Naples; enfin il promit dix mille ducats de pension au cardinal de Médicis sur l'archevêché de Tolède qui venait de vaquer, et des terres du même revenu dans le royaume de Naples pour Alexandre, fils naturel de Laurent de Médicis, duc d'Urbin; mais

(1) Guicciardini se trompe ici par rapport au temps et au lieu. Ce fut à Augsbourg que Saint-Sixte parla durement à Luther, plus d'un an avant la diète de Worms.

(2) C'est le duc de Bari, dont il est parlé ci-dessus.

afin d'éclaircir sur quel fondement l'empereur voulait enlever le Milanais à la France, il est nécessaire d'exposer en peu de mots les prétentions de Charles sur ce duché. Ses ministres soutenaient que la maison d'Orléans n'avait aucun droit solide sur cet Etat, le contrat de mariage de Valentine n'ayant pas été ratifié par l'empereur qui régnait alors; qu'actuellement le Milanais appartenait immédiatement à l'empire, parce que Maximilien, aïeul de Charles, avait révoqué avec des clauses si marquées l'investiture accordée à Ludovic Sforze pour lui-même et pour sa postérité, que cette révocation avait eu son effet, surtout à l'égard des enfants de ce dernier qui, n'ayant jamais possédé ce duché, n'avaient pu fonder leur droit que sur une simple espérance et non sur une possession effective; qu'ainsi l'investiture donnée à Louis XII et à sa fille Claude, à condition qu'elle épouserait Charles d'Autriche, était valable; que ce prince en avait été dès lors investi par ce contrat, y étant stipulé que si ce mariage manquait de s'accomplir sans qu'on pût l'en accuser, l'investiture de Louis XII et de sa fille serait nulle et que le duché appartiendrait incontestablement à Charles; que ces conventions anéantissaient la seconde investiture donnée à Louis XII pour lui, pour la même princesse Claude et le duc d'Angoulême, cet acte postérieur ne pouvant préjudicier aux droits d'un mineur qui d'ailleurs était sous la tutelle de Maximilien; qu'ainsi François I ne pouvait faire aucun usage de la concession de l'empereur Maximilien; qu'il n'avait jamais obtenu ni demandé d'autre investiture; qu'il ne pouvait pas aussi se fonder sur la cession de Maximilien Sforze, parce que l'autorité impériale n'y était pas intervenue, et qu'un fief cédé par un vassal sans l'aveu du seigneur suzerain retournait de plein droit à ce même seigneur; d'ailleurs Maximilien Sforze n'ayant jamais possédé le Milanais en vertu d'aucune investiture personnelle, mais n'en ayant joui que sur un simple consentement de l'empereur, il n'avait pu transporter à personne des droits qu'il n'avait pas.

Le pape et l'empereur tinrent fort secret le traité qu'ils venaient de signer, dans le dessein de surprendre Gênes et le Milanais en même temps par le moyen des bannis, avant de faire la guerre ouvertement. En conséquence de ce projet, les galères que l'empereur avait dans le port de Naples, jointes à celles du pape, devaient paraître tout d'un coup à la vue du port de Gênes, et deux mille Espagnols étaient destinés à les monter. Jérôme Adorne avait ordre de se trouver sur cette flotte et devait faire agir ses amis et ses partisans dans les places de la côte; d'ailleurs François Sforze et Jérôme Morone qui étaient à Trente prirent des mesures avec les plus considérables d'entre les bannis, pour attaquer à l'improviste les garnisons françaises de Milan, de Parme, de Plaisance et de Crémone; Manfrède Palavisino et le Matto de Brinzi, chefs de parti dans les montagnes, devaient embarquer des lansquenets sur le lac de Côme pour faire une tentative sur cette ville, où ils se flattaient d'avoir de secrètes intelligences. Après la réussite de ces projets, ou même de projets plus importants, plusieurs gentilshommes exilés du Milanais avaient ordre de se rendre secrètement à Reggio où Morone se trouverait un jour marqué, et d'entrer dans ce duché avec trois mille hommes de pied qui seraient levés en toute diligence. En même temps Léon fit tenir dix mille ducats à Francesco Guicciardini, qui était depuis long-temps gouverneur de Reggio et de Modène, avec ordre de les remettre à Morone pour faire secrètement des levées. Guicciardini devait encore favoriser les desseins de Morone, sans rien laisser paraître qui pût donner au roi de France aucun sujet de plainte contre les ministres du Saint-Siége ou faire soupçonner le pape lui-même.

Mais quelques mesures qu'on eût prises, tous ces projets échouèrent dans l'exécution; l'escadre, composée de sept galères, quatre brigantins et quelques vaisseaux, parut sans fruit à la vue du port de Gênes. Le doge, averti du dessein des ennemis, s'était précautionné contre eux et contre les troubles qu'on pouvait exciter dans la ville; c'est pourquoi l'escadre fut obligée de se retirer dans la côte de Levant. L'expédition de Lombardie n'eut pas un succès plus heureux; quelques-uns des bannis qui étaient du secret le divulguèrent indiscrètement et dirent même que Morone devait se rendre à Reggio. Frédéric de Bozzole, informé de ces bruits, courut en instruire Lescun, gouverneur de Milan à la place de Lautrec, son frère, qui venait de partir pour la France. Aussitôt Lescun rappelle les gens d'armes disper-

sés, se rend en diligence à Parme avec quatre cents lances et donne ordre à Frédéric d'y conduire mille hommes d'infanterie de ses places. L'avis de Bozzole devint plus certain par l'arrivée publique des bannis à Reggio; au lieu de suivre l'ordre qu'ils avaient de se rassembler en secret, ils firent ouvertement des levées aux environs de cette ville et se comportèrent comme des gens qui sont sur le point d'exécuter quelque entreprise. Morone même, qui n'arriva qu'après eux, ne tint pas une conduite plus mesurée. Peut-être que son dessein était de brouiller tout-à-fait le pape avec la France. Quoi qu'il en soit, tout le monde vit bien que ces grands projets ne réussiraient pas. Cependant Lescun, pour dissiper entièrement cet orage, résolut de sortir de Parme et d'aller se présenter à l'improviste devant Reggio le jour de la fête de saint Jean-Baptiste; il comptait surprendre les bannis ou bien quelques-uns d'entre eux. En cas qu'il n'en vînt pas à bout, il arriverait du moins qu'ils prendraient la fuite au bruit de sa marche, ou que le gouverneur, qui n'était pas homme de guerre, effrayé de n'avoir pour sa défense aucunes troupes étrangères, ne manquerait pas de livrer ces bannis, ou qu'enfin on pourrait pénétrer dans la place à la faveur du désordre que la marche des lances y causerait. Guicciardini soupçonna quelque chose de ce dessein, malgré tout ce qui semblait devoir le rassurer; car l'entreprise de Gênes n'étant pas encore publique, était-il vraisemblable que Lescun voulût entrer en armes dans les Etats du Saint-Siége sans des ordres précis de la cour de France et donner ainsi occasion à la guerre? Mais craignant tout de la vivacité française, il écrivit sur-le-champ à Guy Rangone, qui était alors dans le Modenais, de se rendre la nuit suivante à Reggio, afin d'avoir des troupes pour résister aux ennemis. Ensuite il fit entrer dans la ville tout ce qu'il put des milices levées par Morone. Enfin il ordonna aux habitants de Reggio, dont il connaissait l'antipathie pour les Français, de se tenir prêts à se rendre à la garde des portes dès qu'on donnerait le signal. La chose arriva comme Guicciardini l'avait prévu. Le lendemain matin le général français parut à la tête de quatre cents lances, suivi d'un peu loin par Frédéric de Bozzole qui conduisait mille hommes de pied. Lescun, s'étant approché de la ville, députa Bonneval, l'un de ses capitaines, vers le gouverneur pour lui demander une entrevue qu'il obtint facilement. On choisit pour le rendez-vous la poterne du ravelin de la porte qui regarde la ville de Parme, sans autre sûreté de part et d'autre que la bonne foi réciproque. Aussitôt Lescun s'y rendit avec plusieurs gentilshommes, et le gouverneur ne se fit pas attendre. Il y eut d'abord des deux côtés de grandes plaintes. Lescun dit qu'il était surpris que dans un temps où le pape et le roi étaient alliés on donnât retraite dans les Etats de l'Eglise à des bannis ameutés pour troubler le Milanais. Guicciardini répondit qu'il n'était pas moins surpris que dans les mêmes circonstances Lescun eût fait entrer des troupes sur les terres du pape. Cependant on ouvrit une des portes de la ville pour y faire entrer une voiture chargée de farine. Comme les Français s'étaient répandus autour de place, Bonneval, qui se trouva près de cet endroit, poussa vers cette porte avec quelques gens d'armes pour la forcer. On le reçut avec beaucoup de vigueur et la porte se referma d'abord. Le bruit de cette attaque inopinée ayant percé jusqu'à l'endroit où se tenait la conférence, quelques-uns des habitants et des bannis postés dans le ravelin firent feu sur la suite de Lescun. Alexandre Trivulce mourut deux jours après d'une blessure qu'il reçut malheureusement; car il s'était opposé de tout son pouvoir à cette expédition. Le reste s'enfuit, et l'on ne tira pas sur Lescun dans la crainte de tuer en même temps le gouverneur. Le général français, plein de frayeur, se plaignit amèrement de cette perfidie apparente, ne sachant s'il devait rester ou prendre la fuite; mais Guicciardini lui prenant la main et le rassurant, Lescun le suivit sur sa parole dans le ravelin avec un seul gentilhomme français nommé La Motte[1]. Aussitôt le bruit courut parmi les gens d'armes que le général était prisonnier. Dans cette consternation ils se mirent à fuir avec tant de désordre que la plupart jetèrent leurs lances pour se sauver plus promptement. Cependant cette frayeur ne fut pas générale, et il en resta quelques-uns pour attendre le résultat de l'entrevue. Après qu'elle eut duré fort long-temps et que Lescun vit clairement que les siens avaient causé ce désordre,

(1) Nos historiens le nomment *la Motte-Grouin*.

le gouvernement lui tint parole et le renvoya conformément aux ordres du pape qui portaient de ne rien faire qui pût offenser la France. Quelque chose qu'en aient dit certains politiques, la détention de ce général n'aurait causé aucun mouvement dans le Milanais. A la vérité, la gendarmerie s'enfuit; mais n'ayant pu être poursuivie à cause du peu de cavalerie qu'il y avait alors dans la place, elle se remit bientôt de sa frayeur et se rallia dès qu'elle eut rencontré Frédéric de Bozzole qui s'avançait avec son infanterie. D'ailleurs le trouble que la première nouvelle de la prise de Lescun et de la déroute des lances avaient causé dans les villes de Parme et de Milan cessa par l'assurance qu'on y eut bientôt du salut de cette cavalerie. Supposé qu'elles ne se fussent pas rassurées, il aurait fallu faire marcher une armée dans le Milanais, et l'on n'en avait point alors. Enfin quelle suite pouvait avoir la prise de Lescun que plusieurs autres officiers capables de commander auraient aisément remplacé? Dès qu'il eut quitté le gouverneur, il prit le chemin de Coriago, village à six milles de Reggio. Il n'y eut pas plus tôt rassemblé ses troupes qu'il se rendit dans le Parmesan et passa la Lenza après avoir député La Motte à Rome pour rendre raison des motifs de sa dernière expédition, et supplier Sa Sainteté de chasser de ses Etats les bannis du Milanais pour satisfaire au traité qui subsistait entre la France et Rome.

Sur ces entrefaites les Français eurent comme un présage des malheurs qu'ils éprouvèrent bientôt; ils en furent d'autant plus effrayés qu'il n'y avait alors aucun lieu de craindre un pareil accident. Une espèce de feu tomba tout à coup sur des barils de poudre à canon qu'on avait tirés du château de Milan pour les conduire à différentes villes; ce fut le jour de la fête de saint Pierre, après le coucher du soleil et dans un temps où le ciel n'était couvert d'aucun nuage. La poudre, s'enflammant avec furie, fit sauter de dessus la porte du château une belle tour de marbre où était l'horloge de la ville. Le mur, les chambres et les maisons contigus à cette tour s'écroulèrent en même temps. Le bruit de la poudre et des ruines qu'elle causait, augmenté par de violents coups de tonnerre, ébranla toute la ville de Milan. On voyait voler çà et là des masses énormes et des éclats de pierres qui tuèrent plusieurs personnes. Il y en eut aussi un grand nombre d'ensevelies sous les ruines qui couvrirent tellement toute la place devant le château qu'on en fut dans une surprise générale, et l'effort de la poudre fut si terrible qu'il y eut des pierres emportées à cinq cents pas de cet endroit. On se promenait dans la place pour y prendre le frais lorsque cet accident arriva; c'est pourquoi plus de cent cinquante soldats de la garnison du château furent écrasés. Le commandant de ce fort et celui d'un autre plus petit furent si frappés de ce malheur, aussi bien que le reste des Français, et le mur se trouva tellement ruiné, que le peuple de Milan aurait pu se rendre maître du château pendant la nuit s'il l'eût tenté.

CHAPITRE II.

Dispositions du pape et de l'empereur pour la guerre contre la France. Prosper Colonna dans le Parmesan. Guicciardini est nommé commissaire de l'armée papale avec pleins pouvoirs. Pescara dans le Parmesan. Siége de Parme. L'armée française va à sa défense. Conseil de guerre pour donner l'assaut à Parme. Antoine de Lève conseille la levée du camp de Parme et on suit son avis.

Cependant le pape saisit l'occasion de la marche de Lescun contre Reggio pour justifier sa conduite. Ayant donc assemblé le consistoire, il y peignit avec les plus odieuses couleurs l'expédition de ce général, et sans parler de l'alliance secrète qu'il venait de contracter avec l'empereur ni de la tentative sur Gênes, il dit qu'après l'entreprise de Lescun on ne pouvait plus douter des dispositions de la France à l'égard du Saint-Siége; que pour se mettre à couvert de ses armes il était dans la nécessité de se liguer avec l'empereur qui s'était toujours conduit en véritable prince chrétien, et surtout à la diète de Worms, où son zèle pour la religion avait si vivement éclaté. C'est pourquoi Léon X et don Juan Manuel, ambassadeur de Charles V, faisant semblant de négocier l'alliance déjà conclue, Prosper Colonna, qui devait avoir la conduite de la guerre, fut aussitôt mandé pour prendre des mesures afin d'agir ouvertement, l'artifice et la surprise n'ayant pas réussi. La tentative sur la ville de Côme n'avait pas en effet été plus heureuse que les précédentes. Palavisino et le Matto de Brinzi s'étaient présentés durant la nuit devant cette

ville avec huit cents hommes de pied, partie Allemands, partie Italiens. Antoine Rusco, habitant de cette ville, devait les introduire dans la place par une ouverture qu'il avait promis de faire à la muraille attenant à sa maison. Ils s'étaient flattés qu'ensuite ils ne trouveraient pas beaucoup de résistance de la part de la garnison française qui n'était pas nombreuse; mais après avoir attendu assez long-temps, ils furent bien surpris de se voir attaquer par le gouverneur [1] qui, quoiqu'il eût joint quelques-uns des plus fidèles habitants à ses troupes, était encore inférieur aux ennemis. Néanmoins, malgré ce désavantage, il eut si peu de peine à les dissiper que le bruit courut que le capitaine des lansquenets avait été gagné par argent. Le gouverneur fit couler à fond trois barques, en prit sept et fit plusieurs prisonniers. Palavisino et le Matto, qui se sauvaient au travers des montagnes, furent de ce nombre; à l'égard des Allemands qui furent pris, on leur rendit la liberté. Les autres prisonniers furent conduits à Milan où ces deux officiers furent tirés à quatre chevaux. Dans leur interrogatoire ils accusèrent Barthélemi Ferrero, Milanais fort accrédité dans cette ville, d'entretenir de secrètes liaisons avec Morone. On se saisit aussitôt du coupable et de son fils. Le père avoua que Morone l'avait fait presser par des exprès de conspirer contre le roi; il subit le même supplice que les deux autres pour n'avoir pas révélé les intrigues de ce rebelle.

Le pape, sur le point de faire la guerre en Lombardie, comprit de quelle importance le Mantouan pourrait être dans ces conjonctures. Il fit donc général des troupes de l'Eglise Frédéric [2], marquis de Mantoue, et lui assigna la solde de deux cents lances et d'autant de chevau-légers. Frédéric, avant d'accepter cet emploi, renvoya le collier de l'ordre de Saint-Michel au roi de France.

Cependant Prosper Colonna, qui venait de se rendre à Rome, conseilla d'ouvrir la guerre dans le Milanais dès qu'on le pourrait et d'y faire entrer par les confins des Etats de l'Eglise la gendarmerie du pape et des Florentins, composée de six cents lances en y comprenant celles du marquis de Mantoue; elles devaient être jointes par les gens d'armes que l'empereur avait dans le royaume de Naples, et dont le nombre était presque le même. Il dit qu'il fallait lever six mille hommes d'infanterie italiens, ajoutant que les deux mille fantassins espagnols qu'Adorne avait sous ses ordres dans la côte de Gênes, et deux mille autres que le marquis de Pescaire devait amener du royaume de Naples, joindraient l'armée au rendez-vous entre Modène et Reggio; que le pape et l'empereur paieraient en commun quatre mille lansquenets et deux mille Grisons, auxquels on joindrait les deux mille Suisses demeurés au service de l'Eglise. Les autres troupes de cette nation, s'ennuyant d'une longue inaction et voyant approcher le temps de la récolte, avaient repris le chemin de leurs montagnes, malgré les efforts de Léon, qui par cette retraite perdit cent cinquante mille ducats qu'il avait donnés pour les faire venir. Cependant le pape et l'empereur résolurent de presser vivement les Cantons de leur accorder six mille hommes conformément au traité de cette république avec le Saint-Siége et de ne donner aucunes troupes à la France. Léon, pour obtenir ce dernier article, représenta que le traité fait avec cette couronne était postérieur à l'alliance qu'il avait avec eux. Si les Cantons se rendaient aux instances du pape, on devait attaquer le Milanais du côté de Côme. Charles et Léon se flattaient d'exciter sans peine un soulèvement dans ce duché par le moyen des bannis, dont plusieurs étaient d'une naissance distinguée. Les peuples de cet Etat que Louis XII s'était conciliés n'avaient que de l'aversion pour son successeur, à cause de la licence où les troupes françaises, faute d'être bien payées, vivaient à Milan et dans les autres places. François I n'était pas en état de leur fournir exactement la solde, tant à cause des dépenses superflues qu'il avait bien voulu faire que partie à cause de celles qu'il n'avait pu éviter. Ses ministres mêmes, rassurés par sa négligence, ne rendaient pas la justice avec la même exactitude que sous le règne de Louis XII, qui surtout avait à cœur la félicité des Milanais. D'ailleurs ce peuple ne voyait qu'avec chagrin les troupes loger continuellement dans ses maisons, quoiqu'il ne fût pas obligé de les nourrir. Ce n'est pas que la chose

(1) C'était le capitaine *Garouc*, Gascon.

(2) Frédéric de Gonzague, deuxième du nom, fils de François, mort au mois de mars 1519, Frédéric mourut en 1540, après que Charles V eut érigé le marquisat de Mantoue en duché.

n'eût été pratiquée sous le dernier roi qui, pour leur rendre cette gêne plus supportable, leur avait allégué l'exemple de la ville de Paris; mais la situation actuelle des choses rendait cette incommodité plus fâcheuse. Enfin le peuple était sollicité à la révolte par son goût pour la nouveauté et par le désir si naturel à tous les hommes de s'affranchir des maux présents sans craindre l'avenir.

La nouvelle du traité conclu entre le pape et l'empereur et des préparatifs qu'ils faisaient en conséquence étant parvenue à la cour de France, on résolut de repousser leurs efforts. Lautrec, que ses propres affaires avaient attiré près du roi, eut ordre de repasser les monts en diligence. Ce général, connaissant la négligence et la légèreté du prince et de ses ministres, voulait qu'avant de partir on lui remît trois cent mille ducats qui, disait-il, suffiraient à la défense du Milanais; mais enfin il se rendit aux instances du roi et de sa mère qui, conjointement avec ceux qui avaient soin des finances, l'assurèrent qu'il trouverait cette somme à son arrivée dans le Milanais. Il ne tarda donc pas à partir, après être convenu avec le roi de joindre aux troupes de ce duché six cents lances et six mille hommes de pied que les Vénitiens, conformément à leur traité avec la France, offraient dans ces conjonctures, faisant même déjà marcher la gendarmerie dans le Véronais et le Bressan. On avait encore arrêté que François prendrait à sa solde dix mille Suisses que les Cantons lui permettraient sans doute de lever en faveur du nouveau traité; qu'il ferait passer en Italie six mille aventuriers, et qu'enfin on lèverait de l'infanterie italienne. Lautrec se flattait que ces troupes suffiraient pour donner bataille, ou du moins à mettre de bonnes garnisons dans les places, et qu'en suivant ce dernier parti il gagnerait du temps et fatiguerait des ennemis trop faibles pour soutenir long-temps le poids de la guerre. En effet, la prodigalité de Léon et la guerre d'Urbin avaient épuisé les finances de ce pontife. A l'égard de l'empereur, ses États ne pouvaient fournir aux frais d'une longue guerre. D'un autre côté Lautrec se flattait que le duc de Ferrare, craignant que Léon n'usurpât son duché si ce pontife avait le dessus dans le Milanais, prendrait les armes pour rentrer dans les places qui lui avaient été enlevées, ou du moins se mettrait sur la défensive, et par ce moyen obligerait le pape à garnir ses frontières, ce qui ferait une diversion en sa faveur.

Pendant qu'on se préparait ainsi de part et d'autre à la guerre, François I ne négligeait rien pour adoucir l'esprit du pape; mais tous ses efforts ne purent rien gagner. Sur ces entrefaites Prosper Colonna se rendit à Bologne, où il rassembla toutes ses troupes, et sans attendre celles du royaume de Naples et d'Allemagne, il vint se poster sur la Lenza, à cinq milles de Parme, après avoir mis en sûreté Modène, Reggio, Ravenne et Imola contre les surprises du duc de Ferrare. Il espérait que les Cantons refuseraient des soldats au roi de France, qui se verrait ainsi forcé d'abandonner le Milanais où il était d'ailleurs haï des peuples; mais l'événement trompa ses espérances. Le cardinal de Sion, de concert avec les ministres du pape et de l'empereur, fit de vains efforts pour faire échouer la demande du roi. Georges Soprasasso eut ordre de se rendre à Milan avec quatre mille Valesans. Lautrec ayant reçu ce renfort envoya Lescun, son frère, à Parme avec quatre cents lances et cinq mille Italiens commandés par Frédéric de Bozzole; d'un autre côté les Vénitiens assemblaient leurs troupes à Pontevico pour les envoyer dans le Milanais, et le duc de Ferrare faisait tous les jours de nouvelles levées. C'est pourquoi Prosper, voyant qu'il avait besoin de troupes plus nombreuses que les siennes, demeura sept jours dans son poste sans faire aucun mouvement. Il reçut en cet endroit quatre cents lances qu'Antoine de Lève amenait du royaume de Naples. Le marquis de Mantoue le joignit aussi avec une partie de ses troupes; ce prince avait été nommé capitaine général des troupes de l'Eglise, comme on l'a vu plus haut. Cependant son arrivée ne diminua en rien l'autorité de Prosper Colonna, qui, sans avoir aucun titre, devait, suivant l'intention du pape et de l'empereur, commander toute l'armée en chef. Francesco Guicciardini même, commissaire général de l'armée, mais dont l'autorité s'étendait plus loin que celle qui pour l'ordinaire est attachée à cette place, avait toutes les troupes de l'Église, et nommément le marquis de Mantoue, sous ses ordres. Prosper conduisit ensuite l'armée à San-Lazzaro, qui n'est qu'à un mille de Parme sur le chemin qui conduit à Reggio, dans la résolution d'attendre

en cet endroit l'arrivée de l'infanterie allemande et du marquis de Pescaire qui devait amener du royaume de Naples trois cents lances et deux mille hommes de pied espagnols. Dans cet intervalle il s'occupait à ruiner les moulins à farine des Parmesans et à détourner les eaux. Cependant les démarches des Vénitiens causèrent quelque changement dans les affaires. Ces républicains, voulant faire plaisir à la France, envoyèrent une partie de leurs troupes dans le Véronais pour s'opposer au passage des Allemands. D'ailleurs ces derniers avaient déclaré en arrivant à Inspruck qu'ils comptaient recevoir la solde du premier mois dans la ville de Trente, et même attendre au pied de la montagne de Montebaldo qu'on envoyât de la cavalerie pour assurer leur marche jusqu'au camp. C'est pourquoi Prosper donna ordre à deux cents chevau-légers de se rendre à Mantoue, d'où s'étant joints avec deux mille hommes des milices du pays, ils devaient aller escorter les Allemands. Le marquis s'était aussi engagé à leur prêter son artillerie; car pour se concilier les bonnes graces du pape et de l'empereur il agissait dans cette occasion, non comme étant à leur solde, mais comme s'il eût eu ses propres intérêts à défendre. Il n'était pas si facile de satisfaire à l'autre demande des lansquenets. Le pape, qui devait fournir sa quote-part et celle de l'empereur, aurait été nécessité de faire passer cet argent par les Etats des Vénitiens, dont il avait tout à craindre; il survint d'ailleurs une autre difficulté de la part des Allemands. Ils n'eurent pas plus tôt appris que les Vénitiens se disposaient à disputer le passage, qu'ils exigèrent une escorte plus nombreuse, ne donnant même aucune réponse décisive ni sur le temps où ils passeraient la montagne ni sur la route qu'ils voulaient prendre. Cette incertitude fut cause que le marquis de Pescaire, qui était déjà dans le Modenais, marcha vers le Mantouan pour les contenter, et se fit envoyer du camp cent hommes d'armes et trois cents hommes d'infanterie espagnole. Enfin les lansquenets, ne voulant pas même attendre jusqu'au terme qu'ils avaient fixé, l'accourcirent de cinq jours, déclarant que si l'escorte n'arrivait pas dans vingt-quatre heures à leur poste ils étaient résolus de repasser en Allemagne. Il était impossible au marquis de Pescaire de les joindre à temps, c'est pourquoi l'on fit partir en toute diligence Guy Rangone et Louis de Gonzague; mais toutes ces démarches étaient superflues. Prosper avait toujours assuré que les Vénitiens ne pourraient jamais fermer les passages à six mille hommes d'infanterie Allemands et Grisons. En effet le sénat, bien éloigné d'attirer la guerre sur les États de la république et dont l'unique but avait été de satisfaire en apparence les Français, fit retirer les troupes vénitiennes la veille du jour marqué par les Allemands pour se mettre en marche. Cet obstacle étant levé, ces troupes se rendirent à Valeggio et de là dans le Mantouan; après quoi elles joignirent l'armée à Saint-Martin, où Prosper était venu camper la veille de l'arrivée du marquis de Pescaire, après avoir demeuré treize jours à San-Lazzaro. Ensuite on délibéra sur le parti qu'on avait à prendre, et le conseil de guerre se partagea. Les uns voulaient assiéger Parme comme étant la première place frontière, et parce qu'il serait dangereux de la laisser derrière l'armée, dont les convois seraient exposés aux courses de la garnison aussi bien que les villes situées entre Parme et Bologne. Ils ajoutaient qu'elle n'était défendue que par des milices faites à la hâte et de peu de valeur; que même il en désertait tous les jours quelques soldats qui venaient se rendre au camp faute de paiement et de farines dans la place; que sa grandeur la rendait difficile à défendre; que le peuple y était indisposé contre les Français, et que malgré son abattement il se ranimerait à la vue de l'armée devant ses murs; qu'enfin il serait aisé de vaincre des gens qui se verraient dans la nécessité d'être en garde contre les habitants, tandis qu'ils auraient différentes attaques à soutenir au dehors. Ceux qui n'étaient pas de cet avis disaient au contraire: que la place était en bon état et la garnison assez forte pour se bien défendre; qu'il ne fallait pas croire qu'elle fût beaucoup affaiblie par les déserteurs; que ce n'étaient que des misérables, et qu'il y était resté des troupes aguerries soutenues d'ailleurs par une nombreuse gendarmerie française; que si Lescun, Frédéric de Bozzole et tant d'autres officiers n'avaient pas été sûrs de la valeur de ces soldats, ils n'auraient jamais pris le parti de se renfermer dans la ville de Parme; qu'actuellement que la méthode de la guerre venait d'être changée et la défense des

places perfectionnée, il était très difficile de réussir dans les siéges; et si la première entreprise de l'armée venait à manquer, que deviendrait la réputation de leurs armes? que l'on convenait généralement qu'il faudrait battre les murs par deux endroits, ce qui serait difficile vu le peu d'artillerie et de munitions qu'on avait; qu'il faudrait nécessairement attendre quelques jours pour en avoir davantage; que ce délai non-seulement ferait perdre du temps, mais qu'il fournirait encore à Lautrec qu'on attendait de jour en jour à Crémone le moyen de joindre l'armée vénitienne, la plus grande partie des Suisses qui étaient arrivés, et de recevoir les volontaires que le roi de France avait fait partir; qu'il était à craindre que durant le siége de Parme il ne vînt à se saisir de quelque poste d'où, sans risquer d'être forcé au combat, il pût troubler les fourrages et les convois que l'armée tirait chaque jour de Reggio, et qui souffraient déjà beaucoup des courses de la garnison de Parme; qu'il était plus sûr de se munir de vivres pour quelques jours, et, laissant Parme derrière l'armée, d'aller surprendre Plaisance, ville plus vaste que la première et presque sans défense, sans munitions, et où le peuple, n'étant pas moins ennemi des Français que les Parmesans, avait plus de moyens de leur nuire; qu'ainsi il y avait toute apparence qu'on viendrait à bout de la forcer d'abord. Prosper, qui favorisait cet avis, ajouta qu'il connaissait l'endroit par où François Sforze s'était introduit sans obstacle autrefois dans cette ville lorsque, suivi des troupes milanaises dont il était général, il la reprit sur les Vénitiens qui s'en étaient saisis après la mort de Philippe-Marie Visconti; qu'il y trouverait des vivres en abondance, et que cette conquête procurerait tant de facilité pour attaquer Milan que les Français seraient dans l'obligation d'y jeter presque toutes leurs forces, ce qui mettrait les villes voisines de Parme à couvert de leurs armes; qu'il se flattait même qu'en passant seulement le Pô avec ses chevau-légers et marchant en diligence vers Milan, cette ville prendrait les armes en sa faveur à la première nouvelle de son arrivée. Ç'avait été son dessein avant son départ de Bologne; dans ces idées il ne s'était pas mis en peine d'avoir une nombreuse artillerie ni beaucoup de munitions, comptant peu d'assiéger des places. Les sentiments étant ainsi partagés, les principaux officiers résolurent secrètement de pourvoir à la subsistance de l'armée pour quatre jours au moins et de faire marcher ensuite cinq cents gens d'armes, une partie des chevau-légers, l'infanterie espagnole et quinze cents hommes de pied italiens vers Plaisance. Le reste de l'armée ne pouvant faire tant de diligence devait les suivre avec l'artillerie, les vivres et le bagage. Ils comptaient que la ville ouvrirait ses portes aux premières troupes, qu'en tout cas ils fermeraient les passages aux secours qui voudraient s'y jeter et qu'elle se rendrait certainement dès que toute l'armée serait devant les murs; mais la veille du jour marqué pour cette expédition quelques cavaliers français ayant traversé le Pô s'avancèrent jusqu'à Busseto, ce qui fit croire que toute leur armée avait passé ce fleuve; on différa donc la marche jusqu'à ce qu'on fût pleinement informé de la vérité. Pour s'assurer de l'état des choses, Jean de Médicis, commandant de la cavalerie légère du pape, sortit avec quatre cents chevaux, et quelques heures après on sut certainement que ces cavaliers avaient repassé le Pô et que Lautrec ne faisait aucun mouvement. On se préparait à marcher lorsque la jalousie fit naître une contestation entre Prosper et le marquis de Pescaire, qui n'étaient déjà pas trop unis avant ce démêlé. Prosper voulait se mettre à la tête de ceux qui devaient marcher les premiers; le marquis soutenait de son côté qu'il était peu convenable que l'infanterie espagnole, dont il était capitaine général, fût commandée par un autre que lui. Cette rivalité entre les généraux, qui nuit souvent aux affaires des princes, rompit l'entreprise de Plaisance. La diversité des avis et la lenteur naturelle de Prosper auraient encore reculé les opérations de la guerre si le commissaire des troupes pontificales n'eût représenté avec force combien de nouveaux délais fâcheraient Sa Sainteté, auprès de laquelle il s'était efforcé d'excuser les premiers, d'abord par la lenteur des Espagnols et par celle des lansquenets ensuite, ajoutant qu'il lui serait impossible à présent de trouver des prétextes pour colorer l'inaction des troupes. Ces remontrances réunirent les différents partis, et sans délibérer tous furent d'avis de marcher à Parme. Cette brusque résolution fut prise avec tant d'ardeur que

ceux même qui s'y opposaient la veille disaient hautement que la place ne tiendrait pas, vu les fréquentes désertions que la disette de vivres et d'argent y occasionnaient; néanmoins on fut obligé d'attendre encore quelques jours pour faire venir du canon de Bologne et pour faire les préparatifs d'un siége en forme. La négligence de Prosper ou son changement d'avis donna le temps à Lautrec de rassembler les troupes qu'il attendait de France, de Venise et de Suisse, exemple qui doit instruire les capitaines à se munir dès l'entrée d'une campagne de ce dont ils peuvent avoir besoin à tout événement, vu la nécessité où ils se trouvent le plus souvent de changer leur premier dessein. Cependant l'armée demeurait dans l'inaction, et toutes les opérations de la guerre se réduisirent à quelques escarmouches aux environs de la ville de Parme. Enfin, après avoir occupé treize jours le poste de San-Martino, Prosper fit passer la Parma durant la nuit à ses troupes. Elles campèrent sur le chemin de Rome, dans les faubourgs de la porte de Santa-Croce qui regarde Plaisance. Lescun y avait fait mettre le feu la veille pour empêcher l'ennemi de se mettre à couvert dans ce poste, soupçonnant qu'on en voulait à Parme. Cette place est divisée par la rivière de la Parma, guéable partout si ce n'est dans des temps de pluies. La moins considérable partie de cette ville, dont elle fait environ le tiers, qu'on appelle le Codiponte, donne du côté de Plaisance et n'est habitée que par le plus commun peuple; ce fut cet endroit qu'on choisit pour établir l'armée, à cause de la facilité qu'on y avait de couper les secours qui voudraient se jeter dans la place. D'ailleurs les murs étaient de peu de défense de ce côté-là et bâtis de manière que les assiégés ne pourraient tirer sur le flanc des assiégeants.

Le marquis de Pescaire, qui s'était chargé la veille d'examiner la place conjointement avec quelques officiers, rapporta qu'on pouvait toujours commencer à faire agir l'artillerie; mais on crut devoir abattre auparavant une forte tour qui était sur la porte. La maçonnerie en était si solide qu'on fut un jour à la raser; ainsi l'on ne put dresser de batterie que la nuit suivante, à la gauche de cette porte. On avait eu dessein d'en établir une seconde à la droite, afin de faire brèche des deux côtés. Les généraux se flattaient de diviser par ce moyen les forces des assiégés, presque autant que l'auraient pu faire deux attaques éloignées l'une de l'autre, mais alors impraticables à cause du peu d'artillerie qu'on avait. Elle ne consistait effectivement qu'en six canons et deux coulevrines; d'ailleurs, une haute chaussée qui couvrait le fossé du côté droit aurait empêché les boulets de parvenir jusqu'à la muraille, et l'on avait trop peu de temps pour aplanir cet obstacle. De l'autre côté le canon eût bientôt ruiné le mur, trop faible et trop vieux pour résister; à la vue de deux larges brèches, les officiers parlaient d'une manière vague de donner l'assaut le jour même. Le marquis de Pescaire, qui conjointement avec l'infanterie espagnole dirigeait le feu du canon, commanda quelques fantassins pour s'approcher des murs, afin d'examiner s'il était possible l'état des défenses intérieures. Ces soldats, montés sur la brèche, crièrent de toutes leurs forces que l'armée pouvait avancer. Aussitôt l'infanterie espagnole et italienne accourut en désordre, et commençait à grimper sur la brèche, où même Jérôme Guicciardini capitaine d'infanterie fut tué, lorsque les officiers généraux, ne croyant pas qu'une attaque si peu réglée pût réussir, firent sonner la retraite. Cet accident ralentit l'ardeur des assiégeants, ou du moins fournit un prétexte pour ne pas donner l'assaut ce jour-là. On continua le lendemain à foudroyer la partie du mur qui était encore entre les deux brèches. Le bruit courut dans l'armée qu'il serait difficile de forcer la place d'un seul assaut, à cause des retranchements construits en dedans par les Français. Les généraux, pour s'assurer de la vérité, commandèrent deux fantassins de chaque nation; mais soit que ces soldats manquassent de courage, soit que leur observation fût légère, soit peut-être, comme beaucoup de gens le crurent, qu'on les eût gagnés, ils dirent qu'il y avait huit ou neuf pieds de la brèche à l'esplanade du rempart derrière lequel on avait creusé un fossé très profond, soutenu par de bonnes défenses. Sur ce rapport, on résolut d'avoir recours aux mines et à la sape. Le but de ce dessein était de faire crouler le mur en dedans pour combler le fossé qu'on disait être au pied du rempart en dedans. Ensuite, dès qu'on aurait reçu les deux canons de Mantoue, on devait établir une autre batterie à la droite de la porte contre un endroit où le mur, venant à tourner au bout

d'un long espace en droite ligne, forme un angle d'où l'on pourrait prendre les assiégés en flanc dès qu'on se serait logé sur la brèche. On commença donc à faire usage de la mine et de la sape, mais avec une extrême lenteur, tant à cause de la difficulté du terrain que du défaut de munitions nécessaires dont Prosper, toujours incertain, ne s'était pas encore fourni. Cependant Lautrec, qui n'avait si fort différé sa marche qu'à cause du retardement des troupes qu'il attendait, parut enfin sur le Pô à la tête de la meilleure partie qu'il avait rassemblée. Il avait cinq cents lances, environ sept mille Suisses, quatre mille hommes d'infanterie arrivés de France sous la conduite de M. de Saint-Valier[1], qui le joignirent le jour qu'il se mit en marche, quatre cents gens d'armes et quatre mille hommes de pied vénitiens commandés par Théodore Trivulce et André Gritti, l'un en qualité de gouverneur et l'autre de provéditeur. Le duc d'Urbin et Marc-Antoine Colonna servaient dans l'armée, le dernier comme étant à la solde du roi mais sans aucun titre et sans compagnie, et l'autre sans autre motif que l'espérance de rentrer dans ses Etats. Lautrec attendait encore six mille Suisses qui venaient avec la lenteur ordinaire à cette nation. Il était dans la résolution de risquer la bataille dès que toutes ces troupes seraient réunies, s'il n'y avait que ce moyen de sauver Parme. En attendant, il faisait de petites marches, côtoyant presque toujours le Pô. Mais craignant que Lescun qui commandait à Parme ne se rendît, il lui fit dire qu'il marcherait à son secours dès que les Suisses qu'il attendait seraient venus, parce que les troupes de cette nation qu'il avait déjà dans son armée refusaient de passer le Pô avant l'arrivée de leurs compatriotes; que néanmoins il s'approcherait bientôt de Parme, et l'avertirait de sa proximité par des coups de canon; que le jour d'après il attaquerait le camp des ennemis et qu'il se ferait précéder par de la cavalerie pour les amuser, afin de donner le temps à la garnison de sortir et de venir joindre son armée. Lescun le pressait vivement d'exécuter sa promesse et lui fit dire qu'il ne pouvait plus tenir que trois jours dans le Codiponte, et deux dans l'autre partie de la ville située au-delà du fleuve, parce que la place était d'une grande étendue, mal fortifiée, et que par les fréquentes désertions la garnison se trouvait réduite à deux mille hommes de pied; d'ailleurs les gens d'armes qui soutenaient tout l'effort du siége, n'étant plus qu'au nombre de trois cents, seraient hors d'état de résister à plusieurs attaques en différents endroits. Lautrec s'avança comme il l'avait promis et vint à Zibello, place à environ vingt milles de Parme, ayant commandé quatre cents chevaux pour amuser l'ennemi.

Pendant ce temps-là, les assiégeants ayant enfin achevé leurs travaux, le comte Guy Rangone, capitaine général de l'infanterie italienne, fit dresser la seconde batterie contre l'angle dont on a parlé; mais la garnison, ayant aperçu le mouvement des assiégeants, abandonna le Codiponte pour se retirer en bon ordre au-delà du fleuve avec l'artillerie; on aurait d'abord pris ce parti dans la ville si les ennemis avaient plus tôt fait cette manœuvre. Les confédérés furent bientôt instruits de cette retraite, et dès la pointe du jour ils se jetèrent dans la place, les uns par les brèches, les autres par escalade; ils furent reçus avec beaucoup de joie par les habitants, qui rentraient avec plaisir sous la domination du pape; mais ces derniers eurent bientôt la douleur de voir piller leurs maisons. Ensuite on se mit à déboucher les portes pour faire entrer l'artillerie, qui fut conduite sur le bord de la rivière; enfin on la fit agir, mais il était déjà si tard qu'on ne put rien faire de considérable.

A cette nouvelle Lautrec vint camper à sept milles de Parme; les conjectures furent partagées dans l'armée des assiégeants sur le dessein de ce général. Les uns le déterminaient à donner bataille, les autres seulement à procurer à son frère la facilité de sortir de Parme durant la nuit pour le joindre avec la garnison, ou du moins d'obtenir de meilleures conditions, supposé qu'il voulût se rendre. En effet, il y avait lieu de juger que Lescun y avait pensé, car Frédéric de Bozzole, qui avait été blessé d'un coup de feu à l'épaule sur le rempart, avait entamé quelques jours auparavant une négociation avec le marquis de Pescaire; mais les choses n'avaient pas été poussées assez loin pour savoir précisément quel avait été le dessein de Lescun; tout ce qu'il y a de certain,

(1) Jean de Poitiers, comte de Saint-Valier, père de la fameuse Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois.

c'est que Lautrec, comme on s'en est assuré depuis, était résolu de ne donner bataille qu'après la jonction des Suisses, qu'il attendait. A la vérité, sa gendarmerie était plus nombreuse et plus leste que celle des ennemis, et il était mieux fourni d'artillerie; mais il savait, d'un autre côté, que leur infanterie, dont le nombre était de neuf mille Allemands ou Espagnols, deux mille Suisses et plus de quatre mille Italiens, était supérieure à la sienne. Cependant les assiégeants ne surent pas profiter de cet avantage, et ce qui arriva dans cette occasion fit voir que souvent à la guerre les choses de la dernière importance dépendent des plus légers incidents. La première nuit que l'armée passa dans le Codiponte, on apprit de Modène et de Bologne que le duc de Ferrare étant sorti de cette ville avec cent gens d'armes, deux cents chevau-légers et deux mille hommes d'infanterie, dont mille partie Corses, partie Italiens, avaient été fournis par Lautrec, venait de forcer Final et San-Felice, et qu'il était à craindre qu'il ne voulût marcher en avant. On n'ignorait pas que la France sollicitait depuis long-temps Alphonse à cette expédition. Ainsi l'on aurait dû pourvoir à la sûreté de Modène; mais Prosper, qui n'avait cessé de soutenir que la chose n'arriverait pas, s'était toujours défendu d'y faire marcher un détachement, soit qu'il comptât sur la parole d'Alphonse, son ami intime et avec lequel il négociait même alors un accommodement par ordre du pape, soit qu'il ne voulût pas affaiblir son armée dans un temps où il s'attendait à voir arriver bientôt les ennemis; car il avait coutume de prendre toutes ses sûretés et d'avoir des troupes de reste. Peut-être avait-il de secrètes raisons d'en user ainsi. La marche du duc de Ferrare causa beaucoup de troubles dans l'armée, et le conseil de guerre s'étant d'abord assemblé, le comte Guy Rangone eut ordre d'aller se jeter dans Modène avec deux cents chevau-légers et huit cents hommes de pied, qui, joints à sept cents hommes dont la garnison de cette place était composée, parurent capables d'arrêter les ennemis. Ensuite, comme le jour n'était pas encore près de paraître et qu'il n'y avait rien qui pût obliger le conseil à se séparer alors, on se mit a parler de l'approche de l'ennemi, plutôt pour passer le temps que pour en délibérer; en effet, on avait eu avis que Lautrec était arrivé vers l'entrée de la nuit sur le Taro, mais on avait faussement ajouté que le reste des Suisses avait joint son armée. D'ailleurs, les généraux ignoraient que ce n'avait été qu'à force de prières qu'il avait fait marcher les Suisses qui étaient actuellement dans ses troupes, et qui ne s'étaient laissé fléchir qu'à condition de ne point passer le Taro.

Prosper, le marquis de Pescaire et Vitello s'accordaient à regarder la prise de Parme comme impossible si l'on n'établissait pas encore une batterie de l'autre côté de la place; leurs raisons étaient que, quand on aurait achevé la brèche commencée la veille, il serait difficile d'y monter à cause de la hauteur des bords de la rivière en cet endroit et du feu de la mousqueterie, qui, venant des trois ponts et des maisons voisines, prendrait les soldats en flanc; que la proximité de Lautrec, supposé même qu'il ne songeât point à donner bataille, ne laisserait pas de rendre l'assaut plus difficile; qu'après le pillage de Codiponte, plusieurs soldats avaient déserté pour mettre le butin en sûreté, et que la plus grande partie de ceux qui étaient restés ne pensaient pas tant à combattre qu'à s'assurer aussi de ce qu'ils avaient enlevé dans cette partie de la ville; que l'armée ne pouvait demeurer dans son camp qu'avec beaucoup de péril et d'incommodité, attendu les nombreuses escortes dont il faudrait chaque jour appuyer les fourrageurs et les convois qui étaient déjà obligés de tourner autour des murs de Parme pour se rendre au camp; qu'il arriverait peut-être que Lautrec et les assiégés profiteraient de l'absence de ces détachements pour attaquer l'armée par différents endroits. Ils ajoutaient que si les troupes du duc de Ferrare venaient à s'augmenter, on serait obligé d'envoyer des renforts à Modène et à Reggio; que même il serait facile à ce prince de leur couper les vivres avec ce qu'il avait de troupes, en poussant des partis dans le pays; qu'en ce cas on serait forcé de lever le siége, et peut-être ne pourrait-on le faire qu'avec un extrême danger si l'on ne prenait ce parti qu'à l'extrémité. Ces discours marquaient assez ce qu'ils pensaient, mais aucun de ces trois officiers ne parlait d'une manière décisive. Enfin, après que la conversation eut duré long-temps, le marquis de Pescaire, ne pouvant pas douter du sen-

timent des deux autres : « Je vois bien, dit-il, que nous avons tous la même pensée, mais que personne ne veut se déclarer, et que chacun attend qu'un autre conseille la retraite ; pour que vous puissiez parler en liberté, je dirai franchement que nous sommes fort exposés dans ce camp et que ce serait nous abuser que de compter sur la prise de Parme ; mon avis est donc qu'il faut lever le siége tandis que nous le pouvons avec moins de péril.—Je pensais comme vous, ajouta Prosper, et je me serais enfin expliqué si vous ne l'eussiez pas fait pour moi. » Vitello et Antoine de Lève approuvèrent cette résolution, mais le dernier fut d'avis d'examiner s'il ne serait pas à propos d'aller attaquer Lautrec. On lui répondit que s'il n'était pas possible de continuer le siége, il l'était encore moins de forcer les Français au combat ; que peut-être les deux mille Suisses qu'on avait dans l'armée ne voudraient pas combattre, tant à cause des ordres qui leur étaient venus de la part des Cantons pour abandonner le service du pape que de la répugnance qu'ils auraient, selon toutes les apparences, à se battre contre une armée où leurs compatriotes étaient en si grand nombre ; qu'il était facile de s'apercevoir que le pillage du jour précédent avait si fort dérangé les troupes qu'il ne serait pas aisé de les mettre en mouvement. Il parut donc que les généraux ne pensaient qu'à lever le siége sans rien entreprendre. Cependant Prosper et Pescaire, après un long entretien qu'ils eurent tête à tête, demandèrent à Guicciardini ce qu'il croyait que le pape penserait de cette résolution. « Pourquoi, dit le commissaire au marquis, ne prendrons-nous pas aujourd'hui Parme, comme vous nous en assuriez hier au soir ?—Nous ne la prendrons, répondit le marquis en espagnol, ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain. » Le commissaire répliqua qu'il n'était pas douteux que la levée du siége ne fît beaucoup de peine au pape, parce qu'elle lui ferait perdre toute espérance de terminer la guerre à son avantage ; qu'au reste, le fond de la délibération roulait sur la vérité ou sur la fausseté des faits ; qu'il convenait que si la continuation du siége entraînait quelque péril et qu'on ne pût espérer d'y réussir, il y aurait sans doute de l'imprudence à ne pas faire retraite ; mais que s'il n'en était rien au fond, cette démarche donnerait une terrible atteinte à leurs affaires ; qu'ils considérassent donc avec maturité l'état de l'armée et l'importance de la chose, et balançassent ce qu'on avait à craindre avec ce qu'on pouvait espérer. Prosper et le marquis n'hésitèrent pas à répondre que la prudence exigeait qu'on se retirât, et le commissaire n'osant contrarier des officiers de cette capacité, la levée du siége fut résolue pour ce jour-là même, avec ordre de démonter les batteries sur-le-champ.

Dès que le résultat de la délibération des généraux fut répandu dans l'armée, les officiers qu'on n'avait pas appelés au conseil les accusèrent de timidité ; c'est pourquoi le commissaire et Morone s'étant unis ensemble firent tous leurs efforts pour regagner Prosper. Il ne se montra pas éloigné d'une seconde délibération, disant qu'il n'avait jamais honte de changer d'avis et de se rendre à des raisons supérieures à celles qui l'avaient d'abord déterminé ; disposition louable et qui mérite plus d'éloges à proportion que ceux qui la font paraître ont plus d'expérience et d'autorité. Ce général donna donc ses ordres pour assembler le conseil une seconde fois. Mais Pescaire, qui faisait déjà retirer le canon et qui d'ailleurs était bien éloigné de rien changer à la résolution qu'on avait prise, refusa de se rendre au conseil ; c'est pourquoi on se retira douze jours après qu'on eut formé le siége, et l'armée reprit le chemin de San-Lazzaro avec beaucoup de désordre. L'infanterie allemande ayant proposé inutilement des conditions insupportables touchant la solde refusa de suivre l'armée, cassa les anciens officiers qui blâmaient cette conduite, et se donna pour chef l'auteur de la sédition. Il y avait lieu de craindre que ces troupes n'allassent au camp des Français ; mais après le départ de l'armée, et lorsqu'on n'espérait plus rien de ces mutins, on les vit arriver de leur propre mouvement. Ce fut un bonheur que Lautrec ne sût pas profiter de la précipitation de cette retraite et du désordre causé par les lansquenets pour tailler l'armée en pièces.

CHAPITRE III.

Le pape conçoit des soupçons sur la retraite de Parme. Jean de Médicis bat les Vénitiens. Lautrec met en déroute le camp des ennemis. Défaite du duc de Ferrare. Les Suisses de Zurich refusent de se battre contre les Français. Les Suisses qui étaient au service de France quittent l'armée faute de paie. Les armées ennemies s'approchent de l'Adda. Prosper Colonna passe l'Adda.

Le pape, qui attendait la nouvelle de la prise de Parme, n'apprit qu'avec beaucoup de chagrin une retraite qui ruinait l'espérance la mieux fondée. Il se voyait au milieu de mille dangers et chargé de presque tout le poids de la guerre, puisqu'il était obligé de payer toutes les troupes, à l'exception de la gendarmerie et de l'infanterie espagnoles, dont la solde était fournie par l'empereur; mais ce qui devait le chagriner davantage était la méfiance qu'il avait des généraux impériaux. L'opinion même la plus générale était que des vues secrètes, et non la crainte du danger, avaient fait lever le siége de Parme, et que les capitaines avaient seulement appréhendé que le pape, satisfait de la conquête de cette ville et de Plaisance, ne montrât plus la même ardeur pour subjuguer le reste du Milanais où il n'avait plus rien à espérer, et qu'il ne voulût pas supporter de si grandes dépenses pour l'intérêt d'autrui; politique des impériaux, qui paraissait assez par la lenteur des approches et par la ridicule disposition des attaques du côté du Codiponte; en effet, la prise de cette partie de la ville ne rendait pas la conquête du reste plus facile. On se confirmait encore dans ces idées par l'affectation des généraux à remettre l'assaut de jour en jour, comme si leur dessein eût été de donner aux Français le temps de secourir la place, et enfin par la lâcheté qui leur avait honteusement fait abandonner, au seul bruit de l'arrivée d'un ennemi fort inférieur, cette partie de la ville dont ils étaient les maîtres. Il y eut des gens qui crurent que Prosper pouvait bien n'avoir aucune part à cette manœuvre, et qu'il avait été lui-même la dupe de Pescaire, qui ne cherchait qu'à ternir la gloire de ce général dont il était jaloux. D'un autre côté, bien des gens qui raisonnaient peut-être plus juste n'attribuèrent cette retraite qu'à la crainte du péril, à l'approche d'une armée dont on exagéra d'abord les forces, et crurent qu'il n'y eut aucun artifice de la part des généraux. Ce qu'il y a de certain est que la levée du siége ne surprit personne autant que les Français, qui désespéraient presque du salut de Parme à cause de la lenteur des Suisses qu'ils attendaient. Plusieurs même d'entre les premiers, ne pouvant attribuer cette démarche à la crainte, s'imaginèrent que Prosper qui n'ignorait pas le désordre et la confusion que le pillage d'une ville met dans une armée, et prévoyant qu'il ne serait pas possible d'empêcher celui de Parme, avait jugé qu'il serait très dangereux de prendre cette place les ennemis en étant si près.

Le premier soin de Lautrec fut de rafraîchir la garnison de Parme; ensuite il se rendit à Fontanella trois jours après; une partie de l'armée eut ordre d'aller s'emparer de Roccabianca dans le Parmesan près du Pô. Roland Palavisino, qui en était seigneur, rendit la ville et la citadelle dès les premiers coups de canon, à condition qu'il pourrait se retirer en liberté. Enfin Lautrec dispersa son armée entre San-Secondo et la rivière du Taro, dans la résolution de se régler sur les mouvements des ennemis; et d'ailleurs, bien rassuré par leur retraite et par l'arrivée du reste des Suisses, il donna ordre à ces troupes de rester à Crémone. Cependant les confédérés ne se croyant pas en sûreté à San-Lazzaro, se retirèrent sur la Lenza, du côté de Reggio, dans le dessein de s'éloigner à mesure que les Français marcheraient en avant. Il n'y eut même que les plaintes du pape et des ministres de l'empereur, et la crainte de se déshonorer dans toute l'armée, qui les empêchèrent de reculer davantage. Les deux armées restèrent plusieurs jours dans leur poste sans rien faire, sinon que Lautrec envoyait tous les jours en course des chevau-légers qui, conjointement avec ceux de la garnison de Parme, s'avançaient jusqu'à Reggio par les montagnes et désolaient l'armée des confédérés, interceptant les vivres qui leur venaient de cette place; cette activité de Lautrec faisait ressortir toute la lenteur de Prosper, qui n'envoyait que très difficilement sa cavalerie légère en partis et ne se décidait qu'avec peine dans les moindres opérations de la guerre.

Les armes de l'empereur ne furent pas plus heureuses au-delà des monts qu'en Italie. Ce prince, étant entré en France par la Flandre avec une nombreuse armée, mit le siége devant Mézières; mais trouvant plus de résistance

qu'il n'avait compté, et la place[1] ayant été puissamment secourue, il leva le siége ; il fut même en danger de voir tailler ses troupes en pièces dans sa retraite. Cependant les confédérés, malgré leur peu de progrès, résolurent de pénétrer dans le duché de Milan dès que l'armée serait augmentée de six mille hommes de pied italiens qu'ils levaient de jour en jour, et de ne plus s'amuser à faire des siéges. Ils se confirmaient dans leur résolution par l'espérance de voir arriver douze mille Suisses à la solde du pape. Ces troupes n'avaient pourtant été accordées par les Cantons que pour la défense des Etats de l'Eglise seulement, et non pour s'en servir contre le roi de France. Le cardinal de Sion, qui se déclarait ouvertement dans les diètes l'ennemi de cette couronne; Ennio, évêque de Veroli, nonce du pape, et les ambassadeurs de l'empereur, n'avaient pas voulu d'abord les accepter à cette condition; mais ils avaient enfin pris ce parti dans l'espérance que, quand elles seraient une fois en Italie, on pourrait à la faveur de leur avidité ou par artifice corrompre leurs officiers et les engager à suivre l'armée dans le Milanais.

Cette résolution prise, il n'y avait pas beaucoup à délibérer sur le chemin qu'on ferait prendre à l'armée. Il était évident qu'on ne pouvait continuer la guerre en-deçà du Pô sans beaucoup de difficultés, et on n'espérait plus s'emparer de la ville de Parme. Mais si l'armée laissait cette place derrière soi, il fallait nécessairement attaquer les ennemis que l'avantage de leurs postes et le nombre de leur artillerie rendaient redoutables, car on ne pouvait sans un extrême péril demeurer entre eux et Parme, ni passer outre sans les combattre, parce qu'en se mettant ainsi entre leur camp et des places toutes à leur dévotion, l'armée se verrait exposée à périr faute de vivres, attendu qu'il n'était pas possible d'en tirer du pays ennemi ni de plus loin. On se détermina donc à porter la guerre au-delà de ce fleuve, dans un pays abondant qui, n'ayant pas essuyé les ravages de la guerre, fournirait tous les vivres nécessaires; on ne devait y trouver aucun obstacle jusqu'à la rivière d'Adda, en laissant Crémone sur la gauche et en gagnant l'Oglio, parce qu'il n'y avait dans ces cantons aucune place capable de résistance. Outre cela, les généraux comptaient que les Français n'oseraient disputer les passages jusqu'à l'Adda, parce que les Vénitiens ne voudraient pas exposer leurs troupes au hasard d'une bataille, si près de leurs Etats. Plusieurs même disaient qu'en faisant approcher l'armée des frontières de cette république, le soin de leur propre sûreté les obligerait de retirer la plus grande partie des forces qu'ils avaient dans l'armée de France; mais ce qui détermina tout-à-fait les confédérés à passer le Pô fut la facilité que cette démarche leur donnerait de joindre les Suisses qu'ils attendaient.

Pendant qu'on faisait les préparatifs nécessaires pour l'exécution de ce dessein, et qu'on levait de l'infanterie dans la Romagne et dans la Toscane, le pape donna ordre au comte Guy Rangone de marcher contre les habitants de la montagne de Modène, à la tête des nouvelles milices et des troupes qu'il avait avec lui. Ces peuples n'avaient voulu reconnaître pour souverain que le duc de Ferrare, pendant que l'empereur avait possédé Modène et depuis qu'elle était rentrée sous la domination de l'Eglise. A la première nouvelle de sa marche, ils prirent le parti de la soumission avec d'autant plus de promptitude qu'il courut en même temps un bruit que d'autres milices de Toscane devaient joindre Rangone.

Sur ces entrefaites, les Français éventèrent une intrigue formée contre eux par Boniface, évêque d'Alexandrie[1], fils de François-Bernardin Visconti. Ce prélat en ayant eu avis s'enfuit d'abord de Milan. Dans le même temps Nicolas Varolo, l'un des principaux bannis de Crémone, ayant pratiqué des intelligences avec quelques habitants de cette ville au préjudice de la France, il vit ses liaisons découvertes et ses complices punis. Les bannis du Milanais étaient alors en grand nombre dans l'armée des confédérés; mais soit que la fortune leur fût contraire, soit qu'ils se livrassent à l'imprudence et à la témérité, toutes leurs entreprises échouèrent, et bien loin d'être d'aucune utilité par leur industrie ou par leurs intelligences, ils ne s'occupaient qu'à ruiner le plat pays, ce qui ne faisait qu'augmenter la difficulté d'avoir

(1) C'était le chevalier de Bayard qui défendait cette place.

(1) Il fut pourvu de l'évêché d'Alexandrie le 23 juillet 1519, et il le quitta volontairement en 1535.

des vivres; il faut pourtant excepter Morone de ce nombre. Prosper avait d'abord envoyé ces bannis vers Plaisance. Après avoir fait de grands ravages sans distinction dans les terres des alliés et des ennemis, ils prirent querelle dans le partage du butin, et Pierre Scoto, Plaisantin, l'un des principaux d'entre eux, fut tué par Visconti et par quelques autres.

Dans ce même temps, Prosper voulut brûler les pontons des Français qu'on avait retirés auprès de Crémone et qui étaient négligemment gardés. Son dessein était de pénétrer dans le Milanais pendant que Lautrec en rassemblerait d'autres; mais comme le chemin pour se rendre en cet endroit était long, Jean de Médicis, qu'on avait chargé de cette expédition, ne put y arriver qu'après le lever du soleil, avec deux cents chevau-légers et trois cents hommes d'infanterie espagnole. Au bruit que firent les paysans, les bateliers mirent leurs pontons en sûreté au milieu de la rivière.

Cependant tout étant prêt pour le passage du Pô, l'armée se rendit à Bersello, où l'on avait jeté un pont de bateaux; mais comme en se disposant à porter la guerre dans le pays ennemi il fallait en même temps songer à la défense du sien propre, Vitello Vitelli, qui fut mis à la tête de cent cinquante hommes d'armes, d'un pareil nombre de chevau-légers et de deux mille hommes d'infanterie des compagnies d'ordonnance des Florentins, eut ordre de couvrir les villes de l'Eglise que l'armée laissait derrière elle. L'évêque de Pistoia destina d'ailleurs à la sûreté de ces places les deux mille Suisses qui étaient actuellement dans l'armée, parce qu'on ne voulut pas les opposer au grand nombre de leurs compatriotes qui servaient la France, en vertu d'un décret public, et sous les drapeaux de la république. Cette précaution était d'autant plus sage que l'on ignorait encore ce que feraient, à leur arrivée, les troupes de cette nation qui s'étaient assemblées à Coire, d'où l'on attendait à tout moment la nouvelle de leur départ. L'évêque et Vitello se chargèrent non-seulement de la défense de Modène et des autres places de l'Eglise en cas d'insulte, mais encore de porter la guerre dans le Ferrarais. Le duc, s'attribuant la gloire d'avoir fait lever le siége de Parme, et satisfait de la conquête de Final et de San-Felice, n'avait pas poussé plus loin ses avantages, parce que le pape, plus irrité que jamais par ces hostilités, travaillait à le dépouiller du duché de Ferrare par le moyen des censures ecclésiastiques.

L'armée passa le Pô le premier octobre et vint camper à Casal-Maggiore. Elle fut non-seulement tout le jour à passer ce fleuve, mais encore une grande partie de la nuit, à cause d'une foule de gens inutiles et d'une infinité de bagages qui la suivaient. Les généraux, qui comptaient que les troupes seraient passées à midi au plus tard, furent ainsi trompés dans leur attente; ceux qui passèrent les derniers étaient si accablés de lassitude et la nuit était si noire qu'on fut obligé de laisser entre le Pô et Casal une partie du canon, beaucoup de munitions et plusieurs soldats. Lautrec, qui venait d'être joint par les Suisses qu'il attendait et qui s'était posté à Colorno en même temps que les ennemis étaient à Bersello, places à six milles l'une de l'autre, n'avait qu'à se rendre par son pont de bateaux à Casal qui n'est qu'à trois milles de la première, le même jour qu'ils passèrent le Pô, ou tomber sur ceux qui n'étaient pas encore passés à midi pour les tailler en pièces; mais l'ignorance où l'on est souvent de la situation de l'ennemi fait perdre tous les jours une infinité de favorables occasions à la guerre.

Le cardinal de Médicis arriva cette nuit même à Casal, en qualité de légat de l'armée. Quoique Léon X eût entamé une négociation avec l'ambassadeur de France, mais en grand secret, il ne voulut pourtant pas que l'empereur ni ses ministres le pussent croire rebuté par le peu de progrès de leurs armes communes, et il s'imagina que la présence d'un légat les ferait agir dorénavant avec plus d'ardeur. Comme Médicis était le plus proche parent du pape et que Léon ne faisait rien sans sa participation, quoique ce cardinal demeurât ordinairement à Florence, il avait autant d'autorité dans l'armée que le pape même en aurait eu. Sa présence était capable de donner de l'éclat à cette expédition et d'obliger Prosper Colonna et le marquis de Pescaire à ne pas faire éclater leurs divisions. La mésintelligence de ces deux officiers s'était fort accrue depuis que le dernier avait mandé à Rome qu'il n'avait jamais approuvé la levée du siége de Parme et que son rival en était le seul auteur.

L'armée ayant eu un jour de repos à Casal marcha par le Crémonais vers l'Oglio, sur les

bords duquel elle arriva le quatrième jour. Tout ce qu'il y eut de remarquable dans cette marche fut que l'armée étant campée dans un village nommé la Corte-dei-Frati, il s'éleva une querelle entre les soldats des infanteries espagnole et italienne, dans laquelle plusieurs de ces derniers furent massacrés, malgré la vigilance des généraux qui apaisèrent le tumulte presque dans sa naissance. Le jour d'auparavant, Jean de Médicis étant allé à la découverte des ennemis qui avaient passé le Pô le même jour que l'armée s'était rendue à Casal, mit en fuite la cavalerie légère des Vénitiens commandée par Mercurio et soutenue par quelques cavaliers français. Outre cela, il fit prisonnier Louis Gaëtano, dont le père portait le nom de duc de Trajetto [1], quoique cette terre fût actuellement entre les mains de Prosper Colonna.

Les généraux, en quittant la Corte, avaient résolu d'aller camper à Bordellano, à huit milles de là, sur l'Oglio; mais la difficulté du chemin impraticable à l'artillerie les obligea à rester à Rebecca, place sur la même rivière, à l'opposite de Pontevico, ville appartenant aux Vénitiens. Pendant qu'ils s'y retranchaient, ils eurent avis que Lautrec, suivi des troupes vénitiennes, ayant laissé ses bagages à Crémone, avait pris son poste à San-Martino qui n'est qu'à cinq milles de Rebecca, dans le dessein de s'opposer à leur marche le lendemain. Cette nouvelle surprit avec raison le légat et les généraux, car lorsque le sénat avait commandé les troupes de la république pour joindre l'armée de Lautrec, ils avaient fait entendre au pape qu'ils n'en usaient ainsi que pour remplir extérieurement les obligations de leurs traités avec la France. C'est pourquoi les généraux s'étaient toujours flattés que Gritti avait un ordre secret de ne point combattre, et cette opinion avait été confirmée par le cardinal-légat; mais se trouvant fausse par l'événement, il fallait songer à d'autres mesures, la réunion des Français et des Vénitiens donnant à Lautrec une supériorité incontestable sur les confédérés. La cavalerie des premiers était fort nombreuse; d'ailleurs, outre sept mille hommes de pied partie Français partie Italiens, ils avaient dix mille Suisses, tandis qu'à peine les alliés avaient alors sept mille hommes, tant Espagnols que lansquenets, et six mille Italiens, la plupart de nouvelle milice, qui figuraient plus par le nombre que par la valeur.

Prosper et les autres généraux résolurent donc d'attendre à Rebecca l'arrivée des Suisses; ils étaient actuellement en marche, et suivant les lettres du cardinal de Sion qui les amenait, ils devaient joindre l'armée dans trois ou quatre jours; en attendant, ils fortifièrent leur camp avec plus de soin qu'ils ne l'avaient fait la veille. Ce ne fut pas à cause de sa situation qui les exposait à tout le feu de Pontevico, car ils ne firent pas beaucoup d'attention à cet inconvénient, rassurés par la prévention du légat; il était persuadé que les Vénitiens, s'en tenant aux termes de leurs traités qui les obligeaient seulement à fournir des troupes pour la défense du Milanais, étaient bien éloignés de permettre aux garnisons de leurs places d'insulter les troupes du pape et de l'empereur. La difficulté d'avoir des vivres à Rebecca s'opposait au dessein qu'on avait d'attendre les Suisses dans ce poste; les provisions qui avaient suivi l'armée ne pouvaient pas durer longtemps, et le peu qu'on y transportait diminuait chaque jour parce que les habitants du pays, craignant la fureur des bannis qui mettaient tout au pillage, avaient cherché leur salut dans la fuite. C'est pourquoi Guicciardini, commissaire des troupes de l'Eglise, représenta que comme il n'était pas possible de tenir dans ce poste, et comme l'arrivée des Suisses pouvait être retardée par mille incidents, il serait peut-être plus à propos de se retirer à cinq ou six milles vers la frontière du Mantouan, pays allié qui fournirait des vivres en abondance; que la chose était actuellement facile, mais que peut-être on ne pourrait le faire sans un extrême peril si l'ennemi avait le temps de s'approcher davantage. Les généraux ne désapprouvaient pas au fond cet expédient, mais la honte toute récente de la levée du siége de Parme les empêchait de dire librement leur avis; d'ailleurs ils se flattaient de la prompte arrivée des Suisses, parce qu'il ne faut que cinq ou six jours pour se rendre de Coire dans le Bergamasque, qui n'est pas fort éloigné de Rebecca.

Il fut donc arrêté qu'on demeurerait dans ce poste, et on commença dès lors à distribuer avec mesure le peu de vivres qu'il y avait dans

(1) Charles VIII avait donné le duché de Trajetto à Prosper Colonna, après en avoir dépouillé la famille Gaëtano.

l'armée. Comme l'on n'avait point de fours portatifs dans le camp et que les maisons où il y en avait de stables servaient de logement, les soldats cuisaient leur pain sur la braise; cette incommodité, jointe au peu de farine qu'on leur donnait, fit que plusieurs Italiens désertèrent, quoiqu'ils eussent du vin et de la viande en abondance. Le troisième jour, Lautrec, qui s'était arrêté à Bordellano, fit passer à midi une partie de son canon de l'autre côté de l'Oglio, et le fit entrer dans Pontevico, du consentement secret du provéditeur qui feignit de s'y opposer. A l'entrée de la nuit cette artillerie fut pointée contre le camp des alliés. Alors les généraux furent convaincus du danger de leur poste; ils auraient pu se mettre à couvert derrière quelques coteaux; mais n'y devant pas avoir des vivres avec plus de facilité qu'auparavant, et commençant d'ailleurs à craindre la lenteur des Suisses, ils prirent le parti de se retirer. C'est pourquoi l'armée décampa sans bruit avant la pointe du jour, ayant ses bagages devant elle et marchant en ordre de bataille; elle arriva de cette manière à Gabionnetta, place à cinq milles de Rebecca, sur les frontières du Mantouan.

Les généraux avouèrent unanimement qu'ils avaient couru un péril certain dont un heureux coup du sort et l'incapacité de l'ennemi les avaient préservés. En effet si, le jour qu'ils avaient résolu d'aller camper à Bordellano, ils ne se fussent pas arrêtés à Rebecca, ils n'auraient pu sauver l'armée, parce qu'ils auraient été dans une nécessité égale ou même plus pressante de se retirer, ce qui eût été presque impossible, vu la longueur de la marche qu'ils auraient eu à faire, et devant se trouver plus près des ennemis qu'ils ne le furent dans cette occasion. Lautrec les aurait encore taillés en pièces si, dans le même temps qu'il fit passer son artillerie à Pontevico, il se fût approché de leur camp; par ce moyen ils n'auraient pu décamper sans péril en présence d'une armée ennemie, ni se mettre en ordre de bataille, à cause du feu de la place, et cependant la faim les aurait chassés de leur poste au bout de trois ou quatre jours. Beaucoup de gens, et surtout les officiers suisses, le pressaient de prendre ce parti; mais naturellement hautain et méprisant les conseils d'autrui, il fit sentir aux ennemis par sa manœuvre le péril où ils étaient, au lieu de les accabler d'abord comme il le pouvait, et il leur donna ainsi le temps de se tirer d'un si mauvais pas. Après leur retraite, Lautrec se saisit du poste qu'ils venaient de quitter, et les capitaines suisses en ayant examiné la situation dirent à ce général qu'il leur devait les gratifications par lesquelles on a coutume de reconnaître le courage des soldats après le gain d'une bataille; car il n'avait pas tenu à eux que l'ennemi n'eût été défait.

Les confédérés campèrent plusieurs jours à Gabionnetta, où ils se retranchèrent avec beaucoup de soin; mais les Suisses qu'ils attendaient n'arrivant point, et la proximité d'un ennemi supérieur qui faisait mine de vouloir attaquer l'armée les tenant en alarme, ils repassèrent l'Oglio et prirent le parti de se poster à Ostiano, place appartenant à Ludovic de Bozzole, bien résolus d'y rester jusqu'à ce que les Suisses fussent arrivés. L'événement fit voir la sagesse de cette résolution, car immédiatement après il survint de grandes pluies dont l'armée aurait beaucoup souffert à Gabionnetta, située dans un terrain fort bas.

Pendant que les deux armées demeuraient oisives, l'une à Ostiano et l'autre à Rebecca, l'évêque de Pistoia et Vitello, ayant joint ensemble leurs Suisses et leur infanterie italienne, tombèrent sur les troupes du duc de Ferrare. Elles étaient campées à Final dans un poste très bien situé, et où elles s'étaient encore retranchées; mais les Suisses marchant tête baissée contre eux malgré le péril, forcèrent tous ces obstacles et firent un grand carnage, dans lequel le chevalier Cavriana fut enveloppé. Le duc de Ferrare, qui était alors à Bondeno, fut si frappé de ce malheur qu'abandonnant tout d'un coup cette place, il s'enfuit à Ferrare et se pressa de retirer les bateaux du pont qu'il avait jeté à Bondeno.

Sur ces entrefaites, les Suisses se rendirent dans le Bergamasque; mais malgré les instances du cardinal de Sion et des ministres du pape et de l'empereur, ils déclarèrent qu'ils n'attaqueraient point le Milanais, et qu'ainsi ils ne joindraient pas l'armée qui les attendait à Ostiano pour faire la guerre au roi de France, offrant de servir le pape partout ailleurs et d'assurer les États du Saint-Siége, unique objet des engagements qu'ils avaient pris avec Sa Sainteté. Ensuite interprétant grossièrement le traité, ce qui leur arrive assez souvent dans

les différentes occasions, ils consentirent à aller assiéger Parme et Plaisance comme villes appartenant à l'Église, ou du moins sur lesquelles la France n'avait pas des droits bien établis; mais ils assurèrent en même temps qu'ils ne se mettraient en marche qu'après qu'on aurait envoyé trois cents chevau-légers au-devant d'eux, pour leur procurer des vivres sur la route. On fit donc partir ce détachement qui surprit la vigilance des Vénitiens et passa avec une extrême vitesse par leurs États. Cette cavalerie ayant joint les Suisses, ces derniers cherchèrent à s'approcher de l'armée, afin de pouvoir délibérer plus facilement sur le parti qu'ils avaient à prendre; et chemin faisant ils mirent en fuite quelques troupes françaises et vénitiennes qui étaient tant à Pontoglio qu'au lac Eupilo. Lorsqu'ils furent près de l'armée on entama la négociation pour les engager à servir contre la France. L'archevêque de Capoue entre autres fut les trouver de la part du cardinal de Médicis. Ceux du canton de Zurich qui, comme les plus considérables de la nation, se piquent d'agir avec plus de maturité, rejetèrent constamment toutes les propositions qu'on leur fit; les autres, après bien des incertitudes, ne donnèrent aucune réponse positive et consentirent à suivre l'armée, sans dire si ce serait même jusque dans le duché de Milan. Cependant on prit le parti d'aller en avant, à la persuasion du cardinal de Sion et des officiers suisses qui s'étaient laissés gagner, et l'on se flatta de pouvoir disposer absolument des soldats puisqu'ils ne refusaient pas de suivre l'armée. Les troupes du canton de Zurich qui étaient au nombre de quatre mille hommes prirent la route de Reggio, et les autres joignirent l'armée à Gambara où elle s'était avancée, après un séjour d'un mois tant à Gabionnetta qu'à Ostiano.

On voyait dans cette armée deux légats, savoir les cardinaux de Sion et de Médicis, qui faisaient porter devant eux leurs croix d'argent au milieu d'une foule de blasphémateurs, de meurtriers et de voleurs, tant est grand l'abus qu'on fait aujourd'hui de la religion! Après trois jours de marche sur les terres des Vénitiens, l'armée se rendit à Orcivecchi, place dépendante de cette république. On excusa cette démarche auprès du Sénat par la nécessité où l'on se trouvait de prendre ce chemin et par l'éloignement où l'on était de commettre la moindre hostilité contre la république, excuse assez semblable à celle dont le sénat s'était servi lorsqu'André Gritti fut, disait-on, forcé de laisser entrer l'artillerie de Lautrec à Pontevico.

La république des Suisses, regardant comme une tache à la gloire de la nation qu'on vît leurs drapeaux dans les deux armées, donna ordre aux capitaines de se retirer de part et d'autres; mais le courrier qui allait à Orcivecchi fut adroitement arrêté en chemin, au lieu que les Suisses de l'armée française partirent presque tous sur-le-champ. On croit que le dégoût d'une longue campagne, dont les Suisses sont plus susceptibles que d'autres troupes, et l'obéissance furent moins la cause de cette prompte retraite que l'impuissance où l'on était de payer leur solde. En effet, Lautrec ne recevait point d'argent de France, et le Milanais, tout surchargé qu'il était, ne pouvait suffire à la paie de l'armée. Cette circonstance fait bien voir ce que peut l'imprudence et la malignité des ministres sur l'esprit des princes qui, négligeant leurs propres affaires, s'en reposent sur autrui, ou qui ne sont pas assez éclairés pour juger sainement des conseils qu'on leur donne. Le roi de France avait destiné trois cent mille ducats pour l'armée d'Italie, en conséquence de la parole que ce prince avait lui-même donnée à Lautrec; mais la régente mère du roi craignait si fort l'élévation de ce général, qu'oubliant les intérêts de son propre fils elle engagea secrètement les généraux des finances à faire un autre emploi de cet argent. La retraite des Suisses jeta Lautrec dans un extrême embarras et rendit fort incertain le sort de cette campagne qu'il croyait auparavant devoir lui être favorable; c'est pourquoi, ayant mis garnison à Crémone et à Pizzighitone, il alla se poster à Cassano avec le reste de l'armée, afin d'empêcher les alliés de passer l'Adda. Il se flattait de réussir dans ce projet, parce que, outre les obstacles qui se rencontrent ordinairement à traverser une rivière en présence de l'ennemi, les bords de ce fleuve étaient beaucoup plus hauts du côté de Milan que de l'autre, situation qui mettrait l'artillerie à portée de faire beaucoup d'effet contre la rive opposée. D'un autre côté, les confédérés, étant partis d'Orcivecchi et ayant passé encore une fois l'Oglio, se rendirent à Rivolta. Après trois campements ils trouvèrent des vivres en abon-

dance qui venaient de la Ghiara-d'Adda, que les Français avaient abandonnée. Prosper et les autres généraux se disposaient à jeter un pont entre Rivolta et Cassano; mais il y avait trop de risque en cet endroit à l'opposite duquel on voyait les Français. Trois jours se passèrent à disputer dans le conseil; enfin Prosper conçut un projet dont il se donna bien de garde de faire part au marquis de Pescaire, afin d'avoir seul la gloire du succès. Pour en dérober même toute connaissance à son rival, il résolut de ne pas employer l'infanterie espagnole dans cette occasion. Il fit donc passer l'Adda pendant la nuit en silence à quelques compagnies de gens de pied Italiens, vis-à-vis de Vauri, sur deux petites barques qu'il avait fait prendre sur la rivière de Brembo. Vauri, posté sur le bord de l'Adda, à cinq milles de Cassano, n'a point d'autre défense qu'une espèce de petit fort; au reste cet endroit est très propre à passer l'Adda. Cette place était gardée par quelques cavaliers que commandait Hugues de Peppoli, lieutenant de la compagnie de gens d'armes d'Octavien Frégose. Peppoli se rendit sur le rivage au premier bruit, mais le feu de la mousqueterie l'obligea bien vite à se retirer. Il y a beaucoup d'apparence qu'il aurait arrêté l'ennemi s'il eût eu quelques arquebusiers pour soutenir sa cavalerie : il assura depuis qu'il en avait demandé à Lautrec. A mesure que l'infanterie de Prosper passait elle se retranchait pour attendre le secours promis. Dès qu'il eut appris la réussite de son projet, il envoya de ce côté-là presque toute l'infanterie de l'armée qui était dans la place de la Ghiara-d'Adda, avec ordre de passer successivement sur les deux barques et sur deux autres de celles que l'armée avait avec elle pour jeter des ponts; il les avait fait transporter par terre cette même nuit sur le bord du fleuve; ensuite il se rendit en personne dans cet endroit avec les généraux et le cardinal de Médicis, laissant ordre à Rivolta de former le pont dès qu'on verrait les Français s'éloigner de leur poste.

Cependant le succès de l'entreprise ne laissa pas d'être douteux pendant quelque temps, et il est certain que si Lautrec[1] eût fait partir un détachement au premier avis qu'il eut du passage, il aurait taillé les confédérés en pièces; mais ce ne fut qu'après beaucoup d'incertitudes et d'irrésolutions qu'il donna ordre à Lescun de marcher avec quatre cents lances, et avec l'infanterie française, à laquelle il joignit quelques pièces de canon. Ces troupes, ayant précipité leur marche, fondirent avec furie sur le retranchement des ennemis, qui, ranimés à la vue du renfort qu'ils voyaient sur la rive opposée, repoussèrent les Français avec vigueur. Lescun, ayant mis pied à terre avec toutes les lances, fit des prodiges de valeur dans ces chemins étroits, et l'on ne doute pas que si l'artillerie fût arrivée aussitôt que lui il n'eût remporté l'honneur de cette journée; mais déjà Tégane, capitaine des Grisons, et deux corps d'infanterie espagnole passaient le fleuve en diligence sur les barques, encouragés par le cardinal de Médicis et par les généraux. Jean de Médicis, sans autre aiguillon que son propre courage et l'amour de la gloire, se lança dans la rivière malgré sa profondeur; il était monté sur un cheval turc plein de vigueur, qui le mit bientôt à l'autre bord, où sa présence, enflammant l'ardeur des siens, glaça le courage de l'ennemi. Alors Lescun n'espérant plus vaincre, quoique l'artillerie fût arrivée, reprit le chemin de Cassano, laissant un de ses drapeaux à l'ennemi. Ensuite Lautrec marcha du côté de Milan avec toute l'armée; il n'y fut pas plus tôt entré qu'il fit trancher la tête à Christophe Palavicini, soit pour satisfaire la haine qu'il lui portait, soit pour contenir les Milanais par son supplice. Palavicini, après plusieurs mois de prison, n'en sortit que pour donner un spectacle que la naissance, le rang et l'âge de ce Seigneur devaient rendre très touchant.

CHAPITRE IV.

Armée de la ligue à Milan. Fuite de Lautrec. Plaisance occupée par les pontificaux. Crémone et Parme le sont aussi. Mort du pape Léon. Soupçons de poison. L'armée du pape se dissout. Le duc de Ferrare reprend des pays qui lui appartenaient. Parme assiégée par les Français. François Guicciardini la défend. Le duc d'Urbin reprend ses États.

Prosper, que sa lenteur et la levée du siége de Parme faisaient mépriser à Rome et dans l'armée, regagna l'estime et la confiance par le passage de l'Adda; et cette action faisant ou-

[1] (1) Paul Jove dit que Lautrec dormait lorsque le courrier de Hugues de Peppoli arriva, et que ses valets de chambre refusèrent absolument de l'éveiller pour ne pas troubler son repos.

blier le passé, comme cela arrive d'ordinaire, le peuple et les soldats célébraient sa gloire et l'adresse avec laquelle il avait, sans perte ni péril, dérobé en grand capitaine le passage de cette rivière, où Lautrec se flattait avec tant de confiance d'arrêter les confédérés qu'il en avait donné des assurances positives à son roi, et qu'il le disait hautement chaque jour devant tout le monde.

Il y avait néanmoins des gens qui tâchaient de diminuer la gloire de cette action par des raisons vraies ou du moins spécieuses. Ils disaient que ni le dessein ni l'exécution n'étaient le fruit d'une capacité si rare et d'un courage si extraordinaire; que quand on trouve des obstacles au passage d'une rivière ou d'un défilé, la simple raison nous dicte de chercher un endroit au-dessus ou au-dessous, plus facile à passer; que le passage de Vauri était voisin de l'armée, aisé, connu de tout le monde et très fréquenté; que Lautrec avait été si négligent à le faire garder que Prosper n'avait eu besoin d'adresse que pour se procurer secrètement des barques et faire passer ses troupes avec le silence nécessaire. Quelques-uns même, peut-être trop sévères et plus enclins à blâmer des fautes douteuses qu'à louer des actions hors de toute atteinte, soutenaient qu'il n'y avait eu dans cette occasion ni la prudence ni l'ordre convenable, et que Prosper n'avait ordonné aux troupes dispersées à Trevi, à Caravaggio et dans d'autres places d'aller soutenir celles qui passaient à Vauri qu'après s'être assuré du passage de la rivière, lenteur qui avait retardé ce secours plus de quatorze heures; en sorte que si Lautrec eût pris son parti dès le premier avis, il serait aisément rentré dans Vauri et n'aurait pas eu de peine à tailler en pièces les troupes qui venaient de s'en emparer; mais tous ces discours ne purent obscurcir la gloire de Prosper, car le vulgaire n'a d'autre règle de ses jugements que le bon ou le mauvais succès, et il donne toujours à l'habileté ce qui n'est souvent qu'un pur effet du hasard.

Lautrec ayant décampé, les confédérés jetèrent le lendemain un pont entre Rivolta et Cassano. L'armée crut qu'on allait la mener droit à Milan; mais Prosper ne fut pas de cet avis, par un trait de prudence qui fut blâmé du vulgaire, mais que les gens consommés dans l'art de la guerre approuvèrent. Il jugea donc à propos d'aller par un chemin plus long camper à Marignan, place également distante de Milan et de Pavie. Le motif de cette conduite fut l'incommodité de la saison déjà froide et pluvieuse qui ne permettait pas de tenir la campagne. D'ailleurs il crut qu'il était plus convenable de prendre cette route pour s'approcher de la ville de Milan, parce que, supposé qu'on ne pût la forcer d'abord, on serait à portée de tourner tout d'un coup vers Pavie, où Lautrec, pour réunir toutes ses forces à Milan, n'avait point mis de garnison, ce qui, rendant la prise de cette première ville immanquable, donnerait aux confédérés la facilité d'avoir une place d'armes fort commode pour harceler l'ennemi et pour assurer la subsistance de l'armée. Lautrec avait d'abord eu dessein d'abandonner la défense des faubourgs de Milan à cause du peu d'infanterie qui lui restait; mais craignant que les ennemis ne s'y logeassent avec avantage pour faire le siége de la ville, il forma le dessein d'y mettre des troupes. Il y avait de la prudence et du courage dans cette résolution, si la vigilance nécessaire en eût accompagné l'exécution; selon même toutes les apparences, le malheur qui surprit les Français quelque temps après ne leur serait point arrivé. Prosper s'étant rendu à Marignan avec l'armée, la plupart de ses troupes y campèrent; à l'égard des Suisses, ils prirent un poste plus près de Milan, à l'abbaye de Chiaravalle. Toute l'armée demeura trois jours dans l'inaction, en attendant l'artillerie que la difficulté des chemins retardait. Ensuite on marcha vers Milan, le 19 de novembre, dans la résolution de prendre le chemin de Pavie dès le lendemain, si l'on ne s'emparait pas d'abord de cette capitale. Il arriva le matin une chose singulière qui surprit les légats et les principaux officiers que la nécessité de faire défiler les Suisses avait arrêtés dans un pré voisin de Chiaravalle. Tout-à-coup un vieillard, vêtu comme un homme du commun, se présenta devant eux et leur dit qu'il était député par les habitants de la paroisse de San-Siro de Milan; que tout le peuple était disposé à prendre les armes contre les Français au son de toutes les cloches, à la première approche de l'armée, et il les pressa vivement de marcher promptement vers cette ville. Ensuite, quelque diligence et quelque recherche qu'on pût faire, il fut impossible de trouver ce vieil-

lard et de savoir qui l'avait envoyé, ce qui donna un air de merveilleux à cette aventure.

L'armée marcha donc en bataille vers la porte romaine et laissa la grosse artillerie à la tête d'un chemin qui conduit à Pavie. Le marquis de Pescaire, qui était à l'avant-garde avec l'infanterie espagnole, s'avança sur le fossé qui est entre cette porte et la porte Ticinese, vers l'entrée de la nuit, et ayant fait marcher quelques mousquetaires vers un bastion élevé dans un endroit appelé Vicentino, auprès de la porte Ludovica, sans aucun dessein formé de l'emporter, l'infanterie vénitienne qui le gardait, effrayée de la seule présence des ennemis, prit lâchement la fuite. Les Suisses qui étaient postés auprès d'eux les imitèrent; c'est pourquoi les Espagnols, traversant le fossé et bientôt le rempart, pénétrèrent dans le faubourg sans aucun obstacle. Théodore Trivulce, qui accourut au bruit sur une petite mule et sans armes, fut fait prisonnier. Il paya depuis au marquis de Pescaire deux cent mille ducats de rançon. André Gritti ne se sauva qu'avec peine, et les Français, suivant les Vénitiens dans leur fuite, se retirèrent dans la ville par un long détour; mais n'étant pas préparés à la défense, n'ayant d'ailleurs que fort peu d'infanterie et le peuple paraissant disposé à la révolte, ils se postèrent autour du château.

Cependant le marquis de Pescaire poussait avec vigueur ses avantages, et s'étant rendu à la porte romaine (car les portes de la ville ont les mêmes noms que celles des faubourgs), elle lui fut ouverte par les principaux de la faction gibeline, qui s'en étaient rendu maîtres. Peu de temps après, le cardinal de Médicis, le marquis de Mantoue, Prosper et une partie de l'armée entrèrent aussi dans la ville par la porte Ticinese, de la même manière, ne pouvant comprendre par quel moyen ou par quel désordre de l'ennemi ils avaient pu faire une si belle conquête avec si peu de péril et tant de facilité. La négligence des Français en fut la première cause. On sut depuis que Lautrec avait absolument ignoré la marche des ennemis et qu'il était même persuadé que, vu la difficulté des chemins gâtés par les pluies, les ennemis n'entreprendraient pas ce jour-là de transporter l'artillerie, sans laquelle il ne croyait pas qu'on pût attaquer Milan. En effet, dans le temps que l'armée entrait dans la place il se promenait dans les rues, sans inquiétude et sans armes, avec d'autres officiers, et Lescun se reposait au lit des fatigues de la nuit précédente. Cependant, si Lautrec eût rassemblé ses troupes, il aurait pu facilement mettre en pièces les ennemis dispersés dans la ville, dans les faubourgs et dans la campagne; mais, saisi d'épouvante, que redoublait encore l'obscurité qui ne lui permit pas de reconnaître d'abord le véritable état des choses, il laissa échapper une si belle occasion. Il prit donc le parti d'abandonner Milan, dont il laissa néanmoins le château bien gardé et abondamment pourvu. Il se rendit cette nuit même à Côme avec son armée; et après avoir laissé dans cette ville cinquante hommes d'armes et six cents hommes de pied, il passa par la Pieve d'Inzino, traversa le fleuve de l'Adda à Lecco, et se rendit dans le territoire de Bergame.

Lodi et Pavie suivirent l'exemple de Milan; et en même temps l'évêque de Pistoia et Vitello qui, après avoir laissé Parme derrière eux, s'étaient avancés du côté de Plaisance, furent reçus dans cette ville. Crémone ouvrit aussi ses portes à la première nouvelle de la révolution de Milan, à quoi l'on ajoutait la défaite entière des Français. Le peuple prit les armes et se mit à crier *Vive l'Empire et le duc de Milan!* Lautrec en ayant eu avis à Bergame, détacha sur-le-champ son frère avec une partie de l'armée, mais il fut repoussé par le peuple. C'est pourquoi ce général marcha lui-même vers Crémone avec toutes ses troupes, malgré le peu d'espérance qu'il avait de la réussite, et n'ignorant pas que cette ville pouvait être facilement secourue par les Suisses qui étaient à Plaisance; ensuite, se sentant trop faible pour faire tête de tant de côtés à la fois, il envoya ordre à Frédéric de Bozzole d'abandonner Parme. Le cardinal de Médicis, au premier avis du soulèvement de Crémone, avait mandé à l'évêque de Pistoia d'y envoyer une partie des Suisses pour assurer cette ville; mais l'évêque, bien éloigné de diviser ses forces qu'il voulait réserver pour l'expédition de Gênes, fut si lent à se déterminer que Lautrec reprit Crémone dont le château tenait encore pour la France, et qui n'avait d'autre défense que les habitants qui même députèrent d'abord vers ce général pour lui demander pardon de leur révolte. Lautrec, ranimé par ce succès, dépêcha promptement un

courrier à Frédéric de Bozzole pour le faire rester à Parme; mais il avait abandonné cette place et passé le Pô avec ses troupes. Vitello, qui allait à Plaisance à la tête des siennes, s'étant trouvé près de Parme dans le temps que Frédéric en sortait, y était entré à la sollicitation des habitants.

Dans le même temps, le marquis de Pescaire sortit de Milan avec les troupes espagnoles, allemandes et grisonnes pour assiéger Côme. Dès que le canon fut établi, les assiégés, qui n'espéraient aucun secours, se rendirent vies et bagues sauves; mais lorsque les Français furent sur le point de se retirer, les Espagnols mirent la ville au pillage, à la honte du marquis, que Jean de Chabannes qui commandait cette garnison appela peu de temps après en duel. Sur ces entrefaites, les confédérés dépêchèrent l'évêque de Veroli pour apaiser les Cantons, qui avaient trouvé fort mauvais qu'on eût employé leurs troupes contre le roi de France; ils se plaignaient hautement du cardinal de Sion, du pape et de tous ses ministres, et surtout de l'évêque de Veroli qui, en qualité de nonce auprès d'eux et par conséquent mieux instruit que personne des conditions auxquelles la république accordait cette infanterie, avait néanmoins plus contribué que tout autre à leur faire violer les ordres des magistrats; aussi fut-il arrêté à son arrivée à Bellinzona. Tel était alors l'état des affaires, et le pape et l'empereur pouvaient se flatter d'assurer facilement leurs conquêtes. La cour de France était hors d'état d'envoyer sitôt de nouvelles troupes en Italie, et les puissances qui venaient de soumettre Milan avec une partie de ce duché avaient assez de forces, non-seulement pour se maintenir dans leurs conquêtes, mais encore pour achever celle de tout le Milanais. Enfin le sénat de Venise était consterné de la déroute des Français et craignait de voir fondre les alliés sur la république. Toutes ces conjonctures faisaient espérer au pape que les troupes de France seraient bientôt contraintes de sortir des Etats du Saint-Siége; mais un accident imprévu changea tout-à-coup la face des affaires : ce fut la mort subite de Léon X. Ce pontife ayant appris à la Magliana, maison de campagne où il allait souvent, la nouvelle de la prise de Milan, en conçut une joie inexprimable. La nuit suivante, il fut attaqué d'une fièvre assez légère; et s'étant fait transporter le lendemain à Rome, les médecins jugèrent sa maladie sans danger; néanmoins il mourut quelques jours après. Ce fut le premier du mois de décembre. On soupçonna Barnabé Malespina, son camérier, qui faisait l'office d'échanson, de l'avoir empoisonné, et on le mit en prison; mais la chose n'alla pas plus loin. Le cardinal de Médicis, s'étant rendu à Rome, le fit mettre en liberté pour éloigner toute occasion de se brouiller davantage avec le roi de France, qu'on disait sourdement, mais sur de faibles conjectures, avoir engagé le coupable à cet attentat.

Léon X, à considérer humainement les choses, mourut au comble de la fortune et de la gloire. La conquête de Milan éloignait de ses Etats le péril qui le menaçait et mettait fin à des dépenses auxquelles il était obligé de fournir de quelque manière que ce fût, malgré l'extrême épuisement de ses finances. Peu de jours avant de mourir il avait eu la nouvelle de la réduction de Plaisance, et le jour de sa mort il apprit la conquête de Parme, places qu'il avait si vivement souhaité de recouvrer que, lorsqu'il entreprit la guerre, il dit au cardinal de Médicis qui voulait l'en dissuader que le désir de les rendre à l'Eglise était son premier motif, et que lorsqu'il les y aurait réunies il verrait venir la mort sans peine. Ce pontife, qui était un assemblage de bonnes et de mauvaises qualités, trompa l'opinion publique lorsqu'il monta sur le trône de l'Eglise; car il sut régner avec plus de politique et d'éclat qu'on ne l'avait espéré; mais il n'eut pas pour ses sujets toute la tendresse et la bonté qu'ils en avaient attendu.

Les affaires de l'empereur en Lombardie souffrirent beaucoup de la mort de Léon. En effet, il n'y avait pas le moindre doute que le roi de France, n'ayant plus à craindre ce dangereux ennemi qui par le moyen de ses finances avait seul entamé et soutenu la guerre, ne fît bientôt passer une armée en Italie et que les Vénitiens ne s'unissent à lui plus étroitement que jamais. Il ne fut donc plus question du siége de Crémone ni de Gênes, et les ministres de l'empereur, qui n'avaient fourni qu'avec peine à la solde des troupes espagnoles jusqu'alors, se voyaient dans l'obligation de congédier une partie de leur armée. Cette réforme souffrait néanmoins de grandes difficultés, Gênes, Crémone, Alexandrie, le château de Milan, les ci-

tadelles de Novare et de Trezzo, Pizzighitone, Domo-d'Ossola, Arona et tout le lac Majeur, étant encore au pouvoir de la France, qui venait d'ailleurs de rentrer dans le château de Pontremoli par la valeur de Sinibaldo de Fiesque et du comte de Noceto.

La France n'avait pas été plus heureuse au-delà des monts qu'en Italie. La ville, et peu de temps après la citadelle de Tournai avaient été prises par l'empereur, lequel y avait trouvé beaucoup d'artillerie et des munitions en abondance. Après la mort du pape on vit changer entièrement la face du Milanais, où l'on établit une nouvelle forme de gouvernement. Les cardinaux de Sion et de Médicis se rendirent en diligence à Rome pour le conclave, et les généraux de l'empereur ne gardèrent que quinze cents Suisses; le reste fut renvoyé aussi bien que l'infanterie allemande. Les troupes florentines reprirent le chemin de la Toscane. A l'égard de celles de l'Eglise, Guy Rangone en conduisit une partie à Modène; le reste demeura dans le Milanais sous les ordres du marquis de Mantoue, plutôt de leur propre mouvement que par ordre du sacré-collége, qui, plein de divisions, ne se déterminait à rien. Lautrec ayant porté ses plaintes aux cardinaux sur ce qu'il y avait encore des troupes du Saint-Siége dans ce duché contre le roi de France, qui par les services et les bienfaits sans nombre de ses prédécesseurs méritait à si juste titre la qualité de défenseur et de fils aîné de l'Eglise, il ne put en tirer d'autre réponse, sinon que le pape qui serait élu déciderait cette affaire.

L'évêque de Pistoia prit une partie des Suisses qui étaient à Plaisance et les conduisit à Modène pour la défense de cette place et de Reggio contre le duc de Ferrare. Depuis la mort de Léon, ce prince s'était mis en campagne à la tête de cent lances, deux mille hommes de pied et trois cents chevau-légers. Bondeno, Final, la montagne de Modène et la Garfagnana s'étaient volontairement remises sous son obéissance; et ayant repris presque sans peine Lugo, Bagna-Cavallo et ses autres places de Romagne, il était actuellement devant les murs de Cento.

Les Suisses du canton de Zurich restèrent à Plaisance, et comme ils ne voulurent pas se diviser, il fut impossible d'en obtenir un détachement de mille hommes pour aller défendre Parme. Ainsi cette ville restant comme à l'abandon, Lautrec, qui était à Crémone avec six cents lances et deux mille cinq cents hommes d'infanterie, voulut profiter de l'occasion pour la reprendre. Frédéric de Bozzole, dont l'avis était d'un grand poids par rapport à ce siége parce qu'il connaissait exactement le pays, contribua beaucoup à l'y déterminer, et tel fut le plan de l'entreprise. L'infanterie italienne, qui était à la solde de la France sous les ordres de Bozzole, et les troupes vénitiennes qui avaient pour chef Marc-Antoine Colonna, ce qui faisait cinq mille hommes de pied, devaient aller fondre sur la ville de Parme à l'improviste avec trois cents lances commandées par Bonneval. La garnison de la place ne consistait qu'en six cents Italiens et cinquante hommes d'armes de la compagnie du marquis de Mantoue. A la vérité le peuple était bien disposé pour l'Eglise, mais d'ailleurs presque sans armes; et redoutant les Français, il ne se ressouvenait qu'avec frayeur de la dureté avec laquelle Bozzole l'avait déjà traité. Outre cela les brèches du Codiponte n'avaient pas encore été réparées. Enfin la vacance du Saint-Siége, durant laquelle les peuples ne sont pas ordinairement fort attachés à l'Eglise, et qui rend les gouverneurs plus attentifs à leur intérêt qu'à la sûreté des places confiées à leur vigilance, était encore une circonstance favorable aux desseins de Lautrec. Une partie de troupes commandées par ce général pour le siége de Parme se rendit de nuit par le Pô à Torricella, posté à douze milles de cette place; elles y furent jointes par les gens d'armes, qui passèrent la rivière cette même nuit sur des barques qu'on avait fait venir de Crémone; Marc-Antoine Colonna devait les suivre avec l'infanterie vénitienne, qui avait ses quartiers sur l'Oglio.

François Guicciardini, que le cardinal de Médicis avait envoyé de Milan à Parme en qualité de gouverneur, ayant assemblé cette nuit même les habitants, leur distribua mille piques qu'il avait fait venir depuis deux jours de Reggio à tout événement et exhorta vivement le peuple à se défendre. Ensuite il pourvut en diligence à toutes les choses nécessaires pour soutenir un siége; il voyait bien que sa garnison était trop faible pour défendre la place sans le secours du peuple, sur qui la prudence défend de compter beaucoup dans des cas imprévus et

dans le péril. Enfin il abandonna le Codiponte, qui lui parut en trop mauvais état pour qu'il pût en fermer l'entrée aux ennemis. Les habitants de cette partie de la ville ne quittèrent qu'à regret leurs maisons; plusieurs même, combattant les motifs et l'autorité du gouverneur, soutenaient qu'on pouvait s'y défendre et ne se rendirent que lorsque l'ennemi fut devant les murs. Il ne s'en fallut même pas beaucoup que les Français, profitant de l'occasion, n'entrassent pêle-mêle avec eux dans la ville; mais ce ne fut pas la plus grande difficulté que Guicciardini eut à vaincre; il était bien autrement inquiet du défaut d'argent dans ces circonstances, qui tombaient précisément au jour où il fallait donner la paie à la garnison.

Frédéric de Bozzole entra d'abord dans le Codiponte, suivi de trois mille hommes d'infanterie et de quelques chevau-légers. Bonneval et Marc-Antoine Colonna n'arrivèrent que le jour suivant, le premier avec les lances françaises et le second avec deux mille hommes de pied vénitiens. Ils n'avaient d'autre artillerie que deux *sacres;* car il n'était pas possible de voiturer de gros canons dans le voisinage du Pô, où les chemins sont impraticables en hiver. Ils n'auraient pu en faire venir qu'avec beaucoup de temps, ce qui eût fait manquer l'entreprise, dont la réussite dépendait principalement de l'activité et de la diligence à prévenir les secours qu'ils craignaient vainement qu'on n'envoyât de Modène ou de Plaisance à Parme. Cependant le peuple croyait que Bonneval et Marc-Antoine avaient de grosses pièces d'artillerie. Cette opinion s'était formée sur le rapport des paysans réfugiés dans la ville et sur l'erreur de quelques Parmesans que Frédéric avait faits prisonniers aux environs de la place et remis en liberté après leur avoir fait adroitement insinuer cette fausseté par quelques bannis de Parme qu'il avait avec lui. Ils ajoutaient que ces deux officiers avaient beaucoup plus de troupes qu'ils n'en avaient en effet. Cette prévention avait tellement abattu le peuple que non-seulement la multitude, mais même le conseil de la ville, pria le gouverneur de consentir qu'ils capitulassent pour éviter de tomber entre les mains des ennemis et pour se garantir du pillage. Guicciardini employa la raison et les plus vives instances pour les rassurer. Après de longues contestations sur ce sujet, il survint une nouvelle difficulté. Les soldats demandèrent la paie, et, se mutinant, furent sur le point de sortir de la ville. Les habitants avaient promis de fournir une partie des fonds nécessaires. Le gouverneur, voyant qu'ils ne se mettaient pas en peine de tenir parole, leur représenta que, quel que fût l'événement, ils pouvaient s'assurer pour jamais la protection du Saint-Siége en lui donnant actuellement cette marque d'attachement, et les ayant persuadés, il apaisa la mutinerie des soldats. Mais la frayeur du peuple s'augmentant de plus en plus et les troupes voyant que leur petit nombre les mettait à la discrétion des habitants, et craignant d'être attaquées par-dedans et par-dehors en même temps, elles témoignèrent une extrême envie de se dérober au péril par la capitulation. Guicciardini eut alors besoin de toute sa fermeté; il leur représenta qu'il partageait le danger avec eux et dit aux principaux de la ville « que leur crainte était sans fondement; qu'il était sûr que les ennemis n'avaient point de grosse artillerie, sans quoi néanmoins il était absolument impossible de forcer la ville; que la jeunesse de Parme, jointe à la garnison, serait plus que suffisante pour repousser de plus grandes forces; qu'il avait dépêché un courrier à Modène, où Vitello et Rangone étaient avec leurs troupes et les Suisses; qu'il ne doutait pas que l'intérêt de leur propre gloire et la crainte de la prise de Parme, dont la perte pouvait avoir de funestes suites, ne les engageassent à faire partir des secours qui ne pouvaient pas tarder plus d'un jour à venir; qu'il avait aussi envoyé à Plaisance, d'où il avait eu de favorables réponses; qu'ils considérassent que Léon X, son bienfaiteur, étant mort, il n'y avait aucune raison particulière qui l'obligeât à s'exposer de gaîté de cœur à un péril aussi certain que celui qu'ils se figuraient; qu'en effet le passé était une preuve sans réplique que les ministres d'un pape n'avaient rien à espérer de son successeur; que même le nouveau pontife serait peut-être ennemi de Florence, sa patrie; qu'aucun motif public ni personnel ne lui faisait désirer de voir croître la puissance des papes; qu'il pourrait même se trouver dans la nécessité de souhaiter leur abaissement; qu'il n'avait à Parme ni femme, ni enfants, ni biens qui lui fissent craindre l'insolence ou l'avarice des Français en cas que la ville voulût rentrer sous leur

domination; qu'ainsi, n'espérant rien de la défense de Parme et n'ayant rien à craindre de la part de l'ennemi, s'ils capitulaient, aucun des maux que les Français leur avaient déjà fait souffrir, devant au contraire partager les malheurs des habitants si la place était forcée, ils devaient bien s'imaginer que sa fermeté ne venait que de la certitude où il était que les ennemis, faute de grosse artillerie, ne pouvaient s'emparer de la ville par la force; qu'enfin, s'il y avait le moindre lieu de douter, lui-même, par le penchant qu'ont naturellement tous les hommes à se mettre en sûreté, il aurait proposé de capituler, et cela avec d'autant plus de facilité que, vu l'impuissance où il était de s'opposer à la volonté du peuple et surtout pendant la vacance du Saint-Siége, on ne pourrait le rendre responsable de leur démarche. »

Ce fut par ces raisons exposées en public aussi bien qu'en particulier, et par diverses manœuvres, qu'il amusa les habitants pendant toute la nuit. Il n'en usait ainsi que parce qu'il s'était aperçu que, malgré la crainte qu'ils avaient que leur ville ne fût emportée d'assaut et mise au pillage, ils ne voulaient pas se rendre sans son aveu, de peur de passer pour rebelles. Enfin, à la pointe du jour, fête de saint Thomas, on vit clairement par le calibre des boulets tirés par les assiégeants qu'ils n'avaient que de faible artillerie.

Alors le gouverneur assembla le conseil, se flattant de trouver les esprits rassurés; mais la frayeur était au contraire fort augmentée, parce qu'on croyait le péril plus pressant; c'est pourquoi, sans vouloir rien entendre, on passa des plus vives instances aux protestations et presque aux menaces pour l'obliger à capituler. Guicciardini leur répondit avec fermeté que, puisque sa garnison n'était pas assez forte pour les contenir, du moins l'infamie dont ils étaient sur le point de se couvrir par la révolte et l'infidélité vengerait l'injure qu'ils allaient faire au Saint-Siége et à son ministre. Ensuite il leur reprocha hautement l'atteinte que cette conduite portait au serment qu'ils avaient prêté peu de jours auparavant entre ses mains au Saint-Siége dans la grande église. Enfin il protesta que lors même qu'il les verrait prêts à lui donner la mort ils ne viendraient jamais à bout d'arracher le lâche consentement qu'ils exigeaient, tant qu'il n'arriverait point de nouvelles troupes ou de grosse artillerie à l'ennemi, ou s'il ne survenait quelque incident qui rendît le péril plus grand que l'espérance qu'il avait de repousser les Français.

Après cette réponse il sortit du conseil pour disposer tout le nécessaire en cas que les ennemis donnassent l'assaut ce jour-là, comme on s'y attendait. Le conseil fut long-temps incertain sur le parti qu'il prendrait; mais enfin la peur, plus forte que tout autre sentiment, les fit résoudre à se rendre. Ils envoyèrent donc quelques-uns d'entre eux dire au gouverneur que, s'il refusait toujours de consentir à leur salut, ils étaient déterminés à l'assurer sans lui; mais à peine ces députés abordaient le gouverneur qu'on entendit les cris des corps-de-garde des portes et des troupes qui étaient sur le rempart et les cloches de la plus haute tour. C'était le signal que l'ennemi, sortant du Codiponte, s'avançait pour donner l'assaut. Alors Guicciardini se tournant vers les députés, qui n'avaient pas encore parlé : « Messieurs, leur dit-il, il n'est plus temps de songer à vous rendre; il s'agit maintenant de faire une vigoureuse défense ou d'être honteusement forcés et de subir les horreurs du pillage et de la prison, à moins que vous ne vouliez imiter Ravenne et Capoue, qui se virent en proie à la barbarie du soldat tandis qu'elles capitulaient. Jusqu'ici j'ai fait tout ce qu'un homme seul pouvait faire, et j'ai trouvé le moyen de vous mettre dans l'heureuse nécessité de vaincre ou de mourir. Si je pouvais moi seul repousser l'ennemi, je ne balancerais pas à le faire; mais cela ne se peut sans votre secours. Ainsi, messieurs, défendez aujourd'hui votre propre vie, vos biens, l'honneur de vos femmes et vos enfants avec une aussi vive ardeur que l'était tout à l'heure votre empressement à courir sans nécessité au-devant du joug des Français, qui, comme vous ne l'ignorez pas, sont vos plus mortels ennemis. » Ensuite, poussant son cheval d'un autre côté, il les laissa dans un grand embarras et persuadés qu'il n'était plus temps de chercher des expédients. Il fallut donc songer à la défense.

Les ennemis, qui avaient apporté beaucoup d'échelles, voulurent escalader un bastion que Frédéric de Bozzole avait fait construire vers le Pô dans le temps qu'il était assiégé dans Parme; ils attaquèrent aussi la porte qui regarde

Reggio, et dans le même temps appliquèrent les échelles à deux autres endroits. La ville courait d'autant plus de risque que les ennemis, encouragés par leurs officiers et surtout par Frédéric, combattaient avec ardeur, au lieu que les habitants, saisis de frayeur, n'osaient approcher des remparts et s'étaient la plupart enfermés dans leurs maisons, où ils n'attendaient plus que la ruine de la patrie. Cette consternation et les différentes attaques durèrent pendant quatre heures; cependant le péril vint à diminuer insensiblement, tant à cause de la lassitude des assiégeants que des blessures qu'ils remportaient. D'un autre côté les habitants, ranimés par le courage de la garnison, accoururent en foule sur les remparts, et l'assaut durait encore, que tous, jusqu'aux moines, combattaient avec ardeur. Plusieurs femmes même voulurent partager la gloire du péril en portant jusque sur les murs des rafraîchissements à leurs défenseurs. Le gouverneur eut grand soin que rien ne manquât de ce qui était nécessaire pour la défense. Alors les Français, désespérant du succès, se retirèrent dans le Codiponte après avoir perdu beaucoup de monde. Le lendemain ils levèrent le siége, et après être restés deux jours aux environs de Parme ils repassèrent le Pô. Frédéric de Bozzole, auteur de cette expédition, assura qu'il ne s'était flatté de réussir que sur la fausse idée qu'il avait eue qu'un gouverneur qui ne faisait que d'arriver à Parme, et qui d'ailleurs n'était pas homme de guerre, voulût, après la mort du pape qu'il servait, s'exposer au péril sans espoir de récompense, au lieu de se mettre en sûreté, comme il le pouvait, sans blesser l'honneur ni le devoir.

Les affaires des Français en Italie souffrirent beaucoup de ce mauvais succès; car le Milanais s'encouragea par l'exemple de Parme à leur résister, surtout depuis qu'on sut que cette ville, sans autre secours qu'une faible garnison, avait eu la gloire de les repousser. Et en effet la place n'avait reçu aucun secours ni de Plaisance ni de Modène. Rangone s'était excusé d'envoyer des troupes, sous prétexte du péril où Modène pourrait se trouver de la part du duc de Ferrare si l'on affaiblissait sa garnison, ce prince pouvant fondre sur cette place tout-à-coup, quoiqu'il eût été repoussé de devant Cento par les Bolonais et que l'approche des Suisses l'eût obligé à se retirer de Final. L'évêque de Pistoia, flottant entre les instances de Guicciardini et les sollicitations de Vitello qui, pour son intérêt personnel[1], le pressait de marcher en Romagne avec les Suisses, afin de couper le passage au duc d'Urbin, avait été si long-temps à se déterminer qu'il ne put contenter ni l'un ni l'autre. Ainsi Parme se défendit sans aucun secours étranger, et le duc d'Urbin ne rencontra point d'obstacles dans sa route, les Suisses qui s'ennuyaient enfin de n'être pas payés n'ayant pas voulu marcher contre lui.

Ce prince avait uni ses forces aux troupes de Malatesta et d'Horace Baglione frères, dont le but était de rentrer dans Pérouse, leur patrie. Tout ce qu'il put obtenir des Vénitiens et des Français fut que ces derniers permirent à ceux de leurs soldats qui voudraient aller à cette expédition de l'y suivre, et que les premiers donnèrent un congé aux Baglione qui étaient au service de la république. Le duc et ses deux alliés avaient rassemblé à Ferrare deux cents gens d'armes, trois cents chevau-légers et trois mille hommes de pied qui les suivaient par affection ou par l'espérance du pillage. Ils passèrent de Ferrare à Lugo par le Pô, et ne trouvant aucun obstacle dans l'Etat de l'Eglise, ils ne se furent pas plus tôt approchés du duché d'Urbin que le duc, rappelé par les vœux du peuple, se remit en possession de ses Etats, à l'exception des places[2] soumises aux Florentins. Il entra même dans la ville de Pesaro avec une égale facilité, et peu de jours après dans la citadelle. Ensuite, profitant de son bonheur, il chassa de Camerino Jean-Marie de Varano, ancien seigneur de cette ville, qui s'était fait décorer du nom de duc par Léon X. La Rovere donna la seigneurie de cette ville à un jeune homme de la même famille, nommé Sigismond, qui prétendait y avoir plus de droit que Jean-Marie. Ce dernier, au pouvoir de qui la citadelle demeura, prit le parti de se réfugier dans Aquila.

Après cette expédition, la Rovere marcha contre Pérouse avec Malatesta et Horace Baglione. Les Florentins, uniquement par déférence pour le cardinal de Médicis, avaient pris

(1) A cause de la ville de Città-di-Castello, dont le duc d'Urbin pouvait s'emparer.

(2) C'était le Montefeltro.

la défense de cette ville. Médicis n'aimait ni le duc d'Urbin ni les Baglione; sa haine venait de la crainte que leur voisinage ne portât atteinte à l'autorité dont il jouissait à Florence. D'ailleurs, aspirant au pontificat, il cherchait à se faire regarder comme le seul défenseur des Etats de l'Eglise pendant la vacance du Saint-Siége. Les cardinaux, divisés entre eux par les brigues et l'ambition, ne se mettaient guère en peine de défendre la Lombardie, la Toscane ni les autres Etats du Saint-Siége, et même quand ils y auraient pensé, il eût été difficile de le faire, car on ne trouva rien dans les coffres du pape. Léon X avait non-seulement dissipé les trésors accumulés par son prédécesseur et les sommes immenses qu'il avait tirées de la vente des offices dont la création avait diminué de quarante mille ducats de rente les revenus ordinaires de l'Eglise, mais il avait encore laissé de grandes dettes et mis en gage les pierreries et d'autres riches effets du trésor pontifical. Ce fut à cette occasion que quelqu'un dit avec finesse que la mort des autres papes était le terme de leur pontificat, mais que le règne de Léon X durerait encore long-temps après la sienne.

Dans ces circonstances, le sacré-collége se contenta d'envoyer l'archevêque Orsino[1] à Pérouse pour concilier les Baglione entre eux; mais ce fut inutilement, car, outre que ce prélat était suspect à Gentile à cause de l'alliance de la maison des Orsini[2] avec les enfants de Jean-Paul, il proposa d'ailleurs des conditions qui ne purent le rassurer contre le péril. C'est pourquoi le duc d'Urbin, Malatesta et Horace Baglione, de concert avec Camille Orsino qui venait de se joindre à eux avec quelques volontaires, allèrent camper à Ponte-San-Janni le 30 décembre, d'où, s'étendant jusqu'à la Bastia et dans les places voisines, ils tenaient jour et nuit la ville de Pérouse en alarme. Outre cinq cents hommes d'infanterie que Gentile avait pris à sa solde, les Florentins, à la faveur de l'expédition du duc d'Urbin contre Pesaro, avaient eu le temps de mettre cette ville en défense et y avaient envoyé Guy Vaïna avec deux mille hommes de pied et cent chevau-légers, et Vitello avec cent vingt hommes d'armes et cent chevau-légers.

(1) Robert, archevêque de Reggio.

(2) Camille Orsino, son frère, avait épousé une fille de Jean-Paul Baglione.

Cependant les confédérés et les Français se tenaient dans l'inaction de part et d'autre, et toutes les opérations de la guerre se bornaient à des courses réciproques. Les Français, qui étaient à Crémone au nombre de deux mille hommes de pied, désolaient le Plaisantin et le Parmesan à la faveur d'un pont qu'ils avaient jeté sur le Pô. A la vue de ces désordres, les officiers généraux pressèrent Prosper de se déterminer à quelque expédition. C'est pourquoi il fit mettre l'artillerie en marche pour faire le siége de Trezzo; mais il abandonna ce projet, sous prétexte de n'engager l'armée dans aucune affaire qui pût l'empêcher de veiller à la sûreté des Etats de l'Eglise contre les Français. Mais la conduite de ce général démentait ses discours; car lorsqu'il apprit le siége de Parme, bien loin de faire la moindre démarche en faveur de cette ville, il dit qu'il fallait attendre l'événement, et depuis, lorsque les troupes suisses du canton de Zurich laissèrent Plaisance à l'abandon pour obéir à l'ordre de leurs magistrats, il s'opposa au marquis de Mantoue qui voulait y conduire les troupes qu'il avait à Milan. Ce prince ne laissa pas de se rendre dans Plaisance avec de l'infanterie qu'il tira de ses Etats, et ayant emprunté de l'argent afin d'y faire subsister ses troupes, il eut la gloire de la conserver au Saint-Siége. Pendant ces divers mouvements, le sacré-collége différa l'élection d'un pape pour donner le temps aux cardinaux absents de se rendre à Rome. Prosper Colonna fit arrêter dans le Milanais le cardinal d'Ivrée[1] qui était favorable à la France; mais le sacré-collége ayant donné un décret pour différer l'élection jusqu'à ce qu'on eût relâché ce cardinal, Prosper lui rendit la liberté.

Le conclave ayant donc été résolu pour le 27 décembre, au lieu qu'il n'y avait eu que vingt-quatre cardinaux à l'élection de Léon X, on en compta trente-neuf dans cette occasion, ce qui fut un effet de la nombreuse promotion faite par ce pontife.

(1) Boniface Ferrerio. Il fut évêque d'Ivrée en 1499, et Léon X lui donna le chapeau en 1517. Il résigna son évêché à Philibert Ferrerio, son neveu, l'année suivante, et garda néanmoins le nom de cardinal d'Ivrée jusqu'à sa mort, arrivée en 1543.

CHAPITRE V.

Révolution de Pérouse. Le cardinal de Tortose est élu pape et prend le nom d'Adrien VI. Troubles en Toscane. Tranchées faites par Prosper Colonna contre la forteresse de Milan. Jean de Médicis à la solde des Français. François Sforze descend de Trente dans le Milanais avec six mille Allemands. Il entre à Milan. Prosper Colonna va au secours de Pavie et oblige Lautrec d'en lever le siége. Lautrec va à Crémone pour la défendre. Lescun sort de Crémone et la rend. Gênes est prise et pillée par les Espagnols. Lescun rentre en France. Mouvements à Bologne et en Toscane.

Le commencement de l'année 1522 fut marqué par la révolution de Pérouse. La lâcheté des assiégés ne contribua pas moins à la prise de cette ville que la valeur des assiégeants. Ces derniers ayant reçu un renfort considérable de volontaires qui faisaient monter leur armée au nombre de deux cents lances, trois cents chevau-légers et cinq mille hommes d'infanterie, et s'étant saisi du faubourg de Saint-Pierre abandonné par les assiégés, tentèrent d'escalader les portes de Saint-Pierre, de Sogli et de Brogni, et de plusieurs autres endroits. Avant d'entamer l'affaire ils mirent en batterie sept pièces de campagne fournies par le duc de Ferrare, et dont ils se servirent pour écarter les assiégés de dessus le rempart. L'assaut commença dès la pointe du jour et dura presque toute la journée à plusieurs reprises. Les assiégeants pénétrèrent même dans la place en deux ou trois différents endroits; mais ils furent toujours repoussés avec perte, quoiqu'ils n'eussent que la garnison en tête, tandis que le peuple se tenait dans l'inaction. Ce favorable succès fit espérer à Gentile et au commissaire florentin qu'ils ne seraient pas moins heureux dans la suite; mais la lâcheté de Vitello changea bientôt la face des affaires, car, soit crainte que le peuple mieux disposé pour les enfants de Jean-Paul que pour Gentile ne se déterminât en leur faveur, soit que l'avantage qu'avait l'ennemi d'occuper le faubourg de Saint-Pierre lui parût plus grand qu'il n'était en effet, soit enfin que la haine qu'il n'ignorait pas que le duc d'Urbin et les Baglioni lui portaient le fit trembler pour sa vie si la ville venait à être forcée, il déclara qu'il était résolu de se retirer. Les autres officiers de la garnison s'efforcèrent en vain de le faire changer; il répondit que sa présence était désormais inutile à Pérouse à cause d'un coup de feu qu'il avait reçu au petit doigt du pied et qui l'obligeait à garder le lit. On eut beau lui représenter les suites fâcheuses de sa retraite dans l'esprit des soldats et des habitants, il persista dans ses craintes, qu'il communiqua même au reste des officiers qui se retirèrent tous cette nuit à Città-di-Castello. Les Baglioni furent aussitôt reçus dans Pérouse. Cette révolution surprit extrêmement ceux à qui l'on avait écrit l'heureux succès du jour précédent.

Cependant la division régnait toujours dans le conclave. Le cardinal de Médicis, que la réputation de sa puissance, ses richesses et la gloire dont la conquête de Milan venait de le couvrir rendaient recommandable, brûlait de monter sur le trône de l'Eglise. C'est pourquoi il s'était assuré de quinze cardinaux dont il devait les suffrages, en partie à l'intérêt, en partie à l'affection, en partie à la reconnaissance des bienfaits de Léon X, et en partie enfin à l'ambition; car quelques-uns se flattaient d'obtenir son appui pour le remplacer s'il venait à échouer dans son dessein qui souffrait en effet de grandes difficultés. Il paraissait dangereux à un grand nombre de cardinaux de choisir deux papes sans interruption dans la même famille, ce qui serait en quelque façon commencer à rendre le pontificat héréditaire. Les vieux qui prétendaient à cette grande place s'opposaient surtout à l'élection de Médicis et ne pouvaient souffrir que le choix tombât sur un homme qui n'avait pas cinquante ans. D'ailleurs toute la faction française et quelques-uns même des impériaux étaient contraires à son exaltation depuis que le cardinal Colonna[1], qui d'abord avait paru le favoriser, s'était hautement déclaré contre lui. Enfin il ne devait rien espérer des mécontents du règne de Léon X. Tous ces obstacles ne purent détruire ses espérances. Il se flattait que, disposant de plus d'un tiers du conclave, il ne serait pas possible de faire un choix tant que sa faction demeurerait unie, et qu'enfin ses ennemis, ou rebutés de ces longueurs, ou désunis, seraient forcés de se rendre. Il y en avait effectivement plusieurs à qui le grand âge ne permettait pas de supporter long-temps les incommodités du conclave. Médicis avait encore une autre raison d'espérer. Les cardinaux s'accordaient bien à rejeter son élection; mais, divisés sur tout autre choix, chacun ambitionnait la tiare pour soi ou pour

(1) Pompée Colonna.

un ami, et les plus opiniâtres étaient résolus de ne céder à personne.

Dans ces circonstances la révolution de Pérouse fléchit un peu l'opiniâtreté du cardinal de Médicis. Petrucci[1], l'un de ses partisans, qui était à la tête du gouvernement de Sienne, craignant pour son autorité dans son absence et que le duc d'Urbin ne voulût assiéger cette ville, comme le bruit en courait, pressa l'élection du pape. Il fit entendre à Médicis que s'il arrivait quelque changement à Sienne, la ville de Florence pourrait s'en ressentir, et il le détermina par ses instances à se désister de ses prétentions sans que ni l'un ni l'autre jetassent les yeux sur aucun cardinal en particulier.

Telle était la situation des choses lorsqu'un matin[2], comme on était sur le point d'aller au scrutin selon l'usage, quelqu'un proposa le cardinal de Tortose[3], nommé Adrien, Flamand de nation, autrefois précepteur de Charles V et depuis cardinal sous le pontifica de Léon X à la sollicitation de ce prince, dont il était actuellement premier ministre en Espagne. Personne ne songeait sérieusement à l'élection d'Adrien, et il ne fut proposé que pour passer le temps; mais comme il y eut quelques suffrages en sa faveur, le cardinal de Saint-Sixte ne cessa de parler avec éloge des vertus et de la science de ce cardinal. Quelques cardinaux se joignirent à Saint-Sixte, qui vit tout le conclave passer successivement à son avis avec tant de rapidité que cette prompte détermination fut plutôt l'effet d'un mouvement spontané que l'ouvrage de la réflexion. En effet il n'y en avait pas un seul qui pût dire le motif qui, dans des temps si difficiles et si orageux, l'avait engagé à donner sa voix à un Barbare[4] éloigné de Rome d'une si longue distance, et qui, n'ayant jamais rendu de services au Saint-Siége ni même eu la moindre liaison avec aucun des cardinaux dont il était à peine connu de nom, n'avait jamais vu l'Italie et ne songeait pas même à la voir. Dans cette impossibilité de justifier humainement une élection si bizarre, ils l'attribuèrent au Saint-Esprit, dont l'inspiration, disaient-ils, détermine toujours les suffrages dans le conclave[1]. Adrien apprit son exaltation dans la ville de Victoria en Biscaie, et, conservant son premier nom, il voulut être appelé Adrien VI.

Cependant, le duc d'Urbin et ses alliés ayant laissé Malatesta à Pérouse où le séjour de l'armée nuisit beaucoup à leurs autres desseins, et après avoir tiré de l'argent des amis qu'ils avaient dans cette ville et à Todi où Camille Orsino avait rétabli les bannis, ils marchèrent vers Sienne avec Lactance Petrucci, que Léon X avait dépouillé de l'évêché de Soana[2]. Borghèse et Fabio, fils de Pandolphe Petrucci, retenus à Naples par les ministres de l'empereur, ne purent se trouver à cette expédition. La régence de Sienne n'avait d'autre ressource que dans le secours de Florence, sur lequel elle comptait, à la faveur de ses liaisons avec le cardinal de Médicis. En effet, ce cardinal engagea ses amis, qui gouvernaient la république en son absence, à faire partir aussitôt pour Sienne Guy Vaïna avec cent chevau-légers et des fonds pour lever de l'infanterie, qu'on devait joindre à celle qui était au service des Siennois; ils s'étaient encore assurés quelques jours auparavant de secours bien plus considérables; car lorsque le duc d'Urbin et les Baglioni marchèrent contre la ville d'Urbin, Florence, craignant pour la Toscane, avait entamé une négociation avec les troupes suisses du canton de Berne qui, refusant de passer dans leur pays, étaient restées à Bologne avec l'évêque de Pistoia au nombre d'un peu plus de mille hommes. Ce prélat, qui avait dessein d'offrir ces troupes au pape qui serait élu, fit tant naître de difficultés que l'affaire tira en longueur; mais il se rendit enfin, et le traité fut conclu avec les Florentins, auxquels ces

(1) Raphaël Petrucci.

(2) Le 9 janvier.

(3) C'était Adrien Florent, surnommé Boyens, né d'une famille obscure en Hollande l'an 1459. La réputation qu'il s'acquit dans l'Université de Louvain engagea l'empereur Maximilien à lui confier le soin des études de Charles, archiduc d'Autriche, son petit-fils. Ferdinand, roi d'Espagne, lui donna dans la suite l'évêché de Tortose, et Léon X le fit cardinal le 1er juillet 1517.

(4) C'est ainsi, comme on l'a déjà vu plusieurs fois, que les Italiens appelaient alors tous les étrangers.

(1) *Della quale estravaganza*, dit l'auteur, *non potendo con ragione alcuna escusarsi, trasferivano la causa nello Spirito Santo, solito, secondo dicevano, ad inspirare nella elezione dei pontifici i cuori dei cardinali.*

(2) Il y fut rétabli par Adrien VI, qui le déclara injustement accusé de participer à la conspiration d'Alphonse Petrucci contre Léon X.

secours coûtèrent beaucoup, ayant été obligés de prendre encore à leur solde quatre cents lansquenets qui s'étaient joints aux Suisses. D'ailleurs ils avaient donné ordre à Jean de Médicis, qui était en Lombardie, de revenir; ils se flattaient que toutes ces forces seraient suffisantes pour défendre la ville de Sienne, pourvu qu'elles arrivassent à temps. Cette ville courait alors de grands risques. La meilleure partie du peuple, ennemie du gouvernement de Petrucci et d'ailleurs animée de son ancienne haine contre Florence, ne voyait qu'avec chagrin les troupes de cette république entrer dans Sienne. D'ailleurs le cardinal Petrucci était absent, et quoique François, son neveu, s'efforçât de le remplacer, il était bien loin de posséder la grande autorité de son oncle. Aussi dès que le duc d'Urbin fut sur le territoire de Sienne, on lui envoya des députés sans que les principaux membres de la régence s'y opposassent. C'était dans la vue d'éviter le péril qui les menaçait ou de tirer les choses en longueur de quelque façon que ce pût être. La Rovere exigea d'abord trente mille ducats et que la forme du gouvernement fût changée; ensuite il modéra ses prétentions et devint si traitable qu'il y avait tout lieu de croire que la régence traiterait avec ce prince de son propre mouvement ou forcée par le soulèvement du peuple; mais les choses changèrent bientôt de face. Il arrivait de moment à autre des troupes de Florence, et l'on reçut en même temps la nouvelle que Jean de Médicis s'avançait avec les Suisses. Les partisans de Petrucci se rassurèrent et rompirent la négociation. Le duc d'Urbin, sans perdre de temps, se présenta devant les murs de Sienne; mais comme toute son armée ne montait qu'à sept mille hommes de nouvelle milice et qu'il n'espérait plus faire un traité, et les Suisses devant d'ailleurs arriver le lendemain, il ne jugea pas à propos de rester plus d'un jour devant cette place et se retira dans son duché.

Après cette expédition, les troupes de Florence marchèrent à Pérouse avec beaucoup d'empressement, et cette république saisit l'occasion d'obliger le sacré-collége, qui avait gouverné les Etats du Saint-Siége pendant l'absence du pape et avait sollicité ces secours; aussi le cardinal de Cortone, que Léon X avait nommé légat de Pérouse, se trouva-t-il en personne à l'armée. Cependant les cardinaux étaient toujours aussi divisés et aussi peu constants depuis l'élection d'un pape qu'ils l'avaient été dans le conclave; ils paraissaient même plus désunis. Ils étaient convenus que trois d'entre eux, sous le nom de *Priori*, auraient soin des affaires pendant un mois et seraient remplacés par trois autres, ce qui devait se pratiquer jusqu'à l'arrivée d'Adrien. La fonction de ces trois ministres était d'assembler le sacré-collége et de faire exécuter ses résolutions. Ceux qui furent nommés les premiers à cet emploi, n'étant pas favorables au cardinal de Médicis qui était parti pour Florence d'abord après l'élection du pape, dirent hautement qu'on ne devait pas souffrir que les troupes de Florence entrassent en armes dans les Etats du Saint-Siége. Elles avaient déjà mis au pillage la ville de Passignano qui leur avait fermé ses portes. Ensuite, ayant pris leur poste à Olmo, place à trois milles de Pérouse dont elles comptaient s'emparer bientôt, elles reçurent en cet endroit de la part des trois cardinaux l'ordre de se retirer. Il y a toute apparence qu'elles n'y auraient pas déféré si l'on n'eût reconnu le peu de fondement des espérances qu'on avait conçues. En effet, les Baglioni avaient fait entrer un grand nombre de soldats à Pérouse, et le peuple leur était plus favorable qu'à Gentile, qui était dans l'armée; c'est pourquoi, prenant une seconde fois prétexte des ordres du sacré-collége, elles sortirent du Pérousin après avoir inutilement tenté la voie de la négociation, et reprirent sans peine le Montefeltro qui, excepté San-Leo et le fort de Maïolo, avait reçu le duc d'Urbin; après quoi l'on mit bas les armes de part et d'autre, comme par une convention tacite, le duc n'étant pas en état de soutenir la guerre contre Florence et cette république n'ayant aucun intérêt de la faire à ce prince. Le sacré-collége, où les ennemis du cardinal de Médicis dominaient, venait de signer un traité par lequel le duc, jouissant de ses Etats jusqu'à l'arrivée du pape en Italie, s'obligeait à n'inquiéter dans cet intervalle ni les Florentins ni les Siennois, et à ne contracter aucun engagement avec personne.

Pendant que toutes ces choses se passaient à Rome et ailleurs, les impériaux et les Français, faute d'argent d'un côté et de troupes de l'autre, demeuraient dans l'inaction. L'armée de

'empereur, voyant qu'on ne la payait pas, re-fusa de quitter ses quartiers, et l'on ne put envoyer que la compagnie de Jean de Sassatello, avec quelques autres soldats et quelques habitants du Milanais, contre Alexandrie. Sassatello, préférant des espérances incertaines à des avantages actuels, avait quitté dès le commencement de cette guerre le service des Vénitiens pour se mettre à la solde du duc de Milan, qui n'était pas encore rentré dans ses Etats. La témérité des Guelfes d'Alexandrie, qui faisaient la principale force de la place, facilita cette entreprise qui d'abord avait paru pleine d'obstacles. En effet, les assiégés, ayant fait une sortie qui leur réussit mal, se retirèrent avec tant de désordre que l'ennemi entra pêle-mêle avec eux dans la ville et la mit au pillage. Peu de jours après on vint à bout de chasser aussi facilement quelques troupes françaises que la faction guelfe avait fait entrer dans la ville d'Asti.

Tel était alors l'état de la guerre en Lombardie. Le gros des deux armées paraissait enseveli dans une espèce de léthargie, à laquelle, selon toutes les apparences, allaient succéder de violentes secousses. Il y avait eu de grandes contestations dans la diète des Suisses touchant les demandes de la France. Les cantons de Zurich et de Schwits s'étaient ouvertement déclarés contre cette couronne. Lucerne ne respirait que le service du roi; à l'égard des autres, ils n'étaient pas d'accord avec eux-mêmes. L'avidité de quelques particuliers, dont les uns exigeaient des pensions et les autres qu'on payât d'anciennes dettes, avait fait traîner les choses en longueur; mais le roi avait enfin obtenu les troupes qu'il demandait pour chasser les impériaux du Milanais, et déjà le Bâtard de Savoie[1] et Galéas de San-Severino, grand-écuyer, marchaient en Lombardie avec plus de dix mille hommes de cette nation par les montagnes du Saint-Bernard et du Saint-Gothard. D'un autre côté l'empereur, ayant engagé le roi d'Angleterre à lui prêter une somme considérable pour se mettre en état de résister, donna ordre à Jérôme Adorne de lever six mille lansquenets à Trente et de les conduire à Milan. Cet officier était encore chargé de prendre avec lui François Sforze, dont on croyait que la présence animerait les peuples à bien défendre leurs villes, où l'on faisait des vœux ardents pour le retour de ce jeune prince; d'ailleurs on voulait se servir de son nom pour tirer plus facilement les deniers dont on avait un extrême besoin. La ville de Milan, n'étant pas encore instruite de cet ordre de l'empereur, avait aussi envoyé de l'argent à Trente pour lever quatre mille hommes d'infanterie; et ces troupes s'étant trouvées prêtes à l'arrivée d'Adorne, il se mit d'abord en marche à leur tête, laissant des ordres pour la levée des six mille qu'il devait faire lui-même; son dessein était de se rendre à Côme par la Valteline; mais n'ayant pu obtenir le passage des Grisons, il surprit la vigilance des chefs vénitiens[1] qui étaient à Bergame, et passa par le territoire de cette ville et par la Ghiara-d'Adda. Dès qu'il eut conduit ces troupes à Milan, il reprit le chemin de Trente pour exécuter les ordres de l'empereur.

Cependant on n'oubliait rien pour aigrir davantage le peuple de Milan contre les Français, dans la vue de le disposer à se bien défendre et à payer plus facilement les contributions qu'il faudrait nécessairement imposer pour subvenir aux frais de la guerre. Pour y parvenir, Morone supposa des lettres, des envoyés, et il n'y eut sorte d'artifice qu'il n'inventa; mais André Barbato, religieux de l'ordre de Saint-Augustin, y réussit en chaire au-delà de tout ce qu'on peut imaginer; on allait en foule à ses sermons. Il ne cessait d'exhorter le peuple à défendre avec courage la liberté de la patrie contre des Barbares ses irréconciliables ennemis, depuis que la bonté du ciel avait délivré cette ville du joug de ces tyrans; ensuite il les animait par l'exemple de Parme, ville faible et peu considérable par rapport à celle de Milan, et rappelait les noms de leurs ancêtres qui s'étaient signalés dans toute l'Italie. Il leur représentait le devoir de vrais citoyens envers la patrie; que si des païens, ajoutait-il, qui n'avaient pour objet qu'une gloire fragile et périssable, s'étaient dévoués à la mort en faveur du pays, de quel amour de la patrie ne devaient pas brûler des chrétiens qu'un si généreux sacrifice immortalisait sur la terre et

(1) René de Savoie. Il avait été revêtu de cette charge en 1519, après la mort d'Artus Gouffier.

(1) L'auteur les appelle *Rettori*.

faisait jouir du bonheur des saints dans l'éternité; qu'ils se fissent une affreuse image de leur situation si la ville venait à être forcée par les Français; que si cette fière nation les avait traités si cruellement sans être offensée, avec quelle animosité ne se ressentirait-elle pas des injures qu'elle prétendait avoir reçues; que ne se bornant pas à faire expirer le peuple de Milan au milieu des plus affreux tourments et à s'enrichir du pillage de cette ville, elle ne se croirait pleinement vengée que par l'entière extinction du nom milanais et qu'en renchérissant sur la férocité de Frédéric Barberousse. Ces véhémences rendirent la haine du peuple contre les Français si vive, et la crainte de tomber entre leurs mains si présente, qu'il fallut moins exciter son ardeur que la modérer.

Tandis qu'on faisait jouer ces ressorts, Prosper s'occupait à mettre la ville de Milan en étatde soutenir un siége. Il comptait s'y renfermer et s'y défendre quelques mois, lors même qu'il ne pourrait avoir les six mille Allemands qui devaient être levés à Trente. Il pourvut aussi à la sûreté des autres places. Philippe Torniello se rendit à Novarre avec deux mille hommes d'infanterie, et Monsignorino Visconti[1] dans Alexandrie avec quinze cents hommes tous Italiens, qui ne recevant point de paie subsistaient aux dépens du peuple; on envoya aussi à Pavie deux mille lansquenets et mille Italiens, sous les ordres d'Antoine de Lève. Prosper garda sept cents lances, autant de chevau-légers et douze mille hommes d'infanterie pour la défense de Milan. Il était à craindre que les Français qui étaient dans le château ne se jetassent sur l'intérieur de la ville. Prosper, afin de les resserrer dans ce fort et pour empêcher qu'il n'y entrât des munitions, fit creuser deux tranchées distantes d'environ vingt pas l'une de l'autre autour du château, entre les portes de Verceil et de Côme. Ces travaux, qui avaient un mille, traversaient dans toute son étendue le jardin qui est derrière le château, entre le chemin de ces deux villes. A la tête de chaque tranchée on avait construit un cavalier fort haut et bien assuré pour y placer de l'artillerie. Prosper se proposait de mettre de l'infanterie entre ces deux lignes, dont chacune avait un revers très élevé. L'invention de ces tranchées, qui fit beaucoup d'honneur à ce général, fut regardée comme quelque chose de merveilleux. Le ciel, facilitant l'exécution de ce projet, sembla promettre un heureux succès à l'industrie de Prosper; car la neige qui vint à tomber pour lors fut assez épaisse et assez haute pour qu'on pût en élever deux chaussées qui, devant servir de modèle pour faire les revers des tranchées, mirent encore les pionniers à couvert du feu de la place. Enfin les troupes suisses attendues par les Français n'arrivant point à cause des neiges dont les montagnes étaient couvertes, on eut tout le loisir d'achever ce grand ouvrage.

Tandis que Prosper se disposait à l'attaque et à la défense, Lautrec assemblait son armée. Ce général ayant su que Louis de Gonzague était à Firenzuola de l'autre côté du Pô, avec sa compagnie de chevau-légers, envoya un détachement qui, trouvant cette cavalerie endormie, n'eut pas de peine à lui enlever ses bagages. Dans le même temps André Gritti et Théodore Trivulce rassemblèrent les troupes vénitiennes autour de Crémone; après quoi, s'étant joints aux Français et aux Suisses, ils passèrent ensemble l'Adda le premier jour de mars, sous les ordres de Lautrec, qui conserva toute son autorité, quoique le grand-maître et le grand-écuyer se fussent rendus à l'armée. Jean de Médicis la rejoignit aussi sur ces entrefaites. Ce seigneur avait été sur le point de se mettre au service de François Sforze et s'était même déjà mis en chemin pour Milan, où la réputation de sa valeur le faisait attendre avec impatience. Malgré ces démarches, il accepta les offres de la cour de France, plus considérables que celles du duc de Milan et sur lesquelles il y avait plus de fond à faire. C'est pourquoi, prétextant qu'il n'avait pas encore reçu la somme qu'on devait lui envoyer de Milan, il partit du Parmesan où il venait de piller la ville de Busseto qui avait refusé de loger ses troupes, et passa dans l'armée française campée à deux milles du château de Milan entre le chemin de Côme et de Verceil. Après trois jours de préparatifs, Lautrec sortit de ses retranchements en ordre de bataille, comme pour attaquer les ouvrages de Prosper; mais soit que ce n'eût pas été d'abord son dessein

(1) Il était fils de François-Bernardin Visconti et s'appelait Astor. Monsignorino n'est qu'un nom désignatif de sa jeunesse.

soit le nombre de troupes dont ces ouvrages étaient remplis, la disposition actuelle du peuple ou la fierté de l'ennemi changea alors de résolution et ce général se retira sans rien faire. Le même jour, Marc-Antoine Colonna[1], jeune officier de grande espérance, et Camille Trivulce, fils naturel du grand-maréchal, furent écrasés sous les ruines d'une maison que le canon de la ville abattit, et devant laquelle ils se promenaient, en faisant élever un cavalier où l'on pût placer de l'artillerie pour plonger dans les retranchements de l'ennemi.

Cependant Lautrec, n'espérant pas forcer Milan, songeait au moyen de la réduire à la faveur du temps; c'est pourquoi sa cavalerie légère, qui était nombreuse, jointe à la multitude de bannis qu'il avait dans l'armée, désolait tout le pays, de manière qu'il était très difficile de faire entrer des vivres dans la place. Ensuite on ruina par ses ordres tous les moulins, et l'on coupa les eaux qui coulaient vers Milan. Ce général comptait que les troupes impériales se lasseraient enfin de ne point recevoir la paie, car elles n'avaient subsisté jusques alors que par le moyen des Milanais; en effet, l'empereur ne leur envoyait presque point d'argent, et il n'en venait que très peu du royaume de Naples et d'ailleurs.

Mais la haine du peuple de Milan contre les Français et le désir de voir le nouveau duc réparaient cet inconvénient et rendaient légères les plus fâcheuses incommodités. Toute la jeunesse prit même les armes, et choisissant des capitaines dans chaque paroisse, montait la garde nuit et jour dans les postes éloignés de l'ennemi, pour épargner une partie de la fatigue aux troupes réglées; et lorsque la farine vint à manquer par la ruine des moulins, la ville y pourvut par des moulins à bras. Sur ces entrefaites, François Sforze, duc de Milan, qui faute d'argent avait long-temps différé son départ, et qui n'en aurait pas eu encore sitôt sans le cardinal de Médicis à qui il emprunta neuf mille ducats, partit enfin de Trente avec six mille Allemands, et s'étant ouvert un passage par le fort de Croara appartenant aux Vénitiens, il traversa sans obstacle le Véronais et le Mantouan; ensuite passant le Pô à Casal-Maggiore, il se rendit à Plaisance, où il fut joint par le marquis de Mantoue, suivi de trois cents lances des troupes de l'Eglise; enfin il s'avança jusqu'à Pavie pour y attendre l'occasion favorable de passer à Milan. On y avait une extrême impatience de le voir, car les ressources pour la subsistance des troupes diminuant de jour en jour, il paraissait absolument nécessaire de se joindre aux six mille Allemands, afin de marcher à l'ennemi pour terminer la guerre. Mais Lautrec, qui dès le premier avis de l'arrivée de ces troupes à Plaisance avait fait camper son armée à Casino sur le chemin de Pavie, à cinq milles de Milan, et celle des Vénitiens à Binasco sur la même route, rendait cette jonction difficile. Ce général s'occupa durant quelques jours à soumettre San-Angelo et San-Colombano. Il apprit sur ces entrefaites que Lescun, son frère, qu'il avait fait partir pour la cour de France afin d'y rendre compte de l'état des choses, apportait de l'argent, et qu'il était déjà dans le Milanais avec de l'infanterie levée à Gênes; c'est pourquoi il donna ordre à Frédéric de Bozzole d'aller au-devant de lui avec quatre cents lances et sept mille hommes de pied, en partie Suisses, en partie Italiens. Le marquis de Mantoue, pour couper la marche de ces troupes, se rendit de Pavie à Gambalo; mais soit que Frédéric, comme le disait le marquis, eût fait mine de tourner du côté du Tésin pour éviter sa rencontre, ce qui rendait inutile son séjour à Gambalo, soit, comme je penche plus à le croire, que le marquis appréhendât Frédéric dont les troupes étaient plus nombreuses qu'on ne l'avait dit d'abord, il reprit bientôt le chemin de Pavie. Bozzole passa donc sans obstacle jusqu'à Gambalo, et s'étant joint à Lescun, ils marchèrent ensemble contre Novare qu'ils forcèrent au troisième assaut, à la faveur du canon de la citadelle qui tenait encore pour la France. Le vainqueur massacra la meilleure partie de la garnison. Philippe Torniello, commandant de la place, fut fait prisonnier. Il avait dépêché courriers sur courriers vers le marquis de Mantoue, qui s'était mis en marche pour le secourir; mais ce dernier ayant eu avis de la prise de Novare, il retira ses troupes de Vigevano, et laissant garnison dans la citadelle il retourna sur ses pas et revint encore à Pavie. Quelque avantageuses que fussent en elles-

(1) Brantôme dit que ce fut Prosper Colonna lui-même qui pointa le canon contre son neveu sans le connaître.

mêmes la conquête de Novare et la jonction de Lescun avec Bozzole, elles ne purent compenser le tort qu'elles causèrent au roi de France en facilitant à François Sforze les moyens de pénétrer jusqu'à Milan à la tête de l'infanterie allemande. Ce jeune prince, s'étant concerté avec Prosper, sortit secrètement de Pavie pendant la nuit, laissant deux mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux au marquis de Mantoue pour la garde de cette place. Celui-ci, sous prétexte de ne pas s'éloigner des Etats de l'Eglise, n'avait pas voulu l'accompagner. Le duc, s'étant rendu promptement à Sesto par des chemins détournés, y trouva Prosper avec une partie de l'armée. Ils entrèrent ensemble à Milan, où le peuple fit éclater sa joie par des transports inexprimables. On se rappelait avec plaisir l'heureux gouvernement du père de François Sforze et des autres ducs de cette maison, et l'on brûlait d'avoir un souverain qui, ne régnant que sur le Milanais, serait plus tendre pour son peuple, plus à portée de récompenser le mérite dans ses sujets, et de la part duquel ils auraient moins à craindre ces fiers dédains qu'inspire ordinairement trop de grandeur.

La retraite du duc de Milan fit espérer à Lautrec de prendre Pavie plus facilement. C'est pourquoi, rassemblant ses troupes, il marcha contre cette ville dont il forma le siége. Prosper, alarmé du péril de la place, détacha sur-le-champ mille hommes d'infanterie corse et quelques Espagnols qui, passant au travers du camp français, s'ouvrirent le chemin de Pavie l'épée à la main, avec quelque perte pour les ennemis. Ils trouvèrent cette place fort mal pourvue, mais surtout de poudre à canon. Cependant, Lautrec fit planter deux batteries, l'une au faubourg de Santa-Maria in Pertica, vers le Tésin, et l'autre à Borgoratto. Il y eut bientôt des brèches d'environ six toises. C'est pourquoi l'armée eut ordre de monter à l'assaut; mais ayant été repoussée avec vigueur, et voyant les assiégés dans la disposition de se bien défendre, elle désespéra de réussir dans cette entreprise. D'ailleurs on avait déjà dépensé l'argent que Lescun avait apporté de France, et les vivres commençaient à manquer au camp, où il était impossible d'en voiturer par des chemins impraticables. D'un autre côté les pluies avaient tellement enflé le Tésin qu'il n'était pas sûr d'y faire remonter des barques. Enfin Prosper était sorti de Milan à la tête de l'armée pour secourir la place. A la vérité les pluies l'avaient arrêté d'abord à Binasco, mais ayant trouvé moyen de pénétrer jusqu'à la Chartreuse bâtie dans le parc à cinq milles de Pavie, et qui peut-être est le plus beau monastère d'Italie, il obligea par sa proximité l'armée française à lever le siége. Lautrec prit le parti de se retirer à Landriano, où il se rendit après avoir essuyé quelques légères escarmouches. Ensuite, afin d'être à portée de recevoir un secours d'argent qu'on avait fait rester dans Arona pour le garantir du pillage d'un corps de troupes milanaises qui étaient à Busto sous les ordres d'Anchise Visconti, le général français résolut d'aller jusqu'à Monza. Ce retardement fut très funeste à la France, car les Suisses, excités par leur impatience ordinaire, députèrent leurs officiers vers Lautrec pour se plaindre de l'injustice qu'il y avait à ne pas payer les troupes d'une nation toujours prête à se sacrifier pour la gloire du nom français. Ils ajoutèrent qu'indignés de voir l'univers instruit, par ces traits d'avarice et d'ingratitude, que la France estimât si peu le courage et la fidélité de tant de braves gens, ils étaient résolus à ne plus attendre, et à ne pas compter à l'avenir sur des promesses si souvent réitérées et toujours sans exécution; qu'ils lui déclaraient donc que leurs soldats allaient reprendre le chemin de la Suisse; mais que, pour montrer à la terre entière que ce n'était ni la crainte de l'ennemi, ni les périls de la guerre toujours affrontés par les Suisses, comme le passé le prouvait assez, qui les obligeaient à la retraite, on n'avait qu'à les mener le jour suivant contre les confédérés, afin qu'ils pussent se retirer le surlendemain; qu'ils lui conseillaient de profiter de ces heureuses dispositions et de mettre les Suisses à la tête de l'armée; qu'ils espéraient qu'après avoir forcé le camp des Français près de Novare, ils n'auraient pas de peine à pénétrer avec de plus grandes forces dans les retranchements des Espagnols, plus rusés à la vérité que cette nation, mais jamais plus braves dans les combats.

Lautrec, effrayé du péril qu'il y avait à attaquer de front un ennemi bien retranché, n'oublia rien pour apaiser les Suisses. Il leur représenta qu'ils ne devaient pas accuser le roi

des délais qu'ils avaient essuyés ; que le péril de transporter de l'argent à travers un pays infesté d'ennemis en était la seule cause, et qu'au reste ils n'attendraient pas encore long-temps ; mais sourds à ses prières comme à ses promesses, ils écoutèrent encore moins tout ce qu'il put leur alléguer pour vaincre leur résolution. Dans cette extrémité, Lautrec prit enfin le parti de risquer une action décisive, quoique avec beaucoup de désavantage, considérant qu'il valait encore mieux courir ce péril, auquel d'ailleurs les Suisses seraient les premiers exposés, que de laisser le champ libre à l'ennemi ; ce qu'il serait forcé de faire s'il balançait jusqu'au lendemain.

Les confédérés étaient campés à la Bicoque, environ à trois milles de Milan. Il y avait en cet endroit une maison assez considérable avec de vastes jardins entourés de fossés très profonds. La campagne aux environs était coupée d'une infinité de ruisseaux, comme dans toute la Lombardie, pour rendre les pâturages plus abondans. Ce fut là que Lautrec résolut d'attaquer les ennemis[1] qu'il jugeait disposés à profiter de l'assiette d'un poste si avantageux pour se défendre. Ce général ayant donc abandonné Monza pour se rendre à la Bicoque, chargea les Suisses de marcher contre la tête des retranchements que défendait le capitaine Georges Fronsberg[2] avec toute l'infanterie allemande. Il leur donna toute son artillerie pour répondre au feu des impériaux placés dans ce même endroit. Ensuite Lescun, suivi de trois mille lances et d'un corps d'infanterie française et italienne, devait s'avancer sur la gauche, par le chemin de Milan, pour se saisir d'un pont à la faveur duquel on pouvait entrer dans le camp. Lautrec se proposa d'y pénétrer lui-même par un autre endroit avec un gros de cavalerie, auquel, pour tromper l'ennemi, il fit quitter la croix blanche et prendre la croix rouge, que les troupes impériales portent sur leurs habits.

Prosper Colonna, ayant appris la marche des Français, résolut de les attendre dans son camp, dont la disposition favorable semblait lui promettre une pleine victoire. Il distribua ses troupes dans les différents postes et fit dire à François Sforze de faire prendre les armes aux Milanais et de venir le joindre en diligence. Ce prince parut bientôt à la tête de quatre cents chevaux et de six mille hommes de pied rassemblés au son de la cloche ; on leur confia la garde du pont que Lescun devait attaquer. Cependant les Suisses s'étant approchés des retranchements furent surpris de trouver les fossés si profonds ; cet obstacle les empêcha de fondre brusquement sur l'artillerie, comme ils l'avaient résolu. Mais leur audace n'en fut pas ralentie ; au contraire, ils firent des prodiges de valeur pour venir à bout de franchir le fossé. D'un autre côté, Lescun s'étant avancé vers le pont, qu'il ne s'attendait pas à trouver si bien gardé, revint sur ses pas. A l'égard de Lautrec, Prosper ne fut pas long-temps la dupe de son artifice, et pour le rendre inutile, il fit prendre à ses soldats des épis sur leurs chapeaux. Ainsi tout le poids de l'action tomba sur les Suisses, qui firent de vains efforts pour vaincre la difficulté du terrain et la résistance des ennemis. Fièrement repoussés de front, leurs flancs étaient encore éclaircis par le feu d'un grand nombre de mousquetaires espagnols cachés dans les blés presque en maturité. Enfin le carnage effroyable dont ils virent leur témérité suivie les força de reculer et de rejoindre les Français, qui se retirèrent en bon ordre avec l'artillerie vers Monza. Le marquis de Pescaire et d'autres officiers pressèrent vivement Prosper de poursuivre les ennemis avec toute l'armée ; mais ce sage général jugeant que c'était une retraite et non pas une fuite, comme il s'en assura par quelques soldats qu'il fit monter sur des arbres fort hauts, il tint ferme et répondit qu'il était bien éloigné de faire oublier la témérité d'autrui par la sienne propre, et de remettre au caprice de la fortune une victoire déjà certaine. « Demain, ajouta Prosper, vous serez pleinement convaincus de la grandeur de votre avantage ; notre ennemi ne sent pas encore toute la profondeur de la plaie que nous venons de lui faire ; mais dès que la chaleur de l'action qui l'anime encore sera ralentie, vous le verrez ouvrir les yeux sur sa situation, perdre courage, repasser les monts, et nous livrer par sa retraite une victoire qui nous coûterait aujourd'hui beaucoup de sang et de péril. »

Il périt environ trois mille Suisses des plus determinés, et vingt-deux officiers à l'attaque

(1) Ce fut le jour de la Quasimodo.

(2) Ou *Friendsberg*.

des fossés, au lieu que la perte des impériaux ne fut pas considérable ; parmi les personnes de marque, il n'y eut que Jean de Cardona, comte de Culisano, qui fut blessé d'un coup de feu. Lautrec, consterné de sa défaite, sortit de Monza pour aller à Trezzo passer l'Adda. Ce fut en cet endroit que les Suisses le quittèrent ; et, passant par le Bergamasque, ils regagnèrent bientôt leurs montagnes en plus petit nombre qu'ils n'étaient venus. Ce revers fut si rude à cette fière nation qu'elle parut oublier durant plusieurs années ce courage indomptable qui la distinguait des autres. Le grand-maître, le grand-écuyer et plusieurs capitaines français se retirèrent avec eux. Lautrec se rendit à Crémone avec ses gens d'armes, afin de pourvoir à la sûreté de cette ville, dont il confia la défense à son frère. Quelques jours après il reprit le chemin de France, portant aux pieds de son maître, non des victoires et des lauriers, mais des plaintes contre les ministres, pour se disculper lui-même de la perte du Milanais, dont ses fautes, leur négligence, les mauvais conseils qu'ils donnaient au roi, et, pour tout dire enfin, la malignité de la fortune étaient la cause.

La ville de Lodi[1] était demeurée fidèle à la France dans tout le cours de cette guerre ; c'est pourquoi Lautrec, avant de partir, y fit entrer Bonneval et Frédéric de Bozzole avec six compagnies de lances, auxquelles se joignit une nombreuse troupe d'infanterie. Les impériaux avaient eu dessein de marcher d'abord contre Lodi après l'affaire de la Bicoque ; mais la mutinerie des lansquenets que François Sforze avait amenés de Trente les en avait empêchés. Ces troupes voulaient qu'on leur donnât un mois de paie pour la victoire que l'on venait de remporter. Les généraux prétendaient qu'il n'y avait pas lieu d'exiger cette gratification, alléguant, pour les en convaincre, qu'il y avait une extrême différence entre repousser simplement une attaque et tailler les ennemis en pièces ; que personne ne pouvait dire qu'on eût défait ni vaincu des gens qui s'étaient retirés en bon ordre avec leur artillerie. Mais toutes ces raisons échouèrent contre l'insolence des mutins, et on fut obligé d'accorder leur demande, en promettant de la remplir dans un certain terme. Plusieurs jours s'étant écoulés dans ces contestations, les lances françaises eurent le temps de se rendre dans Lodi, et l'infanterie dont elles étaient suivies allait y entrer quand le marquis de Pescaire parut de l'autre côté de la place à la tête de l'infanterie espagnole, qui avait devancé l'armée impériale. La gendarmerie française n'avait pas encore établi de sentinelles ni de gardes, à cause de la confusion où l'on est ordinairement lorsqu'on arrive dans une ville pour s'y loger. Pescaire, à la faveur du trouble, se jeta brusquement sur un des faubourgs qui était environné de murs ; il n'y trouva que très peu de résistance et s'en rendit maître avec assez de facilité. Les lances françaises pleines de frayeur, et voyant que l'infanterie n'était pas encore arrivée, se précipitèrent en désordre vers le pont qu'on avait construit sur l'Adda. Les Espagnols, s'étant jetés en même temps dans Lodi, poursuivirent les fuyards jusqu'à la rivière, prirent un grand nombre de soldats et tous les officiers, à la réserve de Bonneval et de Frédéric de Bozzole ; ensuite, tournant leur furie contre les habitants, ils mirent tout au pillage dans cette ville infortunée.

Après cette expédition, Pescaire marcha du côté de Pizzighitone, qu'il prit à composition. Prosper ne tarda pas à passer l'Adda pour aller faire le siége de Crémone avec toute l'armée. Comme toutes les ressources de Lescun roulaient sur les secours que l'amiral devait conduire en Italie, il n'était pas fort éloigné de capituler, croyant assez faire de se mettre en état d'attendre sans péril ce que produirait l'arrivée de ce général. François I, dans le dessein de conserver les places qui tenaient encore pour la France dans le Milanais, avait fait partir ce général à la tête de quatre mille lances et de dix mille hommes d'infanterie. D'un autre côté, Prosper ne cherchait qu'à terminer promptement l'affaire de Crémone, afin de pouvoir marcher contre Gênes, pour y rétablir les Adorne avant que l'amiral pût se rendre en Italie. Il fut donc convenu que Lescun sortirait de Crémone enseignes déployées, avec toutes les troupes et l'artillerie, si dans le terme de quarante jours, qui devait finir le 26 juin, il n'arrivait pas des secours assez nombreux pour

(1) Il y a sans doute une faute d'impression dans l'original un peu plus haut, où il est dit que Lodi ouvrit ses portes après la prise de Milan.

forcer le passage du Pô ou pour s'emparer dans le Milanais d'une ville défendue par une garnison; qu'il engagerait la cour à donner des ordres pour évacuer les places qui tenaient encore pour la France, excepté les châteaux de Milan, de Crémone et de Novare; que, pour assurer l'exécution de ces deux articles, il donnerait quatre otages; que les prisonniers seraient rendus des deux côtés en cas d'évacuation de la part des Français, et qu'enfin ils pourraient repasser les monts avec les bagages et l'artillerie.

Immédiatement après la signature du traité et les otages livrés, Prosper tourna du côté de Gênes et la fit investir par deux endroits. Le marquis de Pescaire, avec l'infanterie espagnole et italienne, fut chargé de l'attaque du Codifaro. Prosper fit la sienne à l'opposite, avec les gendarmes et l'infanterie allemande, du côté de Bisagna. Gênes était alors gouvernée par le doge Octavien Frégose, prince qui, par de grandes qualités mais surtout par son équité et ses autres vertus, s'était concilié dans Gênes autant d'affection qu'il pouvait en attendre d'un peuple déchiré par mille factions, et qui n'avait pas encore entièrement perdu le souvenir de son ancienne liberté. Frégose n'avait pour toute défense que deux mille hommes d'infanterie italienne qu'il avait eu soin de faire lever; car le peuple, que divisait la fureur des partis, voyait à ses portes avec indifférence une armée nombreuse et composée de nations si différentes, s'imaginant que cette révolution n'aurait, comme les précédentes, d'autres suites que le changement de doge, d'officiers et de garde dans la place publique, sans aucun péril pour ceux qui seraient demeurés paisibles spectateurs dans cette occasion.

L'armée ne parut pas plus tôt à la vue de Gênes que Frégose députa Benoît Vivaldi, Génois, vers les généraux, pour négocier un accommodement; mais l'arrivée de Pierre Navarro, que la France envoyait au secours de Gênes avec deux galères, rassura un peu le doge, qui reprit bientôt ses craintes au bruit du canon que le marquis de Pescaire avait fait pointer contre la ville[1]. Le traité ne souffrait plus aucune difficulté lorsque l'infanterie espagnole, qui avait foudroyé une tour auprès de la porte, se logea sur la brèche par la négligence du dedans, négligence que la capitulation occasionnait peut-être. Les Espagnols, sans perdre de temps, pénétrèrent dans la ville, en partie par cette tour, en partie par la brèche. Pescaire, en ayant fait avertir Prosper, mit le reste de ses troupes en bataille et ne trouva aucune résistance dans Gênes, où tout fuyait devant lui.

L'archevêque de Salerne[1] et le capitaine de la garde se réfugièrent sur des vaisseaux avec plusieurs soldats et quelques habitants de cette ville. Le doge, trop infirme pour se sauver, fit dire au marquis qu'il était son prisonnier, et mourut quelques mois après. Pierre Navarro perdit aussi la liberté. La ville fut livrée à l'avarice du soldat; il y eut plusieurs riches familles qui se garantirent du pillage par de grosses sommes qu'elles s'obligèrent à payer à différentes troupes de soldats, qui reçurent des gages ou des lettres de change pour sûreté de leur paiement. Ce fut par ce moyen qu'on sauva le célèbre bassin[2], si soigneusement conservé dans l'Eglise cathédrale. On fit un immense butin d'argenterie, de riches meubles, de pierreries et d'argent monnayé dans une ville enrichie par un commerce florissant. Pour adoucir l'amertume de cette perte, les Adorne obtinrent qu'on ne fît aucune insulte aux habitants de l'un et de l'autre sexe, ayant représenté que le peuple n'avait pas pris les armes et que la capitulation était presque signée lorsqu'on était entré dans la place.

Après le départ de l'armée, Antoniotto Adorne, qui fut nommé doge, fit foudroyer le Casteletto avec l'artillerie qu'il avait empruntée des Florentins; au bout de quatre jours, le commandant de ce fort, voyant Adorne maître de la citadelle et de l'église de Saint-François, se rendit à de certaines conditions. Le roi de France perdit alors toute espérance de conserver les places qu'il possédait encore en Lombardie; c'est pourquoi l'armée qu'il venait de faire partir et qui s'était avancée jusque dans le territoire d'Asti, repassa les monts. Lescun même, que certaines difficultés survenues par rapport aux forteresses de Trezzo, de Lecco et de Domo-

(1) Prosper Colonna, au rapport de quelques historiens italiens, avertit les Génois de se défier du marquis de Pescaire.

(1) Frédéric Frégose, frère du doge.

(2) Bassin ou vase d'émeraude. Georges Fronsberg reçut mille ducats pour le laisser à cette église.

d'Ossola retinrent à Crémone quelques jours au-delà du terme convenu, reprit le chemin de France dès qu'elles furent réglées. Il fut traité partout sur son passage avec honneur, et les articles de la capitulation furent observés avec beaucoup de fidélité.

Sur ces entrefaites, Annibal Bentivoglio et Annibal Rangone formèrent le dessein de profiter des troubles de Lombardie et de l'absence du pape pour surprendre Bologne. Ils allèrent donc en grand silence se présenter devant cette ville du côté des montagnes, à la pointe du jour, avec quatre mille hommes et trois pièces de canon. Les soldats n'entendant aucun bruit de ce côté-là, quelques-uns d'eux descendirent dans le fossé et plantèrent des échelles contre les murailles; mais les habitants, avertis dès la veille, donnèrent l'alarme à propos, firent tirer le canon sur eux et sortirent en foule pour les attaquer. Ceux-ci, n'osant les attendre, prirent d'abord la fuite, abandonnant leur artillerie; Rangone fut blessé par-derrière en fuyant. Tout le monde crut que le cardinal de Médicis était le promoteur secret de cette entreprise, et que dans la crainte que le pape, de son propre mouvement ou par l'inspiration d'autrui, ne voulût diminuer la puissance des Médicis, il avait résolu d'exciter par ce moyen dans les Etats du Saint-Siége des troubles qui non-seulement empêcheraient Adrien de le persécuter, mais qui mettraient encore ce pontife dans la nécessité de recourir à ses conseils.

Tandis que Bologne éloignait l'ennemi de ses murs[1], il s'élevait en Toscane des troubles qui ne finirent pas si tôt. Les affaires de Pérouse, de Sienne et du Montefeltro furent à peine terminées que le roi de France, sollicité par le cardinal de Volterra[2], écrivit à Renzo de Ceri de marcher contre Florence pour y rétablir les frères et les neveux de ce cardinal, qu'il prit hautement sous sa protection; et comme les finances de François étaient alors dans un épuisement extrême, Volterra se chargea de fournir les sommes nécessaires pour cette expédition, après avoir tiré parole d'en être remboursé dans un certain temps.

Pendant que Renzo se préparait à l'exécution de ces ordres, le cardinal de Médicis eut avis du péril qui le menaçait; et craignant que le duc d'Urbin ne prît les armes dans le temps que l'orage éclaterait, il se hâta de traiter avec lui, sans préjudice des droits respectivement prétendus sur le Montefeltro par ce prince et par les Florentins. Par ce traité, François-Marie s'obligea à commander en chef les troupes de la république pendant une année, en commençant au premier du mois de septembre suivant; il lui était libre de conserver ce poste encore un an après. Médicis prit d'ailleurs à la solde des Florentins Horace Baglione, dont l'engagement avec les Vénitiens ne devait finir qu'au mois de juin. Cet officier traita d'abord pour Malatesta son frère; mais celui-ci, déjà payé pour joindre Renzo de Ceri avec deux mille hommes d'infanterie et cent chevau-légers, ne voulut pas violer si ouvertement sa parole. Craignant d'un autre côté d'aigrir la haine du cardinal de Médicis et des Florentins par de nouveaux sujets de plainte, il feignit une maladie, et ayant envoyé deux mille hommes de pied, cent chevau-légers et quatre fauconneaux à Renzo qui s'était avancé jusqu'à Castel-della-Pieve, il lui fit dire qu'il était hors d'état de le joindre en personne. Cependant il avertit secrètement le cardinal de Médicis qu'il signerait le traité conclu par Horace dès que son engagement serait expiré, et que dans cet intervalle il se comporterait avec une extrême circonspection dans les choses auxquelles il serait obligé de se prêter.

Quelque temps après Renzo se rendit dans le territoire de Sienne à la tête de sept mille hommes d'infanterie, de cinq cents chevaux, et suivi des bannis que le duc d'Urbin avait employés dans la dernière expédition contre cette ville. Si le dessein qu'avait Renzo d'y changer la face du gouvernement eût réussi, rien n'eût été plus facile que de pénétrer jusqu'au cœur des États de Florence et d'y rétablir les Soderini. Médicis, sentant le péril qui menaçait son autorité, fit passer dans le Siennois toutes les troupes de la république, sous les ordres de Guy Rangone qui fut nommé gouverneur général pour cette expédition seulement. Cet officier, n'ignorant pas que l'argent manquerait bientôt aux ennemis s'ils n'étaient pas favorisés par quelque heureux succès, se proposa de les amuser, et cependant d'enlever leurs convois; c'est pourquoi, réglant ses démarches sur les leurs,

(1) La tentative sur Bologne et ces faits sont antérieurs à l'affaire de la Bicoque.

(2) François Soderini.

il jetait successivement des troupes dans les places les plus voisines du Siennois et des États de Florence. Dans ces fréquentes marches la compagnie de Vitello[1], sortant de Torrita pour se jeter dans Asinalunga, fut mise en déroute par trois cents chevaux ennemis, et Jérôme Peppoli, lieutenant de cet officier, fut pris avec vingt-cinq lances et deux enseignes.

La première place attaquée par Renzo fut Chiusi[2], ville moins considérable par ce qu'elle est aujourd'hui que par son antiquité et par les exploits de son roi Porsenna; mais n'ayant que quatre fauconneaux, il lui était très difficile de forcer des places où il y avait garnison; aussi voyant qu'il ne pouvait prendre cette ville, il pénétra plus avant dans le pays entre les places de Torrita et d'Asinalunga pour s'approcher de Sienne. Son armée eut bientôt à souffrir de la disette des vivres au milieu d'un pays ennemi. Dans cette extrémité, Renzo mit le siége devant Torrita, dont la garnison était composée de cent gens d'armes et de cent cinquante hommes de pied; mais ayant encore échoué dans cette seconde tentative, il se rendit à Montelifre et de cette ville à Bagno-Rapalano, qui n'est qu'à douze milles de Sienne. Le comte de Pitigliano s'était jeté d'abord dans cette ville par l'ordre des Florentins, et Rangone, dont l'industrie et l'activité rendaient inutiles tous les efforts de Renzo, s'y rendit à la tête de deux cents chevau-légers, laissant derrière lui le reste des troupes qui le suivaient. L'arrivée de cette cavalerie, la proximité des secours qu'on attendait, et l'extrême disette de vivres où se trouvait Renzo qui d'ailleurs avait perdu beaucoup de sa réputation dans l'esprit des ennemis et même de ses soldats, abattirent le courage de ceux qui soupiraient dans Sienne après une révolution. Malgré ces inconvénients, Renzo fit avancer ses troupes à cinq cents pas de cette ville; mais voyant que personne ne remuait en sa faveur, il se retira le lendemain et fut poursuivi par l'armée des Florentins qui n'était arrivée à Sienne qu'après sa retraite. Les officiers, désespérant de l'atteindre, ramenèrent leurs troupes dans cette ville. La cavalerie légère et l'infanterie qui étaient dans la ville avant l'armée continuèrent la poursuite, sans autre avantage que de s'emparer de l'artillerie des ennemis. Renzo, précipitant sa marche, autant peut-être à cause de la faim qui le pressait que par crainte, fut obligé d'abandonner honteusement ses canons en chemin. Enfin, voyant ses troupes fort diminuées, il les fit reposer dans Acquapendente, sachant bien qu'il n'avait rien à craindre dans cette place de la part des Florentins, qui respectaient trop les États de l'Eglise pour y entrer les armes à la main; mais il ne put y rester longtemps dans l'inaction; car se voyant dans le besoin d'argent et méprisé des cardinaux de Volterra, de Monte[1] et de Côme[2] que la cour de France avait chargés de le faire agir, il conduisit le reste de ses troupes sur la côte de Sienne, où, ayant mis tout au pillage, il tenta sans fruit de forcer Orbitello. Cependant les Florentins, dont l'armée s'était avancée jusqu'à Ponte-à-Centina qui confine avec le Siennois et les Etats du Saint-Siége, menacèrent Renzo de se jeter sur ses terres s'il ne posait les armes. Le sacré-collége, qui craignait que le domaine de l'Église ne souffrît de cette guerre, s'entremit pour faire la paix que chacun souhaitait de son côté. En effet les Florentins étaient charmés de n'être plus obligés à des dépenses dont ils n'avaient rien à espérer, et Renzo, qui manquait presque de tout, voyait bien qu'il serait très difficile de remettre de plus grandes forces sur pied, vu l'état présent des affaires du roi de France, qui se perdaient de jour en jour dans la Lombardie. Le traité de paix se réduisit à convenir de part et d'autre qu'on ne ferait réciproquement aucun acte d'hostilité, sous peine de cinquante mille ducats dont les cautions furent respectivement fournies à Rome. A l'égard de la compensation des ravages de cette guerre, on s'en remit à la décision du pape lorsqu'il serait en Italie.

Dans le même temps la ville de Lucques fut troublée par un accident cruel et d'un dangereux exemple. Vincent de Poggio, noble Lucquois, et Laurent Totti, sous prétexte de venger leurs injures particulières, mais peut-être plus animés par l'ambition et par le chagrin de se voir dans la misère, massacrèrent le gonfalonier dans l'hôtel de la ville et plusieurs de leurs en-

(1) Il était au service des Florentins.
(2) C'est le *Clusium* des Latins.

(1) Antoine de Monte-à-San-Sovino, dont il a déjà été parlé.
(2) Scaramuccia Trivulce.

nemis. La frayeur fut si générale parmi les habitants que personne n'osa s'opposer à cette barbarie; mais la rage de ces furieux s'étant ralentie, et faisant place à la crainte que leur inspirait l'énormité de l'attentat, ils consentirent à s'exiler de leur patrie, moyennant certaines conditions arrêtées avec eux par l'entremise de plusieurs de leurs concitoyens. On n'y eut dans la suite aucun égard, et ils essuyèrent partout une cruelle persécution de la part des Lucquois.

Les troubles de Toscane et de Lombardie ayant été pacifiés, comme on l'a vu plus haut, il semblait qu'on ne dût pas en craindre de nouveaux; mais les affaires du Saint-Siége étant négligées, tant à cause de l'absence du pape que des brigues et de l'ambition des cardinaux, Sigismond Malatesta, fils de Pandolphe, ancien seigneur de Rimini, s'empara de cette ville presque seul, à la faveur de quelques faibles partisans qu'il y avait. Aussitôt le sacré-collége sollicita le cardinal de Médicis de se rendre à Bologne dont il était légat, pour rentrer dans Rimini et remédier au désordre des affaires de la Romagne avec les secours du marquis de Mantoue, capitaine général des troupes de l'Église, qui devait le joindre. Médicis prit aussitôt le chemin de cette première ville; mais sa présence en ces quartiers ne fut d'aucune utilité, faute d'argent et par la jalousie de quelques cardinaux qui traversèrent tout ce qui pouvait contribuer à sa gloire.

LIVRE QUINZIÈME.

Arrivée du pape à Rome. L'île de Rhodes prise par Soliman, roi des Turcs. Ligue entre l'empereur Charles V, les Vénitiens et le pape Adrien. Révolte du duc de Bourbon contre le roi de France. Marche des Français en Italie. Succès des guerres en Lombardie. Mort d'Adrien. Élection de Clément VII. Ligue entre Clément et François I. Victoires des impériaux contre les Français. Guerre de l'empereur en France. Les Français repassent les Alpes. Retour de François I en Italie. Siége de Pavie. Journée du Barco. François I prisonnier.

CHAPITRE PREMIER.

Adrien à Rome. Peste de cette ville. Charles V confirme les priviléges des Florentins. Rhodes prise par les Turcs. Le duc d'Urbin réintégré dans ses États. Le duc de Milan reprend le château de Milan. Discours de Gritti au sénat vénitien pour le maintien de l'alliance avec la France. Discours de Cornaro en faveur d'une alliance avec Charles V. Mort du doge Grimani. Alliance des Vénitiens avec Charles V.

Quoique la retraite des Français eût rendu le calme à la Lombardie, on craignait néanmoins que Francois I n'envoyât bientôt de nouvelles armées dans le Milanais. Au reste cette crainte n'était pas sans fondement, car outre que la France jouissait d'une profonde paix, ce royaume était très florissant alors. D'ailleurs les officiers français et la gendarmerie avaient repassé les monts en fort bon état. Enfin les Suisses étaient toujours dans la disposition de servir cette couronne, et la république de Venise gardait inviolablement le traité qui l'attachait à la France; c'est pourquoi les généraux de l'empereur n'osaient licencier l'armée. Il était néanmoins d'une extrême difficulté de la faire subsister, car ni l'empereur ni le royaume de Naples ne leur fournissaient le moindre secours d'argent, et le Milanais était trop épuisé pour soutenir seul l'entretien des soldats et les frais nécessaires dans les circonstances. Toutes ces difficultés déterminèrent ces officiers à donner des quartiers à la plus grande partie des troupes dans les États du Saint-Siége, malgré les plaintes des peuples et du sacré-collége. Ils poussèrent même les choses plus loin, car Charles de Lannoy [1], qui venait d'être nommé vice-roi de Naples à la mort de don Raymond de Cardona, convint avec don Juan Manuel [2],

(1) Seigneur flamand.

(2) On a vu ci-dessus qu'il était ambassadeur de Charles V à Rome.

passant à Rome, d'imposer des contributions sur différents États d'Italie pour les trois mois suivants. Le duché de Milan devait payer vingt mille ducats, Florence quinze mille, Gênes huit mille, Sienne cinq mille et Lucques quatre mille. On se récria sur ces taxes, mais la terreur des armes de l'empereur fit croire que la sûreté de l'Italie, comme les impériaux le disaient, rendait cette contribution nécessaire. Elle dura bien au-delà du terme dont on était convenu d'abord, mais elle fut aussi beaucoup modérée.

Cependant l'Italie, accablée par les maux présents et craignant d'en essuyer encore de plus cruels, attendait avec impatience l'arrivée d'Adrien. On se flattait que son autorité concilierait peut-être les esprits ou du moins qu'elle préviendrait bien des malheurs. L'empereur qui venait de passer par mer en Espagne, après avoir eu une conférence dans son trajet avec le roi d'Angleterre, avait prié le nouveau pape de l'attendre à Barcelone, où ce prince avait dessein d'aller en personne le reconnaître pour vicaire de Jésus-Christ. Mais Adrien ne voulut pas se trouver à cette entrevue. Il craignait peut-être de perdre trop de temps et d'être obligé de se mettre sur mer dans une saison fâcheuse s'il attendait Charles, qui était alors à l'autre extrémité de l'Espagne. D'ailleurs il pouvait appréhender qu'il ne l'engageât à différer son départ. Enfin, il ne voulait pas confirmer l'opinion qui s'était formée, dès son avénement au Saint-Siége, que son attachement aux intérêts de Charles serait un obstacle à la paix de la chrétienté qu'il était pourtant résolu de procurer de tout son pouvoir. Adrien se rendit à Rome le 29 août. Il fit son entrée au milieu d'une nombreuse cour, et le peuple accourut en foule pour le voir. Sa présence avait été extrêmement souhaitée, parce qu'en effet Rome, privée des souverains pontifes, est plutôt un désert qu'une ville; mais lorsqu'on vit le Saint-Siége rempli par un étranger[1], sans aucune expérience des affaires d'Italie et de la politique romaine, et qui même n'était d'aucune des nations qu'un long commerce avait rendues familières aux Italiens, toute la ville fut dans la consternation. La peste vint encore augmenter la tristesse générale. Rome en souffrit beaucoup durant l'automne, et ce fléau fut d'un triste présage pour le pontificat d'Adrien.

(1) *Pontifice di naxione barbaro.*

Ce pontife résolut d'abord de rentrer dans Rimini et de terminer les différends qu'avaient eus les deux derniers papes avec le duc de Ferrare. Pour y réussir, il fit marcher en Romagne quinze cents hommes d'infanterie espagnole qui l'avaient accompagné dans son voyage.

Cependant l'empereur, jugeant que pour assurer l'état présent de l'Italie il était très important de séparer les Vénitiens d'avec la France, résolut de ne rien négliger pour en venir à bout, comptant que le mauvais succès des affaires de cette couronne en Lombardie avait disposé le sénat à la paix, et qu'il ne s'exposerait jamais à voir porter la guerre au sein de la république pour les intérêts d'une puissance étrangère. Il avait concerté cette intrigue avec le roi d'Angleterre, dont il avait d'abord tiré secrètement quelques secours d'argent pour s'en servir contre la France, et qui maintenant se déclarait hautement contre cette puissance. Ils envoyèrent donc en même temps des ambassadeurs à Venise; Jérôme Adorne fut chargé par l'empereur, et Richard Pacceo par Henri VIII, de solliciter le sénat de se confédérer avec le premier pour la défense de l'Italie. Ferdinand, archiduc d'Autriche[1], dont, quelque traité qu'on fit avec les Vénitiens, l'intervention parut nécessaire à cause de ses différends avec cette république, devait aussi faire partir un ambassadeur.

Dans le même temps, Henri VIII envoya déclarer la guerre à François I par un héraut[2], en cas qu'il refusât de conclure avec l'empereur une trève générale dans laquelle le Saint-Siége, le Milanais et Florence seraient compris, et pour se plaindre de ce qu'il ne payait plus les cinquante mille ducats qu'il était obligé de lui fournir tous les ans. François I rejeta hautement la trève et répondit qu'il ne lui convenait pas de donner de l'argent à ceux qu'il savait en prêter à ses ennemis. Cette réponse ayant encore aigri les choses, on congédia les ambassadeurs de part et d'autre.

Sur ces entrefaites don Juan Manuel, ambassadeur de Charles V à la cour de Rome, abandonna l'Italie; il y avait exercé son ministère

(1) Ferdinand, frère de l'empereur, portait ce titre depuis que son frère était roi d'Espagne.

(2) Ce héraut trouva le roi dans la ville de Lyon le 29 mai.

avec beaucoup de crédit et d'autorité. Lorsqu'il fut sur le point de partir, il rassura les Florentins sur les promesses de l'empereur, en leur laissant un billet par lequel il reconnut que ce prince avait, par un écrit du mois de septembre 1520, promis à Léon X de confirmer, six mois après la diète qui suivrait son couronnement, les priviléges et la souveraineté de la république de Florence, ce qu'il s'était engagé précédemment à faire quatre mois après son élection; il ajouta que de justes causes s'y étant jusqu'alors opposées, ce prince renouvelait ces engagements par son ministère. En effet, l'empereur fit expédier en conséquence son diplôme en bonne forme l'année suivante, au mois de mars.

On a vu plus haut que ce prince s'était embarqué pour l'Espagne. A son arrivée il punit avec sévérité plusieurs des principaux auteurs de la rébellion et fit grace à tout le reste. Après avoir signalé sa clémence et son équité, Charles se montra reconnaissant de la générosité de Ferdinand, duc de Calabre, qui, refusant de se mettre à la tête des rebelles, n'avait pas voulu sortir de la forteresse de Sciativa. L'empereur le reçut à la cour avec de grands honneurs, et quelque temps après il lui fit épouser Germaine[1], veuve du roi catholique, princesse fort riche, mais stérile. Le dessein de l'empereur, en faisant ce mariage, était d'éteindre la race d'Alphonse, le vieux roi d'Aragon, car Ferdinand en était le seul reste, ses deux puinés étant morts, l'un en France et l'autre en Italie.

Vers la fin de cette année les Turcs, à la honte des princes chrétiens, s'emparèrent de l'île de Rhodes que les chevaliers de ce nom, appelés autrefois de Saint-Jean de Jérusalem, avaient si glorieusement défendue durant un grand nombre d'années. Elle avait servi de retraite à cet ordre militaire depuis la conquête de Jérusalem par les infidèles[2]. Cette brave et religieuse noblesse avait fait de cette île le boulevard de la chrétienté dans ces mers, malgré sa situation entre l'empire des Turcs et les États du soudan, puissances si formidables. Ces chevaliers auraient mérité de grands éloges si, contents de donner la chasse aux infidèles, ils n'eussent point terni la gloire de leurs armes en piratant quelquefois contre des vaisseaux chrétiens. Le sultan fut lui-même plusieurs mois devant les murs de la ville de Rhodes. Les tranchées, les mines, la construction de cavaliers de terre et de bois plus hauts que les murailles, et surtout les fréquents et terribles assauts qu'il livra, firent périr un grand nombre de Turcs. La perte des chevaliers fut aussi très considérable; accablés de fatigues et manquant de poudre, d'ailleurs obligés de se resserrer à cause des ruines que le canon et la mine faisaient à chaque instant, ils prirent le parti de capituler aux conditions suivantes. Le grand-maître[1] s'obligea à abandonner Rhodes, d'où les chevaliers et les habitants devaient sortir avec tout ce qu'ils pourraient emporter. De son côté le sultan promit de faire retirer son armée navale pour laisser le passage libre, et d'envoyer ses troupes à cinq milles de Rhodes, afin que les vaincus n'en essuyassent aucune insulte.

Ce fut ainsi que l'île de Rhodes tomba sous la puissance des Turcs. Soliman garda fidèlement sa parole, et les chrétiens passèrent en Sicile, et depuis en Italie. A leur débarquement dans cette île ils trouvèrent qu'on armait des vaisseaux pour porter des munitions de guerre et de bouche à Rhodes, au premier vent favorable; mais on avait trop attendu par la faute du pape. Soliman, voulant montrer le mépris qu'il avait pour le christianisme, fit son entrée dans Rhodes le jour de Noël, et convertit en mosquées toutes les églises de cette île, tandis que celles de la chrétienté retentissaient de chants d'allégresse pour honorer la naissance du Fils de Dieu; les Turcs en effacèrent avant tout jusqu'aux moindres traces du christianisme. Telle fut la fin de cette année, si funeste à la gloire du nom chrétien; heureux néanmoins si ce malheur eût fait assez d'impression sur les esprits pour les ramener à la paix! mais on verra bientôt les mêmes dissensions produire des maux aussi terribles que les précédents.

Au commencement de cette année les Malatesta, se sentant trop faibles pour résister aux forces du pape, furent obligés de traiter avec

(1) Elle avait épousé en secondes noces Jean, marquis de Brandebourg.

(2) Le grand-maître Foulques de Villaret, Français de nation, s'y établit en 1309.

(1) Philippe de Villiers de l'Isle-Adam, Français de nation, quarante-troisième grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

lui par la médiation du duc d'Urbin. Par cet accord ils restituèrent au Saint-Siége la ville et la citadelle de Rimini, dans la vaine espérance qu'on accorderait quelque chose à Pandolphe pour sa subsistance. Le duc d'Urbin se rendit ensuite à Rome, où le pape, en considération de la glorieuse mémoire de Jules II, son oncle, lui donna l'absolution des censures, et l'investit une seconde fois du duché d'Urbin, *sans préjudice des droits des Florentins* sur le Montefeltro, que Léon X leur avait abandonné dans la vue de les indemniser des sommes qu'il en avait empruntées pour la défense de ce duché. Les Florentins faisaient monter ces emprunts à trois cent cinquante mille ducats, ajoutant que depuis la mort de ce pape il leur en avait coûté plus de soixante-dix mille pour veiller à la conservation des Etats du Saint-Siége. Alphonse d'Est trouva de son côté le moyen de traiter avec le pape. Adrien lui donna non-seulement l'investiture de Ferrare et de tout ce qu'il possédait des dépendances de l'Église avant que Léon X eût déclaré la guerre à la France, mais encore celle des places de San-Felice et de Final. Le duc avait d'abord enlevé ces deux forts à ce pontife, mais les ayant perdus ensuite avant la mort de Léon, il les avait repris une seconde fois durant la vacance du Saint-Siége. Cette concession fit beaucoup de déshonneur au pape, ou plutôt à ses ministres, qui se jouaient de son ignorance. Alphonse, pour reconnaître ce bienfait, s'obligea à servir le pape avec un certain nombre de troupes dans le besoin, se soumettant d'ailleurs aux peines les plus graves, même à l'anéantissement de l'investiture qu'il recevait et à la privation de tous ses droits s'il offensait le Saint-Siége. Adrien avait encore fait espérer au duc la restitution de Reggio et de Modène; mais lorsqu'on eut fait sentir à ce pontife l'importance de la chose et le tort que cette démarche ferait à sa mémoire, comparée avec celle de ses prédécesseurs, il éloigna de jour en jour l'exécution de sa promesse.

Sur ces entrefaites la garnison du château de Milan, n'ayant pour toutes munitions que du pain, capitula et promit de se rendre, vie et bagues sauves, si elle n'était pas secourue avant le 14 du mois d'avril. Ce terme étant expiré sans que personne parût, elle sortit de la place en très petit nombre, la plus grande partie des soldats ayant été emportés par la maladie. L'empereur ne fut pas plus tôt maître du château qu'il le remit entre les mains de François Sforze, conduite qui fit beaucoup d'honneur à Charles V en Italie. Après cette réduction, il ne restait plus aux Français en ce pays que le château de Crémone, où l'on avait encore les munitions nécessaires en abondance. Ces succès ne soulageaient pas la misère du Milanais, auquel les troupes impériales, faute de paiement, étaient fort à charge. Elles allèrent même jusqu'à se soulever dans l'Astesan et pillèrent tout le pays jusqu'à Vigevano. Les Milanais, pour se racheter du pillage, furent contraints de leur promettre la solde d'un certain temps, ce qui faisait environ cent mille ducats. Mais quelle que fût la misère de ces peuples, leur haine contre les Français, au lieu d'en être ralentie, prenait au contraire de nouvelles forces dans la crainte où l'on était que le roi de France ne se ressentît des outrages qu'il avait reçus. Ils se flattaient de voir finir leurs misères s'il pouvait arriver que le Milanais n'eût plus rien à craindre du côté de la France, parce que l'empereur ne serait plus obligé de tenir des troupes dans ce duché.

Pendant ce temps-là tout le monde était dans l'attente du résultat des négociations de l'empereur avec les Vénitiens. Ces politiques en retardaient chaque jour la conclusion, éloignée d'ailleurs par les difficultés qui naissaient d'elles-mêmes. La mort de Jérôme Adorne vint encore favoriser ces lenteurs. Ce ministre, d'un génie profond et dans qui l'expérience était au-dessus de l'âge, maniait cette affaire avec beaucoup d'adresse et de supériorité. Marino Caraccioli, déjà protonotaire apostolique et depuis cardinal sous le pontificat de Paul III, eut ordre de partir de Milan pour aller remplacer Adorne. La négociation dura plusieurs mois par l'opposition des ambassadeurs du roi de France et par les assurances que ce prince donnait à la république de se rendre incessamment en Italie à la tête d'une puissante armée. Ces démarches de la cour de France partageaient tout le sénat. Les uns, encouragés par Renzo de Ceri que le roi venait d'envoyer à Venise, et croyant, comme ce ministre les en assurait, que tout était prêt et que François I passerait bientôt les monts, soutenaient qu'il fallait demeurer fermes dans l'alliance de ce prince. Le parti contraire, jugeant des pro-

messes de cette couronne par le passé, s'en défiait absolument, appuyés d'ailleurs dans leur opposition par les avis de Jean Badoero, ministre de la république à la cour de France. Le duc de Bourbon, pour favoriser les liaisons secrètes qu'il avait formées contre son prince et brûlant de voir les Vénitiens unis à l'empereur, faisait insinuer à leur ambassadeur que le roi serait hors d'état cette année de passer en Italie. D'autres, consternés des malheurs de la France et de la prospérité de Charles V, s'effrayaient encore de le voir ligué avec le duc de Milan, les Génois et les Florentins. On croyait même que le pape serait dans sès intérêts. Ils envisageaient d'ailleurs qu'il aurait pour lui hors de l'Italie l'archiduc son frère, si voisin de la république, et le roi d'Angleterre qui faisait alors la guerre en Picardie. Les principaux sénateurs n'étaient pas moins divisés entre eux que le reste. Cependant les choses en étaient venues au point qu'il était impossible de refuser plus long-temps une réponse décisive aux instances de l'empereur. Le conseil des Pregati fut donc assemblé pour terminer cette affaire. André Gritti, sénateur, auquel des emplois importants et de grands services conciliaient un crédit supérieur dans la république, et dont la réputation était répandue non-seulement en Italie mais encore dans les cours étrangères, tint, dit-on, ce discours :

« Messieurs, je ne doute pas qu'en vous exhortant à demeurer unis à la France, je ne paraisse à certaines gens moins touché des intérêts de la république que sensible à mes liaisons avec cette couronne. Je n'en dirai cependant pas moins mon avis avec toute la franchise et la liberté d'un vrai citoyen, persuadé qu'un sénateur trahit la république lorsqu'il est assez faible pour se laisser vaincre par quelque considération que ce soit au préjudice de la patrie et pour taire un avis qu'il croit important au bien commun. D'ailleurs je me flatte que des hommes tels que vous sauront démêler l'artifice et rejeter une aussi fausse interprétation de mes sentiments. Oui, messieurs, vous n'en jugerez que par ma conduite de tous les temps et par le motif de mes liaisons avec la cour de France ou avec ses ministres. Vous savez que je n'ai jamais rien fait que par vos ordres et que comme ministre de la république. Enfin, si je ne m'abuse moi-même, l'évidence et la force des raisons que je vais exposer feront mieux que moi l'apologie de la droiture de mes intentions.

« Le point dont il s'agit est de savoir si, contre la foi des traités subsistants entre la France et la république, nous ferons alliance avec l'empereur, c'est-à-dire, comme je le pense, si nous affermirons tellement la puissance de ce prince, déjà si formidable au monde entier, que, ne connaissant désormais aucun frein, elle croisse chaque jour et nous menace d'un péril inévitable. J'ose demander si nous avons des raisons plausibles pour justifier une pareille démarche. Le roi de France n'a jamais violé nos traités. On peut, il est vrai, lui reprocher sa lenteur à renouveler la guerre en Italie ; mais il a de bonnes raisons pour justifier sa négligence apparente. L'intérêt qu'il a de ne point abandonner ce pays parle assez en sa faveur, sans vous alléguer les obstacles qui le retiennent dans ses Etats. Ces contre-temps ont pu suspendre l'exécution de ses desseins, mais non les lui faire oublier. L'envie qu'il a de rentrer dans le Milanais est un garant assuré de ses sentiments. Il est si puissant que dès qu'il aura ralenti la première fougue de ses ennemis, comme il le peut facilement, rien ne pourra l'empêcher de faire passer les Alpes à de nombreuses troupes. N'avons-nous pas vu sous le règne de Louis XII des exemples de ce que j'avance? Ce prince vit la France attaquée par de plus grandes forces que celles qui la menacent aujourd'hui et presque toute l'Europe conjurée contre sa couronne ; néanmoins il dissipa cet orage avec ses seules forces. Les frontières de ses Etats et la fidélité de ses peuples furent un rempart impénétrable à ses ennemis. On croyait, après tant de guerres, que la France avait besoin de repos ; mais on vit avec étonnement de nombreuses armées passer les monts et inonder toute l'Italie. Le prince qui règne aujourd'hui n'a-t-il pas renouvelé cette surprise dès la première année de son règne dans un temps où l'on croyait généralement que les dépenses de son prédécesseur l'obligeraient à différer la guerre ? Après tant d'exemples éclatants, sa lenteur doit-elle nous effrayer aujourd'hui et pourrait-elle servir de prétexte à lui manquer de parole?

« Une pareille conduite peut-elle être approuvée, surtout lorsqu'un allié ne diffère

l'exécution d'un traité que pour de justes causes et des embarras survenus, et quand il ne donne aucun sujet légitime de se plaindre de ses procédés ni de l'abandonner? Au reste, messieurs, ce n'est pas seulement l'honneur et la dignité de la république qui doivent serrer nos liens avec la France, mais c'est l'intérêt de la patrie, la sûreté, le salut de nos citoyens; car personne d'entre nous ne peut ignorer de quelle utilité sera pour nous le rétablissement de François I dans le Milanais, de combien de craintes et de périls nous serons affranchis, et quelle heureuse et durable tranquillité ce succès va procurer à la république. Nous ne pouvons pas en douter après ce dont nous avons été témoins il y a quelques années. La défense de Trévise et de Padoue nous coûtaient beaucoup de soins et des sommes considérables; la France n'eut pas plus tôt conquis le duché de Milan que non-seulement la république se vit délivrée d'une guerre onéreuse, mais qu'elle se remit en possession de Brescia et de Vérone. Enfin n'avons-nous pas joui de nos Etats dans une profonde paix tant que le Milanais fut à la France?

« Vous devez, messieurs, vous déterminer plutôt par ces exemples que par le souvenir de la ligue de Cambrai. L'expérience, au défaut de la politique, a fait sentir aux rois de France combien il est préjudiciable à leur véritable intérêt de se brouiller avec la république; mais aujourd'hui la rivalité d'un puissant empereur, souverain d'un si grand nombre d'Etats, doit encore mieux faire connaître à François I tout le prix et toute l'importance de nos liaisons avec sa couronne.

« Mais j'admets qu'on lui ferme le chemin de l'Italie et qu'on traite avec son rival; à quels périls ne sommes-nous pas exposés? Qui pourrait alors empêcher l'empereur de s'emparer du Milanais ou d'en enrichir son frère, surtout n'ayant point encore envoyé d'investiture à François Sforze? Qui peut nous assurer qu'il ne profitera pas de la facilité qu'il en aura, et que, se voyant maître de ce duché, il ne voudra pas envahir toute l'Italie? Croirons-nous qu'il écoutera plutôt la modération et l'équité que l'ambition si naturelle à tous les grands princes? Nous pourrions peut-être nous rassurer par le caractère des ministres que ce prince tient en Italie. Non, messieurs, ce serait nous tromper nous-mêmes que d'espérer des ménagements de la part de ces ministres presque tous Espagnols, nation la moins fidèle, la plus avide et la plus insatiable de l'Europe. Considérez donc, messieurs, quelle sera notre situation si l'empereur ou son frère s'empare du Milanais? Resserrés du côté de l'Allemagne et de l'Italie par leurs Etats, quelles ressources aurons-nous contre le péril? quelles forces pourrons-nous opposer à un prince déjà maître du royaume de Naples, et dont le pape et les autres princes d'Italie dépendent, lorsque nos alliés seront hors d'état de nous envoyer des secours? Au contraire, le Milanais demeurant au roi de France, le pouvoir de ces deux rivaux sera tellement balancé que des puissances moins considérables trouveront toujours un appui dans l'un ou l'autre contre leur ambition réciproque. Nous voyons même que la crainte seule du retour des Français en Italie contient les impériaux et les empêche de former aucune entreprise. Aussi les menaces qu'on nous fait de tourner les armes de l'empereur contre la république si vous refusez son alliance me paraissent plus ridicules que redoutables. En effet, est-il donc si facile d'attaquer la république de Venise et de la subjuguer, pour ainsi dire, en courant? ou cette démarche est-elle un moyen d'empêcher le roi de France de passer en Italie? Au contraire, rien ne serait plus capable de l'y attirer promptement; car si les impériaux effectuaient leurs menaces, nous ferions tant d'offres avantageuses au roi de France qu'il se déterminerait bien vite à passer les monts quand même il n'y aurait pas d'abord été disposé. Je me suis trouvé dans une occasion toute semblable lorsque je sortis des prisons de Louis XII pour être le ministre de la république à sa cour. Les outrages et la perfidie des impériaux vous forcèrent d'avoir recours à ce prince qui, malgré la crainte où il était pour la France même, fit marcher à votre secours une armée dont le sort ne fut pas heureux.

« Je dirai plus, messieurs; si les impériaux étaient convaincus que la force pût nous déterminer à leur alliance et fermer les passages de l'Italie au roi de France, croyez-vous qu'ils fussent restés dans une si longue inaction? Leurs officiers auraient-ils perdu le goût de s'enrichir du pillage et des autres fruits de la guerre? Peut-être que, pour soulager un pays

allié et pour en tirer par ce moyen des subsides, ils n'ont pas eu besoin de faire subsister leurs troupes dans un pays ennemi. Au contraire, messieurs, jamais besoin ne fut plus pressant que le leur; mais nous leur avons paru trop puissants pour être forcés. Ils n'ont pas cru pouvoir s'embarquer dans une nouvelle guerre pendant qu'ils ont à craindre que le roi de France ne vienne fondre sur eux. Ils sentent bien qu'il n'est pas de leur intérêt de mettre une république aussi riche et aussi puissante que la nôtre dans la nécessité d'attirer les Français en Italie par la grandeur de ses offres. Soyez sûrs que, tant que ce frein retiendra l'empereur, il n'osera jamais s'approprier le Milanais, et que nous n'avons rien à craindre de ses menaces. Mais d'un autre côté, si nous faisons cesser ces craintes, il sera le maître d'envahir ce duché et d'entreprendre sur la république. Alors, messieurs, alors nous n'aurons à nous plaindre que de nous-mêmes, de l'excès de notre timidité et d'une indiscrète ardeur pour la paix. J'avoue que rien n'est plus digne de nos vœux que cette heureuse paix, lorsque, mettant fin à l'inquiétude et à d'onéreuses dépenses, elle n'augmente pas le péril et procure un repos assuré; mais autrement ce n'est plus une paix, c'est une pernicieuse guerre masquée d'un nom si doux, c'est un poison sous l'apparence d'un salutaire remède.

« C'est pourquoi, si notre alliance avec l'empereur ferme l'Italie au roi de France, si cette démarche met Charles à portée de s'emparer du Milanais, si cette invasion lui sert de degré pour venir jusqu'à nous, vous reconnaîtrez alors, mais trop tard, qu'à la honte du nom vénitien et violant la foi qui liait la république à la France, nous aurons procuré l'agrandissement d'un prince dont l'ambition égale la puissance, et qui prétend, de concert avec son frère, que nos États du continent leur appartiennent; vous regretterez d'avoir exclus d'Italie une autre puissance dont la force eût assuré la liberté de ce pays et que son intérêt eût inviolablement attachée à la république.

« Oui, messieurs, après des motifs si frappants, si sensibles, je ne crains plus qu'on m'impute de suivre une affection particulière au préjudice de la vérité, ni de préférer mes intérêts au zèle de citoyen et à l'amour de la république, dont le salut est assuré si le ciel permet que le bonheur du résultat de cette délibération égale la prudence qu'il a répandue sur cette auguste compagnie. »

Georges Cornaro, noble Vénitien, dont le crédit égalait l'autorité de Gritti, et qui tenait un rang distingué parmi les principaux sénateurs, répondit en ces termes au précédent discours :

« Messieurs, quelque importante et quelque épineuse que soit l'affaire qui nous assemble aujourd'hui, je ne puis, sans autre examen, m'empêcher de vous dire que rien n'est plus pernicieux à nos intérêts que de voir le Milanais entre les mains d'un prince supérieur à la république. Si ma crainte paraît frivole à quelques personnes, elles n'ont qu'à considérer l'ambition, l'infidélité des princes de ce temps et la différence de leur conduite d'avec celle des républiques qui, gouvernées par le concert de plusieurs têtes et non par le caprice d'un seul homme, écoutent davantage la modération et la bienséance, et ne s'écartent jamais, comme les rois ne le font que trop souvent, de ce que quelque apparence d'honneur et d'équité rend encore respectable. Mais pour vous faire sentir davantage le danger de la république, songez, messieurs, songez aux inquiétudes où le voisinage d'une puissance supérieure vous tiendra tous les jours. Il faudra, même au sein de la paix, vous préparer sans cesse à la guerre sans que ni traités ni conventions puissent vous rassurer; et si, pour vous rendre plus sensibles ce que j'avance, il fallait vous citer des exemples, l'antiquité m'en fournirait sans nombre; nos annales même viendraient à mon secours. Mais qu'est-il besoin d'en rapporter d'autre que celui qu'un souvenir cruel grave encore dans tous les cœurs? Louis XII fut introduit dans le Milanais par une funeste délibération de ce sénat à laquelle plusieurs de ceux qui m'écoutent aujourd'hui ont participé. La république méprisa les offres avantageuses des Espagnols et des Allemands pour demeurer attachée à la France, malgré la certitude que nous avions de ses intrigues contre nos intérêts. Enfin ni la porte du Milanais ouverte, ni traités, ni services, ne purent balancer la haine de Louis; elle fut même si vive qu'elle l'obligea à se réconcilier avec ses plus anciens et ses plus cruels ennemis pour former contre nous la fatale ligue de Cambrai.

« Si vous voulez éviter le péril que je vous montre, faites en sorte que ni la France ni l'Empire ne s'empare du Milanais et que ce duché tombe entre les mains de François Sforze ou de quelque autre qui n'ait point d'autre couronne. C'est de cette politique seule que dépend notre sûreté présente et l'extension de notre empire lorsque les temps viendront à changer.

« Nous ne sommes assemblés que pour décider si nous demeurerons unis à la France ou si nous traiterons avec l'empereur. Si nous persévérons dans notre alliance avec cette couronne, François Sforze n'a plus rien à prétendre au Milanais, que nous livrerons par ce moyen à François I, dont les forces sont si supérieures aux nôtres. Au contraire notre rupture avec ce prince affermira dans la possession de cet Etat ce même Sforze que Charles V propose de comprendre dans le traité comme partie principale et qu'il promet à l'Angleterre de maintenir de tout son pouvoir. Je suppose que l'empereur veuille contrevenir dans la suite à ces engagements; qui ne voit qu'il ne pourra le faire sans blesser non-seulement les intérêts de la république aussi bien que celui de toutes les autres puissances d'Italie, auxquelles il donnerait occasion d'appeler une seconde fois les Français à leur secours, mais encore sans offenser le roi d'Angleterre que tout le monde sait qu'il a de grandes raisons de ménager? Il ne pourrait le faire sans révolter contre lui les peuples du Milanais attachés à François Sforze. Il s'exposerait donc à des embarras, à des périls sans nombre et à la honte qui suit toujours l'infraction des serments, dont il a paru jusqu'à présent religieux observateur. Il vient de nous en donner des preuves, à la mort de Léon X, par son exactitude à rétablir François Sforze dans le Milanais, à lui rendre les places fortes de cet Etat dès qu'elles ont été conquises, et à le mettre en possession du château de Milan contre l'opinion presque générale. Qui pourrait après cela nous empêcher de faire alliance avec l'empereur, et ne devons-nous pas plutôt traiter avec ce prince dont les liaisons nous mènent à notre but, que de persévérer dans l'attachement d'une couronne qui nous en éloigne absolument?

« Mais on objecte que l'établissement du roi de France dans le Milanais serait moins dangereux pour la république que si l'empereur était maître de ce duché, sous prétexte que le premier, jaloux de la grandeur de son rival, se trouverait comme forcé d'entretenir notre alliance, au lieu que les droits prétendus sur nos Etats par le second et par son frère seront une source inépuisable de division entre ce prince et la république. J'avoue qu'on peut ne pas se tromper en jugeant ainsi d'un souverain qui vraisemblablement a toute l'ambition naturelle aux souverains d'un vaste pays, mais je voudrais aussi qu'on pût nous assurer que François I sera plus fidèle aux traités. Louis XII n'était pas moins intéressé que ce prince à maintenir notre alliance; cependant ni son propre intérêt ni la honte de cette démarche ne purent l'empêcher d'écouter la haine et l'ambition contre nous. Ajoutez à cela que les motifs des liaisons de la France avec la république ne subsisteront pas toujours, et que, comme toutes les choses humaines, ils peuvent changer à chaque instant. D'un autre côté l'empereur est mortel comme le reste des hommes; il n'est pas à l'abri des revers de la fortune que plusieurs princes dont la puissance surpassait la sienne ont éprouvés, et même nous venons de le voir dans une situation plus touchante que digne d'envie par la révolte de l'Espagne entière. D'ailleurs, que le duché de Milan soit entre les mains du roi de France ou qu'il tombe dans celles de l'empereur, le péril est assez égal des deux côtés. Mais je veux qu'il le soit davantage de la part de l'empereur; ne comptez-vous pour rien l'extrême différence qui se présente actuellement entre les deux partis? Je le répète une seconde fois : l'alliance de l'empereur nous conduit, selon toutes les apparences, à notre but, et personne ne peut douter que notre union avec la France ne nous en éloigne absolument.

« D'ailleurs ces périls qu'on nous fait envisager ne sont à craindre que pour l'avenir. Si vous considérez les conjonctures présentes, il ne sera pas difficile de sentir que le refus de traiter avec l'empereur expose la république à des inquiétudes et à des périls actuels, au lieu qu'en rompant avec la France il faudra que cette cour attende des occasions favorables de prendre les armes. Si vous demeurez unis à cette puissance, elle pourra se déterminer actuellement à la guerre, qui ne peut nous être

que très onéreuse de toute façon. Mais voyons dans lequel des deux partis nous aurions le plus à craindre de l'événement. On peut assurer en quelque façon que notre alliance avec l'empereur fera déclarer la victoire en sa faveur, tandis qu'on ne peut se flatter que faiblement de la faire tourner du côté de la France en persistant dans l'union avec cette couronne. Mais je veux que le sort des armes favorise les Français contre la république et l'empereur réunis; cette victoire ne saurait nous être aussi fatale que le serait à la république celle des impériaux sur la France et sur nous. Charles V nous accablerait de tout le poids de ses armes victorieuses, et, bien loin de rencontrer le moindre obstacle à ses desseins, il se trouverait dans une espèce de nécessité de s'emparer du Milanais.

« Il me reste à répondre à ce qu'on dit des obligations de nos traités avec la France. La réponse est facile. Vous vous êtes engagés à la défense des Etats de cette couronne en Italie, mais vous n'avez pas promis de l'aider à reconquérir ce qu'elle se laisserait enlever. Le traité ne nous y oblige en aucune manière. Nous avons satisfait à nos engagements lorsqu'à la perte de Milan, causée par la négligence des Français à se munir de provisions, nos troupes souffrirent plus que les leurs mêmes; nous les avons remplis par les secours envoyés à Lautrec lorsqu'il se retirait avec les Suisses; nous avons été même plus loin lorsque, amusés par de vaines promesses, nous avons attendu plusieurs mois que le roi fît passer des troupes en Italie. S'il n'est pas dans le dessein de le faire, pourquoi serions-nous la victime de sa négligence? S'il est hors d'état d'exécuter ses promesses, n'en est-ce pas assez pour notre justification, supposé qu'elle devînt nécessaire? Quelles peuvent donc être aujourd'hui nos obligations à l'égard de la France, qui nous abandonne la première? Je crois que nous avons fait pour cette couronne tout ce que nous devions faire, et je ne vois pas d'ailleurs quelle utilité la France pourrait retirer du péril où la république s'exposerait inutilement en sa faveur.

« Je ne puis savoir quelle est l'intention des généraux de l'empereur; il y aurait de l'imprudence à vous assurer qu'ils ne nous attaqueront pas dès que nous aurons rejeté l'alliance de leur maître, surtout dans des circonstances qui les obligent à faire subsister leurs troupes aux dépens d'autrui et dans l'espérance qu'ils ont peut-être de nous forcer par la guerre à nous liguer avec l'Empire. Nous avons tout lieu de l'appréhender si le roi de France ne se détermine pas à passer en Italie. Sa négligence, l'épuisement de ses finances, l'occupation que lui donnent deux puissants princes dans ses propres Etats, sont de solides motifs d'en douter, et l'on peut, sans craindre la censure, s'en rapporter aux avis du ministre de la république qui, comme tous les ambassadeurs, est l'œil et l'oreille de la puissance dont les intérêts lui sont confiés.

« Enfin, pour finir par où j'ai commencé, le but de notre délibération doit être d'assurer la possession du Milanais à François Sforze, d'où je conclus que nous devons préférer l'Empire à la France, dont l'intérêt s'oppose absolument au dessein que vous vous proposez. »

La force et le poids des motifs allégués par deux hommes de cette considération, bien loin de fixer les doutes du sénat, ne servirent qu'à le rendre plus incertain; c'est pourquoi les choses tiraient en longueur. Le caractère vénitien, l'importance de l'affaire et le désir de voir quelles seraient les démarches du roi de France nourrissaient cette irrésolution; les difficultés sans nombre nécessairement occasionnées par les articles qui concernaient l'archiduc l'entretenaient encore. Elle était d'ailleurs augmentée par les préparatifs de guerre que le roi de France pressait avec ardeur et par les instances de l'évêque de Bayeux [1], envoyé de ce prince, pour faire différer d'un mois la détermination du sénat, auquel il assurait qu'avant la fin de ce terme François I passerait les monts avec la plus florissante armée qu'on eût vue depuis long-temps en Italie.

Sur ces entrefaites arriva la mort d'Antoine Grimani, doge de Venise. Il y avait toute apparence qu'André Gritti, qui fut mis à sa place, s'intéressait pour la France; mais cette élection fut plus contraire que favorable à cette cour. Le nouveau doge abandonna sans réserve la décision de cette affaire au sénat, croyant que la dignité de chef de la république l'obligeait

(1) Louis de Canosa, dont il est parlé ci-dessus sous le nom d'évêque de Tricarico.

à garder une parfaite neutralité. Enfin les ministres de l'Empire et d'Angleterre, voyant arriver chaque jour de nouveaux employés de France pour faire de grandes offres à la république, et sachant qu'Anne de Montmorency [1], depuis connétable de France, et Frédéric de Bozzole étaient en chemin pour les appuyer, ils ne cachèrent plus les défiances que ces longueurs faisaient naître dans leur esprit, et protestèrent qu'ils rompraient toute négociation si le sénat ne donnait une réponse positive dans trois jours. Par ce moyen on fut obligé de prendre un parti, auquel la négligence de François I dont les promesses réitérées depuis plusieurs mois ne s'exécutaient point, et les avis de l'ambassadeur de la république, déterminèrent encore.

Le traité [2] portait : qu'il y aurait paix et alliance perpétuelle entre Charles V, Ferdinand, archiduc d'Autriche, François Sforze, duc de Milan, et les Vénitiens ; que ceux-ci fourniraient dans l'occasion six cents hommes d'armes, six cents chevau-légers et six mille hommes d'infanterie pour la défense du Milanais ou du royaume de Naples. Le sénat, craignant d'exciter le ressentiment des Turcs par une obligation générale, stipula qu'il ne serait tenu de défendre ce dernier Etat que contre les princes chrétiens. De son côté, l'empereur s'obligea à contribuer sans réserve à la défense des Etats de la république en Italie. Le sénat convint encore de payer à l'archiduc deux cent mille ducats en huit ans, pour finir leurs anciens différends avec ce prince et pour satisfaire au traité de Worms. Après la signature du traité, les Vénitiens, qui venaient de congédier Théodore Trivulce, nommèrent François-Marie, duc d'Urbin, gouverneur général de leurs troupes, et lui firent les mêmes conditions qu'à Trivulce.

Il n'y avait presque personne en Italie qui ne crût que le roi de France, après cette ligue de ses alliés avec l'empereur, ne songerait pas à l'expédition du Milanais cette année. Mais lorsqu'on fut instruit de la continuation de ses préparatifs et de la marche de ses troupes, la crainte obligea ses ennemis à conclure une nouvelle ligue contre lui, et on engagea le pape à s'en déclarer le chef.

(1) Il était second fils de Guillaume, baron de Montmorency, et d'Anne Pot de la Rochepot. Il mourut en 1565, à l'âge de près de quatre-vingts ans, des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Saint-Denis.

(2) Conclu le 28 juin.

CHAPITRE II.

Le cardinal de Médicis revient à Rome. Le cardinal Soderini arrêté au château Saint-Ange. Adrien VI fait alliance avec Charles V. Conjuration du duc de Bourbon contre François I. Bonnivet, amiral de France, en Italie. Antoine de Lève, gouverneur de Pavie. Mort du pape Adrien. Faits d'armes en Lombardie. Les affaires des Français tournent mal en Italie. L'armée française décampe de Milan.

Adrien avait souhaité la paix avec ardeur ; il avait même, à son arrivée en Italie, exhorté l'empereur et les rois de France et d'Angleterre à considérer les progrès des Turcs, à finir une guerre si funeste à la chrétienté, et à envoyer leurs plénipotentiaires à Rome. Tous ces princes s'étaient empressés de se rendre aux instances du pape, mais leur but n'était que de sauver les apparences ; car dès qu'on eut entamé la négociation, tous reconnurent l'inutilité de cette démarche. Il naissait sans cesse des obstacles à la conclusion de la paix ; une trève de courte durée ne convenait pas à l'empereur qui n'en devait retirer aucun avantage, et d'ailleurs le roi de France était bien éloigné d'en conclure une pour long-temps. C'est pourquoi le pape, soit par un reste d'affection pour l'empereur, soit par dépit de l'éloignement qu'il crut voir dans le roi de France pour la paix, écouta davantage les conseils qui tendaient à fermer l'entrée du Milanais à ce prince. Le cardinal de Médicis, rassuré par ces dispositions du pape, se rendit sur ces entrefaites à Rome ; il avait demeuré jusqu'alors à Florence, craignant que le cardinal de Volterra, qui passait pour avoir beaucoup de crédit auprès d'Adrien, ne lui suscitât quelque fâcheuse affaire. Médicis fut reçu de presque toute la cour avec de grands honneurs ; et se joignant au duc de Sessa [1], ministre de l'Empire, et aux ambassadeurs du roi d'Anglererre, il les servit de tout son pouvoir auprès d'Adrien.

Cependant la mauvaise fortune de Volterra, qui s'opiniâtrait pour ainsi dire à troubler les mesures et les intrigues de ce cardinal, fut cause d'un accident qui le ruina dans l'esprit du pape, et qui fournit à Médicis le moyen

(1) Louis de Cordoue. Il était fils du fameux Gonzalve.

d'entrer plus avant dans la faveur dont Volterra était en possession. Ce dernier avait su gagner la confiance d'Adrien en flattant les inclinations du pontife, auquel il eut l'adresse de persuader, par des discours également pleins de force et d'agrément, qu'il ne désirait rien tant que la paix de la chrétienté. François Imperiale, banni de Sicile, qui se préparait à passer en France, fut arrêté dans le voisinage de Rome à Castelnuovo, par ordre du duc de Sessa. Ce Sicilien avait des lettres du cardinal de Volterra à l'évêque de Saintes son neveu[1], qui devait conseiller au roi d'envoyer une flotte contre la Sicile. Il fondait cet avis sur la facilité que le roi de France aurait de rentrer dans le Milanais, en obligeant l'empereur à partager ses forces pour la défense de cette île. Adrien, surpris par cette découverte imprévue, et se voyant la dupe de la dissimulation de Volterra, aigri d'ailleurs par le duc de Sessa, fit mettre ce cardinal au château Saint-Ange; ensuite il nomma des commissaires pour le juger comme criminel de lèse-majesté, parce qu'il avait conseillé au roi de France d'attaquer la Sicile qui relève du Saint-Siége. Il est vrai qu'on n'y travailla que lentement, et qu'après avoir subi son interrogatoire il eut la liberté de se défendre par le ministère des avocats et des procureurs; mais on ne l'avait pas traité si modérément en ce qui avait rapport à ses biens; car le même jour qu'il fut arrêté le pape se saisit de ce qu'il trouva dans le palais de ce cardinal. Imperiale découvrit encore l'intelligence du comte de Camerata[2], de l'intendant des ports[3] et du trésorier de cette île[4], avec la France. Ces conjurés furent tirés à quatre chevaux.

Cette découverte indisposa davantage le pape contre le roi de France et resserra les liaisons du cardinal de Médicis avec Adrien, qui chaque jour avait des entretiens avec lui. Cependant le bruit de l'expédition du Milanais se fortifiait de jour en jour. Le pontife prit enfin la résolution de la traverser ouvertement. Ayant donc assemblé le consistoire, il commença par exposer le péril que l'on avait à craindre de la part des Turcs. Après ce préambule d'usage, il dit que l'opiniâtreté du roi de France à rejeter la trêve étant la seule chose qui fît durer ses craintes, il se croyait obligé, comme vicaire de Jésus-Christ et comme successeur du prince des Apôtres, de maintenir la paix de toutes ses forces; qu'ainsi l'amour du bien public l'engageait à s'unir avec les puissances qui travaillaient à pacifier l'Italie, dont les troubles ou la paix devaient faire le sort du monde entier.

En conséquence de ce discours la ligue fut signée le 3 du mois d'août. Elle comprenait le pape, l'empereur, représenté par le vice-roi de Naples qui vint à Rome exprès, le roi d'Angleterre, l'archiduc d'Autriche et le duc de Milan; le cardinal de Médicis y entrait aussi, tant en son nom que pour les Florentins et les Génois. Cette confédération, dont le but était de défendre l'Italie, devait durer tant que vivraient ceux qui la composaient, et même encore un an après la mort de chacun d'eux. Toutes les puissances pouvaient y entrer; mais il fallait avoir l'agrément du pape, de l'empereur, du roi d'Angleterre, de l'archiduc et promettre de terminer ses différends particuliers par la discussion du droit des parties et non par les armes. Il fut stipulé par rapport aux confédérés d'Italie que, si quelqu'un d'eux y était attaqué, le pape fournirait deux cents hommes d'armes, l'empereur huit cents, les Florentins deux cents et le duc de Milan aussi deux cents et autant de chevau-légers pour la défense; que le pape, l'empereur et le duc de Milan se chargeraient du soin de l'artillerie, des munitions et de toutes les dépenses qui concernent cet article; que, pour avoir l'infanterte nécessaire et subvenir au reste des frais de la guerre, Adrien paierait vingt mille ducats tous les mois, aussi bien que le duc de Milan et les Florentins; l'empereur s'obligea d'en fournir trente mille. Gênes, Sienne et Lucques promirent d'entrer dans cette contribution pour dix mille ducats. Outre cela, Gênes devait entretenir une flotte et faire les autres dépenses nécessaires pour sa propre défense. Tous convinrent de cette contribution pour trois mois, laissant au pape, à l'empereur et au roi d'Angleterre la liberté de la continuer tant qu'ils le jugeraient à propos. Les deux premiers se réservèrent le pouvoir de nommer le général de l'armée. Médicis, dont le crédit

(1) Julien Soderino. Il avait succédé dans cet évêché au cardinal son oncle, en 1516, et il mourut le 30 juillet 1544. Il était fils de Paul-Antoine dont il a déjà été parlé.

(2) Frédéric Padella.

(3) Jean de Saint-Philippe; il était de Palerme.

(4) Jean-Vincent Lofanto.

était considérable auprès de l'empereur, le pressait de choisir le vice-roi de Naples, au préjudice de Prosper Colonna, que ce cardinal haïssait mortellement. Le marquis de Mantoue entra d'une manière indirecte dans la confédération, ayant été fait capitaine général des troupes de l'Eglise et de Florence en commun.

Il semblait que l'alliance des Vénitiens avec l'empereur, et l'union de tant de puissances, dussent ralentir l'ardeur de François I ; mais ce prince, qui venait de se rendre à Lyon, ne se disposait pas moins à passer en Italie à la tête d'une armée formidable. Le bruit de sa marche y causait même déjà quelques mouvements.

L'empereur, pour punir Albert Pio de sa révolte contre l'Empire, s'était saisi de la ville de Carpi dont il avait gratifié Prosper Colonna. Jean Coscia, gouverneur de cette place pour ce dernier, en négligeant la garde, Lionel, frère d'Albert, s'en rendit maître par surprise.

Dans le même temps le Milanais fut sur le point de voir un accident d'une plus grande importance. François Sforze, duc de Milan, partit de Monza pour se rendre dans sa ville capitale. Il était monté sur une petite mule, et sa garde marchait à quelques pas de lui, à cause de la poussière excessive que les chevaux élèvent en été dans les plaines de Lombardie. Boniface Visconti, jeune Milanais, plus distingué par la noblesse de sa maison que par des honneurs ou des biens personnels, saisit cette occasion pour venger la mort de Monsignorino Visconti que Jérôme Morone avait fait assassiner depuis quelques mois à Milan, de concert avec le duc, comme on le croyait. Visconti montait un cheval turc et marchait assez près du prince. Lorsqu'on fut arrivé dans un carrefour, il piqua brusquement vers le duc avec un poignard à la main pour le frapper à la tête ; mais la mule ayant eu peur, et la fougue du cheval turc empêchant qu'il ne se tînt en place, Visconti, qui par sa taille et par la hauteur de sa monture était plus élevé que le prince, ne put l'atteindre qu'à l'épaule ; ensuite mettant promptement l'épée à la main il lui porta un second coup, mais la blessure fut légère et du taillant seulement. Plusieurs des gens qui accompagnaient le prince étant accourus, Visconti prit la fuite, et n'ayant pu être atteint par les gardes, il se sauva dans le Piémont.

Si la fortune eût favorisé les mesures et l'audace du jeune Visconti, ç'eût été une chose surprenante et peut-être unique, qu'un seul homme, en plein jour, et sur le grand chemin, eût assassiné un si grand prince au milieu de ses gardes et de ses Etats, et qu'il se fût ensuite sauvé. Le duc reprit le chemin de Monza, ne doutant pas qu'il n'y eût une conspiration formée dans Milan, où Prosper et Morone, qui soupçonnèrent la même chose, firent arrêter l'évêque d'Alexandrie, frère de Monsignorino. Il se mit de bon gré en prison sur la parole de Prosper, et fut enfermé dans le château de Crémone après avoir subi l'interrogatoire. Il y eut des gens qui le crurent complice de cet attentat et d'autres qui ne le crurent pas.

Sur ces entrefaites, Galéas de Birague, suivi d'autres bannis du Milanais et secondé par quelques soldats français qui étaient alors en Piémont, fut introduit dans la ville de Valence par le gouverneur de la citadelle, Savoyard de nation. Antoine de Lève, en ayant eu avis, partit aussitôt d'Asti, où il était avec une partie des troupes espagnoles, et vint former le siége de Valence avant que les Français eussent eu le temps de réparer les fortifications de la place. Il s'en rendit maître au bout de deux jours et prit ensuite la citadelle. Les ennemis perdirent à ces deux attaques environ quatre cents hommes, et plusieurs furent faits prisonniers. Birague, l'auteur de cette entreprise, fut de ce nombre.

Cependant l'armée de France passait les monts et le roi se préparait à la suivre ; mais il en fut empêché par la conjuration du duc de Bourbon, qui éclata sur ces entrefaites. Ce prince, qui joignait à l'éclat du sang royal des biens considérables, la dignité de connétable et une haute réputation de valeur, était le plus grand seigneur de France. Il y avait déjà plusieurs années qu'il n'était plus dans les bonnes graces du roi et qu'on l'éloignait des emplois et des conseils où il était appelé par son rang. D'ailleurs la mère du roi avait attaqué le connétable au parlement de Paris pour le dépouiller de ses biens, sous prétexte qu'elle y avait d'anciens droits. Bourbon, indigné du silence du roi dans cette occasion, ne balança pas à se révolter contre son maître ; et il avait depuis quelques mois traité secrètement avec l'Empire et l'Angleterre par le moyen de Beaurain, grand-chambellan et favori de Charles V. Pour rendre

cette union durable, l'empereur s'était engagé à lui donner en mariage Eléonore[1], sa sœur, veuve d'Emmanuel, roi de Portugal.

Ces trois princes fondaient l'espérance de réussir dans leurs projets sur la résolution que le roi de France avait prise de passer lui-même en Italie. Le roi d'Angleterre, pour mieux engager François I à cette expédition, faisait artificieusement espérer qu'il n'attaquerait pas la France cette année. Dès que le roi serait au-delà des monts, le connétable devait entrer en Bourgogne à la tête de douze mille hommes de pied, qu'on levait en secret aux dépens de l'empereur et du roi d'Angleterre. Bourbon comptait faire de grands progrès en France, tant à la faveur de son crédit que par l'absence du roi. Les conquêtes que ce prince devait faire étaient déjà partagées. On lui laissait la Provence, qu'il revendiquait comme appartenant à sa maison, du chef de la maison d'Anjou ; il devait la posséder avec le titre de roi : tout le reste était pour le roi d'Angleterre.

Le connétable, afin de ne pas être du voyage d'Italie, feignit une maladie à Moulins, capitale du duché de Bourbon. Le roi avait déjà eu quelque léger indice de la conspiration ; et passant par cette ville pour se rendre à Lyon, il s'ouvrit avec franchise au connétable et lui dit qu'on avait voulu l'indisposer contre lui, mais que l'idée de sa fidélité tant de fois éprouvée l'avait rassuré sur son compte. Le connétable lui marqua vivement sa reconnaissance de tant de bontés et remercia Dieu de l'avoir fait naître sous un prince auprès de qui la calomnie n'avait aucun pouvoir. Ensuite il lui promit de se rendre à Lyon pour l'accompagner partout où il voudrait, dès que l'indisposition qui le retenait à Moulins serait finie. Mais lorsque le roi fut dans cette première ville, il apprit qu'il s'assemblait des troupes allemandes en Bourgogne. Cette nouvelle, jointe aux indices précédents et à certaines lettres assez claires qu'on avait interceptées, fit qu'on arrêta Saint-Vallier, Boissy[2], frère de la Palice, le maître des postes, et l'évêque d'Autun[3], complices de la conjuration. Le grand-maître eut ordre de courir à Moulins avec cinq cents chevaux et quatre mille hommes d'infanterie pour se saisir du connétable ; mais il était trop tard. Bourbon, ayant pris l'alarme et craignant de trouver les passages fermés, s'était sauvé en Franche-Comté[1], déguisé en valet de chambre.

La fuite du connétable et la découverte de ses intrigues interrompirent le voyage du roi, mais elles ne lui firent pas abandonner la guerre d'Italie. Il se contenta de retenir une partie des troupes destinées pour cette expédition, dont l'amiral de Bonnivet fut chargé. Le roi lui donna dix-huit cents lances, six mille Suisses, deux mille Grisons, pareil nombre de Vallesans, six mille lansquenets, douze mille hommes de pied français et trois mille Italiens. L'amiral ayant passé les monts s'approcha du Milanais et fit mine d'assiéger Novare. Cette ville peu fortifiée, et dont la garnison était faible, se rendit avec la permission du duc de Milan, auquel la citadelle se conserva fidèle. Vigevano suivit l'exemple de Novare par la même raison. Ainsi tout le pays au-delà du Tésin se soumit aux Français.

Prosper Colonna, qui venait d'essuyer une longue maladie, ne pouvait se persuader qu'après l'alliance des Vénitiens avec l'empereur et depuis la conspiration du connétable le roi de France persévérât dans le dessein de porter ses armes dans le Milanais cette année. Dans cette confiance, il avait négligé de rappeler ses troupes de leurs quartiers et de se préparer à la défense ; mais enfin, voyant approcher les ennemis, il ne songea qu'à les arrêter sur les bords du Tésin, et sans réfléchir au passage de l'Adda qu'il avait su forcer, il se crut si sûr de réussir qu'il négligea de relever les fortifications des faubourgs de Milan, dont la plus grande partie était en ruine. Il assembla donc son armée entre Biagrassa, Bufaloro et Turbico, dans un poste avantageux pour fermer le passage du Tésin, et d'où il était à portée de secourir les villes de Pavie et de Milan. Mais l'armée française s'étant rendue à Vigevano, et trouvant le fleuve moins profond que Prosper ne se l'était imaginé, le traversa à quatre milles de son camp, tant à gué que sur des bar-

(1) Née le 24 novembre 1498. Elle avait épousé en 1519 Emmanuel, roi de Portugal, qui mourut le 13 décembre 1521.

(2) Il n'était pas frère de la Palice, dont le nom était Chabanne. Boisy était fils d'Artus Gouffier, grand-maître de France.

(3) Jacques Hurault, oncle du chancelier Philippe Hurault de Chiverny. Il mourut à Blois, au mois de juin 1546, après avoir siégé trente-quatre ans à Autun.

(1) Il passa pour le valet de chambre du seigneur de Pomperant, seul compagnon de sa fuite.

ques; et même voulant faire passer l'artillerie, ils jetèrent un pont dans un endroit absolument abandonné. Cette surprise obligea Prosper de prendre d'autres mesures; il envoya donc en diligence Antoine de Lève avec cent gens d'armes et trois cents fantassins à Pavie, et se retira lui-même à Milan avec le reste de l'armée. Ensuite, ayant convoqué le conseil de guerre, tous les officiers lui représentèrent que si l'amiral marchait droit à Milan il ne fallait pas songer à défendre cette place, n'étant pas possible de réparer en moins de trois jours les fortifications des faubourgs, absolument négligées depuis la dernière guerre; qu'ainsi le seul parti qu'on eût à prendre était de les relever promptement et de se tenir prêts à faire retraite à Côme si l'ennemi venait du côté de Pavie, et dans cette ville s'il venait du côté de Côme avant qu'on se fût mis en état de defense.

Mais le malheur des Français leur fit perdre encore une si favorable occasion; car soit négligence, soit envie d'attendre la réunion de toute l'armée dont une partie était derrière, ils demeurèrent tous dans l'inaction sur le Tésin. Enfin, leurs troupes s'étant jointes entre Milan, Pavie et Binasco, ils s'avancèrent à San-Christoforo, qui n'est qu'à un mille de cette première place, entre les portes Ticinese et Romaine. Ensuite, après avoir aplani le terrain et roulé l'artillerie jusqu'à la tête de l'armée, ils parurent dans le dessein de donner l'assaut; mais ils se contentèrent de camper en cet endroit, et, peu de jours après, ils allèrent se poster à l'abbaye de Chiaravalle. Quelques jours après ils brisèrent les moulins et coupèrent les canaux qui portaient de l'eau à Milan, ce qui fait voir qu'ils pensaient moins à forcer la ville tout d'un coup qu'à faire un siége dans les formes. Ce fut sans doute le grand nombre de troupes qu'il y avait alors dans la place qui leur fit prendre cette résolution. En effet, on y comptait environ huit cents lances, autant de chevau-légers, quatre mille hommes d'infanterie espagnole, six mille cinq cents lansquenets et trois mille Italiens; d'ailleurs le peuple, très bien armé et toujours ennemi de la France, ne devait pas manquer de soulager la garnison.

Telle était la face des affaires en Italie lorsque le pape mourut le 14 septembre. Sa mort fut un coup de foudre pour les confédérés, que cet accident priva non-seulement de l'éclat que l'autorité pontificale donnait à leurs armes, mais encore de l'utile contribution qu'Adrien payait en vertu du traité. Ce pontife, soit incapacité, soit à cause du peu de temps qu'il fut pape, ne laissa pas une grande opinion de ses talents; toute la cour de Rome vit sa mort avec beaucoup de joie, parce qu'elle brûlait de voir le Saint-Siége occupé par un Italien, ou du moins par un homme qui fût depuis long-temps en Italie.

Sous le pontificat d'Adrien il s'était allumé dans les Etats du Saint-Siége des étincelles capables d'exciter un grand incendie si ce pape eût vécu plus long-temps; mais elles furent étouffées à sa mort, tant par les soins qu'on se donna pour en arrêter le progrès que par le hasard. Avant l'arrivée d'Adrien en Italie, le sacré-collége avait confié la garde de Reggio et de Rubiera au comte Albert Pio, qui était aussi en possession des citadelles de ces deux places. Ce pontife les avait redemandées; mais le comte, à la faveur du peu d'expérience d'Adrien, avait éludé ses ordres durant plusieurs mois sous divers prétextes; il avait même engagé Renzo de Ceri à s'enfermer avec de la cavalerie et beaucoup de gens de pied à Rubiera, poste très commode pour faire des courses entre Modène et Reggio sur le chemin de Rome, dans la vue d'enlever l'argent et les dépêches qui viendraient de cette ville, de Naples et de Florence pour Milan, et de profiter des occasions pour former de plus grandes entreprises. Francesco Guicciardini, gouverneur de Modène et de Reggio, ayant pénétré de bonne heure ce complot, fit sentir au pape quel était le but de la soumission apparente d'Albert et le péril des Etats du Saint-Siége en ces quartiers. Adrien, indigné de la manœuvre d'Albert, le menaça d'employer la force pour rentrer dans ces places; celui-ci n'avait alors osé lever le masque, la France n'étant pas encore en état d'appuyer ses desseins.

Dans la suite, Prosper Colonna, afin de pouvoir reprendre la ville de Carpi dans laquelle la maison de Pio était rentrée, avait pris à la solde de la ligue Guy Rangone avec cent lances, autant de chevau-légers et mille hommes d'infanterie; pareil nombre de gens de pied Espagnols levés par le duc de Sessa dans Rome, et qu'il faisait partir pour Milan, restèrent à

Modène par les ordres de Prosper. Sur ces entrefaites, Renzo de Ceri qui venait d'attirer auprès de sa personne beaucoup de soldats, tant par sa réputation que par l'attrait du pillage, se mit à infester tout le pays. Il osa même, depuis la mort du pape, attaquer pendant la nuit la ville de Rubiera avec deux mille hommes de pied, mais sans succès, par la vigoureuse résistance des habitants, et d'ailleurs par la difficulté qu'il y avait à forcer d'abord une place de cette importance; Tristan Corso, l'un de ses officiers, y demeura prisonnier.

Les troupes de Prosper et celles de Renzo se trouvant dans ces quartiers firent naître des mouvements encore plus considérables. Le duc de Ferrare se lassait d'attendre la restitution de Reggio et de Modène, qu'on lui avait fait espérer; et jugeant, par l'absolution obtenue d'Adrien, qu'il était moins difficile de faire oublier une usurpation que d'engager les papes à la restitution, il résolut de profiter de la mort d'Adrien pour rentrer dans ces places. La division des cardinaux, qui s'était toujours augmentée depuis la mort de Léon X, faisait croire au duc, avec tout le public, que l'interrègne durerait long-temps. D'ailleurs les conjonctures favorisaient son dessein; il était surtout à portée de faire usage de l'habileté de Renzo de Ceri, qui comptait déjà deux cents chevaux et plus de deux mille hommes d'infanterie sous ses drapeaux. Le duc, en ayant assemblé trois mille de son côté, fit tenir trois mille ducats à cet officier et marcha vers Modène, qui n'avait alors pour toute défense que les troupes enrôlées par Rangone pour le service des confédérés. Il est vrai que le peuple n'était pas favorable à la maison d'Est, mais les murs de la place étaient faibles, bâtis à l'antique et négligés depuis long-temps; d'ailleurs le temps avait comblé les fossés; c'est pourquoi la place avait besoin d'une garnison plus nombreuse pour se défendre.

Le gouverneur[1] et le comte Rangone, oubliant les brouilleries qui les divisaient, se réunirent pour se mettre en état de défense. Ils mirent tout en œuvre pour obtenir que les mille Espagnols arrivés en Toscane se rendissent à Modène, comme on l'avait projeté d'abord. Cette infanterie, marchant avec lenteur et ne donnant que dès réponses ambiguës, paraissait fort incertaine du parti qu'elle devait prendre; mais enfin elle se rendit aux instances de Guicciardini. A la nouvelle de leur arrivée, il ne s'en fallut rien que le duc de Ferrare, qui s'était avancé jusqu'à Final avec deux cents lances, quatre cents chevau-légers et trois mille hommes de pied, n'abandonnât son entreprise; mais comptant être au moins en état de prendre la ville de Reggio quand Renzo de Ceri l'aurait joint avec ses troupes, ne désespérant pas même de voir l'infanterie espagnole se mutiner faute de paiement, il prit la résolution de poursuivre ses desseins. Ces espérances n'étaient pas sans fondement; le sacré-collége, malgré le prompt avis du gouverneur, ne donnait aucun ordre pour éloigner un si pressant danger; il ne daignait pas même répondre à ses lettres. Cependant Guicciardini était hors d'état de satisfaire la garnison avec les deniers publics, et le jour marqué pour la solde du second mois des troupes espagnoles vint encore à tomber par hasard dans ces conjonctures; d'ailleurs, s'il trouvait moyen de payer toutes les troupes, il se mettrait par là dans l'impossibilité d'en lever de nouvelles. Il n'ignorait pas que s'il gardait à Modène une partie de celles qu'il avait, et que le reste se rendît à Reggio, ces deux places seraient également exposées. La dernière manquait absolument de troupes et le peuple y penchait en faveur du duc de Ferrare.

Dans ces circonstances, Guicciardini et Rangone se bornèrent à défendre Modène, comme la plus importante des deux, parce qu'elle est voisine de Bologne et de l'Etat ecclésiastique, et par la facilité qu'il y avait de la secourir plus tôt que Reggio. Ils se contentèrent d'envoyer cinq cents hommes d'infanterie à Reggio, sous les ordres de Vincent Maiato, Bolonais, l'un des capitaines du comte, avec ordre de se retirer dans la citadelle s'il ne pouvait défendre la ville; et jugeant qu'il pourrait faire une résistance de quelques jours, ils envoyèrent de l'argent à Jean-Baptiste Smeraldo de Parme, qui en était gouverneur, pour y mettre encore trois cents hommes de pied. Ils représentèrent en même temps aux habitants de Reggio que cette occasion ne les intéressait pas moins que le Saint-Siége, et les prièrent, mais en vain, de vouloir prêter quelque argent pour lever encore de l'infanterie.

(1) C'est l'auteur de cette Histoire.

Le gouverneur ne pouvant rien faire davantage pour sauver Modène assembla les habitants et leur représenta : « Qu'étant hors d'état de payer l'infanterie espagnole et de subvenir aux autres dépenses, la ville ne pouvait manquer de tomber sous la puissance du duc de Ferrare, au lieu qu'il serait facile de la défendre avec de l'argent; qu'il ne voyait d'autre ressource pour en avoir que leur bonne volonté; qu'à l'égard de l'avenir, le pape qu'on élirait ou le sacré-collége se chargerait du soin d'y pourvoir; qu'il n'y avait personne dans l'assemblée qui ne connût par expérience la domination du duc de Ferrare et celle de l'Eglise; qu'il était donc inutile de leur en faire sentir la différence; qu'il les priait seulement de ne point s'alarmer de la proposition qu'il leur faisait de lui prêter une somme peu considérable; que, par rapport au bien public et particulier, ce ne pouvait être qu'un petit objet, s'ils faisaient attention qu'ils se conserveraient par ce moyen un maître dont ils étaient contents. » Ce discours persuada sans peine les assistants, déjà bien disposés; le jour même ils se cotisèrent entre eux et firent une somme de cinq mille ducats, qui mit le gouverneur en état de payer l'infanterie espagnole et de pourvoir aux plus pressants besoins; ce fut ainsi qu'il se rassura contre les entreprises du duc de Ferrare. Ce prince, ne se croyant pas assez fort pour prendre Modène, la laissa sur la gauche; et ayant été joint dans sa marche par Renzo de Ceri, il se présenta devant la ville de Reggio, qui le reçut d'abord; le gouverneur de la citadelle se rendit aussi le jour suivant, après avoir essuyé quelques coups de canon; il dit pour justification que Vincent Maiato avait refusé d'y entrer avec ses troupes, et que les ennemis s'étaient saisis, dans le voisinage de Parme, de l'argent que le gouverneur de Modène avait envoyé pour lever de l'infanterie. Cependant Renzo quitta bientôt le duc de Ferrare pour obéir à l'amiral de France, qui lui mandait de venir le joindre; c'est pourquoi le duc se trouva presque dépourvu de troupes. Néanmoins, après quelques jours de campement sur la Secchia, il alla se présenter devant Rubiera. Le comte Rangone avait envoyé le vieux Coviano avec deux cents hommes de pied; le duc n'avait que de faibles espérances de s'en emparer, tant à cause du peu d'étendue de cette place que parce qu'elle est défendue par des fossés larges et profonds et par de forts remparts. Il ne laissa pas de faire tirer le jour suivant son canon contre le mur attenant la porte. Coviano, soit qu'il eût déjà secrètement composé avec le duc, soit qu'il craignît les habitants qui commençaient à se soulever, vint le trouver aussitôt et lui remit les clefs de la ville. Le duc ayant fait ensuite pointer le canon contre la citadelle, Tito Tagliaferro de Parme, qui commandait dans ce fort, se rendit le même jour sans essuyer un seul coup de feu, quoique sa place fût en bon état et bien fournie de soldats, d'artillerie et de munitions. Le duc de Ferrare borna ses conquêtes à la prise de cette ville, méditant néanmoins d'autres projets, dans l'espérance que la garnison de Modène se dissiperait enfin par la longue vacance du Saint-Siége.

Cependant l'amiral campait toujours à San-Christoforo, entre les portes Ticinese et Romaine, sans espérance de pouvoir forcer Milan. Son poste était environné d'eaux et de fossés. Il s'était emparé de Monza et il avait envoyé le chevalier Bayard avec Frédéric de Bozzole, à la tête de trois cents lances et de huit mille hommes d'infanterie, pour prendre Lodi. Le marquis de Mantoue s'y était jeté avec cinq cents chevaux et quatre cents hommes de pied, qu'il commandait à la solde de l'Eglise et des Florentins; mais se défiant de ses forces, il prit le parti de se retirer à Pontevico. C'est pourquoi Lodi reçut les Français sans balancer.

Bozzole fit jeter ensuite un pont sur l'Adda pour passer dans le Crémonais afin de rafraîchir le château de Crémone[1], dont la garnison, pressée par la famine et ne sachant pas qu'il y eût une armée française en Italie, avait promis de se rendre si personne ne la secourait avant le 26 du mois de septembre. Il s'en approcha sans obstacle et pourvut de même à tous ses besoins. Il résolut ensuite d'assiéger la ville, dont il se figura la conquête facile à cause du petit nombre de soldats que Prosper y avait laissé, et quoique le marquis de Mantoue y eût envoyé cent lances, cent chevau-légers et

(1) Janot d'Herbouville, seigneur de Brunon, ayant conservé ce château près de deux ans, y était mort depuis quelque temps, et toute la garnison se trouvait réduite à huit personnes.

quatre cents hommes de pied. Mais voyant qu'il n'était pas possible de forcer les retranchements construits entre la ville et le château, il dirigea son attaque à droite et fit pointer le canon contre l'endroit le plus faible de la muraille. Dès que la brèche fut ouverte, ses troupes donnèrent un premier assaut qui ne réussit pas. Le second n'ayant pas été plus favorable, Bozzole prit le parti de se rendre à San-Martino pour attendre Renzo de Ceri, qui venait du territoire de Reggio, suivi de deux cents chevaux et de deux mille hommes d'infanterie. Après cette jonction il recommença le siége de Crémone. L'attaque se fit avec succès durant quelques heures, mais une grosse pluie étant survenue, et les capitaines connaissant d'ailleurs la difficulté de l'entreprise, ils jugèrent à propos de se retirer. Le même jour, Mercurio, traversant l'Oglio, perça jusqu'à leurs retranchements à la tête des chevau-légers des Vénitiens, dont l'armée s'assemblait à Pontevico.

Cependant les troupes de Frédéric et de Renzo commençaient à manquer de vivres, et d'ailleurs l'infanterie de ce dernier désertait chaque jour faute de paiement, n'ayant reçu jusque-là que le peu d'argent fourni par le duc de Ferrare. Ils prirent donc la résolution de s'éloigner de Crémone et se rendirent inutilement devant Sonzino. Ils pillèrent ensuite la ville de Caravaggio, où ils séjournèrent quelque temps. La proximité de ces troupes empêchait les Vénitiens d'envoyer à Milan les secours stipulés, ou du moins servait de prétexte pour éluder leurs engagements. Ils s'étaient excusés de la lenteur avec laquelle ils avaient assemblé leurs troupes sur l'opinion qui leur était commune avec les impériaux que la France ne ferait point passer de troupes cette année en Italie, et ils disaient actuellement qu'ils ne pouvaient faire partir ces secours qu'après que Bozzole et Frédéric auraient repassé l'Adda.

Dans ces circonstances, ni l'un ni l'autre des deux partis n'osait risquer une action décisive. L'amiral, ayant perdu l'espérance d'avoir Milan par la force, était résolu d'attendre que le défaut d'argent ou la disette obligeât l'ennemi d'abandonner cette ville. Elle était à la vérité pourvue de blés en abondance, mais d'un autre côté le nombre du peuple était immense, et comme on avait coupé les eaux et brisé les moulins, il était très difficile d'y faire de la farine. Dans ces vues, l'amiral ayant rappelé les troupes que Bozzole commandait dans la Ghiara-d'Adda, il leur assigna des quartiers entre Milan et Monza. Par ce moyen, il coupait les vivres que la montagne de Brianza faisait passer à Milan, où l'on ne recevait déjà plus les convois qui venaient du côté de Pavie et de Lodi; mais ces précautions ne le conduisaient pas encore à son but. De son côté Prosper Colonna, malgré l'accablement d'une longue maladie et le chagrin que lui donnait la crainte où il était que le vice-roi de Naples ne vînt lui ravir l'autorité dont il était extrêmement jaloux, mettait tous ses soins à couper les vivres aux ennemis. Dans l'impossibilité de les chasser du poste avantageux qu'ils occupaient, pour les empêcher d'en tirer du pays qui est au-delà du Tésin, il fit venir à Pavie le marquis de Mantoue. Cette démarche faisant craindre aux Français pour leur pont, ils en jetèrent un autre à Torligo, place à vingt-cinq milles de Pavie. Outre cela Colonna pressait Vitello de passer le Pô, afin d'enlever les convois qui venaient de la Lomellina. Dès le commencement de la guerre, cet officier, suivi de la compagnie de lances qu'il commandait au service des Florentins s'étant rendu par ordre de la république à Gênes, où l'on joignit à cette cavalerie trois mille hommes de pied, levés et entretenus aux dépens de cette ville, s'était emparé de tout le pays en-deçà du Pô, à l'exception d'Alexandrie. Mais Vitello ne put se rendre aux instances de Prosper. Le doge de Gênes, inquiété par l'archevêque Frégose[1] qui était dans Alexandrie, et craignant pour Gênes même, ne voulut jamais consentir à l'éloignement de ces troupes. Sur ces entrefaites les Vénitiens, ayant traversé l'Oglio, faisaient difficulté de passer l'Adda, prétextant le péril de Bergame tant que le détachement de troupes françaises venu de Caravaggio resterait aux environs de Monza; Prosper obtint cependant qu'ils feraient marcher quatre cents chevaux-légers et cinq cents hommes d'infanterie à Trezzo, pour affamer ces troupes.

Cependant toutes les opérations de la guerre se bornaient à de légères escarmouches, à des

(1) Frédéric Frégose, archevêque de Salerne.

pillages et à des courses, où les Français avaient toujours le dessous et faisaient même quelquefois des pertes considérables. Jean de Médicis[1] étant sorti de Milan avec deux cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers et mille hommes de pied pour assurer un convoi de vivres qui venait de Trezzo, trouva dans son chemin quatre-vingts lances françaises, presque toutes de la compagnie de Barnabé Visconti. Il fut quelque temps à les poursuivre, et feignant ensuite de faire retraite, il les attira dans une embuscade de cinq cents arquebusiers qui les rompirent facilement. Il y en eut quelques-uns de tués, mais la plupart furent faits prisonniers. Quelques jours après Zuccher, Franc-comtois, tailla en pièces soixante hommes d'armes de la compagnie du grand-écuyer. Outre cela l'infanterie espagnole, qui bloquait le château de Milan par le moyen des lignes que Prosper avait fait creuser, tua beaucoup de Français. Enfin Paul Luzzasco, qui était demeuré à Pizzighitone avec cent cinquante chevau-légers, incommodait beaucoup la garnison du château de Crémone par les courses qu'il faisait sans cesse aux environs.

L'amiral ne fut pas plus heureux dans les intrigues qu'il entretenait. Morgante, Parmesan, l'un des officiers de la compagnie de Jean de Médicis, avait promis d'introduire les Français dans un bastion avancé lorsqu'il y serait de garde. Il avait communiqué son dessein à Jean-Nicolas Lanzi, l'un de ses chevau-légers, et à quatre autres de sa compagnie; mais la nuit destinée pour l'exécution de ce projet, ne croyant pas ce nombre suffisant, il voulut se faire un sixième complice. Celui-ci, feignant d'approuver son dessein, lui conseilla d'aller donner ordre aux sentinelles, de la part de Prosper, de ne faire aucun mouvement, quelque chose qu'ils entendissent, de crainte qu'ils n'arrêtassent le soldat qu'on chargerait d'avertir les ennemis. L'amiral avait fait avancer cinq mille hommes qui attendaient le signal pour entrer dans ce fort, et mis le reste de l'armée en bataille. Morgante donna dans le piége qu'on lui tendait, et le faux complice profita de son absence pour avertir Jean de Médicis, qui se rendit en diligence au bastion. Il fit arrêter les coupables, qui furent condamnés à passer par les piques.

Cependant les affaires des Français allaient de toutes parts en décadence. La fertilité des environs de Milan, et les moulins à bras employés au défaut des autres, avaient fait perdre l'espérance d'affamer cette ville; d'ailleurs l'amiral avait perdu quinze cents chevaux en diverses rencontres autour de Milan. Toutes ces pertes faisaient que ce général n'osait plus faire sortir ses troupes de retranchements qu'en grand nombre pour assurer les convois. Bonnivet, bien loin de rougir d'une pareille conduite, en faisait gloire et disait hautement qu'il ne se laissait pas entraîner à la fougue française comme les autres généraux de sa nation, mais qu'il mesurait les opérations de la guerre avec tout le flegme et la maturité des Italiens. Cependant la frayeur de ses troupes montrait assez la vanité de ces discours; car soit cavalerie, soit infanterie, elles prenaient la fuite dès qu'elles rencontraient les confédérés. Ainsi les impériaux n'avaient à craindre ni les Français ni la famine; ils se flattaient même d'affamer le camp de l'amiral. A la vérité ils manquaient d'argent, sans quoi néanmoins il était difficile de faire subsister les troupes à Milan, et comme impossible de les en faire sortir dans les occurrences nécessaires.

Prosper, pour remédier à cet inconvénient, crut devoir traiter avec le duc de Ferrare. La négociation qu'on avait entamée aussitôt après la mort d'Adrien fut enfin terminée, de l'aveu secret du vice-roi de Naples et du duc de Sessa. Prosper convint de rendre Modène à ce prince, qui de son côté s'obligea à lui compter à l'instant trente mille ducats et vingt mille autres dans deux mois. Le duc, dans l'espérance de recouvrer cette ville par un traité, n'avait pas voulu marcher contre Crémone après la prise de Reggio, comme l'amiral l'en sollicitait par de grandes promesses. Prosper pour effectuer les siennes n'avait qu'à rappeler de Modène la garnison espagnole avec les troupes de la ligue, commandées par Guy Rangone, ce qui mettrait cette ville dans la nécessité d'ouvrir ses portes au duc de Ferrare. Ce traité, qui fournissait à Prosper les moyens de conserver son armée, favorisait d'ailleurs ses vues particulières, car il obligeait par ce moyen un ancien ami et diminuait la puissance du Saint-Siége dont tous les barons romains désirent l'abais-

(1) Il avait apparemment quitté le service de la France, ce qui sans doute est échappé à notre historien.

sement. Enfin il y avait lieu d'espérer que par la perte de Modène et de Reggio le Saint-Siége serait moins en état de s'opposer à la réunion de Parme et de Plaisance au Milanais. Quelque secrète que fût cette négociation, il en transpira néanmoins quelque chose. Rangone, qui l'apprit le premier, en instruisit Guicciardini. Celui-ci jugea que le seul moyen d'en empêcher l'effet était d'engager les officiers espagnols qui, bien traités et payés de même, se trouvaient bien à Modène, à ne point déférer aux ordres de Colonna, sous prétexte que n'ayant pas encore joint son armée ils ne lui étaient pas soumis, et à exiger pour sortir de Modène un ordre du duc de Sessa qui les y avait mis en garnison. Ce n'est pas que Guicciardini ignorât qu'il eût part à ce traité; mais il comptait néanmoins que ce duc, qui était alors à Rome en qualité d'ambassadeur de l'empereur, n'oserait lever le masque jusqu'à donner l'ordre que Prosper exigeait, et ne pourrait même en refuser un contraire, aux instances de tout le sacré-collége que le traité ne manquerait pas de révolter. La chose arriva comme Guicciardini l'avait pensé. Prosper ayant écrit aux Espagnols et à Rangone de se rendre à Milan, ce dernier s'excusa d'obéir par plusieurs raisons; il dit entre autres qu'il était sujet de l'Eglise et d'ailleurs Modenais. Les officiers espagnols, prévenus par le comte et par le gouverneur, répondirent qu'ils ne prenaient l'ordre que du duc de Sessa. En même temps le sacré-collége, averti par Guicciardini de cette manœuvre, fit entrer le duc de Sessa dans le conclave. Ce ministre, pour éviter de se rendre suspect, fut obligé d'écrire à ces capitaines de rester à Modène. Prosper éprouva dans cette occasion que les moyens qu'on prend pour arriver à ses fins produisent souvent des effets tout contraires. Guicciardini avait fait tenir aux cardinaux des lettres interceptées par ce général, par le moyen desquelles on découvrit toute l'intrigue. Les cardinaux du parti français qui jusqu'alors n'avaient pas voulu consentir que l'on continuât d'envoyer à Modène les secours d'argent qu'on avait commencé à y faire tenir, à la sollicitation du cardinal Médicis, voyant tout le dommage que la réussite des desseins secrets de Prosper apporterait aux affaires du roi, furent les premiers à presser cet envoi. Le cardinal Colonna même suivit l'exemple des autres, pour faire croire que le bien du Saint-Siége lui était plus cher que tout autre intérêt. A la vérité ces précautions différèrent l'exécution du traité de Prosper et du duc de Ferrare; mais le fond des choses était toujours entier: l'un et l'autre comptaient que le vice-roi de Naples, qui conduisait avec lenteur quatre cents lances et deux mille hommes de pied à Milan, retirerait l'infanterie espagnole de Modène en passant par cette ville.

Sur ces entrefaites la ville de Milan vit augmenter ses munitions de bouche. L'amiral, craignant que la garnison de Pavie ne s'emparât des ponts qu'il avait jetés sur le Tésin par où l'on faisait passer les subsistances de ses troupes, rappela le détachement qui était à Monza. Trois mille hommes de ce corps de troupes eurent l'ordre d'aller assurer ce pont; le reste se distribua, en partie au camp, en partie dans Marignano, Biagrassa et dans les places aux environs du passage du Tésin. Ainsi les impériaux, étant rentrés dans Monza, recouvrèrent des vivres avec plus de facilité.

Il y avait alors dans le camp de l'amiral huit cents chevau-légers, six mille Suisses, deux mille hommes de pied italiens et dix mille autres, en partie Gascons, en partie Français. Les quartiers de ce poste avantageux occupaient tout l'espace qui est entre l'abbaye de Chiaravalle et le chemin de Pavie, et n'étaient éloignés de Milan par ce dernier côté que de la portée d'un canon. Il avait, outre cela, mille lansquenets et mille Italiens postés à la tête du pont dont nous avons parlé. Biagrassa, où commandait Renzo de Ceri, comptait aussi deux mille hommes d'infanterie dans sa garnison et Novare deux cents lances; enfin il y avait deux mille hommes de pied, en partie dans Alexandrie, en partie à Lodi. De son côté Prosper commandait à Milan huit cents lances, autant de chevau-légers, cinq mille hommes d'infanterie espagnole, six mille lansquenets et quatre mille Italiens; d'ailleurs il pouvait compter sur le courage d'un peuple nombreux et plein d'animosité contre les Français. Il avait encore à Pavie, sous les ordres du marquis de Mantoue, cinq cents lances, six cents chevau-légers, deux mille hommes de pied espagnols, trois mille Italiens et trois mille autres à Castelnuovo dans le territoire de Tortone, sous la conduite de Vitelli. Cet officier se retira quelque temps après à Ser-

valle, dans la crainte que quelque troupes françaises, qui s'étaient rendues aux environs d'Alexandrie, ne lui fermassent les chemins de la ville de Gênes. Enfin l'armée des Vénitiens consistait en six cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et cinq mille hommes d'infanterie, dont mille passèrent à Milan. Le dessein de Prosper en demandant ces troupes était d'augmenter la réputation de son armée. Les Vénitiens envoyèrent encore un autre détachement pour rassurer cette place contre quelque intrigue qu'on y soupçonnait.

Cependant la difficulté d'avoir des vivres augmentait tous les jours au camp de l'amiral; le froid devenait extrême, et pour comble de maux les neiges tombaient en abondance; les Suisses, las de tant d'incommodités, menaçaient de se retirer. Dans ces conjonctures, l'amiral résolut de s'éloigner de Milan; mais avant de manifester son dessein il fit en sorte que Galéas Visconti demandât la permission de rendre visite à Madonna Chiara, que sa grande beauté, mais surtout la passion extrême de Prosper Colonna [1] ont rendue célèbre. Galéas parla de trève à cette dame, et dès le jour suivant il y eut conférence près des remparts; Alarcon, Paul Vettori commissaire florentin, et Jérôme Morone s'y trouvèrent pour les confédérés; Galéas et le général de Normandie pour l'amiral. Les Français proposèrent une suspension d'armes pour tout le mois de mai, promettant de distribuer leurs troupes dans les places; ils n'étaient pas même éloignés de consentir à se retirer entièrement au-delà du Tésin; mais les capitaines impériaux, ne voulant pas que la trève les privât d'une victoire qu'ils espéraient, répondirent qu'il n'était pas en leur pouvoir de rien décider sans l'aveu du vice-roi.

L'amiral, ne comptant donc plus sur un accommodement, fit prendre les devants à son artillerie deux jours après, et s'achemina lui-même vers le Tésin avec toute l'armée dès la pointe du jour. Cette marche se faisait avec tant d'ordre qu'il y avait toute apparence que ce général n'aurait pas refusé d'en venir aux mains. A peine se fut-on aperçu de sa retraite que le peuple et les soldats demandèrent à grands cris le combat. Prosper en fut encore sollicité par des gens de considération qui lui peignaient la victoire comme facile à remporter sur une armée à laquelle, ne se croyant pas inférieurs en nombre, ils seraient supérieurs en courage par la frayeur de la plupart des ennemis. En effet, plusieurs soldats italiens, qui désertaient de moment à autre, confirmaient ces conjectures. Enfin on tâchait de l'animer par la gloire qu'il allait acquérir s'il ajoutait cette dernière victoire à tant d'autres qui l'avaient signalé.

Mais Prosper, inébranlable dans sa résolution et toujours éloigné de se livrer au caprice de la fortune, répondit que la prudence lui défendait d'écouter les cris d'un vain peuple et de marcher contre un ennemi qui n'avait d'autre ressource que ses armes; que c'était une victoire assez complète et assez glorieuse que d'avoir su forcer les Français à la retraite sans péril et sans effusion de sang; que les hommes devaient borner leurs désirs, et que la perte d'une bataille dans la conjoncture présente serait plus funeste que la victoire ne serait avantageuse; que c'était par une semblable conduite qu'il avait toujours terminé glorieusement les affaires dont il s'était chargé, et qu'il avait éprouvé que la gloire des généraux souffre plus de la témérité qu'elle ne reçoit d'éclat de la victoire, parce qu'ils sont seuls responsables des mauvais succès, tandis qu'ils partagent la gloire des bons avec autrui, du moins dans l'opinion des hommes; qu'enfin il ne voulait pas, à la fin de sa carrière, adopter de nouveaux principes et négliger une méthode à laquelle il devait toute sa fortune et sa gloire. Cependant l'amiral partagea ses troupes en deux corps, et marchant avec le plus nombreux à Biagrassa, place à quatorze milles de Milan, il envoya le reste à Rosa, qui n'est qu'à sept milles de cette capitale.

CHAPITRE III.

Le cardinal de Médicis est élu pape et prend le nom de Clément VII. Troubles dans la Romagne. Mort de Prosper Colonna. Bourbon, lieutenant de l'empereur en Italie. Bayard battu par Pescaire. Défaite des Français à la Stradella. Peste de Milan. L'armée française vers Novare. Bayard est fait prisonnier et les Français sont chassés d'Italie. Novare se rend aux impériaux. L'armée de l'empereur en France. Prétentions d'Henri VIII, roi d'Angleterre, sur la France. Convention entre Charles V et le roi d'Angleterre. Marseille assiégée par l'armée impériale. Belle défense des Français. Les impériaux se retirent.

Quelques jours après cette retraite, les cardinaux qui tenaient conclave depuis cinquante

(1) Il était alors âgé de soixante-onze ans.

jours élurent enfin un pape. Ils y étaient d'abord entrés au nombre de trente-six, ensuite il en était survenu trois autres. Le conclave était non-seulement divisé par les factions impériale et française, mais encore par celle du cardinal de Médicis qui, malgré l'opposition de la dernière et même de quelques-uns des impériaux, disposait du suffrage de seize cardinaux, résolus de le nommer lui-même ou de ne donner leurs voix qu'à son gré. Il s'était encore assuré secrètement de cinq autres cardinaux; enfin l'ambassadeur de l'Empire et tous ceux qui étaient attachés à ce ministre favorisaient l'ambition de Médicis. Ce cardinal avait eu, sans effet, presque les mêmes appuis dans le conclave qui suivit la mort de Léon X; mais il résolut de ne pas se laisser enlever une seconde fois la tiare, et de ne se laisser rebuter ni par la longueur du temps ni par tous les accidents possibles. Ses espérances étaient d'autant mieux fondées que l'élection ne peut se faire que par les suffrages des deux tiers du conclave. La fureur de parti y dominait si fort que les périls de toute l'Italie et des Etats du Saint-Siége en particulier ne faisaient aucune impression sur les esprits; au contraire, ils tiraient les choses en longueur, suivant les variations de la guerre, chaque faction comptant que la victoire du parti qu'elle servait la ferait triompher des factions opposées.

L'élection aurait encore été plus long-temps indécise si le parti contraire à Médicis, presque tout composé de vieux cardinaux, avait concouru aussi unanimement à l'élection d'un autre qu'ils étaient d'accord pour l'exclusion de ce cardinal, ou si, perdant de vue leurs propres desseins, ils se fussent bornés à traverser son élection; mais il est bien difficile qu'un parti déchiré par l'ambition et la discorde, puisse arriver au but qu'il se propose. Le cardinal Colonna, malgré sa haine pour Médicis, et ne suivant que son impétuosité naturelle et son ressentiment contre les cardinaux de sa faction qui refusaient leurs suffrages au cardinal Jacobaccio[1], Romain, sa créature, offrit au premier son crédit et son suffrage. Médicis s'engagea secrètement à lui donner la vice-chancellerie qu'il avait actuellement lui-même, et le magnifique palais qu'il tenait de la libéralité de Léon X et qu'avait bâti le cardinal de Saint-Georges. Colonna, animé par ces espérances, sut gagner Cornaro et deux autres cardinaux. On ne se fut pas plus tôt aperçu de leur dessein que la plupart, soit timidité, soit ambition, motifs assez ordinaires dans les conclaves, s'empressèrent à l'envi d'être les premiers à donner leurs suffrages à Médicis; ainsi dès la nuit même ils allèrent à l'adoration, et le jour suivant, 29 du mois de novembre, son élection se fit par le scrutin, suivant la coutume. Il monta sur le Saint-Siége le même jour qu'il était entré triomphant dans la ville de Milan deux ans auparavant. L'opinion générale fut qu'il devait sa grandeur principalement aux riches bénéfices et aux charges qu'il possédait; en effet, les cardinaux étaient convenus, en entrant au conclave, de partager les biens de celui d'entre eux qui serait élu. Médicis voulut d'abord conserver son nom de Jules; mais averti par quelques cardinaux que les papes qui n'avaient pas changé leur nom étaient morts dans l'année de leur élection, il prit celui de Clément, soit à cause de la fête de ce saint qui approchait, soit parce qu'il venait d'exercer un acte de clémence, en accordant au cardinal de Volterra sa grace et celle de toute sa famille. Volterra avait été exclus du conclave par Adrien dans les derniers jours de ce pontife, et il n'y fut admis que par une concession du sacré-collége; ce fut celui de tous les cardinaux qui s'opposa le plus opiniâtrément à l'élection de Médicis.

Le nouveau pape avait une grande réputation, et la lenteur du conclave, le plus long qu'il y eût eu depuis très long-temps, paraissait avantageusement réparée par l'élévation d'un homme dont la puissance égalait le mérite. Il était tout à la fois maître des forces de la république de Florence par le crédit de sa maison, et de celles de l'Etat ecclésiastique par sa nouvelle dignité; d'ailleurs, ayant été presque entièrement chargé du gouvernement sous le pontificat de Léon X, on le regardait comme un politique aussi prudent à se décider que ferme et constant dans ses résolutions. Il passait encore pour être ambitieux, hautain, inquiet et avide de nouveautés, parce qu'on attribuait à ses conseils bien des choses dont Léon X avait été l'unique auteur; enfin son application aux affaires et l'éloignement qu'il avait pour le plaisir

(1) Dominique Jacobaccio, évêque de Nocera, fait cardinal par Léon X.

attiraient tous les regards et semblaient présager un règne éclatant.

L'Etat de l'Eglise se vit d'abord en sûreté par l'élection de Clément VII, dont l'autorité déconcerta tellement le duc de Ferrare qu'il perdit toute espérance de s'emparer de Modène à la faveur de l'arrivée du vice-roi de Naples. Ce duc, s'arrêtant encore moins aux grandes offres que Trivulce vint lui faire de la part de l'amiral, prit le parti de retourner à Ferrare, après avoir mis de bonnes garnisons à Reggio et à Rubiera. La Romagne fut aussi délivrée des inquiétudes que lui donnait Jean de Sassatello. Il en avait été chassé par les Gibelins sous le pontificat d'Adrien, et il y était retourné, suivi d'un grand nombre de Guelfes, pour opprimer, disait-il, la faction opposée, mais en effet à la sollicitation des Français.

Après que l'amiral eut mis son armée à Biagrassa et à Rosa, il n'attendit pas plus longtemps pour licencier l'infanterie du Dauphiné et du Languedoc, comme inutile, et fit repasser le Tésin à sa grosse artillerie, ne conservant près de sa personne que quatre mille Suisses. Comme il avait des vivres en abondance dans ces deux places, pour lesquelles on n'avait d'ailleurs rien à craindre, il résolut d'y attendre les troupes que le roi devait faire passer en Italie; cependant, pour ne pas rester dans une entière inaction, il fit marcher Renzo de Ceri avec sept mille hommes de pied contre Arona, place forte sur le lac Majeur; cette ville appartenait à Anchise Visconti. Prosper, en ayant eu avis, fit partir de Milan douze cents hommes d'infanterie pour aller la défendre. Comme la citadelle d'Arona commande la ville, le premier soin de Renzo fut d'assiéger cette forteresse; mais un mois s'étant écoulé à donner inutilement plusieurs assauts où les assiégeants perdirent beaucoup de monde, on fut obligé d'abandonner l'entreprise. Ce mauvais succès acheva de confirmer l'opinion qui se fortifiait depuis longtemps au préjudice de Renzo en Italie, où l'on disait qu'il ne ferait plus rien digne de la gloire dont il s'était couvert à la défense de Crême.

Cependant Prosper Colonna s'affaiblissait tous les jours; il y avait huit mois que durait sa maladie; plusieurs personnes l'attribuaient au poison ou bien à quelque philtre amoureux. On a vu plus haut qu'il craignait l'arrivée du vice-roi; mais, ne se sentant plus en état de prendre sur lui les soins de la guerre, il le pressait chaque jour de se rendre à Milan. Le vice-roi s'approcha donc de cette ville; mais il différa d'y entrer de quelques jours par considération pour ce grand capitaine. Enfin, ayant appris qu'il était à l'extrémité et même sans connaissance, il eut envie de le voir, et il le vit en effet quelques heures avant qu'il mourût; d'autres disent qu'il n'entra dans Milan qu'après sa mort, arrivée le 30 du mois de décembre. Prosper jouit toute sa vie d'une grande réputation; mais il sut encore en rehausser l'éclat dans ses dernières années et donner de nouvelles forces à son autorité. Il était habile et plein d'expérience à la guerre; mais il ignorait l'art de saisir l'occasion offerte par la négligence ou la faiblesse des ennemis. D'un autre côté, sa vigilance à se garantir de la force ou de la surprise réparait avantageusement sa lenteur, et l'on peut avec raison donner à ce capitaine le nom de Temporiseur. Prosper mérite de justes éloges pour avoir fait heureusement la guerre moins avec les armes que par la prudence, et donné l'exemple de défendre un pays sans s'exposer au hasard des combats, sinon dans l'extrême nécessité. En effet, la méthode de la guerre a beaucoup changé de nos jours; car, avant l'expédition de Charles VIII, roi de France, en Italie, la cavalerie, pesamment armée, était plus d'usage que l'infanterie, et l'on ne pouvait transporter et faire agir sans beaucoup de peine les machines de guerre; c'est pourquoi les batailles, quoique fréquentes, n'étaient ni cruelles ni sanglantes, et les moindres places, les plus faibles même, arrêtaient souvent les plus fortes armées moins par l'habileté des assiégés que par l'ignorance des assiégeants. Aussi rien n'était plus difficile alors que de faire des conquêtes. Mais à l'arrivée des Français en Italie, la crainte des armes étrangères, le courage d'une infanterie dont la manière de combattre était si différente de la nôtre, et surtout la fureur de l'artillerie, consternèrent tellement nos provinces qu'il était impossible de résister dès qu'on n'était pas assez fort pour tenir la campagne avec supériorité. Les villes se rendaient d'abord à l'approche des ennemis ou se voyaient forcées en peu de jours, par la faute de leurs commandants qui ne savaient pas les défendre. Ce fut ainsi que la conquête et l'attaque du royaume de Naples et du

Milanais ne furent presque qu'une même chose, et qu'une seule défaite engagea les Vénitiens à abandonner lâchement tout ce qu'ils possédaient en terre-ferme. Enfin les Français eux-mêmes perdirent le duché de Milan presque avant d'avoir vu les ennemis. Mais on se rassura bientôt contre la furie des attaques, et on perfectionna la défense des places qui furent munies de remparts, de fossés et d'autres fortifications; enfin on les défendit avec une nombreuse artillerie dont les villes assiégées tirent plus de parti que ceux qui les assiégent. Depuis ce temps il est très difficile de forcer une place bien défendue. La prise de la ville d'Otrante donna peut-être la première idée de ces moyens pour se défendre. Cette place ayant été reprise sur les Turcs par Alphonse, duc de Calabre, il y trouva des retranchements inconnus alors en Italie, que ces infidèles y avaient construits; mais on se contenta d'en garder la mémoire sans en faire presque aucun usage.

Prosper Colonna profita de ces nouvelles connaissances, à la faveur desquelles il eut la gloire de sauver deux fois le duché de Milan. Il fut même le seul ou du moins le premier qui, réduisant la guerre à couper les vivres aux ennemis et à ruiner leurs armées par le dégoût, la disette et la confusion qu'une sage lenteur faisait naître parmi eux, sut vaincre et conserver ses conquêtes sans risquer de batailles, sans tirer l'épée et même sans rompre une seule lance. Les généraux qui l'ont suivi, profitant de sa prudente méthode, ont soutenu de longues guerres moins par l'effort des armes qu'avec les secours de l'art et beaucoup de vigilance à saisir leurs avantages.

Pendant que l'Italie regrettait Prosper Colonna, il se faisait au-delà des monts des préparatifs qui semblaient annoncer de grandes révolutions, mais dont l'effet ne répondit pas à la puissance des auteurs de l'entreprise. L'empereur et le roi d'Angleterre devaient entrer avec de nombreuses troupes, l'un en Picardie et l'autre dans la Guienne. Henri fit peu de progrès dans cette première province, et l'événement fit bientôt voir la vanité des espérances que le connétable avait formées sur la Bourgogne; car, n'ayant point d'argent pour payer les lansquenets, quelques officiers de ces troupes négocièrent avec la France et se retirèrent avec une partie des soldats. Bourbon, voyant bien qu'il ne réussirait pas, prit le parti d'aller à Milan par le conseil de l'empereur, qui, pour ne pas accomplir le mariage de sa sœur avec ce prince, n'avait pas jugé à propos de le laisser venir en Espagne. Beaurain fut chargé de lui porter dans cette ville les provisions de la charge de lieutenant-général de l'Empire en Italie. Charles V ne fut pas plus heureux du côté de l'Espagne; car, quoiqu'il se fût avancé jusqu'à Pampelune avec beaucoup d'ardeur pour faire la guerre en personne, et qu'il eût fait passer les Pyrénées à son armée qui même s'était déjà saisie de Sauveterre, place voisine de Saint-Jean-Pied-de-Port, il se vit bientôt obligé de licencier ses troupes. En effet, il n'avait pas assez d'argent pour soutenir une si grande entreprise. Cet inconvénient avait été cause que l'armée n'avait pu se rassembler que vers la fin de cette année, ce qui l'obligea de camper dans un pays extrêmement froid, où la rigueur de la saison augmentait ses autres incommodités. D'ailleurs elle n'avait que très peu de vivres dont le transport était très difficile, vu l'éloignement des lieux qui pouvaient en fournir. Aussi personne n'avait approuvé cette expédition, et Frédéric de Tolède, duc d'Albe, à qui son grand âge et son crédit donnaient autorité, disait au fort de cette guerre : que l'empereur, dans qui brillaient plusieurs des grandes qualités de Ferdinand, son aïeul maternel, ne ressemblait en cette occasion qu'à son grand-père Maximilien.

Les impériaux, voyant le mauvais état où se trouvaient les Français au commencement de l'année 1524, engagèrent le duc d'Urbin et Pierre Pesaro, provéditeur vénitien, à se rendre à Milan afin de prendre des mesures pour terminer la guerre; ils résolurent unanimement d'unir l'armée impériale aux troupes vénitiennes dès que les six mille lansquenets que le vice-roi faisait lever seraient arrivés, et de s'approcher des ennemis pour les forcer par les armes ou par la famine à sortir du Milanais. Les impériaux croyaient avoir assez de troupes pour cette expédition; mais ils étaient arrêtés par le défaut d'argent. D'ailleurs il était dû des sommes considérables aux soldats, et il y avait toute apparence qu'ils ne voudraient pas quitter Milan ni les autres places où ils étaient en garnison s'ils n'étaient payés auparavant; enfin il était impossible de tenir la campagne sans

se munir de fonds nécessaires pour fournir régulièrement à la paie. A la vérité, les Milanais, qui brûlaient de voir finir la guerre, donnèrent quatre-vingt-dix mille ducats à leur duc, avec d'autant plus de bonne volonté que le trésor ducal les avait exactement remboursés des sommes prêtées pendant que Lautrec assiégeait Milan. Le pape fournit aussi des secours d'argent aux confédérés; le souvenir du passé lui faisait craindre les succès de la France, quoiqu'il insinuât artificieusement le contraire aux ministres que cette couronne avait à la cour de Rome. Il fit délivrer en secret vingt mille ducats à l'ambassadeur de Charles V, et il obligea d'ailleurs les Florentins, dont le vice-roi exigeait une nouvelle contribution en vertu du traité fait pendant la vie du pape Adrien, à fournir trente mille ducats comme pour achever de remplir leurs obligations.

Ce n'est pas que le pape fût dans le dessein de favoriser l'empereur au préjudice de la France. Beaurain et Saint-Maixant, que ces deux puissances avaient députés vers lui d'abord après son exaltation, faisaient de vains efforts pour le gagner en faveur de leur maître. Il avait résolu, dès que le péril présent serait éloigné, de montrer le désintéressement et l'impartialité convenables à un souverain pontife dans les dissensions des princes chrétiens, et de procurer la paix de tout son pouvoir. Le roi de France, qui craignait que Clément n'eût porté sur le trône de l'Eglise la haine qu'il avait pour les Français avant d'y monter, fut charmé de ces dispositions que l'empereur blâmait de son côté. Charles, comptant sur ses anciennes liaisons avec Médicis et sur la reconnaissance de l'appui qu'il avait prêté à ce cardinal depuis la mort de Léon X et dans le dernier conclave, croyait le nouveau pape obligé de rester lié d'intérêt avec lui. Il ne reçut donc qu'avec chagrin ce que Clément VII lui fit dire: que, sans oublier l'ancienne amitié qui les unissait, il ne ferait désormais entre l'Empire et la France que l'office de médiateur, à quoi la qualité de père commun l'obligeait. Cependant le vice-roi se préparait à marcher contre les ennemis; il donna ordre à Jean de Médicis de faire le siége de Marignan, qui se rendit avec la citadelle. Quelques jours après le marquis de Pescaire, qui avait attendu que Prosper fût à l'extrémité pour se rendre à l'armée, à cause de sa répugnance à prendre l'ordre de ce général, eut avis que le chevalier Bayard était à Rebecco avec trois cents chevau-légers et beaucoup d'infanterie. Le marquis, ayant enlevé la meilleure partie des hommes et des chevaux, dissipa le reste et revint en diligence à Milan, afin que l'ennemi qui campait à Biagrassa ne pût l'atteindre dans sa retraite. On donna de grands éloges à la conduite et à la vigueur du marquis dans cette expédition, mais surtout à son activité; car Rebecco, place à dix-sept milles de cette capitale, n'est qu'à deux milles de Biagrassa.

Telle était la situation des deux partis: les Français mettaient toutes leurs ressources dans l'espérance de voir les troupes impériales se dissiper faute d'argent, tandis que ceux-ci de leur côté se flattaient que la famine chasserait enfin l'armée française du poste de Biagrassa, d'où il n'y avait pas d'apparence qu'on pût l'obliger à se retirer. Avant de rien entreprendre l'amiral voulait recevoir un renfort de Suisses et d'autres gens de pied, tandis que le général espagnol attendait de son côté l'infanterie allemande. Le premier fit mettre le feu à Rosa, dont il joignit la garnison au reste de l'armée; cependant, pour ôter toute ressource aux impériaux, ses partis pillaient et brûlaient tout le pays. Enfin les lansquenets se rendirent à l'armée impériale, que le duc de Milan, le connétable de Bourbon, le vice-roi de Naples et le marquis de Pescaire commandaient; elle était composée de seize cents lances, quinze cents chevau-légers, sept mille hommes d'infanterie espagnole, douze mille lansquenets et quinze cents Italiens. Les généraux ayant confié la garde de Milan à quatre mille hommes de pied, ils allèrent camper à Binasco avec le reste des troupes. Le duc d'Urbin les joignit peu de jours après à la tête de six cents gens d'armes, d'autant de chevau-légers et de six mille hommes de pied envoyés par les Vénitiens. Sur ces entrefaites, le château de Crémone, réduit à une extrême disette, se rendit aux impériaux. Frédéric de Bozzole, qui commandait à Lodi, n'avait pu venir à bout d'y jeter des vivres. Les confédérés décampèrent de Binasco et se rendirent à Casera, ville à cinq milles de Biagrassa. L'amiral était dans cette dernière place avec huit cents lances et huit mille Suisses, qui reçurent quelques jours après un renfort de plus

de trois mille hommes de leur nation ; il avait encore quatre mille Italiens, deux mille lansquenets, sans compter deux cents lances et cinq cents hommes d'infanterie distribués dans les villes de Lodi, de Novare et d'Alexandrie. Enfin il n'y avait pas lieu de croire qu'il manquât sitôt de vivres, parce qu'il en avait pour deux mois, tant dans son camp que dans les magasins aux environs. Il n'était donc pas sûr d'attaquer l'amiral dans un si bon poste; c'est pourquoi les impériaux avaient songé plusieurs fois à passer le Tésin, dans la vue de couper les vivres à l'ennemi, de s'emparer des villes qu'il possédait au-delà de ce fleuve et d'empêcher la jonction des secours qui pouvaient venir de France ; mais la crainte de perdre Milan les en avait toujours empêchés. Enfin, rassurés par la fidélité des habitants de cette ville, ils prirent le parti de passer cette rivière. François Sforze reprit avec Jean de Médicis le chemin de Milan, où l'on mit encore deux mille hommes en garnison. Toutes ces mesures étant prises, l'armée passa le Tésin au-dessous de Pavie, sur trois ponts, le 2 du mois de mars; le corps de bataille entra dans Gambalo, et le reste se dispersa dans les villages aux environs.

A cette nouvelle, l'amiral envoya d'abord Renzo de Ceri dans Vigevano, et craignant de se voir enlever cette place et les autres villes de la Lomellina, par la perte desquelles il eût été pour ainsi dire assiégé dans son camp, il fit aussi passer le Tésin à toute son armée au bout de cinq jours, ne laissant que cent chevaux et mille hommes de pied dans Biagrassa. L'avant-garde prit ses quartiers autour de Vigevano et le corps de bataille à Mortara, qui n'est qu'à deux milles de Gambalo que le vice-roi occupait alors. Ce poste, très sûr par lui-même, mettait d'ailleurs l'amiral à portée d'avoir des vivres en abondance. En effet, les chemins du Montferrat, de Verceil et de Novare étant libres, ses convois, conduits de place en place à la faveur de leur voisinage, arrivaient sans obstacle à son camp. L'amiral présenta la bataille aux impériaux deux jours de suite ; mais ils ne voulurent pas l'accepter, quoiqu'ils sussent bien qu'ils étaient supérieurs à l'ennemi par le nombre et la bonté des troupes ; c'était pour ne pas confier à la décision du sort une victoire que des lettres interceptées, par le moyen desquelles ils avaient appris que l'armée française était sur le point de manquer d'argent, leur faisaient regarder comme assurée.

Après le passage du Tésin, le duc d'Urbin alla faire le siége de Garlasco, place avantageusement située et bien défendue par de larges fossés, de bons remparts et par quatre cents hommes d'infanterie italienne. Ce poste, qui était entre Pavie et Trumello, coupait les vivres non-seulement à ses troupes, mais encore à tout le reste de l'armée. La brèche ayant été ouverte, l'assaut fut d'abord vigoureusement repoussé; mais un gros corps de troupes étant descendu dans le fossé où elles avaient de l'eau jusqu'au cou, on pressa si vivement la place avec le secours de quelques soldats de la compagnie de Médicis qu'elle fût emportée d'assaut ; on fit un grand carnage des assiégés. Ensuite l'armée s'avança du côté de San-Giorgio, vers la Pieve-al-Cairo, pour s'approcher de Sartirano, forte place sur le Pô, à la faveur de laquelle on était à portée de leur couper les vivres, et dont la garnison était de six cents hommes d'infanterie et de quelques chevaux, commandés par Hugue de Peppoli et par Jean de Birague. Jean d'Urbin fut chargé d'en faire le siége avec deux mille hommes de pied ; ayant forcé la ville et la citadelle, presque toute la garnison périt à ce siége et les officiers furent faits prisonniers. L'amiral s'était mis en marche pour secourir Sartirano ; mais ayant appris en chemin la perte de la place, il fit demeurer toute l'armée à Monza.

Cependant les affaires de France n'avaient pas un succès plus heureux dans le reste du Milanais. La garnison de Milan s'empara de la ville de San-Giorgio au-dessus de Monza, d'où l'on envoyait des vivres à Biagrassa. D'un autre côté Vitello reprit la Stradella, dont les habitants, pour se venger de l'insolence de la garnison, avaient ouvert les portes à l'amiral. Enfin Paul Luzzasco, ayant rencontré de la cavalerie française, mit ces troupes en fuite, et Frédéric de Bozzole, quittant Lodi pour assiéger Pizzighitone, perdit beaucoup de monde dans cette expédition. Le seul avantage qu'eurent les Français fut la prise de quatorze mille ducats qu'ils enlevèrent entre Tortone et Plaisance.

Au milieu de tant d'obstacles, l'amiral n'était pas absolument sans ressources ; il attendait de jour en jour de nouveaux renforts et comptait sur une diversion que devaient faire quatre

cents lances jointes à dix mille Suisses; cette cavalerie était déjà dans les routes du mont Genèvre. D'ailleurs Renzo de Ceri conduisait dans le Bergamasque, par le Val-di-Sasina, cinq mille Grisons; ce secours avait ordre de joindre Frédéric de Bozzole à Lodi, déjà munie d'une nombreuse infanterie italienne. Toutes ces troupes faisaient croire à l'amiral que l'armée impériale, craignant pour Milan, repasserait enfin le fleuve du Tésin.

Pour prévenir cette jonction, le duc de Milan fit marcher Jean de Médicis avec cent cinquante lances, trois cents chevau-légers et trois mille hommes de pied contre les Grisons; ensuite ce dernier ayant reçu trois cents gens d'armes, pareil nombre de chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie vénitienne, il s'approcha des ennemis et poussa des partis jusqu'à leur camp au village de Cravina, entre l'Adda et le Brembo, à huit milles de Bergame. Les Grisons reprirent le chemin de leur pays au bout de trois jours, faisant de grandes plaintes de ce qu'ils n'avaient trouvé ni chevaux, ni infanterie, ni argent à Cravina, comme on leur avait, disaient-ils, promis. Après cette retraite, Jean de Médicis prit Caravaggio, et ayant ensuite passé l'Adda, son canon mit en pièces le pont de bateaux que les Français avaient construit à Bufaloro, sur le Tésin. Ils n'avaient plus entre cette rivière et Milan que la ville de Biagrassa, défendue par une garnison de mille hommes de pied sous les ordres de Jérôme Caraccioli, Napolitain, et bien fournie de vivres. Cette place, située sur le grand canal par lequel il vient ordinairement une grande quantité de vivres à Milan, incommodait fort cette capitale. Ce fut pour en faire le siége que François Sforze sortit de Milan avec toute la jeunesse de cette ville, et qu'il rappela Jean de Médicis; les batteries ayant tiré depuis la pointe du jour jusqu'à midi, l'assaut fut donné sans différer et la ville emportée le même jour. Médicis acquit beaucoup de gloire dans cette action, non-seulement par une rare valeur, mais encore par la prudence et la maturité des plus célèbres capitaines. Caraccioli fut fait prisonnier, et presque toute la garnison périt dans l'assaut. Médicis fit pendre un grand nombre de déserteurs qu'il y trouva. La citadelle, dont la garnison ne demanda pour toute condition que la vie sauve, se rendit ensuite.

Cet heureux succès remplit Milan de joie et d'allégresse, mais ces réjouissances furent bientôt changées en deuil. Les dépouilles de Biagrassa répandirent à Milan le mauvais air qu'elles avaient contracté dans cette première place où la peste avait déjà commencé à se faire sentir. Ce terrible fléau fit tant de progrès pendant quelques mois qu'il y eut plus de cinquante mille personnes emportées dans cette capitale.

Pendant ce temps-là, les affaires de France dépérissaient encore au-delà du Tésin, où le fort de la guerre était alors. L'amiral, après la perte de Sartirano, voyant les ennemis encore plus près de lui qu'auparavant, fut obligé d'abandonner Mortara et prit la résolution de se retirer à Novare. Ses troupes étaient extrêmement diminuées par la désertion d'un grand nombre de gens de pied et de gens d'armes qui avaient pris le parti de repasser en France; c'est pourquoi tout ce qu'il avait désormais à faire était de temporiser en attendant environ huit mille hommes que les Cantons envoyaient en Italie, et qui s'approchaient actuellement d'Ivrée. De leur côté, les impériaux ne négligeaient rien pour couper la marche de ces troupes et les vivres à l'armée française; dans cette vue, ils s'emparèrent de toutes les places voisines de Novare, passant au fil de l'épée les garnisons françaises qu'ils y trouvaient; ensuite, ayant mis garnison à Verceil pour en fermer l'entrée aux Suisses, ils se cantonnèrent entre cette ville et Novare à Biandra, poste tout-à-fait entouré de fossés, d'arbres et de marais.

Enfin l'amiral, ayant eu avis que les Suisses étaient en-deçà d'Ivrée et que la Sesia était trop grosse pour qu'ils puissent la passer, partit de Novare et vint camper à Romagnana sur cette rivière[1]. L'opinion commune fut que son dessein était de joindre ces troupes plutôt pour assurer sa retraite que pour attaquer l'ennemi. L'amiral, manquant de vivres en cet endroit et voyant diminuer ses troupes de jour en jour, fit jeter un pont entre Romagnana et Gatinara. D'un autre côté les impériaux, s'étant avancés jusqu'à Briona, vinrent camper à deux milles de cette première place.

Dans cette extrémité les Français passèrent la rivière le jour suivant. On croit qu'ils auraient été taillés en pièces dans leur retraite si

(1) Dans le mois d'avril.

les impériaux eussent été plus vigilants; mais les généraux n'étaient pas bien d'accord entre eux : les uns voulaient le combat et les autres qu'on laissât retirer l'ennemi, ce qui faisait bien voir que l'armée manquait d'un chef habile et d'autorité. Le seul marquis de Pescaire n'était pas indigne du commandement; mais les autres officiers, jaloux de sa gloire, ne cherchaient qu'à la dégrader plutôt par de vains discours que par des actions.

Les impériaux n'apprirent que fort tard la retraite des Français; aussitôt un grand nombre de chevau-légers et d'infanterie, ayant passé la rivière à gué sans enseignes et même en désordre, se mirent à les poursuivre. Ils atteignirent l'arrière-garde et chargèrent à l'instant; les Français soutinrent long-temps le choc et combattaient en marchant; mais enfin ils furent contraints d'abandonner sept pièces de canon, beaucoup de munitions et de vivres, et plusieurs enseignes et drapeaux; ils perdirent outre cela un assez grand nombre des leurs qui restèrent sur la place.

Les Français firent mine de vouloir camper à Gatinara, qui n'est qu'à un mille de Romagnana; lorsqu'ils virent que les ennemis s'étaient retirés dans la persuasion que l'armée s'arrêterait en cet endroit, ils firent insensiblement filer les bagages et l'artillerie, et marchant environ six milles ils campèrent à Ravisingo, près d'Ivrée. L'armée impériale se rendit le même jour sur les bords de la rivière[1] et la passa dès que la lune parut; mais les troupes vénitiennes refusèrent de la suivre, prétendant qu'elles avaient été bien au-delà des obligations du traité, se trouvant actuellement sur les terres du duc de Savoie pendant qu'elles ne devaient servir que pour la défense du Milanais. Cependant l'amiral marchait lentement avec beaucoup d'ordre; les Suisses placés à l'arrière-garde repoussèrent avec vigueur les premières troupes qui vinrent les attaquer en désordre à deux milles de Ravisingo; mais le marquis de Pescaire étant survenu avec les chevau-légers, le combat se rétablit sans que néanmoins la marche en fût interrompue; Jean de Chabanne[2] y fut tué et le chevalier Bayard[3] fut fait prisonnier après avoir été blessé d'un coup de mousquet dont il mourut peu après. Quoique Pescaire eût été joint par beaucoup de soldats, il ne jugea pas à propos de continuer sa poursuite parce qu'il n'avait qu'une partie de l'armée et point de canon. L'amiral se retira donc sans aucun obstacle avec les Suisses, laissant au-delà d'Ivrée quinze pièces de canon à Bauri, dont il confia la garde à trois cents Suisses, commandés par un seigneur du pays; mais les impériaux en ayant eu avis les enlevèrent aussitôt.

L'armée impériale se partagea pour s'emparer de Lodi et d'Alexandrie, les seules villes qui restassent alors au roi de France dans le Milanais; car Novare avait ouvert ses portes aux premières approches du duc de Milan et de Jean de Médicis; le duc d'Urbin fut chargé du siége de la première et le marquis de Pescaire marcha contre Alexandrie. Le vice-roi résolut de faire tête au marquis de Rothelin[1], qui avait passé les monts avec quatre cents lances; mais Rothelin ayant appris la retraite de l'amiral reprit aussitôt le chemin de France. Boisy[2] et Jules de San-Severino, qui défendaient Alexandrie, ne firent aucune résistance. A l'égard de Frédéric de Bozzole qui était dans Lodi, il demanda seulement quelques jours pour s'assurer de la retraite de l'armée; après qu'il n'eut plus lieu d'en douter, il rendit cette place; il eut comme les deux autres la liberté de conduire en France l'infanterie italienne qui formait sa garnison. Ces troupes, qui se montaient environ à cinq mille hommes, furent très utiles au roi dans la suite.

Telle fut la fin de la guerre que le roi de France fit dans le Milanais par le moyen de l'amiral de Bonnivet; mais les forces de ce prince n'en étant point affaiblies, l'Italie délivrée du péril qui l'avait menacée n'en avait pas moins à craindre pour l'avenir.

L'empereur, excité par le duc de Bourbon et comptant que le nom et le crédit de ce prince seraient d'un grand poids, voulut à son tour porter la guerre en France; le roi d'Angleterre entra dans ses vues avec beaucoup d'ardeur.

(1) La Sesia.
(2) Seigneur de Vandenesse, frère du maréchal de la Palice.
(3) Il est appelé dans l'original *monseigneur*, titre qu'on donnait souvent aux chevaliers.

(1) Claude d'Orléans, duc de Longueville, fils aîné de Louis I, aussi duc de Longueville.
(2) Claude Gouffier, marquis de Boisy, fils d'Artus, grand-maître de France. Il fut fait duc de Rouanès et grand-écuyer de France. Il mourut en 1570, fort âgé.

Dès le commencement de cette année Charles avait fait assiéger Fontarabie, petite ville sur les frontières de France et d'Espagne. Quoiqu'elle fût bien pourvue d'hommes, d'artillerie et de vivres, et que les Français eussent eu tout le temps de réparer ses fortifications, ils y avaient si mal réussi par leur peu d'habileté qu'ils furent obligés de se rendre, la vie sauve. Après la prise de cette place, l'empereur, dont les desseins ne se bornaient pas à cette conquête, rejeta les conseils pacifiques du pape. Clément, dès le commencement de l'année, avait député vers l'empereur et les rois de France et d'Angleterre pour conclure la paix ou du moins une suspension d'armes, mais il n'avait pas trouvé les esprits disposés à la conciliation. Le roi de France ne voulait point de paix, n'espérant pas y trouver des conditions telles qu'il les aurait souhaitées, mais il aurait consenti sans balancer à une trève de deux ans. Au contraire l'empereur, qui refusait la trève parce qu'elle aurait donné le temps au roi de se mettre en état de recommencer la guerre, n'était pas éloigné de la paix. Enfin le roi d'Angleterre, voulant être l'unique médiateur dans cette affaire, rejetait absolument tout traité qui se ferait par l'entremise du pape. Cette conduite était l'ouvrage du cardinal d'York[1]; ce ministre, plein d'un orgueil excessif, s'était, malgré la bassesse de sa naissance, élevé si haut et tellement assuré de la faveur de son prince, qu'il était notoire en Angleterre que la volonté de Henri ne s'exécutait qu'autant qu'elle avait l'approbation du cardinal, qui de son côté décidait de tout en maître sans consulter le roi. Henri VIII et ce cardinal se gardaient bien de découvrir à l'empereur qu'ils ne voulaient point de la médiation du pape; ils ne lui montraient qu'un violent désir de faire la guerre à la France, sur laquelle le roi d'Angleterre prétendait avoir de légitimes droits, dont voici l'origine.

Charles IV, roi de France, surnommé *le Bel*, étant mort sans postérité masculine en 1328, Edouard, roi d'Angleterre, fils d'une sœur de Charles[2], prétendit hériter de cette première couronne comme le plus proche des

(1) Thomas de Wolsey, ministre et favori d'Henri VIII.

(2) Isabelle de France, fille de Philippe-*le-Bel* et sœur de Louis-*le-Hutin*, de Philippe-*le-Bon* et de Charles-*le-Bel*, tous trois successivement rois de France. Elle avait épousé en 1308 Edouard II, roi d'Angleterre, père d'Edouard III.

parents mâles du dernier roi; mais il fut exclus par les Etats du royaume et il fut décidé que, suivant la loi salique établie depuis long-temps en France, non-seulement les femmes mais encore les mâles de la ligne féminine étaient inhabiles à succéder à la couronne. Edouard prit néanmoins quelques jours après le titre de roi de France, et ayant pénétré dans ce royaume à la tête d'une nombreuse armée, il remporta plusieurs victoires sur Philippe de Valois[1], déclaré successeur de Charles-*le-Bel*, et sur le roi Jean, son fils; ce dernier ayant été fait prisonnier dans une bataille[2], fut conduit en Angleterre. Enfin la paix se fit et les conditions furent: qu'Édouard garderait plusieurs provinces du royaume et ne prendrait plus à l'avenir le titre de roi de France; mais cette paix, qu'on n'observa pas long-temps, fut suivie de longues guerres et de plusieurs trèves jusqu'au règne de Henri V, roi d'Angleterre. Ce prince s'étant ligué avec Philippe, duc de Bourgogne, qui faisait la guerre à la France pour venger le meurtre du duc Jean, son père, remporta de si grands avantages sur Charles VI, qui avait perdu l'esprit, qu'il s'empara de la ville de Paris et de presque tout le royaume de France. Ayant trouvé le roi, la reine et Catherine leur fille dans cette capitale, il épousa cette jeune princesse et fit consentir Charles à déclarer Catherine et ses enfants héritiers de la couronne, quoiqu'il eût un fils vivant. Ce fut en vertu de ce titre sans force que Henri VI, fils de Henri V, fut couronné *roi de France et d'Angleterre* à Paris. Charles VII, fils de Charles VI, sut profiter des dissensions nées entre les princes du sang royal d'Angleterre, qui désolèrent ce royaume, et chassa les Anglais de la France, où il ne leur resta que la seule ville de Calais. Néanmoins les rois d'Angleterre ne laissèrent pas de prendre toujours le titre de rois de France.

Henri VIII était plus en état qu'aucun de ses prédécesseurs de faire valoir ces prétentions, car il était mieux affermi dans son royaume qu'ils ne l'avaient jamais été. Les princes de la maison d'York, chefs de la faction de leur nom, ayant fait périr les princes de la maison de

(1) Il était fils de Charles, comte de Valois, frère de Philippe-*le-Bel*. Voyez tous ces événements dans Froissart.

(2) La bataille de Poitiers, en 1356.

Lancastre, qui étaient à la tête de la faction opposée, les partisans de celle-ci mirent sur le trône Henri de Richemont, comme le plus proche parent des Lancastre. Ce prince, après avoir éteint la maison d'York, voulant s'assurer la possession paisible du royaume, épousa la fille d'Edouard, un des derniers rois de cette maison, de sorte que Henri VIII étant né de ce mariage, il paraissait réunir en sa personne les droits de la *Rose rouge* et de la *Rose blanche ;* c'étaient les noms qui distinguaient ces deux maisons, parce qu'elles portaient ces différentes marques.

C'était pourtant moins l'espérance de conquérir le royaume de France, entreprise dont Henri connaissait toutes les difficultés, qui était le mobile de ses démarches, que l'ambition d'être l'arbitre de la paix. Le cardinal d'York, qui lui inspirait ces sentiments, comptait que les conjonctures forceraient l'Empire et la France d'accepter la médiation de son maître ; il voulait se rendre célèbre dans toute l'Europe par cette négociation, qui dépendrait de lui, et s'assurer par ce moyen l'affection du roi de France, en faveur duquel il penchait dans le fond de l'ame ; aussi Henri VIII, toujours l'organe de son ministre, ne proposait pas de faire tout ce qu'aurait exigé cette expédition s'il y eût sérieusement pensé. Cependant l'empereur comptait sur lui, mais il faisait plus de fond sur le soulèvement qu'il croyait que le crédit et le grand nombre de partisans du connétable causeraient dans le royaume. Tels furent les deux motifs qui lui firent résoudre la guerre contre l'avis de la plupart de son conseil, qui lui représentaient que n'ayant point d'argent et que n'étant pas trop sûr de ses alliés, il serait plus à propos de conclure une trève par l'entremise du pape que de s'embarquer dans une guerre pleine de périls et de difficultés.

L'empereur ayant pris sa résolution, le duc de Bourbon fut chargé d'entrer en France avec une partie de l'armée d'Italie. Henri s'obligea à lui faire compter cent mille ducats pour le premier mois, dès que ses troupes auraient passé les monts. On convint que ce prince pourrait à son choix fournir cette contribution chaque mois ou passer en France avec une nombreuse armée pour y faire la guerre depuis le premier juillet jusqu'à la fin de décembre ; que dans ce cas la Flandre lui fournirait trois mille chevaux et mille hommes de pied avec toute l'artillerie et les munitions nécessaires ; que si la guerre était heureuse, le duc de Bourbon serait rétabli dans ses biens et mis en possession de la Provence, dont il se prétendait héritier en vertu d'une cession faite depuis la mort de Charles VIII par le duc de Lorraine[1] à la duchesse Anne de Bourbon, et qu'il régnerait sur cette province en qualité de roi ; qu'avant toute chose il reconnaîtrait le roi d'Angleterre pour roi de France et lui ferait en cette qualité foi et hommage, sans quoi le traité serait nul ; qu'il ne pourrait entrer en négociation avec François I qu'avec l'aveu de Charles et de Henri ; que dans le même temps le premier entrerait en France du côté de l'Espagne, et que ses ambassadeurs et ceux d'Angleterre agiraient de concert en Italie pour engager les puissances de ce pays à fournir des secours d'argent pour cette expédition, afin de n'avoir plus rien à craindre désormais de la part des Français. Ce dernier article n'eut aucune suite. En effet le pape, bien loin d'entrer dans ces vues, blâma hautement cette entreprise, qui, disait-il, ne servirait qu'à rallumer en Italie une guerre plus sanglante et plus cruelle que la précédente.

Quoique le duc de Bourbon eût signé le traité dont nous venons de parler, il refusa néanmoins constamment de reconnaître Henri VIII pour roi de France. Il aurait souhaité que l'armée eût marché vers la ville de Lyon afin de s'approcher de ses terres ; mais on prit le parti d'attaquer la Provence, afin d'être à portée de recevoir les secours que l'empereur avait la facilité d'envoyer d'Espagne en cette province, et en même temps pour faire usage de la flotte qui s'équipait à Gênes par ses ordres et à ses dépens.

Cependant le connétable de Bourbon et le marquis de Pescaire, qui se fit déclarer capitaine général de l'armée de l'empereur pour ne pas obéir au prince français, passèrent à Nice[2], mais avec des forces beaucoup inférieures à celles qu'on avait d'abord destinées pour cette expédition. L'armée était de cinq cents lances, huit cents chevau-légers, quatre mille hommes

(1) On a vu, au livre I, les prétentions de René II, duc de Lorraine, sur le comté de Provence.

(2) A la fin de juillet.

d'infanterie espagnole, trois mille Italiens et cinq mille Allemands. Ces troupes devaient être jointes par trois cents hommes d'armes de l'armée d'Italie et par cinq mille autre lansquenets; mais elles ne reçurent pas ce dernier secours, faute d'argent, et le vice-roi se trouvant hors d'état de lever de nouvelle infanterie, comme on en était convenu d'abord, afin de faire tête au marquis de Saluces qui s'était posté sur la montagne avec mille hommes de pied, fut contraint de garder ces trois cents lances pour la sûreté du pays. D'ailleurs l'armée navale de l'empereur, sur laquelle se fondait la principale espérance du succès, se trouva fort inférieure à la flotte de France qui, sortant du port de Marseille, s'était rendue à Villefranche.

Hugues de Moncada, élève du duc de Valentinois dont il avait toutes les mœurs, était amiral de la flotte impériale. Moncada ne laissa pas d'entrer en Provence. La Palice, la Fayette, Renzo de Ceri et Frédéric de Bozzole, officiers des troupes françaises, ne se croyant pas assez forts pour tenir la campagne contre les impériaux, se retirèrent dans les places; une partie de cette armée qui côtoyait la mer s'empara du fort qui commande le port de Toulon et s'y saisit de deux pièces de canon. La ville d'Aix, capitale de la province où réside un parlement, ouvrit ses portes aussi bien que plusieurs villes du pays. Bourbon était d'avis de passer le Rhône pour entrer plus avant dans le royaume au moment où le roi n'était pas bien préparé à la défense. En effet François I ne s'était point attendu que l'ennemi passât de Lombardie en France; sa gendarmerie qui, vu l'épuisement des finances, avait beaucoup souffert, faute de paiement, était en si mauvais état qu'il n'était pas possible de la rétablir si tôt; d'ailleurs, ne comptant pas beaucoup sur les troupes de pied françaises, il était dans la nécessité de faire venir de l'infanterie suisse et allemande avant de se mettre en campagne. Le connétable comptait sur de grands succès si l'on profitait de cette occasion; mais le marquis de Pescaire et les autres capitaines espagnols furent d'un avis contraire et résolurent le siége de Marseille, port très commode pour infester les côtes de France et passer d'Espagne en Italie; c'était l'intention de l'empereur. Bourbon ne pouvant empêcher cette résolution, l'armée forma le siége de cette ville[1], que Renzo de Ceri défendait à la tête de cette infanterie italienne qu'on avait amenée d'Alexandrie et de Lodi en France. On employa sans succès durant quarante jours tout l'effort du canon et des mines. La place avait de fortes murailles bâties à l'antique et bordées d'une brave garnison. D'ailleurs le peuple de Marseille, plein d'attachement pour le roi de France, haïssait mortellement les Espagnols depuis qu'Alphonse-le-Vieux, roi d'Aragon, passant de Naples en Espagne sur sa flotte, avait surpris et pillé leur ville. Enfin l'espérance d'un prompt secours du côté de la mer et d'Avignon, où le roi assemblait une nombreuse armée, animait encore les assiégés. D'un autre côté les impériaux étaient sans argent, et les diversions sur lesquelles ils avaient compté ne se faisaient pas. Quoique le roi d'Angleterre eût envoyé Richard Pace pour résider auprès du duc de Bourbon, il refusa néanmoins de fournir les cent mille ducats pour le second mois, et paraissait encore moins disposé à porter la guerre en Picardie; il avait au contraire donné audience à Jean Giovacchino-da-Passano, envoyé du roi de France, et les réponses du cardinal d'York aux ambassadeurs de Charles V donnaient de grands soupçons du changement de Henri. Outre cela les Cortès, c'est-à-dire les Etats-généraux de Castille, refusèrent à l'empereur un subside de quatre cent mille ducats qu'ils avaient coutume d'accorder à leurs rois dans les pressants besoins; aussi ne put-il envoyer de l'argent en Provence et il n'attaqua que faiblement la France du côté de l'Espagne; c'est pourquoi le connétable, désespérant de la prise de Marseille et craignant d'être surpris dans cette province, décampa le même jour que François I sortit d'Avignon, où il avait reçu six mille Suisses; l'armée impériale reprit le chemin d'Italie en diligence pour éviter la rencontre de toute l'armée française, ou du moins d'une partie, dans un pays ennemi.

(1) Le 19 août.

CHAPITRE IV.

Le roi de France marche sur l'Italie. Arrivé à Milan, il met le siége à la citadelle. Faibles secours des confédérés italiens en faveur de Charles V. François I met le siége à Pavie. Le pape s'engage à la neutralité. Le duc d'Albanie est chargé par le roi de France de marcher sur Naples. Le pape publie son alliance avec le roi de France. Plaintes de Charles V contre le pape. L'ambassadeur de Florence prend sa défense.

Après cette retraite le roi jugea que l'occasion était favorable pour rentrer dans le duché de Milan; il se voyait à la tête d'une armée nombreuse et n'ignorait pas que ses ennemis étaient très faibles en Italie, où il se flattait d'arriver avant les troupes qui avaient assiégé Marseille. Ayant donc résolu de profiter de l'heureuse conjoncture qui s'offrit à lui : « Je veux, dit-il à son armée, passer moi-même en Italie; la résolution en est prise; que personne n'entreprenne de me faire changer de dessein, toutes sortes de remontrances sur ce sujet ne pourraient que me déplaire. Préparez-vous donc à exécuter fidèlement mes ordres, chacun dans la place qu'il occupe, et saisissons avec ardeur l'occasion que la justice de Dieu et l'imprudence de nos ennemis nous présentent pour rentrer dans des Etats usurpés sur la France. » La rapidité de l'exécution répondit à celle de sa résolution. François partit avec son armée, qui consistait en deux mille lances et vingt mille hommes d'infanterie; il pressa vivement la marche afin de n'être pas détourné de son dessein par sa mère, qui venait exprès d'Avignon pour le dissuader d'aller faire la guerre en personne. Il fit ordonner en même temps à Renzo de Ceri d'embarquer ses troupes sur la flotte; et soit qu'il ne voulût écouter aucunes propositions de paix, soit qu'il eût quelque défiance sur le compte du pape, il fit dire à l'archevêque de Capoue qui, venant le trouver de la part de ce pontife, devait ensuite se rendre auprès de l'empereur, de ne pas se donner la peine de passer outre; qu'ils pouvaient négocier ensemble par lettres, dont il recevrait les réponses dans Avignon, où il trouverait la princesse sa mère, sinon qu'il s'en retournât à Rome. Cependant il marchait avec une extrême diligence pour arriver avant les ennemis. Mais les impériaux, ne s'amusant point à poursuivre les paysans qui les inquiétaient dans leur route et côtoyant la mer, se rendirent à Monaco, où l'on prit le parti de mettre en pièces l'artillerie afin de la transporter plus facilement sur des mulets. L'armée vint ensuite à Final; et y ayant eu la première nouvelle de la marche du roi contre le Milanais, qui n'était pas en état de résister, ils se pressèrent d'y arriver aussi promptement qu'ils s'étaient sauvés de Provence.

Ainsi le roi et le marquis de Pescaire arrivèrent dans le même jour, le premier à Verceil, le second dans Alba [1], avec la cavalerie et l'infanterie espagnole, suivi par le duc de Bourbon, à la tête des lansquenets qui devaient arriver le lendemain. Le marquis, ne se donnant pas le temps de respirer, fit le jour suivant une marche de quarante milles et se rendit d'Alba à Voghiera pour être le lendemain à Pavie, où il joignit le vice-roi. Ce dernier, après avoir laissé deux mille hommes de garnison dans Alexandrie, s'était rendu dans cette première place dans le temps que l'armée du roi commençait à se montrer sur les bords du Tésin.

Ces deux généraux et Jérôme Morone délibérèrent sur le parti qu'ils avaient à prendre; d'abord ils furent d'avis de mettre une forte garnison dans Pavie et de se retirer à Milan, comme on l'avait déjà fait. Morone partit donc sur-le-champ pour cette capitale afin d'y donner les ordres nécessaires, et le duc de Milan, qui s'était aussi rendu à Pavie, le suivit bientôt. Ensuite Pescaire et le vice-roi laissant Antoine de Lève à Pavie avec trois cents lances et cinq cents hommes d'infanterie, presque tous Allemands, à l'exception d'un petit nombre qui étaient Espagnols, ils prirent aussi le chemin de Milan.

Cette ville était alors dans une triste situation. La peste y avait fait de cruels ravages durant tout l'été; la plus grande partie du peuple avait péri; la plupart de ceux que la contagion avait épargnés étaient absents, et on s'y trouvait, comme auparavant, sans vivres. D'ailleurs il était difficile d'y obtenir de l'argent et les fortifications étaient ruinées pour la plupart. Malgré tant d'obstacles, les habitants auraient été aussi disposés que jamais à essuyer les fatigues et les dangers auxquels ils s'étaient déjà exposés. Mais Morone, voyant bien que si l'on faisait entrer l'armée dans Milan elle rui-

(1) Dans le marquisat de Montferrat.

nerait plutôt cette ville qu'elle ne la défendrait, tint ce discours au peuple :

« Messieurs, nous pouvons dire, dans ce temps de calamité, ce que disait le Sauveur du monde dans son agonie : *L'esprit est prompt, mais la chair est faible*. Vous désirez toujours avec la même ardeur conserver la couronne ducale à François Sforze ; de son côté il est infiniment sensible aux périls qui menacent son peuple et aux malheurs dont il est affligé; il est prêt à donner sa vie pour vous sauver, et vous êtes dans la même disposition à son égard ; mais vos forces et les siennes sont trop faibles pour répondre à cette noble émulation. Cette ville est presque déserte ; elle manque de vivres et d'argent ; ses remparts sont presque abattus, et dans cet état rien ne peut la garantir de tomber entre les mains des Français. Croyez que votre prince ne met point de différence entre la mort et la cruelle nécessité de vous abandonner ; mais il lui serait moins dur de mourir que de causer votre perte par une défense téméraire. Dans ces tristes conjonctures, la prudence veut que vous choisissiez le moindre mal et que vous n'écoutiez pas tellement le désespoir qu'une seule résolution détruise toutes vos espérances. Le duc vous conseille donc par ma bouche de céder à l'orage, d'ouvrir vos portes au roi de France et de vous réserver pour des temps plus favorables, que nous avons tout lieu d'espérer ; il se conservera lui-même pour vous défendre dans la suite. D'ailleurs, quel pourrait être le sujet de votre désespoir ? N'avons-nous pas vaincu plusieurs fois ces mêmes Français ? Notre cause est juste et nous pouvons compter sur l'appui d'un heureux et puissant empereur. Dieu même sera touché de l'affection des sujets pour leur prince et de la tendresse du prince pour ses sujets. Oui, si le ciel permet aujourd'hui que nous ayons le dessous, c'est sans doute par des vues de miséricorde ; comptez qu'il nous accordera bientôt une victoire si complète sur nos superbes ennemis que nous pourrons oublier de si grands maux dans le repos d'une paix durable. »

Morone mit ensuite des vivres dans le château et sortit de la ville. Le duc de Milan s'était mis en chemin pour s'y rendre, ignorant ce qui venait de se passer dans cette ville ; mais à peine fut-il hors de Pavie qu'il rencontra Ferrand Castriot[1], commandant de l'artillerie, dont il apprit qu'une partie des ennemis, ayant passé le Tésin, avait rencontré et défait Zuccher avec ses chevau-légers ; c'est pourquoi, craignant de trouver les passages fermés, il retourna sur ses pas. Le duc et Morone s'étaient comportés avec beaucoup de droiture dans cette occasion ; néanmoins les impériaux les soupçonnèrent d'avoir traité secrètement avec le roi de France, et ils envoyèrent Alarcon à Milan avec deux cents lances, dans l'intention de l'y suivre avec l'armée, ou de n'y point aller, selon les avis qui viendraient de la part de cet officier. Quoique les habitants fussent déjà convenus de quelques articles avec des bannis députés par le roi, ils se ranimèrent à la vue d'Alarcon et se mirent à crier : *Vive l'empereur et François Sforze !* mais Alarcon sentant qu'il n'était pas possible de défendre la place, et ayant été averti des approches de l'avant-garde française, sortit de la ville par la porte Romaine, en même temps que les ennemis commençaient à y entrer par les portes Ticinese et de Verceil, et se hâta de rejoindre l'armée impériale qui s'était avancée jusqu'à Lodi.

Si le roi de France, au lieu d'entrer à Milan, se fût mis à la poursuite des impériaux harassés par une longue marche et qui avaient perdu beaucoup d'armes et de chevaux, on croit qu'il lui eût été facile de les dissiper ; il y a même tout lieu de penser que si François, après la réduction de Milan, eût marché promptement contre Lodi, les ennemis n'auraient osé s'y renfermer ; peut-être même qu'en passant l'Adda sans perdre de temps il aurait aussi mis facilement en désordre le reste des ennemis. Mais soit que le roi jugeât qu'il lui importait beaucoup de se rendre maître de Milan, qui avait toujours été le principal obstacle à son établissement en ce pays, soit qu'il ne fût pas instruit de la situation de l'ennemi, soit enfin par d'autres raisons, il s'approcha de cette ville et resta aux environs pour donner les ordres nécessaires au siége du château, qu'on avait muni d'une garnison de sept cents hommes d'infanterie espagnole. Il n'entra ni ne voulut permettre à son armée d'entrer dans la ville, et par une modération et une bonté dignes des

(1) Marquis de Saint-Ange. Il était de la maison du grand Scander-beg.

plus grands éloges, il empêcha les soldats d'y commettre le moindre désordre.

Ensuite le roi marcha contre Pavie, ne croyant pas que la prudence lui permît de laisser derrière lui une ville défendue par une nombreuse garnison. Son armée, en comptant les troupes qu'il avait laissées à Milan, consistait en deux mille lances, huit mille hommes d'infanterie allemande, six mille Suisses, six mille aventuriers et quatre mille Italiens, dont le nombre augmenta beaucoup dans la suite. Le marquis de Pescaire s'était jeté dans Lodi avec deux mille hommes de pied. De son côté le vice-roi avait pris le parti de se retirer à Sonzino avec François Sforze et le connétable, après avoir jeté du monde dans les villes de Côme et d'Alexandrie. La marche du roi vers Pavie non-seulement ranima leur courage, mais encore leur espérance, et ils résolurent de rétablir l'armée, si cette ville faisait une assez longue défense pour leur en donner le temps; c'était l'unique ressource qui leur restait alors. Dans ce but ils donnèrent des ordres pour lever six mille lansquenets, et on employa pour cette recrue, aussi bien que pour les autres dépenses nécessaires, cinquante mille ducats que l'empereur avait envoyés à Gênes pour la guerre de Provence.

Mais le défaut d'argent déconcertait d'ailleurs toutes leurs mesures; il n'était pas possible d'en tirer du Milanais, et tout ce que l'indigence de l'empereur pouvait lui permettre dans ces circonstances était de donner ses ordres pour emprunter ce qu'on pourrait sur les revenus du royaume de Naples. Enfin ils n'espéraient ni troupes ni secours d'argent de la part des anciens confédérés. Le pape et les Florentins ne leur donnaient que des réponses vagues. Le premier, depuis la retraite de l'amiral, avait pris la ferme résolution de ne point entrer dans cette guerre; aussi refusa-t-il constamment de renouveler la ligue faite avec son prédécesseur; il avait au contraire promis en secret au roi de France, de ne pas s'opposer à ses armes dans le Milanais; néanmoins il était en apparence porté d'inclination pour l'empereur et le roi d'Angleterre. A l'égard du sénat de Venise, il ne recevait qu'avec indifférence les prières du vice-roi qui le pressait d'envoyer les troupes que le traité l'obligeait à fournir. Les Vénitiens n'en usaient ainsi que parce qu'ils avaient peut-être résolu de prendre conseil des événements ou que leur ancienne inclination pour la France s'était réveillée; ils pouvaient d'ailleurs se persuader que le roi, faisant la guerre avec de si belles troupes contre un ennemi presque sans défense, aurait sans doute l'avantage; peut-être aussi craignaient-ils l'ambition de l'empereur qui, n'ayant pas donné l'investiture du Milanais à François Sforze, avait excité la surprise et de grands murmures en Italie; d'ailleurs l'exemple et l'autorité du pape étaient alors d'un grand poids dans la république.

Le roi de France s'étant approché de Pavie, entre le Tésin et la route de Milan, posta son avant-garde dans le faubourg Saint-Antoine au-delà de cette rivière, sur le chemin de Gênes, et prit lui-même son quartier à Saint-Lanfranc, abbaye éloignée environ d'un mille de la place. Il foudroya les murs en deux endroits différents deux jours de suite[1], après quoi ses troupes donnèrent l'assaut; mais trouvant la place bien fortifiée en dedans et la garnison déterminée, sentant d'ailleurs que ses troupes dont il perdit un grand nombre étaient étonnées, il fit sonner la retraite. Ensuite connaissant toute la difficulté de forcer une ville si bien défendue, il résolut de faire creuser des tranchées et d'élever des cavaliers, donnant ordre aux travailleurs de saper les angles des fortifications, afin que le soldat pût s'en approcher avec moins de péril. Outre ces travaux, qui paraissaient longs et difficiles, il eut encore recours aux mines, pour prendre la place en détail, ne pouvant l'emporter tout d'un coup. Non content de ces moyens, il voulut encore en pratiquer un autre plus pénible qui lui fut indiqué par ses ingénieurs. Le Tésin se partage, à deux milles de Pavie, en deux bras qui se réunissent à un mille au-dessous de cette ville, avant de se jeter dans le Pô. Le roi forma le dessein de couper le bras le plus considérable qui baigne les murs de Pavie, et de le faire entrer dans l'autre nommé le Gravalone; il comptait qu'en le mettant à sec, par ce moyen il viendrait aisément à bout de prendre la place, qui du côté qu'arrose ce bras n'est défendue que par la profondeur de la rivière.

Plusieurs jours s'écoulèrent dans cette entreprise qui lui coûta beaucoup de monde et de

(1) Le siége commença le 18 octobre.

dépense. L'ouvrage se poursuivait avec tant d'ardeur que les assiégés commençaient à craindre; mais la rapidité de la rivière grossie par de grandes pluies entraînant les digues élevées pour détourner son cours, le roi fut convaincu que tout l'effort et l'industrie humaine ne pouvaient vaincre l'impétuosité des eaux; ce qui ne manque presque jamais d'arriver dans ces sortes d'entreprises. Quoique ce prince n'espérât plus prendre Pavie par force ou par le moyen des travaux, il ne laissa pas de continuer le siége, se flattant de la réduire avec le temps.

Le pape, ayant appris la réduction de Milan, dépêcha vers le roi de France Jean-Mathieu Giberto[1], évêque de Vérone, dataire apostolique. Ce prélat possédait la confiance de son maître et même était connu du roi qui l'aimait. Il fut chargé de se rendre d'abord à Sonzino pour exhorter les généraux de l'empereur à la paix, leur faisant savoir qu'il allait trouver le roi pour le même sujet; mais animés par la résistance de Pavie, ils répondirent avec hauteur : qu'ils n'écouteraient aucune proposition qui tendît à laisser un pouce de terre à la France dans le Milanais. Giberto trouva le roi dans des dispositions encore plus opposées à la paix. Ce prince, fier de sa nombreuse armée qu'il était non-seulement en état d'entretenir mais encore d'augmenter, ne doutait pas de la prise de Pavie et continuait à presser vivement cette place. Comme les assiégés ne faisaient tirer le canon que de loin en loin, il croyait la ville dépourvue de munitions, par conséquent hors d'état de tenir long-temps; d'ailleurs les ouvrages qu'on faisait pour détourner le bras du Tésin n'avaient pas encore été ruinés lorsqu'il reçut ce nonce, et il savait que le pain commençait à manquer dans la ville. Il disait même que la conquête du Milanais et de Gênes n'était pas capable de payer tant de fatigues et de dépenses, et qu'il voulait y ajouter le royaume de Naples. Le nonce mit ensuite sur le tapis l'affaire qui faisait le principal objet de son voyage et il la termina sans peine. Le pape promit, tant pour lui qu'au nom des Florentins, de ne donner aucun secours direct ni indireet aux ennemis de la France, et le roi prit sous sa protection l'État ecclésiastique et la république de Florence. Ce traité contenait une clause particulière, par laquelle François s'engageait à maintenir l'autorité de la maison de Médicis à Florence. On convint que le traité demeurerait secret tant qu'il plairait au pape, et les impériaux n'en eurent effectivement alors aucune connaissance. Mais comme leurs défiances augmentaient chaque jour sur le compte de Clément, ils résolurent de pénétrer ses intentions. Ils députèrent donc vers lui Marino, abbé de Najara[1], commissaire de l'armée, avec ordre de faire des offres et des menaces. L'abbé, suivant ses instructions, déclara sans détour au pape : qu'après une rupture si marquée entre l'empereur et la France, le premier ne pouvait regarder que comme ses ennemis ceux qui voudraient garder la neutralité. Le pape répondit : que le seul parti qui convenait au père commun, dans les guerres qui divisaient les princes chrétiens, était de n'en prendre aucun, et qu'il serait par ce moyen plus à portée de travailler à la paix. En effet il la négociait alors avec l'empereur par le ministère de l'archevêque de Capoue qui, de l'aveu de la mère de François I, avait passé pour cet effet de Lyon en Espagne depuis la conquête de Milan. Ce prélat, après avoir excusé par les mêmes raisons le refus que le pape avait fait de renouveler la ligue, comme l'empereur l'en avait pressé lorsqu'il apprit le passage des Français en Italie, exhortait vivement Charles V à conclure une trève ou à faire la paix.

La prospérité des armes françaises, l'impossibilité de lever de l'argent en Espagne pour la guerre d'Italie, et la crainte que l'empereur avait que le roi d'Angleterre ne se fût réconcilié secrètement avec la France, devaient le porter à prendre ce dernier parti. Non-seulement Henri VIII ne voulait pas qu'une somme de cinquante mille ducats qu'il avait fait compter à Rome pour l'expédition de Provence fût envoyée en Lombardie, mais il exigeait encore dans ces circonstances le remboursement de tout l'argent que Charles avait emprunté de l'Angleterre. Les obligations de l'empereur ne se bornaient pas à ces sommes, car dans son passage en Espagne il s'était chargé des pensions que le roi

(1) C'était un des plus intimes confidents de Clément VII. Ce pape lui donna l'évêché de Vérone le 8 août 1524. Gibert mourut le 30 décembre 1543.

(1) Ville d'Espagne dans la Vieille-Castille.

de France faisait tant à Henri VIII qu'au cardinal d'York et à d'autres seigneurs. La pension du cardinal était de vingt mille ducats. Charles promit aussi de payer les trente mille du douaire de la reine Blanche[1], veuve de Louis XII. L'empereur n'avait encore rien donné sur toutes ces pensions, qu'il n'avait prises sur son compte que pour lever les obstacles qui s'opposaient à son alliance avec le roi d'Angléterre. Dans ces fâcheuses conjonctures, Charles fut attaqué de la fièvre quarte, causée par le chagrin du peu de succès de ses armes au siége de Marseille. Mais soit qu'il fût trop fier pour céder à son ennemi et pour se laisser abattre par des contre-temps, soit qu'il comptât sur la bravoure de ses troupes si jamais on en venait aux mains, soit enfin qu'il crût que la fortune lui serait aussi favorable à l'avenir qu'elle l'avait été jusqu'alors, il répondit à l'archevêque de Capoue : que la majesté impériale l'empêchait de faire aucun traité pendant que le roi de France serait en armes dans le Milanais.

Cependant François I avait résolu de porter ses armes dans le royaume de Naples pour obliger le vice-roi de marcher à la défense de cet Etat, alors dépourvu de troupes, ou du moins pour le mettre dans la nécessité de faire un traité désavantageux. Ce prince, étonné de la résistance de Pavie, commençait presque à souhaiter que le vice-roi prît ce dernier parti. Il confia cette expédition à Jean Stuart, duc d'Albanie, prince du sang royal d'Ecosse, qu'il mit à la tête de deux cents lances, six cents chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie, dont deux mille étaient Italiens, quatre cents Suisses et seize cents Allemands. Renzo de Ceri devait se rendre à Livourne pour le joindre avec l'infanterie embarquée sur la flotte qui, faute de munitions, était demeurée dans le port de Villefranche. Cet officier et les Orsini avaient ordre de lever encore quatre mille hommes de pied dans le territoire de Rome.

Le roi communiqua ce projet au pape par Albert, comte de Carpi, son ambassadeur, et le pria de permettre qu'on fît des levées d'infanterie dans Rome, et d'accorder le passage à ses troupes par l'Etat ecclésiastique. Cette demande chagrina fort le pape, qui n'aurait vu qu'avec peine le roi de France unir le royaume de Naples au duché de Milan ; mais n'osant s'y opposer ouvertement, il l'exhorta à différer au moins son entreprise et à ne le pas mettre dans la nécessité de lui faire essuyer un refus nécessaire pour plusieurs raisons. Il représenta même avec beaucoup de prudence : que cette expédition blessait les véritables intérêts de la France ; que si le désir de rentrer dans le Milanais avait suscité tant d'ennemis au roi, le dessein de la conquête de Naples en augmenterait encore le nombre ; qu'infailliblement les Vénitiens prendraient le parti de l'empereur et lui fourniraient plus de troupes qu'ils n'y étaient obligés par la ligue ; que si malheureusement les affaires de France tournaient mal en Lombardie, la réputation de ses armes tomberait dès lors dans le royaume de Naples ; que les revers qu'il éprouverait dans ce royaume ou dans le Milanais lui feraient perdre l'un ou l'autre de ces Etats ; qu'il devait se souvenir que lui-même l'avait loué de n'être pas sorti des bornes de la modération convenable au vicaire de Jésus-Christ ; qu'enfin il serait contre la bienséance de le presser aujourd'hui de changer de conduite.

Mais ces sages représentations furent inutiles. Le duc d'Albanie, sans attendre la réponse du pape, avait déjà passé le Pô à la Stellata, comme s'il eût été sûr de son aveu ; mais il revint sur ses pas cinq jours après. Le roi, ayant appris que les impériaux recevaient chaque jour de l'infanterie allemande et que le duc de Bourbon avait pris la route d'Allemagne pour en faire venir encore davantage, voulut avoir sous ses ordres toutes ses troupes, jusqu'à l'arrivée d'un renfort de Suisses et de Grisons qu'il avait donné ordre de lever.

Dans cet intervalle les deux armées demeuraient dans une espèce d'inaction. Le roi ne s'occupait que du siége de Pavie, qu'il s'efforçait de terminer avec honneur, et les impériaux étaient tranquilles en attendant le retour du connétable. Il n'y eut que le marquis de Pescaire qui fit une expédition qui lui réussit. Ce général, dont la sagesse et le courage réglaient presque tous les mouvements de l'armée, et sur qui roulait l'exécution des desseins qu'on formait, étant sorti de Lodi pendant la nuit à la tête de deux cents chevaux et de deux mille hommes de pied, alla fondre à l'improviste sur

(1) Marie d'Angleterre ; on l'appelle ici reine *Blanche* apparemment à cause de sa viduité.

la ville de Melzi; il y surprit Jérôme et Jean-Fermo Trivulce avec deux cents chevaux. Ces deux officiers furent faits prisonniers avec la plupart de leurs soldats; Jérôme mourut bientôt d'une blessure qu'il avait reçue dans cette occasion.

Cependant les Suisses et les Grisons que François I attendait arrivèrent enfin, et le duc d'Albanie se remit aussitôt en marche et passa le Pô dans le Plaisantin à la Stradella. Le pape, voyant qu'il ne pouvait détourner le roi de l'expédition de Naples, et ne s'y opposant peut-être que faiblement de peur d'exciter sa défiance, jugea que le temps de faire savoir aux impériaux son alliance avec les Français et de remettre sur le tapis l'affaire de la paix était arrivé; et il s'imaginait que la difficulté de prendre Pavie et la crainte de perdre le royaume de Naples devaient y disposer les deux partis. Il chargea donc Paul Vettori, commandant de ses galères, de dire au vice-roi qu'il avait fait, mais en vain, tous les efforts imaginables pour empêcher l'expédition de Naples; que d'ailleurs il n'était pas en son pouvoir de refuser le passage aux troupes françaises, qui l'accableraient sans peine s'il leur faisait la moindre difficulté; que même il était obligé pour sa propre sûreté de traiter avec la France, sans pourtant contracter aucun engagement préjudiciable à Charles V; qu'il était persuadé que dans les circonstances rien ne pouvait être plus utile à l'empereur que la paix; qu'afin de pouvoir la négocier avant que les choses s'aigrissent davantage de part et d'autre, il exhortait le vice-roi à faire une suspension d'armes et à mettre en séquestre les places que l'empereur ou le duc de Milan possédaient encore dans le Milanais, condition sans laquelle la France ne voudrait jamais entamer aucune négociation. Il chargea ce nonce d'ajouter qu'il espérait que ce premier pas pourrait conduire à une paix solide; et pour en hâter la conclusion Vettori devait insinuer que l'empereur ferait bien de donner, moyennant une certaine somme, l'investiture du duché de Milan au second fils du roi, à condition que ce duché ne serait jamais réuni à la couronne de France; que le duc de Milan et le connétable de Bourbon seraient dédommagés comme il conviendrait; qu'enfin le pape, Venise et Florence s'obligeraient de se liguer avec l'empereur contre la France en cas d'inexécution du traité de la part de cette couronne.

Les généraux de l'empereur sentaient tout l'embarras de leur situation, le danger qui les menaçait et la difficulté de soutenir en même temps la guerre en Lombardie et dans le royaume de Naples. Réduits à manquer d'argent, ils ne pouvaient espérer aucun secours de la part du pape ni des Florentins; d'ailleurs ils étaient déjà certains de la disposition des Vénitiens qui voulaient abandonner leur parti. A la vérité ces républicains, pour persuader aux impériaux qu'ils étaient résolus de persévérer dans leur alliance, levaient beaucoup d'infanterie; mais ils s'excusaient chaque jour d'exécuter leurs promesses. Toutes ces raisons faisaient pencher le vice-roi vers la paix et le déterminaient à se retirer dans le royaume de Naples; mais l'avis du marquis de Pescaire l'emporta dans le conseil.

Ce général remontra avec une noble fierté soutenue par la prudence, qu'il fallait mépriser le péril du royaume de Naples et s'attacher uniquement à la guerre de Lombardie, dont le succès devait décider du sort des Français en Italie; que les troupes qu'on envoyait contre Naples étaient trop faibles et ne pourraient s'y rendre assez promptement pour empêcher que la résistance de plusieurs places fortes et l'opposition des puissances, dont la sûreté dépendait de la conservation de ce royaume, ne fissent durer cette guerre plusieurs mois; que dans cet intervalle on viendrait à bout de terminer la guerre dans le Milanais; que si le succès favorisait l'empereur en Lombardie, il n'aurait dès lors plus rien à craindre pour le royaume de Naples, supposé même qu'il n'y possédât plus qu'une seule tour; qu'en tenant ferme en Lombardie ils seraient peut-être assez heureux pour triompher dans le Milanais et à Naples, au lieu qu'en quittant cette province, la perte de ce duché n'était pas douteuse, tandis que le salut de ce royaume serait fort incertain. D'ailleurs que pouvaient-ils espérer s'ils y paraissaient comme des vaincus, tandis que les ennemis y entreraient avec toute la réputation et les avantages que donne la victoire? Il ajoutait: que les Français y seraient bien reçus par les peuples; que l'amour de la nouveauté et la frayeur font courir au-devant des vainqueurs, et qu'ainsi le royaume de Naples ne se soutien-

drait pas plus que le Milanais ; que le roi de France, dans l'incertitude du succès des affaires en Lombardie, n'avait pris la résolution de partager ses troupes pour former une seconde expédition dans le temps que la première n'était pas encore terminée, que pour faire naître des craintes sur la perte du royaume de Naples et par ce moyen obliger les impériaux à sortir du Milanais ; qu'enfin, ne régler ses mouvements et ses projets, après tánt de victoires, que par les vues et les démarches des vaincus, ce ne pourrait être que se laisser ravir honteusement par leurs menaces la gloire de mille succès.

Le vice-roi, vaincu par ces raisons, fit partir le duc de Trajetto pour Naples, avec ordre de recouvrer le plus d'argent qu'il pourrait et d'engager Ascanio Colonna[1] et les autres barons à défendre le royaume. Quoique sa réponse à l'envoyé du pape fût pleine de circonspection, il écrivit néanmoins à Rome avec hauteur qu'il ne voulait écouter aucune proposition de paix. Le pape, feignant de céder à la nécessité (car le duc d'Albanie continuait toujours sa marche), publia ses liaisons avec le roi de France, ne parlant de ce traité que comme d'une simple promesse réciproque de ne rien entreprendre l'un contre l'autre et comme d'une chose récente ; il crut aussi devoir écrire aux ministres de l'empereur pour colorer cette démarche, alléguant surtout la nécessité. Ce bref fut présenté à l'empereur par Jean Corsi, ambassadeur de Florence ; ce ministre dit à Charles V tout ce qui convenait dans une semblable conjoncture. L'empereur, qui s'était toujours flatté que le pape ne l'abandonnerait pas dans ce péril extrême, parut fort irrité. Il répondit à Corsi : que ce n'avait été ni la haine, ni l'ambition, ni aucun autre intérêt particulier, qui l'avaient engagé dans cette guerre contre les Français, mais la sollicitation et l'autorité de Léon X, excité, disait-il, par Clément VII, alors cardinal, qui n'avait rien négligé pour faire croire à Léon que la sûreté de l'Italie exigeait que la France n'y possédât aucuns Etats ; que c'avait été Médicis lui-même qui, par ses soins, avait procuré la ligue formée dans les mêmes intentions avant la mort du pape Adrien ; qu'il ne pouvait donc être que très choqué de la conduite du pape qui, plus obligé que personne de partager avec lui le péril dans lequel il l'avait embarqué par ses instances et ses conseils, avait fait un traité si préjudiciable aux intérêts de l'Empire, plus par un excès de crainte qu'autrement, puisque Pavie se défendait encore. Dans la première chaleur, l'empereur rappela tout ce que lui devait Clément depuis la mort de Léon X, mais surtout les bons offices qu'il avait rendus à ce pontife dans les deux conclaves, où il s'était efforcé de mettre la tiare sur sa tête, persuadé que c'était le moyen d'affermir la liberté et le repos de l'Italie. Il ajouta qu'il était surpris que le pape eût oublié le peu de sûreté des promesses du roi de France, et qu'il ne fît pas réflexion à ce qu'il pouvait craindre ou bien espérer de l'établissement de ce prince en Italie. Enfin il protesta que cette démarche du pape, toute injuste et toute imprévue qu'elle était, ni même toutes sortes d'accidents, ne l'obligeraient pas à négliger ses affaires ; qu'on ne devait pas croire que le besoin d'argent pût l'arrêter, déterminé comme il l'était de s'exposer plutôt à perdre ses couronnes et sa propre vie que de changer de résolution, et qu'elle était si forte qu'il priait Dieu que l'opiniâtreté avec laquelle il allait poursuivre ses desseins ne fût point la cause de sa perte éternelle.

Corsi répondit à toutes ces plaintes : que le pape, depuis son exaltation, avait été contraint d'oublier les desseins du cardinal de Médicis et de prendre les sentiments de père commun, dont le devoir est de procurer la paix de la chrétienté ; que cette obligation avait été depuis long-temps le principe de toutes ses actions ; qu'il en avait souvent écrit à Sa Majesté Impériale, vers laquelle il avait député deux fois l'archevêque de Capoue pour ce sujet, et qu'il avait toujours déclaré sans déguisement que la neutralité seule convenait à son caractère ; qu'il avait proposé la paix à la retraite de l'amiral, la plus favorable conjoncture pour faire une paix glorieuse à Sa Majesté Impériale, mais qu'il n'avait eu pour toute réponse qu'elle ne pouvait se négocier sans le roi d'Angleterre. Il ajouta qu'il suppliait l'empereur de se ressouvenir de toutes les démarches de Sa Sainteté pour prévenir l'expédition de Provence, qui détruisait toutes les espérances de la paix, et que ce pontife avait inutilement représenté que cette irruption allait allumer en Italie des trou-

(1) Il était fils de Fabrice, mort en 1520, après avoir été nommé connétable du royaume de Naples par Charles V.

bles plus cruels que les précédents : prédiction que l'événement n'avait que trop malheureusement vérifiée ; que depuis la conquête de Milan le pape avait encore exhorté le roi de France et le vice-roi à la paix, mais qu'il avait trouvé le même éloignement des deux côtés pour elle ; que le roi n'avait pas voulu se rendre aux raisons que Clément avait apportées pour ne pas accorder le passage aux troupes françaises qui marchaient contre le royaume de Naples ; que même, sans attendre sa réponse, ce prince avait fait avancer son armée dans le Plaisantin ; que dans cette circonstance il avait député Paul Vettori vers le vice-roi, pour l'engager à une suspension d'armes ; qu'il avait chargé ce ministre de proposer des conditions convenables au temps et d'avertir ce général de la nécessité où il se trouvait de mettre les Etats du Saint-Siége à couvert du pressant danger qui les menaçait ; que le péril était d'autant plus à craindre que les Vénitiens demeuraient incertains et que le roi d'Angleterre était résolu de ne point contribuer à la défense du Milanais, à moins que l'empereur ne voulût joindre ses armes aux siennes pour porter la guerre en France ; que le vice-roi ayant rejeté toutes sortes d'expédients, et d'un autre côté les troupes du roi marchant toujours en avant, il avait enfin été forcé de traiter, en ne s'obligeant néanmoins qu'à ne point traverser ses desseins. L'empereur se plaignit de la dureté des conditions proposées, trouvant mauvais qu'on voulût l'obliger à se dessaisir des places qu'il possédait, sans exiger la même chose du roi de France ; enfin quoique le marquis de Pescaire lui conseillât de faire la paix, en lui représentant le mauvais état de l'armée et la grandeur du péril, il ne put jamais s'y résoudre, dans la confiance que s'il se donnait une bataille, la bravoure de ses troupes déterminerait la victoire en sa faveur.

CHAPITRE V.

Hugues de Moncada est fait prisonnier. Petrucci, seigneur de Sienne, est chassé de cette ville. Détresse de l'armée impériale à Pavie. Stratagèmes pour y faire parvenir de l'argent. L'armée de l'empereur au secours de Pavie. Conseil des Français. Jean de Médicis prend son quartier à Barco, près de Pavie. Les deux armées ennemies en présence sous Pavie. Jean de Médicis est blessé et quitte l'armée. Bataille de Pavie. Défaite des Français. François I prisonnier.

Cependant le roi de France s'obstinait toujours au siége de Pavie, quoiqu'il eût manqué dans son camp de munitions de guerre durant quelques jours et que le canon n'eût point tiré pendant ce temps-là ; mais cet inconvénient cessa bientôt ; François, qui venait d'accorder sa protection au duc de Ferrare moyennant soixante-dix mille ducats comptant, voulut bien accepter des munitions pour vingt mille. On les fit transporter au camp par le Parmesan et le Plaisantin, sur des voitures que les paysans fournirent par ordre du pape. Le vice-roi s'en plaignit hautement, comme d'un secours direct pour le roi de France. Jean de Médicis eut ordre d'assurer ces convois avec deux cents chevaux et quinze cents hommes de pied. Ce brave officier s'étant plaint dès le commencement de la guerre que le vice-roi était indisposé à son égard, et de ce qu'on ne lui fournissait pas les sommes nécessaires pour faire agir ses troupes, avait quitté le service de l'empereur pour passer dans l'armée du roi. Cette escorte parut suffisante, à cause de la proximité du duc d'Albanie, qui avait alors passé le Pô ; néanmoins le vice-roi et le marquis de Pescaire résolurent d'enlever le convoi. Pour cet effet, ils passèrent le Pô avec six cents hommes d'armes et huit mille hommes d'infanterie, sur un pont qu'ils jetèrent près de Crémone, et ils se portèrent le premier jour à Monticelli ; mais ils le repassèrent en diligence sur l'avis qu'ils eurent de la marche d'une partie de l'armée française, sous les ordres de Thomas de Foix. Après leur retraite, le duc d'Albanie continua sa route par le territoire de Reggio, et passa l'Apennin par la Garfagnana ; mais sa lenteur confirma l'opinion que cette entreprise n'était que pour obliger les impériaux à faire la paix ou à abandonner la Lombardie. Ce général fut joint dans le voisinage de Lucques par Renzo de Ceri, et par trois mille hommes d'infanterie venus sur la flotte, qui dans son passage ayant réduit Savone et Varagine [1], revint ensuite sur la côte de Ponent, d'où elle causait beaucoup d'inquiétude aux Génois.

Sur ces entrefaites, D. Hugues de Moncada sortit du port de Gênes avec l'armée navale de l'empereur et mit à terre trois mille hommes d'infanterie pour reprendre Varagine, où l'on avait laissé quelques soldats français en garnison ; mais la flotte de France, dont le

(1) On l'appelle aussi *Varaggio*.

marquis de Saluces avait le commandement, vint au secours de la place. La flotte impériale se trouvant dégarnie par le débarquement qu'elle venait de faire, elle se retira en pleine mer; les Français étant descendus à terre tombèrent sur ces trois mille hommes, les mirent en déroute, en tuèrent un grand nombre et firent Moncada prisonnier.

Dans le même temps le duc d'Albanie obligea les Lucquois à lui payer douze mille ducats et à lui prêter quelques pièces de canon; ensuite, continuant sa marche par le territoire de Florence, il fut reçu partout comme un allié.

Clément n'était pas fâché que le roi de France rentrât dans le Milanais; il lui semblait que l'empereur et ce prince ayant des États en Italie, leur puissance se balancerait mutuellement, et qu'ainsi le Saint-Siége n'aurait rien à craindre de la grandeur de l'un ou de l'autre; mais la même politique s'opposait à la conquête du royaume de Naples, dont la réunion avec le Milanais rendrait le roi de France trop formidable. C'est pourquoi, dans l'impossibilité de la traverser par son autorité ni par ses armes, il résolut de retarder artificieusement la marche du duc d'Albanie. Dans ces vues il pria le roi d'envoyer ordre à ce prince de réformer le gouvernement à Sienne à son passage. Le pape, considérant la situation de cette ville entre Rome et Florence, dans une égale distance de ces deux villes, désirait surtout que ses partisans fussent rétablis dans l'autorité qu'il leur avait procurée quelques mois auparavant. Le cardinal Petrucci étant mort sous le pontificat d'Adrien, François son neveu avait prétendu lui succéder dans le gouvernement de Sienne; mais les principaux de la faction du *Monte de Nove,* choqués par ses hauteurs, l'avaient traversé, quoiqu'il fût de leur parti, sollicitant le duc de Sessa, ministre de l'empereur à Rome, et le cardinal de Médicis, d'engager Adrien à changer la forme de l'État, soit en rendant la ville pleinement libre, soit en donnant l'autorité à Fabio Petrucci, fils de Pandolphe, qui s'était réfugié quelque temps auparavant à Naples. Cette affaire ayant été long-temps indécise, Médicis devenu pape consentit aussi bien que l'empereur à la grandeur de Fabio.

Mais ce dernier n'ayant ni les qualités ni le crédit de son père, presque toute la ville soupirait après la liberté; d'ailleurs la faction du *Monte de Nove* n'était pas en bonne intelligence avec Fabio ni d'accord avec elle-même; aussi ne fut-il pas long-temps à sentir la faiblesse d'un gouvernement qui n'est appuyé ni sur l'affection des citoyens ni sur la violence d'une domination tyrannique. Quelque temps après son élévation, ses ennemis ayant excité une sédition, ils le chassèrent de la ville sans beaucoup de peine, quoique la place publique fût à sa disposition. Le pape, qui ne pouvait compter sur le peuple ni sur d'autre faction que celle du *Monte de Nove*, résolut de rétablir Fabio ou de lui substituer quelque autre de la même faction qui convînt à sa politique; ce fut pour satisfaire le pape que le duc d'Albanie fit séjourner son armée dans le voisinage de Sienne. Comme il est naturel d'interpréter défavorablement toutes choses par rapport aux personnes sur le compte desquelles on a conçu des soupçons, les impériaux conclurent de cette démarche du duc d'Albanie que le traité du pape avec le roi contenait quelque chose de plus que la simple neutralité.

Les Siennois, pour éloigner l'armée dont le voisinage les incommodait beaucoup, donnèrent plein pouvoir de régler le gouvernement[1] à ceux de leurs concitoyens que le pape favorisait de sa confiance. Après cette réforme, les Siennois ayant fourni de l'artillerie et de l'argent au duc d'Albanie, il continua sa marche, toujours avec la même lenteur. De Monte-Fiascone il se rendit à Rome pour avoir une entrevue avec Clément, et passant ensuite le Tibre à Fiano, il séjourna dans les terres des Orsini, rendez-vous de l'infanterie qu'on levait dans Rome pour le roi, de l'aveu du pape, qui permettait en même temps aux Colonna de faire des recrues dans cette ville pour l'empereur. Ces seigneurs assemblèrent ces troupes à Marino pour la défense du royaume de Naples; mais la lenteur mutuelle des deux partis et la disette d'argent de part et d'autre ne donnaient pas grande idée de cette expédition, tandis que la guerre de Lombardie attirait seule l'attention du public.

Comme tout s'y disposait à une prompte décision, les deux partis flottaient tour à tour

(1) Alexandre Bichi fut mis à la tête des affaires.

entre l'espérance et la crainte. La garnison de Pavie souffrait beaucoup du défaut d'argent, de munitions de guerre et de bouche où elle était réduite ; car on n'avait plus que du pain dans la place. Ces extrémités excitaient les murmures de l'infanterie allemande qui, portée à la révolte par son capitaine que l'on soupçonnait avoir été gagné par les Français, demandait sa paie avec insolence. D'un autre côté le vice-roi, ayant eu avis que le duc de Bourbon approchait avec cinq cents chevaux bourguignons et six mille lansquenets qu'il amenait d'au-delà des Alpes, s'était rendu à Lodi, où les impériaux avaient dessein de rassembler toutes leurs forces qu'ils comptaient ne devoir pas être inférieures à celles des ennemis. Mais cette espérance ne diminuait pas leur embarras. Il fallait pourvoir à la subsistance de l'armée et la mettre en campagne ; cela ne se pouvait faire sans argent, dont ils manquaient absolument ; d'ailleurs, ils n'avaient aucun moyen d'en recouvrer. Le pape et les Florentins étaient bien éloignés de leur en fournir. A l'égard des Vénitiens, ces politiques, après avoir amusé Carracciolo, ce ministre de l'empereur, déclarèrent enfin que leur intention était d'imiter en tout Sa Sainteté ; on croyait même qu'ils avaient secrètement embrassé la neutralité par l'entremise de Clément. Ils avaient proposé secrètement à ce pontife de faire venir à frais communs dix mille Suisses en Italie, pour se garantir des insultes du parti qui serait vainqueur. Clément avait approuvé cette prudente politique ; mais le défaut d'argent et sa lenteur naturelle furent cause qu'il tarda trop à faire partir l'évêque de Veroli pour la Suisse.

Les impériaux usèrent d'un stratagème qui du moins apporta quelque soulagement à l'extrémité où la garnison de Pavie se trouvait réduite. Ils envoyèrent dans le camp ennemi des gens pour y vendre du vin. Antoine de Lève, averti de leur dessein, fit alors une sortie à la faveur de laquelle les faux marchands, ayant brisé leur tonneau, en tirèrent un petit baril où étaient trois mille ducats, avec lequel ils se sauvèrent dans la ville. Ce léger secours rendit les lansquenets moins impatients, surtout depuis la mort de leur capitaine, qui survint dans ces conjonctures si à propos que l'on crut qu'Antoine de Lève l'avait fait empoisonner.

Sur ces entrefaites le marquis de Pescaire mit le siége devant Casciano, dont la garnison, composée de cinquante chevaux et de quatre cents hommes de pied italiens, se rendit à discrétion. Cette expédition fut suivie de l'arrivée du connétable de Bourbon. La jonction de ses troupes mettait les impériaux en état de marcher au secours de Pavie, dont le siége leur causait tant d'inquiétude ; mais ils étaient toujours également arrêtés par le défaut d'argent ; car non-seulement ils ne pouvaient fournir à la solde de l'armée, mais il leur était même impossible de payer les voitures de l'artillerie et des munitions. Dans cette extrémité, les généraux représentèrent aux soldats la gloire et le riche butin qui seraient le fruit d'une victoire ; et leur rappelant combien ils avaient trouvé d'avantages dans les précédents succès, ils animèrent tellement leur haine contre les Français qu'ils engagèrent les Espagnols à suivre l'armée un mois sans paie et les Allemands à se contenter de ce qui serait absolument nécessaire pour leur subsistance. Les gens d'armes et les chevau-légers qu'on avait dispersés dans les places du Crémonais et de la Ghiara-d'Adda ne furent pas si faciles à persuader ; comme il y avait fort long-temps qu'ils n'avaient reçu d'argent, ils alléguaient qu'il leur serait impossible de subsister et de nourrir leurs chevaux en campagne, où cette double dépense roulerait uniquement sur leur compte ; ils ajoutaient qu'apparemment on faisait moins de cas de leur service que de celui de l'infanterie à laquelle on avait du moins fait toucher de légères sommes par intervalles, tandis qu'on les avait absolument oubliés depuis très long-temps ; qu'ils ne lui cédaient néanmoins ni en valeur ni en fidélité, et qu'il n'était pas douteux qu'ils ne l'emportassent sur elle par la noblesse et leurs services passés. Le marquis de Pescaire, qui se rendit à leurs quartiers, sut apaiser les esprits par des excuses de la conduite des généraux à leur égard, par son adresse à plaindre leur triste situation et par ses remontrances. Il leur représentait que plus la naissance et la valeur les élevaient au-dessus de l'infanterie, plus ils devaient faire d'efforts pour ne pas se laisser vaincre par elle en attachement et en affection pour l'empereur, dans une conjoncture où non-seulement il s'agissait de l'honneur et de la gloire de ce prince, mais encore de la perte de tous ses États d'Italie ; que si jamais ils avaient

fait de sincères vœux pour sa grandeur, il s'offrait la plus favorable occasion de le prouver par des effets. Quelle tache ne serait-ce point pour de si braves gens, quelle honteuse nouveauté, s'ils refusaient aujourd'hui de sacrifier un vil intérêt à la gloire de leur prince, après avoir noblement exposé leur vie dans mille occasions pour son service! Ce discours et l'autorité du marquis firent tant d'impression sur les esprits qu'il les engagea à servir un mois sans presque rien recevoir. Après ces démarches, les généraux rassemblèrent toute l'armée, qu'on disait être composée de sept cents hommes d'armes, d'un pareil nombre de chevau-légers, de mille hommes d'infanterie italiens, et de plus de seize mille autres, en partie Espagnols, en partie Allemands. Elle quitta Lodi le 25 janvier, vint camper le même jour à Marignan, faisant mine de tirer du côté de Milan. Les généraux comptaient, ou que cette fausse marche donnerait l'alarme à la garnison de cette capitale et l'obligerait à la retraite, ou ferait lever le siége de Pavie; mais cette feinte n'ayant pas eu l'effet qu'ils en attendaient, ils passèrent la rivière du Lambro près de Vidigolfo, et marchèrent vers Pavie.

François I payait son armée sur le pied de treize cents lances, de dix mille Suisses, de quatre mille lansquenets, de cinq mille hommes d'infanterie française et de sept mille Italiens; mais il s'en fallait bien que ses troupes montassent en effet à ce nombre; l'avarice des officiers et la négligence des commissaires étaient cause de ce désordre. Théodore Trivulce commandait à Milan trois cents lances, six mille hommes de pied, en partie Grisons, en partie Vallesans, et trois mille Français. Quand le roi vit que les ennemis venaient à Pavie, il manda toute cette infanterie, à l'exception de deux mille hommes; ensuite ayant assemblé son conseil, les avis y furent partagés; la Tremoille, la Palice, Thomas de Foix et plusieurs autres capitaines voulaient qu'on levât le siége de Pavie et que l'armée se retranchât à la Chartreuse ou à Binasco, postes avantageusement situés, comme il n'est pas rare d'en trouver en ce pays, où la campagne est coupée de mille canaux pour fertiliser les prés. Par ce moyen on remporterait, selon eux, une prompte victoire sans péril et sans qu'il en coutât une goutte de sang. Ils fondaient leur avis sur le défaut d'argent qui, mettant les ennemis hors d'état de conserver long-temps leurs troupes en corps d'armée, les forcerait à se dissiper ou du moins à se renfermer dans les places. Ils ajoutaient que si les Allemands de la garnison de Pavie auxquels il était dû la paie de plusieurs mois, ne se mutinaient pas, ce n'était véritablement que dans la crainte qu'on ne regardât comme lâcheté leur empressement à demander la solde; que d'abord après la levée du siége ils ne manqueraient pas de l'exiger, et comme il serait impossible de les satisfaire et de les amuser plus long-temps, il arriverait indubitablement qu'ils exciteraient quelque violente sédition; que l'unique ressource des ennemis était d'en venir promptement aux mains; que lorsqu'ils verraient tirer les choses en longueur et leur espérance ruinée, le désordre et la confusion se mettraient dans leur armée; que si l'on prenait un autre parti, quel péril n'y aurait-il pas à demeurer entre une place défendue par cinq mille hommes d'une nation très brave, et une nombreuse armée conduite par des chefs pleins d'expérience et composée d'une vaillante milice dont les victoires précédentes rehaussaient encore le courage, et qui n'avait pour toute ressource que l'espérance d'une bataille? Que peut-être appréhenderait-on la honte d'une retraite, mais qu'il n'y en avait point à craindre, lorsque la prudence en étant le motif, on ne l'opérait que pour ne pas confier au caprice de la fortune un avantage certain, et surtout lorsqu'une juste espérance de terminer promptement la guerre prouvait la maturité d'une semblable démarche; que la plus belle et la plus utile victoire est celle qui ne coûte ni péril ni sang, et qu'enfin le plus haut point de l'habileté dans l'art militaire consistait moins à montrer le plus fier courage dans les combats qu'à n'opposer qu'une sage lenteur à la fougue des ennemis et à faire échouer leurs projets par son industrie.

Le pape, qui savait depuis long-temps par le marquis de Pescaire l'extrémité où les impériaux étaient réduits, situation qui leur ôtait toute espérance de réussir dans aucune entreprise, conseillait la même chose au roi; mais ce prince, livré sans réserve à l'amiral, et plus touché des vains discours du peuple qui change de langage aux moindres événements que des raisons les plus solides, s'imaginait que la retraite d'une armée où il se trouvait en per-

sonne flétrirait sa propre gloire. D'ailleurs il se trouvait en quelque façon lié par les fréquentes protestations qu'il avait faites en France et en Italie, de mourir plutôt que de lever le siége de Pavie, imprudence la plus haute que puisse commettre un capitaine. Enfin il comptait se retrancher avec tant de soin qu'il n'aurait à craindre ni la surprise ni la force. Il se confirmait encore dans sa résolution par l'impossibilité où les ennemis étaient d'acheter des vivres faute d'argent, et par la nécessité qui, les forçant de piller le pays pour subsister, les obligerait bientôt à se retirer. Un autre motif le rendait encore plus confiant; Jean-Ludovic Palavicino, qu'il venait de prendre à sa solde, lui faisait espérer qu'il se saisirait de Crémone, place mal gardée, ou du moins qu'il troublerait le transport des vivres que les ennemis comptaient tirer de cette ville pour la meilleure partie.

Ce fut par ces raisons que le roi s'obstina toujours à demeurer devant Pavie. Pour fermer les passages à toutes sortes de secours, il changea la disposition du camp; il avait d'abord pris son quartier du côté de Borgoratto à l'abbaye de Saint-Lanfranc, située environ à un demi-mille au-delà de Pavie et du chemin de cette ville à Milan, et l'avait poussé jusque sur le Tésin, près de l'endroit où l'on avait tâché de couper cette rivière. La Palice avec l'avant-garde et les Suisses campait aux Ronche dans le faubourg voisin de la porte de Sainte-Justine, où il sut se retrancher à la faveur des églises de Saint-Pierre, Sainte-Appoline et Saint-Jérôme. Jean de Médicis avait pris son poste avec sa cavalerie et son infanterie à l'église de Saint-Sauveur; mais depuis, au bruit de la marche des ennemis, le roi transporta son quartier dans le parc au palais de Mirabello, en-deçà de Pavie, laissant l'infanterie grisonne à Saint-Lanfranc et l'avant-garde dans l'endroit qu'elle avait choisi d'abord; enfin il vint camper aux monastères de Saint-Paul et de Saint-Jacques, postes commodes qui dominent la campagne et très voisins de la ville, mais à quelque distance du parc. Monsieur d'Alençon[1] vint se poster à Mirabello avec l'arrière-garde près du roi; on abattit le mur du parc en cet endroit pour que les deux quartiers pussent se donner mutuellement du secours. Après ces dispositions, telle fut la situation du camp : il s'étendait au-dessous de Pavie, depuis cette ville jusqu'au bord du Tésin, occupant au-dessus de cette même place tout le terrain qui est entre elle et le chemin de Milan. Par ce moyen le roi, maître du Tésin, du Gravalone et de la Torretta, serrait tellement Pavie que les impériaux ne pouvaient y jeter du secours qu'en passant le Tésin ou qu'en y pénétrant par le parc.

Toutes les opérations de la guerre roulaient sur l'amiral. Le roi, donnant la meilleure partie du temps aux plaisirs et négligeant les affaires, n'écoutait que les conseils de ce seigneur, d'Anne de Montmorency et de Philippe Chabot de Brion[1]; ces deux favoris n'avaient que fort peu d'expérience à la guerre. D'ailleurs son armée n'était pas si considérable qu'on le publiait et qu'il le croyait lui-même. Une partie de sa cavalerie avait suivi le duc d'Albanie; il y en avait, outre cela, sous les ordres de Théodore Trivulce à Milan et dans les villes et villages voisins; aussi n'y avait-il guère que huit cents lances au camp. A l'égard de l'infanterie, elle n'était pas aussi nombreuse qu'on le pensait; cependant le roi la payait comme si elle l'eût été. Ce désordre était le fruit de l'avarice des capitaines et de la négligence des commissaires. Les officiers italiens trompaient surtout le roi; les Français même n'étaient pas exempts de cette fraude. D'ailleurs deux mille Vallesans, qui campaient à Saint-Sauveur entre Saint-Lanfranc et Pavie s'étant laissés surprendre, avaient été taillés en pièces dans une sortie des assiégés. Sur ces entrefaites les impériaux passèrent le Lambro et s'approchèrent de San-Angelo, place située entre Lodi et Pavie, et par le moyen de laquelle on aurait empêché qu'on ne transportât des vivres de cette première ville à leur armée. San-Angelo était défendu par deux cents chevaux et huit cents hommes de pied que commandait Pirro, frère de Frédéric de Bozzole. Quelques jours auparavant le roi y avait envoyé ce dernier avec Jacques de Chabannes[2] pour examiner si cette place était en

(1) Charles, duc d'Alençon, fils de René, aussi duc d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine.

(1) Philippe Chabot, seigneur de Brion, était fils puîné de Jacques Chabot, seigneur de Jarnac et de Brion, et de Madelaine de Luxembourg-Fiennes. Il fut fait amiral de France cette même année 1525, après la mort de Bonnivet, et mourut le premier juin 1543.

(2) Le maréchal de la Palice.

état de défense; ils avaient rapporté qu'il n'y avait rien à craindre et que la garnison était assez forte, mais l'événement les démentit bientôt. Ferdinand d'Avalos [1], ayant fait investir San-Angelo par l'infanterie espagnole, n'eut pas plus tôt fait agir l'artillerie et forcé quelques dehors que les assiégés, saisis de frayeur, se sauvèrent le jour même dans la citadelle et capitulèrent quelques heures après. Pirro, Emile Cavriana et trois fils de Phébus de Gonzague demeurèrent prisonniers de guerre; on permit aux autres de se retirer où bon leur semblerait, sans armes, sans chevaux, et à condition de ne porter d'un mois les armes contre l'empereur.

François I avait mandé deux mille hommes de pied italiens, du nombre de ceux qui sous les ordres de Renzo avaient fait une si belle défense à Marseille. Ils étaient alors à Savone; mais lorsqu'ils furent dans l'Alexandrin sur les bords de la rivière d'Urbè, Gaspar Maïno, qui commandait dans la ville d'Alexandrie à la tête de dix-sept cents hommes d'infanterie, sortit de la place avec une poignée de soldats, et trouvant ces troupes abattues par la fatigue du chemin, il n'eut pas de peine à les dissiper; elles se réfugièrent dans un petit fort qu'elles rendirent bientôt avec dix-sept drapeaux.

Jean-Ludovic Palavicino ne fut pas plus heureux dans l'expédition dont il s'était chargé. Il avait pris son poste à Casal-Maggiore avec quatre cents chevaux et deux mille hommes d'infanterie, et comme cette place n'avait point de murailles, il s'y retrancha d'abord. Il se saisit ensuite de San-Giovanni-in-Croce, d'où il infesta tout le pays, faisant tous ses efforts pour enlever les convois des ennemis. François Sforze, qui était dans Crémone, ayant assemblé non sans peine quatorze cents hommes de pied, les mit sous la conduite d'Alexandre Bentivoglio pour arrêter ces désordres; il joignit à cette infanterie ses gardes à cheval avec un petit nombre de cavaliers de la compagnie de Rodolphe de Camerino [2]. Palavicino, comptant sur le nombre de ses troupes supérieur à celui des ennemis, ne voulut point attendre François Rangone, qui venait le joindre avec de nouvelles troupes. Il alla donc au-devant des ennemis le 18 février et leur offrit le combat. A la vue des siens qui pliaient, il s'avança pour les soutenir; mais ayant été renversé de cheval, il fut pris et toute sa troupe défaite ou dissipée.

Il y eut encore un autre événement dont les suites furent très funestes au roi de France. Jean-Jacques de Médicis de Milan [1], gouverneur de Mus où le duc de Milan l'avait envoyé à cause du meurtre de Monsignorino Visconti, ayant dressé une embuscade près de la citadelle de Chiavenna, surprit le gouverneur à la promenade; ensuite le conduisant à la vue de cette place, il menaça cet homme de le tuer si sa femme ne lui livrait Chiavenna. Le fort lui fut ouvert par ce moyen; il n'eut pas ensuite beaucoup de peine à s'emparer de la ville. Cet accident mit l'alarme parmi les Grisons et fut cause qu'ils rappelèrent, quelques jours avant la bataille de Pavie, les six mille hommes qu'ils avaient dans l'armée du roi.

Dans le même temps le chevalier de Casal se rendit au camp des impériaux, de la part du roi d'Angleterre, pour les encourager. Ce prince, jaloux de la prospérité du roi de France et piqué d'ailleurs de la prise de quelques vaisseaux anglais sur les côtes d'Écosse, menaçait de porter la guerre en France et voulait soutenir l'armée de l'empereur en Italie. Dans cette vue il donna ordre à Pace, qui pour lors était à Trente, d'aller presser les Vénitiens d'exécuter la ligue; il se flattait d'y réussir, surtout depuis que l'empereur avait remis entre les mains du vice-roi l'investiture du Milanais en faveur de François Sforze, avec ordre néanmoins de ne s'en dessaisir que selon les événements. Henri VIII fit aussi prier le pape par son ambassadeur de secourir les impériaux. Clément s'en excusa sur le traité qu'il avait été contraint de faire avec la France pour sa sûreté, sans préjudicier aux intérêts de l'empereur. Au reste, il fit de grandes plaintes à l'ambassadeur de la conduite qu'on tenait à son égard, ajoutant que, depuis la retraite de Provence, il s'était écoulé vingt jours sans qu'il eût été informé des desseins de Charles et de Henri, et s'ils étaient dans la résolution de défendre ou d'abandonner le Milanais. Mais les soins et les in-

(1) Le marquis de Pescaire.

(2) Rodolphe Varano; il en sera parlé dans la suite.

(1) Le vrai nom des Médicis de Milan est *Medechino*. Le pape Pie IV était de cette famille.

trigues des négociateurs étaient alors inutiles. La proximité des deux armées hâtait le moment décisif de la guerre; les impériaux, après avoir pris San-Angelo, continuèrent leur marche et campèrent le premier février à Vistarino, et le lendemain à Lardirago et à San-Alesso, après avoir passé le ruisseau de Lolona; le lendemain ils occupèrent les prés vers la porte de Sainte-Justine et s'étendirent entre ce terrain, Trelevero, la Motta et un bois voisin de San-Lazzaro, postes distants de deux milles et demi de Pavie, d'un mille de l'avant-garde française, et d'un demi-mille des retranchements et des fossés de leur camp. Les deux armées étaient si proches l'une de l'autre que le canon faisait beaucoup de ravage des deux côtés. Les impériaux avaient occupé Belgioioso et tout le pays qui était derrière eux, excepté San-Colombano; mais ils le bloquaient de manière que rien n'en pouvait sortir; ils trouvèrent des vivres en abondance à San-Angelo et dans Belgioioso. Pour en avoir encore davantage, ils tâchaient de se rendre maîtres du Tésin comme ils l'étaient du Pô, dont ils fermaient les passages aux convois du roi. San-Croce était entre leurs mains, et ils pouvaient se saisir de la Chartreuse, que le roi de France avait abandonnée; mais craignant qu'on ne coupât les vivres aux troupes qu'on y posterait, ils ne jugèrent pas à propos de s'en assurer. Les Français étaient maîtres de San-Lazzaro, où ils n'osèrent rester à cause du canon des ennemis. Il y avait entre les deux camps un ruisseau nommé la Vernacula, dont la source est dans le parc, et qui, passant au milieu de San-Lazzaro et de San-Pietro-in-Verge, se jette dans le Tésin. Les impériaux faisaient tous leurs efforts pour traverser ce ruisseau, dont l'ennemi disputait le passage avec beaucoup de valeur; la profondeur de l'eau, jointe à la hauteur des bords, favorisait les Français.

Les deux armées fortifiaient leur camp avec beaucoup de soin. La tête, les derrières et le côté gauche du camp du roi étaient environnés de fossés et de bastions; le côté droit était fermé par le mur du parc de Pavie, de sorte qu'il ne paraissait pas aisé de forcer les Français. L'attaque des impériaux, retranchés de la même manière, n'était pas moins difficile; ils occupaient tout le terrain depuis San-Lazzaro jusqu'au fleuve du Pô vers Belgioioso, et ils avaient dans ce poste des vivres en abondance. Les retranchements des deux camps n'étaient qu'à quarante pas de distance et leurs bastions à portée du feu de la mousqueterie ne cessaient de tirer les uns contre les autres. Telle était la situation des deux armées le 8 février, et on n'était pas un moment sans se harceler de part et d'autre; mais le gros des troupes se tenait dans le camp, pour ne pas engager l'action avec désavantage. Les impériaux croyaient avoir beaucoup fait de s'être assez approché pour pouvoir être soutenus par la garnison si l'on en venait aux mains; en attendant ils pourvurent aux besoins de la place, où l'on manquait de munitions de guerre. On fit un détachement de cinquante cavaliers, dont chacun portait en croupe un sac plein de poudre; ce petit convoi se glissa dans Pavie à la faveur d'une alarme que les généraux firent donner au camp des Français. Antoine de Lève faisait de fréquentes sorties et fatiguait les ennemis sans relâche. Ce gouverneur ayant attaqué la garnison de Borgoratto et Saint-Lanfranc, il enleva trois pièces de canon et plusieurs chariots de munitions après avoir défait ces troupes.

Cependant le marquis de Pescaire, plein d'industrie et d'activité, tenait sans cesse les ennemis en alarme par de vives escarmouches et les resserrait chaque jour par de nouveaux retranchements. Voyant que le feu de San-Lazzaro incommodait fort les travailleurs qui, par ses ordres, élevaient un cavalier sur le canal, il fit tellement ruiner ce fort à coups de canon que les Français furent contraints de l'abandonner. Ces derniers eurent beaucoup à souffrir de la batterie placée sur ce cavalier et sur un autre qu'on avait élevé dans Pavie. Outre cela l'infanterie espagnole, à la faveur de ses retranchements, incommodait assez le camp des Français, sans presque en recevoir aucun dommage. C'est pourquoi ceux-ci transportèrent leur canon dans un endroit d'où ils pussent prendre les Espagnols en flanc, tandis que ceux-ci faisaient tous leurs efforts pour gagner du terrain. Pour comble de malheur les Français avaient toujours du désavantage dans les sorties. Cependant les nonces du pape, qui étaient dans l'un et l'autre camp, travaillaient avec ardeur à faire conclure la trêve, et plusieurs du conseil du roi le pressaient d'y consentir. Le pape l'exhortait souvent lui-même à lever le siége pour se

soustraire au danger dont il était menacé. Il lui représentait que le besoin d'argent où se trouvaient les impériaux lui donnerait bientôt une victoire qui ne lui coûterait ni sang ni péril.

Cependant les assiégés vinrent fondre le 17 février sur la compagnie de Jean de Médicis, qui repoussa leurs efforts avec beaucoup de valeur; mais ce brave officier s'étant rendu sur le champ de bataille avec l'amiral pour lui rendre compte de cette action, il fut blessé d'un coup de feu qui lui cassa l'os au-dessus du talon. Le roi fut très sensible à cet accident, qui força Médicis de se faire transporter à Plaisance. Son départ, qui ralentit l'ardeur des Français, inspira d'un autre côté plus d'audace aux assiégés, dont les sorties devinrent plus fréquentes; ils mirent le feu à l'abbaye de Saint-Lanfranc et depuis remportèrent toujours l'avantage. La nuit du 19 au 20, le marquis de Pescaire, à la tête de trois mille hommes d'infanterie espagnole, attaqua les bastions des Français, franchit leurs retranchements, tua plus de cinq cents hommes de pied et vint à bout d'enclouer trois pièces de canon.

Après cettte affaire, les généraux de l'empereur sentant bien que, vu le défaut d'argent qui les pressait, il serait impossible de retenir plus long-temps l'armée dans son poste, considérant d'ailleurs que par leur retraite ils allaient non-seulement livrer Pavie au roi de France, mais encore tout ce qui leur restait de places dans le Milanais, prirent le parti de marcher vers Mirabel, où il y avait quelques troupes de cavalerie et d'infanterie française. En cas que l'ennemi ne s'opposât pas à leur marche, ils comptaient faire lever le siége; s'il voulait au contraire traverser leur dessein, ils étaient déterminés à donner bataille. La valeur de leurs soldats, le mauvais état de l'armée française, affaiblie par la désertion d'un grand nombre de gens de pied, et le désordre des compagnies qui n'étaient pas complètes, redoublaient la confiance des ennemis et semblaient leur promettre en quelque façon la victoire.

Dans cette assurance, la nuit du 23 au 24 février, fête de Saint-Mathias, jour de la naissance de l'empereur, ils commencèrent à fatiguer les Français par de feintes attaques, tantôt du côté du Pô et du Tésin, tantôt vers San-Lazzaro. A minuit, ayant fait prendre des chemises à tous les soldats par-dessus leurs armes pour se reconnaître dans l'obscurité, ils partagèrent la cavalerie en deux corps et firent quatre bataillons de l'infanterie; le premier, composé de six mille hommes, dont deux mille étaient Allemands, pareil nombre Espagnols et le reste Italiens, avait pour chef le marquis du Guast[1]; le second, formé seulement d'Espagnols, était commandé par le marquis de Pescaire; les deux autres, où il n'y avait que des Allemands, marchaient sous les ordres du vice-roi et du duc de Bourbon. Ils arrivèrent en cet ordre au pied des murs du parc, quelques heures avant le jour, avec des maçons qui, secondés par les soldats, en abattirent environ vingt toises[2]. L'armée ayant pénétré dans le parc à la faveur de cette ouverture, les premiers tournèrent vers Mirabello, le reste marcha droit au camp des Français. Le roi, instruit de l'entrée des ennemis dans le parc, et croyant que tout leur effort allait tomber sur Mirabello, sortit de son camp pour combattre en rase campagne, afin de tirer avantage de la supériorité de sa cavalerie; en même temps il fit pointer son artillerie contre les impériaux, dont l'arrière-garde, qui prêtait le flanc au feu du canon, reçut quelque dommage.

Cependant le corps de bataille des impériaux et celui de l'armée du roi, qui dans cette occasion en faisait l'avant-garde par rapport à l'attaque des ennemis, se chargèrent avec impétuosité; les Français furent d'abord contraints de plier sous le feu de la mousqueterie espagnole; mais le roi, combattant avec une extrême valeur, soutint le choc jusqu'à l'arrivée des Suisses, dont l'effort, secondé par la cavalerie qui prit les Espagnols en flanc, les fit reculer à leur tour. Aussitôt le vice-roi vole au secours de Pescaire avec l'infanterie allemande; les Suisses, oubliant leur ancien courage, sont mis sans peine en déroute et les ennemis en font un carnage effroyable. Cependant François I, au centre de la bataille, environné d'une foule de gens d'armes, s'efforçait de soutenir ses troupes; malgré la chute de son cheval, qui fut tué sous lui, et deux blessures qu'il reçut à la main et au visage, il se défendit encore long-temps. Mais ayant enfin été abattu, il fut pris par cinq sol-

(1) Alphonse d'Avalos, marquis del Guasto.
(2) Le père Daniel dit quarante ou cinquante.

dats qui ne connaissaient pas l'importance de leur prisonnier. Le vice-roi survenant alors baisa la main du roi et le reçut prisonnier au nom de l'empereur.

Dans le même temps du Guast, suivi de la première brigade, tailla en pièces la cavalerie postée à Mirabello, et Antoine de Lève ayant, dit-on, fait faire au mur de Pavie une brèche assez large pour donner passage à cent cinquante chevaux en même temps, prit en queue les ennemis qui, s'étant mis en fuite, perdirent presque tout leur bagage.

Il y eut plus de huit mille Français tués dans le combat ou noyés dans le Tésin; on compta parmi les morts vingt des plus grands seigneurs du royaume: l'amiral, Jacques de Chabannes seigneur de la Palice, la Tremoille, le grand-écuyer, d'Aubigny [1], Boisy, et Lescun qui ayant été pris blessé mourut presque aussitôt. Les prisonniers de marque furent: le roi de Navarre, le bâtard de Savoie, Montmorency, Saint-Pol, Brion, Laval, Chandiou, d'Ambricourt, Galéas Visconti, Frédéric de Bozzole, Barnabé Visconti et Gadagne, un nombre infini de gentilshommes, et presque tous les capitaines qui ne furent pas tués eurent le même sort. Le vice-roi fit remettre en liberté Jérôme Leandro, évêque de Brindes et nonce du pape; Saint-Pol et Frédéric de Bozzole, qui furent conduits au château de Pavie, gagnèrent bientôt leurs gardes qui facilitèrent leur évasion.

(1) Ou plutôt Jacques d'Amboise de Bussy.

Les impériaux ne perdirent qu'environ sept cents hommes dans cette affaire; Ferrand Castriot [1], marquis de Saint-Ange, fut le seul homme de marque tué de leur côté. Le butin fut immense, et jamais soldats n'en firent un plus considérable en Italie. Le marquis de Pescaire fut blessé en deux endroits, et Antoine de Lève légèrement blessé à la jambe.

De toute l'armée française il n'y eut que l'arrière-garde, composée de quatre cents lances, qui se sauva tout entière. Le duc d'Alençon qui la commandait se retira dès le commencement de l'action sans soutenir aucun combat; et sans qu'on l'eût attaqué ni poursuivi, il abandonna tous ses bagages et gagna le Piémont en diligence.

A peine la nouvelle de la victoire des impériaux eut-elle passé jusqu'à Milan que Théodore Trivulce prit le chemin de Musocco avec la garnison de quatre cents lances; tout le reste des Français le suivit dans sa retraite; c'est pourquoi le jour même de la bataille ils évacuèrent tout-à-fait le duché de Milan. Les généraux de l'empereur n'auraient pas été fâchés de donner le château de Milan pour prison à François I; mais le duc, pour sa propre sûreté, ne parut pas dans la disposition d'y consentir. Ils prirent donc le parti de mettre le roi dans la citadelle de Pizzighitone où il fut très étroitement gardé; on eut d'ailleurs pour cet illustre prisonnier tous les égards dus à un souverain.

(1) Il fut tué de la main du roi.

LIVRE SEIZIÈME.

Craintes des princes d'Italie après la victoire de Charles à Pavie. Démarches de plusieurs d'entre eux pour la sûreté de leurs États. Troubles de Sienne motivés par le gouvernement. Débats sur la captivité du roi de France. On l'envoie prisonnier en Espagne. Conjuration de plusieurs princes italiens et particulièrement du duc de Milan contre l'empereur. Honte qui en résulte pour le marquis de Pescara. Ses desseins pour enlever au duc l'État de Milan. Le roi de France est rendu à la liberté. Conditions et cérémonies.

CHAPITRE PREMIER.

Démarches du pape pour apaiser la colère de l'empereur. Les Vénitiens offrent leur alliance au pape. L'archevêque de Capoue est envoyé à Rome par Charles V. Le duc d'Albanie retourne en France. Alliance entre le pape et Charles V.

Après cette victoire des impériaux la consternation fut inexprimable dans toute l'Italie, où il ne paraissait pas que l'empereur dût trouver désormais aucun obstacle à ses desseins. En effet l'armée française avait été taillée en pièces et le roi même fait prisonnier après avoir vu tuer ou prendre autour de lui la plupart de ses capitaines et de sa noblesse. D'ailleurs le courage des Suisses, qu'avait si long-temps admiré l'Italie, s'était démenti dans cette grande occasion. Enfin le reste des Français, abandonnant ses équipages, avait fui jusqu'en Piémont sans s'arrêter. Mais ce qui rendait ce succès encore plus éclatant et plus à craindre était le peu de sang qu'un avantage de cette importance coûtait aux vainqueurs. Ce ne fut donc pas sans raison que toutes les puissances d'Italie en conçurent de vives alarmes. Elles se voyaient presque sans défense à la discrétion d'une armée victorieuse dont rien n'était capable de retarder les progrès; aussi tout ce que l'on disait des bonnes intentions de l'empereur, de son inclination à la paix et de son éloignement pour l'usurpation, ne put les rassurer contre le péril qui les menaçait. Elles craignaient que Charles, excité par l'ambition naturelle à tous les souverains ou par l'orgueil qu'inspire ordinairement la victoire, pressé d'ailleurs par les ministres qu'il avait en Italie, par son conseil et par toute sa cour, ne voulût profiter d'une occasion capable en effet de réveiller la passion de s'agrandir dans le prince le plus modéré, et ne se déterminât enfin à subjuguer toute l'Italie. Personne n'ignorait que si les princes puissants ne manquent jamais de prétextes pour leurs entreprises, un empereur romain s'en ferait plus facilement que tout autre par rapport aux Italiens.

Au reste cette victoire n'alarma pas seulement les princes dont la puissance n'était pas fort considérable; mais elle donna encore beaucoup d'inquiétude au pape et aux Vénitiens. Le sénat fondait ses craintes sur l'injuste infraction des traités conclus avec l'empereur, sur les anciens démêlés de la république avec la maison d'Autriche, et sur le souvenir de la longue guerre qu'on avait soutenue contre Maximilien; guerre dont l'effet avait été de faire revivre les droits presque éteints de l'Empire sur les Etats que les Vénitiens possédaient en terre-ferme. Enfin il était persuadé que la saine politique exigeait que les princes qui voudraient s'affermir en Italie prissent le parti d'abaisser la trop grande puissance de Venise.

A l'égard du pape, le seul appui qui lui restât encore était le respect dû à la dignité pontificale; faible ressource qui n'avait pas mis ses prédécesseurs à couvert de la puissance des empereurs, dans un temps où la vénération du monde entier pour le Saint-Siége n'était pas encore affaiblie; car rien n'était plus aisé d'ailleurs que d'attaquer Clément et de le dépouiller de ses Etats, où il n'y avait pas beaucoup de places capables d'arrêter l'ennemi. Ce pontife manquait absolument de troupes et d'argent, et ses sujets n'étaient ni réunis ni fermes dans

la fidélité qu'ils devaient au souverain. L'Etat ecclésiastique était déchiré par les factions guelfe et gibeline, dont la dernière avait toujours eu du penchant pour les empereurs. Rome même, plus infectée de cette contagion que toutes les autres villes, était encore moins en état de se défendre. D'un autre côté l'Etat de Florence, où le pape disposait de tout à son gré, et qui depuis assez long-temps faisait toute la grandeur de la maison de Médicis, ne lui causait pas moins d'inquiétude que les Etats du Saint-Siége; en effet il n'était pas difficile de changer la face des affaires dans cette capitale de la Toscane. Cette ville ayant, à l'ombre d'un gouvernement populaire, goûté les douceurs de la liberté pendant dix-huit ans que dura l'exil des Médicis n'avait souffert leur retour qu'avec une peine extrême; il y avait même très peu de Florentins qui ne vissent avec chagrin la grandeur de cette maison.

Des circonstances si favorables pour l'empereur faisaient tout appréhender au pape de sa part; il craignait surtout que Charles ne songeât à tourner ses armes contre lui, non pas tant par l'ambition qui toujours anime le plus fort contre le plus faible que par ressentiment des divers sujets de plaintes qu'il avait donnés à ce prince. A la vérité Médicis, sous le pontificat de Léon X et depuis qu'il eut obtenu le chapeau, s'était donné beaucoup de mouvement pour la grandeur de Charles; et sans s'effrayer du péril ni de la dépense, il avait, de concert avec ce pontife, jeté les fondements de la grande puissance de l'empereur en Italie; quelque temps même après son exaltation il avait fourni de l'argent aux impériaux par lui-même et par la république de Florence, et n'avait pas alors rappelé les troupes florentines et celles de l'Eglise qui servaient dans leur armée. Mais dans la suite, soit qu'il se crût obligé de se comporter comme le père et le pasteur des princes chrétiens et de se faire médiateur plutôt que de fomenter la division, soit que l'énorme puissance de l'empereur commençât à faire trembler Clément, il avait sans balancer abandonné les intérêts de Charles V. Ce fut ce changement qui l'empêcha de renouveler la ligue que ce dernier avait faite avec Adrien pour la défense de l'Italie. Ç'avait encore été dans ces nouvelles dispositions qu'il avait refusé des secours d'argent pour l'expédition du connétable en Provence; mais les impériaux n'avaient pas lieu de se plaindre de ce refus, puisque le traité d'Adrien n'obligeait pas le Saint-Siége à contribuer aux frais de la guerre contre les Français, même en Italie. Néanmoins ils commencèrent dès lors à ne le plus considérer comme un allié de l'empereur et à ne plus compter sur lui comme auparavant. D'ailleurs, pressés par leur avidité ou par le besoin, ils étaient disposés à regarder presque comme une offense le refus de concourir à toutes les entreprises qu'ils formaient pour envahir la France, et ne voyaient qu'avec chagrin qu'on ne se pressât pas d'y contribuer avec autant d'ardeur que quand il s'était agi de chasser les Français d'Italie.

Ce dépit long-temps secret vint enfin à éclater dans le temps que François I se rendit dans le Milanais après l'expédition de Provence. Quoique le pape eût donné de légers secours d'argent au roi de France après la levée du siége de Marseille, comme il l'avoua dans un bref qu'il écrivit à l'empereur pour se plaindre de lui, il n'avait cependant entretenu depuis aucune liaison avec la France; mais il n'eut pas plus tôt vu Milan au pouvoir du roi qu'il s'empressa de traiter avec ce prince, dans la confiance que la fortune accompagnerait toujours ses armes; il apporta pour excuse de cette démarche que les généraux de l'empereur avaient été vingt jours sans lui faire part de leurs desseins; que n'espérant plus que le Milanais pût se soutenir contre la France et craignant pour le royaume de Naples, voyant d'ailleurs le duc d'Albanie marcher vers la Toscane avec des troupes, il s'était trouvé dans l'obligation de pourvoir à sa sûreté; que cependant malgré le péril, il n'avait traité qu'à des conditions qui ménageaient autant les intérêts de l'empereur que les siens propres, et qu'il avait refusé de grandes offres de service de la part du roi, qui voulait l'engager dans une ligue contre l'Empire. Mais tout cela n'empêcha pas que l'empereur et ses ministres ne fussent très irrités contre Clément. Ce n'est pas qu'ils regrettassent beaucoup les secours qu'ils auraient pu tirer de lui, mais ils étaient persuadés que son traité avec la France contenait autre chose qu'une simple neutralité. Quoi qu'il en fût, ce traité leur avait paru donner trop de poids à l'expédition des Français, et ils craignirent que ce pontife n'engageât les Vénitiens à l'imiter.

En effet on s'assura depuis, par des lettres et des brefs trouvés dans la tente du roi de France après la bataille, que c'était le dessein du pape. La défiance et le mécontentement des impériaux s'étaient encore fortifiés par la permission que Clément avait donnée de transporter par ses Etats les munitions de guerre que le duc de Ferrare avait vendues au roi de France durant le siége de Pavie, et même de fournir des voitures pour les conduire au camp. Mais ils avaient été bien autrement choqués de la manière dont le duc d'Albanie, marchant à l'expédition de Naples, avait été reçu dans les places de l'Etat ecclésiastique et de la république de Florence. Le séjour qu'il avait fait aux environs de Sienne, pour changer le gouvernement de cette ville au gré du pape, leur avait encore causé de l'ombrage, quoique dans le fond ce séjour eût retardé la marche de ce général et que le pape l'eût exigé, dans le dessein d'empêcher que le roi de France ne fût en même temps maître du Milanais et du royaume de Naples.

Clément avait donc de justes raisons de craindre les armes de l'empereur, non-seulement pour l'avenir comme toutes les autres puissances, mais encore pour le présent. La retraite du duc d'Albanie vint encore augmenter sa frayeur. A la nouvelle de la défaite du roi, ce général, songeant à sauver ses troupes, sortit de Monte-Ritondo pour aller à Bracciano; ce fut là qu'il manda cent cinquante chevaux qu'il avait à Rome. Le pape les fit escorter par sa garde jusqu'à cette place, parce que le duc de Sessa et les impériaux se disposaient à les charger. Il arriva dans le même temps qu'environ quatre cents chevaux et douze cents hommes de pied des troupes des Orsini, qui venaient de Sermoneta furent taillés en pièces à l'abbaye de *Tre-Fontane* par Jules Colonna. Les fuyards se réfugièrent à Rome par la porte de Saint-Paul et de Saint-Sébastien; les troupes de Jules y étant entrées après eux en massacrèrent une partie dans le champ de Flore et ailleurs, ce qui causa beaucoup de trouble dans la ville où tout le monde prit les armes. Le pape en fut d'abord alarmé et conçut ensuite une extrême indignation du peu de respect de ces troupes pour sa dignité.

Sur ces entrefaites les Vénitiens, qui craignaient pour leurs États, s'efforcèrent d'engager le pape à s'unir avec eux pour faire venir en diligence dix mille Suisses et lever en commun de nombreuses troupes italiennes afin de prévenir le péril commun, promettant selon leur coutume pour quote-part beaucoup plus qu'ils ne tiennent ordinairement. Ils lui représentèrent que la garnison allemande de Pavie, n'ayant point reçu de paie depuis longtemps et n'étant pas mieux traitée depuis la victoire, s'était saisie de l'artillerie et se fortifiait dans cette ville; que par la même raison tout le reste de l'armée impériale se soulevait, et que ce désordre ne ferait que s'accroître par l'impuissance des généraux à contenter les troupes; que vu ces conjonctures, Sa Sainteté et la république mettraient leurs États à couvert en levant un grand nombre de troupes; que les impériaux étant obligés de faire garder le roi par beaucoup de soldats, le reste se dissiperait de lui-même; qu'il ne fallait pas douter que la régente de France, qui souhaitait leur union avec ardeur, ne fît marcher à leur secours le duc d'Albanie avec des troupes et les quatre cents lances de l'arrière-garde qui n'avaient souffert aucune perte dans le combat, et que même elle ne fournît de grandes sommes, de concert avec tous les ordres de l'État, pour contribuer au salut de l'Italie, sachant que la liberté du roi son fils en dépendait presque entièrement; que ce projet était très avantageux pourvu qu'il s'exécutât promptement, mais que la lenteur donnerait aux impériaux le temps de se rétablir; qu'en un mot il fallait, ou se mettre sur la défensive, ou s'accommoder avec l'empereur et lui donner de grandes sommes, expédient qui, tout en le tirant d'embarras, mettrait pour toujours l'Italie sous le joug de l'Empire.

Les Vénitiens faisaient encore espérer au pape que le duc de Ferrare entrerait dans cette ligue, tant à cause de ses anciennes liaisons avec la France que de la crainte du ressentiment de Charles, qui ne devait pas lui savoir gré des secours fournis au roi dans cette guerre. L'alliance de ce prince n'était pas à négliger, vu la commodité que l'on peut retirer de ses États pour faire la guerre en Lombardie; la ville de Ferrare était très forte, et le duc, qui avait de l'artillerie et des munitions en abondance, passait d'ailleurs pour avoir beaucoup d'argent.

L'espérance de réussir dans un projet si difficile et la crainte d'un péril éloigné que le temps dissipe souvent sans qu'on s'y attende,

n'auraient pas déterminé le pape à se prêter à ces propositions, si la crainte d'être bientôt attaqué ne lui eût fait préférer le péril le moins certain au danger qui paraissait et plus grand et plus prochain; c'est pourquoi la négociation avec les Vénitiens se traita si promptement que les articles en furent aussitôt dressés. Clément avait même envoyé Jérôme Ghinuccio, Siennois, auditeur de la chambre apostolique, vers le roi d'Angleterre, pour l'engager adroitement à traverser la nouvelle puissance de l'empereur. Telles étaient les dispositions du pape lorsque l'archevêque de Capoue, son ancien secrétaire, et qui durant plusieurs années avait eu sa confiance, vint à Rome. Ce prélat n'avait pas plus tôt appris la bataille de Pavie qu'il était parti de Plaisance pour se rendre au camp des impériaux. Il s'assura d'abord des intentions du vice-roi de Naples et se rendit ensuite en poste à Rome pour y ménager un accommodement. Le dessein du vice-roi et des autres généraux de l'empereur était d'avoir de l'argent pour payer l'armée qu'ils avaient honte d'amuser par tant de remises, et de conduire François I dans un lieu assez sûr pour n'être pas obligés de lui donner une garde si nombreuse. S'ils venaient à bout de ces deux articles, ils comptaient que rien ne s'opposerait ensuite à leurs progrès; c'était là ce qui leur faisait souhaiter un accommodement avec le pape, dont ils espéraient tirer des sommes considérables. Pour hâter la conclusion de ce traité par la terreur de leurs armes et soulager en même temps le Milanais trop épuisé pour suffire à la subsistance des troupes, ils envoyèrent quatre cents hommes d'armes et huit mille lansquenets dans le Plaisantin pour y prendre des quartiers, non pas à la vérité comme ennemis, mais sous prétexte que le duché de Milan était hors d'état de nourrir une armée si nombreuse. Ils menaçaient même de passer dans le territoire de Rome et d'y combattre le duc d'Albanie, si les Orsini ne licenciaient les troupes qu'ils avaient levées.

Mais ces mouvements et ces menaces n'étaient pas nécessaires pour déterminer le pape à traiter avec l'empereur; car dès qu'il put espérer d'éloigner le péril présent, il oublia tous ses autres projets. Il n'eut pas plus tôt vu l'archevêque de Capoue qu'il contremanda Ghinuccio; et pour lever tous les obstacles qui pourraient retarder la conclusion de la paix, il engagea le duc d'Albanie à congédier son armée, excepté les troupes françaises, auxquelles le pape assigna des quartiers à Cornetto. Il obtint en même temps des impériaux une chose qu'il avait fort à cœur; ce fut de leur faire licencier aussi des troupes qu'ils avaient dans le territoire de Rome, et contremander Ascanio Colonna qui amenait des troupes du royaume de Naples. Il travailla d'un autre côté à faire poser les armes aux Colonna qui commençaient à inquiéter les places des Orsini. Outre cela Clément ne négligeait rien pour faire comprendre les Vénitiens dans l'accommodement qu'on lui proposait; mais ils refusaient de payer une somme que le vice-roi leur demandait. Lannoy mesurait cette somme sur ce que leur aurait coûté la guerre à laquelle le dernier traité les obligeait de contribuer; il voulait d'ailleurs qu'à l'avenir ils fournissent leur quote-part en argent et non en troupes, exigeant la même chose de tous ceux qui composaient la ligue conclue par Adrien. Le refus des Vénitiens faisant soupçonner au vice-roi qu'ils méditaient quelque projet, le rendit moins difficile dans la négociation de Rome. Pendant que cette facilité faisait espérer au pape de finir bientôt cette affaire, les Florentins envoyèrent par son ordre vingt-cinq mille ducats au marquis de Pescaire, après que ce pontife eut fait promettre à Jean-Barthélemi de Gattinara, envoyé du vice-roi, qu'on leur tiendrait compte de cette somme lorsqu'il faudrait payer celle à laquelle ils allaient s'obliger par le traité dans lequel on devait les comprendre.

Quelques jours avant la conclusion de cette affaire, la flotte que le duc d'Albanie attendait pour repasser en France étant entrée dans le port de San-Stefano, le commandant envoya des galères à Civitta-Vecchia pour embarquer ce prince; le pape, avec le consentement du vice-roi, y joignit quelques-unes des siennes, sans assurer ni les unes ni les autres par un sauf-conduit. Le duc d'Albanie monta sur ces galères avec Renzo de Ceri et il fit embarquer quatre cents chevaux, mille lansquenets, un petit nombre de soldats italiens dont la plupart avaient déserté, et l'artillerie que Sienne et Lucques avaient fournie; il vendit une partie du reste des chevaux et abandonna l'autre. La conduite de ce duc fit bien voir que le roi ne l'avait envoyé contre le royaume de Naples que

pour faire sortir les impériaux du Milanais ou les engager dans une paix désavantageuse; ce dessein avait déjà paru par la lenteur de cette armée et par la situation des affaires du roi qui n'avait pas assez de troupes pour former une si grande entreprise.

Le traité fut enfin conclu le premier avril à Rome, entre le pape, les Florentins et le vice-roi de Naples, en qualité de lieutenant général de l'empereur en Italie; les Vénitiens n'y furent pas compris. Jean-Barthélémi de Gattinara, neveu du grand-chancelier de l'empereur, signa ce traité comme plénipotentiaire du vice-roi. Ce traité portait, entre autres choses: qu'il y aurait amitié et alliance perpétuelles entre le pape et l'empereur; qu'ils entretiendraient l'un et l'autre un certain nombre de troupes pour la sûreté du Milanais, que François Sforze, qui fut nommé comme partie principale, possédait alors en vertu de l'investiture de l'empereur; que ce dernier prendrait sous sa protection l'Etat ecclésiastique tel qu'il était alors, la république de Florence et particulièrement la maison de Médicis, qui conserverait l'autorité et les prérogatives dont elle jouissait dans cette ville; que cette république lui paierait actuellement cent mille ducats pour tenir lieu de la contribution qu'elle aurait dû fournir dans la dernière guerre, en vertu de la ligue faite avec le pape Adrien, ligue que les impériaux prétendaient durer encore après la mort de ce pontife, le traité portant qu'elle subsisterait un an après le décès de chacun des confédérés; que les généraux de l'empereur rappelleraient les troupes qu'ils avaient dans l'Etat ecclésiastique, et qu'ils n'y prendraient plus de quartiers à l'avenir sans le consentement du pape; que les Vénitiens pourraient accéder au traité dans l'espace de vingt jours à des conditions raisonnables qui seraient fixées par le pape et par l'empereur; qu'enfin le vice-roi fournirait la ratification de ce traité dans quatre mois. Les ministres du vice-roi promirent par un article séparé, qu'ils confirmèrent avec serment, que le vice-roi rendrait les cent mille ducats aux Florentins en cas que le traité ne fût pas ratifié dans le terme convenu, et qu'en attendant cette restitution on l'observerait dans toute son étendue. Il y eut encore un écrit de trois articles, dont l'observation fut aussi jurée. Le premier portait que le pape exercerait dans les affaires bénéficiales du royaume de Naples l'autorité et la juridiction réservées au Saint-Siége par les investitures; le second, que le duché de Milan se fournirait de sel aux salines de Cervia, conformément au traité de Léon X et de François I, confirmé depuis en 1521 par le même pape et l'empereur; le troisième enfin obligeait le vice-roi à contraindre le duc de Ferrare à rendre incessamment à l'Eglise Reggio, Rubiera et les autres places dont il s'était emparé pendant la vacance du Saint-Siége, après la mort d'Adrien. Le pape devait, aussitôt après la restitution de ces places, payer cent mille ducats à l'empereur, et donner au duc, dès qu'il la demanderait, l'absolution des censures, mais sans lui remettre l'amende de cent mille ducats qu'il s'était lui-même imposée s'il violait les conventions faites avec le pape Adrien. On convint encore que cette restitution n'empêcherait pas d'examiner si ces villes et celle de Modène appartenaient au Saint-Siége ou bien à l'Empire; que supposé qu'elles relevassent de cette couronne, le pape les tiendrait en fief de l'empereur; qu'autrement l'Eglise les conserverait en pleine souveraineté.

Cette démarche du pape fut différemment interprétée dans le monde selon la diversité des passions et des esprits. Le grand nombre, plus facile à se laisser éblouir par de brillantes apparences que juge éclairé d'une conduite sage, mais sans éclat, et qui érige souvent une aveugle témérité en grandeur d'ame, blâmait le pape dans cette occasion. Ceux même qui se paraient d'un zèle ardent pour la liberté de l'Italie le taxèrent de lâcheté, et lui reprochaient d'avoir laissé perdre une occasion favorable de former une ligue puissante contre l'empereur et d'avoir tiré lui-même ce prince d'embarras en lui donnant de l'argent pour payer son armée; mais la plupart des gens sensés en jugèrent autrement. Ils considéraient qu'il aurait été de la dernière imprudence de vouloir opposer des milices sans expérience à de nombreuses troupes, animées d'ailleurs par la victoire; qu'on ne pouvait pas compter sur les Suisses après ce qui venait de leur arriver à Pavie, et qu'en tout cas il leur aurait fallu beaucoup de temps pour se rendre en Italie, où ils ne seraient arrivés que lorsque leur secours n'aurait plus été nécessaire; qu'il n'y avait rien

à espérer de la France, qui depuis une défaite si cruelle était dans une situation peu propre à former de prudentes et vigoureuses résolutions; que l'on n'y pouvait si tôt faire des levées de troupes et de deniers, et que le petit nombre de soldats qui s'étaient sauvés de la bataille, ayant perdu leurs bagages, avait besoin de temps et d'argent pour se rétablir; qu'ainsi la ligue proposée n'avait d'autre fondement un peu raisonnable que l'espérance de voir les impériaux s'obstiner à ne pas marcher faute de paiement; que, supposé que la chose arrivât, l'empereur n'en serait pas moins le maître du Milanais, ce qui suffisait pour donner au pape de justes sujets de crainte. D'un autre côté cette espérance était fort incertaine, parce que les généraux pouvaient contenir l'armée dans le devoir par leur autorité, par leur adresse et par le pillage de quelque riche place de l'Etat ecclésiastique ou de la Toscane. En effet, on avait déjà vu une partie des Allemands passer le Pô et venir dans le Parmesan et le Plaisantin, seulement pour avoir de meilleurs quartiers; et s'il leur eût plu de pénétrer davantage dans le pays, quelles troupes aurait-on eu à leur opposer? Enfin il était trop dangereux de se rassurer par les embarras d'un ennemi, lorsqu'il était à portée de les faire cesser.

Clément VII prit donc le plus sage parti dans les conjonctures présentes, mais sa conduite aurait été plus digne d'approbation si la prudence l'eût éclairé dans tous les articles du traité, et si dans le temps qu'il ne devait songer qu'à remédier aux calamités de l'Italie, il n'en eût pas fait naître de nouvelles. Pour entendre ces choses, il est nécessaire de les reprendre de plus loin et de réunir ici quelques faits répandus dans cette histoire.

CHAPITRE II.

Droits du duc de Ferrare sur Modène et Reggio. Le pape envoie l'évêque de Pistoia faire ses condoléances au roi de France prisonnier. Troubles de Sienne. L'empereur après la victoire de Pavie. Sa réponse à l'ambassadeur de Venise. Harangue de l'évêque d'Osma et du duc d'Albe à Charles V. Conditions proposées par l'empereur pour la liberté du roi de France. Réponse du roi.

La maison d'Este, outre le Ferrarais dont elle jouit depuis plusieurs siècles sous le titre de *Vicariat de l'Eglise*, a possédé long-temps Reggio et Modène, en vertu de l'investiture des empereurs. On ne doutait pas alors que ces deux villes ne relevassent de l'Empire. Jules II fut le premier qui, sous prétexte de zèle pour l'Eglise, fit revivre sur ces deux places d'anciennes prétentions qui causèrent de grands maux dans la suite. Ce pape ayant déclaré la guerre au duc Alphonse pour le dépouiller de Ferrare, qu'il voulait réunir au Saint-Siége, il trouva dans ces conjonctures l'occasion de s'emparer de Modène qu'il garda pour lui-même, prétendant que cette ville et les autres places jusqu'au fleuve du Pô devaient appartenir au Saint-Siége, parce qu'elles avaient fait partie de l'exarchat de Ravenne; mais peu de temps après, craignant que la France ne s'en saisît, il la remit entre les mains de l'empereur Maximilien. Il n'en continua pas moins la guerre contre Alphonse, qu'il sut encore dépouiller de la ville de Reggio; et on croit que si la mort n'eût pas interrompu ses projets, il se serait enfin rendu maître de Ferrare même, pour remplir la résolution qu'il avait formée de réunir au Saint-Siége tout ce qu'on disait avoir été possédé autrefois par l'Eglise. Il couvrait son ambition du voile de la religion. D'ailleurs, il haïssait mortellement Alphonse, auquel il reprochait d'avoir préféré l'amitié de la France à la sienne; enfin il ne cherchait qu'à lui faire ressentir la haine implacable qu'il avait pour la mémoire et la famille d'Alexandre VI, dont la fille Lucrèce avait épousé ce duc, à qui elle avait donné plusieurs enfants.

Jules laissa non-seulement à ses successeurs la ville de Reggio, mais encore la passion de soumettre Ferrare. Ils brûlaient de marcher sur ses traces pour s'immortaliser, comme il paraissait l'avoir fait, et Léon X fut plus sensible à cette funeste gloire qu'aux intérêts de la maison de Médicis, car l'autorité qu'elle exerçait à Florence semblait exiger qu'il abaissât la puissance du Saint-Siége, bien loin de la rendre plus formidable à ses voisins par la réunion de Ferrare. Il acheta Modène de l'empereur et ne songea qu'à s'emparer de Ferrare par des intrigues plutôt que par la force ouverte. Alphonse, connaissant toute la grandeur du péril qui le menaçait, avait fortifié cette place avec beaucoup de soin, et s'était muni d'une nombreuse artillerie et de tout ce qui était nécessaire pour une vigoureuse défense. On croyait commu-

nément ses coffres bien remplis. La haine de Léon contre lui, quoique moins déclarée que l'animosité de Jules, fut peut-être plus vive et plus dangereuse; non-seulement Léon fit plusieurs tentatives sur Ferrare, mais il inséra dans tous les traités qu'il conclut avec d'autres princes qu'on ne pourrait l'empêcher de poursuivre ce dessein. On avait cru que cette haine contre le duc était un effet de l'envie qu'il avait de donner Ferrare à Julien son frère ou à Laurent son neveu; mais cette même passion dura encore après leur mort et fut même si vive, qu'on la regarda comme le principe de l'union de ce pape avec l'empereur contre le roi de France; démarche plus précipitée que sage et qui fut la dernière de Léon. Cette ligue mit Alphonse dans la nécessité de faire la guerre dans le Modenais pendant le siége de Parme, afin de conserver la protection de la France, seul appui qu'il eût alors. Cette expédition ayant été malheureuse, ce prince était perdu si la mort n'eût enlevé subitement Léon X aussi favorablement pour Alphonse qu'elle avait surpris Jules II à propos pour ce même duc.

Adrien VI, sans expérience dans les affaires d'Italie, accorda l'absolution des censures au duc de Ferrare avec une nouvelle investiture; il lui permit outre cela de garder les places dont il s'était emparé durant la vacance du Saint-Siége, et poussa même les choses jusqu'à lui faire espérer la restitution de Reggio et de Modène; mais bientôt mieux instruit, il se refroidit de jour en jour à son égard, et peut-être serait-il enfin entré dans les vues des deux derniers papes. Lorsque Clément VII monta sur la chaire de saint Pierre, Alphonse eut tout lieu de croire le péril plus grand que jamais; en effet, le nouveau pape n'aurait pas été moins ardent contre lui que Jules et Léon, si la fortune l'eût favorisé; mais n'étant pas encore en état de songer à Ferrare, il forma la résolution de rentrer du moins dans Reggio et Rubiera, entreprise plus facile et que la possession récente de l'Eglise rendait plus juste et plus convenable. Il crut que ce serait une tache à la gloire de son pontificat s'il ne réunissait pas au Saint-Siége ces places qui en avaient été démembrées. Ce fut pour cette raison que, dans le traité dont nous venons de parler, il insista sur cet article avec plus de chaleur que beaucoup de gens ne l'auraient souhaité. Le péril auquel l'agrandissement de l'empereur exposait l'Italie leur faisait regarder comme la seule ressource de la patrie une prompte et sincère union entre toutes les puissances de ce pays. Le pape ne devait donc pas désespérer, ni mettre dans la nécessité de se jeter entre les bras de l'empereur un prince qui, par ses richesses, par la situation de ses Etats et par bien d'autres raisons, serait d'un grand poids si l'on était obligé de prendre les armes, ce qui pouvait arriver d'un jour à l'autre. Enfin il en aurait usé avec plus de prudence s'il eût pris le parti de l'adoucir et de le rassurer, si néanmoins il est possible de regagner des esprits ulcérés, surtout dans un temps où la nécessité seule paraît nous y forcer.

Après la conclusion du traité, Clément, ne voulant pas manquer aux égards qu'il devait à un aussi grand prince que le roi de France, envoya l'évêque de Pistoia pour le visiter et le consoler de sa part dans sa prison; cette démarche se fit du consentement de Lannoy. Après une conversation générale en présence du capitaine Alarcon, et que François I eut prié ce prélat d'engager Sa Sainteté à le servir de tout son pouvoir auprès de l'empereur, il lui demanda tout bas le sort du duc d'Albanie. François n'apprit qu'avec un extrême chagrin qu'une partie des troupes de ce général s'était dissipée et qu'il avait ramené le reste en France.

Dans le même temps, les Lucquois traitèrent avec le vice-roi, qui les reçut sous la protection de l'empereur moyennant dix mille ducats; les Siennois en promirent par leur traité quinze mille sans exiger du vice-roi qu'il maintînt dans leur ville une forme de gouvernement plutôt qu'une autre. D'un côté le parti du Monte-dei-Nove ayant repris en main l'autorité par la faveur du duc d'Albanie, que le pape avait prié de soutenir cette faction, n'était pas encore bien affermi, et de l'autre les partisans de la liberté, qu'on appelait par cette raison *Libertini*, s'étant rassurés depuis la bataille de Pavie, étaient plus en état d'attaquer un gouvernement établi par les armes du roi de France. L'un et l'autre parti avaient député vers le vice-roi pour se le rendre favorable; mais Lannoy n'ayant pas voulu décider en faveur des uns au préjudice des autres, ils se réunirent pour conclure promptement le traité. Le vice-roi

ayant envoyé des gens pour recevoir la somme convenue, pendant qu'on la leur comptait Jérôme Severini, Siennois, l'un des députés des Libertini, sans aucun égard pour les commissaires de Lannoy, tua devant eux Alexandre de Bichi que le pape avait mis à la tête du nouveau gouvernement. Les autres conjurés prirent d'abord les armes avec tout le peuple, qui n'avait supporté qu'avec impatience le rétablissement de la tyrannie; ils chassèrent de Sienne les chefs de la faction du Monte-dei-Nove et rétablirent le gouvernement populaire. On crut que cette révolution n'était pas arrivée sans la participation du vice-roi; du moins l'approuva-t-il après l'exécution, croyant que l'empereur gagnait beaucoup à pouvoir disposer d'une ville importante par ses richesses et sa puissance, par la commodité des ports de son Etat, par la fertilité de son territoire, par le voisinage du royaume de Naples et par sa situation entre Rome et Florence. Néanmoins Lannoy et le duc de Sessa avaient fait espérer au pape qu'on n'y changerait rien dans le gouvernement.

Plusieurs autres princes d'Italie suivirent aussi la fortune des vainqueurs. Le marquis de Montferrat[1], entre autres, consentit à payer quinze mille ducats. A l'égard du duc de Ferrare, les impériaux ne pouvaient pas traiter actuellement avec lui, attendu les conditions stipulées avec le pape; du moins fallait-il attendre auparavant les ordres de l'empereur. Ce duc prêta néanmoins cinquante mille ducats au vice-roi, qui s'engagea à lui rendre cette somme en cas qu'on ne traitât point avec lui.

Les généraux ayant reçu cet argent et comptant avoir bientôt les cent mille ducats promis par le Milanais, la contribution des Génois et de Lucques, et les sommes que l'empereur avait fait remettre à Gênes pour soutenir la guerre, mais qui n'étaient arrivées qu'après la bataille, payèrent les montres de l'armée; après quoi les troupes allemandes eurent successivement ordre de repasser dans leur pays dès qu'elles eurent reçu ce qu'on leur devait. Cette conduite des impériaux fit croire qu'ils ne songeaient à former aucune entreprise cette année; car outre que le vice-roi n'avait pas manqué de ratifier le traité de Rome, il souhaitait avec ardeur terminer promptement la négociation qu'il venait d'entamer avec les Vénitiens.

Cependant l'Europe entière avait les yeux sur l'empereur, pour voir de quelle manière il recevrait la nouvelle d'une si belle victoire et comment il en userait. Il la reçut en grand homme; du moins son extérieur fut tel qu'on n'aurait osé l'attendre d'un jeune et puissant prince qu'aucun revers n'avait accoutumé à tant de modération. Ce fut le 10 mars qu'on lui apporta cette grande nouvelle avec une lettre du roi de France, où ce prince parlait plus en prisonnier qu'en roi. Il alla sur-le-champ à l'Eglise pour rendre graces à Dieu d'un si heureux succès, et le lendemain, après s'être approché du sacrement de l'Eucharistie avec beaucoup de respect, il se rendit en procession à l'église de Notre-Dame hors de Madrid avec toute sa cour. Il défendit de faire des feux de joie et de sonner les cloches pour cette victoire, disant que ces réjouissances ne convenaient que dans les succès obtenus contre les infidèles et non quand on avait vaincu des chrétiens; en un mot, il ne parut dans ses actions ni dans ses discours aucune marque d'orgueil ni de joie immodérée. Il répondit aux compliments des ambassadeurs et des grands qu'il était sensible à sa victoire parce qu'elle était une preuve certaine de la protection du ciel, quoiqu'il fût bien éloigné de la mériter, et que cet avantage lui donnerait la facilité de procurer une paix solide à la chrétienté et de faire la guerre aux infidèles. Il dit encore qu'il ne la considérait que comme un moyen de marquer son amitié à ses alliés et de pardonner à ses ennemis, ajoutant que bien qu'il ne dût cette victoire qu'à lui-même, puisqu'il l'avait remportée avec ses seules forces, il voulait néanmoins en partager les fruits avec ces premiers. L'ambassadeur de Venise ayant voulu justifier la conduite du sénat, Charles se tournant vers ses courtisans leur dit que les raisons de ce ministre n'étaient pas recevables, mais qu'il voulait bien s'en contenter comme si elles étaient bonnes. Ayant fait éclater pendant quelques jours tant de sagesse et de modération dans ses discours et ses actions, il assembla son conseil pour délibérer mûrement, selon sa coutume, sur la conduite qu'il devait tenir avec le roi de France et comment il userait de la victoire; et quand il eut

(1) Boniface Paléologue, sixième du nom, fils de Guillaume VIII et d'Anne d'Alençon, fille de René, duc d'Alençon.

ordonné à tous ceux qui y assistaient de parler avec liberté, l'évêque d'Osma, son confesseur, s'expliqua en ces termes :

« Sire, quoiqu'il n'arrive ordinairement rien dans ce monde que d'après l'ordre de la Providence, elle agit cependant quelquefois d'une manière plus marquée, et l'on peut dire que si elle s'est jamais visiblement déclarée, c'est dans la victoire qu'elle vient d'accorder à Votre Majesté. En effet, vous avez vaincu si pleinement et avec tant de facilité des ennemis puissants, et beaucoup mieux fournis que votre armée de toutes choses nécessaires à la guerre, qu'on ne peut s'empêcher de regarder ce succès comme l'effet d'une volonté expresse de Dieu et comme une espèce de miracle. Plus le bienfait est éclatant et rare, plus Votre Majesté doit en témoigner de reconnaissance. Elle ne peut s'acquitter plus dignement de ce devoir qu'en faisant servir sa victoire à ce qui peut être le plus agréable à Dieu, et à l'exécution des desseins pour l'accomplissement desquels il est vraisemblable qu'il vous a fait triompher de vos ennemis.

« Or, en jetant les yeux sur l'état présent de la chrétienté, je ne vois rien qui soit plus nécessaire et plus agréable à Dieu que d'établir une paix solide entre les princes chrétiens. D'un côté les Turcs, après tant de progrès, fruit de nos divisions, menacent la Hongrie et son roi votre beau-frère[1]; après la conquête de cet État trop faible pour résister aux Ottomans, si les princes chrétiens ne se liguent pas contre eux, l'Allemagne et l'Italie leur seront ouvertes. De l'autre, le luthéranisme, cette hérésie injurieuse à Dieu, cette hérésie qui couvre de honte ceux qui pouvant l'étouffer la laissent respirer, hérésie d'ailleurs si dangereuse pour toutes les puissances, s'est déjà si fort répandu que, si l'on néglige de s'y opposer, il embrassera bientôt toute l'Europe. Il n'y a que l'autorité et la puissance de Votre Majesté capables d'arrêter le ravage de la contagion. Eh! comment pourrez-vous les employer efficacement tandis que vous serez occupé dans d'autres guerres? Mais je veux que nous n'ayons rien à craindre de la part des Turcs et des Luthériens; qu'y a-t-il de plus honteux, de plus indigne et de plus pernicieux que de répandre par animosité le sang de nos frères qui pourrait servir à la propagation de la foi, ou du moins être réservé pour des occasions plus nécessaires. Et encore avec quelles circonstances ce sang est-il répandu? C'est au milieu de la licence la plus effrénée, des sacriléges et de l'abomination. Oui, j'ose assurer Votre Majesté que les pernicieux auteurs de ces maux ne peuvent jamais espérer de pardon de la part de Dieu, et que ceux qu'une triste nécessité force à en être les instruments ne sauraient être excusés s'ils ne sont dans la ferme résolution d'y remédier le plus tôt qu'il leur sera possible. Dans ces principes, la paix de la chrétienté est donc l'unique objet que Votre Majesté doit se proposer maintenant. Examinons à présent par quel moyen on peut la procurer. Votre Majesté peut prendre trois partis différents à l'égard du roi de France : vous pouvez le laisser en prison pour toujours; le renvoyer comme un ami, comme un frère, sans autres conditions que celles qui peuvent vous unir à jamais par une solide paix et guérir les maux de la chrétienté, ou le mettre enfin en liberté aux plus avantageuses conditions qu'il sera possible d'obtenir. Deux de ces partis, si je ne me trompe, éterniseront la guerre et la rendront plus cruelle et plus animée; le seul traitement d'ami, de frère, en un mot, la liberté rendue presque gratuitement à votre prisonnier, est l'unique moyen de terminer vos différends. Ne doutez pas qu'une affection si grande et si généreuse, une libéralité si rare ne vous attache le roi de France par les liens de la reconnaissance, et qu'il ne soit après ce bienfait plus à votre disposition qu'il n'y est aujourd'hui, même dans vos fers. Ah! si jamais il peut s'établir une union sincère entre vous, le reste de la chrétienté aurait honte de ne pas suivre votre exemple. Permettez-moi d'examiner le premier parti que j'ai proposé. Outre qu'il y aurait de la cruauté et de la barbarie à laisser un grand roi finir ses jours dans une prison, cette dureté serait une source intarissable de guerres et d'animosité, parce qu'elle supposerait dans Votre Majesté le désir d'envahir toute la France ou du moins une partie. Quant au parti de faire acheter chèrement au roi sa liberté, je le crois le plus difficile et le plus dangereux des trois; car il n'y a ni traité ni alliance capables en

(1) Marie d'Autriche avait épousé, en 1521, Louis Jagellon, roi de Hongrie et de Bohême.

ce cas d'étouffer la haine de ce prince, qui trouvera toujours des appuis dans ceux à qui votre puissance inspire de la crainte ou de la jalousie ; vous aurez alors à soutenir de nouvelles guerres plus sanglantes et plus longues que celle qui vient d'être terminée par la victoire.

« Je sais que le parti que je propose est sans exemple ; mais il convient bien à un empereur de montrer à l'univers des actions singulières de grandeur, et l'on ne doit pas être si surpris que le cœur d'un grand prince soit capable d'efforts au-delà d'une vertu ordinaire. La prééminence de votre rang vous impose l'obligation de vous élever au-dessus du reste des hommes par la grandeur d'ame. C'est par cette raison que vous devez être plus sensible qu'eux à la gloire d'une générosité si éclatante ; oui, votre élévation doit vous faire mieux comprendre qu'il est plus glorieux de pardonner et de faire du bien que d'étendre son empire ; que ce n'est pas sans dessein que Dieu vous a rendu l'arbitre de la paix par une espèce de prodige, et qu'il est de votre devoir après tant de victoires, après tant de bienfaits reçus d'en-haut, et lorsque toute l'Europe est à vos genoux, d'oublier vos inimitiés et de pourvoir en père à la sûreté commune. Alexandre et César en pardonnant à leurs ennemis humiliés, et en relevant des trônes abattus par leurs mains, ont acquis plus de droits à la solide gloire que par les victoires et des triomphes sans nombre. Si ces conquérants ont donné de tels exemples à l'univers, que ne doit-on pas attendre d'un empereur qui, ne se proposant pas comme eux la gloire pour unique fin, quelque précieuse qu'elle puisse être en elle-même, veut remplir les devoirs que la religion exige de tout prince chrétien. Mais avançons, et pour convaincre ceux qui prétendent que les choses humaines ne doivent se régler que par des vues humaines, montrons-leur que le parti que je propose est ce qui convient le mieux à ces mêmes vues. Je ne vois dans toute la grandeur de Votre Majesté rien de plus digne d'admiration et de plus glorieux que le bonheur constant de vos armes ; cette prospérité est sans doute ce que vous avez de plus précieux ; je soutiens que le plus sûr moyen de la conserver est de terminer la guerre par une action si belle et si noble, et de mettre votre gloire à couvert des caprices de la fortune, en retirant pour ainsi dire dans un abri sûr un vaisseau si richement chargé. Enfin la grandeur qui n'excite ni haine ni jalousie n'est-elle pas préférable à la puissance qui ne se maintient que par la force ? Personne ne peut douter de cette vérité, parce qu'un pouvoir qui n'est point envié est plus solide, plus tranquille, plus agréable et plus glorieux. Si vous gagnez le roi de France par ce rare bienfait, vous disposerez toujours et de sa personne et de ses forces. Si vous donnez au pape et aux autres puissances d'Italie des preuves certaines que, content de vos Etats, vous n'avez que le bien public en vue, leurs défiances et leurs inquiétudes se calmeront ; alors n'ayant plus rien à craindre de votre part ni rien à démêler avec vous, non-seulement ils seront pénétrés de votre bonté, mais ils auront pour vous de vifs sentiments d'amour et de vénération. Par ces deux moyens, vous disposerez plus souverainement de la chrétienté que par la terreur de vos armes ; c'est par là que, secondé de tous ces princes, vous serez en état de tourner vos armes contre les Luthériens et les infidèles, et de faire de plus grandes et de plus glorieuses conquêtes.

« Mais est-il de l'intérêt de Votre Majesté d'étendre son empire? La grandeur de vos Etats n'est déjà que trop formidable, et toutes les fois qu'on vous verra songer à reculer vos frontières, toute l'Europe s'unira nécessairement contre vous. Le pape, les Vénitiens, toute l'Italie redoutent votre puissance; le roi d'Angleterre même vous a marqué dans plusieurs occasions qu'elle lui fait ombrage. Vous pouvez donner de vaines espérances aux Français durant quelques mois ; mais enfin il faudra contenter cette nation ou la désespérer par un refus ; vous la verrez alors soulever toutes les puissances contre vous. Si l'événement met François I en liberté sans beaucoup d'avantage pour Votre Majesté, qu'aurez vous gagné à laisser perdre l'occasion de donner un exemple d'une rare générosité? car si vous la négligez à présent, le temps lui fera beaucoup perdre de son prix.

« Supposons que le roi de France obtienne sa liberté à des conditions avantageuses pour vous; j'ose dire qu'il ne les observera pas, quelques assurances qu'il puisse vous en donner, parce qu'il sera toujours de son intérêt de ne

pas mettre son ennemi à portée de l'opprimer. Nous ne ferons donc, en prenant ce dernier parti, qu'un traité de paix sans fruit, ou nous jetterons les semences d'une guerre dangereuse, et qui doit d'autant plus vous inquiéter que l'inconstance de la fortune est plus à craindre après de longues prospérités. Quel regret n'auriez-vous pas alors de vous voir en butte à ses caprices, après vous être vu le maître de les fixer? Je crois, Sire, avoir satisfait aux ordres de Votre Majesté; si ce n'est pas une prudence consommée, c'est du moins le zèle et la fidélité qui m'ont dicté ces sentiments. Il ne me reste plus qu'à prier le ciel de vous inspirer la résolution la plus conforme à sa Providence, à votre gloire et au bien de la chrétienté dont vous devez être le père et le protecteur, et par la dignité dont vous êtes revêtu, et parce qu'il parait que c'est la volonté de Dieu. »

L'empereur écouta ce discours avec beaucoup d'attention, sans laisser voir ce qu'il en pensait, et après avoir paru y réfléchir pendant quelque temps, il fit signe aux autres de parler. Alors Frédéric, duc d'Albe, dont le crédit était fort grand auprès de l'empereur, parla ainsi :

« Sire, j'ose croire que Votre Majesté voudra bien m'excuser si j'avoue que je ne pense pas différemment de presque tous les autres hommes, et que mes faibles lumières ne sauraient atteindre à ce qui n'est pas à la portée commune. Peut-être même que mon sentiment trouvera plus d'approbateurs, s'il ne tend qu'à vous persuader de marcher scrupuleusement sur les traces de vos ancêtres. Les conseils extraordinaires peuvent bien éblouir dans l'instant par des dehors de grandeur et de générosité; mais ils paraissent bientôt ce qu'ils sont, c'est-à-dire plus dangereux et moins sûrs que ceux que la raison et l'expérience autorisèrent dans tous les temps.

« Vous devez surtout à la faveur du ciel, et ensuite au courage de vos capitaines et de vos soldats, la plus grande victoire qu'aucun prince chrétien ait remportée depuis long-temps. Il s'agit maintenant de profiter de cet avantage, car il y a plus de honte à n'en pas savoir user qu'à n'avoir pas su vaincre. En effet, on est plus digne de blâme de ne pas prendre le bon parti quand on peut que d'être trompé par la fortune. Vous ne sauriez donc penser trop mûrement à ne point prendre une résolution qui vous couvrirait de honte et dont vous auriez à vous repentir. Plus les affaires sont importantes, plus il faut de circonspection et de maturité, mais surtout dans les occasions où de fausses démarches sont irréparables. Ne perdez point de vue que le sort du roi de France ne dépendra plus de vous dès qu'on l'aura mis en liberté, au lieu que tant que vous le tiendrez en prison vous serez toujours le maître d'en disposer. Sans doute que la prise d'un roi de France est un avantage de la dernière importance; mais, quelque grand qu'il puisse être, il est bien plus important de se déterminer sur la manière de lui rendre sa liberté, et l'on regarderait comme une imprudence marquée une démarche de cette conséquence faite avec précipitation; ce prince lui-même ne sera pas surpris de vous voir penser long-temps à cette affaire, parce qu'il sait comment il en userait à l'égard de Votre Majesté si le sort vous eût mis en sa puissance.

« Peut-être me rendrais-je à l'avis qui vient d'être proposé si je pouvais me persuader que le roi de France pût avoir la reconnaissance qu'exigerait un si rare bienfait, et que le pape et les autres princes d'Italie fussent capables d'oublier leurs défiances et leur ambition; mais peut-on se dissimuler le péril qu'il y aurait à prendre son parti dans cette conjoncture sur une supposition si trompeuse et si frivole? Que dis-je? la connaissance du cœur humain ne donne-t-elle pas lieu de présumer tout le contraire? En effet, rien ne dure moins que la mémoire des bienfaits, et si l'on en croit le proverbe, plus ils sont grands, plus l'ingratitude l'est aussi. Ceux qui n'ont pas le pouvoir ou la volonté de les reconnaître par des effets s'efforcent de les oublier, ou du moins de les affaiblir en se les diminuant à eux-mêmes; souvent ils vont jusqu'à rougir d'avoir été dans la nécessité de recevoir un bienfait, et la haine contre ceux qui les ont aidés dans cette humiliante situation a plus de force que la reconnaissance. D'ailleurs l'orgueil et la légèreté, vices plus naturels et plus propres aux Français qu'à toute autre nation, aveuglent toujours l'esprit, et rendant les hommes insensibles à la vertu, les empêchent de mettre une juste valeur aux actions d'autrui et de se juger eux-mêmes sans partialité.

« Que peut-on attendre d'un roi plein des vices de sa nation, sinon le dépit et la rage d'avoir été prisonnier de Votre Majesté dans un temps où il se flattait de triompher d'elle? Cette ignominie sera toujours nouvelle à ses yeux; et lorsqu'il aura recouvré sa liberté, ne croyez pas qu'il cherche à faire oublier sa honte par la reconnaissance; il s'efforcera plutôt de vous abattre à son tour; et loin d'attribuer vos bienfaits à la générosité, il se persuadera que vous ne l'aurez mis en liberté que par impuissance de le retenir. Tels sont presque toujours les sentiments qu'on doit attendre des hommes, mais surtout des Français; oser s'en promettre un retour judicieux, c'est vouloir renverser l'ordre naturel des choses.

« Ainsi, bien loin d'établir la paix et la tranquillité dans l'Europe, vous verrez s'allumer un feu plus terrible, et j'ose dire plus dangereux pour vous que celui que vous venez d'arrêter; car la réputation de vos armes sera diminuée; vos troupes, qui sont dans l'attente des fruits d'une si belle victoire, voyant leurs espérances trompées, vont laisser ralentir leur courage et perdront beaucoup de leur vigueur. Vos armes ne seront plus favorisées de la fortune qui, bien loin d'accompagner ceux qui rejettent ses avantages, est toujours sur le point d'échapper à ceux même qui s'efforcent de la retenir.

« Le pape et les Vénitiens ne penseront pas autrement qu'aujourd'hui quand vous aurez rendu la liberté au roi de France; au contraire, toujours fâchés de vous avoir laissé triompher à Pavie, ils n'oublieront rien pour s'opposer à de nouvelles victoires, et la crainte que votre puissance leur inspire depuis la bataille leur fera chercher les moyens de ne plus tomber dans de pareilles alarmes à l'avenir. Quoi! pendant que vous contenez vos ennemis par la terreur, briserez-vous ces liens par une indiscrète bonté, et ranimerez-vous dans ces mêmes ennemis une audace que votre triomphe a glacée? J'ignore les desseins de la Providence dans cette occasion, et je ne crois pas les autres plus éclairés par rapport à ses décrets impénétrables; mais si j'en puis juger par les événements, j'ai tout lieu de croire qu'elle est favorable à votre grandeur et qu'elle ne vous comble pas de ses bienfaits pour n'en faire aucun usage; j'ose penser que son intention est que vous en profitiez pour assujétir les autres puissances, au-dessus desquelles vous êtes déjà par votre rang et vos droits; je crois de même pouvoir vous assurer que négliger une occasion si rare, ce serait en quelque façon tarir la source de ses bontés à votre égard.

« La raison nous apprend, et l'expérience le prouve tous les jours, que ce qui dépend de plusieurs personnes ne réussit jamais; c'est pourquoi ce n'est point par l'union des puissances qu'on peut venir à bout d'extirper l'hérésie ni de dompter les Turcs. Je ne sais si ceux qui prétendent le contraire ont une connaissance bien exacte des affaires de ce monde; ces entreprises demandent un prince assez puissant pour imprimer le mouvement à tous les autres; sans cette autorité, tous les projets qu'on pourra former ne seront pas plus heureux que les expéditions d'autrefois. Ce ne peut être que dans ces vues que Dieu vous comble de tant de prospérités; c'est pour faciliter l'exécution de ce grand projet que la faveur du ciel vous fraie un chemin à l'empire de l'Europe, puissance seule capable d'une si belle entreprise; il est néanmoins prudent de différer, afin de s'y préparer avec plus de soin et d'en rendre la réussite plus assurée. Au reste, ne craignez point ces ligues dont on veut vous effrayer; jamais la mère du roi, si vos ministres savent manier la négociation avec dextérité, ne perdra l'espérance de procurer la liberté à son fils par un accommodement; jamais les princes d'Italie ne s'uniront avec la France, car ils ne peuvent ignorer que vous serez toujours à portée de tourner contre eux et vos forces et celles du roi de France en le rendant à ses sujets; ainsi ils seront forcés de rester en suspens et de s'empresser enfin à l'envi de recevoir la loi de Votre Majesté, quand vous les aurez réduits à la nécessité de reconnaître votre empire; c'est alors que la clémence et la générosité vous seront glorieuses. C'est ainsi que se comportèrent autrefois Alexandre et César; ils pardonnèrent aux vaincus, mais ils se gardèrent bien de s'exposer une seconde fois à des périls surmontés. C'est mériter des éloges que d'imiter ces héros, parce qu'il y a peu d'exemples d'une pareille conduite; mais peut-être y a-t-il de l'imprudence dans une démarche que personne n'a faite avant nous.

« Mon avis est donc qu'il ne faut négliger

aucun des avantages qu'on peut retirer de la victoire et que le roi soit conduit à Naples, s'il n'est pas facile de le faire passer en Espagne ; qu'au lieu de répondre à sa lettre, un exprès aille le consoler de votre part et lui proposer les conditions de sa liberté telles que vous les arrêterez en particulier, et qui puissent être le digne prix d'un si mémorable succès ; qu'après ces mesures on se règle sur les événements pour hâter ou différer la liberté du roi de France et déterminer la paix ou la guerre en Italie ; que cependant on donne de favorables espérances aux princes de ce pays, et que vos généraux soutiennent et même augmentent de tout leur pouvoir la réputation de vos armes, pour n'être pas obligés de tenter une seconde fois le sort des combats et pour être en état de traiter avec les uns ou les autres ou avec tous ensemble, ou de faire la guerre à tous selon les conjonctures.

« Telle fut toujours la conduite des grands princes et surtout de ces héros dont le courage et la prudence ont formé votre grandeur ; ils n'ont jamais laissé perdre l'occasion de s'agrandir ni refusé de suivre la fortune. C'est aussi ce que vous devez faire aujourd'hui, vous qui possédez à juste titre[1] ce que l'un d'eux ne tint peut-être que de son ambition. Souvenez-vous que vous êtes prince et que vous devez suivre la politique des princes ; que rien ne doit vous empêcher de faire revivre par de légitimes moyens l'autorité et les droits usurpés sur l'Empire. Considérez surtout que rien n'est plus facile que de laisser échapper de favorables occasions, et qu'elles sont très rares ; qu'on ne peut les saisir avec trop de vivacité lorsqu'elles se présentent et que c'est s'abuser soi-même que de compter sur la droiture et sur la prudence des vaincus, depuis que la corruption s'est répandue sur toute la terre. Enfin, puisqu'il n'est pas douteux que la religion chrétienne n'a d'autre appui que vous, ne négligez rien pour accroître votre puissance, moins par l'intérêt de la grandeur et de la gloire de Votre Majesté que pour servir le ciel et procurer le bien public. »

Tout le conseil applaudit au duc d'Albe, dont l'empereur embrassa l'avis ; mais ce fut de manière qu'il parut plutôt déférer à la sagesse de son conseil que déclarer ses propres sentiments. Il dépêcha donc Beaurain, avec ordre de manifester ses intentions à ses généraux et de voir le roi de France de sa part pour lui proposer les conditions de sa liberté. Beaurain fit son voyage par terre, parce que la mère du roi de France, pour faciliter la négociation, laissait le passage libre aux ministres et aux courriers de l'empereur. Ce ministre se rendit à Pizzighitone avec le connétable de Bourbon et le vice-roi de Naples. Il offrit au roi la liberté ; mais à des conditions si dures que ce prince ne put les écouter sans une extrême douleur. Outre la cession de tous les droits qu'il prétendait en Italie, on l'obligeait à rendre le duché de Bourgogne à l'empereur et à céder la Provence au connétable ; et on exigeait plusieurs articles en faveur du roi d'Angleterre. François I répondit avec fermeté : qu'il était résolu de mourir en prison plutôt que de priver ses successeurs de la moindre partie de la France ; que, supposé qu'il pût se résoudre à la démembrer, il ne serait pas en son pouvoir de le faire, parce que les lois de l'Etat s'opposaient à l'aliénation des domaines de la couronne sans le consentement des parlements et des personnes dans qui résidait toute l'autorité du royaume, qui préféraient toujours en pareil cas l'intérêt de l'Etat à la personne du roi ; qu'on se réduisît donc à des conditions qui fussent en son pouvoir et qu'alors on le trouverait disposé à s'unir avec l'empereur et à favoriser sa grandeur. Ensuite il offrit libéralement pour sa liberté tout ce qu'on voudrait des Etats d'autrui, pourvu qu'on ne touchât pas aux siens, proposant outre cela d'épouser la sœur de Charles V[1], veuve du roi de Portugal, de tenir la Bourgogne à titre de dot de la princesse, à laquelle succèderaient dans ce duché les enfants qui naîtraient de ce mariage, et de rendre au connétable de Bourbon son duché, auquel on joindrait d'autres terres ; et pour le dédommager de l'inexécution de son mariage avec la reine Eléonore, il promit de lui donner sa sœur, veuve du duc d'Alençon[2]. Il offrit encore de contenter le roi d'Angleterre avec de l'argent,

(1) Le titre de succession ne donnait aucun droit légitime à Charles V sur les royaumes de Naples et de Navarre, usurpés par son aïeul maternel.

(1) Claude de France, femme de François I, était morte le 20 juillet 1525, âgée de vingt-cinq ans.

(2) Mort à Lyon le 11 avril.

de payer une somme considérable pour sa propre rançon et de céder ses droits sur le royaume de Naples et le Milanais à l'empereur. Enfin il proposa de faire accompagner Charles V par une flotte et par une armée de terre lorsqu'il irait prendre la couronne impériale à Rome; c'était au fond lui promettre d'abandonner toute l'Italie à sa discrétion. Beaurain reprit le chemin d'Espagne avec cette réponse, accompagné de M. de Montmorency, qui était alors fort avant dans la faveur du roi, et qu'on vit depuis successivement grand-maître et connétable de France.

CHAPITRE III.

Désolation de la France. Hugues de Moncada en liberté. Le roi d'Angleterre se propose comme arbitre des différends entre les princes chrétiens. Ligue entre la France et l'Angleterre. Le cardinal Salviati envoyé par le pape au vice-roi. Le roi de France est conduit prisonnier en Espagne. Le marquis de Pescaire est nommé général de l'empereur en Italie. Ses plaintes contre l'empereur. Intelligence entre Morone et Pescaire. De Lève les dénonce à l'empereur. Les princes italiens conspirent contre l'empereur. Trahison de Pescaire.

On ne peut exprimer quel fut le trouble et le désespoir de toute la France à la nouvelle de la bataille de Pavie et de la prise du roi. Outre la vive douleur dont cette nation, naturellement pleine de zèle et d'amour pour ses rois, fut pénétrée par l'infortune de son prince, elle pleurait encore des malheurs particuliers et publics. En effet, il n'y avait presque personne à la cour et parmi la noblesse qui ne regrettât un fils, un père, un frère, un mari, un parent, des amis, et qui ne ressentît vivement l'atteinte qu'une si triste journée portait à la gloire du nom français. Ce revers était d'autant plus cruel pour ce peuple qu'il est naturellement fier et présomptueux. En effet, que n'avait pas à craindre cette nation après tant de malheurs? La captivité du roi, la perte ou la prison des meilleures têtes de l'Etat et de ses plus grands capitaines, le désordre des finances et le grand nombre d'ennemis dont elle était menacée, lui faisaient tout appréhender. On avait lié et repris à différentes fois la négociation avec Henri VIII, qui tantôt avait paru favorable, tantôt contraire à cette couronne; mais peu de jours avant l'affaire de Pavie, il avait déclaré qu'il allait passer en France si le succès favorisait les armes du roi en Italie. Il y avait beaucoup d'apparence que dans ces circonstances Charles et Henri attaqueraient le royaume où le moindre mouvement ne pouvait alors qu'être fort dangereux. En effet, il n'y avait à la tête des affaires qu'une femme et les enfants du roi, dont l'aîné comptait à peine huit ans, tandis que le duc de Bourbon, dont le crédit et l'autorité étaient si considérables en France, combattait pour les ennemis. La mère du roi, outre le chagrin que lui causait la prison de son fils et le péril de l'Etat, était encore agitée par l'ambition et par un violent désir de gouverner; elle appréhendait de se voir arracher la régence[1] par les Etats du royaume, si la prison du roi traînait en longueur ou s'il naissait quelque trouble en France.

La funeste situation de l'Etat ne put abattre le courage de la régente ni de son conseil. Elle pourvut en toute diligence à la sûreté des frontières et fit de grandes provisions d'argent. Maîtresse absolue des affaires, elle fit écrire à l'empereur une lettre soumise et touchante où l'on entamait la négociation de la paix, qui depuis fut continuée avec beaucoup d'ardeur. D. Hugues de Moncada[2], qu'elle mit en liberté, alla proposer de sa part la cession des droits du roi sur le royaume de Naples et le Milanais, avec ordre d'ajouter qu'on examinerait les prétentions de l'empereur sur la Bourgogne, et que, supposé qu'elles fussent légitimes, le roi reconnaîtrait tenir cette province à titre de dot de la reine Eléonore; qu'on rendrait au connétable ses terres et ses meubles, qui étaient d'un grand prix, et les revenus de ses biens; qu'on lui ferait épouser la duchesse d'Alençon et qu'il aurait la Provence, si les droits qu'il y prétendait se trouvaient mieux fondés que ceux du roi. Pour donner plus de poids à cette négociation, la régente, quoiqu'elle ne pensât en aucune manière à la guerre, fit solliciter le pape et les Vénitiens de prendre en main les intérêts de son fils et leur offrit cinq cents lances avec une somme considérable, en cas qu'ils voulussent s'unir à la France et faire la guerre à l'empereur pour leur propre sûreté.

Mais elle regardait comme l'objet le plus im-

(1) Charles de Bourbon, duc de Vendôme, aïeul de Henri IV, sollicité de prendre en main la régence, préféra le repos de l'Etat à sa propre grandeur.

(2) On a vu ci-dessus qu'il avait été fait prisonnier à Varaggio.

portant d'apaiser le roi d'Angleterre, jugeant bien, comme la chose était vraie en elle-même, que si jamais elle venait à bout de ne l'avoir plus pour ennemi, on n'aurait rien à craindre pour la France, au lieu que si ce prince et l'empereur y portaient la guerre avec le connétable à la faveur des conjonctures, l'Etat serait à deux doigts de sa perte. Henri fut le premier à lui donner de favorables espérances. Quoiqu'il eût marqué beaucoup de joie à la nouvelle de la bataille de Pavie, qu'il eût fait courir le bruit qu'il était dans la résolution de porter la guerre en France et que ses ambassadeurs sollicitassent l'empereur de joindre ses armes à celles de leur maître, néanmoins se comportant en cette occasion comme il avait déjà fait plusieurs fois, et suivant toujours le système du cardinal d'York qui était de se rendre l'arbitre des différends des princes de l'Europe pour faire croire que le sort des Etats était entre ses mains, il fit prier la régente d'envoyer une personne de confiance en Angleterre. Elle ne tarda pas à le faire et mit en œuvre toute son adresse pour adoucir son esprit; son envoyé[1] fut chargé des plus amples pouvoirs.

Cependant Henri VIII offrit en même temps à l'empereur de passer en France à la tête d'une nombreuse armée, d'accomplir le mariage dont ils étaient convenus, et de remettre actuellement entre ses mains la princesse d'Angleterre, sa fille, qui n'était pas encore nubile[2]; mais d'un autre côté il prétendait retirer presque tout le fruit de cette expédition, quoiqu'il exigeât que l'empereur passât aussi en France et partageât également les frais et les périls de la guerre; car il voulait avoir la Picardie, la Normandie, la Guienne et la Gascogne avec le titre de roi de France. Ces prétentions apportaient de grandes difficultés à la conclusion de ce traité, et l'empereur, qui les trouvait exorbitantes, était fort irrésolu sur le parti qu'il avait à prendre, d'autant plus qu'il avait éprouvé que Henri, dans les plus grands embarras du roi de France, ne s'était jamais pressé de lui faire la guerre. C'est ce qui l'empêchait de compter sur ses offres; et comme ses finances étaient épuisées, il espérait retirer de plus grands avantages de son prisonnier par le

(1) Ce fut Jean-Joachim Passano, Génois.

(2) Elle n'avait que dix ans.

moyen de la paix que par la guerre, s'il était contraint de la faire avec un allié tel que Henri. D'ailleurs il avait changé de vues par rapport à son mariage avec une princesse si jeune, et dont la dot, qu'on était convenu d'imputer sur les sommes qu'il avait empruntées, ne lui devait apporter rien de réel. Enfin le désir d'avoir des enfants le faisait pencher pour la sœur de Jean, roi de Portugal[1], princesse nubile dont la dot serait considérable en argent comptant; outre que les Espagnols, qui brûlaient d'avoir une reine de leur nation, qui parlât la langue de leur pays et qui pût donner bientôt des princes à l'Espagne, offraient de grandes sommes pour que ce mariage s'accomplît.

Ces différentes vues éloignaient davantage de jour en jour l'union de ces deux princes. D'un autre côté le cardinal d'York, se livrant à son ancienne inclination pour le roi de France, se plaignait hautement de l'empereur par rapport aux intérêts de Henri et parce qu'il se croyait méprisé de Charles V. Avant la journée de Pavie ce prince écrivait au cardinal de sa propre main, et il finissait toujours ses lettres par ces termes : *Votre fils et cousin, Charles;* mais depuis sa victoire il fit écrire le corps de la lettre par une main étrangère et il changea le style dans le reste.

En conséquence de ces dispositions de la cour d'Angleterre, Henri reçut avec bonté l'envoyé de la régente et lui donna de favorables espérances. Peu de jours après, ayant résolu d'abandonner entièrement l'empereur, il conclut un traité[2] avec cette princesse, qui stipulait pour le roi son fils. Il voulut qu'il y fût expressément déclaré qu'on ne démembrerait le royaume de France en aucune manière, même dans le cas où la liberté du roi dépendrait de cette condition.

Cette démarche de Henri ranima l'espérance dans tous les cœurs des Français, et la conduite des impériaux en Italie lui donna de nouvelles forces. Fiers d'une si belle victoire et croyant que tout devait plier sous leurs volontés, ils laissèrent échapper l'occasion de traiter avec les Vénitiens et violèrent les articles du traité conclu avec le pape, dont ils excitèrent

(1) Elisabeth, sœur de Jean III, roi de Portugal.

(2) Ce traité fut conclu à Moore en Angleterre, le 30 août. Jean de Brinon, premier président du parlement de Normandie, et Passano, le signèrent pour la régente.

la défiance aussi bien que celle de toutes les puissances d'Italie, en faisant naître de nouveaux troubles qui mirent enfin l'empereur dans la nécessité de prendre une résolution précipitée. Cette démarche aurait entraîné la perte de tous ses Etats d'Italie si sa fortune et le malheur du pape n'eussent empêché cette révolution. Mais ces grands événements méritent qu'on en développe soigneusement les ressorts, qui, la plupart du temps, restent dans l'obscurité, ou sont exposés d'une manière toute contraire à la vérité.

Le pape avait à peine signé le traité de Rome que la France lui fit faire de grandes offres pour l'engager à la guerre contre l'empereur; il en était d'ailleurs sollicité par plusieurs personnes et par la défiance où il était toujours à l'égard des impériaux. Cependant il résolut de se comporter tellement avec eux qu'il n'excitât point la leur. En effet, dès qu'il eut appris que le vice-roi avait accepté et fait publier le traité, il le fit aussi publier dans l'église de Saint-Jean-de-Latran le premier jour de mai, sans attendre la ratification de l'empereur; et pour faire sentir davantage quelles étaient ses dispositions, il honora la cérémonie de sa présence et se fit couronner le même jour. Ensuite il pressa les Florentins de payer les sommes promises, et il mit tout en œuvre pour engager les Vénitiens à s'accommoder aussi avec l'empereur.

Cependant les impériaux ne furent pas longtemps sans lui donner plusieurs sujets de plainte. Ils refusèrent d'imputer sur la somme stipulée par le traité les vingt-cinq mille ducats que les Florentins leur avaient payés d'avance, à la persuasion du pape, durant la négociation, et le vice-roi eut l'imprudence de dire que ç'avait été sans sa participation qu'on avait promis d'en tenir compte. D'un autre côté, bien loin de rappeler les troupes qu'ils avaient mises en quartier dans les Etats du Saint-Siége, ils en envoyèrent encore dans toutes les villes du Plaisantin. Le besoin d'argent où ils étaient et la difficulté de trouver ailleurs des quartiers rendaient en quelque façon cette conduite excusable; mais il n'était pas si facile de colorer leurs autres démarches, car non-seulement ils excitèrent la défiance du pape en établissant à Sienne une forme de gouvernement désagréable à ce pontife, mais ils abandonnèrent encore le parti du Monte-dei-Nove à l'avarice et au ressentiment de la faction contraire. Clément pressa vivement les généraux de faire cesser ces désordres, mais ils se contentèrent de l'amuser par de vaines promesses. Le pape, déjà blessé de cette manière d'agir, le fut encore bien davantage de l'intelligence qui se forma bientôt entre le vice-roi et le duc de Ferrare, et de l'espérance que Lannoy donna sans balancer à ce prince de ne le point forcer à se dessaisir de Reggio ni de Rubiera, et de faire en sorte que l'empereur le prît sous sa protection. Cependant le vice-roi assurait le pape chaque jour qu'aussitôt que Florence aurait rempli les conditions du traité, il ferait rendre ces deux villes au Saint-Siége. Clément, afin de hâter l'exécution de ces promesses et pour obtenir en même temps qu'on rappelât les troupes qui étaient dans les places du Saint-Siége, dépêcha vers Lannoy le cardinal Salviati, légat de Lombardie, qu'il venait de nommer pour se rendre auprès de l'empereur. Le vice-roi fit espérer à ce cardinal qu'il forcerait le duc à restituer Reggio, s'il ne voulait pas rendre cette ville de bonne grace. Cependant ces promesses demeuraient sans effet, et comme ces délais ne pouvaient être rejetés sur le besoin d'argent, parce que si les impériaux en avaient été pressés ils n'auraient pas tardé si long-temps à faire rendre des places dont la restitution devait leur procurer de grandes sommes, le pape avait lieu de présumer qu'ils étaient dans le dessein, ou d'abaisser sa puissance, ou de gagner le duc de Ferrare, ou bien enfin de se mettre en état d'opprimer l'Italie. Toutes ces circonstances causaient beaucoup de défiance et de chagrin à Clément; mais ce qui redoublait encore ses inquiétudes, c'est qu'il paraissait que l'empereur ne pensait pas autrement que ses ministres. Charles avait à la vérité ratifié le traité, mais il n'avait pas voulu en user de même par rapport aux trois articles séparés. Il alléguait qu'à l'égard des villes de Reggio et de Rubiera, il n'était pas en son pouvoir de préjudicier aux droits de sa couronne ni de forcer à la restitution de ces villes un prince qui disait les tenir en fief de l'Empire. Aussi proposait-il de terminer le différend par les formes juridiques ou par accommodement. Il n'était pas difficile d'apercevoir qu'il souhaitait que le duc de Ferrare conservât ces places, dont il devait l'investir

moyennant cent mille ducats, et à condition que le duc en donnerait autant au pape pour l'investiture de Ferrare et pour l'espèce d'amende à laquelle il s'était soumis par le concordat fait avec Adrien VI.

Pour ce qui concernait la fourniture des sels du Milanais, il disait qu'il était ridicule d'avoir fait une convention avec ses ministres sur ce sujet, parce que le duché de Milan, en vertu de l'investiture que François Sforze avait obtenue, appartenait à ce prince quant au domaine utile, quoique cet acte n'eût pas encore été expédié; que par cette raison le vice-roi n'avait pas promis purement et simplement d'obliger le Milanais à se fournir de sel à Cervia, mais qu'il s'était uniquement engagé à faire son possible pour obtenir que le duc ratifiât cet article, n'ayant pu disposer d'une chose qui dépendait d'un tiers; qu'en faveur du pape il aurait sollicité François Sforze de se tenir à cette convention si la chose eût encore été au pouvoir de ce duc, mais qu'il s'était précédemment obligé à acheter des sels de l'archiduc en reconnaissance des secours qu'il en avait reçus; que néanmoins il s'efforcerait d'engager son frère à se contenter d'une certaine somme, moyennant quoi le Milanais se fournirait de sel à Cervia durant la vie du pape seulement et non pour toujours, comme le portait l'article en question.

Quant à celui qui concernait les affaires bénéficiales du royaume de Naples, l'empereur ne voulut pas le ratifier, à moins qu'on n'ajoutât la clause exprimée dans l'acte d'investiture, que le pape en userait à l'égard de l'empereur comme avec ses prédécesseurs dans ce royaume.

Le pape, choqué de toutes ces difficultés, prit le parti de ne pas accepter la ratification de l'empereur et de ne pas envoyer la sienne. Ensuite il voulut que, faute d'avoir ratifié dans les quatre mois selon la promesse du vice-roi, les impériaux rendissent les cent mille ducats reçus des Florentins. On lui répondit que cette restitution n'avait été promise que par les ministres du vice-roi, dans un article séparé qui n'avait rien de commun avec la ratification du traité que l'empereur avait donnée dans les quatre mois, et dont il avait envoyé l'acte en bonne forme. Cependant le pape apprenait chaque jour que la cour impériale était dans de fâcheuses dispositions à l'égard de l'Italie; il sut même que les généraux de Charles V insinuaient à ce prince que pour s'assurer de ces provinces il était à propos de faire rendre Modène au duc de Ferrare, de rétablir à Bologne les Bentivoglio et de s'emparer des Etats de Florence, de Sienne et de Lucques, comme appartenant à l'Empire. Dans ces circonstances le pape, agité par la crainte et la défiance et ne se voyant aucune ressource, pas même du côté de la France qui consentait d'abandonner l'Italie à l'empereur, prit le parti de la dissimulation et d'attendre tout du temps.

Cependant les Vénitiens et le vice-roi continuaient toujours à négocier; la conclusion du traité dépendait de deux conditions que ce dernier exigeait. Il voulait d'abord qu'ils s'obligeassent à la défense du Milanais, et qu'ensuite ils payassent une somme considérable à cause de l'inexécution du précédent traité. Les Vénitiens avaient de pressants motifs pour céder au temps, et d'ailleurs de bonnes raisons pour hésiter sur le parti qu'ils prendraient, de sorte qu'ils étaient dans une irrésolution inexprimable. Enfin, après bien des difficultés, abattus, comme tout le reste de l'Italie, par la victoire de l'empereur et se voyant sans appui, ils mandèrent à Pierre Pesaro, leur ambassadeur auprès du vice-roi, de renouveler le traité d'alliance et de promettre à l'empereur quatre-vingt mille ducats pour le dédommager du passé; mais le vice-roi, persistant avec opiniâtreté à leur en faire donner cent mille, ils s'en tinrent à leurs offres, comme il arrive souvent dans les choses qu'on ne fait pas volontiers. Pendant que le vice-roi perdait le temps à contester pour si peu de chose, les Vénitiens apprirent que le roi d'Angleterre s'apaisait en faveur de la France; jugeant d'ailleurs par le grand nombre de lansquenets qui venait d'être licenciés que le vice-roi ne pourrait de long-temps attaquer la république, ils résolurent de temporiser et de ne se déterminer que par les événements.

Le vice-roi et les autres généraux désiraient depuis long-temps mettre le roi de France dans un lieu où ils pussent être assurés de sa personne. Ils s'y déterminèrent enfin lorsqu'ils virent la négociation rompue avec les Vénitiens, ne croyant pas que les dispositions des puis-

sances voisines du Milanais leur permissent d'y retenir un prisonnier de cette importance. Ils résolurent donc de le conduire à Gênes, et ensuite par mer à Naples, où il serait gardé dans le Château-Neuf dont on meubla un appartement pour le recevoir. Le roi n'apprit cette résolution qu'avec un extrême chagrin; il avait d'abord souhaité avec ardeur passer en Espagne; et soit qu'il jugeât des autres par lui-même, soit qu'il se livrât trop à des idées trompeuses, comme tous les hommes qui ne voient aucune difficulté dans ce qu'ils désirent, il se flattait d'être bientôt en liberté, s'il pouvait avoir une entrevue avec l'empereur, fondant cette espérance sur la générosité qu'il supposait en ce prince, ou sur l'avantage des offres qu'il avait dessein de lui proposer.

Le vice-roi le souhaitait aussi pour sa propre gloire, mais il craignait de rencontrer l'armée navale de France. Pour lever cet obstacle, le roi, de concert avec lui, dépêcha Montmorency vers la régente, qui lui donna sept galères de celles qui étaient dans le port de Marseille, après qu'elle se fût assurée qu'on les lui rendrait d'abord après le trajet. Montmorency les ayant conduites à Portofino où l'on avait déjà transféré le roi, on joignit à cette escadre seize galères de l'empereur, destinées auparavant à porter François I à Naples. Ce prince fit voile le 7 juillet vers l'Espagne; il arriva heureusement le huitième jour à Roses, port de Catalogne, dans le temps que non-seulement les princes d'Italie, mais encore tous les autres généraux de l'empereur et Bourbon même, croyaient qu'il allait à Naples.

L'empereur, qui n'était pas informé de cette résolution, apprit avec beaucoup de joie l'arrivée du roi de France en Espagne, et il commanda sur-le-champ qu'on lui rendît de grands honneurs sur son passage; mais en même temps il ordonna qu'il fût mis jusqu'à nouvel ordre dans la forteresse de Xativa, près de la ville de Valence. C'était le fort où les anciens rois d'Aragon avaient coutume d'enfermer les prisonniers d'État, et où le duc de Calabre avait été retenu tout récemment durant plusieurs années. Le vice-roi, qui avait fait espérer à François I un traitement plus doux, obtint par ses instances que le roi demeurerait près de Valence, dans un pays fort propre à la chasse. Après que Lannoy eut conduit son prisonnier dans cet endroit, avec une bonne garde sous les ordres du capitaine Alarcon qui n'avait point quitté le roi depuis sa prise, il se rendit à la cour avec Montmorency pour rendre compte de l'état où il avait laissé l'Italie et de sa conduite à l'égard de François I. Il s'efforça d'engager l'empereur à faire la paix pour plusieurs raisons, dont la plus pressante était la disposition des Italiens à son égard. Ensuite Charles V fit amener le roi au château de Madrid en Castille, place fort éloignée de la mer et des frontières de France. Il y fut traité avec tous les honneurs et le respect dus à un aussi grand prince; mais il était fort étroitement gardé et n'avait d'autre liberté que celle de sortir quelquefois de sa prison pour prendre l'air. L'empereur ne voulut point le voir que la paix ne fût conclue ou du moins sur le point de l'être. Afin qu'on pût la négocier avec une personne d'autorité et comme si ç'eût été avec le roi lui-même, Montmorency se rendit en France pour amener la duchesse d'Alençon, sœur du roi, avec les pouvoirs nécessaires; et pour prévenir toute sorte d'obstacles, on conclut avec la France une trève qui devait durer jusqu'à la fin du mois de décembre. En même temps Charles ordonna de faire repasser en Italie une partie des galères du vice-roi pour que le duc de Bourbon, sans lequel il assurait qu'il ne voulait rien conclure, pût se rendre en Espagne. Mais cela ne put s'exécuter si tôt faute d'argent; et comme il témoignait que son intention était de faire une paix commune à toute la chrétienté et qui fixât le sort de l'Italie, il pressait vivement le pape de faire partir au plus tôt le cardinal Salviati ou quelque autre personne chargée de ses pleins pouvoirs.

Il dépêcha d'un autre côté Lopez de Hurtado vers Clément, afin d'obtenir une dispense pour son mariage avec l'infante de Portugal, sa cousine germaine[1]; il s'était déjà même excusé auprès du roi d'Angleterre de ce qu'il n'avait pu résister aux désirs de ses peuples. Ce ministre, qui partit à la fin de juillet, fut chargé de remettre à François Sforze l'acte d'investiture du Milanais, à condition que, donnant actuellement cent mille ducats, il s'obligerait à en payer encore cinq cent mille en différents termes et à acheter les sels de l'archiduc. Lopez porta aussi les ordres de l'empereur à ses généraux.

(1) Leurs mères étaient filles de Ferdinand et d'Isabelle.

Il leur était enjoint de licencier l'infanterie, à la réserve des Espagnols qui prendraient leurs quartiers dans le marquisat de Saluces; de faire passer six cents lances dans le royaume de Naples; de garder le reste dans le Milanais et de reconnaître le marquis de Pescaire pour chef de l'armée impériale. L'empereur ordonna encore qu'une certaine somme, destinée à l'armement de quatre caraques à Gênes, servît aux besoins des troupes, ces caraques n'étant plus nécessaires depuis qu'il avait changé la résolution qu'il avait prise de passer lui-même en Italie. D'un autre côté le protonotaire Carraccioli eut ordre d'aller de Milan à Venise pour engager le sénat à renouveler le traité d'alliance, ou du moins pour faire croire que l'empereur voulait sincèrement procurer la paix au monde chrétien.

Le passage du roi de France en Espagne causa beaucoup de chagrin au pape et aux Vénitiens. Comme l'armée des impériaux était fort diminuée, ils avaient compté que la nécessité de donner une garde nombreuse à François I, dans quelque place qu'on le conduisit, causerait beaucoup d'embarras au vice-roi; qu'il pourrait se présenter quelque occasion d'enlever ce prince, ou du moins d'empêcher qu'il ne fût conduit en Espagne, et que le peu de sûreté que l'empereur trouverait à le retenir en Italie, faciliterait les moyens de faire la paix à des conditions supportables. Mais quand ils virent que le roi, séduit par de vaines espérances, avait aidé lui-même à resserrer ses liens, ils jugèrent qu'on ne devait plus rien attendre de la France et que l'empereur, dont la puissance s'augmentait tous les jours, serait désormais le maître d'imposer la loi.

Le connétable et le marquis de Pescaire, l'un et l'autre par différents motifs, n'apprirent qu'avec chagrin la dissimulation du vice-roi à leur égard. Bourbon, qui par ses liaisons avec l'empereur se voyait brouillé sans retour avec la France, avait plus d'intérêt que personne à intervenir dans le traité de paix; aussi forma-t-il la résolution de passer en Espagne; mais obligé d'attendre le retour des galères, il fallut différer son voyage. Pour le marquis de Pescaire, il conçut un violent dépit contre le vice-roi, qui dans cette occasion avait eu si peu d'égards pour lui. D'ailleurs il était mécontent de l'empereur même, qui ne reconnaissait pas assez à son gré les services importants qu'il avait rendus dans les dernières guerres, et surtout à la journée de Pavie où il avait acquis plus de gloire que tous les autres généraux ensemble; cependant il lui paraissait que l'empereur en attribuait presque tout l'honneur au vice-roi.

Pescaire, aigri par la jalousie, écrivit à l'empereur en des termes injurieux pour le vice-roi; il se plaignait d'avoir été méprisé par Lannoy au point de n'avoir été cru digne qu'on lui confiât un secret de cette importance; qu'il n'avait pourtant pas mérité cette injure; que si les opérations de la guerre n'avaient été éclairées que par le vice-roi, non-seulement Sa Majesté Impériale n'aurait pas le roi de France en son pouvoir, mais que l'armée, abandonnant la défense de la Lombardie, aurait fait une honteuse retraite au royaume de Naples après la perte de la ville de Milan; que le vice-roi se parait en Espagne de l'éclat d'une victoire à laquelle il n'avait contribué en aucune façon, comme personne ne l'ignorait dans l'armée; qu'ayant perdu le cœur et la tête au fort du combat il avait crié plusieurs fois: *Nous sommes perdus!* que s'il osait démentir ces justes reproches, il s'offrait à l'en faire convenir les armes à la main suivant le droit de la guerre.

Le refus que l'empereur avait fait de donner au marquis le comté de Carpi, que ce général avait envoyé saisir aussitôt après la bataille, dans l'espérance de l'obtenir, augmentait encore ses chagrins. Il y avait deux ans que Charles en avait disposé en faveur de Prosper Colonna, et quoique l'investiture n'en eût pas encore été expédiée lorsque ce dernier mourut, il avait résolu de récompenser dans le fils les services du père. L'équité de l'empereur, bien loin d'aigrir le marquis, devait au contraire avoir son approbation, puisque la reconnaissance de ce prince lui donnait lieu d'espérer plus sûrement le prix de ses services; mais la bonne opinion qu'il avait de son mérite le rendant injuste, il crut qu'on devait négliger les plus justes considérations pour satisfaire des désirs excités par son avidité et par la haine implacable qu'il portait à la mémoire de Prosper Colonna.

Non-seulement le marquis porta ses plaintes à l'empereur et à son conseil, mais on le vit encore parler si haut en Italie de l'ingratitude

de ce prince que les puissances de ce pays en prirent occasion de penser à de nouveaux desseins. Ces intrigues, supposé que Charles V n'eût pas encore formé la résolution de s'agrandir davantage en Italie, imposèrent à ce prince une espèce de nécessité d'y songer ; ou si l'ambition avait déjà déterminé ses projets par rapport à ce pays, il trouva dans ces conjonctures le plus juste prétexte qu'il pouvait souhaiter pour satisfaire ses désirs. Comme ce fut là l'origine des révolutions arrivées depuis en Italie, il est nécessaire d'entrer dans des détails exacts pour en développer les causes.

Léon X et Charles V, en déclarant la guerre à la France, n'avaient eu pour premier objet que d'enlever le Milanais à cette couronne en faveur de François Sforze, et ce fut dans ces vues qu'on remit entre les mains de ce dernier le château de Milan et les autres places du Milanais, à mesure qu'on les reprit sur les Français. Malgré cette exactitude de l'empereur, on craignit toujours en Italie que ce prince n'eût formé le dessein de se rendre maître de ce duché, qui pouvait tenter l'ambition de Charles par son étendue et par les avantages qu'il devait lui procurer. On crut qu'il n'y avait que la considération des obstacles qu'il pouvait rencontrer dans l'exécution qui l'obligeât à dissimuler encore. En effet, il aurait trouvé la France contraire à ses desseins, et d'ailleurs il eût indisposé les peuples du Milanais qui brûlaient d'être gouvernés par François Sforze. Enfin cette entreprise aurait armé contre lui l'Italie entière, qui ne craignait déjà que trop sa puissance.

François Sforze était donc en possession du Milanais, mais avec une extrême dépendance et à des conditions très onéreuses. Le nouveau duc n'avait d'autre appui contre les Français que les troupes de l'empereur ; il était non-seulement forcé de le regarder comme son maître, mais encore d'obéir aux ordres de ses généraux. D'ailleurs il était obligé de faire subsister l'armée que l'empereur ne payait pas ; il fallait pour cet effet, ou fournir de l'argent qu'il ne tirait de ses sujets qu'avec beaucoup de peine, ou laisser vivre les troupes à discrétion successivement en différents quartiers du Milanais. Il n'y avait que la capitale qui fût exempte de loger des soldats. Ces charges si pesantes en elles-mêmes l'étaient encore bien davantage par le caractère des Espagnols, nation avare, fourbe et de la dernière insolence lorsqu'elle n'est retenue par aucun frein. Cependant la crainte du ressentiment des Français dont le nom était odieux aux Milanais, et l'espérance de voir finir bientôt ces maux, engageaient les peuples à s'épuiser dans ces conjonctures.

Mais la bataille de Pavie ayant levé toutes les difficultés qui leur faisaient supporter cette violente situation, et ce duché ne craignant plus le roi de France que sa prison mettait hors d'état d'agir, ils demandèrent qu'on fît sortir du Milanais l'armée entière, ou du moins qu'on n'y en laissât que la moindre partie. François ne le souhaitait pas avec moins d'ardeur que ses sujets. Jusqu'alors il n'avait eu que le nom de souverain. D'ailleurs, voyant le roi de France au pouvoir de l'empereur, il craignit que Charles ne s'emparât du Milanais ou n'en investît quelqu'une de ses créatures. Cette crainte, que la situation des choses devait naturellement exciter, était encore fondée sur la manière hautaine dont le vice-roi s'était expliqué avant son départ. La frayeur de Sforze était d'ailleurs augmentée par les mépris qu'il essuyait chaque jour de la part des autres généraux, qui ne dissimulaient point l'envie qu'ils avaient de le voir opprimer. Mais ce qui mettait le comble à ses alarmes, c'est qu'après beaucoup de délais le vice-roi, entre les mains de qui l'empereur avait remis l'investiture, n'avait offert de la délivrer qu'à condition de payer dans certains temps douze cent mille ducats pour les frais de la guerre. Sforze s'était adressé à l'empereur pour obtenir que cette somme fût modérée, sentant qu'on n'en usait si durement à son égard que pour avoir un prétexte de ne pas délivrer l'acte d'investiture. Ceux qui voulurent rejeter sur la nécessité les démarches qu'il fit dans la suite justifient ses craintes par d'autres raisons. On dit entre autres choses, qu'on l'avait averti que les impériaux pensaient à se saisir de sa personne, et que c'avait été par cette raison qu'il avait prétexté une indisposition pour ne pas assister à une entrevue proposée par le vice-roi, et qu'il avait toujours évité de se trouver dans des lieux suspects. Quoi qu'il en soit, Sforze voyant qu'il ne restait que très peu de troupes dans le Milanais, parce qu'une grande partie de l'infanterie espagnole avait suivi le vice-roi et la

connétable en Espagne, et que beaucoup de soldats enrichis par le pillage s'étaient retirés successivement en différents endroits, il prit le parti d'éloigner le péril qui le menaçait, comptant que le marquis de Pescaire, dans l'aigreur de son dépit, pourrait l'aider à dissiper le reste des troupes.

Le plan de ce projet fut tracé par Jérôme Morone, chancelier et ministre de confiance du duc de Milan. Morone, qu'un vaste génie, beaucoup d'éloquence, une grande activité, des ressources sans nombre, de l'expérience et la fermeté qu'il avait su plusieurs fois opposer à la fortune, faisaient compter parmi les hommes illustres de notre siècle, se serait encore rendu plus recommandable s'il eût été moins fourbe et plus ami de l'honneur, et si la précipitation et l'impudence n'eussent pas dicté la plupart du temps ses conseils. Dans les entretiens qu'il eut avec Pescaire, il en vint jusqu'à lui proposer de tailler en pièces l'armée impériale et de le faire roi de Naples, pourvu que le pape et les Vénitiens y consentissent.

Clément, dont Morone fit sonder les dispositions sur ce projet, n'en parut pas trop éloigné; mais pour se ménager en même temps une ressource si l'entreprise venait à manquer, il avertit l'empereur, comme son ami, de contenter ses généraux, sans néanmoins rien découvrir du complot. A l'égard des Vénitiens, ils y entrèrent avec empressement. On était persuadé que la cour de France, qui commençait à s'apercevoir que depuis le passage du roi en Espagne la négociation de sa liberté devenait chaque jour plus épineuse qu'on ne l'avait cru d'abord, ne balancerait pas à se liguer contre l'empereur.

Il est certain que ce projet aurait pu réussir aisément si le marquis eût été sincère. On n'a jamais été bien instruit, même parmi les Espagnols et à la cour de l'empereur, du fond de sa conduite dans toute cette affaire. La plupart, en supputant les temps et en examinant la suite de l'intrigue, ont été persuadés qu'il avait d'abord trahi son prince; mais qu'ensuite, effrayé de voir continuer la négociation de la cour de France avec l'empereur et la duchesse d'Alençon passer en Espagne, il était rentré dans le devoir. Plusieurs même soutiennent qu'il n'avertit l'empereur que fort tard, et que le premier avis d'une intrigue secrète ayant été porté de la part d'Antoine de Lève et de Marino, abbé de Najara, commissaire de l'armée, la cour avait été fort surprise du silence de Pescaire. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il fit partir quelque temps après Jean-Baptiste Castaldo, qui avait sa confiance, pour informer l'empereur de ce qui se tramait, et que Charles donna ordre au marquis de continuer l'intrigue, afin de savoir les desseins de ses ennemis et d'être en état de les en convaincre; c'est pourquoi Pescaire eut plusieurs entrevues avec le duc de Milan lui-même, et il agit si bien auprès de Morone que ce dernier engagea le pape, qui peu de temps auparavant l'avait gratifié du gouvernement perpétuel de Bénévent, d'envoyer Dominique Sauli avec un bref de créance, pour concerter les mesures de l'entreprise dont voici le plan. Il devait se conclure une ligue entre le pape, le gouvernement de France et les princes d'Italie, et on convint: que le marquis de Pescaire serait capitaine général des troupes; qu'il gagnerait tous les Espagnols qui voudraient le suivre, et que le reste serait dispersé en différents endroits du Milanais, et massacré, avec Antoine de Lève, qui tenait le second rang à l'armée après Pescaire; qu'enfin ce dernier entrerait à la tête de toutes les forces de la ligue dans le royaume de Naples, dont le pape lui donnerait l'investiture.

Avant d'en venir à l'exécution, Pescaire feignit d'être arrêté par un sentiment d'honneur. Pouvait-il sans se déshonorer faire la guerre à l'empereur, dans le royaume de Naples, par ordre du pape? ou devait-il, en qualité de baron et de vassal de ce royaume, obéir à l'empereur, qui le possédait en vertu d'une investiture, plutôt qu'au pape, seigneur suzerain de cet Etat? Cette question fut proposée sous des noms supposés aux plus habiles jurisconsultes de Rome et de Milan, par ordre du pape et de François Sforze.

La mère du roi de France, persuadée que la nécessité ou du moins la crainte faciliterait la négociation avec l'empereur, pressa vivement cette intrigue, et sollicitant les confédérés de prendre les armes, elle promit d'envoyer cinq cents lances en Lombardie et de fournir beaucoup d'argent pour les frais de la guerre. Morone n'oubliait rien de son côté pour engager les conjurés à se déclarer. Il représentait com-

bien il était facile de mettre en pièces, même sans le secours de Pescaire, les troupes impériales dont le nombre était encore beaucoup diminué, et il ajoutait que, si le marquis balançait le moins du monde, le duc le ferait arrêter avec les autres capitaines dans le château de Milan, où ils se rendaient chaque jour pour conférer.

Ces raisons, toutes pressantes qu'elles étaient, n'auraient pas suffi pour déterminer le pape à se déclarer sans le marquis de Pescaire si dans le même temps il n'eût appris que l'empereur avait donné ordre d'armer les quatre caraques dont nous avons déjà parlé et songeait à passer en Italie. Cette nouvelle le jeta dans un grand trouble, tant par rapport aux conjonctures présentes que parce que les papes ne craignent rien tant que de voir les empereurs romains en Italie à la tête d'une armée. Voulant donc prévenir le danger, il fit partir secrètement pour la France, de concert avec les Vénitiens, Sigismond, secrétaire d'Albert de Carpi, homme adroit, sur lequel Clément comptait beaucoup et qu'il avait chargé de traiter définitivement avec cette cour. Ce ministre, courant la poste, fut tué pendant la nuit par des voleurs, près du lac d'Iseo, sur le territoire de Brescia, et comme cet accident demeura caché durant plusieurs jours, le pape craignit qu'il n'eût été arrêté par les impériaux, peut-être même par les ordres du marquis de Pescaire, que ses délais réitérés commençaient à rendre suspect.

Telle était la situation des choses lorsque les ordres de l'empereur arrivèrent en Italie. Lopez Hurtado, à qui ce prince les avait confiés, étant tombé malade en Savoie, fit partir pour Milan un courrier qui rendit au marquis de Pescaire le brevet de capitaine général, au protonotaire Caraccioli la commission de traiter avec les Vénitiens, et l'acte d'investiture à François Sforze. Le marquis, continuant toujours de dissimuler, feignit de n'être pas content de ce brevet. A l'égard de François Sforze, qui venait d'être attaqué d'une maladie assez dangereuse, il accepta l'investiture et paya cinquante mille ducats, sans interrompre néanmoins ses intrigues avec le marquis.

Les sentiments ont été fort partagés sur ces ordres. On ne savait si Charles en usait de bonne foi ou si ce n'était qu'un artifice. Plusieurs ont été persuadés qu'il voulait sincèrement rassurer les Italiens, d'autres que son dessein n'était que de tromper le public par de vaines apparences, dans la crainte qu'on ne lui suscitât de nouvelles affaires; que, dans ces vues, il avait enfin délivré l'investiture et donné ordre à l'armée de faire une retraite si désirée de toute l'Italie entière, mais que ses ordres secrets étaient contraires à ses ordres publics et qu'il n'agissait ainsi que pour gagner du temps et se mettre en état d'exécuter ses desseins; quelques-uns même ont cru qu'il avait déjà été instruit par le marquis de Pescaire des intrigues de Morone. Il n'est pas facile de s'assurer de la vérité dans cette affaire, personne n'ayant jamais su certainement si Jean-Baptiste Castaldo, que le marquis avait fait partir pour la cour d'Espagne, y était arrivé avant ou depuis le départ de Lopez Hurtado; mais à considérer les démarches de l'empereur depuis ce temps-là, selon toutes les apparences ce prince en usait alors de bonne foi.

Cependant Pescaire ne cessait de leurrer Morone des mêmes espérances et temporisait toujours sous divers prétextes. Il en eut un bien favorable dans la situation de François Sforze, dont la maladie devint si violente qu'on n'attendait plus que sa mort. Supposé qu'elle arrivât, les impériaux prétendaient que l'empereur, comme seigneur suzerain du Milanais, devait avoir ce duché dans la présente conjoncture.

Dans ces circonstances, non-seulement Pescaire ne fut plus le maître de licencier l'armée, mais il se vit même obligé de faire venir deux mille lansquenets et de donner ordre qu'on en levât encore un plus grand nombre; ainsi il n'était plus en son pouvoir de dissiper tant de troupes ni de les attaquer; néanmoins il ne laissait pas de faire espérer qu'il exécuterait enfin le projet dont il était question, à la première occasion favorable. Cependant, pour témoigner au pape la considération qu'il avait pour lui, il fit sortir des places du Saint-Siége les garnisons qui avaient excité les plaintes de ce pontife.

CHAPITRE IV.

François Sforze reconnu duc de Milan. Maladie grave du roi de France. Charles V lui fait une visite. Madame d'Alençon en Espagne. Entretien du roi de France avec sa sœur. Intrigues de Pescaire. Captivité de Morone. Le duc de Milan est serré de près dans la forteresse. Pescaire fait de force prêter serment aux Milanais en faveur de l'empereur. Le marquis de Pescaire marqué d'infamie.

Au milieu de toutes ces intrigues, un accident imprévu fut sur le point de changer toute la face des affaires. François I, succombant au chagrin de n'avoir pu obtenir une entrevue de l'empereur, fut attaqué d'une si dangereuse maladie dans le château de Madrid que les médecins dirent à Charles V qu'ils désespéraient de la vie du roi si Sa Majesté Impériale ne consolait elle-même ce malheureux prince par l'espoir de la liberté. Charles ne balança pas à se rendre à leur avis. Dans ce moment, son chancelier[1] lui représenta que sa gloire exigeait qu'il ne vît point son prisonnier à moins qu'il ne voulût lui rendre généreusement la liberté sur-le-champ et sans aucune condition; qu'autrement sa compassion, bien loin d'être digne d'un grand prince, ne paraîtrait qu'un mouvement d'intérêt et l'effet du désir de ne pas perdre le fruit qu'il se promettait de la rançon du roi; conseil convenable à la grandeur de Charles; mais qu'il négligea pour suivre d'autres inspirations. Il se rendit donc en poste à Madrid. L'empereur ne fut pas long-temps avec le roi, parce que ce prince était à l'extrémité; il s'efforça de le consoler et lui promit de le remettre en liberté dès qu'il serait guéri. Ces espérances et la jeunesse du roi furent plus fortes que la maladie, et quelques jours après il se trouva tout-à-fait hors de danger; mais sa convalescence fut très longue.

Les obstacles du côté de l'empereur et les espérances que la crainte des Italiens pouvaient faire naître n'avaient pas empêché madame d'Alençon de partir pour l'Espagne. En effet, il eût été presque impossible aux Français de ne pas négocier avec un prince qui avait leur roi à sa disposition, et rien n'était plus facile à Charles que de les amuser par les moindres espérances; il tenait encore par ce moyen les Italiens en suspens et il embarrassait également les uns et les autres, tantôt par sa lenteur, tantôt par l'ardeur avec laquelle il pressait la négociation. Madame d'Alençon fut favorablement reçue de ce prince, dont elle eut d'abord tout lieu de bien espérer; mais dans la suite les effets ne répondirent pas à ce bon accueil.

Cette princesse, dans un entretien qu'elle eut le 4 du mois d'octobre avec l'empereur, proposa le mariage de la reine de Portugal avec le roi; Charles répondit qu'il ne pouvait disposer de sa sœur sans le consentement du connétable de Bourbon. Le reste du traité se négociait par le ministère des députés de part et d'autre. Il n'eût pas été difficile de terminer cette grande affaire sans l'obstacle insurmontable que la Bourgogne apportait à la conclusion. L'empereur s'obstinait à se faire rendre ce duché comme un bien appartenant à sa maison; et la France voulait le garder comme la dot d'Éléonore, ou qu'on discutât juridiquement les droits des deux couronnes sur cette province. La duchesse d'Alençon, ne pouvant rien conclure, prit le parti de repasser les Pyrénées, ne remportant d'autre fruit de son voyage que la joie d'avoir pu embrasser le roi son frère dans sa prison. On dit que ce prince, qui désespérait de sa liberté, pria la duchesse de déclarer de sa part à leur mère commune et à son conseil de ne penser désormais qu'au bien de l'État et de l'oublier comme s'il était mort. Le départ de la princesse ne rompit pas absolument la négociation, qui fut continuée par le premier président du parlement de Paris[1] et par les évêques de Tarbes[2] et d'Embrun[3] qui l'avaient commencée, mais sans beaucoup d'espérance, les uns ni les autres ne voulant rien relâcher sur l'article de la Bourgogne.

Ce fut dans ces circonstances que le cardinal Salviati se rendit à la cour de Charles V, qui le reçut avec de grands honneurs. Ce légat demanda, suivant ses instructions, la ratification des articles promise par le vice-roi et s'efforça d'engager l'empereur à faire délivrer l'acte d'in-

(1) Mercure, ou Mercurin Alborio, était natif de Gattinara, petite ville de Piémont; ses services et ses talents seuls l'élevèrent à cette grande dignité dont sa naissance obscure le tenait fort éloigné.

(1) Jean de Selve, originaire du Limousin; son père avait été lieutenant de la compagnie d'hommes d'armes du comte de la Mark; il avait servi lui-même dans sa jeunesse. Le vrai nom de ce président était Salva. Il mourut en 1529.

(2) Gabriel de Grammont, fils de Roger de Grammont et d'Éléonore de Béarn: il fut depuis cardinal et mourut le 26 mars 1534.

(3) François de Tournon, fils de Jacques, comte de Tournon, et de Jeanne de Polignac. Il mourut doyen du sacré-collège en 1562, âgé de soixante-treize ans.

vestiture du Milanais à François Sforze pour la sûreté de toute l'Italie. Mais le vice-roi s'opposait à la restitution de Reggio et de Rubiera. Le duc de Ferrare, par ses conseils et comptant sur ses promesses, résolut d'aller appuyer lui-même ses intérêts à la cour d'Espagne. Avant de faire ce voyage, il obtint du pape une trêve de six mois; ensuite il se rendit jusque sur la frontière de France; mais cette cour, n'ayant pas voulu lui donner un sauf-conduit, il fut obligé de retourner dans son duché.

Dans le même temps l'empereur négociait avec le pape pour obtenir la dispense dont il avait besoin pour son mariage avec la princesse de Portugal; il était résolu de le conclure, malgré la promesse qu'il avait faite avec serment d'épouser la fille du roi d'Angleterre. Clément traînait les choses en longueur pour rendre l'empereur plus traitable sur tout le reste, par le désir d'obtenir cette grace. Plusieurs personnes l'engageaient à tenir cette conduite, parce que, supposé que la guerre dût se renouveler, il serait de la dernière imprudence de donner à l'empereur le moyen de faire usage des sommes considérables que cette alliance devait lui procurer; car le roi de Portugal promettait pour la dot de sa sœur neuf cent mille ducats, dont l'empereur devait toucher au moins cinq cent mille, déduction faite de ce qu'il avait emprunté du Portugal. D'ailleurs les Espagnols consentaient à donner à leur roi quarante mille ducats pour ce qu'ils appellent *le service*, don gratuit que la nation accordait autrefois de son bon gré aux pressants besoins de ses rois, mais dont le temps a fait un subside ordinaire. Outre ce secours, ils en offraient encore un de pareille somme en faveur du mariage de la princesse de Portugal. Malgré ces raisons, Clément VII ne savait pas résister aux importunités du duc de Sessa, et il agissait presque toujours contre ses propres dispositions; il était à la vérité naturellement éloigné d'accorder ce qu'on lui demandait; mais lorsqu'il se voyait presser, il ne savait ni faire naître des difficultés, ni refuser avec fermeté; c'est pourquoi se laissant vaincre le plus souvent par des instances réitérées, il semblait plutôt se rendre par crainte que par le plaisir de faire des graces. Cette faiblesse ne convenait ni à la majesté de son rang, ni à l'importance des affaires dont il s'agissait. Telle fut la conduite qu'il tint à l'occasion de la dispense demandée par l'empereur; combattu tour à tour par son intérêt et par sa faiblesse naturelle, il se déchargea sur autrui, comme il le faisait souvent, d'un poids qu'il n'avait pas l'assurance ou le courage de porter. Il fit donc expédier la dispense dans la forme où l'empereur la demandait, et remettre cet acte entre les mains du cardinal Salviati, avec ordre de le rendre à l'empereur d'abord en arrivant, supposé que ce prince fût aussi facile dans la négociation qu'il avait promis de l'être; autrement Salviati devait le garder; mais le ministre ne sut pas montrer plus de fermeté que son maître dans une occurrence si délicate.

Pendant que ce cardinal négociait avec l'empereur, la Lombardie fut témoin d'événements bien contraires à ses espérances. La violence de la maladie du duc de Milan étant alors diminuée de manière qu'on ne craignit plus une mort si prochaine, le marquis de Pescaire à qui l'empereur avait fait dire par Castaldo de prendre contre le péril dont il l'avait informé les mesures qu'il jugerait à propos, résolut de s'emparer du Milanais et de justifier cette invasion par la conduite de François Sforze, prétendant que les intrigues de Morone, ourdies avec l'aveu du prince, avaient fait perdre à Sforze tous les droits de l'investiture et que le Milanais était dévolu par ce moyen à l'empereur comme seigneur suzerain de ce duché. Quoique Pescaire fût alors retenu à Novare par une assez dangereuse maladie, tandis qu'une partie de l'armée était à Pavie et que les Allemands campaient aux environs de Lodi qu'il avait fait fortifier aussi bien que la première, il fit venir tout d'un coup à Novare les troupes qu'il avait dans le Piémont et dans le Marquisat de Saluces, dont les impériaux s'étaient saisi d'abord après la bataille; le prétexte qu'il prit pour cela fut de dire qu'il voulait distribuer toutes ses troupes dans le Milanais. Il crut aussi devoir attirer à Novare le chancelier Morone, dont il était de la dernière importance de s'assurer, jugeant qu'après la prison de ce ministre le duc de Milan sans forces et sans conseil ne ferait aucune résistance, au lieu que si cet homme restait en liberté, il était à craindre qu'il n'employât ses talents et son crédit pour traverser les desseins du marquis; d'ailleurs, comme il avait été l'auteur et le ministre des

intrigues qui s'étaient tramées, il était nécessaire que l'empereur s'assurât de sa personne afin de lui faire son procès, par le moyen duquel on pût prouver la réalité des griefs dont on accusait le duc de Milan. Il écrivit donc à Morone de se rendre à Novare.

Rien n'est si difficile que d'éviter sa destinée, et il n'est point de remèdes contre les maux qu'elle nous prépare. Morone avait pu s'apercevoir que son intrigue avec le marquis de Pescaire n'avait rien opéré jusqu'alors ; il n'ignorait pas la haine que lui portaient les troupes espagnoles ni qu'elles l'accusaient de perfidie, et qu'Antoine de Lève parlait même hautement de le faire assassiner ; il n'est pas croyable qu'il ne pensât en aucune manière combien il importait qu'il ne fût point arrêté dans un temps où le duc était absolument hors d'état d'agir ; ils étaient même l'un et l'autre depuis plusieurs jours dans de grandes inquiétudes et de vives défiances; enfin tout le monde s'opposait au voyage de Novare, et Morone balança lui-même à s'y rendre. Néanmoins, soit que la dissimulation et les artifices du marquis eussent aveuglé cet homme d'ailleurs si clairvoyant, soit qu'il se rassurât par l'étroite liaison qu'il croyait avoir contractée avec lui, et par une lettre où Pescaire lui promettait toute sûreté, comme il l'a dit depuis ; soit plutôt qu'il cédât à cette nécessité dont la force nous entraîne malgré nous, il alla se livrer à ses ennemis. Cette résolution me surprit d'autant plus que Morone m'avait assuré plusieurs fois, lorsque nous faisions la guerre ensemble sous le pontificat de Léon X, que le marquis de Pescaire était l'homme le plus méchant et le plus perfide qu'il connût en Italie.

Il se rendit donc à Novare le 14 octobre. Le marquis le reçut avec beaucoup d'honnêteté, et ils remirent leur ancienne intrigue sur le tapis et parlèrent du projet de massacrer les Espagnols et leur chef. Morone se croyait seul dans la chambre de Pescaire, qui avait fait cacher de Lève derrière la tapisserie ; mais sortant d'avec le marquis il fut arrêté et conduit au château de Pavie. Pescaire alla l'interroger lui-même sur tout ce qu'ils avaient concerté, et le prisonnier avoua sans balancer toute la conjuration, dont il accusa le duc de Milan d'être complice, aveu qui était le principal but des officiers de l'empereur.

Lorsque le marquis fut maître de la personne de Morone, il pressa le duc de Milan de lui livrer la ville de Crémone pour la sûreté de l'empereur, avec les citadelles de Trezzo, de Lecco et de Pizzighitone, qui, comme passages de l'Adda, passent pour être les portes du Milanais, assurant le duc qu'il n'en exigerait pas davantage après cette satisfaction. Le duc, se trouvant sans force, sans conseil et sans espérance, ne fit aucune résistance. Après cela Pescaire voulut être reçu dans Milan, afin, disait-il, de conférer avec le duc ; il l'obtint avec autant de facilité que le reste. Mais quand il fut entré dans la ville, il fit sommer le duc de remettre entre ses mains la citadelle de Crémone, ajoutant que s'il ne demandait pas le château de Milan, ce n'était que parce qu'il y faisait sa demeure ; qu'au reste, il fallait qu'il consentît pour la sûreté des troupes impériales qu'on environnât ce fort de lignes de circonvallation. Outre cela Pescaire exigea que le duc livrât Jean-Ange Riccio, son secrétaire, et Poliziano, secrétaire de Morone, pour être interrogés sur les faits concernant les intrigues qu'on accusait Sforze d'avoir entretenues contre l'empereur.

Le duc répondit qu'il tenait les châteaux de Milan et de Crémone au nom et par la volonté de l'empereur, pour lequel il avait conservé la fidélité qu'il devait; qu'ainsi il ne se dessaisirait de ces deux châteaux que par un ordre de son suzerain ; que pour savoir ses intentions, il ferait incessamment partir un courrier, si le marquis voulait accorder un sauf-conduit ; que cependant, il ne croyait pas qu'il convînt de se laisser bloquer dans le château de Milan, et qu'il s'opposerait de tout son pouvoir à cette violence; qu'il ne pouvait livrer Riccio qui savait toutes ses affaires et le seul ministre qu'il eût alors : qu'il lui importait encore bien davantage de garder Poliziano pour être en état de le représenter à l'empereur, et de prouver par son moyen que Morone, profitant de sa maladie, avait à son insu fait sous son nom beaucoup de choses, qui lui seraient très préjudiciables s'il ne pouvait se justifier et faire voir qu'il n'avait aucune part aux intrigues de son chancelier.

Après plusieurs réponses et protestations de part et d'autre, le marquis força les Milanais à faire serment de fidélité à l'empereur ; ce ne fut qu'avec une extrême douleur qu'ils obéirent

à cette violence. Outre cela Pescaire établit des officiers impériaux dans tout le Milanais, et il fit ouvrir des lignes autour des châteaux de Crémone et de Milan. Le duc prit la résolution de se défendre dans le dernier, rassuré par les promesses du pape et des Vénitiens. Il avait avec lui huit cents hommes d'élite, et il fit entrer dans la place autant de vivres que le temps le put permettre, ne cessant de faire tirer son artillerie sur les travailleurs du côté de la campagne. Ces lignes étaient plus éloignées du château que celles que Prosper Colonna avait fait creuser autrefois.

L'invasion du Milanais répandit la consternation dans toute l'Italie, qui ne doutait pas que l'empereur n'opprimât sa liberté dès qu'il aurait achevé d'unir ce duché au royaume de Naples. Mais le pape fut plus alarmé que personne lorsqu'il apprit la découverte d'une intrigue dans laquelle il avait trempé, et qui non-seulement tendait à la sûreté du Milanais, mais encore à la ruine de l'armée impériale et à ravir la couronne de Naples à l'empereur.

Le marquis de Pescaire gagna peut-être les bonnes graces de l'empereur ; mais il se couvrit d'un opprobre éternel aux yeux du public où l'on croyait assez généralement qu'il avait d'abord eu intention de trahir son maître; supposé même qu'il lui fût toujours resté fidèle, il était de la dernière noirceur d'engager les autres dans un complot par ses souplesses et ses artifices pour se rendre ensuite leur délateur et faire servir à son élévation des crimes qui ne devaient leur naissance qu'à sa dangereuse adresse et à ses perfides sollicitations.

La négociation du protonotaire Caraccioli était fort avancée, et il y avait toute apparence que les Vénitiens allaient renouveler le précédent traité ; qu'ils s'engageraient à payer quatre-vingt mille ducats à l'empereur pour le passé, et qu'enfin ils ne seraient plus pressés à l'avenir de donner de l'argent au lieu de troupes ; mais l'affaire de Milan les jeta dans un étrange embarras. D'un côté ils sentaient tout le danger d'avoir à soutenir seuls en Italie tout le poids des armes de l'empereur dont le marquis de Pescaire les menaçait déjà; d'un autre côté, traiter avec ce prince, c'était lui faciliter l'entière invasion du Milanais qui, joint à tant d'Etats, servirait à les subjuguer et à mettre tout le reste de l'Italie sous le joug. L'évêque de Bayeux, envoyé par la cour de France pour négocier une ligue avec les princes d'Italie contre l'empereur, ne cessait de leur représenter ce péril. Dans une conjoncture si délicate le sénat s'assemblait fréquemment ; mais flottant toujours dans le doute et l'irrésolution, il ne savait quel parti prendre. La politique vénitienne, dont l'habitude est d'éloigner le péril présent et de compter beaucoup sur le temps et les occasions que les républiques, qui ne meurent pas comme les rois, ne manquent jamais de trouver, portait le sénat à s'accommoder avec l'empereur ; mais elle était balancée par le danger qu'il y avait à laisser ce prince s'affermir dans le Milanais, et à interdire aux Français toute espérance de trouver du secours en Italie. Le résultat de leur délibération fut de ne prendre aucun engagement avec l'empereur.

Ils répondirent à Caraccioli : que leur conduite passée était une preuve incontestable qu'ils avaient toujours souhaité avec ardeur de vivre en bonne intelligence avec Sa Majesté Impériale ; que lui-même ayant été présent à la conclusion du dernier traité, il pouvait rendre bon compte de cette vérité ; qu'ils l'avaient signé dans un temps où il leur eût été plus utile de s'unir à la France ; que la république avait toujours été dans ces dispositions qu'elle conservait encore aujourd'hui plus chèrement que jamais ; mais qu'il était impossible que la révolution récente de Lombardie ne retînt pas le sénat, surtout lorsqu'il réfléchissait que le dernier traité fait avec l'empereur et tous les mouvements qu'on avait vus en Italie depuis quelques années n'avaient eu pour objet que d'établir François Sforze dans le Milanais, et que ce dessein avait toujours été regardé comme la base de la sûreté de l'Italie ; qu'ils suppliaient Sa Majesté Impériale de ne pas perdre de vue son premier dessein et de se désister de cette invasion afin de rendre la paix à ces provinces ; qu'ils seraient toujours disposés à concourir à la réussite d'un si louable projet, et qu'ils n'attendraient jamais qu'il leur demandât des secours, soit pour le bien public, soit pour ses intérêts particuliers. Ce refus de la part des Vénitiens ne leur attira pas la guerre ; la maladie du marquis de Pescaire devenait plus dangereuse de jour en jour, et l'empereur avant de les attaquer voulait se rendre maître de tout le Milanais et s'assurer de cette con-

quête; d'ailleurs il avait tant d'autres affaires à terminer qu'il ne crut pas pouvoir entamer une entreprise de cette importance dans les conjonctures présentes.

CHAPITRE V.

Les Espagnols voient avec mépris Bourbon à la cour de Charles V. Mort du marquis de Ferrare. Négociations des princes italiens contre l'empereur. Incertitude du pape. Digression sur la grandeur de la famille de Médicis. Caractère de Clément VII. Capitulation entre le pape et l'empereur. Conditions proposées pour la liberté du roi François. Offres pour la concession de la Bourgogne. Gattinara harangue l'empereur pour le dissuader de la convention. Harangue de Lannoy pour l'y déterminer.

Sur ces entrefaites le connétable de Bourbon arriva le 15 novembre à la cour d'Espagne; la manière dont il y fut regardé mérite d'être transmise à la postérité. Malgré le bon accueil que lui fit l'empereur, qui le traitait comme son beau-frère, les courtisans, pour qui d'ailleurs l'exemple du prince est une loi, ne virent le duc qu'avec horreur, comme un infâme, l'appelant communément *le traître à son roi*. La chose alla si loin que l'un d'eux, à qui l'empereur fit demander son palais pour y loger le connétable, répondit avec la noble fierté des Castillans : qu'il ne pouvait rien refuser à son maître, mais que dès que Bourbon en serait sorti il mettrait le feu à ce palais, ne pouvant le regarder désormais que comme une maison infectée de la honte du connétable et indigne de recevoir des gens d'honneur.

Le bon accueil que l'empereur fit au duc de Bourbon, mais surtout le retour de madame d'Alençon, fit perdre aux Français l'espérance de faire la paix, et leur donna plus d'ardeur pour conclure une ligue avec le pape. Le roi d'Angleterre et les Vénitiens la sollicitaient vivement, et la mort du marquis de Pescaire, qui survint au commencement de décembre, peut-être par une juste punition du ciel qui ne voulut pas lui laisser recueillir le fruit de ses perfidies, en facilita sans doute la conclusion.

Pescaire était de la maison d'Avalos, originaire de Catalogne, d'où ses ancêtres étaient venus s'établir en Italie avec Alphonse-le-Vieux. Depuis la bataille de Ravenne, où il fut fait prisonnier, il s'était trouvé à toutes les guerres des Espagnols dans ce pays. N'ayant guère plus de trente-six ans, il joignait au feu de la jeunesse, toute l'expérience d'un vieux capitaine; il était fertile en ressources, brave, vigilant et délié; il avait gagné l'estime et l'affection de l'infanterie espagnole dont il avait long-temps été capitaine général; la victoire de Pavie et tous les succès de l'armée impériale depuis quelques années étaient dus à ses conseils et à sa valeur. Il rendit sans doute de grands services à son prince, mais il sut encore les faire valoir par ses artifices et sa dissimulation. Au reste, cet homme altier, dangereux, faux, méritait plutôt d'être né en Espagne qu'en Italie; il témoigna souvent lui-même du regret de n'avoir pas la même patrie que ses ancêtres.

La mort du marquis de Pescaire jeta la consternation dans l'armée impériale et donna beaucoup d'espérance aux ennemis d'en venir aisément à bout; c'est pourquoi tous ceux qui désiraient une ligue contre l'empereur redoublèrent leurs importunités auprès du pape pour l'engager à conclure; mais il différait toujours, et même les raisons de part et d'autre étaient si fortes et si pressantes qu'elles auraient pu tenir en suspens l'homme du monde le plus vif et le plus décidé; il n'est donc pas étonnant que Clément VII, dont la lenteur et l'irrésolution influaient sur toutes les affaires, ne sût pas prendre son parti. Il n'y avait pas d'apparence qu'on pût espérer que l'empereur voulût bien rassurer les Italiens; on le voyait presser avec ardeur le siége du château de Milan, dont la conquête devait le rendre maître de toute l'Italie. Dans cette supposition le pape serait plus exposé que personne à cause de la faiblesse de ses Etats et de leur situation entre la Lombardie et le royaume de Naples, et si l'empereur trouvait une occasion favorable on ne pouvait pas douter qu'il n'opprimât le Saint-Siége pour satisfaire l'ambition dont tous les empereurs sont animés contre les papes, soit pour affermir sa nouvelle puissance en Italie, soit enfin pour satisfaire le vif ressentiment qu'il avait des intrigues de Clément VII avec le marquis de Pescaire.

Si le péril était grand, il semblait qu'on pouvait le prévenir par une puissante ligue, et si ce moyen ne réussissait pas, il ne fallait pas espérer s'en garantir par aucune autre voie. La France promettait cinq cents lances et quarante mille ducats par mois pour tout le temps de la

guerre. On devait employer cet argent à lever dix mille Suisses, et l'on comptait que le pape et les Vénitiens fourniraient conjointement dix-huit cents hommes d'armes, vingt mille hommes d'infanterie et deux mille chevau-légers, et que la France et Venise armeraient une nombreuse flotte pour attaquer ou Gênes ou le royaume de Naples. Outre cela la régente s'engageait à porter la guerre sur les frontières d'Espagne afin d'occuper l'empereur et de le mettre hors d'état d'envoyer des secours de troupes et d'argent en Italie. D'ailleurs l'armée impériale était beaucoup affaiblie et n'était plus commandée par un général que sa réputation fît respecter des soldats. Depuis la mort du marquis de Pescaire et dans l'absence du connétable et du vice-roi de Naples, elle manquait d'argent, et n'ayant que fort peu de vivres elle avait pour ennemis tous les peuples du Milanais. L'affection qu'ils portaient à leur duc et les vexations exercées par les impériaux à Milan même et dans le reste du Milanais, avaient donné occasion à cette haine générale. Enfin les châteaux de Milan et de Crémone étaient encore entre les mains de François Sforze, et les Vénitiens faisaient espérer que le duc de Ferrare entrerait dans la ligue pourvu que le pape lui laissât Reggio dont il était déjà en possession.

D'un autre côté le pape était effrayé de la valeur, de la fermeté des ennemis, accoutumés quand il le fallait à subsister long-temps avec peu d'argent, et de leur patience à supporter des travaux opiniâtres et d'autres incommodités. Il considérait qu'ils étaient maîtres d'un grand nombre de places qu'ils avaient fortifiées et qu'ils ne cessaient de munir encore tous les jours; qu'ils pourraient s'y maintenir jusqu'à ce qu'ils eussent reçu des renforts assez considérables pour être en état d'en venir à une bataille; que la ligue ne pourrait opposer que des milices sans expérience et de peu de valeur à de vieilles troupes aguerries par tant de victoires. D'ailleurs, sur qui jeter les yeux pour commander cette armée? Le marquis de Mantoue, qui était général des troupes de l'Eglise, n'avait pas assez de forces pour un fardeau si pesant, et la prudence défendait d'en confier le commandement aux ducs de Ferrare et d'Urbin, qui depuis leurs différends avec le Saint-Siége qui les avait offensés ne devaient pas voir avec plaisir les prospérités des papes; enfin il envisageait que pour l'ordinaire les armes de l'Eglise et celles des Vénitiens étant faibles séparément, elles ne seraient pas bien fortes jointes ensemble; que dans les armées confédérées on n'avait jamais à temps les choses nécessaires, et que des vues et des intérêts différents y faisaient bientôt naître le désordre, la haine et la défiance; que du moins on n'y trouvait jamais la vigilance et l'activité qui font mettre à profit les occasions, ni la constance nécessaire pour faire tête à la mauvaise fortune.

Mais le pape avait un autre sujet de crainte mieux fondé que tout ce que nous venons de dire. Il était persuadé que quand le péril obligerait l'empereur à offrir la liberté au roi de France, non-seulement cette couronne abandonnerait la ligue, mais prendrait même le parti de Charles contre les confédérés; et quoique le roi d'Angleterre s'offrît d'être garant que la France ne ferait point la paix sans les autres, et que même cette cour proposât de remettre à Rome, à Florence ou à Venise les fonds de son contingent pour trois mois, ces sûretés ne suffisaient pas pour dissiper ses justes craintes. En effet il ne pouvait ignorer que la liberté du roi était l'unique objet de toutes les démarches de la France; qu'elle ne se déterminait à la guerre que parce qu'elle désespérait de la paix; qu'aussitôt que l'empereur voudrait lui rendre son roi elle abandonnerait toutes sortes d'engagements pour l'obtenir; et que plus la ligue serait puissante, plus l'empereur aurait de disposition à traiter avec le roi de France. Enfin il lui paraissait dangereux d'entrer dans une confédération dont la grandeur des préparatifs pouvait être aussi préjudiciable qu'utile à ceux qui la composaient.

Le pape était fortement combattu par ces diverses raisons, que non-seulement les ambassadeurs et les envoyés de part et d'autre, mais encore ses ministres et ses propres domestiques, qui étaient divisés, lui représentaient sans cesse. Chacun d'eux soutenait avec d'autant plus de hardiesse le parti qu'il avait embrassé qu'abusant de la facilité ou plutôt de la faiblesse de leur maître, ils l'assujétissaient impérieusement à leurs idées, eux qu'il n'aurait dû regarder que comme les ministres et les instruments de ses volontés. Mais pour bien comprendre ces choses et plusieurs autres, il est nécessaire de les reprendre de plus haut.

Léon X fut le premier des Médicis qui monta sur le trône de l'Eglise. Pendant qu'il n'était que cardinal il sut si bien soutenir son rang et sa maison qui venait de perdre sa grandeur, qu'il la mit en état d'attendre un heureux caprice de la fortune. Il était plutôt prodigue que libéral. Lorsqu'il fut placé sur le Saint-Siége, il parut si magnifique, si grand, si rempli de sentiments dignes du trône, qu'on eût admiré ces brillantes qualités même dans un prince issu d'une longue suite de rois ou d'empereurs. Non-seulement il répandait l'argent avec profusion, mais il prodiguait encore les graces qui dépendent du souverain pontife. Il en usa avec si peu de ménagement qu'il avilit l'autorité spirituelle, et que, changeant les usages de la cour de Rome, il fut toujours obligé de recourir à des expédients singuliers pour fournir à ses profusions. A cette grande facilité il joignait une profonde dissimulation, à la faveur de laquelle il trompa tout le monde à son avénement au pontificat et se fit regarder comme un bon prince. Je ne parle pas de cette vertu austère qui fait canoniser les papes, car telle est aujourd'hui la corruption de nos mœurs qu'il suffit de n'être pas plus méchant que le commun des hommes pour être regardé comme un bon pape. Léon passait pour être bienfaisant et très éloigné de nuire à personne.

Parmi les faveurs dont il fut comblé par la fortune, l'une des plus rares fut d'avoir à sa cour Jules de Médicis, son cousin, chevalier de Rhodes, auquel il donna le chapeau de cardinal malgré la tache de sa naissance. Jules, naturellement sérieux, infatigable, ennemi des plaisirs et mesuré dans ses démarches, ayant été chargé par Léon de toutes les affaires importantes de la cour de Rome, remédiait par sa prudence à beaucoup de désordres que la profusion et la facilité de ce pontife occasionnaient. Mais ce qui méritait de plus grands éloges, c'est que, par un exemple inconnu aux frères et aux neveux des papes, Jules, préférant l'honneur et l'intérêt de Léon à tous les appuis qu'il pouvait se ménager pour l'avenir, lui fut si fidèle et si dévoué qu'il semblait être un autre lui-même; aussi Léon, en reconnaissance d'un si grand zèle, le comblait chaque jour de ses faveurs, et il se reposa sur lui sans réserve du maniement des affaires. Le concert de deux hommes d'un caractère si différent fait voir que deux contraires s'accordent quelquefois heureusement ensemble. Jules, plein d'activité, aimait le travail, l'ordre, et menait une vie réglée, tandis que Léon, prodigue et facile, se livrait au plaisir et à la dissipation.

Ce contraste donna lieu de croire que Jules gouvernait Léon X, et que ce dernier, redoutant le poids du pontificat et trop faible pour oser nuire à personne, se contentait de jouir des commodités que sa place lui procurait. D'un autre côté on croyait Jules ambitieux, entreprenant, et tous les exemples de sévérité, les mouvements et les entreprises de Léon furent attribués à ce cardinal, que l'on regardait comme un méchant homme, d'ailleurs plein d'esprit et de fermeté. Après la mort de Léon X cette opinion prit encore de nouvelles forces, car dans toutes les contrariétés et les contretemps que Jules de Médicis fut obligé d'essuyer, il sut les soutenir si noblement qu'il semblait presque qu'il était pape. Il conserva tant de crédit auprès de plusieurs cardinaux qu'il entra dans deux conclaves assuré de seize suffrages. Enfin il parvint au pontificat malgré l'opposition du plus grand nombre et même des plus anciens.

Lorsqu'il s'assit sur le Saint-Siége tous les yeux étaient ouverts sur lui comme sur le plus grand pape que Rome eût jamais eu et dont le règne devait faire oublier tous ses prédécesseurs; mais on sentit bientôt la légèreté des jugements qu'on avait portés de Léon X et de Jules de Médicis. On s'aperçut enfin qu'il n'avait ni cette ardeur pour les grandes choses ni ces vues nobles et élevées dont l'opinion publique l'avait cru capable, et qu'il n'avait jamais été que le ministre et l'instrument des projets et des volontés de Léon X. Ce n'est pas que Clément n'eût beaucoup de capacité et d'expérience dans les affaires, mais il ne savait ni prendre une résolution ni l'exécuter quand il l'avait prise. Toujours esclave de la timidité et de la peur de dépenser, captivé d'ailleurs par son incertitude naturelle, il flottait dans des irrésolutions éternelles lorsqu'il était question de se décider même sur des choses prévues de loin, mûrement examinées et presque résolues; enfin, lorsqu'après la résolution prise il s'agissait de l'exécuter, la moindre réflexion, le plus léger obstacle le faisaient reculer et le replongeaient dans ses premières incertitudes. A

peine avait-il pris un parti que les motifs qu'il avait négligés reprenaient le dessus dans son esprit et qu'il oubliait les raisons par lesquelles il s'était déterminé, et qui auraient anéanti les autres s'il les eût comparées ensemble. L'expérience de tant de craintes frivoles ne put jamais l'aguerrir contre la timidité toujours victorieuse de ses résolutions. Ce flux et reflux de contrariétés dans l'esprit de Clément donnait souvent occasion à ses ministres de l'entraîner dans leur sentiment, de sorte qu'il semblait moins prendre leur conseil que suivre les impressions qu'ils lui donnaient.

Parmi ces ministres du pape, Nicolas Schomberg, Allemand, et Jean-Mathieu Giberto, Génois, tenaient le premier rang dans sa faveur. Le premier, s'étant attaché à Girolamo Savonarola dans le temps qu'il étudiait en droit, avait pris l'habit des frères prêcheurs, mais il s'était ensuite retiré de l'ordre sans néanmoins en quitter ni l'habit ni le nom, et s'était appliqué aux affaires. Le second s'était aussi enrôlé dans cet ordre dès son enfance, mais il était rentré dans le monde par l'ordre de son père qui ne voulut pas le laisser enseveli dans le cloître, quoiqu'il ne fût que son bâtard. Le pape avait pour ce dernier une tendre amitié et pour l'autre un respect fort approchant de la crainte. Ces deux hommes, vivant dans une parfaite union, gouvernèrent Clément VII à leur gré tant qu'il fut cardinal et dans le commencement de son pontificat; mais l'ambition ou la différence de caractère les ayant bientôt brouillés, ils mirent le pape dans un étrange embarras. Schomberg avait beaucoup d'attachement pour l'empereur, soit à cause du lien de la patrie ou par d'autres raisons; et comme il était ardent dans ses propres sentiments, la plupart du temps singuliers, il embrassait les intérêts de ce prince avec tant de chaleur que Clément le soupçonna plus d'une fois d'être plus porté pour Charles V que pour le Saint-Siége. Giberto ne connaissait d'autre maître que le pape, dont il embrassait les intérêts avec chaleur; d'ennemi déclaré de la France et de partisan de l'empereur qu'il était sous le règne de Léon X, il était devenu tout Français depuis la mort de ce pontife, et par conséquent tout-à-fait contraire à Schomberg. Ces deux ministres ainsi désunis et tous deux maîtres de l'esprit du prince, ne prenant pour règle de leurs résolutions ni la prudence ni l'honneur de leur maître, et laissant voir toutes ses lenteurs et ses incertitudes, le rendirent méprisable et presque ridicule aux yeux de sa cour.

Avec ce caractère d'irrésolution il n'était pas facile à Clément de se décider dans une conjoncture si difficile, surtout son incertitude étant augmentée par ceux dont le devoir était de la dissiper. Enfin il consentit à se liguer contre l'empereur, moins par une volonté ferme et décidée que parce qu'il fallait prendre un parti et que telle était la situation des choses que ne rien résoudre eût été une espèce de résolution. Il ne manquait plus au traité que d'être signé lorsque le pape apprit que le commandeur de Herrera, envoyé de l'empereur, était arrivé à Gênes avec des instructions favorables; il voulut l'attendre, et ce délai excita les plaintes des ambassadeurs de la ligue, auxquels il avait promis de terminer cette grande affaire avant la fin du jour.

Le voyage du commandeur tendait à rassurer les esprits. L'empereur, voyant qu'il avait rendu par ses ordres le marquis de Pescaire maître de s'emparer du Milanais, et craignant que cette invasion ne causât de grandes agitations en Italie, s'était pressé de traiter avec le légat Salviati, en laissant néanmoins au pape la liberté de ratifier le traité. Cet acte satisfaisait le pape par rapport à la restitution de Reggio et de Rubiera, et l'empereur s'engageait à conserver à François Sforze le duché de Milan et à le protéger envers et contre tous, ce qui faisait le principal objet des demandes du pape. Il y était encore stipulé qu'après la mort de Sforze l'empereur ne pourrait garder ce duché pour lui-même ni le soumettre à l'archiduc son frère, mais qu'il en donnerait l'investiture au connétable de Bourbon. C'était par le conseil de l'archevêque de Capoue que le pape, dans le temps qu'on désespérait de la vie de Sforze, avait assez imprudemment proposé ce prince, ou Georges d'Autriche, frère naturel de l'empereur Maximilien.

A peine ce traité fut-il conclu que le légat, sans attendre la ratification du pape, ne put ou n'osa refuser à l'empereur la dispense qu'il désirait avec tant d'ardeur. Comme on n'y avait spécifié que l'empêchement du second degré, quoique les personnes se tinssent par un double lien, et qu'on n'y avait pas exprimé le nom

de la fille du roi de Portugal par ménagement pour le roi d'Angleterre, il était nécessaire d'expédier une autre dispense pour réparer ces nullités.

Herrera partit de la cour d'Espagne avec une copie du traité, un ou deux jours après qu'on y eut appris la détention de Morone; il fut admis à l'audience du pape le 6 du mois de décembre. Il commença par assurer Sa Sainteté des bonnes intentions de l'empereur, qu'il appuya de grandes offres de sa part; après quoi il lui présenta le traité. Quoique les articles concernant le sel de Cervia et les affaires bénéficiales du royaume de Naples fussent bien différents de ceux que le pape avait arrêtés avec le vice-roi, néanmoins, comme il avait pour but de se procurer du repos, il n'aurait pas balancé à les accepter tels qu'ils étaient s'il eût pu croire que l'empereur en agissait de bonne foi par rapport au duché de Milan; mais voyant que dans l'article qui concernait François Sforze il n'était fait aucune mention du crime dont on l'accusait; qu'on ne parlait nullement de lui rendre les places conquises ni d'oublier sa faute; qu'au contraire l'empereur affectait et dans le traité et dans les instructions du commandeur de paraître ignorer toute cette affaire, il sentit tout l'artifice et la duplicité des impériaux; car la promesse de maintenir François Sforze dans le Milanais n'ôtait pas à l'empereur le pouvoir de lui faire son procès comme à son vassal, et de confisquer son fief pour crime de trahison; et en ce cas, Bourbon, qui devait prendre sa place si Sforze était mort, s'en serait emparé, parce qu'outre la mort naturelle, les lois en reconnaissent une autre appelée mort civile, et que l'on est censé être dans ce dernier cas lorsqu'on a été condamné pour crime de lèse-majesté.

Le pape répondit donc avec prudence qu'il n'avait aucun sujet particulier de dissension avec l'empereur, et que s'il y avait le moindre différend entre eux il ne voudrait point d'autre juge que ce prince lui-même, mais qu'il fallait assurer la liberté de l'Italie, ce qui ne pouvait se faire que par le rétablissement de François Sforze dans la possession libre et entière du Milanais. Ensuite il fit voir que l'article qui concernait le duc était conçu d'une manière si vague qu'il ne suffisait pas pour ôter toute défiance, ajoutant qu'il serait très mortifié d'être contraint de prendre des mesures contre l'empereur et de rompre les étroites liaisons qui l'avaient toujours attaché à ce prince. Le duc de Sessa, en présence de qui se donnait l'audience, répondit de la sincérité de l'empereur, assurant que sans doute ses intentions étaient de laisser le duché de Milan à François Sforze malgré le passé, et que si la chose n'était pas exprimée plus au long dans cet article, ce ne pouvait être que par inattention; que le pape était le maître de le réformer comme bon lui semblerait, et qu'il s'engageait à fournir dans deux mois la ratification de l'empereur, pourvu que Sa Sainteté donnât parole de ne rien conclure pendant ce terme avec la France et la république de Venise.

Il n'était pas difficile de voir que le but de ces offres était de gagner deux mois, pour donner à l'empereur le temps de faire ses préparatifs. Cependant le pape, après plusieurs contestations, accepta cette proposition, au grand regret des ambassadeurs de France et de Venise. Il s'y détermina non-seulement pour éviter les soins et les frais de la guerre, mais encore parce qu'il ne crut pas pouvoir s'assurer de la cour de France tant que François I serait entre les mains de l'empereur, et que Charles serait toujours le maître de se réconcilier avec cette couronne quand il le jugerait à propos. D'ailleurs il comptait que ce terme conduirait peut-être les choses au point où il les souhaitait, quoiqu'il n'y eût pas lieu de s'en flatter. Enfin, après de profondes réflexions, il crut, contre l'avis de bien des gens, que si ce délai portait la France à traiter avec l'empereur, il était plus à propos que la chose se fît dans un temps où Charles aurait moins à craindre, parce que la dureté des conditions qu'il ne manquerait pas d'imposer au roi dans ces conjonctures serait pour ce prince un prétexte de ne pas les remplir lorsqu'il aurait recouvré sa liberté.

Le pape et les impériaux convinrent encore que durant ces deux mois on ne ferait aucune hostilité contre le château de Milan, pourvu que le duc laissât de son côté les assiégeants en repos; mais Sforze ne voulut pas accepter cette suspension.

Telle était la situation des choses au commencement de l'année 1526, où il y eut des troubles et des révolutions surprenantes. Le commandeur reprit sur ces entrefaites le chemin d'Espagne; il fut chargé d'un bref de la

propre main du pape pour l'empereur. Clément, sans nier ni avouer qu'il eût trempé dans la conjuration de Milan, en rejetait toute la faute sur le marquis de Pescaire ; il s'efforça d'excuser François Sforze qui, s'il était, disait-il, tombé dans quelque faute, avait été séduit par Morone. Enfin il suppliait l'empereur d'accorder le pardon à ce duc en faveur du repos et de la sûreté du monde chrétien.

L'attente où l'empereur était de la réponse du pape lui fit suspendre toute autre négociation. Quoiqu'il traitât favorablement le duc de Bourbon et qu'il eût renouvelé les assurances de son mariage avec Eléonore, néanmoins, quand le duc voulut en presser l'accomplissement, on lui répondit que l'empereur voulait épouser auparavant l'infante de Portugal qu'on attendait de jour en jour ; mais au fond l'on ne différait l'exécution de ces promesses que pour marier Eléonore avec le roi de France en cas que la paix se fît, l'empereur préférant, selon l'usage des princes, son utilité à ses promesses.

Le commandeur arriva en Espagne après la consommation du mariage de l'empereur, qui se fit à Séville, et il apporta la copie de l'article qui concernait Sforze, tel que le pape l'avait reformé. Comme on était certain que le légat n'y pouvait rien changer, l'empereur persuadé avec son conseil que, quelque chose qu'il en coûtât, il était nécessaire d'empêcher la ligue parce qu'il serait dangereux d'avoir tant d'ennemis en même temps sur les bras, comprit qu'il fallait contenter le pape et les Vénitiens par rapport à François Sforze ou traiter avec le roi de France. François I, sentant bien qu'après tant de difficultés touchant la Bourgogne il ne pourrait obtenir sa liberté sans rendre cette province, offrit enfin de la restituer avec toutes ses dépendances, de céder ses droits sur le royaume de Naples et le Milanais, et de donner deux de ses fils en otage pour assurer l'exécution de ses promesses. Le conseil de l'empereur était partagé sur le choix de ces deux partis. D'un côté le vice-roi, qui avait conduit François I en Espagne et qui l'avait consolé par de grandes espérances, ne négligeait rien pour procurer sa liberté ; la confiance et l'amitié que l'empereur avait pour Lannoy donnait beaucoup de poids à ses instances ; mais Mercure de Gattinara, Piémontais, qui malgré l'obscurité de sa naissance était devenu chancelier de l'empereur, et qui, s'étant acquis beaucoup de crédit par son expérience, était d'ailleurs depuis plusieurs années le principal ministre de cette cour, combattait le sentiment du vice-roi plutôt par de vaines déclamations que par des raisons solides. Enfin il parla, dit-on, ainsi dans le conseil assemblé pour terminer cette importante affaire :

« Sire, j'avouerai sans balancer à Votre Majesté, que j'ai toujours appréhendé qu'une ambition démesurée et des vues trop vastes ne nous fissent perdre la gloire et le fruit de la victoire de Pavie ; mais j'étais bien éloigné de penser que ce même succès dût exposer votre réputation et vos propres Etats. Je vois néanmoins que les choses sont sur le point d'aller plus loin que mes craintes, puisqu'il est question d'un traité qui va réduire toute l'Italie au désespoir et mettre le roi de France en liberté sous des conditions si dures qu'il sera forcé d'être votre ennemi plus qu'il ne l'a jamais été. Il me serait aussi doux qu'à tous vos sujets que Votre Majesté pût rentrer dans le duché de Bourgogne et s'assurer en même temps l'empire de l'Italie ; mais former tant d'entreprises à la fois, n'est-ce pas risquer de ne réussir dans aucune ? En effet, je ne vois pas sur quelle raison on se fonde pour croire que le roi de France exécutera de si grandes promesses. Peut-il se cacher à lui-même qu'en vous rendant la Bourgogne il vous livre une porte de ses Etats, à la faveur de laquelle vous serez à portée de pénétrer jusqu'à Paris toutes les fois que vous le voudrez, et qu'il sera dans l'impuissance de résister lorsque son royaume vous sera ouvert par tant d'endroits ? Ne sait-il pas avec l'Europe entière que s'il consent que vous alliez à Rome à la tête d'une armée, que vos armes subjuguent l'Italie et que le spirituel et le temporel de l'Eglise soient entre vos mains, votre puissance sera une fois plus grande qu'auparavant ; qu'après ces conquêtes vous ne manquerez jamais ni d'argent ni de troupes pour l'accabler lui-même, et qu'il sera contraint de subir la loi qu'il vous plaira d'imposer ? Serait-il donc croyable qu'il observât un traité qui le rend votre esclave ? Mais je veux qu'il soit dans l'intention de tenir sa parole ; comment résister aux plaintes, aux murmures de toute la France et aux sollicitations du roi d'Angleterre et de toute l'Italie ?

« Peut-être que l'amitié qui va se former entre Votre Majesté et ce prince le tranquillisera sur vos desseins et qu'il ne verra vos succès qu'avec plaisir; mais y eut-il jamais plus de causes de haine et de division entre deux princes? Outre la rivalité de grandeur et de puissance, qui met ordinairement les armes à la main du frère contre le frère, vous aurez encore à craindre le souvenir des longues et cruelles dissensions qui divisèrent les aïeux de Votre Majesté et les ancêtres du roi de France[1]. Que de sanglantes guerres entre vos maisons! combien de traités violés! que d'outrages de part et d'autre! D'ailleurs, peut-on croire que le cœur du roi ne soit pas ulcéré de la longueur et de la sévérité de sa prison, de votre inflexibilité à lui refuser une entrevue, et de l'extrême danger où l'a réduit le chagrin et les incommodités de cette même prison? Verra-t-il sans ressentiment que ce n'est ni par générosité ni par affection que vous lui rendez la liberté, mais seulement par la crainte de la ligue qui se forme contre vous? Croirons-nous que la considération d'un mariage forcé l'emportera sur tant de raisons de vous haïr; et faut-il d'autres témoins que nous-mêmes, que de pareils liens sont trop faibles pour retenir les princes?

« On s'imagine peut-être que la promesse que le roi fera de se remettre en prison est capable de nous rassurer; eh! peut-on compter sur un gage si peu certain? La douleur dont je suis pénétré à la vue du parti qu'on veut prendre me force à ne rien déguiser. Nous savons tous quel fond on doit faire sur des paroles dans les affaires d'Etat, et particulièrement sur celles des Français qui, avec un air de franchise et d'ouverture, sont maîtres dans l'art de tromper; et nous n'ignorons pas que le roi est naturellement aussi peu porté à effectuer ses promesses qu'il en est prodigue. On peut donc conclure que le roi de France ne tiendra jamais un traité qui porte son rival au comble de la grandeur et qui serait l'instrument de son propre esclavage et de la servitude de son royaume. En effet, que doit-on attendre de l'alliance de deux princes nés de maisons où la haine est héréditaire? Il faut encore moins compter sur la mémoire des bienfaits, puisqu'il ne s'en trouve point ici, ni sur des promesses qui, presque sans puissance sur la plupart des hommes en matière d'Etat, n'en ont aucune sur l'esprit des Français.

« Je sens bien que c'est pour obvier à ces inconvénients qu'on demande en otage deux fils du roi de France et surtout l'aîné, sous prétexte qu'il aime trop ses enfants pour les sacrifier à la Bourgogne. Je crains au contraire que sa tendresse pour eux ne l'empêche d'exécuter un traité qui les exposerait à l'esclavage. Je doute fort que ces otages fussent suffisants pour rassurer sur son compte, supposé même qu'il ne pût retirer ses enfants d'entre vos mains que par l'exécution de sa promesse, ni qu'il voulût risquer en leur faveur une couronne qu'il perdrait sans retour; mais il peut espérer de leur procurer la liberté, soit par d'autres traités, soit à la faveur des conjonctures que leur âge encore tendre lui permet d'attendre sans impatience. En effet, il pourra réunir contre vous presque tous les princes du monde chrétien, et il exigera les armes à la main que la rigueur des conditions de sa liberté soit enfin modérée.

« Une guerre sanglante, pleine de périls et causée par la nécessité, par la haine et par le désespoir du roi de France, du roi d'Angleterre et de toute l'Italie, sera donc le fruit de votre victoire! Je conviens que nous surmonterons tous ces obstacles, pourvu que le ciel ne se lasse point d'opérer des prodiges en notre faveur, et si la fortune fixe pour nous son inconstance naturelle.

« Il y a long-temps que votre conseil convient qu'il faut tout mettre en œuvre pour empêcher l'Italie de s'unir à la France. Le parti que l'on veut prendre aujourd'hui va lever tous les obstacles qui jusqu'à présent se sont opposés à cette confédération et multiplier nos périls et les forces de nos ennemis; car personne ne peut douter qu'une ligue à la tête de laquelle on verra le roi de France libre et rendu à son royaume ne soit beaucoup plus redoutable qu'une confédération formée avec un Etat dont le roi serait en votre puissance. Nous n'ignorons pas que la seule chose qui jusqu'à présent a mis obstacle à la réunion du pape avec vos ennemis est la facilité que vous avez de séparer les Français des autres confédérés, en offrant de remettre le roi de France en liberté.

(1) Il parle ici de la haine entre les ducs de Bourgogne et la maison d'Orléans.

Cette crainte arrêtera moins le pape, quand au lieu du roi nous n'aurons plus que ses enfants en notre pouvoir. Ainsi le moyen par lequel on croit prévenir le péril ne servira qu'à l'augmenter, et bien loin d'empêcher la ligue de se former, nous lui donnerons nous-mêmes la facilité de le faire avec plus de force et de puissance.

« Mais enfin on me demandera quel est mon avis et si je veux que, demeurant toujours dans l'incertitude, Votre Majesté ne retire aucun fruit de cette victoire? Je réponds qu'il ne faut pas trop embrasser d'objets à la fois; qu'il est nécessaire ou de traiter avec l'Italie qui n'exige que sa sûreté, et d'obliger ensuite le roi de France à rendre la Bourgogne et lui vendre d'ailleurs sa liberté aussi cher que nous le pourrons, ou de faire avec ce prince un traité qui, livrant l'Italie à la discrétion de Votre Majesté, soit d'ailleurs si favorable à la France que cette couronne ait un pressant intérêt de l'exécuter. C'est à votre prudence et à votre bonté, Sire, de choisir entre ces deux partis et de préférer le plus convenable et le plus sûr au plus brillant et au plus utile en apparence. Le Milanais est sans doute plus riche et plus à votre bienséance que la Bourgogne; mais puisque Votre Majesté ne peut s'emparer de ce premier État sans armer toute l'Italie contre elle, il vaut mieux y renoncer que de traiter avec la France aux conditions proposées; d'ailleurs vos droits sur la Bourgogne sont mieux fondés que vos prétentions sur le Milanais, d'où tout le monde conspire à vous éloigner et par conséquent où il vous sera plus difficile de vous maintenir que dans cette province. Il vous est même glorieux de revendiquer et d'obtenir la Bourgogne, ancien patrimoine de votre maison; mais on vous taxera d'ambition si vous voulez conquérir le Milanais pour vous-même, ou même pour un autre qui vous serait absolument dévoué. Enfin les cendres de vos aïeux [1] semblent vous presser aujourd'hui de les affranchir de la servitude, et vos succès ne sont peut-être que le fruit des prières qu'ils ont faites à Dieu pour vous mettre à portée de leur rendre un si juste devoir.

« Il est plus prudent et plus facile de faire une solide alliance avec des princes qui chériront toujours votre amitié, si vous ne les forcez à un sentiment contraire qu'avec une puissance qui ne peut jamais qu'être votre ennemie, car la haine du roi de France contre Votre Majesté durera toujours et vous le verrez sans cesse traverser vos projets. Au contraire, à peine votre armée aura-t-elle évacué la Lombardie que le pape et les autres princes d'Italie, désormais sans défiance, feront succéder à la crainte et à la jalousie des liaisons dont vous reconnaîtrez dès à présent et dans la suite tout l'avantage.

« Je soutiens donc que non-seulement l'honneur, l'utilité, la sûreté même de Votre Majesté, mais encore la situation de vos affaires, exigent une alliance avec l'Italie; car supposé que le roi de France ne payât sa liberté que par l'obligation de joindre ses forces à vos armes pour soumettre ce pays, y a-t-il quelque apparence qu'il vous tînt parole? Le croira-t-on assez aveugle pour ne pas voir que, vous abandonner l'Italie, c'est exposer la France à un péril inévitable? Si la chose n'est pas vraisemblable, pouvons-nous espérer l'exécution d'un pareil traité? Il est plus naturel de présumer qu'il prendra des engagements avec l'Italie pour faire changer ces conditions.

« Vous allez donc mettre en liberté un roi que vous avez en votre pouvoir, et par ce moyen l'armer contre vous. Vous allez donner à la France un chef qui, se confédérant avec les autres puissances, vous fera la guerre avec plus de force et plus d'avantage. Non, si Votre Majesté veut bien déférer à mes avis, elle ne s'exposera jamais à ces périls; elle verra qu'il convient mieux à ses intérêts de traiter avec l'Italie, de faire une alliance sincère et durable avec le pape qui n'a jamais cessé de la désirer, et d'ôter par ce moyen aux Français l'espérance d'engager les Italiens dans leur querelle. Vous pourrez alors traiter avec François I par une volonté pure, sans aucun motif de crainte, et vous y déterminer par la qualité des offres que vous fera ce prince. Vous le verrez alors forcé non-seulement de vous rendre la Bourgogne et même de vous proposer de plus grands avantages, mais encore d'assurer tellement l'exécution de ses promesses que vous n'aurez rien à craindre de son infidélité; car je ne crois pas que les enfants du roi soient un gage suffisant de son exactitude tant que ce prince pourra compter sur la ligue d'Italie; à peine même faudrait-il compter sur ses promesses,

(1) Les ducs de Bourgogne ses aïeux maternels.

supposé qu'il ajoutât les villes de Bayonne, de Narbonne et toute sa flotte à ces otages. C'est en traitant avec les Italiens que votre victoire sera la source de plusieurs avantages considérables, glorieux, légitimes et durables. Le parti contraire à mon avis, si je ne suis entièrement dépourvu de lumières et d'expérience, exposera vos États à des périls inévitables, à moins que l'imprudence de François I ne surpasse la nôtre. »

La plus grande partie du conseil, ébranlée par la réputation et la véhémence du chancelier, embrassait son avis, lorsque le vice-roi parla, dit-on, en ces termes :

« Sire, je conviens que l'ambition qui, ne consultant qu'elle-même, embrasse plus de choses qu'il n'est possible d'en conserver, est plus digne de blâme que d'éloge ; mais peut-on donner des louanges à la défiance et à la timidité qui laissent échapper de rares occasions, après les avoir achetées par des travaux et des périls opiniâtres ? il est sans doute de la prudence d'éviter ces deux extrémités. Cependant s'il fallait se déterminer entre elles, la première est plus digne d'un grand prince, parce qu'il n'y a que les âmes nobles et généreuses qu'elle n'effraie point, et qu'il est plus grand de s'exposer au danger par de vastes projets que de céder à la crainte du péril, qui ne peut naître que d'une honteuse faiblesse.

« C'est néanmoins ce dernier parti qu'on veut faire prendre à Votre Majesté dans la persuasion qu'elle ne peut s'assurer en même temps par un traité avec le roi de France et de la Bourgogne et du Milanais ; car je suis bien éloigné de croire que l'amour de la patrie ou l'affection pour le duc de Milan aient dicté cet avis, dont le but étant de vous faire rentrer dans la Bourgogne privera Votre Majesté du Milanais qui, de l'aveu même du ministre dont j'ose ici combattre le sentiment, est beaucoup plus considérable que cette première province. Je soutiens qu'en suivant ce projet vous perdez infailliblement le Milanais sans recouvrer la Bourgogne, et qu'au lieu de la monarchie de l'Europe, que la victoire de Pavie facilite à Votre Majesté, vous n'en retirez d'autre fruit que la honte de n'en avoir pas profité. En effet, ce parti n'offre aucune sûreté ; il est au contraire plein de périls pour l'avenir et ne peut vous procurer que de faibles avantages pour le présent, avantages d'ailleurs qu'il sera facile de vous arracher, sans compter que ce traité sera honteux à Votre Majesté, tandis que d'un autre côté vous trouverez beaucoup de gloire, d'utilité et de certitude dans la paix avec la France. Qu'il me soit permis de demander quelle assurance on peut avoir de la fidélité des Italiens à remplir les traités quand nous aurons évacué le Milanais et de leur indifférence par rapport à nos affaires avec les Français ? Il y a toute apparence qu'ils voudront y entrer plus avant, lorsque nous aurons nous-mêmes diminué notre réputation et dissipé cette armée qui seule retient encore leur mauvaise volonté, et lorsque enfin ils seront sûrs que nous ne pourrons plus faire passer d'Allemands en Italie faute de rendez-vous et de places en Lombardie pour les recevoir. Comment s'assurer, dis-je, que leurs intrigues finiront alors, et qu'en menaçant le royaume de Naples qui sera presque à leur discrétion, ils n'arracheront pas le roi de France de nos mains ? Peut-être comptez-vous sur la reconnaissance de François Sforze, cet ingrat qui vient de payer les plus grands bienfaits par la plus noire perfidie. S'il en a usé de cette manière avec son bienfaiteur, quelle conduite tiendra-t-il à l'égard de son souverain qu'il sait dans la résolution de punir ses attentats, et surtout dans des conjonctures où il n'attend que de justes châtiments de notre part, tandis qu'il met toutes ses espérances en nos ennemis ? Pourriez-vous compter sur l'alliance des Vénitiens qui naissent ennemis irréconciliables de l'Empire et de la maison d'Autriche, et qui ne se souviennent qu'en tremblant des conquêtes que Maximilien, aïeul de Votre Majesté, a faites tout récemment sur eux et dans lesquelles ils sont rentrés depuis ? Sont-ce les bonnes intentions du pape ou son zèle pour vous qui doivent nous rassurer ? mais on n'ignore pas toutes les intrigues de Léon X contre Votre Majesté à l'instigation du cardinal de Médicis, et que s'il prit enfin le parti de s'unir avec elle ce ne fut que pour tirer vengeance des Français, pour se garantir de leurs insultes et pour faire la conquête de Ferrare. Nous savons tous que si ce cardinal, après la mort de Léon X, continua ses liaisons avec l'Empire, ce ne fut que par nécessité et seulement à cause de la haine presque générale à laquelle il s'était exposé ; mais dès qu'il s'est vu sur le Saint-Siége il a pris le ca-

ractère de tous les papes qui est de craindre et de haïr les empereurs. On croit justifier la conduite des Italiens en disant que ce n'est ni la haine ni l'ambition, mais la crainte de la puissance de Votre Majesté qui les a fait conspirer contre vous, et que l'Italie ne sera pas plus tôt délivrée de cette frayeur qu'on verra cesser toutes leurs intrigues. J'ose assurer à Votre Majesté qu'ils ne sont pas dans ces dispositions, ou que, s'ils y furent d'abord, les choses ont nécessairement changé depuis. La crainte et la défiance sont la source ordinaire de la haine; cette aversion produit les injures d'où naissent toujours les liaisons de l'agresseur avec les ennemis de l'offensé; on brûle non-seulement de se garantir de ses ressentiments, mais encore de s'établir sur ses ruines, et cela par la nature de l'offense dont le souvenir inspire plus de fureur à celui qui l'a faite qu'à celui qui l'a reçue. Dans ce principe, supposé que d'abord la crainte seule les eût déterminés, cette première démarche suffit pour en faire des ennemis implacables, pour les engager à tourner toutes leurs espérances du côté des Français, et pour leur faire naître le dessein de partager le royaume de Naples comme tous leurs traités en font foi. C'est pourquoi, quelques accommodements que l'on fasse avec eux aujourd'hui, quelques sûretés qu'ils nous offrent, leur crainte et leur haine vivront toujours dans le fond de leur ame; ils ne pourront jamais se rassurer sur la foi d'un traité qu'ils regarderont comme forcé de votre part; ils craindront que la France ne s'unisse enfin avec vous contre eux comme autrefois à Cambrai; l'ardeur qu'ils ont toujours eue pour affranchir l'Italie du joug des Barbares, comme ils s'expriment à l'égard de tout ce qui n'est pas Italien, sera plus vive que jamais; et se croyant plus à portée de vous faire plier sous leurs volontés, ils oseront imposer des lois à Votre Majesté et demanderont hautement la liberté du roi de France. Un refus de votre part exposera le royaume de Naples à leur ressentiment, et d'un autre côté vous allez perdre tout le fruit de la victoire en vous rendant à leur demande, et tomber dans le dernier mépris.

« Mais je veux que l'Italie soit fidèle aux traités et que Votre Majesté se trouve en effet dans la nécessité d'abandonner le Milanais ou de renoncer à la Bourgogne; je demande si l'on peut balancer un moment par rapport à ces deux objets. La Bourgogne n'est qu'une province peu étendue, d'un médiocre revenu et n'est pas tant à votre bienséance que beaucoup de gens veulent bien se le persuader; le Milanais, au contraire, par la splendeur et l'opulence de plusieurs grandes villes, par le nombre et la noblesse de leurs habitans, par d'immenses revenus, par la facilité d'y faire subsister toutes les armées qu'on voudra, est au-dessus de plusieurs royaumes. Mais ce ne sont pas ces avantages, néanmoins déjà si considérables, qui doivent le faire préférer à la Bourgogne; c'est plutôt parce que, réuni avec le royaume de Naples, il mettra Votre Majesté à portée de faire rentrer les papes dans la dépendance des empereurs, et qu'alors toute la Toscane, le duché de Ferrare, le marquisat de Mantoue seront à votre dévotion, et qu'enfin Venise, située entre la Lombardie et l'Allemagne, sera forcée de vous obéir. Ainsi sans employer l'effort des armes, sans troupes, mais avec la seule réputation de votre puissance et simplement par le ministère d'un héraut, vous donnerez des lois à l'Italie entière, cette reine de toutes les contrées de l'univers. En effet, combien d'avantages ne réunit-elle pas? Heureusement située sous un climat tempéré, elle nourrit dans son sein de nombreux habitants et produit des esprits propres à tous les beaux-arts; on y voit régner la fertilité et l'abondance; elle contient plusieurs villes célèbres par leur propre grandeur et leur magnificence et par la richesse de leurs citoyens; enfin elle est aujourd'hui le siége de la religion, et c'est là que la gloire de l'Empire a pris naissance autrefois; dès que vous l'aurez soumise, toutes les puissances trembleront à votre nom. Aspirer à de si nobles projets c'est travailler plus sûrement à votre grandeur, à votre gloire et à la satisfaction de vos ancêtres, puisqu'on veut les intéresser dans cette conjoncture, et il est à présumer que ces illustres morts ne désirent que votre agrandissement et votre gloire.

« Après cela, qui ne voit que l'avis auquel je m'oppose nous oblige à négliger ces grands objets pour de faibles avantages que nous ne sommes pas même assurés d'obtenir? Pour nous en convaincre, il ne faut que nous rappeler l'extrémité à laquelle le roi de France fut réduit il y a quelques mois, et la frayeur que vous

eûtes de perdre par sa mort tout le fruit de la victoire; qui peut répondre de l'avenir? Il y a même assez d'apparence que nous aurons encore beaucoup à craindre; la santé du roi n'est pas encore entièrement rétablie, et ce prince sera bien autrement frappé lorsqu'il se verra privé de l'espérance qui l'a soutenu jusqu'à présent. Il faudra bien du temps et des longueurs pour régler les conditions d'un nouveau traité; et le roi mourra peut-être dans cet intervalle, sans compter mille autres accidents qui peuvent encore arriver facilement.

« Personne n'ignore que l'opinion où l'on est en France que vous rendrez bientôt la liberté au roi a seule maintenu le gouvernement en France; c'est la seule cause de la soumission des grands envers la régente; aussi ne doutez pas que, dès qu'ils sauront que vous ne pensez plus à leur rendre leur prince, ils ne se soulèvent pour changer la forme de l'Etat. Croyez-vous, quand ils en seront les maîtres, qu'ils se mettent beaucoup en peine de la liberté du roi? Au contraire, ils verront avec plaisir durer sa prison pour se conserver dans l'indépendance et dans l'autorité; par là, bien loin de rentrer dans la Bourgogne et de conserver nos conquêtes, la prison et la liberté du roi nous seront également infructueuses. D'ailleurs je demande si l'empereur dans cette grande affaire ne doit rien donner à la dignité de son rang. Et quelle honte pour sa Majesté et quelle tache à sa gloire que d'être contraint de pardonner à François Sforze? Quoi! ce rebelle, ce monstre d'ingratitude forcera l'empereur à lui céder, à lui rendre un Etat dont il l'a si justement privé, dans un temps où, tout près de la mort qu'il est, bien loin de s'humilier et d'implorer la miséricorde de Votre Majesté, il se jette entre les bras de nos ennemis! Ah! plutôt, Sire, exposez-nous mille fois à de nouveaux périls; songez à la majesté de l'Empire, à la gloire du rang suprême qui vous élève au-dessus des souverains, au titre d'empereur et au nom de vainqueur d'un grand roi, pour ne pas souffrir que des prêtres et des marchands [1] vous imposent des conditions qui ne pourraient être plus dures ni plus honteuses après une défaite.

« Toutes ces raisons, jointes au peu d'utilité que nous pouvons espérer de la paix avec les Italiens, le peu de fond qu'on doit faire sur eux, la honte qu'il y aurait d'abandonner le Milanais, tout vous dit qu'il est enfin temps de prendre un parti, et que la prison du roi de France ne peut vous être utile que par les avantages dont il paiera sa liberté. C'est pourquoi j'ai proposé et je propose encore de traiter avec ce prince plutôt qu'avec les Italiens. Je ne crois pas que personne puisse nier que ce parti ne soit plus glorieux, plus convenable et plus utile, pourvu que nous ayons de solides assurances de l'exécution des promesses du roi.

« On peut, si je ne m'abuse, compter beaucoup sur la reconnaissance d'un bienfait tel que la liberté, sur l'alliance que vous allez contracter avec lui, sur la vertu de la reine votre sœur, dont la médiation saura maintenir une amitié sincère entre vous. Je suis encore plus certain de la bonne foi de ce prince par la qualité des otages, et surtout de l'aîné de ses enfants; je ne crois pas que le roi pût vous donner une sûreté plus grande et plus propre à vous ôter toute défiance. Après tout, qui ne compterait pas plutôt sur un roi de France qui nous donne de pareils otages que sur les Italiens de qui nous n'en devons point attendre? Et pourrait-on se reposer moins sur la parole d'un grand roi que sur des promesses de prêtres avides et ambitieux, et de vils marchands agités par d'éternelles défiances? Du moins pouvons-nous compter être quelque temps en bonne intelligence avec les Français, comme nos pères y ont souvent été, au lieu que les Italiens naissent et meurent nos ennemis.

« J'ajouterai que quand le roi de France manquerait à l'exécution du traité, le péril serait moins grand que si les Italiens nous trompaient. En effet, je veux que le roi refuse de rendre la Bourgogne; il n'armera pas pour cela contre vous tant que ses deux fils seront entre vos mains; il tentera tout au plus les voies de la négociation et des prières. D'ailleurs, frappé de sa défaite et plein de l'idée de sa prison, il n'osera mesurer ses forces avec les vôtres. Enfin il n'y a point d'apparence que les Italiens prennent les armes contre vous tant que la France respectera votre fortune; ils seront forcés de demeurer en suspens, tandis que, vous rendant maître du château de Milan, vous affermirez tellement votre conquête du Milanais,

(1) Rome et Venise.

que vous n'aurez plus rien à craindre des intrigues de l'Italie. Mais si vous faites la paix avec les Italiens et qu'ils veuillent vous tromper, rien ne sera désormais capable de les contenir ; se trouvant par ce moyen plus à portée de vous offenser, ne doutez pas qu'ils ne le désirent plus ardemment tous les jours et qu'ils ne fassent repentir Votre Majesté de sa facilité. Je crois qu'il y aurait de la faiblesse et de l'imprudence à n'écouter qu'une excessive défiance et à négliger un parti glorieux, certain et plein de grandeur, pour en embrasser un autre qui, si je ne me trompe, ne peut nous procurer que du dommage et nous exposer à mille dangers. »

CHAPITRE VI.

Traité entre l'empereur et le roi François. Conditions. Gattinara refuse d'y souscrire. Le roi François épouse Eléonore d'Autriche. Propositions faites par Charles V et rejetées par le pape. Cérémonial pratiqué à la mise en liberté de François I.

Après le discours du vice-roi, les avis furent encore partagés dans le conseil ; car les meilleures têtes pensaient que le traité, tel qu'on le proposait avec la France, n'était pas sans danger ; mais l'envie qu'avaient les Flamands de recouvrer la Bourgogne, qu'ils regardaient comme l'ancien patrimoine de leurs princes, les empêchait d'examiner mûrement les choses ; d'ailleurs le bruit courut que plusieurs membres du conseil avaient été gagnés par les présents et les promesses des Français. D'un autre côté l'empereur penchait plus que personne à faire la paix avec le roi, soit par le crédit du vice-roi, soutenu de l'autorité du comte de Nassau qui était du même avis, soit qu'il crût sa gloire intéressée à tirer vengeance de François Sforze. Dans ces dispositions, après avoir fait sonder le légat une seconde fois, pour savoir si le pape consentirait que le duc de Bourbon fût mis en possession du Milanais (auquel cas l'empereur aurait préféré l'alliance du pape), et le légat ayant répondu qu'il n'avait aucun ordre à ce sujet, Charles résolut de conclure avec le roi ; et comme la négociation avait été long-temps sur le tapis, cette affaire fut bientôt finie.

La première chose que fit l'empereur fut d'engager le duc de Bourbon à consentir que la reine de Portugal épousât le roi. Le duc ne se rendit qu'après beaucoup d'instances, moins pour obtenir le duché de Milan, quelque flatteuse que fût l'idée qu'il se faisait de posséder cet Etat malgré le chancelier et le vice-roi, qui s'étaient toujours opposés à la promesse que Charles en avait faite à Bourbon sous des conditions très onéreuses, que par la situation de ses affaires qui le mettait dans la nécessité de faire toutes les volontés de l'empereur. Comme il ne convenait plus qu'il demeurât à la cour, il partit pour Barcelone, en attendant qu'on eût fait les préparatifs de son passage en Italie ; ce qui demandait beaucoup de temps, parce qu'il n'y avait alors que trois galères légères dans toute l'Espagne et que l'argent manquait absolument à l'empereur.

Enfin le traité fut conclu le 14 février [1] entre l'empereur et le roi de France. Il portait :

Qu'il y aurait entre ces deux princes une paix perpétuelle dans laquelle seraient compris tous ceux qu'on nommerait d'un commun accord ;

Qu'avant le 10 mars prochain, le roi serait conduit sur la frontière de France à Fontarabie, où il serait mis en liberté, et que six semaines après il rendrait à l'empereur la Bourgogne, le comté de Charolais, les seigneuries de Noyers et de Château-Chinon qui relevaient de ce duché, la vicomté d'Auxonne et la juridiction de Saint-Laurent de la mouvance de la Franche-Comté, et généralement toutes les dépendances de ces duchés et vicomtés, pour être le tout et demeurer à perpétuité séparé de la couronne de France, en toute souveraineté pour l'empereur et ses héritiers ;

Que dans l'instant qu'on rendrait la liberté au roi, le dauphin [2] et le second fils de France [3] seraient mis entre le mains de l'empereur, si la régente n'aimait mieux donner douze des plus grands seigneurs du royaume à la place du plus jeune des deux princes, et que ces otages demeureraient en Espagne jusqu'à ce que le traité fût accompli et ratifié par les Etats-Généraux, et solennellement enregistré par tous les parlements du royaume, le tout dans quatre mois ;

Que lorsque l'on rendrait les otages, le duc d'Angoulême [4], troisième fils du roi, serait re-

(1) Mézeral dit le 13 février et le P. Daniel le dimanche 14 janvier.

(2) François. Il avait alors huit ans.

(3) Henri, duc d'Orléans. Il avait alors sept ans.

(4) Charles, qui prit le nom de *duc d'Orléans* lorsqu'Henri,

mis à l'empereur pour être élevé à sa cour, afin de mieux assurer la paix ;

Que le roi de France céderait à l'empereur toutes ses prétentions sur le royaume de Naples, et même celles qu'il tenait des investitures du Saint-Siége, et tous ses droits sur le duché de Milan et sur les villes de Gênes et d'Asti, d'Arras, de Tournai, de Lille et de Douai; qu'outre cela il rendrait encore la ville et la citadelle d'Hesdin, comme faisant partie du comté d'Artois, avec toutes les munitions, l'artillerie et les meubles qui s'y étaient trouvés à la prise de cette place ; qu'il renoncerait à la souveraineté de Flandre, d'Artois et de tous autres lieux que possédait l'empereur, qui de son côté cédait tous les droits qu'il pouvait prétendre sur toutes les terres et places qui étaient actuellement au pouvoir du roi, mais particulièrement sur Péronne, Montdidier, Roye, les comtés de Boulogne et de Ponthieu, et les villes en-deçà et au-delà de la rivière de Somme ;

Que Charles et François se fourniraient réciproquement à l'avenir cinq cents lances et dix mille hommes d'infanterie, soit pour attaquer, soit pour se défendre ;

Que l'empereur donnerait Eléonore, sa sœur, en mariage au roi, qui serait fiancé avec elle dès que le pape aurait accordé la dispense nécessaire ; qu'ensuite cette princesse serait conduite en France pour que le mariage y fût consommé en même temps que les otages seraient rendus suivant le traité, et que sa dot, outre les présents convenables, serait de deux cent mille écus, payables, moitié dans seize mois, et l'autre moitié un an après ce premier terme ;

Que le dauphin épouserait l'infante de Portugal, fille de la reine Eléonore, dès qu'ils auraient atteint l'âge nubile ;

Que le roi de France ferait tous ses efforts pour engager l'ancien roi de Navarre à céder ses droits à l'empereur, et que, supposé qu'il n'en pût rien obtenir, il ne lui donnerait aucun secours ; que les principales villes du duché de Gueldres et du comté de Zutphen s'obligeraient à se donner à l'empereur après la mort de leur souverain, et qu'elles fourniraient des cautions suffisantes de cette promesse ; que le roi abandonnerait la protection du duc de Wurtemberg et de Robert de la Marck ;

Que lorsque l'empereur voudrait passer en Italie, le roi serait obligé, deux mois après sa réquisition, de lui fournir douze galères, quatre navires, autant de galions, qu'il ne serait néanmoins pas tenu de garnir de troupes ; que ces bâtiments lui seraient rendus trois mois après l'embarquement ; qu'au lieu de troupes de terre offertes par le roi contre l'Italie, ce prince donnerait deux cent mille écus à l'empereur[1], moitié dans seize mois, et l'autre moitié un an après ce premier terme ; que lorsque les otages seraient renvoyés, il fournirait des lettres de change sur l'Italie pour la solde de six mille hommes de pied durant six mois à compter du jour que l'empereur serait arrivé dans ce pays, et qu'en même temps il l'aiderait encore de cinq cents lances et lui prêterait un train d'artillerie ;

Que le roi paierait pour l'empereur au roi d'Angleterre[2] les pensions dont ce prince s'était chargé[3], le tout montant à la somme de cinq cent mille écus, ou qu'il donnerait cette somme à Charles en argent comptant ;

Que l'empereur et le roi supplieraient conjointement le pape de convoquer au plus tôt un concile général pour négocier la paix de la chrétienté et la guerre contre les infidèles et les hérétiques, et d'accorder une croisade pour trois ans ;

Que dans six semaines le roi rétablirait le connétable de Bourbon dans tous ses biens, meubles et immeubles, et lui restituerait les revenus saisis depuis sa retraite, sans pouvoir l'inquiéter pour raison du passé ni l'obliger à se rendre en France ou à y demeurer ; qu'il lui laisserait la liberté de discuter juridiquement ses prétentions sur le comté de Provence, et que ses partisans, et nommément l'évêque d'Autun et Saint-Vallier, seraient aussi rétablis dans leurs biens ;

Que tous les prisonniers de guerre, de part et d'autre, seraient mis en liberté dans quinze jours ;

Que tout ce que madame Marguerite[4] posse-

son frère, devint dauphin. Il mourut en 1545, âgé de vingt-trois ou vingt-quatre ans.

(1) Par ce moyen l'empereur s'acquittait de la dot de sa sœur.

(2) Ces pensions montaient à cent trente-trois mille trois cent cinq écus par an. (*P. Daniel.*)

(3) Apparemment pour les arrérages échus.

(4) Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie, tante de Charles V.

dait avant la guerre lui serait rendu; que le prince d'Orange[1] serait aussi mis en liberté et rétabli dans sa principauté d'Orange et dans tous les biens qu'il possédait à la mort de son père, et dont il avait été dépouillé pour avoir suivi le parti de l'empereur. La même clause fut stipulée en faveur de quelques autres seigneurs.

On convint aussi que le marquisat de Saluces serait remis entre les mains du marquis de ce nom; qu'enfin le roi ratifierait le présent traité dans la première ville de ses Etats où il arriverait en sortant d'Espagne, et le ferait ratifier au dauphin lorsque ce prince aurait atteint l'âge de quatorze ans.

L'empereur et le roi de France comprirent plusieurs puissances dans le traité, et même les Suisses; mais ils ne firent mention d'aucun prince d'Italie, excepté du pape, qu'ils prirent pour garant de cette paix, plus par cérémonie qu'autrement. Outre les articles par écrit, le roi donna sa parole qu'il viendrait se remettre en prison en cas que, pour quelque raison que ce fût, il ne remplit pas les conditions du traité.

L'Europe entière fut dans la dernière surprise de la conclusion de ce traité. Quand on sut que la délivrance du roi devait en précéder l'exécution, il n'y eut personne qui ne crût que ce prince ne se dessaisirait jamais de la Bourgogne, vu l'importance de cette province; et la cour même de l'empereur, si l'on excepte les auteurs du traité, n'en jugea pas autrement. Le chancelier surtout y était si contraire qu'il ne voulut jamais le signer, quoique sa charge l'y obligeât et que l'empereur le voulût, alléguant, pour s'en dispenser, qu'il ne devait pas prêter son ministère dans des occasions dommageables à son prince. L'empereur, irrité de sa résistance et n'ayant pu la vaincre, prit enfin le parti de signer lui-même.

Quelques jours après, Charles V alla rendre visite au roi, à Madrid, pour former des liaisons sincères avec ce prince. Ils se donnèrent réciproquement de grandes marques d'amitié et parurent plusieurs fois ensemble en public; ils eurent aussi de longs entretiens en secret et montèrent dans le même chariot pour rendre visite à la reine Eléonore, qui était dans un château à quelques lieues de Madrid; enfin, on célébra les fiançailles[1]. Malgré tous ces dehors spécieux, on n'ôta point au roi ses gardes et il ne jouit pas d'une plus grande liberté. Pendant qu'on le traitait en apparence comme un beau-frère, on le gardait comme un prisonnier, et il était facile de juger que le cœur n'avait aucune part à cette réconciliation, et que l'ancienne jalousie serait toujours plus forte qu'une paix, qui n'était l'ouvrage que de la force et de la nécessité. Après plusieurs jours passés de cette manière, on reçut la ratification de la régente, qui s'était déterminée à donner en otage le dauphin et le second fils de France plutôt que les douze seigneurs. Le roi partit de Madrid pour se rendre sur la frontière où l'on devait livrer des otages; il fut accompagné par le vice-roi qui lui procurait la liberté; l'empereur venait de donner à ce seigneur la ville d'Asti et plusieurs autres terres en Flandre et dans le royaume de Naples.

L'empereur écrivit en politique au pape: que l'amour de la paix et du bien public lui faisant oublier tant d'injures et de sujets de haine, il avait rendu la liberté au roi de France et lui donnait sa sœur en mariage, ajoutant qu'il avait choisi Sa Sainteté pour être garant du traité, dans la résolution d'avoir toujours pour elle les sentiments d'un fils respectueux. Peu de jours après il fit partir Herrera avec une autre lettre écrite de sa propre main en réponse au bref de Clément. Cette réponse, conçue en termes de douceur, mêlés cependant de quelque amertume, contenait en substance: qu'il rétablirait François Sforze dans le Milanais en cas que ce prince ne fût pas coupable de la trahison dont on l'accusait; qu'il voulait faire examiner juridiquement la chose par des commissaires qu'il nommerait en qualité de seigneur suzerain; mais que si le crime était avéré, il ne pouvait s'empêcher de donner l'investiture de ce duché au connétable de Bourbon, auquel il l'avait promise par le conseil même de Sa Sainteté pendant la maladie de Sforze; que pour contenter et rassurer en même temps l'Italie, il n'avait pas voulu garder ce duché pour lui-même ni le donner à son frère; enfin il lui jurait par son honneur que ses intentions étaient

(1) Philibert de Châlons, fils de Jean IV, dont il a déjà été parlé.

(1) Le mariage ne fut accompli qu'en 1530, après la paix de Cambrai.

telles qu'il lui marquait et qu'il la suppliait instamment de les approuver et de disposer de son crédit et de ses forces comme de celles d'un fils entièrement dévoué au Saint-Siége.

Le commandeur fut aussi chargé de la réponse au projet de l'article que le pape avait rédigé en faveur de François Sforze; l'empereur, persistant dans son dessein, n'avait pas voulu le ratifier; au contraire, il donna sa dernière résolution par écrit à Herrera, pour la remettre au duc de Sessa, auquel il permit de la signer en cas que le pape l'acceptât. Ce nouveau projet portait que François Sforze serait compris dans la confédération, pourvu qu'il ne fût pas trouvé coupable de haute trahison; mais que s'il venait à mourir ou bien à perdre son fief, le duc de Bourbon, à qui l'empereur avait donné le duché de Milan, prendrait sa place dans le traité. Il ratifiait dans cet écrit la promesse du vice-roi touchant la restitution des places possédées par le duc de Ferrare, mais à condition que le pape donnerait à ce duc l'investiture de Ferrare et le tiendrait quitte dés peines encourues par la contravention; mais ce dernier article n'était pas du goût de Clément, qui comptait sur ces cent mille ducats pour payer pareille somme qu'il avait promise à l'empereur pour la restitution de Reggio et de Rubiera. A l'égard des salines de Cervia, le duché de Milan, selon ce projet, ne devait point s'y fournir de sel; et quant aux bénéfices du royaume de Naples, ce n'était pas sur la teneur des investitures, mais sur l'usage des anciens rois, qui dans plusieurs cas avaient négligé les droits et l'autorité du Saint-Siége, qu'on se réglerait à l'avenir.

On avait proposé, dans les conférences tenues en Espagne avec le légat, de faire un fonds de cent cinquante mille ducats pour rappeler l'armée de Lombardie dont le séjour était à charge à toute l'Italie, et il avait été convenu que l'empereur, comme roi de Naples, et les autres puissances d'Italie contribueraient à cette somme, après quoi cette armée serait conduite à Naples ou hors de l'Italie en tel lieu qu'il plairait à l'empereur, qui voulait, disait-il, la faire passer en Barbarie; ensuite on crut devoir ajouter à ce projet que la somme qu'on devrait à l'armée se trouvant plus considérable à la fin des conférences que dans leur commencement, ce fonds serait de deux cent mille ducats.

Le duc de Sessa et le commandeur présentèrent au pape une copie de ce projet, et lui protestèrent qu'il n'était pas en leur pouvoir d'y faire le moindre changement. Il eût été facile de s'accorder sur tout le reste, si l'article concernant le Milanais eût été conçu de manière que le pape et les autres puissances d'Italie eussent pu se rassurer entièrement; mais le duc de Bourbon n'était pas propre à calmer leurs craintes; il paraissait si difficile de le réconcilier avec la France qu'il serait forcé d'être toujours dépendant de Charles V, soit pour sa propre sûreté, soit pour faire des conquêtes en France, motifs qui lui feraient désirer sans cesse l'agrandissement de l'empereur. Ainsi la retraite de l'armée de Lombardie, qui faisait l'objet des vœux publics et qu'on aurait achetée de tout l'argent que les impériaux demandaient, serait inutile, puisque Milan obéirait à un prince qui ne refuserait jamais d'y recevoir Charles, et qui même pourrait l'attirer en Italie pour ses propres intérêts.

Clément, persuadé plus que jamais que l'agrandissement de l'empereur réduirait le Saint-Siége dans l'esclavage, surtout voyant que dans le traité de Madrid il n'était fait aucune mention réelle de sa personne et qu'on n'y avait pourvu en aucune manière à la sûreté des princes d'Italie, résolut de rejeter le projet écrit de l'empereur et de temporiser jusqu'à ce que le roi de France se fût déclaré par rapport à l'exécution du traité. Il y fut encore déterminé par la vraisemblance qu'il y avait que cet acte serait sans effet, et par certains discours que le roi et quelques autres personnes bien instruites de ses sentiments avaient tenus avant que ce prince fût en liberté.

C'est pourquoi Clément, pour fortifier le roi dans cette disposition, fit partir en poste pour la cour de France Paul Vettori, Florentin, capitaine de ses galères. Il voulait que cet envoyé arrivât aussitôt que le roi, afin de savoir promptement ses intentions, et que ce prince étant informé que la cour de Rome et les Vénitiens étaient disposés à se liguer avec la France contre l'empereur, ne tardât pas à prendre sa résolution. Vettori fut chargé de complimenter le roi sur sa liberté, de lui rendre compte de ce que le pape avait fait pour la lui procurer, et d'insinuer que la négociation de la ligue avec la régente avait été le plus pressant motif de

l'empereur pour conclure; que Clément ne souhaitait rien tant que la paix du monde chrétien, et que de voir l'empereur et Sa Majesté Très Chrétienne réunies contre les Turcs, qui, disait-on, armaient puissamment cette année pour attaquer la Hongrie. Telle fut en apparence la commission de Vettori; mais il avait des instructions secrètes d'une toute autre importance. Il devait sonder adroitement l'esprit du roi, et s'il le trouvait dans la disposition d'exécuter le traité, ne rien hasarder pour ne pas irriter de nouveau l'empereur; mais si François paraissait incertain ou même un peu éloigné de l'exécution, Vettori était chargé de l'en détourner encore et de le déterminer tout-à-fait en déclarant les intentions du pape.

Clément dépêcha aussi en Angleterre le protonotaire de Gambara pour le même sujet, et les Vénitiens, suivant ses conseils, envoyèrent en France André Rosso, secrétaire de la république, avec une pareille commission. Vettori étant tombé malade en arrivant à Florence et y étant mort, le pape, quelque chose que lui présageât le malheur de deux de ses ministres morts en chemin, en fit partir un troisième; ce fut Capino de Mantoue. Cependant, de concert avec les Vénitiens, il encourageait le duc de Milan et lui donnait des espérances, de peur que la crainte du traité de Madrid ne l'engageât à traiter précipitamment avec l'empereur.

Sur ces entrefaites le roi de France fut conduit à Fontarabie, ville d'Espagne sur l'Océan et sur la frontière de France, entre la Biscaie et le duché de Guienne. Dans le même temps sa mère et ses deux fils arrivèrent à Bayonne, qui n'est qu'à quelques lieues de Fontarabie[1]; la régente ayant eu une attaque de goutte en chemin, l'échange ne se fit que quelques jours plus tard qu'on ne l'avait déterminé. Enfin, le 18 mars, François I, suivi du vice-roi de Naples, du capitaine Alarcon et de cinquante chevaux, se rendit sur le bord de la rivière qui sépare les deux États[1], et dans le même temps Lautrec, ayant avec lui les princes, escortés d'un pareil nombre de cavalerie, se présenta sur l'autre bord. On avait mis à l'ancre au milieu de la rivière une grande barque vide. François I, le vice-roi, le capitaine Alarcon et huit autres personnes, tous munis d'armes courtes, se mirent dans un bateau qui les conduisit à la barque. Lautrec s'y rendit de même avec les otages et huit hommes armés comme les Espagnols. Le vice-roi monta d'abord dans la barque avec toute sa suite, et y fit passer le roi. Lautrec y entra de l'autre côté avec son escorte. Alors Lautrec fit passer le dauphin entre les mains du vice-roi, qui, par le moyen d'Alarcon, le fit transférer dans le bateau; le duc d'Orléans l'ayant suivi de près, le roi sauta si légèrement dans le bateau de Lautrec que tout cela se fit comme dans un instant. Lautrec ayant gagné promptement le bord, le roi, comme s'il eût appréhendé quelque surprise, se jeta promptement sur un cheval turc d'une extrême vitesse, et se rendit tout d'une traite à Saint-Jean de Luz, ville de France à quatre lieues de cette rivière, et s'y étant rafraîchi à la hâte, il arriva bientôt à Bayonne, où toute sa cour le reçut avec une joie inexprimable.

Il ne fut pas plus tôt dans cette ville qu'il dépêcha vers le roi d'Angleterre, auquel il écrivit une lettre de sa propre main, reconnaissant ne tenir sa liberté que des bons offices de ce prince; il lui promettait dans cette lettre de n'avoir à l'avenir d'autres intérêts que les siens et de ne se conduire que par ses conseils. Comptant en effet beaucoup sur l'amitié de Henri, il fit partir quelque temps après une ambassade pour ratifier la paix conclue avec l'Angleterre durant sa prison.

(1) A six lieues.

(1) La rivière de Bidassoa.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Projet d'alliance contre l'empereur. Les Milanais opprimés. Ligue entre le pape, l'Angleterre, la France, les Vénitiens, les Suisses et les Florentins. Prise de Lodi. Événements de Milan. Retard des alliés. Arrivée de Bourbon. François Sforze remet aux impériaux la forteresse de Milan. Les Allemands arrivent en Italie. Mort de Jean de Médicis. Sac de Rome. Conclusion de la paix. Guerre de Sienne. Difficultés du camp de la ligue. Propositions de paix faites au pape. Les armées de l'empereur et de la France en Italie. Rome et le pape dans l'embarras.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions du roi de France vis-à-vis de l'empereur. Il refuse la concession de la Bourgogne. Les Milanais se révoltent contre les impériaux. Instigations du roi d'Angleterre au roi de France contre l'empereur. Colère de l'empereur contre François I. Doria à la solde du pape. Hugues Moncada envoyé au pape par l'empereur.

Lorsqu'on vit le roi de France en liberté, tous les princes chrétiens tournèrent sur lui leurs regards attachés auparavant sur l'empereur. Malgré tous les engagements que François I venait de contracter, malgré ses serments, sa nouvelle alliance et l'importance des deux otages ses fils, dont l'aîné devait succéder à la couronne, on était incertain du parti qu'il prendrait. Cette grande attente tenait toute l'Europe en suspens, et en effet le sort de la chrétienté dépendait de la conduite qu'il tiendrait dans cette occasion. S'il exécutait le traité de Madrid, l'Italie, trop faible pour se défendre avec ses seules forces, ne pouvait que tomber dans l'esclavage, et la puissance de l'empereur allait être sans bornes ; s'il prenait un parti contraire, il fallait que Charles V oubliât la conspiration de François Sforze et qu'il lui rendît son duché pour empêcher le pape et les Vénitiens de se liguer avec la France et pour ne pas perdre tout le fruit qu'il avait prétendu retirer de sa victoire. Mais si la colère avait plus de pouvoir sur l'empereur que toute autre considération, ce prince serait obligé de traiter une seconde fois avec la France pour n'être pas traversé par cette couronne en Italie et de se contenter de quelque somme d'argent au lieu de la Bourgogne. Enfin, si Charles rejetait tous ces partis, il aurait à soutenir une guerre dont la crainte l'avait obligé à rendre la liberté au roi.

François I ne laissa pas long-temps l'Europe dans l'incertitude. Il ne fut pas plus tôt à Bayonne qu'un exprès, qui l'avait suivi par ordre du vice-roi de Naples, le somma de tenir la parole qu'il avait donnée de ratifier le traité dès qu'il serait à portée de le faire librement ; mais il différa cette ratification sous divers prétextes, et pour amuser l'empereur, il lui fit dire qu'il n'avait pu le satisfaire sitôt par rapport à cet article, parce qu'il était nécessaire d'obtenir le consentement de ses sujets, que des engagements qui tendaient à l'aliénation des biens de la couronne avaient mécontentés ; mais que, malgré toutes sortes de difficultés, il tiendrait indubitablement sa parole.

Les envoyés du pape et des Vénitiens étant arrivés quelque temps après, ils n'eurent pas besoin de beaucoup d'adresse pour découvrir les intentions du roi. Il les reçut avec bonté, et dans les premières entrevues qu'il eut séparément avec l'un et l'autre, il se plaignit amèrement de la dureté avec laquelle l'empereur l'avait traité durant sa prison, ajoutant que Charles devait en user autrement à l'égard d'un roi de France, et que pour lui il n'aurait jamais pu s'attendre à un pareil traitement de la part de ce prince, soit par sensibilité pour l'infortune d'un souverain, soit parce qu'il pouvait éprouver le même malheur.

Il rappela l'exemple d'Edouard III[1], roi d'Angleterre, qui non-seulement avait traité avec douceur Jean, roi de France, pris à la bataille

(1) Edouard, surnommé *Longue-Jambe*.

de Poitiers par le prince de Galles, son fils, mais qui, lui laissant encore une entière liberté pendant son séjour en Angleterre, en usa avec ce prince en ami, l'invitant à ses parties de chasse et partageant sa table avec lui. Il ajouta que Jean n'avait pas profité de cette liberté pour s'enfuir et qu'Edouard n'en avait pas traité moins avantageusement avec son prisonnier; que même la franchise de l'Anglais avait lié ces deux princes d'une si étroite amitié que le Français, plusieurs années après son retour dans ses États, repassa de bon gré en Angleterre pour revoir son ancien ami; qu'il n'y avait jamais eu que deux rois de France prisonniers, mais qu'il y avait une grande différence entre l'un et l'autre; que le premier n'avait éprouvé que la bonté d'un ennemi généreux et le second que la dureté de son vainqueur.

Il dit encore qu'il n'avait pas trouvé dans l'empereur des dispositions plus favorables ni moins hautaines à l'égard des autres puissances, et qu'il avait reconnu à ses discours que ce prince ambitieux n'avait d'autre dessein que de s'emparer des États du Saint-Siége et de toute l'Italie, et ne respirait que la monarchie de l'Europe entière; qu'il souhaitait donc avec ardeur que le pape et les Vénitiens eussent assez de courage pour penser à leur sûreté; que s'ils prenaient ce parti, il contribuerait de toutes ses forces, conjointement avec eux, à se garantir de l'ambition de l'empereur, et qu'il se liguerait, sans balancer, contre ce prince, non pour rentrer dans le Milanais ni pour s'agrandir d'ailleurs, mais seulement pour forcer Charles V à lui rendre ses enfants et mettre la liberté de l'Italie en sûreté; qu'il se croyait en droit d'en user ainsi à son égard; que l'ambition avait tellement aveuglé ce prince qu'il n'avait pas voulu faire un traité qui pût s'exécuter; qu'à son égard il ne tromperait pas même l'empereur en se liguant contre lui, puisque, dès le temps qu'il était à Pizzighitone et depuis qu'on l'avait confiné dans le château de Madrid, il s'était récrié sur l'injustice et la dureté des conditions qu'on lui proposait et qu'il n'était pas en son pouvoir d'effectuer; qu'il avait protesté que si sa situation le forçait à y souscrire, non-seulement il ne les exécuterait pas, mais que, dès qu'il trouverait l'occasion de se ressentir de la dure nécessité où l'empereur l'aurait réduit à signer un traité peu convenable et impossible à exécuter, il ne manquerait pas de le faire; qu'il avait souvent représenté aux Espagnols que les rois de France n'étaient pas maîtres d'aliéner le domaine de la couronne sans le consentement des États-Généraux, maxime que les Espagnols n'ignorent pas et qu'il croyait commune à toutes les monarchies; que la religion ne permettait pas de laisser vieillir un prisonnier de guerre dans une longue captivité qui ne devait être que le partage des scélérats et non des malheureux; que personne n'ignorait que des engagements forcés n'étaient d'aucun poids, et qu'ainsi le traité de Madrid étant nul, le serment qui l'avait confirmé n'obligeait en aucune manière; que les serments qu'il avait faits à son sacre et par lesquels il s'était engagé à ne jamais aliéner le domaine de la couronne étant antérieurs à ce traité, il n'avait pu y déroger; qu'ainsi il lui était libre d'abaisser l'orgueil de Charles V et qu'il y était tout-à-fait disposé.

La mère et la sœur du roi étaient dans les mêmes sentiments; celle-ci, piquée d'avoir fait le voyage d'Espagne sans fruit, déclamait contre la dureté de l'empereur et contre ses ministres. Enfin tout semblait se disposer à la conclusion de la ligue dès que les pouvoirs du pape et des Vénitiens seraient arrivés, et l'on croyait qu'il était plus à propos de la négocier en France, parce qu'il serait plus facile de gagner le roi d'Angleterre qu'on avait beaucoup d'espérance d'y faire entrer.

Tels étaient les discours que le roi et sa cour tenaient hautement, mais ses sentiments étaient au fond bien différents. Malgré la résolution où il était de ne point céder la Bourgogne à l'empereur, il n'avait guère d'envie de lui faire la guerre, à moins qu'il ne l'y forçât, et toutes ses négociations avec les Italiens ne tendaient qu'à intimider Charles et à lui faire accepter de l'argent à la place de la Bourgogne; et si la chose était possible, François I, uniquement occupé du désir de revoir ses enfants, aurait traité avec l'empereur sans songer à l'Italie. Cependant les envoyés du pape et des Vénitiens, pleins d'espérances, mandèrent à leurs maîtres la réponse du roi, et cela dans un temps où ces puissances se trouvaient dans une plus grande nécessité que jamais de conclure la ligue.

François Sforze, en partie par la faute de ses ministres et en partie par le peu de temps qu'il avait eu, n'avait mis que fort peu de vivres dans

le château, et on n'avait pas su les ménager dans de si fâcheuses circonstances. Comme il avait la facilité de faire savoir sa situation malgré le siége, il mandait chaque jour que ses munitions ne dureraient pas jusqu'à la fin du mois de juin, et que si l'on ne prenait des mesures, il serait contraint de se rendre à discrétion. On croyait bien qu'il pouvait exagérer les choses suivant la coutume des assiégés; mais on savait d'ailleurs qu'effectivement il ne lui restait que fort peu de provisions, et il n'y avait pas de doute que, si l'on ne secourait promptement le château de Milan, sa prise n'augmentât beaucoup la réputation de l'empereur et ne rendît la conquête du Milanais plus difficile. D'un autre côté, le désespoir des peuples offrait une occasion favorable à la révolution. L'empereur ne faisait passer en Italie aucunes sommes pour la solde des troupes auxquelles il était dû plusieurs montres; les officiers, dans l'impossibilité de les faire subsister autrement, avaient distribué les gens d'armes et les chevau-légers dans les places dont les habitants étaient obligés de s'accommoder avec les officiers et les soldats et de leur donner de l'argent au lieu de les avoir chez eux. On exigeait ces contributions avec tant de rigueur et de dureté que beaucoup de gens bien instruits m'ont assuré que le duché de Milan payait chaque jour cinq mille ducats à ces troupes et qu'Antoine de Lève s'attribuait trente ducats par jour pour lui seul. A l'égard de l'infanterie qui logeait à Milan et dans les autres villes, les soldats obligeaient leurs hôtes à fournir à leur nourriture et à celle de leurs amis qui venaient les voir; les hôtes qui n'avaient pas assez de vivres pour tant de personnes étaient obligés de composer avec eux; de cette sorte le même soldat avait plusieurs hôtes, l'un où il logeait et qui le nourrissait en effet, et d'autres qui lui donnaient de l'argent.

De si cruelles vexations mettaient les peuples au désespoir, et surtout les habitants de Milan qui, avant que le marquis de Pescaire se fût emparé de leur ville, n'étaient point accoutumés à loger des soldats ni à payer ces sortes de contributions. Ils avaient député vers l'empereur pour le prier de les délivrer de l'insolence et des exactions des troupes, ou du moins de leur accorder quelque soulagement; mais on ne leur avait répondu que d'une manière vague. Quoique la peste eût fait de grands ravages parmi eux, ils ne laissaient pas d'être encore capables de vigueur, surtout étant armés. Ces considérations auraient dû engager les impériaux à les traiter avec plus d'humanité; on les avait au contraire surchargés à proportion des autres villes; outre cela on les obligeait à contribuer aux dépenses publiques, c'est-à-dire à tout ce qu'il plaisait aux capitaines d'ordonner sous prétexte du service de l'empereur; et comme ces taxes n'étaient pas faciles à payer, les officiers chargés d'en faire le recouvrement en usaient avec une extrême dureté.

C'est pourquoi les Milanais désespérés résolurent de repousser cette violence par les armes et même de faire main-basse sur les soldats qui voudraient l'appuyer; ils convinrent qu'un habitant qui serait trop faible pour se défendre appellerait ses voisins à son secours; tous s'obligèrent d'y accourir sous les ordres des capitaines qu'ils établirent en différents quartiers. Cette confédération fut bientôt mise en action à l'occasion d'un artisan que l'on entreprit de contraindre à payer les contributions. Cet homme ayant réclamé le secours de ses voisins, tout le peuple se rendit en foule à sa maison, et il y eut une grande émeute dans toute la ville. Antoine de Lève et le marquis de Guast, accompagnés de quelques-uns des principaux de la ville, se transportèrent en cet endroit pour apaiser le trouble; ils en vinrent enfin à bout par la promesse qu'ils firent de se contenter des revenus publics sans charger davantage le peuple à l'avenir et de ne point faire venir de nouvelles troupes à Milan; mais dès le lendemain on eut avis qu'on en faisait approcher de la ville, et d'abord le peuple reprit les armes, mais avec plus d'ordre et en plus grand nombre que la veille. La chose parut si sérieuse aux impériaux que beaucoup de gens ont assuré qu'ils furent sur le point de sortir de Milan avec les troupes, ne se croyant pas en état de faire tête aux habitants, et qu'ils auraient exécuté cette résolution si le peuple eût pris le parti de les attaquer; mais on commença mal à propos par où l'on aurait dû finir, et on se remit à piller la *Corte-Vecchia* où demeurait le chef de la justice criminelle. Cette fausse démarche rendit le courage aux impériaux, qui barricadèrent les rues où ils étaient logés et firent venir là presque toute l'infanterie qui bloquait le château; ensuite ils formèrent un corps de

troupes capable de repousser le peuple s'il en venait aux mains. Les assiégés, profitant de cette occasion, firent une sortie et donnèrent sur les travaux du côté de la ville; mais ne se voyant pas soutenus par le peuple, ils se retirèrent aussitôt. Cette troupe sans expérience et manquant d'habiles chefs, ne songeant d'ailleurs qu'à mettre en sûreté le butin qu'elle venait de faire, non-seulement n'agissait pas comme elle aurait dû, mais commençait déjà même à se dissiper. Ainsi les impériaux échappèrent au péril par l'avantage qu'ont toujours les gens de guerre sur une populace en désordre, et ils calmèrent une seconde fois les esprits par la médiation de quelques-uns de la noblesse, qui promirent qu'on ferait sortir de la ville et du territoire de Milan toutes les troupes, excepté l'infanterie allemande qui faisait le siége du château.

Cependant le peuple était toujours dans les mêmes dispositions et il ne quittait point les armes, ce qui paraissait très favorable aux ennemis de l'empereur, surtout lorsqu'ils faisaient réflexion à la faiblesse de ses troupes d'Italie, aux embarras de ses généraux, et qu'ils se rappelaient que les impériaux ne s'étaient soutenus dans le Milanais durant la dernière guerre que par l'extrême affection que les peuples avaient eue pour eux.

Telle était la situation des affaires quand on apprit en Italie les sentiments et les offres du roi de France, qui priait le pape et les Vénitiens d'envoyer les pouvoirs nécessaires pour conclure. Cependant les ambassadeurs du roi d'Angleterre à la cour de Rome pressaient vivement le pape de travailler à l'abaissement de l'empereur et d'engager le roi de France à ne pas exécuter le traité. De leur côté les Vénitiens, qui avaient toujours été d'avis de prendre les armes, même dans des conjonctures moins délicates, y étaient plus portés que jamais; et le pape, malgré sa répugnance pour les embarras de la guerre, crut qu'il devait enfin s'y déterminer.

Les raisons qui le faisaient pencher depuis long-temps vers ce parti non-seulement subsistaient toujours, mais étaient encore plus fortes et plus pressantes. En effet, la guerre paraissait inévitable; l'empereur avait pu s'apercevoir par les longueurs de la négociation que le pape ne voyait ses succès qu'avec beaucoup de chagrin, et Clément d'un autre côté devait être persuadé, depuis le traité de Madrid, qu'il n'obtiendrait jamais de l'empereur des conditions raisonnables; et que ce prince était dans le dessein d'opprimer la liberté de l'Italie. Le péril croissait de jour en jour par l'extrémité où le château de Milan était réduit. Clément était d'ailleurs animé contre les impériaux par de nouvelles offenses; car depuis le traité de Madrid, ils avaient donné des quartiers à un régiment d'infanterie dans le Plaisantin et le Parmesan où ces troupes commettaient de grands désordres; et lorsqu'il en avait porté ses plaintes aux généraux, la seule réponse qu'il en obtint fut que cette infanterie avait pris ce parti sans ordre et pour subsister faute de paiement. Il était encore choqué d'une chose peut-être moins grave que la première, mais qu'il avait interprétée tout-à-fait en mauvaise part, comme il arrive toujours dans la défiance. L'empereur avait fait défense par un édit de porter en cour de Rome les affaires bénéficiales des royaumes d'Espagne; en conséquence un notaire espagnol eut l'audace de paraître à la rote un jour d'audience et d'y sommer au nom de l'empereur quelques particuliers de se désister de leur procédure devant ce tribunal.

La liberté du roi de France levait l'obstacle qui jusqu'alors avait arrêté les princes d'Italie, c'est-à-dire la crainte où ils étaient que la France n'abandonnât les confédérés dès qu'il s'offrirait d'autres moyens que la ligue pour tirer François I des mains de l'empereur. On mettait une extrême différence entre voir le roi de France en personne à la tête des alliés et n'y voir que sa mère; d'ailleurs le soulèvement du peuple de Milan et la disette de ce duché créaient de grandes espérances, et l'on était d'avis d'attaquer promptement les impériaux, avant que la récolte les mît en état de rafraîchir les places fortes, que le château de Milan fût forcé de se rendre, et que l'empereur pût envoyer de nouvelles troupes et de l'argent en Italie. On considérait que si le roi de France, à qui le passé pouvait à juste titre inspirer de la défiance sur le compte du pape, s'apercevait de la moindre incertitude dans ce pontife, il prendrait peut-être le parti d'exécuter le traité de Madrid, au lieu que si plusieurs puissances unissaient leurs forces par terre et par

mer et se déterminaient à soutenir une longue dépense qu'elles étaient en état de supporter, l'empereur, abandonné de toutes parts et se trouvant même dès à présent épuisé d'argent, ne pourrait manquer de succomber dans cette guerre.

La seule chose qui causât des inquiétudes aux Italiens était la crainte que le roi ne rompît avec ses alliés pour obtenir la liberté de ses enfants, comme on l'avait appréhendé par rapport à ce prince de la part de la régente ; mais on disait pour se rassurer que le cas était bien différent, et que le roi pressant l'empereur avec de nombreuses forces, il devait se flatter de forcer Charles à lui rendre ses enfants et de se couvrir outre cela de beaucoup de gloire ; qu'il n'y avait donc nulle apparence, que non-seulement il se déshonorât par un accommodement particulier, mais encore qu'il voulût donner des armes contre lui-même, sinon pour le présent, du moins pour l'avenir, ne pouvant livrer l'Italie à l'empereur sans exposer la France à un péril certain. Cette même raison faisait conclure qu'il agirait avec beaucoup d'ardeur dans cette guerre, parce qu'il y aurait de la légèreté à faire une ligue qui l'empêcherait de retirer ses enfants par l'exécution du traité et à négliger les moyens de contraindre glorieusement l'empereur à rendre de si chers otages.

Toute cette politique était fondée sur la conduite que le roi aurait dû raisonnablement tenir ; mais on ne faisait pas assez d'attention au caractère français, et c'est une erreur dans laquelle tombent presque toujours ceux qui se mêlent de faire des conjectures sur les desseins et la conduite d'autrui. Ils ne considéraient pas que la plupart des princes sont le plus souvent portés à préférer leur utilité à leurs serments, et que jugeant des autres souverains par eux-mêmes, ils présument facilement qu'ils pensent comme eux ; que par cette raison le roi de France ne manquerait pas de s'imaginer que le pape et les Vénitiens ne se mettraient plus en peine de ses intérêts dès qu'ayant enlevé le Milanais à l'empereur ils n'auraient plus rien à craindre de sa part, et que dans cette supposition il aimerait mieux tirer la guerre en longueur que de la terminer par une prompte victoire, dans l'espérance que l'empereur serait obligé par lassitude de traiter une seconde fois avec lui et de lui rendre ses enfants.

Le pape, déterminé par les premières raisons, le fut encore bien davantage par le regret d'être demeuré tranquille spectateur de la journée de Pavie ; il ne put soutenir les railleries que tout le monde faisait de sa timidité et les reproches de ses ministres, de toute sa cour et de l'Italie entière qui l'accusaient d'être la cause du péril présent. Il résolut donc, non-seulement de se liguer avec François I et les autres puissances contre l'empereur, mais encore de presser la conclusion de la ligue pour secourir François Sforze avant que la famine l'obligeât à rendre le château de Milan.

Ce fut cette extrémité des assiégés qui occasionna tous les malheurs qui arrivèrent dans la suite ; car sans cela, Clément, dont les Vénitiens étaient résolus de suivre l'exemple, n'aurait pas pressé si vivement la conclusion de cette affaire, et il y a tout lieu de croire qu'il aurait attendu quelque temps pour voir si l'inexécution du traité de Madrid et la nécessité de soutenir la guerre n'engageraient pas l'empereur à remettre sur le tapis les articles proposés pour la sûreté de l'Italie. D'ailleurs, en ne montrant pas au roi tant d'impatience, il en aurait obtenu de meilleures conditions pour le Saint-Siége et pour les Vénitiens ; du moins l'on aurait eu le temps de peser plus mûrement les articles de la ligue, on en eût mieux assuré l'exécution, et l'on eût attendu pour commencer la guerre que les Suisses fussent en marche et que les préparatifs nécessaires eussent été faits. Peut-être même que le roi d'Angleterre, avec qui la distance des lieux ne permit pas de traiter en si peu de temps, serait entré dans la ligue. Mais le danger du château de Milan fit croire au pape et aux Vénitiens qu'ils ne pouvaient conclure trop tôt. Ils envoyèrent donc leurs pouvoirs en diligence, mais fort secrètement, en France, et, pour accélérer la conclusion, ils ordonnèrent de suivre, à peu de chose près, le plan déjà proposé à la régente.

Cependant on apprit que le péril du château de Milan était encore augmenté. Le pape, faisant réflexion qu'il était obligé d'envoyer ses dépêches en France par la Suisse, parce que le chemin ordinaire n'était pas libre, et que, s'il survenait par hasard dans la forme du traité des difficultés qui fissent perdre du temps, il pourrait bien arriver que le secours viendrait trop

tard si l'on attendait la fin de la négociation pour le faire partir, communiqua ces craintes au sénat de Venise. Ces républicains, vivement sollicités par les ministres et les partisans que le duc de Milan avait à Rome et à Venise, qui proposaient divers expédients, résolurent, de concert avec le pape, de mettre actuellement sur pied les forces nécessaires pour secourir le château, afin de les faire agir à la première nouvelle de la conclusion du traité. On convint qu'à cet effet les Vénitiens feraient avancer sur leur frontière, par la rivière d'Adda, le duc d'Urbin avec leur gendarmerie et six mille hommes de pied italiens; que le pape enverrait de son côté à Plaisance le comte Guy Rangone à la tête de six mille hommes d'infanterie; que cependant on encouragerait le peuple de Milan et qu'on lierait dans les places de ce duché des intelligences avec des gens qui s'offraient d'eux-mêmes aux confédérés.

Il paraissait nécessaire d'avoir un grand nombre de Suisses, et le duc d'Urbin disait même que le moyen de s'assurer la victoire était d'en faire venir au moins douze mille; mais ni le pape ni les Vénitiens n'osèrent envoyer en Suisse pour y faire des levées en leur nom, ne voulant pas se déclarer si ouvertement avant d'avoir reçu des nouvelles certaines de la conclusion de la ligue.

Dans ces circonstances on prêta l'oreille aux propositions de Jean-Jacques de Médicis, Milanais, qui, de commandant de la forteresse de Mus, s'en était rendu maître à la faveur des conjonctures. Il insinua qu'il était en liaison depuis quelques mois avec plusieurs capitaines suisses, et que si le pape ou les Vénitiens lui faisaient tenir six mille ducats, il ferait partir sur-le-champ six mille hommes de cette nation sans qu'il fût besoin d'un décret public, pourvu qu'on leur promît que, dès qu'ils seraient dans le Milanais, on achèverait de leur payer la solde. Le pape et les Vénitiens se comportèrent dans cette occasion comme il arrive souvent dans les choses qu'on croit certaines et où le temps presse. Ils acceptèrent donc sans balancer les offres de Médicis, sachant surtout que les ministres du duc de Milan et l'évêque de Veroli étaient d'avis qu'on saisît cette occasion. Le pape avait beaucoup de confiance en ce prélat par rapport aux affaires de Suisse, où il avait été chargé de plusieurs négociations pour le Saint-Siége; il l'avait même fait demeurer plusieurs mois à Brescia pour entretenir des correspondances avec différents particuliers de cette nation, et Ennio était actuellement auprès du provéditeur des Vénitiens, d'où il continuait de traiter avec les Suisses. Octavien Sforze, évêque de Lodi, qui se trouvait alors à Venise, offrit aussi de faire venir un grand nombre de Suisses. Les Vénitiens, sans consulter le pape, le firent partir pour en lever six mille aux mêmes conditions. Ces démarches peu mesurées causèrent, comme on le verra bientôt, beaucoup de confusion dans l'entreprise qu'on méditait et dont on avait tout lieu d'espérer la réussite.

Pendant que ces choses se passaient en Italie, le vice-roi était à Victoria avec les otages et la reine Eléonore, prêt à les conduire en France aussitôt que le traité serait accompli; mais les délais qu'on apportait à le ratifier commençant à exciter la défiance de l'empereur, il écrivit au vice-roi d'aller avec le capitaine Alarcon trouver le roi qui s'était rendu de Bayonne à Cognac, et de s'assurer de ses intentions. François le reçut avec beaucoup de distinction et lui fit de grandes caresses, tant pour faire honneur à sa qualité de ministre de l'empereur que pour lui marquer sa reconnaissance de la liberté qu'il devait en partie à ses bons offices; mais il parut fort éloigné de céder la Bourgogne, sous prétexte qu'il n'obtiendrait jamais le consentement des Etats du royaume. Il dit que ce n'avait été que malgré lui qu'il avait fait une promesse si préjudiciable à sa couronne, et qu'il n'était pas en son pouvoir de l'accomplir; que néanmoins, désirant sincèrement conserver ses nouvelles liaisons avec l'empereur et conclure son mariage avec la reine Eléonore, il était disposé à donner deux millions d'écus à la place de la Bourgogne, le reste du traité subsistant dans son entier; qu'au reste ce n'était que l'extrême envie qu'il avait de vivre en bonne intelligence avec l'empereur qui lui faisait faire ces offres; que, s'il voulait lui faire la guerre, il en était assez vivement sollicité de différents endroits; que le pape, le roi d'Angleterre et les Vénitiens lui proposaient d'assez grands avantages pour l'y déterminer; qu'il pouvait informer l'empereur de sa réponse et lui faire savoir que c'était sa

dernière résolution. Le vice-roi fit partir sur-le-champ un exprès, et le roi dépêcha de son côté l'un de ses secrétaires vers ce prince pour le même sujet.

Telle était la situation des choses lorsque les pouvoirs du pape et des Vénitiens arrivèrent en France. Le roi, qui d'abord avait marqué beaucoup d'empressement pour conclure, différa la négociation pour attendre la réponse de l'empereur que le vice-roi lui faisait espérer devoir être favorable ; il ne cacha pas même aux ministres italiens ses nouvelles espérances, parce que la chose ne pouvait pas être tenue bien secrète. Il leur insinua que le vice-roi avait fait des propositions qu'il n'était pas en son pouvoir de ne point écouter ; mais il les assura qu'il ne signerait jamais de traité si l'empereur, en lui rendant ses enfants, ne consentait pas à la restitution du Milanais et à la sûreté de l'Italie, ce qui néanmoins était bien éloigné de sa pensée. Ce changement aurait refroidi le pape s'il ne s'était pas imaginé qu'il n'avait point d'autre ressource que dans une ligue avec la France.

La surprise de l'empereur fut extrême lorsqu'il sut la résolution du roi ; il était au désespoir de se voir arracher l'espérance de rentrer dans la Bourgogne qu'il avait désirée avec ardeur, tant pour avoir la gloire de réunir cette province à son patrimoine qu'à cause de la situation avantageuse de ce duché pour de plus grands desseins. D'ailleurs il était outré de ce que le roi de France, en manquant ainsi à sa parole, lui témoignait à la face de toute la terre un mépris si marqué. Il avait outre cela une honte secrète de s'être légèrement persuadé que le roi exécuterait le traité et de n'avoir voulu croire ni sa cour, ni l'opinion publique, ni les remontrances de Marguerite d'Autriche, sa tante, ni ses ministres d'Italie.

Ensuite, ayant examiné ce que sa dignité exigeait de lui dans ces circonstances des deux côtés, il prit le parti de ne rien relâcher de ses prétentions par rapport à la Bourgogne, de traiter avec le pape et de rétablir plutôt François Sforze, comme y ayant moins de honte à pardonner à un prince faible que de paraître trembler en cédant à un grand roi qui d'ailleurs était son rival de gloire et de grandeur, et de préférer la guerre contre tous, supposé que la ligue se formât, à l'oubli de l'injure qu'il recevait de la part du roi de France ; mais il craignait qu'il ne fût plus temps de prévenir la confédération, et que Clément VII, piqué du mépris qu'il avait fait de son alliance, ne se fût entièrement livré à ses ennemis. Il avait de légitimes raisons de l'appréhender ; ce pontife, non content d'avoir dépêché un exprès pour complimenter le roi sur sa liberté, devait encore, disait-on, faire partir incessamment un ambassadeur pour sa cour ; d'ailleurs, sous prétexte d'assurer les côtes de l'Etat de l'Eglise contre les Maures, il venait de prendre à son service André Doria avec huit galères, à condition de payer à ce Génois trente-cinq mille ducats d'appointements chaque année. Cette nouveauté, car le pape n'avait pas encore songé à se rendre puissant sur mer, l'habileté de Doria et ses longs services en France, firent croire à l'empereur qu'on pouvait méditer quelque entreprise contre Gênes.

Aussi prit-il différentes mesures pour être prêt à tout événement. Il pressa vivement le voyage du duc de Bourbon en Italie ; il donna ordre de faire venir à Barcelone sept galères de Monaco qui devaient joindre celles qu'il avait en Espagne ; ensuite il mit à part cent mille ducats destinés pour le connétable, dont le voyage serait fort inutile sans argent. Outre cela, D. Hugues de Moncada eut ordre d'aller à Rome pour donner, comme on le publiait, toute sorte de satisfaction au pape ; mais il fut chargé secrètement de passer auparavant à la cour de France pour savoir s'il n'y aurait point quelque espérance d'engager François I de rendre la Bourgogne, et, supposé qu'il y en eût, de ne pas aller à Rome, ou, s'il était obligé de faire le voyage, d'accommoder la négociation aux conjonctures alors présentes.

CHAPITRE II.

Ligue entre le pape, le roi de France et les Vénitiens contre l'empereur. Moncada offre au pape, au nom de l'empereur, ou la paix ou la guerre. Lettres de Lève, interceptées par Guicciardini, lieutenant du pape. Révolte de Milan contre l'armée impériale. Le marquis du Guast va au secours de Lodi. Le duc d'Urbin s'en empare. Le duc et son armée à Marignan. Les Suisses à la solde de la ligue. Bourbon va au secours de Milan. Conseils de Doria au pape sur les affaires de Gênes. Défaite de Milan. L'armée de la ligue décampe de Milan.

Cependant le pape était dans une grande inquiétude sur le péril où se trouvait le château de Milan ; il craignait que le roi de France ne s'ac-

commodât avec l'empereur, et il était incertain des suites qu'aurait la commission de Moncada; son passage à la cour de France la lui rendait déjà fort suspecte, et supposé qu'il vînt effectivement à Rome, serait-il prudent de se fier à la dissimulation et aux artifices des Espagnols? C'est pourquoi le pape et les Vénitiens pressèrent avec ardeur la conclusion de la ligue. Le roi de France, instruit par Monçada de la résolution de l'empereur, se rendit enfin à leurs vives sollicitations, craignant qu'un plus long délai n'obligeât le pape à prendre d'autres mesures. D'ailleurs il crut qu'après la conclusion de cette ligue il trouverait moins de difficultés à traiter avec l'empereur, que la crainte ébranlerait peut-être en quelque façon. Enfin il se laissa persuader à la sollicitation du roi d'Angleterre, qui d'ailleurs ne faisait rien de réel en faveur des confédérés.

Le traité fut donc conclu le 17 mai[1] à Cognac par les commissaires du roi et les ministres du pape et des Vénitiens. Il portait qu'il y aurait ligue et alliance perpétuelle entre le pape, le roi de France, les Vénitiens et le duc de Milan, dont le pape et les Vénitiens promirent la ratification. On s'obligeait par ce traité à rétablir François Sforze dans la jouissance du Milanais et de faire mettre en liberté les enfants du roi. Il portait encore: que la ligue serait dénoncée à l'empereur et qu'il aurait la liberté d'y accéder dans l'espace de trois mois, à condition de rendre les otages moyennant une somme convenable qui serait fixée par le roi d'Angleterre, de remettre toutes les places du Milanais à François Sforze et de rétablir les autres Etats de l'Italie comme ils étaient avant la dernière guerre; que, pour secourir le château de Milan, le pape mettrait en campagne huit cents lances, sept cents chevau-légers et huit mille hommes d'infanterie, les Vénitiens huit cents gens d'armes, mille chevau-légers et huit mille hommes de pied; que le duc de Milan lèverait quatre cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie dès qu'il le pourrait; qu'en attendant le pape et les Vénitiens fourniraient ces quatre mille hommes à sa place; que le roi ferait partir incessamment cinq cents lances pour l'Italie et donnerait quarante mille écus au pape et aux Vénitiens par mois pour faire des levées en Suisse; qu'il attaquerait en même temps l'empereur au-delà des monts, du côté qu'il jugerait à propos, avec une armée qui serait au moins de deux mille lances, dix mille hommes d'infanterie, et fournie d'une artillerie proportionnée; que l'on armerait une flotte dont le roi fournirait douze galères, les Vénitiens treize et le pape celles qu'il avait sous les ordres d'André Doria; qu'à l'égard des vaisseaux, on en équiperait à frais communs; qu'on se servirait de ces forces contre Gênes, et qu'ensuite, après la défaite ou l'affaiblissement de l'armée impériale en Lombardie, on attaquerait vivement le royaume de Naples par terre et par mer; qu'après la conquête de cet Etat le pape en pourrait donner l'investiture à qui bon lui semblerait; mais, par un article séparé, il s'engagea à ne disposer de cette couronne que de l'aveu des confédérés, et il exigea que le cens se paierait au Saint-Siége sur l'ancien pied, se réservant d'ailleurs de pouvoir disposer de quatre mille ducats de rente dans ce royaume en fonds de terre. Les confédérés, pour assurer le roi que les succès de la ligue en Italie et la conquête du royaume de Naples seraient un moyen d'obtenir la liberté de ses enfants, stipulèrent que si l'empereur voulait accéder à la ligue aux conditions précédentes, dans l'espace de quatre mois après la conquête de Naples, on lui rendrait ce royaume; mais que s'il rejetait cet expédient, le roi jouirait à perpétuité d'une redevance annuelle sur le royaume de Naples.

Le traité portait encore: que le roi, dans un autre temps et sous quelque prétexte que ce pût être, ne pourrait inquiéter François Sforze par rapport au duché de Milan; qu'au contraire il serait obligé de le défendre envers et contre tous, conjointement avec le reste des alliés; qu'il ferait même tous ses efforts pour engager les Suisses à renouveler alliance avec ce duc, mais que, pour dédommager le roi de la cession de ses droits, ce duché lui paierait un tribut annuel que le pape et les Vénitiens régleraient, et qui serait au moins de cinquante mille ducats; que François Sforze épouserait une princesse du sang de France, et donnerait à Maximilien son frère une pension convenable pour décharger le roi de celle qu'il lui faisait; que le comté d'Asti serait rendu à la France; que, dès qu'on aurait repris Gênes, ce

(1) Le P. Daniel dit le 22 mai.

prince rentrerait en possession de la souveraineté de cette ville; que si le doge Antonio Adorne voulait entrer dans la ligue, il n'y serait reçu qu'à condition de faire hommage au roi, comme Octavien Frégose l'avait fait quelques années auparavant; que tous les confédérés demanderaient conjointement la liberté des enfants de France à l'empereur, auquel on déclarerait en commun qu'on ne poserait point les armes qu'il n'eût satisfait le roi sur cet article; qu'en conséquence, après que la guerre d'Italie serait terminée, ou que du moins le royaume de Naples serait conquis et l'armée impériale tellement affaiblie qu'on n'en eût plus rien à craindre, les alliés seconderaient le roi contre l'empereur au-delà des monts avec mille lances, quinze cents chevau-légers et dix mille hommes de pied, ou lui donneraient de l'argent au lieu de troupes, à son choix; qu'aucun des confédérés ne pourrait traiter avec l'empereur sans le consentement des autres; que si ce prince accédait à la ligue, il pourrait venir prendre à Rome la couronne impériale avec un nombre de troupes qui serait réglé par le pape et par les Vénitiens; que la mort de l'un des alliés ne romprait pas la confédération; que le roi d'Angleterre en serait reconnu protecteur et conservateur; qu'il serait toujours le maître d'y accéder, et qu'en ce cas il aurait dans le royaume de Naples une principauté de trente-cinq mille ducats de revenu, et le cardinal d'York une autre de dix mille ducats de rente dans ce royaume ou dans quelque autre partie de l'Italie.

Le pape ne voulut jamais consentir que le duc de Ferrare fût compris dans la ligue, quoique le roi de France et les Vénitiens le désirassent; il obtint même par le traité, mais en termes généraux, qu'ils aideraient le Saint-Siége à rentrer dans les villes qui faisaient le sujet des différends de ce duc avec l'Eglise. A l'égard des Florentins, il n'est pas douteux qu'ils ne fussent membres de la ligue, puisque le pape comptait se servir de toutes leurs forces et les faire contribuer, même pour la meilleure part, aux frais de la guerre; mais pour ne pas faire tort à leurs marchands ni troubler leur commerce dans plusieurs villes soumises à l'empereur, on ne les nomma point dans le traité comme confédérés; il fut simplement dit: qu'en considération du pape ils jouiraient de tous les avantages de la ligue, comme s'ils y eussent été expressément compris, le pape promettant pour eux qu'ils ne feraient rien qui pût préjudicier aux alliés.

On ne nomma point de capitaine général des troupes de la ligue, parce qu'on n'eut pas le temps de discuter cet article, et que d'ailleurs il n'était pas aisé de convenir d'un personnage qui fût agréable à toutes les parties et qui réunît toutes les qualités nécessaires pour cette grande place. Malgré la conclusion de la ligue, le roi, qui ne s'était pas absolument détaché de sa négociation avec le vice-roi de Naples, différa de ratifier le traité, de commencer la guerre et de payer les quarante mille ducats pour le premier mois, jusqu'à ce qu'il eût reçu les ratifications du pape et des Vénitiens. Quoique ce nouveau délai leur causât de l'inquiétude, ils ne laissèrent pas de passer outre à cause de l'extrémité du château de Milan. Ils n'eurent pas plus tôt ratifié que le pape, par les ordres de qui le comte Guy Rangone, gouverneur général de l'armée de l'Eglise, s'était déjà rendu à Plaisance avec sa gendarmerie et cinq mille hommes de pied, y fit passer encore d'autre infanterie et les lances florentines commandées par Vitello Vitelli, gouverneur des troupes de cette république. Il ordonna aussi à Jean de Médicis, qu'il fit capitaine général de l'infanterie italienne, d'aller joindre Rangone; ensuite il donna la charge de son lieutenant général dans l'armée et dans tous les Etats du Saint-Siége, avec un pouvoir presque absolu, à Francesco Guicciardini, alors président de Romagne. D'un autre côté les Vénitiens augmentèrent leur armée, dont le duc d'Urbin était capitaine général, et Pierre Pesaro provéditeur; ces généraux la postèrent à Chiari dans le territoire de Brescia, et eurent ordre d'attaquer les impériaux sans aucun délai.

Cependant don Hugues de Moncada se rendit à Milan. Le vice-roi et cet envoyé ignoraient la conclusion de la ligue; jugeant néanmoins par les réponses du roi que les choses ne tourneraient pas à la satisfaction de l'empereur, Moncada s'était mis en chemin par l'Italie. Il alla trouver François Sforze dans le château, suivi du protonotaire Caraccioli, exhortant ce prince à se remettre entre les mains de l'empereur dont il lui représenta la bonté. Le duc répondit que la conduite des impériaux à son égard l'avait mis dans la nécessité d'implorer le secours du pape

et des Vénitiens, sans la participation desquels il ne pouvait plus faire aucune démarche. Moncada lui fit entendre que l'empereur voulait que l'accusation dont on le chargeait fût sommairement examinée par le protonotaire, en qui le duc avait beaucoup de confiance; que ce n'était qu'une simple formalité pour que ce prince pût le rétablir dans ses Etats sans blesser sa propre dignité, et que, dès qu'il aurait eu une entrevue avec le pape qu'il allait trouver, l'affaire ne souffrirait pas beaucoup de difficulté; mais il ne voulut jamais consentir qu'on levât le siége du château, ni même accorder une suspension d'armes, ce que le duc demandait avec instance.

On crut alors, et cette opinion se fortifia depuis, que Moncada avait des pouvoirs très étendus, et qu'il était maître de traiter non-seulement avec le pape et de consentir au rétablissement de François Sforze, mais encore avec le duc seul dont il devait seulement exiger qu'il gardât la neutralité entre l'empereur et les confédérés; mais que, comme ses instructions portaient qu'il se réglerait sur les conjonctures, lorsqu'il vit à quelle extrémité le château se trouvait réduit, et qu'un traité avec le duc ne pouvait être utile à l'empereur qu'autant qu'il procurerait la paix avec le pape et les Vénitiens, il n'avait pas cru devoir faire avec ce prince un accommodement particulier dont l'empereur ne retirerait aucune utilité.

Quelque temps après Moncada et Caraccioli firent sortir Morone de la citadelle de Trezzo pour le transférer à Monza, afin qu'il fût à portée d'être interrogé par le protonotaire qui devait le juger. Ensuite don Hugues se rendit à Rome après avoir écrit à Venise d'envoyer à l'ambassadeur de la république dans cette cour des pouvoirs suffisants pour traiter des affaires présentes. Moncada vint à l'audience du pape avec le duc de Sessa et dit à Sa Sainteté qu'elle pouvait choisir de la paix ou de la guerre; que l'empereur penchait vers la première, mais qu'il était aussi disposé à prendre les armes. Le pape lui fit réponse en termes généraux, et ensuite ajouta qu'il était bien fâché de ne pouvoir plus disposer de lui-même, et d'avoir été contraint par la dureté des ministres impériaux et par la lenteur même du nouvel envoyé à prendre d'autres engagements.

Moncada et le duc Sessa se rendirent une seconde fois à l'audience du pape, et lui dirent que le dessein de l'empereur était de laisser le duché de Milan à François Sforze, à condition néanmoins que le château demeurerait entre les mains du protonotaire Caraccioli jusqu'à l'entier examen de l'accusation formée contre ce duc, simple formalité qui se pratiquerait uniquement pour sauver la gloire de l'empereur; que Sa Majesté Impériale consentait encore à terminer d'une manière convenable ses différends avec les Vénitiens et à rappeler ses troupes de Lombardie, à condition néanmoins qu'elles seraient payées comme on l'avait proposé ci-devant; qu'enfin, pour prix de sa facilité, Charles exigeait seulement du pape qu'il demeurât neutre entre l'Empire et la France.

Clément répondit : que l'empressement qu'il avait eu pour conserver l'amitié de l'empereur n'était ignoré de personne et qu'il était encore dans les mêmes dispositions, quelque sujet qu'il eût de changer à son égard; que ses demandes n'avaient jamais renfermé autre chose que les offres qu'on lui faisait aujourd'hui, et que, disposé à préférer le bien public à ses propres intérêts, il ne pouvait qu'approuver ces propositions; mais que n'étant plus en son pouvoir de les accepter, comme il l'aurait été dans le temps qu'on ne voulait pas les accorder, elles ne pouvaient que lui causer de la douleur aujourd'hui; que cette triste situation ne venait pas de sa faute, mais de la lenteur de Charles à prendre sa résolution; que n'ayant jamais pu l'engager à donner du moins quelques espérances de sûreté à l'Italie, et voyant à quelle extrémité le château de Milan était réduit, il avait été forcé, pour prévenir sa propre ruine et celle des autres princes, à se liguer avec la France, sans l'aveu de laquelle il ne lui était plus permis de traiter avec l'empereur.

Moncada, après avoir combattu la résolution du pape et recevant toujours la même réponse, prit le parti de sortir de Rome. Ce ministre et les généraux de l'empereur ne virent qu'avec chagrin que tout se disposait à la guerre, que la puissance des confédérés et le mauvais état de l'armée impériale leur faisaient paraître difficile à soutenir.

Sur ces entrefaites, le lieutenant du pape intercepta des lettres de l'armée de l'empereur. Dans l'une Antoine de Lève donnait avis au

duc de Sessa de l'indisposition du peuple de Milan à l'égard des troupes et de la triste situation des affaires, à laquelle *il n'y avait*, disait-il, *d'autre remède que la grace de Dieu*. Dans d'autres du même et du marquis du Guast à Moncada, écrites depuis son départ de Milan, ils le pressaient de conclure la paix et de leur en donner avis aussitôt, lui représentant le péril où ils étaient exposés avec l'armée.

Mais leur inquiétude eût été moins grande s'ils eussent pu pénétrer les dispositions du duc d'Urbin, sur qui roulait toute la conduite de la guerre; car outre qu'il avait le titre de capitaine général des troupes vénitiennes dont il était auparavant revêtu, il n'y avait personne dans l'armée de la ligue en état de lui disputer le commandement, soit par la qualité, soit par le crédit, soit enfin par la réputation. Ce général, faisant peut-être trop d'estime de la valeur des Espagnols et des Allemands, et poussant trop loin la défiance qu'il avait du courage des troupes italiennes, avait résolu de ne passer l'Adda que lorsqu'il aurait au moins cinq mille Suisses dans l'armée; il craignait même que s'il passait l'Oglio avec les troupes vénitiennes seules, les impériaux ne traversassent l'Adda et ne vinssent fondre sur lui. Dans cette appréhension il pressait l'armée du pape, qui s'était déjà rassemblée à Plaisance, de passer le Pô au-dessous de Crémone et de le joindre, après quoi les deux armées devaient aller prendre quelques postes avantageux sur les bords de l'Adda pour y attendre les Suisses. Ces étrangers ne devaient pas arriver si tôt; et outre la lenteur naturelle de cette nation, l'imprudence qu'on avait eue de confier cette affaire au commandant de Mus et à l'évêque de Lodi fit naître plusieurs contre-temps. L'évêque était trop léger pour négocier avec les Suisses, et l'autre n'avait d'autre but que de s'approprier une partie des deniers qu'il avait touchés; enfin ni l'un ni l'autre n'avaient assez de crédit parmi les Suisses pour engager, avec si peu d'argent, un si grand nombre de soldats à marcher au service du pape; d'ailleurs l'ambition et l'intérêt particulier firent naître de la jalousie entre eux et les brouillèrent. D'un autre côté, les ministres de France en Suisse ne sachant pas si cette négociation serait approuvée du roi, la traversèrent; ce fut la faute du pape et des Vénitiens, qui n'en avaient pas informé François I. Ce n'avait point été par oubli, mais par un excès de prudence ou plutôt de raffinement, parce qu'Albert Pio, ambassadeur de France à Rome, avait insinué que si le roi savait avant la conclusion de la ligue qu'ils eussent donné ordre de faire des levées en Suisse, il pourrait arriver qu'il se presserait moins de conclure, regardant la guerre comme déjà entamée sans lui contre l'empereur. L'évêque et le commandant assuraient néanmoins tous les jours que les Suisses étaient en chemin, mais ils n'arrivaient point, et cependant on différait de secourir le château de Milan.

Les impériaux, voyant la guerre certaine, résolurent de réduire le peuple de Milan pour n'avoir pas à combattre au dedans et au dehors à la fois. Ce peuple, devenu chaque jour plus insolent, leur refusait non-seulement toutes les provisions qu'ils demandaient, mais encore dès qu'un soldat s'écartait un peu dans la ville, il était assommé sur-le-champ. Pour avoir occasion d'employer la force, les impériaux exigèrent qu'on fît sortir de Milan quelques capitaines du peuple, sous prétexte qu'ils étaient la cause des désordres qu'on voyait arriver à tout moment. Le peuple, révolté par cette proposition, fit main-basse sur quelques Espagnols qu'il trouva dans les rues. Alors Antoine de Lève et le marquis du Guast, qui secrètement avaient fait approcher de Milan toutes leurs troupes, déclarèrent qu'ils n'observeraient plus les conventions ci-devant faites, et le 17 juin ils firent massacrer en leur présence un homme du peuple qui ne les avait pas salués, et bientôt après encore trois autres pour le même sujet. Ils se mirent ensuite à la tête d'un gros de lansquenets. Aussitôt le peuple prit les armes et força d'abord la Corte-Vecchia et la tour de la cathédrale, qui étaient gardées par l'infanterie italienne; mais s'avançant en désordre et combattant plutôt par des cris qu'avec les armes, comme c'est la coutume d'une populace sans expérience, il fut bientôt dissipé, à quoi ne contribua pas peu la mousqueterie qu'on avait distribuée sur des hauteurs dont les Espagnols s'étaient d'abord emparés, et d'où ils tuaient et blessaient beaucoup de monde.

Pendant que ces choses se passaient dans la ville, les troupes qui s'en étaient approchées commençaient à mettre le feu à quelques maisons voisines de Milan, et l'infanterie espa-

gnole marchait vers cette place; c'est pourquoi les habitants, pleins d'épouvante et sur le point d'éprouver les derniers malheurs, consentirent à satisfaire les impériaux et même à faire sortir de la ville plusieurs personnes du peuple avec les capitaines, de poser les armes et d'obéir aux généraux de l'empereur; ceux-ci se hâtèrent de terminer l'affaire à ces conditions, avant que l'infanterie espagnole fût dans la place. Ils craignaient de n'être plus les maîtres d'empêcher le pillage, qu'ils étaient bien éloignés de souhaiter, dans la crainte que l'armée, pour mettre à couvert un si riche butin, ne vînt à se dissiper entièrement ou du moins pour la plus grande partie; d'ailleurs ils ne crurent pas qu'il convînt à leur situation présente d'abandonner aux soldats dans un seul jour ce qui restait encore à Milan de vivres et d'argent, avec lesquels ils comptaient faire long-temps subsister les troupes.

La réduction de Milan et la lenteur des Suisses avaient beaucoup diminué l'opinion qu'on avait conçue des forces de la ligue, mais un heureux incident lui rendit sa réputation et releva ses espérances. Dans l'indisposition, ou plutôt le désespoir du Milanais, différentes personnes avaient lié des intelligences dans presque toutes les villes contre les impériaux, et dans le grand nombre, celle de Lodi, concertée par le duc d'Urbin et le provéditeur avec Ludovic Vistarino, gentilhomme de cette ville, eut un favorable succès. Ludovic, attaché de tout temps à la maison de Sforze et touché des maux de sa patrie, où Fabrice Maramaüs, qui commandait quinze cents hommes d'infanterie napolitains, tenait la même conduite que les Espagnols et les lansquenets à Milan, résolut d'y faire entrer les troupes vénitiennes; il était cependant à la solde des impériaux, mais il prétendait, et le duc d'Urbin le confirmait dans cette opinion, il prétendait, dis-je, être libre de ses engagements depuis qu'il avait représenté qu'il ne pouvait entretenir plus long-temps sa compagnie à moins qu'on ne lui fournît de l'argent. On convint qu'à l'entrée de la nuit du 24 juin Malatesta Baglione, avec trois ou quatre mille hommes de pied vénitiens, s'approcherait des murs de la ville près d'un certain bastion dans lequel Vistarino devait les introduire; un peu avant l'heure marquée, Ludovic, accompagné de deux personnes, sous prétexte de faire la ronde, se rendit à ce fort qui était gardé par six soldats, et ayant été joint par quelques autres qu'il avait cachés dans des maisons voisines, il monta sur le bastion. Quoiqu'il eût d'abord dit le mot du guet, les soldats, dans la crainte de quelque surprise, en vinrent aux mains avec lui, et quelques autres étant accourus au bruit il ne s'en fallut rien que le bastion ne fût repris; Vistarino fut même blessé dans ce combat; il était réduit à la dernière extrémité quand Malatesta parut. Les Vénitiens, ayant escaladé le bastion du côté de la campagne, pénétrèrent dans la ville; Fabrice Maramaüs accourut aussitôt avec une partie de sa garnison; mais voyant les ennemis en grand nombre, il prit le parti de s'enfermer dans le château. La ville fut prise et la plupart des soldats qui demeuraient en différents quartiers furent faits prisonniers. Le duc d'Urbin, pour favoriser cette entreprise, s'était avancé la veille jusqu'à Orago, où il passa l'Oglio sur un pont qu'il fit jeter la même nuit; dès qu'il sut la prise de cette ville, il fit passer l'Adda sur un pont à quelques troupes, et ayant renforcé la garnison de Lodi pour que cette ville pût se défendre en cas d'attaque du côté du château, il rejoignit aussitôt l'armée.

Dès qu'on eut appris à Milan la prise de Lodi, le marquis du Guast partit à la tête de quelques chevau-légers et de trois mille hommes d'infanterie espagnole et marcha vers cette ville. Il fit entrer son infanterie dans le château par la porte del Soccorso sans aucun obstacle, à la faveur d'un chemin où l'on n'a rien à craindre du canon de ce fort ni de celui de la ville; ensuite il se jeta brusquement dans Lodi et pénétra jusqu'à la grande place. Les troupes que Baglione avait amenées et le renfort venu depuis firent face en cet endroit, mirent des gardes à plusieurs maisons et s'assurèrent de la rue qui mène à la porte par laquelle ils étaient entrés, afin de pouvoir faire retraite si la fortune n'était pas pour elles. Le combat fut d'abord très opiniâtre, et beaucoup de gens ont cru que si l'ardeur des Espagnols ne se fût pas ralentie, la ville n'eût pu manquer d'être reprise, vu la fatigue des troupes vénitiennes. Le marquis, voyant les ennemis en plus grand nombre qu'il ne s'y attendait, et s'imaginant que l'armée vénitienne n'était pas loin, se rebuta bientôt et reprit le chemin de Milan

après avoir laissé garnison dans le château.

Le duc d'Urbin, fier d'avoir fait passer deux grosses rivières à son armée sans camper, vint ensuite à Lodi pour assurer sa conquête ; il augmenta encore le nombre des troupes pour ôter aux impériaux l'envie de faire une autre tentative, et il fit braquer de l'artillerie contre le château. La garnison, n'espérant point de secours et d'ailleurs ne pouvant se défendre qu'avec une extrême difficulté, la place étant trop petite pour contenir beaucoup de monde, en sortit la nuit suivante et se rendit à Milan avec de la cavalerie détachée pour favoriser sa retraite.

La prise de Lodi fut très avantageuse aux alliés et donna beaucoup de réputation à leurs armes. Cette ville avait de bonnes fortifications et elle était une de celles que les impériaux s'étaient proposé de défendre jusqu'à la dernière extrémité. A la faveur de cette place on pouvait envoyer des partis jusqu'aux portes de Milan et de Pavie, ces trois villes formant un triangle entre elles et n'y ayant que vingt milles de distance de l'une à l'autre ; aussi les impériaux envoyèrent-ils en diligence quinze cents lansquenets à Pavie. Les confédérés avaient passé l'Adda, que l'on avait cru devoir les arrêter du moins quelque temps, et il n'y avait plus d'obstacle à la jonction des deux armées ; d'ailleurs les impériaux, qui tenaient dans Crémone une garnison de quinze cents hommes d'infanterie allemande commandée par le capitaine Corradino, n'étaient plus à portée de la secourir quand on l'attaquerait ; enfin ils perdaient un poste également commode pour attaquer les Etats du Saint-Siége et des Vénitiens. Aussi disait-on dans leur armée que si le duc d'Urbin savait profiter de sa victoire, il les jetterait dans d'étranges embarras.

Mais ce général, pensant bien différemment, ne croyait pas pouvoir s'approcher de Milan sans beaucoup de péril s'il n'avait pas un grand nombre de Suisses dans l'armée ; néanmoins, ne voulant pas laisser paraître ses craintes, il prit le parti de marcher avec lenteur et de demeurer au moins un jour dans chaque poste pour donner le temps aux Suisses de le joindre, comptant qu'ils ne devaient pas tarder ; il rejetait même tous les partis qu'on lui proposait en cas que ces troupes ne vinssent pas, quoique tout ce qui s'était passé dût faire sentir que l'on comptait vainement sur elles. Ce fût dans ces vues que l'armée du pape s'étant avancée le jour suivant à San-Martino, place à trois lieues de Lodi, le duc fit résoudre dans le conseil de guerre que les deux armées resteraient encore un jour dans les quartiers qu'elles occupaient actuellement et qu'ensuite elles iraient camper au vieux Lodi, distant de cinq milles du nouveau, et où l'on prétend que le grand Pompée bâtit cette ville. Comme ce lieu n'est qu'à trois milles du grand chemin de Pavie et qu'il se trouve également à portée de cette place et de Milan, il comptait, en s'y postant, tenir les impériaux en alarmes. Les deux armées se réunirent en s'y rendant ; elles étaient presque égales en infanterie, dont le nombre montait environ à deux mille hommes. Les Vénitiens, dont les lances et les chevau-légers étaient plus nombreux, avaient aussi beaucoup plus d'artillerie et de munitions ; mais les généraux du pape levaient chaque jour de nouvelle cavalerie.

Après un jour de repos au vieux Lodi on changea de projet ; il fut résolu que l'on prendrait désormais le grand chemin pour marcher plus facilement dans ce pays plein de fossés et de chaussées, et parce que d'ailleurs il paraissait plus facile de secourir le château de Milan par ce côté-là qui mène à la porte de Côme, que par le chemin de Landriano qui conduit à celle de Verceil. Enfin on pouvait transporter plus sûrement des vivres par cette route, et l'on y serait plus à portée d'être joint par les Suisses ; c'est pourquoi les deux armées se rendirent ensemble le dernier de juin à Marignan, où l'on délibéra sur les opérations de la guerre présente.

Le duc d'Urbin voulait attendre les Suisses, quoiqu'il y eût peut-être moins lieu que jamais de compter sur eux ; et il soutenait que si l'on n'était appuyé par un corps de troupes fermes et bien disciplinées, il n'était pas sûr de s'approcher de Milan avec des milices rassemblées à la hâte, quoiqu'il n'y eût dans cette ville qu'un petit nombre de cavalerie, trois mille lansquenets et cinq ou six mille Espagnols, sans argent et presque sans vivres.

Plusieurs officiers disaient au contraire qu'en marchant en bon ordre et ne prenant que des postes sûrs, on pouvait tourner vers Milan sans crainte, l'assiette du pays étant si favorable

qu'on pouvait toujours camper avantageusement; qu'il ne paraissait pas vraisemblable que les impériaux se déterminassent à sortir de Milan pour traverser les approches, parce qu'outre qu'ils étaient obligés de laisser une partie des troupes au siége du château, la disposition actuelle du peuple les empêchait de laisser la ville sans soldats, de sorte qu'ils seraient trop faibles pour attaquer une si nombreuse armée; que, quoique les troupes de la ligue ne fussent que des milices, il y avait néanmoins parmi elles beaucoup de soldats aguerris et d'aussi bons capitaines qu'il y en eût alors en Italie; qu'ainsi, non-seulement on pouvait approcher de Milan sans péril, mais espérer même de prendre cette ville; que les faubourgs étaient mal fortifiés et même ouverts en plusieurs endroits, ce qui marquait bien que les ennemis ne songeaient pas à défendre un si grand terrain. En effet, ils s'étaient bornés à fortifier la ville et semblaient avoir abandonné les faubourgs; ils ajoutaient que l'armée s'en saisirait d'abord sans peine et s'y logerait de même, après quoi, selon toutes les apparences, la place ne pourrait pas tenir long-temps sans argent et sans vivres, n'ayant que de faibles murs et n'étant fermée en plusieurs endroits que par les maisons des particuliers; que d'ailleurs le château aiderait à la réduire, cette place étant surtout commandée par les faubourgs; que ç'avait été par cette raison que Prosper Colonna et plusieurs autres capitaines avaient cru que la défense de Milan contre un ennemi maître de ces dehors serait très difficile.

Toutes les opérations de la guerre dépendaient principalement du duc d'Urbin; car les officiers de l'armée du pape, pour éviter la division et dans l'impossibilité de faire autrement, avaient résolu de lui déférer en tout, comme s'il eût été capitaine général des deux armées. Il ne goûtait en aucune façon tout ce qu'on alléguait pour aller en avant; néanmoins, pressé par les vives instances du lieutenant du pape et par celles du provéditeur des Vénitiens, soutenues de l'avis de plusieurs capitaines, il ne crut pas pouvoir prendre sur son compte un plus long séjour à Marignan, tant qu'il ne serait pas plus sûr qu'il l'était de la marche des Suisses. C'est pourquoi, deux jours après son arrivée dans cette place, il alla camper le 3 juillet à San-Donato, qui n'est qu'à cinq milles de Milan. Il était dans le dessein d'aller en avant, moins de son propre mouvement que pour contenter les autres, dans la résolution néanmoins de mettre un jour entier entre ses campements, afin de donner aux Suisses le temps d'arriver. Ils s'étaient enfin rendus au nombre de mille dans le Bergamasque pour joindre l'armée, et l'on recevait chaque jour des avis que le reste les suivait.

Le 5 juillet, l'armée, s'avançant au-delà de San-Martino, vint camper à trois milles de Milan hors du grand chemin sur la droite, dans un poste avantageux et bien situé. Le même jour les confédérés délogèrent quelques arquebusiers espagnols qui s'étaient retranchés dans une maison. Il y eut encore le lendemain une action aussi peu importante et il arriva cinq cents Suisses conduits par César Gallo.

Le dessein des confédérés avait été jusque alors de marcher au secours du château; les lignes de circonvallation du côté de la campagne n'étaient pas si bien gardées qu'on ne pût espérer de les forcer; mais le duc d'Urbin résolut de commencer par l'attaque des faubourgs de Milan. Son avis passait toujours dans les conseils, parce qu'après avoir proposé les choses il ne laissait jamais parler les autres et disait d'abord son sentiment, ou du moins il faisait tellement sentir par la seule exposition quel était son avis, que personne n'osait le contredire. Il allégua que, comme on ne pouvait arriver au château qu'en s'éloignant du grand chemin, il faudrait nécessairement aplanir le terrain, ce qui coûterait beaucoup de temps; que d'ailleurs cette approche serait dangereuse, en ce qu'on prêterait le flanc aux ennemis et qu'on leur faciliterait les moyens de faire plus de résistance en les obligeant à porter toutes leurs forces du côté du château, au lieu que si l'on marchait contre les faubourgs on mettrait les impériaux dans la nécessité de se diviser sans qu'ils pussent abandonner le siége de ce fort; que d'ailleurs, en conduisant l'armée vers la porte Romaine, on serait toujours en état de la faire tourner du côté qu'on jugerait à propos, suivant l'occasion. Il fut donc arrêté que le 7 on camperait à Buffaletta et à Pillastrelli, villages situés sur le grand chemin et distants d'un demi-mille de Milan et à portée du canon de cette place, pour prendre ensuite le parti

qu'on croirait le meilleur, selon les mouvements que feraient les ennemis.

On croyait assez généralement que les impériaux, voyant l'armée de la ligue si près d'eux, ne songeraient pas à défendre les faubourgs surtout pendant la nuit, vu qu'en plusieurs endroits les fossés étaient comblés, les remparts éboulés et les murs si fort ouverts qu'il n'était guère possible d'y faire de la résistance. Mais le duc de Bourbon, qui venait de débarquer à Gênes sur une escadre de six galères avec cent mille ducats en lettres de change, et que le marquis du Guast et Antoine de Lève avaient si vivement sollicité de venir à Milan, y étant arrivé suivi d'environ huit cents Espagnols qu'il avait amenés avec lui, ranima les impériaux par sa présence.

Il fut alors aisé de connaître à la négligence de François I ses dispositions par rapport à cette guerre. Lorsque le pape prit André Doria à sa solde, il eut avec ce Génois une conférence touchant les moyens de faire heureusement une tentative sur la ville de Gênes, et ce capitaine l'assura qu'il réussirait sans peine, pourvu qu'on n'agît que quand la guerre serait entamée dans le Milanais, et que ses huit galères fussent jointes par celles que le roi de France avait à Marseille, ou que du moins ces dernières fermassent les passages à l'escadre des impériaux, parce qu'alors, demeurant maître de la mer avec les siennes, il bloquerait tellement Gênes qu'elle serait obligée de se rendre, faute de vivres et pour recouvrer la liberté du commerce. François I promit, mais sans effet, d'envoyer ses galères, car elles n'étaient pas équipées et les officiers ne reçurent de l'argent que fort tard, soit qu'on en manquât en effet, soit par négligence, soit enfin par défaut de bonne volonté; les cinq cents lances que la France avait promises ne furent pas envoyées avec plus d'exactitude.

Cependant on ignorait encore au camp l'arrivée du connétable, et le duc d'Urbin, se fondant selon toutes les apparences sur des avis reçus de Milan, comme on le crut alors, ou sur le rapport de quelques espions, oublia tout d'un coup la défiance qui l'avait retenu jusqu'alors, et voulut que, sans s'amuser à camper comme on l'avait résolu, l'armée marchât droit à Milan. Il dit même au lieutenant du pape en présence du provéditeur vénitien qu'il était assuré que le lendemain serait un jour heureux pour la ligue; que si les ennemis sortaient pour le combattre, ce qu'il ne pouvait croire, ils ne manqueraient pas d'être battus; que s'ils n'osaient se montrer, ils abandonneraient indubitablement la ville le jour même et se retireraient à Pavie, ou du moins se réduiraient à la défense de la place en abandonnant les faubourgs, dont la perte entraînerait infailliblement celle de la ville; que dans l'un de ces trois cas la victoire était assurée. Ainsi, le 7 juillet il fit avancer un gros corps d'arquebusiers vers les portes Romaine et Tosa, se flattant d'emporter les faubourgs sans difficulté et d'emblée.

Mais malgré les avis reçus par le duc d'Urbin touchant la disposition des impériaux à faire retraite, ils s'étaient postés dans cette partie des faubourgs dont ses troupes avaient ordre de se saisir. A la vérité leur intention n'était pas d'y faire une résistance en forme, mais seulement d'éviter qu'on ne leur imputât de les avoir lâchement abandonnés; ils s'imaginaient que cette résistance apparente sauverait en quelque manière leur réputation, et qu'après tout, étant toujours les maîtres de se retirer dans la ville quand ils le jugeraient à propos, ils ne risquaient rien de paraître dans les faubourgs; enfin, ils crurent qu'ils ne devaient se retirer qu'à la dernière extrémité, sentant bien que quand ils seraient resserrés dans un terrain moins étendu, l'ennemi serait plus à portée de leur couper les vivres dont ils manqueraient bientôt, les blés nouveaux n'ayant pas encore été apportés à Milan. Ainsi, quand les arquebusiers du duc d'Urbin se présentèrent devant ces deux portes, ils virent les impériaux non-seulement disposés à se défendre, mais travaillant même avec ardeur à se retrancher.

Le duc, trouvant plus de résistance qu'il ne s'y était attendu, fit avancer trois pièces de canon à une portée de trait de la porte Romaine; il fit ensuite mettre pied à terre à une partie des gens d'armes pour donner l'assaut, et fit apporter des échelles, mais il abandonna bientôt ce dessein sous prétexte que le jour était fort avancé; c'est pourquoi tout se réduisit à quelques légères escarmouches où les impériaux, favorisés par l'avantage du lieu, lui tuèrent environ quarante hommes de pied; il eut

aussi un grand nombre de blessés; cependant le canon avait tiré plusieurs fois contre la porte, mais sans beaucoup d'effet.

L'armée passa la nuit dans l'endroit où elle avait fait halte, à droite du grand chemin, avec quelque désordre, le peu de temps qu'on avait ne permettant pas de prendre beaucoup de précautions. Cependant on eut soin de faire garder les trois canons qui étaient en batterie; au commencement de la nuit quelques Espagnols ayant attaqué ce poste furent repoussés par l'infanterie italienne qui composait cette garde. Il était encore arrivé le soir même six canons aux Vénitiens; d'ailleurs on eut plusieurs avis, et même par des prisonniers que Jean de Naldo, capitaine au service des Vénitiens, avait faits, que les impériaux chargeaient leurs bagages comme pour une retraite, ce qui faisait bien espérer à tout le monde pour le jour suivant.

Mais les choses changèrent bientôt de face. La nuit n'était pas encore bien avancée lorsque le duc d'Urbin, frappé de la résistance qu'il avait trouvée et revenant à la frayeur que l'infanterie des ennemis lui avait d'abord inspirée, résolut tout d'un coup de faire retirer l'armée; il exécuta même sur-le-champ cette résolution en faisant partir l'artillerie et les munitions, et par l'ordre qu'il fit donner aux troupes vénitiennes de se préparer à se mettre en marche; après quoi il chargea le provéditeur d'informer le lieutenant du pape et les autres officiers de l'armée ecclésiastique du parti qu'il venait de prendre, et de les exhorter de sa part à suivre son exemple.

Surpris d'une nouvelle si peu attendue, ils se rendirent promptement à la tente de ce général pour s'assurer davantage de son dessein. Il leur parut ferme dans sa résolution, et il se reprocha la démarche qu'il avait faite en venant si près de Milan contre ses propres lumières et par complaisance pour autrui, ajoutant que quand on s'était trompé, il était plus sage de remédier à son erreur que d'y persévérer; que vu la confusion avec laquelle l'armée n'avait pu s'empêcher de camper, et la lâcheté de l'infanterie italienne qui avait paru, disait-il, à l'attaque du canon, il ne pouvait rester jusqu'au jour en cet endroit sans faire échouer non-seulement l'entreprise de Milan, mais encore sans ruiner les affaires de la ligue; et qu'il était si certain que l'armée serait défaite qu'il ne voulait rien écouter sur ce sujet; que les impériaux avaient braqué dès l'entrée de la nuit une pièce de canon entre les portes Romaine et Tosa pour battre en flanc le quartier de l'infanterie italienne, et qu'ils ne manqueraient pas de placer encore avantageusement du canon ailleurs pendant le reste de la nuit; que dès la pointe du jour ils donneraient l'alarme pour obliger l'armée à se ranger en bataille; qu'alors ils en foudroieraient les flancs avec cette artillerie, et qu'après y avoir mis la confusion ils sortiraient de leurs murs et la tailleraient aisément en pièces; qu'il était fâché que le peu de temps qui restait et l'embarras de l'artillerie et des munitions qu'il avait en plus grande quantité que l'armée du pape, l'eussent obligé à commencer la retraite avant que de leur avoir communiqué son dessein, mais que la nécessité portait son excuse avec elle; qu'en donnant un assaut à cette capitale du Milanais d'abord en arrivant, il avait fait ce qu'aucun capitaine n'avait osé tenter avant lui; qu'il fallait après un coup si hardi consulter la prudence; qu'au reste la retraite ne devait pas faire désespérer de la victoire; qu'on devait au contraire s'en flatter par l'exemple de Prosper Colonna qui, levant le siége de Parme pour des raisons peut-être moins fortes que les siennes, n'avait pas laissé quelque temps après de conquérir tout le duché de Milan; qu'il les exhortait donc à partir sur-le-champ, parce que, s'ils attendaient le jour, l'armée du pape serait battue sans ressource, et qu'enfin il était d'avis que toutes les troupes retournassent au camp de San-Martino.

Guicciardini répondit au duc d'Urbin : que quoique personne ne doutât que la prudence ne fût la règle de toutes ses démarches, cependant aucun des officiers présents ne voyait de raison pressante pour faire une retraite si précipitée. Il lui représenta les suites de cette démarche, le désespoir du duc de Milan lorsqu'il n'espérerait plus de secours, le découragement où cette retraite allait jeter le pape et les Vénitiens, et les fâcheuses impressions qu'une entreprise qui commence mal fait ordinairement sur l'esprit des puissances; que si l'on n'avait pas campé avec assez d'ordre, il était facile de réparer cet inconvénient et de se mettre hors de la portée du canon de la place. Mais

toutes ces raisons furent inutiles, et le duc répliqua que toutes les règles de la guerre voulaient qu'il suivît le parti qu'il avait pris; qu'il se chargeait de l'événement, et qu'il voulait bien que tout le monde sût qu'il était l'auteur de la retraite; qu'on perdrait mal à propos le temps à disputer, et qu'il était nécessaire de camper avant la fin de la nuit.

Après cette réponse tous les officiers reprirent le chemin de leurs quartiers pour se préparer à la retraite. Les premières troupes qui se mirent en marche le firent avec tant de précipitation qu'on eût dit qu'elles avaient été battues, et il y eut beaucoup de cavalerie et d'infanterie de l'armée vénitienne qui se débandèrent; quelques-uns même coururent à Lodi tout d'une traite, et l'artillerie des Vénitiens s'étant avancée jusqu'au-delà de Marignan, elle aurait continué sa route si le duc d'Urbin n'eût donné ordre de ne pas aller plus loin; le reste de l'armée, et surtout l'arrière-garde, fit sa retraite en bon ordre. Jean de Médicis, qui commandait l'infanterie de l'Eglise, attendit qu'il fût grand jour pour partir, ne pouvant se résoudre à ne remporter, au lieu d'une victoire si justement espérée, que la honte de fuir pendant la nuit.

L'événement fit voir que rien n'était moins nécessaire que tant de précipitation, car personne ne sortit de Milan pour traverser la marche de l'armée; au contraire, les impériaux ne pouvaient s'imaginer la cause d'une si prompte retraite, ni sortir de l'étonnement qu'elle leur causait; la honte en fut encore augmentée par une démarche du duc d'Urbin. Il avait dit que son dessein était de camper à San-Martino, mais il donna un ordre secret aux mestres-de-camp vénitiens de passer outre et d'aller jusqu'à Marignan. Il prit cette résolution, ou parce qu'il craignait que les impériaux ne vinssent fondre sur lui dans ce premier poste, ou, comme il l'avoua depuis, parce qu'il était persuadé que le duc de Milan, se voyant frustré d'un secours si long-temps attendu, ne manquerait pas, dans la frayeur que de pareilles conjonctures inspirent ordinairement aux assiégés, de rendre le château; auquel cas il n'aurait osé rester à San-Martino, et dans cette idée il crut qu'il y aurait moins de honte à se retirer tout d'un coup qu'à le faire à plusieurs fois.

Le lieutenant du pape, voyant que l'artillerie, les bagages et les premiers escadrons des Vénitiens marchaient vers Marignan, en demanda la raison au duc d'Urbin qui lui répondit : qu'il croyait ces deux postes également sûrs; mais que, comme les troupes étaient fatiguées de la veille, elles pourraient se reposer plus commodément dans ce dernier, où elles ne seraient pas exposées aux insultes de l'ennemi. Guicciardini répliqua que, puisque la sûreté était égale, il valait mieux rester dans le premier poste afin de ne pas ôter toute espérance aux assiégés. Le duc lui répondit brusquement que tant qu'il aurait le commandement de l'armée vénitienne, il ne souffrirait pas que personne disposât de son autorité et qu'il voulait aller à Marignan. Ainsi les deux armées s'y rendirent, mais avec tant de honte que les soldats mêmes en étaient pénétrés et témoignaient leurs sentiments par de grands cris. Le duc pouvait dire, en changeant quelque chose aux paroles de César: *Veni, Vidi, Fugi*.

Ce général était déterminé à ne point changer de poste qu'il n'eût auparavant été joint par les cinq mille Suisses auxquels les promesses réitérées du commandant de Mus et de l'évêque de Lodi, qui était arrivé à l'armée avec cinq cents hommes de cette nation dans le moment qu'elle décampait, s'étaient enfin réduites, et par sept mille autres qu'il attendait. Il jugeait bien qu'on ne devait plus compter sur le château de Milan; et il croyait ne pouvoir forcer la ville ni la réduire à se rendre s'il n'avait deux corps d'armées, dont chacun fût assez puissant pour résister seul aux troupes réunies des impériaux.

CHAPITRE III.

Le duc d'Urbin se méfie du pape. Délibérations sur le changement politique de Sienne. Les soldats du pape entrent en vainqueurs dans la ville de Sienne. Les impériaux désarment les Milanais. Harangue d'un Milanais au duc de Bourbon. Réponse du duc. Désespoir des Milanais. Conseil des alliés pour envoyer du secours à la citadelle de Milan. Nouvelles arrivées à l'armée de la reddition de la citadelle. A quelles conditions. François Sforze se retire à Lodi.

Cette retraite, qui se fit le 8 juillet, jeta un grand trouble dans les esprits, non-seulement par elle-même, mais encore parce qu'elle parut de mauvais augure, étant faite le jour même qu'on publiait la ligue à Rome, à Venise et en France. Cette démarche honteuse parut si peu

nécessaire que beaucoup de gens crurent que le duc d'Urbin ne s'y était déterminé que sur un ordre secret des Vénitiens, qui par un motif inconnu au reste des confédérés souhaitaient que la guerre tirât en longueur. D'autres pensèrent que le souvenir des injures reçues de Léon X et de Clément VII dans le temps que ce pape n'était que cardinal, et la crainte que la prospérité de ce pontife ne devînt funeste au duché d'Urbin, avaient engagé la Rovere à ne pas terminer si promptement la guerre. En effet la conduite des Florentins qui gardaient toujours le fort de Saint-Léon avec tout le Montefeltro, et le nom de *duchesse d'Urbin* qu'on faisait porter à la fille de Laurent de Médicis, lui donnaient un juste sujet de se défier du pape.

Mais Guicciardini sut indubitablement dans la suite que les Vénitiens avaient été très fâchés de la retraite du duc d'Urbin et qu'ils n'avaient cessé de solliciter la marche de l'armée vers Milan, ne doutant pas que l'entreprise ne réussît. D'ailleurs, y a-t-il de la vraisemblance que le duc d'Urbin, s'il eût cru la conquête de Milan bien sûre, eût voulu se priver de l'éclat d'une victoire qui l'aurait mis au-dessus de plusieurs grands capitaines, et d'autant plus belle qu'aucune armée n'avait eu depuis longtemps en Italie autant de réputation qu'en avaient alors les troupes impériales. Enfin cette conquête aurait mis le duc d'Urbin à couvert de l'ambition du pape qui n'aurait jamais osé l'attaquer, de crainte de se déshonorer et d'offenser les Vénitiens. En suivant pas à pas les mouvements de ce général dans cette occasion, Guicciardini demeura persuadé avec plusieurs personnes que la frayeur inspirée au duc d'Urbin par le courage de simpériaux, jointe à la mauvaise opinion qu'il avait des troupes italiennes, fut la seule cause de sa retraite. En effet, lorsqu'il vit que, contre l'espérance dont il s'était flatté deux jours auparavant, les ennemis n'abandonnaient pas les faubourgs, la crainte et la défiance qui l'avaient frappé d'abord se réveillèrent aussitôt et firent une si forte impression sur son esprit qu'il se précipita dans cette étrange résolution. Elle surprit d'autant plus le pape et les Vénitiens, qu'ayant conçu de grandes espérances, ils attendaient de jour en jour la nouvelle de la prise de Milan. Mais Clément fut celui qu'elle alarma davantage; car outre que ses finances n'étaient pas assez abondantes et son courage assez ferme pour soutenir une longue guerre, il avait encore dans ces conjonctures d'autres embarras qui lui donnaient beaucoup d'inquiétude. La garnison de Carpi, composée de trois cents hommes d'infanterie espagnols et de quelque cavalerie, faisait de grands ravages dans les terres de l'Eglise aux environs de cette ville, et incommodait les courriers et les convois qui allaient de Rome et de Florence à l'armée; il aurait fallu des troupes pour arrêter ces désordres, et le pape, qui s'était embarqué dans la guerre avec très peu d'argent, n'en avait déjà plus, et même il avait employé les sommes fournies par la ville de Florence.

D'un autre côté, don Hugues de Moncada, le duc de Sessa qui s'était retiré de Rome, Ascanio et Vespasien Colonna s'étaient cantonnés sur les terres des Colonna dans le voisinage de cette ville et la menaçaient déjà; quelques-uns même de leurs partisans s'étaient enfermés dans Agnani, ville de la campagne de Rome; ce qui donnait beaucoup d'inquiétude au pape, tant à cause du grand nombre de Gibelins qui étaient dans cette dernière ville, que parce qu'il s'était aperçu depuis quelque temps que le peuple était indisposé contre lui.

Lorsqu'il prit André Doria à son service sous prétexte d'assurer la mer contre les Maures dont les pirateries diminuaient l'abondance à Rome, il augmenta certains impôts. Les bouchers ne voulant pas payer cette augmentation s'assemblèrent en tumulte au palais du duc de Sessa, qui n'était pas encore parti; tous les Espagnols qui se trouvèrent alors à Rome y accoururent aussi armés; à la vérité cette émeute fut bientôt apaisée, mais elle ne laissa pas de causer beaucoup de chagrin au pape. Clément avait formé dans ce même temps la résolution de changer le gouvernement de Sienne; mais il avait trouvé ses ministres partagés sur ce sujet : les uns, comptant sur le grand nombre des bannis et sur les désordres du gouvernement populaire, insinuaient que la chose était facile et qu'il ne devait pas laisser aux ennemis un asile de cette importance, parce qu'au moindre revers ils seraient à portée de s'y retirer et de mettre ainsi Rome et Florence dans un grand péril; les autres lui représentaient au contraire qu'il était plus prudent de porter toutes ses forces du même

côté que de les partager pour différentes entreprises qui ne feraient rien au fond de la guerre, et parce que d'ailleurs le parti qui serait le plus fort en Lombardie se trouverait l'être partout; qu'il ne devait pas compter sur les forces des bannis dont toutes les espérances se réduisaient toujours à rien, ni s'embarquer dans cette affaire sans avoir de nombreuses troupes; que d'ailleurs presque tous ses principaux officiers étaient en Lombardie, et qu'enfin cette expédition demandait beaucoup de dépenses.

Clément aurait peut-être suivi ce dernier avis si la régence de Sienne se fût comportée à son égard avec cette modération qu'une puissance faible doit toujours conserver, surtout dans des occasions peu importantes, à l'égard d'un prince dont les forces sont supérieures aux siennes, et si elle eût plutôt consulté sa situation que son ressentiment, quelque juste qu'il pût être. Un certain Jean-Baptiste Palmieri, Siennois, capitaine d'une compagnie de cent hommes d'infanterie à la solde de la république, avait fait espérer au pape d'introduire ses troupes dans la ville par un égout qui passait sous les murs près d'un bastion. Pour cet effet le pape, sollicité par ce Siennois, avait envoyé dans cette ville deux hommes de confiance que Palmieri avait reçus dans sa compagnie, où il avait donné une enseigne à l'un d'eux; mais cet homme jouait secrètement le pape, et c'était de l'aveu des magistrats qu'il entretenait cette intelligence. Lorsqu'ils crurent qu'il était temps d'éclater, ils se saisirent des envoyés dont le procès fut fait dans les formes; le complot fut publié, et l'on fit exécuter publiquement ses auteurs pour déshonorer le pape autant qu'il était en leur pouvoir. Outre cela, ils firent assiéger Jean Martinozzi, l'un des bannis de Sienne, dans sa maison de Montelifre où il s'était retiré.

Le pape, outré de la conduite des Siennois, résolut de se venger par le rétablissement des bannis à Sienne; mais il ne mit pas sur pied les forces nécessaires pour cette expédition, et il ne sut pas suppléer à la faiblesse des troupes par la capacité des généraux, qui furent Virginio Orsino, comte de l'Anguillara, Ludovic, comte de Pitigliano et Jean-François son fils, Gentile Baglione et Jean de Sassatello. Ces capitaines assemblèrent leur armée à Centina, s'avancèrent ensuite à Tavernelle sur la rivière de l'Arbia, fameuse par la grande victoire que les Gibelins y remportèrent autrefois sur les Guelfes de Florence, et se présentèrent le 17 juin devant les murs de Sienne avec neuf pièces de canon, douze cents chevaux et plus de huit mille hommes d'infanterie; mais ces troupes n'étaient pour la plus grande partie que des milices levées à la hâte dans les Etats de l'Eglise et de Florence, ou que les amis des bannis leur avaient envoyées du Pérousin, et d'ailleurs sans argent. Dans le même temps, André Doria attaqua les ports des Siennois avec son escadre et mille hommes de pied qu'il mettait à terre. A l'approche de cette armée il n'y eut aucun mouvement dans Sienne, contre l'espérance des bannis; il fallut donc assiéger cette place dans les formes, et l'on mit le canon en batterie du côté de la porte de Camollia.

Cette ville fortifiée par la nature et l'art est d'un si grand circuit que toute l'armée ne pouvait embrasser que la moindre partie. Outre soixante chevaux et trois cents hommes d'infanterie étrangère qui formaient la garnison, le peuple, favorable au gouvernement et animé par la haine contre le pape et les Florentins, plus forte que son inclination pour les bannis, était bien uni et disposé à se défendre avec vigueur. Au contraire, l'armée des assiégeants n'était presque composée que de mauvaises troupes sans solde, et n'était commandée que par des officiers de peu de réputation, divisés d'ailleurs entre eux. Enfin les bannis, entre lesquels il y avait aussi de la mésintelligence, étaient non-seulement de différents avis par rapport aux opérations du siége, mais encore sur la forme du gouvernement qu'ils voulaient régler avant que d'être maîtres de la ville. Pendant ces disputes le canon ouvrit une brèche, mais inutilement, parce que les assiégeants n'osaient donner l'assaut; c'est pourquoi, selon toutes les apparences, cette entreprise ne devait pas réussir.

Cependant les embarras des confédérés ne faisaient que s'accroître chaque jour en Lombardie. Il était enfin arrivé à l'armée cinq mille Suisses levés par le commandant de Mus et par l'évêque de Lodi; mais ce nombre ne paraissait pas suffisant au duc d'Urbin, et il s'obstinait à vouloir attendre ceux que le roi de France avait fait demander aux Cantons. On croyait qu'ils les accorderaient avec plaisir pour avoir occasion d'effacer la honte dont la nation s'était

couverte à la bataille de Pavie, et que par la même raison ces troupes montreraient beaucoup d'ardeur dans cette guerre, surtout dans l'espérance d'une victoire certaine. Mais les Suisses, que leur courage et la réputation de leurs armes avaient depuis quelques années mis à portée de former un grand Etat, n'étaient plus animés par l'amour de la gloire et n'avaient plus à cœur l'intérêt de la république; livrés à une insatiable avarice, tout le but de leurs travaux militaires était de s'enrichir; c'est pourquoi, ne se comportant plus que comme des marchands, ils trafiquaient de leurs troupes, et le besoin des puissances qui leur en demandaient était la mesure du prix de cette nouvelle espèce de marchandise. Les capitaines, voulant aussi profiter du même avantage, se vendaient plus ou moins cher à proportion de l'envie qu'on faisait paraître de les avoir, exigeant des conditions insupportables.

La France ayant fait prier les Cantons de faire passer en Italie, conformément à leur traité, les soldats qui devaient être payés sur les quarante mille ducats qu'elle fournissait par mois à la ligue, ils répondirent, après de longues délibérations, qu'auparavant il fallait leur payer tous les arrérages de leurs pensions. Comme il n'était pas possible de trouver si promptement une somme si considérable, les envoyés de France furent obligés de prendre à la solde du roi des capitaines particuliers, auxquels les Cantons n'accordèrent qu'avec peine la permission de servir de cette manière. Outre que la lenteur était préjudiciable dans ces conjonctures, on était moins sûr de ces troupes et la ligue n'en recevait pas tant de réputation que si l'on avait pu les lever par un décret de la nation.

Cependant les impériaux ne craignant rien d'un ennemi qui se tenait dans l'inaction à Marignan, ils commencèrent à fortifier les faubourgs de Milan qu'ils espéraient bien défendre à l'avenir; ils vinrent même à bout de désarmer les Milanais et chassèrent hors de la ville tout ce qui leur était suspect. Après cela, non-seulement ils n'eurent plus rien à craindre des habitants de cette ville, mais ils les chargèrent encore du paiement des troupes. Les soldats logés chez les Milanais obligeaient leurs hôtes par de mauvais traitements à leur donner une table abondante et délicate et tout l'argent qu'ils souhaitaient. La dernière ressource de ces malheureux dans une si cruelle situation était de se dérober de la ville, d'où il était défendu de sortir. Pour les en empêcher les soldats, surtout les Espagnols, plus cruels que les Allemands, liaient leurs hôtes, les femmes et les enfants dans leurs maisons, abusant de l'un et l'autre sexe avec une furie brutale, sans que l'âge de ces tristes victimes des dernières horreurs inspirât la moindre compassion à ces forcenés. Tous les marchands avaient fermé leurs magasins, et chacun avait confié à des souterrains ce qu'il y avait de plus précieux dans la ville; mais rien n'était en sûreté contre les soldats qui, sous prétexte de faire la recherche des armes, visitaient les maisons avec beaucoup de soin, et forçaient les domestiques à leur montrer ce qu'on avait caché, dont ils ne laissaient aux propriétaires que ce qu'ils ne jugeaient pas à propos d'emporter.

Telle était la triste situation de cette ville et de ses infortunés habitants, dont la douleur et le désespoir pouvaient exciter la plus tendre compassion et qui étaient un terrible exemple de l'instabilité de la fortune. Au lieu d'une foule de peuple que le commerce et les arts faisaient circuler quelque temps auparavant dans les rues, au lieu de l'abondance et de la délicatesse des tables, de la magnificence des habits de l'un et l'autre sexe, des fêtes somptueuses et de la joie que respirait ordinairement ce peuple naturellement porté au plaisir, régnait partout une solitude affreuse, causée par les ravages de la peste et par la fuite de ceux qui s'échappaient chaque jour. Tout le monde était couvert de tristes haillons; on ne voyait aucune maison ouverte; le commerce, source des richesses de Milan, ne s'exerçait plus dans cette ville, et une profonde consternation avait pris la place de la joie et des plaisirs.

Ce fut dans ces tristes conjonctures qu'arriva le duc de Bourbon. On espérait que sa présence apporterait quelque soulagement à tant de maux, et comme il avait apporté de l'argent et que d'ailleurs la retraite de l'armée de la ligue semblait avoir diminué le péril, Milan se flattait qu'il adoucirait ses misères, d'autant plus qu'il était de notoriété publique que l'empereur l'avait fait souverain de ce duché, ce qui devait l'engager à conserver du moins les restes languissants de cette capitale de ses nouveaux

Etats. Bourbon était la seule ressource de cette malheureuse ville, car les députés qu'elle avait envoyés vers l'empereur avaient écrit qu'on ne pouvait rien espérer de ce prince, tant à cause de l'éloignement des lieux que parce que Charles V, faiblement touché des calamités du peuple, n'était attentif qu'à soutenir son armée, et que, ne la payant point, il était impossible d'empêcher la licence et la fureur des soldats. D'ailleurs les officiers n'étaient pas fâchés de ce désordre ni que tout fût au pillage, parce qu'ils en profitaient eux-mêmes et qu'ils s'assuraient de l'affection des troupes par le silence. Les principaux de la ville s'étant donc assemblés en grand nombre vinrent se jeter aux pieds du duc de Bourbon dans un état convenable à la déplorable situation de la patrie; l'un d'eux, portant la parole au nom de tous, parla, dit-on, en ces termes au milieu des pleurs et des gémissements de ses compagnons :

« Si cette malheureuse ville, monseigneur, qui désira toujours par de justes considérations avoir un prince particulier, n'était pas aujourd'hui désolée par les calamités les plus funestes, quelle serait sa joie à votre heureuse arrivée! En effet Milan pourrait-elle espérer un plus grand bonheur que celui de recevoir de la main de l'empereur un souverain d'une illustre maison et dont nous avons tant de fois éprouvé la prudence, l'équité, le courage, la bonté et la noble libéralité? Pardonnez à notre douleur si les maux qui nous accablent ferment nos cœurs à tout autre sentiment et forcent de malheureux sujets à vous exposer avant tout leurs misères; vous êtes leur unique ressource et le seul dont ils puissent espérer quelque soulagement dans de si tristes conjonctures. En effet nos malheurs sont plus terribles que la désolation d'une ville prise d'assaut, où la haine, la cruauté, l'avarice et la brutalité animent des vainqueurs furieux. Nous éprouvons tous ces maux, déjà trop cruels par eux-mêmes, et cependant on les aigrit encore en nous reprochant que notre infidélité les mérite; comme si l'on pouvait ignorer que les troubles récents ne furent jamais autorisés par un consentement public et qu'ils furent l'ouvrage d'une poignée de jeunes séditieux qui soulevèrent le menu peuple. Doit-on s'arrêter aux mouvements d'une vile populace toujours avide de nouveautés, que son indigence met à couvert de tout et qui se livre toujours aux premières impressions?

« Notre dessein n'est pas, monseigneur, pour excuser ce prétendu crime, de vous faire un long détail des services que les Milanais, depuis la première noblesse jusqu'au plus bas peuple, ont rendus à l'empereur pendant les dernières années. Nous dirons seulement que cette ville, mue par son ancien attachement pour le nom impérial, prit toujours les armes contre les garnisons françaises qu'elle avait été forcée de recevoir; qu'elle soutint constamment deux longs siéges; qu'elle fournit avec empressement des vivres et de l'argent pour la subsistance des troupes de l'empereur qui n'étaient pas payées; que les habitants partagèrent avec elles les fatigues et les veilles des gardes et des autres travaux militaires, s'exposant nuit et jour à toute sorte de périls; qu'à la journée de la Bicoque, ce furent les Milanais qui défendirent avec une extrême valeur ce pont, le seul passage par où les Français pussent pénétrer dans le camp des impériaux. Alors Prosper Colonna, le marquis de Pescaire, les autres généraux, l'empereur même, donnèrent des éloges à notre fidélité et à notre constance. Mais avons-nous besoin d'un témoin plus grand et plus sûr que vous, monseigneur? Vous commandiez dans la guerre contre l'amiral, et souvent vous avez eu la bonté de donner des louanges à notre zèle, qui mérita même quelquefois votre admiration. Nous voulons bien qu'on oublie ces heureux temps, nous consentons même qu'on n'ait aucun égard à tant de services pour balancer la faute qu'on nous impute; mais que l'on considère au moins la disposition actuelle du peuple de Milan, et si l'on y découvre la moindre marque de mauvaise volonté pour l'empereur, il n'est point de supplices que nous n'acceptions volontiers.

« Ce peuple, il est vrai, a montré beaucoup d'affection à François Sforze, parce que ce prince était un présent de l'empereur, que son aïeul et son frère avaient été nos maîtres, et qu'enfin nous fondions de grandes espérances sur ses vertus. Aussi tout le Milanais fut-il sensiblement affligé lorsqu'il vit son prince dépouillé de ses Etats sans savoir la cause de ce revers; car nous ignorions qu'il eût conspiré contre l'empereur; au contraire, ce duc et plusieurs autres personnes assuraient que sa dis-

grace n'était point causée par les ordres de Sa Majesté Impériale, mais qu'elle n'avait d'autre principe que la passion de celui qui commandait alors l'armée; néanmoins toute la ville ne fit aucune difficulté de prêter serment à l'empereur et se soumit sans résistance aux ordres de ses généraux.

« Telle a été la conduite des Milanais en corps, et voilà tout ce qui s'est fait par un consentement général; et c'est en particulier l'ouvrage de la noblesse. Quelles règles de justice, quels exemples peuvent donc autoriser les cruautés qu'on exerce contre nous pour les fautes de quelques séditieux? Ne vit-on pas notre fidélité se signaler même dans le feu de la sédition? Quels autres que les nobles engagèrent la populace par les voies de l'autorité et de la prière à poser les armes? Enfin ne fut-ce pas encore la noblesse qui persuada dernièrement aux chefs de la rébellion et à la jeunesse séditieuse de sortir de la ville et qui fit rentrer le commun peuple dans le devoir? Mais que sert de rappeler nos services et de confondre la calomnie qui nous opprime? Notre justification serait peut-être nécessaire ou du moins convenable si les peines qu'on nous fait endurer avaient la moindre proportion avec la faute qu'on nous impute. Mais quelle étrange différence de l'un à l'autre! Nous ne craindrons pas d'assurer Votre Altesse que nous mériterions à peine de si rudes châtiments quand chacun de nous aurait irrité son prince par tous les outrages dont la rébellion peut rendre des sujets capables. Oui, tous les maux réunis, tout ce que les peuples les plus malheureux ont eu à souffrir de la cruauté et de la barbarie du soldat n'est qu'une faible image de ce que nous endurons à tous les instants du jour. Quelle idée n'en aurait pas Votre Altesse si l'honneur ne nous fermait la bouche sur tous les excès où s'est portée une brutalité effrénée! Il suffit de vous dire que nous nous sommes vus dépouiller en un moment de tous nos biens; des hommes libres sont forcés par les tourments, la prison, les chaînes dont plusieurs d'entre nous ont été chargés, de fournir chaque jour aux soldats des mets qu'on ne sert que sur la table des princes, de leur donner tout ce que le caprice leur inspire et de leur trouver de l'argent, ce qui n'étant pas possible dans les conjonctures présentes, ils passent des menaces et des injures aux plus cruelles violences pour nous y contraindre. Aussi telle est l'extrémité où nous sommes réduits qu'il n'y en a pas un de nous qui ne regardât comme un grand bonheur de pouvoir sortir de Milan, nu, à pied, et qui ne renonçât volontiers pour jamais à sa patrie et à ses biens pour obtenir cette grace.

« Frédéric Barberousse désola autrefois cette ville[1]; sa vengeance n'épargna ni ses habitants, ni ses édifices, ni ses murailles; mais ce ne fut rien en comparaison des maux que nous souffrons. La barbarie d'un ennemi est moins insupportable que l'injuste cruauté d'un ami; d'ailleurs, deux ou même trois jours suffirent à la colère du vainqueur et terminèrent le supplice des vaincus, au lieu que nos misères durent depuis plus d'un mois; elles croissent à chaque instant; et, comme les damnés, nous souffrons, sans espérance de soulagement, des maux qu'avant ce temps de calamités nous croyions beaucoup au-dessus des forces humaines.

« Nous espérons, monseigneur, de votre générosité et de votre clémence que vous finirez nos malheurs et que vous ne permettrez pas qu'on achève de détruire une ville devenue votre légitime héritage et dont le ciel vous a confié le soin. Ce trait de bonté, en vous donnant les cœurs de vos sujets et le nom immortel de père et de restaurateur d'une si célèbre ville, établira plus solidement en un seul jour votre nouvelle domination que la force et les armes ne pourraient le faire en plusieurs années.

« Mais si, par des raisons qui nous sont inconnues, vous n'avez pas le pouvoir ou la volonté d'adoucir nos maux, nous vous conjurons de faire pointer l'artillerie contre nous et d'exterminer par le fer de vos soldats tout le peuple de Milan, sans distinction d'âge ni de sexe; une prompte mort sera moins affreuse qu'une vie déchirée par nos persécuteurs, et cet effet de votre bonté, tout triste qu'il ne peut manquer de vous paraître, sera aussi digne d'être célébré que l'inhumanité de ces forcenés est en horreur à toute la terre; vous terminerez par là des tourments que vous n'aurez pu finir autrement, et notre mort ne causera pas moins de plaisir à ceux qui nous aiment encore que la naissance des enfants en fait aux pères et aux parents. »

(1) En l'année 1162.

Ce discours fut suivi des larmes et des cris de ces malheureux. Le duc de Bourbon répondit avec beaucoup de douceur : qu'il était très sensible à leurs maux et qu'il désirait ardemment soulager la ville et le duché de Milan ; que les cruautés qu'on exerçait à leur égard étaient contraires aux intentions de l'empereur et même des officiers généraux ; mais que la nécessité seule et le défaut d'argent avaient été cause qu'on y avait consenti, plutôt que de laisser périr l'armée et que d'abandonner aux ennemis et Milan et tous les Etats de l'empereur en Italie ; qu'il avait apporté quelque argent, mais que cela ne suffisait pas pour satisfaire les troupes, attendu les sommes considérables qui leur étaient dues ; que néanmoins si Milan voulait fournir trente mille ducats pour la solde d'un mois, il ferait camper l'armée hors de la ville ; qu'il savait bien qu'ils avaient déjà été trompés par de pareilles promesses, mais qu'ils pouvaient compter sur sa parole ; « et, pour montrer, poursuivit-il, que je suis sincère, je prie Dieu, si j'y manque, que je sois emporté par le premier coup de canon tiré par les ennemis. »

Quoique cette somme fût bien forte, eu égard aux conjonctures, les Milanais acceptèrent la proposition, parce que la nécessité de loger le soldat leur paraissait au-dessus de tous les maux ; ils fournirent donc une partie des trente mille ducats le plus promptement qu'il leur fût possible. On ne leur tint cependant pas entièrement parole et il n'y eut qu'une partie des soldats qui passèrent successivement dans les faubourgs des portes Romaine et Tosa pour garder les remparts et travailler aux fortifications qu'on y élevait ; quelques autres allèrent creuser les lignes du jardin où Prosper Colonna en avait fait ouvrir autrefois ; mais tout le reste demeura dans la ville comme auparavant, sans cesser d'y commettre les mêmes excès. Bourbon se mit peu en peine de sa promesse, ou plutôt, comme on le croit, il ne fut pas le maître de la tenir et ne put réprimer la licence des soldats, secrètement excitée par quelques-uns des généraux qui, par haine pour ce prince ou par ambition, traversaient tous ses desseins.

Les Milanais, ayant encore perdu cette espérance et ne sachant plus à qui recourir, tombèrent dans un si furieux désespoir que plusieurs, préférant la mort à tant de maux, se précipitèrent du haut des toits dans les rues, et que d'autres se pendirent eux-mêmes sans que ces horribles spectacles étonnassent seulement la barbarie des soldats.

La campagne ravagée dans le même temps par les confédérés n'était pas moins malheureuse. Les habitants avaient reçu avec beaucoup d'empressement cette armée qu'ils attendaient depuis long-temps ; mais la cruauté et les extorsions du soldat changèrent bientôt cette bienveillance en une violente haine ; triste effet de la corruption générale qui de nos jours s'est emparée de la milice ! Ce sont les Espagnols qui les premiers ont donné l'exemple de traiter amis et ennemis avec une égale inhumanité. Quelque grande que fût la licence des troupes en Italie, l'infanterie espagnole l'avait encore beaucoup augmentée ; il est vrai qu'elle était en quelque façon forcée à ces brigandages parce qu'elle était fort mal payée ; mais comme les mauvais exemples, quelque excusables qu'ils puissent être dans leur principe, ont toujours des suites encore plus mauvaises, les soldats italiens, quoique bien payés, imitèrent bientôt la licence effrénée des Espagnols ; ainsi, à la honte de notre siècle, les troupes payées pour défendre un pays lui sont aussi funestes que celles qu'on paie pour le ruiner.

Cependant la disette des vivres était si grande dans le château de Milan qu'elle allait forcer les assiégés à se rendre ; ils cherchaient néanmoins à reculer ce malheur autant qu'ils pouvaient, par l'espérance que leur donnaient quelques officiers de l'armée des confédérés. Dans cette vue, la nuit du 16 au 17 juillet, ils renvoyèrent plus de trois cents bouches inutiles, tant soldats que femmes et enfants, par la porte qui donne sur la campagne. Quoique la sentinelle eût donné l'alarme au premier bruit, ils ne trouvèrent aucun obstacle à leur sortie : et comme les lignes étaient si étroites qu'il ne fallait que mettre des piques en travers pour les passer, ils les franchirent sans peine. Il y en avait deux parallèles à la porte du château et entre les deux un retranchement d'environ six pieds de hauteur qui couvrait les troupes du côté du château et de la campagne. S'étant rendus ensuite à Marignan où campait l'armée, ils engagèrent les officiers généraux à tenter une seconde fois le secours du château, qui fut résolu sur l'extrémité des assiégés et la faiblesse des lignes, que des femmes et des enfants avaient

franchies. Le duc d'Urbin, n'osant prendre sur lui seul les suites d'un refus, se rendit à cet avis d'autant plus facilement qu'il ne pouvait plus alléguer son ancien prétexte, que le nombre des Suisses qui étaient plus de cinq mille dans l'armée avait fait cesser. Il fut donc unanimement arrêté dans le conseil qu'on irait droit au château, que l'on se saisirait des Eglises de San-Gregorio et San-Angelo, voisines de ces fossés, et que l'armée camperait sous les murs de Milan.

Le duc partit donc de Marignan, et après une marche de quatre jours par des chemins entrecoupés de fossés et de chaussées, il se rendit le 22 juillet dans un endroit appelé *l'Ambra,* entre l'abbaye de Casaretto et la rivière de l'Ambro. Alors d'Urbin changea de résolution, et plaçant la tête du camp à l'abbaye de Casaretto qui n'est pas tout-à-fait à deux lieues de Milan, il en appuya les derrières à la rivière de l'Ambro; ensuite il s'étendit à droite jusqu'au Navillo, et à gauche jusqu'au pont; ainsi le camp se trouvait entre les portes de Renza et de Tosa, ne tournant qu'un peu vers la porte Neuve, situation qui, jointe à l'avantage du terrain, rendait ce poste très fort. Le duc préféra cet endroit au premier qu'on avait choisi, parce qu'étant plus près du château on serait moins exposé aux insultes de la ville et plus à portée de tourner du côté que l'on voudrait; d'ailleurs, en donnant l'alarme aux ennemis par différents endroits, on les obligerait de multiplier leurs gardes, ce qui les fatiguerait beaucoup, attendu le petit nombre de leurs troupes. Le même jour un détachement marcha contre Monza; la ville se rendit d'abord à composition; la citadelle, où il y avait cent soldats napolitains, fut forcée le lendemain à la faveur de l'artillerie.

Cependant on agita dans le conseil de quelle manière on ferait entrer des vivres dans le château, d'où l'on avait dessein de tirer François Sforze. Plusieurs officiers proposèrent d'attaquer les lignes, soit qu'en effet ce fût leur avis, soit qu'ils voulussent faire preuve de résolution et de courage dans cette occasion, où ce qui serait décidé intéresserait moins leur réputation que celle d'autrui; mais le duc d'Urbin, qui croyait cette attaque fort dangereuse, fit envisager des difficultés, sans néanmoins s'opposer ouvertement à cette proposition, et tira tellement la délibération en longueur qu'on remit le conseil au lendemain. Sur ces entrefaites, les capitaines Suisses voulurent être aussi du conseil de guerre où ils n'étaient pas ordinairement reçus, et le commandant de Mus, qu'ils reconnaissaient pour leur capitaine général parce que c'était lui qui les avait soudoyés pour la plupart, portant la parole pour tous, dit : qu'ils étaient surpris que l'on mît en délibération si l'on donnerait du secours aux assiégés, cette guerre n'ayant été entreprise que pour faire lever le siége du château de Milan qui se trouvait alors réduit à la dernière extrémité, et qu'au lieu d'employer le courage et la force, on s'amusât à disputer dans le conseil; qu'ils ne doutaient pas qu'on ne prît enfin une résolution convenable au bien commun et à l'idée que l'Italie avait du courage d'une si belle armée et de tant de braves officiers; qu'en ce cas, ils regarderaient comme un sanglant affront qu'on ne les exposât pas à la fatigue et au péril auxquels la bravoure et la fidélité des Suisses avaient des droits incontestables; qu'ils voulaient montrer que, s'ils avaient devant les yeux la honte des troupes de leur nation qui l'avaient déshonorée dans quelques occasions, ils n'avaient pas aussi oublié la gloire qu'elle avait acquise par des exploits sans nombre.

Cependant le duc d'Urbin montrait assez ouvertement qu'il ne croyait pas qu'il fût possible de secourir le château. Tandis qu'on disputait dans le conseil, on eut avis qu'il venait de se rendre ou qu'il était sur le point de le faire. Le duc d'Urbin, ne doutant pas de la vérité du fait, quoique peu certain encore, dit alors en plein conseil qu'à la vérité c'était un grand malheur pour le duc de Milan, mais que cet accident était favorable à la ligue, parce que le désir de sauver cette place aurait peut-être engagé l'armée dans quelque fâcheuse démarche; que c'avait été la plus haute imprudence de croire qu'on pouvait le secourir, mais que, puisque heureusement on n'avait plus à craindre ce péril, il fallait prendre de nouvelles mesures pour la guerre comme si l'on entrait en campagne. La perte du château fut bientôt confirmée.

Le duc de Milan, voyant qu'il lui restait à peine des vivres pour un jour et n'espérant plus de secours, puisque l'armée de la ligue campée depuis deux jours si près de Milan ne faisait aucun mouvement en sa faveur, reprit la

négociation entamée depuis quelque temps avec le duc de Bourbon, qui d'abord, après la retraite de l'armée à Marignan, avait envoyé une personne pour le saluer de sa part. Le traité fut conclu le 24 juillet ; il portait que, sans préjudice de ses droits, François Sforze remettrait le château de Milan entre les mains des généraux de l'empereur, qui le recevraient au nom de ce prince ; qu'il en sortirait librement avec la garnison et pourrait se retirer dans la ville de Côme, dont il aurait le gouvernement et les revenus auxquels on en joindrait d'autres jusqu'à la concurrence de trente mille ducats de rente, en attendant qu'on pût savoir la volonté de l'empereur par rapport à lui ; qu'il aurait un sauf-conduit pour aller trouver ce prince, et qu'on paierait aux troupes qui étaient alors dans le château tout ce qui leur était dû de leur solde jusqu'au jour de la capitulation, ce qui montait, disait-on, à vingt mille ducats ; que Gian-Angelo Riccio et Poliziano seraient mis entre les mains du protonotaire Caraccioli pour les interroger, à condition que ce dernier promettrait de les relâcher ensuite et de les faire conduire en lieu de sûreté ; que le duc de Milan remettrait en liberté l'évêque d'Alexandrie[1] qu'il avait enfermé dans le château de Crémone et donnerait à Sforzino Castelnuovo du Tortonese.

On ne fit dans ce traité aucune mention du château de Crémone. Sforze, vivement pressé par la faim, avait donné ordre à Jacques-Philippe Sacco, qu'il avait député vers le duc de Bourbon, de céder aussi cette place s'il n'était pas possible de conclure sans cette condition ; mais Sacco, s'étant aperçu aux discours et aux démarches des impériaux qu'ils souhaitaient encore plus ardemment terminer cette affaire que son maître, assura qu'il ne consentirait jamais à rendre le château de Crémone, et il obtint qu'il n'en fût rien dit dans le traité. En effet, quoique les impériaux conjecturassent qu'il n'y avait pas beaucoup de vivres dans le château de Milan, et que la famine les en rendrait bientôt maîtres, néanmoins l'envie qu'ils avaient de s'en assurer promptement leur avait fait prendre la résolution de ne rien refuser pour venir à bout de leur dessein. D'ailleurs il n'était pas sûr que l'armée de la ligue ne tenterait pas le secours de la place après s'en être si fort approchée. En ce cas, comme ils ne comptaient pas beaucoup sur les lignes de circonvallation, ils auraient été obligés de sortir de la ville et de risquer une bataille. Ces raisons les déterminèrent à prendre ce que le duc voulut leur donner plutôt que d'exposer leurs troupes aux hasards de la fortune.

François Sforze étant sorti du château le lendemain, les impériaux le conduisirent avec une grosse escorte jusqu'aux premières gardes du camp des confédérés, où il demeura tout le jour ; il prit sur le soir le chemin de Côme. Il s'était attendu que les ennemis retireraient la garnison qu'ils avaient dans cette ville ; mais ils prétendirent qu'ils ne s'étaient point engagés à cette clause et qu'ils n'avaient promis que de l'y laisser demeurer en sûreté. Le duc, ne voulant plus se fier à eux, prit le parti d'aller à Lodi, quoique d'abord il eût résolu de ne rien faire qui pût aigrir la colère de l'empereur. Les confédérés ne firent aucune difficulté de le mettre en possession de cette ville, et comme les impériaux n'avaient exécuté des conditions du traité qu'il venait de faire avec eux que celle qui lui permettrait de se retirer vie et bagues sauves, il ratifia publiquement la ligue que le pape et les Vénitiens avaient conclue en son nom.

CHAPITRE IV.

L'armée du pape décampe de Sienne. Mouvements de Soliman contre la Hongrie. Malatesta Baglione envoyé au siége de Crémone. Lenteur de François I dans la guerre. Expédition des alliés contre Naples. Dispositions de l'empereur. Crémone est inutilement attaquée. Le duc d'Urbin y va en personne. L'armée des alliés réunie à Livourne pour l'expédition contre Gênes. Capitulation de Crémone.

Cependant le pape, sans cesse inquiété dans le territoire de Rome par les troupes des Colonna, avait fait publier un monitoire, mais sans beaucoup d'effet, contre le cardinal et les autres seigneurs de cette maison. D'un autre côté, commençant à douter du succès de l'expédition de Sienne, il se hâta d'écouter les propositions que D. Hugues de Moncada lui faisait, d'accommoder l'une et l'autre affaire à de certaines conditions ; mais les vues de ce politique étaient d'amuser Clément. Vespasien Colonna, que le pape aimait, se rendit même à Rome pour cet effet. Cette négociation fut cause que,

(1) Boniface Visconti.

malgré la résolution qu'il avait prise de lever le siége de Sienne dont il désespérait de s'emparer, il différa de le faire, croyant que cette démarche serait moins honteuse après l'accommodement. Néanmoins l'extrême désordre où l'armée qui faisait ce siége était tombée fit résoudre à Florence de le faire lever sans délai.

Mais la veille du jour destiné pour décamper, quatre cents hommes étant sortis de la ville et marchant du côté de l'artillerie, Jacques Corso, qui la gardait, prit d'abord la fuite avec sa compagnie et fut suivi de toute l'armée, où il n'y avait ni discipline ni obéissance, officiers et soldats fuyant à l'envi sans avoir été attaqués ni poursuivis. Ils abandonnèrent les vivres, les bagages et l'artillerie, dont dix pièces de différents calibres appartenaient aux Florentins et sept aux Pérousins. On les fit entrer dans Sienne en triomphe, aux acclamations de tout le peuple. Cette fuite renouvela la honte que les Florentins avaient reçue autrefois lorsqu'ils perdirent devant cette même ville leur artillerie qu'on y conservait encore dans la place publique.

Cette déroute arriva le lendemain de la reddition du château de Milan; et afin qu'il ne manquât rien à la disgrace du pape et qu'outre ses malheurs particuliers il eût encore à ressentir les maux de la chrétienté, il reçut en même temps de tristes nouvelles de Hongrie. Soliman, s'étant mis en campagne avec une armée formidable, avait pris Belgrade, passé la Save sans opposition, emporté Varadin, et s'était enfin rendu en-deçà de la Drave, de sorte que rien ne l'empêchait d'achever la conquête de ce royaume.

La reddition du château de Milan changea entièrement la face de la guerre; il fallait en effet délibérer et agir comme on l'aurait fait en ouvrant la campagne si ce fort n'avait pas été au pouvoir de François Sforze. Le jour même de cette perte, le duc d'Urbin, s'entretenant avec le lieutenant du pape et le provéditeur des Vénitiens sur la conjoncture présente, leur dit qu'il fallait mettre un capitaine général à la tête des troupes de la ligue; qu'il ne prétendait pas que cet honneur dût le regarder plus qu'un autre, mais qu'il était bien résolu de ne se mêler désormais que de l'armée vénitienne, à moins qu'il ne fût revêtu d'une autorité absolue, et il les pria de faire savoir sa résolution à Rome et à Venise. Cette proposition faite à contre-temps excita la colère du pape, et il fallut que le sénat de Venise, pour en détourner le duc d'Urbin, députât vers ce général Louis Pisani, gentilhomme de grande considération, qui le détacha un peu de cette idée sans néanmoins la lui faire perdre entièrement.

A l'égard des opérations de la guerre, il fut arrêté que l'armée resterait dans le poste où elle était en attendant que les Suisses qu'on levait pour le roi de France fussent en Italie. Le duc d'Urbin voulait qu'à leur arrivée on formât deux camps pour bloquer Milan par deux endroits. Son dessein n'était pas d'attaquer cette ville ni de tenter de la prendre par la force, mais de la réduire par la famine, ce qui, disait-il, se ferait dans trois mois au plus. Il rejetait avec hauteur l'avis de ceux qui proposaient le siége de cette place. Il disait que la ligue étant bien pourvue d'argent et les impériaux au contraire n'en ayant point, toutes sortes de raisons présageaient un heureux succès et que rien n'en pouvait faire craindre un fâcheux, à moins qu'on ne voulût précipiter les choses, parce qu'il ne fallait que du temps et de la patience pour consumer les ennemis. On lui représenta que son projet serait fort bon si l'on pouvait s'assurer qu'il ne viendrait aucun secours d'Allemagne aux impériaux; mais que s'il leur en arrivait assez pour tenir la campagne, il ne pouvait nier qu'alors l'événement de la guerre ne dépendît du sort. Il répliqua que dans ce cas-là même il n'était pas moins sûr de la victoire; qu'il connaissait la vivacité du duc de Bourbon qui, dès qu'il croirait ses forces égales à l'armée des confédérés, ne manquerait pas de se risquer de manière qu'il leur faciliterait lui-même la victoire.

Ce qu'on entendait dire des difficultés survenues par rapport à la levée des Suisses faisant juger qu'ils pourraient bien tarder de plusieurs jours et que cependant on laisserait perdre un temps favorable, on résolut, principalement de l'avis du duc d'Urbin et à la sollicitation du duc de Milan, d'envoyer Malatesta Baglione avec trois cents hommes d'armes, autant de chevau-légers et cinq mille hommes d'infanterie, contre la ville de Crémone. On croyait l'entreprise facile, parce qu'il n'y avait dans cette ville qu'environ cent hommes d'armes, deux

cents chevau-légers, mille lansquenets d'élite, trois cents Espagnols, fort peu d'artillerie et encore moins de munitions de guerre et de bouche. D'ailleurs le peuple, malgré son abattement, était indisposé contre les impériaux; enfin l'on était maître du château. A la vérité, il était séparé de la ville par des lignes; mais Annibal Piccinardo, qui commandait dans ce fort, disait qu'il serait facile d'en faire ébouler les côtés et de les forcer ensuite.

Dès que Malatesta fut parti pour cette expédition, le duc d'Urbin, voyant l'armée affaiblie par ce détachement, fut dans de continuelles frayeurs que les impériaux ne l'attaquassent durant la nuit, tant il était éloigné des grandes espérances qu'il semblait avoir de la victoire! Jean de Médicis faisait souvent de vives escarmouches qui, malgré son extrême valeur et la bravoure de l'infanterie italienne qu'on avait méprisée avant qu'il eût commencé à la discipliner, étaient plus désavantageuses qu'utiles au fond de la guerre, parce qu'on y perdait un grand nombre des plus braves soldats.

Le pape était fort ébranlé par tous ces mauvais succès; il n'avait pas assez d'argent pour soutenir cette guerre, qui selon toutes les apparences devait tirer en longueur, et il était bien éloigné de remplir ses coffres par les moyens extraordinaires dont ses prédécesseurs avaient fait usage. Mais la conduite du roi de France l'inquiétait encore bien davantage. Ce prince, n'exécutant pas le traité de la ligue, ne répondait en aucune façon à l'attente que ses promesses avaient fait naître.

En effet, outre qu'il n'avait payé que fort tard pour la première fois les quarante mille ducats qu'il devait fournir chaque mois et qu'il avait négligé d'agir vivement auprès des Cantons, il ne paraissait pas qu'il fît des préparatifs pour agir contre l'empereur au-delà des monts. Il disait, pour excuser cette négligence, qu'aux termes du traité il ne pouvait se mettre en campagne qu'après que la ligue aurait été dénoncée à l'empereur, et qu'il était à craindre, s'il en usait autrement, que le roi d'Angleterre ne fournît des secours à ce prince en vertu de l'alliance défensive qui subsistait actuellement entre eux; mais que d'abord après cette dénonciation il ouvrirait la campagne, et qu'il espérait que Henri VIII ferait aussi la guerre de son côté, parce qu'il promettait d'entrer dans la ligue de Cognac dès qu'elle aurait été notifiée à Charles V et qu'il aurait fait faire des protestations en conséquence.

D'un autre côté la flotte de France ne s'équipait qu'avec lenteur, et le roi ne se pressait pas de faire passer en Italie les cinq cents lances qu'il avait promises. On attribuait ce retardement à plusieurs causes, telles que la négligence naturelle aux Français, le défaut d'argent, la perte du crédit auprès des banquiers de Lyon depuis les dernières années, le désordre et le mauvais état où se trouvait la gendarmerie par les pertes qu'elle avait faites à Pavie et par le défaut de paie; en effet, elle n'avait point reçu d'argent depuis cette bataille, ou, si elle en avait reçu, c'était si peu de chose qu'elle manquait de tout. Mais ceux qui examinaient les choses de plus près commençaient à croire que le roi aimait mieux que la guerre tirât en longueur que de la voir terminer promptement. Le peu de solidité des engagements politiques et de confiance des princes les uns pour les autres lui faisait penser que, lorsque les Italiens auraient enlevé le Milanais à l'empereur, ils négligeraient les intérêts de la France et qu'ils feraient la paix sans sa participation, ou du moins qu'ils n'agiraient plus avec assez de vigueur pour obliger Charles à lui rendre ses enfants.

Clément VII s'alarmait encore de ce que le roi d'Angleterre, promoteur de la ligue, n'y avait pas encore accédé, quoiqu'il en eût été prié, et de ce qu'il faisait même des propositions bien éloignées de ses promesses et qui marquaient qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps; il demandait que les confédérés s'obligeassent à lui payer tout ce que l'empereur lui devait, et que les terres et les revenus que lui promettait le traité dans le royaume de Naples lui fussent assignés sur le duché de Milan. D'un autre côté les Colonna, depuis leurs dernières courses dans le territoire de Rome, tenaient le pape dans de continuelles alarmes; il craignait même qu'ils ne vinssent l'attaquer avec toutes les forces du royaume de Naples. Ce fut cette crainte qui lui fit proposer aux alliés de porter la guerre dans le royaume de Naples, conjointement et à frais communs, avec mille chevau-légers, douze mille hommes d'infanterie et quelques gens d'armes, indépendamment de ce que chacun devait fournir, conformément aux articles du traité;

et pour y déterminer les confédérés, il représenta que le passé était une preuve qu'on ne réussirait jamais contre l'empereur tant qu'on ne lui ferait la guerre que dans le Milanais.

Le pape dépêcha pour cet effet Jean-Baptiste Sanga, l'un de ses secrétaires, vers le roi de France. Ce ministre fut chargé de solliciter ce prince de presser plus vivement les préparatifs de la guerre ; il devait aussi lui représenter que les finances du pape étaient si fort épuisées qu'il ne pouvait plus soutenir ses troupes s'il ne lui donnait quelques secours d'argent; que, quoiqu'il fût stipulé par la confédération que le royaume de Naples ne serait attaqué qu'après la fin de la guerre de Lombardie, il était néanmoins nécessaire de le faire dès à présent ; que la dépense avait d'abord effrayé les Vénitiens, mais qu'ils s'étaient laissés vaincre aux instances du pape et qu'ils avaient promis de contribuer à cette expédition, supposé même que la France ne voulût pas y prendre part, sans s'obliger cependant à fournir les troupes que cette couronne aurait données pour son contingent, en cas qu'elle fût entrée dans ce projet ; qu'il était donc à propos que le roi, outre les cinq cents lances qu'il avait résolu de faire partir sous la conduite du marquis de Saluces, qui, comme François I l'avouait lui-même, devait plutôt ce poste à sa bonne fortune qu'à des qualités personnelles, il en envoyât encore trois cents autres, afin qu'on pût en employer une partie à cette expédition. Sanga fut encore chargé de solliciter le départ de l'armée navale pour bloquer le port de Gênes ou pour agir contre le royaume de Naples. Quoiqu'elle ne s'équipât qu'avec autant de lenteur que se faisait tout le reste, on ne laissait pas néanmoins d'y travailler tous les jours; elle était composée de quatre galions et de seize galères ; l'escadre des Vénitiens était de treize galères, et celle du pape de onze ; Pierre Navarro, à la prière du roi, devait commander toutes ces galères réunies, quoique le pape penchât en faveur d'André Doria. Enfin l'envoyé de Rome avait un ordre fort secret de proposer au roi la conquête du Milanais pour lui-même afin de l'animer davantage.

Sanga devait ensuite passer en Angleterre. Henri VIII avait désiré la guerre contre l'empereur avec tant de passion qu'on ne doutait pas qu'il ne fût entré dans la ligue si elle eût été négociée à Londres, comme ce prince et le cardinal d'York l'avaient souhaité ; on n'avait pu les satisfaire sur cet article, à cause de l'extrémité où était réduit le château de Milan ; mais lorsqu'il vit le traité conclu sans sa participation, il crut pouvoir jouer le rôle de spectateur et d'arbitre.

Cependant les Vénitiens sollicitaient fortement le pape d'accommoder ses différends avec le duc de Ferrare ; le roi de France ne l'en pressait pas moins vivement ; c'est pourquoi ce pontife avait dépêché l'évêque de Bayeux à Ferrare, et feignant de vouloir terminer cette affaire, il proposait au duc différents partis, et entre autres de lui donner Ravenne à la place de Modène et de Reggio ; mais le duc ne goûtait pas cet échange et, devenu plus difficile et plus fier depuis que l'armée avait abandonné le blocus de Milan, il envisageait la disproportion qu'il y avait entre le revenu de Ravenne et de ces deux villes, et que d'ailleurs cette première place serait une source de contestations avec les Vénitiens.

Tels étaient les préparatifs, les intrigues et les opérations de la ligue, retardés, interrompus et variés selon les forces et les différentes vues des princes qui la composaient; mais l'empereur, qui réglait par lui seul ses projets et les mouvements de ses troupes, n'était pas incertain sur ce qu'il avait à faire. Le vice-roi de Naples avait instamment pressé le roi de France, et même avec larmes, de le laisser passer en Italie; mais n'ayant pu l'obtenir à cause de l'opposition des confédérés, il reprit le chemin d'Espagne et refusa pour vingt mille ducats de présents que le roi voulut lui faire accepter ; il était chargé d'un acte par lequel François I promettait l'exécution du traité de Madrid, pourvu que l'empereur voulût se contenter de deux millions de ducats à la place de la Bourgogne. L'empereur ayant perdu toute espérance de paix par le retour du vice-roi, résolut de l'envoyer en Italie avec une flotte que l'infanterie allemande, qui était à Perpignan au nombre de près de trois mille hommes, devait monter, d'y joindre six mille hommes d'infanterie espagnole, et de faire remettre à Milan encore cent mille ducats. Mais tous ces projets ne pouvaient pas s'exécuter sitôt; car, outre qu'il fallait bien du temps pour équiper cette flotte et pour mettre sur pied l'infanterie espagnole, il était encore nécessaire de

payer aux lansquenets cent mille ducats d'anciens arrérages. Charles écrivit aussi en Allemagne pour qu'on envoyât à Milan de nouvelle infanterie. Comme ses ordres n'étaient pas accompagnés d'argent, et que l'indigence de son frère ne lui permettait pas d'en avancer, ces levées ne pouvaient que tirer en longueur; mais vu la lenteur et le peu de progrès des confédérés, tous ces inconvénients ne portaient pas un grand préjudice aux affaires de l'empereur.

Cependant Malatesta, s'étant rendu sous les murs de Crémone, établit ses batteries la nuit du 7 août contre la porte de la Mussa; cet endroit lui paraissait faible, comme étant sans défense et sans rempart. Voulant attaquer en même temps la ville du côté du château, il jugea à propos de placer une autre batterie fort loin de la première, afin d'obliger les assiégés à diviser leurs forces; mais s'étant bientôt aperçu que le côté de la porte de la Mussa était plus fort qu'il ne l'avait d'abord pensé, et que d'ailleurs sa batterie était trop haute, il changea d'avis et en fit planter une autre près du château dans un endroit nommé Santa-Monaca, où Frédéric de Bozzole avait pointé autrefois son artillerie. En même temps il fit ouvrir deux lignes sur la place du château, dont l'une tirait à droite vers le Pô, où les ennemis en avaient creusé deux. Il espérait par le moyen de cet ouvrage leur enlever un bastion enfermé dans la première de leurs lignes près des murs de la place, à l'endroit où les Français avaient fait leur attaque; son dessein était de se servir ensuite de ce bastion comme d'un cavalier pour battre le long des murs; il conduisit même cette première ligne jusqu'à dix pieds du bastion, et les impériaux, comptant le perdre, en construisaient un autre au-delà de leur seconde ligne. L'autre ligne de Malatesta, qui tournait à gauche vers les murailles, était si près de celle des impériaux qu'ils se battaient déjà à coups de pierre. Cet officier projetait de commencer son attaque dès que les ouvrages seraient achevés.

Les assiégés n'ayant que quatre fauconneaux n'incommodaient pas beaucoup ses pionniers, et ils ne tiraient que de loin en loin, faute de munitions; mais la garnison faisait de fréquentes sorties et fatiguait beaucoup les travailleurs, quoique soutenus par de gros détachements. Ainsi Malatesta, ne sachant plus quel parti prendre, mettait les généraux de l'armée dans un grand embarras par des incertitudes et des variations qui lui faisaient peu d'honneur. On fit encore partir pour le siége de Crémone douze cents lansquenets, nouvellement levés par les Vénitiens à frais communs avec le pape; et peu de jours après, à l'occasion des brouilleries survenues entre Malatesta et Jules Manfrone, le provéditeur Pesaro, qui commençait à déplaire au duc d'Urbin auquel il avait d'abord été fort agréable, s'y rendit aussi à la tête de trois mille hommes d'infanterie.

La nuit du 12 au 13 août, Malatesta fit mettre en batterie quatre pièces de canon entre la porte de Saint-Luc et le château, pour foudroyer un bastion. Cette batterie ayant tiré toute la journée, il fit ouvrir la tranchée dans l'espérance d'emporter cet ouvrage la nuit suivante. Mais cette même nuit, quelques lansquenets de la garnison attaquèrent ces travaux, où il y avait plus de mille hommes, et ils les poussèrent si vivement qu'ils les en délogèrent; à la vérité ils furent obligés d'abandonner la tranchée à leur tour le lendemain, et cet ouvrage, qui avait coûté tant de peine, fut abandonné de part et d'autre.

La fortune offrit aux assiégeants la plus favorable occasion s'ils eussent su la mettre à profit. Environ quinze toises de muraille s'écroulèrent d'elles-mêmes la nuit du 14 au 15, entre la porte de Saint-Luc et le château, entraînant dans le fossé une pièce de l'artillerie des assiégés. Il est certain que, si dès la pointe du jour l'on fût monté à l'assaut, les ennemis n'auraient fait aucune résistance, d'autant plus qu'ils ne pouvaient paraître sur la brèche sans s'exposer au feu du château. Mais tandis que Malatesta balançait à prendre son parti et donnait ensuite ses ordres pour l'attaque, les assiégés réparèrent ce mur avec tant d'ardeur que non-seulement ils furent bientôt à couvert de l'artillerie du château, mais que le nouveau retranchement les mit en état d'arrêter l'ennemi. Il était déjà deux heures après midi lorsqu'on marcha à l'assaut; mais il n'eut aucun succès, quoique la plus grande partie de l'armée le donnât. On perdit beaucoup de monde à l'approche des murs, parce qu'on marchait trop à découvert et que les assiégés firent pleuvoir une grêle de pierres sur ceux qui montaient à la brèche. Jules Manfrone, le capitaine Macone et plusieurs autres officiers de marque y péri-

rent. La garnison du château en ayant donné un en même temps de son côté, elle fut aussi repoussée, mais avec moins de perte. Enfin, on devait donner le troisième assaut à la porte de Santa-Monaca, pour lequel les gens d'armes, cent chevau-légers et mille hommes de pied étaient commandés; mais ces troupes ayant trouvé le fossé plein d'eau et cet endroit bien fortifié, elles se retirèrent sans rien faire.

Ce ne fut qu'après ce mauvais succès qu'arriva le provéditeur, amenant avec lui, outre les trois mille hommes d'infanterie italienne, plus de mille Suisses et de nouvelle artillerie. Alors le nombre de l'infanterie des assiégeants montant à plus de huit mille hommes, ils résolurent d'établir deux batteries et d'envoyer trois mille hommes contre les brèches qu'elles feraient. Le commandant du château devait de son côté donner un assaut avec deux mille soldats. Comme le provéditeur avait amené un grand nombre de pionniers, on ne cessa de pousser les tranchées, et par le moyen de l'une on vint à bout, le 23 août, après un long combat, de se mettre à couvert d'un bastion de la ville qui troublait les travaux.

La nuit du 25 au 26 on dressa deux batteries, dont l'une était commandée par Malatesta lui-même au-delà de l'endroit où Frédéric de Bozzole avait placé la sienne autrefois, et l'autre à la porte de la Mussa, par Camille Orsino; mais ni l'une ni l'autre ne réussit; le terrain marécageux de la première s'affaissait sous le canon à chaque coup, inconvénient qui élevait trop les boulets. Quoique celle de Camille fît plus d'effet, l'eau qui remplissait le fossé et la mousqueterie dont les bastions étaient bordés rendaient l'assaut fort difficile. Cependant on voulut le tenter malgré ces obstacles, mais on y perdit beaucoup de monde. Du côté de Malatesta, l'infanterie franchit le fossé, quoique l'eau fût plus profonde qu'on ne l'avait cru, et elle gagna le pied du mur; mais elle fut repoussée. Enfin on ne fut pas plus heureux du côté du château; à la vérité on fit ébouler une partie du cavalier, et les soldats montèrent dessus; mais ayant trouvé la descente en dedans trop raide, ils abandonnèrent bientôt ce poste. Le peu d'ordre avec lequel on s'était comporté dans ces différentes attaques fut cause qu'il y eut beaucoup de morts et de blessés, au lieu que les ennemis n'y perdirent que fort peu de monde. Tant de mauvais succès déterminèrent le duc d'Urbin à se rendre en personne au siége, persuadé que si sa présence ne suppléait à l'incapacité des chefs et au peu de discipline des soldats, il ne prendrait jamais Crémone. Dans ce dessein, il ne laissa dans son camp qu'une partie des gens d'armes, les troupes du pape et les Suisses, qui étaient arrivés en tout au nombre de treize mille, et s'étant fait suivre par toute l'infanterie vénitienne, il vint grossir le nombre des assiégeants. Ce général, qui jusqu'alors avait toujours paru craindre que l'armée entière ne fût attaquée par les impériaux, méprisa ce même péril dans le temps qu'il la laissait si fort affaiblie et privée d'un chef de sa réputation, disant pour s'excuser que ce n'était pas la coutume à la guerre, et surtout chez les Espagnols, d'attaquer une armée bien retranchée dans un camp. Il alla donc au siége de Crémone, sans néanmoins prétendre emporter la place à la faveur du canon ni des assauts, parce qu'elle était trop bien fortifiée; il se proposa seulement de s'en rendre maître par la sape et par d'autres travaux.

Les impériaux censurèrent en plusieurs points la conduite de cette guerre. S'ils avaient été surpris de voir l'armée se retirer de devant Milan, ils ne le furent pas moins quand on forma le siége de Crémone avec si peu de troupes, comme si la chose eût été bien facile, et lorsque ensuite, pour soutenir une entreprise si mal commencée, on affaiblit l'armée de manière qu'elle fût hors d'état de profiter des occasions favorables qui s'offrirent pendant qu'on perdait le temps à ce siége. En effet, le nombre des Suisses qu'on avait désiré avec tant d'ardeur étant enfin arrivé, on aurait pu facilement presser Milan avec deux corps d'armée, comme on l'avait toujours projeté, ou du moins empêcher qu'on n'y fît entrer une si grande quantité de vivres par le chemin de Pavie; ce que les troupes restées à l'Ambra ne purent faire seules, n'étant pas assez nombreuses pour occuper tous les passages. On aurait pu même forcer Milan, où il survint tant de maladies parmi les soldats, que ce qui n'en souffrait point ne suffisait pas aux gardes ordinaires; de sorte que si l'on eût attaqué la ville dans ces circonstances, les impériaux convenaient eux-mêmes qu'on les aurait facilement vaincus.

On perdit sur ces entrefaites une occasion

encore plus belle de s'emparer de la ville de Gênes. L'escadre des Vénitiens, ayant joint celle du pape à Civita-Vecchia, se mit à couvert dans le port de Livourne en attendant la flotte de France. Cette dernière, composée de seize galères, de quatre galions et de quatre autres vaisseaux, s'était rendue à la côte de Ponant, où elle prit Savone et toutes les autres places de cette côte, qui se rendirent sans difficulté; et ayant enlevé chemin faisant plusieurs bâtiments chargés de grains pour Gênes, elle vint joindre les deux autres à Livourne. On était convenu qu'on ferait équiper à Marseille, aux frais de tous les confédérés, douze gros vaisseaux qui, joints aux galères de France, devaient attaquer dans le port même ou en mer, comme Pierre de Navarro le jugerait à propos, l'armée navale que l'empereur faisait armer à Carthagène. Ces trois flottes combinées partirent de Livourne le 29 août; celles du pape et des Vénitiens se rangèrent à Portofino, et celle de France à Savone, d'où elles se mirent à croiser dans ces mers et à resserrer Gênes, où les vivres commençaient à manquer et dans laquelle il ne pouvait plus rien entrer. Il n'est pas douteux que si dans le même temps on eût envoyé quelques troupes de terre contre cette place pour ôter toute ressource aux Génois, ils n'eussent été forcés de se rendre. Les commandants de la flotte ne cessaient d'en solliciter l'armée du Milanais, ne demandant que quatre mille hommes d'infanterie; mais le duc d'Urbin, ne pouvant faire aucun détachement à cause du siége de Crémone, et croyant d'ailleurs qu'il serait dangereux d'affaiblir encore l'armée qui ne lui paraissait pas déjà trop forte, se contenta de promettre que dès qu'il aurait pris cette ville il ferait partir les troupes qu'ils demandaient. Cependant le siége de Crémone durait plus long-temps qu'il n'avait compté, parce que les assiégés se défendaient avec une extrême valeur, et que les travaux des pionniers demandent toujours beaucoup de temps. Ce général en ayant rassemblé deux mille avec une quantité prodigieuse de toutes sortes d'instruments, beaucoup d'artillerie et de munitions, faisait travailler ces pionniers sans relâche, pour se rendre maître des lignes dont le château était environné et du bastion situé vers le Pô, dans la vue de s'en servir comme d'un cavalier, pour y placer du canon. Les assiégés, ayant pénétré de bonne heure son dessein, s'étaient fortement retranchés derrière ce bastion. Il dirigea encore ses travaux contre les deux bouts de la ligne de défense qui traversait la place du château; son but était de ruiner les cavaliers que les impériaux y avaient construits. Ensuite on ouvrit par ses ordres, entre les deux lignes de circonvallation du camp, une tranchée d'environ dix pieds de large, et dont les ouvriers couvraient toujours le front et le côté avec la terre, pour être en état d'élever un cavalier dès qu'on aurait atteint les lignes des assiégés. Le duc fit encore tirer deux lignes d'attaque; l'une près du château vers les murs de la ville, pour gagner un bastion voisin d'un endroit ruiné de la muraille, et l'autre depuis la porte de Saint-Luc, vers ce même mur. Cependant l'artillerie du château ne cessait de foudroyer les retranchements ennemis, qu'elle éboulait sans peine, la terre en étant très sablonneuse. Les impériaux, de leur côté, ne demeuraient pas dans l'inaction; et ne comptant pas pouvoir défendre long temps les lignes et leurs cavaliers, ils creusèrent un large fossé dans la place du château, devant les maisons de la ville, faisant sans cesse de vigoureuses sorties; entre autres, la nuit du 6 au 7 septembre, ils fondirent par trois endroits sur la tranchée du côté du château, et ayant trouvé les soldats qui la montaient presque tous endormis, ils en tuèrent plus de cent avec plusieurs officiers et pénétrèrent jusqu'au ravelin de ce fort.

Ces avantages n'empêchaient pas qu'ils ne fussent très pressés. Dès qu'à la faveur des lignes on se fût ouvert un chemin jusqu'aux retranchements qui séparaient la ville d'avec le château, le duc d'Urbin incommoda beaucoup les ennemis par le moyen de quelques arquebusiers et de braves soldats qui, couverts de leurs écus, s'approchaient d'eux sans beaucoup de péril. L'artillerie du château leur causait encore beaucoup de dommage; c'est pourquoi ils prirent le parti de brûler les ouvrages dont ils avaient fortifié leurs cavaliers de terre, pour empêcher les assiégeants de s'y mettre à couvert; et voyant que l'ennemi avait conduit la tranchée en deux endroits jusqu'à la leur, ils creusèrent d'autres lignes derrière eux pour avoir la facilité de se retirer. Le duc d'Urbin ne tint pas grand compte de ces travaux parce qu'ils avaient eu trop peu de temps pour les

bien fortifier, et que l'étendue de ces ouvrages, qui demandaient de nombreuses gardes, affaiblissait les assiégeants. Cependant ce général n'agissait qu'avec lenteur, parce qu'il était obligé de recruter l'infanterie vénitienne, dont le nombre était fort diminué, faute de paiement, par une espèce de fatalité ordinaire aux confédérations, où les contre-temps se succèdent toujours les uns aux autres. Pendant ce temps-là les impériaux faisaient de fréquentes sorties pendant la nuit sur les lignes, mais sans succès, parce que la première surprise avait rendu le soldat vigilant.

Le duc d'Urbin, ayant levé les troupes dont il avait besoin, fit faire un feu terrible contre une tour, à l'endroit où Frédéric de Bozzole avait autrefois établi son attaque. Après quelques coups de canon, il fit sommer les assiégés de se rendre. Le trompette chargé de cette commission revint accompagné d'un capitaine allemand, d'un capitaine espagnol et de Guy Vaïna, et la capitulation fut signée le lendemain. Il fut arrêté : que s'il n'arrivait point de secours aux assiégés pendant le reste du mois, ils rendraient la ville; que les Allemands auraient la liberté de se retirer dans leur pays et les Espagnols dans le royaume de Naples, et qu'ils s'engageraient les uns et les autres à ne pas servir de quatre mois pour la défense du Milanais; qu'on laisserait toute l'artillerie et les munitions dans la place; qu'ils en sortiraient enseignes pliées et sans tambours ni trompettes, excepté dans l'instant du départ.

Cependant le cardinal Salviati, après avoir quitté la cour d'Espagne avec la permission de l'empereur, s'était rendu à la cour de France en qualité de légat, et le roi l'avait chargé de sa dernière réponse aux propositions du pape. Il prétexta l'épuisement de ses finances pour s'excuser de ce qu'il n'agissait pas avec autant de vivacité qu'il l'aurait désiré; ajoutant que si ce pontife voulait accorder des décimes sur le clergé de France, il fournirait à Sa Sainteté vingt mille ducats par mois du produit de cette imposition, et contribuerait à la guerre de Naples. Il avait paru d'abord assez disposé à conquérir le duché de Milan pour lui-même ; mais depuis il abandonna ce projet par les conseils de sa mère et de Lautrec. A l'égard de la guerre qu'on le pressait de faire à l'empereur au-delà des monts, il dit qu'il fallait auparavant notifier la ligue à ce prince, et que d'abord après il l'attaquerait du côté de la Flandre ou de Perpignan. Malgré ces promesses il n'était pas difficile d'apercevoir qu'il n'y pensait pas bien sérieusement, et qu'à cet égard il était dans les mêmes dispositions que le roi d'Angleterre. Le voyage de Sanga n'avait pas eu beaucoup d'effet auprès de Henri, parce que le but du cardinal d'York n'étant que d'amuser toutes les parties, pour en être également recherché, l'un et l'autre ne concluaient rien et répondaient avec froideur qu'il ne leur convenait pas de se mêler des affaires d'Italie.

CHAPITRE V.

Les Vénitiens prennent à leur solde deux mille Grisons. Evénements de Rome qui retardent les progrès de l'armée des alliés. Rome prise d'assaut et saccagée par les Colonnais. Le pape se retire dans le château Saint-Ange. Trêve entre le pape et les impériaux. Le marquis de Saluce à l'armée des Français. Crémone est confiée à François Sforze. Les ambassadeurs des confédérés signifient l'alliance à l'empereur. Réponse de l'empereur. Fronsberg recrute en Allemagne pour l'empereur. Le pape se propose d'aller en personne auprès de l'empereur. Il en est détourné et envoie son armée contre les Colonna. Le cardinal Colonna est privé de sa dignité. Négociations avec le duc de Ferrare. Le duc d'Urbin s'oppose à Fronsberg. Mort de Jean de Médicis.

Pendant le siége du château de Milan, les Grisons avaient repris et rasé Chiavenna. Les confédérés craignaient qu'ils ne se missent au service du duc de Bourbon ou du moins qu'ils ne donnassent passage aux troupes qu'il attendait d'Allemagne. Cette crainte les obligea à traiter avec eux. Le commandant de Mus, qui s'était retiré de l'armée [1] lorsque le duc de Milan y était venu, et qui avait ensuite fait arrêter deux ambassadeurs de Venise qui allaient en France sous prétexte que la ligue lui devait de l'argent pour les levées qu'il avait faites en Suisse, avait mis certains impôts sur la navigation du lac de Côme, moyennant quoi il avait extorqué cinq mille cinq cents ducats des Grisons et les avait forcés à lui en promettre encore autant. Par le traité que le pape et les Vénitiens firent avec ces peuples, ils s'obligèrent à prendre à leur solde deux mille hommes de leur nation, à rembourser les cinq mille cinq cents ducats donnés au commandant, à payer les cinq mille cinq cents autres pour eux et à

(1) Il craignait la vue du duc de Milan, sur lequel il avait usurpé la forteresse de Mus.

faire cesser cette nouvelle vexation. Par ce moyen les Grisons promirent de ne point donner passage aux Allemands, et ils ne voulurent pas que Thegan, l'un des capitaines grisons que le duc de Bourbon avait pris à sa solde avec deux mille hommes, allât joindre ce général.

Cependant les confédérés agissaient toujours avec beaucoup de lenteur en Lombardie; l'armée qui campait auprès de Milan ne donnait que de petits combats de rencontre, et quoique le nombre des Suisses fût fort diminué, leur paie était toujours sur le même pied. La garnison espagnole de Carpi ne restait pas dans cette inaction; instruite par ses espions et sûre d'une retraite dans le duché de Ferrare, elle enlevait la plupart des courriers et de ceux qui allaient à l'armée. D'ailleurs, en infestant tous les pays voisins jusqu'au Bolonais et au Mantouan, elle faisait beaucoup de mal aux sujets du pape.

Enfin le marquis de Saluces arriva dans le Piémont avec cinq cents lances françaises. A l'approche de ce général, Maramaüs, qui faisait le siége de Valence défendue par Jean de Birague, prit le parti de se retirer à Bassignana; mais le marquis ne voulut pas avancer plus loin, à moins que les confédérés ne payassent chacun leur quote-part pour l'entretien de quatre mille hommes d'infanterie que François I avait joints à ces lances, tant pour la sûreté de cette cavalerie que pour donner plus de réputation à ses armes. On fut obligé d'accepter ces conditions. Dans ce même temps Sinibaldo de Fiesque surprit la ville de Pontremoli, appartenant à Sforzino; mais elle fut bientôt reprise avec la même facilité à la faveur de la citadelle.

Cependant le besoin d'argent était toujours extrême à Milan, où l'empereur n'envoyait rien, et les habitants, réduits à la plus pressante misère, avaient beaucoup de peine à trouver le reste des trente mille ducats promis au duc de Bourbon. Malgré le mauvais état des affaires de ce prince, Galéas de Birague et Ludovic de Belgioioso[1], qui jusqu'alors avaient toujours été attachés à la France, se jetèrent dans le parti des impériaux, sur le refus que les confédérés, pour éviter la dépense, firent de les recevoir dans leurs troupes. En même temps Jean de Birague se saisit de Novi.

(1) Il quitta le service du roi pour celui des impériaux, à l'occasion d'un différend qu'il eut avec Frédéric de Bozzole.

Dans toute cette guerre le marquis de Mantoue recevait également les deux partis dans ses Etats, sous prétexte qu'il était à la solde du pape et vassal de l'empereur. Le terme de ses engagements étant près d'expirer, il en prit de nouveaux avec le pape et les Florentins pour quatre ans, à condition qu'on ne l'obligerait point à servir en personne contre l'empereur et que le Mantouan ne fournirait rien dans la guerre contre ce prince. Néanmoins il avait d'abord souhaité paraître à l'armée; mais le pape, se défiant de sa capacité, l'en avait détourné, pour ne pas l'exposer, disait-il, au ressentiment de l'empereur.

Les Florentins n'avaient ni troupes ni corps d'armée dans leurs Etats, et néanmoins ils portaient tout le faix de la guerre par les dépenses qu'ils étaient obligés de faire. Le pape, ne trouvant pas dans ses revenus de quoi la soutenir et s'obstinant à ne vouloir pas employer des moyens extraordinaires pour avoir de l'argent, exigeait que cette république pourvût presque entièrement à la subsistance de l'armée de Lombardie. Les Siennois n'étaient pas moins embarrassés que Florence. André Doria s'était, dès l'entrée de la guerre, saisi de Talamone et de Porto-Hercole, deux de leurs ports, et y avait mis garnison. A la vérité, Talamone leur avait été rendu par le commandant de cette place. D'un autre côté, les bannis, favorisés par la cour de Rome, excitaient des troubles sur les côtes de cette république, et même Jean-Paul, fils de Renzo de Ceri qui était à la solde du pape, surprit la ville d'Orbitello.

Après la prise de Crémone on espérait rentrer dans Gênes et même se rendre enfin maître de Milan à la faveur des deux camps qu'on avait dessein de former; mais ces espérances s'évanouirent bientôt comme on va le voir.

Le pape, depuis la déroute de l'armée qui tenait Sienne assiégée, ne pouvant se flatter de faire désormais beaucoup de mal aux Colonna, et d'ailleurs ayant tourné toutes ses vues contre le royaume de Naples, comme nous l'avons dit, était disposé à faire la paix avec cette maison. D'un autre côté, les Colonna et les ministres de l'empereur, ne se voyant pas en état de faire des conquêtes sur le pape, ne songèrent qu'à l'amuser jusqu'à ce que le vice-roi fût repassé en Italie avec l'armée navale. Dans cette vue ils envoyèrent Vespasien Colonna vers le

pape, qui prit en lui plus de créance qu'il n'aurait dû. Ils firent donc, le 22 août, un traité par lequel on convint que les Colonna rendraient Anagni et les autres places dont ils s'étaient emparés; qu'ils feraient passer leurs troupes dans le royaume de Naples et n'en tiendraient plus dans les places qu'ils possédaient dans les Etats du Saint-Siége; qu'ils pourraient servir l'empereur envers et contre tous pour la défense de ce royaume. Le pape s'obligea à leur pardonner le passé, à révoquer le monitoire, à ne point attaquer leurs places et à ne pas permettre aux Orsini de les inquiéter.

Clément, tranquille sur la foi de ce traité et encore plus sur la parole de Vespasien, licencia toute sa cavalerie et la plus grande partie de l'infanterie qu'il avait à Rome, distribuant dans les villes aux environs le peu qui lui restait de ces troupes; il commençait même à se sentir moins d'ardeur pour la guerre de Naples. Cependant les ministres de l'empereur dans ce royaume, sollicités par les lettres réitérées de Milan et de Gênes, qui leur apprenaient que sans une prompte et puissante diversion ces deux villes ne pourraient se soutenir, n'étant pas en état de faire une guerre ouverte au pape, résolurent d'employer la fraude et l'artifice pour l'opprimer.

Tandis qu'ils disposaient leurs ressorts secrets, le pape apprit que Soliman avait défait en bataille rangée[1] Louis, roi de Hongrie. Les Turcs durent cette victoire autant à la témérité des chrétiens qu'à leur propre valeur. Ceux-ci, quoiqu'en très petit nombre comparés aux ennemis, fiers des avantages qu'ils avaient remportés autrefois sur les Turcs, persuadèrent à leur roi, dont l'imprudence surpassait encore la jeunesse[2], que pour ne pas ternir la gloire de la nation, il fallait marcher à l'ennemi sans attendre les secours qui venaient de Transylvanie, et ne pas refuser le combat même en rase campagne, où les Turcs sont presque invincibles par la prodigieuse multitude de leur cavalerie. Aussi l'armée hongroise, composée de la noblesse et des plus braves gens de ce royaume, fut-elle taillée en pièces; le roi même périt avec les plus considérables des prélats et des barons. Cette victoire rendit les Turcs maîtres absolus de toute la Hongrie, au grand préjudice de la chrétienté, dont ce royaume avait été le boulevard durant plusieurs années. Le pape, d'autant plus frappé de cette triste nouvelle qu'il avait déjà d'autres sujets de chagrin, donna des marques de la plus vive douleur. Ayant assemblé le consistoire, il y déplora ce malheur et la honte qui en rejaillissait sur toute la chrétienté. Il dit : qu'il n'avait rien négligé pour le prévenir, soit par ses remontrances, soit par ses prières, et pour disposer les princes chrétiens à la paix entre eux, soit en donnant à la Hongrie des secours d'argent assez considérables, malgré le pressant besoin où il était réduit lui-même; qu'il avait bien prévu et même prédit d'abord que la guerre serait la principale cause de la perte de ce royaume; mais que, voyant rejeter toutes les conditions qu'il proposait pour la paix du monde chrétien et pour la sûreté du Saint-Siége et de l'Italie, il avait été contraint de prendre les armes avec un extrême regret; que la neutralité d'où il n'était point sorti jusqu'à cette fatale nécessité, et l'objet même de la ligue où il était entré, qui n'était que le bien public, montraient assez qu'il n'avait jamais eu ses intérêts personnels ni la grandeur de sa maison en vue; mais qu'enfin, puisque Dieu, sans doute dans des vues de miséricorde, avait permis que le rempart de la chrétienté éprouvât ce malheur dans le temps que les autres Etats s'occupaient de toute autre chose que de la sûreté commune, sa volonté divine était qu'on eût recours à d'autres remèdes qu'à ceux qu'on avait inutilement employés jusqu'alors; que ce soin le regardait plus que personne par sa qualité de pasteur, et qu'ainsi, sans crainte ni des peines, ni du péril, ni même de dégrader sa dignité, il avait pris la résolution de procurer une suspension d'armes en Italie le plus tôt qu'il serait possible, et de monter ensuite sur ses vaisseaux pour aller lui-même à la cour des princes chrétiens obtenir par ses exhortations, par ses prières et par ses larmes, le rétablissement de la paix dans toute la chrétienté; qu'il exhortait le sacré-collége à concourir à une si sainte entreprise; qu'enfin il suppliait la divine bonté d'y être favorable, ou si, pour punir ses péchés et ceux des autres, elle refusait de seconder ses desseins, il la conjurait de le retirer de ce monde avant qu'il eût

(1) La bataille de Mohatz; elle fut donnée le 29 août. Il y en a eu une autre au même lieu, le 10 août 1687, gagnée par le prince Charles de Lorraine sur les Turcs.

(2) Il n'avait que vingt-deux ans.

perdu toute espérance de réussir, ne voyant rien de plus douloureux pour un père tendre que le désespoir d'apaiser des troubles si funestes à ses enfants.

Tout le consistoire écouta le pape avec beaucoup d'attention et parut sensible à sa douleur; sa résolution fut approuvée, mais elle aurait mérité de plus grands éloges, si son discours eût paru aussi digne de foi qu'il l'était du chef de l'Eglise. Les cardinaux sachant presque tous que Clément avait pris les armes contre l'empereur dans un temps où les préparatifs des Turcs ne laissaient personne en doute du péril de la Hongrie, attribuaient sa douleur plus à l'embarras de la guerre d'Italie qu'à la perte de ce beau royaume.

C'est ce qu'on ne put éclaircir alors, parce que les Colonna exécutèrent dans ce temps-là leur complot. Ils envoyèrent César Filettino, l'un de leurs partisans, à la tête de deux mille hommes d'infanterie devant Anagni, où le pape en avait deux cents de troupes réglées. Cet officier, feignant de vouloir prendre cette place, couvrait par cette feinte leur véritable dessein. Ensuite ils se saisirent des passages pour empêcher que le pape n'eût avis de leur marche; enfin, joignant à ces deux mille hommes le reste de leurs troupes, ce qui faisait en tout huit cents chevaux et trois mille hommes d'infanterie presque tous ramassés à la hâte, ils marchèrent avec une extrême diligence, et étant arrivés à la vue de Rome la nuit du 19 au 20 septembre, sans qu'on y eût la moindre nouvelle de leur approche, ils se saisirent d'abord de trois portes, par l'une desquelles ils entrèrent dans la ville; ce fut par celle de Saint-Jean-de-Latran. Non-seulement Ascanio Colonna était en personne à cette expédition avec don Hugues de Moncada, qui remplaçait le duc de Sessa mort plusieurs jours auparavant à Marino, mais Vespasien même, l'auteur et le ministre de la paix, qui avait engagé sa parole et celle de tous les autres, s'y trouvait aussi avec le cardinal Pompée Colonna. Ce dernier était tellement livré à son ambition et à sa fureur, qu'il avait résolu de massacrer le pape; et on crut assez généralement qu'il voulait forcer les cardinaux à le placer sur le Saint-Siége, les mains encore dégouttantes du sang du vicaire de Jésus-Christ.

Le pape n'apprit qu'à la pointe du jour que les ennemis étaient dans Rome assemblés autour de Saint-Côme et Saint-Damien. On ne peut exprimer l'épouvante et la consternation où il se trouva. Il n'avait point assez de troupes pour se défendre; une partie du peuple se réjouissait de cette surprise, et l'autre regardait cet événement avec indifférence. Les ennemis, devenus plus hardis parce qu'ils ne trouvaient point de résistance, s'avancèrent à San-Apostolo avec toutes leurs troupes; ensuite ils détachèrent environ cinq cents hommes de pied et quelques cavaliers qui passèrent dans le Transtevere par le pont Sixte; et après avoir chassé avec quelque peine Etienne Colonna, officier du pape, qui s'était posté à la poterne de Santo-Spirito avec deux cents hommes d'infanterie, ils marchèrent par le Vieux Bourg vers Saint-Pierre et le palais du Vatican. Le pape y était encore, implorant en vain le secours de Dieu et des hommes. Il voulait attendre l'ennemi sur le siége apostolique; pour cet effet il allait se revêtir de ses habits pontificaux, à l'exemple de Boniface VIII, lorsque ce pontife fut surpris par Sciarra Colonna. Les cardinaux qui se trouvèrent auprès de Clément eurent beaucoup de peine à lui faire changer de résolution en le conjurant de se sauver, sinon pour l'amour de lui-même, du moins pour le salut du Saint-Siége et pour empêcher que Jésus-Christ ne fût outragé dans la personne de son vicaire. Enfin à onze heures il se retira dans le château Saint-Ange avec ceux d'entre eux auxquels il se confiait davantage; un moment plus tard il était à la discrétion de l'ennemi, car toutes les troupes ayant suivi le détachement, pillaient déjà le palais et les ornements de la basilique de Saint-Pierre, avec aussi peu de respect pour la religion et aussi peu de crainte du sacrilége que les Turcs en avaient eu dans la Hongrie. Les ennemis passèrent ensuite dans le Nouveau Bourg, dont ils mirent environ le tiers au pillage, n'osant aller plus avant à cause de l'artillerie du château Saint-Ange.

Le désordre ne dura qu'un peu plus de trois heures, les soldats n'ayant fait aucune violence dans la ville. Après que le trouble fut apaisé, Moncada se rendit au château sur la parole du pape; et après avoir reçu en otage les cardinaux Cibo et Ridolfi, neveux de Sa Sainteté, cet Espagnol proposa les conditions d'une trêve avec hauteur et ne donna que jusqu'au lendemain pour s'y déterminer. La trêve fut conclue le jour

même, tant au nom du pape qu'à celui des confédérés avec l'empereur, pour quatre mois; mais on se réserva le pouvoir de la proroger encore la moitié de ce terme. Il fut stipulé que les alliés auraient deux mois pour accéder au traité, et que non-seulement l'Etat de l'Eglise, le royaume de Naples, mais encore le duché de Milan, les Florentins, Gênes, les Siennois, le duc de Ferrare et tous les sujets de l'Eglise sans distinction, seraient censés compris dans la trêve; que le pape ferait passer incessamment en deçà du Pô les troupes qu'il avait aux environs de Milan, et rappellerait André Doria et ses galères; qu'il pardonnerait aux Colonna et à tous ceux qui les avaient aidés dans la dernière affaire; qu'il donnerait pour otages Philippe Strozzi et l'un des enfants de Jacques Salviati, qu'il promit d'envoyer à Naples dans deux mois; sinon il s'obligea de payer trente mille ducats. Les impériaux et les Colonna promirent de faire sortir leurs troupes de Rome et de tout l'Etat ecclésiastique et de les conduire dans le royaume de Naples.

Cette trêve fut reçue avec un égal empressement par Clément qui se trouvait enfermé dans le château Saint-Ange sans vivres, et par Moncada, qui sans égard aux murmures des Colonna croyait avoir assez menagé les intérêts de l'empereur par la trêve, surtout depuis que la meilleure partie des troupes qu'il avait amenées avec lui s'était dissipée, pour mettre le butin en sûreté.

La surprise de Rome dérangea tous les projets de l'armée de Lombardie, et fit perdre tout le fruit de la conquête de Crémone; car quoique le marquis de Saluces fût arrivé au camp avec les lances, comme on ne pouvait former aucune entreprise considérable sans les troupes du pape, qui se retirèrent pour la plupart à Plaisance le 7 d'octobre en conséquence de la trêve, on perdit de vue l'expédition de Gênes et le siége de Milan qu'on avait dessein de faire avec deux corps d'armée. La conduite du duc d'Urbin vint encore augmenter le désordre des affaires de la ligue. Ce général, d'abord après la capitulation de Crémone, et sans attendre que la place fût livrée, se rendit à Mantoue pour y voir sa femme, quoiqu'il eût appris la conclusion de la trêve de Rome; d'ailleurs il accorda du temps à la garnison pour évacuer cette place. Cette facilité fut cause que les assiégeants attendirent que ce terme fût expiré; aussi ne put-il ramener à l'armée, que vers la mi-octobre, les troupes qui avaient fait ce siége, délai qui fit beaucoup de tort aux affaires de la ligue. Sans ce contre-temps on aurait pu faire marcher contre Gênes l'infanterie que Pierre Navarro et le provéditeur de l'escadre vénitienne demandaient avec plus d'instance que jamais. En effet, si les troupes du siége de Crémone eussent rejoint de bonne heure le gros de l'armée, elle aurait été assez forte pour fournir ce détachement sans être dans la nécessité de s'éloigner de Milan. Le marquis de Saluces avait amené quatre mille hommes d'infanterie avec les cinq cents lances françaises. Outre ce renfort, on attendait de jour en jour les deux mille Grisons qu'on avait soudoyés. De son côté le pape, quoiqu'il parût dans la disposition d'observer la trêve, en était au fond bien éloigné; il avait consenti que quatre mille hommes de pied, commandés par Jean de Médicis, demeurassent à l'armée, sous prétexte qu'ils étaient payés par le roi de France, prétexte qui paraissait plausible parce qu'en effet Médicis avait toujours été à la solde du roi, et commandait une compagnie de cent lances au service de France.

La garnison de Crémone sortit enfin de cette place, dont François Sforze fut incontinent mis en possession. Les Allemands se retirèrent à Trente avec Conradin, leur capitaine, et les Espagnols passèrent le Pô pour se rendre à Naples; mais le lieutenant du pape, ayant fait difficulté de leur donner un sauf-conduit parce que Sa Sainteté n'eût pas été bien aise qu'ils se fussent retirés dans ce royaume, ils prirent tout d'un coup le chemin de la montagne de Plaisance, et passant ensuite le Pô en grande diligence à la Chiarella, ils se rendirent à Milan par la Lomellina.

Ensuite, pour exécuter la trêve, Guicciardini abandonna l'armée, suivi de toutes les troupes du pape, tandis qu'André Doria cessa d'inquiéter Gênes avec ses galères. Quelques jours auparavant, il était sorti de cette ville six mille hommes d'infanterie pour attaquer un détachement de six cents hommes qu'on avait mis à terre sous les ordres de Philippin de Fiesque, et qui s'étaient postés sur le sommet des montagnes dans le voisinage de Portofino; mais ils les avaient trouvés si bien retranchés qu'ils furent dans l'obligation de se retirer avec assez de perte. Doria, peu de temps après sa retraite, revint à

Portofino pour continuer le siége de Gênes avec les confédérés.

Ce ne fut que le 4 septembre que les ambassadeurs du pape, du roi de France et des Vénitiens notifièrent la ligue à l'empereur et la liberté qu'il avait d'y accéder aux conditions arrêtées. L'ambassadeur d'Angleterre, qui était présent à cette dénonciation, remit entre les mains de Charles une lettre de Henri VIII, par laquelle ce prince l'exhortait faiblement à entrer dans la ligue. L'empereur répondit aux ambassadeurs que sa dignité ne lui permettait pas d'entrer dans une confédération principalement faite contre lui; mais qu'ayant toujours été disposé à la paix, comme il l'avait montré tant de fois, il offrait de la faire actuellement s'ils avaient des pouvoirs suffisants. On était cependant bien persuadé qu'il n'y pensait en aucune manière et qu'il ne parlait ainsi que pour imposer au public et pour faire en sorte que le roi différât de s'unir aux confédérés, dans la vue de les empêcher d'agir, et pour faire naître, à la faveur d'une négociation, des mésintelligences entre eux.

Cependant il pressait avec ardeur l'armement de la flotte qui s'équipait dans le fameux port de Carthagène, et qu'on disait être de quarante vaisseaux, qui seraient montés par six mille hommes de troupes réglées; le vice-roi partit de la cour le 24 septembre pour faire exécuter les intentions de l'empereur, qui montrait bien plus d'application et de dessein dans ses affaires que le roi de France. Ce prince, malgré de pressants intérêts, donnait presque tout son temps à la chasse, au bal et à la galanterie, pendant que ses enfants étaient à Valladolid, où l'empereur les avait fait transférer lorsqu'il fut certain que le roi n'exécuterait point le traité de Madrid.

Le pape ayant eu avis du prochain départ de la flotte espagnole et craignant que cette nation ne renouvelât ses insultes malgré la trève, crut devoir se mettre à couvert de leur perfidie. Il fit donc venir à Rome Vitello avec sa compagnie et celle de ses neveux, cent hommes d'armes du marquis de Mantoue et cent chevau-légers de Pierre-Marie Rosso; les généraux des alliés détachèrent deux mille Suisses que Clément devait payer et trois mille hommes d'infanterie italienne; néanmoins il ne cessait de dire qu'il avait dessein de passer en Espagne pour y conférer avec l'empereur; presque tous les cardinaux s'efforçaient de l'en dissuader, en lui représentant qu'il ne pouvait compter sur le succès de son voyage, et lui conseillaient de prévenir ce prince par des légats.

Le duc d'Urbin, de retour à l'armée et ne songeant plus à la conquête de Milan, se rendit enfin aux instances des commandants de l'armée navale qui le pressaient continuellement d'envoyer des troupes pour bloquer Gênes du côté de terre, moyennant quoi la ville ne tiendrait pas, disaient-ils, encore long-temps, vu l'extrême disette de vivres qui s'y faisait déjà sentir. Pour cet effet, il résolut de s'éloigner de Milan à une distance d'où l'armée fût toujours à portée d'empêcher qu'il n'y entrât des vivres. Son dessein était encore de fortifier Monza, d'y mettre une garnison qui couperait les convois de la montagne de Brianza et des lieux circonvoisins, et de se poster de manière qu'il fût facile d'enlever les vivres qu'on enverrait de Biagrassa et de Pavie; ensuite, après que le camp serait bien retranché, le marquis de Saluces devait aller à Gênes avec ses quatre mille hommes d'infanterie et un détachement de Suisses. Mais ces projets demandaient plus de temps qu'il ne convenait au bien des affaires, et l'on n'en mettait aucun à exécution, quoique l'infanterie qu'on avait actuellement dans l'armée fût composée de quatre mille Suisses, de deux mille Grisons, de quatre mille hommes du marquis de Saluces, de pareil nombre de troupes du pape commandées par Jean de Médicis, et des Vénitiens qui, suivant le traité devant être dix mille, étaient réellement fort au-dessous de ce nombre.

Le duc d'Urbin quitta le camp de l'Ambra le dernier du mois d'octobre, et prit son poste à cinq milles de cet endroit. Il y eut dans cette occasion une furieuse escarmouche avec la garnison de Milan, d'où le duc de Bourbon sortit à la tête de ses troupes. L'intention du duc d'Urbin était de rester à Pioltello, jusqu'à ce qu'on eût achevé les fortifications de Monza, où il comptait mettre une garnison de deux mille hommes de pied et de quelques chevaux; il devait ensuite aller à Marignan pour y camper une seconde fois dans l'endroit qu'il avait déjà occupé, son dessein étant d'envoyer des troupes à Gênes; peut-être même, comme il le disait, ferait-il fortifier Biagrassa auparavant. Toutes ces longueurs donnaient de violents soupçons de sa conduite, quoiqu'il en rejetât la faute en

partie sur la négligence des Vénitiens; en effet, ils ne payaient pas régulièrement leur infanterie, ce qui faisait que leurs troupes n'étaient jamais complètes, et que les officiers, lorsqu'on distribuait la paie, étaient obligés de substituer des milices à la place des soldats qui manquaient, de sorte qu'insensiblement ce n'était plus la même armée, mais un ramas de troupes sans expérience.

Cette lenteur, qui jusqu'alors avait paru causée par le duc d'Urbin, devint alors en quelque façon nécessaire. Toutes les tentatives faites en Allemagne pour envoyer des secours en Italie avaient échoué à cause de l'indigence de l'archiduc et parce que l'empereur n'y avait point envoyé d'argent. Enfin Georges Fronsberg, qui avait servi deux fois en Italie avec beaucoup de réputation dans les troupes impériales contre les Français, entreprit de faire ce dont les deux frères ne pouvaient venir à bout, sans autre motif que son zèle pour son maître et pour la gloire de sa nation. Un grand nombre de lansquenets, auxquels il représenta l'occasion favorable de s'enrichir en Italie, l'y suivirent moyennant un écu par tête, et l'archiduc l'ayant fourni d'artillerie et de chevaux, il assembla ses troupes entre Bolzano et Marano.

Le bruit de sa marche ayant pénétré en Italie, on abandonna tout-à-fait l'entreprise de Gênes, quoique cette ville fût réduite à la dernière extrémité et que Doria ne demandât plus que quinze cents hommes de pied auxquels il promettait d'en joindre encore autant; le duc d'Urbin les lui refusa, sous prétexte qu'il avait été obligé d'envoyer de l'armée dans le Vicentin pareil nombre d'infanterie, parce que les Vénitiens craignaient que le secours d'Allemagne ne prît son chemin par ces quartiers. Il n'était pas néanmoins de cette opinion, car il croyait que les Allemands viendraient par Lecco. Dans cette idée, il demeura à Pioltello, afin d'être plus près de l'Adda, publiant qu'il voulait aller au-devant d'eux et les combattre au-delà de cette rivière, à la sortie de la vallée de Sarsina.

Le pape, encore effrayé de la perfidie des Colonna et déterminé à se rendre auprès de l'empereur pour négocier la paix, envoya, dès qu'ils furent sortis de Rome, Paul d'Arezzo, auditeur de sa chambre, vers le roi de France, afin d'obtenir son aveu pour ce voyage, d'exposer ses besoins et ses périls, et lui demander cent mille ducats pour se mettre en état de défense; mais par une étrange bizarrerie, dans le temps qu'il pressait François I de lui donner de l'argent et d'agir avec plus de chaleur il refusait à ce prince, non-seulement la permission de lever des décimes, à moins qu'il ne les partageât avec lui, ce que le roi ne voulait pas accorder parce que cela ne s'était jamais pratiqué dans son royaume, mais encore de donner la pourpre au chancelier de France[1]; cependant du Prat, qui avait beaucoup de crédit auprès du roi et le maniement des finances, pouvait servir utilement le pape dans ses desseins.

Le roi ne manqua pas de marquer à Paul d'Arezzo une extrême douleur de l'affaire de Rome, d'offrir à ce député pour la défense du pape tout ce qui dépendait de la France, de lui représenter que Sa Sainteté ne pouvait se fier désormais à l'empereur, et qu'elle ne devait pas songer à l'exécution de la trève; qu'en ce cas seulement il lui fournirait vingt mille ducats par mois. Le roi d'Angleterre écrivit à peu près les mêmes choses au pape et lui fit tenir vingt-cinq mille ducats. François I n'approuvait pas que Clément se pressât d'aller dans les cours de l'Europe, une pareille démarche ne devant se faire qu'après une mûre délibération; et même dans le commencement il ne voulut pas permettre que Paul passât en Espagne, soit qu'il soupçonnât que le but de ce voyage était de faire un traité particulier, soit, comme il le disait, qu'il lui parût plus convenable de négocier la paix par la médiation du roi d'Angleterre que d'aller ainsi la mendier à la cour de l'empereur. Néanmoins il y consentit depuis, vaincu par les instances réitérées du pape; peut-être fut-ce par un désir sincère de la paix, peut-être aussi parce qu'il commençait à craindre que le roi d'Angleterre ne fût pas un médiateur assez impartial. En effet, Henri VIII, ou plutôt le cardinal d'York sous son nom, plein d'une ambition démesurée d'être l'arbitre de tout, faisait des propositions tout-à-fait déraisonnables; d'ailleurs on n'ignorait pas que ce prince avait ses vues particulières, et qu'il n'était pas opposé à ce que le Milanais demeurât au duc de Bourbon, qui dans ce cas épouserait Eléonore, reine de Portugal; alors Henri devait offrir sa fille au roi de France.

(1) Antoine du Prat.

Clément, encouragé par ces deux rois, et craignant d'ailleurs de perdre l'appui et la confiance de ses alliés, et de rester ensuite à la discrétion de l'empereur et de ses ministres, n'eut pas de peine à changer de dessein. Son ressentiment contre les Colonna le détermina bientôt à se servir contre eux des troupes qu'il n'avait d'abord appelées dans Rome que pour la sûreté de cette ville. Il se persuada que rien ne pouvait l'obliger à l'exécution d'un traité qui était le fruit de la violence et de la perfidie. Il fit donc marcher Vitello sur leurs terres pour mettre tout à feu et à sang dans les places de leur obéissance, parce que si l'on se contentait de prendre les villes on ne ferait pas grand tort à cette puissante maison, qui réparerait bientôt ses pertes à la faveur de l'ancien attachement des peuples et de la faction gibeline; en même temps il excommunia le cardinal et les autres seigneurs de cette maison. Ce prélat voulut d'abord se défendre par le moyen de la bulle contre la simonie[1], mais il jugea plus à propos d'en appeler au futur concile et de faire publier son appel dans la ville de Naples. Le monitoire du pape dépouillait ce cardinal de sa dignité. A l'égard des autres seigneurs de cette maison qui levaient des troupes dans le royaume de Naples, Clément suspendit la fulmination du monitoire.

Les troupes du pape brûlèrent Marino et Montfortino, dont la citadelle demeura néanmoins au pouvoir des Colonna; ensuite elles rasèrent Gallicano et Tagarolo, places de peu d'importance. Les Colonna ne s'attachaient qu'à la défense des places fortes et surtout de Paliano. La situation de cette ville rend l'approche de l'artillerie très difficile; on n'y peut aborder que par trois chemins qui n'ont aucune communication entre eux; les murailles en étaient fort épaisses et les habitants disposés à se bien défendre. Malgré ces difficultés, et quoiqu'il s'y fût réfugié beaucoup de gens des villes déjà prises, Vitello l'aurait emportée s'il eût donné l'assaut en arrivant, parce qu'il n'y avait aucunes troupes réglées dans cette place; mais tandis que par sa lenteur et son irrésolution naturelle il différait l'attaque, cinq cents hommes de pied, partie Allemands, partie Espagnols, venus du royaume de Naples, s'y jetèrent avec deux cents chevaux pendant la nuit. Ce secours inespéré rendit la prise de cette place si difficile que ce général, qui dans le même temps avait une partie de ses troupes devant Grotta-Ferrata, ne crut pas devoir songer à cette expédition ni même forcer Rocca-di-Papa. Il prit même le parti de rassembler toutes ses troupes à Val-Montone, à l'exception d'un détachement qu'il fit marcher contre la citadelle de Monfortino, et de se borner à tenir la campagne en cas qu'il y eût quelque mouvement du côté du royaume de Naples, sans former aucune entreprise de quelque importance; conduite qui lui fit beaucoup de tort auprès du pape. Ce pontife, dans le temps qu'il méditait l'expédition de Naples et même depuis, lorsqu'il fit venir des soldats à Rome pour sa sûreté, avait eu dessein de donner en commun le commandement de ses troupes à Jean de Médicis et à Vitello, dans la vue de tempérer la vivacité du premier par la lenteur du second et d'animer le naturel paresseux de ce dernier par l'activité de Médicis; projet qui ne laissait aucun inconvénient à craindre, ces deux officiers étant unis par les liens du sang et de l'amitié; mais Guicciardini ayant conseillé au pape de réserver ce brave officier pour de grandes occasions et d'employer Vitello dans des choses moins importantes, Clément avait différé de rappeler Médicis, pour ne pas priver d'ailleurs l'armée du Milanais d'un homme dont le courage et les talents militaires inspiraient une noble audace à ses troupes et la terreur aux ennemis; il parut encore plus nécessaire de l'y laisser pour faire tête aux secours qui venaient d'Allemagne; mais la mort prématurée de ce jeune héros rendit toutes ses vues inutiles.

Le bruit de la marche de ces troupes et les avis qu'on eut du prochain départ de la flotte impériale déterminèrent enfin le pape à s'accommoder avec le duc de Ferrare; ce pontife en était vivement sollicité par les alliés et même par ses ministres; il avait toujours eu beaucoup d'éloignement pour cette démarche. Son but était moins de prévenir tout ce que le duc pouvait faire à son préjudice que d'en tirer beaucoup d'argent et de l'engager à prendre le commandement général des troupes de la ligue.

Après plusieurs conférences que le pape eut lui-même sur ce sujet avec Mathieu Casella de Faenza, envoyé de Ferrare, dans lesquelles il

(1) La bulle de Jules II, dont il est parlé ci-dessus.

crut entrevoir que le duc souhaitait aussi s'accommoder, il donna ordre à son lieutenant qui était à Parme de se rendre à Ferrare. Les pouvoirs dont il le munit paraissaient presque sans limites, mais ils se bornaient au fond à la restitution de Modène et de Reggio, Clément exigeant que le duc payât deux cent mille ducats dans des termes fort courts; qu'il prît hautement le parti de la ligue, dont il commanderait l'armée, et que son fils aîné[1] épousât Catherine, fille de Laurent de Médicis. Guicciardini fut encore chargé de proposer le mariage d'Hippolyte de Médicis, fils naturel de Julien, avec une des filles du duc, à laquelle on donnerait une dot aussi forte que celle de Catherine, et de faire passer plusieurs autres articles que la brièveté du temps ne permettait pas de bien discuter et dont la difficulté favorisait les intentions du pape qui, ne faisant ce traité que pour s'accommoder au temps, était bien éloigné de vouloir que cette affaire finît absolument sans de nouveaux ordres. Peu de jours après il étendit les pouvoirs de son ministre, et pour les conditions et pour la liberté de conclure, parce qu'il eut avis que le vice-roi était dans le golfe de San-Fiorenzo en Corse, avec trente-deux vaisseaux montés par trois cents chevaux, par deux mille cinq cents lansquenets et par trois oú quatre mille Espagnols.

Mais ces ordres du pape furent inutiles, car un agent du duc de Ferrare, qui était venu sur ces vaisseaux, s'étant rendu en grande diligence auprès de son maître, l'instruisit de l'arrivée de la flotte et remit entre ses mains l'investiture de Modène et de Reggio de la part de l'empereur; il était aussi chargé de lui faire espérer Marguerite d'Autriche[2], fille naturelle de ce prince, pour Hercule son fils. Le duc, qui d'abord avait attendu Guicciardini avec beaucoup d'impatience, changea bientôt d'avis, jugeant que les secours qu'amenait Fronsberg et l'armée navale allaient donner beaucoup de supériorité à l'empereur en Italie. Il prit donc le parti d'envoyer Jacques Alverotto, Padouan, l'un de ses conseillers, vers le lieutenant qui s'était déjà rendu de Parme à Cento pour lui faire part des nouvelles qu'il avait reçues d'Espagne, et lui dire que, quoique l'investiture ne l'obligeât pas d'agir contre le pape et la ligue, il croyait néanmoins qu'il ne lui convenait pas de porter les armes contre l'empereur après un bienfait de cette importance; que comme cet incident changeait l'état de la négociation pour laquelle le lieutenant venait à Ferrare, il avait cru devoir l'en avertir d'abord, afin que le pape ne prît pas son silence en mauvaise part; qu'au reste il était toujours le maître de venir. Guicciardini ne crut pas devoir passer outre, jugeant qu'il était inutile de commettre le pape sans nulle espérance de réussir; d'ailleurs les affaires de Lombardie le rappelaient en ces quartiers. Il partit donc sur-le-champ pour Modène, après avoir néanmoins proposé de nouvelles conditions d'accommodement.

Georges Fronsberg était déjà arrivé à Castiglione delle Stivere dans le Mantouan, à la tête de treize à quatorze mille hommes d'infanterie allemande, après avoir passé par le Val di Sabio et tourné par Anfo vers Salo. Le duc d'Urbin, pour être en état d'aller à leur rencontre, avait conduit l'armée à Vauri, sur la rivière d'Adda, entre Trezzo et Cassano, et il avait jeté un pont dans cet endroit; il mit dans ce camp, qu'il laissait bien retranché, le marquis de Saluces avec les troupes françaises, les Suisses et les Grisons, et il en sortit le 19 novembre avec Jean de Médicis, six cents hommes d'armes, beaucoup de chevau-légers et huit à neuf mille hommes de pied, sans dessein cependant d'attaquer les Allemands, mais ne songeant qu'à les fatiguer dans leur marche et à leur couper les vivres, seul moyen, disait-il, de vaincre des troupes si fermes dans leurs rangs. Le 21 il se rendit à Sonzino, d'où il se fit précéder par Mercurio avec tous les chevau-légers et un détachement de la gendarmerie, pour amuser les ennemis en attendant que le reste de l'armée fût arrivé. Il craignait déjà de venir trop tard, parce que les Allemands avaient campé le même jour à la Cavriana, et il en rejetait la faute sur la négligence et l'avarice du provéditeur Pisani, qui l'avait obligé d'attendre deux ou trois jours des bœufs à Vauri pour conduire l'artillerie, délai qui, disait-il, ruinerait son dessein.

On avait jusqu'alors été dans l'incertitude sur le chemin que prendraient les Allemands. On crut d'abord qu'ils se rendraient sur l'Adda par le Bressan et le Bergamasque, pour être joints par

(1) Hercule d'Est qui lui succéda et qui épousa dans la suite Renée de France, fille de Louis XII.

(2) Charles-Quint l'avait eue de Marguerite Van-Gest, demoiselle flamande.

les impériaux et passer avec eux à Milan; ensuite on s'imagina qu'ils songeaient à traverser le Pô à Casal-Majeur; mais s'étant rendus le 22 à Rivalta, à huit milles de Mantoue, entre le Mincio et l'Oglio, et n'ayant pas traversé ce premier fleuve à Goïto, on jugea que leur dessein était de passer le Pô à Borgoforte ou à Viadana plutôt qu'à Ostie ou plus bas, et que s'ils le passaient à Ostie, il y avait apparence qu'ils iraient à Modène et à Bologne, où l'on faisait en même temps des levées d'infanterie et des préparatifs de guerre.

Le même jour le duc d'Urbin vint camper à Prato-Albuino, et, suivant les ennemis, il entra dans le Serraglio de Mantoue où ils étaient encore. Le 24 ils prirent le chemin de Borgoforte, et Jean de Médicis s'étant mis à leur poursuite avec les chevau-légers sans néanmoins beaucoup d'espérance de les entamer, il les atteignit comme ils arrivaient dans cet endroit. Ils y trouvèrent quatre fauconneaux que le duc de Ferrare leur avait envoyés par le Pô; faible secours en lui-même, mais qui leur fut d'une grande ressource par l'occasion. Jean de Médicis, ignorant qu'ils eussent de l'artillerie, s'approcha d'eux avec moins de précaution, et du second coup qu'ils tirèrent il eut la cuisse cassée un peu au-dessus du genou; on le porta à Mantoue où il mourut quelques jours après. Les confédérés perdirent beaucoup à sa mort, car il était le seul de tous les officiers généraux que les ennemis craignaient dans cette guerre, et quoiqu'il n'eût que vingt-neuf ans et que son courage fût tout de feu, il avait déjà l'expérience et la maturité d'un âge plus avancé. La capacité dont il donnait chaque jour des preuves faisait espérer qu'il ferait un jour l'un des plus grands capitaines de son temps.

Ensuite les Allemands côtoyèrent le Pô sans nul obstacle et le traversèrent à Ostie le 28, tandis que le duc d'Urbin demeurait à Borgoforte. Ils allèrent loger à Rovere, où le duc de Ferrare leur fit tenir une légère somme d'argent et quelques pièces d'artillerie. Leur marche dans ces quartiers mit l'alarme à Bologne et dans toute la Toscane, parce que le duc d'Urbin, au lieu de passer le Pô comme il avait toujours assuré qu'il le ferait s'ils le traversaient, s'était rendu à Mantoue pour y attendre, disait-il, les ordres du sénat sur ce sujet. Cependant les ennemis, traversant la Secchia, prirent le chemin de la Lombardie pour aller joindre les troupes de l'empereur à Milan.

CHAPITRE VI.

Combat naval entre les impériaux. Progrès de l'infanterie allemande. Troubles en Lombardie. Intrigues secrètes entre l'empereur et le pape par l'intermédiaire du général des franciscains. Intrigues avec la France. L'empereur change de projets selon les occasions. Négociation des impériaux avec le duc de Ferrare.

Sur ces entrefaites le vice-roi partit de Corse avec vingt-cinq vaisseaux seulement, parce qu'avant de mouiller à San-Fiorenzo il en avait perdu deux dans une tempête, et que la violence du vent en avait emporté cinq autres en pleine mer. Il rencontra à la hauteur de Sestri di Levante une escadre composée de six galères de France, de cinq d'André Doria et d'un pareil nombre de vénitiennes, qui le combattirent depuis quatre heures du soir jusqu'à la nuit. Doria écrivit qu'il avait coulé à fond un vaisseau monté de plus de trois cents hommes et fort maltraité les autres à coups de canon; que le gros temps l'avait obligé à relâcher sous le cap de Portofino, où il devait être joint cette même nuit par le reste de l'armée navale qui était à Porto-Venere, et que, soit qu'elle vînt, soit qu'elle ne vînt pas, il était dans la résolution, aussi bien que les autres commandants, d'aller chercher l'ennemi dès la pointe du jour. Ils leur donnèrent effectivement la chasse jusqu'à Livourne; mais ils ne purent les joindre, parce qu'ils avaient plusieurs milles d'avance; d'ailleurs, comme Doria crut qu'ils avaient fait voile vers l'île de Corse ou de Sardaigne, il ne se mit pas assez tôt à les poursuivre. Le vice-roi, continuant sa route, eut encore le malheur de voir ses vaisseaux dispersés par le mauvais temps. Une partie que commandait Ferrand de Gonzague[1], après avoir été jetée en Sicile, se rendit depuis à Gaëte, où elle mit à terre quelque infanterie allemande; il mouilla ensuite avec le reste au port de San-Stefano, où s'étant informé de l'état des choses, il dépêcha vers le pape le commandeur Pignalosa, pour assurer Sa Sainteté des bonnes intentions de l'empereur; après quoi, lorsque la mer le lui permit, il fit voile vers Gaëte.

(1) Il était frère puîné de Frédéric, marquis de Mantoue, et il fut le chef de la branche de *Guastalla*.

Fronsberg et ses Allemands, ayant passé la Secchia et marchant par Razzuolo et Gonzague, campèrent le 3 décembre à Guastalla et le 4 à Castel-Nuovo et à Povi, à dix milles de Parme, où le prince d'Orange vint les joindre, lui troisième, comme simple volontaire. Le 5 ils passèrent la Lenza au pont qui est sur le grand chemin, et campèrent à Montecchiarucoli. Pendant ce temps-là le duc d'Urbin demeurait toujours à Mantoue avec sa femme, sans se mettre en peine du péril des affaires de la ligue. Le 7 les ennemis passèrent la Parma et campèrent à Felina. Il tombait de grandes pluies qui grossissaient les rivières, et l'on apprit par des lettres de Fronsberg au duc de Bourbon, qui furent interceptées, qu'il était fort embarrassé sur ce qu'il avait à faire. Le 11 ils traversèrent le Taro, et le lendemain ils s'arrêtèrent au bourg de San-Donnino, où ces luthériens profanèrent les choses sacrées et les images des saints. D'autres lettres interceptées, écrites de Firenzuola où ils arrivèrent le 13, apprirent qu'ils sollicitaient les troupes impériales de Milan de venir les joindre; les généraux le souhaitaient autant qu'eux, mais le défaut d'argent les retenait; car les Espagnols ne voulaient pas sortir de cette ville qu'on ne leur eût payé tout ce qui leur était anciennement dû. Enfin on obtint avec peine qu'ils se contentassent de cinq montres; il fallut pour les payer dépouiller les églises de toute leur argenterie et mettre en prison plusieurs habitants de Milan. A mesure que les soldats étaient payés, on les faisait sortir de la ville malgré leur répugnance et marcher à Pavie; comme cela demandait beaucoup de temps, on envoya dans cet intervalle quelque cavalerie et quelque infanterie italienne au-devant de Fronsberg.

Le lieutenant du pape n'avait cessé de solliciter le duc d'Urbin de passer le Pô avec les troupes vénitiennes pour couvrir les Etats de l'Eglise de ce côté-là; mais le duc avait toujours différé de se rendre à ses instances, tantôt sous prétexte qu'il attendait des ordres de Venise, tantôt alléguant d'autres excuses de ses remises; enfin il fit entendre au sénat que s'il passait le Pô les impériaux pourraient attaquer la république, et par ce moyen il se fit donner un ordre précis de ne point passer ce fleuve. Il retint même pendant quelques jours l'infanterie de Jean de Médicis, que Guicciardini pressait vivement d'accourir à la défense des Etats du pape.

Les Vénitiens avaient d'abord consenti que le marquis de Saluces passât le Pô avec dix mille hommes, tant Suisses que de son infanterie, pour mettre à couvert les Etats de l'Eglise, et il avait même traversé l'Adda à la prière de Guicciardini, d'autant plus volontiers qu'il ne se trouvait pas en sûreté dans le camp de Vauri, parce que le nombre des Suisses et des Grisons était fort diminué; mais depuis, par le conseil du duc d'Urbin, ils le prièrent de rester au-delà du Pô. Le duc lui demanda un rendez-vous à Sonzino pour l'entretenir sur ce sujet; et quoiqu'il y fût arrivé si tard que le marquis s'en était retourné sans le voir, il ne laissa pas de faire tous ses efforts pour l'engager à différer sa marche jusqu'à ce qu'on fût certain de ce que feraient les Allemands; enfin il le sollicita ouvertement de ne pas traverser le Pô. Une autre raison arrêta encore le marquis de Saluces; c'est que les Suisses, qui recevaient la solde sur le pied de six mille hommes, mais qui réellement n'étaient guère plus de quatre mille, étaient mal payés. On était convenu, lors du traité de la ligue, que les Vénitiens recevraient les quarante mille ducats que le roi de France fournissait par mois et qu'ils en feraient l'emploi; par ce moyen ils étaient chargés de payer les Suisses et même l'infanterie du marquis de Saluces; on les soupçonnait dès lors de détourner une partie de ce fond pour payer leurs propres troupes. C'est pourquoi le marquis différa de passer le Pô jusqu'au 27 décembre. Cependant il envoya une partie de sa cavalerie et quelque infanterie en différents postes pour couper les vivres aux Allemands, qui demeurèrent plusieurs jours à Firenzuola. Guy Vaïna fut envoyé pour le même effet avec cent chevau-légers à San-Donnino; et Paul Luzzasco sortant de Plaisance à la tête d'un gros de cavalerie, s'avança jusqu'à Firenzuola, d'où une partie des Allemands avait été camper à Castello-Arquà pour avoir plus facilement des vivres.

Le lieutenant du pape avait d'abord appréhendé que les impériaux, trouvant trop de résistance en Lombardie, ne se jetassent sur la Toscane; ce qui lui faisait juger qu'il serait avantageux qu'ils s'arrêtassent à faire le siége de Plaisance. Dans cette vue il avait pourvu cette place de manière à ne leur point ôter

l'envie d'en faire le siége; cependant elle l'était assez bien pour qu'ils ne pussent la prendre si facilement; en tout cas, il espérait ne pas manquer de moyens pour y jeter du secours quand il voudrait. Guicciardini n'avait communiqué son dessein à personne; néanmoins, comme le long séjour des Allemands dans le voisinage de Plaisance fit que tout le monde se récria sur le danger de cette place, il consentit que Guy Rangone s'y rendît avec de nombreuses troupes. De leur côté les Vénitiens, conformément à leurs promesses au pape, donnèrent ordre à Babbone de Naldo de s'y jeter avec mille hommes de pied; mais cette infanterie fut bientôt réduite à quatre cents hommes parce qu'elle était mal payée.

Le marquis de Saluces passa enfin le Pô, n'ayant de troupes effectives que quatre mille hommes tant Suisses que Grisons et trois mille de son infanterie, et pénétra dans le Polésine. On aurait souhaité qu'il y demeurât pour donner l'alarme au camp de Firenzuola que Luzzasco harcelait sans cesse; mais il se crut plus en sûreté à Toricella et à Sissa. Deux jours après les Allemands décampèrent de Firenzuola et marchèrent à Carpineta et vers d'autres places voisines; ils passèrent la Nura le dernier jour de l'année pour camper au-delà de la Trebbia, afin d'être moins exposés aux insultes de l'ennemi et d'attendre le duc de Bourbon en cet endroit. On ne savait encore s'il avait dessein d'assiéger Plaisance ou de passer en Toscane.

Sa lenteur était moins causée par la rigueur de la saison que par la difficulté de payer ses troupes faute d'argent; l'extrême besoin qu'il en avait fut cause qu'on traita encore plus cruellement les Milanais, et que le connétable fit grace à Morone qui avait été condamné à perdre la tête; on lui donna donc la vie moyennant vingt mille ducats. Pour hâter la conclusion de ce marché, on fit semblant de préparer toutes choses pour son supplice, ce qui lui fit donner cette somme pendant la nuit. Ce ministre, s'étant tiré d'un si mauvais pas, trouva bientôt le moyen par son esprit de devenir le conseil du duc de Bourbon et même de le gouverner presque absolument.

Pendant ce temps-là le pape et le vice-roi entretenaient de grandes négociations pour faire une trève ou la paix; mais dans le fond le dernier ne songeait qu'à la guerre, à laquelle il était fortement excité par les Colonna depuis son arrivée à Gaëte; il connaissait d'ailleurs la consternation du pape et le mauvais état de ses finances, et qu'il ne cherchait la paix avec tant d'empressement que par ces raisons. En effet Clément ne parlait que de sa frayeur et de son indigence; cependant il ne voulait point mettre en vente la dignité de cardinal, comme tout le monde l'en pressait, et il augmentait par cette retenue l'audace de ses ennemis.

Dès le 26 juin il avait écrit à l'empereur un bref plein de vivacités et de plaintes amères dans lequel il lui reprochait de l'avoir forcé à la guerre. Il ne l'eût pas plus tôt fait partir qu'il en écrivit un autre plus modéré, que Balthazar de Castiglione, son nonce, eut ordre de rendre en retenant le premier; mais celui-ci était déjà entre les mains de Charles. Le nonce lui donna encore le second, et l'empereur répondit à tous les deux en même temps dans le style dont ils étaient écrits.

Le général des cordeliers[1], allant en Espagne au commencement de la guerre, avait été chargé par le pape de beaucoup de compliments pour l'empereur, et étant alors revenu à Rome par ordre de ce prince, il assura Clément de sa part des meilleures intentions à son égard. Charles lui fit dire par ce religieux qu'il passerait en Italie avec cinq mille hommes, et qu'aussitôt qu'il aurait reçu la couronne impériale il se rendrait en Allemagne pour mettre ordre aux troubles causés par Luther, sans faire aucune mention de concile; qu'il traiterait avec les Vénitiens à des conditions raisonnables et consentirait que l'affaire de François Sforze fût décidée par deux commissaires qu'il nommerait conjointement avec Sa Sainteté; et qu'en cas que Sforze fût coupable, le duché de Milan serait pour le duc de Bourbon; qu'il retirerait son armée à condition que le pape et les Vénitiens lui donneraient trois cent mille écus pour payer les montres de l'armée (le cordelier fit même espérer qu'on pourrait modérer cet article par la négociation); qu'enfin il rendrait au roi de France ses enfants moyennant deux millions payables en deux termes, laissant entrevoir qu'il pourrait en accorder davantage. Le général ajouta qu'il serait aisé de traiter avec le roi d'Angleterre, parce que la somme dont

(1) Frère Gracian Lotasa, Espagnol.

il s'agissait pour gagner ce prince était peu considérable, et que même le roi de France l'avait déjà offerte. Et pour avoir le temps de faire ce traité, il proposait une trève de huit ou dix mois, disant qu'il avait les pleins pouvoirs de l'empereur pour lui et pour le vice-roi, ou don Hugues de Moncada.

Le pape prêta avidement l'oreille aux propositions du cordelier, surtout après qu'il eut reçu le compliment du commandeur de Pignalosa. Il fit part de toutes ces choses aux ambassadeurs de France et de Venise, et ayant appris que le vice-roi était parti du port de San-Stefano il envoya le cordelier à Gaëte pour traiter avec lui. Il espérait bien de cette négociation, car les Vénitiens n'étaient pas éloignés de faire une trève, pourvu que le roi de France y consentît, et ce prince y paraissait assez bien disposé; en effet la mère du roi avait fait assurer le pape par Laurent Toscano qu'elle souhaitait fort une paix qui comprît tous les confédérés, et jugeant bien qu'on ne pouvait en faire de solide sans le duc de Bourbon, elle avait aussi dépêché vers ce prince un de ses aumôniers qui était alors à Rome, et que le duc renvoya quelque temps après au pape.

Cependant Clément n'abandonnait pas le soin de la guerre, car dans le même temps il fit partir le cardinal Augustin Trivulce en qualité de légat pour l'armée de la Campagne de Rome, et il faisait même des préparatifs pour attaquer le royaume de Naples par mer. Pierre Navarro se rendit à Civita-Vecchia le 3 décembre avec vingt-huit galères, tant du pape que du roi de France et des Vénitiens; en même temps Renzo de Ceri vint mouiller à Savone avec une escadre envoyée par le roi dans les mêmes vues. D'un autre côté Ascanio Colonna, à la tête de deux mille hommes d'infanterie et de quelques chevaux, entra en Valbuona à quinze milles de Tivoli, où étaient les terres de l'abbé de Farfa[1] et de Jean-Jourdain Orsino, et il prit le 12 décembre Cepperano, où il n'y avait point de garnison. Vitello vint camper avec les troupes du pape entre Tivoli, Palestrina et Veletri. Les Colonna prirent ensuite Pontecorvo, où il n'y avait point de troupes, et ils donnèrent inutilement l'assaut à Scarpa, petite place faible dépendant de l'abbaye de Farfa. César Filettino se présenta de nuit devant Agnani avec quinze cents hommes de pied; les habitants en avaient déjà introduit cinq cents par une maison attenant les murs de la ville; mais ils furent repoussés par Jean Lione de Fano, commandant de la place pour le pape.

Cependant le général des cordeliers revint à Rome et rapporta que le vice-roi consentirait à une trève de quelques mois, afin qu'on pût négocier la paix, mais qu'il demandait de l'argent et que, pour sûreté de cette suspension, on lui remît Ostie et Civita-Vecchia. L'archevêque de Capoue, que le pape avait peut-être imprudemment envoyé à Gaëte et qui se rendit dans cette ville après le départ du général, écrivit bien différemment, car il manda que le vice-roi ne voulait plus de trève, mais la paix avec le pape seul ou conjointement avec les Vénitiens, pourvu qu'on lui fournît les sommes nécessaires à la subsistance de l'armée jusqu'à ce que les articles de la paix eussent été exécutés, et que cependant on négocierait une trève avec les autres; peut-être le vice-roi avait-il en effet changé lui-même d'avis, mais on crut assez généralement qu'il ne l'avait fait que par le conseil de l'archevêque.

Paul d'Arezzo arriva sur ces entrefaites à la cour de l'empereur avec les pouvoirs du pape, des Vénitiens et de François Sforze; le roi d'Angleterre avait agréé ce voyage à l'exemple du roi de France. Paul trouva l'empereur dans des dispositions bien différentes de celles où il était auparavant; l'arrivée des Allemands et de l'armée navale en Italie avait produit ce changement. Il ne s'en tenait plus aux conditions proposées; il voulait que le roi de France exécutât le traité de Madrid à la lettre et que l'affaire de Milan fût jugée par des commissaires que lui seul nommerait. Ainsi ce prince variant avec les événements, et les pouvoirs qu'il avait donnés à ses ministres en Italie n'étant que sous la clause ou expresse ou tacite de suivre le même plan, le vice-roi, après avoir long-temps amusé le pape, ne voulut pas seulement accorder une suspension d'armes de quelques jours pour attendre l'effet du voyage de Paul d'Arezzo; il partit donc de Naples le 20 décembre pour marcher contre les Etats du Saint-Siége, faisant des propositions de paix tout-à-fait impraticables.

(1) Napoléon Orsino.

Le traité du duc de Ferrare avec le vice-roi et don Hugues de Moncada, chargé des pouvoirs de l'empereur, fut conclu le dernier jour de cette année, mais d'une manière peu agréable pour Alphonse, car l'envoyé qui le signa pour lui fut comme forcé, par les menaces et les duretés du vice-roi, d'accepter les conditions qu'il renfermait. Elles portaient : que le duc serait obligé de servir l'empereur de son épée et des forces de son Etat envers et contre tous ses ennemis ; qu'il serait capitaine général de ses troupes en Italie avec la solde de cent hommes d'armes et de deux cents chevau-légers qu'il lèverait à ses propres frais, dont il serait remboursé ou dont on lui tiendrait compte sur ce qu'il devait ; que pour la dot de Marguerite d'Autriche, promise à son fils, il serait mis dès à présent en possession de la ville de Carpi et du fort de Novi, qui ci-devant appartenaient au comte Pio ; mais que les revenus de ces deux villes, jusqu'à la consommation du mariage, seraient imputés sur ses appointemens ; que Vespasien Colonna et le marquis du Guast[1] renonceraient aux droits qu'ils prétendaient respectivement sur ces places ; que quand le duc serait rentré dans Modène il paierait deux cent mille ducats à l'empereur, sur lesquels on déduirait les sommes qu'il avait fournies au vice-roi depuis la bataille de Pavie ; mais que supposé qu'il ne pût recouvrer Modène, on lui rembourserait les frais qu'il aurait faits ; que l'empereur le prendrait sous sa protection et qu'il ne ferait point la paix sans l'y comprendre et sans obliger le pape à lui donner l'absolution des censures et à lui remettre les peines qu'il avait encourues depuis qu'il s'était déclaré pour Sa Majesté Impériale ; qu'enfin Charles ferait tous ses efforts pour engager Clément à user aussi d'indulgence par rapport à celles que le duc avait précédemment encourues. Telle fut la fin de l'année 1526, où l'on se préparait de toutes parts à la guerre.

(1) Comme héritier du marquis de Pescaire, son cousin-germain.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Passage de Bourbon en Toscane. Progrès de la ligue. Perplexité du pape. Piége que lui tendent les impériaux. Sac de Rome et retraite du pape dans le château Saint-Ange. Révolution politique à Florence. Délivrance du pape. Nouvelle ligue contre l'empereur. Descente des Français en Italie.

CHAPITRE PREMIER.

Départ de Bourbon avec l'armée de Milan. Le vice-roi marche contre l'Etat ecclésiastique. Fieramosca envoyé au pape par l'empereur. Le pape projette une expédition contre Naples. Maladie du duc d'Urbin. Progrès de Bourbon. Le duc de Milan s'empare de Monza. Craintes du pape qui capitule avec les impériaux.

L'année 1527 fut remplie d'événements tragiques et inouïs depuis plusieurs siècles. La famine et la peste ravagèrent presque toute l'Italie, et on n'y vit de tous côtés que meurtre, que brigandage et que des troupes de malheureux qui fuyaient de leur patrie pour se dérober à la cruauté du soldat. Il y eut aussi des révolutions d'Etats, des princes captifs et des villes abandonnées à l'avarice et à la barbarie d'un vainqueur insolent.

Ces maux auraient commencé plus tôt à déchirer l'Italie, sans la difficulté que le duc de Bourbon trouvait à faire sortir les Espagnols de Milan. Il avait été réglé qu'Antoine de Lève veillerait à la défense du Milanais avec l'infanterie allemande qu'on y tenait actuellement : ce général avait fait servir à leur subsistance tout ce qu'on avait pu tirer des Milanais et des lettres de change que le connétable avait apportées. Bourbon devait laisser à Lève douze cents Espagnols avec un certain nombre d'infanterie italienne, commandée par Ludovic de Belgioioso et par d'autres officiers. Le reste des troupes était destiné à suivre ce général. Les soldats à qui l'empereur n'avait point donné d'argent et qui avaient toujours subsisté de rapines et des contributions de Milan, disposant

d'ailleurs à leur gré des maisons et des femmes des Milanais, auraient bien voulu qu'on les laissât vivre dans cette licence; ils ne pouvaient pas refuser ouvertement de marcher, mais ils demandaient le paiement de tout ce qui leur était dû. Le duc de Bourbon obtint enfin qu'ils se contenteraient de cinq montres; mais il était difficile d'avoir l'argent nécessaire pour les payer, car les menaces, l'enlèvement de tous leurs effets, l'emprisonnement même, n'étaient pas capable d'en faire trouver aux Milanais. On avait épuisé toute sorte de moyens pour faire subsister l'armée; on en vint même jusqu'à citer les absents, dont les biens étaient adjugés aux soldats, par défaut.

Enfin les impériaux ayant surmonté ces difficultés, ils passèrent le Pô le 30 janvier, et le lendemain, une partie des Allemands de Fronsberg repassa la Trebbia et vint camper à Ponte-Nuovo; le reste demeura au-delà de Plaisance, où le marquis de Saluces qui était à Parme leur faisait tête. Le duc d'Urbin, que les Vénitiens avaient laissé le maître de passer le Pô, se rendit à Casal-Majeur, et résolut enfin de traverser ce fleuve. Il disait que si les ennemis marchaient vers la Toscane, comme on le mandait de Milan, il serait à Bologne avant eux avec six cents hommes d'armes, neuf mille hommes d'infanterie et quinze cents chevau-légers, exigeant que le marquis de Saluces le suivît avec ses troupes et celles du pape. L'armée impériale resta environ vingt jours, partie au-delà, partie en-deçà de Plaisance, retenue par le défaut d'argent, le duc de Bourbon n'ayant encore rien donné aux Allemands; d'ailleurs, il avait quelque envie d'assiéger cette ville, plus peut-être à cause de la difficulté de passer outre que par aucun autre motif.

Dans cette vue, il pria le duc de Ferrare de lui fournir de la poudre et de venir le joindre, offrant d'envoyer au-devant de lui cinq cents hommes d'armes et le capitaine Fronsberg, à la tête de six mille hommes de pied. Le duc fit réponse qu'il n'était pas possible d'envoyer des munitions au milieu d'un pays ennemi et qu'il ne pouvait tenter de l'aller joindre sans beaucoup de risque, toutes les troupes de la ligue étant répandues dans le voisinage de ses Etats; qu'au reste le plus grand plaisir qu'il pourrait faire aux ennemis serait de s'amuser à prendre des villes les unes après les autres; que s'il manquait Plaisance, ou ne la prenait qu'après bien du temps, il compromettrait sa réputation, et qu'il aurait beaucoup de peine ensuite à continuer la guerre, vu le besoin d'argent et de toutes les choses nécessaires où il était; que le seul moyen de réussir et de bien servir l'empereur était d'attaquer le chef de la ligue; qu'ainsi il lui conseillait d'aller droit à Bologne, sans perdre le temps à d'autres entreprises; que là il prendrait le parti, ou de forcer cette ville qui le mettrait à portée de recevoir tous ses secours, ou de marcher droit à Florence ou à Rome.

Pendant que le duc de Bourbon travaillait à trouver de l'argent, non-seulement pour achever de payer les Espagnols, mais encore les Allemands, auxquels il ne donna que deux écus par tête lorsqu'il abandonna les environs de Plaisance, la guerre était fort allumée dans la Campagne de Rome. L'armée du pape était voisine de celle du vice-roi, qui campait sur les confins du territoire de Cepperano, où l'infanterie italienne avait défait trois cents hommes de pied espagnols. Le pape y envoya Renzo de Ceri, tout récemment arrivé de France; ce général et Vitello ne furent pas du même avis sur la manière de défendre les Etats du Saint-Siége. Le dernier avait fait résoudre, avant l'arrivée de Renzo, qu'on abandonnerait le pays plat, qu'on mettrait deux mille hommes dans Tivoli et autant à Palestrina, et que le reste de l'armée se posterait à Veletri pour fermer le chemin de Rome aux troupes du vice-roi. Mais Renzo ne jugea pas à propos de s'enfermer dans Veletri, place trop grande et mal fortifiée, ni de laisser tant de pays à la discrétion des impériaux; il soutint au contraire qu'il ne fallait pas affaiblir l'armée en la distribuant dans un si grand nombre de places, et qu'il serait avantageux de la poster tout entière à Ferentino, qui lui paraissait propre à contenir l'ennemi. Cet avis fut approuvé, et l'on mit dans Frasilone, à cinq milles de Ferentino, dix-huit cents hommes de pied, qui pour la plupart ayant servi sous Jean de Médicis, avaient pris le nom de Bandes Noires[1]; on joignit à cette troupe les compagnies de chevau-légers

(1) Cette infanterie avait pris ce nom et des drapeaux noirs depuis la mort de Jean de Médicis, pour marquer le regret qu'elle avait de sa perte.

d'Alexandre Vitello, de Jean-Baptiste Savello et de Pierre de Birague.

Cependant les Colonna avaient secrètement engagé Napoléon Orsino, abbé de Farfa, à se déclarer pour l'empereur, quoiqu'il se fût mis à la solde du pape et qu'il en eût même déjà reçu de l'argent. Le pape en eut avis; mais feignant d'ignorer cette intrigue, il sut l'attirer à Rome sous prétexte de l'envoyer au-devant du comte de Vaudemont[1], frère du duc de Lorraine, que le roi de France avait fait partir pour donner plus de poids à l'expédition de Naples; et l'ayant fait arrêter près de Bracciano, il donna ordre de l'enfermer au château Saint-Ange.

Le pape demandait des secours d'argent à toutes les puissances; il obtint trente mille ducats du roi d'Angleterre, qui lui furent apportés par Russell[2], et le roi de France lui fit tenir en même temps par Rabodenge dix mille écus pris sur les décimes que Clément avait enfin accordés dans l'extrême nécessité où il se trouvait, mais à condition qu'outre les quarante mille écus que ce prince fournissait chaque mois pour la ligue, et les vingt mille qu'il devait payer aussi par mois, il lui compterait actuellement trente mille ducats et trente mille autres dans un mois. Le roi d'Angleterre chargea d'ailleurs Russell de sommer le vice-roi et le duc de Bourbon de consentir à une suspension d'armes pour avoir le temps de négocier la paix qui se traitait actuellement en Angleterre, et, sur leur refus, de leur déclarer la guerre de sa part. Henri, qui brûlait de marier sa fille au roi de France, paraissait alors disposé à favoriser la ligue, promettant d'y entrer et de porter la guerre en Flandre dès que ce mariage serait accompli; il semblait même souhaiter avec ardeur rendre service au pape en particulier. Mais on ne pouvait espérer des secours assez prompts de la part d'un prince qui ne mesurait ni ses forces ni les besoins de l'Italie, et qui, n'ayant encore pris aucun parti, prêtait toujours l'oreille à l'empereur qui le flattait vainement de le rendre arbitre de la paix. Au reste, il n'y avait pas d'apparence que Charles V voulût la conclure, malgré tout l'artifice avec lequel il s'efforçait de le persuader à Paul d'Arezzo. Ce prince voulait voir, avant de rien déterminer, quel serait en Italie l'effet des nouvelles troupes d'Allemagne et de sa flotte. Il ne donnait donc que des réponses vagues et faisait naître des difficultés touchant la forme des pouvoirs des ministres de la ligue.

Les négociations éternelles du pape avec le vice-roi rendaient ce pontife suspect au roi de France et à la république de Venise. Ils craignaient que d'un moment à l'autre il ne fît un traité particulier; cette incertitude leur faisait regarder presque comme inutiles toutes les dépenses qu'ils faisaient pour le soutenir. D'un autre côté la frayeur du pape et les protestations qu'il faisait chaque jour de son impuissance à continuer la guerre, jointes au refus opiniâtre de faire des cardinaux pour de l'argent, et de se servir, dans le pressant danger de l'Eglise, des moyens que ses prédécesseurs avaient tant de fois mis en usage, même pour satisfaire leur injuste ambition, redoublaient la défiance des alliés sur son compte. Dans ces circonstances le roi et les Vénitiens firent un nouveau traité, où l'on se promit réciproquement de ne point faire la paix séparément avec l'empereur. François I n'en fut pas moins négligent par rapport aux affaires d'Italie; il le devint même encore plus, depuis qu'Henri VIII lui eût promis de faire de grands efforts en sa faveur au printemps prochain, en cas que le mariage projeté s'accomplit.

Cependant le vice-roi ne négligeait rien pour porter la guerre dans les Etats du Saint-Siége. Il envoya deux mille hommes d'infanterie pour forcer un petit château dans les terres d'Etienne Colonna[1]; mais ils ne réussirent pas dans cette entreprise. Au bruit de sa marche, l'armée du pape abandonna le dessein du siége de Rocca-di-Papa, dont la garnison s'était emparée de Castel-Gandolfo qui appartenait au cardinal del Monte et qu'elle avait trouvé presque sans défense. Enfin le vice-roi ayant assemblé jusqu'à douze cents hommes d'infanterie, la plupart nouvellement enrôlés, à l'exception des Espagnols et des lansquenets qu'il avait amenés d'Espagne, il vint mettre le siége le 21 janvier

(1) Louis de Lorraine, frère du duc Antoine. Il avait été homme d'église et évêque de Verdun. On comptait que ce prince serait favorisé par la faction angevine, comme petit-fils d'Yolande d'Anjou, fille du roi René.

(2) Gentilhomme de la chambre d'Henri VIII.

(1) On a vu ci-dessus qu'Etienne Colonna servait le pape contre ceux de sa maison.

devant Frasilone, place faible qui n'est fermée que par les maisons des particuliers et où il n'y avait que fort peu de vivres ; les généraux du pape y avaient mis garnison pour ne laisser aucun poste aux impériaux dans la campagne de Rome. La situation de cette place sur une montagne fait que la garnison peut toujours se sauver par un côté, pourvu qu'elle soit soutenue par quelques troupes au dehors, ressource qui la rendait plus brave et plus déterminée ; d'ailleurs elle était composée des meilleurs soldats italiens qu'il y eût alors dans ce pays. Les ennemis mirent en batterie trois petits canons et quatre demi-couleuvrines ; mais la ville n'en souffrit pas beaucoup à cause de sa situation ; aussi leur principal soin fut-il d'empêcher qu'il n'y entrât des vivres.

Le pape, malgré son indigence et préférant mendier des secours d'argent de tous côtés aux moyens peu canoniques qui pouvaient lui en procurer, augmentait ses troupes de tout son pouvoir. Il avait pris nouvellement à sa solde Horace Baglione, oubliant la conduite qu'il avait tenue envers le père de cet officier et envers Horace même, qui avait été long-temps prisonnier au château Saint-Ange à cause des troubles de Pérouse dont il était l'auteur. L'armée avec ce renfort s'avança jusqu'à Ferentino pour encourager la garnison de Frasilone.

La batterie du vice-roi cessa de tirer le 24 ; le peu d'effet qu'elle avait eu empêcha de tenter l'assaut. Alarcon reçut un coup d'arquebuse en reconnaissant les dehors de la place, et Mario Orsino fut aussi blessé. Le peu de vivres qu'il y avait dans la ville faisait toute l'espérance du vice-roi. L'armée du pape en manquait même à Ferentino, parce que les troupes des Colonna qui étaient dans Paliano, Montefortino et Rocca-di-Papa infestaient les chemins ; elles défirent la compagnie d'infanterie de Cuio, commandée pour escorter Renzo de Ceri jusqu'à ce qu'il eût joint l'armée.

Cependant trois cents hommes de pied de la garnison de Frasilone, avec une partie de la cavalerie commandée par Alexandre Vitello, par Jean-Baptiste Savello et Pierre de Birague, sortirent de la place, et s'étant avancés à un demi-mille de Larnata où était le quartier de cinq compagnies d'infanterie espagnole, ils en attirèrent deux dans une embuscade et les taillèrent en pièces. Le capitaine Peralte y fut tué avec quatre-vingts hommes, et il y en eut plusieurs faits prisonniers. Le vice-roi eut recours aux mines ; mais elles furent éventées par la garnison qui se croyait tellement en sûreté qu'elle refusa un secours de quatre cents hommes que les généraux du pape voulaient jeter dans la place.

Malgré ces hostilités on continuait toujours à négocier la paix. Le général des cordeliers et l'archevêque de Capoue étaient revenus à Rome, où César Fieramosca, Napolitain, que l'empereur avait envoyé d'Espagne au pape depuis le départ du vice-roi, les accompagna. Ce prince l'avait chargé d'assurer Sa Sainteté qu'il avait été très fâché de la mauvaise foi de Moncada et des Colonna et des suites de l'affaire de Rome ; qu'il brûlait d'accommoder ces différends avec le Saint-Siége et de faire la paix ; que si le pape et les autres alliés la désiraient, et que Sa Sainteté voulût exécuter le dessein qu'elle avait eu de se rendre à Barcelonne, il laisserait les conditions du traité à sa disposition. Le nonce qui résidait en Espagne mandait la même chose. L'archevêque proposa de la part du vice-roi une suspension d'armes de deux ou trois ans avec le pape et les Vénitiens, durant laquelle les uns et les autres garderaient ce dont ils étaient en possession, pourvu que Clément payât cent cinquante mille ducats et les Vénitiens cinquante mille. Quoique cette condition parût bien dure au pape, il souhaitait avec tant d'ardeur se délivrer des soins de la guerre que, pour engager les Vénitiens à l'accepter, il offrît de payer les cinquante mille ducats qu'on exigeait d'eux, et pour leur donner le temps de faire réponse, il conclut avec le vice-roi, le dernier de janvier, une trêve de huit jours, par laquelle on convint que l'armée du pape ne passerait pas Ferentino ni celle du vice-roi Frasilone ; que celui-ci interromprait le siége de cette place, et que les assiégés de leur côté ne feraient aucun retranchement et ne pourraient faire entrer de vivres que ce qui leur en faudrait pour subsister pendant ce terme. Fieramosca, s'étant assuré par ce moyen des intentions du pape, crut qu'il pouvait lui découvrir celles de l'empereur sans commettre ce prince ; il remit donc à Clément une longue lettre écrite de la propre main de Charles et remplie de témoignages de bonne volonté, de grandes offres et d'assurances d'attachement à sa personne.

Il partit ensuite pour informer le légat et le vice-roi de la suspension d'armes et pour la faire exécuter. Le même jour l'armée du pape quitta Ferentino pour marcher au secours de Frasilone. Fieramosca apprit le sujet de son voyage au légat qui, feignant de vouloir obéir, mais ne pouvant se résoudre à abandonner une victoire qu'il croyait certaine, fit dire se-secrètement aux troupes d'aller toujours en avant.

Pour se rendre à Frasilone il fallait se saisir d'un défilé qui est une espèce de pont au pied de la première des hauteurs où cette ville est bâtie, et ce passage était gardé par quatre bataillons allemands. L'avant-garde commandée par Etienne Colonna, étant arrivée à cet endroit, attaqua ces troupes et les mit en fuite. Il y eut environ deux cents hommes tués et quatre cents faits prisonniers; les vainqueurs se rendirent maîtres des drapeaux. Après cette action, le reste de l'armée du vice-roi se retira dans un poste plus sûr, laissant l'entrée de Frasilone libre aux généraux du pape. Comme la nuit approchait, Renzo et Vitello campèrent à l'opposite des impériaux, comptant sur une victoire certaine, soit que l'ennemi demeurât dans son poste, soit qu'il prît le parti de la retraite. En effet, s'ils fussent restés sur la hauteur dont ils s'étaient saisis, ou s'ils eussent été plus attentifs aux mouvements des impériaux, le vice-roi n'aurait pu leur échapper. Mais le surlendemain, Lannoy, qui n'avait donné aucun indice de son dessein, décampa deux heures avant le jour après avoir brûlé les munitions qui lui restaient et abandonnant une grande quantité de boulets. Les généraux du pape, informés de la retraite des ennemis, détachèrent les chevau-légers pour les poursuivre; mais cela n'aboutit qu'à leur enlever quelques bagages et des traîneurs. Le vice-roi fut obligé de laisser en chemin une partie de ses vivres, et s'étant rendu à Césène, il alla se renfermer dans Ceppe-rano.

Cet avantage ranima la confiance du pape et lui fit résoudre de tenter l'expédition de Naples que les ambassadeurs des confédérés pressaient vivement. D'ailleurs Rabodenge, qui venait d'apporter dix mille ducats provenus des décimes et dix mille autres à Renzo de Ceri, avait ordre de n'employer cet argent que du consentement d'Albert Pio, de Renzo et de Langey[1], et de ne s'en dessaisir qu'en cas qu'il fût assuré que le pape ne s'accommoderait pas en particulier avec l'empereur. Les Vénitiens, vers lesquels on avait envoyé Russell pour leur persuader d'accepter la trêve que le pape et le vice-roi venaient de conclure, ayant reçu les dépêches que ce ministre qui s'était cassé une jambe en chemin leur avait fait remettre, répondirent qu'ils ne voulaient point traiter sans le roi de France; et ils prirent ce parti d'autant plus hardiment qu'ils savaient que Gênes était réduite à la dernière extrémité faute de vivres.

Il fut donc arrêté qu'on attaquerait le royaume de Naples par mer et par terre, et que Vaudemont monterait sur les vaisseaux de l'armée navale avec deux mille hommes d'infanterie qu'il lèverait. Mais Renzo, qui était le maître de disposer de l'argent du roi par rapport à cette expédition, fut d'un avis différent de celui du pape. Clément voulait qu'on portât toutes les forces de la ligue sur un seul endroit et qu'on formât un corps à part de six mille hommes d'infanterie pour entrer dans l'Abruzze, espérant que par le moyen des fils du comte de Montorio qu'il y avait envoyés avec deux mille hommes de pied, on se rendrait aisément maître de la ville d'Aquila. En effet l'entreprise réussit; car Ascanio Colonna, qui était dans cette place, s'enfuit à la première nouvelle de l'approche de l'ennemi.

Le commencement de l'expédition de Naples fut très heureux. Le vice-roi avait songé, d'abord après sa retraite, à rétablir son armée, et mis des garnisons dans toutes les places voisines de Frasilone. Une partie de ses troupes se trouvant ainsi dispersée et le reste affaibli par les désertions, il paraissait hors d'état de résister à l'armée de terre. A l'égard de la flotte composée de vingt-deux galères, appartenant en partie au pape, en partie aux Vénitiens, il y avait toute apparence qu'elle ne trouverait aucun obstacle, surtout étant montée par trois mille hommes outre les troupes ordinaires, et devant encore recevoir deux mille hommes sous les ordres d'Horace Baglione et de Vaudemont. Le nom de ce dernier était d'un grand poids à cause des prétentions qu'il avait sur le royaume de Naples comme héritier du roi René. Il por-

(1) Guillaume du Bellay, seigneur de Langey.

tait dans cette occasion le titre de lieutenant du pape; mais on ne sut pas profiter de ces avantages. L'armée du pape était encore le 12 février à Frasilone, où elle attendait que la grosse artillerie qui lui venait de Rome arrivât, que Renzo fût dans l'Abruzze et l'armée navale sur les côtes de Naples. D'un autre côté, la mutinerie de la garnison de Frasilone, qui demandait une gratification à cause de la levée du siége, causa quelque embarras et fit encore perdre du temps. Cependant les troupes du vice-roi abandonnèrent Césène et les autres places, et se retirèrent à Cepperano le 18. Après cette retraite, l'armée du pape, qui commençait à manquer de vivres, pénétra jusqu'au-delà de San-Germano. Cette démarche ayant alarmé le vice-roi pour le royaume de Naples, il se retira à Gaëte et D. Hugues dans la capitale.

Malgré de si heureux commencements, le pape, épuisé d'argent et consterné de la marche du connétable qui allait toujours en avant sans que l'armée de la ligue parût lui faire beaucoup d'obstacle, ne perdait point de vue le dessein de faire sa paix avec l'empereur. Il avait engagé Russell à aller trouver le vice-roi de la part de son maître, démarche qui fit revenir César Fieramosca le 21 février à Rome, d'où il partit le lendemain après avoir exposé sa commission au pape, qu'il laissa dans un extrême embarras. Pour empêcher qu'il ne fît précipitamment un traité particulier, les Vénitiens offrirent au commencement du mois de mars de lui fournir quinze mille ducats dans quinze jours et la même somme quinze jours après, à condition d'accorder un jubilé à la république.

L'armée navale du pape et des Vénitiens, après avoir beaucoup souffert en attendant l'escadre française, avait été obligée de relâcher à l'île de Ponza le 23 février. Depuis, ayant remis à la voile, elle mit au pillage Mola-di-Gaëta, et débarqua quelques soldats le 4 mars pour attaquer Pozzuolo; mais ayant trouvé cette ville bien défendue, ils se rembarquèrent. Ensuite elle fit voile vers Naples et mit à terre des troupes qui attaquèrent Castel-a-Mare-di-Stabia, où Diomède Caraffa commandait cinq cents hommes de pied, forcèrent cette place et la mirent au pillage; le château se rendit le lendemain. Le 10 elle prit d'assaut la Torre-del-Greco et Sorrento. Plusieurs villes de la côte prirent le parti de capituler. Cette flotte, maîtresse de la mer, avait déjà pris quelques bâtiments chargés de blé, dont la ville de Naples, qui était assez mal pourvue, avait grand besoin. Le second jour de carême elle s'approcha du môle de cette place à la portée du canon, et l'infanterie qu'elle mit à terre s'avança si près de Naples que ceux qui se trouvèrent hors de la ville y rentrèrent avec précipitation par la porte del-Mercato, qu'ils fermèrent aussitôt. On prit ensuite Salerne. Vaudemont en partit pour donner la chasse à quelques bâtiments, et n'y laissa que quatre galères avec Horace Baglione. Le prince de Salerne, profitant de l'occasion, pénétra dans la ville par le château, suivi de beaucoup de monde; mais Horace en tua plus de deux cents hommes et fit un grand nombre de prisonniers.

Le vice-roi, qui tenait en prison le vieux comte de Montorio, le mit en liberté pour reprendre Aquila par son moyen, mais inutilement, le comte ayant été fait prisonnier par ses propres enfants. Renzo de Ceri, qui avait déjà pris Siciliano et Tagliacozzo, se mit en marche le 6 mars pour attaquer la ville de Sora. Au milieu de ces succès l'armée du pape était dans une grande disette de vivres, soit par la négligence de Clément, soit par la faute de ses ministres. Cette extrémité fut cause que les troupes commencèrent à se dissiper.

Cependant on continuait toujours à négocier la paix, et Fieramosca revint à Rome le 10 avec Serenon, secrétaire du vice-roi. Langey s'y était rendu la veille, n'apportant que de belles espérances sans argent, quoique la cour de France eût écrit qu'il avait vingt mille ducats pour embarquer de l'infanterie sur les gros vaisseaux qu'on attendait à Civita-Vecchia et pareille somme pour le pape. Il avait ordre de lui proposer la conquête du royaume de Naples pour un des enfants de France, à qui l'on ferait épouser Catherine, fille de Laurent de Médicis, neveu[1] du pape. Le roi, comptant sur sa négociation avec l'Angleterre et persuadé que le vice-roi, après la levée du siége de Frasilone, était hors d'état de rien tenter, et que d'ailleurs l'armée impériale ne pouvait pas entrer en Toscane puisqu'elle avait tardé si long-temps à se mettre en marche faute d'argent, ne vou-

(1) Neveu à la mode de Bretagne.

lait plus entendre parler de trève, même générale, lors même que l'empereur n'exigerait point d'argent. Il disait, pour justifier cette conduite, qu'il ne fallait pas lui donner le temps de se rétablir; mais comme ses propres finances étaient épuisées, il ne fit tenir au pape, sur les vingt mille ducats qu'il devait lui fournir par mois et sur les soixante mille des décimes, que les dix mille écus dont nous avons parlé. A l'égard de l'escadre des gros vaisseaux qu'il devait armer à frais communs avec les Vénitiens, il n'avait encore rien fourni, et ayant résolu d'attendre que la négociation avec l'Angleterre fût terminée, il croyait que le pape était obligé d'attendre aussi tout ce temps-là. Ces délais furent cause que l'expédition de Naples, dont les commencements avaient été assez beaux, eut des suites moins heureuses. La flotte, ne recevant ni vaisseaux ni troupes et ayant à garder les places dont elle s'était emparée, n'était pas en état de faire de nouvelles conquêtes. L'armée de terre, qui le 14 mars n'avait pas encore reçu le convoi que le pape envoyait par mer à cause du mauvais temps, demeurait non-seulement dans l'inaction, mais diminuait sensiblement faute de vivres; enfin elle se retira à Piperno. Les troupes de Renzo s'étant dissipées en partie faute d'argent, ce général, qui ne se voyait plus en état de mettre le vice-roi entre ses six mille hommes et la grande armée comme on l'avait projeté, prit le parti de retourner à Rome. La négociation que le pape entretenait pour la paix contribua beaucoup à ce désordre, parce qu'elle refroidissait les opérations des alliés, déjà assez faibles d'elles-mêmes. D'un autre côté, cette langueur donnait de nouvelles forces au désir qu'il avait de conclure, dans la persuasion que l'empereur le souhaitait aussi. Il se fondait sur une lettre interceptée, par laquelle ce prince ordonnait au vice-roi de faire tout son possible pour traiter avec le pape, à moins que la situation des choses ne l'obligeât à en user autrement; mais le plus pressant motif de Clément était la marche du duc de Bourbon, qui s'avançait toujours avec l'armée impériale sans que ni le duc d'Urbin ni les Vénitiens se missent beaucoup en peine de la sûreté de la Toscane qui lui causait beaucoup d'inquiétude.

Lorsque les impériaux étaient encore aux environs de Plaisance, le duc d'Urbin, changeant la première résolution qu'il avait prise de conduire l'armée vénitienne à Bologne avant que les ennemis y fussent arrivés, fit résoudre dans le conseil de guerre : qu'au premier avis qu'on aurait de la marche des ennemis, l'armée du pape, laissant de bonnes garnisons à Parme et à Modène, se rendrait à Bologne, tandis qu'il suivrait les impériaux, mais toujours à vingt-cinq ou trente milles de distance pour la sûreté de ses troupes; s'ils prenaient le chemin de la Romagne ou de la Toscane, le marquis de Saluces devait les devancer avec les troupes du pape, les lances françaises, son infanterie et les Suisses, et laisser des garnisons dans toutes les places où les ennemis auraient à passer; ensuite l'armée vénitienne aurait retiré ces garnisons en suivant les impériaux. Ce général apporta beaucoup de raisons pour soutenir cet avis, qui n'était pas approuvé des autres capitaines. Il était, disait-il, dangereux et même inutile de joindre les deux armées et de tenir la campagne pour fermer les passages aux ennemis, qui, s'ils voulaient donner bataille, en sortiraient sans doute heureusement, à cause de leur supériorité, sinon par le nombre, du moins par la force et la valeur; que si leur dessein n'était pas de combattre, il leur serait aisé de laisser derrière eux l'armée des alliés, et de faire partout de grands progrès, à cause de l'avance qu'ils avaient sur elle; que d'ailleurs il n'était pas en son pouvoir de prendre un autre parti, les impériaux étant déjà presque en marche, comme on le disait, et son armée n'étant pas assez bien pourvue des choses nécessaires pour venir à bout de les devancer en si peu de temps; qu'enfin, puisque les Vénitiens se reposaient sur lui du soin de la guerre avec tant de confiance, il devait veiller à la sûreté de leurs États; que s'il laissait les places de la république sans défense, l'ennemi pourrait profiter de l'occasion, repasser le Pô et se jeter sur elles. Ces raisons étaient convaincantes pour les Vénitiens, mais il s'en fallait bien qu'elles contentassent le pape, qui voyait que cette résolution ouvrait le chemin de la Toscane et de Rome aux ennemis; car l'armée qui devait les précéder, fort inférieure à leurs forces et chaque jour affaiblie par les garnisons qu'elle devait laisser dans les places, ne pourrait jamais les arrêter. D'ailleurs il n'était pas bien sûr que les Vénitiens fussent aussi prompts à les suivre

que le duc d'Urbin le disait, surtout quand on considérait la conduite qu'ils avaient tenue dans toute cette guerre. Enfin il était manifeste qu'en réunissant toutes les troupes dont le nombre aurait surpassé de beaucoup celui des impériaux, il eût été facile de leur couper les passages et les vivres, de profiter de toutes les occasions favorables, et de se tenir toujours assez près d'eux pour couvrir les places de la république s'ils songeaient à les attaquer. Le pape fut encore bien plus fâché quand il apprit que le duc d'Urbin, qui s'était rendu à Parme le 3 février, en était parti le 14 sous prétexte d'une légère indisposition et s'était retiré à Casal-Majeur, et cinq jours après à Gazzuolo, où, quoiqu'il n'eût plus de fièvre, il avait fait venir sa femme, parce qu'il avait, disait-il, la goutte. Quelques-uns, voulant excuser un procédé si suspect, disaient que les négociations continuelles du pape avec les impériaux étaient la source des lenteurs et de l'incertitude de ce général. Mais Guicciardini, persuadé par la vraisemblance et par certains discours de la Rovere que ce duc n'agissait ainsi que pour qu'on lui rendît le Montefeltro et San-Leo dont les Florentins étaient en possession, et jugeant que ces places n'étaient pas assez importantes pour balancer le péril auquel Rome et Florence seraient exposées si ce général abandonnait leur défense, lui en promit la restitution, dont il savait qu'on n'était pas éloigné à Florence, et lui parla de cette affaire comme s'il eût eu des ordres du pape; mais Clément, écoutant plutôt sa haine et son dépit contre le duc que la raison, désapprouva la démarche de Guicciardini.

Cependant les généraux de l'empereur, n'ayant pu donner que de légères sommes à l'infanterie allemande, demeuraient toujours aux environs de Plaisance, dans laquelle le comte Guy Rangone commandait six mille hommes d'infanterie; Paul Luzzasco, à la tête des chevau-légers du pape, allait quelquefois insulter les quartiers de l'ennemi. Dans une de ces courses, se trouvant soutenu par un corps d'infanterie et de quelques gendarmes, il mit en déroute un parti des impériaux, et prit huit cents chevaux et cent hommes de pied, avec les capitaines Scalengo, Zuccher et Grugne, Franc-comtois. Le duc de Bourbon envoya dix enseignes espagnoles pour rafraîchir Pizzighitone, et quelques jours après le comte de Gajazzo[1] vint camper avec ses chevau-légers et son infanterie au bourg de San-Donnino, que les troupes du pape avaient abandonné; elles avaient lié une intelligence avec ce comte, qui prétendait que ses engagements avec les impériaux étaient nuls, faute d'en avoir été payé; ainsi dès le lendemain il passa dans l'armée du pape, dont le lieutenant, plutôt par complaisance pour les autres que de son propre mouvement, le prit à sa solde, avec douze cents hommes de pied et cent trente chevau légers qu'il avait sous ses ordres. Gajazzo voulut que le pape s'obligeât à lui faire une pension équivalente au revenu de ses terres, supposé que l'empereur vînt à les confisquer; elle devait commencer dans huit mois et durer jusqu'à ce qu'il fût rentré dans ses biens.

Sur ces entrefaites Bourbon, résolu de suivre le conseil du duc de Ferrare qui n'avait pas voulu se joindre aux impériaux, songeait à marcher droit à Bologne et à Florence, sans inquiéter les autres villes. Mais le 17 février l'infanterie espagnole demanda de l'argent avec hauteur, et tua même le sergent-major qu'il avait envoyé pour apaiser la sédition. Enfin ayant un peu calmé ces mutins, il passa la Trebbia le 20 de ce mois et fit camper toutes les troupes à trois milles de Plaisance. Elles étaient composées de cinq cents hommes d'armes, d'un grand nombre de chevau-légers, la plupart italiens, à qui l'on n'avait encore rien donné, de l'infanterie allemande sous les ordres de Fronsberg, de quatre à cinq mille hommes d'infanterie espagnole, tous gens d'élite, et de deux mille Italiens bannis de leur patrie qui ne recevaient point de paie. A l'égard des anciens lansquenets, une partie était restée à Milan, et l'autre avait pris le chemin de Savone pour secourir la ville de Gênes, qui était réduite à une grande extrémité.

On ne peut assez admirer la résolution du connétable et de son armée, qui, sans argent, sans munitions, sans pionniers, sans assurance d'avoir des vivres, entreprirent de passer au milieu de tant de villes ennemies et de troupes beaucoup supérieures en nombre à la leur. Mais la fermeté des Allemands fut encore plus surprenante que celles des autres; partis de leur

(1) Il était fils de Jean-François de San-Severino.

pays avec un seul ducat par tête, et après de longues souffrances en Italie où depuis très long-temps ils n'avaient reçu que deux ou trois ducats chacun, ils se mirent en marche, contre la coutume de tous les soldats, surtout de leur nation, sans autre paie que l'espérance de la victoire, et sachant qu'il leur serait absolument impossible de subsister sans argent, s'ils se trouvaient dans quelque endroit où il ne fût pas facile d'avoir des vivres ou si l'ennemi s'approchait d'eux. Mais l'autorité de Georges Fronsberg, qui leur promettait le pillage de Rome et de la meilleure partie de l'Italie, les affermit dans la résolution de supporter les plus dures extrémités.

Les impériaux arrivèrent le 22 au bourg San-Donnino, et le jour suivant le marquis de Saluces et les généraux du pape, ayant laissé un détachement d'infanterie vénitienne à Parme, quittèrent cette ville avec onze à douze mille hommes de pied, et prirent le chemin de Bologne. Le comte Guy eut ordre de se rendre de Plaisance à Modène et les bandes noires marchèrent à Bologne, ne laissant à Plaisance que les troupes absolument nécessaires pour la défendre. Saluces, passant par le Reggiano, arriva le quatrième jour entre Anzuola et Ponte-à-Reno, et dans le même temps Bourbon parut aux environs de Reggio. Le lieutenant du pape avait proposé au duc d'Urbin à Casal-Majeur d'augmenter le nombre des Suisses, et le duc avait rejeté cette proposition comme inutile; mais il pressait alors Guicciardini de demander au pape et aux Vénitiens une recrue de quatre mille Suisses et de deux mille Allemands. Il s'excusait du refus qu'il en avait fait d'abord, sur la saison qui ne permettait pas de se mettre en campagne et sur l'opinion qu'il avait eue que les ennemis se dissiperaient; il assurait qu'avec ce renfort il ne balancerait pas à les attaquer. Tout le monde rejeta cette proposition, parce que le péril présent demandait des secours plus prompts, et qu'il savait bien lui-même que cela ne pouvait se faire, tant faute d'argent qu'à cause de la division qui commençait à se mettre parmi les alliés.

Sur ces entrefaites le duc de Milan, qui défendait Lodi, Crémone et tout le pays au-delà de l'Adda avec un corps de trois mille hommes d'infanterie, surprit la ville de Monza lorsqu'on s'y attendait le moins; mais ses troupes abandonnèrent bientôt cette place, parce qu'elles eurent avis qu'Antoine de Lève, qui après avoir accompagné le duc de Bourbon était revenu à Milan, marchait contre Monza, ayant sous ses ordres deux mille des anciens lansquenets, quinze cents des nouveaux, mille hommes de pied espagnols et cinq cents italiens.

Le duc de Bourbon, ayant passé la Secchia et prenant sa route à la gauche de cette rivière, arriva le 5 mars à Buonporto. Il laissa son armée dans cet endroit et se rendit à Final pour s'aboucher avec le duc de Ferrare, qui lui conseilla de marcher sans délai sur Florence ou sur Rome; on croit même qu'il insista davantage par rapport à cette dernière ville. Bourbon envisageait beaucoup de difficultés dans cette expédition; sa plus grande crainte était que, quand il serait dans le territoire de Rome, l'armée ne reprît le chemin du royaume de Naples, ou par nécessité ou pour se reposer, ou qu'enfin elle ne se rebutât des obstacles qu'elle n'aurait pas en effet manqué d'y trouver si le pape n'avait pas désarmé.

Cependant les troupes vénitiennes passèrent le Pô le même jour. Le duc d'Urbin, quoique dans une parfaite santé, s'arrêtait encore à Gazzuolo, d'où il devait se rendre à l'armée au premier jour. Le 7, Bourbon vint camper à San-Giovanni dans le Bolonais, d'où il envoya un trompette à Bologne pour demander des vivres, disant qu'il allait au secours du royaume de Naples. Les troupes du pape s'étaient renfermées dans cette ville. La garnison espagnole de Carpi, ayant remis cette place au duc de Ferrare, joignit l'armée impériale le même jour. Les Vénitiens demeurèrent sur le bord de la Secchia, attendant que les impériaux fussent hors de San-Giovanni pour traverser cette rivière. Le connétable pendant sa marche faisait venir des vivres du Ferrarais; mais étant obligé de les payer et n'ayant point d'argent, il étendait au loin ses quartiers pour consumer le pays; ses partis enlevaient les habitants de la campagne et les troupeaux, ce qui leur faisait trouver de quoi payer les vivres. Cette situation des ennemis prouve assez que, s'ils avaient trouvé quelque grand obstacle, ou que l'armée du pape qui était à Bologne et aux environs se fût réunie et postée près de leur camp, ils auraient été dans un étrange embarras; car se répandant ainsi de loin en loin dans le pays, il

eût été facile d'enlever leurs quartiers les uns après les autres, et s'ils eussent voulu se rassembler il aurait été impossible qu'ils pussent subsister. Mais la faiblesse du marquis de Saluces et la négligence avec laquelle les Vénitiens payaient les Suisses et l'infanterie de ce général causaient de grands désordres dans l'armée. Saluces était plus propre à briller dans un tournoi qu'à paraître à la tête d'une armée.

Le connétable, dans le dessein de continuer sa marche, n'attendait pour cela que des vivres pour plusieurs jours, des munitions, des pionniers et des bœufs pour voiturer quatre pièces de canon qui composaient toute l'artillerie qu'il avait eue jusqu'alors. Quoiqu'il laissât entrevoir son véritable dessein, cependant on croyait généralement qu'il voulait passer en Toscane, et Jérôme Morone l'assurait ainsi. Il y avait déjà plusieurs jours que cet homme avait lié une secrète intelligence avec le marquis de Saluces qu'il trompait, si l'on veut s'en rapporter à la plus commune opinion. Les impériaux devaient se mettre en marche le 14 mars, et c'était pour cela que le connétable avait renvoyé son artillerie à Bondeno. Mais la veille du départ, les Allemands, las d'avoir été si longtemps leurrés de vaines promesses, entraînèrent les Espagnols dans la sédition, et ils demandèrent tous ensemble de l'argent à grands cris; il y eut beaucoup de désordre, et si Bourbon ne se fût pas sauvé en diligence, il courait risque d'être assassiné par ces mutins. Ils mirent tout au pillage à son quartier et ils massacrèrent un de ses gentilshommes. Le marquis du Guast se rendit sur-le-champ à Ferrare, d'où il ne rapporta qu'une légère somme qui suffit néanmoins pour apaiser l'armée. Le 17 il survint des pluies et des neiges qui grossirent tellement les rivières et gâtèrent si fort les chemins que l'armée fut obligée de rester quelques jours en cet endroit. Enfin, pour comble de maux, Fronsberg eut une violente attaque d'apoplexie qui fit espérer aux confédérés, que cet officier n'étant pas en état de suivre l'armée, les Allemands, que sa présence ne retiendrait plus, supporteraient plus difficilement les incommodités d'une longue marche et le défaut de paie; mais ils furent malheureusement trompés dans leur attente.

Cependant l'armée des Vénitiens campait à San-Faustino près de Rubiera. Le duc d'Urbin s'y rendit le 18 mars, donnant, selon sa coutume, de grandes espérances d'une victoire presque certaine, non par l'effort de la ligue, mais seulement par les difficultés qui devaient arrêter l'ennemi.

Dans ces conjonctures, le pape perdit entièrement courage, tant parce qu'il se voyait sans argent que par l'événement de l'expédition de Naples qui n'avait pas répondu à ses espérances. Ses troupes, n'ayant pas de quoi subsister, s'étaient retirées à Piperno, et les magnifiques promesses des Français se réduisaient presque à rien, ce qui dura pendant toute cette guerre. En effet, non-seulement le roi de France différa de payer les quarante mille ducats pour le premier mois, d'envoyer les cinq cents lances promises et d'équiper la flotte; mais encore il ne fit point la guerre à l'empereur au-delà des monts, comme il s'y était obligé, diversion qu'on avait toujours regardée comme la base des succès de la ligue, et il ne tint aucune des paroles qu'il donna depuis. Il avait promis au pape de lui fournir vingt mille ducats par mois pour l'expédition de Naples, outre la contribution ordinaire, et lorsque ensuite Clément eût été forcé de traiter avec Moncada et les Colonna, il le pressa vivement de ne point garder la trêve, l'assurant de nouveau qu'il lui ferait tenir par mois les vingt mille ducats en question dont Sa Sainteté pourrait disposer, soit pour la guerre de Naples, soit pour sa propre défense; il lui promit encore d'envoyer à son secours Renzo de Ceri, pour qui ce prince avait conçu beaucoup d'estime depuis le siége de Marseille. Toutes ces offres avaient été faites dès le mois d'octobre; cependant Renzo ne se rendit à Rome que le 4 janvier et n'apporta point d'argent. A la vérité, dix jours après, François I fit remettre vingt mille ducats à Rome, mais Renzo en retint quatre mille pour les frais de son voyage et pour ses appointements et dix mille pour l'expédition de l'Abruzze; ainsi le pape n'en put toucher que six mille; il y avait néanmoins déjà près de trois mois qu'il avait rompu la trêve sur la foi de ces promesses. Le roi de France s'était encore engagé à lui payer vingt-cinq mille écus dans huit jours pour la concession des décimes, et trente-cinq mille autres deux mois après; mais le pape n'en reçut jamais que neuf mille qui lui furent remis par Rabodenge. Enfin lorsque Paul d'Arezzo prit

congé du roi le 12 février, ce prince lui promit d'envoyer au pape vingt mille ducats, outre ces soixante mille; ils furent en effet envoyés après le départ de Langey, mais ils restèrent à Savone.

Par le traité de la ligue, le roi était obligé de fournir douze galères; il disait qu'il en avait fait partir seize; mais elles étaient la plupart du temps en si mauvais état et si mal montées qu'elles furent obligées de demeurer à Savone. Cependant, si ces galères avaient joint les escadres du pape et des Vénitiens lorsque la guerre commença dans le royaume de Naples, elles auraient pu faire de grands progrès; ce fut au moins l'opinion la plus commune. A l'égard de l'escadre des gros vaisseaux, qui certainement était très forte, le roi avait dit plusieurs fois qu'il la ferait passer en Italie; mais elle ne s'éloigna pas de la côte de Provence ou de Savone, sans qu'on en ait jamais su la raison. Enfin il avait d'abord trouvé bon que les Vénitiens payassent deux montres à l'infanterie du marquis de Saluces, sur les quarante mille ducats qu'il fournissait par mois; mais depuis il convint avec eux que ces fonds ne serviraient plus à payer cette infanterie. A l'égard du roi d'Angleterre, les secours que le pape en aurait pu tirer étaient trop éloignés et trop incertains. D'un autre côté, les Vénitiens ne payaient l'armée qu'avec lenteur, ce qui faisait que les Suisses et l'infanterie du marquis de Saluces demeuraient comme inutiles à Bologne; d'ailleurs ils tenaient beaucoup moins de troupes sur pied qu'ils n'y étaient obligés. Clément, alarmé des incertitudes et de la conduite du duc d'Urbin, était fortement persuadé que ce général ne s'opposerait en aucune manière au passage de l'armée impériale en Toscane, ce qui le faisait trembler pour Florence, surtout n'ignorant pas que le peuple était très indisposé contre sa maison et que Sienne était toute dévouée à l'empereur. Il n'avait pas moins d'inquiétude pour les Etats du Saint-Siége. Toutes ces considérations déterminèrent enfin ce pontife à traiter avec les impériaux; ce ne fut néanmoins qu'après de longues incertitudes, car il n'ignorait pas combien il y avait de danger à se séparer de ses alliés pour s'abandonner à la discrétion d'un ennemi. Mais ne se voyant pas assez appuyé et ne pouvant se résoudre à s'aider lui-même des moyens qu'il avait à sa disposition, il ne put résister à la crainte du péril présent et conclut un traité avec Fieramosca et Serenon, que le vice-roi avait envoyés à Rome pour cette négociation. On convint qu'il y aurait suspension d'armes pour huit mois et que le pape paierait soixante mille ducats à l'armée impériale, savoir : quarante mille le 12 mars, et vingt mille autres dans tout le reste de ce mois, où l'on était alors; que toutes les places enlevées de part et d'autre, soit dans les Etats de l'Eglise, soit dans le royaume de Naples, soit dans les terres des Colonna, seraient rendues; que Pompée Colonna serait rétabli dans la dignité de cardinal et aurait l'absolution des censures (ce dernier article fut celui qui coûta le plus au pape); que le roi de France et les Vénitiens pourraient accéder au traité dans un certain temps, auquel cas les lansquenets repasseraient en Allemagne; mais que, si ces puissances rejetaient ce moyen de pacification, ces troupes ne sortiraient que des Etats du Saint-Siége et de Florence; qu'enfin le vice-roi viendrait à Rome, ce que le pape regardait comme une sorte d'assurance que le connétable de Bourbon exécuterait le traité. Il l'espérait d'autant plus que Guicciardini avait intercepté une lettre de ce général au vice-roi, par laquelle, en lui donnant avis des embarras où il se trouvait, il l'exhortait à la paix avec le pape, s'il était possible de la faire sans blesser la dignité de l'empereur.

Le traité ne fut pas plus tôt conclu que l'on rappela toutes les troupes de part et d'autre et que toutes les places furent réciproquement rendues. Clément en usa de la meilleure foi du monde dans toute cette affaire; il était pourtant beaucoup supérieur alors dans le royaume de Naples. A la vérité il venait d'y perdre la ville d'Aquila, d'où le comte de Montorio, à l'aide de la faction impériale, avait chassé tout le parti contraire, et ses propres enfants qui l'avaient remis en liberté, parce qu'ils ne s'y croyaient pas en sûreté durant sa prison.

Le vice-roi s'étant rendu à Rome, le pape compta dès lors sur l'exécution du traité, et il eut l'imprudence de congédier toutes les troupes qu'il avait dans cette ville, excepté cent chevau-légers et deux mille hommes de pied des bandes noires. La persuasion où il était que le duc de Bourbon souhaitait la paix à cause de la difficulté de faire la guerre lui fit commettre cette

grande faute. D'abord, après la signature de la trève, Clément fit partir Fieramosca pour engager le connétable à signer aussi le traité et à faire sortir l'armée des Etats du Saint-Siége dès qu'on aurait payé la somme stipulée; mais il trouva le connétable et ses soldats bien éloignés de se rendre à ses prières. L'armée parut déterminée à continuer la guerre, soit qu'elle se fût proposé de s'enrichir par le butin, soit parce que l'argent promis par le pape suffisait à peine pour payer deux montres. Beaucoup de gens crurent que si Clément avait donné cent mille ducats le connétable et l'armée auraient accepté la trève. Quoi qu'il en soit, il est certain que depuis l'arrivée de Fieramosca les impériaux continuèrent à piller le Bolonais comme auparavant. Cependant le duc de Bourbon et cet envoyé faisaient espérer au lieutenant du pape que malgré toutes ces hostilités la trève serait enfin acceptée; le premier l'assurait que si ces troupes continuaient à nettoyer les chemins auxquels on avait commencé à travailler avant que Fieramosca fût arrivé, ce n'était que pour entretenir l'armée dans l'espérance de passer outre, jusqu'à ce qu'il lui fût possible de l'amener à son but qui était de conserver l'amitié du pape. Cependant il arrivait aux impériaux des provisions de farine, des pionniers, des chariots, de la poudre et d'autres munitions de la part du duc de Ferrare, qui depuis se vanta que tous ces secours, joints aux sommes qu'il avait fournies à Bourbon, montaient à plus de soixante-dix mille ducats. D'un autre côté, le duc d'Urbin, feignant de craindre que les impériaux, acceptant la trève, ne se jetassent sur le Polésine de Rovigo, fit repasser le Pô à son armée et s'enferma dans Casal-Majeur.

CHAPITRE II.

Obstination de l'armée de Bourbon à continuer la guerre. Le vice-roi part de Rome pour s'entretenir avec Bourbon. Bourbon marche sur la Toscane. Troubles à Florence. Les Médicis sont déclarés rebelles. Le lieutenant Guicciardini apaise les troubles et les esprits exaltés. Nouvelle ligue entre le pape, le roi de France et les Vénitiens.

Les choses demeurèrent huit jours en cet état. Enfin le duc de Bourbon, soit qu'il n'eût jamais été dans le dessein d'exécuter la trève, soit qu'il ne fût pas le maître de contenir l'armée, écrivit à Guicciardini que, ne pouvant gagner ses soldats, il était forcé de continuer sa marche; en effet, il décampa dès le lendemain, qui fut le dernier de mars, et il se rendit à Ponte-à-Reno. L'infanterie était si fort animée qu'un député du vice-roi s'étant rendu au camp pour solliciter le connétable d'accepter la trève, il aurait été assommé par les Espagnols s'il ne s'était sauvé; mais elle marqua bien davantage ses dispositions présentes par la conduite qu'elle tint à l'égard du marquis du Guast. Cet officier s'étant retiré dans le royaume de Naples, ou parce qu'il était indisposé, ou pour ne pas violer les ordres de l'empereur, comme il s'en expliqua dans une lettre à Guicciardini; il fut déclaré rebelle par les soldats.

A la nouvelle de la marche des impériaux, le marquis de Saluces et le lieutenant du pape, déjà certains que les ennemis allaient en Romagne, sortirent la nuit même de Bologne, à la garde de laquelle ils laissèrent une partie de l'infanterie italienne, et marchèrent vers Forli. Ils s'y rendirent le 3 avril, après avoir mis des troupes dans Imola. Ce ne fut pas sans peine qu'on fit marcher les Suisses, et il fallut que le lieutenant prêtât dix mille ducats à Jean Vettori[1] pour les payer. Le duc de Bourbon passa à la vue de Forli, le 4, pour aller camper plus bas, au-dessous du grand chemin.

Quand on sut à Rome que le connétable n'avait pas accepté la trève, le vice-roi en parut fort inquiet; et persuadé par les premiers avis qu'il avait reçus que la médiocrité de la somme promise par le pape était cause de ce refus, il fit offrir encore vingt mille ducats qu'il comptait prendre sur les revenus du royaume de Naples. Mais ayant appris le danger qu'avait couru celui qu'il envoyait vers le connétable, il partit de Rome le 3 avril pour aller trouver lui-même ce prince, promettant au pape qu'il l'obligerait à accepter la trève en retirant de son armée les lances et la meilleure partie de l'infanterie espagnole, s'il ne pouvait pas l'y déterminer autrement. Il arriva le 6 à Florence; et comme il était déjà bien assuré qu'il ne serait pas possible de contenter l'armée, à moins qu'on ne lui donnât une somme beaucoup plus forte, il s'arrêta dans cette ville, la jugeant plus commode que toute autre pour négocier avec les députés du connétable, attendu que c'étaient les Florentins qui devaient fournir

(1) Ou Vitturio, provéditeur des Vénitiens.

l'argent et que le pape les avait chargés de tout le poids de cette affaire.

Cependant l'incertitude des dispositions du connétable et de la réussite du voyage de Lannoy augmentaient l'embarras et le péril de Clément. Ce pontife aurait dû solliciter dans cette conjoncture les secours de la ligue, dont il avait si grand besoin; mais au contraire il les éloignait par l'indiscrète ardeur qu'il témoignait hautement pour la paix et par sa trop grande confiance de l'obtenir par le moyen du vice-roi; cette conduite rendait inutiles toutes les démarches du lieutenant auprès des confédérés. Guicciardini convaincu par de fortes conjectures que le pape se repaissait de chimères, et voyant que l'inaction des alliés allait perdre Florence et Rome, faisait tous ses efforts pour persuader au marquis de Saluces et aux Vénitiens que la trêve ne serait point exécutée et qu'ils ne devaient pas abandonner cette ville et la Toscane, ne fût-ce que pour leurs propres intérêts; et pour donner plus de poids à ses discours, il ne leur dissimulait pas que le pape désirait ardemment l'exécution de cette trêve et qu'il était assez aveugle pour ne pas démêler l'artifice des impériaux; il ajoutait que quand leur secours ne servirait qu'à lui procurer de plus favorables conditions, ce serait toujours beaucoup pour eux, parce que ce pontife serait alors en état de faire pour le Saint-Siége et pour Florence un traité qui ne ferait pas grand tort à la ligue, au lieu que s'il était abandonné, la nécessité le forcerait, non-seulement à donner actuellement de grandes sommes, mais encore à s'obliger à en fournir de considérables par mois, ce qui mettrait les ennemis à portée de leur faire vigoureusement la guerre; qu'ils devaient donc suivre Bourbon avec toutes leurs forces dès qu'il se mettrait en marche pour attaquer la Toscane, et ne rien négliger pour la défendre, s'ils ne voulaient pas occasionner eux-mêmes la ruine des affaires de la ligue.

Le marquis de Saluces était fort incertain sur le parti qu'il devait prendre dans la conjoncture, et les Vénitiens l'étaient encore plus. Connaissant la faiblesse du pape, ils étaient persuadés que le secours qu'ils lui donneraient ne l'empêcherait pas de faire son traité particulier, sans aucun égard pour les alliés, toutes les fois qu'il en trouverait l'occasion; il paraissait bizarre de le secourir pour lui faciliter son accommodement avec l'ennemi commun. D'un autre côté ils sentaient bien qu'en abandonnant ce pontife ils causeraient beaucoup de préjudice aux affaires de la ligue; mais ils considéraient aussi que quand une fois ils seraient en Toscane, s'il arrivait que le pape vînt à bout de faire exécuter son traité ou qu'il en conclût un autre, ils seraient exposés à un extrême péril, entre l'Apennin et les impériaux, dans un pays devenu tout-à-coup ennemi. Les Vénitiens soupçonnaient même que le pape ne les faisait presser de se rendre en Toscane que pour les mettre dans la nécessité d'accepter la trêve afin de sauver leurs troupes.

Guicciardini n'eut pas beaucoup de peine à persuader le marquis de Saluces qui, étant déjà venu de bon gré à Forli, ne refusa pas de passer en Toscane, quoique plusieurs des siens lui conseillassent de n'en rien faire et de ne pas risquer ses troupes. A l'égard des Vénitiens, ils prirent le parti de ne pas ôter toute espérance au pape et aux Florentins; mais ils résolurent de n'avancer que de manière à pouvoir se retirer d'un jour à l'autre; suivant ce projet, le duc d'Urbin partit le 4 avril de Casal-Majeur avec l'armée, ne s'éloignant jamais du Pô. Il parut alors appréhender pour son duché, à cause de l'entrée des impériaux dans la Romagne, et il y envoya deux mille hommes d'infanterie vénitienne pour le défendre; néanmoins beaucoup de gens, et surtout le pape, étaient persuadés qu'il n'avait rien à craindre de la part des ennemis, et qu'il leur avait secrètement promis de ne point traverser leur passage en Toscane.

Cependant le duc de Bourbon, cherchant de toutes parts des vivres dont il manquait, fit marcher une partie de son armée à Cotignuola qui, toute défendue qu'elle était par de bonnes murailles, se rendit après quelques coups de canon. Les habitants, comme ceux de plusieurs places de la Romagne, craignant le brigandage des troupes, même amies, n'avaient pas voulu recevoir une garnison. Ensuite il envoya ses quatre canons à Lugo, et il fut obligé de rester trois ou quatre jours sur le bord de la rivière de Lamone, tant pour faire provision de vivres que pour attendre qu'il pût passer cette rivière qui était fort grosse. Le 13 avril, après avoir traversé le Montone, il vint camper à Villa-Franca, qui est à cinq milles de Forli. Le

même jour, le marquis de Saluces enleva les bagages de cinq cents hommes de pied, presque tous Espagnols, qui s'étaient écartés de l'armée pour aller chercher des vivres du côté de Monte-Pogguioli. Le 14, Bourbon campa sur le chemin de Meldola qui mène en Toscane par Galeata et le Val-di-Bagno ; les Siennois le pressaient fort d'entrer dans ce pays, offrant de lui fournir des vivres et des pionniers en quantité suffisante. Les Allemands mettaient le feu partout dans leur marche, et quoique Meldola, qu'ils avaient assiégée, se fût rendue à composition, ils ne laissèrent pas de la brûler.

Le même jour Bourbon eut avis que le vice-roi avait fait la veille un nouveau traité avec les Florentins, du consentement de la Motte, qu'il avait envoyé à Florence. Après qu'on y eût confirmé le traité de Rome, il fut stipulé que l'armée impériale se retirerait dans cinq jours, et que dès qu'elle serait de retour à son premier poste on compterait au connétable les soixante mille ducats promis, auxquels le vice-roi en ajouterait vingt mille, et que dans le courant du mois de mai prochain on lui en paierait soixante mille autres, dont l'empereur devait rembourser cinquante mille, suivant une obligation signée de la main du vice-roi ; mais que ce dernier paiement ne se ferait qu'après que Philippe Strozzi aurait été mis en liberté, et Jacques Salviati déchargé des trente mille ducats auxquels il avait été taxé[1]; le pape avait exigé cette condition du vice-roi dans les articles de la trêve.

Cette nouvelle n'empêcha pas le duc de Bourbon de continuer sa marche, même après avoir appris que le viee-roi venait au-devant de lui pour régler toutes choses de concert. Ce dernier souhaitait la paix avec le pape par plusieurs raisons, et entre autres, comme je l'ai appris de gens dignes de foi, parce qu'il avait dessein de tourner les armes de l'empereur contre les Vénitiens. Dans cette vue, quoiqu'il eût promis au pape de retirer de cette armée la cavalerie et la meilleure partie de l'infanterie espagnole, il avait néanmoins déclaré à Florence qu'il n'en ferait rien, sous prétexte que cela causerait la ruine de l'armée impériale.

Le duc de Bourbon campa le 16 à Santa-Sofia, ville de la vallée de Galeata, dans les Etats de Florence. Il employa la diligence et la ruse pour ne point rencontrer d'obstacles au passage de l'Apennin, où, vu le manque de vivres, la moindre difficulté l'aurait jeté dans un grand embarras. Ainsi, ayant reçu le 17 à San-Pietro-in-Bagno des lettres de Lannoy et du lieutenant qui lui donnaient avis que le premier venait le joindre, il fit réponse à l'un et à l'autre que leurs lettres l'avaient trouvé dans un endroit trop incommode pour y rester, mais qu'il serait le 18 à Santa-Maria-in-Bagno, au pied des montagnes, où il attendrait le vice-roi. Il écrivit au lieutenant qu'il ne désirait rien tant que la paix, et que de pouvoir faire connaître au pape ses bonnes intentions et son attachement pour sa personne ; mais ces assurances étaient bien loin de sa pensée.

Guicciardini, alarmé de la diligence du connétable, et jugeant qu'il était de la dernière importance que les impériaux n'entrassent pas en Toscane avant le secours des alliés, persuada au marquis de Saluces de se mettre en marche, et combattit fortement l'opposition de Jean Vetturi, provéditeur des Vénitiens, et des autres officiers, qui dans la crainte d'exposer les troupes au péril voulaient qu'avant de partir on leur assurât deux cent mille ducats, ou qu'on leur remît des places fortes entre les mains. Le marquis partit donc le 18 et se rendit à à Berzighella avec le lieutenant et toutes leurs troupes. Ce dernier écrivit au pape qu'il avait trouvé tant de bonne volonté dans le marquis de Saluces qu'il comptait le faire passer en Toscane, et qu'il était même assuré que les Vénitiens suivraient son exemple ; mais que plus on mettrait par là Florence à couvert, plus Rome serait exposée, parce que le duc de Bourbon, n'ayant plus que cette ressource, serait obligé de se tourner de ce côté-là, ajoutant qu'il ne croyait pas que les troupes qu'on ferait partir pour cette ville, dont le duc était plus près qu'elles, pussent faire autant de diligence que les siennes qui devaient passer l'Apennin en deux jours.

Les Florentins s'étaient précautionnés à tout événement, et ils avaient traité avec les Vénitiens et le duc d'Urbin pour s'assurer de leur secours. Le duc, ayant passé le Pô à Ficheruolo, s'était rendu le 13 à Final, et de cette ville à Corticella. Pallas de Rucellai, étant allé l'y

(1) Sans doute pour n'avoir pas donné un de ses fils en otage, comme il est dit ci-dessus.

trouver en qualité de ministre de la république, s'engagea à accéder à la ligue, supposé que le duc passât en Toscane avec l'armée, à payer un certain nombre de gens de pied, à ne point traiter en particulier avec l'empereur, quand même le pape le voudrait, et à rendre enfin au duc San-Leo et Maiolo. Cette démarche des Florentins facilita le secours de la Toscane.

Cependant le vice-roi ne trouva point au rendez-vous le duc de Bourbon qui, continuant sa marche, traversait l'Apennin; il courut même risque d'être tué par les paysans, que les brigandages des impériaux avaient mis en fureur. Le marquis de Saluces passa aussi l'Apennin, quoique le duc d'Urbin, qui s'était abouché avec lui à Castel-San-Piero, eût fait tout son possible pour l'obliger à différer, et il arriva le 22 avril au bourg San-Lorenzo, dans le Mugello. Ainsi la Rovere, ne pouvant pas rester avec honneur dans l'inaction après la démarche des Français, passa les montagnes et vint camper à Barberino le 25. Il ne voulut pas prendre sur lui de demeurer en arrière, le sénat ayant laissé à sa disposition de passer en Toscane; mais il exigea que, dès qu'il y serait, Florence accéderait à la ligue, sans quoi il était résolu à revenir aussitôt sur ses pas.

Sur ces entrefaites le duc de Bourbon ayant traversé l'Apennin vint camper auprès de la Pieve-di-San-Stefano, dont les habitants soutinrent avec beaucoup de vigueur un assaut qu'il fit donner à la place. Ensuite il dépêcha un exprès au pape pour l'amuser et lui dire qu'il désirait ardemment faire la paix avec lui, mais que, ne pouvant vaincre l'opiniâtreté de ses soldats, il les avait accompagnés afin de les contenir, et qu'il lui conseillait de continuer la négociation sans disputer sur un peu plus ou un peu moins d'argent. Mais cet artifice n'était pas nécessaire auprès de Clément; trop crédule par rapport à ce qu'il souhaitait, et brûlant de se délivrer de l'entretien des troupes, il n'avait pas plus tôt appris ce qui avait été arrêté à Florence avec l'envoyé du connétable qu'il avait congédié la meilleure partie des bandes noires et permis à Vaudemont de s'en retourner à Marseille, comme s'il eût joui d'une paix bien établie.

Toutes les armées se trouvant donc en Toscane, les généraux de la ligue eurent avis le 23 que le duc de Bourbon s'était avancé de la Pieve-di-San-Stefano à la Chiassa, auprès d'Arezzo, c'est-à-dire qu'il avait fait dix-huit milles en un jour; et s'assemblant à Barberino, ils délibérèrent sur le parti qu'ils prendraient. Plusieurs furent d'avis d'unir toutes les troupes et d'aller occuper quelque poste avantageux autour de Florence pour fermer les approches de cette ville à l'ennemi; les ministres du pape et des Florentins insistaient fortement sur ce parti, et Frédéric de Bozzolo, qui l'avait proposé, assurait qu'Ancisa, située à treize milles de Florence, était le meilleur poste qu'on pût choisir; il fut donc résolu que les généraux iraient eux-mêmes reconnaître cet endroit, et que s'il leur paraissait tel qu'on le disait ils y conduiraient toutes les troupes.

Les généraux se mirent donc en chemin le jour suivant; mais comme ils approchaient de Florence il arriva dans cette ville un accident qui aurait eu de fâcheuses suites sans les précautions qu'on prit, et qui fut cause qu'on n'exécuta pas ce projet et que l'on ne pensa pas à d'autres qu'on aurait sans doute formés après le premier. Les esprits étaient fort échauffés à Florence et presque tout le peuple indisposé contre le gouvernement. La jeunesse avait demandé aux magistrats les armes publiques, sous prétexte de se défendre contre les gens de guerre. Avant qu'on eût délibéré sur ce sujet il s'éleva par hasard le 26 avril une émeute dans la grande place; aussitôt la plupart du peuple et presque toute la jeunesse y accoururent en armes. L'imprudence ou la timidité de Silvio, cardinal de Cortone, augmenta le désordre; il s'était proposé de sortir de Florence pour aller au-devant du duc d'Urbin, et en effet il exécuta son dessein quoiqu'il n'ignorât pas qu'il y avait actuellement du trouble dans la ville; on y fit courir le bruit qu'il avait pris la fuite. A cette nouvelle la jeunesse accourut au palais, s'en saisit, et à la faveur de la multitude qui était en armes sur la place, ils forcèrent le souverain magistrat de rendre un décret par lequel Hippolite et Alexandre de Médicis, neveux du pape, furent déclarés rebelles; c'était un premier pas pour rétablir le gouvernement populaire.

Cependant le duc d'Urbin, le marquis de Saluces et plusieurs autres officiers entrèrent dans

la ville avec le cardinal de Cortone et Hippolyte de Médicis; ensuite, ayant fait mettre sous les armes quinze cents hommes d'infanterie qu'on y tenait depuis plusieurs jours à cause de l'état présent des affaires, ils marchèrent tous vers la grande place, dont ils se saisirent d'abord, le peuple l'ayant abandonnée; mais personne n'osait y rester à cause d'une grêle de pierres et d'arquebusades qui venaient du palais, et l'on se contentait d'occuper les rues aux environs. Le duc d'Urbin, jugeant qu'il n'y avait pas assez de troupes pour forcer le palais et qu'il était néanmoins à propos de s'en rendre maître avant la nuit, de crainte que le peuple ne reprît les armes et ne s'attroupât encore, tint conseil dans la rue del Garbo, contiguë à la place; et du consentement de trois cardinaux qui étaient alors à Florence, savoir: Cibo, Cortone et Ridolfi, du marquis de Saluces et des provéditeurs vénitiens, on résolut de faire entrer dans la ville une partie de l'infanterie vénitienne qui campait dans la plaine.

Ce parti était fort dangereux, car on ne pouvait forcer le palais sans faire périr presque toute la noblesse, qui s'y était enfermée, et il était à craindre que les soldats, échauffés par le carnage, ne missent tout à feu et à sang dans la ville. Ainsi Florence était sur le point d'éprouver les plus grands malheurs lorsque le lieutenant du pape trouva le moyen d'adoucir les esprits, qui étaient fort aigris. Au commencement du désordre Frédéric de Bozzole s'était rendu au palais dans l'espérance d'apaiser les mutins par son autorité et par le crédit qu'il avait sur plusieurs jeunes Florentins; mais n'ayant pu rien gagner et ayant même été outragé de paroles par quelques-uns, il n'avait obtenu que difficilement la liberté de s'en retourner, après qu'on l'eût retenu pendant plusieurs heures. Il revenait plein de dépit et de colère, se préparant à presser les autres généraux de forcer le palais en diligence, ce qu'il ne croyait pas bien difficile. Le lieutenant ne l'eût pas plus tôt aperçu qu'il sentit dans quelle disposition il revenait vers les siens, et jugeant qu'il importait beaucoup qu'il lui parlât le premier, il fit voir en peu de mots à cet officier combien le pape serait affligé des malheurs que son ressentiment allait causer et le tort qu'il ferait aux affaires de la ligue, ajoutant qu'il fallait travailler plutôt à étouffer ces troubles qu'à les augmenter par les voies de fait; qu'enfin rien ne serait plus pernicieux que de faire entrevoir au duc d'Urbin et aux autres qu'il était si facile de forcer le palais. Frédéric se rendit sans peine à l'avis de Guicciardini, au gré duquel il s'expliqua devant les autres généraux, exposant la chose de manière qu'on les pria l'un et l'autre d'aller ensemble au palais et de faire en sorte d'apaiser le désordre par la promesse d'une amnistie générale. Ils s'y rendirent avec un sauf-conduit qu'ils obtinrent de ceux qui s'y étaient enfermés; après de vives contestations ils furent assez heureux pour leur faire comprendre qu'ils n'étaient pas assez forts pour soutenir un siége; aussitôt la sédition fut calmée et les choses retournèrent à leur premier état. Mais comme il est rare que les services ne fassent pas des ingrats et ne soient pas même empoisonnés par la calomnie, bien loin d'obtenir les éloges et la reconnaissance qui leur sont dus, la conduite du lieutenant, quoique alors applaudie de tout le monde, excita quelque temps après les plaintes du cardinal de Cortone; il reprochait à Guicciardini d'avoir préféré le salut des Florentins, et particulièrement de Louis, son frère, alors gonfalonier de justice, à la grandeur des Médicis, et d'avoir été cause, par ses artifices, que cette maison n'avait pas été mise alors en possession de la souveraine puissance par les armes et le massacre des citoyens; d'un autre côté le peuple disait que, pour favoriser les Medicis, il avait engagé ceux qui occupaient le palais à l'abandonner, en leur exagérant le péril. Quoique cette affaire se fût passée sans effusion de sang, elle ne laissa pas d'avoir de funestes suites, et l'on peut même dire que sans ces troubles les malheurs qu'on vit bientôt après ne seraient pas arrivés. En effet, le duc d'Urbin et le marquis de Saluces, obligés de s'arrêter à Florence, n'allèrent point visiter le poste d'Ancisa, comme on l'avait résolu, et le jour suivant Louis Pisani et Marc Foscaro (ce dernier était ambassadeur de Venise à Florence), se prévalant de la conjoncture, déclarèrent que l'armée vénitienne ne passerait pas outre à moins qu'on ne fît un traité par lequel ils prétendaient obliger les Florentins à donner dix mille hommes d'infanterie. Cet incident fut terminé le 28, et l'on convint qu'ils fourniraient leur contribution sur le pied qu'elle serait réglée par le pape, que

passage par la ville, afin de conduire son armée dans le royaume de Naples. Le lendemain, à la pointe du jour, il donna un violent assaut au Borgo du côté de la montagne et de l'église de San-Spirito, résolu de vaincre ou de mourir, n'ayant plus en effet que cette ressource; un brouillard épais s'étant élevé pendant la nuit favorisa l'approche de ses troupes. Dès le commencement de l'attaque, Bourbon, ne trouvant pas que les Allemands agissent avec assez de vigueur, alla combattre à leur tête et fut tué sur-le-champ d'un coup d'arquebuse[1]. Mais cet accident, bien loin de ralentir le courage des soldats, ne servit qu'à les animer davantage; et après avoir combattu pendant deux heures avec beaucoup de furie, ils pénétrèrent enfin dans le Borgo. Comme il est toujours très difficile de forcer des places sans canon, ils perdirent environ mille soldats à l'assaut. Non-seulement la faiblesse des retranchements, mais encore la mauvaise défense des troupes favorisa leur courage, preuve sensible de la différence qui se trouve entre des soldats aguerris et une multitude ramassée à la hâte. Néanmoins une partie de la jeunesse de Rome, conduite par des quarteniers, combattait sous les bannières du peuple romain; mais le grand nombre de Gibelins et de partisans des Colonna dont elle était mêlée l'empêcha de faire une vigoureuse résistance; ils pouvaient bien ne pas souhaiter que les impériaux se rendissent maîtres de Rome; mais ils ne le craignaient pas beaucoup, dans l'espérance qu'on les ménagerait en faveur du parti auquel ils appartenaient. Les impériaux ne se furent pas plus tôt ouvert un passage que chacun s'enfuit dans la ville; les faubourgs demeurèrent à la discrétion des vainqueurs. Le pape, qui attendait au Vatican le succès de l'assaut, ayant appris que le Borgo était forcé, se sauva promptement dans le château Saint-Ange avec plusieurs cardinaux; il délibéra s'il y resterait, ou si, traversant la ville avec ses chevau-légers, il se retirerait en lieu de sûreté; mais il était destiné à être un exemple éclatant que les souverains pontifes ne sont pas moins exposés à l'adversité que le reste des hommes, mais qu'il n'est pas facile de détruire le respect qu'inspire la majesté de leur rang. Bérard de Padoue quitta l'armée impériale pour l'informer de la mort du duc de Bourbon; il lui dit que les troupes, consternées de sa perte, étaient fort disposées à traiter. Clément députa sur-le-champ vers leurs chefs, et laissant perdre un temps favorable pour se sauver, il ne prit pas de plus sages mesures pour la défense de la ville.

Les impériaux se rendirent bientôt maîtres de Transtevere sans aucune résistance, et pénétrèrent dans Rome par le pont Sixte à cinq heures du soir. Excepté les Gibelins et quelques cardinaux connus par leur attachement pour l'empereur, et qui par cette raison se flattaient d'être plus favorablement traités que les autres, tout le monde était en fuite et la confusion régnait partout, comme il arrive toujours dans de pareilles conjonctures. Alors le soldat se répandit tumultueusement dans la ville et pilla de tous côtés, sans distinction d'amis ou d'ennemis et sans aucun égard pour la dignité des prélats; les églises même, les monastères, les plus célèbres reliques et les choses sacrées ne furent point à couvert de l'avarice des soldats. Enfin il n'est pas possible d'écrire ni même d'imaginer quelle fut la désolation de cette ville, qui semble destinée à passer tour à tour du plus haut point de grandeur aux plus affreuses calamités; car c'était la seconde fois qu'elle se voyait abandonnée à la fureur des soldats, et il y avait 980 ans que les Goths[1] l'avaient aussi cruellement saccagée.

Le butin fut immense, par la prodigieuse quantité de richesses et de raretés accumulées depuis long-temps dans les palais des grands et chez les marchands, et par le nombre et la qualité des prisonniers, dont on tira de très grosses rançons. Mais le comble de la misère fut que les soldats, et particulièrement les Allemands, que leur aversion pour l'Eglise romaine rendaient plus furieux, prirent plusieurs prélats, et après les avoir revêtus de leurs habits de cérémonie, les firent monter sur des ânes et les donnèrent indignement en spectacle à toute la ville.

Plusieurs personnes périrent dans les tourments ou furent si cruellement maltraitées qu'elles moururent au bout de quelques jours après avoir payé leur rançon. Environ quatre mille hommes furent tués à l'attaque ou dans la

(1) Le connétable n'avait que trente-huit ans.

(1) Sous Totila, leur roi, en 547.

fureur du pillage. Tous les palais des cardinaux et d'autres seigneurs furent pillés, à l'exception de quelques-uns où des marchands avaient mis leurs effets et qui furent épargnés moyennant de grandes sommes d'argent. Il arriva même que plusieurs, qui avaient composé avec les Espagnols, furent pillés par les Allemands ou furent obligés de donner encore de l'argent à ceux-ci pour se racheter du pillage. La marquise de Mantoue[1] paya cinquante mille ducats pour garantir son palais de l'avarice du soldat ; cette somme lui fut fournie par les marchands qui s'étaient réfugiés chez elle, et le bruit courut que don Ferrand, son fils, en avait eu la cinquième partie. Le cardinal de Sienne[2], attaché de tout temps à l'empereur à l'exemple de ses ancêtres, fut fait prisonnier par les Allemands, qui saccagèrent son palais, quoique ce cardinal eût traité avec les Espagnols pour éviter ce malheur ; ils le conduisirent au Borgo, la tête nue, en l'accablant de coups, et il ne se tira de leurs mains qu'en leur donnant cinq mille ducats. Les cardinaux de la Minerve et Ponzetta[3] essuyèrent à peu près le même traitement. Ils payèrent leur rançon aux Allemands ; mais cela n'empêcha pas qu'ils ne fussent promenés ignominieusement l'un et l'autre dans Rome par ces furieux. Les cardinaux et les prélats espagnols et allemands, qui n'avaient pas appréhendé d'être insultés de leurs compatriotes, furent pris et traités aussi cruellement que les autres.

Cependant on entendait de tous côtés les cris perçants des dames et des religieuses que les vainqueurs emmenaient par troupes pour assouvir leur brutalité ; exemple terrible des impénétrables jugements de Dieu, qui permettait que la vertu si vantée des dames romaines fût en proie à la licence effrénée des soldats. On voyait de toutes parts des gens que l'on tourmentait avec la dernière barbarie pour en extorquer de l'argent ou pour les forcer à découvrir où ils avaient caché leurs effets. Toutes les choses sacrées et les reliques dont les églises étaient remplies furent foulées aux pieds, après avoir été dépouillées de leurs ornements, et la barbarie allemande ajouta des blasphèmes et des outrages sans nombre à ces sacriléges. Ce qu'il y avait de moins précieux et auquel le soldat n'avait pas daigné toucher fut pillé par les paysans des terres des Colonna, qui vinrent ensuite à Rome. Le cardinal Colonna, qui survint le lendemain de la prise de cette ville, sauva l'honneur de plusieurs dames qui s'étaient réfugiées dans son palais. On dit alors que le butin des soldats, tant en or et argent qu'en pierres précieuses, montait à plus d'un million de ducats, et que le prix des rançons alla beaucoup au-delà de cette somme.

Pendant que les impériaux forçaient la ville de Rome, le comte Guy parut au pont de Salara à la tête des chevau-légers et de huit cents arquebusiers, comptant entrer dans la place le soir même ; car malgré la lettre de l'évêque de Vérone, il avait continué sa marche pour ne pas perdre la gloire d'avoir contribué au salut de cette capitale ; mais ayant appris la victoire des impériaux, il prit le parti de se retirer à Otricoli, où il retrouva le reste de ses troupes. Comme il est naturel de se pardonner tout et de juger les autres avec la dernière sévérité, on blâma beaucoup le comte d'avoir manqué une aussi belle occasion que celle qui se présentait, et l'on prétendit que les ennemis acharnés au pillage, répandus dans la ville et n'écoutant plus aucun ordre, n'auraient pu se rassembler avec assez de diligence ni en assez grand nombre pour être en état de le repousser ; qu'ainsi, non-seulement il eût été facile de pénétrer jusqu'au château Saint-Ange, auquel les ennemis ne faisaient aucune attention, et de sauver le pape, mais encore de pousser les choses plus loin. En effet, le désordre fut si grand parmi les impériaux que plusieurs jours même après, les capitaines firent sonner l'alarme plusieurs fois sans qu'aucun soldat se rendît au drapeau ; mais la supposition que telle ou telle démarche aurait produit un certain effet est souvent fausse, comme l'expérience le ferait voir si l'on avait fait la démarche en question.

Il ne restait au pape et à ceux qui l'avaient suivi d'autre espérance que dans le secours de l'armée de la ligue qui était en marche ; mais elle ne partit de Florence que le 3 mai, à cause de la lenteur des Vénitiens à payer les Suisses. Le marquis de Saluces précédait les troupes

(1) Isabelle d'Est, veuve de François de Gonzague, marquis de Mantoue et sœur d'Alphonse, duc de Ferrare.

(2) Jean Picolomini. Il mourut à Sienne en 1537, doyen des cardinaux et évêque d'Ostie.

(3) Ferdinand Ponzetta. Léon X l'avait fait cardinal du titre de Saint-Pancrace, en 1517, à l'âge de quatre-vingts ans.

prit le chemin du royaume de Naples. Il rencontra sur sa route le marquis du Guast, don Hugues de Moncada et le capitaine Alarcon, qui l'engagèrent à retourner sur ses pas avec eux ; mais comme il n'était pas agréable aux troupes, il n'eut plus aucune autorité dans le conseil de guerre ni dans la négociation avec le pape. Le traité fut enfin conclu le 6 juin aux conditions proposées avant la prise et le pillage de Rome ; il fut stipulé : que Clément paierait à l'armée quatre cent mille ducats, dont le tiers serait pour les Espagnols, savoir : cent mille actuellement, que l'on devait prendre sur l'or et l'argent qu'on avait sauvé dans le château Saint-Ange, cinquante mille dans vingt jours, et deux cent cinquante mille dans deux mois (on assigna ce dernier paiement sur une imposition qui devait être faite sur tous les Etats de l'Eglise) ; que le château Saint-Ange serait remis au pouvoir de l'empereur avec les citadelles d'Ostie, de Civita-Vecchia, de Civita-Castellana, les villes de Parme, de Plaisance et de Modène, pour les garder autant qu'il lui plairait ; que Clément et les cardinaux qui étaient avec ce pontife au nombre de treize resteraient prisonniers dans le château Saint-Ange jusqu'au paiement des premiers cent cinquante mille ducats, après quoi ils pourraient aller à Naples ou à Gaëte attendre ce qu'il plairait à l'empereur d'ordonner de leur sort ; que le pape donnerait en otage à l'armée pour sûreté des sommes promises les archevêques de Siponte[1] et de Pise[2], les évêques de Pistoia[3] et de Vérone[4], Jacques Salviati, Simon de Ricasoli et Laurent Ridolfi, frère du cardinal de ce nom ; que Renzo de Ceri, Albert Pio, Horace Baglione, le chevalier Casal, ambassadeur du roi d'Angleterre, et tous les autres qui s'étaient réfugiés dans le château Saint-Ange auraient la liberté d'en sortir ; que le pape donnerait l'absolution des censures aux Colonna, et que lorsqu'il aurait été conduit hors de Rome, il laisserait un légat dans cette ville et le tribunal de la Rote pour y rendre la justice.

Dès que le traité fut signé, le capitaine Alarcon entra dans le château Saint-Ange avec six compagnies d'infanterie espagnole et allemande. Cet officier, qui fut chargé de garder Clément, obligea ce pontife à rester dans un appartement fort étroit, où il n'avait que très peu de liberté. Les citadelles et les villes promises ne furent pas consignées si facilement. Il y avait garnison pour la ligue dans Civita-Castellana, et André Doria ne voulut jamais livrer Civita-Vecchia qu'il n'eût été payé de quatorze mille ducats qui, disait-il, lui étaient dus sur ses appointements. Le comte de Lodrone se rendit à Parme et à Plaisance de la part des généraux de l'armée impériale, et le pape y envoya aussi Julien Leno, architecte romain, pour y donner ordre de sa part qu'on se soumît à l'empereur ; mais il avait fait prévenir secrètement ces villes, qui d'ailleurs avaient en horreur la domination des Espagnols et qui refusèrent de les recevoir.

A l'égard de Modène il n'était plus au pouvoir des habitants d'obéir, parce que le duc de Ferrare, profitant de la triste situation du pape, les avait forcés de lui livrer leur ville dès le 6 juin, en les menaçant de porter le dégât dans leurs blés. Le comte Rangone fit tort à sa réputation dans cette occasion, car il abandonna cette place sans faire la moindre résistance, quoique le duc de Ferrare eût fort peu de troupes. Les Vénitiens avaient prié le duc de ne rien entreprendre contre l'Eglise dans la conjoncture présente, mais ils ne furent pas eux-mêmes plus modérés ; car à la faveur d'une intelligence qu'ils lièrent avec les Guelfes de Ravenne, ils firent entrer des troupes dans cette ville, sous prétexte de la défendre contre les habitans de Cotignola, et s'en rendirent maîtres ; ils s'emparèrent ensuite de la citadelle, après en avoir fait secrètement tuer le gouverneur, publiant qu'ils garderaient ces deux places pour la ligue ; peu de jours après ils se saisirent encore de Cervia et des salines du pape, les Etats de l'Eglise étant alors sans autre défense que celle que les habitants auraient pu faire eux-mêmes pour leur propre intérêt. Sigismond Malatesta n'eut pas plus de peine à s'emparer de la ville et du château de Rimini.

Les affaires du pape ne furent pas plus heureuses à Florence. A la nouvelle de la prise de Rome, le cardinal de Cortone, effrayé de se

(1) Jean-Marie de Monte Sansovino. Il fut pourvu de l'archevêché de Siponte, le 12 novembre 1512, et fut pape sous le nom de Jules III.

(2) Onuphre Bartolini, noble florentin. Il fut fait archevêque de Pise, à l'âge de dix-sept ans, par Léon X, en 1518.

(3) Antoine Pucci.

(4) Jean-Mathieu Giberto.

voir abandonné par ceux qui s'étaient déclarés pour les Médicis, sans autre ressource pour avoir de l'argent que d'employer des moyens extraordinaires et violents, et ne voulant pas se servir du sien par avarice, du moins jusqu'à ce qu'on fût informé de la résolution des confédérés qui marchaient au secours du pape, prit le parti de céder à la fortune. Il assembla donc les Florentins le 16 mai et leur remit l'entière administration de la république, se contentant de stipuler que les neveux du pape pourraient demeurer à Florence comme particuliers, avec certains priviléges qu'il obtint pour eux, aussi bien qu'une abolition générale de tout ce qui s'était fait contre l'État. Rien ne le pressait pourtant de faire cette démarche, car il y avait beaucoup de soldats dans la ville, et le peuple, encore étonné de l'affaire du palais, n'aurait osé remuer; ce cardinal prit ensuite le chemin de Lucques avec les neveux du pape. Il se repentit bientôt de sa timidité et de sa précipitation, et il s'efforça de conserver les citadelles de Pise et de Livourne, dont les commandants étaient attachés au pape; mais ceux-ci voyant qu'il n'y avait rien à espérer de Clément, qu'on retenait en prison, ils livrèrent ces places aux Florentins peu de jours après, moyennant de légères sommes d'argent.

Le gouvernement populaire ayant d'abord été rétabli dans cette ville, on élut gonfalonier de justice pour un an Nicolas Capponi, homme d'un grand crédit et passionné pour la liberté, et on se réserva le pouvoir de le proroger pour trois autres années. Ce nouveau magistrat, désirant surtout établir une sincère union dans la ville et la meilleure forme de gouvernement propre à une république, convoqua l'assemblée du peuple dans qui résidait le pouvoir de faire des lois, et parla avec beaucoup de force et de sagesse [1].

Peut-être que si le peuple eût voulu suivre ses conseils le nouveau gouvernement eût été plus durable; mais la passion, toujours plus impétueuse dans ceux qui recouvrent la liberté que dans des hommes libres qui défendent un bien si cher, l'emporta sur la raison. La vivacité de la haine contre les Médicis était extrême; on était surtout indigné que Florence eût été obligée de faire les frais de toutes les entreprises qu'il avait plu à cette maison de former, ce qui avait coûté des sommes immenses. En effet, il est constant qu'on dépensa plus de cinq cent mille ducats dans la guerre d'Urbin, autant dans celle que Léon X fit au roi de France, qu'on fut obligé de payer aux généraux de l'empereur et au vice-roi trois cent mille ducats avant et depuis l'élection de Clément VII, et que la guerre présente en coûtait actuellement plus de six cent mille. Les partisans des Médicis furent donc exposés à la plus vive persécution, et on se déchaîna surtout contre le pape. On abattit ou l'on effaça toutes les armoiries de cette maison en divers endroits de la ville, et même celles qui étaient sur les édifices qu'elle avait bâtis; on brisa les statues de Léon et de Clément dans l'église de l'Annonciade, l'une des plus belles de la chrétienté; les biens du pape furent saisis sous prétexte d'anciennes dettes; en un mot on n'oublia rien de ce qui pouvait l'outrager et fomenter la division dans la ville. Ces désordres auraient encore été plus loin si le gonfalonier n'eût eu la prudence d'interposer son autorité; encore ne lui fut-il pas possible de les arrêter entièrement.

CHAPITRE IV.

Peste de Rome. Troubles de Bologne. Alliance entre le roi de France et le roi d'Angleterre. Lautrec est nommé général des alliés. Le cardinal Farnèse refuse d'aller comme ambassadeur du pape près de l'empereur. Troubles de Sienne. Le roi de France emmène avec lui André Doria. Mauvaise position du pape. Révolte de Pérouse. Gênes sous la domination française.

Le marquis du Guast et Moncada avaient amené avec eux toutes les troupes du royaume de Naples; c'est pourquoi il y avait actuellement dans Rome vingt-quatre mille hommes d'infanterie, savoir: huit mille Espagnols, douze mille Allemands et quatre mille Italiens, armée formidable qui, par la terreur qu'elle inspirait et par le peu de forces qu'on pouvait lui opposer, était en état de donner la loi à toute l'Italie. Mais les soldats n'écoutant que leur caprice et n'obéissant point aux ordres du prince d'Orange, qui n'avait qu'un vain titre de capitaine général, ne s'occupaient que du butin, du recouvrement des rançons et de l'argent promis par le pape, ne songeant en aucune manière aux intérêts de l'empereur. Aussi l'armée ne voulait-elle pas sortir de Rome; elle y vivait

(1) Son discours est donné dans l'histoire de Varchi.

dans une si grande licence que le vice-roi et le marquis du Guast, ne se croyant pas en sûreté au milieu des soldats, prirent le parti de se retirer au royaume de Naples, et quittèrent ces furieux, parmi lesquels la peste, qui avait déjà commencé à se faire sentir, fit bientôt de grands ravages. Ce fléau fut cause que les impériaux manquèrent l'occasion favorable de faire de grandes conquêtes, et entre autres celle de Bologne. Il y eut dans cette ville, depuis la prise de Rome, beaucoup de troubles excités par Laurent Malvezzi, qu'appuyait la faction des Bentivoglio, de l'aveu secret de Ramazzotto. Le comte Hugues de Peppoli, qui se jeta dans Bologne avec mille hommes d'infanterie à la solde des Vénitiens, ne put la conserver au Saint-Siége qu'avec une peine extrême. Mais ce qui fit beaucoup de tort aux affaires de l'empereur fut que le roi de France eut le temps d'envoyer en Italie une nombreuse armée qui mit Charles en danger de perdre le royaume de Naples malgré ses succès précédents.

Le traité qui se négociait entre la France et l'Angleterre depuis plusieurs mois fut enfin conclu le 24 avril[1]. Il fut stipulé que la princesse d'Angleterre épouserait le roi de France ou le duc d'Orléans, son second fils, et qu'à l'entrevue des deux rois, qui devait se faire à la Pentecôte entre Calais et Boulogne, il serait réglé lequel du père ou du fils remplirait cette condition du traité ; que le roi d'Angleterre renoncerait au titre de roi de France moyennant cinq mille ducats par an ; qu'il accéderait à la ligue et ferait la guerre à l'empereur dans le mois de juillet prochain, à la tête de neuf mille hommes d'infanterie, auxquels le roi de France en joindrait dix-huit mille, avec un nombre convenable de lances et de canons ; qu'ils feraient d'abord partir l'un et l'autre des exprès qui, notifiant le traité à l'empereur et le pressant de rendre les enfants de France, le sommeraient de faire la paix à des conditions raisonnables, et devaient lui déclarer la guerre s'il refusait d'accepter ce parti dans le terme d'un mois. D'abord après la signature du traité, le roi d'Angleterre fit expédier l'acte par lequel il accédait à la ligue, et les deux rois dépêchèrent vers l'empereur pour lui déclarer leurs résolutions. Les ambassadeurs en usèrent dans cette occasion avec moins de timidité que Balthasar Castiglione, nonce du pape en Espagne, qui n'avait pas voulu déclarer la guerre à l'empereur sous prétexte qu'il ne convenait pas de l'aigrir davantage.

Lorsqu'on apprit en France la prise de Rome, on s'y consola de ce malheur par la joie qu'on ressentit de la mort du connétable de Bourbon ; et le roi, ne croyant pas devoir abandonner l'Italie dans ces fâcheuses circonstances, fit un nouveau traité avec les Vénitiens, le 15 mai, par lequel on convint de lever à frais communs dix mille Suisses dont le roi paierait la première montre et les Vénitiens la seconde, alternative qui devait avoir lieu durant toute cette guerre ; que les Vénitiens lèveraient et entretiendraient dix mille hommes d'infanterie, conjointement avec le duc de Milan, et que le roi ferait passer en Italie un pareil nombre de Français commandés par Pierre Navarro, avec cinq cents nouvelles lances[1] et dix-huit pièces de canon.

Cependant le roi d'Angleterre, malgré le traité, ne se pressait pas d'attaquer l'empereur au-delà des monts, et cette guerre n'étant pas au fond trop agréable aux deux rois, parce qu'elle devait se faire trop près de leurs Etats, ils se tinrent mutuellement quittes de leurs obligations à cet égard, et convinrent que pour remplacer cette diversion le roi d'Angleterre entretiendrait dix mille hommes d'infanterie pendant six mois en Italie. Ce fut principalement à la prière de ce prince que Lautrec fut déclaré capitaine général de toute l'armée, presque malgré lui.

Durant ces négociations il ne se passait rien de considérable en Italie, parce que l'armée impériale restait toujours à Rome, quoique la peste fît chaque jour de grands ravages parmi les soldats ; ce fléau se faisait sentir en même temps à Florence et dans plusieurs autres villes de l'Italie avec beaucoup de violence. Les Florentins venaient d'entrer dans la ligue, à la sollicitation du marquis à Saluces et des Vénitiens, et s'étaient obligés à payer cinq mille

(1) Ce traité fut conclu à Wesminster, au nom de François I, par le vicomte de Turenne, dont il sera parlé dans la suite, par Gabriel de Grammont, évêque de Tarbe, et par Antoine le Viste, président au parlement de Paris, ses ambassadeurs extraordinaires. La vraie date de ce traité est le 30 avril.

(1) On a vu ci-dessus qu'il y avait déjà cinq cents lances françaises en Italie sous les ordres du marquis de Saluces.

hommes d'infanterie, ce qui fut une offense mortelle de leur part à l'égard de l'empereur; il avait, à leur prière, donné pouvoir au duc de Ferrare de traiter avec eux en son nom, et à peine avait-il expédié cet acte qu'il apprit leur nouvel engagement. L'armée des confédérés, que la négligence avec laquelle on payait l'infanterie vénitienne, celle de Saluces et les Suisses, avait considérablement diminuée, campait aux environs de Viterbe, pour observer les mouvements des impériaux, et s'efforçait en même temps de retenir dans les intérêts de la ligue les villes de Pérouse, d'Orviette, de Spolette et les autres places voisines. Mais ayant appris qu'une partie des ennemis était sortie de Rome sans autre dessein que de changer d'air, et craignant qu'ils ne se missent tous en campagne parce que le premier paiement du pape venait de se faire, elle prit le parti d'aller à Orviette d'où elle se rendit auprès de Castel-de-la-Pieve, dans le dessein de passer par les Etats de Florence si la république voulait y consentir.

Sur ces entrefaites la peste ayant gagné le château Saint-Ange, le pape courut grand risque de la vie et vit mourir plusieurs de ses domestiques. Succombant sous le poids de tant de maux, et n'espérant plus que dans la bonté de l'empereur, il résolut d'envoyer le cardinal Alexandre Farnèse[1] en qualité de légat vers ce prince; les officiers de l'armée impériale y consentirent; mais ce cardinal ne se vit pas plus tôt en liberté qu'il refusa de remplir cette légation. Les généraux de l'empereur auraient bien voulu conduire à Gaëte le pape et les treize cardinaux qu'il avait avec lui, tandis que de son côté Clément ne négligeait rien pour obtenir qu'on n'exécutât pas ce dessein.

Sur ces entrefaites Lautrec, après avoir achevé ses préparatifs, partit de la cour de France le dernier de juin avec huit cents lances et le titre de capitaine général des troupes de la ligue. Le roi d'Angleterre, au lieu de dix mille hommes d'infanterie qu'il devait fournir, se taxa lui-même à trente-deux mille écus par mois, à commencer au premier juin, pour l'entretien de dix mille Allemands que le comte de Vaudemont devait commander, troupes aguerries par plusieurs victoires remportées sur les luthériens. De son côté le roi de France prit à sa solde André Doria avec huit galères, moyennant mille écus par mois.

Avant que Lautrec eût passé les monts, les troupes vénitiennes, jointes à celles de François Sforze, s'avancèrent à Marignan; mais Antoine de Lève étant sorti de Milan à la tête de huit cents hommes de pied Espagnols, d'autant d'Italiens et de quelque cavalerie les obligea à se retirer. Dans le même temps Jean-Jacques de Médicis, commandant de Mus qui s'était mis à la solde du roi de France et qui attendait alors sur le lac de Côme l'arrivée des Suisses, surprit Monguzzo, place située entre Lecco et Côme et où demeurait Alexandre Bentivoglio, auquel ce fort appartenait. Antoine de Lève envoya Ludovic de Belgioioso pour le reprendre; mais cet officier n'ayant pu en venir à bout, revint d'abord à Monza. Enfin Lève ayant appris que le commandant de Mus s'était posté avec deux mille cinq cents hommes de pied au village de Carato, à quatorze milles de Milan, il reprit le chemin de cette capitale, et n'y laissant que deux cents hommes, quoique les Vénitiens n'en fussent qu'à dix milles, il partit la nuit avec tout le reste de ses troupes, et surprit les quartiers de Médicis au lever du soleil. A la première alarme, les soldats sortirent des maisons et se rangèrent dans un terrain bordé de haies près du village, ne se croyant pas attaqués par toutes les forces de l'ennemi. Mais ils se virent bientôt enfermés comme dans une prison, et tout fut tué ou pris, excepté ceux qui s'étaient sauvés d'abord avec leur commandant.

L'empereur fut informé de la prison du pape par son grand-chancelier qu'il venait de faire passer en Italie, et qui lui manda cette nouvelle de Monaco. Quoique tous les discours de ce prince tendissent à faire croire qu'il était fort sensible à ce malheur, sa joie secrète éclatait malgré lui; il ne se mit pas même en peine de n'en point donner de marques publiques, car on ne discontinua pas pour cela les fêtes commencées à l'occasion de la naissance de son fils.

Le roi d'Angleterre et le cardinal d'York souhaitaient avec passion que la liberté fût rendue au pape, et leur exemple entraînait le

(1) Né à Rome le dernier de février 1468, d'une noble et ancienne famille originaire d'Orviette. Son père était Pierre-Louis Farnèse, et sa mère Jeanne Gaëtan. Il fut fait cardinal par Alexandre VI, le 21 septembre 1493, et il fut pape après Clément VII, sous le nom de Paul III.

roi de France qui sans eux n'aurait pris aucun intérêt à ce pontife et à toute l'Italie, pourvu qu'on lui eût rendu ses enfants. Les deux rois envoyèrent donc conjointement des ambassadeurs à Charles V pour lui demander la liberté de Clément, comme une chose qui regardait tous les princes chrétiens en général, mais dont l'empereur était particulèrement tenu, puisque c'était sur la foi d'un traité fait en son nom que le pape se trouvait réduit dans une si triste situation par les troupes impériales.

Ils songèrent en même temps à faire en sorte que les cardinaux qui étaient en Italie se rendissent à Avignon pour y tenir une assemblée conjointement avec ceux qui étaient actuellement au-delà des monts, afin de prendre les mesures nécessaires pour la sûreté des Etats du Saint-Siége. Mais ces cardinaux s'excusèrent tous sous différents prétextes; la véritable raison de leur refus était qu'ils ne voulaient pas se mettre au pouvoir de deux princes si puissants. Ce fut aussi par la même défiance que le cardinal Salviati, légat en France, qui venait de recevoir l'ordre du pape pour se rendre à la cour de l'empereur afin de solliciter la liberté de ce pontife, comme on en était convenu avec don Hugues de Moncada, ne voulut pas faire ce voyage, jugeant qu'il était dangereux que Charles eût un si grand nombre de cardinaux en son pouvoir; il se contenta d'envoyer par un de ses camériers à l'auditeur de la chambre[1] qui résidait à la cour d'Espagne, l'instruction qu'il avait reçue de Rome; l'empereur parla à cet auditeur avec beaucoup de bonté, mais sans lui donner de réponse positive.

Il aurait bien voulu qu'on eût conduit le pape en Espagne; mais outre que la chose eût été trop odieuse par elle-même, il était retenu par la considération du roi d'Angleterre et par les murmures de tous les ordres des royaumes d'Espagne, et particulièrement des prélats et de la noblesse. Tous ses sujets ne voyaient qu'avec indignation qu'un empereur romain, que le devoir de sa dignité obligeait à être le défenseur et le protecteur de l'Eglise, retînt en prison le vicaire de Jésus-Christ. Cette disposition des esprits fut pour ce prince un motif d'écouter favorablement les propositions de paix qui lui furent faites par les ambassadeurs de France et d'Angleterre; il y consentit, à condition que Henri VIII en serait le médiateur, ce qu'ils acceptèrent. Il envoya aussi par la même raison le général[1] en Italie le 3 août, et quatre jours après Veri de Migliau, qu'on disait porter l'un et l'autre au vice-roi l'ordre pour la liberté du pape et la restitution de ses places; il agréa même que le nonce fît tenir à Clément, pour sa subsistance, une somme d'argent qui provenait des levées que le Saint-Siége avait fait faire dans les royaumes d'Espagne qui venaient de refuser des subsides à leur roi.

Cependant le cardinal d'York avait débarqué à Calais à la fin de juillet, accompagné de douze cents chevaux. Le roi de France, qui voulait le combler d'honneurs, envoya le cardinal de Lorraine[2] au-devant de lui, et se rendit en personne à Amiens le 3 août. Le ministre anglais fit son entrée dans cette ville le lendemain avec beaucoup de pompe. Ce qui le faisait considérer davantage, était l'opinion où l'on était qu'il avait trois cent mille écus pour servir aux affaires présentes et pour prêter de l'argent au roi, en cas de besoin. Ils concertèrent ensemble tout ce qui concernait la paix et la guerre; et quoique les vues du roi de France fussent différentes des desseins de Henri VIII, et que moyennant la liberté de ses enfants il n'eût pas hésité à abandonner le pape et l'Italie à la discrétion de Charles, néanmoins il ne put se défendre de promettre qu'il ne ferait aucun traité avec l'empereur que la liberté du pape n'y fût stipulée.

Charles V avait envoyé au roi d'Angleterre un projet de traité auquel les deux rois répondirent par d'autres articles qui portaient: que l'empereur rendrait les enfants de France moyennant deux millions de ducats payables dans certains termes; que le pape serait remis en liberté par les troupes de l'empereur; que les Etats du Saint-Siége seraient évacués et les autres puissances d'Italie conservées sur le pied où elles étaient actuellement, et que la paix serait générale. Après qu'ils eurent envoyé ces articles en Espagne, ils refusèrent de donner un sauf-conduit à un négociateur que l'em-

(1) Paul d'Arezzo, qui était nonce en Espagne, comme on l'a vu ci-dessus.

(1) Le général de l'ordre de Saint-François, dont il est parlé ci-dessus.

(2) Jean de Lorraine; il avait été fait cardinal par Léon X, et mourut en 1550.

pereur voulait envoyer en France, la résolution où ils étaient de ne rien changer à ce projet rendant ce voyage tout-à-fait inutile. Les deux rois convinrent que si l'empereur acceptait ces conditions la princesse d'Angleterre épouserait le duc d'Orléans, parce qu'en ce cas le mariage du roi et de la sœur de Charles s'accomplirait; mais que si la paix ne se faisait pas le roi prendrait la place du duc d'Orléans.

L'empereur ayant refusé d'accepter les articles, l'alliance entre les deux rois fut solennellement jurée le 18 août; la liberté du pape étant le premier objet de la guerre d'Italie, on résolut de la pousser avec vigueur et de se reposer sur Lautrec de la manière et des moyens de la faire. Le roi de France avait accordé à ce général, avant son départ, tout l'argent et toutes les munitions qu'il avait demandées, parce qu'il voulait que ce dernier effort fût décisif. Le cardinal d'York exigea que les trente-deux mille ducats que le roi d'Angleterre fournissait par mois fussent adressés au chevalier Casal et qu'il se trouvât à l'armée pour vérifier si le nombre des Allemands était complet. Ce ministre repassa la mer après la conclusion du traité, chargeant le pronotaire Gambara de se rendre auprès du pape pour le prier de le nommer vicaire-général du Saint-Siége en France, en Angleterre et en Allemagne, durant la prison de Sa Sainteté. Le roi de France y consentait en apparence, mais au fond il aurait été très fâché que le pape eût contenté le cardinal.

Cependant la guerre se faisait avec beaucoup de lenteur en Italie; d'un côté on attendait pour agir l'arrivée de Lautrec, de qui l'on avait de grandes espérances; de l'autre l'armée impériale, où régnaient le désordre et la dernière licence, étant devenue à charge à ses amis même et aux villes qui lui avaient ouvert leurs portes, ne causait aucune inquiétude aux confédérés parce qu'elle demeurait dans l'inaction. Les soldats espagnols et italiens de cette armée étaient dispersés dans le voisinage de Rome pour se garantir de la peste, et le prince d'Orange s'était retiré à Sienne avec cent cinquante chevaux par la même raison et pour maintenir cette ville dans les intérêts de l'empereur. Avant de s'y rendre il y avait envoyé quelque infanterie pour contenir le peuple, qui, s'étant soulevé à la sollicitation de quelques séditieux, avait mis au pillage les maisons de ceux du parti du Monte-dei-Nove et massacré Pierre Borghèse, qui avait beaucoup de crédit, un de ses enfants et dix-sept ou dix-huit autres personnes. Par la retraite de ces troupes il ne restait plus à Rome que les Allemands, dont la peste avait fort diminué le nombre. Le pape leur avait payé avec beaucoup de peine les premiers cent cinquante mille ducats, partie en argent partie en lettres de change fournies par des banquiers de Gênes, qui devaient en être remboursés sur les décimes du royaume de Naples et sur la vente de Bénévent; mais ces troupes demandaient pour le paiement des deux cent cinquante mille restants d'autres sûretés que l'imposition sur les Etats de l'Eglise, ce qui était impossible au pape, actuellement prisonnier. Après avoir même fait plusieurs menaces aux otages qu'ils tenaient enchaînés avec une extrême dureté, ils les traînèrent un jour au champ de Flore, où ils firent élever des fourches comme s'ils eussent voulu les faire pendre. Depuis ils sortirent tous de Rome n'ayant à leur tête aucun officier de marque, mais ce fut plutôt pour s'éloigner du mauvais air que pour rien entreprendre d'important, et ils se contentèrent de piller les villes de Terni et de Narni, dont le malheur obligea Spolette à composer avec eux et à leur promettre le passage et des vivres.

Ces ravages des Allemands furent cause que l'armée de la ligue, qui campait sur le lac de Pérouse, alla se poster à Ponte-Nuovo, afin de couvrir cette première place; mais le nombre des confédérés était bien au-dessous de celui dont on était convenu. Le marquis de Saluces n'avait que trois cents lances, autant d'archers français, trois mille Suisses et mille hommes de pied italiens; d'un autre côté les troupes du duc d'Urbin n'étaient que de cinq cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers, mille lansquenets et deux mille hommes de pied italiens, les Vénitiens alléguant pour excuse que leur contingent était rempli par les troupes qu'ils tenaient dans le duché de Milan. A l'égard des Florentins, ils avaient dans l'armée quatre-vingts hommes d'armes, cent cinquante chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie. La crainte continuelle où ils étaient que les impériaux n'attaquassent la Toscane les engageait à faire de plus grands efforts que les

autres, et ils étaient les seuls qui payassent régulièrement leurs troupes.

Le duc d'Urbin, toujours livré à ses craintes, était d'ailleurs outré des discours que le roi de France et Lautrec tenaient sur son compte; mais rien n'égalait le chagrin qu'il avait de la défiance des Vénitiens. On faisait garder à vue sa femme et son fils à Venise et on y condamnait hautement son avis, qui était que Lautrec marchât droit à Rome sans rien tenter en Lombardie. C'est pourquoi tout languissait dans l'armée de la ligue, et on regardait comme un grand bonheur que les impériaux ne poussassent pas plus loin leurs conquêtes. Le marquis du Guast, s'étant rendu à l'armée impériale, donna deux écus à chaque soldat; après quoi les Allemands ne s'accordant pas avec les Espagnols, ils retournèrent à Rome et ceux-ci demeurèrent dispersés avec les Italiens dans Alviano, Tagliano, Castiglione-della-Teverina et aux environs de Bolsena. Mais cette armée avait si fort souffert de la peste, et surtout les Allemands, qu'on ne croyait pas qu'il y restât plus de dix mille hommes d'infanterie.

Les généraux de la ligue commirent dans ce temps-là une action qui les couvrit de honte. Gentile Baglione était retourné sur ces entrefaites à Pérouse, du consentement d'Horace, qui parut se réconcilier de bonne foi, leur division étant, disait-il, trop préjudiciable au bien public. Frédéric de Bozzole alla trouver Gentile de la part des généraux, et lui déclara qu'ayant appris qu'il traitait secrètement avec les impériaux ils voulaient s'assurer de sa personne. Gentile eut beau se justifier et offrir même de se retirer à Castiglione-del-Lago pour ôter tout soupçon, Frédéric le laissa sous la garde de Gigante Corso, colonel dans les troupes vénitiennes, et le soir même il fut assassiné avec deux de ses neveux par les émissaires d'Horace, qui fit encore massacrer le lendemain hors de la ville Galeotto, frère de Braccio, et aussi neveu de Gentile.

Le duc de Camerino[1] étant mort dans ces conjonctures, les généraux de la ligue firent partir un détachement pour s'assurer de cette ville; mais ils furent prévenus par Sforze Baglione qui s'en saisit pour les impériaux; et depuis Sciarra Colonna s'en empara pour Rodolphe, son gendre, fils naturel du dernier duc.

(1) Jean-Marie de Verano.

Le marquis de Saluces et Frédéric de Bozzole attaquèrent ensuite avec un gros corps de cavalerie et mille hommes de pied de l'Abbaye de San-Piero, auprès de Terni, défendue par Pierre-Marie Rosso et par Alexandre Vitello; l'entreprise était téméraire, car il y avait deux cents chevaux et quatre cents hommes d'infanterie dans ce poste, qu'il était impossible de forcer sans canon; mais le hasard, ou plutôt l'imprudence et l'avarice de Rosso et de Vitello, la firent réussir. Ils avaient envoyé ce jour-là même cent cinquante arquebusiers pour piller un château voisin, et par ce moyen ils s'étaient privés du nombre de troupes qui leur était nécessaire pour se défendre, de sorte qu'après une attaque de quelques heures où ils furent blessés l'un à la jambe et l'autre à la main, ils furent obligés de se rendre à discrétion, vies et bagues sauves.

Vers ce temps-là le Tibre s'étant débordé par trois ou quatre endroits inonda le camp de la ligue et y causa beaucoup de dommage; c'est pourquoi l'armée alla se poster vers Assise, les impériaux demeurant toujours répandus entre Terni et Narni. Ces derniers s'étant ensuite avancés au-delà de ces postes, le duc d'Urbin alla camper à Narni et les Français à Bevagna. Les bandes noires, commandées par Horace Baglione, capitaine général de l'infanterie des Florentins, s'emparèrent de la ville de Montefalco qu'elles mirent au pillage par ressentiment de ce qu'on n'avait pas voulu les y recevoir. Une partie de cette infanterie attaqua ensuite le fort des Presse, où s'étaient retirés Rodolphe de Varano et Béatrice, sa femme, qui, ne pouvant s'y défendre, se rendirent d'abord à discrétion; ils furent remis en liberté quelque temps après. Sciarra Colonna, ne se voyant pas en état de se soutenir dans Camerino où il était sans cesse en alarme si près des confédérés, leur abandonna cette place à condition qu'ils rendraient la liberté à Béatrice et à son mari. Le marquis de Saluces et Frédéric de Bozzole entreprirent encore d'aller secrètement à trois journées de là avec la cavalerie française et deux mille hommes de pied, pour enlever les quartiers de la cavalerie espagnole postée à Monte-Ritondo et à Lamentano, et qui ne faisait aucune garde, suivant le rapport de Mario Orsino. Leur projet était de rompre le pont du Teverone pour couper toute retraite aux ennemis; mais ayant

été découverts par leur faute, ils s'en retournèrent sans avoir pu exécuter leur dessein.

On n'agit pas en Lombardie avec plus de vigueur durant tout l'été; les troupes vénitiennes et celles de François Sforze s'étaient assemblées auprès de Milan dans le dessein de couper les blés du pays, et avaient même taillé en pièces cent hommes qui étaient sortis de la ville pour les en empêcher et pris trente gens d'armes avec trois cents chevaux tant bons que mauvais; mais le nombre des Vénitiens étant bientôt diminué, selon la coutume de ces troupes, ce projet ne fut pas exécuté. D'un autre côté André Doria s'étant retiré à Savone avec son escadre, les Génois profitèrent de son absence pour reprendre la Spezie.

Mais l'arrivée de Lautrec[1] ranima la guerre en Lombardie. Ce général ayant passé en Piémont avec une partie de son armée et ne voulant pas demeurer oisif, forma le siége de Bosco, dans l'Alexandrin, au commencement du mois d'août, en attendant qu'il eût été joint par le reste des troupes qui devaient servir sous ses ordres. Il y avait dans cette place mille hommes d'infanterie, la plupart Allemands, qui se défendirent avec beaucoup d'opiniâtreté. Lautrec, irrité de ce qu'ils lui avaient tué quelques Suisses, voulait qu'ils se rendissent à discrétion. Ludovic, comte de Lodrone, qui commandait dans l'Alexandrin, les encourageait de tout son pouvoir, parce que sa femme et ses enfants étaient dans Bosco; mais enfin ne pouvant plus résister à la furie du canon français qui les foudroyait jour et nuit, et craignant encore l'effet des mines, ils se remirent à la discrétion de Lautrec après dix jours de siége. Ce général retint les officiers prisonniers et donna la vie aux soldats, à condition que les Espagnols s'en retourneraient dans leur pays par la France, et les lansquenets en Allemagne par la Suisse, et que les uns et les autres sortiraient de la place sans armes, et n'ayant qu'un bâton à la main; à l'égard de la femme et des enfants du comte de Lodrone, il les lui renvoya généreusement.

Ce premier succès fut suivi d'un autre plus considérable. Quatre vaisseaux chargés de grains pour Gênes[2], et un cinquième qui venait du Levant et dont la charge était estimée à cent mille ducats, arrivèrent à Portofino; on envoya de Gênes, au-devant d'eux, neuf galères pour les escorter. Ceux qui montaient ces vaisseaux, ayant eu avis que César Frégose[1] marchait contre cette ville par terre avec deux mille hommes d'infanterie, mirent presque tous pied à terre pour aller au secours de la place. André Doria, profitant de cette occasion, vint attaquer ces bâtiments dans le port même. Comme ils n'étaient pas en état de résister, l'ennemi les abandonna d'abord après les avoir désarmés; ce qui restait de troupes dans les neuf galères en fit autant; Doria en brûla une et prit les autres aussi bien que les cinq vaisseaux. Les galères de France eurent part à cette action, avant laquelle elles avaient enlevé cinq autres bâtiments, aussi chargés de grains pour Gênes, après quoi elles s'étaient postées derrière Codemonte, entre Portofino et cette première ville. Enfin un corps d'infanterie levé par les Adorne pour s'y jeter fut défait dans le même temps à Priacroce, dans les montagnes voisines.

Tant de disgraces ôtèrent aux Génois, déjà réduits à la dernière extrémité, toute espérance de pouvoir se soutenir plus long-temps. César Frégose, qui s'était avancé jusqu'à San-Piero dell' Arena, avait pourtant été obligé de se retirer; cependant la ville, craignant bien plus la famine que les armes de l'ennemi, envoya des députés à Lautrec pour capituler. Le doge Antoniotto Adorne se retira dans le Castelletto, et la tranquillité ayant été rétablie, surtout par Philippin Doria[2], alors prisonnier à Gênes, cette place retourna sous la domination du roi de France; Théodore Trivulce[3] en fut aussitôt nommé gouverneur.

Lautrec mit ensuite le siége devant Alexandrie. Ses troupes étaient composées d'un corps de Suisse, payés sur le pied de huit mille hommes, mais qui diminuait tous les jours, de dix mille hommes d'infanterie commandés par Pierre Navarro, de trois mille Gascons nouvellement arrivés sous la conduite du baron de Bierne, et d'un pareil nombre de gens de pied des troupes du duc de Milan. La garnison d'A-

(1) Il arriva le premier août.

(2) La ville de Gênes avait toujours été assiégée ou bloquée depuis le commencement de cette guerre, c'est-à-dire depuis plus d'un an.

(1) Il avait été chargé de cette expédition par Lautrec.

(2) Il était neveu d'André.

(3) Il venait d'obtenir le bâton de maréchal de France.

lexandrie consistait en quinze cents hommes d'infanterie, qui d'abord avaient été consternés de la perte de Bosco; mais ayant repris courage à l'arrivée de cinq cents hommes qui leur étaient venus des montagnes voisines avec Albéric de Belgioioso, ils se défendirent avec beaucoup de vigueur; néanmoins le nombre des batteries ayant été augmenté depuis la jonction des troupes et de l'artillerie des Vénitiens, et la garnison ayant d'ailleurs beaucoup à souffrir des mines et des travaux que Pierre Navarro faisait, elle fut obligée de se rendre, vies et bagues sauves.

La conquête d'Alexandrie fit naître la dissension entre les alliés. Lautrec voulait mettre dans cette place une garnison de cinq cents hommes, pour en faire une retraite pour son armée et un rendez-vous où les troupes qui viendraient de France pussent se rafraîchir; mais l'ambassadeur du duc de Milan craignant que les Français ne fussent dans le dessein de commencer par cette ville à se saisir de tout le duché, s'y opposa fortement, et il fut appuyé par le ministre des Vénitiens, et même par l'ambassadeur d'Angleterre. Lautrec fut donc obligé de céder et de laisser la ville au duc de Milan, non sans beaucoup de dépit. Cet incident nuisit peut-être au succès de cette guerre; car bien des gens crurent que Lautrec ne se porta plus avec tant d'ardeur à la conquête du Milanais, soit par ressentiment, soit parce qu'il voulut attendre un temps assez favorable pour ne pas travailler infructueusement pour la France, et où il pût agir sans ménagement pour personne.

CHAPITRE V.

Belgioioso gouverneur de Pavie. Cette ville est saccagée par les Français. L'empereur s'obstine à refuser la paix. Le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue entrent dans la ligue. Mort du vice-roi. Le pape est mis en liberté. A quelles conditions. Factions d'Italie. Méfiance entre l'empereur et le roi de France. Charles V envoie un cartel à François I. Celui-ci donne un démenti à l'empereur. L'empereur reçoit un cartel du roi d'Angleterre.

On ne doutait pas que ce général ne marchât contre Milan ou Pavie, et le bruit courut qu'Antoine de Lève, qui n'avait que cent cinquante hommes d'armes et cinq mille hommes d'infanterie, partie Allemands et partie Espagnols, ne se croyant pas en état de défendre la première de ces places avec si peu de monde et au milieu de tant de difficultés, pensait à se retirer dans la seconde; mais considérant qu'il y avait peu de vivres à Pavie et qu'il ne pourrait y soutenir ses troupes par le moyen des vexations exercées à Milan avec tant de dureté, il prit enfin le parti de demeurer dans cette capitale; il envoya seulement Ludovic de Belgioioso pour garder Pavie; et pour avoir de l'argent il permit de sortir de leur ville à ceux des habitants de Milan qui voulurent acheter cette permission.

Lautrec, malgré la diminution des troupes Suisses, ne laissa pas d'avancer dans le pays et se saisit de Vigevano; après quoi il passa le Tésin sur un pont qu'il y fit jeter, et prit le chemin de Milan, comptant aller camper au village de Benerola qui n'en est qu'à quatre milles. Il paraissait dans le dessein d'assiéger cette place, comme les Vénitiens l'en pressaient; mais au fond il était résolu à ne tenter que ce qui pourrait lui réussir sans beaucoup de peine. Néanmoins ayant appris, lorsqu'il fut à huit milles de Milan, que Belgioioso y avait envoyé quatre cents hommes de sa garnison, de sorte qu'il ne lui en restait plus que huit cents, il changea de route, et marchant avec une extrême diligence il se rendit à la Chartreuse le lendemain 28 septembre, et mit le siége devant Pavie. Antoine de Lève, ayant appris que Lautrec avait changé de dessein, envoya trois bataillons au secours de Pavie, mais ils ne purent y entrer; ainsi, vu le petit nombre des assiégés, il n'y avait aucune apparence qu'ils pussent résister. Cependant Belgioioso, malgré les instances des habitants, qui le suppliaient de leur permettre de se rendre pour éviter le pillage et la ruine de la ville, voulut se défendre. Enfin après que l'artillerie eut tiré pendant quatre jours, les brèches lui parurent si grandes qu'il ne crut pas possible de les réparer; il envoya donc au camp un trompette qui ne put parler d'abord à Lautrec, ce général étant alors par hasard au quartier des Vénitiens. Cependant les soldats commencèrent à entrer dans la ville par les brèches; alors Belgioioso, faisant ouvrir la porte, alla se rendre aux vainqueurs qui l'envoyèrent prisonnier à Gênes; la ville fut mise au pillage, et les Français, le fer et la flamme à la main, y signalèrent durant huit jours tout le ressentiment que leur

causait la défaite de leur roi sous les murs de cette ville.

Après cette expédition on délibéra si l'on formerait le siége de Milan ou si l'armée tournerait du côté de Rome. Les Florentins conseillaient fortement ce dernier parti, dans la crainte que si Lautrec s'arrêtait en Lombardie, l'armée impériale sortant de Rome ne vînt ravager leurs Etats. Mais les Vénitiens et le duc de Milan, qui s'était rendu exprès à Pavie, appuyaient l'autre avis avec beaucoup de vivacité; ils alléguaient la facilité de prendre Milan et les grands avantages que procurerait cette conquête, même pour l'expédition du royaume de Naples. En effet, la prise de Milan aurait ôté aux impériaux toute espérance de recevoir des secours d'Allemagne, au lieu que si cette porte leur demeurait ouverte, on devait toujours appréhender qu'à la faveur de ce passage il ne vînt de nombreuses troupes qui pourraient mettre l'armée même de Lautrec en grand danger, ou du moins faire naître de grandes difficultés par rapport à l'expédition de Naples.

Lautrec termina la dispute en déclarant que les ordres du roi de France et d'Angleterre, qui l'avaient fait passer en Italie surtout pour remettre le pape en liberté, l'obligeaient de marcher du côté de Rome. On croit que le motif qui détermina le roi de France à prendre ce parti fut qu'il appréhendait que les Vénitiens cessassent de seconder ses troupes dans le royaume de Naples lorsque la conquête du Milanais aurait mis leurs Etats à couvert de l'ambition de l'empereur; peut-être aussi crut-il qu'il était de son intérêt que François Sforze ne recouvrât pas toutes les places du Milanais, afin de se réserver un moyen de retirer ses enfants des mains de l'empereur en lui abandonnant ce duché.

Cependant la paix se traitait toujours à la cour d'Espagne avec les ambassadeurs de France[1], d'Angleterre et de Venise; mais cette négociation souffrait de grandes difficultés. L'empereur voulait que l'affaire de François fût jugée dans les formes, et que pendant l'instruction du procès le duché de Milan restât entre ses mains, promettant néanmoins de ne point s'en emparer, quelque chose qui arrivât. Il demandait que les Vénitiens payassent à l'archiduc le restant des deux cent mille ducats promis par le traité de Worms. L'ambassadeur de Venise y consentait, pourvu que l'archiduc exécutât de son côté le même traité et rendît les places dont il était fait mention. Il exigeait encore qu'ils donnassent à leurs bannis cent mille ducats, comme on en était convenu auparavant, ou qu'ils leur en assignassent cinq mille de rente; qu'ils acquittassent les sommes qu'ils lui devaient en conséquence d'un traité qu'il voulait renouveler, et rendissent Ravenne à l'Eglise, abandonnant d'ailleurs tout ce qu'ils tenaient dans le Milanais. D'un autre côté il demandait aux Florentins trente mille ducats, pour les dépenses qu'il avait faites en conséquence du traité fait avec eux, et pour dédommagement des pertes qu'il avait souffertes par l'inexécution de ce même traité. Il consentait que le roi de France payât pour lui les sommes qu'il devait au roi d'Angleterre, et qui montaient à quatre cent cinquante mille ducats, et que ce prince les imputât sur les deux millions offerts[1]; mais il voulait des otages pour le reste. Il exigeait encore les douze galères du roi de France pour son voyage d'Italie sans aucunes troupes, et qu'incontinent après la signature de la paix on rappelât tous les Français qui étaient en Italie; conditions que le roi ne voulait exécuter qu'après que ses enfants auraient été remis en liberté.

On crut que la perte d'Alexandrie et de Pavie rendrait l'empereur plus traitable; mais il n'en fut que plus difficile, par l'habitude qu'il avait de se raidir contre les difficultés; l'auditeur de la chambre[2] s'étant rendu auprès de lui pour solliciter la liberté du pape de la part d'Henri VIII, dont il venait de quitter la cour, Charles répondit qu'il avait fait partir le général avec des ordres à ce sujet, et qu'à l'égard de la paix on ne lui ferait jamais changer les conditions proposées. On pouvait s'apercevoir sans peine que l'empereur n'y était pas beaucoup porté, et que plusieurs raisons le rassuraient contre les efforts de la ligue; il comptait sur la valeur de son armée et sur la facilité de défendre les places, se flattant qu'il serait toujours en son pouvoir de faire passer des secours

(1) Jean de Calvimont président du parlement de Bordeaux, et Gabriel de Grammont, évêque de Tarbe.

(1) Les deux millions d'écus que le roi avait offerts au lieu de la Bourgogne.

(2) Paul d'Arezzo.

d'Allemagne en Italie sans beaucoup de peine. Il savait que les coffres du roi de France et des Vénitiens étaient épuisés par de longues dépenses, et qu'une armée confédérée n'est jamais bien pourvue de munitions; il se flattait encore de pouvoir tirer des royaumes d'Espagne assez d'argent pour soutenir la guerre, parce qu'elle lui coûtait moins qu'aux autres, les rapines et les extorsions des soldats leur tenant la plupart du temps lieu de paie. D'ailleurs il espérait diviser les alliés, ou du moins ralentir leur ardeur par ses intrigues; enfin il fondait de grandes espérances sur son bonheur, annoncé dès son enfance par une infinité de prédictions et confirmé par une prospérité de plusieurs années.

Lautrec voulait que l'on commençât à faire agir les forces de mer qui devaient attaquer la Sicile ou le royaume de Naples. La flotte des Vénitiens, aussi négligents à remplir leurs obligations sur mer que sur terre, était à Corfou; on devait en détacher seize galères pour aller joindre André Doria qui attendait sur la côte de Gênes l'arrivée de Renzo de Ceri, nommé pour commander l'infanterie destinée à cette expédition. Lautrec fit repasser en France quatre cents hommes d'armes et trois mille hommes d'infanterie, et il convint avec les Vénitiens et le duc de Milan que, pour garder les nouvelles conquêtes dans le Milanais, ils feraient camper leurs troupes, commandées par Janus Frégose et le comte de Gajazzo, au village de Landriano à deux milles de Milan. Par ce moyen qui devait resserrer Antoine de Lève dans cette capitale, il serait facile de couvrir Pavie, Monza, Biagrassa, Marignan, Binasco, Vigevano et Alexandrie.

Après que Lautrec eut pris ces mesures, il passa le Pô le 18 octobre avec quinze cents Suisses, autant d'Allemands et six mille hommes d'infanterie française ou gasconne, et il marcha à Castel San-Giovanni, dans le dessein d'attendre les Allemands[1], dont il n'était encore arrivé qu'un petit nombre, et un autre corps d'infanterie de la même nation, que le roi de France avait donné récemment ordre de lever, pour remplacer les Suisses qui s'étaient presque tous retirés; mais quelques jours après il fut obligé de faire repasser le Pô à Pierre Navarro, pour aller au secours de Biagrassa avec l'infanterie italienne et gasconne. Antoine de Lève, ayant appris que le duc de Milan n'avait laissé qu'une faible garnison dans cette place, l'avait assiégée le 28 octobre avec quatre mille hommes d'infanterie et sept pièces de canon ; la garnison capitula dès le second jour du siége. Le vainqueur se disposait à passer dans la Lomellina pour reprendre Vigevano et Novare ; mais l'approche de Pierre Navarro, dont les forces étaient supérieures aux siennes, l'obligea à retourner à Milan ; ensuite il fut bien facile de reprendre Biagrassa, où François Sforze mit une garnison suffisante.

L'affectation de Lautrec à ne se point mettre en marche commençait à se faire remarquer, et quoiqu'il s'excusât sur ce qu'il attendait les Allemands, dont il n'était encore arrivé qu'une partie avec Vaudemont, et sur la négligence des Vénitiens dont il se plaignait sans cesse, on voyait bien qu'il était retenu par d'autres motifs. On croyait communément qu'il attendait de l'argent de France; mais la véritable raison de sa lenteur était que le roi, espérant beaucoup de la négociation avec l'empereur, avait recommandé à ce général de saisir toutes sortes de prétextes pour temporiser. Ce fut encore pour cela que François I ne se hâta pas de payer son contingent pour les Allemands qu'on levait à la place des Suisses, ni pour ceux qui avaient été destinés d'abord à servir sous Vaudemont.

Pendant le séjour de Lautrec à Plaisance et de ses troupes entre cette ville et Parme, il y eut un traité avec le duc de Ferrare. A peine ce général fut-il en Italie qu'il avait vivement pressé ce prince d'entrer dans la ligue. Le duc écoutait avec plaisir la proposition du mariage que le roi de France lui faisait faire[1]; mais craignant que la France n'eût enfin le dessous en Italie et que le roi, pour retirer ses enfants, ne fît la paix avec l'empereur, il avait fait naître beaucoup de difficultés. Enfin, déterminé par les menaces de Lautrec, il consentit à entamer la négociation dans la ville de Ferrare, voulant traiter en personne d'une affaire de cette importance; c'est pourquoi tous les ministres des confédérés se rendirent dans cette ville, et le

(1) Commandés par le comte de Vaudemont.

(1) D'Hercule d'Este son fils aîné, avec Renée de France, fille de Louis XII.

cardinal Cibo s'y trouva pour le sacré-collége, assemblé à Parme. Après que le duc se fut efforcé de justifier sa conduite auprès de Georges Fronsberg et d'André de Burgo, qui étaient alors à Ferrare, où il les traitait avec beaucoup d'honneur, et qu'il leur eut fait entendre que la nécessité et le voisinage de Lautrec l'obligeaient à s'accommoder, il conclut le traité d'une manière qui fut en même temps la preuve d'une adroite politique et de l'ardeur des confédérés à le mettre dans leurs intérêts; il entra donc dans la ligue et s'obligea de payer six ou dix mille écus par mois durant une demi-année. Le roi de France, qui devait déterminer l'une de ces deux sommes, s'en tint à la première; le duc s'engagea encore à entretenir cent hommes d'armes dans l'armée de Lautrec. Les confédérés s'obligèrent de leur côté à défendre les Etats de Ferrare, à donner au duc, en échange d'Adria, vieille place presque déserte, la ville de Cotignuola qu'il demandait avec instance, et que les Vénitiens venaient d'enlever aux impériaux. Il fut encore stipulé qu'on lui rendrait les deux palais qu'il avait à Venise et à Florence; qu'il pourrait s'emparer du château de Novi, situé sur les confins du Mantouan, et qu'il tenait actuellement assiégé; qu'on lui paierait les revenus de l'archevêché de Milan, possédé par son fils[1], en cas que les impériaux l'empêchassent de les recevoir. Le cardinal Cibo, au nom du sacré-collége, s'obligea pour le pape à renouveler l'investiture de Ferrare en faveur du duc; à renoncer aux droits que la vente de Modène, faite par l'empereur Maximilien, avait donnés sur cette ville au Saint-Siége; à laisser libre la fabrique et le commerce des sels; à ratifier les promesses que les confédérés faisaient au duc pour la sûreté de ses Etats; à s'engager par une bulle apostolique à le laisser jouir, aussi bien que ses successeurs, de tout ce qu'il possédait actuellement; et à donner enfin le chapeau à son fils, avec l'évêché de Modène qui vaquait par la mort du cardinal Rangone[2].

Les ministres de France stipulèrent aussi par ce traité le mariage de la princesse Renée, fille du roi Louis XII, avec Hercule, prince héréditaire de Ferrare; on devait lui donner pour dot le duché de Chartres et d'autres grands avantages. Lautrec engagea aussi le marquis de Mantoue à entrer dans la ligue, quoiqu'il fût actuellement à la solde de l'empereur.

Pendant ces négociations l'armée de la ligue, qui était fort affaiblie, demeura plusieurs jours sans rien faire entre Puligno, Montefalco et Bevagna, et le duc d'Urbin ayant appris la détention de sa femme et de son fils à Venise, quitta brusquement les troupes sans la permission du sénat et prit la poste pour aller se justifier; mais ayant eu avis en chemin qu'ils étaient en liberté et que le sénat, content de lui, ne souhaitait pas qu'il avançât plus loin, il revint à l'armée. Les Suisses, aussi bien que l'infanterie du marquis de Saluces, n'étaient point payés par la faute des Vénitiens, qui ne remplissaient pas mieux leurs engagements en ces quartiers qu'en Lombardie, où ils n'avaient pas le tiers de neuf mille hommes qu'ils devaient tenir sur pied. L'armée se retira vers la fin de novembre sur le territoire et aux environs de Todi; les Espagnols étaient alors vers Corneto et Toscanella, et les Allemands toujours à Rome; le prince d'Orange était de retour dans cette ville, n'ayant pas demeuré long-temps à Sienne, où il n'avait pu réussir dans son projet. On ne doutait pas que si les impériaux s'avançaient le duc d'Urbin et le marquis de Saluces ne fissent retirer leur armée sous les murs de Florence; ils disaient néanmoins hautement qu'ils se posteraient à Orviette, à Viterbe ou dans le Siennois vers Chiusi et Sarriano, pour fermer le chemin de la Toscane aux impériaux. Lautrec n'avait plus alors de prétexte pour temporiser; l'infanterie allemande qu'il attendait était arrivée; néanmoins il se tenait toujours à Parme, où il s'était arrêté; les citadelles de cette place et de Plaisance étaient à sa disposition, et il avait déjà tiré près de cinquante mille ducats de ces deux villes et de leurs territoires. On croyait que son dessein était non-seulement de les garder l'une et l'autre pour la France, mais encore de faire tomber le gouvernement de Bologne à la famille de Peppoli, pour tenir cette ville dans la dépendance du roi; mais la liberté du pape détruisit tous ces projets.

L'empereur n'avait pas d'abord paru disposé à rendre la liberté à Clément, car après avoir

(1) Hippolyte d'Este, né le 24 août 1509. Il fut légat en France sous Pie IV, et il mourut à Rome le 2 décembre 1572.
(2) Hercule Rangone, fait cardinal en 1517 par Léon X.

appris sa détention il avait été plus d'un mois sans penser seulement à délibérer sur ce sujet; mais quand il sut que Lautrec marchait en Italie et qu'il vit Henri VIII penser sérieusement à la guerre, il fit partir le général de l'ordre de Saint-François et Veri de Migliau avec ses ordres et ses pouvoirs pour le vice-roi. La mort de Lannoy, arrivée à Gaëte lorsque le général y arriva, rendit don Hugues de Moncada maître de la négociation, parce que les pouvoirs le regardaient aussi; d'ailleurs le vice-roi en mourant l'avait nommé à sa place, jusqu'à ce qu'il plût à l'empereur d'en ordonner autrement. Le général ayant conféré avec lui du sujet de son voyage, il se rendit à Rome accompagné de Migliau. Il y avait deux articles sur lesquels l'empereur insistait davantage : l'un portait que le pape payât les grandes sommes dues à l'armée; l'autre qu'il donnât des assurances suffisantes qu'il ne se lierait pas avec les ennemis de l'empereur, lorsque ce prince lui aurait rendu la liberté; en conséquence on exigeait de lui des otages et des places, ce qui fit traîner la négociation en longueur. Le pape pressait de tout son pouvoir, mais secrètement, le général français de faire avancer ses troupes, et il l'assurait que son intention était de ne rien promettre aux impériaux qu'il n'y fût forcé; qu'en ce cas il ne tiendrait aucune de ces promesses lorsqu'il serait en liberté et en lieu sûr, ajoutant qu'il ne leur donnerait sur lui que le moins d'avantages qu'il pourrait, et que s'il traitait avec eux, il le priait de considérer la nécessité où il se trouvait et sa triste situation.

Pendant cette négociation les otages se sauvèrent secrètement de Rome vers la fin de novembre; leur fuite mit les impériaux dans une extrême colère, et rendit la conclusion du traité plus difficile. D'ailleurs les ministres de l'empereur étaient partagés dans cette affaire; à la vérité Moncada avait envoyé Serenon, son secrétaire, à Rome avec les autres députés, mais sa malignité naturelle et l'aversion qu'il avait pour Clément ne le disposaient pas beaucoup à mettre fin aux chagrins de ce pontife. Le général y travaillait au contraire avec ardeur par le désir d'être cardinal, mais Migliau traversait ouvertement sa bonne volonté, soutenant qu'on ne pouvait pas mettre le pape en liberté sans péril pour l'empereur; il se retira même à Naples lorsqu'il vit qu'il ne pouvait rien gagner sur l'esprit du général; il porta dans la suite la peine de sa dureté, car il fut tué d'un coup d'arquebuse au commencement du siége de cette ville.

Le pape ne s'oubliait pas dans cette négociation; il mit dans ses intérêts Jérôme Morone, dont les conseils étaient d'un grand poids auprès des impériaux; ce fut en lui promettant pour plus de douze mille ducats de blés qu'il avait à Corneto et en conférant l'évêché de Modène à son fils; mais rien ne servit tant au pape que de gagner adroitement le cardinal Colonna. Ce cardinal étant allé lui rendre visite au château Saint-Ange, Clément lui promit la légation de la Marche, et l'assura qu'il ne voulait devoir sa liberté qu'à lui seul, insinuant habilement à cet homme vain qu'il ne pouvait jamais acquérir une plus grande gloire ni paraître plus favorisé de la fortune qu'en montrant à toute la terre qu'il était en son pouvoir d'abaisser les souverains pontifes et de les relever après les avoir accablés. Colonna reçut avidement des impressions qui chatouillaient si doucement son orgueil, et il mit tout en œuvre pour procurer la liberté du pape; il fut même assez crédule pour se persuader que Clément, qui le priait avec tant de soumission et les larmes aux yeux de mettre fin à sa prison, oublierait en liberté tous les outrages qu'il avait reçus de sa part.

Enfin l'empereur envoya de nouveaux ordres favorables au pontife. Ce prince voulait qu'on lui rendît la liberté de la manière la plus agréable qu'il serait possible, ajoutant qu'il serait content du pape pourvu qu'il observât une exacte neutralité entre les différents partis. On crut que cette extrême facilité était le fruit de la nécessité où il se trouvait de faire passer une armée dans le royaume de Naples pour s'opposer aux desseins de Lautrec; il n'y avait d'autre moyen d'y déterminer les troupes qu'en leur assurant le paiement de tout ce qui leur était dû; car quelque considérable que fût le butin qu'elles avaient fait à Rome, elles ne voulaient pas s'en contenter; ce fut encore cette raison qui fit négliger de prendre à l'égard du pape les sûretés nécessaires pour l'avenir. Le traité fut donc conclu le dernier de novembre avec le général et Serenon; ce dernier représentait Moncada, qui ratifia depuis tout ce dont on était convenu. Il portait : que le pape ne ferait rien

contre les intérêts de l'empereur par rapport au Milanais et au royaume de Naples; qu'il lui permettrait de lever l'impôt de croisade en Espagne et des décimes sur le clergé dans tous ses États; que les villes d'Ostie et de Civita-Vecchia, précédemment livrées par André Doria, resteraient entre les mains de l'empereur pour sa sûreté; qu'on lui remettrait encore la citadelle de Forli, et Civita-Castellana que le procureur fiscal Mario Perusco, qui était entré dans le château de cette place par un ordre secret du pape, n'avait pas voulu livrer aux impériaux; qu'on donnerait en otage Hippolyte et Alexandre de Médicis, neveux de Clément, jusqu'à ce que les cardinaux Pisani[1], Trivulce[2] et Gaddo[3] fussent revenus de Parme (ces prélats devaient être les véritables otages, et en effet à leur retour ils furent conduits dans le royaume de Naples); que le pape paierait actuellement soixante-sept mille ducats aux Allemands et trente-cinq mille aux Espagnols, après quoi il pourrait sortir du château Saint-Ange et de Rome avec les cardinaux, et qu'il serait réputé libre dès qu'il serait à Orviette, à Spolette ou à Pérouse; que quinze jours après sa sortie de Rome, il donnerait une pareille somme aux Allemands, et qu'à l'égard du reste qui, avec l'argent déjà fourni se montait à plus de trois cent cinquante mille ducats, il le paierait dans le terme de six mois, partie à ces derniers et partie aux Espagnols, suivant ce qui leur serait assigné.

Afin de pouvoir remplir ces engagements, le pape ayant recours, pour finir sa prison, aux moyens qu'il n'avait pas voulu employer pour l'éviter, vendit la pourpre romaine à des hommes la plupart indignes de cet honneur; et pour le reste il accorda des décimes dans le royaume de Naples et la permission d'aliéner les biens de l'Église; ainsi le vicaire de Jésus-Christ, par un jugement impénétrable de la Providence, faisoit servir à la subsistance des hérétiques les choses destinées au service de Dieu. Outre les sûretés qu'il donna pour tous ces paiements, il fallut encore qu'il livrât les cardinaux Cesis[4] et Orsino[5] qui furent conduits à Grotta-Ferrata par le cardinal Colonna.

(1) François Pisani, Vénitien, créature de Léon X.
(2) Augustin, dont il est parlé ci-dessus.
(3) Nicolas Gaddo, Florentin, de la création de Clément VII.
(4) Paul Cesis, Romain, créature de Léon X.
(5) François, dont il est parlé ci-dessus.

Après qu'on eut reglé toutes ces choses il fut arrêté que le 9 décembre les Espagnols conduiraient le pape en lieu de sûreté; mais ce pontife, craignant qu'il n'arrivât quelque changement soit de la part de don Hugues dont il connaissait la mauvaise volonté, soit par quelque accident, se déguisa en marchand et sortit du château Saint-Ange à l'entrée de la nuit qui précéda le jour dont on était convenu pour sa délivrance. Louis de Gonzague, officier dans les troupes impériales, qui l'attendait dans la prairie avec une troupe d'arquebusiers, l'escorta jusqu'à Montefiascone d'où, renvoyant presque tous ses soldats, il le conduisit à Orviette. Le pape y arriva de nuit, presque seul, et n'ayant aucun des cardinaux avec lui.

Ce fut un événement bien digne de remarque et dont peut-être il n'y avait point eu d'exemple depuis la grandeur temporelle de l'Église, de voir un pape privé de toute sa gloire et dépouillé de ses États, sortir de sa prison au bout de quelques mois pour rentrer dans toute sa puissance avec le même éclat qu'auparavant; preuve sensible du respect des princes chrétiens et de la vénération des peuples pour la majesté pontificale.

Lautrec étant parti de Plaisance, Antoine de Lève fit sortir de Milan l'infanterie espagnole et italienne pour reprendre les plus petites places et pour faciliter les convois; il se saisit donc de cette partie du territoire qu'on appelle Sepri, et il envoya aussi Philippe Tornellio avec douze cents hommes de pied et quelque cavalerie à Novare, où il y avait une garnison de quatre cents hommes des troupes du duc de Milan. Tornellio y entra par le château qui était toujours demeuré au pouvoir de l'empereur, et s'empara facilement de la place, où il ne trouva presque point de résistance; ensuite il renvoya les soldats de la garnison, après leur avoir ôté leurs bagages, et il resta dans cette ville pour faire des courses aux environs; mais il ne lui fut pas facile de pénétrer bien avant, parce que le duc de Milan avait joint aux Allemands qui étaient à Arona et à Mortara d'autre infanterie pour défendre la Lomellina; c'est pourquoi il n'y eut en ces quartiers que de légères rencontres, et on ne s'occupait de part et d'autre qu'à piller sans distinction d'amis ni d'ennemis, et qu'à ruiner tout-à-fait le pays.

Dans ce temps-là André Doria joignit avec

son escadre quatorze galères françaises et seize des Vénitiens dans le port de Livourne ; Renzo de Ceri étant monté sur cette flotte avec trois mille hommes de débarquement, il mit à la voile le 10 novembre. On avait d'abord eu dessein d'attaquer la Sicile, mais on prit ensuite le parti de faire une descente en Sardaigne, dont on prit la route. Ce fut, si l'on en croit l'opinion publique de ce temps-là, par le conseil de Doria, qui peut-être méditait dès lors des projets secrets ; Lautrec approuva cette expédition, dans l'espérance que la prise de cette île faciliterait la conquête de la Sicile; mais les galères ayant été séparées par un gros temps, elles furent jetées sur différentes côtes ; il en périt une des françaises à la hauteur de la Sardaigne, et quatre des vénitiennes revinrent à Livourne en fort mauvais état ; les treize autres de France furent poussées à l'île de Corse, où elles rejoignirent à Porto-Vecchio quatre de celles des Vénitiens ; les huit autres furent poussées à Livourne par les vents. L'entreprise ayant échoué de cette manière, elle ne servit qu'à brouiller Doria et Renzo de Ceri.

Lautrec, ayant appris à Reggio que le pape était libre, remit le château de Parme entre les mains des officiers de l'Eglise et se rendit à Bologne, où il attendit le reste des Allemands. Ils arrivèrent peu de jours après au nombre de trois mille, et non de six, comme on l'avait espéré. Lautrec resta vingt jours à Bologne pour attendre des nouvelles du roi touchant la négociation de la paix ; cependant il pressait vivement le pape de se déclarer ouvertement pour les confédérés, et il y employait même le crédit du roi d'Angleterre.

Dès que le pape fut à Orviette, le duc d'Urbin, le marquis de Saluces, Frédéric de Bozzole qui mourut bientôt après à Todi, et Louis Pisani, provéditeur des Vénitiens, s'y rendirent pour le féliciter sur sa liberté. Il leur fit de grandes instances pour les engager à retirer leurs troupes des Etats du Saint-Siége, disant que les impériaux lui avaient promis de le faire si les confédérés leur en donnaient l'exemple. Le pape avait écrit en même temps à Lautrec pour le remercier des démarches qu'il avait faites pour lui procurer la liberté, et du conseil qu'il lui avait donné d'employer toutes sortes de moyens pour se tirer d'affaire. Il ajoutait que sa marche vers Rome avait été d'un si grand poids qu'elle avait déterminé les impériaux à conclure, et qu'ainsi il avait autant d'obligation au roi et à ce général que s'ils l'eussent tiré de prison par la force des armes; qu'il aurait volontiers attendu la liberté de leurs efforts, mais que se voyant proposer chaque jour des conditions plus dures et sa prison devenir plus étroite, ce qui mettait son autorité et le Saint-Siége dans un plus grand péril, il avait été forcé de prendre le parti de traiter ; qu'au reste son premier motif dans cet accommodement avait été l'espérance d'être médiateur d'une paix solide entre le roi son maître et les autres princes chrétiens.

Tels furent d'abord les discours de Clément, si convenables dans la bouche du père commun des chrétiens, et surtout d'un pape que Dieu venait d'éprouver par un si triste revers ; mais la prison n'avait pas corrigé son caractère, et Clément n'y avait dépouillé ni ses artifices, ni son ambition ; c'est pourquoi, lorsque, dans les premiers jours de l'année 1528, les envoyés de Lautrec et Grégoire Casal, ambassadeur du roi d'Angleterre, se rendirent à sa cour pour le prier de se joindre aux confédérés, il leur donna des réponses différentes dans les diverses audiences qu'il leur accorda ; tantôt il promettait beaucoup, tantôt il apportait pour excuse l'inutilité de la démarche qu'il ferait en se déclarant dans une conjoncture où il se trouvait sans argent, sans troupes et sans crédit, et le tort que cette conduite pourrait lui faire en autorisant les impériaux à le persécuter ; enfin il promettait de se déclarer dès que Lautrec se serait mis en marche. En effet, il souhaitait avec passion que ce général s'approchât de Rome, d'où les Allemands auraient été contraints de sortir au bruit de son arrivée. Ils achevaient de ruiner cette malheureuse ville et son territoire ; et ne connaissant plus discipline ni subordination, ils se mutinaient sans cesse, exigeant pour partir qu'on leur donnât encore de l'argent.

On ne doutait pas à la fin de l'année précédente que la négociation ne fût infructueuse[1] et qu'elle ne servît qu'à mettre plus d'aigreur dans les esprits. On en fut encore plus sûr au commencement de l'année 1528. Presque toutes les difficultés avaient disparu ; l'empereur n'é-

(1) Les conférences se tenaient dans la ville de Palenca. Les actes en sont imprimés.

tait pas éloigné de rendre le duché de Milan à François Sforze ni d'accommoder ses différends avec la république de Venise, Florence et les autres confédérés, et le seul point qui suspendît encore la conclusion du traité était de savoir si l'on commencerait par rappeler l'armée française d'Italie ou par rendre les enfants du roi de France. François I insistait sur le dernier parti, offrant même de donner des otages à Henri VIII pour sûreté des obligations auxquelles il se soumettait en cas que l'armée française ne sortît pas d'Italie après la liberté des princes. L'empereur exigeait au contraire la retraite de l'armée avant de rendre les enfants du roi, et consentait à donner aussi des otages à l'Angleterre pour assurer la France de la sincérité de ses promesses. L'embarras était d'engager l'un des deux à se fier à l'autre. Charles s'excusait de faire le premier pas, parce qu'on l'avait déjà trompé une fois. Les ministres de France répondaient : que plus l'empereur croyait avoir été trompé, moins le roi de France pouvait compter sur ses promesses; qu'au reste, les sûretés offertes de part et d'autre n'étaient pas égales, parce que l'obligation que s'imposerait S. M. I. était bien plus importante que ce que leur maître s'engageait à faire, et qu'ainsi les otages de l'empereur ne pouvaient pas rassurer le roi. Ils ajoutaient que les ministres d'Angleterre avaient à la vérité le pouvoir de lier leur maître à la garantie des promesses du roi de France; mais qu'ils n'en avaient point pour rendre Henri responsable des promesses de l'empereur, et que leurs pouvoirs étant limités, tant par rapport à ce prince qu'au temps de la négociation, ils ne pouvaient ni les dépasser ni attendre plus long-temps. On ne put trouver d'expédient pour lever cette difficulté, parce que dans le fond l'empereur n'était pas si porté à la paix que son conseil, et qu'il se persuadait que, supposé qu'il eût perdu le royaume de Naples, il serait toujours à portée d'y rentrer en rendant la liberté aux enfants du roi. D'ailleurs on crut que le grand-chancelier, déjà depuis long-temps de retour en Espagne, avait troublé la négociation de la paix par de mauvaises difficultés.

Enfin les ambassadeurs de France et d'Angleterre, conformément à ce que portaient leurs instructions, en cas qu'ils perdissent l'espérance de faire la paix, résolurent de prendre congé de l'empereur, qui était alors à Burgos avec sa cour, et de lui déclarer la guerre en partant. Ils se présentèrent donc à l'audience de ce prince le 21 janvier avec les ambassadeurs de Venise, du duc de Milan et des Florentins. L'Anglais demanda le paiement des quatre cent cinquante mille ducats que son maître avait prêtés à S. M. I.; de six cent mille dont Charles avait contracté l'obligation en n'épousant pas la princesse d'Angleterre, et de cinq cent mille pour les pensions de France et pour d'autres obligations. Pour donner plus de poids à cette démarche, tous les ambassadeurs lui demandèrent en même temps la permission de se retirer. L'empereur répondit qu'il délibérerait sur leur proposition, mais qu'il ne leur permettrait point de partir que les ambassadeurs qu'il avait à la cour de leurs maîtres ne fussent en sûreté. Ces ministres ne furent pas plus tôt sortis que les hérauts de France et d'Angleterre[1] entrèrent pour déclarer la guerre à l'empereur, qui parut l'accepter avec joie. Il fit ensuite conduire les ambassadeurs de France, de Venise et de Florence à un village éloigné de trente milles de la cour, et leur donna une garde qui leur interdit tout commerce et même la liberté d'écrire; on fit défense à celui du duc de Milan, comme sujet de l'empereur, de quitter la cour; à l'égard de l'Anglais on le laissa libre.

La négociation étant ainsi rompue, on ne songea plus qu'à la guerre, qui se réduisit tout entière à l'Italie. Dès le 9 janvier Lautrec partit de Bologne, pressé par les ordres du roi son maître et plus encore par le roi d'Angleterre, et il prit le chemin du royaume de Naples par la Romagne et par la Marche d'Ancône. Le pape et les Florentins souhaitaient qu'il passât par la Toscane et par Rome, le premier, par le motif qu'on a rapporté plus haut, et pour faire servir l'armée au rétablissement de Fabio Petrucci et du parti du Monte-dei-Nove à Sienne, et les autres afin d'avoir du secours en cas que les impériaux attaquassent la Toscane pour faire diversion; mais Lautrec, après y avoir mûrement réfléchi, préféra la première route malgré leurs instances, jugeant qu'il serait plus facile d'y voiturer l'artillerie et d'y trouver des vivres que dans la dernière. D'ailleurs, vou-

(1) Guyenne pour le roi de France et Clarence pour Henri VIII.

lant entrer dans le royaume de Naples sans rencontrer d'obstacles, il évitait par là ceux qui auraient pu l'arrêter à Sienne ou ailleurs de la part des impériaux. Après que ce général fut parti de Bologne, Jean de Sassatello, qui pendant la prison du pape s'était emparé d'Imola, lui rendit cette place. Lautrec engagea Sigismond Malatesta, fils de Pandolphe, à rendre aussi au pape la ville de Rimini, à condition que Clément laisserait jouir la mère de Sigismond de sa dot, qu'il donnerait six mille ducats à sa sœur qui n'était pas mariée, et qu'il assignerait deux mille ducats de rente à son père et à Sigismond lui-même. Il fut stipulé qu'il sortirait actuellement de Rimini, mais que son père y resterait jusqu'à ce que le pape eût ratifié ce traité, et que cependant la citadelle serait remise entre les mains de Guy Rangone son cousin, qui, s'étant mis à la solde du roi de France, suivait Lautrec; mais le pape ayant différé d'accomplir ces conditions, Sigismond rentra une seconde fois dans Imola. Le pape en fit de grandes plaintes contre Rangone, comme s'il y eût eu de la collusion de sa part, et il soupçonna même Lautrec et les Vénitiens d'y avoir consenti pour l'empêcher de sortir d'embarras.

Aussitôt que le pape fut en liberté, il envoya l'archevêque de Siponte à Venise pour redemander Ravenne, mais le sénat ne fit d'autre réponse à ce prélat sinon : que Gaspard Contarini, nommé ambassadeur de la république auprès de Sa Sainteté, en conférerait avec elle. A la vérité les Vénitiens avaient publié d'abord qu'ils n'avaient d'autre dessein en s'emparant de Ravenne que de garder cette place pour le Saint-Siége, mais ils étaient au fond bien éloignés de lui rendre une ville si fort à leur bienséance pour étendre leur domination dans la Romagne. D'ailleurs ils songeaient à profiter de la fertilité de son territoire et des pays voisins pour entretenir l'abondance à Venise, dont plusieurs habitants possédaient de grands biens dans ces quartiers.

Le pape se défiait de Lautrec parce qu'il avait mécontenté ce général qui, outre les instances qu'il lui avait faites de se déclarer contre l'empereur, avait encore envoyé vers lui, depuis son départ de Bologne, le comte de Vaudemont, capitaine général de l'infanterie allemande, pour l'en presser de nouveau et lui représenter qu'il pouvait le faire sans péril, puisque l'armée allait au royaume de Naples. Longueville[1], député par le roi pour le même sujet, s'était aussi rendu auprès de Clément; mais ils n'avaient pu rien obtenir ni l'un ni l'autre. Le pape ne refusait pas absolument, mais il usait de remises et de prétextes, et tout récemment il venait d'offrir au roi de se déclarer, à condition que les Vénitiens lui rendraient Ravenne; il n'ignorait pas que ce qu'il demandait était impraticable, le roi n'étant pas en état d'y forcer les Vénitiens et n'y ayant pas d'apparence qu'il voulût se brouiller avec eux à cette occasion.

D'ailleurs le pape avait refusé à Lautrec de ratifier le traité de Ferrare, sous prétexte qu'il se déshonorerait s'il approuvait, pour ainsi dire, après sa résurrection, une chose faite sous son nom pendant qu'il était mort, ajoutant qu'il ne refusait pas de traiter avec le duc de Ferrare, mais qu'il voulait le faire comme si toutes choses étaient encore entières. Cette conduite du pape était cause que le duc différait d'envoyer à Lautrec les cent hommes d'armes promis et de payer les sommes convenues, parce que ne sachant où ces difficultés aboutiraient, il ne voulait pas se lier au roi de France de façon qu'il ne lui restât aucun moyen d'apaiser l'empereur. Il avait même eu la précaution de prévenir à tout événement ce prince, en lui faisant de grandes excuses de la démarche à laquelle la nécessité l'avait, disait-il, obligé, et il défrayait toujours Georges Fronsberg et André de Burgos à Ferrare. Malgré ces délais, Lautrec ne laissa pas de continuer sa marche; il arriva le 10 février sur les bords du Tronto, qui sépare les Etats du Saint-Siége d'avec le royaume de Naples.

Lorsque le roi de France apprit que l'empereur faisait garder son ambassadeur en Espagne, il fit mettre le ministre impérial[2] au Châtelet de Paris, et donna ordre d'arrêter tous les sujets de ce prince qui commerçaient dans le royaume. Le roi d'Angleterre en usa de même à l'égard de l'ambassadeur de Charles V; mais ayant appris qu'on avait laissé le sien libre en Espagne, il le fit remettre d'abord en liberté.

(1) Louis d'Orléans, duc de Longueville, deuxième du nom; il avait succédé à Claude son frère, mort sans postérité au siége de Pavie.

(2) Nicolas Percunot, seigneur de Granvelle.

La guerre ayant déjà été publiée en France, en Angleterre et en Espagne, François I pressait Henri VIII d'attaquer la Flandre conjointement avec lui, et il commença même à faire ravager ces provinces par ses troupes. On s'y tint simplement sur la défensive, Marguerite d'Autriche, qui voulait éviter tout sujet de rupture en ce pays, n'ayant pas permis qu'on usât de représailles.

Le roi d'Angleterre avait beaucoup de répugnance pour la guerre de Flandre. A la vérité il était de son intérêt de se mettre en possession des places que l'empereur avait promis de consigner pour sûreté des sommes dues à l'Angleterre; par le traité qu'il venait de faire avec la France, ces villes devaient lui être remises dès qu'on s'en serait emparé; mais il lui importait encore davantage de ne pas troubler le commerce de ses sujets dans ces provinces, commerce dont ils retiraient de grands avantages et qui lui rapportait des revenus considérables. Cependant, comme il ne pouvait se refuser ouvertement aux instances de la France, il temporisait de tout son pouvoir; il alléguait entre autres raisons que le traité lui accordait quarante jours pour donner le temps aux marchands anglais de sortir des Pays-Bas. Le roi de France, pénétrant ses intentions sur ce sujet, lui fit proposer, au lieu de faire la guerre en Flandre, d'attaquer conjointement par mer les côtes d'Espagne, où il prétendait avoir des intelligences. Cette seconde tentative engagea Henri à faire passer en France l'évêque de Bath, pour persuader au roi d'abandonner toute entreprise au-delà des Pyrénées, afin d'agir plus fortement en Italie. On convint que pendant huit mois il ne serait fait aucune hostilité de la part des rois de France et d'Angleterre en Flandre, ni dans les autres provinces des Pays-Bas; et pour y faire consentir François I, Henri s'obligea à payer à l'avenir trente mille ducats par mois pour la guerre d'Italie, les six mois dans lesquels il s'était obligé d'y contribuer étant expirés.

Pendant que l'on se préparait à la guerre de part et d'autre, la haine croissait de jour en jour entre Charles et François, qui saisissaient toutes sortes d'occasions pour s'aigrir autant par des bravades que par des hostilités réelles. Dès le temps que le président de Grenoble négociait la paix avec l'empereur à Grenade, en 1526, Charles V fit entendre à ce ministre que, pour empêcher que les peuples ne souffrissent de leurs divisions, il viderait volontiers ses différends avec le roi dans un combat singulier; et tout récemment, lorsque le héraut de France lui déclara la guerre, il avait tenu les mêmes discours en sa présence, ajoutant que le roi son maître avait manqué vilainement à sa parole. Ces discours ayant été rapportés à François I, il crut son honneur intéressé à y répondre, quoique de pareils défis, peut-être excusables dans de simples gentilshommes, ne convinssent en aucune manière à de si grands princes. François, piqué de ces injures, assembla, le 27 mars, dans une grande salle de son palais à Paris, tous les princes, les ambassadeurs et toute sa cour. Il y entra vêtu d'habits superbes et entouré d'une foule de courtisans; ensuite, s'étant assis sur son trône, il ordonna qu'on fît entrer l'ambassadeur de l'empereur. Il avait été réglé que ce ministre, qui sollicitait son départ avec chaleur, serait conduit à Bayonne pour y être échangé avec ceux des confédérés qu'on devait aussi faire trouver dans cette ville. Le roi commença par excuser la violence dont on avait usé à son égard par la conduite inouïe de Charles V, qui, contre le droit des gens, avait fait arrêter ses ambassadeurs et ceux de ses alliés. Il le pria ensuite de rendre une lettre à l'empereur, et il ajouta : « Dites-lui de ma part que quand il a dit à mon héraut que j'ai manqué à ma parole [1], il a dit un mensonge, et qu'il mentira toutes les fois qu'il le dira. Au reste, je n'attends d'autre réponse sinon que votre maître désigne un lieu pour vider nos différends par un combat singulier. » L'ambassadeur n'ayant pas voulu se charger de la lettre ni de la commission, le roi répliqua qu'il ferait donc savoir ses intentions à l'empereur par un héraut. Il dit encore qu'il n'ignorait pas que le roi d'Angleterre, son frère, n'avait pas été épargné dans les discours de Charles, mais qu'il n'en parlait pas parce que ce prince saurait en tirer vengeance par lui-même; et cependant, que si la moindre indisposition empêchait Henri de satisfaire son ressentiment, il offrait de se battre à sa place..

Le roi d'Angleterre envoya de son côté un

(1) *Il en a menti par la gorge!* Ce sont les propres termes de François I.

cartel à l'empereur avec les mêmes cérémonies. De tels défis n'honoraient pas beaucoup les princes chrétiens, surtout dans un temps où il était question de grandes affaires dont le sort de toute la chrétienté dépendait.

CHAPITRE VI.

Motifs qui firent décider le roi d'Angleterre à sortir de la communion catholique. Doria se retire à Gênes. Navarro s'empare d'Aquila. Lautrec marche avec son armée sur Naples. Melfi pris par les Français. Mort de Vespasien Colonna. Cruautés des impériaux à Milan. Philippe Doria à Naples. Lautrec campe sous les murs de Naples.

Le soin de la guerre ne faisait pas oublier à Henri ses amours. Sa passion pour les femmes l'ayant insensiblement rendu furieux, elle le plongea dans un abîme d'horreurs et de crimes qui ont attaché une flétrissure éternelle à sa mémoire, et lui faisant perdre le titre glorieux de Défenseur de la foi, dont Léon X avait récompensé son attachement au Saint-Siége, et ce zèle qui l'avait porté à faire composer sous son nom un livre[1] contre l'hérésie de Luther, elle changea ce roi en un cruel persécuteur de la religion catholique.

Henri VIII avait épousé Catherine, fille de Ferdinand et d'Isabelle, rois d'Espagne, princesse digne des souverains dont elle tenait le jour, et que sa vertu et sa prudence rendaient également chère et respectable à toute l'Angleterre. Elle avait d'abord été mariée, du vivant de Henri VII, à Arthur, son fils aîné; mais ce prince étant mort peu de temps après ce mariage, elle avait donné ensuite sa main à Henri, frère puîné de son premier mari, comme le souhaitaient son père et son beau-père; cette alliance s'accomplit à la faveur d'une dispense de Jules II. Elle n'eut qu'un fils et une fille de ce second mariage. La mort de ce fils donna occasion à plusieurs courtisans de murmurer; ils allèrent même jusqu'à dire qu'elle était la punition d'un mariage illicite et pour lequel on n'avait pu donner de dispense, les parties étant alliées au premier degré. Ces murmures, joints à la connaissance qu'avait le cardinal d'York, que le roi souhaitait passionnément avoir des enfants mâles, enhardirent ce favori à conseiller au roi de répudier Catherine sous prétexte d'affinité, et de contracter un second mariage.

(1) Henri VIII voulait qu'on le crût auteur de ce livre.

Ce n'était ni le scrupule ni l'envie qu'avait le roi d'avoir des enfants qui faisaient agir le cardinal d'York; mais sachant qu'il était universellement haï en Angleterre, il voulait engager le roi à épouser Renée[1], fille de Louis XII, dans la vue de s'assurer la protection de la France à tout événement, soit même du vivant de Henri VIII, soit après sa mort. Il y était encore excité par la haine qu'il avait conçue contre l'empereur[2], depuis que ce prince avait cessé de flatter son orgueil par sa déférence. Le grand pouvoir de Henri et le sien propre sur l'esprit du pape ne permit pas au cardinal de douter que ce pontife n'accordât tout ce qu'on exigerait de lui pour faire prononcer juridiquement ce divorce.

Henri VIII prêta l'oreille aux politiques conseils de Wolsey, moins persuadé par les motifs du cardinal que par l'amour qu'il avait pour une fille de la reine[3], malgré l'obscurité de sa naissance. Ce prince n'avait fait part de son dessein à personne, pas même à Wolsey; et lorsque ce secret vint à transpirer, le favori n'osa dissuader le divorce qu'il avait conseillé lui-même. Le roi avait déjà consulté des théologiens, des jurisconsultes et d'autres personnes sur la validité de son mariage; la plupart avaient répondu qu'il était nul, soit qu'ils le crussent ainsi, soit que, suivant la pente malheureusement trop commune à tous les hommes, ils voulussent flatter le prince.

A peine le pape fut-il en liberté que Henri VIII fit partir des ambassadeurs pour l'engager à entrer dans la ligue, et pour lui faire rendre Ravenne de la manière que Clément leur prescrirait. Mais le principal objet de l'ambassade était d'obtenir le divorce par un décret qui déclarât nul le mariage de Henri avec Catherine d'Aragon. Il ne doutait pas que le pape, dans la conjoncture présente, sans force, sans crédit, sans autre appui que le sien, et encore tout plein du bienfait récent de la liberté qu'il venait de lui procurer, ne saisît cette occasion de lui marquer sa reconnaissance; d'ailleurs le cardinal d'York pouvait beaucoup sur l'esprit

(1) D'autres historiens prétendent que c'était à Marguerite de Valois, sœur de François I et veuve du duc d'Alençon, que le cardinal Wolsey voulait marier Henri VIII; mais il n'y a pas d'apparence; car cette princesse avait épousé, dès l'année précédente, Henri d'Albret, roi de Navarre, depuis Henri IV.

(2) Charles était neveu de Catherine d'Aragon.

(3) Anne de Boulen.

du pontife, à cause des services qu'il avait rendus à Léon X et même à Clément. Enfin, pour faciliter cette affaire et pour empêcher que le pape ne prétextât la crainte du ressentiment de l'empereur, neveu de Catherine, le ministre anglais offrit de fournir à Clément une garde de quatre mille hommes, qui serait entretenue par son maître.

Quoique le pape sentît toute l'importance de cette affaire et la honte qui rejaillirait infailliblement sur sa personne s'il prêtait l'oreille aux vœux du roi d'Angleterre, néanmoins, se trouvant comme abandonné à Orviette, neutre encore entre l'empereur et le roi de France, et ne comptant que faiblement sur l'un et sur l'autre, il crut l'amitié du roi d'Angleterre très avantageuse dans la conjoncture où il se trouvait, et il n'eut pas la force de le refuser. Il témoigna donc un extrême désir de complaire à ce prince; mais tirant les choses en longueur, il faisait toujours envisager plusieurs difficultés dans les moyens qu'on proposait. Cette lenteur augmenta les espérances et les importunités de Henri et de ses ministres, et fut la cause d'une infinité de maux.

Vaudemont et Longueville s'étant rendus auprès du pape, ils n'en purent tirer que des réponses générales; mais il fit partir avec le dernier l'évêque de Pistoia, pour dire au roi que, se trouvant sans argent, sans troupes et sans autorité, sa déclaration ne serait d'aucune utilité pour la ligue; qu'il ne pouvait être que le médiateur de la paix, et que dans cette vue il avait donné ordre à ce même évêque de se rendre auprès de l'empereur afin de le presser d'y consentir, et même d'appuyer ses exhortations par des menaces. Le roi n'était pas éloigné d'approuver cette neutralité, mais il ne voulut pas permettre au nonce de passer en Espagne, craignant qu'il n'eût des ordres secrets d'y traiter d'autres affaires. L'empereur, de son côté, ne se plaignait point de cette neutralité.

Cependant il fut résolu que, tandis que Lautrec marcherait contre le royaume de Naples, l'armée navale ne demeurerait pas dans l'inaction; mais plusieurs difficultés l'engagèrent à y rester. Les douze galères vénitiennes qui étaient revenues à Livourne après l'expédition de Sardaigne, ayant été fort maltraitées par la tempête et manquant de vivres, firent voile vers Corfou le 10 février pour se remettre en bon état. Les Vénitiens promirent d'en fournir douze autres à leur place. Dans le même temps les bâtiments français et italiens, qui avaient également souffert du gros temps, étaient arrêtés par les différends d'André Doria et de Renzo de Ceri; cette mésintelligence fit décider que Doria, qui s'était rendu à Livourne avec toutes ses galères, mènerait les siennes à Naples, et que Renzo, qui était malade à Pise, irait attaquer la Sicile avec celles de France, et avec quatre autres commandées par frère Bernardino et pareil nombre de celles des Vénitiens[1]. Mais Doria s'étant retiré à Gênes, il y conduisit ses huit galères et autant de françaises, sous prétexte qu'il avait besoin de repos aussi bien qu'elles, soit que la chose fût vraie, soit qu'il méditât dès lors des projets secrets en faveur de Gênes.

Cette ville avait supplié le roi de France de lui permettre de se gouverner elle-même, et pour obtenir cette grace elle avait offert deux cent mille ducats, mais le roi n'avait pas voulu y consentir. On croyait que Doria, qui avait quelque part à la demande, piqué de ce refus, voulait empêcher le roi de s'emparer de la Sicile tant qu'il n'accorderait pas la liberté aux Génois. Ces derniers avaient encore un autre sujet de mécontentement. François I avait démembré la ville de Savone de l'Etat de Gênes, et ils craignaient qu'il ne la destinât à la retraite et à la construction de ses vaisseaux, ce qui, joint à la situation avantageuse de cette ville, y attirerait bientôt la meilleure partie du commerce et un grand nombre d'habitants, au préjudice de Gênes. Par cette raison Doria faisait tous ses efforts pour obtenir du roi que Savone fût remise dans son premier état.

Quand Lautrec fut devant Ascoli, il envoya Pierre Navarro avec son infanterie vers la ville d'Aquila, après que Teramo et Giulia-Nova eurent ouvert leurs portes au seul bruit de sa marche. Le marquis de Saluces suivait Lautrec avec ses troupes par le chemin de la Lionessa, et après lui venait un corps de cent cinquante chevau-légers et de quatre mille hommes de pied, des bandes noires florentines commandées par Horace Baglione. Les Vénitiens avaient promis

(1) On a vu ci-dessus que l'escadre des Vénitiens était de seize galères.

d'envoyer quatre cents chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie de leur armée qui était auprès de Rome, mais sans le duc d'Urbin. Enfin, pour suppléer aux troupes qu'ils étaient obligés de fournir dans la guerre de Naples, ils s'étaient engagés à payer vingt-trois mille ducats par mois. Ils promettaient encore d'avoir jusqu'au nombre de trente-six bâtiments dans l'armée navale destinée à l'expédition de la Sicile, mais ils agissaient avec tant de lenteur qu'il était bien facile d'apercevoir qu'ils se lassaient de faire tant de dépenses.

Le roi de France ne se comportait pas avec moins de négligence, et Lautrec fut informé dans ce temps-là que la somme de cent trente mille écus qu'on s'était obligé à lui fournir tous les mois, et dont il lui était dû environ un mois et demi, avait été réduite à soixante mille, qui ne devaient lui être payés que pendant les trois mois prochains. Ce général en fut au désespoir, et il dit hautement que le roi n'avait aucun égard à la raison ni à sa parole; que l'exemple du passé ne le corrigeait pas, et que c'était ainsi qu'il avait laissé perdre le Milanais, en faisant servir à l'expédition de Fontarabie les fonds et les forces destinés à la guerre

;: Pierre Navarro s'empara facilement d'Aquila. A son approche le prince de Melfi en sortit, et l'évêque de cette ville, fils du comte de Montorio, en prit possession au nom du roi. Les lansquenets à la solde des Vénitiens prirent aussi par composition Civitella, petite ville, mais forte, située à sept milles au-delà du Tronto, et ils prévinrent deux cents arquebusiers espagnols qui allaient s'y jeter. Toute l'Abruzze suivit l'exemple d'Aquila, et le royaume aurait bientôt imité cette province, si l'armée impériale ne fût enfin sortie de Rome.

Après des difficultés sans nombre de la part des soldats, qui voulaient être payés pour le temps qui s'était écoulé depuis que le pape était libre, l'armée partit enfin le 17 février, jour remarquable pour le peuple romain, qui commença dès lors à respirer de ses longues et cruelles souffrances. Il n'en fut pas encore absolument délivré; car à peine les troupes furent-elles sorties de la ville que l'abbé de Farfa et les autres seigneurs de la maison des Orsini y entrèrent à la tête des paysans de leurs terres, qui durant plusieurs jours y commirent de nouveaux désordres.

Le pillage de Rome par les impériaux lui fit perdre non-seulement la plupart de ses habitants, mais encore un grand nombre de statues, de colonnes et d'autres antiquités qui en faisaient l'ornement. Les Espagnols voulurent bien se mettre en marche sans recevoir d'argent; mais les Allemands exigèrent qu'on leur payât deux montres auparavant, et il fallut que le pape leur donnât vingt mille ducats pour sauver ce qui restait encore de la ville de Rome. Afin que Lautrec eût moins de sujets de plaintes, cet argent parut être la rançon des deux cardinaux otages; et par la même raison, vingt mille autres ducats, qui furent encore payés depuis aux Allemands, passèrent pour avoir été fournis par le peuple romain; mais Lautrec ne laissa pas de se plaindre hautement de ce que le pape avait aidé les ennemis à troubler ses conquêtes, qui, si les impériaux n'eussent point reçu ces secours, n'auraient souffert aucune difficulté. Ces derniers, suivant le bruit commun, sortirent de Rome au nombre de quinze cents chevaux, de quatre mille hommes d'infanterie, de deux ou trois mille Italiens et de cinq mille lansquenets seulement, tant la peste avait fait de ravages parmi ces dernières troupes.

Lautrec comptait aller à Naples par le chemin le plus court, mais ayant appris que les impériaux étaient en campagne, et considérant la difficulté qu'il y aurait à conduire son artillerie par la montagne s'il venait à les rencontrer, il résolut de prendre sa route par la Pouille en côtoyant la mer. Le dessein où il était de se munir de vivres en ce pays, pour n'en pas manquer s'il arrivait qu'il ne pût s'emparer de Naples, fut ce qui le détermina surtout à prendre ce parti. Il se rendit donc à Chieti, capitale de l'Abruzze Citérieure, qui est séparée de l'Ultérieure par la rivière de Pescara. Sermona et plusieurs autres villes, soit par affection pour le nom français, soit par haine contre les Espagnols, ouvrirent leurs portes lorsque l'armée n'était encore qu'à vingt-cinq ou trente milles de leurs murs. Au reste, si Lautrec ne faisait pas autant de diligence qu'il l'aurait pu, ce n'était que pour plus grande sûreté; d'ailleurs on croyait qu'il avait en vue de s'assurer du revenu de la douane[1], dont le recouvrement se fait au

(1) La douane des bestiaux, dont il est parlé plus haut.

mois de mars dans cinq villes de la Pouille et qui monte à quatre-vingt mille ducats, et que pour cet effet il devait y envoyer Pierre Navarro avec l'infanterie que celui-ci commandait. Lautrec était obligé de supporter l'humeur difficile de cet officier, qui nuisait beaucoup à la discipline militaire.

Ce général étant parti de Guasto, apprit qu'une partie de l'armée impériale que le prince de Melfi venait de joindre avec mille des lansquenets venus d'Espagne sous le vice-roi et deux mille italiens sortis d'Aquila s'avançait à Nocera, qui est à quarante milles de Termini, vers la mer; et qu'une autre partie était à Campobasso, aussi à trente milles de Termini, sur le chemin de Naples. A cette nouvelle il fit prendre les devants à Pierre Navarro, et il s'avança lui-même à la Serra à dix-huit milles de Termini, d'où il se rendit le 4 mars à San-Severo. Pierre Navarro s'étant approché de Nocera et ensuite de Foggia, il y fit entrer ses troupes dans le même temps que les Espagnols, qui s'étaient auparavant retirés à Troia, Barletta et Manfredonia, se présentaient aux portes opposées pour y entrer aussi. Ce succès donna de grandes facilités pour avoir des vivres.

L'armée de Lautrec consistait en quatre cents lances et en douze mille hommes d'infanterie. Ces derniers n'étaient pas d'excellentes troupes, mais il devait être joint par le marquis de Saluces, par les troupes vénitiennes et par les bandes noires des Florentins; il souhaitait surtout d'avoir cette dernière infanterie, parce qu'elle avait la réputation d'être aussi propre aux siéges qu'aucunes troupes qui fussent alors en Italie; qualité qui la lui faisait regarder comme nécessaire à rendre parfaite son armée, où il avait de bonnes troupes pour une bataille.

Lautrec ayant appris par le rapport de Pierre Navarro, qui était allé à la découverte, qu'il y avait dans Troia et aux environs cinq mille lansquenets, autant d'Espagnols et trois mille cinq cents Italiens, et ne pouvant tenir la campagne à cause de la rigueur de l'hiver, prit le parti de se retirer à Nocera le 8 mars avec toute l'infanterie et les chevau-légers. Ensuite le marquis de Saluces, qui venait d'arriver, alla par ses ordres à Foggia avec toute la gendarmerie et mille hommes de pied, et il ne laissa dans San-Severo que les ministres des alliés et tous les gens inutiles, avec une garde assez faible. Lautrec avait résolu de donner bataille à la première occasion; il y était déterminé par plusieurs raisons, mais surtout par la réduction de la somme qu'on lui avait promise, ce qui le mettait hors d'état de soutenir long-temps la guerre; il voulait se poster de manière qu'il pût attendre l'occasion de ne combattre qu'avec avantage. Il avait des vivres en abondance, mais il manquait de moulins pour faire de la farine. Les impériaux avaient rassemblé à Troia presque toutes les troupes qui étaient à Barletta et à Manfredonia; ils avaient aussi beaucoup de munitions de bouche, mais leurs soldats, à l'exception des Allemands, n'étaient point payés.

Le 12 mars Lautrec s'étant avancé à trois milles de Nocera et à cinq de Troia, les impériaux sortirent de leurs places. Le lendemain ils parurent encore sans artillerie et allèrent se poster sur la hauteur de Troia, lieu fort avantageux. Le 14 Lautrec, environnant cette colline du côté du midi vers la montagne et ayant tourné vers Troia, gagna le sommet après une longue et sanglante escarmouche; ensuite il chassa l'ennemi à coups de canon et se saisit du poste qu'il occupait; ainsi Troia et l'armée impériale se trouvèrent entre les troupes de Lautrec et San-Severo. Par ce moyen on coupait aux impériaux les secours qui pouvaient leur venir de Naples; d'ailleurs il leur était moins facile d'avoir des vivres, quoique, n'ayant ni bagages ni bouches inutiles, ils n'en eussent pas besoin d'une si grande quantité; mais d'un autre côté ils interceptaient les convois qui venaient de San-Severo, et ils tenaient en alarme cette ville qu'ils pouvaient attaquer avec une partie de leurs troupes sans que les Français s'en aperçussent.

Les deux armées restèrent dans cette situation jusqu'au 19, les Français campés au-delà de Troia, vers la montagne, et les impériaux en-deçà du côté de Nocera, sur un coteau d'une assiette fort avantageuse; mais la plupart des postes voisins étaient au pouvoir des Français. On se donnait mutuellement l'alarme toutes les nuits, et chaque jour il y avait de petits combats dans l'un desquels Marzio Colonna fut fait prisonnier. Les Français ne pouvaient faire venir des convois de San-Severo ni de Foggia

qu'avec de nombreuses escortes, à cause des coureurs ennemis, ce qui les incommodait un peu. Dans cet état les généraux de l'empereur délibérèrent sur ce qu'ils avaient à faire. Le marquis du Guast était d'avis qu'on donnât bataille, parce que l'armée française grossissait tous les jours, au lieu que la leur diminuait; mais Alarcon soutint qu'il y avait plus d'espérance de vaincre en se tenant sur la défensive et en gagnant du temps, que si l'on tentait le sort des armes. Ce dernier avis l'emporta.

Le 19 les impériaux, extrêmement incommodés par l'artillerie française, se retirèrent à Troia, et le 21 à la pointe du jour ils en sortirent pour aller à Ariano vers la montagne. Lautrec trouva beaucoup plus de vivres à Troia qu'il ne l'avait espéré, car il s'était imaginé que les ennemis en manquaient et qu'il les affamerait en fermant les passages. On attribua leur retraite au désir qu'ils avaient d'attirer les Français dans un lieu moins avantageux ou à la nouvelle qu'ils eurent que les bandes noires devaient arriver le lendemain au camp de Lautrec. Cette infanterie avait mis au pillage la ville d'Aquila sans avoir reçu aucune injure de la part des habitants, et seulement pour satisfaire son avidité.

Le 22 Lautrec campa à la Lionessa, sur l'Ofanto, qui est *l'Aufidus* des Latins, à six milles d'Ascoli, et il fit partir Navarro pour assiéger Melfi avec les bandes noires, son infanterie et deux canons. A peine la brèche eut-elle été ouverte que les Gascons se présentèrent à l'assaut; les bandes noires y montèrent aussi avec encore plus de furie, malgré l'ordre des officiers, et les deux nations s'obstinant à combattre à l'envi, elles essuyèrent long-temps le feu de la place qui les prenait en flanc; enfin ayant été repoussés, les Gascons y périrent en grand nombre, et les bandes noires y perdirent soixante hommes. Le soir même ils tentèrent un second assaut, mais il était trop tard, et ils furent aussi vigoureusement reçus que la première fois. La nuit suivante il arriva de nouvelle artillerie du camp de Lautrec, avec laquelle on dressa deux fortes batteries le lendemain. Alors les paysans, qui étaient dans la ville en grand nombre, commençant à trembler, se soulevèrent. Pendant que la garnison, composée d'environ six cents hommes, était occupée à les contenir, les assiégeants entrèrent dans la place et massacrèrent tous les paysans et les habitants. Les soldats se retirèrent dans le château avec le prince de Melfi, qui se rendit quelque temps après. Ils prétendirent que c'était à condition de la vie sauve, mais les assiégeants soutinrent que c'était à discrétion. On sauva le prince de Melfi et un petit nombre des siens; tout le reste fut passé au fil de l'épée. Trois mille hommes périrent à ce siége, et la ville fut mise au pillage; il s'y trouva beaucoup de vivres, qui furent d'un grand secours aux Français, car leur peu de précaution les avait mis dans le cas d'en manquer, même dans la Pouille, où ils se trouvent en abondance.

Le 24 les impériaux sortirent d'Ariano et vinrent se poster à la Tripalda, à vingt-cinq milles de Naples, sur le grand chemin de cette capitale et à quarante milles de l'Ofanto. Le vice-roi[1], le prince de Salerne et Fabrice Maramaüs les joignirent avec trois mille hommes et douze pièces de canon; et l'on disait que le capitaine Alarcon partirait de Naples à la tête de deux mille hommes pour mettre la douane en sûreté contre les efforts de Lautrec. Cependant ce général restait sur l'Ofanto pour faire une grande provision de vivres; toutes ses troupes étaient logées entre Ascoli et Melfi, et l'exemple de cette dernière ville avait engagé Barletta, Trani et toutes les autres places des environs, excepté Manfredonia où il y avait une garnison de mille hommes d'infanterie, à se rendre aussi. Il donna quatre mille hommes à Pierre Navarro pour aller faire le siége du château de Venosa, dont la garnison, qui était de deux cent cinquante Espagnols, se défendit avec beaucoup de valeur; néanmoins elle se rendit enfin à discrétion; les officiers restèrent prisonniers de guerre, et les soldats furent renvoyés sans armes. Cependant Lautrec faisait lever les droits de la douane, mais les désordres causés par la guerre furent cause qu'il n'en retira pas la moitié de ce qu'elle rapportait ordinairement. Le provéditeur Pisani le joignit alors avec les troupes vénitiennes, qui se montaient en tout environ à deux mille hommes de pied. Lautrec se pressait d'avoir des vivres de toute part, ce qui devint plus facile par la prise d'Ascoli, dont les Vénitiens se saisirent.

(1) Guicciardini n'a pas encore nommé le successeur de Charles de Lannoy à la vice-royauté de Naples. Il paraît par la suite que c'est don Hugues de Moncada.

Ce général, profitant de ses succès pour s'expliquer hardiment avec le pape, le pressait vivement de se déclarer en faveur de la ligue. Clément avait transféré sa cour à Viterbe, quoique d'abord il y eût trouvé de la difficulté; car les habitants, animés par Octavien des Spiriti, avaient refusé de recevoir un gouverneur de sa part, mais ils n'avaient osé soutenir cette démarche.

Sur ces entrefaites Vespasien Colonna étant venu à mourir et ayant ordonné par son testament le mariage d'Isabelle, sa fille unique, avec Hippolyte de Médicis, le pape se saisit sous ce prétexte de tous les biens du mort dans e territoire de Rome, quoique Ascanio prétenlît qu'ils devaient lui revenir au défaut de la igne masculine de Prosper Colonna. Dans ce nême temps Monopoli se rendit aux Vénitiens qui, suivant le dernier traité fait entre la 'rance et leur république, devaient avoir les orts du royaume de Naples dont ils étaient en ossession avant la bataille de la Ghiara-d'Adda; Monopoli était une de ces places.

Le duc de Ferrare, voyant les succès de la 'rance dans le royaume de Naples, ne balança lus à faire partir son fils pour aller accomplir n France le mariage qu'il avait artificieusenent différé, par la même raison pour laquelle avait refusé de commander en chef les troues de la ligue.

Quel que fût le danger du royaume de Nales, l'empereur n'y envoya d'Espagne que six ents hommes de pied qui, étant abordés en icile, n'y furent pas d'un grand secours; mais donna des ordres pour faire passer de nouelles troupes d'Allemagne en Italie sous les orres du duc de Brunswick. On faisait ces levées vec d'autant plus d'ardeur qu'on sentait comien elles étaient nécessaires pour arrêter les rogrès de Lautrec. Ces préparatifs des impéaux engagèrent les rois de France et d'Anleterre et les Vénitiens à prendre des mesues pour faire passer en Italie M. de Saint-Pol e la maison de Bourbon, avec quatre cents inces, cinq cents chevau-légers, cinq mille ommes de pied français, deux mille Suisses et eux mille lansquenets, pour les opposer au duc e Brunswick dans le royaume de Naples ou our les employer dans le Milanais conjointeent avec les troupes vénitiennes et celles de rançois Sforze. On faisait monter l'entretien de ce corps d'armée à soixante mille ducats par mois, dont le roi d'Angleterre devait fournir la moitié. Outre cela les Vénitiens résolurent, dans le conseil des Pregati, de lever encore mille hommes d'infanterie.

Durant toutes ces choses Milan gémissait toujours sous la plus cruelle oppression. Antoine de Lève, pour fournir au paiement des troupes, se rendit maître de tous les vivres, dont il fit des magasins, et comme il en réglait le prix à son gré, on était obligé de les payer bien cher pour ne pas mourir de faim; ainsi les pauvres, qui n'étaient pas en état de satisfaire son avarice, mouraient misérablement dans les rues. Ces exactions n'étaient pas encore capables d'assouvir l'avidité du soldat; il extorquait sans cesse de l'argent de ses hôtes, qu'il chargeait de chaînes quand ils ne lui donnaient pas ce qu'il demandait. Plusieurs s'étaient dérobés par la fuite à cette horrible persécution; et malgré les rigoureuses défenses faites à ce sujet et la vigilance des gardes, il s'en sauvait quelques-uns tous les jours. Ensuite on se mit à faire des poursuites contre les absens, dont on confisquait les biens; le nombre de ces procédures se multiplia si fort, que pour n'avoir pas la peine de les écrire on en fit imprimer des formules. Les endroits de la ville autrefois les plus fréquentés étaient pleins de ronces et d'orties; et la noblesse, réduite à une extrême misère, n'avait pas de quoi se couvrir, tandis que l'auteur de tant de maux, Antoine de Lève, favorisé de la fortune, vivait dans une heureuse abondance.

Le commandant de Mus, qui était à la solde de la ligue, mit sur ces entrefaites le siége devant la ville de Lecco; il avait six cents hommes de pied sous ses ordres. Il se saisit d'abord de toutes les barques qui étaient sur le lac, pour empêcher que la garnison de Côme ne pût venir au secours de la place. Antoine de Lève en ayant eu avis, manda la garnison de Novare, sortit de Milan à la tête des lansquenets et reprit le château d'Olgina sur l'Adda dont le commandant de Mus s'était emparé; il envoya aussi l'infanterie espagnole et italienne, sous les ordres de Philippe Tornellio, au secours de Lecco qui est de l'autre côté du lac. Le commandant, par le moyen des renforts qu'il reçut de la part du duc de Milan et des Vénitiens, et à la faveur de l'artillerie que ces der-

niers lui avaient envoyée, s'était emparé de tous les passages dans ces montagnes escarpées et les avait encore fait fortifier. Les impériaux, s'étant saisi de la hauteur qui est à l'opposite de la ville de Lecco et qui la commande, tentèrent vainement de forcer l'un de ces postes; enfin ils attaquèrent avec succès un de ceux que les troupes vénitiennes gardaient. Le commandant ne leur avait confié que les plus sûrs et les plus forts, soit parce qu'il ne comptait pas beaucoup sur elles, soit dans le dessein de les exposer moins. Il les soupçonna de s'être mal défendues par complaisance pour le duc de Milan qui désapprouvait le siége de Lecco. Quoi qu'il en soit, il fut obligé de se retirer; et tout ce qu'il put faire fut de sauver ses troupes et son artillerie sur ses barques. Quelque temps après, ce commandant embrassa le parti des impériaux, et il obtint d'Antoine de Lève, non-seulement Lecco, mais encore plusieurs autres places, sur lesquelles Jérôme Morone, qui négocia ce traité par lettres, lui céda ses droits. Cette affaire ne fut pas moins avantageuse pour Antoine de Lève; car le commandant, qui méditait de plus grands desseins et qui dans la suite prit le titre de marquis, lui donna trente mille ducats et envoya trois mille sacs de blé à Milan où l'on en avait un besoin extrême.

Cependant Lautrec, marchant contre Naples, arriva le 3 avril à Rocca-Manarda, ayant laissé cinquante lances, deux cents chevau-légers et environ deux mille hommes de troupes vénitiennes à la défense de la Pouille, où les impériaux ne possédaient plus que Manfredonia. Ceux-ci résolurent d'abandonner tout le pays pour s'enfermer dans les villes de Naples et de Gaëte, et après avoir pillé Nola et fait transporter à Naples les vivres qu'il y avait dans Capoue afin d'affamer les ennemis, ils allèrent camper sur le mont San-Martino, d'où ils se rendirent ensuite à Naples au nombre de dix mille hommes de pied, en partie Allemands, en partie Espagnols. Ils avaient congédié toute l'infanterie italienne, excepté six cents hommes commandés par Fabrice Maramaüs, et celle de Sciarra Colonna qui s'était retiré dans l'Abruzze.

Il ne resta qu'un petit nombre d'habitants à Naples, les nobles et tous ceux qui purent le faire ayant pris le parti de se réfugier dans les îles voisines et entre autres dans celles d'Ischia et de Capri. On disait qu'il y avait du blé dans la ville pour un peu plus de deux mois, mais peu de viande et de fourrages.

Capoue, Nola, Acerra, Averse et toutes les villes des environs se rendirent à Lautrec. Il demeura quatre jours à l'abbaye d'Acerra à sept milles de Naples. Il avait été obligé de faire de petites journées pour attendre les convois que la difficulté des chemins et l'inondation de la campagne causées par les pluies empêchaient de faire diligence. Il avait besoin de beaucoup de vivres; car le bruit courait qu'il y avait dans son armée plus de vingt mille chevaux et quatre-vingt mille hommes, dont les deux tiers, suivant la corruption qui s'est introduite de nos jours dans la milice, étaient inutiles. Ensuite il donna ordre à Simon Tebaldi, Romain, de se rendre dans la Calabre avec cent cinquante chevaux et cinq cents volontaires corses qui avaient passé de l'armée impériale dans la sienne.

Philippin Doria s'était déjà rendu sur les côtes de Naples avec les huit galères d'André son oncle et avec deux navires; il avait pris successivement trois vaisseaux chargés de grains; et ayant chassé à coups de canon les impériaux du poste de la Maddalena, il les tenait dans de continuelles alarmes. Mais comme son escadre n'était pas suffisante pour bloquer le port de Naples, Lautrec sollicitait les Vénitiens d'y joindre leurs seize galères qui, après un long séjour à Corfou, s'étaient rendues au port de Trani. Ces républicains, déjà maîtres de cette ville et de Monopoli, différaient de le contenter, dans le dessein de s'emparer encore de Pulignano, d'Otrante et de Brindes, préférant leur intérêt particulier au bien général, quoique le sort de la guerre dépendît de la prise de Naples.

Lautrec vint camper le 15 avril à Caviano, à cinq milles de Naples. Les impériaux, qui avaient beaucoup de chevau-légers, profitant de la négligence des Français, leur enlevèrent le même jour beaucoup de vivres dont ils commençaient à manquer; ils se saisirent aussi de Sant'-Ermo, situé au sommet du mont San-Martino, et le fortifièrent, afin que les Français ne pussent se servir de ce poste pour incommoder la ville de Naples qui en était commandée; d'ailleurs, étant maîtres de cette montagne, ils étaient à portée de défendre les approches de la meilleure partie de cette place. Il arriva dans

ce temps-là un accident qui fit espérer aux Français que la division pourrait se mettre parmi les ennemis : le marquis du Guast, s'étant battu pour une querelle particulière avec le comte de Potenza, blessa ce seigneur et tua son fils.

L'armée française s'avança le 21 à Casoria, à trois milles de Naples, et le même jour il y eut une rencontre sous les murs de la ville. Migliau, celui qui s'était opposé si opiniâtrément à la liberté du pape, pour laquelle il avait apporté lui-même les ordres de l'empereur, fut tué dans cette occasion. Le 22 Lautrec fit camper ses troupes à un mille et demi de Naples et défendit les escarmouches comme tout-à-fait inutiles; Pozzuolo se rendit à lui. Enfin le 29 avril il investit la ville de Naples, et il posta son armée entre Poggio-Reale, palais magnifique bâti par Alphonse II dans le temps qu'il était duc de Calabre, et le mont San-Martino, étendant ses quartiers jusqu'à un demi-mille de la ville; ensuite ayant pris le sien au-delà de Poggio-Reale, à la maison du duc de Monte-Alto, avantageusement située, il la fit encore fortifier et il fit camper des troupes jusque vers le chemin de Capoue. Par ce moyen il privait Naples de la commodité des aqueducs de Poggio-Reale, et il comptait prendre encore un autre poste plus avancé sur la hauteur qui est au-dessus du mont Sant'-Ermo, afin de serrer la ville de plus près.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Siége de Naples. Détresse des impériaux. Combat naval entre eux et Doria. Déroute de l'armée de l'empereur suivie de la perte de plusieurs généraux et de plusieurs places. Lève reprend Pavie et est forcé de la céder. Sforze s'empare de Lodi. Arrivée du duc de Brunswick en Italie. Conduite de Doria vis-à-vis de l'empereur. Les Français quittent la ville de Gênes. Désastres de Lautrec dans le royaume de Naples. Sa mort. Marche victorieuse des impériaux. Retour de l'empereur en Italie et son couronnement. Orange fait la guerre aux Florentins. Le duché de Milan rendu à Sforze. Paix générale en Italie.

CHAPITRE PREMIER.

Lautrec met le siége à Naples. Combat naval. Mort de Hugues. Victoire des Français. Famine et peste à Naples. Castellamare et autres places se rendent à Lautrec. Difficultés du siege. Les Français commencent à plier. Le duc de Brunswick avec l'armée en Italie. Lodi est assiégé par les impériaux. Les Allemands se mutinent. Projets du pape sur Florence.

Lautrec ne se fut pas plus tôt approché de la ville de Naples qu'il assembla le conseil de guerre pour délibérer s'il assiégerait cette place dans les formes ou s'il ne ferait que la bloquer. Plusieurs officiers qui étaient du premier avis conseillaient à ce général de faire venir pour cet effet de nouvelle infanterie, lui représentant toutes les difficultés d'un blocus, la facilité que les ennemis avaient de lui couper les vivres par le moyen de leur cavalerie légère qui était en grand nombre, et le peu d'espérance qu'il y avait de réduire Naples par la famine, la petite flotte de Doria n'étant pas suffisante pour fermer entièrement le port, et celle des Vénitiens n'arrivant point, malgré les assurances qu'ils donnaient chaque jour. Ils ajoutaient qu'on avait fait passer de Gaëte à Naples quatre galères chargées de farine; qu'il entrait continuellement d'autres bâtiments dans le port; que les Vénitiens paraissaient se refroidir beaucoup par rapport au paiement des vingt-trois mille ducats qu'ils s'étaient obligés à fournir par mois; qu'ils avaient tellement négligé de payer ces contributions qu'ils devaient actuellement soixante mille ducats; que d'un autre côté le roi n'envoyait pas beaucoup d'argent à l'armée; qu'enfin les maladies commençaient à faire de grands ravages dans les troupes et qu'elles venaient moins de la malignité de l'air,

qui pour l'ordinaire ne se fait sentir qu'à la fin de l'été dans le royaume de Naples, que des pluies continuelles et de la situation d'un grand nombre de soldats qui ne campaient pas encore à couvert. Mais ces raisons ne furent pas capables de persuader Lautrec. Le nombre, la valeur des ennemis et la force du mont San-Martino, qu'il était facile de secourir, lui faisaient juger qu'il ne serait pas aisé de s'emparer de ce fort et de la ville; d'ailleurs, il ne voulait peut-être pas faire de grandes dépenses avec si peu d'espérance, dans la crainte de manquer d'argent et de ne pouvoir fournir au paiement des troupes. Il résolut donc de ne faire qu'un blocus, comptant que les assiégés manqueraient bientôt de vivres ou d'argent. Dans ce dessein il ne négligea rien pour fermer tous les passages et pressa vivement les Vénitiens d'envoyer leur flotte pour bloquer absolument la ville par mer; il permit alors de risquer de petits combats pour entretenir le courage des troupes, et il y en eut de fréquents où les bandes noires firent des prodiges de valeur; Jean de Médicis les avait rendues excellentes pour ces sortes d'affaires, mais elles n'avaient pas encore trouvé l'occasion de montrer ce qu'elles valaient dans une affaire générale.

Sur ces entrefaites, quatre-vingts hommes d'armes du marquis de Mantoue et cent du duc de Ferrare se rendirent au camp de Lautrec. Le duc, quoiqu'il se fût mis sous la protection du roi de France et des Vénitiens, avait différé le plus qu'il avait pu d'envoyer ce secours, parce qu'il avait résolu de n'agir qu'en conséquence des événements et de ne se déclarer que pour le parti qui paraîtrait devoir être supérieur.

Telle était la situation des choses, lorsque la flotte impériale résolut d'attaquer les galères de Philippin Doria dans le golfe de Salerne; les impériaux se flattaient de la victoire, moins par le nombre et la bonté de leurs bâtiments que par la valeur des troupes. Ils firent monter mille arquebusiers espagnols sur six galères, quatre flûtes et deux brigantins; don Hugues et presque tous les officiers et autres gens de marque voulurent être de cette expédition. A cette escadre, qui se conduisait par les conseils du Gobbo, célèbre capitaine de mer, on joignit beaucoup de barques de pêcheurs pour épouvanter davantage les ennemis par le grand nombre de voiles. Ayant levé l'ancre à Pausilippe, ils allèrent mouiller à l'île de Capri, où don Hugues perdit beaucoup de temps à écouter la harangue militaire d'un ermite espagnol qui exhorta les troupes à ne pas démentir la grande réputation qu'elles avaient acquise par tant de victoires. Ensuite, laissant à gauche Capo di Minerva, ils s'avancèrent en pleine mer, et pour y attirer Doria ils se firent devancer par deux galères qui eurent ordre de s'approcher des ennemis et de faire semblant de fuir. Doria, averti dès la veille du dessein des impériaux, avait fait demander trois cents arquebusiers à Lautrec, qui les fit partir en diligence sous les ordres du capitaine du Croc[1], et il les reçut un peu avant de découvrir les impériaux. Quoiqu'il se fût préparé au combat avec beaucoup de fermeté, il ne laissa pas d'être frappé du grand nombre de voiles qu'il apercevait; mais lorsqu'il fut un peu plus près de l'ennemi, il ne tarda pas à se rassurer en voyant qu'ils n'avaient que six vaisseaux de guerre. Comme il était habile et très expérimenté dans la marine, il fit prendre le large à trois de ses galères comme pour se sauver; son dessein était de leur faire gagner le dessus du vent, afin qu'elles pussent fondre ensuite sur les ennemis et les attaquer en flanc et en poupe. Il alla lui-même au-devant des impériaux avec les cinq galères qui lui restaient. Ceux-ci avaient dessein de faire une décharge de toute leur artillerie pour obscurcir l'air de manière qu'il ne pût tirer à coup sûr; mais il les prévint, et ayant fait mettre le feu à une grosse pièce de canon du vaisseau qu'il montait, il leur tua quarante hommes, le capitaine de l'amiral et plusieurs officiers. Ce coup fut suivi de plusieurs autres qui firent beaucoup d'effet. L'amiral ennemi ayant tiré de son côté tua le capitaine du vaisseau de Doria et blessa le pilote, et s'étant accrochés l'un et l'autre, ils se livrèrent un furieux combat. Mais les Génois, plus propres à soutenir l'abordage, savaient mieux esquiver les coups en se courbant dans les intervalles des sabords. Cependant trois galères impériales pressaient vivement deux génoises et avaient déjà beaucoup d'avantages sur elles, lorsque les trois auxquelles Doria avait fait prendre le large, s'approchant des ennemis, se mirent à

(1) L'original dit *Croch*

canonner l'amiral qui fut bientôt démâté par le Neptune. Le vice-roi, malgré une blessure au bras, encourageait les siens, mais il périt enfin les armes à la main et tomba mort sous une grêle de coups de pierre et de feu. Sa galère fut coulée à fond par Doria et par la Maure. La Gobba le fut par deux génoises, et Fieramosca y périt. Cependant les autres galères de Doria avaient dégagé les deux que pressait l'ennemi et s'étaient outre cela emparé de leurs flûtes. Le marquis du Guast et Ascanio Colonna, voyant la galère qu'ils montaient toute en feu et prête à couler à fond, et presque tous leurs soldats blessés aussi bien qu'eux-mêmes, se rendirent prisonniers; l'éclat de leurs armes dorées leur sauva la vie. De toute l'escadre espagnole, il n'y eut que deux galères qui, voyant la victoire déclarée, prirent la fuite et se sauvèrent avec peine et en fort mauvais état; mais une des deux tomba bientôt entre les mains de Doria. Ce général tira beaucoup de secours de ses forçats, la plupart Turcs ou Maures, qu'il fit déchaîner et qui donnèrent de grandes preuves de valeur. Ce combat fut très sanglant; don Hugues, Fieramosca et plus de mille soldats y perdirent la vie; le marquis du Guast, Ascanio Colonna, le prince de Salerne, Santa-Croce, Camille Colonna[1], le Gobbo, Serenon et plusieurs autres officiers et gentilshommes furent faits prisonniers. Le nombre des morts fut aussi très considérable du côté des Français; ceux d'entre eux qui ne périrent pas dans l'action furent presque tous blessés. Philippin envoya les prisonniers à André Doria, son oncle, avec trois galères des ennemis.

Ce succès fit espérer à Lautrec de réussir dans son entreprise; il s'en flatta même au point d'en devenir moins attentif à prendre ses avantages. Les assiégés furent consternés de la défaite du vice-roi et craignirent de manquer de vivres; en effet, ils n'avaient aucune ressource du côté de la mer et ils étaient serrés de près en plusieurs endroits par terre, surtout depuis la perte de Pozzuolo, d'où ils tiraient auparavant beaucoup de munitions de bouche; enfin la farine, la viande et le vin commençaient à devenir rares à Naples; c'est pourquoi le jour d'après la perte de la flotte, ils mirent un grand nombre de bouches inutiles hors de la place, et on ne distribua les vivres qu'avec précaution; les commissaires eurent soin que les Allemands souffrissent moins que les autres dans cette extrémité.

Lautrec surprit le 7 mai un brigantin qui portait des lettres des capitaines impériaux à l'empereur. On lui donnait avis que l'élite de l'armée avait péri; qu'il n'y avait de blé dans Naples que pour un mois et demi tout au plus, et qu'on ne pouvait le moudre qu'à force de bras; que les Allemands, dont il était impossible de payer les montres, commençaient à se mutiner, et qu'enfin tout était perdu si l'on n'envoyait de puissants secours par mer et par terre en diligence. Pour comble de maux, la peste, toujours plus dangereuse dans les lieux où il y a des Allemands, parce qu'ils ne peuvent s'empêcher de communiquer avec ceux qui en sont attaqués, commençait à se faire sentir à Naples.

D'un autre côté, l'armée de Lautrec n'était pas exempte d'incommodités, car elle manquait d'eau, n'y en ayant point d'autre que celle des citernes depuis Poggio-Reale jusqu'à la tête du camp. D'ailleurs, comme les ennemis étaient beaucoup supérieurs en cavalerie légère, ils infestaient sans cesse tous les environs et surtout le chemin qui conduit à Somma; et outre qu'ils apportaient beaucoup de vivres à Naples, ils interceptaient les convois des assiégeants. Plusieurs personnes conseillaient à Lautrec de lever des chevau-légers pour les opposer à l'ennemi, mais il ne voulut pas suivre cet avis; il permit au contraire à la meilleure partie de la cavalerie française de prendre des quartiers à Capoue, dans Averse et à Nola, éloignement qui ne laissait aucun obstacle aux ennemis. Il refusa aussi de lever sept ou huit mille hommes d'infanterie pour remplacer les malades, s'en excusant sur ce qu'il n'avait point d'argent; il en recevait pourtant de France avec assez de facilité et il avait touché le produit de la douane des bestiaux de la Pouille; il jouissait d'ailleurs du revenu des villes conquises, et les barons napolitains qu'il avait dans son armée lui prêtaient volontiers des sommes considérables. L'exemple de ce général fait bien voir que rien n'est plus dangereux que l'entêtement et l'opiniâtreté dans les grandes places. Lautrec était sans doute le plus grand capitaine que la France eût alors; formé par une longue expérience, il

(1) Il était fils de Marcel Colonna, frère du cardinal Pompée.

avait une autorité sans bornes parmi les troupes ; mais naturellement fier et hautain, il méprisait les conseils des autres, et il aurait cru se déshonorer si l'on eût pu croire qu'il eût emprunté les lumières d'autrui ; c'est pourquoi il négligea des avis qui, s'il les eût écoutés, l'auraient peut-être fait triompher, et dont le mépris ruina une entreprise commencée avec les plus belles espérances.

Les bandes noires qui étaient à la tête du camp en venaient tous les jours aux prises avec les ennemis, mais emportées par un courage trop bouillant elles s'approchaient de la ville à la portée des arquebuses, dont le feu les incommodait beaucoup ; et comme il n'y avait point de cavalerie pour favoriser leur retraite, les chevau-légers de Naples tuèrent une partie de cette troupe ; ces pertes rendirent les escarmouches moins fréquentes.

Les villes de Castello-a-Mare-di-Stabbia et de San-Germano s'étaient rendues à Lautrec après le combat naval, mais la citadelle de cette première place se conserva aux impériaux. D'un autre côté, la garnison de Gaëte reprit Fondi et les environs de cette ville. Lautrec y envoya don Ferrando Gaëtano, fils du duc de Trajetto, et le prince de Melfi qui venait de s'attacher à la France, les impériaux ayant négligé de le racheter[1]. Ces deux officiers reprirent facilement cette place.

Dans le même temps Simon Tebaldi faisait de grands progrès en Calabre, à la faveur du penchant des peuples pour la France. Mais tous ces avantages ne décidaient pas du fond de la guerre, qui ne dépendait que du sort de la ville de Naples ; aussi Lautrec pressait-il surtout le siége de cette place, qu'il ne désespérait pas de forcer depuis la défaite d'une grande partie de l'infanterie espagnole sur la flotte ; il sollicitait les commandants des escadres française et vénitienne de se rendre devant Naples pour en fermer entièrement le port ; il fit avancer ses troupes plus près des murs, sur une hauteur voisine de la ville et du mont San-Martino, et chargea ensuite les bandes noires de creuser des lignes qui, commençant à ce nouveau poste, devaient s'étendre jusqu'à la mer, et de construire un bastion au bout de ces travaux. Il avait dessein non-seulement de fermer aux assiégés le chemin de Somma par le moyen de ces lignes, mais encore de couper la communication de la ville avec le mont San-Martino, en faisant tirer d'autres lignes entre cette montagne et Naples ; et pour s'emparer de ce fort lorsque la flotte serait arrivée, il résolut de l'attaquer avec une partie de son armée et de foudroyer les dedans de la ville avec son artillerie, tandis que le reste des troupes marcherait contre les murs et que l'armée navale attaquerait Naples par mer ; il se flattait que l'ennemi, étant obligé de se partager pour la défense de tant d'endroits, ne pourrait manquer de succomber dans quelqu'une de ces attaques. Il fit avancer plus près des murailles la tête de ces retranchements, sans abandonner Poggio-Reale dont les ennemis auraient pu s'emparer et couper les eaux : il fut donc obligé de rétrécir son camp par les derrières pour ne pas s'éloigner de ce poste. Cet expédient était fort bon, mais il souffrait de grandes difficultés ; car d'abord, il n'était pas facile de tirer promptement des lignes d'un mille de long, faute de pionniers et à cause des maladies qui régnaient dans l'armée ; d'ailleurs la flotte ne paraissait point. André Doria demeurait dans l'inaction avec ses galères dans le port de Gênes, et on n'avait aucune nouvelle de l'armement de Marseille. L'escadre vénitienne, plus attentive aux intérêts de la république qu'au bien commun de la ligue, voulait avant tout s'emparer des villes de Brindes et d'Otrante ; celle-ci avait promis de se rendre si elle n'était pas secourue dans seize jours. La première avait reçu les Vénitiens ; mais les impériaux étaient encore dans ses deux forts, dont l'un, bâti sur la mer, n'était pas facile à prendre ; le second, enfermé dans la ville et qui est le plus grand, ne paraissait pas en état de faire une longue résistance. Les Vénitiens s'étaient rendus maîtres de deux petits forts qui le défendaient.

Le 12 mai Lautrec fit planter une batterie sur la hauteur pour battre une grosse tour d'où l'ennemi rasait la campagne ; les boulets de ses canons portaient souvent dans la ville, mais sans beaucoup d'effet, et il se donnait de temps en temps de petits combats à Santo-Antonio. On établit le 16 une autre batterie contre de grosses tours, entre les portes de Saint-Janvier et de Capoue ; elle empêcha les assiégés d'achever

(1) Il avait été fait prisonnier à la prise de Melfi.

un bastion qu'ils avaient commencé. On ne vivait presque généralement que de blé dans la ville, d'où il sortait tous les jours un grand nombre de soldats. Les Allemands, quoique plus ménagés que le reste des troupes, se plaignaient souvent de ce que le pain, mais surtout le vin et la viande qui étaient fort rares dans Naples, leur manquaient; on mettait en œuvre toutes sortes d'artifices pour les apaiser, et entre autres on supposait des lettres qui promettaient un prompt secours. Cependant Lautrec faisait pousser la tranchée sans relâche; son dessein était de placer une batterie de deux pièces sur le bastion dès qu'il serait construit pour abattre deux moulins attenant à la Madelena qui étaient gardés par deux compagnies de lansquenets, et qu'on n'avait pas encore attaqués parce qu'ils avaient une libre communication avec la ville.

Jusqu'alors les affaires de France, qui avaient été assez heureuses, commencèrent à décliner par de secrètes intrigues. Philippin Doria, par ordre de son oncle, comme on l'a su depuis, se retira à Pozzuolo avec ses galères. Après sa retraite les assiégés reçurent continuellement des vivres, qu'on leur envoyait sur des barques; ce qui fut suffisant pour les garantir de la famine, n'y ayant alors à Naples presque point d'autres habitants que la garnison. Depuis la reddition d'Otrante, l'escadre vénitienne faisait espérer qu'elle arriverait incessamment; mais elle différait de jour en jour, dans l'espérance de s'emparer enfin du grand fort de Brindes. D'ailleurs, les maladies s'augmentaient parmi les assiégeants; et les bandes noires, dont le nombre était de plus de trois mille hommes avant le siége, étaient réduites environ aux deux tiers, le reste étant mort, malade ou blessé. Il y eut le 22 mai une sortie contre la nouvelle tranchée, que l'on espérait achever en sept ou huit jours; Horace Baglione s'étant trouvé à cette affaire avec peu de monde, y fut tué les armes à la main, plutôt comme un simple soldat que comme un officier de marque. L'ennemi, enflé de ce succès, fit une seconde sortie encore plus nombreuse; mais l'armée entière ayant pris les armes et soutenu la tranchée, elle obligea les impériaux à rentrer dans la place.

Sur ces entrefaites Philippin Doria, vivement pressé par Lautrec, ne put se dispenser de revenir dans le golfe de Naples, et les lignes commencées pour couper le chemin de Somma n'étaient pas encore achevées le 27. Les Espagnols, profitant de la lenteur des assiégeants, faisaient entrer chaque jour dans la ville une grande quantité de bestiaux qu'ils enlevaient dans leurs courses; la cavalerie de Lautrec ne les traversait que faiblement, parce qu'elle montait rarement à cheval. Ce général sentit enfin le besoin qu'il avait d'augmenter son infanterie; mais ne voulant pas écouter les autres officiers, qui étaient d'avis de faire des levées dans le pays, il écrivit au roi de France de faire passer six mille hommes à Naples par mer, de quelque nation qu'ils fussent. Malgré les difficultés dont il était entouré, il espéra toujours prendre cette ville par la famine, contre le sentiment du reste de l'armée.

Dans ce temps-là Simon Tebaldi faisait de grands progrès en Calabre avec deux mille hommes, en partie Corses, en partie Calabrois. Le prince de Bisignano et un fils d'Alarcon avaient voulu traverser ses progrès avec quinze cents hommes de pied levés dans le pays; mais n'ayant pu lui résister, le dernier se retira à Tarente et le prince tint seul la campagne. Simon prit Cosenza par composition et bientôt après une autre place voisine, où il fit prisonnier le prince de Stigliano, le marquis de Laïno, son fils, et deux autres enfants du prince. Mais, d'un autre côté, l'ennemi se dédommageait de ses pertes dans la Pouille. La garnison de Manfredonia infestait tout le pays aux environs, sans que les troupes vénitiennes qu'on avait envoyées à la conquête de cette province pussent l'en empêcher.

Les environs de Rome se ressentaient aussi des troubles de la guerre. Sciarra Colonna s'empara de la ville de Paliano, que le pape faisait garder au nom de l'héritière de Vespasien; l'abbé de Farfa reprit cette place, où il fit prisonnier Sciarra lui-même et Prosper de Gavi; mais le premier se sauva par le moyen de Louis de Gonzague.

Pendant le siége de Naples, Antoine de Lève ayant eu avis de la négligence de la garnison de Pavie, composée de quatre cents chevaux et de mille hommes de pied vénitiens commandés par Pierre de Lunghena, et qui venait d'être renforcée de trois cents hommes d'infanterie qu'Annibal de Pizzinardo, gouverneur de Cré-

mone, y avait conduits pour maintenir le pays d'au-delà du Pô dans l'obéissance du duc de Milan, marcha contre cette place pendant la nuit, et l'ayant escaladée par trois côtés, il la prit ; le commandant et un fils de Janus Frégose furent faits prisonniers de guerre. Lève alla ensuite à Biagrassa, qui se rendit après avoir essuyé quelques coups de canon. Il se disposait aussi à marcher contre Arona ; mais Frédéric Boromée prévint sa propre perte en prenant le parti de l'empereur.

Cependant le duc de Brunswick, étant parti de Trente, passa l'Adige le 10 mai à la tête de dix mille hommes d'infanterie et six cents chevaux en bon état, parmi lesquels il y avait beaucoup de noblesse. Il entra dans le Véronais, n'ayant pu passer à la Chiusa. Il y avait long-temps qu'on était averti de sa marche, et le comte de Saint-Pol devait aller à sa rencontre ; mais on se comporta dans cette occasion avec la même négligence que dans tout le reste, et Brunswick était en Italie avant que Saint-Pol fût seulement disposé à partir. Ce dernier fut même obligé de demeurer long-temps dans la ville d'Asti pour rassembler ses troupes, et d'ailleurs à cause de la famine qui se faisait sentir presque dans toute l'Italie, mais surtout en Lombardie. Dans ces conjonctures il n'y avait que les Vénitiens qui pussent donner de prompts secours. Ils avaient promis de mettre une armée de douze mille hommes d'infanterie en campagne ; mais le duc d'Urbin, qui s'était jeté dans Vérone, ne songeait qu'à couvrir les places de la république ; c'est pourquoi les Allemands s'avancèrent sur le lac de Garda, prirent à composition Peschiera, Rivalta et Lunata ; et, maîtres de presque tout le lac, ils mirent à contribution les places voisines et brûlèrent tout ce qui n'était pas en état de payer. Antoniotto Adorno, qui s'était rendu à l'armée, pressait vivement Brunswick de marcher contre Gênes ; mais outre que ses troupes n'avaient pas beaucoup d'argent, elles étaient arrêtées par d'autres difficultés ; et d'ailleurs le duc voulait s'aboucher avec Antoine de Lève, qui venait de quitter Milan dans ce dessein. Il marcha donc à petites journées par le Bressan, où il alla trouver André de Burgœ et Georges Fronsberg. L'inaction du duc de Ferrare au milieu de la consternation générale où l'on était à l'approche de cette armée fit soupçonner ce prince de quelques liaisons secrètes avec les Allemands par la médiation de ces deux officiers.

Brunswick prit sa route vers l'Adda pour joindre Antoine de Lève qui, ayant passé cette rivière le 9 juin avec six mille hommes d'infanterie et dix-sept pièces de gros canon, était venu camper près de ce général à trois milles de Bergame, où le duc d'Urbin, qui s'était rendu à Brescia, avait distribué ses troupes aussi bien que dans cette dernière ville et à Vérone. Lève, brûlant de reprendre Lodi, engagea le général allemand à remettre le Milanais sous la puissance de l'empereur avant que de passer dans le royaume de Naples ; c'est pourquoi cette place fut assiégée le 20 du mois de juin. Le duc de Milan en était sorti pour se retirer à Brescia, et il y avait laissé Jean-Paul, son frère naturel, avec environ trois mille hommes d'infanterie. Le duc de Brunswick et Antoine de Lève établirent deux batteries qui firent beaucoup d'effet ; ce dernier, qui s'était chargé de la première attaque, fit donner l'assaut à la plus grande brèche par l'infanterie espagnole. L'action dura trois heures et fut très vive ; mais comme la garnison italienne ne montrait pas moins de valeur et de fermeté que les assiégeants, ces derniers furent enfin repoussés ; c'est pourquoi, désespérant de prendre la place d'assaut, ils ne songèrent plus qu'à la réduire par la famine. En effet, comme la moisson n'était pas encore faite, il y avait si peu de pain dans Lodi qu'on n'en donnait qu'aux soldats, les habitants étant ainsi réduits à mourir de faim ou à sortir de la ville au péril de tomber entre les mains des ennemis.

Sur ces entrefaites les lansquenets de l'armée de Brunswick furent attaqués de la peste qui, jointe à la rareté des vivres, fut cause que plusieurs d'entre eux reprirent le chemin d'Allemagne par la Suisse et par les Grisons ; leur général même ne se mettait pas trop en peine de les retenir. Les succès des troupes que Fronsberg avait amenées en Italie avaient donné de grandes espérances au duc ; mais voyant que les choses n'allaient pas comme il l'avait imaginé, et que, faute d'argent, il n'était pas possible de faire rester ses soldats devant Lodi, bien loin de pouvoir les conduire à Naples, il s'était bientôt détrompé. Outre cela, non-seulement Antoine de Lève ne lui fournissait point d'argent, mais il lui était même

toute espérance d'en recevoir, déplorant sans cesse le triste état où Milan était réduit; et lorsqu'il eut perdu l'espérance de prendre Lodi, il ne songea plus qu'à faire repasser les lansquenets en Allemagne, ne craignant rien tant que leur séjour dans le Milanais et que d'être obligé de partager l'autorité et le pillage. Tandis que ces troupes perdaient le temps dans le Véronais et ailleurs, il s'était pressé de faire battre les grains et les blés du pays, et de les faire transporter à Milan.

La résolution était prise de donner encore un assaut à la ville de Lodi le 13 juillet; mais les Allemands s'étant mutinés, ils prirent le chemin de Côme au nombre de mille; les autres, persistant dans la sédition, retirèrent le canon des batteries, ce qui fit croire que leur dessein était de repasser en Allemagne. Le marquis du Guast ayant obtenu d'André Doria un congé de dix jours sur sa parole, il se rendit à Milan et mit tout en œuvre pour engager le duc de Brunswick à retenir ses soldats; mais ce fut inutilement, de simples paroles ne suffisant pas pour les faire demeurer. Ils se mirent donc en marche par le chemin de Côme, excepté environ deux mille qui restèrent avec Antoine de Lève, auquel Mortara s'était rendue dans ces circonstances. Il est certain que si le siége de Lodi eût duré encore quelques jours, cette place aurait été forcée de capituler faute de vivres.

On blâma beaucoup la négligence du duc d'Urbin dans cette occasion. On disait qu'il aurait dû s'avancer jusqu'à Crême ou à Pizzighitone pendant le siége de Lodi, ou du moins détacher un corps de cavalerie légère pour incommoder les assiégeants. A la vérité, ce général avait suivi les ennemis dans le Bressan; mais il ne s'était approché d'eux qu'à trois milles, et content de couvrir les places de la république de Venise, il n'avait jamais voulu passer l'Oglio. Les secours qu'on attendait de France ne furent pas moins inutiles. François I avait promis d'envoyer des troupes pour faire tête aux Allemands; mais le comte de Saint-Pol ne parut en Piémont que lorsqu'ils eurent repris la route d'Allemagne, et d'ailleurs le nombre de ses troupes était fort au-dessous de ce qu'on avait publié.

Les confédérés pressaient vivement le pape, non-seulement d'entrer dans la ligue, mais encore d'employer les armes spirituelles contre l'empereur, et de le déclarer déchu de l'Empire et du royaume de Naples; mais il ne jugea pas à propos de se rendre à leurs instances, parce que, disait-il, il se mettrait par cette démarche hors d'état d'être le médiateur de la paix et donnerait de nouvelles forces à l'incendie qui embrasait le monde chrétien; que d'ailleurs ce qu'on exigeait de lui serait inutile aux alliés, vu son indigence et sa faiblesse présente; que s'il entreprenait de ravir l'Empire à Charles V, l'Allemagne entière, s'imaginant qu'il voudrait s'attribuer le droit d'élection et donner cette première couronne de l'Europe au roi de France, elle ne manquerait pas de s'élever contre lui. Enfin il remontra qu'un coup de cet éclat était hors de saison dans un temps où les progrès continuels de luthéranisme exposaient la religion aux plus grands périls. Cependant, ne pouvant plus résister aux instances des alliés, il offrit de se déclarer en leur faveur et même de s'engager à ne point inquiéter Florence, pourvu que les Vénitiens lui rendissent Ravenne, condition qu'il ne proposa que parce qu'il croyait qu'on ne l'accepterait jamais. Mais, quelque difficile qu'elle fût à obtenir, les confédérés s'efforcèrent cependant d'engager la république à le satisfaire, et le 20 juin les ambassadeurs du roi d'Angleterre se rendirent à Venise pour solliciter la restitution de Ravenne, moyennant quoi ce prince accomplirait, disaient-ils, toutes ses promesses; mais cette tentative fut inutile, et ils sortirent de Venise très mécontents du sénat.

Ce fut dans ces conjonctures que le pape rentra dans la ville de Rimini. Jean de Sassatello avait manqué plusieurs tentatives sur cette place, qui se rendit enfin à composition. Clément brûlait secrètement de rendre à sa maison l'autorité dont elle avait joui à Florence; il avait jusqu'alors caché ce dessein avec la plus profonde dissimulation, et il s'était efforcé de persuader aux Florentins qu'il ne songeait à rien moins qu'au rétablissement des Médicis; que tout ce qu'il exigeait de la république était qu'elle le reconnût seulement en qualité de souverain pontife, à l'exemple des autres Etats; que sa maison fût à couvert de la vexation dans les affaires particulières, et qu'enfin on ne détruisît point à Florence les armoiries des Médicis et les autres marques d'honneur accor-

dées à cette maison. Dans ces vues, dès qu'il fut en liberté, il fit partir un prélat florentin pour leur déclarer ces intentions, mais on refusa de lui donner audience ; il les fit solliciter inutilement ensuite par le roi de France d'envoyer une ambassade à Rome. Le but de toutes ces démarches était de les rendre moins attentifs aux piéges qu'il voulait leur dresser. Enfin, voyant que toutes ces manœuvres avaient un effet contraire, il fit tous ses efforts pour persuader à Lautrec que le gouvernement de Sienne étant à la dévotion de l'empereur, il était de l'intérêt de la France d'y rétablir Fabio Petrucci. Quoique ce général eût goûté ce projet, il ne crut pas devoir le tenter à cause de l'opposition des Florentins. Clément, n'ayant pu réussir par cette voie, fit secrètement en sorte que Pirro-de-Castel-Piero, sous prétexte de quelques différends avec les Siennois, marchât avec huit cents hommes de pied contre Chiusi, dont il se rendit maître par surprise à l'aide de quelques bannis. Mais les Florentins ayant fait connaître au vicomte de Turenne[1], ambassadeur de France, que les desseins du pape ne tendaient qu'à troubler la république par les Siennois, il interposa sa médiation avec tant de succès que Pirro eut ordre de ne pas aller plus loin.

CHAPITRE II.

Le cardinal Campeggio, légat du pape en Angleterre. Naples en grande détresse. Le prince d'Orange vice-roi en Italie. Intrigues au sujet de Naples. Doria quitte le service de France et s'engage avec l'empereur. Revers de l'armée française sous Naples. Maladie de Lautrec. Désordres dans le camp français. Mort de Lautrec. Navarro prisonnier. Défaite des Français. Le marquis Saluces capitule avec les impériaux.

Durant ces intrigues la guerre se faisait dans le royaume de Naples avec différents succès de part et d'autre. Le comte de Burella, étant passé de Sicile en Calabre à la tête de mille hommes d'infanterie, s'était joint aux impériaux qu'il trouva dans cette province. D'un autre côté Simon Tebaldi avait pris à discrétion la citadelle de Cosenza par le moyen des mines; mais un coup de feu, dont il fut blessé à l'épaule, l'avait empêché de continuer ses progrès avec la même ardeur. Ce brave officier avait joint ensuite le duc de Somma, qui n'ayant que des milices du pays faisait le siége de Catanzaro, place très forte, mais qui manquait de vivres; elle était défendue par le gendre du capitaine Alarcon qui avait deux cents chevaux et mille hommes de pied. La conquête de cette place les aurait rendus maîtres de tout le pays jusqu'à la Calabre ultérieure; mais ils furent obligés de lever le siége pour faire tête aux impériaux qui, secondés par les troupes arrivées de Sicile, avaient déjà fait quelques progrès. Simon se vit alors abandonné d'une partie des milices du pays, ce qui le mit dans la nécessité de se retirer dans la citadelle de Cosenza; le reste de son infanterie s'étant ensuite dissipée, il y en eut plusieurs tués dans la retraite, et les Corses qu'il avait sous ses ordres se donnèrent aux ennemis; c'est pourquoi non-seulement la Calabre était en grand danger, mais il était encore fort à craindre que l'armée que les impériaux avaient dans cette province ne passât jusqu'à Naples. Les affaires de France étaient plus heureuses dans l'Abruzze; l'évêque Colonna, s'étant rendu à douze milles d'Aquila pour faire soulever cette province, fut taillé en pièces par l'abbé de Farfa; Colonna y périt avec quatre cents personnes, et il y eut environ huit cents hommes de ses troupes qui furent faits prisonniers. D'un autre côté, depuis que le prince de Melfi avait changé de parti, les Espagnols, qui étaient aux environs de Gaëte, avaient toujours le dessous, tandis que dans la Pouille, la garnison de Manfredonia faisait de grands ravages par l'indolence des troupes vénitiennes.

Cependant le pape était toujours dans la résolution de ne se déclarer en faveur de personne; mais diverses intrigues l'avaient déjà rendu suspect au roi de France, et l'empereur était bien éloigné d'être content de lui, surtout depuis qu'il avait nommé le cardinal Campeggio pour la légation d'Angleterre et pour travailler conjointement avec le cardinal d'York à l'affaire du divorce de Henri VIII. Nous avons dit un peu plus haut que le pape, sachant que les autres puissances ne lui étaient pas trop favorables, avait, pour s'assurer la protection de l'Angleterre, parlé trop ouvertement au sujet de l'affaire du divorce; cette politique avait autorisé Henri à redoubler ses importunités. Clément ne pouvant donc plus reculer fit secrètement expé-

(1) François de la Tour, fils d'Antoine de la Tour, vicomte de Turenne, et d'Antoinette de Pons.

dier une bulle qui déclarait nul le mariage de ce prince avec la reine et la remit entre les mains de Campeggio, avec ordre de la montrer au roi d'Angleterre et au cardinal d'York, et d'insinuer qu'il la ferait publier si la procédure ne tournait pas à leur gré; son dessein était de les engager par ce moyen à consentir qu'on instruisît juridiquement cette affaire; Campeggio avait un ordre secret de tirer la procédure en longueur autant qu'il le pourrait, et de ne point se dessaisir de la bulle en question sans de nouveaux ordres. Cependant le pape s'efforçait de faire croire à ce légat (comme il y a toute apparence que c'était alors son intention,) qu'il était dans le dessein de la remettre enfin entre les mains du roi. Les ambassadeurs de l'empereur firent grand bruit à Rome, et du voyage et du sujet de la légation de Campeggio; mais la situation des affaires du royaume de Naples faisait négliger toutes leurs plaintes. Le siége de cette ville se continuait toujours avec beaucoup de difficultés de part et d'autre. Il y avait néanmoins toute apparence que Lautrec prendrait enfin cette place, dont la perte n'était reculée pour un temps que par la valeur et l'opiniâtreté des assiégés; car la disette de vivres, et surtout de vin et de viande, augmentait chaque jour dans la ville où il n'entrait plus rien par mer. L'escadre vénitienne, après plusieurs délais, s'était enfin rendue dans le golfe de Naples le 20 juin; elle était composée de vingt-deux galères; et quoique les fréquentes sorties que faisait la cavalerie des assiégés, uniquement pour recouvrer des vivres, fussent d'une grande ressource, néanmoins, comme il n'y avait pas moyen d'en avoir par mer, il n'était pas possible que Naples pût tenir encore long-temps; d'ailleurs la peste vint à s'y faire sentir cruellement, et faute d'argent on avait beaucoup de peine à contenir les Allemands qui se lassaient enfin d'être amusés par de vaines espérances. Il y en eut même plusieurs qui passèrent dans le camp de Lautrec, malgré leur attachement pour le prince d'Orange sur qui roulait toute l'autorité de la vice-royauté depuis la mort de don Hugues. Il voulut employer la rigueur contre les mutins, et il fit arrêter le capitaine Cattabascon, et plusieurs soldats qui avaient servi sous les ordres du connétable de Bourbon; il en usa de même quelques jours après à l'égard de Fabrice Maramaüs, mais il les remit aussitôt en liberté. D'un autre côté, les maladies s'augmentaient beaucoup parmi les assiégeants. Lautrec, voyant ses troupes diminuées et jugeant à propos de ne pas garder un si grand terrain, négligeait de faire travailler aux lignes qu'on avait creusées les dernières, et que d'ailleurs il n'était pas facile d'achever à cause de certaines eaux qui se trouvaient dans cet endroit; outre ces contre-temps, les munitions de bouche devenaient rares au camp, par la seule négligence des gens chargés d'en recouvrer. Cependant Lautrec ne s'alarmait pas beaucoup de ces inconvénients et fondait de grandes espérances sur la situation des assiégés; il se persuadait qu'elle les forcerait bientôt à se rendre; et ce fut dans cette idée qu'il s'obstina toujours, contre le vœu de l'armée entière, à ne point faire de recrues pour remplacer les malades et les morts; peut-être aussi fut-ce faute d'argent. Non-seulement il avait perdu beaucoup de soldats, mais encore plusieurs personnes de marque; le nonce du pape et Louis Pisani, provéditeur vénitien, étaient morts le 25 juin.

Lautrec se flattait de voir bientôt passer dans son camp tous les lansquenets de la garnison, ou du moins la plus grande partie, à la faveur d'une intelligence que le marquis de Saluces avait liée avec eux et sur laquelle il compta long-temps. Espérant aussi attirer une partie de la cavalerie légère des assiégés, il ne voulut pas lever de chevau-légers dont il aurait tiré de grands secours, quand il n'en aurait eu que quatre cents pour troubler les fréquentes courses des assiégés, qui ne trouvaient aucun obstacle. A la vérité, ces derniers, retournant un jour à Naples avec un grand nombre de bestiaux, rencontrèrent les bandes noires, l'élite et la fleur de l'armée, sans lesquelles on n'eût osé former le siége de cette ville, et se virent enlever leur butin et soixante chevaux. L'infanterie espagnole sortit de Naples pour soutenir cette cavalerie; mais il était trop tard, et l'affaire était déjà terminée. Lautrec, dans la confiance que les impériaux seraient forcés d'abandonner Naples au premier jour, envoya des troupes à Capoue et à Castello-a-Mare-di-Vulturno pour leur couper le chemin de Gaëte. Voulant aussi les empêcher de se retirer en Calabre, il fit fermer certains passages et creuser de nouveau cette ligne dont le travail avait

toujours été interrompu par divers accidents, et pour que les pionniers ne fussent pas arrêtés par les eaux, il la fit tirer au-dessus du terrain où il l'avait tracée d'abord. Il avait encore dessein de fortifier un hameau voisin de Naples et d'y mettre mille hommes de pied qu'il devait lever pour cet effet. Outre cela, il pensait faciliter, par le moyen de cette ligne, le transport des vivres qui lui venaient par mer et à couper le chemin aux partis impériaux qui prenaient ordinairement cette route pour rentrer dans Naples avec leur proie. Par ce moyen il devait épargner beaucoup de peine aux escortes de ses convois ; car, pour éviter les fossés et les eaux de Poggio-Reale qu'on avait coupées, on était obligé de faire un grand circuit avec beaucoup de péril pour se rendre au camp. De leur côté, les assiégés s'opposaient à ces travaux de tout leur pouvoir. Un jour qu'ils firent une nombreuse sortie sur les travailleurs, ces derniers prirent la fuite par ordre de Pierre Navarro, qui commandait la tranchée, et les impériaux, se livrant avec trop d'ardeur à la poursuite, tombèrent dans une embuscade où il y en eut plus de cent tués ou blessés. Cependant l'ouvrage n'était pas encore à moitié fait, soit faute d'un nombre suffisant de pionniers, soit négligence à exécuter les ordres des généraux. On crut généralement que, vu l'extrémité où Naples était réduite, Lautrec aurait pris cette ville si ces travaux eussent été achevés.

Il se passa sur ces entrefaites une affaire qui aurait décidé du sort de la ville de Naples si les ordres des généraux eussent été fidèlement exécutés. Lautrec ayant eu avis qu'un nombreux parti d'impériaux était sorti de Naples par le chemin de Pie-di-Grotta pour enlever des vivres à la campagne, fit marcher, la nuit du 24 au 25 juin, les bandes noires, la cavalerie florentine, soixante lances françaises et un détachement de Suisses et de lansquenets vers Belvedere et Pie-di-Grotta pour arrêter ces troupes dans leur retraite, et donna ordre au capitaine Burie de se poster avec l'infanterie gasconne sur la montagne sous laquelle est la grotte[1] ; d'en descendre au premier bruit, et d'empêcher les ennemis d'entrer dans le souterrain. L'affaire fut d'abord heureuse, car les troupes de Lautrec, ayant rencontré l'ennemi, tuèrent ou firent prisonniers plus de trois cents hommes, leur enlevèrent outre cela cent chevaux de service et beaucoup de bagage. Don Ferrand de Gonzague, étant tombé de cheval et ayant été fait prisonnier, fut arraché aux vainqueurs par les lansquenets. La victoire eût été complète si le capitaine Burie se fût trouvé au lieu marqué ; mais soit négligence[1], soit lâcheté, il ne parut point, et les impériaux, qui selon la commune opinion auraient péri tous si le passage de la grotte leur eût été fermé, se sauvèrent par ce souterrain.

Lautrec avait envoyé six galères vénitiennes à la vue de Gaëte, et deux à l'embouchure du Garigliano, pour favoriser le prince de Melfi, et comme le reste de l'escadre ne pouvait empêcher qu'il n'entrât de temps en temps quelques rafraîchissements à Naples sur des frégates, il fit mettre en mer de petites barques pour priver les assiégés de cette dernière ressource ; outre cela, il donna ordre de conduire tous les bestiaux à quinze milles de Naples pour les mettre à couvert des partis impériaux.

Dans ces conjonctures l'éclat d'une intrigue, dont il y avait déjà eu quelques indices, fit beaucoup de tort aux Français. André Doria prit ce temps pour quitter le service du roi, qu'il devait continuer jusqu'à la fin de juin ; on conjectura que ce Génois méditait cette démarche depuis plusieurs mois ; ç'avait été par cette raison que, s'étant retiré dans sa patrie, il s'était excusé de servir en personne dans la guerre de Naples, et que le roi ayant voulu le faire amiral de la flotte qu'on équipait à Marseille, il avait refusé cet honneur, sous prétexte qu'il était trop vieux pour supporter les fatigues de la mer. On attribua le changement de ce Génois à différentes causes ; il en allégua luimême plusieurs, se plaignant, entre autres choses, de ce qu'après avoir servi la France avec beaucoup de fidélité durant cinq ans, le roi avait, à son préjudice, donné la charge[2]

(1) Cette grotte, ouvrage des Romains, est un souterrain de plus de six cents pas sous le mont Pausilippe, et conduit de Naples à Pozzuolo.

(1) Brantôme parle cependant avec éloge de cet officier, que ses services et son courage élevèrent au grade de colonel de l'infanterie française. Il ne le cédait qu'à Pierre Navarro dans cette partie du génie qui concerne l'artillerie et les mines.

(2) C'est la charge d'amiral du Levant ou de général des galères. Au reste, nos auteurs ne sont pas d'accord avec Guic-

d'amiral à M. de Barbesieux[1]. Il ajoutait que ce prince devait le presser une seconde fois d'accepter cette dignité, après le refus qu'il en avait fait; qu'on négligeait de lui payer vingt mille ducats qui lui étaient dus et sans quoi il ne pouvait entretenir ses galères; que le roi avait rejeté sa juste prière et refusé de rendre la seigneurie de Savone aux Génois[2]; qu'enfin il avait été question dans le conseil d'état de le faire décapiter, parce que, disait-on, il se prévalait trop fièrement de la considération où il était.

Les politiques disaient que la première cause de son chagrin contre la France était la contestation qu'il avait eue avec Renzo de Ceri par rapport à l'expédition de Sardaigne, et dans laquelle le roi avait paru écouter plus favorablement ce dernier que la justification du premier; et qu'ensuite les instances du roi pour engager Doria à lui céder les prisonniers du combat naval de Salerne, mais surtout le marquis du Guast et Ascanio Colonna qu'il importait beaucoup à ce prince d'avoir entre ses mains, avaient vivement piqué ce Génois, quoique cette demande fût accompagnée des offres de le dédommager de la rançon de ces prisonniers.

On crut depuis que ce fut moins le dépit de n'avoir pas été considéré par la France autant qu'il croyait devoir l'être qui le fit se ranger du parti de l'empereur, que le désir de bâtir sa propre grandeur sur la liberté apparente qu'il se proposait d'établir à Gênes; que n'ayant pas trouvé le roi disposé à favoriser ce dessein, il avait pris la résolution de quitter le service de France et de ne point travailler à son agrandissement; et qu'enfin c'avait été dans ces vues qu'il n'avait pas voulu paraître à l'expédition de Naples, et qu'il avait proposé celle de Sardaigne pour éloigner la conquête de la Sicile.

Doria, ayant pris sa résolution, avait traité avec le marquis du Guast pour entrer au service de l'empereur, malgré la haine ouverte qu'il avait marquée contre les Espagnols durant plusieurs années, et surtout depuis le pillage de Gênes. Il en avait été tellement irrité qu'il traitait avec une extrême rigueur tous ceux de cette nation qui tombaient entre ses mains. Cette négociation fut si secrète que le roi n'eut pas la moindre connaissance de son dessein, et par conséquent ne put songer à prévenir les suites de ce changement. Il avait cependant conçu quelque défiance sur le compte de ce Génois à l'occasion d'une galère qui fut prise faisant voile vers l'Espagne, et sur laquelle il se trouva un Espagnol avec une lettre de créance de Doria pour l'empereur; cet homme au reste paraissait envoyé pour traiter de la rançon de certains prisonniers. Quelque intérêt qu'eût le roi d'approfondir la commission de cet Espagnol, il lui permit de continuer son chemin, pour ne pas aliéner Doria, qui se plaignit hautement qu'on eût arrêté une personne qui avait sa confiance. Doria fit éclater son mécontentement lorsque Barbesieux, dont il se défiait, vint mouiller à Savone avec quatorze galères; car il fit voile à Gênes et mit ses prisonniers à Lerice. Le roi, voyant le péril lorsqu'il n'était plus temps d'y remédier, fit partir Pierre-François de Nocera pour engager ce Génois à continuer de servir la France et lui faire offre de le satisfaire par rapport à Savone; Nocera devait encore lui promettre le paiement de vingt mille ducats pour ses appointements échus, et vingt mille autres pour la rançon du prince d'Orange fait prisonnier par Doria et que le roi l'avait obligé de mettre en liberté lors du traité de Madrid. Il lui proposa encore de remettre ses prisonniers entre les mains de François I, qui le dédommagerait de leur rançon, consentant qu'il les gardât jusqu'au paiement des sommes qu'il exigerait pour cet effet. Au reste, s'il ne voulait pas les céder au roi, ce prince le laissait le maître sur cet article. Doria ne jugea pas à propos d'accepter ces propositions, et il ne se justifia que par des plaintes contre la conduite de la cour de France à son égard.

Barbesieux fut donc obligé de demeurer à Savone, contre-temps qui fit grand tort aux affaires de France dans le royaume de Naples: cependant il résolut de s'y rendre quelque temps après, et s'éloignant un peu de Gênes, il mit à terre cinq cents hommes de pied pour la garde de cette place. Ces troupes se tinrent à dix milles

ciardini; car ils prétendent que cette dernière charge fut créée en faveur d'André Doria, qu'il en fut revêtu en 1524, et que Barbesieux ne fut que son successeur.

(1) Antoine de la Rochefoucault, seigneur de Barbesieux, second fils de François, comte de la Rochefoucault, premier du nom, et de Louise de Crussol, sa seconde femme.

(2) Quelques auteurs italiens disent que le roi avait donné la seigneurie de cette ville à Anne de Montmorency.

de Gênes, à cause de la peste dont elle était cruellement affligée; et par la même raison il fit débarquer à trente milles de cette même ville douze cents lansquenets nouvellement arrivés. Le roi leur avait payé la première montre; et comme les Vénitiens ne payaient pas la seconde qu'ils étaient obligés de fournir par le traité, Trivulce, gouverneur de Gênes, fut dans la nécessité de suppléer à leur négligence.

Le pape, ayant eu avis de la négociation de Doria avec l'empereur, en avait averti Lautrec dès le 21 juin, et l'avait sollicité de consentir qu'il traitât avec ce Génois pour l'empêcher de conclure avec Charles V, ajoutant qu'il savait que Philippin devait se retirer dans dix jours avec ses galères. Cet avis n'avait eu d'autre effet que d'engager Lautrec à rendre Serenon à Philippin, pour se concilier ce capitaine; il avait gardé jusqu'alors Serenon pour en tirer des éclaircissements sur plusieurs choses secrètes; au reste, comme il avait conçu de la défiance sur le compte du pape, il prit en mauvaise part l'avis qu'il lui donnait.

Enfin André Doria, nonobstant la conférence qu'il avait eue avec Barbesieux lorsque ce dernier passa devant Gênes avec sa flotte, composée de dix-neuf galères et de quatre brigantins, sur laquelle était le prince de Navarre[1], ne dissimula plus ses desseins et fit partir pour l'Espagne un homme de confiance avec le général des cordeliers qui venait d'obtenir le chapeau, et que le pape envoyait à la cour de l'empereur. Charles V convint avec cet envoyé que Gênes serait libre sous sa protection; que la seigneurie de Savone appartiendrait aux Génois, que la conduite de Doria à l'égard des Espagnols serait oubliée, et qu'enfin il commanderait douze galères au service de l'empereur, qui de son côté lui assigna six mille ducats d'appointement.

En conséquence de ce traité Philippin se retira le 14 juillet avec toutes ses galères. Cette retraite ne fut préjudiciable aux assiégeants que du côté de la réputation, la conduite de cet officier ayant été fort équivoque depuis qu'il avait ramené ses galères devant Naples, car il négligeait non-seulement de fermer les passages, mais encore il avait souffert que ses brigantins portassent furtivement des vivres aux assiégés; d'ailleurs il avait eû des conférences avec diverses personnes de la ville, et c'était sur ses vaisseaux que les fils d'Antoine de Lève avaient passé à Gaëte; s'il eût servi fidèlement la France, il aurait réduit les assiégés à d'étranges extrémités. Dans cette occurrence Lautrec redoubla ses instances pour hâter l'arrivée de la flotte de France, qui s'arrêtait fort imprudemment à faire le siége de Civita-Vecchia pour contenter le pape.

La retraite de Philippin fut cause que les troupes de l'escadre vénitienne, qui s'étaient chargées de creuser la tranchée du côté de la mer et de la pousser jusqu'aux ouvrages de Pierre Navarro, abandonnèrent ce travail pour bloquer le port. On joignit à ces galères quelques frégates qui croisaient jour et nuit le long de la côte; l'armée de terre fut de son côté plus vigilante à traverser les courses des Espagnols, qui prenaient la fuite sans combattre dès qu'ils voyaient l'ennemi; c'est pourquoi la ville de Naples fut bientôt réduite à la dernière extrémité, et les lansquenets déclarèrent qu'ils se retireraient s'ils ne recevaient incessamment la paye et de quoi subsister; ce qui faisait toujours espérer à Lautrec de les voir passer dans son camp. Mais le 15 juillet l'escadre vénitienne, excepté les galères qui bloquaient Gaëte, fit voile vers la Calabre pour faire provision de biscuit; ainsi les passages se trouvant libres, on fit entrer dans le port plusieurs frégates chargées de toute sorte de vivres, excepté de vin, ce qui fut d'une grande ressource pour les assiégés, qui avaient à peine du blé pour le reste du mois.

D'un autre côté la peste ayant été apportée dans l'armée par les troupes qui avaient passé de la ville au camp, elle augmenta considérablement le nombre des malades. Vaudemont était à l'extrémité et Lautrec malade. Les impériaux, profitant du désordre causé par son indisposition, infestaient le pays de tout côté sans aucun obstacle, enlevant même les convois de l'armée qui n'avait des vivres qu'en fort petite quantité. Cependant bien loin de lever de nouvelle cavalerie légère, on se mettait peu en peine de conserver du moins celle qu'on avait au camp. Valerio Orsino, capitaine de cent chevaux au service des Vénitiens, aban-

(1) Charles d'Albret, frère puîné de Henri, roi de Navarre. Il portait le nom de prince de Navarre, parce que son frère n'avait point encore d'enfants. Il mourut au siége de Naples.

donna le siége avec sa compagnie, faute de paiement[1]; plusieurs autres suivirent son exemple par la même raison, et ce qui en restait encore était attaqué par la maladie. La gendarmerie française s'était dispersée dans les villes voisines, et l'infanterie gasconne, répandue aux environs de Naples, s'occupait à faire la récolte. Lautrec espérait beaucoup de l'infanterie que l'armée navale devait débarquer. Cette flotte arriva le 18 juillet, plus de vingt jours après son départ de Livourne. Il y avait sur ces vaisseaux un assez grand nombre de gentilshommes et de l'argent pour les besoins de l'armée; mais l'infanterie ne montait qu'à huit cents hommes de pied, le reste étant demeuré à la garde de Gênes ou au siége de Civita-Vec-chia. Lautrec envoya sur-le-champ chercher es secours d'argent que la flotte, qui ne put aborder à cause du gros temps, apportait. Le narquis de Saluces étant allé le lendemain pour escorter ce convoi avec ses lances, les bandes noires et un détachement de Gascons, de Suisses et d'Allemands, il fut attaqué à son reour par une nombreuse troupes d'impériaux ortis de Naples; le choc fut si violent que la avalerie française prit la fuite, et se renversant sur l'infanterie la mit en désordre. Hugues e Peppoli, qui depuis la mort d'Horace Balione était à la tête des troupes florentines, 'ayant avec lui qu'environ quarante arquebusiers et se trouvant à pied, fut fait prisonier à une portée de mousquet des bandes noi-es, qui seules arrêtèrent les impériaux; sans les le carnage eût été terrible du côté des rançais. Malgré le courage de ces braves troues il y eut plus de cent hommes de tués et aunt de prisonniers, entre autres plusieurs gen-shommes venus sur la flotte, et Chandal[2], eveu du marquis de Saluces; mais on sauva eureusement le convoi d'argent.

Ce désavantage fut attribué à la cavalerie ançaise, fort inférieure en courage à celle de nnemi; l'infanterie ne pouvant s'assurer d'être soutenue dans l'occasion, allait aux coups ec moins de confiance; mais quelque fâcheux e fût ce découragement des troupes, les afres en souffraient moins que de la maladie de Lautrec. Quoiqu'il s'efforçât de suppléer par son courage à la faiblesse que lui causait son indisposition, il n'était pas possible qu'il pourvût à tout lui seul; ainsi les affaires allaient chaque jour en déclinant. Les partis impériaux fournissaient la ville de tout en abondance, excepté de vin; ils enlevaient même souvent les convois, les bagages et les fourrageurs de l'armée à la vue des retranchements, et les chevaux à l'abreuvoir; c'est pourquoi l'on commençait à manquer de tout au camp et à y être comme assiégés; les choses en vinrent au point que, sans la vigilance de Lautrec à faire garder les passages, toute son infanterie aurait déserté. La situation de la garnison de Naples devenait au contraire meilleure de jour en jour, et on y concevait de favorables espérances. Les Allemands ne murmuraient plus, et le reste des troupes, qui s'était fait gloire de souffrir avec constance, goûtait avec beaucoup de douceur cet heureux changement.

Dans de si tristes conjonctures Lautrec, environné de périls, se rendit enfin aux conseils qu'il avait toujours rejetés avec opiniâtreté; il écrivit en France de faire passer six mille hommes d'infanterie par mer à Naples, et il donna ordre à Renzo de Ceri d'aller lever quatre mille hommes de pied et six cents chevaux dans Aquila. Pour cet effet il lui donna un mandement pour le trésorier de cette ville et de la province de l'Abruzze, moyennant quoi Renzo promit d'être bientôt de retour avec ces troupes, qui eussent été d'une grande utilité si l'on n'eût pas attendu si tard à les lever.

Le 29 juillet les impériaux infestaient les environs du camp de manière qu'il n'était pas possible d'aller à Capoue sans péril; presque toute l'armée était languissante ou malade, et Lautrec, que la fièvre avait quitté, eut une rechute plus dangereuse que sa première maladie; la gendarmerie était presque entièrement dispersée dans les villages, ou pour cause de maladie ou pour se reposer sous ce prétexte, et l'infanterie était presque réduite à rien. Comme la peste n'était plus si violente dans la ville de Naples, il était à craindre que les impériaux, dont les troupes de pied n'étaient alors que de sept mille hommes, n'eussent encore assez de force pour attaquer le camp. Cette considération engagea Lautrec à rappeler cinq cents hommes de pied qu'il avait envoyés en Calabre,

1) Il quitta seulement le camp et non le service; car il était garnison à Nola quand les impériaux prirent cette ville.

2) Ou Candale.

après la défaite de Simon Tebaldi, pour faire tête aux troupes impériales répandues dans cette province et leur fermer les chemins de Naples. Il en fit outre cela lever mille dans ce pays et prit à sa solde le duc de Nola avec deux cents chevau-légers, et Ranuccio Farnèse avec la moitié de ce nombre; ces deux officiers promirent d'amener incessamment ces troupes à l'armée. Il fit d'ailleurs venir cent Albanais des troupes qui assiégeaient Tarente, et il ordonna, sous des peines sévères, à tous les gens d'armes qui n'étaient pas malades de se rendre au camp; enfin il pressait vivement le retour de Renzo de Ceri et ne négligeait rien pour mettre ses troupes en bon état; mais il était trop tard.

Il n'y avait pas dans le camp cent chevaux en tout. Le 2 du mois d'août et la nuit d'auparavant les impériaux avaient escaladé et mis au pillage la ville de Somma, défendue par un corps de gens d'armes et de chevau-légers; il y avait même plusieurs jours que leurs partis pénétraient jusqu'au bord des lignes. Lautrec, se voyant comme assiégé, sollicita le comte de Saint-Pol d'envoyer des troupes par mer au camp, et pria les Vénitiens de faire passer dans son armée deux mille hommes de pied destinés à servir sous les ordres de ce prince; le sénat les fit partir aussitôt.

Cependant Chandal, que les ennemis avaient renvoyé sur sa parole, mourut au camp. Le comte de Vaudemont, le prince de Navarre, Camille Trivulce, l'ancien et le nouveau mestre-de-camp, tous les ambassadeurs, les secrétaires et tous les gens de marque, excepté le marquis de Saluces et le comte Guy[1], étaient malades. Les soldats mouraient de faim, et toutes les citernes étant à sec, l'armée entière souffrait de la soif; tout ce qu'on pouvait faire était de se tenir dans les retranchements et de faire bonne garde, en attendant du secours. Les Espagnols coupèrent dans ce temps-là les eaux de Poggio-Reale; on en eut à la vérité bientôt rétabli le cours, mais il était très dangereux d'en boire. Le duc de Somma devait arriver dans deux jours avec quinze cents hommes de pied, et Lautrec comptait que l'abbé de Farfa, qu'il avait pressé de se rendre au camp depuis la défaite de l'évêque Colonna, arriverait incessamment. L'escadre vénitienne revint alors devant Naples, mais en si mauvais état et si mal pourvue qu'elle était obligée, pour subsister, de faire sans cesse des descentes le long des côtes, et par conséquent de laisser l'entrée du port libre.

Sur ces entrefaites les Espagnols pillèrent une seconde fois Somma, où tout le reste de la cavalerie que le comte Rangone y avait mis fut enlevé. Ils attaquèrent aussi cent lansquenets qui conduisaient un convoi; ceux-ci s'étant réfugiés dans deux maisons se rendirent sans résistance; l'activité des ennemis était cause que l'on manquait absolument de vivres au camp, dont l'étendue augmentait d'ailleurs les incommodités de l'armée. On avait jugé dès le commencement qu'il était d'un trop grand circuit, et tout le monde conseillait à Lautrec de le resserrer; mais ce général, dans l'espérance de recevoir bientôt les secours qu'il avait demandés, était bien éloigné d'y consentir, quoiqu'il en souffrît beaucoup lui-même; car tout faible qu'il était il visitait tout le camp avec exactitude, pour y maintenir l'ordre et dans la crainte d'être attaqué. Cependant les affaires déclinaient tellement chaque jour que les impériaux, s'étant saisis de tous les postes entre le camp et la mer, il n'y avait plus de communication entre l'un et l'autre. Les Français, faute de cavalerie, ne pouvaient sortir de leurs retranchements, et l'ennemi leur donnait l'alarme deux ou trois fois chaque nuit et fatiguaient si fort l'armée que les soldats n'étaient pas en état d'escorter les convois. Dans cette cruelle conjoncture la mort de Lautrec, arrivée la nuit du 15 au 16 août, et causée par ses fatigues, vint encore mettre le comble au malheur des Français. Après la perte de ce général sur lequel roulait tout le soin de la guerre, le marquis de Saluces, trop faible pour un si grand poids, prit le commandement de l'armée.

André Doria se rendit alors à Gaëte avec douze galères au service de l'empereur; son arrivée fut cause que la flotte française négligea la garde du port pour se garantir elle-même de l'habileté de Doria. Dans ce même temps le comte de Sarni, à la tête de mille hommes de pied espagnols, s'empara de Sarni, d'où il chassa une garnison de trois cents hommes; s'étant ensuite présenté devant Nola la nuit du 22 avec plus de monde, il la prit aussi. Valerio Orsino,

(1) Gui Rangone.

qui commandait dans cette place, se retira dans le château, accusant les habitants de l'avoir trahi. Le marquis de Saluces, auquel il demanda du secours, fit partir deux mille hommes de pied, qui furent taillés en pièces par un parti des impériaux pendant la nuit. Il n'y avait alors presque plus de troupes au camp; et le marquis de Saluces était si peu capable de remplacer Lautrec, que l'armée était comme sans général.

La seule chose qui la soutînt encore était l'espérance de voir bientôt arriver Renzo de Ceri, qui cependant n'était pas encore parti d'Aquila; on ne l'attendait avec tant d'impatience que pour opérer une retraite moins périlleuse; car on ne songeait plus à la conquête de Naples ni à défendre les retranchements. Vaudemont était mort; le marquis de Saluces, les comtes Gui et Hugues[1] et Pierre Navarro, étaient malades. Sur ces entrefaites Maramaüs sortit de Naples avec quatre cents hommes d'infanterie pour couper les vivres aux Français. Cet officier ayant trouvé la ville de Capoue presque sans défense, s'en saisit; cette perte obligea les Français à abandonner Pozzuolo dont ils mirent la garnison dans Averse, qu'il leur importait beaucoup de conserver pour la sûreté du camp.

Après la prise de Nola et de Capoue les impériaux resserrèrent tellement les Français que ces derniers vinrent à manquer presque entièrement de vivres; c'est pourquoi le marquis de Saluces prit le parti de décamper pendant la nuit, et marcha du côté d'Averse. Les impériaux ayant pénétré son dessein, attaquèrent ce général dans sa retraite et taillèrent ses troupes en pièces. Pierre Navarro[2], plusieurs autres officiers et gens de marque furent pris. Le marquis de Saluces gagna la ville d'Averse avec le reste de l'armée; les impériaux l'y suivirent, et comme il n'était pas possible d'y soutenir un siége, il chargea le comte Guy Rangone de capituler avec le prince d'Orange.

On convint que le marquis[3] abandonnerait la ville et la citadelle d'Averse, l'artillerie et les munitions; que ce général et les autres officiers seraient prisonniers de guerre, excepté le comte Rangone, auquel, en considération de sa qualité de négociateur de la capitulation, la liberté fut accordée; que le marquis ferait tous ses efforts pour engager les Français et les Vénitiens à rendre les places dont ils étaient maîtres dans le royaume; que les troupes pourraient se retirer où il leur plairait, et livreraient leurs drapeaux, leurs armes, leurs chevaux et leurs bagages; que cependant on laisserait des montures aux gentilshommes; qu'enfin les soldats italiens ne pourraient porter les armes de six mois contre l'empereur. Ce fut ainsi que périt entièrement l'armée française. Le vainqueur mit Averse au pillage et se retira après à Naples; les troupes y demandèrent qu'on leur payât huit montres. Renzo de Ceri parut le lendemain aux environs de Capoue avec le prince de Melfi et l'abbé de Farfa; mais ayant appris la défaite de Saluces, ils prirent le chemin de l'Abruzze, seule province qui avec quelques places de la Pouille tenait encore pour les alliés.

Tel fut l'événement de l'expédition de Naples que divers accidents troublèrent. Il y eut surtout deux causes de ce mauvais succès. Après que les canaux de Poggio-Reale eurent été coupés pour rendre inutiles les moulins des assiégés, les eaux se répandirent dans la plaine, et s'étant corrompues infectèrent l'air, ce qui, joint à l'intempérance des Français et à la chaleur du climat qu'ils ne peuvent supporter, causa de grandes maladies parmi eux; pour comble de maux, la peste leur fut apportée dans le camp par des gens qu'on y fit passer exprès de la ville. L'opiniâtreté de Lautrec fut la seconde cause de cette défaite; ce général, qui avait dans son armée la plus grande partie des meilleurs officiers français, se repaissant de chimériques espérances et ayant oublié la honte qu'il s'était attirée par les lettres qu'il écrivit en France lorsqu'il défendait le Milanais, et dans lesquelles il avait promis au roi d'arrêter les ennemis sur les bords de l'Adda, avait encore fait la même faute pendant le siége de Naples et donné des assurances positives de la prise prochaine de cette place; ne pouvant se résoudre à démentir ses promesses, il ne voulut jamais lever le siége et rejeta toujours les avis de ses plus sages officiers qui, voyant les troupes attaquées par les maladies, pressèrent plusieurs fois ce général de se choisir un camp

(1) Hugues de Peppoli.

(2) Il mourut peu de temps après à Naples. On prétend qu'il fut étouffé entre deux matelas par ordre de l'empereur, pour avoir quitté le service d'Espagne.

(3) Il mourut à Naples d'une blessure au genou.

où l'armée pût respirer un air pur. S'il eût suivi ce conseil, il n'eût manqué ni de vivres ni d'argent; par ce moyen il aurait insensiblement consumé les impériaux.

CHAPITRE III.

Gênes occupée par Doria. Pillage de Pavie. Savone prise par les Génois. Le comte de Gaïazzo est renvoyé honteusement par les Vénitiens Troubles dans le royaume de Naples. Aquila se rend aux alliés. Le marquis du Guast battu à Monopoli.

Pendant que Lautrec tenait Naples assiégée, la guerre n'avait pas discontinué en Lombardie. Le comte de Saint-Pol, ayant assemblé ses troupes et fait des provisions de bouche, soumit au-delà du Pô quelques villes et quelques châteaux occupés par Antoine de Lève. Ce dernier s'était rendu le 3 août à Torreta d'où il faisait transporter à Milan le plus de grains qu'il pouvait, parce que l'année avait été si mauvaise dans tout le Milanais qu'à peine y avait-il eu du blé pour fournir à la subsistance des habitants durant huit mois. Il se retira depuis à Marignan où il ne pouvait demeurer long-temps, faute d'argent. Le duc d'Urbin était encore à Brescia, et le comte de Saint-Pol, sortant de Castelnovo de Tortone pour aller à Plaisance, ils eurent une conférence le 11 à Monticelli sur le Pô, dans laquelle ils arrêtèrent que les deux armées se joindraient aux environs de Lodi. Saint-Pol passa ensuite le Pô près de Crémone sur un pont de bateaux qui furent secrètement envoyés de Plaisance. Alors Antoine de Lève, qui en avait un à Bassano et qui était maître de Caravagio et de Trevi, rompit ce pont et fit sortir ses troupes de la Ghiara-d'Adda; il avait abandonné Novare auparavant, et mis sept cents hommes de pied à Pavie et pareil nombre à Sant'-Angelo.

L'armée du comte de Saint-Pol était composée de quatre cents lances, de cinq cents chevau-légers et d'un corps de lansquenets payés sur le pied de quinze cents hommes, mais dont le nombre n'était pas complet, tant par la négligence de ce prince que par l'avarice des commissaires. Il avait outre cela trois cents Suisses qui avaient été payés à Ivrée sur le pied de neuf cents, et trois mille Français. On était convenu que les Vénitiens fourniraient douze mille ducats par mois pour payer les Allemands, d'autres troupes de la même nation et les Suisses qu'on attendait. L'armée de la république consistait en trois cents hommes d'armes, mille chevau-légers et six mille hommes d'infanterie. A l'égard du duc de Milan, il avait plus de deux mille hommes de pied, tous gens d'élite. D'un autre côté Antoine de Lève comptait quatre mille hommes d'infanterie allemande, mille Espagnols, trois mille Italiens et trois cents chevau-légers.

Les troupes des alliés ayant traversé l'Adda se réunirent le 22 du mois d'août. Lève était encore alors à Marignan. Le duc d'Urbin donna trois mille hommes d'infanterie, trois cents chevau-légers et six pièces de canon à Jean de Naldo pour aller faire le siége de Sant'-Angelo. Comme cet officier fut emporté d'un coup de canon aux premières approches, le duc se rendit en personne au siége et prit la ville. Les confédérés campèrent le 25 à San-Zenone, place sur le Lambro, à deux milles et demi de Marignan, et le 27, après avoir traversé cette rivière, ils se présentèrent devant cette dernière place. Les Espagnols se retirèrent dans cette ville et se mirent à couvert derrière un vieux retranchement. Après une escarmouche qui dura deux heures, ils se jetèrent dans la plaine, ce qui fit croire qu'ils voulaient donner bataille; mais ils se contentèrent de faire agir l'artillerie et l'on se canonna pendant une heure de part et d'autre; ils se retirèrent ensuite à Marignan et à Riozzo, après avoir vivement harcelé l'armée pendant qu'elle établissait son camp. Le lendemain Antoine de Lève prit le chemin de Milan avec toutes ses troupes, et les confédérés marchèrent à Landriano; le conseil de guerre ayant été assemblé, il y fut délibéré si l'on tenterait de forcer Milan.

Pendant que l'on conférait sur ce sujet on se mit en marche pour surprendre cette ville, mais une grosse pluie qui survint, ayant gâté les chemins, empêcha l'armée de gagner la porte de Verceil, par laquelle on espérait entrer dans la place. Ce projet paraissant impraticable, d'après le rapport de ceux qu'on avait envoyés reconnaître les lieux, il fut résolu qu'on passerait par Biagrassa pour aller assiéger Pavie, dans l'impossibilité de faire autre chose; on se flattait d'un succès heureux et facile, vu la faiblesse de la garnison qui n'était que de deux cents lansquenets et de huit cents Italiens. Dans la route on fit passer le Tésin à

un détachement d'infanterie qui s'empara de Vigevano. Saint-Pol arriva le 9 septembre à Sant'-Alesso, qui n'est qu'à trois milles de Pavie, dont on forma le siége.

Mais le duc d'Urbin et Saint-Pol reçurent alors une fâcheuse nouvelle; la violence de la peste qui régnait à Gênes avait fait comme abandonner cette ville de tous les Génois et même de presque toutes les troupes; Théodore Trivulce, qui commandait dans cette place, s'était retiré dans le château pour fuir la contagion. André Doria, voulant profiter de l'occasion, s'approcha de la ville avec quelques galères, sans néanmoins beaucoup d'espérance de la forcer, n'ayant avec lui que cinq cents hommes de débarquement. L'armée navale du roi, craignant que cette escadre ne fermât les chemins de France, abandonna le port aussitôt, sans se mettre en peine des suites de son départ, et fit voile vers Savone où l'amiral arriva le premier. Trivulce sortit alors du château et revint dans le palais où il logeait auparavant; mais il ne restait plus qu'un petit nombre de soldats dans la ville, et les habitants avaient conçu de la haine contre les Français, depuis que Savone avait été mise en liberté; c'est pourquoi Doria fut reçu presque sans résistance à Gênes, qui fut enlevée à la France par la négligence et la trop grande sécurité du roi; ce prince, ne croyant pas que la décadence de ses affaires dût être si prompte dans le royaume de Naples, et se persuadant qu'en tout cas l'armée navale qui s'était retirée dans le port de Gênes et la proximité du comte de Saint-Pol feraient la sûreté de cette ville, avait négligé de prendre les mesures nécessaires pour se la conserver. Trivulce, qui s'était retiré dans le château, faisait espérer au comte de Saint-Pol qu'il reprendrait facilement la ville, pourvu qu'on fît partir en diligence trois mille hommes de pied pour Gênes. Le conseil s'étant assemblé, les Français furent d'avis que toute l'armée marchât sans délai au secours de Trivulce; mais le duc d'Urbin ayant représenté que, pour jeter un pont sur le Pô et pour se munir de vivres nécessaires, il fallait plus de temps que ne le comportait la situation des choses, il fit résoudre que Montejan[1] conduirait à Gênes trois mille hommes, partie lansquenets, partie Suisses, qui venant de France pour joindre Saint-Pol étaient déjà dans Alexandrie; qu'au cas où ils refuseraient de marcher à cette expédition, cet officier les amènerait au camp où il prendrait d'autres troupes à leur place, et que cependant on presserait le siége de Pavie. Les Vénitiens insinuèrent en même temps que, supposé qu' on ne prît pas cette place, ils feraient marcher toutes leurs troupes contre Gênes, pourvu qu'il n'y eût rien à craindre pour leurs Etats du côté de la Lombardie.

Le siége de Pavie fut donc continué, et l'on établit quatre batteries le 11 du mois de septembre; la première, de neuf canons, sur le Tésin et en-deçà de cette rivière, pour battre un bastion attenant l'arsenal et qui fut à demi ruiné au bout de quelques heures; la seconde, de trois pièces au-delà du Tésin, pour attaquer pendant l'assaut le mur qui fait face à l'arsenal; la troisième, de cinq canons, sur une hauteur en-deçà du Tésin, pour foudroyer deux autres bastions; et la quatrième, de trois pièces, au bout de la même éminence, pour entamer la muraille. Ces quatre batteries étaient composées de l'artillerie des Vénitiens; celle du comte de Saint-Pol servait à nettoyer les remparts. Le lendemain Annibal[1], gouverneur de Crémone, se rendit, à la faveur d'un boyau de tranchée, jusque sur le fossé d'un bastion du côté de l'arsenal dont les deux tiers étaient ruinés et que les assiégés avaient presque abandonné; Malatesta Sogliano, qui servait dans les troupes vénitiennes, fut tué d'un coup de canon dans cette occasion. Le feu de l'artillerie fut terrible tout le jour et la nuit suivante, et les murs étant ouverts en plusieurs endroits près des trois bastions dont nous avons parlé, l'armée se disposa dès la pointe du jour à donner un assaut; mais lorsqu'on voulut saigner les fossés, le mur qui s'opposait à l'écoulement des eaux se trouva si solide qu'on fut deux jours à l'abattre, ce qui fut cause qu'on ne pût donner l'assaut que le 19, lorsque les fossés furent presque tout-à-fait desséchés.

Le bastion de l'arsenal fut emporté dès le matin, après quoi toutes les troupes se préparèrent à l'assaut, divisées en trois corps qui devaient donner l'un après l'autre. Les Vénitiens

(1) René, seigneur de Montejan en Anjou. Il fut maréchal de France en 1538.

(1) Annibal Pizzinardo, dont il est parlé ci-dessus.

conduits par Antoine de Castello étaient au premier; de Lorge[1] commandait le second, formé de Français; le troisième, sous les ordres du gouverneur de Crémone, était composé des troupes du duc de Milan. Pour le duc d'Urbin, il se mit à pied à la tête de deux cents hommes d'armes aussi à pied et marcha contre les deux autres bastions.

Les assiégés, malgré leur petit nombre, se défendirent avec beaucoup de courage et de péril durant plus de deux heures, exposés au feu de la batterie placée au-delà du Tésin. Pierre de Birague reçut un coup de mousquet à la cuisse dont il mourut peu de jours après; mais il ne voulut jamais qu'on l'emportât, de peur d'effrayer ses soldats. Pierre Boticella fut aussi blessé d'un coup de feu et fut transporté sur-le-champ. Ces deux officiers étaient au service du duc de Milan. Enfin la ville fut forcée à quatre heures avec peu de perte du côté des assiégeants et beaucoup de gloire pour le duc d'Urbin; les assiégés perdirent environ sept à huit cents hommes, et, entre autres, presque tous les Allemands; le reste se retira dans le château avec Galéas de Birague et plusieurs habitants. La ville fut mise au pillage; mais on n'y fit pas grand butin, parce qu'elle avait déjà essuyé deux fois ce malheur. Le château se rendit à composition, et l'on aima mieux traiter avec l'ennemi que de faire un siége en forme. En effet, on manquait de munitions, les fossés étaient larges et profonds, et il y avait actuellement cinq cents soldats dans ce fort. Les conditions furent que les Espagnols et les Allemands, dont le nombre était peu considérable, se retireraient à Milan avec l'artillerie et les munitions qu'ils pourraient transporter à force de bras; à l'égard des Italiens, on leur permit d'aller partout ailleurs que dans cette ville.

Après la prise de Pavie, le duc d'Urbin ne fut pas d'avis de former le siége de Milan, parce qu'il n'était guère possible de réussir sans avoir une armée assez nombreuse pour attaquer la ville en même temps par deux endroits. Il voulait que pour consumer la garnison impériale on se saisît de Biagrassa, de San-Giorgio, de Monza et de Côme, et qu'on envoyât cependant des troupes contre Gênes. Les Allemands et les Suisses qu'on avait destinés à marcher au secours de cette ville, malgré la promesse qu'ils avaient donnée à Montejan de le suivre, se retirèrent à Ivrée faute de paiement; comme leur retraite laissait Trivulce sans secours et qu'André Doria le resserrait chaque jour par le moyen des mines, le comte de Saint-Pol, s'étant mis à la tête de cent lances et de deux mille hommes de pied, marcha vers Gênes et passa le Pô à Porto-Stella à l'embouchure du Tésin, pour prendre le chemin de Tortone. Il convint avec le duc d'Urbin de revenir le joindre s'il voyait qu'il n'y eût pas lieu de réussir. De son côté, le duc devait l'attendre à Pavie avec quatre mille hommes de troupes vénitiennes et mille de celles du duc de Milan qui lui restaient.

Cependant Antoine de Lève, qui s'était retiré à Milan, défendit que personne ne fit du pain et n'eût de la farine dans sa maison, excepté ceux auxquels il avait donné cette permission moyennant trois ducats par chaque muid de farine qu'ils payèrent durant neuf mois. Cet argent lui servit à payer les Espagnols et les Allemands pendant tout ce temps-là. Par ce moyen il se mit non-seulement à couvert du péril qui le menaçait, mais il se soutint encore pendant tout l'hiver, ayant donné des quartiers à l'infanterie italienne à Novare, dans quelques villes de la Lomellina et dans les villages du territoire de Milan, avec la permission de vivre de pillage et de contributions.

Saint-Pol, ayant laissé son artillerie à Novi, arriva le premier octobre à Gavi, place à vingt-cinq milles de Gênes, et prit la citadelle de Borgo-de-Fornari. Le jour suivant, s'étant approché davantage, il reprit le chemin de cette place sur ce qu'il eut avis de l'arrivée de sept cents hommes d'infanterie corse à Gênes. Il n'avait que quatre mille hommes en tout, tant de ses troupes que de celles de Montejan, en comptant mille hommes de pied que Nicolas Doria lui avait amenés de l'armée; encore perdait-il chaque jour plusieurs soldats qui repassaient en France faute de paiement. Ce général n'espérant donc plus secourir le château, voulut du moins sauver Savone que les Génois assiégèrent alors. Pour cet effet, il donna trois cents hommes de pied à Montejan pour se jeter

(1) Jacques de Lorge, père de Montgommery, qui eut le malheur de tuer Henri II long-temps après.

dans la place; mais cet officier, trouvant les passages fermés, ne put s'acquitter de cette commission. Saint-Pol prit donc le chemin d'Alexandrie le 10 octobre; il se rendit ensuite presque sans troupes à Senazzara, entre cette première ville et Pavie, pour conférer avec le duc d'Urbin. Le duc, de son côté, n'avait plus que quatre mille hommes, tant des troupes vénitiennes que de celles de François Sforze, au lieu qu'Antoine de Lève avait, ou dans Milan ou ailleurs, quatre mille lansquenets, six cents Espagnols et quatorze cents Italiens. Le duc d'Urbin résolut de s'enfermer dans Pavie et le comte de Saint-Pol dans Alexandrie, où ils feraient en sorte de lever de nouvelles troupes; ensuite, si l'occasion s'en présentait, ils devaient s'emparer de Biagrassa, de Mortara et du château de Novare.

Savone, n'ayant pu recevoir le secours de Montejan, capitula le 21 octobre et promit de se rendre si elle n'était pas secourue dans un certain temps. Saint-Pol aurait bien voulu la sauver; mais ne pouvant tenter l'aventure avec les mille soldats qui lui restaient, il en envoya demander trois mille aux ducs d'Urbin et de Milan, qui se contentèrent d'en accorder douze cents. Saint-Pol, ne jugeant pas ce nombre suffisant, eut le chagrin de laisser perdre Savone. Les Génois ne furent pas plus tôt maîtres de cette place qu'ils en comblèrent le port afin de le rendre inutile. Théodore Trivulce, n'espérant plus de secours et n'ayant point d'argent, rendit aussi le château, que les Génois rasèrent aussitôt.

Gênes établit alors une nouvelle forme de gouvernement par le conseil d'André Doria. On choisit quatre cents des habitants pour former un conseil dans qui résiderait le pouvoir de nommer à toutes les magistratures et les dignités de la ville, et surtout de faire le doge et le souverain magistrat, qui changeraient tous les deux ans; la noblesse fut rétablie dans le droit d'entrer dans les charges. On posa les fondements de la liberté sur l'extinction des factions qui régnaient dans la ville avec plus de fureur que dans tout le reste de l'Italie. Outre les anciennes factions des Guelfes et des Gibelins et celles de la noblesse et du peuple, divisés par une extrême animosité, il y en avait parmi les familles plébéiennes deux qui formaient encore des partis opposés; c'étaient les Adorne et les Frégose. Il y avait toute apparence que ces divisions étaient là seule cause de la longue servitude et de l'oppression de cette ville, que son assiette et l'habileté de ses habitants dans la marine auraient rendue souveraine de ces mers. Pour couper jusqu'à la racine du mal, on supprima les noms de toutes les familles, à l'exception de vingt-huit des plus illustres, tant plébéiennes que nobles, et l'on n'y comprit ni les Adorne ni les Frégose dont les noms furent absolument éteints. On rangea toutes les autres familles dans les vingt-huit dont les noms furent conservés, et pour extirper entièrement les factions, on confondit des familles nobles avec des plébéiennes et des plébéiennes avec des nobles; les partisans de Frégose furent incorporés dans des familles du parti des Adorne et les partisans des Adorne dans celles de la faction des Frégose. Enfin il fut réglé qu'il n'y aurait aucune préférence entre les vingt-huit familles par rapport aux honneurs et aux magistratures. On se flatta que par ce moyen l'esprit de faction s'éteindrait absolument au bout de quelques années.

Doria jouit d'une grande autorité dans sa patrie après cette réforme, et il ne s'y conclut dans la suite aucune affaire importante sans sa participation. Son habileté, sa réputation, et la considération que lui donnaient les galères qu'il commandait au service de l'empereur et qu'il tenait dans le port lorsqu'il n'était pas en mer, affermissaient sa puissance dont personne n'était jaloux. Ce qui la rendait supportable, c'est qu'il n'était point chargé du maniement des deniers publics et qu'il n'entrait en aucune manière dans l'élection du doge et des autres magistrats, ni dans la décision des affaires des particuliers. Les Génois, tranquilles et plus occupés du commerce que de vues ambitieuses, goûtaient la douceur du nouveau gouvernement par le parallèle qu'ils en faisaient avec la servitude et les maux qu'ils avaient éprouvés.

Sur ces entrefaites il y eut entre l'armée navale de France et l'escadre de Doria, à la hauteur de Nice et de Monaco, un combat où ce Génois perdit une de ses galères, qui fut coulée à fond.

Après la perte de Savone, le duc d'Urbin et le comte de Saint-Pol eurent une seconde conférence à Senare, entre Alexandrie et Pavie; le premier déclara qu'il était dans la résolution

de repasser l'Adda et de laisser le duc de Milan à Pavie, conseillant d'ailleurs à Saint-Pol de passer l'hiver dans Alexandrie. François Sforze et le comte furent très mécontents de ce projet, et la cour de France, sourde aux vaines excuses des Vénitiens, se plaignit hautement de cette démarche de leur général et de la perte de Gênes et de Savone causée par leur négligence. Saint-Pol reçut depuis un renfort de mille lansquenets qui, joint aux troupes que Villacerca commandait, composait quatre mille hommes d'infanterie dans la Lomellina.

Il y eut sur ces entrefaites des troubles dans le marquisat de Saluces. Le marquis Michel-Antoine, qui venait de mourir au siége de Naples, laissait deux frères; le premier nommé Gabriel, qui, sous prétexte d'imbécillité, avait été enfermé dans le château de Ravel du vivant de son aîné par l'ordre de sa mère, tutrice commune des trois frères, fut remis en liberté par le commandant de ce fort. Le premier usage qu'il fit de sa liberté fut de se saisir de la personne de sa mère, et ayant été favorablement reçu par les peuples, il se rendit maître de la succession du marquis. François, son cadet, s'enfuit, et s'étant jeté quelque temps après dans Carmagnole, il assembla des troupes et vainquit son frère.

Il ne se passa rien d'important en Lombardie le reste de cette année, si ce n'est que le comte de Gajazzo conduisit des partis jusqu'aux portes de Milan. La négligence des Vénitiens était la cause de cette inaction des alliés. Ces républicains n'envoyèrent point à Saint-Pol les troupes promises pour faire le siége de Serravalle, de Gavi et d'autres places du territoire de Gênes. A la vérité on forma le dessein d'enlever André Doria dans son palais situé sur le bord de la mer et presque contigu aux murs de Gênes. Montejan et Villacerca partirent de Vitade a quatre heures du soir, à la tête de deux mille hommes de pied et de cinquante chevaux pour aller le surprendre; mais la longueur du chemin, qui était de vingt-deux milles, fatigua tellement cette infanterie qu'elle ne put arriver que quelques heures après le soleil levé. Doria, averti par le bruit, se jeta dans une barque, abandonnant son palais à l'ennemi qui retourna sur ses pas après l'avoir pillé. D'un autre côté le comte de Gajazzo, ayant dressé une embuscade entre Milan et Monza, tailla en pièces cinq cents lansquenets et cent chevau-légers commandés pour escorter des vivres. Cet officier, ayant eu ordre de se rendre à Bergame, y exerça tant de brigandages que le sénat qui l'avait nommé capitaine général de l'infanterie vénitienne, indigné de cette insolence et de son avarice, le chassa honteusement du service.

Dans le même temps, les Espagnols s'emparèrent de Vigevano, et Belgioioso[1], qui s'était échappé des mains des Français, fut chargé par Antoine de Lève d'aller surprendre Pavie dont la garnison, composée de troupes du duc de Milan, était de cinq cents hommes. Il se présenta durant la nuit devant les murs de la place avec deux mille hommes de pied; mais ayant été découvert, il se retira sans rien faire.

Il arriva sur ces entrefaites à Gênes deux mille Espagnols que l'empereur destinait à la défense de cette ville ou à celle du Milanais, selon le besoin; et Belgioioso partit pour aller au-devant d'eux et les conduire à Milan. Saint-Pol se disposait à fermer le chemin à ces troupes qu'on disait venir par Casal ou par Plaisance, et il pressait les Vénitiens de se poster à Lodi pour empêcher que les troupes de Milan ne leur facilitassent le passage. Il cherchait à les engager à faire avec lui une tentative sur la ville de Milan, où la misère et le désespoir des habitants étaient extrêmes; mais le duc d'Urbin n'était pas de cet avis. Les Vénitiens avaient toujours marqué beaucoup de froideur à toutes les propositions qu'on leur avait faites de quelques actions de vigueur, et ils en faisaient paraître encore plus que jamais depuis le retour d'André Navagero, ambassadeur de la république à la cour d'Espagne, qui ne cessait de parler favorablement de l'empereur; d'ailleurs, ils entretenaient une sorte de négociation avec l'ambassadeur que ce prince avait à Rome. Les sénateurs étaient de différents avis par rapport aux affaires présentes; plusieurs avaient du penchant à traiter avec l'empereur; mais on résolut enfin de demeurer uni à la France.

Dans le même temps, Tornellio, ayant passé le Tésin avec deux mille hommes d'infanterie, prit Basignana et marcha vers la Lomellina. L'abbé de Farfa, qui était allé à Crescentino dans le Piémont avec de la cavalerie, fut battu

(1) Il avait été fait prisonnier à Pavie.

pendant la nuit et demeura prisonnier; mais le marquis de Montferrat[1] lui fit rendre la liberté. D'un autre côté, le marquis de Mus[2] tailla en pièces quelques troupes d'Antoine de Lève et fit prisonnier leur commandant.

Sur ces entrefaites le cardinal de Santa-Croce[3], étant arrivé à Naples, fit mettre en liberté les trois cardinaux[4] qui avaient été donnés en otages, ce qui fit croire que le pape avait conçu le dessein de se déclarer pour l'empereur. On disait que ce cardinal était chargé de rendre à Clément les villes d'Ostie et de Civita-Vecchia, et que ç'avait été par sa médiation que Porto-Hercole avait été remis aux Siennois par André Doria, sous le bon plaisir du pape. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on s'apercevait tous les jours que Clément VII méditait quelque changement dans ses affaires; il donnait secrètement des secours à Braccio Baglione qui excitait des troubles à Pérouse contre Malatesta, quoique celui-ci fût à la solde de l'Eglise. D'ailleurs, ayant appris que le duc de Ferrare était allé à Modène, il donna ordre à Paul de Luzzasco de s'embusquer avec deux cents chevaux dans la maison des Coppi sur le chemin de cette ville, pour le surprendre à son retour; mais le duc ayant différé son départ, il fut averti du péril qui l'attendait.

Il semblait que la défaite de l'armée française eût dû terminer la guerre dans le royaume de Naples; mais ce malheureux pays en fut encore long-temps le théâtre. Simon Tebaldi, ayant levé de nouvelles troupes, s'était emparé de Navo, d'Oriolo et d'Amigdalara; ensuite, ayant été joint par Frédéric Caraffa que le duc de Gravina avait fait partir avec mille hommes de pied et plusieurs habitants du pays, il s'était vu à la tête d'un corps d'armée qui pouvait se faire craindre; il est vrai qu'après la défaite des Français à Naples les troupes du duc de Gravina avaient abandonné Simon; cependant il se trouva encore assez fort pour s'emparer de Barletta, où il pénétra par la citadelle, et après avoir pillé cette ville, il prit le parti de s'y renfermer. Les Vénitiens étaient maîtres de Trani et de Monopoli dans la Pouille. Camille et Jean Corrado Orsino commandaient pour la république dans ces deux places; Renzo de Ceri et le prince de Melfi passèrent aussi dans cette province avec mille hommes d'infanterie. Ils avaient d'abord campé entre Nocera et Gualdo; mais ayant reçu des ordres de la part du pape, qui craignait d'aigrir les impériaux, ils avaient abandonné ce poste; et s'étant depuis embarqués à Sinigaglia, ils se rendirent ensuite par mer à Barletta pour renouveler la guerre dans la Pouille.

Cette démarche fut réglée dans le conseil de la ligue, qui voulait forcer par ce moyen les imperiaux à rester dans le royaume de Naples jusqu'au printemps, où les alliés comptaient être en état de faire la guerre avec de nombreuses forces; c'est pourquoi François I fit tenir de l'argent à Renzo. Les Vénitiens, pour conserver avec le secours de la ligue les places qu'ils avaient conquises dans la Pouille, offrirent au roi de lui prêter douze galères; mais comme ce prince déclara qu'il n'accepterait leurs offres qu'à condition qu'ils feraient les frais de l'armement, dont on leur tiendrait compte sur les quatre-vingt mille ducats que la république s'était obligée à fournir à Lautrec pour la guerre, il ne fut plus question de ce secours. A l'égard du roi d'Angleterre, il promettait de fournir aux dépenses ordinaires, et les Florentins s'étaient engagés à payer le tiers des troupes levées par Renzo.

Pendant ce temps-là les impériaux, uniquement occupés du soin de trouver de l'argent pour payer les montres dues à leurs troupes, se mettaient peu en peine de finir la guerre. Pour faire des exactions avec plus de facilité et pour affermir en même temps la domination impériale par la sévérité, le prince d'Orange fit trancher la tête dans la place du marché de Naples à Frédéric Gaetano, fils du duc de Trajetto, à Henri Pandone, duc de Boviano, fils d'une fille du vieux Ferdinand, roi de Naples, et à quatre autres Napolitains. On usa de la même rigueur dans les autres villes du royaume. Les biens des absents qui avaient pris le parti de la France et auxquels on fit le procès furent confisqués, et on leur fit payer des taxes pour y rentrer. Il n'y eut sorte de rigueur qu'on n'exerçât pour tirer de l'argent des Napolitains

(1) Boniface Paléologue, sixième du nom, dont il est parlé ci-dessus.

(2) Il avait encore changé de parti; car on a vu ci-dessus qu'il avait quitté le service de la France pour celui de l'empereur qui l'avait fait marquis.

(3) C'était le général des franciscains, nommé cardinal du titre de Santa-Croce qu'avait porté Carvajal, mort en 1523.

(4) Les cardinaux Pisani, Trivulce et Gaddo.

effrayés par le supplice de leurs compatriotes. Jérôme Morone, l'auteur de tous ces maux, eut le duché de Boviano pour récompense.

L'Abbruzze ne fut pas exempte de troubles pendant ce temps-là. Jean-Jacques Franco, qui servait la France, s'empara de Matrice, place voisine d'Aquila. Ce succès fit soulever toute cette province en faveur de cette couronne, et Sciarra Colonna, gouverneur de cette dernière ville où il avait six cents hommes de pied, se trouvant malade dans ces circonstances, ne s'y crut pas en sûreté.

D'un autre côté, les Vénitiens envoyèrent quelques chevau-légers dans la Pouille pour la défense de Barletta ; mais une partie des vaisseaux qui les portaient échoua sur les côtes de cette place et de Trani, et le provéditeur, qui s'était jeté dans un esquif, se noya. Cette cavalerie, qui était commandée par Jean Conrad Orsino, tomba entre les mains des impériaux, et Jean-Paul de Ceri demeura prisonnier du marquis du Guast, auprès des terres duquel il vint échouer. Vers la fin de cette année la ville d'Aquila, aigrie par les mauvais traitements des impériaux, se rendit aux confédérés par le moyen de son évêque, du comte de Montorio et de quelques autres bannis. Il parut au commencement de la suivante quelque disposition à la paix, tant du côté des impériaux que des confédérés, et les deux partis semblaient vouloir s'en rapporter à la médiation du pape. On savait que le cardinal Santa-Croce (c'est ainsi que se nommait le général espagnol des franciscains) allait à Rome chargé des pleins pouvoirs de l'empereur. Le roi de France, qui soupirait après la paix, envoya aussi les instructions nécessaires pour la conclure aux ministres qu'il avait à Rome, et le roi d'Angleterre fit partir un ambassadeur pour travailler de concert avec les autres. Ces commencements de négociation, joints à la lassitude des puissances, ralentirent les opérations de la guerre du côté des alliés.

Le point capital des affaires de Lombardie était de fermer aux deux mille Espagnols arrivés à Gênes les chemins de la ville de Milan, que presque tous les Allemands avaient abandonnée faute de paiement. Belgioioso, qui avait pris cent chevaux pour les escorter, se rendit à Casè et de là à Gênes sans être découvert, et il les conduisit à Savone pour y prendre cinq cents hommes de pied nouvellement arrivés d'Espagne.

Cependant les impériaux, appréhendant que les troubles de la Pouille et de l'Abbruzze n'eussent de fâcheuses suites, résolurent de marcher de ce côté avec toutes leurs troupes. Le marquis du Guast fut chargé de se rendre dans la première de ces provinces à la tête de l'infanterie espagnole, et le prince d'Orange marcha contre les villes d'Aquila et de Matrice avec les lansquenets. La garnison de la première abandonna cette place à l'approche du prince qui, ne se contentant pas de taxer les habitants et ceux du territoire à cent mille ducats, leur enleva encore la châsse d'argent de Saint Bernardin, donnée autrefois par Louis X, roi de France. Il détacha ensuite des troupes contre Matrice, où il y avait quatre cents hommes de pied sous les ordres de Camille Pardo, qui était absent depuis quelques jours et qui avait promis de revenir incessamment; mais soit qu'il ne crût pas pouvoir soutenir un siége à cause de la disette de vin et d'eau où cette ville était et des brouilleries des habitants avec les soldats, soit par d'autres raisons, non-seulement il ne revint pas dans cette place, mais il n'y fit tenir qu'une partie de la somme que les Florentins lui avaient fait remettre pour la défendre ; c'est pourquoi la garnison prit le parti de la retraite, et la ville se rendit aussitôt. De si heureux succès firent craindre que le prince d'Orange ne passât en Toscane, à la sollicitation du pape. Clément, qui venait d'avoir une courte mais dangereuse maladie, entretenait de secrètes liaisons avec les deux partis et leur faisait espérer qu'il traiterait avec eux. Il assurait la cour de France qu'il rentrerait dans la confédération, pourvu que les Vénitiens lui rendissent Ravenne et Cervia, et qu'il terminerait ses différends avec les Florentins et le duc de Ferrare à des conditions favorables pour ces deux puissances. On a vu plus haut qu'il n'avait pas voulu ratifier le traité conclu par les confédérés avec ce duc pendant la prison de ce pontife ; aussi, lorsque Alphonse paya son contingent à Lautrec, conformément à ce traité, il dit que ce n'était que par pure libéralité qu'il le faisait, n'étant lié par aucune obligation, puisque le pape n'avait pas ratifié. D'un autre côté la restitution d'Ostie et de Civita-Vecchia, quoique faite à des

conditions onéreuses par le moyen du cardinal Santa-Croce, avait formé des liaisons plus cachées et plus intimes entre Clément et l'empereur; cette sourde négociation, dans laquelle l'un et l'autre songeaient moins à la paix générale qu'à leur intérêt particulier, se conduisait avec un profond secret et plus de solidité que celles qui l'avaient précédée.

Pendant que ces choses se passaient à Rome, telle était la situation des affaires de la Pouille. Renzo de Ceri, le prince de Melfi, Frédéric Caraffa, Simon Tebaldi, Camille Pardo, Galeas Farnèse, Jean-Conrad Orsino et le prince de Stigliano, défendaient Barletta pour le roi de France; Trani, Pulignano et Monopoli étaient au pouvoir des Vénitiens. Il y avait dans ces places deux mille hommes de pied et six cents chevau-légers albanais, dont deux cents étaient à Monopoli; ces républicains possédaient encore le port de Biestri. François I, se mettant peu en peine des troupes qu'il avait dans cette province, ne leur avait envoyé aucun secours de vivres ni d'argent depuis qu'il leur avait fait tenir une somme assez légère. Des douze galères dont les Vénitiens lui avaient fait offre et qu'il avait refusées, trois, chargées de vivres pour Trani et pour Barletta, se brisèrent contre la côte de Bestrice, aussi bien qu'une grosse flûte qui portait des rafraîchissements à ces places. Il périt encore en divers temps cinq autres de ces galères dont on sauva néanmoins l'artillerie et les agrès. Les Français étaient aussi maîtres de Monte-Sant'-Angelo, de Nardo, dans le pays d'Otrante, et de Castro, dont le comte de Dugento était gouverneur. Il y avait outre cela, en divers cantons, beaucoup de gens du pays attroupés qui s'étaient révoltés contre l'empereur, et des troupes d'aventuriers qui n'avaient d'autre objet que de piller, ce qui réduisait cette malheureuse province à la plus déplorable situation. En effet, les deux partis y mettaient également tout à feu et à sang; mais Simon Tebaldi se signalait surtout dans ses courses. Il infestait sans cesse les environs de Barletta, à la tête de sa cavalerie et de deux cent cinquante hommes d'infanterie, conduisant dans cette place tout le bétail, les blés et les autres provisions qu'il pouvait enlever. Quelquefois, prenant un plus grand nombre de gens de pied, il se jetait tantôt sur une ville, tantôt sur une autre, employant tour à tour la force et la surprise. Ce fut ainsi qu'il se rendit maître de Canosa; ayant escaladé cette place durant la nuit, il la mit au pillage et surprit la plupart des chevaux de quarante hommes d'armes qui étaient dans cette ville.

Le marquis du Guast n'osant attaquer Barletta, place bien fortifiée, assiégea Monopoli, au mois de mars, ayant quatre mille Espagnols et deux mille Italiens sous ses ordres. Ce général ne put jamais engager deux mille cinq cents lansquenets à le suivre dans la Pouille, et cette infanterie voulut absolument rester dans l'Abbruzze; il campa dans une petite vallée couverte par la montagne, où il n'y avait rien à craindre du canon de la place, dans laquelle Renzo fit passer trois cents hommes d'infanterie par mer.

Monopoli, place fort petite, est environnée de trois côtés par la mer; le reste est fermé d'un mur d'environ sept cents pieds de longueur et défendu par un fossé. Le marquis fit élever à l'opposite de cette muraille un bastion à la distance d'une portée d'arquebuse : on construisit encore un cavalier aux deux extrémités de la ville, sur le rivage, mais moins proche de la place, pour battre sur la mer et foudroyer la porte qui donnait de ce côté-là, afin d'empêcher qu'il ne vînt ni secours ni vivres aux assiégés par le moyen des galères. Il donna le premier assaut vers le commencement du mois d'avril, et perdit plus de cinq cents soldats, un grand nombre de pionniers et trois de ses canons qui crevèrent; cette perte, jointe au ravage que l'artillerie de la place faisait dans ses troupes, l'obligea de se retirer à un mille et demi de son camp. Après sa retraite, les assiégés coururent à ses retranchements, où ils tuèrent plus de cent hommes; ensuite ils élevèrent un bastion sur le rivage, à l'opposite d'un cavalier des ennemis, pour assurer la liberté du port.

Dès que le marquis du Guast eut rassuré ses troupes, il reparut au pied des murs et construisit deux cavaliers pour battre les dedans de la place, et fit ouvrir la tranchée pour arriver jusqu'au fossé qu'il voulait combler avec six cents charretées de fascines. Mais les assiégés, ayant fait une sortie au nombre de deux cents hommes, ruinèrent un de ses bastions. Ses travailleurs ouvrirent ensuite une tranchée sous leur canon et une autre devant le quartier des

Espagnols, qu'ils poussèrent presque jusqu'au bord du fossé; ensuite le marquis fit élever à la queue de ces travaux un cavalier, où l'on établit une batterie qui embrassait environ six toises du mur, à six ou sept pieds de terre. Mais ayant appris que de nouvelles troupes envoyées par Renzo étaient entrées dans la place, il fit retirer son canon et leva le siége à la fin du mois de mai.

Pendant le siége de cette place et depuis, il arriva plusieurs choses dans la Pouille. La garnison de Barletta pillait chaque jour le pays aux environs, et les troupes qui occupaient Monte-Sant'-Angelo, commandées par Frédéric Caraffa, ayant pris San-Severo, obligèrent les impériaux à lever le siége de Vico. Ensuite Caraffa, s'étant mis en mer avec vingt-six voiles, vint débarquer à Lanciano, où il y avait cent soixante lances impériales; il força la place, prit trois cents chevaux de service et fit un grand butin; il ne jugea pas à propos d'y laisser garnison.

La Basilicate ne fut pas exempte de troubles. Les bannis y commettaient de grands désordres qui empêchèrent les impériaux de recouvrer les impositions qu'ils avaient mises sur cette province. Si le roi de France eût envoyé de l'argent et des troupes à ses partisans, il n'y a point de doute qu'il ne se fût élevé des troubles dans tout le royaume de Naples, ce qui eût obligé ses ennemis d'y demeurer pour le défendre; mais comme il n'y avait dans le pays que des milices levées à la hâte, sans autre secours que quelques légères sommes fournies par les Florentins à Renzo, on ne devait pas compter qu'elles fissent beaucoup de mal à l'empereur; Renzo ne put même obtenir quatre pièces de canon qu'il pria le duc de Ferrare de lui envoyer par mer. Cependant Barletta commençait à manquer de blé et d'argent, et environ six cents rebelles ayant été assiégés dans Montelione par le vice-roi, ils se rendirent faute de munitions et de vivres et furent menés à Naples.

Le prince de Melfi ayant embarqué des troupes sur les galères des Vénitiens, alla mettre le siége devant Malfetta, ville qui lui avait appartenu; Frédéric Caraffa s'y rendit de son côté par terre et fut tué d'un coup de pierre par les assiégés; le prince, irrité de sa perte, força la place et la mit au pillage. Simon Tebaldi fut aussi malheureux que Caraffa; la flotte vénitienne, qui se tenait au cap d'Otrante d'où elle infestait toute cette côte, ayant fait voile vers Brindes, débarqua des troupes sous la conduite de cet officier qui, s'étant emparé de la ville, fut tué d'un coup de canon à l'attaque de la citadelle.

CHAPITRE IV.

Le duc d'Urbin au service des Vénitiens. Les affaires des alliés déclinent en Lombardie. Malatesta Baglione à la solde du roi de France et des Florentins. Mort du cardinal Gonzague. Nicolas Capponi, accusé à Florence, se démet de sa charge. François Carducci élu gonfalonier à sa place. Le duc d'Urbin et Saint-Pol décident de camper sous Milan. Lève défait Saint-Pol et l'emmène prisonnier avec d'autres capitaines.

Tandis que la guerre se faisait avec divers succès de part et d'autre dans le royaume de Naples, le comte de Saint-Pol força vers la fin de mars la ville de Seravalle, dont la citadelle promit de garder une parfaite neutralité. Cette place fut bientôt reprise par les ennemis, qui la surprirent durant la nuit, ce qui fit craindre aux Français de n'être plus en état de fermer le chemin de Milan aux Espagnols, surtout les troupes de Saint-Pol diminuant chaque jour faute de paiement. François I n'envoyait que fort peu d'argent à ce général, qui d'ailleurs manquant de conduite, en dépensait une partie pour ses plaisirs tandis que le reste était pillé par les commissaires.

Dans ces conjonctures, le roi pressait vivement les Vénitiens de marcher contre Gênes à cause de l'importance de cette place, mais surtout parce qu'il était certain que l'empereur devait passer en Italie l'été prochain. Ils avaient toujours marqué beaucoup de froideur lorsqu'il s'était agi de donner du secours à cette place ou de la réduire à l'obéissance du roi. A la vérité, ils avaient apporté des raisons pour s'en excuser, et l'un de ces prétextes avait été que le bruit courait que l'empereur faisait passer de nouvelles troupes d'Allemagne en Italie; mais François I soupçonnait que leur véritable motif était qu'ils ne le verraient pas avec plaisir rentrer dans Gênes. Ces politiques répondirent à ses instances, qu'il était à propos de différer cette expédition et de profiter de la faiblesse des troupes d'Antoine de Lève pour le chasser de Milan, après quoi ils feraient marcher toutes leurs forces contre la ville de Gênes. En conséquence

on résolut d'assiéger Milan avec seize mille hommes d'infanterie, qui seraient payés par le roi de France et par la république. Cette résolution fut prise au mois de mars, dans l'absence du duc d'Urbin qui, voyant le prince d'Orange et l'infanterie allemande presque sur les frontières du royaume de Naples et craignant pour son duché, s'y était retiré presque malgré les Vénitiens. Cette démarche ne les empêcha pas de lui confier de nouveau le commandement des troupes, aux mêmes conditions qu'ils avaient faites au comte de Pitigliano et à Barthélemi d'Alviano; outre cela, ils envoyèrent dans le duché d'Urbin trois cents chevaux et trois mille hommes de pied pour la défense de cet Etat, conformément à ce nouveau traité; ils donnèrent en même temps le titre de gouverneur de leurs troupes à Janus Frégose. Leur armée ne consistait qu'en six cents lances, mille chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie, quoiqu'ils fussent obligés d'en tenir douze mille sur pied. Ces troupes forcèrent la ville de Cassano le 16 avril; la citadelle se rendit à discrétion. Antoine de Lève et Tornellio, qui avaient conduit quelques troupes hors de Milan pour faire diversion, furent obligés d'y rentrer sans avoir réussi dans leur dessein.

Sur ces entrefaites les Espagnols qui étaient à Gênes passèrent enfin à Milan, malgré tout ce qui s'était fait pour les en empêcher. Le comte de Saint-Pol et les Vénitiens avaient cru qu'ils prendraient la route du Tortonais et de l'Alexandrin; mais en sortant de Vostaggio, le comte de Belgioioso leur fit prendre un chemin plus long par la montagne de Plaisance et les Etats du Saint-Siége. Saint-Pol détacha cent cinquante chevaux pour les aller reconnaître, et en même temps il fit savoir à la garnison de Lodi et à l'armée vénitienne le chemin qu'ils avaient pris. Le duc d'Urbin envoya une partie de ses troupes au duc de Milan pour entraver le passage des Espagnols; mais elles arrivèrent trop tard d'un jour, et d'ailleurs elles n'étaient pas aussi nombreuses qu'on l'avait promis. Les Espagnols, qui avaient déjà gagné Varzi dans la montagne, passèrent le Pô durant la nuit à Arena sur des barques qu'on leur envoya de Plaisance, et il ne fut pas possible de les empêcher de joindre Antoine de Lève, qui était venu au-devant d'eux à Landriano, place éloignée de douze milles de Pavie. Ils arrivèrent donc à Milan, mais dans un état si misérable que, manquant généralement de tout, ils augmentèrent encore l'extrême misère des habitants, qu'ils dépouillaient jusque dans les rues de ce qui leur restait d'habits.

Ce fut ainsi qu'échouèrent les projets que la France et Venise avaient formés pour empêcher les Espagnols de passer à Milan et pour s'emparer de Gavi et des lieux circonvoisins, afin de se préparer à l'expédition de Gênes et de prendre Casè, dont la garnison causait de grands maux dans tout ce pays. Pour comble de disgrace, les alliés perdirent Binasco, que Lève prit à composition. Les barques que Plaisance avait envoyées aux Espagnols, et l'opinion où l'on était qu'ils n'auraient jamais osé se mettre en chemin s'ils n'eussent pas été sûrs d'une retraite dans cette ville en cas de besoin, jointe à plusieurs autres indices, mais surtout à la restitution d'Ostie et de Civita-Vecchia, firent croire aux confédérés que le pape avait traité avec l'empereur ou qu'il était sur le point de le faire. Clément avait tourné en secret toutes ses vues du côté de Florence, pour le rétablissement de sa maison; et quoiqu'il entretînt diverses négociations avec les ambassadeurs de France et qu'il leur fît toujours espérer, aussi bien qu'au reste des confédérés, qu'il se rejoindrait à la ligue, il penchait néanmoins plutôt vers l'empereur que du côté de la France, soit que la grandeur et la prospérité de Charles V le fissent trembler, soit qu'il espérât parvenir plus facilement à remettre sa maison dans son premier éclat par le moyen de ce prince que par le secours de François I. C'était pour cela qu'il voulait s'assurer de Pérouse, et l'on croyait que c'était par ce motif qu'il favorisait Braccio Baglione qui remuait en ces quartiers. Malatesta, entrevoyant les desseins de Clément et craignant d'en faciliter l'exécution en restant à la solde de ce pontife dont la faveur apparente ne servirait qu'à le ruiner, cherchait à s'assurer de la protection d'une autre puissance; c'est pourquoi il refusa de renouveler ses engagements avec lui, prétendant qu'il n'était pas obligé de servir un an au-delà, attendu qu'il n'était fait dans son traité aucune mention de la clause qui laisse à celui qui prend un officier à sa solde la liberté de la proroger d'une année. Il se plaignit outre cela des intrigues du cardinal de Cortone con-

tre lui, et d'une lettre du cardinal de Médicis[1] à Braccio qu'il avait interceptée. Clément, pour empêcher indirectement Malatesta de traiter avec la France, défendit à tous ses sujets, sous peine de confiscation, de se mettre au service d'aucune puissance sans sa permission. Malatesta prit néanmoins des engagements avec la France et les Florentins.

Cette couronne s'obligea à lui donner la solde de deux cents chevaux et de deux mille hommes d'infanterie en temps de guerre, deux mille écus de pension et l'ordre de Saint-Michel; Florence le fit gouverneur des troupes de la république avec la même pension, et la solde de mille hommes de pied durant la guerre; outre cela, cette république s'engagea à fournir à l'entretien de cinquante chevaux sous les ordres du fils de Malatesta, de pareil nombre sous la conduite de son neveu, et de leur donner cinq cents écus en commun pour leur table; elle promit encore deux cents hommes de pied pour la défense de Pérouse, qu'elle prit sous sa protection; le roi de France et les Florentins s'obligèrent encore à fournir à Malatesta cent écus par mois en temps de paix pour l'entretien de dix capitaines. Ce dernier s'engagea de son côté à servir les Florentins en toute occasion avec mille hommes d'infanterie seulement, supposé même que la France n'exécutât point ses promesses.

Clément VII se plaignit amèrement au roi d'un traité qui lui ôtait la liberté de disposer d'une ville dépendante du Saint-Siége, ce qui empêcha François I de le ratifier d'abord; ce pontife ne négligea rien pour engager Malatesta à servir encore dans ses troupes, du moins pendant l'année que le stipendiaire laissait ordinairement à la disposition du prince avec lequel il s'engageait. Il ne laissa pas en même temps d'appuyer sous main Braccio Baglione, Sciarra Colonna et les bannis de Pérouse, qui mirent le siége devant Norcia. Mais comme Malatesta avait résolu de quitter le service du pape et que les Florentins se déclarèrent ouvertement en sa faveur, il ne craignait rien de la part de Clément, qui ne jugea pas à propos de pousser les choses plus loin. Ce pontife ne cessait d'inquiéter le duc de Ferrare, et il était si peu disposé à remplir le traité fait avec ce prince au nom du sacré-collége que le cardinal de Gonzague, évêque de Modène, étant venu à mourir sur ces entrefaites, il donna cette prélature au fils de Jérôme Morone, quoiqu'elle eût été promise au fils d'Alphonse par ce même traité; il comptait que le duc ne manquerait pas d'entraver la prise de possession du nouveau titulaire, ce qui le commettrait avec Morone qui avait beaucoup de crédit auprès des impériaux.

Dans le même temps le pape, pour surprendre Reggio, forma de secrètes liaisons avec Jérôme Pio, par le moyen de Hubert de Gambara, gouverneur de Bologne; mais cette intrigue ayant transpiré, elle fut fatale à Pio que le duc de Ferrare punit de mort. Clément ne réussit pas plus heureusement par rapport à Ravenne, où il avait des intelligences. Cependant son inclination à se réconcilier avec l'empereur augmentait chaque jour, et comme ses liaisons avec ce prince étaient déjà fort étroites, il fit partir l'évêque de Vaison[1] pour la cour d'Espagne. Il évoqua dans le même temps l'affaire du divorce de Henri VIII au tribunal de la Rote; Clément n'aurait pas attendu si tard à faire cette démarche s'il n'eût été retenu par la bulle qu'il avait confiée au cardinal Campeggio; mais lorsqu'il vit les affaires de l'empereur tourner heureusement en Italie, il perdit non-seulement l'envie de l'inquiéter à l'avenir, mais il voulut encore réparer le chagrin qu'il lui avait causé pour faire plaisir à Henri VIII; c'avait été dans cette nouvelle disposition qu'avant sa maladie il avait fait partir François Campana pour l'Angleterre; ce nouveau commissaire paraissait envoyé pour favoriser Henri, mais au fond il était chargé de remettre à Campeggio l'ordre de brûler la bulle favorable à ce prince. Le légat, voyant le pape malade, différa quelque temps d'exécuter ses intentions, mais à la première nouvelle de sa convalescence, il ne balança pas à obéir. Clément, assuré que rien ne s'opposait à son dessein, évoqua cette grande affaire à son tribunal.

Henri VIII, que cette démarche du pape avait déjà beaucoup irrité, le fut encore bien autrement lorsqu'il apprit de Campeggio l'usage qu'il avait fait de la bulle en question; cette

(1) Hippolyte de Médicis, fils naturel de Julien.

(1) Jérôme Saledo, comte de Capri.

découverte fut cause de la ruine du cardinal d'York; le roi était si fortement persuadé du crédit de ce cardinal auprès du pape qu'il ne doutait pas que s'il eût approuvé son mariage avec Anne de Bolein il n'eût obtenu de Clément tout ce qu'il aurait voulu. Henri fut si outré contre Wolsey que, sans examiner tout ce que la fureur des ennemis du cardinal lui suggéra contre ce favori, il confisqua tous ses effets mobiliers qui montaient à des sommes immenses, et le relégua dans son diocèse, ne lui laissant qu'une petite partie du revenu de ses bénéfices. Peu de temps après, ces mêmes ennemis, craignant qu'il ne regagnât la confiance de son maître qui avait laissé paraître quelque regret de l'avoir éloigné, le noircirent tellement dans l'esprit de ce prince qu'il le fit citer à son conseil pour répondre aux accusations intentées contre lui. Ce fut à l'occasion d'une lettre de Wolsey au roi de France qu'on avait interceptée; peut-être employèrent-ils d'autres moyens pour achever sa perte. Le cardinal ayant été arrêté fut attaqué sur le chemin de Londres d'une dyssenterie causée par le dépit ou par la frayeur, et mourut deux jours après. Cet homme fut un exemple éclatant du pouvoir de la fortune et de l'envie à la cour des rois.

Tandis que l'Angleterre retentissait de la chute du cardinal d'York, les ennemis de Nicolas Capponi, gonfalonier de Florence, suscitèrent contre lui des troubles qui portèrent une profonde atteinte au gouvernement. Quelques-uns des plus considérables de Florence, jaloux de son pouvoir, surent profiter habilement de l'ignorance du peuple pour inspirer de vaines défiances sur le compte de ce magistrat. Capponi touchait presqu'à la fin de la seconde année de sa magistrature, durant laquelle il s'était proposé de mettre à couvert de la haine publique les partisans des Médicis, de les faire entrer dans les honneurs et les charges comme le reste des citoyens, et de ménager le pape dans tout ce qui serait indifférent à la liberté. Cette sage conduite était d'une grande utilité à la république, car les personnes les plus contraires à la forme présente du gouvernement, se voyant en sûreté et même favorisés, s'y seraient insensiblement accoutumées, et auraient enfin conçu autant de zèle que les autres pour le maintenir, surtout n'ignorant pas que le pape était fort mécontent de la conduite qu'ils avaient tenue dans la dernière révolution. D'un autre côté, Clément, n'ayant aucun lieu de se plaindre pour le présent, aurait eu moins d'occasions de précipiter le rétablissement de ses neveux qu'il souhaitait passionnément, et de crier contre les Florentins, comme il faisait dans toutes les cours de l'Europe.

Mais cette prudente politique alarmait l'ambition des ennemis de cette maison qui, sentant combien ils étaient inférieurs par l'expérience et par le mérite à leurs adversaires, voyaient bien que l'autorité de ces derniers, s'ils étaient admis au gouvernement, affaiblirait la leur. Dans ces craintes ils ne cessaient d'inspirer des soupçons au peuple, tant sur le compte du pape que des amis de sa maison, et de rendre Capponi suspect, afin qu'il ne fût pas continué dans la première magistrature. Cet homme ferme, malgré l'acharnement de la calomnie, et persuadé que l'intérêt de la république était de ne point aigrir Clément, entretenait un commerce de lettres avec ce pontife, auprès duquel il tenait même des ministres, qu'il avait au reste envoyés à Rome de l'aveu des principaux de la ville et des premiers magistrats, n'ayant d'autre vue que d'empêcher le pape de prendre des résolutions violentes et précipitées au préjudice de la liberté.

Il arriva par hasard qu'une lettre de Rome, où il y avait quelque chose qui pouvait exciter la défiance de ceux qu'on n'avait pas mis dans le secret des liaisons qu'on entretenait avec le pape, tomba entre les mains de quelques-uns de ceux qui composaient la souveraine magistrature. Aussitôt une troupe de jeunes séditieux força le palais et y retint le gonfalonier comme en prison; ensuite on convoqua les magistrats et plusieurs citoyens qui le déposèrent sans autre examen. Cette première démarche ayant été confirmée par le conseil suprême, on entama le procès de Capponi, dont l'innocence ne tarda pas long-temps à éclater; presque toute la noblesse le reconduisit à sa maison avec beaucoup d'honneurs. On lui donna pour successeur François Carducci, que le déréglement de ses mœurs, ses mauvaises qualités et la bassesse de ses vues rendaient absolument indigne de cette grande place.

Sur ces entrefaites la guerre devint plus animée en Lombardie qu'auparavant. Le comte de Saint-Pol, ayant passé le Pô à Valence le 27

avril, obligea les impériaux par cette démarche à sortir de Basignano et de la Pieve al-Cairo. Ensuite il chargea Guy Rangone d'aller faire le siége de Mortara, place forte environnée d'un double fossé plein d'eau et bien fortifiée. Rangone fit établir ses batteries à découvert; aussi les assiégés, ayant fait une sortie dès le point du jour, enclouèrent-ils deux pièces de canon, et il ne s'en fallut rien qu'ils ne se rendissent maîtres du reste de l'artillerie. On blâma beaucoup cet officier, qu'une légère indisposition retint dans sa tente, de ne s'être pas trouvé à l'établissement des batteries.

Les impériaux étaient dans une assez fâcheuse situation à Milan; mais celle des Français et des Vénitiens, qui ne s'occupaient qu'à se plaindre réciproquement les uns des autres, n'était pas meilleure. Outre les inconvénients que faisait naître une pareille conduite, il y avait quelque sujet de craindre que François Sforze, n'espérant plus que faiblement rentrer dans le Milanais par le secours de ces deux puissances, ne traitât avec l'empereur par la médiation de Morone. Le roi de France tournait toutes ses vues du côté de la paix, dans la persuasion qu'il n'y avait que ce seul moyen de retirer ses enfants des mains de l'empereur, qui de son côté ne s'éloignait pas beaucoup de la faire. Marguerite d'Autriche, sa tante, avait fait partir pour la cour d'Espagne deux hommes de confiance, qui lui rapportèrent des pouvoirs très étendus; François I, en ayant été informé par un de ses secrétaires qu'il avait à Bruxelles, pressait les confédérés d'y envoyer des plénipotentiaires; ce prince était si rebuté de la guerre qu'il en avait absolument abandonné le soin; mais voulant colorer cette inaction, il se plaignait beaucoup des Vénitiens qui, disait-il, refusaient de fournir les sommes dont il avait besoin pour passer en Italie, après avoir été les premiers à le solliciter de s'y rendre, en cas que l'empereur y passât. Il ajoutait qu'il s'était rendu à leurs instances avec promesse de s'y faire suivre par deux mille quatre cents lances, mille chevau-légers et vingt mille hommes d'infanterie, à condition que les alliés fourniraient à la dépense qu'il faudrait faire pour lever et pour entretenir encore mille chevau-légers et vingt mille hommes de pied, et qu'ils feraient la moitié des frais de l'artillerie; mais que les Vénitiens, qui d'abord ne s'étaient pas éloignés de ces propositions, avaient bientôt changé de sentiment.

Dans le même temps le comte de Saint-Pol força Sant'-Angelo avec quatre canons, quoiqu'il y eût quatre cents hommes de garnison dans la place, et marchant contre San-Colombano afin de pouvoir tirer des vivres de Plaisance, il prit cette première ville à composition. Ce général ayant alors appris qu'il y avait beaucoup de malades parmi les troupes de Milan qui consistaient en quatre mille hommes, forma le dessein de faire le siége de cette ville. Mortara, absolument ruinée par le canon et ne pouvant plus se défendre, ouvrit ses portes. Sur ces entrefaites Tornellio abandonna Novare pour se retirer à Milan, ne laissant qu'une faible garnison dans cette première place; il n'y avait plus que Gaia et le château de Biagrassa qui tenaient encore pour les impériaux au-delà du Tésin, Saint-Pol s'étant emparé de la citadelle de Vigevano. Ce général se rendit le 10 à Ponte-a-Loca pour joindre l'armée vénitienne à San-Martino, et il eut une conférence à Belgioioso avec le duc d'Urbin qui venait de se rendre au camp. Ils y résolurent d'assiéger Milan par deux endroits, avec deux corps d'armée. Pour cet effet Saint-Pol devait traverser le Tésin et forcer Biagrassa; de son côté le duc d'Urbin se chargea de se poster à San-Martino, bourg à cinq milles de cette capitale. Les Vénitiens avaient, disaient-ils, douze mille hommes d'infanterie, et Saint-Pol huit mille, auxquels on devait joindre les troupes du duc de Milan. Le général français passa le Tésin comme on en était convenu, et prit à composition le château de Biagrassa, ayant trouvé la ville abandonnée; après quoi il vint camper à Gazano, place distante de huit milles de Milan. Il eut encore une entrevue avec le duc d'Urbin à Binasco, le 3 juin, et voyant que les Vénitiens n'avaient pas la moitié des douze mille hommes qu'ils devaient tenir sur pied, suivant le traité, il s'en plaignit avec beaucoup d'aigreur; on abandonna donc le dessein de partager les troupes, et l'on résolut de n'assiéger Milan que du côté de l'hôpital des pestiférés, quoique le comte Guy représentât qu'Antoine de Lève, qui n'avait plus alors que Milan et Côme, avait toujours dit qu'il n'était pas possible de forcer la première de ces places sans avoir deux corps d'armée au pied de ses murs.

Mais peu de jours après on changea de desein. Tous les généraux s'étant assemblés à Loli, les ducs de Milan et d'Urbin, qui d'abord vaient montré beaucoup d'ardeur pour faire ésoudre le siége de Milan et qui avaient éloiné l'expédition de Gênes, abandonnèrent ce remier projet. La Rovere dit entre autres choes que l'empereur se préparait à passer en Itae; que même André Doria avait fait voile vers Espagne le 8 juin pour embarquer ce prince ur ses galères; que d'ailleurs le bruit courait u'il s'assemblait un nouveau corps de troupes n Allemagne sous les ordres du capitaine Féx, pour marcher au secours des impériaux; que dans de pareilles circonstances il ne saait pas s'il était plus à propos de prendre ou e ne pas prendre Milan. Toutes ces raisons 'étaient que des prétextes, et l'on crut que le ıc d'Urbin, persuadé que la paix allait se ire en Flandre, avait représenté aux Vénimns qu'il était inutile de faire beaucoup de dénse au siége de Milan, et qu'il suffisait de ettre en sûreté la ville de Bergame dont on tablissait les fortifications; il proposa de ettre les troupes vénitiennes à Cassano, celles ı duc de Milan à Pavie et l'armée française Biagrassa, et de ne faire autre chose que empêcher qu'il n'entrât des vivres à Milan ui, selon toutes les apparences, devait bientôt manquer, vu le peu de terres qu'on avait semencées dans ces cantons.

Saint-Pol, ne pouvant le faire changer d'as, déclara qu'il ne resterait pas dans l'inacn à Biagrassa; que pour affamer les impéux il suffisait que les troupes vénitiennes se ıssent à Monza et celles de Sforze à Pavie et ns Vigevano, et qu'il avait ordre du roi de ırcher contre Gênes, supposé que l'on ne fît s le siége de Milan. En effet il résolut d'exéter promptement ce projet pendant que Doria ıit absent de Gênes, espérant que César Frése[1], qui, suivant un traité fait avec le roi, vait avoir le gouvernement de cette ville, la ait soulever en faveur de la France.

Cette conduite des confédérés et la connaisıce qu'avait Antoine de Lève de la diminun de leurs troupes le rassurèrent tellement il fit marcher Philippe Tornellio avec quel cavalerie et trois cents hommes de pied contre Novare, pendant que l'ennemi était entre le Tésin et Milan. Tornellio rentra dans la ville par le château qui tenait encore pour les impériaux, après quoi il se mit à faire des courses pour recouvrer des vivres; mais il arriva que le commandant du château en étant sorti pour se promener dans la ville, deux soldats de Sforze et trois Novarais qu'on gardait dans ce fort, secondés par quelques ouvriers, égorgèrent quelques gens de pied espagnols, et, s'assurant de ceux qui restaient, se rendirent maîtres de cette place. Ils comptaient être bientôt appuyés par les troupes du duc de Milan, qui, à la première nouvelle du départ de Tornellio, avait envoyé vers Novare un petit détachement de cavalerie et d'infanterie sous les ordres de Jean-Paul, son frère, qui était arrivé à Vigevano. Mais Tornellio étant accouru en diligence effraya si fort ces soldats en se préparant à l'assaut qu'ils se rendirent, la vie sauve pour eux seulement et sans rien stipuler pour les Novarais. Les confédérés résolurent de fermer les passages de Milan avec l'armée vénitienne et les troupes du duc de Milan; le duc d'Urbin ne voulut pas se poster à Monza et choisit Cassano, pour être plus à portée des Etats de la république qu'il servait.

A l'égard de Saint-Pol il partit le 2 juin de l'abbaye de Biboldone, où il campait, pour marcher contre Gênes; et comme son dessein était de se rendre le lendemain à Lardirago, vers Pavie, il envoya devant lui son avant-garde avec l'artillerie et les bagages pour l'attendre en cet endroit; et se mettant en marche quelque temps après avec le reste de ses troupes, il s'achemina vers Landriano, place à douze milles de Milan, entre le chemin de Lodi et de Pavie.

Antoine de Lève, averti par ses espions, sort de Milan durant la nuit à la tête de ses troupes, auxquelles il avait fait prendre des chemises par-dessus leurs habits pour se reconnaître dans l'obscurité, et se faisant porter tout armé par quatre hommes sur une chaise, à cause de la goutte qui le tourmentait depuis long-temps, marche sans tambour à Landriano. Ayant appris à deux milles de cette place que Saint-Pol y était encore, il fait doubler le pas à ses troupes et tombe sur l'armée française, où sa marché était absolument ignorée. L'avant-

1 Il était fils de Janus.

garde, commandée par Jean-Thomas de Galleran, était déjà si loin qu'il était impossible d'en tirer aucun secours. Le comte de Saint-Pol ayant mis pied à terre soutint avec une extrême valeur tout l'effort des impériaux ; mais voyant que les deux mille cinq cents lansquenets à la tête desquels il combattait ne répondaient pas à son attente, il fit avancer deux mille Italiens commandés par Jean-Jérôme de Castiglione et par Claude Rangone. Ces troupes montrèrent d'abord un grand courage, mais elles furent bientôt entraînées par la fuite de la cavalerie et des Allemands. Saint-Pol, qui avait remonté à cheval, fut fait prisonnier en voulant franchir un large fossé ; Jean-Jérôme de Castiglione, Claude Rangone, Lignac, Carbon et plusieurs officiers de marque furent pris avec lui ; il perdit une partie de ses troupes, beaucoup de chevaux, l'artillerie[1] tout entière et presque tout le bagage de l'armée. La meilleure partie des gens d'armes et l'avant-garde se sauvèrent à Pavie avec le comte Guy et se rendirent à Lodi la nuit suivante ; mais ces troupes étaient si effrayées qu'elles furent sur le point de s'attaquer réciproquement ; il y en eut beaucoup qui se débandèrent sur le chemin. Les officiers rejetaient cette désertion sur le défaut de paie ; tous les soldats français repassèrent dans leur patrie.

CHAPITRE V.

Paix entre le pape et l'empereur. Ses conditions. Paix conclue à Cambrai entre l'empereur et le roi de France. Le roi de France évite la rencontre des ambassadeurs des alliés. L'empereur à Gênes. Les princes italiens lui envoient leurs ambassadeurs. Négociations pour la paix générale d'Italie.

Cette déroute des Français fit poser les armes dans presque toute l'Italie, et les plus grands princes de l'Europe tournèrent toutes leurs vues du côté de la paix ; le pape et l'empereur furent les premiers à la conclure. Ce traité, qui se fit à Barcelonne, fut très favorable à Clément, soit que l'empereur, souhaitant avec ardeur de passer en Italie et jugeant l'amitié de ce pontife nécessaire à l'exécution de ce dessein, eût en vue d'éloigner tout ce qui pouvait l'entraver, soit qu'il voulût effacer par sa facilité les outrages dont ses généraux et son armée avaient accablé le pape.

Les conditions du traité furent : qu'il y aurait paix et alliance perpétuelles entre le pape et l'empereur ; que l'armée impériale du royaume de Naples aurait un libre passage par les Etats du Saint-Siége ; qu'en considération du mariage stipulé ci-après et pour le repos de l'Italie, l'empereur mettrait le fils de Laurent de Médicis[1] en possession de l'autorité dont cette maison jouissait à Florence avant son exil, à condition de lui rembourser les frais qu'il serait obligé de faire, et qui seraient réglés entre le pape et ce prince ; qu'il ferait rendre au pape le plus tôt qu'il pourrait, soit par les armes, soit par d'autres voies, Cervia, Ravenne, Modène, Reggio et Rubiera, sans préjudice des droits respectifs de l'Empire et du Saint-Siége ; qu'après la restitution de ces places, le pape donnerait à l'empereur l'investiture du royaume de Naples et réduirait le cens contenu dans la dernière à un cheval blanc[2], pour toute reconnaissance de souveraineté ; que Charles aurait la nomination des dignités et canonicats de vingt-quatre églises cathédrales dans ce royaume, qui étaient en contestation, le pape se réservant le droit de nommer aux bénéfices qui n'étaient pas à patronage laïque ; qu'après le passage de l'empereur en Italie Clément et ce prince auraient une entrevue où l'on traiterait de la pacification de l'Italie et de la paix du monde chrétien ; que l'on se rendrait de part et d'autre tous les honneurs d'usage en pareille occasion ; que si le pape demandait que l'empereur, en qualité d'avoué, de protecteur et de fils aîné du Saint-Siége, l'aidât de ses forces à soumettre Ferrare, ce dernier lui fournirait tous les secours qui seraient en son pouvoir ; qu'au reste ils conviendraient l'un et l'autre des choses nécessaires à cette expédition, suivant les conjonctures ; qu'ils régleraient aussi comment l'affaire de François Sforze pourrait se décider par des juges non suspects ; que si l'accusation intentée contre lui se trouvait fausse, il serait rétabli dans le duché de Milan, et que s'il était coupable l'empereur, quoique maître de disposer de ce duché, ne le ferait néanmoins que par les conseils et l'aveu du pape, et n'en don-

(1) Qui fut sans doute abandonnée par l'avant-garde sur le chemin de Lardirago.

(1) Alexandre, fils naturel de Laurent.

(2) La haquenée.

nerait l'investiture qu'à un candidat agréé de Sa Sainteté et qui serait propre à maintenir le repos de l'Italie; que l'empereur obtiendrait de Ferdinand, roi de Hongrie, son frère, que durant la vie du pape et deux ans après le Milanais se fournît de sel à Cervia, conformément au traité conclu entre l'empereur et Léon X et confirmé par la dernière investiture du royaume de Naples, sans néanmoins approuver le traité fait avec la France et sans préjudice des droits de l'Empire et du roi de Hongrie; que le pape ni l'empereur ne pourraient faire ni exécuter aucun nouveau traité contraire à la présente alliance, du moins par rapport aux affaires d'Italie, et qu'ils renonçaient à tous engagements opposés; que les Vénitiens pourraient accéder au présent traité, à condition d'évacuer toutes les places qu'ils occupaient dans le royaume de Naples, de remplir toutes les obligations de leur dernier traité avec Charles V et Ferdinand et de rendre Cervia et Ravenne, le pape et l'empereur se réservant de s'expliquer sur les dommages, intérêts et restitution de fruits qu'ils prétendaient à cet égard; que l'empereur et Ferdinand ne négligeraient rien pour ramener les hérétiques au sein de l'Église, et que le pape emploierait de son côté les remèdes spirituels; mais que s'ils s'opiniâtraient dans l'erreur, ces deux princes mettraient la force en œuvre, et que dans ce cas le pape engagerait de tout son pouvoir les autres princes chrétiens à les seconder dans cette entreprise, chacun selon ses forces; que le pape et l'empereur ne pourraient accorder leur protection réciproquement à leurs sujets ou vassaux que pour raison de souveraineté directe, et que tout autre engagement de cette nature serait censé nul dans un mois. Enfin pour affermir cette alliance par une autre encore plus étroite, l'empereur promit Marguerite, sa fille naturelle, en mariage au jeune Alexandre de Médicis[1], fils de Laurent mort duc d'Urbin; c'était celui de ses neveux auquel Clément destinait toute la grandeur des Médicis, ayant donné, durant sa maladie et se croyant sur le point de mourir, le chapeau à Hippolyte de Médicis, fils de Julien.

Il y eut encore des articles particuliers dans lesquels Clément, à l'exemple d'Adrien, permit à l'empereur et à Ferdinand de se servir de la quatrième partie des revenus ecclésiastiques de leurs Etats pour se défendre contre les Turcs. Il s'obligea aussi à donner l'absolution à tous ceux qui avaient outragé le Saint-Siége dans Rome et ailleurs, ou qui avaient participé d'une manière directe ou indirecte à ce qui s'était fait contre la majesté pontificale; et comme l'empereur n'avait pas publié la bulle de croisade accordée par Adrien, concession d'ailleurs moins étendue que les précédentes, Clément se conforma dans la nouvelle, dont il convint par ces articles, à celles des papes Jules II et Léon X.

Charles V n'avait pas encore signé le traité lorsqu'il reçut la nouvelle de la déroute de Landriano. On craignait que ce succès n'apportât quelques changements aux conventions, quoique absolument réglées. Mais le jour même, qui fut le 29 juin, il se hâta de ratifier le traité par un serment solennel qu'il fit dans l'église cathédrale de Barcelonne.

Les ministres de France et d'Espagne travaillaient de leur côté avec beaucoup d'ardeur à la conclusion de la paix. Les pouvoirs ne furent pas plus tôt expédiés que l'on choisit Cambrai pour y tenir les conférences. Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, et la mère du roi devaient se rendre dans cette ville, destinée à voir traiter d'importantes affaires. François I mettait tout en œuvre pour tromper les ambassadeurs de ses alliés d'Italie, dans la crainte que venant à se défier de lui ils ne l'abandonnassent en traitant eux-mêmes avec l'empereur. Il leur promettait de ne point faire la paix sans stipuler tous les avantages qu'ils pouvaient désirer. Cependant il était bien éloigné de cette pensée; Henri VIII entrait dans la dissimulation du roi de France qui, pour mieux cacher son secret, envoya l'évêque de Tarbes en Italie avec ordre de se rendre à Venise auprès du duc de Milan, à Ferrare et à Florence, et de dire partout que la cour de France n'espérait pas que la paix pût se conclure. Ce ministre devait aussi, de concert avec les confédérés, prendre des mesures pour la guerre et donner des assurances que si l'empereur passait en Italie François I s'y rendrait en même temps à la tête d'une nombreuse armée, pourvu qu'ils voulussent contribuer aux frais de cette expédition. Ces promesses ne rassuraient pas les Vénitiens qui craignaient que le roi ne traitât sans eux, et ils lui proposèrent de grands avantages pour l'empêcher de faire cette démarche.

(1) Fils naturel.

Cependant la négociation se pressait de part et d'autre. Le 7 juillet les deux princesses firent leur entrée à Cambrai, avec beaucoup de pompe, par deux portes différentes, et elles se logèrent dans deux maisons contiguës qui communiquaient. Le même jour elles eurent une conférence où elles entamèrent le grand ouvrage de la paix. Les ministres qu'on leur avait donnés pour les aider discutèrent les articles, et le roi se rendit à Compiègne, afin d'être plus près de Cambrai.

L'évêque de Londres[1] et le duc de Suffolk[2] se trouvèrent au congrès pour le roi d'Angleterre, sans qui rien ne se décidait, et le pape y envoya l'archevêque de Capoue. Les ministres des confédérés étaient aussi à Cambrai; mais ils ignoraient le secret des conférences dont les Français ne leur faisaient que de faux rapports. Le roi se mettait si peu en peine de l'intérêt de ses alliés et s'occupait tellement du sien propre qui consistait à retirer ses enfants des mains de l'empereur, que Florence l'ayant sollicité de lui permettre, comme Louis XII son prédécesseur et son beau-père l'avait fait en 1512, de traiter avec l'empereur pour prévenir le ressentiment de ce prince, il assura les ministres de cette république qu'il ne traiterait point sans elle et qu'il était très disposé à faire la guerre, disant la même chose à tous ses autres alliés dans le temps même qu'il était plus près de conclure la paix.

La nouvelle de la réconciliation du pape et de l'empereur arriva le 23 juillet à Cambrai. La négociation était fort avancée lorsque certaines difficultés au sujet de quelques places de Franche-Comté rompirent tellement les conférences que la mère du roi donna ses ordres pour le départ; mais elles se renouèrent bientôt par les soins et les bons offices du légat, et surtout de l'archevêque de Capoue. Enfin la paix fut conclue et publiée le 5 août dans la cathédrale de Cambrai.

On convint que le roi paierait douze cent mille ducats pour la rançon des enfants de France et deux cent mille au roi d'Angleterre à l'acquit de Charles; qu'il évacuerait, dans les six semaines qui suivraient la ratification, toutes les places qu'il possédait dans le Milanais et même le comté d'Asti, sur lequel il céderait tous ses droits à l'empereur; qu'il abandonnerait le plus tôt qu'il serait possible la ville de Barletta et tout ce qu'il occupait dans le royaume de Naples; qu'il sommerait[1] les Vénitiens de restituer de leur côté les villes de la Pouille, conformément au traité de Cognac; qu'en cas de refus il leur déclarerait la guerre, et que fournissant trente mille écus par mois à l'empereur pour reprendre ces places, il enverrait sur les côtes de Naples une escadre de douze galères, de quatre navires et d'autant de galions, payés pour six mois; qu'à l'égard des galères prises à Portofino, le roi rendrait celles qui existaient encore et paierait la valeur des autres, déduction faite néanmoins du prix des vaisseaux enlevés à la France par André Doria ou par d'autres officiers de l'empereur; que conformément au traité de Madrid, le roi renoncerait à la souveraineté de la Flandre et de l'Artois et céderait à l'empereur ses droits sur les villes de Tournai et d'Arras; que le procès fait au connétable serait annulé, sa mémoire réhabilitée et ses biens rendus à ses héritiers (article auquel le roi n'eut aucun égard; car, d'abord après la liberté de ses enfants, il dépouilla les héritiers du connétable); qu'on rendrait aussi tous les biens confisqués à l'occasion de la dernière guerre, soit aux personnes mêmes, soit à leurs héritiers (le roi ne voulut pas non plus exécuter cette clause à l'égard du prince d'Orange, et l'empereur en fit aussi de grandes plaintes); que tous défis et cartels seraient annulés et même celui de Robert de la Marck; enfin que le roi n'entrerait plus à l'avenir dans les affaires d'Italie ni d'Allemagne et ne favoriserait aucun prince de l'Empire au préjudice de l'empereur.

On comprit le pape dans le traité comme partie principale. Le duc de Savoie y fut aussi nommé d'une manière générale parmi les vassaux de l'Empire et spécialement par les ministres de l'empereur; mais le roi prétendit dans la suite que le traité ne devait pas l'empêcher de revendiquer les usurpations de ce duc sur la France et les droits de la régente sa

(1) C'était le cardinal Salviati.
(2) Charles Brandon.

(1) La manière dont on en usa avec les Vénitiens dans ce traité, qui leur rappelait la mémoire de la ligue de Cambrai, fit dire au doge André Gritti que la ville de Cambrai était le purgatoire des Vénitiens, où les empereurs et les rois de France faisaient expier à la république les fautes qu'elle avait faites de s'allier avec eux.

mère. On ajouta que les Vénitiens et les Florentins seraient censés compris dans le traité, aussi bien que le duc de Ferrare, supposé qu'ils terminassent dans l'espace de quatre mois leurs différends avec l'empereur et que le duc réglât les siens avec le pape dans le même terme, clause qui excluait tacitement ces puissances de ce traité, où l'on ne fit aucune mention des seigneurs et des bannis du royaume de Naples.

D'abord après la conclusion de la paix, le roi se rendit à Cambrai, où il alla saluer Marguerite d'Autriche, mais il évita sous différents prétextes durant plusieurs jours de voir les ministres des alliés, ayant quelque honte de l'indignité de sa conduite à leur égard dans cette occasion ; enfin il donna audience à chacun d'eux en particulier et s'excusa sur ce qu'il n'avait pu faire autrement pour retirer ses enfants; il ajouta qu'il allait envoyer l'amiral[1] à la cour d'Espagne pour agir en leur faveur, et s'efforçant de les rassurer par de vaines espérances, il promit aux Florentins de leur prêter quarante mille ducats pour repousser le péril qui les menaçait ; promesse qu'il n'exécuta pas plus que tout le reste ; il permit d'ailleurs à Etienne Colonna, qu'il ne voulait pas garder à son service, de se mettre au leur, voulant faire croire qu'il ne leur cédait cet officier que pour leur faire plaisir.

Cependant Antoine de Lève avait repris Biagrassa pendant que le duc d'Urbin demeurait à Cassano. Ce dernier employait un nombre prodigieux d'ouvriers à fortifier ce poste, parce qu'il était, disait-il, fort propre à défendre Lodi et Pavie qu'il voulait conserver aussi bien que Sant'-Angelo. Le général espagnol se rendit ensuite à Enzago, place à trois milles de Cassano, et il y eut en cet endroit quelques rencontres de ses troupes avec celles du duc d'Urbin. Enfin il pénétra jusqu'à Vauri, soit pour ravager le Bergamasque, soit parce que les Vénitiens avaient intercepté toutes les eaux qui coulaient vers Enzago.

Sur ces entrefaites, Vistarino entra par le château dans la ville de Valence dont il se rendit maître ; la garnison, qui était de deux cents hommes, fut passée au fil de l'épée. Il était arrivé dès le mois de juillet deux mille hommes d'infanterie espagnole à Gênes, avec ordre d'y attendre l'empereur qui, d'abord après le traité de Barcelonne, avait chargé le prince d'Orange d'attaquer la république de Florence dès que le pape l'en solliciterait. Orange se rendit en conséquence dans la ville d'Aquila, pour assembler ses troupes sur la frontière du royaume de Naples ; et le pape l'ayant prié de se mettre en marche, il vint seul à Rome le dernier de juillet, pour concerter avec Clément les opérations de la guerre. Après beaucoup de difficultés que la crainte de la dépense fit faire à ce pontife, et qui furent sur le point de rompre la négociation, il fut arrêté qu'il fournirait actuellement trente mille ducats et quarante mille autres dans quelque temps au prince d'Orange, qui s'obligea de chasser Malatesta Baglione de la ville de Pérouse et de rétablir les Médicis. Il assembla donc ses troupes composées de trois mille Allemands, unique reste des lansquenets que Charles de Lannoy et Fronsberg avaient amenés en Italie, et de quatre mille Italiens sans paie, commandés par Pierre-Louis Farnèse, par le comte de San-Secondo, par le colonel de Marzio et par Sciarra Colonna. Le pape lui fournit trois canons et quelques autres pièces d'artillerie qu'il tira du château Saint-Ange ; le marquis du Guast devait suivre ces troupes avec l'infanterie espagnole qu'il commandait dans la Pouille.

Pendant que Florence se disposait à se défendre jusqu'à l'extrémité, l'empereur sortit du port de Barcelonne avec une nombreuse flotte montée par mille chevaux et neuf mille hommes d'infanterie. Il arriva à Gênes le 12 du mois d'août, après quinze jours d'une navigation dangereuse. Ce fut dans cette ville qu'il apprit la conclusion du traité de Cambrai. Le capitaine Félix passa dans le même temps en Lombardie à la tête de huit mille hommes d'infanterie allemande. L'arrivée de l'empereur avec de si grandes forces en Italie consterna toutes ces provinces où l'on n'ignorait pas que le roi de France avait abandonné ses alliés à la discrétion de son rival. Les Florentins, d'abord effrayés comme toutes les autres puissances de ce pays, choisirent quatre ambassadeurs parmi les principaux de leur ville, pour aller complimenter l'empereur sur son arrivée et pour régler avec lui toutes les affaires de la république ; mais bientôt revenus de leur frayeur, ils restreignirent les pouvoirs de ces ministres, qui eurent ordre

(1) Philippe Chabot, seigneur de Brion.

de ne parler que de leurs différends avec Charles, sans faire mention des démêlés qu'ils avaient avec le pape. Les Vénitiens furent choqués de ce que les Florentins leurs alliés avaient envoyé des ambassadeurs à l'ennemi commun sans leur participation. Le duc de Ferrare en fit aussi des plaintes, quoiqu'il suivît leur exemple. A l'égard du duc de Milan, il ne fit cette démarche que de l'aveu des Vénitiens ; il y avait déjà long-temps qu'il négociait pour engager le pape à faire sa paix avec l'empereur, dans la persuasion où il était, même avant la défaite du comte Saint-Pol, qu'il n'avait aucun secours à espérer de la part des Vénitiens et du roi de France.

L'empereur ayant mis ses troupes à terre les conduisit à Savone, d'où il les fit passer en Lombardie pour qu'Antoine de Lève pût se mettre en marche avec une forte armée. Il avait offert au pape de les faire embarquer à la Spezie pour les envoyer en Toscane ; mais Clément, qui croyait l'expédition de Florence sans difficulté, crut n'avoir pas besoin de tant de forces, et ne voulut pas ruiner les États de cette république sans nécessité.

Le pape s'était ouvertement déclaré contre les villes de Florence et de Pérouse, et il avait fait arrêter dans les États du Saint-Siége le chevalier Sperello qui revenait de France, où il était allé avant la conclusion de la paix de Cambrai pour faire ratifier au roi le traité conclu avec Malatesta, auquel il apportait de l'argent ; d'un autre côté il fit enlever près de Bracciano de l'argent que les Florentins envoyaient à l'abbé de Farfa, qu'ils avaient pris à leur solde avec deux cents chevaux et qui devait lever mille hommes de pied pour leur service ; mais le pape fut obligé de le rendre. L'abbé de Farfa s'étant saisi de la personne du cardinal de Sainte-Croix qui se rendait en qualité de légat conjointement avec les cardinaux Farnèse et de Médecis auprès de l'empereur, il ne voulut jamais le relâcher que le pape n'eût restitué la somme en question.

Les Florentins n'ayant pu obtenir de l'empereur une suspension d'armes, du moins jusqu'à ce qu'il eût entendu leurs ambassadeurs, prièrent Hercule d'Este, fils aîné du duc de Ferrare, qu'ils avaient nommé leur capitaine général plusieurs mois auparavant, de venir à leur secours ; mais quoiqu'il eût reçu de l'argent afin de lever mille hommes de pied pour sa garde, il refusa de remplir ses engagements par le conseil de son père, qui dans cette conjoncture préféra son intérêt particulier à l'exécution de ses promesses ; il ne rendit pas même l'argent qu'il avait reçu, mais il leur envoya sa cavalerie ; les Florentins choqués de cette conduite donnèrent le commandement à un autre.

Cependant le prince d'Orange était le 19 du mois d'août à Terni et les Allemands à Fuligno, lieux du rendez-vous. Dans ce même temps où la paix était conclue et publiée entre Charles V et François I, l'évêque de Tarbes, ambassadeur de ce dernier, parlait ridiculement avec emphase à Venise, à Florence, à Ferrare et à Pérouse de la grandeur des préparatifs de guerre qui se faisaient, disait-il, en France, exhortant toutes ces puissances à suivre l'exemple de son prince. Orange vint ensuite mettre le siége devant Spelle avec six mille hommes, partie Allemands, partie Italiens. Dès la première approche Jean d'Urbina, qui par un long usage de la guerre d'Italie était considéré comme le meilleur officier de l'infanterie espagnole, fut blessé à la cuisse et mourut peu de jours après ; l'armée dont il réglait tous les mouvements perdit beaucoup à sa mort. Spelle était défendue par une garnison de plus de cinq cents hommes de pied et de vingt chevaux, sous les ordres de Léon Baglione, frère naturel de Malatesta, qui avait hautement dit qu'il se défendrait jusqu'à l'extrémité ; mais à peine eut-on tiré quelques coups de canon contre une tour voisine et détachée des murs, qu'il capitula. Le vainqueur permit aux soldats d'emporter tout ce qu'ils pourraient, ne leur laissant d'autres armes que leurs épées, et il les obligea à ne servir de trois mois contre le pape et contre l'empereur. A l'égard des habitants, ils furent abandonnés à la discrétion de l'ennemi. Les conditions accordées aux soldats ne furent pas observées, car ils furent presque tous dépouillés en sortant. Beaucoup de gens accusèrent de lâcheté les assiégés, mais Malatesta Baglione prétendit que Jean-Baptiste Borghèse, banni de Sienne, avait lié des intelligences, même avant le siége, avec Fabio Petrucci qui servait dans l'armée des impériaux, et avait gagné le reste des officiers de la garnison.

Dans la première audience que les ambassadeurs de Florence obtinrent de l'empereur, ils

lui firent compliment sur son arrivée en Italie et s'efforcèrent de lui persuader que la république n'avait d'autre ambition que de conserver sa liberté, et qu'elle était prête à tout entreprendre pour ceux qui l'aideraient à s'y maintenir. Ils justifièrent ensuite la démarche qu'ils avaient faite en ne se joignant, dirent-ils, aux confédérés que par les ordres du pape, qui disposait de tout alors à Florence; ils ajoutèrent qu'ils n'avaient persisté dans cet engagement que par pure nécessité. Comme ils avaient ordre de ne parler en aucune manière des différends de la république avec le pape, ils n'en dirent pas davantage. Leurs instructions portaient de donner avis des propositions qui leur seraient faites, de ne point rendre visite au cardinal de Médicis et de ne voir que les deux autres légats.

Le grand-chancelier, qui venait d'être nommé cardinal, leur répondit que Florence devait contenter le pape; et voyant qu'ils se récriaient sur l'injustice de cette demande, il ajouta que la république s'étant liguée avec les ennemis de l'empereur et ayant fait marcher des troupes contre son armée, elle avait perdu ses priviléges, ce qui mettait Sa Majesté Impériale en droit d'en disposer à son gré; il finit en leur commandant de demander des pouvoirs pour traiter avec le pape, et il leur déclara que, jusqu'à ce qu'ils fussent d'accord avec Clément, l'empereur refuserait toujours de les écouter. On envoya de très amples pouvoirs pour traiter avec l'empereur seulement. Cette conduite fut cause que ce prince, qui partit de Gênes le 30 du mois d'août pour se rendre à Plaisance, ne permit pas aux ambassadeurs de la république d'entrer dans cette dernière ville. Charles y reçut les envoyés du duc de Ferrare, auxquels il donna ordre de se retirer, après les avoir traités avec hauteur; cependant ils reparurent bientôt à sa cour avec d'autres instructions, peut-être même avec de nouvelles recommandations, et il leur fut permis d'y rester.

Sur ces entrefaites, l'empereur envoya le comte de Nassau en ambassade au roi de France, pour le féliciter sur ce que leur nouvelle alliance allait resserrer les nœuds du mariage de sa sœur avec ce prince et pour recevoir sa ratification. L'amiral était parti de France pour faire au nom du roi les mêmes compliments à l'empereur. En même temps François I envoya de l'argent à Renzo de Ceri, pour faire sortir de la Pouille toutes les troupes françaises et il fit équiper douze galères, que Philippin Doria devait commander contre les Vénitiens[1]. L'empereur de son côté mit trente-sept galères sous les ordres d'André Doria pour la même expédition.

Malgré les secours que le roi donnait à l'empereur, il encourageait secrètement les confédérés, mais surtout les Florentins, et il leur promit de leur faire tenir de l'argent par le moyen de l'amiral. Ce n'est pas qu'il eût à cœur leur intérêt ou celui de ses autres alliés; son dessein n'était que de les engager à faire quelque résistance à l'empereur, que cet embarras obligerait à remettre plus tôt les enfants de France en liberté. Dans le même temps, le protonotaire Caraccioli s'efforçait d'adoucir l'empereur en faveur du duc de Milan, et c'était là le but des fréquents voyages qu'il faisait de Crémone à Plaisance. Charles voulait qu'il se remît à sa discrétion, mais le duc ne pouvait s'y résoudre; il offrit de remettre entre les mains du pape les villes de Pavie et d'Alexandrie, jusqu'à ce qu'on eût examiné l'accusation intentée contre lui; mais l'empereur ne voulut pas y consentir, dans la persuasion que Sforze ne pourrait jamais lui résister. Il fut encore affermi dans cette confiance par Antoine de Lève, qui le vint trouver à Plaisance. Cet Espagnol, naturellement inquiet et grand ennemi de la paix, l'engagea par plusieurs raisons à continuer la guerre; c'est pourquoi Charles lui donna ordre d'assiéger Pavie. Il comptait faire marcher en même temps contre les Vénitiens le capitaine Félix, qui s'était avancé avec ses troupes et de l'artillerie vers Pescaire, d'où il avait pénétré dans le Bressan. Le marquis de Mantoue, qui venait de rentrer au service de l'empereur, fut nommé capitaine général de cette armée. Malgré la marche de Félix, le pape devenu médiateur entre Charles et cette république, se flattait de finir leurs différends par un traité de paix à Bologne.

Clément et Charles V avaient d'abord eu dessein de s'aboucher à Gênes; mais ils fixèrent depuis le lieu de la conférence dans la ville de Bologne, qui leur parut plus commode

(1) Pour les forcer à rendre les places de la Pouille à l'empereur.

pour une entrevue; outre qu'ils souhaitaient l'un et l'autre resserrer les liens de leur nouvelle alliance par ce moyen, ils avaient encore leurs desseins particuliers; Charles voulait recevoir la couronne impériale des mains du pape, et Clément songeait à rétablir sa maison à Florence; d'ailleurs, ils sentaient également la nécessité de régler les affaires d'Italie, ce qui serait impraticable tant que les Vénitiens et le duc de Milan seraient brouillés avec l'empereur. Enfin il s'agissait de prendre des mesures contre les Turcs qui étaient entrés en Hongrie avec une armée formidable et qui menaçaient la capitale de l'Empire.

Le désir qu'avaient les Vénitiens d'obtenir la paix faisait languir les opérations de la guerre. Dans la crainte d'aigrir l'empereur, ils avaient fait retirer à Corfou l'armée navale qui faisait le siége du château de Brindes, et ils ne songeaient qu'à défendre les places qu'ils possédaient dans la Pouille. Comme ils voulaient tenir la même conduite en Lombardie, ils avaient ordonné au duc d'Urbin de s'enfermer dans Brescia; c'est pourquoi la guerre se réduisait à de légères courses de part et d'autre. Du côté des impériaux, les Allemands demeuraient à Lonata au nombre de mille chevaux et de neuf à dix mille hommes d'infanterie que l'empereur avait dessein d'envoyer contre Crémone où le duc de Milan s'était enfermé. François Sforze qui n'espérait plus traiter avec l'empereur, voyant Antoine de Lève au siége de Pavie, et sachant que Carraccioli venait lui déclarer la guerre à Crémone, fit avec les Vénitiens une nouvelle alliance, par laquelle il s'obligea à n'entamer aucune négociation sans l'aveu du sénat, qui promit de son côté de lui fournir deux mille hommes de pied et huit mille ducats par mois; les Vénitiens envoyèrent en effet ces troupes à Crémone avec de l'artillerie; ce secours lui fit espérer pouvoir conserver cette ville et celle de Lodi. Pavie ne fit pas beaucoup de résistance, non-seulement parce qu'il n'y avait pas de vivres pour deux mois, mais encore par la faute de Pizzinardo qui en était gouverneur. Cet officier affaiblit sa garnison en envoyant quelques jours auparavant quatre compagnies d'infanterie à Sant'-Angelo, qu'Antoine de Lève feignit de vouloir assiéger; c'est pourquoi Pizzinardo se rendit d'abord vie et bagues sauves. On blâma beaucoup cette action, par laquelle il parut plus sensible à la crainte de perdre le butin qu'il avait fait en différentes occasions qu'à la gloire de conserver la réputation qu'il s'était acquise par un grand nombre d'exploits durant cette guerre, et surtout au dernier siége de Pavie.

CHAPITRE VI.

Progrès de la guerre en Toscane. Projets des Florentins. Cortone et Arezzo se rendent aux impériaux. Réponse du pape aux ambassadeurs florentins. Leurs préparatifs de défense. Orange met son camp sous les murs de Florence. Le pape et l'empereur à Bologne. Le duc de Ferrare se réconcilie avec le pape. François Sforze devant l'empereur. Capitulations de l'empereur avec les Vénitiens. L'empereur rend à Sforze le duché de Milan.

Pendant ce temps-là la guerre s'animait en Toscane. Après la prise de Spelle, le prince d'Orange se rendit à Ponte-San-Janni sur le Tibre, dans le voisinage de Pérouse, où il fut joint par le marquis du Guast et par l'infanterie espagnole. Quelque temps avant le siége de Spelle, il avait député vers Malatesta pour l'engager à contenter le pape qui, brûlant du désir d'avoir cette ville à sa disposition et d'accélérer l'expédition de Florence, offrait de lui conserver tous ses biens particuliers, de lui permettre d'aller au secours des Florentins, et d'empêcher que Braccio et Sforze Baglione et ses autres ennemis ne rentrassent dans Pérouse, exigeant seulement qu'il sortît de cette ville.

Malatesta protestait qu'il ne voulait accepter aucunes conditions sans la participation des Florentins, qui tenaient alors trois mille hommes d'infanterie à Pérouse; cependant il prêtait l'oreille aux envoyés du prince d'Orange qui redoublait ses instances depuis la prise de Spelle, et il n'est pas douteux qu'il n'eût beaucoup de penchant à s'accommoder; il craignait l'issue de cette guerre et de ne pas toujours recevoir de la part des Florentins les secours dont il aurait besoin; il considérait d'ailleurs qu'il ne pourrait jamais traiter à de plus favorables conditions que celles que le pape lui faisait offrir; qu'il était plus avantageux de se conserver au service des Florentins sans aigrir le pape et sans lui donner occasion de le dépouiller de toutes ses terres, que de risquer de tout perdre par sa résistance, qui ne manquerait pas de le rendre odieux même à

ses amis et à tous les habitants de Pérouse. Il donna donc avis aux Florentins des offres qu'on lui proposait, en les assurant qu'il ne traiterait jamais sans eux ; mais en même temps il leur fit dire que, s'ils voulaient défendre Pérouse, il fallait y envoyer encore mille hommes d'infanterie et faire poster le reste de leurs troupes à l'Orsaïa, place à cinq milles de Cortone sur les confins du territoire de cette ville et du Pérousin. Ce projet leur parut impraticable ; en effet, il aurait fallu dégarnir toutes les autres places, et d'ailleurs le poste de l'Orsaïa était si mauvais que les troupes auraient été obligées de l'abandonner au premier mouvement des ennemis. Il leur représenta aussi qu'il pourrait bien arriver que le prince d'Orange, laissant Pérouse derrière lui, marcherait droit à Florence, et que dans ce cas ils seraient obligés de tenir dans cette première place mille hommes de pied au moins, qui même ne seraient pas suffisants, parce que le pape pourrait attaquer cette ville avec d'autres forces que les troupes impériales ; que s'ils voulaient lui permettre de traiter avec Clément, ils rappelleraient toutes les troupes qu'ils avaient à Pérouse ; qu'il se rendrait à Florence avec deux ou trois mille hommes d'élite, et que ne craignant rien pour ses biens, certain d'ailleurs que ses ennemis ne retourneraient pas à Pérouse, il servirait la république avec plus d'assurance.

Les Florentins auraient bien voulu entretenir la guerre dans le Pérousin et l'éloigner ainsi de leurs Etats ; mais voyant que Malatesta négociait continuellement avec le prince d'Orange, et n'ignorant pas qu'il avait toujours entretenu des liaisons avec le pape, ils appréhendaient qu'il ne se rendît à la sollicitation des siens et qu'il ne traitât, soit pour éviter la ruine de sa patrie ; soit par la crainte des intrigues de ses ennemis et de la légèreté du peuple. D'ailleurs il leur paraissait dangereux de laisser dans Pérouse presque toute l'élite de leurs troupes sur la foi de cet officier, de les exposer au péril de la part de l'ennemi, et de ne savoir comment les retirer de cette place si Malatesta venait à traiter avec le pape. Enfin ils considéraient que la réduction de Pérouse, telle qu'on la proposait, ne pourrait leur causer beaucoup de préjudice, puisque les partisans de Baglione n'en seraient pas chassés ; qu'il serait conservé dans la possession de ses terres et que Braccio ni ses frères ne rentreraient pas dans la ville, moyennant quoi le pape serait dans de continuelles inquiétudes, ce qui lui donnerait toujours quelque embarras.

Dans ces conjonctures, les Florentins, qui se défiaient de Malatesta, jugeant que rien n'était plus important que de retirer leurs troupes de Pérouse, envoyèrent secrètement une personne qu'ils chargèrent de les ramener ; mais cette précaution fut inutile, parce que l'ennemi était trop près de la ville. Ils consentirent donc que Malatesta rendît Pérouse. Il avait prévenu leur consentement ; le prince d'Orange ayant passé le Tibre, le 9, à Ponte-San-Janni, et s'étant approché des murs après une légère escarmouche, conclut la nuit même un traité avec Malatesta. Ce dernier promit de sortir de Pérouse aux conditions proposées ; il lui fut permis d'emmener les troupes florentines, et pour leur donner le temps de gagner les Etats de la république, le prince d'Orange s'engagea à faire rester pendant deux jours son armée dans le poste qu'elle occupait. Elles sortirent de Pérouse le 12, et marchant aves une extrême diligence, elles arrivèrent le même jour à Cortone par le chemin de la montagne, qui est long et difficile, mais plus sûr que tout autre.

Après la retraite de Malatesta, tout l'effort de la guerre vint tomber sur la république de Florence. Les Vénitiens avaient fait espérer aux Florentins de leur envoyer les trois mille hommes d'infanterie qu'ils avaient fait passer dans le duché d'Urbin ; mais la crainte de déplaire au pape les empêcha d'exécuter cette promesse, et ils se contentèrent de fournir de l'argent au commissaire de Castrocaro pour payer deux cents hommes seulement, encourageant d'ailleurs les Florentins à se bien défendre. Le duc de Ferrare les animait aussi de son côté ; mais ce n'était de part et d'autre que dans la vue d'obtenir de meilleures conditions de l'empereur, qui négociait alors avec cette république et avec Alphonse. Les Florentins se proposaient de retarder le plus long-temps qu'ils pourraient la marche du prince d'Orange, afin d'être en état de réparer les murs de Florence et d'apaiser l'empereur par un traité avec le pape, dans la résolution néanmoins de ne rien laisser changer à la forme du gouvernement ;

c'est pourquoi ils députèrent vers le prince d'Orange et nommèrent des ambassadeurs pour la cour de Rome ; ensuite, donnant avis de cette démarche à Sa Sainteté, ils la supplièrent de demander une suspension d'armes, jusqu'à ce que ces ministres se fussent rendus auprès d'elle; mais Clément ne jugea pas à propos de leur accorder cette demande.

Le prince d'Orange, continuant sa marche, arriva devant Cortone dont la garnison était de sept cents hommes de pied ; il donna l'assaut au faubourg du côté de l'Orsaïa ; mais il fut repoussé. Quoique la garnison d'Arezzo fût plus nombreuse que celle de Cortone, Antoine-François Albizzi, gouverneur de cette première place, résolut de l'abandonner, dans la crainte que le prince d'Orange après la prise de la seconde ne marchât droit à Florence, laissant Arezzo derrière lui, et qu'en ce cas sa garnison, n'espérant plus être secourue, ne se rendît d'elle-même à la première attaque. Il partit donc avec toutes ses troupes sans attendre l'ordre de la république, mais peut-être de l'aveu secret du gonfalonier, et ne laissa que deux cents hommes dans le château. Néanmoins, étant arrivé à Fighine, où il trouva Malatesta, qui était aussi d'avis de se réduire à la défense de la capitale, il renvoya par son conseil cent hommes de pied à Arezzo, pour que cette place ne fût pas entièrement abandonnée. Mille hommes auraient suffi pour défendre Cortone ; mais les habitants, voyant que les Florentins ne s'empressaient pas de leur envoyer des troupes, et se sentant peut-être ébranlés par l'affaire d'Arezzo, se rendirent le 17 septembre, quoique le prince d'Orange ne pressât pas beaucoup le siége, et ils promirent de payer vingt mille ducats. Après la perte de Cortone, la garnison d'Arezzo, qui ne se croyait pas en état de faire de la résistance, sortit de la place, qui se rendit le 19. La ville stipula que désormais elle se gouvernerait elle-même en république sous la protection de l'empereur, et qu'elle ne serait plus sujette de Florence, démentant par ce traité l'attachement qu'elle avait paru jusqu'alors avoir pour la maison de Médicis et la haine apparente qu'elle avait témoignée pour le gouvernement populaire.

L'empereur déclara hautement sur ces entrefaites qu'il ne donnerait audience aux ambassadeurs des Florentins qu'après le rétablissement des Médicis. Le prince d'Orange blâmait ouvertement l'ambition du pape et son injustice; néanmoins il dit aux députés de Florence qu'il ne pouvait se dispenser d'exécuter les ordres de ce pontife. Il avait dans son armée trois cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers, deux mille cinq cents lansquenets, troupe très leste, deux mille Espagnols et trois mille Italiens, sous la conduite de Sciarra Colonna, de Pierre-Marie Rosso, de Pierre-Louis Farnèse et de Jean-Baptiste Savello. Jean de Sassatello, gardant l'argent des Florentins, au service desquels il s'était mis, passa dans les troupes impériales avec Alexandre Vitello et trois mille hommes de pied. Comme le prince n'avait pas beaucoup d'artillerie, il en fit demander aux Siennois, qui n'osèrent le refuser; ils ne voyaient qu'avec chagrin la révolution prochaine de Florence, tant à cause de la haine qu'ils portaient à Clément que par la jalousie que leur causait l'agrandissement de ce pontife. Cette haine, qui leur était commune avec Florence, les avait engagés depuis quelque mois dans une espèce de paix tacite et dans une sorte d'intelligence avec cette république. Ces dispositions faisaient qu'on ne préparait qu'avec une extrême lenteur l'artillerie demandée par le prince d'Orange.

Cependant le pape donna audience aux ambassadeurs des Florentins et leur dit qu'il était bien éloigné de donner la moindre atteinte à la liberté, mais que les injures qu'il avait reçues du gouvernement populaire et la nécessité d'assurer l'état de sa famille, jointe à ses engagements avec l'empereur, l'avaient forcé à l'expédition de Florence ; que comme sa gloire était intéressée dans cette affaire, il exigeait que la ville se remît de bonne grace à sa discrétion et qu'après cette démarche il ferait voir ses bonnes intentions en faveur de la patrie commune. Ayant ensuite appris que la consternation était extrême à Florence, surtout depuis que l'empereur s'était expliqué, et qu'on s'y disposait à faire partir de nouveaux ambassadeurs pour Rome, il se persuada que c'était pour le satisfaire ; et dans la vue de hâter ce moment si flatteur pour son ambition, voulant d'ailleurs épargner à son pays les ravages de la guerre, il dépêcha l'archevêque de Capoue, qui se rendit en poste à l'armée et bientôt après à Florence, dont il trouva les habitants bien éloi-

gnés des dispositions où le pape les supposait.

Le prince d'Orange, s'étant mis en marche, arriva le 24 septembre à Montevarchi dans le val d'Arno, à vingt-cinq milles de Florence, où il demeura pour attendre huit pièces de canon que la ville de Sienne devait envoyer; ceux qu'on avait chargés de conduire cette artillerie partirent le 25 de ce mois et furent aussi lents à se rendre à l'armée que les Siennois l'avaient été à mettre ces canons en bon état, en sorte que le prince, qui le 27 avait fait camper ses troupes à Fighine et à Ancisa, fut obligé d'y rester jusqu'au 4 octobre, ce qui fut la source de tous les maux qu'on vit arriver depuis. En effet les Florentins, ayant perdu Cortone et Arezzo, et voyant qu'il n'y avait plus à compter sur les espérances qu'on leur avait données; que d'ailleurs les fortifications qu'on élevait du côté de la montagne ne pouvaient être achevées que dans huit ou dix jours, malgré l'ardeur des ouvriers, et que les ennemis marchaient toujours en avant, tandis que d'un autre côté Ramazzoto, sorti de Bologne par ordre du pape à la tête de trois mille hommes, après avoir mis Firenzuola au pillage, entrait dans le Mugello d'où l'on craignait qu'il ne pénétrât jusqu'à Prato, ils commencèrent à craindre pour Florence. La plupart étaient d'avis qu'on traitât avec le pape, surtout depuis que la frayeur avait obligé plusieurs des habitants à s'enfuir. Le conseil des Dix, qui était chargé du soin de la guerre, s'étant assemblé avec ceux qui étaient à la tête des affaires, résolut unanimement de contenter le pape; mais comme cette délibération devait être approuvée du souverain magistrat, il fallut la lui communiquer. Le gonfalonier[1], qui s'opposa vivement à cette résolution, fut appuyé par le magistrat populaire des colléges dont l'autorité ressemblait à celle des tribuns du peuple de l'ancienne Rome. Il se trouvait alors par hasard dans ce dernier corps plusieurs personnes malintentionnées, pleines de témérité et d'insolence. Le gonfalonier fit encore parler un grand nombre de jeunes gens dont les menaces furent cause qu'on ne détermina rien ce jour-là. Si le prince d'Orange se fût avancé plus près de la ville le lendemain, qui fut le 28 septembre, il y a toute apparence que le penchant de la plupart des habitants aurait triomphé de l'obstination des opposants, preuve sensible que les choses de la plus grande importance dépendent souvent des moindres circonstances. Cette lenteur du prince, qui n'était pas fondée, puisqu'il n'avait pas besoin d'artillerie pour investir Florence, fit croire à bien des gens qu'il avait dessein de tirer la guerre en longueur et ranima les courages que la crainte avait glacés; mais la faute qu'il fit en donnant aux Florentins le temps d'achever les fortifications de la ville fut encore plus grande. On y prit une ferme résolution de se défendre jusqu'à l'extrémité, surtout depuis la retraite de Ramazzoto dans le Bolonais. Cet officier, n'ayant sous ses ordres que des paysans ramassés à la hâte et sans paie pour faire des courses et non pour combattre, n'eut pas plus tôt ravagé le Mugello que ses troupes se dissipèrent, après lui avoir vendu la meilleure partie de leur butin. Ainsi, au lieu que la guerre devait se terminer sans beaucoup de perte pour les Etats de Florence, il y en eut une très cruelle et très funeste qui ne finit que par la désolation de tout le Florentin et qu'après que la capitale eût été à deux doigts de sa perte.

Le prince d'Orange partit de Fighine le 5 octobre; mais il marchait si lentement, dans l'attente de l'artillerie de Sienne qui n'était pourtant pas loin de lui, que ses troupes n'arrivèrent dans la plaine de Ripoli, à deux milles de Florence, que le 20 de ce mois. Quatre jours après il fit camper l'armée sur les hauteurs qui commandent la ville; les quartiers s'étendaient d'un côté depuis la porte de San-Miniato jusqu'à celle de Saint-Georges, et de l'autre depuis ce dernier poste jusqu'au chemin qui conduit à la porte Saint-Nicolas. Il y avait huit mille hommes d'infanterie à Florence, et comme on était résolu de défendre Prato, Pistoia, Empoli, Pise et Livourne, on avait mis aussi des troupes dans ces cinq villes; à l'égard des autres places, on se reposait de leur défense sur la force de leur situation et sur la fidélité des habitants. Cependant tout le pays se remplissait d'aventuriers et de brigands, et les Siennois, non contents de faire des ravages de toutes parts, envoyèrent des troupes pour se saisir de Montepulciano, dans l'espérance que le prince d'Orange leur en abandonnerait la possession. Heureusement il s'y trouva quelques soldats florentins qui les repoussèrent, et peu

(1) François Carducci.

après Napoléon Orsino[1], qui était à la solde de la république, mais qui n'avait osé sortir du territoire de Rome qu'après que le pape se fût mis en chemin pour Bologne, se jeta avec trois cents chevaux dans Montepulciano. Le prince d'Orange posta ses troupes sur les collines de Montici, de Gallo et de Giramonte, et ayant reçu les pionniers et quelques pièces de campagne fournis par les Lucquois, il fit élever un cavalier. On crut que son dessein était d'attaquer le bastion de San-Miniato; les assiégés, de leur côté, mirent quatre canons sur un cavalier dans le jardin de San-Miniato pour troubler les travailleurs. Colle et San-Geminiano, postes importants pour faciliter le passage des vivres qui venaient de Sienne, se rendirent d'abord aux impériaux, qui placèrent le 20 une batterie de quatre pièces sur un bastion de Giramonte pour abattre le clocher de San-Miniato, sur lequel on avait braqué un canon qui faisait beaucoup de mal aux assiégeants. Deux de ces pièces crevèrent au bout de deux heures; on en mit une autre à leur place le lendemain; mais après qu'on eut tiré inutilement cent cinquante coups, on abandonna ce projet. Comme Florence ne paraissait pas facile à forcer avec une seule armée, les opérations du siége commencèrent à se ralentir et se réduisirent à de simples escarmouches; il y en eut de sanglantes le 2 novembre au bastion de Saint-Georges, à celui de Saint-Nicolas et sur le chemin de Rome. Le 4 on pointa une coulevrine sur le Giramonte contre le palais de la Seigneurie, mais elle creva du premier coup. Quelques chevaux de la ville firent une course dans le val di Pesa, où ils enlevèrent cent chevaux, la plupart de service, et un autre détachement de cavalerie et d'arquebusiers sorti de Ponte-d'Era en prit encore soixante entre les Capanne et la Torre-di-San-Romano.

Le pape étant arrivé à Bologne sur ces entrefaites, l'empereur s'y rendit ensuite; car l'usage, dans de pareilles entrevues, est que celui dont le rang est le plus distingué arrive le premier au rendez-vous et que l'autre aille l'y trouver pour lui marquer son respect. Clément VII fit de grands honneurs à Charles V et le reçut dans son palais, où leurs appartements étaient contigus; on eût dit, à leur familiarité, qu'ils auraient toujours été unis par les liens de la plus étroite amitié.

La crainte causée par les Turcs était alors dissipée par la retraite de leur armée. Soliman, qui était au siége de Vienne en personne, avait donné inutilement plusieurs assauts à cette capitale, et l'infanterie allemande qui défendait la place avait fait un grand carnage des assaillants. Après ce mauvais succès le grand-seigneur, qui craignait d'échouer dans son entreprise, avait levé le siége tant par cette raison que parce qu'il n'avait point de gros canon et que la saison est très fâcheuse dans ce pays dès le mois d'octobre. Les Turcs pouvaient aller occuper quelque poste voisin, mais ils reprirent le chemin de Constantinople, ce qui rassurait encore davantage l'empereur; car il faut trois mois à une armée pour s'y rendre. La crainte de ces Barbares était le seul motif qui avait adouci Charles en faveur du duc de Milan, même depuis la prise de Pavie, et qui l'avait engagé à exhorter le pape à terminer par quelque expédient ses démêlés avec les Florentins; il ne songeait alors qu'à sortir d'embarras en Italie, afin de pouvoir conduire toutes ses forces contre les Turcs; mais la retraite de leur armée changea les vues et les desseins du pape et de l'empereur. Le premier brûlait de rétablir les Médicis à Florence, et le second ne le souhaitait pas moins, soit pour lui donner cette satisfaction et remplir cet article du traité de Barcelonne, soit qu'il ne fût pas fâché de voir opprimer la liberté d'une ville qu'il croyait étroitement attachée à la France. Il y avait quatre ambassadeurs florentins à Bologne qui firent de grandes instances pour avoir audience de l'empereur; mais il la leur refusa toujours jusqu'à ce que le pape, qui dicta la réponse de ce prince, y eût consenti.

Clément et Charles résolurent de poursuivre leur expédition contre la république; mais comme la chose n'était pas si facile que le premier se l'était imaginé, l'empereur fut d'avis que si l'on pouvait faire la paix avec les Vénitiens et François Sforze, on fît marcher contre Florence les troupes de Lombardie, dont il fournirait la solde; et comme il ne pouvait pas soutenir seul tous les frais de cette guerre, le pape convint de payer soixante mille ducats par mois au prince d'Orange, afin que ce général, qui s'était rendu à Bologne pour régler

(1) C'était l'abbé de Farfa.

les choses, fût en état d'entretenir l'armée qui était alors sous les murs de Florence. On parla ensuite de l'affaire de Modène et de Reggio; Clément, pour ne pas être taxé d'opiniâtreté, reprit les discours qu'il avait tenus autrefois. Il disait que s'il ne s'agissait que de la possession de ces deux villes, il ferait tout ce que l'empereur voudrait, mais qu'en les cédant il laisserait Parme et Plaisance tellement séparées des Etats du Saint-Siége que ce serait en quelque manière abandonner ces deux dernières places. Charles répondit que cette raison était bonne; mais qu'il n'était pas possible, tant que ses troupes seraient occupées à réduire Florence, d'employer d'autres voies que celles de l'autorité contre le duc de Ferrare. L'empereur n'aurait pas été fâché qu'Alphonse gardât ces deux places en dédommageant le pape; il avait fait espérer à ce duc, en passant à Modène, qu'il ne négligerait rien pour que cette affaire se terminât à son avantage. Le duc s'était adroitement insinué dans les bonnes graces de l'empereur et avait su gagner ceux qui l'environnaient, ce qui lui donnait beaucoup de crédit dans cette cour. Il fut encore question dans cette entrevue des démêlés de l'empereur avec les Vénitiens et François Sforze. Charles était bien éloigné de traiter avec les prêmiers et encore plus avec le dernier; néanmoins, ne trouvant pas la conquête du Milanais aussi facile qu'il se l'était imaginé, surtout depuis le nouveau traité conclu par le duc avec les Vénitiens, et considérant que l'entretien du grand nombre de troupes qu'il tenait sur pied épuisait ses finances, il reprenait des sentiments plus favorables à ces deux puissances. D'ailleurs l'archiduc le pressait vivement de passer en Allemagne pour réprimer les luthériens et prévenir des troubles qui paraissaient sur le point d'éclater. Charles avait encore à craindre une nouvelle irruption de la part des Turcs; Soliman, outré de colère et honteux d'avoir été forcé de lever le siége de Vienne, avait juré en partant de reparaître bientôt avec des forces plus nombreuses. L'empereur, croyant donc qu'il n'y aurait pas de sûreté pour ses Etats d'Italie et que sa gloire en souffrirait s'il ne terminait avant son départ les affaires qui l'avaient attiré dans ces provinces, se sentit plus porté, non-seulement à traiter avec les Vénitiens, mais encore à pardonner au duc de Milan. Le pape, qui brûlait de rétablir la paix dans la chrétienté et de voir l'empereur délivré de toute sorte d'embarras pour qu'il pût tourner toutes ses forces contre Florence, fortifiait de tout son pouvoir ces favorables dispositions. Charles V n'était plus arrêté que par des égards pour sa dignité; il craignait qu'on ne dît qu'il avait été comme forçé d'oublier les intrigues de François Sforze. Antoine de Lève, qui lui faisait la cour à Bologne, le pressait de disposer du duché de Milan en faveur d'Alexandre de Médicis, neveu du pape, ou de quelque autre qui ne fût point suspect à Sa Majesté. Mais comme il n'était pas facile de faire un choix qui fût agréable à toute l'Italie et que le pape n'avait aucun dessein sur le Milanais, où il n'aurait pu introduire sa maison sans exciter de nouveaux troubles, Charles prit enfin la résolution de donner à François Sforze un sauf-conduit; c'était en apparence pour qu'il vînt justifier sa conduite, mais au fond le dessein de l'empereur était de trouver quelque expédient pour terminer cette affaire. Les Vénitiens, qui crurent que peut-être ils pourraient traiter en même temps avec ce prince, consentirent que le duc se rendît à Bologne.

Cependant la guerre continuait toujours en Lombardie. Belgioioso, qui commandait en l'absence d'Antoine de Lève, conduisit sept mille hommes d'infanterie devant Sant'-Angelo, dont la garnison était de quatre compagnies d'infanterie des Vénitiens et du duc de Milan. Dès que la brèche fut assez large pour donner l'assaut, il monta le premier sur le mur, à la faveur d'une grosse pluie qui rendait inutile la mousqueterie des assiégés. Ses troupes, à couvert sous leurs boucliers, et armées de la pique ou de l'épée, marchèrent sur ses pas et forcèrent la place avec lui; toute la garnison ou périt ou fut prise. Il résolut ensuite de s'avancer au-delà de la rivière d'Adda; une partie de ses troupes avait déjà traversé ce fleuve sur un pont qu'il avait fait jeter à Cassano, quand quelques compagnies d'Espagnols nouvellement arrivés reprirent le chemin de Milan; mais Belgioioso les ayant prévenus par un courrier, ils trouvèrent les portes fermées en arrivant, ce qui les obligea de retourner sur leurs pas.

Malgré ces progrès et quoique les Allemands fussent actuellement dans les Etats de la république de Venise, la négociation était déjà si

fort avancée que les opérations de la guerre commençaient à se ralentir. Le duc de Milan alla trouver l'empereur, et après avoir rendu graces à ce prince de la bonté qu'il avait eue de lui permettre de se présenter devant Sa Majesté, il ajouta qu'il avait tant de confiance en la justice de sa cause par rapport à la conduite qu'il avait tenue avant que le marquis de Pescaire l'eût bloqué dans le château de Milan, qu'il ne voulait point d'autre sûreté que sa propre innocence, et qu'à cet égard il renonçait au sauf-conduit qu'il avait à la main; en effet, il le jeta sans balancer aux pieds de l'empereur, qui fut touché d'une si noble assurance.

Le pape travailla de tout son pouvoir pendant un mois à faire la paix, qui fut enfin conclue le 23 décembre avec les Vénitiens et le duc de Milan. Ce dernier s'obligea à payer à l'empereur quatre cent mille ducats dans un an, cinquante mille tous les ans, pendant dix années, et à remettre la ville de Côme et le château de Milan entre les mains de ce prince, qui s'engagea à rendre ces deux places d'abord après le premier paiement. Charles investit de nouveau François Sforze du duché de Milan, ou plutôt confirma l'investiture précédemment accordée. Le duc, pour remplir ses engagements et payer suivant ses promesses la faveur et l'appui des seigneurs qui avaient déterminé l'empereur à le recevoir avec bonté, fut obligé d'accabler le Milanais d'impôts, malgré l'extrême misère où la guerre, la famine et la peste avaient réduit ce malheureux pays.

Les Vénitiens traitèrent aussi avec l'empereur. Il fut stipulé : qu'ils rendraient Ravenne et Cervia au Saint-Siége, avec le territoire de ces villes, sans préjudice de leurs droits, moyennant quoi le pape s'obligea à leur pardonner et à oublier la conduite qu'ils avaient tenue à son égard; qu'ils évacueraient aussi dans le mois de janvier prochain toutes les places qu'ils occupaient dans le royaume de Naples; que la république paierait à l'empereur le reste des deux cent mille ducats stipulés par le troisième article du dernier traité[1], savoir vingt-cinq mille dans un mois, et la même somme tous les ans jusqu'à l'entier paiement de ce qu'ils devaient. De son côté l'empereur s'obligea à lui rendre dans un an les places mentionnées audit traité, ou à s'en rapporter à des arbitres dont on conviendrait de part et d'autre, pour terminer les difficultés qu'il pourrait y avoir à ce sujet. Il fut encore arrêté que Venise donnerait cinq mille ducats par an à ses bannis, pour les dédommager de la confiscation de leurs biens, conformément au traité précédent; qu'elle fournirait encore à l'empereur la somme de cent mille ducats, moitié dans dix mois et le reste un an après; que les droits réservés au patriarche d'Aquilée, au préjudice du roi de Hongrie, par le traité de Worms, seraient réglés; que le duc d'Urbin, comme étant allié et sous la protection des Vénitiens, serait réputé compris dans le présent traité; qu'ils pardonneraient au comte Brunoro de Gambara[1]; que le commerce serait libre entre les sujets de l'Empire et de la république, et qu'on ne donnerait d'un côté ni de l'autre aucune retraite aux corsaires qui infesteraient les Etats de l'une des deux parties; que les Vénitiens conserveraient toutes les places dont ils étaient en possession, et qu'ils rétabliraient dans leur ville tous les sujets de la république qu'on avait déclarés rebelles pour avoir embrassé le parti de l'empereur Maximilien, de Sa Majesté Impériale, actuellement régnante, et du roi de Hongrie, jusqu'à l'année 1523, sans néanmoins obliger Venise à rendre les biens qu'elle avait confisqués. On convint encore qu'il y aurait non-seulement paix perpétuelle, mais encore alliance défensive entre toutes les puissances comprises au traité pour la défense de leur Etats envers et contre tous; que le duc de Milan aurait toujours cinq mille hommes d'armes, autant de chevau-légers, six mille hommes d'infanterie et un bon train d'artillerie prêts à marcher au secours des Vénitiens; que ces derniers entretiendraient même nombre de troupes et la même artillerie pour la sûreté du Milanais, et que lorsque l'une de ces deux puissances serait attaquée, l'autre fermerait absolument tous les passages de ses Etats à tout ce qui appartiendrait à l'ennemi, et ne lui permettrait en aucune manière d'en tirer des secours; que si quelque prince chrétien, même des plus puissants, attaquait le royaume de Naples, les Vénitiens fourniraient quinze galères bien armées pour la défense de cet Etat. On convint aussi

(1) C'est le traité du 20 juin 1525, dont il est parlé ci-dessus.

(1) Il était frère aîné de Hubert, dont il est parlé ci-dessus.

que tous les princes et toutes les républiques, que chacune des parties avait nommés ou devait nommer, seraient censés compris dans le présent traité, sans néanmoins étendre l'obligation de Venise par rapport à leur défense. Enfin, il y fut dit que le duc de Ferrare y serait aussi réputé compris lorsqu'il aurait réglé ses différends avec le pape et l'empereur.

D'abord, après la signature du traité, Charles V rendit à François Sforze la ville de Milan et les autres places de ce duché, d'où il retira toutes les troupes, excepté celles qui étaient nécessaires pour la garde de Côme et du château de Milan, qu'il fit évacuer aussi dans le terme convenu. Enfin, le sénat de Venise restitua les villes de la Romagne au pape et celles de la Pouille à l'empereur.

LIVRE VINGTIÈME.

Fin de la guerre de Florence. Grandeur des Médicis dans cette ville. Privilége de Charles V et serment des citoyens. Couronnement de l'empereur à Boulogne. Ferdinand élu roi des Romains. Mauvaise disposition du roi d'Angleterre et du roi de France envers l'empereur. Changement du gouvernement de Sienne. Les Turcs en Hongrie. Nouveau rendez-vous entre le pape et Charles V. Nouvelle alliance. Voyage du pape à Marseille. Mariage de sa nièce. Mort du pape. Élection du cardinal Farnèse.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre de Florence. Clément couronne l'empereur à Boulogne. Volterra se donne au pape. Ferrucci la reprend et marche ensuite à la défense de Florence. Faits d'armes à Gavinana. Mort d'Orange et de Ferrucci. Les Florentins se rendent avec des conditions.

Ce fut ainsi que l'Italie vit enfin terminer les troubles qui la déchiraient depuis huit années. La seule république de Florence n'eut point de part à la paix; le traité de l'empereur avec les autres puissances ne servit au contraire qu'à augmenter les périls de la guerre qu'elle avait alors à soutenir contre ce prince, guerre qui, par un effet opposé, avait rendu Charles V plus facile dans la négociation qui venait de se conclure. En effet, dès que l'empereur eut vu les difficultés du traité tellement aplanies que la paix ne fut plus incertaine, il rappela les troupes qu'il avait dans les Etats de Venise et fit marcher contre Florence quatre mille lansquenets, deux mille cinq cents Espagnols, huit cents Italiens, plus de trois cents chevau-légers, et donna vingt-cinq pièces de canon à cette armée.

Il n'y avait eu jusqu'alors au siége de cette place aucun événement digne de remarque, parce que d'un côté les assiégeants ne se trouvaient pas assez forts pour donner l'assaut, et que de l'autre les Florentins, se flattant de pouvoir soutenir le siége pendant plusieurs mois, demeuraient dans l'inaction et comptaient que les ennemis, soit faute d'argent, soit par d'autres accidents, seraient obligés d'abandonner une entreprise qui les arrêterait trop longtemps; cette sécurité leur avait fait perdre la Lastra, qui était défendue par trois compagnies de gens de pied. Le prince d'Orange ayant fait marcher contre cette place quinze cents hommes d'infanterie et quatre cents chevaux, auxquels il donna quatre pièces de canon, il s'en rendit maître avant que le secours qu'on y envoya de Florence fût arrivé; il y eut environ deux cents hommes de la garnison tués. Outre cela, Etienne Colonna, à la tête d'une camisade de mille arquebusiers et de quatre cents piquiers, tous en cuirasse, à la manière des Espagnols, attaqua dans la nuit du 11 décembre la compagnie de Sciarra Colonna, logée dans les maisons voisines de l'église de Sainte-Marguerite à Montici, et sans perdre un seul des siens il fit un grand carnage et beaucoup de prisonniers; Mario Orsino et Jules de Santa-Croce furent tués d'un coup de canon dans le jardin de San-Miniato; mais d'un autre côté, Pirro

de Castel-Piero, marchant contre Montopoli dans le territoire de Pise, fut arrêté par la garnison florentine d'Empoli entre Palaïa et Montopoli, et perdit beaucoup de soldats dont plusieurs demeurèrent prisonniers. Sur ces entrefaites, les Florentins envoyèrent Napoléon Orsino avec cent cinquante chevaux à San-Sepolcro contre Alexandre Vitello, qui faisait de grands ravages en ces quartiers et du côté d'Anghiari.

Dès que les nouvelles troupes que l'empereur envoyait à Florence eurent passé l'Apennin, les villes de Pistoia et de Prato, abandonnées par les Florentins, traitèrent avec le pape; ainsi l'armée n'eut désormais derrière elle aucune place qui lui donnât de l'inquiétude. Ces troupes ne se rendirent point au camp des assiégeants, mais passant de l'autre côté de l'Arno à Peretola, près des murs de Florence, elles campèrent en cet endroit sous les ordres du marquis du Guast, qui néanmoins prenait l'ordre du prince d'Orange. Cette expédition paraissait plutôt un blocus qu'un siége véritable. Pietra-Santa se rendit aussi aux troupes du pape.

Vers la fin de cette année, Clément chargea Rodolphe Pio[1], évêque de Faënza, d'aller à Florence pour traiter avec Malatesta Baglione, qui avait fait espérer un accommodement à ce pontife. Baglione entama effectivement la négociation avec ce prélat de l'aveu de la république, touchant plusieurs articles tendant à l'avantage des Florentins; il eut aussi de secrètes conférences avec Pio sur des choses contraires à leur intérêt, mais sans aucune suite; et l'on crut que ce n'était qu'un artifice de la part de cet officier pour obliger la république à le nommer capitaine général des troupes florentines, comme il le fut bientôt en effet.

Le prince d'Orange fit ouvrir au commencement de l'année une nouvelle tranchée et construire d'autres cavaliers, ce qui fit croire qu'il voulait battre les bastions de plus près, et surtout celui de San-Giorgio, qui était très fort; mais, soit incapacité de la part de ce général, soit difficultés dans l'entreprise, ces travaux n'eurent aucune suite. Etienne Colonna était chargé de garder les postes de la montagne.

(1) Il était fils de Lionel et neveu d'Albert Pio, comte de Carpi. Paul III lui donna le chapeau en 1535. Il mourut le 12 mai 1564, âgé de soixante-quatre ans.

Dans ces conjonctures, les Florentins, auxquels la négociation de Malatesta et de l'évêque de Faënza avait fait concevoir des espérances de paix, députèrent une seconde fois vers le pape et l'empereur; ces nouveaux ministres eurent ordre de n'écouter aucune proposition tendant à changer la forme du gouvernement ou à démembrer les Etats de la république; mais comme ces instructions étaient absolument contraires aux desseins du pape et de l'empereur, ce dernier ne voulut pas même donner audience à ces députés.

Le nombre des troupes qui défendaient Florence montait à neuf à dix mille hommes d'infanterie, payés sur le pied de quatorze mille, libéralité qui les attachait davantage au service de la république. Malatesta, pour rendre leur fidélité inébranlable, fit assembler leurs officiers dans l'église de Saint-Nicolas, où, après la messe, ils jurèrent tous de défendre la ville jusqu'à la mort. Napoléon Orsino fut le seul qui viola son serment, car, après avoir reçu l'argent des Florentins, il reprit le chemin de Bracciano, où il traita avec le pape et l'empereur; il fit même en sorte que quelques capitaines qu'il avait d'abord envoyés à Florence sortissent aussi de cette ville.

Cependant le pape, qui mettait tout en œuvre pour venir à bout de ses desseins, engagea le roi de France à envoyer Chiaramonte[1] à Florence. Ce ministre, après avoir excusé son maître d'avoir traité sans la république et d'avoir été forcé à cette démarche par l'impossibilité de les comprendre dans cette paix et par la nécessité de retirer ses enfants des mains de l'empereur, conseilla aux Florentins de s'accommoder avec le pape, pourvu que Clément voulût leur faire des conditions avantageuses et conserver la liberté de Florence, et il leur offrit en quelque façon la médiation du roi; il engageait d'ailleurs en secret Etienne Colonna et Malatesta à demeurer au service de la république, tandis qu'il leur ordonnait hautement de la part de son prince, à la solde duquel ils étaient, de sortir de Florence. La complaisance que François I eut pour le pape et l'empereur de rappeler M. de Vigli, son ambassadeur à Florence, contribua beaucoup à la

(1) Le Grain, dans sa Décade de Louis XIII, parle de Francisco Chiaramonte, Napolitain au service de François I.

perte de la réputation des Florentins et au découragement du peuple; cependant, pour ne pas les désespérer entièrement, il y laissa Emilio Ferretto, mais sans caractère; il leur promit même en secret de leur donner des secours lorsque ses enfants seraient en liberté, et il ne renvoya qu'avec peine l'ambassadeur qu'ils avaient à la cour de France.

Le pape, de son côté, pour payer le roi de sa complaisance, envoya le chapeau à son chancelier[1] par l'évêque de Tarbes, et peu de temps ıprès il donna la légation de France à ce nouveau cardinal. Ensuite il fit proposer une enrevue à Turin entre l'empereur, le roi et lui, nais le conseil du roi répondit que ce prince ttait trop sage pour chercher à se faire mettre n prison pendant que ses enfants y étaient ncore.

Après le traité de Bologne le pape et l'em- ereur déclarèrent qu'ils allaient se rendre à ienne, afin d'être plus à portée de presser le iége de Florence, et ensuite à Rome pour la érémonie du couronnement de l'empereur; ıais comme ils étaient sur le point d'exécuter ette résolution réelle ou simulée, l'empereur çut des lettres qui le pressaient de passer au lus tôt en Allemagne; les électeurs et les princes l'Empire souhaitaient sa présence pour tenir urs diètes, Ferdinand pour être élu roi des omains, et plusieurs autres personnes dans spérance d'obtenir la convocation d'un conle. La nécessité de ce voyage dérangea tous s projets qu'on avait formés, et l'empereur çut la couronne impériale à Bologne le jour saint Mathias, jour heureux pour ce prince; effet, c'était le jour de la fête de cet apôtre ie Charles était né, qu'il avait été élu empeur, et que le roi de France avait été fait prinnier à Pavie. La cérémonie se fit sans beauùp de pompe ni de dépense, avec un grand ncours de peuple.

L'empereur voulut, avant son départ, régler quelque façon les différends du pape avec duc de Ferrare, qui pour cet effet se rendit à logne le 7 mars à la faveur d'un sauf-conit; et comme il n'y avait point d'autre exlient, le pape et le duc convinrent d'un arre dans la personne de l'empereur. Clément ılut bien s'en rapporter à Charles V, se flattant que ce prince, à la faveur des termes généraux dans lesquels l'acte du compromis serait conçu, et qui par cette raison devait renfermer l'affaire de la ville de Ferrare qu'il croyait être dévolue au Saint-Siége, selon toutes les règles de la jurisprudence, aurait un moyen facile de lui faire rendre Modène et Reggio, et cela pour lui imposer silence par rapport à Ferrare. Outre cela, Charles promit au pape que si ses prétentions sur ces deux villes se trouvaient fondées, il ne manquerait pas de prononcer; et que si elles ne l'étaient pas, il laisserait expirer le terme convenu sans rien décider. Le duc de Ferrare consentit à mettre Modène entre les mains de l'empereur pour sûreté de l'exécution du jugement de ce prince.

Charles V partit de Bologne le 22 mars avec le cardinal Campeggio, qui le suivit en qualité de légat. Le pape fit entendre à l'empereur qu'il n'était pas éloigné d'assembler un concile si ce moyen pouvait être propre à extirper l'hérésie de Luther. Lorsque Charles fut à Mantoue, il céda le domaine utile de la ville de Carpi au duc de Ferrare à perpétuité, moyennant soixante mille ducats. Le pape quitta Bologne le 31 et prit le chemin de Rome.

Pendant ce temps-là les impériaux continuaient toujours le siége de Florence; il semblait qu'ils voulussent donner un assaut à cette place, car ils ouvrirent la tranchée devant le bastion de San-Giorgio, par le moyen des pionniers que l'empereur venait de leur envoyer. Les assiégés firent une vigoureuse sortie le 25 mars sur ces travailleurs, dont il périt un grand nombre. Ensuite le prince d'Orange fit braquer du canon le 15 contre la tour attenant ce bastion du côté de la porte Romaine, parce que l'armée était fort incommodée du feu de cette tour; mais elle se trouva si solide qu'il discontinua de la battre après des efforts redoublés. Comme il n'y avait plus de guerre dans tout le reste de l'Italie, il entrait continuellement de nouvelles troupes dans le Florentin, qui en augmentaient la désolation. Dans le même temps, les impériaux ayant fait venir deux canons et trois coulevrines de Gênes, foudroyaient la citadelle de Volterra qui tenait encore pour les Florentins, quoique la ville se fût rendue au pape. On fit partir de Florence cent cinquante chevaux et cinq compagnies de gens de pied pour aller au secours des assié-

[1] Antoine du Prat.

gés; cette infanterie, étant sortie de Florence pendant la nuit, traversa les quartiers de l'ennemi près de Monte-Oliveto; mais ayant été découverts, ils furent attaqués par la cavalerie qui avait eu ordre de les poursuivre; les arquebusiers tuèrent plusieurs des ennemis dont le reste fut obligé de se retirer. Ils arrivèrent ainsi en bon état à Empoli en même temps que les cent cinquante chevaux, qui avaient pris un autre chemin par les derrières du camp, et ils furent reçus par François Ferrucci. Les Florentins avaient mis cet officier dans cette place au commencement de la guerre en qualité de commissaire avec fort peu de troupes; mais Ferrucci, profitant de l'avantage de son poste et des occasions fréquentes de s'enrichir par le pillage, avait su rassembler un assez grand nombre de soldats d'élite, dont son courage et sa libéralité lui avaient gagné les cœurs, ce qui l'avait mis dans une grande considération à Florence.

Ferrucci sortit de son poste à la tête de deux mille hommes d'infanterie et de cent cinquante chevaux, et marchant avec une extrême diligence, il vint à bout de se jeter dans la citadelle de Volterra le 26 du mois d'avril à trois heures après midi. Après quelques moments de repos il fondit brusquement sur la ville, que Jean-Baptiste Borghèse gardait avec une faible garnison. Ferrucci se rendit maître de la tranchée pendant la nuit, et par cette activité obligea la ville à capituler le lendemain; il eut pour sa part du butin l'artillerie venue de Gênes; ensuite ayant arraché de l'argent aux habitants par mille violences, il fut par ce moyen en état d'augmenter le nombre de ses soldats. Sans l'arrivée de Maramaüs, il n'eût pas manqué de couper les vivres qui venaient de Sienne au siége de Florence, et pouvant faire soulever les villes de San-Gemignano et de Colle, il aurait jeté dans un grand embarras l'armée impériale, dont les chefs, ne songeant plus qu'à faire un blocus, avaient fait conduire l'artillerie à Prato par le marquis du Guast. Maramaüs vint donc à propos en ces quartiers avec deux mille cinq cents hommes sans solde et se cantonna dans les faubourgs de Volterra. Cet officier était parti malgré le pape, qui croyait que sa marche ne serait pas sûre; ce qui fait bien voir quelle est l'incertitude des événements de la guerre.

Le 9 mai les assiégés firent une sortie par la porte Romaine et perdirent cent trente hommes tués ou faits prisonniers; la perte des impériaux fut de plus de deux cents, et le capitaine Baragnino périt dans cette action. Les Florentins n'avaient pas encore perdu toute espérance du côté de la cour de France. Le roi les faisait assurer qu'il leur enverrait de puissants secours dès que les princes ses enfants seraient en liberté, et pour ajouter plus de poids à ses promesses il donna des sûretés à des marchands florentins pour les engager à prêter à la république vingt mille ducats qu'il lui devait depuis long-temps; cette somme fut remise en effet à Pise par Louis Alamanni, mais en différents termes, en sorte qu'elle ne fut pas d'une grande utilité aux Florentins. Ils prirent alors Jean-Paul de Ceri à leur solde et lui confièrent la garde de Pise.

La réduction de Volterra fut plus nuisible qu'avantageuse aux Florentins. Ferrucci, malgré d'expresses défenses, résolut de chasser Maramaüs des faubourgs de cette ville, et pour être supérieur en force à l'ennemi il se fit suivre par presque toute la garnison d'Empoli, comptant trop sur les fortifications de cette place; le marquis du Guast en ayant eu avis se présenta devant ses murs et la mit au pillage. La perte d'Empoli fut plus sensible aux Florentins que tout ce qui leur était arrivé dans cette guerre. Ce malheur troubla le projet qu'ils avaient formé d'assembler dans cette ville de nouvelles troupes pour tenir en échec les quartiers qu'avaient les ennemis de ce côté de l'Arno et pour faciliter les convois qui allaient à Florence, où l'on commençait à manquer de vivres. Pour comble de maux ils eurent bientôt sujet de ne plus tant compter sur les promesses du roi de France. Ce prince, ayant payé la somme stipulée par le traité de Cambrai et obtenu enfin la liberté de ses enfants, se contenta d'envoyer en Italie, à la sollicitation du pape, Pierre-François de Pontremoli qui avait sa confiance, pour négocier un accommodement avec la république. Clément, pour gagner tous les ministres du roi, donna le chapeau de cardinal à l'évêque de Tarbes, ambassadeur de France à la cour de Rome. D'un autre côté, François I et Henri VIII, qui étaient en bonne intelligence, ne négligeaient rien pour détacher ce pontife du parti de l'empereur; c'était dans ces vues que le premier s'efforçait d'avoir, du moins indirecte-

ment, quelque part à la réduction de Florence.

Après la prise d'Empoli, le marquis du Guast alla joindre Maramaüs dans le faubourg de Volterra. Ces deux officiers, se voyant environ six mille hommes de pied, attaquèrent la ville, et ayant abattu à coups de canon environ douze toises de la muraille, ils donnèrent l'assaut par trois endroits ; mais ils perdirent plus de quatre cents hommes sans y réussir. Ensuite ils établirent encore une batterie et firent marcher contre la ville les Italiens et les Espagnols mêlés ensemble ; cette seconde tentative ne fut pas plus heureuse que la première, et ils firent une perte encore plus considérable, ce qui les obligea à se retirer.

Etienne Colonna et Malatesta sortirent de Florence une heure avant le jour, le premier par la porte qui conduit à Faënza, et l'autre par la petite porte qui donne du côté de Prato ; leur dessein était d'aller attaquer le monastère de San-Donato, que les Allemands qui étaient dans ce poste avaient fortifié. Colonna força les lignes et tua beaucoup d'ennemis ; mais ces derniers ayant eu le temps de former des bataillons firent une vigoureuse défense, et Colonna y reçut deux blessures ; il prit le parti de se retirer en diligence, dans la crainte qu'il n'arrivât du secours aux ennemis, se plaignant beaucoup de Malatesta qui ne l'avait pas secondé dans l'action.

Cependant les vivres devenaient chaque jour plus rares à Florence, où il n'en venait d'aucun endroit. Cette cruelle nécessité ne put vaincre l'opiniâtreté des Florentins ; ils n'espéraient plus que dans le retour de Ferrucci qui, s'étant rendu de Volterra à Pise, rassemblait dans cette dernière ville tous les soldats qu'il pouvait enrôler. Ils l'avaient pressé de venir à Florence, quelque péril qu'il y eût à essuyer dans sa marche. Leur dessein était de joindre ses troupes à celles de la ville pour livrer bataille aux impériaux. Ce projet fut aussi malheureusement exécuté qu'il était téméraire, si cependant les conseils suggérés par l'extrême nécessité peuvent être appelés de ce nom. Ferrucci fut obligé de traverser un pays ennemi, occupé par une armée nombreuse, dispersée à la vérité dans différents quartiers, mais qui cependant rendait cette marche très périlleuse.

Le prince d'Orange, ayant été averti de ce dessein, se mit à la tête d'une partie de l'armée et marcha contre Ferrucci avec d'autant plus de confiance qu'il avait parole de Malatesta Baglione que le reste de ses troupes ne serait point attaqué pendant son absence ; du moins soupçonna-t-on Baglione, avec lequel il entretenait d'étroites liaisons, d'avoir trahi Florence dans cette occasion. Ferrucci partant de Pise avait passé à côté de Lucques et pris le chemin de la montagne de Pistoia, comptant sur la faction Cancelliera qui était très attachée au gouvernement populaire. Lorsqu'il fut près de Gavinana, les impériaux, dont les forces étaient supérieures aux siennes, tombèrent sur sa troupe. D'Orange, se livrant avec trop de chaleur à son courage, fut tué dès le premier choc, moins en général qu'en soldat ; sa mort n'empêcha pas ses troupes de vaincre ; Jean-Paul de Ceri, Ferrucci et plusieurs autres officiers furent pris. Maramaüs, outré de ce que ce dernier avait fait pendre durant le siége de Volterra un trompette qu'il avait député vers lui, sacrifia cet officier à son ressentiment.

La défaite de cette armée laissait les Florentins sans aucune ressource, et la famine se faisait cruellement sentir à Florence, sans espoir de soulagement, extrémité qui, bien loin de diminuer l'opiniâtreté d'une partie des habitants, ne servait au contraire qu'à l'augmenter ; ces désespérés ne songeaient plus qu'à se perdre et à faire périr la patrie avec eux. Il ne s'agissait donc plus de la conserver aux dépens de leur propre vie ou de celle des autres citoyens, mais seulement de faire en sorte que ses ruines leur servissent de tombeau. Leur désespoir était imité par beaucoup de gens qui s'étaient imaginé que le ciel attendait qu'ils n'eussent plus qu'un souffle de vie pour faire éclater sa puissance en leur faveur. Le magistrat et les plus considérables de la ville se livraient avec le même aveuglement au désespoir, ce qui fermait la bouche à ceux que la raison éclairait encore. Ainsi il y avait toute apparence que la guerre ne finirait que par la destruction de Florence ; mais Baglione sut forcer en quelque façon les Florentins à capituler, soit qu'il ne pût envisager sans attendrissement le sort déplorable d'une ville si célèbre que la rage de ses propres habitants allait détruire, soit qu'il craignît la honte et le dommage qu'il ne manquerait pas d'essuyer si ce malheur arrivait pendant qu'il était renfermé dans les murs de cette place,

soit plutôt enfin, comme on le croit, dans l'espérance d'obtenir son retour à Pérouse et de se concilier la faveur du pape par la conservation de Florence.

Les magistrats et ceux qui partageaient leur désespoir, voulant marcher avec toutes les troupes contre un ennemi beaucoup plus fort qu'eux et bien retranché, ne trouvèrent pas Baglione disposé à les seconder ; son refus les ayant mis en fureur, ils poussèrent l'extravagance jusqu'à vouloir le priver du commandement et députèrent vers lui les plus furieux pour lui déclarer qu'il eût à sortir de la ville avec ses troupes. Malatesta, bouillant de colère à cet ordre, fondit le poignard à la main sur un de ces députés qu'on eut beaucoup de peine à sauver déjà blessé ; la frayeur des autres fut comme le signal d'un soulèvement général dans toute la ville, ce qui fournit aux plus sages un prétexte pour reprimer la témérité du gonfalonier, qui s'armait alors pour aller, disait-il, tantôt attaquer Malatesta, tantôt les ennemis. Enfin l'opiniâtreté des particuliers fut forcée de céder à l'extrême nécessité de tous les habitants, et l'on envoya quatre députés le 9 du mois d'août à don Ferrand de Gonzague qui avait pris le commandement de l'armée depuis la mort du prince d'Orange, au défaut du marquis du Guast qui s'était retiré déjà depuis quelque temps ; on convint le lendemain des articles de la paix. Les principaux furent : que la ville paierait incessamment quatre-vingt mille ducats pour engager l'armée à se retirer ; que l'empereur serait prié de régler dans l'espace de trois mois la forme du gouvernement de Florence, sans toucher néanmoins à la liberté ; qu'il y aurait amnistie générale de toutes les injures faites au pape, à ses partisans et à ses serviteurs, et qu'en attendant la décision de l'empereur, Malatesta Baglione garderait la ville avec deux mille hommes d'infanterie. Tandis qu'on s'occupait à trouver de l'argent pour renvoyer l'armée à laquelle il fallait une somme plus considérable que celle qu'on avait stipulée, et que le pape ne songeait en aucune manière à aider la république dans un si pressant besoin, Barthélemi Valori, commissaire apostolique, de concert avec Malatesta qui n'était occupé que du désir de rentrer dans Pérouse, convoqua l'assemblée du peuple dans la grande place, selon l'ancien usage, sans aucune opposition de la part des magistrats ni d'aucun des habitants, la crainte ayant glacé tout le monde. Le dessein de Valori et de Baglione était de faire régler le gouvernement par cette assemblée qui, suivant leur intention, chargea douze partisans du pape d'établir telle forme de gouvernement qu'il leur plairait. Ces nouveaux législateurs ne tardèrent pas à décider, et les choses furent remises sur le pied ou elles étaient avant l'année 1527.

Ensuite, dès que la somme promise eut été payée, on fit retirer les troupes impériales, mais les capitaines italiens de cette armée, à la honte de la milice, s'approprièrent l'argent qu'ils avaient reçu, et congédiant leurs soldats auxquels ils n'en donnèrent que la moindre partie, ils se retirèrent à Florence ; ces troupes se trouvant ainsi sans chef se répandirent dans le pays. Les Espagnols et les Allemands entièrement payés sortirent des États de la république et se rendirent dans le territoire de Sienne pour régler le gouvernement de cette ville. A l'égard de Malatesta Baglione, il partit aussitôt pour Pérouse avec l'agrément du pape, à la discrétion duquel, sans attendre la décision de l'empereur, il abandonna la ville de Florence.

Après le départ de toutes les troupes, les nouveaux maîtres du gouvernement commencèrent à poursuivre plusieurs particuliers, soit pour mieux affermir leur autorité, soit par indignation contre les auteurs de tant de maux, soit enfin pour venger des injures personnelles ; mais ce fut surtout parce que telle était l'intention du pape, qui ne la confia qu'à très peu de personnes. On interpréta donc comme on voulut les articles du traité, dont peut-être on respectait la lettre, en se jouant du fond des choses. On disait qu'à la vérité le pape devait pardonner ses injures personnelles et celles de ses amis, mais non les injures qui concernaient la république. Les magistrats ayant été chargés de faire le procès aux accusés, ils en firent décapiter six des principaux et condamnèrent les autres en grand nombre à la prison ou à l'exil.

La ville étant ainsi affaiblie par la proscription de ceux qui avaient eu part aux troubles précédents, le parti des Médicis se rendit presque entièrement le maître des affaires. Une si longue et si cruelle guerre avait épuisé Florence

qu'un grand nombre de ses habitants avait d'ailleurs abandonné. La campagne était absolument ruinée et la ville était plus divisée que jamais. Pour comble de maux, il n'y eut cette année ni récolte ni semailles, et la disette, rendant les années suivantes plus fâcheuses, elle obligea Florence de faire venir fort long-temps des pays étrangers les blés et les autres choses nécessaires à la vie, ce qui coûta des sommes immenses aux peuples déjà épuisés par la guerre.

CHAPITRE II.

Ferdinand élu roi des Romains. Abus qui donnèrent naissance à l'hérésie de Luther. Répugnance de Clément à convoquer un concile. Guerre de Sienne. Gouvernement de Florence établi par l'empereur. Rendez-vous du roi de France et du roi d'Angleterre. Les Turcs en Hongrie. Charles V en Italie. Entrevue qu'il a avec le pape. Ligue établie pour la défense d'Italie. Soupçons de l'empereur contre le pape. Retour de l'empereur en Espagne. Entretien du pape avec le roi de France à Marseille. Alliance de famille établie entre le pape et le roi. Laurent de Médicis tue Alexandre de Médicis. Mort de Clément VII. Farnèse élu pape prend le nom de Paul III.

L'empereur ayant convoqué la diète de l'empire à Augsbourg fit nommer[1] roi des Romains Ferdinand son frère. On y parla ensuite du luthéranisme qui était suspect à tous les princes chrétiens, dont il menaçait la puissance. La multitude et l'ambition des sectaires avaient enfanté de nouvelles erreurs opposées les unes aux autres, et même à la doctrine de Martin Luther, premier auteur de l'hérésie. Cette peste s'était si fort répandue et avait tellement gâté les esprits que ni l'autorité ni la vie de cet hérésiarque n'étaient plus d'aucune importance parmi les sectaires, et les princes d'Allemagne ne croyaient pas qu'il fût possible d'arrêter les progrès du mal autrement que par un concile général.

Les luthériens, pour autoriser leur cause du prétexte de la religion, s'empressaient aussi de demander un concile, et l'on croyait que, supposé que les décrets de cette assemblée ne soumissent pas les chefs des sectaires, ils ramèneraient du moins une partie du peuple; d'ailleurs les catholiques souhaitaient qu'on eût recours à ce moyen pour réformer les abus de la cour de Rome. En effet, cette cour ne paraissait occupée que du soin de tirer beaucoup d'argent des chrétiens par le moyen des indulgences, des dispenses et des bulles, dont les frais étaient considérables à cause de la quantité d'officiers préposés à ces sortes d'actes, tandis qu'elle ne se mettait point en peine du salut des ames ni de faire observer la discipline ecclésiastique. On voyait tous les jours plusieurs bénéfices incompatibles possédés par la même personne, et la faveur, sans aucun égard pour le mérite, les conférait à des sujets incapables ou par l'âge ou par l'ignorance, ou souvent même indignes des récompenses de la vertu par leur corruption.

C'est pourquoi l'empereur, tant pour contenter toute l'Allemagne que par l'intérêt qu'il avait de couper jusqu'à la racine des troubles dans ces provinces, pressait vivement le pape d'assembler un concile, le faisant ressouvenir des conférences qu'ils avaient eues sur cet article à Bologne; et pour le rassurer contre la crainte qu'il pouvait avoir que son autorité n'y fût blessée, Charles offrit de s'y trouver en personne, afin qu'il n'arrivât rien dont Clément pût se plaindre.

Quoique le pape fût au fond très éloigné de convoquer un concile, voulant néanmoins conserver la réputation où il était de n'avoir que de bonnes intentions, il cachait avec soin ses vrais sentiments et la cause de ses craintes; mais appréhendant qu'en effet le concile, pour réprimer les abus de la cour de Rome et les concessions indiscrètes de plusieurs papes, ne restreignît leur pouvoir, il craignait encore qu'on n'allât rechercher sa naissance; car quoique des témoins eussent déposé, lorsqu'il reçut le chapeau, qu'il était né en légitime mariage, il n'ignorait pas le contraire, et que, quoiqu'il n'y eût point de loi écrite qui fermât l'entrée du pontificat aux bâtards, c'était néanmoins une opinion commune et ancienne qu'ils ne pouvaient même prétendre à la pourpre romaine. Il savait d'ailleurs qu'on l'avait soupçonné d'avoir employé la simonie pour engager le cardinal Colonna à favoriser son élection. Enfin il craignait qu'on ne lui fît un crime de sa conduite envers sa patrie, surtout depuis que l'événement avait prouvé que l'ambition d'asservir cette ville et non le désir d'y établir un gouvernement plus sage et plus modéré, comme il l'avait publié d'abord, avait été le seul mobile de toutes ses entreprises. C'est pourquoi il

(1) Le 5 janvier 1531.

était bien éloigné de souhaiter l'assemblée d'un concile; et ne pouvant se rassurer par les promesses de l'empereur, il forma, pour examiner cette affaire, une congrégation de cardinaux qui avaient autant de sujets de craintes que lui-même. Ensuite il apporta plusieurs raisons à l'empereur pour lui persuader qu'il n'était pas à propos de convoquer un concile dans la conjoncture présente. Il dit que la paix n'était pas encore assez affermie entre les princes chrétiens pour songer à cette grande affaire et qu'on avait à craindre une nouvelle irruption de la part des Turcs; qu'il serait dangereux que les ennemis du nom chrétien trouvassent les princes occupés de disputes de religion; que néanmoins il s'en rapportait à la décision de l'empereur sur cet article, et que Charles pouvait assurer la diète de la tenue d'un concile, pourvu qu'il s'assemblât en Italie, en présence du pape, dans un temps convenable; que les luthériens et les autres sectaires promissent de recevoir les décrets de cette assemblée, et que cependant ils renonçassent au schisme; qu'ils reconnussent la supériorité du Saint-Siége et se comportassent en bons catholiques comme avant ces troubles.

C'était demanderl 'impossible; car il n'y avait nulle apparence que les luthériens voulussent abandonner leurs opinions ni changer leur culte avant la tenue du concile. On croyait même communément qu'au fond ils n'avaient aucune envie qu'il se tînt, ne pouvant en attendre que la condamnation de leurs sentiments, dont les principaux avaient déjà été proscrits par d'anciens conciles; c'est pourquoi l'on était persuadé qu'ils ne faisaient cette demande que parce qu'ils croyaient que le pape ne la leur accorderait pas, et qu'ils se flattaient d'acquérir par ce moyen plus de crédit sur les peuples.

Ce fut ainsi que finit cette année. Celle qui la suivit fut moins remplie de troubles et d'intrigues; car quoiqu'il ne fût pas douteux que le roi de France ne fût mécontent de la paix de Cambrai et dans la disposition d'exciter de nouveaux troubles aussi bien que le roi d'Angleterre, qui ne voyait qu'avec chagrin l'empereur prendre les intérêts de Catherine d'Aragon, sa tante, comme cependant les finances de François I étaient épuisées, il ne pouvait faire éclater sitôt ses ressentiments; il cherchait seulement à lier des intrigues en Allemagne avec les princes opposés à l'empereur, et en Italie avec le pape, auquel il proposait le mariage de son second fils avec la fille de Laurent de Médicis; outre cela il négociait avec Soliman, qu'il animait contre Charles V, à la honte de la France, qui s'était toujours fait gloire de défendre la religion contre les infidèles et dont le zèle avait fait donner le nom de Très Chrétiens à ses rois. Soliman n'avait pas besoin d'être excité contre l'Empire; la haine qu'il avait naturellement pour le nom chrétien et ses différends avec le roi de Hongrie au sujet du vaïvode[1] qu'il avait pris sous sa protection, joints à la jalousie que lui causait la puissance de l'empereur, le portait assez à lui faire la guerre.

Sur ces entrefaites, les généraux de l'empereur firent sortir leur armée du territoire de Sienne pour la conduire en Piémont. Ils avaient rétabli la faction del Monte-di-Nove dans cette ville en considération du pape, et ils leur donnèrent pour leur sûreté trois cents hommes de pied sous les ordres du duc d'Amalfi, sans faire le moindre changement à la forme du gouvernement; mais comme ce duc ne sut pas se faire craindre, le désordre s'empara bientôt de Sienne et le parti del Monte-di-Nove fut obligé de prendre la fuite.

Dans le même temps l'empereur régla le gouvernement de Florence sur le plan que le pape lui avait envoyé; et sans aucun égard pour la liberté de cette ville, contre la clause expresse du compromis touchant cet article, il ordonna: que la république aurait les mêmes magistrats et les mêmes lois que du temps qu'elle était gouvernée par les Médicis; qu'Alexandre, son gendre et neveu du pape, serait à la tête des affaires[2]; qu'enfin cette place serait héréditaire à sa postérité, et à son défaut à ses plus proches parents. Il rendit à la ville de Florence tous les priviléges accordés par ses prédécesseurs ou par lui-même, mais à condition qu'elle en serait déchue de plein droit toutes les fois qu'elle donnerait la moindre atteinte à la puissance des Médicis. Au reste sa décision était conçue dans des termes qui faisaient sentir que c'était moins en conséquence du compromis qu'en vertu de l'autorité impériale qu'il réglait ainsi les choses.

Si la décision de l'empereur fut plus favora-

(1) Jean Zapol, vaïvode de Transylvanie.

(2) Il paraît par la suite qu'il ne l'était pas encore.

ble à Clément qu'elle ne devait l'être, à s'en tenir à la teneur du compromis, ce prince le mécontenta bientôt après dans une affaire que ce pontife avait fort à cœur. Après que les différends de la cour de Rome avec le duc de Ferrare eurent été long-temps examinés par plusieurs jurisconsultes du choix de l'empereur, auxquels on avait fourni les pièces nécessaires, Charles décida sur leur rapport que Modène et Reggio appartenaient de droit au duc, et que moyennant la somme de cent mille ducats Sa Sainteté lui donnerait une nouvelle investiture du duché de Ferrare sur le pied de l'ancien cens.

L'empereur fit tous ses efforts pour persuader au pape que ce n'était pas sa faute, mais celle de l'évêque de Vaison, nonce de Sa Sainteté, s'il avait décidé contre la promesse qu'il avait donnée à Clément de garder le silence, supposé que ses droits ne se trouvassent pas fondés; qu'il n'avait pas manqué d'insinuer à ce ministre qu'il voulait laisser la contestation indécise pour n'être pas obligé de prononcer contre le Saint-Siége; mais que le nonce s'étant figuré que ce n'était qu'un prétexte pour ne pas juger en faveur de Sa Sainteté, il l'avait si vivement pressé de finir cette affaire qu'il avait cru son honneur intéressé à la terminer. Clément aurait pu trouver cette excuse plausible si la décision n'eût pas été conforme au projet d'accommodement tant de fois proposé par l'empereur. Ce qui piqua davantage le pape dans cette affaire fut que Charles V avait prononcé dans toute la rigueur du droit par rapport à Modène et à Reggio, tandis qu'à l'égard du duché de Ferrare il avait pris le caractère de conciliateur. Il ne voulut donc ni s'en tenir à cette décision ni recevoir les cent mille ducats, et le jour de saint Pierre il refusa le cens que le duc de Ferrare lui fit présenter publiquement; mais cela n'empêcha pas que l'empereur ne remît la ville de Modène entre les mains du duc de Ferrare, laissant à l'un et à l'autre la liberté de maintenir leurs prétentions. Il se passa plusieurs mois sans qu'il y eût entre le pape et le duc de Ferrare ni guerre ouverte ni paix certaine; et cependant le premier ne négligeait rien pour opprimer son ennemi par de secrètes intrigues, en attendant qu'il pût l'attaquer ouvertement avec le secours de quelque puissant allié.

Il n'y eut pas cette année plus d'événements en Italie que la précédente, mais il n'en fut pas de même des autres pays. Soliman, outré de dépit d'avoir été contraint de lever le siége de Vienne et ayant appris le retour de l'empereur en Allemagne, leva une armée formidable, disant qu'il allait lui faire la guerre pour se mesurer avec lui dans une bataille. Au bruit de ces menaces Charles V fit des préparatifs de son côté et donna ordre au marquis du Guast de passer en Allemagne avec les troupes espagnoles et un grand nombre d'infanterie et de cavalerie italienne. Le pape promit de fournir quarante mille ducats par mois pour cette guerre et fit partir le cardinal de Médicis, son neveu, en qualité de légat apostolique, pour suivre l'armée. Les princes et les villes libres de l'Empire levèrent une nombreuse armée pour le secours de l'empereur et pour la défense de l'Allemagne.

Mais les effets ne répondirent pas à la fierté des menaces de Soliman qui, n'ayant pu entrer en Hongrie que fort tard à cause de ses grands préparatifs et de la longueur du chemin, n'alla pas droit à l'empereur, et content de faire pour ainsi dire montre de la guerre, reprit le chemin de Constantinople après avoir ravagé une grande étendue de pays. De son côté l'empereur ne parut pas plus ardent à marcher contre les Turcs, et lorsqu'ils eurent fait retraite il ne sut pas employer ses forces à réduire la Hongrie à l'obéissance de son frère. Ne s'occupant au contraire que de son retour en Espagne, il se contenta de faire marcher l'infanterie italienne avec un certain nombre de lansquenets en Hongrie; mais cette expédition ne réussit pas.

Les Italiens, à la sollicitation de quelques-uns de leurs capitaines, jaloux de ce qu'on leur préférait d'autres officiers dans le commandement, se mutinèrent sans pouvoir dire pourquoi. L'empereur essaya vainement de calmer les esprits par sa présence; ces troupes prirent toutes le chemin d'Italie avec une extrême diligence dans la crainte d'être poursuivies, brûlant les maisons et les bourgs dans leur passage, comme si elles eussent été en pays ennemi, pour venger, disaient-elles, l'Italie des ravages et des incendies causés par les Allemands.

L'empereur partit aussi pour l'Italie. Il avait réglé sa marche et fait marquer les lieux où il

devait séjourner avec sa cour et toute sa suite; mais le cardinal de Médicis, trop jeune et trop vif pour voyager avec cette lenteur, prit les devants avec Pierre-Marie Rosso, à qui l'on attribuait en partie la révolte de l'infanterie italienne. L'empereur fut très choqué de cette démarche, mais surtout parce qu'il croyait que le cardinal était la première cause de la sédition des troupes; il craignait que Médicis, piqué de ce qu'à son préjudice Alexandre, son cousin, avait été mis à la tête des affaires de Florence, n'allât exciter des troubles en Toscane avec cette infanterie; c'est pourquoi il le fit arrêter en chemin aussi bien que Rosso; mais ayant réfléchi à l'importance de l'affaire, il lui rendit aussitôt la liberté et fit de grandes excuses au cardinal et au pape; à l'égard de Rosso il demeura en prison, mais Charles le relâcha bientôt pour effacer l'injure qu'on croyait avoir faite au cardinal de Médicis.

La retraite des Turcs délivra l'Italie de la crainte d'une guerre prochaine. Les rois de France et d'Angleterre, animés contre l'empereur, s'étaient abouchés entre Calais et Boulogne; et supposant que Soliman arrêterait toutes les forces de l'empereur en Hongrie pendant l'hiver, François I s'était chargé d'attaquer le Milanais; l'un et l'autre étaient encore convenus de forcer le pape à se déclarer pour eux, n'ayant pu l'y déterminer par la douceur; et s'il refusait d'entrer dans leurs vues, ils devaient soustraire leurs Etats à l'obéissance de Rome. Le premier voulait s'emparer du Milanais et le second obtenir une décision favorable au divorce qu'il méditait. Enfin il avait été résolu dans cette conférence d'envoyer en Italie avec de fières instructions les cardinaux de Tournon et de Tarbes, qui étaient l'un et l'autre fort avant dans la faveur du roi de France. La retraite de Soliman apporta quelques changements à des dispositions si hautaines; elle fut même cause que Henri VIII ne fit pas venir Anne de Bolein à Calais, où il avait résolu de l'épouser publiquement, quoique Rome fût saisie du procès et que le pape eût donné des brefs apostoliques pour lui défendre, sous peine des plus graves censures, de donner pendant ce temps atteinte à son premier mariage. Mais ce changement n'empêcha pas François I d'imposer des décimes sur le clergé de France sans l'aveu du Saint-Siége, pour faire voir au roi d'Angleterre combien il était aliéné du pape. Ensuite il fit partir pour Rome les deux cardinaux dont on a parlé, mais avec des ordres moins fiers, voulant au fond gagner le pape par la douceur.

Sur ces entrefaites l'empereur étant arrivé en Italie convint avec le pape de se rendre à Bologne pour y conférer avec lui. Clément vit avec beaucoup de joie que Charles avait choisi cette ville plutôt que Rome, d'où l'empereur aurait pu passer dans le royaume de Naples, comme il en était sollicité par quelques-uns des siens, voyage qui l'aurait arrêté long-temps en Italie contre sa propre volonté; car il brûlait de retourner en Espagne par plusieurs raisons, mais surtout pour avoir des enfants de sa femme, qu'il avait laissée dans ce royaume. Le pape et l'empereur se rendirent donc tous deux à Bologne à la fin de l'année, paraissant aussi intimement unis et aussi familiers que la première fois; mais ils étaient l'un et l'autre dans des dispositions bien différentes par rapport aux affaires.

L'empereur souhaitait avec ardeur la convocation d'un concile pour pacifier les troubles d'Allemagne; outre cela il pressait le pape de lui donner son consentement pour licencier l'armée, qui était fort à charge à tous les confédérés; et afin de pouvoir le faire sans péril pour l'avenir il exigeait que la dernière ligue de Bologne fut renouvelée, que toutes les puissances de l'Italie y entrassent, et qu'on réglât le contingent que chacune fournirait en cas d'invasion de la part des Français en Italie. Enfin il témoignait au pape un grand désir de marier Catherine de Médicis, sa nièce, à François Sforze, pour obliger Clément à maintenir ce prince dans le Milanais, et plus encore pour rompre l'alliance proposée par la France. Le pape était au fond bien éloigné de contenter l'empereur sur aucun de ces articles; il ne voulait pas entrer dans la ligue, ayant formé la résolution de garder autant qu'il le pourrait la neutralité entre les princes chrétiens, et craignant surtout que le roi de France, à l'instigation de l'Anglais, ne défendît à ses sujets de communiquer avec Rome. A l'égard du concile nous avons dit les raisons qui l'en éloignaient; il n'avait pas plus de penchant à donner sa nièce au duc de Milan parce que ce mariage n'aurait pas manqué de le brouiller tout-à-fait avec François I, et que d'ailleurs il

désirait avec ardeur la marier dans la maison de France.

On nomma des commissaires de part et d'autre pour négocier ces trois articles, mais surtout le renouvellement de la ligue, qui fut plusieurs mois sur le tapis. L'empereur choisit Cuovos[1], grand-commandeur de Léon, Granvelle et Prata, ses principaux ministres, pour traiter cette affaire avec le cardinal de Médicis, Jacques Salviati et Guicciardini, que le pape avait nommés de son côté. Ces derniers ne rejetaient pas la ligue, pour ne pas déceler les intentions de Clément et pour éviter en même temps de le rendre suspect à l'empereur, mais ils s'excusaient de la conclure à moins qu'on n'y fit entrer les Vénitiens, sans qui elle ne serait pas assez forte; ils ajoutèrent que pour la sûreté du pays il fallait que tous ceux qui étaient de la première confédération fussent encore de celle-ci, et qu'enfin, si cette république n'avait point de part au traité, cela ferait croire que le pape et l'empereur seraient brouillés avec elle. On prit donc le parti d'inviter les Vénitiens à se joindre à ces deux puissances. Par le précédent traité, cette république n'était obligée qu'à la défense du Milanais et du royaume de Naples; l'empereur voulait leur imposer la même obligation par rapport à la ville de Gênes, qu'il présumait devoir être attaquée la première en cas de guerre, parce que la France prétendait avoir sur cette ville des droits particuliers qu'elle pouvait, disait-elle, faire valoir sans violer les traités de Madrid et de Cambrai. Le sénat répondit qu'il n'entrerait dans aucune ligue nouvelle et qu'il se bornait à remplir les obligations de la première. L'empereur ne reçut qu'avec dépit la réponse des Vénitiens et n'en fut que plus vif à presser le pape de le satisfaire; c'est pourquoi les choses en vinrent au point de dresser un projet de traité et d'inviter toutes les puissances d'Italie à faire partir des ambassadeurs pour conclure la ligue. Personne ne refusa d'accéder au traité, mais chacun en particulier demanda qu'on voulût bien modérer son contingent. Le duc de Ferrare seul s'excusa d'entrer dans la confédération, alléguant qu'il ne pouvait s'obliger à la défense des Etats d'autrui tandis que les siens propres n'étaient pas en sûreté, et qu'il ne lui convenait pas de se liguer avec le pape dont il avait tant de sujets de se défier, et de contribuer à la défense du Milanais et de Gênes pendant qu'il était dans la nécessité de pourvoir à la défense de Modène, de Reggio et de Ferrare même; ces raisons furent cause qu'on entama une nouvelle négociation pour terminer ses différends avec le pape.

Clément était plus éloigné que jamais de se réconcilier avec Alphonse; mais n'osant contrarier ouvertement l'empereur, il prit le parti de proposer des conditions impraticables. Il disait que, supposé qu'il consentît à laisser Modène et Reggio entre les mains d'Alphonse, il fallait que ce prince reconnût tenir ces deux villes en fief du Saint-Siége, et comme la chose ne pouvait se faire avec solidité sans le consentement des électeurs et des princes de l'Empire, il mettait par ce moyen l'empereur dans un embarras insurmontable. Charles se réduisit donc à prier le pape de ne point inquiéter Alphonse tant que la ligue durerait. Après bien des contestations, Clément promit de laisser le duc en paix durant dix-huit mois, et la ligue fut conclue le jour de saint Mathias.

Par ce traité l'empereur, le roi des Romains et toutes les puissances d'Italie[1] s'obligèrent à la défense mutuelle de leurs Etats; les Florentins n'y furent pas expressément nommés, afin de ne pas troubler leur commerce en France; mais on les y comprit de la même manière que dans le traité de Cognac. On régla la contribution de chacun des confédérés tant en troupes qu'en argent. L'empereur devait fournir trente mille ducats par mois, le pape vingt mille pour le Saint-Siége et pour Florence, le duc de Milan quinze mille, le duc de Ferrare dix mille, Gênes six mille, Sienne deux mille, et Lucques la moitié de cette dernière somme; et pour n'être pas surpris, on convint que chacun paierait actuellement une certaine somme qui montait à peu près à la contribution d'un mois; que ces fonds seraient mis en dépôt et qu'on n'y toucherait pas à moins qu'on ne vît faire des préparatifs contre l'Italie. Le traité portait encore que les alliés fourniraient une légère contribution tous les ans pour l'entretien des troupes qui resteraient en Italie et pour

(1) Il y a toute apparence que c'était D. Diego de la Cueva, grand-commandeur de Léon.

(1) Excepté les Vénitiens.

payer certaines pensions aux Suisses afin de les empêcher de donner des soldats à la France. Enfin Antoine de Lève fut unanimement choisi pour commander les troupes de la ligue, et il eut ordre de faire son séjour dans le Milanais.

La négociation ne tourna pas si heureusement par rapport au concile. L'empereur voulait que le pape convoquât cette assemblée sans délai; mais Clément s'en excusait sur la disposition actuelle des esprits, peu convenable à ce projet, et sur ce qu'il était à craindre que les rois de France et d'Angleterre ne le rejetassent. Il disait que tenir un concile sans leur participation ce serait travailler infructueusement à la réunion des chrétiens et à la réforme de l'Église; qu'au contraire il y avait tout lieu d'appréhender qu'une assemblée tenue dans de pareilles conjonctures ne causât un schisme, mais qu'il se chargeait d'envoyer des nonces vers tous les princes pour les exhorter à seconder de si saintes intentions. L'empereur demanda au pape ce qu'il ferait, supposé que les princes se refusassent à ses instances, et il s'efforça de lui persuader de passer outre en ce cas et de tenir le concile; mais il ne put jamais l'engager à promettre de lui donner cette satisfaction. Ainsi ses nonces se mirent en chemin avec peu d'espérance de réussir.

Charles ne fût pas plus heureux par rapport au dernier article. Les deux cardinaux ambassadeurs de France étant arrivés à Bologne pendant que se tenait la conférence, ils remirent sur le tapis le mariage de Catherine avec le second fils de François I. C'est pourquoi, lorsque l'empereur vint à parler du duc de Milan, le pape répondit que la proposition de l'alliance du roi de France était antérieure à celle dont il s'agissait; qu'il y avait prêté l'oreille de l'aveu de l'empereur qui l'approuvait alors, et qu'il ne pouvait se résoudre à marier sa nièce avec un prince ennemi de la France, tandis que cette cour négociait avec lui pour la même chose; que ce serait faire une injure trop marquée au roi que de mépriser si hautement l'honneur de son alliance; qu'il croyait, à la vérité, qu'on ne lui faisait une pareille proposition que pour l'amuser, et que sans doute cette couronne était bien éloignée de conclure ce mariage, à cause de l'extrême disproportion du rang et de la condition des parties; que cependant il n'était pas en son pouvoir d'écouter d'autres propositions jusqu'à ce qu'il ne fût plus question de cette affaire.

L'empereur, qui ne pouvait se persuader que le roi pensât sérieusement à faire une alliance si disproportionnée, conseilla au pape de presser les deux ambassadeurs de faire venir les pouvoirs nécessaires pour terminer cette affaire, moyen qui lèverait tous ses doutes sur cet article. Ces ministres ne balancèrent pas à les demander et les reçurent en effet au bout de quelque temps en bonne forme. C'est pourquoi, non-seulement il n'y eut plus d'espérance de marier la nièce du pape à François Sforze, mais encore la négociation en devint plus sérieuse avec la France. Outre cela, il fut enfin arrêté que Sa Sainteté et Sa Majesté très chrétienne s'aboucheraient à Nice, ville appartenant au duc de Savoie et située sur la rivière du Var, qui sépare l'Italie de la Provence.

De si étroites liaisons chagrinèrent beaucoup l'empereur; ce prince craignait qu'il ne s'en formât encore de plus intimes à son préjudice entre le pape et le roi de France, dont il n'ignorait pas les dispositions à son égard. D'ailleurs il n'était pas sûr que le pape eût oublié tout-à-fait le ressentiment de sa prison, du pillage de Rome et de la révolution de Florence. Enfin il ne voyait qu'avec dépit que l'attention dont le pape semblait l'avoir honoré en se trouvant deux fois à Bologne pour conférer avec lui allait être anéantie par le voyage de Sa Sainteté à Nice. Charles ne dissimula pas son dépit, mais ce fut inutilement, parce que le pape brûlait du désir d'accomplir le mariage de sa nièce. Son ambition et son orgueil étaient agréablement flattés lorsqu'il considérait que, sorti d'une maison en quelque façon privée, il était néanmoins venu à bout de marier le fils naturel de son frère avec la fille naturelle d'un puissant empereur, et qu'il allait unir à présent la fille légitime de ce même frère à un fils de France. La gloire qu'il croyait acquérir par cette alliance l'empêchait d'écouter les représentations qu'on lui faisait de toutes parts sur le péril auquel ce mariage exposait la fortune de sa maison. On lui disait que le roi de France pourrait en prendre occasion de s'emparer des Etats de Florence pour son propre fils ou pour sa belle-fille.

Ce ne fut pas le seul chagrin que Clément

donna à l'empereur. Ce prince, ayant proposé trois personnes pour le cardinalat, il n'obtint qu'avec peine cette dignité pour l'archevêque de Bari[1]. Clément n'apporta d'autre excuse de son refus par rapport aux deux autres, que l'opposition du sacré-collége. Il ne voulut cependant pas mécontenter l'empereur en tout; il s'engagea secrètement à excommunier le roi d'Angleterre et Anne de Bolein, et à ne contracter aucune nouvelle alliance sans le consentement de Charles, qui s'imposa la même obligation.

Après ce traité l'empereur partit de Bologne le lendemain de la signature, déjà certain de la conclusion du mariage qu'il appréhendait, de l'entrevue de Nice, et craignant encore de plus étroites liaisons entre le pape et la France. Il se rendit à Gênes, où il s'embarqua pour l'Espagne, bien résolu, dit-on alors, de rompre le mariage de sa fille avec Alexandre de Médicis si la nièce du pape entrait dans la maison de France.

Clément VII se rendit de son côté quelque temps après à Rome avec les ambassadeurs de France, que la conclusion de la nouvelle ligue ne paraissait pas fort inquiéter. Le pape, maître dans l'art de dissimuler et de conduire une intrigue lorsqu'il n'était pas troublé par la crainte, était venu à bout de leur faire croire que le traité était plus avantageux que préjudiciable à la France, puisqu'en conséquence l'empereur licenciait actuellement son armée, tandis que l'exécution de ces conventions pouvait manquer par mille incidents qui surviendraient; c'est pourquoi ils continuèrent sans peine la négociation commencée. Le roi de France souhaitait avec impatience que le projet de l'entrevue de Nice s'exécutât; c'était plus par un vain désir de gloire que par aucun autre motif, et pour y déterminer le pape, il promit de ne lui faire aucune proposition de ligue ni de guerre, de ne parler en aucune façon de l'affaire du roi d'Angleterre et de ne lui demander la pourpre en faveur de personne.

Henri VIII sollicitait vivement le roi de France de presser cette entrevue. Ce prince, voulant cacher la honte de sa maîtresse qui lui donna bientôt une fille, l'avait épousée publiquement, et, ayant dépouillé la fille de Catherine d'Aragon du titre de princesse d'Angleterre affecté aux héritières présomptives de cette couronne, il en avait revêtu le fruit de ses nouvelles amours. Le pape, ne pouvant dissimuler un mépris si marqué de l'autorité pontificale ni refuser justice à l'empereur, avait déclaré en plein consistoire que Henri avait encouru les peines portées par les bulles expédiées à ce sujet; c'est ce qui faisait désirer au roi d'Angleterre l'alliance et l'entrevue du roi de France avec le pape, se flattant que François trouverait moyen d'adoucir les choses, et que, s'ils venaient à former dans cette occasion des desseins contre l'empereur, comme il le présumait, le pape sentirait la nécessité de se joindre à l'Angleterre et de former un triumvirat pour donner la loi à toute l'Italie.

Cependant le pape envoya demander le château de Nice au duc de Savoie qui, pour ne pas déplaire à l'empereur, fit quelque difficulté de l'accorder. Clément, pour lever toutes sortes d'obstacles, choisit la ville de Marseille pour l'entrevue, ce que le roi souhaitait avec passion, croyant qu'il lui était plus glorieux de s'aboucher dans ses propres Etats avec le pape que partout ailleurs. Clément de son côté n'avait aucune peine à venir en France, parce qu'il était résolu de contenter le roi plus par de vaines espérances et en flattant sa vanité que par de solides effets.

Ce pontife ne négligeait rien pour faire croire que son but était de travailler dans cette entrevue à la paix du monde chrétien, d'armer toutes les puissances contre les infidèles, d'engager le roi d'Angleterre à rentrer dans le devoir et de procurer enfin le bien public; mais ne pouvant cacher son véritable dessein, il fit embarquer sa nièce sur les galères du roi sous la conduite du duc d'Albanie[1], oncle de cette princesse. Ces galères revinrent ensuite au port de Pise pour prendre le pape qui, suivi d'un grand nombre de cardinaux, fit voile le 4 octobre vers Marseille, où il arriva heureusement quelques jours après. Il fit son entrée dans cette ville avant le roi; mais il avait déjà eu une conférence avec ce prince la nuit précédente. Ils logèrent dans la même maison, affectant de se

(1) Etienne-Gabriel Merino, Espagnol, pourvu de l'archevêché de Bari en 1513. Il mourut à Rome en 1535.

(1) Le duc d'Albanie avait épousé Anne de la Tour, sœur de Madeleine, mère de Catherine de Médicis.

donner réciproquement de grandes marques de franchise et d'amitié. Le roi, qui voulait gagner entièrement le pape, pria Sa Sainteté de faire venir sa nièce à Marseille. Clément accepta la proposition avec beaucoup de joie; il n'avait pas voulu en parler le premier pour faire croire que son dessein était de commencer par traiter de l'intérêt public. Catherine ne fut pas plus tôt arrivée qu'on célébra les fiançailles[1]; le mariage fut consommé presque immédiatement après, avec une extrême satisfaction pour le pape.

Comme Clément VII négociait en personne avec le roi et qu'il employait toute sa dextérité, il sut bientôt gagner la confiance et le cœur de ce prince plein de franchise. Ils ne conclurent aucun traité, contre l'opinion qu'en ont eue bien des gens et surtout l'empereur. A la vérité, le pape fit paraître beaucoup d'inclination pour la conquête du Milanais en faveur du duc d'Orléans qui venait d'épouser sa nièce; le roi y était aussi très porté par son ressentiment contre l'empereur, et encore plus pour prévenir, par un si bel établissement, la division qui pourrait naître un jour parmi ses enfants au sujet de la Bretagne. Il avait uni ce duché l'année précédente à la couronne de France au préjudice du traité[2] fait par Louis XII avec les Bretons, qui n'avaient consenti à cette union que malgré eux et par impuissance de résister à l'autorité royale.

Après la célébration du mariage, le roi se préparait à parler de l'affaire du roi d'Angleterre; mais la conduite hautaine des ambassadeurs de Henri fut cause que, bien loin d'agir en sa faveur, il dit au pape qu'il ne lui saurait pas mauvais gré de suivre contre l'Anglais les règles prescrites par les canons. Le roi avait trouvé un jour dans la chambre du pape ces ministres, qui protestaient contre tout ce qu'il avait fait et qui lui dénonçaient un appel au futur concile. Il n'aurait pas manqué à la parole qu'il avait donnée de ne rien demander, si, plutôt par complaisance pour ses ministres

(1) Ce fut le pape qui fit la cérémonie du mariage. Le duc d'Orléans avait quinze ans et Catherine de Médicis treize.

(2) On sait que le contrat de mariage de Louis XII avec Anne de Bretagne portait que dès qu'il y aurait des enfants du mariage de Louis et d'Anne ou de leur postérité, le cadet aurait le duché de Bretagne à l'exclusion de l'aîné. Ainsi le duc d'Orléans, second fils de Claude de France leur fille, était héritier de la Bretagne.

que de son propre mouvement, il n'eût sollicité Clément de nommer trois de ses sujets au cardinalat[1]. Ce pontife se trouva dans un grand embarras; car, outre qu'il craignait les reproches du ministre de l'empereur, il considérait qu'il était dangereux de faire tant de cardinaux français, surtout y en ayant déjà six[2], et que ce nombre pourrait être d'une extrême importance par rapport à l'élection des papes, et exciter des troubles même pendant sa vie dans le sacré-collége. Néanmoins il y consentit[3] pour ne se pas brouiller avec le roi, et donna encore la pourpre au frère du duc d'Albanie[4], en conséquence de la promesse qu'il en avait faite à ce seigneur.

Le pape et le roi furent très contents l'un de l'autre dans tout le reste. François I en vint même jusqu'au point de faire part à Clément de plusieurs projets, et entre autres du dessein qu'il avait formé de faire soulever contre l'empereur le landgrave de Hesse et le duc de Wurtemberg, qui se révoltèrent effectivement l'année suivante. Enfin le pape monta sur les galères du roi[5], après environ un mois de séjour à Marseille; étant arrivé à Savone, après avoir essuyé un gros temps, il renvoya ces bâtiments, tant parce qu'il ne les croyait pas fort sûrs que parce qu'il se défiait de la capacité des pilotes. Il s'embarqua sur les galères d'André Doria et se rendit ensuite à Rome avec une brillante réputation et paraissait le plus heureux de tous les hommes, surtout à ceux qui avaient été témoins de sa prison dans le château Saint-Ange.

Mais il ne jouit pas long-temps de sa nouvelle prospérité. Il ne fut pas plus tôt de retour qu'il eût un pressentiment de ce qui devait arriver, et il fit faire l'anneau et les habits

(1) Le premier était Odet de Coligny, frère aîné de l'amiral; il fut nommé le cardinal de Châtillon. Le second était Claude de Longwy, fils de Philippe de Longwy, seigneur de Givry, et de Jeanne de Beaufremont; il porta le nom de cardinal de Givry. Le troisième était Jean le Veneur, évêque de Lisieux, grand-aumônier de France; il fut appelé le cardinal de Lisieux.

(2) François-Guillaume de Clermont-Lodève, Jean de Lorraine, Antoine du Prat, François de Tournon, Gabriel de Grammont et Louis de Bourbon.

(3) Cette promotion se fit le 7 novembre 1533.

(4) Philippe de la Chambre, frère utérin de ce duc; leur mère était Anne de la Tour, fille de Bertrand de la Tour, septième du nom, comte d'Auvergne et de Boulogne. Il se fit appeler le cardinal de Boulogne, du nom de sa mère.

(5) Le 20 novembre.

qu'emportent les souverains pontifes au tombeau; il dit même à ses amis avec beaucoup de tranquillité que sa mort n'était pas éloignée. Ces tristes idées ne furent pas capables d'étouffer son ambition, et ne l'empêchèrent pas de songer à faire bâtir une citadelle à Florence pour assurer la puissance de sa maison, ne prévoyant pas le triste sort de ses deux neveux. Ils étaient animés d'une violente haine l'un contre l'autre, et le cardinal Hippolyte mourut quelque temps après le pape, non sans que l'on soupçonnât Alexandre de l'avoir empoisonné. Ce dernier, qui régnait alors à Florence, fut assassiné[1] durant la nuit par Laurent de Médicis, son parent, qui profita de son imprudence pour exécuter cet attentat.

Clément fut surpris d'un mal d'estomac à l'entrée de l'été, et une violente fièvre qui survint, jointe à plusieurs autres accidents, le réduisit souvent à l'article de la mort; cependant elle lui laissa quelquefois de si heureux moments que l'on conçut de grandes espérances de sa guérison; mais pour lui il ne s'en flatta jamais.

Pendant cette maladie le duc de Wurtemberg[2], secondé par le landgrave de Hesse[3] et par d'autres princes, et trouvant des secours dans les coffres du roi de France, rentra dans son duché, dont le roi des Romains était en possession. Il était à craindre que ces troubles ne devinssent plus grands; mais ces princes traitèrent bientôt avec Ferdinand, malgré la France, qui s'était flattée qu'ils donneraient plus d'occupation à l'empereur, et que peut-être même ils porteraient leurs armes victorieuses jusque dans le Milanais.

Dans le même temps Barberousse[4], que Soliman venait de faire bacha de la mer, monta sur les vaisseaux de ce prince pour aller faire la conquête du royaume de Tunis. En allant à cette expédition il infesta toutes les côtes de la Calabre, et mouillant au-dessus de Gaëte il débarqua des troupes qui pillèrent Fondi. Cette descente répandit une telle épouvante à Rome que si les Turcs eussent pénétré plus avant dans le pays on croit que cette ville aurait été abandonnée de ses habitants.

On cacha ces ravages au pape, qui, ne pouvant plus résister à la violence de la maladie, mourut le 25 septembre, laissant beaucoup de pierres précieuses dans le trésor du château Saint-Ange, un nombre infini d'offices de nouvelle création à la chambre apostolique, mais fort peu d'argent dans ses coffres, contre la commune opinion. Médicis était monté par un rare bonheur sur le trône de l'Eglise, malgré la tache de sa naissance. Il éprouva la bonne et la mauvaise fortune durant son règne; mais si l'on veut peser mûrement les choses, on conviendra sans peine que ses malheurs furent plus grands que toute sa prospérité. En effet, quelle faveur de la fortune peut balancer la prison de ce pontife, le sac de Rome dont il fut témoin et le chagrin d'avoir causé un si grand malheur à sa patrie? Clément emporta dans le tombeau la haine de sa cour et la défiance des princes chrétiens, avec une réputation plus odieuse que favorable; car il était regardé comme un homme de peu de bonne foi, avide d'argent et avare de bienfaits. A la vérité il créa trente-un cardinaux durant son pontificat, mais il n'en choisit pas un seul de son propre mouvement. Il fut toujours au contraire comme forcé dans ces promotions par les conjonctures, si ce n'est à l'égard d'Hippolyte de Médicis, auquel, se voyant accablé d'une maladie dangereuse et sur le point de laisser sa famille à la mendicité et sans ressource, il se détermina enfin à donner un asile dans le sacré-collége; encore ce cardinal dut-il moins l'honneur de la pourpre au choix de son oncle qu'à la vive sollicitation d'autrui. On peut dire néanmoins qu'en général Clément était grave et mesuré dans ses actions, qu'il avait beaucoup d'empire sur lui-même, et qu'il eût brillé davantage par sa grande habileté si la crainte n'eût souvent altéré son jugement.

La nuit même que les cardinaux entrèrent au conclave[1], ils élurent d'une commune voix Alexandre Farnèse[2], doyen du sacré-collége,

(1) Il fut poignardé dans son lit la nuit du 5 au 6 janvier 1537, par des assassins que Laurent introduisit dans sa chambre au lieu d'une fille dont Alexandre était amoureux, et qu'il avait chargé Laurent de lui amener.

(2) Ulrich, dont on a déjà parlé.

(3) Philippe, premier du nom, surnommé le Magnanime. Il aima les lettres et fonda l'Université de Marburg en 1526. Il mourut le 2 avril 1567.

(4) *Chereddin.* Il était frère d'Horuc, surnommé Barberousse, aussi renégat et Sicilien, qui se fit roi d'Alger.

(1) Le 13 octobre 1534.

(2) Il prit le nom de Paul III.

confirmant par leur suffrage le jugement que le dernier pape[1] avait porté de ce cardinal, sur lequel il les avait en quelque façon priés de jeter les yeux, comme sur le plus digne de cet honneur. Farnèse était lettré et paraissait réglé dans ses mœurs. Il dut en partie une si prompte unanimité des cardinaux en sa faveur à son âge, qui était de soixante-sept ans[2], et à l'opinion qu'ils avaient de la faiblesse de sa complexion et de sa santé. L'habile Farnèse avait eu soin d'entretenir ce préjugé, qui leur fit croire que son règne ne serait pas de longue durée. Rome, qui depuis cent trois ans avait été gouvernée par treize pontifes étrangers, ne vit qu'avec des transports de joie le Saint-Siége enfin rempli par un homme de famille romaine. Au reste, c'est aux historiens qui se chargeront désormais du soin d'écrire les affaires d'Italie d'apprendre à la postérité si ce pape aura répondu aux grandes espérances que l'on en conçut alors; car rien n'est plus vrai ni plus sensé que ce qu'on dit ordinairement : que les places font connaître ceux qui les occupent.

(1) Clément VII avait souvent dit que si les papes pouvaient donner le souverain pontificat par testament, il en disposerait en faveur de Farnèse.

(2) Il n'y avait point eu de pape de famille romaine depuis Martin V qui était Eudes Colonna, mort en 1431.

FIN DE L'HISTOIRE D'ITALIE.

TABLE DES CHAPITRES

DE L'HISTOIRE D'ITALIE.

LIVRE PREMIER.

Origine des guerres qui eurent lieu en Italie depuis l'année 1794. Arrivée de Charles VIII, roi de France, appelé par Ludovic Sforze. Expulsion de Pierre de Médicis de Florence. Rébellion des Pisans contre les Florentins. Arrivée de Charles VIII à Florence et à Rome. Fuite d'Alphonse et de Ferdinand d'Aragon, roi de Naples. Manière dont le royaume de Naples tomba entre les mains des Français.

LIVRE DEUXIÈME.

Rébellion de Pise contre les Florentins. Négociations des Florentins avec le roi de France pour le rachat de Pise. Nouvelle réforme de la cité de Florence à la persuasion de frère Girolamo Savonarola. Préparatifs des Vénitiens et de Ludovic Sforze contre les Français. Fait d'armes du Taro. Retour de Ferdinand d'Aragon dans le royaume de Naples. Paix entre le duc de Milan et le roi de France. Retour de Charles VIII au-delà des monts.

LIVRE TROISIÈME.

Comment les Vénitiens prirent la garde de Pise. Progrès des Florentins contre cette ville. Débats entre les Guelfes et les Gibelins dans le Pérugien. Époque à laquelle l'île de Chypre tombe au pouvoir des Vénitiens. Guerre des Français contre les Aragonais à l'occasion du royaume de Naples. Préparatifs de Charles VIII pour passer en Italie. Frédéric d'Aragon devient roi de Naples. L'empereur Maximilien passe en Italie. Guerre du pape Alexandre contre les Orsini. Découverte d'une conjuration à Florence contre les Médicis. Plusieurs des conjurés sont décapités. Mort de Charles VIII. Louis XII lui succède. Mort de frère Girolamo Savonarola.

LIVRE QUATRIÈME.

Prétentions des rois de France sur le duché de Milan. Défaite des Florentins à Saint-Régulus. Ligue des Florentins avec François Sforze. Origine de la guerre entre les Colonna et les Orsini. Projets du pape Alexandre pour s'emparer du royaume de Naples. Défaite des Pisans à Cascina. Trève entre les Siennois et les Florentins. César Borgia se démet du cardinalat. Divorce du roi Louis. Ligue des Vénitiens avec le roi de France. Le duché de Ferrare sert de compromis entre les Vénitiens et les Florentins pour l'arrangement des affaires de Pise. Fuite de Ludovic Sforze en Allemagne. Mort de Paul Vitelli, décapité par les Florentins à l'occasion de la guerre de Pise. Guerres de Valentinois. Retour de Sforze à Milan. Il perd de nouveau son royaume et la liberté. Mort de Ludovic Sforze.

LIVRE CINQUIÈME.

Continuation de la guerre des Florentins contre les Pisans. Siége de Faënza par Valentinois. Guerres au royaume de Naples entre les rois d'Espagne et les rois de France, qui commencent par se mettre d'accord, puis finissent par se brouiller. Borgia s'empare de l'État de Piombino. Exploits de Gonzalve dans le royaume de Naples. Origine des débats entre l'Espagne et la France. Rébellion d'Arezzo contre les Florentins. Conjuration de plusieurs seigneurs contre Valentinois. Ils sont mis à mort. Déroute des Français à Terra-Nuova. Combat entre treize Français et treize Italiens. Gonzalve refuse de reconnaître la paix entre l'Espagne et la France. Fait d'armes de Seminara. Journée de Cérisoles.

LIVRE SIXIÈME.

Préparatifs du roi de France pour la guerre d'Italie. Progrès des Espagnols dans le royaume de Naples. Mort du pape Alexandre. Election de Jules II. Desseins de celui-ci pour la guerre contre les Vénitiens. Progrès de ces derniers en Romagne. Bataille du Garigliano entre les Français et les Espagnols. Mort de Pierre de Médicis. Digression sur la nouvelle navigation aux Indes. Captivité du duc de Valentinois. Trève entre l'Espagne et la France. Succès des Florentins contre les Pisans. Mort de Frédéric d'Aragon. Déroute des Français à Osole; leur victoire à la tour de Saint-Vincent. Cruauté qu'exerça le cardinal Hippolyte d'Est contre son frère.

LIVRE NEUVIÈME.

Mésintelligence des Suisses avec la France. Ligue des Grisons avec les Français. Guerre du pape Jules contre Alphonse, duc de Ferrare. Progrès de l'empereur dans la guerre contre les Vénitiens. Guerre du même pontife contre Gênes et ses dispositions en faveur des Français. Occupation de Mirandole par le pape. Défaite de l'armée vénitienne sur le Pô. Ses progrès contre les Français. Déroute de l'armée papale à la Bastia et au fleuve Santerno. Négociations pour la paix générale. Révolte de Bologne contre le pape. Concile réuni à Pise pour réformer l'Église et mettre le pape en état de se réconcilier avec la France.

LIVRE DIXIÈME.

Négociations pour la paix entre le pape et le roi de France. Concile de Saint-Jean-de-Latran convoqué à Rome par le pape Jules. Restitution de Monte-Pulciano aux Florentins. Progrès des Allemands contre les Vénitiens. Un accident arrivé au pape Jules fait croire à sa mort. Interdit jeté sur Pise et Florence pour avoir consenti au schisme. Ligue du pape, du roi catholique et des Vénitiens contre les Français. Discours sur la guerre que le pape voulait adresser aux Florentins. Dissolution du concile de Pise transféré à Milan. Inutilité des Suisses en Italie. Guerre de l'armée de la ligue contre Ferrare et Bologne. Progrès des Vénitiens et de Gaston de Foix en Lombardie. Défaite de Ravenne. Affaiblissement de la domination française en Italie.

LIVRE ONZIÈME.

Fausse réconciliation du duc de Ferrare avec le pape. Désunion dans la ligue du roi d'Aragon, des Vénitiens et du pape Jules. Diète de Mantoue et ses résolutions. Guerre déclarée par le vice-roi d'Aragon aux Florentins, pour la rentrée des Médicis à Florence. Pillage de Prato. Exil de Pierre Soderini. Retour des Médicis à Florence. Maximilien Sforze nommé duc de Milan. Défaite des Français à Novare, par les Suisses. Mort de Jules II. Élection de Léon X. Marche des Français sur l'Italie pour la conquête de Milan. Guerre entre l'empereur et les Vénitiens. Progrès de cette guerre. Déroute des Vénitiens dans le Vicentin.

LIVRE DOUZIÈME.

Guerre des Anglais en France. Siége et reddition de Térouanne et Tournai. Trève entre la France et l'Espagne. Incendie du Rialto à Venise. Guerres du Frioul. Paix entre la France et l'Angleterre et ses conditions. Progrès d'Alviano en Lombardie. Mort de Louis XII, roi de France. François I lui succède. Ligue entre les Vénitiens et le roi François I qui marche en Italie et s'empare de Milan. Victoire des Français à Marignan. Voyage du duc de Milan en France. Conférence du pape Léon et du roi François I à Bologne. Progrès de l'empereur en Lombardie. Guerre du pape contre le duc d'Urbin. Siége de Vérone. Moyens par lesquels les Vénitiens s'en emparent.

LIVRE TREIZIÈME.

Guerre de François-Marie, duc d'Urbin, pour rentrer dans ses États. Progrès de cette guerre du côté de François-Marie et de Laurent de Médicis. Conjuration découverte pour empoisonner le pape Léon. Punition des conjurés. Victoires du Grand-Turc Sélim. Mort de Trivulce et de Maximilien. Charles d'Autriche et François I se disputent l'Empire. Charles V est élu empereur. Cause de la guerre entre l'empereur et le roi de France. Origine de l'hérésie luthérienne. Mort de Jean-Paul Baglione. Troubles d'Espagne causés par le mauvais gouvernement des ministres de l'empereur.

LIVRE QUATORZIÈME.

Indécision du pape entre la France et l'Espagne. Guerre et conquête de la Navarre par les Français. Ligue secrète entre Léon X et Charles V contre la France. Marche des Français par l'Italie pour la défense du Milanais. Guerre de l'empereur et du pape dans le duché de Milan. Progrès de cette guerre du côté des impériaux et des Français, commandés par Lautrec. Ce duché passe aux mains de l'empereur et de François Sforze. Parme et Plaisance au pouvoir de l'Église. Mort du pape Léon. Élection d'Adrien. Bataille de la Bicocca et autres faits d'armes en Ombrie, Toscane et Lombardie.

LIVRE QUINZIÈME.

Arrivée du pape à Rome. L'île de Rhodes prise par Soliman, roi des Turcs. Ligue entre l'empereur Charles V, les Vénitiens et le pape Adrien. Révolte du duc de Bourbon contre le roi de France. Marche des Français en Italie. Succès des guerres en Lombardie. Mort d'Adrien. Élection de Clément VII. Ligue entre Clément et François I. Victoire des impériaux contre les Français. Guerre de l'empereur en France. Les Français repassent les Alpes. Retour de François I en Italie. Siége de Pavie. Journée de Barco. François I prisonnier.

LIVRE SEIZIÈME.

Craintes des princes d'Italie après la victoire de Charles à Pavie. Démarches de plusieurs d'entre eux pour la sûreté de leurs États. Troubles de Sienne motivés par le gouvernement. Débats sur la captivité du roi de France. On l'envoie prisonnier en Espagne. Conjuration de plusieurs princes italiens et particulièrement du duc de Milan contre l'empereur. Honte qui en résulte pour le marquis de Pescaire. Ses desseins pour enlever au duc l'État de Milan. Le roi de France est rendu à la liberté. Conditions et cérémonies.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Projet d'alliance contre l'empereur. Les Milanais opprimés. Ligue entre le pape, l'Angleterre, la France, les Vénitiens, les Suisses et les Florentins. Prise de Lodi. Événements de Milan. Retard des alliés. Arrivée de Bourbon. François Sforze remet aux impériaux la forteresse de Milan. Les Allemands arrivent en Italie. Mort de Jean de Médicis. Sac de Rome. Conclusion de la paix. Guerre de Sienne. Difficultés du camp de la ligue. Propositions de paix faites au pape. Les armées de l'empereur et de la France en Italie. Rome et le pape dans l'embarras.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Passage de Bourbon en Toscane. Progrès de la ligue. Perplexité du pape. Piége que lui tendent les impériaux. Sac de Rome et retraite du pape dans le château Saint-Ange. Révolution politique à Florence. Délivrance du pape. Nouvelle ligue contre l'empereur. Descente des Français en Italie.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Siége de Naples. Détresse des impériaux. Combat naval entre eux et Doria. Déroute de l'armée de l'empereur suivie de la perte de plusieurs généraux et de plusieurs places. Lève reprend Pavie et est forcé de la céder. Sforze s'empare de Lodi. Arrivée du duc de Brunswick en Italie. Conduite de Doria vis-à-vis de l'empereur. Les Français quittent la ville de Gênes. Désastres de Lautrec dans le royaume de Naples. Sa mort. Marche victorieuse des impériaux. Retour de l'empereur en Italie et son couronnement. Orange fait la guerre aux Florentins. Le duché de Milan rendu à Sforze. Paix générale en Italie.

LIVRE VINGTIÈME.

Fin de la guerre de Florence. Grandeur des Médicis dans cette ville. Privilége de Charles V et serment des citoyens. Couronnement de l'empereur à Bologne. Ferdinand élu roi des Romains. Mauvaise disposition du roi d'Angleterre et du roi de France envers l'empereur. Changement du gouvernement de Sienne. Les Turcs en Hongrie. Nouveau rendez-vous entre le pape et Charles V. Nouvelle alliance. Voyage du pape à Marseille. Mariage de sa nièce. Mort du pape. Élection du cardinal Farnèse.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

FRANCESCO GUICCIARDINI,

NÉ A FLORENCE EN 1482. — MORT EN 1540.

« Voici, dit le véridique Montaigne, ce que je mis, il y a environ dix ans, dans mon Guicciardini, car quelque langue que parlent mes livres, je leur parle en la mienne : Il est historiographe diligent, et duquel, a mon advis, autant exactement que de nul aultre, on peult apprendre la vérité des affaires de son temps; aussi en la plus part, en a-il esté acteur luy mesme, et en rang honnorable. Il n'y a aulcune apparence que, par haine, faveur ou vanité, il ayt desguisé les choses; de quoy font foy les libres jugements qu'il donne des grands, et notamment de ceulx par lesquels il avoit esté advancé et employé aux charges, comme du pape Clément septiesme. Quant à la partie de quoy il semble se vouloir prévaloir le plus, qui sont ses digressions et ses discours, il y en a de bons et enrichis de beaux traicts; mais il s'y est trop pleu; car pour ne vouloir rien laisser à dire, ayant un subjet si plein et ample et à peu près infini, il en devient lasche et sentant un peu le cacquet scholastique. J'ay aussi remarqué cecy que, de tant de causes et d'effets qu'il juge, de tant de mouvements et conseils, il n'en rapporte jamais un seul à la vertu, à la religion et conscience, comme si ces parties là estoient du tout esteinctes au monde; et de toutes les actions, pour belles par apparence qu'elles soient d'elles-mesmes, il en rejette la cause à quelque occasion vicieuse ou à quelque proufit. Il est impossible d'imaginer que, parmy cet infini nombre d'actions de quoy il juge, il n'y en ayt eu quelqu'une produicte par la voye de la raison; nulle corruption peult avoir saisi les hommes si universellement que quelqu'un n'eschappe à la contagion. Cela me fait craindre qu'il y aye un peu du vice de son goust; et peult estre advenu qu'il ayt estimé d'aultruy selon soy ; très commune et très dangereuse corruption du genre humain ! »

Il n'y a rien à ajouter à cette appréciation du mérite historique de Fr. Guicciardini, par un homme d'aussi bonne foi et d'autant de sagacité que Montaigne. Je me contenterai de retracer ici les principales circonstances de sa vie publique.

Né à Florence, en 1482, d'une famille opulente, et allié, par son mariage avec Marie d'Alamanno Salviati, en 1506, à une famille puissante, il se prépara par de fortes études à la vie politique qui lui était destinée. A l'âge de 27 ans il s'était déjà acquis une grande réputation par ses connaissances dans la jurisprudence, et il avait été, en 1509, nommé avocat du chapitre de Florence et de l'ordre des Camaldules. Bientôt après il débuta dans la carrière politique par une mission de confiance.

La république de Florence s'était attachée à la fortune de la France, et se laissant aller aux désirs de Louis XII, avait donné son adhésion à la réunion du concile de Pise. Le pape furieux avait jeté l'interdit sur Pise et Florence, avait appelé au secours de ses armes spirituelles les armes temporelles de son allié le roi d'Espagne, et menaçait déjà Florence de faire éclater sur elle la tempête qui la ravagea plus tard. Florence résolut d'envoyer au roi catholique un ambassadeur chargé de détruire, par son habileté, les coups de la mauvaise fortune. Le choix tomba sur Guicciardini.

Il faut avouer, dit son biographe, J. Rosini, que si le danger qui menaçait la république était grand, le négociateur était aussi plus propre que personne à soutenir un Etat chancelant. La vie politique de Guicciardini commence avec cette mission en Espagne, pour laquelle il partit en janvier 1512. A la cour d'un roi aussi dissimulé que l'était Ferdinand, cruel, faux, ingrat, traître envers sa famille, et toujours heureux dans ses entreprises et par conséquent toujours honoré en Europe, Guicciardini dut s'habituer à chercher dans les actions humaines plutôt l'utile que le juste, à se ranger plutôt du côté de la force que de celui de la raison. Le nom de Ferdinand retentissait avec gloire d'un bout à l'autre de l'Europe, et Gonzalve, auteur de cette gloire, était relégué dans une forteresse. On racontait des merveilles de ces nouveaux pays découverts, de ces nouvelles richesses qui arrivaient à flots en Espagne, et Christophe Colomb venait de mourir dans les fers. Cette cour où les promesses étaient un leurre, les serments un jeu, la foi un vain nom, fut la première école politique de Guicciardini, et il fallut sa fermeté de caractère pour ne pas s'y perdre complètement.

En quittant le roi catholique, dont les armes

avaient ramené les Médicis dans leur patrie, Guicciardini fut comblé de présents et d'honneurs. Léon X, devenu pape, l'employa dans ses affaires les plus importantes, et le créa, en 1518, gouverneur de Modène et de Reggio.

Pendant toute cette partie de sa vie publique Guicciardini se conduisit avec fermeté et habileté, soit dans la paix, soit dans la guerre. Créé gouverneur de Parme, il sut encourager les citoyens à la défense et mit en usage toutes les ressources du capitaine le plus expérimenté; ces qualités guerrières le firent nommer lieutenant-général du pape au camp de la ligue.

Nommé plus tard gouverneur de Bologne par le pape, il y montra la même fermeté, la même justice et la même intégrité dont il avait fait preuve dans son administration précédente.

Habitué au pouvoir, sentant ses propres forces, et ayant constamment vécu depuis sa jeunesse dans l'intimité des hommes puissants, Guicciardini était devenu l'un des adversaires les plus redoutables du gouvernement démocratique sous lequel Florence, sa patrie, avait acquis tant de gloire; ce qu'il eût préféré, c'eût été un gouvernement régi par un petit nombre de nobles, et sans doute présidé par lui. Il espéra quelques instants réussir dans ce projet; mais obligé de quitter Florence après avoir échoué, il n'en conçut que plus de haine contre toute forme démocratique et se prépara à la vengeance. A la vérité il refusa de retourner à Florence en qualité de commissaire du pontife, pour porter le fer et le feu dans sa patrie; mais ses conseils furent plus désastreux que ne l'eût été l'exercice de son autorité. A peine Florence fut-elle tombée entre les mains des Médicis vainqueurs, à peine les arrêts de tribunaux passionnés et institués pour la circonstance eurent-ils au premier moment assuré l'œuvre de l'intimidation, que Guicciardini se chargea du soin principal de renouveler la constitution conformément aux nouvelles institutions. Ce fut à lui qu'on s'en fia pour donner au faux un air de vérité, pour couvrir par de beaux semblants des actes humiliants de contre-révolution, et pour régler toutes les actions d'Alexandre de Médicis, premier duc de Florence.

Le règne honteux d'Alexandre de Médicis fut souillé par des attentats privés de toute nature que la loi eût frappés dans tout simple citoyen. Et cependant Guicciardini prit sa défense auprès de Charles V, au moment où le pusillanime souverain, tremblant devant sa conscience, et surtout devant la conséquence de ses méfaits, s'apprêtait à prendre la fuite; seul de ses conseillers, Guicciardini sut encore le maintenir. Tantôt en faisant valoir près de Charles V l'utilité de contenir Florence qui avait toujours été du parti français, sous le nom d'un prince entièrement dans sa dépendance, tantôt en employant l'or auprès de ses ministres [1], il sut sauver Alexandre, et Florence fut soumise à un joug plus pesant que jamais.

Lorsque Alexandre fut frappé par la main d'un assassin dans sa propre famille [2], Guicciardini eut encore une grande part à l'affermissement du gouvernement absolu dans sa patrie. Les principaux citoyens de Florence s'assemblèrent après le premier moment de discorde pour déterminer la forme qu'il était convenable d'adopter dans ces conjonctures pressantes. L'opinion la plus générale était favorable au rétablissement du gouvernement républicain; Guicciardini combattit vivement cette opinion. Il représenta que le peuple était trop irrité contre la noblesse pour permettre qu'elle fût à la tête des affaires; que la démocratie s'emparerait par conséquent de toute l'autorité; que les passions alimenteraient les divisions intérieures, situation très dangereuse dans une ville riche et commerçante comme était Florence, et toujours convoitée par l'ambition étrangère; que dans l'impossibilité de rétablir un gouvernement aristocratique, il lui semblait indispensable de se soumettre au gouvernement d'un seul; et que le plus court moyen de réprimer les troubles du dedans et les attaques du dehors, était d'appeler Côme de Médicis à la souveraineté. Guicciardini venait de traiter avec Côme quelques jours auparavant du mariage d'une de ses filles, et probablement s'imaginait-il, comme l'ont toujours fait ceux qui ont pris part à de semblables intrigues, que lui-même dirigerait dans la voie du bien le prince qu'il avait créé; mais il le créa et ne le dirigea point. L'avis de Guicciardini prévalut dans cette assemblée; les droits de tous furent livrés aux mains d'un seul, et Guicciardini négligé alla se consoler dans une studieuse retraite.

Son esprit ferme et nourri par l'étude et par la pratique des hommes et des affaires le portait naturellement vers les travaux historiques. Retiré à Montici, il se mit à écrire l'histoire de son temps, mais une mort prématurée vint le frapper, avant qu'il eût pu mettre fin à son ouvrage, le 22 mai 1540, dans la cinquante-huitième année de son âge, non sans soupçon d'avoir été empoisonné.

Agnolo Guicciardini, son neveu, se chargea après sa mort de mettre en ordre ce qu'il put trouver de son histoire, et dans l'année 1561, il publia, pour la première fois, les seize premiers livres, qu'il dédia à Côme de Médicis.

(1) Guicciardini avait fait un jour venir deux cent mille ducats destinés aux ministres de Charles V; l'empereur trouva la somme assez *respectable* pour se l'attribuer à lui-même.

(2) Laurent de Médicis devait introduire une jeune fille dans la chambre d'Alexandre. Il y introduisit des assassins qui le poignardèrent dans son lit.

Les quatre derniers avaient été laissés fort imparfaits; le même Agnolo les revit et les publia en 1564, en les dédiant aussi au duc Côme.

« Nous avons enfin résolu, dit Agnolo dans sa première dédicace du 3 septembre 1561, de mettre au jour l'histoire des choses advenues en Italie pendant environ quarante ans, depuis l'arrivée de Charles VIII, roi de France, jusqu'à l'année 1526, écrite par Francesco Guicciardini, notre oncle. Le vœu public et la gloire d'un grand et judicieux écrivain ne pouvaient permettre qu'un tel ouvrage restât plus long-temps enseveli... Il est peu d'hommes qui aient eu plus que Francesco Guicciardini les moyens de remonter à la vérité des choses. Né noble, dévoué dès sa jeunesse à l'étude des lettres, connu dès ses premières années des hommes de tous les rangs, habile à traiter les grandes affaires, il fut employé long-temps par ses concitoyens dans les négociations les plus importantes. Le jugement et le savoir croissant en lui avec l'âge, des princes puissants lui confièrent la conduite de grandes armées, le gouvernement de pays à contenir, l'administration de provinces à satisfaire; toute sa vie, enfin, il eut à traiter les choses les plus graves et les plus difficiles. Après être intervenu ainsi activement dans les affaires de son temps, il lui était facile de connaître beaucoup de choses qui restaient cachées à d'autres. Il faut ajouter à cela qu'il fut toujours un patient investigateur des mémoires publiés, non-seulement dans cette ville de Florence, où on en a le plus grand soin, mais dans beaucoup d'autres lieux où son autorité et sa réputation lui faisaient obtenir tout ce qu'il désirait... Une mort prématurée n'a pas permis à Francesco Guicciardini de terminer complètement cet ouvrage. Ses quatre derniers livres (XVII à XX) sont même plutôt ébauchés qu'écrits, et c'est ce qui m'empêche de les publier en même temps que les seize premiers. Guicciardini n'a donc pu donner à l'ensemble de son œuvre ces derniers traits qui en assurent la perfection... etc. »

Dans la seconde dédicace au même Côme, datée du 20 juillet 1564, Agnolo dit:

« A force de soins et d'études nous sommes enfin parvenus à mettre en ordre les quatre derniers livres de Francesco Guicciardini, notre oncle. Si nous ne sommes pas parvenus à faire tout ce que réclamait la grande supériorité de l'auteur et l'imperfection de ces quatre livres, qui, à sa mort, étaient restés tronqués et décousus dans plusieurs endroits, au moins avons-nous tout fait pour remplir dignement le devoir que nous imposait notre respect pour sa mémoire et ses écrits. Nous avons cherché à ne jamais altérer le sens, mais seulement à mettre en ordre les paroles laissées par lui, de manière à les rendre plus claires et plus nettes; mais sans rien ajouter ni supprimer, et préférant toujours laisser une lacune plutôt que de mêler rien d'étranger à l'ouvrage de notre oncle. Nous espérons que tous ceux qui liront cette histoire voudront bien excuser quelques défauts restés dans un ouvrage auquel l'auteur n'a pu donner la dernière main. »

Outre les vingt livres de son *Histoire*, il reste de Guicciardini plusieurs lettres, le discours sur la réforme politique de Florence et des conseils politiques.

On a imprimé à Paris, d'abord en 1664, puis sous la rubrique de Cologne, 1758, un volume intitulé *il Sacco di Roma* attribué à Francesco Guicciardini. L'éditeur de 1758 prétend que c'est d'après cet ouvrage que Jacques Buonaparte a écrit celui que nous connaissons sur le même sujet et qui avait été publié deux ans avant, en 1756. J'ai lu les deux ouvrages et les ai comparés: les mêmes faits s'y retrouvent assez souvent reproduits; mais les deux auteurs ont été témoins oculaires et leur présence sur les lieux explique leur connaissance des mêmes faits. Je donnerai la relation de Jacques Buonaparte dans le volume des chroniques et mémoires relatif aux premières années du seizième siècle. Le prince Napoléon-Louis Bonaparte a traduit l'ouvrage de son aïeul, et c'est cette traduction que je reproduirai. Quant à l'ouvrage attribué à Francesco Guicciardini, Gamba déclare, dans sa *Serie dei Testi di lingua italiana*, et en s'appuyant sur une dissertation de Giovanni Lessi, lue à la Société Colombaire de Florence, que cet ouvrage n'est pas de Francesco Guicciardini, mais bien de son frère Luigi, et cette opinion me paraît tout-à-fait vraisemblable. Dans une préface sur l'ouvrage de Jacques Buonaparte, j'ajouterai quelques mots sur les divers ouvrages écrits à l'occasion du sac de Rome.

La prémière édition de Guicciardini, contenant seulement les seize premiers livres, parut en 1561, in-fol., chez Torrentino, à Florence. Il s'en fit en même temps une autre édition dans la même ville, en deux volumes in-8°. Deux ans après, Remi Nanni de Florence, religieux de l'ordre de Saint-Dominique, donna aussi les seize premiers livres, in-4°, avec des notes, à Venise, chez Nicolas Bevilacqua.

Les quatre derniers livres parurent séparément dans cette ville, en 1564, chez Giolito dei Ferrari, in-4°. Ils furent aussi imprimés à Parme la même année par Seth Viotti, dans la même forme, avec des sommaires en tête de chaque livre, et avec des remarques de Papirio Picedi.

En 1567, le P. Remi fit imprimer l'ouvrage complet avec la vie de l'auteur, in-4°, à Venise, chez Giolito. Thomas Porcacchi en a aussi donné une

édition in-4° avec des notes estimées, à Venise, en 1574, chez Georges Angelieri. François Sansovino en a donné une édition plus moderne, avec les réflexions de Jean-Baptiste Leoni, d'abord in-4°, ensuite en deux volumes in-8°, sans nom de ville, chez Jacques Stoër; depuis il en a paru beaucoup d'autres. La meilleure édition est une toute récente publiée à Florence, in-4°.

Carlo Botta en a publié une autre édition à Paris, en 6 volumes in-8°, avec quelques réflexions morales et littéraires, et il y a ajouté une continuation qui est son meilleur ouvrage.

L'histoire de Guicciardini, si généralement estimée en Italie, ne fut pas moins favorablement reçue du reste de l'Europe; elle a été traduite dans presque toutes les langues. Cœlius Secundus Curio la fit imprimer en latin, à Bâle, en 1566, in-fol., et in-4° un an après. Guicciardini a aussi été traduit en français, il y a près de deux siècles, par Jérôme Chomedey, gentilhomme et conseiller de la ville de Paris. On a fait plusieurs éditions de cette traduction, deux in-fol. en 1568 et en 1577, et deux autres avec les notes de François de La Noue, la première à Genève en deux volumes in-8°, et l'autre à Paris, in-fol. 1612.

Guicciardini a aussi été traduit en allemand, et dédié à Auguste, électeur duc de Saxe, par Georges Froberger de Misnie. C'est à Bâle qu'elle fut imprimée en 1574, chez Samuel Appiario, aux dépens de Henri Petri et de Pierre Perna. Antoine de Benavidès l'a traduite en espagnol, en 1581, in-fol. Elle a aussi été traduite en flamand, et imprimée à Dordrecht en 1599, avec les notes de La Noue. Enfin elle parut à Londres en 1618, de la traduction de G. Fenton, ainsi qu'on peut le voir dans le catalogue de la bibliothèque d'Oxford.

M. Favre en a publié, en trois volumes in-4° (Londres, 1738), une nouvelle traduction française revue par Georgeon. Elle ne reproduit pas exactement, il est vrai, le style pompeux et tout tite-livien de Guicciardini, mais elle est claire et facile, et sans s'arrêter humblement aux mots, elle reste cependant fidèle au sens. C'est celle dont j'ai fait choix. J'y ai fait un petit nombre de corrections là où le sens ou la langue m'ont paru le désirer, et pour donner plus de facilité au lecteur, j'ai adopté la division en chapitres telle que la donne Botta.

Paris, 20 mai.

J.-A.-C. Buchon.

